

BULLETIN
DE
L'OFFICE DU TRAVAIL

(Ministère du Travail et de la Prévoyance sociale)

TOME XV

Année 1908

PARIS

BERGER-LEVRAULT et C^{ie}, éditeurs

5, rue des Beaux-Arts (6^e arr^t)

Librairie Armand COLIN

5, rue de Mézières (6^e arr^t)

ÉTAT

AU 1^{ER} JANVIER 1908

DES

PROJETS ET PROPOSITIONS DE LOI

RELATIFS

AUX QUESTIONS OUVRIÈRES ET SOCIALES

SOU MIS À L'EXAMEN DU PARLEMENT

ÉTAT,

AU 1^{er} JANVIER 1908.

DES PROJETS ET PROPOSITIONS DE LOI

RELATIFS

AUX QUESTIONS OUVRIÈRES ET SOCIALES, SOUMIS À L'EXAMEN DU PARLEMENT (1).

Code du travail.

Projet de loi portant codification des lois ouvrières (livres I, II, III et IV du Code du Travail et de la Prévoyance sociale), présenté à la Chambre des députés par le Ministre du Commerce, le 6 février 1905 (doc. parl. n° 2237; J. O., p. 51). — Rapport Charles Benoist, déposé le 6 février 1905 (doc. parl. n° 2339; J. O., p. 135).

Projet de loi portant codification des lois ouvrières (livre V du Code du Travail et de la Prévoyance sociale), présenté à la Chambre des députés par le Ministre du Commerce le 21 février 1905. — Renvoi à la Commission du travail (doc. parl. n° 2259; J. O., p. 171).

Projet de loi portant codification des lois ouvrières (livre VI du Code du Travail et de la Prévoyance sociale), présenté au Sénat par le Ministre du Commerce le 22 février 1906 (doc. parl. n° 53; J. O., p. 157).

Rapport Ch. Benoist, au nom de la Commission du travail, déposé le 22 février 1905 (doc. parl. n° 2262; J. O., p. 187). — Rapport supplémentaire Ch. Benoist, déposé le 4 avril 1905 (doc. parl. n° 2367; J. O., p. 375). — Séance de la Chambre du 15 avril 1905 : déclaration de l'urgence, adoption. — Transmission au Sénat le 25 mai 1905 (doc. parl. n° 147; J. O., p. 480).

Rapport Strauss, sur les six livres du Code du Travail et de la Prévoyance sociale, déposé le 6 mars 1906 (doc. parl. n° 86; J. O., p. 176).

I. — CONVENTIONS RELATIVES AU TRAVAIL.

Contrat d'apprentissage.

Projet de loi relatif à l'enseignement technique industriel et commercial, présenté à la Chambre des députés par le Ministre du Commerce le 13 juillet 1905 (doc. parl. n° 2648; J. O., p. 1638).

Rapport Astier, déposé le 17 mars 1906 (doc. parl. n° 3084; J. O., p. 242). — Reprise du rapport Astier, le 12 juin 1906 (doc. parl. n° 48; J. O., p. 805).

Proposition de loi relative à l'apprentissage, déposée le 8 mai 1907, par M. Henri Michel, député. — Renvoi à la commission du travail. (Doc. parl. n° 936, J. O., p. 287.)

Contrat de travail.

Projet de loi sur le contrat de travail présenté à la Chambre des députés par le Ministre du Commerce le 2 juillet 1906. — Renvoi à la Commission du travail (doc. parl. n° 158; J. O., p. 716). — Rapport Chambon, déposé le 27 décembre 1907 (doc. parl. n° 1409).

Conditions du travail. — Port de la moustache. — *Proposition de loi concernant l'interdiction humiliante de porter la moustache, imposée par certains patrons à une grande partie des travailleurs, déposée le 1^{er} décembre 1906 par M. Antide Boyer, député (doc. parl. n° 503, J. O., p. 207). — Renvoi à la Commission du travail.*

(1) Dans cet état, on a employé la classification adoptée dans le projet de loi portant codification des lois ouvrières.

Cautionnements, avances, gages ou prêts consentis par les employés. — *Proposition de loi* tendant à imposer l'obligation du versement de tous cautionnements à la Caisse des dépôts et consignations et à créer, au profit de tout employé, une créance privilégiée pour le montant de l'avance, gage ou prêt qu'il aura consenti à son employeur, déposée le 28 mai 1907 par M. Ad. Veber, député. — Renvoi à la Commission de la réforme judiciaire et de la législation civile et criminelle. (Doc. n° 989.)

Proposition de loi concernant la garantie du cautionnement des employés, déposée le 17 janvier 1907 par M. Armez, député. — Renvoi à la Commission de la réforme judiciaire. (Doc. parl. n° 663; J. O., p. 55.)

Perte d'outils chez les employeurs. — *Proposition de loi* tendant à rendre les employeurs responsables de la perte des outils et des objets déposés chez eux, à l'occasion du travail, par ceux qu'ils occupent, déposée par M. Paul Constans le 28 mai 1907. (Doc. parl. n° 831; J. O., p. 225.) — Rapport Paul Constans le 28 mai 1907. (Doc. parl. n° 990; J. O., p. 396.)

Salaires.

Salaire minimum. — *Proposition de loi* ayant pour objet l'institution de la journée de huit heures et d'un salaire minimum pour tous les ouvriers, ouvrières et pour tous les employés et employées, déposée par M. Vaillant, député, le 5 novembre 1906. — Renvoyée à la Commission du travail (doc. parl. n° 374; J. O., p. 58).

Proposition de loi tendant à l'établissement de la journée de huit heures et d'un salaire minimum pour tous les ouvriers, ouvrières, employés et employées des travaux, emplois et services de l'État, déposée par M. Vaillant, député, le 5 novembre 1906. — Renvoyée à la Commission du travail (doc. parl. n° 375; J. O., p. 61).

Proposition de loi ayant pour but d'assurer un minimum d'existence aux travailleurs des deux sexes, déposée par M. Jules Coutant, député, le 11 juin 1907. — Renvoi à la Commission du travail. (Doc. parl. n° 1043; J. O., p. 848.)

Salaire minimum des mineurs. — *Proposition de loi* tendant à l'établissement d'un salaire minimum pour tous les ouvriers employés dans les mines et minières, déposée par M. Basly, député, le 12 juin 1906 (doc. parl. n° 29; J. O., p. 484).

Salaire minimum dans l'agriculture. — *Proposition de loi* tendant à instituer des délégués agricoles et un salaire minimum pour la protection du travail et des travailleurs agricoles, déposée par M. Aldy, député, le 21 décembre 1906 (doc. parl. n° 595; J. O., p. 318).

Constatation des salaires dans le tissage et le bobinage. — *Projet de loi* tendant à charger les inspecteurs du travail de l'application des lois du 7 mars 1850 et du 21 juillet 1856, sur les moyens de constater les conventions entre patrons et ouvriers en matière de tissage et de bobinage, présenté le 6 décembre 1904, à la Chambre des députés, par le Ministre du Commerce (doc. parl. n° 2119; J. O., p. 347). — Renvoyé à la Commission du travail. — Rapport Paul Constans, déposé le 27 janvier 1905 (doc. parl. n° 2207; J. O., p. 15). — Séance de la Chambre du 9 février 1905: déclaration de l'urgence, adoption. — Transmission au Sénat, le 21 février 1905 (doc. parl. n° 32; J. O., p. 29).

Pourboires. — *Proposition de loi* ayant pour but d'empêcher la confiscation des libéralités accordées aux travailleurs des deux sexes, déposée par M. Antide Boyer, député, le 1^{er} décembre 1906 (doc. parl. n° 502; J. O., p. 206). — Renvoi à la Commission du travail.

Proposition de loi ayant pour but d'interdire à tout chef d'industrie ou de commerce, à toute administration publique ou privée, à tous leurs préposés, d'opérer, sous forme quelconque et pour quelque objet que ce soit, un prélèvement sur le montant des pourboires donnés par les clients à titre gracieux aux employés et ouvriers, présentée par M. Jules Coutant, député, le 28 janvier 1907. — Renvoi à la Commission du travail (doc. parl. n° 701; J. O., p. 85).

Participation aux bénéfices. — *Proposition de loi* tendant à propager l'application du principe de la participation des salariés aux bénéfices des entreprises qui les emploient, déposée par M. Ballande, député, le 15 juin 1906. — Renvoyée à la Commission du travail (doc. parl. n° 117; J. O., p. 601).

Proposition de loi relative à la participation aux bénéfices dans les entreprises et concessions de l'État, déposée par M. Guillemet, député, le 22 juin 1906 (doc. parl. n° 126; J. O., p. 624).

Proposition de loi tendant à régler la répartition des bénéfices réalisés par l'exploitation des concessions ou monopoles accordés par l'État et constitués en sociétés, déposée par MM. Emile Constant et Cazauvieilh, déposée le 5 novembre 1906 (doc. parl. n° 378; J. O., p. 64). — Renvoyée à la Commission du travail.

Proposition de loi sur les coopératives ouvrières de production et le contrat de participation aux bénéfices, déposée par M. Doumer, député, le 19 juin 1906.

Paiement des salaires. — *Proposition de loi* sur les règlements d'atelier, présentée par M. Ferroul, député, le 29 mai 1890 (doc. parl. n° 591). — Rapport sommaire Saint-Romme, le 6 juillet 1892 (doc. parl. n° 2262; J. O., p. 1537). — Séances des 4 et 5 novembre 1892 : déclaration de l'urgence; discussion; adoption. — Transmission au Sénat le 10 novembre 1892 (doc. parl. n° 15; J. O., p. 501). — Rapport Maxime Lecomte, déposé le 20 juillet 1893 (doc. parl. n° 304). — Rapport supplémentaire Maxime Lecomte, le 17 mars 1894 (doc. parl. n° 62; J. O., p. 106). — Séance du 24 avril 1894 : adoption avec modifications. — Retour à la Chambre le 20 juin 1898; nouvel intitulé : *Proposition de loi* sur le paiement des salaires des ouvriers (doc. parl. n° 72; J. O., p. 1169). — Rapport Dubief, déposé le 22 novembre 1898 (doc. parl. n° 409; J. O., p. 312). — Séances des 6 et 8 décembre 1898 : discussion et adoption avec modifications. — Retour au Sénat le 13 décembre 1898 (doc. parl. n° 353; J. O., p. 603). — Rapport Maxime Lecomte, déposé le 24 décembre 1901 (doc. parl. n° 484; J. O., p. 572). — Séances des 17 janvier, 6 février, 6 novembre, 6 décembre 1902, 2 avril 1903; 1^{re} délibération; renvois successifs à une séance ultérieure.

Économats. — *Proposition de loi* ayant pour but de supprimer les économats et d'interdire aux employeurs de vendre directement ou indirectement à leurs ouvriers et employés des denrées et marchandises de toutes sortes, déposée le 3 juillet 1906 par M. Jules Coutant, député. — Renvoyée à la Commission du travail (doc. parl. n° 195; J. O., p. 752).

Proposition de loi ayant pour objet la suppression des économats patronaux et l'interdiction de la vente habituelle directe ou indirecte de marchandises quelconques faites par les employeurs à leurs ouvriers, déposée par M. Flayelle, député, le 5 juillet 1906. — Renvoyée à la Commission du travail (doc. parl. n° 200; J. O., p. 756).

Saisie-arrêt des salaires. — *Proposition de loi* tendant à modifier la loi du 12 janvier 1895 relative à la saisie-arrêt sur les salaires et petits traitements des ouvriers et employés, présentée par M. Basly, député, le 25 novembre 1897 (doc. parl. n° 2840; J. O., p. 157).

Proposition de loi tendant à compléter la loi du 12 janvier 1895 relative à la saisie-arrêt des salaires et petits traitements des ouvriers et employés, présentée par M. Odilon-Barrot, député, le 10 décembre 1897 (doc. parl. n° 2888; J. O., p. 282).

Proposition de loi tendant à modifier la loi du 12 janvier 1895 relative à la saisie-arrêt sur les salaires et petits traitements des ouvriers et employés, présentée par M. Plichon, député, le 13 janvier 1898 (doc. parl. n° 2949; J. O., p. 1).

Rapport Zéavès, déposé le 26 mars 1907 (doc. parl. n° 2889; J. O., p. 267). — Séances des 4 et 6 juin 1907 : délibération, déclaration de l'urgence : adoption.

Transmission au Sénat le 13 juin 1907 (doc. parl. n° 157; J. O., p. 123).

Renvoyées à la Commission du travail. — Rapport Rose, 21 mars 1898 (doc. parl. n° 3131; J. O., p. 875). — Discussion et adoption, après déclaration d'urgence, le 1^{er} avril 1898.

Transmission au Sénat le 4 avril 1898 (doc. parl. n° 218; J. O., p. 457). — Rapport Chovet, 19 novembre 1901 (doc. parl. n° 411; J. O., p. 391). — Séances des 6, 18, 20, 25 novembre 1902 : Première délibération. — Renvoi à la Commission d'un contre-projet Savary. — Rapport supplémentaire Savary, le 9 juin 1905 (doc. parl. n° 163; J. O., 499). — Séance du 3 novembre 1905 : adoption en première délibération. — Séances des 13, 19, 20 et 22 novembre 1906, adoption en 2^e délibération. — Transmission à la Chambre le 29 novembre 1906 (doc. parl. n° 485; J. O., p. 187).

Privilège des salaires. — *Proposition de loi* portant modification de l'article 549 du Code de commerce, déposée le 21 juin 1906 par M. Victor Fort, député (doc. parl. n° 130).

II. — RÉGLEMENTATION DU TRAVAIL.

Réglementation du travail en général.

Projet de loi relatif à la réglementation du travail présenté par le Ministre du Commerce à la Chambre des députés, le 10 juillet 1906 (doc. parl. n° 236; *J. O.*, p. 912). — Rapport Justin Godard, le 21 mars 1907 (doc. parl. n° 876).

Durée du travail. — Conférence internationale. — *Proposition de loi* ayant pour objet la limitation des heures de travail au moyen d'une conférence internationale, déposée par M. Grillon, député, le 5 novembre 1906. — Renvoyée à la Commission du travail (doc. parl. n° 379; *J. O.*, p. 65).

Journée de huit heures. — Voir à *Salaire minimum* les deux propositions Vaillant.

Ateliers de famille. — *Proposition de loi* portant application de l'article 2 de la loi du 30 mars 1900 aux ateliers de famille énumérés à l'article 1^{er} de la loi du 2 novembre 1892, déposée par MM. Ledin et Vidon, députés, le 27 novembre 1906. — Renvoyée à la Commission du travail (doc. parl. n° 480; *J. O.*, p. 179).

Contrôle de la durée du travail. — *Projet de loi* relatif au contrôle de la durée du travail dans les établissements industriels, présenté par le Ministre du Commerce à la Chambre des députés le 14 juin 1904. — Renvoi à la Commission du travail (doc. parl. n° 1761; *J. O.*, p. 678). — Rapport Chambon le 31 janvier 1906 (doc. parl. n° 2950; *J. O.*, p. 39). — Reprise du rapport Chambon le 6 juillet 1906 (doc. parl. n° 220; *J. O.*, p. 902).

Repos hebdomadaire. — *Proposition de loi* tendant à l'extension des dispositions de la loi du 13 juillet 1906 sur le repos hebdomadaire, déposée par M. Cornand, député, le 5 novembre 1906. — Renvoi à la Commission du travail (doc. parl. n° 385; *J. O.*, p. 74).

Proposition de loi tendant à modifier la loi du 13 juillet 1906 sur le repos hebdomadaire, déposée par M. Trouin, député, le 8 novembre 1906. — Renvoi à la Commission du travail (doc. parl. n° 406; *J. O.*, p. 90).

Proposition de loi ayant pour objet d'apporter des modifications partielles à la loi votée le 13 juillet 1906 sur le repos hebdomadaire, déposée par M. Georges Berry, député, le 20 novembre 1906. — Demande d'urgence, rejet au scrutin. — Renvoi à la Commission du travail (doc. parl. n° 440; *J. O.*, p. 146).

Projet de loi ayant pour objet de compléter la loi du 13 juillet 1906 sur le repos hebdomadaire, déposée à la Chambre par le Ministre du Travail, le 31 mai 1907. — Renvoi à la Commission du travail. (Doc. parl. n° 1007; *J. O.*, p. 444).

Proposition de loi tendant à modifier les dispositions de la loi du 13 juillet 1906 sur le repos hebdomadaire du personnel domestique des hôtels et restaurants, déposée par M. Engerand, député, le 13 juillet 1906. — Renvoi à la Commission du travail (doc. parl. n° 631; *J. O.*, p. 21).

Proposition de loi tendant à compléter la loi du 13 juillet 1906 sur le repos hebdomadaire, déposée par MM. Empereur et Chion-Ducollet, députés, le 20 mars 1907 (doc. parl. n° 864; *J. O.*, p. 246).

Proposition de loi tendant à modifier la loi du 13 juillet 1906 sur le repos hebdomadaire, déposée par M. Cosnard, député, le 20 mars 1907 (doc. parl. n° 835; *J. O.*, p. 246).

Proposition de loi tendant à compléter la loi du 13 juillet 1906 sur le repos hebdomadaire, déposée par M. Depasse, député, le 23 mars 1907 (doc. parl. n° 891; *J. O.*, p. 266).

Proposition de loi tendant à apporter différentes additions au texte de la loi du 13 juillet 1906 sur le repos hebdomadaire, déposée par MM. Leboucq et Marc Réville, députés, le 22 mars 1907 (doc. parl. n° 292; *J. O.*, p. 266).

Proposition de loi tendant à compléter les articles 1 et 2 de la loi du 13 juillet 1906 sur le repos

hebdomadaire, déposée par M. Maurice Violette, député, le 26 mars 1907 (doc. parl. n° 895; *J. O.*, p. 267).

Proposition de loi tendant à modifier la loi du 13 juillet 1906 sur le repos hebdomadaire, déposée par M. Guillemet, député, le 21 mai 1906. — Renvoi à la Commission du travail (doc. parl. n° 954; *J. O.*, p. 311).

Repos hebdomadaire. — Amnistie. — *Proposition de loi ayant pour objet d'accorder amnistie pleine et entière pour tous les délits et contraventions commis jusqu'à ce jour à l'occasion de l'application de la loi sur le repos hebdomadaire*, déposée par M. Georges Berry, député, le 28 février 1907 (doc. parl. n° 797; *J. O.*, p. 186).

Proposition de loi ayant pour objet d'accorder une amnistie pleine et entière à toute personne ayant encouru une condamnation pour avoir contrevenu à la loi sur le repos hebdomadaire, déposée par M. Lockroy, député, le 28 février 1907 (doc. parl. n° 798; *J. O.*, p. 187).

Proposition de loi d'amnistie visant les contraventions et délits à la loi sur le repos hebdomadaire, présentée par M. Georges Berry, le 20 décembre 1907 (doc. parl. n° 1402).

Femmes et enfants.

Proposition de loi tendant à apporter quelques modifications à la loi du 30 novembre 1892 sur le travail des enfants, des filles mineures et des femmes, dans les usines et manufactures, présentée par M. Waddington, sénateur, le 29 décembre 1903. — Déclaration de l'urgence (doc. parl. n° 364; *J. O.*, p. 917). — Rapport Waddington, déposé le 8 mars 1904 (doc. parl. n° 65; *J. O.*, p. 148). — Séances des 18, 22 et 24 mars 1904 : discussion et adoption. — Transmission à la Chambre des députés le 25 mars 1904. — Nouvel intitulé : *Proposition de loi adoptée par le Sénat, tendant à modifier les articles 3, 4, 7 et 11 de la loi du 2 novembre 1892 sur le travail des enfants, des filles mineures et des femmes dans les établissements industriels, et l'article 1^{er} du décret-loi du 9 septembre 1848 relatif aux heures de travail dans les manufactures et usines* (doc. parl. n° 1639; *J. O.*, p. 334). — Renvoi à la Commission du travail. — Nouvelle transmission le 12 juin 1906.

Travail de nuit des femmes. — *Projet de loi relatif à la ratification de la convention internationale de Berne sur le travail de nuit des femmes employées dans l'industrie*, présenté à la Chambre des députés par le Ministre du Travail et le Ministre des Affaires étrangères, le 18 février 1907 (doc. parl. n° 764; *J. O.*, p. 33). — Rapport Justin Godart, le 12 mars 1907 (doc. parl. n° 840; *J. O.*, p. 320). — Séance du 10 juin 1907 : urgence déclarée, adoption. — Transmission au Sénat le 11 juillet 1907 (doc. parl. n° 282; *J. O.*, p. 428).

Projet de loi relatif à la mise en vigueur de la convention internationale de Berne sur le travail de nuit des femmes employées dans l'industrie, présenté à la Chambre des députés par le Ministre du Travail, le 18 février 1907 (doc. parl. n° 765; *J. O.*, p. 34). — Rapport Justin Godart, le 12 mars 1907 (doc. parl. n° 841; *J. O.*, p. 321). — Séance du 10 juin 1907 : urgence déclarée, adoption. — Transmission au Sénat, le 22 octobre 1907 (doc. parl. n° 293).

Protection des femmes en couches. — *Proposition de loi sur la protection et l'assistance des mères et des nourrissons*, présentée par M. Strauss, sénateur, le 14 novembre 1899 (doc. parl. n° 235; *J. O.*, p. 449). — Rapport sommaire Combes, le 9 mars 1900 (doc. parl. n° 52; *J. O.*, p. 51). — Prise en considération le 15 mars 1900. — Rapport Strauss, déposé le 17 janvier 1902 (doc. parl. n° 4; *J. O.*, p. 2). — Séance du 3 décembre 1903 : 1^{re} délibération, adoption. — Rapport supplémentaire Strauss, le 23 mars 1906 (doc. parl. n° 124; *J. O.*, p. 236 et rectifié 721).

Proposition de loi sur la protection et l'assistance des femmes avant et après l'accouchement, déposée par M. Engerand, député, le 5 juillet 1906. — Renvoi à la Commission du travail (doc. parl. n° 199; *J. O.*, p. 1138).

Proposition de loi concernant la protection et l'assistance des femmes enceintes et nouvellement accouchées et des enfants du premier âge, déposée par M. J.-L. Breton, député, le 13 juillet 1906. — Renvoi à la Commission d'hygiène publique.

Allaitement. — *Proposition de loi relative aux facilités à accorder aux femmes occupées dans l'industrie pour l'allaitement de leurs nourrissons*, déposée par M. Durand (Aude), le 12 décembre 1906. — Déclaration de l'urgence; renvoi à la Commission du travail (doc. parl. n° 557; *J. O.*, p. 271).

Hommes adultes.

Durée du travail dans les mines. — *Proposition de loi relative à la durée de la journée*

de travail dans les mines et ayant pour objet de prévenir la grève des mineurs par l'association du capital et du travail, présentée par M. Darbot, sénateur, le 20 février 1902 (doc. parl. n° 67; *J. O.*, p. 113). — Rapport sommaire Gomot, le 17 mars 1902 (doc. parl. n° 164; *J. O.*, p. 367). — Séance du 12 juin 1902 : prise en considération. — Séance du 17 juin 1902 : renvoi à la Commission chargée d'examiner la proposition de loi, adoptée par la Chambre des députés, relative à la durée du travail dans les mines.

Journée de huit heures dans les mines. — *Proposition de loi* tendant à limiter à huit heures au maximum la journée de travail dans les mines, déposée le 12 juin 1906 par M. Basly, député (doc. parl. n° 32; *J. O.*, p. 486). — Rapport Léon Janet, le 18 mars 1907 (doc. parl. n° 850; *J. O.*, p. 237). — Rapport supplémentaire Léon Janet (doc. parl. n° 1120; *J. O.*, p. 951). — Délibération, déclaration de l'urgence et adoption, le 5 juillet 1907. — Transmission au Sénat, le 9 juillet 1907 (doc. parl. n° 253; *J. O.*, p. 393).

Réglementation du travail dans les chemins de fer. — *Proposition de loi* relative à la sécurité publique dans les exploitations de chemins de fer et à la situation des mécaniciens et chauffeurs dans ces industries, présentée par MM. Descubes, etc., députés, le 28 juillet 1894 (doc. parl. n° 895; *J. O.*, p. 165). — Renvoyée à la Commission du travail. — Rapp. Descubes, 21 décembre 1895 (doc. parl. n° 1700; *J. O.*, p. 1627).

Projet de loi relatif à la sécurité publique dans les exploitations de chemins de fer et à la situation des mécaniciens et chauffeurs dans ces industries, déposé par M. Turrel, Ministre des Travaux publics, le 26 novembre 1897 (doc. parl. n° 2847; *J. O.*, p. 226). — Renvoyé à la Commission du travail.

Proposition de loi relative à la situation des mécaniciens, chauffeurs et agents des trains, déposée par MM. Berteaux, etc., députés, le 30 novembre 1897 (doc. parl. n° 2853; *J. O.*, p. 231). — Renvoyée à la Commission du travail.

Nouvel intitulé : *Proposition de loi relative à la réglementation du travail des mécaniciens, chauffeurs et agents des trains, et aux conditions de retraite du personnel des chemins de fer français.*

Rapp. suppl. Descubes, 2 décembre 1897 (doc. parl. n° 2860; *J. O.*, p. 237). — Déclaration d'urgence, discussion et adoption, le 17 décembre 1897.

Transmission au Sénat, le 21 décembre 1897 (doc. parl. n° 79; *J. O.*, p. 757). — Rapp. Jules Godin, 25 février 1901 (doc. parl. n° 85; *J. O.*, p. 190). — Déclaration d'urgence et discussion, les 30 et 31 mai, 4, 6 et 7 juin 1901. — Adoption avec modifications.

Retour à la Chambre, le 12 juin 1901 (doc. parl. n° 2412; *J. O.*, p. 507). — Rapp. Rose, déposé le 2 juillet 1901 (doc. parl. n° 2557; *J. O.*, p. 750). — 1^{re} séance du 14 novembre 1901 : dépôt, par M. Rose, d'un rapp. suppl. (doc. parl. n° 2750; *J. O.*, p. 79). — 2^e séance du 14 novembre 1901 : déclaration de l'urgence; discussion; dépôt, par M. Berteaux, d'un contre-projet; adoption de ce contre-projet et d'un projet de résolution de M. Zévaès et plusieurs de ses collègues.

Retour au Sénat, le 15 novembre 1901 (doc. parl. n° 409; *J. O.*, p. 390). — Rapport Jules Godin, déposé le 11 mars 1902 (doc. parl. n° 123; *J. O.*, p. 187). — Rapp. suppl. Jules Godin, déposé le 30 mars 1903 (doc. parl. n° 134; *J. O.*, p. 372). — Rapport suppl. Jules Godin, déposé le 23 juin 1904. — Rapport suppl. Jules Godin, déposé le 23 juin 1905 (doc. parl. n° 175).

Proposition de loi relative à la sécurité publique dans les exploitations des chemins de fer (travail et retraites des agents des services des trains), présentée par M. Monestier, sénateur, le 22 novembre 1900 (doc. parl. n° 357; J. O., p. 740).

Réglementation de la profession de chauffeur-mécanicien. — *Proposition de loi concernant la réglementation de la profession de chauffeur-mécanicien dans l'industrie, présentée par M. Charonnat, député, le 4 juin 1907. — Renvoi à la Commission du travail (doc. parl. n° 1019; J. O., p. 430).*

Ouvriers étrangers.

Proposition de loi relative aux salaires des ouvriers étrangers et ayant pour but de prévenir la dépression de la main-d'œuvre ouvrière déposée par M. Jules Coutant, député, le 14 juin 1906 (doc. parl. n° 108; J. O., p. 592).

Proposition de loi portant modification de la loi du 8 août 1893 relative au séjour des étrangers en France et à la protection du travail national, déposée par MM. Lebrun et Villejean, le 20 mars 1907. — Renvoi à la Commission d'hygiène publique (doc. parl. n° 872).

Proposition de loi ayant pour but de compléter la loi du 8 août 1893 sur la protection du travail national, déposée par M. Defontaine, député, le 10 mai 1907. — Renvoi à la Commission du travail (doc. parl. n° 942; J. O., p. 308).

Hygiène et sécurité.

Composés du plomb. — *Projet de loi sur l'emploi des composés du plomb dans les travaux de peinture en bâtiment, présenté par le Ministre du Commerce, le 30 octobre 1902 (doc. parl. n° 401; J. O., p. 201). — Rapport J.-L. Breton, déposé le 28 novembre 1902 (doc. parl. n° 515; J. O., p. 409). — Rapport supplémentaire Breton, déposé le 28 mai 1903 (doc. parl. n° 941; J. O., p. 588). — Séance du 30 juin 1903: déclaration de l'urgence, discussion et adoption. — Transmission au Sénat le 22 octobre 1903 (doc. parl. n° 276; J. O., p. 521). — Rapport Alcide Treille, déposé le 20 avril 1905 (doc. parl. n° 135; J. O., p. 5 de 1906). — Rapport supplémentaire Pédebidou, le 8 juin 1906 (doc. parl. n° 282; J. O., p. 721). — Séances des 22, 23, 27, 29, 30 novembre et 4 décembre; 1^{re} délibération, déclaration de l'urgence; adoption. — Transmission à la Chambre le 7 décembre 1906 (doc. parl. n° 530; J. O., p. 248). — Rapport Breton, le 1^{er} mars 1907 (doc. parl. n° 799; J. O., p. 721). — Séances des 27 juin et 2 juillet 1907; discussion, déclaration de l'urgence, adoption. — Transmission au Sénat, le 9 juillet 1907 (doc. parl. n° 254; J. O., p. 393).*

Inspection du travail.

Voir ci-dessus à *Constatation des salaires* le projet de loi chargeant les inspecteurs du travail de l'application de la loi du 7 mars 1850 (tissage et bobinage).

Projet de loi établissant des délégués adjoints à l'inspection du travail dans l'industrie, présenté à la Chambre des députés par le Ministre du travail, le 7 mai 1907. — Renvoi à la Commission du travail (doc. parl. n° 919; J. O., p. 329).

Délégués mineurs. — *Proposition de loi tendant à modifier la loi du 9 mai 1905 sur les délégués à la sécurité des ouvriers mineurs, déposée par M. Basly, député, le 12 juin 1906 (doc. parl. n° 30). — Rapport Basly, le 10 juillet 1906 (doc. parl. n° 242; J. O., p. 919).*

Délégués mineurs. — *Projet de loi tendant à permettre aux délégués mineurs institués par la loi du 9 juillet 1890 de signaler, dans les formes prévues à l'article 3 de ladite loi, les infractions aux lois du 2 novembre 1892, 30 mars 1900 et 29 juin 1905 relevées par eux au cours de leurs visites, déposé à la Chambre des députés par le Ministre du travail, le 18 novembre 1907 (doc. parl. n° 1314). — Renvoi à la Commission du travail.*

III. — GROUPEMENTS PROFESSIONNELS.

Coalitions et grèves.

Droit de grève. — *Proposition de loi tendant à organiser le droit de grève, déposée par*

M, Paul Constans, député, le 3 juillet 1906. — Renvoi à la Commission du travail (doc. parl. n° 184; J. O., p. 739). [Voir à Conciliation et arbitrage.]

Gendarmerie mobile. — *Proposition de loi* portant création d'une brigade de police mobile, présentée, le 23 mai 1905, par M. le vicomte de Montfort, sénateur. — Urgence déclarée (doc. parl. n° 145; J. O., p. 474).

Projet de loi portant création d'un corps de gendarmerie mobile, déposé à la Chambre des députés le 22 janvier 1907, par les Ministres de l'Intérieur, de la Justice, des Finances et de la Guerre (doc. parl. n° 676).

Liberté du travail. — *Proposition de loi* tendant à l'abrogation des articles 414 et 415 du Code pénal (atteinte à la liberté du travail), déposée par M. Jules Coutant, député, le 3 juillet 1906. — Renvoi à la Commission du travail (doc. parl. n° 194; J. O., p. 751).

Projet de loi portant abrogation des articles 414 et 415 du Code pénal (atteinte à la liberté du travail) déposé par le Ministre de la Justice et le Ministre du Travail, le 14 janvier 1907. — Renvoi à la Commission de la réforme judiciaire (doc. parl. n° 650; J. O., p. 42).

Lock-outs patronaux. — *Proposition de loi* ayant pour objet de prévenir les lock-outs patronaux (fermeture des usines, chantiers, manufactures ou magasins), déposée par M. Jules Coutant, député, le 3 juillet 1906. — Renvoi à la Commission du travail (doc. parl. n° 196; J. O., p. 753).

Coalitions. — Ouvriers de l'État et des chemins de fer. — *Proposition de loi* interdisant les coalitions formées dans le but de suspendre ou faire cesser le travail dans les exploitations de l'État et des Compagnies de chemins de fer, présentée par M. Cordelet, sénateur, le 21 décembre 1894 (doc. parl. n° 58; J. O., p. 247). — Rapport sommaire Marquis, le 21 janvier 1895 (doc. parl. n° 7; J. O., p. 3). — Prise en considération, le 8 février 1895. — Rapport Demôle, le 10 juin 1895 (doc. parl. n° 121; J. O., p. 339). — Séances des 3 et 4 février 1896 : première délibération. — Séance du 14 février 1896 : deuxième délibération; adoption. — Transmission à la Chambre, le 20 juin 1898 (doc. parl. n° 77; J. O., p. 1170). — Nouvel intitulé : *Proposition de loi* ayant pour objet de modifier les articles 414 et 415 du Code pénal. — Nouvelle transmission à la Chambre, le 12 juin 1902 (doc. parl. n° 36; J. O., p. 492).

Syndicats.

Proposition de loi tendant à modifier l'article 7 de la loi du 21 mars 1884 sur les syndicats professionnels, présentée par M. Barthe, sénateur, le 10 juillet 1893 (doc. parl. n° 260; J. O., p. 533).

Rapp. Bérenger, 9 juillet 1894 (doc. parl. n° 9; J. O., p. 188).

Proposition de loi ayant pour but d'ajouter à la loi du 21 mars 1884, relative aux syndicats professionnels, des dispositions punissant les infractions à l'article 3, présentée par M. Barthe, le 22 juin 1894 (doc. parl. n° 131; J. O., p. 173).

Proposition de loi portant modifications à la loi du 21 mars 1884 sur les syndicats professionnels : dépôt et lecture par M. Millerand, député, le 12 juin 1906. — Déclaration de l'urgence. — Renvoi à la Commission du travail (doc. parl. n° 15; J. O., p. 463).

Proposition de loi tendant à compléter et à modifier la loi du 21 mars 1884 sur les syndicats professionnels, déposée par M. Lemire, député, le 12 juin 1906. — Renvoi à la Commission du travail (doc. parl. n° 34; J. O., p. 487).

Proposition de loi tendant à modifier la loi du 21 mars 1884 sur les syndicats professionnels, déposée par M. Lemire, député, le 5 novembre 1906. — Renvoi à la Commission du travail (doc. parl. n° 380; J. O., p. 67).

Proposition de loi portant modification à la loi du 21 mars 1884 sur les syndicats professionnels, déposée par M. Vaillant, député, le 30 novembre 1906. — Renvoi à la Commission du travail (doc. parl. n° 498; J. O., p. 204).

Coopératives de production.

Voir ci-dessus à Participation aux bénéfices la proposition Doumer.

Mines. — *Proposition de loi* ayant pour but : 1° l'annulation des contrats qui ont aliéné la propriété nationale des mines; 2° l'exploitation des mines par les travailleurs y employés, déposée par M. Paul Constans, député, le 14 juin 1906. — Renvoi à la Commission des mines (doc. parl. n° 102; J. O., p. 586).

IV. — REPRÉSENTATION ET JURIDICTION PROFESSIONNELLES.

Conseils de prud'hommes.

Éligibilité des femmes. — *Projet de loi* tendant à conférer aux femmes l'éligibilité aux conseils de prud'hommes, déposé à la Chambre par le Ministre du travail, le 23 mai 1907. Renvoi à la Commission du travail (doc. parl. n° 967; *J. O.*, p. 352). — Rapport Groussier, le 13 juin 1907 (doc. parl. n° 1049; *J. O.*, p. 720). Séance du 20 juin 1907 : déclaration de l'urgence. Adoption.

Appel des demandes reconventionnelles. — *Proposition de loi* relative à l'appel des demandes reconventionnelles dont connaissent les Conseils de prud'hommes, présentée par M. Arthur Groussier, député, le 10 juin 1907 (doc. parl. n° 1089; *J. O.*, p. 443).

Compétence des juges de paix en matière de différends relatifs au contrat de travail. — *Proposition de loi* relative à la compétence des juges de paix en matière de différends relatifs aux contrats du travail, présentée par M. Arthur Groussier, député, le 10 juin 1907 (doc. parl. n° 1040; *J. O.*, p. 446).

Conseils de prud'hommes mineurs. — *Proposition de loi* tendant à créer des conseils de prud'hommes mineurs, déposée par M. Basly, député, le 12 juin 1906 (doc. parl. n° 33; *J. O.*, p. 487). — Rapport Bouveri, le 11 juillet 1906 (doc. parl. n° 258; p. 920).

Conseils de prud'hommes agricoles. — *Proposition de loi* tendant à l'institution de conseils de prud'hommes agricoles, présentée par M. Bouffandeau, député, le 27 mars 1907 (doc. parl. n° 916; *J. O.*, p. 282).

Conciliation et arbitrage.

Proposition de loi portant modification de la loi du 27 décembre 1892, en édictant l'assistance obligatoire à la tentative de conciliation pour les différends collectifs entre patrons et ouvriers mineurs, présentée par M. Magnien, sénateur, le 19 juin 1899 (doc. parl. n° 174; *J. O.*, p. 411). — Rapp. somm. Magnien, 29 juin 1899 (doc. parl. n° 195; *J. O.*, p. 424). — Prise en considération, le 3 juillet 1899.

Proposition de loi sur le règlement amiable des différends relatifs aux conditions du travail, présentée par M. Millerand, député. — Séance du 12 juin 1906, dépôt et lecture; déclaration de l'urgence. — Renvoi à la Commission du travail (doc. parl. n° 14; *J. O.*, p. 464).

Rapport Colliard, déposé le 27 décembre 1907 (doc. parl. n° 1418).

Proposition de loi tendant à organiser le droit de grève, déposée par M. Paul Constans, député, le 3 juillet 1886. — Renvoi à la Commission du travail (doc. parl. n° 184).

Proposition de loi portant règlement amiable des différends collectifs entre patrons et ouvriers, déposée par M. Rudelle, député, le 13 juillet 1906. — Renvoi à la Commission du travail (doc. parl. n° 312; *J. O.*, p. 950).

Proposition de loi tendant à faire inscrire l'arbitrage obligatoire dans le cahier des charges des entreprises dépendant des pouvoirs publics, présentée par M. Ferdinand Buisson, député, le 21 mars 1907 (doc. parl. n° 879; *J. O.*, p. 255).

Proposition de loi tendant à la suppression des grèves et à l'établissement de l'arbitrage obligatoire dans les industries de première nécessité, présentée par MM. Desplas et Chautard, le 23 mai 1907. — Renvoi à la Commission du travail (doc. parl. n° 971; *J. O.*, p. 399).

Représentation professionnelle.

Conseils du travail. — *Proposition de loi* relative à l'institution des conseils consultatifs du travail, présentée par M. Bérenger, sénateur, le 29 mars 1901 (doc. parl. n° 198; *J. O.*, p. 269). — Rapport sommaire Gomot, le 4 juin 1901 (doc. parl. n° 224; *J. O.*, p. 281). — Prise en considération le 18 juin 1901. — Rapport Francis Charmes, déposé le 19 décembre 1901 (doc. parl. n° 462; *J. O.*,

p. 452). — Séances des 6, 7, 11 et 13 novembre 1902 : première délibération ; adoption. — Séance du 5 décembre 1902 : adoption en deuxième délibération. — Transmission à la Chambre des députés, le 15 janvier 1903 (doc. parl. n° 634 ; J. O., p. 1). — Nouvelle transmission le 12 juin 1906.

Délégues agricoles. — Voir à *Salaire minimum dans l'agriculture* la proposition Aldy.

V. — ASSURANCES OUVRIÈRES.

Accidents du travail.

Proposition de loi tendant à compléter et à modifier les articles 23 et 30 de la loi du 9 avril 1898 et à réprimer les manœuvres délictueuses d'intermédiaires spéculant sur les accidents du travail, déposée par M. Leboucq, député, le 19 novembre 1906. — Renvoi à la Commission d'assurance et de prévoyance sociales (doc. parl. n° 437 ; J. O., p. 133).

Proposition de loi tendant à modifier l'article 15 de la loi du 31 mars 1905 sur les accidents du travail, déposée le 17 décembre 1907, par M. Leboucq, député (doc. parl. n° 1389).

Projet de loi modifiant l'article 5 de la loi du 12 avril 1906, relatif à la contribution imposée aux exploitants non patentés pour l'alimentation du fonds de garantie institué par la loi du 9 avril 1898 sur les accidents du travail, présentée au Sénat par le Ministre du Travail (doc. parl. n° 287 ; J. O., p. 428). — Rapport Cordelet, 9 décembre 1907 (doc. parl. n° 320). — Séance du Sénat du 17 décembre : déclaration de l'urgence, adoption. — Transmission à la Chambre le 20 décembre 1907 (doc. parl. n° 1401).

Proposition de loi ayant pour but de compléter la loi du 9 avril 1898 sur les accidents du travail, déposée le 28 novembre 1907, par M. Defontaine, député (doc. parl. n° 1340). — Renvoi à la Commission d'assurance et de prévoyance sociales.

Prescription de l'action civile. — *Proposition de loi* concernant les accidents du travail et la prescription de l'action civile en cette matière déposée par M. Folleville, député, le 14 juin 1907 (doc. parl. n° 1055 ; J. O., p. 854).

Indemnité pour frais de déplacement. — *Proposition de loi* tendant à accorder une indemnité aux victimes des accidents du travail pour les frais de déplacement qui leur incombent par l'application de la loi de 1898 modifiée par les lois du 22 mars 1902 et 31 mars 1905, déposée par M. Defontaine, député, le 21 juin 1907 (doc. parl. n° 1080 ; J. O., p. 916).

Accidents du travail dans l'agriculture. — *Projet de loi* ayant pour objet d'étendre aux exploitations agricoles la législation sur les accidents du travail, présenté à la Chambre des députés, le 5 novembre 1906, par le Ministre du Travail. — Renvoi à la Commission d'assurance et de prévoyance sociales (doc. parl. n° 364 ; J. O., p. 34). — Rapport Chauvin le 22 février 1907 (doc. parl. n° 777 ; J. O., p. 157). — Avis au nom de la Commission de l'agriculture, déposé par M. Chaigne, le 4 juillet 1907 (doc. parl. n° 1153 ; J. O., p. 979).

Proposition de loi sur la responsabilité des accidents agricoles déposée par M. Paul Beauregard, député, le 24 octobre 1907 (doc. parl. n° 1271). — Renvoi à la Commission d'assurance et de prévoyance sociales.

Algérie. — *Projet de loi* concernant la responsabilité des accidents du travail dont les ouvriers sont victimes dans leur travail en Algérie, présenté à la Chambre des députés, le 8 novembre 1906, par le Ministre du Travail. — Renvoi à la Commission d'assurance et de prévoyance sociales (doc. parl. n° 400 ; J. O., p. 87).

Délégues mineurs. — *Proposition de loi* tendant à faire bénéficier les délégués à la sécurité des ouvriers mineurs des dispositions de la loi du 9 avril 1898 sur les accidents du travail, déposée par M. Basly, député, le 6 novembre 1906. — Renvoi à la Commission d'assurance et de prévoyance sociales (doc. parl. n° 399 ; J. O., p. 87).

Ouvriers de l'État. — *Projet de loi* concernant l'application de la loi du 9 avril 1898 sur les accidents du travail aux ouvriers et employés des exploitations de l'État, présenté à la Chambre des députés, le 14 juin 1906, par le Ministre du Commerce. — Renvoi à la Commission d'assurance et de prévoyance sociales (doc. parl. n° 86 ; J. O., p. 551).

Établissements pénitentiaires et hospitaliers. — *Projet de loi concernant les accidents de travail survenus dans les établissements pénitentiaires et dans les établissements hospitaliers*, présenté à la Chambre des députés par le Ministre du travail, le 28 janvier 1907. — Renvoi à la Commission d'assurance et de prévoyance sociales (doc. parl. n° 703; J. O., p. 87).

Caisse de prévoyance contre les risques et accidents des marins. — *Proposition de loi tendant à ajouter un paragraphe à l'article 9 de la loi du 29 décembre 1905, sur la caisse de prévoyance contre les risques et accidents des marins*, présentée par M. Armez, député, le 17 décembre 1907 (doc. parl. n° 1384).

Maladies professionnelles.

Projet de loi sur les maladies professionnelles, présenté à la Chambre des députés, le 14 juin 1906, par le Ministre du Commerce. — Renvoi à la Commission d'assurance et de prévoyance sociales (doc. parl. n° 88; J. O., p. 557).

Proposition de loi ayant pour objet l'extension aux maladies d'origine professionnelle de la loi du 9 avril 1898 sur les accidents du travail, déposée par M. J.-L. Breton, député, le 13 juillet 1906. — Renvoi à la Commission d'assurance et de prévoyance sociales (doc. parl. n° 325; J. O., p. 2287).

Rapport J. L. Breton,
déposé le 22 mars 1907
(doc. parl. n° 888).

Vieillesse et invalidité.

Retraites ouvrières — *Proposition de loi tendant à organiser l'assurance obligatoire contre l'invalidité et la vieillesse*, présentée par MM. Lemire et Gayraud, députés, le 10 juin 1902 (doc. parl. n° 17; J. O., p. 478). — Rapport sommaire Émile Rey, le 26 juin 1902 (doc. parl. n° 151; J. O., p. 660).

Proposition de loi ayant pour objet d'assurer contre l'indigence les vieillards infirmes et incurables indigents, par l'institution d'une assurance complémentaire de l'assurance ouvrière encore à créer, présentée par M. Vaillant, député, le 3 juillet 1902 (doc. parl. n° 187; J. O., p. 711). — Rapport sommaire Congy, le 10 juillet 1902 (doc. parl. n° 274; J. O., p. 767).

Proposition de loi portant création d'une caisse nationale de retraites ouvrières, présentée par MM. Millerand et Guieysse, députés, le 14 octobre 1902 (doc. parl. n° 321; J. O., p. 71).

Proposition de loi ayant pour objet l'institution d'une assurance sociale, présentée par M. Vaillant, député, le 6 novembre 1902 (doc. parl. n° 418; J. O., p. 257).

Proposition de loi ayant pour but : 1° la création d'une caisse nationale de retraites pour la vieillesse, l'invalidité, l'assurance au décès, au profit de tout Français de l'un ou l'autre sexe; 2° l'assistance obligatoire aux infirmes et incurables par la participation de la commune, du département et de l'État, présentée par M. Jules Coutant, député, le 18 novembre 1902 (doc. parl. n° 457; J. O., p. 289).

Proposition de loi ayant pour objet d'organiser un service public et un budget spécial de solidarité sociale, présentée par M. Mirman, député, le 28 novembre 1902 (doc. parl. n° 510; J. O., p. 406).

Proposition de loi sur les retraites ouvrières, présentée par M. Achille Adam, député, le 6 décembre 1902 (doc. parl. n° 625; J. O., p. 1215).

Proposition de loi sur les retraites ouvrières agricoles, présentée par M. de Laurens Castelet, député, le 25 juin 1903 (doc. parl. n° 1068; J. O., p. 952).

Proposition de loi ayant pour objet la création d'une caisse nationale de retraites, d'invalidité et de vieillesse au profit des travailleurs, présentée par M. Dubuisson, député, le 3 novembre 1903 (doc. parl. n° 1261; J. O., p. 109).

Proposition de loi ayant pour objet les retraites des travailleurs vieux

Rapport Guieysse au
nom de la Commission d'as-
surance et de prévoyance
sociales, déposé le 22 no-
vembre 1904 (doc. parl.
n° 2083; J. O., p. 1187).
— 1^{re} délibération dans
les séances de la Chambre
des 5, 6, 10, 11 juillet;
8, 9, 14, 15, 16, 21, 22,
23, 28, 29, 30 novembre;
5, 6, 7, 12 et 14 décem-
bre 1905; 18, 23, 24,
25, 30 et 31 janvier; 1^{re},
6, 7, 8, 13, 14, 15, 20,
21, 22, 23 (1^{re} et 2^e sé-
ances) février 1906. Décla-
ration de l'urgence; adop-
tion le 23 février. —
Transmission au Sénat le
6 mars 1906 (doc. parl.
n° 69; J. O., p. 171).

ou infirmes, présentée par MM. Émile Rey et Lachière, le 30 novembre 1903 (doc. parl. n° 1331; J. O., p. 186).

Proposition de loi sur l'organisation des retraites pour la vieillesse et l'invalidité, présentée par MM. Albert Dormoy, Charles Chaumet et Cazeaux-Cazalet, députés, le 14 janvier 1904 (doc. parl. n° 1432; J. O., p. 10).

Proposition de loi sur les retraites pour la vieillesse, présentée par M. François Fournier, député, le 25 mars 1904 (doc. parl. n° 1636; J. O., p. 329).

Proposition de loi sur les caisses de retraites et de secours des ouvriers de l'industrie, présentée par M. Félix Martin, sénateur, le 27 février 1897 (doc. parl. n° 61; J. O., p. 355). — Rapport sommaire Gustave Denis, le 1^{er} avril 1897 (doc. parl. n° 103; J. O., p. 402). — Prise en considération le 17 juin 1897. — Rapport Félix Martin, le 7 février 1898 (doc. parl. n° 36; J. O., p. 74). — Séance du 24 février 1898 : première délibération.

Proposition de loi relative à l'organisation d'une assurance générale des travailleurs contre la vieillesse, l'invalidité et la maladie, présentée par M. Antonin Dubost, sénateur, le 8 avril 1905. — Déclaration de l'urgence (doc. parl. n° 111; J. O., p. 435).

Proposition de loi sur l'organisation d'une caisse mutuelle nationale de retraites pour la vieillesse et les invalides du travail, présentée par M. Cocula, sénateur, le 23 mai 1905 (doc. parl. n° 146; J. O., p. 475).

Proposition de loi ayant pour objet de remplacer les prélèvements faits sur le salaire des ouvriers et des employés des deux sexes et les versements patronaux qui doivent assurer les retraites d'invalidité et de vieillesse, soit par l'établissement d'une taxe de 50 p. 0/0 sur les héritages en ligne collatérale (entre frères et sœurs exceptés), soit par une augmentation progressive de tous les droits perçus sur les successions et donations et par une limitation au maximum de 2,000 francs de toutes les pensions de retraites des fonctionnaires de l'État, déposée par M. Jules Coutant, député, le 12 juin 1906 (doc. parl. n° 11; J. O., p. 456).

Proposition de loi tendant à assurer la participation financière de l'État à l'organisation et au fonctionnement des retraites pour la vieillesse, déposée par M. Maurice Collin, député, le 3 juillet 1906 (doc. parl. n° 190; J. O., p. 745).

Proposition de loi tendant à établir en France le monopole de la rectification de l'alcool et à en employer le produit à la création d'une caisse nationale de retraites en faveur des vieux travailleurs de l'industrie, du commerce et de l'agriculture, déposée par M. Guillemet, député, le 5 novembre 1906 (doc. parl. n° 359; J. O., p. 4). — Renvoi à la Commission d'initiative parlementaire.

Proposition de loi portant institution de retraites ouvrières, déposée par M. Darbot, sénateur, le 6 décembre 1906 (doc. parl. n° 425; J. O., p. 72).

Proposition de loi concernant la répression et la réglementation des jeux au profit des retraites ouvrières, présentée par M. Antide Boyer, député, le 25 janvier 1907. — Renvoi à la Commission d'initiative parlementaire (doc. parl. n° 693; J. O., p. 80).

Retraites des ouvriers et ouvrières de l'État. — *Projet de loi* concernant l'admission à la retraite du personnel féminin des manufactures de l'État, déposé à la Chambre des députés par le Ministre des Finances le 23 juin 1904. — Renvoi à la Commission du budget (doc. parl. n° 1801; J. O., p. 816).

Projet de loi tendant à abaisser la durée des services exigés des préposés et des ouvriers des manufactures de l'État pour l'obtention d'une retraite proportionnelle en cas d'invalidité. — Déposé à la Chambre des députés par le Ministre des Finances le 9 juillet 1904 (doc. parl. n° 1897; J. O., p. 966). — Renvoi à la Commission du budget.

Rapport Constant Du-lau, déposé le 12 avril 1905 (doc. parl. n° 2392, J. O., p. 405). — Séance du 11 juillet : déclaration de l'urgence, adoption. — Transmission au Sénat le 12 juillet 1905 (doc. parl. n° 241; J. O., p. 578).

Projet de loi relatif à la constitution de la pension de retraite des ouvriers immatriculés des manufactures nationales d'armes de Châtellerault en cas de location à l'industrie privée des établissements auxquels ces ouvriers sont affectés, présenté par le Ministre de la Guerre à la Chambre des députés le 24 février 1905. — Renvoi à la Commission du budget (doc. parl. n° 2273; J. O., p. 244). — Rapport Klotz, déposé le 22 mai 1905 (doc. parl. n° 2455; J. O., p. 541). — Séance de la Chambre du 5 juin 1905 : déclaration de l'urgence, adoption. — Transmission au Sénat le 20 juin 1905 (doc. parl. n° 171; J. O., p. 509).

Retraites des travailleurs des chemins de fer. — Voir plus haut la proposition relative à la réglementation du travail dans les chemins de fer.

VI. -- PRÉVOYANCE.

Sociétés de secours mutuels.

Proposition de loi tendant à autoriser, à titre d'essai, un certain nombre de sociétés de secours mutuels urbaines ou cantonales, groupées en unions, à se charger de l'exécution de la loi sur l'assistance médicale gratuite, déposée le 22 novembre 1906 par M. Audiffred, sénateur (doc. parl. n° 410; J. O., p. 62).

Proposition de loi relative à la réforme du fonds commun inaliénable dans les sociétés de secours mutuels déposée par M. Bonnevey, député (doc. parl. n° 773; J. O., p. 156).

Proposition de loi ayant pour but de modifier et compléter la loi du 1^{er} avril 1898 sur les sociétés de secours mutuels déposée par M. Victor Lourties, sénateur, le 18 juin 1907 (doc. parl. n° 162; J. O., p. 134). — Rapport sommaire Fortier, le 29 octobre 1907 (doc. parl. n° 296). — Prise en considération le 7 novembre 1907.

Habitations à bon marché.

Proposition de loi relative à la petite propriété et aux maisons à bon marché, déposée le 19 novembre 1906 par MM. Ribot et Siegfried, députés (doc. parl. n° 439; J. O., p. 134). — Renvoi à la Commission d'assurance et de prévoyance sociales. — Rapport Buisson, le 7 juin 1907 (doc. parl. n° 1034; J. O., p. 502). — Séance du 27 juin 1907: déclaration de l'urgence, adoption. Transmission au Sénat le 5 juillet 1907 (doc. parl. n° 229; J. O., p. 177).

Coopération de crédit.

Crédit agricole. — *Proposition de loi* relative à l'organisation nationale de l'assurance et du crédit agricoles, présentée par M. Calvet, sénateur, le 12 juillet 1895 (doc. parl. n° 200; J. O., p. 397). — Rapport sommaire Poirrier, le 23 décembre 1895 (doc. parl. n° 46; J. O., p. 542). — Prise en considération, le 28 janvier 1896.

Proposition de loi ayant pour but l'institution d'une caisse centrale agricole des avances à faire directement aux agriculteurs, présentée par M. Laterrade, sénateur, le 12 mai 1899 (doc. parl. n° 118; J. O., p. 557). — Rapport sommaire Destieux-Junca, le 19 mai 1899 (doc. parl. n° 136; J. O., p. 367).

Crédit mutuel. — Sociétés coopératives. — *Proposition de loi* ayant pour objet l'extension du crédit mutuel au commerce, à l'industrie et aux sociétés coopératives, ainsi que l'attribution d'avances à long terme aux sociétés coopératives présentée par M. Codet, député, le 15 février 1907 (doc. parl. n° 753; J. O., p. 130).

DIVERS.

Assistance aux familles nécessiteuses. — *Proposition de loi* tendant à organiser l'assistance aux familles nombreuses et nécessiteuses, présentées par M. Néron, député, le 7 février 1907. — Renvoi à la Commission du budget (doc. parl. n° 740; J. O., p. 112).

Bien de famille insaisissable. — *Projet de loi* sur la constitution et la conservation d'un bien de famille insaisissable, présenté par le Ministre de l'Agriculture à la Chambre des députés, le 31 janvier 1905 (doc. parl. n° 2214; J. O., p. 23). — Renvoi à la Commission de l'agriculture.

Proposition de loi ayant pour objet de créer un bien de famille insaisissable, présentée par M. Lemire, député, le 10 juin 1902 (doc. parl. n° 18; J. O., p. 482). — Rapport sommaire Morel, le 30 juin 1902 (doc. parl. n° 163; J. O., p. 684).

Rapport Louis Martin déposé le 7 février 1906 (doc. parl. n° 2967; J. O., p. 121). Séance de la Chambre du 13 avril: Déclaration de l'urgence, adoption. — Transmission au Sénat le 12 juin 1906 (doc. parl. n° 287; J. O., p. 717).

Proposition de loi tendant à la création d'un bien de famille insais-

sable (*Homestead*), présentée par M. Louis Martin, député, le 1^{er} décembre 1903 (doc. parl. n° 541; *J. O.*, p. 1071).

Proposition de loi ayant pour objet de créer en France des biens insaisissables de famille, présentée par M. Pierre Lebaudy, le 15 janvier 1903 (doc. parl. n° 653; *J. O.*, p. 47).

Proposition de loi établissant un emprunt de 500 millions pour combattre le paupérisme en procurant un coin de terre aux familles qui n'en ont pas, déposée par M. Lemire, député, le 14 juin 1906. — Renvoi à la Commission du budget.

Chômage rural. — *Proposition de loi* relative au chômage et à la crise du travail rural, présentée par M. Engerand, député, le 16 mars 1905 (doc. parl. n° 2312; *J. O.*, p. 297). — Renvoi à la Commission du commerce et de l'industrie. — Rapport Mas, déposé le 23 novembre 1905 (doc. parl. n° 2778; *J. O.*, p. 64). — Reprise du rapport Mas le 14 juin 1906 (doc. parl. n° 109; *J. O.*, p. 594).

Concessions minières. — *Proposition de loi* tendant à annexer au domaine public les concessions minières ou portions de concessions non encore exploitées, déposée par M. Basly, député, le 12 juin 1906 (doc. parl. n° 31; *J. O.*, p. 485).

Voir également la proposition Paul Constans à *Cooperatives de production*.

Établissements dangereux, insalubres ou incommodes. — *Proposition de loi* tendant à la revision de la législation des établissements dangereux, insalubres ou incommodes, déposée par M. Émile Chautemps, sénateur, le 8 juin 1906 (doc. parl. n° 283; *J. O.*, p. 704). — Séance du 8 juin 1906 : dépôt d'un rapport sommaire, par M. Guillier (doc. parl. n° 307; *J. O.*, p. 745). — Rapport Chautemps, le 11 juillet 1907 (doc. parl. n° 265; *J. O.*, p. 396).

Monts-de-Piété. — *Proposition de loi* tendant à la réorganisation du service de la prise des gages au Mont-de-piété de Paris, présentée par M. Paul Strauss, sénateur, le 19 janvier 1903 (doc. parl. n° 11; *J. O.*, p. 33). — Rapport Lefèvre, le 26 février 1903 (doc. parl. n° 62; *J. O.*, p. 93). — Prise en considération le 10 mars 1903.

Organisation professionnelle. — *Proposition de loi* sur l'organisation professionnelle, déposée par M. de Castelnau, député, le 6 juillet 1906. — Renvoi à la Commission du travail (doc. parl. n° 217; *J. O.*, p. 768).

Secours de chômage. — *Proposition de loi* tendant à ouvrir au Ministre de l'Intérieur un crédit extraordinaire de 25,000 francs pour venir en aide aux ouvriers verriers d'Hénin-Liétard, victimes d'un chômage forcé, présentée par M. Basly, député, le 22 novembre 1904. — Renvoi à la Commission du budget (doc. parl. n° 2084; *J. O.*, p. 197). — Rapport Gervais, le 27 décembre 1904 (doc. parl. n° 2186; *J. O.*, p. 495). — Séance du 28 décembre 1904, déclaration de l'urgence; adoption. — Transmission au Sénat le 13 janvier 1905 (doc. parl. n° 3; *J. O.*, p. 1).

Proposition de loi tendant à ouvrir au Ministre de l'Intérieur un crédit de 500,000 francs pour venir en aide aux ouvriers des mines, des usines et des ateliers en chômage par suite de renvoi après les grèves qui ont suivi la manifestation du 1^{er} mai 1906, déposée par M. Paul Constans, député, le 14 juin 1906 (doc. parl. n° 96; *J. O.*, p. 584). — Renvoi à la Commission du budget.

Proposition de loi tendant à ouvrir au Ministre de l'Intérieur un crédit de 20,000 francs pour secours aux bateliers victimes de faits calamiteux, déposée par M. Paul Constans, député, le 14 juin 1906 (doc. parl. n° 97; *J. O.*, p. 584). — Renvoi à la Commission du budget.

Proposition de loi tendant à ouvrir au Ministre de l'Intérieur un crédit de 20,000 francs pour secourir les familles des bateliers nécessiteux du canal du Berry, victimes du chômage durant l'été de 1906, déposée par M. Paul Constans, député, le 2 novembre 1906. — Renvoi à la Commission du budget.

Proposition de loi ayant pour objet d'inscrire un crédit de 100,000 francs au budget du Ministère du Travail pour être distribué entre les ouvrières de la soie victimes du chômage; dépôt et lecture par M. Devèze, député, le 21 décembre 1906; urgence déclarée. — Renvoi à la Commission du budget (doc. parl. n° 599).

Proposition de loi tendant à ouvrir au chapitre 78 du budget du Ministère de l'Intérieur un crédit de 50,000 francs, pour être distribué aux ouvrières fileuses de soie victimes du chômage, déposée par M. Devèze, député, le 11 juillet 1907. — Déclaration de l'urgence. — Renvoi à la Commission du budget (doc. parl. n° 1220; *J. O.*, p. 1052).

Proposition de loi tendant à l'ouverture d'un crédit extraordinaire pour venir en aide aux ouvriers

des industries textiles du Nord, atteint par le chômage résultant des grèves, présentée par M. Devèze, député, le 7 novembre 1903 (doc. parl. n° 1274; *J. O.*, p. 139); rapport Clémentel, le 31 mars 1904 (doc. parl. n° 1681; *J. O.*, p. 590). — Adoption le 31 mai 1904. — Transmission au Sénat, le 31 mai 1903 (doc. parl. n° 146; *J. O.*, p. 229).

Proposition de loi portant ouverture au Ministère du Travail d'un crédit extraordinaire de 150,000 francs pour venir en aide aux grévistes de Fougères, déposée et lue par M. Betoulle, député, le 11 janvier 1907. — Urgence déclarée. — Renvoi à la Commission du budget (doc. parl. n° 644; *J. O.*, p. 31).

Proposition de loi tendant à ouvrir au budget du Ministère de l'Intérieur un crédit extraordinaire de 25,000 francs pour venir en aide aux familles des grévistes de la compagnie générale parisienne des tramways-sud, déposée et lue par M. Jules Coutant, député, le 5 février 1907. — Déclaration de l'urgence (doc. parl. n° 724; *J. O.*, p. 102).

Proposition de loi ayant pour objet d'ouvrir aux Ministres de l'Intérieur, du Travail et de la prévoyance sociale et de l'agriculture, un crédit extraordinaire de 500,000 francs pour être mis à la disposition des maires des communes du département de l'Hérault, afin de venir en aide à la population ouvrière urbaine et rurale, victime du chômage, déposée par M. Lasserre, député, le 7 février 1907 (doc. parl. n° 742; *J. O.*, p. 115).

Proposition de loi tenant à ouvrir au Ministère du Travail, un crédit extraordinaire de 500,000 francs pour secours à accorder aux ouvriers des usines mues par les forces hydrauliques qui ont été victimes de chômages prolongés, déposée par M. Charles Dumont, député, le 26 mars 1907 (doc. parl. n° 906; *J. O.*, p. 274).

Projet de loi portant ouverture au Ministère de l'Intérieur, sur l'exercice 1907, d'un crédit supplémentaire de 100,000 francs pour secours d'extrême urgence aux victimes du chômage, présenté à la Chambre des députés par le Ministère de l'Intérieur, le 27 mars 1907 (doc. parl. n° 912; *J. O.*, p. 276).

Proposition de loi ayant pour objet d'ouvrir au Ministère du Commerce et de l'Industrie, sur l'exercice 1907, un crédit extraordinaire de 50,000 francs, à l'effet de secourir les ouvriers mégissiers de Graulhet (Tarn), victimes du chômage, déposée par M. de Belcastel, député, le 2 juillet 1907 (doc. parl. n° 1146; *J. O.*, p. 977).

Proposition de loi tendant à ouvrir au Ministère de l'Intérieur, un crédit extraordinaire de 25,000 francs pour venir en aide aux familles des ouvriers éprouvés par le chômage résultant de la crise que subit actuellement l'industrie automobile et parties similaires, déposée par M. Jules Coutant, député, le 24 octobre 1907. — Renvoi à la Commission du budget (doc. parl. n° 1266).

Taxe du pain et de la viande. — *Projet de loi* relatif à la taxe du pain et de la viande, déposé par le Ministère de l'Agriculture, à la Chambre des députés, le 12 juin 1906 (doc. parl. n° 24; *J. O.*, p. 473).



BULLETIN

DE

L'OFFICE DU TRAVAIL

(MINISTÈRE DU TRAVAIL ET DE LA PRÉVOYANCE SOCIALE)

SOMMAIRE.

	Pages.		Pages.
<i>Mouvement social en France.</i>		Canada : Revue du travail. — Grèves.....	62
État au 1 ^{er} janvier 1908 des projets et propositions de loi d'intérêt social soumis au Parlement.	xviii	États-Unis : Revue du travail.....	62
Pages.....	1 a	Grande-Bretagne : Revue du travail. — Grèves. —	
Revue du travail en décembre.....	1	Le personnel et les accidents dans les mines. —	
Situation par industries.....	2	Les opérations des comités de secours contre le	
Grèves en décembre.....	11	chômage. — Le conflit dans les chemins de fer :	
Conciliation et arbitrage en décembre.....	16	convention arbitrale.....	62
L'hygiène et la sécurité des travailleurs en 1906.	18	Italie : Grèves. — Les grèves et lock-outs en 1904.	66
(Suite et fin.).....		Pays-Bas : Revue du travail. — Grèves.....	72
Résultats définitifs des expériences comparatives de peintures au blanc de céruse et au blanc de zinc à l'institut Pasteur.....	24	République Argentine : Le mouvement gréviste à Buenos-Ayres en 1906.....	
Les subventions de l'État aux caisses de chômage pour le 1 ^{er} semestre 1907.....	25		
Les coopératives militaires au 30 juin 1907.....	26	<i>Actes et documents officiels.</i>	
L'enquête sur le chômage dans la tannerie et la mégisserie.....	34	Loi du 19 décembre 1907, relative à la surveil-	
Institutions de retraites en faveur du personnel des chemins de fer de l'État.....	36	veillance et au contrôle des sociétés decapitali-	
Salaires normaux et durée normale de la journée de travail à Paris en 1907 (industries polygraphiques).....	37	sation.....	73
Les accidents de mer en 1905.....	38	Règlement pour l'exécution de l'arrangement fran-	
		co-italien relatif aux accidents du travail.....	73
		Décrets :	
		1 ^o 7 décembre 1907 (modifications au décret du 29 novembre 1904 sur l'hygiène et la sécurité des travailleurs).....	76
		2 ^o 7 décembre 1907 (nomination de membres de la commission supérieure du travail).....	76
		Arrêté du 26 décembre 1907 (travail) sur le taux des subventions aux caisses de chômage.....	77
		Circulaires :	
		1 ^o 2 décembre 1907 (assujettissement des élèves pharmaciens à la loi sur le repos hebdomadaire).....	77
		2 ^o 5 décembre 1907 (délégues mineurs débi-	
		tants).....	78
		État des travaux législatifs.....	79
		Chronique législative.....	80
		<i>Renseignements divers.</i>	
		Analyse, par département, des renseignements fournis par les associations patronales.....	82
		Analyse, par département, des renseignements fournis par les associations ouvrières.....	89
		Commerce extérieur; transports; prix courants divers.....	106
		Mouvement syndical.....	107
		Erratum.....	112

Jurisprudence.

Syndicats professionnels : ouverture de magasins de vente; contraventions à la loi du 21 mars 1884. — Fermeture automatique des monte-charges; automatisme insulsiant; contravention à la loi sur l'hygiène et la sécurité des travailleurs; admission du syndicat ouvrier comme partie civile. — Accidents du travail; contrat de louage passé en France; travail exécuté à l'étranger; application de la loi de 1898..... 40

Mouvement social à l'étranger.

Allemagne : Revue du travail. — Placement. — L'assurance-maladie en 1904 et 1905..... 46
Autriche : Placement. — Grèves. — L'inspection du travail en 1906..... 51
Belgique : Revue du travail. — Grèves. — Les subventions des communes et des provinces en vue de développer l'assurance-chômage..... 57

PARIS.

BERGER-LEVRAULT et C^{ie}, éditeurs,5, rue des Beaux-Arts (6^e arr^t).

LIBRAIRIE ARMAND COLIN,

5, rue de Mézières (6^e arr^t).

Le Bulletin de l'Office du travail paraît tous les mois. On le trouve chez tous les libraires.
On s'abonne également dans tous les bureaux de poste et à l'Imprimerie nationale.

Les abonnements ne sont pas reçus au Ministère du Travail.

PRIX DE L'ABONNEMENT { POUR LA FRANCE..... 2 fr. 50 par an.
POUR L'UNION POSTALE..... 3 fr. 50 —

EN VENTE CHEZ BERGER-LEVRAULT ET C^{ie} :
PUBLICATIONS DE LA DIRECTION DE L'ASSURANCE
ET DE LA PRÉVOYANCE SOCIALES.

I. — Recueil de documents sur les Accidents du travail.

- N° 1. — Lois, Réglements et Circulaires (Janvier 1907). Un volume in-8° de 404 pages. 1 fr. 75.
 N° 2. — Lois sur les accidents du travail (Février 1907). Brochure de 32 pages. 0 fr. 50.
 N° 3. — Jurisprudence (I. Mars 1902). Un volume de 937 pages. 10 francs.
 N° 4. — Loi du 9 avril 1898 (modifiée par la loi du 22 mars 1902) et Décret relatif aux déclarations d'accidents. Brochure de 26 pages. 0 fr. 50.
 N° 5. — Rapports aux Congrès internationaux des accidents (Paris 1900. — Düsseldorf 1902), par le Directeur de l'Assurance et de la Prévoyance sociales. Brochure de 33 pages. 0 fr. 60.
 N° 6. — Jurisprudence. Table analytique des décisions publiées dans le fascicule n° 3 (Mars 1902). Brochure de 63 pages. 1 franc.
 N° 7. — Jurisprudence (II. Mars 1903). Avec Table alphabétique générale des décisions publiées dans les fascicules n° 3 et 7. Un volume de 449 pages. 5 francs.
 N° 8. — Jurisprudence. Table analytique des décisions insérées dans les tomes I et II (fascicules n° 3 et 7). 1903. Brochure de 84 pages. 1 fr. 30.
 N° 9. — Jurisprudence. (III. Novembre 1903). Avec Table alphabétique générale des décisions publiées dans les fascicules n° 3, 7 et 9. Un volume de 363 pages. 4 francs.
 N° 10. — Jurisprudence. Table analytique des décisions publiées dans les tomes I, II et III (fascicules n° 3, 7 et 9). 1903. Volume in-8° de 95 pages. 1 fr. 40.
 N° 11. — Jurisprudence (IV. Mars 1904). Avec Table analytique des décisions publiées dans les fascicules n° 3, 7, 9 et 11. Un volume de 304 pages. 3 fr. 25.
 N° 12. — Jurisprudence. Table analytique des décisions publiées dans les tomes I à IV (fascicules n° 3, 7, 9 et 11). Vol. de 96 pages. 1 fr. 40.
 N° 13. — Maladies professionnelles. Rapport préparatoire au Comité consultatif des Assurances

- contre les accidents du travail. 1904. Brochure in-8° de 48 pages. 0 fr. 20.
 N° 14. — Législation sur les accidents, annotée des décisions de jurisprudence. 2^e édit. 1906. Un volume de 110 pages. 1 fr. 25.
 N° 15. — Répertoire bibliographique sur la législation relative aux accidents du travail, par A. DAGUIN. 2^e édit. 1906. Broch. de 96 p. 1 fr. 25.
 N° 16. — Rapport sur l'application de la loi du 9 avril 1898 (Février 1905.). Brochure de 236 pages, dont 40 de graphiques en noir et en couleurs. 2 fr. 75.
 N° 17. — Jurisprudence. (V. Mars 1905). Un volume de 147 pages. 1 fr. 75.
 N° 18. — Arrêté fixant le tarif des frais médicaux et pharmaceutiques en matière d'accidents du travail. 1905. Brochure de 62 pages. 0 fr. 75.
 N° 19. — Deuxième rapport sur l'application de la loi du 9 avril 1898. (Mars 1906.) Vol. de 175 p., dont 30 de graphiques en noir et couleurs. 2 fr.
 N° 20. — Jurisprudence. (VI. Mars 1906.) Un volume de 212 pages. 2 fr. 50.
 N° 21. — Troisième rapport sur l'application de la loi du 9 avril 1898. (Octobre 1906.) Vol. de 150 pages, dont 31 de graphiques en noir et en couleurs. 1 fr. 75.
 N° 22. — Décret du 27 septembre 1906 arrêtant la liste des exploitations commerciales soumises à la taxe réduite pour le fonds de garantie. Br. de 34 p. 0 fr. 35.
 N° 23. — Jurisprudence. (VII. Octobre 1906.) Un volume de 64 pages. 0 fr. 75.
 N° 24. — Jurisprudence. Table analytique des décisions publiées dans les tomes I à VII (fascicules n° 3, 7, 9, 11, 17, 20 et 23). Vol. 95 p. 1 fr. 25.
 N° 25. — Les Accidents du travail dans l'Agriculture, d'après la statistique allemande, par Edouard FUSTER. Broch. in-8° de 48 p. 0 fr. 65.
 N° 26. — La Statistique du risque professionnel en Autriche, par Edouard FUSTER. Volume in-8° de 168 pages. 2 francs.

II. — Recueil de Documents sur la Prévoyance sociale.

- Les Caisses d'épargne. (Legislation et statistique.) 1903. Brochure in-8° de 34 pages. 0 fr. 75.
 Applications de la législation française sur les habitations à bon marché. 1903. Brochure de 52 pages. 0 fr. 75.
 L'Habitation ouvrière et les pouvoirs publics en Allemagne, par Edouard FUSTER. 1903. Brochure de 78 pages. 1 fr. 25.
 Les Retraites ouvrières en Italie, par O. ARSANDAUX. 1903. Brochure de 78 pages. 1 fr. 25.
 L'Assurance populaire du canton de Neuchâtel, par O. ARSANDAUX. 1903. Broch. de 41 p. 0 fr. 75.
 Projet de loi sur le contrat d'assurance. Rapport et documents. 1904. Volume de 247 pages. 0 fr. 85.
 L'Assurance obligatoire contre l'invalidité en Allemagne. 1905. Volume de 156 pages. 1 fr. 75.

- Les Capitaux des caisses de retraites allemandes et leur emploi, par Edouard FUSTER. 1905. Volume de 95 pages. 1 fr. 20.
 Documents sur les retraites ouvrières en Allemagne, par Edouard FUSTER. 1905. Brochure de 77 pages. 1 franc.
 Principaux résultats de la prévoyance sociale, de 1890 à 1903. Statistiques et graphiques. 1905. Brochure de 47 pages avec diagrammes. 0 fr. 60.
 Projet de code du travail et de la prévoyance sociale (vote par la Chambre des députés, le 15 avril 1905). Brochure de 61 pages. 0 fr. 75.
 Les Assurances sociales en France, de 1829 à 1905. Rapport au Congrès international de Vienne (1905), par le Directeur de l'Assurance et de la Prévoyance sociales. Broch. de 28 p. 0 fr. 50.
 Les assurances sociales en Belgique, par J. Bégasse. Broch. de 186 pages. 2 fr. 40.

Prière d'envoyer les communications relatives au **Bulletin** et aux **Syndicats professionnels**, non affranchies, à l'adresse suivante :

Monsieur le Ministre du Travail et de la Prévoyance sociale,
 Direction du travail. PARIS (VII^e).

N. B. — Pour que les envois bénéficient de la franchise postale, il importe que l'adresse porte la mention : *A monsieur le Ministre du Travail et de la Prévoyance sociale.*

BULLETIN

DE

L'OFFICE DU TRAVAIL.

FRANCE.

REVUE DU TRAVAIL ⁽¹⁾.

Pendant le mois de décembre la taille de la vigne a diminué le chômage parmi les ouvriers viticoles du Midi, mais les inondations et les pluies ont entravé les travaux dans beaucoup de localités. L'exploitation des coupes de bois a commencé dans la plupart des centres forestiers; dans les autres centres le chômage est particulièrement élevé par suite de la fin des travaux agricoles. Bien qu'ayant baissé en raison de la saison, le travail reste satisfaisant pour l'époque pour les horticulteurs et les ouvriers agricoles de la région parisienne.

Dans le bâtiment le travail, par suite de la douceur de la température de décembre n'a pas baissé autant que d'habitude.

Dans l'industrie textile, l'activité est normale dans les Vosges, les Ardennes et la Normandie; elle est peu satisfaisante dans le Nord, sauf à Roubaix, ainsi que dans la région de Roanne et les petits centres de Maine-et-Loire et des Deux-Sèvres. Dans la soie, la baisse de travail est à peu près générale et s'étend même aux usines de tissage mécanique de la région lyonnaise. L'activité reste satisfaisante dans la couture.

Dans les métaux, les renvois continuent dans l'automobile; la tendance à

⁽¹⁾ Sauf indication contraire, les renseignements sur le mouvement du travail sont tirés des réponses au questionnaire mensuel sur l'état du travail et le chômage professionnel envoyées par les syndicats ouvriers et qui sont parvenues à l'Office du travail dans la seconde quinzaine de décembre 1906. — Les chiffres entre parenthèses dans la situation par industries indiquent le nombre des ouvriers adhérents des syndicats cités. — Ne sont comptés que les chômeurs involontaires, à l'exclusion des ouvriers malades ou en grève.

la reprise, signalée le mois dernier parmi les ferblantiers-boîtiers des côtes bretonnes ne s'est pas maintenue.

Le chômage reste très élevé dans presque tous les centres de mégisserie ainsi que dans la carrosserie automobile à Paris. Le travail bat son plein dans les industries du livre.

1,239 syndicats, groupant 283,600 ouvriers, ont répondu, pour décembre 1907, au questionnaire mensuel sur l'état du travail et le chômage professionnel.

Parmi ces syndicats, 1,023 groupant 233,209 ouvriers ont fait connaître le nombre de leurs chômeurs, soit 19,582, ce qui correspond à une moyenne de 8.4 p. 100, en y comprenant les mineurs du Pas-de-Calais, et de 9.4 p. 100, mineurs du Pas-de-Calais non compris. Cette dernière moyenne était, le mois dernier, de 9.4 p. 100; elle était de 7.8 p. 100 en décembre 1906.

L'ouvrage, pendant le mois de décembre 1907, a été jugé, par comparaison avec le mois de novembre, plus abondant, par 19 p. 100 des syndicats, groupant 15 p. 100 des syndiqués; équivalent par 44 p. 100 des syndicats, groupant 40 p. 100 des syndiqués; moins abondant par 37 p. 100 des syndicats, groupant 45 p. 100 des syndiqués.

A la question : « Estimez-vous la situation du travail satisfaisante pour l'époque ? » 617 syndicats, groupant 124,571 adhérents, ont répondu par l'affirmative, et 387, groupant 94,678 adhérents, ont répondu par la négative.

Situation par industries.

PÊCHE. — AGRICULTURE. — FORÊTS. — Les pêcheurs et marins du commerce du Havre (2,784) ont 6 p. 100 de chômeurs contre 8 p. 100 le mois dernier et 7 en décembre 1906 : le travail est moins abondant; ceux de Boulogne-sur-Mer (869) en accusent 2 p. 100 contre 1.9 le mois dernier. Sur les côtes bretonnes et vendéennes, par suite du mauvais temps, la pêche est moins abondante à Douarnenez (1,723), le Bono (151), Guilvinec (266), Port-Louis (450), Concarneau (650). Sur la Méditerranée, à Arles (120), la moitié des pêcheurs chôment.

D'après les réponses de 66 syndicats d'ouvriers agricoles, groupant 9,669 membres, la proportion des chômeurs syndiqués était, en décembre, de 15.4 p. 100 contre 22.8 le mois dernier et 31.9 en décembre 1906; la situation était considérée comme satisfaisante par 48 p. 100 des syndicats et 70 p. 100 des syndiqués. Sur le total de 1,497 chômeurs, 1,428 sont signalés par 45 syndicats d'ouvriers viticoles de l'Aude, de l'Hérault et des Pyrénées-Orientales qui groupent à eux seuls 3,756 syndiqués : la proportion est respectivement dans les trois départements de 27.9, 47 et 28.1 p. 100 contre 51.2, 74.1 et 25.5 le mois dernier et 40.4, 44.2 et 65.1 en décembre 1906; 7 de ces syndicats n'accusent aucun chômeur; un plus grand nombre d'ouvriers ont été occupés en décembre à la taille de la vigne et aux fumures, mais les pluies et les inondations causent encore beaucoup de chômage, surtout dans l'Hérault. A Paris, le syndicat mixte des horticulteurs (2,367) annonce 18 chômeurs contre 26 le mois dernier et 12 en décembre 1906 : le travail est moins abondant, mais satisfaisant pour l'époque; le syndicat ouvrier de la rue du Harlay (2,220) n'accuse aucun chô-

meur. En Seine-et-Marne, les ouvriers agricoles de Lizy-sur-Ourcq (230) sont tous occupés, mais ont moins de travail, les semailles étant terminées. Les vigneron d'Aÿ (142) n'accusent également aucun chômeur par suite de la reprise des travaux dans les vignobles. Pas de chômeurs également chez les cultivateurs de Cahors (100).

98 syndicats de bûcherons accusent 1,954 syndiqués sans travail, soit, sur un effectif de 9,346 membres, une proportion de 20.9 p. 100 contre 21.7 le mois dernier et 7.6 en décembre 1906. La situation est considérée comme satisfaisante pour l'époque par 67 p. 100 des syndicats et 65 p. 100 des syndiqués. L'exploitation des coupes de bois a commencé dans la grande majorité des centres; dans les autres, la fin des travaux agricoles réduit au chômage un grand nombre d'ouvriers : on ne signale aucun chômeur dans 2 centres sur 9 dans l'Allier, dans 14 sur 25 dans le Cher, dans 28 sur 35 dans la Nièvre et dans 5 sur 9 dans l'Yonne; le chômage atteint 40.5 p. 100 contre 40.4 le mois dernier dans l'Allier pour 796 syndiqués; il est de 17.4 contre 17 dans le Cher pour 2,470 syndiqués; de 14.4 contre 26 dans la Nièvre pour 3,319 syndiqués et de 37.8 contre 41.4 dans l'Yonne pour 1,005 syndiqués.

MINES. — Les renseignements qui suivent, calculés d'après les chiffres obligeamment fournis par le *Comité central des houillères de France* portent sur près de 166,000 ouvriers, soit les trois quarts environ du personnel ouvrier des mines, pendant le mois de décembre 1907. Dans le courant de ce mois, le nombre moyen des jours d'extraction par semaine pour les ouvriers du fond et la répartition de l'ensemble des ouvriers occupés par l'exploitation tant au fond qu'au jour, d'après l'activité du travail, sont indiqués ci-dessous :

BASSINS ou GROUPES DE BASSINS. 1	NOMBRE D'OUVRIERS. 2	NOMBRE moyen HEBDOMADAIRE de jours d'extraction. 3	SUR 100 OUVRIERS, TANT DU FOND QUE DU JOUR, COMBIEN ONT TRAVAILLÉ PAR SEMAINE				
			moins de 3 jours. 4	de 3 à 4 jours. 5	de 4 à 5 jours. 6	de 5 à 6 jours. 7	5 jours ou davantage (travail plein). 8
			p. 100.	p. 100.	p. 100.	p. 100.	p. 100.
Nord et Pas-de-Calais....	100,154	5.57		"	"	89.96	10.04
Loire.....	17,540	5.54	"	"	"	97.99	2.01
Gard et Hérault.....	13,205	5.52	"	"	"	100.00	"
Tarn et Aveyron.....	10,830	6.01	"	"	"	10.90	59.10
Provence (lignites)....	1,735	5.15	1.62	"	"	90.38	"
Isère.....	1,988	5.52	"	"	"	100.00	"
Ouest.....	280	5.52	"	"	"	100.00	"
Bourgogne et Nord-Est..	10,037	5.60	"	"	"	100.00	"
Centre.....	9,926	5.74	"	"	"	72.89	27.11
ENSEMBLE pour la France.	165,975	5.60	0.05	"	"	88.21	11.76

(1) Le nombre moyen hebdomadaire des jours d'extraction peut être supérieur à six en cas de dérogations au repos du dimanche (application de l'art. 6 § 3 de la loi du 13 juillet 1906) ou lorsque certaines mines ne chôment pas les jours fériés, tels que lundis de Pâques et de Pentecôte, Ascension, 14 juillet, Assomption, Toussaint, Noël, qui sont des jours de repos généralement observés, bien que la loi n'en fasse pas une obligation.

Le nombre moyen hebdomadaire de jours d'extraction était de 6.01 le mois dernier et de 5.82 en décembre 1906. D'après les réponses de 19 syndicats, le chômage serait de 0.04 p. 100 sur un effectif de 28,726 syndiqués; il était de 2.6 p. 100 le mois dernier pour 8,351 syndiqués et de 0.7 en décembre 1906 pour 31,236 syndiqués; le syndicat de Leus (24,500) n'accuse aucun chômeur.

CARRIÈRES. — Dans les carrières et ardoisières, la proportion des chômeurs est de 4.1 p. 100 pour 17 syndicats groupant 3,839 ouvriers contre 6.3 le mois dernier et 3.5 en décembre 1906. Dans les carrières, pas de chômeurs à Volvic (250), Thollon (300), Chevreuse (1,925) et Saulxures-sur-Moselotte (460); 58.3 p. 100 à Saint-Restitut (120) contre 34.8 le mois dernier; 60 contre 20 à Parmilieu (120). Dans les ardoisières, pas de chômeurs à Fumay (260+120).

ALIMENTATION. — D'après les réponses de 65 syndicats, groupant 13,543 adhérents, qui ont donné le nombre de leurs chômeurs en décembre, la proportion de ces derniers, dans l'ensemble des industries de l'alimentation, était de 12.1 p. 100 contre 14.7 le mois dernier et 14.4 en décembre 1906. La situation est jugée satisfaisante pour l'époque par 50 p. 100 des syndicats et 38 p. 100 des syndiqués. En province le chômage dépasse la moyenne chez les boulangers de Nice (350), Saint-Nazaire (108), Toulon (106), Oran (300); les cuisiniers de Bordeaux (336); les bouchers de Marseille (150); les limonadiers-restaurateurs de Marseille (320), Nice (150) et Alger (230). Le travail est, par contre, satisfaisant chez les confiseurs et pâtisseries de Marseille (450); les pâtisseries de Bordeaux (345); les confiseurs de Lille (127); les bouchers de Lyon (207); les liquoristes de Marseille (176); les maîtres d'hôtel navigateurs du Havre (643); les meuniers de Corbeil (105). A Paris, les cuisiniers de la rue Mandar (1,240), accusent 6.9 p. 100 contre 6.9; ceux de la Bourse du travail (1,250), 18.4; les pâtisseries (1,596), 9.4 contre 8.8; les confiseurs (270), 3.7 contre 7.3; les boulangers du boulevard Richard-Lenoir (230), 12.6 contre 7.4; ceux du syndicat mixte de la rue Aumaire (1,200), 6.6; les employés des Halles, 4.7 contre 3.8 à la volaille (106) et 2.6 contre 4.3 à la marée (115); les garçons laitiers en gros (360), 2.8.

La production d'alcool des bouilleurs et distillateurs de profession, à la fin de novembre 1907, deuxième mois de la campagne 1907-1908, s'élevait à 782,599 hectolitres contre 797,562 hectolitres à l'époque correspondante de la précédente campagne, soit une diminution de 14,963 hectolitres. La production des bouilleurs de cru pendant la même période est évaluée approximativement à 51,000 hectolitres, soit une différence en moins de 27,000 hectolitres sur la période correspondante de la campagne 1906-1907 ⁽¹⁾.

Dans l'industrie sucrière, les fabriques dans lesquelles les travaux de défécation étaient en cours d'activité à la fin de décembre 1907 étaient au nombre de 11 contre 6 à la fin de décembre 1906; ces travaux étaient finis dans 244 fabriques contre 267 à la fin de décembre 1906; la quantité de sucre travaillée au 31 décembre 1907, exprimée en sucre raffiné, s'élevait à 698,082 tonnes contre 726,677 à l'époque correspondante de la campagne 1907-1908, soit une diminution de 28,595 tonnes ⁽²⁾.

PRODUITS CHIMIQUES. — CAOUTCHOUC. — PAPIER. — CARTON. — Le chômage, dans l'ensemble des industries chimiques, d'après les réponses de 8 syndicats, groupant 8,087 ouvriers, ressort à 4.6 p. 100 contre 5.4 le mois dernier et 1.1 en décembre 1906. En ce qui concerne les travailleurs du gaz, ceux de Paris (6,020) et de Toulon (240), sont tous occupés. Les ouvriers des huileries de Marseille (800) ont 25 p. 100 de chômeurs contre 31.3 p. 100 le mois dernier; les savonniers (760), 21.7 contre 26.3.

Les ouvriers des papeteries d'Anould (632) et Annonay (421) sont tous occupés.

INDUSTRIES DU LIVRE. — Chez les typographes, lithographes, graveurs et simi-

⁽¹⁾ Journal officiel du 19 décembre 1907.

⁽²⁾ Journal officiel du 12 janvier 1907.

lares, le nombre des chômeurs syndiqués est : pour la province, de 65 pour 57 syndicats groupant 4,193 adhérents, soit 1.6 p. 100; pour Paris, de 89 pour 11 syndicats groupant 6,072 adhérents, soit 1.5 p. 100. La proportion était, le mois dernier, pour la province, de 2.9 p. 100, et pour Paris de 2.1 p. 100; elle était, pour le mois de décembre 1906, de 2.1 p. 100 pour la province, de 1.7 p. 100 à Paris.

La situation est considérée comme satisfaisante pour l'époque par 89 p. 100 des syndicats de province groupant 79 p. 100 des syndiqués. Le travail est estimé plus abondant par 22 syndicats, équivalent par 22, moins abondant par 4 autres. Il y a 3.8 p. 100 de chômeurs contre 0 le mois dernier à Nice (240); 0 contre 0 chez les lithographes de Marseille (102); 0 contre 0 chez les typographes de Dijon (112); 2.8 à Bordeaux (360); 2.8 contre 2.9 à Grenoble (141); 6.4 contre 6.3 chez les lithographes (140) de Saint-Etienne; 0.7 contre 1.9 chez les typographes (421) de Lille; 0 contre 2 à Nancy (200); 0.8 à Lyon (520); 3.1 contre 7.3 à Rouen (164); 4.2 au Havre (120); 0 à Amiens (190).

A Paris, le travail dans la typographie est estimé satisfaisant; le syndicat de la rue de Savoie (3,650) accuse 40 chômeurs contre 95 le mois dernier et 58 en décembre 1906; les conducteurs-typographes de la bourse du travail (200) en accusent 2.5 p. 100 contre 2.8. L'*Union lithographique* en accuse 3.8 p. 100 contre 2.6; la *Résistance* des lithographes (215), 7.9; les stéréotypeurs (205) 0 contre 0.

CUIRS ET PEAUX. — Le chômage, d'après les réponses de 15 syndicats, groupant 2,634 ouvriers atteint 34.9 p. 100 des ouvriers syndiqués dans l'ensemble des industries qui préparent les cuirs et peaux (tanneurs, corroyeurs, mégissiers, etc.), contre 40 le mois dernier et 19.3 en décembre 1906. A Annonay, les mégissiers de rivière (650) ont 50 p. 100 de chômeurs contre 50 le mois dernier, avec une semaine de 30 à 40 heures; les palissonneurs (380) 40 p. 100 contre 20. Les mégissiers de rivière de Chaumont (220) font tous 48 heures. A Millau, les mégissiers-chamoiseurs (100) ont 40 p. 100 de sans travail; ceux de Grenoble (357) en ont 61.6 p. 100 avec une semaine de 20 à 24 heures. A Mazamet les tanneurs (100) en accusent 15 p. 100 contre 30; les mégissiers (112), 50 contre 50.

Chez les ouvriers de la chaussure, la proportion des chômeurs syndiqués est de 10.8 p. 100 pour 13 syndicats groupant 686 ouvriers contre 3.9 le mois dernier et 2.7 en décembre 1906. Au Quesnoy (200) tous les ouvriers sont occupés 46 heures au lieu de 76 heures par semaine le mois dernier; 50 p. 100 de chômeurs à Bastia (100).

INDUSTRIES TEXTILES. — Le nombre des chômeurs dans la filature et le tissage, d'après les réponses de 83 syndicats, groupant 29,176 adhérents, était, à la fin de décembre, de 2,216, soit 7.6 p. 100 contre 7.3 le mois dernier et 7.2 en décembre 1906.

Dans le Nord, à Roubaix, d'après le syndicat textile (9,516) il y aurait 6.3 p. 100 de chômeurs contre 8.4 le mois dernier et 4.6 en décembre 1906, la semaine est de 60 heures et le travail est assez satisfaisant; à Tourcoing, le syndicat textile (219) accuse 3.2 p. 100 de chômeurs contre 1.8 le mois dernier avec 50 à 60 heures par semaine; l'autre syndicat du tissu (373) en accuse 1.9 p. 100 avec 60 heures; les trieurs de laines (320) en accusent 65.6 p. 100 contre 68 et ne font que 42 heures; les tapissiers en grosse moquette (165) en accusent 2.4 contre 2.5. A Lille, le syndicat mixte du fil (1,163) en accuse 0.4 contre 0 le mois dernier et 60 heures, le travail serait moins abondant. A Armentières, le syndicat

mixte (1,850) n'a aucun chômeur et accuse une semaine de 50 à 60 heures; le syndicat ouvrier (2,000) accuse 59 heures et estime le travail satisfaisant. A Houplines (1,535), il y a 0.5 p. 100 de chômeurs contre 2.7 le mois dernier, la semaine est de 55 à 60 heures; à Halluin (1,050), le chômage est de 8 p. 100 contre 5 et la semaine de 50 à 56 heures; 1.6 contre 1.1 à la Gorgue-Estaires (700) et 60 heures; 7.3 contre 7.4 à Lannoy (550); pas de chômeurs à Boussières (130), Villers-en-Cauchies (157); 0.9 p. 100 contre 0.3 à Nieppe (350); 37.5 à S^t Waast (200) contre 37.5; 33 contre 14 à Comines (210); 15 à Avesnes-les-Aubert (430) où les tisseurs chôment par roulement. Pour l'ensemble de 22 syndicats du Nord groupant 19,285 syndiqués, la proportion des chômeurs est de 6.4 p. 100 contre 6.1 le mois dernier et 4.2 en novembre 1906.

Dans les Vosges, les 8 syndicats d'ouvriers textiles qui ont répondu à la question concernant le chômage accusent 0 p. 100 de chômeurs sur 873 syndiqués contre 0 le mois dernier et 1.2 en décembre 1906; la semaine est partout de 60 heures au moins. Pas de chômeurs à Saint-Dié (450) et Chatel-sur-Moselle (102).

Dans les centres normands, à Bolbec (200) il n'y a aucun chômeur, la semaine est de 60 heures et le travail est satisfaisant. Pas de chômeurs à Condé-sur-Noireau (150), la semaine varie de 55 à 60 heures. Pas de chômeurs parmi les tisseurs d'Evreux (136) qui font de 60 à 66 heures.

Dans les tissages de coton de la région roannaise, 22.8 p. 100 de chômeurs à Thizy (350); à Roanne, les tisseurs (462) en accusent 0.9 p. 100 et 54 heures par semaine; les pareurs (182) 1.1 contre 1.1 et 60 heures; la semaine est de 55 heures à Bourg-de-Thizy (408) avec 6.3 p. 100 de chômeurs contre 5.7 le mois dernier.

Dans l'Aisne, l'*Union des tisseurs* (168) n'accuse aucun chômeur avec une semaine de 60 heures. Dans les Ardennes, à Saint-Menges (275), les ouvriers en tissus accusent 0 sans travail contre 0 le mois dernier, la semaine est de 66 heures dans le tissage, de 54 dans les apprêts; à Sedan, les tisseurs (250) en signalent 1.2 p. 100 contre 0 avec 60 heures par semaine et estiment la situation satisfaisante. A Reims, l'*Union des travailleurs* de l'industrie lainière (300) a 0 chômeur contre 3.2 p. 100 le mois dernier.

Dans l'Ouest, à Romorantin (450), dans l'industrie du drap, tous les ouvriers syndiqués sont occupés 60 et 66 heures, le travail est satisfaisant pour l'époque; le syndicat cotonnier de Laval (550) accuse 15 p. 100 de chômeurs. Le travail est en général peu satisfaisant dans les centres de Maine-et-Loire et des Deux-Sèvres; 2.6 p. 100 contre 4 à Saint-Léger (115); 0 à Mortagne-sur-Sèvre (230). Les tapis-siers d'Aubusson (142) sont tous occupés 60 heures. 56 p. 100 de chômeurs contre 60 à Lavelanet (530). A Mazamet, 1.8 p. 100 contre 0 chez les ouvriers fileurs (110) qui font de 55 à 60 heures et se montrent satisfaits; 33 contre 42 dans l'industrie textile (130) avec 49 heures. A Vienne (423) 35.9 p. 100 de chômeurs et 60 heures: le travail a baissé.

Dans la soie, le syndicat indépendant des tisseurs de Saint-Étienne (110) accuse 22.7 p. 100 de chômeurs, le travail a encore baissé; 60 p. 100 contre 50 à Saint-Genest-Lerpt (150). Dans l'Isère, le travail n'est pas satisfaisant à Montalieu-Vercieu (225); les tisseurs de Moirans (817) accusent 4.5 p. 100 contre 20 avec une semaine de 46 heures contre 50; ceux de Saint-Geoire-en-Valdaine (420) 0 contre 0 avec une semaine de 58 à 60 heures; ceux de Virieu (130), 0. Dans la région lyonnaise, les commissions anciennes arrivent à leur fin dans les usines de tissage mécanique et l'activité ne se maintient que pour la doublure; à Lyon, dans les petits ateliers de tissage mécanique ou à la main, la fin des commissions amène de jour en jour une réduction de la fabrication; à la campagne, l'activité des ateliers à

bras va toujours en diminuant ⁽¹⁾. Le syndicat des ouvriers du tissage mécanique de Lyon (500) accuse 20 p. 100 de chômeurs, en baisse sur le mois dernier. A Pont-Beauvoisin (200) les tisseurs sont tous occupés. Dans l'Ardèche, les ovalistes de Jaujac (250) sont toutes occupées 60 heures. Il en est de même des tisseurs de soie de Tours (115), où le travail est plus abondant.

Dans le tulle, les tullistes de la Tour-du-Pin (110) sont tous occupés 68 heures et demie; ceux de Serrières-de-Briard (105) font 60 heures, en baisse sur le mois dernier. Les brodeuses de Tarare (130) accusent 11.5 p. 100 de chômeurs.

Dans la teinture et l'apprêt, à Saint-Étienne, les teinturiers (120) accusent 5 p. 100 de chômeurs; à Tarare, les apprêteurs (282) sont tous occupés et estiment le travail plus abondant; à Roanne, les apprêteurs (220) accusent 0.9 p. 100 de chômeurs contre 0. Les teinturiers-dégraisseurs de Paris (275) en accusent 2.9 contre 2.2.

Chez les ouvriers et ouvrières de l'habillement, la proportion des chômeurs est de 3.6 p. 100 pour 14 syndicats, groupant 2,056 ouvriers, contre 4.4 le mois dernier et 5 en décembre 1906. Le travail est considéré comme plus abondant par 8 syndicats, équivalent par 3, moins abondant par 4. La situation est estimée satisfaisante pour l'époque par 69 p. 100 des syndicats et 88 p. 100 des syndiqués. A Paris, les coupeurs-tailleurs de la Bourse du travail (120) ont 16.6 p. 100 de chômeurs contre 8.3 et estiment la situation très mauvaise; les coupeurs-chemisiers (298) en accusent 4 p. 100 contre 3; les couturières (609) estiment le travail plus abondant et satisfaisant. 16.6 p. 100 de chômeurs chez les tailleurs de Bordeaux (150) contre 43 le mois dernier; 0.7 à Lille (407); 0 à Saint-Quentin (289) et à Arles (140). 0.9 contre 0.8 chez les ouvriers du syndicat mixte de Carcassonne (230); 0 chez ceux du syndicat mixte de Montpellier (330).

Chez les chapeliers, casquettiers, etc., la moyenne du chômage est de 7.2 p. 100 pour 9 syndicats groupant 766 ouvriers contre 12.1 le mois dernier et 10.1 en décembre 1906; à Paris, les ouvrières (100) en chapeaux de soie, ainsi que les chapeliers en feutre et paille (100) sont tous occupés; les ouvriers en chapeaux de soie (113) ont 1.8 p. 100 de chômeurs contre 0. Les chapeliers de Lyon (190) en ont 10.5 contre 0; ceux de Chazelles (138) 0.7.

Bois. — La moyenne de chômage accusée par 37 syndicats de charpentiers et de menuisiers en bâtiment, groupant 3,035 ouvriers, est de 9.4 p. 100 contre 6.1 le mois précédent et 11.2 en décembre 1906 : la situation est estimée satisfaisante par 62 p. 100 des syndicats et 76 p. 100 des syndiqués. Les charpentiers de navires de Lormont (116) accusent 25.9 p. 100 de chômeurs contre 34.5 le mois dernier; ceux de Bordeaux (106) 0 contre 0; ceux du Havre (178) 0; les démolisseurs de navires de Marseille (126) 19.8. Les charpentiers d'Armentières (120) en accusent 0 contre 0; ceux de Roubaix (412), 15.8 p. 100 contre 6.1; les menuisiers de Grenoble (130), 5.4 contre 4.5; les travailleurs du bois d'Halluin (350), 4 contre 3; les scieurs de Hermes (106), 0 contre 0; ceux de Gommegnies (118), 0. A Paris, l'Union des menuisiers (758) estime le travail satisfaisant quoique moins abondant et accuse 2.6 p. 100 de chômeurs; les menuisiers libres (180) 1.1 p. 100 contre 0.

Chez les ouvriers du meuble et de l'ameublement (menuisiers-ébénistes, ébénistes, tapissiers, etc.), la proportion des syndiqués sans travail, d'après les réponses de 16 syndicats, groupant 1,997 ouvriers, est de 5.1 p. 100 contre 3 le mois dernier et 7.6 en décembre 1906. La situation est considérée comme

⁽¹⁾ D'après le *Moniteur du tissage mécanique des soieries*, du 15 janvier 1908.

satisfaisante par 67 p. 100 des syndicats et 66 p. 100 des syndiqués. La proportion des sans-travail est de 8.2 p. 100 contre 0 à Cannes (162); de 0 chez les ébénistes de Bordeaux (125); de 23.1 p. 100 contre 20 chez les sculpteurs sur bois de Lyon (130); de 0 contre 0 chez les tourneurs de Felleries (125); de 4.3 chez les ébénistes de Paris (820).

Chez les tonneliers, le chômage est de 9.6 p. 100 pour 12 syndicats, groupant 1,090 ouvriers, contre 4.8 le mois dernier et 21.8 en décembre 1906. Pas de chômeurs à Aubagne (135), Cognac (295); 3.5 p. 100 contre 0 le mois dernier à Libourne (115); 43.8 à Perpignan (114); 1.6 contre 0.8 à Reims (114).

Dans la carrosserie, 11 syndicats groupant 7,334 ouvriers annoncent 48.3 p. 100 de chômeurs contre 34.9 le mois dernier et 3.1 en décembre 1906. A Paris, l'*Union de la voiture* (6,876) en accuse 50.9 p. 100 contre 36.3 le mois dernier et 3 en décembre 1906, le travail a encore baissé; les *Compagnons charrons* (154) ont 1.3 p. 100 de chômeurs contre 0.6 le mois dernier.

Les layetiers-emballeurs de Paris (310) ont 3.2 p. 100 de chômeurs contre 3.1 le mois dernier. Les tourneurs de Saint-Claude (270), sont tous occupés. Les galochiers de Saint-Symphorien-d'Orion (110) accusent 0 chômeur contre 13.6 p. 100. Les ouvriers en peignes d'Oyonnax (152) en accusent 28.1 p. 100 contre 13.2; les boutonnières de Grenoble (210) en ont 4.8 p. 100 contre 0.

MÉTAUX. — D'après les réponses de 86 syndicats groupant 20,916 adhérents, la proportion des chômeurs syndiqués dans l'ensemble des industries des métaux était, à la fin de décembre, de 9.8 p. 100 contre 3.7 le mois dernier et 4.3 en décembre 1906.

En ce qui concerne les mouleurs et fondeurs en fer et en cuivre, la proportion des chômeurs est de 1.8 p. 100 pour 14 syndicats groupant 1,259 ouvriers contre 3.8 le mois dernier et 0.1 en décembre 1906; la situation est considérée comme satisfaisante par 71 p. 100 des syndicats groupant 70 p. 100 des syndiqués; pas de chômeurs à Hiraumont-en-Rocroi (110), Renwez (100), Ferrière-la-Grande (207); 9.4 p. 100 contre 6.2 à Monthermé (160); 2.5 contre 0 à Marseille (320).

28 syndicats de métallurgistes, groupant 8,659 ouvriers de toutes les professions se rapportant aux métaux, accusent 4.5 p. 100 de chômeurs contre 3.7 le mois dernier et 2.9 en décembre 1906; la situation est estimée satisfaisante par 74 p. 100 des syndicats et 56 p. 100 des syndiqués. Pas de chômeurs à Commeny (200), Fumay (400) Bourg-Fidèle (155), Fumel (380), Lille (210), Bourges (250), Guérigny (495), le Creusot (2,520); 6.5 p. 100 contre 9 à Sous-le-Bois (400); 2 contre 2.7 à Troyes (150); 1.5 contre 0 à Coulommiers (135); 26.3 à Pamiers (190); 10.1 à Grenoble (1,232).

Chez les ouvriers mécaniciens, tourneurs, ajusteurs, serruriers, etc., la proportion des syndiqués sans travail est de 2.4 p. 100 pour 18 syndicats, groupant 4,118 ouvriers, contre 2.9 le mois dernier et 1.3 en décembre 1906. La situation est considérée comme satisfaisante par 63 p. 100 des syndicats et 28 p. 100 des syndiqués. Pas de chômeurs à Jeumont (150) et Albert (300); 5.9 p. 100 contre 2.9 le mois dernier à Marseille (136); 1.8 à Tourcoing (280). A Paris, l'*Union des mécaniciens* accuse 50 chômeurs sur 2,468 syndiqués contre 39 le mois dernier et 11 en décembre 1906; les reavois continuent dans l'automobile et les tarifs des salaires aux pièces diminuent.

A Paris, les ouvriers en instruments de précision (1,511) accusent 73 chômeurs contre 78 le mois dernier et 24 en décembre 1906; les diamantaires (178) en ont 50.5 p. 100. Les horlogers de Badevel (156) en accusent 0 p. 100 contre 9.5; ceux de Cluses (170), 3.5 contre 0; ceux de Lac-en-Villiers (250); 0 contre 0. Les diamantaires de Saint-Claude (800) en ont 35 p. 100, chômage qu'ils attribuent à la crise américaine.

Chez les ferblantiers-boitiers, le chômage est de 79.4 p. 100 pour 6 syndicats groupant 1,178 ouvriers contre 12.3 le mois dernier; il est de 78.5 p. 100 à Douarnenez (545) contre 4.6 le mois dernier; de 36.3 contre 20 à Guilvinec (110); de 85.7 à Concarneau. A Paris les potiers d'étain (180) en accusent 5.6 p. 100 contre 8.9; les ouvriers en persiennes de fer (212), 3.8 contre 0; les polisseurs sur métaux (740), 5.4.

BÂTIMENT. — Dans l'ensemble des industries du bâtiment (charpentiers, menuisiers et serruriers non compris), la moyenne du chômage, d'après 133 syndicats, groupant 13,283 adhérents, était, à la fin de décembre, de 11.9 p. 100 contre 11 le mois précédent et 21.9 en décembre 1906.

En ce qui concerne les maçons, terrassiers, tailleurs de pierre et similaires, la proportion du chômage est de 14.3 p. 100 pour 94 syndicats groupant 7,798 ouvriers contre 13.2 le mois dernier et 24.9 en décembre 1906; le chômage dépasse la moyenne, notamment à Marseille (150 cimentiers-gâcheurs), Cannes (195), Chartres (240), Pont-l'abbé (160), Commercy (104), Compiègne (105), Clermont-Ferrand (200), Lyon (101 cimentiers), Dieppe (212), Albi (134), Toulon (250). Le travail est par contre satisfaisant pour l'époque à Oyonnax (100), Marseille (455 + 133), Auch (378), Paramé (280), Thonon (250), Rouen (250), Orsay (150). A Paris, le syndicat des maçons (9,800) estime le travail aussi abondant. Dans l'ensemble, la situation est jugée satisfaisante par 64 p. 100 des syndicats et 71 p. 100 des syndiqués.

La proportion des chômeurs chez les peintres et plâtriers est de 11.2 p. 100 pour syndicats groupant 2,149 ouvriers contre 8 le mois dernier et 23.6 en décembre 1906; il y en a 14.3 p. 100 à Bordeaux (210) contre 0 le mois dernier; 21.3 contre 34.5 à Roubaix (197). A Paris les stucateurs (107) en accusent 16.8 p. 100 contre 22.9; les ornemanistes (570), 6.1 contre 4.8; les peintres de la rue Saint-Lazare (369), 4.3 contre 1.1.

5 syndicats de sculpteurs, marbriers et similaires groupant 1,449 ouvriers accusent 2.5 p. 100 de chômeurs contre 2.6 le mois dernier et 0.6 en décembre 1906. Les marbriers de Bellignies (450), de Jeumont (105) et de Gussignies (350) sont tous occupés. Les marbriers à la pendule à Cousolre (200) ont 0 chômeur. A Paris, les granitiers-polisseurs (150) en accusent 6.7 p. 100 contre 7.7 le mois dernier; les marbriers de bâtiment (319), 7.5 contre 3.

Les fumistes du bâtiment de Paris (1,260) accusent 9.5 p. 100 de chômeurs.

CHAUFOURNERIE. — CÉRAMIQUE. — VERRERIE. — Pas de chômeurs chez les chauxfourniers et cimentiers de Contes-les-Pins (140); ceux de Saint-Léger-le-Petit (148) en ont 11.5 p. 100. Les faïenciers de Montereau (300) sont tous occupés. Les potiers de Vallauris accusent 0 chômeur contre 2.1 p. 100 le mois dernier, les tuiliers céramistes de Marseille (120), 23.3 contre 58.3. Les ouvriers de la céramique à Limoges (1,350) en accusent 29.6 p. 100, chômage anormal qu'ils attribuent, en grande partie, à la crise américaine.

Dans l'ensemble des 12 syndicats de verriers, groupant 605 ouvriers, qui ont donné le nombre de leurs membres sans travail, la proportion de ces derniers est de 0 contre 5.8 le mois dernier et 2.1 en décembre 1906. Elle est de 0 chez les verriers à vitres de Fresnes (150).

MANUTENTION. — TRANSPORTS. — COMMERCE. — Parmi les portefaix, déchargeurs et autres ouvriers des ports, la moyenne du chômage pour 15 syndicats groupant 3,529 membres ressort à 9.8 p. 100 contre 11.3 le mois dernier et 10.2 en décembre 1906; elle est de 0 contre 0 à Nice (800), de 28 contre 33.3 à Port-

Saint-Louis-du-Rhône (250), de 30.3 contre 36 à Toulon (165); de 0 contre 0 à Rouen (1.088); de 0 à Boulogne-sur-Mer (200); de 28.6 au Havre (420); de 54.5 à Cognac.

Parmi les autres ouvriers de manutention, la moyenne du chômage est de 7.8 p. 100 pour 5 syndicats groupant 1,025 membres contre 9.4 le mois dernier et 12 en décembre 1906; les manœuvres de Vals-les-Bains (120) sont tous occupés. A Paris, les porteurs des Halles (209) accusent 0 chômeur contre 0; les laveurs de voitures (330), 7 p. 100 contre 15.3.

16 syndicats d'agents d'entreprises de transports en commun (employés et chauffeurs-mécaniciens des chemins de fer, tramways, bateaux à voyageurs, etc.) groupant 2,970 ouvriers accusent 1 sans-travail contre 2 le mois dernier et 2 en décembre 1906. Dans les autres industries de transport (camionneurs, cochers, marins du commerce, etc.) la proportion des chômeurs, pour 20 syndicats groupant 6,107 membres, est de 4.1 p. 100 contre 7.8 le mois dernier et 7.7 en décembre 1906; elle est de 4.2 p. 100 contre 1.9 chez les camionneurs de Paris (4,800); de 0 contre 8 chez les chauffeurs-mécaniciens de la marine de Rouen (125); de 8 contre 3.1 chez les capitaines au cabotage du Havre (200); de 5 contre 10 chez les pilotes de l'Oise (180); de 0 chez les cochers de Marseille (150).

D'après les réponses de 43 syndicats d'employés de commerce, comptables, sténographes, etc., groupant 11,694 adhérents, la proportion des syndiqués sans travail est de 1.4 p. 100 contre 2.6 le mois dernier et 3.3 en décembre 1906; à Paris, les comptables de la Bourse du travail (153) en accusent 8.5 p. 100 contre 9 le mois dernier; les employés du boulevard Poissonnière (4,476), 0.4; les employés en serrurerie (132), 0 contre 0; «l'Alliance sténographique» (240) 8.3 contre 6.7. En province, 0 à Saint-Quentin (326); 1.8 contre 2.8 à Marseille chez les employés de commerce (442) et 4.4 contre 4.4 chez les comptables (159); 0 à Valence (145); 0 contre 0 à Bordeaux (471); 1.7 contre 2.6 à Orléans (115); 3.4 à Lille (650); 0 contre 1.9 à Perpignan (106); 0.06 contre 0 à Lyon chez les employés (1,814) et 1.1 contre 2.6 chez les sténographes (278); 1.8 contre 4 à Amiens (327); 0 contre 0 à Chambéry (120).

DIVERS. — 4 syndicats de gens de maison accusent 5.6 p. 100 de chômeurs pour un effectif de 2,684 membres contre 8 le mois dernier et 1.9 en décembre 1906; l'Union des gens de maison de la Bourse du travail (1762) en accuse 5.4 p. 100. 4 syndicats de coiffeurs, groupant 3,333 ouvriers, ont 3.9 p. 100 de sans-travail contre 5.7 le mois dernier et 2.3 en décembre 1906; le syndicat mixte de Paris (3,115) en accuse 3.7 p. 100 contre 6.4 le mois dernier; le syndicat ouvrier du Mans (140), 3.6.

LES GRÈVES EN DÉCEMBRE 1907⁽¹⁾.

79 grèves, dont 1 de patrons boulangers, ont été signalées, en décembre, à la Direction du travail.

Le nombre des ouvriers qui y ont pris part, connu pour 75 d'entre elles, est de 4,997. Il y avait eu, en décembre 1906, 46 grèves et le nombre moyen de celles qui se sont produites, au cours du même mois, pendant les cinq dernières années, est de 38.

Ces 79 grèves, dont 61 n'ont atteint qu'un seul établissement, sont dues aux principales causes suivantes :

Demandes d'augmentation de salaire	47
Demandes de diminution du temps de travail.....	4
Demandes de réintégration d'ouvriers.....	19
Demandes de renvoi d'ouvriers ou de contremaîtres.....	8
Contestations relatives au salaire.....	7
Contestations relatives à la réglementation du travail.....	7
Demande de relèvement d'une taxe municipale.....	1

Ces grèves ont éclaté dans 31 départements et on en a compté :

22 dans le Nord, 17 dans la Seine, 3 dans l'Aude, la Loire, la Loire-Inférieure; 2 dans le Cher, l'Isère, le Rhône, la Seine-Inférieure, le Var et 1 dans 21 autres départements.

Les industries ou professions atteintes se répartissent comme suit :

Bâtiment, 26 grèves; industries textiles, 16; métaux, 7; ouvriers agricoles, 6; transports et manutention, 6; mines et carrières, 5; industries du bois, 4; produits alimentaires, 3; typographes, 2; ouvriers d'usine à gaz, 1; boulangers, 1; porcelainiers, 1; verriers, 1.

Des 79 grèves commencées en décembre, 69 ont pris fin, après avoir duré respectivement :

Dix-huit, 1 jour ou moins de 1 jour; onze, 2 jours; dix, 3 jours; huit, 4 jours; quatre, 5 jours; trois, 6 jours; deux, 7 jours; quatre, 8 jours; une, 9 jours; deux, 11 jours; deux, 14 jours; deux, 21 jours; une, 23 jours; une, 34 jours.

Si l'on y ajoute 13 grèves anciennes terminées après avoir duré respectivement 111 jours, 93 jours, 91 jours, 48 jours, 31 jours, 30 jours, 28 jours (2 gr.), 17 jours, 15 jours, 14 jours (2 gr.), 12 jours, on trouve 82 conflits terminés, avec les résultats suivants :

11 réussites.
33 transactions ou réussites partielles.
38 échecs.

⁽¹⁾ Erratum. — Dans le dernier numéro, page 1279, colonne 9, ligne n° 48 (grève de mineurs et métallurgistes d'Allevard), au lieu de « Transaction » lire « Échec ».

DATES		LOCALITÉS.	DÉPARTEMENTS.	INDUSTRIES ET SPÉCIALITÉS professionnelles des grévistes.	NOMBRE		REPRÉSENT.
du commence- ment.	de la fin.				d'établisse- ments.	de grévistes.	
1	2				6	7	
GRÈVES NON TERMINÉES							
18 juin...		Paris.	Seine.	Terrassiers.	1	252	1
22 août...		Coësmes.	Ille-et-Vilaine.	Ardoisiers.	1	75	2
12 sept.		Paris.	Seine.	Terrassiers.	1	80	3
19 sept.	8 janv.	Paris.	Seine.	Bijoutiers.	7	47	4
30 sept.		Barchetta.	Corse.	Scieurs à la mécanique.	1	"	5
5 oct.	6 janv.	Roubaix.	Nord.	Tisseurs.	1	89	6
8 oct.		Paris.	Seine.	Terrassiers.	1	70	7
9 oct.		Paris.	Seine.	Gargons de magasin.	2	80	8
14 oct.	13 janv.	Casamozza.	Corse.	Ouvriers d'une fabrique d'ex- trait gallique.	1	130	9
2 nov.	20 déc.	La Nouvelle.	Aude.	Ouvriers de salins.	1	16	10
2 nov.		Roubaix.	Nord.	Trieurs de déchets de laine.	1	35	11
4 nov.	2 déc.	Lille, Roubaix et Tourcoing.	Nord.	Déchargeurs de wagons.	"	41	12
5 nov.		Villeurbanne.	Rhône.	Tanneurs.	1	14	13
12 nov.		Bussang.	Vosges.	Tisseurs.	1	60	14
16 nov.	16 déc.	Paris.	Seine.	Casquettiers.	1	13	15
18 nov.	19 déc.	Paris.	Seine.	Plombiers canalisateurs.	1	60	16
21 nov.	5 déc.	Dijon.	Côte-d'Or.	Typographes.	1	18	17
21 nov.	19 déc.	Naujac.	Gironde.	Resiniers.	1	30	18
22 nov.		Saint-Léonard.	Haute-Vienne.	Feuilleardiers.	"	7	19
25 nov.		Limoges.	Haute-Vienne.	Useurs de grains (porcelai- niers).	1	8	20
26 nov.	13 déc.	Saint-Étienne.	Loire.	Boyardiers et tripiers.	"	24	21
27 nov.		Propriano.	Corse.	Terrassiers.	1	40	22
28 nov.	10 déc.	Lyon.	Rhône.	Litiers en fer.	1	"	23
28 nov.	12 déc.	Roubaix.					
			Nord.	Fileurs.	1	23	24
28 nov.	13 déc.	Paris.	Seine.	Bronziers.	1	45	25
30 nov.		Hem.	Nord.	Tisseurs.	1	120	26
GRÈVES COMMENCÉES							
1 ^{er} déc.	2 déc.	Calais.	Pas-de-Calais.	Dockers.	1	9	1
2 déc.	3 déc.	Saint-Amand.	Cher.	Typographes.	1	20	2
2 déc.	3 déc.	Paris.	Seine.	Briqueurs.	1	4	3
1 déc.	5 déc.	Troyes.	Aube.	Bonneteries.	1	26	4
2 déc.	5 déc.	Roubaix.	Nord.	Bonneteries.	1	5	5
2 déc.	8 déc.	Saint-Mandé.	Seine.	Maçons.	1	22	6
3 déc.	4 déc.	Brive.	Corrèze.	Boulangers.	19	25	7
3 déc.	7 déc.	Paris.	Seine.	Tripiers.	4	27	8
3 déc.	7 déc.	Nesle-Normandeuse.	Seine-Inférieure.	Verriers.	1	70	9
3 déc.	6 janv.	Domène.	Isère.	Mouleurs.	1	20	10
4 déc.	5 déc.	Roubaix.	Nord.	Appréteurs.	1	12	11
5 déc.	8 déc.	Cervione.	Corse.	Charretiers.	"	"	12
5 déc.	9 déc.	Brest.	Finistère.	Mécaniciens-construteurs.	1	118	13
5 déc.	9 déc.	Paris.	Seine.	Maçons.	1	130	14
5 déc.	9 déc.	Puteaux.	Seine.	Maçons.	1	6	15
5 déc.		Saint-Amand.	Nord.	Bûcherons.	"	60	16
6 déc.	9 déc.	Roussines.	Charente.	Tonnelliers.	1	25	17
6 déc.	20 déc.	Dieppe.	Seine-Inférieure.	Dockers.	"	80	18
6 déc.		Saint-Etienne.	Loire.	Chaudronniers.	3	16	19
7 déc.	16 déc.	Roubaix.	Nord.	Soigneuses de cotons (fila- ture).	1	25	20

(1) Ne figurent pas ici les grèves dont la fin, postérieure au 1^{er} décembre 1907, a pu être déjà signalée dans le précédent

N°.	CAUSES DES GRÈVES.	RÉSULTATS.	OBSERVATIONS.
	8	9	10

AU 1^{er} DÉCEMBRE 1907⁽¹⁾.

1	Demande : plus-value pour travaux malsains.	.....	
2	Demande d'augmentation de salaire.	.....	
3	Demande : plus-value pour travaux malsains.	.....	
4	Demandes : journée de 9 heures; augmentation de salaire.	Transaction.	
5	Demande : diminution de la durée du chômage annuel.	.....	
6	Demande d'augmentation de salaire.	Transaction.	
7	Demande : plus-value pour travaux malsains.	.....	
8	Demande de réintégration d'un employé.	.....	
9	Demande d'augmentation de salaire.	Transaction.	
10	Réduction de salaire.	Transaction.	
11	Demande de renvoi des femmes.	.....	
12	Demande de réintégration de cinq ouvriers.	Échec.	
13	Contestation relative à la réglementation du travail.	.....	
14	Demande d'augmentation de salaire.	.....	
15	Demande de suppression du travail aux pièces.	Échec.	Grévistes congédiés.
16	Demande de réintégration d'ouvriers.	Échec.	
17	Demandes : journée de 9 heures; salaire de 10 heures.	Transaction.	
18	Demande de réintégration de sept ouvriers.	Échec.	
19	Demande d'augmentation de salaire.	.....	
20	Demande d'augmentation de salaire.	.....	
21	Demande d'augmentation de salaire.	Échec.	19 grévistes congédiés.
22	Demandes : journée de 8 heures; augmentation de salaire.	.....	
23	Demandes : réintégration d'un ouvrier; suppression du travail aux pièces.	Transaction.	
24	Demande de renvoi d'un contremaître.	Échec.	
25	Demandes : journée de 9 heures; salaire de 10 heures.	Échec.	
26	Contestation relative à la réglementation du travail.	.....	

EN DÉCEMBRE 1907.

1	Contestation relative à la réglementation du travail.	Échec.	
2	Demande de renvoi d'un contremaître.	Transaction.	
3	Demande d'augmentation de salaire.	Échec.	Grévistes congédiés.
4	Contestation relative au salaire.	Échec.	
5	Demande de retour à un ancien tarif.	Échec.	
6	Demande d'augmentation de salaire.	Échec.	Grévistes congédiés.
7	Demandes : augmentation de salaire; paie à la quinzaine.	Transaction.	Congélation devant le juge de paix.
8	Demandes : augmentation de salaire; réintégration d'un ouvrier.	Échec.	
9	Demande : maintien des conventions en usage.	Reussite.	
10	Demandes : renvoi d'un contremaître; réintégration d'un ouvrier.	Échec.	
11	Demande d'augmentation de salaire.	Reussite.	
12	Demande d'augmentation de salaire.	Transaction.	
13	Demandes : journée de 8 heures; augmentation de salaire.	Transaction.	
14	Demande d'augmentation de salaire.	Échec.	
15	Contestation relative à la réglementation du travail.	Échec.	Grévistes congédiés.
16	Demande d'augmentation de salaire.	.....	
17	Demande d'augmentation de salaire.	Transaction.	
18	Demande d'augmentation de salaire.	Transaction.	
19	Demande d'augmentation de salaire.	.....	
20	Demande d'augmentation de salaire.	Transaction.	

DATES		LOCALITÉS.	DÉPARTEMENTS.	INDUSTRIES ET SPÉCIALITÉS professionnelles des grévistes.	NOMBRE		REPERES.
du commence- ment.	de la fin.				d'établis- sements.	de grévistes.	
1	2	3	4	5	6	7	
7 déc.	...	Lagorgue.	Nord.	Tisseurs.	1	50	21
9 déc.	10 déc.	Paris.	Seine.	Aides-maçons.	1	8	22
9 déc.	11 déc.	Neaux.	Loire.	Tisseurs.	1	30	23
9 déc.	11 déc.	Roubaix.	Nord.	Maçonneries.	1	7	24
9 déc.	11 déc.	Clichy.	Seine.	Briqueurs.	1	6	25
9 déc.	13 déc.	La Bastide-de-Séon	Ariège.	Boulangers (patrons).	5	5	26
9 déc.	14 déc.	Rougemont-le-Château.	Haut-Rhin.	Tisseurs.	1	110	27
9 déc.	17 déc.	Clichy.	Seine.	Maçon.	1	9	28
9 déc.	23 déc.	Lyon.	Rhône.	Sculpteurs sur bois.	1	60	29
10 déc.	16 déc.	Saint-Antoine.	Isère.	Tisseuses de soie.	1	80	30
10 déc.	18 déc.	Paris.	Seine.	Maçons.	1	32	31
10 déc.	2 janv.	Lille.	Nord.	Tisseurs.	1	100	32
11 déc.	12 déc.	Faymoreau.	Vendée.	Mineurs.	1	141	33
11 déc.	16 déc.	Sury-le-Comtal.	Loire.	Mécaniciens-construteurs.	1	110	34
11 déc.	18 déc.	Olouzac.	Hérault.	Terrassiers.	1	50	35
11 déc.	19 déc.	Migné.	Vienne.	Carriers.	1	21	36
12 déc.	13 déc.	Saint-Privat-de-Vallongue.	Lozère.	Terrassiers.	1	200	37
12 déc.	14 déc.	Bordeaux.	Gironde.	Electriciens.	1	1,248	38
12 déc.	23 déc.	Vernet-les-Bains.	Pyrénées-Orientales.	Mineurs.	1	"	39
12 déc.	2 janv.	Nantes.	Loire-Inférieure.	Chaisiers.	"	30	40
13 déc.	16 déc.	Saint-Gervais-sous-Meymont.	Puy-de-Dôme.	Mécaniciens-construteurs.	1	40	41
14 déc.	18 déc.	Roubaix.	Nord.	Soigneurs de cardes.	1	65	42
14 déc.	4 janv.	Saint-Benoît-d'Azy.	Nièvre.	Bûcherons.	"	"	43
16 déc.	18 déc.	Avesnes.	Nord.	Rattacheurs.	1	36	44
16 déc.	18 déc.	Hellemmes.	Nord.	Tisseurs.	1	30	45
16 déc.	23 déc.	Tourcoing.	Nord.	Charretiers.	3	55	46
16 déc.	27 déc.	Tourcoing.	Nord.	Charretiers.	1	5	47
17 déc.	19 déc.	Paris.	Seine.	Charpentiers.	1	24	48
17 déc.	20 déc.	Fraisse-des-Corbieres.	Aude.	Ouvriers agricoles.	"	35	49
18 déc.	19 déc.	Dunkerque.	Nord.	Aides-maçons.	1	60	50
18 déc.	20 déc.	Roubaix.	Nord.	Tisseurs.	1	10	51
18 déc.	21 déc.	Ginestas.	Aude.	Ouvriers agricoles.	"	65	52
18 déc.	23 déc.	Sainte-Foy-l'Argentière.	Rhône.	Mineurs.	1	17	53
18 déc.	23 déc.	Paris.	Seine.	Maçons.	1	12	54
19 déc.	20 déc.	Paris.	Seine.	Maçons.	1	6	55
19 déc.	27 déc.	Hyères.	Var.	Jardiniers.	"	200	56
20 déc.	21 déc.	Saint-Louis.	Deux-Sèvres.	Mineurs.	1	120	57
21 déc.	22 déc.	Paris.	Seine.	Maçons.	1	24	58
23 déc.	23 déc.	Mouveau.	Nord.	Peigneurs.	1	25	59
23 déc.	24 nov.	Paris.	Seine.	Maçons.	1	8	60
23 déc.	24 déc.	Paris.	Seine.	Stucateurs.	1	2	61
23 déc.	26 déc.	Paris.	Seine.	Terrassiers.	1	73	62
23 déc.	27 déc.	Cannet.	Aude.	Ouvriers agricoles.	"	"	63
23 déc.	...	Chantenay.	Loire-Inférieure.	Taillieurs de pierres.	1	30	64
23 déc.	...	Fourmies.	Nord.	Mouleurs.	2	28	65
24 déc.	26 déc.	Nantes.	Loire-Inférieure.	Ouvriers d'usine à gaz.	1	108	66
24 déc.	27 déc.	Courbevoie.	Seine.	Maçons.	1	10	67
24 déc.	27 déc.	Levallois-Perret.	Seine.	Aides-maçons.	1	12	68
24 déc.	...	Charleville.	Ardennes.	Mouleurs.	1	24	69
24 déc.	...	Besançon.	Doubs.	Confectionneurs de vêtements.	1	100	70

GRÈVES COMMENCÉES

N ^{OS} RÉP.	CAUSES DES GRÈVES.	RÉSULTATS.	OBSERVATIONS.
	8	9	10
21	Contestation relative à la réglementation du travail.....	.....	
22	Demande d'augmentation de salaire.....	Échec.	Grévistes congédiés.
23	Contestation relative à la réglementation du travail.....	Réussite.	
24	Demande d'augmentation de salaire.....	Transaction.	
25	Demande d'augmentation de salaire.....	Échec.	Grévistes congédiés.
26	Demande de relèvement de la taxe municipale.....	Échec.	
27	Demande de réintégration de deux ouvriers.....	Réussite.	
28	Demande de réintégration d'un ouvrier.....	Échec.	Grévistes congédiés.
29	Demande de réintégration de deux ouvriers.....	Transaction.	
30	Demande de renvoi d'une surveillante.....	Réussite.	
31	Demande d'augmentation de salaire.....	Réussite.	
32	Demandes : réintégration d'un ouvrier; augmentation de salaire.....	Transaction.	
33	Demande de renvoi d'un contremaître.....	Réussite.	
34	Demandes : réintégration de cinq ouvriers; augmentation de salaire.....	Réussite.	
35	Demande d'augmentation de salaire.....	Échec.	
36	Demande d'augmentation de salaire.....	Transaction.	
37	Demandes : augmentation de salaire; renvoi d'ouvriers espagnols.....	Transaction.	
38	Contestation relative au salaire; demande de réintégration d'ouvriers.....	Transaction.	
39	Demande de renvoi d'un ouvrier.....	Transaction.	
40	Demande d'augmentation de salaire.....	Transaction.	
41	Demande de réintégration de deux ouvriers.....	Échec.	
42	Demande de réintégration d'un ouvrier.....	Réussite.	
43	Demande d'augmentation de salaire.....	Transaction.	
44	Contestation relative au salaire.....	Transaction.	Cconciliation devant le juge de paix.
45	Demande d'augmentation de salaire.....	Transaction.	
46	Demande de réintégration d'ouvriers.....	Échec.	
47	Demande d'augmentation de salaire.....	Échec.	
48	Demande de renvoi d'un ouvrier.....	Échec.	Grévistes congédiés.
49	Contestation relative au salaire.....	Transaction.	
50	Demande d'augmentation de salaire.....	Échec.	
51	Demande d'augmentation de salaire.....	Échec.	
52	Demande d'augmentation de salaire.....	Transaction.	
53	Demande d'augmentation de salaire.....	Transaction.	
54	Demande d'augmentation de salaire.....	Échec.	Grévistes congédiés.
55	Demande de réintégration de deux ouvriers.....	Échec.	Grévistes congédiés.
56	Demandes : augmentation de salaire; contestation relative à la réglementation du travail.....	Transaction.	
57	Demandes : augmentation de salaire; contestation relative à la réglementation du travail.....	Transaction.	
58	Demande d'augmentation de salaire.....	Échec.	Grévistes congédiés.
59	Demande de réintégration d'un ouvrier.....	Réussite.	
60	Demande d'augmentation de salaire.....	Échec.	Grévistes congédiés.
61	Demande d'augmentation de salaire.....	Échec.	
62	Demande de réintégration de six ouvriers.....	Réussite.	
63	Demande d'augmentation de salaire.....	Transaction.	
64	Contestation relative au salaire.....	Transaction.	
65	Demande : journée de 10 heures.....	.....	
66	Demandes : augmentation de salaire; journée de 10 heures; contestation relative à la réglementation du travail.....	Transaction.	
67	Demande d'augmentation de salaire.....	Échec.	Grévistes congédiés.
68	Demande d'augmentation de salaire.....	Échec.	Grévistes congédiés.
69	Demande de réintégration d'un ouvrier.....	.....	
70	Demande de réintégration d'un ouvrier.....	.....	

DATES		LOCALITÉS.	DÉPARTEMENTS	INDUSTRIES ET SPÉCIALITÉS professionnelles des grévistes.	NOMBRE		REPRÉSENT.
du commence- ment. 1	de la fin. 2				d'établisse- ments. 6	de grévistes. 7	
26 déc ...	27 déc ...	Paris	Seine	Maçons	1	7	71
26 déc ...	28 déc ...	Hyères	Var	Vanniers	15	60	72
26 déc ...	28 déc ...	Mont-de-Marsan ..	Landes	Typographes	4	19	73
27 déc ...		Paris	Seine	Maçons	1	24	74
28 déc ...	29 déc ...	Paris	Seine	Maçons	1	34	75
28 déc ...	3 janv. ...	Mehun	Cher	Porcelainiers	1	9	76
30 déc ...	31 déc ...	Armentières	Nord	Fileurs	1	205	77
31 déc ...	1 janv. ...	Paris	Seine	Déménageurs	1	110	78
31 déc ...		Tours	Indre-et-Loire ..	Bourelliers	"	8	79

GRÈVES COMMENCÉES

CONCILIATION ET ARBITRAGE ⁽¹⁾.

2 applications de la loi sur la conciliation et l'arbitrage ont été signalées à la Direction du travail.

1° **Grève de boulangers à Brive.** — 25 boulangers occupés par 19 patrons de Brive se sont mis en grève le 3 décembre. Ils présentaient les revendications suivantes :

1° Il serait fait dans toutes les boulangeries quatre fournées par jour à deux hommes.

2° Dans les boulangeries où le patron fera le poste de premier, le pétrisseur pétrira trois fournées s'il fait le levain du soir et la quatrième lui sera payée 1 franc. Si le patron fait le levain du soir, la quatrième sera payée.

3° Les salaires seront fixés comme suit : premier, 28 francs par semaine; second, 26 francs; troisième, 24 francs pour une semaine de six jours de travail.

Il sera donné en outre un pain blanc d'un kilogramme par jour.

4° Les fournées supplémentaires seront payées à raison de 1 franc par homme; il sera fait, en outre, les veilles de repos, une fournée de plus sans supplément.

5° Dans les boulangeries où l'ouvrier est nourri, il touchera demi-semaine. Les ouvriers à la journée toucheront 5 francs et un pain blanc d'un kilogramme.

Le travail ne commencera dans aucune boulangerie avant neuf heures du soir.

Le juge de paix est intervenu le 4 décembre, et un comité de conciliation s'est réuni le même jour. L'accord suivant a été conclu :

1° Il y aura deux séries d'ouvriers, premiers et seconds. Les premiers seront payés au prix minimum de 110 francs et les seconds 100 francs par mois. Chaque ouvrier touchera, en plus, par jour, un pain blanc d'un kilogramme.

2° Les paiements seront effectués en deux fois, les 1^{er} et 16 de chaque mois, en commençant le 16 du courant.

⁽¹⁾ Des exemplaires du texte de la loi du 27 décembre 1892 sur la conciliation et l'arbitrage dans les différends collectifs entre patrons et ouvriers ou employés sont envoyés aux intéressés sur demande adressée à M. le Ministre du Travail, Direction du travail, Bureau des Associations professionnelles, rue de Varenne, n° 80, à Paris.

REPOS.	CAUSES DES GRÈVES.	RÉSULTATS.	OBSERVATIONS.
	8	9	10
EN DÉCEMBRE 1907. (Suite et fin.)			
71	Demande de renvoi d'un ouvrier.....	Echec.	Grévistes congédiés.
72	Demande d'augmentation de salaire.....	Transaction.	
73	Demandes : journée de 9 heures; augmentation de salaire.....	Echec.	Grévistes congédiés.
74	Demandes réintégration d'un ouvrier; augmentation de salaire.....	Echec.	
75	Demande d'augmentation de salaire.....	Echec.	
76	Demande de suppression d'une retenue.....	Echec.	
77	Demande de réintégration de trois ouvriers.....	Transaction.	
78	Demande de réintégration de deux employés.....	Echec.	
79	Demande d'augmentation de salaire.....	Echec.	

3° Les ouvriers feront au minimum quatre fournées par jour, et s'ils font des fournées supplémentaires, elles leur seront payées 1 franc pour chacune et par homme, les fournées étant toujours faites à deux hommes.

Les veilles de repos, il sera fait en plus une fournée sans supplément de salaire.

4° Les ouvriers qui seront nourris ne toucheront que demi-salaire. Ceux qui travailleront à la journée recevront 4 fr. 50 par jour et un pain blanc d'un kilogramme.

Dans les boulangeries, le travail ne commencera qu'à neuf heures du soir.

Les ouvriers ont repris le travail le soir même. Avant la grève, ils étaient payés à raison de 90 et 100 francs par mois.

2° **Grève de rattacheurs à Avesnes (Nord).** — Le 16 décembre, 36 rattacheurs d'une filature de laine d'Avesnes se sont mis en grève en apprenant que les patrons considéraient comme prime et non comme un salaire la somme de 50 centimes par jour qu'ils versaient aux rattacheurs pour compléter le salaire de 2 fr. 75 payé par les fileurs.

Les ouvriers ont aussitôt demandé au juge de paix, de faire une démarche auprès de leurs patrons afin d'arriver à une entente.

Le 17, les patrons ont fait les propositions suivantes, qui ont été acceptées par les ouvriers :

A partir de demain, 18 décembre 1907, la journée du rattacheur sera de 2 fr. 75, payée par le fileur.

Il sera alloué par le Bureau, comme actuellement, 50 centimes par jour de façon à ce que le rattacheur ait un salaire de 3 fr. 25 par jour.

Mais comme les patrons ont été guidés avant tout, en allouant ces 50 centimes, par le désir d'avoir des ouvriers assidus au travail, ils préviennent les ouvriers qu'il leur sera retenu sur l'allocation faite par le Bureau, 50 centimes par jour d'absence.

Et l'ouvrier sera considéré comme absent après une heure de retard que les patrons ne trouveront pas justifiée.

Le travail a été repris le 18 décembre. Le juge de paix s'est rendu à l'usine afin de rédiger et de contresigner les conditions de la reprise du travail, dont il a prescrit l'affichage.

L'HYGIÈNE ET LA SÉCURITÉ DES TRAVAILLEURS EN 1906 ⁽¹⁾.

(Suite et fin.)

CHAPITRE PREMIER. — Application des décrets généraux. (Suite.)

II. — DÉCRET DU 28 JUILLET 1904 SUR LE COUCHAGE DU PERSONNEL.

Le décret du 28 juillet 1904 est le second règlement d'ordre général pris en application de la loi du 12 juin 1893 modifiée par la loi du 11 juillet 1903, et il est applicable par suite à l'ensemble des établissements assujettis à ces deux lois. Il vise le couchage du personnel de ces établissements.

Les améliorations sur ce point, à peine pressenties en 1904 et qui s'étaient nettement affirmées en 1905 se sont encore accusées en 1906 : en effet le nombre des mises en demeure visant l'application des diverses prescriptions de ce décret, qui avait été de 4,684 en 1904 et s'était élevé à 11,583 en 1905, a été de 8,054 en 1906. D'autre part, 2,679 mises en demeure ont été reconnues exécutées en 1905 et 4,882 en 1906. Les rapports du service de l'inspection du travail s'accordent à reconnaître que l'élan est donné et que le progrès sera durable.

L'inspecteur divisionnaire de Marseille s'exprime dans les termes suivants, en ce qui concerne les départements de l'Ardèche, de la Drôme, du Gard et du Vaucluse où l'industrie de la soie occupe un très grand nombre de femmes et d'enfants :

Environ 1,000 usines à soie (filatures, moulinages et tissages) possèdent des dortoirs dans lesquels on couche plus de 20,000 personnes. Avant la promulgation du décret, les dortoirs étaient sales, mal tenus, encombrés et le matériel de literie, tout à fait insuffisant, puisque les ouvrières couchaient généralement à deux et parfois à trois. Et quel matériel ! Des planches sur deux tréteaux et une mauvaise pailleasse. Tel était le matériel de literie dont disposaient les ouvrières des fabriques. Grâce à une action énergique et prompte, le Service de l'inspection, armé de ce décret, a pu obtenir en 2 ans des résultats véritablement satisfaisants. Les dortoirs ont été agrandis, parfois surélevés et reconstruits à neuf, ce qui nous permet d'espérer, d'une façon générale, que sous peu ils seront aménagés dans les meilleures conditions d'hygiène et de salubrité, à peu près partout. Dans un établissement de l'Ardèche, le patron a dû dépenser 40,000 francs environ pour l'édification d'un bâtiment neuf contenant une cuisine et un dortoir pour 200 ouvrières. Dans d'autres usines, les dépenses ont été également très élevées. Enfin, nous avons le sentiment d'être venu à bout des résistances qu'entretenait une vieille routine. On peut déjà constater que l'ouvrière a profité de ces améliorations, car elle a pris goût à la propreté et à l'hygiène, et ce goût elle l'a apporté dans la famille, pour le plus grand bien de la population ouvrière.

(1) Voir *Bulletin*, décembre 1907, p. 1285.

De leur côté, les Inspecteurs de la région du Nord sont unanimes à constater de grands progrès réalisés dans les conditions de couchage du personnel des briqueteries, des sucreries, des sécheries de cossettes, des huileries, etc. . . et l'inspecteur divisionnaire de Lille résume ces constatations dans les termes suivants :

Que les dortoirs soient aménagés dans de véritables maisonnettes ou installés dans des baraquements en planches ou en fibro-ciment, les résultats obtenus sont les suivants : cube d'air élevé, aération constante, éclairage convenable; pour le couchage du personnel, espacement des lits suffisant, literie propre et bien entretenue; pavage du sol, cuisine en dehors des locaux de couchage, etc. . .

D'autre part, l'inspecteur divisionnaire de Nancy s'exprime ainsi qu'il suit en ce qui concerne les briqueteries :

Dans la région de Reims, où les cabanes des briquetiers se trouvaient aussi mal installées que celles de la région du Nord, de nombreuses mises en demeure ont été faites. L'inspecteur de la 5^e section fait connaître qu'au commencement de 1906, tous les vieux dortoirs ont été nettoyés et transformés, que les paillasses ont été remplacées par des couchettes propres et hygiéniques, que tout a été réinstallé selon les prescriptions réglementaires à la grande satisfaction du personnel ouvrier.

Entin, l'inspecteur divisionnaire de Nantes signale de grands progrès réalisés dans la plupart des usines de conserves à Belle-Ile et à Quiberon, au point de vue du couchage du personnel : des dortoirs ont été construits réunissant toutes les prescriptions du décret du 28 juillet 1904, et des mises en demeure ont été renouvelées dans d'autres usines qui ont donné l'assurance qu'elles seraient en règle pour la prochaine campagne de pêche.

Les bienfaisants effets de la réglementation sont donc déjà très apparents dans ces régions qui comportent une agglomération exceptionnelle de population ouvrière où chaque chef d'établissement est amené à loger un nombreux personnel. Ils le sont moins pour l'ensemble des autres industries dans lesquelles il est d'usage de fournir le logement : ces industries, et en particulier celles de l'alimentation, sont ordinairement très divisées, le personnel y est nombreux dans chaque établissement et, par suite, l'effet utile d'une visite d'inspection est moins considérable; en outre les dépendances immédiates de ces petits établissements ne se prêtent pas toujours facilement à l'installation de dortoirs et les patrons sont alors obligés d'utiliser les locaux qu'ils trouvent, quelquefois avec beaucoup de peine, dans leur voisinage. Mais le progrès sur ce point, s'il est moins apparent n'en est pas moins réel. Un grand nombre de chefs d'établissement ont déjà été informés de ce que le règlement attend d'eux : la plupart font preuve de bonne volonté, et beaucoup demandent seulement qu'il leur soit accordé des délais, correspondant par exemple à la durée d'un bail ou d'un engagement de location; ces demandes sont généralement accueillies quand elles paraissent raisonnables et inspirées par un réel souci de se conformer à la loi, et la solution de la question en est souvent simplifiée.

L'article 3 du décret prescrit qu'un meuble ou placard pour les effets doit être mis à la disposition de chaque occupant d'une pièce à usage de dortoir. Un industriel avait adressé une réclamation contre une mise en demeure ayant cet objet, en faisant valoir que les ouvrières disposaient déjà, dans une cuisine, de placards spéciaux pour leurs provisions de bouche de la semaine et leurs ustensiles de cuisine. Le Comité consultatif des Arts et Manufactures, saisi de cette affaire, a considéré que ces placards, placés dans une cuisine, au rez-de-chaussée, étaient trop éloignés des dortoirs situés au 1^{er} étage; que, d'autre part, il était impossible de remettre dans un même meuble des vêtements et des provisions de bouche, et enfin que la plupart des établissements similaires de la région avaient installé des placards pour vête-

ments soit dans les dortoirs même, soit dans des pièces attenantes aux dortoirs. Le Comité a, par suite, émis l'avis, qui a été adopté par le Ministre, que la mise en demeure devait être maintenue.

CHAPITRE II. — Application des décrets spéciaux.

Décrets des 18 juillet 1902 et 15 juillet 1904 réglementant l'emploi du blanc de céruse dans les travaux de peinture. — Les Inspecteurs divisionnaires de Nantes et de Marseille signalent que la céruse est de moins en moins employée pour les travaux de peinture, et qu'elle est remplacée soit par le blanc de zinc, soit par d'autres produits. L'Inspecteur divisionnaire de Nantes constate d'autre part, une tendance à remplacer, dans les ateliers de construction mécanique, pour les joints, le mastic à la céruse par un mastic au zinc.

L'article 4 du décret du 18 juillet 1902 a donné lieu à une décision de jurisprudence intéressante au point de vue de l'action civile en ce qui concerne la fourniture des surtouts ⁽¹⁾.

Décret du 4 avril 1905 concernant la manipulation du linge sale dans les blanchisseries. — Les Inspecteurs déclarent cette année qu'ils n'ont plus trop de peine à faire observer le décret dans les grands établissements dont quelques-uns se sont transformés à cet effet, même au prix de dépenses assez importantes. Mais ils constatent qu'il en est autrement dans les petites blanchisseries, si nombreuses à Paris et dans les villes, où l'exiguïté des locaux et les conditions du travail se prêtent difficilement aux transformations radicales qu'exigerait l'application stricte du règlement. Ici encore le service de l'Inspection du travail n'obtient des résultats que lentement, en usant à la fois de patience et de ténacité, il ne réclame d'abord que l'exécution des mesures les plus simples, celles qui sont d'une application facile et n'occasionnent que des dépenses peu élevées, en remettant à plus tard les questions plus complexes; et ses efforts, que quelques-uns pourraient être tentés de juger stériles, contribuent pour une grande part à cette réforme des mœurs en matière d'hygiène publique et privée qui constituera une des plus précieuses conquêtes de l'époque présente.

Une réclamation a été formée par une association de petits patrons blanchisseurs qui soutenait que l'application du décret du 4 avril 1905 était incompatible avec les nécessités particulières à leurs exploitations. Le Comité consultatif des Arts et Manufactures, a estimé que cette réclamation était motivée seulement par le caractère de nouveauté des mesures prescrites, qu'elle ne fournissait pas d'argument valable en faveur d'une modification de la réglementation, modification qui ne pourrait être envisagée, après une expérience suffisante, que si les plaintes fondées se produisaient sur un grand nombre de points. Et le Comité a émis l'avis, qui a été adopté par le Ministre, que cette réclamation n'était susceptible d'aucune suite.

CHAPITRE III. — Relevé des accidents du travail.

Le *Bulletin* a déjà publié la répartition des accidents du travail déclarés au service

⁽¹⁾ Voir l'arrêt de la Cour de cassation du 20 mai 1907; *Bulletin*, décembre 1907, p. 1313.

de l'inspection du travail entre les diverses catégories professionnelles et d'après leurs visites probables⁽¹⁾.

L'augmentation du nombre des accidents déclarés au service de l'inspection du travail en 1906 est considérable, 46,978 déclarations de plus qu'en 1905.

On pourrait être tenté d'attribuer cette augmentation à l'apport fourni par les catégories professionnelles récemment assujetties par la loi du 11 juillet 1903, et en particulier par les catégories : « manutention et commerce, banque ». Mais ces deux catégories fournissent seulement une augmentation totale de 9,084 déclarations. Il convient toutefois d'ajouter à ce nombre de déclarations d'accidents survenus, dans les autres catégories professionnelles, au personnel des employés qui ne bénéficient de la protection légale que depuis la loi du 11 juillet 1903. En tenant compte de ces accidents, d'ailleurs peu nombreux, on doit admettre que l'accroissement indépendant de la loi de 1903 dépasse 35,000 déclarations.

Quelques inspecteurs expliquent cet accroissement par l'augmentation de l'activité industrielle pendant cette dernière période. En l'absence de recensement annuel du nombre des ouvriers employés dans l'industrie, il est difficile d'apprécier exactement les variations qui peuvent se produire d'une année à l'autre. Mais l'on sait que le chômage a diminué dans l'industrie en général, et que nombre d'ateliers ont souvent fourni leur pleine durée de travail autorisée par la loi, et même épuisé leur crédit de dérogations réglementaires. Il s'est donc produit de ce chef en 1906 une augmentation certaine du nombre des heures de travail, et cette augmentation explique d'autant mieux un accroissement du nombre des accidents qu'il a été établi que le risque d'accident n'est pas constant aux diverses heures de la journée, mais qu'il atteint son maximum d'intensité vers la fin de chaque période de travail, c'est-à-dire à mesure que la durée du travail journalier devient plus longue.

L'augmentation du nombre des accidents provient aussi, pour une part, d'une cause déjà développée dans le précédent rapport. Il s'agit de l'effet de l'application de la loi du 31 mars 1905 qui a modifié la loi du 9 avril 1898 sur les accidents du travail, en décidant, par son article 4, que l'indemnité journalière serait due à partir du premier jour à dater de l'accident, si l'incapacité de travail a duré plus de dix jours.

Il n'est pas sans intérêt de tenter une évaluation de l'influence respective des deux causes principales d'augmentation ci-dessus. Cette évaluation, fort approximative d'ailleurs, peut s'appuyer sur les considérations ci-après :

La loi du 31 mars 1905 n'a eu d'influence que sur les déclarations d'incapacité temporaire et, par suite, l'augmentation, en ce qui concerne les morts et les incapacités permanentes, serait uniquement imputable à l'accroissement de l'activité industrielle. D'autre part, la comparaison doit porter sur les années 1904 et 1906, l'année 1904 n'ayant subi aucune influence de la législation nouvelle, et l'année 1906 ayant subi cette influence dans toute sa durée.

Ceci posé, on constate que de 1904 à 1906 le nombre des déclarations des morts et d'incapacités permanentes s'est élevé de 5,620 à 6,154, soit un accroissement de 534, c'est-à-dire d'environ 10 p. 100. Cette augmentation, on l'a établi plus haut, ne peut être imputée qu'à l'accroissement de l'activité industrielle.

Pendant la même période, les déclarations d'incapacités temporaires ont passé de 212,887 à 296,339, en augmentation de 83,452. Retrachant de ce nombre le contingent de 21,209 (10 p. 100 du chiffre de 1904), que nous supposons représenter d'une façon approximative le surcroît d'accidents dû à l'augmentation de l'activité industrielle, il reste un accroissement d'environ 60,000 accidents légers

⁽¹⁾ Voir *Bulletin*, juillet 1907, p. 684.

sur lesquels il semble que la loi du 31 mars 1905 ait eu une influence prépondérante.

L'ensemble des renseignements statistiques fournis par les déclarations d'accidents parvenues au service de l'inspection du travail résulte des divers tableaux ci-après, qui portent en eux-mêmes leur enseignement.

Statistique des accidents d'après leurs causes naturelles.

CAUSES MATÉRIELLES D'ACCIDENTS.	NOMBRE D'ACCIDENTS DÉCLARÉS.					
	en 1901 ⁽¹⁾ .	en 1902.	en 1903.	en 1904.	en 1905.	en 1906.
I. Moteurs.....	658	683	556	525	531	619
II. Transmissions.....	2,279	1,910	1,761	1,792	1,917	2,071
III. Machines-outils, métiers, etc....	17,873	18,576	18,756	18,892	21,894	25,032
IV. Ascenseurs, grues, appareils de levage, puits d'extraction.....	1,886	2,020	1,890	2,114	2,485	2,976
V. Chaudières à vapeur, autoclaves, etc.....	336	358	287	275	270	306
VI. Explosifs, poudres, dynamite, explosions de gaz, etc.....	364	314	336	384	349	491
VII. Matières incandescentes, brû- lantes, corrosives.....	12,681	11,881	11,822	12,674	15,330	18,115
VIII. Éboulements, chutes d'objets...	35,439	32,327	31,471	33,109	37,768	45,597
IX. Chute de l'ouvrier du haut d'une échelle, d'un escalier, d'un échafaudage, dans des excava- tions, etc.....	44,108	40,227	37,476	38,275	45,007	53,418
X. Manutention des fardeaux.....	41,226	41,179	41,431	44,574	53,138	63,334
XI. Conduite des voitures, accidents causés par les animaux.....	14,818	16,814	15,600	17,787	21,133	23,311
XII. Outils à main (marteaux, ha- ches, scies, etc.).....	17,447	17,904	17,214	17,431	21,323	24,427
XIII. Causes diverses.....	28,022	33,077	32,372	32,686	37,086	45,279
XIV. Causes inconnues.....	12,025	4,016	1,478	1,606	1,651	1,844
TOTAUX.....	229,162	223,286	212,753	222,124	259,882	306,860

Les tableaux suivants, qui donnent des indications sur la gravité des accidents et sur les catégories de travailleurs les plus éprouvés, rapprochent le nombre des accidents du nombre des ouvriers employés dans chaque catégorie professionnelle.

Mais les inspecteurs du travail ne possèdent les éléments de cette comparaison entre le nombre des ouvriers et le nombre des accidents que pour les catégories professionnelles assujetties en totalité à leur contrôle, et par suite les tableaux qui suivent ont été établis pour ces seules catégories.

⁽¹⁾ Déduction faite des accidents ayant causé une incapacité de travail de 5 jours et moins.

Pourcentage des accidents par catégories professionnelles et par années.

CATÉGORIES PROFESSIONNELLES.	NOMBRE D'ACCIDENTS PAR 1,000 OUVRIERS.					
	en 1901.	en 1902.	en 1903.	en 1904.	en 1905.	en 1906.
Industries de l'alimentation.....	69.9	61.4	45.1	42.8	47.3	52.3
Industries chimiques.....	108.4	96.2	93.1	96.9	122.4	144.7
Caoutchouc, papier, carton.....	59.4	50.8	47.5	50.8	59.7	73.7
Industries du livre.....	27.6	25.3	23.7	25.7	29.5	31.8
Industries textiles proprement dites.	26.3	24.9	23.0	22.7	25.9	31.8
Travail des étoffes, vêtements.....	4.8	4.9	4.8	4.6	5.8	6.6
Travail des pailles, plumes, crins..	14.3	11.9	13.9	9.7	11.2	15.5
Cuir et peaux.....	29.9	28.1	24.6	24.8	24.4	32.3
Industries du bois.....	69.6	64.4	54.6	54.1	63.6	68.8
Métallurgie.....	201.1	186.6	190.7	213.0	257.4	292.3
Travail des métaux ordinaires.....	108.2	99.9	95.2	97.8	114.5	136.3
Travail des métaux fins.....	13.7	19.6	17.0	16.3	18.3	21.8
Travail des pierres précieuses.....	22.3	18.6	35.1	18.9	15.5	21.5
Taille et polissage des pierres.....	68.3	46.9	49.9	50.1	53.4	59.1
Terrassement, construction en pierre	139.4	126.2	116.3	108.7	123.7	140.3
Travail des pierres et terres au feu.	57.8	59.2	54.8	55.9	64.6	79.6
Commerce, banque.....	.....	.....	.....	35.9	34.1	44.8
POUR L'ENSEMBLE des professions.	63.4	77.1	54.9	52.8	61.3	71.4

Le tableau ci-dessous présente pour chaque groupe professionnel, pour les années 1904 et 1906, les proportions par 1,000 ouvriers de morts, d'incapacités permanentes et d'incapacités temporaires; il vient à l'appui des constatations faites plus haut pour l'ensemble des groupes professionnels; il accuse un accroissement notable des incapacités temporaires.

GROUPES PROFESSIONNELS.	MORTS. (Pour 1,000.)		INCAPACITÉ permanente. (Pour 1,000.)		INCAPACITÉ temporaire. (Pour 1,000.)	
	1904.	1906.	1904.	1906.	1904.	1906.
Industries de l'alimentation.....	0.3	0.2	0.7	0.65	41.0	50.8
Industries chimiques.....	0.5	0.5	1.1	1.3	93.7	141.8
Caoutchouc, papier, carton.....	0.2	0.2	1.6	1.5	48.3	70.9
Industries du livre.....	0.1	0.03	0.7	0.8	24.6	30.4
Industries textiles proprement dites.	0.1	0.05	0.7	0.8	21.7	30.7
Travail des étoffes, vêtements.....	#	0.02	0.1	0.08	4.2	6.4
Travail des pailles, plumes, crins..	#	0.06	0.3	0.3	9.1	15.0
Cuir et peaux.....	0.1	0.08	0.7	0.58	23.5	31.0
Industries du bois.....	0.3	0.2	2.2	2.3	50.6	65.1
Métallurgie.....	0.7	0.39	1.2	1.9	209.4	289.5
Travail des métaux ordinaires.....	0.2	0.2	1.7	1.9	94.6	132.4
Travail des métaux fins.....	0.1	#	0.4	0.35	15.3	21.1
Taille des pierres précieuses.....	#	0.5	#	#	17.9	20.9
Taille et polissage des pierres.....	0.1	0.19	0.9	1.1	47.9	56.9
Terrassement, construction en pierre	1.1	1.4	2.4	2.0	102.9	134.1
Travail des pierres et terres au feu..	0.2	0.2	0.9	0.9	53.9	78.1
Commerce, banque.....	0.2	0.2	0.5	0.39	34.5	43.5

RÉSULTATS DÉFINITIFS DES EXPÉRIENCES COMPARATIVES DE PEINTURES

AU BLANC DE CÉRUSE ET AU BLANC DE ZINC

À L'INSTITUT PASTEUR,

Depuis 1902, des expériences comparatives de peintures au blanc de céruse et au blanc de zinc se poursuivent à l'annexe de l'Institut Pasteur, 62, rue d'Alleray, à Paris, sous les auspices de la Société de médecine publique et du génie sanitaire et de la Chambre syndicale des entrepreneurs de peinture de la ville de Paris.

Les expériences devant durer cinq années, une commission mixte, composée de membres des deux sociétés qui avaient pris l'initiative de ces expériences, devait vérifier annuellement la résistance des peintures et enduits aux agents atmosphériques.

Les constatations faites par cette commission en 1902, 1903, 1904, 1905 et 1906 ont été déjà données dans le *Bulletin* ⁽¹⁾.

On trouvera ci-après le texte du rapport définitif de la commission le 15 octobre 1906 à l'expiration du terme fixé pour la durée des expériences ⁽²⁾ :

La Commission des expériences comparatives de peintures au blanc de céruse et de peintures au blanc de zinc s'est réunie rue d'Alleray, 62, le 15 octobre dernier.

Étaient présents :

Pour la Société de médecine publique et de génie sanitaire :

M. le docteur Louis Martin.

MM. Montheuil, Livache, Porée, Expert-Besançon.

MM. Bartaumieux, Vaillant et Ch. Dupuy architectes.

Pour la Chambre syndicale des entrepreneurs de peinture :

MM. Manger, Lefèvre, Rigolot.

Le terme fixé pour la durée de ces expériences, soit cinq années, expirait au mois d'août dernier.

Étant fait observer que M. Expert-Besançon a déclaré s'abstenir devant tous les échantillons, voici les constatations faites par les autres membres de la Commission :

1° *Sur le mur pignon à l'extérieur :*

Les deux échantillons peints à l'huile, trois couches, l'un au blanc de céruse, l'autre au blanc de zinc, se comportent de la même façon, et l'on peut dire qu'ils sont également usés.

M. Vaillant déclare que, pour lui, ils sont également en mauvais état.

Pour les deux échantillons faits sur enduits gras, l'un à la céruse, l'autre au blanc de zinc, la Commission est d'avis qu'il n'est pas possible de tirer de conclusion de l'expérience, car on a opéré dans de mauvaises conditions.

2° *A l'intérieur du grenier :*

Les deux échantillons céruse et zinc se comportent également bien.

3° *Sur les persiennes en fer :*

Les observations des deux années précédentes se confirment en ce que la partie extérieure de la persienne de droite, peinte au blanc de zinc, est plus fatiguée que celle de gauche peinte à la céruse, observation étant faite que la face extérieure de la persienne de droite au zinc reste plus longtemps exposée à l'air que celle de gauche peinte à la céruse.

4° *Panneaux en tôle en souassement de la grande porte :*

⁽¹⁾ Décembre 1902, p. 867 ; décembre 1903, p. 993 ; mars 1907, p. 203.

⁽²⁾ Rapport à la séance du 23 octobre 1907 de la Société de médecine publique et de génie sanitaire.

Les panneaux de gauche, peints au minium et à la céruse, et le panneau du milieu, peint au gris de zinc et au blanc de zinc, se comportent bien tous les deux, mais la conservation paraît meilleure pour la céruse.

Le panneau de droite peint au blanc de zinc, trois couches, laisse percer la rouille d'une façon bien apparente.

5° *Sur les portes en bois :*

Les deux échantillons, celui de gauche à la céruse et celui de droite au blanc de zinc, sont actuellement comparables comme tenue et comme aspect.

Pour la Commission :

Le Rapporteur,

H. RIGOLOT.

LES SUBVENTIONS DE L'ÉTAT AUX CAISSES DE CHÔMAGE POUR LE PREMIER SEMESTRE DE 1907.

La Commission des caisses de chômage, nommée par arrêté ministériel du 24 juin 1907⁽¹⁾, s'est réunie le 17 décembre dernier et a préparé la répartition de la seconde moitié du crédit ouvert au budget de 1907 pour subventions aux caisses de secours contre le chômage involontaire.

90 caisses de chômage avaient reçu un état à remplir. 2 caisses n'ont pas fonctionné, 2 caisses ont renoncé à leur demande, 6 caisses n'ont pas eu de chômeurs à soutenir, et 28 caisses n'ont pas retourné l'état en temps utile ou n'ont pas fourni les renseignements complémentaires qui leur ont été demandés. La Commission a procédé à l'examen individuel des pièces fournies par les 52 autres caisses. Elle a rejeté la demande de 2 caisses, l'une parce qu'elle n'a pas apporté, dans les délais impartis, les modifications demandées à ses statuts, l'autre par application de l'article 19 du décret du 9 septembre 1905 qui prescrit les mesures de contrôle. La Commission a proposé d'accorder une subvention à chacune des 50 autres caisses dans les limites fixées par les articles 9, 10 et 12 du décret⁽²⁾.

La répartition a été faite conformément à la jurisprudence précédemment établie par la Commission.

Sur la proposition de celle-ci, un arrêté ministériel en date du 26 décembre 1907⁽³⁾ a fixé le taux des subventions aux maxima prévus par l'article 12 du décret, soit : 16 p. 100 du montant des indemnités versées pendant le premier semestre de 1907 par les diverses catégories de caisses locales; 24 p. 100 du montant des indemnités versées pendant le même semestre par les caisses fédérales de chômage ou de secours de route, c'est-à-dire par les caisses fonctionnant dans trois départements au moins et comptant 1,000 membres au minimum.

Sur ces bases et par arrêté ministériel en date du 31 décembre 1907, il a été alloué à 50 caisses de chômage ou de secours de route 14,031 francs de subventions qui se décomposent comme suit :

10,418 francs à 3 caisses fédérales possédant 250 sections disséminées dans tout le pays;

⁽¹⁾ *Bulletin*, octobre 1907, p. 1039.

⁽²⁾ *Bulletin*, sept. 1905, p. 510, mai 1906, p. 505, janvier 1907, p. 58.

⁽³⁾ Voir p. 77.

3,613 francs à 47 caisses locales dont : 26 caisses professionnelles comptant chacune 100 membres au moins ; 3 caisses professionnelles comptant 50 membres au moins et subventionnées par la commune ou le département ; 2 caisses interprofessionnelles comptant 50 membres au moins, subventionnées par la commune ou le département et situées dans des communes ayant moins de 50,000 habitants ; 4 caisses de secours de route formées par des bourses du travail ou unions d'associations ; 8 caisses ayant droit chacune à la subvention minimum de 10 francs par application du troisième paragraphe de l'article 12 du décret et 4 caisses subventionnées, à titre exceptionnel, par application de l'article 23 dudit décret.

Les 50 caisses subventionnées pour le premier semestre de 1907 en ont été avisées récemment. Quelques-unes d'entre elles ont été invitées, en même temps, à apporter à leurs statuts, dans un délai aussi court que possible, les modifications propres à les rendre conformes aux dispositions des articles 6 et 7 du décret du 9 septembre 1905.

Les caisses sont prévenues que les subventions relatives au premier semestre de 1907 doivent être touchées par les ayants droit avant la clôture de l'exercice financier en cours, c'est-à-dire avant le 20 avril 1908, chez les receveurs des finances et percepteurs ; avant le 30 avril, chez les trésoriers-payeurs généraux et, à Paris, à la caisse du Ministère du Commerce ou à la caisse du trésorier-payeur central au Ministère des Finances.

Pour les subventions du prochain semestre, qui porteront sur les indemnités versées par les caisses de chômage au cours du second semestre de 1907, les états réglementaires seront envoyés prochainement par le Ministère du travail qui, en outre, recevra jusqu'au 1^{er} mars les nouvelles demandes de subventions relatives à ce semestre.

LES COOPÉRATIVES MILITAIRES AU 30 JUIN 1907.

La statistique des sociétés coopératives de consommation publiée dans le *Bulletin de l'Office du travail* de septembre 1907 ne comprenait pas les groupements coopératifs existant dans l'armée.

Afin de combler cette lacune, le Ministre du Travail adressait, le 6 juin dernier, une lettre au Ministre de la Guerre le priant d'examiner s'il ne serait pas possible de faire dresser un état des sociétés coopératives existant dans les différents corps de troupe.

A la suite de cette communication, le Ministre de la Guerre, par la voie du Bulletin officiel de son département, donna immédiatement des instructions aux gouverneurs militaires de Paris et de Lyon et aux généraux commandant les corps d'armée pour qu'ils lui fassent parvenir le plus possible les éléments d'une statistique des groupements coopératifs existant dans l'armée d'après le modèle annexé à la circulaire du Ministre du Travail du 29 décembre 1906 ⁽¹⁾.

⁽¹⁾ Voir *Bulletin*, février 1907, p. 167.

La statistique ci-après a été établie par l'Office du travail à l'aide des éléments fournis par les autorités militaires et qui lui ont été transmis par le Ministre de la Guerre.

Elle comprend toutes les coopératives qui ont été signalées comme fonctionnant au 30 juin 1907. En ce qui concerne le chiffre d'affaires annuel de ces sociétés, on n'a tenu compte, pour les sociétés fondées depuis janvier 1907, que des résultats établis sur une période assez longue (un trimestre ou un semestre) pour que l'on puisse déduire avec une certaine certitude le montant annuel probable du chiffre d'affaires.

Le dépouillement des renseignements fournis par les corps de troupe a permis d'établir cinq grandes divisions : mess d'officiers, cercles et réunions d'officiers, mess de sous-officiers, cercles et réunions de sous-officiers, salles de consommation pour les caporaux ou brigadiers et les soldats.

Voici les résultats d'ensemble pour ces diverses catégories :

	NOMBRE de sociétés.	NOMBRE de sociétés ayant fait connaître le nombre de leurs membres.	NOMBRE de membres.	NOMBRE de sociétés dont le chiffre d'affaires a été donné ou a pu être calculé.	CHIFFRE d'affaires.
Mess d'officiers.....	31	30	1,352	27	878,958
Cercles d'officiers.....	82	77	8,399	70	688,042
Mess de sous-officiers.....	204	195	11,530	172	1,308,558
Cercles de sous-officiers.....	169	159	9,899	147	1,313,742
Salles de consommation pour les caporaux ou brigadiers et les soldats...	860	836	123,401	718	3,524,570
TOTAUX.....	1,346 ⁽¹⁾	1,296	154,581	1,134	10,713,870

Ne figure pas dans ce tableau l'association des ordinaires des corps de troupe de la garnison de Toul. Cette association, qui ne paraît devoir rentrer dans aucune des 6 catégories précédentes, compte 14,000 membres et a un chiffre d'affaires annuel de 1,500,000 francs. L'objet de cette association est la fourniture de la viande fraîche nécessaire à l'alimentation de la troupe. En comprenant dans cette statistique cette association on obtient les totaux suivants : 1,337 sociétés, 167,798 membres, 12,076,145 francs d'affaires.

Les tableaux suivants donnent dans chaque corps d'armée, gouvernement militaire, etc., et pour chacune des cinq catégories de coopératives : 1° le nombre de sociétés, 2° le nombre de sociétés ayant indiqué le chiffre de leurs membres; 3° le nombre des membres de ces sociétés; 4° le nombre des sociétés dont on a donné ou pu calculer le chiffre d'affaires; 5° le chiffre d'affaires de ces sociétés; 6° le nombre des sociétés fondées entre le 1^{er} janvier et le 30 juin 1907. Dans ces tableaux, les troupes des 3^e et 5^e corps d'armée résidant à Paris ont été comprises dans la statistique des sociétés coopératives du gouvernement militaire de Paris. On a de même rattaché au 14^e corps d'armée les troupes du 13^e corps résidant à Lyon.

⁽¹⁾ Sur ces 1,346 sociétés, 538 ont été fondées depuis le 1^{er} janvier 1907.

Mess d'officiers.

31 mess d'officiers ont été signalés comme ayant la forme coopérative. Sur ces 31 mess 1 a été formé en 1887, 2 en 1888, 1 en 1890, 1 en 1891, 3 en 1892, 3 en 1894, 1 en 1895, 2 en 1896, 2 en 1897, 2 en 1898, 5 en 1899, 3 en 1902, 1 en 1904 et 2 en 1905.

Le plus grand nombre de ces mess ont uniquement pour objet l'alimentation des officiers; à quelques-uns d'entre eux toutefois sont annexés une salle de consommation et une bibliothèque.

Le tableau suivant donne la répartition des mess entre les divers corps de troupes :

CORPS D'ARMÉE.	NOMBRE des sociétés.	SOCIÉTÉS ayant indiqué le nombre de leurs membres.	NOMBRE de membres.	SOCIÉTÉS dont on connaît le chiffre d'affaires.	CHIFFRE d'affaires.
4 ^e Le Mans.....	2	2	138	1	2,200
5 ^e Orléans.....	1	1	5	1	8,580
6 ^e Châlons-sur-Marne.....	8	8	683	8	622,700
7 ^e Besançon.....	5	5	108	5	42,836
10 ^e Rennes.....	1	1	80	1	10,058
11 ^e Nantes.....	2	2	35	2	66,000
14 ^e Lyon.....	2	2	22	2	18,000
17 ^e Toulouse.....	1	1	90	1	4,164
19 ^e Alger.....	5	2	19	1	9,000
20 ^e Nancy.....	5	5	89	4	35,400
Gouvernement militaire de Paris.....	1	1	83	1	60,000
TOTAUX.....	31	30	1,352	27	878,958

21 de ces sociétés ont moins de 25 membres; 2 en ont de 26 à 50; 5 de 51 à 90; 2 plus de 90.

Le plus important de ces mess compte 526 membres et fait 500,000 francs d'affaires (6^e corps).

En ce qui concerne leur chiffre d'affaires, 10 de ces sociétés font moins de 10,000 francs d'affaires; 14 font de 10,001 à 25,000 francs, 1 fait de 25,001 à 50,000 francs; 2 font plus de 50,000 francs.

Après le mess des officiers qui fait 500,000 francs d'affaires et compte 526 membres, le plus important des autres mess fait 60,000 francs d'affaires et compte 83 membres (Paris).

Cercles d'officiers.

82 cercles d'officiers ont été signalés comme ayant la forme coopérative.

Un grand nombre de ces cercles ont, en plus de la salle de consommation, une bibliothèque et une salle de jeux. Dans presque tous ces cercles les boissons hygiéniques sont seules autorisées. Une caisse de prévoyance est annexée à l'un d'eux.

Sur ces 82 sociétés, 1 a été fondée en 1873, 1 en 1875, 3 en 1876, 3 en 1878, 2 en 1879, 1 en 1880, 2 en 1881, 2 en 1883, 3 en 1885, 2 en 1886, 1 en 1887, 2 en 1889, 1 en 1890, 3 en 1891, 2 en 1892, 2 en 1893, 4 en 1894, 1 en 1895, 2 en 1896, 4 en 1897, 1 en 1899, 3 en 1900, 2 en 1901, 2 en 1902, 1 en 1903, 4 en 1905, 1 en 1906, 2 en 1907 (du 1^{er} janvier au 30 juin).

Le tableau suivant donne la répartition des cercles entre les divers corps de troupes :

CORPS D'ARMÉE.	TOTAL des sociétés.	SOCIÉTÉS ayant indiqué le nombre de leurs membres.	NOMBRE de membres.	SOCIÉTÉS dont on connaît le chiffre d'affaires.	CHIFFRE d'affaires.	SOCIÉTÉS fondées depuis le 1 ^{er} janvier 1907.
1 ^{er} Lille.....	5	5	370	5	46,700	„
2 ^e Amiens.....	6	6	722	5	36,100	1
4 ^e Le Mans.....	3	3	222	3	25,500	„
5 ^e Orléans.....	4	4	278	4	22,000	„
6 ^e Châlons-sur-Marne.....	4	4	471	4	45,300	„
7 ^e Besançon.....	3	9	1,116	9	84,108	„
8 ^e Bourges.....	3	3	207	2	130,046	„
9 ^e Tours.....	4	4	618	4	72,700	„
10 ^e Rennes.....	1	1	70	1	3,000	„
11 ^e Nantes.....	1	1	14	1	1,800	„
12 ^e Limoges.....	9	9	840	9	70,300	„
13 ^e Clermont-Ferrand.....	0	5	719	4	42,780	„
14 ^e Lyon.....	2	1	138	1	7,200	„
15 ^e Marseille.....	2	2	503	2	3,700	„
16 ^e Montpellier.....	4	4	515	3	7,300	1
17 ^e Toulouse.....	1	1	80	1	2,100	„
18 ^e Bordeaux.....	2	2	292	1	2,984	„
19 ^e Alger.....	6	3	255	2	27,000	„
20 ^e Nancy.....	3	3	669	2	34,100	„
Gouvernement milit. de Paris.	1	1	140	1	13,100	„
Division d'occup. de Tunisie..	5	5	160	5	10,212	„
TOTAUX.....	82	77	8,399	70	688,042	2

22 de ces sociétés ont moins de 50 membres; 4 en ont de 51 à 150; 7, de 151 à 250; 6 de 251 à 500; 1 de plus de 500 membres.

Cette dernière société (20^e corps), qui compte 561 membres, fait 29,000 francs d'affaires.

En ce qui concerne leur chiffre d'affaires :

6 de ces sociétés font moins de 2.000 francs d'affaires; 25 de 2,001 à 5,000 francs; 31 de 5,001 à 15,000 francs; 4 de 15,001 à 25,000 francs; 4 plus de 25,000 francs.

La plus importante de ces sociétés fait 40,000 francs d'affaires 215 membres (3^e corps), puis vient la société du 20^e corps citée plus haut faisant 29,000 francs d'affaires, puis une société du 1^{er} corps faisant 27,800 francs d'affaires et comptant 150 membres et, enfin, une société du 9^e corps faisant 26,797 francs et comptant 265 membres.

Mess de sous-officiers.

204 mess de sous-officiers ont été signalés comme ayant la forme coopérative.

L'objet de ces mess est le même que celui des mess d'officiers.

Sur ces 204 sociétés 1 a été fondée en 1877, 1 en 1879, 2 en 1880, 1 en 1881, 1 en 1882, 2 en 1883, 6 en 1885, 2 en 1886, 9 en 1887, 10 en 1888, 11 en 1889,

1 en 1890, 3 en 1891, 9 en 1892, 2 en 1893, 6 en 1894, 4 en 1895, 3 en 1896, 2 en 1897, 1 en 1898, 5 en 1899, 4 en 1900, 6 en 1901, 7 en 1902, 1 en 1903, 7 en 1904, 11 en 1905, 21 en 1906 et 40 en 1907 (du 1^{er} janvier ou 30 juin), soit 74 sociétés sur 204 fondées depuis le 1^{er} janvier 1905.

Le tableau suivant donne la répartition des mess entre les divers corps de troupe :

CORPS D'ARMÉE.	TOTAL des sociétés.	SOCIÉTÉS ayant fait connaître le nombre de leurs membres.	SOMME de membres.	SOCIÉTÉS dont on connaît le chiffre d'affaires.	CHIFFRE d'affaires.	SOCIÉTÉS fondées depuis le 1 ^{er} janvier 1907.
1 ^{er} Lille.....	10	10	349	10	110,900	#
2 ^e Amiens.....	5	5	362	2	74,200	2
3 ^e Rouen.....	2	2	188	2	86,000	#
4 ^e Le Mans.....	4	4	196	3	61,200	4
5 ^e Orléans.....	4	4	313	4	144,500	1
6 ^e Châlons-sur-Marne.....	13	13	875	13	306,500	3
7 ^e Besançon.....	16	16	863	15	338,951	1
8 ^e Bourges.....	9	9	729	7	238,200	2
9 ^e Tours.....	3	3	505	3	72,020	3
10 ^e Rennes.....	10	10	688	9	123,600	2
11 ^e Nantes.....	12	12	594	11	292,140	1
12 ^e Limoges.....	12	10	808	10	290,500	#
13 ^e Clermont-Ferrand.....	7	7	576	7	202,900	#
14 ^e Lyon.....	15	15	595	11	672,320	7
15 ^e Marseille.....	14	14	600	13	181,840	1
16 ^e Montpellier.....	8	8	655	8	222,980	1
17 ^e Toulouse.....	11	10	632	11	239,200	1
18 ^e Bordeaux.....	11	11	619	9	228,700	#
19 ^e Alger.....	7	4	42	1	7,062	1
20 ^e Nancy.....	10	10	609	9	137,725	#
Gouvernement milit. de Paris.	11	10	461	7	163,180	5
Division d'occup. de Tunisie..	5	5	153	5	74,400	2
Troupes coloniales.....	5	3	118	2	39,500	3
TOTAUX.....	204	195	11,530	172	308,558	40

92 de ces sociétés ont moins de 50 membres; 78 en ont de 51 à 100; 31 de 101 à 140; 4 plus de 140.

Parmi ces dernières sociétés les deux plus importantes sont : 1^o un mess de sous-officiers du 9^e corps qui compte 236 sous-officiers et fait 53,625 francs d'affaires (société à capital et personnel variable fondée en 1881); 2^o un mess de sous-officiers du 10^e corps qui compte 163 membres et fait 16,000 francs d'affaires.

En ce qui concerne leur chiffre d'affaires :

52 de ces sociétés font moins de 10,000 francs d'affaires; 40 font de 10,001 à 20,000 francs; 31 de 20,001 à 35,000 francs; 40 de 35,001 à 50,000; 9 plus de 50,000 francs.

Les plus importantes de ces neuf sociétés sont : une société du 7^e corps comptant 80 membres et faisant 87,011 francs d'affaires, puis une société des troupes coloniales comptant 130 membres et faisant 66,000 francs d'affaires (société à personnel variable), puis une société du 16^e corps faisant 58,807 francs d'affaires et comptant 97 membres, puis une société du 5^e corps comptant 135 membres et faisant 57,600 francs d'affaires, etc.

Cercles de sous-officiers.

169 cercles de sous-officiers ont été signalés comme ayant la forme coopérative.

L'objet de ces cercles est le même que celui des cercles d'officiers.

Sur ces 169 sociétés 3 ont été fondées en 1883, 1 en 1885, 2 en 1886, 6 en 1887, 7 en 1888, 7 en 1889; 3 en 1890; 4 en 1891, 8 en 1892, 6 en 1893, 8 en 1894, 5 en 1895, 8 en 1896, 3 en 1897, 3 en 1898, 3 en 1899, 8 en 1900, 5 en 1901, 2 en 1902, 5 en 1903, 7 en 1904, 7 en 1905, 22 en 1906 et 13 en 1907 (du 1^{er} janvier au 30 juin). Elles se répartissent ainsi entre les divers corps de troupe :

CORPS D'ARMÉE.	TOTAL des sociétés.	SOCIÉTÉS ayant fait connaître le nombre de leurs membres.	NOMBRE de membres.	SOCIÉTÉS dont on connaît le chiffre d'affaires.	CHIFFRE d'affaires.	SOCIÉTÉS fondées depuis le 1 ^{er} janvier 1907.
1 ^e Lille.....	21	21	1,064	20	146,000	2
2 ^e Amiens.....	6	6	520	5	59,100	„
3 ^e Rouen.....	3	3	134	3	24,600	„
4 ^e Le Mans.....	6	6	525	5	46,900	1
5 ^e Orléans.....	9	9	530	9	88,216	1
6 ^e Châlons-sur-Marne.....	17	17	1,065	15	172,000	1
7 ^e Besançon.....	13	13	837	13	74,600	„
8 ^e Bourges.....	5	5	261	5	54,700	„
9 ^e Tours.....	13	13	1,275	13	247,200	1
10 ^e Rennes.....	2	2	177	2	20,300	„
11 ^e Nantes.....	3	3	191	3	26,200	„
12 ^e Limoges.....	2	3	234	1	11,000	„
13 ^e Clermont-Ferrand.....	2	2	116	2	20,800	1
14 ^e Lyon.....	9	9	604	8	51,350	„
15 ^e Marseille.....	3	3	234	3	23,000	1
16 ^e Montpellier.....	4	4	428	3	48,200	1
17 ^e Toulouse.....	2	2	150	1	3,240	„
18 ^e Bordeaux.....	6	6	369	5	24,400	„
19 ^e Alger.....	7	1	35	1	2,000	„
20 ^e Nancy.....	17	15	119	16	49,032	„
Gouvernement milit. de Paris..	12	12	557	10	78,360	2
Division d'occup. de Tunisie..	3	3	104	3	12,600	„
Troupes coloniales.....	3	1	70	1	30,000	2
TOTAUX.....	169	159	9,899	147	1,313,742	13

6 de ces sociétés ont moins de 25 membres; 48 en ont de 26 à 50; 75 de 51 à 100; 27 de 101 à 150; 3 plus de 150.

La plus importante de ces trois dernières sociétés à 236 membres et fait 16,460 fr. d'affaires (9^e corps), les deux autres, qui ont l'une 155 membres (Paris), l'autre 156 membres (9^e corps), font respectivement 35,960 francs et 24,600 francs d'affaires.

En ce qui concerne leur chiffre d'affaires :

3 de ces sociétés font moins de 1,000 francs d'affaires; 41 font de 1,000 à 5,000 francs; 48 de 5,001 à 10,000 francs; 48 de 10,001 à 25,000 francs; 7 plus de 25,000 francs.

La plus importante de ces sociétés fait 45,600 francs d'affaires et a 65 membres (9^e corps). Une caisse de prévoyance y est annexée. Puis vient une société du 6^e

bres, puis une société du 8^e corps avec 38,000 francs d'affaires et 85 membres, puis une société de Paris avec 35,960 francs d'affaires et 155 membres, etc.

Salles de consommation pour les caporaux ou brigadiers et les soldats.

Ces salles de consommation pour les caporaux ou brigadiers et les soldats sont dénommées soit réunions de caporaux et soldats, soit coopératives de compagnies, d'escadrons, de batteries, etc.

Ces sociétés ont pour but de vendre aux soldats des boissons hygiéniques, des petits pains, de l'épicerie, de la charcuterie, du tabac, du papier à lettre, des articles militaires, etc. Elles comprennent presque toutes une salle de récréation où des jeux sont mis à la disposition des membres de la coopérative.

Un grand nombre d'entre elles donnent avec les bénéfices qu'elles réalisent des livrets de caisse d'épargne ou de caisse des retraites aux hommes libérés. Certaines de ces sociétés envoient également des secours aux membres de la compagnie malades à l'hôpital, viennent en aide aux familles des militaires nécessiteux, donnent aux soldats des secours en argent, afin de leur permettre d'aller voir leur famille et enfin offrent une couronne aux camarades décédés.

Sur ces 860 sociétés, 1 a été fondée en 1883, 1 en 1890, 1 en 1894, 1 en 1897, 2 en 1900, 1 en 1901, 4 en 1902, 2 en 1903, 60 en 1904, 117 en 1905, 281 en 1906, 283 en 1907 (du 1^{er} janvier au 30 juin), soit 741 sociétés sur 800 fondées depuis le 1^{er} janvier 1904.

Elles se répartissent ainsi entre les divers corps de troupes :

CORPS D'ARMÉE.	TOTAL des sociétés.	SOCIÉTÉS ayant indiqué le nombre de leurs membres.	NOMBRE de membres.	SOCIÉTÉS dont on connaît le chiffre d'affaires.	CHIFFRE d'affaires.	SOCIÉTÉS fondées depuis le 1 ^{er} janvier 1907.
1 ^{er} Lille.	8	7	820	8	17,500	1
2 ^e Amiens.	37	37	7,239	36	202,630	10
3 ^e Rouen.	15	15	2,908	14	71,300	5
4 ^e Le Mans.	29	29	3,969	25	121,618	22
5 ^e Orléans.	51	51	9,377	51	366,704	1
6 ^e Châlons-sur-Marne.	73	72	10,803	11	37,200	37
7 ^e Besançon.	86	85	11,785	74	301,328	7
8 ^e Bourges.	23	23	2,481	22	56,500	8
9 ^e Tours.	25	24	4,158	23	124,196	8
10 ^e Rennes.	24	24	4,622	21	87,130	3
11 ^e Nantes.	7	6	526	2	7,320	5
12 ^e Limoges.	4	4	537	3	19,600	2
13 ^e Clermont-Ferrand.	29	29	3,110	29	158,736	7
14 ^e Lyon.	112	112	14,893	96	344,638	64
15 ^e Marseille.	26	25	3,609	25	129,700	5
16 ^e Montpellier.	17	17	2,981	16	20,472	8
17 ^e Toulouse.	81	79	9,018	77	247,224	43
18 ^e Bordeaux.	7	7	731	7	16,286	4
19 ^e Alger.	19	18	1,021	3	20,216	3
20 ^e Nancy.	45	41	23,703	42	202,223	9
Gouvernement milit. de Paris.	122	122	16,513	115	846,713	21
Division d'occup. de Tunisie. .	14	14	1,682	12	89,567	8
Troupes coloniales.	6	5	856	4	35,708	2
TOTAUX.	860	834	137,402	716	3,524,570	283

9 de ces sociétés ont moins de 50 membres; 247 en ont de 51 à 100; 523 de 101 à 250; 35 de 251 à 500; 14 de 501 à 800; 2 de 801 à 1,000; 3 plus de 1,000.

La plus importante de ces sociétés à ce point de vue compte 17,000 membres (14^e corps) et a fait 4,524 francs d'affaires du 1^{er} mai au 1^{er} juillet 1907. Viennent ensuite une coopérative du 20^e corps qui comprend 1 régiment de cavalerie et 2 compagnies d'infanterie et dont le chiffre d'affaires annuel atteint 28,000 francs, et une coopérative du 5^e corps qui compte 1,300 membres et a un chiffre d'affaires de 25,707 francs.

En ce qui concerne leur chiffre d'affaires :

125 de ces sociétés font moins de 1,000 francs d'affaires; 391 font de 1,001 à 5,000 francs; 136 de 5,001 à 10,000 francs; 25 de 10,001 à 15,000 francs; 39 plus de 15,000 francs.

Les trois plus importantes de ces sociétés au point de vue du chiffre d'affaires sont 3 sociétés de la Garde républicaine faisant respectivement 87,912 francs, 86,800 francs et 83,812 francs d'affaires et comptant respectivement 332 membres, 393 membres et 405 membres.

Puis viennent : trois sociétés, l'une du 8^e corps, les deux autres du 2^e corps, comptant respectivement la première 60 membres et les deux autres 160 membres et faisant 21,600 francs d'affaires, puis une nouvelle société du 2^e corps avec 160 membres et 20,600 francs d'affaires, une section d'ouvriers de 250 membres avec 19,000 francs d'affaires, une société du 2^e corps avec 116 membres et 17,760 francs d'affaires, une société du 7^e corps avec 260 membres et 15,000 francs d'affaires, etc.

L'ENQUÊTE SUR LE CHOMAGE

DANS LA TANNERIE ET LA MÉGISSERIE.

Depuis longtemps, l'attention de l'Office du travail avait été appelée sur la proportion anormale de chômeurs qu'accusaient d'une façon persistante certains syndicats des ouvriers de la préparation des cuirs et peaux dans leurs réponses aux questionnaires mensuels de l'Office du travail. Le tableau suivant donne, pour les quatre dernières années, la moyenne annuelle du chômage dans ces industries rapprochée de la moyenne générale accusée par l'ensemble des syndicats ouvriers de toutes professions :

ANNÉES.	MOYENNE ANNUELLE de chômage.	
	Ensemble des industries.	Préparation des cuirs et peaux.
1904.....	11.3	34.7
1905.....	10.0	17.7
1906.....	8.4	18.2
1907.....	7.6	30.6

D'un autre côté, la statistique douanière en ce qui concerne les peaux préparées (tannées, mégissées, corroyées), accuse depuis dix ans une augmentation notable des importations étrangères tandis que nos exportations se maintiennent à grand peine, ainsi que le montre le tableau qui suit :

ANNÉES.	QUANTITÉS en quintaux métriques de peaux préparées.	
	Importées.	Exportées.
1897.....	47,986	117,130
1898.....	50,918	116,884
1899.....	46,067	130,498
1900.....	52,544	110,462
1901.....	52,026	106,457
1902.....	57,805	114,090
1903.....	64,841	111,906
1904.....	57,806	110,686
1905.....	75,001	107,444
1906.....	77,288	108,481

Nos importations de peaux et pelleteries brutes pendant la même période ont

bien augmenté, mais dans une proportion qui n'est pas comparable à l'augmentation de nos exportations, comme on peut le voir dans le tableau qui suit :

ANNÉES.	QUANTITÉS en quintaux métriques de peaux et pelletteries brutes.	
	Importées.	Exportées.
1896.....	546,098	297,432
1897.....	536,250	355,491
1898.....	586,535	369,124
1899.....	505,297	447,832
1900.....	580,124	396,998
1901.....	492,017	453,187
1902.....	551,328	474,948
1903.....	585,897	416,303
1904.....	550,925	466,021
1905.....	646,720	530,246
1906.....	692,850	588,119

Cette situation a provoqué à diverses reprises, depuis 1903, le dépôt à la Chambre des députés de propositions de loi tendant à ouvrir des crédits supplémentaires en vue de venir en aide aux ouvriers tanneurs ou mégissiers: on peut citer notamment les propositions de M. Compayré du 23 novembre 1903 en faveur des ouvriers mégissiers de Graulhet; de M. Balitrand, du 17 avril 1905 en faveur des ouvriers tanneurs et mégissiers de Milhau; de M. de Belcastel, du 2 juillet 1907, en faveur des ouvriers mégissiers de Graulhet.

Enfin, le Ministre du travail a été saisi le 22 août 1907 par M. Pin, ouvrier mégissier, conseiller prud'homme à Paris, d'une proposition tendant à la nomination d'une commission composée de patrons et d'ouvriers de la préparation des cuirs et peaux, qui étudierait les causes de la crise dont souffraient les différentes branches de cette industrie et rechercherait les moyens d'y remédier.

C'est dans ces conditions que le Ministre du travail chargea, au mois d'octobre 1907, l'Office du travail de procéder à une enquête sur la situation du travail dans les diverses branches de la préparation des cuirs et peaux en vue de déterminer l'intensité de la crise dans chaque centre, les causes générales ou locales auxquelles elle pouvait être attribuée et les mesures qui pourraient être prises pour y remédier.

L'enquête eut d'abord lieu dans le département de la Seine qui est celui où la préparation des cuirs et peaux occupe le plus grand nombre de personnes. Sur le total de 43.000 personnes employées effectivement dans cette industrie en France au moment du recensement de 1901, la Seine en comptait à elle seule 14,400. Venaient ensuite l'Ardèche (2,200), le Tarn (2,100), le Rhône (2,100), le Nord (1,800), l'Aveyron (1,500), l'Isère (1,300), la Haute-Vienne (1,300), l'Indre (1,200). Les principaux centres de ces départements ont été déjà ou seront prochainement touchés par l'enquête.

L'enquête a été faite directement auprès des intéressés. Dans chaque centre, l'enquêteur de l'Office du travail s'est mis en rapport avec des industriels et des ouvriers appartenant aux diverses spécialités ainsi qu'avec les organisations patronales et ouvrières existantes.

Les résultats de cette enquête seront publiés ultérieurement dans le *Bulletin*.

INSTITUTIONS DE RETRAITES

EN FAVEUR DU PERSONNEL DES CHEMINS DE FER DE L'ÉTAT ⁽¹⁾.

L'effectif total du personnel du réseau de l'État s'élevait au 31 décembre 1905, à 13,164 (y compris les femmes et les auxiliaires); 10,150 (soit 77.10 p. 100) étaient affiliés à une institution de retraite, savoir :

Pensions civiles (agents des administrations publiques en service détaché).....	33
Caisse des retraites du réseau.....	8,123
Caisse nationale des retraites pour la vieillesse.....	2,463
Société de secours mutuels.....	821
TOTAL.....	11,442 ⁽²⁾

a) *Caisse de retraites du réseau.* — Au 31 décembre 1905, le capital de la Caisse des retraites des agents et ouvriers commissionnés s'élevait à 35,616,047 francs (33,046,920 en 1904); le nombre des participants à la Caisse était de 7,899. Les 1,047 pensions en service représentaient une charge de 672,382 francs (664 agents, 370 veuves et 13 enfants).

Le nombre des pensions concédées depuis l'origine s'élève à 1,288, dont 239 déjà éteintes.

A raison des modifications survenues dans le personnel du réseau de l'État, et par suite de la création relativement récente de la Caisse des retraites, l'âge moyen des agents, à l'époque de leur mise à la retraite, atteint 58 ans et la durée moyenne de jouissance n'a été que de 4 ans pour les pensions éteintes.

b) *Caisse nationale des retraites pour la vieillesse.* — Les agents et ouvriers commissionnés qui avaient refusé en 1883 ou 1888, le bénéfice de la Caisse de retraites du réseau, ont été affiliés, volontairement en 1898, ou d'office en 1902, à la Caisse nationale des retraites pour la vieillesse; la subvention de l'Administration atteint 10 p. 100 des traitements, c'est-à-dire le double des versements des agents.

Le personnel non commissionné est en général affilié à la Caisse nationale; la subvention de l'Administration est égale à la retenue normale exercée sur les appointements.

Au 31 décembre 1905, le nombre des agents et ouvriers titulaires de la Caisse nationale s'élevait à 2,463 (contre 1,374 en 1904).

c) *Société de secours mutuels et de prévoyance des ouvriers et employés non commissionnés du réseau de l'État.* — Cette société, fondée en 1879, reçoit de l'Administration une subvention égale au montant des versements des membres. A fin décembre 1905, son capital s'élevait à 1,373,203 francs, avec 864 membres participants, 173 membres retraités et 11 sociétaires recevant une indemnité.

La moyenne des pensions en cours à fin 1905 était de 114 fr. 99 pour les sociétaires et de 48 fr. 67 pour les veuves; la moyenne des indemnités pécuniaires était de 83 fr. 55.

⁽¹⁾ Chemins de fer de l'État. — Compte d'Administration, exercice 1905.

⁽²⁾ Si l'on déduit de ce total 1,297 agents affiliés à la fois à deux caisses, on obtient le total de 10,150.

SALAIRES NORMAUX ET DURÉE NORMALE DE LA JOURNÉE DE TRAVAIL

À PARIS ET DANS LE DÉPARTEMENT DE LA SEINE

EN 1907⁽¹⁾.

PROFESSIONS.	PRIX UNIQUE À PARIS et département de la Seine		DURÉE DE LA JOURNÉE.
	de l'heure.	de la journée.	
	fr. c.	fr. c.	
I. — Composition typographique (1).			
Ouvriers compositeurs en conscience.....	0 80	"	9 heures.
Opérateurs à la machine à composer (hommes ou femmes).....	1 10	"	9 heures.
Correcteurs.....	"	8 00	9 heures.
II. — Machines à imprimer (1).			
Conducteurs d'une machine à retiration.....	0 90	"	10 heures.
Conducteurs d'une machine en blanc.....	0 90	"	10 heures.
_____ de deux machines en blanc.....	1 00	"	10 heures.
Margeurs en blanc.....	0 60	"	10 heures.
_____ en peinture.....	0 70	"	10 heures.
III. — Brocheurs (1).			
Ouvriers.....	0 80	"	10 heures.
Ouvrières.....	0 50	"	10 heures.
IV. — Déménageurs (2).			
Ouvriers déménageurs.....	"	7 ^h à 7 ^h 50	7 heures (3 ^e payés directement par les patrons, 4 ^e payés directement par l'administration.
V. — Chaussure (3).			
Ouvriers en chaussure.....	0 70	"	10 heures.
Entretien des chaussures.....	0 70	"	10 heures.
VI. — Habillement, chapellerie (4).			
Ouvriers.....	"	"	10 heures.
VII. — Lingerie (5).			
Chemise de jour, coupe.....	"	8 00	9 h. 1/2.
_____ nuit, _____	"	8 00	9 h. 1/2.
Cravate de soie, noué tout fait, coupe.....	"	8 00	9 h. 1/2.

(1) Bordereau établi par la commission administrative constituée par arrêté du 26 décembre 1903, dans sa séance du 27 février 1907 et annexé au cahier des charges de l'adjudication de la fourniture des imprimés et des registres nécessaires aux divers services de la préfecture de la Seine (8 mars 1907).

(2) Bordereau établi par la commission mixte des patrons et des ouvriers, constituée par arrêté du 28 novembre 1906, dans sa séance du 6 décembre 1906 et inséré purement et simplement dans le cahier des charges de l'adjudication de l'entreprise du transport des mobiliers d'aliénés du 1^{er} août 1907 au 31 juillet 1911.

(3) Bordereau établi par la commission mixte des patrons et des ouvriers, constituée par arrêté du 31 décembre 1906, dans sa séance du 10 janvier 1907, et inséré purement et simplement dans le cahier des charges de l'adjudication de la confection des chaussures destinées aux élèves-maitres de l'école primaire d'instituteurs de la Seine du 1^{er} janvier 1907 au 31 décembre 1909.

(4) Bordereau établi par la commission mixte des patrons et des ouvriers constituée par arrêté du 28 décembre 1906, dans sa séance du 7 janvier 1907, et inséré purement et simplement dans le cahier des charges de l'adjudication de la fourniture des effets d'habillement et de chapellerie destinés aux élèves-maitres de l'école normale primaire d'instituteurs de la Seine du 1^{er} janvier 1907 au 31 décembre 1909.

(5) Bordereau établi par la commission mixte des patrons et des ouvriers constituée par arrêté du 28 décembre 1906, dans sa séance du 9 janvier 1907, et inséré purement et simplement dans le cahier des charges de l'adjudication de la fourniture des effets de lingerie destinés aux élèves-maitres de l'école normale primaire d'instituteurs du département de la Seine du 1^{er} janvier 1907 au 31 décembre 1909.

(1) Bordereau établi par la commission administrative constituée par arrêté du 25 décembre 1903, dans sa séance du 20 février 1907 et annexé au cahier des charges de l'adjudication de la fourniture des imprimés et des registres nécessaires aux divers services de la préfecture de la Seine (8 mars 1907).

(2) Bordereau établi par la commission mixte des patrons et des ouvriers, constituée par arrêté du 28 novembre 1906, dans sa séance du 6 décembre 1906 et inséré purement et simplement dans le cahier des charges de l'adjudication de l'entreprise du transport des mobiliers aliénés du 1^{er} août 1907 au 31 juillet 1911.

(3) Bordereau établi par la commission mixte des patrons et des ouvriers, constituée par arrêté du 31 décembre 1906, dans sa séance du 10 janvier 1907, et inséré purement et simplement dans le cahier des charges de l'adjudication de la confection des chaussures destinées aux élèves-maitres de l'école primaire d'instituteurs de la Seine du 1^{er} janvier 1907 au 31 décembre 1909.

(4) Bordereau établi par la commission mixte des patrons et des ouvriers constituée par arrêté du 28 décembre 1906, dans sa séance du 7 janvier 1907, et inséré purement et simplement dans le cahier des charges de l'adjudication de la fourniture des effets d'habillement et de chapellerie destinés aux élèves-maitres de l'école normale primaire d'instituteurs de la Seine du 1^{er} janvier 1907 au 31 décembre 1909.

(5) Bordereau établi par la commission mixte des patrons et des ouvriers constituée par arrêté du 28 décembre 1906, dans sa séance du 9 janvier 1907, et inséré purement et simplement dans le cahier des charges de l'adjudication de la fourniture des effets de lingerie destinés aux élèves-maitres de l'école normale primaire d'instituteurs du département de la Seine du 1^{er} janvier 1907 au 31 décembre 1909.

(1) Voir *Bulletin de l'Office du travail*, mai 1907, page 461.

LES ACCIDENTS DE MER PENDANT L'ANNÉE 1905 ⁽¹⁾.

Bâtiments français. — L'Administration de l'établissement des invalides de la marine a enregistré, au cours de l'année 1905, 250 naufrages, échouements et autres accidents de navigation survenus sur les côtes de France, d'Algérie, des autres colonies et pays de protectorat, ou pertes de bâtiments *français* sur les autres points du globe. Ce total comprend 27 bâtiments à vapeur, 221 voiliers armés au commerce ou à la pêche et 2 bâtiments de l'État. Ce total est de beaucoup le plus faible que l'on ait enregistré depuis 10 ans.

98 bâtiments mis en péril ont pu continuer leur route ou être renfloués; 137 ont été perdus complètement, 13 se sont perdus corps et biens.

Le tableau suivant permet de comparer comment se répartissent, par genre de navigation et par espèce, les bâtiments naufragés, avariés ou échoués; il donne en outre, par genre de navigation, la situation numérique des bâtiments français ayant pris la mer en 1905 avec le chiffre de leur équipage et la proportion des sinistres par genre.

	VOILIERS.			ÉQUIPAGE.	VAPEURS.			ÉQUIPAGES Mécaniciens et chauffeurs
	sinistres.	ayant pris la mer.	pro- portion p. o/o.		sinistres.	ayant pris la mer.	pro- portion p. o/o.	
Long cours	14	229	6.11	4,885	5	240	2.08	14,162
Grande pêche	22	461	4.77	11,196	"	11	"	343
Cabotage	51	668	4.64	3,350	16	531	3.01	12,047
Bornage	46	3,508	1.33	9,247	4	340	1.17	2,613
Pilotage	4	489	0.84	2,106	"	13	"	186
Petite pêche	95	29,124	0.32	99,513	2	191	1.04	2,345
Plaisance	9	9,716	0.09	8,964	"	117	"	507
État	"	"	"	"	2	"	"	"
TOTAUX	221	44,195	0.50	139,261	29	1,443	1.87	32,195

Comme précédemment, c'est la navigation à la voile qui a été la plus éprouvée. Sur 44,195 voiliers, avec 139,261 hommes d'équipage, ayant pris la mer, 221 ont été sinistres. Sur ce total 101 jaugeaient moins de 10 tonneaux, 64 de 10 à 50, 25 de 50 à 100, 24 de 100 à 500 et 7 de plus de 500 tonneaux.

Les 250 accidents de mer se répartissent comme suit, d'après les causes et circonstances matérielles qui les ont produits :

Perdus corps et biens sans nouvelles	13
Échouements	94
Abordages	16
Accidents divers	88
Voies d'eau	37
Plus 2 bâtiments de l'État	2
	250

⁽¹⁾ D'après la *Statistique des naufrages et autres accidents de mer pour 1905*, publiée par le Ministère de la Marine, 1907.

Dans 36 cas, l'accident est imputable soit à de mauvaises conditions de navigabilité, soit au commandement à bord, soit aux équipages; dans 214 autres à des cas de force majeure ou de navigation.

Bâtiments étrangers. — 29 bâtiments de nationalité étrangère ont fait naufrage ou subi des accidents dans les eaux françaises ou dans celles des pays soumis à notre protectorat, dont 20 sur les côtes de France et d'Algérie. Ces 29 bâtiments sinistrés comprenaient 15 vapeurs et 14 voiliers, montés par 526 hommes d'équipage.

Pertes d'existences. — Le total des pertes d'existences (matelots et passagers), entraînées par les sinistres, s'élève à 255 contre 487 en 1904 et 505 en 1903.

Au point de vue du genre de navigation, les pertes d'existences éprouvées par nos nationaux se répartissent comme suit :

Long cours.....	26
Grande pêche.....	123
Cabotage.....	37
Bornage.....	6
Pilotage.....	1
Petite pêche.....	45
Plaisance.....	4
Bâtiments de l'État.....	13
TOTAL.....	255 ⁽¹⁾

En dehors des accidents dus aux sinistres maritimes, on a enregistré 635 décès à bord des bâtiments français, dont 518 dans la marine de commerce et la pêche, et 117 sur les bâtiments de l'État, à savoir :

	MARINE du commerce.	MARINE de l'État.	TOTAL.
Submersion pour causes autres que naufrages....	226	14	240
Accidents autres que submersions.....	48	36	84
Décès survenus à bord par maladie.....	244	67	311
TOTAL.....	518	117	635

Si on ajoute ce total de 635 à celui des pertes d'existences à la suite de naufrages et abordages des bâtiments français, soit 255, on obtient un total général de 890 décès survenus à bord de notre flotte pendant l'année 1905, contre 1,172 en 1903 et 983 en 1904.

Au cours de 1905, la Caisse de prévoyance a attribué les secours, indemnités et pensions ci-après :

Secours.....	625,059 francs à 4,217 marins, veuves ou orphelins.
Indemnités.....	50,663 — 2,263 personnes.
Pensions.....	104,704 — 1,094 marins, veuves, orphelins, etc.
	780,426

En outre, avec le reliquat du produit du relèvement de 4 p. 100 (loi du 30 janvier 1893) et avec les sommes provenant du prélèvement de 2 p. 100 (loi du

¹⁾ Plus 122 passagers, dont 105 du *Hilda*.

7 avril 1902), l'Établissement des invalides a contribué, comme par le passé, au développement des œuvres d'assistance et de mutualités maritimes.

Une somme de 557,250 francs a été concédée à titre de subventions à des sociétés de toutes espèces : maisons de marins, hôpitaux, sociétés d'assurances, d'assistance, de sauvetage, syndicats, écoles libres d'hydrographie, écoles professionnelles de pêche, écoles maritimes pratiques et enfin, à certaines chambres de commerce et établissements d'utilité publique.

JURISPRUDENCE.

Syndicats professionnels ; ouverture de magasins de vente ; contraventions à la loi du 21 mars 1884 ⁽¹⁾.

COUR D'APPEL DE NANCY.

(Arrêt du 27 novembre 1907.)

Attendu que Gabriel Aimé, Degyée Théophile, Parisot Augustin-Jean-Louis, Poupart Victor-Jules, Mazelin Émile-Zéphirin, administrateurs du syndicat agricole de Chaumont-sur-Aire ; Henrion Constantin, Loreet Nicolas-Eugène, Pierre Marie-Émile, Pierre Paulin-Jules, Huguin Auguste, Haiblet Edmond-Émile, et Mazelin Émile-Zéphirin, administrateurs du syndicat de Courcelles-sur-Aire, ont été mis en demeure par le maire de leur commune, agissant en vertu d'instructions préfectorales, d'avoir à fermer la boutique d'épicerie qu'ils avaient annexée, les premiers à Chaumont-sur-Aire, les seconds à Courcelles-sur-Aire et dans laquelle on vendait au détail les marchandises les plus diverses, articles d'épicerie, quincaillerie, ustensiles de ménage et de cuisine, vêtements, chaussures, menus objets de mercerie et liquides, etc. ;

Attendu que cette mise en demeure étant demeurée de part et d'autre sans effet, une information judiciaire unique fut ouverte contre chacun des prévenus qui, englobés dans la même poursuite ont tous été condamnés le 27 octobre 1907 par jugement du tribunal de Bar-le-Duc ⁽¹⁾ dont ils ont régulièrement interjeté appel en seize francs d'amende, sauf Mazelin contre lequel une peine de trente francs d'amende a été prononcée ;

Attendu qu'il résulte de l'information, des notes d'audience et des aveux des prévenus, la preuve que dans le courant de l'année 1907, le Syndicat de Chaumont-sur-Aire, et un peu plus tard celui de Courcelles-sur-Aire, ont ouvert une boutique d'épicerie où les adhérents étaient admis à acheter en détail les marchandises ci-dessus énumérées ; qu'à cette boutique il avait été joint à Chaumont-sur-Aire une buvette où l'on servait à boire à tout venant et aux soldats de passage, ainsi que cela résulte de la déclaration du témoin Villé ; que les marchandises étaient aussi vendues quelquefois à des personnes étrangères au syndicat ; qu'il est justifié également par l'information que ces denrées étaient transportées à des intervalles réguliers à l'aide d'un camion dans les villages avoisinants pour les vendre, que le syn-

⁽¹⁾ Voir *Bulletin*, novembre 1907, p. 1184.

dicat de Chaumont-sur-Aire faisait ses approvisionnements avant d'avoir reçu les commandes de ses adhérents et prélevait sur ces ventes, sauf celles concernant les instruments agricoles, les engrais chimiques, une légère bonification de un pour cent, qui lui servait à payer le gérant et à couvrir les frais généraux; qu'il n'apparaît pas qu'à Courcelles-sur-Aire, où le gérant était rémunéré à l'aide du revenu d'une donation, la même pratique ait été suivie. Que ce syndicat qui n'a pas de magasin de dépôt, venait s'approvisionner à celui du syndicat de Chaumont-sur-Aire dont il est en quelque sorte la filiale sous la direction de Mazelin qui remplit les fonctions d'administrateur et à Chaumont et à Courcelles;

Attendu que les prévenus soutiennent qu'en organisant au profit de tous et des seuls adhérents du syndicat une coopération d'achat et de livraison de produits utiles à la subsistance et à l'entretien du cultivateur lui-même et à l'exercice de sa profession agricole, ils n'ont pas contrevenu aux dispositions de l'article 3 de la loi de 1884; qu'ils ne sont pas davantage sortis de la légalité en opérant sur le prix des marchandises un léger prélèvement dans le but de couvrir les pertes et les risques des frais généraux de la coopération; qu'enfin les achats et les ventes auxquels ils procédaient devant contribuer à la défense des intérêts professionnels par l'abaissement du coût de la vie des champs et des frais de culture, sans réaliser un véritable bénéfice commercial, ils ne se sont pas livrés à un acte de commerce dans le sens juridique du mot; qu'au surplus l'auraient-ils fait, comme cet acte avait pour objet de concourir à l'amélioration économique de la profession, il échapperait encore à la sanction de l'article 9 de la loi de 1884, dès l'instant que l'article 3 ne le prohibe pas expressément, tout en matière pénale étant de droit étroit;

Attendu, en droit, que l'article 3 de la loi de 1884 dispose que « les syndicats professionnels ont exclusivement pour objet l'étude et la défense des intérêts économiques, industriels, commerciaux et agricoles »;

Attendu qu'en spécifiant limitativement les actes permis aux syndicats, le législateur a par le fait exclu tous ceux qu'il n'a pas autorisés; que par ce mot « étude » il faut entendre l'ensemble des voies et moyens que les syndicats professionnels ont le droit de rechercher soit à l'aide des réunions, de conférences, de publications, de concours, d'expositions, d'écoles, etc., pour améliorer, perfectionner ou transformer la fabrication, l'outillage, le mode de culture et pour contribuer à l'instruction professionnelle des patrons ou ouvriers appartenant à l'industrie, au commerce ou à l'agriculture; que le mot « défense » a lui aussi un sens restreint qu'il signifie la mise en œuvre ou la revendication des droits appartenant en général, d'après les lois, à la profession qui a créé le syndicat au moyen de conférences, de mémoires, de pétitions aux pouvoirs publics, d'instance en justice, de création de laboratoire pour contrôler ou analyser les matières premières et les produits de la profession, de création de bureaux, de consultation pour réclamations en matière de douanes, d'octrois, de transport par terre et par eau, etc.; qu'on ne saurait, sans violer la loi, ajouter aux deux objets permis aux syndicats l'achat et la vente de marchandises dont la plupart n'ont avec l'agriculture que des rapports lointains et dont quelques-unes lui sont absolument étrangères quand bien même leur livraison devrait contribuer à l'amélioration du sort du cultivateur, de sa famille ou de son personnel; que les ventes d'huiles minérales, de vêtements, d'articles de quincaillerie, d'objets d'alimentation n'ont rien de commun avec l'étude et la défense des intérêts de l'agriculture telles qu'elles ont été ci-dessus définies; qu'il importe peu que le bénéfice réalisé soit de minime importance; que l'article 632 du code de commerce répute acte de commerce tout achat de denrées ou de marchandises pour les revendre;

Attendu, d'autre part, qu'il est vainement soutenu par les appelants que les actes de commerce n'étant pas expressément interdits aux syndicats par l'article 3, ceux-ci sont en droit de s'y livrer sans qu'aucune sanction pénale puisse les atteindre;

Attendu, en effet, que la loi de 1884 ayant limitativement spécifié les deux objets de l'activité syndicale dans la mesure précédemment indiquée, les administrateurs d'un syndicat encourent les pénalités édictées par l'article 9 lorsqu'ils font sortir le syndicat du cercle de ses attributions; que si, à la vérité, l'article 9 de la loi du 19 avril 1905 exempte de la patente les syndicats agricoles et les sociétés coopératives de consommation lorsqu'ils se bornent à grouper les commandes et à distribuer dans leurs magasins de dépôt les denrées, produits ou marchandises qui ont fait l'objet de commandes, il n'autorise pas les syndicats professionnels à acheter et à vendre sans commande et sans groupement ces produits et marchandises dans le cas même où les syndicats se soumettraient à payer patente; que la preuve s'en trouve dans le paragraphe 1^{er} dudit article lequel rend passible du droit de patente, au même titre que les sociétés et les particuliers, les sociétés coopératives de consommation et les économats, lorsqu'ils possèdent des établissements, boutiques ou magasins pour la vente ou la livraison, mais ne parle pas des syndicats; que de ce silence il faut nécessairement inférer que le droit de vente avec patente est interdit aux syndicats parce que précisément il est en dehors des deux objets en vue desquels ceux-ci sont autorisés à s'organiser, c'est-à-dire l'étude et la défense des intérêts économiques, industriels, commerciaux et agricoles; qu'au surplus en l'espèce, le syndicat de Courcelles-sur-Aire ne pourrait s'abriter derrière les dispositions de l'article 9 de la loi de 1905, puisqu'en fait il n'est pas assujéti à la patente et qu'il n'a reçu ni commande ni opéré de groupement; que celui de Chaumont-sur-Aire paie, il est vrai, une patente de marchand de vins en gros, de mercerie en détail et de marchand de tissus en détail, ainsi qu'il en a justifié et doit même, sur sa demande, en payer une d'épicerie regrattier en 1908, mais que ces mesures fiscales, qu'elles soient sollicitées par les intéressés ou imposées d'office ne peuvent faire échec à la loi de 1884, celle de 1905 n'autorisant pas les syndicats à vendre au détail même en étant pourvu d'une patente ainsi qu'il vient d'être démontré;

Attendu que ces faits constituent à la charge des prévenus le délit d'infraction à l'article 3 de la loi du 21 mars 1884, ainsi qu'il a été décidé à bon droit, par le Tribunal;

Attendu que l'infraction à l'article 3 est un délit contraventionnel que la bonne foi ne peut excuser, mais dont il doit être tenu un large compte dans l'application de la peine; que celle prononcée contre Mazelin est exagérée, qu'il échut de la réduire;

Attendu, d'autre part, que les prévenus n'ont jamais été condamnés, que leur réputation est excellente sous tous les rapports; qu'en agissant comme ils l'ont fait, ils ont suivi les errements communs à un grand nombre de syndicats agricoles; qu'il y a lieu, dès lors, tout en réduisant à 16 francs la peine de 30 francs d'amende prononcée contre Mazelin et en maintenant celle à laquelle les autres prévenus ont été condamnés, de décider qu'il sera sursis à l'exécution desdites peines par application de l'article 1^{er} de la loi du 26 mars 1891, sans ordonner en même temps la dissolution des deux syndicats;

Attendu que le Tribunal a omis de prononcer la solidarité entre les prévenus des amendes et des frais du procès; qu'il échut de réparer cette omission en faisant toutefois une ventilation des dépens, les prévenus appartenant à des syndicats distincts;

Attendu qu'à raison de cette ventilation dont la Cour possède les éléments, les frais occasionnés par la poursuite doivent être laissés moitié à la charge du syndicat de Chaumont-sur-Aire et l'autre moitié à celle du syndicat de Courcelles-sur-Aire.

Par ces motifs, et sans adopter ceux des premiers juges :

La Cour,

Rejette l'appel des prévenus en ce qui concerne la preuve des faits et leur qualification,

Déclare, en conséquence, Gabriel Aimé, Degyée Théophile, Parisot Augustin-Jean-Louis, Poppart Victor-Jules, Mazelin Émile-Zéphirin, atteints et convaincus d'avoir dans le courant des années 1906 et 1907 à Chaumont-sur-Aire, contrevenu aux dispositions de l'article 3 de la loi du 21 mars 1884;

Déclare Henrion Constantin, Lorcet Nicolas-Eugène, Pierre Marie-Émile, Pierre Paulin-Jules, Huguin Auguste, Haiblet Edmond-Émile, Mazelin Émile-Zéphirin, atteints et convaincus d'avoir dans le courant des années 1906 et 1907, à Courcelles-sur-Aire, contrevenu aux dispositions de l'article 3 de la loi du 21 mars 1884.

Et leur faisant application dudit article, de l'article 9 de la loi de 1884 lu à l'audience des premiers juges, ainsi que l'article 1^{er} de la loi du 26 mars 1891, 55 du code pénal, 194 du code d'instruction criminelle, 2 et 9 de la loi du 22 juillet 1867,

Les condamne chacun et solidairement en 16 francs d'amende et aux frais du procès liquidés à 190 fr. 25.

Dit que cette solidarité, pour la moitié des dépens et pour les amendes prononcées contre chacun d'eux, aura lieu entre les cinq condamnés du syndicat de Chaumont-sur-Aire et pour le surplus des amendes et l'autre moitié des frais entre les condamnés de Courcelles-sur-Aire;

Fixe au minimum la durée de la contrainte par corps;

Dit n'y avoir lieu à prononcer la dissolution des syndicats de Chaumont-sur-Aire et de Courcelles-sur-Aire;

Réforme, quant à ce, le jugement. . . .⁽¹⁾

I. — Fermeture automatique des monte-charges; automatisme insuffisant; contravention à la loi du 12 juin 1893-11 juillet 1903 sur l'hygiène et la sécurité des travailleurs.

II. — Intervention du syndicat ouvrier comme partie civile; question d'espèce intéressant la sécurité des ouvriers en général; admission.

TRIBUNAL DE SIMPLE POLICE DE ROUFAIX.

Jugement du 12 décembre 1907.

Le Tribunal. . .

Sur le fond :

Attendu que la mise en demeure au 23 décembre 1904 mentionne la constatation de M. l'inspecteur du travail que les portes du monte-charges ne ferment pas automatiquement et fixe le délai d'un mois pour faire disparaître la contravention;

Attendu que cette mise en demeure est l'application pure et simple des prescriptions de l'article 11 du décret du 29 novembre 1904 qui dit : les monte-charges ascenseurs seront guidés et disposés de manière que la voie de la cage du monte-charge et du contrepoids soit fermée, que la fermeture des portes à l'entrée des divers étages s'effectue automatiquement; qu'en vain Valeke prétend avoir exécuté dans la mesure du possible, en tenant compte des renseignements fournis par

⁽¹⁾ Il résulte d'une communication de M. le Préfet de la Meuse, en date du 29 décembre 1907, que les administrateurs des syndicats agricoles de la vallée de l'Aire se sont pourvus en cassation contre l'arrêt ci-dessus de la Cour de Nancy.

M. l'Inspecteur du travail, les prescriptions de la loi ; que les événements eux-mêmes ont démontré que les travaux effectués étaient insuffisants ; que la fermeture du puits et des portes n'est pas automatique si le monte-charge peut fonctionner avec les portes ouvertes ; qu'il n'y a pas relation directe et dépendance absolue entre les deux mouvements si l'un d'eux peut se produire sans l'autre, sans l'intervention d'une volonté criminelle dont le patron ne peut être bien entendu responsable ; s'il suffit d'une gêne quelconque, soit par l'imprudence d'un ouvrier, soit par la présence fortuite accidentelle d'un objet quelconque suffisant pour caler la porte et l'empêcher de se fermer ; que la fermeture automatique doit être telle que, tant que la porte restera ouverte par suite, soit de l'emploi régulier du mécanisme, soit d'un accident quelconque imprévu, le monte-charges ne pourra pas bouger, le mouvement de la porte faisant lui-même fonctionner le déclat du monte-charges ; que c'est là ce qu'a voulu la loi du 12 juin 1893 et les décrets qui ont suivi ; qu'il est évident que le législateur a entendu dans toutes ses nouvelles lois du travail, protéger l'ouvrier le plus possible contre tous les aléas dudit travail et aussi contre sa propre négligence, sa personnelle imprudence ; qu'il est certain que l'organisation complète de l'automatisme du monte-charges peut l'obtenir ; que si Valeke le contestait ce n'est pas aujourd'hui qu'il pourrait le prétendre ; que l'article 6 § 3 de la loi du 12 juin 1893 lui donnait les moyens de critiquer la mise en demeure de M. l'Inspecteur du travail, que ne l'ayant pas fait il ne peut que subir les conséquences de l'exécution incomplète de ces prescriptions ; que la contravention pour inexécution partielle ou totale de la mise en demeure du 23 décembre 1904 a donc été relevée avec raison.

Sur l'intervention de la partie civile :

Attendu qu'il résulte de la combinaison des articles 3 et 6 de la loi du 21 mars 1884 et des articles 1 et 2 du Code d'Instruction criminelle, qu'un syndicat professionnel régulièrement constitué a le droit de se porter partie civile dans les poursuites du ministère public contre des contraventions préjudiciables aux intérêts collectifs du syndicat et d'exercer l'action syndicale en réparation du dommage éprouvé par la collectivité qu'il représente (Cassation 27 juillet 1907) ; que le syndicat des emballeurs, camionneurs charretiers de Roubaix et environs est légalement constitué et représenté régulièrement par un membre de son conseil d'administration dûment mandaté : que son intervention, qui devrait être repoussée s'il n'était question que du cas de l'ouvrier blessé, individuellement protégé par la loi puisqu'il serait évident que les intérêts de la collectivité ne seraient alors en aucune façon en jeu, son préjudice étant nul, doit être cependant admise ; que la question qui est aujourd'hui soumise au Tribunal est celle de savoir si l'automatisme complet du mouvement du monte-charges peut être exigé et obtenu, ou si, au contraire le système établi par Valeke doit être considéré comme suffisant et répondant aux prescriptions de la loi et des décrets ; que les intérêts de la collectivité sont incontestablement en jeu dans une semblable question, étant démontré par les événements que le système du monte-charges Valeke est insuffisant puisqu'il expose les ouvriers en général indépendamment de tout acte criminel ou de malveillance à des accidents même indépendants de leur négligence ou de leur imprudence ; que la collectivité éprouve un préjudice à laisser subsister l'état de choses existant, préjudice purement moral il est vrai aujourd'hui, mais réel cependant par le fait de l'exécution partielle seulement par Valeke des prescriptions légales ; que son intervention est donc fondée et qu'il y a lieu de lui accorder les dommages-intérêts réclamés ;

Par ces motifs, statuant contradictoirement et en premier ressort,

Vu les articles 11 du décret du 29 novembre 1904, 6 et 7 de la loi du 12 juin 1903 des articles 1, 2, 3 et 192 du Code d'Instruction criminelle ;

Le Tribunal dit qu'il n'y a pas chose jugée,

Condamne Valeke en cinq francs d'amende et aux décimes ;

Dit que dans le délai d'un mois, il devra avoir exécuté les travaux prescrits par M. l'Inspecteur du travail ;

Donne acte à la partie civile de son intervention, dit cette intervention régulière et fondée ; condamne Valeke en un franc de dommages-intérêts envers elle ; le condamne aux dépens dont la partie sera tenue sauf son recours.

Accidents du travail ; contrat de louage passé en France ; travail exécuté à l'étranger ; application de la loi de 1898.

COUR DE CASSATION (CHAMBRE CIVILE).

(Arrêt du 8 mai 1907.)

La Cour,

Oùï, à l'audience publique de ce jour. M. le conseiller Reynaud, en son rapport ; M^e de Valroger, avocat du demandeur, en ses observations ; ainsi que M. l'avocat général Melcot, en ses conclusions, et après en avoir immédiatement délibéré conformément à la loi,

Donne défaut contre les défendeurs et statuant sur le premier moyen du pourvoi :

Attendu que tous les motifs sur lesquels s'appuie l'arrêt attaqué pour déclarer que la loi du 9 avril 1898 ne s'applique qu'aux accidents survenus en France répondent aux conclusions prises en appel par le demandeur, conclusions dans lesquelles il soutenait que la responsabilité des accidents du travail étant contractuelle, il importait peu que l'accident fût arrivé à l'étranger, si le contrat de louage de services avait été conclu en France ; que le moyen n'est donc pas fondé ;

Par ces motifs, REJETTE le premier moyen ;

Mais sur le second moyen du pourvoi :

Vu l'article 1^{er} de la loi du 9 avril 1898 ;

Attendu que l'obligation que, dans un intérêt d'ordre public, la loi du 9 avril 1898 impose aux chefs d'entreprise d'indemniser, dans la mesure qu'elle détermine, les ouvriers victimes d'un accident du travail et à ceux-ci de ne se prévaloir contre leurs patrons d'aucunes autres dispositions est la conséquence nécessaire du contrat de louage de services intervenu entre les parties ; que, partout où s'exécute ce contrat, la loi de 1898 doit recevoir son application ; que le législateur n'a fait, à la règle qu'il établissait, aucune exception pour le cas où un ouvrier embauché en France par un chef d'entreprise assujettie serait, d'ordre et pour le compte de ce dernier, occupé à l'étranger et y serait victime d'un accident du travail ; que dans cette hypothèse, il est vrai, certaines dispositions de procédure édictées par la loi de 1898 ne pourront être observées ; que notamment il ne sera pas procédé à l'enquête du juge de paix, mais que cette impossibilité d'ordre international ne saurait priver les parties d'un droit inhérent à la convention qui les lie ; que le demandeur, dans le silence de la loi de 1898 et jusqu'à ce que la loi du 31 mars 1905 soit exécutoire, devra se conformer au droit commun pour établir la légitimité de ses prétentions et, en cas de contestation, pour trouver des juges compétents ;

Attendu que la décision attaquée constate que Vandenhende (Edouard), ouvrier au service de Walker et C^{ie}, constructeurs à Lille, a été, le 22 juin 1904, victime d'un accident en Belgique ; que ladite décision ne conteste pas que cet ouvrier y travaillait d'ordre et pour le compte de Walker et C^{ie} et qu'il avait été embauché

en France; qu'elle déclare cependant que Vandenhende est non recevable à invoquer contre Walker et C^{ie} le bénéfice de la loi du 9 avril 1898 par ce seul motif que ladite loi n'est pas applicable aux accidents survenus à l'étranger;

Qu'en statuant ainsi l'arrêt attaqué a violé l'article susvisé;

Par ces motifs, casse, etc.

ÉTRANGER.

ALLEMAGNE.

Revue du travail en novembre 1907⁽¹⁾. — La baisse de travail, signalée le mois dernier dans différentes industries, s'est accentuée pendant le mois de novembre, spécialement dans la métallurgie, la construction des machines et le bâtiment. C'est du reste pour le bâtiment l'époque régulière de la morte-saison; mais le taux élevé de l'escompte et l'embarras du marché financier qui s'en est suivi tendent aussi fortement à diminuer l'activité du bâtiment. La situation du marché du travail américain et la situation du marché financier américain, la première en faisant revenir en Allemagne de nombreux ouvriers et celle-ci en amenant une diminution de l'exportation ont eu aussi leur répercussion défavorable dans la métallurgie et la construction des machines. N'ont pas souffert de la crise, les branches qui travaillent pour le matériel des chemins de fer, wagons, locomotives, etc., parce qu'elles ont pour longtemps encore des commandes suffisantes de l'État. Du reste, la baisse du travail n'a pas été instantanée, mais progressive. La situation dans les mines n'a pas encore été touchée; l'activité y est toujours très grande, afin de pouvoir satisfaire aux commandes, et, de même, le textile a des commandes pour un assez long temps, sauf dans les spécialités comme l'industrie de la soie de Créfeld et du drap d'Aix-la-Chapelle, qui manquaient déjà de commandes antérieurement; d'une manière générale, la situation en novembre est restée la même dans ces industries. Il en est de même de l'industrie chimique, et les rapports de l'industrie électrique ne signalent qu'une diminution d'activité sans importance. Pour le reste, il faut signaler les effets habituels de la saison; mais le temps doux a permis de continuer sans interruption les travaux en plein air.

Placement en novembre 1907⁽²⁾. — Pour tout l'Empire, le nombre des demandes par rapport à novembre 1906, a augmenté de 23,000; celui des places procurées, de 2,000, et celui des emplois vacants diminué de 5,000 en chiffres

⁽¹⁾ *Reichsarbeitsblatt*, 21 décembre 1907.

⁽²⁾ *Reichsarbeitsblatt*, 21 décembre 1907.

ronds. — Voici le bilan des 626 offices de placement qui ont fourni des renseignements pour le présent mois, avec le rappel des données de septembre :

	DEMANDES d'emploi.	OFFRES d'emploi.	PLACEMENTS.
Novembre 1907 (pour 626 bureaux)...	222,000	146,000	111,000
Octobre 1907 (— 634 —)...	240,000	205,000	147,000

L'assurance contre la maladie en 1904 et en 1905 ⁽¹⁾. — La loi du 25 mai 1903 qui a modifié sur quelques points l'assurance-maladie est entrée en vigueur le 1^{er} janvier 1904. Elle étend le bénéfice de l'assurance-maladie à de nouvelles catégories de personnes (tous les employés de commerce sans restriction qui ont moins de 2,000 marks d'appointements annuels ainsi qu'aux apprentis). Elle impose quelques charges nouvelles aux caisses de maladie : minimum de la durée statutaire des secours porté de 13 à 26 semaines, interdiction de refuser les secours pour maladies sexuelles, secours accordés d'une manière plus générale aux accouchées et porté à 6 semaines, secours facultatif de 6 semaines aux femmes enceintes, etc. Par contre le taux des cotisations a été un peu élevé. Voici maintenant quelques chiffres extraits des rapports officiels :

Le nombre moyen des caisses ayant fonctionné pendant l'année 1904 s'est élevé à 22,736 et pendant l'année 1905 à 22,695 ; le nombre moyen des personnes affiliées à ces caisses était de 10,710,720 en 1904, et de 11,184,476 en 1905. Le nombre moyen de membres en 1903 avait été de 10,224,297 membres, contre 9,858,066 en 1902. L'augmentation de 1902 à 1903 a donc été de 3.7 p. 100, celle de 1903 à 1904 de 4.8 et celle de 1904 à 1905 de 4.4.

Les recettes se sont montées à 286,796,139 marks en 1904 et à 313,625,334 marks en 1905 et les dépenses à 272,732,445 marks en 1904 et à 298,480,887 marks en 1905.

Le compte des recettes se décompose comme suit :

	EN 1904.		EN 1905.	
	en milliers de marks.	Proportion p. 100.	en milliers de marks.	Proportion p. 100.
En caisse au début de l'exercice.....	12,534	4.4	14,059	4.5
Intérêts.....	6,179	2.2	6,494	2.1
Droits d'entrée.....	1,825	0.6	1,879	0.6
Cotisations des assurés et des patrons.....	228,193	79.6	247,736	79.0
Suppléments de cotisations pour les soins médicaux aux familles des assurés.....	667	0.2	737	0.2
Recouvrement d'avances prévues par la loi.....	1,593	0.5	848	0.3
Indemnités versées par des tiers pour assistance reçue pendant leur maladie.....	2,163	0.7	2,492	0.8
Indemnités versées par les corporations.....	2,460	0.9	2,796	0.9
Produits de la vente de valeurs.....	21,369	7.4	25,600	8.1
Recouvrement d'emprunts divers.....	3,906	1.4	4,678	1.5
Recettes diverses.....	4,487	1.6	4,778	1.5
[En outre pour des opérations d'assurance contre l'invalidité et la vieillesse].....	1,420	0.5	1,528	0.5
TOTAL des recettes.....	286,796	100.0	313,625	100.0

⁽¹⁾ D'après les rapports officiels : *die Krankenversicherung im Jahre 1904* et *die Krankenversicherung im Jahre 1905*, tous deux Berlin 1907.

Voici, en second lieu, le détail du compte des dépenses :

	EN 1904.		EN 1905.	
	en milliers de marks.	Proportion p. 100.	en milliers de marks.	Proportion p. 100.
Honoraires des médecins.....	47,914	17.6	53,113	17.8
Médicaments, appareils, etc.....	32,139	11.8	34,634	11.6
Secours pécuniaires { aux assurés malades.....	93,178	34.2	99,960	33.5
{ aux ayants-droit.....	2,606	0.9	2,857	1.0
Secours de grossesse et d'accouchement.....	4,286	1.6	4,579	1.5
Frais funéraires.....	5,965	2.2	6,351	2.1
Frais de traitement dans les hôpitaux.....	27,694	10.1	30,585	10.2
Secours aux convalescents.....	159	0.0	165	0.1
TOTAL des frais de maladie.....	213,931	78.4	232,244	77.8
Rembour- { à des tiers pour soins à des malades... sements { d'avances.....	2,779	1.0	3,254	1.1
{ de cotisations et de droits d'entrée....	1,070	0.4	286	0.1
Achats de titres, placements, versements au fonds de réserve.....	321	0.1	384	0.1
.....	32,193	11.8	38,049	12.8
Remboursement.....	4,019	1.5	4,823	1.6
Frais d'administration.....	13,597	5.0	14,167	4.7
[En outre, pour des opérations d'assurance contre l'invalidité et la vieillesse].....	1,366	0.5	1,487	0.5
Dépenses diverses.....	3,456	1.3	3,787	1.3
TOTAL des dépenses.....	272,752	100.0	298,481	100.0

Statistique de la morbidité. — Le nombre des journées de maladie indemnisées a été de 83,259,967 en 1904 et de 88,082,296 en 1905. Le nombre des cas de maladie a été de 4,229,177 en 1904 et de 4,451,448 en 1905. La durée moyenne des cas de maladie s'est élevée à 19 j. 7 en 1904 et à 19 j. 8 en 1905. Pour la période 1888-1905 elle est de 17 j. 7.

Rapportés au nombre moyen des assurés, les nombres de jours et de cas de maladie indiquent la morbidité annuelle. Voici les chiffres relevés, pour l'ensemble des caisses, depuis l'année 1894 :

ANNÉES.	NOMBRE MOYEN, par assuré et par an.		DURÉE MOYENNE des cas de maladie.
	des jours de maladie.	des cas de maladie.	
	Jours.	Jours.	
1894.....	6,0	0,34	17,5
1895.....	6,2	0,35	17,2
1896.....	6,0	0,35	17,2
1897.....	6,2	0,36	17,4
1898.....	6,1	0,34	17,7
1899.....	6,6	0,38	17,4
1900.....	6,8	0,39	17,6
1901.....	6,9	0,37	18,4
1902.....	6,8	0,36	18,8
1903.....	7,0	0,37	19,0
1904.....	7,8	0,39	19,7
1905.....	7,9	0,40	19,8 ⁽¹⁾
MOYENNE (1885-1905).....	6,3	0,37	17,7

¹⁾ Pour les années 1888-1905.

Il faut voir dans l'augmentation de la durée et du nombre des maladies un des effets de la loi de 1903.

Les moyennes varient beaucoup suivant les catégories de caisses. Voici, à cet égard, les résultats constatés en 1904 et en 1905 :

CATÉGORIES DE CAISSES.	NOMBRE MOYEN par assuré et par an.				DURÉE MOYENNE des cas de maladie	
	des jours de maladie.		des cas de maladie.		cas de maladie	
	en 1904.	en 1905.	en 1904.	en 1905.	en 1904.	en 1905.
Caisses communales.....	5.2	5.4	0.26	0.27	19.9	20.2
— locales.....	8.5	8.3	0.40	0.40	20.6	20.6
— de fabriques.....	8.5	8.7	0.47	0.47	18.2	18.4
— d'entreprises de constructions	12.8	12.4	0.76	0.77	16.9	16.0
— de corporations.....	7.7	7.8	0.39	0.38	19.7	20.8
— libres enregistrées.....	6.9	7.0	0.36	0.36	19.4	19.4
— libres d'États particuliers...	6.3	6.5	0.30	0.30	20.8	21.0
ENSEMBLE des caisses.....	7.8	7.9	0.39	0.40	19.7	19.8

Ces différences proviennent des différences correspondantes dans la morbidité de la clientèle des diverses catégories de caisses, et aussi, en ce qui concerne le nombre de jours de maladie par tête et la durée moyenne des cas de maladie, des différences dans la durée statutaire d'allocation des secours.

Les caisses, classées d'après la durée statutaire des secours, se groupaient de la manière suivante :

CATÉGORIES DE CAISSES.	DURÉE STATUTAIRE DES SECOURS.							
	26 semaines.		Plus de 26 semaines jusqu'à 39 semaines.		Plus de 39 semaines jusqu'à 52 semaines.		Plus de 52 semaines.	
	1904.	1905.	1904.	1905.	1904.	1905.	1904.	1905.
Caisses communales.....	8,513	8,333	#	#	#	#	#	#
— locales.....	4,597	4,634	47	43	64	62	1	1
— de fabriques....	7,223	7,301	114	117	358	356	#	#
— d'entreprises de construction...	14	43	#	#	1	1	#	#
— de corporations..	673	700	6	7	2	3	#	#
— libres enregistrées	1,159	1,152	43	41	167	160	11	11
— libres d'États par- ticuliers.....	113	114	3	5	45	36	9	7
NOMBRE TOTAL des caisses ayant fonctionné dans l'exercice.....	22,322	22,277	213	213	637	618	21	19

La loi de 1903 avait élevé la durée statutaire minimum des secours de 13 à 26 semaines; or en 1897 la durée statutaire des secours était de :

13 semaines dans	18,299	caisses ou	81.4	p. 100	de toutes les caisses.
14-25	—	675	—	3.0	—
26	—	2,506	—	11.2	—
plus de 26	—	997	—	4.4	—

Cette proportion était restée la même à peu de chose près jusqu'en 1903. Mais la loi a forcé environ 84 p. 100 des caisses à élever leur minimum jusqu'à une durée de 26 semaines. En 1904, sur 23,193 caisses ayant fonctionné, 22,322 (96,2 p. 100 de toutes les caisses) accordent des secours pendant ce minimum. Il est vrai qu'au lieu de 997 caisses (4.4 p. 100 du nombre total) accordant des secours pendant plus de 26 semaines, il n'y en a plus que 871 en 1904 (ou 3.8 p. 100) : cette diminution de environ 1/2 p. 100 sur le nombre total des caisses, absolument insignifiante comparativement au bénéfice procuré par la loi, porte sur le nombre des caisses qui antérieurement accordaient des secours pendant plus de 39 semaines. Le tableau ci-dessous permet de juger l'augmentation de la durée moyenne statutaire pour chaque catégorie de caisses et pour l'ensemble des caisses (période 1894-1904) :

ANNÉES.	CAISSES commu- nales.	CAISSES locales.	CAISSES de fabriques.	CAISSES d'entre- prises de construc- tion.	CAISSES de corpo- rations.	CAISSES libres enregis- trées.	CAISSES d'États parti- culiers.	ENSEMBLE des CAISSES.
	semaines.	semaines.	semaines.	semaines.	semaines.	semaines.	semaines.	semaines.
1894.....	13,0	15,7	18,3	14,4	16,1	23,5	32,3	16,2
1895.....	13,0	15,6	18,4	14,5	16,0	23,5	31,9	16,2
1896.....	13,0	15,6	18,0	14,8	16,1	23,5	32,0	16,1
1897.....	13,0	15,7	18,3	14,5	16,0	23,6	32,0	16,2
1898.....	13,0	15,9	18,4	14,7	16,2	23,8	31,5	16,3
1899.....	13,0	16,0	18,4	14,6	16,5	24,3	31,2	16,4
1900.....	13,0	16,2	18,4	14,8	16,9	24,3	31,1	16,4
1901.....	13,0	16,2	18,5	15,4	17,1	24,1	31,3	16,5
1902.....	13,0	16,2	18,5	15,3	17,1	24,1	31,0	16,4
1903.....	13,1	16,6	19,0	14,7	17,6	24,5	31,2	16,8
1904.....	26,0	26,5	27,4	26,6	26,2	29,9	36,8	29,9

La dépense moyenne par cas de maladie a été de 50 marks 58 en 1904 et de 52 marks 17 en 1905.

L'ensemble des frais de maladie, par jour de maladie, représente une dépense moyenne de 2 m. 57 en 1904 et de 2 m. 64 en 1905.

Le secours en argent est, d'après la loi, au moins égal à la moitié du salaire, mais un grand nombre de caisses allouent une indemnité supérieure.

Voici la répartition des caisses au point de vue du taux du secours en argent :

CATEGORIES DE CAISSES.	SECOURS PÉCUNIAIRES DE CHÔMAGE en cas de maladie :					
	égaux à la moitié du salaire.		supérieurs à la moitié et au plus égaux aux 2/3 du salaire.		supérieurs aux 2/3 et au plus égaux aux 3/4 du salaire.	
	1904.	1905.	1904.	1905.	1904.	1905.
Caisses communales.....	8,504	8 325	9	8	..	..
— locales.....	3,998	4,023	582	597	129	120
— de fabriques.....	6,306	6,366	1,098	1,111	291	297
— d'entreprises de constructions	44	43	..	..	1	1
— de corporations.....	544	575	106	111	31	24
TOTAUX.....	19,396	19,332	1,795	1,827	452	442

On n'a pas de chiffres précis pour les deux espèces de caisses libres.

Enfin les caisses prélèvent des cotisations plus ou moins élevées, en rapport avec le taux des secours. Le taux maximum légal de la cotisation est de 3 p. 100 (2 p. 100 jusqu'en 1904) du salaire dans les caisses communales et de 6 p. 100 (4 1/2 p. 100 jusqu'en 1904) dans les autres caisses, sauf les caisses libres.

Voici la répartition en 1904 et en 1905 des caisses d'après le taux des cotisations.

CATÉGORIES DE CAISSES.	COTISATIONS									
	jusqu'à 1 1/2 p. 100 du salaire.		de plus de 1 1/2 p. 100 à 3 p. 100 du salaire.		de plus de 3 p. 100 à 3 p. 100 du salaire.		de plus de 3 p. 100 à 4 1/2 p. 100 du salaire.		de plus de 4 1/2 à 6 p. 100 du salaire.	
	1904.	1905.	1904.	1905.	1904.	1905.	1904.	1905.	1904.	1905.
Caisses communales.....	5,282	4,903	2,118	2,117	1,013	1,313	#	#	#	#
— locales.....	107	91	719	665	2,942	2,825	926	1,134	15	25
— de fabriques.....	688	651	1,249	1,172	4,423	4,384	1,289	1,503	46	64
— d'entreprises de con- structions.....	8	2	6	5	32	32	3	4	1	1
— de corporations....	91	85	233	220	273	295	82	105	2	5
TOTAUX.....	6,171	5,732	4,425	4,179	8,673	8,849	2,300	2,746	64	95

Pour ce qui est des caisses libres, les données manquent.

AUTRICHE.

Placement en octobre 1907⁽¹⁾. — Renseignements fournis sur le fonctionnement de 787 bureaux de placement professionnel :

	OFFRES D'EMPLOI.			DEMANDES D'EMPLOI.			NOMBRE DE PLACEMENTS par rapport aux offres.			NOMBRE DE PLACEMENTS par 100 demandes.		
	Oct. 1907.	Sept. 1907.	Oct. 1906.	Oct. 1907.	Sept. 1907.	Oct. 1906.	Oct. 1907.	Sept. 1907.	Oct. 1906.	Oct. 1907.	Sept. 1907.	Oct. 1906.
Hommes.....	32,544	33,923	31,592	44,739	41,256	43,794	20,709	19,818	20,176	46	48	46
Femmes.....	39,506	39,495	34,748	38,681	31,713	35,229	23,735	20,349	21,323	61	64	61
Ensemble.....	72,050	73,418	66,340	83,420	72,969	79,023	44,442	40,167	41,499	53	55	53

Grèves en septembre 1907⁽¹⁾. — 55 nouvelles grèves, avec 5,526 grévistes. C'est dans la Basse-Autriche et en Bohême, pour la *métallurgie* (11), l'*industrie du bois* et du *caoutchouc* (8), le *textile* (6), le *vêtement* (6), l'*alimentation* (6), le *bâtiment* (5) que les grèves ont été le plus nombreuses. On compte : 6 succès, 30 transactions, 12 échecs, 7 résultats inconnus. Causes : insuffisance des salaires, 33 cas ; questions relatives à la durée du travail, 1 cas ; ces deux motifs réunis, 6 cas ; divers, 15 cas.

⁽¹⁾ *Soziale Rundschau*, novembre 1907.

L'inspection du travail en 1906 ⁽¹⁾. — Comme en 1905, l'Autriche était, en 1906, divisée en 35 circonscriptions d'inspection avec un personnel de 87 inspecteurs ou agents ainsi répartis: 1 inspecteur en chef, 8 divisionnaires, 17 inspecteurs de 1^{re} classe, 20 de 2^e, 2 inspecteurs spéciaux (l'un pour la navigation intérieure et l'autre pour les transports en commun à Vienne), 33 commissaires, 3 contrôleurs et 3 employés au bureau de l'inspecteur central. Les frais du service se sont élevés à 648,490 couronnes (non compris le traitement des inspecteurs spéciaux).

Malgré la création récente de circonscriptions nouvelles, l'inspecteur en chef se plaint de l'insuffisance numérique de son personnel qui ne peut que très difficilement s'acquitter de fonctions de jour en jour plus absorbantes; le nombre des visites, et surtout celui des rapports à rédiger augmente chaque année, alors que le nombre des agents du service ne s'accroît pas en proportion,

23,965 (24,267) ⁽²⁾ visites ont été effectuées, dont 223 (295) la nuit et 310 (436) le dimanche, dans 22,493 (22,677) établissements nettement industriels comptant un personnel total de 884,448 (923,502) ouvriers se décomposant comme suit : 618,078 ouvriers du sexe masculin, soit les 69.88 (70.20) p. 100 et 266,370 du sexe féminin, soit les 30.12 (29.60) p. 100. Les 94.1 (94.2) p. 100 étaient des adultes (personnes de plus de 16 ans), et les 5.9 (5.8) avaient moins de 16 ans. Cette dernière catégorie comprenait 486 enfants au-dessous de 14 ans, formant ensemble une proportion de 0.05 (0.05) p. 100.

21,213 (21,279) établissements ont été inspectés une fois, 1,095 (1,188) deux fois et 148 (153) trois fois ou plus. Le service a 17,158 (17,501) établissements soumis à l'assurance-accident (soit 15.0 p. 100 du total de ces établissements) 8,343 (8,729) établissements exploités industriellement et 8,801 (8,843) établissements n'employant pas de moteur.

Indépendamment d'une correspondance très active avec les autorités, les institutions d'ordre public, etc. — 29,313 (16,645) consultations, avis et rapports — l'inspection a été consultée dans 3,431 (3,817) circonstances délicates par les industriels ou leurs représentants. Les ouvriers, de leur côté, se sont adressés au service dans 5,268 (5,674) cas pour se plaindre ou demander des renseignements. A signaler de plus l'intervention parfois heureuse des inspecteurs, dans 133 (208) grèves et 17 (4) lock-outs à la requête des parties ou sur le désir des autorités publiques.

Des procès-verbaux ont été dressés dans 1,206 (1,107) cas, contre 1,192 (1,287) patrons au sujet de 2,142 (2,190) contraventions. Ces procès-verbaux ont abouti dans 322 (350) cas à des mises en demeure; dans 38 (39) à des blâmes dont plusieurs avec menace de pénalités, dans 178 (214) à des amendes pour une somme globale de 7,984 (8,997) couronnes environ; dans 10 (24) à la fermeture de l'établissement; dans 77 (41) à l'exécution dûment contrôlée des mesures réclamées par l'inspection; dans 15 (23) cas à des non-lieux ou acquittements en faveur des chefs d'industrie.

Durée du travail. — L'agitation syndicale en faveur de la réduction de la journée s'est accentuée encore en 1906 et a continué à porter ses fruits. Dans presque toutes les circonscriptions on signale des réductions soit à la suite de grèves, soit à la suite d'une concession volontaire du patron; le fait est vrai aussi bien pour des catégories entières d'artisans que pour beaucoup de grandes fabriques. Dans la

⁽¹⁾ Bericht der K. K. Gewerbe-Inspektoren über ihre Amtstätigkeit im Jahre 1906.

⁽²⁾ Les nombres entre parenthèses sont les données correspondantes de 1905.

Basse-Autriche, le Vorarlberg et certains districts de la Bohême, les ouvriers des textiles ont obtenu la journée de 10 heures et demie et souvent même de 10 heures. A Vienne, la journée la plus longue ne dépasse pas 10 heures (vêtement et ameublement; la plus courte (typographes) comporte 8 heures et demie. D'une façon générale, la journée moyenne descend au-dessous du maximum légal (11 heures) dans la plupart des industries exploitées en fabrique, sans que la production totale ait eu à en souffrir sensiblement.

Beaucoup d'industriels croient se mettre en règle avec la loi en payant à un tarif plus élevé les heures supplémentaires qu'ils demandent à leur personnel. On a relevé des journées de 14 heures et 15 dans certaines tuileries; on cite une scierie où 3 ouvriers faisaient certains jours jusqu'à 24 heures de suite, une fabrique de résine où les deux ouvriers commis aux appareils de distillation, fournissaient sans interruption 36 heures de travail.

Dans les moulins exploités en fabrique, l'inspection n'a pu encore faire disparaître le système des équipes alternantes de 24 heures. Quant aux demandes de prolongation elles ont été plus nombreuses cette année par suite des condamnations nombreuses prononcées l'an dernier contre les patrons ayant fait faire, sans autorisation, des heures supplémentaires.

Le service a dressé 36 contraventions pour non observation des *repos*. Il constate que beaucoup d'ouvriers aux pièces considèrent ces repos comme facultatifs et qu'il est difficile de les empêcher de travailler tout le jour sans arrêt. Quant au repos de midi, les uns demandent qu'il soit prolongé alors que d'autres veulent le réduire pour pouvoir quitter l'atelier plus tôt le soir.

Repos dominical. — Le service a reçu plus de 1,000 demandes d'autorisation de travailler exceptionnellement le dimanche; dans beaucoup de cas il n'a pu les transmettre aux autorités industrielles, faute d'explications satisfaisantes. De toutes parts, on signale des infractions au repos dominical et le service a dressé 189 contraventions à cet égard.

Dans les hôtels, les auberges et les cafés, les patrons négligent de donner un jour de repos compensateur en place du dimanche. A Vienne, le propriétaire d'un grand café, pour tourner la loi, a fixé à 14 heures (au lieu de 11) la durée de la journée; 3 fois par semaine il accorde à chaque employé 6 heures de liberté consécutives et les fait compter comme repos compensateur: le nombre des heures fournies dans la semaine est resté le même, mais la journée dure 14 heures, 3 jours par semaine et 8 heures les autres jours. Au point de vue légal il est en règle.

Dans beaucoup de localités du Tyrol, les ouvriers boulangers reçoivent 24 heures de congé rétribué; comme on paye à part certains petits travaux exécutés ce jour-là, ils vont s'embaucher, pendant leur jour de liberté, chez d'autres boulangers pour s'assurer un supplément de salaire.

Livrets. — Comme par le passé, beaucoup d'apprentis de l'un et de l'autre sexe et, dans le bâtiment, beaucoup d'ouvriers italiens, n'ont pas de livrets. — Un entrepreneur, lors du grand lock-out de Vienne, avait inscrit sur le livret de ses ouvriers les mots « congédié à la suite de lock-out ». — Dans plusieurs cas des patrons ont refusé de remettre les livrets aux ouvriers qui n'avaient pas payé une provision.

Règlements de travail. — Les inspecteurs ont eu à donner leur avis sur près de 2,000 règlements de travail dont un millier environ contenaient des dispositions irrégulières, étaient incomplets ou peu clairs.

D'autre part, le service a été consulté par beaucoup de patrons désireux d'avoir

une opinion compétente sur les dispositions des règlements qu'ils désiraient appliquer.

On constate de plus en plus, chez les patrons, une tendance à prendre comme base de leurs règlements les principes adoptés, pour des groupes d'industrie, par les associations patronales intéressées, et à y inscrire les conditions de travail acceptées de part et d'autre à la suite de mouvements ouvriers. Tel est le cas, notamment pour l'industrie sucrière et à Prague, pour les maîtres maçons de Bohême. On signale même l'adoption de règlements de travail dans des entreprises où la loi n'en prescrit pas, comme, par exemple, chez les coiffeurs de Graz.

Salaires. — On signale cette année encore des retenues exagérées de salaires en vue de l'assurance, ou des retenues illicites pour l'éclairage ou le chauffage des ateliers; des paiements de salaires en nature; l'obligation pour les ouvriers de s'approvisionner exclusivement chez des commerçants que leur désignait le patron et que ce dernier payait à l'aide de retenues sur les salaires.

Installation des ateliers. — Par suite de la prospérité générale des affaires, beaucoup de fabriques nouvelles importantes ont été construites dans le courant de l'année; les inspecteurs ont veillé à ce que leur installation soit aussi parfaite que possible au point de vue de l'hygiène et de la sécurité. Il en a été de même toutes les fois qu'il s'est agi d'agrandir ou de modifier des installations déjà existantes.

5 inspecteurs signalent l'emploi chaque jour plus fréquent du béton armé dans les constructions industrielles. Les plafonds des ateliers construits ainsi résistent bien au feu; en outre, comme ils sont moins épais que les autres, leur emploi permet de donner plus de hauteur et partant plus d'air et de lumière aux locaux de travail. Leur construction est assez délicate et doit être confiée à des gens de métier; divers inspecteurs, à la suite d'accidents graves, demandent que les édifices en béton armé soient assimilés à ceux pour lesquels il est obligatoire de recourir à un architecte.

Dans beaucoup de grandes villes, la plupart des petits patrons travaillent dans des appartements loués et nullement aménagés pour le travail, malsains, obscurs et manquant de dégagements suffisants. Une inspectrice a vu 47 ouvrières entassées dans un local cubant à peine 90 mètres; ailleurs, des modistes travaillaient dans une salle, haute de 1 m. 69, où beaucoup d'entre elles ne pouvaient pénétrer qu'en baissant la tête.

Beaucoup d'industriels répugnent à installer à l'extérieur de leurs ateliers des échelles d'incendie par crainte des malfaiteurs; il suffirait de munir les issues auxquelles elles aboutissent de grilles s'ouvrant exclusivement de l'intérieur pour remédier à cet inconvénient.

Peu de plaintes au sujet de l'éclairage dans les grands ateliers; beaucoup d'établissements, grands et petits ont adopté l'électricité, certains même la lumière diffuse à l'aide de lampes à arc. On signale encore certains patrons, en Silésie, qui refusent de fournir gratuitement la lumière à leurs ouvriers.

Ventilation. — Plusieurs installations nouvelles ont retenu l'attention des inspecteurs. On cite une fonderie de métaux, à Vienne, où les ateliers de fusion sont installés au dernier étage de l'édifice: des trappes ménagées dans le toit permettent aux vapeurs de s'évacuer à l'air libre à une hauteur suffisante pour ne pas gêner les voisins. Un inspecteur recommande, pour enlever les vapeurs acides s'exhalant des cuves de décapage, l'emploi d'aspirateurs en terre au lieu d'aspirateurs métalliques promptement rongés et mis hors d'usage par les acides. Plusieurs inspecteurs signalent des dispositions fort heureuses pour faire disparaître les buées

et notamment l'utilisation de la chaleur sèche produite dans certaines parties des établissements. Dans une teinturerie, l'air chaud est amené par des ventilateurs puissants; il s'échappe après avoir absorbé les buées, par des tuyaux d'appel placés le long des murs et par des aspirateurs percés dans le haut de l'atelier. Dans une blanchisserie à vapeur, l'air chaud de la salle des chaudières est amené, en quatre points différents dans l'atelier, de telle façon que l'air y soit renouvelé totalement cinq fois par heure et que la température y soit maintenue à 17 degrés; les murs autrefois ruisselants d'eau sont actuellement toujours secs. Dans une fabrique de papier, on fait disparaître les buées en plaçant dans les ateliers un nombre suffisant de réchauds.

De réels progrès ont été réalisés en ce qui concerne l'enlèvement des *poussières*; les petits établissements à moteur mécanique arrivent actuellement à les supprimer à l'aide d'aspirateurs soit simples, soit accouplés à des tuyaux adducteurs d'air comprimé.

Toutefois, dans les filatures de lin et de coton, le développement des poussières constitue toujours un sérieux danger pour le personnel et peu d'établissements ont jusqu'ici adopté des mesures suffisantes.

Substances facilement inflammables. — Le service a constaté quelques irrégularités dans l'installation des appareils à *acétylène*, dans la manipulation et la disposition des dépôts de *benzine* et de *celluloïde*. Un inspecteur signale que l'on peut sans danger plier des objets en *celluloïde* sur des plaques chauffées, lorsqu'on les a, au préalable, dégourdis à l'aide de vapeur sous faible pression.

Chaudières. — On signale des chaudières logées directement sous des chambres d'habitation, dans des locaux trop étroits, trop sombres, ou d'un accès difficile. En beaucoup d'endroits, la salle des chaudières sert d'ateliers de réparation, de séchoir ou d'entrepôt, ou bien elle communique directement avec les ateliers et les ouvriers viennent s'y chauffer ou y prendre leurs repas en hiver; dans un cas même on y conservait de la dynamite. Certains inspecteurs ont dû interdire l'emploi de chaudières trop vieilles ou qui n'avaient pas été inspectées depuis nombre d'années; d'autres ont vainement réclamé la production de certificats de visite. Dans plus de 50 cas la conduite des chaudières était confiée à des ouvriers inexpérimentés.

La vapeur est de plus en plus remplacée par les moteurs à explosion et, dans les régions montagneuses, par l'électricité.

Logements. — Le service constate une certaine amélioration dans l'aménagement des logements ouvriers. Chez plusieurs boulangers, charrons, serruriers, on a trouvé cependant des chambres trop étroites, malsaines, sises dans les caves ou sous les combles; des ouvriers dormant et mangeant dans la pièce où se tient d'ordinaire la famille du patron, des apprentis couchés sur des planches étagées les unes au-dessus des autres ou dans la paille. La situation est pire encore dans les villes d'eau où l'on loge souvent le personnel dans des baraques en planches.

Dans les établissements neufs, les cabinets sont en général suffisamment nombreux et convenablement situés et aménagés; par contre, certains petits établissements ont conservé des installations d'un autre âge.

Quant à l'installation des lavabos, bains, etc., elle reste défectueuse, sinon absente. Certains grands établissements ayant aménagé des vestiaires, piscines modèles, se plaignent de ce que les ouvriers ne s'en servent jamais.

Maladies professionnelles. — Le service a apporté la plus grande attention à l'étude

des maladies professionnelles. Les cas relevés par les inspecteurs ne constituent toutefois qu'une partie des cas réellement survenus, car la déclaration n'est obligatoire que pour la nécrose phosphorique. (Ordonnance du 17 janvier 1885).

Dans certaines régions les caisses de maladie ont bien été invitées à signaler aux inspecteurs les causes qui pouvaient occasionner aux ouvriers des maladies professionnelles; mais jusqu'ici deux inspecteurs seulement ont reçu des déclarations en ce sens.

Des cas de *saturnisme* ont été signalés dans 21 établissements (fabriques de couleurs mal aménagées et dépourvues de lavabos, fabriques de produits chimiques, fabriques de limes, etc.) On signale la situation de beaucoup d'ouvriers à domicile qui fabriquent et peignent des statuettes en plomb, sans connaître les dangers qu'ils courent et sans qu'il soit possible de les en préserver; plusieurs d'entre eux ont été atteints de saturnisme; un même en est mort. L'inspecteur de Vienne signale, sur le rapport de la caisse de maladie des peintres, une augmentation des cas de saturnisme dans la corporation et notamment chez les ouvriers employés à peindre les grilles au minium. Dans le district de Pilsen, un jeune ouvrier de 17 ans que l'on occupait 3 fois par semaine seulement à transporter au four des carreaux couverts d'un enduit plombifère est mort en trois jours d'une attaque saturnine. On signale encore des cas d'intoxication saturnine chez des émailleurs-bijoutiers et des peintres en lettres. Dans une fabrique de majolique et de couleurs employant beaucoup de minium on ne pouvait, malgré toutes les précautions désirables prévenir l'intoxication saturnine; il y a cinq ans, les patrons décidèrent d'augmenter leur personnel et d'employer alternativement leurs ouvriers à la manipulation des produits plombifères et à des travaux à l'extérieur; de la sorte, pendant un mois sur deux l'ouvrier cessait tout contact avec le plomb: grâce à ce système et aux mesures de précautions prises dans l'établissement, toute trace d'intoxication a disparu.

L'inspection a eu connaissance de six cas de *nécrose phosphorique* survenus dans des fabriques d'allumettes; dans un cas on a constaté que l'inspection médicale était insuffisante et que diverses prescriptions de l'ordonnance de 1885 n'étaient pas observées. Un inspecteur déclare que les deux grandes fabriques de son district ont abandonné, l'une complètement, l'autre en grande partie, l'usage du phosphore blanc pour ne plus fabriquer que des allumettes suédoises; plusieurs petites fabriques ont d'ailleurs imité cet exemple.

Des cas d'*eczéma* ont été constatés chez des ouvrières des sucreries, chez des peintres sur statuettes de plomb, des graveurs sur verre, des polisseuses et des laqueuses. Dans une chapellerie, les ouvrières s'enduisent les mains à l'aide d'une substance grasse et n'ont plus aucune des maladies de peau qu'elles contractaient jusqu'ici. Dans un atelier de galvanoplastie les ouvriers étaient atteints de plaies purulentes aux doigts et à la paume des mains, par suite, croit-on, de l'action des bains fortement chargés au sulfate de zinc.

Des cas de *gale de la paraffine* ont été signalés dans des établissements possédant des lavabos et des baignoires bien aménagés, mais dont les ouvriers négligeaient de faire usage; 4 cas de *septicémie charbonneuse* ont éclaté dans des tanneries. À signaler deux cas d'empoisonnement grave par des vapeurs nitreuses dans une fabrique de produits chimiques. L'un des ouvriers, déjà atteint plusieurs fois auparavant d'une affection semblable était occupé à nettoyer une chambre de plomb, lorsque jetant de l'eau sur la boue qui recouvrait le sol il amena un dégagement subit de vapeurs toxiques. Un inspecteur a rencontré plusieurs ouvriers atteints de catharres, avec crachement de sang, dans une fabrique d'acide fluorhydrique: il a constaté que presque toutes les cornues des fours étaient en mauvais état et laissaient s'échapper en abondance des vapeurs toxiques. Le patron a été invité à n'employer que des vases non poreux et à installer des aspirateurs mécaniques pour entraîner les gaz dangereux.

On signale deux affections particulières que l'on ne peut guère considérer comme des maladies professionnelles au sens ordinaire du mot : des ouvriers posant des rivets sur des plaques métalliques, peintes au préalable, se plaignaient de douleurs très vives aux paupières ; on constata que le contact du rivet rougi au feu avec des plaques peintes dégageait des vapeurs très chargées en acroléine qui, bien que le travail se fit à l'air libre, attaquaient la conjonctive. Les mêmes douleurs d'yeux compliquées de maux de tête ont été éprouvées par des ouvriers employés à peindre l'intérieur des chaubres à air comprimé ; l'aspiration de parcelles toxiques contenues dans la peinture et le manque d'air semblent expliquer cette affection qui ne tarde pas, du reste, à disparaître, dès que l'on revient à l'air libre.

Accidents du travail. — Le nombre des accidents survenus dans les fabriques et déclarés au service en 1906, s'est élevé à 76,432 (contre 75,048 en 1905), dont 572 (595), soit 0.7 p. 100 (0.8 p. 100) ont été suivis de mort. L'augmentation par rapport, à 1905 (1.384) est attribuée en partie à l'activité plus grande du travail dans les fabriques ; elle est sensible surtout dans la construction mécanique (+ 2,217), la métallurgie (+ 808), l'alimentation (+ 661), le bois (+ 219) et les textiles (+ 200). Il y a diminution par contre dans le bâtiment (2.895) où des grèves ont amené un ralentissement sensible du travail.

On a compté 23 accidents mortels de moins qu'en 1905.

Les accidents les plus nombreux ont été signalés : dans la métallurgie (15,937, soit 20.8 p. 100), le bâtiment (14,406 ou 18.9 p. 100), la construction mécanique (14,085 ou 18.4 p. 100), l'alimentation (6,316 ou 8.3 p. 100), les pierres et les terres (5,660 ou 7.4 p. 100), le bois (4,695 ou 6.1 p. 100), les textiles (4,361 ou 5.7 p. 100), les produits chimiques (2,406 ou 3.2 p. 100).

Le plus grand nombre d'accidents mortels (124) se rencontre dans le travail des pierres et des terres.

BELGIQUE.

Revue du travail en novembre 1907⁽¹⁾. — 16 offices de placement gratuit ont fourni des renseignements sur leurs opérations pendant le mois de novembre 1907. Pour 1,403 offres d'emploi, il y a eu 2,323 demandes des ouvriers (hommes), soit une proportion de 166 demandes pour 100 offres. La moyenne était de 151 demandes pour 100 offres le mois passé, et l'année dernière, en novembre, elle était de 148 demandes pour 100 offres. A ce point de vue, le marché du travail accuse donc un nouvel affaiblissement tant par rapport à la situation du mois précédent qu'à celle de l'année dernière à pareille époque.

D'autre part, des renseignements précis sur l'intensité du chômage parmi les ouvriers syndiqués ont été fournis pour ce même mois par 188 unions professionnelles ouvrières, groupant 45,894 membres (mineurs, ouvriers à domicile et travailleurs agricoles non compris). Ces groupes renfermaient, vers la seconde moitié de novembre, 1,458 chômeurs, soit une proportion de 3 p. 100 contre 1.5 p. 100 pour le mois précédent et 1.9 p. 100 en novembre 1906. L'énorme accroissement

⁽¹⁾ *Revue du Travail belge* du 15 décembre 1907.

du chômage indiqué par ces chiffres tient exclusivement à la crise de l'industrie diamantaire d'Anvers. Un seul syndicat, qui n'était pas compris dans les relevés de ces derniers mois, contenait vers la mi-novembre 817 membres sans travail. Pour l'ensemble des autres unions professionnelles participant à cette statistique, le chômage est demeuré au même taux qu'en octobre dernier, donc un peu moindre qu'en novembre 1906.

Les grèves en novembre 1907 ⁽¹⁾. — 10 grèves nouvelles et 1 lock out ont été signalées à l'Office du travail belge pendant le mois de novembre 1907. Les grèves intéressaient environ 900 grévistes et 600 chômeurs forcés. Le lock-out s'appliquait à 50 ouvriers. Se sont en outre continuées, pendant le même mois, 7 grèves commencées antérieurement et comprenant 830 grévistes et 123 chômeurs forcés.

Les conflits nouveaux de novembre affectaient principalement les industries textiles (7 cas); 4 grèves ont aussi éclaté respectivement dans les industries suivantes: métaux, mines, bois et peaux.

Quant aux causes des différentes grèves, on remarque 5 demandes d'augmentation de salaires, 1 demande de réintégration d'ouvriers congédiés, 1 grève de solidarité, etc.

Les résultats signalés à l'Office du travail, depuis son dernier relevé, peuvent se résumer comme suit: 11 échecs (intéressant 1,190 grévistes), 1 succès (23 grévistes) et 3 transactions ou succès partiels (300 grévistes). Dans 5 cas, l'échec de la grève a entraîné des renvois définitifs d'ouvriers (400 environ).

Les subventions des communes et des provinces en vue de développer l'assurance-chômage, de 1901 à 1906 ⁽²⁾. — Depuis que la ville de Gand a, en 1901, institué un fonds spécial destiné à favoriser l'assurance contre le chômage, plusieurs centres industriels importants et diverses provinces ont imité cet exemple. Le nombre des fonds communaux ⁽³⁾ fonctionnant d'après le système gantois, qui n'était que de 2 en 1901, passait à 12 en 1904, à 15 en 1905 et à 19 en 1906; celui des fonds provinciaux s'élevait à 2 en 1905 et à 4 en 1906 ⁽⁴⁾. Au cours de cette dernière année, 14 fonds communaux englobant 25 communes et 4 fonds provinciaux ont effectivement fonctionné.

Le montant des crédits inscrits à cet effet a passé de 11,500 francs en 1901 à 102,483 francs en 1906 (dont 83,983 francs pour les communes). Quant au total inscrit au cours de ces 6 années, il s'est élevé à 348,709 francs (dont 325,709 francs pour les communes), sur lequel il a été attribué 232,450 francs (soit 66.65 p. 100) en allocations et majorations diverses (dont 218,638 francs ou 62.69 p. 100 par les communes) et dépensé 30,040 francs en frais d'administration (soit 8.72 p. 100).

Un crédit de 86,219 francs (soit 24.72 des crédits alloués) n'a donc pas été dépensé.

Le Bulletin a publié *in extenso* le règlement du fonds de chômage de Gand ⁽⁵⁾.

⁽¹⁾ *Revue du Travail*, 31 décembre.

⁽²⁾ *Revue du travail belge*, 30 novembre 1907.

⁽³⁾ Anvers, Gand, Molenbeck-Saint-Jean, Saint-Josse-ten-Noode, Malines, Saint-Gilles, Bruges, Schaerbeck, Ixelles, Liège, Berckem, Louvain, Alost, Renaix, Anderleest, Bruxelles, Saint-Nicolas, Ostende, Saint-Gilles (intercommunal).

⁽⁴⁾ Anvers, Hainaut, Flandre orientale, Liège.

⁽⁵⁾ *Bulletin* juin 1901. (Voir aussi décembre 1901, p. 881 et juin 1902, p. 407.)

Il a en outre étudié l'application qui a été faite du principe gantois par un certain nombre de municipalités françaises.

Il suffit de rappeler que ce système consiste à majorer, à l'aide d'une subvention communale égale au plus à leur montant, les secours accordés par les associations ouvrières à leurs membres sans travail, ou les retraits effectués, par les ouvriers non associés, à une caisse d'épargne spéciale alimentée par leurs versements volontaires. Ces retraits ne peuvent excéder 6 francs par semaine et les indemnités de chômage ne peuvent être portées en compte à un même membre, pour plus de 50 jours par an, ni pour plus de 1 franc par jour.

À ces subventions, diverses communes en ajoutent d'autres, savoir :

1° Majorations des retraits d'épargne aux chômeurs épargnant collectivement, c'est-à-dire faisant partie d'une association constituée spécialement en vue de l'épargne-chômage;

2° Subventions aux chômeurs *isolés*, attribuées à titre de secours et dont le montant est déterminé plus ou moins arbitrairement d'après la durée du chômage et la situation des intéressés;

3° Subventions directes à des syndicats ayant une caisse de chômage.

Quant aux fonds provinciaux, ils se bornent, soit à majorer les secours, soit à accorder des subsides de premier établissement, soit à subventionner purement et simplement les caisses syndicales de chômage.

1° FONDS COMMUNAUX. — Le tableau suivant permet d'examiner comment ont été, de 1901 à 1906, répartis les crédits selon les divers titres énumérés ci-dessus :

SUBVENTIONS DES FONDS ALLOUÉS							FRAIS d'adminis- tration.	TOTAL des dépenses.
ANNÉES.	CRÉDIT.	à des syndiqués.	à des éparg- nants indi- viduels.	à des épargnants en collectivité.	à des chômeurs isolés.	à des syn- dicats.		
				francs.				
1901.....	11,500	6,253.84	#	#	#	#	2,100.00	8,353.84
1902.....	41,500	29,166.68	7.00	#	#	#	5,061.49	34,235.17
1903.....	58,150	36,516.85	55.40	2,243.35	#	1,000	4,772.12	44,587.17
1904.....	60,800	46,362.25	99.60	2,482.85	#	1,000	5,786.81	55,731.51
1905.....	69,776	35,497.14	29.00	2,825.70	2,561.50	1,000	4,761.60	46,674.94
1906.....	83,983	46,663.42	38.00	2,556.80	2,279.00	#	7,559.53	59,096.75
TOTAUX ...	325,709	200,460.18	229.00	10,108.70	4,840.50	3,000	30,041.55	248,679.93
P. 100 du crédit voté	#	61.54	0.07	3.10	1.48	0.94	9.22	76.35

Le total des crédits votés en 1906 est 8 fois supérieur à celui de 1901; il n'a été absorbé que jusqu'à concurrence de 61.3 p. 100 pour les subventions.

Quant au total global des crédits alloués à ces 6 années (325,709 francs) il n'a été absorbé que jusqu'à concurrence de 248,680 francs, soit 76.35 p. 100, se décomposant comme suit :

- 61.54 p. 100 pour majorations de secours aux chômeurs syndiqués;
- 3.10 p. 100 pour majorations de retraits d'épargne collective;
- 0.07 p. 100 pour majorations de retraits d'épargne individuelle;
- 0.94 p. 100 pour allocations à des syndicats;

(1) Bulletin juillet, août, septembre et octobre 1907.

1.48 p. 100 pour secours à des chômeurs isolés;

9.22 p. 100 pour frais d'administration;

Une somme de 77,029 francs, soit 23.6 p. 100, n'a pas été dépensée.

Rapportés au total des dépenses, les frais d'administration en représentaient le 25 p. 100 en 1901, le 15 p. 100 en 1902, 17 p. 100 en 1903, 13 p. 100 en 1904, 10 p. 100 en 1905 et le 12 p. en 1906.

L'examen détaillé des secours accordés sous ces différentes formes permet de faire des constatations intéressantes;

1° *Majorations aux chômeurs syndiqués.* — Le nombre des fonds, des communes adhérentes, des syndicats affiliés comme aussi des journées indemnisées est allé en croissant de 1901 à 1906; quant aux totaux des subventions et des chômeurs indemnisés ils ont été élevés surtout en 1906. Le tableau suivant résume ces divers renseignements pour les 6 années considérées.

ANNÉES.	NOMBRE			MONTANT des indemnités accordées par les syndicats.	SUBVENTIONS DES FONDS.		
	de fonds.	de com- munes adhé- rentes.	de syn- dicats affiliés.		Montant	Chô- meurs béné- ficiaires.	Journées indemnisées.
—	—	—	—	fr. c.	fr. c.	—	—
1901.....	2	2	26	17,895 19	6,253 84	2,089	6,676
1902.....	6	8	98	65,374 41	29,166 68	3,211	32,219 1/2
1903.....	9	14	129	67,137 10	36,516 85	2,835	39,891
1904.....	11	15	128	81,150 19	43,362 25	2,825	50,604 1/2
1905.....	14	18	131	66,368 08	35,497 14	3,400	55,734 1/2
1906.....	14	25	229	89,716 32	46,663 42	5,019	71,969 3/4

Si l'on rapporte les subventions au montant des secours payés par les syndicats, on constate qu'elles en forment le 36 p. 100 en 1901, 44 p. 100 en 1902, 54 p. 100 en 1903, 57 p. 100 en 1904, 53 p. 100 en 1905 et 52 p. 100 en 1906. Ceci revient à dire que sur une somme de 100 francs allouée aux chômeurs, la moyenne payée pour ces 5 années par les syndicats s'élève à 67 fr. 35 et la moyenne payée par les fonds de chômage à 32 fr. 65.

Si l'on considère les moyennes des subventions et des indemnités journalières par chômeur, et la durée moyenne du chômage par indemnisé, on obtient les résultats suivants :

ANNÉES.	SUBVENTION MOYENNE		NOMBRE moyen par chômeur de journées indemnisées.
	par	par	
	chômeur indemnisé.	journée de chômage.	
1901.....	2 ^f 99 ^c	0 ^f 93 ^c	3,1
1902.....	9 08	0 90	10
1903.....	12 80	0 91	14
1904.....	19 90	0 91	18
1905.....	10 44	0 63	16,6
1906.....	9 28	0 64	16,3

2° *Subventions aux retraits d'épargne individuels.* — Ce système n'a pris aucun développement. Deux communes seulement l'ont pratiqué en payant de ce chef 229 francs (Ixelles et Saint-Gilles).

3° *Subventions aux retraits d'épargne collectifs.* — Bien que plusieurs fonds ad-

mettent ce principe, seul, le fonds gantois l'a appliqué régulièrement depuis 1903 et accordé à ce titre 10,088 francs.

4° *Subventions aux chômeurs isolés.* — 3 villes en 1905 et 4 en 1906 ont accordé des secours aux chômeurs isolés (2,561 fr. et 2,279 fr.).

5° *Subventions directes aux syndicats.* — Une seule ville (Liège) répartit annuellement, depuis 1903, 1,000 francs entre divers syndicats.

2° FONDs PROVINcIAUX. — 4 provinces ont jusqu'ici institué des crédits en vue de développer l'assurance-chômage.

La province d'*Anvers* accorde des subsides de premier établissement aux syndicats possédant des caisses de chômage. Sur les 1,500 francs inscrits à son budget, elle alloue une indemnité variant entre 50 et 250 francs selon l'importance des caisses (50 francs pour moins de 50 membres, 100 francs de 50 à 100 membres, 150 francs de 100 à 150 membres, etc.). Le crédit alloué est, faute de fonds, réparti parfois sur plusieurs exercices.

La province de *Hainaut* a voté en 1906 un crédit de 10,000 francs pour encourager les syndicats à créer des caisses de chômage en faveur de leurs membres (employés et ouvriers, voyageurs) gagnant moins de 2,000 francs par an. Ces caisses doivent compter au moins 40 membres et produire leurs statuts et leurs comptes.

Sur les 10,000 francs votés, 7,000 francs sont destinés à majorer de 50 p. 100 les indemnités payées et ne pouvant dépasser 1 fr. 50 par jour pendant 60 jours au plus par an. Les autres 3,000 francs servent à allouer des primes de 100 francs pour frais de premier établissement aux caisses syndicales de chômage fonctionnant effectivement.

La province de *Flandre orientale* prévoit depuis 1906 : 1° des subsides pour frais de 1^{er} établissement de 300 francs aux fonds communaux et de 100 francs aux caisses privées; 2° des subsides de « maintien » s'élevant à 0 fr. 50 par membre affilié.

La province de *Liège* enfin se borne, depuis 1905, à répartir un crédit annuel de 3,000 francs entre les caisses syndicales de chômage ayant au moins une année d'existence et qui en font la demande. La répartition s'est faite en 1906, sur les bases suivantes :

- 1/5 (soit 600 francs) proportionnellement au nombre des membres;
- 2/5 (soit 1,200 francs) proportionnellement au montant des cotisations;
- 2/5 (soit 1,200 francs) proportionnellement au montant des secours.

Le tableau suivant résume les résultats de la répartition des crédits votés par ces 4 provinces, en 1905 et 1906.

PROVINCES.	CRÉDITS VOTÉS en		SYNDICATS subven- tionnés.		SUBSIDES de 1 ^{er} établis- sement.		MAJORATION des secours.		ALLOCATIONS basées sur les secours, les cotisations, etc.		TOTAL des crédits alloués.	
	1905.	1906.	1905.	1906.	1905.	1906.	1905.	1906.	1905.	1906.	1905.	1906.
Anvers.	1,500	1,500	37	36	1,500	1,500	„	„	„	„	1,500	1,500
Hainaut.	„	10,000	„	3	„	300	„	999	„	„	„	1,299
Flandre orien- tale.	„	4,000	„	6	„	1,200	„	„	„	2,313	„	3,513
Liège.	3,000	3,000	„	„	„	„	„	„	3,000	3,000	3,000	3,000
TOTAUX.	4,500	18,500	„	„	1,500	3,000	„	999	3,000	5,313	4,500	9,312

CANADA.

Revue du travail en septembre 1907 ⁽¹⁾. — L'activité a été générale en septembre dans tout le Canada. La demande de moissonneurs pour la récolte de l'ouest et de travailleurs pour la construction de voies ferrées et les mines a dépassé l'offre. La main-d'œuvre était néanmoins moins rare qu'en 1906 à la même époque, la récolte ayant été moins importante cette année et la situation défavorable du marché monétaire ayant ralenti l'activité de l'industrie manufacturière et du bâtiment. Aucun ralentissement dans les autres industries et métiers : le rendement des pêcheries est plus fort que jamais, mais le paquage du saumon est très faible. Les opérations des mines de métaux sont très actives, gênées dans quelques districts de la Colombie-Britannique par le manque de coke. Les compagnies de transport ont fait plus d'affaires que dans toutes les périodes précédentes.

Grèves en septembre ⁽²⁾. — Le nombre de grèves signalées en septembre est de 25 entraînant la perte de 61,900 journées de travail. Les grèves nouvelles sont réparties comme suit entre les diverses industries : mines et vêtement, chacun 1 ; bâtiment, métaux, textiles, chacun 2. Causes : augmentation de salaire : 4 ; diminution d'heures : 1 ; reconnaissance du syndicat ou exclusion de non-syndiqués : 2 ; modification des conditions de travail : 1. Résultats : succès : 1 ; transaction : 2 ; échecs : 3 ; inconnus : 2.

ÉTATS-UNIS.

Revue du travail ⁽³⁾. — D'après les rapports adressés à la Fédération américaine du travail par 1,027 unions groupant 86,900 membres, la moyenne des chômeurs était de 2.3 p. 100 en novembre 1907. Cette moyenne était en octobre de 1.4 p. 100 dans 1,649 unions groupant 127,500 membres.

GRANDE-BRETAGNE.

Revue du travail en novembre 1907 ⁽³⁾. — La situation générale a été moins brillante que le mois précédent ; il y a notamment diminution d'activité dans le bâtiment et la construction navale ; par contre le travail est resté abondant dans les mines et les textiles.

5 p. 100 de chômeurs dans 272 trade-unions groupant 639,678 membres contre 4.7 en octobre 1907 et 4.5 en novembre 1906 :

⁽¹⁾ *Gazette du travail*, octobre 1907.

⁽²⁾ *American Federationist*, janvier 1908.

⁽³⁾ *Labour Gazette*, décembre 1907.

5.60 journées de travail par semaine en moyenne dans divers puits houillers comptant 641,064 ouvriers, contre 5 64 en octobre 1907 et 5.50 en novembre 1906; 330 hauts fourneaux en marche à la fin de novembre avec 2.400 ouvriers contre 335 en octobre 1907 et 342 en novembre 1906;

Grèves. — 23 grèves nouvelles en novembre avec 8,988 chômeurs contre 31 avec 6,964 en octobre 1907 et 21 en novembre 1906.

Sur 18 grèves terminées, anciennes et nouvelles, avec 2,900 chômeurs, 4 succès (813), 8 échecs (1,172) et 6 transactions (915). Total des journées de travail perdues 227,400 en novembre contre 129,500 en octobre 1907 et 517,800 en novembre 1906.

Le personnel des mines et les accidents en 1906⁽¹⁾. — Le nombre des personnes employées dans les mines et carrières soumises à la loi s'est élevé en 1906 à 1,004,092, dépassant ainsi pour la première fois le million (soit 867,152 dans les houillères, 16,840 dans les mines de fer, 28,584 dans les autres mines et 91,516 dans les carrières.)

Houillères. — Comparé au total de 1905, le chiffre du personnel employé dans les houillères en 1906 accuse une augmentation dans tous les bassins, sauf le Lancashire; comparé à 1900 il y a augmentation de plus de 100,000 ouvriers pour l'ensemble. Les principaux bassins occupaient respectivement: Yorkshire, Derbyshire, etc. 200,000 ouvriers, Northumberland et Durham 177,000, Sud du Pays de Galles 175,000, Lancashire et Cheshire 92,000, Midlands 77,000, Écosse 109,000. Irlande et autres bassins anglais 37,000.

Près des 4 cinquièmes des ouvriers travaillaient au fond. Le nombre des femmes employées à la surface s'est élevé à 5,417, dont 721 âgées de moins de 16 ans. On comptait enfin 60,458 enfants au-dessous de 16 ans, (constituant environ le 7 p. 0/0 du personnel), soit 44,441 au fond et 16,017 à la surface, dont 5,964 et 2,665 de 12 à 14 ans.

Accidents. — Le total des accidents suivis de mort s'est élevé, dans les mines et les carrières à 1,190 (dont 1,098 entraînant la mort de 1,178 personnes dans les exploitations minérales). Dans les mines 87.9 p. 100 des décès ont été causés *au fond* (savoir 47.7 p. 100 par des éboulements, 4.7 p. 100 par des explosions, 35.5 p. 100 par des accidents divers) contre 12,1 p. 100 par des accidents à *la surface*.

Les éboulements ont causé la mort de 77 ouvriers par 100,000 employées au fond; les ingénieurs estiment « qu'on pourrait diminuer sensiblement le nombre de ces accidents si les ouvriers et le service étayaient plus convenablement les galeries ». Les explosions n'ont fait que 7.6 victimes sur 100,000 ouvriers (contre 128 pour la période 1851-55, 41 pour les années 1881-85 et 12 en 1901-05); elles sont attribuées pour la plupart à l'usage de feux nus.

Dans l'ensemble, (fond et surface) la proportion des accidents est tombée de 430 pour 100,000 en 1851-55, à 201 en 1881-85 et 129 en 1901-05 et 1906.

⁽¹⁾ *Labour gazette*, novembre 1907.

La valeur totale des produits extraits des mines en 1906 a atteint 2,646,075,000 francs, soit une augmentation de 10 p. 100 sur 1905.

Les opérations des comités de secours contre le chômage en 1906-1907 ⁽¹⁾. — On sait que la loi du 11 août 1905 ⁽²⁾ a organisé, pour venir en aide aux chômeurs, des *comités de secours* et des *comités centraux* de chômage. Les premiers étudient les conditions du travail dans leurs district, examinent les demandes des chômeurs, et s'efforcent de leur trouver de l'ouvrage. Le Comité central coordonne l'action des comités de secours en centralisant les demandes et les offres de travail; il peut aider les chômeurs que lui adressent les comités à se transporter ailleurs, ou à leur procurer un travail provisoire. Il existe à Londres un comité de secours par district et un comité central. En province, le ministre peut constituer un comité de secours dans chaque ville comptant plus de 50,000 habitants ou dans les villes de plus de 10,000 âmes qui en ont fait la demande.

Du 31 mars 1906 au 1^{er} avril 1907, 29 comités de secours ont fonctionné à Londres, 10 dans les districts suburbains et 79 dans les villes de province (parmi ces derniers 66 seulement ont reçu les demandes).

Le total des demandes reçues par les comités s'est élevé à 87,001 (contre 110,835 en 1905-1906) dont 28,181 à Londres, 15,322 dans les districts limitrophes et 43,498 en province. La proportion des chômeurs faisant appel aux comités a atteint 0.6 p. 0/0 du total de la population à Londres, 1.2 p. 0/0 dans certains districts limitrophes (parfois même 1.6 p. 0/0) et 0.47 p. 0/0 en province.

Les comités n'ont retenu comme dignes d'intérêt, que 69 p. 0/0 des demandes reçues (47 p. 0/0 à Londres contre 12 p. 0/0 à 100 p. 0/0 en province). 26 p. 0/0 de ces demandes étaient formulées par des chômeurs de 20 à 30 ans, 28 p. 0/0 par des chômeurs de 30 à 40 ans et 23 p. 0/0 par des personnes de 40 à 50 ans.

Plus de 50 p. 0/0 de ces chômeurs n'avaient aucun métier; 17,7 p. 0/0 appartenaient au bâtiment, 6,8 p. 0/0 à la métallurgie, etc.

Les comités ont procuré du travail à 36,280 chômeurs (soit pour 60.1 p. 0/0 des demandes accueillies dont 41 p. 0/0 à Londres et 65 p. 0/0 en province).

Les chômeurs ont été, pour la plupart, employés dans les travaux de voirie municipale; 5 comités (dont 1 à Londres) ont loué des terrains qu'il font cultiver par les chômeurs. La durée de l'emploi procuré varie entre 7 et 8 jours; dans plusieurs districts elle a atteint plusieurs semaines. La moyenne du salaire payé a été de 0 fr. 50 l'heure (variant de 0 fr. 40 à 0 fr. 65).

4,532 chômeurs ou membres de leur famille (dont 3,239 à Londres) ont reçu un secours spécial pour aller chercher du travail ailleurs.

Le comité central de Londres a ouvert 25 bureaux de placement et un bureau central qui leur sert de trait d'union. Ces bureaux ont une existence distincte des comités de secours de district; du 20 août 1906 au 31 mars 1907 ils ont inscrit 56,491 chômeurs (dont 8,129 femmes) et en ont placé 7,614 (dont 1,706 femmes).

En province, les comités de secours fonctionnent en même temps comme bureau de placement et placent les chômeurs chez des particuliers; dans 9 villes seulement le bureau de placement a, comme à Londres, une existence distincte.

Le comité central de Londres et les comités de secours de Londres et de province ont encaissé ensemble 6,121,100 francs 2,252,200 francs produits par les droits perçus, 2,194,885 francs alloués par le parlement, 616,725 versés par le

⁽¹⁾ *Labour Gazette*, novembre 1907.

⁽²⁾ Voir l'analyse de cette loi : *Bulletin*, octobre 1905, p. 914.

fonds de chômage de la reine, 288,325 provenant de dons volontaires et 768,975 francs de ressources diverses. Les dépenses se sont élevées à 5,693,625 fr. savoir : coût du travail procuré 3,994,750 francs, frais des bureaux de placement : 346,425 francs, secours de déplacement 787,025 francs, divers 565,425 francs. Il conviendrait d'ajouter au total des recettes, une somme de 440,625 francs allouée par le Parlement avant le 31 mars mais non portée en compte (ce qui porterait à 2,635,500 la subvention de l'Etat distribuée) et au total des dépenses une somme de 906,325 francs empruntée par le comité central de Londres pour acheter un domaine.

Le comité central de Londres a encaissé à lui seul 3.453,025 francs et dépensé 3.342,050 francs.

Le conflit dans les chemins de fer; convention arbitrale⁽¹⁾. — Dans le courant du mois de septembre dernier, un conflit éclatait entre diverses compagnies de chemins de fer et leur personnel. Les employés se plaignaient de ne pouvoir, même en cas de besoin pressant, avoir un accès direct auprès de leurs chefs et d'être obligés de s'adresser tout d'abord à un contremaître.

L'*Amalgamated Society of railway servants*, fédération qui groupe environ 100,000 membres, soit un sixième des employés de chemins de fer, prit l'affaire en main et demanda en même temps la reconnaissance des unions par les compagnies. Les membres de la fédération furent appelés à déclarer par vote si, au besoin, ils soutiendraient par la grève cette demande de reconnaissance. Entre temps, le président de la fédération, M. Bell, demandait au président de l'association des compagnies d'accepter une conférence pour définir exactement le sens de cette reconnaissance. Cette ouverture fut repoussée. Dans une proclamation adressée à ses employés, la *Great Eastern* leur rappela qu'elle avait toujours écouté leurs réclamations, qu'elle était prête à tout moment à recevoir leurs délégués, mais qu'elle ne pouvait accepter l'intervention d'une société ne représentant qu'une partie de son personnel et comprenant des employés de toutes les compagnies. Le comité parlementaire des unions promit son appui à la fédération et diverses unions des chemins de fer décidèrent de la soutenir.

Vers la fin octobre, le président du Board of Trade, M. Lloyd George, convoqua successivement les directeurs des principales compagnies et les chefs des unions en vue de trouver une solution au conflit.

Le résultat du vote sur la question de la grève fut proclamé le 3 novembre et donnait 76,925 voix pour la grève et 11,209 contre. Néanmoins on savait, dès le lendemain, qu'à la suite des conférences tenues au Board of Trade, patrons et ouvriers acceptaient une entente.

Le 6 novembre, les directeurs des 11 principales compagnies de chemins de fer du Royaume les mandataires de la fédération et de deux autres unions ouvrières (« l'Association des mécaniciens et chauffeurs » et « l'Union générale des ouvriers des chemins de fer ») signaient, au Ministère du commerce, un arrangement instituant des conseils de conciliation et d'arbitrage pour régler les questions de salaires, de durée de travail, etc.

Aux termes de cette convention, le personnel de chaque compagnie signataire est divisé, par catégories d'ouvriers, en divers groupes, pouvant à leur tour être subdivisés en plusieurs sections selon les régions géographiques. Les ouvriers de

(1) D'après une communication de l'Ambassade de France en Angleterre et du Consul général de France à Londres.

chaque groupe ou section élisent un ou plusieurs délégués pour discuter avec les représentants de la compagnie au sein d'un comité de conciliation les questions de salaires et de durée de travail intéressant exclusivement les ouvriers du groupe ou de la section.

Si le comité ne peut arriver à trancher le litige, celui-ci est soumis à un comité central de conciliation composé des représentants de la compagnie et de un ou plusieurs délégués ouvriers de chaque comité de section. Si ce comité central ne peut aboutir, ou si l'arrangement conclu n'est pas observé, le différend est soumis à un arbitre accepté par les deux éléments du conseil, ou si les parties ne peuvent s'entendre, désigné conjointement par le speaker de la chambre des communes et le juge de la cour des rôles ou éventuellement par l'un d'eux. La décision de l'arbitre est définitive et lie les deux comparants. Rien ne peut être changé à cet arrangement pendant sept ans; chaque contractant reste libre de le dénoncer à la fin de la sixième année et de reprendre sa liberté après un délai de douze mois.

Toute contestation relative à l'interprétation de l'accord doit être soumise au Ministre du commerce ou, sur la demande des parties, au juge de la cour des rôles.

La première élection des comités de conciliation sera faite par l'entremise du Ministre du commerce.

Les compagnies ont ainsi accordé aux employés la faculté de présenter leurs réclamations autrement que par la voie hiérarchique. Elles ont refusé de reconnaître les associations en n'admettant pas l'intervention, entre elles et leur personnel, des grandes unions groupant des employés de diverses compagnies : les délégués des sections ne comprendront que les employés de la compagnie.

ITALIE.

Grèves en septembre ⁽¹⁾. — 172 nouvelles grèves ont été signalées en septembre à l'*Office du travail*. 120 de ces conflits intéressaient 87,424 grévistes. 32 grèves ont éclaté dans l'agriculture, 8 dans les industries extractives, 19 dans la métallurgie, 12 dans le travail des pierres et des terres, 9 dans le bâtiment, 3 dans les produits chimiques, 9 dans le bois, 7 dans les industries polygraphiques, 23 dans les textiles, 3 dans le travail des paux, 17 dans le vêtement, 18 dans l'alimentation, 17 dans les transports, 5 parmi les employés des services publics.

Causes : questions de salaires, 93; durée du travail, 3; diverses, 64; inconnues, 12.

Résultats : 71 succès, 42 transactions, 34 échecs, 23 résultats inconnus, grèves non terminées 12.

Les grèves et lockouts en 1904 ⁽²⁾. — De 1892 à 1903, la statistique des grèves a été dressée par la Direction générale de la statistique au Ministère de l'agriculture, de l'industrie et du commerce, qui se bornait à publier les résultats

⁽¹⁾ *Bolletino dell' Ufficio del lavoro*, novembre 1907.

⁽²⁾ *Statistica degli scioperi avvenuti in Italia nell'anno 1904*, Rome, 1907.

recueillis sous forme de volumes annuels ⁽¹⁾. Depuis 1904, cette étude est confiée à l'Office du travail qui, tout en donnant régulièrement, depuis cette date, l'état mensuel des grèves dans chaque numéro de son bulletin, reprend la série des volumes annuels en publiant les résultats relatifs à 1904 : ces résultats seront suivis, à brève échéance, par ceux concernant 1905 et 1906.

La méthode adoptée pour cette étude diffère sur plusieurs points de celle observée jusqu'ici; les sources auxquelles l'Office puise ses renseignements sont également nouvelles.

La statistique ancienne était établie uniquement à l'aide des questionnaires remplis par les préfets ou les conseils de prud'hommes et des informations des journaux. Actuellement, l'Office est renseigné directement, sur chaque conflit : 1) par les patrons ou leurs associations; 2) par les grévistes, les syndicats ouvriers ou les fédérations; 3) par ses correspondants ordinaires auprès des chambres de travail, des fédérations (provinciales ou nationales) ou des syndicats.

Ces informations sont complétées à l'aide des rapports que les préfets adressent au ministère de l'intérieur, à l'aide des journaux quotidiens ou professionnels, ou des rapports rédigés par les ingénieurs des mines, l'*Umanitaria* et quelques chambres de commerce.

Jusqu'en 1903, la statistique donnait un état détaillé des grèves par province et par profession, ainsi que des tableaux des conflits groupés par causes, par résultats, par province et par industrie. Elle contenait en outre une courte monographie de chaque conflit.

L'Office italien part d'un principe différent. « Considérant, dit-il, que la grève se présente comme une entreprise exercée par des groupes plus ou moins nombreux d'ouvriers pour améliorer leur sort futur, la statistique des grèves doit nous permettre de déterminer l'esprit de solidarité qui anime les ouvriers et l'action de classe qu'ils poursuivent. De là, la nécessité de comparer les faits relatifs aux grèves à la densité professionnelle et territoriale de l'organisation et d'analyser la solidarité existant entre les syndiqués, la solidarité entre simples compagnons de travail, entre ouvriers d'âges, de sexes et de métiers différents... Ce n'est qu'en tenant compte de toutes les conditions du milieu que l'on pourra dresser une statistique des grèves féconde et complète... »

L'Office a adopté comme principe fondamental la classification par groupes d'industrie, « estimant que le caractère et le développement d'une grève dépendent surtout de la situation économique et sociale de la profession qui fait grève ». Il s'est basé sur les grandes fédérations nationales existant dans presque toutes les industries, en conservant toutefois certains groupements d'ouvriers de même métier et en tenant compte des fédérations locales ou provinciales ou, dans certains cas, des syndicats affiliés aux chambres de travail. Il n'a pas étudié les conflits par profession.

Pour la plupart des 43 groupes qu'il a établis et pour chacun des 69 départements, il relève notamment : le total des ouvriers employés dans l'industrie, les totaux des syndiqués et des ouvriers des établissements atteints (pour les rap-

⁽¹⁾ Le 1^{er} volume publié en 1892 par la Direction contenait des notices sur les grèves survenues de 1884 à 1891 et un résumé des renseignements relatifs aux années 1878-1883, renseignements réunis par la commission parlementaire chargée d'examiner le projet de loi sur les grèves. La Direction a publié onze volumes.

⁽²⁾ La statistique compte les grèves par unité. Elle a exclu les grèves politiques, c'est-à-dire tendant à obtenir, de l'État ou des communes, de meilleures conditions de travail pour des ouvriers ne dépendant pas de ces institutions (exception est faite pour la grève politique générale de 1904 qui ne figure toutefois pas aux tableaux récapitulatifs.) Elle considère comme grève unique toute grève intéressant plusieurs établissements lorsqu'elle commence en même temps, et poursuit un même but.

porter au total des ouvriers de l'industrie); le total des grévistes (qu'il rapporte aux chiffres des syndiqués et des ouvriers de l'industrie); les totaux des grèves et des établissements atteints. D'autres tableaux répartissent, quand la chose est possible, les établissements atteints d'après l'importance de leur personnel, font connaître la proportion des personnes de sexes et d'âges différents par rapport à leur participation aux grèves, le rapport entre le nombre des grévistes syndiqués et la durée et le résultat des grèves, etc.

Par suite de l'importance des grèves agricoles, l'office italien a continué à étudier séparément les conflits ⁽²⁾ dans l'industrie et dans l'agriculture.

A l'aide de quelques-uns des tableaux communs aux grands groupes établis, et en vue de comparer les résultats de 1904 aux résultats antérieurs, l'office a dressé des tableaux récapitulatifs d'où sont extraits les renseignements statistiques qui suivent.

Dans l'ensemble, les résultats généraux s'établissent comme suit :

	INDUSTRIE.	AGRICULTURE.	TOTAL.
Grèves	632	208	840
Grévistes	118,356	95,056	213,412
Ouvriers syndiqués.....	262,443	191,830	454,273
Proportion p. 100 des grévistes aux syndiqués.	45.1	49.55	47.19

Industrie. — Le total des grèves enregistrées en 1904 s'est élevé à 632 intéressant 118,356 grévistes sur 156,320 ouvriers occupés dans les établissements atteints. (En 1903, on comptait 549 grèves avec 109,327 grévistes.) Si l'on évalue à 262,433 le nombre des ouvriers d'industrie syndiqués, on constate que la proportion des grévistes à ce dernier total atteint 45.1 p. 100.

Sur ces 632 grèves, 489, soit 77 p. 100 avec 80,155 grévistes ou 67 p. 100 ont éclaté dans les 6 provinces suivantes : Lombardie (147), Piémont (79), Vénétie (84), Emilie (74), Toscane (56), Sicile (49). C'est la Vénétie qui compte le plus de grévistes (18,764).

Les mois où les grèves ont été les moins nombreuses sont ceux de décembre (28), de janvier (33) et août (35); ceux où elles ont été les plus nombreuses, sont ceux de mai (88), d'avril (82) et de juillet (70). Les grèves sont surtout fréquentes en mai, juin et juillet dans le bâtiment, en avril et mai dans l'industrie du coton, de la soie et dans les briqueteries.

Si l'on considère les établissements atteints, d'après le nombre de leur personnel (non compris les établissements atteints par une grève générale et en comptant une seule fois ceux atteints par plusieurs grèves) on obtient les résultats suivants :

ÉTABLISSEMENTS OCCUPANT :	NOMBRE	
	de grèves, de grévistes.	
1 à 5.....	2	8
6 à 25.....	53	928
26 à 50.....	75	2,779
51 à 100.....	84	6,102
101 à 200.....	76	11,129
201 à 500.....	89	27,469
501 à 1,000.....	28	20,504
Plus de 1,000.....	13	21,284

Les 5 grèves les plus importantes ont intéressé respectivement 1,650, 1,845, 2,073, 2,107 et 3,500 ouvriers.

La statistique de 1904 a réparti les grèves en 43 principaux groupes d'industrie.

Le tableau suivant a réuni ces divers groupes d'industrie en 22 catégories princi-

pales; il indique, par industrie, le nombre des grèves, grévistes, ouvriers de l'industrie, ouvriers syndiqués et fait connaître la proportion des syndiqués et des ouvriers des établissements atteints par rapport aux ouvriers de l'industrie.

	GRÈVES, GRÉVISTES		de	OUVRIERS SYNDIQUÉS,		OUVRIERS OCCUPÉS	
	GRÈVES.	GRÉVISTES		Total.	o/o des ouvriers de l'industrie	Total.	o/o des ouvriers de l'industrie.
Mines et carrières.....	36	8,916	86,078	11,010	12.7	9,529	11.0
Mines de soufre.....	27	14,690	41,426	1	(1)	16,281	39.3
Métaux, constructions mécaniques.....	69	5,000	223,301	20,963	9	10,529	9
Terres et pierres: verre.....	15	6,701	74,182	7,988	10.7	9,446	12.7
Bâtiment.....	50	22,091	358,648	30,821	8.6	21,966	6.1
Terrassement, routes.....	50	8,702	(2)	(2)	(2)	(2)	(2)
Industries chimiques.....	20	1,344	33,583	1,642	4.9	2,027	6.0
Bois.....	8	519	(2)	(2)	(2)	(1)	(1)
Ameublement.....	10	4,905	(2)	5,119	(2)	603	(2)
Papier.....	9	373	43,252	1,287	2.9	626	1.3
Industries polygraphiques.....	13	242	32,296	7,909	24.5	457	1.4
Textiles.....	130	20,050	503,013	13,773	2.7	38,227	7.6
Cuir et peaux, chapeaux.....	34	1,502	219,086	12,212	5.5	2,540	1.15
Paille.....	1	24	2	553	(2)	36	(2)
Alimentation.....	54	10,528	144,391 ⁽²⁾	10,953 ⁽³⁾	7.5	11,049 ⁽³⁾	7.6
Vêtements.....	12	474	(1)	(1)	(1)	(1)	(1)
Pêche.....	2	499	94,684	(1)	(1)	(1)	(1)
Navigation, docks.....	21	7,047	122,638 ⁽¹⁾	16,967	(1)	(1)	(1)
Chemins de fer.....	2	1,145	(1)	1	(1)	(1)	(1)
Monopoles de l'Etat (sels, tabacs, arsenaux).....	6	2,829	15,955	2,964	18.6	4,382	27.5
Éclairage public.....	3	383	10,081	3,833	38.0	237	2.2
Divers.....	28	3,878	(1)	(1)	(1)	(1)	(1)
TOTAUX.....	630	118,356				156,320	

La statistique a relevé sous 41 rubriques les diverses revendications présentées par les grévistes au commencement des conflits; elle les répartit, avec indication des résultats, en 4 groupes principaux :

	NOMBRE des revendications.	NOMBRE DE CAS OÙ LA REVENDICATION a abouti à :			
		succès.	trans-action.	échec.	in-connu.
Questions de salaires.....	408	120	147	138	3
Durée du travail.....	109	41	33	34	1
Hygiène et sécurité.....	17	6	3	8	9
Questions diverses.....	237	69	45	116	7
TOTAUX.....	771	236	228	296	11

⁽¹⁾ Chiffre non indiqué.

⁽²⁾ Chiffre non indiqué par suite de l'absence de renseignements pour certaines provinces.

⁽³⁾ Ces chiffres sont relatifs seulement aux boulangers, minotiers, pâtisseries et sucriers.

⁽⁴⁾ Manquent les chiffres des caboteurs et des dockers.

Il en ressort que 52.9 p. o/o des revendications présentées avaient trait à une question de salaire, 14.1 p. o/o à une question de durée du travail, 2.2 p. o/o à une question d'hygiène et 30.7 p. o/o à des causes diverses (dans la plupart des cas il s'agit de questions de discipline intérieure).

Dans 67.9 p. o/o des revendications, les ouvriers observaient l'offensive et dans 32 p. o/o la défensive.

Quant aux résultats, on constate que les ouvriers ont triomphé dans 30.48 p. o/o de leurs revendications, obtenu une transaction dans 29.57 p. o/o et échoué dans 38.39 p. o/o (résultats inconnus dans 1.42 p. o/o).

Comparés aux causes, les résultats se classent comme suit :

	SUCCÈS.	TRANS- ACTION.	ÉCHEC.
Questions de salaire.....	29.1	36.0	33.8
Durée du travail.....	37.6	30.2	31.19
Hygiène et sécurité.....	35.3	17.	47.0
Causes diverses.....	29.1	19.0	48.9

Il serait intéressant d'établir un rapport entre les résultats obtenus et l'organisation plus ou moins complète de chaque groupe d'industrie; les tableaux récapitulatifs ne permettent pas cette comparaison.

Le nombre des journées de travail perdues, pour 615 grèves, s'est élevé à 1,368,181.

Pour 436 grèves où l'on a pu obtenir des renseignements, la perte des salaires s'élève à 2,245,000 francs; dans 70 autres on a pu évaluer le total des secours versés par les grévistes s'élevant à 150,000 francs environ.

Agriculture. — L'agitation gréviste qui s'était calmée en 1903 a repris en 1904. On a compté 208 grèves avec 95,056 grévistes (contre 47 et 22,507 en 1903). Ces grèves se sont produites dans 10 provinces: Emilie (69), Lombardie (64), Piémont (22), Vénétie, Ombrie, Rome (12 chacune) Pouilles (11), Toscane (3), Sicile (2) et Sardaigne (1).

Si l'on considère comment les grévistes se répartissent, d'après leur condition de travail, on obtient les chiffres absolus et relatifs suivants :

	OUVRIERS de l'agriculture.	GRÉVISTES.	
		Nombre.	o/o du nombre des ouvriers de l'agriculture.
Colons.....	2,010,050	4,653	0.23
Petits fermiers.....	1,023,576	6,670	0.45
Métayers en compte à demi et manœuvres....	2,865,007	83,433	2.91
TOTAUX.....	5,898,633	95,056	1.67

Quant au nombre des syndiqués agricoles, les renseignements recueillis par l'office italien au début de 1905, il s'établit à 191,830, ce qui donnerait 49.55 grévistes pour 100 syndiqués. La proportion des syndiqués par rapport aux ouvriers de l'agriculture s'élève à 3.25 o/o. Cette proportion atteint 5.59 o/o dans les Pouilles, 6.71 p. o/o en Sicile et 11.60 p. o/o dans l'Emilie (avec 68,525 syndiqués).

Les grèves ont été moins fréquentes en janvier et nombreuses surtout en mai et mars.

On a compté 57 grèves avec 21,894 grévistes dans la culture du riz et 47 avec 27,500 grévistes dans la culture des autres céréales, 3 dans la viticulture (4,300), 8 dans la culture du chanvre, 45 dans la silviculture, etc.

Si l'on considère les grèves au point de vue de l'organisation des grévistes, on constate que :

Dans 60 grèves (avec 11,853 grévistes) il n'y avait aucun syndiqué.	
--- 14 --- 34,273 ---	il y avait moins de 50 syndiqués.
--- 28 --- 14,142 ---	--- de 50 à 90 syndiqués.
--- 108 --- 43,488 ---	tous étaient syndiqués.

Comme pour l'industrie, la statistique relève toutes les revendications des grévistes et les répartit, par résultats, sans se préoccuper du nombre des conflits. Elle a obtenu les résultats suivants par cause et par résultat :

CAUSES DES GRÈVES.	SUCCÈS.	TRANS- ACTION.	ÉCHEC.	INCERTAIN.	TOTAL.
Salaires.....	49	55	39	4	147
Contrats agraires.....	10	3	11	—	24
Durée du travail.....	22	21	30	1	74
Conditions du travail, syndicalisme.....	13	6	17	1	37
Diverses.....	6	—	4	6	16
TOTAUX.....	100	85	101	12	298

Les succès balancent les échecs (100 contre 101), mais si on leur ajoute les transactions qui entraînent une part de succès, les ouvriers ont obtenu un gain quelconque dans les 2/3 des cas.

D'autre part, si l'on examine les causes et les résultats par grèves et non plus par revendications, ces résultats se modifient légèrement en faveur des transactions.

La statistique a cherché à établir l'influence que l'organisation pouvait avoir sur les résultats des grèves agricoles : elle a constaté que « dans celles qui ont triomphé comme dans celles qui ont échoué, une forte organisation domine et que l'on ne peut attribuer à l'association une influence décisive sur l'issue des conflits. Dans l'ensemble des grèves où existent de fortes organisations, les échecs ou demi-échecs sont plus nombreux que les demi-succès; par contre, quand il n'y a pas d'organisation, les succès sont plus nombreux. Ce n'est que lorsque l'association est éparse que l'on constate, tout au moins quand les grévistes sont nombreux, une certaine prédominance des résultats défavorables. »

Lockouts. — 7 lockouts ont été prononcés en 1904, dont 6 intéressant 1,655 ouvriers. Dans 6 cas la fermeture des ateliers a été complète; les patrons ont transigé dans 2 cas, échoué dans un et triomphé dans 3. Les ouvriers n'étaient pas organisés ou l'étaient de fraîche date dans les cas où ils ont échoué et triomphé; ils l'étaient fortement dans le cas où ils ont obtenu transaction. Les lockouts ont duré moins de 15 jours en moyenne, entraînant la perte de 17,683 journées de travail et 50,000 francs environ de salaires.

PAYS-BAS.

Revue du travail en novembre 1907. — Le chômage a augmenté dans le bâtiment et, sauf dans quelques districts, la situation générale n'a guère été brillante. Peu d'activité dans les constructions navales, les textiles, le vêtement, la taille du diamant, la chaussure, l'ameublement. Travail plus abondant dans le bois et satisfaisant dans la métallurgie et la fabrication du chocolat. La reprise saisonnière commence à se faire sentir dans la typographie. La demande de main-d'œuvre a été variable, selon les districts, dans les tabacs et la fabrication de la margarine.

Grèves. — 15 grèves nouvelles (dont 9 intéressant directement 629 ouvriers) ont été signalées en novembre : 4 dans l'industrie diamantaire, 3 dans la briquetterie, 2 dans les textiles et 2 chez les dockers.

Pour 13 grèves anciennes et nouvelles terminées, 11 résultats sont connus : 4 échecs et 7 transactions.

RÉPUBLIQUE ARGENTINE.

Le mouvement gréviste à Buenos-Aires en 1906 ⁽¹⁾. — Les grèves ont été nombreuses à Buenos-Aires en 1906; on en a compté 170 auxquelles ont pris part 70,713 ouvriers.

90 de ces grèves tendaient à obtenir des augmentations de salaires, 36 une réduction des heures de travail, 35 la reconnaissance de syndicats ou de sociétés ouvrières; 12 avaient pour objet des revendications diverses.

Les ouvriers ont obtenu gain de cause dans 65 de ces grèves; 75 fois leurs revendications ont été rejetées; 30 grèves enfin se sont terminées par des transactions.

La plus importante de ces grèves a été celle des typographes.

Le 24 septembre 1906, 4,500 ouvriers typographes, relieurs, etc. se sont mis en grève; voici qu'elles étaient leurs revendications : 1° reconnaissance de diverses sociétés ouvrières; 2° suppression des certificats; 3° limitation à trois heures par semaine des heures de travail extraordinaire; 4° augmentation de salaire de 100 pour 100 sur les heures extraordinaires; 5° reconnaissance du 1^{er} mai comme jour férié; 6° suppression de tout règlement interne dans les ateliers; 7° interdiction pour les patrons de renvoyer des ouvriers sans avis préalable, cet avis devant être donné douze jours avant le renvoi; 8° interdiction pour les patrons d'occuper plus d'un apprenti par 25 ouvriers; 9° paiement des salaires pendant toute la durée de la grève; 10° paiement d'une indemnité aux ouvriers détenus par la police; 11° expulsion des ouvriers qui auraient travaillé pendant la grève.

La grève dura 55 jours; elle se termina par une transaction qui intervint direc-

⁽¹⁾ D'après un rapport du Conseil de France à Buenos-Aires du 25 septembre 1907, communiqué par le Ministère des Affaires étrangères.

tement entre les patrons et les ouvriers; les patrons s'étaient, en effet, refusés à reconnaître les quatre sociétés d'ouvriers typographes qui avaient présenté le pli de revendications.

Cette transaction a été conclue pour une durée de deux ans, une commission mixte est chargée de résoudre les difficultés que pourrait en soulever l'application.

Les ouvriers ont obtenu une augmentation de salaires d'environ 20 p. 100; ont été rejetées: les demandes des ouvriers relatives à la reconnaissance des sociétés ouvrières, au paiement des salaires afférents aux jours de grève, au paiement d'une indemnité aux ouvriers détenus par la police, au renvoi des ouvriers qui avaient travaillé pendant la grève et à la limitation du nombre des apprentis.

Les points relatifs aux heures extraordinaires, aux avis préalables de renvoi, au 1^{er} mai et aux certificats ont fait l'objet de transactions.

Il y a lieu d'observer que les ouvriers typographes jouissent depuis deux ans dans la République Argentine de la journée de 8 heures.

Au moment de la signature de l'arrangement, 2,500 ouvriers typographes seulement étaient encore en grève. Les autres grévistes travaillaient déjà soit dans de petits ateliers, où, suivant leur tactique habituelle, les sociétés ouvrières autorisaient le travail sous la condition d'adhérer aux revendications, soit dans d'autres ateliers relativement importants qui avaient accepté les demandes des grévistes sous la réserve toutefois que cette acception deviendrait caduque le jour où les patrons auraient définitivement rejeté les revendications présentées.

ACTES ET DOCUMENTS OFFICIELS.

Loi du 19 décembre 1907, relative à la surveillance et au contrôle des sociétés de capitalisation ⁽¹⁾.

Règlement pour l'exécution de l'arrangement signé, le 9 juin 1906, entre la France et l'Italie, relativement à la réparation des dommages résultant des accidents du travail ⁽²⁾.

En application de l'article 13 de l'arrangement signé, le 9 juin 1906, entre la France et l'Italie, relativement à la réparation des dommages résultant des accidents du travail, les administrations compétentes française et italienne ont, d'un commun accord, arrêté les dispositions suivantes:

ARTICLE PREMIER. — L'avis de clôture d'enquête d'accident adressé «immédiatement» à l'autorité consulaire en vertu de l'article 3 de l'arrangement du 9 juin 1906, mentionnera les nom, prénoms, profession, domicile, lieu et date de naissance de la victime de l'accident, le lieu où elle se trouve, et, lorsque l'accident a entraîné ou paraît devoir entraîner la mort, les nom, prénoms, profession, domicile, lieu et date de naissance des ayants droit pouvant, le cas échéant, prétendre à une indemnité. Il rappellera, en outre, la date à la-

⁽¹⁾ *Journal officiel* du 21 décembre 1907.

⁽²⁾ *Journal officiel* du 20 décembre 1907. — Voir le texte de l'arrangement du 9 juin 1906: *Bull.*, avril 1907, p. 351; de la loi du 3 juin 1907, portant approbation de l'arrangement franco-italien: *Bull.*, juin 1907, p. 608; et du décret du 13 juin 1907, promulguant l'arrangement: *Bull.*, juillet 1907, p. 708.

quelle le dossier de l'enquête cessera d'être déposé au greffe de la justice de paix ou à la chancellerie de la préture pour être transmis à l'autorité judiciaire compétente. Au reçu de cette communication, l'autorité consulaire se mettra immédiatement en rapport, s'il y a lieu, avec la victime ou ses ayants droit, en vue de la sauvegarde de leurs droits.

ART. 2. — Les débiteurs qui voudront user de la faculté que leur accorde l'article 4 de l'arrangement, de se libérer entre les mains de l'autorité consulaire des arrérages de rentes ou des indemnités dues par eux devront adresser à cet effet, par lettre recommandée, à l'autorité consulaire visée audit article, ou lui remettre contre récépissé immédiat, une déclaration contenant: 1° Les nom, prénoms, profession, domicile, lieu et date de naissance de la victime ou des ayants droit; 2° la date de l'accident; 3° si les bénéficiaires sont incapables, les noms, prénoms, professions et domiciles de leurs représentants légaux; 4° l'indication de la décision judiciaire ou du titre fixant la rente ou l'indemnité; 5° le montant des arrérages ou de l'indemnité dus; 6° la date d'exigibilité. L'autorité consulaire, dans un délai maximum de trois jours, réclamera à la victime de l'accident ou à ses ayants droit, les pièces d'identité et certificats de vie et, dès réception, les produira au débiteur. Elle lui donnera quittance des sommes reçues qu'elle transmettra immédiatement aux créanciers. La déclaration prévue au premier alinéa ci-dessus n'aura pas besoin d'être renouvelée à chaque échéance par les débiteurs qui auront déclaré vouloir périodiquement s'acquitter des arrérages des rentes à leur charge entre les mains de l'autorité consulaire. Celle-ci leur produira les certificats de vie du rentier aux échéances. Si les victimes d'accidents ou leurs représentants résident ailleurs qu'en France et en Italie, le consul leur réclamera par la voie consulaire les pièces à produire. Toutes les diligences, démarches, correspondances ou productions d'actes incombant à l'autorité consulaire en exécution du présent article et de l'article précédent seront gratuites au regard des victimes d'accidents ou de leurs ayants droit, qui ne devront à aucun titre en supporter la charge.

ART. 3. — Les titulaires de rentes qui voudront bénéficier de la disposition du premier alinéa de l'article 6 de l'arrangement à l'effet d'obtenir le service des arrérages par les soins de la caisse nationale italienne de prévoyance pour l'invalidité et la vieillesse des ouvriers devront adresser leurs demandes à la caisse nationale des retraites pour la vieillesse. Ces demandes indiqueront les nom, prénoms, profession, domicile du titulaire et, s'il est incapable, ceux de son représentant légal, le numéro d'inscription du titre de rente, le montant des trimestres échus, la date de leur échéance, le lieu où le paiement devra en être effectué. L'autorisation de payer sera donnée à la caisse nationale italienne de prévoyance par la caisse nationale des retraites pour la vieillesse qui lui transmettra, à cet effet, une copie de la demande. La caisse nationale italienne effectuera le paiement, contre quittance, entre les mains du porteur de l'extrait d'inscription et du certificat de vie du rentier. Ledit certificat devra, s'il s'agit d'un mineur, mentionner qu'il a été délivré à la requête du tuteur, ou, s'il s'agit d'un conjoint survivant, constater que l'intéressé n'est point remarié. En outre, lors du dernier paiement effectué sur un extrait d'inscription émis au nom d'un orphelin parvenu à sa seizième année, cet extrait devra être renvoyé à la caisse nationale des retraites, qui émettra, s'il y a lieu à réversibilité, de nouveaux extraits d'inscription. L'autorisation visée à l'alinéa précédent n'aura pas besoin d'être renouvelée trimestriellement en ce qui concerne les rentiers qui auront déclaré se fixer à titre définitif en Italie et vouloir y toucher les arrérages de leur pension. Les paiements subséquents pourront alors être effectués directement par la caisse nationale italienne de prévoyance, sous sa responsabilité. Toutefois, en cas de décès du rentier, le paiement du prorata d'arrérages acquis au jour du décès n'aura lieu qu'après examen par la caisse nationale des retraites pour la vieillesse des documents justificatifs produits par les représentants de la victime à l'appui de leur réclamation.

ART. 4. — Les demandes de versements visées au deuxième alinéa de l'article 6 de l'arrangement pourront être produites à la caisse nationale italienne de prévoyance par la caisse nationale des retraites pour la vieillesse au moins quinze jours avant l'expiration de chaque trimestre et devront indiquer: les noms, prénoms, professions et domiciles des bénéficiaires; les lieux et dates de leur naissance; les dates des accidents; celles des décisions judiciaires allouant les rentes; la quotité définitive de ces rentes; les salaires d'après lesquels les rentes auront été liquidées; le cas échéant, la réduction que l'accident aura fait subir au salaire ou à la capacité de travail; et tous les éléments de calcul ayant servi à la détermination de la valeur des rentes en capital au premier jour du trimestre suivant. Les pièces justificatives initialement produites à l'appui de la constitution de rente devront être représentées à l'appui

de la demande de versement visée à l'alinéa précédent. Après vérification des calculs par la caisse nationale italienne de prévoyance et sur l'acquiescement qui lui sera adressé par elle, la caisse nationale des retraites pour la vieillesse effectuera à ladite caisse le versement du capital représentatif des rentes et sera dès lors libérée à l'égard des bénéficiaires. La caisse nationale italienne de prévoyance en appliquera le montant à la constitution, d'après son propre tarif de rentes de même nature et de même durée qui devront être servies dans les conditions spécifiées par la législation française. La caisse nationale italienne de prévoyance notifiera aux bénéficiaires la quotité des rentes nouvelles auxquelles ils auront désormais droit et leur communiquera, sur leur demande, les éléments des calculs ayant servi à cette fixation.

ART. 5. — Les ouvriers français qui voudront se prévaloir de la disposition du premier alinéa de l'article 7 de l'arrangement produiront à cet effet à la Caisse nationale italienne de prévoyance une demande signée par eux, ou dûment établie en leur mentionnant : leurs nom, prénoms, profession et domicile; la décision ou le titre ayant liquidé l'indemnité; le numéro du certificat de rente viagère délivré au titulaire; le montant des sommes réclamées et la date de leur exigibilité; la résidence où le paiement devra en être effectué. A cette demande sera joint un certificat de vie constatant l'existence du bénéficiaire au jour de l'échéance. Ladite demande n'aura pas besoin d'être renouvelée à chaque échéance par les bénéficiaires qui auront déclaré à la Caisse nationale italienne de prévoyance vouloir recevoir périodiquement le montant de leur indemnité à la résidence indiquée. Il leur suffira de produire en pareil cas, à chaque échéance, leur certificat de vie.

ART. 6. — Les demandes de versements visées au deuxième alinéa de l'article 7 de l'arrangement devront être produites à la Caisse nationale des retraites pour la vieillesse par la Caisse nationale italienne de prévoyance au moins quinze jours avant l'expiration de chaque trimestre et devront indiquer : les nom, prénoms, professions et domiciles des bénéficiaires; les lieux et dates de naissance; les dates des accidents; celles des décisions judiciaires ou des titres allouant les rentes; la quotité définitive de ces rentes; les salaires d'après lesquels des rentes auront été liquidées; le cas échéant, la réduction que l'accident aura fait subir au salaire ou à la capacité de travail; et tous les éléments de calcul ayant servi à la détermination de la valeur des rentes en capital au premier jour du trimestre suivant. Les pièces justificatives initialement produites à l'appui de la constitution de rente devront être représentées à l'appui de la demande de versement visée à l'alinéa précédent. Après vérification des calculs par la caisse nationale des retraites pour la vieillesse et sur l'acquiescement qui lui sera adressé par elle, la Caisse nationale italienne de prévoyance effectuera à ladite caisse le versement du capital représentatif des rentes et sera dès lors libérée à l'égard des bénéficiaires. La Caisse nationale des retraites pour la vieillesse en appliquera le montant à la constitution, d'après son propre tarif, de rentes de même nature qui devront être servies dans les conditions spécifiées par la législation italienne. La Caisse nationale des retraites notifiera aux bénéficiaires la quotité des rentes nouvelles auxquels ils auront désormais droit et leur communiquera, sur leur demande, les éléments des calculs ayant servi à cette fixation.

ART. 7. — Dans le cas prévu au troisième alinéa de l'article 7 de l'arrangement, le chef d'entreprise ou l'assureur qui voudra user de la faculté établie par ledit article adressera au directeur général de la Caisse des dépôts et consignations à Paris, le montant global de l'indemnité due aux ayants droit, en indiquant le taux du salaire qui a servi de base à la liquidation, et le montant des indemnités journalières ou provisionnelles que pourrait avoir reçues la victime avant sa mort et qui devraient être déduites de l'indemnité définitive. Il produira à l'appui de cet envoi une copie de l'acte de décès de la victime et un bordereau contenant les nom, prénoms, professions et domiciles de ses ayants droit ou de ses héritiers avec, en regard, le montant des sommes revenant à chacun d'eux dans la répartition de l'indemnité. Le directeur général de la Caisse des dépôts et consignations, adressera quittance à l'envoyeur de la somme reçue, avisera les intéressés de ce dépôt et effectuera le paiement à chaque ayant droit, sur justification de son existence et de son identité, de la somme indiquée par le chef d'entreprise ou l'assureur.

ART. 8. — Les paiements à faire aux victimes d'accidents ou à leurs représentants qui résideront ailleurs qu'en France et en Italie seront effectués soit par la Caisse italienne, soit par la Caisse nationale des retraites pour la vieillesse, dans les conditions déterminées par leurs règlements respectifs pour les paiements à faire à leurs nationaux.

ART. 9. — En ce qui concerne les opérations prévues aux articles 6 et 7 de l'arrangement, il sera établi à la fin de chaque mois, par la Caisse nationale des retraites pour la vieillesse et par la Caisse nationale italienne de prévoyance, un décompte, appuyé des pièces justificatives, de toutes les sommes respectivement dues par l'une de ces caisses à l'autre. Après vérification contradictoire de ces décomptes, la caisse finalement débitrice se libérera immédiatement envers l'autre au moyen des mandats postaux prévus à l'article 8 de l'arrangement.

ART. 10. — Pour l'exécution de l'article 11 de l'arrangement, les déclarations prévues par la réglementation française seront effectuées dans les mêmes formes, devant les maires italiens, et transmises par eux au consul général d'Italie, à Paris, qui en opérera la traduction certifiée et les adressera directement au directeur général de la Caisse des dépôts et consignations avec une demande de paiement par le fonds de garantie. Il joindra à ladite demande la certification de l'existence des rentiers, ainsi que de la capacité et des pouvoirs des réclamants et attestera, s'il s'agit de la réclamation d'un conjoint, que le bénéficiaire n'est pas remarqué.

Les sommes dues au réclamant pourront être remises ou expédiées pour son compte au Consul général d'Italie à Paris, qui en donnera quittance libératoire et les lui transmettra.

ART. 11. — Les correspondances, les formules imprimées et en général les communications de toute nature, entre les administrations et les caisses françaises et italiennes seront rédigées en langue française.

ART. 12. — L'article 4 et les articles 6 et suivants de l'arrangement du 9 juin 1906 seront mis à exécution le 1^{er} janvier 1908, ainsi que le présent règlement, lequel aura la même durée que l'arrangement, sous réserve des modifications qui pourraient à toute époque y être apportées d'un commun accord par les administrations des deux pays. L'article 5 de l'arrangement du 9 juin 1906 ne deviendra applicable qu'à l'époque ultérieurement déterminée par les administrations compétentes des deux pays, dès qu'elles auront pu concerter les conditions d'exécution dudit article.

Décret du 7 décembre 1907, modifiant le décret du 29 novembre 1904, sur l'hygiène et la sécurité des travailleurs ⁽¹⁾.

ARTICLE PREMIER. — Il est ajouté à l'article 12 du décret du 29 novembre 1904 les dispositions suivantes :

Toute meule tournant à grande vitesse devra être montée ou enveloppée de telle sorte qu'en cas de rupture, ses fragments soient retenus, soit par les organes de montage, soit par l'enveloppe.

Une inscription très apparente placée auprès des volants, des meules et de tout autre engin pesant et tournant à grande vitesse, indiquera le nombre de tours par minute qui ne doit pas être dépassé.

ART. 2. — Le paragraphe 1^{er} de l'article 14 du décret du 29 novembre 1904 est abrogé et remplacé par la disposition suivante :

L'appareil d'arrêt des machines motrices sera toujours placé sous la main des conducteurs qui dirigent ces machines, et en dehors de la zone dangereuse.

ART. 3. — Le Ministre du travail et de la prévoyance sociale est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* et inséré au *Bulletin des lois*.

Décret du 7 décembre 1907, portant nomination de membres de la Commission supérieure du travail ⁽²⁾.

(1) *Journal officiel* du 15 décembre 1907.

(2) *Journal officiel* du 15 décembre 1907.

Arrêté du 26 décembre 1907, du Ministre du travail et de la prévoyance sociale, fixant le taux des subventions à allouer aux caisses de secours contre le chômage involontaire ⁽¹⁾.

LE MINISTRE DU TRAVAIL ET DE LA PRÉVOYANCE SOCIALE,

Vu la loi de finances du 30 janvier 1907 ouvrant un crédit pour subventions aux caisses de secours contre le chômage involontaire par manque de travail;

Vu le décret du 9 septembre 1906, modifié les 20 avril et 31 décembre 1906, et spécialement ses articles 9, 10, 12, 13 et 14;

Vu l'avis émis par la Commission des caisses de chômage, dans sa séance du 17 décembre 1907;

Sur la proposition du Conseiller d'Etat, Directeur du Travail,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — Le taux des subventions à allouer, dans les limites déterminées par les articles 9, 10 et 12 du décret du 9 septembre 1905, aux caisses de secours contre le chômage involontaire pour les indemnités versées par elles au cours du premier semestre de l'année 1907, est fixé à 16 p. 100 du montant des indemnités versées par les caisses locales et à 24 p. 100 du montant des indemnités versées par les caisses fonctionnant dans trois départements au moins et comptant 1,000 membres au minimum.

ART. 2. — Le Conseiller d'Etat, Directeur du Travail, est chargé d'assurer l'exécution du présent arrêté, qui sera inséré au *Journal officiel* et au *Bulletin de l'Office du travail*.

Paris, le 26 décembre 1907.

RENÉ VIVIANI.

Circulaire du 2 décembre 1907, du Ministre du Travail, aux inspecteurs divisionnaires sur l'assujettissement des élèves pharmaciens à la loi du 13 juillet 1906 sur le repos hebdomadaire.

Vous m'avez consulté sur le point de savoir si les élèves pharmaciens attachés aux officines sont soumis à la loi sur le repos hebdomadaire.

La question de l'assujettissement des pharmacies à la loi du 13 juillet 1906 est tranchée par la loi elle-même qui les vise formellement dans son article 4, n° 3.

Ce point étant établi, on a pu se demander s'il n'y avait pas lieu de faire une distinction entre les élèves pharmaciens qui accomplissent le stage de trois années dans une officine, prescrit par le décret du 26 juillet 1885 sur les études pharmaceutiques, et ceux qui, pendant les trois années ultérieures de scolarité, se mettraient à la disposition d'un titulaire de pharmacie.

Pour ces derniers, on ne saurait contester qu'ils exercent librement une profession et que leurs rapports avec le pharmacien qui les occupe, sont des rapports d'employé à patron.

Quant aux stagiaires, j'estime qu'il doivent bénéficier également des dispositions de la loi du 13 juillet 1906. En effet, comme les employés ils concourent par leur travail à l'exercice d'une profession commerciale.

Le caractère obligatoire du stage prescrit par le règlement précité ne peut être invoqué à mon avis pour leur retirer le bénéfice de la loi. Si le règlement exige avant le commencement de la scolarité, trois années de pratique officinale, ce n'est que pour s'assurer que les candidats ont effectivement exercé leur profession pen-

⁽¹⁾ *Journal officiel* du 28 décembre 1907.

dant trois années ; il ne contient d'ailleurs aucune disposition réglant les rapports entre le patron pharmacien et le stagiaire ; il paraît donc les laisser dans une situation identique à celle des employés et patrons ordinaires.

**Circulaire du Ministre du travail et de la prévoyance sociale du 5 décembre 1907,
sur les délégués mineurs débitants.**

Mon attention a été appelée à diverses reprises sur la situation de certains délégués mineurs à qui l'on reproche de tenir, par l'intermédiaire de leurs parents et, le plus souvent, par l'intermédiaire de leur femme, un débit de boissons et ce contrairement aux dispositions de l'article 8 de la loi du 9 mai 1905.

Les prescriptions de cet article semblent formelles : « Les délégués élus ne pourront être débitants lorsqu'ils toucheront un salaire correspondant à 30 journées de travail mensuel ». Néanmoins il arrive que la jurisprudence suivie en la matière donne prise à quelques critiques. Des difficultés assez nombreuses ont surgi dans la pratique. Les instructions suivantes ont pour but de remédier aux inconvénients que l'expérience a révélés.

L'article 6 de la loi du 9 mai 1905 interdit aux délégués mineurs, dont la rétribution correspond à 20 journées au moins de travail par mois, de tenir un débit de boisson. Il est clair que, si les délégués ne peuvent tenir directement un débit, ils ne le peuvent tenir indirectement. Que doit donc décider l'Administration lorsqu'elle se trouve en présence d'un débit tenu par la femme d'un délégué mineur ? Elle a considéré jusqu'ici que le délégué mineur devrait être réputé tenir indirectement le débit, sauf le cas où il n'habite pas avec sa femme et ne participe pas à l'exploitation de l'établissement.

Cette définition paraît trop rigoureuse en ce qui concerne la cohabitation qui ne saurait constituer la présomption légale d'un état contraventionnel. On peut parfaitement supposer qu'un délégué ait le même domicile que sa femme sans pour cela collaborer à la gestion du débit. De plus cette présomption est injuste et sans fondement. La cohabitation entre époux est un fait légal, découlant d'un fait légal antérieur, qui est le mariage, et je ne puis accepter que cette obligation légale devienne le fondement d'une présomption de fraude.

A quel critérium peut-on reconnaître l'immixtion d'un délégué mineur dans la gestion illicite d'un débit tenu par sa femme ? En droit, il y aura immixtion, c'est-à-dire fait répréhensible, toutes les fois que l'intervention du délégué ne découlera pas de sa qualité d'époux. En fait, certains exemples d'immixtion non commandée par le fait légal du mariage peuvent être fournis : doit être présumé tenir indirectement le débit, le délégué qui est inscrit à la contribution des patentes pour le débit ou qui y est inscrit avec sa femme, qui représente en justice, en vertu d'un mandat, sa femme assignée ; qui paye les primes d'assurances, *qui sert les consommations*, qui permet que les expéditions ou les réceptions de marchandises soient faites en son nom, etc. . . Bien entendu cette énumération, qui ne peut embrasser toutes les hypothèses, n'est pas limitative.

En ce qui concerne la situation du délégué mineur qui aurait mis son débit de boisson au nom de son père ou de sa mère, ou même d'un parent, à l'époque de son élection, on peut certes soutenir que la cohabitation apporte une présomption légale et est de nature à être retenue, surtout si elle est corroborée par certains faits d'immixtion dans la gestion du débit.

Je vous prie de m'accuser réception de la présente circulaire dont je fais parvenir directement aux ingénieurs en chef des Mines le nombre d'exemplaires suffisant pour leur service et pour les délégués mineurs de leur arrondissement minéralogique.

ÉTAT DES TRAVAUX LÉGISLATIFS

en ce qui concerne les questions ouvrières et sociales
pendant le mois de décembre 1907.

Accidents du travail. — *Sénat.* — Séance du 9 décembre 1907. — Dépôt, par M. Cordelet, d'un rapport sur le projet de loi modifiant l'article 5 de la loi du 12 avril 1906, relatif à la contribution imposée aux exploitants non patentés pour l'alimentation et le fonds de garantie institué par la loi du 9 avril 1898 sur les accidents du travail. (Doc. parl. n° 320.) — Séance du 17 décembre : Déclaration de l'urgence, adoption. — Transmission à la Chambre des députés le 20 décembre 1907; Renvoi à la Commission d'assurance et de prévoyance sociales. (Doc. parl. n° 1401.)

————— *Chambre des députés.* — Séance du 20 décembre 1907. — Dépôt, par M. Leboucq, d'une proposition de loi tendant à modifier l'article 15 de la loi du 31 mai 1905 sur les accidents du travail. (Doc. parl. n° 1389.)

Caisse de prévoyance des marins. — *Chambre des députés.* — Séance du 17 décembre 1907. — Dépôt, par M. Armez, d'une proposition de loi tendant à ajouter un paragraphe à l'article 9 de la loi du 29 décembre 1905, sur la caisse de prévoyance contre les risques et accidents des marins. (Doc. parl. n° 1384.)

Contrat de travail. — *Chambre des députés.* — Séance du 27 décembre 1907. — Dépôt, par M. Chambon, d'un rapport sur le projet de loi concernant le contrat de travail. (Doc. parl. n° 1409.)

Crédit agricole. — *Chambre des députés.* — Séance du 7 décembre 1907. — Adoption, après déclaration de l'urgence, d'un projet de loi tendant à modifier le paragraphe 1^{er} de l'article 1^{er} de la loi du 5 novembre 1894 relative à la création de sociétés de crédit agricole.

————— *Sénat.* — Séance du 25 décembre 1907 : Transmission du projet de loi adopté par la Chambre des députés; Renvoi à la Commission des finances. — Séance du 29 décembre 1907 : Rapport Jean Dupuy (Doc. parl. n° 374); déclaration de l'urgence; adoption.

Différends relatifs aux conditions du travail. — *Chambre des députés.* — Séance du 27 décembre 1907. — Dépôt, par M. Colliard, d'un rapport fait au nom de la Commission du travail sur les propositions de loi : 1^o de M. Millerand sur le règlement amiable des différends relatifs aux conditions du travail; 2^o de M. Paul Constans (Allier) et plusieurs de ses collègues, tendant à organiser le droit de grève; 3^o de M. Rudelle, portant règlement amiable des différends collectifs entre patrons et ouvriers; 4^o de M. Ferdinand Buisson et plusieurs de ses collègues, tendant à faire inscrire l'arbitrage obligatoire dans le cahier des charges des entreprises dépendant des pouvoirs publics; 5^o de MM. Desplas et Chantard, tendant à la suppression des grèves et à l'établissement de l'arbitrage obligatoire dans les industries de première nécessité. (Doc. parl. n° 1418.)

Repos hebdomadaire. — *Chambre des députés.* — Séance du 20 décembre 1907. — Dépôt, par M. Georges Berry, d'une proposition de loi d'amnistie visant les contraventions et délits à la loi sur le repos hebdomadaire. — Demande de l'urgence et de discussion immédiate; renvoi au scrutin, à la Commission de la réforme judiciaire. (Doc. parl. n° 1402.)

Sociétés de capitalisation. — *Sénat.* — Séance du 9 décembre 1907. — Adoption, après déclaration de l'urgence, du projet de loi adopté par la Chambre des députés, relatif à la surveillance et au contrôle des sociétés de capitalisation ⁽¹⁾.

(1) Loi du 19 décembre 1907.

CHRONIQUE LÉGISLATIVE.

PROJET DE LOI MODIFIANT LA LOI DU 5 NOVEMBRE 1894 RELATIVE À LA CRÉATION
DE SOCIÉTÉS DE CRÉDIT AGRICOLE.

Dans sa séance du 7 décembre 1907, la Chambre des députés a adopté sans discussion et après déclaration d'urgence, un projet de loi déposé par le Ministre de l'Agriculture, le 9 juillet 1907, tendant à modifier le paragraphe premier de l'article premier de la loi du 5 novembre 1894 relative à la création de sociétés de crédit agricole.

Ce projet a pour but d'étendre aux sociétés d'assurances mutuelles agricoles régies par la loi du 4 juillet 1900⁽¹⁾, ainsi qu'à leurs adhérents, le droit de participer à la constitution des caisses de crédit agricole qui avait été jusque-là réservé aux seuls syndicats professionnels agricoles et aux seuls membres de ces syndicats.

Le projet, adopté par la Chambre, a été transmis, le 25 décembre 1907, au Sénat qui l'a renvoyé à la Commission des finances.

LE REPOS HEBDOMADAIRE À LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS.

Le 20 décembre 1907, la Chambre des députés a renvoyé à la Commission de la réforme judiciaire une proposition de loi d'amnistie de M. Georges Berry, visant les contraventions et délits commis avant le 1^{er} janvier 1908 à l'occasion de l'application de la loi sur le repos hebdomadaire et toutes les amendes et frais de justice qui en sont la conséquence.

Répondant à M. Georges Berry, M. Viviani, Ministre du travail a fait les déclarations suivantes :

L'honorable M. Berry a abrité sa proposition de loi derrière le projet de loi que j'ai déposé au mois de mai dernier sur la question du repos hebdomadaire et il a, de ce chef, apporté certaines affirmations. Si je pouvais, sortant des règlements de la Chambre que je dois observer, aborder dès maintenant la discussion, je montrerais, tant au point de vue des principes qu'au point de vue des faits, que l'honorable M. Berry se trompe... L'honorable M. Berry demande l'urgence — il ne s'en cache pas — afin, avant franchi ce premier degré, d'arriver aussitôt à la discussion immédiate... Eh bien! le Gouvernement fait absolument obstacle à cette discussion immédiate... je prie la Chambre de vouloir bien prononcer purement et simplement le renvoi de la proposition Berry à la Commission compétente, cette proposition y rejoindra les propositions déjà déposées par nos collègues... Sur lesquelles au fond, bien entendu, je ne me prononce pas... La Commission les examinera et le Gouvernement alors se prononcera.

LES COOPÉRATIVES VINICOLES.

Le 8 décembre 1907, M. Octave Vigne, député, a posé une question à M. le Ministre des Finances, au sujet d'une lettre du 29 juillet 1907 dans laquelle M. le Directeur général des Contributions indirectes s'exprimait en ces termes :

Les sociétés coopératives qui ont pour objet de réunir les vins des associés dans un local

⁽¹⁾ Voir *Bulletin de l'Office du travail*, juillet 1900, p. 728.

commun afin de les mélanger, de les unifier, de les approprier avant de les réexpédier à la consommation ou sur des dépôts ouverts dans différentes villes, doivent être désormais assujetties à la licence.

M. Octave Vigne s'étant élevé contre cette interprétation de la loi de 1906 qui, a-t-il dit, somme toute, n'est qu'une interprétation personnelle, M. Joseph Caillaux, Ministre des Finances, a fait la déclaration suivante :

Ce n'est pas l'Administration des Contributions indirectes qui a imaginé d'assujettir ces sociétés à la licence. Cette obligation qui leur est imposée dans certaines conditions, a été sanctionnée par un arrêt de la cour d'appel de Montpellier. Peut-être il est vrai, la législation pourrait-elle être modifiée sur quelques points. Hier, M. E. Brousse a développé sur la question un amendement qui a été renvoyé à la Commission des boissons; je serai entendu par cette Commission et je ne manquerai pas de faire valoir devant elle les arguments qui me paraîtront militer dans un sens ou dans l'autre. Nous préparerons, le cas échéant, un projet de loi, qui tout en maintenant l'égalité entre les différents commerces, soit de nature à favoriser dans quelque mesure le développement des sociétés d'être parlé.

LES COOPÉRATIVES MILITAIRES AU PARLEMENT ⁽¹⁾.

Le 7 juin 1907, M. Jean Dupuy, sénateur, a posé une question à M. le Ministre de la Guerre au sujet d'une instruction par laquelle le général Durand commandant la 42^e division d'infanterie à Verdun, avait interdit aux coopératives militaires la vente du vin.

M. Chéron, Sous-Secrétaire d'État, a répondu en ces termes à M. Jean Dupuy :

Le vin — je parle du vin naturel — est incontestablement une boisson hygiénique. Le général commandant la 42^e division d'infanterie sera donc invité formellement à lever l'interdiction qu'il avait prononcée contre cette boisson dans les coopératives régimentaires. Il donnera en revanche les instructions qu'il jugera utiles pour que la consommation du vin comme celle des autres boissons hygiéniques ait lieu dans une mesure raisonnable à la fois pour la santé des hommes et pour le maintien de la discipline.

À la Chambre des députés, le 4 décembre 1907, les coopératives militaires ont été également l'objet d'un débat. M. Bérard, député, ayant fait part à la Chambre des députés des plaintes des commerçants des communes de Sathonay et de Belligueux, concernant les coopératives militaires, M. Chéron, Sous-Secrétaire d'État, s'exprima ainsi :

En réponse aux observations de mon ami M. Bérard, je crois que je n'aurai pas beaucoup de peine à défendre les coopératives de compagnies. Elles ont, en effet, donné les meilleurs résultats. Non seulement elles ont permis aux soldats de trouver dans les salles de réunion, de récréation, un refuge contre les tentations malsaines du dehors, mais en outre, ainsi que j'ai pu le constater par moi-même, les soldats ont pris là de très heureuses initiatives de prévoyance et de solidarité. Ils ont employé, en effet, les petits bénéfices qu'ils réalisent sur les consommations qu'ils achètent à la coopérative soit à l'acquisition de livrets de caisse d'épargne ou de livrets de la caisse nationale des retraites pour la vieillesse, soit encore à l'attribution de secours à leurs camarades chargés de famille pour leur permettre d'aller en permission.

C'est donc, je le répète, une initiative excellente, et je ne crois vraiment pas que la Chambre puisse me demander de l'enrayer, alors qu'au contraire il faut l'encourager.

Je sais que des objections se sont élevées contre les coopératives. Ces objections ont été de deux sortes.

⁽¹⁾ Voir la statistique des coopératives militaires, p. 26.

On a d'abord dit que les coopératives aboutiraient à la suppression des cantiniers. Ce ne serait peut-être pas là une objection décisive; mais enfin il n'y a pas de raison pour que la coopérative fasse disparaître la cantine, dès lors qu'elle restera dans les limites qui doivent lui être assignées, c'est-à-dire qu'elle ne dégénérera ni en magasin ni en cabaret...

Eh bien! quelque intérêt qu'on puisse porter au commerce de nos villes, je ne crois vraiment pas qu'il soit dans le rôle du Ministre de la Guerre ou du Sous-Secrétaire d'État d'entraîner ces jeunes gens au café. Nous devrions, au contraire, nous féliciter de ce que les coopératives contribuent à enrayer l'alcoolisme.

M. le Sous-Secrétaire d'État a annoncé en terminant que son administration était prête à réglementer les coopératives de compagnie, mais qu'elle ne pouvait consentir à les supprimer.

RENSEIGNEMENTS DIVERS.

Analyse, par département, des renseignements fournis : 1° par les chambres de commerce, les conseils de prud'hommes, les associations patronales, etc.; 2° par les correspondants⁽¹⁾.

Ain. — A Rillieux, chez les planteurs de *choux à choucroute*, qui comptent 224 propriétaires fermiers, le travail a été plus actif qu'au trimestre correspondant de 1906, par suite d'une production surabondante; le salaire est passé pour certains ouvriers de 0 fr. 40 à 0 fr. 45 l'heure.

Allier. — A Moulins, dans le *bâtiment*, le travail est resté aussi abondant qu'au 4^e trimestre 1906; on faisait 60 heures par semaine fin décembre. A Montluçon, dans la *menuiserie*, même activité que l'an dernier à pareille époque; les salaires sont en hausse depuis le 1^{er} juillet (0 fr. 55 l'heure au lieu de 0 fr. 52). Quelques établissements sont pourvus de l'outillage mécanique, le nombre des ouvriers menuisiers aurait diminué depuis 2 ans et l'apprentissage serait nul.

Alpes-Maritimes. — A Vallauris, dans la *poterie*, il n'y a pas eu de changement comparativement au 2^e trimestre.

Aveyron. — A Millau, dans la *ganterie*, le travail a été moins abondant qu'en 1906 à pareille époque et la durée du travail en diminution sensible sur le 2^e trimestre 1907.

A Rodez, dans le *bâtiment*, qui compte 84 entreprises syndiquées et environ 500 ouvriers, l'activité est restée à peu près la même; les salaires seraient en hausse de 10 p. 100.

Calvados. — A Caen, dans le *bâtiment*, le travail a été plus abondant et les salaires ont augmenté de 5 à 6 centimes par heure.

Charente. — A Angoulême, dans le *bâtiment*, les travaux ont donné un peu plus que l'année dernière; la main-d'œuvre ferait défaut et les salaires sont en hausse notamment pour les peintres, d'environ 10 p. 100.

Cher. — A Bourges, dans l'*horticulture*, le travail n'a pas varié.

Côte-d'Or. — A Dijon, dans la *menuiserie*, pas de changement; main-d'œuvre plutôt rare. Chez les *maréchaux-ferrants* on fait 72 heures par semaine et le travail se maintient égal.

⁽¹⁾ Sauf indications contraires, les renseignements se rapportent au 3^e trimestre 1907 et émanent des syndicats patronaux.

Creuse. — A Guéret, dans le *bâtiment*, qui compte 32 entreprises syndiquées et 250 ouvriers, le travail a été en augmentation d'une façon sensible comparativement au trimestre correspondant de 1906; il n'y a pas eu de chômage.

Eure-et-Loir. — A Chartres, dans le *jardinage*, la sécheresse a donné un travail plus abondant qu'en 1906 à pareille époque; il n'y a pas de chômage et le salaire de l'ouvrier est de 0 fr. 30 l'heure.

Gard. — A Nîmes, dans la *peinture*, le travail a été en sensible diminution sur le trimestre correspondant de 1906, par suite de la crise vinicole et des inondations; on compte 2 nouveaux petits ateliers, et le salaire s'élève à 0 fr. 50 l'heure.

Gironde. — A Bordeaux, dans la *sellerie*, le travail a été bien moins abondant qu'au 3^e trimestre 1907; la cause en serait l'extension de l'automobile. Dans l'*ébénisterie*, qui compte 28 établissements et 250 ouvriers, le travail a été plus abondant; on fait 60 heures. Dans la fabrication des *caisses*, dont les 20 établissements syndiqués occupent 600 ouvriers, le travail aurait été plutôt moins abondant comparativement au trimestre correspondant de 1906; par rapport au 2^e trimestre 1907, il y a eu diminution dans la durée du travail par suite de mévente. Dans la *maréchalerie*, le nombre des établissements a augmenté de 5 à 6 pour un nombre égal d'ouvriers; la durée du travail n'est plus que de 10 heures par jour pour un salaire de 4 à 5 francs.

Ille-et-Vilaine. — A Rennes, dans l'*horticulture*, l'abondance du travail est la même.

Indre-et-Loire. — A Tours, dans la *mécanerie*, il n'y a pas eu de changement, non plus que dans la *confection pour hommes*. Dans la *maréchalerie*, le travail a été moins abondant, comparativement au trimestre correspondant de 1906, et égal par rapport au 2^e trimestre 1907. Cette industrie deviendrait peu avantageuse et le personnel serait insuffisant, faute d'apprentissage. A Loches, dans la *fabrication des sabots*, activité égale à celle du 3^e trimestre 1906 et du 2^e trimestre 1907.

Isère. — A Grenoble, dans l'*ameublement*, il n'y a pas eu de changement depuis le dernier trimestre. Dans la *teinturerie*, qui compte 18 établissements et 500 ouvriers, l'abondance du travail, comparativement au trimestre correspondant de l'an dernier, a été de plus de moitié moindre, d'où un salaire aux pièces réduit dans la même proportion. Au cours du 3^e trimestre 1907, la durée du travail est tombée à 30 heures par semaine. Cette mauvaise situation est due à l'abondance des stocks en magasin et à la concurrence intensive du gant de fil. Les prix de façon payés aux maîtres teinturiers sont plutôt en baisse en raison du manque de travail qui entraîne un fort chômage pour un grand nombre d'ouvriers et même l'abandon du métier.

Dans la *construction mécanique et chaudronnerie*, qui compte 10 établissements syndiqués occupant 1,600 ouvriers, la situation est restée la même qu'au trimestre précédent. Dans la *ferblanterie*, le travail a été moins abondant qu'au 3^e trimestre 1906; on fait 60 heures par semaine.

Jura. — A Salins, dans l'industrie *fruitière et fromagère*, le travail se maintient à peu près égal.

Loiret. — A Pithiviers, dans l'industrie *marachère*; la production s'accroît de plus en plus, grâce au perfectionnement de l'outillage.

Lot-et-Garonne. — A Agen, dans l'*horlogerie*, le travail a été moins abondant qu'en 1906 à pareille époque.

Maine-et-Loire. — A Angers, dans la *vannerie*, qui compte 2 établissements et 60 ouvriers, le 3^e trimestre correspond à la morte-saison, accentuée cette année par le manque de récolte.

Manche. — A Granville, d'après le syndicat des armateurs, les navires de la

grande pêche sont sur les bancs de Terre Neuve et ne rentreront en France que vers la fin d'octobre.

Marne. — D'après le Préfet de la Marne, on signale la rentrée d'une trentaine d'ouvriers à l'usine d'automobiles de Reims, où de nombreux renvois avaient eu lieu les mois précédents par suite de manque de travail.

Meurthe-et-Moselle. — A Nancy, dans l'imprimerie, qui compte 56 établissements syndiqués et 3,000 ouvriers, l'activité a été la même qu'au trimestre correspondant de 1906; on fait 60 heures par semaine. Dans la *voiture* et *maréchalerie*, également même activité favorable; la tendance à la transformation de l'outillage se propage de plus en plus; la situation de l'ouvrier serait bonne, le chômage étant nul, mais l'ouvrier d'art devient de plus en plus rare; on fait 69 heures par semaine et les salaires sont plutôt en hausse pour les ouvriers ordinaires (de 4 francs à 5 fr. 50 par jour).

Morbihan. — A Hennebont, dans les *travaux publics*, on faisait 60 heures par semaine, fin septembre, mais le travail est rare faute de constructions importantes.

A Vannes, chez les *confectionneurs-tailleurs*, on prévoyait une saison d'hiver favorable, grâce aux récoltes généralement bonnes, à l'exception de celle du cidre.

Oise. — A Compiègne, dans le *bâtiment*, qui compte 48 entreprises et 500 ouvriers environ, le travail a été moins abondant comparativement à 1906 à pareille époque; la durée du travail était descendue à 56 heures par semaine fin septembre et il n'y avait que peu de chantiers d'hiver en perspective.

Pas-de-Calais. — A Arras, dans la *brasserie*, qui compte 10 établissements et 110 ouvriers, il n'y a pas eu de variation.

Pyrénées (Basses-). — A Pau, dans la *maçonnerie et charpente*, le travail a été un peu plus actif qu'à pareille époque en 1906; on faisait 55 heures fin septembre, sans chômage. A Biarritz, dans l'*horticulture*, le travail a été moins abondant qu'en 1906 au 3^e trimestre et stationnaire par rapport au 2^e trimestre 1907; on fait 50 heures par semaine et les salaires se seraient accrus de 20 p. 100.

Pyrénées-Orientales. — A Perpignan, dans le *jardinage*, le travail a été plus abondant que l'an dernier à pareille époque et il y a eu augmentation de 10 jardins occupant 1 ouvrier chacun, mais les salaires sont en baisse.

Saône (Haute-). — A Lure, dans le *bâtiment* et les *travaux publics*, le travail est descendu à 65 heures par semaine, vu la saison; pas de changement quant à son activité.

Saône-et-Loire. — A Maçon, dans l'imprimerie, on fait 54 heures par semaine et les salaires seraient en hausse. A Chalon-sur-Saône, dans l'*horticulture* et la *culture maraîchère*, le travail a été plus abondant cette année; sa durée quotidienne est tombée à 9 heures de 16 qu'elle était au précédent trimestre.

Au Rancy, chez les *fabricants de chaises*, on faisait environ 14 heures par semaine fin septembre.

Sarthe. — Au Mans, chez les fabricants de *galoches*, pas de variation quant à l'activité du travail.

Savoie. — A Aix-les-Bains, dans l'*horticulture*, le travail a été plus abondant que l'an dernier à pareille époque et le nombre des entreprises de jardinage a augmenté au cours du 3^e trimestre 1907; on ne faisait plus que 9 et 10 heures fin septembre. A Chambéry, dans le *bâtiment*, dont les 200 entreprises syndiquées comptent 6,000 ouvriers, le travail a été plus abondant qu'au 3^e trimestre correspondant de 1906; on ne faisait plus que 54 heures par semaine fin septembre, la main-d'œuvre est suffisante et les chômages partiels en rapport seulement du mauvais temps.

Savoie (Haute-). — A Thonon-les-Bains, l'industrie de la *pêche* n'a pas subi de variation, mais elle a donné moins de poisson que l'an dernier.

Seine. — RENSEIGNEMENTS COMMUNIQUÉS PAR LA PRÉFECTURE DE POLICE (1^{er} semestre 1907). — Le tableau suivant donne, pour les principaux établissements de l'industrie, l'effectif des ouvriers employés à la fin du 4^e trimestre 1906 et des 1^{er} et 2^e trimestres 1907, avec l'indication de la durée courante et des salaires pendant le 1^{er} semestre de 1907.

	NOMBRE d'établissements consi- dérés.	NOMBRE D'OUVRIERS OCCUPÉS			DURÉE du travail quotidien en heures.	SALAIRES quo- tidien (hommes)
		fin dé- cembre 1906.	fin mars 1907.	fin juin. 1907.		
Grands ateliers de chemin de fer.....	5	8,448	8,508	8,498	10	4 ⁵⁰ à 10
Gaz.....	5	2,130	2,191	2,000	10	5 à 10.
Constructions mécaniques.....	25	5,723	5,653	5,593	10	4,50 à 9.
Charpentiers en fer.....	8	555	555	555	10	7 à 8.
Serrurerie.....	19	1,430	1,400	1,420	10	6 à 9
Chaudronnerie et ferblanterie.....	12	1,495	1,480	1,525	10	5,50 à 8.
Fonderies.....	17	1,995	1,930	1,930	10	5 à 7.
Chemin de fer métropolitain.....	1	450	400	300	10	4,50 à 10
Compagnie générale des voitures à Paris....	1	400	„	400	„	„
Compagnie générale des omnibus.....	1	356	„	356	„	„
Vélocipédie.....	5	1,895	1,938	1,940	10 et 11	8 à 12.
Automobilisme.....	12	8,280	8,280	8,090	10 et 11	9 à 12.
Bronzes d'art et d'ameublement.....	8	550	552	552	10	7 à 8.
Petits bronzes dits de piété.....	3	52	45	47	„	„
Horlogerie, mécanique et instruments de pré- cision.....	12	2,555	2,568	2,584	10	10 ⁽¹⁾ .
Bijouterie en doublé.....	6	795	795	795	10	5 à 9.
Joaillerie et orfèvrerie.....	3	475	475	475	10	5,50 à 8.
Menuiserie et scieries mécaniq. (ameublement).	11	880	930	890	10	5 à 9.
Ébénisterie.....	7	814	840	846	10	6 à 9.
Tapisserie.....	5	607	607	607	10	8,50 ⁽²⁾
Pianos et orgues.....	6	1,170	1,170	1,170	10	9 ⁽³⁾ .
Papiers peints.....	4	825	835	870	10	7 à 8.
Couleurs, vernis, produits chimiques.....	3	375	333	330	10	5 à 7,50.
Chapellerie et matières s'y rapportant.....	6	520	540	540	10	6 ⁽⁴⁾ .
Vêtements sur mesure.....	7	249	239	239	10	6 et 7,50
Couture et confection.....	22	5,940	6,075	5,387	9	5 ⁽⁵⁾ .
Lingerie et chemiserie.....	10	1,325	1,292	1,315	10	4 à 6,50.
Fleurs et plumes.....	3	775	820	760	10	6 ⁽⁶⁾ .
Passementeries et câblés à coudre.....	5	1,040	1,020	1,040	10	4 à 7.
Boutons.....	6	555	600	610	10	6 ⁽⁷⁾ .
Teinture et blanchisserie.....	5	865	872	872	10	7,50 ⁽⁸⁾ .
Typographie et lithographie.....	16	4,688	4,753	4,713	9 et 10	10 ⁽⁹⁾ .
Reliure et brochage.....	5	1,310	1,505	1,475	10	6 à 8.
Fonderies de caractères.....	7	693	725	695	10	6 à 8.
Carrosserie.....	9	570	580	605	10	8 à 9.
Sellerie.....	3	97	122	122	10	9.
Charronnerie.....	4	525	510	530	9 à 10	5 à 7,50.
Tannerie, mégisserie, maroquinerie.....	13	1,085	1,053	1,010	10	7 à 9 ⁽¹⁰⁾ .
Chaussures.....	10	3,415	3,380	3,390	10	6 ⁽¹¹⁾ .
Caoutchouc et jouets.....	3	390	340	340	10	7 ⁽¹²⁾ .
Raffineries.....	5	3,995	3,995	3,980	10	5 à 6 ⁽¹³⁾ .
Confiseries, chocolateries et conserves alimen- taires.....	10	4,060	3,915	4,250	10	5 à 7 ⁽¹⁴⁾ .
Emballage et cartonnage.....	9	592	600	590	10	8 ⁽¹⁵⁾ .
Chiffons en gros.....	4	920	920	960	10	5 à 7 ⁽¹⁶⁾ .

(1) Maximum. (2) Salaire moyen. (3) Les femmes, 4 fr. 50 en moyenne. (4) Les femmes, 20 francs par semaine. (5) Les femmes, 3 fr. 50 en moyenne. (6) Les femmes, 2 fr. 50 à 4 francs. (7) Les femmes, 2 à 3 francs. (8) Les femmes, 2 à 3 francs. (9) Les femmes, 2 à 3 francs. (10) Les femmes jusqu'à 3 fr. 50.

Si l'on compare ce tableau avec celui du second trimestre 1906, on remarque des variations parfois sensibles dans le taux moyen des salaires et dans la durée quotidienne du travail. Ces variations figurent dans le tableau suivant :

	2 ^e SEMESTRE 1906.		1 ^{er} SEMESTRE 1907.	
	Durée du travail.	Taux des salaires.	Durée du travail.	Taux des salaires.
	heures.	francs.	heures.	francs.
Constructions mécaniques.....	10 et 11	4 50 à 9	10	12 ⁽¹⁾
Chaudronnerie et ferblanterie.....	10	7 ⁽²⁾	10	5 50 à 8
Fonderies.....	10	7 à 8	10	5 à 7
Chemin de fer métropolitain.....	10	6 à 9	10	4 50 à 10
Vélocipédie.....	10 et 11	11 ⁽¹⁾	10 et 11	8 à 12
Automobilisme.....	10 et 11	6 à 15 ⁽³⁾	10 et 11	9 à 12 ⁽³⁾
Bronzes d'art et d'ameublement.....	10	6 à 8	10	7 à 8
Bijouterie en doublé.....	10	6 à 10	10	5 à 9
Joaillerie et orfèvrerie.....	10 et 11	6 à 9	10	5 50 à 8
Ebénisterie.....	10	8 à 9	10	6 à 9
Tapiserie.....	10	8 ⁽¹⁾ et 10	10	8 50 ⁽⁵⁾
Papiers peints.....	10	6 à 9	10	7 à 8
Chapellerie et matières s'y rapportant.....	9 et 10	5 à 8	10	6 ⁽²⁾
Vêtements sur mesure.....	10 et 11	8 ⁽²⁾	10	6 à 7 50
Couture et confection.....	10 et 11	5 50 et 6 60 ⁽⁶⁾	9	5 ⁽¹⁾
Lingerie et chemiserie.....	10	3 à 5	10	4 à 6 50 ⁽⁷⁾
Fleurs et plumes.....	10	6 à 9 ⁽²⁾	10	6 ⁽⁴⁾ et 8
Passenteries et câblés à coudre.....	10 et 11	4 à 8	10	4 à 7
Boutons.....	10	6 à 7 ⁽²⁾	10	6 ⁽²⁾ et 9
Reliure et brochage.....	10	5 à 8	10	6 à 8
Carrosserie.....	10	7 à 8	10	8 à 9
Sellerie.....	10	8 ⁽²⁾	10	9 ⁽²⁾
Châronnerie.....	10	5 à 9	10	5 à 7 50
Tannerie, mégisserie, maroquinerie.....	10	7 50 ⁽²⁾ et 10	9 et 10	7 à 9 ⁽¹¹⁾
Chaussures.....	10	6 à 7 ⁽¹²⁾	10	6 ⁽¹³⁾
Caoutchouc et jouets.....	10	5 à 7 50	10	7 ⁽²⁾
Emballage et cartonnage.....	10	9 ⁽¹⁾	10	8 ⁽²⁾

Au cours du premier semestre 1907, quelques travaux d'utilité publique ont été ordonnés et quelques enquêtes ont été ouvertes; il a été, en outre, procédé à 14 adjudications de travaux divers, dont quelques-unes d'une certaine importance, se rapportant à la construction de groupes scolaires et d'une caserne de gendarmerie.

Dans l'industrie du bâtiment et les diverses branches qui s'y rattachent, le courant a été moins actif. La raison en serait, d'une part, une hausse très sensible sur les matières premières et, d'autre part, le résultat négatif de diverses adjudications, les entrepreneurs s'étant abstenus en prévision de grèves.

Chez les constructeurs-mécaniciens, une assez grande activité régnait en fin de semestre. Mais un incendie a détruit, en mai dernier, les ateliers d'une maison et réduit au chômage 140 ouvriers environ; on ne prévoyait pas encore la date de la reprise du travail. Dans la *charpente en fer*, le travail a été très soutenu et les effectifs n'ont pas varié. Dans la *serrurerie*, le semestre a été assez favorable. Dans la *chaudronnerie et ferblanterie*, on constate, fin juin, une légère augmentation de personnel. Dans les *fonderies*, quelques maisons ont dû réduire leurs effectifs par suite de l'insuffisance des commandes. Dans les *bronzes d'art et d'ameublement*, un bon courant a permis de conserver les ateliers au complet. Dans l'*horlogerie mécanique de précision, appareils électriques et instruments de chirurgie*, les travaux ont été favorablement répartis, grâce à une bonne suite de commandes. Dans la *bijouterie en*

(1) Maximum. (2) Salaire moyen. (3) Suivant les spécialités. (4) Les femmes, 3 francs. (5) Les femmes, 4 fr. 50 en moyenne. (6) L'heure. (7) Ouvrières. (8) Les femmes, 5 francs. (9) Ouvriers. (10) Les femmes, 3 francs environ. (11) Les femmes, 2 fr. 50 à 4 francs. (12) Les femmes, 2 fr. 50 à 4 francs. (13) Les femmes, 2 à 3 francs.

double. l'activité s'est bien maintenue et les prévisions de fabrication se sont réalisées. Même remarque favorable pour la *joaillerie* et *orfèvrerie*. Dans la *vélocipédie*, la fabrication garde son caractère d'activité; la main-d'œuvre est restée au complet pendant tout le semestre, avec une légère augmentation d'unités sur la fin du trimestre 1906. Par contre, on constate une diminution sensible dans l'effectif total de l'*automobile*, par suite de la liquidation, en mai dernier, d'une maison occupant en moyenne 300 ouvriers; la production, néanmoins, ne cesserait d'augmenter, et le semestre est considéré comme très avantageux.

Dans la *menuiserie* et *scierie mécanique*, les effectifs étaient au grand complet dans tous les ateliers, avec une légère augmentation d'une dizaine d'unités fin juin. Chez les *ébénistes*, l'activité a régné durant tout le semestre et les résultats seraient excellents. Les *tapissiers*, comme les *ébénistes*, ont eu un très bon courant; la tapisserie décorative, notamment, a fait un chiffre d'affaires très important. Dans les *pianos*, *orgues* et *harmoniums*, l'activité se maintient égale et les effectifs ont été facilement utilisés. Dans les *papiers peints*, on constate, dans une maison, une augmentation sensible dans le total des ouvriers. Par contre, il y a diminution de personnel dans les *couleurs*, *vernis* et *produits chimiques*.

Dans la *chapellerie*, il n'y a pas eu de changement appréciable; chez les *apprêteurs de matières premières*, la moyenne semestrielle a donné d'assez bons résultats. Chez les *tailleurs sur mesure*, le travail a été soutenu et régulier. Chez les *couturiers* et *confectionneuses*, l'activité aurait cessé un peu plus tôt que d'habitude; toutefois, l'ensemble des affaires n'aurait pas été défavorable. Dans la *lingerie* et *chemiserie*, le semestre a été avantageux et les maisons ont pu occuper facilement leur personnel. Dans les *fleurs* et *plumes*, la fabrication s'est maintenue très active pour les deux branches. Dans les *passementeries* et *cablés à coudre*, tous les ateliers ont été pourvus de travail et la moyenne semestrielle accuse un bon résultat. Dans la fabrication de *boutons*, grande activité pendant tout le semestre et production abondante et avantageuse. Chez les *teinturiers* et *blanchisseurs*, le travail a été abondant et les effectifs se sont bien maintenus.

Dans la *typographie* et la *lithographie*, le courant d'affaires a été prospère et les branches qui s'y rattachent ont augmenté leurs effectifs. Dans la *reliure* et *brochage*, les affaires ont été suivies et assez satisfaisantes dans la reliure de luxe et reliure courante. Dans les *fonderies de caractères*, on constate une légère fluctuation dans le chiffre des ouvriers, mais dans l'ensemble la marche du travail est restée stable et satisfaisante.

Chez les *carrossiers*, on constate un léger accroissement dans le personnel ouvrier. Même remarque pour les *selliers*. Dans la *charbonnerie*, la besogne a été suffisante pour alimenter le personnel au complet.

Dans la *tannerie*, *mégisserie* et *maroquinerie*, on constate un certain ralentissement. Dans la *chaussure*, les affaires ont eu un assez bon courant; les manufactures sont toujours très productives et la main-d'œuvre n'a éprouvé qu'une réduction insignifiante.

Dans les manufactures de *caoutchouc* et chez les fabricants de *joints*, la production a été assez active pour le premier semestre.

Dans les *raffineries*, le travail a été très actif, la production abondante, et les effectifs, fin juin, étaient très peu inférieurs à ceux des deux précédents trimestres. Dans la *confiserie*, *chocolat* et *conserves alimentaires*, les effectifs se sont sensiblement accrus au cours des deux derniers mois du semestre, donnant une moyenne très productive.

Dans l' et *cartonnage*, semestre très avantageux et travail aussi abondant.

Dans les *chiffons en gros*, le triage et la manutention ont occupé un bon nombre d'ouvriers et d'ouvrières.

Le mouvement des voyageurs français ayant figuré dans les hôtels et maisons meublées de Paris, pendant le 1^{er} semestre 1907, a été au total très peu supérieur à celui du semestre correspondant de 1906 : 3,283 voyageurs en plus. Les français ont été au nombre de 348,224, contre 350,719 en 1906; les étrangers 209,926 contre 209,137. C'est donc seulement des étrangers que provient l'augmentation.

D'après un syndicat, il n'y aurait pas eu de changement, au cours du 3^e trimestre 1907, dans l'industrie de l'*ameublement*, et les salaires seraient en hausse.

Seine-et-Marne. — A Nemours, dans le *bâtiment*, la situation laisserait à désirer faute de constructions, et les exigences, d'une part, de la main-d'œuvre, d'autre part, des propriétaires, obligeraient les entrepreneurs à rester presque inactifs. A Provins, dans la même

corporation, qui compte 117 entreprises et environ 2,000 ouvriers, le travail a été moins abondant qu'en 1906 à pareille époque; on faisait 50 heures par semaine fin septembre, et les salaires sont en hausse de 10 p. 100.

Somme. — CHAMBRE DE COMMERCE D'AMIENS (1^{er} semestre 1907). — Dans l'industrie du *velours de coton*, la fabrication n'a pas subi de changement.

Les établissements de teinture ont chômé assez longtemps pendant ce 1^{er} semestre qui est celui de la morte saison, et la situation continue à ne pas être brillante. C'est, d'ailleurs, un peu le cas jusqu'à présent pour l'ensemble de l'industrie des velours de coton.

Dans la *bonneterie de laine*, les fabriques de Santerre se sont trouvées suffisamment alimentées pour occuper la presque totalité des ouvriers. La *bonneterie de coton* a eu un courant plus actif que pendant la période correspondante de 1906, mais la saison d'été a amené un ralentissement, qui a entraîné quelques chômages partiels.

Dans l'industrie de la *confection*, les ordres en tissus légers ont été plus importants que pendant la saison précédente, grâce à une température prématurément chaude, mais le froid étant survenu et ayant persisté, une partie des commandes en a été supprimée et il en est résulté du chômage parmi les ouvrières les moins habiles. La *confection-draperie* se maintient sans compensation suffisante pour certaines maisons. La *confection pour enfants* semble s'élargir et la *confection du velours* n'a pas diminué, sauf dans les bas prix.

La *chemise de tennis*, de *flanelle*, de *zéphyr*, occupe beaucoup d'ouvrières, dont un certain nombre travaillent à domicile; le chômage est plutôt rare. Le corsage est fait par une catégorie de jeunes ouvrières plutôt couturières et, par conséquent, mieux rétribuées que les ouvrières en chemise.

Dans l'industrie *chimique*, la fabrication a été en augmentation sensible pour les sulfates de cuivre et de fer, ce dernier étant de plus en plus employé dans l'agriculture. La fabrication des cristaux de soude seule est en légère diminution.

La *teinturerie de laine et de soie* a eu un bon courant d'affaires et une marche régulière. Par contre la *teinturerie de coton* a enregistré souvent du chômage, par suite de la hausse du coton.

Dans l'industrie *métallurgique*, les forges ont bien travaillé pendant le semestre écoulé. La *construction mécanique* a été très bien alimentée et n'a suffi aux commandes que difficilement. La fabrication du *fer à cheval* reste normale et satisfaisante.

Le *bâtiment* est toujours stationnaire, faute de grandes constructions; mais le chômage est a peu près nul, grâce à la construction de petites maisons et aux travaux d'entretien — et aussi à l'exode d'une certaine quantité d'ouvriers de la corporation.

D'après le préfet de la Somme, un nouveau renvoi, faute de travail, a atteint 60 ouvriers d'une usine de Boutilleries-Amiens, ce qui porte à 110, depuis le mois de novembre dernier, le nombre des chômeurs appartenant à cet établissement.

Tarn. — A Albi, dans le *bâtiment*, l'activité du travail est restée stable comparativement au trimestre correspondant de 1906; on faisait 9 heures par jour fin septembre et les salaires ont augmenté de 30 p. 100; les charpentiers gagnent 4 francs au lieu de 3 francs.

Tarn-et-Garonne. — A Montauban, chez les *bijoutiers et horlogers*, le travail n'a pas varié sensiblement comparativement à 1906 à pareille époque; les salaires seraient plutôt en hausse. Dans les *battages et sciages* de la région du sud-ouest, on a enregistré des rendements de beaucoup supérieurs à la moyenne et l'année a été bonne pour les entrepreneurs dont le nombre s'accroît sensiblement; les salaires subissent une légère hausse, du fait de la rareté de plus en plus grande de la main-d'œuvre.

Vaucluse. — A Avignon, dans la *menuiserie*, le travail a été moins abondant comparativement au 3^e trimestre correspondant de 1906; on fait 10 heures par jour et le chômage serait plus élevé. A Orange, le *bâtiment* a été beaucoup moins abondant qu'en 1906 à pareille époque; on faisait encore 10 heures fin septembre.

Vendée. — Aux Sables-d'Olonne, dans l'*ostréiculture*, le travail est variable, sa durée étant en rapport de celle de la marée.

**Analyse, par département, des renseignements fournis
par les syndicats ouvriers.**

(Renseignements fournis à la date du 15 décembre.)

1. — **Ain.** — A Bourg, 6 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*; 1/4 p. 100 de chômeurs, 60 à 70 heures, chez les *menuisiers*.

A Oyonnax, 28 p. 100 de chômeurs, 63 heures, chez les *ouvriers en peignes*; pas de chômeurs, 55 heures, dans le *bâtiment*.

A Saint-Genis-Pouilly, pas de changement chez les *diamantaires du pays de Ger*.

A Serrières-de-Briord, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *tullistes*.

2. — **Aisne.** — A Laon, pas de chômeurs chez les *couturières*.

A Saint-Quentin, pas de chômeurs chez les *brasseurs*; 5 p. 100 de chômeurs, 48 à 60 heures, chez les *typographes*; pas de changement chez les *ouvriers du piquage de cartons*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *tisseurs*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *ouvrières de l'aiguille*; travail peu satisfaisant chez les *brodeurs*; travail satisfaisant chez les *tullistes en guipure*; 5 p. 100 de chômeurs chez les *tullistes et similaires*; 5 p. 100 de chômeurs, 50 heures, chez les *menuisiers*; 1/4 p. 100 de chômeurs, 50 à 54 heures, chez les *mécaniciens*; 36 p. 100 de chômeurs, 48 heures, chez les *maçons*; 8 p. 100 de chômeurs, 42 heures, chez les *peintres en bâtiment*; pas de chômeurs, 60 à 72 heures, chez les *employés, voyageurs et dessinateurs*; travail satisfaisant, 66 à 72 heures, chez les *employés du commerce et de l'industrie*.

A Chauny, pas de chômeurs, 72 heures, chez les *ouvriers des produits chimiques*.

A Folembray, travail peu satisfaisant, 56 heures, chez les *verriers à bouteilles*.

A Guise, travail peu satisfaisant, 60 heures, chez les *mouleurs*.

A Hirson, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *mouleurs*.

A Origny-en-Thiérarchie, pas de chômeurs chez les *ranniers*.

A Vaux-sous-Laon, 43 p. 100 de chômeurs, 48 heures, dans le *bâtiment*.

A Villers-Cotterets, pas de chômeurs, 72 heures, chez les *ouvriers du bois*.

3. — **Allier.** — A Bourbon-l'Archambault, 20 p. 100 de chômeurs, 51 heures, dans le *bâtiment*.

A Commeny, pas de chômeurs, 66 heures, chez les *métallurgistes*; pas de chômeurs, 54 heures, chez les *maçons et manœuvres*.

A Doyet, travail satisfaisant dans le *bâtiment*.

A Cannat, 1/7 p. 100 de chômeurs, 24 heures, dans le *bâtiment*.

A Montluçon, pas de chômeurs, 66 heures, chez les *ouvrières en cuirs*.

A Moulins, travail satisfaisant, 42 heures, chez les *peintres et plâtriers*.

A Saint-Yorre, pas de changement chez les *sourciers*.

Chez les *travailleurs agricoles*: pas de chômeurs à Besson, Bressolles, Molinet, Saligny, Buxières-les-Mines et Chézy; chômage complet à Neuilly-le-Réal.

Chez les *bûcherons*: 6 p. 100 de chômeurs à Bourbon-l'Archambault; 30 p. 100 à Couleuvres; 20 p. 100 à Franchesse; 15 p. 100 à Isles et Bardais; pas de chômeurs à Saint-Voir; 33 p. 100 de chômeurs à Vannas; travail moins abondant à Ygrande; 90 p. 100 à Lurcy-Lévy; 70 p. 100 à Pouzy-Mézangy; travail satisfaisant à Thionne.

Chez les *mineurs*: pas de chômeurs à Deneuille-les-Mines; pas de chômeurs, 54 heures, à Doyet, à Montcombroux, à Montvicq; travail satisfaisant, 54 heures, à Saint-Hilaire.

6. — **Alpes-Maritimes.** — A Nice, travail moins abondant, 112 heures chez les *boulangers*; 93 p. 100 de chômeurs chez les *restaurateurs-limonadiers*; 4 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*; pas de chômeurs, 48 heures, chez les *ouvriers du port*; pas de chômeurs, 84 heures, chez les *infirmiers*.

A Beausoleil, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *serruriers*.

A Cannes, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *vermicelliers*; 8 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *menuisiers-ébénistes*; 47 p. 100 de chômeurs, 48 heures, chez les *maçons*; travail peu satisfaisant chez les *ouvriers du port*.

A Contes-les-Pins, pas de chômeurs, 54 heures, chez les ouvriers en chaux.

A Vallauris, pas de chômeurs, 60 heures, chez les potiers; pas de chômeurs, 60 heures, chez les enfourneurs.

7 — **Ardèche.** — A Annonay, pas de chômeurs, 60 heures, chez les papetiers; 50 p. 100 de chômeurs chez les mégissiers de rivière; 40 p. 100 de chômeurs chez les mégissiers-palissonneurs; 30 p. 100 de chômeurs, 40 heures, chez les manœuvres de mégisserie; 15 p. 100 de chômeurs, 48 heures, chez les menuisiers, charpentiers et ébénistes.

A Jaujac, pas de chômeurs chez les ouvriers ovalistes.

A Vals, pas de chômeurs, 48 heures, chez les terrassiers et manœuvres des eaux minérales.

8. — **Ardennes.** — A Fumay, pas de chômeurs, 44 heures, chez les mineurs; pas de chômeurs, 44 à 50 heures, chez les ardoisiers; pas de chômeurs chez les ardoisiers-fendeurs.

A Mézières, 3 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les typographes.

Chez les tisseurs: pas de chômeurs, 60 heures, à Illy; pas de chômeurs, 54 à 60 heures, à Saint-Menges; 1 p. 100 de chômeurs, 60 heures, à Sedan.

Chez les métallurgistes: pas de chômeurs, à Bourg-Fidèle; pas de chômeurs, 60 heures, à Braux; pas de chômeurs, 60 heures, à Fumay, à Haraucourt, aux Mazures.

Chez les mouleurs: pas de chômeurs, 60 heures, à Hiraumont-en-Rocroi, à Renwez, à Monthermé-Laval-Dieu.

9. — **Ariège.** — A Pamiers, 26 p. 100 de chômeurs chez les métallurgistes.

A Lavelanet, 56 p. 100 de chômeurs chez les tisseurs.

10. — **Aube.** — A Troyes, pas de chômeurs, 70 à 90 heures, chez les cuisiniers; pas de chômeurs, 60 heures, chez les ouvriers de la filature; 2 p. 100 de chômeurs, 48 à 65 heures, chez les métallurgistes; 13 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les débardeurs.

11. — **Aude.** — A Carcassonne, pas de chômeurs, 77 heures, chez les cuisiniers; 1 p. 100 de chômeurs, 60 heures, dans l'habillement; pas de chômeurs, 60 heures, dans le bâtiment; pas de chômeurs, 60 heures, chez les comptables et employés de commerce; 5 p. 100 de chômeurs chez les gens de maison; pas de chômeurs, 72 heures, chez les infirmiers; 2 p. 100 de chômeurs dans l'enseignement libre.

A Sainte-Colombe-sur-Guette, pas de chômeurs chez les forestiers.

A Sallèles-d'Aude, 66 p. 100 de chômeurs dans le bâtiment.

En ce qui concerne les ouvriers agricoles, cultivateurs, etc.: pas de chômeurs à Argeliers, à Bages; 8 p. 100 à Castelnau-d'Aude; 14 p. 100 à Cuxac-d'Aude; 14 p. 100 de chômeurs à Gruissan; travail peu satisfaisant à Homps; 50 p. 100 de chômeurs à Marcorignan; travail satisfaisant à Pézens; 37 p. 100 de chômeurs à la Redorte; 46 p. 100 aux Salles-d'Aude; 25 p. 100 de chômeurs à Trèbes; pas de chômeurs à Villeghy; 50 p. 100 à Boutenac; 9 p. 100 à Ginestas; 33 p. 100 à Saint-Laurent-de-la-Cabrisse; 50 p. 100 de chômeurs à Villemoustausson; travail peu satisfaisant à Azille; 45 p. 100 à Capendu; 50 p. 100 à Fraissé-des-Corbières; 26 p. 100 à Montlaur; 16 p. 100 à Roubia.

12. — **Aveyron.** — A Millau, 40 p. 100 de chômeurs, 50 heures, chez les mégissiers et chamoiseurs; 8 p. 100 de chômeurs, 50 heures, chez les palissonneurs en couleur; 19 p. 100 de chômeurs, 45 heures, chez les teinturiers en peaux.

A Rodez, 66 heures, chez les menuisiers-ébénistes.

13. — **Bouches-du-Rhône.** — A Marseille, pas de changement chez les cuisiniers navigateurs du port; pas de chômeurs chez les confiseurs-pâtisseries; 20 p. 100 de chômeurs chez les garçons bouchers et charcutiers; 11 p. 100 de chômeurs chez les bouchers, tripiers, boyaudiers; pas de chômeurs, travail satisfaisant, chez les garçons bouchers et similaires; 25 p. 100 de chômeurs chez les employés limonadiers-restaurateurs, 9 p. 100 de chômeurs chez les employés liquoristes; 38 p. 100 de chômeurs chez les ouvriers liquoristes; pas de chômeurs chez les employés d'hôtel et de restaurant; travail peu satisfaisant, 42 et 45 heures, chez les ouvrières des raffineries; travail peu satisfaisant, 50 et 55 heures, chez les ouvriers des raffineries.

22 p. 100 de chômeurs, 30 heures, chez les *savonniers*; 24 p. 100 de chômeurs, 72 à 84 heures, chez les ouvriers des *huileries*.

Pas de chômeurs, 60 heures, chez les *imprimeurs-lithographes*; travail satisfaisant, 54 heures, chez les *imprimeurs-clicheurs*.

Pas de chômeurs, 60 heures, chez les *selliers-bourrelliers*.

Travail satisfaisant chez les *charpentiers*; pas de chômeurs chez les *tonneliers*; 20 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *démolisieurs de navires*.

2,5 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *mouleurs*; 4 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *mécaniciens*; 5 p. 100 de chômeurs, 80 heures, chez les *chaudronniers*.

Pas de chômeurs, 60 heures, dans le *bâtiment*; 13 p. 100 de chômeurs chez les *maçons-limousinants*; pas de chômeurs, 50 à 55 heures, chez les *maçons des travaux d'art publics*; 19 p. 100 de chômeurs chez les *carreleurs*.

23 p. 100 de chômeurs, 48 heures, chez les *tuiliers-céramistes*.

Peu de chômeurs, 75 à 80 heures, chez les *garçons cochers de place*; 66 p. 100 chez les *déménageurs*; 2 p. 100 de chômeurs chez les *employés de commerce*; 4 p. 100 de chômeurs chez les *comptables professionnels*; travail satisfaisant chez les *sténographes de commerce*; pas de changement chez les *représentants et placiers de commerce*; 25 p. 100 de chômeurs, 70 heures, chez les *machinistes des théâtres*; 10 p. 100 de chômeurs chez les *chauffeurs-conducteurs automobilistes*; travail satisfaisant dans l'enseignement privé.

A Aix, 15 p. 100 de chômeurs chez les *boulangers*.

A Arles, 50 p. 100 de chômeurs, travail moins abondant chez les *pêcheurs*; pas de chômeurs, 60 heures, dans l'*habillement*; pas de chômeurs, 54 heures, chez les *maçons et tailleurs de pierres*.

A Aubagne, pas de chômeurs, 36 heures, chez les *tonneliers*, 28 p. 100 de chômeurs, 50 heures, chez les *potiers*.

A Berre, 48 p. 100 de chômeurs chez les *pêcheurs*.

A Cassis, 18 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *ouvriers du port*.

A la Ciotat, pas de chômeurs et 48 heures chez les *carriers*; 9 p. 100 de chômeurs chez les *boulangers*.

A Fontvieille, 16 p. 100 de chômeurs, 42 heures, chez les *carriers*.

Aux Martigues, pas de chômeurs, travail assez satisfaisant, chez les *pêcheurs*.

A Port-Saint-Louis-du-Rhône, 28 p. 100 de chômeurs, 45 heures, chez les *ouvriers du port*.

Chez les *mineurs*: pas de chômeurs chez ceux de Valdonne (commune de Bourine); pas de changement à Fuveau; travail satisfaisant, 48 heures, à Gardanne; pas de chômeurs, à Saint-Savournin.

14. — **Calvados.** — A Caen, travail satisfaisant, 60 heures, chez les *typographes*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *lithographes*; pas de chômeurs, 54 heures, chez les *menuisiers-charpentiers*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *mécaniciens*; 25 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *ouvriers du port*.

A Condé-sur-Noireau, pas de chômeurs, 55 à 60 heures, dans l'*industrie cotonnière*.

A Guibray, pas de chômeurs, 60 à 72 heures, dans la *bonneterie*.

A Lisieux, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *liniers et lainiers*.

A Vire, pas de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*.

15. — **Cantal.** — A Aurillac, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *ouvriers en parapluis*; pas de chômeurs, 72 heures, chez les *galochiers*; 37 p. 100 de chômeurs dans le *bâtiment*.

A Massiac, travail assez satisfaisant chez les *mineurs*.

16. — **Charente.** — A Angoulême, 50 p. 100 de chômeurs, 48 heures, chez les *charpentiers*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *mouleurs*.

A Cognac, 7 p. 100 de chômeurs, 105 à 115 heures, chez les *boulangers*; pas de chômeurs, 55 heures, chez les *tonneliers*; 65 p. 100 de chômeurs, 48 heures, chez les *toilleurs de pierre et maçons*; pas de chômeurs, 50 heures, chez les *couvriers*; 2 p. 100 de chômeurs,

chez les employés de commerce ; 55 p. 100 de chômeurs 54 heures, chez les ouvriers des quais.

A Boutiers, 74 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les tuiliers-céramistes.

17. — Charente-Inférieure. — A Rochefort, pas de chômeurs, 54 heures, chez les typographes ; pas de chômeurs chez les musiciens.

A Marennes, travail satisfaisant chez les ouvriers des produits chimiques.

A Saint-Séverin, pas de chômeurs chez les bûcherons.

18. — Cher. — A Bourges, pas de chômeurs, 60 heures, chez les ouvriers en toile cirée ; pas de chômeurs, 48 heures, chez les charpentiers ; 22 p. 100 de chômeurs, 50 heures, chez les ouvriers en voiture ; pas de chômeurs, 60 heures, chez les métallurgistes ; de même chez les travailleurs sur métaux ; travail satisfaisant, 48 heures, chez les tailleurs de pierres ; 5 p. 100 de chômeurs, 42 heures, chez les peintres ; pas de chômeurs, chez les employés.

A Chaligny-Milon, 45 p. 100 de chômeurs, 48 heures, chez les carriers.

A Dun-sur-Auron, chômage complet chez les maçons, aides-maçons et tailleurs de pierres.

A Foix, pas de chômeurs, 60 heures, chez les porcelainiers.

A Graçay, pas de chômeurs dans le bâtiment.

A la Guerche-sur-l'Aubois, 17 p. 100 de chômeurs dans le bâtiment.

A Saint-Amand, 9 p. 100 de chômeurs, 57 heures, chez les typographes ; pas de chômeurs, 60 heures, chez les bijoutiers ; 37 p. 100 de chômeurs, 40 heures, dans le bâtiment.

A Saint-Loup de Chaumes, pas de chômeurs chez les ouvriers agricoles.

A Sancoins, 80 p. 100 de chômeurs, 48 heures, dans le bâtiment.

A Torteron, pas de chômeurs, 54 heures, chez les journaliers.

A Vallenay, pas de chômeurs, 54 heures, chez les carriers.

A Vierzon, pas de chômeurs, 60 heures, chez les carriers-tailleurs de verre.

Chez les chauffourniers : travail satisfaisant, 54 heures, à Jouet-sur-l'Aubois, 15 p. 100 de chômeurs, 54 heures, à Torteron ; 11 p. 100 de chômeurs, 54 heures, à Saint-Léger-le-Petit.

En ce qui concerne les bûcherons, 30 p. 100 de chômeurs à Apremont ; pas de chômeurs à Brécly, à Chambon, à la Chapelle ; 5 p. 100 à la Chapelle-Hugon ; pas de chômeurs à Charenton-du-Cher ; 15 p. 100 de chômeurs à Cours-les-Barres ; pas de chômeurs à Farges-en-Septaine ; 44 p. 100 à Feux ; 15 p. 100 à Groises ; 80 p. 100 à la Guerche-sur-l'Aubois ; pas de chômeurs à Ivoy-le-Pré ; 60 p. 100 à Jouet-sur-l'Aubois ; 17 p. 100 à Mornay-Berry ; 25 p. 100 à Sancerques ; 15 p. 100 à Sancoins ; pas de chômeurs à Saint-Bénin-d'Azy ; pas de chômeurs à Arpheuilles ; pas de chômeurs à Meillan ; pas de chômeurs à Thaumiers, à Villabon ; pas de chômeurs à Uzay-le-Venon ; pas de chômeurs à Morlac ; pas de chômeurs à Saint-Baudel ; 37 p. 100 à Sarrue.

19. — Corrèze. — A Tulle, pas de chômeurs, 54 et 60 heures chez les typographes ; pas de chômeurs, 48 heures, chez les cordonniers sur mesure ; pas de chômeurs, 60 heures, chez les menuisiers-ébénistes 41 p. 100 de chômeurs, 42 heures, chez les tailleurs de pierres et maçons.

A Brive, 19 p. 100 de chômeurs, 48 heures, chez les charpentiers.

A Bort, 33 p. 100 de chômeurs, 40 heures, chez les chapeliers ; pas de chômeurs, 66 heures, chez les sabotiers.

A Cornil, travail assez satisfaisant chez les employés et ouvriers de l'industrie chimique.

A Uzerche, pas de chômeurs, 78 heures, chez les ouvriers en chaussures ; 2 p. 100 de chômeurs, 60 heures, dans le bâtiment.

20. — Corse. — A Ajaccio, 12 p. 100 de chômeurs chez les cordonniers ; 2 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les employés de commerce.

A Bastia, 50 p. 100 de chômeurs chez les cordonniers.

21. — Côte-d'Or. — A Dijon, pas de chômeurs, 60 heures, chez les jardiniers ; pas de chômeurs, 54 heures, chez les typographes.

A Beaune, 23 p. 100 chômeurs, 42 à 70 heures, dans le *bâtiment*.

A Comblanchien, travail satisfaisant, 48 heures, chez les *carriers*.

Chez les *bûcherons*, pas de chômeurs à Corcelle-les-Citiaux et à Saulieu.

22. — **Côtes-du-Nord.** — A Saint-Brieuc, pas de chômeurs 54 heures, chez les *typographes*; 11 p. 100 de chômeurs, 54 heures, dans l'*industrie du livre*; 70 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *menuisiers et charpentiers*, pas de chômeurs, 54 heures, dans le *bâtiment*; 4 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *peintres*.

A Dinan, 5 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*; pas de chômeurs 64 heures, chez les ouvriers en *voitures*.

23. — **Creuse.** — A Aubusson, pas de chômeurs, 60 heures, chez les ouvriers en *tapiserie d'art*.

A Lavaveix, pas de chômeurs, 57 heures, chez les *mineurs*.

24. — **Dordogne.** — A Périgueux, 3 p. 100 de chômeurs chez les *boulangers*.

Au Bugue, travail peu satisfaisant chez les *chapeliers-approprieurs*.

A Bergerac, pas de chômeurs, 70 heures, chez les *employés de commerce*.

25. — **Doubs.** — A Besançon, travail peu satisfaisant chez les *carriers*; travail peu satisfaisant, chez les *typographes*; travail peu satisfaisant, 104 heures, chez les *tailleurs d'habits*.

A Bavevel, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *hortologers*.

A Colombier-Fontaine, pas de chômeurs, 66 heures, chez les ouvriers du *bois*.

A Lac ou Villers, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *hortologers*.

A Montbéliard, travail satisfaisant dans le *bâtiment*.

26. — **Drôme.** — A Valence, 7 p. 100 de chômeurs, 65 et 84 heures, dans l'*alimentation*; pas de chômeurs, 54 heures, dans la *typographie*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *mouleurs*; 17 p. 100 de chômeurs, 48 heures, chez les *peintres et plâtriers*; pas de chômeurs, 78 à 90 heures, chez les *employés de commerce*.

A Bourg-de-Péage, travail peu satisfaisant, 24 heures, chez les *chapeliers approprieurs*.

A Saint-Restitut, 58 p. 100 de chômeurs, 30 heures, chez les *carriers*.

A Saint-Uze, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *métallurgistes*.

27. — **Eure.** — A Évreux, pas de chômeurs, 60 à 66 heures, chez les *tisseurs*. A Vernon, pas de chômeurs, 66 heures, chez les *carriers*; pas de chômeurs, 48 heures, chez les *maçons*.

28. — **Eure-et-Loir.** — A Chartres, 6 p. 100 de chômeurs, 84 heures, chez les *boulangers*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *mécaniciens*; 15 p. 100 de chômeurs, 48 heures, dans le *bâtiment*.

A Dreux, pas de chômeurs, 66 heures, chez les *mouleurs*.

29. — **Finistère.** — A Audierne, chômage complet chez les *ferblantiers-boîtiers*.

A Brest, 16 p. 100 de chômeurs, chez les *musiciens*.

A Concarneau, travail peu satisfaisant chez les *pêcheurs*; 85 p. 100 de chômeurs, 42 heures, chez les *ferblantiers-boîtiers*.

A Douarnenez, travail peu satisfaisant chez les *pêcheurs*; travail peu satisfaisant, 48 heures, chez les *métallurgistes*; 78 p. 100 de chômeurs, 24 heures chez les *soudeurs boîtiers*.

A Pont-l'Abbé, 31 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *manœuvres, terrassiers*.

A Quimper, pas de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*.

A Guilvinec, pas de chômeurs, travail médiocre, chez les *pêcheurs*; 27 p. 100 de chômeurs, 30 heures, chez les *ferblantiers-boîtiers*.

30. — **Gard.** — A Alais, 40 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *cordonniers*.

A Anduze, 21 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *chapeliers-fouleurs-approprieurs*.

A Aramon, travail actif, 65 heures, chez les *vanniers*.

A la Grand'Combe, pas de chômeurs chez les *mineurs*, pas de chômeurs, 60 heures, à Montardier.

A Lasalle, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *fileurs de soie*.

A Nîmes, pas de chômeurs, 30 heures, chez les *coltineurs*; pas de chômeurs chez les *coiffeurs*.

A Sauve, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *bonnetiers*.

31. — Garonne (Haute-). — A Toulouse, 17 p. 100 de chômeurs, 100 et 106 heures, chez les *pâtisseries-glaciers*; 46 p. 100 de chômeurs, 98 heures, chez les *boulangers*; 4 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *coupeurs-chemisiers*; pas de chômeurs, 55 heures, chez les *galochiers*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *mécaniciens*.

32. — Gers. — A Auch, 1 p. 100 de chômeurs, 36 heures, chez les *terrasiers* et *hommes de peine*.

A Lectoure, pas de chômeurs, 35 à 40 heures, chez les *maçons* et *charpentiers*.

33. — Gironde. — A Bordeaux, 25 p. 100 de chômeurs, 91 heures, chez les *cuisiniers*; pas de changement chez les *pâtisseries-glaciers*; 3 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*; travail satisfaisant, 54 heures, chez les *imprimeurs, conducteurs, typographes*; 16 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *tailleurs d'habits*; 7 p. 100 de chômeurs, 40 heures, chez les *manœuvres et lisseuses en teinture*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *charpentiers de navires, calfats, perceurs*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *ébénistes*; 12 p. 100 de chômeurs, chez les *tapissiers-décorateurs*; 14 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *charrons et forgerons*; travail assez satisfaisant chez les *brossiers*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *forgerons*; 14 p. 100 de chômeurs, 51 heures, chez les *peintres*; 24 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *ravaleurs*; pas de chômeurs, 54 heures, chez les *verriers en verre blanc*; travail peu satisfaisant chez les *garçons cochers*; pas de chômeurs chez les *déménageurs*; pas de chômeurs, 104 heures, chez *employés de l'épicerie et droguerie*; 4 p. 100 de chômeurs chez les *gens de maison*; pas de chômeurs, 72 heures, chez les *préparateurs en pharmacie*; 28 p. 100 de chômeurs chez les *coiffeurs*.

A Ambarès, travail peu satisfaisant, 66 heures, chez les *tonneliers*.

A Camarsac, pas de chômeurs, de 60 à 66 heures, chez les *carriers*.

A Cazats, pas de chômeurs chez les *riveurs de cercles*.

A Libourne, 15 p. 100 de chômeurs, 90 à 96 heures, chez les *boulangers*; travail satisfaisant dans le *personnel du gaz*; 4 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *tonneliers*; 84 heures, chez les *employés*.

A Lormont, 26 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *charpentiers de navire*.

A Saint-Maixant, 7 p. 100 de chômeurs chez les *tonneliers*.

A Soulac-sur-Mer, pas de chômeurs, 50 à 60 heures, chez les *maçons* et *tailleurs de pierres*.

A Vayres, pas de chômeurs, 72 à 75 heures, chez les *tonneliers*.

Pas de chômeurs, 60 heures, chez les ouvriers des *scieries mécaniques* de Podensac et chez ceux de Preignac.

34. — Hérault. — A Montpellier, 27 p. 100 de chômeurs chez les *vignerons et agriculteurs*; 8 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *boulangers*; 9 p. 100 de chômeurs, travail satisfaisant chez les *cordonniers*; pas de chômeurs, 66 heures, dans *l'habillement*; chômage presque complet chez les *tailleurs de pierres*; 10 p. 100 de chômeurs, chez les *musiciens*.

A Agde, chômage complet chez les *pêcheurs*; chômage complet chez les *tonneliers*, et les *tailleurs de pierres*; travail peu satisfaisant, chez les *ouvriers du port*.

A Bédarieux, 15 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *carriers*; 13 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *charrutiers, maçons, plâtriers, tailleurs de pierres*.

A Béziers, 13 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *ébénistes*; travail peu satisfaisant 30 heures, chez les *scieurs de long*.

A Bouzigues, pas de chômeurs, chez les *marins pêcheurs*.

A Cette, travail peu satisfaisant, chez les *pêcheurs de l'étang de Thau*; 3 p. 100 de chômeurs, 54 à 60 heures, chez les *métallurgistes*.

A Ganges, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *bonnetiers et gantiers*.

A Graissessac, travail satisfaisant, 54 heures, chez les *mineurs*.

A Marseillan, 20 p. 100 de chômeurs chez les *tonneliers*.

A Marsillargues, 50 p. 100 de chômeurs, 48 heures, chez les *maçons*.

A Méze, 50 p. 100 de chômeurs chez les *matelots-borneurs*; travail peu satisfaisant chez les *charretiers*.

A Pézenas, 4 p. 100 de chômeurs, 72 heures, chez les *employés de commerce*.

En ce qui concerne les *travailleurs de la terre*, *ouvriers agriculteurs, cultivateurs, vignerons*, etc.: 17 p. 100 de chômeurs à Adissan; chômage complet à Adge; 21 p. 100 à Bédarieu; 56 p. 100 à Cazouls-lès-Béziers; 47 p. 100 à Mauguio; 39 p. 100 à Méze; 57 p. 100 à Nézignan-l'Évêque; 40 p. 100 à Olonzac; 27 p. 100 à Oupia; 44 p. 100 de chômeurs à Abeilhau; 16 p. 100 à Montblanc; 25 p. 100 à Puycegnier; pas de chômeurs à Saint-Félix-de-Lodez; 60 p. 100 à Villeneuve-lès-Béziers; 69 p. 100 à Maraussan; 50 p. 100 à Pézenas; 44 p. 100 à Vias.

35. — **Ille-et-Vilaine.** — A Rennes, 2 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *lithographes*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *écritains graveurs*; 20 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *métallurgistes*; 22 p. 100 de chômeurs chez les *cochers*.

A Fougères, pas de chômeurs, 48 heures, chez les *maçons*.

A Paramé, 18 p. 100 de chômeurs, 54 heures, dans le *bâtiment*.

A Saint-Malo, pas de changement chez les *jardiniers*; pas de chômeurs chez les *cochers*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *commissaires*.

36. — **Indre.** — A Châteauroux, travail satisfaisant, 60 heures, chez les ouvriers en *drap*.

37. — **Indre-et-Loire.** — A Tours, pas de chômeurs, 60 heures, chez les ouvriers *tisseurs en soie*.

A Amboise, 3 p. 100 de chômeurs, 48 heures, chez les *cordonniers brocheurs*; 60 heures, chez les *mouleurs*.

A Châteaurenault, pas de chômeurs, 60 à 66 heures, dans le *bâtiment*.

A Saint-Cyr-sur-Loire, pas de chômeurs, 60 heures, chez les ouvriers en *produits chimiques*.

38. — **Isère.** — A Grenoble, travail satisfaisant chez les employés de l'*usine à gaz*; 3 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*; 62 p. 100 de chômeurs, 20 à 24 heures, chez les *méjissiers*; 5 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *menaisiers*; 5 p. 100 de chômeurs, 57 heures, chez les *boutonniers*; 10 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *métallurgistes*; 18 p. 100 de chômeurs chez les *musicains*.

A Allevard, pas de chômeurs, 60 à 72 heures, chez les *métallurgistes*.

Aux Avenières, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *cordonniers*.

A Bouvesse-Quirieu, pas de chômeurs, 54 heures, chez les *carriers-chaufourniers*.

A Gières, pas de chômeurs, travail satisfaisant chez les *gantiers*.

A Moirans, 5 p. 100 de chômeurs, 46 heures, chez les *tisseurs*.

A Montalieu-Vercieu, travail peu satisfaisant, 66 heures, chez les ouvrières de la *soie*.

A Saint-André-le-Gaz, 22 p. 100 de chômeurs, 51 heures, chez les *tisseurs*.

A Saint-Clair-de-la-Tour, pas de chômeurs, 68 heures et demie, chez les *tullistes*.

A Saint-Geoire-en-Valdaine, pas de chômeurs, 58 et 60 heures, chez les ouvriers du *tissage*.

A Saint-Laurent-du-Pont, pas de chômeurs, 54 et 60 heures, chez les *cimentiers*; pas de chômeurs, 66 heures, chez les *métallurgistes*.

A Saint-Symphorien-d'Ozon, chômage complet chez les *galochiers*.

A Vienne, 20 p. 100 de chômeurs, 66 heures, chez les *ouvriers en chaussures*; 30 p. 100 de chômeurs dans l'*industrie textile*; 6 p. 100 de chômeurs, 42 heures, chez les *charpentiers*; 16 p. 100 de chômeurs, 48 heures, chez les *menaisiers ébénistes*; 12 p. 100 de chômeurs chez les *ouvriers en voitures*; pas de chômeurs, 60 heures, dans la *métallurgie*; 8 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *mouleurs*.

A Voiron, travail peu satisfaisant, 48 heures, chez les ouvriers du *tissage*.

A Virieu-sur-Bourbe, pas de chômeurs chez les ouvriers en *soieries*.

39. — Jura. — A Dôle, pas de chômeurs chez les *bûcherons*; travail satisfaisant, 54 heures, chez les *typographes*.

A Fraisans, 33 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *métallurgistes*.

A Lavaurs-Saint-Claude, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *tourneurs*.

A Saint-Claude, 35 p. 100 de chômeurs, 35 heures, chez les *diamantaires*.

40. — Landes. — A Mont-de-Marsan, 9 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *charpentiers*; 3 p. 100 de chômeurs, 50 heures, chez les *maçons*.

A Dax, pas de chômeurs, 66 heures, chez les *employés de commerce*.

A Soustons, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *bouhonnières*.

Chez les *résiniers*, chômage général à Capbreton, à Castets-des-Landes; pas de chômeurs à Herm; travail moins abondant à Lesperon; travail médiocre à Mézos; pas de chômeurs à Mimizan; chômage complet à Saint-Vincent-de-Paul; pas de chômeurs à Linxe; 17 p. 100 à Moliets et Maz; pas de chômeurs à Onesse-Laharie; 29 p. 100 à Sainte-Eulalie-en-Born; 50 p. 100 à Saint-Paul-les-Dax.

41. — Loir-et-Cher. — A Blois, travail satisfaisant, 60 heures, chez les *typographes*, pas de chômeurs chez les *menuisiers-ébénistes*; pas de chômeurs chez les *employés*.

A Romorantin, pas de chômeurs, 60 et 66 heures, chez les *ouvriers du drap*; pas de chômeurs, 66 heures, chez les *mécaniciens*; travail satisfaisant, 66 heures, chez les *ouvriers du bâtiment* de l'usine Normant.

42. — Loire. — A Saint-Étienne, 7 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *imprimeurs-graveurs et papetiers*; pas de chômeurs chez les *lingères*; 22 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *tisseurs*; 11 p. 100 de chômeurs chez les *employés de la fabrique de rubans*; 5 p. 100 de chômeurs, 50 heures, chez les *teinturiers*; travail satisfaisant chez les *musiciens*.

A Roanne, 3 p. 100 de chômeurs, 80 à 85 heures, chez les *boulangers*; 60 heures, chez les *typographes*; 3 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *ouvriers des cuirs et peaux*; 1 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *pareurs*; 1 p. 100 de chômeurs, 54 heures, dans l'*industrie textile*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *gureurs, monteurs de chaînes, jacquardiers*; 2 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *teinturiers*; 1 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *apprêteurs*; 3 p. 100 de chômeurs, 48 heures, chez les *charpentiers*; 2 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *menuisiers*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *ouvriers en voitures*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *sabotiers-galochiers*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *mouleurs*; 5 p. 100 de chômeurs, 48 heures, chez les *maçons*; 6 p. 100 de chômeurs, 48 heures, chez les *tailleurs de pierres*; 7 p. 100 de chômeurs, 48 heures, chez les *couvresseurs*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *tourneurs en poterie*; pas de chômeurs, 70 heures, chez les *employés*.

A la Cergne, 1 p. 100 de chômeurs chez les *tisseurs*.

A Chazelles-sous-Lyon, morte saison chez les *ouvriers en chapellerie*.

A Firminy, 28 p. 100 de chômeurs, 48 heures, chez les *menuisiers*; 8 p. 100 de chômeurs, 48 heures, chez les *maçons*.

A Panissières, 11 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *ouvriers tisseurs*.

A Sail-sous-Couzan, pas de chômeurs, 48 heures, chez les *ouvriers des eaux minérales*.

A Saint-Genès-Lerpt, 60 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *chefs d'atelier tisseurs*. Chez les *mineurs*, pas de chômeurs à la Talaudière; travail satisfaisant à Villars.

44. — Loire-Inférieure. — A Nantes, chômage presque complet chez les *charpentiers de navires*; 5 p. 100 de chômeurs, 75 heures, chez les *camionneurs*; travail peu satisfaisant chez les *musiciens*.

A Saint-Nazaire, pas de chômeurs, 63 heures, à la mer, et 52 heures dans le port, chez les *mécaniciens-navigateurs*; 17 p. 100 de chômeurs, 72 à 90 heures, chez les *boulangers*.

45. — Loiret. — A Orléans, 16 p. 100 de chômeurs, 80 heures, chez les *boulangers*, 14 p. 100 de chômeurs, 42 heures, chez les *charpentiers*; 2 p. 100 de chômeurs chez les *employés de commerce et d'industrie*.

A la Ferté-Saint-Aubin, pas de chômeurs, 54 heures, dans le *bâtiment*.

A Montargis, travail satisfaisant chez les *jardiniers*; pas de chômeurs dans le bâtiment.
Chez les *bûcherons*: pas de chômeurs à Chevilly; 66 p. 100 à Dammarie-en-Puisaye;
30 p. 100 à Ouzouer-sur-Trézé; 66 p. 100 à Bastilly; chômage complet à Champoulet.

46. — **Lot.** — A Cahors, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *cultivateurs-terrasiers*;
14 p. 100 de chômeurs chez les *charpentiers*; travail satisfaisant, 60 heures, chez les tra-
vailleurs du *fer*; pas de chômeurs chez les *tailleurs de pierres et maçons*.

47. — **Lot-et-Garonne.** — A Agen, 23 p. 100 de chômeurs, 78 heures, chez les *tailleurs d'habits*; 3 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *tailleurs de pierres et maçons*.

A Marmande, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *tonneliers*.

A Verteuil, pas de chômeurs chez les *travailleurs agricoles*.

49. — **Maine-et-Loire.** — A Angers, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *mouleurs*.

A Cholet, 18 p. 100 de chômeurs, 48 heures, chez les *maçons et tailleurs de pierres*.

Chez les *tisserands*: pas de chômeurs à Andrezé; 3 p. 100 de chômeurs à Geste; 3 p. 100 de chômeurs à Saint-Léger-sur-Cholet; travail peu satisfaisant à Saint-Philbert-en-Mauges;
pas de chômeurs à la Saguinière; travail peu satisfaisant à la Tessoualle; travail peu satis-
faisant à Cholet.

50. — **Manche.** — A Cherbourg, 4 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *mécani-
ciens*.

51. — **Marne.** — A Châlons-sur-Marne, travail satisfaisant, 63 heures, chez les *impri-
mers en papiers peints*.

A Reims, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *employés de la Compagnie du gaz*; travail
satisfaisant, 60 heures, chez les *lithographes-papetiers*; pas de chômeurs dans l'industrie
lainière; 23 p. 100 de chômeurs, 48 heures, chez les *trieurs de laine*; pas de chômeurs,
54 heures, chez les *menuisiers et ébénistes*; travail satisfaisant, 60 heures, chez les *tonneliers-
cavistes*; 7 p. 100 de chômeurs, 50 heures, chez les *maçons*; 17 p. 100 de chômeurs,
42 heures, chez les *peintres*; 2 p. 100 de chômeurs chez les *cochers*.

A Ay, pas de chômeurs, travail satisfaisant chez les *vignerons*.

A Courlandon, pas de chômeurs, 72 à 84 heures, chez les *papetiers*.

A Cumières, pas de chômeurs, travail satisfaisant chez les *pilotes de la Marne*.

A Épernay, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *cavistes-tonneliers*.

A Fismes, travail médiocre chez les ouvriers en *pelletterie*.

52. — **Marne (Haute-).** — A Chaumont, travail satisfaisant, 50 à 60 heures, chez
les *mégissiers-palissonneurs*; pas de chômeurs, 48 heures, chez les *mégissiers de rivière et
manœuvres*; pas de changement chez les *gantiers*; travail peu satisfaisant, 78 heures, chez
les *employés*.

A Arc-en-Barrois, pas de chômeurs, travail satisfaisant chez les *bûcherons*.

A Bussières-les-Belmont, pas de chômeurs chez les *vanniers*.

A Fayl-Billot, pas de chômeurs, 78 heures, chez les *vanniers*.

A Saint-Dizier, pas de chômeurs, 72 heures, chez les *typographes*.

54. — **Meurthe-et-Moselle.** — A Nancy, 10 p. 100 de chômeurs chez les *limonadiers*;
pas de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*; 3 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez
les ouvriers des *presses typographiques*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *papetiers-
relieurs*; travail satisfaisant, 72 heures, chez les *garçons de magasin*; 2 p. 100 de chômeurs
chez les *musiciens*.

A Homécourt, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *mineurs*.

A Maxeville, pas de chômeurs, 50 heures, chez les *mineurs*.

55. — **Meuse.** — A Bar-le-Duc, pas de chômeurs, 54 à 60 heures, chez les *typographes*.

A Commercy, 20 p. 100 de chômeurs, 40 à 42 heures, chez les *tailleurs de pierres*.

A Lérrouville, pas de chômeurs, 48 heures, chez les *carriers*.

A Stenay, travail satisfaisant, 60 heures, chez les *mouleurs*.

56. — Morbihan. — A Vannes, pas de chômeurs, 54 à 66 heures, chez les *typographes*; 17 p. 100 de chômeurs, 48 à 54 heures, chez les *menuisiers*; 41 p. 100 de chômeurs, 51 heures, chez les *maçons*; pas de chômeurs chez les *zingueurs*.

A Auray, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *ouvriers en chaussures*.

Au Bono, pas de chômeurs, travail peu satisfaisant chez les *pêcheurs*.

A Ploulinéc, 25 p. 100 de chômeurs, 48 heures, chez les *maçons*.

A Pontivy, pas de chômeurs, 48 heures, chez les *tailleurs de pierres*.

A Port-Louis, travail peu satisfaisant chez les *pêcheurs*.

A Sauzon, chômage presque complet chez les *ferblantiers-boitiers*.

57. — Nièvre. — A Nevers, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *sabotiers*.

A Cercy-la-Tour, 60 p. 100 de chômeurs, 48 heures, dans le *bâtiment*.

A Clamecy, pas de chômeurs, 40 heures, chez les *ouvriers du port*.

A Cossage, chômage complet dans le *bâtiment*.

A Decize, pas de chômeurs, 48 heures, dans le *bâtiment*.

A Demeurs, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *ouvriers de l'industrie chimique*.

A la Charité-sur-Loire, travail assez satisfaisant, 51 heures, dans le *bâtiment*.

A Guérigny, pas de chômeurs, 48 heures, chez les *ouvriers des forges*.

A Le Marchine, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *mineurs*.

A Moulins-Engilbert, travail satisfaisant chez les *maçons*.

A Prémery, pas de chômeurs chez les *travailleurs des produits chimiques*.

A Saint-Amand, pas de chômeurs chez les *potiers*.

A Saint-Pierre-le-Moutier, chômage presque complet dans le *bâtiment*.

En ce qui concerne les *bûcherons*: 40 p. 100 à Annay, 46 p. 100 à Arquian; pas de chômeurs à Billy-sur-Ciry, à Bitry; pas de chômeurs à la Celle-sur-Nièvre; chômage presque complet à Cercy-la-Tour; pas de chômeurs à Cessy-les-Bois, à Cervon, Champigny; 20 p. 100 à Champvert; pas de chômeurs à la Chapelle-Saint-André, Châteauneuf, à Chatry-les-Mines, à Colméry, à Cossay, à Dounzy, Entrains; travail satisfaisant à Guipy; pas de chômeurs à Limon; pas de chômeurs à Magny-Cours; 83 p. 100 à Montambert; pas de chômeurs à Montigny-aux-Amognes, 25 p. 100 à Montaron; pas de chômeurs à Pazy; pas de chômeurs à Poussery; pas de chômeurs à Prémory; pas de chômeurs à Preporché; pas de chômeurs à Sardy-les-Epiry; pas de chômeurs à Sainte-Colombe; pas de chômeurs à Sauzay, pas de chômeurs à Sichamps; pas de chômeurs à Verneuil; pas de chômeurs à Nolay; pas de chômeurs à Sarrues; 80 p. 100 à Saint-Léger-des-Vignes.

58. — Nord. — A Lille, 31 p. 100 de chômeurs, chez les *cuisiniers*; pas de chômeurs chez les *confiseurs et chocolatiers*; 1 p. 100 de chômeurs, 57 heures et demie, chez les *typographes*; moins de 1 p. 100 de chômeurs, 60 heures, dans l'industrie du fil; 1 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *ouvriers en confection*; travail satisfaisant, 54 heures, chez les *charpentiers et menuisiers*; pas de chômage, 60 heures, chez les *métallurgistes*; pas de chômeurs, 48 heures, chez les *ouvriers en pierres blanches*; 3 p. 100 de chômeurs chez les employés de commerce et d'industrie.

A Armentières, pas de chômeurs, 50 à 60 heures, dans l'industrie textile; pas de chômeurs, 58 heures, chez les *charpentiers et menuisiers*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *métallurgistes*.

A Beauvois, travail satisfaisant, 66 heures, chez les *brasseurs*.

A Bellignies, pas de chômeurs, 40 à 50 heures, chez les *marbriers*.

A Cambrai, 30 p. 100 de chômeurs chez les *boulangers*; travail satisfaisant, 68 heures, chez les *mouleurs*; 42 p. 100 de chômeurs, 40 à 45 heures, chez les *couvreurs*; pas de chômeurs, 72 heures, chez les *employés de magasin*.

A Cousolre, pas de chômeurs, 50 heures, chez les *marbriers à la pendule*.

A Douai, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *typographes*.

A Dunkerque, pas de changement chez les *charpentiers-menuisiers*; 48 heures dans le *bâtiment*.

A Felleries, pas de chômeurs chez les *tourneurs sur bois*.

A Ferrière-la-Grande, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *mouleurs*.

A Fresnes, pas de chômeurs chez les *verriers*.

A Gommequies, pas de chômeurs, 48 heures, chez les *sciurs*.

- A Gassignies, pas de chômeurs, 54 heures, chez les *marbriers à la cheminée*.
 A Halluin, 8 p. 100 de chômeurs, 50 à 56 heures, dans l'*industrie textile*; 4 p. 100 de chômeurs, 50 à 58 heures, chez les *travailleurs du bois*.
 A Jeumont, pas de chômeurs. 60 heures, chez les *mécaniciens*; pas de chômeurs chez les *marbriers*.
 A Maubenge, pas de changement chez les *métallurgistes*.
 A Onnaing, travail satisfaisant, 60 heures, dans la *métallurgie*.
 Au Quesnoy, pas de chômeurs, 76 heures, chez les *ouvriers en chaussures*.
 A Roubaix, travail peu satisfaisant, 60 heures, chez les *papetiers-relieurs*; 6.3 p. 100 de chômeurs, 60 heures, travail assez satisfaisant chez les *ouvriers textiles*; 16 p. 100 de chômeurs 53 à 60 heures, chez les *charpentiers et menuisiers*; pas de chômeurs, 48 heures, chez les *ouvriers en pierres blanches*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *ouvriers en pierre bleue*, 21 p. 100 de chômeurs, 48 heures, chez les *peintres*.
 A Sous-le-Bois, 6 p. 100 de chômeurs, 50 à 60 heures, chez les *métallurgistes*.
 A Tourcoing, 3 p. 100 de chômeurs, 50 à 60 heures, dans l'*industrie textile*; 66 p. 100 de chômeurs, 42 heures, chez les *trieurs de laine*; 2 p. 100 de chômeurs chez les *ouvriers des tapis en grosse moquette*; 2 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *mécaniciens*.
 A Valenciennes, pas de chômeurs, 57 heures, chez les *typographes*.
 A Walincourt, pas de chômeurs, 60 heures, dans la *bijouterie*.
 Chez les *tisseurs*: 15 p. 100 de chômeurs à Avesnes-les-Aubert; travail peu satisfaisant à Baillent; pas de chômeurs à Bévillers; 1 p. 100 de chômeurs à Boussières; pas de chômeurs à Briastre; 33 p. 100 à Comines; travail satisfaisant à Fourmies; 16 p. 100 à la Gorgue; moins de 1 p. 100 de chômeurs, 55 et 60 heures, à Houplines; 1 p. 100 à Lannoy; 1 p. 100 de chômeurs à Nieppe; pas de chômeurs à Saint-Souplet; travail peu satisfaisant à Saulzoir; 37 p. 100 à Saint-Waast; 56 p. 100 de chômeurs, 96 heures, à Carnière; 3 p. 100 de chômeurs à Saint-Amand-les-Eaux; pas de chômeurs à Villers en Cauchies.

59. — Oise. — A Beauvais, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *typographes*.

- A Bethisy, pas de chômeurs chez les *brassiers*.
 A Compiègne, 29 p. 100 de chômeurs, 42 heures, dans le *bâtiment*.
 A Corbeil-Cerf, travail peu satisfaisant, 55 heures, chez les *tabletiers*.
 A Creil, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *comptables et employés*.
 A Cuisse-la-Motte, pas de chômeurs chez les *jumelliers*.
 A Feuquières, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *verriers* et similaires.
 A Hermes, pas de chômeurs, 63 heures, chez les *ouvriers des scieries mécaniques*.
 A Longueil-Annel, 5 p. 100 de chômeurs chez les *pilotes de la Seine et de l'Oise*.
 A Méru, pas de chômeurs, 69 heures, dans l'*industrie du livre*.
 A Senlis, pas de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*.
 A Mouy, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *coupeurs-brancheurs en chaussures*.

60. — Orne. — A Flers, pas de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*; travail satisfaisant, 63 heures, chez les *mouleurs*.

- A la Chapelle-Montligeon, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *typographes*.

61. — Pas-de-Calais. — A Arras, pas de chômeurs, 70 heures, chez les *boulangers*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *typographes*.

- A Boulogne-sur-Mer, 2 p. 100 de chômeurs, travail assez satisfaisant, chez les *marins, pêcheurs, chauffeurs*, etc.; travail satisfaisant, 72 heures, chez les *cimentiers*; travail satisfaisant chez les *employés*; pas de chômeurs chez les *déchargeurs*.

- A Calais, pas de chômeurs, 30 heures, chez les *perceurs de cartons*; 18 p. 100 de chômeurs, 48 heures, chez les *ouvriers du bâtiment*.

- A Lens, pas de chômeurs, travail satisfaisant chez les *mineurs*.

- A Marquise, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *mécaniciens*.

- A Saint-Omer, travail peu satisfaisant, 48 heures, chez les *lingères*; pas de chômeurs, 58 heures, dans le *bâtiment*.

62. — Puy-de-Dôme. — A Clermont-Ferrand, 26 p. 100 de chômeurs, 72 heures, chez les *confiseurs-pâtisseries*; 12 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *ouvriers en voitures*.

15 p. 100 de chômeurs, 48 heures, chez les *maçons*; pas de chômeurs, 48 heures, chez les *terrasiers*; 17 p. 100 de chômeurs, 72 heures, chez les *employés*.

A Thiers, pas de chômeurs, 56 à 70 heures, chez les *employés*.

A Volvic, pas de chômeurs, travail satisfaisant chez les *carriers*.

Chez les *mineurs*: 6 p. 100 de chômeurs, 60 et 72 heures, à Bressac; pas de chômeurs, 57 heures, à La Roche.

63. — Pyrénées (Basses-). — A Bayonne, travail peu satisfaisant, 50 heures, chez les *tailleurs*.

A Biarritz, 42 p. 100 de chômeurs chez les *garçons d'hôtels, restaurants et limonadiers*.

A Pau, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *serruriers-mécaniciens*.

64. — Pyrénées (Hautes-). — A Tarbes, travail satisfaisant, 54 à 60 heures, chez les *mécaniciens*; pas de chômeurs, 54 heures, chez les *plâtriers*.

65. — Pyrénées-Orientales. — A Perpignan, 44 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *tonneliers-foudriers*; pas de chômeurs, 54 heures, chez les *tailleurs de pierres*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *peintres*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *ferblantiers-plombiers-zingueurs*; pas de chômeurs, 66 heures, chez les *employés* des deux sexes.

A Cérét, travail peu satisfaisant, 60 heures, chez les *ouvriers en liège*.

A Lamanère, pas de chômeurs, 72 heures, chez les *espadrilliers trépointeurs*.

A Taurinya, 3 p. 100 de chômeurs, 48 heures, chez les *mineurs*.

En ce qui concerne les *ouvriers agricoles et viticoles*: pas de chômeurs à Canet; 47 p. 100 de chômeurs à Clairac; pas de chômeurs à Espira-de-l'Agly; pas de chômeurs à Estagel; 6 p. 100 de chômeurs à Montner; 22 p. 100 à Pollestres; 50 p. 100 de chômeurs à Rivesaltes; 30 p. 100 à Salses; pas de chômeurs à Trouillas; 11 p. 100 à Villeneuve-de-la-Raho.

67. — Rhône. — A Lyon, 44 p. 100 de chômeurs chez les *cuisiniers*; 11 p. 100 de chômeurs, 45 heures, chez les *bouviers*. — 1 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*; 4 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *imprimeurs-conducteurs typographes*; 11 p. 100 de chômeurs dans le *cartonnage de luxe*. — 3 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *ouvriers des cuirs et peaux*. — 20 p. 100 de chômeurs chez les *tisseurs mécaniques*; 7 p. 100 de chômeurs chez les *coupeurs-chemisiers*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *tullistes en dentelle*; 11 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *chapeliers*. — 7 p. 100 de chômeurs chez les *emballeurs*; 23 p. 100 de chômeurs, 50 heures, chez les *sculpteurs sur bois et mouluriers*; 20 p. 100 de chômeurs, 30 heures, chez les *cimentiers*; 8 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *tôliers-fumistes*. — 18 p. 100 de chômeurs, 48 heures, chez les *tailleurs de pierres*; 46 p. 100 de chômeurs, 42 heures, chez les *artistes peintres, décorateurs, ornementistes*; 2 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *ouvriers en céramique*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *biseauteurs-miroitiers*; travail satisfaisant chez les *tisseurs sur verre*. — Très peu de chômeurs chez les *employés*; pas de changement chez les *comptables, teneurs de livres*; pas de changement chez les *employés d'officiers ministériels*; travail peu satisfaisant chez les *employés de la soierie*; 1 p. 100 de chômeurs chez les *sténographes commerciaux*; 60 p. 100 de chômeurs chez les *infirmiers*.

A Bourg-de-Thizy, 6 p. 100 de chômeurs, 55 heures, chez les *tisseurs*.

A Collonges-aux-Monts-d'Or, pas de chômeurs chez les *horticulteurs*.

A Grandris, 8 p. 100 de chômeurs, 60 à 63 heures, chez les *tisseurs*.

A Tarare, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *tisseurs en plumetis*; 11 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *brodeuses*; pas de chômeurs, 65 à 70 heures, chez les *apprêteurs*.

A Thizy, 23 p. 100 de chômeurs, 40 heures, chez les *tisseurs*.

68. — Saône (Haute-). — A Vesoul, pas de chômeurs chez les *typographes*.

69. — Saône-et-Loire. — Au Creusot, pas de chômeurs, 60 heures, travail satisfaisant chez les *métallurgistes*.

A Châlons-sur-Saône, travail peu satisfaisant, 84 heures, chez les *sabotiers*.

A Mâcon, pas de chômeurs, 42 heures chez les *coiffeurs*.

A Montceau-les-Mines, pas de chômeurs, 48 heures, chez les *maçons*.

A Montchanin, pas de chômeurs, 54 à 60 heures, chez les *mineurs*.

A Nanton, pas de chômeurs, 40 heures, chez les *carriers*.

70. — **Sarthe.** — Au Mans, 8 p. 100 de chômeurs, 98 heures, chez les *boulangers*; pas de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*; pas de chômeurs, 48 heures, chez les *charpentiers*; pas de chômeurs, 48 heures, chez les *maçons*; 3 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *ouvriers en voitures*; 60 p. 100 de chômeurs, 42 heures, chez les *plâtriers*; pas de chômeurs, 54 heures, chez les *couvreurs*; 3 p. 100 de chômeurs chez les *coiffeurs*; travail peu satisfaisant chez les *musiciens*.

A Sablé, 60 heures, chez les *marbriers*.

A Vibraye, pas de chômeurs, 66 heures, chez les *ouvriers en manches de parapluie*.

71. — **Savoie.** — A Chambéry, pas de changement chez les *typographes*; pas de changement chez les *travailleurs du cuir*; 17 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *menuisiers*; 50 p. 100 de chômeurs, 48 heures, chez les *tailleurs de pierres*; pas de chômeurs, 48 heures, chez les *plâtriers et peintres*; pas de chômeurs, 60 à 72 heures, chez les *employés de commerce*.

A Arvillard, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *forgerons*.

A la Bridoire, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *tullistes*.

Aux Echelles, pas de chômeurs, 72 heures, chez les *garniers*.

A Pont-de-Beauvoisin, pas de chômeurs chez les *tisseurs*.

A Saint-Jean-de-Maurienne, pas de chômeurs, 55 heures, chez les *plâtriers*.

A Urgine, pas de chômeurs, 84 heures, chez les *métallurgistes*.

72. — **Savoie (Haute-).** — A Challonges, pas de chômeurs, 66 heures, chez les *mineurs*.

A Cluses, 3 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *horlogers*.

A Lovagny, travail satisfaisant, 60 heures, chez les *mineurs d'asphalte*.

A Thollon, pas de chômeurs, 48 heures, chez les *carriers*.

A Thonon, 12 p. 100 de chômeurs, 48 heures, dans le *bâtiment*.

A Taninges, travail passable, 54 heures, chez les *diamantaires*.

73. — **Seine.** — A Paris, pas de chômeurs, 50 à 60 heures, chez les *jardiniers*.
11 p. 100 de chômeurs, 70 heures, chez les *boulangers*; 7 p. 100 de chômeurs, 72 heures, chez les *compagnons et aspirants boulangers*; 59 p. 100 de chômeurs chez les *boulangers* du 11^e arrondissement; travail satisfaisant chez les *boulangers* de l'Assistance publique; 7 p. 100 de chômeurs chez les *cuisiniers* de la Seine; 18 p. 100 de chômeurs chez les *cuisiniers* de Paris; 10 p. 100 de chômeurs, 74 heures, chez les *pâtisseries de la Seine*; 4 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *confiseurs*; 4 p. 100 de chômeurs, 48 heures, chez les *employés des volailles et gibiers des Halles*; 3 p. 100 de chômeurs, 55 à 60 heures, chez les *employés du pavillon de la marée*; 28 p. 100 de chômeurs chez les *garçons laitiers en gros*.

Pas de chômeurs, 60 heures, travail satisfaisant chez les *travailleurs du gaz*.

Moins de 1 p. 100 de chômeurs, 60 heures, travail satisfaisant chez les *ouvriers de la Chambre syndicale typographique*; 1 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *ouvriers de la Chambre syndicale du livre*; 3 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *conducteurs-typographes*; 1 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *typographes indépendants*; 4 p. 100 de chômeurs chez les *lithographes*; moins de 1 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *lithographes indépendants*; 8 p. 100 de chômeurs, 60 heures, à la société de résistance des *imprimeurs-lithographes*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *phototypistes*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *stéréotypistes-galvanoplastes*; 33 p. 100 de chômeurs, 55 heures, chez les *graveurs pour impression*; pas de chômeurs, 65 heures, chez les *graveurs sur bois pour impression*, pas de changement chez les *graveurs de musique*; 5 p. 100 de chômeurs; 55 heures, chez les *selliers et mécaniciennes* de l'article de chasse; travail médiocre chez les *gantiers*; 33 p. 100 de chômeurs, 63 heures, chez les *portefeuillistes-maroquiniers*; pas de chômeurs, 50 heures, chez les *fabricants de colliers anglais*.

4 p. 100 de chômeurs, 54 à 60 heures, chez les *tisseurs*; travail peu satisfaisant,

chez les *coupeurs-tailleurs* ; travail satisfaisant chez les *ouvrières de l'habillement* ; 3 p. 100 de chômeurs, 57 heures, chez les *coupeurs-chemisiers* ; travail satisfaisant, 60 à 62 heures et demie, chez les *couturières* ; 3 p. 100 de chômeurs chez les *teinturiers-dégraisseurs* ; pas de chômeurs chez les *chapeliers en fantaisie feutre et paille* ; pas de chômeurs chez les *ouvriers en chapeaux de soie et feutre* ; 2 p. 100 de chômeurs, 48 heures, chez les *ouvriers en chapeaux de soie* ; pas de chômeurs, 55 à 60 heures, chez les *ouvriers en chapeaux mécaniques* ; 14 p. 100 de chômeurs, 48 à 54 heures, chez les *passementiers à la barre*.

3 p. 100 de chômeurs, 48 heures, chez les *charpentiers* ; 3 p. 100 de chômeurs, chez les *menuisiers du bâtiment* ; 1 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *menuisiers (syndicat libre)* ; 4 p. 100 de chômeurs chez les *ébénistes* ; travail satisfaisant chez les *spécialistes en tables de nuit* ; 7 p. 100 de chômeurs, 48 heures, chez les *ouvriers du siège cuir* ; 50 p. 100 de chômeurs chez les *ouvriers de la voiture* ; 1 p. 100 de chômeurs, 42 heures, chez les *compagnons charrons* ; 3 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *layetiers-emballeurs* ; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *monteurs-étalagistes* ; 2 p. 100 de chômeurs, 63 heures, chez les *mosaïstes marqueteurs* ; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *brossiers en soie*.

8 p. 100 de chômeurs, 48 à 60 heures, chez les *contremaitres-métallurgistes* ; 6.5 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *métallurgistes de la Seine* ; 17 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *métallurgistes indépendants* ; 2 p. 100 de chômeurs, travail non satisfaisant, chez les *mécaniciens* ; 5 p. 100 de chômeurs, 54 à 60 heures, chez les *bijoutiers en doré-fantaisie* ; 50 p. 100 de chômeurs, 42 heures, chez les *diamantaires* ; 5 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *ouvriers en instruments de précision* ; 4 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *ouvriers en persiennes en fer* ; 6 p. 100 de chômeurs, 45 heures, chez les *potiers d'étain* ; 8 p. 100 de chômeurs chez les *ingénieurs et ouvriers mécaniciens de l'industrie électrique* ; 2 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *soudeurs et apprêteurs de tubes de cuivre* ; 2 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *ouvriers en scies* ; 5 p. 100 de chômeurs, 45 heures, chez les *polisseurs* ; pas de changement chez les *tailleurs sur acier*.

Pas de changement chez les *maçons* ; pas de chômeurs, 54 heures, chez les *ingénieurs, employés et ouvriers de travaux publics* ; 4 p. 100 de chômeurs, 42 heures, chez les *peintres en bâtiment* ; pas de chômeurs, 50 heures, chez les *façonniers graveurs de cristaux* ; 7 p. 100 de chômeurs, 48 heures, chez les *granitiers* ; pas de chômeurs, 42 heures, chez les *peintres-fleurs, décorateurs* ; 6 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *ornemanistes* ; 17 p. 100 de chômeurs, 48 à 54 heures, chez les *stucateurs* ; 5 p. 100 de chômeurs, 48 heures, chez les *couvreurs et plombiers* ; 28 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *fourniers spécialistes* ; 7 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *marbriers* ; 10 p. 100 de chômeurs chez les *fumistes en bâtiment*.

41 p. 100 de chômeurs chez les *camionneurs*.

22 p. 100 de chômeurs, 54 heures, à la chambre syndicale indépendante des employés ; moins de 1 p. 100 de chômeurs chez les *employés de commerce et d'industrie* ; 2 p. 100 de chômeurs à l'Union fraternelle des employés ; 8 p. 100, 60 heures, chez les *comptables et teneurs de livres* ; pas de chômeurs chez les *employés du commerce et de l'industrie du livre* ; pas de chômeurs chez les *porteurs aux halles et marchés* ; pas de chômeurs, 50 heures, chez les employés de la *glace à rafraîchir* ; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *employés de la serrurerie* ; 8 p. 100 de chômeurs à l'Alliance sténographique ; 2 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *clercs d'huissiers* ; travail moins satisfaisant chez les *placiers en fleurs et plumes* ; 3 p. 100 de chômeurs chez les *chauffeurs, conducteurs, mécaniciens, automobilistes* ; 6 p. 100 de chômeurs, 72 heures, chez les *chauffeurs, mécaniciens, électriciens et automobilistes de France* ; 1 p. 100 de chômeurs chez les *chauffeurs, conducteurs, mécaniciens, automobilistes, électriciens de toutes industries* ; travail peu satisfaisant chez les *mécaniciens, chauffeurs*.

Pas de chômeurs dans l'enseignement privé ; 5.4 p. 100 de chômeurs chez les *gens de maison* et assimilés des deux sexes ; 9 p. 100 de chômeurs chez les *gens de service* ; travail assez satisfaisant chez les *gens de maison (le Ménage)* ; 18 p. 100 de chômeurs chez les *manœuvres industriels* ; 7 p. 100 de chômeurs chez les *laveurs de voitures* ; travail moins abondant chez les *coiffeurs* ; pas de chômeurs chez les *musiciens* ; 36 p. 100 de chômeurs chez les *garde-malades*.

A Alfortville, travail satisfaisant, 60 à 72 heures, chez les *ouvriers en pompes*.

A Levallois-Perret, 29 p. 100 de chômeurs, 48 heures, chez les *ferreurs de voitures*.
A Villemomble, pas de chômeurs chez les *jardiniers*.

74. — Seine-Inférieure. — A Rouen, 3 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*; travail satisfaisant chez les *parquetiers*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *chaudronniers*; pas de chômeurs, 54 heures, chez les *terrassiers-carriers*; 21 p. 100 de chômeurs, 42 heures, chez les *peintres en bâtiment*; 12 p. 100 de chômeurs, 48 à 60 heures, chez les *couvreurs-plombiers-zingueurs*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *chauffeurs et mécaniciens de la Marine*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *ouvriers du port*; pas de chômeurs, 51 heures, chez les *chefs d'équipe du port*; travail satisfaisant chez les *musiciens*.

Au Havre, 6 p. 100 de chômeurs, travail peu satisfaisant chez les *pêcheurs et marins du commerce*; pas de chômeurs, 75 heures, chez les *boulangers*, 3 p. 100 de chômeurs chez les *maîtres d'hôtel et garçons navigateurs du port*; 4 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*; 33 p. 100 de chômeurs, 48 heures, chez les *voiliers*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *charpentiers de navire*; pas de chômeurs, 54 heures, chez les *courreurs, plombiers, zingueurs*; 8 p. 100 de chômeurs chez les *capitaines au cabotage*; travail peu satisfaisant chez les *cochers*; pas de chômeurs, 48 heures, chez les *journaliers des docks*; 18 p. 100 de chômeurs chez les *charbonniers et déchargeurs de navires*; travail satisfaisant, 60 à 72 heures, chez les *employés de magasin*; 30 p. 100 de chômeurs, 48 heures, chez les *ouvriers du port*.

A Bolbec, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *cotonniers*.

A Caudebec-les-Elbeuf, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *mouleurs*.

A Déville-les-Rouen, pas de chômeurs, 65 heures, chez les *métallurgistes*.

A Dieppe, 20 p. 100 de chômeurs, 51 heures, dans le *bâtiment*.

A Elbeuf, 17 p. 100 de chômeurs, 48 heures, chez les *maçons et plâtriers*.

A Fécamp, 10 p. 100 de chômeurs chez les *ouvriers du port*.

Chez les *verriers*: pas de chômeurs à Martainneville, à Nesle-Normandeuse, à Romesnil.

75. — Seine-et-Marne. — A Coulommiers, 2 p. 100 de chômeurs, 66 heures, chez les *métallurgistes*.

A Lagny (Montévrain), pas de chômeurs, chez les *typographes*.

A Lizy-sur-Ourcq, pas de chômeurs, 68 heures, chez les *ouvriers agricoles*.

A Meaux, pas de chômeurs et 54 à 60 heures dans l'*industrie du livre*; pas de chômeurs, chez les *mécaniciens*.

A Melun, pas de chômeurs, 68 heures, chez les *métallurgistes*.

A Montereau, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *faïenciers*.

Au Moulin-Foulon, pas de chômeurs chez les *tailleurs de pierre*.

A Nanteuil-les-Meaux, pas de chômeurs, 66 heures, chez les *carriers-plâtriers*.

A Nemours, 71 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *diamantaires*.

A Noisiel, pas de chômeurs, 66 heures, chez les *chocolatiers*.

A Oissery, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *ouvriers agricoles*.

A Provins, travail actif chez les *ouvriers agricoles*.

A Thieux, pas de chômeurs chez les *ouvriers agricoles*.

76. — Seine-et-Oise. — A Versailles, 16 p. 100 de chômeurs, chez les *employés limonadiers*; travail satisfaisant, 42 heures, chez les *peintres*; pas de chômeurs chez les *cochers*; pas de chômeurs chez les *employés*.

A Chaville, pas de chômeurs chez les *blanchisseurs*; 21 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *maçons*.

A Chevreuse, pas de chômeurs, 50 heures, chez les *carriers*.

A Corbeil, 20 p. 100 de chômeurs, chez les *boulangers*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *meuniers*.

A Étampes, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *typographes*; pas de chômeurs 63 heures, chez les *mouleurs*.

A Mantes, 40 p. 100 de chômeurs, 94 à 96 heures, chez les *boulangers*; pas de chômeurs chez les *ouvriers en instruments de musique*.

A Méry-sur-Oise, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *carriers*.

A Orsay, pas de chômeurs, 48 heures, dans le bâtiment.
 Au Pecq, peu de chômeurs, 60 heures, chez les *typographes*.

77. — **Sèvres (Deux-).** — A Bressuire, pas de chômeurs, 48 à 54 heures, dans le bâtiment.

A Niort, pas de chômeurs, 54 heures, chez les *typo-lithographes*; pas de chômeurs, 66 heures, chez les *gantiers*; 24 p. 100 de chômeurs, 48 heures, chez les *plâtriers*.

A Parthenay, pas de chômeurs, 78 à 80 heures, chez les *employés de commerce et de bureau*.

A Saint-Jean-de-Thouars, pas de chômeurs, 54 heures, chez les *tailleurs de pierre*.

78. — **Somme.** — A Amiens, pas de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*; pas de chômeurs, 54 heures, chez les *lithographes*; pas de chômeurs, 54 heures, chez les *ouvriers de l'habillement*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *ouvriers de l'ameublement*; pas de chômeurs, 54 heures, chez les *serruriers*; 2 p. 100 de chômeurs chez les *employés*.

A Abbeville, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *typographes*; 31 p. 100 de chômeurs, 48 heures, dans le bâtiment; pas de chômeurs, 66 heures, chez les *commis aux écritures et employés de commerce*.

A Albert, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *mécaniciens*.

79. — **Tarn.** — A Albi, 17 p. 100 de chômeurs chez les *boulangers*; pas de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*; 32 p. 100 de chômeurs, 30 à 33 heures, chez les *chapeliers*; 7 p. 100 de chômeurs dans le bâtiment; 35 p. 100 de chômeurs, 48 heures, chez les *maçons*; travail assez satisfaisant, 40 à 50 heures, chez les *terrasiers et manœuvres*.

A Briatexte, pas de chômeurs, 60 heures, dans le bâtiment.

A Cagnac, 48 heures: chez les *mineurs*.

A Castres, 24 p. 100 de chômeurs, 60 à 66 heures, dans l'*industrie textile*; pas de chômeurs, 54 heures, chez les *charpentiers*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *métallurgistes*.

A Dourgne, pas de chômeurs, 48 heures, chez les *ardoisiers*.

A Lavaur, pas de chômeurs, 54 heures, chez les *maçons*.

A Mazamet, 15 p. 100 de chômeurs, 50 à 60 heures, chez les *tanneurs*; 50 p. 100 de chômeurs, 58 à 60 heures, chez les *mégissiers*, 33 p. 100 de chômeurs, 48 heures, dans l'*industrie textile*; 2 p. 100 de chômeurs, 55 à 60 heures, chez les *fileurs*; pas de changement chez les *menuisiers-ébénistes*; 45 p. 100 de chômeurs, 48 heures, chez les *manœuvres et terrassiers*; pas de chômeurs, 48 heures, chez les *maçons et cimentiers*.

A Rabastens, 22 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *maçons et charpentiers*.

80. — **Tarn-et-Garonne.** — A Montauban, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *typo-lithographes*; pas de chômeurs, 54 heures, chez les *plâtriers*; 6 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *employés*.

81. — **Var.** — A Toulon, pas de chômeurs chez les *travailleurs de la terre*; 21 p. 100 de chômeurs, 91 heures, chez les *boulangers*; pas de chômeurs, 48 à 54 heures, chez les *travailleurs de l'usine à gaz*; 32 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *aides-maçons*; 31 p. 100 de chômeurs chez les *déchargeurs*.

A la Garde, 20 p. 100 de chômeurs, 60 heures, dans le bâtiment.

A la Seyne, travail peu satisfaisant chez les *marins et pêcheurs*.

82. — **Vaucluse.** — A Avignon, pas de chômeurs, 54 heures, chez les *imprimeurs et similaires*; pas de chômeurs, chez les *musiciens*.

A Apt, pas de chômeurs, 54 heures, dans le bâtiment.

A Caderousse, travail satisfaisant, 48 heures, chez les *balaitiers*.

A l'Isle-sur-la-Sorgue, 72 heures, chez les *plâtriers*.

A Ménerbes, pas de chômeurs chez les *carriers*.

A Villeneuve-d'Avignon, 12 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *tanneurs-corroyeurs*.

83. — **Vendée.** — A la Roche-sur-Yon, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *typographes*; pas de chômeurs, 48 heures, chez les *charpentiers et menuisiers*; 23 p. 100 de chômeurs dans le bâtiment.

A Faymoreau, pas de chômeurs, travail satisfaisant, 64 heures, chez les *mineurs*.
A Fontenay-le-Comte, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *typographes*.
Chez les *tisserands*, 13 p. 100 de chômeurs, à Evrunes; 20 p. 100 aux Épesses; pas de chômeurs, à Mortagne-sur-Sèvre; pas de chômeurs à Saint-Laurent-sur-Sèvre; pas de chômeurs à Saint-Malo-du-Bois.

A Mervent, pas de chômeurs, 72 heures, chez les *forestiers*.

Aux Sables d'Olonne, chômage complet chez les *boitiers*.

84. — **Vienne.** — A Poitiers, pas de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *menuisiers-ébénistes*; 25 p. 100 de chômeurs, 42 heures, chez les *vitriers*, *peintres* et *colleurs de papiers*.

A Châtellerault, travail satisfaisant chez les *boulangers*.

85. — **Vienne (Haute-).** — A Limoges, 5 p. 100 de chômeurs chez les *boulangers*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *imprimeurs-conducteurs-typographes*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *relieurs-doreurs*; travail satisfaisant, 60 à 65 heures, dans l'*habillement*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *carrossiers-bourreliers*; travail peu satisfaisant chez les *terrassiers* et *manœuvres*; pas de chômeurs, 48 heures, chez les *plâtriers* et *plafonniers*; 30 p. 100 de chômeurs dans la *céramique*; travail peu satisfaisant, 40 heures, chez les *porcelainiers*, 42 p. 100 de chômeurs, 36 à 60 heures, chez les *gazetiers*; pas de chômeurs chez les *musiciens*.

A Châlus, pas de chômeurs chez les *feuilleardiens*.

Au Dorat, 19 p. 100 de chômeurs chez les *maçons*.

86. — **Vosges.** — A Épinal, pas de chômeurs, 70 heures, chez les *employés*.

A Gérardmer, 14 p. 100 de chômeurs, 66 heures, chez les *ouvriers en jouets*.

A Remiremont, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *employés*.

A Saint-Dié, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *mouleurs*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *mécaniciens*.

A Saulxures-sur-Mosellotte, pas de chômeurs, 48 heures, chez les *carriers*.

A Anould, pas de chômeurs, 60 à 72 heures, chez les *ouvriers des papeteries*.

Chez les *ouvriers textiles*: pas de chômeurs à Chatel-sur-Moselle, à Fresse-sur-Moselle; travail insuffisant à Maxonchamp; travail passable à Moyenmoutier; pas de chômeurs à Remiremont; travail assez satisfaisant à Saulceray; pas de chômeurs à Saint-Dié; pas de chômeurs à Saint-Léonard; pas de chômeurs à Saint-Maurice-sur-Moselle; travail peu satisfaisant au Thillot; pas de chômeurs à Val-d'Ajol; pas de chômeurs à Tave-Bussang.

87. — **Yonne.** — A Auxerre, pas de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*.

A Sens, 8 p. 100 de chômeurs, 58 heures, dans le *bâtiment*.

A Treigny, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *potiers*.

Chez les *bûcherons*: pas de chômeurs à Domats, à Fontenailles; 60 p. 100 de chômeurs à Lavau; travail satisfaisant à Mézilles; pas de chômeurs à Moutiers; chômage complet à Treigny; pas de chômeurs à Perreux, à Septfonds; 35 p. 100 à Saint-Fargeau.

88. — **Algérie.** — A Alger, 31 p. 100 de chômeurs chez les *employés limonadiers-restaurateurs*, 8 p. 100 de chômeurs chez les *mécaniciens brevetés de la marine marchande*; pas de chômeurs, 72 heures, chez les employés en *quincaillerie*.

A Bône, pas de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*.

A Constantine, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *maçons*, *plâtriers* et *cimentiers*.

A Oran, 25 p. 100 de chômeurs, 70 heures, chez les *boulangers*; 3 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*; pas de chômeurs chez les *musiciens*.

Commerce extérieur de la France. — Tableau des importations et exportations pendant les douze mois de 1907 :

IMPORTATIONS.	1907.	1906.	AUGMENTATIONS en 1907.	DIMINUTIONS en 1907.
	1,000 francs.	1,000 francs.	1,000 francs.	1,000 francs.
Objets d'alimentation.....	1,001,887	940,457	61,430	"
Matières nécessaires à l'industrie.....	3,878,446	3,687,126	191,320	"
Objets fabriqués.....	1,167,315	999,668	167,647	"
TOTAUX.....	6,047,648	5,627,251	420,397	"
AUGMENTATION en 1907 .....	.....	.....	420,397	.....
EXPORTATIONS.				
	1,000 francs.	1,000 francs.	1,000 francs.	1,000 francs.
Objets d'alimentation.....	749,280	711,266	38,014	"
Matières nécessaires à l'industrie.....	1,532,010	1,474,815	57,195	"
Objets fabriqués.....	2,852,387	2,699,451	152,936	"
Colis postaux.....	408,353	381,175	27,178	"
TOTAUX.....	5,542,030	5,266,707	275,323	"
AUGMENTATION en 1907 .....	.....	.....	275,323	.....

Recettes des chemins de fer (SEPT GRANDS RÉSEAUX). — 1,642,439,047 francs du 1^{er} janvier à fin décembre 1907 contre 1,596,647,088 francs pendant la période correspondante de 1906, soit une augmentation de 45,791,959 francs.

Prix courants d'un certain nombre de marchandises sur la place de Paris (sauf indication contraire):

	COURS fin du mois de		
	Janv. 1907.	Déc. 1907.	Janv. 1908.
Sucre br., blanc n° 3, les 100 kilogr., cour ^t	25 ^f 50	28 ^f 35	28 ^f 62
Alcool 90 deg., l'hectol., cour ^t	39 85	39 75	42 12
Huile de colza brute dispon., les 100 kilogr.....	79 00	84 50	85 00
Huile de lin dispon., les 100 kilogr.....	49 37	52 00	53 00
Suif de la boucherie de Paris, les 100 kilogr. (en pains).	88 00	79 50	79 00
Cotons (au Havre), les 50 kilogr., cour ^t	60 50	76 50	74 37
Laines en suint (au Havre), les 100 kilogr., cour ^t	186 00	194 00	176 00
Soies grèges Cévennes, 2 ^e qual. (à Lyon), le kilogr. ...	61 00	62 00	"
Cuivre en lingots, les 100 kilogr. mixtes (1 ^{re} classe)....	291 85	"	170 00
Étain Banka, idem.....	505 50	344 00	335 00
Plomb, livr. à Paris, idem.....	56 25	44 00	43 00
Zinc, bonnes marques, idem.....	74 75	57 00	54 00
Blé à Paris, les 100 kilogr. mixtes (1 ^{re} classe).....	23 25	22 12	23 12
Viande (bœuf), moyenne des 3 qualités, la Villette, le kilogramme.....	1 50	1 50	1 50
Viande veau, idem.....	2 07	2 31	2 00
— mouton, idem.....	2 00	2 27	2 05
— porc, idem.....	1 80	1 78	1 70

MOUVEMENT SYNDICAL.

Pendant le mois de décembre 1907, le Ministère du Travail et de la Prévoyance sociale a été avisé de la création de :

- 28 syndicats patronaux comptant 921 membres;
- 26 syndicats ouvriers comptant 1,376 membres;
- 2 syndicats mixtes comptant 36,055 membres;
- 1 union de syndicats ouvriers;

et de la dissolution de :

- 3 syndicats patronaux comptant 79 membres;
- 21 syndicats ouvriers comptant 1,769 membres;
- 1 union de syndicats ouvriers.

Les nouvelles associations signalées ont été fondées :

7 en décembre, 11 en novembre, 5 en octobre, 7 en septembre, 5 en août, 1 en juillet, 3 en juin, 1 en mai, 2 en avril, 1 en mars, 1 en janvier et 13 antérieurement au 1^{er} janvier 1907. Total : 57.

A. — CRÉATION DE SYNDICATS, D'UNIONS DE SYNDICATS ET DE BOURSES DU TRAVAIL.

(La date entre crochets [] est celle de la création du syndicat.)

1^o SYNDICATS PATRONAUX.

Alpes (Hautes-) [16 novembre 1907]. — Syndicat des **laitiers** de l'Embrunais (18 membres). Siège social : EMBRUN.

Alpes-Maritimes [1^{er} juillet 1907]. — Chambre syndicale des patrons **boulangers** du canton de Cagnes (28 membres). Siège social : rue Saint-Joseph, CAGNES.

Bouches-du-Rhône [15 septembre 1907]. — Syndicat des entrepreneurs de **maçonnerie** de la ville de Marseille (40 membres). Siège social : brasserie du Chapitre, MARSEILLE. — [22 novembre 1907]. — Syndicat des marchands de **reconnaissances** des monts-de-piété de France et de l'Etranger (17 membres). Siège social : rue Longue-des-Capucins, 33, MARSEILLE.

Eure [3 mars 1907]. — Chambre syndicale des **débitants**, entrepositaires, restaurateurs et épiciers de l'arrondissement des Andelys (131 membres). Siège social : ÉTRÉPAGNY.

Isère [30 novembre 1907]. — Syndicat des expéditeurs de **fromages** de l'arrondissement de Saint-Marcellin (23 membres). Siège social : SAINT-MARCELLIN.

Loire [26 août 1907]. — Chambre syndicale des négociants-commissionnaires de **rubans** et soieries pour la France et l'exportation (50 membres). Siège social : place Paul-Bert, 12. SAINT-ÉTIENNE. — [29 juin 1907]. — Syndicat des exploitants de **sources** minérales du département de la Loire (9 membres). Siège social : Chambre de commerce, SAINT-ÉTIENNE.

Loiret [1^{er} août 1907]. — Syndicat médical de l'arrondissement de Montargis (15 membres). Siège social : chez M. Souesme, rue Gambetta, MONTARGIS.

Nièvre [29 août 1907]. — Union syndicale des **médecins** de la Nièvre chargés des services de l'assistance publique de la Nièvre et de la Seine (50 membres). Siège social : café Moderne, NEVERS.

Nord [16 novembre 1907]. — Syndicat de l'épicerie, des vins et spiritueux en détail de Cambrai (27 membres). Siège social : rue de la Herse, 13, CAMBRAI. — [5 novembre 1907]. — Association syndicale des patrons perceurs de **cartons** de Caudry (12 membres). Siège social : rue Neuve, CAUDRY. — [7 décembre 1907]. — Union syndicale professionnelle de la **boucherie** et charcuterie (22 membres). Siège social : Hôtel de Ville, COMINES. — [30 mai 1907]. — Chambre syndicale des maîtres **peintres** et vitriers du canton d'Haubourdin (11 membres). Siège social : café de l'Hermitage, Grande-Place, HAUBOURDIN.

Pas-de-Calais [21 septembre 1905]. — Syndicat de la **boulangerie** de la ville d'Hénin-Liétard et ses environs (30 membres). Siège social : chez M. Dominique Gourlet, Grand-Place, HÉNIN-LIÉTARD. — [4 août 1907]. — Chambre syndicale des entrepreneurs du **bâtiment** de Lens et des environs (2 membres). Siège social : LENS.

Pyrénées (Hautes-) [25 novembre 1907]. — Association syndicale de la **boulangerie** de Tarbes et de la banlieue (27 membres). Siège social : café Riche, TARRES.

Savoie (Haute-) [18 octobre 1907]. — Syndicat des **pharmaciens** de l'arrondissement de Thonon-les-Bains (10 membres). Siège social : THONON.

Seine [17 décembre 1907]. — Chambre syndicale des commissionnaires et négociants en **beurre**s et œufs en gros (12 membres). Siège social : rue des Déchargeurs, 3, PARIS. — [5 décembre 1907]. — Syndicat central des **laitiers** nourrisseurs et agriculteurs (150 membres). Siège social : rue de Viarmes, 18, PARIS. — [23 juin 1907]. — Syndicat général des **verreries** à bouteilles de France (2 membres). Siège social : rue Blanche, 19, PARIS.

Seine-Inférieure [15 août 1907]. — Syndicat des **pêcheurs** de la partie de la Seine comprise entre le barrage de Martot et Rouen (52 membres). Siège social : TOURVILLE-LA-RIVIÈRE.

Seine-et-Marne [17 décembre 1907]. — Syndicat des fabricants de **limonade** et d'eaux gazeuses et des entrepositaires de bières du département de Seine-et-Marne (20 membres). Siège social : rue Saint-Sauveur, 1, MELUN.

Somme [1^{er} décembre 1907]. — Syndicat des **brasseurs** du département de la Somme et des départements limitrophes (régions cidrières) (68 membres). Siège social : rue des Trois-cailloux, 57, AMIENS. — [51 octobre 1906]. — Syndicat des propriétaires d'**hôtels**, restaurants et cafés de la ville d'Amiens (28 membres). Siège social : esplanade Noyon, 4, AMIENS. — [1^{er} janvier 1907]. — Chambre syndicale des débitants de **tabac** d'Amiens et la Somme (51 membres). Siège social : rue Antonin, 22, AMIENS. — [13 février 1905]. — Syndicat professionnel des **tailleurs** et confectionneurs en détail pour hommes, du département de la Somme (20 membres). Siège social : rue des Trois-Cailloux, 48 et 50, AMIENS.

Vosges [15 septembre 1907]. — Union syndicale des maîtres d'**hôtels**, restaurateurs et cafetiers de Gérardmer (2 membres). Siège social : GÉRARDMER.

2° SYNDICATS OUVRIERS.

Allier [17 novembre 1907]. — Syndicat des **bûcherons** de Montbeugny (23 membres). Siège social : MONTBEUGNY.

Bouches-du-Rhône [1^{er} octobre 1907]. — Syndicat marseillais des crieurs, vendeurs de **journaux**, des distributeurs et afficheurs d'imprimés (23 membres). Siège social : Bourse du travail, Marseille.

Hérault [15 décembre 1907]. — Syndicat des ouvriers en produits **chimiques** (52 membres). Siège social : Bourse du travail, CETTE.

Loire-Inférieure [26 mai 1907]. — Chambre syndicale des ouvrières **margeuses**, papetières, régleuses et cartonniers de Nantes (16 membres). Siège social : Bourse du travail, NANTES.

Nièvre [1^{er} novembre 1907]. — Syndicat des ouvriers **carriers** et autres industries connexes (40 membres). Siège social : CORBIGNY. — [1^{er} septembre 1907]. — Syndicat des ouvriers **bûcherons** et travaux similaires du département de la Nièvre (45 membres). Siège social : rue du Pont-National, LORMES. — [1^{er} avril 1906]. — Syndicat du Centre (**bûcherons**) [50 membres]. Siège social : Trois-Vèvres.

Nord [6 octobre 1907]. Syndicat professionnel des **charretiers**, charbonniers et hommes de peine de Fives, Hellemmes et environs (70 membres). Siège social : rue de Bouvines, 20. LILLE. — [27 octobre 1907]. — Syndicat indépendant des ouvriers de la **métallurgie** de Roubaix et des environs (33 membres). Siège social : rue du Collège, 15. ROUBAIX. — [1^{er} juin 1907]. — Syndicat des **tisserands** du Cambrésis (50 membres). Siège social : SAINT-HILAIRE-LEZ-CAMBRAI. — [20 octobre 1907]. — Chambre syndicale des **ouvriers portefaix**, débardeurs, hommes de peine et parties similaires de Roubaix, Tourcoing et environs (50 membres). Siège social : chez M. Oscar Wyndels, aux Trois-Bornes, TOURCOING.

Oise [1^{er} novembre 1907]. — Union syndicale des ouvriers **tabletiers** de l'Oise (1 membres). Siège social : MESNIL-THÉRIEU.

Pas-de-Calais [15 novembre 1907]. — Chambre syndicale des ouvriers de la **brosserie** (47 membres). Siège social : chez M. Gourlet, Dominique, place Carnot, HÉNIN-LIÉTARD. — [11 septembre 1907]. — Syndicat des **mineurs** du Pas-de-Calais (2 membres). Siège social : LENS.

Pyrénées (Hautes-) [5 décembre 1907]. — Syndicat des membres de l'**enseignement** privé des Hautes-Pyrénées (47 membres). Siège social : rue de l'Harmonie, 2, TARDES.

Rhin (Haut-) [6 avril 1907]. — Chambre syndicale des ouvriers et ouvrières de l'industrie **textile** de Rougemont-le-Château (358 membres). Siège social : rue de Giromagny, ROUGEMONT-LE-CHÂTEAU.

Seine [19 décembre 1907]. — Syndicat des agents des services de la régie de Paris et des services mixtes de la Compagnie générale des **Eaux** (147 membres). Siège social : rue Alexandre-Dumas, 98, PARIS.

Seine-Inférieure [4 avril 1907]. — Syndicat général des **sténographes** et des dactylographes du Havre (20 membres). Siège social : rue Ernest-Renan, 77, LE HAVRE. — [19 décembre 1907]. — Syndicat ouvrier indépendant du **bâtiment** et de l'industrie (18 membres). Siège social : rue Pierre-Corneille, 19, ROUEN.

Seine-et-Marne [1^{er} septembre 1907]. — Chambre syndicale des **employés** de l'union commerciale de Meaux (35 membres). Siège social : rue de la Cordonnerie, 6, MEAUX. — [1^{er} novembre 1907]. — « Les travailleurs de la terre » (4 membres). Siège social : rue de la Cordonnerie, 6, MEAUX. — [11 novembre 1906]. — Syndicat des ouvriers **agricoles** de Messy (2 membres). Siège social : MESSY. — [4 novembre 1906]. — Syndicat des ouvriers **agricoles** de Mitry-Mory (120 membres). Siège social : rue de Villeparisis, 11, MITRY-

MORY. — [? novembre 1906]. — Syndicale des ouvriers **mécaniciens** et parties similaires (32 membres). Siège social : rue Brunette, 32, NEMOURS.

Somme [24 août 1906]. — Chambre syndicale des **employés de commerce** de la ville d'Amiens (38 membres). Siège social : rue Sire-Firmin-Leroux, 12, AMIENS.

Vienne [6 janvier 1906]. — L'Union des anciens apprentis de la **manufacture** (58 membres). Siège social : Hôtel de ville, CHÂTELLERAULT.

3° SYNDICATS MIXTES.

Bouches-du-Rhône [17 août 1907]. — Syndicat professionnel des **pêcheurs** (section Marseille-ville) [55 membres]. Siège social : quai du Port, 180, MARSEILLE.

Hérault [8 septembre 1907]. — Syndicat professionnel des **vignerons** de la région de Béziers et Saint-Pons (30,000 membres). Siège social : rue de la République, 6, BÉZIER.

4° UNIONS DE SYNDICATS OUVRIERS.

Seine-et-Marne [13 octobre 1904]. — Union des syndicats de l'arrondissement de Meaux (16 syndicats adhérents). Siège social : rue de la Cordonnerie, 6, MEAUX.

B. — SYNDICATS DISSOUS.

(La date entre crochets [] est celle de la création du syndicat. La date de la dissolution n'est pas donnée, parce que l'inactivité du syndicat est souvent le seul indice de sa disparition.)

1° SYNDICATS PATRONAUX.

Bouches-du-Rhône [25 août 1903]. — Syndicat des patrons **boulangers** (12 membres). Siège social : café du Soleil, cours de Jonquières, MARTIGUES.

Seine [25 février 1901]. — Syndicat central des importateurs de **charbons** (24 membres). Siège social : rue Le Peletier, 31, PARIS. — [15 mai 1901]. — Chambre syndicale de la Ruche commerciale du pavillon 9 (**marée**, détail, Halles centrales) [43 membres]. Siège social : rue Saint-Germain-l'Auxerrois, 9, PARIS (a fusionné avec la chambre syndicale des dames détaillantes du pavillon de la **marée**).

2° SYNDICATS OUVRIERS.

Bouches-du-Rhône [20 septembre 1903]. — Chambre syndicale fraternelle des ouvriers **boulangers** (20 membres). Siège social : café du Centre, cours Belsunce, MARSEILLE.

Seine [1^{er} septembre 1900]. — Syndicat du **bâtiment**, parties similaires connexes (154 membres). Siège social : avenue Gambetta, 48, COURBEVOIE. — [14 février 1903]. — « L'Union », syndicat des ouvriers **maçons** et similaires de Courbevoie et environs (35 membres). Siège social : rue de la Station, 2, COURBEVOIE. — [12 septembre 1901]. — Syndicat des ouvriers du **bâtiment** de Noisy-le-Sec et des environs (157 membres). Siège social : rue de la Madeleine, 75, NOISY-LE-SEC. — [9 décembre 1899]. — Chambre syndicale des ouvriers et ouvrières de la **bretelle** et de la ceinture (60 membres). Siège social : Bourse du travail, PARIS (a fusionné avec la Chambre syndicale des ouvriers **gainiers** et parties s'y rattachant). — [1^{er} mars

1898]. — « L'Union syndicale » des ouvriers et ouvrières de toutes les spécialités de la **brosserie** de Paris (30 membres). Siège social : Bourse du travail, PARIS. — [1^{er} juin 1901]. — Chambre syndicale des ouvriers **coffretiers** de Paris (150 membres). Siège social : Bourse du travail, PARIS. — [9 février 1905]. — Syndicat des travailleurs des deux sexes des **conserves** alimentaires et parties similaires du département de la Seine (90 membres). Siège social : boulevard Magenta, 1 bis, PARIS. — [21 mars 1906]. — Union des **diamantaires** et bijoutiers et des industries qui s'y rattachent (129 membres). Siège social : rue de la Grange-Batelière, 10, PARIS. — [14 août 1904]. — Syndicat des **encaustiqueurs** et frotteurs de parquets (52 membres). Siège social : rue Saint-Martin, 71, PARIS. — [2 1872]. Syndicat des membres de l'**enseignement** (83 membres). Siège social : Bourse du travail, PARIS. — [1^{er} octobre 1902]. — Chambre syndicale des ouvriers en **enseignes** sur tôle émaillée (23 membres). Siège social : boulevard Magenta, 6 bis, PARIS. — [10 janvier 1904]. — Association amicale des employés de la Compagnie parisienne du **gaz** (150 membres). Siège social : avenue Gambetta, 19, PARIS. — [20 février 1898]. — Chambre syndicale des ouvriers du périmètre de la Compagnie du **gaz** (191 membres). Siège social : Bourse du travail, PARIS. — [31 janvier 1905]. — Chambre syndicale des ouvriers et ouvrières en **jointure** militaire de Paris (60 membres). Siège social : rue Blomet, 41, PARIS. — [23 janvier 1881]. — Chambre syndicale des ouvriers **malletiers** en articles de voyage de Paris (190 membres). Siège social : Bourse du travail, PARIS (a fusionné avec la chambre syndicale des ouvriers **gainiers** et parties s'y rattachant). — [1^{er} octobre 1893]. — Chambre syndicale des ouvriers **selliers** en sacs de voyage (70 membres). Siège social : rue Saint-Maur, 141, PARIS (a fusionné avec la chambre syndicale des ouvriers **gainiers** et parties s'y rattachant). — [1^{er} octobre 1903]. — Syndicat des ouvriers fabricants **spécialistes** de la **table** de salle à manger (39 membres). Siège social : rue de Charonne, 27, PARIS. — [15 janvier 1906]. — Union syndicale des **tailleurs** appièyeurs de Paris (58 membres). Siège social : rue Dupuy, 2, PARIS.

Seine-Inférieure [21 mars 1906]. — Chambre syndicale des similaires **verriers** du Vieux-Rouen-sur-Bresle (19 membres). Siège social : VIEUX-ROUEN-SUR-BRESLE.

Tarn-et-Garonne [24 juin 1900]. — Chambre syndicale des ouvriers **métallurgistes** de Castelsarrasin (9 membres). Siège social : Mairie, CASTELSARRASIN.

3^e UNIONS DE SYNDICATS OUVRIERS.

Seine [2 novembre 1901]. — Fédération des ouvriers **menuisiers** de France et des colonies (31 syndicats adhérents). Siège social : Bourse du travail, PARIS (a fusionné avec la fédération nationale des travailleurs de l'industrie du **bâtiment** de France et des colonies).

ERRATUM.

BULLETIN D'AOUT 1907.

Page 845, sous la rubrique : *Les composés du plomb dans la peinture en bâtiments*, 7^e ligne, à partir du haut, lire : par le mot « plombifère » le mot lithargirée (au lieu de : le mot plombifère par le mot lithargirée).

Le Rédacteur en Chef du Bulletin, Gérant,

CH. PICQUENARD.

EN VENTE CHEZ BERGER-LEVRAULT ET C^{IE} :
PUBLICATIONS DE LA DIRECTION DE L'ASSURANCE
ET DE LA PRÉVOYANCE SOCIALES.

I. — Recueil de documents sur les Accidents du travail.

- N° 1. — Lois, Règlements et Circulaires (Janvier 1907). Un volume in-8° de 404 pages. 1 fr. 75.
 N° 2. — Lois sur les accidents du travail (Février 1907). Brochure de 34 pages. 0 fr. 50.
 N° 3. — Jurisprudence (J. Mars 1902). Un volume de 937 pages. 10 francs.
 N° 4. — Loi du 9 avril 1898 (modifiée par la loi du 22 mars 1902) et Décret relatif aux déclarations d'accidents. Brochure de 26 pages. 0 fr. 50.
 N° 5. — Rapports aux Congrès Internationaux des accidents (Paris 1900. — Düsseldorf 1902), par le Directeur de l'Assurance et de la Prévoyance sociales. Brochure de 33 pages. 0 fr. 60.
 N° 6. — Jurisprudence. Table analytique des décisions publiées dans le fascicule n° 3 (Mars 1902). Brochure de 63 pages. 1 franc.
 N° 7. — Jurisprudence (II. Mars 1903). Avec Table alphabétique générale des décisions publiées dans les fascicules n° 3 et 7. Un volume de 449 pages. 5 francs.
 N° 8. — Jurisprudence. Table analytique des décisions insérées dans les tomes I et II (fascicules n° 3 et 7). 1903. Brochure de 84 pages. 1 fr. 30.
 N° 9. — Jurisprudence. (III. Novembre 1903). Avec Table alphabétique générale des décisions publiées dans les fascicules n° 3, 7 et 9. Un volume de 363 pages. 4 francs.
 N° 10. — Jurisprudence. Table analytique des décisions publiées dans les tomes I, II et III (fascicules n° 3, 7 et 9). 1903. Volume in-8° de 95 pages. 1 fr. 40.
 N° 11. — Jurisprudence (IV. Mars 1904). Avec Table analytique des décisions publiées dans les fascicules n° 3, 7, 9 et 11. Un volume de 304 pages. 3 fr. 25.
 N° 12. — Jurisprudence. Table analytique des décisions publiées dans les tomes I à IV (fascicules n° 3, 7, 9 et 11). Vol. de 66 pages. 1 fr. 40.
 N° 13. — Maladies professionnelles. Rapport préliminaire au Comité consultatif des Assurances contre les accidents du travail. 1904. Brochure in-8° de 48 pages. 0 fr. 20.
 N° 14. — Législation sur les accidents, annotée des décisions de jurisprudence. 2^e édit. 1906. Un volume de 110 pages. 1 fr. 25.
 N° 15. — Répertoire bibliographique sur la législation relative aux accidents du travail, par A. DAGUIN. 2^e édit. 1906. Broch. de 96 p. 1 fr. 25.
 N° 16. — Rapport sur l'application de la loi du 9 avril 1898 (Février 1905.). Brochure de 236 pages, dont 40 de graphiques en noir et en couleurs. 2 fr. 75.
 N° 17. — Jurisprudence. (V. Mars 1905). Un volume de 147 pages. 1 fr. 75.
 N° 18. — Arrêté fixant le tarif des frais médicaux et pharmaceutiques en matière d'accidents au travail. 1905. Brochure de 62 pages. 0 fr. 75.
 N° 19. — Deuxième rapport sur l'application de la loi du 9 avril 1898. (Mars 1906.) Vol. de 175 p., dont 30 de graphiques en noir et couleurs. 2 fr.
 N° 20. — Jurisprudence. (VI. Mars 1906.) Un volume de 212 pages. 2 fr. 50.
 N° 21. — Troisième rapport sur l'application de la loi du 9 avril 1898. (Octobre 1906.) Vol. de 150 pages, dont 31 de graphiques en noir et en couleurs. 1 fr. 75.
 N° 22. — Décret du 27 septembre 1906 arrêtant la liste des exploitations commerciales soumises à la taxe réduite pour le fonds de garantie. Br. de 34 p. 0 fr. 35.
 N° 23. — Jurisprudence. (VII. Octobre 1906.) Un volume de 61 pages. 0 fr. 75.
 N° 24. — Jurisprudence. Table analytique des décisions publiées dans les tomes I à VII (fascicules n° 3, 7, 9, 11, 17, 20 et 23). Vol. 95 p. 1 fr. 25.
 N° 25. — Les Accidents du travail dans l'agriculture, d'après la statistique allemande, par Edouard FUSTER. Broch. in-8° de 48 p. 0 fr. 65.
 N° 26. — La Statistique du risque professionnel en Autriche par Edouard FUSTER. Volume in-8° de 168 pages. 2 francs.

II. — Recueil de Documents sur la Prévoyance sociale.

- Les Caisses d'épargne. (Législation et statistique.) 1903. Brochure in-8° de 34 pages. 0 fr. 75.
 Applications de la législation française sur les habitations à bon marché. 1903. Brochure de 52 pages. 0 fr. 75.
 L'Habitation ouvrière et les pouvoirs publics en Allemagne, par Edouard FUSTER. 1903. Brochure de 78 pages. 1 fr. 25.
 Les Retraites ouvrières en Italie, par O. ARSANDAUX. 1903. Brochure de 78 pages. 1 fr. 25.
 L'Assurance populaire du canton de Neuchâtel, par O. ARSANDAUX. 1903. Broch. de 44 p. 0 fr. 75.
 Projet de loi sur le contrat d'assurance. Rapport et documents. 1904. Volume de 247 pages. 0 fr. 85.
 L'Assurance obligatoire contre l'invalidité en Allemagne. 1905. Volume de 156 pages. 1 fr. 75.
 Les Capitaux des caisses de retraites allemandes et leur emploi, par Edouard FUSTER, 1905. Volume de 95 pages. 1 fr. 20.
 Documents sur les retraites ouvrières en Allemagne, par Edouard FUSTER. 1905. Brochure de 77 pages. 1 franc.
 Principaux résultats de la prévoyance sociale, de 1890 à 1903. Statistiques et graphiques. 1905. Brochure de 47 pages avec diagrammes. 0 fr. 60.
 Projet de code du travail et de la prévoyance sociale (vote par la Chambre des députés, le 15 avril 1905). Brochure de 61 pages. 0 fr. 75.
 Les Assurances sociales en France, de 1889 à 1905. Rapport au Congrès international de Vienne (1905), par le Directeur de l'Assurance et de la Prévoyance sociales. Broch. de 38 p. 0 fr. 50.
 Les assurances sociales en Belgique, par J. Bégasse. Broch. de 186 pages. 2 fr. 40.

Prière d'envoyer les communications relatives au **Bulletin** et aux **Syndicats professionnels**, non affranchies, à l'adresse suivante :

Monsieur le Ministre du Travail et de la Prévoyance sociale,
 Direction du travail, PARIS (VI^e).

N. B. — Pour que les envois bénéficient de la franchise postale, il importe que l'adresse porte la mention : A monsieur le Ministre du Travail et de la Prévoyance sociale.

BULLETIN DE L'OFFICE DU TRAVAIL

(MINISTÈRE DU TRAVAIL ET DE LA PRÉVOYANCE SOCIALE)

SOMMAIRE.

Pages.

Pages.

Mouvement social en France.

Revue du travail en janvier	113
Situation par industries	114
Grèves en janvier	123
Cconciliation et arbitrage en janvier	128
Le chômage en France de 1900 à 1907	128
L'industrie minière en France	135
L'enquête sur le travail à domicile dans l'industrie des fleurs artificielles	137
Les conseils de prud'hommes en 1904	137
Le travail dans les prisons en 1905	139

Jurisprudence.

Repos hebdomadaire : cessation le jour du repos de tout travail, quelle que soit son importance. — Accidents du travail : ouvrier de chemin de fer, non-cumul de la rente de la loi de 1893 et de la pension de retraite accordée par anticipation aux agents blessés en service; apprentis, salaires de base, ouvriers valides, définition; enfant congé après accident, absence de droit à la rente	143
---	-----

Mouvement social à l'étranger.

Allemagne : Revue du travail. — Placement. — Le marché du travail en 1907	146
Autriche : Placement. — Grèves. — Les grèves et lock-outs en 1906. — Le placement en 1906	148
Belgique : Marché du travail. — Grèves. — La caisse d'épargne et de retraites en 1906	151
Colonies britanniques : Revue du travail	153
Danemark : Les syndicats ouvriers en 1907. — Salaires et durée du travail en 1907	154
Etats-Unis : Revue du travail	156
Grande-Bretagne : Revue du travail. — Grèves. — Le marché du travail et la situation économique en 1907	156

Italie : Grèves. — L'abolition du travail de nuit dans la boulangerie	158
Pays-Bas : Revue du travail	160

Mouvement social international.

Les chemins de fer de l'Europe au 1 ^{er} janvier 1907.

Actes et documents officiels.

Articles 35, 36 et 37 (assistance aux vieillards) et 4 ^e , 49 et 50 (retraites des ouvriers mineurs) de la loi de finances du 31 décembre 1907)	162
Loi du 14 janvier 1908 (création de sociétés de crédit agricole)	163
Décret des 13 juin-11 décembre 1907 (réorganisation du personnel ouvrier des arsenaux de la marine)	163
Décret du 13 janvier 1908 (primes d'armement en faveur des navires se livrant à la pêche)	169
Circulaire (intérieur) du 15 janvier 1908 relative à l'assistance aux vieillards	171
Avis du conseil d'Etat relatif à l'insertion de clauses nouvelles dans les cahiers des charges des concessions minières	174
Etat des travaux législatifs	177
Chron. que législative	178

Renseignements divers.

Analyse, par département, des renseignements fournis par les associations patronales	181
Analyse, par département, des renseignements fournis par les associations ouvrières	186
Commerce extérieur; transports; prix courants divers	203
Placement gratuit (3 ^e trimestre 1907)	205
Mouvement syndical	214
Erratum	220

PARIS.

BERGER-LEVRAULT et C^e, éditeurs,
5, rue des Beaux-Arts (6^e arr.).

LIBRAIRIE ARMAND COLIN,
5, rue de Mézières (6^e arr.).

Le Bulletin de l'Office du travail paraît tous les mois. On le trouve chez tous les libraires.
On s'abonne également dans tous les bureaux de poste et à l'Imprimerie nationale.

Les abonnements ne sont pas reçus au Ministère du Travail.

PRIX DE L'ABONNEMENT { POUR LA FRANCE

2 fr. 50 par an.

{ POUR L'UNION POSTALE

3 fr. 50 —

Saisie-arrest sur les salaires. — 1 vol. in-8° de 138 p. (1899). — 1 fr. 50.	Epuisé.
Note sur la journée de huit heures dans les établissements industriels de l'État. — 1 vol. in-8° de 91 p. (1906).....	1 fr. 50.
L'industrie du chiffon à Paris. — 1 vol. in-8° de 118 p. (1903).....	1 fr. 50.
Enquête sur le travail à domicile dans l'industrie de la lingerie. — Tome I : 1 vol. in-8° de 782 p. (1907).....	5 fr.
L'assurance obligatoire contre les accidents du travail en Allemagne et en Autriche. — I. <i>Résultats financiers.</i> — 1 vol. in-8° de 110 p. (1892). — II. <i>Statistique des accidents du travail.</i> — 1 vol. in-8° de 124 p. (1892), chacun 1 fr. 50.....	Epuisés.
Bases statistiques de l'assurance contre les accidents. — 1 vol. in-8° de 235 p. (1899). 2 fr.....	Epuisé.
Résultats statistiques de l'assurance obligatoire contre la maladie : En Allemagne. — 1 vol. in-8° de 134 p. (1893). — <i>En Autriche.</i> — 1 vol. in-8° de 147 p. (1893), chacun 1 fr. 50.....	Epuisé.
Étude sur les derniers résultats des assurances sociales en Allemagne et en Autriche. 1 ^{re} partie : <i>Accidents.</i> — 1 vol. in-8° de 180 p. (1894). — 1 fr. 50.....	Epuisé.
2 ^e partie : <i>Maladie, Invalidité, Vieillesse.</i> — 1 vol. in-8° de 229 p. (1895). 2 fr.....	Epuisé.
Les caisses patronales de retraites (industries). — 1 vol. in-8° de 437 p. (1898). 3 fr. 50.....	Epuisé.
Hygiène et sécurité des travailleurs. — 1 vol. in-8° de 660 p. (1895). 5 fr.....	Epuisé.
Poisons industriels. — 1 vol. in-8° de 449 p. (1901). 3 fr.....	Epuisé.
Maladies professionnelles. — 1 vol. in-8° de 147 p. (1903). 1 fr. 80.....	Epuisé.
Les associations ouvrières de production. — 1 vol. in-8° de 613 p. (1897). 5 fr.....	Epuisé.
Les associations professionnelles ouvrières. — Tome I ^{er} : <i>Agriculture, mines, produits chimiques, industrie polygraphique.</i> — (1899). — Tome II : <i>Cuir et peaux, industries textiles, habillement, ameublement, travail du bois.</i> — (1901). — Tome III : <i>Métaux céramiques et verrerie</i> (1902). — Tome IV : <i>Bâtiment, transports et industries diverses.</i> — 4 vol. in-8° de 905, 895, 679 et 821 p., chacun.....	5 fr.
Législation ouvrière et sociale en Australie et Nouvelle-Zélande. — <i>Mission de M. Albert Meitin, agrégé de l'Université.</i> — 1 vol. in-8° de 200 p. (1901). 1 fr. 50.....	Epuisé.
Rapport sur l'apprentissage dans l'imprimerie (1889-1901). — 1 vol. in-8° de 320 p. (1902). 3 fr. 50.	Epuisé.
Rapport sur l'apprentissage dans les industries de l'ameublement. — 1 vol. in-8° de 678 p. (1905).	6 fr.
Répartition des forces motrices à vapeur et hydrauliques en 1899. — Tome I ^{er} : <i>Moteurs à vapeur</i> (1900). — Tome II : <i>Moteurs hydrauliques.</i> — (1901). — 2 vol. in-4° de 235 et 224 p., chacun 3 fr. 50.....	Epuisé.
Documents sur le marchandage, chômage, minimum de salaire, conseils de prud'hommes (voir publications du conseil supérieur du travail).	

III. — PUBLICATIONS PÉRIODIQUES. — STATISTIQUE.

Résultats statistiques du dénombrement de la population en 1891. <i>Dénombrement général.</i> — 1 vol. in-8° Jésus de 814 p. (1894). 15 fr.....	Epuisé.
<i>Dénombrement des étrangers.</i> — 1 vol. in-8° Jésus de 349 p. (1893).....	7 fr. 50.
Résultats statistiques du dénombrement de 1896. — 1 vol. in-8° de 491 p. (1899). 7 fr. 50....	Epuisé.
Résultats statistiques du recensement des industries et professions en 1896. — Tome I ^{er} : <i>Région de Paris au Nord et à l'Est</i> (15 départem.). — Tome II : <i>Région du Sud-Est</i> (27 départem.). — Tome III : <i>Région de l'Ouest au Midi</i> (45 départem.). — Tome IV : <i>Résultats généraux.</i> — 4 vol. in-4° de 845, 803, 663 et 440 p. (Tome I ^{er} épuisé), chacun.....	10 fr.
Résultats statistiques du recensement général de la population de 1901. — Tome I ^{er} : <i>Introduction, population légale ou de résidence habituelle pour la France entière; population présente, régions de Paris, du Nord et de l'Est.</i> — 1 vol. in-4° de 870 p. — Tome II : <i>Population présente, région du Sud-Est.</i> — 1 vol. in-4° de 818 p. — Tome III : <i>Population présente, région de l'Ouest et du Midi.</i> — 1 vol. in-4° de 906 p. — Tome IV : <i>Population présente, résultats généraux.</i> 1 vol. in-4° de 1,022 p., chacun.....	10 fr.
Tome V : <i>Enquêtes annexes (familles; aveugles; sourds-muets; habitations; forces motrices).</i> 1 vol. in-4° de 176 p. (1907).....	4 fr.
Album graphique de la statistique générale de la France (1907). — 1 vol. in-4° de 280 p. ..	8 fr.
Statistique générale de la France. — <i>Statistique annuelle, Années 1888-89; 1890; 1890-1891-1892.</i> — 3 vol. in-8° de 341, 145, 641 p. (1890, 1890-91-92, épuisés), chacun.....	7 fr. 50.
<i>Années 1893 à 1898.</i> — 6 vol. in-8° de 259, 259, 237, 235, 304 et 197 p., chacun 5 et 6 fr. — 1899 et 1900, 1901, 1902, 1903, 1 ^{er} volume : <i>Mouvement de la population.</i>	Epuisé.
4 vol. in-8° de 313, 289, 105 et 384 p. (épuisés, sauf 1902 et 1903), chacun....	5 fr.
<i>Année 1904.</i> — 1 vol. in-8° de 638 p.....	7 fr. 50.
<i>Années 1899 et 1900, 1901, 1902, 1903, 1904, 1905,</i> 2 ^e volume : <i>Institutions d'assistance.</i> 6 vol. — in-8° de 211, 105, 103, 103, 103 et 103 p. (épuisés, sauf 1902 et 1903), chacun.....	5 fr.
Statistique internationale du mouvement de la population d'après les registres de l'état-civil. — <i>Résumé rétrospectif depuis l'origine des statistiques de l'état-civil jusqu'en 1905.</i> — 1 vol. in-8° de 912 p.	15 fr.
Annuaire statistique. — Années 1880 à 1891, 12 vol. in-8° de 559, 664, 612, 630, 678, 674, 718, 723, 503, 516, 553, 535 pages; années 1892-94 et 1895-96, 2 vol. in-8° de 773 et 624 p.; années 1897 à 1905, 9 vol. in-8° de 520, 653, 615, 583, 592, 528, 631, 545 et 604 p. — (Epuisés : années 1880, 1888, et 1890 à 1905, sauf 1901 et 1905), chacun.....	7 fr. 50.
Statistique des grèves et des recours à la conciliation et à l'arbitrage (1890-1906). — 15 vol. in-8° (épuisés, sauf 1900, 1901, 1902, 1903, 1904 et 1906), chacun.....	3 fr. et 3 fr. 50.
1904, 1905 et 1906.....	4 fr. 50.
Statistique des grèves de 1890 à 1899. — Broch. in-8° de 28 p.....	1 fr. 50.
Annuaire des syndicats professionnels. — Années 1897, 1898-1899, 1900, 1901, 1902, 1903 et 1904-1905. — (Epuisés, sauf 1902 et 1904-1905), chacun.....	5 fr.

D'après une communication des libraires désignés ci-après on pourrait se procurer d'occasion, à leur librairie, quelques-uns des volumes indiqués comme épuisés : MM. BERGER-LEVRULT et C^{ie}, rue des Beaux-Arts, 5, Paris-6^e; MUZARD et EBIN, place Dauphine, 26, à Paris-1^{er}; GEORGES ROUSTAN, quai Vaire, 5 et 17, à Paris-7^e; CRAYALIER et RIVIERE, rue Jacob, 30, à Paris-6^e.

EN VENTE CHEZ BERGER-LEVRAULT ET C^{ie} :

PUBLICATIONS DE LA DIRECTION DU TRAVAIL.

I. — CONSEIL SUPÉRIEUR DU TRAVAIL.

1 ^{re} SESSION (1891). — <i>Compte rendu des séances. — Rapports : Bureaux de placement</i> (M. Thévenet), — <i>Protection des salaires</i> (M. Martelin). — <i>Création d'un office du travail</i> (M. Keufer). — 1 vol. in-4° de 200 p. 2 fr. 25.	Épuisé.
2 ^e SESSION (1892). — <i>Compte rendu. — Rapports : Organisation du crédit populaire</i> (MM. Labeyrie et Delahaye). — <i>Sociétés coopératives de crédit</i> (M. Lyon-Caen). — <i>Habitations ouvrières</i> (M. Siegfried). — <i>Musée d'économie sociale</i> (M. Linder). — <i>Règlements d'atelier</i> (M. Keufer). — <i>Pétition des typographes de Lyon</i> . — 1 vol. in-4° 252 p. 3 fr.	Épuisé.
3 ^e et 4 ^e SESSIONS (déc. 1893-janv. 1894). — <i>Compte rendu. — Rapport sur l'organisation du crédit populaire</i> (M. Maury). — 1 vol. in-4°, 341 p. 3 fr. 30.	Épuisé.
5 ^e SESSION (1895). — <i>Compte rendu. — Rapport sur la création de chambres de travail</i> (M. Depasse). — 1 vol. in-4°, 165 p. 2 fr. 25.	Épuisé.
6 ^e SESSION (1896). — <i>Compte rendu. — Rapports : L'insaisissabilité des pensions ouvrières</i> (M. Paulet). — <i>La question du chômage</i> (MM. Moron, l'Inance et Keufer). — 1 vol. in-4°, 143 p. 1 fr. 80. — <i>Rapport sur la question du chômage, accompagné de documents réunis par l'Office du travail</i> . — 1 vol. in-4°, 398 p. 3 fr. 60.	Épuisés.
<i>Statistique des travaux de secours en cas de chômage</i> (1896, 1897, 1898) [note de l'Office du travail]. 1 broch. in-4° de 23 p. (1899).	1 fr.
7 ^e SESSION (1897). — <i>Compte rendu. — Rapport sur le système actuel des adjudications</i> (M. Keufer). — <i>Note de l'Office du travail sur le minimum de salaire dans les travaux publics</i> . — 1 vol. in-4°, 299 p. 3 fr.	Épuisé.
8 ^e SESSION (1898). — <i>Compte rendu. — Rapport sur le marchandage</i> (M. Goy). — <i>Note de l'Office du travail sur le marchandage</i> . — 1 vol. in-4°, 127 p. 1 fr. 80.	Épuisés.
9 ^e SESSION (1900). — <i>Compte rendu. — 1 vol. in-4°, 525 p. 4 fr. 50.</i> <i>Les conseils de prud'hommes</i> (Documents et enquête de l'Office du travail). — 1 vol. in-4°, 409 p.	Épuisé.
<i>Enquête sur la législation de conseils de prud'hommes</i> (Enquête de l'Office du travail). — 1 broch. in-4° de 55 p.	3 fr. 60.
10 ^e SESSION (1901). — <i>Compte rendu. — 1 vol. in-4° de 175 p. 2 fr. 25.</i> — <i>Rapport et documents sur la réglementation du travail dans les bureaux et magasins</i> (M. Dalle) et dans les petites industries de l'alimentation (M. Barafort). — 1 vol. in-4°, 261 p. 3 fr.	1 fr.
<i>Rapports sur diverses modifications à la législation des prud'hommes et sur les renvois par suite de saisie-arrest</i> . — 1 broch. in-4°, 28 p.	Épuisés.
11 ^e SESSION (1902). — <i>Compte rendu. — 1 vol. in-4°, 147 p.</i> <i>Apprentissage : enquête et doc.</i> (rapport de M. Briat). — 1 vol. in-4°, 537 p.	1 fr. 1 fr. 80. 4 fr. 50
<i>Rapport sur les modifications à apporter aux groupes professionnels du conseil supérieur</i> (M. Fagnol). — 1 broch. in-4°, 15 p. 1 fr.	Épuisé.
12 ^e SESSION (1903). — <i>Compte rendu. — 1 vol. in-4°, 224 p.</i> <i>Les caisses de chômage</i> . — 1 vol. in-4°, de 148 p.	2 fr. 70. 1 fr. 80.
<i>Réglementation du travail dans les industries de transport</i> (Rapport de M. Moreau). — 1 vol. in-4°, 87 p.	1 fr. 50.
<i>Enquête et documents sur le délai-congé</i> . — 1 vol. in-4°, 104 p.	1 fr. 80.
13 ^e SESSION (1904). — <i>Compte rendu. — 1 vol. in-4°, 233 p.</i> <i>Le repos hebdomadaire</i> (rapport de M ^{lle} Blondelu). — 1 vol. in-4°, 73 p.	1 fr. 80. 1 fr. 50.
<i>Le délai-congé</i> (rapport de M. Manoury). — 1 vol. in-4°, 52 p.	1 fr. 50.
14 ^e SESSION (1905). — <i>Compte rendu. — 1 vol. in-4°, 135 p.</i>	1 fr. 80.
15 ^e SESSION (novembre 1905). — <i>Compte rendu. — 1 vol. in-4°, 168 p.</i> <i>L'enseignement professionnel</i> (Rapport de M. Briat). — 1 vol. in-4°, 159 p.	2 fr. 25. 2 fr.
16 ^e SESSION (1906). — <i>Compte rendu. — 1 vol. in-4°, 244 p.</i> <i>L'affichage des lois ouvrières</i> (rapport de M. Paillot). — 1 br. in-4°, 11 p.	2 fr. 70. 1 fr.
<i>L'inspection du travail</i> (rapport de M. Bourderon). — 1 br. in-4°, 53 p.	1 fr.
17 ^e SESSION (1907). — <i>La capacité professionnelle des syndicats</i> . — 1 br. in-4°, 33 p.	1 fr.
<i>L'organisation du Conseil supérieur du travail</i> . — 1 br. in-4°, 22 p.	1 fr.
<i>La protection des salaires en cas de faillite ou de déconfiture</i> . — 1 br. in-4°, 40 p.	1 fr.

II. — ENQUÊTES ET DOCUMENTS.

<i>Le placement des employés, ouvriers et domestiques en France, avec un appendice relatif au placement dans les pays étrangers</i> . — 1 vol. in-8° de 712 p. (1893). 8 fr.	Épuisé.
<i>Secondé enquête sur le placement des employés, des ouvriers et des domestiques</i> . — 1 vol. in-8° de 186 p. (1901).	1 fr. 50.
<i>De la conciliation et de l'arbitrage dans les conflits collectifs entre patrons et ouvriers en France et à l'étranger</i> . — 1 vol. in-8° de 610 p. (1893). 6 fr.	Épuisé.
<i>Examen du 6^e rapport annuel du Dép^t du travail des États-Unis. — Des artels et de la participation intéressée du personnel dans les chemins de fer russes</i> . — 1 vol. in-8° de 93 p. (1893). 1 fr. 50.	Épuisé.
<i>Salaires et durée du travail dans l'industrie française. — Tome 1^{er} : Seine</i> . — 1 vol. in-8° de 611 p. (1893). — <i>Tomes II et III : Départements</i> . — 2 vol. in-8° de 760 et 648 p. (1894 et 1896). — <i>Tome IV : Résultats généraux</i> . — 1 vol. in-8° de 574 p. (1897). Chacun 7 fr. 50. — <i>Manufactures de l'État et chemins de fer</i> . — 1 vol. in-8° de 164 p. (1896) 1 fr. 50. — <i>Album graphique</i> . — 29 planches in-8° (1897) 1 fr.	Épuisé.
<i>La petite industrie (salaires, durée du travail)</i> . — <i>Tome 1^{er} : L'alimentation à Paris</i> . — 1 vol. in-8° de 300 p. (1893). — <i>Tome II : Le vêtement à Paris</i> . — 1 vol. in-8° de 721 p. (1896). 2 fr. 50 et 5 fr.	Épuisé.
<i>Bordereaux de salaires pour diverses catégories d'ouvriers en 1900 et 1901</i> . — 1 vol. in-8° de 232 p. (1902). 3 fr. 50.	Épuisé.

BULLETIN

DE

L'OFFICE DU TRAVAIL.

FRANCE.

REVUE DU TRAVAIL ⁽¹⁾.

Pendant le mois de janvier, les ouvriers viticoles du Midi, occupés à la taille des vignes, ont souffert des pluies; dans les forêts les coupes de bois sont à peu près partout en pleine exploitation, mais les gelées ont arrêté momentanément les travaux dans quelques centres. La situation reste satisfaisante pour la saison dans l'horticulture de la région parisienne; les ouvriers agricoles de certains centres de Seine-et-Marne ont beaucoup de chômage.

Dans le bâtiment le travail a beaucoup baissé par suite des gelées.

Dans l'industrie textile, l'activité est normale dans les Vosges, les Ardennes et l'Aisne; elle a sensiblement baissé d'une manière générale dans le Nord; elle reste peu satisfaisante dans les petits centres de l'Ouest. Dans la soie, le chômage a encore augmenté dans les tissages de la région de Saint-Étienne et de la région de Lyon. Le travail a baissé dans la couture.

Dans les métaux l'activité a encore un peu baissé, d'une manière générale, depuis le mois dernier.

Le chômage reste très élevé dans la carrosserie automobile à Paris, dans la céramique à Limoges, ainsi que chez les diamantaires.

⁽¹⁾ Sauf indication contraire, les renseignements sur le mouvement du travail sont tirés des réponses au questionnaire mensuel sur l'état du travail et le chômage professionnel envoyées par les syndicats ouvriers et qui sont parvenues à l'Office du travail dans la seconde quinzaine de janvier 1907. — Les chiffres entre parenthèses dans la situation par industries indiquent le nombre des ouvriers adhérents des syndicats cités. — Ne sont comptés que les chômeurs involontaires, à l'exclusion des ouvriers malades ou en grève.

Dans les industries du livre le travail a légèrement baissé, mais reste satisfaisant.

1,319 syndicats, groupant 289,342 ouvriers, ont répondu, pour janvier 1908, au questionnaire mensuel sur l'état du travail et le chômage professionnel.

Parmi ces syndicats, 1,030 groupant 226,406 ouvriers ont fait connaître le nombre de leurs chômeurs, soit 21,862, ce qui correspond à une moyenne de 9.7 p. 100, en y comprenant les mineurs du Pas-de-Calais, et de 10.9 p. 100, mineurs du Pas-de-Calais non compris. Cette dernière moyenne était, le mois dernier, de 9.4 p. 100; elle était de 7.8 p. 100 en janvier 1907.

L'ouvrage, pendant le mois de janvier 1908, a été jugé, par comparaison avec le mois de décembre, plus abondant, par 12 p. 100 des syndicats, groupant 12 p. 100 des syndiqués; équivalent par 50 p. 100 des syndicats, groupant 59 p. 100 des syndiqués; moins abondant par 38 p. 100 des syndicats, groupant 29 p. 100 des syndiqués.

A la question : « Estimez-vous la situation du travail satisfaisante pour l'époque? » 636 syndicats, groupant 120,359 adhérents, ont répondu par l'affirmative, et 442, groupant 106,836 adhérents, ont répondu par la négative.

Situation par industries.

PÊCHE. — AGRICULTURE. — FORÊTS. — Sur les côtes bretonnes et vendéennes, la pêche est meilleure à Concarneau (650); elle est médiocre à Port-Louis (450) et au Palais (121); à Douarnenez (1,736), les pêcheurs ne sortent pas et préparent leurs filets pour la pêche aux raies; ceux de Guilvinec (296), se préparent à la pêche aux maquereaux; ceux du Bono (152) chôment également. Sur la Méditerranée, à Arles (121), un tiers des pêcheurs chôment; la pêche est moins abondante à La Seyne (110).

D'après les réponses de 73 syndicats d'ouvriers agricoles, groupant 10,676 membres, la proportion des chômeurs syndiqués était, en janvier, de 19.2 p. 100 contre 15.4 le mois dernier et 20 en janvier 1907; la situation était considérée comme satisfaisante par 50 p. 100 des syndicats et 59 p. 100 des syndiqués. Sur le total de 2,058 chômeurs, 1,347 sont signalés par 48 syndicats d'ouvriers viticoles de l'Aude, de l'Hérault et des Pyrénées-Orientales qui groupent à eux seuls 3 939 syndiqués : la proportion est respectivement dans les trois départements de 31.3, 32.9 et 40.1 p. 100 contre 27.9, 47 et 28.1 le mois dernier et 32.4, 33.5 et 47 en janvier 1907; 11 de ces syndicats n'accusent aucun chômeur; les ouvriers viticoles sont occupés à la taille des vignes, aux labourages et aux fumures, mais les pluies contrarient beaucoup les travaux. A Paris, le syndicat mixte des horticulteurs (2,189) annonce 10 chômeurs contre 18 le mois dernier et 47 en janvier 1907 : le travail est satisfaisant pour l'époque; le syndicat ouvrier de la rue du Harlay (2,080) n'accuse aucun chômeur et estime également le travail satisfaisant pour l'époque, quoique moins abondant. En Seine-et-Marne, le syndicat de Lieusaint (1,200) accuse 48.3 p. 100 de chômeurs; celui du canton de Coulommiers (118), o. Les vignerons d'Av (142) n'accusent aucun chômeur. 99 syndicats de bûcherons accusent 1,531 syndiqués sans travail, soit, sur

un effectif de 9.591 membres, une proportion de 16 p. 100 contre 20.9 le mois dernier et 9.1 en janvier 1907. La situation est considérée comme satisfaisante pour l'époque par 74 p. 100 des syndicats et 72 p. 100 des syndiqués. Les coupes de bois sont presque partout en exploitation, mais les gelées ont arrêté momentanément les travaux dans quelques centres : on ne signale aucun chômeur dans 2 centres sur 8 dans l'Allier, dans 17 sur 23 dans le Cher, dans 31 sur 36 dans la Nièvre et dans 2 sur 7 dans l'Yonne; le chômage atteint 33.3 p. 100 contre 40.5 le mois dernier dans l'Allier pour 771 syndiqués; il est de 15.6 contre 17.4 dans le Cher pour 2,029 syndiqués; de 10.5 contre 14.4 dans la Nièvre pour 3,595 syndiqués et de 36.7 contre 37.8 dans l'Yonne pour 787 syndiqués.

MIXES. — Les renseignements qui suivent, calculés d'après les chiffres obligamment fournis par le Comité central des houillères de France portent sur près de 170.000 ouvriers, soit les trois quarts environ du personnel ouvrier des mines, pendant le mois de janvier 1908. Dans le courant de ce mois, le nombre moyen des jours d'extraction par semaine pour les ouvriers du fond et la répartition de l'ensemble des ouvriers occupés par l'exploitation tant au fond qu'au jour, d'après l'activité du travail, sont indiqués ci-dessous :

BASSINS ou GROUPES DE BASSINS. 1	NOMBRE D'OUVRIERS. 2	NOMBRE MOYEN HEBDOM- DAIRE de jours d'extraction ⁽¹⁾ 3	SUR 100 OUVRIERS, TANT DU FOND QUE DU JOUR, COMBIEN ONT TRAVAILLÉ PAR SEMAINE				
			moins de 3 jours. 4	de 3 à 4 jours. 5	de 4 à 5 jours. 6	de 5 à 6 jours. 7	6 jours ou davantage (travail plein) 8
			p. 100.	p. 100.	p. 100.	p. 100.	p. 100.
Nord et Pas-de-Calais....	100.217	5.88	"	"	"	87.16	12.84
Loire.....	17.344	5.77	"	"	"	98.62	1.38
Gard et Hérault.....	15.570	5.78	"	"	"	94.66	5.34
Turn et Aveyron.....	10.795	5.36	"	"	"	88.22	11.78
Provence (lignites).....	2.565	5.73	5.25	"	"	94.75	"
Isère.....	2.016	5.77	"	"	"	100.00	"
Bourgogne et Nord-Est.....	10.396	5.78	"	"	"	97.37	2.63
Centre.....	9.976	5.76	"	"	"	100.00	"
Ouest.....	280	5.77	"	"	"	100.00	"
ENSEMBLE pour la France.	169.816	5.81	0.03	"	"	90.86	9.11

⁽¹⁾ Le nombre moyen hebdomadaire des jours d'extraction peut être supérieur à six en cas de dérogations au repos du dimanche, application de l'art. 6 § 3 de la loi du 13 juillet 1906) ou lorsque certaines mines ne chôment pas les jours fériés, tels que lundi de Pâques et de Pentecôte, Ascension, 14 juillet, Assomption, Toussaint, Noël, qui sont des jours de repos généralement observés, bien que la loi n'en fasse pas une obligation.

Le nombre moyen hebdomadaire de jours d'extraction était de 5.60 le mois dernier et de 6.03 en janvier 1907. D'après les réponses de 22 syndicats, le chômage serait de 0.4 p. 100 sur un effectif de 33.889 syndiqués; il était de 0.04 p. 100 le mois dernier pour 28.726 syndiqués et de 0.8 en janvier 1907 pour 30.070 syndiqués; le syndicat de Lens (25.500) n'accuse aucun chômeur; celui de Montceau-les-Mines (4.997), 2.4 p. 100.

La production houillère des bassins du Nord et du Pas-de-Calais, déduction faite des déchets de triage, s'est élevée, pour l'année 1907, à 24,762,744 tonnes (chiffres approximatifs) contre 22,071,169 (chiffres définitifs) en 1906, soit une augmentation de 2,691,575 tonnes. Pendant la même année la production en cokes et en agglomérés des usines appartenant aux compagnies houillères du Nord et du Pas-de-Calais s'est élevée à 1,946,737 tonnes de cokes et 1,184,040 tonnes d'agglomérés.

mérés (chiffres approximatifs), soit, par rapport à l'année 1906 (chiffres définitifs), une augmentation de 267,934 tonnes de coques et 224,807 d'agglomérés.

CARRIÈRES. — Dans les carrières et ardoisières, la proportion des chômeurs est de 7.1 p. 100 pour 19 syndicats groupant 4,401 ouvriers contre 4.1 le mois dernier et 12.9 en janvier 1907. Dans les carrières, pas de chômeurs à Lérrouville (185), Thollon (300), Chevreuse (1,989) et Saulxures-sur-Moselotte (460); 52 p. 100 à Saint-Restitut (115) contre 58.3 le mois dernier; 40 contre 60 à Parmilieu (110); 40 à Porcieu-Amblagnieu (325); 21.7 à Comblanchien (115). Dans les ardoisières, pas de chômeurs à Haybes-sur-Meuse (300).

ALIMENTATION. — D'après les réponses de 63 syndicats, groupant 10,703 adhérents, la proportion des chômeurs, dans l'ensemble des industries de l'alimentation, était de 9.6 p. 100 contre 12.1 le mois dernier et 14 en janvier 1907. La situation est jugée satisfaisante pour l'époque par 51 p. 100 des syndicats et 35 p. 100 des syndiqués. En province le chômage dépasse la moyenne chez les boulangers de Toulon (122); les cuisiniers de Bordeaux (301); les bouchers de Marseille (190); les limonadiers-restaurateurs de Marseille (300); les maîtres d'hôtel navigateurs du Havre (610). Le travail est, par contre, satisfaisant chez les boulangers de Bayonne (100) et de Limoges (168); les confiseurs et pâtisseries de Marseille (450); les brasseurs de Tourcoing (200). A Paris, les cuisiniers de la rue Mandar (1,254) accusent 6.8 p. 100 contre 6.9; les garçons de cuisine (961), 6; les pâtisseries (1,598), 10 contre 9.4; les confiseurs (275), 21.8 contre 3.7; les biscuitiers (148), 4.7; les boulangers du boulevard Richard-Lenoir (230), 4.8 contre 12.6; ceux du syndicat mixte de la rue Aumaire (1,000), 4 contre 6.6; les employés des Halles, 3.8 contre 4.7 à la volaille (106) et 4.3 contre 2.6 à la marée (115).

La production d'alcool des bouilleurs et distillateurs de profession, à la fin de décembre 1907, troisième mois de la campagne 1907-1908, s'élevait à 1,187,683 hectolitres contre 1,225,855 hectolitres à l'époque correspondante de la précédente campagne, soit une diminution de 38,172 hectolitres. La production des bouilleurs de cru pendant la même période est évaluée approximativement à 81,000 hectolitres, soit une différence en moins de 33,000 hectolitres sur la période correspondante de la campagne 1906-1907 ⁽¹⁾.

Dans l'industrie sucrière, les travaux de défécation n'étaient en cours d'activité dans aucune fabrique à la fin de janvier 1908; ces travaux étaient terminés dans 255 fabriques contre 273 à la fin de janvier 1907; la quantité de sucre travaillée au 31 janvier 1908, exprimée en sucre raffiné, s'élevait à 711,342 tonnes contre 736,136 à l'époque correspondante de la campagne 1907-1908, soit une diminution de 24,794 tonnes ⁽²⁾.

PRODUITS CHIMIQUES. — CAOUTCHOUC. — PAPIER. — CARTON. — Le chômage, dans l'ensemble des industries chimiques, d'après les réponses de 12 syndicats, groupant 8,893 ouvriers, ressort à 3.5 p. 100 contre 4.6 le mois dernier et 0.7 en janvier 1907. En ce qui concerne les travailleurs du gaz, ceux de Paris (6,022), Reims (215) et Saint-Étienne (258) sont tous occupés. Il en est de même des ouvriers en produits chimiques de Premery (300). Les ouvriers des huileries de Marseille (899) ont 38.8 p. 100 de chômeurs contre 25 p. 100 le mois dernier; lessavonniers (775), 33.5 contre 21.7.

⁽¹⁾ Journal officiel du 19 janvier 1908.

⁽²⁾ Journal officiel du 13 février 1908.

Les ouvriers des papeteries d'Anould (645), Ballancourt (280), Nancy (170) et Annonay (423) sont tous occupés.

INDUSTRIES DU LIVRE. — Chez les typographes, lithographes, graveurs et similaires, le nombre des chômeurs syndiqués est : pour la province, de 140 pour 57 syndicats groupant 4,042 adhérents, soit 3.5 p. 100; pour Paris, de 153 pour 11 syndicats groupant 6,167 adhérents, soit 2.5 p. 100. La proportion était, le mois dernier, pour la province, de 1.6 p. 100, et pour Paris de 1.5 p. 100; elle était, pour le mois de janvier 1907, de 2.5 p. 100 pour la province, de 3.7 p. 100 à Paris.

La situation est considérée comme satisfaisante pour l'époque par 89 p. 100 des syndicats de province groupant 81 p. 100 des syndiqués. Le travail est estimé plus abondant par 9 syndicats, équivalent par 30, moins abondant par 10 autres. Il y a 0 chômeur contre 3.8 p. 100 le mois dernier à Nice (129); 0 contre 0 chez les lithographes de Marseille (102); 0 contre 0 chez les typographes de Dijon (113); 2.3 contre 2.8 à Bordeaux (342); 5 contre 2.8 à Grenoble (141); 1.4 à Saint-Etienne (140); 1.2 contre 0.7 chez les typographes (420) de Lille; 2.9 contre 0.8 chez les typographes (523) et 7 chez les lithographes (158) à Lyon; 3.2 contre 3.1 à Rouen (158); 3.6 contre 4.2 au Havre (112); 0 contre 0 à Amiens (200).

A Paris, le travail dans la typographie est estimé satisfaisant; le syndicat de la rue de Savoie (3,700) accuse 70 chômeurs contre 40 le mois dernier et 150 en janvier 1907; les conducteurs-typographes de la bourse du travail (200) en accusent 5 p. 100 contre 2.5. L'*Union lithographique* en accuse 7.6 p. 100 contre 3.8; la *Résistance* des lithographes (215), 10.2 contre 7.9; les stéréotypeurs (204), 0.5 contre 0.

CUIRS ET PEaux. — Le chômage, d'après les réponses de 15 syndicats, groupant 2,183 ouvriers atteint 44 p. 100 des ouvriers syndiqués dans l'ensemble des industries qui préparent les cuirs et peaux (tanneurs, corroyeurs, mégissiers, etc.), contre 34.9 le mois dernier et 19.7 en janvier 1907. A Annonay, les mégissiers de rivière (650) ont 60 p. 100 de chômeurs contre 50 le mois dernier, avec une semaine de 40 heures; les palissonneurs (350) 40 p. 100 contre 40. Les mégissiers de rivière de Chaumont (210) l'ont tous 48 heures. A Grenoble, les mégissiers (302) ont 76 p. 100 de sans-travail contre 61.6 p. 100 avec une semaine de 16 heures. A Mazamet les tanneurs (100) en accusent 70 p. 100 contre 15; les mégissiers (112), 50 contre 50.

Chez les ouvriers de la chaussure, la proportion des chômeurs syndiqués est de 4.8 p. 100 pour 13 syndicats groupant 650 ouvriers contre 10.8 le mois dernier et 2.1 en janvier 1907. Au Quesnoy (200) tous les ouvriers sont occupés 76 heures par semaine contre 46 le mois dernier.

INDUSTRIES TEXTILES. — Le nombre des chômeurs dans la filature et le tissage, d'après les réponses de 73 syndicats, groupant 30,869 adhérents, était, à la fin de janvier, de 2,580, soit 8.4 p. 100 contre 7.6 le mois dernier et 7 en janvier 1907.

Dans le Nord, à Roubaix, d'après le syndicat textile (9,751) il y aurait 7.2 p. 100 de chômeurs contre 6.3 le mois dernier et 4.6 en janvier 1907, la semaine est de 60 heures et le travail n'est pas satisfaisant; à Tourcoing, les trieurs de laines (370) accusent 67.6 p. 100 de chômeurs contre 65.6 et ne font que 42 heures; les tapissiers en grosse moquette (164) en accusent 2.4 contre 2.4. A Lille, le syndicat mixte du fil (1,180) en accuse 0 contre 0.4 le mois dernier et une semaine de 50 à 60 heures, le travail serait beaucoup moins abondant. A

Armentières, le syndicat mixte (1,875) n'a aucun chômeur et accuse une semaine de 50 à 60 heures; le syndicat ouvrier (2,000) accuse 59 heures et estime également le travail satisfaisant. A Houplines (1,495), il y a 1.2 p. 100 de chômeurs contre 0.5 le mois dernier, la semaine est de 55 à 60 heures; à Halluin (1,050), le chômage est de 9 p. 100 contre 8 et la semaine de 45 à 50 heures; 1.4 contre 1.6 à la Gorgue-Estaires (700) et 60 heures; 8.3 contre 7.3 à Lannoy (600); pas de chômeurs à Avesnes (198), Boussières (130), Villers-en-Cauchies (158); 1 p. 100 contre 0.9 à Nieppe (350); 62.5 à S^t Waast (200) contre 37.5; 20 contre 33 à Comines (200); 20 contre 15 à Avesnes-les-Aubert (430); 50 à Carnières (150) et à Villers-en-Cauchies (158). Pour l'ensemble de 21 syndicats du Nord groupant 19,285 syndiqués, la proportion des chômeurs est de 8.2 p. 100 contre 6.4 le mois dernier et 5.8 en janvier 1907.

Dans les Vosges, les 5 syndicats d'ouvriers textiles qui ont répondu à la question concernant le chômage accusent 0 p. 100 de chômeurs sur 866 syndiqués contre 0 le mois dernier et 1.2 en janvier 1907; la semaine est partout de 60 heures au moins. Pas de chômeurs à Saint-Dié (600).

Dans les centres normands, 13.7 p. 100 de chômeurs à Rouen dans l'industrie cotonnière (2 500) où la semaine est de 50 heures; à Bolbec (200) il n'y a aucun chômeur, la semaine est de 60 heures et le travail est satisfaisant. Pas de chômeurs à Condé-sur-Noireau (150), la semaine est de 60 heures. Pas de chômeurs dans l'industrie cotonnière à Flers (815) où l'on fait 60 heures.

Dans les tissages de coton de la région roannaise, à Roanne, les tisseurs (464) en accusent 1.5 p. 100 contre 0.9 et 54 heures par semaine; les pareurs (178) 1.1 contre 1.1 et 60 heures; la semaine est de 45 heures à Thizy (350); elle est de 55 heures à Bourg-de-Thizy (468) avec 13.7 p. 100 de chômeurs contre 6.3 le mois dernier.

Dans l'Aisne, l'*Union des tisseurs* (170) n'accuse aucun chômeur avec une semaine de 60 heures. Dans les Ardennes, à Saint-Menges (275), les ouvriers en tissus accusent 0 sans travail contre 0 le mois dernier, la semaine est de 60 heures dans le tissage et la filature, de 50 à 54 dans les apprêts; à Sedan, les tisseurs (250) en signalent 2 p. 100 contre 1.2 avec 60 heures par semaine et estiment la situation assez satisfaisante. A Floing (194) 25 p. 100 de chômeurs par suite de la fin de la saison. A Reims, l'*Union des travailleurs* de l'industrie lainière (150) en a 5.3 p. 100.

Dans l'Ouest, à Romorantin (450), dans l'industrie du drap, tous les ouvriers syndiqués sont occupés 60 et 66 heures, le travail est satisfaisant pour l'époque. Le travail est en général très peu satisfaisant dans les centres de Maine-et-Loire et des Deux-Sèvres. Les tapissiers d'Aubusson (150) sont tous occupés 60 heures. 9.6 p. 100 de chômeurs contre 56 à Lavelanet (520). A Mazamet, 1.8 p. 100 contre 1.8 chez les ouvriers fileurs (110) qui font de 55 à 60 heures et se montrent satisfaits; 50 contre 33 dans l'industrie textile (120) avec 48 heures.

Dans la soie, le syndicat indépendant des tisseurs de Saint-Étienne (110) accuse 54.5 p. 100 de chômeurs contre 22.7, le travail a encore baissé; 20 à 25 p. 100 à Charlieu (150); 60 p. 100 contre 60 à Saint-Genest-Lerpt (150). Dans l'Isère, le travail n'est pas satisfaisant à Montalieu-Vercieu (220); les tisseurs de Moirans (800) accusent 10 p. 100 contre 4.5 avec une semaine de 46 heures contre 46; ceux de Saint-Geoire-en-Valdaine (420) 5 contre 0 avec une semaine de 58 à 60 heures; ceux de Virieu (130), 0. Dans la région lyonnaise, l'entretien des métiers devient de plus en plus difficile dans les usines de tissage mécanique au fur et à mesure que se terminent les commissions anciennes; à Lyon, dans les petits ateliers de tissage mécanique ou à la main, la plupart des commissions anciennes se sont achevées sans que jusqu'à présent il ait été pourvu à leur remplace-

ment de sorte que le niveau du travail s'est encore abaissé; à la campagne, les ateliers à bras sont absolument dégarnis⁽¹⁾. Le syndicat des ouvriers du tissage mécanique de Lyon (500) accuse 10 p. 100 de chômeurs contre 20 le mois dernier; le travail est toujours peu abondant; l'*Union des tisseurs* de Lyon (117) accuse 70 p. 100; les tisseurs de Gandris (100), 6. A Pont-Beauvoisin (190) les tisseurs sont tous occupés.

Dans le tulle, à Saint-Quentin, les tullistes en guipures (110) ont 1.8 p. 100 de chômeurs, font 54 heures et se déclarent satisfaits; les tullistes de la Tour-du-Pin (110) sont tous occupés, mais le travail a baissé; ceux de Serrières-de-Briord (104) ont 3.8 p. 100 sans travail et font 60 heures, en baisse sur le mois dernier. Les brodeuses de Paris (220) accusent 2.3 p. 100 de chômeurs.

Dans la teinture et l'apprêt, à Lyon les teinturiers (750) ont 0 chômeur et font 60 heures; les imprimeurs sur étoffes (150) n'ont pas de chômeurs et font de 45 à 48 heures; à Roanne, les apprêteurs (225) accusent 1.8 p. 100 de chômeurs contre 0.9. Les teinturiers-dégrasseurs de Paris (300) en accusent 4 contre 2.9.

Chez les ouvriers et ouvrières de l'habillement, la proportion des chômeurs est de 10.9 p. 100 pour 15 syndicats, groupant 2,025 ouvriers, contre 3.6 le mois dernier et 22.5 en janvier 1907. Le travail est considéré comme plus abondant par 0 syndicat, équivalent par 7, moins abondant par 11. La situation est estimée satisfaisante pour l'époque par 44 p. 100 des syndicats et 72 p. 100 des syndiqués. A Paris, les coupeurs-tailleurs de la Bourse du travail (120) ont 16.7 p. 100 de chômeurs contre 16.6; les couturières (613) en accusent 14 p. 100. 43.8 p. 100 de chômeurs chez les tailleurs de Bordeaux (105) contre 16.6 le mois dernier; 0 contre 0 à Saint-Quentin (298); 5.7 chez les couturières de Grenoble (210); 17.9 à Avignon (106); 0.9 contre 0.9 chez les ouvriers du syndicat mixte de Carcassonne (235); 0 chez ceux du syndicat mixte de Limoges (116).

Chez les chapeliers, casquettiers, etc., la moyenne du chômage est de 12.3 p. 100 pour 6 syndicats groupant 494 ouvriers contre 7.2 le mois dernier et 9.6 en janvier 1907; à Paris, les ouvriers en chapeaux de soie (106) ont 3.8 p. 100 de chômeurs contre 1.8; les ouvrières (100), 0. Les chapeliers de Lyon (182) en ont 16.5 contre 10.5.

10 p. 100 chez les ouvrières et ouvriers blanchisseurs de Paris et de la Seine (108).

Bois. — La moyenne de chômage accusée par 41 syndicats de charpentiers et de menuisiers en bâtiment, groupant 3,656 ouvriers, est de 14.2 p. 100 contre 9.4 le mois précédent et 8.1 en janvier 1907 : la situation est estimée satisfaisante par 50 p. 100 des syndicats et 42 p. 100 des syndiqués. Les callats de Marseille (120) accusent 68.3 p. 100 de chômeurs. Les charpentiers d'Armentières (110) en accusent 2.7 contre 0; ceux de Lille (150), 4.7; ceux du Havre (117), 9.4; les travailleurs du bois d'Halluin (350), 4.9 contre 4; les scieurs de Hermes (104), 0 contre 0; ceux de Gommegnies (116), 0 contre 0. A Paris, l'*Union des menuisiers* (758) accuse 7.1 p. 100 de chômeurs contre 2.6; les poseurs de menuiserie (600), 33.3; les menuisiers libres (180) 1.1 p. 100 contre 1.1.

Chez les ouvriers du meuble et de l'ameublement (menuisiers-ébénistes, ébénistes, tapissiers, etc.), la proportion des syndiqués sans travail, d'après les réponses de 17 syndicats, groupant 1,428 ouvriers, est de 12.5 p. 100 contre 5.1 le mois dernier et 8.5 en janvier 1907. La situation est considérée comme satisfaisante par 70 p. 100 des syndicats et 77 p. 100 des syndiqués. La proportion des sans-travail est de 11.5 p. 100 contre 8.2 à Cannes (148); de 0 contre

⁽¹⁾ D'après le *Moniteur du tissage mécanique des soieries*, du 15 février 1908.

o chez les ébénistes de Bordeaux (140); de 24 chez ceux de Lyon (250); de 49.6 p. 100 contre 23.1 chez les sculpteurs sur bois de Lyon (125); de o contre o chez les tourneurs de Felleries (130).

Chez les tonneliers, le chômage est de 9.2 p. 100 pour 13 syndicats, groupant 1,298 ouvriers, contre 9.6 le mois dernier et 20.1 en janvier 1907. Pas de chômeurs à Aubagne (130), Cognac (301); Cazats (142), Boulogne-sur-Mer (170); 7 p. 100 contre 3.5 le mois dernier à Libourne (115); 20 à Narbonne (125); 38.5 à Dunkerque (130).

Dans la carrosserie, 11 syndicats groupant 7,339 ouvriers annoncent 41.4 p. 100 de chômeurs contre 48.3 le mois dernier et 2.1 en janvier 1907. A Paris, l'*Union de la voiture* (6,881) en accuse 43.6 p. 100 contre 50.9 le mois dernier et 1.9 en janvier 1907; les *Compagnons charrons* (161) ont 1.9 p. 100 de chômeurs contre 1.3 le mois dernier.

Les layetiers de Bordeaux (250) ont 30 p. 100 de chômeurs. Les tourneurs de Saint-Claude (270) sont tous occupés. Les bouchonniers de Lavardac (150) ont 13.3 p. 100 de sans-travail. Les ouvriers en peignes d'Oyonnax (160) en accusent 25 p. 100 contre 28.1; les boutonniers de Grenoble (210) en ont 4.7 p. 100 contre 4.8

MÉTAUX. — D'après les réponses de 85 syndicats groupant 20,121 adhérents, la proportion des chômeurs syndiqués dans l'ensemble des industries des métaux était, à la fin de janvier, de 10.3 p. 100 contre 9.8 le mois dernier et 3.9 en janvier 1907.

En ce qui concerne les mouleurs et fondeurs en fer et en cuivre, la proportion des chômeurs est de 3.5 p. 100 pour 18 syndicats groupant 2,115 ouvriers contre 1.8 le mois dernier et 1.6 en janvier 1907; la situation est considérée comme satisfaisante par 67 p. 100 des syndicats groupant 74 p. 100 des syndiqués; pas de chômeurs à Hiraumont-en-Rocroi (110), Hirson (100) et Lille (500); 9.4 p. 100 contre 9.4 à Monthermé (160); 6.6 contre 2.5 à Marseille (305); 10 à Bordeaux (110); 0.8 à Dôle (250); 9.7 contre 0 à Ferrière-la-Grande (196).

23 syndicats de métallurgistes, groupant 8,724 ouvriers de toutes les professions se rapportant aux métaux, accusent 3.4 p. 100 de chômeurs contre 4.5 le mois dernier et 1.6 en janvier 1907; la situation est estimée satisfaisante par 66 p. 100 des syndicats et 65 p. 100 des syndiqués. Pas de chômeurs à Bourg-Fidèle (155), Lille (210), Douai (200), Saint-Laurent du Pont (102), Guérigny (493), le Creusot (2,490); 7.3 p. 100 contre 6.5 à Sous-le-Bois (480); 2.7 contre 1.5 à Coulommiers (150); 2 contre 0 à Fumay (400); 3.3 à Revin (1,500); 2.8 à Hautmont (320); 1.9 à Deville-lès-Rouen (105).

Chez les ouvriers mécaniciens, tourneurs, ajusteurs, serruriers, etc., la proportion des syndiqués sans travail est de 2.4 p. 100 pour 19 syndicats, groupant 3,860 ouvriers, contre 2.4 le mois dernier et 1.5 en janvier 1907. La situation est considérée comme satisfaisante par 53 p. 100 des syndicats et 23 p. 100 des syndiqués. Pas de chômeurs à Jeumont (150) et Tarbes (109); 4.4 p. 100 contre 5.9 le mois dernier à Marseille (135); 1.2 contre 1.8 à Tourcoing (250); 3.9 à Reims (102); 7.5 à Ferrière-la-Grande (200). A Paris, l'*Union des mécaniciens* accuse 56 chômeurs sur 2,480 syndiqués contre 50 le mois dernier et 14 en janvier 1907.

A Paris, les ouvriers en instruments de précision (1,499) accusent 63 chômeurs contre 73 le mois dernier et 36 en janvier 1907; les ouvriers en instruments de chirurgie (152) en ont 2 p. 100. Les horlogers de Cluses (177) en accusent 4.1 p. 100 contre 3.5; ceux de Lac-en-Villiers (250), 0 contre 0. Les diamantaires de Saint-Claude (750) en ont 87 p. 100 contre 35; ceux du pays de Gex (110), 27.3.

Chez les ferblantiers-boitiers, le chômage est de 86.5 p. 100 pour 5 syndicats

groupant 853 ouvriers contre 79.4 le mois dernier; il est de 82.5 p. 100 à Douarnenez (545) contre 78.5 le mois dernier; de 83.3 contre 36.3 à Guilvinec (120). A Paris les potiers d'étain (180) en accusent 22.2 p. 100 contre 5.6. Les monteurs en coutellerie de Thiers (820) en ont 9.8 p. 100.

BÂTIMENT. — Dans l'ensemble des industries du bâtiment (charpentiers, menuisiers et serruriers non compris), la moyenne du chômage, d'après 141 syndicats, groupant 12,361 adhérents, était, à la fin de janvier, de 24.2 p. 100 contre 11.9 le mois précédent et 22.7 en janvier 1907.

En ce qui concerne les maçons, terrassiers, tailleurs de pierre et similaires, la proportion du chômage est de 24.2 p. 100 pour 98 syndicats groupant 7,966 ouvriers contre 14.3 le mois dernier et 24 en janvier 1907; le chômage dépasse la moyenne, notamment à Marseille (150 cimentiers-gâcheurs), Cannes (196), Besançon (100), Chartres (240), Bordeaux (180), Reims (190), Roubaix (160), Clermont-Ferrand (206), Dieppe (212), Thonon (260), Rouen (150), Orsay (150). Le travail est par contre satisfaisant pour l'époque à Annonay (100), Marseille (200 + 132), Auch (376), Lyon (100 cimentiers), Villeneuve-Saint-Georges (227). A Paris, le syndicat des maçons (9,600) estime le travail aussi abondant. Dans l'ensemble, la situation est jugée satisfaisante par 49 p. 100 des syndicats et 46 p. 100 des syndiqués.

La proportion des chômeurs chez les peintres et plâtriers est de 17.7 p. 100 pour 23 syndicats groupant 2,392 ouvriers contre 11.2 le mois dernier et 25.3 en janvier 1907; il y en a 14.5 p. 100 à Bordeaux (275) contre 14.3 le mois dernier; 31.4 contre 21.3 à Roubaix (207). 0 chez les plafonneurs de Tourcoing (125). A Paris les ornemanistes (577) en accusent 11.1 contre 6.1; les peintres de la rue Saint-Lazare (369), 2.2 contre 4.3.

9 syndicats de sculpteurs, marbriers et similaires groupant 1,125 ouvriers accusent 2.3 p. 100 de chômeurs contre 2.5 le mois dernier et 0.1 en janvier 1907. Les marbriers de Bellignies (450), Jeumont (105) et Marseille (135) ainsi que les granitiers de Vire (120) sont tous occupés. Les marbriers à la pendule de Cousolre (150) ont 0 chômeur contre 0 le mois dernier.

Les couvreurs de Lille (150) ont 4 p. 100 de chômeurs.

CHAUFOURNERIE. — CÉRAMIQUE. — VERRERIE. — Pas de chômeurs chez les chausfourniers et cimentiers de Contes-les-Pins (130) et les cimentiers d'Allas de Berguères (100); les plâtriers d'Arignac (133) en ont 15 p. 100. Les potiers de Vallauris accusent 0 chômeur contre 0 le mois dernier, ceux d'Aubagne (310) en ont également 0. Les ouvriers de la céramique à Limoges (1,250) accusent un chômage général. Les faïenciers de Lille (200) ont 1.5 p. 100 de chômeurs.

Dans l'ensemble des 9 syndicats de verriers, groupant 436 ouvriers, qui ont donné le nombre de leurs membres sans travail, la proportion de ces derniers est de 5.7 p. 100 contre 0 le mois dernier et 0.2 en janvier 1907.

MANUTENTION. — TRANSPORTS. — COMMERCE. — Parmi les portefaix, déchargeurs et autres ouvriers des ports, la moyenne du chômage pour 16 syndicats groupant 3,989 membres ressort à 24 p. 100 contre 9.8 le mois dernier et 11.5 en janvier 1907; elle est de 50 p. 100 contre 0 à Nice (800), de 13.3 à Marseille chez les déchargeurs des bois, de 17.9 contre 28 à Port-Saint-Louis-du-Rhône (280), de 11.9 contre 30.3 à Toulon (168); 19.2 à Fécamp (104); de 18.2 contre 54.5 chez les ouvriers des quais de Cognac (110); de 18 chez les ouvriers du port (1,400) et de 22.7 chez les charbonniers (532) d'Alger.

Parmi les autres ouvriers de manutention, la moyenne du chômage est de

20.6 p. 100 pour 8 syndicats groupant 1,453 membres contre 7.8 le mois dernier et 13.2 en janvier 1907; les sourciers de Vals-les-Bains (100) accusent 30 p. 100 de chômeurs contre 0; ceux de Vals-les-Bains (190), 52.6; les manœuvres de Pont-Abbé (181), 23.8. A Paris, les porteurs des Halles (206) accusent 0 chômeur contre 0; les laveurs de voitures (332), 9.7 p. 100 contre 7.

31 syndicats d'agents d'entreprises de transports en commun (employés et chauffeurs mécaniciens des chemins de fer, tramways, bateaux à voyageurs, etc.) groupant 4,869 ouvriers accusent 0 sans-travail contre 1 le mois dernier et 0 en janvier 1907. Dans les autres industries de transport (camionneurs, cochers, marins du commerce, etc.) la proportion des chômeurs, pour 28 syndicats groupant 1,572 membres, est de 10.7 p. 100 contre 4.1 le mois dernier et 9.2 en janvier 1907; elle est de 12.9 p. 100 chez les camionneurs et de 0 chez les cochers (150) de Marseille, de 8.5 chez les camionneurs de Cannes (130).

D'après les réponses de 47 syndicats d'employés de commerce, comptables, sténographes, etc., groupant 11,092 adhérents, la proportion des syndiqués sans travail est de 2.5 p. 100 contre 1.4 le mois dernier et 2.7 en janvier 1907; à Paris, les comptables de la Bourse du travail (151) en accusent 9.3 p. 100 contre 8.5 le mois dernier; les employés du boulevard Poissonnière (4,516), 0.4 contre 0.4; l'Union des comptables (752), 3.1; les employés en serrurerie (131), 0.8 contre 0; les commis en maçonnerie (125), 8; les voyageurs du cycle (195), 1; « l'Alliance sténographique » (245) 8.2 contre 8.3. En province, 0.3 p. 100 contre 0 à Saint-Quentin (341); 4.1 contre 1.8 à Marseille chez les employés de commerce (485); 1.1 contre 0 à Bordeaux (473); 2.5 contre 1.7 à Orléans (118); 4.8 à Reims (250); 0 contre 0 à Perpignan (106); 1.1 contre 1.1 chez les sténographes (282) de Lyon; 3.9 contre 1.8 à Amiens (334).

DIVERS. — 4 syndicats de gens de maison accusent 11.4 p. 100 de chômeurs pour un effectif de 2,721 membres contre 5.6 le mois dernier et 3 en janvier 1907; l'Union des gens de maison de la Bourse du travail (1812) en accuse 11.3 p. 100 contre 5.4. 7 syndicats de coiffeurs, groupant 3,720 ouvriers, ont 4.6 p. 100 de sans-travail contre 3.9 le mois dernier et 10.4 en janvier 1907; le syndicat mixte de Paris (3,155) en accuse 3.5 p. 100 contre 3.7 le mois dernier; celui de Marseille (379), 12.4; le syndicat ouvrier du Mans (115), 9.6 contre 3.6.

LES GRÈVES EN JANVIER 1908.

67 grèves ont été signalées, en janvier, à la Direction du travail.

Le nombre des ouvriers qui y ont pris part, connu pour 61 d'entre elles, est de 3,776. Il y avait eu, en janvier 1907, 86 grèves et le nombre moyen de celles qui se sont produites, au cours du même mois, pendant les cinq dernières années, est de 55.

Ces 67 grèves, dont 55 n'ont atteint qu'un seul établissement, sont dues aux principales causes suivantes :

Demandes d'augmentation de salaire	49
Réduction de salaire	4
Demandes de diminution du temps de travail	3
Demandes de réintégration d'ouvriers ou de contremaîtres	6
Demandes de renvoi d'ouvriers ou de contremaîtres	4
Contestations relatives au salaire	3
Contestations relatives à la réglementation du travail	4
Demande de reconnaissance du syndicat	1

Ces grèves ont éclaté dans 30 départements et on en a compté :

18 dans la Seine, 11 dans le Nord, 3 dans les Bouches-du-Rhône et la Gironde, 2 dans l'Ardèche, la Loire, le Pas-de-Calais, le Rhône, le Var, la Haute-Vienne et 1 dans 20 autres départements.

Les industries ou professions atteintes se répartissent comme suit :

Bâtiment, 23 grèves; industries textiles, 11; métaux, 7; transports et manutention, 6; industries du bois, 4; mines et carrières, 3; produits chimiques, 3; cuirs et peaux, 3; ouvriers agricoles, 2; ouvriers d'une fabrique de papier, 1; typographes, 1; boulangers, 1; bijoutiers, 1; verriers, 1.

Des 67 grèves commencées en janvier, 50 ont pris fin, après avoir duré respectivement :

Huit, 1 jour ou moins de 1 jour; neuf, 2 jours; sept, 3 jours; quatre, 4 jours; trois, 5 jours; quatre, 6 jours; une, 7 jours; cinq, 8 jours; une, 9 jours; une, 10 jours; une, 11 jours; deux, 12 jours; une, 13 jours; deux, 14 jours; une 21 jours.

Si l'on y ajoute 11 grèves anciennes terminées après avoir duré respectivement 72 jours, 63 jours, 52 jours, 39 jours, 38 jours (2 gr.), 31 jours, 22 jours, 15 jours, 12 jours, 7 jours, on trouve 61 conflits terminés, avec les résultats suivants :

11 réussites.

29 transactions ou réussites partielles.

21 échecs.

DATES		LOCALITÉS.	DÉPARTEMENTS.	INDUSTRIES ET SPÉCIALITÉS professionnelles des grévistes.	NOMBRE		REPARÉS.
du commence- ment.	de la fin.				d'établisse- ments.	de grévistes.	
1	2	3	4	5	6	7	
GRÈVES NON TERMINÉES							
1907.							
18 juin...		Paris.	Seine.	Terrassiers.	1	252	1
22 août...		Coësmes.	Ille-et-Vilaine.	Ardoisiers.	1	75	2
12 sept.		Paris.	Seine.	Terrassiers.	1	80	3
30 sept.		Barchetta.	Corse.	Sciurs à la mécanique.	1	"	4
8 oct.		Paris.	Seine.	Terrassiers.	1	70	5
2 nov.		Roubaix.	Nord.	Trieurs de déchets de laine.	1	35	6
5 nov.		Villeurbanne.	Rhône.	Tanneurs.	1	14	7
12 nov.	23 janv.	Bussang.	Vosges.	Tisseurs.	1	60	8
22 nov.	13 janv.	Saint-Léonard.	Haute-Vienne.	Feuillandiers.	"	"	9
25 nov.		Limoges.	Haute-Vienne.	Useurs de grains (porcelai- niers).	1	8	10
27 nov.		Propriano.	Corse.	Terrassiers.	1	40	11
30 nov.		Hem.	Nord.	Tisseurs.	1	120	12
5 déc.	6 fév.	Saint-Amand.	Nord.	Bûcherons.	"	60	13
6 déc.	13 janv.	Saint-Etienne.	Loire.	Chaudronniers.	3	16	14
7 déc.		Lagorgue.	Nord.	Tisseurs.	1	50	15
23 déc.	14 janv.	Chantenay.	Loire-Inférieure.	Tailleurs de pierres.	1	30	16
23 déc.	23 janv.	Fourmies.	Nord.	Mouleurs.	2	28	17
24 déc.	31 janv.	Besançon.	Doubs.	Ouvriers en confection de vê- tements.	1	100	18
24 déc.	1 ^{er} fév.	Charleville.	Ardennes.	Mouleurs.	1	24	19
26 déc.	10 janv.	Mont-de-Marsan.	Landes.	Typographes.	4	19	20
27 déc.	8 janv.	Paris.	Seine.	Magons.	1	24	21
31 déc.	7 janv.	Tours.	Indre-et-Loire.	Bourrelliers.	"	8	22
GRÈVES COMMENCÉES							
1 ^{er} janv.	3 janv.	Maresquel.	Pas-de-Calais.	Ouvriers d'une fabrique de papier.	1	165	1
2 janv.	4 janv.	La Saulce.	Hautes-Alpes.	Terrassiers.	1	22	2
2 janv.	10 janv.	Lyon.	Rhône.	Typographes.	1	13	3
4 janv.	6 janv.	Aubervilliers.	Seine.	Ouvriers d'une raffinerie de pétrole.	1	8	4
4 janv.	10 janv.	Labouheyre.	Landes.	Coltimeurs.	1	35	5
6 janv.	6 janv.	Hyères.	Var.	Porteurs de cannes (au jeu de golf).	1	15	6
6 janv.	7 janv.	Armentières.	Nord.	Bobineuses.	1	17	7
6 janv.		Aubagne.	Bouches-du-Rhône.	Charretiers.	"	"	8
7 janv.		Roubaix.	Nord.	Trieurs de déchets de laine.	1	10	9
8 janv.	11 janv.	Amiens.	Somme.	Confectionneuses.	1	59	10
8 janv.	13 janv.	La Rochelle.	Charente-Inférieure.	Dockers.	1	100	11
9 janv.	10 janv.	Marseille.	Bouches-du-Rhône.	Ouvriers en produits chimi- ques.	1	10	12
9 janv.	20 janv.	Gonfreville - l'Or- cher.	Seine-Inférieure.	Terrassiers.	1	175	13
11 janv.	13 janv.	Cette.	Hérault.	Dockers.	1	62	14
11 janv.	14 janv.	Paris.	Seine.	Briquetiers.	1	14	15
11 janv.		Paris.	Seine.	Boulangers.	9	30	16
13 janv.	3 fév.	La Flèche.	Sarthe.	Couvreurs.	"	"	17
14 janv.	22 janv.	Paris.	Seine.	Ouvriers en chaussures.	1	28	18
14 janv.	28 janv.	Orange.	Vaucluse.	Balaistiers.	17	211	19
14 janv.		Canet.	Aude.	Ouvriers agricoles.	"	"	20
14 janv.		Lyon.	Rhône.	Miroitiers.	1	8	21

(1) Ne figurent pas ici les grèves dont la fin, postérieure au 1^{er} janvier 1908, a pu être déjà signalée dans le précédent

REPÈRES.	CAUSES DES GRÈVES.	RÉSULTATS.	OBSERVATIONS.
	8	9	10

AU 1^{er} JANVIER 1908⁽¹⁾.

1	Demande : plus-value pour travaux malsains. ....	.....
2	Demande d'augmentation de salaire. ....	.....
3	Demande : plus-value pour travaux malsains. ....	.....
4	Demande : diminution de la durée du chômage annuel. ....	.....
5	Demande : plus-value pour travaux malsains. ....	.....
6	Demande de renvoi des femmes. ....	.....
7	Contestation relative à la réglementation du travail. ....	.....
8	Demande d'augmentation de salaire.	Transaction.
9	Demande d'augmentation de salaire.	Transaction.
10	Demande d'augmentation de salaire. ....	.....
11	Demandes : journée de 8 heures ; augmentation de salaire. ....	.....
12	Contestation relative à la réglementation du travail. ....	.....
13	Demande d'augmentation de salaire.	Transaction.
14	Demande d'augmentation de salaire.	Transaction.
15	Contestation relative à la réglementation du travail. ....	.....
16	Contestation relative au salaire.	Transaction.
17	Demande : journée de 10 heures.	Transaction.
18	Demande de réintégration d'un ouvrier.	Échec.
19	Demande de réintégration d'un ouvrier.	Transaction.
20	Demandes : journée de 9 heures ; augmentation de salaire.	Transaction.
21	Demandes : réintégration d'un ouvrier ; augmentation de salaire.	Échec.
22	Demande d'augmentation de salaire.	Échec.

EN JANVIER 1908.

1	Demande d'augmentation de salaire.	Transaction.	
2	Demande d'augmentation de salaire.	Transaction.	
3	Demandes : renvoi d'un ouvrier ; réintégration d'un ouvrier.	Échec.	
4	Contestation relative à la réglementation du travail.	Échec.	Grévistes congédiés.
5	Demande d'augmentation de salaire.	Réussite.	
6	Demande d'augmentation de salaire.	Échec.	
7	Demande de chauffage d'un atelier.	Réussite.	
8	Demande d'augmentation de salaire. ....	.....	
9	Demande d'augmentation de salaire. ....	.....	
10	Demande d'augmentation de salaire.	Réussite.	
11	Contestation relative au salaire.	Transaction.	
12	Demande d'augmentation de salaire.	Échec.	Grévistes congédiés.
13	Demande d'augmentation de salaire.	Transaction.	
14	Demande d'augmentation de salaire.	Échec.	
15	Demande d'augmentation de salaire.	Échec.	Grévistes congédiés.
16	Contestation relative à la réglementation du travail. ....	.....	
17	Demande d'augmentation de salaire.	Transaction.	
18	Demande d'augmentation de salaire.	Transaction.	
19	Demandes : augmentation de salaire ; reconnaissance du syndicat.	Transaction.	
20	Demande d'application d'une convention. ....	.....	
21	Réduction de salaire. ....	.....	

Bulletin. — Sont considérées comme non terminées les grèves dont la fin n'a pas été signalée à la Direction du travail.

DATES		LOCALITÉS.	DÉPARTEMENTS.	INDUSTRIES ET SPÉCIALITÉS professionnelles des grévistes.	NOMBRE	
du commence- ment.	de la fin.				d'établis- sements.	de grévistes.
1	2				6	7
GRÈVES COMMENCÉES						
15 janv...	16 janv...	Roubaix.....	Nord.....	Marbriers.....	1	25
15 janv...	15 janv...	Longchaumois....	Jura.....	Lunetiers.....	36	70
16 janv...	18 janv...	Bordeaux.....	Gironde.....	Cigarières.....	1	80
16 janv...	20 janv...	St-Germer-de-Fly..	Oise.....	Verriers.....	1	90
16 janv...	28 janv...	Bécon.....	Maine-et-Loire...	Carriers-granitiers	1	45
17 janv...	20 janv...	Paris.....	Seine.....	Terrassiers.....	1	100
17 janv...	22 janv...	Saint-Martin-de-Va- lomas.	Ardèche.....	Bijoutiers.....	1	40
17 janv...	25 janv...	Chalus.....	Haute-Vienne...	Feuillardiers.....	"	100
18 janv...	19 janv...	Saint-Lunaire....	Ile-et-Vilaine...	Maçons.....	"	30
18 janv...	20 janv...	Paris.....	Seine.....	Maçons-limousinants	1	27
18 janv...	21 janv...	Clichy.....	Seine.....	Maçons.....	1	20
18 janv...	23 janv...	Paris.....	Seine.....	Cochers de voit. automobiles.	1	80
18 janv...	18 janv...	Tourencoing.....	Nord.....	Fileurs.....	1	112
19 janv...	25 janv...	Bordeaux.....	Gironde.....	Maréchaux-ferrants	"	80
19 janv...	25 janv...	Pononnas.....	Isère.....	Terrassiers.....	1	70
19 janv...	22 janv...	Cénac.....	Dordogne.....	Meuliers.....	1	125
20 janv...	22 janv...	Saint-Ouen.....	Seine.....	Maçons.....	1	24
20 janv...	24 janv...	Guingamp.....	Côtes-du-Nord...	Maréchaux-ferrants	"	"
20 janv...	24 janv...	Anchy-les-Hesdin..	Pas-de-Calais...	Fileurs.....	1	500
20 janv...	27 janv...	Paris.....	Seine.....	Maçons.....	1	3
20 janv...	20 janv...	Marseille.....	Bouches-du-Rhône.	Confectionneurs	1	16
20 janv...	20 janv...	Paris.....	Seine.....	Terrassiers.....	1	111
21 janv...	23 janv...	Clichy.....	Seine.....	Maçons.....	1	20
21 janv...	30 janv...	Charquemont....	Doubs.....	Ouvriers en horlogerie.....	1	15
21 janv...	4 fév...	Boubaix.....	Nord.....	Paveurs.....	2	28
21 janv...	21 janv...	Romans.....	Drôme.....	Terrassiers.....	1	16
21 janv...	21 janv...	Saint-Etienne....	Loire.....	Mécaniciens-construc-teurs	1	80
22 janv...	23 janv...	Paris.....	Seine.....	Macon.....	1	16
22 janv...	1 ^{er} fév...	Paris.....	Seine.....	B-lanciers.....	1	7
23 janv...	24 janv...	Lille.....	Nord.....	Filenciers.....	1	80
23 janv...	27 janv...	La Seyne.....	Var.....	Mécaniciens-construc-teurs	1	50
23 janv...	5 fév...	Boubaix.....	Nord.....	Tisseurs.....	1	19
24 janv...	25 janv...	Ostrenourt.....	Nord.....	Mineurs.....	1	257
24 janv...	30 janv...	Paris.....	Seine.....	Terrassiers.....	1	22
24 janv...	1 ^{er} fév...	Fourmies.....	Nord.....	Tisseurs.....	1	90
24 janv...	5 fév...	Tourencoing.....	Nord.....	Paveurs.....	"	20
25 janv...	27 janv...	Paris.....	Seine.....	Maçons.....	1	24
25 janv...	25 janv...	Jaujac.....	Ardèche.....	Filenciers de soie.....	"	18
25 janv...	25 janv...	Bordeaux.....	Gironde.....	Tonnelliers.....	"	6
25 janv...	25 janv...	Saint-Laurs.....	Deux-Sèvres.....	Mineurs.....	1	120
27 janv...	4 fév...	Loos.....	Nord.....	Fileurs et rattacheurs.....	1	80
27 janv...	27 janv...	Saint-Etienne....	Loire.....	Galeobiers.....	1	9
27 janv...	27 janv...	Paris.....	Seine.....	Maroquiniers (articles de voyage)	1	9
28 janv...	21 janv...	Nantes.....	Loire-Inférieure.	Tubistes.....	1	32
29 janv...	1 ^{er} fév...	Limoges.....	Haute-Vienne...	Ouvriers en chaussures.....	1	4
29 janv...	29 janv...	Paris.....	Seine.....	Terrassiers.....	1	60

RÉFÉREES.	CAUSES DES GRÈVES.	RÉSULTATS.	OBSERVATIONS.
	8	9	10
22	Demande de réintégration d'un ouvrier.....	Échec.	
23	Demande d'augmentation de salaire.....	Échec.	
24	Demande d'augmentation de salaire.....	Transaction.	
25	Demandes : augmentation de salaire; contestation relative à la réglementation du travail.....	Transaction.	
26	Réduction de salaire.....	Réussite.	
27	Demandes : réintégration de 13 ouvriers; augmentation de salaire.....	Transaction.	
28	Demande d'augmentation de salaire.....	Échec.	
29	Demande d'augmentation de salaire.....	Transaction.	
30	Demande d'augmentation de salaire.....	Échec.	Grévistes congédiés.
31	Demande de renvoi d'un tûcheur.....	Échec.	Grévistes congédiés.
32	Demande d'augmentation de salaire.....	Échec.	Grévistes congédiés.
33	Contestation relative à la réglementation du travail.....	Transaction.	
34	Demandes : augmentation de salaire; suppression des avances.....	Transaction.	
35	Demande d'augmentation de salaire.....	Transaction.	
36	Demandes : augmentation de salaire; renvoi d'un contre-maître.....	Transaction.	
37	Demande d'augmentation de salaire.....	Échec.	Grévistes congédiés.
38	Demande d'augmentation de salaire.....	Échec.	
39	Demandes : augmentation de salaire; diminution du temps de travail.....	Réussite.	
40	Demande d'augmentation de salaire.....	Transaction.	
41	Demande d'augmentation de salaire.....	Échec.	Grévistes congédiés.
42	Demande de réintégration d'un contre-maître.....	Transaction.	
43	Demande de maintien d'une plus-value pour travaux malsains.....	Échec.	Grévistes congédiés.
44	Demande d'augmentation de salaire.....	Échec.	
45	Demande d'augmentation de salaire.....	Échec.	
46	Demande d'augmentation de salaire.....	Transaction.	
47	Demande d'augmentation de salaire.....	Échec.	Grévistes congédiés.
48	Demande d'augmentation de salaire.....	Échec.	
49	Demandes : journée de 9 heures; augmentation de salaire.....	Transaction.	
50	Demande de renvoi d'un surveillant.....	Réussite.	
51	Demande d'augmentation de salaire.....	Transaction.	
52	Réduction de salaire.....	Réussite.	
53	Contestation relative au salaire.....	Transaction.	
54	Demande : plus-value pour travaux malsains.....	Réussite.	
55	Demande : fourniture de matières premières de meilleure qualité.....	Réussite.	
56	Demande d'augmentation de salaire.....	Réussite.	
57	Demande d'augmentation de salaire.....	Échec.	Grévistes congédiés.
58	Demande de réintégration d'un ouvrier.....	Échec.	
59	Demande d'augmentation de salaire.....	Échec.	
60	Demande d'augmentation de salaire.....	Échec.	
61	Demande d'augmentation de salaire.....	Échec.	
62	Réduction de salaire par suite de diminution du temps de travail.....	Échec.	
63	Demande d'augmentation de salaire.....	Échec.	
64	Demandes : réintégration d'un ouvrier; augmentation de salaire.....	Échec.	
65	Demandes : augmentation de salaire; diminution du temps de travail.....	Réussite.	
66	Demande d'augmentation de salaire.....	Transaction.	
67	Demandes : plus-value pour travaux malsains.....	Transaction.	

EN JANVIER 1908. (Suite et fin.)

CONCILIATION ET ARBITRAGE ⁽¹⁾.

3 applications de la loi sur la conciliation et l'arbitrage ont été signalées à la Direction du travail.

1° Dans la **grève des mineurs de Saint-Laurs (Deux-Sèvres)**, les ouvriers ont adressé le 28 janvier un recours au juge de paix. Un comité de conciliation s'est réuni le 30, l'accord n'a pu s'établir.

2° Dans la **grève des balaitiers d'Orange**, le juge de paix est intervenu d'office le 16 janvier. Un comité de conciliation s'est réuni les 17, 18 et 19 janvier. Les parties n'ont pu se concilier. La grève a pris fin le 28 janvier; les ouvriers ont obtenu la promesse d'une augmentation de salaire, dont le taux serait fixé ultérieurement par les patrons.

3° Dans une **grève de terrassiers à Gonfreville l'Orcher (Seine-Inférieure)**, les ouvriers ont adressé le 9 janvier un recours au juge de paix. Le patron a refusé de se prêter à la conciliation.

LE CHÔMAGE EN FRANCE DE 1900 À 1907

D'APRÈS LA STATISTIQUE MENSUELLE DE L'OFFICE DU TRAVAIL.

I. Bases de la statistique.

Comme on le sait, le *Bulletin de l'Office du travail* publie depuis son origine une statistique mensuelle du chômage d'après les renseignements qui lui sont fournis par les syndicats ouvriers et mixtes. Tous les mois, vers le 15, un questionnaire est envoyé à cet effet à tous les syndicats ouvriers et mixtes, qui sont priés de répondre, entre autres questions, aux suivantes :

1. Quel est le nombre des ouvriers adhérents au syndicat à la date du ?
2. Quel est le nombre de ces adhérents sans ouvrage ou sans place à la même date?

Pour préciser le sens du mot « chômeurs » il est ajouté depuis quelques années à la question précédente la note suivante :

Ne compter dans ce nombre ni les chômeurs pour cause de maladie, ni les ouvriers en grève.

Le nombre des questionnaires renvoyés par les syndicats ouvriers et mixtes varie naturellement chaque mois; le nombre des questionnaires qui contiennent des réponses utilisables, c'est-à-dire numériques, aux deux questions précitées est un peu

⁽¹⁾ Des exemplaires du texte de la loi du 27 décembre 1892 sur la conciliation et l'arbitrage dans les différends collectifs entre patrons et ouvriers ou employés sont envoyés aux intéressés sur demande adressée à *M. le Ministre du Travail, Direction du travail, Bureau des Associations professionnelles, rue de Varenne, n° 80, à Paris.*

inférieur à celui des questionnaires renvoyés. Le tableau suivant indique, pour chacune des années 1900 à 1907 : d'une part, le nombre et la consistance des syndicats ouvriers et mixtes existants, à la connaissance de l'Office du travail, et auxquels le questionnaire mensuel a été envoyé; d'autre part, le nombre moyen de syndicats qui ont répondu mensuellement aux deux questions précitées, avec le nombre moyen d'adhérents accusé par ces syndicats :

ANNÉES.	NOMBRE DE SYNDICATS			NOMBRE DE MEMBRES accusés par les syndicats		
	Existants.	Ayant répondu ⁽¹⁾	Pro- portion p. 100.	Existants	Ayant répondu ⁽¹⁾	Pro- portion p. 100.
1900.....	2,754	626	22.7	480,166	140,796	29.3
1901.....	3,448	822	23.8	577,876	142,609	24.7
1902.....	3,833	887	23.1	613,619	145,700	23.7
1903.....	4,089	1,004	24.6	642,188	157,326	24.5
1904.....	4,361	1,004	23.0	716,560	173,119	24.2
1905.....	4,768	980	20.1	772,207	174,196	22.6
1906.....	4,996	1,143	22.9	818,312	203,412	24.9
1907.....	5,475	1,059	19.3	891,710	206,930	23.2

On n'a pas compris dans les chiffres ci-dessus le syndicat des mineurs du Pas-de-Calais. Ce syndicat répond assez irrégulièrement; mais, par le nombre considérable d'adhérents qu'il accuse (de 20,000 à 30,000) et par le nombre minime de ses chômeurs, il exerce, chaque fois qu'il répond, une telle influence sur la proportion totale des chômeurs que l'on a pris le parti, dans le relevé mensuel du Bulletin, pour rendre comparables entre elles les moyennes mensuelles, de les calculer en faisant abstraction de ce syndicat. On a fait de même dans l'exposé ci-après.

Il est intéressant de rechercher, dans le nombre total d'adhérents accusés par les syndicats ayant répondu à la question du chômage, la proportion qui revient à chacune des principales catégories professionnelles représentées. Cette proportion n'a pu malheureusement être calculée que pour les années 1903 à 1907, les éléments nécessaires à ce calcul n'ayant pas été conservés pour les années précédentes.

CATÉGORIES PROFESSIONNELLES.	1903.	1904.	1905.	1906.	1907.
Agriculture.....	1.6	4.8	6.0	5.0	4.7
Forêts.....	4.0	4.2	4.1	4.0	3.9
Alimentation.....	5.6	5.6	4.9	5.7	5.9
Cuir et peaux.....	2.8	2.2	2.2	2.2	1.8
Industries du livre.....	5.7	6.7	5.7	5.2	5.0
Filature et tissage.....	12.9	14.1	14.2	12.9	12.9
Bois.....	4.9	5.0	4.6	6.4	7.3
Métaux.....	17.7	14.8	15.1	11.9	10.0
Bâtiment.....	6.7	6.3	7.3	7.8	8.0
Employés.....	4.0	4.7	3.2	4.2	5.1

Les proportions ci-dessus offrent une constance assez remarquable d'année en année sauf pour l'agriculture qui passe brusquement de 1.6 p. 100 en 1903 à 4.8

⁽¹⁾ Moyenne mensuelle.

en 1904. Cette augmentation s'explique aisément. Les syndicats d'ouvriers agricoles autres que les ouvriers bûcherons n'ont commencé en effet à se multiplier qu'à la fin de 1903 et au commencement de 1904 au moment des nombreuses grèves viticoles du Midi.

En résumé les moyennes de chômage qui suivent s'appliquent à près du quart de l'ensemble des ouvriers syndiqués; parmi ces syndiqués les ouvriers textiles et les ouvriers des métaux forment les groupes les plus importants soit ensemble de 23 à 30 p. 100 du total; viennent ensuite les ouvriers du bâtiment, du bois, du livre et de l'alimentation.

II. Moyenne générale annuelle de chômage.

Les moyennes générales annuelles qui figurent au tableau suivant ont été calculées à l'aide des deux totaux obtenus en additionnant les nombres d'adhérents et les nombres de chômeurs accusés chaque mois par les syndicats ayant répondu à la question relative au chômage. A partir de 1903 on a relevé deux moyennes : la première comprend l'ensemble des syndicats qui ont répondu, y compris les syndicats de pêcheurs et d'ouvriers agricoles et bûcherons, la seconde ne comprend pas ces derniers syndicats et n'embrasse par conséquent que les syndicats de l'industrie et du commerce.

Pour apprécier la valeur de ces moyennes annuelles on les a rapprochées de la valeur totale des importations de matières premières nécessaires à l'industrie d'une part, des exportations des objets fabriqués, d'autre part, pour chacune des années considérées.

Les chiffres relatifs à ces importations et exportations ont été empruntés au *Recueil des documents statistiques réunis par l'administration des douanes sur le commerce de la France* (années 1905, 1906 et 1907) ⁽¹⁾. Les chiffres relatifs à 1907 sont provisoires.

ANNÉES.	MOYENNE ANNUELLE DE CHÔMAGE.		MATIÈRES premières importées. (Millions de francs.)	OBJETS fabriqués exportés ⁽²⁾ . (Millions de francs.)
	Générale.	Commerce et industrie seuls.		
1900.....	8.0	"	3.035	2.039
1901.....	9.9	"	2.813	2.015
1902.....	10.9	"	2.799	2.123
1903.....	10.2	9.1	3.021	2.150
1904.....	11.3	10.7	2.853	2.220
1905.....	10.0	8.7	3.087	2.411
1906.....	8.4	7.4	3.687	2.699
1907.....	7.6	6.8	3.878	2.852

Pour faciliter la comparaison entre ces différents critères de l'activité industrielle et commerciale on les a reportés sur le graphique ci-après. Toutefois, comme la proportion des chômeurs donne une indication négative, tandis que les chiffres des importations et des exportations donnent des indications positives, on

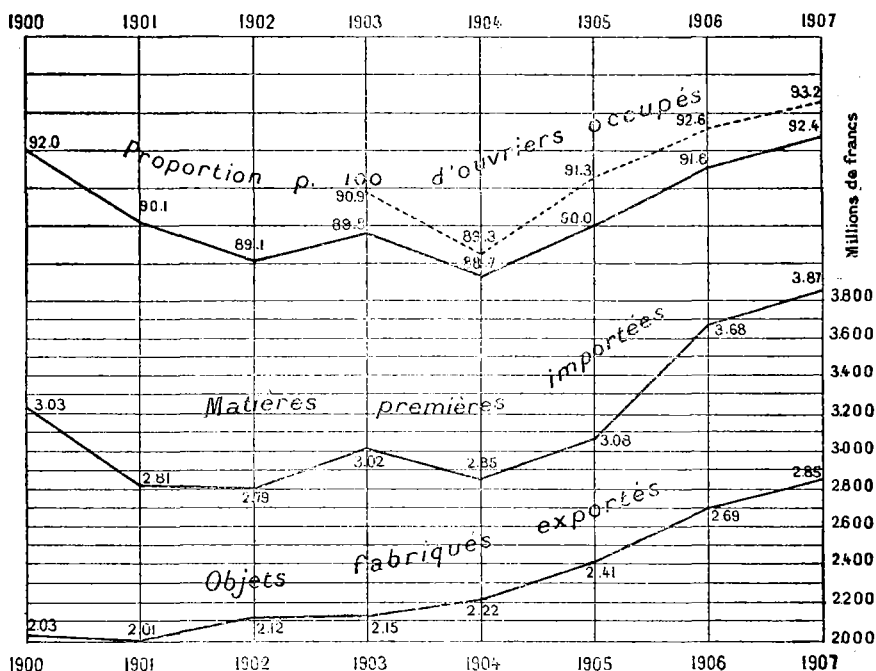
⁽¹⁾ Paru le 18 janvier 1908 (Paris, Imprimerie nationale).

⁽²⁾ Colis postaux non compris. On n'a pas compris les colis postaux, ceux-ci pouvant contenir d'autres objets que des objets fabriqués.

a pris les proportions d'ouvriers occupés correspondantes aux moyennes de chômage. Ces proportions sont indiquées ci-après :

ANNÉES.	PROPORTION P. 100 d'ouvriers occupés en moyenne.	
	Moyenne générale.	Commerce et industrie seuls.
1900.....	92.0	"
1901.....	90.1	"
1902.....	89.1	"
1903.....	89.8	90.9
1904.....	88.7	89.3
1905.....	90.0	91.3
1906.....	91.6	92.6
1907.....	92.4	93.2

Voici le graphique ainsi obtenu :



NOTA. — 1. L'écartement des lignes horizontales supérieures représente 1 p. 100 d'ouvriers occupés; celui des lignes horizontales inférieures représente 100 millions de francs.

2. La ligne en pointillé donne la proportion d'ouvriers occupés pour le commerce et l'industrie seuls.

Le parallélisme du sens des variations des deux courbes du chômage et des importations de matières premières nécessaires à l'industrie est assez remarquable; les deux courbes s'abaissent de 1900 à 1902 pour remonter en 1903, descendre de nouveau

en 1904 et remonter de nouveau jusqu'en 1907. L'allure générale de la courbe des exportations d'objets fabriqués est moins tourmentée; après une baisse peu sensible en 1901, elle monte constamment ensuite; toutefois elle ne remonte d'une façon sensible qu'à partir de 1904, au moment où les deux autres courbes reprennent leur mouvement ascendant.

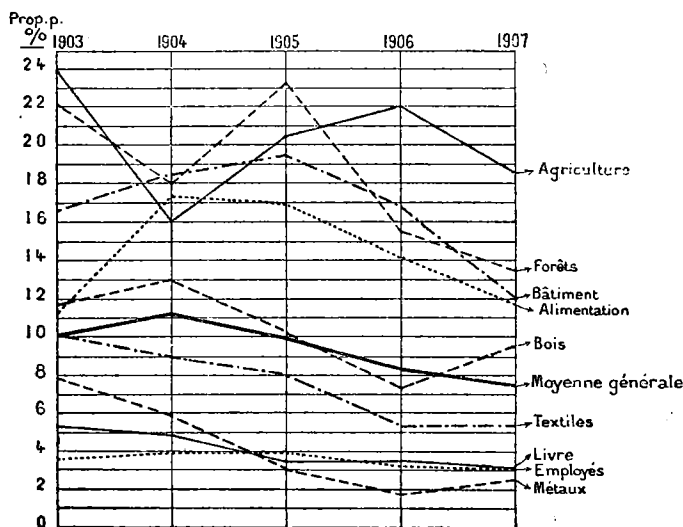
III. Moyennes annuelles et mensuelles de chômage par professions.

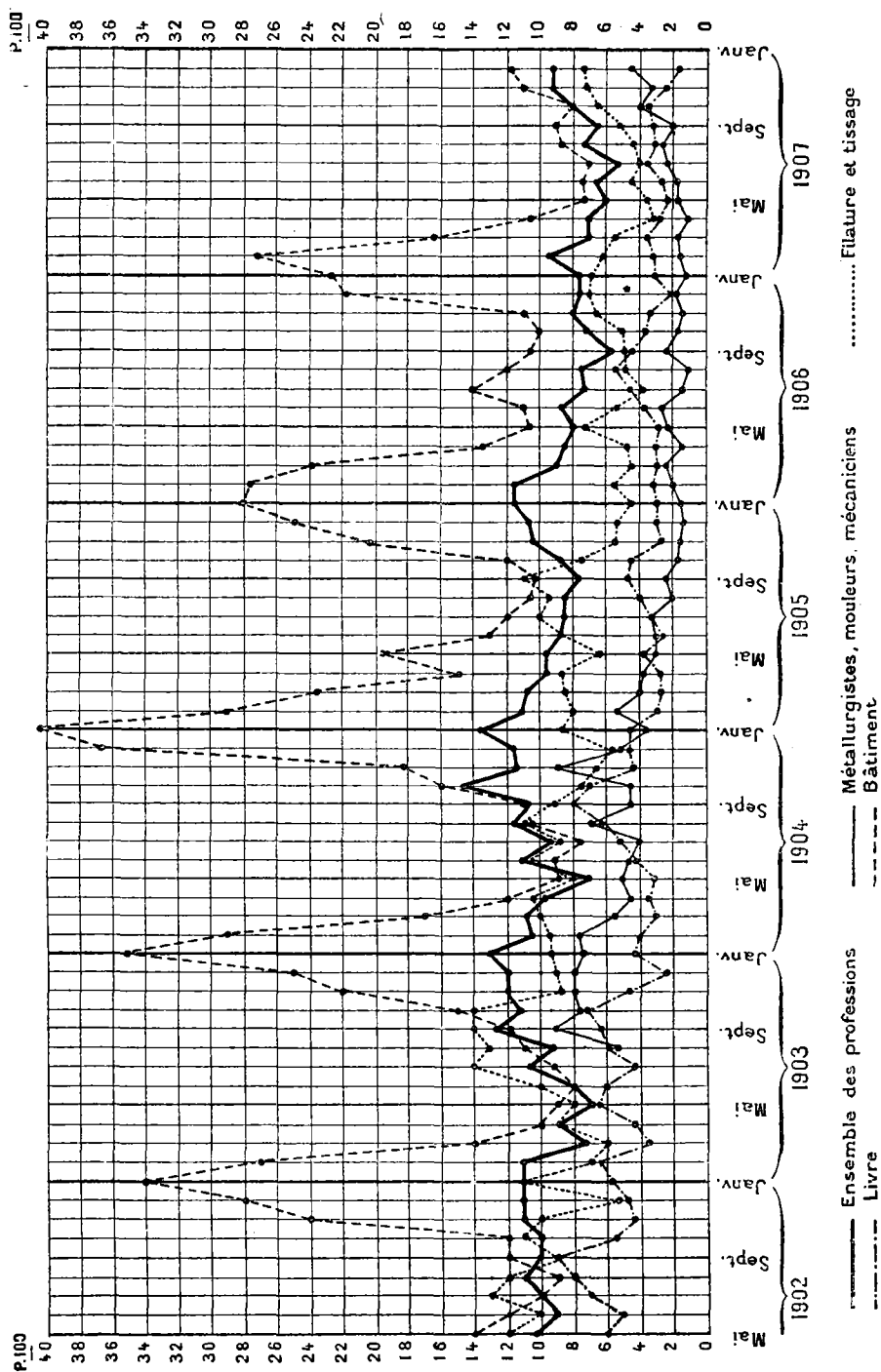
Il est intéressant de rapprocher de la moyenne générale de chômage la moyenne de chômage de certains groupes professionnels.

On n'a toutefois retenu que les groupes professionnels pour lesquels les réponses mensuelles sont assez nombreuses pour que les moyennes aient une signification. Ces moyennes ont été calculées de la même façon que la moyenne générale. Malheureusement il n'a pas été possible de remonter au delà de 1903, les éléments nécessaires pour calculer ces moyennes n'ayant pas été conservés pour les années antérieures.

CATÉGORIES PROFESSIONNELLES.	1903.	1904.	1905.	1906.	1907.
Agriculture	23.9	16.1	20.5	22.2	18.4
Forêts	22.2	18.1	23.3	15.4	13.6
Alimentation	11.6	17.3	16.9	14.2	11.9
Livre	5.3	4.9	3.5	3.4	3.0
Filature et tissage	10.2	9.1	8.0	5.4	5.5
Bois	11.8	13.0	10.2	7.3	9.4
Métallurgistes, mouleurs, mécaniciens	7.8	5.9	3.1	1.8	2.4
Bâtiment	16.4	18.6	19.4	16.8	12.1
Employés de commerce	3.7	3.9	3.9	3.2	3.0
MOYENNE GÉNÉRALE	10.2	11.3	10.0	8.4	7.6

Ces moyennes annuelles ont été reportées sur les graphiques ci-après :





On remarquera l'allure discordante des courbes de l'agriculture et des forêts, dont les variations semblent absolument indépendantes de celles des autres courbes, qui offrent au contraire une certaine analogie entre elles. Cette différence s'explique aisément : les travaux agricoles et forestiers sont subordonnés à des influences climatiques qui n'influent pas au même degré sur ceux des autres industries.

Dans le graphique ci-contre qui fait suite aux graphiques publiés déjà dans le *Bulletin* en juillet 1900, juillet 1901 et juillet 1902, on a reporté non plus les moyennes annuelles, mais les moyennes mensuelles. A la courbe de chômage général, qui figurait seule dans les graphiques précédents, on a joint les courbes relatives aux quatre principales industries : métaux (métallurgistes, mouleurs et mécaniciens); textiles (filature et tissage); livre (typographes et lithographes); bâtiment.

La courbe du bâtiment est celle qui offre les variations de beaucoup les plus accentuées; ces variations s'expliquent d'elles-mêmes; chaque année l'hiver arrête les travaux du bâtiment qui reprennent au printemps pour atteindre en été leur maximum d'activité. Le chômage dans le bâtiment en hiver exerce par son intensité une influence sensible sur la moyenne générale du chômage, dont les maximums coïncident à peu près avec ceux du bâtiment.

La courbe du livre offre des variations annuelles assez constantes; c'est pendant les vacances d'août à octobre que s'observent dans cette industrie les maximums de chômage, les minimums se placent au contraire en hiver.

D'une manière générale, ainsi que l'indiquaient les moyennes annuelles, le chômage a diminué assez régulièrement dans ces quatre industries depuis 1904; toutefois, sauf pour le livre, on observe une nouvelle recrudescence du chômage dans le dernier trimestre de 1907. Cette remarque ne vise pas seulement les industries qui font l'objet du graphique; on pourrait l'appliquer également aux industries du bois qui accusent respectivement pour les mois d'octobre, novembre et décembre 1907, 15.9, 20.4 et 27.3 p. 100 contre 4.1, 3.6 et 7.2 p. 100 en octobre, novembre et décembre 1906. Cette recrudescence du chômage concerne surtout la carrosserie qui, comme certaines branches des métaux, est atteinte par la crise de l'automobile.

L'INDUSTRIE MINÉRALE EN FRANCE

PENDANT L'ANNÉE 1906.

D'après la *Statistique de l'industrie minière et des appareils à vapeur*, publiée par le Ministère des Travaux publics.

I. — CONDITIONS PRINCIPALES DE L'INDUSTRIE HOUILLÈRE.

ANNÉES.	CONSUMATION de la FRANCE.		NOMBRE de MOYEN d'ouvriers employés.		NOMBRE de MINES en gain.	BÉNÉFICES DES MINES en gain. (c)	NOMBRE de MINES en perte.	DÉFICIT des MINES en perte. (Admis par les comptes d'évaluation.) (b)		VALEUR MOYENNE de la tonne sur le carreau de la mine.	COUT de LA MAIN-D'ŒUVRE par tonne extraite.	BÉNÉFICE par tonne extraite. (7-9)	PRODUCTIONS ANNUELLE par ouvrier. (3)	PRODUCTIONS par JOUÉE d'ouvrier.	SALAIRE MOYEN par jour.		SALAIRE MOYEN annuel d'un ouvrier. (7-9)	BÉNÉFICE par ouvrier employé. (7-9)
	1	2	3	4	5	6	7	8	9	fr. c.	fr. c.	fr. c.	tonnes.	kil.	fr. c.	fr. c.	francs.	francs.
1881-1890	31.8	21.5	108	301	179	11.4	122	4.9	36.5	11.50	5.45	1.70	199	199	13	16	1.040	338
1891	36.373	26.025	131.8	296	176	65.0	120	5.0	60.0	13.25	6.09	2.30	197	197	17	17	1.203	455
1892	36.516	26.179	133.1	298	158	46.6	136	7.3	39.3	12.40	6.21	1.50	197	197	21	21	1.221	295
1893	36.379	25.651	135.6	298	151	31.0	150	8.9	25.0	11.50	5.93	1.00	193	193	11	11	1.146	190
1894	38.0	27.417	134.5	312	133	36.0	177	9.8	26.1	11.20	5.80	0.95	204	204	14	14	1.181	194
1895	38.610	28.020	137.3	301	146	36.1	152	6.9	29.5	11.01	5.69	1.05	201	201	10	10	1.161	215
1896	39.395	29.190	140.1	294	146	34.5	114	8.2	26.3	10.81	5.66	0.90	208	208	10	10	1.175	188
1897	41.811	30.798	143.4	287	135	35.2	117	8.9	26.3	10.81	5.56	0.85	215	215	11	11	1.191	181
1898	43.295	32.356	148.6	281	134	42.9	138	7.4	35.5	11.22	5.64	1.10	217	217	13	13	1.228	238
1899	45.228	32.803	153.9	292	161	61.5	134	6.6	54.9	12.41	5.91	1.70	214	214	14	14	1.261	350
1900	48.803	33.404	162.0	301	174	105.3	141	8.1	97.2	14.95	6.46	2.59	206	206	17	17	1.333	600
1901	46.773	32.325	163.8	350	176	88.0	181	11.6	77.0	15.69	7.08	2.41	197	197	18	18	1.306	479
1902	46.810	31.997	161.8	381	157	58.0	295	11.6	46.4	14.55	6.82	1.43	182	182	17	17	1.241	284
1903	48.2	34.906	167.3	376	166	77.19	184	9.06	68.13	14.01	6.55	1.95	208	208	17	17	1.347	407
1904	47.0	31.168	171.6	359	150	53.50	189	14.50	58.80	13.50	6.56	1.13	199	199	18	18	1.309	226
1905	48.6	33.928	175.1	325	148	53.71	177	14.13	41.58	12.92	6.38	1.15	205	205	14	14	1.309	237
1906	51.7	31.196	178.4	326	147	50.83	179	16.55	34.28	13.70	6.81	1.00	191	191	15	15	1.306	192

(1) Le nombre des concessions existant au total, en 1906 était de 618.

(2) Depuis 1903, la *Statistique de l'industrie minière* a cessé de publier séparément pour les mines de combustibles minéraux les renseignements permettant d'établir les chiffres des colonnes 6 à 10, 13, 14 et 16, parce que la réunion et le dédoublement des documents nécessaires à leur établissement ne pouvaient se faire sans retarder la publication du volume. Grâce à une communication de l'Administration des mines les chiffres relatifs aux années 1903-1906 ont pu être complétés et rectifiés.

II. — COMPARAISON DE LA PRODUCTION HOUILLÈRE ET MÉTALLURGIQUE DES PRINCIPAUX PAYS.

ANNÉES.	PAYS.	HOUILLE et LIGNITE.	FONTE.	FER.	ACIER.	OR.	ARGENT.	CUIVRE.	PLOMB.	ZINC.	ÉTAIN.
		tonnes.	tonnes.	tonnes.	tonnes.	kilogr.	kilogr.	tonnes.	tonnes.	tonnes.	tonnes.
1906.	France.....	34,100,000	3,314,000	743,000	1,684,000	756	22,378	5,800	25,600	46,500	"
1906.	Algérie.....	"	"	"	"	"	91	"	"	"	"
1906.	Colonies françaises et protector.	(1) 315,000	"	"	"	4,801	"	"	"	"	17,807
1906.	Grande-Bretagne et Irlande.....	255,085,000	10,271,000	(4) 1,010,000	(4) 6,462,000	115	4,614	56,000	29,800	32,700	6,147
1906.	Allemagne.....	193,531,000	10,834,000	(6) 730,000	(5) 11,020,000	121	177,183	32,300	151,000	206,000	"
1906.	Luxembourg.....	"	1,460,000	"	"	"	"	"	"	"	"
1906.	Belgique.....	1,311,000	378,000	378,000	768,000	315	39,600	880	22,900	143,000	42
1906.	Autriche.....	37,641,000	1,222,000	"	"	3,703	13,633	63	14,800	10,800	"
1904.	Hongrie et Croatie-Slavonie.....	6,478,000	387,000	"	"	62	20,916	15,500	21,300	60	14
1906.	Italie.....	473,000	135,000	237,000	333,000	29,924	3,819	8,800	2,100	8,300	85
1902.	Russie.....	16,466,000	2,508,000	311,000	2,184,000	20	1,007	1,200	750	175	"
1906.	Suède (5).....	297,000	605,000	178,000	287,000	"	5,458	1,200	"	6,200	"
1906.	Norvège.....	"	500	"	250	"	126,434	26,000	186,000	"	"
1906.	Espagne.....	3,272,000	305,000	11,000	221,000	"	"	"	"	"	"
1904.	Portugal.....	12,800	"	"	"	"	"	"	"	"	"
1903.	Grèce.....	11,800	"	"	"	"	24,311	"	13,700	"	"
1906.	Etats-Unis.....	375,352,000	25,407,000	"	23,739,000	144,460	2,581,665	416,000	313,000	205,300	"
1906.	Canada.....	8,994,000	512,000	"	"	17,296	277,491	25,900	24,600	"	"
1904.	Turquie.....	"	"	"	"	50	17,176	"	"	"	817
1905.	Australie.....	7,616,000	"	"	"	122,017	246,980	33,000	107,000	"	"
1904.	Serbie.....	"	"	"	"	129	"	"	"	"	"
1903.	Nouvelle-Zélande.....	1,611,000	"	"	"	"	"	"	"	"	"
1905.	Le Cap et poss. angl. en Afrique.	4,211,000	"	"	"	196,220	3,428	"	"	"	26
1903.	Indes et poss. anglaises en Asie.	8,552,000	"	"	"	16,330	"	"	"	"	"
1905.	Japon.....	11,542,000	465,000	"	"	2,878	76,370	33,700	2,260	"	"
1905.	Chili.....	"	"	"	"	958	26,438	29,000	"	"	"
1905.	Mexique.....	"	"	"	"	27,873	1,726,794	70,000	"	"	"
1905.	Bolivie.....	"	"	"	"	5	205,288	6,700	"	"	"
1905.	Indes orientales néerlandaises.	221,000	"	"	"	2,323	7,726	"	"	"	13,600
1905.	Bésil.....	"	"	"	"	3,631	"	"	"	"	12,806
1903.	Centre et Sud-Amérique.....	"	"	"	"	11,237	(3) 244,441	"	"	"	"
1905.	Colombie.....	"	"	"	"	6,771	"	"	"	"	"
1905.	Corée.....	"	"	"	"	3,400	"	"	"	"	"
1905.	Madagascar.....	"	"	"	"	2,004	"	"	"	"	"
1905.	Roumanie.....	101,000	"	"	"	"	"	"	"	"	51,809
1903.	Etats Malais.....	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
1906.	Côte d'Or d'Afrique.....	"	"	"	"	6,018	"	"	"	"	"
	Totaux.....	972,264,000	58,439,500	3,603,000	46,701,000	600,573	5,855,231	736,000	995,000	659,000	103,000

(1) Production de l'Indo-Chine. (2) Production de la Guyane française et de Madagascar. (3) On a groupé, pour la production des métaux précieux, les pays du Centre et du Sud-Amérique, excepté la Guyane française, le Chili, la Bolivie et le Brésil. (4) Fer ébauché, acier Bessemer et Martin en lingots. (5) Fer et acier fondus. (6) Fer et acier soudés.

L'ENQUÊTE SUR LE TRAVAIL À DOMICILE DANS L'INDUSTRIE DES FLEURS ARTIFICIELLES.

On sait que l'Office du travail a entrepris en 1905 une enquête sur le travail à domicile. Il se propose de recueillir des informations précises sur les conditions dans lesquelles s'effectue le travail à domicile; sur la quantité de travail produite au cours de l'année; sur les conditions d'existence qui en résultent pour les ouvriers. L'enquête a donc pour but de faire connaître la situation matérielle générale des personnes qui travaillent à domicile.

On a décidé de procéder, pour cette enquête, par industrie et on a commencé par la confection du linge de corps et de maison. L'enquête dans cette dernière industrie est actuellement terminée. Les résultats en ont été déjà publiés en ce qui concerne Paris ⁽¹⁾. L'enquête en province fera l'objet de deux nouveaux volumes qui paraîtront vraisemblablement dans le courant de cette année et seront accompagnés d'une conclusion d'ensemble.

Une enquête semblable est actuellement ouverte dans l'industrie des fleurs artificielles. On a adopté, pour cette nouvelle enquête le même plan et la même méthode que pour la précédente ⁽¹⁾. Les enquêteurs interrogent directement les intéressés : ouvrières à domicile, entrepreneuses et fabricants. Les renseignements demandés aux ouvrières à domicile portent sur le genre de travail, l'origine de l'ouvrière (apprentissage, etc.), l'origine du travail (entrepreneuse, sous-entrepreneuse, magasin ou fabricant), la composition de l'atelier (auxiliaires de la famille), la durée du travail journalier, la remise, la livraison et le paiement du travail, les prix de façon, le gain de l'ouvrière chef d'atelier au cours de l'année précédente, l'hygiène professionnelle, les conditions d'hygiène des locaux de travail. L'enquête est actuellement limitée à Paris; elle sera étendue ultérieurement à la province.

Les délégués de l'Office du travail ont reçu des instructions précises pour que leur enquête soit effectuée *avec la plus grande discrétion*. Il leur a été enjoint, notamment, *de garder absolument secrets les noms et adresses des ouvrières visitées*, et de ne pas divulguer non plus l'origine des renseignements que les fabricants ou les entrepreneuses voudraient bien leur communiquer. La publication des renseignements recueillis sera faite avec les mêmes précautions et d'une manière *scrupuleusement anonyme*.

LES CONSEILS DE PRUD'HOMMES EN 1904 ⁽²⁾.

France. — 154 Conseils de prud'hommes ont fonctionné en 1904, en France.

Ces conseils ont eu à s'occuper, en bureau particulier, de 44,983 différends contre 43,829 en 1903; si on détalque de ce chiffre 8,838 contestations retirées par les parties avant que le bureau n'ait eu à intervenir et 132 restées sans solution à la fin de l'année, il en reste 36,013, dont 19,019 (53 p. 100) ont été conciliées dans l'année.

La conciliation n'a pu être obtenue dans 16,994 affaires, dont 13,531 ont été soumises aux conseils réunis en bureau général. Ceux-ci, déjà saisis de 129 causes restant à juger de l'année précédente, ont eu à statuer sur 13,660 contestations.

⁽¹⁾ Voir *Bull.*, décembre 1907, p. 1,295.

⁽²⁾ D'après le *compte général de l'administration de la justice civile et commerciale pendant l'année 1904*, Paris, 1907. — Voir pour la statistique des conseils de prud'hommes au 1^{er} janvier 1907, *Bulletin*, février 1907, p. 126, et pour l'année 1903, *Bulletin*, octobre 1904, p. 876.

Les demandeurs ayant, avant jugement, renoncé à leurs prétentions ont consenti à une transaction dans 7,230 de ces affaires et la décision n'ayant pu être prise avant le 31 décembre 1904 dans 92 autres, les conseils ont réglé 6,338 procès : 3,480 contradictoirement et 2,850 par défaut, 5,007 en dernier ressort et 1,331 susceptibles d'appel.

Les tribunaux de commerce ont été saisis en 1904 de 1,069 appels de conseils de prud'hommes⁽¹⁾; ils en ont confirmé 550 (52 p. 100) et infirmé 408 (38 p. 100); les 111 autres (10 p. 100) ont été suivis de transaction ou de désistement.

Algérie. — 6 conseils de prud'hommes ont fonctionné en 1904 en Algérie.

Ces conseils ont eu à s'occuper, en bureau particulier de 2,733 différends. Sur ces 2,733 différends, le bureau particulier n'a eu à statuer que sur 1,800 dont 1,099 (61 p. 100) ont été conciliés.

960 affaires ont été soumises aux conseils réunis en bureau général; 607 ont été retirées avant le jugement et 30 restaient encore à juger le 31 décembre; les conseils ont donc réglé 323 procès : 256 contradictoirement et 67 par défaut, 212 en dernier ressort et 111 susceptibles d'appel.

Il a été porté devant les tribunaux de commerce d'Algérie 11 appels des conseils de prud'hommes, dont 6 ont été suivis de confirmation et 5 d'infirmation.

Le tableau suivant donne la répartition, d'après leur objet, des contestations portées devant les conseils de prud'hommes de France et d'Algérie, en bureau particulier, en 1904.

OBJET DES CONTESTATIONS.	NOMBRE		
	France.	Algérie.	Total.
Salaire (salaires, application de tarifs, prix de façon, travaux à forfait ou à la tâche).....	26,184	2,038	28,162
Congés.....	10,360	264	10,624
Malfaçons.....	2,476	20	2,496
Indemnités de chômage et pertes de temps.....	866	104	970
Engagements et exécution des conventions.....	733	24	777
Apprentissage.....	678	2	680
Questions d'incompétence.....	521	64	585
Frais de voyage et de déplacement.....	436	33	469
Livrets et certificats (demandes de certificats, livrets chargés, mentions sur le livret, réclamations et retenues de livrets, signatures de livrets).....	448	11	459
Expertises d'ouvrages.....	288	29	317
Abandons ou absences de l'atelier.....	286	31	317
Réclamations et retenues d'outils.....	186	29	215
Retenues pour assurances.....	118	2	120
Amendes.....	190	4	194
Livrets d'acquit du tissage.....	9	"	9
Divers ⁽²⁾	1,244	78	1,322
TOTAUX.....	44,983	2,733	47,716

⁽¹⁾ En vertu de la loi du 15 juillet 1905 ce sont les tribunaux civils qui sont appelés désormais exclusivement à connaître des appels formés contre les décisions des conseils de prud'hommes.

⁽²⁾ Étrennes et pourboires (34), indemnités pour accidents et blessures (24), indemnités pour maladie (7), matières retenues par un ouvrier (70 + 1), matériel retenu par un ouvrier (25), pertes d'outils (38 + 2), refus de travail (177 + 2), remboursements d'avances (37 + 30), retenues d'effets (62 + 17), travaux en retard (107 + 4), travaux non terminés (121 + 13), autres (542 + 9).

LE TRAVAIL DANS LES PRISONS ET AUTRES ÉTABLISSEMENTS PÉNITENTIAIRES

EN 1905 ⁽¹⁾.

Le tableau suivant donne, pour les diverses catégories d'établissements pénitentiaires : 1° le nombre moyen des travailleurs en 1905 ainsi que leur proportion avec la population moyenne détenue dans ces établissements; 2° le nombre de journées de travail effectuées ainsi que leur proportion avec le nombre total des journées de détention :

CATÉGORIES D'ÉTABLISSEMENTS.	NOMBRE d'établisse- ments.	NOMBRE moyen de travailleurs.	PROPORTION p. 100 du nombre des détenus.	NOMBRE de journées de travail.	PROPORTION p. 100 des journées de détention.
Maisons centrales :					
Hommes	9	4,331	86	1,321,055	72
Femmes	2	471	86	143,795	72
Pénitenciers agricoles (hommes)	2	301	93	91,737	77
Maisons d'arrêt	365	9,812	69 ⁽²⁾	2,992,488	54
Établissements d'éducation cor- rectionnelle :					
Garçons	15	2,190	86 ⁽²⁾	668,075	71
Filles	10	415	87 ⁽²⁾	126,656	75

Les maisons centrales et les pénitenciers agricoles sont affectés, en principe, à l'exécution des longues peines, c'est-à-dire aux peines de détention et de réclusion, ainsi qu'aux peines d'emprisonnement excédant un an. Les détenus à l'emprisonnement correctionnel jusqu'à un an forment, avec les prévenus, la population proprement dite des maisons d'arrêt, de justice et de correction. Quant aux établissements d'éducation correctionnelle, ils reçoivent quatre catégories de pupilles : 1° les acquittés, considérés comme ayant agi sans discernement, mais placés pour un certain nombre d'années sous la tutelle de l'Administration ; 2° les pupilles de l'Assistance publique qui ont été envoyés en correction par les tribunaux civils pour des actes d'immoralité, de violences ou de cruauté ; 3° les condamnés pour deux ans et moins, et plus de deux ans (art. 67 et 69. C. pén) ; 4° les enfants envoyés en correction par l'autorité paternelle.

Maisons centrales et pénitenciers. — Dans les maisons centrales et les pénitenciers les travaux se divisent, au point de vue de leur nature en deux grandes catégories :

1° Les travaux qui ont pour objet le service propre de l'établissement ; service

⁽¹⁾ D'après la *Statistique pénitentiaire pour l'année 1905*, exposé général sur la situation des services et des divers établissements, présenté à M. le Ministre de l'Intérieur, par M. Grimanelli, directeur de l'Administration pénitentiaire, Melun, imprimerie administrative, 1907.

⁽²⁾ Au 31 décembre 1905.

intérieur économique ou agricole, entretien des bâtiments composant la maison centrale ou le pénitencier agricole, travaux divers ;

2° Les travaux industriels proprement dits ou, pour les pénitenciers agricoles, les travaux d'exploitation.

Le régime de l'entreprise générale industrielle était, en 1905, en vigueur dans une maison centrale d'hommes et une maison centrale de femmes ; dans les autres maisons centrales et dans les pénitenciers la main-d'œuvre des détenus était exploitée en régie, soit directement par l'État, soit par l'intermédiaire des confectionnaires.

Parmi les industries exploitées en régie directement par l'État, il faut citer comme ayant donné d'excellents résultats : l'imprimerie à Melun, le tissage des couvertures militaires à Fontevrault, la fabrication des brosses pour militaires à Poissy.

Par ordre d'importance les industries exploitées sont : la serrurerie, quincaillerie, etc. (243,932 fr. 58), la cordonnerie (194,295 fr. 41), l'ébénisterie, menuiserie, etc. (144,816 fr. 22).

Maisons d'arrêt. — Les travaux exécutés dans les maisons d'arrêt, de justice et de correction, peuvent être également divisés en travaux ayant pour objet le service intérieur de l'établissement et en travaux industriels proprement dits. Pour ces derniers le régime de l'entreprise est la règle ; la main-d'œuvre des détenus n'est exploitée en régie que dans les maisons du département de la Seine.

Par ordre d'importance les industries exploitées dans les maisons d'arrêt sont : la chaussonnerie (229,964 francs) ; les papiers (découpage, pliage, etc.) (128,969 fr. 19) ; les agrafes, aiguilles, etc. (109,463 fr. 22) ; la couture, lingerie, etc. (99,615 fr. 53) ; la serrurerie, quincaillerie, etc. (88,040 fr. 03) ; la brosserie (78,842 fr.) ; le cartonnage (50,423 fr. 66).

Établissements d'éducation correctionnelle. — Les pupilles de ces établissements sont occupés soit aux services économiques, soit aux travaux agricoles, soit aux travaux industriels.

La proportion des détenus occupés à chacune de ces catégories de travaux en 1905 est la suivante :

	GARÇONS.	FILLES.
Services économiques.....	12,64	22,40
Agriculture.....	48,64	15,66
Industrie.....	38,72	61,94
TOTAL.....	<u>100,00</u>	<u>100,00</u>

Dans ces établissements les pupilles sont occupés exclusivement dans l'établissement ou ses annexes. Il n'y a qu'une exception : la Société pour le patronage des jeunes détenus et des jeunes libérés du département de la Seine occupe tous ses pupilles (19) à titre de louage d'ouvrage chez des particuliers.

PRODUIT DU TRAVAIL.

Le tableau suivant donne, pour chacune des catégories d'établissements pénitentiaires, sauf pour les établissements d'éducation correctionnelle, pour lesquels la

statistique pénitentiaire ne donne pas ces renseignements, le produit général du travail et la moyenne par journée de travail, gratifications comprises :

CATÉGORIES D'ÉTABLISSEMENTS.	PRODUIT GÉNÉRAL du travail.	PRODUIT par journée de travail.
Maisons centrales :		
Hommes	1,687,081 ^f 06	1 ^f 2771
Femmes	132,714 11	0 9229
Pénitenciers agricoles (hommes)	68,388 56	0 7455
Maisons d'arrêt :		
Hommes	1,693,554 54	0 58
Femmes		0 48

Les industries dont l'exploitation a donné le rendement moyen par journée de travail le plus élevé sont les suivantes pour les maisons centrales d'hommes :

Horlogerie (confectionnaire), Melun	2 ^f 1929
Meubles et lits en fer (confectionnaire)	2 1026
Imprimerie (régie directe), Melun	2 0945
Cordonnerie (régie directe)	2 0690
Sommiers élastiques (confectionnaire), Melun	1 9926
Tailleurs (régie directe)	1 9077

Pour les maisons centrales de femmes ce sont les suivantes :

Cartonnage (entreprise générale), Rennes	1 ^f 1792
Faux-cols et manchettes (entreprise générale), Rennes	1 0362
Bonneterie (confectionnaire), Montpellier	0 7505
Lingerie pénitentiaire (régie directe), Montpellier	0 7161

Dans les exploitations agricoles des pénitenciers le rendement moyen journalier a été de 0 fr. 7324.

Le tableau suivant donne le détail des travaux exécutés tant dans les maisons centrales que dans les maisons d'arrêt, avec l'indication de leur produit :

DÉSIGNATION DES TRAVAUX.	PRODUIT DU TRAVAIL (GRATIFICATIONS COMPRISES) dans les	
	maisons centrales.	maisons d'arrêt.
	fr. c.	fr. c.
Abat-jour	18,107 33	"
Agrafes, Aiguilles, Epingles, Épinglottes, Chaines, Chainettes, Chapelets, Perles	11,188 50	109,463 22
Allumettes, Veilleuses, Bouchons, Boîtes d'allumettes et Boîtes à fromage ..	"	1,174 42
Boisellerie	7,118 94	"
Bonneterie, Bas, Chaussettes et Tricotage de bas	9,448 50	1,501 52
Boutons	121,340 39	107 36
Broderie, Dentelles, Fleurs, Ganterie, Passementerie, Plumes	"	19,559 71
Broserie, Plumeaux, Balais, Bois de brosses	88,102 13	78,842 14
Cardage, Dévidage, Bobinage, Moulinage, Étope, Epluchage, Triage de laine, soie, coton, crin, plumes, Filoches, Délissage de chiffons, Échar- pillage de crin	11,740 20	73,875 00
Cartonnage, Boîtes en carton à bougies, à allumettes, Ballons, Jouets d'en- fants, Étiquettes	2,209 95	50,423 66

DÉSIGNATION DES TRAVAUX.	PRODUIT DU TRAVAIL (GRATIFICATIONS COMPRISSES) dans les	
	maisons centrales.	maisons d'arrêt.
Chapellerie.....	"	7,844 46
Chaussonnerie.....	29,267 91	229,964 00
Copies.....	"	15,798 73
Corderie, Filets, Emouchettes, Collets, Muslières.....	2,166 92	38,071 79
Cordonnerie et Piquage.....	194,295 41	24,804 70
Corroierie, Sellerie, Cuir artificiels.....	"	18,345 77
Corsets (Fabrication et Dépeçage).....	82,848 32	11,698 90
Couture, Lingerie, Ravaudage, Racommodage de sacs.....	1,860 45	99,615 53
Découpage de papier, Papeterie, Imagerie, Sacs en papier, Pliage d'imprimés. Ebénisterie, Menuiserie, Tourneurs, Tonneliers, Sabotiers, Galoches, Caisses en bois, Fabrication de chaises autres qu'en fer, Rateaux.....	5,947 00	128,969 19
Enveloppes de bouteilles.....	144,816 22	35,303 35
Échelas, Margotins, Ligots et Fagots.....	"	21,782 47
Espadrilles et Sandales.....	"	12,514 65
Emboutissage.....	21,295 48	22,902 54
Faut-cols et manchettes (Couture et repassage de).....	40,954 32	"
Filature de laine, chanvre, coton et soie.....	84,584 76	"
Horlogerie, Bijouterie.....	"	6,483 70
Imprimerie.....	989 00	4,072 90
Marbrerie, Sculpture, Ouvrages en plâtre, Mosaïque, Gravure.....	100,614 28	"
Parapluies et Cannes.....	"	7,778 54
Pipes.....	"	4,632 16
Sacs en toile.....	5,909 27	"
Sommiers élastiques.....	18,353 33	"
Serrurerie, Quincaillerie, Coutellerie, Ferblanterie, Chaudronnerie, Cheville- rie, Blanchisserie de limes, Articles de ménage, Couverts, Cages, Paniers, Chaises et lits en fer, Meubles et lits en fer, Meubles de jardin, Treillage de fil de fer et cuivre, Ouvrage en fer et en fil de fer, Jalousies en fer.....	22,315 62	"
Taillours.....	213,932 58	88,010 03
Tissage de fil, coton, laine et soie.....	52,813 51	2,764 82
Toiles et tissus métalliques, Cribles, Bourses en métal.....	64,576 13	4,031 06
Tresses de paille, Jute, Cabas, Paillassons, Sparterie, Empaillage de chaises, Nattes en cheveau et en paille.....	66,585 22	66,314 15
Triage de légumes, noix, moutarde, café, Cassage de noix et d'amandes....	23,352 53	61,871 11
Vannerie, pelage d'osier, Liens en rotin et autres, Tressage de joncs, cannage. Verre (Taillerie de).....	395 97	41,696 07
Vernissage.....	4,382 66	38,981 58
Service général (service intérieur, économique, entretien des bâtiments)....	10,837 27	"
Travaux divers.....	19,318 20	"
	297,632 48	309,015 84
	10,474 39	55,311 47
TOTAUX.....	1,819,795 17	1,693,554 54

JURISPRUDENCE.

**Repos hebdomadaire ; cessation le jour du repos de tout travail,
quelle que soit son importance.**

COUR DE CASSATION (CHAMBRE CRIMINELLE).

(Arrêt du 6 juillet 1907.)

La Cour,

Vu les articles 1, 2 et 13 de la loi du 13 juillet 1906, à l'appui du moyen soulevé d'office ;

Attendu qu'il résulte d'un procès verbal dressé, le 28 janvier 1907, par le commissaire de police de Lisieux, que, ce même jour, consacré au repos collectif des ouvriers de Vicq, coiffeur, un de ses ouvriers a été vu avec deux brocs à la main, et qu'aux questions posées à Vicq, celui-ci a répondu que l'ouvrier vu avec deux brocs se disposait à remplir les réservoirs de toilette et qu'il avait, avec un autre ouvrier présent dans boutique, fait le nettoyage le matin ;

Attendu que la loi du 13 juillet 1906, en ordonnant que le repos hebdomadaire doit avoir une durée minima de vingt-quatre heures consécutives, a prescrit la cessation de tout travail, sans distinguer le cas où le travail est minime de celui où il est plus important ; qu'en déclarant que le prévenu n'avait pas privé ses ouvriers du repos hebdomadaire auquel ils avaient droit, en les employant à un travail minime le jour consacré au repos hebdomadaire, le juge de police a violé les articles 1, 2 et 13 de la loi du 13 juillet 1906 ;

Par ces motifs,

Casse...

Accident du travail ; ouvrier d'une compagnie de chemins de fer ; non cumul de la rente de la loi de 1898 et de la pension de retraite accordée par anticipation aux agents blessés en service.

COUR DE CASSATION (CHAMBRE CIVILE).

(Arrêt du 31 octobre 1906.)

La Cour,

Sur le premier moyen :

Attendu que le jugement, dont la Compagnie des chemins de fer P.-L.-M. avait fait appel et dont Bournac demandait à la Cour de Lyon la confirmation par adoption des motifs donnés par les premiers juges, n'avait pas appliqué l'article 6 du règlement de 1881, mais bien l'article 4 du règlement de la caisse des retraites de 1892 ; qu'il n'a invoqué le premier de ces règlements qu'à titre d'argument à l'appui de l'interprétation qu'il donnait du second ; que l'arrêt attaqué n'était pas tenu de répondre à tous les arguments des premiers juges ; qu'il est d'ailleurs motivé ; d'où il suit qu'il n'a pas violé l'article visé au moyen ;

Sur le second moyen :

Attendu que l'arrêt attaqué constate que Bournac, ouvrier au service de la Compagnie défenderesse, a été victime d'un accident de travail qui l'a laissé atteint d'incapacité permanente et qu'une rente viagère de 330 francs lui a été allouée en exécution de l'article 3 de la loi du 9 avril 1898 ; qu'il constate, en même temps, que cet ouvrier, qui n'avait ni 25 ans de services à la Compagnie, ni 55 ans d'âge,

conditions auxquelles est subordonné le droit à la retraite, a invoqué les dispositions de l'article 4 du règlement de la caisse des retraites de la Compagnie qui accorde une pension de retraite anticipée à tout agent ayant 15 ans de services comptant pour la retraite, quel que soit son âge, si ses blessures reçues dans le service obligent la Compagnie à le congédier;

Attendu, sans qu'il soit besoin d'examiner les motifs donnés par l'arrêt à l'appui de sa décision, que c'est à bon droit que ledit arrêt, sous le bénéfice de l'offre faite par la Compagnie de rembourser à Bournac les retenues opérées sur les salaires pour parvenir à la retraite, a refusé de condamner la Compagnie à servir à Bournac, avec la rente forfaitaire de la loi de 1893, la pension de retraite anticipée à laquelle pouvait lui donner droit la blessure qu'il avait reçue en service et qui avait motivé son congédiement; qu'en effet, aux termes de l'article 2 de la loi du 9 avril 1898, les ouvriers et employés désignés à l'article 1^{er} de ladite loi ne peuvent se prévaloir, à raison des accidents dont ils sont victimes dans leur travail, d'aucunes dispositions autres que celles de la présente loi;

D'où il suit qu'en statuant comme il l'a fait, l'arrêt attaqué n'a violé aucun des articles visés au moyen;

Rejette. . . .

Accidents du travail; apprenti; salaire de base; ouvriers valides; définition.

COUR DE CASSATION (CHAMBRE CIVILE).

(Arrêt du 29 mai 1906.)

La Cour,

Où en l'audience publique de ce jour M. le conseiller Reynaud en son rapport, MM^{es} Herson-Macarel et Durnerin, avocats des parties, en leurs observations respectives, ainsi que M. l'avocat général Meleot en ses conclusions et après en avoir immédiatement délibéré conformément à la loi;

Sur les deux moyens réunis;

Attendu que l'arrêt attaqué constate que dans l'entreprise où Bobeau était employé en qualité d'apprenti, le salaire le plus bas des ouvriers de la même catégorie qu'il qualifie « d'ouvriers similaires » est de 750 francs par an; que ce salaire sert de base à la fixation de l'indemnité qu'il alloue à Bobeau victime d'un accident du travail;

Attendu qu'il n'a pas été contesté devant le juge du fait que le salaire de 750 francs fut celui « d'ouvriers valides » au sens grammatical des mots; que le débat portait devant la Cour uniquement sur le point de savoir si ces mots n'avaient pas dans l'article 8 de la loi du 9 avril 1898 un sens particulier, s'ils ne désignaient pas, comme l'avaient décidé les premiers juges « des ouvriers arrivés au complet développement de leur capacité professionnelle »;

Attendu que c'est à bon droit que l'arrêt attaqué a réformé de ce chef le jugement qui lui était soumis; que l'expression « ouvriers valides » signifie seulement que le juge pour la détermination du salaire de base, dans les cas que prévoit l'article 8 de la loi sur les accidents du travail, ne devra pas tenir compte du salaire d'ouvriers dont une infirmité quelconque diminuerait la valeur professionnelle; que s'il était juste de ne pas prendre pour salaire de base, d'après lequel serait calculée l'indemnité allouée au mineur de 16 ans ou à l'apprenti, le salaire effectif qu'ils touchaient, il n'était pas possible non plus de leur faire une situation meilleure que celle qu'ils auront soit à 16 ans, soit le jour où cessant d'être apprentis ils deviendront des ouvriers;

D'où il suit qu'en statuant comme il l'a fait, l'arrêt attaqué, d'ailleurs motivé, n'a violé aucun des articles visés au pourvoi;

Par ces motifs,

Rejette le pourvoi formé contre l'arrêt de la Cour d'appel d'Orléans du 23 mars 1904.

Accident du travail ; enfant conçu après l'accident ; absence de droit à la rente.

COUR DE CASSATION (CHAMBRE CIVILE).

(Arrêt du 1^{er} août 1906.)

La Cour,

Attendu que l'arrêt attaqué constate que Corneglio, ouvrier de la société des forges et hauts fourneaux de Pont-à-Mousson, a été le 13 décembre 1901, victime d'un accident du travail qui a d'abord entraîné pour lui une incapacité permanente et totale, à raison de laquelle la Société a été condamnée à lui servir une rente annuelle et viagère de 1,036 francs 46; qu'il constate, en outre, que Corneglio est décédé le 12 janvier 1904; des suites de l'accident, à la survivance d'une veuve et de trois enfants nés, le premier, le 1^{er} mars 1900; le second, le 19 décembre 1901; le dernier, le 27 mai 1904; que, sur la demande de la veuve, agissant tant en son nom personnel qu'au nom de ses enfants mineurs, il condamne la société à servir à la mère et aux deux premiers nés les rentes déterminées par l'article 3 de la loi du 9 avril 1898, mais qu'il refuse de faire bénéficier de ces mêmes dispositions le troisième enfant conçu postérieurement à l'accident;

Attendu qu'en statuant ainsi ledit arrêt n'a violé aucun des articles visés au pourvoi;

Attendu, en effet, qu'aux termes de l'article 1^{er} de la loi du 9 avril 1898 c'est l'accident qui donne droit à indemnité aux personnes que le législateur admet à représenter la victime comme à la victime elle-même; que si cette dernière succombe aux suites de l'accident, le droit personnel de ses représentants est subordonné à cette double condition qu'ils lui auront survécu et que le décès de la victime sera survenu dans le délai fixé par la loi pour la revision des indemnités; que ce droit ne peut appartenir qu'à ceux des enfants du défunt qui, âgés de moins de 16 ans au jour du décès, étaient nés ou conçus au jour de l'accident, que ceux-là seuls étaient alors capables d'acquérir un droit et que le décès de leur auteur n'est que l'avènement de l'une des conditions à laquelle il était subordonné; qu'il suit de là que l'enfant conçu après l'accident est sans droit contre le chef d'entreprise et sans qualité pour lui demander l'indemnité forfaitaire de la loi du 9 avril 1898;

Par ces motifs,

Rejette.

ÉTRANGER.

ALLEMAGNE.

Revue du travail en décembre 1907⁽¹⁾. — Pendant le mois de décembre 1907, l'activité a continué à diminuer dans une partie de la grande industrie allemande, et spécialement dans les établissements de la métallurgie allemande consacrés au travail du fer et dans une partie de l'industrie textile. La diminution ne s'est opérée que progressivement. Du reste, vu la saison, le travail diminue toujours fortement en décembre, sauf dans les branches où les affaires de Noël apportent un redoublement d'activité. Cette année la situation a été un peu améliorée par ce fait que le temps doux de décembre a permis de continuer presque jusqu'à la fin de l'année le travail dans le bâtiment; néanmoins, il a déjà fortement diminué ainsi que dans les métiers annexes. Parmi les grandes industries, la pleine activité s'est maintenue jusqu'à la fin de l'année dans les mines; pour la métallurgie, il y a eu une moins grande abondance de travail dans les fonderies du fer et de l'acier et dans le laminage: le résultat a été tantôt une diminution du temps de travail des équipes, tantôt le renvoi d'ouvriers; par contre, dans la plupart des branches de la construction des machines la situation est en général bonne, le travail étant encore aussi abondant; spécialement tous les ateliers qui ont à construire le matériel des chemins de fer, les fabriques de wagons, etc., ont eu beaucoup à faire. Il en est de même des industries chimiques et électriques. Dans l'industrie textile, sauf dans une partie des métiers à tisser qui chôment, le travail est abondant et il y a du travail pour longtemps encore. Par contre, il y a chômage abondant dans plusieurs métiers: les coiffeurs, les gantiers, les photographes, les sculpteurs, les tapissiers, les chapeliers, etc.

Placement en décembre 1907⁽²⁾. — Pour tout l'Empire, le nombre des demandes par rapport à décembre 1906, a augmenté de 24,000; celui des places procurées a diminué de 12,000, et celui des emplois vacants de 5,000 en chiffres ronds. — Voici le bilan des 638 offices de placement qui ont fourni des renseignements pour le présent mois, avec le rappel des données de septembre :

	DEMANDES d'emploi.	OFFRES d'emploi.	PLACE- MENTS.
Décembre 1907 (pour 638 bureaux)....	195,000	116,000	89,000
Novembre 1907 (— 626 —)....	222,000	146,000	111,000

⁽¹⁾ Reichsarbeitsblatt, 28 janvier 1908.

⁽²⁾ Reichsarbeitsblatt, 28 janvier 1908.

Le marché du travail en 1907 ⁽¹⁾. — Pendant l'année 1907, la situation du marché du travail a été tout à fait satisfaisante; ce n'est que dans le dernier trimestre qu'il y a eu un revirement qui pourtant n'avait pas encore pris à la fin de l'année le caractère d'une crise. Au contraire, la situation du travail dans l'industrie allemande dénotait une fixité relative comparée aux événements économiques internationaux, de sorte que la diminution du travail n'a eu aucun caractère de brusquerie et s'est opérée progressivement.

Dans l'ensemble, l'année 1907, pour sa plus grande partie, a été une année d'une grande prospérité internationale, mais elle a aussi vu la fin de cette période de prospérité.

La situation excellente de l'année se manifeste par ce fait que dans le domaine de la production les chiffres sont en général les plus élevés que l'on ait vus jusqu'ici. Quant à la mauvaise situation du marché monétaire, c'est surtout sur le bâtiment qu'elle s'est fait sentir ainsi que dans les industries annexes, les industries du bois par exemple. Antérieurement l'industrie du bâtiment avait déjà été fortement éprouvée par des conflits du travail, en particulier par le lock-out dans l'industrie du bois et par la grève des ouvriers du bâtiment à Berlin.

Les rapports des bureaux de placement et les chiffres des offres et des demandes manifestent à peu près depuis octobre 1907 le changement dans la situation du travail. Les rapports des caisses de maladies sont également conformes. Chaque mois l'augmentation du nombre des assurés contre la maladie par rapport aux mêmes mois de l'année précédente est considérable et cela jusqu'en septembre. Mais en septembre 1907 la différence en faveur de 1907 n'est plus que de 26,044 assurés hommes, en octobre de 10,380, en novembre de 6,502; en décembre les chiffres de 1907 sont inférieurs à ceux de l'année. Quant aux femmes assurées, les chiffres correspondants n'ont pas été influencés, ce qui du reste avait déjà été observé dans la période critique de 1901.

Le même mouvement est aussi marqué dans les rapports sur le chômage adressés à l'Office de statistique impérial par les organisations ouvrières. Les chiffres du chômage pour la totalité de ces organisations sont les suivants;

1903.		1904.		1905.		1906.		1907.	
Fin mars..	—	Fin mars..	2.0	Fin mars..	1.6	Fin mars..	1.1	Fin janvier.	1.7
— juin..	3.2	— juin..	2.1	— juin..	1.5	— juin..	1.2	— février.	1.6
— sept..	2.3	— sept..	1.8	— sept..	1.4	— juillet.	0.8	— mars..	1.3
— déc...	2.6	— déc...	2.4	— déc...	1.8	— août..	0.7	— avril..	1.3
						— sept...	1.0	— mai...	1.4
						— octobr ^e	1.1	— juin..	1.4
						— nov...	1.1	— juillet.	1.4
						— déc...	1.6	— août..	1.4
								— sept...	1.4
								— octobr ^e	1.5
								— nov...	1.7
								— déc...	2.6

Si dans son ensemble l'année 1907 doit être regardée comme bonne pour le marché du travail, le résultat n'a pas été peu modifié par le fait du renchérissement d'une partie des vivres, de sorte que les salaires plus élevés ont été compensés par une élévation du prix de la vie. La situation prospère de la première moitié de l'année a été marquée par des conflits de travail, tandis que d'un autre côté

⁽¹⁾ Reichsarbeitsblatt, 28 janvier 1908.

commençait à se dessiner un mouvement organisant des organes qui auraient réglé si possible les différends par voie pacifique, et auraient établi dans l'industrie une situation uniforme pour de grandes régions. Le développement des contrats relatifs aux tarifs a continué en s'accroissant en 1907, d'après les renseignements que l'on a pu avoir, et il y a surtout lieu de noter les efforts qui ont été faits par certains métiers (paveurs, tailleurs, ouvriers du bois) pour régler le travail de tous les ouvriers du métier conformément à un tarif uniforme. Le groupement des ouvriers et des patrons a continué et, sans atteindre l'augmentation de 1906, le nombre des membres des syndicats s'est néanmoins accru en 1907. Il en est de même aussi de l'organisation et des syndicats des employés privés.

Il est impossible de prévoir ce que sera l'année 1908 au point de vue du marché du travail. Elle a apporté pour le moment un abaissement du taux de l'escompte. Mais la situation de l'Allemagne, comme la situation internationale est moins prospère qu'un an auparavant.

AUTRICHE.

Placement en novembre 1907⁽¹⁾. — Renseignements fournis sur le fonctionnement de 802 bureaux de placement professionnel :

	OFFRES D'EMPLOI.			DEMANDES D'EMPLOI.			NOMBRE DE PLACEMENTS par rapport aux offres.			NOMBRE DE PLACEMENTS par 100 demandes.		
	Nov. 1907.	Oct. 1907.	Nov. 1906.	Nov. 1907.	Oct. 1907.	Nov. 1906.	Nov. 1907.	Oct. 1907.	Nov. 1906.	Nov. 1907.	Oct. 1907.	Nov. 1906.
Hommes.....	24,843	32,544	23,952	39,166	44,739	39,442	15,766	20,709	15,362	40	46	39
Femmes.....	24,168	39,506	23,464	29,418	38,681	27,820	14,605	23,733	14,308	50	61	51
Ensemble.....	49,011	72,050	47,416	68,584	83,420	67,262	30,371	44,442	29,670	45	53	44

Grèves en novembre 1907⁽¹⁾. — 51 nouvelles grèves, avec 13,754 grévistes. C'est dans la Basse-Autriche et en Bohême, pour les mines (11), la métallurgie (4), le textile (6), le vêtement (4), l'alimentation (8), le bâtiment (5) que les grèves ont été le plus nombreuses. On compte : 7 succès, 25 transactions, 11 échecs, 8 résultats inconnus. Causes : insuffisance des salaires, 37 cas ; insuffisance des salaires et questions relatives à la durée du travail, 3 cas ; divers, 11 cas.

Les grèves et lock-outs en 1906⁽²⁾. — On a compté 1,083 grèves avec 153,688 grévistes ayant chômé environ 2,191,815 journées. Les établissements atteints ont été au nombre de 6,049. (En 1905 ces chiffres s'établissaient respectivement à 686, 99,591, 1,506,000 et 3,803.)

⁽¹⁾ *Soziale Rundschau*, décembre 1907.

⁽²⁾ D'après : *Arbeitseinstellungen und Aussperrungen in Oesterreich während des Jahres 1906*. (Ministère du Commerce ; service de la statistique du travail. Vienne, 1907 ; A. Hölder.)

Le nombre des grèves, après un mouvement régressif de 1899 à 1902, n'a pas cessé de s'élever dans une forte mesure, depuis l'année 1903, avec augmentation concomitante, par rapport surtout à 1901, du nombre des exploitations affectées et des grévistes. Les conflits ont été signalés principalement dans la Basse-Autriche et la Bohême.

Le tableau suivant fait ressortir l'importance des grèves de 1906 dans les principaux groupes industriels et la proportion des grévistes par rapport aux ouvriers de l'industrie :

GROUPES D'INDUSTRIES.	NOMBRE	PRO- PORTION	NOMBRE	PRO- PORTION	NOMBRE	PROPORTION
	de grèves.	p. 100 du nombre des grèves (1,083).	des grévistes.	p. 100 du nombre total des grévistes (153,688)	des ouvriers de l'industrie ⁽¹⁾ .	p. 100 des grévistes par rapport au total des ouvriers de l'industrie.
1	2	3	4	5	6	7
Bâtiment.....	184	17.0	15,416	10.0	325,780	4.73
Métallurgie.....	80	7.4	16,373	10.7	225,306	7.76
Fabrication des machines....	56	5.2	5,641	3.7	94,692	5.96
Travail du bois.....	118	10.9	5,598	3.6	181,892	3.07
Pierres et terres, argile et verre.	108	10.0	10,776	7.0	151,632	7.11
Textiles.....	130	12.0	28,970	18.7	410,716	7.05
Mines.....	68	6.2	38,705	25.2	187,845	20.61
Vêtement et modes.....	105	9.7	13,018	8.4	346,411	3.76
Autres industries.....	234	21.6	19,491	12.7	545,944	3.57

Classées d'après leurs causes, les grèves se répartissent ainsi ⁽²⁾ :

CAUSES DES GRÈVES.	NOMBRE	PRO- PORTION	NOMBRE	PRO- PORTION
	de cas.	p. 100 des grèves (1,083).	des grévistes.	p. 100 des grévistes (153,688)
1	2	3	4	5
Questions de salaires.....	802	74.0	131,358	85.5
Questions relatives à la durée du travail.....	456	42.1	85,531	55.7
Autres motifs.....	669	61.8	114,432	74.5

Plus spécialement, les conflits ont été provoqués par les trois causes principales suivantes : salaires jugés insuffisants (70.5 p. 100 des grèves), temps de travail estimé trop long (34.3 p. 100) et règlement de travail (20.5 p. 100).

Quant aux résultats, ils peuvent se classer, dans l'ensemble, comme suit :

	NOMBRE	P. 100	NOMBRE	P. 100
	de grèves.	du total (1,083).	de grévistes.	du total (153,688)
1	2	3	4	5
Réussite.....	241	22.3	18,377	12.0
Transaction.....	513	47.4	102,106	66.4
Échec.....	320	30.3	33,205	19.6

⁽¹⁾ Ces chiffres sont ceux établis par le recensement professionnel du 31 décembre 1900 et comprennent les totaux des ouvriers proprement dits, des journaliers et des membres de la famille (ces derniers figurant pour 101,493 dans le total général des travailleurs industriels, qui est de 2,470,218).

⁽²⁾ Les mêmes grèves et les mêmes grévistes se rapportant à plusieurs causes, les totaux des colonnes 2 et 4 ne donnent pas les nombres absolus de grèves (1,083) et de grévistes (153,688); mais c'est par rapport à ces nombres absolus que sont calculés les p. 100 des colonnes 3 et 5.

Voici, en particulier, quel sort a été réservé aux revendications les plus fréquentes, ressortissant aux trois rubriques suivantes :

	NOMBRE des grévistes.	P. 100 du nombre des grévistes.	PROPORTIONS P. 100 des grévistes ayant obtenu :		
			Réussite.	Trans- action.	Échec.
Augmentation du salaire journalier ou du taux des prix pour travail à la tâche	125,569	81.7	12.5	55.1	32.4
Réduction de la journée de travail	73,214	47.6	26.8	16.8	56.4
Modifications aux règlements de travail	51,782	33.7	29.7	19.6	50.7

En ce qui concerne les pertes de toute nature supportées par les employeurs et les ouvriers, la statistique se borne pour les premiers à indiquer le nombre de journées de travail perdues dans l'ensemble des industries, sans en déterminer la valeur pécuniaire même approximative, au point de vue patronal. Quant à la somme totale que les travailleurs ont manqué de gagner, elle a été évaluée à 6,720,000 francs environ⁽¹⁾, contre 3,250,000 francs en 1905. A signaler d'autre part, comme conséquence matérielle des grèves, le renvoi définitif de 6,952 participants et le départ volontaire de 6,322 grévistes.

Les grèves de 1906 ont entraîné 439 arrestations qui n'ont pas été maintenues, 201 arrestations suivies d'emprisonnement et 5 expulsions et 640 condamnations judiciaires, motivées le plus souvent par des infractions à la loi de « coalition » (de réunion et d'association).

Le mouvement gréviste a pris en 1906 plus d'importance que les années précédentes. Le nombre absolu des grèves a passé de 264 en 1902, à 324 en 1903, 414 en 1904, 686 en 1905 et 1,083 en 1906. Dans les années 1897 à 1901, les nombres des grèves ont été 246 en 1897, 255 en 1898, 311 en 1899, 303 en 1900, 290 en 1901. Or les grèves qui ont eu lieu à la suite de réductions de salaires étaient au nombre de 26 en 1897, elles ont monté à 33 en 1898 pour se maintenir aux environs de 30 jusqu'en 1903, puis ce chiffre est tombé à 22 en 1904, 24 en 1905 et enfin 13 en 1906. En réalité, la courbe des pourcentages de ces grèves, comparée au nombre total de l'année, s'abaisse assez rapidement depuis 1902, puisque les nombres qui sont donnés là sont les chiffres absolus, mais que les chiffres absolus des grèves ont augmenté. Au contraire, la courbe des pourcentages des grèves, par suite de salaires insuffisants ou de temps du travail trop long, qui ont eu lieu depuis 1901, s'élève assez rapidement, parce que les nombres absolus des grèves pour ces deux motifs augmentent plus vite que les nombres absolus de grèves dans l'année. En effet, le nombre absolu des grèves pour salaires jugés insuffisants, est de 116 en 1897, 152 en 1900, puis étant retombé à 116 en 1901, il monte d'année en année : 127 en 1902, 101 en 1903, 213 en 1904, 402 en 1905, 694 en 1906. Le mouvement pour les grèves contre une durée de travail jugée trop longue est à peu près le même : 47 en 1897, 73 en 1899, 46 en 1901; puis 52 en 1902, 61 en 1903, 91 en 1904, 151 en 1905, 298 en 1906.

Lock-outs. — Les 50 lock-outs déclarés en 1906 ont atteint 1,832 établissements et 67,872 ouvriers sur un personnel total de 80,522 travailleurs, soit une proportion de 84.3 p. 100.

⁽¹⁾ Nombre de chômeurs involontaires : 13,098 qui subissent des pertes de 574,350 francs environ.

Le placement en 1906 ⁽¹⁾. — Les bureaux de placement existant en Autriche ont envoyé au total à l'Office de statistique ouvrière en 1906, 10,309 rapports mensuels ayant pu être utilisés (contre 9,950 en 1905). Ce chiffre se décompose ainsi : 768 (611 en 1905) furent envoyés par les bureaux de placement généraux, 458 (311) par les corporations industrielles, 498 (260) par les syndicats, 448 (336) par d'autres associations, 82 (72) par des établissements de bienfaisance, 492 (532) par des placeurs concessionnés et enfin 7,563 (7,828) par les stations de secours.

En considérant la totalité des places procurées dans l'année, les bureaux de placement généraux ont placé 49.44 p. 100 des hommes dont le placement a été opéré dans l'année, 72.42 p. 100 des femmes et 78.35 p. 100 des apprentis. Les mêmes chiffres pour les corporations industrielles sont 12.99, 4.33, 11.34; pour les syndicats 10.38, 0.80, 0.37; pour les autres associations, 9.10, 3.11, 7.42. Les établissements de bienfaisance ont placé 2.86 p. 100 des femmes, les placeurs concessionnés 2.10 p. 100 des hommes, 12.42 p. 100 des femmes et 0.08 p. 100 des apprentis; enfin les stations de secours ont opéré le placement de 15.99 p. 100 des hommes, 4.06 p. 100 des femmes et 2.44 p. 100 des apprentis.

Les professions pour lesquelles les demandes de place ont été le plus nombreuses sont pour les hommes : le vêtement, 20.63 p. 100 du chiffre total des demandes de place, les industries du bois, 10.51 p. 100 et l'industrie hôtelière, 10.12 p. 100; pour les femmes : le personnel domestique, 78.05, et 9.62 dans l'industrie hôtelière.

Les offres de places se répartissent ainsi par professions : pour les hommes, 23.48 p. 100 dans le vêtement, 10.78 p. 100 dans l'industrie hôtelière, 10.02 p. 100 dans l'industrie forestière; pour les femmes : 79.46 p. 100 dans le personnel domestique et 8.24 p. 100 dans l'industrie hôtelière. Dans les chiffres des offres et des demandes d'emploi, il n'est pas tenu compte des placements opérés par les stations de secours.

BELGIQUE.

Revue du travail en décembre 1907 ⁽²⁾. — 16 offices de placement gratuit ont fourni des renseignements sur leurs opérations pendant le mois de décembre 1907. Pour 1,017 offres d'emploi, il y a eu 2,545 demandes des ouvriers (hommes), soit une proportion de 250 demandes pour 100 offres. La moyenne était de 166 demandes pour 100 offres le mois passé, et l'année dernière, en décembre, elle était de 166 demandes pour 100 offres. A ce point de vue, le marché du travail accuse donc un nouvel et considérable affaiblissement tant par rapport à la situation du mois précédent qu'à celle de l'année dernière, à pareille époque.

D'autre part, des renseignements précis sur l'intensité du chômage parmi les ouvriers syndiqués ont été fournis pour ce même mois par 171 unions profession-

⁽¹⁾ *Soziale Rundschau*, novembre 1907. D'après : « Les résultats du placement en Autriche en 1906 », Publié par l'Office de statistique ouvrière au Ministère du Commerce. Alfred Holder, éditeur, Vienne, 1907.

⁽²⁾ *Revue du travail belge*, 15 janvier 1908.

nelles ouvrières, groupant 39,579 membres (mineurs, ouvriers à domicile et travailleurs agricoles non compris). Ces groupes renfermaient, vers la seconde moitié de décembre, 2,298 chômeurs, soit une proportion de 5.7 p. 100, contre 3.0 p. 100 le mois précédent et 2.2 p. 100 en décembre 1906.

De ces dernières données aussi, l'on serait donc porté à conclure à un ralentissement très sensible dans l'activité générale de nos industries. Il y a lieu cependant de rappeler la réserve déjà formulée à cet endroit le mois dernier et concernant l'influence énorme qu'exerce sur les résultats globaux le chômage intense de l'industrie diamantaire à Anvers (1,526 chômeurs syndiqués au 28 décembre dernier). Si l'on fait abstraction de cette industrie spéciale, le pourcentage du chômage parmi les syndiqués redescend, pour décembre, à 2.2 p. 100, c'est-à-dire exactement au même taux qu'en décembre 1906.

Les grèves en décembre 1907 ⁽¹⁾. — 11 grèves nouvelles ont été signalées à l'Office du travail pendant le mois de décembre 1907. Elles intéressaient environ 2,300 grévistes et 234 chômeurs forcés. Se sont en outre continuées, pendant le même mois, 3 grèves commencées antérieurement et comprenant 152 grévistes et 112 chômeurs forcés.

Des conflits nouveaux de décembre, 3 ont affecté l'industrie textile; 2 l'industrie des carrières et 2 l'imprimerie; les autres intéressaient respectivement des ouvriers de brasserie, des cigariers, des mineurs et des cochers de fiacre.

Quant aux causes des différentes grèves, on remarque 6 demandes d'augmentation des salaires, 2 refus d'accepter leur réduction et une demande de garantie d'un minimum. Il y a eu, en outre, 1 demande de réintégration d'ouvriers congédiés et 1 refus d'exécuter le travail dans les conditions prescrites.

Les résultats signalés à l'Office du travail belge, depuis son dernier relevé, peuvent se résumer comme suit : 6 échecs (intéressant 659 grévistes), 2 succès (220 grévistes) et 4 transactions ou succès partiels (315 grévistes). Dans 3 cas, l'échec de la grève a entraîné des renvois définitifs d'ouvriers (36 au total).

La caisse d'épargne et de retraite belge en 1906 ⁽²⁾.

1° CAISSE D'ÉPARGNE.

Le tableau suivant permet de comparer les résultats relatifs à 1905 et à 1906 (31 décembre):

ANNÉES	VERSEMENTS.		REBOURSEMENTS.		LIVRETS.		MOYENNE par livret.
	Nombre.	Montant. francs.	Nombre.	Montant. francs.	Nombre.	Compte total. francs.	
1905.	3,915,078	345,804,954	1,235,456	345,437,561	2,311,845	785,704,576	339.86
1906.	4,123,271	363,508,588	1,292,615	359,111,168	2,419,710	812,092,923	335.62

Le nombre des livrets créés en 1906 s'élève à 107,865. Le total de ceux existant fin 1906 (2,419,710). se décompose comme suit :

⁽¹⁾ *Revue du Travail belge*, 31 janvier 1908.

⁽²⁾ *Compte rendu des opérations de la Caisse d'épargne et de retraite*. — Année 1906.

2,114,967 livrets de 1,000 francs et moins représentant 272.0 millions de francs.
286,777 livrets de 1,000 à 2,000 francs représentant 441.3 millions de francs.
17,966 livrets de plus de 2,000 francs représentant 76.8 millions de francs.

Quant aux avances faites par la caisse d'épargne aux sociétés de construction à bon marché elles comprennent : 60,094,751 francs à 118 sociétés de crédit anonyme; 2,804,667 francs à 9 sociétés de crédit coopératives et 2,863,473 francs à 39 sociétés immobilières anonymes. Sur ces sommes, 27,700,748 francs ont été prêtés à 2 1/2 p. o/o, 32,751,603 francs à 3 p. o/o et 1,676,476 francs à 3 1/4 p. o/o.

Les sociétés de crédit agricole ayant reçu des prêts de la caisse, avaient touché au 31 décembre 151,393 francs sur un crédit consenti total de 664,732 francs.

2° CAISSE DE RETRAITE.

Résultats pour 1905 et 1906 :

ANNÉES	VERSEMENTS À CAPITAL abandonné.		VERSEMENTS À CAPITAL réserve.		LIVRETS nouveaux.	NOMBRE des pen- sionnés.	TOTAL des rentes.
	Nombre.	Versement.	Nombre.	Montant.			
1905.....	1,178,250	7,125,163	943,828	5,559,937	85,138	7,333	1,662,472
1906.....	1,243,899	7,752,953	980,828	5,953,942	86,151	8,277	1,710,328

On comptait 2,268 rentes au-dessous de 12 francs, 1,126 de 12 à 24 francs, 1,596 de 24 à 120 francs, 712 de 120 à 360 francs, 732 de 360 à 720 francs et 721 de 720 1,200 francs (total 7,155).

3° CAISSE D'ASSURANCE.

Les 24,636 polices d'assurance en cas de décès (assurances mixtes en faveur des sociétés d'habitations ouvrières), en cours à fin 1906 et représentant 55,134,671 francs, comprenaient 1,952 contrats de 10 ans, 4,980 de 15 ans, 6,201 de 20 ans et 11,503 de 25 ans. Ils se divisaient en 2,357 de moins de 1,000 francs, 6,437 de 1,000 à 2,000 francs, 6,043 de 2,000 à 3,000 francs, 5,242 de 3,000 à 4,000 francs et 4,557 de plus de 4,000 francs. Les contrats ont été souscrits par 23,195 personnes se classant ainsi :

Ouvriers mineurs, houilleurs	3,401
Ouvriers d'industrie ou de métier.....	12,866
Journaliers, ouvriers agricoles	4,286
Ménagères	155
Agents inférieurs d'administration.....	2,487

COLONIES BRITANNIQUES.

Australie. — Dans toute la colonie on demande simplement des domestiques de fermes, vachers, horticulteurs, vigneron et bergers. Le travail est pour eux abondant et les salaires très rémunérateurs. Au bout de deux ou trois ans de séjour dans la colonie ils peuvent acquérir des terres avec facilités de paiement.

Dans l'ensemble les ouvriers de métier, excepté s'ils sont très habiles — et excepté

peut-être les charpentiers, les maçons et les forgerons — n'ont guère chance de trouver du travail. Quant aux employés, commis de magasins ou d'entrepôts, etc., ils feront bien de ne pas se rendre en Australie s'ils n'y ont point d'avance, un emploi assuré. Le coût de la vie a augmenté dans toute la colonie.

En Tasmanie on ne demande que des domestiques femmes.

Nouvelle-Zélande. — On demande des fermiers, des ouvriers agricoles et des vachers dans les districts où l'on s'adonne à l'élevage, et des charpentiers, des tailleurs et des peintres dans certains centres. Dans plusieurs villes enfin, on manque depuis plusieurs mois d'ouvrières pour la chaussure et la confection.

Afrique du Sud. — L'offre de main-d'œuvre dépasse de beaucoup la demande. Les travaux du bâtiment emploient de moins en moins d'ouvriers et il est tout à fait impossible aux employés de bureau de trouver du travail. On ne saurait trop dissuader les ouvriers et les artisans n'ayant pas assez d'avances pour vivre plusieurs mois de partir pour le Cap.

La situation est la même au Natal, au Transvaal et dans la Rhodesia.

DANEMARK.

Les syndicats ouvriers en 1907 ⁽¹⁾. — D'après les statistiques dressées par les soins de l'Union des syndicats ouvriers de Danemark, le nombre des salariés syndiqués aurait, en 1907, progressé d'une façon particulièrement rapide. Alors qu'on n'en comptait que 78,000 au commencement de l'année, le total s'en élevait, le 31 décembre, à 90,000, soit une augmentation de 12,000. Presque tous les syndicats sont en progrès. Ceux qui ont enregistré les gains les plus importants sont les suivants :

	1907. EFFECTIF au 1 ^{er} jan- vier.	1907. EFFECTIF au 31 dé- cembre.
Manœuvres	22,659	28,950
Menuisiers	3,700	4,800
Forgerons	8,000	9,000
Tailleurs	1,688	3,000
Ouvrières	1,700	2,020
Électriciens	312	400
Ouvriers papetiers	812	926
Bouchers	860	1,173

La situation financière des syndicats, de son côté, s'est considérablement améliorée au cours de l'année dernière. Actuellement, leur avoir total dépasse 3,250,000 couronnes (un peu moins de 5 millions de francs) ce qui représente

⁽¹⁾ D'après un rapport de la Légation de France à Copenhague du 16 janvier 1908, obligeamment communiqué par le Ministère des affaires étrangères.

environ 36 1/2 couronnes (un peu plus de 50 fr.) par syndiqué. Au cours de la dernière assemblée générale, il a été adopté une résolution invitant chaque section à mettre de côté 7 couronnes (environ 10 fr.) par membre pour la caisse des grèves.

Salaires et durée du travail en 1907⁽¹⁾. — Une enquête a été effectuée pour l'Union des syndicats ouvriers de Danemark, au printemps de 1907, pour déterminer la moyenne des salaires. Cette enquête a porté sur environ 50,000 ouvriers syndiqués. De ce nombre, 17,000 avaient un salaire minimum par heure de 35 ore⁽²⁾ (0 fr. 50) et au-dessous; 7,000 gagnaient de 36 à 39 ore; 19,000 de 40 à 50; 6,000 plus de 50 ore.

Quant à la durée du travail, il a été constaté, à la même époque, que sur 69,684 syndiqués pour lesquels des renseignements précis ont été recueillis, 4 travaillaient 6 heures; 30, 7 heures; 1,038, 8 heures; 1,728, 8 h. 1/2; 5,298, 9 heures; 11,728, 9 h. 1/2; 40,583, 10 heures; 9,275, plus de 10 heures.

Un grand nombre de syndicats ont réussi à imposer aux patrons, au cours de l'année 1907, des relèvements de salaires ou des diminutions de la durée du travail. Voici l'indication des principaux résultats obtenus dans cet ordre d'idées :

Maçons. — Augmentation de 2 à 4 ore par heure dans 23 villes.

Peintres. — Dans 17 villes du Jutland réduction de la journée de travail de 10 heures à 9 h. 1/2 et augmentation de 2 à 6 ore du salaire minimum par heure.

Fabricants d'instruments de chirurgie. — Salaire minimum par heure porté de 35 à 40 ore.

Tonneliers. — En province, salaire hebdomadaire, minimum augmenté de 2 couronnes; salaire pour travail aux pièces augmenté de 5 à 20 p. 100.

Ouvriers cordonniers. — Les syndicats des provinces ont réussi à conclure avec les patrons un accord augmentant de 5 à 14 p. 100 le salaire des travaux neufs et de 6 à 25 p. 100 le salaire pour les réparations. Par contre, à Copenhague, les efforts faits pour améliorer la situation des salariés affiliés à la fédération ouvrière ont échoué, en partie tout au moins, par suite de la constitution d'un syndicat « jaune » qui a offert de travailler à des conditions avantageuses pour les patrons.

Ouvriers sucriers. — Augmentation de 3 ore par heure de manière à porter le salaire minimum à 32 ore (34 pendant la campagne sucrière). A Copenhague, augmentation de 30 à 40 ore par jour, en outre indemnité de 35 ore par jour ou par nuit pour travail continu.

Jardiniers. — Salaire minimum porté de 38 à 40 ore.

Ouvriers des chantiers de construction de navires à Frederikshavn. — Accord avec les patrons aux termes duquel les salaires par heure sont augmentés d'une ore en

⁽¹⁾ D'après un rapport du 16 janvier 1908, de la Légation de France à Copenhague, obligeamment communiqué par le Ministère des affaires étrangères.

⁽²⁾ L'ore est la centième partie de la couronne, laquelle vaut au pair 1 fr. 3888g.

1907. Une seconde augmentation d'une ore aura lieu en 1908, et en 1909 une troisième d'une ore également.

Pâtisseries de Copenhague. — Augmentation d'environ 1 1/2 couronne par semaine.

En regard de ces résultats, il convient de rappeler quelques tentatives faites en vue d'obtenir des relèvements de salaires et qui ont abouti à des échecs, notamment le conflit entre patrons et ouvriers fabricants de bronze, et surtout la grande grève des ouvriers du bâtiment.

Ces insuccès, au surplus, sont beaucoup plus que compensés par les avantages obtenus par ailleurs et on peut, d'une manière générale, considérer l'année 1907 comme ayant été particulièrement favorisée au point de vue de l'amélioration de la situation des ouvriers syndiqués en Danemark. Toutefois, le contre-coup de la crise économique commence visiblement à se faire sentir et les conditions du travail ne sont plus, actuellement, ce qu'elles étaient il y a douze mois; à cette époque, le chômage était pour presque tous les corps de métiers réduit au minimum. La situation à ce point de vue est considérablement modifiée. C'est ainsi qu'il y a aujourd'hui 750 maçons qui chôment contre 250 seulement il y a un an. Pour les menuisiers et les peintres, l'augmentation est plus forte encore. D'autres corps de métiers, au contraire, ont été relativement peu atteints. C'est notamment le cas des ouvriers forgerons chez qui le nombre des chômeurs dépasse de 76 ce qu'il était l'année dernière.

ÉTATS-UNIS.

Revue du travail ⁽¹⁾. — D'après les rapports adressés à la Fédération américaine du travail par 269 unions groupant 23,000 membres, la moyenne des chômeurs était de 1.2 p. 100 en décembre 1907. Cette moyenne était en novembre de 2.3 p. 100 dans 1,027 unions groupant 86,000 membres.

GRANDE-BRETAGNE.

Revue du travail en décembre 1907 ⁽²⁾. — La situation générale a été moins brillante que le mois précédent; il y a notamment diminution d'activité dans le bâtiment, l'ameublement et la construction navale; par contre le travail est resté abondant dans les mines, la chaussure et la métallurgie.

6.1 p. 100 de chômeurs dans 272 trade-unions groupant 644,298 membres contre 5.0 en novembre 1907 et 4.9 en décembre 1906 :

5.63 journées de travail par semaine en moyenne dans divers puits houillers comptant 573,320 ouvriers, contre 5.60 en novembre 1907 et 5.60 en décembre 1906; 315 hauts fourneaux en marche à la fin de décembre avec 23,000 ouvriers contre 329 en novembre 1907 et 340 en décembre 1906.

⁽¹⁾ *American Federationist*, février 1908.

⁽²⁾ *Labour Gazette*, janvier 1908.

Grèves. — 17 grèves nouvelles en décembre avec 4,223 chômeurs contre 23 avec 8,988 en novembre 1907 et 20 en décembre 1906.

Sur 15 grèves terminées, anciennes et nouvelles, avec 6,459 chômeurs, 4 succès (388), 2 échecs (436) et 9 transactions (5,635). Total des journées de travail perdues 160,800 en décembre contre 227,400 en novembre 1907 et 201,300 en décembre 1906.

Le marché du travail et la situation économique en 1907⁽¹⁾. — Le nombre des ouvriers employés a été supérieur, pendant la première partie de 1907, à celui de la période correspondante de 1906, mais a subi pendant la seconde partie de l'année une diminution qui a porté principalement sur le chiffre des ouvriers occupés dans la métallurgie, la construction de machines et la construction de navires. Tout compte fait, le travail dans beaucoup d'industries a été actif, dans quelques-unes même, il a été très actif.

C'est ainsi que l'industrie houillère qui accusait déjà en 1906 un progrès sensible par rapport aux trois années précédentes, a été plus florissante encore en 1907. La moyenne des jours de travail dans les fosses s'est élevé à 5.51 par semaine. Ce chiffre représente un maximum qui n'avait jamais été atteint depuis l'établissement des statistiques.

Les industries du fer et de l'acier ont occupé un nombreux personnel pendant la plus grande partie de l'année. Celles de l'étain, du fer-blanc et des tôles laminées ont montré une bonne activité; le nombre des laminoirs qu'elles ont employés (445) a été supérieur à celui de toutes les campagnes précédentes.

Dans la construction de navires, bien que la main-d'œuvre employée n'ait pas été aussi abondante qu'en 1906, on peut dire que l'activité a été grande, la majeure partie de l'année, n'accusant de ralentissement que vers la fin.

Il résulte de statistiques portant sur un chiffre d'environ 600,000 ouvriers, affiliés aux Trade-Unions que le nombre moyen des sans-travail n'a pas dépassé, à la fin de chaque mois, 4,2 p. 100.

Pendant les dix années précédentes, la moyenne avait été la suivante :

P. 100.		P. 100.	
1897.....	3.5	1902.....	4.4
1898.....	3.0	1903.....	5.1
1899.....	2.4	1904.....	6.5
1900.....	2.9	1905.....	5.4
1901.....	3.8	1906.....	4.1

La marche ascendante des salaires qui a commencé son mouvement dans la seconde partie de 1905 et a persisté en 1906, ne s'est pas interrompue en 1907, et à la fin de l'année, les salaires ont atteint le taux le plus élevé qui ait jamais été constaté depuis 1893.

Bien que le nombre des ouvriers ayant obtenu des améliorations de salaires ait dépassé celui des années précédentes, le montant net de l'augmentation accordée par les patrons a été légèrement inférieur à celui de 1900. En 1907, comme en 1900, les relèvements de salaires ont été dus surtout à l'accroissement d'importance de l'industrie houillère.

⁽¹⁾ D'après le rapport du consul de France à Cardiff du 24 janvier 1908, obligeamment communiqué par le Ministère des Affaires étrangères.

Le nombre des ouvriers dont les salaires ont varié, l'année dernière, s'est élevé à 1,240,000. Parmi ceux-ci, 1,239,000 ont reçu des augmentations atteignant le chiffre de £ 199,700, tandis qu'un millier environ ont subi des réductions ne dépassant pas £ 100 par semaine. Ces chiffres ne tiennent pas compte des salaires des catégories d'ouvriers suivantes : ouvriers agricoles, marins, employés de chemins de fer, employés et agents de police, employés de l'Etat.

Bien que chaque groupe d'industrie ait bénéficié d'une amélioration dans le taux des salaires, l'augmentation dans la plupart des catégories reste faible, comparée à celle dont ont profité les ouvriers des mines de charbon, qui entrent pour les deux tiers dans le nombre des bénéficiaires d'augmentations et pour les sept huitièmes dans le montant de celles-ci. Dans chaque charbonnage, sans exception, les mineurs ont reçu des augmentations qui se sont élevées à 15 p. 100 dans le Lancashire, le Yorkshire et les Midlands et à 43.75 p. 100 en Ecosse.

Les changements intervenus au cours de l'année 1907, dans la durée du travail, ont porté sur 34,000 ouvriers et ont abouti à une réduction totale de 71,000 heures par semaine.

ITALIE.

Grèves en octobre⁽¹⁾. — 175 nouvelles grèves ont été signalées en octobre à l'*Office du travail*. 134 de ces conflits intéressaient 27,179 grévistes. 14 grèves ont éclaté dans l'agriculture, 12 dans les industries extractives, 17 dans la métallurgie, 14 dans le travail des pierres et des terres, 4 dans le bâtiment, 4 dans les produits chimiques, 12 dans le bois, 7 dans les industries polygraphiques, 10 dans les textiles, 3 dans le travail des peaux, 25 dans le vêtement, 18 dans l'alimentation, 21 dans les transports, 14 dans des industries diverses.

Causes : questions de salaires, 101; durée du travail, 7; diverses, 53; inconnues, 14.

Résultats : 60 succès, 42 transactions, 46 échecs, 27 résultats inconnus.

L'abolition du travail de nuit dans la boulangerie. — Dès le congrès général des ouvriers boulangers de Brescia en 1883 un mouvement se manifesta en vue de l'interdiction du travail de nuit. Une véritable agitation à cet égard commença dès 1901 et c'est d'elle que dérivent un certain nombre de conventions intervenues entre patrons et ouvriers à ce sujet. Mais la plupart de ces conventions furent de durée éphémère.

Une nouvelle période commence avec l'abolition partielle du travail de nuit dans la commune de Turin, votée par le conseil municipal le 5 décembre 1904 et entrée en vigueur le 2 mai 1905. Cette décision, imitée dans diverses communes, fut attaquée comme inconstitutionnelle, mais le recours formé contre elle fut rejeté par la cour de cassation de Rome le 21 avril 1906. En dehors de cette objection juridique, cette décision se heurta à la difficulté de la surveillance dans les boulangeries qui sont fermées la nuit. Cette difficulté poussa les ouvriers à faire une agitation pour obtenir une loi générale abolissant le travail de nuit dans leur profession. Le comité

⁽¹⁾ *Bollettino dell' Ufficio del lavoro*, décembre 1907.

permanent du Conseil supérieur du travail donna un avis favorable et l'Office du travail fut chargé d'une enquête sur les conditions du travail dans les boulangeries.

L'enquête commencée à la fin de 1904 s'étendit à 555 boulangeries dans 52 localités. Elle prouva que les ouvriers et un grand nombre de patrons étaient favorables à l'abolition du travail de nuit et qu'aucune raison technique ne s'y opposait. Le Conseil supérieur du travail dans sa session de mai 1906 prit connaissance du rapport fait à la suite de l'enquête et émit le vœu de voir le Gouvernement déposer un projet sur la matière. Le projet de loi qui a été élaboré tient compte dans une large mesure des résultats de l'enquête de l'Office du travail.

Il résulte de cette enquête que deux pays, la Norvège (loi du 6 août 1897) et le canton suisse du Tessin (3 juillet 1906) ont aboli le travail de nuit dans la boulangerie. En outre 192 communes italiennes avaient accompli la même réforme sans inconvénients. Les différentes communes ne règlent pas tous les points de la même façon ou n'ont pas exprimé les mêmes vœux dans l'enquête. Pour un petit nombre de communes le travail doit commencer une heure plus tard en hiver qu'en été; le projet de loi se borne à fixer les limites extrêmes indépendamment des saisons. A la majorité des avis recueillis pendant l'enquête le commencement du travail fut fixé, dans le projet de loi, à 4 heures du matin et la fin à 9 heures du soir; la nuit ayant ainsi une durée uniforme minima de 9 heures du soir à 4 heures du matin.

La question des levures fut un des points sur lesquels les avis furent le plus partagés. On n'était pas d'accord sur le point de savoir si les levures non rafraîchies ne se gâtent pas pendant la nuit, et d'autre part on alléguait le retard apporté le matin au travail par la manipulation de levures non préparées, mais à cela il a été répondu qu'il avait été inventé un appareil pour rafraîchir mécaniquement les levures, que du reste dans les cas urgents on peut employer des levures instantanées. D'ailleurs le rafraîchissement des levures est moins important en hiver qu'en été. Le projet de loi porte que quand cela est nécessaire le conseil municipal peut pour le rafraîchissement des levures accorder à un ouvrier à tour de rôle par entreprise l'autorisation de commencer le travail deux heures au maximum avant le moment fixé pendant les mois de juin, juillet, août et septembre. Le conseil municipal peut de la même manière, autoriser conformément à l'avis de l'officier de santé à commencer le travail deux heures avant l'heure fixée, afin de permettre l'allumage des fours; mais il ne devra pas être occupé plus d'un ouvrier par four.

Le projet de loi autorise aussi le conseil municipal à accorder des dérogations ou l'interdiction du travail de nuit pour une semaine au maximum à l'occasion des foires, solennités publiques, dans le cas d'afflux exceptionnel de population, ou lorsqu'il y a une nécessité publique. Cette disposition aurait été reconnue nécessaire dans presque toutes les localités enquêtées. Au delà de 8 jours les dérogations sont accordées par le Ministre de l'Agriculture. Enfin le projet accorde d'une manière générale l'autorisation de travailler le samedi jusqu'à 11 heures.

Au sujet des infractions à la loi, dans plusieurs localités les ouvriers eux-mêmes demandèrent que non seulement les patrons contrevenants, mais encore les ouvriers ayant travaillé en violation du règlement fussent punis. Le projet de loi a admis ce point. Néanmoins il excuse naturellement les ouvriers qui ont été contraints au travail par le patron. Ce sont les inspecteurs du travail que le projet charge de la surveillance, il leur adjoint le concours des officiers de police judiciaire et de police municipale et leur donne le libre accès des boulangeries afin de constater les infractions.

PAYS-BAS.

Revue du travail en décembre. — Le chômage s'est accentué dans le bâtiment par suite de la gelée et les diverses industries connexes ont éprouvé un ralentissement. Le travail reste abondant dans la grosse métallurgie et les constructions navales, le bois et les industries du livre. Par contre, la demande a été peu active dans les textiles, l'ameublement, la chaussure, la fabrication de la margarine et les tabacs. La saison est terminée dans la culture des bulbes; elle touche à sa fin dans les fabriques de cacao.

Grèves. — 13 grèves nouvelles, dont 10 intéressant 276 ouvriers, ont été signalées en décembre (4 dans les textiles et 2 chez les dockers). Sur 18 grèves anciennes et nouvelles on compte 14 résultats connus, savoir : 4 succès, 5 échecs et 5 transactions.

MOUVEMENT SOCIAL INTERNATIONAL.

LES CHEMINS DE FER DE L'EUROPE AU 1^{er} JANVIER 1907⁽¹⁾.

DÉSIGNATION DES ÉTATS.	LONGUEURS des CHEMINS DE FER livrés à l'exploitation		ACCROIS- SEMENT en 1906.	LONGUEURS au 1 ^{er} JANVIER 1907	
	au 1 ^{er} janvier 1906.	au 1 ^{er} janvier 1907.		par myriamètre carré.	par 10,000 habitants.
	kilom.	kilom.		kilom.	kilom.
Allemagne.....	56,477	57,376	899	10.6	10.2
Autriche-Hongrie.....	39,918	41,227	1,309	6.1	8.7
Belgique.....	7,258	7,495	237	25.4	11.2
Danemark.....	3,288	3,434	146	8.9	14.0
Espagne.....	14,430	14,649	219	2.9	8.2
France.....	46,466	47,142	676	8.8	12.1
Grande-Bretagne et Irlande.....	36,760	37,107	347	11.8	9.0
Grèce.....	1,241	1,241	"	1.9	5.1
Italie.....	16,284	16,420	136	5.7	5.1
Luxembourg.....	512	512	"	19.7	21.6
Norvège.....	2,550	2,550	"	0.8	11.5
Pays-Bas.....	3,030	3,054	24	9.3	6.0
Portugal.....	2,571	2,637	66	2.8	4.9
Roumanie.....	3,179	3,210	31	2.0	5.4
Russie et Finlande.....	55,006	56,670	1,664	1.1	5.4
Serbie.....	610	610	"	1.3	2.4
Suède.....	12,684	13,165	481	2.9	25.6
Suisse.....	4,289	4,342	53	10.5	13.1
Turquie, Bulgarie et Roumélie.....	3,142	3,142	"	1.1	3.2
Malte, Jersey et Man.....	110	110	"	10.0	3.0
TOTAUX ET MOYENNES.....	309,503	316,093	6,288	3.2	8.1

NOTA. — Les chiffres des colonnes 3 à 7 représentent, pour chaque État, la longueur des chemins de fer situés sur son territoire, y compris les lignes à voie étroite affectées aux transports publics.

(1) Statistique publiée par le ministère des Travaux publics, *Journal officiel* du 30 novembre 1907.

ACTES ET DOCUMENTS OFFICIELS.

**Articles 35, 36, 37 de la loi de finances du 31 décembre 1907,
sur l'assistance obligatoire aux vieillards, infirmes et incurables.**

ART. 35. — L'article premier de la loi du 14 juillet 1905 est modifié ainsi qu'il suit : « Tout Français privé de ressources, soit âgé de soixante-dix ans, soit atteint d'une infirmité ou d'une maladie reconnue incurable qui le rend incapable de subvenir par son travail aux nécessités de l'existence, reçoit, aux conditions ci-après, l'assistance instituée par la présente loi. »

ART. 36. — L'article 20 de la loi du 14 juillet 1905 sur l'assistance obligatoire aux vieillards, aux infirmes et aux incurables privés de ressources, est complété comme suit : « Les ressources pouvant provenir du travail des vieillards de soixante-dix ans n'entrent pas en compte. »

ART. 37. — Lorsque l'application des barèmes annexés à la loi du 14 juillet 1905 pour l'assistance obligatoire aux vieillards, aux infirmes et aux incurables privés de ressources imposera à une commune une part plus élevée dans la dépense lui incombant par assisté que celle qui résulterait de l'application des barèmes annexés à la loi du 15 juillet 1893 sur l'assistance médicale gratuite, cet excédent de charges sera couvert par une subvention complémentaire allouée à la commune. La portion de la dépense à couvrir au moyen de cette subvention complémentaire sera répartie entre les départements et l'Etat selon le barème B de la loi du 14 juillet 1905.

**Articles 48, 49 et 50 de la loi de finances du 31 décembre 1907
sur l'amélioration des retraites des ouvriers mineurs.**

ART. 48. — L'article 84 de la loi de finances du 31 mars 1903 est modifié comme suit : « Une somme de 1,500,000 francs est affectée, chaque année, dans les conditions déterminées par la loi : 1° Pour un tiers, à la majoration de la pension d'âge ou d'invalidité de plus de 50 francs acquise, ou en instance de liquidation, au 1^{er} janvier de chaque année en faveur de tout ouvrier ou employé des mines, de nationalité française par application du titre IV de la loi du 29 juin 1894 sur les caisses de secours et de retraites des ouvriers mineurs; 2° Pour les deux autres tiers, à des allocations en faveur de tous autres ouvriers ou employés des mines, de nationalité française, âgés de cinquante-cinq ans au moins, au 1^{er} janvier de chaque année et justifiant, à cette date, de 30 années de travail salarié dans les mines françaises, sans que le nombre total des journées de travail réparties entre ces trente années puisse être inférieur à 6,600 journées. Pour la première année d'application les intéressés sont autorisés à présenter leur déclaration jusqu'au 1^{er} juin 1908. »

ART. 49. — Les articles 85 et 86 de la loi susvisée du 31 mars 1903 sont remplacés par les dispositions suivantes pour les nouveaux bénéficiaires de majorations et d'allocations attribuées en vertu de la présente loi :

« La majoration ne pourra élever la pension majorée au delà du chiffre de 360 francs y compris toutes autres ressources, tant de l'intéressé que de son conjoint, mais indépendamment de tout salaire régulier en argent ou en nature, n'excédant pas 50 francs par mois. L'allocation prévue par l'article 84, 2° sera limitée au chiffre de 240 francs, y compris toutes autres ressources, tant de l'inté-

ressé que de son conjoint, mais indépendamment de tout salaire régulier en argent ou en nature n'excédant pas 50 francs par mois et d'une pension de 50 francs au plus liquidée en vertu du titre IV de la loi du 29 juin 1894. » Un décret délibéré en conseil des ministres, faisant état des disponibilités, pourra relever jusqu'au chiffre de 360 francs le maximum prévu au paragraphe 2 du présent article.

ART. 50. — Les articles 94 et 95 de la même loi du 31 mars 1903 sont remplacés par les dispositions suivantes : « Les majorations et les allocations, en cas d'insuffisance des crédits correspondants, sont réduites proportionnellement de manière à ne pas excéder chaque crédit. Les fractions de francs ne sont pas inscrites. »

Loi du 14 janvier 1908 modifiant le paragraphe 1^{er} de la loi du 5 novembre 1894 relative à la création des sociétés de crédit agricole⁽¹⁾.

Article unique. — Le paragraphe 1^{er} de l'article 1^{er} de la loi du 5 novembre 1894 est et demeure modifié de la façon suivante :

« Des sociétés de crédit agricole peuvent être constituées soit par la totalité ou par une partie des membres d'un ou plusieurs syndicats professionnels agricoles, soit par la totalité ou par une partie des membres d'une ou plusieurs sociétés d'assurances mutuelles agricoles régies par la loi du 4 juillet 1900; elles ont exclusivement pour objet de faciliter et même de garantir les opérations concernant l'industrie agricole et effectuées par ces syndicats et ces sociétés d'assurances ou par des membres de ces syndicats ou de ces sociétés d'assurances. »

Décret du 13 juin 1907, modifié par le décret du 11 décembre 1907, portant réorganisation du personnel ouvrier des arsenaux de la Marine⁽²⁾.

RAPPORT DU MINISTRE DE LA MARINE AU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

Paris, le 13 juin 1907.

Les décrets du 21 juin 1900 et du 2 octobre 1900 ont déjà apporté une amélioration sensible à la situation matérielle et sociale du personnel ouvrier des arsenaux et établissements de la marine, notamment en réglementant d'une façon plus précise les conditions de l'avancement et en appelant des commissions, où figure l'élément ouvrier, à statuer sur l'attribution des primes dites « à la capacité ». Mais cette réglementation nouvelle a donné lieu, dans son application, à quelques critiques sur certains points; les commissions d'avancement, par le fait de leur organisation, ne peuvent pas toujours tenir un compte suffisant des considérations qui ont guidé les commissions précédentes dans le choix qu'elles avaient fait : un ouvrier en effet, qui, une année, a été sur le point d'avoir une prime à la capacité, n'est nullement certain de l'avoir l'année suivante et, à chaque nouvelle commission, les candidats se trouvent en présence d'un inconnu redoutable sans que leurs titres, déjà reconnus précédemment, puissent leur servir en quoi que soit.

Le présent décret présente toujours une part importante à l'ancienneté, mais, pour ce qui est du choix, il ne laisse plus à une seule commission le soin de décider de l'avancement d'un ouvrier; c'est la totalisation des opinions émises par plusieurs commissions successives qui crée cet avancement, et, comme la plupart de ces commissions changent tous les ans, les craintes de favoritisme sont par cela même écartées. En outre, chaque ouvrier, sachant chaque année s'il a été reconnu digne, et dans quelle proportion, d'avancer au choix, est

⁽¹⁾ Journal Officiel du 16 janvier 1908, p. 973.

⁽²⁾ Journal officiel du 14 juin 1907.

mieux à même de se rendre compte de l'effort qu'il doit faire dans l'avenir pour mériter un avancement plus rapide.

Quant au système même du partage en classes dont les salaires diffèrent de 50 centimes, il ne présente que des avantages; les décrets de réorganisation de 1900, en effet, tout en créant un salaire matriculaire uniforme pour chaque classe, prévoyaient l'allocation supplémentaire de primes pour améliorer la situation des ouvriers les plus anciens et les plus méritants. Il résulte de cet état de choses que deux ouvriers d'une même classe, peuvent avoir des différences de salaire allant jusqu'à 40 centimes. Le décret actuel, en modifiant cette situation, apportera une simplification dans la comptabilité et dans la classification du personnel ouvrier.

La suppression des ouvriers stagiaires est également une réforme nécessaire; ceux-ci, en effet, touchent un salaire calculé d'après des droits éventuels à une retraite, sans faire, à proprement parler, partie du personnel de la marine; j'ai pensé qu'il était plus juste de faire cesser cet état de choses et de titulariser définitivement, à son retour du service militaire, l'ouvrier qui reprend du service dans les arsenaux. C'est là, du reste, la meilleure façon de tenir compte de cette démarcation très nette qui, dans notre démocratie, s'établit entre le jeune homme et l'homme fait, ayant rempli ses devoirs militaires et entrant définitivement dans la vie civile.

Sur les autres points, le présent décret tient compte des prescriptions du décret de 1900 et des modifications qui y ont été apportées depuis. En outre, il institue, pour la répression des fautes disciplinaires graves, des conseils de discipline analogues aux conseils d'enquête qui existent pour les divers corps organisés de la marine.

En ce qui concerne le taux du salaire, la proportion des effectifs conduira à un salaire moyen de 4 fr. 26 pour les ouvriers de spécialités et de 3 fr. 885 pour les ouvriers manœuvres. On aura donc réalisé une amélioration notable de la situation matérielle des ouvriers des arsenaux. D'autre part si, dans l'avenir, les nécessités de l'existence amenaient encore à relever le taux moyen du salaire, on pourrait le faire facilement, soit en changeant de proportion des effectifs, soit en créant une classe supplémentaire. Dans tous les cas, on saurait toujours exactement le taux moyen où l'on serait conduit.

Les mesures transitoires prises ont été établies en tenant compte de ce que la réalisation de l'unification des salaires par classe peut être obtenue dans un délai de quatre années. Les calculs faits montrent en effet que cette condition peut être remplie en attribuant chaque année, et pendant quatre ans, l'avancement moyen de 5 centimes par jour et par tête, qui est le minimum prévu par le décret du 2 octobre 1900. Quant à la réalisation des proportions des effectifs, elle sera plus ou moins rapide suivant la quotité des crédits mis à la disposition de la marine par le Parlement.

Cette réforme n'engage donc pas de dépenses nouvelles, et son application peut se faire dès l'année courante, les primes à la capacité prévues par les décrets de 1900 n'ayant pas encore été distribuées pour l'année 1907.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Président, l'hommage de mon profond respect.

Le Ministre de la Marine,

GASTON THOMSON.

DÉCRET.

TITRE I^{er}. — EFFECTIFS ET SALAIRES.

ART. 1^{er}. [*Composition du personnel ouvrier.*].....

ART. 2. [*Effectifs du personnel ouvrier.*].....

ART. 3. [*Durée maximum de séjour dans les dernières classes.*].....

ART. 4. — *Fonctions des chefs ouvriers et ouvriers.* — Les chefs ouvriers ont autorité sur les ouvriers et apprentis qui leur sont adjoints pour l'exécution d'un travail. Une certaine proportion, fixée par le ministre sur la demande des services, peut être dispensée du travail manuel. — Sous cette réserve, tous les agents du personnel ouvrier sont astreints au travail manuel. Aucun d'eux ne peut être distrait de ce travail sans l'autorisation spéciale du Ministre.

ART. 5. — Salaire. — Tout le personnel d'une même classe touche un salaire uniforme, payé à la journée et exclusif de toute augmentation permanente. — Ce salaire est déterminé ainsi qu'il suit :

Groupe A. — Ouvriers de spécialités. — 1^{re} chefs ouvriers : 1^{re} classe, 6 francs; 2^e classe, 5 fr. 50; 3^e classe, 5 francs. — 2^o Ouvriers : 1^{re} classe, 5 fr. 50; 2^e classe, 5 francs; 3^e classe, 4 fr. 50; 4^e classe, 4 francs; 5^e classe, 3 fr. 50.

Groupe B. — Ouvriers manœuvres. — 1^o Chefs ouvriers : 1^{re} classe, 5 francs. 2^e classe, 4 fr. 50; 3^e classe, 4 francs. — 2^o Ouvriers : 1^{re} classe, 4 fr. 50; 2^e classe, 4 francs; 3^e classe, 3 fr. 50; 4^e classe, 3 francs.

Groupe C. — Aides-ouvriers. — 1^{re} classe, 3 francs; 2^e classe, 2 fr. 50.

Groupe D. — Apprentis. — 1^{re} classe, 1 fr. 50; 2^e classe, 1 franc; 3^e classe, 0 fr. 60

TITRE II. — RECRUTEMENT ET AVANCEMENT.

ART. 6. — Recrutement du personnel ouvrier — Les ouvriers se recrutent :

1^o Par l'apprentissage. 2^o Pour les groupes A et B seulement, parmi les hommes de nationalité française ou naturalisés français ayant capacité d'ouvrier, qui se présentent volontairement devant les autorités ayant pour mission de les admettre.

ART. 7. — Admission dans le personnel ouvrier, en dehors des apprentis. — Nul ne peut être admis dans le personnel ouvrier s'il n'a été l'objet d'un rapport favorable d'une commission du port ou établissement, sauf pour certains emplois spéciaux tels que ceux du service des hôpitaux par exemple. (Procédure des commissions.)

ART. 8. — Limite d'âge pour l'admission dans le personnel ouvrier. — Nul ne peut être admis, en dehors des apprentis, s'il n'a accompli son service militaire. Chaque candidat devra en outre justifier, par des pièces régulières, que, par la durée totale de ses services à l'État, il réunira, au moment où il atteindra l'âge de cinquante-cinq ans, les conditions nécessaires pour avoir droit à une pension de retraite et qu'il aura accompli une durée minima de dix-huit ans de services dans les arsenaux ou établissements de la marine.

ART. 9. [Obligations imposées au moment de leur admission, aux ouvriers ne provenant pas des apprentis.].....

ART. 10. — Recrutement des apprentis. — Ne sont admis comme apprentis que des jeunes gens de quatorze à dix-sept ans, reconnus sains et de bonne constitution, justifiant qu'ils savent lire, écrire et calculer, et qu'ils ont satisfait aux obligations de la loi du 28 mars 1882 sur l'instruction primaire. — Toutefois, en ce qui concerne l'âge et l'instruction, les orphelins et fils de veuves dont les pères, appartenant au personnel de la marine, ont été tués en remplissant un service commandé ou sont morts des suites de maladies contractées en service, pourront être admis à partir de treize ans, quel que soit l'âge auquel ils demandent leur admission, lorsqu'ils sauront lire et écrire. Aucune condition de taille n'est exigée pour eux. — Les premiers choix doivent porter sur ces derniers; la préférence doit ensuite être donnée en tenant compte d'ailleurs du degré d'instruction des candidats et de leur âge, aux enfants dont les parents ont été ou sont au service de la marine, soit comme ouvriers, dessinateurs ou agents techniques, soit comme marins et officiers marinières et, parmi eux, aux orphelins et aux enfants des familles nécessiteuses. Des renseignements seront demandés à cet effet aux associations professionnelles et aux municipalités. — Le nombre des admissions dans chaque service des ports et établissements est fixé chaque année par le ministre, sur la proposition des chefs de service.

ART. 11. [Avancement des apprentis.].....

ART. 12. — Recrutement et avancement des aides-ouvriers. — Les aides-ouvriers se recrutent uniquement parmi les apprentis. Ils conservent cette situation jusqu'à leur départ pour le service militaire. — Aucun apprenti ne peut être nommé aide-ouvrier avant l'âge de dix-huit ans et s'il n'a subi avec succès un essai devant une commission d'admission composée selon

les prescriptions de l'article 7 du présent décret. Il est alors nommé aide-ouvrier de 1^{re} classe. — Les aides-ouvriers passent à la 1^{re} classe conformément aux règles fixées par les articles 16, 17 et 18 pour l'avancement des ouvriers. — Tout apprenti qui, après deux ans passés dans l'arsenal n'aura pas été nommé apprenti de 2^e classe ou qui, à vingt ans n'aura pas été reconnu, par les commissions d'admission, capable d'être nommé aide-ouvrier, pourra être congédié.

ART. 13. — *Réadmission des anciens aides-ouvriers.* — Les anciens aides-ouvriers ayant quitté les arsenaux pour accomplir leur service militaire dans les corps de troupe ou dans la marine, et qui ont accompli intégralement ce service, sont admis de droit dans la dernière classe d'ouvriers, à condition qu'ils se soient présentés dans un délai de trois mois, au plus, après leur libération. Tous ceux qui ne remplissent pas ces conditions sont soumis par la suite aux mêmes règles d'admission que les candidats ne provenant pas des apprentis. — Les aides-ouvriers qui auraient été réformés au cours de leur service militaire peuvent être réadmis s'ils se présentent dans un délai de trois mois à dater de leur réforme et s'ils satisfont aux conditions de visite et contre-visite médicales spécifiées à l'article 9. Ils passent ouvriers à la dernière classe de leur groupe le jour de la libération de leur classe militaire. Ceux qui, pour raison de santé, auront été classés dans les services auxiliaires, sont soumis aux mêmes formalités. — Les aides-ouvriers qui, au moment de l'appel sous les drapeaux, sont reconnus tout à fait impropres au service militaire, doivent immédiatement être soumis à une visite médicale. Ceux qui, à la suite de cette visite, sont reconnus aptes à servir dans les arsenaux, sont maintenus en service comme aides-ouvriers et sont nommés ensuite à la dernière classe d'ouvriers le jour de la libération de leur classe militaire; les autres sont congédiés.

ART. 14. — *Date de départ des services comme ouvriers.* — 1^o Les ouvriers provenant des aides-ouvriers sont considérés comme admis, soit au lendemain de leur libération s'ils ont fait effectivement leur service militaire, soit du 1^{er} octobre de l'année où leur classe est libérée du service militaire s'ils ont été dispensés du service militaire; le classement par ordre d'ancienneté est établi parmi eux en tenant compte des notes obtenues à leur essai d'aide-ouvrier et, en cas d'égalité, des dates de cet essai et de l'âge du candidat. — 2^o Les ouvriers provenant de l'extérieur sont classés à compter de leur date réelle d'admission et, à égalité, d'après leur note d'essai d'abord et leur âge ensuite.

ART. 15. — *Commissions d'avancement.* — Il est institué chaque année pour chaque atelier, des commissions d'avancement composées chacune ainsi qu'il suit : 1^o l'officier chargé dans la direction du service de l'atelier, président; 2^o le chef de l'atelier; 3^o un chef surveillant ou surveillant technique désigné au sort dans chaque atelier; 4^o deux chefs ouvriers désignés au sort dans chaque atelier; 5^o deux ouvriers ou chefs ouvriers élus au scrutin par le personnel appartenant aux groupes A et B de chaque atelier. — En dehors des deux premiers, aucun membre ne peut prendre part, deux années de suite, aux travaux des commissions. — Dans les ateliers de faible effectif, où il est impossible de recruter la totalité des membres réglementaires, le Ministre peut autoriser soit à supprimer le chef surveillant ou surveillant et un des chefs ouvriers, soit, si l'effectif est tout à fait minime, le chef surveillant ou surveillant, les deux chefs ouvriers et un des ouvriers élus. — Les propositions formulées en faveur du personnel seront établies sur un état que signeront tous les membres des commissions. Des copies de cet état, après approbation du directeur, seront affichées dans les ateliers.

ART. 16. — *Recrutement des chefs ouvriers.* — Les chefs ouvriers sont choisis, dans chaque groupe, parmi les ouvriers de 1^{re} et de 2^e classe. A cet effet les commissions d'avancement dressent chaque année des listes de candidats doubles du nombre des nominations à faire. — Les chefs de service proposent des ouvriers inscrits sur les listes ci-dessus. — Les nominations sont faites en conseil d'administration. — Les ouvriers détachés soit en France, soit hors de France, peuvent être nommés chefs ouvriers par le Ministre, sur la proposition des autorités sous les ordres desquelles ils sont placés.

ART. 17. — *Conditions d'avancement.* — Les avancements en classe se font à l'ancienneté en tenant compte des majorations d'ancienneté que chaque ouvrier est susceptible de recevoir. L'attribution de ces majorations est faite d'après les prescriptions suivantes : — la majoration

d'ancienneté que peut recevoir chaque année un ouvrier peut varier de trois à douze mois, le mois étant l'unité de compte. — Le total du nombre des mois de majorations à attribuer, chaque année, à l'ensemble du personnel ouvrier d'un atelier, ne peut dépasser le chiffre de l'effectif du personnel ouvrier de l'atelier ou du groupement si l'atelier a plus de 500 hommes. — Ces majorations sont attribuées par les chefs de service, sur la proposition des commissions d'avancement, qui se réunissent une fois par an dans le courant de décembre. — Exceptionnellement, pour faits de sauvetage, pour blessures reçues en service commandé ⁽¹⁾ ainsi que pour travaux spéciaux, et par dérogation aux paragraphes 1, 2, 3 du présent article, des majorations extraordinaires peuvent, en cours de l'année, être accordées par le Ministre sur le rapport des chefs de service. Elles sont affichées dans les ateliers. — Pour les ouvriers détachés en dehors de France pour exercer des fonctions spéciales, les majorations annuelles prévues au paragraphe 2 du présent article sont attribuées sur la proposition des autorités sous les ordres desquelles ils sont placés et après approbation du Ministre. — Toutefois, en ce qui concerne les ouvriers de quatrième classe de la catégorie B, les commissions se bornent à désigner ceux qui leur paraissent susceptibles de passer à la troisième classe, et ceux-ci y sont alors avancés dès qu'ils ont trois ans d'ancienneté.

ART. 18. — *Dates des avancements.* —

ART. 19. — *Anciens élèves des écoles de maistrance.* —

TITRE III. — DISPOSITIONS GÉNÉRALES.

ART. 20. — *Abandon des travaux.* — Tout agent du personnel ouvrier perd ses salaires acquis s'il abandonne les travaux du port avant d'avoir obtenu son congédiement du chef de service. Il a droit à ce congédiement quinze jours après l'avoir demandé.

ART. 21. — *Mutations.* — Les ouvriers peuvent, sur leur demande, être autorisés à changer de port ou d'établissement. Ces autorisations, qui doivent être réduites le plus possible, sont données par le Ministre, après avis favorables des deux chefs de service.

ART. 22. — *Ouvriers détachés aux colonies.* —

ART. 23. — *Ouvriers en mission.* —

ART. 24. — *Travaux hors cloche et travaux spéciaux.* — Le travail des jours fériés, dans les conditions fixées par la loi sur le repos hebdomadaire, ainsi que celui en dehors des heures réglementaires, peut être exigé de tout agent du personnel ouvrier, lorsque les besoins du service le commandent. — Le travail des jours fériés est compté et rétribué comme celui des jours ouvrables. — Chaque période de travail de un dixième de journée, en dehors des heures réglementaires, est payée au taux de un huitième de la journée. — Les travaux spéciaux peuvent donner lieu à l'allocation d'indemnités temporaires.

ART. 25. — *Primes à la production.* — Les agents du personnel ouvrier payés à la journée pourront recevoir des primes à la production, déterminées par des tarifs spéciaux approuvés par le Ministre et résultant du travail exécuté par eux. Ils pourront également, mais seulement de leur plein gré, être payés aux pièces suivant des tarifs approuvés par le Ministre.

ART. 28. — *Permissions et congés.* — Les ouvriers peuvent être autorisés à s'absenter. Ils ne reçoivent aucun salaire. Dans le calcul de leur ancienneté pour l'avancement, les absences autorisées ne se défalquent pas jusqu'à concurrence de trente jours. Les absences illégales sont défalquées en totalité; il en serait de même des absences autorisées, au cas où les ouvriers en profiteraient pour travailler en ville.

ART. 27. — *Traitement médical et salaires de maladie.* — Tout agent du personnel ouvrier,

⁽¹⁾ Décret du 11 décembre 1907.

blessé ou malade, est traité aux frais de l'État dans les hôpitaux de la marine, ou, à défaut, dans les hôpitaux de la guerre ou dans les hospices civils. — En France, il reçoit la moitié de son salaire pendant son séjour dans lesdits hôpitaux ou hospices; il en reçoit les trois quarts si la maladie est la conséquence d'une blessure reçue en service commandé, ou provient exclusivement d'une cause professionnelle nettement caractérisée. Aux colonies, il reçoit un salaire spécial. — Dans le cas où ces mêmes hommes, blessés ou malades, préfèrent se faire soigner chez eux, le chef de service peut leur en accorder l'autorisation. — S'ils habitent dans la circonscription médicale établie dans chaque port ou établissement il suffit qu'ils avertissent eux-mêmes par écrit leur chef hiérarchique de leur impossibilité de se rendre au travail. S'ils habitent en dehors de ces limites, ils doivent joindre à cet avertissement un certificat d'un médecin civil et rapporter, en rentrant au service, un second certificat de ce médecin constatant la durée de leur indisponibilité. — Dans l'un et l'autre cas, ils peuvent être visités par un officier de marine, qui adresse au chef de service intéressé, par la voie hiérarchique, un rapport sur leur situation. — Ils reçoivent le salaire de maladie dans les conditions déterminées au paragraphe 2 ci-dessus. Toutefois, cette allocation ne peut se prolonger au delà de quarante-cinq jours consécutifs, ni être attribuée plus de quatre-vingt-dix jours par an sans une autorisation du Ministre, sauf dans le cas de blessure reçue ou de maladie contractée en service commandé. — Les agents du personnel ouvrier renvoyés d'une colonie en France, pour cause de maladie contractée dans la colonie, et auxquels il est accordé des congés de convalescence par le conseil de santé de l'un des ports principaux, jouissent de leur salaire jusqu'à l'expiration de leur congé de convalescence, dans les limites fixées par le décret du 15 novembre 1895 pour les congés à solde entière.

ART. 28. — *Décompte du salaire de maladie.* — Lorsque les agents du personnel ouvrier blessés ou malades, sont traités dans les hôpitaux, leur salaire de maladie est décompté par le nombre de journées de travail régulier dans l'arsenal, y compris les fêtes publiques et déduction faite des dimanches et jours fériés. Les mêmes règles sont appliquées pour le compte du salaire des malades à domicile et du salaire de convalescence de ceux revenant des colonies. — A cet égard, ainsi que pour les pensions résultant d'une infirmité contractée en service commandé, il n'est fait aucune distinction entre le personnel des quatre groupes. — Tout homme en traitement à domicile qui travaille en ville est rétrogradé temporairement ou définitivement.

ART. 29. — *Eaux thermales.* —

ART. 30. — *Décompte des services.* — Le paiement des salaires du personnel ouvrier a lieu par quinzaine. — Quant à la supputation du temps de service de tout agent du personnel ouvrier, en vue des retraites, pensions de veuves, etc., quand elles ne sont pas motivées par des infirmités contractées en service commandé, elle s'établit ainsi qu'il suit : — On constate par année, et lorsqu'il y a lieu, par période d'emploi de durée moindre, le nombre de journées et de fractions de journées de présence effective de travail, et aussi bien en dehors que pendant les jours et heures de travail réglementaires. Le total de ces journées et fractions de journées est abondé de 20 p. 100 pour représenter la part professionnelle des jours de repos réglementaires. Le résultat ainsi obtenu constitue le nombre de jours de service acquis pendant l'année ou la période d'emploi. Toutefois, quel que soit le nombre de jours ou fractions de jour de travail effectif, en dehors des jours et heures réglementaires, le temps de service acquis ne sera jamais supérieur au nombre de jours réellement écoulés. — Le total des services est calculé sur le pied de 365 jours de service pour une année, ainsi que du douzième de 365 jours pour un mois. — Tous les jours passés en mission, en permission régulière jusqu'à concurrence de huit jours, ainsi qu'en traitement à l'hôpital ou à domicile, comptent intégralement pour le temps de service sans augmentation de 20 p. 100.

ART. 31. — *Admission à la retraite.* — Les agents du personnel ouvrier entrent en jouissance de leur pension de retraite le jour où ils sont rayés des contrôles.

ART. 32. — *Discipline dans les ateliers.* — Les peines qui sont infligées aux agents du personnel ouvrier pour négligence, incapacité, inconduite ou faute contre la discipline sont : 1° l'avertissement; 2° le blâme; 3° le blâme avec alichage; 4° la mise à pied; 5° la rétro-

gradation temporaire; 6° la rétrogradation définitive; 7° le congédiement. — L'avertissement est donné par le chef d'atelier. Il consiste dans une note remise personnellement à l'ouvrier et il n'entraîne aucune inscription à la matricule. — Le blâme est donné par le chef de service sur la proposition du chef d'atelier. Il entraîne une inscription à la matricule. — Le blâme avec affichage est donné par le chef de service sur la proposition du chef d'atelier. Il est porté à la connaissance de tout le personnel de l'atelier par voie d'affiche. — La mise à pied est prononcée par le préfet maritime ou le directeur de l'établissement, sur le rapport du chef de service. — La mise à pied ne peut jamais être inférieure à un jour et elle ne peut excéder quatre jours. L'ouvrier qui est puni d'une mise à pied est exclu de l'arsenal pendant la durée de sa peine. Il ne touche pendant ce temps aucun salaire. — La rétrogradation et le congédiement sont prononcés par le préfet maritime ou le directeur de l'établissement, après avis d'un conseil de discipline. — Ce conseil est composé d'un officier ou ingénieur de la direction, d'un adjoint technique et d'un surveillant technique, désignés par le chef de service, d'un chef ouvrier, d'un ouvrier ou chef ouvrier. Ces deux derniers sont tirés au sort respectivement parmi ceux faisant partie des groupes n° 4 et 5 des commissions annuelles prévues à l'article 15 pour l'atelier dont fait partie l'inculpé. Des dispositions spéciales déterminent la composition des conseils de discipline dans les services spéciaux tels que les hôpitaux ou celui des travaux hydrauliques dans les établissements hors des ports. Les conseils de discipline délibèrent et concluent dans les formes prescrites pour les conseils d'enquête des corps organisés de la marine. — La rétrogradation consiste dans la réduction d'une classe à la classe immédiatement inférieure. La rétrogradation temporaire ne peut être de moins de quinze jours, ni de plus de trois mois. — Le temps pendant lequel un ouvrier est rétrogradé entre en déduction dans le calcul de son ancienneté pour le passage à la classe supérieure. — La rétrogradation définitive replace l'ouvrier dans sa nouvelle classe avec une ancienneté égale à celle qu'il avait dans son ancienne classe. La rétrogradation définitive pour les ouvriers de spécialités de la dernière classe de chaque groupe consiste à être placé au dernier rang de la liste d'ancienneté de sa classe ¹.

ART. 33. — *Discipline dans les arsenaux.* — Tous les agents du personnel ouvrier employés dans les arsenaux et établissements de la marine sont soumis aux lois et consignes relatives à la discipline, à la police et à la sécurité de ces arsenaux et établissements. — Toutefois, le dernier alinéa de l'article 6 et le troisième alinéa du paragraphe 1^{er} de l'article 8 du décret du 21 juin 1858 ne leur sont pas applicables. — La surveillance des chantiers et ateliers est faite exclusivement par le personnel technique. — Tout ouvrier qui sera en état d'ivresse ou qui causera du scandale dans l'arsenal en sera immédiatement expulsé, par les soins de la gendarmerie maritime, réquisitionnée à cet effet par le chef d'atelier, ou, à son défaut, par un des agents du personnel technique, sous réserve des peines disciplinaires qui pourront lui être infligées en vertu de l'article 32 du présent décret.

TITRE IV. — DISPOSITIONS TRANSITOIRES.

Décret du 13 janvier 1908 déterminant les mesures de sécurité et d'hygiène auxquelles sera subordonné le droit aux primes d'armement institué par la loi du 22 juillet 1851 en faveur des navires se livrant à la pêche⁽²⁾.

ARTICLE PREMIER. — Le droit aux primes d'armement instituées par la loi du 22 juillet 1851 sera subordonné, à partir de la publication du présent décret, à l'observation des dispositions ci-après destinées à assurer l'hygiène et la sécurité à bord des navires armés pour la grande pêche.

⁽¹⁾ Décret du 11 décembre 1907.

⁽²⁾ *Journal Officiel* du 15 janvier 1908.

ART. 2. — Tout bâtiment devra comporter les aménagements suivants :

1° Une manche à air mobile devra, conjointement avec le panneau de descente, assurer l'aération du poste d'équipage ;

2° Les échelles qui donnent accès dans le poste de l'équipage devront être en bon état et fixées solidement au navire ;

3° Le poste d'équipage devra être muni d'un poêle entouré d'un dispositif protecteur contre l'incendie, de tables pliantes ou démontables en nombre suffisant pour que les deux tiers des hommes du poste puissent y trouver place, ainsi que de pendoirs à vêtements en nombre égal à celui des hommes du poste ;

4° Toutes les boiseries du poste d'équipage devront être lavées avant le départ et enduites d'une peinture à l'huile, ou au vernis ou à la chaux ;

5° Un bardi mobile devra être établi dans la cale à sel de façon à empêcher la provision de sel, en se portant d'un bord sur l'autre, par suite du mouvement du navire, de nuire à sa stabilité.

ART. 3. — L'approvisionnement maximum en eau-de-vie qui pourra être embarqué à un titre quelconque au départ de France ne devra pas excéder la quantité nécessaire pour délivrer 15 centilitres par jour et par marin majeur. L'eau-de-vie devra être à 42° au plus. Les compositions désignées sous le nom d'apéritifs seront prosrites. Il ne devra pas être embarqué d'alcool au cours de la campagne.

Par contre, l'approvisionnement en denrées alimentaires devra comprendre, au minimum la quantité nécessaire pour délivrer par homme et par jour, sans distinction d'âge :

750 grammes de pain ou biscuit ;

150 grammes de viande, de lard ou d'endaubage ;

500 grammes de pommes de terre ou 100 grammes de légumes secs ;

40 grammes de beurre ;

25 grammes de café, 10 grammes de thé et 60 grammes de sucre,

Il devra être emporté, pour être délivré aux malades ou aux blessés, et dans les conditions nécessaires pour assurer leur conservation en bon état, une quantité d'œufs et de boîtes de lait concentré calculée à raison de 6 œufs et de 3 kilogrammes de lait par homme embarqué.

ART. 4. — L'approvisionnement en eau potable, par homme et par jour, ne devra pas être inférieur à 2 litres. Cette eau sera pure et renfermée dans des récipients propres. L'approvisionnement d'eau pourra, dans la limite maxima des deux tiers, être complété en cours de voyage.

ART. 5. — Un homme âgé de plus de seize ans, sachant faire la cuisine, sera exclusivement chargé à bord de chaque navire, de la préparation des aliments et de la propreté des locaux, couchettes, vêtements, etc.

Cet homme sera désigné au rôle d'équipage.

ART. 6. — A la fin de chaque campagne, les chambres et postes d'équipage, les cales, soutes, cambuses, etc., devront être évacués ; tous les objets mobiles seront enlevés, les boiseries, ponts et planchers intérieurs seront grattés, lavés au savon ou à la potasse, avec de l'eau bouillante, puis aspergés avec une solution antiseptique (solution phéniquée au 50/000 ou d'aldéhyde formique au même titre). Les boiseries seront ensuite repeintes avec l'enduit prévu à l'article 2.

Les objets mobiles, sortis des postes ou chambres, ou des cales, soutes, cambuses, etc., subiront à l'air libre les mêmes opérations.

ART. 7. — Les propriétaires ou armateurs devront munir les bâtiments qu'ils arment pour les grandes pêches de tous les instruments et instructions nautiques nécessaires à la navigation ainsi que de cartes récentes, ou au moins mises à jour des parages dans lesquels ces bâtiments doivent naviguer.

ART. 8. — Tout marin qui sera embarqué sur les navires prévus à l'article 1^{er} au titre d'officier devra connaître au moins la lecture des cartes et les principales dispositions du règlement du 21 février 1897, spécialement celles qui concernent les feux et signaux de route.

Au cas où il sera embarqué un homme d'équipage chargé des intérêts commerciaux de

l'armateur, cet homme devra être expressément placé sous l'autorité du capitaine, du second et des officiers du bord ; il lui sera interdit de participer à la direction du navire.

Art. 9. — Les dispositions du décret du 26 juin 1903 (section IV) relatif aux moyens de sauvetage dont devront être pourvus les navires affectés au transport des passagers et de l'arrêté ministériel du 2 mai 1904 fixant les conditions d'installation des embarcations de sauvetage à bord des mêmes navires, le matériel dont elles doivent être pourvues et les vérifications à faire subir aux engins de sauvetage, sont applicables aux navires armés aux grandes pêches.

Les doris ou warys, placés sur le pont de façon à permettre une mise à l'eau rapide en cas d'accident de mer, pourront être compris dans le matériel de sauvetage prévu au décret du 26 juin 1903.

Chacun des bâtiments visés à l'article 1^{er} qui emploient pour la pêche des embarcations s'éloignant du navire devra être approvisionné de fusées, afin de pouvoir, par temps de brume, faire rallier lesdites embarcations.

Il devra posséder également un nombre de sacs suffisants (au moins quatre) tronés spécialement pour pratiquer le cas échéant, le filage de l'huile.

Art. 10. — Les embarcations dites warys et doris expédiées de la côte de Terre-Neuve ou des navires pour pêcher sur les banes de Terre-Neuve devront porter : en poupe et à l'avant sur chaque bord, le nom du bâtiment duquel elles dépendent, ainsi que le nom du port d'attache de ce bâtiment. Ces embarcations devront être pourvues d'un compas, d'un aviron de rechange, de vivres en bon état et d'eau potable pour trois jours au moins. L'eau devra être contenue dans un caisson ou dans des bidons métalliques, les vivres dans des boîtes de métal munies de fermetures hermétiques mais mobiles, à l'exclusion de toute obturation soudée. Les quantités de biscuit et d'eau représentant les trois jours de vivres ne doivent pas être inférieures à 3 kilogr. 200 pour le biscuit et à 6 litres d'eau.

Art. 11. — Pourront vérifier l'application des dispositions ci-dessus en tous temps et en tous lieux les officiers et médecins des navires de guerre chargés de la police des pêches et les personnes désignées à cet effet par le ministre de la marine. Les infractions constatées seront signalées au ministre ; si celui-ci estime que les fautes ou négligences relevées sont de nature à justifier l'application de la pénalité prévue par la loi du 29 décembre 1900, il en communiquera un extrait à l'armateur, qui aura soixante jours francs pour présenter des observations en défense. Le ministre de la marine transmet ensuite le dossier, avec son avis, au ministre du commerce et de l'industrie, qui statue.

Art. 12. — Le décret du 14 mai 1901 relatif à l'armement des doris et warys envoyés en pêche sur les banes de Terre-Neuve, est abrogé.

Art. 13. — Les ministres de la marine, du commerce et de l'industrie, et des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera inséré au *Bulletin des lois* et au *Bulletin officiel de la marine*.

Circulaire relative à l'assistance aux vieillards, aux infirmes et aux incurables.

Le Président du Conseil, Ministre de l'Intérieur, au préfet de

Paris, le 15 janvier 1908.

Par les articles 35 et 36 de la loi du 31 décembre 1907 (loi de finances), le Parlement vient d'apporter à la loi du 14 juillet 1905, sur l'assistance obligatoire aux vieillards, aux infirmes et aux incurables, une importante modification sur laquelle il convient que vous fixiez votre attention. Cette modification intéresse les articles 1^{er} et 20 de la loi et, par ces articles, les conditions dans lesquelles devront être désormais admis les vieillards de soixante-dix ans et fixée la quantité de leur allocation mensuelle.

L'article 1^{er} de la loi de 1905 était ainsi conçu :

« Tout français privé de ressources, incapable de subvenir par son travail aux nécessités de l'existence et, soit âgé de plus de soixante-dix ans, soit atteint d'une infirmité ou d'une maladie reconnue incurable, reçoit, aux conditions ci-après, l'assistance instituée par la présente loi. »

Il résulte de ce texte que, au même titre que l'infirmes et l'incurable, le **vieillard de**

soixante-dix ans devait établir qu'il était « incapable de subvenir par son travail aux nécessités de l'existence ». Son âge ne lui constituait pas un droit suffisant. Son invalidité devait être prouvée. Le projet de règlement départemental adopté par le conseil supérieur de l'assistance publique et que je vous ai transmis, disposait en son article 8 que toute demande d'admission devait être « accompagnée d'un certificat médical constatant l'impossibilité pour le candidat de subvenir par son travail aux nécessités de l'existence ». Le vieillard de soixante-dix ans encore valide, devait donc être écarté. Son droit au repos n'était point reconnu par la loi.

Il en sera autrement désormais, l'article 1^{er} de la loi de 1905 étant modifié comme suit :

« Tout Français privé de ressources, soit âgé de plus de soixante-dix ans, soit atteint d'une infirmité ou d'une maladie incurable qui le rend incapable de subvenir par son travail aux nécessités de l'existence, reçoit, aux conditions ci-après, l'assistance instituée par la présente loi. »

Les bénéficiaires de la loi sont donc désormais de deux sortes : 1° les vieillards de soixante-dix ans ; 2° les infirmes ou incurables de tout âge. Ces derniers seuls sont tenus de produire un certificat médical ; les premiers n'ont pas à le présenter. Les vieillards de soixante-dix ans si verts, si robustes qu'ils soient restés, devront être admis à la seule condition qu'ils soient « privés de ressources ».

Le sens de cette modification est précisé par la nouvelle disposition introduite à l'article 20, savoir :

« Les ressources pouvant provenir du travail des vieillards de soixante-dix ans n'entrent pas en compte. »

L'article 20 disait à ce sujet :

« Au cas où la personne admise à l'assistance dispose déjà de certaines ressources, la quotité de l'allocation est diminuée du montant de ces ressources. »

A la vérité, les paragraphes suivants attribuaient dans ces déductions un privilège aux produits de l'épargne et aux ressources fixes et permanentes provenant de la bienfaisance privée, mais les produits du travail étaient considérés comme des ressources ordinaires. Sans doute, dans la circulaire du 16 avril 1906, je vous avais à ce propos indiqué que la déduction des produits du travail ne devait pas être effectuée dans tous les cas, quel que fût ce travail. J'avais rappelé les explications données à ce sujet, devant le Sénat, par M. Strauss, rapporteur ; il devait être entendu qu'on ne ferait point le décompte des menues ressources que l'assisté pourrait tirer d'un travail irrégulier, aléatoire, par exemple, de « l'aide domestique qu'il aurait prêtée à un fermier ou propriétaire du voisinage », mais il restait que le produit, si modeste fût-il, d'un travail normal, régulier, devait diminuer d'autant la quotité de l'allocation mensuelle. La commission centrale avait eu l'occasion de fixer sur ce point sa jurisprudence ; il s'agissait en l'espèce d'une femme de plus de soixante-dix ans admise à l'assistance ; comme il était établi que cette femme gagnait chaque jour 20 centimes, on lui avait réduit de l'allocation mensuelle fixée par la commune, la somme de 4 fr. 50 ; elle exerça recours devant la commission cantonale puis en dernier ressort devant la commission centrale ; celle-ci liée par le texte de la loi, rejeta le recours, sanctionnant ainsi le principe de telles déductions (décision du 14 novembre 1907. — Affaire C... Loir-et-Cher).

Ce sont ces déductions que le nouveau texte interdit.

S'agissant des vieillards d'au moins soixante-dix ans — et de ces assistés seulement — l'assimilation cesse donc entre les ressources provenant d'un patrimoine et celles provenant du travail. Le Parlement a voulu reconnaître pour les vieillards de cet âge le droit au repos, mais il a voulu aussi ne pas les inciter et en quelque sorte les contraindre à ne pas employer, si cela leur plaît ainsi, les quelques forces qui leur restent ; il a voulu que le modeste produit de ce labeur s'ajoute à leur allocation mensuelle.

Il va de soi que ce nouveau texte dispose pour l'avenir ; les déductions susvisées ont été opérées légalement, il n'y aura lieu de faire de ce chef aucun rappel aux intéressés. Mais on ne perdra point de vue que le texte s'applique aussi bien aux inscrits actuels qu'aux inscrits futurs ; dès leur prochaine session les conseils municipaux auront donc ; sans attendre que des demandes individuelles leur soient présentées, à examiner la liste des inscrits, à rechercher parmi ceux-ci les vieillards de soixante-dix ans au moins pour lesquels l'allocation mensuelle a été diminuée d'une somme égale aux produits de leur travail et ils devront à dater, ou du jour de la délibération ou d'un jour rapproché de celui-ci, faire bénéficier ces vieillards de l'allocation mensuelle intégrale. Il est à peine besoin de dire que, à l'égard des

décisions des conseils municipaux maintenant des déductions devenues contraires aux prescriptions de la loi, les vieillards intéressés peuvent se pourvoir devant les commissions cantonales et en dernier ressort devant la commission centrale, comme ils le peuvent faire, en vertu de l'article 10 de la loi, à l'égard des décisions relatives au taux même de l'allocation qui leur est attribuée.

Le droit à l'assistance ainsi reconnu aux vieillards de soixante-dix ans privés de ressources en dehors de tout certificat médical constatant leur invalidité, et d'autre part, le droit pour les vieux et encore robustes travailleurs, d'ajouter le plein de l'allocation mensuelle au produit du modeste salaire qu'ils peuvent encore recueillir par une prolongation de leur effort, donnent incontestablement à la loi du 14 juillet 1905, un caractère nouveau dont vous ne manquerez pas d'apprécier et, à l'occasion, de faire comprendre à tous la haute portée sociale. Il vous appartiendra aussi de voir clairement et de ne pas laisser ignorer aux intéressés quels précieux encouragements la présente loi a, dès le premier jour, réservés à la prévoyance individuelle grâce au privilège spécial qui a été prévu pour les fruits de l'épargne dans cette disposition de l'article 20 dont je vous rappelle le texte : « Les ressources provenant de l'épargne, notamment d'une pension de retraite que s'est acquise l'avant droit, n'entrent pas en décompte si elles n'excèdent pas 60 francs. Cette quotité est élevée de 60 fr. à 120 francs pour les ayants droit justifiant qu'ils ont élevé au moins trois enfants jusqu'à l'âge de seize ans. Dans le cas où les ressources dépassent ces chiffres, l'excédent n'entre en décompte que jusqu'à concurrence de moitié sans que les ressources provenant de l'épargne et de l'allocation d'assistance puissent ensemble dépasser la somme de 480 francs ». Ainsi, pour les plus modestes travailleurs, aucun effort de la prévoyance individuelle ne reste stérile; la petite pension de retraite que le citoyen avisé et économe se sera préparée, notamment à la caisse nationale de retraites ou dans une société de secours mutuels bonifiera l'allocation mensuelle qui, le moment venu, lui sera accordée au nom de la loi du 14 juillet 1905.

Par ces réformes dont les vieillards sont appelés à bénéficier, s'affirmera ainsi dans les faits et de manière tangible, la fidélité aux principes de la solidarité sociale qui fait l'honneur même de la République.

Mais il ne vous échappera pas, Monsieur le Préfet, que plus on avance dans cette voie et plus impérieux devient pour vous le devoir de veiller à ce que tout abus soit prévenu et au besoin réprimé. Que par faiblesse ou complaisance, soient admises dans une commune des personnes n'ayant point qualité pour recueillir une part des sacrifices consentis par la nation et c'est la loi elle-même qui dans cette commune en sera moralement compromise, ce sont les intérêts sacrés des malheureux pour qui la loi est faite qui se trouveront en danger. Vous exercerez donc sur l'application de la loi de 1905 un contrôle attentif; il faut que toutes les municipalités connaissent l'existence de ce contrôle, en sentent l'action et vous sachent prêt aussi bien à poursuivre les abus qu'à faire réparer les injustices.

La loi vous donne le droit d'exercer des recours, vous avez le droit strict de prendre telles initiatives partout où le besoin s'en fera sentir. Et n'attendez pas que le hasard vous ait mis en face des abus; il vous faut les faire rechercher par vos agents de contrôle. Faites donc examiner attentivement la situation des communes de votre département; faites-vous signaler celles où le nombre des inscrits paraît anormal et pour lesquelles il y a ainsi présomption d'irrégularités; que vos contrôleurs, munis de ces premiers indices et des renseignements qui leur seront donnés par les percepteurs, se transportent dans les communes, y procèdent à une enquête approfondie et vous mettent à même de discerner sûrement si l'élévation du nombre des assistés résulte ou d'une misère locale exceptionnelle qui réclame et justifie l'effort de la solidarité de la nation, ou au contraire d'une coupable complaisance qu'il vous appartiendrait alors de poursuivre énergiquement par toutes voies de droit.

Ne perdez pas de vue en cette occurrence que, en dehors de l'intérêt communal, vous êtes le représentant direct du département et aussi, dans une mesure financière, en général, beaucoup plus large encore, le représentant des intérêts de l'Etat. Là surtout où, en vertu des barèmes annexés à la loi, les communes et le département n'ont à supporter qu'une part minime des dépenses, vous manquerez à tous vos devoirs si vous ne vous pénétrez pas de la nécessité de vous dresser en gardien vigilant du budget de l'Etat, et par là même, on peut dire en gardien dévoué de la loi elle-même.

Spécialement dans les communes où ont été inscrits des assistés dont les enfants oublieux des devoirs que la loi naturelle et la loi civile leur imposent envers leurs ascendants, ne viennent pas en aide au moins partiellement à ceux-ci bien qu'ils soient en situation de pou-

voir le faire, et si les représentants de la commune commettent la faiblesse de ne pas exercer les recours prévus par l'article 5, il vous appartient de prendre, dès qu'une telle situation est portée à votre connaissance, l'initiative de la procédure de recours, au nom de l'intérêt supérieur qui consiste à maintenir la loi au-dessus de toutes les considérations de politique locale. Il n'est point de domaine où, en agissant avec une scrupuleuse équité, les administrations républicaines puissent travailler plus utilement à fortifier dans tous les esprits ce respect de la loi qui est le fondement même d'une société démocratique.

En m'accusant réception de la présente circulaire, que vous porterez à la connaissance des municipalités et du conseil général, vous voudrez bien, Monsieur le Préfet, me signaler si dans votre département des abus ont déjà été constatés et quelles mesures, le cas échéant, vous avez prises ou vous comptez prendre pour y remédier.

Pour le Président du Conseil, Ministre de l'Intérieur :

Le Sous-Secrétaire d'État,

A. MAUJAN.

Avis du Conseil d'État des 19 et 26 décembre 1907 relatif à l'insertion de clauses nouvelles dans les cahiers des charges des concessions de mines.

Le Conseil d'État, consulté par le Ministre des Travaux publics et des Postes et des Télégraphes et par le Ministre du Travail et de la Prévoyance sociale sur la question de savoir :

a) Si le Gouvernement, lorsqu'il accorde une concession de mines, a le droit d'imposer au concessionnaire par le cahier des charges, comme il le fait dans les concessions de diverses natures auxquelles il procède couramment, des obligations reconnues nécessaires et acceptées par le demandeur, pourvu qu'elles ne soient contraires ni aux lois générales, ni aux lois particulières sur les mines;

b) Si particulièrement diverses clauses, spécifiées sous six numéros dans la dépêche ministérielle du 4 septembre 1907, peuvent être insérées, suivant les circonstances, dans les cahiers des charges des concessions de mines.

En ce qui concerne la question de principe :

Considérant que, si le mot concession est employé en droit administratif pour désigner de nombreux actes de natures très différentes, l'identité de dénomination n'implique aucune assimilation nécessaire entre ces divers actes; que, notamment, on ne saurait établir aucune analogie entre la concession de travaux publics, par laquelle une autorité confie à une société privée la gestion d'un service public, sous des conditions déterminées spécialement dans chaque cas et pour une durée limitée, et la concession de mines, par laquelle la puissance publique institue une propriété perpétuelle dont le régime est fixé par la loi des 21 avril 1810-27 juillet 1880;

Que l'acte par lequel une concession de mine est instituée peut contenir des clauses précisant les obligations spéciales auxquelles seront soumis ses propriétaires successifs pour faciliter l'exercice des droits de police et de surveillance conférés à l'autorité publique, mais qu'il ne peut imposer à ceux-ci des obligations perpétuelles que si, d'une part, elles sont compatibles avec la loi qui fait de la mine une propriété « disponible et transmissible comme tous les autres biens », et si, d'autre part, elles trouvent leur sanction soit dans la législation spéciale aux mines, soit dans la législation générale relative à la propriété immobilière; qu'ainsi, les seuls démembrements que puisse subir la propriété d'une mine, aussi bien au moment de son institution qu'au cours des transmissions successives dont elle est l'objet, sont ceux qui rentrent dans les droits réels admis par le Code civil;

En ce qui concerne les clauses particulières sur la légalité, la convenance et l'opportunité desquelles le Conseil est spécialement consulté :

1^{re} et 2^e Obligation pour le concessionnaire d'employer à l'alimentation de ses propres usines une fraction déterminée des produits extraits de la mine, ou d'affecter exclusivement ces produits à certains usages industriels tels que la fabrication de la soude ;

Considérant que des clauses de cette nature apporteraient au droit général, reconnu par la loi au concessionnaire d'une mine, de disposer librement de sa propriété, des restrictions qui ne se rattacheraient à aucune des dispositions spéciales inscrites dans la législation des mines ;

Considérant toutefois que, sous le régime institué par la loi de 1810, les besoins d'une industrie sont souvent invoqués par le demandeur comme titre à l'obtention d'une concession ; que, dans ce cas, il est nécessaire de prendre toutes les précautions compatibles avec notre législation pour éviter que les minerais soient détournés sans nécessité de l'usage prévu, mais que, pour ne pas être un obstacle au développement de l'industrie, ces précautions doivent viser seulement l'hypothèse où les besoins invoqués resteraient en souffrance, et ne mettre aucun obstacle à la vente des produits disponibles lorsque, par suite de la situation du marché, des modifications dans les conditions techniques de la production ou de toute autre cause, l'industrie en question ne peut pas en absorber la totalité ; que, pour faire résulter des engagements pris dans ces conditions par les concessionnaires une obligation pesant sur tous les propriétaires futurs de la mine, on peut établir dans le cahier des charges des servitudes telles que celle d'assurer l'alimentation d'usines qui prendraient alors vis-à-vis d'elle la situation de fonds dominant prévue par le Code civil ;

Considérant d'ailleurs que l'insertion des clauses relatives à l'emploi des produits de l'exploitation perdrait beaucoup de son intérêt, notamment en ce qui concerne la clause n° 1, si une disposition législative autorisait le système de concessions par adjudication indiqué ci-après ; qu'en effet, les cas où l'attribution des concessions de mines est déterminée par les besoins invoqués par les demandeurs deviendraient alors tout à fait exceptionnels ;

3^e Stipulation, dans le cahier des charges, de versements imposés aux concessionnaires à titre de fonds de concours pour des travaux publics en vue de faciliter le transport des produits de la mine :

Considérant que la stipulation d'un versement en argent, dans le cahier des charges, serait en contradiction avec le principe de la gratuité des concessions qui découle de l'ensemble des dispositions de la loi du 27 avril 1810 : que si la législation actuelle n'a pas fait obstacle à ce que, dans certains cas, des offres de concours formulées par des demandeurs en concession de mines, pour des travaux publics intéressant l'exploitation future, fussent prises en considération dans le choix des concessionnaires comme des preuves d'une intention sérieuse de mettre promptement en exploitation les mines à concéder, ce procédé ne saurait entrer dans la pratique courante des concessions ;

Considérant, toutefois, que l'attribution gratuite des concessions de mines, lorsqu'aucun demandeur ne peut revendiquer la qualité d'inventeur, donne lieu à de légitimes critiques ; que cette attribution, dans le cas fréquent où il s'agit de répartir des gisements étendus dont l'existence, sinon les limites exactes, avait été reconnue antérieurement, constitue une libéralité d'une valeur souvent considérable, dont l'attribution a nécessairement un caractère plus ou moins arbitraire ; que, pour choisir entre les demandeurs, l'Administration est amenée à tenir compte des besoins des divers établissements en matières premières, besoins dont l'appréciation est incertaine, la durée problématique et auxquels il est légalement et économiquement impossible de réserver la totalité des produits extraits ;

Que ces inconvénients disparaîtraient si une disposition législative permettait de substituer au mode actuellement suivi pour les concessions la mise en adjudication par lots des gisements sur lesquels il n'existe aucun droit d'invention ; que, sans doute, pour ne pas détourner les intéressés d'exécuter les travaux indispensables à la détermination des limites des gisements déjà découverts, il serait nécessaire de leur assurer le remboursement des dépenses utilement faites par eux, avec une majoration suffisante pour compenser les chances de pertes correspondant aux sondages infructueux ; mais qu'il suffirait pour cela d'affecter le prix de l'adjudication à ce remboursement jusqu'à due concurrence, en réservant à l'auteur des sondages utiles le droit à la concession, dans le cas où aucun soumissionnaire n'aurait offert un prix suffisant pour l'indemniser ;

4° Participation de l'État et des ouvriers aux bénéfices de l'exploitation :

Considérant que, sous l'empire de la législation actuelle, de pareilles stipulations seraient en contradiction avec les dispositions légales qui attribuent au concessionnaire la pleine propriété de la mine et qui fixent le taux de la redevance proportionnelle due par lui à l'État ;

Mais considérant que l'attribution à l'État de sommes représentant une part des bénéfices espérés, dont il lui appartiendrait ensuite de faire tel usage qu'il voudrait, serait la conséquence de l'attribution des concessions par adjudication ; que rien n'empêcherait, d'ailleurs, de faire porter l'adjudication sur le montant d'un prélèvement annuel à faire sur les recettes en sus de la redevance proportionnelle, en même temps que sur un paiement en capital ; que cette manière de procéder n'aurait aucun inconvénient, pourvu que la forme et les conditions du prélèvement fussent déterminées de manière à ne pas entraîner une immixtion de l'Administration dans la gestion industrielle et commerciale de nature à entraver la liberté de l'exploitation ;

5° et 6°. Clauses concernant les conventions collectives relatives aux conditions du travail et la limitation éventuelle du nombre des ouvriers étrangers employés dans l'exploitation des mines :

Considérant que ces dispositions n'ont le caractère ni de mesures de police, ni d'établissement de servitudes pouvant grever la propriété minière, mais qu'elles constituent des éléments d'une législation générale relative au contrat de travail et à la protection de la main-d'œuvre nationale ; qu'il appartient au législateur seul de modifier les dispositions en vigueur à cet égard et que rien n'autorise à introduire dans le cahier des charges des concessions de mines instituées à l'avenir des règles autres que celles qui seraient édictées par lui, soit pour l'industrie en général, soit pour l'ensemble de l'industrie minière, sans distinction entre le régime fait aux concessions suivant la date à laquelle elles remonteraient.

Est d'avis :

Qu'il y a lieu de répondre au Ministre des Travaux publics et des Postes et des Télégraphes et au Ministre du Travail et de la Prévoyance sociale dans le sens des observations qui précèdent.

Cet avis a été délibéré et adopté par le Conseil d'État dans ses séances des 19 et 26 décembre 1907.

Le Conseiller d'État, rapporteur,

Signé : C. COLSON.

Le Vice-Président du Conseil d'État,

Signé : G. COULON.

*Le Maître des requêtes,
Secrétaire général du Conseil d'État,*

Signé : PIERRE LAROZE.

ÉTAT DES TRAVAUX LÉGISLATIFS

en ce qui concerne les questions ouvrières et sociales pendant le mois de janvier 1908.

Conseil des prud'hommes. — *Sénat.* — Séance du 30 janvier 1908. — Dépôt, par le ministre de la Justice et le ministre du Travail et de la Prévoyance sociale d'un projet de loi, adopté par la Chambre des députés, tendant à conférer aux femmes l'éligibilité aux conseils des prud'hommes. (Doc. parl. n° 11.) — Renvoi à la commission des conseils des prud'hommes.

————— *Chambre des députés.* — Séance du 21 janvier 1908. — Dépôt, par MM. Lenoir et Viollette, d'une proposition de loi tendant à modifier l'article 40 de la loi du 27 mars 1907, concernant les conseils de prud'hommes. (Doc. parl. n° 1458.) — Renvoi à la Commission de la réforme judiciaire.

Crédit mutuel. — *Chambre des députés.* — Séance du 16 janvier 1908. — Dépôt, par M. Jean Codet, d'une proposition de loi ayant pour objet l'application du crédit mutuel au commerce, à l'industrie et aux sociétés coopératives, ainsi que l'attribution d'avances à long terme auxdites sociétés. (Doc. parl. n° 1439.) — Renvoi à la Commission du commerce et de l'industrie.

Établissements dangereux, insalubres et incommodes. — *Sénat.* — Séance du 28 janvier 1908. — 1^{re} délibération sur la proposition de la loi de M. Émile Chaumont, tendant à la revision de la législation des établissements dangereux, insalubres ou incommodes. — Retrait de la proposition de l'ordre du jour. — Ajournement de la discussion.

Hygiène publique. — *Sénat.* — Séance du 28 janvier 1908. — Dépôt, par le ministre de l'Intérieur, d'un projet de loi adopté par la Chambre des députés, tendant à modifier l'article 25 de la loi du 15 février 1902-29 janvier 1906 sur la protection de la santé publique (Composition du conseil supérieur d'hygiène publique de France). (Doc. parl. n° 8.) — Renvoyé à la Commission de la santé publique.

————— *Chambre des députés.* — Séance du 20 janvier 1908. — Dépôt, par le ministre de l'Intérieur, d'un projet de loi portant approbation de la convention internationale signée à Rome, le 9 décembre 1907, pour la création à Paris d'un office international d'hygiène publique. (Doc. parl. n° 1453.) — Renvoi à la Commission d'hygiène publique.

Ouvriers appelés à faire partie du jury criminel. — *Chambre des députés.* — Séance du 28 janvier 1908. — Dépôt, par M. René Besnard, de deux propositions de loi :

La 1^{re}, tendant à accorder une indemnité représentative de salaire aux jurés qui ont besoin pour vivre de leur travail manuel et journalier (Doc. parl. n° 1473);

La 2^e tendant à garantir leur travail et leur emploi aux ouvriers qui, ayant besoin pour vivre de leur travail manuel et journalier, sont appelés à faire partie du jury criminel. (Doc. parl. n° 1474.) Renvoyées à la Commission de la réforme judiciaire.

Sociétés de secours mutuels. — *Sénat.* — Séance du 30 janvier 1908. — Dépôt, par les ministres de la Guerre, de la Marine et du Travail d'un projet de loi autorisant certaines dérogations à la loi du 1^{er} avril 1898 en faveur des sociétés de secours mutuels constituées dans les armées de terre et de mer. (Doc. parl. n° 10.) — Renvoi à la Commission relative aux sociétés de secours mutuels.

————— *Chambre des députés.* — Séance du 17 janvier 1908. — Dépôt, par M. Puech, d'un rapport fait au nom de la Commission d'assurance et de prévoyance sociales sur la proposition de loi de M. Bonnefoy et plusieurs de ses collègues relatives à la réforme du fonds commun inaliénable dans les sociétés de secours mutuels. (Doc. parl. n° 1443.)

Tissage des soies de Lyon. — *Chambre des députés.* — Séance du 16 janvier 1908. — Dépôt, par MM. Victor Fort et Justin Godart, d'une proposition de loi tendant à ouvrir au ministre du Travail et de la Prévoyance sociale un crédit annuel de 500,000 francs pour une période de dix années, dans le but de contribuer au relèvement du tissage de soies de Lyon. (Doc. parl. n° 1442.) — Renvoi à la Commission du Budget.

CHRONIQUE LÉGISLATIVE.

LA CAISSE DES INVALIDES DE LA MARINE.

Le 26 juin 1906, M. Siegfried, député, déposait une proposition de loi sur les pensions dites de « demi-solde » accordées aux marins invalides ou âgés, et le 23 mai 1907, M. Thomson, ministre de la marine, présentait, au nom du Gouvernement, un projet de loi concernant les pensions sur la Caisse des Invalides de la marine. Après deux rapports de M. Georges Le Bail, au nom de la Commission de la marine, déposés les 11 juillet et 19 décembre 1907, la Chambre des députés, dans sa séance du 21 décembre 1907, a adopté par 561 voix contre 0, après déclaration d'urgence, et sans discussion, le projet de loi du Gouvernement modifié par la Commission.

D'après ce projet, les demi-soldes seraient relevées en prenant pour base le chiffre de 360 francs au lieu de 204 francs. Pour les veuves, le minimum passerait de 192 francs à 270 francs. Enfin le supplément pour enfants serait porté de 24 francs à 48 francs et l'âge auquel ce supplément cesse d'être payé se trouverait reculé de 10 à 13 ans. Ce projet institue en outre des pensions proportionnelles en faveur des marins réunissant 180 mois de services et devenus infirmes. Les demi-soldiers, c'est-à-dire les titulaires de pensions, ne verseraient plus la taxe due à la Caisse des Invalides. Cette disposition met fin à l'anomalie qui résulte de la législation actuelle et d'après laquelle les titulaires d'une pension qui continuent à naviguer, sont encore tenus d'opérer ce versement, alors qu'il est sans effet sur leur demi-solde.

Le projet du Gouvernement prévoyait deux majorations : l'une à 60 ans et l'autre à 70 ans afin de répondre aux besoins croissants des vieux marins. D'après le texte de la Commission qui a été adopté par la Chambre, les deux suppléments d'invalidité seraient payés à 60 ans. Tous les services militaires accomplis dans un personnel militaire de la marine pourraient désormais compter sans limite de durée pour l'obtention du droit à la pension sur la Caisse des Invalides, au lieu d'être perdu pour les intéressés lorsqu'ils dépasseraient dix ans et qu'ils ne s'appliqueraient pas aux équipages de la flotte. Certaines navigations écartées comme non professionnelles par la loi du 20 juillet 1897 seraient également admises. Quelques innovations introduites par la Commission méritent d'être signalées : c'est d'abord un supplément de 60 francs aux inscrits réunissant plus de 180 mois de navigation hauteière et un supplément de 4 francs par mois aux inscrits réunissant plus de 36 mois de service à l'État, puis un secours annuel de 100 francs aux veuves nécessiteuses et non remarquées d'inscrits morts en mer ou décédés après quinze ans de navigation, qui ne jouissent pas d'une pension.

Le projet impose en outre à l'Administration de l'inscription maritime l'obligation d'avertir, par écrit, l'inscrit âgé de 50 ans qui réunit les droits à la pension de

semi-solde et accorde l'assistance judiciaire de plein droit aux inscrits qui exercent devant le Conseil d'État le pourvoi prévu par l'article 23.

Le projet ainsi modifié a été transmis au Sénat par le Gouvernement le 25 décembre 1907.

RETRAITES DES OUVRIERS MINEURS.

Dans sa deuxième séance du 8 décembre 1907, la Chambre des députés, à la demande de la Commission du budget, a adopté sans discussion et incorpore à la loi de finances diverses dispositions modifiant les articles 84, 85, 86, 94 et 95 de la loi de finances du 31 mars 1903, relatifs à l'amélioration des retraites des ouvriers mineurs. Ces dispositions furent également adoptées⁽¹⁾ sans discussion par le Sénat le 29 décembre 1907. Elles portent à 1,500,000 francs le crédit de 1,000,000 prévu par l'article 84 de la loi de finances du 31 mars 1903 en faveur des majorations et des allocations des retraites des ouvriers mineurs. Ces majorations et ces allocations ne seront plus seulement comme aux termes de la loi du 31 décembre 1903 acquises aux ouvriers et employés se trouvant dans certaines conditions au 1^{er} janvier 1903 mais à tous les ouvriers et employés se trouvant dans les conditions fixées au 1^{er} janvier de chaque année. En ce qui concerne ces conditions, l'article 48 de la loi du 31 décembre édicte que les trente années de travail nécessaires pour avoir droit aux allocations ne devront pas comprendre moins de 6,600 journées. Le 1^{er} paragraphe de l'article 49 de la loi du 31 décembre 1907, qui remplace maintenant l'article 85 de la loi du 31 mars 1903, fixe à 50 francs par mois le taux maximum du salaire qui n'empêchera pas la majoration des retraites. Dans ce premier paragraphe de l'article 49 de la loi de 1907, le législateur a substitué les mots « toutes autres ressources » aux mots « tous autres revenus » qui figuraient dans l'article 85 de la loi de 1903.

Quant au deuxième paragraphe de l'article 49 de la loi du 31 décembre 1907 qui remplace l'article 86 de la loi de 1903, il prend lui aussi en considération pour les allocations non plus les revenus mais les ressources de l'intéressé ou de son conjoint. Comme dans le paragraphe visant les majorations le nouvel article 86 de la loi de 1907, ne fait pas entrer en ligne de compte dans le calcul des ressources les salaires réguliers en argent ou en nature n'excédant pas 50 francs par mois. De plus, tandis que l'article 86 de la loi de 1903 faisait dans le calcul des ressources une règle de faveur pour les pensions acquises exclusivement en vertu du titre II de la loi du 29 juin 1894 et pour les pensions de 50 francs au plus liquidées en vertu du titre IV de ladite loi, l'article 47 de la loi de 1907 ne crée un privilège que pour les pensions visées par le titre IV de la loi de 1874.

En outre, l'article 50 de la loi de 1907, substitue en cas d'insuffisance de crédits le système de la réduction proportionnelle à celui qui avait été établi par les articles 94 et 95 de la loi de 1903.

L'ASSISTANCE OBLIGATOIRE AUX VIEILLARDS ET INCURABLES.

Au cours de la discussion du budget, dans sa deuxième séance du 8 décembre 1907, la Chambre des députés avait introduit dans la loi de finances, sur la propo-

⁽¹⁾ Voir *Bulletin*, page 162.

sition de M. Charles Dumont, un certain nombre d'articles modifiant certaines dispositions de la loi du 14 juillet 1905. D'après le texte voté par la Chambre, le vieillard de soixante-dix ans, privé de ressources, n'avait plus besoin de prouver qu'il était « incapable de subvenir par son travail aux nécessités de l'existence » pour avoir droit à l'assistance prévue par la loi de 1905. Corrélativement à cette nouvelle disposition, la Chambre des députés avait complété l'article 20 de la loi de 1905, en y ajoutant un paragraphe aux termes duquel le produit du travail des vieillards de soixante-dix ans n'était pas compris dans les ressources dont la quotité de l'allocation devrait être diminuée. En outre, la Chambre avait adopté un amendement de M. Drelon, décidant qu'une subvention complémentaire serait allouée aux communes lorsque l'application des barèmes annexés à la loi de 1905, leur imposerait une part plus élevée dans la dépense leur incombant par assisté, que celles résultant de l'application des barèmes de la loi de 1893 sur l'assistance médicale gratuite.

Enfin la Chambre avait décidé qu'un tiers des fonds du pari mutuel consacrés aux œuvres d'assistance serait affecté aux constructions et appropriations d'hospices nécessitées par l'application de la loi de 1905.

Mais au Sénat, le 29 décembre 1907, sur la demande de la Commission des finances, toutes ces dispositions furent disjointes. Le 30 décembre 1907, la Chambre consentait bien à cette disjonction en ce qui concerne la disposition visant les fonds du pari mutuel, mais elle réincorporait toutes ses autres innovations. A son tour le Sénat, dans sa deuxième séance du 31 décembre 1907, acceptait l'amendement de M. Drelon mais prononçait à nouveau la disjonction des deux autres articles réincorporés par la Chambre. Enfin la Chambre, dans sa deuxième séance du 31 décembre, rétablissait les deux articles disjointes qui étaient finalement adoptés par le Sénat ⁽¹⁾.

⁽¹⁾ Sur la portée de ces diverses dispositions, voir ci-dessus, page 171, la circulaire du président du Conseil aux préfets, du 15 janvier 1908.

RENSEIGNEMENTS DIVERS.

Analyse, par département, des renseignements fournis : 1° par les chambres de commerce, les conseils de prud'hommes, les associations patronales, etc.; 2° par les correspondants⁽¹⁾.

Aisne. — A Saint-Quentin, dans l'ameublement, le travail n'a pas varié comparativement au 4^e trimestre 1907; on faisait 50 heures par semaine fin décembre. Dans l'apprêt il n'y a pas eu de changement.

A Bohain, d'après le Conseil de prud'hommes, il n'y a pas eu d'amélioration depuis le dernier trimestre : la situation de la *broderie* et du *tissage* reste peu satisfaisante.

Aude. — D'après le Conseil de prud'hommes de Narbonne, on constate un peu plus d'activité qu'au précédent trimestre. Il n'y a pas de chômeurs chez les tonneliers-entonneurs et charretiers. On en comptait 25 p. 100 chez les agriculteurs et 10 p. 100 dans les autres corporations. Un atelier de fabrication de futailles a fermé; les 10 ouvriers qu'il occupait ont pu s'employer ailleurs.

Bouches-du-Rhône. — A Marseille, chez les *maréchaux ferrants*, la situation n'a pas changé. Dans l'huilerie, qui compte 35 établissements syndiqués et 2,700 travailleurs, l'abondance des récoltes en arachides et en coprais, a donné du travail à toutes les usines; les salaires sont en hausse depuis le début de l'année : les fabricants ont consenti successivement deux augmentations, d'abord une de 0 fr. 25, puis une autre de 0 fr. 50, à la suite d'une grève en mai dernier; ils varient actuellement entre 3, 4 et 5 fr. 50 par jour; la durée moyenne du travail est de 54 à 60 heures par semaine, suivant les usines, dont la marche de jour et de nuit est ininterrompue.

Dans la *raffinerie de soufre*, qui compte 16 établissements syndiqués et 1,100 travailleurs, l'activité n'a pas varié comparativement au trimestre correspondant de 1906; la durée du travail est en diminution sur le 3^e trimestre 1907, et les salaires seraient en augmentation du fait de l'application de la loi sur le repos hebdomadaire. Dans la *parfumerie*, il n'y a pas eu de changement.

A Arles, chez les *maréchaux ferrants*, les inondations ont influencé la marche du travail, dont l'activité a été moins grande qu'au 4^e trimestre 1906. On fait 72 heures par semaine, et le salaire qui atteignait 100 francs par mois au précédent trimestre est tombé à 80 francs.

A Aix, d'après le Conseil de prud'hommes, le travail, en général, a sensiblement diminué comparativement au 3^e trimestre; dans le bâtiment, notamment, le mauvais temps a arrêté les travaux pendant quelques semaines, et les salaires ont diminué du fait de la réduction du travail correspondant à la période d'hiver.

Charente-Inférieure. — D'après le Conseil de prud'hommes de Rochefort-sur-Mer, le travail a été peu abondant en raison de la saison et le chômage normal.

Dans le *bâtiment*, d'après un syndicat patronal, une légère augmentation est enregistrée comparativement au 4^e trimestre 1906; on ne faisait, vu la mauvaise saison, que 54 heures par semaine avec un personnel réduit fin décembre, d'où une baisse de salaire de 0 fr. 75 par jour, environ.

Corrèze. — A Tulle, d'après le Conseil de prud'hommes, le travail est satisfaisant, surtout dans certaines industries, en raison de la fin de l'année, et le chômage n'atteignait que 5 p. 100; par contre, il était de 15 p. 100 dans le bâtiment; le taux de salaire est en général plutôt bas.

⁽¹⁾ Sauf indications contraires, les renseignements se rapportent au 4^e trimestre 1907 et émanent des syndicats patronaux.

Doubs. — A Besançon, d'après le Conseil de prud'hommes, la situation industrielle serait à peu près la même que l'an dernier à pareille époque, à l'exception de l'horlogerie qui serait en baisse, sans compter toutefois beaucoup de chômeurs. L'usine de la soie artificielle, qui occupait 1,300 ouvriers, s'est vue, par suite de mévente, dans la nécessité de congédier une centaine d'ouvriers, mais cette situation paraît devoir s'améliorer, quelques ouvriers étant rentrés.

D'après des syndicats patronaux : à Besançon, la fin de l'année, chez les *pierristes*, n'aurait pas été très bonne. A Montbéliard, dans le *textile*, qui compte 26 établissements syndiqués et 500 ouvriers, le travail a été plus abondant que l'an dernier à pareille époque, et l'état général de cette industrie est satisfaisant; la durée hebdomadaire du travail est légale, c'est-à-dire de 60 heures. A Pontarlier, dans la *distillerie*, il n'y a pas de changement comparativement au trimestre précédent, non plus qu'au trimestre correspondant de 1906.

D'après les conseils de prud'hommes de Montbéliard et d'Audincourt, la situation industrielle n'a pas varié dans les cantons dépendant de leur ressort.

Eure. — A Évreux, dans l'industrie *fromagère*, qui compte 19 établissements syndiqués et 200 ouvriers, on ne fait actuellement que 50 heures par semaine, mais l'ouvrier, étant à l'année, touche autant dans la saison courte que dans la saison longue. A Ezy, dans la fabrication des peignes, qui compte 47 établissements et 600 ouvriers, le travail a été moins abondant qu'au trimestre correspondant de 1906, et sa durée hebdomadaire était tombée à 48 heures, fin décembre.

D'après le Conseil de prud'hommes de Bernay, aucun changement n'est survenu au cours du 4^e trimestre. Même remarque, d'après le Conseil de prud'hommes de Pont-Audemer; la marche du travail serait bonne pour tous les corps de métier et il n'y aurait pas de chômage.

Finistère. — D'après le Conseil de prud'hommes de Morlaix, le travail est toujours très faible dans la tonnellerie et dans la taille de pierre, et la persistance du chômage a obligé beaucoup d'ouvriers à quitter la ville. Dans un établissement de construction mécanique, le décès du patron a entraîné le chômage d'une quarantaine d'ouvriers pendant un certain temps.

D'après des syndicats patronaux : à Douardenez, dans la fabrication de *conserves*, le manque de pêche maintient les usines fermées; une d'entre elles a dû disparaître, et le chômage est général partout. A Camaret-sur-Mer, la *pêche* a été nulle pour la sardine et assez fructueuse pour la langouste; aussi le nombre des bateaux sardiniers diminue tandis que celui des bateaux langoustiers, d'un tonnage beaucoup plus élevé, augmente dans de fortes proportions.

Hérault. — A Montpellier, d'après le Conseil de prud'hommes, la situation du travail est meilleure qu'au trimestre correspondant de 1906 et qu'au 3^e trimestre 1907, mais cette amélioration a pour cause les pluies et inondations qui ont sévi dans la région. Toutes les corporations du bâtiment en ont eu une recrudescence d'activité, atténuée toutefois par la température d'hiver; il n'y a exception que pour les tailleurs de pierres qui, faute de constructions neuves, comptent 60 p. 100 de chômeurs. Dans les établissements industriels la situation laisse beaucoup à désirer, surtout dans les manufactures de chocolat et de confiserie, où le personnel occupé est inférieur d'un cinquième comparativement à l'année dernière. Les tonnellers, les ébénistes, les tapissiers en meuble, les bourreliers, les charrons, les maréchaux ferrants, les mécaniciens, les forgerons, les imprimeurs typographes, lithographes et ouvriers du livre comptent 10 p. 100 de chômeurs; les vanniers, cordonniers, tailleurs, garçons de café, d'hôtel et cuisiniers, 15 p. 100; les confiseurs et chocolatiers, 20 p. 100; les lingères, les marbriers, les sculpteurs, les mosaïstes, les teinturiers, 25 p. 100.

D'après le Conseil de prud'hommes de Lodève, il n'y a pas de changement chez les fabricants de draps destinés à l'habillement des troupes, mais les commandes touchent à leur fin.

D'après le Conseil de prud'hommes de Béziers, le travail a subi des arrêts par suite des inondations; toutefois, les diverses industries n'auraient guère souffert du chômage, grâce aux travaux des champs.

D'après le Conseil de prud'hommes de Clermont-FHérault, le chômage causé à l'industrie par les inondations s'est accru de celui de la manufacture des draps de troupe, dont l'incendie laissait encore, fin décembre, la plus grande partie du personnel sans travail.

D'après un Syndicat patronal de Pezenas, le travail dans le *camionnage* reste dans le *statu quo*.

Loire. — A Saint-Étienne, dans les *tissus et matières textiles*, le travail est beaucoup moins abondant qu'au 4^e trimestre 1906, et on estimait à 75 p. 100 le nombre des métiers arrêtés dans l'industrie rubanière : les causes en seraient la crise américaine, l'encombrement du marché, et la mode, qui a particulièrement favorisé la plume et la fleur. A Roanne, dans les *travaux publics*, qui comptent 49 entreprises et 250 ouvriers, la variation ne consiste que dans la diminution de la durée du travail, vu la saison. A Saint-Chamond, dans le *bâtiment*, dont les 83 entreprises occupent 500 travailleurs, il y a équivalence d'activité comparativement à l'époque correspondante de 1906; on faisait 45 heures par semaine à l'extérieur; les serruriers et menuisiers faisaient 55 à 60 heures. A Chambon-Feugerolles, dans l'industrie des *limes*, qui compte 24 établissements syndiqués et 1,500 ouvriers, le travail est moins abondant qu'en 1906 à pareille époque, et il y a eu ralentissement comparativement au 3^e trimestre 1907; il n'y a pas encore de chômage proprement dit, mais on limite dans la plupart des usines le travail donné au dehors; la main-d'œuvre est moins rare qu'en 1906, mais reste à peine suffisante pour certaines spécialités.

D'après le Conseil de prud'hommes de Roanne, l'industrie principale de la région, le *tissage mécanique*, n'a pas compté de chômage chez les apprêteurs; il avait été de 2 p. 100 en octobre seulement chez les gazeurs; de 3 p. 100 en octobre et de 2 p. 100 en novembre et décembre chez les pareurs; de 6 p. 100 en octobre et de 5 p. 100 en novembre et décembre chez les *teinturiers*; de 14 p. 100 en octobre et de 15 p. 100 en novembre et décembre chez les tisseurs. La durée du travail a été de 60 heures par semaine, sauf chez les teinturiers et les tisseurs qui n'ont fait que 54 heures en octobre. Les maçons ont enregistré 3 p. 100 de chômeurs en octobre et novembre et 10 p. 100 en décembre; les ouvriers plâtriers peintres 4 p. 100.

D'après le Conseil de prud'hommes de Charlieu, l'état d'activité du travail serait assez satisfaisant; cependant la proportion des ouvriers en chômage est évaluée à 40 p. 100.

Loire-Inférieure. — D'après le Conseil de prud'hommes de Saint-Nazaire, la situation industrielle est, en général, très satisfaisante : le bâtiment n'a pour ainsi dire pas subi d'arrêt au cours du 4^e trimestre; la construction navale et les travaux de manutention du port sont en pleine activité, et le chômage ne dépasse pas 5 p. 100. On fait actuellement 9 heures de travail par jour, contre 10 en été.

Mayenne. — A Laval, d'après le Conseil de prud'hommes, l'industrie du tissage des coutils à la main compterait 20 p. 100 de chômeurs, et celle du tissage mécanique 5 p. 100; le bâtiment près de 50 p. 100, vu la saison. L'industrie des marbres de l'Ouest, les filatures de coton, sont dans une situation relativement satisfaisante.

Meuse. — A Bar-le-Duc, d'après le Conseil de prud'hommes, le *bâtiment* n'avait pas encore subi de ralentissement à la fin du 4^e trimestre; les établissements métallurgiques ont une bonne marche, et la grande activité des tissages permet d'occuper un fort contingent d'ouvriers.

D'après un syndicat patronal, l'industrie *fromagère* qui compte 55 établissements et 500 ouvriers, a eu un travail un peu moins abondant que l'an dernier par suite de la pénurie du lait. On fait de 60 à 70 heures par semaine.

Nord. — A Lille, dans l'industrie du *cuir*, dont l'importance est représentée par 226 établissements syndiqués et 2,250 ouvriers, le travail a été moins abondant qu'en 1906 à pareille époque. La tannerie, en particulier, subit en ce moment une crise intense qui serait la répercussion des crises américaine et allemande; les cours des matières premières sont en baisse de 30 à 40 p. 100, et les fabricants de chaussures se tiennent sur une grande réserve. A Dunkerque, dans la *batellerie*, le travail a été moins abondant qu'en 1906 à pareille époque.

A Roubaix, dans le *crémage, blanchiment et apprêts des fils et toiles*, qui compte 19 établissements syndiqués et de 1,300 à 1,400 ouvriers et ouvrières, le travail est en baisse sur l'époque correspondante de 1906, le crémage ayant été moins abondant; le blanchiment conserve une marche normale; la situation plutôt précaire de cette industrie serait due à la surproduction et à la fermeture de quelques marchés étrangers, par suite de crises; les salaires tendraient à la hausse; un établissement arrêté depuis près d'un an a repris le travail.

A Tourcoing, dans la *filature de laines peignées*, qui compte 30 établissements syndiqués et 4,000 ouvriers, le travail, qui était assuré pour de longs mois l'an dernier à pareille époque, manque actuellement d'orientation, aussi est-il comparativement beaucoup moins abondant; la durée du travail a un peu diminué dans un certain nombre d'établissements et menace de baisser encore si la mauvaise situation des affaires, créée par les continuel soubresauts du marché à terme, ne s'améliore bientôt. Le *peignage de laines*, qui compte 6 établissements syndiqués et 2,700 ouvriers, a suivi la marche décroissante de la filature quant à l'activité du travail; un peu de chômage se faisait sentir en fin de saison. Dans la *retorderie*, dont les 17 établissements syndiqués occupent 850 ouvriers, travail également moins abondant comparativement à l'an dernier à pareille époque: on ne fait que 8 heures par jour en moyenne dans presque toutes les usines. Dans l'industrie du *tapis* qui compte 8 établissements syndiqués et 800 travailleurs, le travail a été beaucoup moins abondant qu'en 1906 à la même époque. Au cours du quatrième trimestre 1907, un établissement a dû fermer.

A Cambrai, dans la fabrication de la *chicorée*, dont les 7 établissements occupent 815 ouvriers, il y a diminution de travail d'une façon générale, due à l'abaissement de la consommation; sa durée n'est plus que de 50 à 55 heures par semaine et les salaires seraient en hausse. A Haubourdin, la fabrication de l'*amidon*, qui compte 4 établissements syndiqués et environ 700 ouvriers, se ressent un peu du malaise de l'industrie textile; les adultes font 11 heures; les femmes et enfants 10 heures; le chômage est nul jusqu'à présent, mais la main-d'œuvre abondante.

A Avesnes-les-Aubert, dans la *batiste*, le travail est en baisse d'environ 15 p. 100 sur le trimestre correspondant de 1906 et de 15 à 20 p. 100 sur le troisième trimestre 1907. A Fourmies, dans le *tissage*, dont les 23 établissements syndiqués occupent 8,000 ouvriers, la crise américaine a eu pour effet une baisse de travail sur toute la ligne et un arrêt partiel de machines, d'où un surcroît de main-d'œuvre encore accrue par la rentrée des ouvriers des champs.

A Valenciennes, d'après le Conseil de prud'hommes, l'état d'activité régnait dans tous les établissements industriels à la fin du quatrième trimestre; le chômage était nul, on faisait 10 heures et les salaires auraient bénéficié d'une légère augmentation.

D'après le Conseil de prud'hommes d'Halluin, la situation des principales industries de son ressort serait assez bonne; on fait 10 heures sans chômage pour un salaire variant de 1 fr. 50 à 5 francs par jour.

Puy-de-Dôme. — D'après le Conseil de prud'hommes de Clermont-Ferrand, la situation générale de l'industrie a été satisfaisante et a présenté une grande activité; le chômage, pour l'ensemble des corporations a atteint 8 p. 100 environ; la durée quotidienne du travail a varié entre 8 et 10 heures pour un salaire de 3 à 5 francs.

Rhône. — A Lyon, dans la *teinturerie*, qui compte 44 établissements syndiqués et 1,600 ouvriers, l'abondance du travail a été bien moindre qu'en 1906 à pareille époque; on ne faisait que de 40 à 50 heures par semaine fin décembre et les usines comptaient de 10 à 15 p. 100 d'ouvriers inoccupés. Dans le *tissage*, dont les 43 établissements comptent 4,000 ouvriers, même diminution de travail comparativement à l'an passé; 3 usines qui occupaient ensemble de 150 à 200 personnes, ont fermé au cours du quatrième trimestre; l'application de la semaine anglaise a cessé avec la période d'été; on faisait 60 heures fin décembre.

A Neuville-sur-Saône, dans le *bâtiment et les travaux publics*, l'état d'activité du travail n'a pas varié comparativement à 1906 à pareille époque; les salaires se seraient accrus de 20 p. 100 en 1907.

D'après le Conseil de prud'hommes de Thizy, la proportion des ouvriers en chômage

aurait été de 5 p. 100 pendant le quatrième trimestre. D'après celui de Tarare, l'état d'activité du travail s'est considérablement ralenti et la situation générale de l'industrie laisserait beaucoup à désirer; dans les tissus unis et les mousselines, notamment, les ouvriers chôment la moitié du temps, ou ne travaillent qu'avec un métier au lieu de deux ou trois.

Seine-et-Oise. — A Versailles, d'après le Conseil de prud'hommes, l'activité du travail et la situation générale de l'industrie ont été assez bonnes; cependant, la proportion des ouvriers en chômage aurait été de 20 p. 100; la durée moyenne du travail est tombée à une moyenne de 7 heures par jour, en raison de la saison; pour les autres industries elle varie entre 8 et 9 heures.

D'après des syndicats patronaux : l'*fameusement*, qui compte 51 établissements et 200 ouvriers, conserve une marche régulière; chez les tapissiers, ouvriers et employés font en moyenne 70 heures par semaine. Dans la *cordonnerie* et *chaussure sur mesure*, le travail reste à peu près le même : cette petite industrie dont le patron est souvent le principal ouvrier et parfois l'unique, souffrirait de la concurrence militaire.

A Saint-Germain-en-Laye et à Étampes, dans le *bâtiment*, l'abondance de travail a été moins grande qu'en 1906 à pareille époque, notamment à Étampes, où la corporation compte 60 p. 100 de chômeurs. A Saint-Germain, malgré la diminution, la situation est bonne et la main-d'œuvre plutôt rare. A l'Isle-Adam, l'activité du travail n'a pas varié comparativement au quatrième trimestre 1906, et le nombre des entreprises aurait augmenté.

Dans l'*horticulture*, on compte un nouvel établissement dont le siège est à Gagny. Cette industrie transforme actuellement son outillage de serre et de châssis de couchés.

Sèvres (Deux-). — A Niort, d'après le Conseil de prud'hommes, il n'y a pas de variation quant à l'activité du travail, qui reste abondant surtout pour la *chamoiserie*; le chômage est normal pour la saison.

Vienne (Haute-). — A Limoges, d'après le Conseil de prud'hommes, le chômage dans le bâtiment varie entre 30 et 60 p. 100, selon la corporation. Mêmes proportions dans la porcelaine et la cordonnerie. Pour la *porcelaine*, la cause en est la crise américaine, dont l'effet a été de suspendre ou d'annuler nombre d'importantes commandes. La *tannerie-corroierie* ne compte pas de chômeurs, et le travail est actif dans l'imprimerie et dans la fabrication de galoches.

D'après des syndicats patronaux : la *serrurerie*, dont les 12 établissements syndiqués comptent 150 ouvriers, a eu un travail moins abondant qu'en 1906 à pareille époque; on ne faisait fin décembre qu'une moyenne de 8 heures par jour. Chez les *horlogers-bijoutiers*, le travail se maintient à peu près égal. Chez les patrons *cordonniers*, le chômage des corporations a eu pour conséquence une diminution de travail pour certaines catégories d'ouvriers; quelques maisons font 10 heures par jour pour un salaire de 4 à 5 francs.

Vosges. — A Épinal, dans le *bâtiment*, on fait 48 heures par semaine, et les salaires seraient en hausse.

D'après le Conseil de prud'hommes de Remiremont, la situation est normale et le chômage insignifiant, si l'on excepte le bâtiment et, d'autre part, un tissage du ressort, qui chôme depuis deux mois.

Yonne. — D'après le Conseil de prud'hommes d'Auxerre, l'activité du travail est satisfaisante et le chômage nul; on fait 10 heures pour un salaire de 4 à 6 francs.

Analyse, par département, des renseignements fournis
par les syndicats ouvriers.

(Renseignements fournis à la date du 15 janvier.)

1. — **Ain.** — A Bourg, 12 p. 100 de chômeurs chez les *limonadiers-restaurateurs*, pas de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*.

A Oyonnax, 25 p. 100 de chômeurs, 63 heures, chez les ouvriers en *peignes*.

A Saint-Genis-Pouilly, 27 p. 100 de chômeurs, 42 heures, chez les *diamantaires du pays de Gex*.

A Serrières-de-Briord, 4 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *tullistes*.

2. — **Aisne.** — A Laon, pas de chômeurs chez les *couturières*.

A Saint-Quentin, 5 p. 100 de chômeurs, 54 à 60 heures, chez les *typographes*; pas de changement chez les ouvriers du *piquage de cartons*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *tisseurs*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *ouvrières de l'aiguille*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *pareurs*; pas de chômeurs, 48 heures, chez les *menuisiers*; 75 p. 100 de chômeurs, 48 heures, chez les *maçons*; pas de chômeurs, 48 heures, chez les *couvreurs*; pas de chômeurs, 60 à 72 heures, chez les *employés, voyageurs et dessinateurs*; moins de 1 p. 100 de chômeurs chez les *voyageurs, employés et dessinateurs*; travail satisfaisant, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *employés du commerce et de l'industrie*; pas de chômeurs chez les *chauffeurs-conducteurs*.

A Château-Thierry, travail satisfaisant, 60 heures, chez les ouvriers en *instruments de musique*.

A Chauny, pas de chômeurs, 72 heures, chez les ouvriers des *produits chimiques*.

A Folembray, travail peu satisfaisant, 56 heures, chez les *verriers à bouteilles*.

A Guise, travail peu satisfaisant, 60 heures, chez les *mouleurs*.

A Hirson, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *mouleurs*.

A Origny-en-Thiérache, travail satisfaisant, 70 heures, chez les *vanniers*.

A Soissons, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *mouleurs*.

A Villers-Cotterets, pas de chômeurs, 72 heures, chez les ouvriers du *bois*.

3. — **Allier.** — A Bourbon-l'Archambault, 26 p. 100 de chômeurs, 51 heures, dans le *bâtiment*.

A Commentry, pas de chômeurs, 54 heures, chez les *maçons et manœuvres*.

A Gannat, 81 p. 100 de chômeurs dans le *bâtiment*.

A Montluçon, travail satisfaisant, 60 heures, chez les *métallurgistes*; pas de chômeurs, 66 heures, chez les *ouvrières en cuirs*.

A Moulins, 80 p. 100 de chômeurs chez les *maçons*; 16 p. 100 de chômeurs, 42 heures, chez les *peintres et plâtriers*.

A Saint-Aubin-le-Monial, pas de chômeurs, 48 heures, chez les *scieurs de longs*.

A Saint-Yorre, 52 p. 100 de chômeurs, 20 heures, chez les *sourciers*.

A Vichy, 32 p. 100 de chômeurs chez les *tailleurs de pierre*.

Chez les *travailleurs agricoles*: pas de chômeurs à Bressolles, Molinet, Saligny, Chézy, Neuilly-le-Réal; 25 p. 100 de chômeurs à Troriget.

Chez les *bûcherons*: 6 p. 100 de chômeurs à Bourbon-l'Archambault; 80 p. 100 à Couleuvres; 75 p. 100 à Franchesse; 29 p. 100 à Isles et Bardais; travail satisfaisant à Ygrande; pas de chômeurs à Lurey-Lévy; 90 p. 100 à Pouzy-Mézangy; travail satisfaisant à Thionne, à Saint-Plaisir; 33 p. 100 à Vannas.

Chez les *mineurs*: pas de chômeurs à Deneuille-les-Mines; pas de chômeurs, à Doyet, à Montcombroux, à Montvicq, à Saint-Hilaire.

6. — **Alpes-Maritimes.** — A Nice, travail satisfaisant chez les *restaurateurs-limonadiers*; pas de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*; pas de chômeurs, 65 heures, chez les *employés de commerce*; 50 p. 100 de chômeurs, 40 heures, chez les *ouvriers du port*; pas de chômeurs, 75 heures, chez les *infirmiers*.

A Cannes, pas de chômeurs, 72 heures, chez les *vermicelliers*, pas de chômeurs, 72 heures, chez les employés de la Compagnie pour l'éclairage au gaz et à l'électricité; 11 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *menuisiers-ébénistes*; 18 p. 100 de chômeurs chez les *mécaniciens*; 43 p. 100 de chômeurs, 48 heures, chez les *maçons*, 44 p. 100 de chômeurs, 48 heures, chez les *peintres*; 40 p. 100 de chômeurs, 48 heures, chez les *marbriers*; 41 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *sculpteurs-plâtriers*; pas de chômeurs chez les *garçons cochers*; 8 p. 100 de chômeurs, 84 heures, chez les *garçons charretiers*; 34 p. 100 de chômeurs, 72 heures, chez les *commis et employés*; 25 p. 100 de chômeurs chez les *boulangers*; 16 p. 100 de chômeurs chez les *ouvriers du port*.

A Contes-les-Pins, pas de chômeurs, 54 heures, chez les ouvriers en chaux.

A Menton, 51 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *peintres*.

A Vallauris, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *potiers*.

7 — **Ardèche.** — A Privas, 27 p. 100 de chômeurs chez les *typographes*.

A Annonay, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *papetiers*; 60 p. 100 de chômeurs chez les *mégissiers de rivière*; 40 p. 100 de chômeurs chez les *mégissiers-palissonneurs*; 41 p. 100 de chômeurs, 45 heures, chez les *manœuvres de mégisserie*; 33 p. 100 de chômeurs, 30 heures, chez les *palissonneurs-mégissiers*; 20 p. 100 de chômeurs, 48 heures, chez les *menuisiers, charpentiers et ébénistes*; pas de chômeurs chez les *maçons*; pas de chômeurs, 48 heures, chez les *peintres*.

A Vals, 30 p. 100 de chômeurs, 42 heures, chez les *terrassiers et manœuvres des eaux minérales*.

8. — **Ardennes.** — A Fumay, pas de chômeurs, 44 heures, chez les *mineurs*.

A Charleville, 2 p. 100 de chômeurs chez les *camionneurs*.

A Haybes-sur-Meuse, pas de chômeurs, chez les *ardoisiers*.

A Mézières, 2 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*.

A Rimogne, pas de chômeurs chez les *ardoisiers*.

Chez les *tisseurs*: pas de chômeurs, 60 heures, à Hly; pas de chômeurs, 50 à 60 heures, à Saint-Menges; 2 p. 100 de chômeurs, 60 heures, à Sedan; 78 p. 100 de chômeurs à Floing.

A Sedan, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *employés*.

Chez les *métallurgistes*: pas de chômeurs, à Bourg-Fidèle; pas de chômeurs, 60 heures, à Braux; 2 p. 100 de chômeurs, 60 heures, à Fumay; travail satisfaisant, 60 heures, à Raucourt; 3 p. 100 de chômeurs, 60 heures, travail satisfaisant à Revin.

Chez les *mouleurs*: 9 p. 100 de chômeurs, 60 heures, à Monthermé-Laval-Dieu; pas de chômeurs, 60 heures, à Rocroy.

9. — **Ariège.** — A Pamiers, pas de changement chez les *métallurgistes*.

A Lavelanet, 10 p. 100 de chômeurs chez les *tisseurs*.

A Arignac, 18 p. 100 de chômeurs chez les *plâtriers*.

10. — **Aube.** — A Troyes, pas de chômeurs, 80 heures, chez les *cuisiniers*; pas de chômeurs, chez les ouvriers de la *filature*; 20 p. 100 de chômeurs, 55 heures, chez les *débardeurs*; 9 p. 100 de chômeurs, chez les *charretiers*.

11. — **Aude.** — A Carcassonne, 7 p. 100 de chômeurs chez les *cuisiniers*; 1 p. 100 de chômeurs, 60 heures, dans l'*habillement*; pas de chômeurs, 60 heures, dans le *bâtiment*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *comptables et employés de commerce*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *employés*; pas de chômeurs chez les *gens de maison*; pas de chômeurs chez les *infirmiers*.

A Narbonne, 40 p. 100 de chômeurs chez les *boulangers*; 20 p. 100 de chômeurs, 50 heures, chez les *tonneliers*; 8 p. 100 de chômeurs, 60 heures, dans le *bâtiment*; 24 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *maçons*.

Pas de chômeurs chez les *vignerons* de la région de Narbonne et de la région de Carcassonne.

A Sallèles-d'Aude, 40 p. 100 de chômeurs dans le *bâtiment*.

En ce qui concerne les *ouvriers agricoles, cultivateurs, etc.*: pas de chômeurs à Argeliers; 33 p. 100 à Azille; pas de chômeurs à Bages; 34 p. 100 à Capendu; 10 p. 100 à Castelnau-

d'Aude; 15 p. 100 à Cuxac-d'Aude; pas de chômeurs à Durban; 8 p. 100 de chômeurs à Gruissan; 26 p. 100 à Homps; travail satisfaisant à Pézens; 12 p. 100 de chômeurs à la Redorte; 60 p. 100 aux Salles-d'Aude; 13 p. 100 de chômeurs à Trèbes; pas de chômeurs à Villegly; chômage complet à Villemoustaussou; 40 p. 100 à Fraissé-des-Corbières; 14 p. 100 à Montlaur; 21 p. 100 à Roubia; 33 p. 100 à Peyriac-de-Mer; chômage presque complet à Peyriac-Minervois; 79 p. 100 à Port-la-Nouvelle; 6 p. 100 à Saint-Marcel; 6 p. 100 à Villedaigne.

12. — Aveyron. — A Millau, 8 p. 100 de chômeurs, 10 heures, chez les *palissonneurs en couleur*; 25 p. 100 de chômeurs, 45 heures, chez les *teinturiers en peaux*.

A Rodez, travail moins abondant chez les *menuisiers-rénistes*.

13. — Bouches-du-Rhône. — A Marseille, 9 p. 100 de chômeurs chez les *confiseurs-pâtisseries*; 11 p. 100 de chômeurs chez les *garçons bouchers et charcutiers*; 26 p. 100 de chômeurs chez les employés *limonadiers-restaurateurs*.

33 p. 100 de chômeurs, 35 heures, chez les *savonniers*; 39 p. 100 de chômeurs, 72 à 84 heures, chez les *ouvriers des huileries*.

29 p. 100, travail satisfaisant, 54 heures, chez les *imprimeurs-clicheurs*; travail satisfaisant chez les *ouvriers de cartonnage*.

Pas de chômeurs, 60 heures, chez les *selliers-bourrelliers*; 6 p. 100 de chômeurs, chez les *ouvriers en crins*.

16 p. 100 de chômeurs, 48 heures, chez les *charpentiers*; 58 p. 100 de chômeurs chez les *calfat et perceurs*; 52 p. 100 de chômeurs chez les *ouvriers des enclos de bois*.

6 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *mouleurs*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *modelleurs-mécaniciens*; 4 p. 100 chez les *mécaniciens*.

25 p. 100 chez les *manœuvres et aides-maçons*; 7 p. 100 de chômeurs, 50 à 55 heures, chez les *maçons des travaux d'art publics*; 38 p. 100 de chômeurs chez les *carreleurs*; 40 p. 100 chez les *cimentiers-gâcheurs*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *marbriers*.

Pas de chômeurs chez les *garçons cochers de place*; travail peu satisfaisant chez les *déménageurs*; 13 p. 100 de chômeurs, 75 heures, chez les *charretiers-camionneurs*; 4 p. 100 de chômeurs chez les *employés de commerce*; travail satisfaisant chez les *sténographes de commerce*; 13 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *ouvriers du débarquement du bois*; 12 p. 100 de chômeurs chez les *machinistes des théâtres*; 6 p. 100 de chômeurs chez les *chauffeurs-conducteurs mécaniciens-automobilistes*; 12 p. 100 de chômeurs chez les *coiffeurs*; 1 p. 100 de chômeurs dans l'*enseignement privé*.

A Aix, 9 p. 100 de chômeurs chez les *boulangers*; 20 p. 100 de chômeurs chez les *cuisiniers, pâtisseries, confiseurs*; 50 p. 100 de chômeurs chez les *chapeliers-fouleurs*.

A Arles, 33 p. 100 de chômeurs, travail moins abondant chez les *pêcheurs*; 38 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *maçons et tailleurs de pierres*.

A Aubagne, pas de chômeurs, 40 heures, chez les *tonneliers*, pas de chômeurs chez les *potiers*.

A Berre, travail un peu plus abondant chez les *pêcheurs*.

A la Ciotat, pas de chômeurs et 54 heures chez les *carriers*; pas de chômeurs chez les *boulangers*.

A Fontvieille, 30 p. 100 de chômeurs, 42 heures, chez les *carriers*.

A Port-Saint-Louis-du-Rhône, 18 p. 100 de chômeurs, 45 heures, chez les *ouvriers du port*.

Chez les *mineurs*: pas de chômeurs chez ceux de Valdonne (commune de Bourine); pas de changement à Fuveau; pas de chômeurs à Saint-Savournin.

14. — Calvados. — A Caen, pas de chômeurs, 54 heures, chez les *menuisiers-charpentiers*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *mouleurs*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *mécaniciens*.

A Condé-sur-Noireau, pas de chômeurs, 60 heures, dans l'*industrie cotonnière*.

A Lisieux, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *liniers et lainiers*.

A Vire, pas de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*; pas de chômeurs, 54 heures, chez les *granitiers*.

15. — Cantal. — A Aurillac, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *ouvriers en paraplûes*; 31 p. 100 de chômeurs dans le *bâtiment*.

A Massiac, travail satisfaisant chez les *mineurs*; de même à Ydes.

16. — Charente. — A Angoulême, pas de chômeurs chez les *tailleurs d'habits*.

A Cognac, 4 p. 100 de chômeurs, 100 à 110 heures, chez les *boulangers*; travail satisfaisant chez les *typographes*; pas de chômeurs, 54 heures, chez les *tonneliers*; 12 p. 100 de chômeurs, 70 heures, chez les *marchands-ferrants*; 29 p. 100 de chômeurs, 48 heures, chez les *tailleurs de pierre et maçons*; pas de chômeurs, 54 heures, chez les *couvreurs*; pas de chômeurs, chez les *employés de commerce*; 18 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *ouvriers des quais*.

A Boutiers, 80 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *tuiliers-céramistes*.

17. — Charente-Inférieure. — A Rochefort, 12 p. 100 de chômeurs chez les *boulangers*; 3 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*; pas de chômeurs chez les *musicains*.

A Pons, pas de chômeurs, 54 heures, chez les *tailleurs de pierres*.

A la Rochelle, pas de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*.

A Saint-Séverin, pas de chômeurs chez les *bûcherons*.

18. — Cher. — A Bourges, 5 p. 100 de chômeurs chez les *boulangers*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *ouvriers en toile cirée*; travail peu satisfaisant, 32 heures, chez les *charpentiers*; 20 p. 100 de chômeurs, 50 heures, chez les *ouvriers en voiture*; 30 p. 100 de chômeurs, 48 heures, chez les *tailleurs de pierres*.

A Brûnère-Allichamp, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *porcelainiers*.

A Dun-sur-Auron, travail peu satisfaisant, 48 heures, chez les *maçons, aides-maçons et tailleurs de pierres*.

A Graçay, pas de chômeurs dans le *bâtiment*.

A la Guêrche-sur-l'Aubois, travail peu satisfaisant dans le *bâtiment*.

A Saint-Amand, pas de chômeurs, 57 heures, chez les *typographes*; travail satisfaisant, 54 heures, chez les *bijoutiers*.

A Saint-Loup de Chaumes, pas de chômeurs chez les *ouvriers agricoles*.

A Sancoins, travail peu satisfaisant dans le *bâtiment*.

A Torteron, pas de chômeurs, 54 heures, chez les *journaliers*.

A Vallenay, pas de chômeurs, 56 heures, chez les *carriers*.

A Vierzon, pas de chômeurs, 66 heures, chez les *ouvriers en métaux*.

Chez les *chaufourniers*: travail passable, 54 heures, à Jouet-sur-l'Aubois; 50 p. 100 à la Guêrche-sur-l'Aubois; 15 p. 100 de chômeurs, 52 heures, à Torteron.

En ce qui concerne les *bûcherons*, pas de chômeurs à Apremont, à Arpheuille; 64 p. 100 à Barlieu; pas de chômeurs à Brécy, à Ceryon, à Chambon, à la Chapelle, à la Chapelle-Hugon; pas de chômeurs à Charenton-du-Cher, à Cours-les-Barres; pas de chômeurs à Farges-en-Septaine; 77 p. 100 à Feux; pas de chômeurs à Groises; 66 p. 100 à Jouet-sur-l'Aubois; chômage presque complet à Mornay-Berry; pas de chômeurs à Sancergues; 35 p. 100 à Sancoins; pas de chômeurs à Saint-Bénin-d'Azy; travail actif à Meillan; travail satisfaisant à Thauvières; pas de chômeurs à Villabon; 17 p. 100 de chômeurs à Uzay-le-Venon; pas de chômeurs à Morlay; 40 p. 100 de chômeurs à Saint-Bandel; 38 p. 100 à Sarrue; pas de chômeurs à Yvoy-le-Pré.

19. — Corrèze. — A Tulle, pas de chômeurs, 54 et 60 heures chez les *typographes*; pas de chômeurs, 48 heures, chez les *cordonniers sur mesure*; 20 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *menuisiers-tênistes*; 48 p. 100 de chômeurs, 40 heures, chez les *tailleurs de pierres et maçons*.

A Bort, travail peu satisfaisant, 36 heures, chez les *chapeliers*, pas de chômeurs dans le *bâtiment*.

A Uzerche, pas de chômeurs, 78 heures, chez les *ouvriers en chaussures*; pas de chômeurs, 66 heures, dans le *bâtiment*.

20. — Corse. — A Ajaccio, 15 p. 100 de chômeurs chez les *cordonniers*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *employés de commerce*.

21. — Côte-d'Or. — A Dijon, pas de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les ouvriers de la *chaussure*, 58 p. 100 de chômeurs, 42 heures, chez les *tailleurs de pierres*.

A Comblanchien, 20 p. 100 chômeurs, 48 heures, chez les *carriers*.

A Villiers-le-Duc, pas de chômeurs chez les *tâcherons*.

Chez les *bûcherons*, pas de chômeurs à Corcelle-les-Cîteaux et à Saulieu.

22. — Côtes-du-Nord. — A Saint-Brieuc, pas de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*; travail satisfaisant, 54 heures, dans l'*industrie du liège*; 20 p. 100 de chômeurs, 50 heures, chez les *menuisiers et charpentiers*; pas de chômeurs, 50 heures, dans le *bâtiment*; 8 p. 100 de chômeurs, 48 heures, chez les *peintres*; 32 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *plâtriers*; pas de chômeurs, 50 heures, chez les *couvreurs*.

A Dinan, travail satisfaisant, 54 heures, chez les *typographes*; pas de chômeurs, 64 heures, chez les ouvriers en *voitures*.

23. — Creuse. — A Aubusson, pas de chômeurs, 60 heures, chez les ouvriers en *tapisserie d'art*.

A Lavaveix, pas de chômeurs, 54 heures, chez les *mineurs*.

24. — Dordogne. — A Périgueux, pas de chômeurs chez les *boulangers*; pas de chômeurs, 54 heures, chez les *tailleurs de pierre*.

A Allas-de-Berguère, pas de chômeurs, 66 heures, chez les ouvriers en *ciment*.

A Bergerac, pas de chômeurs chez les *boulangers*; pas de chômeurs, 66 heures, chez les *employés de commerce*.

A Saint-Capraise-de-la-Linde, pas de chômeurs, 54 heures, chez les *terrasiers*.

A Brardville, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *verriers*.

25. — Doubs. — A Besançon, pas de chômeurs chez les *typographes*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les ouvriers en *cadre*s; 89 p. 100 de chômeurs, 48 heures, chez les *maçons*; 75 p. 100 de chômeurs, 36 à 35 heures, chez les *manœuvres*; 14 p. 100 de chômeurs, 48 heures, chez les *peintres*.

A Badevel, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *horlogers*.

A Colombier-Fontaine, pas de chômeurs, 60 heures, dans l'*industrie textile*; pas de chômeurs, 66 heures, chez les ouvriers du *bois*.

A Lac ou Villers, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *horlogers*.

A Monthéliard, travail satisfaisant dans le *bâtiment*.

A Morteau, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *horlogers*.

26. — Drôme. — A Valence, pas de chômeurs chez les *limonadiers*; 7 p. 100 de chômeurs, 65 et 84 heures, dans l'*alimentation*; 6 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *tonneliers*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *mouleurs*; 42 p. 100 de chômeurs chez les *peintres et plâtriers*.

A Romans, pas de changement chez les travailleurs de la *chaussure*.

A Saint-Regist, 52 p. 100 de chômeurs, 30 heures, chez les *carriers*.

27. — Eure. — A Évreux, 60 heures chez les *tisseurs*.

A Vernon, pas de chômeurs, 48 heures, chez les *maçons*.

28. — Eure-et-Loir. — A Chartres, 25 p. 100 de chômeurs, 48 heures, dans le *bâtiment*.

A Dreux, travail peu satisfaisant, 66 heures, chez les *mouleurs*.

29. — Finistère. — A Audierne, chômage complet chez les *ferblantiers-boitiers*.

A Brest, pas de chômeurs chez les *musiciens*.

A Concarneau, travail satisfaisant chez les *pêcheurs*.

A Douarnenez, travail peu satisfaisant chez les *pêcheurs*; 78 p. 100 de chômeurs chez les *soudeurs boitiers*.

A Pont-l'Abbé, 24 p. 100 de chômeurs, 48 heures, chez les *manœuvres-terrassiers*.
A Saint Guénolé, chômage complet chez les *ferblantiers-boitiers*.
A Quimper, pas de chômeurs, 56 heures, chez les *typographes*.
A Relecq-Kerhuon, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *marins pêcheurs*.
A Guilvinec, chômage complet chez les *pêcheurs*; 83 p. 100 de chômeurs chez les *ferblantiers-boitiers*.

30. — **Gard.** — A Beaucaire, 66 p. 100 chez les *agriculteurs*.
A Ganges, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *bonnetiers*.
A la Grand'Combe, pas de chômeurs chez les *mineurs*, pas de chômeurs, 60 heures, à Montardier.
A Lasalle, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *filateurs de soie*.
A Nîmes, pas de chômeurs, 42 heures, chez les *coltineurs*; pas de chômeurs chez les *coiffeurs*.
A Quissac, pas de chômeurs chez les *ouvriers agricoles*.

31. — **Garonne (Haute-).** — A Toulouse, 2 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *coupeurs-chemisiers*; 33 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *malletiers et layetiers*, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *mécaniciens*; 66 p. 100 de chômeurs chez les *déménageurs*.

32. — **Gers.** — A Auch, 1 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *terrassiers et hommes de peine*.
A Lectoure, pas de chômeurs, 50 à 55 heures, chez les *maçons et charpentiers*.

33. — **Gironde.** — A Bordeaux, 27 p. 100 de chômeurs, 51 heures, chez les *cuisiniers*, pas de changement chez les *pâtisseries-glaciers*, pas de chômeurs chez les *bouchers et charcutiers*; 3 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*; travail satisfaisant, 54 heures, chez les *imprimeurs, conducteurs-typographes*; 3 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *dessinateurs chromistes*; travail satisfaisant, 54 heures, chez les *papetiers-relieurs*; 45 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *tailleurs d'habits*; pas de changement chez les *charpentiers de navires, calfats, perceurs*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *ébénistes*; 25 p. 100 de chômeurs, chez les *tapissiers-décorateurs*; 30 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *layetiers*; pas de chômeurs chez les *broyeurs*; 10 p. 100 de chômeurs chez les *mouleurs*; pas de chômeurs chez les *ferblantiers*, pas de chômeurs, 54 heures, chez les *maçons*, pas de chômeurs, 54 heures, chez les *parcours*; 14 p. 100 de chômeurs, 51 heures, chez les *peintres*; 1 p. 100 de chômeurs, 105 heures, chez les *employés de l'épicerie et droguerie*; 3 p. 100 de chômeurs chez les *gens de maison*; pas de chômeurs chez les *préparateurs en pharmacie*.

A Ambarès, pas de chômeurs, 66 heures, chez les *tonneliers*.
A Camarsac, pas de chômeurs, de 60 à 66 heures, chez les *carriers*.
A Cazats, pas de chômeurs chez les *richeurs de cereles*.
A Libourne, 15 p. 100 de chômeurs, 80 à 90 heures, chez les *boulangers*; pas de chômeurs chez les *bouchers et charcutiers*; travail satisfaisant dans le personnel du gaz, 7 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *tonneliers*; 53 heures, chez les *employés*; pas de chômeurs chez les *ouvriers du port*.
A Lormont, travail peu satisfaisant, 60 heures, dans la *construction maritime*.
A Saint-Maixant, 62 p. 100 de chômeurs chez les *tonneliers*.
A Soulac-sur-Mer, 12 p. 100 de chômeurs, 40 heures, chez les *maçons et tailleurs de pierres*.

A Vayres, pas de chômeurs chez les *tonneliers*.
Pas de chômeurs, 60 heures, chez les ouvriers des *scieries mécaniques* de Podensac et chez ceux de Preignac.

34. — **Hérault.** — A Montpellier, 16 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *boulangers*; travail satisfaisant, 54 heures, chez les *litho-typographes*; 11 p. 100 de chômeurs, travail satisfaisant chez les *cordonniers*.

A Bédarieux, 35 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *carriers*; 37 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *charretiers, maçons, plâtriers, tailleurs de pierres*.

A Bouzigues, pas de chômeurs, travail satisfaisant chez les *marins pêcheurs*.

A Graissessac, travail satisfaisant, 61 heures, chez les *mineurs*.

A Marseillan, 20 p. 100 de chômeurs chez les *tonneliers*; 50 p. 100 de chômeurs chez *s bateliers portefaix*.

A Marsillargues, 33 p. 100 de chômeurs, 48 heures, chez les *maçons*.

A Mèze, 30 p. 100 de chômeurs chez les *charretiers*.

A Pézenas, 4 p. 100 de chômeurs, 72 heures, chez les *employés de commerce*.

En ce qui concerne les *travailleurs de la terre*, *ouvriers agriculteurs*, *cultivateurs*, *vignerons*, etc.: 15 p. 100 de chômeurs à Adissan; 39 p. 100 à Capestang; 87 p. 100 à Cazouls-lès-Béziers; 23 p. 100 à Mauguio; 29 p. 100 à Mèze; 30 p. 100 à Nézignan-l'Évêque; 63 p. 100 à Olonzac; 33 p. 100 à Oupia; 23 p. 100 à Montblanc; 25 p. 100 à Puyccer-guier; pas de chômeurs à Saint-Félix-de-Lodez; 44 p. 100 à Villeneuve-des-Béziers; 50 p. 100 à Pézénas; 46 p. 100 à Montferrier; 10 p. 100 à Sérignan.

35. — Ille-et-Vilaine. — A Rennes, pas de chômeurs, 57 heures, chez les *écrivains graveurs*; 16 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *métallurgistes*; 22 p. 100 de chômeurs chez les *cochers*; travail satisfaisant chez les *musiciens*.

A Fougères, 23 p. 100 de chômeurs, 48 heures, chez les *maçons*.

A Saint-Malo, pas de chômeurs chez les *jardiniers*; pas de chômeurs chez les *commissionnaires*.

36. — Indre. — A Châteauroux, travail satisfaisant, 60 heures, chez les *ouvriers en drap*.

A Issoudun, pas de chômeurs chez les *travailleurs de la terre*.

37. — Indre-et-Loire. — A Tours, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *coupeurs et brocheurs en chaussures*.

A Amboise, 3 p. 100 de chômeurs chez les *ouvriers en cuirs*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *mouleurs*.

A Châteaurenault, 3 p. 100 de chômeurs, 60 heures, dans le *bâtiment*.

A Saint-Cyr-sur-Loire, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *ouvriers en produits chimiques*.

38. — Isère. — A Grenoble, 5 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*; 76 p. 100 de chômeurs, chez les *mégissiers*; 6 p. 100 de chômeurs chez les *ouvriers de l'aiguille*; 6 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *menuisiers*; 5 p. 100 de chômeurs, 57 heures, chez les *boutonniers*; 58 p. 100 de chômeurs, 48 heures, chez les *plombiers-cinqueurs*; 24 p. 100 de chômeurs chez les *musiciens*.

Aux Avenières, travail peu satisfaisant chez les *cordonniers*.

A Bouvesse-Quirieu, pas de chômeurs chez les *carriers-chaufourniers*.

A Bourgoin, 48 p. 100 de chômeurs, 52 heures, chez les *manœuvres journaliers*.

A Brignoud, travail satisfaisant, 72 heures, chez les *papetiers*.

A Gières, 5 p. 100 de chômeurs chez les *gantiers*.

A Moirans, 10 p. 100 de chômeurs, 46 heures, chez les *tisseurs*.

A Montalieu-Vercieu, travail peu satisfaisant, 66 heures, chez les *ouvrières de la soie*.

A Parmilieu, 40 p. 100 de chômeurs chez les *tailleurs de pierres et carriers*.

A Porcieu-Amblagnieu, 40 p. 100 de chômeurs chez les *tailleurs de pierre et carriers*.

A Saint-André-le-Gaz, 15 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *tisseurs*.

A Saint-Clair-de-la-Tour, pas de chômeurs chez les *tullistes*.

A Saint-Geoire-en-Valdaine, 3 p. 100 de chômeurs, 58 et 60 heures, chez les *ouvriers du tissage*.

A Saint-Laurent-du-Pont, pas de chômeurs, 54 et 60 heures, chez les *cimentiers*; pas de chômeurs, 66 heures, chez les *métallurgistes*.

A Saint-Symphorien-d'Ozon, 74 p. 100 de chômeurs chez les *galochiers*.

A Trept, 14 p. 100 de chômeurs, 40 heures, chez les *tailleurs de pierres*.

A Vienne, 18 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *ouvriers en chaussures*; 65 p. 100 de chômeurs, 42 heures, chez les *charpentiers*; 18 p. 100 de chômeurs, 48 heures, chez les *menuisiers ébénistes*; 21 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *ouvriers en voitures*;

12 p. 100 de chômeurs, 60 heures, dans la *métallurgie*; 12 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *mouleurs*; 72 p. 100 de chômeurs, 35 heures, chez les *plâtriers peintres*.

A Voiron, pas de chômeurs chez les *typographes*.

A Virieu-sur-Bourbe, pas de chômeurs chez les ouvriers en *soieries*.

39. — Jura. — A Briançon, 69 p. 100 de chômeurs, 48 heures, dans le *bâtiment*.

A Champagnole, pas de chômeurs chez les *ouvriers fromagers*.

A Dôle, pas de chômeurs chez les *bûcherons*; travail satisfaisant, 54 heures, chez les *typographes*; pas de chômeurs, 54 heures, chez les *lithographes*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *tanneurs corroyeurs* et parties similaires; 1 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *mouleurs*.

A Fraisans, 33 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *métallurgistes*.

A Lavaurs-Saint-Claude, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *tourneurs*.

A Montmorot, pas de chômeurs, 60 heures, dans les *salines*.

A Saint-Claude, 87 p. 100 de chômeurs, 35 heures, chez les *diamantaires*.

40. — Landes. — A Mont-de-Marsan, travail peu satisfaisant, 54 heures, chez les *typographes*; pas de chômeurs, 54 heures, chez les *charpentiers*; pas de chômeurs, 50 heures, chez les *maçons*.

A Dax, pas de chômeurs, 66 heures, chez les *employés de commerce*.

A Soustons, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *bouclonniers*.

Chez les *résiniers*, pas de chômeurs à Beylongue; 57 p. 100 de chômeurs à Capbreton; chômage complet à Castets-des-Landes; travail peu satisfaisant à Herm; pas de chômeurs à Lesperon; travail médiocre à Mézos; pas de chômeurs à Mimizan; pas de chômeurs à Saint-Vincent-de-Paul; pas de chômeurs à Linxe; pas de chômeurs à Moliets et Maa; pas de chômeurs à Ousse-Laharie; 5 p. 100 à Sainte-Eulalie-en-Born; travail assez satisfaisant à Saint-Paul-des-Dax; pas de chômeurs à Soustons; travail assez satisfaisant à Saint-Julien-en-Bern; pas de chômeurs à Taler.

41. — Loir-et-Cher. — A Blois, travail satisfaisant, 63 heures, chez les *ouvriers en chaussures*; pas de chômeurs chez les *menuisiers-ébénistes*; pas de chômeurs chez les *coiffeurs*.

A Romorantin, pas de chômeurs, 60 et 66 heures, chez les *ouvriers du drap*; pas de chômeurs, 66 heures, chez les *mécaniciens*; 32 p. 100 de chômeurs, 54 heures, dans le *bâtiment*; travail satisfaisant, 66 heures, chez les *ouvriers du bâtiment* de l'usine Normant.

42. — Loire. — A Saint-Étienne, 22 p. 100 de chômeurs chez les *maraîchers*. Pas de chômeurs, 84 heures chez les chauffeurs et *mécaniciens des mines*; 10 p. 100 de chômeurs chez les *boulangers*; travail satisfaisant à la compagnie du gaz; 1 p. 100 de chômeurs chez les *typographes*; pas de chômeurs chez les *lingères*; 54 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *tisseurs*; 10 p. 100 de chômeurs, 50 à 66 heures, chez les *ouvriers en voitures*; 19 p. 100 de chômeurs chez les employés de la *fabrique de rubans*; 10 p. 100 de chômeurs, 63 heures, chez les *déménageurs*; pas de chômeurs, 65 heures, chez les *canionneurs*.

A Roanne, 3 p. 100 de chômeurs, 80 à 90 heures, chez les *boulangers*; travail peu satisfaisant, 60 heures, chez les *typographes*; 3 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *ouvriers des cuirs et peaux*; 1 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *pareurs*; 2 p. 100 de chômeurs, 54 heures, dans l'*industrie textile*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *gareurs*, *monteurs de chaînes*, *jacquardiers*; 5 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *teinturiers*; 2 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *apprêteurs*; 5 p. 100 de chômeurs, 48 heures, chez les *charpentiers*; 5 p. 100 de chômeurs, 48 heures, chez les *menuisiers*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *ouvriers en voitures*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *sabotiers-galochiers*; pas de chômeurs, 66 heures, chez les *mouleurs*; 10 p. 100 de chômeurs, 48 heures, chez les *maçons*; 11 p. 100 de chômeurs, 48 heures, chez les *tailleurs de pierres*; 7 p. 100 de chômeurs, 48 heures, chez les *couvreurs*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *tourneurs en poterie*.

A Charlieu, 25 p. 100 de chômeurs chez les *tisseurs*.

A Chazelles-sous-Lyon, morte saison chez les *ouvriers en chapellerie*.

A Firminy, 80 p. 100 de chômeurs, 25 heures, chez les *maçons*.

A Montbrison, 72 heures dans la *meunerie*.

A Sail-sous-Couzan, pas de chômeurs, 48 heures, chez les ouvriers des *eaux minérales*.
A Yssingeaux, 16 p. 100 de chômeurs chez les *menuisiers*.
Chez les *mineurs*, pas de chômeurs à la Ricarmarie, à la Talaudière.

44. — **Loire-Inférieure.** — A Nantes, 32 p. 100 de chômeurs chez les *boulangers*; travail satisfaisant, 42 heures, chez les *charpentiers*; travail peu satisfaisant chez les *charpentiers de navires*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *menuisiers-ébénistes*; 12 p. 100 de chômeurs, 75 à 80 heures, chez les *camionneurs*; 4 p. 100 de chômeurs, 110 heures, chez les *dessinateurs*; travail peu satisfaisant chez les *musiciens*.

A Saint-Nazaire, pas de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*; pas de chômeurs, 63 heures à la mer, et 52 heures dans le port, chez les *mécaniciens-navigateurs*.

45. — **Loiret.** — A Orléans, 30 p. 100 de chômeurs, 84 heures, chez les *boulangers*; travail médiocre chez les *limonadiers*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *lithographes*; pas de changement chez les *typographes*; travail peu satisfaisant chez les *tailleurs*; 3 p. 100 de chômeurs chez les *employés de commerce et d'industrie*.

A la Ferté-Saint-Aubin, pas de chômeurs, 54 heures, dans le *bâtiment*.

A Montargis, travail peu satisfaisant chez les *jardiniers*; 20 p. 100 de chômeurs, 42 heures, dans le *bâtiment*.

Chez les *bûcherons*: pas de chômeurs à Betilly et à Chevilly; travail moins abondant à Dammarie-en-Puisaye; travail médiocre à Faverolles; 25 p. 100 à Ouzouer-sur-Trézé; 56 p. 100 à Champoulet; pas de chômeurs à Gien.

46. — **Lot.** — A Cahors, 9 p. 100 de chômeurs chez les *charpentiers*; 44 p. 100 de chômeurs chez les *menuisiers-ébénistes*..

47. — **Lot-et-Garonne.** — A Agen, 20 p. 100 de chômeurs, 72 heures, chez les *tailleurs d'habits*.

A Lavardac, 15 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *bouconniers*.

A Marmande, chômage presque complet chez les *charpentiers*; pas de chômeurs, 70 heures, chez les *menuisiers-ébénistes*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *tonneliers*.

49. — **Maine-et-Loire.** — A Angers, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *mouleurs*.

A Cholet, travail peu satisfaisant, 60 heures, chez les *blanchisseurs et apprêteurs*; pas de chômeurs, 54 heures, chez les *menuisiers*; 50 p. 100 de chômeurs, 48 heures, chez les *maçons et tailleurs de pierres*.

Chez les *tisserands*: pas de chômeurs à Andrezé; 6 p. 100 de chômeurs à Geste; beaucoup de chômeurs à Saint-Léger-sur-Cholet; travail peu satisfaisant à Saint-Philbert-en-Mauges; pas de chômeurs à la Saguinière; 25 p. 100 de chômeurs à la Tessoualle; travail médiocre, 60 heures, à Cholet.

51. — **Marne.** — A Châlons-sur-Marne, pas de chômeurs, travail satisfaisant, 63 heures, chez les *imprimeurs en papiers peints*; 50 p. 100 de chômeurs, 45 heures, chez les *maçons*; chômage complet chez les *terrasiers*; pas de chômeurs, 50 heures, chez les *plombiers*.

A Reims, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *employés de la Compagnie du gaz*; 6 p. 100 de chômeurs dans l'*industrie lainière*; 16 p. 100 de chômeurs, 50 heures, chez les *trieurs de laine*; 2 p. 100 de chômeurs, chez les *menuisiers et ébénistes*; 4 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *mécaniciens*; 42 p. 100 de chômeurs, 45 heures, chez les *maçons*; pas de chômeurs, 48 heures, chez les *plâtriers-maçons*; 5 p. 100 de chômeurs, 78 heures, chez les *employés*; 3 p. 100 de chômeurs chez les *cochers-camionneurs*; 2 p. 100 de chômeurs chez les *cochers de place et de remise*.

A Ay, pas de chômeurs, travail satisfaisant chez les *vignerons*.

A Courlandon, pas de chômeurs, 72 à 84 heures, chez les *papetiers*.

A Cumières, pas de chômeurs, chez les *pilotes de la Marne*.

A Épernay, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *cavistes-tonneliers*.

52. — **Marne (Haute-).** — A Chaumont, pas de chômeurs, travail satisfaisant,

55 à 60 heures, chez les *mégissiers-palissonneurs*; pas de chômeurs, 48 heures, chez les *mégissiers de rivière* et manœuvres; pas de changement chez les *gantiers*.

A Arc-en-Barrois, pas de chômeurs, travail satisfaisant chez les *bûcherons*.

A Bussières-les-Belmont, pas de chômeurs chez les *ranniers*.

A Fayl-Billot, pas de chômeurs, 78 heures, chez les *ranniers*.

A Saint-Dizier, pas de chômeurs, 72 heures, chez les *typographes*.

53. — **Mayenne.** — A Laval, pas de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*.

54. — **Meurthe-et-Moselle.** — A Nancy, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *pa-petiers relieurs*; 20 p. 100 de chômeurs chez les *tailleurs d'habits*; travail satisfaisant chez les *chapeliers*; 2 p. 100 de chômeurs, 72 heures, chez les *garçons de magasin*; pas de chô-meurs chez les *musiciens*.

A Lunéville, pas de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*.

55. — **Meuse.** — A Bar-le-Duc, pas de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*.

A Commercy, pas de chômeurs, 40 heures, chez les *tailleurs de pierres*.

A Cousances-aux-forges, 5 p. 100 de chômeurs, 60 à 66 heures.

A Lérerville, pas de chômeurs, 48 heures, chez les *carriers*.

56. — **Morbihan.** — A Vannes, pas de chômeurs, 54 à 72 heures, chez les *typo-graphes*; 20 p. 100 de chômeurs, 48 à 54 heures, chez les *menuisiers*; 11 p. 100 de chô-meurs, 60 heures, chez les *ouvriers en voitures*, pas de chômeurs chez les *zingueurs*.

A Auray, pas de chômeurs, 60 heures, chez les ouvriers en *chaussures*.

Au Bono, travail moins abondant chez les *pêcheurs*.

A Lorient, 20 p. 100 de chômeurs, 48 à 54 heures dans le *bâtiment*.

Au Palais, travail peu satisfaisant chez les *inscrits maritimes*.

A Plouhinec, 13 p. 100 de chômeurs, 48 heures, chez les *maçons*.

A Pontivy, pas de chômeurs, 48 heures, chez les *tailleurs de pierres*.

A Port-Louis, travail peu satisfaisant chez les *pêcheurs*.

A Rochefort-en-Terre, 50 p. 100 de chômeurs chez les *ardoisiers-fendeurs*.

A Sauzon, chômage complet chez les *ferblantiers-boîtiers*.

57. — **Nièvre.** — A Nevers, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *sabotiers*.

A Cercy-la-Tour, 90 p. 100 de chômeurs, 48 heures, dans le *bâtiment*.

A Clamecy, 12 p. 100 de chômeurs, 40 heures, chez les *ouvriers du port*.

A Decize, 60 p. 100 de chômeurs, 48 heures, dans le *bâtiment*.

A Demeurs, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *ouvriers de l'industrie chimique*.

A la Charité-sur-Loire, travail satisfaisant dans le *bâtiment*.

A Guérigny, pas de chômeurs, 48 heures, chez les *ouvriers des forges*.

A Moulins-Engilbert, chômage complet chez les *mouvans*.

A Prémery, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *travailleurs des produits chimiques*.

A Saint-Amand, pas de chômeurs chez les *potiers*.

A Sainte-Hélène, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *ouvriers en lins*.

A Saint-Pierre-le-Moutier, chômage complet dans le *bâtiment*.

En ce qui concerne les *bûcherons*: 40 p. 100 à Aunay, 66 p. 100 à Arquian; pas de chômeurs à Billy-sur-Oisy; chômage complet à Bitry; pas de chômeurs à la Celle-sur-Nièvre; pas de chômeurs à Cossy-les-Bois, Champlemy; pas de chômeurs à Champvert; pas de chômeurs à la Chapelle-Saint-André, Châteauneuf, 40 p. 100 à Chatry-les-Mines, pas de chômeurs à Cossaye, à Donzy, à Dompierre-sur-Nièvre, à la Fermeté, à Fours, à Girey; pas de chômeurs à Limon; pas de chômeurs à Magny-Cours; pas de chômeurs à Menes-treau, travail satisfaisant à Montambert; pas de chômeurs à Montigny-aux-Amognes, pas de chômeurs à Montaron; pas de chômeurs à Nolay; pas de chômeurs à Perroy; pas de chô-meurs à Pazy; pas de chômeurs à Poussery; travail peu satisfaisant à Prémery; pas de chô-meurs à Preporché; pas de chômeurs à Sardy-les-Épiry; 77 p. 100 à Saint-Amand, travail assez satisfaisant à Saint-Bonneau; pas de chômeurs à Sainte-Colombe; travail satisfaisant à Sichamps; pas de chômeurs à Verneuil; travail satisfaisant à Saint-Léger-des-Vignes; travail satisfaisant à Saint-Hilaire-Fontaine.

58. — Nord. — A Lille, 32 p. 100 de chômeurs, chez les *cuisiniers*; 1 p. 100 de chômeurs, 58 heures, chez les *typographes*; pas de chômeurs, 57 heures et demie, dans l'*industrie du livre*; pas de chômeurs, 60 heures, dans l'*industrie du fil*; 5 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *charpentiers et menuisiers*; travail satisfaisant dans la *carrosserie*; pas de chômage, 60 heures, chez les *métallurgistes*, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *fondeurs*; pas de chômeurs, 54 heures, chez les *tailleurs de pierres bleues*; pas de chômeurs, 48 heures, chez les *ouvriers en pierres blanches*; 10 p. 100 de chômeurs chez les *couvreurs*; 2 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *faïenciers*; 5 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *dames employées de commerce*; pas de chômeurs chez les *vendeurs de journaux*.

A Armentières, pas de chômeurs, 50 à 60 heures, dans l'*industrie textile*; 3 p. 100 de chômeurs, 53 heures, chez les *charpentiers et menuisiers*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *métallurgistes*.

A Bellignies, pas de chômeurs, 40 à 50 heures, chez les *marbriers*.

A Cambrai, 30 p. 100 de chômeurs chez les *boulangers*; chômage complet chez les *couvreurs*; pas de chômeurs, 72 heures, chez les *employés de magasin*.

A Cousolre, pas de chômeurs, 50 heures, chez les *marbriers à la pendule*.

A Douai, 15 p. 100 de chômeurs chez les *boulangers*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *typographes*; pas de chômeurs chez les *métallurgistes*.

A Dunkerque, 60 p. 100 de chômeurs chez les *coûtières*; 37 p. 100 de chômeurs chez les *touneleurs*; 48 heures dans le *bâtiment*.

A Emmerin, 82 p. 100 de chômeurs, 90 heures, chez les *paveurs et piqueurs de grès*.

A Felleries, pas de chômeurs chez les *tourneurs sur bois*.

A Ferrière-la-Grande, 10 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *mouleurs*; 7 p. 100 de chômeurs, 60 à 72 heures, chez les *mécaniciens*.

A Gommequies, pas de chômeurs, 48 heures, chez les *scieurs*.

A Halluin, 9 p. 100 de chômeurs, 50 à 56 heures, dans l'*industrie textile*; 5 p. 100 de chômeurs, 40 à 50 heures, chez les *travailleurs du bois*.

A Hautmont, 3 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *métallurgistes*.

A Jeumont, pas de chômeurs, 51 heures chez les *marbriers*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *mécaniciens*; pas de chômeurs chez les *marbriers*.

A Louvroil, pas de chômeurs, 60 à 66 heures chez les *métallurgistes*.

A Maubeuge, travail peu satisfaisant, 50 à 60 heures chez les *métallurgistes*.

A Onnaing, travail satisfaisant, 60 heures, dans la *métallurgie*.

Au Quesnoy, pas de chômeurs, 76 heures, chez les *ouvriers en chaussures*.

A Rosendaël, 33 p. 100 de chômeurs, 54 heures chez les *maçons*.

A Roubaix, 72 p. 100 de chômeurs, 60 heures, travail peu satisfaisant chez les *ouvriers textiles*; 22 p. 100 de chômeurs chez les *ourdisseurs*; chômage presque complet chez les *terrasiers*, 32 p. 100 de chômeurs, 40 heures, chez les *peintres*; pas de chômeurs chez les *coiffeurs*.

A Sous-le-Bois, 8 p. 100 de chômeurs, 50 heures, chez les *métallurgistes*.

A Tourcoing, 2 p. 100 de chômeurs chez les *brasseurs*; 67 p. 100 de chômeurs, 42 heures, chez les *trieurs de laine*; 2 p. 100 de chômeurs chez les *ouvriers des tapis en grosse moquette*; 1 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *mécaniciens*; 12 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *terrasiers*; pas de chômeurs, 54 heures, chez les *plafonneurs*.

A Valenciennes, travail satisfaisant chez les *typographes*; 31 p. 100 de chômeurs, 37 h. 1/2 chez les *peintres*.

A Villiers-sur-Niecle, 4 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *mécaniciens*.

Chez les *tisseurs*: 20 p. 100 de chômeurs à Avesnes-les-Aubert; pas de chômeurs à Avesnes; pas de chômeurs à Bousières; pas de chômeurs à Briastre; 20 p. 100 à Comines; pas de chômeurs à Fourmies; 11 p. 100 à la Gorgue; 1 à 2 p. 100 de chômeurs, 55 et 60 heures, à Houplines; 8 p. 100 à Lannoy; 1 p. 100 de chômeurs à Nicpe; pas de chômeurs à Saint-Souplet; beaucoup de chômeurs à Saulzoir; 6 p. 100 à Saint-Waast; 50 p. 100 de chômeurs à Beaucourt; 3 p. 100 de chômeurs à Saint-Amand-les-Eaux; 50 p. 100 de chômeurs à Villers-en-Cauchies; pas de chômeurs à Seclin.

59. — Oise. — A Beauvais, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *typographes*.

A Andeville, travail peu satisfaisant, 60 heures, chez les *tabletiers*.

A Bethisy, travail peu satisfaisant, 48 heures, chez les *brossiers*.

A Compiègne, 31 p. 100 de chômeurs, 42 heures, dans le *bâtiment*.
A Creil, 3 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *comptables et employés*.
A Cuisse-la-Motte, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *jumelliers*.
A Feuquières, travail satisfaisant, 60 heures, chez les *verriers* et similaires.
A Hermes, pas de chômeurs, 63 heures, chez les ouvriers des *scieries mécaniques*.
A Méru, pas de chômeurs, 72 heures, dans l'*industrie du livre*.
A Senlis, pas de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*.
A Mouy, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *coupeurs-brocheurs en chaussures*.

60. — Orne. — A Alençon, pas de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*.

A Flers, pas de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*; pas de chômeurs dans l'*industrie cotonnière*; travail satisfaisant, 63 heures, chez les *mouleurs*, pas de chômeurs, 50 heures, dans le *bâtiment*.

A la Chapelle-Montligeon, pas de chômeurs chez les *typographes*.

61. — Pas-de-Calais. — A Arras, pas de chômeurs, 70 heures, chez les *boulangers*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *typographes*.

A Arques, travail satisfaisant chez les *verriers*.

A Boulogne-sur-Mer, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *typographes*; pas de chômeurs, 57 heures, chez les *menuisiers*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *tonneliers*; travail satisfaisant, 72 heures, chez les *cimentiers*; travail satisfaisant chez les *employés*; travail satisfaisant, 60 heures, chez les *déchargeurs*.

A Calais, travail satisfaisant chez les *pâtisseries*; pas de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*; 20 p. 100 de chômeurs, 25 heures, chez les *perceurs de cartons*; 17 p. 100 de chômeurs, 48 heures, chez les ouvriers du *bâtiment*; 5 p. 100 à l'Union du *bâtiment*, 48 à 54 heures.

A Lens, pas de chômeurs, travail satisfaisant chez les *mineurs*.

A Marquise, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *mécaniciens*.

A Saint-Omer, travail peu satisfaisant, 48 heures, chez les *lingères*; travail peu satisfaisant chez les ouvriers *pipiers*.

62. — Puy-de-Dôme. — A Clermont-Ferrand, pas de chômeurs, 53 heures, chez les *typographes*; 25 p. 100 de chômeurs, 48 heures, chez les *maçons*; pas de chômeurs chez les *terrasiers*; 17 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *employés*.

A Thiers, 1 p. 100 de chômeurs chez les *monteurs en coutellerie*, 1 p. 100 de chômeurs, 56 à 72 heures, chez les *employés*.

A Volvic, travail satisfaisant chez les *carriers*.

Chez les *mineurs*: 6 p. 100 de chômeurs, 57 heures, à Bressac; pas de chômeurs, 54 heures, à Meissex; pas de chômeurs, 60 heures, à La Roche.

63. — Pyrénées (Basses-). — A Bayonne, pas de chômeurs chez les *boulangers*; travail peu satisfaisant, 30 heures, chez les *tailleurs*.

A Biarritz, pas de chômeurs, 51 heures, chez les *tailleurs de pierre*.

A Pau, 6 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*.

64. — Pyrénées (Hautes-). — A Tarbes, pas de chômeurs, 54 à 60 heures, chez les *mécaniciens*; pas de chômeurs, 54 heures, chez les *plâtriers*.

65. — Pyrénées-Orientales. — A Perpignan, pas de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*; 13 p. 100 de chômeurs, 58 heures, chez les *tailleurs de pierres*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *peintres*; 12 p. 100 de chômeurs chez les *ferblantiers-plombiers-zingueurs*; pas de chômeurs, 66 heures, chez les *employés* des deux sexes.

A Cérét, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *ouvriers en liège*.

A Lamanère, pas de chômeurs, 72 heures, chez les *espadrilleurs trépointeurs*.

A Port-Vendres, pas de chômeurs chez les *dockers*.

En ce qui concerne les ouvriers *agricoles et viticoles*: pas de chômeurs à Canet; 53 p. 100 de chômeurs à Clairac; pas de chômeurs à Espira-de-l'Agly; 88 p. 100 de chômeurs à Estagel; pas de chômeurs à Montner; 40 p. 100 de chômeurs à Rivesattes; 37 p. 100 à Salses;

pas de chômeurs au Soler; 71 p. 100 de chômeurs à Trouillas; 6 p. 100 à Villeneuve-de-la-Raho.

66. — Belfort (Territoire de). — A Belfort, pas de chômeurs chez les *employés de commerce*.

67. — Rhône. — A Lyon, 4 p. 100 de chômeurs chez les *meuniers*; pas de chômeurs, 45 heures, chez les *bouviers*. — 3 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*; 7 p. 100 de chômeurs chez les *lithographes*; 5 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *imprimeurs-conducteurs typographes*; travail très peu satisfaisant chez les *tisseurs*; pas de changement dans l'habillement; 57 p. 100 de chômeurs chez les *appiçeurs*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *trinturiers*; pas de chômeurs chez les *imprimeurs sur étoffe*; travail moins abondant chez les *blanchisseurs*. — 10 p. 100 de chômeurs chez les *tisseurs mécaniques*; 6 p. 100 de chômeurs chez les *coupeurs-chemisiers*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *tullistes en dentelle*; 16 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *chapeliers*. — 7 p. 100 de chômeurs chez les *emballeurs*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *ébénistes*; 50 p. 100 de chômeurs, 50 heures, chez les *sculpteurs sur bois et mouluriers*; pas de chômeurs, 48 heures, chez les *cimentiers*; travail peu satisfaisant, 40 heures, chez les *ravaleurs*. — 4 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les ouvriers en *céramique*; 21 p. 100 de chômeurs, 48 à 60 heures, chez les *biseauteurs-miroitiers*; pas de chômeurs chez les *tisseurs sur verre*. — Pas de chômeurs, 60 heures, chez les *cochers*; pas de changement chez les *employés d'officiers ministériels*; travail peu satisfaisant chez les *employés de la soierie*; 1 p. 100 de chômeurs chez les *typographes commerciaux*; pas de changement chez les *dames employées de commerce*; 60 p. 100 de chômeurs chez les *infirmiers*.

A Bourg-de-Thizy, 13 p. 100 de chômeurs, 55 heures, chez les *tisseurs*.

A Collonges-aux-Monts-d'Or, pas de chômeurs chez les *horticulteurs*.

A Givors, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *mouleurs*; 17 p. 100 de chômeurs, 48 heures, dans le *bâtiment*.

A Grandris, 6 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *tisseurs*.

A Grigny, pas de chômeurs, 30 heures, chez les *chapeliers*.

A Thizy, beaucoup de chômeurs, 45 heures, chez les *tisseurs*.

68. — Saône (Haute-). — A Vesoul, pas de chômeurs chez les *typographes*.

69. — Saône-et-Loire. — Au Creusot, pas de chômeurs, 60 heures, travail satisfaisant chez les *métallurgistes*.

A Mâcon, pas de chômeurs chez les ouvriers sur *cuivre*; pas de chômeurs chez les *coiffeurs*.

A Montceau-les-Mines, 2 à 3 p. 100 de chômeurs, 54 à 60 heures, chez les *mineurs*.

A Nanton, pas de chômeurs, 40 heures, chez les *carriers*.

70. — Sarthe. — Au Mans, pas de chômeurs chez les *boulangers* (Union mancelle); 8 p. 100 de chômeurs chez les *boulangers* du Mans et de la Sarthe; pas de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*; 10 p. 100 de chômeurs, 48 heures, chez les *charpentiers*; 20 p. 100 de chômeurs, 42 heures, chez les *menuisiers en bâtiment*; pas de chômeurs, 48 heures, chez les *maçons*; 3 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les ouvriers en *voitures*; 40 p. 100 de chômeurs, 42 heures, chez les *plâtriers*; travail peu satisfaisant, 60 heures, chez les *marbriers*; 10 p. 100 de chômeurs chez les *coiffeurs*.

A Vibraye, pas de chômeurs, 66 heures, chez les ouvriers en *manches de parapluie*.

71. — Savoie. — A Chambéry, pas de changement chez les *typographes*; 10 p. 100 de chômeurs, 48 heures, chez les *menuisiers*.

A Arvillard, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *forgerons*.

A la Bridoire, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *tullistes*; pas de chômeurs, 60 heures dans l'*ameublement*.

Aux Echelles, pas de chômeurs, 72 heures, chez les *gainiers*.

A Pont-de-Beauvoisin, pas de chômeurs chez les *tisseurs*.

A Ugine, pas de chômeurs, 84 heures, chez les *métallurgistes*.

72. — Savoie (Haute-). — A Challonges, travail satisfaisant, 66 heures, chez les mineurs.

A Cluses, 4 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les horlogers.

A Lovagny, travail satisfaisant, 60 heures, chez les mineurs d'asphalte.

A Thollon, pas de chômeurs chez les carriers.

A Thonon, 23 p. 100 de chômeurs, 48 heures, dans le bâtiment.

A Taninges, pas de chômeurs, 54 heures, chez les diamantaires.

73. — Seine. — A Paris, pas de chômeurs, 50 à 60 heures, chez les jardiniers; 1 p. 100 de chômeurs, chez les horticulteurs.

5 p. 100 de chômeurs, 70 heures, chez les boulangers; 4 p. 100 de chômeurs, 72 heures, chez les compagnons et aspirants boulangers; 23 p. 100 de chômeurs chez les boulangers du XII^e arrondissement; 6 p. 100 de chômeurs chez les boulangers-viennois-pâtisseries, travail satisfaisant chez les boulangers de l'Assistance publique; 6,7 p. 100 de chômeurs chez les cuisiniers de la Seine; 15 p. 100 de chômeurs chez les cuisiniers de Paris; 6 p. 100 de chômeurs chez les garçons de cuisine; 22 p. 100 de chômeurs, 30 à 40 heures, chez les confiseurs; 5 p. 100 de chômeurs chez les biscuitiers; 4 p. 100 de chômeurs, 42 à 48 heures, chez les employés des volailles et gibiers des Halles; 4 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les employés du pavillon de la murée.

Pas de chômeurs, 60 heures, travail satisfaisant chez les travailleurs du gaz; 14 p. 100 de chômeurs, 60 à 70 heures, chez les ouvriers de la photographie.

2 p. 100 de chômeurs, 54 heures, travail satisfaisant chez les ouvriers de la Chambre syndicale typographique; 1 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les ouvriers de la Chambre syndicale du livre; 3 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les imprimeurs-conducteurs-typographes; 2 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les typographes indépendants; 8 p. 100 de chômeurs chez les lithographes; 1 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les lithographes indépendants; 10 p. 100 de chômeurs, 60 heures, à la société de résistance des imprimeurs-lithographes; 10 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les phototypers; moins de 1 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les stéréotypers-galvanoplastes; 33 p. 100 de chômeurs, 55 heures, chez les graveurs pour impression; pas de chômeurs, 65 heures, chez les graveurs sur bois pour impression; pas de changement chez les graveurs de musique.

Travail médiocre chez les gantiers; 17 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les portefeuillistes-maroquinières; 9 p. 100 de chômeurs chez les compagnons et aspirants cordonniers; 10 p. 100 de chômeurs chez les selliers harnacheurs; 60 p. 100 de chômeurs chez les bourrelliers-selliers.

28 p. 100 de chômeurs, 54 à 60 heures, chez les tisseurs; pas de chômeurs, 60 heures, chez les ouvriers en soie; travail peu satisfaisant chez les coupeurs-tailleurs; travail stationnaire chez les ouvrières de l'habillement; 14 p. 100 de chômeurs chez les couturières et assimilées, 56 heures, chez les coupeurs-chemisiers; 4 p. 100 de chômeurs chez les teinturiers-dégraisseurs; pas de chômeurs chez les chapeliers en fantaisie feutre et paille; pas de chômeurs chez les ouvriers en chapeaux de soie et feutre; 4 p. 100 de chômeurs, 48 heures, chez les ouvriers en chapeaux de soie, travail moins abondant chez les fleuristes-plumassiers; 2 p. 100 de chômeurs chez les ouvriers en broderie.

Pas de chômeurs, 48 heures, chez les charpentiers; 7 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les menuisiers du bâtiment; 33 p. 100 de chômeurs, 48 heures, chez les poseurs en menuiserie; travail passable, 60 heures, au syndicat libre des menuisiers; 43 p. 100 de chômeurs chez les ouvriers de la voiture; 2 p. 100 de chômeurs, 42 heures, chez les compagnons charrons.

8 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les contremaîtres-métallurgistes; 17 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les métallurgistes indépendants; 22 p. 100 de chômeurs, travail peu satisfaisant, chez les mécaniciens; travail peu satisfaisant, 60 heures, chez les tourneurs-robinetiers; 11 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les bijoutiers en doré-fantaisie; 4 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les ouvriers en instruments de précision; 2 p. 100 de chômeurs chez les ouvriers en instruments de chirurgie; travail moins abondant chez les ouvriers en persiennes en fer; 22 p. 100 de chômeurs, 48 heures, chez les potiers d'étain; 4 p. 100 de chômeurs, 54 ou 60 heures, chez les soudeurs et apprêteurs de tubes de cuivre; pas de changement chez les tailleurs sur acier; 19 p. 100 de chômeurs, 48 heures, chez les estampeurs de pointes d'acier.

- Pas de changement chez les *maçons*; 2 p. 100 de chômeurs, 42 heures, chez les *peintres en bâtiment*; 33 p. 100 de chômeurs, 42 heures, chez les *peintres-fleurs-décorateurs*; 2 p. 100 de chômeurs chez les *sculpteurs-modéleurs-décorateurs*; 11 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *ornemanistes*; 47 p. 100 de chômeurs, 48 heures, chez les *plombiers et similaires*; 43 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *fourniers spécialistes*.

19 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *biscauteurs-polisseurs*.

23 p. 100 de chômeurs, 54 heures, à la chambre syndicale indépendante des employés; moins de 1 p. 100 de chômeurs, 60 heures, travail satisfaisant, chez les employés de commerce et d'industrie; 2 p. 100 de chômeurs à l'Union fraternelle des employés; 3 p. 100 de chômeurs, 60 heures, à l'Union des comptables; 9 p. 100, 66 heures, chez les comptables et teneurs de livres; 5 p. 100 de chômeurs chez les employés à la bourse du commerce; travail moins abondant chez les dames employées de commerce; travail satisfaisant chez les femmes caissières et comptables; pas de chômeurs, 50 heures, chez les employés de la glace à rafraîchir; 1 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les employés de la serrurerie; 8 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les commis en maçonnerie; 8 p. 100 de chômeurs à l'Alliance sténographique; 3 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *clercs d'huissiers*; travail plus abondant chez les voyageurs et représentants de commerce; pas de changement chez les *placiers en fleurs et plumes*; 4 p. 100 de chômeurs chez les chauffeurs, conducteurs, mécaniciens, automobilistes; 6 p. 100 de chômeurs, 72 heures, chez les chauffeurs, mécaniciens, électriciens et automobilistes de France; 2 p. 100 de chômeurs chez les chauffeurs, conducteurs, mécaniciens, automobilistes, électriciens de toutes industries; pas de chômeurs chez les conducteurs de voitures automobiles; 1 p. 100 de chômeurs chez les voyageurs du cycle et de l'automobile; pas de chômeurs chez les porteurs des halles et marchés.

Pas de chômeurs dans l'enseignement privé; 11 p. 100 de chômeurs, travail peu satisfaisant, chez les gens de maison et assimilés des deux sexes; 25 p. 100 de chômeurs chez les gens de service (l'Abeille); travail satisfaisant chez les gens de maison (le Ménage); 21 p. 100 de chômeurs chez les manœuvres industriels; 9 p. 100 de chômeurs chez les laveurs de voitures; 3 à 4 p. 100 de chômeurs chez les coiffeurs; 16 p. 100 de chômeurs chez les garde-malades; pas de chômeurs, 78 heures, chez les préparateurs en pharmacie; pas de chômeurs, 55 à 60 heures, chez les monteurs-étalagistes.

A Alfortville, travail satisfaisant, 60 à 72 heures, chez les ouvriers en pompes.

A Sceaux, 10 p. 100 de chômeurs, chez les blanchisseuses.

A Villemomble, 26 p. 100 de chômeurs chez les jardiniers.

74. — Seine-Inférieure. — A Rouen, 3 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les typographes; 13 p. 100 de chômeurs, 50 heures, chez les cotonniers; travail satisfaisant chez les parqueteurs; pas de chômeurs, 60 heures, chez les chaudronniers; 33 p. 100 de chômeurs, 72 heures, chez les terrassiers-carriers; 5 p. 100 de chômeurs, 42 heures, chez les peintres en bâtiment; pas de chômeurs, 60 heures, chez les chefs d'équipe du port.

Au Havre, pas de chômeurs, 54 heures, chez les boulangers, 15 p. 100 de chômeurs chez les maîtres d'hôtel et garçons navigateurs du port; pas de chômeurs chez les employés de restaurant navigateurs; 4 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les typographes; pas de chômeurs, 48 heures, chez les voiliers; 10 p. 100 de chômeurs, 48 heures, chez les charpentiers; travail peu actif chez les cochers; pas de chômeurs, 48 heures, chez les journaliers des docks; 17 p. 100 de chômeurs, 28 heures, chez les charbonniers et déchargeurs de navires; 8 p. 100 de chômeurs chez les dessinateurs; pas de chômeurs, 78 heures, chez les chauffeurs, conducteurs; 2 p. 100 de chômeurs, chez les pharmaciens.

A Bolbec, pas de chômeurs, 60 heures, chez les cotonniers.

A Déville-les-Rouen, 2 p. 100 de chômeurs, 65 heures, chez les métallurgistes.

A Dieppe, 25 p. 100 de chômeurs, 51 heures, dans le bâtiment; travail passable, 54 heures, chez les dockers.

A Fécamp, 19 p. 100 de chômeurs chez les ouvriers du port.

A Sahures, 30 p. 100 de chômeurs chez les bûcherons.

Chez les verriers: pas de chômeurs à Incheville, à Nesle-Normandeuse, à Romesnil à Rétonval.

75. — Seine-et-Marne. — A Condommiers, 3 p. 100 de chômeurs, 66 heures, chez les métallurgistes.

A La Ferté-sous-Jouarre, 60 p. 100 de chômeurs, 48 heures, chez les *maçons*.
 A Lagny (Montévrain), pas de chômeurs, chez les *typographes*.
 A Meaux, pas de chômeurs et 54 à 60 heures dans l'industrie du livre; pas de chômeurs, 54 à 60 heures, chez les *mécaniciens*.
 A Melun, travail satisfaisant 55 heures, chez les *métallurgistes*.
 Au Moulin-Foulon, pas de chômeurs chez les *tailleurs de pierre*.
 A Nanteuil-les-Meaux, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *carriers-plâtriers*.
 A Nemours, travail presque nul chez les *diamantaires*.
 A Noisiel, pas de chômeurs, 66 heures, chez les *chocolatiers*.
 Chez les *ouvriers agricoles*, 48 p. 100 à Lieusaint; pas de chômeurs au Plessis-l'Évêque, à Lizy-sur-Ourcq, à Montargis; 2 p. 100 à Oisery; 13 p. 100 à Serries; pas de chômeurs à Thieux.

76. — Seine-et-Oise. — A Versailles, 10 p. 100 de chômeurs chez les *biscuitiers*; 16 p. 100 de chômeurs, chez les *employés limonadiers*; travail peu satisfaisant chez les *tailleurs*; pas de chômeurs, 54 heures, chez les *sciurs, découpeurs, mouluriers*; pas de chômeurs, 48 heures, chez les *serruriers-mécaniciens*; travail satisfaisant, 48 heures, chez les *maçons*; pas de chômeurs chez les *cochers*; pas de chômeurs chez les *employés*; pas de chômeurs chez les *coiffeurs*.

A Argenteuil, 58 p. 100 chez les *chapeliers*.
 A Ballancourt, pas de chômeurs, 66 heures, chez les *papetiers*.
 A Bonnières, 25 p. 100 de chômeurs chez les *raffineurs de pétrole*.
 A Chaville, 63 p. 100 de chômeurs, 48 heures, chez les *maçons*.
 A Chevreuse, pas de chômeurs, 50 heures, chez les *carriers*.
 A Corbeil, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *menuisiers*; 5 p. 100 de chômeurs, 42 heures, chez les *peintres*.
 A Étampes, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *typographes*; pas de chômeurs chez les *mouleurs*.
 A Mantes, travail satisfaisant, 60 heures, dans l'industrie du livre; pas de chômeurs chez les *ouvriers en instruments de musique*.
 A Méry-sur-Oise, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *carriers*.
 A Orsay, 80 p. 100 de chômeurs, dans le *bâtiment*.
 A Pontoise, 26 p. 100 de chômeurs chez les *boulangers*.
 A Saint-Germain-en-Laye, 19 p. 100 de chômeurs chez les *boulangers*.
 A Vileneuve-Saint-Georges, pas de chômeurs, 48 heures, dans le *bâtiment*.

77. — Sèvres (Deux-). — A Niort, pas de chômeurs, 54 heures, chez les *typo-lithographes*.

A Parthenay, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *sciurs*.
 A Saint-Jean-de-Thouars, pas de chômeurs, 54 heures, chez les *tailleurs de pierre*.

78. — Somme. — A Amiens, pas de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*; travail satisfaisant 54 heures, chez les *lithographes*; 3 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *ouvriers de l'ameublement*; pas de chômeurs, 54 heures, chez les *serruriers*; 4 p. 100 de chômeurs chez les *employés*.

A Abbeville, travail satisfaisant, 60 heures, chez les *typographes*; pas de chômeurs, 66 heures, chez les *commis aux écritures et employés de commerce*.

79. — Tarn. — A Albi, pas de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*; 32 p. 100 de chômeurs, 30 à 35 heures, chez les *chapeliers*; pas de chômeurs, 54 heures, chez les *charpentiers*; pas de chômeurs, 54 heures, chez les *ouvriers en chaux et ciment*; 12 p. 100 de chômeurs, 48 heures, chez les *terrasiers et manœuvres*.

A Carmaux, travail non satisfaisant, chez les *mineurs*; pas de changement chez les *ouvriers de l'habillement*; pas de changement chez les *menuisiers-chénistes*; pas de changement dans le *bâtiment*; pas de changement chez les *représentants et employés de commerce*.

A Castres, 12 p. 100 chez les *boulangers*; 20 p. 100 de chômeurs, 50 à 60 heures, dans l'industrie textile; 33 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *charpentiers*; travail satisfai-

sant, 60 heures, chez les *métallurgistes*; 8 p. 100 de chômeurs chez les *mouleurs*; pas de chômeurs, 54 heures, chez les *sculpteurs*.

A Dourgne, pas de chômeurs, 48 heures, chez les *ardoisiers*.

A Graulhet, 27 p. 100 de chômeurs, 50 heures, dans le *bâtiment*.

A Mazamet, 70 p. 100 de chômeurs, 20 heures, chez les *tanneurs*; 50 p. 100 de chômeurs, 48 heures, chez les *mégissiers*, 50 p. 100 de chômeurs, 48 heures, dans l'*industrie textile*; 2 p. 100 de chômeurs, 55 à 60 heures, chez les *fleurs*; pas de changement chez les *menuisiers-ébénistes*; 38 p. 100 de chômeurs, 48 heures, chez les *manœuvres et terrassiers*; pas de chômeurs, 48 heures, chez les *charretiers-camionneurs*.

A Rabastens, 21 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *maçons et charpentiers*.

80. — Tarn-et-Garonne. — A Montauban, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *typo-lithographes*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *menuisiers et charpentiers*; pas de chômeurs, 54 heures, chez les *plâtriers*; 6 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *employés*.

81. — Var. — A Toulon, pas de chômeurs chez les *travailleurs de la terre*; 24 p. 100 de chômeurs, 91 heures, chez les *boulangers*; 6 p. 100 de chômeurs chez les *confiseurs-pâtisseries*; pas de chômeurs, 48 à 54 heures, chez les *travailleurs de l'usine à gaz*; 28 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *carrossiers réunis*; travail assez satisfaisant, 54 heures, chez les *tailleurs de pierre*; 47 p. 100 de chômeurs chez les *déchargeurs*.

A la Garde, 32 p. 100 de chômeurs, 60 heures, dans le *bâtiment*.

A la Seyne, 13 p. 100 de chômeurs, 48 heures, travail satisfaisant chez les *marins et pêcheurs*; travail peu satisfaisant chez les *métallurgistes*.

82. — Vaucluse. — A Avignon, 19 p. 100 de chômeurs chez les *cuisiniers*; pas de chômeurs, 54 heures, chez les *imprimeurs et pas de chômeurs*, chez les *typographes*; 10 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *ouvriers en chaussures*; 18 p. 100 de chômeurs chez les *ouvriers de l'habillement*; 14 p. 100 de chômeurs, 58 heures, chez les *tonneliers*; pas de chômeurs chez les *marbriers*.

A Apt, pas de chômeurs, 48 heures, dans le *bâtiment*.

A Ménerbes, pas de chômeurs chez les *carriers*.

A Orange, travail peu satisfaisant, 50 heures, dans le *bâtiment*;

A Villeneuve-d'Avignon, 16 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *tanneurs-corroyeurs*.

83. — Vendée. — A la Roche-sur-Yon, pas de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*; pas de chômeurs, 48 heures, chez les *charpentiers et menuisiers*.

A Faymoreau, pas de chômeurs, travail satisfaisant, 64 heures, chez les *mineurs*.

A Fontenay-le-Comte, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *typographes*.

Chez les *tisserands*, 13 p. 100 de chômeurs, à Evrunes; 20 p. 100 aux Épesses; chômage général à Saint-Laurent-sur-Sèvre; pas de chômeurs à Saint-Malo-du-Bois.

A Mervent, pas de chômeurs, 72 heures, chez les *forestiers*.

84. — Vienne. — A Poitiers, pas de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *menuisiers-ébénistes*.

A Châtellerault, pas de chômeurs, travail satisfaisant chez les *boulangers*.

85. — Vienne (Haute-). — A Limoges, 5 p. 100 de chômeurs chez les *boulangers*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *imprimeurs-conducteurs-typographes*; travail assez satisfaisant, 50 à 60 heures, dans l'*habillement*; 6 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *carrossiers-bourrelliers*; travail satisfaisant, 65 heures chez les *menuisiers*; travail satisfaisant, 60 heures chez les *sabotiers*; 14 p. 100 de chômeurs, 48 heures chez les *maçons*; pas de changement chez les *tailleurs de pierre*; 25 p. 100 de chômeurs chez les *terrassiers et manœuvres*; chômage général dans la *céramique*; 27 p. 100 de chômeurs, 55 heures chez les *batteurs et marcheurs de pâte*; 3 p. 100 de chômeurs, chez les *employés*; pas de chômeurs chez les *musiciens*.

A Châlus, travail satisfaisant chez les *feuilleardiens*.

Au Dorat, pas de chômeurs chez les *maçons*.

A Saint-Léonard, 23 p. 100 de chômeurs, 60 heures chez les *menuisiers*; 16 p. 100 de chômeurs, 50 heures chez les *maçons*.

86. — **Vosges.** — A Épinal, pas de chômeurs, 66 heures, chez les *employés*.
A Remiremont, pas de chômeurs, 50 à 60 heures, chez les *employés*.
A Saint-Dié, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *mouleurs*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *mécaniciens*.
A Saulxures-sur-Mosellotte, pas de chômeurs, 48 heures, chez les *carriers*.
A Anould, pas de chômeurs, 60 heures, chez les ouvriers des *papeteries*.
Chez les ouvriers *textiles*: pas de chômeurs à Aumontzey à Fresse-sur-Moselle; à Maxonchamp, à Remiremont, à Saint-Dié, Saint-Maurice-sur-Moselle; travail satisfaisant au Thillot; pas de chômeurs à Val-d'Ajol.

87. — **Yonne.** — A Auxerre, pas de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*.
A Chasseguelles, pas de chômeurs, 54 heures, chez les *tailleurs de pierres*.
A Sens, 25 p. 100 de chômeurs dans le *bâtiment*.
Chez les *bûcherons*: pas de chômeurs à Fontenailles; chômage complet à Lavau; pas de chômeurs à Mézilles; 25 p. 100 de chômeurs à Moutiers; 90 p. 100 de chômeurs à Treigny; 29 p. 100 à Saint-Fargeau; 4 p. 100 aux Ormes, chômage complet à Saint-Sauveur-en-Puisaye.

88. — **Algérie.** — A Alger, 8 p. 100 de chômeurs chez les *mécaniciens brevetés de la marine marchande*; pas de chômeurs, 66 heures, chez les employés en *quincaillerie*, pas de chômeurs, 89 heures chez les employés de *denrées coloniales*; 18 p. 100 de chômeurs, 77 heures, chez les *ouvriers* du port, 23 p. 100 de chômeurs, 84 heures chez les *charbonniers* du port.
A Arzew, travail satisfaisant chez les *boulangers*.
A Mustapha, travail moins abondant, 50 heures chez les *charpentiers*.
A Oran, 18 p. 100 de chômeurs, chez les *inscrits maritimes*; pas de chômeurs chez les *musiciens*.

Commerce extérieur de la France. — Tableau des importations et exportations pendant le mois de janvier 1908 :

	1908.	1907.	AUGMENTATIONS en 1908.	DIMINUTIONS en 1908.
IMPORTATIONS.	1,000 francs.	1,000 francs.	1,000 francs.	1,000 francs.
Objets d'alimentation.....	71,446	79,564	"	8,138
Matières nécessaires à l'industrie.....	345,423	292,448	52,975	"
Objets fabriqués.....	81,740	69,254	12,486	"
TOTAUX.....	498,589	441,266	65,461	8,138
AUGMENTATION en 1908.....			57,323	
EXPORTATIONS.				
Objets d'alimentation.....	36,523	38,552	"	2,029
Matières nécessaires à l'industrie.....	97,740	112,912	"	15,172
Objets fabriqués.....	152,858	186,985	"	34,127
Colis postaux.....	31,064	31,488	"	424
TOTAUX.....	318,185	369,937	"	51,752
DIMINUTION en 1908.....				51,752

Recettes des chemins de fer (SEPT GRANDS RÉSEAUX). — 109,485,500 francs du 1^{er} au 23 janvier 1908 contre 108,889,300 francs pendant la période correspondante de 1907, soit une augmentation de 596,200 francs.

Prix courants d'un certain nombre de marchandises sur la place de Paris (sauf indication contraire):

	Cours fin du mois de		
	Fév. 1907.	Janv. 1908.	Fév. 1908.
Sucre br., blanc n° 3, les 100 kilogr., cour ^t	26 ^f 00	28 ^f 62	28 ^f 62
Alcool 90 deg., l'hectol., cour ^t	41 50	42 12	43 87
Huile de colza brute dispon., les 100 kilogr.....	72 75	85 00	93 00
Huile de lin dispon., les 100 kilogr.....	52 75	53 00	54 87
Suif de la boucherie de Paris, les 100 kilogr. (en pains).	89 00	79 00	72 00
Cotons (au Havre), les 50 kilogr., cour ^t	71 25	74 37	76 75
Laines en suint (au Havre), les 100 kilogr., cour ^t	192 50	176 00	"
Soies grêges Cévennes, 2 ^e qual. (à Lyon), le kilogr....	59 50	"	"
Cuivre en lingots, les 100 kilogr. mixtes (1 ^{re} classe)....	293 00	170 00	159 00
Étain Banka, <i>idem.</i>	505 00	335 00	343 00
Plomb, livr. à Paris, <i>idem.</i>	55 50	43 00	42 50
Zinc, bonnes marques, <i>idem.</i>	71 50	54 00	59 00
Blé à Paris, les 100 kilogr. mixtes (1 ^{re} classe).....	23 32	23 12	21 65
Viande (bœuf), moyenne des 3 qualités, la Villette, le kilogramme.....	"	1 50	"
Viande veau, <i>idem.</i>	"	2 00	"
— mouton, <i>idem.</i>	"	2 65	"
— porc, <i>idem.</i>	"	1 70	"

PLACEMENT GRATUIT.

ÉTAT DES PLACEMENTS EFFECTUÉS PAR LES OFFICES DE PLACEMENT GRATUIT
PENDANT LE 3^e TRIMESTRE 1907.

A. — BUREAUX MUNICIPAUX.

LOCALITÉS.	JUILLET.				AOÛT.				SEPTEMBRE.			
	DEMANDES.	OFFRES.	PLA- CEMENTS		DEMANDES.	OFFRES.	PLA- CEMENTS		DEMANDES.	OFFRES.	PLA- CEMENTS	
			à demeure.	en extra.			à demeure.	en extra.			à demeure.	en extra.
Paris (1 ^{er} arrondissement)...	128	114	88	"	104	93	74	"	168	170	122	"
— (4 ^e —)...	373	292	"	"	389	389	"	"	421	411	"	"
— (5 ^e —)...	114	119	100	"	78	90	76	"	"	"	"	"
— (6 ^e —)...	270	403	127	"	207	400	101	"	325	791	218	"
— (8 ^e —)...	111	325	45	19	79	336	47	"	112	540	55	"
— (10 ^e —)...	335	360	278	"	331	373	277	"	387	424	326	"
— (14 ^e —)...	157	273	90	"	154	278	80	"	162	352	89	"
— (17 ^e —)...	311	615	255	"	304	471	181	"	367	723	316	"
— (19 ^e —)...	904	822	609	82	"	329	100	76	721	492	76	"
— (20 ^e —)...	199	349	203	"	204	299	180	"	158	350	205	"
Argentan.....	38	45	23	"	37	61	23	"	72	69	38	"
Auxerre.....	58	62	31	"	56	65	42	"	56	66	42	1
Caen.....	66	28	29	2	62	36	31	"	79	34	29	2
Cherbourg.....	50	44	44	"	79	43	18	"	40	60	38	"
Compiègne.....	197	119	30	59	187	65	38	23	223	48	39	9
Bordeaux.....	725	868	495	"	766	908	533	"	846	1,219	518	"
Dijon.....	129	80	48	3	89	64	41	1	127	102	41	3
Grenoble.....	253	217	148	69	230	196	114	82	287	257	157	100
La Rochelle.....	29	35	16	"	38	39	4	"	28	54	9	"
Levallois-Perret.....	472	454	269	"	351	109	61	"	541	281	223	"
Lisieux.....	94	160	40	3	161	120	66	"	211	139	66	5
Lons-le-Saulnier.....	9	13	8	"	16	15	9	"	17	17	12	"
Lyon.....	525	445	181	115	465	418	181	160	418	348	131	143
Mâcon.....	54	43	13	"	52	48	22	"	49	67	21	"
Melun.....	42	44	28	"	35	50	29	"	34	54	28	"
Montargis.....	23	26	7	"	27	38	12	"	32	30	10	"
Nancy.....	45	17	7	"	41	24	12	"	41	34	19	"
Nantes.....	121	104	57	"	161	94	46	"	194	154	53	"
Nîmes.....	44	24	15	1	16	18	4	"	34	85	28	1
Niort.....	20	21	6	1	26	24	4	0	26	37	10	1
Pau.....	54	46	18	"	35	54	20	"	43	37	20	"
Rouen.....	56	154	"	"	39	173	"	"	41	186	"	"
Saint-Brieuc.....	43	14	5	"	15	14	10	"	9	20	8	1
Saint-Dié.....	71	59	16	3	78	64	27	1	82	71	29	2
Saint-Germain-en-Laye.....	79	92	44	12	65	77	36	10	79	89	42	9
Sens.....	163	85	39	"	81	85	36	"	101	110	75	"
Divers : 20 bureaux.....	329	288	37	9	317	244	32	6	273	282	39	7

C. — SYNDICATS PATRONAUX (3^e TRIMESTRE 1907).

LOCALITÉS.	PROFESSIONS.	JUILLET.				AOÛT.				SEPTEMBRE.			
		DEMANDES.	OFFRES.	PLA- CEMENTS		DEMANDES.	OFFRES.	PLA- CEMENTS		DEMANDES.	OFFRES.	PLA- CEMENTS	
				à demander	en extra.			à demander	en extra.			à demander	en extra.
Bordeaux.....	Boucherie, charcuterie..	13	16	16	"	21	19	19	"	27	25	25	"
Id.....	Coiffeurs.....	196	317	41	302	"	"	"	"	"	"	"	"
Chartres.....	Charcuterie.....	12	10	12	"	11	21	11	"	15	20	15	"
Paris.....	Boucherie.....	"	"	1,119	"	"	"	"	"	"	"	1,401	"
Id.....	Couteliers.....	18	34	18	"	21	39	19	"	16	43	16	"
Id.....	Épicerie française.....	700	853	674	"	702	835	671	"	716	1,392	667	"
Id.....	Épiciers en détail.....	451	463	447	"	369	440	361	"	357	362	351	"
Id.....	« La Parisienne » (restau- rateurs et limonadiers) [1 ^{er}].	"	"	519	3,756	"	"	601	3,540	"	"	719	4,800
Id.....	Papier (Fabricants de) [1 ^{er}].	44	50	33	"	40	36	26	"	31	42	23	"
Id.....	Quincaillerie.....	"	218	180	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Id.....	Reliure (vr).	168	85	85	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Id.....	Tailleurs (1 ^{er}).	42	66	"	"	19	34	"	"	133	196	"	"
Id.....	Union syndicale des dé- bitants de vins et li- quoristes.....	480	747	360	504	450	641	336	417	1,380	2,029	1,032	1,288
Paris.....	Union des limonadiers..	"	"	341	1,815	"	"	364	1,669	"	"	298	1,925
Id.....	Divers, 4 bureaux.....	29	16	9	"	17	15	11	1	74	25	13	1
Id.....	Charcuterie.....	33	32	21	"	46	66	36	"	37	50	21	"
Paris.....	Boulangerie.....	13	13	11	2	18	18	9	9	25	15	9	6
Reims.....	Charcuterie.....	37	30	21	"	42	57	27	"	41	66	39	"
Tours.....	Coiffeurs.....	11	17	11	8	18	13	12	9	19	12	11	15
Province.....	Divers, 7 bureaux.....	50	32	25	1	22	28	8	3	24	23	12	4

D. — SOCIÉTÉS DE SECOURS MUTUELS (3^e TRIMESTRE 1907).

LOCALITÉS.	DÉSIGNATION.	JUILLET.				AOÛT.				SEPTEMBRE.			
		DEMANDES.	OFFRES.	PLA- CEMENTS		DEMANDES.	OFFRES.	PLA- CEMENTS		DEMANDES.	OFFRES.	PLA- CEMENTS	
				à domicile	en extra.			à domicile	en extra.			à domicile	en extra.
Amiens.	Gargons de café.	23	18	9	35	54	20	12	59	45	37	12	43
Besançon.	« L'Étoile bisontine ».	44	54	34	69	36	37	36	69	25	27	14	84
Le Havre.	« La Régionale ».	144	121	105	23	"	"	"	"	"	"	"	"
Lyon.	Coiffeurs.	47	55	10	37	43	50	10	33	39	56	11	30
Id.	Gargons de salle.	500	828	196	632	620	814	91	72	540	653	65	588
Id.	Gargons d'hôtel.	45	43	9	34	37	37	8	29	41	38	3	35
Paris.	Coiffeurs.	"	679	159	520	"	680	180	500	"	590	160	490
Id.	« La Bonne-Nouvelle ».	"	545	62	483	"	436	65	371	154	107	84	23
Id.	« La Génoise ».	154	107	84	23	105	66	57	9	158	103	79	24
Id.	« L'Avenir » (timonnières).	54	1 897	383	1 514	28	1 836	338	1 528	39	1 922	336	1 586
Id.	« La Fraternelle ».	157	258	68	190	157	258	69	189	157	252	78	174
Id.	« La Mutualité hôtelière ».	29	91	52	90	42	111	53	39	126	89	53	80
Id.	« La Saint-Michel ».	600	351	233	405	550	358	222	391	590	618	311	376
Id.	« La Solidarité du xviii ^e ».	121	44	"	10	92	38	"	11	84	53	"	18
Id.	« La Ville ».	"	"	68	36	"	"	55	58	"	"	75	66
Id.	« L'Étoile ».	"	"	161	1 726	"	"	148	2 032	"	"	177	1 718
Id.	« Le Soleil ».	"	"	24	273	"	"	27	252	"	"	34	318
Id.	« L'Indépendante ».	"	"	1 576	2 420	"	"	1 532	2 553	"	"	1 730	2 558
Id.	Ouvriers cuisiniers.	2 216	1 828	815	1 382	2 608	2 190	892	1 298	2 349	1 376	406	969
Id.	Ouvriers paveurs.	30	205	"	10	440	401	201	190	41	45	25	11
Id.	Union de l'Avenir des gargons march. de vins.	"	122	41	81	"	148	55	93	"	135	54	81
Id.	Union Helvetia.	"	"	182	54	"	"	140	47	"	"	193	59
Id.	Union de la charcuterie.	261	324	259	2	421	522	411	"	710	842	710	"
Id.	Union des coiff. de France.	43	24	16	118	32	24	16	153	43	39	18	111
Id.	Union des employés de commission.	18	30	16	"	18	32	12	"	24	42	9	"
Id.	Union des trav. de France.	120	86	68	5	130	122	109	8	95	103	82	4
Id.	Union franco-suisse.	326	209	112	24	210	175	109	23	421	181	156	16
Id.	Voyageurs de commerce.	75	69	17	52	60	59	16	43	73	72	14	58
Paris.	Divers, 10 bureaux.	21	80	26	5	21	45	17	4	21	22	16	1
Province.	Divers, 13 bureaux.	30	23	20	"	30	26	20	1	23	51	13	"

E. — SOCIÉTÉS DIVERSES (3^e TRIMESTRE 1907).

LOCALITÉS.	DESIGNATION.	JUILLET.				AOÛT.				SEPTEMBRE.			
		DEMANDES.	OFFRES.	PLA- CEMENTS		DEMANDES.	OFFRES.	PLA- CEMENTS		DEMANDES.	OFFRES.	PLA- CEMENTS	
				demeure en	extra.			demeure en	extra.			demeure en	extra.
Donkerque.....	Maison du marin.....	"	"	201	"	"	"	207	"	"	"	126	"
La Rochelle...	Maison du marin.....	85	"	74	"	109	"	93	"	103	"	88	"
Le Havre.....	Assistance par le travail.	34	15	"	15	34	"	"	"	49	5	"	5
Lille.....	Office central des institu- tions charitables.....	152	170	45	12	99	125	49	4	116	182	47	2
Lyon.....	Assistance par le travail.	54	"	"	27	47	"	"	11	49	"	"	11
Id.....	Patronage des libérés...	33	"	27	"	47	"	36	"	40	"	30	"
Mainvilliers....	Assistance par le travail.	"	18	"	18	"	17	"	14	"	12	"	12
Marseille.....	Assistance par le travail.	43	10	17	"	47	10	16	"	44	10	16	1
Id.....	« La Préservation ».....	64	43	30	3	44	40	31	"	72	51	40	2
Nantes.....	Asile Notre-Dame du Sa- cré-Cœur.....	"	4	3	21	"	3	"	25	"	16	9	52
Paris.....	Refuges municipaux....	"	"	39	34	"	"	36	30	"	"	28	56
Id. (1 ^{er} arr.)...	Assistance par le travail.	"	"	"	"	"	"	"	"	123	173	59	"
Id.....	Compagnons maréchaux- ferrants du devoir....	"	50	30	20	"	60	40	20	"	65	40	25
Id. (11 ^e).....	Compagnons charbons du devoir.....	71	83	58	13	63	67	42	21	51	59	35	16
Id.....	Société philanthropique savoyenne.....	65	208	100	"	66	242	138	17	"	"	"	"
Id. (VII ^e).....	Patronage des libérés....	255	"	71	"	246	"	64	"	209	"	56	"
Id.....	Société philanthropique.	231	192	45	134	242	222	52	139	272	241	65	168
Id. (IX ^e).....	Association amicale des anciens élèves de l'école Turgot.....	31	60	15	1	16	67	17	1	19	101	13	2
Id.....	Cercle commercial suisse.	28	24	12	"	38	32	13	"	56	35	20	"
Id. (X ^e).....	Compagnons bourelriers.	25	12	12	"	30	3	3	"	30	9	9	"
Id. (XV ^e).....	Amie de la servante....	"	"	100	"	"	"	325	"	"	"	600	"
Id. (XVII ^e).....	« British and American Mission home ».....	108	91	16	2	92	70	5	3	145	141	16	4
Id.....	« Home allemand ».....	28	90	15	"	23	59	14	"	67	218	47	"
Id.....	Hospitalité de nuit.....	"	"	"	34	"	"	"	35	"	"	"	87
Paris.....	Divers, 5 bureaux.....	24	52	12	0	9	35	5	"	18	56	8	"
Versailles.....	Assistance par le travail.	85	30	39	3	62	16	16	4	77	15	16	6
Province.....	Divers, 25 bureaux.....	96	90	22	10	113	60	17	9	85	118	25	8

F. — SYNDICATS PROFESSIONNELS OUVRIERS ET MIXTES EN DEHORS DES BOURSES DU TRAVAIL.
(3^e TRIMESTRE 1907.)

LOCALITÉS.	PROFESSIONS.	JUILLET.				AOÛT.				SEPTEMBRE.			
		DEMANDES.	OFFRES.	PLA-CEMENTS		DEMANDES.	OFFRES.	PLA-CEMENTS		DEMANDES.	OFFRES.	PLA-CEMENTS	
				demeure en extra.	en extra.			demeure en extra.	en extra.				
FORÊTS, AGRICULTURE, PÊCHE, MINES ET CARRIÈRES.													
Méry-ès-Bois..	Bûcherons.....	"	25	"	25	"	"	"	"	"	"	"	"
Dammarié-en-Puisaye....	<i>Id.</i>	42	7	42	"	"	"	"	"	20	10	5	"
Angers.....	Jardiniers (mixte).....	70	46	28	12	42	21	19	2	"	"	"	"
Paris.....	Horticulteurs, jardiniers, cultivateurs (mixtes) ..	40	31	28	3	43	31	31	"	87	44	37	7
<i>Id.</i>	Jardiniers.....	"	"	"	"	18	32	18	"	21	35	21	"
Le Havre.....	Pêcheurs et marins du commerce.....	"	180	100	"	"	190	167	"	"	160	154	"
"	Syndicats divers.....	"	"	"	(3 synd.)	"	3	"	"	"	"	"	"
TOTAUX.....		(5 synd.)	223	15	(7 synd.)	238	6	(4 synd.)	217	7			

ALIMENTATION.

Carcassonne..	Cuisiniers.....	"	21	1	11	1	1	1	6	2	3	2	5
Marseille....	Confiseurs et pâtisseries..	55	31	16	15	50	10	5	4	30	20	12	8
<i>Id.</i>	Cuisiniers (terre et mer) ..	"	"	"	"	"	2	2	10	"	"	"	"
<i>Id.</i>	<i>Id.</i> navigateurs du port..	"	"	"	"	"	"	"	"	15	10	10	"
<i>Id.</i>	Employés limonadiers-res- taurateurs.....	"	"	"	"	"	92	579	"	"	50	596	"
<i>Id.</i>	Garçons bouchers et char- cutiers.....	"	"	"	"	"	"	"	"	27	45	27	18
Aix.....	Cuisiniers-pâtisseries-con- fiseurs.....	"	"	"	"	"	"	"	"	15	10	10	"
Bordeaux....	Pâtisseries-glaciers.....	10	8	6	2	25	10	8	2	15	5	3	2
<i>Id.</i>	Cuisiniers.....	45	75	29	147	42	66	15	162	56	105	20	287
Blois.....	Boulangers.....	"	"	"	"	25	30	25	20	"	"	"	"
Nantes.....	<i>Id.</i>	"	"	4	64	"	"	7	47	"	"	8	45
Orléans.....	<i>Id.</i>	"	"	"	"	13	9	3	12	5	10	2	15
<i>Id.</i>	Garçons limonadiers, res- taurateurs.....	"	"	"	"	"	10	16	"	"	"	"	"
Agen.....	Cuisiniers.....	"	"	"	"	"	6	2	20	4	3	1	14
Nancy.....	Garçons limonadiers, res- taurateurs et assimilés..	42	31	22	118	39	18	18	42	15	26	9	12
Lille.....	Cuisiniers.....	"	"	15	33	"	"	5	37	"	"	5	42
Clermont-Fer- rand.....	Garçons limonadiers-res- taurateurs.....	"	"	"	"	23	16	14	2	15	1	"	5
Biarritz.....	Garçons d'hôtels, restau- rateurs, limonadiers..	15	8	8	3	"	"	"	"	"	"	"	"
Perpignan....	Pâtisseries-confiseurs....	2	1	1	10	2	0	"	"	2	"	"	"
<i>Id.</i>	Cuisiniers.....	"	"	"	"	"	"	"	"	4	1	1	25
Lyon.....	Garçons bouchers.....	105	114	54	21	"	"	"	"	121	99	77	22
<i>Id.</i>	Garçons bouchers et simi- laires.....	20	12	12	"	"	"	"	"	30	40	30	"
Paris.....	Boulangers (Union amé- ricaine).....	"	17	2	15	"	35	14	21	"	34	4	30
<i>Id.</i>	Compagnons et aspirants boulangers (mixte)....	450	405	122	"	"	"	"	"	"	"	"	"
<i>Id.</i>	Cuisiniers de Paris.....	100	608	56	552	"	734	42	692	"	"	"	"
<i>Id.</i>	<i>Id.</i> (rue Mandar).....	"	"	157	720	"	"	73	985	"	"	76	558
<i>Id.</i>	<i>Id.</i> (société mixte).....	"	"	78	298	"	"	72	354	"	"	47	445
<i>Id.</i>	Confiseurs.....	95	15	10	2	1,305	90	85	15	"	"	"	"
<i>Id.</i>	Pâtisseries de la Seine..	104	46	46	745	110	50	50	750	130	40	40	700
<i>Id.</i>	Journaliers garçons mar- chands de vins.....	"	267	188	333	"	268	140	200	"	266	170	300

LOCALITÉS.	PROFESSIONS.	JUILLET.				AOÛT.				SEPTEMBRE.			
		DEMANDES.	OFFRES.	PLA-CEMENTS		DEMANDES.	OFFRES.	PLA-CEMENTS		DEMANDES.	OFFRES.	PLA-CEMENTS	
				à demeure	en extra.			à demeure	en extra.			à demeure	en extra.
ALIMENTATION. (Vin.)													
Paris.....	Boulangers.....	"	"	"	"	"	"	12	45	"	"	"	"
Id.....	Boulangers «viennois» et pâtisseries.....	"	"	"	"	"	"	"	"	13	12	3	9
Id.....	Biscuitiers, pain d'épi-ces et assimilés.....	"	"	"	"	"	"	"	"	50	10	8	2
Id.....	Gens de maison et em-ployés de commerce rémunis de l'alimenta-tion.....	150	120	50	80	"	"	"	"	200	252	60	80
Bouen.....	Maîtres d'hôtels, garçons restaurateurs.....	"	"	"	"	"	"	"	"	87	50	40	120
Le Havre.....	Employés de restaurant navigateurs.....	16	"	16	"	"	"	"	"	29	"	29	"
Id.....	Maîtres d'hôtels et gar-çons du port.....	"	"	"	"	"	"	"	"	75	17	17	4
Mantes.....	Boulangers et similaires.	19	4	3	7	13	16	6	10	"	"	"	"
Saint-Germain-en-Laye.....	Boulangers.....	11	4	4	7	"	"	"	"	6	3	3	68
Alger.....	Id.....	"	"	"	"	"	"	"	"	28	6	6	12
Id.....	Employés financiers res-taureurs.....	"	"	"	"	"	"	"	"	101	3	3	41
"	Syndicats divers.....	(5 synd.)	10	5	(6 synd.)	8	18	(7 synd.)	9	16			
	TOTAUX.....	(24 synd.)	911	3,255	(27 synd.)	708	4,035	(39 synd.)	782	3,472			
INDUSTRIES DU LIVRE.													
Nice.....	Typographes.....	40	10	"	10	17	5	3	2	"	"	"	"
Lille.....	Id.....	41	8	20	7	31	3	2	9	"	"	"	"
Paris.....	Conducteurs typographes.	"	"	"	"	"	"	"	"	23	35	"	57
Id.....	Typographes.....	43	31	31	"	47	39	39	"	57	46	46	"
Id.....	Imprimeurs conducteurs typographes.....	20	15	5	10	"	"	"	"	45	53	25	"
Id.....	Id. (rue du Dragon).....	25	20	14	"	27	20	7	"	"	"	"	"
Id.....	Lithographes (Union).....	25	14	10	4	26	19	15	4	19	13	12	1
Id.....	Id. indépendants.....	67	58	58	"	53	41	41	"	61	52	52	"
"	Syndicats divers.....	(20 synd.)	23	23	(19 synd.)	40	12	(21 synd.)	22	22			
	TOTAUX.....	(24 synd.)	161	54	(25 synd.)	140	27	(27 synd.)	161	114			
INDUSTRIES DU CUIR.													
"	Syndicats divers.....	(5 synd.)	5	4	(9 synd.)	3	5	(5 synd.)	5	6			
INDUSTRIES DU TEXTILE ET DU VÊTEMENT.													
Agen.....	Tailleurs d'habits.....	13	"	"	13	"	"	"	"	"	"	"	"
Paris.....	Tailleurs et couturiers.....	"	"	"	"	50	"	22	11	"	"	"	"
Id.....	Coupeurs - chemisiers, faux-cols, lingerie.....	18	14	10	4	15	12	10	2	18	13	10	3
Id.....	Teintur. et dégraissures.....	"	"	51	19	"	"	"	"	"	"	71	6
Id.....	Tisseurs en tous genres.....	"	"	"	"	18	"	12	"	18	"	11	"
Id.....	Ouv. de l'habillement.....	"	"	"	"	36	21	8	"	40	35	12	"
Id.....	Passementiers à la main.....	"	"	"	"	"	"	"	"	12	20	12	"
Id.....	Casqueters.....	"	"	"	"	"	"	"	"	65	"	"	28
Id.....	Ouvrières fleuristes, foul-lagistes, etc.....	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	20	"
Remiremont...	Ouvriers des deux sexes de l'industrie textile.....	59	131	46	"	"	"	"	"	"	"	"	"
"	Syndicats divers.....	(12 synd.)	12	4	(5 synd.)	7	1	(8 synd.)	7	8			
	TOTAUX.....	(16 synd.)	119	40	(9 synd.)	59	14	(14 synd.)	143	45			

LOCALITÉS.	PROFESSIONS.	JUILLET.					AOÛT.					SEPTEMBRE.				
		DEMANDES.	OFFRES.	PLA-CEMENTS			DEMANDES.	OFFRES.	PLA-CEMENTS			DEMANDES.	OFFRES.	PLA-CEMENTS		
				demeure à	en	extra.			demeure à	en	extra.			demeure à	en	extra.
INDUSTRIES DU BOIS.																
Bordeaux.....	Menuisiers.....	35	38	34	1	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Lyon.....	Id.....	32	15	11	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Paris.....	Menuisiers en bâtiment..	51	54	51	43	47	43	"	45	76	45	"	"	"	"	"
Id.....	Ouv. et ouvres doreurs sur bois (ateliers)....	70	7	2	60	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Id.....	Ouvriers de la voiture...	300	86	108	28	452	280	385	"	2.150	43	43	"	"	"	"
Id.....	Compagnons charrons...	71	83	58	13	63	67	42	21	51	59	35	16	"	"	"
Id.....	Layetiers emballleurs....	15	12	8	4	10	8	5	3	12	7	6	4	"	"	"
Alger.....	Tonneliers.....	"	"	"	"	"	"	"	"	10	6	"	10	"	"	"
"	Syndicats divers.....	(8 synd.)	8	3	(11 synd.)	30	5	(7 synd.)	5	6	"	5	6	"	"	"
TOTAUX.....		(15 synd.)	280	109	(14 synd.)	500	26	(12 synd.)	134	36						
INDUSTRIES MÉTALLURGIQUES.																
Bordeaux.....	Maréchaux-ferrants.....	20	18	18	1	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Paris.....	Ingénieurs et ouvriers mé- caniciens de l'industrie électrique.....	27	10	10	"	"	"	"	4	42	4	"	"	"	"	"
Id.....	Mécaniciens (Union)....	"	"	"	70	2	12	"	80	1	10	"	"	"	"	"
Id.....	Ouvriers en instruments de précision.....	42	25	22	"	58	19	16	"	80	15	25	"	"	"	"
"	Syndicats divers.....	(13 synd.)	35	10	(13 synd.)	27	6	(16 synd.)	22	4						
TOTAUX.....		(16 synd.)	85	111	(15 synd.)	55	6	(18 synd.)	57	4						
TRAVAUX PUBLICS ET BÂTIMENT.																
Marseille....	Maçons des travaux d'art publics et sous-marins.	68	30	"	61	100	34	34	7	70	122	63	"	"	"	"
Bordeaux....	Peintres en bâtiment...	20	12	"	6	15	5	"	"	20	30	10	"	"	"	"
Perpignan....	Maçons, plâtriers et ci- mentiers.....	45	6	1	10	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Paris.....	Peintres en bâtiments et similaires.....	5	77	5	"	0	41	"	"	18	21	18	"	"	"	"
Id.....	Ornemanistes en carton pierre, plâtre et stoff.	35	31	29	"	54	25	21	"	47	34	31	"	"	"	"
Id.....	Plombiers et similaires indépendants.....	"	"	"	"	72	13	12	1	39	29	25	2	"	"	"
"	Syndicats divers.....	(11 synd.)	19	1	(17 synd.)	21	7	(10 synd.)	1	5						
TOTAUX.....		(16 synd.)	54	78	(20 synd.)	88	15	(15 synd.)	148	7						
TRAVAIL DES TERRES ET PIERRES AU FEU.																
"	Syndicats divers.....	(4 synd.)	4	1	(3 synd.)	4	5	(6 synd.)	2	"						
TRANSPORTS, COMMERCE ET MANUTENTION.																
Marseille....	Employés de commerce..	28	15	15	"	37	32	32	"	32	28	28	"	"	"	"
Bordeaux....	Employés de l'épicerie et droguerie.....	70	67	67	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Méze.....	Matelots arrimeurs.....	35	15	5	10	"	"	"	"	31	7	"	"	"	"	"
Paris.....	Dames employées de com- merce.....	"	"	"	"	84	43	16	"	100	43	34	"	"	"	"
Id.....	Employés indépendants de l'industrie et du commerce.....	11	4	3	"	19	14	10	1	28	17	15	2	"	"	"
Id.....	Clercs d'huissiers de la Seine.....	14	7	9	2	16	3	8	2	7	5	7	"	"	"	"
Id.....	Employés photographes français.....	"	"	"	"	"	"	"	"	15	15	15	"	"	"	"
Id.....	Union des comptables...	27	11	4	1	27	15	5	2	29	19	9	2	"	"	"
Id.....	Employés de commerce et de l'industrie.....	134	196	57	8	94	239	62	5	131	289	117	7	"	"	"

LOCALITÉS.	PROFESSIONS.	JUILLET.				AOÛT.				SEPTEMBRE.			
		DEMANDES.	OFFRES.	PLA- CEMENTS		DEMANDES.	OFFRES.	PLA- CEMENTS		DEMANDES.	OFFRES.	PLA- CEMENTS	
				à demeur.	en extra.			à demeur.	en extra.			à demeur.	en extra.
TRANSPORTS, COMMERCE ET MANUTENTION. (Suite.)													
Paris	Dessinateurs du bâtiment.	20	"	8	4	"	"	"	"	20	"	3	6
Id.	Voyageurs et représen- tants de commerce et d'industrie française ..	"	"	"	"	600	20	20	"	400	25	"	"
"	Syndicats divers	(21 synd.)	22	6	(17 synd.)	37	4	(16 synd.)	42	10			
	TOTAUX	(27 synd.)	183	30	(23 synd.)	185	12	(24 synd.)	270	27			
COIFFEURS ET GENS DE MAISON.													
Nice	Coiffeurs	"	"	"	"	"	"	"	"	27	11	8	39
Marseille.	Servantes	97	67	43	7	"	"	"	"	"	"	"	"
Id.	Coiffeurs (mixte)	"	"	"	"	"	"	"	"	83	81	81	181
Nîmes	Coiffeurs	37	41	15	26	31	49	12	25	"	"	"	"
Bordeaux	Gens de maison	54	61	21	3	48	61	19	4	44	71	15	7
Id.	Coiffeurs	"	"	"	"	"	"	"	"	110	70	25	45
Le Mans	Id.	23	32	32	"	37	45	40	5	27	20	20	15
Paris	Gens de maison « Le Mé- nage »	"	"	"	"	102	116	15	6	200	132	35	"
Id.	Gens de maison des deux sexes	"	"	"	"	41	19	17	2	"	"	"	"
Id.	Association profession- nelle de la coiffure (mixte).	35	"	"	80	40	20	20	50	100	30	30	100
Id.	Gens de maison (Union).	45	29	24	5	44	19	17	2	147	143	116	2
Id.	Gens de service des mai- sons bourgeoises	25	40	15	5	44	65	29	12	42	57	21	5
Bône	Coiffeurs	16	5	8	4	"	"	"	"	"	"	"	"
"	Syndicats divers	(5 synd.)	5	1	(1 synd.)	1	"	(1 synd.)	5	"			
	TOTAUX	(13 synd.)	163	131	(9 synd.)	170	100	(10 synd.)	356	394			
DIVERS.													
Marseille.	Enseignement primaire privé laïque	11	4	4	"	"	"	"	"	14	12	12	"
Id.	Préparateurs en pharma- cie	"	"	"	"	"	"	"	"	15	12	10	2
Saint-Etienne ..	Instituteurs et institutri- ces privés de la Loire ..	"	"	"	"	"	"	"	"	17	51	32	"
Lyon	Préparateurs en pharma- cie	"	"	"	"	"	"	"	"	12	21	10	"
Paris	Professeurs de l'enseigne- ment libre de France et de l'étranger	9	13	12	"	19	23	22	"	25	20	18	1
Id.	Membres et employés de l'enseignement privé ..	14	8	2	"	21	19	17	"	11	17	12	"
Id.	Institutrices privées ..	145	218	22	"	111	136	45	"	76	135	27	"
Id.	Association profession- nelle des artistes musiciens.	33	"	33	"	"	"	"	"	125	150	150	"
Id.	Musiciens (28, rue Mon- tholon)	"	"	"	458	"	"	"	588	"	"	"	538
Id.	Mécaniciens - chauffeurs- électriciens des chemins de fer et de l'industrie.	70	55	30	25	"	"	"	"	"	"	"	"
Id.	Chauffeurs - mécaniciens - électriciens et automo- bilistes (Union)	10	10	5	5	30	10	4	6	32	10	5	5
Id.	Laveurs de voitures	23	7	18	5	"	"	"	"	17	"	11	4
Id.	Manœuvres industriels in- dépendants	58	19	11	5	67	25	16	6	53	38	12	26
"	Syndicats divers	(8 synd.)	13	7	(5 synd.)	1	3	(8 synd.)	11	10			
	TOTAUX	(16 synd.)	148	505	(12 synd.)	115	599	(19 synd.)	310	885			
	TOTAUX GÉNÉRAUX ..	(81 synd.)	2,316	4,231	(173 synd.)	2,265	4,850	(184 synd.)	2,586	4,997			

MOUVEMENT SYNDICAL.

Pendant le mois de janvier 1908, le Ministère du Travail et de la Prévoyance sociale a été avisé de la création de :

- 43 syndicats patronaux comptant 1,579 membres;
- 49 syndicats ouvriers comptant 4,836 membres;
- 3 syndicats mixtes comptant 266 membres;
- 1 union de syndicats patronaux;
- 3 unions de syndicats ouvriers;
- 2 bourses du travail,

et de la dissolution de :

- 3 syndicats patronaux comptant 196 membres;
- 10 syndicats ouvriers comptant 380 membres;

Les nouvelles associations signalées ont été fondées :

18 en décembre, 15 en novembre, 11 en octobre, 9 en septembre, 5 en août, 1 en juillet, 1 en juin, 2 en mai, 5 en avril, 4 en mars, 3 en février, 1 en janvier 1907, 18 antérieurement au 1^{er} janvier 1907 et 8 en janvier 1908.

A. — CRÉATION DE SYNDICATS, D'UNIONS DE SYNDICATS ET DE BOURSES DU TRAVAIL.

(La date entre crochets [] est celle de la création du syndicat.)

1° SYNDICATS PATRONAUX.

Aisne [21 avril 1907]. — Chambre syndicale des patrons **maréchaux ferrants** du Soissonnais (42 membres). Siège social : rue Saint-Antoine, 8, Soissons. — [12 novembre 1907]. — Chambre syndicale des entrepreneurs de **peinture** du Soissonnais (10 membres). Siège social : rue de la Congrégation, 11, Soissons.

Alpes-Maritimes [9 octobre 1907]. — Association syndicale des **laitiers** de Beausoleil et environs (44 membres). Siège social : Ferme Menei rue Moneighetti, BEAUSOLEIL. — [20 novembre 1907]. — Syndicat **vinicole** de Menton (17 membres). Siège social : café du siècle, rue Trema, MENTON. — [14 décembre 1907]. — Chambre syndicale des **horlogers**, bijoutiers, joailliers et orfèvres magasiniers de Nice (35 membres). Siège social : avenue de la Gare, 1, NICE.

Bouches-du-Rhône [24 novembre 1907]. — Syndicat des petits entrepreneurs de **camionnage** de Marseille (65 membres). Siège social : boulevard des Dames, 47, MARSEILLE. — [12 février 1907]. — Syndicat des détaillants **chapeliers** de Marseille (24 membres). Siège social : rue Paradis, 3, MARSEILLE.

Côte-d'Or [27 octobre 1907]. — Syndicat de l'industrie **agricole** de France (17 membres). Siège social : hôtel Morot, DIJON. — [27 octobre 1907]. — Syndicat des marchands de **machines** agricoles de la Côte-d'Or et limitrophes (14 membres). Siège social : Bourse de commerce, DIJON.

Gironde [11 novembre 1907]. — Syndicat des patrons **boulangers** de Bazas et de

la région (40 membres). **Siège social** : café Cazalés, cours Ausone, **BAZAS**. — [8 novembre 1907]. — Chambre syndicale des représentants des compagnies d'**assurances** terrestres de l'arrondissement de Libourne (20 membres). **Siège social** : rue Chanzy, 23, **LIBOURNE**.

Indre-et-Loire [1^{er} janvier 1908]. — Union syndicale des fabricants de **cartonnages** (14 membres). **Siège social** : rue Inkermann, 4, **TOURS**.

Loir-et-Cher [5 mars 1907]. — Union syndicale des **cafetiers**, hôteliers et débiteurs de boissons de Vendôme et de l'arrondissement (42 membres). **Siège social** : café de la Halle, place Saint-Martin, **VENDÔME**.

Loire [9 avril 1907]. — Chambre syndicale des **charcutiers** de Saint-Étienne (58 membres). **Siège social** : café Champagnat, place du Peuple, **SAINT-ÉTIENNE**. — [22 août 1907]. — Chambre syndicale des **patrons layetiers-emballeurs** de Saint-Étienne (12 membres). **Siège social** : Place Marengo, 7, **SAINT-ÉTIENNE**.

Morbihan [13 août 1907]. — Chambre syndicale du commerce en gros des **vins**, vinaigres et spiritueux de l'arrondissement de Vannes (71 membres). **Siège social** : avenue Saint-Symphorien, 26, **VANNES**.

Nord [9 juillet 1907]. — Syndicat de la **boulangerie** de Condé-sur-l'Escaut et environs (12 membres). **Siège social** : rue Clairon, **CONDÉ-SUR-L'ESCAUT**. — [17 décembre 1907]. — Association syndicale des **brasseurs** de la région du Nord (15 membres). **Siège social** : rue Faidherbe, 22, **LILLE**. — [29 mai 1907]. — Union professionnelle des fabricants de **moutarde** du Nord de la France (26 membres). **Siège social** : place du Théâtre, 13, **LILLE**. — [30 décembre 1907]. — Union professionnelle des **entrepreneurs serruriers** constructeurs et poêliers de Roubaix et ses cantons (43 membres). **Siège social** : rue Pauvrée, 28, **ROUBAIX**. — [1^{er} janvier 1908]. — Union des **transports**, annexes des industries textiles (11 membres). **Siège social** : rue de Tournai, 97, **TOURCOING**.

Pyrénées (Hautes-) [15 décembre 1907]. — Syndicat des **laitiers** de Lourdes (20 membres). **Siège social** : Mairie, **LOURDES**.

Rhône [7 décembre 1907]. — Syndicat de défense des commerçants de l'**alimentation** (70 membres). **Siège social** : rue Lavenue, 15, **LYON**. — [22 février 1907]. — Syndicat des patrons **blanchisseurs** et buandiers de Lyon et région (15 membres). **Siège social** : place Raspail, 8, **LYON**. — [1^{er} octobre 1907]. — Union syndicale des **charcutiers** à façon de la ville de Lyon et de la banlieue (30 membres). **Siège social** : passage de l'Argue, 78, **LYON**.

Sarthe [30 août 1907]. — Syndicat des patrons **sabotiers** du département de la Sarthe (65 membres). **Siège social** : salle du Chalet, **LE MANS**.

Savoie [14 octobre 1907]. — Chambre syndicale des entrepreneurs du **bâtiment** et de travaux publics de la ville d'Aix-les-Bains (37 membres). **Siège social** : place du Revard, 8, **AIX-LES-BAINS**. — [13 décembre 1907]. — Chambre syndicale de l'**épicerie** d'Aix-les-Bains (40 membres). **Siège social** : rue de Genève, 50, **AIX-LES-BAINS**.

Savoie (Haute-) — [27 décembre 1907]. — Syndicat des **médecins** d'Annecy (10 membres). **Siège social** : rue du Collège, 1, **ANNECY**.

Seine [8 mars 1907]. — Union syndicale des **débiteurs** de vins et spiritueux de Champigny-sur-Marne (82 membres). **Siège social** : rue Jeanne, 9, **CHAMPIGNY-SUR-MARNE**. — [8 janvier 1908]. — Chambre syndicale de la **droguerie**, herboristerie et des produits pharmaceutiques de France et des colonies (2 membres). **Siège social** : rue de Lancry, 10, **PARIS**. — [15 décembre 1907]. — Chambre syndicale de la **literie** et du meuble en fer (9 membres). **Siège social** : rue de Sambre-et-Meuse, 6, **PARIS**. — [10 décembre 1907]. — Chambre syndicale des **loueurs** de voitures automobiles (12 membres). **Siège social** : place

de la Concorde, 8, PARIS. — [20 décembre 1907]. — Syndicat **médical** de Paris (111 membres). Siège social : rue de Fondary, 54, PARIS. — [15 octobre 1907]. — Syndicat l'Avenir **médical** de la Seine (16 membres). Siège social : rue Hermel, 18, PARIS. — [15 janvier 1908]. — Syndicat de protection de la **navigation** hibernale (en Seine — de Montereau à Rouen — et dans les canaux adjacents) [20 membres]. Siège social : quai Saint-Michel, 13, PARIS. — [9 novembre 1907]. — Syndicat des horticulteurs cultivateurs d'**orchidées** de France (17 membres). Siège social : rue de Grenelle, 84, PARIS. — [7 novembre 1907]. — Syndicat général des industries françaises de la **teinture** et des apprêts (100 membres). Siège social : rue du Louvre, 15, PARIS. — [23 décembre 1907]. — Chambre syndicale des détaillants de la **triperie** de Paris et du département de la Seine (165 membres). Siège social : rue Greneta, 71, PARIS.

Seine-Inférieure [3 septembre 1907]. — Syndicat des marchands de **charbons**, 1/2 gros et détail, du Havre et des environs (80 membres). Siège social : cercle Franklin, ROUEN.

Seine-et-Oise [5 mai 1905]. — Syndicat régional des patrons **jardiniers** (22 membres). Siège social : place du Marché, 41, MEUDON.

Vaucluse [1^{er} décembre 1907]. — Syndicat des **filateurs** du Sud-Est (30 membres). Siège social : café des négociants, rue de la République, AVIGNON. — [14 janvier 1908]. — Syndicat professionnel des fabricants de **balais** de la ville d'Orange (15 membres). Siège social : café André, boulevard de la Meyne, ORANGE.

2° SYNDICATS OUVRIERS.

Aisne [2 septembre 1906]. — Syndicat des ouvriers **verriers** (verre noir) de Vauxrot (150 membres). Siège social : maison Berthiot (Léon), CUFFIES. — [19 janvier 1907]. — Union soissonnaise des ouvriers du **livre** (10 membres). Siège social : rue Saint-Martin, 33, SOISSONS.

Allier [12 janvier 1908]. — Syndicat des ouvriers **bûcherons**, agricoles et travaux similaires de Neure (20 membres). Siège social : Mairie, NEURE.

Alpes (Basses-) [30 juin 1906]. — Syndicat international des ouvriers du **bâtiment** (78 membres). Siège social : boulevard Gassendi, 3, DIGNE.

Alpes-Maritimes [14 février 1907]. — Syndicat des extracteurs de **terres** réfractaires de Vallauris (25 membres). Siège social : café américain, avenue du Golfe, VALLAURIS.

Bouches-du-Rhône [20 septembre 1907]. — Syndicat des employés civils (employés de bureau, dessinateurs, etc.) des services et établissements du Ministère de la **guerre** (place de Marseille) [40 membres]. Siège social : rue des Cyprès, 18, MARSEILLE.

Cher [18 décembre 1907]. — Syndicat des ouvriers **bûcherons** agricoles et travaux similaires de Jalognes (30 membres). Siège social : JALOGNES.

Côtes-du-Nord [1^{er} mars 1906]. — Chambre syndicale des **employés** et voyageurs de commerce et parties similaires des deux sexes de la ville de Saint-Brieuc (70 membres). Siège social : rue Madeleine, 4, SAINT-BRIEUC.

Doubs [21 octobre 1907]. — Syndicat des ouvriers et ouvrières **cartonniers** de Besançon (27 membres). Siège social : Bourse du travail, BESANÇON.

Isère [27 octobre 1906]. — Syndicat des ouvrières et ouvriers du **tissage** mécanique lyonnais et de la région (306 membres). Siège social : LES ABRETS. — [12 janvier 1908]. — Syndicat régional pour l'amélioration du salaire du travail et des transports par terre des

produits nécessaires aux usines de **ciments** et assimilées du canton de Vif (18 membres). Siège social : Les Saillants du Guâ, LE GUÂ. — [25 septembre 1907]. — Union des syndicats du **tissage** de la région lyonnaise (section de Fures) [7 membres]. Siège social : TULLINS-FURES. — [5 décembre 1907]. — Union des syndicats du **tissage** de la région lyonnaise (section de Saint-Jean de Chepy) [38 membres]. Siège social : TULLINS.

Jura [16 novembre 1907]. — Syndicat des ouvriers en **tuyaux de pipes** (section de Cinquétral) [68 membres]. Siège social : CINQUÉTRAL.

Loir-et-Cher [19 octobre 1907]. — Syndicat des ouvriers **bûcherons**, agricoles et travaux similaires de Pray et des communes avoisinantes (30 membres). Siège social : PRAY.

Loire [3 mars 1907]. — Union indépendante des ouvriers **métallurgistes** de Firminy et de ses environs (850 membres). Siège social : rue Hôpital, 9, FIRMINY. — [27 septembre 1902]. — Syndicat des ouvriers **gareurs**, monteurs de chaînes, jacquardiers et similaires de Roanne et de la région (66 membres). Siège social : Bourse du travail, ROANNE. — [2 décembre 1894]. — Chambre syndicale des ouvriers **imprimeurs**, graveurs, lithographes et papetiers du département de la Loire (14 membres). Siège social : Bourse du travail, ROANNE. — [2 février 1906]. — Syndicat des ouvriers **canonniers** et similaires de Saint-Étienne (130 membres). Siège social : Bourse du travail, SAINT-ÉTIENNE. — [10 avril 1906]. — Chambre syndicale des ouvriers **maréchaux ferrants** de Saint-Étienne et de la Loire (18 membres). Siège social : Bourse du travail, SAINT-ÉTIENNE. — [1^{er} janvier 1905]. — Chambre syndicale des **mineurs** et ouvriers similaires des mines de Saint-Étienne (278 membres). Siège social : rue de Tardy, 40, SAINT-ÉTIENNE. — [7 août 1906]. — Syndicat des ouvriers **pâtisseries**, confiseurs, chocolatiers, biscuitiers et similaires de Saint-Étienne et de la région (87 membres). Siège social : Bourse du travail, SAINT-ÉTIENNE. — [26 novembre 1905]. — Union syndicale des ouvriers main d'œuvre exceptionnelle des **Postes**, télégraphes [section de Saint-Étienne] (40 membres). Siège social : Bourse du travail, SAINT-ÉTIENNE. — [5 novembre 1905]. — Chambre syndicale des ouvriers **métallurgistes** d'Unieux et communes limitrophes (199 membres). Siège social : Salle des fêtes des aciéries, UNIEUX.

Loire-Inférieure [2 mai 1906]. — Syndicat indépendant des **camionneurs** (7 membres). Siège social : rue de l'Héronnière, 2, NANTES. — [28 décembre 1907]. — Syndicat jaune professionnel du personnel ouvrier de la Compagnie européenne du **gaz**, à Nantes (84 membres). Siège social : rue de l'Héronnière, 2, NANTES.

Loiret [9 octobre 1907]. — Syndicat des ouvriers du **bâtiment** et parties similaires de Gien et des environs (53 membres). Siège social : chez M. Broussat, secrétaire, rue Bernard, GIEN. — [29 septembre 1907]. — Syndicat des ouvriers **bûcherons** et agricoles et travaux similaires de Saint-Brisson (30 membres). Siège social : SAINT-BRISSON. — [10 novembre 1907]. — Syndicat des ouvriers du **bâtiment** et parties similaires du canton de Sully-sur-Loire (50 membres). Siège social : rue du Coq, SULLY-SUR-LOIRE. — [10 novembre 1907]. — Syndicat des ouvriers **bûcherons**, agricoles et travaux similaires du canton de Sully-sur-Loire (36 membres). Siège social : SULLY-SUR-LOIRE.

Marne [5 novembre 1907]. — Chambre syndicale ouvrière des **coiffeurs** de Châlons-sur-Marne (23 membres). Siège social : place de la République, 21, CHÂLONS-SUR-MARNE.

Nièvre [2 septembre 1907]. — Syndicat des garçons **limonadiers**, restaurateurs, d'hôtels et similaires de Nevers (2 membres). Siège social : rue du Commerce, 17, NEVERS.

Nord [1^{er} avril 1907]. — Syndicat des ouvriers **mécaniciens** et parties similaires (350 membres). Siège social : rue de l'Église, MARPENT.

Pas-de-Calais [1^{er} août 1907]. — Union syndicale des ouvriers **zingueurs**, plombiers, gaziers et ferblantiers d'Arras et des environs (25 membres). Siège social : rue des Trois-Visages, 24, ARRAS.

Rhône [15 juin 1907]. — Fédération nationale des travailleurs du **verre** (50 membres).
Siège social : à la verrerie, avenue Paul-Krüger, **VILLEURBANNE**.

Seine [1^{er} décembre 1907]. — Groupe amical des faïonniers de la **bijouterie** en doré, petit bronze et orfèverie (28 membres). Siège social : rue Fontaine-au-Roi, 14, **PARIS**. — [25 novembre 1907]. — « La Solidarité » association de travailleurs et spécialistes de l'entreprise générale de **couverture**, plomberie, zinguerie, hygiène, assainissement (10 membres). Siège social : rue Demours, 74, **PARIS**. — [5 octobre 1907]. — Chambre syndicale des **employés** de banque et de bourse de la région parisienne (381 membres). Siège social : boulevard Montmartre, 9, **PARIS**. — [21 janvier 1908]. — Syndicat des employés principaux et des assimilés aux rédacteurs principaux de la Société du **gaz** de Paris (50 membres). Siège social : rue Condorcet, 17, **PARIS**. — [15 novembre 1907]. — « La Solidarité » association de travailleurs et spécialistes pour l'entreprise générale de **menuiserie-parqueterie** et autres parties similaires (10 membres). Siège social : rue Demours, 74, **PARIS**. — [28 septembre 1907]. — « La Solidarité » association d'artistes et de travailleurs spécialistes en **vitraux** (10 membres). Siège social : rue Demours, 20, **PARIS**. — [18 avril 1906]. — Syndicat du personnel non gradé des **hôpitaux**, hospices et asiles nationaux (178 membres). Siège social : Grande-rue, 57, **SAINT-MAURICE**.

Seine-Inférieure [16 septembre 1907]. — Syndicat régional des employés et ouvriers de **tramways** [1^{er} réseau] (200 membres). Siège social : Bourse du travail, **ROUEN**.

Vaucluse [1^{er} décembre 1907]. — Syndicat féminin des ouvrières de la **couture** (20 membres). Siège social : Bourse du travail, **AVIGNON**. — [1^{er} décembre 1907]. — Syndicat des **hommes de peine** (25 membres). Siège social : Bourse du travail, **AVIGNON**. — [1^{er} septembre 1907]. — Chambre syndicale des ouvriers fabricants de **balais** et similaires (72 membres). Siège social : café des Négociants, place de l'Hôtel-de-Ville, **ORANGE**.

Vienne [2 septembre 1906]. — Chambre syndicale ouvrière du **bâtiment** de Chauvigny (96 membres). Siège social : Bourse du travail, **CHAUVIGNY**. — [10 avril 1906]. — Syndicat des ouvriers **carriers** de Chauvigny (48 membres). Siège social : Bourse du travail, **CHAUVIGNY**. — [7 mars 1907]. Syndicat des ouvriers **cordonniers** et parties similaires de **CHAUVIGNY** (37 membres). Siège social : Bourse du travail, **CHAUVIGNY**.

3° SYNDICATS MIXTES.

Aude [28 août 1907]. — Syndicat professionnel des **vignerons** de la région de Carcassonne (133 membres). Siège social : salle Aussaguel **MARSEILLETTE**. — [3 septembre 1907]. — Syndicat professionnel des **vignerons** de la région de Carcassonne (100 membres). Siège social : **TRAUSSE**.

Loire [2 septembre 1898]. — Chambre syndicale des **passementiers** de Saint-Jean-de-Bonnefonds, patrons et ouvriers réunis (33 membres). Siège social : **SAINT-JEAN-DE-BONNEFONDS**.

4° UNIONS DE SYNDICATS PATRONAUX.

Rhône [2 octobre 1907]. — Fédération de l'**alimentation** lyonnaise (9 syndicats adhérents). Siège social : place du Pont, 6, **LYON**.

5° UNIONS DE SYNDICATS OUVRIERS.

Nord [9 décembre 1903]. — Union des syndicats roubaisiens (16 syndicats adhérents). Siège social : rue de l'Alma, 172, **ROUBAIX**.

Seine [1^{er} novembre 1904]. — Fédération des mécaniciens et chauffeurs des **chemins**

de fer de l'Est (50 membres). Siège social : rue de la Forge, 120, NOISY-LE-SEC. — [13 novembre 1907]. — Cartel des ouvriers sur **métaux** de France (8 syndicats adhérents). Siège social : rue Fontaine-au-Roi, 66, PARIS.

6^e BOURSES DU TRAVAIL.

Aube [2 avril 1907]. — Bourse du travail (4 syndicats adhérents). Siège social : Maison du Peuple, rue Gornet-Boivin, 43, ROMILLY-SUR-SEINE.

Vienne [1^{er} mai 1907]. — Bourse du travail (3 syndicats adhérents). Siège social : Hôtel-de-Ville, CHAUVIGNY.

B. — SYNDICATS DISSOUS.

(La date entre crochets [] est celle de la création du syndicat. La date de la dissolution n'est pas donnée, parce que l'inactivité du syndicat est souvent le seul indice de sa disparition.)

1^o SYNDICATS PATRONAUX.

Seine [7 novembre 1902]. — Chambre syndicale des fabricants de **bijouterie** et d'orfèvrerie fantaisie (109 membres). Siège social : rue de Lancry, 10, PARIS. (A fusionné avec la Chambre syndicale de la **bijouterie** fantaisie en tous genres et des industries qui s'y rattachent.). — [26 septembre 1904]. — Union syndicale des **professeurs** libres diplômés de langues, musique, sciences et arts (64 membres). Siège social : rue Châteaubriand, 11, PARIS. — [3 août 1897]. — Chambre syndicale **des vins** en bouteilles (23 membres). Siège social : rue Saint-Honoré, 163, PARIS.

2^o SYNDICATS OUVRIERS.

Cher [2 mai 1905]. — Chambre syndicale des **manœuvres**, journaliers, travailleurs agricoles et viticoles de Saint-Amand (45 membres). Siège social : SAINT-AMAND. — [15 février 1903]. — Chambre syndicale des ouvriers **bûcherons** et travaux similaires de la commune de Villabon (41 membres). Siège social : VILLABON.

Drôme [1^{er} juin 1904]. — Chambre syndicale ouvrière des **bouchers**, tripiers, charcutiers, boyaudiers et parties similaires (21 membres). Siège social : Bourse du travail, VALENCE.

Gironde [2 septembre 1890]. — Chambre syndicale des ouvriers **menuisiers** de la ville de Libourne et du département de la Gironde (20 membres). Siège social : salle de l'Athénée, LIBOURNE. — [20 septembre 1906]. — Chambre syndicale des ouvriers similaires de la **verrerie** de Lormont (31 membres). Siège social : place du Port, 5, LORMONT. — [15 septembre 1904]. — Chambre syndicale des ouvriers **verriers** en verre blanc de Lormont (30 membres). Siège social : LORMONT.

Hérault [8 février 1904]. — Chambre syndicale des ouvriers **cultivateurs**, terrassiers et similaires de Bédarieux et la banlieue (25 membres). Siège social : maison Vignes, place du Pavillon, BÉDARIEUX. — [15 septembre 1901]. — Chambre syndicale des artistes **musiciens instrumentistes** de Cette (30 membres). Siège social : Bourse du travail, CETTE.

Seine [1^{er} janvier 1907]. — Syndicat des employés et agents d'assurances (29 membres). Siège social : faubourg Montmartre, 13, PARIS. — [19 mars 1904]. — Chambre syndicale des ouvrières et ouvriers **confectionneurs** (grandes pièces) [105 membres]. Siège social : rue Ordener, 109, PARIS.

ERRATUM.

BULLETIN DE DÉCEMBRE 1907.

Page 312, département de la Sarthe, *rectifier* comme suit le tableau statistique des travaux de secours en cas de chômage :

SARTHE, ...	La Flèche.	2,539 60	10 chômeurs employés ;	12,698 heures.
	Mayenne.	2,337 75	39 —	2,106 journées.
	Le Mans.	22,396 44	345 —	9,750 —
	Saint-Calais.	383 00	13 —	244 —

Le Rédacteur en Chef du Bulletin, Gérant,

CH. PICQUENARD.

PUBLICATIONS DE LA DIRECTION DU TRAVAIL.

(Les volumes épuisés sont marqués d'un astérisque.)

I. — CONSEIL SUPÉRIEUR DU TRAVAIL.

- 1^{re} SESSION (1891). — * *Compte rendu*. — *Rapports* : Bureaux de placement (M. Thévenet). — Protection des salaires (M. Martelin). — Création d'un office du travail (M. Keufer). — 1 in-4°, 200 p. 3 fr. 25
- 2^e SESSION (1892). — * *Compte rendu*. — *Rapports* : Organisation du crédit populaire (MM. Labeyrie et Delahaye). — Sociétés coopératives de crédit (M. Lyon-Caen). — Habitations ouvrières (M. Siegfried). — Musée d'économie sociale (M. Linder). — Règlements d'atelier (M. Keufer). — Pétition des typographes de Lyon. — 1 in-4°, 252 p. 3 francs.
- 3^e et 4^e SESSIONS (déc. 1893-janv. 1894). — * *Compte rendu*. — *Rapport* sur l'organisation du crédit populaire (M. Maury). — 1 in-4°, 341 p. 3 fr. 30.
- 5^e SESSION (1895). — * *Compte rendu*. — *Rapport* sur la création de chambres de travail (M. Depasse). — 1 in-4°, 165 p. 2 fr. 25.
- 6^e SESSION (1896). — * *Compte rendu*. — *Rapports* : L'insaisissabilité des pensions ouvrières (M. Paulet). — La question du chômage. — 1 in-4°, 143 p., 1 fr. 80. — * *Rapport* sur la question du chômage, avec les documents réunis par l'Office du travail. — 1 in-4°, 318 p. 3 fr. 60.
* Statistique des travaux de secours en cas de chômage (1896, 1897, 1898) [note de l'Office du travail]. 1 broch. in-4°, 23 p. (1899). 1 franc.
- 7^e SESSION (1897). — * *Compte rendu*. — *Rapport* sur le système actuel des adjudications (M. Keufer). — Note de l'Office du travail sur le minimum de salaire dans les travaux publics. — 1 in-4°, 299 p. 3 francs.
- 8^e SESSION (1898). — * *Compte rendu*. — *Rapport* sur le marchandage (M. Goy). — Note de l'Office du travail sur le marchandage. — 1 in-4°, 127 p. 1 fr. 80.
- 9^e SESSION (1900). — * *Compte rendu*. — 1 in-4°, 525 p. 4 fr. 50.
* Les conseils de prud'hommes [documents et enquêtes de l'Office du travail]. — 1 in-4°, 409 p. 3 fr. 60.
Enquête sur la législation des conseils de prud'hommes. — 1 broch. in-4°, 55 p. 1 franc.
- 10^e SESSION (1901). — * *Compte rendu*. — 1 in-4°, 173 p., 2 fr. 25. — * *Rapport* et documents sur la réglementation du travail dans les bureaux et magasins (M. Dalle) et dans les petites industries de l'alimentation (M. Barafort). — 1 in-4°, 26 p. 3 francs.
Rapports sur diverses modifications à la législation des prud'hommes et sur les renvois par suite de saisie-arrêt. — 1 broch. in-4°, 28 p. 1 franc.
- 11^e SESSION (1902). — *Compte rendu*. — 1 in-4°, 147 p. 1 fr. 80.
* Apprentissage : enquête et doc. (rapport de M. Briat). — 1 in-4°, 537 p. 4 fr. 50.
* *Rapport* sur les modifications à apporter aux groupes professionnels du conseil supérieur (M. Fagnot). — 1 broch. in-4°, 15 p. 1 franc.
- 12^e SESSION (1903). — *Compte rendu*. — 1 in-4°, 224 p. 2 fr. 70.
Les caisses de chômage. — 1 in-4°, 148 p. 1 fr. 80.
Réglementation du travail dans les industries de transport (M. Moreau). — 1 in-4°, 87 p. 1 fr. 50.
Enquêtes et documents sur le délai-congé. — 1 in-4°, 104 p. 1 fr. 80.
- 13^e SESSION (1904). — *Compte rendu*. — 1 in-4°, 233 p. 1 fr. 80.
Le repos hebdomadaire (rapport de M^{lle} Blondel). — 1 in-4°, 73 p. 1 fr. 50.
Le délai-congé (rapport de M. Manoury). — 1 in-4°, 52 p. 1 fr. 50.
- 14^e SESSION (1905). — *Compte rendu*. — 1 in-4°, 135 p. 1 fr. 80.
- 15^e SESSION (novembre 1905). — *Compte rendu*. — 1 in-4°, 168 p. 2 fr. 25.
L'enseignement professionnel (rapport de M. Briat). — 1 in-4°, 159 p. 2 francs.
- 16^e SESSION (1906). — *Compte rendu*. — 1 in-4°, 244 p. 2 fr. 70.
L'affichage des lois ouvrières (rapport de M. Paillot). — 1 in-4°, 11 p. 1 franc.
* L'inspection du travail (rapport de M. Bourdeon). — 1 in-4°, 52 p. 1 franc.
- 17^e SESSION (1907). — La capacité professionnelle des syndicats. — 1 in-4°, 28 p. 1 franc.
L'organisation du Conseil supérieur du travail. — 1 in-4°, 22 p. 1 franc.
La protection des salaires en cas de faillite ou de déconfiture. — 1 in-4°, 40 p. 1 franc.

II. — ENQUÊTES ET DOCUMENTS.

- * Le placement des employés, ouvriers et domestiques en France, avec un appendice relatif au placement dans les pays étrangers. — 1 in-8°, 742 p. (1893). 8 francs.
- Seconde enquête sur le placement. — 1 in-8°, 186 p. (1901). 1 fr. 50.
- * De la conciliation et de l'arbitrage dans les conflits collectifs entre patrons et ouvriers en France et à l'étranger. — 1 in-8°, 610 p. (1893). 6 francs.
- * Examen du 6^e rapport annuel du Dép^t du travail des États-Unis. — Des artères et de la participation intéressée du personnel dans les chemins de fer russes. — 1 in-8°, 93 p. (1893). 1 fr. 50.
- * Salaires et durée du travail dans l'industrie française. — Tome 1^{er} : Seine. — 1 in-8°, 611 p. (1893). — T. II et III : Départements. — 2 in-8°, 710, 648 p. (1894 et 1896). — T. IV : Résultats généraux. — 1 in-8°, 574 p. (1897). Chac. 7 fr. 50. — *Manufactures de l'État et chemins de fer*. — 1 in-8°, 164 p. (1896) 1 fr. 50. — *Album graphique*. — 29 planches in-8° (1897). 4 francs.

- * **La petite industrie** (salaires, durée du travail). — Tome 1^{er} : *L'alimentation à Paris*. — 1 in-8°, 300 p. (1893). — T. II : *Le vêtement à Paris*. — 1 in-8°, 721 p. (1896)..... 2 fr. 50 et 5 francs.
- * **Bordereaux de salaires** (1900 et 1901). — 1 in-8°, 232 p. (1902)..... 3 fr. 50.
- * **Saisie-arrest sur les salaires**. — 1 in-8°, 138 p. (1899)..... 1 fr. 50.
- Note sur la journée de huit heures dans les établissements industriels de l'État**. — 1 in-8°, 91 p. (1906). 1 fr. 50.
- L'industrie du chiffon à Paris**. — 1 in-8°, 118 p. (1903)..... 1 fr. 50.
- Enquête sur le travail à domicile dans la lingerie**. — T. I : 1 in-8°, 782 p. (1907)..... 5 francs.
- * **L'assurance obligatoire contre les accidents du travail en Allemagne et en Autriche** (1892). — I. *Résultats financiers*. — 1 in-8°, 110 p. — II. *Statistique des accidents*. — 1 in-8°, 124 p., chac. 1 fr. 50.
- * **Basés statistiques de l'assurance contre les accidents**. — 1 in-8°, 235 p. (1899)..... 2 francs.
- * **Résultats statistiques de l'assurance obligatoire contre la maladie : En Allemagne**. — 1 in-8°, 134 p. (1893). — *En Autriche*. — 1 in-8°, 147 p. (1893), chac. 1 fr. 50.
- * **Étude sur les derniers résultats des assurances sociales en Allemagne et en Autriche**.
1^{re} partie : *Accidents*. — 1 in-8°, 180 p. (1894)..... 1 fr. 50.
2^e partie : *Maladie, invalidité, vieillesse*. — 1 in-8°, 229 p. (1895)..... 2 francs.
- * **Les caisses patronales de retraites (industries)**. — 1 in-8°, 437 p. (1898)..... 3 fr. 50.
- * **Hygiène et sécurité des travailleurs**. — 1 in-8°, 60 p. (1895)..... 5 francs.
- * **Poisons industriels**. 1 in-8°, 449 p. (1901)..... 3 francs.
- * **Maladies professionnelles**. — 1 in-8°, 147 p. (1903)..... 1 fr. 80.
- * **Les associations ouvrières de production**. — 1 in-8°, 613 p. (1897)..... 5 francs.
- Les associations professionnelles ouvrières**. — * Tome 1^{er} : *Agriculture, mines, produits chimiques, industrie polygraphique*. — (1899). — T. II : *Cuir et peaux, industries textiles, habillement, ameublement, travail du bois*. — (1901). — T. III : *Véreaux céramiques et verrerie*. — (1902). — T. IV : *Bâtiment, transports et industries diverses*. — 4 in-8°, 905, 895, 895, 821 p., chac. 5 francs.
- * **Législation ouvrière et sociale en Australie et Nouvelle-Zélande**. — *Mission de M. Albert Melin*. — 1 in-8°, 200 p. (1901)..... 1 fr. 50.
- * **Rapport sur l'apprentissage dans l'imprimerie (1889-1901)**. — 1 in-8°, 320 p. (1901)..... 3 fr. 50.
- * **Rapport sur l'apprentissage dans les industries de l'ameublement**. — 1 in-8°, 673 p. (1905). 6 francs.
- Répartition des forces motrices et hydrauliques en 1899**. — Tome 1^{er} : *Moteurs à vapeur* (1900). — T. II : *Moteurs hydrauliques* (1901). — 2 in-4°, 235 et 224 p., chac. 3 fr. 50.

III. — PUBLICATIONS PÉRIODIQUES. — STATISTIQUE.

- Résultats statistiques des recensements de la population. — 1891** : 1° *Résultats généraux*. — 1 in-8° Jésus, 814 p. (894), 15 francs. — 2° *Étrangers*. — 1 in-8° Jésus, 349 p. (1893), 7 fr. 50. — *1896 : 1 in-8°, 491 p. (1899), 7 fr. 50. — 1901. — Tome 1^{er} : *Introduction, population légale ou de résidence habituelle pour la France; population présente (Paris, Nord et Est)*. — 1 in-4°, 870 p. — T. II : *Population présente (Sud-Est)*. — 1 in-4°, 818 p. — T. III : *Idem (Ouest et Midi)*. — 1 in-4°, 906 p. — T. IV : *Population présente, résultats généraux*. — 1 in-4°, 1,022 p. — T. V : *Enquêtes annexes*. — 1 in-4°, 176 p., chac. 10 francs., sauf le tome V..... 5 francs.
- Résultats statistiques du recensement des industries et professions en 1896**. — * Tome 1^{er} : *Paris, Nord et Est* (15 dép.). — T. II : *Sud-Est* (27 dép.). — T. III : *Ouest et Midi* (45 dép.). — T. IV : *Résultats généraux*. — 4 in-4°, 845, 803, 665 et 440 p., chac. 10 francs.
- Album graphique de la statistique générale de la France (1907)**. — 1 in-4°, 280 p..... 8 francs.
- Statistique générale de la France. — Statistique annuelle** : 1888-89, *1890, *1890-92 ; 3 in-8°, 341, 145, 641 p., chac. 7 fr. 50. — *1893 à 1898 : 6 in-8°, 259, 259, 237, 235, 304 et 197 p., chac. 5 et 6 francs. — *Mouvement de la population* : *1899-1900, *1901, 1902, 1903 ; 4 in-8°, 313, 289, 105 et 384 p., chac. 5 francs. — 1904 ; 1 in-8°, 638 p., 7 fr. 50. — *Institutions d'assistance* : *1899-1900, *1901, 1902 à 1905 ; 6 in-8°, 211, 105 et 103 p., chac. 5 francs.
- Statistique internationale du mouvement de la population d'après les registres de l'état-civil. — Résumé depuis l'origine des statistiques de l'état-civil jusqu'en 1905**. — 1 in-8°, 912 p..... 15 francs.
- Annuaire statistique**. — 1880 à 1891, 12 in-8°, 559, 664, 612, 630, 678, 674, 718, 723, 503, 516, 553, 535 p. ; 1892-94 et 1895-96, 2 in-8°, 773 et 624 p. ; 1897 à 1906, 10 in-8°, 520, 653, 615, 583, 592, 528, 631, 545, 604 et 645 p. — (Épuisés : 1886, 1888 et 1890 à 1906, sauf 1901, 1905 et 1906), chac. 7 fr. 50.
- Statistique des grèves et des recours à la conciliation et à l'arbitrage (1890-1906)**. — 17 in-8° (épuisés, sauf 1900, 1901, 1902, 1903, 1904 et 1906), chac. 3 francs, 3 fr. 50 et 4 fr. 50.
- Statistique des grèves de 1890 à 1899**. — Broch in-8°, 28 p..... 1 fr. 50.
- Annuaire des syndicats**. — *1897, *1898-1899, *1900, *1901, 1902, *1903 et 1904-1905, chac. 5 francs.

D'après une communication des libraires, désignés ci-après, on pourrait se procurer d'occasion, à leur librairie, quelques-uns des volumes indiqués comme épuisés : MM. BERGER-LEVRULT et C^{ie}, rue des Beaux-Arts, 5, Paris-6^e ; MUZARD et EBIN, place Dauphine, Paris-1^{er} ; Georges ROUSTAN, quai Voltaire, 5 et 17, Paris-7^e ; CHEVALIER et RIVIÈRE, rue Jacob, 30, Paris-6^e.

BULLETIN

DE

L'OFFICE DU TRAVAIL

(MINISTÈRE DU TRAVAIL ET DE LA PRÉVOYANCE SOCIALE)

SOMMAIRE.

Pages.

Pages.

Mouvement social en France.

Revue du travail en février	221
Situation par industries	222
Grèves en février	231
Conciliation et arbitrage en février	238
Les sociétés de secours mutuels en 1903	241
Les manufactures de tabacs et d'allumettes de l'Etat en 1906	248
Encouragements accordés aux associations ouvrières de production et de crédit qui ont formulé des demandes en 1907	253
Les accidents dans les mines et autres exploitations minérales en 1906	256
Les accidents de chaudières et récipients à vapeur en 1906	259
Les sociétés de secours mutuels des ouvriers et employés des mines en 1906	260
Les filatures de soie en 1906	262

Jurisprudence.

Repos hebdomadaire : engagement verbal pris par tous les pharmaciens d'une ville de fermer le dimanche à midi leurs pharmacies sauf une à tour de rôle, dénonciation intempestive de l'engagement par un des contractants, dommages-intérêts; employé participant aux bénéfices, assujettissement à la loi du 13 juillet 1906. — Décret du 18 juillet 1902 sur l'emploi de la céreuse dans l'industrie de la peinture: action civile exercée par l'ouvrier pour contravention au décret précité, prescription annale. — Conseils de prud'hommes: commerce, extension de compétence subordonnée à la promulgation d'un décret instituant une section commerciale. — Placement: loi du 14 mars 1904, suppression de tous les bureaux payants se livrant au placement des employés de commerce et spécialement de ceux de l'alimentation, obligation de rapporter également l'autorisation des bureaux pour employés et domestiques, en tant qu'elle concerne le placement des employés	263
--	-----

Mouvement social à l'étranger.

Allemagne: Revue du travail. — Placement	269
Autriche: Placement	270
Belgique: Revue du travail. — Grèves	270
Espagne: Les grèves en 1906	271
Etats-Unis: Revue du travail	272
Grande-Bretagne: Revue du travail. — Grèves. — Modifications survenues au cours de l'année 1906 dans le taux des salaires et la durée de la journée de travail. — La conciliation et l'arbitrage en 1905 et 1906	272
Italie: Grèves. — Les organisations ouvrières au commencement de 1907	278

Actes et documents officiels.

Circulaire et arrêté du 8 février 1908 du ministre des Travaux publics aux préfets sur l'emploi des appareils respiratoires dans les mines	280
Circulaires: 1^o 15 janvier 1908 (Travail), aux inspecteurs divisionnaires du travail sur la protection des volants, meules et engins pesants tournant à grande vitesse 2^o 26 janvier 1908 (sous-secrétaire d'Etat de la Guerre), sur les coopératives dans les corps de troupe 3^o 18 février 1908 (Travail), aux inspecteurs divisionnaires sur les précautions à prendre contre l'infection charbonneuse dans les manipulations des peaux, poils, crins, cornes, os, etc.	281 282 283
Etat des travaux législatifs	286
Chronique législative	287

Renseignements divers.

Analyse, par département, des renseignements fournis par les associations patronales	288
Analyse, par département, des renseignements fournis par les associations ouvrières	292
Commerce extérieur; transports; prix courants divers	312
Mouvement syndical	314

PARIS.

BERGER-LEVRAULT et C^{ie}, éditeurs,5, rue des Beaux-Arts (6^e arr.).

LIBRAIRIE ARMAND COLIN,

5, rue de Mézières (6^e arr.).

Le Bulletin de l'Office du travail paraît tous les mois. On le trouve chez tous les libraires.
On s'abonne également dans tous les bureaux de poste et à l'Imprimerie nationale.

Les abonnements ne sont pas reçus au Ministère du Travail.

PRIX DE L'ABONNEMENT	POUR LA FRANCE	2 fr. 50 par an.
	POUR L'UNION POSTALE	3 fr. 50 —

EN VENTE CHEZ BERGER-LEVRAULT ET C^{ie} :
PUBLICATIONS DE LA DIRECTION DE L'ASSURANCE
ET DE LA PRÉVOYANCE SOCIALES.

I. — Recueil de documents sur les Accidents du travail.

- N° 1. — *Lois, Règlements et Circulaires (Janvier 1907).* Un volume in-8° de 404 pages. 1 fr. 75.
- N° 2. — *Lois sur les accidents du travail (Février 1907).* Brochure de 32 pages. 0 fr. 50.
- N° 3. — *Jurisprudence (I. Mars 1902).* Un volume de 937 pages. 10 francs.
- N° 4. — *Loi du 9 avril 1898 (modifiée par la loi du 22 mars 1902) et Décret relatif aux déclarations d'accidents.* Brochure de 26 pages. 0 fr. 50.
- N° 5. — *Rapports aux Congrès internationaux des accidents (Paris 1900. — Düsseldorf 1902), par le Directeur de l'Assurance et de la Prévoyance sociales.* Brochure de 33 pages. 0 fr. 60.
- N° 6. — *Jurisprudence. Table analytique des décisions publiées dans le fascicule n° 3 (Mars 1902).* Brochure de 63 pages. 1 franc.
- N° 7. — *Jurisprudence (II. Mars 1903).* Avec *Table alphabétique générale des décisions publiées dans les fascicules n° 3 et 7.* Un volume de 449 pages. 5 francs.
- N° 8. — *Jurisprudence. Table analytique des décisions insérées dans les tomes I et II (fascicules n° 3 et 7).* 1903. Brochure de 84 pages. 1 fr. 30.
- N° 9. — *Jurisprudence. (III. Novembre 1903).* Avec *Table alphabétique générale des décisions publiées dans les fascicules n° 3, 7 et 9.* Un volume de 363 pages. 4 francs.
- N° 10. — *Jurisprudence. Table analytique des décisions publiées dans les tomes I, II et III (fascicules n° 3, 7 et 9).* 1903. Volume in-8° de 95 pages. 1 fr. 40.
- N° 11. — *Jurisprudence (IV. Mars 1904).* Avec *Table analytique des décisions publiées dans les fascicules n° 3, 7, 9 et 11.* Un volume de 304 pages. 3 fr. 25.
- N° 12. — *Jurisprudence. Table analytique des décisions publiées dans les tomes I à IV (fascicules n° 3, 7, 9 et 11).* Vol. de 96 pages. 1 fr. 40.
- N° 13. — *Maladies professionnelles. Rapport préparatoire au Comité consultatif des Assurances contre les accidents du travail.* 1904. Brochure in-8° de 48 pages. 0 fr. 20.
- N° 14. — *Législation sur les accidents, annotée des décisions de jurisprudence.* 2^e édit. 1906. Un volume de 110 pages. 1 fr. 25.
- N° 15. — *Répertoire bibliographique sur la législation relative aux accidents du travail, par A. DAGUIN.* 2^e édit. 1906. Broch. de 96 p. 1 fr. 25.
- N° 16. — *Rapport sur l'application de la loi du 9 avril 1898 (Février 1905.).* Brochure de 236 pages, dont 40 de graphiques en noir et en couleurs. 2 fr. 75.
- N° 17. — *Jurisprudence. (V. Mars 1905).* Un volume de 147 pages. 1 fr. 75.
- N° 18. — *Arrêté fixant le tarif des frais médicaux et pharmaceutiques en matière d'accidents du travail.* 1905. Brochure de 62 pages. 0 fr. 75.
- N° 19. — *Deuxième rapport sur l'application de la loi du 9 avril 1898. (Mars 1906.)* Vol. de 175 p., dont 30 de graphiques en noir et couleurs. 2 fr.
- N° 20. — *Jurisprudence. (VI. Mars 1906.)* Un volume de 212 pages. 2 fr. 50.
- N° 21. — *Troisième rapport sur l'application de la loi du 9 avril 1898. (Octobre 1906.)* Vol. de 130 pages, dont 31 de graphiques en noir et en couleurs. 1 fr. 75.
- N° 22. — *Décret du 27 septembre 1906 arrêtant la liste des exploitations commerciales soumises à la taxe réduite pour le fonds de garantie.* Br. de 34 p. 0 fr. 35.
- N° 23. — *Jurisprudence. (VII. Octobre 1906.)* Un volume de 64 pages. 0 fr. 75.
- N° 24. — *Jurisprudence. Table analytique des décisions publiées dans les tomes I à VII (fascicules n° 3, 7, 9, 11, 17, 20 et 23).* Vol. 95 p. 1 fr. 25.
- N° 25. — *Les Accidents du travail dans l'agriculture, d'après la statistique allemande, par Edouard FUSTER.* Broch. in-8° de 48 p. 0 fr. 65.
- N° 26. — *La Statistique du risque professionnel en Autriche, par Edouard FUSTER.* Volume in-8° de 168 pages. 2 francs.

II. — Recueil de Documents sur la Prévoyance sociale.

- Les Caisses d'épargne. (Législation et statistique.)** 1903. Brochure in-8° de 34 pages. 0 fr. 75.
- Applications de la législation française sur les habitations à bon marché.** 1903. Brochure de 52 pages. 0 fr. 75.
- L'Habitation ouvrière et les pouvoirs publics en Allemagne, par Edouard FUSTER.** 1903. Brochure de 78 pages. 1 fr. 25.
- Les Retraites ouvrières en Italie, par O. ARSANDAUX.** 1903. Brochure de 78 pages. 1 fr. 25.
- L'Assurance populaire du canton de Neuchâtel, par O. ARSANDAUX.** 1903. Broch. de 44 p. 0 fr. 75.
- Projet de loi sur le contrat d'assurance. Rapport et documents.** 1904. Volume de 247 pages. 0 fr. 85.
- L'Assurance obligatoire contre l'invalidité en Allemagne.** 1905. Volume de 156 pages. 1 fr. 75.
- Les Capitaux des caisses de retraites allemandes et leur emploi, par Edouard FUSTER.** 1905. Volume de 95 pages. 1 fr. 20.
- Documents sur les retraites ouvrières en Allemagne, par Edouard FUSTER.** 1905. Brochure de 77 pages. 1 franc.
- Principaux résultats de la prévoyance sociale, de 1890 à 1903. Statistiques et graphiques.** 1905. Brochure de 47 pages avec diagrammes. 0 fr. 60.
- Projet de code du travail et de la prévoyance sociale (vote par la Chambre des députés, le 15 avril 1905).** Brochure de 61 pages. 0 fr. 75.
- Les Assurances sociales en France, de 1889 à 1905. Rapport au Congrès international de Vienne (1905), par le Directeur de l'Assurance et de la Prévoyance sociales.** Broch. de 28 p. 0 fr. 50.
- Les assurances sociales en Belgique, par J. Bé-gasse.** Broch. de 186 pages. 2 fr. 40.

Prière d'envoyer les communications relatives au **Bulletin** et aux **Syndicats professionnels**, non affranchies, à l'adresse suivante :

*Monsieur le Ministre du Travail et de la Prévoyance sociale,
 Direction du travail. PARIS (VII^e).*

N. B. — Pour que les envois bénéficient de la franchise postale, il importe que l'adresse porte la mention : **A monsieur le Ministre du Travail et de la Prévoyance sociale.**

BULLETIN

DE

L'OFFICE DU TRAVAIL.

FRANCE.

REVUE DU TRAVAIL ⁽¹⁾.

Pendant le mois de février, les travaux dans les vignes et dans les forêts, que les gelées avaient arrêtés en maints endroits, ont repris avec plus d'activité, de sorte que le chômage a sensiblement diminué chez les ouvriers viticoles du Midi et les ouvriers bûcherons du Centre. La situation reste satisfaisante pour l'époque dans l'horticulture de la région parisienne.

Dans le bâtiment, la température, moins rigoureuse, a permis la reprise des travaux.

Dans l'industrie textile, l'activité a beaucoup baissé dans la plupart des centres du Nord ainsi que dans la région de Roanne et les petits centres de Maine-et-Loire et des Deux-Sèvres; elle reste satisfaisante dans les Vosges, les Ardennes et la Marne. Dans la soie, le chômage est toujours considérable dans les tissages de la Loire et de la région lyonnaise.

Dans les industries des métaux, la situation reste stationnaire.

L'activité est satisfaisante dans les industries du livre, surtout en province. Le chômage est toujours intense chez les diamantaires, les ferblantiers-

⁽¹⁾ Sauf indication contraire, les renseignements sur le mouvement du travail sont tirés des réponses au questionnaire mensuel sur l'état du travail et le chômage professionnel envoyées par les syndicats ouvriers et qui sont parvenues à l'Office du travail dans la seconde quinzaine de février 1907. — Les chiffres entre parenthèses dans la situation par industries indiquent le nombre des ouvriers adhérents des syndicats cités. — Ne sont comptés que les chômeurs involontaires, à l'exclusion des ouvriers malades ou en grève.

boîtiers des côtes de l'Océan ainsi que chez les mégisseries; il a un peu diminué dans la voiture à Paris ainsi que dans la porcelaine à Limoges.

1,345 syndicats, groupant 293,486 ouvriers, ont répondu, pour février 1908, au questionnaire mensuel sur l'état du travail et le chômage professionnel.

Parmi ces syndicats, 1,101 groupant 233,804 ouvriers ont fait connaître le nombre de leurs chômeurs, soit 22,061, ce qui correspond à une moyenne de 9.4 p. 100, en y comprenant les mineurs du Pas-de-Calais, et de 10.6 p. 100, mineurs du Pas-de-Calais non compris. Cette dernière moyenne était, le mois dernier, de 10.9 p. 100; elle était de 9.3 p. 100 en février 1907.

L'ouvrage, pendant le mois de février 1908, a été jugé, par comparaison avec le mois de janvier, plus abondant, par 20 p. 100 des syndicats, groupant 13 p. 100 des syndiqués; équivalent par 50 p. 100 des syndicats, groupant 54 p. 100 des syndiqués; moins abondant par 30 p. 100 des syndicats, groupant 33 p. 100 des syndiqués.

A la question : « Estimez-vous la situation du travail satisfaisante pour l'époque? » 679 syndicats, groupant 123,601 adhérents, ont répondu par l'affirmative, et 449, groupant 118,581 adhérents, ont répondu par la négative.

Situation par industries.

PÊCHE. — AGRICULTURE. — FORÊTS. — Sur les côtes bretonnes et vendéennes, la pêche est plus abondante à Concarneau (650); Douarnenez (1,736), Guilvinec (312), le Bono (155); elle est mauvaise à Port-Louis (450); le chômage est général au Palais (121) par suite du mauvais temps. Sur la Méditerranée, à Arles (128), un tiers des pêcheurs chôment; la pêche est plus abondante à La Seyne (110).

D'après les réponses de 68 syndicats d'ouvriers agricoles, groupant 9,096 membres, la proportion des chômeurs syndiqués était, en février, de 8.4 p. 100 contre 19.2 le mois dernier et 21.5 en février 1907; la situation était considérée comme satisfaisante par 64 p. 100 des syndicats et 72 p. 100 des syndiqués. Sur le total de 765 chômeurs, 747 sont signalés par 48 syndicats d'ouvriers viticoles de l'Aude, de l'Hérault et des Pyrénées-Orientales qui groupent à eux seuls 4,065 syndiqués : la proportion est respectivement dans les trois départements de 22.1, 16.5 et 14.4 p. 100 contre 31.3, 32.9 et 40.1 le mois dernier et 29.1, 39.1 et 54.5 en février 1908; 19 de ces syndicats n'accusent aucun chômeur; le chômage a sensiblement diminué depuis le mois dernier : les travaux dans les vignes, retardés jusqu'ici par les intempéries, sont poussés activement dans la majorité des centres. A Paris, le syndicat mixte des horticulteurs (2,177) annonce 12 chômeurs contre 10 le mois dernier et 17 en février 1907 : le travail est satisfaisant pour l'époque et plus abondant que le mois dernier; le syndicat ouvrier de la rue du Harlay (2,088) n'accuse aucun chômeur et estime également le travail satisfaisant pour l'époque. Les vignerons d'Aj (148) n'accusent aucun chômeur.

111 syndicats de bûcherons accusent 1,515 syndiqués sans travail, soit, sur un effectif de 11,400 membres, une proportion de 12 p. 100 contre 16 le mois dernier et 11.7 en février 1907. La situation est considérée comme satisfaisante pour l'époque par 68 p. 100 des syndicats et 66 p. 100 des syndiqués. Les travaux d'hiver dans les bois, que les gelées avaient arrêtés en quelques endroits,

ont été repris partout et sont déjà terminés dans un peu moins de 25 p. 100 des centres forestiers : on ne signale aucun chômeur dans 1 centre sur 10 dans l'Allier, dans 20 sur 27 dans le Cher, dans 28 sur 38 dans la Nièvre et dans 8 sur 9 dans l'Yonne; le chômage atteint 40.6 p. 100 contre 33.8 le mois dernier dans l'Allier pour 895 syndiqués; il est de 12.3 contre 15.6 dans le Cher pour 2,627 syndiqués; de 11.1 contre 10.5 dans la Nièvre pour 4,163 syndiqués et de 20.7 contre 7.7 dans l'Yonne pour 1,035 syndiqués.

MINES. — Les renseignements qui suivent, calculés d'après les chiffres obligamment fournis par le *Comité central des houillères de France* portent sur plus de 177,000 ouvriers, soit plus des trois quarts du personnel ouvrier des mines, pendant le mois de février 1908. Dans le courant de ce mois, le nombre moyen des jours d'extraction par semaine pour les ouvriers du fond et la répartition de l'ensemble des ouvriers occupés par l'exploitation tant au fond qu'au jour, d'après l'activité du travail, sont indiqués ci-dessous :

BASSINS OU GROUTES DE BASSINS. 1	NOMBRE D'OUVRIERS. 2	NOMBRE moyen HEBDOMA- DAIRE de jours d'extraction 3	SUR 100 OUVRIERS, TANT DU FOND QUE DU JOUR, COMBIEN ONT TRAVAILLÉ PAR SEMAINE				
			moins de 3 jours. 4	de 3 à 4 jours. 5	de 4 à 5 jours. 6	de 5 à 6 jours. 7	6 jours ou davantage (travail plein) 8
			p. 100.	p. 100.	p. 100.	p. 100.	p. 100.
Nord et Pas-de-Calais....	108,556	6.03 ⁽¹⁾	"	"	"	"	100.00
Loire.....	17,538	6.00	"	"	"	"	100.00
Gard et Hérault.....	15,162	5.98	"	"	1.97	"	98.03
Tarn et Aveyron.....	10,963	5.93	"	"	"	28.77	71.23
Provence (lignite).....	2,753	5.86	"	"	"	42.47	57.53
Isère.....	2,034	6.00	"	"	"	"	100.00
Bourgogne et Nord-Est..	9,898	6.00	"	"	"	"	100.00
Centre.....	9,972	6.00	"	"	"	"	100.00
Ouest.....	250	6.00	"	"	"	"	100.00
ENSEMBLE pour la France.	177,396	6.01 ⁽¹⁾	"	"	0.17	2.66	97.17

⁽¹⁾ Le nombre moyen hebdomadaire des jours d'extraction peut être supérieur à six en cas de dérogations au repos du dimanche (application de l'art. 6 § 3 de la loi du 13 juillet 1906) ou lorsque certaines mines ne chôment pas les jours fériés, tels que lundis de Pâques et de Pentecôte, Ascension, 14 juillet, Assomption, Toussaint, Noël, qui sont des jours de repos généralement observés, bien que la loi n'en fasse pas une obligation.

Le nombre moyen hebdomadaire de jours d'extraction était de 5.84 le mois dernier et de 5.94 en février 1907. D'après les réponses de 20 syndicats, le chômage serait de 0.3 p. 100 sur un effectif de 33,431 syndiqués; il était de 0.4 p. 100 le mois dernier pour 33,889 syndiqués et de 0.5 en février 1907 pour 26,533 syndiqués; le syndicat de Lens (26,000) n'accuse aucun chômeur; celui de Montceau-les-Mines (4,903), 2 p. 100 contre 2.4.

CARRIÈRES. — Dans les carrières et ardoisières, la proportion des chômeurs est de 7.2 p. 100 pour 24 syndicats groupant 5018 ouvriers contre 7.1 le mois dernier et 9 en février 1907. Dans les carrières, pas de chômeurs à Thollon (320), Chevreuse (2,060), Camarsac (102), Volvic (250) et Saulxures-sur-Moselotte (460); 60 p. 100 contre 40 à Parmilieu (110); 64.1 à Montalieu-Vercieu (312); 14.3 à Trept (140); 10.9 à Arques. Dans les ardoisières, pas de chômeurs à Haybes-sur-Meuse (320) et Fumay (130).

ALIMENTATION. — D'après les réponses de 72 syndicats, groupant 15,557 adhérents, la proportion des chômeurs, dans l'ensemble des industries de l'alimentation, était de 11.4 p. 100 contre 9.6 le mois dernier et 13 en février 1907. La situation est jugée satisfaisante pour l'époque par 61 p. 100 des syndicats et 21 p. 100 des syndiqués. En province le chômage dépasse la moyenne chez les cuisiniers de Bordeaux (303); les bouchers (180 + 160), les cuisiniers (225 + 120), les pâtisseries (450) de Marseille; les pâtisseries de Nancy (120) et de Pau (110); les maîtres d'hôtel navigateurs du Havre (653). Le travail est, par contre, satisfaisant chez les boulangers de Lille (285) et de Limoges (168); les liquoristes de Marseille (172). A Paris, les cuisiniers de la rue Mandar (1,258) accusent 5.4 p. 100 contre 6.8; les cuisiniers de la Bourse du travail (1355), 20.3; les pâtisseries (1,599), 10.6 contre 10; les boulangers du boulevard Richard-Lenoir (239), 4.7 contre 4.8; ceux du syndicat mixte de la rue Aumaire (1,200), 6.7 contre 4; les employés des Halles, 3.4 contre 3.8 à la volaille (116) et 3.5 contre 4.3 à la marée (115); les raffineurs (376), 3.7.

La production d'alcool des bouilleurs et distillateurs de profession, à la fin de janvier 1908, quatrième mois de la campagne 1907-1908, s'élevait à 1,393,430 hectolitres contre 1,451,203 hectolitres à l'époque correspondante de la précédente campagne, soit une diminution de 57,773 hectolitres. La production des bouilleurs de cru pendant la même période est évaluée approximativement à 171,000 hectolitres, soit une différence en plus de 30,000 hectolitres sur la période correspondante de la campagne 1906-1907 ⁽¹⁾.

Dans l'industrie sucrière, la quantité de sucre travaillée au 31 janvier 1908, exprimée en sucre raffiné, s'élevait à 720,052 tonnes contre 741,933 à l'époque correspondante de la campagne 1907-1908, soit une diminution de 21,881 tonnes ⁽²⁾.

PRODUITS CHIMIQUES. — CAOUTCHOUC. — PAPIER. — CARTON. — Le chômage, dans l'ensemble des industries chimiques, d'après les réponses de 9 syndicats, groupant 2,673 ouvriers, ressort à 10 p. 100 contre 3.5 le mois dernier et 0 en février 1907. En ce qui concerne les travailleurs du gaz, ceux de Toulon (240), Reims (210) et Saint-Etienne (258) sont tous occupés. Les ouvriers des huileries de Marseille (910) ont 22 p. 100 de chômeurs contre 38.8 p. 100 le mois dernier; lessavonniers (574), 10.8 contre 33.5.

Les ouvriers des papeteries d'Anould (697), Ballancourt (300) et Annonay (421) sont tous occupés.

INDUSTRIES DU LIVRE. — Chez les typographes, lithographes, graveurs et similaires, le nombre des chômeurs syndiqués est : pour la province, de 68 pour 64 syndicats groupant 3,837 adhérents, soit 1.8 p. 100; pour Paris, de 193 pour 11 syndicats groupant 5,916 adhérents, soit 3.3 p. 100. La proportion était, le mois dernier, pour la province, de 3.5 p. 100, et pour Paris de 2.5 p. 100; elle était, pour le mois de février 1907, de 2.7 p. 100 pour la province, de 3.7 p. 100 à Paris.

La situation est considérée comme satisfaisante pour l'époque par 90 p. 100 des syndicats de province groupant 83 p. 100 des syndiqués. Le travail est estimé plus abondant par 7 syndicats, équivalent par 20, moins abondant par 6 autres. Il y a 0 chômeur contre 0 chez les typographes de Dijon (111); 0 à Besançon (100), 2.3 contre 2.3 à Bordeaux (345); 2.1 contre 5 à Grenoble (141); 1.4 à Saint-

⁽¹⁾ *Journal officiel* du 20 février 1908.

⁽²⁾ *Journal officiel* du 13 mars 1908.

Étienne (140); 1.4 contre 1.2 chez les typographes (425) de Lille; 1 contre 2.9 chez les typographes (505) de Lyon; 0.6 contre 3.2 à Rouen (154); 4.3 contre 3.6 au Havre (117).

A Paris, le travail dans la typographie est estimé satisfaisant; le syndicat de la rue de Savoie (3,550) accuse 135 chômeurs contre 70 le mois dernier et 140 en février 1907; les conducteurs-typographes de la bourse du travail (200) en accusent 5 p. 100 contre 5; les fondeurs (159), 0.6. L'*Union lithographique* (158) en accuse 5.1 p. 100 contre 7.6; les stéréotypeurs (205), 1.5 contre 0.5; les photo-graveurs (140), 4.3.

CUIRS ET PEAUX. — Le chômage, d'après les réponses de 19 syndicats, groupant 2,917 ouvriers atteint 35.8 p. 100 des ouvriers syndiqués dans l'ensemble des industries qui préparent les cuirs et peaux (tanneurs, corroyeurs, mégissiers, etc.), contre 44 le mois dernier et 16.3 en février 1907. A Annonay, les mégissiers de rivière (650) ont 50 p. 100 de chômeurs contre 60 le mois dernier, avec une semaine de 30 à 40 heures; les palissonneurs (380) 50 p. 100 contre 40. Les mégissiers de rivière de Chaumont (210) font 33 heures contre 48. A Grenoble, les mégissiers (302) une semaine de 15 à 30 heures. A Mazamet les mégissiers (110) accusent 36.4 p. 100 contre 50; les travailleurs de la peau de mouton (750), 40 p. 100.

Chez les ouvriers de la chaussure, la proportion des chômeurs syndiqués est de 6.1 p. 100 pour 9 syndicats groupant 593 ouvriers contre 4.8 le mois dernier et 10.5 en février 1907. Au Quesnoy (200) tous les ouvriers sont occupés 76 heures par semaine; les coupeurs-brocheurs de Lyon (112) accusent 4.5 p. 100 de chômeurs.

L'union des ouvriers gantiers de Millau (1,500) accuse 60 p. 100 de chômeurs.

INDUSTRIES TEXTILES. — Le nombre des chômeurs dans la filature et le tissage, d'après les réponses de 84 syndicats, groupant 32,055 adhérents, était de 3,342, soit 10.4 p. 100 contre 8.4 le mois dernier et 6.3 en février 1907.

Dans le Nord, à Roubaix, d'après le syndicat textile (9,958) il y aurait 8 p. 100 de chômeurs contre 7.2 le mois dernier et 4.6 en février 1907, la semaine est de 60 heures et le travail n'est pas satisfaisant. A Tourcoing, le syndicat textile (221) accuse 7.7 p. 100; celui du tissu (347), 20; les trieurs de laines (390) accusent 15 p. 100 de chômeurs contre 67.6 et font 54 heures contre 42: il y a de grands arrivages de laine; les tapissiers en grosse moquette (166) accusent 3.6 contre 2.4. A Lille, les ouvriers de la filature de lin, jute, chanvre et étoupe (125) accusent 8 p. 100; le syndicat de la filature de coton la *Liberté* 1.2 avec un chômage de plusieurs heures par semaine; le syndicat des filatures de lin, chanvre, jute (457) en accuse 32.8 p. 100; les ouvriers tisserands (340), 3.5 p. 100 et 50 heures. A Armentières, le syndicat ouvrier (2,000) accuse 54 heures contre 59. A Houplines (1,470), il y a 1.2 p. 100 de chômeurs contre 1.2 le mois dernier, la semaine est de 55 à 60 heures, l'état du travail est mauvais; à Halluin (1,100), le chômage est de 5 p. 100 contre 9 et la semaine de 40 à 50 heures; 1.1 contre 1.4 à la Gorgue-Estaires (715) et 60 heures; 18.7 à Beauvois (1,600); 4.7 contre 8.3 à Lannoy (640); 0.3 p. 100 contre 1 à Nieppe (300); 75 à St Waast (200) contre 62.5; 10 à Roncq (180); 25 contre 20 à Avesnes-les-Aubert (430); 80 à Villers-en-Cauchies (157); 0 à Avesnes (198). Pour l'ensemble de 29 syndicats du Nord groupant 20,174 syndiqués, la proportion des chômeurs est de 11.1 p. 100 contre 8.2 le mois dernier et 3.3 en février 1907.

Dans les Vosges, les 7 syndicats d'ouvriers textiles qui ont répondu à la ques-

tion concernant le chômage accusent 0.2 p. 100 de chômeurs sur 964 syndiqués contre 0 le mois dernier et 0.8 en février 1907; la semaine est partout de 60 heures au moins. Pas de chômeurs à Saint-Dié (500) et Gérardmer (110); 1.8 p. 100 à Moyennoutier (110).

Dans les centres normands, 9.1 p. 100 de chômeurs à Rouen dans l'industrie cotonnière (2 200) où la semaine est de 50 heures; à Bolbec (200) il n'y a aucun chômeur, la semaine est de 60 heures et le travail est satisfaisant. Pas de chômeurs dans l'industrie cotonnière à Flers (900) où l'on fait 60 heures. A Evreux, l'*Association textile* (134) n'accuse aucun chômeur.

Dans les tissages de coton de la région roannaise, à Roanne, les tisseurs (300) accusent 0 p. 100 contre 1.5 et 48 heures par semaine contre 54: le travail est très mauvais; les pareurs (184) ont 1.6 contre 1.1 et 54 heures contre 60; la semaine est de 55 heures à Bourg-de-Thizy (480) avec 5.4 p. 100 de chômeurs contre 13.7 le mois dernier.

Dans l'Aisne, l'*Union des tisseurs* (164) n'accuse aucun chômeur avec une semaine de 60 heures. Dans les Ardennes, à Saint-Menges (280), les ouvriers en tissus accusent 0 sans travail contre 0 le mois dernier, la semaine varie de 54 à 60 heures; à Sedan, les tisseurs (250) en signalent 1.2 p. 100 contre 2 avec 60 heures par semaine et estiment la situation assez satisfaisante; à Floing (196) 20 p. 100 de chômeurs contre 25. A Reims, le syndicat de l'industrie lainière (300) en a 0. A Troyes (755) on ne fait que 45 heures dans la bonneterie.

Dans l'Ouest, à Romorantin (450), dans l'industrie du drap, tous les ouvriers syndiqués sont occupés d'une façon satisfaisante. Le travail est en général très peu satisfaisant dans les centres de Maine-et-Loire et des Deux-Sèvres. Les tapissiers d'Aubusson (142) sont tous occupés 60 heures. 25 p. 100 de chômeurs contre 9.6 à Lavelanet (520) par suite de l'incendie d'une usine. A Mazamet, 1.8 p. 100 contre 1.8 chez les ouvriers fileurs (110) qui font de 55 à 60 heures.

Dans la soie, le syndicat indépendant des tisseurs de Saint-Étienne (100) accuse 70 p. 100 de chômeurs contre 54.5, le travail a encore baissé; 20 à 25 p. 100 à Charlieu (150); 70 p. 100 contre 60 à Saint-Genest-Lerpt (150); 12 p. 100 à Busières (262). Dans l'Isère, le travail n'est pas satisfaisant à Montalieu-Vercieu (160); les tisseurs de Moirans (800) accusent 6.2 p. 100 contre 10 avec une semaine de 46 heures contre 46; ceux de Saint-Geoire-en-Valdaine (420) 0 contre 5, mais les ouvriers chôment en général 6 jours par mois; dans la région lyonnaise, l'absence de commandes pour la mousseline immobilise une partie de l'outillage des usines de tissage mécanique, mais la doublure teinte en pièce entretient d'une manière suivie un grand nombre de métiers; à Lyon, les petits ateliers de tissage mécanique ou à la main continuent à se dégarnir; à la campagne, les ateliers à bras ne comptent plus que très peu de métiers en activité⁽¹⁾. L'*Union des tisseurs* de Lyon (143) accuse 63 p. 100 contre 70: les tisseurs de Gandris (100), 20 contre 6. A Pont-Beauvoisin (210) les tisseurs sont tous occupés. Pas de chômeurs chez les tisseurs en soie de Tours (115) et 50 heures par semaine.

Dans le tulle, les tullistes de la Tour-du-Pin (110) sont tous occupés, mais le travail continue à baisser; ceux de Serrières-de-Briord (104) ont 48 p. 100 de sans travail contre 8.8. Les brodeuses de Paris (200) accusent 3 p. 100 de chômeurs contre 2.3; les passementiers à la main (140), 2.1.

Dans la teinture et l'apprêt, à Lyon les teinturiers (700) ont 7.1 p. 100 de chômeurs contre 0; les imprimeurs sur étoffes (250), 16 p. 100 contre 0; les teinturiers de Saint-Étienne (115), 0 en reprise sur le mois dernier; les apprêteurs de

⁽¹⁾ D'après le *Moniteur du tissage mécanique des soieries*, du 15 mars 1908.

Tarare (285) en ont également 0; à Roanne, les apprêteurs (328) accusent 1.8 p. 100 de chômeurs contre 1.8. Les teinturiers-dégraisseurs de Paris (300) en accusent 5 p. 100 contre 4.

Chez les ouvriers et ouvrières de l'habillement, la proportion des chômeurs est de 9.4 p. 100 pour 21 syndicats, groupant 2,844 ouvriers, contre 10.9 le mois dernier et 12.3 en février 1907. Le travail est considéré comme plus abondant par 2 syndicats, équivalent par 7, moins abondant par 9. La situation est estimée satisfaisante pour l'époque par 42 p. 100 des syndicats et 60 p. 100 des syndiqués. A Paris, les coupeurs-chemisiers (305) ont 4.6 p. 100 de chômeurs; les couturières (619) 0 contre 14 p. 100. 59.2 p. 100 chez les tailleurs de Bordeaux (125) contre 43.8 le mois dernier; 0 à Bourges (210); 0 contre 0 à Saint-Quentin (302); 3.5 contre 5.7 chez les couturières de Grenoble (230); 43.6 contre 17.9 à Avignon (172); 0 contre 0.9 chez les ouvriers du syndicat mixte de Carcassonne (274); 0 contre 0 chez ceux du syndicat mixte de Limoges (111); 40 à Cherbourg (100).

Chez les chapeliers, casquettiers, etc., la moyenne du chômage est de 10.6 p. 100 pour 8 syndicats groupant 652 ouvriers contre 12.3 le mois dernier et 4.8 en février 1907; à Paris, les ouvriers en chapeaux de soie (106) ont 4.7 p. 100 de chômeurs contre 3.8; les ouvrières (100), 1 contre 0; les ouvriers en chapeaux de fantaisie (100), 0. Les chapeliers de Lyon (185) en ont 4.3 contre 16.5.

14.3 p. 100 contre 16 chez les ouvrières et ouvriers blanchisseurs de Paris et de la Seine (105).

Bois. — La moyenne de chômage accusée par 41 syndicats de charpentiers et de menuisiers en bâtiment, groupant 3,672 ouvriers, est de 9.5 p. 100 contre 14.2 le mois précédent et 12.5 en février 1907: la situation est estimée satisfaisante par 56 p. 100 des syndicats et 30 p. 100 des syndiqués. Les démolisseurs de navires de Marseille (120) accusent 12.5 p. 100 de chômeurs. Les menuisiers de Grenoble (112) en ont 3.6 p. 100. Les charpentiers d'Armentières (110) en accusent 2.7 contre 2.7; ceux de Roubaix (392), 19.1; ceux de Tourcoing (190), 15.2; les travailleurs du bois d'Halluin (375), 2.9 contre 4.9; les scieurs de Hermines (104), 0 contre 0; ceux de Gommegnies (116), 0 contre 0. A Paris, les poseurs de menuiserie (634) en ont 7.9 p. 100 contre 33.3; les menuisiers libres (175) 1.2 p. 100 contre 1.1.

Chez les ouvriers du meuble et de l'ameublement (menuisiers-ébénistes, ébénistes, tapissiers, etc.), la proportion des syndiqués sans travail, d'après les réponses de 17 syndicats, groupant 887 ouvriers, est de 17.4 p. 100 contre 12.5 le mois dernier et 11.7 en février 1907. La situation est considérée comme satisfaisante par 50 p. 100 des syndicats et 38 p. 100 des syndiqués. Les sculpteurs sur bois de Lyon (130), accusant 50 p. 100 de sans travail contre 49.6 le mois dernier. A Paris, les scieurs-découpeurs (150) en ont 23.3 p. 100.

Chez les tonneliers, le chômage est de 19.9 p. 100 pour 15 syndicats, groupant 1,277 ouvriers contre 9.2 le mois dernier et 13.1 en février 1907. Pas de chômeurs à Cazats (142), Saint-Macaire (120); 29.9 p. 100 contre 0 à Aubagne (134); 52.5 contre 0 à Cognac (305); 5.2 p. 100 contre 7 le mois dernier à Libourne (115).

Dans la carrosserie, 11 syndicats groupant 7,417 ouvriers annoncent 27.5 p. 100 de chômeurs contre 41.4 le mois dernier et 1.4 en février 1907. A Paris, l'Union de la voiture (6,892) en accuse 29.1 p. 100 contre 43.6 le mois dernier et 1.8 en février 1907; les Compagnons charrons (162) en ont 0.6 p. 100 contre 1.9 le mois dernier.

Les layetiers-emballeurs de Paris (312) ont 10.2 p. 100 de chômeurs; ceux de

Bordeaux (252), 31.7 contre 30 le mois dernier. Les bouchonniers de Lavardac (150) en ont 20 p. 100 contre 13.3. Les ouvriers en peignes d'Oyonnax (160) en accusent 46.5 p. 100 contre 25; les boutonniers de Grenoble (206) en ont 4.9 p. 100 contre 4.7.

MÉTAUX. — D'après les réponses de 88 syndicats groupant 21,942 adhérents, la proportion des chômeurs syndiqués dans l'ensemble des industries des métaux était, à la fin de février, de 9.9 p. 100 contre 10.3 le mois dernier et 5.5 en février 1907.

En ce qui concerne les mouleurs et fondeurs en fer et en cuivre, la proportion des chômeurs est de 2.7 p. 100 pour 20 syndicats groupant 2,869 ouvriers contre 3.5 le mois dernier et 0.8 en février 1907; la situation est considérée comme satisfaisante par 75 p. 100 des syndicats groupant 82 p. 100 des syndiqués; pas de chômeurs à Hiraumont-en-Rocroi (110), Dôle (200), Stenay (450), Ferrière-la grande (200) et Lille (600); 9.3 p. 100 contre 9.4 à Monthermé (160); 2.2 contre 6.6 à Marseille (312); 10 contre 10 à Bordeaux (150).

23 syndicats de métallurgistes, groupant 8,340 ouvriers de toutes les professions se rapportant aux métaux, accusent 3.7 p. 100 de chômeurs contre 3.4 le mois dernier et 1.5 en février 1907; la situation est estimée satisfaisante par 61 p. 100 des syndicats et 59 p. 100 des syndiqués. Pas de chômeurs à Saint-Laurent du Pont (102), Guérigny (484), Anzin (1350), le Creusot (2350), Coulommiers (126); 10 p. 100 contre 7.3 à Sous-le-Bois (400); 2 contre 2.8 à Hautmont (350); 2.5 contre 1.9 à Deville-lès-Rouen (120); 13.3 à Monthermé (225); 4.6 à Troyes (172).

Chez les ouvriers mécaniciens, tourneurs, ajusteurs, serruriers, etc., la proportion des syndiqués sans travail est de 2.9 p. 100 pour 17 syndicats, groupant 4,092 ouvriers, contre 2.4 le mois dernier et 1.4 en février 1907. La situation est considérée comme satisfaisante par 56 p. 100 des syndicats et 20 p. 100 des syndiqués. Pas de chômeurs à Jeumont (150) et Albert (350); 4 p. 100 contre 1.2 le mois dernier à Tourcoing (250); 4 à Saint-Étienne (250). A Paris, l'*Union des mécaniciens* accuse 70 chômeurs sur 2,500 syndiqués contre 56 le mois dernier et 30 en février 1907; les tourneurs robinettiers (174) en ont 3.4 p. 100.

A Paris, les ouvriers en instruments de précision (1,522) accusent 87 chômeurs contre 63 le mois dernier et 47 en février 1907; les ouvriers en instruments de chirurgie (145) en ont 2.8 p. 100. contre 2 le mois dernier. Pas de chômeurs chez les horlogers de Badevel (156), Charguement (869), Morteau (450) et les ouvriers en anneaux de montres de Besançon (114); les horlogers de Cluses (158) en accusent 9.5 p. 100 contre 4.1. Les diamantaires de Saint-Claude (800) ont 93-7 p. 100 de chômeurs contre 87; ceux du pays de Gex (110), 100 contre 27.3.

Chez les ferblantiers-boitiers, le chômage est de 71.4 p. 100 pour 5 syndicats groupant 838 ouvriers contre 86.5 le mois dernier; il est de 62.4 p. 100 à Douarnenez (545) contre 82.5 le mois dernier; de 83.3 contre 83.3 à Guilvinec (100). A Paris les polisseurs (756) en ont 1.3 p. 100.

BÂTIMENT. — Dans l'ensemble des industries du bâtiment (charpentiers, menuisiers et serruriers non compris), la moyenne du chômage, d'après 152 syndicats, groupant 14,330 adhérents, était, à la fin de février, de 16.1 p. 100 contre 24.2 le mois précédent et 27.4 en février 1907.

En ce qui concerne les maçons, terrassiers, tailleurs de pierre et similaires, la proportion du chômage est de 18 p. 100 pour 107 syndicats groupant 8,387 ouvriers contre 24.2 le mois dernier et 29.7 en février 1907; le chômage dépasse la moyenne, notamment à Marseille (150 cimentiers-gâcheurs), Reims (190), Roubaix (164), Lille (115), Compiègne (102) Aix-les-bains (140), Thonon (250),

Albi (132), Saint-Yrieix (160). Le travail est par contre satisfaisant pour l'époque à Annonay (130), Cannes (190), Saint-Brieuc (193), Chartres (240), Bordeaux (183), Lorient (433), Rosendaël (120), Dieppe (212), Versailles (260), Orsay (130), Villeneuve-Saint-Georges (249). A Paris, le syndicat des maçons (9,600) estime le travail aussi abondant; les scieurs de pierres tendres (250) n'ont pas de chômeurs. Dans l'ensemble, la situation est jugée satisfaisante par 59 p. 100 des syndicats et 64 p. 100 des syndiqués.

La proportion des chômeurs chez les peintres et plâtriers est de 18.4 p. 100 pour 29 syndicats groupant 2,487 ouvriers contre 17.7 le mois dernier et 32.9 en février 1907; il y en a 30 p. 100 à Bordeaux (200) contre 14.5 le mois dernier; 40 à Nancy (150); 13.8 contre 31.4 à Roubaix (310). A Paris les ornemanistes (583) en accusent 8.9 contre 11.1 les peintres de la rue Saint-Lazare (371), 4.4 contre 2.2.

6 syndicats de sculpteurs, marbriers et similaires groupant 1,348 ouvriers accusent 3 p. 100 de chômeurs contre 2.3 le mois dernier et 0.3 en février 1907. Les marbriers de Bellignies (400) et Marseille (153) ainsi que les granitiers de Vire (200) sont tous occupés. Les marbriers à la cheminée de Cousolre (410) ont 7.8 p. 100. de chômeurs. Les granitiers polisseurs de Paris (150) en ont 5.3.

Les fumistes de Paris (1380) ont 14.5 p. 100 de chômeurs.

CHAUFOURNERIE. — CÉRAMIQUE. — VERRERIE. — Pas de chômeurs chez les chausfourniers et cimentiers de Contes-les-Pins (130); ceux de Saint-Jéger-le-Petit (150) en ont 8 p. 100. Pas de chômeurs chez les potiers de Vallauris (290 + 130), les tuiliers-céramistes de Marseille (110), les céramistes d'Aubagne (319), les faïenciers de Lille (200) et de Montereau (300). Les ouvriers de la céramique à Limoges (1,250) accusent encore 24 p. 100 de chômeurs, mais on espère une reprise en mars.

Dans l'ensemble des 11 syndicats de verriers, groupant 565 ouvriers, qui ont donné le nombre de leurs membres sans travail, la proportion de ces derniers est de 1.8 p. 100 contre 5.7 le mois dernier et 3.2 en février 1907.

MANUTENTION. — TRANSPORTS. — COMMERCE. — Parmi les portefaix, déchargeurs et autres ouvriers des ports, la moyenne du chômage pour 15 syndicats groupant 2,742 membres ressort à 19.4 p. 100 contre 24 le mois dernier et 39.5 en février 1907; elle est de 35.7 contre 17.9 à Port-Saint-Louis-du-Rhône (280), de 0 pour les arrimeurs de bois merrains de Bordeaux (150), de 9.9 p. 100 pour les ouvriers du port du Havre (385), de 18.5 à Rouen (1080), de 9.4 à Fécamp (106), de 18.7 à Dieppe (160).

Parmi les autres ouvriers de manutention, la moyenne du chômage est de 21.4 p. 100 pour 4 syndicats groupant 560 membres contre 20.6 le mois dernier et 10.2 en février 1907; les sourciers de Saint-Yorre (190) accusent 52.6 p. 100 de chômeurs contre 52.6; ceux de Vals-les-Bains (100), 0 contre 30; les coltineurs de Nîmes (100), 0. A Paris, les porteurs des Halles (218) accusent 0 chômeur contre 0.

17 syndicats d'agents d'entreprises de transports en commun (employés et chauffeurs-mécaniciens des chemins de fer, tramways, bateaux à voyageurs, etc.) groupant 2,819 ouvriers accusent 0 sans-travail contre 0 le mois dernier et 26 en février 1907. Dans les autres industries de transport (camionneurs, cochers, marins du commerce, etc.) la proportion des chômeurs, pour 22 syndicats groupant 1,919 membres, est de 7.1 p. 100 contre 10.7 le mois dernier et 14.3 en février 1907; elle est de 5.4 p. 100 chez les marins du commerce (334) et de 1.1 chez les garçons livreurs (180) de Bordeaux; de 6.1 chez les domestiques du roulage de

Tourcoing (330), de 6.6 chez les officiers marinières du Havre (198), de 30.3 chez les inscrits maritimes d'Oran (132.)

D'après les réponses de 42 syndicats d'employés de commerce, comptables, sténographes, etc., groupant 9,665 adhérents, la proportion des syndiqués sans travail est de 2.3 p. 100 contre 2.5 le mois dernier et 4.4 en février 1907; à Paris, les comptables de la Bourse du travail (159) en accusent 8.2 p. 100 contre 9.3 le mois dernier; les employés du boulevard Poissonnière (4,599), 0.2 contre 0.4; l'Union des comptables (776), 3.5 contre 3.1; les commis en maçonnerie (133), 3 contre 8; les voyageurs du cycle (197), 1 contre 1; « l'Alliance sténographique » (245) 9.8 contre 8.2. En province, 4.5 p. 100 à Marseille chez les comptables (160); 0.7 à Saint-Etienne chez les voyageurs (150); 1.7 contre 1.1 à Lyon chez les sténographes (291); 0 à Chambéry (100); 1.8 contre 2.5 à Orléans (113); 5.3 contre 4.8 à Reims (225); 2.9 contre 3.9 à Amiens (309).

DIVERS. — 4 syndicats de gens de maison accusent 2.3 p. 100 de chômeurs pour un effectif de 2,675 membres contre 11.4 le mois dernier et 4.1 en février 1907; l'Union des gens de maison de la Bourse du travail (1842) en accuse 0.1 p. 100 contre 11.3. 5 syndicats de coiffeurs, groupant 3,674 ouvriers, ont 4.6 p. 100 de sans-travail contre 4.6 le mois dernier et 5 en février 1907; le syndicat mixte de Paris (3,199) en accuse 3.8 p. 100 contre 3.5 le mois dernier; celui de Marseille (362), 12.4 contre 12.4.

LES GRÈVES EN FÉVRIER 1908.

119 grèves, dont 1 de patrons muletiers ont été signalées, en février, à la Direction du travail.

Le nombre des ouvriers qui y ont pris part, connu pour 113 d'entre elles, est de 7,452. Il y avait eu, en février 1907, 69 grèves et le nombre moyen de celles qui se sont produites, au cours du même mois, pendant les cinq dernières années, est de 63.

Ces 119 grèves, dont 105 n'ont atteint qu'un seul établissement, sont dues aux principales causes suivantes :

Demandes d'augmentation de salaire	81
Réduction de salaire	4
Demandes de diminution du temps de travail.....	5
Contestations relatives au règlement d'atelier.....	2
Contestations relatives au salaire.....	4
Contestations relatives à la réglementation du travail.....	3
Demandes de suppression du travail aux pièces.....	2
Demandes de renvoi d'ouvriers ou de contremaîtres.....	22
Demandes de réintégration d'ouvriers ou de contremaîtres.....	7
Contestation relative au repos hebdomadaire.....	1

Ces grèves dont une s'est étendue sur deux départements, ont éclaté dans 38 départements et on en a compté :

51 dans la Seine, 17 dans le Nord, 3 dans les Ardennes, la Loire-Inférieure, la Seine-Inférieure et les Vosges, 2 dans le Doubs, le Finistère, l'Isère, la Loire, la Meurthe-et-Moselle, les Pyrénées-Orientales, le Rhône, les Deux-Sèvres, et 1 dans 24 autres départements.

Les industries ou professions atteintes se répartissent comme suit :

Bâtiment, 54 grèves; industries textiles, 17; métaux, 13; mines et carrières, 6; cuirs et peaux, 5; ouvriers agricoles, 5; transports et manutention, 4; travail des étoffes, 3; produits chimiques, 3; verriers, 3; industries du bois, 2; produits alimentaires, 2; pêcheurs, 1; typographes, 1.

Des 119 grèves commencées en février, 98 ont pris fin, après avoir duré respectivement :

Vingt-huit, 1 jour ou moins de 1 jour; seize, 2 jours; sept, 3 jours; sept, 4 jours; six, 5 jours; six, 6 jours; quatre, 7 jours; quatre, 8 jours; cinq, 10 jours; trois, 11 jours; trois, 13 jours; trois, 14 jours; une, 15 jours; trois, 16 jours; une, 21 jours; une, 22 jours.

Si l'on y ajoute 12 grèves anciennes terminées après avoir duré respectivement 117 jours, 100 jours, 41 jours, 38 jours, 37 jours, 27 jours, 26 jours, 22 jours, 21 jours, 10 jours, 9 jours, 7 jours, on trouve 110 conflits terminés, avec les résultats suivants :

16 réussites.

29 transactions ou réussites partielles.

65 échecs.

DATES		LOCALITÉS.	DÉPARTEMENTS.	INDUSTRIES ET SPÉCIALITÉS professionnelles des grévistes.	NOMBRE		REPARÉS.
du commence- ment.	de la fin.				d'établisse- ments.	de grévistes.	
1	2	3	4	5	6	7	
GRÈVES NON TERMINÉES							
1907.							
18 juin ..		Paris.	Seine.	Terrassiers.	1	252	1
22 août ..		Coësmes.	Ille-et-Vilaine.	Ardoisiers.	1	75	2
12 sept. .		Paris.	Seine.	Terrassiers.	1	80	3
30 sept. .		Barchetta.	Corse.	Scieurs à la mécanique.	1	"	4
8 oct. .		Paris.	Seine.	Terrassiers.	1	70	5
2 nov. .	27 février.	Roubaix.	Nord.	Trieurs de déchets de laine.	1	35	6
5 nov. .	13 février.	Villeurbanne.	Rhône.	Tanneurs.	1	14	7
27 nov. .		Propriano.	Corse.	Terrassiers.	1	40	8
30 nov. .		Hem.	Nord.	Tisseurs.	1	120	9
7 déc. .		Lagorgue.	Nord.	Tisseurs.	1	50	10
1908.							
6 janv. .		Aubagne.	Bouches-du-Rhône	Charretiers.	"	"	11
7 janv. .	17 février.	Roubaix.	Nord.	Trieurs de déchets de laine.	1	10	12
11 janv. .	17 février.	Paris.	Seine.	Boulangers.	9	30	13
14 janv. .	8 février.	Lyon.	Rhône.	Miroitiers.	1	8	14
15 janv. .		Longchaumeis.	Jura.	Lunetiers.	36	70	15
18 janv. .		Tourcoing.	Nord.	Fileurs.	1	112	16
19 janv. .	26 février.	Cénac.	Dordogne.	Meuliers.	1	125	17
20 janv. .	10 février.	Paris.	Seine.	Terrassiers.	1	111	18
21 janv. .	17 février.	Saint-Étienne.	Loire.	Mécaniciens-construteurs.	1	80	19
25 janv. .		Jaujac.	Ardèche.	Fileuses de soie.	1	18	20
25 janv. .	3 février.	Saint-Laurs.	Deux-Sèvres.	Mineurs.	1	120	21
25 janv. .	20 février.	Bordeaux.	Gironde.	Tonnelliers.	"	"	22
27 janv. .	3 février.	Paris.	Seine.	Maroquiniers (articles de voyage).	1	9	23
27 janv. .	6 février.	Saint-Étienne.	Loire.	Galochiers.	1	9	24
29 janv. .		Paris.	Seine.	Terrassiers.	1	60	25
GRÈVES COMMENCÉES							
1 ^{er} fév. .	2 février.	Toulouse.	Haute-Garonne.	Cochers de fiacres.	1	8	1
1 ^{er} fév. .	3 février.	Paris.	Seine.	Maçons.	1	16	2
1 ^{er} fév. .	8 février.	Paris.	Seine.	Ferblantiers.	1	25	3
1 ^{er} fév. .	12 février.	Lille.	Nord.	Confectionneurs.	3	151	4
1 ^{er} fév. .	17 février.	Paris.	Seine.	Ouvriers en chaussures.	1	6	5
1 ^{er} fév. .		Paris.	Seine.	Balanciers.	4	55	6
2 février.		Pietradiverde.	Corse.	Muletiers (Patrons).	25	"	7
3 février.	3 février.	Paris.	Seine.	Charretiers.	1	25	8
3 février.	5 février.	Ponteilla.	Pyrénées-Orientales	Ouvriers agricoles.	12	150	9
3 février.	6 février.	Paris.	Seine.	Maçons.	1	36	10
3 février.	8 février.	Paris.	Seine.	Maçons.	1	120	11
3 février.	10 février.	Quimper.	Finistère.	Maçons.	1	8	12
3 février.	11 février.	Glageon.	Nord.	Ouvriers en chaussures.	1	85	13
3 février.	13 février.	Fécamp.	Seine-Inférieure.	Peintres.	10	48	14
4 février.	5 février.	Quimper.	Finistère.	Chiffonniers.	1	25	15
4 février.	6 février.	Paris.	Seine.	Maçons.	1	30	16
4 février.	7 février.	Fresse-sur-Moselle.	Vosges.	Tisseurs.	1	63	17
4 février.	10 février.	Jeumont.	Nord.	Marbriers.	1	15	18
4 février.		Romilly.	Aube.	Bonneters.	1	44	19
5 février.	8 février.	Saint-André-de-Roquelongue.	Aude.	Ouvriers agricoles.	80	128	20
5 février.	10 février.	Paris.	Seine.	Maçons.	1	10	21

(1) Ne figurent pas ici les grèves dont la fin, postérieure au 1^{er} février 1908, a pu être déjà signalée dans le précédent

N ^{OS} DES GRÈVES.	CAUSES DES GRÈVES.	RÉSULTATS.	OBSERVATIONS.
	8	9	10

AU 1^{ER} FÉVRIER 1908⁽¹⁾.

1	Demande : plus-value pour travaux malsains.	
2	Demande d'augmentation de salaire.	
3	Demande : plus-value pour travaux malsains.	
4	Demande : diminution de la durée du chômage annuel.	
5	Demande : plus-value pour travaux malsains.	
6	Demande de renvoi des femmes.	Echec.
7	Contestation relative à la réglementation du travail.	Echec.
8	Demandes : journée de 8 heures ; augmentation de salaire.	
9	Contestation relative à la réglementation du travail.	
10	Contestation relative à la réglementation du travail.	
11	Demande d'augmentation de salaire.	
12	Demande d'augmentation de salaire.	Transaction.
13	Contestation relative à la réglementation du travail.	Echec.
14	Réduction de salaire.	Echec.
15	Demande d'augmentation de salaire.	
16	Demandes : augmentation de salaire ; suppression des amendes.	
17	Demande d'augmentation de salaire.	Echec.
18	Demande de maintien d'une plus-value pour travaux malsains.	Réussite.
19	Demande d'augmentation de salaire.	Echec.
20	Demande de réintégration d'une ouvrière.	
21	Demande d'augmentation de salaire.	Echec.
22	Demande d'augmentation de salaire.	Réussite.
23	Demandes : réintégration d'un ouvrier ; augmentation de salaire.	Transaction.
24	Demande d'augmentation de salaire.	Echec.
25	Demande : plus-value pour travaux malsains.	

EN FÉVRIER 1908.

1	Demande d'augmentation de salaire.	Réussite.	
2	Demande d'augmentation de salaire.	Echec.	Grévistes congédiés.
3	Demande de renvoi d'un contremaître.	Echec.	16 grévistes congédiés.
4	Demande d'augmentation de salaire.	Transaction.	
5	Demande de renvoi d'un ouvrier.	Echec.	Grévistes congédiés.
6	Demandes : augmentation de salaire ; journée de 9 heures ; suppression du travail aux pièces.		
7	Demande de relèvement des tarifs.		
8	Contestation relative au repos hebdomadaire.	Réussite.	
9	Demande d'augmentation de salaire.	Transaction.	
10	Demande d'augmentation de salaire.	Echec.	Grévistes congédiés.
11	Demande de renvoi de 4 ouvriers non syndiqués.	Echec.	Grévistes congédiés.
12	Demandes : augmentation de salaire ; journée de 10 heures.	Transaction.	
13	Réduction de salaire.	Echec.	
14	Demande d'augmentation de salaire.	Transaction.	
15	Demande d'augmentation de salaire.	Echec.	
16	Demande d'augmentation de salaire.	Echec.	Grévistes congédiés.
17	Demandes : augmentation de salaire ; renvoi d'un surveillant.	Transaction.	
18	Demande d'augmentation de salaire.	Transaction.	
19	Demande d'augmentation de salaire.		
20	Demande d'augmentation de salaire.	Réussite.	Conciliation devant le juge de paix.
21	Demande d'augmentation de salaire.	Echec.	Grévistes congédiés.

DATES		LOCALITÉS.	DÉPARTEMENTS.	INDUSTRIES ET SPÉCIALITÉS professionnelles des grévistes.	NOMBRE		REMARQUES.
du commence- ment.	de la fin.				d'établis- sements.	de grévistes.	
1	2	3	4	5	6	7	
GRÈVES COMMENCÉES							
5 février.	13 février.	Pantin	Seine	Mécaniciens-constructeurs	1	60	22
5 février.	19 février.	Lille	Nord	Tisseurs	1	70	23
5 février.	.....	La Guerche	Cher	Maçons	"	"	24
5 février.	.....	Lille	Nord	Rattacheurs	1	"	25
6 février.	6 février.	Gravelines	Nord	Pêcheurs	1	25	26
6 février.	11 février.	Courbevoie	Seine	Maçons	1	34	27
6 février.	17 février.	Maiche	Doubs	Ouvriers en horlogerie	1	120	28
7 février.	8 février.	Paris	Seine	Maçons	1	10	29
7 février.	8 février.	Paris	Seine	Maçons	1	16	30
7 février.	.....	Jaujac	Ardèche	Fileuses de soie	1	27	31
8 février.	18 février.	Roubaix	Nord	Batteurs de cardes (filature de coton)	1	17	32
10 février.	11 février.	Drocourt	Pas-de-Calais	Mineurs	1	680	33
10 février.	11 février.	Levallois-Perret	Seine	Maçons	1	14	34
10 février.	11 février.	Amiens	Somme	Teinturiers	1	33	35
10 février.	12 février.	Roims	Marne	Terrassiers	1	15	36
10 février.	12 février.	Paris	Seine	Maçons	1	16	37
10 février.	12 février.	Paris	Seine	Maçons	1	12	38
10 février.	12 février.	Montenotte	Alger	Mineurs	1	"	39
10 février.	17 février.	Paris	Seine	Maçons	1	16	40
10 février.	24 février.	Paris	Seine	Maçons	1	20	41
10 février.	2 mars ..	Lanouaille	Dordogne .....	.....	.....	.....	.....
10 février.	.....	Saint-Yrieix	Haute-Vienne	Feuillardiens	"	900	42
11 février.	12 février.	Signy-le-Petit	Ardennes	Mouleurs	1	35	43
11 février.	12 février.	Roubaix	Nord	Bâcleurs	1	10	44
11 février.	12 février.	Paris	Seine	Maçons	1	16	45
11 février.	13 février.	Saint-Nazaire	Loire-Inférieure	Mécaniciens-constructeurs	1	210	46
11 février.	13 février.	Orléans	Loiret	Ouvriers des tabacs	1	28	47
11 février.	17 février.	Paris	Seine	Maçons	1	15	48
11 février.	17 février.	Paris	Seine	Maçons	1	24	49
12 février.	13 février.	Alais	Gard	Verriers	1	18	50
12 février.	13 février.	Paris	Seine	Maçons	1	14	51
12 février.	14 février.	Paris	Seine	Maçons	1	14	52
12 février.	20 février.	Salces	Pyrénées-Orientales	Ouvriers agricoles	45	400	53
12 février.	5 mars ..	Saint-Amand	Nord	Métallurgistes	1	8	54
12 février.	.....	Secondigny	Deux-Sèvres	Laitiers	1	10	55
13 février.	14 février.	Sillans	Isère	Ouvriers en chaussures	3	200	56
13 février.	14 février.	Roubaix	Nord	Tisseurs	1	25	57
13 février.	18 février.	Montjean	Maine-et-Loire	Carriers	1	30	58
13 février.	29 février.	Croixmare	Mourthe-et-Moselle	Verriers	1	35	59
13 février.	.....	Tullins	Isère	Tisseurs de soie	1	23	60
14 février.	18 février.	Paris	Seine	Terrassiers	1	60	61
14 février.	20 février.	Saint-Amand	Nord	Frappeurs	1	6	62
15 février.	16 février.	Paris	Seine	Maçons	1	2	63
15 février.	19 février.	Paris	Seine	Maçons	1	16	64
15 février.	25 février.	Roubaix	Nord	Bâcleurs et rattacheurs	1	24	65
15 février.	25 février.	La Flèche	Sarthe	Tanneurs	1	150	66
15 février.	29 février.	Rouen	Seine-Inférieure	Ouvriers en parapluies	1	8	67
15 février.	.....	Bussières	Loire	Tisseurs	1	200	68
17 février.	18 février.	Roubaix	Nord	Tisseurs	1	150	69
17 février.	18 février.	Paris	Seine	Maçons	1	10	70
17 février.	19 février.	Bondues	Nord	Cordiers	1	38	71
17 février.	20 février.	Cantelau	Seine-Inférieure	Ouvriers en voitures	1	32	72
17 février.	25 février.	Niort	Deux-Sèvres	Maçons et tailleurs de pierres	"	200	73
17 février.	.....	Paris	Seine	Terrassiers	1	233	74
18 février.	19 février.	Paris	Seine	Maçons	1	20	75
18 février.	19 février.	Paris	Seine	Maçons	1	60	76
18 février.	19 février.	Chartres	Eure-et-Loir	Terrassiers	1	130	77
18 février.	20 février.	Paris	Seine	Maçons	1	16	78
18 février.	21 février.	Maiche	Doubs	Ouvriers en horlogerie	1	"	79

NOS.	CAUSES DES GRÈVES.	RÉSULTATS.	OBSERVATIONS.
	8	9	10
EN FÉVRIER 1908. (Suite.)			
22	Demande de renvoi d'un contremaître.....	Échec.	
23	Demande d'augmentation de salaire.....	Transaction.	
24	Demande d'augmentation de salaire.....	.....	
25	Demande d'augmentation de salaire.....	.....	
26	Demande de renvoi d'un contremaître.....	Échec.	
27	Demande d'augmentation de salaire.....	Échec.	
28	Réduction de tarif.....	Transaction.	
29	Demande d'augmentation de salaire.....	Échec.	
30	Demande d'augmentation de salaire.....	Réussite.	
31	Demande de renvoi d'un contremaître.....	.....	
32	Demande de réintégration d'un ouvrier.....	Échec.	Grévistes congédiés.
33	Contestation relative au salaire; demande de diminution du temps de travail.....	Réussite.	
34	Demande d'augmentation de salaire.....	Échec.	Grévistes congédiés.
35	Contestation relative à la réglementation du travail.....	Réussite.	
36	Demande d'augmentation de salaire.....	Transaction.	
37	Demande d'augmentation de salaire.....	Échec.	Grévistes congédiés.
38	Demande de renvoi de 3 ouvriers non syndiqués.....	Échec.	Grévistes congédiés.
39	Contestation relative au salaire.....	Échec.	
40	Demande d'augmentation de salaire.....	Réussite.	
41	Demande d'augmentation de salaire.....	Échec.	Grévistes congédiés.
42	Demande d'augmentation de salaire.....	Réussite.	
43	Demande de renvoi d'un contremaître.....	Échec.	
44	Contestation relative au règlement d'atelier.....	Échec.	
45	Demande d'augmentation de salaire.....	Échec.	Grévistes congédiés.
46	Demande d'augmentation de salaire.....	Échec.	
47	Demande d'augmentation de salaire.....	Transaction.	
48	Demande d'augmentation de salaire.....	Transaction.	
49	Demande d'augmentation de salaire.....	Échec.	
50	Demande de réintégration d'un ouvrier.....	Échec.	
51	Contestation relative au salaire.....	Échec.	Lock-out.
52	Demande d'augmentation de salaire.....	Échec.	Grévistes congédiés.
53	Demande d'augmentation de salaire.....	Transaction.	
54	Demande d'augmentation de salaire.....	Échec.	
55	Réduction de salaire.....	.....	
56	Contestation relative au règlement d'atelier.....	Réussite.	
57	Demande d'augmentation de salaire.....	Transaction.	
58	Demande d'augmentation de salaire.....	Transaction.	
59	Demande d'augmentation de salaire.....	Échec.	
60	Demande de renvoi d'un contremaître.....	.....	
61	Demandes : renvoi d'un surveillant; paiement des jours de grève.....	Réussite.	
62	Demande d'augmentation de salaire.....	Transaction.	
63	Demande d'augmentation de salaire.....	Échec.	Grévistes congédiés.
64	Demande d'augmentation de salaire.....	Échec.	Grévistes congédiés.
65	Demande d'augmentation de salaire.....	Transaction.	
66	Demandes : augmentation du tarif; suppression d'une retenue; réintégration d'un ouvrier.....	Transaction.	Conciliation devant le juge de paix.
67	Réduction de salaire.....	Transaction.	
68	Demande d'augmentation de salaire.....	.....	
69	Contestation relative au règlement d'atelier.....	Réussite.	
70	Demande d'augmentation de salaire.....	Échec.	Grévistes congédiés.
71	Demande d'augmentation de salaire.....	Transaction.	
72	Demande d'augmentation de salaire.....	Échec.	
73	Demandes : augmentation de salaire; journée de 10 heures.....	Transaction.	Conciliation devant le juge de paix.
74	Demande de paiement des jours de chômage.....	.....	
75	Demande d'augmentation de salaire.....	Réussite.	
76	Demande d'augmentation de salaire.....	Échec.	Grévistes congédiés.
77	Demande d'augmentation de salaire.....	Réussite.	
78	Demande d'augmentation de salaire.....	Échec.	
79	Demande de renvoi d'ouvriers non syndiqués.....	Transaction.	

DATES		LOCALITÉS.	DÉPARTEMENTS.	INDUSTRIES ET SPÉCIALITÉS professionnelles des grévistes.	NOMBRE		REPRÉSENT.
du commence- ment.	de la fin.				d'établisse- ments.	de grévistes.	
1	2	3	4	5	6	7	
GRÈVES COMMENCÉES							
18 février.	28 février.	Paris.....	Seine.....	Verriers.....	1	30	80
18 février.	4 mars..	Lyon.....	Rhône.....	Teinturiers.....	1	16	81
18 février.	5 mars..	Montcombroux.....	Allier.....	Mineurs.....	1	140	82
19 février.	20 février.	Paris.....	Seine.....	Maçons.....	1	12	83
19 février.	23 février.	Paris.....	Seine.....	Briqueteurs.....	1	10	84
19 février.	25 février.	Paris.....	Seine.....	Maçons.....	1	38	85
20 février.	21 février.	Fos-sur-Mer.....	Bouches-du-Rhône.	Terrassiers.....	1	120	86
20 février.	21 février.	Saint-Ouen.....	Seine.....	Maçons.....	1	18	87
20 février.	22 février.	Paris.....	Seine.....	Terrassiers.....	1	23	88
20 février.	24 février.	Lyon.....	Rhône.....	Typographes.....	1	31	89
20 février.	24 février.	Puteaux.....	Seine.....	Maçons.....	1	25	90
20 février.	26 février.	Caudéran.....	Gironde.....	Ouvriers en produits chimi- ques.....	1	9	91
20 février.	2 mars..	Saint-Dié.....	Vosges.....	Ferblantiers.....	1	3	92
20 février.	.....	Les Mazures.....	Ardennes.....	Monleurs.....	1	56	93
20 février.	.....	Paris.....	Seine.....	Stucateurs.....	1	18	94
21 février.	26 février.	Bort.....	Corrèze.....	.....	1	18	95
21 février.	5 mars..	Saint-Étienne.....	Loire.....	Mécaniciens-construteurs.....	1	21	96
22 février.	24 février.	Chantenay.....	Loire-Inférieure.	Ouvriers de raffinerie de sucrp.	1	180	97
22 février.	24 février.	Wabiers.....	Nord.....	Mineurs.....	1	"	98
22 février.	24 février.	Paris.....	Seine.....	Maçons.....	1	6	99
22 février.	25 février.	Paris.....	Seine.....	Maçons.....	1	42	100
22 février.	26 février.	Suresnes.....	Seine.....	Maçons.....	1	40	101
22 février.	27 février.	Clichy.....	Seine.....	Maçons.....	1	64	102
24 février.	2 mars..	Épinol.....	Vosges.....	Employés de commerce.....	1	5	103
24 février.	.....	Tourcoing.....	Nord.....	Jardiniers.....	1	"	104
24 février.	.....	Paris.....	Seine.....	Ferblantiers-zingueurs.....	1	59	105
25 février.	26 février.	Saint-Gobain de Balarue.....	Hérault.....	Ouvriers en produits chimi- ques.....	"	"	106
25 février.	26 février.	Paris.....	Seine.....	Maçons.....	1	6	107
25 février.	28 février.	Paris.....	Seine.....	Maçons.....	1	60	108
25 février.	9 mars..	Saint-André.....	Nord.....	Tisseurs.....	1	150	109
25 février.	9 mars..	Paris.....	Seine.....	Maçons.....	1	14	110
25 février.	.....	Paris.....	Seine.....	Maçons.....	1	20	111
25 février.	.....	Paris.....	Seine.....	Stucateurs.....	15	450	112
26 février.	27 février.	Neuilly-sur-Seine.....	Seine.....	Maçons.....	1	18	113
27 février.	.....	Chantenay.....	Loire-Inférieure.	Carriers.....	1	5	114
27 février.	.....	Chalon-sur-Saône.....	Saône-et-Loire.....	Ébénistes.....	1	15	115
28 février.	.....	Givet.....	Ardennes.....	Ouvriers d'une fabrique de soie artificielle.....	1	10	116
28 février.	.....	Nancy.....	Meurthe-et-Moselle	Ouvriers en chaussures.....	1	19	117
29 février.	4 mars..	Paris.....	Seine.....	Maçons.....	1	13	118
29 février.	.....	Vernon.....	Eure.....	Maçons.....	"	80	119

CAUSES DES GRÈVES. 8	RÉSULTATS. 9	OBSERVATIONS. 10
N FÉVRIER 1908. (Suite et fin.)		
0 Demande de renvoi d'un ouvrier.....	Échec.	
1 Demande de renvoi d'un contremaître.....	Transaction.	
2 Demandes : réintégration de 3 ouvriers; augmentation de salaire.....	Transaction.	
3 Demande d'augmentation de salaire.....	Échec.	Grévistes congédiés.
1 Demande d'augmentation de salaire.....	Échec.	Grévistes congédiés.
3 Demande d'augmentation de salaire.....	Échec.	Grévistes congédiés.
3 Demande d'augmentation de salaire.....	Transaction.	
7 Demande d'augmentation de salaire.....	Échec.	Grévistes congédiés.
8 Demandes : plus-value pour travaux malsains; journée de 8 heures.....	Transaction.	
0 Demande de renvoi d'un contremaître.....	Échec.	
2 Demande d'augmentation de salaire.....	Échec.	Grévistes congédiés.
1 Demande d'augmentation de salaire.....	Échec.	
2 Demandes : réintégration de 2 ouvriers; augmentation de salaire.....	Échec.	Grévistes congédiés.
3 Demande d'augmentation de tarif.....	.....	
4 Demande de renvoi d'un ouvrier.....	.....	
3 Demande de renvoi d'un contremaître.....	Échec.	
0 Demandes : augmentation de salaire; suppression du travail aux pièces.....	Transaction.	
7 Demande de réintégration d'un contremaître.....	Échec.	
8 Contestation relative au règlement d'atelier.....	Échec.	
9 Demande d'augmentation de salaire.....	Échec.	Grévistes congédiés.
0 Demande d'augmentation de salaire.....	Réussite.	
1 Demande d'augmentation de salaire.....	Échec.	Grévistes congédiés.
2 Demande d'augmentation de salaire.....	Échec.	Grévistes congédiés.
3 Demande de renvoi d'un chef de service.....	Échec.	Grévistes congédiés.
4 Demande d'augmentation de salaire.....	.....	
5 Demande de renvoi d'un contremaître.....	.....	
6 Contestation relative au salaire.....	Échec.	
7 Demande d'augmentation de salaire.....	Échec.	Grévistes congédiés.
8 Demande de réintégration d'un ouvrier.....	Échec.	
9 Demandes : augmentation de salaire; renvoi d'un contremaître.....	Transaction.	
0 Demande d'augmentation de salaire.....	Échec.	Grévistes congédiés.
1 Demande d'augmentation de salaire.....	.....	
2 Demande d'augmentation de salaire.....	.....	
3 Demande d'augmentation de salaire.....	Échec.	
4 Demande d'augmentation de salaire.....	.....	
5 Demande de renvoi d'un contremaître.....	.....	
6 Demande d'augmentation de salaire.....	.....	
7 Demande d'augmentation de salaire.....	.....	
8 Demande d'augmentation de salaire.....	Échec.	
9 Demande d'augmentation de salaire.....	.....	

CONCILIATION ET ARBITRAGE ⁽¹⁾.

10 applications de la loi sur la conciliation et l'arbitrage ont été signalées à la Direction du travail.

1° Grève des ouvriers agricoles de Saint-André-de-Roquelongue (Aude). — Les 128 ouvriers agricoles occupés par les 80 propriétaires de Saint-André-de-Roquelongue, n'ayant pu obtenir un supplément de deux litres de vin par journée de travail, se sont mis en grève le 5 février.

Le juge de paix est intervenu d'office le 7 février, un comité s'est réuni le même jour, l'accord suivant a été conclu :

1° Journées ordinaires, 2 fr. 75 ; huit heures de travail du 15 février au 15 octobre, supplément en nature de 2 litres de vin. — Du 15 octobre au 15 février, 2 fr. 75 par jour, supplément en nature de 1 litre de vin. Pour la durée de la journée, on se conformera aux usages locaux. Le supplément en nature sera remplacé au choix de l'ouvrier par 0 fr. 125 par litre. Le vin ne pourra être pris qu'à la quinzaine ou au mois.

2° Les femmes gagneront toute l'année 1 fr. 40 et 1 litre de vin ou 1 fr. 50 sans vin, au choix du propriétaire.

3° Les sarments seront payés 4 francs le cent, enlèvement compris.

4° Les ouvriers volants gagneront en toute saison 25 centimes de plus que les prix ci-dessus.

5° Pour les travaux de sulfatage et de soufrage, il sera donné 1 litre de vin en supplément et le prix de la journée ainsi que sa durée seront fixés comme à l'article 1°. En aucun cas, les femmes ne porteront ni le pulvérisateur, ni la torpille.

6° Pour les vendanges, les hommes gagneront 4 fr. 25 et 3 litres de vin, les femmes seront payées 2 fr. 25 et 1 litre de vin. Et si les vins se maintiennent au prix actuel ou au-dessus, elles seront payées 2 fr. 50 et 1 litre de vin. La journée de vendanges sera de 9 heures. Les vendanges ne pourront se faire à la petite journée.

7° Pour le pressurage, le prix de la journée sera de 4 fr. 25 avec 3 litres de vin ; les usages locaux seront maintenus pour les heures de travail, avec cette précision que le travail effectif ne pourra dépasser dix heures. Nul ne pourra pressurer le dimanche, sauf pendant les vendanges. Les heures de nuit seront payées 1 franc. Seront considérées comme telles, les heures comprises entre 8 heures du soir et 4 heures du matin.

8° Les gagés, occupés le dimanche, auront leur journée payée comme les camarades non gagés. Ils jouiront des mêmes avantages quant aux heures de travail et les subventions extraordinaires.

9° Toute heure supplémentaire sera payée 50 centimes. Toute heure commencée est due quand le travail aura duré au moins une demi-heure.

10° Tout ouvrier étranger à la localité ne sera embauché qu'après que tous les ouvriers de la localité seront embauchés.

Les travaux à forfait seront attribués de préférence aux ouvriers syndiqués ; le prix sera réglé de gré à gré entre patron et ouvrier. Les forfaitaires gagneront 2 litres de vin par jour.

11° Nul ne sera renvoyé pour adhésion au syndicat ni pour fait de grève.

Les ouvriers ont repris le travail le 8 février.

(1) Des exemplaires du texte de la loi du 27 décembre 1892 sur la conciliation et l'arbitrage dans les différends collectifs entre patrons et ouvriers ou employés sont envoyés aux intéressés sur demande adressée à M. le Ministre du Travail, Direction du travail, Bureau des Associations professionnelles, rue de Varenne, n° 80, à Paris.

2° Grève des tanneurs et corroyeurs de La Flèche (Sarthe). — Le 15 février, les 103 tanneurs et les 47 corroyeurs occupés dans l'établissement Willekens, à La Flèche, ont cessé le travail en présentant les revendications suivantes :

- 1° Réintégration d'un ouvrier.
- 2° Suppression des retenues.
- 3° Augmentation de tarif pour les corroyeurs.
- 4° Suppression du travail aux pièces pour les aides.

Le juge de paix est intervenu d'office le 18 février. Un comité s'est réuni le 19, le 21 et le 24. La convention suivante a mis fin à la grève :

- 1° Le travail sera repris demain matin 25 février, à 6 heures, heure habituelle.
- 2° En ce qui concerne les demandes exposées par les délégués, la maison Willekens leur donne satisfaction sur les points suivants :
 - a) Pour les ouvriers des catégories qui n'obtiennent pas de modifications, l'engagement est pris, par la maison, de maintenir intégralement les anciens tarifs;
 - b) Pour les *lisseurs*, augmentation de 3 centimes sur les croupons S. Il leur sera tenu compte de ce qui peut leur revenir sur les croupons depuis leur demande. M. D... ne fait d'ailleurs aucune difficulté à reconnaître que si leur demande avait été rappelée, il leur aurait donné satisfaction.

De plus, les *flancs de mâles* seront désormais rétribués à raison de 0 fr. 385 ;

- c) Les manœuvres du travail de rivière et de la *peausserie* (les manœuvres seulement, pas les ouvriers écharneurs, façonneurs ni éboureurs) auront une augmentation de 25 centimes par jour ;

- d) Le travail étant aux pièces, le conducteur de machine et les lisseurs montant sur la table seront payés à raison de 4 francs par jour. Le faiseur de chairs sera au compte de la maison, qui fournira gratuitement la machine sans aucune retenue. Le bénéfice total sera réparti, comme actuellement, entre la maison et les hommes employés, à l'exclusion du faiseur de chairs, qui sera payé par la maison.

3° Il n'y aura aucun renvoi d'ouvriers.

4° La maison Willekens désirant même que la reprise du travail se fasse dans des conditions de confiance réciproque et s'inspirant des intérêts supérieurs du personnel et de l'usine, consent à réintégrer l'ouvrier L..., devant la déclaration faite spontanément par ses camarades que celui-ci prend l'engagement de faire ses demi-journées avec entrées et sorties aux heures réglementaires de l'usine avec l'autorisation de son contremaître. Il est entendu que M. L... exprimera ses regrets à M. D...

Les ouvriers ont repris le travail le 25 février. Le salaire quotidien des corroyeurs a été porté de 4 francs en moyenne à 4 fr. 25, et celui des aides de 3 fr. 25 à 3 fr. 50.

3° Grève des maçons et tailleurs de pierres de Niort. — Les 200 maçons et tailleurs de pierres de Niort se sont mis en grève le 17 février, demandant un salaire quotidien de 4 fr. 30 au lieu de 3 fr. 50, et la journée de dix heures au lieu de onze. Le juge de paix est intervenu d'office, et un comité de conciliation s'est réuni le 24 février. L'accord s'est établi. Les ouvriers recevront une augmentation de salaire de 20 p. 100 à partir du 1^{er} juillet 1908, et la journée de travail sera réduite à dix heures. Les ouvriers ont repris le travail le 25 février.

4° Grève des peintres de Fécamp. — Le 3 février, les 48 ouvriers peintres, occupés par les 10 entrepreneurs de Fécamp, se sont mis en grève demandant 50 et 60 centimes l'heure, au lieu de 35 et 45 centimes, et 2 fr. 50 par jour de frais de déplacements pour les travaux exécutés à la campagne. Le juge de paix est intervenu d'office le 3 février, un comité de conciliation s'est réuni le 6. L'accord n'a pu s'établir, et les deux parties ont refusé de recourir à l'arbitrage.

Les ouvriers ont repris le travail le 13 février. Ils ont obtenu une augmentation de salaire de 5 centimes l'heure, et 50 centimes l'heure et une bonification de 1 fr. 25 par jour pour les travaux exécutés à la campagne.

5° Dans la grève des feuellardiers de Saint-Yrieix (Haute-Vienne) et Lanouaille (Dordogne), les patrons et les ouvriers ont adressé un recours au juge de paix le 22 février. Un comité de conciliation s'est réuni le même jour. Les parties n'ont pu se concilier et ont refusé de recourir à l'arbitrage. Les ouvriers ont repris le travail le 2 mars, ayant obtenu l'augmentation de tarif qu'ils réclamaient.

6° Différend entre compagnie houillère et ouvriers mineurs. — Les ouvriers, occupés aux puits Saint-Mark, Lambrecht et Blignières de la concession d'Anzin, se plaignaient de recevoir un salaire inférieur à celui qui est stipulé dans la convention passée à la suite d'une grève le 26 avril 1906. Ils ont adressé, par l'intermédiaire de leur syndicat, un recours au juge de paix le 8 février. Le directeur général de la Compagnie a refusé, le 11, de se prêter à la tentative de conciliation, affirmant dans sa lettre au juge de paix que «les salaires promis par la Compagnie sont très largement atteints». Le différend n'a pas eu d'autres suites.

7° et 8° Dans une grève d'ouvriers en chaussures à Glageon (Nord) et dans une grève de ferblantiers à Saint-Dié (Vosges), les ouvriers ont adressé un recours au juge de paix le 5 et le 21 février. Les patrons ont refusé de se prêter à la conciliation.

9° Dans la grève des ouvriers agricoles de Salces (Pyrénées-Orientales), le juge de paix est intervenu d'office le 16 février. Les propriétaires ont refusé de se prêter à la conciliation.

10° et 11° Dans une grève d'ouvriers balanciers et dans la grève des stucateurs de Paris, le juge de paix du 14^e arrondissement est intervenu d'office le 6 février et le 2 mars. Les deux parties ont refusé de se rendre à la convocation.

LES SOCIÉTÉS DE SECOURS MUTUELS

PENDANT L'ANNÉE 1903⁽¹⁾.

Il y a trois sortes de sociétés de secours mutuels : les sociétés libres, les sociétés approuvées et les sociétés reconnues comme établissements d'utilité publique.

Les sociétés de secours mutuels approuvées sont celles qui ont fait approuver leurs statuts par arrêté ministériel.

Tandis que les sociétés libres ne peuvent recevoir que des dons et legs mobiliers et n'acquérir que les immeubles affectés à leurs services, les sociétés de secours mutuels approuvées ont, sous la réserve de l'autorisation du Conseil d'État, la capacité de recevoir des dons et legs immobiliers et de plus de posséder et d'acquérir, de vendre et d'échanger des immeubles jusqu'à concurrence des trois quarts de leur avoir. Quant aux sociétés reconnues comme établissements d'utilité publique, elles jouissent de tous les avantages accordés aux sociétés approuvées. Elles peuvent, en outre, posséder et acquérir, vendre et échanger des immeubles dans les conditions déterminées par le décret les déclarant d'utilité publique.

D'autre part, de nombreuses faveurs sont accordées aux sociétés approuvées et aux sociétés reconnues comme établissements d'utilité publique : leurs actes sont exempts de timbre et d'enregistrement, les communes sont tenues de leur faire certaines fournitures et elles bénéficient de majorations de pensions, de bonifications d'intérêt et de subventions⁽²⁾.

Un certain nombre de sociétés se distinguent soit par le but qu'elles poursuivent soit par le mode de recrutement de leurs membres. Telles sont les sociétés de secours mutuels dites de mutualité maternelle qui luttent contre la mortalité infantile ; les sociétés de secours mutuels scolaires qui s'adressent aux enfants des écoles ; les sociétés de secours mutuels que les syndicats professionnels peuvent constituer dans leur sein et avec leurs éléments et enfin toutes les sociétés de secours mutuels qui viennent d'être créées dans l'armée.

Au 31 décembre 1903, il existait en France 16,278 sociétés de secours mutuels, dont 13,075 approuvées ou reconnues comme établissements d'utilité publique⁽³⁾ et 3,203 sociétés libres. Au 31 décembre 1902, on comptait en tout 15,568 sociétés, dont 12,379 sociétés approuvées ou reconnues d'utilité publique, et 3,189 sociétés libres. Le nombre des sociétés libres qui ont demandé en 1903 leur transformation en sociétés approuvées a été de 134 ; il y en avait eu 112 en 1902, 121 en 1901, 178 en 1900, 55 en 1899, 30 en 1898, 24 en 1897, 29 en 1896.

Sur les 16,278 sociétés existantes en 1903, 15,645 ont fait parvenir au ministère de l'Intérieur le compte de leurs opérations.

⁽¹⁾ D'après le *Rapport sur les opérations des sociétés de secours mutuels pendant l'année 1903*, présenté à M. le Président de la République par M. René Viviani, ministre du Travail, le 31 décembre 1906. Melun, Imprimerie administrative, 1907. — Voir pour 1902, *Bulletin*, 1906, page 245.

⁽²⁾ Les sociétés libres reçoivent cependant des subventions départementales et communales.

⁽³⁾ Le nombre des sociétés reconnues d'utilité publique est de 19. Les sociétés scolaires, qui sont comprises dans les sociétés approuvées sont au nombre de 1,997.

Voici quel était, par âge et par sexe, l'effectif de ces 15,645 sociétés au 31 décembre 1903 :

		NOMBRE de sociétés.	NOMBRE de membres honoraires.	NOMBRE DE MEMBRES PARTICIPANTS			TOTAUX.
				hommes.	femmes.	enfants.	
Sociétés approuvées ou reconnues d'utilité publique	d'adultes .	10,776	313,455	1,385,009	331,889	53,874	2,084,227
	scolaires..	1,909	46,665	"	"	(1) 563,047	609,712
Sociétés libres.....		2,960	36,244	314,776	69,054	19,848	439,922
TOTAUX.....		15,645	396,364	1,699,785	400,943	636,769	3,133,861

Le personnel moyen est de 254 membres, dont 29 honoraires et 225 participants, pour les sociétés approuvées ou reconnues d'utilité publique d'adultes; de 319 membres dont 24 honoraires et 295 participants pour les sociétés scolaires; et de 211 membres, dont 2 honoraires et 199 participants pour les sociétés libres. La proportion des membres honoraires est de 17.70 p. 100 pour les sociétés approuvées d'adultes, de 8.28 pour les sociétés scolaires et de 8.97 pour les sociétés libres.

Le tableau suivant indique le mouvement du personnel dans les différentes sortes de sociétés au 31 décembre de chacune des années 1871, 1880, 1890, 1901, 1902 et 1903 :

	SOCIÉTÉS APPROUVÉES ou reconnues d'utilité publique (2).			SOCIÉTÉS LIBRES.		
	nombre de sociétés.	membres honoraires.	membres participants.	nombre de sociétés.	membres honoraires.	membres participants.
1871.....	4,263	96,885	489,006	1,524	11,042	194,968
1880.....	4,790	129,857	640,613	1,987	18,179	279,045
1890.....	6,674	179,197	884,604	2,470	25,102	320,112
1901.....	11,719	281,569	1,525,875	3,153	34,220	365,607
1902.....	12,379	297,797	1,689,382	3,189	37,705	384,187
1903.....	13,075	313,455	1,770,772	3,203	36,244	403,678

STATISTIQUE DE LA MORBIDITÉ ET DE LA MORTALITÉ.

L'article 36 de la loi du 1^{er} avril 1898 prévoyait l'établissement des tables de mortalité et de morbidité applicables aux sociétés de secours mutuels. Au 31 décembre 1906, date à laquelle prenaient fin les crédits inscrits pour l'établissement des tables de mortalité, il ne restait plus qu'un dernier travail d'adaptation nécessaire pour que ces tables pussent être publiées et mises à la disposition des sociétés.

Quant aux tables de morbidité, elles ne sont pas encore en état d'être publiées, mais une quantité considérable de renseignements sont prêts à être utilisés.

D'ores et déjà l'on peut dire que la moyenne de la mortalité, dans la mutualité, est inférieure à la moyenne générale.

(1) Dont 334,328 garçons et 228,719 filles.

(2) Y compris les sociétés scolaires dont le développement est tout récent. En 1896, on n'en comptait que 21, il y en avait 55 en 1897, 181 en 1898; c'est à partir de cette époque qu'elles se sont multipliées, leur nombre total a passé successivement à 768 en 1899, 1,389 en 1900, 1,758 en 1901, 1,895 en 1902 et 1,997 en 1903.

Le nombre des journées de maladie ayant donné lieu en 1903 à une indemnité pécuniaire s'est élevé à 5,878,991 pour 264,469 malades dans les sociétés approuvées ou reconnues, à 1,306,342 pour 60,289 malades dans les sociétés scolaires, et à 1,401,302 pour 69,582 malades dans les sociétés libres.

Voici comment se répartissent les journées de maladie entre les personnes de l'un et l'autre sexe dans les différentes sociétés.

	NOMBRE DE JOURNÉES de maladie allouées (1)		NOMBRE MOYEN de journées de maladie par membre participant (1).		
	aux hommes.	aux femmes.	hommes.	femmes.	de l'un et l'autre sexe.
Sociétés approuvées ou reconnues d'adultes.....	5,088,939	790,052	5,35	6,95	5,35
Sociétés scolaires.....	754,223	552,119	"	"	2,32
Sociétés libres.....	1,225,289	176,013	5,52	5,59	5,53

La proportion générale des malades, par rapport au total des membres participants des sociétés allouant des secours de maladie en argent, a été, en 1903, de 24.92 p. 100 dans les sociétés approuvées ou reconnues, de 10.70 p. 100 dans les sociétés scolaires et de 27.45 p. 100 dans les sociétés libres. Le nombre annuel de journées payées par malade dans les sociétés approuvées ou reconnues a été de 22.23 dans l'ensemble et de 21.76 pour les hommes, de 25.79 pour les femmes; dans les sociétés libres, de 20.14 dans l'ensemble et de 20.21 pour les hommes, de 19.65 pour les femmes; dans les sociétés scolaires, de 20.84.

Le nombre de décès ayant donné lieu à paiement de frais funéraires s'est élevé à 18,052 dans 5,665 sociétés approuvées ou reconnues, à 125 dans les sociétés scolaires et 3,127 dans 1,128 sociétés libres.

RECETTES ET DÉPENSES.

Le tableau suivant donne pour 1903 la répartition des recettes dans chaque catégorie de sociétés de secours mutuels :

NATURE DES RECETTES.	SOCIÉTÉS approuvées ou reconnues d'adultes.	SOCIÉTÉS scolaires.	SOCIÉTÉS libres.
Cotisations des membres { honoraires..	3,306,105 ⁶ 35"	134,700 ⁶ 24"	457,418 ⁶ 43"
{ participants.	23,723,928 34	2,549,304 00	5,506,791 30
{ enfants....	275,884 95		45,994 31
Droits d'entrée.....	613,624 52	4,878 73	139,275 31
Amendes.....	594,129 64	3,456 93	130,081 99
Subventions, dons et legs.....	2,938,840 97	205,209 37	1,542,393 75
Intérêts des fonds placés.....	5,866,725 49	101,929 85	1,529,738 01
Recettes diverses.....	3,221,323 21	123,157 79	1,750,321 82
TOTAUX.....	40,540,562 47	3,122,636 91	11,102,014 92

Les cotisations des membres participants entrent, dans le total des recettes, pour une proportion qui s'élève à 59.20 p. 100 pour les sociétés approuvées ou reconnues

(1) Défalcation faite des sociétés approuvées ou libres n'allouant pas de secours de maladie. — Le nombre total des membres participants des sociétés d'adultes ayant accordé en 1903 des secours de maladie est de 1,317,085 dont 1,171,949 hommes et 145,136 femmes. Le nombre total des membres participants des sociétés scolaires ayant accordé en 1903 des secours de maladie s'est élevé à 563,000.

d'utilité publique, à 81.65 p. 100 pour les sociétés scolaires et à 50.02 p. 100 en ce qui concerne les sociétés libres.

Les dépenses correspondantes dans les trois catégories de sociétés de secours mutuels en 1903 sont données dans le tableau qui suit :

NATURE DES DÉPENSES.	SOCIÉTÉS approuvées ou reconnues d'adultes.	SOCIÉTÉS scolaires.	SOCIÉTÉS libres.
Honoraires des médecins.....	4,076,176 ⁶⁰	6,687 ⁶²	605,103 ³⁷
Frais pharmaceutiques.....	4,818,165 47	8,366 37	777,027 72
Indemnités de maladie.....	7,684,504 13	609,724 89	2,101,033 20
Frais funéraires.....	1,214,216 61	3,564 92	215,982 58
Secours aux veuves et aux orphelins...	933,652 98	"	1,256,460 96
Secours aux vieillards infirmes et incurables.....	600,174 02	"	172,684 63
Pensions.....	4,054,833 59 ⁽¹⁾	"	1,572,963 78 ⁽²⁾
Versements faits sur livrets individuels.	"	1,234,155 20	"
Versements aux fonds communs de retraites.....	4,260,354 35	476,373 41	"
Frais de gestion.....	1,656,585 88	110,507 03	519,273 64
Dépenses diverses.....	2,553,880 88	90,866 59	1,178,257 03
TOTAUX.....	31,852,544 51	2,540,246 03	8,398,786 91

Les trois premiers articles représentent ensemble les dépenses de maladie. Ces frais s'élèvent à 52.05 p. 100 des dépenses totales pour les sociétés approuvées ou reconnues, à 24.59 pour les sociétés scolaires, et à 41.48 pour les sociétés libres. Cette proportion était, en 1902, de 53.45 pour les sociétés approuvées ou reconnues, de 26.52 pour les sociétés scolaires et de 45.59 pour les sociétés libres.

Quant aux frais de gestion, ils entrent dans le total des dépenses dans la proportion de 5.20 p. 100 pour les sociétés approuvées ou reconnues, de 4.35 pour les sociétés scolaires et de 6.18 p. 100 pour les sociétés libres. Ces proportions étaient en 1902 de 4.96 pour les premières, de 4.55 pour les secondes et de 6.31 p. 100 pour les dernières.

Les frais de maladie moyens (frais médicaux, pharmaceutiques et indemnité) par membre participant se sont élevés en 1903, dans les sociétés approuvées ou reconnues : à 15.17 pour les hommes, à 16.02 pour les femmes, à 15.31 pour l'ensemble; dans les sociétés libres : à 17.10 pour les hommes, à 14.72 pour les femmes, à 16.82 pour l'ensemble.

Le montant moyen de l'indemnité de maladie s'est élevé : dans les sociétés approuvées ou reconnues, à 28.98 par malade, à 1.30 par jour de maladie et à 7.20 par membre participant; dans les sociétés libres, à 30.01 par malade, à 1.49 par jour de maladie et à 8.24 par membre participant; dans les sociétés scolaires, à 10.11 par malade, 0.46 par jour de maladie et à 1.08 par membre participant.

Des secours aux veuves et aux orphelins, en cas de décès des membres participants, ont été alloués, en 1903, par 1,947 sociétés approuvées ou reconnues, et 509 sociétés libres. Le montant moyen des secours a été de 103.43 dans les premières et de 158.05 dans les secondes.

Des secours aux vieillards ont été alloués par 1,125 sociétés approuvées et par

⁽¹⁾ Pensions et suppléments de pensions payés sur les fonds libres.

⁽²⁾ Pensions viagères de retraites.

254 sociétés libres et des secours aux infirmes et incurables par 1,213 sociétés approuvées et 241 libres. La moyenne des secours aux vieillards est de 56.94 pour les sociétés approuvées et de 82.42 ⁽¹⁾ pour les sociétés libres; la moyenne des secours aux infirmes ou incurables est de 70.59 dans les sociétés approuvées et de 50.71 dans les sociétés libres.

La moyenne des indemnités pour frais funéraires ressort à 67.26 par décès dans les sociétés approuvées, à 69.07 dans les sociétés libres et à 28.52 dans les sociétés scolaires.

FONDS DE RETRAITES ET PENSIONS.

Au 31 décembre 1903, 6,281 sociétés approuvées ou reconnues d'adultes, comprenant 1,463,475 membres participants, possédaient à la Caisse des dépôts et consignations un fonds commun de retraites dont le montant total s'élevait à 175,477,843 francs. Au 31 décembre 1902, il était de 166,141,919 francs pour 5,846 sociétés. Si l'on compare le chiffre de 6,281 sociétés au nombre indiqué plus haut des sociétés approuvées ou reconnues, on constate que 48.04 p. 100 de ces associations possèdent un fonds commun de retraites.

En 1903, les 6,281 sociétés approuvées ont effectué à leur fonds commun de retraites des versements dont le montant total est de 4,586,345 francs. Les dons et legs affectés aux fonds communs ont atteint, la même année, le chiffre de 217,697 francs. D'autre part, conformément à l'arrêté du 28 avril 1900, il a été versé par les soins de la Caisse des dépôts, en 1903, au crédit du compte fonds de retraite des sociétés approuvées ayant effectué des versements à ce compte en 1902, des subventions proportionnelles à ces versements pour la somme de 1,746,532 fr. Enfin, en vertu de la loi du 20 juillet 1895, les 3/5^e des fonds prescrits au 1^{er} janvier 1903 à l'égard des déposants des caisses d'épargne, soit 140,389 francs, ont été répartis, en 1903, entre les sociétés approuvées possédant un fonds commun de retraites.

Au 31 décembre 1903, le nombre des pensionnaires payés sur le fonds commun par l'intermédiaire de la Caisse nationale des retraites pour la vieillesse s'élevait à 48,315; au 31 décembre 1902, il était de 46,808, soit une augmentation de 1,507.

Le montant des arrérages payés en 1903 sur le fonds de retraites atteint le chiffre de 3,412,640 contre 3,293,724 en 1902, y compris les bonifications accordées par l'État depuis 1894 et qui s'élèvent à une somme de 406,758 francs.

Il en résulte que l'arrérage moyen par pensionné, servi sur le fonds de retraites, a été en 1903 de :

$$\frac{3,412,640}{\frac{1}{2}(48,315 + 46,808)} = 71 \text{ fr. } 75.$$

Sur les 308 sociétés servant des rentes viagères supérieures à 100 francs sur leur fonds commun de retraites, 208 servaient des pensions de 101 à 200 francs, 22 de 201 à 299 francs, 4 de 300 à 360 francs, 1 de 500 francs, 1 de 745 francs.

Il y a lieu de remarquer que certaines sociétés allouent sur leurs fonds libres des suppléments de pensions à leurs membres jouissant d'une rente liquidée sur le fonds commun. Ces suppléments s'étant élevés, en 1903, à 405,818 fr. 70, il en résulte que la pension moyenne s'élève en réalité à 80.15. D'autre part, il a été payé sur

⁽¹⁾ Lire *Bulletin*, mars 1906 page 245, 3^e ligne : 97.53 au lieu de : 37.53.

les fonds libres 47,307 pensions, dont le montant a atteint 3,649,014 francs, soit 77.14 par pension.

Quant aux sociétés scolaires⁽¹⁾, 821 avaient constitué un fonds de retraites à la fin de décembre 1903. Le montant des sommes ainsi placées était de 2,613,793 francs; à la fin de 1902 il était de 1,778,979 francs pour 678 sociétés. Les subventions proportionnelles aux versements effectués en 1902 par les sociétés scolaires et portées en 1903 au crédit de leur compte se sont élevées à 275,741 francs.

En 1903, 290 sociétés libres ont servi 9,874 pensions, dont le montant total s'élevait à 1,572,963 francs. En 1902, 308 sociétés avaient servi 9,677 pensions dont le montant total s'élevait à 1,267,165 francs.

AVANTAGES CONSENTIS PAR L'ÉTAT, LES DÉPARTEMENTS ET LES COMMUNES
AUX SOCIÉTÉS DE SECOURS MUTUELS APPROUVÉES ET LIBRES.

Les sociétés de secours mutuels approuvées ont reçu des subventions de l'État, des majorations de pensions, des bonifications d'intérêts, les 3/5 des comptes abandonnés des caisses d'épargne et enfin des subventions départementales et communales.

Le chapitre des subventions aux sociétés approuvées qui ont effectué des versements à leurs fonds de retraites a été porté en 1903 à 1,150,000 francs, ce qui forme avec les revenus de la dotation s'élevant à 510,000 francs un total de 1,660,000 francs. Les subventions et les dépenses diverses de ce chapitre ayant été de 1,843,565 francs l'excédent des dépenses a été prélevé sur le solde disponible du fonds de la dotation. L'État a encore versé aux sociétés approuvées les sommes suivantes :

Sous forme de subventions aux sociétés ne constituant pas de retraites : 334,652 fr.;

Pour la majoration de pensions liquidées au cours de l'année : 612,938 francs;

Pour les bonifications d'intérêts⁽²⁾ : 2,537,052 francs;

Comme part revenant aux sociétés de secours mutuels dans les comptes abandonnés des caisses d'épargne : 140,876 francs;

En outre, les départements et les communes ont accordé aux sociétés approuvées des subventions s'élevant à 826,821 francs 04.

Les sociétés libres ne bénéficient d'aucun des avantages énumérés ci-dessus accordés par l'État aux sociétés de secours mutuels approuvées. Elles ont reçu seulement sous forme de subvention, 7,411 fr. 90 des départements et 70,671 fr. 66 des communes.

Si l'on additionne les différents avantages consentis soit par l'État, soit par les communes aux sociétés approuvées et aux sociétés libres on obtient un total de 6,373,987 francs.

SITUATION FINANCIÈRE AU 31 DÉCEMBRE 1903.

A la fin de décembre 1903, les sociétés approuvées ou reconnues d'adultes possédaient 331,793,535 francs, savoir : au fonds de réserve (capitaux placés soit à la Caisse des dépôts et consignations, soit aux caisses d'épargnes ou détenus par les

⁽¹⁾ Les chiffres relatifs aux fonds de retraites des sociétés scolaires sont compris dans ceux concernant les fonds de retraites de l'ensemble des sociétés approuvées.

⁽²⁾ Ces bonifications d'intérêts ont pour but de couvrir la différence entre le taux normal de la caisse des dépôts et consignations et le taux de 4.50 p. 100 assuré aux sociétés de secours mutuels approuvées, pour les capitaux placés par elles à cette caisse, soit en comptes-courants, soit en comptes fonds de retraites (solde disponible).

trésoriers) 158,929,485 francs et au fonds de retraites 172,864,050 francs, ce qui constitue une augmentation de 20,379,171 francs sur l'exercice 1902.

Les mutuelles scolaires possédaient à la même date 6,271,442 francs, savoir ; au fonds de réserve 3,657,649 francs, et au fonds commun de retraites 2,613,793 francs, soit une augmentation globale de 1,530,625 francs sur l'exercice 1902.

Enfin, le capital des sociétés libres se montait, à la même date (31 décembre 1903), à 44,541,909 francs, soit une augmentation de 1,794,585 francs sur l'exercice précédent.

L'avoir total de l'ensemble des sociétés est donc de 358 902,506 francs, se décomposant ainsi :

Sociétés approuvées ou reconnues d'adultes.....	331,793,535 francs.
Sociétés scolaires	6,271,442 —
Sociétés libres.....	44,541,909 —
Total	382,606,886 —

UNIONS DE SOCIÉTÉS DE SECOURS MUTUELS.

Il existait, au 31 décembre 1903, 113 unions de sociétés de secours mutuels, dont 46 ayant été fondées au cours de l'exercice n'ont pu fournir de statistique complète de 1903.

Les 67 autres unions comprenaient 46 unions proprement dites et 21 caisses de réassurance ayant pour but principal d'accorder des secours aux membres qui, atteints de maladie de longue durée, ne reçoivent plus d'indemnité de leurs sociétés respectives.

Les 46 unions proprement dites comptaient, au 31 décembre 1903, 25,254 membres honoraires et 372,599 membres participants. Leurs recettes formaient un total de 138,602 francs dont 3,465 francs provenant des membres honoraires; 37,777 francs, des membres participants; et 9,673 francs, de subventions, dons ou legs. Leurs dépenses avaient atteint 83,865 francs dont 16,280 pour les soins médicaux ou la fourniture des médicaments donnés par des unions médicales ou des pharmacies mutualistes⁽¹⁾. Leur avoir s'élevait, au 31 décembre, à 190,370 francs.

Les 21 caisses de réassurance comptaient, au 31 décembre 1903, 41,381 membres participants; leurs recettes se montaient à 61,026 francs; leurs dépenses, à 23,278 francs dont 6,693⁽²⁾ représentaient les indemnités de maladie. Elles possédaient, au 31 décembre 1903, un avoir social de 196,772 francs.

⁽¹⁾ Ce chiffre ne comprend que les frais médicaux des unions de sociétés de secours mutuels libres.

LES MANUFACTURES DE TABACS ET D'ALLUMETTES DE L'ÉTAT

EN 1906.

(PERSONNEL ET SALAIRES).

I. — TABACS ⁽¹⁾.

Les manufactures de tabacs sont au nombre de 20. Elles appartiennent toutes à l'État, qui possède en outre, à Limoges, des ateliers spéciaux chargés de la confection d'une partie de l'outillage des divers établissements.

Le personnel total employé tant dans les manufactures que dans les services annexes était, au 31 décembre 1906, de 16,540 personnes qui se décomposent ainsi :

	HOMMES.	FEMMES.	TOTAL.
Fonctionnaires et employés commissionnés des manufactures et services annexes (Service central des constructions, école d'application, expertise, ateliers de Limoges).....	169	"	169
Préposés (chefs-mécaniciens et conducteurs des travaux, chefs de section, contremaîtres et contremaîtresses, surveillants et surveillantes, concierges et garçons de bureau).....	666	165	831
Ouvriers	1,891	13,649	15,540
TOTAUX	2,557	13,814	16,540

Les ouvriers se répartissaient ainsi dans les 20 manufactures : Bordeaux, 840; Châteauroux, 1,193; Dieppe, 788; Dijon, 449; Issy-les-Moulineaux, 1,018; Le Havre, 390; Le Mans, 587; Lille, 854; Limoges, 85; Lyon, 541; Marseille, 975; Morlaix, 891; Nancy, 739; Nantes, 1,021; Nice, 712; Orléans, 429; Pantin, 834; Paris (Reuilly), 816; Riom, 603; Tonneins, 743; Toulouse, 1,011; service central des constructions et école d'application, 21.

Au 31 décembre 1905, le nombre des préposés était de 772 et celui des ouvriers de 15,379; il y avait en plus, au 31 décembre 1906, 59 préposés, dont 52 hommes et 7 femmes, et 85 ouvrières et 76 ouvriers de plus qu'au 31 décembre 1905.

Au cours de l'année 1906, les 20 manufactures ont mis en œuvre 43,309,363 kilogrammes de matières contre 41,854,144 kilogrammes en 1905. Les fabrications ont atteint la quantité totale de 39,748,897 kilogrammes contre 39,192,622 kilo-

⁽¹⁾ Direction générale des manufactures de l'État. Comptes en matières et en deniers de l'exploitation du monopole des tabacs pour l'année 1906 (achat, fabrication et vente). Paris, Imprimerie nationale, 1907. — Pour l'année 1905, voir *Bulletin*, juin 1907, p. 585.

grammes en 1905. Les quantités fabriquées des différents produits en 1906 et en 1905 sont les suivantes :

			DIFFÉRENCES	
	1906.	1905.	en plus.	en moins.
	kilogr.	kilogr.	kilogr.	kilogr.
Cigares.....	2,236,719	2,592,108	#	355,389
Cigarettes.....	2,571,692	2,144,809	426,883	#
Scaferlatis.....	28,876,397	28,505,146	371,251	#
Rôles.....	618,794	597,117	21,677	#
Carottes.....	596,822	574,838	21,984	#
Poudre.....	4,848,473	4,778,604	69,869	#
TOTAUX.....	39,748,897	39,192,622	911,644	355,389

Durée du travail. — La durée réglementaire de la journée du travail est de neuf heures.

Salaires. — Le tableau suivant donne les traitements et salaires afférents aux diverses catégories de personnel en 1906.

CATÉGORIES DE PERSONNEL.	NOMBRE DE PERSONNES.	TRAITEMENTS ET SALAIRES TOTAUX.
Fonctionnaires et employés commissionnés.....	169	771,129 ^f 13 ^c
Préposés.....	831	1,727,007 54
Ouvriers.....	15,540	16,872,527 24
TOTAUX.....	16,540	19,370,663 ^f 91 ^c

Les salaires des ouvriers présentent, sur l'année précédente, une augmentation de 845,777 fr. 20.

Les salaires payés correspondent, pour neuf heures de travail, à un gain moyen de 6 fr. 17 pour les ouvriers et de 4 fr. 10 pour les ouvrières. Le taux général des salaires a varié de la manière suivante au cours des dix dernières années :

ANNÉES.	OUVRIERS.	OUVRIÈRES.	ANNÉES.	OUVRIERS.	OUVRIÈRES.
1897.....	5.32	3.39	1902.....	5.69	3.75
1898.....	5.36	3.34 ⁽¹⁾	1903.....	5.79	3.85
1899.....	5.44	3.33 ⁽¹⁾	1904.....	5.91	3.94
1900.....	5.51	3.55	1905 ⁽²⁾	5.89	3.93
1901.....	5.60	3.59	1906.....	6.17	4.10

Indemnités diverses et retraites. — Les institutions destinées à améliorer la situa-

⁽¹⁾ Recrutement d'apprentis.

⁽²⁾ La journée de neuf heures ayant été instituée dans le courant du deuxième semestre 1905, les salaires moyens de 5.89 et 3.93 sont relatifs au premier semestre seulement.

tion des préposés et des ouvriers ont donné lieu, dans les manufactures de tabacs, aux dépenses suivantes :

Service des retraites.	Majorations des gages et des salaires.....	750,248 ^f 04 ^c
	Compléments de pensions et secours annuels.....	656,838 75
	Indemnités, secours accidentels, gratifications.....	166,194 41
	Service médical, assistance aux malades, hygiène, écoles, crèches, bibliothèques, etc.....	321,106 42
	représentant plus de 10 p. 100 des gages et salaires.	

La dépense totale, soit 1,894,387 fr. 62 représente plus de 10 p. 100 des gages et salaires.

Les chiffres suivants donnent, pour les dix dernières années, le total des dépenses de cette nature en y comprenant d'ailleurs les dépenses similaires faites en faveur du personnel des magasins :

1897.....	1,507,405 ^f 70 ^c	1902.....	1,815,750 ^f 50 ^c
1898.....	1,551,958 54	1903.....	1,883,362 14
1899.....	1,626,866 18	1904.....	1,882,318 70
1900.....	1,788,285 28	1905.....	1,952,673 43
1901.....	1,800,012 68	1906.....	1,951,108 84

Personnel des magasins. — L'État, en outre des manufactures, possède ou tient en location, tant en France qu'en Algérie, 32 magasins de matières premières, dont 5 affectés plus spécialement aux tabacs exotiques.

Dans les magasins de culture, les tabacs livrés par les planteurs dans un état de dessiccation imparfaite sont livrés à des manutentions et à des fermentations en masse qui ont pour but de leur enlever l'eau qu'ils contiennent en excès, de leur donner une teinte uniforme et d'en assurer le maintien en bon état jusqu'au moment de leur emploi dans les manufactures où ils sont envoyés sous toiles et cordes. Dans les magasins de tabacs en feuilles exotiques et de transit, les mains-d'œuvre se bornent à peu près à l'échantillonnage et au reconditionnement des colis, balles ou boucauts.

Les 32 magasins employaient, au 31 décembre 1906, 66 agents commissionnés, 110 préposés, chefs d'atelier, surveillants, concierges, garçons de bureau, et 590 ouvriers, dont 214 hommes et 376 femmes. Les dépenses pour gages et salaires se sont élevées à 10,787,792 fr. 09, dont 311,421 fr. 29 pour les agents commissionnés, 208,367 fr. 35 pour les préposés et 559,003 fr. 45 pour les ouvriers.

II. — ALLUMETTES ⁽¹⁾.

Les manufactures d'allumettes sont au nombre de six, appartenant toutes à l'État; elles sont situées à Pantin-Aubervilliers, Marseille, Trélazé (Maine-et-Loire), Bègles (Gironde), Aix-en-Provence, Saintines (Oise). Des ateliers de constructions, à Limoges, sont chargés de la confection d'une partie de l'outillage de ces établissements.

⁽¹⁾ Direction générale des manufactures de l'État. Compte en matières et en deniers de l'exploitation du monopole des allumettes chimiques pour l'année 1906 (achat, fabrication et vente). Paris, Imprimerie nationale, 1907. — Pour l'année 1905, voir *Bulletin*, juin 1907, p. 588.

Le personnel des manufactures se décomposait, au 31 décembre 1906, de la façon suivante :

CATÉGORIES.	HOMMES.	FEMMES.	TOTAL.
Personnel commissionné.....	23	#	23
Préposés (chefs de section, contremaîtres et contremaîtresses, surveillants et surveillantes, concierges et garçons de bureau) ..	90	22	112
Ouvriers.....	607	1,264	1,871
TOTAUX.....	720	1,286	2,006

Le personnel ouvrier proprement dit est en diminution de 48, soit 7 ouvriers et 41 ouvrières sur l'effectif de l'année précédente; le nombre des préposés est supérieur de sept unités (6 hommes et 1 femme).

Voici comment se répartissent les préposés et les ouvriers entre les différentes manufactures :

MANUFACTURES.	PRÉPOSÉS.	OUVRIERS.			ENSEMBLE.
		Hommes.	Femmes.	Total.	
Aix.....	12	41	107	148	160
Bègles.....	10	44	121	163	175
Marseille.....	25	69	369	438	463
Pantin-Aubervilliers.....	37	222	405	627	664
Saintines.....	14	133	95	228	242
Trélazé.....	14	98	167	265	279
TOTAUX.....	112	607	1,264	1,871	1,983

Il a été fabriqué durant l'année 1906 une quantité de 38,034,302,460 allumettes, inférieure de 925,980,400 à la fabrication de l'année précédente. Le tableau suivant en donne la répartition entre les diverses catégories :

		FABRICATIONS		DIFFÉRENCES.
		de 1906.	de 1905.	
		en millions.	en millions.	en millions.
Allumettes en bois	au sesquisulfure de phosphore..	22,218	23,419	— 1,201
	au phosphore { soufrées.....	11,379	11,368	+ 11
	{ suédoises.....	2,104	1,890	+ 213
	{ amorphe { tisons.....	904	790	+ 114
Allumettes en cire.....		1,427	1,491	— 64
TOTAUX.....		38,034	38,960	— 925

Il a été confectionné, en outre, en 1906, par la manufacture de Pantin, 20,977 flacons de poudre spéciale pour alimenter les frottoirs.

Durée. — La durée réglementaire de la journée du travail a été de neuf heures en 1906.

Salaires. — Le tableau suivant donne le total des gages et salaires afférents à chacune des catégories de personnel.

	NOMBRE.	SALAIRES TOTAUX.
Personnel commissionné.....	23	102,400 ^f 82 ^c
Préposés.....	112	241,386 60
Ouvriers.....	1,871	3,215,117 35 ⁽¹⁾
TOTAUX.....	2,006	3,558,904 77

Les salaires payés en 1906 correspondent, pour neuf heures de travail, à un gain moyen journalier de 6 fr. 93 pour les ouvriers, de 5 fr. 15 pour les ouvrières, en augmentation, sur 1905, de 0 fr. 22 pour les ouvriers et de 0 fr. 12 pour les ouvrières.

Voici d'ailleurs les variations annuelles du taux moyen journalier des salaires, depuis que l'État exploite directement le monopole :

ANNÉES.	OUVRIERS.	OUVRIÈRES.	ANNÉES.	OUVRIERS.	OUVRIÈRES.
1890.....	4 ^f 36 ^c	2 ^f 78 ^c	1899.....	6 ^f 09 ^c	4 ^f 41 ^c
1891.....	4 36	2 91	1900.....	6 44	4 60
1892.....	4 52	2 92	1901.....	6 58	4 76
1893.....	4 77	3 25	1902.....	6 55	4 83
1894.....	5 02	3 46	1903.....	6 57	4 92
1895.....	5 06	3 75	1904.....	6 68	5 00
1896.....	5 39	4 02	1905.....	6 71 ⁽²⁾	5 03 ⁽²⁾
1897.....	5 65	4 22	1906.....	6 93	5 15
1898.....	5 90	4 33			

Indemnités diverses et retraites. — Le fonctionnement des institutions destinées à améliorer la situation des préposés et des ouvriers du service des allumettes a donné lieu aux dépenses suivantes qui représentent 10 p. 100 des gages et salaires :

Service des retraites.....	199,115 ^f 18 ^c	} 360,637 ^f 24 ^c
Indemnités, secours, gratifications.....	75,977 84	
Service médical, assistance aux malades, bains, boissons hygiéniques, crèches, etc.....	85,544 22	

⁽¹⁾ En comprenant les salaires payés à 109 hommes et 268 femmes occupés à titre temporaire.

⁽²⁾ La journée de neuf heures ayant été instituée dans le courant du deuxième semestre 1905, les salaires moyens de 6 fr. 71 et 5 fr. 03 sont relatifs au premier semestre seulement.

Voici d'ailleurs comment se sont successivement chiffrées, depuis l'origine, les dépenses relatives aux institutions humanitaires dont il s'agit :

ANNÉES.	ALLOCATIONS aux ouvriers mis au repos pour soins de la bouche ou licenciés.	AUTRES DÉPENSES faites en faveur du personnel des préposés et des ouvriers.	TOTAL.
1890 à 1895.....	91,372 ^f 77 ^c	745,771 ^f 18 ^c	837,143 ^f 95 ^c
1896.....	390,900 51	226,872 06	617,772 57
1897.....	118,717 73	221,583 01	340,300 74
1898.....	93,534 77	244,130 80	337,665 57
1899.....	15,738 55	252,926 89	268,665 44
1900.....	4,654 35	312,201 04	316,855 39
1901.....	2,992 60	266,309 48	269,302 08
1902.....	4,010 66	274,999 89	279,010 55
1903.....	2,916 09	298,512 03	301,428 12
1904.....	205 83	311,614 68	311,820 51
1905.....	"	335,868 50	335,868 50
1906.....	"	360,637 24	360,637 24

ENCOURAGEMENTS

ACCORDÉS AUX ASSOCIATIONS OUVRIÈRES DE PRODUCTION ET DE CRÉDIT

QUI ONT FORMULÉ DES DEMANDES EN 1907.

1^o Subventions accordées aux Associations.

AIN. — Société générale anonyme des ouvriers tailleurs de pierres, carriers réunis, etc., à Villebois.....	1,000 ^f
AISNE. — Union ouvrière de peinture, à Saint-Quentin.....	500
ARDÈCHE. — Société coopérative anonyme de mégisserie, l'Annonceenne, à Annonay.....	2,500
ARDENNES. — Association ouvrière des Ardoisiers de Rimogne, à Harcy.....	25,000
BOUCHES-DU-RHÔNE. — Association ouvrière des chapeliers-fouleurs, d'Aix.....	1,500
Imprimerie ouvrière, à Aix.....	1,500
Les ouvriers coiffeurs réunis, à Marseille.....	1,000
Imprimerie régionale, association d'ouvriers lithographes, à Marseille, rue Saint-Jacques, 12.....	3,000
CÔTES-DU-NORD. — Association coopérative des ouvriers menuisiers de Saint-Brieuc.....	500
DOUBS. — L'Union, société industrielle des tailleurs de pierres de Besançon....	1,000
FINISTÈRE. — Le Travail, société coopérative ouvrière d'entreprise générale de menuiserie, à Morlaix.....	1,500
HAUTE-GARONNE. — Imprimerie coopérative toulousaine, à Toulouse, rue Peyrolières, 39.....	2,000
Imprimerie ouvrière, à Toulouse, rue Bayard 53.....	1,500
Société coopérative toulousaine des ouvriers malletiers-layetiers.....	2,000

GIRONDE. — <i>La Fraternelle</i> , association des ouvrières clisseuses, à Bordeaux.....	500 ^f
HÉRAULT. — <i>L'Émancipatrice</i> , société coopérative de production des ouvriers tonneliers de Béziers.....	500
ISÈRE. — <i>La Cordonnerie ouvrière</i> , à Izeaux.....	1,500
JURA. — <i>La Syndicale</i> , coopérative communiste de l'article de Saint-Claude, à Saint-Claude.....	500
LOIR-ET-CHER. — <i>Imprimerie ouvrière</i> , à Vendôme.....	1,500
LOIRE. — <i>Union coopérative en broderies</i> , à Panisssières.....	2,000
————— <i>Société coopérative d'imprimerie « La Stéphanoise »</i> , à Saint-Étienne, rue de l'Hôpital, 4.....	4,500
LOIRE-INFÉRIEURE. — <i>La Peinture moderne</i> , à Nantes.....	2,000
————— <i>Société coopérative anonyme des carrières de Nozay</i>	1,000
LOIRET. — <i>La Fraternelle</i> , société d'ouvriers peintres, à Orléans.....	1,500
MAINE-ET-LOIRE. — <i>Les charpentiers angevins</i> , à Angers.....	1,000
————— <i>Imprimerie angevine</i> , association ouvrière coopérative à Angers.....	2,000
MORBIHAN. — <i>Imprimerie ouvrière vannetaise</i> , à Vannes.....	2,000
NIÈVRE. — <i>La cordonnerie ouvrière</i> , de Nevers.....	500
————— <i>Association ouvrière. Imprimerie nouvelle « l'Avenir »</i> à Nevers.....	2,500
NORD. — <i>Imprimerie « La Gutenberg »</i> , à Lille.....	4,000
————— <i>Les tisseurs de Roubaix</i> , à Roubaix.....	3,000
RHÔNE. — <i>Union des tisseurs en tous genres</i> , de Cublize.....	1,000
————— <i>Nouvelle coopérative lyonnaise de cartonnage</i> , à Lyon.....	1,000
————— <i>Société coopérative des ouvriers charpentiers</i> , de Lyon.....	2,000
————— <i>Société coopérative des ouvriers ferblantiers, plombiers et zingueurs</i> de Lyon.....	1,000
————— <i>L'Indépendante</i> , association coopérative de production d'ouvriers litiers en fer et cuivre, à Lyon.....	500
————— <i>Association lyonnaise et coopérative des ouvriers maçons, cimentiers, tyroliens et carreleurs</i> , à Lyon.....	1,000
————— <i>La Renaissance</i> , association ouvrière de peintres-plâtriers, à Lyon....	500
————— <i>L'Émancipation</i> , association coopérative de production d'ouvriers serruriers, à Lyon.....	1,000
SARTHE. — <i>Imprimerie coopérative ouvrière</i> , au Mans.....	1,000
————— <i>Association ouvrière des ardoisières</i> de Parennes.....	1,500
SEINE. — <i>Union verrière du département de la Seine</i> , à Choisy-le-Roi.....	2,000
————— <i>Banque coopérative des associations ouvrières de production</i> à Paris, boulevard de Sébastopol, 84.....	25,000
————— <i>Bourse des coopératives socialistes</i> , à Paris, boulevard Saint Marcel, 21	1,000
————— <i>Chambre consultative des associations ouvrières de production</i> , à Paris boulevard de Sébastopol, 84.....	5,000
————— <i>Travail</i> , association coopérative des ouvriers de l'habillement, à Paris, rue de Richelieu, 52.....	2,000
————— <i>Imprimerie « La Productrice »</i> à Paris, rue Saint-Sauveur, 51.....	2,000
————— <i>Le Progrès</i> , association ouvrière de polisseurs et nickeurs sur métaux, à Paris, rue d'Angoulême, 110.....	1,000
————— <i>Société ouvrière d'entreprise de stuc et ciment métallique</i> , à Paris, rue Gérard, 34.....	1,500
HAUTE-VIENNE. — <i>Cordonnerie ouvrière</i> , à Limoges.....	1,000

TOTAL..... 127,000

2^e Avances délivrées à la Banque coopérative des associations ouvrières de production de France, pour être reversées aux associations ouvrières de production suivantes, à titre de prêts remboursables par termes dans un délai maximum de 5 ans:

CHER. — Imprimerie ouvrière du Centre, à Bourges.....	3,000 ^f
FINISTÈRE. — La Laborieuse, société coopérative ouvrière d'entreprise générale de peinture, à Morlaix.....	1,500
GIRONDE. — Le Travail, société coopérative de production des ouvriers peintres et vitriers de Bordeaux ⁽¹⁾	3,000
LOIRE. — Verreries des Vernes, à Rive-de-Gier.....	30,000
SEINE. — Association d'ouvriers ferreurs en voitures et parties similaires, à Courbevoie.....	6,000
————— L'Horticulture ouvrière, à Fontenay-aux-Roses.....	1,500
————— Les Charpentiers parisiens, à Paris, rue Olier, 8-16.....	20,000
————— Les Semeurs, société d'ouvriers charpentiers, à Paris, rue Barrault, 90.....	5,000
————— La Prospérité, association coopérative des biseauteurs de glaces, à Paris, rue Basfroi, 6.....	5,000
————— Association coopérative d'ouvriers tailleurs de glaces, à Paris, rue Saint-Maur, 119.....	10,000
————— Association des ouvriers grillageurs, à Paris, rue Beautreillis, 5.....	5,000
————— L'Émancipatrice, imprimerie communiste, à Paris, rue de Pondichéry, 3.....	20,000
————— Association des ouvriers en instruments de précision, à Paris, rue Charles-Fourier, 8-12.....	25,000
————— L'Industrie mécanique, à Paris, rue des Plantes, 26.....	5,000
————— Le Progrès, entreprise générale de peinture, à Paris, rue Gauthey, 35.....	3,000
————— Union des ouvriers serruriers, à Paris, rue Stendhal, 39.....	20,000
————— Association coopérative des ouvriers tapissiers, à Paris, rue de Maistre, 60.....	8,000
————— Union ouvrière de transports, à Paris, boulevard Poniatowski, 31.....	3,000
————— Association coopérative des ouvriers en voitures réunis, à Paris, rue Lagille, 25.....	17,000
SEINE-ET-OISE. — Association des ouvriers forestiers de la forêt de Montmorency, à Domont.....	5,000
————— L'Union typographique, imprimerie coopérative ouvrière, à Villeneuve-Saint-Georges.....	3,000
VIENNE. — Association coopérative des ouvriers mécaniciens et charpentiers de Poitiers.....	10,000
TOTAL.....	209,000
TOTAL des subventions et des avances.....	336,000

Sur cette somme de 336,000 francs :

260,000^f représentent le montant du crédit ouvert au budget de l'exercice 1907 (chap. 8, art. 1 et partie de l'art 2).

76,000^f concernent les prêts consentis aux associations avec des fonds provenant de remboursements effectués sur prêts antérieurs (arrêté du 15 novembre 1902, art. 5).

3^e État, au 31 décembre 1907, des recouvrements opérés sur les avances consenties aux associations, en exécution de l'arrêté du 15 novembre 1902.

Depuis l'origine, il a été consenti à 79 sociétés des avances s'élevant à la somme

⁽¹⁾ Cette société, qui avait demandé une subvention, a refusé le prêt offert.

de 562,500 francs, dont 7,000 francs, attribués à 3 associations, n'ont pas été utilisés.

Au 31 décembre 1907, les recouvrements effectués s'élevaient à 171,058 fr. 90, les retards sur termes échus à 6,974 fr. 55, et les sommes irrecevables à 28,990 fr. 90, 5 sociétés déclarées en faillite entrant dans ce dernier chiffre pour 28,286 fr. 65, une autre pour 661 fr. 25 et une autre pour 43 francs.

LES ACCIDENTS DANS LES MINES ET AUTRES EXPLOITATIONS MINÉRALES EN 1906 ⁽¹⁾.

La statistique des accidents survenus, tant dans les mines que dans les carrières, en 1906, a été dressée sur les mêmes bases que celle de 1903 ⁽²⁾.

Les accidents survenus dans les diverses exploitations minérales en 1906 se répartissent comme suit :

	NOMBRE d'accidents.
Mines de charbon (houille, anthracite, lignite)	{ au fond..... 25,377
	{ à la surface..... 3,906
Autres mines (fer et autres substances)	{ au fond..... 2,443
	{ à la surface..... 316
Carrières souterraines.....	{ au fond..... 1,506
	{ à la surface..... 409
Carrières à ciel ouvert.....	4,059
TOTAL.....	38,070

Ces 38,070 accidents ont fait 39,342 victimes. La différence entre ces deux chiffres vient des accidents collectifs; le tableau suivant résume ces accidents, y compris ceux causés par le grisou.

	ACCI- DENTS.	TUÉS.	BLESSÉS.	TOTAL des victimes.
Accidents individuels.....	37,981	289	37,692	37,981
Accidents { 2 à 5 victimes.....	88	64	142	206
collectifs { 6 à 10 victimes.....	"	"	"	"
ayant fait { plus de 10 victimes.....	1	1,099	56	1,155
TOTAUX.....	38,070	1,452	37,890	39,342

998 p. 1,000 des accidents n'ont fait qu'une victime; les 89 accidents collectifs comprennent 1,163 morts.

⁽¹⁾ D'après la *Statistique de l'industrie minérale et des appareils à vapeur en France et en Algérie pour l'année 1906*; Paris, 1907 (Ministère des Travaux publics).

⁽²⁾ Voir *Bulletin* de mai 1904, p. 429.

Le tableau suivant indique le nombre des victimes d'accidents dans les mines et carrières souterraines, rapproché du nombre des ouvriers employés :

		NOMBRE DE VICTIMES.				Proportion p. 100 des ouvriers employés.
		NOMBRE d'ouvriers employés.	Tués.	Blessés.	TOTAL.	
Mines de charbon	{ Au fond.....	129,624	1,235	25,350	26,585	20.50
(houille, anthracite, lignite).	{ A la surface.....	48,807	45	3,920	3,965	8.12
Autres mines	{ Au fond.....	14,709	45	2,415	2,450	1.66
(fer et autres substances).	{ A la surface.....	5,937	6	311	317	5.53
Carrières souterraines.....	{ Au fond.....	13,423	31	1,492	1,523	11.34
	{ A la surface.....	9,426	2	407	409	4.33
Carrières à ciel ouvert.....		109,981	88	3,995	4,083	3.72
TOTAUX.....		331,907	1,452	37,890	39,342	11.82

Le nombre des tués a été de 1,331 dans les mines et de 121 dans les carrières (contre 210 et 150 en 1905). L'effroyable augmentation de la mortalité dans les exploitations minérales est due à la catastrophe de Courrières qui a frappé de mort, le 10 mars 1906, 1,099 mineurs du Pas-de-Calais et en a blessé 56 autres. Sans elle, la proportion eût été plutôt en décroissance.

Le nombre des blessés dans les mines a été de 31,996 et dans les carrières de 5,894 (contre 27,750 et 5,386 en 1905).

Au point de vue des suites de leurs blessures, les ouvriers blessés se répartissent comme suit :

	INCAPACITÉ permanente.	INCAPACITÉ TEMPORAIRE de plus de quatre jours.	SUITES inconnues.
Mines.....	452	30,820	724
Carrières.....	92	5,742	60
TOTAUX.....	544	36,562	784

Accidents au fond. — Voici comment s'établissent les proportions des accidents et des victimes tuées et blessées *au fond* par 10,000 ouvriers employés souterrainement.

DESIGNATION.	MINES DE CHARBON.			AUTRES MINES.			CARRIÈRES SOUTERRAINES.		
	Proportion pour 10,000 ouvriers,			Proportion pour 10,000 ouvriers,			Proportion pour 10,000 ouvriers,		
	des acci- dents.	des tués.	des blessés.	des acci- dents.	des tués.	des blessés.	des acci- dents.	des tués.	des blessés.
Éboulements.....	673.3	5.0	670.0	497.7	16.4	484.0	251.1	13.4	243.6
Grisou.....	0.6	85.0	5.0	"	"	"	"	"	"
Puits {	Chutes dans les	12.8	1.7	11.7	2.7	24.5	51.4	3.7	48.4
	puits.....								
Ruptures de câ- bles, etc.....		0.7	0.1	4.8	"	5.5	0.7	0.7	"
		4.1	0.5	4.6	6.1	106.1	21.6	2.3	2.35
Coup de mine.....									
Exploitation des voies terrées souterraines...	546.7	2.6	544.4	225.7	2.7	223.7	77.4	0.7	76.8
Travaux manuels.....	417.4	"	417.4	421.4	0.7	421.4	476.8	0.7	476.1
Causes diverses.....	302.2	0.4	302.0	378.7	2.0	376.7	244.4	3.0	242.1
TOTAUX.....	1,957.8	95.3	1,955.7	1,660.9	30.6	1,641.9	1,123.4	21.5	1,112.3

La proportion des morts s'élève donc, en 1906, pour 10,000 ouvriers *du fond*, à 95.3 dans les houillères, à 30.6 dans les autres mines et à 24.5 dans les carrières souterraines (contre 11.6, 16.9 et 38.4 en 1905).

Sur les 8 accidents de grisou, 1 a été causé par inflammation au contact d'une lampe à feu nu et 1 par dégagement instantané ayant causé l'asphyxie de 2 ouvriers. Les 8 accidents de grisou ont fait 1.166 victimes dont 1,101 morts. (L'accident de Courrières a été causé par l'inflammation originaire de grisou ou de poussières suivie d'une inflammation générale des poussières dans la mine.)

Les éboulements constituent la cause la plus ordinaire des accidents mortels dans les exploitations minérales, aussi bien dans les mines que dans les carrières.

Les accidents dus aux coups de mine ont fait comme d'ordinaire plus de victimes dans les mines métalliques.

Les accidents dans les puits comprennent deux catégories : les chutes, généralement d'ouvriers isolés, et les ruptures de câbles, chutes de bennes, etc. Les premières sont toujours assez fréquentes; les ruptures de câbles au contraire ont été peu nombreuses.

L'exploitation des voies ferrées souterraines a déterminé comme toujours un grand nombre d'accidents dont quelques-uns ont été mortels.

L'emploi des outils n'a entraîné qu'exceptionnellement la mort de la victime.

Les cas d'asphyxie, qui sont englobés dans la rubrique *Causes diverses*, ont été rares.

Accidents à la surface. — Pour l'ensemble des exploitations souterraines (mines et carrières souterraines), sur 10,000 ouvriers employés à la surface en 1906, on a relevé 731 victimes : 8 tués et 723 blessés.

Dans les carrières à ciel ouvert (comme dans les exploitations souterraines) les accidents sont dus surtout aux éboulements. Sur 10,000 ouvriers, on compte 5.4 tués et 62.5 blessés par éboulement, 0.5 tués et 5.4 blessés par les coups de mine, 2.1 tués et 295.4 blessés par des causes diverses, soit en tout 8 tués et 363 blessés.

Accidents en Algérie. — En Algérie, il y a eu dans les mines 11 tués et 30 blessés sur un total de 6,000 ouvriers. Dans les carrières souterraines, sur 1,700 ouvriers, on compte 3 morts et 9 blessés, et dans les carrières et minières à ciel ouvert, 1 mort et 14 blessés sur 7,000 ouvriers. On a donc signalé, en 1906, dans les exploitations minérales de toutes sortes, 25 morts et 53 blessés sur un total de 14,700 individus.

LES ACCIDENTS DE CHAUDIÈRES ET RÉCIPIENTS À VAPEUR

EN 1906 ⁽¹⁾.

On a relevé, en 1906, 22 accidents occasionnés par l'emploi de la vapeur : 5 n'ont causé que des blessures légères ou des dégâts matériels ; aux 17 autres correspondent 26 tués et 17 blessés ayant eu plus de 20 jours d'incapacité de travail. On a compté 7 accidents et 16 blessés de moins qu'en 1905 mais 12 tués de plus.

Si l'on rapproche le nombre des accidents et celui des victimes du nombre des appareils, on obtient les moyennes suivantes par 10,000 appareils, pour les deux dernières années :

	ACCIDENTS.		TUÉS.		BLESSÉS.	
	1906.	1905.	1906.	1905.	1906.	1905.
Chaudières à vapeur	1.6	1.9	1.9	0.9	1.3	2.7
Récipients.....	0.9	2.3	0.9	1.3	0.6	0.3

On constate en 1906, par rapport à 1905, une diminution sensible dans le nombre des accidents de récipients.

Pour les accidents de chaudières, il y a augmentation de 1.0 tué par 10,000 appareils en activité.

En examinant la période 1887-1906, on constate que la fréquence des accidents qui n'avait pas sensiblement varié jusqu'en 1901 a décliné d'un tiers de 1902 à 1906. Si le nombre des blessés est resté, proportionnellement, à peu près le même, celui des tués s'est réduit de 1902 à 1906 à la moitié environ de ce qu'il était en 1887-1891. Le tableau suivant en fait foi.

Nombre d'accidents rapportés à 10,000 appareils en activité :

PÉRIODES.	ACCIDENTS.	TUÉS.	BLESSÉS.
1887-1891.....	3.1	2.3	1.4
1892-1896.....	3.1	1.8	2.0
1897-1901.....	3.0	1.7	2.1
1902-1906.....	2.0	1.3	1.9

⁽¹⁾ D'après la *Statistique de l'industrie minérale et des appareils à vapeur en France et en Algérie pour l'année 1906*, Paris, 1907. (Ministère des Travaux publics.)

LES SOCIÉTÉS DE SECOURS MUTUELS DES OUVRIERS ET EMPLOYÉS DES MINES EN 1906 ⁽¹⁾.

On a compté, en 1906 199 sociétés (198 en 1905) fonctionnant dans 36 départements et réunissant 204,570 (197,733) ⁽²⁾ participants, dont 197 565 (190,731) ouvriers et 7,005 (7,002) employés. L'effectif moyen s'établissait à 1,027 (999) membres par société. Quelques milliers seulement de mineurs sont privés de l'assistance mutuelle, soit par suite d'abstention volontaire, soit parce que l'exploitation n'est pas assez importante pour constituer une société de secours.

Le plus souvent, tout le personnel d'une même entreprise est groupé en une société; dans quelques grandes exploitations, les ouvriers sont divisés en plusieurs sociétés correspondant à des fosses distinctes.

Au point de vue de l'effectif, les 199 sociétés se groupent comme suit :

	NOMBRE de sociétés.			NOMBRE de sociétés.	
	1906.	1905.		1906.	1905.
Moins de 100 membres..	31	30	De 1,000 à 2,000.....	31	30
De 100 à 500.....	80	83	De 2,000 à 5,000.....	20	20
De 500 à 1,000.....	30	28	Plus de 5,000.....	7	7

Si l'on considère la nature de la mine, les sociétés se distribuent de la façon suivante :

	1906.		1905.	
	Sociétés.	Membres.	Sociétés.	Membres.
Mines de combustibles.....	143	188,310	142	183,602
— de fer.....	38	10,805	37	9,466
— métalliques.....	13	4,339	11	3,514
— de sel.....	4	563	4	549
— de schiste ou de soufre.....	3	553	4	602
TOTAUX.....	199	204,570	199	197,733

Le nombre des malades a été en 1906 de 147,605 (128,722) [soit en moyenne 72.2 malades par 100 sociétaires] et le nombre de jours de maladie de 2,292,889 (2,378,459), [soit 15 jours 1/2 par malade et 11 jours par sociétaire]. Le nombre des jours de maladie secourus s'est élevé seulement — par suite de la diversité des dispositions statutaires des sociétés — à 2,161,525.

Le nombre des membres des sociétés morts par suite d'accidents du travail s'est élevé à 1,302 (210) et celui des participants décédés pour une autre cause à 1,611 — soit une mortalité moyenne de 0.80 p. 100 pour causes naturelles, à laquelle s'ajoute 0.636 p. 100 par suite d'accidents. — Ce dernier chiffre accuse une pro-

⁽¹⁾ *Statistique de l'industrie minière pour 1906*, publiée par le Ministère des Travaux publics, Paris 1907. (Voir dans le *Bulletin* de juin 1906, page 597, l'organisation de ces caisses.)

⁽²⁾ Les chiffres entre parenthèses se rapportent à 1905.

portion de décès un peu inférieure à celle des accidents enregistrés dans les mines de toute nature (0.668 p. 100) par suite de l'adjonction aux mineurs d'employés et d'ouvriers d'industries connexes moins dangereuses. Il fait ressortir par contre une augmentation considérable sur 1905 — puisque la proportion n'était cette année là que de 0.106 p. 100 : cette aggravation est due uniquement à la catastrophe de Courrières.

En 1906, les ouvriers du fond ont compté en moyenne 2.18 jours de maladie de plus que ceux du jour (2.66 en 1905). Pour les femmes, le nombre moyen annuel et la durée des maladies sont plus grands.

Résultats financiers. — Les recettes réalisées en 1906 par les sociétés de secours mutuels s'établissent comme suit :

	MONTEANT.	PROPORTIONS p. 100.	par MEMBRE participant.
Retenues sur les salaires.....	4,417,798	60.30	21.60
Versements de l'exploitant.....	2,215,263	29.80	10.80
Allocations de l'Etat.....	4,468	0.064	0.02
Amendes.....	390,087	5.43	1.90
Intérêts et divers.....	295,514	4.17	1.44
TOTAUX.....	7,323,131	100	35.80

Les dépenses des sociétés ont atteint 7,329,866 en 1906 (7,290,415 francs en 1905); elles se décomposent comme suit :

Frais médicaux.....	898,697	Versements à la Caisse na-	
— pharmaceutiques..	2,162,289	tionale.....	106,298
— d'hospitalisation..	104,374	Secours divers.....	762,038
Secours aux malades...	2,962,915	Indemnités; administra-	
Frais funéraires.....	125,644	tion.....	207,610

L'année 1906 se solde par un déficit de 6,735 francs qu'il a fallu prélever sur les réserves de l'année précédente. Celles-ci atteignaient le chiffre de 2,976,600, elles s'élevaient au 31 décembre 1906 à 2,969,865 francs.

LES FILATURES DE SOIE EN 1906 ⁽¹⁾.

La loi du 2 avril 1898 a alloué aux filateurs de soie, jusqu'au 31 mai 1908, des primes proportionnelles au travail annuel des bassines qu'ils emploient.

Le tableau qui suit donne pour l'année 1906 et par département : 1° le nombre des filatures qui ont bénéficié de la prime prévue par la loi du 2 avril 1898; 2° le nombre et la nature des bassines qu'elles emploient; 3° la quantité de soie française et étrangère ⁽²⁾.

Toutes les filatures en activité bénéficiant de la prime et toutes les bassines ayant été transformées en vue de l'obtention de la prime, aussitôt la promulgation de la loi du 2 avril 1898, il s'ensuit que le tableau donne la totalité de la production des filatures de soie françaises.

DÉPARTEMENTS.	NOMBRE de filatures.	NOMBRE DE BASSINES			QUANTITÉ DE SOIE FILÉE		MONTANT des PRIMES.	
		à plus de 3 BOUTS.	ACCES- SOIRES.	à 1 BOUT, cocons doubles.	française.	étrangère.	fr.	c.
					en kilogr.	en kilogr.		
ARDÈCHE.....	45	2,399	675	"	171,643 661	28,691 550	990,799	83
BOUCHES-DU-RHÔNE.....	3	187	62	"	6,626 170	4,263 965	60,075	31
DRÔME.....	22	1,284	297	"	90,168 570	15,259 640	514,828	48
GARD.....	108	5,285	852	"	277,767 378	48,315 163	1,830,212	33
HÉRAULT.....	15	800	83	"	41,306 547	7,759 260	278,730	38
ISÈRE.....	1	48	16	"	5,857 710	615 650	24,508	62
LOZÈRE.....	4	171	53	"	9,004 790	2,152 250	70,512	74
TARN-ET-GARONNE.....	2	102	14	"	2,924 490	3,776 360	37,181	86
VAR.....	1	81	27	"	4,148 130	2,143 855	33,519	58
VAUCLUSE.....	23	638	203	"	35,196 595	12,660 416	261,830	50
TOTAUX. { Bassines à plus de 3 bouts.....	224	10,995	2,282	"	644,644 041	125,638 129	4,102,199	83
	2	"	"	92	16,385 830	"	12,099	79
TOTAUX GÉNÉRAUX.....	226	10,995	2,282	92	661,029 871	125,638 129	4,114,299	62
					786,668 000			

⁽¹⁾ D'après le compte-rendu définitif de l'exercice 1906, annexe n° 4, ministère du Commerce, de l'Industrie, exercice 1906. — Primes à la filature de la soie.

⁽²⁾ En ce qui concerne les bassines filant des cocons étrangers, une réduction de 0 fr. 25 par kilogr. de cocons est opérée sur la prime pour satisfaire aux prescriptions de la loi du 2 avril 1898.

JURISPRUDENCE.

Repos hebdomadaire; engagement verbal pris par tous les pharmaciens d'une ville de fermer le dimanche à midi leurs pharmacies, sauf une à tour de rôle; dénonciation intempestive de l'engagement par un des contractants; dommages-intérêts.

TRIBUNAL DE COMMERCE D'AUCH.

(Jugement du 5 novembre 1906.)

Le Tribunal, après avoir délibéré conformément à la loi;

Attendu qu'à la date du 24 septembre 1906, tous les pharmaciens d'Auch prenaient l'engagement de fermer leurs pharmacies le dimanche à partir de midi jusqu'au lundi matin; qu'il était convenu qu'une seule pharmacie resterait ouverte ce jour-là toute la journée, à tour de rôle, le roulement établi par la voie du sort, et la fermeture devant commencer le dimanche 30 septembre;

Attendu que Lacoste a concouru à ces conventions, qu'il a même exécuté le contrat, dès le premier dimanche convenu, 30 septembre; que cependant le lendemain 1^{er} octobre il a prévenu ses confrères qu'il reprenait sa liberté d'action et qu'il laisserait dorénavant sa pharmacie ouverte toute la journée du dimanche; ce qu'il a d'ailleurs fait le dimanche suivant 7 octobre;

Attendu qu'il invoque deux moyens justificatifs, qu'il prétend : 1^o que le traité verbal intervenu n'était pas définitif et que, tout au moins, il avait la faculté de le rompre par sa seule volonté; 2^o que d'ailleurs la convention serait nulle, comme contraire à l'ordre public;

En droit :

Attendu que la convention dont s'agit, ne visant qu'une demi-journée par semaine et ne stipulant pas d'interdiction absolue ne saurait être considérée comme portant atteinte à la liberté du commerce comme contraire à l'ordre public;

En fait :

Attendu que le traité en question qui avait été d'abord projeté entre Delprat et Lacoste, ne pouvait plus être considéré comme un essai, du jour où il recevait l'adhésion ferme et sans restriction de tous les pharmaciens; que Lacoste lui-même semble si bien l'avoir compris, ainsi qu'il a cru devoir aviser tous ses confrères de son intention d'en interrompre l'exécution et que, malgré cet avis, il a néanmoins dans la suite et jusqu'à ce jour observé ladite convention, n'ayant donc violé le traité que le dimanche 7 octobre sus relaté; qu'ainsi ce traité était bien définitif et doit être retenu comme tel;

Attendu qu'en suivant Lacoste dans son argumentation et en se reportant avec lui, tant aux articles 1865 et 1869 du Code civil qu'à l'article 1780 du même Code, on trouve en effet que le contrat qui n'a pas prévu une limite quant à la durée peut toujours cesser par la volonté d'une des parties;

Attendu que cette assimilation peut être tenue comme exacte, et que les parties n'ont en effet dans leur traité verbal indiqué aucun terme, aucune limite à leur engagement;

Mais attendu que la loi du 27 décembre 1890, complétant l'article 1780 sus relaté, dit qu'une résiliation de contrat intervenue dans ces conditions peut donner lieu à des dommages-intérêts dont, à défaut de sanction prévue, l'appréciation reste soumise aux juges; qu'il convient donc de rechercher s'il y a lieu à dommages et, dans l'affirmative, en fixer le quantum.

Attendu que par l'interruption immédiate du contrat, dès le début de son exécution, alors cependant que toutes dispositions avaient été prises, par les contractants, Lacoste a incontestablement causé à ses confrères un préjudice dont il leur doit réparation;

Mais attendu que les demandeurs ne justifient d'aucun dommage autre que celui causé par l'ouverture de la pharmacie Lacoste durant la demi-journée du dimanche 7 octobre; qu'en cet état, et vu les circonstances de la cause, le tribunal estime donner une réparation suffisante aux demandeurs en leur allouant cent cinquante francs à titre de dommages et en condamnant le défendeur à tous les dépens entrepris sur la présente instance, y compris les frais de procédure préalablement exposés par eux pour contraindre Lacoste à l'exécution des conventions verbales ci-dessus relatées; ces frais légitimés par la soumission de Lacoste les dimanches suivants;

Attendu dans ces conditions qu'il y a lieu de rejeter la demande reconventionnelle du défendeur;

Par ces motifs, jugeant contradictoirement et en premier ressort,

Déclare valable le traité verbal intervenu entre Lacoste et les autres pharmaciens de la ville d'Auch le 24 septembre 1906; reconnaît aux parties le droit de le faire cesser sur simple volonté de l'un des contractants; en prononce la résiliation en ce qui concerne Lacoste qui l'a provoqué; délie, en conséquence, Lacoste de son engagement à compter de ce jour; condamne ce dernier à payer aux demandeurs, pour préjudice causé et à titre de dommages-intérêts, la somme de cent cinquante francs, le condamne aux dépens ⁽¹⁾.

Repos hebdomadaire; employé participant aux bénéfices; assujettissement à la loi du 13 juillet 1906.

COUR DE CASSATION (CHAMBRE CRIMINELLE).

(Arrêt du 8 février 1908.)

La Cour,

Où M. La Borde, conseiller, en son rapport, et M. Blondel, avocat général, en ses conclusions;

Vu les réquisitions écrites par lesquelles M. le Procureur général en la Cour demande l'annulation, dans l'intérêt de la loi, d'un jugement rendu, le 29 mai 1907, par le tribunal de simple police de Tarbes;

Vu la lettre de M. le Garde des Sceaux, Ministre de la Justice, en date du 23 décembre 1907;

Vu l'article 441 du Code d'instruction criminelle;

Vu les articles 1 et 2, § 1^{er}, de la loi du 13 juillet 1906 et l'article 1832 du Code civil;

Attendu que Forasté, propriétaire d'un bazar à Tarbes, était poursuivi pour contravention aux articles 1 et 2 § 1^{er} de la loi du 13 juillet 1906, qu'il était constaté, par procès-verbal de l'inspecteur départemental du travail du département des Hautes-Pyrénées, que l'inculpé procédant, le dimanche 21 avril 1907, à la vente des marchandises dans son bazar, avait occupé, aux mêmes fins, un de ses employés, Bauré et la femme de ce dernier; que le juge de police a prononcé le relaxe pour

⁽¹⁾ Il résulte des renseignements fournis par le procureur de la République d'Auch, que le jugement ci-dessus a été frappé d'appel, mais l'affaire portée à la 2^e chambre de la cour d'appel d'Agen a été transignée et retirée.

ce motif que Bauré était non l'employé, mais l'associé de Forasté; qu'il s'est fondé sur la teneur d'une lettre du 1^{er} février 1906, dans laquelle Forasté assurait à Bauré une participation aux bénéfices et sur l'ouverture d'une comptabilité spéciale destinée à faire ressortir les bénéfices nets réalisés dans sa maison de commerce;

Attendu que la lettre susénoncée, concertée entre les époux Forasté, renferme, dans ses parties essentielles, ce qui suit : « Désirant prendre désormais une part moins active à la gestion de notre maison de commerce et nous en reporter sur vous une grande partie de la direction, nous espérons que vous saurez mériter notre confiance... Pour stimuler votre zèle, nous nous proposons d'abandonner, en votre faveur et comme rémunération, la moitié des bénéfices nets qu'accusera le prochain inventaire. Nous espérons que vous ferez tout ce qui dépendra de vous pour donner à la maison tout le développement qu'elle comporte. Si contrairement à nos prévisions vous n'êtes pas l'homme de la situation et que par votre concours nous ne puissions atteindre le chiffre minimum de 6,000 francs de bénéfices nets, nous vous retirerions immédiatement tous les avantages que nous venons de vous concéder par la présente, et cela sans que vous ayez droit à aucune indemnité, sous réserve de la part des bénéfices qui vous seraient acquis en vertu du dernier inventaire; en résumé votre situation, à partir de ce jour, est la suivante : 1^o appointements mensuels, 200 francs; 2^o 50 p. 100 dans les bénéfices nets que nous réaliserons, à la condition qu'ils ne soient pas inférieurs à 6,000 francs dans le courant d'une année »;

Attendu que cette convention n'a pas eu pour effet de transformer en un contrat de société le louage de services qui existait entre les parties, que c'est à titre de rémunération de ses services dans la maison de commerce que Bauré reçoit, en sus de ses appointements fixes, une part dans les bénéfices; que cette part ne lui est même accordée qu'à la condition que les bénéfices s'élèveront à un chiffre déterminé; que Forasté reste le seul maître de l'affaire et que Bauré continue à se trouver vis-à-vis de lui dans un état de dépendance incompatible avec la qualité d'associé;

Attendu que la comptabilité spéciale, à laquelle le juge de police s'est référé, ne révèle nullement l'existence d'une association; qu'elle était indispensable pour l'exécution de la convention qui faisait de Bauré un employé intéressé; qu'il suit de là qu'en statuant comme il l'a fait, le juge de police a violé les articles de loi sus-visés;

Par ces motifs, casse et annule, dans l'intérêt de la loi seulement, le jugement du tribunal de simple police de Tarbes, en date du 29 mai 1907, rendu au profit de Forasté;

Ordonne l'impression du présent arrêté et sa transcription sur les registres du tribunal de simple police de Tarbes; dit qu'il en sera fait mention en marge du jugement annulé.

Décret du 18 juillet 1902 sur l'emploi de la céruse dans l'industrie de la peinture; action civile exercée par l'ouvrier pour contravention au décret précité; prescription annale.

COUR DE CASSATION (CHAMBRE CIVILE).

(Arrêt du 25 février 1908.)

La Cour,

Où M. le Conseiller Maillet, en son rapport, et M. l'avocat général Méryon, en ses conclusions, et après en avoir délibéré conformément à la loi;

Sur le moyen unique :

Attendu en fait, que Lafargue, ouvrier peintre, a à la date du 22 octobre 1906,

actionné son ancien patron, Defais, en paiement des dépenses qu'il avait faites pour son compte, au cours de travaux de peinture à la céruse, à l'effet de pourvoir lui-même, à défaut du chef d'industrie qui y était légalement tenu envers lui, à la fourniture, à l'entretien et au blanchissage des surtouts dont il avait fait usage conformément aux dispositions du décret du 18 juillet 1902;

Attendu que Defais, sans contester en principe le bien fondé de la demande, a offert à Lafargue la somme de 16 fr. 80 montant des dépenses ainsi faites du 22 octobre 1905 au 22 octobre 1906, mais lui a opposé pour le surplus, la prescription annale édictée par l'article 640 du Code d'instruction criminelle, l'action civile exercée par le demandeur ayant pour base une contravention pour inobservation du décret précité du 18 juillet 1902;

Attendu, en droit, qu'aux termes des articles 2, 637, 638 et 640 du code d'instruction criminelle l'action civile résultant d'un crime, d'un délit ou d'une contravention se prescrit par le même laps de temps que l'action publique;

Attendu que la loi du 12 juillet 1893 dispose, d'une part, en son article 3, que « des règlements d'administration publique détermineront au fur et à mesure des nécessités constatées, les prescriptions relatives soit à certaines industries, soit à certains modes de travail »; et, d'autre part, en son article 7 « que les chefs d'industrie, directeurs, gérants et préposés, qui auront contrevenu aux dispositions de la présente loi et des règlements d'administration publique relatifs à son exécution, seront poursuivis devant le tribunal de simple police et punis d'une amende de 5 à 15 francs » laquelle sera appliquée autant de fois qu'il y aura de contraventions distinctes constatées par le procès-verbal, sans que toutefois le chiffre des amendes puisse excéder 200 francs;

Attendu que le décret du 18 juillet 1902, portant règlement d'administration d'administration publique, dispose que « dans les travaux du grattage et de ponçage humides et généralement dans tous les travaux de peinture à la céruse, les chefs d'industrie devront mettre à la disposition de leurs ouvriers des surtouts exclusivement affectés au travail et qu'ils assureront le bon entretien et le lavage fréquent de ces vêtements »;

Attendu, que par suite de l'inobservation de ce règlement Defais s'est rendu coupable d'une série de contraventions distinctes soumises à la prescription annale du jour où elles ont été commises, et que l'action civile intentée par Lafargue, pour réparation du dommage qu'il a subi, avait pour base ces contraventions; que c'est donc à bon droit que le tribunal a décidé que l'article 2,262 code civil était inapplicable à la cause et a déclaré la demande de Lafargue prescrite pour tous les chefs antérieurs à une année de son introduction;

D'où il suit qu'en statuant comme il l'a fait, le jugement attaqué n'a violé aucun texte de loi;

Par ces motifs, rejette le pourvoi formé contre un jugement du tribunal civil de la Seine du 24 juillet 1907.

Conseils de prud'hommes; commerce; extension de compétence subordonnée à la promulgation d'un décret instituant une section commerciale.

COUR DE CASSATION (CHAMBRE CIVILE).

(Audience du 18 décembre 1907.)

La Cour,

Sur les deux moyens réunis, pris de la violation des articles 1^{er} et 41 de la loi du 27 mars 1907 et 7 de la loi du 20 avril 1810;

Attendu que, sous l'empire de la législation antérieure à la loi du 27 mars 1907, la juridiction des Conseils de prud'hommes ne s'étendait pas aux simples commerçants, et qu'elle ne pouvait s'exercer à l'égard des marchands, que s'ils joignaient à cette profession celle de fabricant ;

Attendu que l'article 1^{er} de la loi nouvelle attribue à cette juridiction la connaissance des différends qui peuvent s'élever à l'occasion du contrat de louage d'ouvrage entre les patrons et leurs employés, ouvriers et apprentis ; mais qu'il résulte des dispositions des articles 3, § 1^{er}, et 25 § 2, que cette extension de compétence demeure subordonnée à la promulgation des décrets prévus pour l'institution des sections distinctes, dont les commerçants et leurs employés deviendront justiciables ;

Attendu qu'aucun décret, rendu dans les formes prescrites par l'article 2 de la loi du 27 mars 1907, et pour l'application de cette loi, n'a établi, à Paris, une section commerciale dans les quatre Conseils de prud'hommes organisés pour le département de la Seine par le décret du 8 mars 1890 ;

Attendu, en fait, qu'il est déclaré par le jugement attaqué que Nicolas, marchand de vin en gros, est un négociant achetant des vins pour les revendre, soit aux consommateurs, soit aux débiteurs en détail, mais ne se livrant pas à des opérations de fabrication proprement dite, et que Chadenne était employé à son service comme tonnelier ou comme garçon de chais ; qu'en cet état des faits, qu'il constatait souverainement, le Tribunal de la Seine, dont la décision est régulièrement motivée, en déclarant la juridiction du Conseil des prud'hommes incompétente pour connaître de l'action intentée par Chadenne contre Nicolas en paiement de salaires et de dommages-intérêts pour rupture du contrat de louage de services, loin de violer les articles de loi visés par le pourvoi, en a fait, au contraire, une exacte application ;

Par ces motifs ;

Rejette...

(*Gazette des tribunaux*, 9 janvier 1908.)

Placement ; loi du 14 mars 1904 ; suppression de tous les bureaux payants se livrant au placement des employés de commerce et spécialement de ceux de l'alimentation ; obligation de rapporter également l'autorisation des bureaux pour employés et domestiques, en tant qu'elle concerne le placement des employés ⁽¹⁾.

CONSEIL D'ÉTAT.

(Arrêt du 21 février 1908).

Le Conseil d'État...

Considérant que, par délibération du 26 mars 1904, le Conseil municipal de Paris a, par application des articles 1^{er} et 11, § 1, de la loi du 14 mars 1904, voté la suppression des bureaux de placement payants pour les professions suivantes : boulangers, bouchers, garçons d'hôtel, marchands de vins, limonadiers, épiciers, comestibles, pâtisseries, nourrisseurs, meuniers, coiffeurs, cordonniers, teinturiers et employés de commerce ;

Considérant qu'il résulte des pièces versées au dossier qu'à la suite de cette délibération le préfet de police a pris un arrêté retirant l'autorisation à tous les bureaux se livrant exclusivement au placement des employés de commerce et spécialement de ceux de l'alimentation, mais qu'il s'est borné à mettre le sieur Muratet, dont le bureau

⁽¹⁾ Voir *Bulletin*, avril 1907, p. 346.

avait été autorisé pour le placement des employés et des domestiques, en demeure de ne plus effectuer dorénavant le placement des employés;

Considérant qu'aux termes du paragraphe 3 de l'article 11 de la loi du 14 mars 1904, les bureaux faisant le placement pour une même profession déterminée devront être supprimés tous à la fois par un même arrêté municipal;

Considérant que le bureau du sieur Muratet, en tant qu'il avait pour objet le placement des employés, rentrait dans la catégorie de ceux dont la suppression a été prononcée; que, dès lors, en refusant de rapporter l'autorisation donnée au sieur Muratet en vertu du décret du 25 mars 1852 en tant qu'elle concernait le placement des employés, le préfet de police a méconnu la disposition législative ci-dessus rappelée et mis obstacle à l'exercice du droit résultant pour le requérant des dispositions contenues au paragraphe 2 du même article; que son refus constitue un excès de pouvoir;

Décide :

ARTICLE 1^{er}. — La décision implicite de rejet résultant du silence gardé par le préfet de police sur la demande du sieur Muratet est annulée.

ART. 2. — Le sieur Muratet est renvoyé devant le préfet de police, pour qu'il lui soit fait application des prescriptions de l'article 11, § 3, de la loi du 14 mars 1904.

ÉTRANGER.

ALLEMAGNE.

Revue du travail en janvier 1908 ⁽¹⁾. — Pendant le mois de janvier, l'activité du marché industriel allemand du travail a encore baissé dans une série d'industries. Cela tient en partie au mauvais temps et à la gelée qui pendant la plus grande partie du mois ont entravé l'activité du bâtiment et arrêté pendant trois semaines la navigation sur le Rhin et sur l'Elbe. Ces arrêts ont eu leur répercussion sur d'autres branches. Pour le reste ce sont en première ligne les fonderies de fer et les ateliers de travail du fer dont la situation a empiré par suite de la crise financière américaine et par les mêmes raisons le textile. Dans cette branche il y a eu d'importantes diminutions d'exploitation qui, à la longue, pourraient bien ne pas rester sans action sur l'activité des filatures. L'action de la crise américaine se fait surtout sentir fortement sur l'industrie des jouets allemands qui n'a pas de quoi occuper ses ouvriers. Il faut aussi faire remarquer la mauvaise situation dans l'industrie des gants de peau. Sauf les branches citées, il n'y a pas sur le marché du travail de diminution notable par rapport au mois précédent. Spécialement dans les mines de charbon, dans les industries chimiques et électriques, la situation s'est encore maintenue sans modification. Dans la construction des machines les commandes ont bien diminué, pourtant jusqu'à présent on s'est contenté en général de diminuer le temps de travail et l'on a évité, autant que possible, d'opérer des renvois.

Placement en janvier 1908 ⁽¹⁾. — Pour tout l'Empire, le nombre des demandes par rapport à décembre 1906, a augmenté de 21,000; celui des places procurées a diminué de 24,000, et celui des emplois vacants de 11,000 en chiffres ronds. — Voici le bilan des 654 offices de placement qui ont fourni des renseignements pour le présent mois, avec le rappel des données de décembre :

	DEMANDES d'emploi.	OFFRES d'emploi.	PLACE- MENTS.
Janvier 1908 (pour 654 bureaux)...	239,000	150,000	107,000
Décembre 1907 (— 638 —)...	195,000	116,000	89,000

⁽¹⁾ *Reichsarbeitsblatt*, 21 février 1908.

AUTRICHE.

Placement en décembre 1907⁽¹⁾. — Renseignements fournis sur le fonctionnement de 792 bureaux de placement professionnel :

	OFFRES D'EMPLOI.			DEMANDES D'EMPLOI.			NOMBRE DE PLACEMENTS par rapport aux offres.			NOMBRE DE PLACEMENTS par 100 demandes.		
	Déc. 1907.	Nov. 1907.	Déc. 1906.	Déc. 1907.	Nov. 1907.	Déc. 1906.	Déc. 1907.	Nov. 1907.	Déc. 1906.	Déc. 1907.	Nov. 1907.	Déc. 1906.
Hommes.....	19,840	24,645	18,497	34,636	38,398	34,681	10,917	15,601	12,804	32	41	39
Femmes.....	16,252	24,168	15,168	17,895	29,418	16,034	8,354	14,603	7,777	47	50	40
Ensemble.....	36,092	48,813	33,665	51,931	67,816	50,715	19,301	30,206	20,581	37	45	41

BELGIQUE.

Revue du travail en janvier 1908⁽²⁾. — 16 offices de placement gratuit ont fourni des renseignements sur leurs opérations pendant le mois de janvier 1908. Pour 1,172 offres d'emploi, il y a eu 2,935 demandes des ouvriers (hommes), soit une proportion de 250 demandes pour 100 offres. La moyenne était aussi de 250 demandes pour 100 offres le mois passé, et l'année dernière, en janvier, elle était de 178 demandes pour 100 offres. A ce point de vue, le marché du travail n'accuse donc pas de nouvel affaiblissement par rapport à la situation du mois précédent mais demeure sensiblement inférieur à la moyenne de l'année dernière, à pareille époque.

D'autre part, des renseignements précis sur l'intensité du chômage parmi les ouvriers syndiqués ont été fournis pour ce même mois par 207 unions professionnelles ouvrières, groupant 45,309 membres (mineurs, ouvriers à domicile et travailleurs agricoles non compris). Ces groupes renfermaient, vers la seconde moitié de janvier, 5,452 chômeurs, soit une proportion de 12.0 p. 100 contre 5.7 p. 100 le mois précédent et 2.5 p. 100 en janvier 1907.

De ce second point de vue, l'accroissement de chômage paraît énorme; il convient, toutefois, de remarquer que le récent développement des syndicats d'ouvriers du bâtiment a fait entrer, cette année, un grand nombre de ces ouvriers dans le cadre de notre statistique. Or, au moment du relevé de janvier, la gelée suspendait les travaux de construction; cette circonstance, jointe à l'intense crise de l'industrie diamantaire, explique l'écart si considérable entre la moyenne de ce dernier mois et celle des périodes antérieures.

⁽¹⁾ *Soziale Rundschau*, janvier 1908.

⁽²⁾ *Revue du travail belge* du 15 février 1908.

Les grèves en janvier 1908⁽¹⁾. — 7 grèves nouvelles ont été signalées à l'Office du travail belge pendant le mois de janvier 1908. Elles intéressaient 230 grévistes et 4 chômeurs forcés. S'est en outre continuée, pendant le même mois, la grève des carriers de la région d'Antoing, commencée antérieurement, et comprenant environ 1,200 grévistes.

3 des conflits de janvier affectaient l'industrie textile; 2 l'industrie des métaux; les autres intéressaient respectivement l'imprimerie et l'industrie du tabac.

Quant aux causes des différentes grèves, on remarque 3 demandes d'augmentation des salaires, 2 demandes de réintégration d'ouvriers congédiés, 1 refus de travailler avec des femmes payées au-dessous du tarif syndical et 1 différend sur une question d'ordre intérieur.

Les résultats signalés à l'Office du travail, depuis son dernier relevé, peuvent se résumer comme suit : 4 échecs (intéressant 154 grévistes) et 1 succès (31 grévistes). Dans 2 cas, l'échec de la grève a entraîné des renvois définitifs d'ouvriers (89 au total). Dans 1 cas, aucun des grévistes ne s'est plus représenté pour reprendre le travail.

ESPAGNE.

Les grèves en 1906⁽²⁾. — 122 grèves intéressant 24,394 personnes (23,784 hommes et 610 femmes), ont été signalées en 1906 à l'Institut des réformes sociales.

Ces grèves se répartissent ainsi selon les industries : agriculture, 3; mines, 16; textiles, 15; cuirs et peaux, 2; bois, 10; métallurgie, 9; céramique, 1; alimentation, 6; vêtement, 9; ameublement, 3; bâtiment, 16; construction de véhicules, 4; lettres, sciences et arts, 16; transports maritimes, 3; transports par terre, 5; diverses, 4.

Le personnel occupé dans les établissements atteints par des grèves s'élevait à 30,137 (27,953 hommes et 2,184 femmes).

8 grèves ont duré moins de 2 jours; 32, de 2 à 5; 18, de 6 à 10; 10, de 11 à 15; 4, de 16 à 20; 12, de 25 à 30; 30, plus de 30 jours. Dans 8 cas la durée est inconnue.

Causes principales : questions de salaires, 26; durée du travail, 27; organisation du travail, 10; renvoi d'ouvriers, 26; cause syndicale, 4; cause syndicale et une autre question, 3; solidarité, 4; durée du travail et salaires, 5; salaires et une autre question, 8; autres causes, 5.

Résultats : 26 succès, 25 transactions et 71 échecs.

Dans 15 cas la grève a été terminée par négociations directes entre les parties, 6 par négociations entre le patron et le syndicat ouvrier, 2 par négociations entre syndicats patronaux et ouvriers, 49 par l'intervention des autorités et 50 sans aucune intervention.

Les ouvriers étaient syndiqués dans 44 cas, les patrons l'étaient dans 5; dans 38 grèves les 2 parties étaient organisées; dans 35, ni l'une ni l'autre ne l'était.

⁽¹⁾ *Recue du Travail belge* du 29 février 1908.

⁽²⁾ *Boletín del instituto de reformas sociales*, février 1908.

ÉTATS-UNIS.

Revue du travail ⁽¹⁾. — D'après les rapports adressés à la Fédération américaine du travail par 1,937 unions groupant 134,720 membres, la moyenne des chômeurs était de 8.8 p. 100 en janvier 1908. Cette moyenne était en avril de 1.2 p. 100 dans 269 unions groupant 23,000 membres.

GRANDE-BRETAGNE.

Revue du travail en janvier 1908 ⁽²⁾. — La situation est restée, en janvier, à peu près ce qu'elle était en décembre. Par contre, il y a, comparativement à janvier 1907, regain d'activité dans les textiles et la chaussure.

6.2 p. 100 de chômeurs dans 272 trade-unions groupant 649,789 membres contre 6.1 en décembre 1907 et 4.2 en janvier 1907 : 5.44 journées de travail par semaine en moyenne dans divers puits houillers comptant 647,687 ouvriers, contre 5.63 en décembre et 5.48 en janvier 1907 ; 305 hauts fourneaux en marche à la fin de janvier avec 23,000 ouvriers contre 309 en décembre et 343 en janvier 1907.

Grèves. — 30 grèves nouvelles en juin avec 18,683 chômeurs contre 17 en décembre 1907 et 41 en janvier 1907.

Sur 20 grèves terminées, anciennes et nouvelles, avec 3,560 chômeurs, 4 succès (611), 11 échecs (1,619) et 5 transactions (1,330). Total des journées de travail perdues : 382,000 en janvier contre 160,800 en décembre et 167,100 en janvier 1907.

Modifications survenues, au cours de l'année 1906, dans le taux des salaires et la durée de la journée de travail ⁽³⁾.

Salaires. — Les variations dont il est question ici sont définies comme des changements survenus dans le taux des salaires par heure ou par semaine d'une certaine catégorie d'ouvriers, sans aucune modification concomitante dans les conditions du travail exécuté.

Les travailleurs agricoles, les marins et les employés de chemins de fer sont traités à part et ne figurent pas dans les chiffres ci-dessous.

La hausse générale des salaires commencée vers le milieu de 1905 s'est continuée en 1906 ; l'augmentation nette considérable constatée en fin d'exercice est

⁽¹⁾ *American Federationist*, mars 1907.

⁽²⁾ *Labour gazette*, février 1908.

⁽³⁾ *Report on changes in rates of wages and hours of labour*, 1906.

due surtout aux avantages obtenus par les ouvriers des mines, des textiles, de la métallurgie et des constructions navales. Toutes les grandes industries, sauf le bâtiment et les carrières sont en gain.

En 1906, 1,115,000 ouvriers ont vu modifier leurs salaires: 1,098,000 ont bénéficié d'une augmentation de 1,460,000 francs par semaine, 5,000 ont perdu 12,500 francs et 12,000 enfin, par suite d'augmentations et de réductions successives se sont retrouvés en fin d'année au même point qu'au début. Dans l'ensemble l'augmentation nette s'établit à 1,447,500 francs par semaine.

Le tableau suivant fait connaître la nature des fluctuations dans chaque industrie :

PROFESSIONS.	NOMBRE DES OUVRIERS pour lesquels il y a eu :		DIFFÉRENCE par semaine.
	Augmenta- tion.	Diminu- tion.	
	—	—	—
Bâtiment.....	1,053	2,212	— 3,934
Mines et carrières.....	432,852	2,504	+ 707,710
Métallurgie, construction navale.....	223,050	"	+ 357,300
Textiles.....	402,497	"	+ 323,570
Vêtement.....	2,908	64	+ 7,009
Divers.....	6,473	221	+ 15,055
Employés civils.....	29,151	139	+ 40,725
TOTAL.....	1,097,984	5,140	+ 1,447,435

Si l'on considère le mouvement des salaires au cours de ces dix dernières années, on constate que par suite de la hausse constante des cinq années 1896-1900 l'augmentation s'établissait à 10,941.075 francs par semaine à la fin de 1900. De 1901 à la première moitié de 1905 les salaires baissent d'une façon ininterrompue et les ouvriers reperdent 5,722,700 fr. par semaine à la fin de 1905. Par suite des augmentations obtenues en 1905 et 1906, le gain net par rapport à 1895 ressort en 1906 à 6,665,800 francs par semaine.

4.9 p. 100 des ouvriers ont vu leurs salaires modifiés à la suite de lockout ou de grève alors que 95.1 p. 100 ont obtenu une augmentation sans grève. Si l'on examine à la suite de quelles négociations il y a eu hausse ou baisse de salaires, on obtient les résultats suivants :

MODE DE RÉGLEMENT.	POUR CENT DES OUVRIERS intéressés par une modification.	
	Après grève.	Sans grève.
Négociations entre parties.....	4.6	51.2
Bureaux de conciliation, médiation.....	0.1	35.6
Arbitrage.....	0.2	"
Échelles mobiles.....	4.9	8.3
TOTAL.....	4.9	95.1

Si l'on considère les modes de règlement *sans grève* par industrie, on obtient les résultats suivants :

NOMBRE D'OUVRIERS dont les salaires ont été arrangés par :				
	Echelle mobile.	Médiation, arbitrage.	Négocia- tions directes entre les parties ou leurs repré- sentants.	Total.
Bâtiment.....	"	1,408	1,071	2,479
Mines { houillères.....	"	398,061	29,056	427,117
{ mines et carrières.....	387	3,730	11,025	15,142
Métallurgie.....	57,576	7,279	158,340	223,713
Textiles.....	"	1,078	353,021	353,021
Divers.....	"	"	37,622	38,700
TOTAL.....	57,963	412,074	590,135	1,060,172
PROPORTION p. 100.....	5.5	38.8	55.7	100

Heures de travail. — Les modifications de la durée du travail ont été peu importantes en 1906; elles ont atteint 54,954 ouvriers: 52,969 ont bénéficié d'une réduction nette de 98,892 heures par semaine.

Le tableau suivant rappelle les résultats relatifs aux dix dernières années :

ANNÉES.	NOMBRE de travailleurs atteints.	RÉDUCTION moyenne de la durée du travail hebdoma- daire.	ANNÉES.	NOMBRE de travailleurs atteints.	RÉDUCTION moyenne de la durée du travail hebdoma- daire.
1897.....	70,632	4.03	1902.....	1,057,507	0.58
1898.....	39,049	2.10	1903.....	7,447	2.04
1899.....	35,949	3.54	1904.....	16,792	1.46
1900.....	57,726	4.12	1905.....	95,985	0.64
1901.....	29,276	3.01	1906.....	54,954	1.79

L'élévation du chiffre relatif à 1902 vient de ce que la loi du 17 août 1901 a fait réduire la durée du travail dans les ateliers textiles, à partir du 1^{er} janvier 1902 à 55 heures et demie par semaine.

Les ouvriers de la métallurgie (18,400) et ceux du bâtiment (14,400) forment à eux seuls les 70 p. 100 du total de ceux ayant obtenu une réduction. Parmi les autres ouvriers intéressés on comptait 8,000 imprimeurs sur étoffes, 4,500 ouvriers tailleurs, 2,500 chapeliers et 3,292 employés des services publics.

La conciliation et l'arbitrage en 1905 et 1906⁽¹⁾. — Jusqu'en 1905, les grèves ou lock-outs réglés, soit par la médiation de tiers ou d'un conseil de conciliation, soit par l'arbitrage, étaient comptés dans la statistique de l'année où ils avaient commencé.

(1) D'après les rapports sur les grèves et lock-outs en 1905 et 1906 et d'après le 6^e compte-rendu de l'application de la loi de 1896 sur la conciliation et l'arbitrage publiés, par le *Board of trade*. — Pour la période 1902-1904, voir *Bulletin* août 1906, p. 837.

Depuis cette date, ces conflits sont comptés dans la statistique de l'année où ils ont été réglés, quelle que soit la date à laquelle ils ont éclaté.

Afin de permettre la comparaison des chiffres de 1905 et de 1906 avec ceux des années précédentes, on a établi comme suit le tableau rectifié sur cette nouvelle base, des résultats relatifs aux années 1902-1906 :

	GRÈVES ou lock-outs réglés dans l'année.	OUVRIERS INTÉRESSÉS		TOTAL.
		directe- ment.	indirecte- ment.	
1902.. .. .	27	3,018	5,264	8,282
1903.. .. .	29	6,092	3,404	9,496
1904.. .. .	28	21,118	2,270	23,388
1905.. .. .	25	6,978	1,714	8,692
1906.. .. .	46	10,777	3,589	14,366
TOTAUX	155	47,983	16,241	64,224

Le total des conflits réglés en 1906 est de beaucoup le plus élevé de la période considérée : il atteint presque le double de celui de 1905.

Au point de vue de l'industrie, les 155 conflits intéressant 47,983 grévistes se répartissent comme suit : mines 46 (14,528 grévistes), bâtiment 31 (5,813), métallurgie et constructions navales 26 (17,465), textiles 18 (4,389), vêtement 15 (2,088).

Si l'on examine par quel organisme ces grèves ou lock-outs ont été réglés en 1905 et 1906, on obtient les totaux suivants :

CONFLITS RÉGLÉS.	CONCILIA- TIONS		ARBITRAGE.		TOTAL.		OUVRIERS DIRECTEMENT INTÉRESSÉS.	
	1905.	1906.	1905.	1906.	1905.	1906.	1905.	1906.
Par application de la loi de 1896....	2	#	#	6	2	6	499	2,142
Par les conseils d'industrie.....	4	9	3	3	6	12	1,071	4,206
Par les conseils de district ou des fé- dérations de conseils.....	#	#	1	#	1	#	150	#
Par des particuliers.....	10	18	6	8	16	26	5,258	4,304
Par des conseils d'industrie et des fé- dérations.....	#	1	#	1	#	2	#	125
TOTAUX	16	28	9	18	25	46	6,978	10,777

Pour chacune de ces 2 années, le total des cas de conciliation est notablement supérieur à celui des cas d'arbitrage; 2 et 6 conflits ont été respectivement tranchés par l'intermédiaire du ministre du commerce, 6 et 12 par des conseils d'industrie et 16 et 26 par des particuliers.

Intervention du Board of trade. — De fin juin 1905 à fin juin 1907, période que considère le rapport du *Board of trade* sur l'application de la loi de 1896, le ministère a été sollicité d'intervenir dans 51 différends (dont 23 de janvier à juin 1907). Dans 16 cas seulement il y a eu suspension de travail. Les 51 cas considérés se classent comme suit par industrie : bâtiment 14, chaussure 13, métallurgie et constructions navales 7, typographie 7, mines 4, industries diverses 7. Les deux plus importants de ces conflits étaient survenus dans l'industrie des dentelles de Nottingham et chez les musiciens des music-halls de Londres; tous deux furent tranchés par l'arbitrage de M. Asquith.

Si l'on examine les opérations du *Board of trade* depuis la première application

de la loi de 1896 jusqu'à 1907, on constate qu'il a été sollicité d'intervenir dans 232 différends : la demande d'intervention a été signée par les deux parties dans 140 cas, par les ouvriers seuls dans 60 cas et par les patrons dans 22 cas. Il est à noter que, tandis qu'à l'origine les ouvriers seuls sollicitaient l'intervention du ministère, ces demandes sont, depuis 6 ou 7 ans, la plupart du temps adressées par les deux parties, soit directement, soit par l'intermédiaire de leurs syndicats : en 1905-1907, ces demandes conjointes constituaient le 90 p. 100 du total des demandes de cette période. Les 232 cas de la période 1896-1907 se classent comme suit par industrie : bâtiment 82, métallurgie 45, mines 27, chaussure 20, transports 17, typographie 14, textiles 11, divers 16,

Sur les 232 affaires qui lui ont été soumises, le *Board of trade* en a réglé 168, soit 72 p. 100.

Opérations des conseils permanents. — Les chiffres ci-après donnent les résultats, pour 1905 et 1906, de la médiation des conseils permanents, en ce qui concerne le règlement de tous les différends qui leur ont été soumis, qu'ils aient été accompagnés ou non de cessation de travail :

DÉSIGNATION DES CONFLITS.	1905.	1906.
Soumis aux conseils	1,726	1,561
Réglés { par le conseil lui-même	614	473
{ par l'arbitrage des tiers désignés par le conseil.....	225	224
TOTAUX	839	697
Retirés ou réglés en dehors du conseil.....	834	807
Pendants en fin d'année.....	53	57

Le nombre des conflits réglés sans grève s'est élevé à 832 en 1905 et à 685 en 1906.

Si l'on totalise les affaires étudiées en 1905 et 1906, soit 3,287, et si l'on compare ce total à celui des affaires réglées, soit 1,536, on constate que dans 46.6 p. 100 des cas elles ont obtenu une solution (70.7 p. 100 par jugement direct, 29.3 p. 100 par le jugement d'arbitres désignés).

L'importance de ces conflits est très variable : en 1905, un conflit intéressait à lui seul 130,000 ouvriers, alors que 463 différends réglés par le conseil de Durham ne touchaient pour la plupart que très peu d'ouvriers.

Si l'on examine comment se répartissent, par industrie, les conseils ayant examiné et réglé un différend en 1905 et 1906, on obtient les résultats suivants (les chiffres entre parenthèses indiquent les conseils ayant réglé des conflits) :

	NOMBRE DE CONSEILS ayant fonctionné	
	en 1905.	en 1906.
a) Conseils d'industrie :		
Bâtiment.....	10	20
Mines, carrières.....	13	18
Métallurgie, constructions navales	15	23
Textiles.....	2	1
Chaussure	9	8
Autres industries.....	8	4
b) Conseils de district et conseils généraux.....	3	4
TOTAUX.....	60	78

D'autre part, si l'on étudie les opérations de ces conseils, par groupe d'industries, pour cette même période, on établit comme suit le total des affaires qu'ils ont étudiées comme celui des affaires qu'ils ont réglées (que les conflits aient entraîné ou non la cessation du travail):

GROUPES D'INDUSTRIES.	AFFAIRES SOUMISES aux conseils.		AFFAIRES RÉGLÉES par les conseils.	
	1905.	1906.	1905.	1906.
a) Conseils d'industrie:				
Bâtiment.	24	45	22	33
Mines, carrières.	1,451	1,296	657	531
Métallurgie, constructions navales.	133	110	79	72
Textile.	17	25	14	12
Chaussure.	67	62	38	30
Autres industries.	29	16	25	14
b) Conseils de district et conseils généraux.	5	7	4	5
TOTAUX.	1,726	1,561	839	697

Il convient de mentionner enfin que, en dehors des conseils permanents, il existe dans l'industrie du coton, de la construction mécanique, etc., des arrangements spéciaux qui ont pour but de régler les différends avant toute cessation de travail.

*
* * *

Afin de permettre une étude d'ensemble des divers organes de conciliation et d'arbitrage auxquels il est possible de faire appel en cas de conflit du travail, le *Board of trade* vient de publier un rapport sur les règlements qui régissent ces divers conseils ou comités. Ce rapport étudie leur constitution et leur organisation financière, le mode de procédure, les moyens adoptés pour empêcher une cessation de travail et le mécanisme prévu pour régler les conflits que les conseils n'ont pu solutionner. Il donne, *in extenso*, le texte des règlements des conseils et le total de leurs opérations au cours des 10 dernières années.

On compte actuellement 194 conseils et comités mixtes particuliers à des industries déterminées, intéressant plus de 1,250,000 ouvriers, 2 conseils réservés aux employés de coopératives et 15 conseils de district non spéciaux à une industrie particulière.

Les attributions de ces conseils sont très variables. Les uns se bornent à fixer le taux général des salaires d'une industrie, sans s'occuper des questions locales, d'autres ne traitent que les questions relatives à des établissements isolés, d'autres ne tranchent que les conflits de démarcation entre diverses industries, d'autres enfin — et c'est le plus grand nombre — s'occupent de tout ce qui a trait aux relations entre le capital et le travail.

Sur les 7,248 conflits réglés au cours des 10 dernières années par ces conseils ou comités, 92 seulement (soit 1 p. 100) ont été précédés d'une cessation de travail.

La plupart des statuts des conseils stipulent qu'aucune des parties ne doit cesser le travail avant que le conseil ait rendu son arrêt, d'autres refusent de s'occuper d'un conflit tant que dure la grève ou le lock-out. Presque tous les conseils exigent que leurs sentences soient considérées comme sans appel et liant les parties; quelques-uns même infligent une amende en cas de non-observation de la décision.

96 conseils ou comités, intéressant presque toutes les grandes industries, ont

prévu un mécanisme fonctionnant automatiquement pour régler les conflits en cas de partage des voix. Les conflits sont soumis, selon les conseils, à la décision finale :

1) Soit un tiers arbitre désigné par le *Board of trade*; 2) soit d'un président ou arbitre permanent; 3) soit d'un arbitre choisi pour la circonstance; 4) soit de deux arbitres et d'un départiteur; 5) soit enfin de 3 arbitres décidant à la majorité.

Dans 55 autres cas, le mécanisme prévu aux statuts ne peut fonctionner sans le consentement des 2 parties; dans 27 autres enfin, rien n'a été prévu pour prévenir un échec final.

ITALIE.

Grèves en octobre ⁽¹⁾. — 175 nouvelles grèves ont été signalées à l'*Office du travail*, sur lesquelles 134 intéressaient 27,179 grévistes. 14 grèves ont éclaté dans l'agriculture, 12 dans les industries extractives, 17 dans la métallurgie, 14 dans le travail des pierres et des terres, 4 dans le bâtiment, 4 dans les produits chimiques, 1 dans la pêche, 7 dans les industries polygraphiques, 5 dans le papier, 3 dans les cuirs, 10 dans les textiles, 25 dans le vêtement, 18 dans l'alimentation, 21 dans les transports, 3 dans le travail des métaux précieux, 5 dans diverses industries.

Causes: questions de salaires, 101; durée du travail, 7; diverses, 63; inconnues, 14.

Résultats: 59 succès, 42 transactions, 46 échecs, 27 résultats inconnus.

Grèves en novembre ⁽²⁾. — 150 nouvelles grèves ont été signalées à l'*Office du travail*. Sur ces divers conflits, 71 intéressaient 9,962 grévistes. 8 grèves ont éclaté dans l'agriculture, 2 dans les industries extractives, 16 dans la métallurgie, 9 dans le travail des pierres et des terres, 12 dans le bâtiment, 4 dans les produits chimiques, 1 dans le papier, 7 dans les industries polygraphiques, 13 dans les textiles, 23 dans le vêtement, 21 dans l'alimentation, 15 dans les transports, 5 dans diverses industries, 14 dans le bois.

Causes: questions de salaires, 69; durée du travail, 13; ces deux causes réunies, 53; diverses, 30; inconnues, 41.

Résultats: 21 succès, 40 transactions, 29 échecs, 22 résultats inconnus.

Les organisations ouvrières au commencement de 1907 ⁽³⁾. — Pour établir le nombre total de ligues existantes, l'*Office du Travail* italien a établi quatre catégories: 1° ligues inscrites aux chambres du travail et non inscrites aux fédérations; 2° ligues inscrites aux fédérations et non inscrites aux chambres du travail; 3° ligues inscrites aux deux; 4° ligues inscrites à aucune des deux. Le total de ces quatre catégories et de leurs adhérents donne le nombre des ligues existantes et d'ouvriers organisés. Pour la 3° catégorie les ligues adhérentes aux deux modes de groupements, le nombre des ouvriers comptés, lorsqu'il n'est pas le même pour les chambres de travail et pour les fédérations est le plus élevé des deux.

⁽¹⁾ *Bollettino dell' Ufficio del lavoro*, décembre 1907.

⁽²⁾ *Bollettino dell' Ufficio del lavoro*, janvier 1908.

⁽³⁾ *Bollettino dell' Ufficio del lavoro*, janvier 1908. Cet article complète les renseignements donnés en novembre 1907, p. 1204.

On trouve ainsi 4253 ligues avec 642,046 inscrits plus le syndicat des chemins de fer avec 42,000 membres. En excluant les ligues de paysans (1,303 avec 279,513 membres) on a 2,950 ligues (avec 362,533 inscrits) dont 1,438 (49 p. 100) avec 144,100 membres (40 p. 100) sont adhérentes seulement aux chambres du travail; 661 (23 p. 100) avec 52,960 membres (14 p. 100) seulement aux fédérations de métier; 569 (19 p. 100) avec 122,164 membres (34 p. 100) aux chambres du travail et aux fédérations; et finalement 282 (9 p. 100) avec 43,309 membres (12 p. 100) indépendantes.

Parmi les professions qui adhèrent à une fédération nationale il faut citer en première ligne les chapeliers qui sur 34 ligues avec 5,312 membres en Italie en ont 29 fédérées (avec 4,960 inscrits); ensuite viennent les infirmiers et similaires (48 ligues fédérées sur 63 existantes avec 4,331 membres sur 5,235); puis les maçons et similaires (369 ligues fédérées sur 542 avec 42,339 sur 60,002); les typographes et similaires (58 ligues fédérées sur 95 avec 10,696 membres sur 13,139); les boulangers (68 ligues fédérées sur 108 avec 5,439 membres sur 8,276); les cordonniers (93 ligues fédérées sur 156 avec 9,123 membres sur 11,398); les métallurgistes (141 ligues fédérées sur 244 avec 34,444 membres sur 47,371); les céramistes (26 ligues fédérées sur 35 avec 1,626 membres sur 2,517). D'autres professions comptent une moins grande proportion de ligues adhérentes aux fédérations, sans parler des professions qui n'ont pas de fédération nationale.

Quant à la proportion des ligues et des ouvriers organisés inscrits aux chambres du travail les différences que l'on note entre les divers métiers correspondent généralement à leur plus ou moins grande concentration; ceux qui sont très répartis dans les campagnes (les laboureurs, les maçons, les cordonniers, etc.) sont, en fait, inscrits en relativement petit nombre aux chambres du travail.

Quant à la tendance à se grouper localement suivant les régions, elle est plus grande dans la Ligurie (142 ligues inscrites aux chambres sur 183 avec 35,669 membres sur 39,794); la plus faible (en excluant la Sardaigne) dans la zone méridionale de l'Adriatique (57 ligues inscrites aux chambres du travail sur 166 avec 12,415 membres sur 49,787); pour le reste la tendance au groupement par chambre est assez marquée en Émilie, en Toscane, au Piémont; la tendance est assez faible dans la Vénétie, la Marche et l'Ombrie; elle est moyenne dans les autres régions.

Pour ce qui regarde la proportion des ouvriers organisés au nombre total des travailleurs, elle est assez forte chez les chapeliers (46 p. 100), chez les infirmiers et similaires (43.4 p. 100), chez les verriers (41 p. 100), chez les employés des entreprises de l'État (40.6 p. 100), chez les typographes et similaires (40.4 p. 100), chez les céramistes (30.7 p. 100), chez les peauciers (26.7 p. 100), chez les briquetiers (20.1 p. 100). Les paysans sont organisés dans la proportion de 4.9 p. 100, les maçons et similaires dans celle de 16.7 p. 100. Comme pour les autres métiers le total des travailleurs fait défaut, il n'est pas possible d'établir un pourcentage général par région.

ACTES ET DOCUMENTS OFFICIELS.

Circulaire et arrêté du 8 février 1908 du Ministre des Travaux publics aux préfets sur l'emploi des appareils respiratoires dans les mines.

Par une circulaire du 23 avril dernier, je vous ai notifié mon arrêté du 15 du même mois ⁽¹⁾ qui impose à toute entreprise de mines, pour chaque siège d'extraction occupant simultanément plus de 100 ouvriers au poste le plus chargé, l'obligation d'installer sur ses exploitations des appareils respiratoires prêts à être immédiatement utilisés et permettant de séjourner une heure au moins dans une atmosphère irrespirable. Mon arrêté spécifiait les conditions auxquelles devaient satisfaire ces exploitations et fixait à une année le délai pour la mise en application intégrale de ces dispositions.

J'ai été saisi par des groupes d'exploitants de demandes en prorogation du délai précité. Les pétitionnaires exposent que les appareils dont sont déjà munies quelques-unes de leurs mines ont présenté aux essais diverses déficiences, mais que, par contre, un nouvel appareil, imaginé récemment, aurait donné, au cours des premières expériences entreprises, des résultats très satisfaisants. Cet appareil leur semble de nature à inspirer pleine confiance; mais pour le mettre complètement au point, il reste à régler quelques détails d'agencement et à poursuivre les expériences pendant un certain temps encore, de manière à lui assurer dans la pratique un fonctionnement régulier et sûr. Aussitôt cette nouvelle période d'expérience terminée, la fabrication serait poursuivie, mais de toutes façons plusieurs mois seront encore nécessaires, et la plupart des mines assujetties à l'exécution de mon arrêté ne pourraient pas en être pourvues à l'expiration du délai fixé par ledit arrêté.

Après examen de ces demandes en conseil général des mines, il a paru qu'il pouvait y être donné satisfaction, à la fois en sauvegardant la sécurité des ouvriers et en laissant aux exploitants la possibilité de se prononcer en connaissance de cause parmi les appareils dont ils ont à faire choix sous leur responsabilité.

Aux termes de l'arrêté du 15 avril 1907, toutes les mines qui occupent simultanément au poste le plus chargé plus de cent ouvriers au fond doivent être munies, à chacun de leurs sièges d'extraction, d'appareils respiratoires. Ces appareils doivent être au nombre de deux par siège pour les mines autres que celles de combustibles. Pour ces dernières, le nombre des appareils est fixé pour chaque siège à deux au moins pour les deux cents premiers ouvriers du fond au poste le plus chargé, plus un appareil par deux cents ouvriers en plus avec un maximum total de six appareils. Si toutefois la mine possède un poste central de secours ou est affiliée à un poste commun à plusieurs mines, le nombre des appareils peut être réduit à deux par siège d'extraction.

Par mesure transitoire, j'ai décidé que le délai d'application fixé au 18 avril prochain serait prorogé :

1° De trois mois pour les mines ou groupes de mines suffisamment rapprochées, qui pourraient disposer au moins de deux appareils desservis par huit ouvriers ou employés dûment exercés;

2° De six mois pour les mines dont chaque siège d'extraction serait muni de deux appareils au moins avec huit ouvriers ou employés capables de s'en servir.

Les entreprises de la première catégorie auraient à vous faire connaître avant le 18 avril prochain, l'organisation qu'elles auraient adoptée; vous auriez la faculté de la faire modifier si, d'accord avec le service des mines, elle ne vous paraissait pas de nature à répondre d'une manière convenable aux nécessités de la sécurité.

J'ai, en conséquence, pris, à la date de ce jour, un arrêté conçu en ce sens et dont vous trouverez le texte annexé à la présente circulaire.

Vous voudrez bien en assurer l'exécution,

Vous trouverez d'ailleurs ci-joint un certain nombre d'exemplaires de ladite circulaire; je

⁽¹⁾ Voir *Bulletin*, juillet 1907, p. 709.

vous serai obligé de vouloir bien les faire remettre aux entreprises minières intéressées: j'en adresse directement ampliation aux ingénieurs des mines.

Je vous serai obligé de m'accuser réception du présent envoi.

ARRÊTÉ.

ARTICLE PREMIER. — Un sursis pour l'application de l'arrêté du 15 avril 1907⁽¹⁾, sur les appareils respiratoires est accordé aux exploitants de mines de toute nature sous les conditions du présent arrêté.

ART. 2. — Dispense d'appliquer l'arrêté du 15 avril 1907 est accordée, pour la période du 18 avril au 18 juillet 1908, aux mines ou aux groupes de mines suffisamment rapprochées, qui établiront que leurs sièges d'extraction assujettis à l'arrêté précité peuvent disposer de deux appareils au moins placés en un même point et desservis par huit ouvriers ou employés au moins dûment exercés.

Ces mines ou groupes de mines devront avoir fait connaître au préfet, avant le 18 avril 1908, l'organisation par elles adoptée.

Si le préfet, sur le rapport des ingénieurs des mines, estime que des sièges d'extraction sont trop éloignés pour être desservis assez rapidement, il peut inviter les intéressés à réaliser, dans un délai à eux imparti, une autre organisation.

ART. 3. — Dispense d'appliquer intégralement l'arrêté du 15 avril 1907 est accordée, pour la période du 18 juillet au 18 octobre 1908, aux mines qui auront, sur chaque siège d'extraction de plus de cent ouvriers au fond par poste le plus chargé, deux appareils au moins desservis au moins par huit ouvriers ou employés dûment exercés.

Circulaire du 15 janvier 1908 du Ministre du travail aux inspecteurs divisionnaires du travail, sur la protection des volants, meules et engins pesants tournant à grande vitesse.

J'ai l'honneur de vous adresser ci-inclus le texte d'un décret, en date du 7 décembre 1907, qui a complété l'article 12 et modifié l'article 14 du décret du 29 novembre 1904, relatif à l'hygiène et à la sécurité des travailleurs⁽²⁾.

Le décret de 1904 interdisait seulement, dans son article 12, § 4, l'emploi habituel des ouvriers dans le plan de rotation ou aux abords immédiats d'un volant, d'une meule ou de tout autre engin pesant et tournant à grande vitesse.

Sur ce point particulier, le nouveau décret, dans son article 1^{er}, ajoute aux prescriptions antérieures d'autres mesures ayant pour objet, les unes de protéger plus efficacement les travailleurs contre les dangers qui résultent de l'éclatement des meules, et les autres de diminuer le risque d'éclatement des meules, volants et autres engins industriels animés d'un mouvement de rotation rapide et susceptibles de se rompre sous l'action de la force centrifuge.

Le décret du 17 décembre 1907 modifie en outre, par son article 2, le paragraphe 1^{er} de l'article 14 du décret de 1904 en prescrivant que l'appareil d'arrêt des machines motrices sera toujours placé non seulement sous la main des conducteurs qui dirigent les machines, mais encore en dehors de la zone dangereuse en cas d'emballlement.

Cette prescription n'a pas seulement pour objet de mettre, dans toute la mesure du possible, les conducteurs à l'abri des dangers résultant de la rupture des volants ou autres organes des machines motrices: elle tend également à placer en

⁽¹⁾ Voir la note précédente.

⁽²⁾ Voir le texte du décret du 7 décembre 1907. *Bull.*, janvier 1908, p. 76.

dehors de la zone dangereuse l'appareil d'arrêt dont le maniement doit toujours être possible et sans danger pour sauvegarder la sécurité de l'ensemble du personnel.

Vous aurez à prendre les mesures nécessaires pour assurer, aux divers points de vue envisagés ci-dessus, la stricte application des nouvelles dispositions qui ont pour objet de prévenir les accidents, généralement très graves, qu'entraîne la rupture des engins pesants tournant à grande vitesse.

Je vous prie de répartir entre les inspecteurs placés sous vos ordres les exemplaires ci-joints de la présente circulaire.

Circulaire du 26 janvier 1908 du Sous-Secrétaire d'État de la Guerre, relative aux coopératives dans les corps de troupes.

Une circulaire ministérielle du 13 août 1904 a recommandé l'institution, dans les corps de troupe, des salles de récréation pour les brigadiers, caporaux et soldats. Un modèle de règlement était joint à cette circulaire. Inspiré par quelques expériences antérieures, il constituait pour les intéressés une simple indication, la plus grande latitude étant laissée aux chefs de corps pour adopter et encourager toutes les initiatives.

Un grand nombre de bonnes volontés ont répondu à cet appel. L'expérience a consacré très heureusement les efforts des chefs d'unité.

De véritables coopératives de consommation ont été formées dans les compagnies. Elles ont offert au soldat un refuge contre les tentations malsaines du dehors. Il y a trouvé les moyens de lire, d'écrire aux siens, de se distraire à l'aide de quelques jeux.

Il a puisé dans ce lieu familial le sens de l'administration, le sentiment de la prévoyance. Il a été conduit tout naturellement à faire œuvre de solidarité envers ses camarades : la première pensée des coopératives n'a-t-elle pas été pour les militaires chargés de famille et pour ceux que l'insuffisance de leurs ressources privait jusqu'alors du plaisir d'aller en permission ?

Un autre résultat a été atteint. Ces groupements ont rapproché les officiers et les soldats. Aux premiers, ils ont fait apprécier davantage tout ce que peut sur l'esprit, sur le cœur, sur la moralité des hommes, l'influence d'un chef soucieux de son rôle. Aux seconds, ils ont démontré la sollicitude affectueuse et éclairée de leurs supérieurs envers eux. Nos officiers ont manifesté, en effet, dans l'organisation de ces œuvres de mutualité, des qualités de bienveillance, de dévouement et de générosité au-dessus de tout éloge. De tels faits prouvent le véritable esprit de l'armée, qui s'identifie de plus en plus avec la nation.

En présence des résultats obtenus, il importe d'encourager une initiative aussi pleinement couronnée de succès. Il est utile d'ailleurs, pour éviter tout abus, de déterminer les limites dans lesquelles elle pourra s'exercer.

Tout d'abord, il convient de souligner le caractère purement facultatif des coopératives. Les chefs d'unité en encourageront la création, mais nulle part elles ne seront obligatoires pour qui que ce soit.

Il faut, en second lieu, qu'elles gardent leur caractère d'œuvres d'éducation morale.

Il importe que le soldat puisse, sans sortir de la caserne, trouver, aux heures de loisirs, un lieu de réunion attrayant, bien aéré, chauffé et éclairé, où il soit chez lui, où il puisse lire, écrire, se distraire, acheter quelques menus produits d'alimentation, consommer en quantité modérée des boissons hygiéniques. Mais l'institution perdrait son caractère si la coopérative de compagnie devenait une maison de commerce ou un cabaret. Il sera donc interdit de vendre à des tiers, et la consommation des boissons devra être limitée dans une mesure raisonnable, dont seront juges les chefs de corps.

Et maintenant, toute liberté est laissée à ces derniers pour les détails d'organisation, de réglementation et de fonctionnement.

La comptabilité devra être aussi réduite et aussi simple que possible. Tout achat, tout mouvement de fonds feront l'objet d'une inscription sur un registre *ad hoc*, de façon à faciliter un contrôle rapide et constant et à éviter toute tentative d'indécatesse. Il va sans dire que les écritures, mouvements et opérations des coopératives doivent être absolument indépendants des écritures et comptes de l'État.

Les hommes participeront à l'administration et à la gérance de ces groupements, qui fonctionneront conformément aux dispositions d'un règlement approuvé par le chef de corps.

Les bénéfices seront employés soit en achat d'ouvrages, soit en achat de matériel pour la salle de récréation, soit à des œuvres d'assistance, de prévoyance et de mutualité.

Dans certains corps, les coopératives de compagnie ont employé leurs bénéfices en versements sur des livrets de la Caisse nationale des retraites pour la vieillesse attribués aux hommes libérables. C'est là une excellente pensée, dont on ne saurait trop recommander la mise en pratique.

En résumé, le Ministre verra avec faveur se constituer, dans les salles de récréation, des coopératives de compagnie, dès lors qu'elles ne s'écarteront point d'un but de bonne camaraderie et de mutualité.

Il importe, du reste, que ces institutions, destinées à fonctionner aux heures de repos, ne nuisent en aucune façon à l'instruction militaire et les chefs de corps pourront toujours prendre les mesures qu'ils jugeront nécessaires pour maintenir, contre quiconque s'en écarterait, le bon ordre et la discipline.

Circulaire du 18 février 1908, adressée par le Ministre du Travail aux inspecteurs divisionnaires sur les précautions à prendre contre l'infection charbonneuse dans la manipulation des peaux, poils, crins, cornes, os, etc.

La Commission d'hygiène industrielle instituée auprès de mon département a élaboré un projet de règlement en vue de prévenir l'infection charbonneuse dans les établissements industriels ou commerciaux où l'on manipule des peaux, poils, crins, laines, cornes, os ou autres produits d'animaux susceptibles d'être atteints de la maladie du charbon. Le projet adopté par la Commission d'hygiène a été soumis à la Commission du travail du Comité consultatif des arts et manufactures.

Quelques difficultés ont été soulevées au cours de la délibération, qui sont de nature à retarder la publication définitive du décret. Ses dispositions comportent, en effet, dans certains cas, la visite médicale des ouvriers et prescriraient aux médecins chargés de cette visite d'inscrire les résultats de leur examen au point de vue des symptômes de l'infection charbonneuse, sur un registre spécial communiqué à l'inspection du travail. Or il ne semble pas que la loi de 1893 permette d'imposer la visite médicale aux ouvriers, et, d'autre part, le charbon n'est pas au nombre des maladies dont la déclaration est obligatoire pour les médecins.

En attendant la publication d'un règlement, j'ai estimé que la mission de protection des travailleurs qui incombe à mon Département me faisait un devoir d'utiliser les études très étendues de la Commission d'hygiène industrielle pour assurer dès à présent la préservation des ouvriers exposés aux dangers de l'infection charbonneuse par tous les moyens dont dispose actuellement mon Administration.

Les prescriptions générales de l'article 2 de la loi du 12 juin 1893 et du décret du 29 novembre 1904 vous permettront tout d'abord d'exiger que les conditions d'hygiène soient rigoureusement conformes aux prescriptions réglementaires en vigueur et notamment à celles de l'article 1^{er} du décret (nettoyages) de l'article 2 (imperméabilisation du sol, lavage des murs, évacuation immédiate des résidus putrescibles), de l'article 5 (cube d'air et aération), de l'article 6 (évacuation des poussières), de l'article 8 (interdiction de prendre les repas dans les ateliers et obligation de mettre des vestiaires et lavabos à la disposition des ouvriers).

Vous devrez vous inspirer, pour l'application de ces dispositions, des précisions apportées sur ces différents d'hygiène industrielle.

Vous devrez enfin vous efforcer de paraître particulièrement sérieux, d'obtenir amiablement l'exécution aussi complète que possible de ces instructions; je ne doute pas que, dans la plupart des cas, vous n'obteniez de la bonne volonté des industriels, conscients de leur responsabilité, des résultats très appréciables pour prévenir des accidents dont l'exceptionnelle gravité n'est due, le plus souvent, qu'à l'absence de précautions ou de soins fort simples et peu coûteux. L'application

de l'affiche, distribuée par l'Association des industriels de France contre les accidents du travail (rue de Lutèce, n° 3, à Paris), pourra être utilement conseillée, où, à défaut, l'affiche plus simple dont vous trouverez en annexe le modèle, ou même tout autre avis analogue.

Je vous prie de répartir entre les inspecteurs placés sous vos ordres les exemplaires ci-joints de la présente circulaire et de me rendre compte dans le délai d'une année des résultats obtenus.

Conseils relatifs à la prévention de la septicémie charbonneuse.

Dans les établissements où l'on manipule des peaux, poils, crins, soies, laines, cornes, os ou autres produits provenant d'animaux susceptibles d'être atteints d'infection charbonneuse, il est recommandé aux chefs d'établissements, indépendamment des mesures générales prescrites par le décret du 29 novembre 1904, de prendre les mesures particulières de protection et de salubrité énoncées aux paragraphes suivants :

A. — A moins d'incompatibilité avec les nécessités du travail, toutes les marchandises susceptibles d'être imprégnées de virus charbonneux doivent être désinfectées préalablement à toute manipulation.

B. — Le chef d'établissement doit mettre des gants imperméables à la disposition du personnel ouvrier pour toutes les manipulations qui sont de nature à causer des ulcérations de la peau; et, pour tous les travaux où le corps est exposé à être mouillé constamment sans cette précaution, des tabliers et jambières imperméables.

C. — Sont considérés comme dangereux pour l'application du paragraphe D ci-après, les travaux qui doivent être exécutés à sec, notamment le déballage et la manutention relatives à la désinfection des matières sèches.

Doit être considéré également comme dangereux tout autre travail, même portant sur des matières désinfectées ou humides, qui aura donné lieu depuis moins de six mois à une infection charbonneuse constatée.

D. — Dans les locaux de travail où sont exécutés les travaux dangereux visés au paragraphe C, les précautions ci-après doivent être observées :

1° Dans les ateliers, le sol sera formé d'un revêtement imperméable ou d'un revêtement jointif se prêtant facilement au lavage. Les murs seront recouverts soit d'un enduit permettant un lavage efficace, soit d'un badigeon à la chaux. Ce badigeon sera refait toutes les fois que la propreté l'exigera et au moins tous les trois ans.

2° Dans les ateliers, le sol et les murs, jusqu'à 2 mètres de hauteur, les tables, établis, sièges et outils seront lavés aussi souvent qu'il sera nécessaire avec une solution désinfectante.

Dans les magasins, on nettoiera par voie humide, avec emploi d'une solution désinfectante, tout emplacement qui sera momentanément libre.

3° Le cube d'air par ouvrier ou employé ne doit pas être inférieur à 10 mètres cubes et un renouvellement d'air de 30 mètres au moins par travailleur et par heure doit être assuré.

4° Pour les laines, crins, soies de porc et poils de provenance extra-européenne, les manipulations seront faites autant que possible en vase clos. Celles qu'il est impossible de faire de cette manière, comme l'ouverture des ballots et, s'il y a lieu, un époussierage, devront être faites sur une aire à claire-voie ventilée efficacement, de manière à prévenir tout dégagement de poussière dans le local.

5° Le chef d'établissement doit mettre à la disposition du personnel un vestiaire renfermant des lavabos en quantité suffisante et convenablement placés. Ces lavabos seront munis de serviettes individuelles et de savon. Chaque ouvrier disposera d'une armoire fermant à clef et comprenant deux compartiments séparés : l'un pour les vêtements de travail, l'autre pour les vêtements de ville. Ces armoires seront nettoyées à fond chaque semaine.

6° Le chef d'établissement doit mettre à la disposition du personnel chargé de manipuler des marchandises brutes des surtouts et coiffures exclusivement affectés au travail pour protéger efficacement la tête, le cou et les bras. Il doit exiger que ces coiffures et surtouts soient portés pendant le travail et les faire laver et désinfecter chaque semaine.

E. — Des soins médicaux doivent être donnés au personnel par un médecin attaché à l'établissement.

Quiconque a sur une partie du corps soit un bouton, soit une coupure, écorchure ou plaie non cicatrisée, doit, dans son propre intérêt, le déclarer immédiatement au chef d'établissement ou au médecin de l'établissement.

Le chef d'établissement doit faire panser immédiatement l'ouvrier ou employé atteint de coupure, écorchure, plaie non cicatrisée, et l'écarter des travaux dangereux jusqu'à guérison, à moins de protection par pansement occlusif reconnu efficace par le médecin.

Dès que le chef d'établissement a connaissance qu'un ouvrier ou employé est atteint d'un bouton, il doit le faire examiner par le médecin. Il en est de même si l'ouvrier ou employé souffre d'une coupure, d'une écorchure ou gerçure qui ne serait pas cicatrisée après trois jours de pansement à l'usine.

Le médecin doit inscrire à leur date sur un registre spécial toutes les circonstances des cas qu'il aura examinés, ainsi que le nom et l'âge de l'ouvrier et le travail auquel il était occupé.

Tout cas de charbon qui se produit dans l'établissement doit être inscrit sur ce registre.

F. — Une affiche portant le nom et l'adresse du médecin chargé du service médical de l'établissement et indiquant les dangers du charbon ainsi que les précautions à prendre pour les éviter doit être apposée dans tous les locaux de travail.

Le chef d'établissement doit exercer la surveillance la plus active sur l'observation des conseils et recommandations qui précèdent.

Projet d'affiche à apposer dans les ateliers exposés à l'infection charbonneuse.

TRAVAILLEURS !

Le charbon est une maladie très grave.

Elle guérit cependant toujours quand elle est soignée *immédiatement*. Elle débute par un petit bouton *qu'il faut brûler dans les 24 heures*.

Sans soins, le charbon peut entraîner la mort en quelques jours.

Donc soignez-vous à temps !

Voyez de suite le médecin si vous avez un bouton ;

Faites-vous panser de suite si vous avez la moindre écorchure.

Elle laisserait entrer la poussière, et une poussière presque invisible contient peut-être le microbe qui peut vous tuer.

Défiez-vous des marchandises poussiéreuses et ne les portez jamais sur l'épaule.

Nettoyez-vous soigneusement.

Nettoyez-vous avant de manger ou de boire : vous pouvez prendre le charbon par les voies digestives. Nettoyez-vous avant de quitter l'atelier : vous pouvez rapporter le charbon chez vous.

NOTA. — M. le D^r demeurant à est chargé du service médical de l'établissement en ce qui concerne la préservation et le traitement de l'infection charbonneuse.

ÉTAT DES TRAVAUX LÉGISLATIFS
en ce qui concerne les questions ouvrières et sociales
pendant le mois de février 1908.

Conseils de prud'hommes. — *Chambre des députés.* — Séance du 27 février 1908. — Dépôt, par M. Violette, d'un rapport fait au nom de la commission de la réforme judiciaire sur la proposition de loi de MM. Lenoir et Violette tendant à modifier l'article 40 de la loi du 27 mars 1907 concernant les conseils de prud'hommes.

Crédit maritime. — *Chambre des députés.* — Séance du 14 février 1908. — Projet de loi sur le crédit maritime déposé par les ministres de la Marine et des Finances. (Doc. parl. n° 1540.)

Enseignement professionnel. — *Chambre des députés.* — Séance du 10 février 1908. — Dépôt, par M. Henri Michel, d'une proposition de loi relative à l'enseignement professionnel. — Renvoi à la commission du commerce et de l'industrie. (Doc. parl. n° 1504.)

Habitations à bon marché. — *Sénat.* — Séance du 20 février 1908. — Dépôt, par M. Paul Strauss, d'un rapport sur la proposition de loi adoptée par la Chambre des députés relative à la petite propriété et aux habitations à bon marché. (Doc. parl. n° 26.)

Hygiène publique. — *Chambre des députés.* — Séance du 4 février 1908. — Dépôt, par M. Lachaud, d'un rapport sur le projet portant approbation de la convention internationale signée à Rome le 9 décembre 1907, pour la création à Paris d'un office international d'hygiène publique. (Doc. parl. n° 1487.) — Séance du 10 février : déclaration de l'urgence, adoption. — Transmission au Sénat le 18 février 1908. (Doc. parl. n° 24.)

Monopole des assurances. — *Chambre des députés.* — Séance du 27 février 1908. — Dépôt, par M. Vincent Carlier d'une proposition de loi tendant à constituer au profit de l'État le monopole des assurances.

Ouvriers appelés à faire partie du jury criminel. — *Chambre des députés.* — Séance du 6 février 1908. — Dépôt, par le ministre de la justice, d'un projet de loi ayant pour objet d'allouer une indemnité aux membres du jury criminel qui n'ont pas droit à l'indemnité de séjour établie par la loi du 19 mars 1907. (Doc. parl. n° 1490.)

Ouvriers de la guerre. — *Chambre des députés.* — Séance du 17 février 1908. — Dépôt, par M. Gervais, d'un rapport fait au nom de la commission du budget sur le projet de loi portant ouverture au ministre de la Guerre, sur l'exercice 1908, d'un crédit de 1,202,710 fr. destiné à l'amélioration de la situation du personnel d'exploitation des établissements militaires.

Secours de chômage. — *Chambre des députés.* — Séance du 14 février 1908. — Dé-

pôt, par M. Néron, d'une proposition de loi tendant à ouvrir au ministre du Travail et de la Prévoyance sociale un crédit extraordinaire de 400,000 francs destiné à venir en aide aux ouvriers passementiers de l'arrondissement d'Yssingaux (Haute-Loire), victimes du chômage.

————— Séance du 24 février. — Dépôt, par M. Fiével, d'une proposition de loi tendant à l'ouverture, au ministre de l'Intérieur, d'un crédit extraordinaire de 50,000 francs, pour venir en aide aux familles des ouvriers tisseurs à la main sans travail du Cambrésis et des communes limitrophes de l'arrondissement de Valenciennes. (Doc. parl. n° 1538.)

CHRONIQUE LÉGISLATIVE.

L'ASSISTANCE AUX VIEILLARDS, AUX INFIRMES ET AUX INCURABLES.

Le 5 mars 1908, M. Maujan, sous-secrétaire d'État de l'intérieur, répondant à une question de M. Paul Constans, député, a été amené à exposer devant la Chambre, les résultats de l'enquête entreprise par le Ministère de l'Intérieur au sujet de l'application de la loi de 1905 sur l'assistance aux vieillards.

M. le sous-secrétaire d'État, s'est exprimé ainsi :

Le nombre des titulaires d'allocations mensuelles est beaucoup plus élevé qu'on ne l'avait prévu. On avait prévu la distribution de 250,000 secours à domicile. Or, dès le mois de décembre, ce chiffre est monté à 350,000, c'est-à-dire qu'il a subi une majoration de 100,000. On comprend, dans ces conditions, que le travail d'administration, de comptabilité et de contrôle pour la mise en action de la loi, a été très surchargé, ce qui explique les retards que vous avez signalés au Gouvernement.

Puis il ajoutait :

Dans 67 départements le service a fonctionné avec une absolue régularité Je reconnais que dans les autres départements des retards ont été constatés, dus surtout aux municipalités qui n'ont pas fait diligence pour vérifier, viser et retourner en temps voulu à la préfecture les listes des pensionnés sur le vu desquelles les ordres de paiement peuvent être remis par le préfet Je puis vous assurer que désormais tout se passera régulièrement à la suite de l'enquête très sérieuse à laquelle j'ai fait procéder.

RENSEIGNEMENTS DIVERS.

Analyse, par département, des renseignements fournis : 1° par les chambres de commerce, les conseils de prud'hommes, les associations patronales, etc.; 2° par les correspondants ⁽¹⁾.

Allier. — A Moulins, d'après le Conseil de prud'hommes, aucun chômage n'a été constaté dans les principales industries du 4^e trimestre.

D'après des syndicats patronaux : à Moulins, dans le *bâtiment*, il n'y a eu variation que pour la durée du travail, qui est tombée à 49 heures par semaine, en raison de la température. A Montluçon, dans la *chaudronnerie-plomberie-fumisterie*, le travail a été moins abondant qu'en 1906 à pareille époque; on fait 60 heures et la main-d'œuvre est insuffisante.

Ardennes. — A Sedan, d'après un syndicat patronal, le *bâtiment*, qui compte 68 établissements syndiqués et 400 ouvriers, a eu un travail plus abondant qu'en 1906 à pareille époque; comparativement au trimestre précédent il y a eu diminution de travail, sa durée hebdomadaire étant descendue à 42 heures; les maçons et les peintres gagnent 0 fr. 45 l'heure; les menuisiers, serruriers et plâtriers 0 fr. 40; la main-d'œuvre fait défaut de mai à octobre; il n'y a pas de chômage.

Calvados. — D'après le Conseil de prud'hommes de Lisieux, le chômage était évalué à 10 p. 100 dans l'industrie *lanière*; à 25 p. 100 dans l'industrie *linière*; à 15 p. 100 dans les *cuirs et chaussures*, et à 10 p. 100 dans le *bâtiment*; on faisait de 9 à 10 heures par jour.

D'après le Conseil de prud'hommes de Vire, il n'y a pas eu de chômage dans les principales industries. D'après celui de Condé-sur-Noireau, le tissage compte toujours une journée de chômage par semaine. A Falaise, la situation est stationnaire.

A Trouville-sur-Mer, d'après un syndicat patronal, le *bâtiment*, qui compte 17 maisons syndiquées occupant 369 ouvriers, le travail a été un tiers moins actif qu'en 1906 à pareille époque; au cours du trimestre, les maçons et les menuisiers ont compté 30 p. 100 de chômeurs; les peintres, 50 p. 100.

Cher. — CHAMBRE DE COMMERCE DE BOURGES (second semestre 1907). — La situation industrielle, après avoir laissé à désirer, s'est heureusement améliorée; elle a été très satisfaisante dans les *essieux*, la *bijouterie*, les *équipements militaires*, la *reliure* et le *cartonnage*; satisfaisante dans les *poteries de grès*, les *tuileries mécaniques*, les *tanneries*, les *carrières de pierres*, la *métallurgie*, les *ustensiles de ménage*, les *bois de charpente*, la *batellerie*, les *toiles cirées*, les *jours à chaux*, le *méthylène*, les *produits pyroligneux* et la *confection de lingerie*. L'industrie des *machines agricoles* s'est améliorée, mais sans atteindre encore la prospérité signalée en 1906. Même observation pour les *verreries*. La situation des *laines* est satisfaisante. La *meunerie* continuerait à souffrir de l'application de la taxe en boulangerie. La *carrosserie* voit ses demandes se restreindre dans une assez grande proportion. Les *ciments de laitier* bénéficient de nouveaux débouchés, mais la *céramique* reste dans une situation difficile à cause des prix élevés des matières premières.

D'après des syndicats patronaux : à Bourges, dans l'*horticulture*, l'abondance du travail reste stationnaire; on faisait 48 heures par semaine, fin décembre, pour un salaire quotidien de 3 fr. 50 pour les hommes et de 2 fr. 50 pour les femmes. Dans l'*imprimerie*, également même abondance de travail; on fait en moyenne 56 heures par semaine; cette industrie s'est augmentée d'un établissement en décembre dernier. Dans la *maréchalerie*, le

⁽¹⁾ Sauf indications contraires, les renseignements se rapportent au 4^e trimestre 1907 et émanent des syndicats patronaux.

travail a été moins abondant qu'au trimestre correspondant de 1906; on fait 66 heures par semaine pour un salaire variant de 3 francs à 4 fr. 50 par jour; il y a abondance de main-d'œuvre et quelques chômeurs.

A Marseilles-les-Aubigny, dans l'industrie de la *chaux*, qui compte 14 établissements syndiqués et 900 ouvriers, le travail a été un plus abondant comparative-ment au trimestre correspondant de 1906; on faisait 51 heures par semaine fin décembre; la main-d'œuvre serait plutôt rare.

Ille-et-Vilaine. — D'après le Conseil de prud'hommes de Rennes, le travail serait en général assez actif sauf pour les industries suivantes : dans le *bâtiment*, l'on ne fait que 48 heures par semaine et l'on compte 25 p. 100 de chômeurs; dans la *tannerie*, la durée hebdomadaire du travail est de 36 heures et le nombre des chômeurs est supérieur au nombre des ouvriers occupés, par suite de la crise américaine; dans la *confection militaire*, un tiers des ouvriers sur 250 ont été congédiés, faute de commandes. D'autre part, dans un établissement de filature, l'introduction des machines a eu pour conséquence le renvoi de la moitié des ouvriers.

Jura. — D'après le Conseil de prud'hommes de Morez, l'état d'activité du travail est satisfaisant, la *lunetterie* et l'*horlogerie*, qui sont les deux principales industries du pays, ne comptant pas de chômage appréciable.

Haute-Loire. — PRÉFECTURE DE LA HAUTE-LOIRE (second semestre 1907). — Au Puy, il n'y a pas eu de chômage dans les manufactures de *casquettes* et de *bonneterie*. Dans les *dentelles* et *passementeries*, la production se ressent de la crise américaine et la main-d'œuvre est surabondante. A Brive, dans les *minoteries*, l'activité a été très grande; leur outillage subit une transformation, ainsi que celui de l'usine électrique; les salaires auraient tendance à croître à cause d'une ligne de chemin de fer en construction, et la main-d'œuvre serait plutôt insuffisante. A Yssingeaux, dans la *rubannerie* et *passementerie*, la production a été faible et il y a eu afflux de main-d'œuvre; dans la *serrurerie* et les *fautx* et *faucilles*, la production a été assez active, la main-d'œuvre répond aux besoins et les salaires se maintiennent.

A Arvant, dans les mines de *houille*, les nombreuses demandes de l'industrie ont donné une production très active; les salaires sont stationnaires et il y a plutôt manque de main-d'œuvre. Dans l'*extraction* et le *traitement de l'antimoine*, la production a été aussi très active; les salaires varient suivant les catégories et il y a afflux de main-d'œuvre. Dans la *verrerie de verre noir* appartenant à la Compagnie de Vichy, la production a été active; les salaires ont haussé de 5 p. 100 environ, sauf pour les souffleurs, et la main-d'œuvre serait légèrement insuffisante. Dans la *passementerie*, le travail, qui dépend de la mode, a été très calme, le chômage partiel permanent, et les salaires s'en sont trouvés très diminués : la majorité des ouvrières ne gagne guère que 0 fr. 50 par jour. A Vals, dans la *tannerie*, le *moulinage de soie* et la *ciergerie*, la production est restée moyenne, les salaires n'ont pas varié et la main-d'œuvre répond aux besoins. A Monastir, dans le *moulinage de soie*, la production a été faible par suite du petit nombre d'ouvrières, la main-d'œuvre faisant défaut. A Espaly, dans la *meunerie*, main-d'œuvre suffisante, mais production peu active. Dans les *confections*, main-d'œuvre excessive et production active. Dans la *malterie*, production faible, et main-d'œuvre abondante. Dans la *papeterie*, même activité, mais afflux de main-d'œuvre. Dans l'industrie de la *chaux*, production faible; un établissement a installé un atelier de fusage avec broyeur pour fabriquer de la chaux hydraulique.

A Saint-Didier-la-Séauve, d'après le Conseil de prud'hommes, le chômage dans la *passementerie* est d'un cinquième environ; les salaires ont sensiblement diminué; l'ouvrier travaillant à façon à domicile ne gagne plus que 4 francs en moyenne, et l'ouvrier compagnon 2 francs.

Marne. — CHAMBRE DE COMMERCE DE REIMS (second semestre 1907). — Après un chômage partiel de 2 mois, les *peignages* ont repris leur alimentation normale, à partir du commencement de décembre. La *filature de laine peignée* a profité d'une situation favorable pendant presque tout le second semestre. Les filatures pour compte et à forfait ont profité des cours élevés de la façon de filature et ont pu gagner la fin de l'année sans stocks sérieux.

La *filature en cardé* a eu également une bonne alimentation jusqu'en novembre, époque où elle a subi un ralentissement considérable. La *filature de Schappe* a eu une forte alimentation jusqu'en octobre, mais à partir de cette date elle a reperdu son avance. Dans les tissus *écus, mérinos, cachemires d'Ecosse et lainages*, de meilleures tendances se manifestaient à la fin du semestre, laissant espérer qu'en janvier les ordres encore en suspens viendraient rendre de l'animation au marché et assurer l'alimentation des usines. Dans les *nouveautés diverses*, les *flanelles en tous genres* et les *feutres*, la marche des affaires a été satisfaisante.

Dans la *verrerie*, après les grèves de la première partie du semestre dont l'une a duré un mois, le travail a repris son cours, mais la situation générale reste médiocre.

La *papeterie* est restée fort occupée, sauf celle de luxe qui s'est trouvée brusquement atteinte par le resserrement monétaire de décembre : un établissement a cessé de produire.

Dans la *sucrerie*, la fabrication a été de peu de durée et s'est terminée dans les premiers jours de décembre; par suite du mauvais temps, le transport des betteraves a été lent et difficile, et les usines ont dû ralentir leur marche, faute d'arrivages suffisants.

Les *minoteries* ont été assez bien alimentées et leur situation reste bonne : la baisse dans la consommation de la bière déjà constatée en juin s'est encore accentuée, et les *brasseries* ont dû restreindre leur production.

Dans les *industries mécaniques*, l'activité signalée pendant le premier semestre s'est continuée, sauf vers la fin de l'année, où un ralentissement s'est fait sentir. Pour l'*automobile* le semestre a été mauvais : les constructeurs ont dû restreindre leur production et licencier une partie de leur personnel.

Dans l'*équipement militaire*, l'activité du premier semestre s'est bien maintenue.

Le *bâtiment*, de son côté, a été très prospère, grâce à beaucoup de constructions, dont plusieurs très importantes et aux travaux d'entretien, qui ont occupé nombre d'ouvriers; les ateliers et les chantiers étaient au complet, et l'on prévoyait encore de nouvelles constructions.

Dans l'arrondissement d'Épernay, la *viticulture*, à cause du mauvais temps, n'a pu donner son maximum : le beau temps n'étant venu qu'en septembre, il y eut pénurie de main-d'œuvre; il en résulta un déchet considérable heureusement atténué par la qualité satisfaisante du vin.

D'après des syndicats patronaux : à Reims, la *filature cardée* n'a pas subi de changement depuis le dernier trimestre. Même remarque pour l'*horlogerie et bijouterie en détail*. A Vitry-le-François, dans le *bâtiment*, qui compte 300 entrepreneurs syndiqués occupant 500 ouvriers, l'abondance du travail a peu varié comparativement au trimestre correspondant de 1906; on faisait 8 heures par jour fin décembre, pour un salaire variant de 0 fr. 40 à 0 fr. 50 l'heure.

Morbihan. — A Vannes, dans le *bâtiment*, le travail aurait été moins abondant comparativement au trimestre correspondant de 1906; on faisait 56 heures par semaine fin décembre.

A Lorient, d'après le conseil de prud'hommes, le *bâtiment* ne comptait plus que quelques chantiers encore occupés. Les usines de *conserves de poissons* ont fermé, faute de pêche; elles n'avaient été ouvertes que pendant quelques semaines en été. Les usines de *conserves de légumes* sont en activité.

Orne. — A Alençon, dans le *bâtiment*, qui compte 111 établissements syndiqués et 1,500 ouvriers, le travail a été moins abondant qu'en 1906 à pareille époque; la durée du travail a augmenté d'une heure pour les maçons, couvreurs, charpentiers et plâtriers. A Laigle, dans l'*horlogerie-bijouterie*, les affaires restent difficiles.

A Flers, d'après le Conseil de prud'hommes, on constate une reprise générale dans l'industrie textile.

Vienne. — D'après le Conseil de prud'hommes de Châtelleraut, la situation des principales industries est normale pour la saison.

Pyrénées-Orientales. — CHAMBRE DE COMMERCE DE PERPIGNAN (année 1907). — Les industries spéciales au département des Pyrénées-Orientales sont de plus en plus prospères, notamment la fabrication du *Byrrh*, et la fabrication du *papier à cigarette*, qui occupent toutes deux un nombreux personnel. Dans la fabrication de la *toile à espadrilles* et des

espadrilles la production ne peut arriver à satisfaire aux demandes. Dans les *manches à fouet*, on espère constater avant peu un relèvement considérable. Le nombre des fabricants de *bouchons* a augmenté; les demandes sont actives.

Mais c'est surtout dans l'industrie minière que l'on constate le plus de progrès : la production du minerai de fer suit une marche croissante, et pour l'année 1907 elle est supérieure à 1906 de près de 100,000 tonnes (335,500 contre 238,000). Deux cent mille tonnes, environ, vont aux usines métallurgiques françaises, et le reste à l'étranger, principalement en Angleterre. Dans le voisinage des gisements de minerai de fer on constate la présence de zinc, d'arsenic, etc., que l'on commence à exploiter — et d'autre part des carrières de marbres qui sont travaillées par un outillage spécial. L'extraction du *talc* devient de plus en plus active, son emploi pénétrant dans tous les pays où l'on s'adonne à l'exploitation viticole.

Haute-Saône. — CHAMBRE DE COMMERCE D'ANNECY (2^e semestre 1907). — Dans la *filature et tissage de coton*, l'activité du travail s'est maintenue en raison d'engagements à long terme. Dans la *chapellerie* (*feutre et paille*) le travail a été moins actif, sans chômage. La *papeterie* n'a pas conservé le mouvement progressif constaté au précédent semestre, il lui était devenu difficile d'assurer du travail à tous les ouvriers; toutefois, il n'y avait pas encore de chômage; et les salaires ont augmenté de 5 p. 100.

La *métallurgie* a vu aussi son activité diminuer; le chômage atteint plus de 100 ouvriers, qui ont dû être licenciés, faute de besogne. Même remarque pour la fabrication des *bois de galoches*, mais sans chômage, la main-d'œuvre n'étant pas en excès. Dans la *minoterie* et la *bonneterie*, le travail est resté à peu près stationnaire. Dans la *tannerie* et *corroierie*, il a fléchi comparativement au précédent semestre.

Dans l'*horlogerie*, la crise monétaire américaine aurait arrêté totalement l'importation aux États-Unis, d'où un travail moins abondant, qui faisait prévoir une diminution d'heures à bref délai.

Les *chlorures et perchlorates alcalins* de l'usine de Chelde ont eu une production normale. Le *carbure de calcium* et *produits électro-métallurgiques* de l'usine du Pont-du-Giffre se ressentent de la crise métallurgique. Situation également moins favorable dans la *charpenterie*, *menuiserie* et *parqueterie* d'Annemasse, où la main-d'œuvre est abondante.

Seine-Inférieure. — A Rouen, dans le *tissage*, qui compte 40 usines syndiquées et 16,000 ouvriers des 2 sexes, l'abondance du travail s'est maintenue grâce à la persistance de l'activité dans les affaires; on fait 60 heures par semaine. La *filature de coton*, qui compte 53 établissements et 10,800 ouvriers, hommes et femmes, a suivi la bonne marche du tissage. Les fabriques d'*indienne*, au nombre de neuf, occupant 3,500 ouvriers, ont eu un travail moins abondant, à cause de la cherté des matières premières, en particulier du coton. Il y a abondance de main-d'œuvre, surtout en hiver. La *teinture de cotons filés*, qui compte 10 établissements et 700 ouvriers, a eu un travail à peu près égal à celui du trimestre correspondant de 1906, c'est-à-dire peu abondant; on fait de 45 à 55 heures par semaine, le chômage atteignant un jour environ. La main-d'œuvre est rare; les salaires bénéficieraient de hausses peu appréciables mais constantes; ils atteignent actuellement de 45 à 55 francs par quinzaine.

Dans la *chapellerie*, on fait 10 heures. Dans la *cordonnerie*, dont le 4^e trimestre marque la morte-saison, le travail est à peu près aussi abondant qu'en 1906 à pareille époque; les salaires seraient plutôt en hausse. Dans la *coutellerie*, il y aurait plutôt augmentation de travail comparativement au 4^e trimestre 1906, mais diminution de la durée du travail par rapport au 3^e trimestre 1907 (60 heures par semaine au lieu de 66). Dans la *menuiserie*, la situation est stationnaire.

Au Havre, chez les horlogers, pas de changement. A Fécamp, chez les fabricants de *briques*, dont c'est la morte-saison, on ne faisait plus que 45 heures par semaine fin décembre; les 2/3 des ouvriers briquetiers sont d'ailleurs occupés au poisson chez les armateurs ou chez les brasseurs de cidre, en hiver : leur salaire est de 3 fr. 50 par jour.

A Darnetal, d'après le Conseil de prud'hommes, la situation est bonne dans le *tissage* et la *filature*; il y a peu de chômage et les salaires varient entre 2 et 3 fr. 50 par jour. La situation est moins bonne dans la *teinturerie*; elle est passable pour le *grattage des tissus de coton*, les *apprêts desdits tissus* et l'impression sur étoffes; il y a un peu de chômage. La

journée pleine est de 10 heures pour un salaire allant de 3 francs à 4 fr. 50. Dans les industries diverses, la construction des machines et les petits métiers la situation est médiocre; elle est mauvaise pour le bâtiment où le chômage atteint 50 p. 100. Les salaires sont toujours de 0 fr. 20 et 0 fr. 45 l'heure.

Somme. — D'après le Conseil de prud'hommes de Friville Escarbotin, l'activité du travail est faible : la *serrurerie* et la *cuirerie* ont peu de commandes, toutefois le chômage n'atteint que 1 p. 100. La durée du travail a diminué dans quelques usines, notamment dans les fonderies. Dans la région de Vimeu, l'organisation du travail permet de ne pas laisser supporter aux ouvriers les crises momentanées de l'industrie, les usines, en cas d'arrêt dans la fabrication de certains articles, occupant leur personnel à la confection de pièces pouvant être emmagasinées; de façon qu'à la reprise du travail elles disposent de suite des ouvriers nécessaires pour la reprise normale.

Tarn. — D'après le Conseil de prud'hommes de Castres, l'activité est la même qu'à l'époque correspondante de 1906 dans l'industrie *lainière*, avec chômage d'hiver normal (20 à 25 p. 100). De même dans le *bâtiment* (5 p. 100). On signale la création de 2 usines de tissage mécanique et la construction d'un atelier d'ornements en bois.

CHAMBRE DE COMMERCE DE MAZAMET (année 1907). — L'année 1907 a été particulièrement favorable à l'industrie de la *draperie*, *molletons* et *flanellenes*, qui a enregistré aux expéditions 1,226,344 kilogr. contre 1,160,586 en 1906, soit une augmentation de 65,758 kilogr. Dans le *délainage* des peaux de mouton la constance de la progression à l'importation affirme la puissance productive acquise par le marché de Mazamet — il est vrai au prix de grands sacrifices, étant donné la baisse en 1907 de toutes les matières premières. Les derniers mois de l'année ont été marqués par des pertes d'autant plus fortes que le brut avait coûté fort cher. Tout compte fait, c'est moins à la laine qu'il convient d'attribuer les mauvais résultats de la campagne qu'à la baisse persistante des cours des cuirs, qui sont progressivement tombé jusqu'à établir une différence de 60 à 65 p. 100 par rapport au plus haut niveau atteint. Dans la *mégisserie*, le total des cuirs mégissés remis aux expéditions s'est élevé à 438,212 kilogr. contre 374,964 en 1906, malgré la diminution de la production dans la plupart des usines pendant le second trimestre et même la suppression, si l'on tient compte de la fermeture en mai de la principale d'entre elles. Cette augmentation serait la conséquence de la création de quelques nouvelles mégisseries et de l'activité déployée dans l'ensemble des fabriques au cours du 1^{er} semestre. La *bonneterie*, de son côté, a enregistré aux sorties un total de 186,601 kilogr., contre 164,662 en 1906.

Vienne. — A Poitiers, dans la *maréchalerie*, qui compte 25 établissements syndiqués et 80 ouvriers, le travail aurait été moins abondant qu'en 1906 à pareille époque; on fait 60 heures en moyenne par semaine.

Analyse, par département, des renseignements fournis par les syndicats ouvriers.

(Renseignements fournis à la date du 15 février.)

1. — **Ain.** — A Bourg, pas de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*.
A Oyonnax, 47 p. 100 de chômeurs, 63 heures, chez les ouvriers en *peignes*; 12 p. 100 de chômeurs, 54 heures, dans le *bâtiment*.
A Saint-Genis-Pouilly, chômage complet chez les *diamantaires du pays de Gex*.
A Serrières-de-Briord, 50 à 60 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *tullistes*.
2. — **Aisne.** — A Laon, pas de chômeurs chez les *couturières*.
A Saint-Quentin, pas de chômeurs chez les *brasseurs*; 5 p. 100 de chômeurs, 54 à 60 heures, chez les *typographes*; pas de changement chez les ouvriers du *piquage de cartons*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *tisseurs*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les

ouvrières de l'aiguille; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *pareurs*; travail très peu satisfaisant chez les *menuisiers*; 33 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *maçons*; 8 p. 100 de chômeurs, 42 heures, chez les *peintres*; pas de changement chez les *couvreurs*; pas de chômeurs, 60 à 72 heures, chez les *employés, voyageurs et dessinateurs*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *employés du commerce et de l'industrie*; pas de chômeurs chez les *chauffeurs-conducteurs*.

A Château-Thierry, travail satisfaisant, 60 heures, chez les ouvriers en *instruments de musique*.

A Chauny, pas de changement chez les ouvriers des *produits chimiques*.

A Folembray, travail peu satisfaisant, 56 heures, chez les *verriers à bouteilles*.

A Guise, travail peu satisfaisant, 60 heures, chez les *mouleurs*.

A Hirson, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *mouleurs*.

A Origny-en-Thiérarche, pas de changement chez les *vanniers*.

A Soissons, pas de chômeurs, 63 heures, chez les *mécaniciens*.

A Vaux-sur-Laon, 45 p. 100 de chômeurs, 48 heures, dans le *bâtiment*.

A Villers-Cotterets, pas de chômeurs, 72 heures, chez les ouvriers du *bois*.

3. — Allier. — A Bourbon-l'Archambault, 13 p. 100 de chômeurs, 54 heures, dans le *bâtiment*.

A Commentry, pas de chômeurs chez les *mineurs*; travail peu satisfaisant, 66 heures, chez les *métallurgistes*; pas de chômeurs, 54 heures, chez les *maçons et manœuvres*.

A Gannat, 80 p. 100 de chômeurs, 42 heures, dans le *bâtiment*.

A Montluçon, 2 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les ouvriers en *cuirs*.

A Moulins, 6 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *peintres et plâtriers*.

A Neuilly-le-Réal, chômage complet dans le *bâtiment*.

A Saint-Aubin-le-Monial, pas de chômeurs, 54 heures, chez les *scieurs de long*.

A Saint-Yorre, 52 p. 100 de chômeurs, 42 heures, chez les *sourciers*.

A Vichy, pas de changement chez les *tailleurs de pierre*.

Chez les *travailleurs agricoles*: pas de chômeurs à Bressolles, Buxières-des-Mines, Saligny, Tronget.

Chez les *bûcherons*: 3 p. 100 de chômeurs à Bourbon-l'Archambault; 75 p. 100 à Coulevours; 55 p. 100 à Franchesse; 29 p. 100 à Isles et Bardais; pas de chômeurs, à Ygrande chez les *fendeurs*; 30 p. 100 chez les *bûcherons*; 57 p. 100 de chômeurs à Larcy-Lévy; 70 p. 100 à Pouzy-Mézangy; pas de chômeurs à Saint-Plaisir; 33 p. 100 à Vaumas; 25 p. 100 à Neuilly-le-Réal; pas de chômeurs à Saint-Voir.

Chez les *mineurs*: pas de chômeurs à Deneuille-les-Mines; pas de chômeurs, à Montvicq, travail peu satisfaisant, 54 heures, à Saint-Hilaire.

6. — Alpes-Maritimes. — A Nice, 3 p. 100 de chômeurs, 70 heures, chez les *garçons marchands de vins*; 75 p. 100 de chômeurs chez les *restaurateurs-limonadiers*; pas de changement chez les *typographes*; pas de changement chez les *employés de commerce*; travail satisfaisant, 48 heures, chez les *ouvriers du port*; pas de chômeurs chez les *infirmiers*.

A Cannes, 25 p. 100 de chômeurs, 90 heures, chez les *boulangers*; pas de changement chez les *vermicelliers*, pas de chômeurs, 72 heures, chez les *employés de la Compagnie pour l'éclairage au gaz et à l'électricité*; pas de changement chez les *menuisiers-ébénistes*; 16 p. 100 de chômeurs, 57 heures, chez les *maçons*, 51 p. 100 de chômeurs chez les *ouvriers du port*.

A Contes-les-Pins, pas de chômeurs, 54 heures, chez les ouvriers en *chaux*.

A Menton, chômage presque complet, 60 heures, chez les *peintres*.

A Vallauris, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *potiers*; pas de chômeurs, 50 heures, chez les *engobeurs de poterie*.

7. — Ardèche. — A Privas, 17 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*.

A Annonay, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *papetiers*; 50 p. 100 de chômeurs, 30 à 40 heures, chez les *mégissiers de rivière*; 50 p. 100 de chômeurs chez les *mégissiers-palissonneurs*; 32 p. 100 de chômeurs, 42 heures, chez les *manœuvres de mégisserie*; 11 p. 100 de chômeurs, 48 heures, chez les *menuisiers, charpentiers et ébénistes*; pas de chômeurs chez les *maçons*; 22 p. 100 de chômeurs, 48 heures, chez les *peintres et plâtriers*.

A Vals, pas de chômeurs, 48 heures, chez les *terrassiers* et *manœuvres* des eaux minérales.

8. — **Ardennes.** — A Fumay, pas de chômeurs, 44 heures, chez les *mineurs*; pas de chômeurs chez les *ardoisiers*.

A Charleville, pas de changement chez les *camionneurs*.

A Haybes-sur-Meuse, pas de chômeurs, 34 à 50 heures, chez les *ardoisiers*.

A Mézières, 3 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*.

A Rimogne, pas de changement chez les *ardoisiers*.

A Saint-Maime, pas de chômeurs, 57 heures, chez les *mineurs*.

Chez les *tisseurs*: 24 p. 100 de chômeurs, 60 heures, à Daigny; pas de chômeurs, 60 heures, à Hly; pas de chômeurs, 54 à 60 heures, à Saint-Menges; 12 p. 100 de chômeurs, 60 heures, à Sedan; 20 p. 100 de chômeurs à Floing.

A Sedan, pas de changement chez les *employés*.

Chez les *métallurgistes*: pas de chômeurs, 60 heures, à Braux; 13 p. 100 de chômeurs à Monthermé-Laval-Dieu; 8 p. 100, 50 heures, aux Mazures; travail satisfaisant, 60 heures, à Raucourt.

Chez les *mouleurs*: 9 p. 100 de chômeurs, 60 heures, à Monthermé-Laval-Dieu; pas de chômeurs, 60 heures, à Rocroy; 8 p. 100, 60 heures, à Renwez.

9. — **Ariège.** — A Pamiers, pas de changement chez les *métallurgistes*.

A La Bastide-sur-l'Hers, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *ouvriers en peignes*.

A Lavelanet, 25 p. 100 de chômeurs chez les *tisseurs*.

A Arignac, pas de changement chez les *plâtriers*.

10. — **Aube.** — A Troyes, 10 p. 100 de chômeurs, 78 heures, chez les *boulangers*; 4 p. 100 de chômeurs, 44 à 60 heures, chez les *métallurgistes*; pas de changement chez les ouvriers de la *filature*; travail moins abondant, 45 heures, chez les ouvriers en *bonneterie*; 9 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *débardeurs*; pas de changement chez les *charretiers*.

11. — **Aude.** — A Carcassonne, 17 p. 100 de chômeurs chez les *cuisiniers*; pas de chômeurs, 72 heures, chez les *tailleurs*; pas de chômeurs, 60 heures, dans l'*habillement*; pas de chômeurs, 57 heures, chez les *typo-lithographes*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *menuisiers*; 6 p. 100 de chômeurs, 48 heures, chez les *charpentiers*; pas de chômeurs, 60 heures, dans le *bâtiment*; 3 p. 100 de chômeurs chez les *comptables et employés de commerce*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *employés*; pas de chômeurs chez les *gens de maison*.

A Narbonne, 32 p. 100 de chômeurs, 78 heures, chez les *boulangers*; pas de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*; pas de changement chez les *tonneliers*; pas de chômeurs, 60 heures, dans le *bâtiment*; 32 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *maçons*.

A Sainte-Colombe-sur-Guette, pas de chômeurs chez les *forestiers*.

A Sallèles-d'Aude, pas de changement dans le *bâtiment*.

En ce qui concerne les *ouvriers agricoles, cultivateurs*, etc.: 20 p. 100 de chômeurs à Argelliers; travail plus abondant à Azille; pas de chômeurs à Bages; 10 p. 100 à Capendu; 10 p. 100 à Castelnau-d'Aude; 21 p. 100 à Cuxac-d'Aude; pas de chômeurs à Durban; pas de chômeurs à Gruissan; pas de chômeurs à Homps; 32 p. 100 à Narbonne; 37 p. 100 à Marcorignan; travail satisfaisant à Pézens; 16 p. 100 de chômeurs à la Redorte; pas de chômeurs à Trèbes; pas de chômeurs à Villeghy; 40 p. 100 à Fraissés-des-Corbières; 25 p. 100 à Montlaur; pas de chômeurs à Roubia; 6 p. 100 à Peyriac-de-Mer; 76 p. 100 à Port-la-Nouvelle; pas de chômeurs à Saint-Marcel; 25 p. 100 à Villedaigne; 45 p. 100 à Villemoustoussou.

12. — **Aveyron.** — A Millau, 49 p. 100 de chômeurs, 30 heures, chez les *palissonneurs-mégissiers*; 25 p. 100 de chômeurs, 35 heures, chez les *palissonneurs en couleur*; 44 p. 100 de chômeurs, 40 heures, chez les *teinturiers en peaux*; 70 p. 100 de chômeurs, 57 heures, chez les *mégissiers et chamoiseurs*; 60 à 65 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *gantiers*, travail très médiocre.

A Decazeville, pas de chômeurs, 45 à 50 heures, dans le bâtiment.

A Rodez, pas de changement chez les menuisiers-ébénistes.

13. — Bouches-du-Rhône. — A Marseille, 18 p. 100 de chômeurs, 84 heures, chez les *cuisiniers de terre et de mer*; 18 p. 100 de chômeurs chez les *cuisiniers navigateurs du port*; 13 p. 100 de chômeurs, 72 heures, chez les *confiseurs-pâtisseries*; 11 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *bouchers, tripiers et boyaudiers*; 25 p. 100 de chômeurs chez les *garçons bouchers et charcutiers*; pas de changement chez les employés *limonadiers-restaurateurs*; travail assez satisfaisant chez les employés d'hôtel, 12 p. 100 de chômeurs chez les *maîtres d'hôtel et garçons navigateurs*, 7 p. 100 de chômeurs, 72 heures, chez les employés *liquoristes*; 1 à 2 p. 100 de chômeurs chez les ouvriers de raffineries.

10,3 p. 100 de chômeurs, 40 à 50 heures, chez les *savonniers*; 28 p. 100 de chômeurs chez les ouvriers des *huileries*.

29 p. 100 de chômeurs chez les *imprimeurs-clicheurs*; travail satisfaisant chez les *ouvriers de cartonnage*.

Travail satisfaisant, 60 heures, chez les *selliers-bourrelliers*; 4 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *ouvriers en crins*; 37 p. 100 de chômeurs, 40 heures, chez les ouvriers de la *chaussure*.

16 p. 100 de chômeurs, 48 heures, chez les *charpentiers*; pas de changement chez les *calfatés et perceurs*; pas de changement chez les ouvriers des *enclos de bois*; 12 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *démolisseurs de travées*; 14 p. 100 de chômeurs, 50 heures, chez les *carrossiers*.

2 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *mouleurs*; pas de changement chez les *modèles-mécaniciens*; 17 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *serruriers*.

Pas de changement chez les *manœuvres et aides-maçons*; 38 p. 100 de chômeurs chez les *carreleurs*; 43 p. 100 chez les *cimentiers-gâcheurs*; pas de chômeurs, 65 heures, chez les *marbriers*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *tuiliers céramistes*.

Travail peu satisfaisant chez les *déménageurs*; pas de changement chez les *charretiers-camionneurs*; 5 p. 100 de chômeurs chez les *comptables professionnels*; travail satisfaisant chez les *sténographes de commerce*; 11 p. 100 de chômeurs chez les *machinistes des théâtres*; 6 p. 100 de chômeurs chez les *chauffeurs-conducteurs mécaniciens-automobilistes*; 12 p. 100 de chômeurs chez les *coiffeurs*; 13 p. 100 de chômeurs chez les *musiciens*; pas de changement dans l'enseignement privé.

A Aix, pas de changement chez les *boulangers*, 14 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *cuisiniers, pâtisseries, confiseurs*; pas de changement chez les *chapeliers-fouleurs*.

A Arles, 33 p. 100 de chômeurs chez les *pêcheurs*; 8 p. 100 de chômeurs chez les *boulangers*; travail satisfaisant, 40 heures, dans l'habillement; 55 p. 100 de chômeurs, 49 heures, chez les *maçons et tailleurs de pierres*.

A Aubagne, 30 p. 100 de chômeurs, 24 heures, chez les *tonneliers*, pas de chômeurs chez les ouvriers de la *céramique*.

A Berre, travail un peu plus abondant chez les *pêcheurs*.

A Cassis, 50 p. 100 de chômeurs chez les *ouvriers du port*.

A la Ciotat, pas de chômeurs et 54 heures chez les *carriers*; 13 p. 100 de chômeurs chez les *boulangers*.

A Fontvieille, 21 p. 100 de chômeurs, 42 heures, chez les *carriers*.

Aux Manigues, chômage complet chez les *pêcheurs*.

A Port-Saint-Louis-du-Rhône, 36 p. 100 de chômeurs, 30 heures, chez les *ouvriers du port*.

Chez les *mineurs*: pas de chômeurs chez ceux de Valdonne (commune de Bourine); 6 p. 100 à Fuveau; pas de chômeurs, 54 heures, à Saint-Savournin; travail satisfaisant, 48 heures, à Gardanne.

14. — Calvados. — A Caen, travail satisfaisant, 54 heures, chez les *typographes*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *mécaniciens*.

A Condé-sur-Noireau, pas de changement dans l'industrie *cotonnière*.

A Lisieux, pas de chômeurs, 90 heures, chez les *boulangers*; pas de chômeurs, 48 à 60 heures, chez les *liniers et lainiers*; pas de chômeurs, 54 heures, chez les *couvreurs-plombiers*.

A Vire, pas de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*; pas de chômeurs chez les *granitiers*.

15. — **Cantal.** — A Aurillac, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *ouvriers en parapluis*; 37 p. 100 de chômeurs dans le *bâtiment*.

À Massiac, pas de chômeurs chez les *mineurs*; de même à Ydes.

16. — **Charente.** — A Angoulême, pas de changement chez les *tailleurs d'habits*.

A Cognac, pas de chômeurs, 100 à 110 heures, chez les *boulangers*; travail satisfaisant, 54 heures, chez les *typographes*; 52 p. 100 de chômeurs, 42 heures, chez les *tonneliers*; 3 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *fabricants de caisses*; 3 p. 100 de chômeurs, 48 heures, chez les *tailleurs de pierres et maçons*; pas de chômeurs, 54 heures, chez les *couvreurs*; 2 p. 100 de chômeurs, chez les *employés de commerce*; 37 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *ouvriers des quais*.

À Boutiers, pas de changement chez les *tailleurs-céramistes*.

17. — **Charente-Inférieure.** — A Rochefort, 12 p. 100 de chômeurs, 85 à 100 heures, chez les *boulangers*; pas de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*; pas de chômeurs chez les *musiciens*.

À la Boirée, pas de changement chez les *ouvriers des produits chimiques*.

À Pons, pas de changement chez les *tailleurs de pierres*.

À la Rochelle, pas de changement chez les *typographes*.

À Saint-Séverin, pas de chômeurs chez les *bûcherons*.

18. — **Cher.** — A Bourges, 10 p. 100 de chômeurs, 95 heures, chez les *boulangers*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *ouvriers en toile cirée*; pas de chômeurs, 60 heures, dans l'*habillement*; 27 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *métallurgistes*; 48 p. 100 de chômeurs, 48 heures, chez les *charpentiers*; 24 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *ouvriers en voiture*; 12 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *tailleurs de pierres*; 20 p. 100 de chômeurs, 48 heures, chez les *plâtriers*; pas de chômeurs chez les *employés*.

À Bruère-Allichamp, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *porcelainiers*.

À Chailvoy-Milon, pas de chômeurs, 50 heures, chez les *carriers*.

À Dun-sur-Auron, pas de chômeurs, 54 heures, chez les *maçons, aides-maçons et tailleurs de pierres*.

À Foüy, pas de chômeurs chez les *porcelainiers*.

À Gracay, pas de chômeurs dans le *bâtiment*.

À la Guêrche-sur-l'Aubois, travail peu satisfaisant dans le *bâtiment*.

À Nérondes, pas de chômeurs chez les *ouvriers agricoles*.

À Saint-Amand, travail satisfaisant, 60 heures, chez les *bijoutiers*; nombreux chômeurs, 48 heures, chez les *maçons*.

À Saint-Loup-de-Chaumes, 21 p. 100 de chômeurs chez les *ouvriers agricoles*.

À Sancoins, 83 p. 100 de chômeurs, 48 heures, dans le *bâtiment*.

À Torteron, travail satisfaisant, 54 heures, chez les *journaliers*.

À Vallenay, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *carriers*.

À Vierzon, travail satisfaisant chez les *ouvriers en métaux*.

Chez les *chaufourniers*: travail satisfaisant, 54 heures, à Jouet-sur-l'Aubois; pas de chômeurs, 54 heures, à la Guêrche-sur-l'Aubois; pas de chômeurs, 54 heures, à Torteron; 8 p. 100 de chômeurs, 60 heures, à Saint-Léger-le-Petit.

En ce qui concerne les *bûcherons*, 30 p. 100 de chômeurs à Apremont; pas de chômeurs, à Bigny-Vallenay; pas de chômeurs à Brécly, à Cervon, à Chambon, à la Chapelle, à la Chapelle-Hugon; pas de chômeurs à Charenton-du-Cher, à Cours-les-Barres; pas de chômeurs à Farges-en-Septaine, à Feux; pas de chômeurs à Groises; 60 p. 100 à la Guêrche-sur-l'Aubois; 4 p. 100 à Jouet-sur-l'Aubois; travail satisfaisant à Levet; 15 p. 100 à Loye; pas de chômeurs à Mareuil-sur-Arnon; pas de chômeurs à Mornay-Berry; pas de chômeurs à Saint-Bénin-d'Azy; pas de chômeurs à Meillan; pas de chômeurs à Thau-miers; pas de chômeurs à Villabon; 40 p. 100 de chômeurs à Uzay-le-Venon; pas de chômeurs à Morlac; pas de chômeurs à Saint-Pierre-des-Étieux; pas de chômeurs à Sancerques; pas de chômeurs à Ivoy-le-Pré; 43 p. 100 de chômeurs à Vereaux.

19. — **Corrèze.** — A Tulle, pas de chômeurs, 54 et 60 heures chez les *typographes*; pas de chômeurs, 48 heures, chez les *cordonniers sur mesure*; pas de changement chez les

menuisiers-ébénistes; 14 p. 100 de chômeurs, 42 heures, chez les tailleurs de pierres et maçons.

A Bort, travail plus abondant, 25 heures, chez les chapeliers-fouleurs; 25 p. 100 de chômeurs, 20 heures, chez les chapeliers-approprieurs.

A Uzès, travail satisfaisant, 78 heures, chez les ouvriers en chaussures; pas de chômeurs, 66 heures, dans le bâtiment.

20. — Corse. — A Ajaccio, 15 p. 100 de chômeurs chez les cordonniers; pas de chômeurs, 57 heures, chez les employés de commerce.

A Bastia, travail abondant chez les garçons de café et de restaurant.

21. — Côte-d'Or. — A Dijon, pas de chômeurs, 54 heures, chez les typographes; 6 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les mouleurs, pas de chômeurs, 48 à 50 heures, chez les lessiveuses et blanchisseuses, 21 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les tailleurs de pierres.

A Beaune, 40 p. 100 de chômeurs environ, 48 à 60 heures, dans le bâtiment.

A Comblanchien, pas de changement chez les carriers.

A Villiers-le-Duc, pas de chômeurs chez les tâcherons.

Chez les bucherons, pas de chômeurs à Corcelle-les-Cîteaux et à Saulieu.

22. — Côtes-du-Nord. — A Saint-Brieuc, pas de chômeurs, 54 heures, chez les typographes; travail satisfaisant, 54 heures, dans l'industrie du livre; 9 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les menuisiers et charpentiers, pas de chômeurs, 60 heures, dans le bâtiment; 4 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les peintres; pas de chômeurs, 54 heures, chez les plâtriers.

A Dinan, travail satisfaisant, 54 heures, chez les typographes; pas de chômeurs, 64 heures, chez les ouvriers en voitures.

23. — Creuse. — A Aubusson, pas de chômeurs, 60 heures, chez les ouvriers en tapisserie d'art.

A Lavaveix, pas de chômeurs, 54 heures, chez les mineurs.

24. — Dordogne. — A Périgueux, pas de changement chez les boulangers; 7 p. 100 de chômeurs chez les travailleuses de l'aiguille.

A Allas-de-Berguère, pas de chômeurs, 66 heures, chez les ouvriers en ciment.

A Bergerac, pas de changement chez les boulangers; pas de chômeurs, 66 heures, chez les employés de commerce.

Au Bugue, pas de chômeurs, chez les chapeliers-approprieurs.

A Saint-Capraise-de-la-Linde, pas de changement chez les terrassiers.

A Brardville, pas de chômeurs, 60 heures, chez les carriers.

25. — Doubs. — A Besançon, pas de chômeurs chez les typographes; pas de chômeurs, 60 heures, chez les ouvriers en couronnes et anneaux de montre; pas de changement, 60 heures, chez les ouvriers en cadrans; 89 p. 100 de chômeurs, 48 heures, chez les maçons; 57 p. 100 de chômeurs, 40 heures, chez les manœuvres.

A Bâleval, pas de chômeurs, 60 heures, chez les horlogers.

A Charquemont, pas de chômeurs, 60 heures, chez les horlogers.

A Colombier-Fontaine, pas de changement dans l'industrie textile.

A Lac ou Villers, pas de changement chez les horlogers.

A Montbéliard, pas de chômeurs, 54 heures, chez les typographes; travail satisfaisant dans le bâtiment.

A Morteau, pas de chômeurs, 60 heures, chez les horlogers.

26. — Drôme. — A Valence, 10 p. 100 de chômeurs chez les limonadiers; 3 p. 100 de chômeurs, 80 à 84 heures, dans l'alimentation; pas de chômeurs, 50 à 56 heures, chez les bijoutiers et similaires; 43 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les peintres et plâtriers; pas de chômeurs, 78 heures, chez les employés.

A Bourg-de-Péage, 66 p. 100 de chômeurs, 18 heures, chez les chapeliers-approprieurs.

A Romans, pas de changement chez les travailleurs de la *chaussure*.

A Saint-Jean-en-Royans, travail assez satisfaisant chez les *tourneurs*.

A Saint-Restitut, pas de chômeurs, 30 heures, chez les *carriers*.

27. — Eure. — A Évreux, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *tisseurs*.

A Vernon, 4 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *maçons*.

28. — Eure-et-Loir. — A Chartres, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *mécaniciens*, 15 p. 100 de chômeurs, 54 heures, dans le *bâtiment*.

A Châteaudun, travail satisfaisant chez les *typographes*.

A Dreux, pas de chômeurs, 66 heures, chez les *mouleurs*.

29. — Finistère. — A Audierne, chômage complet chez les *ferblantiers-boitiers*.

A Brest, pas de chômeurs chez les *musiciens*.

A Concarneau, travail satisfaisant chez les *pêcheurs*.

A Douarnenez, 31 p. 100 de chômeurs chez les *marins pêcheurs* de la baie de Douarnenez; travail assez satisfaisant chez les *marins pêcheurs* du quartier de Douarnenez; 62 p. 100 de chômeurs, 36 heures, chez les *soudeurs-boitiers*.

A Pont-l'Abbé, pas de changement chez les *manœuvres-terrasiers*.

A Saint-Guénolé, chômage complet chez les *ferblantiers-boitiers*.

A Quimper, pas de changement chez les *typographes*.

A Relecq-Kerhuon, pas de chômeurs chez les *marins pêcheurs*.

A Guilvinec, chômage complet chez les *pêcheurs*; 83 p. 100 de chômeurs, 30 heures, chez les *ferblantiers-boitiers*.

30. — Gard. — A Alais, 40 p. 100 de chômeurs, 72 heures, chez les *cordonniers*.

A Anduze, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *chapeliors*.

A Aramon, travail satisfaisant, 65 heures, chez les *vanniers*.

A Beaucaire, pas de chômeurs, chez les *agriculteurs*.

A Ganges, pas de changement chez les *bonnetiers*.

A la Grand'Combe, pas de chômeurs chez les *mineurs*; travail peu satisfaisant, 60 heures, à Montardier.

A Lasalle, travail peu satisfaisant, 60 heures, chez les *filateurs de soie*.

A Nîmes, pas de chômeurs, 54 heures, chez les *carrossiers*; 50 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *métallurgistes*; pas de chômeurs, 48 heures, chez les *coltineurs*; 5 p. 100 de chômeurs chez les *coiffeurs*.

A Quissac, pas de changement chez les *ouvriers agricoles*.

A Sauve, pas de chômeurs, 60 heures, dans la *bonneterie*.

31. — Garonne (Haute-). — A Toulouse, pas de chômeurs, 40 heures, dans l'industrie de la *chaussure*; 2 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *coupeurs-chemisiers*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les ouvriers en *meubles*.

32. — Gers. — A Auch, pas de changement chez les *terrasiers* et *hommes de peine*.

A Lectoure, pas de chômeurs, 45 à 50 heures, chez les *maçons* et *charpentiers*.

33. — Gironde. — A Bordeaux, 26 p. 100 de chômeurs, 91 heures, chez les *cuisiniers*; 2,3 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*; travail satisfaisant, 54 heures, chez les *imprimeurs, conducteurs-typographes*; pas de chômeurs, travail satisfaisant, chez les ouvriers de la *chaussure*; 59 p. 100 de chômeurs chez les *tailleurs d'habits*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *coupeurs-tailleurs*; pas de changement chez les *charpentiers de navires, calfats, perceurs*; 25 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *tapissiers-décorateurs*; 31 p. 100 de chômeurs, 48 heures, chez les *layetiers*; pas de chômeurs chez les *brossiers*; 10 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *mouleurs*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *ferblantiers*, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *forgerons de la marine*; 5 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *tailleurs de pierre* et *maçons*; 30 p. 100 de chômeurs, 48 heures, chez les *peintres*; pas de chômeurs, 54 heures, chez les *verriers en verre blanc*; travail peu satisfaisant chez les *déménageurs* et *emballeurs*; 4 p. 100 de chômeurs chez les *gens de maison*;

5 p. 100 de chômeurs chez les *inscrits maritimes*; 1 p. 100 chez les *gargons de magasin*; travail plus abondant chez les *charbonniers du port*; pas de chômeurs, 45 heures, chez les *arrimeurs*; pas de chômeurs chez les *préparateurs en pharmacie*.

A Ambarès, pas de changement chez les *tonneliers*.

A Barsac, pas de chômeurs chez les *tonneliers*.

A Camarsac, pas de chômeurs, de 60 à 66 heures, chez les *carriers*.

A Cazats, pas de chômeurs chez les *viveurs de cercles*.

A Cénac, 22 p. 100, 60 heures, chez les *carriers*.

A Libourne, 9 p. 100 de chômeurs, 80 à 90 heures, chez les *boulangers*; travail satisfaisant dans le *personnel du gaz*; 5 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *tonneliers*; pas de chômeurs chez les *employés*.

A Lormont, 31 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *charpentiers de navire*.

A Pauillac, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *tonneliers*.

A Saint-Maixant, 9 p. 100 de chômeurs chez les *tonneliers*.

A Saint-Macaire, pas de chômeurs chez les *tonneliers*.

A Saint-Pardon, pas de chômeurs chez les *tonneliers*.

A Soulaac-sur-Mer, 29 p. 100 de chômeurs, 30 heures, chez les *maçons et tailleurs de pierres*.

A Vayres, pas de changement chez les *tonneliers*.

Pas de chômeurs, 60 heures, chez les ouvriers des *scieries mécaniques* de Podensac et chez ceux de Preignac.

34. — **Hérault.** — A Montpellier, 4 p. 100 de chômeurs, 77 heures, chez les *boulangers*;

A Agde, chômage complet chez les *pêcheurs*; 80 p. 100 de chômeurs, 48 heures, chez les *tonneliers*; 70 p. 100 de chômeurs, 42 heures, chez les *tailleurs de pierre*; chômage complet chez les *plâtriers*; 80 p. 100 de chômeurs chez les *ouvriers du port*.

A Bédarieux, 35 p. 100 de chômeurs chez les *carriers*; 35 p. 100 de chômeurs, chez les *charpentiers, maçons, plâtriers, tailleurs de pierres*.

A Béziers, travail peu satisfaisant chez les *tailleurs d'habits*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *bourreliers*; 30 p. 100 chez les ouvriers des *chairs*.

A Ganges, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *bonnetiers et gantiers*.

A Graissessac, travail satisfaisant, 57 heures, chez les *mineurs*.

A Marseillan, pas de changement chez les *bateliers portefaix*.

A Marsillargues, 40 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *maçons*.

A Mèze, 20 p. 100 de chômeurs chez les *charretiers*; pas de chômeurs chez les *matchlots borneurs*.

A Pézenas, 4 p. 100 de chômeurs, 72 heures, chez les *employés de commerce*.

En ce qui concerne les *travailleurs de la terre*, ouvriers *agriculteurs, cultivateurs, vignerons*, etc.; 9 p. 100 de chômeurs à Abeilban; pas de chômeurs à Adissan; 10 p. 100 de chômeurs à Agde; 25 p. 100 à Bédarieux; 18 p. 100 à Capestang; 72 p. 100 à Cazouls-lès-Béziers; 1 p. 100 à Mauguio; 29 p. 100 à Mèze; 44 p. 100 à Nézignan-l'Évêque; pas de chômeurs à Olonzac; 10 p. 100 à Oupia; 27 p. 100 à Montblanc; pas de chômeurs à Puyecguier; 20 p. 100 à Sérignan; 22 p. 100 à Valros.

35. — **Ille-et-Vilaine.** — A Rennes, pas de chômeurs, 57 heures, chez les *écrivains graveurs*; 12 p. 100 de chômeurs chez les *cochers*; pas de changement chez les *musiciens*.

A Fougères, 23 p. 100 de chômeurs, 48 heures, chez les *maçons*.

A Saint-Malo, pas de chômeurs chez les *jardiniers*; pas de chômeurs chez les *cochers*; pas de chômeurs chez les *commissionnaires*.

36. — **Indre.** — A Châteauroux, pas de changement chez les ouvriers en *drap*.

A Issoudun, pas de changement chez les *travailleurs de la terre*.

37. — **Indre-et-Loire.** — A Tours, pas de changement chez les *coupeurs et brocheurs en chaussures*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *tisseurs en soie*.

A Amboise, 3 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *ouvriers en cuirs*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *mouleurs*.

A Châteaurenault, 3 p. 100 de chômeurs, 66 heures, dans le bâtiment.

A Saint-Cyr-sur-Loire, pas de chômeurs, 60 heures, chez les ouvriers en produits chimiques.

38. — Isère. — A Grenoble, 2 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*; 1 p. 100 de chômeurs, 15 à 50 heures, chez les *mégissiers*; 3 p. 100 de chômeurs chez les *ouvriers de l'aiguille*; 4 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *menuisiers*; 5 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *boutonniers*; 33 p. 100 de chômeurs, 40 heures, chez les *plombiers-jingeurs*; 33 p. 100 de chômeurs chez les *musiciens*.

Aux Avenières, travail passable, 50 heures, chez les *cordonniers*.

A Bouvesse-Quirieu, pas de chômeurs chez les *carriers-chaufourniers*.

A Bourgoin, 38 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *manœuvres journaliers*.

A Brignoud, pas de changement chez les *papetiers*.

A Gières, 10 p. 100 de chômeurs chez les *gantiers*.

A Moirans, 6 p. 100 de chômeurs, 46 heures, chez les *tisseurs*.

A Montaliieu-Vercieu, travail peu satisfaisant, 60 heures, chez les ouvrières de la soie, 64 p. 100 de chômeurs, 40 heures chez les *tailleurs de pierres et carriers*.

A Parmilieu, 60 p. 100 de chômeurs chez les *tailleurs de pierres et carriers*.

A Porcieu-Amblagnieu, 40 p. 100 de chômeurs chez les *tailleurs de pierre et carriers*.

A Saint-André-le-Gaz, 12 p. 100 de chômeurs, 57 heures, chez les *tisseurs*.

A Saint-Clair-de-la-Tour, pas de chômeurs, 72 heures, chez les *tullistes*.

A Saint-Geoire-en-Valdaine, pas de chômeurs, 58 et 60 heures, chez les ouvriers du tissage.

A Saint-Laurent-du-Pont, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *cimentiers*; pas de chômeurs, 66 heures, chez les *métallurgistes*.

A Saint-Symphorien-d'Ozon, 12 p. 100 de chômeurs chez les *gâlochiers*.

A Trept, 14 p. 100 de chômeurs, 40 à 50 heures, chez les *tailleurs de pierres*.

A Vienne, 8 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *ouvriers en chaussures*; pas de chômeurs, 48 heures, chez les *charpentiers*; 12 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *menuisiers ébénistes*; 18 p. 100 de chômeurs, 48 heures, chez les *ouvriers en voitures*; pas de chômeurs, 60 heures, dans la *métallurgie*; pas de chômeurs, 54 à 60 heures, chez les *mouleurs*; 16 p. 100 de chômeurs, 48 heures, chez les *plâtriers peintres*.

A Voiron, pas de changement chez les *typographes*.

A Virieu-sur-Bourbe, pas de changement chez les ouvriers en *soieries*.

39. — Jura. — A Briançon, pas de changement, 48 heures, dans le bâtiment.

A Dole, pas de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*; pas de chômeurs, 54 heures, chez les *lithographes*; 60 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *tanneurs corroyeurs* et parties similaires; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *mouleurs*.

A Fraisans, pas de changement chez les *métallurgistes*.

A Lavaurs-Saint-Claude, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *tourneurs*.

A Montmorot, pas de changement dans les *salines*.

A Morez, 60 heures, chez les *sricurs*; 60 à 75 heures dans l'*horlogerie*; travail peu satisfaisant chez les *lunetiers*.

A Our, pas de chômeurs chez les *bûcherons*.

A Saint-Claude, chômage général chez les *diamantaires*; 20 p. 100 de chômeurs chez les ouvriers non qualifiés.

40. — Landes. — A Mont-de-Marsan, 19 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *charpentiers*; pas de chômeurs, 45 à 50 heures, chez les *maçons*.

A Dax, pas de chômeurs, 66 heures, chez les *employés de commerce*.

A Soustons, pas de changement chez les *bouhonnières*.

Chez les *résiniers*, 56 p. 100 de chômeurs à Capbreton; 3 p. 100 à Castets-des-Landes; pas de chômeurs à Escourse, à Gourbera, à Herm, à Lesperon, à Lit et Mixte; travail médiocre à Mézos; pas de chômeurs à Mimizan; pas de chômeurs à Saint-Vincent-de-Paul; pas de changement à Linxe; pas de chômeurs à Moliets et Ma; pas de chômeurs à Onesse-Labarrie; 19 p. 100 à Sainte-Eulalie-en-Born; travail assez satisfaisant à Saint-Paul-les-Dax; pas de chômeurs à Taller.

41. — Loire-et-Cher. — A Blois, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *typographes*; travail satisfaisant, 63 heures, chez les *ouvriers en chaussures*; pas de chômeurs chez les *menuisiers-ébénistes*; pas de chômeurs, 51 heures, chez les *peintres*; pas de chômeurs chez les *coiffeurs*.

A Romorantin, pas de chômeurs chez les *ouvriers du drap*; pas de chômeurs, 54 heures, dans le *bâtiment*; travail satisfaisant, 66 heures, chez les *ouvriers du bâtiment* de l'usine Normant.

42. — Loire. — A Saint-Étienne, 18 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *marai-chers*; 10 p. 100 de chômeurs, 90 et 100 heures, chez les *boulangers*; pas de chômeurs chez les *garçons de cuisine*; pas de chômeurs, 60 heures, à la compagnie du gaz; 78 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *tisseurs* de Beaubrun; 70 p. 100 de chômeurs chez les *tisseurs indépendants*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *teinturiers*; travail peu satisfaisant, 60 heures, chez les *ouvriers de l'ameublement*; pas de chômeurs, 60 à 66 heures, chez les *ouvriers en voitures*; 4 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *mécaniciens-électriciens*; pas de chômeurs, 40 heures, chez les *tailleurs de pierres*; 19 p. 100 de chômeurs chez les *employés de la fabrique de rubans*; pas de chômeurs chez les *camionneurs*; moins de 1 p. 100 chez les *voyageurs*.

A Roanne, 5 p. 100 de chômeurs, 80 à 85 heures, chez les *boulangers*; pas de chômeurs, 55 à 60 heures, chez les *typographes*; 2 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *ouvriers des cuirs et peaux*; pas de chômeurs, 48 heures, dans l'*industrie textile*; 2 p. 100 de chômeurs chez les *pareurs*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *gareurs, monteurs de chaînes, jacquardiers*; 4 p. 100 de chômeurs, 50 heures, chez les *teinturiers*; 2 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *apprêteurs*; 6 p. 100 de chômeurs, 48 heures, chez les *charpentiers*; 6 p. 100 de chômeurs, 48 heures, chez les *menuisiers*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *ouvriers en voitures*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *sabotiers-galochiers*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *mouleurs*; 12 p. 100 de chômeurs, 48 heures, chez les *maçons*; 12 p. 100 de chômeurs, 48 heures, chez les *tailleurs de pierres*; 14 p. 100 de chômeurs, 48 heures, chez les *couveurs*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *tourneurs en poterie*; pas de chômeurs, 70 heures, chez les *employés*.

A Russières, 12 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *tisseurs*.

A Cergne, pas de chômeurs chez les *tisseurs*.

A Charlieu, 20 à 25 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *tisseurs*.

A Chazelles-sous-Lyon, travail très peu satisfaisant chez les *ouvriers en chapellerie*.

A Firminy, 20 p. 100 de chômeurs, 25 heures, chez les *maçons*.

A Montbrison, travail satisfaisant, 72 heures dans la *meunerie*.

A Sail-sous-Couzan, pas de chômeurs, 48 heures, chez les *ouvriers des eaux minérales*.

A Saint-Genest-l'Herpt, 10 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *rubaniers*.

43. — Haute-Loire. — A Yssingaux, 3 p. 100 de chômeurs chez les *menuisiers*. Chez les *mineurs*, pas de chômeurs à la Ricamarie, à la Talaudière; travail satisfaisant à Villars.

44. — Loire-Inférieure. — A Nantes, pas de changement chez les *boulangers*; 6 p. 100 de chômeurs, 54 et 60 heures, chez les *litographes*; 40 p. 100 de chômeurs chez les *charpentiers de navires*; 4 p. 100 de chômeurs chez les *dessinateurs*; travail peu satisfaisant chez les *musiciens*.

A Châteaubriant, pas de chômeurs, 60 à 72 heures, chez les *typographes*.

A Saint-Nazaire, pas de changement chez les *typographes*; pas de chômeurs, 63 heures à la mer, et 52 heures dans le port, chez les *mécaniciens-navigateurs*.

45. — Loiret. — A Orléans, 20 p. 100 de chômeurs, 80 heures, chez les *boulangers*; 4 p. 100 de chômeurs chez les *limonadiers*; 24 p. 100 de chômeurs, 48 heures, chez les *charpentiers*; 2 p. 100 de chômeurs chez les *employés de commerce et d'industrie*.

A la Ferté-Saint-Aubin, pas de changement dans le *bâtiment*.

A Montargis, pas de chômeurs, 54 heures, chez les *jardiniers*; 20 p. 100 de chômeurs, 48 heures, dans le *bâtiment*.

Chez les *bûcherons*, 94 p. 100 de chômeurs, à Autry-le-Châtel; pas de chômeurs à

Batilly et à Chevilley; pas de chômeurs à Faverelles; 25 p. 100 à Ouzouer-sur-Trézé; pas de chômeurs à Champoulet.

46. — **Lot.** — A Cahors, pas de chômeurs, 54 heures, chez les ouvriers *cultivateurs; terrassiers et manœuvres*, pas de chômeurs chez les *charpentiers*; 29 p. 100 de chômeurs, 50 heures, chez les *menuisiers-ébénistes*; pas de chômeurs chez les *tailleurs de pierre et maçons*; 45 p. 100 de chômeurs, 48 heures, chez les *peintres et tapissiers*.

A Souillac, travail peu satisfaisant chez les ouvriers *agriculteurs*.

47. — **Lot-et-Garonne.** — A Agen, 5 p. 100 de chômeurs, chez les *bouchers et charcutiers*; 28 p. 100 de chômeurs, 72 heures, chez les *tailleurs d'habits*.

A Casteljalous, pas de chômeurs, 52 heures, chez les *charpentiers*.

A Lavardac, 20 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *boucheonniers*.

A Marmande, chômage presque complet chez les *charpentiers*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *menuisiers-ébénistes*.

A Villeneuve-sur-Lot, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *typo-lithographes*.

49. — **Maine-et-Loire.** — A Angers, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *mouleurs*; travail satisfaisant, chez les *musiciens*.

A Cholet, pas de chômeurs, 55 heures, chez les *blanchisseurs et apprêteurs*; 8 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *maçons et tailleurs de pierres*.

Chez les *tisserands*: pas de chômeurs à Andrezé; travail très peu satisfaisant à Geste; beaucoup de chômeurs à Saint-Léger-sur-Cholet; travail peu satisfaisant à Saint-Philbert-en-Mauges; 48 p. 100 de chômeurs à la Saguinière; 50 p. 100 de chômeurs à la Tessoualle.

50. — **Manche.** — A Cherbourg, pas de chômeurs, 54 heures, chez les *jardiniers*; 40 p. 100 de chômeurs, 56 heures, chez les ouvrières en *robe*; pas de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*.

A Avranches, pas de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*.

51. — **Marne.** — A Châlons-sur-Marne, pas de chômeurs, travail satisfaisant, 63 heures, chez les *imprimeurs en papiers peints*; 50 p. 100 de chômeurs, chez les *maçons*; 33 p. 100 de chômeurs, 40 heures, chez les *terrasiers*.

A Reims, pas de chômeurs, 72 heures, chez les *employés de la Compagnie du gaz*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *lithographes, papetiers, relieurs*; pas de chômeurs, 60 heures, dans l'*industrie lainière*; pas de chômeurs, 48 heures, chez les *trieurs de laine*; 4 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *menuisiers et ébénistes*; 36 p. 100 de chômeurs, 34 heures, chez les *tailleurs de pierre*; 31 p. 100 de chômeurs, 48 heures, chez les *maçons*; pas de chômeurs, 51 heures, chez les *plâtriers-maçons*; 5 p. 100 de chômeurs, 76 heures, chez les *employés*.

A Ay, pas de chômeurs, 45 heures, chez les *vignerons*.

A Courlandon, pas de chômeurs, 72 à 84 heures, chez les *papetiers*.

A Cumières, chômage complet chez les *pilotes de la Marne*.

A Épernay, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *caristes-tonneliers*.

A Magneux, 13 p. 100 de chômeurs, 42 heures, chez les ouvriers en *pelletterie*.

52. — **Marne (Haute-).** — A Chaumont, travail peu satisfaisant, 48 heures, chez les *mégissiers-palissonneurs*; travail satisfaisant, 33 heures, chez les *mégissiers de rivière et manœuvres*.

A Arc-en-Barrois, pas de chômeurs, travail satisfaisant chez les *bûcherons*.

A Bussières-les-Belmont, pas de chômeurs chez les *canniers*.

A Fayl-Billot, pas de chômeurs, 78 heures, chez les *vanniers*.

A Saint-Dizier, pas de chômeurs, 72 heures, chez les *typographes*.

53. — **Mayenne.** — A Laval, 5 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*.

54. — **Meurthe-et-Moselle.** — A Nancy, 12.50 p. 100 de chômeurs, chez les *cuisiniers-pâtisseries*; 9 p. 100 de chômeurs chez les *garçons-limonadiers*; pas de chômeurs,

60 heures, chez les *papetiers-relieurs*; 10 p. 100 de chômeurs, 40 à 45 heures, chez les *tailleurs d'habits*; travail satisfaisant chez les *chapeliers*; 40 p. 100 de chômeurs, 36 heures, chez les *peintres*; 1 p. 100 de chômeurs chez les *musiciens*.

A Lunéville, pas de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*.

55. — Meuse. — A Bar-le-Duc, pas de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*.

A Commercy, pas de chômeurs, 48 heures, chez les *tailleurs de pierres*.

A Cousances-aux-Forges, pas de changement chez les *métallurgistes*.

A Lérerville, pas de chômeurs, 54 heures, chez les *carriers*.

A Stenay, pas de chômeurs, 65 heures, chez les *mouleurs*.

56. — Morbihan. — A Vannes, pas de chômeurs, 54 à 66 heures, chez les *typographes*; 20 p. 100 de chômeurs chez les *menuisiers*.

A Auray, pas de changement chez les ouvriers en *chaussures*.

A Bono, pas de chômeurs, travail satisfaisant chez les *pêcheurs*.

A Lorient, pas de chômeurs chez les *marins*; 26 p. 100 de chômeurs, 90 heures, chez les *boulangers*; 16 p. 100 de chômeurs, 54 heures, dans le *bâtiment*.

Au Palais, chômage général chez les *inscrits maritimes*.

A Plouhinec, pas de chômeurs, 54 heures, chez les *maçons*.

A Pontivy, 17 p. 100 de chômeurs, 48 heures, chez les *tailleurs de pierres*.

A Port-Louis, travail peu satisfaisant chez les *pêcheurs*.

A Rochefort-en-Terre, travail stationnaire, 57 heures, chez les *ardoisiers-fendeurs*.

A Sauzon, chômage complet chez les *ferblantiers-boitiers*.

57. — Nièvre. — A Nevers, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *sabotiers*.

A Cercy-la-Tour, 40 p. 100 de chômeurs, 54 heures, dans le *bâtiment*.

A Clamecy, 28 p. 100 de chômeurs, 45 heures, chez les *ouvriers du port*.

A Corbigny, pas de chômeurs, 57 à 60 heures, chez les *carriers*.

A Cossaye, 80 p. 100 de chômeurs dans le *bâtiment*.

A Decize, 30 p. 100 de chômeurs, 54 heures, dans le *bâtiment*.

A Demeurs, pas de chômeurs, 60 heures, chez les ouvriers de l'*industrie chimique*.

A la Charité-sur-Loire, travail satisfaisant dans le *bâtiment*.

A Guérigny, pas de chômeurs, 48 heures, chez les *ouvriers des forges*.

A Moulins-Engilbert, pas de chômeurs, 54 heures, chez les *maçons*.

A Prémery, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *travailleurs des produits chimiques*.

A Saint-Amand, pas de chômeurs chez les *potiers*.

A Sainte-Hélène, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *ouvriers en laines*.

A Saint-Léger-des-Vignes, pas de chômeurs, 48 heures, chez les *verriers*.

A Saint-Pierre-le-Moutier, travail satisfaisant; 60 heures dans le *bâtiment*.

En ce qui concerne les *bûcherons*: 75 p. 100 à Amay, 20 p. 100 à Arquian; pas de chômeurs à Azy-le-Vif; pas de chômeurs à Bitry; 46 p. 100 de chômeurs à la Celle-sur-Nièvre; pas de chômeurs à Cercy-la-Tour; pas de chômeurs à Cessy-les-Bois, Champlemy; 30 p. 100 de chômeurs à Champvert; pas de chômeurs à la Chapelle-Saint-André, Châteauneuf, travail peu satisfaisant à Chatry-les-Mines; pas de chômeurs à Cervol-l'Orgueilleuse; pas de chômeurs à Cossaye; pas de chômeurs à Douy-Parigny, à Donzy, à Dompierre-sur-Nièvre; travail satisfaisant à Guigny, à Fours, à Girey; travail peu satisfaisant à Entrains; pas de chômeurs à Limon, à Lormes; pas de chômeurs à Magny-Cours; pas de chômeurs à Monestreau; travail satisfaisant à Montambert; pas de chômeurs à Montigny-aux-Amognes, 25 p. 100 de chômeurs à Montaron; pas de chômeurs à Murlin, 22 p. 100 à Nevers; pas de chômeurs à Nannay, pas de chômeurs à Nolay; pas de chômeurs à Pazy; pas de chômeurs à Ponserry; travail peu satisfaisant à Prémery; pas de chômeurs à Preporché; pas de chômeurs à Sardy-les-Épiry; travail satisfaisant à Saint-Amand; travail assez satisfaisant à Saint-Bonnot; pas de chômeurs à Sainte-Colombe; pas de chômeurs à Sichamps; chômage complet à Verneuil; 86 p. 100 de chômeurs à Saint-Léger-des-Vignes; 75 p. 100 de chômeurs à Saint-Hilaire-Fontaine.

58. — Nord. — A Lille, 3,5 p. 100, 70 heures, chez les *boulangers*; 28 p. 100 de chômeurs, chez les *cuisiniers*; 2,4 p. 100 de chômeurs, 60 heures, dans la *brasserie*, 1,4 p. 100

de chômeurs, 57 heures et demie, chez les *typographes*; pas de chômeurs, 57 heures et demie, dans l'*industrie du livre*; 48 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les ouvriers de *filateurs de lin, jute, chanvre, etc.*; 1 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *filateurs de coton*; 53 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les ouvriers des *filatures*; 4 p. 100 de chômeurs, 51 heures, chez les *tisserands*; 5 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *charpentiers et menuisiers*; travail peu satisfaisant 60 heures, chez les *métallurgistes*, de Lille et des environs; 2 p. 100 de chômeurs, 54 à 60 heures, chez les *métallurgistes du « travail »*; 1 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *métallurgistes de la corporation de Saint-Éloi*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *fondeurs*; 26 p. 100 de chômeurs, 54 heures, dans le *bâtiment*; pas de chômeurs, 54 heures, chez les ouvriers en *pierres blanches*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *faïenciers*; 3 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *dames employées de commerce*; 3 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *chauffeurs-conducteurs*.

A Anzin, pas de chômeurs, 65 heures en moyenne, chez les *métallurgistes*.

A Armentières, travail peu satisfaisant, 54 heures, dans l'*industrie textile*; 3 p. 100 de chômeurs, 52 à 60 heures, chez les *charpentiers et menuisiers*; travail satisfaisant chez les *métallurgistes*.

A Beauvais, 18.7 p. 100 de chômeurs, 60 heures, dans l'*industrie textile*.

A Bellignies, pas de chômeurs, 40 à 50 heures, chez les *marbriers*.

A Cambrai, pas de changement, 5 heures, chez les *mouleurs*; 40 p. 100 de chômeurs, 40 à 45 heures, chez les *couveurs*.

A Cousolre, 8 p. 100 de chômeurs, 55 heures, chez les *marbriers à la cheminée*.

A Douai, 15 p. 100 de chômeurs, 84 heures, chez les *boulangers*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *typographes*; travail satisfaisant chez les *métallurgistes*; pas de chômeurs, 48 heures, chez les *peintres*.

A Dunkerque, pas de chômeurs, 57 heures, chez les *voiliers*; pas de changement chez les *charpentiers-menuisiers*; 51 heures dans le *bâtiment*.

A Fellerics, pas de chômeurs chez les *tourneurs sur bois*.

A Ferrière-la-Grande, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *mouleurs*.

A Gommeguiès, pas de chômeurs, 54 heures, chez les *scieurs*.

A Halluin, 5 p. 100 de chômeurs, 40 à 50 heures, dans l'*industrie textile*; 3 p. 100 de chômeurs, chez les *travailleurs du bois*.

A Hautmont, 2 p. 100 de chômeurs, 58 heures, chez les *métallurgistes*.

A Jeumont, pas de chômeurs, 60 heures chez les *carriers*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *mécaniciens*.

A Loon, travail peu satisfaisant chez les *ouvriers des machines à battre le grain*.

A Louvroil, pas de chômeurs, 60 à 66 heures chez les *métallurgistes*.

A Maubeuge, travail peu satisfaisant chez les *métallurgistes*.

A Millonfosse, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *tourneurs*.

A Onnaing, travail satisfaisant, 60 heures, dans la *métallurgie*.

Au Quesnoy, pas de chômeurs, 76 heures, chez les ouvriers en *chaussures*.

A Rosendaël, 16 p. 100 de chômeurs, 54 heures chez les *maçons*.

A Roubaix, 2 p. 100 de chômeurs, 57 heures et demie, chez les *typographes*; 19 p. 100 de chômeurs, 53 à 60 heures, chez les *charpentiers et menuisiers*; 12 p. 100 de chômeurs, 59 heures, chez les *chaudronniers*; 8 p. 100 de chômeurs, 60 heures; travail non satisfaisant chez les *ouvriers textiles*; 10 p. 100 de chômeurs, 48 heures, chez les *ourdisseurs*; 50 p. 100 de chômeurs, 40 heures, chez les *terrassiers*; pas de chômeurs chez les *coiffeurs*; 10 p. 100 de chômeurs, 51 heures, chez les *ouvriers en pierres blanches*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *ouvriers en pierres bleues*; 14 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *peintres*.

A Sous-le-Bois, 10 p. 100 de chômeurs, 48 à 50 heures, chez les *métallurgistes*.

A Tourcoing, 15 p. 100 de chômeurs, 50 heures, chez les *charpentiers-menuisiers*; 8 p. 100 de chômeurs, 50 à 60 heures, dans l'*industrie textile*; 20 p. 100 de chômeurs, 60 heures, dans l'*industrie du tissu* (Union des travailleurs); 16 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *trieurs de laine*; 4 p. 100 de chômeurs chez les *ouvriers des tapis en grosse moquette*; 4 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *mécaniciens*; 22 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *terrassiers*; 6 p. 100 de chômeurs chez les *domestiques duroulage*.

A Valenciennes, 4 p. 100 de chômeurs, 70 à 80 heures, chez les *boulangers*; 6 p. 100 de chômeurs, 57 heures, chez les *typographes*; 10 p. 100 de chômeurs, 57 heures, chez les *charpentiers-menuisiers*; 31 p. 100 de chômeurs, 35 à 48 heures, chez les *peintres*.

Chez les *tisseurs* : 25 p. 100 de chômeurs à Avesnes-les-Aubert; pas de chômeurs à Avesnes; 25 p. 100 de chômeurs à Bévillers; 77 p. 100 de chômeurs à Boussières; pas de chômeurs à Briastre; 78 p. 100 de chômeurs à Carnières; 1 p. 100 à la Gorgue; travail peu satisfaisant à Haspres; 12,2 p. 100 de chômeurs, 55 et 60 heures, à Houplines; 5 p. 100 à Lannoy; moins de 1 p. 100 de chômeurs à Nieppe; 55 p. 100 chômeurs à Quiévy; 64 p. 100 de chômeurs à Rieux; 10 p. 100 de Roncq; 49 p. 100 de chômeurs à Saulzoir; 75 p. 100 à Saint-Waast; 80 p. 100 de chômeurs à Villers-en-Cauchies.

59. — Oise. — A Beauvais, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *typographes*.

A Andeville, pas de changement chez les *tabletiers*.

A Bethisy, pas de changement chez les *brossiers*.

A Compiègne, 7 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *typographes*; 24 p. 100 de chômeurs, 48 heures, dans le *bâtiment*.

A Corbeil-Cerf, travail peu satisfaisant, 48 heures, chez les *tabletiers*.

A Creil, 2 p. 100 de chômeurs, 54 heures, dans le *bâtiment*; pas de chômeurs chez les *comptables*; 9 p. 100 de chômeurs chez les *employés*.

A Cuise-la-Motte, travail peu satisfaisant, 60 heures, chez les *jumelliers*.

A Feuquières, travail satisfaisant, 60 heures, chez les *verriers*.

A Hermes, pas de chômeurs, 63 heures, chez les ouvriers des *scieries mécaniques*.

A Lormaison, travail peu satisfaisant, 48 heures, chez les *tabletiers*.

A Méru, pas de chômeurs, 72 heures, dans l'*industrie du livre*.

A Senlis, travail satisfaisant, 54 heures, chez les *typographes*.

A Mouy, pas de changement chez les *coupeurs-brocheurs en chaussures*.

60. — Orne. — A Alençon, pas de chômeurs chez les *employés*.

A Flers, pas de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*; pas de chômeurs, 60 heures, dans l'*industrie cotonnière*; travail normal, 60 heures, chez les *mouleurs*, pas de chômeurs, 50 heures, dans le *bâtiment*.

A la Chapelle-Montligeon, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *typographes*.

61. — Pas-de-Calais. — A Arras, pas de chômeurs, 70 heures, chez les *boulangers*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *typographes*.

A Arques, travail non satisfaisant chez les *verriers*; pas de chômeurs, 60 heures chez les *filassiers*; 11 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *terrassiers*.

A Boulogne-sur-Mer, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *typographes*; travail satisfaisant, 60 heures, chez les *déchargeurs*.

A Calais, pas de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*; 38 p. 100 de chômeurs, 25 heures, chez les *perceurs de cartons*.

A Lens, pas de chômeurs, 54 heures en général, travail satisfaisant chez les *mineurs*.

A Marquise, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *mécaniciens*.

A Saint-Omer, 40 p. 100 de chômeurs, 48 heures, chez les *lingères*; pas de chômeurs, 60 à 66 heures, chez les ouvriers *pipiers*; 4 p. 100 chômeurs, 51 heures, dans le *bâtiment*.

62. — Puy-de-Dôme. — A Clermont-Ferrand, 4 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*, 10 p. 100 de chômeurs, 53 heures, chez les *lithographes*; 30 p. 100 de chômeurs, 50 heures, chez les *tailleurs de pierres*; pas de chômeurs, 54 heures, chez les *terrassiers*; 17 p. 100 de chômeurs, 66 heures, chez les *employés*.

A Saint-Rémy-sur-Durolle, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *couteliers*.

A Thiers, pas de changement chez les *monteurs en coutellerie*.

A Volvic, pas de chômeurs, 54 heures, chez les *carriers*.

Chez les *mineurs* : 6 p. 100 de chômeurs, 57 heures, à Bressac; pas de chômeurs, 54 heures, à Meissex; pas de chômeurs, 63 heures, à La Roche.

63. — Pyrénées (Basses-). — A Bayonne, pas de chômeurs chez les *boulangers*; travail moins abondant chez les *tailleurs*.

A Biarritz, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *tailleurs de pierre*.

A Pau, 25 p. 100 de chômeurs, 70 à 80 heures, chez les *cuisiniers*; 6 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*.

64. — Pyrénées (Hautes-). — A Tarbes, pas de chômeurs, 54 à 60 heures, chez les *mécaniciens*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *peintres*; pas de chômeurs, 54 heures, chez les *plâtriers*.

A Bagnères-de-Bigorre, travail peu satisfaisant, 42 heures, chez les *ouvriers textiles*.

65. — Pyrénées-Orientales. — A Perpignan, 13 p. 100 de chômeurs chez les *cuisiniers*, pas de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *serruriers-mécaniciens*; 36 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *plâtriers-cimentiers*, 4 p. 100 de chômeurs, 64 heures, chez les *tailleurs de pierres*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *peintres*; 8 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *ferblantiers-plombiers-zingueurs*.

A Céret, pas de changement chez les *ouvriers en liège*.

A Lamanère, pas de chômeurs, 72 heures, chez les *espadrilleurs trépointeurs*.

A Port-Vendres, pas de chômeurs, 35 à 40 heures, chez les *dockers*.

A Taurinya, pas de chômeurs, 48 heures, chez les *mineurs*.

En ce qui concerne les *ouvriers agricoles et viticoles*; pas de chômeurs à Canet; 47 p. 100 à Clairà; pas de chômeurs à Espira-de-l'Agly; pas de chômeurs à Montner; 29 p. 100 de chômeurs à Rivesaltes; 10 p. 100 à Salses; pas de chômeurs à Trouillas; 5 p. 100 à Ville-neuve-de-la-Raho.

66. — Belfort (Territoire de). — A Belfort, pas de chômeurs chez les *typographes*, pas de chômeurs chez les *employés de commerce*.

67. — Rhône. — A Lyon, 11 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *cuisiniers*, travail satisfaisant chez les *meuniers*; pas de chômeurs, 45 heures, chez les *bouviers*. — 1 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*; 10 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *papetiers-régleurs*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *cartonniers de luxe*; pas de changement dans l'*habillement*; 7 p. 100 de chômeurs, 50 heures, chez les *teinturiers*; 18 à 18 p. 100 de chômeurs chez les *imprimeurs sur étoffe*; travail moins abondant chez les *blanchisseuses*; 4 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *coupeurs, brocheurs et cambreurs*; — 63 p. 100 de chômeurs à l'union des *tisseurs*; pas de chômeurs chez les *ouvrières de la soie*; 5 p. 100 de chômeurs chez les *coupeurs-chemisiers*; 4 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *chapeliers*. — 50 p. 100 de chômeurs, 45 heures, chez les *sculpteurs sur bois et mouliniers*; 24 p. 100 de chômeurs, 48 heures, chez les *tailleurs de pierre*; — 6 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *ouvriers en céramique*; pas de chômeurs chez les *biseauteurs-miroitiers*. — 38 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *cochers*; 2 p. 100 de chômeurs chez les *camionneurs*; travail peu satisfaisant chez les *employés de la soierie*; 2 p. 100 de chômeurs chez les *sténographes commerciaux*; pas de changement chez les *dames employées de commerce*; 53 p. 100 de chômeurs chez les *infirmiers*; travail normal chez les *employés d'officiers ministériels*; travail stationnaire chez les *emballeurs*.

A Bourg-de-Thizy, 54 p. 100 de chômeurs, 55 heures, chez les *tisseurs*.

A Collonges-aux-Monts-d'Or, pas de chômeurs, 54 heures, chez les *horticulteurs*.

A Givors, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *mouleurs*; pas de chômeurs, 54 heures, dans le *bâtiment*.

A Grandris, 20 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *tisseurs*.

A Grigny, pas de chômeurs, 40 heures, chez les *chapeliers*.

A Pierre-Bénite, travail satisfaisant chez les *tailleurs sur cristaux*.

A Tarare, 50 à 55 heures, travail un peu plus satisfaisant chez les *tisseurs*; pas de chômeurs, 60 à 65 heures, chez les *apprêteurs*; pas de chômeurs, 55 à 60 heures, chez les *brodeuses*.

A Thizy, beaucoup de chômeurs chez les *tisseurs*.

68. — Saône (Haute-). — A Vesoul, pas de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*. A Goussensans, travail très satisfaisant chez les *carriers*.

69. — Saône-et-Loire. — Au Creusot, pas de chômeurs, 60 heures, travail satisfaisant chez les *métallurgistes*.

A Coublanc, 37 p. 100 de chômeurs, chez les *tisseurs*.

A Mâcon, pas de chômeurs chez les *coiffeurs*.

A Montceau-les-Mines, 2 à 3 p. 100 de chômeurs, 50 à 60 heures, travail peu satisfaisant chez les *mineurs*.

A Montchanin-les-Mines, 54 heures, chez les *mineurs*.

A Nanton, pas de chômeurs, 45 heures, chez les *carriers*.

70. — **Sarthe.** — Au Mans, 17 p. 100 de chômeurs, 98 heures, chez les *boulangers*, pas de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*; 3 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les ouvriers en *voitures*; 45 p. 100 de chômeurs, 48 heures, chez les *plâtriers*.

A Sablé, travail peu satisfaisant, 60 heures, chez les *marbriers*.

A Vibraye, travail satisfaisant chez les ouvriers en manches de *pluie*.

71. — **Savoie.** — A Chambéry, pas de changement chez les *typographes*; pas de changement chez les *travailleurs du cuir*; 33 p. 100 de chômeurs, 48 heures, chez les *tailleurs de pierre*; pas de chômeurs, 48 heures, chez les *plâtriers-peintres*; pas de chômeurs chez les *employés de commerce*.

A Aix-les-Bains, 25 p. 100 de chômeurs environ, 54 heures, dans le *bâtiment*.

A Arvillard, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *forgerons*.

A la Bridoire, pas de changement chez les *tullistes*.

Aux Echelles, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *gainiers*.

A Pont-de-Beauvoisin, pas de chômeurs chez les *tisseurs*.

A Saint-Jean-de-Maurienne, pas de chômeurs, 50 heures chez les *plâtriers*.

A Ugine, pas de chômeurs, 72 heures, chez les *métallurgistes*.

72. — **Savoie (Haute-).** — A Challonges, pas de chômeurs, 36 heures, chez les *mineurs*.

A Cluses, 9 p. 100 de chômeurs, 48 heures, chez les *horlogers*.

A Lovagny, travail satisfaisant, 60 heures, chez les *mineurs d'asphalte*.

A Thollon, pas de chômeurs chez les *carriers*.

A Thonon, 40 p. 100 de chômeurs, 44 heures, dans le *bâtiment*.

A Taninges, chômage complet chez les *diamantaires*.

73. — **Seine.** — A Paris, pas de chômeurs, 50 à 60 heures, chez les *jardiniers*; moins de 1 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *horticulteurs*.

7 p. 100 de chômeurs, 72 heures, chez les *compagnons et aspirants boulangers*; 23 p. 100 de chômeurs chez les *boulangers* du XIII^e arrondissement; 15 p. 100 de chômeurs chez les *boulangers-riennois-pâtisseries*; 5 p. 100 de chômeurs, 70 à 80 heures, chez les *compagnons boulangers*; pas de chômeurs chez les *boulangers* de l'Assistance publique; 5,4 p. 100 de chômeurs chez les *cuisiniers* de la Seine; 20 p. 100 de chômeurs chez les *cuisiniers* de Paris; 10,6 p. 100 de chômeurs, 74 heures, chez les *pâtisseries* de la Seine; 16 p. 100 de chômeurs, 72 heures, chez les *cuisinières* de Paris; 25 p. 100 de chômeurs chez les *limonadiers-restaurateurs*; 35 p. 100 de chômeurs, 49 heures, chez les employés des *volailles et gibiers des Halles*; 3 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les employés du pavillon de la *marée*; 37 p. 100 de chômeurs, 55 heures, chez les ouvriers de *raffineries*.

Pas de chômeurs, 60 heures, travail satisfaisant chez les *travailleurs du gaz*; pas de chômeurs chez les *allumeurs de gaz*.

3,8 p. 100 de chômeurs, 54 heures, travail normal chez les ouvriers de la Chambre syndicale *typographique*; 10 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les ouvriers de la Chambre syndicale des ouvriers du *livre*; 5 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *imprimeurs-conducteurs-typographes*; 1/2 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *typographes indépendants*; moins de 1 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *fondeurs-typographes*; 5 p. 100 de chômeurs à l'union *typographique*; 2,3 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *lithographes indépendants*; 17 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *phototypistes*; 4 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *photogreveurs*; 1,5 p. 100 de chômeurs chez les *stéréotypistes-galvanoplastes*; pas de chômeurs, 65 heures, chez les *graveurs sur bois pour impression*, travail satisfaisant, 60 heures, chez les *graveurs d'écriture*; pas de changement chez les *graveurs de musique*.

Travail toujours très faible chez les *gantiers*; 9 p. 100 de chômeurs, 54 heures,

chez les *portefeuillelistes-maroquiniers*; 6 p. 100 de chômeurs, 56 heures, chez les *selliers harnacheurs*; 60 p. 100 de chômeurs chez les *bourreliers-selliers*; 7 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *selliers et mécaniciennes de l'article de chasse*.

34 p. 100 de chômeurs, 54 à 60 heures, chez les *tisseurs en tous genres*; travail stationnaire chez les *ouvrières de l'habillement*; pas de chômeurs chez les *couturières et assimilées*; 5 p. 100 de chômeurs, 57 heures, chez les *coupeurs-chemisiers*; 5 p. 100 de chômeurs chez les *teinturiers-dégraisseurs*; pas de chômeurs chez les *chapelières en fantaisie feutre et paille*; 1 p. 100 de chômeurs chez les *ouvriers en chapeaux de soie et feutre*; 5 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *ouvriers en chapeaux de soie*; 3 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *ouvriers en broderie*; 2 p. 100 de chômeurs, 40 heures, chez les *passemmentiers à la main*.

4 p. 100 de chômeurs, 48 heures, chez les *charpentiers*; travail moins abondant chez les *menuisiers du bâtiment*; 8 p. 100 de chômeurs, 48 heures, chez les *poseurs en menuiserie*; 1 p. 100 de chômeurs, 60 heures, au syndicat libre des *menuisiers*; 25 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *chefs d'atelier, conducteurs, débiteurs de la menuiserie en bâtiment*; 29 p. 100 de chômeurs, travail peu satisfaisant chez les *ouvriers de la voiture*; moins de 1 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *compagnons charrons*; 4 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *ouvriers en siège de cuir*; 2 p. 100 de chômeurs, 40 heures, chez les *spécialistes en tables de nuit*; pas de chômeurs, 63 heures, dans la *marqueterie*; 23 p. 100 de chômeurs, 50 à 60 heures, chez les *sciurs, découpeurs et mouluriers de l'ameublement*; 3 p. 100 de chômeurs, 60 heures chez les *layetiers-emballleurs*.

9,8 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *contremaitres-métallurgistes*; 17 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *métallurgistes indépendants*; 3 p. 100 de chômeurs, travail non satisfaisant (nombreux renvois dans l'automobile), chez les *mécaniciens*; 3 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *tourneurs-robinetiers*; 17 p. 100 de chômeurs, 42 à 60 heures, chez les *bijoutiers en doré-fantaisie*; 5,7 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *ouvriers en instruments de précision*; 3 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *ouvriers en instruments de chirurgie*; travail satisfaisant, 60 heures, chez les *ouvriers en persiennes en fer*; 13 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *polisseurs*; travail peu satisfaisant, 45 à 50 heures, chez les *ouvriers du bronze imitation*.

Pas de changement chez les *maçons*; 48 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *ingénieurs, employés et ouvriers des travaux publics*; pas de chômeurs, 50 heures, chez les *sciurs de pierres tendres*; 4 p. 100 de chômeurs, 42 heures, chez les *peintres en bâtiment*; travail peu satisfaisant, 42 heures, chez les *peintres-fleurs-décorateurs*; 9 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *ornemanistes*; 5 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *graniteurs*; 49 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *plombiers et similaires*; 43 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *fourniers spécialistes*; 14 p. 100 de chômeurs chez les *fumistes en bâtiment*.

70 p. 100 de chômeurs, 30 heures, chez les *graveurs sur cristaux*.

21 p. 100 de chômeurs, 54 heures, à la chambre syndicale indépendante des *employés*; moins de 1 p. 100 de chômeurs, 60 heures, travail satisfaisant, chez les *employés de commerce et d'industrie*; 6 p. 100 de chômeurs à l'Union fraternelle des *employés*; 3,5 p. 100 de chômeurs, 60 heures, à l'Union des *comptables*; 8 p. 100, 60 heures, chez les *comptables et teneurs de livres*; 3 p. 100 de chômeurs chez les *employés à la bourse du commerce*; pas de chômeurs chez les *employés du commerce et de l'industrie du livre*; travail moins abondant chez les *dames employées de commerce*; 3 p. 100 de chômeurs chez les *commis en maçonnerie*; 10 p. 100 de chômeurs à l'*Alliance sténographique*; 13 p. 100 de chômeurs chez les *sténo-dactylographes*; pas de chômeurs chez les *clercs d'huissiers*; travail moins abondant chez les *voyageurs et représentants de commerce*; 3 p. 100 de chômeurs chez les *chauffeurs, conducteurs, mécaniciens, automobilistes*; 6 p. 100 de chômeurs, 72 heures, chez les *chauffeurs, mécaniciens, électriciens et automobilistes de France*; pas de chômeurs chez les *chauffeurs, conducteurs mécaniciens, automobilistes, électriciens de toutes industries*; pas de chômeurs chez les *conducteurs de voitures automobiles*; 1 p. 100 de chômeurs chez les *voyageurs du cycle et de l'automobile*; 14,8 p. 100 de chômeurs chez les *mécaniciens, chauffeurs, électriciens des chemins de fer et de l'industrie*; pas de chômeurs chez les *porteurs des halles et marchés*.

Pas de chômeurs dans l'*enseignement privé*; très peu de chômeurs chez les *gens de maison et assimilés des deux sexes*; 12 p. 100 de chômeurs chez les *gens de service* (l'Abeille);

travail stationnaire chez les *gens de maison* (le Ménage); 22 p. 100 de chômeurs chez les *manœuvres* industriels; 9 p. 100 de chômeurs chez les *laveurs de voitures*; 3 à 4 p. 100 de chômeurs chez les *coiffeurs*; 9 p. 100 de chômeurs chez les *préparateurs en pharmacie*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *monteurs-étalagistes*; 50 p. 100 de chômeurs chez les *garde-malades*; 50 p. 100 de chômeurs chez les *artistes lyriques*; travail satisfaisant chez les *institutrices privées*; pas de chômeurs dans l'enseignement privé.

A Alfortville, pas de chômeurs chez les *ouvriers en pompes*.

A Ivry, beaucoup de chômeurs chez les *verriers*.

A Levallois-Perret, 18 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *ferreurs de voitures*.

A Sceaux, 15 p. 100 de chômeurs, 70 heures, chez les *blanchisseurs*.

A Villemomble, pas de chômeurs chez les *jardiniers*.

74. — Seine-Inférieure. — A Rouen, moins de 1 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*; 9 p. 100 de chômeurs, 50 heures, chez les *cotonniers*; travail satisfaisant chez les *parqueteurs*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *tonneliers*; 11 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *chaudronniers*; 5 p. 100 de chômeurs, 48 heures, chez les *peintres en bâtiment*; travail assez satisfaisant, 60 heures, chez les *chefs d'équipe du port*; 5 p. 100 de chômeurs chez les *chauffeurs-mécaniciens de la marine*; 3 p. 100 de chômeurs chez les *voyageurs et représentants de commerce*; 20 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *ouvriers du port*; travail satisfaisant chez les *musiciens*.

Au Havre, pas de chômeurs, 54 heures, chez les *boulangers*; 48 p. 100 de chômeurs chez les *maîtres d'hôtel et garçons navigateurs du port*; 4 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*; pas de chômeurs, 48 heures, chez les *voiliers*; travail peu actif chez les *cochers*; 47 p. 100 de chômeurs chez les *capitaines au cabotage*; 10 p. 100 de chômeurs, 48 heures, chez les *ouvriers du port*; pas de chômeurs, 48 heures, chez les *journaliers des docks*; 18 p. 100 de chômeurs, 28 heures, chez les *charbonniers et déchargeurs de navires*.

A Bolbec, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *cotonniers*.

A Caudebec-les-Elbeuf, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *mouleurs*.

A Déville-les-Rouen, 3 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *métallurgistes*.

A Dieppe, 10 p. 100 de chômeurs, 54 heures, dans le *bâtiment*; pas de chômeurs, 72 heures, chez les *employés de commerce*; 19 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *dockers*.

A Fécamp, 9 p. 100 de chômeurs, 56 heures, chez les *ouvriers du port*.

A Sahures, pas de chômeurs chez les *bûcherons*.

Chez les *verriers*: pas de chômeurs à Incheville, à Nesle-Normandeuse, à Romesnil à Rétonval, à Varimpré, à Essart, à Martaineville.

75. — Seine-et-Marne. — A Coulommiers, pas de chômeurs, 66 heures, chez les *métallurgistes*.

A La Ferté-sous-Jouarre, pas de chômeurs, 54 heures, chez les *maçons*.

A Lagny (Montévrain), pas de chômeurs, chez les *typographes*.

A Meaux, 2 p. 100 de chômeurs et 54 à 60 heures chez les *typographes*; travail satisfaisant, 60 heures, au *syndicat meltois de l'industrie du livre*; pas de chômeurs chez les *mécaniciens*.

A Melun, 10 p. 100 de chômeurs chez les *boulangers*; pas de chômeurs chez les *métallurgistes*.

A Montereau, pas de chômeurs chez les *faïenciers*.

A Moulin-Foulon, pas de chômeurs chez les *tailleurs de pierre*.

A Nanteuil-les-Meaux, pas de chômeurs, 66 heures, chez les *carriers-plâtriers*.

A Nemours, chômage complet chez les *diamantaires*.

A Noisiel, pas de chômeurs, 66 heures, chez les *chocolatiers*.

Chez les *ouvriers agricoles*, pas de chômeurs au Plessis-l'Évêque, à Lizy-sur-Ourcq, 2 p. 100 à Oisery.

76. — Seine-et-Oise. — A Versailles, pas de chômeurs, 54 heures, chez les *scieurs, découpeurs, mouluriers*; pas de chômeurs, 54 heures, chez les *serruriers-mécaniciens*; pas de chômeurs 64 heures, chez les *maçons*; pas de chômeurs chez les *cochers*; pas de chômeurs chez les *employés*.

A Argenteuil, pas de chômeurs chez les *chapeliers*.

A Ballancourt, pas de chômeurs, 66 heures, chez les *papetiers*.

A Bonnières, 10 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *raffineurs de pétrole*.

A Chaville, pas de chômeurs, 60 à 65 heures, chez les *blanchisseurs*; pas de chômeurs, 48 heures, chez les *maçons*.

A Chevreuse, pas de chômeurs, 50 heures, chez les *carriers*.

A Corbeil, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *menuisiers*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *menuisiers*; 5 p. 100 de chômeurs, 42 heures, chez les *peintres*;

A Étampes, pas de chômeurs, 63 heures, chez les *mouleurs*.

A Mantes, pas de chômeurs, 60 heures, dans l'*industrie du livre*; pas de chômeurs chez les *ouvriers en instruments de musique*.

A Meudon, pas de chômeurs, 54 heures, chez les *maçons*.

A Méry-sur-Oise, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *carriers*.

A Orsay, travail plus abondant, 48 heures, dans le *bâtiment*.

Au Pecq, pas de changement chez les *typographes*.

A Pontoise, 20 p. 100 de chômeurs chez les *boulangers*.

A Saint-Germain-en-Laye, pas de changement chez les *boulangers*.

A Vileneuve-Saint-Georges, pas de chômeurs, 60 heures, dans le *bâtiment*.

77. — **Sèvres (Deux-).** — A Niort, travail satisfaisant, 54 heures, chez les *typo-lithographes*.

A Parthenay, travail satisfaisant, 60 heures, chez les *scieurs-mécaniciens*; travail satisfaisant chez les *employés*.

A Saint-Jean-de-Thouars, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *tailleurs de pierre*.

78. — **Somme.** — A Amiens, travail satisfaisant 54 heures, chez les *lithographes*; pas de chômeurs, 54 heures, chez les *ouvriers de l'habillement*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *ouvriers de l'ameublement*; 27 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *mouleurs*, pas de chômeurs, 54 heures, chez les *serruriers*; pas de chômeurs, 54 heures, chez les *cimentiers*; 3 p. 100 de chômeurs chez les *employés*.

A Abbeville, travail satisfaisant, 60 heures, chez les *typographes*; 2 p. 100 de chômeurs chez les *commis aux écritures et employés de commerce*.

A Albert, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *mécaniciens*.

79. — **Tarn.** — A Albi, 22 p. 100 de chômeurs chez les *boulangers*; 27 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *charpentiers*; 6 p. 100 de chômeurs dans le *bâtiment*, 31 p. 100 de chômeurs, 52 heures, chez les *maçons*; 60 p. 100 de chômeurs, 45 heures, chez les *terrasiers et manœuvres*.

A Cognac, 48 heures, chez les *mineurs*.

A Carmaux, pas de changement chez les *mineurs*.

A Castres, pas de chômeurs, 54 heures, chez les *charpentiers*; travail satisfaisant, 60 heures, chez les *métallurgistes*; pas de chômeurs, 50 heures, chez les *tourneurs sur bois*, 8 p. 100 de chômeurs chez les *mouleurs*; pas de chômeurs, 55 heures, chez les *sculpteurs* 24 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *plâtriers*.

A Dourgne, pas de changement, chez les *ardoisiers*.

A Graulhet, 10 p. 100 de chômeurs, 54 heures, dans le *bâtiment*.

A Mazamet, 25 p. 100 de chômeurs, 48 heures, chez les *tanneurs*; 36 p. 100 de chômeurs, 48 à 60 heures, chez les *mégissiers*, 40 p. 100 de chômeurs chez les *ouvriers de la peau de mouton*; 2 p. 100 de chômeurs, 50 à 55 heures, chez les *fileurs*; pas de chômeurs, 48 heures, chez les *cimentiers*; pas de changement chez les *menuisiers-ébénistes*; 40 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *manœuvres et terrassiers*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *charretiers-camionneurs*.

A Rabastens, 11 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *maçons et charpentiers*.

A Saint-Amans-Soult, 44 p. 100 de chômeurs, 36 heures, chez les *déclatneurs*.

80. — **Tarn-et-Garonne.** — A Montauban, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *typo-lithographes*; 10 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *menuisiers et charpentiers*; pas de chômeurs chez les *plâtriers*.

81. — Var. — A Toulon, pas de chômeurs chez les *travailleurs de la terre*; 10 p. 100 de chômeurs, 75 heures, chez les *boulangers*; pas de chômeurs, 48 à 54 heures, chez les *travailleurs de l'usine à gaz*; 29 p. 100 de chômeurs, 50 heures, chez les *menuisiers-ébénistes*, 17 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *tailleurs de pierre*.

A Draguignan, pas de chômeurs, 50 heures, chez les *maçons*.

A la Garde, 29 p. 100 de chômeurs dans le *bâtiment*.

A la Seyne, 8 p. 100 de chômeurs, 48 heures, travail satisfaisant chez les *marins et pêcheurs*; travail peu satisfaisant, 60 heures, chez les *métallurgistes*.

82. — Vaucluse. — A Avignon, pas de chômeurs, 54 heures, chez les *imprimeurs*; pas de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*; 44 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les ouvriers de l'*habillement*; travail assez satisfaisant, 50 heures, chez les *tonneliers*; 35 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *mécaniciens*; 17 p. 100 de chômeurs chez les *charretiers*.

A Apt, pas de chômeurs, 60 heures, dans le *bâtiment*.

A Ménétrbes, pas de changement chez les *carriers*.

A Orange, pas de changement dans le *bâtiment*;

A Villeneuve-d'Avignon, 28 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *tanneurs-corroyeurs*.

83. — Vendée. — A la Roche-sur-Yon, pas de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*; pas de chômeurs, 54 heures, chez les *charpentiers et menuisiers*; 18 p. 100 de chômeurs à la Roche-sur-Yon.

A Faymoreau, pas de chômeurs, 64 heures, chez les *mineurs*.

A Fontenay-le-Comte, travail satisfaisant, 60 heures, chez les *typographes*.

Aux Sables-d'Olonne, 70 p. 100 de chômeurs, 30 heures, chez les *ouvriers boitiers*.

Chez les *tisserands*, chômage général à Evrunes; 20 p. 100 aux Epesses; pas de chômeurs à Mortagne-sur-Sèvre; chômage général à Saint-Laurent-sur-Sèvre; chômage complet à Saint-Malo-du-Bois.

A Mervent, pas de chômeurs, 66 heures, chez les *forestiers*.

84. — Vienne. — A Poitiers, pas de changement chez les *typographes*.

A Châtellerault, pas de chômeurs, travail très satisfaisant chez les *boulangers*; pas de chômeurs, 66 heures, chez les *maréchaux-ferrants*.

85. — Vienne (Haute-). — A Limoges, 9 p. 100 de chômeurs chez les *boulangers*; pas de chômeurs, 55 heures, chez les *imprimeurs-conducteurs-typographes*; pas de chômeurs, 60 heures, dans l'*habillement*; 6 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *carrossiers-bourreliers*; 25 p. 100 de chômeurs, 48 heures, chez les *charpentiers*; 10 p. 100 de chômeurs, 60 heures chez les *menuisiers*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *carrossiers-bourreliers*; travail satisfaisant, 60 heures chez les *sabotiers*; 20 p. 100 de chômeurs, 54 heures chez les *maçons*; 55 p. 100 de chômeurs chez les *peintres*; 24 p. 100 de chômeurs dans la *céramique*; pas de chômeurs chez les *musiciens*.

A Châlus, travail satisfaisant chez les *feuilleardiens*.

Au Dorat, pas de chômeurs chez les *maçons*.

A Saint-Léonard, pas de changement chez les *menuisiers*.

A Saint-Yrieix, 31 p. 100, 48 heures, de chômeurs chez les *terrasiers*.

86. — Vosges. — A Épinal, pas de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*; pas de chômeurs chez les *employés*.

A Jubainville, pas de chômeurs, 48 heures, chez les ouvriers de l'*aiguille*.

A Remiremont, 13 p. 100 de chômeurs, 54 heures, dans le *bâtiment*; pas de chômeurs chez les *employés*.

A Saint-Dié, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *mouleurs*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *mécaniciens*.

A Saulxures-sur-Mosellotte, pas de chômeurs, 54 heures, chez les *carriers*.

A Anould, pas de chômeurs, 60 heures, chez les ouvriers des *papeteries*.

Chez les *ouvriers textiles*: pas de chômeurs à Fresse-sur-Moselle, à Gérardmer, à Remiremont, à Saint-Dié, à Saint-Léonard, travail peu satisfaisant à Saint-Maurice-sur-Moselle;

travail satisfaisant au Thillot; pas de chômeurs à Val-d'Ajol. 2 p. 100 de chômeurs à Moyen-Moutier; travail insuffisant à Rupt-sur-Moselle.

87. — **Yonne.** — A Auxerre, pas de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*.

A Chassignelles, pas de changement chez les *tailleurs de pierres*.

A Sens, pas de chômeurs, 60 heures. 50 p. 100 de chômeurs, 48 heures, dans le bâtiment.

Chez les *bûcherons* : pas de chômeurs à Fontenailles, à Lavau, à Mézilles; à Somme-caise, à Treigny; chômage complet à Saint-Fargeau; pas de chômeurs à Saint-Sauveur-en-Puisaye; 84 p. 100 de chômeurs à Saint-Privé.

88. — **Algérie.** — A Alger, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *tonneliers*; pas de chômeurs, 63 heures, chez les employés en *quincaillerie*.

A Constantine, 90 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *tailleurs de pierre*.

A Arzew, 16 p. 100 de chômeurs chez les *boulangers*.

A Mustapha, travail stationnaire, 54 heures, chez les *charpentiers*.

A Oran, 30 p. 100 de chômeurs, chez les *inscrits maritimes*; 64 p. 100 de chômeurs chez les *mécaniciens-chauffeurs*.

Commerce extérieur de la France. — Tableau des importations et exportations pendant les deux premiers mois de 1908 :

	1908.	1907.	AUGMENTATIONS en 1908.	DIMINUTIONS en 1908.
IMPORTATIONS.	1,000 francs.	1,000 francs.	1,000 francs.	1,000 francs.
Objets d'alimentation.....	140,430	160,903	#	20,473
Matières nécessaires à l'industrie.....	698,803	713,970	#	15,167
Objets fabriqués.....	184,237	162,179	22,058	#
TOTAUX.....	1,023,470	1,037,052	22,058	35,640
DIMINUTION en 1908.....				13,582
EXPORTATIONS.				
Objets d'alimentation.....	91,188	78,528	12,660	#
Matières nécessaires à l'industrie.....	218,630	241,388	#	22,758
Objets fabriqués.....	370,079	443,305	#	73,226
Cofis postaux.....	66,518	63,305	3,213	#
TOTAUX.....	746,415	826,526	15,873	95,984
DIMINUTION en 1908.....				80,111

Recettes des chemins de fer (SEPT GRANDS RÉSEAUX). — 223,999,500 francs du 1^{er} au 25 février 1908 contre 218,814,300 francs pendant la période correspondante de 1907, soit une augmentation de 5,185,200 francs.

Prix courants d'un certain nombre de marchandises sur la place de Paris (sauf indication contraire) :

	Cours fin du mois de	
	Fév. 1908.	Mars 1908.
Sucre br., blanc n° 3, les 100 kilogr., cour'.....	28' 62	30' 37
Alcool 90 deg., l'hectol., cour'.....	43 87	44 87
Huile de colza brute dispon., les 100 kilogr.....	93 00	83 12
Huile de lin dispon., les 100 kilogr.....	54 87	53 75
Suif de la boucherie de Paris, les 100 kilogr. (en pains).....	72 00	69 00
Cotons (au Havre), les 50 kilogr., cour'.....	76 75	72 75
Laines en suint (au Havre), les 100 kilogr., cour'.....	"	177 50
Soies grêges Cévennes, 2 ^e qual. (à Lyon), le kilogr.....	"	44 00
Cuivre en lingots, les 100 kilogr. mixtes (1 ^{re} classe).....	159 00	157 50
Étain Banka, <i>idem.</i>	343 00	366 00
Plomb, livr. à Paris, <i>idem.</i>	42 50	41 50
Zinc, bonnes marques, <i>idem.</i>	59 00	58 25
Blé à Paris, les 100 kilogr. mixtes (1 ^{re} classe).....	21 65	22 12
Viande (bœuf), moyenne des 3 qualités, la Villette, le kilogramme.....	"	1 40
— veau, <i>idem.</i>	"	1 95
— mouton, <i>idem.</i>	"	2 05
— porc, <i>idem.</i>	"	1 75

MOUVEMENT SYNDICAL.

Pendant le mois de février 1908, le Ministère du Travail et de la Prévoyance sociale a été avisé de la création de :

- 25 syndicats patronaux comptant 801 membres;
- 29 syndicats ouvriers comptant 1,728 membres;
- 3 syndicats mixtes comptant 95 membres;
- 1 union de syndicats patronaux;
- 3 unions de syndicats ouvriers;

et de la dissolution de :

- 2 syndicats patronaux comptant 47 membres;
- 17 syndicats patronaux comptant 2,929 membres;
- 2 syndicats mixtes comptant 347 membres;

Les nouvelles associations signalées ont été fondées :

6 en décembre, 3 en novembre, 7 en octobre, 2 en septembre, 4 en août, 2 en juillet, 2 en juin, 3 en mai, 1 en avril, 1 en mars, 2 en février, 3 en janvier 1907, 3 antérieurement au 1^{er} janvier 1907, 18 en janvier et 4 en février 1908. Total : 61.

A. — CRÉATION DE SYNDICATS, D'UNIONS DE SYNDICATS
ET DE BOURSES DU TRAVAIL.

(La date entre crochets [] est celle de la création du syndicat.)

1° SYNDICATS PATRONAUX.

Dordogne [1^{er} septembre 1907]. — Syndicat de l'habitation et du **bâtiment** en général de l'arrondissement de Bergerac (68 membres). Siège social : rue du Caudeau, BERGERAC. — [1^{er} août 1907]. — Chambre syndicale des maîtres **coiffeurs** de la ville de Périgueux. (34 membres). Siège social : Hôtel de ville, PÉRIGUEUX. — [15 octobre 1907]. — Chambre syndicale des **horlogers**, bijoutiers, joailliers et orfèvres de Périgueux et de la Dordogne

(17 membres). Siège social : rue de la République, 15, PÉRIGUEUX. — [2 janvier 1907]. — Association syndicale des **hôteliers**, cafetiers et restaurateurs du Périgueux et de la Dordogne (23 membres). Siège social : rue de Bordeaux, 23, PÉRIGUEUX. — [24 janvier 1908]. — Société syndicale des **pharmaciens** de la Dordogne (84 membres). Siège social : Place du Coderc, 15, PÉRIGUEUX.

Doubs [24 janvier 1908]. — Syndicat des **monteurs de boîtes d'or** (8 membres). Siège social : rue Gambetta, 21, BESANÇON.

Loir-et-Cher [1^{er} janvier 1908]. — Syndicat des **laitiers** de Vendôme (17 membres). Siège social : maison du Bourg-Neuf, VENDÔME.

Loiret [26 juin 1906]. — Syndicat **médical** de l'arrondissement de Gien (19 membres). Siège social : Hôtel de ville, GIEN.

Lot-et-Garonne [18 décembre 1907]. — Syndicat des **distillateurs-liquoristes** de Lot-et-Garonne (22 membres). Siège social : AGEN.

Meurthe-et-Moselle [27 janvier 1908]. — Chambre syndicale des **tailleurs** de Nancy (25 membres). Siège social : rue Gambetta, 4, NANCY.

Oise [20 octobre 1907]. — Chambre syndicale des **horlogers**, bijoutiers, orfèvres du département de l'Oise (20 membres). Siège social : Place Jeanne-Hachette, 47, BEAUVAIS.

Pas-de-Calais [21 décembre 1907]. — Syndicat des **laitiers** approvisionnant la ville d'Hesdin (19 membres). Siège social : Estaminet Coquiart, boulevard de la Gare, HESDIN.

Seine [30 janvier 1908]. — Syndicat des commerçants de l'**ameublement** de Paris (41 membres). Siège social : rue Bonbuteau, 60, PARIS. — [24 février 1908]. — Syndicat patronal de la **boulangerie** israélite de Paris (15 membres). Siège social : café Trésor, rue Vieille-du-Temple, 28, PARIS. — [1^{er} janvier 1908]. — Chambre syndicale des fabricants de **chaines** (6 membres). Siège social : rue de Lancry, 10, PARIS. — [26 octobre 1907]. — Union générale des fabricants de pièces détachées et d'accessoires pour **cycles** et automobiles (37 membres). Siège social : rue de Lancry, 10, PARIS. — [8 janvier 1908]. — Chambre syndicale des fabricants de **draps** et couvertures militaires (25 membres). Siège social : rue d'Aboukir, 6, PARIS. — [29 janvier 1908]. — Chambre syndicale indépendante des marchands et marchandes de **fruits** et légumes aux Halles (49 membres). Siège social : rue Turbigo, 5, PARIS. — [1^{er} février 1908]. — Chambre syndicale patronale des **lapidaires** à façon de Paris (26 membres). Siège social : rue Saint-Honoré, 163, PARIS. — [24 décembre 1907]. — Syndicat général de la réglementation des produits **pharmaceutiques** ou hygiéniques, spécialisés par des marques de fabrique (46 membres). Siège social : rue de Rougemont, 14, PARIS. — [1^{er} janvier 1908]. — Syndicat **médical** de Saint-Mandé (12 membres). Siège social : place de la Tourcelle, 3 bis, SAINT-MANDÉ.

Seine-Inférieure [17 novembre 1907]. — Syndicat de la **boulangerie** du canton de Lillebonne (14 membres). Siège social : place Carnot, 13, LILLEBONNE. — [1^{er} octobre 1907]. — Chambre syndicale des **horlogers**, bijoutiers-orfèvres de Rouen et de la région (15 membres). Siège social : place du Gaillardbois. 10, ROUEN.

Seine-et-Oise [25 août 1907]. — Chambre syndicale des entrepreneurs de **bâtiments** de l'arrondissement de Mantes (66 membres). Siège social : salle de la Justice de Paix, MANTES. — [17 décembre 1907]. — Syndicat professionnel de l'industrie **laitière** de Saint-Germain-en-Laye et des environs (30 membres). Siège social : rue de Poissy, 7, SAINT-GERMAIN-EN-LAYE.

2° SYNDICATS OUVRIERS.

Allier, [14 octobre 1907]. — Syndicat des **sabotiers-galochiers** de Cérilly (48 membres). Siège social : CÉRILLY.

Ardennes [19 octobre 1907]. — Chambre syndicale des ouvriers en **bâtiment** de Vrine-aux-Bois et Vivier-au-court (25 membres). Siège social : place de la Gare, VRIGNE-AUX-BOIS.

Ariège [20 janvier 1907]. — Association prolétarienne indépendante des **métallurgistes** de l'Ariège (400 membres). Siège social : allées des Carmes, PAMIER.

Bouches-du-Rhône [10 janvier 1908]. — Chambre syndicale des **cochers** et parties similaires (45 membres). Siège social : café Mirabeau, AIX. — [21 septembre 1907]. — Syndicat des **institutrices** libres des arrondissements d'Aix et d'Arles (71 membres). Siège social : rue Pavillon, 42, AIX-EN-PROVENCE. — [14 février 1907]. — Chambre syndicale des ouvriers **coltineurs** et parties similaires (16 membres). Siège social : MIRAMAS.

Cher [20 janvier 1908]. — Syndicat professionnel des ouvriers **tuiliers** et travaux similaires de Saint-Pierre-les-Etieux et Charenton-du-Cher (62 membres). Siège social : mairie, CHARENTON-SUR-CHER. — Syndicat des ouvriers **garçons de magasin** et emballers (50 membres). Siège social : rue Gallierand, 17, VIERZON-VILLE.

Dordogne [1^{er} avril 1907]. — Fédération des **mécaniciens** et chauffeurs des chemins de fer P. O. (section de Bergerac) [52 membres]. Siège social : rue de l'Entrepôt, BERGERAC. — [28 décembre 1907]. — Syndicat des ouvriers **meuliers** de Domme et Cénac. (69 membres). Siège social : CÉNAC. — [25 décembre 1907]. — Syndicat des **charretiers** du canton de Lanouaille (14 membres). Siège social : LANOUAILLE. — [1^{er} janvier 1907]. — Chambre syndicale des ouvriers **carriers**, tailleurs de pierres et similaires du canton de Thenon (24 membres). Siège social : LIMEYRAT. [2 juin 1907]. — Chambre syndicale des

ouvriers **carriers** de la ville de Périgueux (30 membres). Siège social : rue de la Nation, 2, PÉRIGUEUX. — [1^{er} mai 1907]. — Chambre syndicale des ouvriers **charpentiers** de la ville de Périgueux (22 membres). Siège social : rue de la Nation, 22, PÉRIGUEUX. — [15 février 1907]. — Syndicat des **chiffonniers** des deux sexes (50 membres). Siège social : Bourse du travail, PÉRIGUEUX. — [1^{er} juillet 1907]. — Union syndicale des vendeurs de **journaux** de la ville de Périgueux (9 membres). Siège social : rue de la Nation, 2, PÉRIGUEUX. — [5 mars 1907]. — Chambre syndicale des ouvriers **maçons** et manœuvres de la ville de Périgueux (80 membres). Siège social : rue de la Nation, 2, PÉRIGUEUX. — [9 mai 1907]. — Syndicat des **boucheurs** à l'émeri de Bard-ville et Terrasson (10 membres). Siège social : SAINT-LAZARE.

Gironde [1^{er} janvier 1907]. — Association syndicale des ouvrières et ouvriers des **raffineries** de sucre de Bordeaux (50 membres). Siège social : Bourse du travail, BORDEAUX.

Lot-et-Garonne [13 janvier 1900]. — Syndicat des travailleurs de la **terre** de la commune de Couthures (20 membres). Siège social : COUTHURES.

Meurthe-et-Moselle [1^{er} janvier 1907]. — Syndicat des ouvriers du bâtiment de Nancy (40 membres). Siège social : rue de Toul, 187, NANCY. — [1^{er} janvier 1908]. — Syndicat des ouvriers du **livre** de Nancy (60 membres). Siège social : rue de l'Équitation, 6, NANCY.

Nièvre [21 juillet 1907]. — Syndicat des ouvriers **métallurgistes** et similaires d'Imphy (197 membres). Siège social : IMPHY.

Oise [6 juin 1907]. — Union syndicale des ouvriers **tabletiers** de l'Oise (section de Saint-Crépin) [97 membres]. Siège social : SAINT-CRÉPIN-HOUVILLERS.

Seine [15 janvier 1908]. — Association professionnelle des **chauffeurs mécaniciens** et conducteurs d'automobiles de Paris et du département de la Seine (7 membres). Siège social : rue Louis-Philippe, 12, Neuilly-sur-Seine. — [15 janvier 1908]. — Syndicat des **dessinateurs** et assimilés de la banlieue Nord parisienne (2 membres). Siège social : rue du Saulger, 23, SAINT-DENIS.

Seine-et-Marne [15 mars 1906]. Syndicat **typographique** de Melun (17 membres). Siège social : Hôtel de ville, MELUN [1^{er} novembre 1907]. — Syndicat des ouvriers **métallurgistes** de la région de Provins (113 membres). Siège social : rue du Four des Raines, 16, PROVINS.

Seine-et-Oise [1^{er} juillet 1906]. — Fédération des **mécaniciens** et chauffeurs des chemins de fer de l'Ouest (section de Versailles) [50 membres]. Siège social : rue Navier, 41, VERSAILLES.

3° SYNDICATS MIXTES.

Dordogne [4 mai 1907]. — Union syndicale mixte du **bâtiment** du département de la Dordogne (45 membres). Siège social : rue Kléber, 27, PÉRIGUEUX.

Indre-et-Loire [1^{er} février 1908]. — Chambre syndicale de l'Union corporative des loueurs et cochers de voitures de place de la ville de Tours (20 membres). Siège social : place du Polais, 11, TOURS.

Seine-et-Marne [27 octobre 1907]. — Syndicat de la presse de Seine-et-Marne (30 membres). Siège social : Hôtel de ville, MELUN.

4° UNIONS DE SYNDICATS PATRONAUX.

Seine-et-Marne [1^{er} novembre 1907]. — Fédération des syndicats médicaux du département de Seine-et-Marne (4 syndicats adhérents). Siège social : MELUN.

5° UNIONS DE SYNDICATS OUVRIERS.

Gironde [10 août 1907]. — Union des syndicats ouvriers de la ville de Libourne et de l'arrondissement (7 syndicats adhérents). Siège social : café National, place de la mairie, LIBOURNE.

Rhône [20 janvier 1908]. — Fédération nationale du textile de la soie en France (6 syndicats adhérents). Siège social : rue d'Ivry, 10, LYON.

Seine-et-Marne [2 août 1907]. — Union des syndicats de l'arrondissement de Melun (7 syndicats adhérents). Hôtel de ville, MELUN.

B. — SYNDICATS DISSOUS.

(La date entre crochets [] est celle de la création du syndicat. La date de la dissolution n'est pas donnée, parce que l'inactivité du syndicat est souvent le seul indice de sa disparition.)

1° SYNDICATS PATRONAUX.

Marne [11 janvier 1901]. — Union syndicale des maîtres d'hôtels, restaurants, cafetiers et débitants de l'arrondissement de Vitry-le-François (22 membres). Siège social : café du Commerce, contour de la Halle, VITRY-LE-FRANÇOIS

Marne (Haute-) [16 décembre 1893]. — Syndicat du commerce et de la fabrication de la coutellerie de la Haute-Marne (25 membres). Siège social : NOGENT-EN-BASSIGNY.

2^e SYNDICATS OUVRIERS.

Ariège [21 octobre 1907]. — Syndicat des ouvriers mineurs et similaires de la mine de Rabat (39 membres). Siège social : RABAT.

Calvados [11 mai 1905]. — Union syndicale des ouvriers carriers de la région de Caen (14 membres). Siège social : place Nationale, ALLEMAGNE. — [11 décembre 1903]. — Syndicat indépendant des ouvriers menuisiers et parties similaires de Caen (27 membres). Siège social : rue Saint-Pierre, 42, CAEN. — [23 juillet 1905]. — Syndicat des ouvriers boulangers de Caen et environs (105 membres). Siège social : rue Saint-Pierre, 100, CAEN.

Isère [15 mars 1896]. — Union syndicale corporative des palissonniers-mégissiers de l'Isère (40 membres). Siège social : Bourse du travail, GRENOBLE.

Marne (Haute-) [1^{er} septembre 1903]. — Syndicat typographique chaumontais (20 membres). Siège social : Bourse du travail, CHAUMONT. — [1^{er} juillet 1905]. — Syndicat des ouvriers métallurgistes et parties similaires de Doulaucourt (28 membres). Chez M. Collin (Anatole), DOULAUCOURT.

Seine [1^{er} mai 1902]. — Syndicat indépendant des ouvrières et ouvriers blanchisseurs de Boulogne-Billancourt (397 membres). Siège social : rue de Billancourt, 65, BOULOGNE-SUR-SEINE. — [1^{er} janvier 1905]. — Syndicat des ouvriers et ouvrières de l'industrie des pétroles du département de la Seine (225 membres). Siège social : boulevard du Havre, 148, COLOMBES. — [20 octobre 1906]. — Syndicat des ouvriers dépendant de l'usine de chauffage, éclairage et force motrice de Gennevilliers (500 membres). Siège social : rue Général-Julien, 5, EPINAY. — Syndicat des irréguliers du travail (hommes de peine) [32 membres]. Siège social : rue Victor Hugo, 60, PANTIN. — [12 mai 1905]. — Union syndicale des ébénistes de la boucherie (21 membres). Siège social : rue de Flandre, 203, PARIS, 19^e. — [29 janvier 1901]. — Syndicat des ouvriers et employés du chemin de fer métropolitain de Paris (990 membres). Siège social : Bourse du travail, PARIS. — [1^{er} août 1906]. — Union syndicale des ouvriers coiffeurs (21 membres). Siège social : rue Saint-Sabin, 4 bis, PARIS. — [25 janvier 1904]. — Union syndicale des chefs de travaux et employés d'entreprises de fontainerie (25 membres). Siège social : rue de Rivoli, 33, PARIS. — [2 juin 1900]. — Chambre syndicale des ouvriers métallurgistes et parties similaires du département de la Seine (420 membres). Siège social : Bourse du travail, PARIS. — [19 décembre 1903].

Seine-et-Marne [2 septembre 1904]. — Syndicat de la sellerie-bourrellerie de Melun et ses environs (25 membres). Siège social : rue du Palais de Justice, 29, MELUN.

3° SYNDICATS MIXTES.

Calvados [2 1891]. — Syndicat professionnel horticole de la ville et du canton de Honfleur (114 membres). Siège social : Hôtel de Ville, HONFLEUR.

Seine [10 octobre 1904]. — «L'Intermédiaire» Association professionnelle des hôtels, pensions de famille, appartements, maisons meublées (233 membres). Siège social : rue de la Banque, 5, PARIS.

Le Rédacteur en Chef du Bulletin, Gérant,

CH. PICQUENARD.

PUBLICATIONS DE LA DIRECTION DU TRAVAIL.

(Les volumes épuisés sont marqués d'un astérisque [*].)

I. — CONSEIL SUPÉRIEUR DU TRAVAIL.

1 ^{re} SESSION (1891). — * <i>Compte rendu</i> . — <i>Rapports</i> : Bureaux de placement (M. Thévenet). — <i>Protection des salaires</i> (M. Martelin). — <i>Création d'un office du travail</i> (M. Keufer). — 1 in-4°, 200 p.	2 fr. 25
2 ^e SESSION (1892). — * <i>Compte rendu</i> . — <i>Rapports</i> : Organisation du crédit populaire (MM. Labeyrie et Delahaye). — <i>Sociétés coopératives de crédit</i> (M. Lyon-Caen). — <i>Habitations ouvrières</i> (M. Siegfried). — <i>Musée d'économie sociale</i> (M. Linder). — <i>Règlements d'atelier</i> (M. Keufer). — <i>Pétition des typographes de Lyon</i> . — 1 in-4°, 252 p.	3 francs.
3 ^e et 4 ^e SESSIONS (déc. 1893-janv. 1894). — * <i>Compte rendu</i> . — <i>Rapport sur l'organisation du crédit populaire</i> (M. Many). — 1 in-4°, 341 p.	3 fr. 30.
5 ^e SESSION (1895). — * <i>Compte rendu</i> . — <i>Rapport sur la création de chambres de travail</i> (M. Depasse). — 1 in-4°, 165 p.	2 fr. 25.
6 ^e SESSION (1896). — * <i>Compte rendu</i> . — <i>Rapports</i> : L'insaisissabilité des pensions ouvrières (M. Paulet). — La question du chômage. — 1 in-4°, 143 p., 1 fr. 80. — * <i>Rapport sur la question du chômage</i> , avec les documents réunis par l'Office du travail. — 1 in-4°, 398 p.	3 fr. 60.
* <i>Statistique des travaux de secours en cas de chômage</i> (1893, 1897, 1898) [note de l'Office du travail]. 1 broch. in-4°, 23 p. (1899).	
1 franc.	
7 ^e SESSION (1897). — * <i>Compte rendu</i> . — <i>Rapport sur le système actuel des adjudications</i> (M. Keufer). — <i>Note de l'Office du travail sur le minimum de salaire dans les travaux publics</i> . — 1 in-4°, 299 p.	3 francs.
8 ^e SESSION (1898). — * <i>Compte rendu</i> . — <i>Rapport sur le marchandage</i> (M. Goy). — <i>Note de l'Office du travail sur le marchandage</i> . — 1 in-4°, 127 p.	1 fr. 80.
9 ^e SESSION (1900). — * <i>Compte rendu</i> . — 1 in-4°, 525 p.	4 fr. 50.
* <i>Les conseils de prud'hommes</i> [documents et enquêtes de l'Office du travail]. — 1 in-4°, 409 p.	
Enquête sur la législation des conseils de prud'hommes. — 1 br. in-4°, 55 p.	
1 franc.	
10 ^e SESSION (1901). — * <i>Compte rendu</i> . — 1 in-4°, 175 p., 2 fr. 25. — * <i>Rapport et documents sur la réglementation du travail dans les bureaux et magasins</i> (M. Dalle) et dans les petites industries de l'alimentation (M. Barafort). — 1 in-4°, 261 p.	3 francs.
* <i>Rapports sur diverses modifications à la législation des prud'hommes et sur les renvois par suite de saisie-arrest</i> . — 1 broch. in-4°, 28 p.	
1 franc.	
11 ^e SESSION (1902). — <i>Compte rendu</i> . — 1 in-4°, 147 p.	1 fr. 80.
* <i>Apprentissage : enquête et doc.</i> (rapport de M. Briat). — 1 in-4°, 537 p.	
4 fr. 50.	
* <i>Rapport sur les modifications à apporter aux groupes professionnels du conseil supérieur</i> (M. Fagnot). — 1 broch. in-4°, 15 p.	
1 franc.	
12 ^e SESSION (1903). — <i>Compte rendu</i> . — 1 in-4°, 224 p.	2 fr. 70.
Les caisses de chômage. — 1 in-4°, 148 p.	
1 fr. 80.	
Réglementation du travail dans les industries de transport (M. Moreau). — 1 in-4°, 87 p.	
1 fr. 50.	
Enquêtes et documents sur le délai-congé. — 1 in-4°, 104 p.	
1 fr. 80.	
13 ^e SESSION (1904). — <i>Compte rendu</i> . — 1 in-4°, 233 p.	1 fr. 80.
Le repos hebdomadaire (rapport de M ^{lle} Blondelu). — 1 in-4°, 73 p.	
1 fr. 50.	
Le délai-congé (rapport de M. Manoury). — 1 in-4°, 52 p.	
1 fr. 50.	
14 ^e SESSION (1905). — <i>Compte rendu</i> . — 1 in-4°, 135 p.	1 fr. 80.
15 ^e SESSION (novembre 1905). — <i>Compte rendu</i> . — 1 in-4°, 168 p.	2 fr. 25.
* <i>L'enseignement professionnel</i> (rapport de M. Brial). — 1 in-4°, 159 p.	
2 francs.	
16 ^e SESSION (1906). — <i>Compte rendu</i> . — 1 in-4°, 244 p.	2 fr. 70.
L'affichage des lois ouvrières (rapport de M. Paillot). — 1 in-4°, 11 p.	
1 franc.	
* <i>L'inspection du travail</i> (rapport de M. Bourderon). — 1 in-4°, 52 p.	
1 franc.	
17 ^e SESSION (1907). — <i>La capacité professionnelle des syndicats</i> . — 1 in-4°, 28 p.	1 franc.
L'organisation du Conseil supérieur du travail. — 1 in-4°, 22 p.	
1 franc.	
La protection des salaires en cas de faillite ou de déconfiture. — 1 in-4°, 40 p.	
1 franc.	

II. — ENQUÊTES ET DOCUMENTS.

* <i>Le placement des employés, ouvriers et domestiques en France, avec un appendice relatif au placement dans les pays étrangers</i> . — 1 in-8°, 742 p. (1893).	8 francs.
Seconds enquête sur le placement. — 1 in-8°, 186 p. (1901).	1 fr. 50.
* <i>De la conciliation et de l'arbitrage dans les conflits collectifs entre patrons et ouvriers en France et à l'étranger</i> . — 1 in-8°, 610 p. (1893).	6 francs.
* <i>Examen du 6^e rapport annuel du Dép^t du travail des États-Unis. — Des artères et de la participation intéressée du personnel dans les chemins de fer russes</i> . — 1 in-8°, 93 p. (1893).	1 fr. 50.
* <i>Salaires et durée du travail dans l'industrie française</i> . — Tome 1 ^{er} : Seine. — 1 in-8°, 611 p. (1893). — T. II et III : Départements. — 2 in-8°, 760, 648 p. (1894 et 1896). — T. IV : Résultats généraux. — 1 in-8°, 574 p. (1897). Chac. 7 fr. 50. — <i>Manufactures de l'Etat et chemins de fer</i> . — 1 in-8°, 164 p. (1896) 1 fr. 50. — <i>Album graphique</i> . — 29 planches in-8° (1897).	4 francs.

*La petite industrie (salaires, durée du travail). — Tome I ^{er} : <i>L'alimentation à Paris</i> . — 1 in-8 ^e , 300 p. (1893). — T. II : <i>Le vêtement à Paris</i> . — 1 in-8 ^e , 721 p. (1896).....	2 fr. 50 et 5 francs.
*Bordeaux aux salaires (1900 et 1901). — 1 in-8 ^e , 232 p. (1902).....	3 fr. 50.
*Saisie-arrêt sur les salaires. — 1 in-8 ^e , 138 p. (1899).....	1 fr. 50.
Note sur la journée de huit heures dans les établissements industriels de l'État. — 1 in-8 ^e , 91 p. (1906).	1 fr. 50.
L'industrie du chiffon à Paris. — 1 in-8 ^e , 118 p. (1903).....	1 fr. 50.
Enquête sur le travail à domicile dans la lingerie. — T. I : 1 in-8 ^e , 782 p. (1907).....	5 francs
*L'assurance obligatoire contre les accidents du travail en Allemagne et en Autriche (1892). — I. <i>Résultats financiers</i> . — 1 in-8 ^e , 110 p. — II. <i>Statistique des accidents</i> . — 1 in-8 ^e , 124 p., chac.	1 fr. 50.
*Bases statistiques de l'assurance contre les accidents. — 1 in-8 ^e , 235 p. (1899).....	2 francs.
*Résultats statistiques de l'assurance obligatoire contre la maladie : <i>En Allemagne</i> . — 1 in-8 ^e , 134 p. (1893). — <i>En Autriche</i> . — 1 in-8 ^e , 147 p. (1893), chac.	1 fr. 50.
*Étude sur les derniers résultats des assurances sociales en Allemagne et en Autriche.	
1 ^{re} partie : <i>Accidents</i> . — 1 in-8 ^e , 180 p. (1894).....	1 fr. 50.
2 ^e partie : <i>Maladie, Invalidité, Vieillesse</i> . — 1 in-8 ^e , 229 p. (1895).....	2 francs.
*Les caisses patronales de retraites (industries). — 1 in-8 ^e , 437 p. (1898).....	3 fr. 50.
*Hygiène et sécurité des travailleurs. — 1 in-8 ^e , 660 p. (1895).....	5 francs.
*Poisons industriels. 1 in-8 ^e , 449 p. (1901).....	3 francs.
*Maladies professionnelles. — 1 in-8 ^e , 147 p. (1903).....	1 fr. 80.
*Les associations ouvrières de production. — 1 in-8 ^e , 613 p. (1897).....	5 francs.
Les associations professionnelles ouvrières. — *Tome I ^{er} : <i>Agriculture, mines, produits chimiques, industrie polygraphique</i> . — (1899). — T. II : <i>Cuir et peaux, industries textiles, habillement, aneulement, travail du bois</i> . — (1901). — T. III : <i>Métaux céramiques et verrerie</i> . — (1902). — T. IV : <i>Bâtiment, transports et industries diverses</i> . — 4 in-8 ^e , 905, 895, 679 et 821 p., chac.	5 francs.
*Législation ouvrière et sociale en Australie et Nouvelle-Zélande. — <i>Mission de M. Albert Melin</i> . — 1 in-8 ^e , 200 p. (1901).....	1 fr. 50.
*Rapport sur l'apprentissage dans l'imprimerie (1889-1901). — 1 in-8 ^e , 320 p. (1902).....	3 fr. 50.
*Rapport sur l'apprentissage dans les industries de l'ameublement. — 1 in-8 ^e , 678 p. (1905).	6 francs.
Répartition des forces motrices et hydrauliques en 1899. — Tome I ^{er} : <i>Moteurs à vapeur</i> (1900). — T. II : <i>Moteurs hydrauliques</i> (1901). — 2 in-4 ^e , 235 et 224 p., chac.	3 fr. 50.

III. — PUBLICATIONS PÉRIODIQUES. — STATISTIQUE.

Résultats statistiques des recensements de la population. — 1891 : 1 ^o * <i>Résultats généraux</i> . — 1 in-8 ^e Jésus, 814 p. (894), 15 francs. — 2 ^o <i>Étrangers</i> . — 1 in-8 ^e Jésus, 349 p. (1893), 7 fr. 50. — *1896 : 1 in-8 ^e , 491 p. (1899), 7 fr. 50. — 1901. — Tome I ^{er} : <i>Introduction, population légale ou de résidence habituelle pour la France; population présente (Paris, Nord et Est)</i> . — 1 in-4 ^e , 870 p. — T. II : <i>Population présente (Sud-Est)</i> . — 1 in-4 ^e , 818 p. — T. III : <i>Idem (Ouest et Midi)</i> . — 1 in-4 ^e , 906 p. — T. IV : <i>Population présente, résultats généraux</i> . — 1 in-3 ^e , 1,022 p. — T. V : <i>Enquêtes annexes</i> . — 1 in-4 ^e , 176 p., chac.	10 francs., sauf le tome V..... 5 francs.
Résultats statistiques du recensement des industries et professions en 1896. — *Tome I ^{er} : <i>Paris, Nord et Est</i> (15 dép.). — T. II : <i>Sud-Est</i> (27 dép.). — T. III : <i>Ouest et Midi</i> (45 dép.). — T. IV : <i>Résultats généraux</i> . — 4 in-4 ^e , 845, 803, 663 et 440 p., chac.	10 francs.
Album graphique de la statistique générale de la France (1907). — 1 in-4 ^e , 280 p.....	8 francs.
Statistique générale de la France. — <i>Statistique annuelle</i> : 1888-89, *1890, *1890-92; 3 in-8 ^e , 341, 145, 641 p., chac. 7 fr. 50. — (*1893 à 1898 : 6 in-8 ^e , 259, 259, 237, 235, 304 et 197 p., chac. 5 et 6 francs. — <i>Mouvement de la population</i> : *1899-1900, *1901, 1902, 1903; 4 in-8 ^e , 313, 289, 105 et 384 p., chac. 5 francs. — 1904; 1 in-8 ^e , 638 p., 7 fr. 50. — <i>Institutions d'assistance</i> : *1899-1900, *1901, 1902 à 1905; 6 in-8 ^e , 211, 105 et 103 p., chac.	5 francs.
Statistique internationale du mouvement de la population d'après les registres de l'état-civil. — <i>Résumé depuis l'origine des statistiques de l'état-civil jusqu'en 1905</i> . — 1 in-8 ^e , 912 p.....	15 francs.
Annuaire statistique. — 1880 à 1891, 12 in-8 ^e , 559, 664, 612, 630, 678, 674, 718, 723, 503, 516, 553, 535 p.; 1892-94 et 1895-96, 2 in-8 ^e , 773 et 624 p.; 1897 à 1906, 10 in-8 ^e , 520, 653, 615, 583, 592, 528, 631, 545, 604 et 645 p. — (Épuisés : 1886, 1888 et 1890 à 1906, sauf 1901, et 1905), chac. 7 fr. 50.	
Statistique des grèves et des recours à la conciliation et à l'arbitrage (1890-1906). — 17 in-8 ^e (épuisés, sauf 1900, 1901, 1902, 1903, 1904 et 1906), chac.	3 francs, 3 fr. 50 et 4 fr. 50.
Statistique des grèves de 1890 à 1899. — Broch in-3 ^e , 28 p.....	1 fr. 50.
Annuaire des syndicats. — *1897, *1898-1899, *1900, *1901, 1902, *1903 et 1904-1905, chac....	5 francs.

^F D'après une communication des libraires, désignés ci-après, on pourrait se procurer d'occasion, à leur librairie, quelques-uns des volumes indiqués comme épuisés [*] : MM. BERGER-LEVAULT et C^{ie}, rue des Beaux-Arts, 5, Paris-6^e; MUZARD et EBIN, place Dauphine, Paris-1^{er}; GEORGES ROUSTAN, quai Voltaire, 5 et 17, Paris-7^e; CHEVALIER et RIVIÈRE, rue Jacob, 30, Paris-6^e.

(Les volumes épuisés sont marqués d'un astérisque [*].)

BULLETIN

DE

L'OFFICE DU TRAVAIL

(MINISTÈRE DU TRAVAIL ET DE LA PRÉVOYANCE SOCIALE)

SOMMAIRE.

Pages.

Pages.

Mouvement social en France.

Revue du travail en mars	321
Situation par industries	322
Grèves en mars	331
Cconciliation et arbitrage en mars	338
Enquête sur le chômage dans la mégisserie et la tannerie	340
L'application de la loi du 27 mars 1907 sur les conseils de prud'hommes	352
Élections des prud'hommes au Conseil supérieur du travail	355

Jurisprudence.

Louage de services à durée indéterminée, congédiement après vingt ans de services pour diminution de capacité de travail à la suite de maladie, observation du délai-congé d'usage, absence d'abus de droit. — Conseils de prud'hommes de Paris, monteur en bronze employé chez un ébéniste, compétence de la section des métaux et industries diverses et non de la section du bâtiment. — Conseil de prud'hommes, motifs de renvoi allégués par l'ouvrier et déniés par le patron, affirmations de l'ouvrier prises pour base unique de la décision du conseil, cassation. — Repos hebdomadaire : mentions inexactes inscrites sciemment sur le registre de roulement, obstacle à l'accomplissement des devoirs de l'inspecteur; buffet de gare, repos d'une demi-journée par semaine et par roulement avec une journée entière par mois, mode de repos non prévu par la loi, prétendue tolérance, motif de relaxe non admissible	356
---	-----

Mouvement social à l'étranger.

Allemagne : Revue du travail. — Placement	360
---	-----

Autriche : Placement. — Grèves	361
Belgique : Revue du travail. — Grèves. — Le mouvement coopératif. — La transformation de l'Office des classes moyennes	361
Etats-Unis : Revue du travail. — La fédération américaine du travail	363
Grande-Bretagne : Revue du travail. — Grèves. — Les trade-unions et fédérations en 1906	367
Suisse : La loi cantonale sur les grèves. — L'union suisse des sociétés de consommation	370

Actes et documents officiels.

Décrets :	
1 ^o 7 mars 1908 (surcharges des enfants et des femmes)	373
2 ^o 16 mars 1908 (dérégations au repos hebdomadaire applicables aux enfants et aux femmes)	374
3 ^o 18 mars (institution d'un conseil de prud'hommes à Fraize)	376
4 ^o 23 mars (prud'hommes de Paris)	376
5 ^o 31 mars 1908 (commission de chômage)	376
État des travaux législatifs	379
Chronique législative : Les retraites ouvrières au Parlement. — Le repos hebdomadaire et l'aministie. — La petite propriété et les habitations à bon marché. — Les retraites des ouvriers mineurs à la Chambre	382

Renseignements divers.

Analyse, par département, des renseignements fournis par les associations patronales	385
Analyse, par département, des renseignements fournis par les associations ouvrières	392
Commerce extérieur; transports; prix courants divers	413
Mouvement syndical	414

PARIS.

BERGER-LEVRAULT et C^e, éditeurs,5, rue des Beaux-Arts (6^e arr^e).

LIBRAIRIE ARMAND COLIN,

5, rue de Mézières (6^e arr^e).

Le Bulletin de l'Office du travail paraît tous les mois. On le trouve chez tous les libraires.
On s'abonne également dans tous les bureaux de poste et à l'Imprimerie nationale.

Les abonnements ne sont pas reçus au Ministère du Travail.

PRIX DE L'ABONNEMENT	POUR LA FRANCE	2 fr. 50 par an.
	POUR L'UNION POSTALE	3 fr. 50 —

EN VENTE CHEZ BERGER-LEVRULT ET C^{ie} :
PUBLICATIONS DE LA DIRECTION DE L'ASSURANCE
ET DE LA PRÉVOYANCE SOCIALES.

I. — Recueil de documents sur les Accidents du travail.

- N° 1. — Lois, Règlements et Circulaires (Janvier 1907). Un volume in-8° de 404 pages. 1 fr. 75.
 N° 2. — Lois sur les accidents du travail (Février 1907). Brochure de 32 pages. 0 fr. 50.
 N° 3. — Jurisprudence (I. Mars 1902). Un volume de 937 pages. 10 francs.
 N° 4. — Loi du 9 avril 1898 (modifiée par la loi du 22 mars 1902) et Décret relatif aux déclarations d'accidents. Brochure de 26 pages. 0 fr. 50.
 N° 5. — Rapports aux Congrès internationaux des accidents (Paris 1900. — Düsseldorf 1902), par le Directeur de l'Assurance et de la Prévoyance sociales. Brochure de 33 pages. 0 fr. 60.
 N° 6. — Jurisprudence. Table analytique des décisions publiées dans le fascicule n° 3 (Mars 1902). Brochure de 63 pages. 1 franc.
 N° 7. — Jurisprudence (II. Mars 1903). Avec Table alphabétique générale des décisions publiées dans les fascicules n° 3 et 7. Un volume de 449 pages. 5 francs.
 N° 8. — Jurisprudence. Table analytique des décisions insérées dans les tomes I et II (fascicules n° 3 et 7). 1903. Brochure de 84 pages. 1 fr. 30.
 N° 9. — Jurisprudence. (III. Novembre 1903). Avec Table alphabétique générale des décisions publiées dans les fascicules n° 3, 7 et 9. Un volume de 363 pages. 4 francs.
 N° 10. — Jurisprudence. Table analytique des décisions publiées dans les tomes I, II et III (fascicules n° 3, 7 et 9). 1903. Volume in-8° de 95 pages. 1 fr. 40.
 N° 11. — Jurisprudence (IV. Mars 1904). Avec Table analytique des décisions publiées dans les fascicules n° 3, 7, 9 et 11. Un volume de 304 pages. 3 fr. 25.
 N° 12. — Jurisprudence. Table analytique des décisions publiées dans les tomes I à IV (fascicules n° 3, 7, 9 et 11). Vol. de 96 pages. 1 fr. 40.
 N° 13. — Maladies professionnelles. Rapport préparatoire au Comité consultatif des Assurances

- contre les accidents du travail. 1904. Brochure in-8° de 48 pages. 0 fr. 20.
 N° 14. — Législation sur les accidents, annotée des décisions de jurisprudence. 2^e édit. 1906. Un volume de 110 pages. 1 fr. 25.
 N° 15. — Répertoire bibliographique sur la législation relative aux accidents du travail, par A. DAGUIN. 2^e édit. 1906. Broch. de 96 p. 1 fr. 25.
 N° 16. — Rapport sur l'application de la loi du 9 avril 1898 (Février 1905.). Brochure de 236 pages, dont 40 de graphiques en noir et en couleurs. 2 fr. 75.
 N° 17. — Jurisprudence. (V. Mars 1905). Un volume de 147 pages. 1 fr. 75.
 N° 18. — Arrêté fixant le tarif des frais médicaux et pharmaceutiques en matière d'accidents du travail. 1905. Brochure de 62 pages. 0 fr. 75.
 N° 19. — Deuxième rapport sur l'application de la loi du 9 avril 1898. (Mars 1906.) Vol. de 175 p., dont 30 de graphiques en noir et couleurs. 2 fr.
 N° 20. — Jurisprudence. (VI. Mars 1906.). Un volume de 212 pages. 2 fr. 50.
 N° 21. — Troisième rapport sur l'application de la loi du 9 avril 1898. (Octobre 1906.) Vol. de 150 pages, dont 31 de graphiques en noir et en couleurs. 1 fr. 75.
 N° 22. — Décret du 27 septembre 1906 arrêtant la liste des exploitations commerciales soumises à la taxe réduite pour le fonds de garantie. Br. de 34 p. 0 fr. 35.
 N° 23. — Jurisprudence. (VII. Octobre 1906.). Un volume de 64 pages. 0 fr. 75.
 N° 24. — Jurisprudence. Table analytique des décisions publiées dans les tomes I à VII (fascicules n° 3, 7, 9, 11, 17, 20 et 23). Vol. 95 p. 1 fr. 25.
 N° 25. — Les Accidents du travail dans l'agriculture, d'après la statistique allemande, par Edouard FUSTER. Broch. in-8° de 48 p. 0 fr. 65.
 N° 26. — La Statistique du risque professionnel en Autriche, par Edouard FUSTER. Volume in-8° de 168 pages. 2 francs.

II. — Recueil de Documents sur la Prévoyance sociale.

- Les Caisses d'épargne. (Législation et statistique.) 1903. Brochure in-8° de 34 pages. 0 fr. 75.
 Applications de la législation française sur les habitations à bon marché. 1903. Brochure de 52 pages. 0 fr. 75.
 L'Habitation ouvrière et les pouvoirs publics en Allemagne, par Edouard FUSTER. 1903. Brochure de 78 pages. 1 fr. 25.
 Les Retraites ouvrières en Italie, par O. ARSANDAUX. 1903. Brochure de 78 pages. 1 fr. 25.
 L'Assurance populaire du canton de Neuchâtel, par O. ARSANDAUX. 1903. Broch. de 44 p. 0 fr. 75.
 Projet de loi sur le contrat d'assurance. Rapport et documents. 1904. Volume de 247 pages. 0 fr. 85.
 L'Assurance obligatoire contre l'invalidité en Allemagne. 1905. Volume de 156 pages. 1 fr. 75.

- Les Capitaux des caisses de retraites allemandes et leur emploi, par Edouard FUSTER, 1905. Volume de 95 pages. 1 fr. 20.
 Documents sur les retraites ouvrières en Allemagne, par Edouard FUSTER. 1905. Brochure de 77 pages. 1 franc.
 Principaux résultats de la prévoyance sociale, de 1890 à 1903. Statistiques et graphiques. 1905. Brochure de 47 pages avec diagrammes. 0 fr. 60.
 Projet de code du travail et de la prévoyance sociale (vote par la Chambre des députés, le 15 avril 1905). Brochure de 61 pages. 0 fr. 75.
 Les Assurances sociales en France, de 1889 à 1905. Rapport au Congrès international de Vienne (1905), par le Directeur de l'Assurance et de la Prévoyance sociales. Broch. de 28 p. 0 fr. 50.
 Les assurances sociales en Belgique, par J. Bé-gussse. Broch. de 186 pages. 2 fr. 40.

Prière d'envoyer les communications relatives au **Bulletin** et aux **Syndicats professionnels**, non affranchies, à l'adresse suivante :

Monsieur le Ministre du Travail et de la Prévoyance sociale,
 Direction du travail. PARIS (VII^e).

N. B. — Pour que les envois bénéficient de la franchise postale, il importe que l'adresse porte la mention : A monsieur le Ministre du Travail et de la Prévoyance sociale.

BULLETIN

DE

L'OFFICE DU TRAVAIL.

FRANCE.

REVUE DU TRAVAIL⁽¹⁾.

Pendant le mois de mars, le chômage a encore sensiblement diminué chez les ouvriers viticoles du Midi en raison de la nécessité de terminer, avant les gelées printanières, les travaux dans les vignes retardés jusqu'ici par les intempéries de toute sorte. En raison de la reprise des travaux agricoles le chômage n'a pas augmenté chez les ouvriers bûcherons, malgré la fin de l'exploitation forestière dans la plupart des centres. Le travail reprend dans l'horticulture de la région parisienne et chez les ouvriers agricoles de Seine-et-Marne.

Dans le bâtiment et les industries qui en dépendent la reprise du travail s'accroît.

Dans l'industrie textile, l'activité a encore baissé dans presque tous les centres du Nord; elle se maintient au contraire dans les centres des Vosges et des Ardennes; elle reste aussi peu satisfaisante dans les petits centres de Maine-et-Loire et des Deux-Sèvres. Dans la soie, la proportion des métiers en chômage a encore augmenté dans les tissages de la région stéphanoise et

⁽¹⁾ Sauf indication contraire, les renseignements sur le mouvement du travail sont tirés des réponses au questionnaire mensuel sur l'état du travail et le chômage professionnel envoyées par les syndicats ouvriers et qui sont parvenues à l'Office du travail dans la seconde quinzaine de mars 1907. — Les chiffres entre parenthèses dans la situation par industries indiquent le nombre des ouvriers adhérents des syndicats cités. — Ne sont comptés que les chômeurs involontaires, à l'exclusion des ouvriers malades ou en grève.

de la région lyonnaise. Le travail est plus abondant dans l'industrie du vêtement.

Dans les industries des métaux, la baisse de travail s'est encore accentuée.

L'activité est toujours satisfaisante dans les industries du livre. Le chômage est aussi intense chez les ferblantiers-boîtiers des côtes de Bretagne ainsi que chez les mégissiers de province; il a augmenté chez les tonneliers; il reste stationnaire dans la voiture à Paris.

1,267 syndicats, groupant 269,970 ouvriers, ont répondu, pour mars 1908, au questionnaire mensuel sur l'état du travail et le chômage professionnel.

Parmi ces syndicats, 1,016 groupant 210,970 ouvriers ont fait connaître le nombre de leurs chômeurs, soit 19,432, ce qui correspond à une moyenne de 9.2 p. 100, en y comprenant les mineurs du Pas-de-Calais, et de 10.5 p. 100, mineurs du Pas-de-Calais non compris. Cette dernière moyenne était, le mois dernier, de 10.6 p. 100; elle était de 9.4 p. 100 en mars 1907.

L'ouvrage, pendant le mois de mars 1908, a été jugé, par comparaison avec le mois de février, plus abondant, par 25 p. 100 des syndicats, groupant 18 p. 100 des syndiqués; équivalent par 52 p. 100 des syndicats, groupant 57 p. 100 des syndiqués; moins abondant par 23 p. 100 des syndicats, groupant 25 p. 100 des syndiqués.

A la question : « Estimez-vous la situation du travail satisfaisante pour l'époque? » 637 syndicats, groupant 106,956 adhérents, ont répondu par l'affirmative, et 399, groupant 91,441 adhérents, ont répondu par la négative.

Situation par industries.

PÊCHE. — AGRICULTURE. — FORÊTS. — Sur les côtes bretonnes et vendéennes, la pêche est plus abondante à Guilvinec (323); elle est mauvaïse à Douarnenez (1,745); elle est médiocre au Palais (117), au Bono (152) et à Port-Louis (450). Sur la Méditerranée, à Arles (127), un tiers des pêcheurs chôment; les pêcheurs de l'art trainant de Cette (200) se montrent satisfaits; la pêche est moins abondante à La Seyne (115) par suite du mauvais temps.

D'après les réponses de 66 syndicats d'ouvriers agricoles, groupant 7,243 membres, la proportion des chômeurs syndiqués était, en mars, de 4.5 p. 100 contre 8.4 le mois dernier et 17.8 en mars 1907; la situation était considérée comme satisfaisante par 81 p. 100 des syndicats et 81 p. 100 des syndiqués. Sur le total de 329 chômeurs, 282 sont signalés par 44 syndicats d'ouvriers viticoles de l'Aude, de l'Hérault et des Pyrénées-Orientales qui groupent à eux seuls 3,427 syndiqués : la proportion est respectivement dans les trois départements de 5.6, 7.7 et 13.7 p. 100 contre 22.1, 16.5 et 14.4 le mois dernier et 25.5, 41 et 31 en mars 1908; 26 de ces syndicats n'accusent aucun chômeur; les travaux dans les vignes (taille, labours, échaudage, etc.) sont poussés très activement pour regagner, avant les gelées printanières, le temps perdu, par suite des intempéries, pendant les mois précédents. A Paris, le syndicat mixte des horticulteurs (2,307) annonce 12 chômeurs contre 12 le mois dernier et 6 en mars 1907 : le travail est satisfaisant pour l'époque et plus abondant que le mois dernier.

En Seine-et-Marne les ouvriers agricoles de Lizy-sur-Ourcq (230), Métry-Mory (102) et Coulommiers (120) n'accusent aucun chômeur. Il en est de même des jardiniers (272) du syndicat mixte d'Angers. Les vigneronns d'Aÿ (146) n'accusent aucun chômeur, mais estiment le travail moins abondant.

107 syndicats de bûcherons accusent 1,180 syndiqués sans travail, soit, sur un effectif de 10,518 membres, une proportion de 11.2 p. 100 contre 12 le mois dernier et 9.1 en mars 1907. La situation est considérée comme satisfaisante pour l'époque par 70 p. 100 des syndicats et 68 p. 100 des syndiqués. La reprise des travaux agricoles venant compenser le déficit produit par la fin de l'exploitation forestière d'hiver dans la plupart des centres, le chômage n'a pas augmenté parmi les ouvriers bûcherons : on ne signale aucun chômeur dans 4 centres sur 10 dans l'Allier, dans 20 sur 27 dans le Cher, dans 28 sur 39 dans la Nièvre et dans 8 sur 9 dans l'Yonne; le chômage atteint 27.1 p. 100 contre 40.6 le mois dernier dans l'Allier pour 866 syndiqués; il est de 11.7 contre 12.3 dans le Cher pour 2,432 syndiqués; de 13.3 contre 11.1 dans la Nièvre pour 4,150 syndiqués et de 2.7 contre 20.7 dans l'Yonne pour 1,092 syndiqués.

MINES. — Les renseignements qui suivent, calculés d'après les chiffres obligamment fournis par le *Comité central des houillères de France* portent sur près de 175,000 ouvriers, soit plus des trois quarts du personnel ouvrier des mines, pendant le mois de mars 1908. Dans le courant de ce mois, le nombre moyen des jours d'extraction par semaine pour les ouvriers du fond et la répartition de l'ensemble des ouvriers occupés par l'exploitation tant au fond qu'au jour, d'après l'activité du travail, sont indiqués ci-dessous :

BASSINS ou GROUPES DE BASSINS. 1	NOMBRE D'OUVRIERS. 2	NOMBRE moyen HEBDOMA- DAIRE de jours d'extraction ⁽¹⁾ 3	SUR 100 OUVRIERS, TANT DU FOND QUE DU JOUR, COMBIEN ONT TRAVAILLÉ PAR SEMAINE				
			moins de 3 jours. 4	de 3 à 4 jours. 5	de 4 à 5 jours. 6	de 5 à 6 jours. 7	6 jours ou davantage (travail plein) 8
			p. 100.	p. 100.	p. 100.	p. 100.	p. 100.
Nord et Pas-de-Calais....	109,436	5.93	"	"	"	30.80	69.20
Loire.....	15,051	5.74	"	"	3.91	58.55	37.54
Gard et Hérault.....	15,357	5.99	"	"	"	2.18	97.82
Tarn et Aveyron.....	10,650	6.00	"	"	"	"	100.00
Provence (Bagnols).....	1,833	5.28	"	"	"	100.00	"
Isère.....	2,038	6.00	"	"	"	"	100.00
Bourgogne et Nord-Est..	10,042	5.97	"	"	"	11.91	88.09
Centre.....	9,902	5.97	"	"	"	9.11	90.89
Ouest.....	280	6.00	"	"	"	"	100.00
ENSEMBLE pour la France.	174,589	5.76	"	"	0.28	45.91	53.81

(1) Le nombre moyen hebdomadaire des jours d'extraction peut être supérieur à six en cas de dérogations au repos du dimanche (application de l'art. 6 § 3 de la loi du 13 juillet 1906) ou lorsque certaines mines ne chôment pas les jours fériés, tels que lundis de Pâques et de Pentecôte, Ascension, 14 juillet, Assomption, Toussaint, Noël, qui sont des jours de repos généralement observés, bien que la loi n'en fasse pas une obligation.

Le nombre moyen hebdomadaire de jours d'extraction était de 6.01 le mois dernier et de 5.99 en mars 1907. D'après les réponses de 16 syndicats, le chômage serait de 0.1 p. 100 sur un effectif de 28,719 syndiqués; il était de 0.3 p. 100 le mois dernier pour 33,431 syndiqués et de 1.3 en mars 1907 pour 9,379 syndiqués; le syndicat de Lens (26,000) n'accuse aucun chômeur.

CARRIÈRES. — Dans les carrières et ardoisières, la proportion des chômeurs est de 1.5 p. 100 pour 22 syndicats groupant 4,835 ouvriers contre 7.2 le mois dernier et 6.3 en mars 1907. Dans les carrières, pas de chômeurs à Thollon (300), Parmilieu (110), Lérrouville (187), Chevreuse (2,197) et Saulxures-sur-Moselotte (460); 7.7 p. 100 contre 14.3 à Trept (130); 2 contre 10.9 à Arques (150); 4.8 contre 0 à Volvic (250). Dans les ardoisières, pas de chômeurs à Haybes-sur-Meuse (320) et Rochefort-en-Terre (117).

ALIMENTATION. — D'après les réponses de 63 syndicats, groupant 12,553 adhérents, la proportion des chômeurs, dans l'ensemble des industries de l'alimentation, était de 10.5 p. 100 contre 11.4 le mois dernier et 14.7 en mars 1907. La situation est jugée satisfaisante pour l'époque par 58 p. 100 des syndicats et 44 p. 100 des syndiqués. En province le chômage dépasse la moyenne chez les bouchers (150), les cuisiniers (110), les pâtisseries (450) de Marseille; les maîtres d'hôtel navigateurs de Rouen (510) et Marseille (1,383); les marceurs et sauteurs de Boulogne-sur-Mer (340). Le travail est, par contre, satisfaisant chez les raffineurs de Marseille (1,700); les meuniers de Corbeil (106). A Paris, les cuisiniers de la rue Mandar (1,272) accusent 5.3 p. 100 contre 5.4; les cuisiniers de la Bourse du travail (1,370), 16 contre 20.3; les pâtisseries (1,599), 10.6 contre 10.6; les boulangers du boulevard Richard-Lenoir (235), 6.8 contre 4.7; ceux de la rue des Martyrs (300), 10; les employés des Halles, 3.4 contre 3.4 à la volaille (116) et 2.6 contre 3.5 à la marée (115).

La production d'alcool des bouilleurs et distillateurs de profession, à la fin de février 1908, cinquième mois de la campagne 1907-1908, s'élevait à 1,521,457 hectolitres contre 1,595,767 hectolitres à l'époque correspondante de la précédente campagne, soit une diminution de 74,310 hectolitres. La production des bouilleurs de cru pendant la même période est évaluée approximativement à 193,000 hectolitres, soit une différence en plus de 34,000 hectolitres sur la période correspondante de la campagne 1906-1907 ⁽¹⁾.

Dans l'industrie sucrière, la quantité de sucre travaillée au 31 mars 1908, exprimée en sucre raffiné, s'élevait à 727,563 tonnes contre 748,358 à l'époque correspondante de la campagne 1907-1908, soit une diminution de 20,795 tonnes ⁽²⁾.

PRODUITS CHIMIQUES. — CAOUTCHOUC. — PAPIER. — CARTON. — Le chômage, dans l'ensemble des industries chimiques, d'après les réponses de 12 syndicats, groupant 8,438 ouvriers, ressort à 4.3 p. 100 contre 10 le mois dernier et 0.9 en mars 1907. En ce qui concerne les travailleurs du gaz, ceux de Paris (6,015), Marseille (400), Reims (250) et Saint-Étienne (254) sont tous occupés. Les ouvriers des huileries de Marseille (910) ont 33.1 p. 100 de chômeurs contre 22 le mois dernier; les tordeurs d'huiles de Dunkerque (320), 17.2 p. 100.

Les ouvriers des papeteries d'Anould (645), et Annonay (494) sont tous occupés; ceux de Ballancourt (300) ont 1 chômeur. Les papetiers-régisseurs de Paris (187) accusent 64 p. 100 de sans-travail.

INDUSTRIES DU LIVRE. — Chez les typographes, lithographes, graveurs et similaires, le nombre des chômeurs syndiqués est : pour la province, de 65 pour 60 syndicats groupant 3,364 adhérents, soit 1.9 p. 100; pour Paris, de 169 pour 10 syndicats groupant 5,763 adhérents, soit 2.9 p. 100. La proportion était, le

⁽¹⁾ Journal officiel du 20 mars 1908.

⁽²⁾ Journal officiel du 12 avril 1908.

mois dernier, pour la province, de 1.8 p. 100, et pour Paris de 3.3 p. 100; elle était, pour le mois de mars 1907, de 4.2 p. 100 pour la province, de 3.3 p. 100 à Paris.

La situation est considérée comme satisfaisante pour l'époque par 84 p. 100 des syndicats de province groupant 72 p. 100 des syndiqués. Le travail est estimé plus abondant par 7 syndicats, équivalent par 29, moins abondant par 9 autres. Il y a 0.9 p. 100 de chômeurs contre 0 chez les typographes de Dijon (110); 4.6 chez les lithographes (175) de Bordeaux; 7.5 chez ceux de Saint-Étienne (147); 1.7 contre 1.4 chez les typographes (421) de Lille; 3.9 contre 1 chez les typographes (515) de Lyon; 0 contre 0.6 à Rouen (153); 2.6 contre 4.3 au Havre (115); 0.5 à Amiens (200).

A Paris, le travail dans la typographie est estimé satisfaisant; le syndicat de la rue de Savoie (3,500) accuse 134 chômeurs contre 135 le mois dernier et 125 en mars 1907; les conducteurs-typographes de la Bourse du travail (200) en accusent 4 p. 100 contre 5; les fondeurs (158), 0.6 contre 0.6. L'*Union lithographique* (155) en accuse 5.2 p. 100 contre 5.1; les stéréotypeurs (205), 1 contre 1.5.

CUIRS ET PEAUX. — Le chômage, d'après les réponses de 16 syndicats, groupant 4,366 ouvriers atteint 56.4 p. 100 des ouvriers syndiqués dans l'ensemble des industries qui préparent les cuirs et peaux (tanneurs, corroyeurs, mégissiers, etc.), contre 35.8 le mois dernier et 19.6 en mars 1907. A Annonay, les mégissiers de rivière (650) ont 70 p. 100 de chômeurs contre 50 le mois dernier, avec une semaine de 30 à 40 heures; les palissonneurs (350) 70 p. 100 contre 50. Les mégissiers de rivière de Chaumont (203) font 33 heures contre 33. A Millau, les tanneurs et corroyeurs (800) accusent 80 p. 100 de chômeurs et 30 heures par semaine. A Mazamet les mégissiers (110) accusent 50 p. 100 contre 36.4; les travailleurs de la peau de mouton (700) 64 contre 40. A Graulhet, les ouvriers moutonniers (1,000) en ont 40 p. 100; les délainiers de Saint-Amans-Soulst (105), 61 p. 100. A Paris, les pelletiers-lustreurs (230) ont 27 p. 100 de chômeurs.

Chez les ouvriers de la chaussure, la proportion des chômeurs syndiqués est de 6.9 p. 100 pour 14 syndicats groupant 3,262 ouvriers contre 6.1 le mois dernier 6.6 en mars 1907. Au Quesnoy (200) tous les ouvriers sont occupés 76 heures par semaine; les coupeurs-brocheurs de Lyon (108) accusent 3.7 p. 100 de chômeurs contre 4.5 le mois dernier. Les ouvriers de la chaussure de Fougères (2,500) en ont 4.8 p. 100 et ne font que 30 heures.

L'Union des ouvriers gantiers de Millau (1,500) accuse 60 p. 100 de chômeurs contre 60 le mois dernier.

INDUSTRIES TEXTILES. — Le nombre des chômeurs dans la filature et le tissage, d'après les réponses de 80 syndicats, groupant 32,407 adhérents, était de 3,652, soit 11.3 p. 100 contre 10.4 le mois dernier et 5.6 en mars 1907.

Dans le Nord, à Roubaix, d'après le syndicat textile (10,156) il y aurait 9.8 p. 100 de chômeurs contre 8 le mois dernier et 4.6 en mars 1907, la semaine est de 60 heures et le travail n'est pas satisfaisant. A Tourcoing, le syndicat textile (227) accuse 7 p. 100; les trieurs de laines (390) accusent 40 p. 100 de chômeurs contre 15 et font 60 heures contre 54: les arrivages de laine sont suspendus par suite de la hausse; les tapissiers en grosse moquette (166) accusent 2.4 contre 3.6. A Lille, d'après le syndicat mixte de l'industrie du fil (1,243), la semaine ne serait que de 50 heures dans les retorderies de coton. A Armentières, le syndicat ouvrier (1,988) accuse 0 chômeur et 54 heures contre 54; le syndicat mixte accuse 0 chômeur et 50 heures: le travail est moins abondant. A

Houplines (1,400), il y a 1.3 p. 100 de chômeurs contre 1.2 le mois dernier, la semaine est de 55 à 60 heures, l'état du travail n'est pas satisfaisant; à Halluin (1,050), le chômage est de 12 p. 100 contre 5 et la semaine de 50 à 54 heures; 1.4 contre 1.1 à la Gorgue-Estaires (715) et 60 heures; 18.7 contre 18.7 à Beauvois (1,600); 8.7 contre 4.7 à Lannoy (688); 25 contre 25 à Avesnes-les-Aubert (430); 48 contre 80 à Villers-en-Cauchies (157); 0 à Avesnes (198); 38 à Boussières (130); 37 à Haspres (435); 0 à Bailleul (200); 12 à Comines (200). Pour l'ensemble de 27 syndicats du Nord groupant 22.707 syndiqués, la proportion des chômeurs est de 10 p. 100 contre 11.1 le mois dernier et 4.6 en mars 1907.

Dans les Vosges, les 7 syndicats d'ouvriers textiles qui ont répondu à la question concernant le chômage accusent 0.2 p. 100 de chômeurs sur 1,074 syndiqués contre 0.2 le mois dernier et 0.9 en mars 1907; la semaine est partout (sauf au Val d'Ajol (42), de 60 heures au moins. Pas de chômeurs à Saint-Dié (600) et Châtel-sur-Moselle (120); 1.8 p. 100 contre 1.8 le mois dernier à Moyenmoutier (110).

Dans les centres normands, à Bolbec (200), il n'y a aucun chômeur, la semaine est de 60 heures et le travail est satisfaisant. Pas de chômeurs à Condé-sur-Noireau (150) où l'on fait de 55 à 60 heures; la semaine est de 60 heures à Flers (950), mais le travail est moins abondant.

Dans les tissages de coton de la région roannaise, à Roanne, les tisseurs (160) accusent 0 p. 100 contre 0 et 48 heures par semaine contre 48; les pareurs (194) accusent 0 contre 1.6 et 60 heures contre 54; la semaine est de 55 heures à Bourg-de-Thizy (489) avec 9.4 p. 100 de chômeurs contre 5.4 le mois dernier; 16 p. 100 à Thizy (498).

Dans les Ardennes, à Saint-Menges (280), les ouvriers en tissus accusent 0 sans travail contre 0 le mois dernier, la semaine varie de 54 à 60 heures, le travail est abondant; à Sedan, les tisseurs (250) en signalent 1.2 p. 100 contre 1.2 avec 60 heures par semaine et estiment la situation satisfaisante; à Floing (196) 12.8 p. 100 de chômeurs contre 20. A Rougemont-le-Château, les ouvriers textiles (354) sont tous occupés 60 heures de façon satisfaisante. A Troyes (800) on ne fait que 44 heures dans la bonneterie.

Dans l'Ouest, à Romorantin (450), dans l'industrie du drap, tous les ouvriers syndiqués sont occupés d'une façon satisfaisante. Le travail reste en général très peu satisfaisant dans les centres de Maine-et-Loire et des Deux-Sèvres. Les tapissiers d'Aubusson (143) sont tous occupés 60 heures. 8.6 p. 100 de chômeurs contre 25 à Lavelanet (560). A Mazamet, 1.8 p. 100 contre 1.8 chez les ouvriers fileurs (110) qui font de 50 à 60 heures; 90 p. 100 chez les ouvriers textiles (120) et 50 heures; 0 p. 100 de chômeurs et 60 heures dans l'industrie lainière (135) à la Bastide-Rouairoux.

Dans la soie, le syndicat indépendant des tisseurs de Saint-Étienne (100) accuse 70 p. 100 de chômeurs contre 70, le travail est toujours aussi rare; 20 à 25 p. 100 à Charlieu (150). Dans l'Isère, le travail n'est pas satisfaisant à Montalieu-Vercieu (160); les tisseurs de Moirans (817) accusent 5.8 p. 100 contre 6.2 avec une semaine de 46 heures contre 46, ceux de Saint-Geoire-en-Valdaine (420) accusent 10 p. 100 de chômeurs contre 0; 86 p. 100 à Virieu (290). Dans la région lyonnaise, le nombre des métiers en état de chômage dans les usines de tissage mécanique s'est encore augmenté pour l'article *mousseline soie* et la fabrication de la doublure teinte en pièce commence à donner quelques signes de faiblesse; à Lyon, dans les petits ateliers de tissage mécanique ou à la main, le niveau du travail est en constante diminution et on peut évaluer à 40 p. 100 le nombre des métiers qui ont cessé de battre; à la campagne, la proportion des mé-

tiers arrêtés est encore beaucoup plus élevée qu'à Lyon même ⁽¹⁾. A Lyon, les ouvriers du tissage mécanique (550) accusent 36.4 p. 100 de chômeurs; l'Union des tisseurs (119), 65 contre 63; les tisseurs de Gandris (100), 19 contre 20. A Pont-Beauvoisin (130), les tisseurs sont tous occupés; 62 p. 100 de chômeurs à Coublanc (280).

Dans le tulle, les tullistes de la Tour-du-Pin (110) sont tous occupés, la semaine est de 76 heures. A Saint-Quentin, les tullistes en guipures (108) ont 1.9 p. 100 de chômeurs. Les brodeuses de Tarare (130) en ont 14.6 p. 100.

Dans la teinture et l'apprêt, à Lyon les teinturiers (750) ont 5.3 p. 100 de chômeurs contre 7.1; les imprimeurs sur étoffes (250), 28 p. 100 contre 16; les apprêteurs de Tarare (285) en ont 5 p. 100; à Roanne, les apprêteurs (220) accusent 0.9 p. 100 de chômeurs contre 1.8. Les teinturiers-dégraisseurs de Paris (300) en accusent 2.3 p. 100 contre 5.

Chez les ouvriers et ouvrières de l'habillement, la proportion des chômeurs est de 3.5 p. 100 pour 14 syndicats, groupant 1,617 ouvriers, contre 9.4 le mois dernier et 6.8 en mars 1907. Le travail est considéré comme plus abondant par 7 syndicats, équivalent par 6, moins abondant par 3. La situation est estimée satisfaisante pour l'époque par 53 p. 100 des syndicats et 59 p. 100 des syndiqués. A Paris, les coupeurs-chemisiers (302) ont 4 p. 100 de chômeurs contre 4.6 le mois dernier. Les tailleurs de Bordeaux (125) en ont 13.6 p. 100 contre 59.2 le mois dernier; 0 contre 0 à Bourges (210); 0 contre 0 à Arles (140); 3.2 contre 3.5 chez les couturières de Grenoble (250); 0 contre 0 chez les ouvriers du syndicat mixte de Carcassonne (268); 0 contre 0 chez ceux du syndicat mixte de Limoges (117).

Chez les chapeliers, casquettiers, etc., la moyenne du chômage est de 6.8 p. 100 pour 7 syndicats groupant 1,050 ouvriers contre 10.6 le mois dernier et 11.2 en mars 1907; à Paris, les ouvriers en chapeaux de soie (103) ont 6.8 p. 100 de chômeurs contre 4.7; les ouvriers en chapeaux de fantaisie (100), 0 contre 0; les casquettiers (400), 2.5. Les chapeliers de Lyon (180) en ont 1.7 contre 4.3; ceux de Chazelles (147), 0.7.

Bois. — La moyenne de chômage accusée par 40 syndicats de charpentiers et de menuisiers en bâtiment, groupant 2,988 ouvriers, est de 15.9 p. 100 contre 9.5 le mois précédent et 7.2 en mars 1907: la situation est estimée satisfaisante par 56 p. 100 des syndicats et 35 p. 100 des syndiqués. Les démolisseurs de navires de Marseille (120) accusent 9.2 p. 100 de chômeurs contre 12.5 le mois dernier; les charpentiers de navires de Bordeaux (106) en ont 42.4 p. 100. Les menuisiers de Grenoble (115) en ont 19.1 contre 3.6. Les charpentiers d'Armentières (110) en accusent 0 contre 2.7; les travailleurs du bois d'Halluin (375), 2.9 contre 2.9; les scieurs de Hermes (104), 0 contre 0. A Paris, les poseurs de menuiserie (650) en ont 30.7 p. 100 contre 7.9; les scieurs de long (172), 33.1; l'Union des menuisiers (959) estime le travail moins abondant.

Chez les ouvriers du meuble et de l'ameublement (menuisiers-ébénistes, ébénistes, tapisiers, etc.), la proportion des syndiqués sans travail, d'après les réponses de 15 syndicats, groupant 907 ouvriers, est de 14.2 p. 100 contre 17.4 le mois dernier et 12.3 en mars 1907. La situation est considérée comme satisfaisante par 66 p. 100 des syndicats et 75 p. 100 des syndiqués. Les sculpteurs sur bois de Lyon (140), accusent 40 p. 100 de sans-travail contre 50 le mois dernier; les menuisiers-ébénistes de Cannes (148), 26.3; les tourneurs sur bois de Felleries (126), 0.

(1) D'après le *Moniteur du tissage mécanique des soieries*, du 15 avril 1908.

Chez les tonneliers, le chômage est de 24 p. 100 pour 17 syndicats, groupant 1,339 ouvriers, contre 19.9 le mois dernier et 7.6 en mars 1907. Pas de chômeurs à Cazats (142), Boulogne-sur-Mer (100); 68.9 p. 100 contre 52.5 à Cognac (305); 10.3 p. 100 contre 5.2 à Libourne (116); 2 p. 100 à Narbonne (125).

Dans la carrosserie, 9 syndicats groupant 7,279 ouvriers annoncent 27.7 p. 100 de chômeurs contre 27.5 le mois dernier et 0.5 en mars 1907. A Paris, l'*Union de la voiture* (6,895) en accuse 29 p. 100 contre 29.1 le mois dernier et 0.3 en mars 1907; les *Compagnons charrons* (151) en ont 1.3 p. 100 contre 0.6 le mois dernier.

Les layetiers-emballleurs de Paris (315) ont 5.1 p. 100 de chômeurs contre 10.2 le mois dernier; ceux de Bordeaux (152), 40 contre 31.7 le mois dernier. Les bouchonniers de Lavardac (152) en ont 14.5 p. 100 contre 20. Les ouvriers en peignes d'Oyonnax (290) en accusent 51.7 p. 100 contre 46.5.

MÉTAUX. — D'après les réponses de 82 syndicats groupant 19,128 adhérents, la proportion des chômeurs syndiqués dans l'ensemble des industries des métaux était, à la fin de mars, de 9.1 p. 100 contre 9.9 le mois dernier et 5.6 en mars 1907.

En ce qui concerne les mouleurs et fondeurs en fer et en cuivre, la proportion des chômeurs est de 7.3 p. 100 pour 20 syndicats groupant 3,140 ouvriers contre 2.7 le mois dernier et 0.5 en mars 1907; la situation est considérée comme satisfaisante par 65 p. 100 des syndicats groupant 55 p. 100 des syndiqués; pas de chômeurs à Hiraumont-en-Rocroi (115), Hirson (100), Dôle (205) et Lille (600); 10.6 p. 100 contre 9.3 à Monthermé (160); 11.6 contre 2.2 à Marseille chez les mouleurs (318), 17.9 chez les ébarbeurs (492); 14.7 contre 10 à Bordeaux (150); 3 contre 0 à Ferrière-la-Grande (200); 14.7 à Roubaix (340).

22 syndicats de métallurgistes, groupant 6,913 ouvriers de toutes les professions se rapportant aux métaux, accusent 4.1 p. 100 de chômeurs contre 3.7 le mois dernier et 2.1 en mars 1907; la situation est estimée satisfaisante par 54 p. 100 des syndicats et 71 p. 100 des syndiqués. Pas de chômeurs à Bourg-Fidèle (155), Saint-Laurent du Pont (102), Guérigny (487), le Creusot (2,280), Lille (212), Sens (99); 8 p. 100 contre 10 à Sous-le-Bois (400); 3.3 contre 2.5 à Deville-lès-Rouen (120); 5 contre 4.6 à Troyes (160); 1.4 à Fromelennes (219), 2 à Fumay (400), 6.1 à Maubeuge (198).

Chez les ouvriers mécaniciens, tourneurs, ajusteurs, serruriers, etc., la proportion des syndiqués sans travail est de 4.3 p. 100 pour 18 syndicats, groupant 4,152 ouvriers, contre 2.9 le mois dernier et 1.3 en mars 1907. La situation est considérée comme satisfaisante par 56 p. 100 des syndicats et 36 p. 100 des syndiqués. Pas de chômeurs à Jeumont (155); 2.4 p. 100 contre 4 le mois dernier à Tourcoing (250); 4 contre 4 à Saint-Etienne (250); 1.8 à Tarbes (109). A Paris, l'*Union des mécaniciens* accuse 105 chômeurs sur 2,480 syndiqués contre 20 le mois dernier et 18 en mars 1907; les renvois s'accroissent dans l'automobile.

A Paris, les ouvriers en instruments de précision (1,532) accusent 112 chômeurs contre 87 le mois dernier et 29 en mars 1907; la répercussion de la crise de l'automobile se fait sentir; les bijoutiers en doré (178) en ont 15.2 p. 100. Pas de chômeurs chez les horlogers de Badevel (157).

Chez les ferblantiers-boitiers, le chômage est de 97.6 p. 100 pour 4 syndicats groupant 750 ouvriers contre 71.4 le mois dernier; il est de 100 p. 100 à Douarenez (537) contre 62.4 le mois dernier; de 100 à Plômeur (110). A Paris les polisseurs sur métaux (750) en ont 2.7 p. 100 contre 1.3; les potiers d'étain (180), 25 p. 100.

BÂTIMENT. — Dans l'ensemble des industries du bâtiment (charpentiers, menui-

siers et serruriers non compris), la moyenne du chômage, d'après 123 syndicats, groupant 10,551 adhérents, était, à la fin de mars, de 11 p. 100 contre 16.1 le mois précédent et 16.3 en mars 1907.

En ce qui concerne les maçons, terrassiers, tailleurs de pierre et similaires, la proportion du chômage est de 11 p. 100 pour 87 syndicats groupant 6,994 ouvriers contre 18 le mois dernier et 16.6 en mars 1907; le chômage dépasse la moyenne, notamment à Cannes (192), Annonay (135), Roubaix (167), Compiègne (103), Thonon (250), Rouen (140), Albi (138), Oran (396). Le travail est par contre satisfaisant pour l'époque à Marseille (129 maçons d'art), Calais (650), Saint-Brieuc (193), Chartres (260), Clermont-Ferrand (200), Dieppe (212), Versailles (280), Orsay (140). Dans l'ensemble, la situation est jugée satisfaisante par 71 p. 100 des syndicats et 72 p. 100 des syndiqués.

La proportion des chômeurs chez les peintres et plâtriers est de 14.9 p. 100 pour 26 syndicats groupant 2,045 ouvriers contre 18.4 le mois dernier et 17 en mars 1907; il y en a 18.1 p. 100 à Bordeaux (276) contre 30 le mois dernier; 0 à Montpellier (105) et chez les plafonneurs de Tourcoing (125); 48.5 p. 100 chez les peintres de Lyon (309). A Paris les peintres de la rue Saint-Lazare (371), en accusent 4.6 contre 4.4.

3 syndicats de sculpteurs, marbriers et similaires groupant 632 ouvriers accusent 2 p. 100 de chômeurs contre 3 le mois dernier et 0 en mars 1907. Les marbriers de Bellignies (450) sont tous occupés; ceux de Marseille (150) ont 2.7 p. 100 de chômeurs contre 0 le mois dernier.

Les ferblantiers-couvreurs de Tourcoing (200) ont 4 p. 100 de chômeurs.

CHAUFOURNERIE. — CÉRAMIQUE. — VERRERIE. — Pas de chômeurs chez les ouvriers des plâtrières d'Isle-sur-Sorgue (115) et d'Arignac (118) et les chaudières et cimentiers de Contes-les-Pins (140); ceux de Saint-Léger-le-Petit (164) en ont 19.5 p. 100 contre 8. Pas de chômeurs chez les potiers de Vallauris (260 + 130), les tuiliers-céramistes de Marseille (110), les faïenciers de Lille (200); les céramistes d'Aubagne (323) en ont 4.6 p. 100 contre 0 le mois dernier.

Dans l'ensemble des 12 syndicats de verriers, groupant 594 ouvriers, qui ont donné le nombre de leurs membres sans travail, la proportion de ces derniers est de 1.7 p. 100 contre 1.8 le mois dernier et 2.2 en mars 1907.

MANUTENTION. — TRANSPORTS. — COMMERCE. — Parmi les portefaix, déchargeurs et autres ouvriers des ports, la moyenne du chômage pour 12 syndicats groupant 2,027 membres ressort à 35.2 p. 100 contre 19.4 le mois dernier et 24.9 en mars 1907; elle est de 37.1 contre 18.5 à Rouen pour les ouvriers du port (1,078), de 47.6 pour les charbonniers (420); de 12.5 contre 9.4 à Fécamp (120).

Parmi les autres ouvriers de manutention, la moyenne du chômage est de 7.9 p. 100 pour 9 syndicats groupant 1,472 membres contre 21.4 le mois dernier et 10.5 en mars 1907; les sourciers de Saint-Yorre (190) accusent 2.6 p. 100 de chômeurs contre 52.6; ceux de Vals-les-Bains (100), 0 contre 0; les coltineurs de Nîmes (100), 0 contre 0. A Paris, les porteurs des Halles (218) accusent 0 chômeur contre 0; les laveurs de voitures (320), 7.6 p. 100.

16 syndicats d'agents d'entreprises de transports en commun (employés et chauffeurs-mécaniciens des chemins de fer, tramways, bateaux à voyageurs, etc.) groupant 3,418 ouvriers accusent 0 sans-travail contre 0 le mois dernier et 9 en mars 1907. Dans les autres industries de transport (camionneurs, cochers, marins du commerce, etc.) la proportion des chômeurs, pour 18 syndicats groupant 4,950 membres, est de 9.7 p. 100 contre 7.1 le mois dernier et 16.2 en mars 1907; elle est de 10.1 p. 100 contre 5.4 chez les marins du commerce (358) de

Bordeaux; de 3 contre 6.6 chez les officiers mariniens du Havre (202), de 0 chez les cochers de Marseille (150), de 2 p. 100 chez les charretiers de Charleville (100).

D'après les réponses de 38 syndicats d'employés de commerce, comptables, sténographes, etc., groupant 8,599 adhérents, la proportion des syndiqués sans travail est de 3.3 p. 100 contre 2.3 le mois dernier et 3.3 en mars 1907; à Paris, les comptables de la Bourse du travail (155) en accusent 7.1 p. 100 contre 8.2 le mois dernier; l'Union des comptables (798), 3.1 contre 3.5; les voyageurs représentants (2,866), 1; les employés en serrurerie (140), 0.7; « l'Alliance sténographique » (254), 6.7 contre 9.8; les clerks d'huissiers (204), 1 p. 100. En province, 0.6 p. 100 à Saint Quentin (339); 3.8 contre 4.5 à Marseille chez les comptables (156), 6.1 chez les employés de commerce; 1.4 contre 1.7 à Lyon chez les sténographes (291); 0 contre 0 à Chambéry (130); 1.7 contre 1.8 à Orléans (118); 3.9 contre 5.3 à Reims (255); 4.5 contre 2.9 à Amiens (309); 1.6 à Limoges (380); 22.7 à Nantes (163).

DIVERS. — 4 syndicats de gens de maison accusent 9.2 p. 100 de chômeurs pour un effectif de 907 membres contre 2.3 le mois dernier et 2.6 en mars 1907; l'Union des gens de maison de la Bourse du travail (1842) n'a pas répondu.

7 syndicats de coiffeurs, groupant 3,853 ouvriers, ont 4.5 p. 100 de sans-travail contre 4.6 le mois dernier et 2.8 en mars 1907; le syndicat mixte de Paris (3,235) en accuse 3.4 p. 100 contre 3.8 le mois dernier; celui de Marseille (370), 14.1 contre 12.4; le syndicat ouvrier du Mans (142), 5 p. 100.

LES GRÈVES EN MARS 1908.

147 grèves ont été signalées, en mars, à la Direction du travail.

Le nombre des ouvriers qui y ont pris part, connu pour 139 d'entre elles, est de 8,622. Il y avait eu, en mars 1907, 128 grèves et le nombre moyen de celles qui se sont produites, au cours du même mois, pendant les cinq dernières années, est de 82.

Ces 147 grèves, dont 116 n'ont atteint qu'un seul établissement, sont dues aux principales causes suivantes :

Demandes d'augmentation de salaire	88
Réduction de salaire	1
Demandes de diminution du temps de travail	35
Contestations relatives au salaire	9
Contestations relatives au règlement d'atelier	2
Contestations relatives à la réglementation du travail	1
Demandes de renvoi d'ouvriers ou de contremaîtres	9
Demandes de réintégration d'ouvriers ou de contremaîtres	15
Contestation relative à la forme de la société exploitante	1

Ces grèves ont éclaté dans 40 départements et on en a compté :

59 dans la Seine, 16 dans le Nord, 5 dans la Seine-Inférieure et la Haute-Vienne, 4 dans le Cher et le Pas-de-Calais, 3 dans l'Isère, le Rhône, la Seine-et-Oise et la Somme, 2 dans l'Ain, l'Aisne, l'Aude, le Doubs, l'Eure-et-Loir, le Gard, l'Hérault, l'Ille-et-Vilaine, la Loire-Inférieure, la Savoie, la Vaucluse et la Vendée, et 1 dans 18 autres départements.

Les industries ou professions atteintes se répartissent comme suit :

Bâtiment, 85 grèves; industries textiles, 17; agriculture, 11; métaux, 8; céramique et verrerie, 8; transports et manutention, 6; mines et carrières, 3; industries du bois, 4; ouvriers de fabriques de papiers, 2; boulangers, 1; ouvriers en produits chimiques, 1; ouvriers en chaussures, 1.

Des 147 grèves commencées en mars, 121 ont pris fin, après avoir duré respectivement :

Vingt-sept, 1 jour ou moins de 1 jour; dix-neuf, 2 jours; dix-sept, 3 jours; huit, 4 jours; quatre, 5 jours; dix, 6 jours; neuf, 7 jours; trois, 8 jours; deux, 9 jours; cinq, 10 jours; une, 11 jours; une, 12 jours; trois, 13 jours; trois, 14 jours; une, 15 jours; une, 16 jours; une, 18 jours; une, 19 jours; une, 20 jours; une, 26 jours; une, 28 jours; une, 29 jours; une, 30 jours.

Si l'on y ajoute 8 grèves anciennes terminées après avoir duré respectivement 115 jours, 75 jours, 74 jours, 55 jours, 34 jours, 25 jours, 19 jours, 14 jours, on trouve 129 conflits terminés, avec les résultats suivants :

17 réussites.
33 transactions ou réussites partielles.
79 échecs.

DATES		LOCALITÉS.	DÉPARTEMENTS.	INDUSTRIES ET SPÉCIALITÉS professionnelles des grévistes.	NOMBRE	
du commence- ment.	de la fin.				d'établisse- ments.	de grévistes.
1	2	3	4	5	6	7
GRÈVES NON TERMINÉE						
1907.						
18 juin ..		Paris	Seine	Terrassiers	1	252
12 sept. ..		Paris	Seine	Terrassiers	1	80
8 oct.		Paris	Seine	Terrassiers	1	70
30 nov.		Hem	Nord	Tisseurs	1	120
7 déc.	31 mars ..	Lagorgue	Nord	Tisseurs	1	50
1908.						
6 janv.		Aubagne	Bouches-du-Rhône	Charretiers	"	"
15 janv.	30 mars ..	Longchaumois	Jura	Lunetiers	36	70
18 janv.	1 ^{er} avril.	Tourcoing	Nord	Fileurs	1	112
25 janv.	20 mars ..	Jaujac	Ardèche	Fileuses de soie	1	18
29 janv.		Paris	Seine	Terrassiers	1	60
1 ^{er} fév.		Paris	Seine	Balanciers	4	55
2 février ..		Pietradiverde	Corse	Muletiers (Patrons)	25	"
4 février ..		Romilly	Aude	Bonnetiers	1	44
5 février ..		La Guerche	Cher	Maçons	"	"
7 février ..		Jaujac	Ardèche	Fileuses de soie	1	27
12 février ..		Secondigny	Deux-Sèvres	Laitiers	1	10
13 février ..	18 mars ..	Tullins	Isère	Tisseurs de soie	1	25
15 février ..		Bussières	Loire	Tisseurs	1	200
17 février ..		Paris	Seine	Terrassiers	1	233
20 février ..	16 mars ..	Les Mazures	Ardennes	Mouleurs	1	56
20 février ..		Paris	Seine	Stucateurs	1	18
24 février ..		Paris	Seine	Ferblantiers-zingueurs	1	59
25 février ..		Paris	Seine	Maçons	1	20
25 février ..		Paris	Seine	Stucateurs	15	450
27 février ..	12 mars ..	Chantenay	Loire-Inférieure ..	Carriers	1	5
28 février ..	18 mars ..	Nancy	Meurthe-et-Moselle	Ouvriers en chaussures	1	19
28 février ..		Givet	Ardennes	Ouvriers d'une fabrique de soie artificielle.	1	10
29 février ..		Vernon	Eure	Maçons	"	80
GRÈVES COMMENCÉE						
1 ^{er} mars ..	8 mars ..	Saint-Lazare	Dordogne	Verriers	1	90
1 ^{er} mars ..		Lyon	Rhône	Tullistes	"	1,000
2 mars ..	3 mars ..	Paris	Seine	Maçons	1	34
2 mars ..	3 mars ..	Paris	Seine	Maçons	1	7
2 mars ..	3 mars ..	Paris	Seine	Maçons	1	14
2 mars ..	4 mars ..	Paris	Seine	Maçons	1	14
2 mars ..	5 mars ..	Paris	Seine	Cimentiers	1	20
2 mars ..	5 mars ..	Paris	Seine	Maçons	1	7
2 mars ..	11 mars ..	Paris	Seine	Maçons	1	22
2 mars ..	16 mars ..	Paris	Seine	Maçons	1	14
2 mars ..		Jonet-sur-l'Aubois ..	Cher	Maçons	"	27
2 mars ..		Damparis	Jura	Taillleurs de pierres	1	22
2 mars ..		Paris	Seine	Démolisseurs	1	70
2 mars ..		Paris	Seine	Maçons	1	14
2 mars ..		Paris	Seine	Taillleurs de glaces	1	46
3 mars ..	4 mars ..	Paris	Seine	Maçons	1	8
3 mars ..	5 mars ..	Maromme	Seine-Inférieure ..	Tisseurs	1	200
3 mars ..	6 mars ..	Vif	Isère	Chaufourniers	1	140
3 mars ..	9 mars ..	Chasse	Isère	Terrassiers	1	82
3 mars ..	9 mars ..	Levallois-Perret ..	Seine	Terrassiers	1	57
3 mars ..	31 mars ..	Saint-Léonard	Haute-Vienne	Maçons	"	16

(1) Ne figurent pas ici les grèves dont la fin, postérieure au 1^{er} mars 1908, a pu être déjà signalée dans le précédent

REPERES.	CAUSES DES GRÈVES.	RÉSULTATS.	OBSERVATIONS.
	8	9	10

DU 1^{er} MARS 1908⁽¹⁾.

1	Demande : plus-value pour travaux malsains.....	.....
2	Demande : plus-value pour travaux malsains.....	.....
3	Demande : plus-value pour travaux malsains.....	.....
4	Contestation relative à la réglementation du travail.....	.....
5	Demande d'augmentation de tarif.....	Réussite.
6	Demande d'augmentation de salaire.....	.....
7	Demande d'augmentation de salaire.....	Transaction.
8	Demandes : augmentation de salaire; suppression des amendes.....	Échec.
9	Demande de réintégration d'une ouvrière.....	Échec.
10	Demande : plus-value pour travaux malsains.....	.....
11	Demandes : augmentation de salaire; journée de 9 heures; suppression du travail aux pièces.....	.....
12	Demande de relèvement des tarifs.....	.....
13	Demande d'augmentation de salaire.....	.....
14	Demande d'augmentation de salaire.....	.....
15	Demande de renvoi d'un contremaître.....	.....
16	Réduction de salaire.....	.....
17	Demande de renvoi d'un contremaître.....	Échec.
18	Demande d'augmentation de salaire.....	.....
19	Demande de paiement des jours de chômage.....	.....
20	Demande d'augmentation de tarif.....	Transaction.
21	Demande de renvoi d'un ouvrier.....	.....
22	Demande de renvoi d'un contremaître.....	.....
23	Demande d'augmentation de salaire.....	.....
24	Demande d'augmentation de salaire.....	.....
25	Demande d'augmentation de salaire.....	Transaction.
26	Demande d'augmentation de salaire.....	Transaction.
27	Demande d'augmentation de salaire.....	.....
28	Demande d'augmentation de salaire.....	.....

EN MARS 1908.

1	Demande d'augmentation de salaire.....	Transaction.	.....
2	Réduction de salaire.....	.....	.....
3	Demande d'augmentation de salaire.....	Échec.	Grévistes congédiés.
4	Demande d'augmentation de salaire.....	Échec.	Grévistes congédiés.
5	Demande d'augmentation de salaire.....	Échec.	Grévistes congédiés.
6	Demande de réintégration de deux ouvriers.....	Échec.	.....
7	Demande d'augmentation de salaire.....	Échec.	Grévistes congédiés.
8	Demande d'augmentation de salaire.....	Échec.	.....
9	Demande d'augmentation de salaire.....	Échec.	.....
10	Demande d'augmentation de salaire.....	Échec.	.....
11	Demande d'augmentation de salaire.....	.....	.....
12	Demande d'augmentation de salaire.....	.....	.....
13	Demandes : augmentation de salaire; journée de 9 heures.....	.....	.....
14	Demande : journée de 9 heures.....	.....	.....
15	Contestation relative à la forme de la société exploitante (association ouvrière de production).....	.....	.....
16	Demande d'augmentation de salaire.....	Échec.	Grévistes congédiés.
17	Contestation relative au salaire.....	Réussite.	.....
18	Demande de réintégration de 4 ouvriers.....	Réussite.	.....
19	Demande d'augmentation de salaire.....	Échec.	.....
20	Demande de réintégration de 20 ouvriers.....	Transaction.	.....
21	Demande d'augmentation de salaire.....	Échec.	.....

DATES		LOCALITÉS.	DÉPARTEMENTS.	INDUSTRIES ET SPÉCIALITÉS professionnelles des grévistes.	NOMBRE		REPARÉS.
du commence- ment.	de la fin.				d'établis- sements.	de grévistes.	
1	2				6	7	
4 mars ..	5 mars ..	Lille	Nord	Ouvriers en courroies (coton et cuir).	1	22	25
4 mars ..	5 mars ..	Rouen	Seine-Inférieure ..	Dockers	5	450	21
4 mars ..	6 mars ..	Bourg	Ain	Terrassiers	1	16	21
4 mars ..	12 mars ..	Aizenay	Vendée	Maçons	5	26	21
4 mars ..	2 avril ..	Maïche	Doubs	Ouvriers en horlogerie	2	"	21
4 mars ..		Comines	Nord	Rubanniers	1	125	21
5 mars ..	9 mars ..	Saint-Denis	Seine	Maçons	1	20	21
5 mars ..	11 mars ..	Paris	Seine	Cimentiers	1	5	21
5 mars ..	12 mars ..	Le Pont-de-Beau- voisin	Savoie	Tisseurs	1	129	31
5 mars ..	20 mars ..	Reyrevignes	Lot	Tuilliers	1	65	31
5 mars ..	21 mars ..	Ambert	Pay-de-Dôme	Ébénistes	1	26	31
5 mars ..		Lyon	Rhône	Paveurs	"	70	31
6 mars ..	7 mars ..	Tourcoing	Nord	Poigneurs	1	14	31
6 mars ..	7 mars ..	Saint-Denis	Seine	Mécaniciens-constructeurs	1	240	31
6 mars ..	9 mars ..	Armentières	Nord	Tisseurs	1	24	31
7 mars ..	8 mars ..	Paris	Seine	Maçons	1	6	31
7 mars ..	9 mars ..	Paris	Seine	Maçons	1	23	31
7 mars ..	9 mars ..	Rouen	Seine-Inférieure ..	Dockers	1	32	31
7 mars ..	10 mars ..	Levallois-Perret ..	Seine	Maçons	1	6	41
7 mars ..	10 mars ..	Paris	Seine	Maçons	1	12	41
7 mars ..	13 mars ..	Charquemont	Doubs	Ouvriers en horlogerie	1	"	41
7 mars ..	13 mars ..	Paris	Seine	Maçons	1	28	41
7 mars ..	28 mars ..	Paris	Seine	Maçons	1	63	41
7 mars ..	6 avril ..	Voiron	Isère	Tisseurs	1	103	41
7 mars ..		Paris	Seine	Maçons	1	124	41
9 mars ..	10 mars ..	Vierzon	Cher	Terrassiers	1	30	41
9 mars ..	10 mars ..	Montrichard	Loir-et-Cher	Coltineurs	1	36	41
9 mars ..	10 mars ..	Paris	Seine	Maçons	1	10	41
9 mars ..	10 mars ..	Paris	Seine	Maçons	1	40	51
9 mars ..	10 mars ..	Paris	Seine	Maçons	1	12	51
9 mars ..	11 mars ..	Horicourt	Haute-Saône	Boisseliers	1	32	51
9 mars ..	11 mars ..	Évian	Haute-Savoie	Plâtriers-peintres	2	90	51
9 mars ..	11 mars ..	Paris	Seine	Cimentiers	1	59	51
9 mars ..	12 mars ..	Paris	Seine	Cimentiers	1	5	51
9 mars ..	12 mars ..	Paris	Seine	Maçons	1	14	51
9 mars ..	13 mars ..	Paris	Seine	Cimentiers	1	50	51
9 mars ..	14 mars ..	Rouen	Seine-Inférieure ..	Jardiniers	25	42	51
9 mars ..	16 mars ..	Angles	Tarn	Cordonniers	5	30	51
9 mars ..	16 mars ..	Jonet-sur-l'Anbois ..	Cher	Chaufourniers	1	19	61
9 mars ..	17 mars ..	Paris	Seine	Maçons	1	18	61
9 mars ..	19 mars ..	Arques	Pas-de-Calais	Terrassiers	1	32	61
9 mars ..	19 mars ..	Lyon	Rhône	Ouvriers en voitures	1	18	61
9 mars ..	19 mars ..	Saint-Léonard	Haute-Vienne	Porcelainiers	1	15	61
9 mars ..		Paris	Seine	Maçons	1	20	61
10 mars ..	11 mars ..	Stenay	Meuse	Métallurgistes	1	20	61
10 mars ..	11 mars ..	Ronbaix	Nord	Débardeurs	1	4	61
10 mars ..	12 mars ..	Paris	Seine	Maçons	1	34	61
10 mars ..	12 mars ..	Meilhac	Haute-Vienne	Tuilliers	1	52	61
10 mars ..	16 mars ..	Paris	Seine	Cimentiers	1	24	71
10 mars ..	18 mars ..	Paris	Seine	Maçons	1	6	71
10 mars ..		Paris	Seine	Maçons	1	10	71
11 mars ..	13 mars ..	Angoulême	Charente	Mouleurs	1	9	71
11 mars ..	16 mars ..	Paris	Seine	Tailleurs de pierres	1	4	71
11 mars ..	30 mars ..	Mont-Saint-Martin ..	Aisne	Ouvriers agricoles	"	41	71
12 mars ..		Paris	Seine	Maçons	1	4	71
12 mars ..	14 mars ..	Paris	Seine	Maçons	1	24	71
12 mars ..	16 mars ..	Paris	Seine	Maçons	1	4	71
12 mars ..	16 mars ..	Paris	Seine	Maçons	1	2	71

GRÈVES COMMENCÉES

numéro.	CAUSES DES GRÈVES.	RÉSULTATS.	OBSERVATIONS.
8		9	10
EN MARS 1908. (Suite.)			
22	Demande d'augmentation de salaire.....	Transaction.	
23	Contestation relative à la réglementation du travail.	Échec.	
24	Demande d'augmentation de salaire.....	Réussite.	
25	Demande d'augmentation de salaire.....	Transaction.	
26	Demande de réintégration d'ouvriers.....	Transaction.	
27	Demandes : renvoi d'un contremaître; établissement d'un carnet de paie.....		
28	Demandes : journée de 9 heures; réintégration de 6 ouvriers.....	Échec.	
29	Demande d'augmentation de salaire.....	Réussite.	
30	Demande d'augmentation de tarif.....	Transaction.	Conciliation devant le juge de paix.
31	Contestation relative au salaire; demande d'amélioration de la nourriture.....	Réussite.	
32	Demande d'augmentation de salaire.....	Transaction.	
33	Demandes : augmentation de salaire; journée de 8 heures.....	Réussite.	
34	Demande de réintégration de 2 ouvriers.....	Réussite.	
35	Demande de réintégration d'un contremaître.....	Échec.	
36	Demande d'augmentation de salaire.....	Transaction.	
37	Demande d'augmentation de salaire.....	Échec.	Grévistes congédiés.
38	Demande : journée de 9 heures.....	Échec.	Grévistes congédiés.
39	Demande d'augmentation de salaire.....	Échec.	
40	Demande de renvoi d'un ouvrier non syndiqué.....	Échec.	Grévistes congédiés.
41	Demande d'augmentation de salaire.....	Échec.	Grévistes congédiés.
42	Contestation relative au salaire.....	Transaction.	
43	Demande d'augmentation de salaire.....	Échec.	Grévistes congédiés.
44	Demande : journée de 9 heures.....	Échec.	
45	Demande de réintégration d'une ouvrière.....	Échec.	
46	Demande : journée de 9 heures.....		
47	Demande d'augmentation de salaires.....	Échec.	Grévistes congédiés.
48	Demande d'augmentation de salaire.....	Échec.	
49	Demande : journée de 9 heures.....	Échec.	Grévistes congédiés.
50	Demande : journée de 9 heures.....	Échec.	18 grévistes congédiés.
51	Demande : journée de 9 heures.....	Échec.	Grévistes congédiés.
52	Contestation relative au règlement d'atelier.....	Réussite.	
53	Demande : renvoi de deux marchandeurs.....	Réussite.	
54	Demande d'augmentation de salaire.....	Échec.	Grévistes congédiés.
55	Demande d'augmentation de salaire.....	Échec.	
56	Demande : journée de 9 heures.....	Échec.	Grévistes congédiés.
57	Demandes : augmentation de salaire; journée de 10 heures.....	Réussite.	
58	Demande d'augmentation de salaire.....	Transaction.	
59	Demande d'augmentation de salaire.....	Échec.	
60	Demande d'augmentation de salaire.....	Transaction.	
61	Demande d'augmentation de salaire.....	Échec.	Grévistes congédiés.
62	Demande de réintégration de 3 ouvriers.....	Échec.	
63	Demande d'augmentation de salaire.....	Transaction.	
64	Demande d'augmentation de salaire.....	Transaction.	
65	Demande : journée de 9 heures.....		
66	Demande de réintégration d'un ouvrier.....	Échec.	
67	Demande d'augmentation de salaire.....	Échec.	
68	Demandes : augmentation de salaire; journée de 9 heures.....	Échec.	Grévistes congédiés.
69	Demande d'augmentation de salaire.....	Échec.	
70	Demande d'augmentation de salaire.....	Échec.	
71	Demande : journée de 9 heures.....	Échec.	
72	Demande : journée de 9 heures.....		
73	Demande de renvoi d'un ouvrier.....	Échec.	
74	Demande : journée de 9 heures.....	Réussite.	
75	Demande d'augmentation de salaires.....	Échec.	
76	Demande : journée de 9 heures.....		
77	Demande d'augmentation de salaire.....	Échec.	
78	Demande : journée de 9 heures.....	Échec.	Grévistes congédiés.
79	Demande : journée de 9 heures.....	Échec.	

DATES		LOCALITÉS.	DÉPARTEMENTS.	INDUSTRIES ET SPÉCIALITÉS professionnelles des grévistes.	NOMBRE		APRÈS.
du commence- ment. 1	de la fin. 2				d'établisse- ments. 6	de grévistes. 7	
12 mars ..	16 mars ..	Sceaux	Seine	Ouvriers en voitures	1	25	8
12 mars ..	19 mars ..	Tourcoing	Nord	Ferblantiers-zingueurs	58	145	8
12 mars ..	21 mars ..	Paris	Seine	Maçons	1	30	8
12 mars ..	30 mars ..	Serrières-de-Briord	Ain	Tullistes	1	110	8
12 mars ..	7 avril ..	Villeneuve - Saint-Georges	Seine-et-Oise	Maçons	1	70	8
13 mars ..	14 mars ..	Paris	Seine	Maçons	1	8	82
13 mars ..	16 mars ..	Arques	Pas-de-Calais	Fileurs	1	300	84
13 mars ..	16 mars ..	Faymoreau	Vendée	Mineurs	1	300	8
13 mars ..	18 mars ..	Reims	Marne	Tisseurs	1	160	81
13 mars ..	18 mars ..	Tourcoing	Nord	Bâcleurs	1	13	81
14 mars ..	17 mars ..	Neuilly-sur-Seine	Seine	Maçons	1	26	96
14 mars ..	20 mars ..	Paris	Seine	Maçons	1	16	91
16 mars ..	17 mars ..	Vendres	Hérault	Ouvriers agricoles	"	"	95
16 mars ..	17 mars ..	Rennes	Ille-et-Vilaine	Charpentiers	1	12	97
16 mars ..	17 mars ..	Paris	Seine	Maçons	1	14	94
16 mars ..	19 mars ..	Paris	Seine	Maçons	1	20	95
16 mars ..	20 mars ..	Lille	Nord	Chaudronniers	1	13	96
16 mars ..	20 mars ..	Paris	Seine	Maçons	1	10	97
16 mars ..	23 mars ..	La Harrois	Côtes du Nord	Carriers	1	37	98
16 mars ..	23 mars ..	Chartres	Eure-et-Loir	Maçons	"	150	99
16 mars ..	23 mars ..	Paris	Seine	Maçons	1	14	100
16 mars ..	26 mars ..	Canteleu	Seine-Inférieure	Peintres	1	35	101
16 mars ..	27 mars ..	Saint-Léonard	Haute-Vienne	Menuisiers	8	22	102
17 mars ..	18 mars ..	Paris	Seine	Maçons	1	8	103
17 mars ..	19 mars ..	Lille	Nord	Mécaniciens-construteurs	1	13	104
17 mars ..	19 mars ..	Paris	Seine	Coltineurs	1	8	105
17 mars ..	19 mars ..	Paris	Seine	Maçons	1	6	106
17 mars ..	20 mars ..	Paris	Seine	Cimentiers	1	20	107
17 mars ..	21 mars ..	Tourcoing	Nord	Jardiniers	1	6	108
17 mars ..	23 mars ..	Fournies	Nord	Tisseurs	1	60	109
17 mars ..	23 mars ..	Roubaix	Nord	Jardiniers	2	40	110
17 mars ..	30 mars ..	Tourcoing	Nord	Peigneurs	1	17	111
17 mars ..	30 mars ..	Epinaux-sur-Seine	Seine	Maçons	1	60	112
17 mars ..	30 mars ..	Brunoy	Seine-et-Oise	Maçons	1	35	113
17 mars ..	27 mars ..	Muy	Var	Boulangers	"	"	114
18 mars ..	30 mars ..	Nantes	Loire-Inférieure	Menuisiers	4	267	115
19 mars ..	20 mars ..	Le Dorat	Haute-Vienne	Terrassiers	1	6	116
19 mars ..	.....	Ornaisons	Aude	Ouvriers agricoles	"	"	117
19 mars ..	.....	Rocheport	Charente-Inférieure	Dockers	"	"	118
19 mars ..	.....	Vierzon	Cher	Menuisiers	"	50	119
20 mars ..	2 avril ..	Aix-les-Bains	Savoie	Maçons	4	75	120
20 mars ..	.....	Cavaillon	Vaucluse	Maçons	"	200	121
21 mars ..	23 mars ..	Paris	Seine	Maçons	1	20	122
21 mars ..	24 mars ..	Levallois-Perret	Seine	Maçons	1	7	123
21 mars ..	24 mars ..	Paris	Seine	Maçons	1	4	124
21 mars ..	10 avril ..	Marsquel	Pas-de-Calais	Ouvriers d'une fabrique de papier	1	200	125
22 mars ..	25 mars ..	Rennes	Ille-et-Vilaine	Maçons	"	100	126
23 mars ..	24 mars ..	Corbès	Gard	Terrassiers	1	50	127
23 mars ..	25 mars ..	Lamastre	Ardèche	Menuisiers	7	23	128
23 mars ..	25 mars ..	Paris	Seine	Maçons	1	16	129
23 mars ..	30 mars ..	Douai	Nord	Verriers	1	150	130
23 mars ..	6 avril ..	Lys-les-Lanoy	Nord	Trieurs de laine	1	12	131
24 mars ..	25 mars ..	Amiens	Somme	Tisseurs	1	35	132
24 mars ..	26 mars ..	Calais	Pas-de-Calais	Terrassiers	1	45	133
24 mars ..	.....	Halluin	Nord	Ouvriers d'une fabrique de papier	1	188	134
25 mars ..	31 mars ..	Valréas	Vaucluse	Maçons	"	46	135
25 mars ..	.....	Macquigny	Aisne	Ouvriers agricoles	"	150	136
27 mars ..	30 mars ..	Marseille	Bouches-du-Rhône	Charpentiers	1	50	137

GRÈVES COMMENCÉES

N ^{OS} DES REQUÊTES.	CAUSES DES GRÈVES.	RÉSULTATS.	OBSERVATIONS.
	8	9	10
EN MARS 1908. (Suite.)			
80	Demande d'augmentation de salaire	Réussite.	
81	Demande d'augmentation de salaire	Transaction.	
82	Demande : journée de 9 heures	Échec.	Grévistes congédiés.
83	Demande d'augmentation de salaire	Transaction.	
84	Demande d'augmentation de salaire	Transaction.	
85	Demande : journée de 9 heures	Échec.	Grévistes congédiés.
86	Demande d'augmentation de salaire	Transaction.	
87	Demande d'augmentation de salaire	Réussite.	
88	Demandes : renvoi d'un contremaître; réintégration de deux ouvriers	Transaction.	
89	Demande d'augmentation de salaire	Échec.	
90	Demande : journée de 9 heures	Échec.	Grévistes congédiés.
91	Demandes : augmentation de salaire; journée de 9 heures ..	Échec.	Grévistes congédiés.
92	Demande d'augmentation de salaire	Transaction.	
93	Contestation relative au règlement de chantier	Échec.	
94	Demande : journée de 9 heures	Échec.	Grévistes congédiés.
95	Demande : journée de 9 heures	Échec.	Grévistes congédiés.
96	Demande de renvoi d'un contremaître	Échec.	
97	Demande : journée de 9 heures	Échec.	Grévistes congédiés.
98	Demande d'augmentation de salaire	Transaction.	
99	Demande d'augmentation de salaire	Réussite.	
100	Demande : journée de 9 heures	Échec.	Grévistes congédiés.
101	Demande de renvoi d'un contremaître	Échec.	
102	Demande d'augmentation de salaire	Transaction.	
103	Demande : journée de 9 heures	Échec.	Grévistes congédiés.
104	Demande de renvoi d'un contremaître	Échec.	
105	Demande d'augmentation de salaire	Échec.	
106	Demande : journée de 9 heures	Échec.	Grévistes congédiés.
107	Demande d'augmentation de salaire	Échec.	
108	Demande d'augmentation de salaire	Échec.	
109	Demandes : renvoi d'un ouvrier; réintégration d'un ouvrier ..	Échec.	
110	Demande d'augmentation de salaire	Réussite.	
111	Demande d'augmentation de salaire	Échec.	
112	Demandes : augmentation de salaire; journée de 9 heures ..	Échec.	
113	Demande d'augmentation de salaire		
114	Demande d'augmentation de salaire	Transaction.	
115	Demande d'augmentation de salaire	Transaction.	
116	Demandes : augmentation de salaire; journée de 8 heures ..	Échec.	
117	Demande d'augmentation de salaire		
118	Contestation relative au salaire		
119	Demande d'augmentation de salaire		
120	Demande d'augmentation de salaire	Transaction.	
121	Demande d'augmentation de salaire		
122	Demande : journée de 9 heures	Échec.	
123	Demande d'augmentation de salaire	Échec.	Grévistes congédiés.
124	Demande de réintégration d'un ouvrier	Échec.	Grévistes congédiés.
125	Demande d'augmentation de salaire	Échec.	
126	Demande d'augmentation de salaire	Réussite.	
127	Demande d'augmentation de salaire	Transaction.	
128	Demandes : augmentation de salaire; diminution du temps de travail	Échec.	
129	Demandes : augmentation de salaire; journée de 9 heures ..	Échec.	Grévistes congédiés.
130	Contestation relative au salaire	Transaction.	
131	Demande d'augmentation de salaire	Échec.	
132	Contestation relative au salaire	Transaction.	
133	Demande d'augmentation de salaire	Transaction.	
134	Demande d'augmentation de salaire		
135	Demande d'augmentation de salaire	Transaction.	
136	Demande d'augmentation de salaire		
137	Contestation relative au salaire	Échec.	

DATES		LOCALITÉS.	DÉPARTEMENTS.	INDUSTRIES ET SPÉCIALITÉS professionnelles des grévistes.	NOMBRE		REPRÉSENT.
du commence- ment. 1	de la fin. 2				d'établisse- ments. 6	de grévistes. 7	
		3	4	5			
GRÈVES COMMENCÉES							
27 mars ..	10 avril ..	Moreuil	Somme	Bonneteries	1	40	138
28 mars ..	.....	Marcorignan	Aude	Ouvriers agricoles	"	"	139
30 mars ..	31 mars ..	Amiens	Somme	Jardiniers	1	5	140
30 mars ..	.....	Brives	Corrèze	Terrassiers	"	300	141
30 mars ..	.....	Gallardon	Eure-et-Loir	Terrassiers	1	230	142
30 mars ..	.....	Frontignan	Hérault	Ouvriers en produits chimi- ques	1	100	143
30 mars ..	.....	Pornichet	Loire-Inférieure	Jardiniers	"	"	144
30 mars ..	.....	Corneilla-del-Vre- col	Pyrénées-Orientales	Ouvriers agricoles	"	20	145
31 mars ..	1 ^{er} avril ..	Chamarande	Seine-et-Oise	Terrassiers	1	80	146
31 mars ..	.....	Barjac	Gard	Mineurs	1	12	147

CONCILIATION ET ARBITRAGE ⁽¹⁾.

6 applications de la loi sur la conciliation et l'arbitrage ont été signalées à la Direction du travail.

1^{re} Grève de tisseurs de soie au Pont-de-Beauvoisin (Savoie). — Le 5 mars, les 125 ouvriers occupés dans un tissage de soie du Pont-de-Beauvoisin se sont mis en grève, présentant les revendications suivantes :

- 1° Réintégration d'un ouvrier.
- 2° Renvoi d'une surveillante.
- 3° Affichage des tarifs.
- 4° Application du tarif de Voiron.

Les ouvriers ont adressé un recours au juge de paix le 5 mars, un comité s'est réuni les 6 et 18 mars. A la seconde réunion, l'accord s'est établi aux conditions suivantes :

- 1° M. Cholat consent à appliquer le tarif élaboré en 1906 par la Chambre syndicale des ouvrières et ouvriers en soierie de Voiron, relatif aux façons de tissage, étant entendu que les articles qu'il paye actuellement à un prix supérieur à ce tarif ne seront pas diminués.
- 2° Ce nouveau tarif sera mis en application à partir de la prochaine paye qui aura lieu le 21 courant.
- 3° Ledit tarif sera immédiatement affiché dans l'atelier et un exemplaire sera annexé au présent contrat.

(1) Des exemplaires du texte de la loi du 27 décembre 1892 sur la conciliation et l'arbitrage dans les différends collectifs entre patrons et ouvriers ou employés sont envoyés aux intéressés sur demande adressée à M. le Ministre du Travail, Direction du travail, Bureau des Associations professionnelles, rue de Varenne, n° 80, à Paris.

RÉFÉRÉS.	CAUSES DES GRÈVES.	RÉSULTATS.	OBSERVATIONS.
	8	9	10
EN MARS 1908. (Suite et fin.)			
138	Demande d'augmentation de salaire	Reussite.	
139	Demande d'augmentation de salaire	Echec.	
140	Demande d'augmentation de salaire	Echec.	
141	Demande d'augmentation de salaire	Echec.	
142	Demande d'augmentation de salaire	Echec.	
143	Contestation relative au salaire	Echec.	
144	Demande d'augmentation de salaire	Echec.	
145	Demandes : augmentation de salaire; réintégration d'un ouvrier	Echec.	
146	Demande d'augmentation de salaire	Echec.	
147	Demandes : augmentation de salaire; réintégration d'un ouvrier	Echec.	

1° Aucun des ouvriers ayant pris part à la grève ne sera renvoyé de l'usine pour cette cause, n'ayant plus ni d'une part ni de l'autre à s'occuper de l'ouvrier R... qui s'est retiré.

Les ouvriers avaient repris le travail, avant la fin des négociations, le 12 mars.

2° Dans une grève de terrassiers à Arques (Pas-de-Calais), les deux parties ont adressé un recours au juge de paix le 11 mars. Un comité de conciliation s'est réuni le même jour; l'accord n'a pu s'établir.

3° et 4° Dans la grève des maçons de Cavaillon (Vaucluse), et dans la grève des ouvriers agricoles de Macquigny (Aisne), les juges de paix sont intervenus d'office. Des comités de conciliation se sont réunis le 24 mars et le 1^{er} avril. L'accord n'a pu s'établir.

5° Dans une grève de cordonniers à Anglès (Tarn), les ouvriers ont adressé un recours au juge de paix le 10 mars. Les patrons ont refusé de se prêter à la conciliation.

6° Dans une grève de tuiliers à Reyrevignes (Lot), le juge de paix est intervenu le 10 mars. Le patron n'a pas répondu à sa convocation. Les ouvriers ont repris le travail le 20, obtenant satisfaction.

ENQUÊTE SUR LE CHÔMAGE DANS LA MÉGISSERIE ET LA TANNERIE ⁽¹⁾.

I. MÉGISSERIE.

On sait que l'Office du travail a entrepris une enquête sur les causes du chômage anormal signalé depuis quelques années par les syndicats ouvriers dans la tannerie et la mégisserie ⁽¹⁾.

L'enquête est actuellement terminée en ce qui concerne la mégisserie, tant à Paris que dans les principaux centres de province. En ce qui concerne la tannerie, il reste encore à visiter quelques centres de province. Sans attendre la fin de l'enquête, il a paru utile de donner, dès maintenant, les résultats obtenus par l'enquête en ce qui concerne la mégisserie.

Avant d'exposer ces résultats, il y a lieu de rappeler, en quelques mots, la technologie de cette industrie.

TECHNOLOGIE DE LA MÉGISSERIE.

Le travail de mégisserie a pour but de transformer les peaux brutes (sèches ou vertes), de chevreaux, d'agneaux, de chèvres, de moutons, de veaux, en peaux blanches, souples, susceptibles de recevoir les apprêts de teinture et autres préparations usitées dans la fabrication des gants, des chaussures, etc.

On divise le travail de la mégisserie en deux parties : le *travail de rivière*, appelé parfois, en terme de métier, « travail d'en bas », et le *travail de palissonnage* ou de *corroierie*, appelé parfois, en terme de métier, « travail d'en haut ». Le premier conduit la préparation de la peau jusqu'au tannage inclusivement; le deuxième finit la peau jusqu'au moment où elle sera mise en magasin pour la vente.

Dans le travail de rivière, les peaux sèches ou salées sont mises à la trempe pour le reverdissage; redevenues vertes, elles sont, avec les autres peaux fraîches ou vertes, après un nettoyage à grande eau pour enlever les immondices qui sont restées adhérentes à la toison ou au poil, mises dans des fosses appelées *pelins* pour y recevoir le bain de lait de chaux plus ou moins mélangé d'orpin qui amènera une fermentation de la peau et facilitera la séparation de la toison et de la peau qui la supportait.

Les opérations de pelanage ont une durée d'environ 12 jours, variable suivant la nature des peaux et la saison pendant laquelle ces opérations sont pratiquées.

Vient ensuite le dépoilage ou le débouillage, travail qui consiste à enlever la toison avec un couteau à deux poignées, long et légèrement cintré (forme concave), couteau légèrement contondant, dénommé couteau de fleur, parce qu'il a pour but de préparer la fleur de la peau, tout en enlevant la toison ou le poil adhérent à la fleur.

Les ouvriers qui procèdent au dépoilage ou débouillage ont pour mission de faire, en même temps, un triage du poil ou de la laine qui couvre la peau; ces laines ou poils représentent souvent une part importante de la valeur de la peau en poils; dans la mégisserie lainière, à Mazamet par exemple, la laine a une valeur plus grande que la peau; d'une manière générale, elle représente un bon tiers de cette

⁽¹⁾ *Bulletin*, janvier 1908, page 34.

valeur; même dans la mégisserie du chevreau, le poil représente une valeur très appréciée. Les ouvriers ont soin de faire un triage de la laine suivant les parties de la peau où elle a été prélevée; ainsi les parties avoisinant les pattes ont la valeur la plus faible. Le travail de délainage ou débouillage est réservé à des spécialistes.

La peau ayant reçu une première façon du côté fleur, reçoit une façon du côté chair; ce sont les opérations du *déclarnage* ou écharnage et celle du *rognage*. Dans le déclarnage, on enlève avec un couteau également à deux manches, courbé et légèrement tranchant, les parties charnues, graisseuses ou gélatineuses qui étaient restées adhérentes à la peau et qui formeraient épaisseur ou qui seraient moins faciles à travailler que le reste de la peau; dans le rognage, on rogne la peau, on enlève au couteau (forme convexe) les parties de la peau qui ne pourraient être utilisées pour la ganterie, la chaussure, etc., ce sont les parties du cou, des pattes, etc. Ces déchets sont vendus aux fabricants de colle.

Malgré les deux façons, celle du côté fleur et celle du côté chair, la peau a conservé une grande partie de la chaux absorbée dans les fosses à pelin; cette saturation calcaire nuit aux opérations ultérieures de lannage, teinture, etc.; on l'élimine d'abord par des lavages à grande eau dans de l'eau claire, puis on met la peau dans des bassins de conifères, contenant une lessive aigre et chaude de crottes de chien, de fientes d'oiseau, de son aigri, qui a pour but de dissoudre la chaux par suite des combinaisons chimiques qui s'y produisent.

Pour éliminer plus complètement de la peau les sels de chaux et aussi pour assouplir la peau, pour la dégorgier et pour en rompre le nerf, on soumet la peau à de nouvelles façons, tant du côté chair que du côté fleur, avec le couteau à *queuser*, couteau à lame d'ardoise. Souvent ces façons sont données à la machine et non plus à la main.

On procède ensuite à l'*habillage* de la peau; on la rend imputrescible on la plongeant, en la remuant, la pétrissant, dans un mélange de farine, de jaune d'œuf, de sel et d'alun. Dans quelques petites usines, des hommes, pendant plusieurs heures, pétrissent encore au pied, ces peaux dans des cuves contenant ce mélange; mais dans le plus grand nombre, ce travail est effectué dans une grande caisse carrée appelée *turbulent*, qui reçoit un mouvement de rotation et où les peaux et le mélange sont introduits.

Les peaux ainsi préparées sont mises à sécher soit dans des étuves, soit dans des séchoirs installés sur les toits des mégisseries; ces séchoirs sont munis de volets mobiles pour régler l'arrivée de l'air et de la lumière sur les peaux. Les peaux séchées peuvent rester un certain temps *en pile* en attendant les autres façons; certains pensent que le temps pendant lequel les peaux sont laissées en pile en augmente la qualité, la peau prenant ainsi plus de tenacité et se pénétrant mieux des principes qui ont servi à la préparer.

Les peaux, de nouveau légèrement humectées, subissent encore les façons du *foulon*; dans le but de les assouplir, on les foulonne avec de la farine; ce travail est fait à la main ou le plus souvent à la machine à foulonner.

C'est alors que commencent les opérations du *palissonnage*, du moins du palissonnage en blanc, car le palissonnage en couleur n'a lieu qu'après le passage des peaux chez le teinturier en peaux.

Le palissonnage consiste à ouvrir la peau, à l'étirer, l'assouplir en tous sens, en l'étirant, et la frottant sur un palisson mou (outil en acier placé verticalement et dont les bords sont arrondis); le palisson mou est employé pour redonner plus d'éclat à la fleur, pour enlever les résidus de pâte et d'habillage. Puis la peau est passée au palisson ardent, palisson de même forme que le palisson mou, mais aux bords tranchants; le palisson ardent n'est employé que du côté chair. Avec cet outil, l'ouvrier enlève ses dernières rugosités, nervures qui nuiraient à la bonne tenue de la peau; avec

cet outil également, il diminue l'épaisseur de la peau, comme ferait un drayeur, un doleur. Ces opérations du palisson mou et du palisson ardent, faites à la main, sont de plus en plus remplacées par un travail aux machines à ouvrir, à étirer, à drayer, etc.

Les peaux sont ensuite tirées, embottées (par paquet de trois douzaines pour les petites peaux de chevreau) puis envoyées au magasin. Si les peaux sont envoyées à la teinture, elles reçoivent à leur retour à l'atelier un palissonnage en couleur, sur le palisson mou seulement, pour les ouvrir, les étirer et donner de l'éclat à la fleur.

Lorsque les peaux sont rendues imputrescibles, non plus à l'alun mais avec le tannage au **sumac**, au **québracho**, ou autres produits tannant, chrome, etc., tout le travail de mégisserie, sauf celui du tannage, est sensiblement le même que celui qui vient d'être décrit.

RÉSULTATS DE L'ENQUÊTE.

A. SEINE.

Le département de la Seine occupe une place prépondérante dans la préparation des cuirs et peaux et notamment dans la mégisserie. Il réunit à lui seul 26 p. 100 du personnel ouvrier dans cette dernière industrie, il doit cette situation exceptionnelle, en première ligne, à l'importance de ses abattoirs.

Ainsi que le faisait remarquer le rapporteur du jury de la classe 89, à l'exposition de 1900⁽¹⁾, « le marché du cuir vert de Paris est le régulateur des cours du brut en France, il a une répercussion sur les grands marchés du monde. Des ventes publiques mensuelles réunissent tous les industriels et négociants du cuir en une sorte de bourse, à la fin de chaque mois; on peut se rendre compte de l'importance des transactions qui y sont traitées, les seuls abattages parisiens fournissant annuellement environ 300,000 peaux de bœuf, à peu près autant de peaux de veau, 2 millions de peaux de mouton. Les abats parisiens sont recherchés par les tanneurs du monde entier ».

Les renseignements ci-dessous, extraits de l'Annuaire statistique de la ville de Paris, permettent de comparer la situation de l'année 1899 avec celle de l'année 1905, la dernière sur laquelle les documents ont été publiés :

ANNÉES.	QUANTITÉS DE DÉTAIL introduit aux abattoirs de la Villette et Vaugirard.			
	Gros bétail (Têtes).	Veaux (Têtes).	Moutons, boucs et chèvres, porcs. (Têtes.)	(Têtes.)
1899.....	288,000	266,600	1,998,300	320,700
1905.....	265,300	277,800	2,008,500	410,200

Il est intéressant de rapprocher ces renseignements de ceux donnés par le rapporteur du jury, en 1900, sur les quantités de bestiaux abattus annuellement en France en 1899 :

GROS DÉTAIL : Bœufs, vaches, taureaux.	VEAUX ET GENÈSSES.	MOUTONS, BREBIS, agneaux, boucs, chèvres et chevreaux.	PORCS et cochons de lait.
1,950,400	3,709,800	9,463,300	4,820,900

⁽¹⁾ Voir le Rapport de M. Placide Peltrean, rapporteur du jury de la classe 89 à l'Exposition universelle de 1900.

On voit ainsi que dans la production de l'ensemble des abattoirs en France, la production des abattoirs parisiens et d'à peu près un dixième.

On conçoit l'importance que présente une pareille production réunie dans un seul centre, ce qui est le cas à Paris, depuis l'établissement des *nouveaux usages* et l'organisation des ventes publiques ⁽¹⁾.

Quant à la *production* du département de la Seine, elle était évaluée, en 1899, au point de vue de la fabrication seule, à 100 millions de francs au minimum, par le rapporteur de l'exposition de 1900. La valeur de l'ensemble des produits actuellement ne lui serait pas inférieure, plutôt supérieure, si l'on considère, d'une part, que la production est devenue, à certaines époques de l'année, plus intensive, et surtout que la valeur des produits a été plus élevée à la suite de la hausse de la matière première.

En ce qui concerne la *répartition de la population active par spécialités*, on voit, d'après les résultats du recensement de 1901, que la spécialité dominante est la mégisserie. A l'époque du recensement, elle représentait le quart de la population active; la corroierie venait après (environ 17 p. 100 de la population active), puis la tannerie (11 p. 100).

On trouve dans le département de la Seine des établissements très importants; ainsi on a relevé, en 1901, un certain nombre d'établissements ayant plus de 100 ouvriers : dans la mégisserie, 4 établissements; dans la maroquinerie, 3; dans la tannerie, 2; dans la teinturerie des peaux, 1; dans la corroierie, 1. Le plus grand nombre d'établissements, même de ceux qui comptent plus de 100 ouvriers, se trouvent dans Paris.

Mais la spécialité qui domine dans le département de la Seine est celle de la mégisserie; elle comptait, en 1901, le plus grand nombre d'établissements et employait un quart de la population active totale occupée dans la préparation des cuirs et peaux. On comprendra que l'industrie parisienne souffre particulièrement de la crise, puisque la crise s'étend particulièrement dans la mégisserie du veau et dans la mégisserie lainière. Le box-calf américain ou allemand fait une concurrence particulièrement redoutable à nos fabricants de peaux mégis. C'est contre les peaux préparées au chrome, qui présentent plus de résistance aux intempéries, qui ne perdent pas à l'humidité, comme les peaux mégis, leur qualité de peaux tannées, que nos fabricants demandent à être protégés, faisant remarquer, en outre, que les peaux mégis pèsent, à égalité de surface, plus que les peaux chromées et que celles-ci ont aussi plus de valeur.

D'après les renseignements fournis par des patrons et qui, sauf pour certains points qui seront spécialement signalés, sont confirmés par les ouvriers en mégisserie, la situation est peu satisfaisante : on travaille pour les stocks presque uniquement.

Avis des patrons.

Parmi les causes de la crise signalées par les patrons, il en est de générales qui s'appliquent non seulement à la mégisserie, mais aussi à l'ensemble des industries de la préparation des cuirs et peaux. Il en est d'autres qui sont particulières à la mégisserie ou même à certaines spécialités de la mégisserie.

Causes générales.

Parmi les causes générales signalées, les principales sont : la hausse des peaux

⁽¹⁾ Voir à ce sujet *Les industries des cuirs et peaux*, conférences populaires organisées par M. Jossier, membre de la Chambre syndicale des cuirs et peaux, 1903-1904 (publication du journal de la halle aux cuirs), *Les usages*, pages 72 et suivantes.

brutes, la vente des peaux aux enchères publiques, la transformation des procédés de fabrication, la concurrence étrangère.

Hausse des peaux brutes. — Il est difficile de déterminer l'influence exercée sur l'activité du travail dans nos établissements de préparation de cuirs et peaux par la hausse des peaux brutes. Il est nécessaire cependant de signaler que dans ces dernières années, et jusqu'au milieu de l'année 1907, les prix de la matière première des peaux, spécialement de celles provenant des abattoirs parisiens ont subi des variations importantes, mais se terminant par une hausse; depuis le milieu de 1907 ces prix ont commencé à baisser, les fabricants tanneurs, mégissiers, maroquiniers, etc., qui hésitaient à former des stocks, par suite de la hausse de la matière première, que tous trouvaient exagérée, et de la difficulté de faire accepter par le client acheteur une augmentation correspondante à la hausse de la matière première, n'ont pas pu ou pas voulu profiter de la baisse de la matière première, dans l'espoir que cette baisse s'accentuerait. La diminution des troupeaux de bétail, tant en France qu'à l'Étranger, à la suite de plusieurs années de sécheresse, les demandes de cuirs ouvrés pour l'équipement militaire, à la suite des guerres russo-japonaises, et d'autres faits analogues, auraient amené ce renchérissement; la reconstitution des approvisionnements laisse actuellement des matières premières disponibles qui pèsent sur les cours.

Vente aux enchères publiques. — On a vu que le marché des peaux provenant des abattoirs de Paris jouissait d'une grande réputation, tant en France qu'à l'étranger. Les bestiaux amenés aux abattoirs de Paris étant, pour la très grande majorité, des bêtes de choix, les peaux qui en proviennent font prime; elles sont recherchées par les producteurs de beaux cuirs tant de Paris que de province et surtout de l'étranger. Dans ces dernières années, les tanneurs, et surtout les mégissiers étrangers (américains et allemands), ont fait des achats importants sur le marché parisien. L'organisation de la vente aux enchères publiques d'un lot de peaux provenant des bestiaux: bœufs, veaux, etc., non pas abattus, mais à abattre dans un délai déterminé par un boucher de l'abattoir, titulaire d'un échaudoir, un chevillard, favorise la spéculation; ces marchés présentent en effet certains aléas, certains risques, le nombre de peaux livrées pouvant, d'après les usages du marché, varier de 10 à 15 p. 100 en plus ou en moins et les vendeurs en profitant lorsque les prix subissent des variations accentuées. Les Américains, qui ont pour les spéculations de bourse un penchant plus grand que nos industriels français, ont particulièrement profité des conditions du marché parisien; ils ont contribué pour une grande partie à la hausse des matières premières. Leurs achats qui s'étaient ralentis, comme tous les ans à la période chaude de l'été, n'ont pas repris en automne par suite de la crise que commençaient à traverser les banquiers américains.

D'autre part, le petit industriel, qui domine dans l'industrie parisienne, peut difficilement profiter des conditions avantageuses d'un marché aux enchères; les peaux qui y sont vendues, avant que les bêtes qui les portent soient abattues, sont très variables de grandeur, de qualité, et le petit industriel aurait difficilement le placement de produits aussi variables, il doit recourir le plus souvent à un intermédiaire, le négociant en cuirs et peaux, qui fait un triage des peaux qu'il a reçues du chevillard aux conditions de la vente, et qui lui choisit les sortes et qualités appropriées à sa fabrication. On conçoit que le petit industriel ait été amené à payer les cours élevés pour les peaux fraîches lorsque les prix étaient chers et qu'il ne puisse que difficilement profiter des cours en baisse.

L'activité du travail dans les ateliers se ressent de cette variation des cours; les clients du petit industriel renseignés par les bulletins spéciaux (*la Halle aux cuirs*,

le *Moniteur de la cordonnerie*, etc.) sur le mouvement des cours ne veulent plus payer à leur fournisseur de cuirs (mégissier, tanneur, etc.) les prix élevés du commencement de 1907; ils entendent profiter de la baisse, alors que le tanneur, le mégissier, ne peuvent obtenir du négociant qu'une faible partie de la baisse des prix. C'est ce qui explique que beaucoup d'industriels aient déclaré qu'actuellement ils entretiennent leur atelier en travaillant pour leurs réserves, estimant qu'au jour où leur client, cordonnier, sellier, etc. se décidera à leur passer des ordres sérieux et non plus pour des réassortiments, ils devront pouvoir se trouver en mesure de le satisfaire sans délai, sous peine de le voir s'adresser à l'étranger.

Transformation des procédés. — La transformation des procédés de fabrication a eu une influence plus grande sur le travail de nos usines. Sans doute, un certain nombre de fabricants ont pu adopter les nouveaux procédés de fabrication : tannage aux extraits, au lieu du tannage à l'écorce — tannage qui réduit la durée de fabrication des grosses peaux à quelques semaines ou quelques mois, au lieu d'une année au minimum; — tannage au chrome, au lieu du tannage à l'alun, comme en mégisserie, qui donne plus de résistance au cuir. Mais, ainsi qu'il est facile de s'en rendre compte, en considérant la dispersion du plus grand nombre d'ouvriers entre de petits établissements (moitié des établissements ont moins de cinq ouvriers; 92 p. 100 ont moins de 21 ouvriers) rarement ces établissements ont pu ou voulu disposer de sommes souvent importantes pour procéder à l'achat du matériel et aux recherches que nécessitent ces nouveaux procédés de fabrication.

A la suite des sages avis donnés par le rapporteur français à l'Exposition de Chicago en 1893, et pour permettre à nos industriels de soutenir plus facilement la concurrence étrangère en employant judicieusement les nouveaux procédés de travail qui font leur succès, nos industriels ont cherché à développer l'enseignement technique. C'est ainsi que, depuis 1899, le Syndicat général de l'industrie des cuirs et peaux a organisé à Lyon une *école de tannerie*, école donnant un enseignement uniquement théorique sur les procédés chimiques applicables en tannerie, mégisserie.

Plus récemment, en 1903 et 1904, le Syndicat patronal parisien a fait faire à Paris une série de conférences sur le travail en tannerie et en mégisserie. Ces conférences ouvertes aux patrons et aux ouvriers n'ont pas eu le succès qu'on en attendait et n'ont pas été continuées.

Actuellement, sauf dans quelques établissements importants, les procédés empiriques dominent dans la préparation des cuirs et peaux, c'est ce qui explique les insuccès de certains fabricants.

Concurrence étrangère. — Beaucoup plus rapidement que chez nous et surtout dans des usines disposant d'un plus puissant matériel, les fabricants étrangers, (en particulier américains ou allemands) ont adopté les nouveaux procédés. Leur production rapide a pu bientôt satisfaire la consommation de leurs nationaux, autrefois nos clients fidèles; depuis quelques années, cinq à dix ans au plus, ils sont venus faire concurrence à nos fabricants jusque sur notre marché intérieur; c'est ce qui explique cette augmentation presque régulière des importations de peaux préparées.

Signalons aussi que cette concurrence étrangère ne s'est pas exercée seulement sous la forme de l'importation des peaux préparées; il faudrait pouvoir tenir compte de la concurrence exercée par les fabricants étrangers, tant sur le marché extérieur que sur le marché intérieur, au détriment de nos fabricants de produits ouvrés en cuirs et peaux, chaussures, gaineries, selleries, etc.

Pour ne citer qu'un exemple, en même temps que l'exportation de notre cor-

donnerie a diminué, l'importation des chaussures étrangères a augmenté et aussi l'importation du cuir préparé : ainsi le box-calf étranger employé par nos cordonniers français. En examinant plus loin chacune des spécialités de la préparation des cuirs et peaux, nous verrons quelle est l'évolution de cette concurrence.

Situation particulière de certaines spécialités.

Dans la mégisserie il y a lieu de distinguer plusieurs catégories : le veau, le chevreau glacé et le mouton.

Veau. — La mégisserie du veau est, d'après les avis des patrons et des ouvriers, très éprouvée par la concurrence étrangère. Depuis l'exposition de Chicago, où le rapporteur français signala la concurrence qu'il craignait dans les produits américains, le box-calf, veau préparé, tanné au chrome, a pris une grande extension. Certains de nos fabricants parisiens (nombre difficile à préciser) mais en tout cas un petit nombre, ont essayé de travailler au chrome, mais, quoique ne présentant pas de grandes difficultés d'application, ce procédé nécessite de grandes précautions : une constante surveillance des bains par un technicien, par un chimiste, qui puisse faire au besoin des analyses et remédier aux troubles qui s'y produisent souvent. On cite des maisons de Paris qui ont dû renoncer au travail du chrome à la suite d'accidents répétés qui avaient brûlé les cuirs mis en préparation.

Le travail du box-calf est au point de vue du personnel ouvrier moins avantageux que le travail en mégisserie avec les anciens procédés (veau mégis et veau ciré), il nécessite sans doute plus de façons que le veau mégis, mais ces façons sont le plus souvent données à la machine, et on compte qu'avec une équipe de 40 ouvriers et les machines on fait une production aussi forte qu'avec une équipe de 100 ouvriers dans le procédé de mégisserie ancien. La diminution du personnel utilisée peut être estimée à un tiers.

Les ouvriers devenus inutiles dans cette fabrication du box-calf n'ont pas été mis en chômage, car le développement de la consommation, tant intérieure qu'extérieure, a permis de continuer à occuper le plus grand nombre, sauf pourtant les ouvriers âgés qui là, comme ailleurs, ont dû quitter le métier. Patrons et ouvriers ne peuvent donner d'appréciation sur le nombre des chômeurs.

Le travail du box-calf nécessite un noyau d'ouvriers spéciaux; leur salaire est de 0 fr. 70 à 0 fr. 80 l'heure. C'est un salaire que l'on trouvait chez les bons mégisiers dans l'enquête de l'*Office du travail* de 1891-1893, sur les salaires. Patrons et ouvriers s'accordent à reconnaître que le taux des salaires pour les bons ouvriers n'a pas varié. Malheureusement, le nombre de ces ouvriers est devenu plus faible : l'emploi plus fréquent des machines qui permet d'occuper des manœuvres à un taux de salaire de 40 à 50 centimes par heure — transformés en ouvriers après à peine deux mois d'apprentissage — a fait négliger un apprentissage complet; les ouvriers s'en désintéressent autant que les patrons, mais en déplorant qu'il ne soit pas apporté un remède à la disparition de l'apprentissage, ou recherché le moyen d'adapter un apprentissage aux nouveaux procédés de fabrication.

Le procédé du box-calf ayant été trouvé à l'étranger, son usage en France s'étant développé pour la chaussure (veau box-calf) et pour les paletots cuirs, vestons d'automobilistes en mouton au chrome, la concurrence des producteurs étrangers est particulièrement forte. Les industriels américains et allemands, aidés par une organisation de banque acceptant des échéances à long terme, ont pris sur les marchés étrangers, autrefois nos clients, une part prépondérante; puis ces industriels sont venus jusque sur notre marché intérieur et les importations en progrès chaque année montrent leur succès. Le soin avec lequel les travaux de tannage au chrome

sont faits en Amérique et en Allemagne permet aux fabricants de ces pays de vendre des produits de choix avec des prix correspondants, c'est-à-dire élevés; chez nous, de l'avis des patrons et des ouvriers, nos patrons ne peuvent accorder à l'achat des belles peaux les prix que leur consacrent certains de leurs concurrents étrangers, parce que ceux-ci savent mieux que nous en tirer des cuirs box-calf de couleur fine que réclame la mode et que nos industriels se contentent de produire des « box-calf » noirs, vendus 20 p. 100 meilleur marché que les box-calf de couleur. Un patron français estime que plus des trois quarts des box-calf de couleur pour chaussures employés en France viennent de l'étranger et surtout d'Allemagne.

Dans la mégisserie box-calf qui demande des peaux de choix, l'achat n'est pas fait par nos fabricants aux ventes, aux enchères publiques; ils se procurent les peaux auprès du négociant en peaux qui a fait des lots appropriés dans les peaux qu'il a achetées aux enchères.

D'autres raisons s'opposent à la participation du mégissier aux ventes publiques : les achats se règlent à 8 jours, or le mégissier a besoin de délais plus grands, 3 mois sont les usages courants, il doit, de son côté, accorder jusqu'à 6 mois de crédit aux fabricants de chaussures.

Pour permettre aux patrons et aux ouvriers d'apprécier les moyens propres à remédier à la crise de la production et au chômage, il y aurait lieu, d'après les patrons mégissiers et ceux de la spécialité du box-calf, de réunir une Commission mixte de patrons et d'ouvriers.

Chevreau glacé. — Dans la fabrication du chevreau glacé, la production a diminué par suite de la concurrence des fabricants étrangers sur le marché extérieur et ensuite sur le marché intérieur.

Il y a 25 ans, la France fournissait seule les pays étrangers en chevreau glacé; depuis, la concurrence étrangère américaine et allemande s'étant développée, les fabricants ont dû se tourner sur le marché intérieur : une maison, la plus forte du département pour cet article, fournissait, sur 12 millions de francs d'affaires par an pour 7 à 8 millions à l'étranger. Par suite des progrès faits par les Américains, et à leur suite les Allemands, dans les procédés de fabrication au chrome, on doit s'inspirer des procédés américains et allemands, américains surtout.

Depuis le milieu de 1906, les Américains et les Allemands ont pris une place importante sur le marché français.

Les procédés chimiques de fabrication en Amérique sont, ou étaient, supérieurs aux procédés français; on est arrivé à les égaler à peu près; on a envoyé en Amérique des contremaîtres; les fils même de patrons d'importants établissements y sont allés étudier ces procédés; on a fait installer des machines semblables à celles en usage en Amérique; mais ce qui manque et ce qui manquerait encore en France, c'est la collaboration raisonnée et voulue des ouvriers aux nouveaux procédés de fabrication : l'ouvrier français n'emploie pas volontiers, comme l'Américain, les machines; il travaille beaucoup plus lentement. Il y aurait là toute une éducation à faire.

Pour ne citer qu'un exemple de l'activité des ouvriers américains, « en un jour, à l'atelier de drayage à la machine, en Amérique, 40 ouvriers avec 40 machines feraient 1,500 douzaines de peaux de 75 pieds anglais à la douzaine; » dans la Seine, dans une des grandes maisons, « 40 ouvriers et 40 machines, machines américaines semblables aux autres, font 800 douzaines et les peaux n'ont que 64 à 65 pieds anglais ».

Il y a là une cause d'infériorité constante pour notre fabrication. Aussi parle-t-on de diminuer le nombre d'ouvriers occupés à l'usine; il faudrait renvoyer un tiers du personnel à bref délai, si on ne trouve pas une amélioration des méthodes de

travail, au point de vue prix de revient. Près de 500 ouvriers seraient ainsi congédiés.

Les salaires, travail à l'heure généralement, n'ont pas changé depuis une dizaine d'années, patrons et ouvriers sont d'accord à cet égard, mais la proportion des ouvriers-mancœuvres et des femmes à salaire plus faible que les ouvriers du métier — l'heure 0 fr. 40 à 0 fr. 50 au lieu de 0 fr. 60 — a augmenté.

Dans la Seine, les ouvriers sont opposés à l'emploi des femmes aux diverses façons qu'ils étaient seuls à donner, avant l'emploi des machines. En Amérique, dans une usine similaire à une de nos grandes usines françaises, on a compté de 5 à 600 femmes pour un personnel total de 1,600 ouvriers; dans la Seine, l'usine similaire n'occupe que 300 femmes et seulement au lissage, travail fait à la machine.

Dans cette spécialité, on est partisan de la réunion d'une commission mixte de patrons et d'ouvriers qui étudierait surtout la question de la main-d'œuvre.

Mouton. — Dans la mégisserie du mouton, le travail se maintient difficilement, il tend à décliner; les stocks de produits en magasin commencent à se compléter et peu de patrons ont des capitaux suffisants pour continuer leur travail.

Dans cette spécialité, l'industrie parisienne se trouve avantagée parce qu'elle travaille surtout des peaux fraîches achetées aux abattoirs, sur le dos de la bête (du moins pour les principaux mégissiers). Ces peaux ont été achetées, autant en considération de la peau que de la laine qui la garnit; on sait que le prix de la laine est très élevé. Aussi le travail de la peau du mouton est-il conduit en vue de tirer parti de la laine; les ouvriers recherchés dans cette spécialité sont ceux qui savent classer les laines par qualités et provenances. Par suite les ouvriers ont apporté une attention spéciale à l'arrivée d'animaux dépouillés de leur laine; ils signalent une augmentation du nombre de ces moutons sur le marché parisien.

Le travail de la peau de mouton mégis demande relativement peu de temps entre le moment où la peau arrive des abattoirs à l'usine et le moment où elle est finie, prête à la vente⁽¹⁾ (un mois au plus, notamment 15 jours pour le nettoyage des laine et peau, la mise en chaux; puis autant pour enlever la laine à la queue, la trier, écharner la peau à la machine, scier la peau dans l'épaisseur pour obtenir du côté fleur des peaux blanches qui seront ensuite tannées à l'alun et vendues quelques-uns pour chaussures blanches; la plupart pour ceintures de dames, doublures de chaussures, gainerie, etc., et du côté chair, une ou plusieurs peaux qui seront ou tannées à l'alun ou chamoisées, c'est-à-dire tannées à l'huile, pour flaconnage, gainerie, etc.). D'autres façons peuvent être données, c'est le tannage au sumac qui donnera la peau maroquin.

On traite d'ailleurs aussi dans certaines usines aussi bien moutons que chèvres au sumac. L'inconvénient du travail des peaux fraîches et la nécessité de les travailler dans les vingt-quatre heures qui suivent l'arrivée de l'abattoir, sinon les peaux fermentent et perdent de valeur.

Un autre inconvénient provient de la grande quantité d'eau que nécessitent ces travaux. C'est pourquoi les usines sont groupées le long des rivières qui peuvent les alimenter d'eau et aussi recevoir les eaux usagées; dans le 13^e arrondissement, le long de la Bièvre et à Saint-Denis, à côté des petits affluents de la Seine.

Le travail est moins actif que l'an dernier parce que la laine, dont les cours dépendent du marché de Roubaix, s'écoule moins facilement et aussi parce que les

⁽¹⁾ C'est ce qui explique que cette spécialité s'est beaucoup développée, les capitaux engagés se trouvant souvent renouvelés.

ordres de l'étranger sont moins abondants. Les cours des matières premières des peaux et laines ont été trop élevés; ils avaient presque doublé en deux ans, ils baissent maintenant et tout le monde attend, mégissiers et clients de mégissiers, que les cours aient encore baissé. Comme à Paris, les abattoirs continuent à amener toujours la même quantité de bêtes pour la consommation, on escompte une baisse plus rapide des peaux de mouton avec leur toison.

L'an dernier, à pareille époque, on avait vendu moitié de la production d'avance. Actuellement, on forme des stocks, tout en achetant le moins possible; quand ces stocks seront pleins, il faudra renvoyer du personnel, dans deux mois environ. L'Amérique, qui est encore notre cliente pour certaines sortes, a arrêté les ordres qu'elle avait passés à livrer de suite; la crise américaine en est cause. D'autre part, la mode des ceintures blanches pour dames se perd; de plus les gants longs de peau blancs pour dames semblent passer de mode.

Mais surtout, depuis la hausse de la matière première et celle des cuirs préparés, peaux en fleur, ou peaux sciées, les clients de la mégisserie ont cherché à remplacer la peau par d'autres produits à meilleur marché: toile cirée, pégamoid, papier, etc. Actuellement, malgré la tendance à la baisse des matières premières et des produits fabriqués, une reprise des commandes ne s'est pas encore faite; il est à craindre que pour certains articles elle ne se fasse plus, parce qu'on a pris d'autres habitudes.

En ce qui concerne les ventes à l'étranger, les patrons mégissiers sont peu renseignés; les ventes se font par l'intermédiaire du commissionnaire dueroire, c'est-à-dire aux risques et périls du commissionnaire qui, de son côté, se réserve de ne pas indiquer le client acheteur. Les mégissiers, sauf quelques très importants, n'ont pas assez de fortune ni assez d'importance pour pouvoir se passer des commissionnaires dueroire.

D'après certains avis, l'intervention du commissionnaire entre le petit producteur et l'acheteur a une influence funeste sur notre industrie. Elle a parfois exagéré la concurrence à la baisse entre les petits producteurs, mal renseignés sur la situation plus ou moins favorable du marché; elle a eu surtout pour effet de ne pas appeler suffisamment l'attention du producteur sur les transformations apportées dans les goûts de la clientèle et dans les procédés de production. Le producteur français, pénétré de la supériorité de sa fabrication, parce que pendant longtemps il n'avait pas rencontré de concurrence sérieuse, n'étant pas d'autre part en contact avec la clientèle n'a pas pu juger à leur valeur les avis que lui communiquaient les commissionnaires; ceux-ci pour maintenir leur chiffre d'affaires avec leurs clients acheteurs ont passé leurs ordres à d'autres centres de production, même de l'étranger, qui sont ainsi devenus les fournisseurs de nos anciens clients; plus tard, le fabricant français reconnaissant son erreur n'a pu, même avec de grandes réductions de prix, reprendre la clientèle qu'il avait laissée échapper.

D'après les avis des patrons et des ouvriers, dans ces vingt dernières années, il ne s'est pas produit de modifications dans les machines employées ni dans les procédés techniques, si ce n'est la concurrence des produits similaires au chrome qui ont donné, tant à la peau de veau qu'à la peau de mouton, une résistance qu'elles n'avaient pas avec les anciens procédés; mais, d'autre part, ces procédés de tannage ont ouvert de nouveaux débouchés à la consommation, notamment des paletots, vestons, en peaux chromées, pour automobilistes, peaux de mouton au chrome pour chaussures, etc.

D'après ces mêmes avis, les ouvriers ont la technique suffisante du métier; d'ailleurs l'apprentissage peut se faire en deux mois au plus, sauf pour les trieurs de laine.

Dans le travail parisien avec des peaux fraîches, le travail est jugé plus facile

qu'avec des peaux étrangères, séchées, tel qu'on a l'habitude de le faire en province, à Graulhet, par exemple.

Les patrons, consultés, sont d'avis qu'il y aurait intérêt à s'entendre avec les ouvriers dans une commission mixte.

Maroquinerie. — Dans la maroquinerie, la situation est jugée assez bonne par les patrons, même par les ouvriers qui se plaignent de ne pas faire la semaine complète et, malgré une augmentation du taux de l'heure (gain actuel 0 fr. 55 l'heure), de ne pas gagner davantage par semaine.

Suivant les patrons, le ralentissement du travail, qui est général, provient de la hausse exagérée des matières premières : mouton, chèvre, qui travaillées au sumac deviennent des cuirs maroquins. Depuis le milieu de 1907, une baisse s'est produite qui, actuellement, atteint 20 p. 0/0 sur les produits fabriqués et qui, malgré les prix plus favorables, ne tente pas les acheteurs. Les fabricants qui ont plusieurs spécialités, mouton, chèvre, de Paris, de province et de l'étranger, peuvent maintenir dans leurs ateliers une plus grande activité que leurs collègues spécialisés; les diverses préparations de cuir maroquiné, teinture, lissage, gaufrage, et celle de chamoiserie permettent d'entretenir le personnel.

Il est à remarquer aussi que l'avis des patrons se rencontre avec celui des ouvriers; les articles maroquinés, préparés avec les peaux de mouton des abattoirs parisiens sont des articles de luxe, trop beaux pour pouvoir être préparés avec des peaux au chrome; les peaux au chrome sont faites avec des moutons d'Espagne, par exemple, aussi les articles maroquinés ne souffrent guère de la concurrence tant de province que de l'étranger.

Le taux des salaires dans ces usines, placées surtout aux environs de Paris, et qui subissent peu la concurrence des patrons faconniers parisiens, est un peu plus faible qu'à Paris; les meilleurs ouvriers se payent de 0 fr. 60 à 0 fr. 65 l'heure; les hommes de peine, 0 fr. 40 à 0 fr. 45; les mégissiers de rivière, les maroquiniers et les teinturiers, 0 fr. 45 à 0 fr. 50.

Les patrons seraient disposés à accepter la réunion d'une commission mixte.

En résumé, les vœux des patrons sont les suivants :

Revision du tarif douanier pour obtenir une protection plus efficace contre les cuirs étrangers, notamment ceux tannés au chrome. Il est signalé que ces cuirs au chrome pèsent, à surface égale, moins que les cuirs tannés à l'écorce, cuirs mégis, etc.; le tarif douanier n'a pas prévu les cuirs au chrome qui, à surface égale, ont une valeur cependant bien supérieure aux cuirs tannés par les autres procédés.

En général, sauf quelques objections de fabricants qui ne voient pas la nécessité de former une commission mixte de patrons et d'ouvriers, on est d'avis de réunir cette commission.

Avis des syndicats ouvriers.

Les ouvriers demandent la nomination d'une commission mixte de patrons et d'ouvriers qui rechercherait les conditions nouvelles à adopter pour remédier à la crise de la préparation des cuirs et peaux, tant au point de vue de l'organisation du travail et de la production (enseignement professionnel, hygiène des ateliers, protection des ouvriers), que de la protection de la production par une modification des tarifs douaniers qui concernent leurs produits.

Les ouvriers demandent aussi que dans les commissions prévues aux adjudications pour confection du cahier des charges, et surtout réception des marchandises, dans les commandes de l'État, des départements ou des communes, une place soit

faite aux ouvriers qui, au courant des tours de main du métier, pourraient donner d'utiles avis et éviter de trop nombreuses fraudes.

Les ouvriers se plaignent que les jeunes patrons se désintéressent trop de leur fabrication, que les vieux patrons ne veuillent pas enseigner leurs tours de main, de façon à perpétuer les bonnes façons du métier.

En ce qui concerne le *chômage*, les ouvriers déclarent n'être pas assez documentés pour pouvoir l'évaluer, soit dans l'ensemble, soit par spécialités : ils exposent ainsi leur opinion sur la situation dans les spécialités les plus importantes :

Dans la production de la *petite peau pour chaussures*, du chevreau, du veau et du mouton préparés au chrome, et dans le travail de finissage de ces peaux, on estime qu'il y a encore peu de chômage; mais la concurrence étrangère, surtout depuis la vogue du *box-calf* de couleur qui est, pour la plus grande partie étranger, tend à ralentir le travail.

Dans le chevreau, à partir de 1880, le travail à la machine du chevreau mégis s'est développé; la production a progressé pendant une quinzaine d'années; mais la qualité du produit aurait souvent souffert de cette production trop rapide. La disqualification de leurs produits a amené la disparition d'une douzaine de maisons; les ouvriers ont pu heureusement se replacer dans une maison qui soignant sa fabrication, est arrivée à obtenir une sorte de monopole pour le chevreau glacé.

Cependant vers 1892-1895, la concurrence des peaux au chrome, présentées par les Américains puis par les Allemands, a amené une perturbation dans la production; plusieurs maisons dans le département de la Seine ont essayé ce nouveau procédé pour le chevreau, une, la plus importante, celle qui avait obtenu les meilleurs résultats au chevreau glacé, a réussi, grâce à une fabrication sérieusement dirigée.

Ce n'est pas seulement dans le chevreau mégis glacé et le chevreau au chrome que la concurrence étrangère s'est exercée; c'est aussi dans le *chevreau verni*, article sur lequel les Français avaient eu jusqu'alors une avance considérable. De l'avis des ouvriers, les Américains, quoique vendant plus cher, voient leurs produits préférés par la clientèle, parce que « leurs vernis sont moins cassants; la fleur n'est pas chargée, ces peaux ressemblent à du glacé bien brillant, tandis que les nôtres ressemblent parfois à de la toile cirée, la couche de vernis étant plus épaisse cache la fleur; celle-ci ne se prêtant plus est plus cassante ».

« Il en est de même pour notre *veau mégis* qui, concurrencé par le *box-calf*, a commencé à disparaître. Mais le *box-calf* étranger, quoique plus cher que le produit similaire français, est préféré parce qu'il est souvent supérieur. Que faut-il conclure? C'est que, d'une façon générale, les produits étrangers, mieux faits que les nôtres, se vendent mieux, quoique plus chers. Si nos patrons ne réussissent pas à faire un travail comparable à l'étranger, mieux fait, non pas comme travail manuel, mais comme procédé de fabrication, notre industrie de la petite peau pour chaussures aura vécu ».

De l'avis des ouvriers dans le *mouton mégis*, le travail est encore actif, quoique tendant à diminuer; l'activité relative conservée par l'industrie parisienne tiendrait à la qualité des produits faits avec des peaux fraîches, et ce qui tendrait à le prouver, c'est que le travail des peaux sèches et salées, exécuté dans certains centres aux environs (Saint-Arnould et Morigny) ne pourraient soutenir la concurrence, malgré les faibles salaires des ouvriers qui permettent un bon marché relatif des produits.

La crise résiderait principalement dans le déclassement des ouvriers. On recherche à obtenir un travail plus rapide pour abaisser le prix de revient, en n'employant plus les bons ouvriers un peu âgés dont le savoir a fait cependant la réputation et la prospérité du métier.

Dans la spécialité de la *maroquinerie*, les ouvriers signalent le maintien du tra-

vail, mais avec des semaines incomplètes, 45 à 50 heures au lieu de 60 heures par semaine, si bien que le gain hebdomadaire, bien qu'il y ait eu une augmentation de 0 fr. 05 à 0 fr. 10 par heure, n'est pas plus élevé qu'il y a une dizaine d'années. Ils attribuent cette mauvaise situation au développement du travail aux machines, aux nouveaux procédés chimiques et mécaniques, qui ont simplifié le travail et permis, d'une part, d'employer une main-d'œuvre à meilleur marché, — des manœuvres ou des femmes à la place des ouvriers de métier — et, d'autre part, de transformer si bien l'apparence des produits livrés à la consommation que l'on n'est plus certain d'avoir non seulement la qualité, mais même la nature des cuirs demandés.

L'APPLICATION DE LA LOI DU 27 MARS 1907 SUR LES CONSEILS DE PRUD'HOMMES ⁽¹⁾.

La loi du 27 mars 1907, par les modifications qu'elle a apportées à la législation précédemment applicable aux Conseils de prud'hommes, a rendu nécessaire la refonte des décrets fixant la constitution des conseils existants.

Certains conseils, en particulier, appellent une réorganisation immédiate, les uns parce qu'ils comptent un nombre de conseillers inférieur au minimum de douze, exigé par l'article 3 de la nouvelle loi, d'autres parce que, dans chaque catégorie, patrons et ouvriers n'ont respectivement qu'un seul représentant (au lieu du minimum de deux prévu par l'article 7 de la loi), soit enfin parce que, dans chaque catégorie, le nombre des conseillers de chaque élément est impair, ce qui rend impossible le renouvellement triennal portant sur la moitié des membres ouvriers et sur la moitié des membres patrons de chaque catégorie (art. 11).

Le Ministre du Travail, à qui il appartient de procéder aux enquêtes visant la création de conseils de prud'hommes ou la réorganisation des conseils existants, de préparer le classement des professions dans les diverses catégories, de déterminer le nombre de conseillers qu'il conviendrait d'affecter à chaque catégorie et l'étendue de la circonscription de compétence territoriale à attribuer à chaque conseil, a dû, dès le vote de la loi, se préoccuper de mettre à l'enquête la réorganisation de ces conseils à constitution irrégulière.

Sur 81 conseils ainsi constitués, 79 ont fait l'objet de prescriptions d'enquêtes en vue de leur réorganisation. Les deux autres, créés à la veille du vote de la loi, ne pourront être réorganisés que lorsqu'ils auront fonctionné pendant un temps suffisant pour éclairer l'Administration sur les modifications à apporter à leur organisation.

D'autre part, conformément à l'engagement pris à la tribune de la Chambre des députés, le 30 mai 1907, le Ministre du Travail a prescrit d'office la mise à l'étude de projets de création, dans les villes de plus de 100,000 habitants, de sections du commerce, spécialement affectées à la connaissance des litiges entre patrons et employés du commerce et de l'industrie ⁽²⁾.

(1) Voir le texte de cette loi, *Bulletin*, 1907, p. 366.

(2) Article 25, § 2, de la loi du 27 mars 1907 : « Les catégories d'ouvriers et les catégories d'employés sont classées dans des sections distinctes. Chaque section est autonome ».

La création de ces « sections du commerce » ne pouvait être utilement préparée que si, en même temps, la compétence des conseils visés était étendue à la généralité des professions industrielles auxquelles la nouvelle loi a étendu le bénéfice de la juridiction commerciale, notamment aux professions ressortissant aux industries des mines, des transports et de la manutention qui comptent un personnel également nombreux d'ouvriers et d'employés.

Cependant le souci d'assurer ces réorganisations ou ces créations ne pouvait faire tort aux demandes de réorganisation de conseils ou de création de conseils nouveaux dont le Ministre du Travail avait été saisi. Ces demandes ont, en conséquence, été étudiées concurremment avec les réorganisations ou créations entamées d'office.

C'est ainsi que 172 enquêtes ont été prescrites par les soins de la Direction du Travail depuis la promulgation de la loi du 27 mars 1907, savoir :

128 enquêtes visant la réorganisation des conseils siégeant dans les localités suivantes : Abbeville, Aix, Alais, Alençon, Alger, Amiens, Amplepuis, Angers, Armentières, Arras, Aubusson, Auxerre, Avignon, Bapaume, Beauvais, Belfort, Bernay, Béziers, Blois, Bolbec, Bône, Bordeaux, Boulogne-sur-Mer, Brest, Brionne, Caen, Calais, Cannes, Carcassonne, Castres, le Cateau, Certe, Châlons-sur-Marne, Charlieu, Châteauroux, Châtellerauld, Cholet, Clermont-Ferrand, Clermont-l'Hérault, Cognac, Condé-sur-Noireau, Constantine, Cousolre, Darnétal, Dijon, Douai, Elbeuf, Épinal, Evreux, Fécamp, la Ferté-Macé, Flers, Fougères, Fournies, Friville-Escarbotin, Grenoble, le Havre, Hazebrouck, Laval, Lille, Limoges, Lisieux, Lodève, Louviers, Lunéville, Lyon (deux sections), Mascara, Maubeuge, Mayenne, Mazamet, Menton, Millau, Montpellier, Morlaix, Nancy, Nantes, Narbonne, Nice, Nîmes, Niort, Oran, Orléans, Oyonnax, Paris (quatre sections), Philippeville, Poitiers, Pont-Audemer, Reims, Remiremont, Rennes, Rethel, Rive-de-Gier, Roanne, la Rochelle, Romans, Romilly-sur-Seine, Romorantin, Roubaix, Rouen, Saint-Brieuc, Saint-Chamond, Saint-Claude, Saint-Didier-la-Séauve, Saint-Dié, Saint-Etienne (deux sections), Saint-Malo, Saint-Omer, Saint-Quentin, Saumur, Sens, Sidi-bel-Abbès, Thiers, Thizy, Tinchebray, Toulon, Toulouse, Tours, Tulle, Valenciennes, Vichy, Vierzon, Vire, Voiron;

31 enquêtes visant la création de sections de commerce au sein des conseil siégeant dans les localités suivantes : Alger, Amiens, Angers, Armentières, Bordeaux, le Cateau, Dijon, Épinal, Grenoble, le Havre, Lens, Lille, Limoges, Lyon, Montpellier, Nancy, Nantes, Nice, Nîmes, Niort, Oran, Orléans, Paris, Reims, Roubaix, Rouen, Saint-Etienne, Thiers, Toulon, Toulouse, Troyes;

2 enquêtes visant la création de sections des mines au sein des conseils de Lens et de Saint-Etienne.

11 enquêtes en vue de répondre à des demandes de création de conseils de prud'hommes dans les localités suivantes : Agen, Chaumont, Compiègne, Decazeville, Fraize, Haubourdin, Lannoy, Montceau-les-Mines, Montmorency, Saint-Yrieix et Tarbes.

Les enquêtes préparatoires en vue de la création de conseils ou sections de conseils de prud'hommes comportent, d'après la procédure adoptée par le Conseil d'Etat, non seulement les avis des corps constitués (conseils municipaux, conseils d'arrondissements et conseils généraux, chambres de commerce, chambres consultatives des arts et manufactures), avis exigés par l'article 2 de la loi, mais encore une statistique, par professions distinctes, des patrons et ouvriers exerçant, dans chacune des communes de la circonscription territoriale du futur conseil, les professions susceptibles de devenir justiciables dudit conseil, avec indication du nombre de ceux qui remplissent les conditions requises pour l'électorat et un relevé, par professions distinctes, des litiges portés devant les juges de paix, et, s'il s'agit de

sections de commerce, devant le tribunal civil et le tribunal de commerce, au cours des cinq dernières années, par des personnes exerçant les professions visées.

En vue de faciliter la tâche des administrations préfectorales, la Direction du Travail fait établir, pour chaque enquête, à l'aide des indications fournies par les *Annuaire du commerce et de l'industrie* ou par le *Dénombrement de la population*, une liste des principales professions exercées dans la circonscription territoriale projetée. Ces listes sont transmises au préfet avec un jeu d'imprimés et des instructions minutieusement détaillées et les maires des communes intéressées ainsi que les juges de paix des cantons compris dans la circonscription projetée sont invités à fournir, chacun en ce qui le concerne, les renseignements statistiques demandés. Ces renseignements, centralisés par les soins du préfet du département, sont transmis par ce fonctionnaire au *Ministre du Travail*.

C'est à l'aide des données statistiques ainsi obtenues que s'opère le classement des professions en catégories, la composition et le nombre de ces catégories, ainsi que le nombre des conseillers affectés à chacune d'elles étant, autant que possible, calculés en vue d'assurer, d'une part, l'homogénéité de chaque catégorie par le groupement de professions similaires ou connexes, d'autre part, la représentation équitable et proportionnelle, dans chaque catégorie, des professions comptant le plus grand nombre d'électeurs ou de celles qui semblent devoir donner lieu au plus grand nombre d'affaires.

Les enquêtes visant des projets de réorganisation comportent, non seulement les renseignements statistiques visant les professions nouvelles susceptibles d'être rattachées à la compétence du conseil, mais encore la statistique des électeurs (et, approximativement, des justiciables) patrons et ouvriers de chaque profession, telle qu'elle est fournie par les listes électorales du conseil à réorganiser, ainsi qu'un relevé, par professions distinctes, des affaires soumises au conseil de prud'hommes visé au cours des cinq dernières années. Ces renseignements permettent d'apprécier quelle sera, sur la constitution du conseil réorganisé, la répercussion probable du classement des professions nouvelles dans les catégories existantes et dans quelle mesure il conviendrait de modifier le nombre ou la composition des catégories, d'augmenter ou de réduire le nombre des conseillers affectés à chacune de ces catégories.

Des enquêtes statistiques aussi détaillées, quelle que puisse être la diligence des administrations préfectorales, des municipalités ou des tribunaux à fournir les indications demandées, sont nécessairement très longues. A la date du 27 mars 1908, sept enquêtes seulement étaient achevées et les dossiers en étaient parvenus à la Direction du Travail. Encore a-t-il été nécessaire, dans trois cas, de provoquer un complément d'enquête entraînant de nouveaux retards pour la solution des projets de création ou de réorganisation visés.

Les projets de création ou de réorganisation de conseils de prud'hommes préparés par les soins du *Ministre du Travail* sont transmis au *Garde des Sceaux, Ministre de la Justice*, chargé de soumettre au *Conseil d'État* le projet de décret sanctionnant cette création ou cette réorganisation et de présenter ensuite à la signature du *Président de la République*, le décret contresigné par le *Ministre du Travail*.

A la date du 27 mars 1908, deux décrets avaient été rendus, l'un (18 mars 1908) créant un conseil de prud'hommes à Fraize (Vosges), l'autre (23 mars 1908) réorganisant le conseil de prud'hommes de Paris et le divisant en cinq sections, dont une section du commerce.

ÉLECTIONS

DES REPRÉSENTANTS DES CONSEILS DES PRUD'HOMMES

AU CONSEIL SUPÉRIEUR DU TRAVAIL ⁽¹⁾.

Dans sa séance du 6 avril 1908, la Commission permanente du Conseil supérieur du travail a procédé au tirage au sort des conseils de prud'hommes de province appelés à élire des représentants au Conseil supérieur du travail, par application de l'article 7 du décret du 14 mars 1903, ainsi conçu :

ART. 7. — Les conseils de prud'hommes sont divisés en trois catégories comprenant la première, les conseils de prud'hommes siégeant à Paris; la deuxième, ceux siégeant dans les villes d'au moins 40,000 habitants; la troisième celle des autres villes.

La première catégorie fournit 2 prud'hommes patrons et 2 prudhommes ouvriers; la deuxième catégorie fournit 3 prud'hommes patrons et 3 prud'hommes ouvriers; la troisième catégorie fournit 3 prud'hommes patrons et 3 prud'hommes ouvriers.

Pour l'élection de 2 prud'hommes patrons et de 2 prud'hommes ouvriers de la première catégorie, les conseillers prud'hommes de Paris forment deux assemblées électorales distinctes comprenant l'une, les membres patrons, l'autre les membres ouvriers des conseils. La présidence de chaque assemblée électorale appartient au doyen d'âge des présidents ou vice-présidents en fonctions.

Un tirage au sort fait au ministère du travail désigne trois tribunaux de la deuxième catégorie et trois tribunaux de la troisième catégorie dans chacun desquels les prud'hommes patrons nomment un représentant; celui-ci peut, d'ailleurs, être choisi par eux dans l'un quelconque des conseils de prud'hommes de la catégorie.

Trois autres tribunaux de la deuxième catégorie et trois autres tribunaux de la troisième catégorie, désignés dans les mêmes conditions, procèdent, d'après les mêmes règles, à l'élection de six prud'hommes ouvriers.

La présidence de la séance où les patrons des conseils des prud'hommes désignés par le sort élisent leurs représentants appartient au président et vice-président patron de ce conseil.

De même pour l'élection du représentant des ouvriers, la présidence appartient au président ou vice-président ouvrier.

La convocation des électeurs est faite, dans chacune des trois catégories, au moins huit jours à l'avance, par le président de l'assemblée électorale. L'élection a lieu à la majorité des membres présents. La majorité relative est suffisante au troisième tour. En cas de partage des voix au troisième tour, le bénéfice de l'élection est acquis au plus âgé. Le procès-verbal de l'élection est transmis au ministère du travail sous une enveloppe portant la mention : « Élection au Conseil supérieur du travail. »

(1) *Journal officiel* du 8 avril 1908, page 2467.

Le sort a désigné les conseils de prud'hommes ci-après

2^e catégorie.

(Conseils situés dans les villes de plus de 40,000 habitants.)

a) Conseils ayant à élire des membres patrons : Besançon, Lyon (soieries).
Nice;

b) Conseils ayant à élire des membres ouvriers : Orléans, Saint-Étienne (tissus),
Troyes.

3^e catégorie.

(Conseils situés dans les villes de moins de 40,000 habitants.)

a) Conseils ayant à élire des membres patrons : Bar-le-Duc, Bohain, Lodève;

b) Conseils ayant à élire des membres ouvriers : Arras, Cognac, Rive-de-Gier.

Tous ces conseils de prud'hommes, ainsi que ceux de Paris, pour lesquels une procédure électorale spéciale a été créée par le troisième alinéa de l'article 7 ci-dessus reproduit, seront prochainement invités à procéder aux élections réglementaires.

JURISPRUDENCE.

Louage de services à durée indéterminée; congédiement, après vingt années de services, pour diminution de capacité de travail à la suite de maladie; observation du délai-congé d'usage; absence d'abus de droit.

COUR DE CASSATION (CHAMBRE CIVILE).

(Arrêt du 28 janvier 1908.)

La Cour,

Où M. le conseiller Ruben de Couder en son rapport, et M. Melcot, avocat général, en ses conclusions et après en avoir délibéré conformément à la loi;

Statuant sur le pourvoi de Legendre contre un jugement du tribunal civil de la Seine en date du 27 septembre 1907, lequel l'a condamné à payer à Walek, à titre d'indemnité de brusque renvoi, la somme de 200 francs;

Vu l'article 1780 Code civil;

Attendu que si la résiliation par la volonté d'un seul des contractants d'un contrat de louage de services fait sans détermination de durée peut, nonobstant l'observation des délais d'usage de congédiement, donner lieu à des dommages-intérêts au profit de celui qui la subit, ce n'est qu'autant qu'elle constitue, de la part de celui qui l'impose un abus du droit, abus dont la preuve incombe au demandeur;

Attendu qu'il résulte du jugement attaqué que Walek travaillait comme ouvrier viennois dans la boulangerie exploitée par Legendre et qu'il a été, le 15 mai 1907, après l'observation du délai d'usage, congédié par son patron, qui lui a fait offre d'une indemnité égale au salaire d'une journée de travail;

Attendu que le jugement attaqué a rejeté cette offre et condamné Legendre à payer à Walek la somme de 200 francs à titre d'indemnité par le motif, d'une part, que Legendre a voulu rompre le contrat qui, depuis 20 ans, le liait à son ouvrier parce que ce dernier, relevant d'une maladie grave, subissait une diminution de capacité

de travail, et, d'autre part, que cette diminution de capacité rendant plus difficile le placement de l'ouvrier dans une autre maison, imposait au patron l'obligation de le prévenir par un préavis spécial;

Mais attendu, d'une part, que du moment où le juge reconnaissait que la capacité de travail de Walek avait diminué, il ne pouvait faire grief à Legendre d'user du droit de rompre le contrat, quelle que fût la durée des services, ni le forcer à accorder à l'ouvrier un délai spécial de prévenance, purement arbitraire; que par suite, en faisant de ces deux points la base de sa condamnation, le jugement attaqué n'a pas légalement justifié sa décision et a violé l'article de loi précité;

Par ces motifs,

Casse le jugement rendu le 27 septembre 1907 par le tribunal civil de la Seine et renvoie devant le tribunal civil de Corbeil.

Conseil de prud'hommes de Paris; monteur en bronzes employé chez un ébéniste; compétence de la section des métaux et industries diverses et non de la section du bâtiment.

COUR DE CASSATION (CHAMBRE CIVILE).

(Arrêt du 10 février 1908.)

La Cour,

Où M. le conseiller Faye en son rapport et M. l'avocat général Melcot en ses conclusions et après en avoir délibéré conformément à la loi;

Statuant sur le pourvoi de Lautron contre un jugement du tribunal civil de la Seine en date du 30 octobre 1907;

Statuant par défaut à l'égard du défendeur Nelson;

Vu l'article 41 de la loi du 27 mars 1907;

Attendu qu'il résulte des termes du dernier alinéa de cet article que, lorsqu'un conseil de prud'hommes est divisé en sections, la section compétente pour connaître d'une contestation entre un patron et un ouvrier ou employé, tous deux justiciables de ce conseil, est déterminée par le genre de travail, quelle que soit la nature de l'établissement; que les lois qui modifient la compétence d'un tribunal sont, en principe, exécutoires à dater du jour de la publication, et que l'article susvisé s'applique notamment aux divers conseils de prud'hommes de la ville de Paris, qui, en vertu de l'article 25 de la même loi, ne constituent plus que des sections d'un tribunal unique;

Attendu que Lautron, prétendant que le travail qu'il exécutait chez Nelson était un travail de monteur en bronzes, avait appelé celui-ci devant la section des métaux et industries diverses;

Attendu que, sans se prononcer sur la réalité du fait allégué relativement au genre de travail auquel était employé le demandeur en cassation, le tribunal a déclaré que la section saisie était incompétente, par le motif que l'industrie de l'ébénisterie exercée par Nelson a été classée, par les décrets des 8 mars et 10 juin 1890, au nombre de celles qui sont soumises à la juridiction de la section du bâtiment, et que « c'est la profession du patron qui règle la compétence du conseil des prud'hommes et de la section »; qu'en statuant ainsi le jugement attaqué a violé l'article de loi susvisé;

Par ces motifs,

Casse et annule le jugement rendu le 20 octobre 1907 par le tribunal civil de la Seine, et renvoie devant le tribunal civil de Meaux.

Conseil de prud'hommes; motifs de renvoi allégués par l'ouvrier et déniés par le patron; affirmations de l'ouvrier prises pour base unique de la décision du conseil; cassation.

COUR DE CASSATION (CHAMBRE CIVILE).

(Arrêt du 26 novembre 1907.)

Vu l'article 1315 du Code civil;

Attendu qu'aux termes de cet article celui qui réclame l'exécution d'une obligation doit la prouver;

Attendu que, pour déclarer qu'en congédiant Poidevin sans avertissement préalable, André et C^{ie} ont fait de leur droit un exercice abusif, et, pour les condamner à des dommages-intérêts, le jugement attaqué se borne à constater que « des déclarations mêmes de Poidevin, c'est à la suite d'une permission qu'il a demandée pour des arrangements de famille, laquelle du reste lui a été accordée par son contre-maitre, qu'il a été congédié brusquement par une lettre; que le conseil ne saurait admettre que le fait d'une absence pour voyage forcé, lorsqu'il y a autorisation ou entente préalable entre l'employeur et l'employé, puisse motiver un renvoi immédiat »;

Attendu, que s'il appartient au juge de constater et d'apprécier souverainement les faits de la cause, il ne peut cependant, alors qu'ils sont déniés par le défendeur, comme dans l'espèce, les tenir pour constants par cela seul qu'ils sont affirmés par le demandeur, auquel incombe la preuve; qu'en prenant, dès lors, pour base unique de sa décision, la déclaration de Poidevin, sans relever aucune circonstance de nature à en établir la sincérité, le jugement attaqué a violé l'article de loi susvisé :

Par ces motifs, casse, etc., sauf en ce qui concerne le chef qui a statué sur la compétence.

Repos hebdomadaire; mentions inexactes incrites sciemment sur le registre de roulement; obstacle à l'accomplissement des devoirs de l'Inspecteur.

TRIBUNAL CORRECTIONNEL D'AMIENS.

(Jugement du 17 mars 1908.)

Oùï la lecture du procès-verbal;

Oùï M. Hardy;

Oùï M. Catoire;

Après en avoir délibéré conformément à la loi;

Attendu qu'il résulte de l'instruction et des débats, la preuve que, le 7 février 1908, à Amiens, la nommée Duchatel (Victoria), femme Demagny, présentant des écritures fausses par elle passées sur le registre *ad hoc* destiné à établir le temps de travail des ouvriers de son mari boulanger, a, d'abord confirmé l'exactitude de ces mentions, puis, s'apercevant que l'Inspecteur était au courant des infractions commises, a reconnu leur fausseté, ajoutant : « C'est à cause de vous, parce qu'il faut avoir le registre en règle. J'ai fait comme mes confrères »;

Attendu qu'il y a bien eu dans le fait de la dame Demagny une mise d'obstacle à la mission de l'Inspecteur susceptible d'entraver son service; qu'il ne s'agit pas de simples dénégations ou réticences défensives, mais d'une affirmation mensongère corroborée par les actes extérieurs d'une manœuvre et d'une mise en scène frauduleuses; qu'il y a lieu pour le Tribunal de réprimer sans faiblesse de pareils agissements qui, s'ils s'établissaient, seraient de nature, en rendant impossible le contrôle des inspecteurs, à entraver l'application d'une loi bienfaisante;

Vu l'article 16 de la loi du 13 juillet 1906, lu à l'audience;

Par ces motifs,

Le Tribunal déclare la nommée Duchatel, femme Demagny, coupable d'obstacle au service d'un inspecteur du Travail;

La condamne, par corps, en cent francs d'amende et aux dépens.

Repos hebdomadaire; buffet de gare; repos d'une demi-journée par semaine et par roulement avec une journée entière par mois; mode de repos non prévu par la loi; prétendue tolérance; motif de relaxe non admissible.

COUR DE CASSATION (CHAMBRE CRIMINELLE).

(Arrêt du 11 janvier 1908.)

La Cour,

Où M. le conseiller Laurent-Atthalin, en son rapport, et M. l'avocat général Blondel, en ses conclusions;

Statuant sur le pourvoi de l'officier du Ministère public près le Tribunal de simple police de Tarascon, et sur le moyen pris d'office de la violation des articles 1, 2, 8, 13 de la loi du 13 juillet 1906, en ce que le jugement a statué par voie de relaxe, alors que le régime de repos organisé par le prévenu en dehors de la règle contenue dans l'article 1^{er} de ladite loi n'avait pas été préalablement autorisé dans les formes de l'article 8, et d'ailleurs n'aurait pu l'être comme ne rentrant dans aucune des exceptions limitativement prévues;

Vu lesdits articles;

Attendu que le procès-verbal constate que neuf des employés du sieur Borel (Jules), buffetier de la gare à Tarascon, n'ont eu qu'une demi-journée de repos pendant la semaine du 20 au 26 juin dernier; qu'il résulte, d'autre part, d'une enquête faite à l'audience et du jugement « que ces employés ont, par roulement, une demi-journée de repos l'après-midi de chaque semaine, ainsi qu'une journée entière par mois »;

Attendu que l'article 1^{er}, § 2, de la loi du 13 juillet 1906 dispose que le repos hebdomadaire doit avoir une durée minima de vingt-quatre heures consécutives; qu'à la vérité, Borel, admis de droit, par l'article 2, n° 2, à l'organisation par roulement, pouvait être dans le cas d'obtenir, dans les conditions spécifiées par l'article 2, lettre C, l'autorisation de donner le repos hebdomadaire dans l'après-midi seulement, avec repos compensateur d'une journée par quinzaine;

Mais attendu qu'il n'apparaît d'aucune des constatations du jugement que Borel ait excipé d'une telle autorisation comme résultant, dans la seule forme où elle pût intervenir, d'un arrêté préfectoral pris au vu des avis exigés par l'article 8 de la loi; que le régime incriminé, qui ne comporte, pour tout le mois, qu'une seule journée de repos compensateur, alors que le repos hebdomadaire est réduit à la demi-journée, ne rentre, au surplus, dans aucune des exceptions admises par la loi même à charge d'autorisation préalable; qu'ainsi l'organisation adoptée par Borel offre essentiellement un caractère contraventionnel, méconnu à tort dans le jugement sous le prétexte d'une tolérance qui ne peut légalement constituer un motif de relaxe;

Par ces motifs:

Casse et annule le jugement du tribunal de simple police de Tarascon du 3 août 1907, portant relaxe de Borel (Jules), et, pour être statué à nouveau sur la prévention, renvoie la cause et le prévenu devant le tribunal de simple police d'Arles, à ce désigné par délibération spéciale en la chambre du conseil.

ÉTRANGER.

ALLEMAGNE.

Revue du travail en février 1908⁽¹⁾. — La situation du travail était variable suivant les endroits. D'un côté se montra surtout dans certaines parties de la grande industrie une tendance à la diminution du travail, de l'autre le mois de février amène régulièrement une certaine reprise des affaires qui est liée au commencement de la campagne du bâtiment et de la saison pour toute une série d'industries (confection, imprimeries et autres). Les mines de charbon de terre du Rhin et de Westphalie ont eu aussi une diminution d'activité qui a eu une répercussion défavorable sur le marché du travail. C'est à la suite de l'extinction de hauts-fourneaux dans le territoire industriel du Rhin et de la Westphalie et d'une certaine limitation dans la production du fer et de l'acier que le débit du charbon diminua beaucoup et comme d'autre part la consommation domestique à cause du temps doux et des prix élevés était peu considérable, l'activité des mines diminua et certaines équipes durent chômer partiellement. Les mines de lignite ont eu une activité suffisante. Dans les usines de fer et de grosse métallurgie, l'état est à peu près le même qu'en janvier, en tous cas, il ne s'est pas amélioré. Dans la plupart des branches de la construction des machines le mouvement des affaires est encore suffisant bien qu'inférieur à celui de l'année dernière à pareil époque qui était celui d'une année exceptionnellement prospère. L'industrie électrique a eu jusqu'à présent des commandes en quantité suffisante, et dans l'industrie chimique on ne remarque pas non plus de diminution dans les affaires. Dans le textile ce sont principalement les fabriques de tissus du nord et de l'est de l'Allemagne qui signalent des cas de chômage, tandis qu'une grande partie des fabriques de tissus du Sud de l'Allemagne par suite de commandes antérieures sont encore en pleine activité. Étant donnée la douceur du temps la campagne du bâtiment a recommencé de bonne heure et comme on peut le voir d'après les rapports des bureaux de placement, cela a adouci la situation du marché du travail. Par contre l'incertitude sur l'établissement d'un tarif contractuel dans le bâtiment et dans l'industrie du bois et l'éventualité de conflits possibles ont plutôt agi contre la reprise du travail. La confection a eu comme tous les ans en février pas mal à faire dans toutes les branches, de même la situation dans l'imprimerie a été normale. La situation dans l'industrie des jouets a été mauvaise ainsi que dans une partie de la brasserie. Pour la navigation intérieure la situation de la navigation sur l'Elbe est assez mauvaise.

Placement en février 1908⁽¹⁾. — Pour tout l'Empire, le nombre des demandes par rapport à février 1907, a augmenté de 33,000; celui des places procurées

⁽¹⁾ *Reichsarbeitsblatt*, 21 mars 1908.

a diminué de 14,000, et celui des emplois vacants de 4,000 en chiffres ronds. — Voici le bilan des 674 offices de placement qui ont fourni des renseignements pour le présent mois, avec le rappel des données de décembre :

	DEMANDES d'emploi.	OFFRES d'emploi.	PLACE- MENTS.
Février 1908 (pour 674 bureaux).....	242,000	162,000	109,000
Janvier 1908 (— 654 —).....	239,000	150,000	107,000

AUTRICHE.

Placement en janvier 1908⁽¹⁾. — Renseignements fournis sur le fonctionnement de 780 bureaux de placement professionnel :

	OFFRES D'EMPLOI.			DEMANDES D'EMPLOI.			NOMBRE DE PLACEMENTS par rapport aux offres.			NOMBRE DE PLACEMENTS par 100 demandes.		
	Janv. 1908.	Déc. 1908.	Janv. 1907.	Janv. 1908.	Déc. 1908.	Janv. 1907.	Janv. 1908.	Déc. 1908.	Janv. 1907.	Janv. 1908.	Déc. 1908.	Janv. 1907.
Hommes.....	24,638	19,840	21,028	37,060	34,036	39,042	13,539	10,947	14,829	37	32	38
Femmes.....	36,132	16,252	35,115	29,850	17,895	28,377	19,236	8,354	18,768	64	47	66
Ensemble.....	60,770	36,092	56,143	66,916	51,931	67,419	32,775	19,301	33,597	49	37	50

Grèves en janvier 1908⁽¹⁾. — 46 nouvelles grèves, avec 5,696 grévistes. C'est dans la Basse-Autriche et en Bohême, pour les mines (6), la métallurgie (6), le textile (3), le vêtement (2), l'alimentation (10), le bâtiment (3), la construction des machines (4) que les grèves ont été le plus nombreuses. On compte : 7 succès, 19 transactions, 9 échecs, 11 résultats inconnus. Causes : insuffisance des salaires, 29 cas; questions relatives à la durée du travail, 2 cas; ces deux motifs réunis, 9 cas; divers, 6 cas.

BELGIQUE.

Revue du travail en février 1908⁽²⁾. — 16 offices de placement gratuit ont fourni des renseignements à l'Office du travail belge sur leurs opérations pendant le mois de février 1908. Pour 1,263 offres d'emploi, il y a eu 2,636 demandes des ouvriers (hommes), soit une proportion de 209 demandes pour 100 offres. La moyenne était de 250 demandes pour 100 offres le mois passé, et l'année dernière,

⁽¹⁾ *Soziale Rundschau*, février 1908.

⁽²⁾ *Revue du travail*, du 15 mars 1908.

en février, elle était de 176 demandes pour 100 offres. A ce point de vue, le marché du travail accuse donc une importante amélioration par rapport à la situation du mois précédent tout en demeurant toujours inférieur à la moyenne de l'année dernière, à pareille époque.

D'autre part, des renseignements précis sur l'intensité du chômage parmi les ouvriers syndiqués ont été fournis pour ce même mois par 219 unions professionnelles ouvrières, groupant 46,114 membres (mineurs, ouvriers à domicile et travailleurs agricoles non compris). Ces groupes renfermaient, vers la seconde moitié de février, 3,365 chômeurs, soit une proportion de 7.3 p. 100, contre 12 p. 100 le mois précédent et 2.2 p. 100 en février 1907.

Les renseignements syndicaux confirment donc en tous points ceux des offices de placement gratuit, tant en ce qui concerne le relèvement de l'activité depuis un mois que l'infériorité persistante de la situation industrielle par rapport aux mois correspondants de l'année dernière. La crise exceptionnelle de l'industrie diamantaire, tout en paraissant s'atténuer, pèse encore lourdement sur la proportion de chômage des syndiqués; mais, même abstraction faite de cette industrie, l'orientation générale du marché du travail reste conforme aux indications ci-dessus.

Les grèves en février 1908⁽¹⁾. — 6 grèves nouvelles et 1 lock-out ont été signalés à l'Office du travail belge pendant le mois de février 1908. Les grèves intéressaient 202 grévistes et 4 chômeurs forcés, le lock-out 228 ouvriers occupés par 32 patrons armuriers. Se sont en outre continuées, pendant le même mois, 2 grèves commencées antérieurement et comprenant environ 1,500 grévistes.

2 des grèves de février affectaient l'industrie textile; les 4 autres intéressaient respectivement l'ébénisterie, l'armurerie, l'imprimerie et la fabrication des cigares.

Les causes des différentes grèves sont différentes dans chaque cas; pour la première fois, depuis de longs mois, on n'y relève pas une seule demande d'augmentation des salaires, mais il y a un refus d'accepter une diminution de salaires de 10 p. 100.

Les résultats signalés à l'Office du travail, depuis son dernier relevé, peuvent se résumer comme suit : 2 échecs (intéressant 147 grévistes) et 3 transactions (1,530 grévistes environ).

Le mouvement coopératif. — Voici quel était le nombre des coopératives fondées depuis 1873 et dont la dissolution n'a été constatée ni par un acte publié au Moniteur, ni par les enquêtes de l'Office belge existant au 31 décembre, de chacune des années 1902-1907 :

1902.....	1,849
1903.....	2,001
1904.....	2,172
1905.....	2,314
1906.....	2,443
1907.....	2,635

Les 3 provinces de Brabant, Hainaut et Liège comptent à elles seules plus de la moitié des coopératives existant en 1907. En 1907, il s'est constitué 228 coopératives nouvelles dont 45 de consommation, 11 de production, 3 de crédit, 126 coopéra-

⁽¹⁾ Revue du travail, du 31 mars 1908.

tives agricoles, 5 pour la construction d'habitations, 10 pour l'assurance, 4 pour l'achat d'outils et 24 ne rentrant dans aucune catégorie spéciale.

Jusqu'en 1895 on ne comptait guère plus de 25 coopératives nouvelles par année; à partir de 1896, ce nombre a toujours été supérieur à 150 (209 en 1897, 260 en 1898 et 241 en 1900).

Quant aux coopératives de consommation, les créations ont été nombreuses surtout en 1895 (51), 1897 (49), 1900 (50) et 1907 (45).

La transformation de l'Office des classes moyennes ⁽¹⁾. — Un arrêté royal, en date du 25 mars 1908, a modifié les arrêtés des 15 janvier et 15 décembre 1906 qui avaient créé, au ministère belge de l'Industrie et du Travail, un « Office des classes moyennes » chargé de recueillir et de coordonner les informations qui concernent les petits rentiers et les petits négociants, la formation professionnelle des ouvriers, les procédés techniques de fabrication, l'outillage et les institutions de crédit.

L'arrêté du 25 mars scinde en deux administrations distinctes l'office des classes moyennes.

Les services de l'enseignement industriel, professionnel et ménager, actuellement rattachés à cet office, constitueront désormais une administration distincte sous le nom d'*administration de l'enseignement industriel et professionnel*; celle-ci a pour mission d'étudier et de propager les programmes d'enseignement populaire les plus propres à préparer les enfants et jeunes gens à leur formation professionnelle et de rechercher les méthodes et moyens les plus efficaces en vue de l'apprentissage et du perfectionnement professionnel; cette administration a dans ses attributions l'inspection d'un certain nombre d'établissements d'enseignement technique, ainsi que l'organisation de revisions se rattachant à cet enseignement. Quant aux autres services de l'office des classes moyennes, ils sont groupés sous le nom d'*office des métiers et négociants*, dont l'objet est de recueillir et de coordonner des renseignements sur la situation de la petite industrie et du commerce de détail; les investigations de cet office porteront sur les conditions dans lesquelles se développent ce commerce et cette industrie, soit en Belgique, soit à l'étranger, et, d'une manière générale, sur l'organisation pratique du petit commerce et de la petite industrie dans les ateliers ou à domicile, alors que la première administration a pour but un enseignement théorique et préparatoire.

L'office des métiers et négociants publiera un bulletin périodique ainsi que des documents contenant le résultat de ses enquêtes et de ses travaux sur les législations étrangères.

ÉTATS-UNIS.

Revue du travail ⁽²⁾. — D'après les rapports adressés à la Fédération américaine du travail par 1,185 unions groupant 91,280 membres, la moyenne des chômeurs était de 8.2 p. 100 en février 1908. Cette moyenne était en janvier de 8.8 p. 100 dans 1,937 unions groupant 137,720 membres.

⁽¹⁾ D'après une communication du Ministère des affaires étrangères du 7 avril 1908.

⁽²⁾ *American Federationist*, mars 1908.

La Fédération américaine du travail; son organisation; son rôle ⁽¹⁾. — Deux organisations rivales groupent aux États-Unis les ouvriers syndiqués : les « Chevaliers du travail » et la « Fédération américaine du travail ». La première, qui est la plus ancienne et fut autrefois très puissante, a perdu aujourd'hui presque toute son importance; la seconde, fondée en 1881 au congrès de Pittsburg et organisée définitivement en 1886, groupe actuellement près de 27,000 unions et près de 3 millions de syndiqués ⁽²⁾. Son développement a été rapide; son influence est aujourd'hui considérable.

Organisation. — La Fédération américaine du travail est composée de deux catégories de groupements : a) les associations *constitutives* (unions fédérales, unions locales indépendantes, unions nationales et unions internationales); et b) les associations *représentatives* (unions centrales des villes, fédérations d'État).

(A la base se trouve l'union locale groupant des ouvriers d'une même industrie, vivant et travaillant dans une localité de peu d'étendue; elle traite ses affaires elle-même en assemblée générale mais n'intervient que par l'intermédiaire des unions nationales.)

a) Les unions *fédérales* groupent des ouvriers appartenant à des industries diverses; elles n'existent que dans les localités ne comptant pas, pour une même industrie, un nombre d'ouvriers suffisant pour constituer une union de métier.

Les unions *locales indépendantes* réunissent des ouvriers d'une même industrie mais appartiennent à une industrie dans laquelle on compte encore trop peu d'unions locales pour constituer une union centrale; bien qu'affiliées directement à la Fédération américaine du travail, elles sont dites, pour cette raison, « indépendantes ».

Les unions *nationales et internationales* groupent des unions locales d'ouvriers de même profession; les premières cherchent à réunir tous les ouvriers d'une même industrie des États-Unis; les secondes groupent les unions locales des États-Unis, du Canada et parfois aussi ceux du Mexique. Certaines d'entre elles ne comprennent parfois que quelques unités; d'autres en groupent souvent des centaines;

b) Quant aux unions *centrales des villes* (city central), elles sont constituées par les délégués de chaque union locale d'une même ville; elles ont pour but d'assurer l'unité d'action dans ladite ville ou ses environs.

Les *fédérations d'État* (state branches), groupent les délégués des unions locales et des unions centrales de villes existant dans un même État ou une même province. Elles se réunissent chaque année en congrès; elles s'efforcent de créer un mouvement d'opinion et d'influencer la législation dans un sens favorable aux ouvriers en général et aux syndicats en particulier.

La Fédération américaine du travail groupe actuellement 117 unions nationales et internationales représentant environ 27,000 unions. 607 unions locales indépendantes et fédérales, 541 unions urbaines centrales et 36 branches d'État, représentant à elles toutes environ 3 millions de syndiqués.

Les agents de la fédération qui constituent également le *conseil exécutif*, sont nommés à chaque congrès et comprennent : 1 président, 8 vice-présidents, 1 secrétaire et 1 trésorier.

Le président et le trésorier consacrent tout leur temps à la fédération et touchent un salaire annuel (15,000 francs pour le premier et 12,500 francs le second). Le

(1) Extrait d'une brochure publiée par la Fédération américaine du travail à l'occasion de son exposition industrielle et d'économie sociale à l'exposition tricentenaire de Jamestown.

(2) Voir, pour l'histoire du mouvement syndical aux États-Unis, *Bulletin*, mai 1903, p. 413. Voir aussi les comptes-rendus des 23^e et 25^e congrès annuels : *Bulletin*, mars 1904, octobre 1906.

trésorier reçoit 1,000 francs par an et les vice-présidents des jelons de présence de 22 fr. 50, plus leurs frais de voyage et d'hôtel.

Le président jouit de pouvoirs très étendus et d'une très grande liberté d'action⁽¹⁾.

Les ressources de la fédération proviennent en majeure partie des cotisations des unions adhérentes : les unions nationales et internationales versent 0 fr. 025 par mois et par membre; les unions locales et fédérales directement affiliées et non groupées en unions internationales, 50 centimes par mois et par membre (dont 25 centimes sont versés au fonds de défense spécial à ces unions et institué en 1901⁽²⁾; les unions centrale urbaines et fédérations d'État : 12 fr. 50 par union et par trimestre. Le conseil exécutif a en outre les pouvoirs de percevoir sur toutes les unions affiliées des cotisations extraordinaires en vue de soutenir les unions engagées dans des conflits industriels, jusqu'à concurrence de 5 centimes par membre et par semaine, pendant 10 semaines au plus par an. Le montant des recettes encaissées en 1906, telles ont été déclarées au congrès, s'élevait à 1,089,075 francs.

La fédération américaine emploie actuellement, à la propagande unioniste 48 organisateurs (*organizers*) salariés et près de 1,000 agents volontaires, et fait une campagne incessante et très active sur tous les points du territoire. Elle publie dans son bulletin mensuel *The american federationist* fondé en 1893, les renseignements fournis par ces correspondants sur le marché du travail, ainsi que des indications utiles sur le mouvement des salaires, sur la durée du travail et sur les avantages recueillis par les ouvriers sans grève, l'action syndicale etc. En dehors de l'*American federationist*, on compte 92 bulletins officiels des unions internationales et 194 journaux professionnels hebdomadaires.

Congrès. — Le congrès est maître souverain dans les affaires de la fédération. Chaque année, les unions patronales et internationales y envoient, selon leur importance, un ou plusieurs délégués, ayant chacun une voix par cent membres représentés; les unions locales affiliées et les unions fédérales ont droit chacune à un délégué, quelle que soit leur importance numérique. Les unions centrales urbaines et les fédérations d'État envoient elles aussi un délégué n'ayant droit qu'à une seule voix. Le congrès se réunit chaque année le 1^{er} lundi de novembre. La majeure partie du travail du congrès se fait hors séance, dans des commissions, dont le plus souvent, le congrès se borne à accepter ou rejeter les commissions. Des rapports sont présentés au congrès par le président, par le secrétaire et par le conseil exécutif.

Les questions qui doivent être soumises au congrès sont d'abord réparties entre 14 commissions, composées, sauf une, de 11 membres chacune et toutes choisies par le président : 4 d'entre elles ont pour attribution de faire des rapports sur les rapports présentés par le président, le secrétaire, le trésorier et le conseil exécutif.

Le 1^{er} congrès de la fédération (Pittsburg, 15 nov. 1881) réunissait 96 délégués régulièrement accrédités représentant 95 associations groupant ensemble 262,000 ouvriers. (La nouvelle organisation portait alors le nom de « Fédération des unions de métier et de travail organisées des États-Unis et du Canada », qu'elle conserva jusqu'en 1886).

Selon la déclaration de principes adoptée, la fédération se proposait d'encou-

⁽¹⁾ Le président actuel, M. Gompers de l'Union internationale des cigariers, élu pour la 1^{re} fois en 1882 a été depuis, sauf une fois, toujours réélu.

⁽²⁾ Le fonds de défense est constitué pour aider dans leurs grèves ou lock-outs les groupes locaux qui n'étant pas encore adhérents à des unions de métier sont directement affiliés à la fédération et relèvent spécialement du président. C'est le président fédéral qui autorise tout mouvement tenté par elles, après s'être renseigné et après avoir épuisé tout les moyens de conciliation.

rager la formation d'unions locales, centrales, nationales et internationales et de lutter en faveur d'une législation ouvrière ; deux des résolutions du congrès (institution d'un bureau national de statistique ouvrière et interdiction de faire venir aux États-Unis des ouvriers engagés par contrat) servirent de base à deux lois sur ces questions adoptées peu après par le congrès.

Le 6^e congrès (1886) consacra la fondation définitive de la fédération qui vit venir à elle 11 grandes unions nationales (mouleurs en fer, typographes, tailleurs de granit, ouvriers du meuble, mineurs, tailleurs, boulangers, coiffeurs, métallurgistes, charpentiers, cigariers) groupant ensemble plus de 316,000 ouvriers.

Depuis cette époque, la fédération n'a cessé de se développer. Les recettes qui au congrès de 1881 s'établissaient à 375 francs, se montaient, en 1906 à 1,089,075 fr. le nombre de ses adhérents passait, en 25 ans, à près de 3 millions.

Le tableau suivant résume par périodes quinquennales, les renseignements fournis à cet égard aux divers congrès :

CONGRÈS.	DÉLÉ- gués pré- sents.	NOMBRE D'ASSOCIATIONS REPRÉSENTÉES					RECETTES.	DÉPENSES.
		unions nation- ales et intern- ationales.	unions locales.	cen- trales des villes.	fedéra- tions par Etat.	fedéra- tions terrielles		
1881.....	96	10	75	10	#	#	875	680
1886.....	42	13	6	6	#	#	2,370	2,550
1891.....	70	25	13	13	1	#	88,510	65,950
1896.....	117	38	35	15	3	1	81,450	77,265
1901.....	310	87	750	327	20	3	576,105	593,540
1903.....	496	101	119	130	20	4	1,239,010	980,075
1906.....	312	84	16	62	21	6	1,089,075	1,092,700

Le principal effort de la fédération s'est porté sur la réduction de la journée.

Dès sa constitution elle organisa dans ce but une campagne très active ; en 1884, elle demanda que cette journée fut appliquée dans toute l'industrie à partir du 1^{er} mai 1886 ; elle engagea tous les ouvriers à obtenir directement cette réduction de leurs patrons. A la date fixée plusieurs corporations obtinrent les 8 heures ; d'autres virent leur journée sensiblement réduite et ramenée successivement à la limite fixée. La campagne de la fédération a abouti à la loi, appliquée à partir du 1^{er} août 1892 à tous les ouvriers employés directement par l'état ou par des adjudicataires de des travaux de l'Etat. La fédération s'est efforcée, sans toujours y parvenir de faire appliquer la loi ; en 1906, elle a remis au président Roosevelt, sur sa demande un relevé complet des cas dans lesquels la loi avait été violée dans les travaux de l'Etat ; des ordres sévères furent donnés pour le faire appliquer et les tribunaux poursuivirent les adjudicataires en défaut. En 1907, la loi a été généralement bien observée.

Toutefois, les tribunaux n'appliquent la loi de 1892 aux ouvriers employés par les adjudicataires du gouvernement fédéral que lorsque les ouvriers travaillent dans l'Etat de Colombie ou sur des territoires fédéraux. Il s'ensuit que souvent un même adjudicataire fait faire des journées différentes sur des territoires limitrophes, selon qu'ils dépendent ou non du pouvoir central. La fédération s'est efforcée de faire modifier la loi en vue de son application uniforme à tous les travaux exécutés pour le compte de l'Etat. La chambre des représentants a adopté à plusieurs reprises des projets de loi en ce sens, mais le sénat ne les a point encore admis.

La fédération, par son appui efficace, a aidé de nombreuses corporations à obtenir une réduction de la journée :

On fait actuellement 8 heures (depuis 1897), dans les mines de charbon bitumineux, dans presque toutes les industries du bâtiment, chez les imprimeurs allemands et chez les cigariers, 9 heures chez les ébénistes, 10 heures et même parfois 8 ou 9 (au lieu de 12 à 18) dans les chemins de fer. L'union internationale des typographes a dépensé près de 20 millions en 2 ans pour obtenir enfin les 8 heures dans presque toutes les industries du livre. Certaines professions font même actuellement 7 heures ou 7 heures et demie seulement. En outre, on accorde presque partout la demi-journée de congé le samedi après-midi.

Le 28 octobre 1894 le congrès à l'instigation de la fédération a décrété que l'on fêterait officiellement le 1^{er} lundi de septembre comme « fête du travail » *labor day* dans les territoires et le district de Colombie; cet exemple a été depuis imité par 32 états. On consacrait ainsi un usage établi depuis de longues années par plusieurs grande unions affiliées.

La fédération a contribué en outre à faire protéger légalement, dans beaucoup d'États, les femmes et les enfants (réduction des heures, suppression du travail de nuit, etc.); 41 états ont adopté des lois réglementant le travail des enfants.

Le 21 mars 1906, le conseil exécutif, auquel s'étaient joints les représentants des unions internationales affiliées, ont remis au président Roosevelt un « cahier des revendications du travail », appelant l'attention du congrès sur les divers projets de loi intéressant le travail, qui lui sont soumis depuis longtemps (journée de 8 heures, travail des prisons, immigration, exclusion des chinois, droits des marins, truts et commerce entre les états, droit de pétition des employés de l'État, etc.).

GRANDE-BRETAGNE.

Revue du travail en février 1908 ⁽¹⁾. — La situation a été en février un peu moins brillante qu'en janvier dernier et moins favorable qu'en février 1907.

6.4 p. 100 de chômeurs dans 268 trade-unions groupant 639,073 membres contre 6.2 en janvier 1908 et 3.9 en février 1907 : 5.56 journées de travail par semaine en moyenne dans divers puits houillers comptant 624,281 ouvriers, contre 5.44 en janvier et 5.69 en février 1907 ; 299 hauts fourneaux en marche à la fin de février avec 23,000 ouvriers contre 305 en janvier et 343 en février 1907.

Grèves. — 18 grèves nouvelles en février avec 13,771 chômeurs contre 30 en janvier 1908 et 37 en février 1907.

Sur 26 grèves terminées, anciennes et nouvelles, avec 3,961 chômeurs, 6 succès (933), 10 échecs (1,714) et 10 transactions (1,314). Total des journées de travail perdues : 541,600 en février contre 382,000 en janvier et 117,400 en février 1907.

⁽¹⁾ *Labour gazette*, mars 1908.

Les trade-unions et fédérations en 1906⁽¹⁾. — L'influence de l'état général du marché sur le mouvement syndical s'est manifestée une fois de plus en 1906. La réduction des salaires qui durait depuis 1901 avait amené un arrêt sensible dans le développement des trade-unions et leur avait fait perdre, de 1901 à fin 1904, près de 75,000 membres. Dès le deuxième semestre 1905, une hausse générale se dessinait pour se continuer en 1906 dans les principales industries, le bâtiment excepté. Suivant un mouvement parallèle, les unions ont regagné 21,000 membres en 1905 et 218,460 en 1906. Le chiffre actuel est le plus élevé que l'on ait jamais enregistré dans le Royaume uni.

Les 100 unions principales ont ajouté 9,760,750 francs à leurs fonds de réserve, elles ont versé 3,870,425 francs en secours de grève, 10,532,300 francs en secours de chômage et 23,074,825 francs pour d'autres secours. De la sorte, si les secours de grève forment le 7.9 p. 100 du total des dépenses, les autres secours réunis en constituent environ le 68.6 p. 100 (Pour les périodes 1896-1906, ces moyennes s'établissent à 13.4 p. 100 pour les grèves et 64.6 p. 100 pour les autres secours).

On comptait à la fin de 1906, 1,161 unions groupant 2,106,283 membres, contre 1,160 unions et 1,887,823 membres à fin 1905. L'augmentation des sociétaires atteint 10.1 p. 100 par rapport à 1905 et 39.2 p. 100 par rapport à 1892.

Le tableau suivant fait connaître l'effectif syndical à la fin de chacune des années de la période 1897-1906 en indiquant l'augmentation ou la diminution moyenne survenue :

ANNÉES.	TOUTES LES UNIONS.	
	Nombre d'unionistes.	Accroisse- ment ou diminution p. 100.
1897.....	1,624,035	+ 8.0
1898.....	1,661,360	+ 2.3
1899.....	1,821,666	+ 9.6
1900.....	1,928,894	+ 5.9
1901.....	1,940,874	+ 0.6
1902.....	1,926,617	— 0.7
1903.....	1,904,560	— 1.1
1904.....	1,866,755	— 2.0
1905.....	1,887,823	+ 1.3
1906.....	2,106,283	+ 10.1

L'augmentation du nombre des membres est notable surtout dans les mines (73,000 membres nouveaux ou 15.3 p. 100), dans les textiles (36,000 soit 13.8 p. 100), les chemins de fer (19,000 ou 23.7 p. 100) la métallurgie (22,000 ou 6.4 p. 100).

Elle est sensible chez les manœuvres, les employés des autorités publiques, les commis de magasins, artistes de music halles, etc. Par contre, le bâtiment perd 9,000 membres sur 1905 (soit 4.5 p. 100) et 58,000 sur 1900 (soit 22.7 p. 100).

Le nombre des membres féminins inscrits dans les unions s'élevait en 1906 à 162,453 contre 135,477 en 1905 et 125,142 en 1904, soit une augmentation de 29.8 p. 100 en 2 ans).

La plupart des femmes syndiquées appartiennent aux textiles.

100 unions principales⁽²⁾. — *Recettes et Dépenses.* — Les recettes des 100 princi-

⁽¹⁾ *Labour gazette*, décembre 1907.

⁽²⁾ Pour la liste des grandes unions, leurs ressources, etc., voir *Bulletin* mai 1906, p. 494.

pales qui atteignaient 41,388,950 francs en 1896 se sont élevées à 55,289,325 fr. en 1905 et à 58,603,925 en 1906. Les dépenses ont passé de 30,303,375 francs en 1896 à 51,642,275 francs en 1905 et à 48,966,900 francs en 1906.

Si l'on examine la recette et la dépense par membre on obtient 41 fr. 80 et 30 fr. 65 en 1896, 39 francs et 43 fr. 35 en 1905 et 45 fr. 95 et 33 fr. 45 en 1906. Quant au fonds de réserve, il a passé de 53,776,800 francs en 1896 à 120,202,650 francs en 1905 et à 129,963,400 en 1906.

Les recettes ont augmenté régulièrement depuis 1899, mais la moyenne par tête a légèrement baissé en 1906 par suite de l'énorme accroissement des membres. Quant aux dépenses, elles ont baissé sensiblement surtout parce que la situation du marché ayant été brillante, les secours de chômage ont été proportionnellement beaucoup moins élevés. Le fonds de réserve n'a cessé de grossir depuis 1896; la moyenne par tête dépasse 102 francs contre 54 francs à la fin de 1896.

L'augmentation des réserves a été notable en 1906 dans les textiles : ces unions possèdent actuellement 23,742,375 francs (soit une augmentation de 26.9 p. 100 sur 1905). Les unions du bâtiment perdent sensiblement; toutefois, la réserve par membre reste à peu près la même.

De 1896 à 1906, les 100 principales unions ont dépensé 437,800,000 francs, savoir : 58,625,000 francs en secours de grève, (13.4 p. 100), 96,850,000 francs (22.1 p. 100) en secours de chômage, et 185,950,000 francs (42.5 p. 100) en secours de maladie, accident, vieillesse et en indemnité funéraire. Le reste, soit 96,375,000 francs, ou 22.0 p. 100, représente les frais d'administration et les dépenses diverses.

Le tableau suivant donne, pour chacune des années de la période 1901-1906 les totaux et les proportions des sommes payées à ces divers titres :

ANNÉE.	SECOURS DE GRÈVE.		SECOURS DE CHÔMAGE.		AUTRES SECOURS.		FRAIS D'ADMINISTRATION et autres.	
	Total.	p. 100 de la dé- pense totale.	Total.	p. 100 du total.	Total.	p. 100 du total.	Total.	p. 100 de total.
1901.....	5,251,825	12.8	9,144,800	19.8	17,996,975	48.9	9,643,425	23.5
1902.....	5,478,125	12.2	10,737,250	23.8	18,717,500	41.6	10,082,975	22.4
1903.....	4,457,750	9.0	12,872,475	26.9	19,775,300	41.3	10,946,075	22.8
1904.....	3,170,475	6.2	16,311,425	31.7	21,227,875	41.3	10,682,675	20.8
1905.....	5,314,575	10.3	13,028,075	25.2	22,558,825	43.7	10,736,800	20.8
1906.....	3,870,425	7.9	10,532,300	21.5	23,074,825	47.1	11,489,350	23.5
Moyenne pour la période 1895-1906..	5,861,825	13.4	9,685,650	22.1	18,594,925	42.5	9,636,925	22.0

Secours de chômage. — Sous le titre « secours de chômage », les unions payent en dehors des secours hebdomadaires, des secours de voyage, des allocations en cas d'incendie des ateliers, de faillite du patron, d'arrêt momentané des usines, de crise industrielle, d'émigration, etc.

Le total des secours payés en 1906 a été inférieur de 2,475,775 francs à celui de 1905. Sauf dans la bâtiment — ou le travail est resté peu actif — ces secours ont été moins élevés dans toutes les industries; dans les textiles leur montant tombe au

dessous du chiffre de 1905, le plus faible enregistré. Voici comment se répartit le total, par industrie, pour chacune des années 1897-1906.

ANNÉES.	BÂTIMENT.	MINES et carrières.	MÉTALLURGIE, constructions mécaniques et navales.	TEXTILES.	Autres INDUSTRIES.
1897.....	330,400	631,825	4,856,000	1,040,125	1,144,350
1898.....	556,225	348,550	2,612,750	855,150	1,478,850
1899.....	606,925	260,225	2,012,800	661,425	1,079,700
1900.....	1,153,875	113,500	2,355,675	1,519,550	1,391,375
1901.....	680,625	461,875	3,323,300	1,099,975	1,568,950
1902.....	1,845,100	484,675	5,099,125	1,393,700	1,904,650
1903.....	2,020,050	461,700	5,623,750	2,843,625	1,923,350
1904.....	3,434,800	1,210,975	7,593,725	1,775,600	2,297,425
1905.....	3,575,575	889,100	5,732,325	619,700	2,220,375
1906.....	3,159,350	764,649	3,928,425	601,225	2,098,675

Le coût moyen de chômage par membre dans les 100 unions principales s'est élevé en 1906 à 8,25 contre 10,90 en 1905, 13,85 en 1904 et 4,02 en 1899 année d'exceptionnelle activité.

Par contre, le coût moyen, par membre, des secours de grève a atteint 3,02 en 1906 (3,72 pour la période 1899-1905).

Secours en cas de maladie, d'accident, de vieillesse ou de décès; pensions de retraite. — Les trois quarts environ des principales unions ont payé des secours de maladie ou d'accident soit sous forme d'allocations hebdomadaires ou d'indemnité globale, soit en honoraires de médecin ou frais d'hospitalisation. Le total des secours payés s'est élevé à 23,074,825 francs en 1906 contre 12,207,225 francs en 1896. Depuis 1896 (et excepté en 1897) le montant de ces secours est allé en augmentation constante. Le coût moyen par membre pour secours de maladie et d'accident a passé de 6 francs en 1896 à 8 fr. 10 en 1906; le coût moyen pour pension de vieillesse a passé, pour ces mêmes années de 3 fr. 45 à 5 fr. 98. Le 1^{er} de ces chiffres est inférieur au chiffre moyen de la période 1897-1906 alors que le 2^e est égal à la moyenne (8,30 et 5,98); cela tient à ce que la moyenne par tête est calculée d'après le nombre des membres en fin d'année et qu'il y a eu un fort accroissement du nombre de ces derniers dans le courant de l'année.

Depuis 1892 le nombre des membres retraités a passé de 5,000 à 15,000 et le coût par membre de 6 fr. 25 à 12 fr. 50. La pension moyenne par retraité a passé de 431 fr. 25 en 1892 à 463 fr. 75 en 1897 et 501 fr. 25 en 1906.

SUISSE.

Les lois cantonales sur les grèves ⁽¹⁾. — Le peuple bernois a été appelé à se prononcer le 23 février dernier sur trois lois qui lui étaient soumises par le Grand Conseil. La première visait la participation de l'État à la lutte contre la tuberculose,

⁽¹⁾ D'après un rapport du 27 février 1908 du Chargé d'affaires de la République française à Berne communiqué par le Ministre des Affaires étrangères.

la seconde établissait des règles de protection pour les ouvrières, la troisième, enfin, concernait « la création de chambres de conciliation et la répression des excès commis pendant les grèves ».

Le résultat du referendum en ce qui concerne cette dernière loi semblait seul douteux, tant elle avait soulevé d'opposition dans le parti socialiste. La loi a été néanmoins adoptée à une forte majorité.

Le but de cette loi est double. Il s'agit, d'une part, d'instituer des offices de conciliation prévenant les grèves et, d'autre part, d'assurer, en cas de grève, la liberté du travail et l'ordre dans la rue. Le Gouvernement ne se trouvait pas suffisamment armé pour réprimer les tentatives d'intimidation des grévistes contre ceux qui refusent de cesser le travail. Il avait, il est vrai, l'article 39 de la Constitution qui l'autorisait « pour prévenir un danger pressant » à prendre des arrêtés portant des dispositions comminatoires : amendes, emprisonnement, expulsions contre ceux qui empêchaient autrui de travailler. Mais les mesures prises amenaient toujours des discussions au sein du Grand Conseil, les socialistes en contestant énergiquement la légalité. Dorénavant, le Gouvernement pourra, dans des cas semblables, faire usage de la loi spéciale qui vient d'être votée.

La disposition de la nouvelle loi qui irrite le plus les socialistes est ainsi conçue :

Celui qui, par des voies de fait, par des menaces, par des outrages ou par des molestations graves empêche ou cherche à empêcher, à l'occasion d'une grève, un ouvrier d'exercer sa profession, sera puni d'emprisonnement jusqu'à 60 jours. Dans les cas peu graves on pourra prononcer une amende de 100 francs au plus.

Le législateur frappe d'ailleurs de la même peine que le gréviste trop zélé, l'ouvrier qui, par les mêmes moyens, empêche ou cherche à empêcher un camarade de participer à une grève.

D'autres articles de la loi permettant de disperser les rassemblements après sommation et d'interdire les cortèges.

Les abus qu'a provoqués l'exercice du droit de grève ont amené en Suisse une réaction qui prend corps dans les lois que préparent les administrations cantonales. Le canton de Bâle avait donné l'exemple, Berne l'a suivi et le Grand Conseil de Zurich vient également de rédiger et de voter un projet de loi s'inspirant du même esprit. En voici les dispositions essentielles :

1° Est puni d'emprisonnement jusqu'à un an, avec ou sans amende, ou de l'amende seulement, celui qui, intentionnellement, provoque publiquement autrui à commettre un acte puni par le Code pénal de la réclusion ou de l'emprisonnement ou à résister aux ordres de l'autorité;

2° Le fonctionnaire ou l'employé public qui agit contrairement aux devoirs de son office ou de son service dans le but de procurer à soi-même ou à autrui un avantage illicite ou de causer à autrui un dommage se rend coupable du délit de violation du devoir de son office ou de son service.

Se rendent coupables du même délit, les employés ou ouvriers des services publics de l'État ou des communes qui de manière intentionnelle et avec dol agissent contrairement au devoir de leur service et mettent ainsi en péril la vie et la personnalité d'autrui ou des biens publics et privés.

La peine est la suspension, la prison ou l'amende jusqu'à 1,000 francs et dans les cas graves la révocation;

3° Celui qui pénètre sans droit dans le domicile d'autrui ou dans les dépendances de ce domicile, dans les locaux de travail ou dans les chantiers d'autrui; celui qui y demeure nonobstant la sommation de s'éloigner; celui qui, dans de pareils lieux, commet, sans droit, des violences envers les personnes ou les choses, est puni de l'emprisonnement ou de l'amende pour trouble à la paix domestique;

4° Celui qui, sans droit, ou en outre-passant son droit, oblige autrui, par la force ou par la menace, à commettre, à subir ou à omettre un acte, et pour autant que le délit ne relève pas d'une autre disposition de la loi pénale, est puni de l'emprisonnement et de l'amende jusqu'à 2,000 francs ou de l'amende seulement.

Est puni de la même peine celui qui, sans droit ou en outrepassant son droit, par la force, la menace ou une contrainte intolérable, empêche ou tente d'empêcher autrui d'exercer sa profession.

Chacune de ces dispositions correspond à ces faits survenus pendant les dernières grèves : aux excitations à commettre des délits et des crimes ; aux actes d'ouvriers de services publics susceptibles de mettre en péril la vie ou la propriété d'autrui ; à l'invasion violente de locaux privés ; à la contrainte exercée sur les ouvriers désapprouvant telle ou telle grève et se refusant à y participer. La législation actuelle était ou insuffisante ou impuissante en présence d'actes intolérables ignorés du législateur d'autrefois. La nécessité s'imposait de la compléter sur ce point.

Le Grand Conseil du canton de Vaud vient également d'être saisi d'une motion visant à la fois l'établissement de chambres de conciliation pour les cas de grève et la répression des excès commis à l'occasion de celles-ci.

Il y a donc là un mouvement d'opinion en Suisse auquel obéissent malgré les protestations socialistes les administrations cantonales des cantons industriels, lesquelles sont encore aux mains du parti radical.

L'Union suisse des Sociétés de consommation. ⁽¹⁾ — L'Union Suisse des Sociétés de consommation, qui a son siège à Bâle, publie quelque chiffres qui montrent le développement pris en Suisse par le mouvement coopératif.

De 1901 à 1906, le nombre des membres des sociétés adhérentes à l'Union a passé de 88,365 à 152,494, la valeur des immeubles possédés par ces Sociétés s'est accrue de 7,900,000 à 15,820,000 francs et le chiffre de leurs ventes a progressé de 33,980,000 à 61,693,000 francs ⁽²⁾.

Si l'on envisage en outre les sociétés non affiliées à l'Union dont quelques-unes, comme celle de Saint-Gall, sont importantes, on peut évaluer à 70 millions de francs au moins le chiffre des ventes effectuées par les coopératives suisses. Les cantons ayant une population totale de 3,260,000 âmes, la moyenne par tête d'habitant dépasse 201 francs.

De ces 70 millions, 3 millions représentent les ventes de pain, 4 millions celles de viande (seule la Société de consommation de Bâle possède une boucherie) et 7 millions environ celles de lait (5 millions et demi rien que pour Bâle). Les 55 millions restants se réfèrent à tous les produits d'épicerie et, en seconde ligne, à divers articles comme les boissons, le combustible, les chaussures, les objets de ménage.

L'Union suisse des Sociétés de consommation possède une excellente organisation d'achats en gros qui permet aux sociétés adhérentes de se procurer, aux conditions les plus avantageuses, les articles qui, comme le sucre, le vin, le cacao, le pétrole, le charbon, le savon sont soumis à des fluctuations internationales de prix. Deux dépôts de marchandises dont l'un a été récemment ouvert à Pratteln, près de Bâle, et dont l'autre se trouve à Wülflingen, près de Winterthur, ont fait en 1907 un chiffre

⁽¹⁾ D'après un rapport du 17 mars 1905 du Consul de France à Bâle communiqué par le Ministre des Affaires étrangères.

⁽²⁾ Dans ce chiffre, la Coopérative de Bâle (Allgemeiner Consumverein) compte à elle seule pour 16,400,000 francs.

d'affaires de 14.400,000 francs, supérieur de 4 millions de francs à celui de 1906.

Enfin, par leur système de ristournes, les coopératives suisses associées distribuent à leurs membres qui sont aujourd'hui au nombre de 170,000 des sommes de plus en plus importantes :

	NOMBRE des sociétaires.	RÉPARTITIONS.
1897.....	53,365	1,696,049
1902.....	102,869	2,871,193
1906.....	152,494	4,504,722
1907.....	170,000	4,740,000

Par rapport à l'ensemble des ventes, les sommes bonifiées aux adhérents des coopératives suisses représentent aujourd'hui une moyenne de 7 p. 100.

ACTES ET DOCUMENTS OFFICIELS.

Décret du 7 mars 1908 sur les surcharges des enfants et des femmes ⁽¹⁾.

ARTICLE PREMIER. — Les dispositions de l'article 11 du décret du 13 mai 1893, modifié par les décrets des 21 juin 1897, 20 avril 1899, 3 mai 1900 et 22 novembre 1905, sont abrogées et remplacées par les dispositions suivantes :

ART. 11. — Les jeunes ouvriers au-dessous de dix-huit ans et les ouvrières de tout âge employés dans l'industrie ne peuvent porter, trainer ou pousser, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur des manufactures, usines, ateliers et chantiers, des charges d'un poids supérieur aux suivants :

1° Port des fardeaux.

- Garçons au-dessous de 14 ans, 10 kilogrammes.
- Garçons de 14 ou 15 ans, 15 kilogrammes.
- Garçons de 16 à 18 ans, 20 kilogrammes.
- Ouvrières au-dessous de 14 ans, 5 kilogrammes.
- Ouvrières de 14 ou 15 ans, 8 kilogrammes.
- Ouvrières de 16 ou 17 ans, 10 kilogrammes.
- Ouvrières de 18 ans et au-dessus, 25 kilogrammes.

2° Transport par wagonnets circulant sur voie ferrée.

- Garçons au-dessous de 14 ans, 300 kilogrammes (véhicule compris).
- Garçons de 14 à 18 ans, 500 kilogrammes (véhicule compris).
- Ouvrières au-dessous de 16 ans, 150 kilogrammes (véhicule compris).
- Ouvrières de 16 ou 17 ans, 300 kilogrammes (véhicule compris).
- Ouvrières de 18 ans et au-dessus, 600 kilogrammes (véhicule compris).

⁽¹⁾ Journal officiel du 11 mars 1908, page 1762 et erratum au Journal officiel du 12 mars 1908, page 1790.

3° *Transport sur brouettes.*

Garçons de 14 à 18 ans, 40 kilogrammes (véhicule compris).

Ouvrières de 18 ans et au-dessus, 40 kilogrammes (véhicule compris).

4° *Transport sur véhicules à 3 ou 4 roues, dites « placières, pousseuses, pousse-à-main », etc.*

Garçons au-dessous de 14 ans, 35 kilogrammes (véhicule compris).

Garçons de 14 à 18 ans, 60 kilogrammes (véhicule compris).

Ouvrières au-dessous de 16 ans, 35 kilogrammes (véhicule compris).

Ouvrières de 16 ans et au-dessus, 60 kilogrammes (véhicule compris).

5° *Transport sur charrettes à bras à deux roues, dites « haquets, brancards, charretons, voitures à bras », etc.*

Garçons de 14 à 18 ans, 130 kilogrammes (véhicule compris).

Ouvrières de 18 ans et au-dessus, 130 kilogrammes (véhicule compris).

6° *Transport sur tricycles porteurs à pédales.*

Garçons de 14 ou 15 ans, 50 kilogrammes (véhicule compris).

Garçons de 16 à 18 ans, 75 kilogrammes (véhicule compris).

Les modes de transport énoncés sous les n°s 3 et 5 sont interdits aux garçons de moins de quatorze ans, ainsi qu'aux ouvriers de moins de dix-huit ans.

Le transport sur tricycles porteurs à pédales est interdit aux garçons de moins de quatorze ans et aux ouvrières de tout âge.

Le transport sur cabrouets est interdit aux garçons de moins de dix-huit ans et aux ouvrières de tout âge.

Il est interdit de faire porter, pousser ou traîner une charge quelconque par des femmes, dans les trois semaines qui suivent leurs couches. L'interdiction ne s'applique que lorsque l'ouvrière a fait connaître au chef de l'établissement la date de ses couches.

ART. 2. — Le ministre du travail et de la prévoyance sociale est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française, et inséré au *Bulletin des lois*.

Décret du 16 mars 1908 sur les dérogations au repos hebdomadaire applicables aux enfants et aux femmes, pris en vertu de l'article 18 de la loi du 13 juillet 1906⁽¹⁾.

ARTICLE PREMIER. — Les dispositions de l'article 6 de la loi du 13 juillet 1906 s'appliquent, dans les conditions indiquées ci-après, aux enfants de moins de dix-huit ans et aux femmes de tout âge occupés dans les industries énumérées au présent décret.

ART. 2. — Sont admises au bénéfice du paragraphe 1^{er} de l'article 6 de la loi les industries suivantes :

- Bateaux de rivière (travaux extérieurs de construction et de réparation des);
- Bâtiments (travaux extérieurs dans les chantiers de l'industrie du);
- Briqueteries en plein air;

⁽¹⁾ *Journal officiel* du 21 mars 1908, page 2636.

Conserves de fruits, de légumes et de poissons;
Corderies en plein air.

ART. 3. — Sont admises au bénéfice du paragraphe 2 de l'article 6 de la loi les industries ci-après :

a) Comme industries de plein air :

Bateaux de rivière (travaux extérieurs de construction et de réparation des);
Bâtiment (travaux extérieurs dans les chantiers de l'industrie du);
Briqueteries en plein air;
Corderies en plein air.

b) A la condition qu'elles ne travaillent qu'à certaines époques de l'année, les industries ci-après :

Conserves de fruits, de légumes et de poissons;
Hôtels, restaurants, traiteurs et rôtisseurs;
Établissements de bains des stations balnéaires, thermales ou climatiques.

ART. 4. — Sont admises au bénéfice du paragraphe 3 de l'article 6 de la loi les industries ci-après, pour les établissements dans lesquels le repos est fixé au même jour pour tout le personnel :

Ameublement, tapisserie, passementerie pour meubles;
Appareils orthopédiques;
Balnéaires (établissements);
Bijouterie et joaillerie;
Biscuits employant le beurre frais (fabriques de);
Blanchisseries de linge fin;
Boîtes de conserves (fabrication et imprimerie sur métaux pour);
Bonneterie fine;
Boulangeries;
Brochage des imprimés;
Broderie et passementerie pour confections;
Cartons (fabriques de) pour jouets, bonbons, cartes de visite, rubans;
Chapeaux et casquettes (fabrication et confection de) en toutes matières pour hommes et femmes;
Charcuteries;
Chaussures (confections de);
Colle et gélatine (fabrication de);
Coloriage au patron ou à la main;
Confections, couture, lingerie pour hommes, femmes et enfants;
Confections pour hommes;
Confections en fourrures;
Conserves de fruits et confiserie, conserves de légumes et de poissons;
Corsets (confection de);
Couronnes funéraires (fabriques de);
Délainage des peaux de mouton (industrie du);
Dorure pour ameublement;
Dorure pour encadrements;
Filature, retordage de fils crépés, bouclés et à boutons, de fils moulinés et multicolores;
Fleurs (extractions des parfums des);
Fleurs et plumes;
Gainerie;
Hôtels, restaurants, traiteurs et rôtisseurs;
Impression de la laine peignée, blanchissage, teinture et impression des fils de laine, de coton et de soie destinés au tissage des étoffes de nouveauté;
Imprimeries typographiques;

Imprimeries lithographiques;
 Imprimeries en taille douce;
 Jouets, bimbeloterie, petite tabletterie et articles de Paris (fabriques de);
 Laiteries, beurreries et fromageries industrielles;
 Orfèvrerie (polissage, dorure, gravure, ciselage, guillochage et planage en);
 Papier (transformation du), fabrication des enveloppes, du cartonnage, des cahiers d'école, des registres, des papiers de fantaisie;
 Papiers de tenture;
 Parfumerie;
 Pâtisseries;
 Porcelaine (ateliers de décor sur);
 Reliure;
 Réparations urgentes de navires et de machines motrices;
 Soie (dévidage de la) pour étoffes de nouveauté;
 Teinture, apprêt, blanchiment, impression, gaufrage et moirage des étoffes;
 Tissage des étoffes de nouveauté destinées à l'habillement;
 Tulles, dentelles et laizes de soie;
 Voiles des navires armés pour la grande pêche (confection et réparation des).

ART. 5. — Sont abrogées les dispositions des décrets des 15 juillet 1893, 26 juillet 1895, 29 juillet 1897, 24 février 1898, 1^{er} juillet 1899, 18 avril 1901, 4 juillet 1902, 14 août 1903, 23 novembre et 24 décembre 1904, en ce qui concerne le repos hebdomadaire.

ART. 6. — Le ministre du travail et de la prévoyance sociale est chargé de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal officiel* de la République française et inséré au *Bulletin des lois*.

Décret du 18 mars 1908
 créant un conseil de prud'hommes à Fraize (Vosges) ⁽¹⁾.

Décret du 23 mars 1908
 portant réorganisation du Conseil des prud'hommes de Paris ⁽²⁾.

Rapport et décret du 31 mars 1908 instituant une commission pour l'étude des mesures à prendre pour atténuer le chômage résultant des crises économiques ⁽³⁾.

Monsieur le Président, j'ai l'honneur de soumettre à votre signature un projet de décret instituant, auprès de mon département, une commission chargée d'étudier les moyens d'atténuer, dans la mesure qui dépend des administrations publiques, le chômage résultant des crises économiques générales.

Depuis les études de Clément Juglar, les crises économiques ont été l'objet de nombreux travaux qui ont permis de se rendre un compte plus exact du caractère et de la genèse de ces phénomènes. Tout récemment, sur l'ordre du Ministre des travaux publics, la direction du contrôle commercial des chemins de fer a élaboré une étude tout à fait remarquable sur la périodicité des crises économiques et leurs rapports avec l'exploitation des chemins de fer.

⁽¹⁾ *Journal officiel* du 20 mars 1908, page 1994.

⁽²⁾ *Journal officiel* du 24 mars, page 2090.

⁽³⁾ *Journal officiel* du 3 avril 1908, page 2,357.

Grâce à ces travaux les crises économiques ne sont plus regardées aujourd'hui comme des événements exceptionnels, éclatant d'une façon soudaine et pour des causes accidentelles. Elles apparaissent comme des phénomènes pour ainsi dire normaux et soumis à une certaine périodicité. On s'est rendu compte que l'activité financière, industrielle et commerciale, ne se développe pas d'une façon continue, qu'aux périodes de grande prospérité économique succèdent inévitablement, et le plus souvent brusquement, des périodes de stagnation ou de restriction des affaires. Ces temps d'arrêt, de recul même dans le développement économique, c'est ce qui constitue proprement les crises, dont les causes profondes, encore insuffisamment connues, semblent devoir être cherchées dans l'excès même de ce développement.

Si les crises économiques éprouvent grandement les industriels et les commerçants, leurs répercussions sont encore plus graves sur la classe ouvrière qui n'a le plus souvent pour vivre que les ressources qu'elle tire de son travail de chaque jour. Succédant à des périodes de grande activité pendant lesquelles le nombre des travailleurs de l'industrie et du commerce s'est sensiblement accru, les crises jettent en quelques mois sur le marché du travail une masse énorme de chômeurs qui ont d'autant moins de chances de retrouver de l'occupation que toutes les branches de l'activité économique sont atteintes à la fois.

Le problème du chômage involontaire est ainsi posé par les crises avec une acuité particulière qui ne permet pas aux pouvoirs publics de s'en désintéresser. Les moyens habituellement employés pour combattre le chômage en temps ordinaire ou en atténuer les effets : travaux de secours, subventions aux caisses de chômage, distributions de secours, etc., sont impuissants en temps de crise.

La commission que je vous propose de constituer ne saurait avoir ni le pouvoir ni la prétention d'éviter les crises. Son rôle est plus approprié aux moyens limités dont disposent nos administrations publiques en matière publique. Un des faits qui ont été le mieux mis en lumière par l'étude des crises récentes, c'est précisément leur tendance à s'internationaliser, à affecter presque au même moment l'activité économique de tous les grands pays industriels. S'il existe des moyens de prévenir ou d'éviter les crises, il semble donc que ces moyens ne puissent être que d'ordre international.

Les mesures qu'un état pourrait prendre isolément seraient forcément impuissantes ; tout au plus est-il possible aux pays où la crise n'a pas encore éclaté ou n'a pas atteint la même acuité qu'ailleurs, d'apporter aux pays plus éprouvés l'assistance de son crédit encore intact pour circonscrire autant que possible les effets de la crise mondiale, c'est un devoir de solidarité internationale auquel la Banque de France n'a pas manqué dans la crise présente.

L'objet que je propose aux travaux de la future commission est beaucoup plus modeste. En premier lieu il s'agit uniquement des moyens d'atténuer les effets des crises sur notre territoire même. En second lieu, les moyens qu'aurait à rechercher la commission ne visent en aucune façon à restreindre la liberté d'action de l'industrie privée ; ils s'appliqueraient uniquement aux travaux exécutés par les administrations publiques ou pour leur compte. La commission aurait uniquement à rechercher s'il ne serait pas possible de répartir ces travaux de telle façon qu'ils viennent compenser, dans une certaine mesure, au moment des crises, les déficits que ces dernières produisent dans les travaux privés. Naturellement la commission n'aura qu'un rôle d'étude ; elle devra se borner à émettre des avis, des recommandations qui seront transmises aux administrations intéressées, à qui il appartiendrait d'examiner dans quelle mesure il y aurait lieu d'en tenir compte.

Je n'ignore point combien la tâche de la commission sera délicate. Il est certains travaux dont l'ajournement n'est pas possible et qui doivent être exécutés d'urgence ; c'est le cas pour certains travaux intéressant la défense nationale. Il en est d'autres, par contre, dont l'exécution peut être ajournée ou avancée sans trop d'inconvénients et qui seraient exécutés beaucoup plus commodément et plus économiquement dans les périodes de dépression que dans les périodes de suractivité industrielle et commerciale.

Actuellement beaucoup d'administrations publiques ont au contraire tendance à accumuler les travaux dans ces dernières périodes. Les raisons en sont faciles à saisir. Les recettes publiques suivent fidèlement les fluctuations de l'activité économique du pays. Aux époques de crise elles tendent à diminuer ; pour parer aux déficits qu'elles accusent, les administrations publiques, par mesure de prudence, compriment le plus possible leurs dépenses et ajournent par suite les travaux qui ne paraissent pas absolument indispensables. Vienne la reprise des affaires et l'exécution de beaucoup de travaux, qui semblaient avoir pu

être ajournés sans inconvénient, s'impose d'urgence; l'outillage économique, qui semblait répondre largement aux besoins du commerce et de l'industrie en période de calme des affaires, se révèle insuffisant et il faut en toute hâte remédier à cette insuffisance. D'autre part, les plus-values qu'accusent en même temps les recettes, encouragent encore les administrations publiques à mettre en chantier d'autres travaux moins urgents.

La notice élaborée par la direction du contrôle commercial des chemins de fer met en lumière les inconvénients de cette façon de procéder en ce qui concerne l'exploitation des chemins de fer. Pendant les périodes de dépression, certaines compagnies, par mesure d'économie, tendent à restreindre les commandes et les travaux, de sorte que l'insuffisance du matériel et des installations provoque chaque fois une crise des transports au moment de la reprise des affaires. On se hâte alors de faire des commandes. Mais ces commandes survenant à un moment où les usines sont encombrées, ne peuvent s'exécuter qu'avec des retards prolongés et à des prix surélevés, les périodes de grande activité économique coïncidant naturellement avec une hausse du prix des matières premières et de la main-d'œuvre.

Préoccupé de cette situation, le Ministre des Travaux publics, dès 1902, à la suite de la crise des transports de 1899-1900, recommandait aux compagnies de mieux répartir leurs commandes dans l'intérêt tant de l'industrie nationale que des compagnies elles-mêmes. La crise récente de 1906-1907 a provoqué une nouvelle circulaire invitant les compagnies à arrêter pour une période allant jusqu'à l'année 1910 un programme de construction du matériel roulant estimé nécessaire pour les besoins du trafic futur. En même temps, le Ministre a prescrit au contrôle commercial des chemins de fer de suivre mensuellement les fluctuations du trafic ainsi que les diverses manifestations du commerce, de l'industrie de l'agriculture et de la finance en France, afin de prévoir le retour des périodes de trafic intense et limiter le plus possible l'effet malencontreux des crises de transports.

La commission que je vous propose de constituer aurait à rechercher s'il n'y aurait pas lieu de recommander des mesures analogues pour d'autres travaux dépendant des administrations publiques en vue d'atténuer les chômages intenses des crises qui suivent les périodes de suractivité économique. La question présente un caractère particulièrement pressant en raison de la crise actuelle qui se traduit déjà par un relèvement de la proportion des sans-travail dans plusieurs industries.

La mission de la commission ne serait pas toutefois limitée aux mesures à prendre contre la crise présente; elle aurait un caractère permanent et se réunirait périodiquement. Elle observerait les symptômes des crises économiques et rechercherait les moyens de prévenir les chômages qui peuvent en résulter, notamment en signalant l'opportunité d'activer ou de ralentir, dans la mesure du possible, les travaux des diverses administrations publiques.

En dehors des délégués des divers ministères intéressés, la commission comprendrait des membres du Parlement, des représentants des patrons et des ouvriers de l'industrie privée et des personnes désignées par leur compétence spéciale en la matière.

Si vous adoptez cette manière de voir, je vous serais très obligé de vouloir bien revêtir de votre signature le projet de décret ci-joint.

Veuillez agréer, Monsieur le Président, l'hommage de mon respectueux dévouement.

*Le Ministre du Travail
et de la Prévoyance sociale,*

RENÉ VIVIANI.

Le Président de la République française,
Sur le rapport du Ministre du travail et de la prévoyance sociale,
Décrète :

Art. 1^{er}. — Il est institué, auprès du Ministère du travail et de la prévoyance sociale, une commission chargée d'étudier les mesures à prendre pour atténuer les chômages résultant des crises économiques périodiques, notamment en ce qui concerne les travaux exécutés par les administrations publiques ou pour leur compte.

Art. 2. — Cette commission est ainsi composée.

ÉTAT DES TRAVAUX LÉGISLATIFS

en ce qui concerne les questions ouvrières et sociales pendant le mois de mars 1908.

Accidents du travail. — *Chambre des députés.* — Séance du 19 mars 1908. — Projet de loi adopté par le Sénat, modifiant l'article 5 de la loi du 12 avril 1906 relatif à la contribution imposée aux exploitants non patentés pour l'alimentation de fonds de garantie institués par la loi du 9 avril 1898 sur les accidents du travail. Déclaration de l'urgence, adoption.

Assistance médicale gratuite. — *Chambre des députés.* — Séance du 13 mars 1908. — Dépôt par M. Dubuisson et plusieurs de ses collègues d'une proposition de loi ayant pour objet de modifier l'article 4 de la loi du 15 juillet 1893 sur l'assistance médicale gratuite. (Doc. parl. n° 1585.)

Comités miniers permanents. — *Chambre des députés.* — Séance du 12 mars 1908. Dépôt d'un projet de loi tendant à instituer des comités miniers permanent par le ministre du travail. — Renvoi à la Commission des mines. (Doc. parl. n° 1569.)

Conseils de prud'hommes. — *Chambre des députés.* — Séance du 10 mars 1908. — Proposition de MM. Lenoir et Viollette tendant à modifier l'article 40 de la loi du 27 mars 1907. Déclaration de l'urgence, adoption. — Transmission au Sénat le 12 mars 1908. (Doc. parl. n° 53.)

Convention internationale de Berne. — Emploi du phosphore blanc. — *Chambre des députés.* — Séance du 31 mars. — Dépôt, par les ministres du Travail et des Affaires étrangères, d'un projet de loi portant ratification de la convention internationale de Berne sur l'interdiction de l'emploi du phosphore blanc dans l'industrie des allumettes. Renvoi à la commission de l'hygiène publique.

Habitations à bon marché. — *Sénat.* — Séance du 17 mars. — Proposition de loi adoptée par la Chambre des députés relative à la petite propriété et aux maisons à bon marché. — Déclaration de l'urgence. — Discussion séance du 26 mars, adoption.

————— *Chambre des députés.* — Séance du 27 mars. — Rapport de M. Ferd. Buisson sur la proposition de loi, adoptée par la Chambre des députés, adoptée avec modifications par le Sénat, relative à la petite propriété et aux maisons à bon marché. (Doc. parl. n° 1649). — Séance du 31 mars, adoption.

Hygiène publique. — *Sénat.* — Séance du 12 mars 1908. — Dépôt d'un rapport de M. Piettre sur le projet portant approbation de la convention internationale signée à Rome le 9 décembre 1907, pour la création à Paris d'un office international d'hygiène publique. (Doc. parl. n° 55). — Demande de la discussion immédiate, après insertion au *Journal officiel*, du rapport présenté par M. Piettre au cours de la séance. Déclaration de l'urgence. — Séance du 13 mars, discussion, adoption.

Ouvriers appelés à faire partie du jury criminel. — *Chambre des députés.* — Rapport de M. Besnard sur : 1° le projet de loi ayant pour objet d'allouer une indemnité aux membres du jury criminel qui n'ont pas droit à l'indemnité de séjour établie par la loi du 19 mars 1907 ; 2° la proposition de loi de M. René Besnard tendant à accorder une indemnité représentative de salaire aux jurés qui ont besoin pour vivre de leur travail manuel et journalier. (Doc. parl. n° 1567). — Séance du 24 mars. Déclaration de l'urgence, adoption.

————— *Sénat.* — Séance du 27 mars. — Dépôt, par le ministre de la Justice du projet de loi adopté par la Chambre des députés ayant pour objet d'allouer une indem-

nité aux membres du jury criminel qui n'ont pas droit à l'indemnité de séjour établie par la loi du 19 mars 1907. — Renvoi à la commission relative à l'indemnité de séjour aux jurés.

Pensions. Secours annuels et caisses de retraites de la Compagnie du Gaz. — *Chambre des députés.* — Séance du 6 mars. — Projet de loi approuvant la convention du 23 juillet 1907 passée entre la ville de Paris et les liquidateurs de la Compagnie du gaz en ce qui concerne le service des pensions et secours annuels accordés au personnel et la remise à la ville de Paris des fonds des caisses de retraites. Déclaration de l'urgence, adoption.

————— *Sénat.* — Séance du 10 mars. — Dépôt, par M. le ministre de l'Intérieur du projet de loi adopté par la Chambre des députés. — Renvoi à la Commission des finances (Doc. parl. n° 48). — Séance du 31 mars. — Dépôt du rapport de M. Denoix. (Doc. parl. n° 99).

Personnel des établissements militaires. — *Chambre des députés.* — Séance du 10 mars. — 1° Projet de loi portant ouverture au ministère de la guerre sur l'exercice 1907, d'un crédit de 132,900 francs destiné à l'amélioration de la situation du personnel d'exploitation des établissements militaires; 2° projet de loi portant ouverture au ministère de la guerre, sur l'exercice 1908, d'un crédit de 1,202,710 francs destiné à l'amélioration de la situation du personnel d'exploitation des établissements militaires. — Adoption.

————— *Sénat.* — Séance du 17 mars. — Dépôt par le ministre de la guerre. — Renvoi à la Commission des finances. (Doc. parl. n° 62 et 63).

Protection des femmes en couches. — *Chambre des députés.* — Séance du 30 mars. — Rapport de M. Bonnevey sur la protection et l'assistance des femmes avant ou après l'accouchement.

Repos hebdomadaire. — *Chambre des députés.* — Séance du 12 mars. — Dépôt d'un rapport de M. Zévaès fait au nom de la Commission de travail sur le projet et les propositions de loi ayant pour objet de modifier ou de compléter la loi du 13 juillet 1906 sur le repos hebdomadaire. (Doc. parl. n° 1578).

Repos hebdomadaire. — Amnistie. — *Chambre des députés.* — Séance du 30 mars. — Discussion sur : 1° le projet de loi relatif à l'amnistie; 1° la proposition de loi de M. Georges Berry et plusieurs de ses collègues, relative à une amnistie pour les délits et contraventions commis à l'occasion de l'application de la loi sur le repos hebdomadaire; 3° la proposition de loi de M. Édouard Lockroy et plusieurs de ses collègues, relative à une amnistie pour les contraventions à la loi sur le repos hebdomadaire; 5° la proposition de loi de MM. Georges Berry et Paul Beauregard (Seine), relative à une amnistie pour les délits et contraventions commis à l'occasion de l'application de la loi sur le repos hebdomadaire. — Séance du 31 mars : suite de la discussion.

Retraites des mineurs. — *Chambre des députés.* — Séance du 12 mars. — Dépôt, par M. Pelisse, d'un rapport supplémentaire fait au nom de la commission des mines chargée d'examiner les amendements et dispositions additionnelles au projet de loi portant fixation du budget général de l'exercice 1907 et relatifs à l'amélioration des retraites des ouvriers mineurs. (Doc. parl. n° 1576). — Séance du 16 mars. Déclaration de l'urgence, adoption.

————— *Sénat.* — Séance du 17 mars. — Proposition de loi, adoptée par la Chambre des députés, concernant les retraites des ouvriers mineurs : Transmission. (Doc. parl. n° 81). — Renvoi à la Commission des mines. — Séance du 27 mars : Rapport de M. Guiliier. (Doc. parl. n° 83).

Secours de chômage. — *Chambre des députés.* — Séance du 9 mars. — Dépôt, par M. Desjardins, d'une proposition de loi tendant à ouvrir au ministère de l'Intérieur un

crédit de 40,000 francs, pour venir en aide aux familles des ouvriers brodeurs tisseurs à la main des cantons de Bohain, le Catelet et Vermand (arrondissement de Saint-Quentin).

Secours de chômage. — *Chambre des députés.* — Séance du 13 mars. — Dépôt, par MM. Vion, Le Roy et Hauet, d'une proposition de loi tendant à l'ouverture, au ministre de l'intérieur, d'un crédit extraordinaire de 150,000 francs pour venir en aide aux familles des ouvriers brodeurs et tisseurs à la main sans travail des arrondissements de Péronne, Cambrai et Vervins (Doc. parl. n° 1580).

————— *Chambre des députés.* — Séance du 19 mars. — Dépôt, par M. Colliard, d'une proposition de loi tendant à l'ouverture, au ministre de l'intérieur, d'un crédit de 100,000 francs pour venir en aide aux nombreux ouvriers victimes du chômage par suite de l'incendie des fabriques de pâtes alimentaires Rivoire et Carret, de Lyon, le 16 mars 1908. (Doc. parl. n° 1599). Déclaration de l'urgence. — Renvoi à la Commission du budget.

————— *Chambre des députés.* — Séance du 19 mars. — Dépôt, par M. Pasqual, d'une proposition tendant à l'ouverture d'un crédit pour venir en aide aux familles des ouvriers de l'industrie textile sans travail de Fournies-Dessus. (Doc. parl. n° 1603.)

————— *Chambre des députés.* — Séance du 23 mars. — Dépôt, par M. Balitrand, d'une proposition tendant à ouvrir au ministère de l'intérieur un crédit extraordinaire de 100,000 francs pour venir en aide aux ouvriers de Millau, victimes du chômage (Doc. parl. n° 1621).

————— *Chambre des députés.* — Dépôt par M. Cornand, d'une proposition de loi tendant à ouvrir au ministère de l'intérieur, sur l'exercice 1908, un crédit extraordinaire de 150,000 francs pour venir en aide aux ouvriers gantiers de la ville de Grenoble, victimes du chômage. (Doc. parl. n° 1658).

Secours mutuels. — *Sénat.* — Séance du 24 mars. — Rapport de M. Victor Lourties sur le projet de loi autorisant certaines dérogations à la loi du 1^{er} avril 1898, en faveur des sociétés de secours mutuels constituées dans les armées de terre et de mer. (Doc. parl. n° 71).

Travail de nuit du personnel des Postes et des Télégraphes. — *Chambre des députés.* — Séance du 6 mars. — Dépôt, par M. Noulens, d'un avis présenté au nom de la Commission du budget sur le projet de résolution renvoyée à la Commission des Postes et tendant à porter de 5 à 15 centimes l'indemnité horaire pour le travail de nuit du personnel ambulant des Postes et Télégraphes. (Doc. parl. n° 1560).

Travail de nuit du personnel des Téléphones à Paris. — *Chambre des députés.* — Séance du 12 mars. — Dépôt, par le sous-secrétaire d'État des Postes, d'un projet de loi portant ouverture et annulation de crédits sur l'exercice 1908, au titre du budget général, en vue de la réorganisation du service téléphonique de nuit à Paris. — Renvoi à la Commission des finances. (Doc. parl. n° 1572).

CHRONIQUE LÉGISLATIVE.

LES RETRAITES OUVRIÈRES AU PARLEMENT ⁽¹⁾.

La 13 février 1908, M. Leydet, sénateur, a demandé à M. Cuvinot, président de la commission des retraites ouvrières où en étaient les travaux de la commission. Celui-ci a répondu en donnant lecture au Sénat d'un rapport présenté par lui à cette commission sur l'évaluation des charges qui incomberaient à l'État, en application de la proposition de loi adoptée par la Chambre des députés. D'après ce rapport, la dépense annuelle de l'État pendant la période normale s'élèverait à 424,700,000 francs. M. Cuvinot a lu ensuite une lettre qu'il avait adressée à M. le président du Conseil et dans laquelle il lui rappelait que le Ministre du Travail avait déclaré qu'il fallait substituer à la théorie de l'indétermination de l'effort de l'État, celle du forfait. D'après les calculs de M. Cuvinot sur la somme forfaitaire de 100 millions proposée par le Gouvernement, 22 millions seulement resteraient, d'après lui, pour la part de l'État dans la formation des pensions de retraite, le reste étant absorbé par les frais d'administration, les allocations en cas de décès et les dépenses occasionnées par la rétrogradation à 65 ans des effets de la loi d'assistance aux vieillards.

En réponse à M. Cuvinot, le Ministre du Travail s'est exprimé en ces termes :

En présence de dépenses à la fois imprécises et importantes, supérieures aux facultés budgétaires de ce pays, nous préconisons un système forfaitaire qui, tout en maintenant les principes essentiels du projet voté par la Chambre, permettrait d'atténuer les conséquences financières de ce projet. Nous apportons un forfait que nous estimons devoir se tenir aux environs de 100 millions. . . . le Gouvernement ouvre son esprit à d'autres transactions et à d'autres concessions, mais à une condition, c'est que les principes essentiels sur lesquels repose le projet de loi, c'est-à-dire l'obligation, le double versement des intéressés avec la participation de l'État et dans l'obligation la capitalisation soient respectés par la Commission.

Sur le même sujet, le 14 février, est venue devant la Chambre des députés la discussion de l'interpellation de M. Charpentier.

M. le Ministre du Travail a été appelé à faire la déclaration suivante :

Le Gouvernement. . . . a toujours prétendu et répétera toujours que les principes essentiels qui conduisent le projet doivent être maintenus et que le Gouvernement doit, puisque les conséquences financières de ce projet lui apparaissent comme trop importantes et trop onéreuses, essayer, en maintenant les principes, d'atténuer les conséquences.

Le 5 mars suivant, le Ministre, après avoir rappelé les principales dispositions de la proposition de loi votée par la Chambre pendant la législature précédente exposa les charges qui en résulteraient notamment pour l'État d'après les évaluations du ministère du commerce et du ministère des finances et conclut à la nécessité d'adopter un système transactionnel si l'on veut aboutir dans cette législature.

Après une déclaration de M. Millerand, ancien président de la commission d'assurance et de prévoyance sociales, faite en son nom, et au nom de M. Guieysse ancien rapporteur de la loi des retraites à la Chambre, M. le Ministre du Travail a pris à nouveau la parole :

J'ai dit que cette proposition du forfait était un système transactionnel; qu'il m'était apparu

⁽¹⁾ Voir *Bulletin*, mars 1906, page 278.

à moi, comme le meilleur et j'ai essayé de le défendre dans ses avantages contre les critiques qui pouvaient lui être adressées. J'ai ajouté que désireux d'aboutir par un système transactionnel, le Gouvernement, si un système meilleur lui était suggéré, ne s'entêterait pas par un amour-propre stérile dans une formule, étant bien entendu que les principes essentiels de la loi demeureraient intacts.

A la suite de cette déclaration, la Chambre a voté l'ordre du jour suivant :

La Chambre, confiante dans le Gouvernement pour obtenir du Sénat au cours de cette année le vote favorable qui permettra la promulgation, avant la fin de la législature, de la loi sur les retraites, et repoussant toute addition, passe à l'ordre du jour.

LE REPOS HEBDOMADAIRE ET L'AMNISTIE.

Le projet de loi relatif à l'amnistie, présenté par le Gouvernement, le 16 mars 1908, à la Chambre des députés, visait dans son article 2, § 3 « les infractions prévues par la loi du 13 juillet 1906 sur le repos hebdomadaire ou commises à l'occasion de cette loi et pour faits connexes ».

Au cours de la discussion de ce paragraphe 3 de l'article 2, M. Zévaès ayant demandé au Gouvernement « une déclaration précise pour savoir si, au lendemain de l'amnistie, la loi du 13 juillet 1906 sera réellement et véritablement appliquée » M. le Ministre du Travail, après avoir rappelé que c'était sur son intervention que les contraventions aux lois du travail avaient été écartées de l'amnistie, a fait la déclaration suivante :

Je resterai fidèle à la méthode que j'ai inaugurée lorsque j'ai pris en main l'application de la loi sur le repos hebdomadaire. J'ai fait appel à un double régime de fermeté et de tolérance : de fermeté vis-à-vis des patrons qui ne veulent pas connaître la loi, qui la tiennent volontairement en échec et qui prétendent que cette contrainte sociale ne doit pas peser sur eux, et de tolérance, qui d'ailleurs tombe aujourd'hui devant l'action même des faits, à l'égard de ceux dont les intérêts peuvent avoir été surpris par la loi du repos hebdomadaire, mais qui l'appliquent journellement, qui font tous leurs efforts et marquent une bonne volonté dont le Ministre du travail doit leur tenir compte.

J'imagine que, dans ces conditions, étant donnés les résultats presque partout acquis, l'honorable M. Zévaès et ses amis seront satisfaits de la déclaration que je leur apporte.

Amené de nouveau à la tribune par une intervention de M. Puech, président de la commission, qui fait remarquer « que beaucoup de commerçants seront demain condamnés en vertu de dispositions virtuellement abrogées, modifiées en tous cas par le projet du Gouvernement, d'une part, et par le texte de la commission, d'autre part » M. le Ministre du Travail s'est exprimé ainsi :

Des paroles prononcées par l'honorable président de la commission, je retiens celles-ci auxquelles je m'associe. . . . il y a une loi existante qui est applicable et ne peut être modifiée que par une loi nouvelle qui, le Parlement étant intervenu, se substituerait à celle-là ; mais où il a parfaitement raison c'est quand il demande. . . . que le projet de loi dont la Chambre a été saisie par le Gouvernement soit disant.

Je rappelle, pour écarter la responsabilité du Gouvernement et celle de la commission, que, le 31 mai dernier, tenant la parole que j'avais donnée au Parlement, j'ai déposé un projet de loi.

La commission s'est immédiatement mise à l'œuvre. Elle a été arrêtée, parce qu'elle a été saisie de demandes multiples de la part de délégations patronales qui, usant de leur droit, sont venues tous les mardis devant la commission apporter leurs réclamations et leurs doléances. . . .

L'audition de ces délégations a pris fin; j'ai moi-même été entendu, il y a quelques semaines, par la commission. Si je suis bien renseigné, le rapport est prêt et ce n'est ni l'honorable M. Zévaès, ni M. Millerand dont je connais les sentiments à cet égard, ni moi-même, qui feront la moindre difficulté pour qu'après les vacances une discussion s'institue à ce sujet.

LA PETITE PROPRIÉTÉ ET LES MAISONS À BON MARCHÉ AU PARLEMENT.

Le 17 mars 1908 est venue en discussion devant le Sénat, après déclaration de l'urgence, la proposition de loi de MM. Ribot et Siegfried sur la petite propriété et les maisons à bon marché ⁽¹⁾.

Aux termes de l'article 1^{er} du texte adopté par la Chambre, tous les avantages prévus par la loi du 12 avril 1906 pour les maisons à bon marché, sauf l'exemption temporaire de l'impôt foncier, devaient s'appliquer aux jardins et champs n'excédant pas vingt-cinq ares. Au cours de la discussion, le Sénat renvoya à la commission un amendement de M. Fortier, qui tendait à substituer dans cet article 1^{er} aux mots « jardins et champs n'excédant pas 25 ares » ceux-ci « jardins et champs dont le prix d'acquisition, y compris les charges, ne dépasse pas 1,200 francs. » A la suite de ce renvoi la discussion fut reportée à une date ultérieure. Le 26 mars suivant la commission, d'accord avec le Gouvernement, en repoussant l'amendement de M. Fortier, proposait au Sénat, qui l'acceptait, cette nouvelle rédaction du paragraphe 1^{er} de l'article 1^{er} :

ART. 1^{er}. — Tous les avantages prévus par la loi du 12 avril 1906 pour les maisons à bon marché, sauf l'exemption temporaire d'impôt foncier, s'appliquent aux jardins n'excédant pas un hectare.

La Chambre des députés à son tour adoptait le 31 mars 1908 le texte voté par le Sénat qui est devenu la loi du 10 avril 1908 ⁽²⁾.

LES RETRAITES DES OUVRIERS MINEURS AU PARLEMENT.

Au cours de la discussion du budget, le Parlement avait voté divers dispositions modifiant les articles 84, 85, 86, 94 et 96 de la loi de finances du 31 mars 1903 relatifs à l'amélioration des retraites des ouvriers mineurs ⁽³⁾. Toutefois, la commission des mines avait refusé d'insérer dans la loi de finances du 31 décembre 1907 trois articles modifiant ou abrogeant certaines dispositions juridiques et réglementaires de la loi de finances du 31 mars 1907.

La Chambre des députés, dans sa séance du 16 mars 1908, a adopté sans discussion et après déclaration d'urgence les trois articles disjoints. Les deux premiers sont relatifs à l'exécution des décisions de la commission à laquelle sont soumises les déclarations que doivent faire les ouvriers désireux d'obtenir une majoration de pension ou une allocation; le dernier abroge le deuxième alinéa de l'article 90 de la loi du 31 mars 1903, aux termes duquel « une année ne peut entrer en ligne de compte dans la durée des services que si elle donne 220 jours au moins de travail salarié ». Le Sénat à son tour adoptait le 10 avril 1908 le texte voté par la Chambre qui est devenu la loi du 14 avril 1908 ⁽³⁾.

⁽¹⁾ Voir *Bulletin*, juillet 1907, page 720.

⁽²⁾ Voir *Bulletin*, février 1908, page 179.

⁽³⁾ Voir le texte de la loi dans le prochain numéro du *Bulletin*.

RENSEIGNEMENTS DIVERS.

Analyse, par département, des renseignements fournis : 1^o par les chambres de commerce, les conseils de prud'hommes, les associations patronales, etc.; 2^o par les correspondants ⁽¹⁾.

Ain. — A Oyonnax, dans l'industrie des *peignes*, qui compte 145 établissements syndiqués et 2.000 ouvriers, le travail a été bien moins abondant qu'à l'époque correspondante de l'an dernier, d'où chômage pour beaucoup d'ouvriers. La raison en serait la mode et la concurrence étrangère. A Rillieux, chez les *planteurs de choux à choucroûte*, la fin de l'année marque la morte-saison, la fabrication étant terminée.

Allier. — A Saint-Pourçain-sur-Sioule, dans l'*horlogerie et bijouterie au détail*, la situation laisse à désirer; on fait 70 heures par semaine.

Alpes-Maritimes. — A Vallauris, dans la *poterie*, la situation n'a pas varié comparativement au précédent trimestre.

Ariège. — A Lavelanet, dans la *filature à façon*, qui compte 13 établissements syndiqués et 300 ouvriers, l'abondance du travail égale celle du trimestre correspondant de 1906; on fait 60 heures par semaine, mais il y a un peu de chômage, la campagne d'hiver n'étant pas encore commencée.

Aude. — A Narbonne, dans la *tonnellerie*, qui compte 35 établissements syndiqués occupant 285 ouvriers, le travail a été aussi actif qu'au trimestre correspondant de 1906, mais le calme commençait à se faire sentir; on fait de 50 à 55 heures par semaine; un atelier a dû fermer.

Aveyron. — A Millau, dans la *mégisserie*, l'activité du travail, en baisse déjà l'an dernier au 4^e trimestre, a encore diminué cette année, et les 20 établissements syndiqués qui occupaient, il y a quelques années, environ 2.000 ouvriers, peuvent en occuper à peine la dixième partie. La cause en serait les déplacements d'industrie, l'Amérique et l'Allemagne ayant pris notre place pour la fabrication de la petite peau et vendant leurs produits jusque sur notre marché. Le nombre des établissements a diminué, et les plus grandes fabriques disparaissent peu à peu, en réduisant progressivement leur production et par suite leur personnel. La journée est de 10 heures, mais effectivement de 9 heures 1/2 en tenant compte des repos; les salaires varient entre 4 et 5 francs pour les hommes.

Dans la *ganterie*, l'abondance du travail a diminué d'un tiers, comparativement au trimestre correspondant de 1906, par suite des variations de la mode.

Bouches-du-Rhône. — CHAMBRE DE COMMERCE DE MARSEILLE (2^e semestre 1907.) — Dans la *rizerie*, la production a été active pendant le 3^e trimestre et faible pendant le 4^e; la main-d'œuvre fait défaut. La raffinerie de *sucre* s'est ressentie des événements du Maroc et de la Perse; la main-d'œuvre répond aux besoins et les salaires ont tendance à croître.

Dans la *filature et le tissage de jute*, la production pourrait être plus active si la main-d'œuvre ne faisait défaut; il n'y a pas de chômage et les salaires tendent à augmenter. La *corderie* s'est ressentie de la crise monétaire américaine; la main-d'œuvre est suffisante et l'outillage à la main se transforme de plus en plus en outillage mécanique.

Dans la *construction mécanique*, les affaires ont été plus actives que l'an dernier, mais sans bénéfices appréciables; la main-d'œuvre fait défaut, les ajusteurs-mécaniciens quittant

⁽¹⁾ Sauf indications contraires, les renseignements se rapportent au 4^e trimestre 1907 et émanent des syndicats patronaux.

Marseille pour les usines d'autos de Paris et de Lyon; les salaires ont augmenté, notamment pour les mouleurs.

Dans la *verrerie*, la production est active sur les fours à machine, mais faible, par défaut de main-d'œuvre, sur les fours à la main; le chômage est nul et les salaires ont augmenté de 5 p. 100. Dans la *céramique*, la pénurie des stocks, suite des intempéries qui avaient arrêté la marche des usines, a eu pour conséquence une reprise de la production; il y aurait plutôt insuffisance de main-d'œuvre.

Dans l'*huilerie*, on constate la destruction d'une usine par l'incendie; la production est assez active, et les salaires ont conservé l'augmentation de 20 p. 100 constatée au premier semestre. Dans les *produits chimiques*, la production serait active pour les produits destinés à l'industrie, mais faible pour ceux destinés à la viticulture; la main-d'œuvre fait défaut et les salaires tendraient à croître. Dans la *raffinerie de soufre*, qui compte en France 16 établissements, la production a été faible par suite de la crise viticole; les appareils mécaniques bénéficient de toutes les améliorations possibles pour contrebalancer le manque et le renchérissement de la main-d'œuvre. Dans la *savonnerie*, la décroissance dans la production constatée au 1^{er} semestre, s'est étendue au second, par suite de la hausse de tous les corps gras; il en est résulté une diminution de personnel, qui a dû trouver à s'employer ailleurs. On constate l'application de l'électricité comme transport de force dans plusieurs usines. Dans l'industrie du *sel marin*, la production a été normale et la main-d'œuvre suffisante.

D'après des syndicats patronaux : à Marseille, dans la *bijouterie*, qui compte 40 établissements syndiqués et 250 ouvriers, le travail aurait été plus abondant par suite de la reprise des affaires; un nouvel établissement occupant une cinquantaine de jeunes filles et 3 hommes, s'est créé; l'ouvrier ne chôme pas et son salaire est bon, en général : 0 fr. 60 à 0 fr. 65 l'heure, presque toute l'année. Pour la *pêche sardinière*, le travail a été moins abondant que l'an dernier à pareille époque; les salaires sont en baisse depuis le précédent trimestre et le nombre des pêcheurs en activité a diminué. A Aix, dans le *bâtiment*, qui compte 66 établissements syndiqués et 800 ouvriers, il y a eu équivalence de travail comparativement au trimestre correspondant de 1906; on faisait 54 heures par semaine fin décembre, et les salaires ont augmenté de 0 fr. 50 par jour et par ouvrier.

Cantal. — A Aurillac, dans l'*imprimerie*, le travail a été moins abondant qu'en 1906 à pareille époque; on fait 54 heures par semaine en moyenne, et les salaires tendraient à hausser.

Charente. — A Angoulême, dans le *bâtiment*, dont les 110 établissements syndiqués occupent 500 ouvriers, l'abondance du travail n'a pas varié comparativement au 4^e trimestre 1906; on faisait 55 heures par semaine fin décembre.

Côte-d'Or. — A Dijon, dans la *meunerie*, la situation est restée stationnaire. Dans la *mécanique*, qui compte 12 établissements et 475 ouvriers, le travail a été moins abondant comparativement à l'époque correspondante de 1906; on constate la fermeture d'un établissement qui occupait 400 ouvriers.

Creuse. — A Guéret, dans le *bâtiment*, dont les 32 maisons syndiquées occupent 220 ouvriers, le travail a été plus abondant qu'au 4^e trimestre 1906; la durée hebdomadaire du travail a diminué en raison de la saison, et les salaires seraient en hausse de 15 p. 100.

Doubs. — A Morteau, dans l'*horlogerie*, dont les 25 établissements syndiqués occupent de 2.000 à 2.500 ouvriers, le travail a été moins abondant qu'en 1906 à pareille époque; deux ou trois petites maisons d'ouvriers ou contremaîtres travaillant à façon se sont créées; les salaires se sont accrus de 15 à 30 p. 100, à la suite d'une grève en novembre dernier; la durée du travail est de 60 heures par semaine.

Finistère. — A Brest, dans l'*horticulture*, dont le travail est régulier, on fait 18 heures par jour pour un salaire moyen de 2 fr. 50.

Gard. — A Nîmes, dans l'*horlogerie-bijouterie de détail*, le travail reste peu abondant; on fait 60 heures par semaine.

Gironde. — A Bordeaux, dans la *couverture*, travail à peu près aussi actif que l'an dernier à pareille époque; sa durée est actuellement de 9 heures par jour et de 10 heures en en été; le chômage est rare, et les salaires seraient élevés. Dans la *sellerie*, on fait 60 heures par semaine, mais l'activité du travail laisse à désirer par suite de la concurrence de l'automobile; la main-d'œuvre qualifiée est rare et les salaires en hausse.

Dans la *ferblanterie*, qui compte 35 maisons syndiquées et 150 ouvriers, le travail a été moins abondant qu'en 1906 à pareille époque, et équivalent comparativement au 3^e trimestre 1907.

Ille-et-Vilaine. — A Rennes, dans l'*horticulture*, le travail est assez régulier; on faisait de 9 à 9 heures 1/2 fin décembre pour un salaire de 2 fr. 50 à 3 francs.

Indre. A Châteauroux, dans la *meunerie*, dont les 30 établissements syndiqués occupent 120 ouvriers, le travail a été à peu près aussi abondant qu'au 4^e trimestre 1906; on fait 60 heures par semaine, et le salaire varie entre 120 et 150 francs par mois, suivant la capacité de l'ouvrier.

Indre-et-Loire. — A Loches, dans l'industrie des *sabots*, l'activité est stable et bonne, sans chômage; on fait 60 heures par semaine. A Tours, dans la *meunerie*, la situation reste la même quant à l'activité du travail; deux établissements ont fermé, qui occupaient ensemble 35 ouvriers.

Isère. — D'après le Conseil de prud'hommes de la Tour du Pin, la situation, fin décembre, était stationnaire pour les soieries et les passementeries; dans la fabrication des tulles, diminution très sensible du travail, réduisant d'un tiers les salaires, qui étaient exceptionnellement élevés.

A Grenoble, dans l'*ameublement*, la situation n'a pas varié depuis le 3^e trimestre.

Jura. — A Salins, dans la *fruiterie*, *fromagerie*, travail stable, sans changement.

Landes. — A Soustons, chez les propriétaires *agricoles* et *forestiers*, l'activité est soutenue et régulière, sans chômage; on fait 10 heures par jour pour un salaire de 5 francs en moyenne. A Herm, dans la même corporation, la situation est également favorable.

Loiret. — A Orléans, dans la *plâtrerie*, le travail est à peu près aussi abondant qu'au trimestre correspondant de 1906; on ne fait que 50 heures par semaine, vu la saison. A Pithiviers, dans la *culture maraîchère*, l'état général est plutôt prospère par suite du perfectionnement et de l'augmentation de l'outillage; le travail est plus abondant qu'en 1906 à pareille époque; on faisait 9 heures par jour fin décembre pour un salaire de 3 francs.

Lot-et-Garonne. — A Agen, dans les *pêcheries* du bassin de la Garonne, pas de changement depuis le précédent trimestre, mais l'exploitation a été contrariée par des pluies extraordinaires et les fortes crues qui en ont été la conséquence.

Maine-et-Loire. — A Angers, dans le *bâtiment*, même abondance de travail qu'au trimestre correspondant de 1906, et diminution, vu la saison, comparativement au précédent trimestre, et, par suite, surcroît de main-d'œuvre. Dans la *vannerie*, le travail est moins abondant qu'au 4^e trimestre 1906, et égal, comparativement au 3^e trimestre 1907. A Cholet, dans le *bâtiment* et *terrassements*, on faisait 48 heures par semaine fin décembre; les salaires sont : pour les terrassiers et manœuvres, de 0 fr. 28 à 0 fr. 31 l'heure; les *macous*, de 0 fr. 35 à 0 fr. 40; les tailleurs de pierre, 0 fr. 45 à 0 fr. 55; les plâtriers, 0 fr. 40 à 0 fr. 50.

Manche. — A Granville, dans la *grande pêche*, les navires étaient en armement pour la campagne de 1908.

Meurthe-et-Moselle. — A Nancy, dans l'*imprimerie*, qui compte 60 établissements syn-

diqués et 2,000 ouvriers, le travail a été, en général, plus abondant qu'au 4^e trimestre 1906; on fait 60 heures par semaine, et les salaires seraient plutôt en hausse.

Nièvre. — A Nevers, dans l'imprimerie, qui compte 22 maisons et 160 ouvriers, travail plus abondant qu'au trimestre correspondant de 1906; on fait 54 heures par semaine.

A Cosne, dans le bâtiment, travail moins abondant qu'en 1906 à pareille époque, et diminution de sa durée comparativement au précédent trimestre, vu la saison.

Nord. — CHAMBRE DE COMMERCE DE LILLE (année 1907). — La filature des numéros gros et moyens employant des cotons des Indes et d'Amérique a connu une prospérité à laquelle elle n'était pas habituée depuis longtemps, et les salaires s'en sont favorablement ressentis. Il en a été de même pour la filature de *Jumel* jusque vers la fin de l'année, époque à laquelle on constatait un ralentissement. Le marché de 1908 aura à compter, semble-t-il, avec de nombreuses et importantes filatures nouvelles montées en Angleterre et dont le nombre de broches serait supérieur à 3 millions.

Dans l'industrie linière, la situation favorable de l'année dernière s'est affirmée en 1907, mais à l'époque habituelle de la reprise des affaires survint la crise américaine; la filature restait cependant fort engagée et les ordres antérieurs suffisaient à assurer l'écoulement de ses produits.

La situation difficile créée aux *fil retors* par la hausse du fil simple en 1906 n'a fait que s'accroître; cette situation a incité un certain nombre de fabricants de fil de lin à annexer à leur fabrication celle du fil de coton et à développer cette branche.

Le tissage de *toiles* a été loin de profiter de la prospérité d'une partie de l'industrie linière, à cause de la cherté et de la rareté de la matière première. Par contre, le coton a profité d'une nouvelle et formidable poussée. Dans l'ensemble, l'industrie du lin, bien que les différentes fabrications n'aient pas participé dans une égale mesure aux résultats, a été particulièrement prospère. L'industrie du *linge de table* se ressent toujours d'un excès de production, accentué par le développement des combinaisons fil et coton. La production des *toiles blanches* s'est maintenue et les blanchisseurs ont occupé leur personnel dans des conditions normales. Dans le *crémage* les conditions de travail ont été favorables, grâce au relèvement du prix de façon. La teinturerie s'est ressentie du délaissement des belles qualités.

Dans la *métallurgie* la plupart des usines ont travaillé à leur maximum de production pendant le 1^{er} semestre; le second a été moins chargé, en raison du fléchissement des affaires des usines d'automobiles, notamment dans la fonderie de cuivre et dans les ateliers s'adonnant à la fabrication des pièces de rechange.

Les usines de *constructions métalliques* (charpentes et ponts), malgré la pénurie de travaux publics, ont conservé une alimentation facile en travaux industriels. En construction mécanique et en construction de chaudières, la situation est restée excellente. Il en a été de même pour les *fonderies de fer et d'acier*, qui se plaignent toutefois du manque de main-d'œuvre qualifiée, faute d'apprentissage. L'industrie du *matériel de chemins de fer* continue à être extrêmement favorisée, avec des prévisions presque illimitées.

Dans les *produits chimiques* la situation d'ensemble a été satisfaisante quant à la production, sauf pour les superphosphates, qui ont subi un recul.

Dans la *sucrerie* la crise signalée l'an dernier a obligé la fermeture d'une quinzaine de fabriques. Dans la *distillerie* on constate le progrès de la consommation des alcools dénaturés, pour les usages industriels (472,000 hectolitres en 1905 contre 545,000 en 1906).

Dans la *tannerie* les affaires ont eu un courant normal et régulier pendant le 1^{er} semestre; mais la crise financière américaine et l'abaissement des cours ont eu pour conséquence d'inflimer les quelques résultats déjà obtenus.

Dans l'imprimerie le chômage s'est fait sentir dans plusieurs maisons pendant des périodes variant de un à trois mois.

Dans l'huilerie la situation apparaît plus favorable. Celle du bâtiment est restée sensiblement stationnaire.

D'après un syndicat patronal, le travail est normal dans le *tissage de jute*; on fait 60 heures et la main-d'œuvre répond aux besoins.

Oise. — A la Croix-Saint-Ouen, dans la fabrique de *boîtes*, dont les 9 établissements occupent 280 ouvriers, le travail était normal pour la saison; on faisait 66 heures par semaine.

Pas-de-Calais. — A Calais, dans l'industrie des *tulles*, qui compte 344 maisons syndiquées et 16,000 ouvriers et ouvrières, non compris le personnel employé à l'extérieur, la baisse de travail s'est accentuée par suite de la crise monétaire américaine et de ses conséquences sur tous les marchés. Comparativement au précédent trimestre la durée du travail a été réduite de 50 p. 100 dans beaucoup d'ateliers.

A Boulogne-sur-Mer, chez les *morceyeurs* et *saboteurs*, qui comptent 50 patrons syndiqués et 400 ouvriers, le travail a été actif, les mois de novembre et décembre étant les plus forts de la pêche au hareng.

Basses-Pyrénées. — A Bayonne, chez les *tailleurs*, qui occupent ensemble 260 ouvriers et ouvrières, le travail a été moins abondant qu'en 1906 à pareille époque. Trois maisons nouvelles se sont créées.

Rhône. — A Lyon, chez les *teinturiers-dégraisseurs*, la durée du travail a diminué comparativement au précédent trimestre. Dans la *maréchalerie* activité à peu près stationnaire; un établissement a disparu. A Givors, dans le *jardinage*, le travail était très abondant pour la saison; on faisait 48 heures par semaine.

Haute-Saône. — A Vesoul, dans le *bâtiment*, la durée hebdomadaire du travail était de 40 à 50 heures; la main-d'œuvre ferait défaut.

Saône-et-Loire. — A Mâcon, dans l'*imprimerie*, le travail était un peu moins abondant qu'en 1906 à pareille époque; on faisait 54 heures. A Chalon-sur-Saône, dans l'*horticulture* et la *culture maraîchère*, on faisait 7 à 8 heures par jour fin décembre; en été sa durée est de 14 à 15 heures. A Rancy, chez les fabricants de *chaises*, même abondance de travail; on fait une quinzaine d'heures par jour.

Savoie. — A Chambéry, dans le *bâtiment*, dont les 200 entreprises occupent 3,000 ouvriers, le travail est moins abondant qu'en 1906 à pareille époque; la semaine était de 48 heures fin décembre.

Seine. — Dans les *travaux publics*, qui comptent 330 entrepreneurs syndiqués, le travail s'est maintenu régulier, en dehors de quelques grèves partielles, notamment au métropolitain. Dans le *ravalement*, qui compte 19 patrons syndiqués occupant 400 ouvriers, on ne faisait que 7 heures par jour, vu la saison, fin décembre; cette industrie s'est augmentée de deux maisons occupant de 15 à 20 ouvriers. Dans les *carrières et matériaux de viabilité*, on fait 9 heures et le travail est stable; les salaires sont en grande hausse.

Dans la *fonderie de cuivre* l'abondance de travail est la même; on signale le manque de main-d'œuvre habile et d'apprentis. Dans le *bronce*, le travail est normal. Dans la *maréchalerie* le travail diminue, surtout dans les quartiers du centre de Paris (1.800 ouvriers contre 2.400 il y a cinq ans); nombre de vétérinaires exploitent maintenant cette industrie. Dans le *grillage*, qui compte 18 patrons et 150 ouvriers, le travail reste égal; on fait 60 à 66 heures par semaine. Dans le *treillage*, dont les 22 établissements syndiqués occupent 100 ouvriers, on faisait 48 à 50 heures par semaine fin décembre; le salaire est de 80 centimes l'heure. Dans la *literie*, qui compte 62 établissements syndiqués et 1,200 ouvriers, la saison est calme sans chômage; trois ou quatre fabriques ont liquidé, qui occupaient ensemble 90 ouvriers, et trois maisons de détail ont fermé, qui en occupaient 25; les salaires ont été légèrement relevés.

Dans l'*imprimerie-typographie* le travail a été moins abondant qu'en 1906 à pareille époque; on fait 10 heures par jour, mais avec chômage fréquent. Dans la *lithographie* même constatation. Dans l'industrie du *papier* le travail est partout très abondant; les usines fonctionnent à feu continu, et les salaires auraient subi une hausse assez sensible. Chez les fabricants de *papier peint*, qui comptent 15 établissements syndiqués occupant 2,000 à 2,500 ouvriers, le travail est sensiblement moins abondant qu'en 1906 à pareille époque; les

⁽¹⁾ Les renseignements qui suivent ont été fournis par des syndicats patronaux ayant leur siège à Paris, mais dont les adhérents peuvent être répartis sur tout le territoire de la France.

salaires ont été augmenté de 5 à 5 1/2 p. 100 environ, ce qui porte la journée de 9 francs à 9 fr. 50. Chez les *imprimeurs-phototypers*, dont les 23 patrons syndiqués occupent 570 ouvriers, le travail a été moins abondant qu'à la période correspondante de 1906; on ne faisait que 45 à 48 heures par semaine fin décembre: un établissement nouveau s'est monté, mais trois ont fermé.

Chez les *maîtres-tailleurs* le travail est stationnaire et la durée du travail hebdomadaire est la même qu'au précédent trimestre. Chez les *confectionneurs pour hommes* le travail est moins abondant qu'en 1906 à pareille époque; sa durée est de 10 heures pour l'ouvrier et de 9 h. 1/2 pour l'employé payé au mois. Chez les fabricants d'*équipements militaires* il n'y a pas eu de changement depuis le 3^e trimestre. Chez les *patrons brodeurs*, au nombre de 20 occupant 300 ouvriers et ouvrières, le travail était stable comparativement à l'an dernier à pareille époque, et en diminution sur le précédent trimestre, vu la morte-saison; le genre «main» est de plus en plus en faveur dans les articles riches; la branche «machine» tendrait à reprendre.

Dans les *fleurs artificielles*, dont les 196 établissements syndiqués occupent 3,500 ouvriers et ouvrières, le travail a été moins abondant qu'en 1906 à pareille époque, la durée hebdomadaire du travail a augmenté en raison de la saison d'été; elle était de 54 heures fin décembre; les hommes font 10 heures et les femmes de 8 à 9 heures.

Dans la *tonnellerie* on fait 60 heures par semaine et les salaires seraient en hausse. Chez les fabricants de *billards* on fait de 40 à 45 heures par semaine; le travail est de plus en plus en baisse, faute de commandes. Même remarque pour l'industrie des *formes et embauchoirs*.

Dans la *chaussure* travail moins abondant qu'en 1906 à pareille époque et diminution de sa durée comparativement au précédent trimestre.

Dans la *taille de verre et cristaux*, le travail a été moins actif cette année qu'en 1906; on fait 60 heures en moyenne par semaine pour un salaire quotidien de 80 centimes à 1 fr. 10. Dans la *taille sur glaces*, qui compte 32 établissements syndiqués et 200 ouvriers, le travail est à peu près équivalent à ce qu'il était l'an dernier à pareille époque, on fait 60 heures par semaine.

Chez les fabricants de *cordages et ficelles* on commençait à se ressentir de la crise américaine; on fait 60 heures. Chez les fabricants de *couleurs et vernis*, au nombre de 70 occupant 1 100 ouvriers, les affaires seraient en retard sur 1906. Même durée hebdomadaire chez les fabricants d'*antidérapants*, qui comptent 60 établissements occupant 1,000 ouvriers; le travail est moins abondant qu'en 1906 à pareille époque et égal au précédent trimestre.

Dans les *toiles cirées*, dont les 12 maisons syndiquées occupent 1,850 ouvriers, travail moins abondant qu'au 4^e trimestre 1906; on fait 54 à 60 heures par semaine, selon les établissements; le salaire moyen est de 6 fr. 25 à Paris, de 5 francs en province. Dans la *stéarine*, qui compte 16 établissements syndiqués et 1,000 ouvriers, le travail est beaucoup moins abondant comparativement à l'an dernier et équivalent par rapport au précédent trimestre. Chez les fabricants de *tapiocas* travail régulier et même activité qu'en 1906. Dans la *confiserie*, dont les 19 maisons syndiquées occupent 1,550 ouvriers et ouvrières, le travail a été moins abondant par suite de la mévente des fruits secs; on fait 60 heures, et un nouvel établissement s'est créé, comptant environ 50 ouvriers.

A Vincennes, chez les *nourrisseurs*, au nombre de 600, occupant 1,800 ouvriers, travail régulier, mais diminution de trente à quarante maisons.

Seine-Inférieure. — A Tourville-la-Rivière, dans l'industrie de la *pêche*, entre le barrage de Martot et Rouen, le travail demeure sensiblement le même; cependant, la dernière saison, vu les intempéries, a été moins active; les salaires sont en rapport du rendement.

Seine-et-Marne. — A Provins, dans le *bâtiment*, qui compte 127 entreprises syndiquées et environ 1,900 ouvriers, le travail a été en diminution sur 1906 à pareille époque, et sur le précédent trimestre, vu la saison; les salaires seraient en hausse.

A Melun, dans la même corporation, dont les 65 entreprises occupent un millier d'ouvriers, même abondance que l'an dernier au 4^e trimestre; on faisait 42 heures par semaine fin décembre, non compris le chômage par mauvais temps; les salaires moyens annuels sont de 1.700 à 1.800 francs; les bons ouvriers gagnent de 2,000 à 2,300 francs, les médiocres de 1.500 à 1.700 francs.

Seine-et-Oise. — A Corbeil, dans le *bâtiment* l'activité est équivalente à celle de l'an dernier à pareille époque et égale comparativement au 3^e trimestre 1907; on faisait en moyenne 51 heures par semaine fin décembre, et les salaires sont en rapport de la capacité de l'ouvrier.

Tarn. — CHAMBRE DE COMMERCE DE CASTRES (année 1907). — Dans l'industrie des *tissus* le travail se maintient encore au maximum de main-d'œuvre et sans chômage, mais au prix de grandes difficultés relativement au placement; les commandes sont épuisées, et les fabricants travaillent au jour le jour, c'est-à-dire au fur et à mesure de la réception des commissions. Dans les *fonderies et ateliers de constructions métalliques* le travail est irrégulièrement réparti: les ateliers desservant l'industrie sont très occupés avec travail d'avance, et il y a pénurie d'ouvriers; on fait 12 heures, sans apprentis, en raison de la loi. Dans l'industrie du *bois* tous les ouvriers sont occupés, mais la situation laisserait à désirer: toutefois, un atelier important s'est dédoublé, formant deux maisons distinctes; une autre a fait des agrandissements considérables. Dans les *petits meubles, fantaisie, poupée, etc.* le développement est régulier et progressif; le 1^{er} semestre comporte la fabrication de meubles de jardin ou de bains de mer; le second, les petits meubles de poupée et de fantaisie pour étrennes et jouets. La main-d'œuvre est largement suffisante et les salaires relativement élevés. Dans les *ornements de bois, bois tournés, etc.*, l'année 1907 paraît avoir été moins prospère que la précédente.

A Graulhet, dans la *mégisserie*, le ralentissement déjà constaté pendant le 2^e semestre 1906 s'est encore accentué, et la production serait tombée à moins du quart de la production moyenne: la cause en serait due aux prix excessifs de la peau brute et à des rendements de plus en plus défectueux; il en est résulté un fort chômage pendant tout le semestre; néanmoins les fabricants ont maintenu l'augmentation de 50 centimes (4 francs par jour au lieu de 3 fr. 50) accordée pendant le second semestre 1906.

A Saint Sulpice, la *broserie* traverse une période des plus satisfaisantes; grâce aux modifications apportées à l'outillage au moyen de l'électricité; malgré la hausse des matières premières, d'importantes commandes acquises permettront d'occuper de nombreux ouvriers, sans chômage, pendant 4 mois. Dans l'*arçonnerie* l'abondance des commandes assurait une bonne activité jusqu'au 3^e trimestre, époque à laquelle on prévoyait un ralentissement.

Tarn-et-Garonne. — A Montauban, dans la *bijouterie-horlogerie* au détail le travail est stationnaire.

Var. — A Hyères, dans le *jardinage*, l'abondance du travail a été à peu près égale à celle du trimestre correspondant de 1906; les hommes faisaient 57 heures et les femmes 51 heures par semaine, fin décembre; les salaires ont augmenté depuis la grève de décembre dernier: les hommes gagnent 4 francs et les femmes 1 fr. 50.

Vaucluse. — A Avignon, dans la *menuiserie*, le travail a été moins actif comparativement au 4^e trimestre 1906; on fait 60 heures par semaine. Dans la *serrurerie*, même durée hebdomadaire, mais travail moins abondant qu'au trimestre correspondant de 1906. A Orange, dans le *bâtiment*, le travail est moins abondant qu'en 1906 à pareille époque; on faisait 9 heures par jour fin décembre, vu la saison.

Vienne. — A Poitiers, dans l'*imprimerie*, le travail est suffisant et aussi actif qu'au 4^e trimestre 1907; on faisait 54 heures par semaine.

Analyse, par département, des renseignements fournis par les syndicats ouvriers.

(Renseignements fournis à la date du 15 mars.)

1. — Ain. — A Bourg, pas de changement chez les *typographes*; pas de chômeurs, 54 heures, chez les *lithographes*.

A Oyonnax, 52 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les ouvriers en *peignes*; 9 p. 100 de chômeurs, 60 heures, dans le *bâtiment*.

A Saint-Genis-Pouilly, pas de changement chez les *diamantaires du pays de Gex*.

A Serrières-de-Briord, pas de changement, 60 heures, chez les *tullistes*.

A Thoiry, 30 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *tailleurs de pierres*.

2. — Aisne. — A Saint-Quentin, pas de chômeurs chez les *brasseurs*; pas de chômeurs, 54 à 60 heures, chez les *typographes*; pas de changement chez les ouvriers du *piquage de cartons*; pas de changement chez les *tisseurs*; pas de changement chez les *ouvrières de l'aiguille*; pas de changement chez les *pareurs*; pas de chômeurs, 24 heures, chez les *tullistes*; 2 p. 100 de chômeurs chez les *tullistes en guipure*; 2 p. 100 de chômeurs, 56 heures, chez les *menuisiers*; 33 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *maçons*; pas de changement chez les *peintres*; pas de chômeurs, 54 heures, chez les *couvreurs*; 1 p. 100 de chômeurs chez les *employés, voyageurs et dessinateurs*; pas de changement chez les *employés du commerce et de l'industrie*; pas de chômeurs chez les *chauffeurs-conducteurs*.

A Château-Thierry, pas de chômeurs, 60 heures, chez les ouvriers en *instruments de musique*.

A Chauny, pas de chômeurs, 72 heures, chez les ouvriers des *produits chimiques*.

A Folembay, pas de chômeurs, 56 heures, chez les *verriers à bouteilles*.

A Guise, travail peu satisfaisant, 60 heures, chez les *mouleurs*.

A Hirson, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *mouleurs*.

A Origny-en-Thiérarchie, pas de changement chez les *vanniers*.

A Soissons, pas de chômeurs, 63 heures, chez les *mécaniciens*.

A Vaux-sur-Laon, 16 p. 100 de chômeurs, 60 heures, dans le *bâtiment*.

A Villers-Cotterets, pas de chômeurs, 72 heures, chez les ouvriers du *bois*.

3. — Allier. — A Bourbon-l'Archambault, pas de chômeurs, 60 heures, dans le *bâtiment*.

A Commentry, travail peu satisfaisant, 66 heures, chez les *métallurgistes*; pas de chômeurs chez les *maçons et manœuvres*.

A Gannat, pas de changement dans le *bâtiment*.

A Montluçon, pas de changement chez les *typographes*; pas de changement chez les ouvriers en *cuir*.

A Moulins, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *maçons*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *peintres et plâtriers*.

A Neuilly-le-Réal, 58 p. 100 de chômeurs, 60 heures, dans le *bâtiment*.

A Saint-Aubin-le-Monial, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *scieurs de long*.

A Saint-Yorre, 3 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *sourciers*.

A Vichy, pas de changement chez les *tailleurs de pierre*.

Chez les *travailleurs agricoles*: pas de chômeurs à Bressolles, Buxières-les-Mines, Meillard, Molinet; 20 p. 100 à Neuilly-le-Reul; pas de chômeurs à Saligny, Tronget.

Chez les *bûcherons*: 11 p. 100 de chômeurs à Bourbon-l'Archambault; 50 p. 100 à Couleuvres; 83 p. 100 à Franchesse; 35 p. 100 à Isles et Bardais; 50 p. 100 de chômeurs à Lurcy-Lévy; pas de chômeurs à Monbeugny; 10 p. 100 à Pouzy-Mézangy; pas de chômeurs à Saint-Plaisir; pas de chômeurs à Saint-Voir; pas de chômeurs à Thionne; pas de chômeurs à Vaumas; pas de chômeurs à Ygrande.

Chez les *mineurs*: pas de chômeurs à Deneuille-les-Mines; pas de chômeurs, 52 heures, à Montcombroux; pas de chômeurs 54 heures, à Montvicq, travail peu satisfaisant, 54 heures, à Saint-Hilaire.

4. — **Alpes (Basses).** — A Saint-Maince, pas de chômeurs, 57 heures, chez les mineurs.

5. — **Alpes (Hautes).** — A Châteauroux-des-Alpes, pas de chômeurs, 60 heures, chez les ardoisiers.

A Briançon, 80 p. 100 de chômeurs, 43 heures, dans le bâtiment.

6. — **Alpes-Maritimes.** — A Nice, pas de changement, chez les garçons marchands de vins; pas de changement chez les restaurateurs-limonadiers; pas de changement chez les typographes; pas de changement chez les employés de commerce; travail satisfaisant, 48 heures, chez les ouvriers du port; pas de chômeurs chez les infirmiers.

A Cannes, pas de changement chez les boulangers; pas de changement chez les vermicelliers; pas de chômeurs, 72 heures, chez les employés de la Compagnie pour l'éclairage au gaz et à l'électricité; pas de chômeurs, 60 à 65 heures, chez les typographes; 26 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les menuisiers-ébénistes; 19 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les maçons; 51 p. 100 de chômeurs chez les ouvriers du port.

A Contes-les-Pins, pas de chômeurs, 60 heures, chez les ouvriers en chaux.

A Menton, pas de changement chez les peintres.

A Vallauris, pas de chômeurs, 60 heures, chez les potiers; pas de chômeurs, 50 heures, chez les engobeuses de poterie; pas de chômeurs, 54 heures, chez les enfourneurs.

7. — **Ardèche.** — A Privas, pas de changement chez les typographes.

A Annonay, pas de chômeurs, 60 heures, chez les papetiers; 70 p. 100 de chômeurs, 30 à 40 heures, chez les mégissiers de rivière; 70 p. 100 de chômeurs chez les mégissiers-palissonneurs; 22 p. 100 de chômeurs, 45 heures, chez les manœuvres de mégisserie; 14 p. 100 de chômeurs, 48 heures, chez les menuisiers, charpentiers et ébénistes; 20 p. 100 de chômeurs chez les maçons; pas de chômeurs, 48 heures, chez les peintres et plâtriers.

A Aubenas, pas de chômeurs, 60 heures, chez les menuisiers.

A Largentière, pas de chômeurs, 59 heures, chez les tisseurs.

A Vals, pas de chômeurs, 60 heures, chez les terrassiers et manœuvres des eaux minérales.

8. — **Ardennes.** — A Fumay, pas de changement chez les mineurs; pas de chômeurs chez les ardoisiers.

A Charleville, pas de chômeurs chez les carriers; 42 p. 100 de chômeurs chez les camionneurs.

A Fumay, pas de chômeurs, 44 heures, chez les ouvriers mineurs.

A Haybes-sur-Meuse, pas de chômeurs, 44 à 55 heures, chez les ardoisiers.

A Mézières, pas de chômeurs, 54 heures, chez les typographes.

A Rimogne, pas de changement chez les ardoisiers.

A Saint-Maime, pas de chômeurs, 57 heures, chez les mineurs.

Chez les tisseurs: pas de chômeurs, 60 heures, à Illy; pas de chômeurs, 54 à 60 heures, à Saint-Menges; 1 p. 100 de chômeurs, 60 heures, à Sedan; 13 p. 100 de chômeurs, 60 heures, à Floing.

A Sedan, travail peu satisfaisant, 58 heures, chez les ouvriers charrons; pas de changement chez les employés.

Chez les métallurgistes: pas de chômeurs, 66 heures, à Baug-Fidèle; travail satisfaisant, 60 heures, à Braux; 1 p. 100 de chômeurs, 60 à 72 heures, à Frommelennes; 2 p. 100 de chômeurs, 60 heures, à Fumay; pas de chômeurs, 60 heures, à Haraucourt; pas de chômeurs, 40 heures, aux Mazures.

Chez les mouleurs: pas de chômeurs, 60 heures, à Hiraumont-en-Rocroy; 1 p. 100 de chômeurs, 60 heures, à Monthermé-Laval-Dieu; 12 p. 100, 60 heures, à Renwez.

9. — **Ariège.** — A Pamiers, pas de changement chez les métallurgistes.

A La Bastide-sur-Flers, pas de chômeurs, 60 heures, chez les ouvriers en peignes.

A Lavelanet, 9 p. 100 de chômeurs chez les tisseurs.

A Arignac, pas de chômeurs, 60 heures, chez les plâtriers.

10. — **Aube.** — A Troyes, pas de changement chez les boulangers; 5 p. 100 de chô-

meurs, 45 à 66 heures, chez les *métallurgistes*; pas de changement chez les ouvriers de la *filature*; travail peu satisfaisant, 44 heures, chez les ouvriers en *bonneterie*; pas de changement chez les *débardeurs*; pas de changement chez les *charretiers*.

11. — Aude. — A Carcassonne, 7 p. 100 de chômeurs chez les *cuisiniers*; travail peu satisfaisant chez les *tailleurs*; pas de chômeurs, 60 heures, dans l'*habillement*; pas de changement chez les *typo-lithographes*; 10 p. 100 chômeurs, 60 heures, chez les *menuisiers-ébénistes*; pas de changement chez les *charpentiers*; pas de chômeurs, 60 heures, dans le *bâtiment*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *comptables et employés de commerce*; pas de chômeurs, 65 heures, chez les *employés*; pas de chômeurs chez les *gens de maison*.

A Narbonne, 20 p. 100 de chômeurs, 84 heures, chez les *boulangers*; pas de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*; 12 p. 100 de chômeurs chez les *tonneliers*; pas de chômeurs, 54 heures, dans le *bâtiment*; pas de changement chez les *maçons*.

A Sainte-Colombe-sur-Guette, pas de changement chez les *forestiers*.

A Sallèles-d'Aude, pas de changement dans le *bâtiment*.

En ce qui concerne les *ouvriers agricoles, cultivateurs, etc.* : pas de chômeurs à Argeliers; 15 p. 100 à Azille; travail satisfaisant à Canet; 15 p. 100 à Capendu; 10 p. 100 à Castelnaud-d'Aude; pas de chômeurs à Comigüe; pas de chômeurs à Coursan; pas de chômeurs à Cuxac-d'Aude; pas de chômeurs à Fabezan; pas de chômeurs à Gruissan; pas de chômeurs à Homps; pas de chômeurs à Maillac; pas de chômeurs à Pepieux; 50 p. 100 de chômeurs à Peyriac-Minervois; travail satisfaisant à Pézens; pas de chômeurs à Pezons; 5 p. 100 de chômeurs à la Redorte; pas de chômeurs à Roubia; pas de chômeurs à Saint-Frichoux; 4 p. 100 de chômeurs aux Salles-d'Aude; 12 p. 100 de chômeurs à Trèbes; 75 p. 100 de chômeurs à Villedaigne; pas de chômeurs à Villegby.

12. — Aveyron. — A Millau, 80 p. 100 de chômeurs, 30 heures, chez les *tanneurs et corroyeurs*; pas de changement chez les *palissonneurs-mégissiers*; 25 p. 100 de chômeurs, 30 heures, chez les *palissonneurs en couleur*; 56 p. 100 de chômeurs, 40 heures, chez les *teinturiers en peaux*; 70 p. 100 de chômeurs, 50 heures, chez les *mégissiers et chamoiseurs*; 60 p. 100 de chômeurs, 50 heures, chez les *gantiers*, travail très médiocre.

A Decazeville, pas de chômeurs, 45 heures, dans le *bâtiment*.

A Rodez, pas de changement chez les *menuisiers-ébénistes*.

13. — Bouches-du-Rhône. — A Marseille, pas de changement chez les *mineurs, terrassiers, puisatiers et hoiseurs*.

Pas de changement chez les *cuisiniers de terre et de mer*; 18 p. 100 de chômeurs chez les *cuisiniers navigateurs du port*; 13 p. 100 de chômeurs, 72 heures, chez les *confiseurs-pâtisseries*; 8 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *bouchers, tripiers et boyaudiers*; 20 p. 100 de chômeurs, 112 heures, chez les *garçons bouchers et charcutiers*; pas de changement chez les *employés limonadiers-restaurateurs*; 9 p. 100 de chômeurs, 90 heures, chez les *employés d'hôtel*; 60 p. 100 de chômeurs chez les *garçons limonadiers d'hôtels-restaurants*; 16 p. 100 de chômeurs chez les *maîtres d'hôtel et garçons navigateurs*, pas de changement chez les *employés liquoristes*; moins de 1 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les ouvriers de *raffineries de sucre*.

19 p. 100 de chômeurs, 55 heures, chez les *savonniers*; 33 p. 100 de chômeurs, 72 à 84 heures chez les ouvriers des *huileries*; pas de chômeurs chez les *travailleurs du gaz*.

Pas de changement chez les *imprimeurs-clicheurs*; travail satisfaisant chez les *ouvriers de cartonage*.

Pas de chômeurs chez les *selliers-bourrelliers*; pas de changement chez les *ouvriers en crins*; pas de changement chez les ouvriers de la *chaussure*.

Pas de chômeurs, 60 heures, chez les *charpentiers*; pas de changement chez les *calfs et perceurs*; pas de changement chez les ouvriers des *enclos de bois*; 9 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *démolisateurs de navires*; 19 p. 100 de chômeurs, 50 à 60 heures, chez les *carrossiers*; 13 p. 100 de chômeurs chez les *tonneliers*.

12 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *mouleurs*; 18 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *fondeurs*; pas de changement chez les *modeleurs-mécaniciens*; 23 p. 100 de chômeurs, 48 heures, chez les *serruriers*; 2 p. 100 de chômeurs chez les *forgerons*.

Pas de changement chez les *manœuvres et aides-maçons*; pas de chômeurs, 50 à 60 heures,

chez les *maçons* des travaux d'art publics, 33 p. 100 de chômeurs chez les *carreleurs*; 43 p. 100 chez les *cimentiers-gâcheurs*; 3 p. 100 de chômeurs, 55 heures, chez les *marbriers*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *tuiliers céramistes*.

Travail peu satisfaisant chez les *déménageurs*; pas de changement chez les *charretiers-camionneurs*; pas de chômeurs chez les *garçons cochers de fiacre*; 4 p. 100 de chômeurs chez les *comptables professionnels*; 60 p. 100 de chômeurs chez les *employés de commerce*; travail satisfaisant chez les *sténographes de commerce*; 20 p. 100 de chômeurs chez les *machinistes des théâtres*; 10 p. 100 de chômeurs chez les *chauffeurs-conducteurs mécaniciens-automobilistes*; 15 p. 100 de chômeurs chez les *coiffeurs*; pas de changement chez les *musiciens*; 1 p. 100 de chômeurs dans l'enseignement privé.

A Aix, 7 p. 100 de chômeurs chez les *boulangers*, 13 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *cuisiniers, pâtisseries, confiseurs*; pas de changement chez les *chapeliers-fouleurs*.

A Arles, 33 p. 100 de chômeurs chez les *pêcheurs*; pas de changement chez les *boulangers*; pas de chômeurs, 40 heures, dans l'habillement; pas de changement chez les *maçons et tailleurs de pierres*.

A Aubagne, travail satisfaisant, 48 heures, chez les *tonneliers*, 5 p. 100 de chômeurs chez les ouvriers de la *céramique*.

A Berre, travail peu satisfaisant chez les *pêcheurs*.

A Cassis, nombreux chômeurs chez les *ouvriers du port*.

A la Ciotat, pas de chômeurs et 60 heures chez les *carriers*; 17 p. 100 de chômeurs chez les *boulangers*.

A Fontvieille, 16 p. 100 de chômeurs, 42 heures, chez les *carriers*.

A Port-Saint-Louis-du-Rhône, pas de chômeurs chez les *mariniers*.

A Saint-Martin-de-la-Crau, pas de chômeurs chez les ouvriers en *explosifs* et en *produits chimiques*.

Chez les *mineurs*: pas de chômeurs à Valdonne (commune de Bourine); pas de changement à Fuveau; pas de chômeurs, 54 heures, à Saint-Savournin.

14. — **Calvados.** — A Caen, travail satisfaisant chez les *typographes*; pas de chômeurs, 54 heures, chez les *lithographes*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *menuisiers, charpentiers et ouvriers en meubles*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *mouleurs*. pas de chômeurs, 60 heures, chez les *mécaniciens*; 8 p. 100 de chômeurs chez les *employés*.

A Condé-sur-Noireau, pas de chômeurs dans l'industrie *cotonnière*.

A Lisieux, pas de changement chez les *boulangers*; pas de chômeurs, 48 à 60 heures, chez les *liniers et lainiers*; pas de changement chez les *couvreurs-plombiers*.

A Vire, pas de chômeurs chez les *typographes*; pas de changement chez les *granitiers*.

15. — **Cantal.** — A Aurillac, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *galochiers*; pas de changement chez les *ouvriers en parapluies*; 31 p. 100 de chômeurs dans le *bâtiment*.

A Massiac, travail satisfaisant chez les *mineurs*.

16. — **Charente.** — A Angoulême, 12 p. 100 de chômeurs, 50 heures, chez les *tailleurs d'habits*.

A Cognac, 3 p. 100 de chômeurs, 100 à 110 heures, chez les *boulangers*; travail satisfaisant, 54 heures, chez les *typographes*; 68 p. 100 de chômeurs, 48 heures, chez les *tonneliers*; pas de changement chez les *fabricants de caisses*; 17 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *tailleurs de pierres et maçons*; pas de changement chez les *couvreurs*; pas de changement chez les *employés de commerce*.

A Boutiers, pas de chômeurs, 85 heures, chez les *tuiliers-céramistes*.

17. — **Charente-Inférieure.** — A Rochefort, 18 p. 100 de chômeurs, 84 à 105 heures, chez les *boulangers*; 3 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*; pas de chômeurs chez les *musiciens*.

A la Boirée, pas de changement chez les *ouvriers des produits chimiques*.

A Marans, pas de chômeurs chez les *ouvriers des docks*.

A Pons, pas de changement chez les *tailleurs de pierres*.

A la Rochelle, pas de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*.

A Saint-Séverin, pas de chômeurs chez les *bûcherons*.

18. — **Cher.** — A Bourges, 14 p. 100 de chômeurs, chez les *boulangers*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *ouvriers en toile cirée*; pas de chômeurs, 60 heures, dans l'*habillement*; pas de changement chez les *métallurgistes*; 30 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *charpentiers*; pas de changement chez les *ouvriers en voiture*; pas de chômeurs, 54 heures, chez les *tailleurs de pierres*; pas de changement chez les *plâtriers*; pas de chômeurs chez les *employés*.

A Bruère-Allichamp, pas de changement chez les *porcelainiers*.

A Chalivoy-Milon, pas de chômeurs chez les *carriers*.

A Dun-sur-Auron, pas de chômeurs, 50 heures, chez les *maçons, aides-maçons et tailleurs de pierres*.

A Foëcy, pas de chômeurs chez les *porcelainiers*.

A Graçay, pas de chômeurs, 50 heures, dans le *bâtiment*.

A la Guerche-sur-l'Aubois, pas de changement dans le *bâtiment*.

A Nérondes, pas de chômeurs dans le *bâtiment*.

A Saint-Amand, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *bijoutiers*; nombreux chômeurs, 48 heures, chez les *maçons*.

A Saint-Loup-de-Chaumes, pas de changement chez les *ouvriers agricoles*.

A Sancoins, 7 p. 100 de chômeurs, 66 heures, dans le *bâtiment*.

A Torteron, pas de chômeurs, 66 heures, chez les *journaliers*.

A Vallenay, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *carriers*.

A Vierzon, travail satisfaisant chez les *ouvriers en métaux*.

Chez les *chaufourniers*: travail satisfaisant, 66 heures, à Jouet-sur-l'Aubois; travail satisfaisant, 66 heures, à Jussy-le-Chaudrier; pas de chômeurs, 66 heures, à la Guerche-sur-l'Aubois; pas de chômeurs, 66 heures, à Torteron; 20 p. 100 de chômeurs, à Saint-Léger-le-Petit.

En ce qui concerne les *bûcherons*, pas de chômeurs à Apremont; pas de chômeurs, à Arpneuilles, à Cervon, à Chambon, à la Chapelle; 10 p. 100 à la Chapelle-Hugon; pas de chômeurs à Charenton-du-Cher, à Cours-les-Barres; pas de chômeurs à Farges-en-Septaine, à Feux; pas de chômeurs à Flavigny; 30 p. 100 à Germiny-l'Exempt; pas de chômeurs à Groises; 60 p. 100 à la Guerche-sur-l'Aubois; pas de chômeurs à Ivoy-le-Pré, 44 p. 100 à Jouet-sur-l'Aubois; pas de chômeurs à Loye; pas de chômeurs à Meillan; pas de chômeurs à Morlac, à Mornay-Berry, à Saint-Bénin-d'Azy; pas de chômeurs à Sancergues; 20 p. 100 à Sancoins; 33 p. 100 à Sarruc; pas de chômeurs à Thaumiers, à Torteron; 29 p. 100 de chômeurs à Vereaux; pas de chômeurs à Villabon.

19. — **Corrèze.** — A Tulle, 66 de chômeurs, 54 et 60 heures chez les *typographes*; 8 p. 100 de chômeurs chez les *cordonniers sur mesure*; pas de changement chez les *menuisiers-ébénistes*; pas de chômeurs, 54 heures, chez les *tailleurs de pierres et maçons*; pas de chômeurs, 40 heures, chez les *peintres et plâtriers*.

A Bort, pas de changement chez les *chapelières-fouleurs*; travail très peu satisfaisant, 30 heures, chez les *chapelières-appropriateurs*.

A Brives, 25 p. 100 de chômeurs, 66 heures, chez les *maçons tailleurs de pierres et manœuvres*; 25 p. 100 de chômeurs, 40 à 60 heures, chez les *couvreurs*.

A Uzerche, pas de changement chez les *ouvriers en chaussures*; pas de chômeurs, 66 heures, dans le *bâtiment*.

20. — **Corse.** — A Ajaccio, 12 p. 100 de chômeurs chez les *cordonniers*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *employés de commerce*.

A Bastia, 10 p. 100 de chômeurs chez les *garçons de café et de restaurant*.

21. — **Côte-d'Or.** — A Dijon, 1 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *ouvriers de la chaussure*; pas de changement chez les *mouleurs*; pas de changement chez les *lessiveuses et blanchisseuses*; pas de changement chez les *tailleurs de pierres*.

A Beaune, pas de changement dans le *bâtiment*.

A Comblanchien, pas de changement chez les *carriers*.

A Villiers-le-Duc, pas de chômeurs chez les *tâcherons*.

Chez les *bûcherons*, pas de chômeurs à Corcelle-les-Cîteaux et à Saulieu.

22. — Côtes-du-Nord. — A Saint-Brieuc, pas de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*; pas de changement dans l'*industrie du livre*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *menuisiers et charpentiers*; pas de chômeurs, 60 heures, dans le *bâtiment*; pas de chômeurs, 54 heures, chez les *peintres*; pas de changement chez les *plâtriers*.

A Dinan, pas de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*; pas de chômeurs, 64 heures, chez les ouvriers en *voitures*.

A Pordic, pas de chômeurs, chez les *pêcheurs*.

23. — Creuse. — A Aubusson, pas de chômeurs, 60 heures, chez les ouvriers en *tapisserie d'art*.

A Lavaveix, pas de chômeurs, 54 heures, chez les *mineurs*.

24. — Dordogne. — A Périgueux, pas de changement chez les *boulangers*; 7 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *travailleuses de l'aiguille*; 10 p. 100 de chômeurs, 30 heures, chez les *tailleurs de pierre*.

A Allas-de-Berguère, pas de chômeurs, 66 heures, chez les ouvriers en *ciment*.

A Bergerac, pas de chômeurs, 80 heures, chez les *boulangers*; pas de chômeurs, 69 heures, chez les *employés de commerce*.

Au Bugue, pas de changement chez les *chapeliers-approprieurs*.

A Saint-Capraise-de-la-Linde, pas de changement chez les *terrasiers*.

A Brardville, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *verriers*.

25. — Doubs. — A Besançon, pas de changement chez les *typographes*; pas de changement chez les ouvriers en *couronnes et anneaux de montre*; pas de changement, 60 heures, chez les ouvriers en *cadrans*; pas de changement chez les *maçons*; 50 p. 100 de chômeurs, 50 heures, chez les *manœuvres-terrasiers*.

A Badevel, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *horlogers*.

A Charquemont, pas de changement chez les *horlogers*.

A Colombier-Fontaine, pas de changement dans l'*industrie textile*.

A Lac ou Villers, pas de changement chez les *horlogers*.

A Montbéliard, pas de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*; travail satisfaisant dans le *bâtiment*.

A Morteau, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *horlogers*.

A Pontarlier, travail moins abondant, 50 heures, chez les ouvriers de la *distillerie d'absinthe*.

26. — Drôme. — A Valence, pas de changement chez les *limonadiers*; 7 p. 100 de chômeurs, 63 à 84 heures, dans l'*alimentation*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *mouleurs*; pas de changement chez les *bijoutiers et similaires*; 20 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *tailleurs de pierres*; 16 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *peintres et plâtriers*; pas de chômeurs, 78 à 90 heures, chez les *employés*.

A Bourg-de-Péage, 51 p. 100 de chômeurs, 30 heures, chez les *chapeliers-approprieurs*.

A Romans, pas de changement chez les *travailleurs de la chaussure*.

A Saint-Jean-en-Royans, pas de changement chez les *tourneurs*.

A Saint-Regitut, 11 p. 100 de chômeurs, 40 heures, chez les *carriers*.

A Saint-Uze, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *métallurgistes*.

27. — Eure. — A Évreux, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *typographes*; 60 heures, chez les *tisseurs*.

A Vernon, travail satisfaisant 66 heures, chez les *carriers*; pas de changement chez les *maçons*.

28. — Eure-et-Loir. — A Chartres, pas de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *mécaniciens*, 10 p. 100 de chômeurs, 60 heures, dans le *bâtiment*.

A Châteaudun, pas de changement chez les *typographes*.

A Dreux, pas de chômeurs chez les *mouleurs*.

29. — Finistère. — A Audierne, pas de changement chez les *ferblantiers-boîtiers*.

A Brest, 20 p. 100 de chômeurs chez les *charbonniers*; pas de chômeurs chez les *musiciens*.

A Concarneau, travail peu satisfaisant chez les *pêcheurs*.

A Douarnenez, pas de changement chez les *marins pêcheurs* de la baie de Douarnenez; pas de chômeurs chez les *marins pêcheurs* du quartier de Douarnenez; chômage complet chez les *soudeurs-boîtiers*.

A Pont-l'Abbé, 20 p. 100 de chômeurs, 60 à 70 heures, chez les *manœuvres-terrassiers*.

A Saint-Guérolé, chômage complet chez les *ferblantiers-boîtiers*.

A Quimper, pas de changement chez les *typographes*.

A Relecq-Kerhuon, pas de changement chez les *marins pêcheurs*.

A Guilvinec, pas de chômeurs chez les *pêcheurs*; pas de changement chez les *ferblantiers-boîtiers*.

30. — Gard. — A Alais, 23 p. 100 de chômeurs chez les *employés-limonadiers et restaurateurs*; pas de chômeurs, 72 heures, chez les *cordonniers*.

A Anduze, pas de changement chez les *chapeliers*.

A Aramon, pas de chômeurs, 65 heures, chez les *vanaiers*.

A Beaucaire, pas de chômeurs, chez les *agriculteurs*.

A Ganges, pas de changement chez les *bonnetiers*.

A Lasalle, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *filateurs de soie*.

A Nîmes, 30 p. 100 de chômeurs, 98 heures, chez les *boulangers*; pas de changement chez les *carrossiers*; pas de changement chez les *métallurgistes*; pas de chômeurs, 48 heures, chez les *coltineurs*; pas de changement chez les *coiffeurs*.

A Quissac, pas de changement chez les *ouvriers agricoles*.

A Sauve, pas de chômeurs, 60 heures, dans la *bonneterie*.

Pas de chômeurs à la Grand'Combe chez les *mineurs*; pas de chômeurs, 60 heures, à Montardier.

31. — Garonne (Haute-). — A Toulouse, pas de chômeurs, 60 heures, chez les menuisiers en *fautouils*; pas de changement chez les ouvriers en *moules*; pas de chômeurs chez les *monteurs de galoches*; pas de chômeurs, 48 heures, chez les *plâtriers*; 28 p. 100 de chômeurs, 66 heures, chez les *marbriers*; 6 p. 100 de chômeurs chez les *coiffeurs*.**32. — Gers. — A Auch, pas de changement chez les *terrassiers et hommes de peine*.**

A Lectoure, pas de chômeurs, 45 à 50 heures, chez les *maçons et charpentiers*.

33. — Gironde. — A Bordeaux, pas de changement chez les *cuisiniers*; pas de changement chez les *pâtisseries-glaçiers*; pas de changement chez les *bouchers-charcutiers*; pas de changement chez les *typographes*; 6 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *imprimeurs, conducteurs-typographes*; pas de chômeurs, 54 heures, chez les *dessinateurs-chromistes*; 5 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *imprimeurs-lithographes*; pas de changement chez les ouvriers de la *chaussure*; 14 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *tailleurs d'habits*, pas de changement chez les *coupeurs-tailleurs*; 44 p. 100 chez les *charpentiers de navires, calfs, perceurs*; 47 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *tapissiers-décorateurs*; 40 p. 100 de chômeurs, 48 heures, chez les *layetiers*; pas de chômeurs chez les *brossiers*; 15 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *mouleurs*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *ferblantiers*; pas de changement chez les *forgerons de la marine*; pas de changement chez les *tailleurs de pierre et maçons*; 18 p. 100 de chômeurs, 48 heures, chez les *peintres*; pas de changement chez les *verriers en verre blanc*; travail peu satisfaisant chez les *déménageurs et emballers*; pas de changement chez les *gens de maison*; 5 p. 100 de chômeurs chez les *inscrits maritimes*; pas de changement chez les *garçons de magasin*; travail peu satisfaisant chez les *charbonniers du port*; pas de chômeurs, 45 heures, chez les *arrimeurs*; 2 p. 100 de chômeurs chez les *préparateurs en pharmacie*; 4 p. 100 de chômeurs chez les *gens de maison*.

A Camarsac, pas de changement chez les *carriers*.

A Cénac, 23 p. 100, 60 heures, chez les *carriers*.

A Libourne, 5 p. 100 de chômeurs, 80 à 90 heures, chez les *boulangers*; pas de chô-

meurs, 100 heures, chez les *bouchers et charcutiers*; travail satisfaisant, 66 à 78 heures, dans le *personnel du gaz*, pas de chômeurs chez les *employés*.

A Lormont, 34 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *charpentiers de navire*.

A Nérigean, pas de chômeurs, 60 à 66 heures chez les *carriers*.

A Souillac-sur-Mer, pas de chômeurs, 50 heures, chez les *maçons et tailleurs de pierres*. Pas de chômeurs, 60 heures, chez les ouvriers des *scieries mécaniques* de Podensac et chez ceux de Preignac.

Chez les *tonneliers*: 3 p. 100 de chômeurs, 72 heures, à Barsac; 43 p. 100 de chômeurs et 78 heures au syndicat indépendant de Barsac; pas de chômeurs, 66 heures, à Cazats (riveurs de cerclés); 10 p. 100 de chômeurs, 57 heures, à Libourne; 5 p. 100 de chômeurs à Saint-Maixant; pas de chômeurs, 60 heures, à Vayres, pas de chômeurs à Saint-Pardon.

34. — Hérault. — A Montpellier, 7 p. 100 de chômeurs, 77 heures, chez les *boulangers*; pas de chômeurs chez les *cordonniers*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *plâtriers*.

A Agde, 80 p. 100 de chômeurs, 48 heures, chez les *tonneliers*; chômage complet chez les *tailleurs de pierre*; chômage complet chez les *plâtriers*; 80 p. 100 de chômeurs chez les ouvriers du port.

A Bédarieux, 15 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *carriers*; 18 p. 100 de chômeurs, chez les *charretiers, maçons, plâtriers, tailleurs de pierres*.

A Béziers, travail peu satisfaisant chez les *tailleurs d'habits*; pas de changement chez les *bourreliers*; pas de changement chez les ouvriers des *chaîrs*.

A Cette, pas de chômeurs chez les *pêcheurs de l'art traînant*.

A Bouzignès, pas de chômeurs chez les *pêcheurs*.

A Ganges, 2 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *bonnetiers et gantiers*.

A Graissessac, travail satisfaisant, 59 heures, chez les *mineurs*.

A Marseillan, 24 p. 100 de chômeurs chez les *tonneliers*; pas de changement chez les *bateliers portefaix*.

A Marsillargues, 27 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *tailleurs de pierres et maçons*.

A Mèze, très nombreux chômeurs chez les *charretiers*; pas de changement chez les *matelots borneurs*.

A Pézenas, 4 p. 100 de chômeurs, 72 heures, chez les *employés de commerce*.

En ce qui concerne les *travailleurs de la terre*, ouvriers *agriculteurs, cultivateurs, vignerons*, etc.; pas de chômeurs à Abeilhan; pas de chômeurs à Adissan; 20 p. 100 de chômeurs à Agde; pas de chômeurs à Bages; 14 p. 100 à Bédarieux; 18 p. 100 à Capetang; pas de chômeurs à Mauguio; pas de chômeurs à Mèze; pas de chômeurs à Nézignan-l'Évêque; pas de chômeurs à Olonzac; 10 p. 100 à Oupia; pas de chômeurs à Saint-Félix-de-Lodez; 17 p. 100 à Sérignan.

35. — Ile-et-Vilaine. — A Rennes, pas de chômeurs, 57 heures, chez les *écrivains graveurs, dessinateurs, lithographes*; 21 p. 100 de chômeurs chez les *cochers*; travail médiocre chez les *musiciens*.

A Fougères, 4,8 p. 100 de chômeurs, 30 heures, chez les *ouvriers en chaussures*; 23 p. 100 de chômeurs, 48 heures, chez les *maçons*.

A Laignelet, pas de chômeurs, 54 heures, chez les *verriers*.

A Paramé, pas de chômeurs, 60 heures, dans le *bâtiment*.

A Saint-Malo, pas de changement chez les *jardiniers*; pas de changement chez les *cochers*; pas de chômeurs chez les *commissionnaires*.

36. — Indre. — A Châteauroux, travail satisfaisant, 60 heures, chez les *ouvriers en drap*. A Issoudun, pas de changement chez les *travailleurs de la terre*.

37. — Indre-et-Loire. — A Tours, pas de changement chez les *coupeurs et brocheurs en chaussures*; pas de changement chez les *tisseurs en soie*; 6 p. 100 de chômeurs chez les *employés*.

A Amboise, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *ouvriers en cuirs*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *mouleurs*.

A Châteaurenault, pas de changement, 66 heures, dans le *bâtiment*.

A Saint-Cyr-sur-Loire, pas de chômeurs, 60 heures, chez les ouvriers en produits chimiques.

38. — **Isère.** — A Grenoble, pas de changement chez les *typographes*; pas de changement chez les *mégissiers*; 3 p. 100 de chômeurs chez les *ourriers de l'aiguille*; 19 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *menuisiers*; travail peu satisfaisant, 36 et 51 heures, chez les *boutonniers*; pas de changement chez les *plombiers-tinqueurs*; pas de changement chez les *musiciens*.

Aux Avenières, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *cordonniers*.

A Bouvesse-Quirieu, pas de chômeurs chez les *carriers-chaufourniers*.

A Bourgoin, pas de changement chez les *manœuvres journaliers*.

A Brignoud, pas de changement chez les *papetiers*.

A Gières, 15 p. 100 de chômeurs chez les *gantiers*.

A Moirans, 6 p. 100 de chômeurs, 46 heures, chez les *tisseurs*.

A Montalieu-Vercieu, travail peu satisfaisant, 60 heures, chez les ouvrières de la *soie*, pas de changement chez les *tailleurs de pierres et carriers*.

A Parmilieu, pas de chômeurs chez les *tailleurs de pierres et carriers*.

A Porcieu-Amblagnieu, pas de changement chez les *tailleurs de pierre et carriers*.

A Saint-André-le-Gaz, pas de changement chez les *tisseurs*.

A Saint-Clair-de-la-Tour, pas de chômeurs, 72 heures, chez les *tullistes*.

A Saint-Geoire-en-Valdaine, 10 p. 100 de chômeurs, 58 et 60 heures, chez les ouvriers du *tissage*.

A Saint-Laurent-du-Pont, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *cimentiers*; pas de chômeurs, 66 heures, chez les *métallurgistes*.

A Saint-Symphorien-d'Ozon, 12 p. 100 de chômeurs chez les *galochiers*.

A Trept, 8 p. 100 de chômeurs, 65 heures, chez les *tailleurs de pierres*.

A Vienne, 12 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *ouvriers en chaussures*; 8 p. 100 de chômeurs, 54 à 60 heures, chez les *charpentiers*; 4 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *menuisiers ébénistes*; 6 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *ouvriers en voitures*; pas de chômeurs, 60 heures, dans la *métallurgie*; travail satisfaisant, 60 heures, chez les *mouleurs*; 10 p. 100 de chômeurs, 54 à 60 heures, chez les *plâtriers peintres*.

A Voiron, pas de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*.

A Virieu-sur-Bourbe, 86 p. 100 de chômeurs, 28 heures, chez les ouvriers en *soieries*.

39. — **Jura.** — A Briançon, pas de changement, 48 heures, dans le *bâtiment*.

A Dôle, travail très satisfaisant, 54 heures, chez les *typographes*; pas de changement chez les *lithographes*; pas de changement chez les *tanneurs corroyeurs* et parties similaires; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *mouleurs*.

A Fraisans, 40 p. 100 de chômeurs chez les *métallurgistes*.

A Lavours-Saint-Claude, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *tourneurs*.

A Montmorot, pas de changement dans les *salines*.

A Morez, 66 heures, chez les *sciéurs*; 60 à 75 heures dans l'*horlogerie*; 8 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *lunetiers*.

A Our, pas de chômeurs chez les *bûcherons*.

A Salins, 8 p. 100 de chômeurs, 66 heures, chez les *manœuvres*.

40. — **Landes.** — A Mont-de-Marsan, pas de changement chez les *typographes*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *charpentiers*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *maçons*.

A Dax, pas de chômeurs, 66 heures, chez les *employés de commerce*.

A Soustons, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *bouhonnières*.

Chez les *résiniers*, pas de chômeurs à Beylongue; pas de chômeurs à Capbreton; travail satisfaisant à Castets-des-Landes; pas de chômeurs à Escourse, à Gourbera, à Herm, à Linxe, à Mézos; 5 p. 100 de chômeurs à Mimizan; pas de chômeurs à Moliets et Maa; 1 p. 100 à Rion; 17 p. 100 à Sainte-Eulalie-en-Born; pas de changement à Saint-Paul-lès-Dax; pas de chômeurs à Saint-Vincent-de-Paul; pas de chômeurs à Soustons; pas de chômeurs à Vielle-Saint-Gérons.

41. — Loir-et-Cher. — A Blois, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *typographes*; travail peu satisfaisant, chez les *ouvriers en chaussures*; pas de chômeurs chez les *menuisiers-ébénistes*; pas de chômeurs, 51 heures, chez les *peintres*; pas de chômeurs chez les *employés*, pas de chômeurs chez les *coiffeurs*.

A Romorantin, pas de chômeurs chez les *ouvriers du drap*; pas de chômeurs, 66 heures, chez les *mécaniciens*; pas de chômeurs, 54 heures, dans le *bâtiment*; travail satisfaisant, 66 heures, chez les *ouvriers du bâtiment* de l'usine Normant.

42. — Loire. — A Saint-Étienne, pas de changement chez les *marailleurs*; 5 p. 100 de chômeurs, 90 et 100 heures, chez les *boulangers*; pas de chômeurs chez les *garçons de cuisine*; pas de chômeurs, 60 heures, à la compagnie du *gaz*; 7 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *imprimeurs, graveurs lithographes*; 60 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *tisseurs* de Beaubrun; 70 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *tisseurs indépendants*; pas de changement chez les *teinturiers*; 13 p. 100 de chômeurs, 36 heures, chez les *charpentiers*; pas de changement chez les *ouvriers de l'ameublement*; pas de changement chez les *ouvriers en voitures*; 4 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *mécaniciens-électriciens*; 13 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *tailleurs de pierres*; 22 p. 100 de chômeurs chez les *employés* de la *fabrique de rubans*; pas de chômeurs chez les *commis-sionnaires*; moins de 1 p. 100 chez les *voyageurs*.

A Roanne, pas de changement chez les *boulangers*; pas de chômeurs, 55 à 60 heures, chez les *typographes*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *ouvriers des cuirs et peaux*; pas de chômeurs, 48 heures, dans l'*industrie textile*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *pareurs*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *gareurs, monteurs de chaînes, jacquardiers*; pas de changement chez les *teinturiers*; 1 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *apprêteurs*; 2 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *charpentiers*; 3 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *menuisiers*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *ouvriers en voitures*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *sabotiers-galochiers*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *mouleurs*; 5 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *maçons*; 11 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *tailleurs de pierres*; pas de changement chez les *couvreurs*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *tourneurs en poterie*; pas de changement chez les *employés*.

A Russières, chômage général chez les *tisseurs*.

Au Cergne, pas de chômeurs chez les *tisseurs*.

A Charlieu, 20 à 25 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *ouvriers en soie*.

A Chazelles-sous-Lyon, pas de changement chez les *chapeliers foulours*; travail très peu satisfaisant, une ou deux journées par semaine, chez les *ouvriers en chapellerie*.

A Firminy, 20 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *menuisiers*; 32 p. 100 de chômeurs, 50 heures, chez les *maçons*.

A Montrbrison, travail satisfaisant, 72 heures dans la *meunerie*.

A Parussières, 20 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *tisseurs*;

A la Ricamarie, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *mineurs*.

A Sail-sous-Couzan, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *ouvriers des eaux minérales*.

A Saint-Genest-l'Herpt, pas de changement chez les *rubaniers*.

A Villars, pas de chômeurs chez les *mineurs*.

43. — Haute-Loire. — Au Puy, pas de chômeurs, 54 heures, chez les *plâtriers-peintres*; à Yssingeaux, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *menuisiers*.

44. — Loire-Inférieure. — A Nantes, 23 p. 100 de chômeurs chez les *boulangers*; pas de changement chez les *lithographes*; 33 p. 100 de chômeurs chez les *charpentiers de navires*; 4 p. 100 de chômeurs chez les *dessinateurs*; 23 p. 100 de chômeurs, chez les *employés*; travail peu satisfaisant chez les *musiciens*.

A Châteaubriant, pas de chômeurs, 54 à 72 heures, chez les *typographes*.

A Saint-Nazaire, pas de changement chez les *typographes*; pas de chômeurs, 63 heures à la mer, et 52 heures dans le port, chez les *mécaniciens-navigateurs*.

45. — Loiret. — A Orléans, pas de changement chez les *boulangers*; 4 p. 100 de chômeurs chez les *limonadiers, restaurateurs, cuisiniers*; pas de changement chez les *charpentiers*, 2 p. 100 de chômeurs chez les *employés de commerce et d'industrie*.

A la Ferté-Saint-Aubin, pas de changement dans le bâtiment.

A Montargis, travail satisfaisant, 60 heures, chez les *jardiniers*; 20 p. 100 de chômeurs, 60 heures, dans le bâtiment.

Chez les *bûcherons*: 47 p. 100 de chômeurs, à Autry-le-Châtel; pas de chômeurs à Batilly à Chevilly, à Dammarie-en-Puisaye, à Faverelles; 10 p. 100 à Ouzouer-sur-Trézé.

46. — Lot. — A Cahors, pas de changement chez les *ouvriers cultivateurs, terrassiers et manœuvres*, pas de chômeurs chez les *charpentiers*; 31 p. 100 de chômeurs, 60 heures chez les *menuisiers-ébénistes*; pas de chômeurs chez les *tailleurs de pierre et maçons*; 24 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *peintres et tapissiers*.

A Souillac, 46 p. 100 de chômeurs chez les *ouvriers agriculteurs*.

47. — Lot-et-Garonne. — A Agen, pas de changement chez les *bouchers et charcutiers*; pas de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*; 37 p. 100 de chômeurs, 72 heures, chez les *tailleurs d'habits*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *tailleurs de pierres*.

A Casteljalous, pas de chômeurs, 36 heures, chez les *charpentiers*.

A Lavardac, 14 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *bouclonniers*.

A Marmande, pas de changement chez les *charpentiers*; pas de changement chez les *menuisiers-ébénistes*.

A Villeneuve-sur-Lot, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *typo-lithographes*.

49. — Maine-et-Loire. — A Angers, pas de chômeurs chez les *jardiniers*; travail satisfaisant, 60 heures, chez les *mouleurs*; pas de changement chez les *musiciens*.

A Cholet, pas de changement chez les *blanchisseurs et apprêteurs*; pas de changement, 54 heures, chez les *maçons et tailleurs de pierres*.

Chez les *tisserands*: pas de chômeurs à Andrezé; beaucoup de chômeurs à Saint-Léger-sur-Cholet; travail très peu satisfaisant à Saint-Philbert-en-Mauges; travail satisfaisant à la Saguinière; travail très mauvais à la Tessoualle.

50. — Manche. — A Cherbourg, travail peu satisfaisant chez les *prêcheurs et marins*, pas de changement chez les *jardiniers*; pas de changement chez les *ouvrières en robes*; pas de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*; travail peu satisfaisant chez les *ouvrières des fournitures militaires*; 5 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *mécaniciens*.

A Avranches, pas de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*.

51. — Marne. — A Châlons-sur-Marne, pas de changement chez les *imprimeurs en papiers peints*; 10 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *maçons*; pas de changement chez les *terrassiers*.

A Reims, pas de chômeurs, 70 heures, chez les *employés de la Compagnie du gaz*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *lithographes, papetiers, relieurs*; pas de changement dans l'industrie lainière; 28 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *trieurs de laine*; pas de chômeurs, 54 heures, chez les *menuisiers et ébénistes*; pas de changement chez les *tailleurs de pierre*; pas de changement chez les *maçons*; pas de changement chez les *plâtriers-maçons*; 4 p. 100 de chômeurs, 78 heures, chez les *employés*.

A Ay, pas de chômeurs chez les *vignerons*.

A Courlandon, pas de chômeurs, 72 à 84 heures, chez les *papetiers*.

A Épernay, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *caristes-tonneliers*; travail satisfaisant, 60 heures, chez les *bouclonniers*.

A Magneux, pas de changement chez les *ouvriers en pelleterie*.

52. — Marne (Haute-). — A Chaumont, travail peu satisfaisant, 42 heures, chez les *mégissiers-palissonneurs*; 33 heures chez les *mégissiers de rivière et manœuvres*.

A Arc-en-Barrois, pas de chômeurs, travail satisfaisant chez les *bûcherons*.

A Bussières-les-Belmont, pas de chômeurs chez les *vanniers*.

A Fayl-Billot, pas de chômeurs, 78 heures, chez les *vanniers*.

A Saint-Dizier, pas de changement chez les *typographes*.

53. — Mayenne. — A Laval, travail satisfaisant, 54 heures, chez les *typographes*.

54. — Meurthe-et-Moselle. — A Nancy, pas de changement chez les *cuisiniers-pâtisseries*; 11 p. 100 de chômeurs 108 heures, chez les *garçons-limonadiers*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *papetiers relieurs*; pas de chômeurs, 70 à 75 heures, chez les *tailleurs d'habits*; travail satisfaisant, 60 heures, chez les *chapeliors*; pas de changement chez les *peintres*; 11 p. 100 chez les *garçons de magasin livreurs*; pas de chômeurs chez les *musiciens*.

A Lunéville, pas de changement chez les *typographes*.

55. — Meuse. — A Bar-le-Duc, pas de changement chez les *typographes*.

A Commercy, 28 p. 100 de chômeurs, 50 heures, chez les *tailleurs de pierres*.

A Cousances-aux-Forges, pas de changement chez les *métallurgistes*.

A Lérrouville, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *carriers*.

A Stenay, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *mouleurs*.

56. — Morbihan. — A Vannes, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *typographes*; 11 p. 100 de chômeurs, 54 à 60 heures, chez les *menuisiers*; pas de chômeurs chez les *seigneurs mécaniques*.

A Auray, pas de changement chez les ouvriers en *chaussures*.

Au Bono, pas de chômeurs chez les *pêcheurs*.

A Lorient, pas de chômeurs chez les *marins*; 22 p. 100 de chômeurs, 90 à 95 heures, chez les *boulangers*; pas de changement dans le *bâtiment*.

Au Palais, travail médiocre chez les *inscrits maritimes*.

A Ploërmel, chômage complet chez les *boitiers*.

A Plouhaïec, 25 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *maçons*.

A Pontivy, pas de chômeurs, 54 heures, chez les *tailleurs de pierres*.

A Port-Louis, travail peu satisfaisant chez les *pêcheurs*.

A Rochefort-en-Terre, pas de chômeurs, 63 heures, chez les *ardoisiers*.

A Sauzon, chômage complet chez les *ferblantiers-boitiers*.

57. — Nièvre. — A Nevers, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *sabotiers*.

A Cercy-la-Tour, 25 p. 100 de chômeurs, 60 heures, dans le *bâtiment*.

A Clamecy, pas de changement chez les *ouvriers du port*.

A Corbigny, pas de chômeurs, 50 heures, chez les *carriers*.

A Cossaye, pas de changement dans le *bâtiment*.

A Decize, pas de chômeurs, 60 heures, dans le *bâtiment*.

A Demeurs, pas de chômeurs, 60 heures, chez les ouvriers de l'industrie *chimique*.

A la Charité-sur-Loire, pas de chômeurs, 60 heures, dans le *bâtiment*.

A Guérigny, pas de chômeurs, 48 heures, chez les ouvriers des *forges*.

A Moulins-Engilbert, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *maçons*.

A Prémy, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *travailleurs des produits chimiques*.

A Saint-Amand, pas de chômeurs chez les *potiers*.

A Sainte-Hélène, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *ouvriers en laines*.

A Saint-Léger-des-Vignes, pas de changement chez les *carriers*.

A Saint-Pierre-le-Moutier, pas de chômeurs, 66 heures dans le *bâtiment*.

En ce qui concerne les *bûcherons*: pas de chômeurs à Annay, 19 p. 100 à Arquian; pas de chômeurs à Azy-le-Vif; pas de chômeurs à Belley-sur-Oisy; pas de chômeurs à Bitry; pas de chômeurs à la Celle-sur-Nièvre; pas de chômeurs à Cessy-les-Bois, Champlemey; 10 p. 100 de chômeurs à Champvert; pas de chômeurs à la Chapelle-Saint-André, Châteauneuf; pas de chômeurs à Colméry; 50 p. 100 de chômeurs à Cossaye; 37 p. 100 de chômeurs à Dompierre-sur-Nièvre; pas de chômeurs à Donzy; 50 p. 100 à Druy-Parigny; pas de chômeurs à Entrains; chômage complet à Fours; pas de chômeurs à Guipy, à Lormes; pas de chômeurs à Magny-Cours; 56 p. 100 de chômeurs à Montambert; 53 p. 100 à Montaron; pas de chômeurs à Montigny-aux-Amognes; pas de chômeurs à Nannay, pas de chômeurs à Pazy; 33 p. 100 à Prémy; pas de chômeurs à Propreché; travail satisfaisant à Saint-Amand; pas de chômeurs à Saint-Aubin-des-Forges; 31 p. 100 de chômeurs à Saint-Bonnat; pas de chômeurs à Sainte-Colombe; 73 p. 100 à Saint-Hilaire-Fontaine; pas de chômeurs à Saint-Léger-des-Vignes; pas de chômeurs à Saint-Marc; pas de chômeurs à Sardy-les-Épiry; pas de chômeurs à Sichaamps.

58. — Nord. — A Lille, pas de changement chez les *boulangers*; 28 p. 100 de chômeurs chez les *cuisiniers*; pas de changement dans la *brasserie*, 1.6 p. 100 de chômeurs, 57 heures et demie, chez les *typographes*; 20 p. 100 de chômeurs, 57 heures et demie, dans l'*industrie du livre*; pas de changement chez les ouvriers de *filatures de lin, jute, chanvre, etc.*; pas de changement chez les *filateurs de coton*; pas de changement chez les ouvriers des *filatures*; 50 heures, travail satisfaisant, à la Corporation de Saint-Nicolas; pas de changement chez les *charpentiers et menuisiers*; travail satisfaisant 60 heures, chez les *métallurgistes*, de Lille et des environs; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *métallurgistes* de la corporation de Saint-Éloi; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *fondeurs*; pas de changement dans le *bâtiment*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les ouvriers en *pierres blanches*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *faïenciers*; pas de changement chez les *dames employées de commerce*; pas de changement chez les *chauffeurs-conducteurs*.

A Anzin, pas de changement chez les *métallurgistes*.

A Armentières, pas de changement, 54 à 55 heures, dans l'*industrie textile*; pas de chômeurs, 58 heures, chez les *charpentiers et menuisiers*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *métallurgistes*.

A Bellignies, pas de chômeurs, 40 à 50 heures, chez les *marbriers*.

A Bondue, travail satisfaisant, 54 heures, chez les *lingères*;

A Cambrai, pas de changement, chez les *mouleurs*; 15 p. 100 de chômeurs, 50 à 55 heures, chez les *couvreurs*.

A Cousolre, pas de changement chez les *marbriers à la cheminée*.

A Douai, pas de changement chez les *boulangers*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *typographes*; pas de chômeurs chez les *métallurgistes*; pas de chômeurs, 5¼ heures, chez les *peintres*.

A Dunkerque, 19 p. 100 de chômeurs, 54 et 60 heures, chez les *tordeurs d'huile* 44 p. 100 de chômeurs, 57 heures, chez les *voiliers*; pas de changement chez les *charpentiers-menuisiers*; 5¼ heures dans le *bâtiment*.

A Felleries, pas de chômeurs chez les *tourneurs sur bois*.

A Ferrière-la-Grande, 30 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *mouleurs*.

A Gommequies, pas de chômeurs, 54 heures, chez les *sciurs*.

A Halluin, 12 p. 100 de chômeurs, 50 à 54 heures, dans l'*industrie textile*; 3 p. 100 de chômeurs, 50 à 58 heures, chez les *travailleurs du bois*.

A Hautmont, pas de changement chez les *métallurgistes*.

A Jeumont, pas de chômeurs, 60 heures chez les *carriers*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *mécaniciens*.

A Laon, chômage presque complet chez les ouvriers des *machines à battre le grain*.

A Louvroil, pas de chômeurs, 63 à 66 heures chez les *métallurgistes*.

A Maubeuge, 6 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *métallurgistes*.

A Millonfosse, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *tourneurs en bois*.

A Onnaing, travail satisfaisant, 60 heures, dans la *métallurgie*.

A Quesnoy, pas de chômeurs, 76 heures, chez les ouvriers en *chaussures*.

A Rosendael, pas de changement chez les *maçons*.

A Roubaix, pas de changement chez les *typographes*; pas de changement chez les *charpentiers et menuisiers*; 14 p. 100 de chômeurs, 59 heures, chez les *chaudronniers*; 9.8 p. 100 de chômeurs, 60 heures, travail satisfaisant chez les *ouvriers textiles*; 23 p. 100 de chômeurs, 58 heures, chez les *ourdisseurs*; 15 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *mouleurs*, travail médiocre, 60 heures, chez les *terrasiers*; 2 p. 100 de chômeurs, 50 heures, chez les *paveurs et piqueurs de grès*; pas de changement chez les *ouvriers en pierres blanches*; pas de changement chez les *ouvriers en pierres bleues*; pas de changement chez les *peintres*; pas de chômeurs chez les *coiffeurs*.

A Sous-le-Bois, 8 p. 100 de chômeurs, 50 à 60 heures, chez les *métallurgistes*.

A Tourcoing, pas de changement chez les *charpentiers-menuisiers*; 8 p. 100 de chômeurs, 50 à 60 heures, dans l'*industrie textile*; pas de changement dans l'*industrie du tissu* (Union travailleurs); 40 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *trieurs de laine*; 2 p. 100 de chômeurs chez les *ouvriers des tapis en grosse moquette*; 2 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *mécaniciens*; 11 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *terrasiers*, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *plafonneurs*; 4 p. 100 de chômeurs, 58 heures, chez les *ferblantiers-couvreurs-zingueurs*; pas de changement chez les *domestiques du roulage*.

A Valenciennes, 2 p. 100 de chômeurs, 70 à 72 heures, chez les *boulangers*; pas de changement chez les *typographes*; pas de changement chez les *charpentiers-menuisiers*; 20 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *peintres*.

Chez les *tisseurs*: 25 p. 100 de chômeurs, 60 heures, à Avesnes-les-Aubert; pas de chômeurs, 40 heures, à Avesnes; 18 p. 100 à Avesnes-le-Sec; pas de chômeurs, 57 heures, à Bailleul; 19 p. 100 de chômeurs, 60 heures, à Beauvois; 53 p. 100 de chômeurs, 72 heures, à Évéillers; 60 heures à Bondues; 38 p. 100 de chômeurs, 60 heures, à Bousières; pas de chômeurs à Briastre; 70 p. 100 de chômeurs, 60 heures, à Carnières; 12 p. 100 de chômeurs, 60 heures à Comines; travail peu satisfaisant, 40 à 50 heures, à Fourmies, 1 p. 100 à la Gorgue; 35 à 40 p. 100 de chômeurs à Haspres; 1 à 2 p. 100 de chômeurs, 55 et 60 heures, à Houplines; 10 p. 100 à Lannoy; 55 heures à Nieppe; 50 p. 100 de chômeurs, 75 heures, à Saulzoir; 8 100 de chômeurs, 72 heures, à Saint-Hilaire-lès-Cambrai; pas de chômeurs, 60 heures, à Souplet; 48 p. 100 de chômeurs, 60 heures, à Villers-en-Cauchies.

59. — Oise. — A Beauvais, 10 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *typographes*.

A Andeville, pas de changement chez les *tabletiers*.

A Bethisy, pas de changement chez les *brossiers*.

A Compiègne, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *typographes*; 25 p. 100 de chômeurs, 48 heures, dans le *bâtiment*.

A Corbeil-Cerf, pas de changement chez les *tabletiers*.

A Creil, pas de changement dans le *bâtiment*; travail peu satisfaisant chez les *verriers*; 3 p. 100 de chômeurs chez les *comptables*; pas de changement chez les *employés*.

A Cuise-la-Motte, pas de changement chez les *junelliers*.

A Feuquières, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *verriers*.

A Hermes, pas de chômeurs, 63 heures, chez les ouvriers des *scieries mécaniques*.

A Lormaison, pas de changement chez les *tabletiers*.

A Méru, pas de chômeurs, 60 heures, dans l'*industrie du livre*.

A Senlis, pas de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*.

A Mouy, pas de chômeurs, 48 heures, chez les *coupeurs-brocheurs en chaussures*.

60. — Orne. — A Alençon, pas de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*; pas de chômeurs chez les *employés*.

A Domfront, travail peu satisfaisant, 60 heures, dans l'*industrie cotonnière*.

A Flers, pas de changement chez les *typographes*; pas de changement dans l'*industrie cotonnière*; travail normal, 63 heures, chez les *mouleurs*, pas de chômeurs, 60 heures, dans le *bâtiment*.

A la Chapelle-Montligcon, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *typographes*.

61. — Pas-de-Calais. — A Arras, pas de chômeurs, 70 heures, chez les *boulangers*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *typographes*.

A Arques, pas de changement chez les *verriers*; pas de chômeurs, 60 heures chez les *filassiers*; 2 p. 100 de chômeurs, 66 heures, chez les *terrasiers et carriers*.

A Boulogne-sur-Mer, 18 p. 100 de chômeurs chez les *marcyeurs et saleurs*; pas de changement chez les *typographes*; pas de chômeurs chez les *tonneliers*; travail satisfaisant, 72 heures, chez les *cimentiers*; travail satisfaisant, 63 heures, chez les *déchargeurs*.

A Calais, travail peu satisfaisant, 54 heures, chez les *typographes*; pas de changement chez les *perceurs de cartons*; 6 p. 100 de chômeurs, 60 heures, dans le *bâtiment*.

A Hénin-Liétard, pas de chômeurs, 90 heures, chez les *ouvriers de la brasserie*.

A Lens, pas de chômeurs, 51 heures en général, travail satisfaisant chez les *mineurs*.

A Marquise, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *mécaniciens*.

A Saint-Omer, travail peu satisfaisant, 56 heures, chez les *lingères*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les ouvriers *pipiers*; 3 p. 100 de chômeurs, 53 heures, dans le *bâtiment*.

62. — Puy-de-Dôme. — A Clermont-Ferrand, 30 p. 100 de chômeurs, 102 à 115 heures, chez les *garçons de café*, *limonadiers-restaurateurs*; pas de changement chez les *typographes*; pas de changement chez les *lithographes*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *ouvriers en voitures*; 40 p. 100 de chômeurs, 50 heures, chez les *tailleurs de pierres*; pas de chômeurs,

60 heures, chez les *maçons*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *terrassiers*; 16 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *employés*.

A Saint-Rémy-sur-Durolle, pas de changement chez les *couteliers*.

A Thiers, pas de changement chez les *monteurs en coutellerie*; pas de chômeurs chez les *employés*.

A Volvic, 5 p. 100 de chômeurs, 58 heures, chez les *carriers*.

Chez les *mineurs*: 3 p. 100 de chômeurs, 54 à 66 heures, à Bressac; pas de chômeurs, 54 heures, à Meissex.

63. — Pyrénées (Basses-). — A Bayonne, pas de changement chez les *boulangers*; travail moins abondant chez les *tailleurs*.

A Biarritz, travail satisfaisant, 60 heures, chez les *tailleurs de pierre*.

A Pau, pas de changement chez les *cuisiniers*; pas de changement chez les *typographes*, pas de chômeurs chez les travailleurs du Gave.

64. — Pyrénées (Hautes-). — A Tarbes, 2 p. 100 de chômeurs, 54 à 60 heures, chez les *mécaniciens*; pas de chômeurs, 54 heures, chez les *peintres*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *plâtriers*; pas de chômeurs dans l'enseignement privé.

A Bagnères-de-Bigorre, pas de changement chez les *ouvriers textiles*.

65. — Pyrénées-Orientales. — A Perpignan, 10 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *cuisiniers*, pas de chômeurs, 98 heures, chez les *pâtisseries-confiseurs*; pas de changement chez les *typographes*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *serruriers-mécaniciens*; travail peu satisfaisant, 60 heures chez les *maçons*; pas de changement chez les *plâtriers-cimentiers*, 4 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *tailleurs de pierres*; 6 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *peintres*; 20 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *ferblantiers-plombiers-zingueurs*.

A Cérét, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *ouvriers en liège*.

A Lamanère, pas de chômeurs, 72 heures, chez les *espadrilleurs trépointeurs*.

A Port-Vendres, pas de changement chez les *dockers*.

A Taurinya, pas de chômeurs, 40 heures, chez les *mineurs*.

En ce qui concerne les *ouvriers agricoles et viticoles*; pas de chômeurs à Canet; pas de chômeurs à Cérét; 26 p. 100 à Cairat; pas de chômeurs à Corneilla del Vercol; pas de chômeurs à Espira-de-l'Agly; pas de chômeurs à Montner; 20 p. 100 de chômeurs à Rivesaltes; 21 p. 100 à Salses; 9 p. 100 de chômeurs à Trouillas; 3 p. 100 à Villeneuve-de-la-Raho.

66. — Belfort (Territoire de). — A Belfort, pas de changement chez les *typographes*; pas de chômeurs chez les *employés de commerce*.

A Rougemont-le-Château, pas de chômeurs, 60 heures, dans l'industrie textile.

67. — Rhône. — A Lyon, 29 p. 100 de chômeurs, 72 heures, chez les *cuisiniers*, 7 p. 100 de chômeurs chez les *garçons limonadiers-restaurateurs*; travail satisfaisant chez les *meuniers*; travail moins abondant, 45 heures, chez les *bourriers*. — 4 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*; 7 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *papetiers-règleurs*; pas de changement chez les *cartonniers de luxe*. — Pas de changement dans l'habillement; 32 p. 100 de chômeurs, 35 à 40 heures, chez les *imprimeurs sur étoffe*; pas de changement chez les *blanchisseuses*; 4 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *coupeurs, brocheurs et cambreurs*; 36 p. 100 de chômeurs, 50 heures, chez les *ouvriers du tissage mécanique*; 65 p. 100 de chômeurs, 40 heures, à l'union des *tisseurs*; pas de changement chez les *ouvrières de la soie*; travail médiocre chez les *tailleurs d'habits*; 2 p. 100 de chômeurs chez les *coupeurs-chemisiers*; 2 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *chapeliers*; 53 p. 100 de chômeurs, 50 heures, chez les *ouvriers de la teinturerie*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *tullistes en dentelle*. — 40 p. 100 de chômeurs chez les *sculpteurs sur bois et mouluriers*; pas de changement chez les *tailleurs de pierre*; 11 p. 100 de chômeurs chez les *cimentiers*; 80 p. 100 de chômeurs, 40 heures, chez les *colleurs de papiers peints*; 50 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *plâtriers-peintres*; 3 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *peintres-décorateurs ornementistes*; — 3 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *ouvriers en*

céramique; travail peu satisfaisant chez les *biseauteurs-miroitiers*. — Pas de changement chez les *cochers*; pas de chômeurs chez les *camionneurs*; 10 p. 100 de chômeurs chez les *comptables*; travail peu satisfaisant chez les *employés de la soierie*; 1 p. 100 de chômeurs chez les *sténographes commerciaux*; pas de changement chez les *dames employées de commerce*; 53 p. 100 de chômeurs chez les *infirmiers*; travail normal chez les employés d'*officiers ministériels*; pas de chômeurs chez les *emballeurs*.

A Bourg-de-Thizy, 9 p. 100 de chômeurs, 55 heures, chez les *tisseurs*.

A Collonges-aux-Monts-d'Or, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *horticulteurs*.

A Givors, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *mouleurs*; pas de chômeurs, 60 heures, dans le *bâtiment*.

A Grandris, 19 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *tisseurs*.

A Grigny, pas de changement chez les *chapeliers*.

A Neuville-sur-Saône, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *horticulteurs-jardiniers*.

A Pierre-Bénite, travail satisfaisant chez les *tailleurs sur cristaux*.

A Tarare, 30 p. 100 de chômeurs, 40 heures, chez les *tisseurs de plumetis*; 5 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *apprêteurs*; 15 p. 100 de chômeurs, 50 heures, chez les *brodeuses*.

A Thizy, 16 p. 100 de chômeurs chez les *tisseurs*.

68. — **Saône (Haute-).** — A Vesoul, pas de changement chez les *typographes*.

A Goubenans, travail très satisfaisant chez les *verriers*.

69. — **Saône-et-Loire.** — Au Creusot, pas de chômeurs, 60 heures, travail satisfaisant chez les *métallurgistes*.

A Coulhanc, 62 p. 100 de chômeurs, chez les *tisseurs*.

A Mâcon, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *ouvriers en cuivre*; pas de chômeurs chez les *coiffeurs*.

A Montceau-les-Mines, pas de changement chez les *mineurs*.

A Montchanin-les-Mines, 54 heures, chez les *mineurs*.

A Nanton, pas de chômeurs, 55 à 60 heures, chez les *carriers*.

70. — **Sarthe.** — Au Mans, 7 p. 100 de chômeurs, 98 heures, chez les *boulangers* du Mans et de la Sarthe; 54 p. 100 de chômeurs à l'Union mancelle des *boulangers*; pas de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*; 20 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *menuisiers*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *charpentiers*, pas de chômeurs, 63 heures, chez les *ouvriers en voitures*; 45 p. 100 de chômeurs, 48 heures, chez les *plâtriers*; 5 p. 100 de chômeurs chez les *coiffeurs*.

A Sablé, travail peu satisfaisant, 65 heures, chez les *marbriers*.

A Vibraye, pas de chômeurs, 66 heures, chez les *ouvriers en manches de parapluie*.

71. — **Savoie.** — A Chambéry, pas de changement chez les *typographes*; pas de changement chez les *travailleurs du cuir*; pas de changement, chez les *tailleurs de pierre*; pas de changement chez les *plâtriers-peintres*; pas de chômeurs chez les *employés de commerce*.

A Aix-les-Bains, pas de changement dans le *bâtiment*.

A Arvillard, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *forgerons*.

A la Bridoire, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *tullistes*.

Aux Echelles, pas de changement chez les *gainiers*.

A Fourmeaux, travail satisfaisant, 60 à 72 heures chez les *papetiers* du Mont-Cenis.

A Montiers, 25 p. 100 de chômeurs, 54 heures, dans le *bâtiment*.

A Pont-de-Beauvoisin, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *tisseurs*.

A Saint-Jean-de-Maurienne, 15 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *plâtriers*.

A Ugine, pas de chômeurs, 84 heures, chez les *métallurgistes*.

72. — **Savoie (Haute-).** — A Challonges, pas de chômeurs, 44 heures, chez les *mineurs*.

A Cluses, pas de changement chez les *horlogers*.

A Lovagny, travail satisfaisant, 60 heures, chez les *mineurs d'asphalte*.

A Thollon, pas de chômeurs chez les *carriers*.

A Thonon, pas de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*; 16 p. 100 de chômeurs, 54 heures, dans le *bâtiment*.

A Taninges, 16 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *diamantaires*.

73. — Seine. — A Paris, 1 p. 100 de chômeurs, travail satisfaisant, chez les *horticulteurs*.

50 p. 100 de chômeurs chez les *boulangers* du XIII^e arrondissement; 10 p. 100 de chômeurs chez les *boulangers-viennois-pâtisseries*; 7 p. 100 de chômeurs, 70 à 80 heures, chez les *boulangers* compagnons du Nouveau siècle; 10 p. 100 de chômeurs à la Société amicale des *boulangers*; 13 p. 100 de chômeurs chez les *travailleurs de la boulangerie* et les *porteurs*; pas de chômeurs chez les *boulangers* de l'Assistance publique; 5,3 p. 100 de chômeurs chez les *cuisiniers* de la Seine; 16 p. 100 de chômeurs chez les *cuisiniers* de Paris; 18 p. 100 de chômeurs, 72 heures, à la Société mixte des *cuisiniers* de Paris; 10,6 p. 100 de chômeurs, 76 heures, chez les *pâtisseries* de la Seine; 4 p. 100 de chômeurs chez les employés des *volailles* et *gibiers des Halles*; 3 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les employés du *pavillon de la marée*

Pas de chômeurs, 60 heures, travail satisfaisant chez les *travailleurs du gaz*; pas de chômeurs chez les *allumeurs de gaz*.

3,8 p. 100 de chômeurs, 54 heures, travail satisfaisant chez les ouvriers de la Chambre syndicale *typographique*; moins de 1 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les ouvriers de la Chambre syndicale des ouvriers du *livre*; 4 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *imprimeurs-conducteurs-typographes*; 1/4 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *typographes* indépendants; moins de 1 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *fondeurs-typographes*; 5 p. 100 de chômeurs à l'union *lithographique*; moins de 1 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *lithographes* indépendants; 7 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *phototypistes*; pas de changement chez les *photographeurs*; 1 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *stéréotypistes-galvanoplastes*; pas de chômeurs, 65 heures, chez les *graveurs sur bois pour impression*; travail satisfaisant, 60 heures, chez les *graveurs d'écriture*; pas de changement chez les *graveurs de musique*; 6 p. 100 de chômeurs chez les *papetiers-régisseurs*.

22 p. 100 de chômeurs, 48 heures, chez les ouvriers en *pelletterie*; 8 p. 100 de chômeurs, 50 heures, chez les *porte-feuillelistes-marquins*; 7 p. 100 de chômeurs, 56 heures, chez les *selliers-harnacheurs*; 7 p. 100 de chômeurs, 55 heures, chez les *selliers* et *mécaniciennes* de l'*article de chasse*; travail peu satisfaisant chez les *gantiers*.

36 p. 100 de chômeurs, 54 à 60 heures, chez les *tisseurs* en tous genres; travail plus abondant chez les *coupeurs-tailleurs*; travail peu satisfaisant, 54 à 60 heures, chez les *tailleurs* et *couturières*; 4 p. 100 de chômeurs, 57 heures, chez les *coupeurs-chemisiers*; 2 p. 100 de chômeurs chez les *teinturiers-dégraissers*; pas de chômeurs chez les *chapeliers* en *fantaisie feutre et paille*; 7 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les ouvriers en *chapeaux de soie*; 3 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *casquettiers*.

7 p. 100 de chômeurs, 48 heures, chez les *charpentiers*; travail peu satisfaisant, 60 heures, chez les *menuisiers* du bâtiment; 31 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *poseurs en menuiserie*; 33 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *sieurs de long*; 29 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les ouvriers de la *voiture*; 1 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les compagnons *charrons*; 5 p. 100 de chômeurs, 60 heures chez les *layetiers-emballers*; 2 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *monteurs-étalagistes*.

10 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *contremaitres-métallurgistes*; 20 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *métallurgistes* indépendants; 4,2 p. 100 de chômeurs, (nombreux renvois dans l'automobile), chez les *mécaniciens*; travail peu satisfaisant, 60 heures, chez les *tourneurs-robinetiers*; 7 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les ouvriers *mécaniciens* de l'*industrie électrique*; 15 p. 100 de chômeurs chez les *bijoutiers* en doré-fantaisie; 7,2 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les ouvriers en *instruments de précision* (répercussion de la crise de l'automobile); travail satisfaisant, 60 heures, chez les ouvriers en *persiennes* en *fer*; 2 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *soudeurs* et *apprêteurs en tubes de cuivre*; 25 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *potiers d'étain*; 19 p. 100 de chômeurs, chez les *estampeurs de pointes d'acier*; 6 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les ouvriers en *scies*; pas de changement chez les *tailleurs d'acier*; 27 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *polisseurs* sur tous métaux.

5 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *peintres en bâtiment*; travail peu satisfaisant

15 heures, chez les *peintres-fleurs-décorateurs*; 7 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *plombiers et similaires*.

Travail peu satisfaisant, 48 heures, chez les *boucheurs à l'émeri*; 16 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *biseauteurs et argenteurs de glaces*.

23 p. 100 de chômeurs, 54 heures, à la chambre syndicale indépendante des *employés* - 3 p. 100 de chômeurs, 60 heures, à l'Union des *comptables*; 8 p. 100, 60 heures, chez les *comptables et teneurs de livres*; 1 p. 100 de chômeurs chez les *employés en serrurerie*; pas de chômeurs chez les *employés de commerce de la glace*; pas de chômeurs chez les *employés du commerce et de l'industrie du livre*; 7 p. 100 de chômeurs à l'*Alliance sténographique*; 1 p. 100 de chômeurs chez les *clercs d'huissiers*; 1 p. 100 de chômeurs chez les *voyageurs et représentants de commerce*; 11 p. 100 de chômeurs à l'Union des travailleurs des *transports et manutentiers*; pas de changement chez les *placiers en fleurs et plumes*; 3 p. 100 de chômeurs chez les *chauffeurs, conducteurs, mécaniciens, automobilistes*; 6 p. 100 de chômeurs, 72 heures, chez les *chauffeurs, mécaniciens, électriciens et automobilistes de France*; travail peu satisfaisant chez les *conducteurs de voitures automobiles*; pas de chômeurs chez les *porteurs des halles et marchés*.

22 p. 100 de chômeurs chez les *manœuvres industriels*; 8 p. 100 de chômeurs chez les *laveurs de voitures*; 3 à 4 p. 100 de chômeurs chez les *coiffeurs*; 6 p. 100 de chômeurs chez les *préparateurs en pharmacie*; 57 p. 100 de chômeurs chez les *garde-malades*; 20 p. 100 de chômeurs chez les *instituteurs privés*; travail satisfaisant chez les *institutrices privées*; pas de chômeurs dans l'*enseignement privé*; 40 p. 100 de chômeurs chez les *pianistes*; pas de chômeurs chez les *machinistes*.

A Alfortville, pas de chômeurs, 60 à 72 heures, chez les *ouvriers en pompes*.

A Ivry, pas de changement chez les *verriers*.

A Levallois-Perret, pas de changement chez les *ferreurs de voitures*.

A Sceaux, pas de changement chez les *blanchisseurs*.

74. — **Seine-Inférieure.** — A Rouen, 16 p. 100 de chômeurs chez les *maîtres d'hôtels, garçons, limonadiers, restaurateurs*; pas de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*; pas de changement chez les *cotonniers*; travail satisfaisant chez les *tailleurs coupeurs*; pas de chômeurs chez les *parqueteurs*; 16 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *tonneliers*; 15 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *chaudronniers*; 21 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *terrasiers carriers*; pas de chômeurs, 54 heures, chez les *peintres en bâtiment*; 57 p. 100 de chômeurs chez les *courreurs, plombiers, zingueurs*; pas de chômeurs chez les *chefs d'équipe du port*; 37 p. 100 de chômeurs chez les *ouvriers du port*; 48 p. 100 de chômeurs chez les *charbonniers*; pas de changement chez les *chauffeurs-mécaniciens de la marine*; pas de changement chez les *voyageurs et représentants de commerce*; pas de changement chez les *ouvriers du port*; pas de chômeurs chez les *musiciens*.

Au Havre, pas de chômeurs chez les *boulangers*; pas de changement chez les *maîtres d'hôtel et garçons navigateurs du port*; 2 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*; 33 p. 100 de chômeurs, 48 heures, chez les *coilliers*; pas de chômeurs chez les *tailleurs et seiers*; pas de changement chez les *cochers*; pas de changement chez les *capitaines au cabotage*, pas de changement chez les *ouvriers du port*; pas de chômeurs, 48 heures, chez les *journaliers des docks*; 18 p. 100 de chômeurs, 28 heures, chez les *charbonniers et déchargeurs de navires*; pas de chômeurs chez les *sténographes dactylographes*.

A Bolbec, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *cotonniers*.

A Caudebec-les-Elbeuf, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *mouleurs*.

A Déville-les-Rouen, 3 p. 100 de chômeurs, 63 heures, chez les *métallurgistes*.

A Dieppe, 5 p. 100 de chômeurs, 57 heures, dans le *bâtiment*; pas de chômeurs 72 heures, chez les *employés de commerce*; travail médiocre 57 heures, chez les *dockers*.

A Elbeuf, travail assez satisfaisant, 60 heures, chez les *maçons et plâtriers*.

A Fécamp, 12 p. 100 de chômeurs, 45 à 60 heures, chez les *ouvriers du port*.

A Sahures, pas de changement chez les *bûcherons*.

Chez les *verriers*: pas de chômeurs à Courval, à Incheville, à Nesle-Normandeuse, à Romesnil à Rétonval, à Varimpré, à Essarts, à Martaineville, au Val d'Aunay.

75. — **Seine-et-Marne.** — A Coulommiers, pas de changement chez les *métallurgistes*.

A La Ferté-sous-Jouarre, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *maçons*.

A Laghy (Montévrain), pas de chômeurs, chez les *typographes*.

A Meaux, pas de chômeurs chez les *typographes*; pas de chômeurs 60 heures, au syndicat *mélodo de l'industrie du livre*; pas de chômeurs chez les *mécaniciens*.

A Melun, pas de changement chez les *boulangers*; pas de changement chez les *métallurgistes*.

A Montreuil, pas de changement chez les *juânciers*.

A Moulin-Foulon, pas de chômeurs chez les *tailleurs de pierre*.

A Nanteuil-les-Meaux, pas de chômeurs, 72 heures, chez les *carriers-plâtriers*.

A Nemours, chômage complet chez les *diamantaires*.

A Noisiel, pas de changement chez les *chocolatiers*.

Chez les *ouvriers agricoles*, pas de chômeurs à Coulommiers, à Lizy-sur-Ourcq, à Messy, à Mitry-Mory, 2 p. 100 à Oissey; pas de chômeurs à Thieux.

76. — Seine-et-Oise. — A Versailles, 9 p. 100 de chômeurs chez les *cuisiniers*; pas de changement chez les *scieurs, découpeurs, mouluriers*; pas de changement chez les *serruriers-mécaniciens*; pas de chômeurs 60 heures, chez les *maçons*; pas de chômeurs, 54 heures, chez les *peintres*; pas de chômeurs chez les *cochers*; pas de chômeurs chez les *employés*, pas de chômeurs chez les *coiffeurs*.

A Argenteuil, pas de changement chez les *chapeliers*.

A Ballancourt, moins de 1 p. 100 de chômeurs 66 heures, chez les *papetiers*.

A Bonnières, pas de changement, 60 heures, chez les *raffineurs de pétrole*.

A Chaville, pas de changement chez les *blanchisseurs*; 25 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *maçons*.

A Chevreuse, pas de chômeurs, 54 heures, chez les *carriers*.

A Corbeil, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *meuniers*; pas de changement chez les *menuisiers*; pas de changement chez les *peintres*;

A Etampes, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *typographes*; pas de chômeurs, 63 heures, chez les *mouleurs*.

A Mantes, 43 p. 100 de chômeurs, 98 heures, chez les *boulangers*; pas de chômeurs, 60 heures, dans l'*industrie du livre*; pas de changement chez les *ouvriers en instruments de musique*.

A Meudon, 60 p. 100 de chômeurs, 40 à 50 heures, chez les *maçons*.

A Méry-sur-Oise, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *carriers*.

A Orsay, pas de chômeurs, 60 heures, dans le *bâtiment*.

Au Pecq, pas de changement chez les *typographes*.

A Pontoise, 13 p. 100 de chômeurs chez les *boulangers*.

A Saint-Germain-en-Laye, pas de changement chez les *boulangers*.

A Villeneuve-Saint-Georges, travail satisfaisant, 60 heures, dans le *bâtiment*.

77. — Sèvres (Deux-). — A Bressuire, pas de chômeurs, 60 heures, dans le *bâtiment*.

A Niort, pas de changement chez les *typo-lithographes*.

A Melle, pas de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*.

A Parthenay, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *scieurs-mécaniciens*; pas de chômeurs, chez les *employés*.

A Saint-Jean-de-Thouars, pas de changement chez les *tailleurs de pierre*.

A Thouars, travail satisfaisant, 54 heures, chez les *typographes*.

78. — Somme. — A Amiens, 2 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *lithographes*; moins de 1 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*, pas de changement chez les *ouvriers de l'habillement*; 3 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *ouvriers de l'ameublement*; pas de changement chez les *mouleurs*, 4 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *serruriers*; pas de changement chez les *cimentiers*; 5 p. 100 de chômeurs chez les *employés*.

A Abbeville, travail satisfaisant, 60 heures, chez les *typographes*; 14 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *ouvriers du bâtiment*; 2 p. 100 de chômeurs chez les *commis aux écritures et employés de commerce*.

A Albert, pas de changement chez les *mécaniciens*.

A Villers-Bretonneux, travail satisfaisant, 60 heures, chez les *bonnetiers*.

79. — Tarn. — A Albi, 48 heures chez les *mineurs*; 25 p. 100 de chômeurs chez les *boulangers*; pas de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*; 29 p. 100 de chômeurs, 40 à 50 heures, chez les *chapeliers appropriateurs*; 16 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *charpentiers*; 3 p. 100 de chômeurs, 60 heures, dans le *bâtiment*, 23 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *maçons*; 30 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *terrassiers* et *manœuvres*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les ouvriers en *chaux et ciments*.

A la Bastide-Renaux, pas de chômeurs, 60 heures, dans l'*industrie lainière*.

A Carmaux, pas de changement chez les *mineurs*.

A Castres, pas de chômeurs, 60 heures, dans l'*industrie textile*; pas de chômeurs, 54 heures, chez les *charpentiers*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *menuisiers-ébénistes*; travail satisfaisant, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *métallurgistes*; pas de changement chez les *tourneurs sur bois*, pas de changement chez les *mouleurs*; pas de chômeurs, 55 heures, chez les *sculpteurs*, pas de changement chez les *plâtriers*.

A Dourgne, pas de chômeurs, 48 heures, chez les *ardoisiers*.

A Graulhet, 40 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *ouvriers moutonniers*; pas de changement dans le *bâtiment*.

A Mazamet, 42 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *tanneurs*; 50 p. 100 de chômeurs, 48 à 60 heures, chez les *mégissiers*, 65 p. 100 de chômeurs chez les *ouvriers de la peau de mouton*; 90 p. 100 de chômeurs, 50 heures, dans l'*industrie textile*; 2 p. 100 de chômeurs, 50 à 60 heures, chez les *fleurs*; pas de chômeurs chez les *maçons et cimentiers*; pas de changement chez les *menuisiers-ébénistes*; 48 p. 100 de chômeurs, 50 heures, chez les *manœuvres et terrassiers*; pas de changement chez les *charretiers-camionneurs*.

A Rabastens, 11 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *maçons et charpentiers*.

A Saint-Amans-Soul, 62 p. 100 de chômeurs, 36 heures, chez les *délaimeurs*.

80. — Tarn-et-Garonne. — A Montauban, pas de chômeurs, 55 heures, chez les *typographes*; 5 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *typo-lithographes*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *cordonniers*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *menuisiers et charpentiers*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *menuisiers-ébénistes*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *métallurgistes*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *plâtriers*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *maçons*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *peintres en bâtiment*.

81. — Var. — A Toulon, pas de chômeurs chez les *travailleurs de la terre*; 21 p. 100 de chômeurs, 72 heures, chez les *boulangers*; pas de chômeurs, 48 à 54 heures, chez les *travailleurs de l'usine à gaz*; 15 p. 100 de chômeurs, 50 heures, chez les *menuisiers*, pas de changement chez les *tailleurs de pierre*.

A Draguignan, pas de changement chez les *maçons*.

A la Garde, pas de changement dans le *bâtiment*.

A la Seyne, 3 p. 100 de chômeurs, 48 heures, travail peu satisfaisant, chez les *marins* et *pêcheurs*; pas de changement chez les *métallurgistes*.

82. — Vaucluse. — A Avignon, pas de chômeurs, 54 heures, chez les *imprimeurs*; pas de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*; 11 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les ouvriers en *chaussures*; pas de changement chez les ouvriers de l'*habillement*; 7 p. 100 de chômeurs, 50 heures, chez les *tonneliers*; pas de changement chez les *mécaniciens*; 8 p. 100 de chômeurs, 60 heures, dans le *bâtiment*; pas de changement chez les *charretiers*.

A Apt, pas de chômeurs, 60 heures, dans le *bâtiment*.

A L'Isle-sur-la-Sorgue, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *plâtriers*.

A Ménerbes, pas de chômeurs chez les *carriers*.

A Orange, pas de changement dans le *bâtiment*;

A Villeneuve-d'Avignon, 15 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *tanneurs-corroyeurs*.

83. — Vendée. — A la Roche-sur-Yon, travail satisfaisant, 54 heures, chez les *typographes*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *charpentiers et menuisiers*.

A Faymoreau, pas de chômeurs, 64 heures, chez les *mineurs*.

A Fontenay-le-Comte, travail satisfaisant, 60 heures, chez les *typographes*.

Aux Sables-d'Olonne, 70 p. 100 de chômeurs, 42 heures, chez les *ouvriers boitiers*.

Chez les *tisserands*, chômage général à Evrunes; 15 p. 100 aux Épesses; pas de chômeurs, 50 heures, à Mortagne-sur-Sèvre; chômage général à Saint-Laurent-sur-Sèvre; travail peu satisfaisant, à Saint-Malo-du-Bois.

A Mervent, pas de chômeurs, 66 heures, chez les *forestiers*.

84. — **Vienne.** — A Poitiers, pas de changement chez les *typographes*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *menuisiers-ébénistes*.

A Châtellerault, pas de chômeurs, chez les *boulangers*; pas de chômeurs, 36 à 42 heures, chez les *maréchaux-ferrants*; 11 p. 100 de chômeurs, 48 heures, chez les *vitriers-peintres et colleurs de papiers peints*.

85. — **Vienne (Haute-).** — A Limoges, pas de changement chez les *boulangers*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *imprimeurs-conducteurs-typographes*; travail satisfaisant, 60 heures, chez les *relieurs et dorcurs*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *corroyeurs*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *carrossiers-bourreliers*; 8 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *charpentiers*; 14 p. 100 de chômeurs, 60 heures chez les *menuisiers*; pas de chômeurs, 60 heures chez les *sabotiers*; pas de changement, 54 heures chez les *maçons*; pas de changement, chez les *peintres*; 24 p. 100 de chômeurs dans la *céramique*; pas de chômeurs chez les *musiciens*; 2 p. 100 de chômeurs chez les *employés*.

A Châlus, travail satisfaisant chez les *feuilleardiens*.

Au Dorat, pas de chômeurs chez les *maçons*.

A Saint-Léonard, pas de changement chez les *menuisiers*.

A Saint-Yrieix, pas de changement chez les *terrasiers*.

86. — **Vosges.** — A Épinal, pas de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*; pas de chômeurs chez les *employés*.

A Gérardmer, pas de chômeurs, 66 heures, chez les *ouvriers en jouets*.

A Jubainville, pas de chômeurs, 48 heures, chez les *ouvriers de l'aiguille*.

A Remiremont, pas de changement, dans le *bâtiment*; pas de changement chez les *employés*.

A Saint-Dié, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *mouleurs*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *mécaniciens*.

A Saulures-sur-Mosellotte, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *carriers*.

A Anould, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *ouvriers des papeteries*.

Chez les *ouvriers textiles*: pas de chômeurs à Châtel-sur-Moselle, à Fresse-sur-Moselle, à Gérardmer, à Provençères-sur-Fave, à Remiremont, à Saint-Dié, à Saint-Léonard; travail peu satisfaisant à Saint-Maurice-sur-Moselle; travail satisfaisant au Thillot; pas de chômeurs à Val-d'Ajol; 2 p. 100 de chômeurs à Moyenmoutier.

87. — **Yonne.** — A Auxerre, 4 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*.

A Chassignelles, pas de changement chez les *tailleurs de pierres*.

A Sens, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *métallurgistes*; 11 p. 100 de chômeurs, 71 heures, dans le *bâtiment*.

Chez les *bûcherons*: pas de chômeurs à Lavau, à Mézilles, à Moutiers, à Saint-Fargeau, à Saint-Privé, à Saint-Sauveur-en-Puisaye; à Septfonds, à Sommeceaise, à Treigny.

88. — **Algérie.** — A Alger, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *tonneliers*; pas de changement chez les *employés en quincaillerie*.

A Blida, chômage presque complet chez les *cordonniers*.

A Constantine, pas de changement chez les *tailleurs de pierre*.

A Arzew, 9 p. 100 de chômeurs chez les *boulangers*.

A Mustapha, travail stationnaire, chez les *charpentiers*.

A Oran, 10 p. 100 de chômeurs, chez les *maçons*; 75 p. 100 de chômeurs chez les *mécaniciens-chauffeurs*.

Commerce extérieur de la France. — Tableau des importations et exportations pendant les trois premiers mois de 1908 :

	1908.	1907.	AUGMENTATIONS en 1908.	DIMINUTIONS en 1908.
	1,000 francs.	1,000 francs.	1,000 francs.	1,000 francs.
IMPORTATIONS.				
Objets d'alimentation.....	209,495	240,299	"	30,804
Matières nécessaires à l'industrie.....	1,069,405	1,093,476	"	24,071
Objets fabriqués.....	290,196	269,020	21,176	"
TOTAUX.....	1,569,096	1,602,795	21,176	54,875
DIMINUTION en 1908 .....	.....	.....	33,699	
EXPORTATIONS.				
Objets d'alimentation.....	152,583	133,001	19,382	"
Matières nécessaires à l'industrie.....	353,548	392,452	"	38,904
Objets fabriqués.....	630,745	714,696	"	83,951
Colis postaux.....	111,227	101,680	9,547	"
TOTAUX.....	1,247,903	1,341,829	28,929	122,855
DIMINUTION en 1908 .....	.....	.....	93,926	

Recettes des chemins de fer (SEPT GRANDS RÉSEAUX). — 344,780,000 francs du 1^{er} au 24 mars 1908 contre 339,721,000 francs pendant la période correspondante de 1907, soit une augmentation de 5,059,000 francs.

Prix courants d'un certain nombre de marchandises sur la place de Paris (sauf indication contraire) :

	Cours fin du mois de	
	Mars 1908.	Avril 1908.
Sucre br., blanc n° 3, les 100 kilogr., cour ^t	30 ^t 37	32 ^t 62
Alcool 90 deg., l'hectol., cour ^t	44 87	46 37
Huile de colza brute dispon., les 100 kilogr.....	83 12	85 00
Huile de lin dispon., les 100 kilogr.....	53 75	51 50
Suif de la boucherie de Paris, les 100 kilogr. (en pains).....	69 00	68 00
Cotons (au Havre), les 50 kilogr., cour ^t	72 75	65 12
Laines en suint (au Havre), les 100 kilogr., cour ^t	177 50	133 00
Soies grêges Cévennes, 2 ^e qual. (à Lyon), le kilogr.....	44 00	45 00
Cuivre en lingots, les 100 kilogr. mixtes (1 ^{re} classe).....	157 50	157 00
Étain Banka, idem.....	366 00	387 00
Plomb, livr. à Paris, idem.....	41 50	41 00
Zinc, bonnes marques, idem.....	58 25	59 50
Blé à Paris, les 100 kilogr. mixtes (1 ^{re} classe).....	22 12	22 37
Viande (bœuf), moyenne des 3 qualités, la Villette, le kilogramme.....	1 40	1 40
— veau, idem.....	1 95	2 00
— mouton, idem.....	2 05	2 00
— porc, idem.....	1 75	1 75

MOUVEMENT SYNDICAL.

Pendant le mois de mars 1908, le Ministère du Travail et de la Prévoyance sociale a été avisé de la création de :

- 37 syndicats patronaux comptant 877 membres;
- 50 syndicats ouvriers comptant 10,741 membres;
- 2 unions de syndicats ouvriers;

et de la dissolution de :

- 15 syndicats patronaux comptant 585 membres;
- 34 syndicats ouvriers comptant 1,643 membres;
- 1 syndicat mixte comptant 233 membres;
- 2 unions de syndicats ouvriers;

Les nouvelles associations signalées ont été fondées :

10 en mars, 25 en février, 22 en janvier et 32 antérieurement au 1^{er} janvier 1908. Total : 89.

A. — CRÉATION DE SYNDICATS, D'UNIONS DE SYNDICATS ET DE BOURSES DU TRAVAIL.

(La date entre crochets [] est celle de la création du syndicat.)

1° SYNDICATS PATRONAUX.

Allier [2 février 1908]. — Syndicat des petits entrepreneurs en **bâtiments** de la ville de Moulins (21 membres). Siège social : rue d'Allier, 67, MOULINS. — [24 octobre 1907]. — Syndicat d'union et de défense commerciale pour la garantie de la consommation et la sauvegarde des intérêts des exploitations d'**eaux** minérales de Saint-Yorre (6 membres). Siège social : Mairie, SAINT-YORRE.

Ardennes [7 février 1908]. — Syndicat des négociants détaillants en **machines** agricoles (17 membres). Siège social : rue de Paris, 19, SEDAN.

Ariège [17 janvier 1908]. — Syndicat des **boulangers** de l'arrondissement de Foix (70 membres). Siège social : Café Gros, allées de Villote, FOIX. — [23 décembre 1907]. — Syndicat de la **boulangerie** du département de l'Ariège (65 membres). Siège social : rue de la République, PAMIEUX.

Calvados [15 février 1908]. — Syndicat des **mareyeurs** de Honfleur (9 membres). Siège social : Hôtel de ville, HONFLEUR.

Charente [12 décembre 1907]. — Chambre syndicale des patrons **cochers** de place de Cognac (11 membres). Siège social : Bourse du Travail, COGNAC. — [21 février 1907]. — Association syndicale des **hôteliers**, limonadiers et restaurateurs de la ville de Cognac et de l'arrondissement (27 membres). Siège social : Café Ruby, place d'armes, COGNAC.

Charente-Inférieure [24 décembre 1907]. — Union syndicale des patrons **bouchers** et charcutiers de Royan (21 membres). Siège social : Hôtel de ville, ROYAN.

Cher [5 février 1908]. — Syndicat des marchands de **bois** du Centre (32 membres). Siège social : Café Faure, place Mutin, SAINT-AMAND.

Côte-d'Or [11 février 1908]. — Syndicat **horticole** de la région de l'Est (section de la Côte-d'Or, Doubs, Haute-Marne, Haute-Saône, Jura, Vosges et territoire de Belfort) (40 membres). Siège social : DIJON. — [17 février 1908]. — Syndicat des fabricants de pain d'épices de Dijon (13 membres). Siège social : Bourse du commerce, DIJON.

Drôme [9 février 1908]. — Union syndicale des **menuisiers** et ébénistes de Loriol et la région [20 membres]. Siège social : Café de l'Europe, LORIOU.

Hérault [15 janvier 1908]. — Syndicat des loueurs de **futailles** de Cette et du Sud-Est (33 membres). Siège social : quai Louis Pasteur, 9, CETTE.

Jura [17 février 1908]. — Syndicat patronal de **lunetterie** du canton de Morez (60 membres). Siège social : Grand Hôtel de la Poste, MOREZ.

Loire-Inférieure [1^{er} février 1908]. — Syndicat des fabricants de **salaisons** de l'Ouest (14 membres). Siège social : quai Ernest Renan, 11, NANTES. — [10 mars 1907]. — Association syndicale des **entrepreneurs** de la presqu'île Guérandaise (12 membres). Siège social : Hôtel Neptune, LE PORTIGUEN.

Loiret [16 février 1908]. — Syndicat des **horlogers**, bijoutiers, joailliers, orfèvres du Loiret (35 membres). Siège social : Chambre de commerce, ORLÉANS.

Marne [7 février 1908]. — Syndicat des **laitiers** d'Épernay et de la banlieue (24 membres). Siège social : Hôtel de ville, ÉPERNAY.

Oise [25 janvier 1908]. — Syndicat des **médecins** du canton de Creil (16 membres). Siège social : rue des Moulins, 11, CREIL.

Pas-de-Calais [9 janvier 1908]. — Syndicat des constructeurs et marchands de **machines** agricoles de la région du Nord (28 membres). Siège social : Hôtel du commerce, ARRAS. — [2 janvier 1907]. — Syndicat des **étalonniers** de l'arrondissement de Boulogne-sur-Mer (15 membres). Siège social : rue de la Gare, 2, BOULOGNE-SUR-MER. — [14 janvier 1908]. — Syndicat des expéditeurs de **marée fraîche** (14 membres). Siège social : Halle au poisson, BOULOGNE-SUR-MER. — [24 février 1908]. — Chambre syndicale des entrepreneurs de **bâtiments** et de travaux publics (22 membres). Siège social : rue du Vauvillat, 1, CALAIS. — [4 décembre 1906]. — Union des **coiffeurs** (50 membres). Siège social : rue de Vie, 15, CALAIS. — [23 avril 1907]. — Syndicat professionnel des **pharmaciens** du Calaisais (23 membres). Siège social : CALAIS. — [30 janvier 1907]. — Syndicat des **étalonniers** de l'arrondissement de Saint-Omer (13 membres). Siège social : grande Place, 9, SAINT-OMER.

Saône-et-Loire [15 janvier 1898]. — Syndicat **médical** du Morvan (33 membres). Siège social : AUNAN.

Seine [17 janvier 1908]. — Chambre syndicale des industries **aéronautiques** (36 membres). Siège social : place de la Concorde, 8, PARIS. — [9 mars 1908]. — Syndicat des compagnies étrangères d'**assurances** sur la vie (12 membres). Siège social : rue de Provence, 30, PARIS. — [23 mars 1908]. — Syndicat national des **coopératives** agricoles françaises de production et de vente (10 membres). Siège social : rue de Lille, 57, PARIS. — [29 janvier 1908]. — Chambre syndicale des constructeurs de **matériel agricole** à moteur mécanique (6 membres). Siège social : boulevard de Magenta, 166, PARIS. — [19 mars 1908]. — Chambre syndicale de la **presse périodique automobile** (9 membres). Siège social : avenue de la Grande Armée, 26, PARIS. — [6 janvier 1908]. — Fédération de la **presse périodique** (8 membres). Siège social : rue de Trévise, 37, PARIS. — [24 février 1908]. — Syndicat des négociants en **vins** de Paris (7 membres). Siège social : rue de Bondy, 9, PARIS.

Vienne (Haute-) [1^{er} février 1908]. — Syndicat des **maréchaux-ferrants** du Centre (5 membres). Siège social : boulevard de l'Hôtel-de-ville, 23, SAINT-YRIEN.

Alger [10 janvier 1908]. — Syndicat des patrons réunis (**calèches de place**) [41 membres]. Siège social : Bar Glacier, rue Garibaldi, ALGER.

2° SYNDICATS OUVRIERS.

Allier [8 février 1908]. — Union syndicale des ouvriers en **bâtiment** de Cosnes et des communes environnantes (17 membres). Siège social : COSNES-SUR-L'OEIL. — [2 janvier 1907]. — Syndicat des **agriculteurs**, bûcherons et similaires de Mercy (36 membres). Siège social : MERCY.

Ardèche [2 septembre 1906]. — Chambre syndicale des ouvriers **mineurs** de Flaviac (12 membres). Siège social : FLAVIAC. — [12 janvier 1908]. — Chambre syndicale des ouvriers **mineurs** de Veyras (111 membres). Siège social : PRIVAS.

Bonches-du-Rhône [23 février 1908]. — Syndicat international des ouvriers **miroitiers** et parties similaires de Marseille (45 membres). Siège social : Bourse du travail, MARSEILLE. — [21 février 1908]. — Union fraternelle des **voyageurs de commerce** (480 membres). Siège social : boulevard Dugommier, 1, MARSEILLE.

Cantal [26 janvier 1908]. — Syndicat des ouvriers du **bâtiment** de Saint-Flour et de la région (80 membres). Siège social : rue des Planchettes, 10, SAINT-FOUR.

Charente [1^{er} juin 1907]. — Syndicat des **coupeurs** et tailleurs d'habits d'Angoulême (15 membres). Siège social : Bourse du travail, ANGOULÊME.

Charente-Inférieure [2 août 1907]. — Chambre syndicale des ouvriers des **ports** et docks de commerce de Rochefort-sur-Mer et Tonnay-Charente (200 membres). Siège social : Bourse du travail, ROCHEFORT-SUR-MER.

Cher [28 février 1908]. — Chambre syndicale des **ébénistes** de la ville de Saint-Amand (16 membres). Siège social : Bourse du travail, SAINT-AMAND. — [2 octobre 1907]. — Chambre syndicale des ouvriers de l'**ameublement** de Vierzon (20 membres). Siège social : rue Gallerand, 17, VIERZON. — [25 octobre 1907]. — Chambre syndicale des ouvriers **menuisiers** en bâtiments de Vierzon (20 membres). Siège social : rue Gallerand, 17, VIERZON-VILLE.

Corrèze [2 janvier 1908]. — Syndicat des travailleurs **municipaux** de Tulle (12 membres). Siège social : rue de la Barrière, 96, TULLE.

Côte-d'Or [17 janvier 1908]. — Syndicat des ouvriers **verriers** (verre blanc) verrerie du Petit-Bernard (30 membres). Siège social : Bourse du travail, DIJON.

Creuse [1^{er} février 1908]. — Syndicat des ouvriers **limonadiers**, restaurateurs, cuisiniers et assimilés de la Creuse (20 membres). Siège social : Hôtel Giraudon, GUÉRET.

Doubs [1^{er} novembre 1907]. — Chambre syndicale des ouvriers **horlogers** réunis de la Montagne (840 membres). Siège social : CHARQUEMONT. — [2 novembre 1907]. — Syndicat des ouvriers **horlogers** (45 membres). Siège social : VERRIÈRES-DE-JOUX.

Gironde [23 janvier 1908]. — Syndicat des menuisiers en **voitures** de Bordeaux (37 membres). Siège social : Bourse du travail, BORDEAUX.

Indre-et-Loire [24 mars 1908]. — Syndicat des ouvriers **bûcherons** des communes d'Auzouer, Saunay (Indre-et-Loire) et de Villeporcher (Loir-et-Cher) [2 membres]. Siège social : Mairie, SAUNAY.

Isère [1^{er} septembre 1903]. — Syndicat des ouvriers **papetiers** de Domène (92 mem-

bres). Siège social : DOMÈNE. — [21 février 1908]. — **Syndicat libre des employés de commerce** de Grenoble (15 membres). Siège social : rue Jean-Jacques-Rousseau, 4, GRENOBLE.

Loire-Inférieure [10 mars 1908]. — Union syndicale des **inscrits maritimes de la région de l'Ouest (marins et pêcheurs)** [40 membres]. Siège social : rue de La Vieille-Eglise, 14, SAINT-NAZAIRE.

Loiret [1^{er} décembre 1907]. — Syndicat des ouvriers, ouvrières et parties similaires de l'usine de Langlie (**caoutchoutiers**), commune de Châlette (150 membres). Siège social : Mairie, CHÂLETTE. — [14 avril 1905]. — Syndicat des employés des **cultes** du département du Loiret (78 membres). Siège social : rue de la Chauve-Tuile, 2, ORLÉANS. — [1^{er} janvier 1907]. — Union des ouvriers du **bâtiment** et parties similaires de la ville et de l'arrondissement de Pithiviers (68 membres). Siège social : Mairie, PITHIVIERS.

Marne [12 janvier 1908]. — Syndicat professionnel du **textile** (42 membres). Siège social : rue Henri-Delacroix, 7, REIMS.

Meurthe-et-Moselle [2 mars 1907]. — Association des **comptables** professionnels de l'Est (30 membres). Siège social : rue de Lorraine, 29, LUNÉVILLE. — [1^{er} mai 1907]. — Syndicat des ouvriers **carriers** de Meurthe-et-Moselle (15 membres). Siège social : rue du faubourg Saint-Georges, 109, NANCY. — [24 août 1907]. — Société amicale des **protes et correcteurs d'imprimerie** de province (21 membres). Siège social : rue des Dominicains, 47, NANCY. — [8 janvier 1908]. — Fédération des **mécaniciens** et chauffeurs des chemins de fer de l'Est (section de Nancy) [50 membres]. Siège social : rue de Phalsbourg, 1, NANCY. — [28 décembre 1907]. — Syndicat des **voyageurs** et représentants de commerce de la région de l'Est (263 membres). Siège social : Bourse du commerce, NANCY.

Morbihan [12 mars 1908]. — Syndicat des écrivains de la **marine** (directions, magasins et ateliers) [50 membres]. Siège social : LORIENT.

Nièvre [1^{er} juillet 1907]. — Syndicat des ouvriers **bûcherons** et travaux similaires de Devay (45 membres). Siège social : DEVAY.

Nord [1^{er} septembre 1906]. — Chambre syndicale des ouvriers **tisserands** du rayon industriel de Saint-Hilaire-lez-Cambrai (125 membres). Siège social : Grand-place, SAINT-HILAIRE-LEZ-CAMBRAI.

Pas-de-Calais [14 janvier 1907]. — Syndicat des **mécaniciens** brevetés de 2^e classe naviguant à la pêche et au bornage (30 membres). Siège social : Bourse du travail, BOULOGNE-SUR-MER. — [13 janvier 1907]. — Chambre syndicale des ouvriers **caissiers** et scieurs de Saint-Omer (70 membres). Siège social : boulevard Vauban, 18, SAINT-OMER.

Rhône [2 février 1908]. — Syndicat des **mouliniers** et dévideurs de Lyon et sa banlieue (38 membres). Siège social : Place Morand, 4, LYON. — [26 janvier 1908]. — Union syndicale des ouvriers **tullistes en dentelles** de la ville de Lyon (60 membres). Siège social : Grande rue de Cuire, 6, LYON.

Seine [16 mars 1908]. — Syndicat jaune des **employés** de banque et de bourse (280 membres). Siège social : boulevard Saint-Martin, 4, PARIS. — [?]. — Chambre syndicale des ouvriers **menuisiers en sièges** (300 membres). Siège social : rue de la Roquette, 90, PARIS. — [29 février 1908]. — Syndicat de protection mutuelle des **voyageurs de commerce** (6,283 membres). Siège social : boulevard de Strasbourg, 13, PARIS. — [9 janvier 1908]. — Chambre syndicale des employés et ouvriers de toutes catégories de la Compagnie des **tramways mécaniques** des environs de Paris [Nord-Ouest-Parisien] (152 membres). Siège social : rue du Port, SAINT-DENIS.

Seine-Inférieure [19 janvier 1908]. — Syndicat des **employés** de Fécamp

(54 membres). Siège social : Hôtel-de-Ville, FÉCAMP. — [15 février 1908]. — Chambre syndicale des ouvriers **serruriers** du Havre et des environs (37 membres). Siège social : rue Jean-Bart, 8, Le Havre. — [10 février 1908]. — Syndicat des bouchers à l'émeri de **Romesnil (verre)** (12 membres). Siège social : Romesnil, commune de NESLE-NORMANDEUSE. — [1^{er} février 1908]. — Syndicat des ouvriers **jardiniers** et parties similaires de Rouen et les environs (60 membres). Bourse du travail, ROUEN.

Vaucluse [27 janvier 1908]. — Syndicat des ouvriers de **lameublement** (35 membres). Siège social : Bourse du travail, AVIGNON. — [10 février 1908]. — Syndicat rhodanien des **coiffeurs** privés laïques (26 membres). Siège social : rue de la République, 44, AVIGNON. — [1^{er} mars 1908]. — Syndicat professionnel des vendeurs de **journaux** (22 membres). Siège social : AVIGNON.

Vienne (Haute-) [26 janvier 1908]. — Syndicat des ouvriers **feuilleteriers** de l'arrondissement de Rochechouart (82 membres). Siège social : DESSAIGAS.

3^e UNIONS DE SYNDICATS OUVRIERS.

Côte-d'Or [25 janvier 1908]. — Fédération des syndicats ouvriers de Dijon et de la Côte-d'Or (17 syndicats adhérents). Siège social : Bourse du travail, DIJON.

Gard [2 avril 1907]. — Union des syndicats des ouvrières **fileuses** en soie et similaires de France (8 syndicats adhérents). Siège social : Bourse du travail, ALAIS.

B. — SYNDICATS DISSOUS.

(La date entre crochets [] est celle de la création du syndicat. La date de la dissolution n'est pas donnée, parce que l'inactivité du syndicat est souvent le seul indice de sa disparition.)

1^o SYNDICATS PATRONAUX.

Ardèche [24 avril 1904]. — Syndicat professionnel des **peintres-plâtriers**, maçons et tailleurs de pierres de la commune d'Aubenas (17 membres). Siège social : rue Hoche, 1, AUBENAS. — [22 juin 1906]. — Syndicat de défense des intérêts des **laitiers** (44 membres). Siège social : VALS-LES-BAINS.

Aube [23 novembre 1906]. — Syndicat des **épiciers** de détail de Troyes et du département de l'Aube (29 membres). Siège social : Café de la ville, place de l'Hôtel-de-ville, TROYES. — [2 janvier 1906]. — Syndicat des marchands **forains** du marché de Troyes (50 membres). Siège social : rue Claude-Huez, 24, TROYES. — [11 juillet 1901]. — Syndicat des **vétérinaires** de l'Aube (21 membres). Siège social : rue Jaillant-Deschainets, 26, TROYES.

Charente [1^{er} avril 1893]. — Chambre syndicale du commerce des **vins** en gros de Cognac et du rayon (12 membres). Siège social : Café de la Bourse, rue d'Angoulême, COGNAC.

Charente-Inférieure [4 juin 1906]. — Syndicat régional des patrons **boulangers** des Charentes et départements limitrophes (76 membres). Siège social : rue de La Ferté, 7, LA ROCHELLE. — [27 novembre 1904]. — Syndicat des propriétaires des **marais** mouillés de la Sèvre (50 membres). Siège social : LA RONDE.

Côte-d'Or [24 août 1906]. — Association syndicale des patrons **coiffeurs** de Dijon (27 membres). Siège social : rue des Forges, 30, DIJON.

Isère [30 novembre 1906]. — Syndicat des **laitiers** de Saint-Marcellin et des communes environnantes (51 membres). Siège social : SAINT-MARCELLIN.

Loiret [2 août 1895]. — Union syndicale des **loueurs** de voitures de place de la ville d'Orléans (2 membres). Siège social : ORLÉANS. — [18 juin 1882]. — Syndicat **médical** du Loiret (119 membres). Siège social : Hôtel-de-ville, ORLÉANS.

Seine [27 janvier 1904]. — Syndicat des **assureurs** agricoles (9 membres). Siège social : avenue Trudaine, 10, PARIS. — [13 octobre 1904]. — Syndicat des dames **peintres**, sculpteurs, graveurs, céramistes, dessinateurs, ornementistes et de professions similaires (64 membres). Siège social : rue Antoine-Roucher, 10, PARIS.

Tarn-et-Garonne [11 février 1903]. — Syndicat des **pêcheurs** au filet de Montauban (16 membres). Siège social : Hôtel-de-ville, MONTAUBAN.

2^e SYNDICATS OUVRIERS.

Ardèche [22 août 1903]. — Syndicat des ouvriers **mariniers**, mécaniciens, chauffeurs, conducteurs et similaires du Rhône et canaux indépendants de Lyon à Port-Saint-Louis-du-Rhône (220 membres). Siège social : BOURG-SAINT-ANDÉOL.

Aube [12 août 1904]. — Union syndicale des ouvriers **ferblantiers**, plombiers, tôliers, couvreurs, zingueurs de Troyes et ses environs (7 membres). Siège social : rue Thiers, 40, TROYES. — [3 juin 1906]. — Chambre syndicale des ouvriers **ménusiers** de Troyes et de Sainte-Savine (38 membres). Siège social : rue Petite Tannerie, 5, TROYES. — [1^{er} avril 1900]. — Chambre syndicale fédérée des **mouleurs** et parties similaires de Troyes (15 membres), rue Louis-Ulbach, 5, TROYES. — [25 mai 1905]. — Syndicat des ouvriers **terrassiers** et similaires (68 membres). Siège social : rue Champeaux, 20 TROYES.

Charente [21 juillet 1889]. — Chambre syndicale des ouvriers **métallurgistes** de la ville de Cognac (19 membres). Siège social : rue du Canton, COGNAC.

Charente-Inférieure [10 juin 1904]. — Chambre syndicale des ouvriers **charretiers**, camionneurs et similaires de Rochefort-sur-mer (35 membres). Siège social : Bourse du travail, ROCHEFORT-SUR-MER. — [2 août 1899]. — Chambre syndicale des ouvriers de la **métallurgie** et parties similaires de La Rochelle (49 membres). Siège social : Bourse du travail, LA ROCHELLE.

Côte-d'Or [23 juin 1903]. — Syndicat des ouvriers **coiffeurs** de Dijon (31 membres). Siège social : Bourse du travail, DIJON. — [6 novembre 1906]. — Syndicat des **infirmiers**, infirmières et similaires de l'hôpital général de Dijon (18 membres). Siège social : Bourse du travail, DIJON. — [1^{er} juin 1885]. — Syndicat professionnel des marchands de **journaux** dijonnais et des industries similaires (6 membres). Siège social : rue Dauphine, 7, DIJON. — [1^{er} janvier 1900]. — Syndicat des ouvriers **mégissiers**, tanneurs, corroyeurs, maroquiniers et assimilés à ces corporations (31 membres). Siège social : Bourse du travail, DIJON. — [1^{er} mai 1904]. — Syndicat général de la **sellerie** et de la bourrellerie de Dijon (21 membres). Siège social : Bourse du travail, DIJON. — [26 mars 1877]. — Syndicat des ouvriers et ouvrières **tailleurs** et tailleuses de la ville de Dijon (17 membres). Siège social : Bourse du travail : DIJON. — [18 juin 1880]. — Chambre syndicale des ouvriers en **voitures** de Dijon (27 membres). — Siège social : Bourse du travail, DIJON. — [1^{er} avril 1904]. — Union des ouvriers **mécaniciens** et parties similaires de Montzeron-Toutry (7 membres). Siège social : Montzeron, commune de Toutry.

Isère [15 février 1905]. — Chambre syndicale des garçons **bouchers** et parties assimilées de la ville de Grenoble (60 membres). Siège social : Bourse du travail, GRENOBLE.

Loiret [19 février 1906]. — Syndicat des ouvriers **maréchaux** d'Orléans et du Loiret (12 membres). Siège social : Bourse du travail, ORLÉANS. — [1^{er} octobre 1906]. — Syndicat des ouvriers **pâtisseries-cuisiniers** non affiliés à la boulangerie (18 membres). Siège social : rue Charles-Sanglier, 21, ORLÉANS.

Rhin (Haut-) [1^{er} octobre 1904]. — Syndicat lithographique de Belfort et de la région (18 membres). Siège social : Bourse du travail, BELFORT.

Seine [12 septembre 1905]. — Syndicat ouvrier du personnel des deux sexes de la distillerie de Maisons-Alfort et Ris-Orangis (130 membres). Siège social : rue du Chemin de fer, 11, MAISONS-ALFORT. — [17 octobre 1905]. — Syndicat ouvrier du personnel des deux sexes du savon minéral (20 membres). Siège social : rue du Chemin de fer, 11, MAISONS-ALFORT. — [21 octobre 1905]. — Syndicat ouvrier du personnel des deux sexes de la vermicellerie de Maisons-Alfort (13 membres). Siège social : rue du Chemin de fer, 11, MAISONS-ALFORT. — [15 juillet 1905]. — Union amicale des chefs bardeurs du département de la Seine (17 membres). Siège social : boulevard de Courcelles, 102, PARIS. — [7 février 1887]. — Chambre syndicale des coupeurs et brocheurs en chaussures du département de la Seine (150 membres). Siège social : Bourse du travail : PARIS. — [1^{er} septembre 1905]. — Chambre syndicale des artistes choristes de Paris (145 membres). Siège social : rue Beaubourg, 30, PARIS. — [7 décembre 1900]. — Syndicat des femmes artistes dramatiques et lyriques (125 membres). Siège social : rue Antoine-Roucher, 10, PARIS. — [28 septembre 1899]. — Syndicat des employés de commerce et des industries du Livre (31 membres). Siège social : rue Daguerre, 8, PARIS. — [28 mars 1907]. — Syndicat corporatif des ouvriers des lits militaires (28 membres). Siège social : rue Emeriau, 39, PARIS. — [3 décembre 1894]. — Syndicat des employés et ouvrières du Livre et de l'Image (11 membres). Siège social : rue Bonaparte, 70, PARIS. — [1^{er} septembre 1905]. — Chambre syndicale des artistes lyriques de Paris (55 membres). Siège social : rue Beaubourg, 30, PARIS. — [1^{er} avril 1904]. — Syndicat des peintres français (48 membres). Siège social : rue du Faubourg-du-Temple, 33, PARIS. — [10 février 1903]. — Syndicat du personnel de la salle des théâtres et concerts de Paris (150 membres). Siège social : rue Keller, 29, PARIS.

Tarn-et-Garonne [2 juillet 1900]. — Syndicat professionnel des ouvriers papetiers de Montech (13 membres). Siège social : mairie, MONTECH.

3° SYNDICATS MIXTES.

Seine [10 octobre 1904]. — « L'Intermédiaire », association professionnelle des hôtels, pensions de famille, appartements, maisons meublées (233 membres). Siège social : rue de la Banque, 5, PARIS.

4° UNIONS DE SYNDICATS OUVRIERS.

Loiret [1^{er} février 1888]. — Fédération des syndicats ouvriers d'Orléans et du Loiret (6 syndicats adhérents). Siège social : rue des Pensées, 25, ORLÉANS.

Seine [23 septembre 1901]. — Fédération nationale des ouvriers charpentiers de France et des colonies (15 syndicats adhérents). Siège social : Bourse du travail, PARIS.

Le Rédacteur en Chef du Bulletin, Gérant,

CH. PICQUENARD.

PUBLICATIONS DE LA DIRECTION DU TRAVAIL.

(Les volumes épuisés sont marqués d'un astérisque [*].)

I. — CONSEIL SUPÉRIEUR DU TRAVAIL.

1 ^{re} SESSION (1891). — * <i>Compte rendu</i> . — <i>Rapports</i> : Bureaux de placement (M. Thévenet). — Protection des salaires (M. Martelin). — Création d'un office du travail (M. Keufer). — 1 in-4°, 200 p.	2 fr. 25
2 ^e SESSION (1892). — * <i>Compte rendu</i> . — <i>Rapports</i> : Organisation du crédit populaire (MM. Labeyrie et Delahaye). — Sociétés coopératives de crédit (M. Lyon-Caen). — Habitations ouvrières (M. Siegfried). — Musée d'économie sociale (M. Linder). — Règlements d'atelier (M. Keufer). — Pétition des typographes de Lyon. — 1 in-4°, 252 p.	3 francs.
3 ^e et 4 ^e SESSIONS (déc. 1893-janv. 1894). — * <i>Compte rendu</i> . — <i>Rapport</i> sur l'organisation du crédit populaire (M. Many). — 1 in-4°, 341 p.	3 fr. 30.
5 ^e SESSION (1895). — * <i>Compte rendu</i> . — <i>Rapport</i> sur la création de chambres de travail (M. Depasse). — 1 in-4°, 165 p.	2 fr. 25.
6 ^e SESSION (1896). — * <i>Compte rendu</i> . — <i>Rapports</i> : L'insaisissabilité des pensions ouvrières (M. Paulet). — La question du chômage. — 1 in-4°, 143 p., 1 fr. 80. — * <i>Rapport</i> sur la question du chômage, avec les documents réunis par l'Office du travail. — 1 in-4°, 338 p.	3 fr. 60.
* <i>Statistique des travaux de secours en cas de chômage</i> (1896, 1897, 1898) [note de l'Office du travail]. 1 broch. in-4°, 23 p. (1899).	1 franc.
7 ^e SESSION (1897). — * <i>Compte rendu</i> . — <i>Rapport</i> sur le système actuel des adjudications (M. Keufer). — Note de l'Office du travail sur le minimum de salaire dans les travaux publics. — 1 in-4°, 299 p. 3 francs.	
8 ^e SESSION (1898). — * <i>Compte rendu</i> . — <i>Rapport</i> sur le marchandage (M. Goy). — Note de l'Office du travail sur le marchandage. — 1 in-4°, 127 p.	1 fr. 80.
9 ^e SESSION (1900). — * <i>Compte rendu</i> . — 1 in-4°, 525 p.	4 fr. 50.
* <i>Les conseils de prud'hommes</i> [documents et enquêtes de l'Office du travail]. — 1 in-4°, 409 p. 3 fr. 60.	
<i>Enquête sur la législation des conseils de prud'hommes</i> . — 1 br. in-4°, 55 p.	1 franc.
10 ^e SESSION (1901). — * <i>Compte rendu</i> . — 1 in-4°, 175 p., 2 fr. 25. — * <i>Rapport</i> et documents sur la réglementation du travail dans les bureaux et magasins (M. Dalle) et dans les petites industries de l'alimentation (M. Barafort). — 1 in-4°, 261 p.	3 francs.
<i>Rapports</i> sur diverses modifications à la législation des prud'hommes et sur les renvois par suite de saisie-arrêt. — 1 broch. in-4°, 28 p.	1 franc.
11 ^e SESSION (1902). — <i>Compte rendu</i> . — 1 in-4°, 147 p.	1 fr. 80.
* <i>Apprentissage</i> : enquête et doc. (rapport de M. Briat). — 1 in-4°, 537 p.	4 fr. 50.
* <i>Rapport</i> sur les modifications à apporter aux groupes professionnels du conseil supérieur (M. Fagnot). — 1 broch. in-4°, 15 p.	1 franc.
12 ^e SESSION (1903). — <i>Compte rendu</i> . — 1 in-4°, 224 p.	2 fr. 70.
<i>Les caisses de chômage</i> . — 1 in-4°, 148 p.	1 fr. 80.
<i>Réglementation du travail dans les industries de transport</i> (M. Moreau). — 1 in-4°, 87 p.	1 fr. 50.
<i>Enquêtes et documents sur le délai-congé</i> . — 1 in-4°, 104 p.	1 fr. 80.
13 ^e SESSION (1904). — <i>Compte rendu</i> . — 1 in-4°, 233 p.	1 fr. 80.
<i>Le repos hebdomadaire</i> (rapport de M ^{lle} Blondelu). — 1 in-4°, 73 p.	1 fr. 50.
<i>Le délai-congé</i> (rapport de M. Manoury). — 1 in-4°, 52 p.	1 fr. 50.
14 ^e SESSION (1905). — <i>Compte rendu</i> . — 1 in-4°, 135 p.	1 fr. 80.
15 ^e SESSION (novembre 1905). — <i>Compte rendu</i> . — 1 in-4°, 168 p.	2 fr. 25.
* <i>L'enseignement professionnel</i> (rapport de M. Briat). — 1 in-4°, 159 p.	2 francs.
16 ^e SESSION (1906). — <i>Compte rendu</i> . — 1 in-4°, 244 p.	2 fr. 70.
<i>L'affichage des lois ouvrières</i> (rapport de M. Paillot). — 1 in-4°, 11 p.	1 franc.
* <i>L'inspection du travail</i> (rapport de M. Bourderon). — 1 in-4°, 52 p.	1 franc.
17 ^e SESSION (1907). — <i>La capacité professionnelle des syndicats</i> . — 1 in-4°, 28 p.	1 franc.
<i>L'organisation du Conseil supérieur du travail</i> . — 1 in-4°, 23 p.	1 franc.
<i>La protection des salaires en cas de faillite ou de déconfiture</i> . — 1 in-4°, 40 p.	1 franc.

II. — ENQUÊTES ET DOCUMENTS.

* <i>Le placement des employés, ouvriers et domestiques en France, avec un appendice relatif au placement dans les pays étrangers</i> . — 1 in-8°, 74 p. (1893).	8 francs.
<i>Seconde enquête sur le placement</i> . — 1 in-8°, 186 p. (1901).	1 fr. 50.
* <i>De la conciliation et de l'arbitrage dans les conflits collectifs entre patrons et ouvriers en France et à l'étranger</i> . — 1 in-8°, 610 p. (1893).	6 francs.
* <i>Examen du 6^e rapport annuel du D^{ép} du travail des États-Unis</i> . — <i>Des artères et de la participation intéressée du personnel dans les chemins de fer russes</i> . — 1 in-8°, 93 p. (1893).	1 fr. 50.
* <i>Salaires et durée du travail dans l'industrie française</i> . — <i>Tome 1^{re} : Seine</i> . — 1 in-8°, 611 p. (1893). — <i>T. II et III : Départements</i> . — 2 in-8°, 760, 648 p. (1894 et 1896). — <i>T. IV : Résultats généraux</i> . — 1 in-8°, 574 p. (1897). Chac. 7 fr. 50. — <i>Manufactures de l'État et chemins de fer</i> . — 1 in-8°, 164 p. (1896) 1 fr. 50. — <i>Album graphique</i> . — 29 planches in-8° (1897).	4 francs.

- * **La petite industrie** (salaires, durée du travail). — Tome I^{er} : *L'alimentation à Paris*. — 1 in-8°, 300 p. (1893). — T. II : *Le vêtement à Paris*. — 1 in-8°, 721 p. (1896)..... 2 fr. 50 et 5 francs.
- * **Bordereaux de salaires (1900 et 1901)**. — 1 in-8°, 232 p. (1902)..... 3 fr. 50.
- * **Salaire-arrêt sur les salaires**. — 1 in-8°, 138 p. (1899)..... 1 fr. 50.
- Note sur la journée de huit heures dans les établissements industriels de l'État**. — 1 in-8°, 91 p. (1906)..... 1 fr. 50.
- L'industrie du chiffon à Paris**. — 1 in-8°, 118 p. (1903)..... 1 fr. 50.
- Enquête sur le travail à domicile dans la lingerie**. — T. I : 1 in-8°, 782 p. (1907)..... 5 francs
- * **L'assurance obligatoire contre les accidents du travail en Allemagne et en Autriche (1892)**. — I. *Résultats financiers*. — 1 in-8°, 110 p. — II. *Statistique des accidents*. — 1 in-8°, 124 p., chac. 1 fr. 50.
- * **Bases statistiques de l'assurance contre les accidents**. — 1 in-8°, 235 p. (1899)..... 2 francs.
- * **Résultats statistiques de l'assurance obligatoire contre la maladie : En Allemagne**. — 1 in-8°, 134 p. (1893). — *En Autriche*. — 1 in-8°, 147 p. (1893), chac..... 1 fr. 50.
- * **Étude sur les derniers résultats des assurances sociales en Allemagne et en Autriche**.
 1^{re} partie : *Accidents*. — 1 in-8°, 180 p. (1894)..... 1 fr. 50.
 2^e partie : *Maladie, Invalidité, Vieillesse*. — 1 in-8°, 229 p. (1895)..... 2 francs.
- * **Les caisses patronales de retraites (industries)**. — 1 in-8°, 437 p. (1898)..... 3 fr. 50.
- * **Hygiène et sécurité des travailleurs**. — 1 in-8°, 660 p. (1895)..... 5 francs.
- * **Poisons industriels**. 1 in-8°, 449 p. (1901)..... 3 francs.
- * **Maladies professionnelles**. — 1 in-8°, 147 p. (1903)..... 1 fr. 80.
- * **Les associations ouvrières de production**. — 1 in-8°, 613 p. (1897)..... 5 francs.
- Les associations professionnelles ouvrières**. — * Tome I^{er} : *Agriculture, mines, produits chimiques, industrie polygraphique*. — (1899). — T. II : *Cuir et peaux, industries textiles, habillement, ameublement, travail du bois*. — (1901). — T. III : *Métaux céramiques et verrerie*. — (1902). — T. IV : *Bâtiment, transports et industries diverses*. — 4 in-8°, 905, 895, 679 et 821 p., chac..... 5 francs.
- * **Législation ouvrière et sociale en Australie et Nouvelle-Zélande**. — *Mission de M. Albert Melin*. — 1 in-8°, 200 p. (1901)..... 1 fr. 50.
- * **Rapport sur l'apprentissage dans l'imprimerie (1889-1901)**. — 1 in-8°, 320 p. (1902)..... 3 fr. 50.
- * **Rapport sur l'apprentissage dans les industries de l'ameublement**. — 1 in-8°, 678 p. (1905)..... 6 francs.
- Répartition des forces motrices et hydrauliques en 1899**. — Tome I^{er} : *Moteurs à vapeur* (1900). — T. II : *Moteurs hydrauliques* (1901). — 2 in-4°, 235 et 224 p., chac..... 3 fr. 50.

III.^a — PUBLICATIONS PÉRIODIQUES. — STATISTIQUE.

- Résultats statistiques des recensements de la population**. — 1891 : 1^o * *Résultats généraux*. — 1 in-8° Jésus, 814 p. (894), 15 francs. — 2^o *Étrangers*. — 1 in-8° Jésus, 349 p. (1893), 7 fr. 50. — * 1896 : 1 in-8°, 491 p. (1899), 7 fr. 50. — 1901. — Tome I^{er} : *Introduction, population légale ou de résidence habituelle pour la France; population présente (Paris, Nord et Est)*. — 1 in-4°, 870 p. — T. II : *Population présente (Sud-Est)*. — 1 in-4°, 818 p. — T. III : *Idem (Ouest et Midi)*. — 1 in-4°, 906 p. — T. IV : *Population présente, résultats généraux*. — 1 in-4°, 1,022 p. — T. V : *Enquêtes annexes*. — 1 in-4°, 176 p., chac. 10 francs., sauf le tome V..... 5 francs.
- Résultats statistiques du recensement des industries et professions en 1896**. — * Tome I^{er} : *Paris, Nord et Est* (15 dép.). — T. II : *Sud-Est* (27 dép.). — T. III : *Ouest et Midi* (45 dép.). — T. IV : *Résultats généraux*. — 4 in-4°, 845, 803, 663 et 440 p., chac..... 10 francs.
- Album graphique de la statistique générale de la France (1907)**. — 1 in-4°, 280 p..... 8 francs.
- Statistique générale de la France**. — *Statistique annuelle* : 1888-89, * 1890, * 1890-92 ; 3 in-8°, 341, 145, 641 p., chac. 7 fr. 50. — * 1893 à 1898 : 6 in-8°, 259, 259, 257, 235, 304 et 197 p., chac. 5 et 6 francs. — *Mouvement de la population* : * 1899-1900, * 1901, 1902, 1903, 1904, 1905-1906 ; 6 in-8°, 313, 289, 105, 381, 638 et 214 p., chac. 5 francs (sauf 1904 : 7 fr. 50). — *Institutions d'assistance* : * 1899-1900, * 1901, 1902 à 1905 ; 6 in-8°, 211, 105 et 103 p., chac..... 5 francs.
- Statistique internationale du mouvement de la population d'après les registres de l'état-civil**. — *Résumé depuis l'origine des statistiques de l'état-civil jusqu'en 1905*. — 1 in-8°, 912 p..... 15 francs.
- Annuaire statistique**. — 1880 à 1891, 12 in-8°, 559, 664, 612, 630, 678, 674, 718, 723, 503, 516, 553, 535 p.; 1892-94 et 1895-96, 2 in-8°, 773 et 624 p.; 1897 à 1906, 10 in-8°, 520, 653, 615, 583, 592, 528, 631, 545, 604 et 645 p. — (Épuisés : 1886, 1888 et 1890 à 1906, sauf 1901, et 1905), chac. 7 fr. 50.
- Statistique des grèves et des recours à la conciliation et à l'arbitrage (1890-1906)**. — 17 in-8° (épuisés, sauf 1900, 1901, 1902, 1903, 1904 et 1906), chac..... 3 francs, 3 fr. 50 et 4 fr. 50.
- Statistique des grèves de 1890 à 1899**. — Broch in-8°, 28 p..... 1 fr. 50.
- Annuaire des syndicats**. — * 1897, * 1898-1899, * 1900, * 1901, 1902, * 1903 et 1904-1905, chac.... 5 francs.

↑ D'après une communication des libraires, désignés ci-après, on pourrait se procurer d'occasion, à leur librairie, quelques-uns des volumes indiqués comme épuisés [*] : MM. BERGER-LEVRALLET et C^{ie}, rue des Beaux-Arts, 5, Paris-6^e; MUZARD et EBIN, place Dauphine, Paris-1^{re}; GEORGES ROUSTAN, quai Voltaire, 5 et 17, Paris-7^e; CHEVALIER et RIVIÈRE, rue Jacob, 30, Paris-6^e.

(Les volumes épuisés sont marqués d'un astérisque[*].)

BULLETIN DE L'OFFICE DU TRAVAIL

(MINISTÈRE DU TRAVAIL ET DE LA PRÉVOYANCE SOCIALE)

SOMMAIRE.

Pages.

Page

Mouvement social en France.

Revue du travail en avril	424
Situation par industries	422
Grèves en avril	431
Conciliation et arbitrage en avril	438
La situation financière des organisations ouvrières françaises. — 1. Mines	440
Résultats des élections des représentants des conseils de prud'hommes au Conseil supérieur du travail	445
Résultats du concours pour la construction d'appareils de bains-douches	446
Avis aux ouvriers français engagés pour le Chili	450

Jurisprudence.

Louage de services, engagement à la journée; contrat à durée déterminée; défaut de renouvellement; absence d'abus de droit. — Caisses de secours et de retraites des ouvriers mineurs; délégués mineurs; loi du 2 avril 1906; éligibilité. — 1. Convention conclue entre une compagnie de tramways et le syndicat des employés de tramways; cumul de l'action individuelle des employés et de l'action collective du syndicat. — II. Loi du 13 juillet 1906; obligations nouvelles imposées à l'employeur en ce qui concerne le paiement du salaire des jours de repos prévu par la convention syndicale. — Bureau de placement municipal; placement d'une domestique sans s'être assuré de son identité; responsabilité. — Syndicat professionnel; commission de gestion non prévue par les statuts; commission de contrôle n'ayant qu'un mandat de surveillance; absence de qualité pour poursuivre en référé la nomination d'un sequestre	451
--	-----

Mouvement social à l'étranger.

Allemagne: Revue du travail. — Placement. — Grèves pendant le 4 ^e trimestre 1907	458
Autriche: Placement. — Grèves. — L'assurance-maladie en 1905. — L'assurance contre les accidents en 1905	459
Belgique: Revue du travail. — Grèves	463
Canada: Revue du travail. — Grèves	464
Danemark: Subvention de l'Etat aux caisses mutuelles de maladie	464
Etats-Unis: Revue du travail. — Les grèves et lock-outs de 1891 à 1905. — La législation sur les grèves; les injonctions	465

Grande-Bretagne: Revue du travail. — La nouvelle législation sur les accidents du travail. — Les accidents mortels dans l'industrie en 1907	47
Italie: Grèves	47
Pays-Bas: Revue du travail. — Grèves	47

Actes et documents officiels.

Lois :	
1 ^o 26 mars 1908 (fonds de garantie pour les accidents du travail)	47
2 ^o 10 avril 1908 (petite propriété et habitations à bon marché)	47
3 ^o 10 avril 1908 (amnistie)	48
4 ^o 14 avril 1908 (retraites des ouvriers mineurs)	48
5 ^o 29 avril 1908 (pensions du personnel de la compagnie du gaz)	48
Décrets :	
1 ^o 1 ^{er} avril 1908 (8 décrets pour l'application de la loi du 19 décembre 1907 sur le contrôle des sociétés de capitalisation)	48
2 ^o 4 avril 1908 (règlement d'administration publique pour l'application de la loi du 27 mars 1907 sur les conseils de prud'hommes)	48
3 ^o 15 avril 1908 (modification de l'article 16 du règlement d'administration de la caisse nationale des retraites)	48
4 ^o 23 avril 1908 (hygiène des travailleurs du plomb)	48
Circulaires :	
1 ^o 21 janvier 1908 (approbation des statuts des sociétés de secours mutuels autorisées avant la loi du 1 ^{er} avril 1898)	48
2 ^o 4 avril 1908 (surcharge des femmes et enfants)	48
3 ^o 5 avril 1908 (suspension du repos hebdomadaire pour les femmes et enfants)	48
4 ^o 14 avril 1908 (livrets de travail des enfants employés dans les établissements industriels)	48
Chronique législative: La compétence des conseils de prud'hommes. — Les sociétés de secours mutuels militaires. — Le lock-out du bâtiment. — Secours d'extrême urgence et secours de chômage. — Etat des travaux législatifs	48

Renseignements divers.

Analyse, par département, des renseignements fournis par les associations patronales	48
Analyse, par département, des renseignements fournis par les associations ouvrières	50
Commerce extérieur; transports; prix courants divers	50
Mouvement syndical	50

PARIS.

BERGER-LEVRAULT et C^e, éditeurs,
5, rue des Beaux-Arts (6^e arr^e).

LIBRAIRIE ARMAND COLIN,
5, rue de Mézières (6^e arr^e).

Le Bulletin de l'Office du travail paraît tous les mois. On le trouve chez tous les libraires.
On s'abonne également dans tous les bureaux de poste et à l'Imprimerie nationale.
Les abonnements ne sont pas reçus au Ministère du Travail.

(POUR LA FRANCE) 2 fr. 50 par an

EN VENTE CHEZ BERGER-LEVRAULT ET C^{IE} :
PUBLICATIONS DE LA DIRECTION DE L'ASSURANCE
ET DE LA PRÉVOYANCE SOCIALES.

I. — Recueil de documents sur les Accidents du travail.

- N° 1. — Lois, Règlements et Circulaires (Janvier 1907). Un volume in-8° de 404 pages. 1 fr. 75.
 N° 2. — Lois sur les accidents du travail (Février 1907). Brochure de 32 pages. 0 fr. 50.
 N° 3. — Jurisprudence (I. Mars 1902). Un volume de 937 pages. 10 francs.
 N° 4. — Loi du 9 avril 1898 (modifiée par la loi du 22 mars 1902) et Décret relatif aux déclarations d'accidents. Brochure de 26 pages. 0 fr. 50.
 N° 5. — Rapports aux Congrès internationaux des accidents (Paris 1900. — Düsseldorf 1902), par le Directeur de l'Assurance et de la Prévoyance sociales. Brochure de 33 pages. 0 fr. 60.
 N° 6. — Jurisprudence. Table analytique des décisions publiées dans le fascicule n° 3 (Mars 1902). Brochure de 63 pages. 1 franc.
 N° 7. — Jurisprudence (II. Mars 1903). Avec Table alphabétique générale des décisions publiées dans les fascicules n° 3 et 7. Un volume de 449 pages. 5 francs.
 N° 8. — Jurisprudence. Table analytique des décisions insérées dans les tomes I et II (fascicules n° 3 et 7). 1903. Brochure de 84 pages. 1 fr. 30.
 N° 9. — Jurisprudence. (III. Novembre 1903). Avec Table alphabétique générale des décisions publiées dans les fascicules n° 3, 7 et 9. Un volume de 363 pages. 4 francs.
 N° 10. — Jurisprudence. Table analytique des décisions publiées dans les tomes I, II et III (fascicules n° 3, 7 et 9). 1903. Volume in-8° de 95 pages. 1 fr. 40.
 N° 11. — Jurisprudence (IV. Mars 1904). Avec Table analytique des décisions publiées dans les fascicules n° 3, 7, 9 et 11. Un volume de 304 pages. 3 fr. 25.
 N° 12. — Jurisprudence. Table analytique des décisions publiées dans les tomes I à IV (fascicules n° 3, 7, 9 et 11). Vol. de 96 pages. 1 fr. 40.
 N° 13. — Maladies professionnelles. Rapport préparatoire au Comité consultatif des Assurances

- contre les accidents du travail. 1904. Brochure in-8° de 48 pages. 0 fr. 20.
 N° 14. — Législation sur les accidents, annotée des décisions de jurisprudence. 2^e édit. 1906. Un volume de 110 pages. 1 fr. 25.
 N° 15. — Répertoire bibliographique sur la législation relative aux accidents du travail, par A. DAGUIN. 2^e édit. 1906. Broch. de 66 p. 1 fr. 25.
 N° 16. — Rapport sur l'application de la loi du 9 avril 1898 (Février 1905.). Brochure de 236 pages, dont 40 de graphiques en noir et en couleurs. 2 fr. 75.
 N° 17. — Jurisprudence. (V. Mars 1905). Un volume de 147 pages. 1 fr. 75.
 N° 18. — Arrêté fixant le tarif des frais médicaux et pharmaceutiques en matière d'accidents au travail. 1905. Brochure de 62 pages. 0 fr. 75.
 N° 19. — Deuxième rapport sur l'application de la loi du 9 avril 1898. (Mars 1906.) Vol. de 175 p., dont 30 de graphiques en noir et couleurs. 2 fr.
 N° 20. — Jurisprudence. (VI. Mars 1906.). Un volume de 212 pages. 2 fr. 50.
 N° 21. — Troisième rapport sur l'application de la loi du 9 avril 1898. (Octobre 1906.) Vol. de 150 pages, dont 31 de graphiques en noir et en couleurs. 1 fr. 75.
 N° 22. — Décret du 27 septembre 1906 arrêtant la liste des exploitations commerciales soumises à la taxe réduite pour le fonds de garantie. Br. de 34 p. 0 fr. 35.
 N° 23. — Jurisprudence. (VII. Octobre 1906.) Un volume de 64 pages. 0 fr. 75.
 N° 24. — Jurisprudence. Table analytique des décisions publiées dans les tomes I à VII (fascicules n° 3, 7, 9, 11, 17, 20 et 23). Vol. 95 p. 1 fr. 25.
 N° 25. — Les Accidents du travail dans l'agriculture, d'après la statistique allemande, par Edouard FUSTER. Broch. in-8° de 48 p. 0 fr. 65.
 N° 26. — La Statistique du risque professionnel en Autriche, par Edouard FUSTER. Volume in-8° de 168 pages. 2 francs.

II. — Recueil de Documents sur la Prévoyance sociale.

- Les Caisses d'épargne. (Législation et statistique.) 1903. Brochure in-8° de 34 pages. 0 fr. 75.
 Applications de la législation française sur les habitations à bon marché. 1903. Brochure de 52 pages. 0 fr. 75.
 L'Habitation ouvrière et les pouvoirs publics en Allemagne, par Edouard FUSTER. 1903. Brochure de 78 pages. 1 fr. 25.
 Les Retraites ouvrières en Italie, par O. ARSANDAU. 1903. Brochure de 78 pages. 1 fr. 25.
 L'Assurance populaire du canton de Neuchâtel, par O. ARSANDAU. 1903. Broch. de 44 p. 0 fr. 75.
 Projet de loi sur le contrat d'assurance. Rapport et documents. 1904. Volume de 247 pages. 0 fr. 85.
 L'Assurance obligatoire contre l'invalidité en Allemagne. 1905. Volume de 156 pages. 1 fr. 75.

- Les Capitaux des caisses de retraites allemandes et leur emploi, par Edouard FUSTER, 1905. Volume de 95 pages. 1 fr. 20.
 Documents sur les retraites ouvrières en Allemagne, par Edouard FUSTER. 1905. Brochure de 77 pages. 1 franc.
 Principaux résultats de la prévoyance sociale, de 1890 à 1903. Statistiques et graphiques. 1905. Brochure de 47 pages avec diagrammes. 0 fr. 60.
 Projet de code du travail et de la prévoyance sociale (vote par la Chambre des députés, le 15 avril 1905). Brochure de 61 pages. 0 fr. 75.
 Les Assurances sociales en France, de 1889 à 1905. Rapport au Congrès international de Vienne (1905), par le Directeur de l'Assurance et de la Prévoyance sociales. Broch. de 28 p. 0 fr. 50.
 Les assurances sociales en Belgique, par J. Bé-gassé. Broch. de 186 pages. 2 fr. 40.

Prière d'envoyer les communications relatives au **Bulletin** et aux **Syndicats professionnels**, non affranchies, à l'adresse suivante :

Monsieur le **Ministre du Travail et de la Prévoyance sociale**,
 Direction du travail. **PARIS (VII^e)**.

N. B. — Pour que les envois bénéficient de la franchise postale, il importe que l'adresse porte la mention : **A monsieur le Ministre du Travail et de la Prévoyance sociale**.

BULLETIN

DE

L'OFFICE DU TRAVAIL.

FRANCE.

REVUE DU TRAVAIL (1).

Pendant le mois d'avril, le chômage a un peu augmenté parmi les ouvriers viticoles du Midi tout en restant très au-dessous de ce qu'il était les années précédentes à la même époque. Les ouvriers bûcherons, rendus disponibles par l'achèvement des coupes de bois, trouvent pour la plupart du travail dans la culture, en attendant l'écorçage. L'activité est très satisfaisante dans l'horticulture de la région parisienne et parmi les ouvriers agricoles de Seine-et-Marne.

La reprise s'accroît dans le bâtiment et les industries qui en dépendent, sauf à Paris en raison du lock-out.

Dans les industries textiles, l'activité a encore baissé dans la plupart des centres du Nord, ainsi qu'à Flers et à Saint-Quentin; l'activité se maintient dans les Vosges et dans les Ardennes; elle reste stationnaire dans les petits centres de Maine-et-Loire et des Deux-Sèvres. Dans la soie, d'une manière générale, on ne signale aucune amélioration depuis le mois dernier, aussi

(1) Sauf indication contraire, les renseignements sur le mouvement du travail sont tirés des réponses au questionnaire mensuel sur l'état du travail et le chômage professionnel envoyées par les syndicats ouvriers et qui sont parvenues à l'Office du travail dans la seconde quinzaine d'avril 1908. — Les chiffres entre parenthèses dans la situation par industries indiquent le nombre des ouvriers adhérents des syndicats cités. — Ne sont comptés que les chômeurs involontaires, à l'exclusion des ouvriers malades ou en grève.

bien dans la région stéphanoise que dans la région lyonnaise. Le travail est abondant dans les industries du vêtement.

Dans les métaux, le chômage a encore un peu augmenté depuis le mois dernier, notamment à Paris, où le chômage s'accroît dans l'automobile.

Le travail est assez abondant dans les industries du livre.

Le chômage a un peu diminué chez les mégissiers. Il reste aussi élevé chez les ferblantiers des côtes de l'Océan et chez les diamantaires.

1,274 syndicats, groupant 276,708 ouvriers, ont répondu, pour avril 1908, au questionnaire mensuel sur l'état du travail et le chômage professionnel.

Parmi ces syndicats, 1,027 groupant 211,731 ouvriers ont fait connaître le nombre de leurs chômeurs, soit 17,889, ce qui correspond à une moyenne de 8.4 p. 100, en y comprenant les mineurs du Pas-de-Calais, et de 9.6 p. 100, mineurs du Pas-de-Calais non compris. Cette dernière moyenne était, le mois dernier, de 10.5 p. 100; elle était de 7.1 p. 100 en avril 1907.

L'ouvrage, pendant le mois d'avril 1908, a été jugé, par comparaison avec le mois de mars, plus abondant, par 25 p. 100 des syndicats, groupant 24 p. 100 des syndiqués; équivalent par 48 p. 100 des syndicats, groupant 38 p. 100 des syndiqués; moins abondant par 27 p. 100 des syndicats, groupant 27 p. 100 des syndiqués.

A la question : « Estimez-vous la situation du travail satisfaisante pour l'époque? » 621 syndicats, groupant 104,309 adhérents, ont répondu par l'affirmative, et 411, groupant 108,091 adhérents, ont répondu par la négative.

Situation par industries.

PÊCHE. — AGRICULTURE. — FORÊTS. — L'Union des pêcheurs et marins du commerce du Havre (2,924) accuse 8 p. 100 de chômeurs contre 2 en avril 1907. Sur les côtes bretonnes et vendéennes, la pêche est plus abondante à Guilvinec (332), au Bono (152) et à Douarnenez (1,763); elle est nulle au Palais (117); médiocre à Port-Louis (450). Sur la Méditerranée, à Arles (131), un tiers des pêcheurs chôment; la pêche est moins abondante à La Seyne (115) par suite du mauvais temps; elle est plus abondante à Cette (412).

D'après les réponses de 63 syndicats d'ouvriers agricoles, groupant 8,913 membres, la proportion des chômeurs syndiqués était, en avril, de 8.2 p. 100 contre 4.5 le mois dernier et 24.1 en avril 1907; la situation était considérée comme satisfaisante par 72 p. 100 des syndicats et 81 p. 100 des syndiqués. Sur le total de 730 chômeurs, 622 sont signalés par 37 syndicats d'ouvriers viticoles de l'Aude, de l'Hérault et des Pyrénées-Orientales qui groupent à eux seuls 3,094 syndiqués : la proportion est respectivement dans les trois départements de 6.9, 17.7 et 51.2 p. 100 contre 5.6, 7.7 et 13.7 le mois dernier et 29.9, 60.8 et 53.2 en avril 1907; 18 de ces syndicats n'accusent aucun chômeur; les travaux dans les vignes (taille, labours, échaudage, etc.) sont encore poussés très activement dans la plupart des centres. A Paris, le syndicat mixte des horticulteurs (2,217) annonce 0 chômeur contre 12 le mois dernier et 6 en avril 7 : le travail est satisfaisant pour l'époque et plus abondant que le mois dernier; le syndicat ouvrier de la rue du Harlay (2,105) n'accuse aucun chômeur et émet le

même avis sur l'état du travail. En Seine-et-Marne les ouvriers agricoles de Mitry-Mory (102) et Saint-Fargeau (210) n'accusent aucun chômeur. Les vignerons d'Aÿ (148) n'accusent aucun chômeur et estiment le travail plus abondant que le mois dernier.

108 syndicats de bûcherons accusent 1,530 syndiqués sans travail, soit, sur un effectif de 9,622 membres, une proportion de 15.9 p. 100 contre 11.2 le mois dernier et 11 en avril 1907. La situation est considérée comme satisfaisante pour l'époque par 66 p. 100 des syndicats et 66 p. 100 des syndiqués. Le chômage a un peu augmenté; les travaux d'hiver dans les bois sont terminés à peu près partout, et les travaux agricoles ne suffisent pas encore actuellement pour occuper tous les ouvriers bûcherons devenus disponibles en attendant l'écorçage; on ne signale aucun chômeur dans 3 centres sur 11 dans l'Allier, dans 14 sur 25 dans le Cher, dans 22 sur 35 dans la Nièvre et dans 8 sur 8 dans l'Yonne; le chômage atteint 33.5 p. 100 contre 27.1 le mois dernier dans l'Allier pour 830 syndiqués; il est de 12.6 contre 11.7 dans le Cher pour 2,083 syndiqués; de 25.5 contre 13.3 dans la Nièvre pour 3,417 syndiqués et de 0 contre 2.7 dans l'Yonne pour 842 syndiqués. Dans les Landes, 14 syndicats de résiniers, groupant 1,538 ouvriers, accusent 2.2 p. 100 de chômeurs.

MINES. — Les renseignements qui suivent, calculés d'après les chiffres obligeamment fournis par le *Comité central des houillères de France*, portent sur plus de 177,000 ouvriers, soit plus des trois quarts du personnel ouvrier des mines, pendant le mois d'avril 1908. Dans le courant de ce mois, le nombre moyen des jours d'extraction par semaine pour les ouvriers du fond et la répartition de l'ensemble des ouvriers occupés par l'exploitation tant au fond qu'au jour, d'après l'activité du travail, sont indiqués ci-dessous :

BASSINS ou GROUPES DE BASSINS. 1	NOMBRE D'OUVRIERS. 2	NOMBRE MOYEN HEBDOM- DAIRE de jours d'extraction ⁽¹⁾ 3	SUR 100 OUVRIERS, TANT DU FOND QUE DU JOUR, COMBIEN ONT TRAVAILLÉ PAR SEMAINE				
			moins de 3 jours. 4	de 3 à 4 jours. 5	de 4 à 5 jours. 6	de 5 à 6 jours. 7	6 jours ou davantage (travail plein) 8
			p. 100.	p. 100.	p. 100.	p. 100.	p. 100.
Nord et Pas-de-Calais....	109,837	5.99	"	"	"	1.48	98.52
Loire.....	17,270	6.00	"	"	"	1.60	98.40
Gard et Hérault.....	14,563	6.00	"	"	"	2.27	97.73
Tarn et Aveyron.....	10,663	6.00	"	"	"	"	100.00
Provence (lignite).....	2,727	5.67	"	"	"	57.46	42.54
Isère.....	2,026	5.78	"	"	"	94.57	5.43
Bourgogne et Nivernais..	9,860	5.97	"	"	"	83.98	16.02
Centre.....	9,964	6.00	"	"	"	"	100.00
Ouest.....	280	6.00	"	"	"	"	100.00
ENSEMBLE pour la France.	177,100	5.99	"	"	"	4.12	95.88

⁽¹⁾ Le nombre moyen hebdomadaire des jours d'extraction peut être supérieur à six en cas de dérogations au repos du dimanche (application de l'art. 6 § 3 de la loi du 13 juillet 1906) ou lorsque certaines mines ne chôment pas les jours fériés, tels que lundis de Pâques et de Pentecôte, Ascension, 14 juillet, Assomption, Toussaint, Noël, qui sont des jours de repos généralement observés, bien que la loi n'en fasse pas une obligation.

Le nombre moyen hebdomadaire de jours d'extraction était de 5.76 le mois dernier et de 6 en avril 1907. D'après les réponses de 21 syndicats, le chômage serait de 0.7 p. 100 sur un effectif de 34,524 syndiqués; il était de 0.1 p. 100 le mois dernier pour 28,719 syndiqués et de 1.6 en avril 1907

pour 8,321 syndiqués; le syndicat de Lens (26,000) n'accuse aucun chômeur; celui de Montceau-les-Mines (4,733) en accuse 3.2 p. 100.

CARRIÈRES. — Dans les carrières et ardoisières, la proportion des chômeurs est de 1.2 p. 100 pour 18 syndicats groupant 4,684 ouvriers contre 1.5 le mois dernier et 3.6 en avril 1907. Dans les carrières, pas de chômeurs à Saint-Restitut (102), Camarsac (105), Thollon (356), Parmilieu (110), Lérrouville (187), Chevreuse (2,327) et Saulxures-sur-Moselotte (460); 6.6 p. 100 contre 2 à Arques (150). Dans les ardoisières, pas de chômeurs à Haybes-sur-Meuse (320) et Fumay (125).

ALIMENTATION. — D'après les réponses de 61 syndicats, groupant 10,894 adhérents, la proportion des chômeurs, dans l'ensemble des industries de l'alimentation, était de 11.2 p. 100 contre 10.5 le mois dernier et 10.9 en mars 1907. La situation est jugée satisfaisante pour l'époque par 58 p. 100 des syndicats et 48 p. 100 des syndiqués. En province le chômage dépasse la moyenne chez les bouchers-charcutiers (150), les cuisiniers (112), les pâtisseries (450) de Marseille; les cuisiniers de Bordeaux (307); les limonadiers de Bordeaux (825) et d'Alger (212); les boulangers d'Orléans (110). Le travail est, par contre, satisfaisant chez les tripiers (180), liquoristes (170), maitres d'hôtel (1,378) et raffineurs (350) de Marseille; les meuniers de Corbeil (105), les pâtisseries de Pau (130). A Paris, les cuisiniers de la rue Mandar (1,290) accusent 6.1 p. 100 de chômeurs contre 5.3; les cuisiniers de la Bourse du travail (1,370), 10.9 contre 16; les boulangers du boulevard Richard-Lenoir (240), 0 contre 6.8; ceux de la rue des Martyrs (300), 10 contre 10; les employés des Halles, 3.4 contre 3.4 à la volaille (116); les meuniers (284), 1.4; les raffineurs (399), 6.

La production d'alcool des bouilleurs et distillateurs de profession, à la fin de mars 1908, sixième mois de la campagne 1907-1908, s'élevait à 1,635,713 hectolitres contre 1,737,157 hectolitres à l'époque correspondante de la précédente campagne, soit une diminution de 101,444 hectolitres. La production des bouilleurs de cru pendant la même période est évaluée approximativement à 204,000 hectolitres, soit une différence en plus de 30,000 hectolitres sur la période correspondante de la campagne 1906-1907⁽¹⁾.

Dans l'industrie sucrière, la quantité de sucre travaillée au 31 mars 1908, exprimée en sucre raffiné, s'élevait à 734,535 tonnes contre 754,352 à l'époque correspondante de la campagne 1907-1908, soit une diminution de 19,817 tonnes⁽²⁾.

PRODUITS CHIMIQUES. — CAOUTCHOUC. — PAPIER. — CARTON. — Le chômage, dans l'ensemble des industries chimiques, d'après les réponses de 11 syndicats, groupant 2,211 ouvriers, ressort à 7.6 p. 100 contre 4.3 le mois dernier et 0.4 en avril 1907. En ce qui concerne les travailleurs du gaz, ceux de Nice (360), Reims (270) et Saint-Etienne (245) sont tous occupés : ceux de Paris (6,015) n'ont pas répondu. Les ouvriers des huileries de Marseille (915) ont 16.4 p. 100 de chômeurs contre 33.1 le mois dernier. Les ouvriers des fabriques d'engrais chimiques de la Rochelle (135) sont tous occupés.

Les ouvriers des papeteries d'Annonay (494) sont tous occupés; ceux d'Anould (672) estiment la situation très satisfaisante.

INDUSTRIES DU LIVRE. — Chez les typographes, lithographes, graveurs et simi-

⁽¹⁾ Journal officiel du 19 avril 1908.

⁽²⁾ Journal officiel du 13 mai 1908.

lares, le nombre des chômeurs syndiqués est : pour la province, de 99 pour 62 syndicats groupant 3,979 adhérents, soit 2.5 p. 100; pour Paris, de 286 pour 10 syndicats groupant 5,955 adhérents, soit 4.8 p. 100. La proportion était, le mois dernier, pour la province, de 1.9 p. 100, et pour Paris de 2.9 p. 100, elle était, pour le mois d'avril 1907, de 3 p. 100 pour la province, de 3.2 p. 100 à Paris.

La situation est considérée comme satisfaisante pour l'époque par 89 p. 100 des syndicats de province groupant 77 p. 100 des syndiqués. Le travail est estimé plus abondant par 18 syndicats, équivalent par 27, moins abondant par 7 autres. Il y a 0 p. 100 de chômeurs contre 0.9 chez les typographes de Dijon (109); 0.6 à Grenoble (151); 3.2 à Nantes (186); 1.6 contre 1.7 chez les typographes (431) de Lille et 4 chez les lithographes (125); 1.6 contre 3.9 chez les typographes (510) de Lyon et 9.3 chez les lithographes (151); 0.6 contre 0 à Rouen (154); 1.7 contre 2.6 au Havre (117); 0.5 contre 0.5 à Amiens (200); 22.2 à Nice (180).

A Paris, le travail dans la typographie est estimé non satisfaisant quoique plus abondant que le mois dernier; le syndicat de la rue de Savoie (3,480) accuse 200 chômeurs contre 134 le mois dernier et 155 en avril 1907; les conducteurs-typographes de la Bourse du travail (220) en accusent 2.7 p. 100 contre 4. L'*Union lithographique* (152) en accuse 3.9 p. 100 contre 5.2; la *Resistance* des imprimeurs-lithographes (214), 10.3; les stéréotypeurs (205), 2.9 contre 1; les photgraveurs (150), 9.3.

CUIRS ET PEAUX. — Le chômage, d'après les réponses de 20 syndicats, groupant 3,924 ouvriers atteint 36.8 p. 100 des ouvriers syndiqués dans l'ensemble des industries qui préparent les cuirs et peaux (tanneurs, corroyeurs, mégissiers, etc.), contre 56.4 le mois dernier et 31.7 en avril 1907. A Annonay, les mégissiers de rivière (650) ont 60 p. 100 de chômeurs contre 70 le mois dernier, avec une semaine de 30 à 40 heures; les palissonneurs (350) 40 p. 100 contre 70. Les mégissiers de rivière de Chaumont (160) ont 33 heures contre 33. A Grenoble, les mégissiers (297) ont 28 p. 100 de sans-travail et la semaine varie de 20 à 54 heures. A Millau, les chamoiseurs (110) accusent 73 p. 100 de chômeurs et 50 à 60 heures par semaine. A Mazamet les mégissiers (110) accusent 50 p. 100 contre 50; les travailleurs de la peau de mouton (700) 57 contre 64. A Graulhet, les ouvriers moutonniers (1,000) en ont 15 contre 40 avec une semaine de 60 heures.

Chez les ouvriers de la chaussure, la proportion des chômeurs syndiqués est de 1.8 p. 100 pour 13 syndicats groupant 757 ouvriers contre 6.9 le mois dernier et 3.4 en avril 1907. Au Quesnoy (200) tous les ouvriers sont occupés 76 heures par semaine; les coupeurs-brocheurs de Lyon (112) accusent 2.7 p. 100 de chômeurs contre 3.7 le mois dernier; les ouvriers de la chaussure de Blois (137) en ont 2.9 p. 100.

Les ouvriers gantiers de Saint-Junien (150) accusent 60 p. 100 de chômeurs.

INDUSTRIES TEXTILES. — Le nombre des chômeurs dans la filature et le tissage, d'après les réponses de 84 syndicats, groupant 32,509 adhérents, était de 4,786, soit 14.7 p. 100 contre 11.3 le mois dernier et 3.3 en avril 1907.

Dans le Nord, à Roubaix, d'après le syndicat textile (10,322) il y aurait 10.7 p. 100 de chômeurs contre 9.8 le mois dernier et 4.5 en avril 1907, la semaine est de 60 heures et la situation est estimée très mauvaise. A Tourcoing, le syndicat textile (227) accuse 8 p. 100 contre 7; les trieurs de laines (490) accusent

61 p. 100 de chômeurs contre 40 et font 60 heures contre 60; les tapissiers en grosse moquette (152) accusent 2.6 contre 2.4. A Lille, d'après le syndicat mixte de l'industrie du fil (1.225), la semaine ne serait que de 50 heures. A Armentières, le syndicat ouvrier (2,005) accuse 0 chômeur et 54 et 55 heures contre 54; le syndicat mixte (1,865) accuse 0 chômeur et 50 heures dans quelques usines : le travail est moins abondant. A Houplines (1,377), il y a 0.4 p. 100 de chômeurs contre 1.3 le mois dernier, la semaine est de 50 à 60 heures, le travail est moins abondant; à Halluin (1,000), le chômage est de 25 p. 100 contre 12 et la semaine est de 4 jours à peine; 0 contre 1.4 à la Gorgue-Estaires (730) et 60 heures; 24.5 contre 18.7 à Beauvois (1,625); 26 contre 25 à Avesnes-les-Aubert (450); 51 contre 48 à Villers-en-Cauchies (157); 0 contre 0 à Avesnes (198); 61 contre 38 à Boussières (130); 35 contre 37 à Haspres (435); 8.3 contre 12 à Comines (205); 70 à Fourmies (700); 28 à Neuville (140); 45 à Roncq (180). Pour l'ensemble de 23 syndicats du Nord groupant 20.985 syndiqués, la proportion des chômeurs est de 15.4 p. 100 contre 10 le mois dernier et 2.8 en avril 1907.

Dans les Vosges, les 7 syndicats d'ouvriers textiles qui ont répondu à la question concernant le chômage accusent 1.8 p. 100 de chômeurs sur 1,074 syndiqués contre 0.2 le mois dernier et 0.2 en avril 1907; la semaine est partout de 60 heures au moins. 3 p. 100 de chômeurs à Saint-Dié (600) contre 0 le mois dernier; 1.8 p. 100 contre 1.8 à Moyenmoutier (110); 0 à Chatel-sur-Moselle (140).

Dans les centres normands, à Bolbec (200), il n'y a aucun chômeur, la semaine est de 60 heures et le travail est satisfaisant. 0 chômeur à Condé-sur-Noireau (150) où l'on fait de 55 à 60 heures; 0 à Evreux (150); la semaine est de 50 heures contre 60 le mois dernier à Flers (950), où l'on compte 0.5 p. 100 de chômeurs : le travail est encore moins abondant.

Dans les tissages de coton de la région roannaise, à Roanne, les tisseurs (400) accusent 0 p. 100 contre 0 et 48 heures par semaine contre 48; les pareurs (196) accusent 0 contre 0 et 60 heures contre 60; la semaine est de 55 heures à Bourg-de-Thizy (568) avec 20.4 p. 100 de chômeurs contre 9.4 le mois dernier; 16 à Thizy (908), avec une semaine de 50 heures.

Dans l'Aisne, à Saint-Quentin, les tisserands (162) ne font que 40 à 50 heures par semaine.

Dans les Ardennes, à Saint-Menges (280), les ouvriers en tissus accusent 0 sans travail contre 0 le mois dernier, la semaine varie de 54 à 60 heures, le travail est très abondant; à Sedan, les tisseurs (250) en signalent 0 p. 100 contre 1.2 avec 60 heures par semaine et estiment la situation satisfaisante; à Floing (196) on signale une légère reprise. A Rougemont-le-Château, les ouvriers textiles (350) sont tous occupés 60 heures de façon assez satisfaisante.

Dans l'Ouest, à Romorantin (450), dans l'industrie du drap, tous les ouvriers syndiqués sont occupés d'une façon satisfaisante. Le travail reste en général très peu satisfaisant dans les centres de Maine-et-Loire et des Deux-Sèvres : on ne signale toutefois aucun chômeur à Mortagne-sur-Sèvre (230). Les tapissiers d'Aubusson (148) sont tous occupés 60 heures. 2.6 p. 100 de chômeurs contre 8.6 à Lavelanet (605). A Mazamet, 2.7 p. 100 contre 1.8 chez les ouvriers fileurs (110) qui font de 55 à 60 heures; 83 p. 100 contre 90 chez les ouvriers textiles (120) et 60 heures.

Dans la soie, le syndicat indépendant des tisseurs de Saint-Etienne (100) accuse 70 p. 100 de chômeurs contre 70, le travail est toujours aussi rare; 20 p. 100 contre 20 à Charlieu (155); 15 p. 100 à Saint-Genest-sur-l'Erpt (150); 46 p. 100 à Bussièrès (260). Dans l'Isère, le travail n'est pas satisfaisant à Montalieu-Vercieu (130); les tisseurs de Moirans (817) accusent 5 p. 100 contre 5.8 avec une semaine de 46 heures contre 46; 100 p. 100 contre 86 à Virieu (300); 16.6

p. 100 aux Abrets (300) où l'on signale une légère reprise; les tisseurs de Tullins-Fures (100) sont tous occupés 60 heures. Dans la région lyonnaise, le niveau du travail s'est encore abaissé d'une manière très sensible dans les usines de tissage mécanique; à Lyon, dans les petits ateliers de tissage mécanique ou à la main, on ne signale aucune nouvelle diminution dans le nombre des métiers en activité; à la campagne, les ateliers à bras sont encore moins occupés que le mois dernier⁽¹⁾. A Lyon, les ouvriers du tissage mécanique (500) accusent 30 p. 100 de chômeurs contre 36.4 le mois dernier; les tisseurs de la Croix Rousse (455) signalent une légère reprise pour les tissus riches; les tisseurs de Gandris (100) accusent 12 p. 100 contre 19. A Pont-Beauvoisin (200), les tisseurs sont tous occupés 60 heures; 62 p. 100 de chômeurs contre 62 à Coublanc (290). A Tours (110), tous les tisseurs en soie travaillent 60 heures. 6.6 p. 100 de chômeurs à Saint-Jean-en-Royans (150).

Dans le tulle, les tullistes de la Tour-du-Pin (110) sont tous occupés, la semaine est de 72 heures; ceux de Serrières-de-Briord (106) sont tous occupés 60 heures. A Saint-Quentin, les tullistes en guipures (110) sont occupés 54 heures par semaine d'une façon satisfaisante; 0.4 p. 100 de chômeurs à Caudry (670), mais la semaine n'est que de 30 à 50 heures. Les tullistes de Lyon (96) sont tous occupés. Les brodeurs de Paris (212) accusent 2.4 p. 100 de chômeurs et 60 heures par semaine.

Dans la teinture et l'apprêt, à Lyon les imprimeurs sur étoffes (100), accusent 32.5 p. 100 contre 28; à Roanne, les apprêteurs (220) accusent 0 p. 100 de chômeurs contre 0.9. A Saint-Étienne, les teinturiers (130) en ont 3.8 p. 100. A Cholet, les apprêteurs (110) en ont 9 p. 100. Les teinturiers-dégraisseurs de Paris (300) en accusent 1 p. 100 contre 2.3.

Chez les ouvriers et ouvrières de l'habillement, la proportion des chômeurs est de 9.7 p. 100 pour 18 syndicats, groupant 3,524 ouvriers, contre 3.5 le mois dernier et 2.6 en avril 1907. Le travail est considéré comme plus abondant par 11 syndicats, équivalent par 3, moins abondant par 3. La situation est estimée satisfaisante pour l'époque par 65 p. 100 des syndicats et 41 p. 100 des syndiqués. A Paris, les coupeurs-chemisiers (305) ont 5.9 p. 100 de chômeurs contre 4 le mois dernier; les tailleurs de la Bourse du travail (320) en ont 9.4 p. 100 en reprise sur le mois dernier; les couturières (622) estiment également le travail plus abondant. A Lille, les coupeurs en confections de Lille (500) ont 6 p. 100 de chômeurs, les ouvriers en confections (432), 11.5; les ouvriers de l'habillement de Saint-Quentin (300) et d'Avignon (107) sont tous occupés; les couturières de Nancy (300) ont 66 p. 100 de sans travail; 0 contre 0 chez les ouvriers du syndicat mixte de Carcassonne (268); 0 contre 0 chez ceux du syndicat mixte de Limoges (117).

Chez les chapeliers, casquettiers, etc., la moyenne du chômage est de 1.9 p. 100 pour 9 syndicats groupant 644 ouvriers contre 6.8 le mois dernier et 4 en avril 1907; à Paris, les ouvriers en chapeaux de soie (103) ont 4.8 p. 100 de chômeurs contre 6.8; les ouvriers en chapeaux de fantaisie (109), 0 contre 0; les ouvriers en chapeaux de feutre (100), 1. Les chapeliers de Lyon (195) en ont 3.1 contre 1.7.

Les blanchisseurs de la Seine (145) accusent 7.6 p. 100 de chômeurs.

Bois. — La moyenne de chômage accusée par 40 syndicats de charpentiers et de menuisiers en bâtiment, groupant 3,361 ouvriers, est de 7.1 p. 100 contre 15.9 le mois précédent et 7.5 en avril 1907 : la situation est estimée satisfaisante par 70 p. 100 des syndicats et 74 p. 100 des syndiqués. Les démolisseurs de

⁽¹⁾ D'après le *Moniteur du tissage mécanique des soieries*, du 15 mai 1908.

navires de Marseille (120) accusent 12.5 p. 100 de chômeurs contre 9.2 le mois dernier; les calfats (100), 30. Les charpentiers d'Armentières (110) en accusent 0 contre 0; ceux de Lille (550), 4.9; ceux de Roubaix (409), 5.4; ceux de Lyon (153), 19.6; les travailleurs du bois d'Halluin (350), 2.8 contre 2.9; ceux de Villers-Cotterets (100), 0; les scieurs de Hermes (104), 0 contre 0; ceux de Gommegnies (116), 0. A Paris, les menuisiers libres (175) en accusent 4 p. 100.

Chez les ouvriers du meuble et de l'ameublement (menuisiers-ébénistes, ébénistes, tapissiers, etc.), la proportion des syndiqués sans travail, d'après les réponses de 15 syndicats, groupant 861 ouvriers, est de 10.9 p. 100 contre 14.2 le mois dernier et 13.2 en avril 1907. La situation est considérée comme satisfaisante par 57 p. 100 des syndicats et 58 p. 100 des syndiqués. Les sculpteurs sur bois de Lyon (130) accusent 20 p. 100 de sans-travail contre 40 le mois dernier; les ébénistes de Limoges (120), 25; les tourneurs sur bois de Felleries (130), 0 contre 0.

Chez les tonneliers, le chômage est de 21.9 p. 100 pour 14 syndicats, groupant 1,226 ouvriers, contre 24 le mois dernier et 15.5 en avril 1907. Pas de chômeurs à Cazats (142) et Libourne (112); 63.9 p. 100 contre 68.9 à Cognac (305); 14.4 contre 2 à Narbonne (125); 22.7 à Ambarès (110).

Dans la carrosserie, 6 syndicats groupant 359 ouvriers annoncent 4.6 p. 100 de chômeurs contre 27.7 le mois dernier et 0.5 en avril 1907. A Paris, l'*Union de la voiture* (6,895) n'a pas répondu; les *Compagnons charrons* (154) en ont 1.3 p. 100 contre 1.3 le mois dernier.

Les layetiers-emballeurs de Paris (325) ont 2.5 p. 100 de chômeurs contre 5.1 le mois dernier; ceux de Bordeaux (250), 40 contre 40. Les bouchonniers de Lavardac (154) en ont 9.7 p. 100 contre 14.5. Les ouvriers en peignes d'Oyonnax (290) en accusent 32.1 p. 100 contre 51.7.

MÉTAUX. — D'après les réponses de 80 syndicats groupant 14,817 adhérents, la proportion des chômeurs syndiqués dans l'ensemble des industries des métaux était, à la fin d'avril, de 12 p. 100 contre 9.1 le mois dernier et 5 en avril 1907.

En ce qui concerne les mouleurs et fondeurs en fer et en cuivre, la proportion des chômeurs est de 8.6 p. 100 pour 14 syndicats groupant 1,818 ouvriers contre 7.3 le mois dernier et 0.6 en avril 1907; la situation est considérée comme satisfaisante par 38 p. 100 des syndicats groupant 44 p. 100 des syndiqués; pas de chômeurs à Ferrière-la-Grande (225) et Dôle (205); 7.5 p. 100 contre 10.6 à Monthermé (200); 14.8 contre 11.6 à Marseille chez les mouleurs (318); 10.7 contre 14.7 à Bordeaux (140); 20 contre 14.7 à Roubaix (350).

21 syndicats de métallurgistes, groupant 5,061 ouvriers de toutes les professions se rapportant aux métaux, accusent 1.4 p. 100 de chômeurs contre 4.1 le mois dernier et 1 en avril 1907; la situation est estimée satisfaisante par 70 p. 100 des syndicats et 63 p. 100 des syndiqués. Pas de chômeurs à Bourg-Fidèle (150), Bourges (250), Saint-Laurent du Pont (104), Guérigny (486), le Creusot (2,170), Lille (212), 4.2 p. 100 contre 3.3 à Deville-lès-Rouen (120); 0.5 contre 1.4 à Fromelennes (220); 2.7 contre 2 à Fumay (300); 17.3 contre 6.1 à Maubeuge (196); 2 à Hautmont (350).

Chez les ouvriers mécaniciens, tourneurs, ajusteurs, serruriers, etc., la proportion des syndiqués sans travail est de 4.6 p. 100 pour 19 syndicats, groupant 4,271 ouvriers, contre 4.3 le mois dernier et 1.3 en mars 1907. La situation est considérée comme satisfaisante par 55 p. 100 des syndicats et 22 p. 100 des syndiqués. Pas de chômeurs à Jeumont (155), Marpent (300), Tarbes (109) et Chartres (106); 4 p. 100 contre 4 à Saint-Etienne (250); 4.4 à Marseille (135). A

Paris, l'*Union des mécaniciens* accuse 115 chômeurs sur 2,400 syndiqués contre 20 le mois dernier et 144 en avril 1907 : les renvois s'accroissent dans l'automobile et aussi dans une moindre mesure dans le cinématographe.

A Paris, les ouvriers en instruments de précision (1,558) accusent 131 chômeurs contre 112 le mois dernier et 31 en avril 1907 : la répercussion de la crise de l'automobile continue à se faire sentir ; 7 p. 100 de chômeurs chez les ouvriers en anneaux de montres de Besançon (155).

Chez les ferblantiers-boitiers, le chômage est de 94 p. 100 pour 5 syndicats groupant 1,085 ouvriers contre 97.6 le mois dernier ; il est de 100 p. 100 contre 100 à Douarnenez (569) ; de 86 à Concarneau (350). Les maréchaux ferrants de Bordeaux (120) en accusent 1.7 p. 100.

BÂTIMENT. — Dans l'ensemble des industries du bâtiment (charpentiers, menuisiers et serruriers non compris), la moyenne du chômage, d'après 127 syndicats, groupant 12,726 adhérents, était, à la fin d'avril, de 13.1 p. 100 contre 11 le mois précédent et 10.5 en avril 1907.

En ce qui concerne les maçons, terrassiers, tailleurs de pierre et similaires, la proportion du chômage est de 16.4 p. 100 pour 93 syndicats groupant 9,003 ouvriers contre 11 le mois dernier et 10.6 en avril 1907 ; le chômage dépasse la moyenne, notamment à Lille (400). Le travail est par contre satisfaisant pour l'époque à Marseille (128 maçons d'art), Bordeaux (183), Rennes (155), Thonon (250), Chartres (300), Dieppe (216), Versailles (450), Orsay (130). A Paris les cimentiers (1500) accusent 53.3 p. 100 de chômeurs ; les maçons (15,000) sont en lock-out. Dans l'ensemble, la situation est jugée satisfaisante par 64 p. 100 des syndicats et 48 p. 100 des syndiqués.

La proportion des chômeurs chez les peintres et plâtriers est de 6.3 p. 100 pour 22 syndicats groupant 2,241 ouvriers contre 14.9 le mois dernier et 13.8 en avril 1907 ; il y en a 2 p. 100 à Bordeaux (250) contre 18.1 le mois dernier ; 0 chez les plafonneurs de Tourcoing (130). A Paris, les peintres de la rue Saint-Lazare (370) en accusent 1.9 contre 4.6 ; les ornemanistes (610), 12.1.

4 syndicats de sculpteurs, marbriers et similaires groupant 956 ouvriers accusent 2.4 p. 100 de chômeurs contre 2 le mois dernier et 0 en avril 1907. Les marbriers de Bellignies (450) et de Gussignies (290) sont tous occupés ; les grani-tiers de Paris (130) ont 11.5 p. 100 de chômeurs.

Les ferblantiers-couvreurs de Tourcoing (150) ont 4.7 p. 100 de chômeurs contre 4 le mois dernier ; les couvreurs de Lille (110) en ont 0.

CHAUFOURNERIE. — CÉRAMIQUE. — VERRERIE. — Pas de chômeurs chez les chaudiéristes et cimentiers de Contes-les-Pins (140), Tarteran (100), Allas Marnac (110), Albi (100) ; 25 p. 100 chez ceux de Boulogne-sur-Mer (1,000). Pas de chômeurs chez les faïenciers de Lille (200) et de Montereau (300) ; les potiers de Vallauris (260) en accusent 0.8 p. 100 contre 0 le mois dernier ; les choisisseurs et emballeurs de porcelaines de Limoges (195), 3.6 p. 100.

Dans l'ensemble des 14 syndicats de verriers, groupant 1,030 ouvriers, qui ont donné le nombre de leurs membres sans travail, la proportion de ces derniers est de 4.1 p. 100 contre 1.7 le mois dernier et 11.4 en avril 1907. Pas de chômeurs à Cuffies (170) et Feuquières (100). Les tailleurs sur cristaux de Paris (150) en accusent 20 p. 100.

MANUTENTION. — TRANSPORTS. — COMMERCE. — Parmi les portefaix, déchargeurs et autres ouvriers des ports, la moyenne du chômage pour 15 syndicats groupant 2,955 membres ressort à 10.5 p. 100 contre 35.2 le mois dernier et 33.1

en avril 1907; elle est de 0 contre 37.1 à Rouen pour les ouvriers du port (1,000); de 12.3 contre 12.5 à Fécamp (122); de 23.1 à Dieppe (173); de 50 p. 100 à Bordeaux (150); de 0 à Nice (800); de 35.7 à Port-Saint-Louis-du-Rhône (280).

Parmi les autres ouvriers de manutention, la moyenne du chômage est de 7.8 p. 100 pour 6 syndicats groupant 1,038 membres contre 7.9 le mois dernier et 1.9 en avril 1907; les sourciers de Saint-Yorre (160) accusent 0 p. 100 de chômeurs contre 0; ceux de Vals-les-Bains (100), 0 contre 0; les coltineurs de Nîmes (106), 0 contre 0. A Paris, les porteurs des Halles (216) accusent 0 chômeur contre 0.

13 syndicats d'agents d'entreprises de transports en commun (employés et chauffeurs-mécaniciens des chemins de fer, tramways, bateaux à voyageurs, etc.) groupant 3,291 ouvriers accusent 1 sans-travail contre 0 le mois dernier et 9 en avril 1907. Dans les autres industries de transport (camionneurs, cochers, marins du commerce, etc.) la proportion des chômeurs, pour 18 syndicats groupant 1,019 membres, est de 5.8 p. 100 contre 9.7 le mois dernier et 10.6 en avril 1907; elle est de 10.6 p. 100 contre 10.1 chez les marins du commerce (332) de Bordeaux.

D'après les réponses de 42 syndicats d'employés de commerce, comptables, sténographes, etc., groupant 7,204 adhérents, la proportion des syndiqués sans travail est de 3.1 p. 100 contre 3.3 le mois dernier et 4.2 en avril 1907; à Paris, les comptables de la Bourse du travail (160) en accusent 9.4 p. 100 contre 7.1 le mois dernier; l'Union des comptables (819), 3.5 contre 3.1; les voyageurs du cycle et de l'automobile (210), 3.8; les commis en maçonnerie (121), 8.3; les dessinateurs du bâtiment (446), 11.2; les employés en serrurerie (125), 0.8 contre 0.7; «l'Alliance sténographique» (251), 5.2 contre 6.7; les clerks d'huissiers (204), 0.5 contre 1. En province, 2.6 p. 100 contre 3.8 à Marseille chez les comptables (155), 3 contre 6.1 chez les employés de commerce (498); 1.8 à Brive (112); 0.8 à Bordeaux (490); 0.7 contre 1.4 à Lyon chez les sténographes (292); 0.8 contre 1.7 à Orléans (120); 4.4 contre 3.9 à Reims (225); 3.7 contre 4.5 à Amiens (326); 5 à Avignon (200).

DIVERS. — 5 syndicats de gens de maison accusent 6.8 p. 100 de chômeurs pour un effectif de 1,559 membres contre 9.2 le mois dernier et 3.3 en avril 1907; l'Union des gens de maison de la Bourse du travail (1842) n'a pas répondu.

7 syndicats de coiffeurs, groupant 3,877 ouvriers, ont 3.9 p. 100 de sans-travail contre 4.5 le mois dernier et 1.7 en avril 1907; le syndicat mixte de Paris (3,257) en accuse 3.1 p. 100 contre 3.4 le mois dernier; celui de Marseille (392), 11 contre 14.1; le syndicat ouvrier du Mans (150), 4.7 contre 5.

LES GRÈVES EN AVRIL 1908.

115 grèves dont une de patrons maraîchers, ont été signalées, en mars, à la Direction du travail.

Le nombre des ouvriers qui y ont pris part, connu pour 101 d'entre elles, est de 8,626. Il y avait eu, en avril 1907, 192 grèves et le nombre moyen de celles qui se sont produites, au cours du même mois, pendant les cinq dernières années, est de 126.

Ces 115 grèves, dont 72 n'ont atteint qu'un seul établissement, sont dues aux principales causes suivantes :

Demandes d'augmentation de salaire	69
Réduction de salaire	4
Demandes de diminution du temps de travail	7
Contestations relatives au salaire	19
Contestations relatives au règlement d'atelier	3
Contestations relatives à la réglementation du travail	10
Demandes de renvoi d'ouvriers, contremaîtres ou directeurs	11
Demandes de réintégration d'ouvriers ou de contremaîtres	8

Ces grèves ont éclaté dans 42 départements et on en a compté :

30 dans le Nord, 9 dans la Seine, 5 dans le Cher, la Meurthe-et-Moselle, 4 dans l'Ille-et-Vilaine, l'Isère, la Seine-Inférieure, la Seine-et-Oise, 3 dans la Loire, la Savoie, la Vaucluse, les Vosges, 2 dans les Bouches-du-Rhône, la Gironde, le Maine-et-Loire, le Pas-de-Calais, le Var, la Vienne, la Haute-Vienne, le département d'Oran et 1 dans 22 autres départements.

Les industries ou professions atteintes se répartissent comme suit :

Bâtiment, 41 grèves; industries textiles, 16; mines et carrières, 11; travail des pierres et terres au feu, 10; transports et manutention, 9; industries du bois, 7; cuirs et peaux, 5; métaux, produits chimiques, 4; papier et imprimerie 3; produits alimentaires, agriculture 2; tailleurs d'habits, 1.

Des 115 grèves commencées en avril, 80 ont pris fin, après avoir duré respectivement :

Dix-neuf 1 jour ou moins de 1 jour; quatorze, 2 jours; cinq, 3 jours; sept, 4 jours; six, 5 jours; quatre, 6 jours; une, 7 jours; quatre, 8 jours; quatre, 9 jours; trois, 10 jours; une, 11 jours; trois, 12 jours; une, 13 jours; deux, 14 jours; deux, 17 jours; une, 21 jours; deux, 25 jours; et une, 28 jours.

Si l'on y ajoute 19 grèves anciennes terminées après avoir duré respectivement 321 jours, 230 jours, 212 jours, 79 jours, 69 jours, 64 jours, 56 jours, 45 jours, 42 jours, 40 jours, 30 jours, 36 jours (3 gr.), 34 jours, 23 jours, 20 jours, 13 jours, 7 jours, on trouve 99 conflits terminés avec les résultats suivants :

12 réussites.

36 transactions ou réussites partielles.

51 échecs.

DATES		LOCALITÉS.	DÉPARTEMENTS.	INDUSTRIES ET SPÉCIALITÉS professionnelles des grévistes.	NOMBRE	
du commence- ment.	de la fin.				d'établisse- ments.	de grévistes.
1	2				6	7
GRÈVES NON TERMINÉES						
1907.						
18 juin ..	4 mai ..	Paris	Seine	Terrassiers	1	252
12 sept. ..	30 avril ..	Paris	Seine	Terrassiers	1	80
8 oct.		Paris	Seine	Terrassiers	1	70
30 nov.	30 avril ..	Hem	Nord	Tisseurs	1	120
1908.						
6 janv.		Aubagne	Bouches-du-Rhône	Charretiers	"	"
29 janv.		Paris	Seine	Terrassiers	1	60
1 ^{er} fév.	20 avril ..	Paris	Seine	Balanciers	4	55
2 février ..		Pietradiverde	Corse	Multiers	25	"
5 février ..		La Guerche	Cher	Maçons	"	"
7 février ..		Jaujac	Ardèche	Fileuses de soie	1	27
12 février ..		Secondigny	Deux-Sèvres	Laitiers	1	10
15 février ..		Bussières	Loire	Tisseurs	1	200
17 février ..		Paris	Seine	Terrassiers	1	233
20 février ..	24 avril ..	Paris	Seine	Stucateurs	1	18
24 février ..		Paris	Seine	Ferblantiers-zingueurs	1	59
25 février ..		Paris	Seine	Maçons	1	20
25 février ..	21 avril ..	Paris	Seine	Stucateurs	15	450
28 février ..		Givet	Ardennes	Ouvriers d'une fabrique de soie artificielle	1	10
29 février ..		Vernon	Eure	Maçons	"	80
1 ^{er} mars ..		Lyon	Rhône	Tullistes	"	1,000
2 mars ..	7 avril ..	Jonet-sur-l'Aubois	Cher	Maçons	"	27
2 mars ..	9 mai ..	Damparis	Jura	Taillleurs de pierres	1	22
2 mars ..	5 avril ..	Paris	Seine	Démolisseurs	1	70
2 mars ..		Paris	Seine	Taillleurs de glaces	1	46
4 mars ..		Comines	Nord	Rubaniers	1	125
5 mars ..		Lyon	Rhône	Paveurs	"	70
7 mars ..	21 avril ..	Paris	Seine	Maçons	1	124
10 mars ..	21 avril ..	Paris	Seine	Maçons	1	10
11 mars ..		Paris	Seine	Maçons	1	4
17 mars ..	22 avril ..	Brunoy	Seine-et-Oise	Maçons	1	35
19 mars ..		Ormaisons	Aude	Ouvriers agricoles	"	3
19 mars ..	27 avril ..	Vierzon	Cher	Menuisiers	"	50
20 mars ..	29 avril ..	Cavaillon	Vaucluse	Maçons	"	200
24 mars ..	13 avril ..	Halluin	Nord	Ouvriers en papiers	1	188
25 mars ..		Macquigny	Aisne	Ouvriers agricoles	"	150
28 mars ..		Marcorignan	Aude	Ouvriers agricoles	"	3
30 mars ..		Brives	Corrèze	Terrassiers	"	300
30 mars ..	6 avril ..	Gallardon	Eure-et-Loir	Terrassiers	1	230
30 mars ..	22 avril ..	Frontignan	Hérault	Ouvriers en produits chimi- ques	1	100
30 mars ..	12 avril ..	Pornichet	Loire-Inférieure	Jardiniers	"	4
30 mars ..	5 mai ..	Cornuilla-del-Ver- col	Pyrénées-Orientales	Ouvriers agricoles	20	145
31 mars ..		Barjac	Gard	Mineurs	1	12
GRÈVES COMMENCÉES						
1 ^{er} avril ..	2 avril ..	Montrenil-sur-Ille	Ille-et-Vilaine	Ouvriers en produits chimi- miques	1	40
1 ^{er} avril ..	2 avril ..	Saint-André	Nord	Ouvriers en produits chimi- ques	1	22

(1) Ne figurent pas ici les grèves dont la fin, postérieure au 1^{er} avril 1908, a pu être déjà signalée dans le précédent

N°	CAUSES DES GRÈVES.	RÉSULTATS.	OBSERVATIONS.
	8	9	10

AU 1^{er} AVRIL 1908⁽¹⁾.

1	Demande : plus-value pour travaux malsains.....	Réussite.	
2	Demande : plus-value pour travaux malsains.....	Réussite.	
3	Demande : plus-value pour travaux malsains.....		
4	Contestation relative à la réglementation du travail.....	Échec.	
5	Demande d'augmentation de salaire.....		
6	Demande : plus-value pour travaux malsains.....		
7	Demandes : augmentation de salaire ; journée de 9 heures ; suppression du travail aux pices.....	Transaction.	Grevistes congédiés.
8	<i>Demande de relèvement des tarifs.....</i>		
9	Demande d'augmentation de salaire.....		
10	Demande de renvoi d'un contremaître.....		
11	Réduction de salaire.....		
12	Demande d'augmentation de salaire.....		
13	Demande de paiement des jours de chômage.....		
14	Demande de renvoi d'un ouvrier.....	Échec.	
15	Demande de renvoi d'un contremaître.....		
16	Demande d'augmentation de salaire.....		
17	Demande d'augmentation de salaire.....	Échec.	
18	Demande d'augmentation de salaire.....		
19	Demande d'augmentation de salaire.....		
20	Réduction de salaire.....		
21	Demande d'augmentation de salaire.....	Transaction.	
22	Demande d'augmentation de salaire.....	Échec.	
23	Demandes : augmentation de salaire ; journée de 9 heures.....	Échec.	
24	Contestation relative à la forme de la société exploitante (association ouvrière de production).....		
25	Demandes : renvoi d'un contremaître ; établissement d'un carnet de paie.....		
26	Demandes : augmentation de salaire ; journée de 8 heures.....		
27	Demande : journée de 9 heures.....	Échec.	
28	Demande : journée de 9 heures.....	Échec.	
29	<i>Demande : journée de 9 heures.....</i>		
30	Demande d'augmentation de salaire.....	Transaction.	
31	Demande d'augmentation de salaire.....		
32	Demande d'augmentation de salaire.....	Transaction.	
33	Demande d'augmentation de salaire.....	Réussite.	
34	Demande d'augmentation de salaire.....	Transaction.	
35	Demande d'augmentation de salaire.....		
36	Demande d'augmentation de salaire.....		
37	Demande d'augmentation de salaire.....		
38	Demande d'augmentation de salaire.....	Transaction.	
39	Contestation relative au salaire.....	Transaction.	
40	Demande d'augmentation de salaire.....	Transaction.	
41	Demandes : augmentation de salaire ; réintégration d'un ouvrier.....	Échec.	Grevistes congédiés.
42	Demandes : augmentation de salaire ; réintégration d'un ouvrier.....		

EN AVRIL 1908.

1	Demande d'augmentation de salaire.....	Échec.
2	Demande d'augmentation de salaire.....	Transaction.

DATES		LOCALITÉS.	DÉPARTEMENTS.	INDUSTRIES ET SPÉCIALITÉS professionnelles des grévistes.	NOMBRE	
du commence- ment.	de la fin.				d'établi- sements.	de grévistes.
1	2	3	4	5	6	7
1 ^{er} avril.	3 avril.	Flers	Orne	Typographes et lithographes.	1	27
1 ^{er} avril.	2 avril.	Vernet-les-Bains	Pyrénées-Orientales	Mineurs	1	"
1 ^{er} avril.	2 avril.	Ivry-sur-Seine	Seine	Maçons	1	9
1 ^{er} avril.	9 avril.	Vallauris	Alpes-Maritimes	Maçons	"	39
1 ^{er} avril.	9 avril.	Dun-sur-Auron	Cher	Maçons	"	17
1 ^{er} avril.	13 avril.	Brassac	Tarn	Tanneurs	"	28
1 ^{er} avril.	..	Montluçon	Allier	Verriers	1	300
1 ^{er} avril.	..	Bourges	Cher	Charpentiers	"	30
1 ^{er} avril.	..	Roubaix et Croix	Nord	Peintres	"	425
1 ^{er} avril.	2 avril.	Honfleur	Calvados	Peintres	8	17
2 avril.	4 avril.	Limoges	Haute-Vienne	Relieurs	1	84
2 avril.	6 avril.	St-Arnould et Ablis	Seine-et-Oise	Terrassiers	1	18
2 avril.	8 avril.	Rensae	Isère	Tisseurs	1	400
2 avril.	15 avril.	Longwy	Meurthe-et-Moselle	Mineurs	1	45
3 avril.	..	Paris	Seine	Terrassiers	1	30
3 avril.	..	Rouen	Seine-Inférieure	Dockers	"	212
4 avril.	9 avril.	Paris	Seine	Paveurs	1	"
4 avril.	10 avril.	Roubaix	Nord	Bobineuses	1	10
4 avril.	18 avril.	Nancy	Meurthe-et-Moselle	Tailleurs d'habits	"	100
4 avril.	21 avril.	Roubaix	Nord	Tisseurs	1	30
6 avril.	8 avril.	Villers-Cotterets	Aisne	Sciurs à la mécanique	2	"
6 avril.	8 avril.	Redon	Ille-et-Vilaine	Charpentiers	3	9
6 avril.	8 avril.	Ugine	Savoie	Maçons	"	32
6 avril.	11 avril.	Roanne	Loire	Tisseurs	1	12
6 avril.	11 avril.	Arreau	Hautes-Pyrénées	Terrassiers	1	150
6 avril.	15 avril.	Evry-Petit-Bourg	Seine-et-Oise	Terrassiers	1	100
6 avril.	18 avril.	Paris	Seine	Maçons	"	29
6 avril.	4 mai.	Bagneux, St-Ouen, Ivry, Pantin	Seine	Jardiniers et marbriers des cimetières	"	220
6 avril.	..	Taninges	Haute-Savoie	Diamantaires	1	"
6 avril.	..	Migné	Vienne	Carriers	1	35
7 avril.	8 avril.	Dijon	Côte-d'Or	Ouvriers d'une usine à gaz	1	50
7 avril.	8 avril.	Retonval	Seine-Inférieure	Verriers	1	20
7 avril.	13 avril.	Roubaix	Nord	Fileurs	1	138
7 avril.	14 avril.	Poitiers	Vienne	Ouvriers en chaussures	1	4
8 avril.	11 avril.	Beauvais	Oise	Ouvriers et employés d'omni-bus	1	18
8 avril.	18 avril.	Chambéry	Savoie	Cordonniers	"	40
8 avril.	..	Besançon	Doubs	Peintres	"	100
9 avril.	13 avril.	Paris	Seine	Terrassiers	1	65
10 avril.	13 avril.	Croix	Nord	Peigneurs	1	113
10 avril.	14 avril.	Roanne	Loire	Tisseurs	1	140
10 avril.	..	Roanne	Loire	Galochiers	"	"
11 avril.	13 avril.	Saint-Laurent-du-Pont	Isère	Maçons	1	18
11 avril.	21 avril.	Candry	Nord	Appréteurs	1	34
13 avril.	13 avril.	Paris	Seine	Broyeurs de minerais de man-ganèse	1	6
13 avril.	14 avril.	Oran	Oran	Maçons	1	30
13 avril.	14 avril.	Canteleu	Seine-Inférieure	Carriers	1	45
13 avril.	15 avril.	Lens	Pas-de-Calais	Mineurs	1	100
13 avril.	15 avril.	Wingles	Pas-de-Calais	Criblours de charbon	1	35
15 avril.	17 avril.	Houdemont	Meurthe-et-Moselle	Terrassiers	1	12
15 avril.	17 avril.	Roubaix	Nord	Carrossiers	4	53
13 avril.	17 avril.	Tourcoing	Nord	Carrossiers	3	58
13 avril.	22 avril.	Olivet	Loiret	Jardiniers	3	125
15 avril.	4 mai.	St-Malo, Paramé, St-Servan	Ille-et-Vilaine	Ouvriers du bâtiment	"	"

GRÈVES COMMENCÉES

RÉPÈRE.	CAUSES DES GRÈVES.	RÉSULTATS.	OBSERVATIONS.
	8	9	10
3	Demandes : réintégration d'un ouvrier ; journée de 9 heures.	Transaction.	
4	Demande de renvoi d'un contremaître.	Échec.	
5	Demande de réintégration d'ouvriers.	Échec.	Grévistes remplacés.
6	Demande d'augmentation de salaire.	Transaction.	
7	Demande d'augmentation de salaire.	Réussite.	
8	Demande d'augmentation de salaire.	Transaction.	
9	Demande d'augmentation de salaire.		
10	Demande d'augmentation de salaire.		
11	Demande d'augmentation de salaire.		
12	Demande d'augmentation de salaire.	Transaction.	Conciliation devant le juge de paix.
13	Demande de réintégration de deux ouvriers.	Réussite.	
14	Demande d'augmentation de salaire.	Transaction.	
15	Réduction de salaire.	Échec.	
16	Demande d'augmentation de salaire.	Échec.	Grévistes congédiés.
17	Demande d'augmentation de salaire.		
18	Contestation relative à la réglementation du travail.		
19	Demande d'augmentation de salaire.	Transaction.	Grévistes remplacés.
20	Demande de renvoi d'une surveillante.	Échec.	Grévistes congédiés.
21	Demande d'augmentation de salaire.	Échec.	
22	Demande de renvoi d'un surveillant.	Échec.	
23	Contestation relative au salaire.	Transaction.	
24	Demande d'augmentation de salaire.	Transaction.	
25	Demande d'augmentation de salaire.	Échec.	Grévistes congédiés.
26	Contestation relative au règlement d'atelier.	Réussite.	
27	Demande d'augmentation de salaire.	Transaction.	
28	Demande d'augmentation de salaire.	Transaction.	
29	Contestation relative au salaire ; diminution du temps de travail.	Transaction.	Lock-out.
30	Demandes : augmentation de salaire ; diminution du temps de travail ; signature d'un contrat.	Transaction.	
31	Réduction de salaire.		
32	Demande d'augmentation de salaire.		
33	Demande d'augmentation de salaire.	Transaction.	
34	Demande d'augmentation de salaire.	Échec.	
35	Demande d'augmentation de salaire.	Échec.	
36	Contestation relative au salaire.	Échec.	Grévistes congédiés.
37	Demande de renvoi du directeur.	Échec.	
38	Demande d'augmentation de salaire.	Échec.	
39	Contestation relative au salaire.		
40	Demande de renvoi d'un chef de poste.	Réussite.	
41	Contestation relative au règlement d'atelier.	Échec.	
42	Demande d'emploi de matières premières de meilleure qualité.	Échec.	
43	Demande : augmentation de salaire ; réintégration de deux ouvriers.		
44	Demandes : augmentation de salaire ; diminution du temps de travail.	Transaction.	
45	Contestation relative à la réglementation du travail.	Échec.	12 grévistes congédiés.
46	Demande d'augmentation de salaire.	Échec.	Grévistes congédiés.
47	Demande de réintégration d'un ouvrier.	Échec.	3 grévistes congédiés.
48	Demande d'augmentation de salaire.	Échec.	38 grévistes congédiés.
49	Demande de réintégration de deux ouvriers.	Échec.	
50	Demande d'augmentation de salaire.	Échec.	
51	Demande d'augmentation de salaire.	Échec.	Grévistes congédiés.
52	Demandes : augmentation de salaire ; diminution du temps de travail.	Échec.	
53	Demande de diminution du temps de travail.	Échec.	
54	Contestation relative aux heures de repos ; diminution du temps de travail.	Échec.	10 grévistes congédiés.
55	Contestation relative au salaire.	Transaction.	

DATES		LOCALITÉS.	DÉPARTEMENTS.	INDUSTRIES ET SPÉCIALITÉS professionnelles des grévistes.	NOMBRE	
du commence- ment. 1	de la fin. 2				d'établisse- ments. 6	de grévistes. 7
14 avril ..	15 avril ..	Bastia.	Corse.	Dockers.	1	"
14 avril ..	15 avril ..	Pompey.	Meurthe-et-Moselle	Ouvriers d'aciéries.	1	12
14 avril ..	22 avril ..	Halluin.	Nord.	Peintres en bâtiment.	4	17
14 avril ..	.. ..	Murville.	Meurthe-et-Moselle	Mineurs.	1	80
14 avril ..	.. ..	Paris.	Seine.	Cordonniers.	1	12
15 avril ..	17 avril ..	Paris.	Seine.	Coltineurs.	1	"
15 avril ..	21 avril ..	Oulles.	Isère.	Mineurs.	1	45
15 avril ..	.. ..	Monthermé.	Ardennes.	Mouleurs.	1	150
15 avril ..	.. ..	Belf.	Cher.	Chaufourniers.	1	500
15 avril ..	.. ..	Tourcoing.	Nord.	Maçons.	"	200
15 avril ..	.. ..	Paris.	Seine.	Cordonniers.	1	8
16 avril ..	17 avril ..	Lille.	Nord.	Fileurs.	1	15
16 avril ..	17 avril ..	Roubaix.	Nord.	Fileurs.	1	10
16 avril ..	21 avril ..	Roubaix.	Nord.	Plombiers.	1	8
16 avril ..	24 avril ..	Bourg-de-Thizy.	Rhône.	Tisseurs.	1	9
16 avril ..	13 mai.	St-Malo, St-Ser- van, Paramé.	Ille-et-Vilaine.	Peintres.	"	"
16 avril ..	.. ..	St-Léger-le-Petit.	Cher.	Carriers et chaufourniers.	"	110
16 avril ..	.. ..	Cholet.	Maine-et-Loire.	Couvreurs.	"	4
16 avril ..	.. ..	Montjean.	Maine-et-Loire.	Chaufourniers.	1	30
17 avril ..	21 avril ..	Blois.	Loir-et-Cher.	Cochers de voitures publiques.	1	15
17 avril ..	12 mai.	Roubaix.	Nord.	Compens.	1	8
17 avril ..	.. ..	Brive.	Corrèze.	Maçons.	"	40
17 avril ..	.. ..	Tourcoing.	Nord.	Maçons.	"	230
18 avril ..	.. ..	Roubaix.	Nord.	Maçons.	13	485
20 avril ..	.. ..	Aix-les-Bains.	Savoie.	Maçons.	"	50
21 avril ..	22 avril ..	Toulou.	Var.	Dockers.	3	260
21 avril ..	23 avril ..	Ronmazières, Lon- bert, Fontafic.	Charente.	Tuilliers et céramistes.	"	620
21 avril ..	23 avril ..	Lille.	Nord.	Maçons.	3	26
21 avril ..	24 avril ..	Marseille.	Bouches-du-Rhône.	Maraîchers.	"	"
21 avril ..	8 mai.	Enghien-les-Bains.	Seine-et-Oise.	Maçons.	1	65
21 avril ..	.. ..	Auch.	Gers.	Maçons.	"	40
22 avril ..	27 avril ..	Croix.	Nord.	Maçons.	1	43
22 avril ..	27 avril ..	Houplines.	Nord.	Maçons.	1	6
22 avril ..	6 mai.	Hyères.	Var.	Maçons.	"	200
22 avril ..	.. ..	Dagnac et Cénac.	Gironde.	Carriers.	"	"
22 avril ..	.. ..	Arzew.	Oran.	Dockers.	"	"
23 avril ..	24 avril ..	Rouen.	Seine-Inférieure.	Dockers.	1	20
23 avril ..	25 avril ..	Vaucluse.	Vaucluse.	Terrassiers.	1	35
23 avril ..	5 mai.	Hem.	Nord.	Maçons.	2	29
24 avril ..	27 avril ..	Viry-Châtillon.	Seine-et-Oise.	Carriers.	1	50
24 avril ..	.. ..	Hazebrouck.	Nord.	Tisseurs.	"	185
24 avril ..	.. ..	Avignon.	Vaucluse.	Ouvriers du bâtiment.	1	35
25 avril ..	27 avril ..	Condekerque-Bran- che.	Nord.	Tordeurs d'huile.	1	22
25 avril ..	27 avril ..	Halluin.	Nord.	Chromolithographes.	1	42
25 avril ..	.. ..	Roncq.	Nord.	Maçons.	"	34
27 avril ..	30 avril ..	L'Isle-sur-la-Sor- goue, la Ro- que, Pernes, Velleron.	Vaucluse.	Chaufourniers.	1	140
27 avril ..	5 mai.	Lille.	Nord.	Tisseurs.	1	25
27 avril ..	.. ..	Marseille.	Bouches-du-Rhône.	Terrassiers tubistes.	1	105
27 avril ..	.. ..	Euville.	Meuse.	Taillieurs de pierres.	1	20
27 avril ..	.. ..	Halluin.	Nord.	Maçons.	4	95
28 avril ..	29 avril ..	Épinal.	Vosges.	Tonnelliers.	1	10

GRÈVES COMMENCÉ

NOMBRES.	CAUSES DES GRÈVES.	RÉSULTATS.	OBSERVATIONS.
	8	9	10
EN AVRIL 1908. (Suite.)			
56	Demandes : embauchage d'un plus grand nombre d'ouvriers; renvoi d'un contremaître.	Transaction.	
57	Demande d'augmentation de salaire.	Réussite.	
58	Demande d'augmentation de salaire.	Transaction.	
59	Demande de renvoi d'un ouvrier.	.....	
60	Demande d'augmentation de salaire.	.....	
61	Réduction de salaire.	Échec.	
62	Demande de renvoi de l'ingénieur.	Échec.	30 grévistes congédiés.
63	Demande d'augmentation de salaire.	.....	
64	Demandes : augmentation de salaire; renvoi d'ouvriers non syndiqués.	.....	
65	Demande d'augmentation de salaire.	.....	
66	Demande d'augmentation de salaire.	.....	
67	Demande d'augmentation de salaire.	Échec.	
68	Demande d'augmentation de salaire.	Échec.	
69	Demande d'augmentation de salaire.	Échec.	
70	Demande : tour de rôle pour les mises en chômage.	Transaction.	
71	Contestation relative au salaire.	Transaction.	
72	Demande d'augmentation de salaire.	.....	
73	Réduction de salaire.	.....	
74	Demande d'augmentation de salaire.	.....	
75	Demande d'augmentation de salaire.	Échec.	
76	Demande de réintégration d'un ouvrier.	Échec.	Grevistes congédiés.
77	Contestation relative au salaire.	.....	
78	Demande d'augmentation de salaire.	.....	
79	Demande d'augmentation de salaire.	.....	
80	Demande d'augmentation de salaire.	.....	
81	Contestation relative au salaire et à l'observation d'un contrat.	Réussite.	
82	Demande d'augmentation de salaire.	Transaction.	
83	Demande d'augmentation de salaire.	Échec.	
84	Contestation relative à l'emplacement au marché.	Réussite.	
85	Demande d'augmentation de salaire.	Échec.	
86	Demande d'augmentation de salaire.	.....	
87	Contestation relative au salaire.	Échec.	
88	Demande d'augmentation de salaire.	Échec.	Grevistes remplacés.
89	Demandes : augmentation de salaire; suppression du travail à la tâche; rédaction d'un contrat.	Transaction.	
90	Demande d'augmentation de salaire.	.....	
91	Contestation relative au salaire et au décompte des heures de travail.	.....	
92	Demande d'augmentation de salaire.	Échec.	
93	Demande d'augmentation de salaire.	Échec.	
94	Contestation relative au salaire.	Échec.	
95	Demande d'augmentation de salaire.	Transaction.	
96	Contestation relative à l'emploi des machines.	.....	
97	Demande d'augmentation de salaire.	.....	
98	Contestation relative au salaire.	Échec.	
99	Demande d'emploi de matières premières de meilleure qualité.	Réussite.	
100	Demande d'augmentation de salaire.	.....	
101	Demande de réintégration de cinq ouvriers congédiés.	Transaction.	Conciliation devant le juge de paix.
102	Demande : paie le samedi.	Échec.	
103	Demande d'augmentation de salaire.	.....	
104	Demande d'augmentation de salaire.	.....	
105	Demande d'augmentation de salaire.	.....	
106	Demande d'augmentation de salaire.	Transaction.	

DATES		LOCALITÉS.	DÉPARTEMENTS.	INDUSTRIES ET SPÉCIALITÉS professionnelles des grévistes.	NOMBRE	
du commence- ment.	de la fin.				d'établisse- ments.	de grévistes.
1	2	3	4	5	6	7
GRÈVES COMMENC						
28 avril ..	29 avril ..	Saint-Dié	Vosges.....	Serruriers.....	1	14
28 avril ..	8 mai ..	Vif et Gua.	Isère.....	Ouvriers d'une fabrique de ci- ment.	1	200
28 avril ..	.....	Dunkerque	Nord.....	Marins-chauffeurs.....	1	"
30 avril ..	2 mai ..	Saint-Léonard	Vosges.....	Tisseurs.....	2	110
30 avril ..	9 mai ..	Lille.....	Nord.....	Peigneurs.....	1	50
30 avril ..	11 mai ..	Limoges.....	Haute-Vienne.....	Ouvriers d'une usine à gaz ..	1	"
30 avril ..	.....	Mehun-sur-Yèvre.....	Cher.....	Porelainiers.....	1	10
30 avril ..	.....	Caudéran.....	Gironde.....	Terrassiers et maçons.....	1	70
30 avril ..	.....	Donsi.....	Nord.....	Peintres.....	"	82

CONCILIATION ET ARBITRAGE ⁽¹⁾.

4 applications de la loi sur la conciliation et l'arbitrage ont été signalées à la Direction du travail.

1° Grève des peintres de Honfleur et de la Rivière-Saint-Sauveur (Calvados). — Le 30 mars, les 17 ouvriers peintres occupés par 7 entrepreneurs de peinture de Honfleur et un entrepreneur de la Rivière-Saint-Sauveur se sont mis en grève sur le refus de leurs patrons de donner satisfaction aux demandes suivantes :

- 1° 4 fr. 50 par jour pour 8 heures de travail.
- 2° 55 centimes par heure supplémentaire.
- 3° Indemnité de 50 centimes pour les petits déplacements.
- 4° Indemnité de 1 franc pour les grands déplacements.

Les ouvriers ont adressés un recours au juge de paix le 30 mars, un comité s'est réuni le 1^{er} avril, l'accord s'est établi aux conditions suivantes :

- 1° Prix de l'heure du travail 50 centimes.
- 2° Durée minimum de la journée de travail d'hiver : 8 heures.
- 3° Indemnité de 25 centimes pour les déplacements, et seulement dans le cas où la boisson n'est pas fournie par les patrons.
- 4° Couchage à la campagne à la charge des patrons.

Le travail a été repris le 2 avril.

2° Grève des carriers et chauxfourniers de l'Isle-sur-la-Sorgue, La Roque, Pernes, Velleron (Vaucluse). — Le 27 avril les 140 carriers et chaux-

(1) Des exemplaires du texte de la loi du 27 décembre 1892 sur la conciliation et l'arbitrage dans les différends collectifs entre patrons et ouvriers ou employés sont envoyés aux intéressés sur demande adressée à M. le Ministre du Travail, Direction du travail, Bureau des Associations professionnelles, rue de Varenne, n° 80, à Paris.

N°	CAUSES DES GRÈVES.	RÉSULTATS.	OBSERVATIONS.
	8	9	10
EN AVRIL 1908. (Suite et fin.)			
107	Protestation contre la sévérité du directeur.	Transaction.	
108	Demandes : augmentation de salaire; renvoi d'un chef mineur.	Transaction.	
109	Contestation relative au salaire.	Réussite.	
110	Demande d'augmentation de salaire.	Echec.	
111	Demande d'augmentation de salaire.	Transaction.	
112	Contestation relative au salaire.		
113	Demande : suppression de l'emploi de chef d'atelier.		
114	Demande d'augmentation de salaire.		
115	Demande d'augmentation de salaire.		

fourniers occupés par la « Société anonyme des plâtrières du Vaucluse » se sont mis en grève pour demander la réintégration de 5 ouvriers qui avaient été congédiés pour s'être absents sans motif, du chantier, l'après-midi du 25.

Le juge de paix est intervenu d'office le 28 avril, un comité s'est réuni le 29.

La société a consenti à reprendre 4 ouvriers; un seul, président du syndicat, n'a pas été réintégré.

Les ouvriers ont repris le travail le 30 avril.

3° Dans la **grève des maçons de Vallauris (Alpes-Maritimes)** les patrons ont adressé un recours au juge de paix le 2 avril; le comité de conciliation s'est réuni le 3. L'accord n'a pu s'établir; une transaction est intervenue dans la suite et le travail a repris le 10 avril,

4° Dans une **grève de menuiseries à Vierzon**, le juge de paix est intervenu d'office le 20 mars; un comité de conciliation s'est réuni le 23. L'accord n'a pu s'établir; la grève a pris fin le 27 avril, les ouvriers ayant obtenu l'augmentation de 5 centimes par heure qu'ils demandaient.

LA SITUATION FINANCIÈRE DE QUELQUES ORGANISATIONS OUVRIÈRES FRANÇAISES.

La statistique des syndicats professionnels établie par la Direction du travail se borne à donner le nombre des membres de chaque syndicat, ainsi que les institutions créées par ces syndicats. Elle ne donne pas de renseignements sur leurs recettes, leurs dépenses et leur encaisse.

Aucune disposition légale n'oblige d'ailleurs en France les syndicats professionnels patronaux et ouvriers à fournir ces renseignements à l'administration. En général, les syndicats réservent ces renseignements à leurs seuls adhérents et ne les publient pas toujours dans les organes corporatifs.

Ces renseignements présentent cependant un très grand intérêt. La statistique officielle anglaise les donne d'une façon très détaillée pour les cent principales trade-unions ⁽¹⁾. La commission générale des syndicats allemands et la statistique officielle allemande les donnent également pour toutes les fédérations ouvrières ⁽²⁾.

L'Office du travail a relevé dans les publications émanant des grandes organisations ouvrières françaises tous les renseignements qu'il a pu trouver sur ce sujet. Comme on le verra, ces renseignements ne sont pas très nombreux. On ne s'est pas contenté de donner la situation financière des principales fédérations ouvrières, on y a joint également, quand cela a été possible, la situation financière des principales sections de ces fédérations.

Il ne faut pas perdre de vue, en effet, quand on compare à cet égard les organisations françaises et les organisations étrangères, que la centralisation est bien moins avancée dans les premières que dans les secondes. En Angleterre et en Allemagne, les secours de grève, de chômage, de viaticum, etc., sont servis par les organisations centrales de chaque profession. En France, les services fédéraux sont encore l'exception. En ce qui concerne le chômage, pour ne prendre que cet exemple, sur les 64 caisses syndicales subventionnées en 1906, par l'État, 3 seulement sont fédérales, et encore l'une d'elles est constituée en réalité par le groupement des caisses locales autonomes. On ne s'étonnera donc pas que la fortune des sections locales soit généralement supérieure en France à celle des organisations centrales.

Fédération nationale des syndicats d'ouvriers mineurs de France.

La Fédération nationale des syndicats d'ouvriers mineurs ou similaires de France, (section française de l'Internationale minière) est sortie du Congrès national de l'Unité minière tenu à Paris du 5 au 8 octobre 1906. Elle devait remplacer à partir du 15 octobre 1906 les deux fédérations antérieurement existantes : la Fédération nationale et l'Union fédérale.

L'avoir de ces deux fédérations fut versé à la nouvelle organisation : la Fédération nationale versa 6,547 fr. 70 dont 266 fr. 30 en espèces ⁽³⁾; l'Union fédérale : 28 fr. 55.

⁽¹⁾ Voir pour 1906 : *Bulletin*, avril 1908, p. 368.

⁽²⁾ Voir pour 1906 : *Bulletin*, novembre 1907, p. 1186.

⁽³⁾ Le reste consistait en des créances sur les organisations adhérentes (520 fr. 90) et en une créance sur le Comptoir national d'Escompte (6,176 fr. 50). Cette créance, représentant un dépôt de 6,000 francs, plus les intérêts échus, avait été l'objet d'un chèque qui fut volé dans le bureau du secrétaire de l'organisation à Paris en 1904 ; opposition fut faite au paiement du chèque, mais la somme ne peut être touchée avant l'expiration d'un délai de cinq ans (*L'Ouvrier mineur*, octobre 1904, p. 76).

L'avoir de la nouvelle fédération, au 15 octobre 1906, était donc de 6,576 fr. 25⁽¹⁾.

Les ressources de la nouvelle fédération consistent essentiellement en une cotisation de cinq centimes (0 fr. 05) par mois et par membre cotisant, versée par les syndicats adhérents du 1^{er} au 15 de chaque mois pour le mois précédent⁽²⁾.

La Fédération n'assure aucun secours régulier de grève, de chômage, de maladie, etc. L'allocation mensuelle payée au secrétaire et au trésorier a été fixée à 25 francs par le Congrès de Paris d'octobre 1906⁽³⁾.

Le premier bilan de la nouvelle fédération, embrassant la période du 15 octobre 1906 au 31 mars 1907, a été publié dans le compte-rendu du Congrès qui s'est tenu à Denain du 9 au 13 avril 1907. Le voici⁽⁴⁾ :

<i>Recettes.</i>		<i>Dépenses.</i>	
Union fédérale ancienne, reçu en espèces.....	28 ^f 55	Frais de session au Conseil national.....	1,226 ^f 30 ^c
Fédération nationale, reçu en espèces ⁽⁵⁾	266 30	Frais de délégation.....	50 00
Cotisations fédérales.....	5,439 50	Comité international : délégations.....	52 50
Revenues (L'ouvrier mineur)...	781 25	Envoi aux grévistes de Fongères.....	100 00
		Impression de la revue « L'Ouvrier mineur ».....	1,085 00
TOTAL.....	6,515 60	Impressions diverses.....	68 40
		Allocations au secrétaire et au trésorier.....	275 00
		Frais divers.....	56 50
		Versé au Syndicat d'Anzin comme dépôt.....	2,500 00
		Excédent en caisse.....	1,102 00
		TOTAL.....	6,515 60

L'avoir total de la Fédération était de 9,778 fr. 50 se décomposant ainsi :

Dépôt au Comptoir d'Escompte et intérêts échus.....	6,176 ^f 50 ^c ⁽⁶⁾
Dépôt au Syndicat d'Anzin.....	2,500 00
En caisse.....	1,102 00
TOTAL.....	9,778 50

D'après les cotisations reçues en 5 mois, l'effectif de la Fédération correspondait au 31 mars 1907 à un effectif de 22,000 adhérents environ. Mais il faut noter que plusieurs syndicats avaient négligé de payer leurs cotisations⁽⁷⁾. Depuis, plusieurs syn-

⁽¹⁾ *L'Ouvrier mineur*, février 1907, p. 617.

⁽²⁾ Article 3 des statuts (*L'Ouvrier mineur*, novembre 1906, p. 553, 558 et 559).

⁽³⁾ *Ibid.* p. 567.

⁽⁴⁾ *Ibid.* juin 1907, p. 85 et 117.

⁽⁵⁾ Voir note ci-dessus : ⁽¹⁾.

⁽⁶⁾ Voir note ⁽¹⁾, p. 3.

⁽⁷⁾ *L'Ouvrier mineur*, mai 1907, p. 82.

dicats se sont retirés de la Fédération; mais, par contre, plusieurs des syndicats restés adhérents ont accru considérablement leur effectif cotisant; le plus important de ces derniers est le syndicat des mineurs du Pas-de-Calais dont il est question ci-après.

Syndicat des mineurs du Pas-de-Calais.

Le syndicat des mineurs du Pas-de-Calais, fondé d'une façon définitive en 1889, a été réorganisé sur des bases nouvelles à la suite de la grève de 1906, par décision d'un Congrès de délégués tenu à Lens le 27 mai 1906.

D'après les nouveaux statuts déposés le 16 juin 1906, la cotisation, qui était auparavant de 50 centimes par mois, a été portée à deux francs, payable un franc par quinzaine (art. 14).

L'élévation de la cotisation a permis la formation d'une caisse de grève ou de chômage sur les bases originales suivantes, qui font du livret du syndiqué « comme une sorte de caisse d'épargne » ⁽¹⁾.

Sur les deux francs de cotisation mensuelle, un franc cinquante (1 fr. 50) est porté au compte individuel du sociétaire pour servir à la formation de la caisse de chômage ⁽²⁾. Les sommes portées au compte individuel des sociétaires restent leur propriété; elles ne peuvent toutefois être retirées qu'en cas de conflit ou de chômage prolongé et sur la décision des « délégués des sections syndicales réunies en assemblée générale après avoir pris mandat des ouvriers syndiqués de leur section » (art. 26). Les secours alloués ainsi aux syndiqués sur leur compte individuel sont proportionnés au nombre de cotisations versées (art. 28).

La part de chaque syndiqué peut en outre lui être remboursée : 1° s'il quitte la région pour travailler dans une compagnie minière autre que celles sur lesquelles s'étend le syndicat du Pas-de-Calais; 2° s'il prend sa retraite; 3° s'il quitte la corporation; en cas de dissolution du syndicat (art. 9). Si l'ouvrier syndiqué quitte le Pas-de-Calais pour travailler dans le bassin du Nord ou le bassin d'Anzin, où existent des syndicats organisés sur les mêmes bases que le syndicat des mineurs du Pas-de-Calais, sa part est transférée au syndicat où il va adhérer (art. 29). En cas de mort du sociétaire, sa part revient aux héritiers directs (conjoint, enfant ou ascendant) [art. 30].

Les sociétaires en retard de trois mois de versement sont rayés, mais conservent leur droit de propriété sur leur part sociale; ils restent dans ce cas soumis aux décisions de l'assemblée générale (art. 31). Il n'y a qu'au cas où le sociétaire deviendrait patron ou surveillant, ou porterait atteinte au syndicat par malversations ou attaques injustifiées, que sa part est acquise au syndicat.

En aucun cas et pour aucun motif, il ne peut être fait un autre emploi des fonds destinés à la caisse de chômage. Cependant la Chambre syndicale pourra faire état d'une partie des intérêts de l'argent placé pour faire parvenir des secours à des grévistes syndiqués (art. 24).

Le reliquat de la cotisation mensuelle, soit cinquantes centimes, est réparti comme suit : 10 centimes restent à la section pour frais de perception, d'organisation et de propagande, 40 centimes sont versés à l'Administration syndicale centrale pour les frais généraux (imprimés, cotisation fédérale, régionale, nationale et internationale, frais de procès pour accidents du travail, etc.).

⁽¹⁾ *L'Ouvrier mineur*, mai 1907, p. 85.

⁽²⁾ Pour les syndiqués de moins de 18 ans, la cotisation étant seulement de 1 franc par mois, la part versée à leur compte individuel est de 0 fr. 75.

La réorganisation du syndicat eut pour conséquence un accroissement marqué et continu de son effectif et de son avoir, ainsi que l'indique le tableau suivant :

DATES.	NOMBRE de sections.	EFFECTIF. francs.	AVOIR TOTAL. fr. c.	AVOIR de la caisse de chômage. fr. c.
1 ^{er} juillet 1906.....	2	2	177,566 65	"
18 octobre 1906 ⁽¹⁾	58	15,650	232,589 90	41,211 75
28 février 1907 ⁽²⁾	66	21,607	323,606 55	124,755 00
15 novembre 1907.....	88	23,000	527,489 65	303,324 75
31 mars 1908 ⁽³⁾	93	26,000	586,601 11	356,085 00

En dehors de la caisse de chômage et de l'assistance judiciaire aux victimes d'accidents, le syndicat des mineurs du Pas-de-Calais publie, avec le syndicat des mineurs du Nord et le syndicat des mineurs d'Anzin, un journal hebdomadaire, *la Voix du mineur*, et commandite une imprimerie ouvrière. C'est au congrès du 1^{er} avril que fut décidée la création de cette imprimerie, sous la forme d'une société au capital de 20,000 francs divisés en 400 actions à 50 francs qui devaient être prises par les trois syndicats du Nord, d'Anzin et du Pas-de-Calais et leurs sections. Ces dernières ne pouvant pas légalement souscrire ces actions, le syndicat du Pas-de-Calais a dû souscrire la plus grande partie des actions, soit 335 à 50 francs. En outre, il a avancé ultérieurement à la société 7,645 francs pour achat de matériel supplémentaire et fonds de roulement. Au Congrès du syndicat du Pas-de-Calais qui eut lieu récemment à Lens le 20 avril 1908, le trésorier, d'après « la situation financière établie après un inventaire sommaire » estimait que l'imprimerie était en bonne voie, bien qu'elle n'eût que 8 mois d'existence et malgré les frais d'installation du début.

En ce qui concerne la caisse générale du syndicat, abstraction faite des caisses particulières des sections, les recettes et les dépenses se balançaient ainsi pour la période comprise du 1^{er} juillet 1906 au 15 novembre 1907 :

Recettes.	Dépenses.
Cotisations..... 384,211 ³⁵	Dépenses au 28 février 1907. 27,298 ¹⁰
Droits d'entrée..... 109 00	Cotisations : fédération nationale..... 10,110 82
Vente d'insignes..... 4,558 20	Cotisations : fédération régionale..... 2,022 16
Recettes de diverses sections. 190 00	Frais d'honoraires d'avoués
Transferts ⁽⁴⁾ 196 00	avocats pour affaires d'accidents..... 3,150 70
Recettes diverses..... 775 80	Actions et avance à l'imprimerie..... 24,345 00
Intérêts du titre de rente	Frais de délégations et d'administration, secours de
3 p. 100 ⁽⁵⁾ 9,322 25	passage et de grève..... 15,168 65
Intérêts de la Caisse des dé-	A reporter..... 82,095 43
pôts ⁽⁶⁾ 2,803 00	
TOTAL..... 402,165 60	

⁽¹⁾ *L'Ouvrier mineur*, décembre 1906, p. 578.

⁽²⁾ *Réveil du Nord*, 21 mars 1907.

⁽³⁾ *La Voix du mineur*, 25 avril 1908.

⁽⁴⁾ Il s'agit sans doute des transferts de comptes individuels de mineurs venant des syndicats du Nord ou d'Anzin.

⁽⁵⁾ Le titre de rente 3 p. 100 (177,566 fr. 75) représente la fortune du syndicat au 1^{er} juillet 1906 au moment de l'entrée en vigueur du nouveau régime.

Report des dépenses..	82,095 ^f 43 ^c
Placement à la Caisse des dé- pôts	295,400 00
Placements à la Caisse d'é- pargne.....	15,000 00
En caisse (y compris les in- térêts de la Caisse des dé- pôts).....	9,670 17
TOTAL.....	402,165 60

L'avoir du syndicat s'élevait au 15 novembre 1907 à 527,489 fr. 65.

D'après le rapport financier présenté au congrès de Lens du 28 avril 1908, qui ne donne pas le détail des recettes et des dépenses depuis le 15 novembre 1907, l'avoir total du syndicat, au 14 avril 1908, s'élevait à 586,601 francs; il se décomposait ainsi :

Dépôt à la caisse des Dépôts et Consignations.....	354,400 ^f 00 ^c
Livrets de caisse d'épargne.....	20,492 91
Actions de l'imprimerie et avance.....	24,345 00
Titre de rente 3 p. 100.....	177,566 75
Intérêts à la caisse des Dépôts.....	2,803 00
En caisse.....	6,993 45
TOTAL.....	586,601 11

CONSEIL SUPÉRIEUR DU TRAVAIL.

RÉSULTATS DES ÉLECTIONS

DES REPRÉSENTANTS DES CONSEILS DE PRUD'HOMMES.

Les conseils de prud'hommes de Paris et les conseils de prud'hommes de province désignés par le sort⁽¹⁾ viennent d'élire les membres prud'hommes prévus par les articles 5 et 6 du décret du 14 mars 1903, portant réorganisation du Conseil supérieur du travail⁽²⁾. Les élections ont eu lieu le 4 mai; les résultats ont été les suivants :

CONSEILLERS PRUD'HOMMES PATRONS.

CONSEILLERS PRUD'HOMMES OUVRIERS.

1^{re} CATÉGORIE (Paris).

1.
MM. CANTE (Henri), entrepreneur de pavage,
22, rue Letellier, Paris.

1.
MM. DURR (Georges), ouvrier ébéniste,
95, rue des Boulets, Paris.

2.
BOISSELIER (Alfred), fabricant de chaussures, 15, rue du Banquier, Paris.

2.
RALLET (Georges), ouvrier sellier,
207, faubourg Saint-Martin, Paris.

2^e CATÉGORIE (villes de plus de 40,000 habitants).

3.
Conseil de Besançon.
MM. DODIVERS (Joseph), imprimeur, 87,
Grande-Rue, Besançon.

3.
Conseil d'Orléans.
MM. MICHEL (Jean), ouvrier tailleur de
pierres.

4.
Conseil de Lyon (soieries).
PERRET (Victor), fabricant de soieries,
40, rue de l'Hôtel-de-Ville, Lyon.

4.
Conseil de Saint-Étienne (tissus).
DÉSAGE (Victor), tisseur de ruban, 88,
rue du Treuil, Saint-Étienne.

5.
Conseil de Nice.
GIORDAN (François), constructeur-mé-
canicien, 17 et 19, rue Arson, Nice.

5.
Conseil de Troyes.
LOZACH (Ernest), apprêteur de bonne-
terie, à Sainte-Savine (Aube).

3^e CATÉGORIE (villes de moins de 40,000 habitants).

6.
Conseil de Bar-le-Duc.
MM. HOFF (Charles), entrepreneur de plom-
berie-zinguerie, 9, rue Entre-Deux-
Ponts, à Bar-le-Duc.

6.
Conseil d'Arras.
MM. BIBOT, maçon, 1, rue de Lolliette,
Arras.

7.
Conseil de Bohain.
LEVERT (Henri), fabricant de brode-
ries, à Bohain.

7.
Conseil de Cognac.
CAMUZAT (Jean), couvreur, 108, rue
d'Alger, à Arras.

8.
Conseil de Lodève.
VITALIS (Hubert), fabricant de draps, 1,
rue Fleury, à Lodève.

8.
Conseil de Rive-de-Gier.
MAZENOD (Pierre), ajusteur, 26, fau-
bourg d'Egarande.

⁽¹⁾ Voir *Bulletin*, avril 1908, p. 355.

⁽²⁾ Voir *Bulletin*, avril 1903, p. 335.

RÉSULTAT DU CONCOURS POUR LA CONSTRUCTION D'APPAREILS DE BAINS-DOUCHES.

RAPPORT DU JURY (1).

« Il est ouvert, sur l'initiative de l'œuvre bordelaise des bains-douches à bon marché et sous le patronage du Ministère du travail et de la prévoyance sociale, un concours pour la construction d'un appareil muni d'une pomme d'arrosoir, simple, résistant, peu encombrant et d'un prix aussi réduit que possible, pouvant chauffer rapidement à l'aide de l'alcool, du pétrole, de l'essence ou du bois, une quantité d'eau suffisante pour permettre de donner des bains-douches à une température de 38 à 40 degrés. »

Tels sont les termes de l'article 1^{er} du règlement du concours élaboré par le comité permanent du conseil supérieur des habitations à bon marché, et approuvé le 6 juin 1907 par M. le Ministre du travail.

Jusqu'à présent, les bains-douches furent créés ou répandus dans les agglomérations dont l'importance justifiait l'établissement d'une installation complète, comportant des chaudières chauffées au charbon et un personnel restant d'une façon permanente à la disposition de la clientèle. Les avantages de ce procédé d'hygiène, simple et peu coûteux, firent qu'il pénétra chez les particuliers qui en assurent personnellement le service, mais à la condition de remplacer le chauffage au charbon par celui au gaz, dont la manœuvre est facile et instantanée.

Le pas restant à faire est franchi aujourd'hui. Grâce au concours ouvert le 6 juin, 7 concurrents ont présenté au jury 9 appareils, qu'il est aisé, pour la plupart, d'installer partout dans une maison isolée, dans un village, dans un chef-lieu de canton démuné d'usine à gaz. Il suffit d'avoir de l'eau dans un réservoir, et un peu de combustible solide ou liquide.

Le prix des appareils est minime, 250 francs au plus, ainsi que le stipulait le règlement.

Le jury est certain que le concours ouvre une ère d'extension nouvelle des prescriptions hygiéniques, car les résultats obtenus donnent aux particuliers, aux usines, aux écoles, aux communes, même les plus modestes, toute facilité d'appliquer ces prescriptions. Chacun, d'ailleurs, pourra, en raison du but spécial qu'il se propose, donner la préférence à tel ou tel type parmi ceux que le jury a distingués.

Les concurrents avaient disposé leurs appareils dans les locaux du laboratoire municipal d'essai des compteurs d'eau, mis obligeamment à la disposition du jury par la ville de Paris.

Les expériences eurent lieu le 20 novembre 1907 et durèrent toute la journée. Chaque modèle portait un numéro et une devise reproduite dans un pli cacheté renfermant tous les renseignements prévus à l'article 3 du règlement du concours. Ces plis furent ouverts ultérieurement.

L'intérêt considérable de la plupart des modèles présentés nécessita un examen approfondi et de longues délibérations de la part du jury, qui porta successivement son attention sur leurs divers éléments, et notamment sur :

- La sécurité qu'ils présentent;
- Le temps de leur mise en marche;
- Leur débit et leur fonctionnement;
- Leur fabrication et leur prix.

Le jury estime que, avant tout, les appareils doivent présenter une sécurité absolue aussi bien dans leur fonctionnement que dans leur durée.

Sur le premier point, il a été frappé de ce que la manutention du pétrole et de l'alcool demande des soins et une attention que l'on peut ne pas trouver partout, tandis que le chauffage au bois peut être fait par n'importe qui. A un autre point de vue le chauffage au bois

(1) Le jury était présidé par M. Jules Siegfried, député, ancien Ministre du commerce, les rapporteurs étaient MM. d'Authonay et Pierre Arnould.

est plus intéressant pour les habitants des petites localités, à qui ces appareils semblent plus spécialement destinés : la valeur du petit bois, du fagot, est presque négligeable. Si l'on doit donner consécutivement une série de bains-douches au lieu des douches isolées expérimentées devant le jury, il est facile d'ajouter dans les foyers soit du charbon de bois, soit du charbon de terre, pour prolonger la durée du chauffage pendant tout le temps voulu. C'est pour ces diverses raisons, et notamment pour la première que, malgré les motifs qui rendent si intéressant l'emploi de l'alcool comme combustible, le jury n'a retenu qu'un seul appareil chauffé de cette manière.

En ce qui concerne la durée des appareils, le jury a mis en seconde ligne ceux qui, malgré leurs autres mérites réels, emploient des foyers en tôle. Il craint, en effet, que les chaudières, qui ne serviront que d'une manière intermittente, ne soient trop promptement détruites par les oxydations.

Sous le bénéfice de ces observations d'ordre général le jury a fait les remarques suivantes sur les divers systèmes présentés, qu'il est d'avis de classer dans l'ordre suivant :

Appareil n° 4.

DEVISE : QUO VADIS ?

Constructeur : *M. Prost, boulevard Beaumarchais, n° 102, à Paris.*

L'appareil peut brûler indifféremment du bois, du charbon et du coke. Devant le jury, l'appareil a été chauffé au bois.

La mise en marche, c'est-à-dire le temps nécessaire pour avoir de l'eau à la température de 38° est très rapide, car elle demande seulement 3 minutes 20 secondes.

Son débit est extrêmement abondant : 8 litres à la minute. Pour obtenir l'eau à la température voulue, le baigneur opère le réglage par un robinet qui mélange un courant d'eau froide avec l'eau chauffée par la chaudière. Si ce réglage n'est pas très bien fait, ou si la quantité de chaleur fournie par le combustible n'est pas absolument constante, l'eau de la douche présente des écarts de température.

La fabrication est soignée et solide. Le prix diffère suivant le mode de construction :

Avec robinetterie et douche en cuivre poli :

Chauffe-bain en tôle galvanisée. — Extérieur laqué. — Socle fonte. 160 francs

Chauffe-bain en tôle galvanisée. — Foyer cuivre rouge. — Extérieur laqué.

— Socle fonte. 180 —

Chauffe-bain tout cuivre rouge. — Extérieur laqué. — Socle fonte. 210 —

Le jury a mis en première ligne cet appareil, pour l'ensemble de ses qualités, et notamment pour sa construction très soignée et sa mobilité. Toutefois, il estime que dans la pratique, il serait avantageux de le compléter par un réservoir recueillant l'eau chauffée et la distribuant au gré du baigneur comme dans les appareils n° 7 et 7 bis : car le bain-douche n'est pas une douche ; il ne répond pas à son but, si l'afflux d'eau est forcément continu. Le baigneur, en effet, s'asperge une première fois pour pouvoir étendre le savon, puis recommence soit d'une manière générale, soit d'une manière partielle et termine par un rinçage de tout le corps. Le tout dure 10 ou 15 minutes et l'on conçoit difficilement que, pendant cette période, on soit obligé de dépenser 80 ou 120 litres d'eau à 40°, alors que le tiers ou le quart serait grandement suffisant.

Cette considération n'est pas négligeable dans les nombreuses localités où l'approvisionnement d'eau se fait à l'aide de seaux ou de pompes à main. De plus, l'emploi d'un réservoir intermédiaire égalise la température de l'eau de tout le bain, ce qui est indispensable.

Appareil n° 7.

DEVISE : LE RÊVE. — UN BAIN-DOUCHE CHEZ SOI.

Constructeur : *M. Maury, impasse Popincourt, n° 5, à Paris.*

L'auteur a présenté deux appareils.

Le n° 7 fonctionne au bois.

Il a été mis en marche en 2 minutes 50 secondes, ce qui est très rapide.

Son débit, fort abondant, est de 7 litres 6 par minute. On règle la température en fai-

sant varier le volume d'eau qui passe par minute dans la chaudière. Il s'en suit que le baigneur reçoit plus ou moins d'eau, suivant le degré de chaleur qu'il désire. A cette remarque il convient d'ajouter celles faites, à propos de l'appareil précédent, relativement aux variations possibles de la température.

L'appareil n° 7 est construit en cuivre, il montre une fabrication soignée. Néanmoins, sa disposition inférieure est un plus complexe que celle de l'appareil n° 4.

Son prix est de 225 francs. Il est vrai que dans cette estimation est comprise une cabine fermée, munie à sa partie supérieure d'un réservoir dans lequel on peut approvisionner toute l'eau nécessaire à un bain-douche : au moyen d'une chaînette de manœuvre, le baigneur la fait tomber sur lui au fur et à mesure de ses besoins.

Le jury décerne la deuxième place à cet appareil, qui répond précisément aux desiderata exprimés ci-dessus, mais dont le mode de construction et de réglage de la température l'a moins satisfait que dans l'appareil n° 4.

Appareil n° 6.

DEVISE : DOUCHE POPULAIRE.

Et Appareil n° 6 bis.

DEVISE : DOUCHE SANITAIRE.

Constructeurs : MM. Flicoteaux, Borne et Boutet, rue du Bac, n° 83, à Paris.

Les deux appareils peuvent brûler du bois, du charbon de bois et du charbon de terre; ils pourraient brûler de l'alcool et de l'essence. Devant le jury, ils ont uniquement consommé du bois. Leur fonctionnement présente une sécurité absolue.

La mise en marche du premier appareil « Douche populaire », a été de 6 minutes 10 secondes.

Son débit, de 1 litre 3, n'est pas tout à fait suffisant. Il a fourni, aux essais, le fonctionnement le plus régulier; la température prescrite, une fois obtenue, s'est maintenue sans aucune variation pendant tout le temps de l'expérience.

La construction, avec serpentín en cuivre, est très soignée. Le prix en est de 225 francs.

Cet appareil un peu agrandi deviendrait extrêmement intéressant à tout point de vue, surtout parce que, mis entre les mains de personnes inexpérimentées, la température qu'il donne est absolument constante.

Quant au deuxième appareil « Douche sanitaire », son temps de mise en marche est de 4 minutes, ce qui est rapide.

Il débite 1 litre 7 à la minute, ce qui est encore un peu faible.

Le baigneur peut, au moyen d'une manette commandant un robinet à deux eaux, soit interrompre la douche, soit amener, dans la pomme d'arrosoir, un mélange à la température qu'il désire.

La fabrication de l'ensemble est analogue à celle de l'appareil précédent, et aussi soignée. Son prix est de 250 francs.

Ainsi qu'il vient d'être expliqué, sa disposition permet d'arrêter la consommation d'eau pendant une partie du bain, ce qui est précieux pour les localités où l'eau n'est pas abondante. Il répond certainement au programme d'une douche individuelle: à condition que l'on se contente de 1 litre 7 à 2 litres par minute.

Le jury place en troisième ligne ces deux appareils, très bien compris, et qui occuperaient un meilleur rang si, d'une part, leur prix était moins élevé et si, d'autre part, le débit d'eau de la pomme était un peu plus considérable.

Appareil n° 1.

DEVISE : TOUT PAR LE TRAVAIL.

Constructeur : M. Bénard, rue des Carmes, n° 63, à Orléans.

Il peut être chauffé indifféremment au pétrole, à l'essence, à l'alcool, au bois ou au char-

bon. Le jury a procédé à deux essais, l'un à l'alcool, l'autre au bois. Le premier a révélé les inconvénients relatés précédemment.

La mise en marche demande 4 minutes et demie, ce qui est rapide.

Le débit est de 4 litres 45 par minute, ce qui est convenable. Le réglage de la température de l'eau se fait suivant le même principe que dans l'appareil n° 4.

Enfin, le prix du système est de 60 francs seulement. La modicité de ce prix vient de ce que l'appareil est construit uniquement en fer et en tôle. Cet avantage incontestable, résultant du mode de fabrication, a malheureusement sa contre-partie dans cette fabrication même, car un foyer en tôle est nécessairement exposé, à moins de marcher d'une façon à peu près continue, à des oxydations qui le mettent rapidement hors d'usage.

C'est pourquoi le jury attribue seulement le quatrième rang à cet appareil qui échapperait au reproche précédent s'il possédait une chaudière en cuivre.

Appareil n° 5.

DEVISE : HABITATIONS À BON MARCHÉ.

Constructeur : *M. P. Champ, allées Damour, n° 34, à Bordeaux.*

L'appareil consomme uniquement de l'alcool. Le jury remarque que le réservoir de combustible, extérieur à l'appareil, est muni d'un dispositif qui en permet le remplissage pendant la marche. Par contre, l'alimentation du brûleur est délicate, et l'extinction de l'alcool qui s'y trouve n'est pas instantanée.

Le temps de mise en marche a été de 6 minutes.

Le débit est de 5 litres à la minute, ce qui est convenable. On règle la température suivant le même principe que dans l'appareil n° 7.

La fabrication de cet appareil est soignée et son prix est de 120 francs, réduit à 105 francs pendant l'année suivant le concours. Il est de petites dimensions, occupe peu de place et n'exige pas de cheminée d'appel. Mais l'emploi de l'alcool, quoique bien mieux compris que dans les autres appareils, nécessite encore quelques précautions.

Néanmoins, le jury le retient, en raison de ses autres qualités, parmi ceux pour lesquels il est d'avis de proposer une récompense.

Le jury a également examiné les appareils suivants :

Appareil n° 7 bis.

Même devise et même constructeur que l'appareil n° 7.

Cet appareil brûle du pétrole à l'aide de lampes à pulvérisation dont la mise en fonctionnement est assez délicate.

Il a fallu 5 minutes pour obtenir l'eau à 38°.

Le débit est de 5 litres par minute.

Les autres remarques sont les mêmes qu'en ce qui concerne l'appareil n° 7, sauf l'emploi du pétrole qui n'a pas satisfait le jury.

Appareil n° 2.

DEVISE : PROPRIÉTÉ. — BONNE SANTÉ.

Il peut fonctionner à l'alcool ou au pétrole. Le jury fait l'observation que ce mode de chauffage ne permet pas de mettre l'appareil dans toutes les mains.

Le temps de mise en marche est de 18 minutes, ce qui est trop long pour les douches individuelles.

Le débit est de 3 litres 6 à la minute, ce qui est un peu inférieur à la moyenne des autres.

Le bouilleur est en tôle d'acier. Le mode de fabrication est très soigné, bien qu'un peu complexe.

Le prix est de 250 francs.

L'appareil présenté ne comporte qu'une place de douche; mais ses dispositions diverses, son mode d'établissement montrent bien (comme d'ailleurs le constructeur l'expose nette-

ment) qu'il est essentiellement combiné pour des agglomérations, pour des écoles en particulier.

Appareil n° 3.

DEVISE : PETIT À PETIT, L'OISEAU FAIT SON NID.

Cet appareil demande l'emploi de l'alcool, de l'essence ou du pétrole, au sujet desquels s'imposent les mêmes remarques que précédemment.

Il demande 13 minutes et demie de mise en marche, ce qui est long.

Son débit est de 5 litres, ce qui est convenable. Lorsqu'il n'est pas branché sur une conduite à haute pression, il nécessite l'emploi d'une pompe. Il faut, de plus, pour la douche proprement dite, utiliser deux leviers. La fabrication paraît très mécanique.

Le prix est de 250 francs.

En raison du maniement de la pompe et des leviers, cet appareil ne peut — moins encore que le précédent — être placé entre des mains inexpérimentées. Il exige une précision que l'on rencontre plutôt dans un établissement médical.

En résumé, le jury propose à M. le Ministre du travail et de la prévoyance sociale de bien vouloir décerner :

Une médaille d'or à M. Prost, boulevard Beaumarchais, n° 102, à Paris.

Et une médaille d'argent :

1° A M. Maury, impasse Popincourt, n° 5, à Paris;

2° A MM. Flicoteaux, Borne et Boutet, rue du Bac, n° 83, à Paris;

3° A M. Bénard, rue des Carmes, n° 63, à Orléans;

et 4° A M. P. Champ, allées Damour, n° 34, à Bordeaux.

AVIS AUX OUVRIERS FRANÇAIS ENGAGÉS POUR LE CHILI.

M. le Ministre des Affaires étrangères a signalé au Ministère du Travail le cas de plusieurs ouvriers français engagés pour le Chili, les uns pour le compte d'une verrerie, les autres pour le compte d'un grand journal en formation, et qui se sont trouvés, à leur arrivée au Chili, ou très peu de temps après, abandonnés sans travail et sans ressources.

A cette occasion, le Ministère du Travail croit devoir mettre en garde les ouvriers français contre les tentatives d'embauchage à l'étranger, et spécialement au Chili, dont ils peuvent être l'objet. Il ne saurait trop les engager à se renseigner d'une façon précise sur les conditions qui leur sont offertes.

JURISPRUDENCE.

Louage de service; engagement à la journée; contrat à durée déterminée; défaut de renouvellement; absence d'abus de droit.

COUR DE CASSATION (CHAMBRE CIVILE).

(Arrêt du 18 décembre 1907.)

La Cour,

Oui M. le conseiller Faye, en son rapport; M. l'avocat général Melcot, en ses conclusions, et après en avoir délibéré conformément à la loi;

Statuant sur le pourvoi de la Société des automobiles de la Buire contre un jugement du conseil des prud'hommes spécial aux industries du bâtiment et aux industries diverses de Lyon, en date du 18 octobre 1907;

Sur les deux moyens réunis :

Vu les articles 1634 et 1780 du Code civil;

Attendu qu'il résulte du jugement attaqué qu'aux termes d'un règlement d'atelier, qui a été accepté par Faure lors de son entrée dans les chantiers, tous les ouvriers de la Société des automobiles de la Buire « sont considérés comme engagés à la journée et peuvent soit quitter la maison, soit en être congédiés chaque jour, sans aucun délai de prévenance »;

Attendu que, pour déclarer que la société demanderesse en cassation a, en congédiant Faure sans avis préalable, abusé du droit qu'elle tenait de la convention et pour la condamner à des dommages-intérêts, le conseil de prud'hommes s'est fondé sur ce que le congédiement avait eu pour cause des observations présentées par l'ouvrier, en dehors du travail, dans l'assemblée d'une société de secours formée par le personnel de l'entreprise, et que le renvoi prononcé « pour de semblables motifs » constitue « une véritable atteinte au droit de critique qui appartenait à Faure dans une société dont il était membre participant »;

Mais attendu que, du moment que le juge constatait que l'engagement de l'ouvrier était considéré comme fait à la journée, et reconnaissait ainsi le droit qu'avait la société d'y mettre fin chaque jour en ne le renouvelant pas, il ne pouvait, sans se contredire lui-même, se préoccuper des motifs qui l'ont amenée à prendre cette détermination et faire, en dehors de toute autre circonstance, de l'appréciation qu'il portait sur ce point, la base unique de sa décision; que la condamnation prononcée n'est donc pas légalement justifiée, et que par le jugement attaqué a violé les articles de loi susvisés;

Par ces motifs, casse, etc.

**Caisses de secours et de retraites des ouvriers mineurs;
délégués mineurs; loi du 2 avril 1906; éligibilité.**

COUR DE CASSATION (CHAMBRE DES REQUÊTES).

(Arrêt du 10 février 1908.)

La Cour,

Statuant sur le pourvoi de M. le procureur général près la cour de cassation contre deux jugements du juge de paix d'Houdain (Pas-de-Calais), en date du 16 juillet 1907;

Vu le réquisitoire déposé par M. le procureur général, le 27 janvier 1908;

Vu l'article 88 de la loi du 27 ventôse an VIII, les lois des 29 juin 1894 et 2 avril 1906;

Attendu qu'aux termes de l'article 4 de la loi du 2 avril 1906, tout délégué mineur, qu'il soit ou non occupé dans la mine, participe à la caisse de secours de sa circonscription dans les conditions que détermine cet article, et peut, en outre, être élu membre du conseil d'administration de cette caisse en se conformant aux prescriptions de l'article 11 de la loi du 29 juin 1894; que, pour appliquer ce dernier article, il faut nécessairement tenir compte des conditions dans lesquelles les délégués mineurs exercent leurs fonctions; que si, comme l'ont jugé les décisions attaquées, le délégué mineur devait avoir travaillé dans la mine pendant les cinq années précédant son élection, la loi de 1906 ne lui aurait procuré aucun avantage, puisqu'il aurait déjà été éligible comme ouvrier; qu'en ouvrant aux délégués mineurs les conseils d'administration des caisses de secours, « bien qu'ils ne fissent pas partie de l'exploitation », la loi n'a pu leur demander de renoncer à la mission de surveillance qu'ils doivent remplir et qui serait le plus souvent inconciliable avec un travail effectif; qu'en tout cas, lorsqu'elle suppose que le candidat « ne sera pas actuellement occupé dans la mine », elle dispense implicitement, mais nécessairement ce candidat d'une des conditions qui avaient été jusque là imposées aux ouvriers;

Attendu qu'en annulant, par suite, la nomination comme membres des conseils d'administration des caisses de secours de la Compagnie des mines de Noeux, les délégués mineurs Charlet, Laurent et Viart, parce qu'ils n'avaient pas, au moment de leur élection, travaillé dans la mine pendant les cinq dernières années, les décisions attaquées ont faussement appliqué l'article 11 de la loi du 29 juin 1894 et violé l'article 4 de la loi du 2 avril 1906;

Par ces motifs, casse et annule, dans l'intérêt de la loi, les jugements rendus le 16 juillet 1907 par le juge de paix de Houdain (Pas-de-Calais).

(Dalloz, *Recueil périodique et critique de jurisprudence*, 1908, 1.85).

I. Convention conclue entre une compagnie de tramways et le syndicat des employés de tramways; cumul de l'action individuelle des employés et de l'action collective du syndicat.

II. Loi du 13 juillet 1906; obligations nouvelles imposées à l'employeur en ce qui concerne le paiement du salaire des jours de repos prévu par la convention syndicale.

COUR D'APPEL DE LYON.

(Arrêt du 10 mars 1908.)

Entre la compagnie des chemins de fer à voie étroite de Saint-Étienne, Firminy, Rive-de-Gier et extensions, société anonyme dont le siège social est à Paris, 20, rue d'Athènes, et le principal établissement à Saint-Étienne, place Bellevue, agissant, poursuites et diligences de M. Janicot, président du Conseil d'administration de la compagnie, demeurant au siège social sus-désigné, appelante par M^e Bureau du Colombier, avoué, d'un jugement rendu par le tribunal civil de Saint-Étienne, en date du 11 juillet 1907, d'une part; et la chambre syndicale des employés de tramways à vapeur, représentée par M. Émile Boulay, son président, demeurant à Saint-Étienne, rue Rolland, maison Teyssot, intimée comparant par M^e Mauret, avoué d'autre part.

Sur la recevabilité de l'action du syndicat :

Considérant que la compagnie soutient que le syndicat est sans intérêt

comme sans droit à poursuivre en justice l'exécution de la convention du 20 juillet 1905, par le motif qu'elle s'est engagée non envers lui, mais envers ses employés, que ceux-ci souffrent seuls de la retenue d'un trentième opérée sur leurs salaires et qu'il n'a pas qualité pour exercer les actions purement individuelles de ses membres; que sans faire résulter de l'attitude antérieure de la compagnie une renonciation formelle au droit d'invoquer aujourd'hui la maxime : « Nul en France ne plaide par procureur », il convient, avant d'examiner le mérite de sa prétention, de remarquer qu'après avoir traité avec le syndicat elle a discuté avec lui sur les conséquences de la loi du 15 juillet 1906. qu'elle s'est adressée à lui pour dénoncer la convention du 20 juillet 1905, et qu'elle a plaidé au fond contre lui devant les premiers juges sans formuler ni objections, ni réserves sur sa capacité;

Considérant que l'exception opposée à l'action du syndicat n'est pas justifiée; que sans doute le syndicat n'a pas qualité pour faire valoir au dehors de tout intérêt corporatif les droits individuels de certains de ses membres arguant d'un préjudice particulier, mais que son action est recevable toutes les fois qu'elle a pour objet non seulement un droit qui lui soit propre, mais la défense des intérêts généraux de la profession; qu'il est inexact que dans la convention du 20 juillet 1905 il ait entendu se borner au rôle d'intermédiaire; qu'il y stipule et promet pour lui-même; que cette convention, dont la validité sera examinée plus loin, n'était pas un contrat de travail passé avec quelques ouvriers déterminés ou à leur profit, mais une réglementation générale des conditions du travail et des salaires arrêtée entre la compagnie et le syndicat, être moral, représentant la collectivité des intérêts professionnels; qu'elle déclare en termes exprès que les parties contractantes s'engagent réciproquement à observer cette réglementation; qu'il s'ensuit que deux sortes d'actions peuvent y trouver leur source, l'une destinée à protéger les droits individuels de certains ouvriers, personnellement lésés, l'autre destinée à garantir les droits collectifs du syndicat; qu'on ne saurait contester que l'action en jeu appartient à cette dernière catégorie: qu'elle tend, en effet, à assurer le maintien des conditions générales du salaire sans viser spécialement tels ou tels ouvriers à l'exclusion des autres; que le syndicat est donc en droit de l'exercer pour la défense de l'intérêt corporatif;

Sur nature la convention du 20 juillet 1905, sa validité, ses effets et sa durée, comme sur la validité de la dénonciation signifiée par la compagnie le 30 janvier 1907;

Adoptant les motifs des premiers juges sauf : 1° celui pris de la reconnaissance par la compagnie du droit d'action du syndicat, ce droit étant aujourd'hui contesté et 2° celui pris de l'opinion que la compagnie devait se faire des dispositions et des conséquences de la loi, alors en préparation, sur le repos hebdomadaire;

Sur la demande en résiliation dudit contrat :

Considérant que le syndicat n'en conteste pas la recevabilité;

Considérant, qu'aux termes du paragraphe 2 de la convention, la compagnie s'est engagée à ne pas exiger de son personnel employé sur les voitures plus de 70 heures de travail par semaine; que cet engagement implique nécessairement pour le personnel l'engagement corrélatif de fournir au besoin les 70 heures de travail; qu'il est incontestable que par l'effet de la loi du 13 juillet 1906 cette obligation ne peut plus être remplie puisque le travail de chaque ouvrier est réduit à six jours par semaine; que sans doute la compagnie avait promis à ses employés un jour de repos payé par mois et, en outre, 12 jours de repos payés par an, soit pour l'année 24 jours de repos payés, mais que, en l'état de la législation nouvelle, s'agissant d'employés engagés au mois, elle devrait, à raison de 1 par semaine, 52 jours de repos payés par an, c'est-à-dire 28 de plus qu'elle n'en a promis; que l'offre transactionnelle faite par elle de prendre à sa charge trois jours de repos sur quatre n'ayant pas été

acceptée par le syndicat, il y a lieu d'examiner si l'inexécution du contrat, portant sur 28 jours par an est de nature à en faire prononcer la résolution;

Considérant que l'article 1184 du Code civil ne distingue pas entre les causes d'inexécution des conventions et n'admet pas la force majeure comme faisant obstacle à la résolution, pour le cas où l'une des deux parties ne satisfait pas à son engagement; qu'en effet, dans un contrat synallagmatique, l'obligation de l'une des parties a pour cause l'obligation de l'autre, en sorte que si l'obligation de l'une n'est pas remplie, l'obligation de l'autre devient sans cause; que, lorsque le contrat ne contient aucune clause expresse de résolution, il appartient aux tribunaux de rechercher dans ses termes et dans l'intention des parties quelles sont l'étendue et la portée de l'engagement souscrit et, au cas d'inexécution partielle, d'apprécier, d'après les circonstances de fait, si cette inexécution a assez d'importance pour que la résolution doive être prononcée;

Considérant qu'il est indéniable que le fait par chacun des ouvriers de ne pas exécuter le contrat pendant 28 jours par an, bien que le salaire soit payé pour ces 28 jours, entraîne un accroissement de dépenses évalué par la compagnie à plus de 75,000 francs; que, bien que la Cour ne possède pas tous les éléments nécessaires pour contrôler l'exactitude de ce chiffre, il est certain, étant donné le nombre des employés que l'augmentation est considérable; qu'on ne saurait dans ces conditions dire que l'inexécution partielle n'a pas une réelle importance et refuser à la compagnie la résolution qu'elle demande;

Considérant qu'il y a lieu de donner acte à la compagnie de l'offre contenue dans ses conclusions;

Considérant que la compagnie succombant devant la Cour comme elle avait succombé devant le tribunal dans le procès intenté par le syndicat et n'obtenant gain de cause que sur les conclusions nouvelles prises par elle en appel, il convient de procéder à une équitable répartition des dépens;

Par ces motifs,

LA COUR,

Où les avoués et avocats des parties et le Ministère public en ses conclusions, statuant publiquement, contradictoirement, en matière ordinaire après en avoir délibéré,

Confirme le jugement attaqué en ce qu'il a décidé que la compagnie n'avait pas le droit de dénoncer la convention du 20 juillet 1905, et d'en modifier les clauses de sa propre autorité;

Statuant sur les conclusions subsidiaires de la compagnie et infirmant ledit jugement, pour le surplus, prononce par décision nouvelle la résolution de cette convention;

Donne acte à la compagnie de l'offre par elle faite d'en exécuter à l'avenir toutes les dispositions excepté celle relative au paiement des jours de repos, dit qu'il sera fait masse des dépens de première instance et d'appel pour être supportés à concurrence de deux cinquièmes par le syndicat et de trois cinquièmes par la compagnie, ordonne la restitution de l'amende.

Bureau de placement municipal; placement d'une domestique sans s'être assuré de son identité; responsabilité.

TRIBUNAL DE LA SEINE (1^{ère} CHAMBRE).

(Jugement du 24 janvier 1908.)

Attendu que la dame ayant demandé une femme de ménage au bureau municipal gratuit du 4^e arrondissement, le 21 décembre 1904, une femme disant se nommer

Durand, être mariée avec un gardien de la paix et demeurer 22, rue Saint-Paul, se présenta chez elle le 23 du même mois, de la part du bureau et nantie de la fiche réglementaire, d'une quittance de loyer et du certificat d'un patron qui l'aurait employée à Versailles; que cette femme, qui fut engagée sans qu'il fût pris d'autres renseignements par la dame... fit son service le 23, puis le 24 dans la matinée, et disparut vers une heure de l'après-midi de ce dernier jour; que le 25 décembre, s'étant aperçue qu'on lui avait volé dans son armoire à glace des bijoux qui se trouvaient dans un coffret de bronze, la dame... déposa une plainte contre la femme Durand qu'elle accusait de ce vol et qui fut vainement recherchée; que constatation ayant été faite du faux domicile donné par cette femme, la dame... prétend que la ville de Paris, ou tout au moins le bureau municipal de placement est responsable du dommage qui lui a été causé par ladite femme de ménage, à raison de ce que celle-ci lui a été envoyée par ce bureau, sans que son état civil et que son domicile soient exactement connus; qu'assistée et autorisée de son mari, elle a assigné d'abord la ville de Paris, ensuite le bureau municipal de placement gratuit du 4^e arrondissement, aux fins de se voir condamner à lui payer la somme de cinq mille francs à titre de dommages-intérêts; qu'il échet de joindre lesdites causes vu leur connexité;

En ce qui concerne la ville de Paris :

Attendu que le bureau municipal de placement du 4^e arrondissement a été jusqu'en 1905 administré par une société de patronage, simple société de fait, qui n'a été légalement constituée qu'en 1905, conformément à la loi du 14 mars 1904, relative au placement des employés et ouvriers des deux sexes et de toutes professions; que la municipalité du 4^e arrondissement, qui était favorable à ce bureau, avait mis à sa disposition un local de la mairie, ce qui lui avait fait donner le nom de « Municipal »; mais, qu'il n'y avait aucun lien de droit entre ce bureau et la ville de Paris; que celle-ci ne peut donc, d'aucune manière, être responsable des agissements dudit bureau, qu'il échet de la mettre hors de cause;

En ce qui concerne le bureau municipal de placement du 4^e arrondissement :

Attendu que, s'il n'était pas encore, ainsi qu'on vient de le dire, légalement constitué en 1904 lors des faits qui lui sont reprochés par la dame..., ce bureau municipal aujourd'hui constitué n'en tire aucun argument pour se soustraire à la demande contre lui formée par la dame; qu'il y a donc lieu, seulement pour le Tribunal, de rechercher en droit et en fait, si la responsabilité de ce bureau est engagée;

Attendu, qu'en droit, le bureau étant un mandataire gratuit et responsable des fautes qu'il commet dans sa gestion, moins rigoureusement toutefois que celui dont le mandat est salarié, et ce, en vertu de l'article 1992 du Code civil; qu'il y aurait donc lieu de faire application dudit article au bureau de placement du 4^e arrondissement qui a évidemment commis une faute en ne se faisant pas présenter par la prétendue femme Durand, avant de l'envoyer à la dame..., les documents indiqués sur la pancarte affichée dans les locaux et établissant officiellement son identité, (bulletin de naissance ou livret de mariage), faute certainement atténuée par ce fait que la dame... a arrêté la femme Durand, sans contrôler les renseignements fournis par celle-ci, conformément à une autre pancarte également affichée dans les locaux;

Mais attendu, en fait, pour que cette responsabilité soit encourue, il faut que le vol soit certain; que, si ce vol apparaît comme ayant pu être commis par la femme Durand à raison de ce que cette femme a disparu et que les recherches faites de sa personne ont été infructueuses, notamment au domicile 22, rue Saint-Paul, qu'elle avait indiqué comme étant le sien, il ne résulte, d'après le procès-verbal du commissaire de police, que de l'unique déclaration de la dame..., puisqu'il n'a été fait aucune constatation soit d'effraction, soit de désordre chez la dame... et qu'il

n'a été entendu aucun témoin; que le vol qui, conformément à la déclaration de la dame... , aurait été découvert seulement le 25 décembre 1904 dans la matinée, a pu être commis par toute autre personne que la femme Durand, venue chez la dame... après la disparition de la femme de ménage qui avait eu lieu le 24, vers une heure de l'après midi; qu'il résulte, en outre, des renseignements fournis au Tribunal que foi complète ne saurait être donnée à la déclaration de la dame... , alors qu'en 1901 celle-ci a porté à Pontoise une plainte en vol contre des proches parents, qui a été reconnue fausse, et que si elle n'a pas été ensuite condamnée pour dénonciation calomnieuse, c'est parce que son état de santé, constaté par un certificat médico-légal ne l'a pas permis; qu'il ressort de toutes ces circonstances que le vol dont se plaint la dame... et qui donnerait lieu à la responsabilité du bureau de placement n'est pas suffisamment démontré, qu'en tout cas, il en résulterait un doute qui doit profiter au bureau de placement;

Par ces motifs,

Joint les causes et statuant sur icelles par un seul et même jugement, met purement et simplement hors de cause la ville de Paris,

Déclare les époux non recevables, en tout cas mal fondés en leurs demandes, fins et conclusions, les en déboute, et les condamne en tous les dépens.

Syndicat professionnel; commission de gestion non prévue par les statuts; commission de contrôle n'ayant qu'un mandat de surveillance; absence de qualité pour poursuivre en référé la nomination d'un sequestre.

TRIBUNAL DE LA SEINE.

(Ordonnance de référé du 31 mars 1908.)

Nous, président du Tribunal civil de la Seine;

Où M^e Lafont, avocat, assisté de M^e Delasalle, avoué de Duffau, Gogemus, Micheau, Plaire, Paillot, Renaudet, Stebel, membres de la commission de gestion, élue le 6 février 1908, par l'assemblée générale de la Chambre syndicale des employés de la région parisienne, agissant tant en cette qualité, comme seuls représentants de droit de ladite Chambre syndicale qu'en leur nom personnel comme syndiqués adhérents à ladite organisation et de Planet, Pivois, Perchaud, Charrier, membres de la commission de contrôle de la Chambre syndicale des employés de la région parisienne, agissant tant en cette qualité, conformément à l'article 16 des statuts, que comme syndiqués adhérents à ladite organisation;

M^e Louis Deshayes, avocat, assisté de M^e Eugène Cahon, avoué de Léon Martinet; secrétaire de la Chambre syndicale des employés de la région parisienne et de Badin, trésorier de la Chambre syndicale des employés de la région parisienne;

Attendu qu'aux termes de l'article 14 de ses statuts, la Chambre syndicale des employés de la région parisienne est administrée par un conseil composé de 33 membres élus pour trois ans, au scrutin secret, par l'assemblée générale des adhérents;

Attendu que suivant exploit de Gillet, huissier à Paris, du 21 mars, présent mois, les demandeurs se disant, les sept premiers membres de la commission de gestion, élue le 6 février 1908, et agissant tant en cette qualité, comme seuls représentants de droit de ladite Chambre syndicale qu'en leur nom personnel comme syndiqués, et les quatre autres, se disant membres de la commission de contrôle de ladite Chambre syndicale et agissant tant en cette qualité que comme syndiqués, ont donné assignation à Martinet pris en sa qualité, qu'ils contestent d'ailleurs, de secrétaire de ladite Chambre syndicale, à l'effet de voir dire nulles et de nul effet

les élections auxquelles il a été procédé les 16, 17 et 18 février 1908, de 33 membres du conseil chargés de l'administration de ladite Chambre syndicale ;

Entendre dire que le conseil élu par lesdites opérations de vote des 16, 17 et 18 février 1908, n'est investi d'aucun mandat régulier ; que seule la commission de gestion composée des sept premiers demandeurs et élue le 6 février 1908, a qualité pour gérer et administrer le syndicat, et que en conséquence elle doit être autorisée à se faire remettre les titres, documents, archives et caisse de l'organisation syndicale, ainsi que la clef des bureaux ;

Attendu que les mêmes demandeurs, en attendant qu'il ait été par le Tribunal statué sur leur demande ci-dessus visée, poursuivant aujourd'hui par provision la nomination en référé, d'un sequestre chargé de se mettre en possession de la cause de la Chambre syndicale, des livres, documents ainsi que de la caisse et des fonds sociaux ;

Attendu, tout d'abord, d'une part, que les statuts ne prévoient pas la nomination et le fonctionnement d'une commission de gestion, et que, d'autre part, la commission de contrôle n'a qu'un mandat de surveillance et de rapport aux assemblées générales du syndicat ;

Attendu, en outre : 1° que la nomination de la commission de gestion a été faite, le 6 février 1908, en dehors de toute disposition statutaire, et dans des conditions dépourvues de toute apparence de régularité ; 2° et que la nomination des demandeurs Planet, Pivois, Perchaud et Charrier aux fonctions de membres de la commission de contrôle, par l'assemblée générale du 24 avril 1907, a été l'objet de contestation et de critiques à la suite desquelles il a été procédé au remplacement desdits demandeurs dans leurs fonctions susvisées ; que dans ces circonstances les demandeurs ne paraissent avoir aucune qualité pour poursuivre la mesure provisoire qui fait l'objet de leur assignation en référé ;

Attendu, d'un autre côté, que les opérations électorales des 16, 17 et 18 février 1908, qui ont abouti à la constitution d'un conseil d'administration du syndicat, doivent être tenues pour régulières et valables, tant qu'elles n'auront pas été annulées par le juge du principal, saisi de la demande formée par l'assignation susvisée du 21 mars courant, et qu'il ne saurait appartenir au juge des référés, sur la seule allégation d'une contestation dont l'appréciation lui échappe, de déposséder de l'administration du syndicat un conseil qui en est, en apparence, régulièrement investi par l'effet d'un vote dont la régularité et la nullité ne sont point évidentes,

Par ces motifs :

Renvoyons les demandeurs à se pourvoir au principal, et disons qu'il n'y a lieu à référé ; ordonnons l'exécution provisoire de la présente ordonnance nonobstant appel, sur minute et même avant enregistrement ; commettons M^e Baitry, huissier audiencier, pour la garde et le rétablissement de ladite ordonnance au greffe . . .

ÉTRANGER.

ALLEMAGNE.

Revue du travail en mars 1908⁽¹⁾. — Le mois de mars a cette année comme les autres années marqué une reprise d'activité; cependant, à cause du mauvais état du marché financier et de l'incertitude qui planait au sujet de l'aboutissement des négociations sur les tarifs, le bâtiment et quelques autres industries de saison, comme par exemple la confection, n'ont pas eu une aussi forte reprise que d'habitude. Parmi les grandes industries, le district minier de la Ruhr a eu une nouvelle diminution de commandes à cause de la moindre activité des autres branches de l'industrie. Dans les mines de houille brune l'action du temps doux s'est en outre fait sentir par la diminution du combustible de chauffage. Dans les aciéries et le laminage du fer les affaires, sauf dans le district de la Saar et l'Alsace-Lorraine, ont recommencé un peu par rapport à février, mais sans atteindre le niveau d'activité de l'année précédente. La situation dans la construction des machines s'est un peu modifiée. Le commencement des travaux agricoles a eu pourtant une influence heureuse sur la fabrication des machines agricoles. La situation du travail dans l'industrie électrique était en général encore satisfaisante. Il en était de même pour l'industrie chimique dont le débit a néanmoins sur beaucoup de points baissé à cause de la mauvaise situation du marché américain. Cette même cause a nui à l'industrie des jouets. Pour ce qui est du textile, les filatures avaient encore suffisamment d'anciennes commandes, mais la situation dans l'industrie du drap a continué à être mauvaise. Dans la navigation intérieure, le mouvement des affaires n'a pas recommencé sur l'Elbe, et sur le Rhin non plus, la situation de la navigation n'était pas satisfaisante en mars.

Placement en mars 1908⁽¹⁾. — Pour tout l'Empire, le nombre des demandes par rapport à mars 1907, a augmenté de 37,000; celui des places procurées a diminué de 2,000, et celui des emplois vacants de 19,000 en chiffres ronds. — Voici le bilan des 683 offices de placement qui ont fourni des renseignements pour le présent mois, avec le rappel des données de décembre :

	DEMANDES d'emploi.	OFFRES d'emploi.	PLACEMENTS.
Mars 1908 (pour 683 bureaux).....	263,000	202,000	144,000
Févr. 1908 (— 674 —).....	242,000	162,000	109,000

Grèves et lock-outs pendant le 4^e trimestre de 1907⁽²⁾. — 326 grèves se

⁽¹⁾ *Reichsarbeitsblatt*, 28 avril 1908.

⁽²⁾ *Reichsarbeitsblatt*, 21 février 1908.

sont terminées pendant le 4^e trimestre de 1907. Sur ce chiffre 104 étaient commencées avant le 1^{er} octobre et 222 ont commencé au cours du trimestre. Le nombre des réussites est de 46, celui des transactions 105, celui des échecs 175. Le total des nombres maxima d'ouvriers simultanément en grève dans chaque grève est de 26,525, celui des chômeurs forcés de 1,767. Les industries où le plus grand nombre de grèves ont été terminées dans le trimestre sont : le bâtiment (69 grèves avec 6,575 grévistes et 1,158 chômeurs forcés : 13 réussites, 16 transactions, 40 échecs); la métallurgie (35 grèves avec 2,845 grévistes et 59 chômeurs forcés : 6 réussites, 11 transactions, 18 échecs); l'industrie du bois et de la sculpture sur bois (39 grèves avec 1,251 grévistes : 7 réussites, 16 transactions, 16 échecs); la construction de machines (31 grèves avec 2,518 grévistes et 2 chômeurs forcés : 5 réussites, 11 transactions, 15 échecs); l'industrie de la pierre et de la terre (16 grèves avec 798 grévistes et 282 chômeurs forcés : 3 réussites, 4 transactions, 9 échecs); l'alimentation (35 grèves, avec 2,371 grévistes et 53 chômeurs forcés : 4 réussites, 18 transactions, 13 échecs); le commerce (16 grèves avec 2,577 grévistes et 4 chômeurs forcés : 1 réussite, 4 transactions, 11 échecs); le vêtement (16 grèves avec 529 grévistes : 1 réussite, 6 transactions, 9 échecs).

Le nombre des lock-outs terminés pendant le 4^e trimestre 1907 est de 16 (9 commencés avant le 1^{er} octobre et 7 après). Le total des chiffres maxima d'ouvriers exclus simultanément dans chacun de ces lock-outs est de 2,175; 82 ouvriers se trouveront en outre réduits au chômage forcé. Il y eut, au cours du trimestre, 4 lock-outs terminés dans l'alimentation (4 transactions), 3 dans la métallurgie (1 réussite, 2 transactions), etc. Nombre total des réussites : 7; des transactions : 9.

AUTRICHE.

Placement en février 1908⁽¹⁾. — Renseignements fournis sur le fonctionnement de 780 bureaux de placement professionnel :

	OFFRES D'EMPLOI.			DEMANDES D'EMPLOI.			NOMBRE DE PLACEMENTS par rapport aux offres.			NOMBRE DE PLACEMENTS par 100 demandes.		
	Févr. 1908.	Janv. 1908.	Févr. 1907.	Févr. 1908.	Janv. 1908.	Févr. 1907.	Févr. 1908.	Janv. 1908.	Févr. 1907.	Févr. 1908.	Janv. 1908.	Févr. 1907.
Hommes.....	26,276	24,638	21,116	38,201	37,066	38,737	12,690	13,539	13,325	33	37	35
Femmes.....	37,266	36,132	35,759	31,412	29,850	30,549	19,442	19,236	18,675	62	64	61
Ensemble.....	63,542	60,770	56,875	69,613	66,916	69,286	32,132	32,775	32,000	46	49	46

Grèves en février 1908⁽¹⁾. — 54 nouvelles grèves, avec 6,097 grévistes. C'est dans la Basse-Autriche et en Bohême, pour les mines (7), la métallurgie (5), le textile (9), le vêtement (3), l'alimentation (3), le bâtiment (4), l'industrie des pierres, de la terre et du verre (6), l'industrie du bois et du caoutchouc (6), le commerce (4), que les grèves ont été le plus nombreuses. On compte : 8 succès, 25 transactions, 14 échecs, 7 résultats inconnus. Causes : insuffisance des salaires, 29 cas; questions relatives à la durée du travail, 2 cas; ces deux motifs réunis, 9 cas; divers, 14 cas.

⁽¹⁾ *Soziale Rundschau*, mars 1908.

3 lock-outs (1 dans les cuirs et peaux, 1 dans le textile, 1 dans le chauffage et l'éclairage) avec 991 ouvriers renvoyés. Tous trois dans la Basse-Autriche. Causes dans les trois cas : grèves.

L'assurance contre la maladie en 1905⁽¹⁾. — Le nombre des caisses d'assurance contre la maladie ayant fonctionné pendant l'année 1905, a été de 2,934 (2,942 en 1904); le nombre moyen des personnes assurées s'est élevé à 2,844,245 (2,767,506 en 1904). Il y a eu, par conséquent, diminution de 0.3 p. 100 sur le nombre de caisses et augmentation de 2.8 p. 100 sur le nombre des assurés. Depuis 1890, début de l'institution, ce dernier chiffre a augmenté dans la proportion de 83.6 p. 100, car on ne comptait à cette époque que 1,549,000 assurés.

Statistique de la morbidité. — Pendant l'année 1905, les caisses ont indemnisé 26,978,071 journées de maladie; le nombre des cas de maladie s'est élevé à 1,527,657.

Ces chiffres représentent une moyenne de 9.49 jours de maladie par membre assuré et de 0.52 cas de maladie (8.01 et 0.49 en 1890, 9.07 et 0.49 en 1904) la durée moyenne des cas de maladie ressort à 17.3 jours (15.2 en 1890 et 17.3 en 1904).

Le coefficient de morbidité varie suivant les catégories de caisses, tant en raison de la morbidité réelle de leur clientèle qu'à cause de la diversité des dispositions statutaires en ce qui concerne la durée maxima des secours.

Situation financière. — Le montant total des recettes en 1905, pour l'ensemble des caisses de maladie, s'est élevé à 60,327,793 couronnes (57,553,533 en 1904) et le total des dépenses a atteint le chiffre de 58,307,894 couronnes (54,448,241 en 1904). Il y a eu, par suite, un excédent de recettes égal à 2,019,899 couronnes. La somme produite par les cotisations s'élève à 56,391,821 couronnes (53,875,213 en 1904).

La cotisation moyenne, par tête d'assuré, ressort à 19.83 couronnes, les parts du patron et de l'ouvrier étant respectivement de 6.26 couronnes et de 13.57 couronnes (En 1904, ces chiffres s'établissaient ainsi : cotisation totale 19.47 couronnes, part du patron 6.13, part de l'assuré 13.34).

Le total des dépenses se décompose comme suit :

	MONTANT. — couronnes.	P. 100 du total. —
Secours en argent.....	30,037,822	51.5
Frais médicaux.....	9,127,241	15.6
Frais pharmaceutiques.....	6,749,462	11.6
Frais de traitement à l'hôpital.....	3,770,300	6.5
Frais funéraires.....	1,389,185	2.4
TOTAL des frais de maladie.....	51,074,010	87.6
Frais d'administration.....	4,811,574	8.2
Divers.....	2,422,310	4.8
TOTAL des dépenses.....	58,307,894	100.0

⁽¹⁾ Die Gebarung und Ergebnisse der Krankheitsstatistik der Krankenkassen im Jahre 1905. — Vienne 1908.

Les frais d'administration forment 8.2 p. 100 seulement des dépenses. Cette proportion ne varie presque pas depuis plusieurs années. Par rapport aux cotisations, ils ne représentent que 8.5 p. 100; leur montant moyen par assuré est de 1.69 couronnes.

Les frais de maladie atteignent donc 51,074,010 couronnes.

Les divers éléments des frais de maladie, rapportés au nombre de journées et de cas de maladie, donnent les moyennes ci-dessous (pour l'ensemble des caisses) :

	PAR JOURNÉE de maladie.		PAR CAS de maladie.	
	1903.	1904.	1905.	1904.
	cour.	cour.	cour.	cour.
Secours en argent.	1.11	1.10	19.66	19.57
Frais médicaux.	0.34	0.35	5.97	6.16
Frais pharmaceutiques.	0.25	0.25	4.22	4.52
Frais de traitement à l'hôpital.	0.14	0.14	2.47	2.52
TOTAL.	1.84	1.84	32.52	32.77

Les frais de maladie absorbent, en moyenne, 88 p. 100 de la cotisation totale. Or, comme la cotisation de l'assuré n'est que des deux tiers de la cotisation totale, il s'ensuit que l'assuré ne supporte en réalité qu'une partie des dépenses affectées directement aux secours et au traitement des malades, l'excédent, ainsi que tous les frais de gestion, étant couvert par la contribution patronale.

L'assurance contre les accidents en 1905⁽¹⁾.

I. — STATISTIQUE DES ACCIDENTS.

L'assurance contre les accidents s'est étendue en 1905, à 2,806,223 personnes, occupées dans 408,622 entreprises; en 1904, 2,687,002 dans 372,503 entreprises. Ces totaux se décomposent en :

	1905.	1904.
A. Industrie : Personnes assurées.	1,913,008	1,874,391
Entreprises assurées.	109,185	108,033
B. Agriculture et forêts : Personnes assurées.	893,215	812,611
Entreprises assurées.	299,437	264,470

Le total des accidents déclarés aux établissements d'assurance s'élève, pour l'année 1905, à 103,735 (99,744 en 1904), parmi lesquels 28,787 (27,612 en 1904) ont motivé indemnité, en vertu de la loi d'assurance obligatoire contre les accidents.

Les accidents motivant indemnité se divisent comme suit :

	1905.	1904.
Cas de mort.	3.9 p. 100 du total.	3.8
Cas d'incapacité de travail.	96.1 —	96.2

⁽¹⁾ Die Gebarung und die Ergebnisse der Unfallstatistik der Arbeiter Unfallversicherungsanstalten im Jahre 1905. — Vienne 1907.

II. — RÉSULTATS FINANCIERS.

Le montant total des recettes encaissées par les établissements d'assurance (régionaux et corporatifs) s'est élevé en 1905 à 54,810,976 (36,715,300 en 1904) couronnes; l'ensemble des sommes qui ont été payées à titre d'indemnités, capitaux de pensions, frais d'administration et autres, s'est élevé à 59,899,207 (42,461,406 en 1904) couronnes. Il y a donc eu encore cette année un excédent de dépenses de 5,088,231 (5,746,106 en 1904) couronnes.

Le montant total des cotisations payées pour l'exercice est de 49,155,121 (31,408,253 en 1904) couronnes. Mais la corporation professionnelle d'assurances contre les accidents des chemins de fer autrichiens ayant payé en 1905 une cotisation exceptionnelle de plus de 15 millions, le montant total des cotisations en 1905 n'est en somme que 33,760,291. Comme, d'autre part, les salaires assurés représentent une somme de 1,400,025,005 couronnes (1,347,698,779 en 1904), le taux moyen de la cotisation, par 1,000 unités de salaire, ressort à 24,11.

Depuis 1890 cette moyenne est allée en augmentant à peu près régulièrement; elle était de 13.96 en 1890, de 15.20 en 1895 et de 20.24 en 1900.

Cette augmentation progressive a été motivée par l'augmentation parallèle des dépenses. Celles-ci, du reste, continuent à dépasser les recettes et, chaque année, l'ensemble des établissements d'assurance se trouve en déficit. L'accroissement continu de la fréquence des accidents en est la cause, car les prévisions, basées nécessairement sur les statistiques des années antérieures, sont toujours insuffisantes.

Voici le détail des dépenses des établissements d'assurances :

	1905.	1904.
Indemnités.....	22,507,807	20,494,477
Frais d'enquête, d'inspection et de gestion.....	3,517,365	3,363,506
Dépenses diverses.....	682,340	626,611
Constitution de capitaux de couverture.....	33,179,384	17,967,582
Versements au fonds de réserve.....	12,311	9,230
TOTAL.....	59,899,207	42,461,406

Le total 18,732,454 couronnes, représentant les indemnités, se décompose comme suit :

	1905. — couronnes.	1904. — couronnes.
Frais funéraires.....	49,980	48,524
Rentes payées... { aux veuves.....	1,470,497	1,338,925
aux enfants.....	1,359,196	1,276,357
aux ascendants.....	116,879	104,650
Rentes payées aux { pendant le traitement.....	2,441,659	3,294,368
victimes..... { après le traitement.....	16,447,828	13,905,590
Liquidation faite aux veuves remariées et divers...	591,768	526,063
TOTAL.....	22,507,807	20,494,477

Il a été accordé pendant l'exercice pour les ayants droit de victimes d'accident mortel 2,548 nouvelles rentes, comprenant :

360 rentes de veuves, pour.....	187,200 couronnes de rente.
1,607 rentes d'orphelins, pour.....	209,234 —
81 rentes d'ascendants, pour.....	13,731 —

Le montant total des rentes aux ayants droit accordées pendant l'année se monte, par conséquent, à 410,165 couronnes.

Les cas d'incapacité permanente ont, d'autre part, motivé l'allocation de 9,516 rentes, pour une somme de 1,961,595 couronnes, ce qui porte à 12,064 le nombre de rentes constituées au cours de l'exercice et à 2,371,760 couronnes leur montant.

BELGIQUE.

Revue du travail en mars 1908 ⁽¹⁾. — 17 offices de placement gratuit ont fourni des renseignements sur leurs opérations pendant le mois de mars 1908. Pour 1,662 offres d'emploi, il y a eu 2,528 demandes des ouvriers (hommes), soit une proportion de 152 demandes pour 100 offres. La moyenne était de 209 demandes pour 100 offres le mois passé, et l'année dernière, en mars, elle était de 120 demandes pour 100 offres. A ce point de vue, le marché du travail accuse donc, comme habituellement en cette saison, une notable amélioration par rapport à la situation du mois précédent, tout en demeurant toujours inférieur à la moyenne de l'année dernière, à pareille époque.

D'autre part, des renseignements précis sur l'intensité du chômage parmi les ouvriers syndiqués ont été fournis pour ce même mois par 226 unions professionnelles ouvrières, groupant 47,647 membres (mineurs, ouvriers à domicile et travailleurs agricoles non compris). Ces groupes renfermaient, vers la seconde moitié de mars, 2,854 chômeurs, soit une proportion de 6.0 p. 100, contre 7,3 p. 100 le mois précédent et 0.2 p. 100 en 1907.

Les renseignements syndicaux confirment donc de nouveau ceux des offices de placement gratuit, tant en ce qui concerne le relèvement de l'activité depuis un mois que l'infériorité persistante de la situation industrielle par rapport aux mois correspondants de l'année dernière. La crise de l'industrie diamantaire continue à peser lourdement sur la proportion de chômage des syndiqués, mais ne modifie pas cependant l'orientation générale du marché du travail.

Les grèves en mars 1908 ⁽²⁾. — 14 grèves nouvelles et 1 lock-out ont été signalés à l'Office du travail belge pendant le mois de mars 1908. Les grèves intéressaient 1,600 grévistes et 389 chômeurs forcés.

Le lock-out s'étend à 800 ouvriers cigariers, occupés par 21 fabricants de la région de Grammont. S'est en outre continué pendant le même mois le lock-out des armuriers de Nessonvaux (228 ouvriers intéressés).

5 des grèves de mars affectaient l'industrie textile; 3, la fabrication des cigares et 2, l'industrie des métaux. Les 4 autres grèves affectaient respectivement les industries des mines, du livre, des peaux et la fabrication du gaz.

5 de ces grèves ont eu pour cause des demandes d'augmentation de salaire;

⁽¹⁾ *Revue du travail belge* du 15 avril 1908.

⁽²⁾ *Revue du travail belge* du 30 avril 1908.

3, le refus de subir une diminution de salaire; 1, l'extension de l'emploi de main-d'œuvre féminine; 1, l'introduction d'un nouveau règlement d'atelier; 1, le renvoi d'un ouvrier soutenu par ses camarades et l'embauchage d'un autre ouvrier, antipathique à ses nouveaux compagnons de travail, etc.

Les résultats signalés à l'Office du travail, depuis son dernier relevé, peuvent se résumer comme suit : 5 échecs (intéressant 1,051 grévistes), 2 succès (110 grévistes) et 2 transactions (85 grévistes).

CANADA.

Revue du travail pendant le dernier trimestre 1907⁽¹⁾. — La situation a été sensiblement moins favorable que pendant la période correspondante de 1906; l'activité s'est ralentie notamment dans le bâtiment, l'agriculture et les manufactures. Vers la mi-décembre, l'approche des fêtes a toutefois ranimé certains marchés.

Grèves. — 19 grèves nouvelles intéressant 6,132 ouvriers ont été signalées pendant le dernier trimestre 1907, à savoir : 6 dans les mines, 6 dans le vêtement, 2 dans le bâtiment, 1 dans les transports, 5 dans diverses industries.

7 avaient pour cause une question de salaire, 3 la durée du travail, et 3 des causes diverses.

Résultats : sur 20 grèves anciennes et nouvelles terminées, 3 succès, 11 échecs, 5 transactions.

DANEMARK.

Subvention de l'État aux caisses mutuelles de maladies⁽²⁾. — C'est en 1892 qu'une loi a prévu, pour la première fois, une subvention de l'État aux caisses mutuelles de maladie. Cette subvention avait été fixée par cette loi au chiffre maximum de 500,000 couronnes. Ces œuvres sociales se développant avec une très grande rapidité et leur utilité étant universellement reconnue ici, le Rigsdag a presque chaque année depuis lors voté une augmentation de crédits. Dès 1899, cette subvention s'est élevée à 710,000 couronnes; en 1905 elle était de 1,425,000 couronnes; elle atteint au budget 1908-1909 un total de 1,870,000 couronnes. Ainsi qu'on peut le voir, le concours donné par l'État aux caisses mutuelles de maladies qui répondent en Danemark à nos sociétés de secours mutuels a plus que triplé en quinze ans.

⁽¹⁾ *Gazette du travail* : novembre, décembre et janvier 1907.

⁽²⁾ D'après un rapport du 15 avril 1908 de la Légation française à Copenhague, communiqué par le Ministère des Affaires étrangères.

ÉTATS-UNIS.

Revue du travail ⁽¹⁾. — D'après les rapports adressés à la Fédération américaine du travail par 1,113 unions groupant 110,192 membres, la moyenne des chômeurs était de 8.6 p. 100 en mars 1908. Cette moyenne était en février de 8.2 p. 100 dans 1,185 unions groupant 91,280 membres.

Les grèves et lock-outs de 1881 à 1905 ⁽²⁾. — Le Bureau du Travail de Washington a réuni dans son 23^e rapport (1907) les renseignements relatifs aux grèves et lock-outs pour la période qui s'étend du 1^{er} janvier 1881 au 31 décembre 1905. Ce rapport reproduit ainsi les principaux renseignements contenus dans le 3^e rapport annuel (conflits de 1881 à 1886), le 10^e rapport (1887-1894) et le 16^e rapport (1894-1900). Il donne, en outre, les chiffres relatifs à la période 1900-1905.

Dans l'ensemble, la statistique a relevé, au cours de cette période de 25 ans, 38,303 conflits ⁽³⁾ (dont 36,575 grèves et 1,546 lock-outs) intéressant 199,954 établissements (181,407 et 18,547) et 7,444,279 chômeurs directs (6,728,048 et 716,331) et, si l'on comprend les chômeurs involontaires, 9,529,434 personnes (8,703,824 et 825,610).

Le *Bulletin* de juin 1902 a donné, pour chacune des grèves de 1881 à 1900 un tableau indiquant les nombres des grèves, des grévistes et des établissements, ainsi que la durée moyenne des jours de chômage par établissement, et les résultats des grèves. Le tableau suivant (voir p. 466) reprend ces chiffres à partir de 1890 et les complète par ceux relatifs aux années 1901 à 1905.

La moyenne des établissements atteints par une grève a varié de 3.5, en 1885, à 7.9, en 1897; pour la période 1881-1905, elle a atteint 4.9. La moyenne des grévistes par conflit varie de 85 (en 1905), à 374, (en 1894) et atteint 183 pour la période; celle des chômeurs directs et indirects s'élève à 237. 90.57 p. 100 des grévistes étaient des hommes.

Sur les 181,407 établissements atteints, 105,758 (soit 58.29 p. 100) se trouvent dans les trois états de New-York, Pensylvanie et Illinois; dans ces mêmes états on compte 17,982 grèves (48.74 p. 100) et 4,008,785 grévistes (59.58 p. 100 du total).

4 industries (bâtiment, houillères, textiles, travail des métaux) ont été particulièrement atteintes et figurent à elles seules pour 57.24 p. 100 sur le total des grèves, pour 66,56 p. 100 sur celui des grévistes et pour 68 p. 100 sur celui des établisse-

⁽¹⁾ *American Federationist*, mai 1908.

⁽²⁾ 21st Annual report of the commissioner of labor 1906. Washington 1907.

⁽³⁾ Ces chiffres ne comprennent pas les grèves ou lock-outs ayant duré moins d'un jour. Le Bureau américain a relevé 641 grèves intéressant 23,170 ouvriers ayant duré moins d'un jour pendant la période 1901-1905. Comme ces petits conflits sont en général plus favorables aux ouvriers que les longues grèves, le Bureau américain ne les a pas inscrits dans le tableau général afin de ne pas augmenter la moyenne des réussites; ils ne réunissent que peu d'ouvriers et leur omission ne modifie pas sensiblement les résultats généraux.

ANNÉES.	NOMBRE de grèves.	NOMBRE D'ÉTARLIS- SEMENTS atteints par les grèves.	DURÉE MOYENNE en jours du chômage d'un établissement.	NOMBRE de grévistes.	NOMBRE DE GRÉVISTES et de chômeurs involontaires.	RÉUSSITE COMPLÈTE. P. 100 du nombre d'établissements en grève.	RÉUSSITE PARTIELLE. P. 100 du nombre d'établissements en grèves.	ÉCHEC COMPLÉT. P. 100 du nombre d'établissements en grève.
1890.....	1,833	9,424	21.2	285,900	351,944	52.65	10.01	37.34
1891.....	1,717	8,416	34.9	245,012	298,939	37.88	8.29	53.83
1892.....	1,298	5,510	23.4	163,499	206,671	39.31	8.70	51.99
1893.....	1,305	4,555	20.6	195,008	265,914	50.86	10.32	35.82
1894.....	1,349	8,196	32.4	505,049	600,125	38.09	13.50	48.41
1895.....	1,215	6,973	20.5	285,712	392,403	55.24	9.91	34.82
1896.....	1,026	5,462	22.0	183,813	241,170	50.19	7.47	33.34
1897.....	1,078	8,492	27.4	332,576	408,391	57.31	28.12	14.17
1898.....	1,056	3,809	22.5	182,067	240,002	64.19	6.38	29.43
1899.....	1,797	11,317	15.2	308,267	417,072	73.24	14.25	12.51
1900.....	1,779	9,248	23.1	399,656	505,066	46.43	20.62	32.95
1901.....	2,924	16,908	29.2	396,280	543,386	48.77	17.13	34.10
1902.....	3,462	14,248	25.4	553,143	650,792	47.31	22.85	29.84
1903.....	3,491	20,248	29.1	531,682	656,055	40.87	23.40	35.75
1904.....	2,307	10,202	35.5	375,754	517,211	35.28	15.28	49.44
1905.....	2,077	8,292	23.1	176,337	221,086	40.17	11.45	48.38
TOTAUX ET MOYENNES (1881-1905).	36,757	181,407	25.4	6,728,048	8,703,824	47.94	15.28	36.78

ments. Le tableau suivant fait connaître les chiffres relatifs à dix industries comptant plus de 1,000 grèves.

INDUSTRIES.	GRÈVES.	ÉTABLIS- SEMENTS.	GRÉVISTES.	PERSONNES réduites au chômage.
Bâtiment	9,564	69,899	917,905	1,083,699
Mines de houille	2,336	17,025	2,006,353	2,460,743
Textiles	4,182	24,581	969,953	1,747,733
Travail des métaux	3,961	11,897	584,333	887,475
Alimentation	2,732	16,035	320,601	512,769
Bois	2,173	8,251	246,370	399,790
Travail des terres, verrerie	2,348	7,528	309,244	436,830
Cuirs	1,478	2,723	129,956	209,472
Typographie, lithographie	1,104	3,208	50,811	71,935
Transports	1,719	6,824	489,854	617,743

La durée moyenne des grèves varie de 12.7 jours, en 1881, à 35.5 jours, en 1904; elle s'établit à 25.4 jours pour la période. 61.38 p. 100 des établissements atteints ont fermé pendant 20.1 jours en moyenne.

Voici comment se répartissent les grèves par cause :

	GRÈVES.		P. 100 des grévistes	ÉTABLIS- SEMENTS.	P. 100 DES ÉTABLISSEMENTS ou les ouvriers ont obtenu ⁽¹⁾		
	Nombre.	p. 100.			succès.	trans- actions.	échec.
Augmentation de salaire	14,968	40.72	52.67	105,059	48.61	21.45	29.90
Réduction de salaire	4,375	11.90	14.22	13,420	41.54	11.01	46.31
Durée du travail	3,849	10.47	19.74	52,408	50.72	16.62	29.37
Cause syndicale	8,584	23.35	20.90	38,614	46.71	13.41	39.56
Emploi de certains ouvriers	3,117	8.48	6.36	5,176	25.65	5.00	69.35
Grèves par sympathie	1,377	3.74	4.12	6,882	19.95	2.94	77.01
Autres causes	5,083	13.84	18.33	27,145	51.04	18.26	30.70

Il ressort de ces chiffres que les demandes d'augmentation, combinées à d'autres causes, ont donné naissance à 14,968 grèves, soit 40.72 p. 100 du total (les demandes d'augmentation seules en ont causé 11,851, soit 32.24 p. 100). Les proportions les plus élevées sont ensuite : pour la reconnaissance de l'unionisme (23.35) et pour la réduction ou le maintien de la journée de travail (10.47).

L'Office américain a établi que pendant la période 1881-1905, 25,353 grèves, soit 68.99 p. 100, intéressant 90.34 p. 100 des établissements atteints et groupant 19.69 p. 100 des grévistes, ont été ordonnées par une association (contre 71,394 grèves intéressant 9.66 p. 100 des établissements et 20.31 p. 100 des grévistes, non ordonnées). Dans les grèves ordonnées, les ouvriers ont triomphé dans 49.48 p. 100 des établissements, obtenu une transaction dans 15.87 p. 100 et échoué dans 34.65 p. 100 (contre 33.8 p. 100, 9.83 p. 100 et 56.3 p. 100 dans les grèves non ordonnées). Dans 62 des 82 industries atteintes, les grévistes ont obtenu plus d'avantages à la suite des grèves ordonnées. Les grèves ordonnées sont nombreuses surtout dans la maréchalerie (94.3 p. 100), le bâtiment (92.39 p. 100), la confection (90.24 p. 100), les houillères (56.38 p. 100), la fonderie mécanique

⁽¹⁾ Non compris environ 500 établissements pour lesquels le résultat n'a pu être fourni,

(70 p. 100), et, au point de vue territorial, à New-York (83.82 p. 100), dans l'Illinois (77.5 p. 100) et l'Ohio (62.3 p. 100).

Les résultats des grèves s'établissent comme suit par établissements :

	P. 100 DES ÉTABLISSEMENTS ATTEINTS		
	par		
	une grève ordonnée.	une grève non ordonnée	l'ensemble des grèves.
Succès	49.48	33.86	47.94
Transaction	15.87	9.83	15.28
Echec	34.65	56.31	36.78

L'Office américain a établi que sur 13,964 grèves survenues de 1901 à 1905, 223 (soit 1.60 p. 100) ont été réglées par l'arbitrage et 803 (soit 5.75 p. 100) par des négociations directes entre les syndicats patronaux et ouvriers; 50 p. 100 des grèves réglées par négociations avaient éclaté dans le bâtiment, 7.2 p. 100 dans les houillères.

Lock-outs. — Les 1,546 lock-outs déclarés de 1881 à 1905 intéressaient 18,547 établissements, 716,231 ouvriers et ont réduit 825,610 personnes au chômage. La moyenne des établissements atteints par un lock-out s'est élevée à 12, celle des lock-outés à 463 et celle des chômeurs à 534. On a compté 255 lock-outs dans le bâtiment (10,142 établissements, 221,064 lock-outés), 119 dans la typographie (153 et 47,655), 67 dans les houillères (61,302 ouvriers).

669 lock-outs, soit 43.27 p. 100 ont eu pour cause le refus de reconnaître l'unionisme, 199 l'application d'une réduction de salaire et 185 le refus d'accorder une augmentation (Les lock-outs prononcés pour la première cause ont réussi dans 70.72 p. 100 des établissements fermés, et abouti à une transaction dans 4.26 p. 100.)

Dans l'ensemble, les lock-outs ont réussi dans 57.20 p. 100 des établissements, abouti à une transaction dans 10.71 p. 100 et échoué dans 32.09 p. 100.

Sur 541 lock-outs prononcés de 1901 à 1905, 66 ont été réglés par négociations directes et 11 par l'arbitrage.

La législation sur les grèves (conciliation, faits de grève); lois des États et droit commun. — Les injonctions ⁽¹⁾. — La législation relative aux conflits du travail est, aux États-Unis, de date récente; elle est en outre variable selon les États, les uns n'ayant encore adopté que peu — ou pas — de dispositions, alors que d'autres possèdent des textes très complets.

Avant l'adoption de ces lois, toute action légale en matière de différend ouvrier était basée sur le droit commun et principalement sur la loi contre la coalition criminelle. Actuellement encore, les demandes d'injonction adressées à des tribunaux statuant en équité, constituent l'une des formes les plus fréquemment adoptées pour obtenir l'intervention de la justice.

Le résumé qui va suivre ne tient compte que des textes pouvant s'appliquer expressément au travail. Il expose l'état de la législation des états, à la fin de 1906, en ce qui concerne : 1° la conciliation et l'arbitrage; 2° les faits de grève (boycot-

⁽¹⁾ 21^e rapport annuel du Commissaire du travail, Washington, 1907, et *Bulletin du bureau du travail*, septembre 1904.

tage, listes noires, injonctions, etc.). Il résume enfin, en ce qui touche ce dernier point, les principes généraux du droit commun appliqués en l'absence de textes législatifs.

1° *Conseils de conciliation et d'arbitrage.* — A la fin de 1906, 22 états et le gouvernement fédéral avaient adopté des lois relatives à la conciliation et à l'arbitrage. 17 ⁽¹⁾ d'entre eux ont institué un conseil de conciliation d'État, et les 5 ⁽²⁾ autres des conseils locaux. En outre, 9 ⁽³⁾ états prévoient, en dehors du conseil d'État la formation de conseils locaux ou spéciaux : dans 2 d'entre eux (New-Jersey et New-York) les conseils d'État jugent en appel des décisions des conseils locaux et dans les 7 autres, les conseils locaux sont autorisés à demander avis ou aide au conseil d'État. Dans beaucoup d'états, le conseil comprend obligatoirement un membre d'une association ouvrière ; en général, patrons et ouvriers doivent y être représentés.

Les conseils d'État sont tenus, en général, d'offrir leur médiation dès qu'ils sont informés de l'imminence d'un conflit. Dans 8 ⁽⁴⁾ états, l'arbitrage peut être demandé par l'une des parties ; dans 11 autres, il doit l'être par les deux. En Pensylvanie, l'arbitrage n'est prononcé que si la partie qui ne l'a pas sollicité déclare vouloir s'y soumettre ; à Washington, le commissaire du travail doit amener les parties à accepter l'arbitrage lorsqu'il n'a pu les concilier. En général, les parties doivent s'engager à observer le *statu quo* jusqu'au prononcé de la sentence.

Dans presque tous les cas, les témoins peuvent être assignés — sous peine d'amende — à comparaître ; en outre, dans chaque conseil, un membre a le droit de déférer le serment.

Quant aux mesures adoptées pour faire appliquer les sentences, elles varient selon les états. Certains la font dépendre exclusivement de la publicité donnée à l'affaire ; d'autres donnent au verdict la force des jugements exécutoires ordinaires ; d'autres enfin assimilent sa non-observation à un délit.

En général, les frais des conseils sont acquittés par l'État ; au Texas et dans l'Utah, toutefois, ils sont à la charge des parties dans la proportion fixée par la sentence.

Le statut fédéral ne s'applique qu'aux conflits survenant entre des transporteurs en commun entre états et leur personnel. Il porte que deux fonctionnaires désignés par le Gouvernement doivent offrir leur médiation. En cas d'échec, et si les deux parties le demandent, il est constitué un conseil d'arbitrage, comprenant — en dehors de ces deux agents — des membres choisis par les parties.

2° *Législations spéciales visant les faits de grève* (menaces, boycottage, listes noires, etc.). — Sur 52 états ou territoires de l'Union, 10 seulement (5 états : Nebraska, Ohio, les 2 Caroline, le Wyoming, le district fédéral de Colombie et 4 territoires) n'avaient adopté, à la fin de 1906, aucune espèce de législation sur la matière.

Parmi les 42 autres : a) 5 interdisent spécialement le *boycottage* ⁽⁵⁾ ; b) 21 les

⁽¹⁾ Californie, Colorado, Connecticut, Idaho, Illinois, Indiana, Louisiane, Massachusetts, Michigan, Minnesota, Missouri, Montana, New-Jersey, New-York, Ohio, Utah, Wisconsin.

⁽²⁾ Kansas, Maryland, Pensylvanie, Texas, Washington.

⁽³⁾ Californie, Colorado, Massachusetts, Minnesota, Montana, New-Jersey, New-York, Ohio, Wisconsin.

⁽⁴⁾ Californie, Illinois, Louisiane, Massachusetts, Minnesota, Montana, Ohio, Wisconsin.

⁽⁵⁾ Le *boycottage* est souvent employé par des grévistes, en vue d'appuyer leurs revendications. Le bureau américain le définit ainsi : « Une entente entre personnes en vue de nuire à d'autres personnes en empêchant des tiers de faire des affaires avec elles par crainte des représailles. Le boycottage ne vise pas seulement le patron atteint par une grève, mais encore tous ceux qui le soutiennent, et cela afin de contraindre ce patron à faire droit aux réclamations des grévistes par crainte de se voir ruiné ou frappé d'ostracisme ».

listes noires ⁽¹⁾; c) 44 soit l'intimidation, soit une entrave quelconque à la liberté du travail sous un autre nom que celui prévu ci-dessus; d) 8 les coalitions contre des ouvriers. 4 autres se bornent, soit à interdire d'attirer ou d'éloigner des ouvriers par de fausses déclarations (Californie et Tennessee), soit à reconnaître simplement la légalité des coalitions (Californie et Maryland), soit à interdire les menaces envers les ouvriers prospecteurs de mines (Idaho).

a) Le *boycottage* est interdit expressément dans 5 états (Alabama, Colorado, Illinois, Indiana et Texas) et défendu dans plusieurs autres sous le nom de coalition, menaces ou intrusion. L'Alabama défend d'imprimer ou publier des avis ou affiches invitant au boycottage et d'inscrire le nom d'un fonctionnaire sur une liste noire à la suite d'une décision ou d'un verdict prononcé par lui. Le Colorado interdit à « 2 ou plusieurs personnes d'empêcher, par menace ou par force, des tiers de travailler, ou de boycotter un patron ». Dans l'Illinois, il y a coalition lorsque 2 ou plusieurs agents d'une corporation ou société s'entendent pour engager des tiers à boycotter ou inscrire sur des listes noires telles personnes désignées, ou pour répandre des avis diffamatoires. L'Indiana proscriit les conventions tendant à interdire à des marchands ou fabricants de vendre à des ouvriers, artisans, etc. (amende de 50 à 2,000 dollars ou prison). Au Texas, il est interdit de « boycotter des personnes ou associations » ou de refuser de leur vendre ou acheter (50 dollars d'amende ou 1 à 10 ans de prison).

b) Les *listes noires* sont interdites dans l'Alabama, Colorado, Connecticut, Floride, Illinois, Indiana, Iowa, Kansas, Minnesota, Missouri, Montana, Nevada, Dakota Nord, Oklahoma, Orégon, Texas, Virginie, Utah, Washington, Wisconsin. La loi fédérale sur l'arbitrage interdit aux compagnies de transport entre états d'empêcher un ouvrier de trouver du travail après sa sortie. Quelques états considèrent simplement le blacklisting comme un délit; d'autres autorisent la personne mise à l'index à demander des dommages. Plusieurs enjoignent aux patrons de délivrer à leurs ouvriers congédiés un certificat exposant les causes du renvoi.

c) Dans 23 états (Alabama, Connecticut, Géorgie, Illinois, Kentucky, Louisiane, Maine, Massachusetts, Michigan, Minnesota, Mississippi, Missouri, New Hampshire, New-York, Dakota Nord, Oklahoma, Orégon, Porto Rico, Rhode Island, Dakota Sud, Texas, Vermont et Washington), il est interdit à des patrons ou ouvriers, soit isolément, soit de concert, d'empêcher d'autres personnes, par force, menaces ou violence, de travailler ou de fournir des matériaux, ainsi que d'empêcher ou de tenter d'empêcher l'exercice paisible d'une industrie ou d'une profession. Dans plusieurs cas, cette défense peut être interprétée comme interdisant le boycottage, bien que ce terme ne soit pas employé.

Dans la Louisiane, la loi ne vise que le personnel à bord des vapeurs et dans l'État de Washington seulement les mineurs. Ailleurs, la loi vise les patrons et les ouvriers.

Enfin, 21 états interdisent divers actes tendant à empêcher le travail et qui sont si intimement reliés au boycottage, à l'intimidation, etc., qu'il est difficile de déterminer dans quel groupe on doit les classer (Alabama, Arkansas, Connecticut, Delaware, Géorgie, Illinois, Kansas, Kentucky, Louisiane, Minnesota, Mississippi, New Jersey, New-York, New Hampshire, Dakota Nord, Orégon, Pensylvanie, Rhode Island, Virginie Orient^{le}, Utah, Wisconsin). Dans 4 états, ces lois ne visent que les chemins de fer, et dans un autre les mines seulement. En Géorgie, la loi défend

⁽¹⁾ Les listes noires (*blacklisting*) sont intimement liées au boycottage. Elles comportent l'inscription sur une « liste noire, de personnes mises à l'index ou désignées comme des adversaires. » Dans le monde syndical, ces listes sont souvent désignées sous le nom d'*unfair lists* qui comprennent, en outre, les noms des personnes et des maisons avec lesquelles on ne doit pas faire d'affaires.

l'intrusion des unions dans le droit d'apprentissage. A New-York, il est interdit « d'user de violence à l'égard d'un tiers ou d'un membre de sa famille, de lui enlever ses outils, vêtements, etc., d'essayer de l'intimider ou de le menacer ».

Les coalitions contre des ouvriers sont interdites par 8 états (Floride, Géorgie, Illinois, Kansas, Minnesota, Mississippi, New-York, Dakota Nord). Plusieurs de ces lois reproduisent la plupart des dispositions précédentes.

Certains états ont adopté, en outre, des dispositions spéciales, en dehors de celles énumérées ci-dessus. C'est ainsi que l'Illinois interdit l'entrée sans autorisation dans une mine ou fabrique, les fausses promesses aux ouvriers, la distribution d'armes pour garder les chantiers et l'abandon des locomotives. La loi défend l'intimidation, soit envers l'équipage des vapeurs (Louisiane), soit envers les ouvriers des chemins de fer (Texas), soit envers les mineurs (Virginie), etc. A New-York, la rupture du contrat est illicite lorsque l'auteur de la rupture sait qu'il met en danger des existences humaines ou des biens.

7 états déclarent les coalitions licites. 8 autres enfin interdisent les grèves dans les chemins de fer.

Quant à la loi fédérale, elle défend d'arrêter les trains ou voitures transportant la poste; elle interdit les listes noires et l'entrave à la liberté du travail. En outre, la loi contre les trusts s'applique aux coalitions d'ouvriers ou de capitalistes dirigées contre la liberté du commerce intérieur ou extérieur.

Application du droit commun aux faits de grève. — En ce qui concerne l'application du droit commun aux faits de grèves et aux différends ouvriers, le département du travail a résumé les principes généralement admis par les tribunaux, en faisant remarquer que, sur plus d'un point, la jurisprudence est loin d'être uniforme.

Le droit commun reconnaît le « droit de faire grève, avec ou sans raison. Une coalition en vue de faire grève, même si elle cause des dommages, n'est pas illicite si elle a pour but d'améliorer les conditions du travail ». L'entente entre grévistes en vue d'amener *pacifiquement* d'autres ouvriers à se joindre à eux ou à cesser le travail jusqu'à ce que le patron ait cédé ne constitue pas une coalition.

Le *picketing*⁽¹⁾ n'est illicite que s'il cesse d'être pacifique: mais s'il est théoriquement possible, il entraîne souvent, dans la pratique, l'intimidation et la violence. « La surveillance exercée autour des lieux de travail tend principalement à amener le patron à traiter avec les grévistes et à empêcher d'autres ouvriers de remplacer ceux qui ont quitté le travail; les postes vacants doivent être accessibles à quiconque veut travailler. »

Le *boycottage* est condamné comme « coalition illégale tendant à gêner la liberté du commerce et de l'industrie » même s'il n'est pas accompagné de menaces ou de violence.

Les *listes noires* sont considérées comme des actes de boycottage; toutefois, des patrons syndiqués peuvent mutuellement se fournir des renseignements pourvu qu'aucune convention ne les oblige à agir ainsi.

La partie lésée par un acte de boycottage peut réclamer des dommages en justice; les sommes payées sur la demande d'une union pour prévenir une grève qui menace peuvent être recouvrées par la même voie. Mais, comme les grévistes sont généralement nombreux et insolubles, on renonce d'ordinaire à les poursuivre — eux ou leurs unions —. Pour empêcher ou restreindre le boycottage, le picketing, la distribution des listes noires et pour empêcher l'intimidation ou l'ingérence dans

⁽¹⁾ Le *picketing* consiste à placer des sentinelles sur les lieux de travail et aux alentours en vue de recueillir des renseignements et de faire connaître la situation aux ouvriers qui voudraient s'embaucher ou pour les dissuader d'accepter du travail.

le travail, la partie lésée préfère demander une *injonction* aux tribunaux d'équité.

L'injonction est « un ordre faisant défense à une personne ou à un groupe de personnes d'accomplir un acte qui paraît contraire à l'équité et qui ne tombe pas sous le coup des lois criminelles ». Un tribunal peut rendre une décision préliminaire ou interlocutoire si le demandeur prouve, non seulement qu'il est menacé par des tiers, mais encore qu'il a déjà subi un dommage ou qu'il continuera à le subir si la défense n'est pas prononcée, et qu'il y a urgence à intervenir. Le demandeur doit, en outre, établir l'insolvabilité de ses adversaires, prouver qu'ils sont trop nombreux pour pouvoir les poursuivre individuellement sans supporter de grands frais, et montrer que le dommage qu'il court est supérieur à celui qui peut résulter, pour eux, de l'injonction qu'il sollicite. Toutefois, il n'est pas nécessaire d'établir tous ces faits pour une *même cause*.

Une injonction maintient le *statu quo* et ne peut rétablir un ordre de choses disparu ; elle peut viser uniquement des actes accomplis. Elle ne peut être rendue pour empêcher des actes criminels, à moins que ces actes ne portent atteinte à la propriété ou à des droits réels, et que la loi ordinaire ne puisse les poursuivre. En cas de menace d'un dommage de ce genre, elle peut être rendue, même si l'acte commis est poursuivable au criminel.

Dans ses applications aux différends ouvriers, l'injonction est plutôt une défense qu'un ordre.

Elle se justifie par la menace simple, sans qu'il y ait violence, lorsque le nombre des grévistes, leurs attitudes, leurs paroles suffisent pour intimider. Le patron peut l'obtenir s'il établit que ses ouvriers ne peuvent circuler ou se rendre librement à leur travail. D'une façon générale, le tribunal apprécie les circonstances de l'espèce : sa décision est basée sur l'esprit plutôt que sur la forme même d'un acte ou d'une parole.

Les associations ouvrières peuvent être citées comme parties dans une injonction, qu'elles soient enregistrées ou non. Elles peuvent être rendues responsables des dommages causés par leurs membres agissant avec l'assentiment de l'union, ou punies en cas de violation d'une injonction. Dans une affaire récente, toutefois, la cour a jugé qu'en l'absence d'un texte, une union non enregistrée ne peut être punie d'amende ou rendue responsable d'un dommage, bien qu'elle puisse être nominalement désignée dans une injonction.

Quant à l'obligation, pour les grévistes visés par une injonction individuelle, de se soumettre à l'ordre donné et de payer des dommages, elle n'est pas contestée. Il est inutile de citer comme défendeurs toutes les personnes qui, par la suite, peuvent être coupables de violation d'une injonction, attendu que quiconque en connaît la publication et la teneur est obligé de s'y soumettre.

GRANDE-BRETAGNE.

Revue du travail en mars 1908 ⁽¹⁾. — Le marché est resté en général peu actif ; les grèves des mécaniciens et des menuisiers ont réduit, par contre-coup au chômage de nombreux ouvriers.

6,9 p. 100 de chômeurs dans 268 trade-unions groupant 639,716 membres

⁽¹⁾ *Labour gazette*, avril 1908.

contre 6.4 en février 1908 et 3.6 en mars 1907 : 5.49 journées de travail par semaine en moyenne dans divers puits houillers comptant 639,545 ouvriers, contre 5.56 en février et 5.67 en mars 1907 ; 294 hauts fourneaux en marche à la fin de mars avec 22,000 ouvriers contre 300 en février et 348 en mars 1907.

Grèves. — 23 grèves nouvelles en mars avec 5,124 chômeurs contre 18 en février 1908 et 32 en mars 1907.

Sur 17 grèves terminées, anciennes et nouvelles, avec 3,877 chômeurs, 1 succès (30), 8 échecs (709) et 8 transactions (3,138). Total des journées de travail perdues : 791,400 en mars contre 541,600 en février et 105,400 en mars 1907.

La nouvelle législation sur les accidents du travail. — La loi du 6 août 1897 sur la réparation des accidents du travail⁽¹⁾, dont l'application a été étendue à l'agriculture par la loi du 30 juillet 1900⁽²⁾, a été modifiée par la loi du 21 décembre 1906 qui est entrée en vigueur le 1^{er} juillet 1907.

Cette loi est ce que l'on appelle un « Consolidation Act », qui abroge les lois antérieures. Les principes fondamentaux des anciennes lois sont demeurés sans modification. Le chef d'entreprise est tenu à réparation pour les accidents dont l'ouvrier est victime au cours ou à l'occasion du travail. L'ouvrier a la liberté de réclamer indemnité, soit en vertu de la présente loi, soit en vertu de la loi sur la responsabilité, soit en vertu du droit commun. Les exceptions au droit commun établies par les lois précédentes sont sanctionnées à nouveau; la sous-entreprise de la loi de 1880 sur la responsabilité est, comme devant, interdite, sauf sous certaines conditions, identiques aux conditions prévues par la loi de 1897, de sorte que les systèmes d'assurances ou de réparation subsistent également. De même, l'échelle, le minimum et le maximum des indemnités dues aux ayants droit de l'ouvrier décédé et l'échelle des versements hebdomadaires en cas d'incapacité de travail demeurent à peu près sans modifications.

Les modifications les plus importantes sont les suivantes :

1. *Industries soumises à la réparation des accidents.* — La loi est étendue à toutes les industries et à tous les travaux. L'indemnité est due quand l'accident s'est produit à raison du travail et au cours du travail.

2. *Durée de l'incapacité de travail non indemnisée.* — Quand l'incapacité de travail dure moins de deux semaines, il n'est dû aucune indemnité pour la première semaine. La durée de non-indemnisation a ainsi été ramenée de deux semaines à une semaine.

3. *Faute personnelle.* — Quand il peut être imputé à la victime d'accident une faute lourde et volontaire, il doit, d'après la nouvelle loi, en cas de mort ou d'incapacité totale et permanente, être payé réparation, tandis qu'auparavant, les accidents de ce genre n'étaient pas indemnisés.

⁽¹⁾ *Bulletin*, novembre 1897.

⁽²⁾ *Ibid.*, janvier 1901, p. 37.

4. *Obligation de déclaration et délais.* — Il n'y a pas obligation de faire droit aux demandes qui n'ont pas été présentées dans un délai de six mois après l'accident; toutefois, il est prévu que si le demandeur était à l'étranger au moment de l'accident, la demande sera admise même après le délai ci-dessus.

5. *Montant de l'indemnité.* — Si patrons et ouvriers adoptent un des systèmes d'assurances prévus par la section 3, comportant contributions des ouvriers, les fonds de réserve correspondant à ces versements doivent s'ajouter aux chiffres normaux fixés par la loi. En aucun cas, l'employeur ne peut reporter sur les ouvriers une partie de ses obligations légales.

Les personnes de moins de vingt et un ans, dont le salaire hebdomadaire n'atteint pas 20 shillings, doivent recevoir en cas d'incapacité totale 100 p. 100 au lieu de 50 p. 100 du salaire moyen hebdomadaire, jusqu'à concurrence de 10 shillings par semaine.

Le greffier en chef des sociétés de secours mutuels ne peut homologuer des « Insurance Schemes » que pour une durée assez courte; mais ces systèmes d'assurance peuvent être homologués à nouveau, à tout moment, avec ou sans modifications. Les « Insurance Schemes » qui ne comporteraient pas de dispositions permettant à l'ouvrier de retirer, à tout moment, son adhésion, ne doivent pas être homologués.

6. *Sous-entreprise.* — Le chef d'entreprise reste entièrement responsable, comme s'il avait dirigé ou surveillé lui-même le travail. Pour le calcul de l'indemnité, cependant, il est tenu compte des salaires payés par le sous-entrepreneur. Le chef d'entreprise peut se faire indemniser par les personnes qui, n'étaient les dispositions de cette section, seraient tenues à réparation envers l'ouvrier. Toutefois, si le sous-entrepreneur emploie des machines pour l'exécution des travaux agricoles (battage, labourage), il est seul responsable. Aucune disposition de cette section ne doit être interprétée comme faisant obstacle au droit de l'ouvrier d'obtenir réparation du chef d'entreprise au lieu de l'obtenir du sous-entrepreneur.

7. *Garantie des droits à réparation.* — Si un chef d'entreprise est contre-assuré, l'organe d'assurances en cause lui est substitué en cas de faillite ou en cas de liquidation volontaire ou forcée. Si le montant de l'assurance est inférieur à l'indemnité due à l'ouvrier, l'ouvrier peut poursuivre le paiement de la différence sur l'actif de la faillite. Si le dommage physique pour lequel il est dû réparation survient dans des circonstances telles qu'il puisse être engagé contre une tierce personne une action en réparation conformément à la loi, la victime peut assigner aussi bien le chef d'entreprise que cette tierce personne. Toutefois, il ne peut obtenir réparation qu'une seule fois. Celui des deux qui a payé l'indemnité peut réclamer des dommages-intérêts à l'autre, à raison de la responsabilité légale de ce dernier.

8. *Marins.* — Toutes les dispositions de la présente loi sont applicables aux capitaines, matelots et mousses, sous réserve de quelques modifications touchant la responsabilité, les délais, etc. Toutefois, l'équipage d'un bateau de pêche, rétribué à la part de prise, n'est pas soumis à la loi. Les pilotes sont visés par la loi, tout comme s'ils faisaient partie de l'équipage.

9. *Maladies professionnelles.* — Les maladies professionnelles attestées par un certificat médical sont traitées comme des accidents du travail. Toutefois, il n'est pas dû réparation, si l'ouvrier, lors de son embauchage, était atteint d'une maladie qu'il a dissimulée. Est tenu à réparation le chef d'entreprise chez lequel l'ouvrier était

occupé au moment où la maladie s'est déclarée. Si ce point ne peut être établi de façon certaine, est responsable l'employeur chez lequel l'ouvrier travaillait en dernier lieu. Pour l'application de ces dispositions, le secrétaire d'État nommera des médecins experts et rendra les ordonnances nécessaires. Des recours contre les avis des médecins sont ouverts tant aux patrons qu'aux ouvriers. Les maladies visées par la nouvelle loi sont les empoisonnements par le plomb, le mercure, le phosphore, l'arsenic et leurs suites, ainsi que l'ankylostomiasse. Le secrétaire d'État peut, par voie d'ordonnances, étendre à d'autres maladies les dispositions de cette loi.

10. *Le personnel de la flotte et de l'armée* n'est pas visé par la loi sur la réparation des accidents du travail. Toutefois, dans le cas d'une personne occupée dans le service personnel de la couronne, est considéré comme employeur responsable le chef de service intéressé.

12. *Définitions.* — Les ouvriers dont le salaire annuel dépasse 250 livres sterling ou qui ne sont occupés qu'occasionnellement ne bénéficient pas des dispositions de la loi, non plus que les membres des corps de police, les travailleurs à domicile, les membres de la famille du patron. — Sont considérés comme ayants droit toutes les personnes qui, au moment où l'accident s'est produit, étaient entièrement ou partiellement à la charge de la victime de l'accident.

On fait des dispositions étendant le domaine d'application de la loi, notamment en ce qui concerne les gens de mer, par l'assimilation des maladies professionnelles à des accidents et par la nouvelle définition du mot « ouvrier », le nombre des membres de la classe ouvrière protégés par la loi s'est accru de six millions, ce qui porte à 13 millions environ le chiffre total du personnel visé par cette loi.

Les accidents mortels dans l'industrie en 1907 ⁽¹⁾. — Le total des accidents suivis de mort survenus dans l'industrie s'est élevé en 1907 à 4,460, contre 4,119 en 1906 et 4,389 en 1905 (la moyenne pour 1903-1907 s'établit à 4,183). Le tableau suivant permet de comparer, pour les deux dernières années et pour la période 1903-1907, comment se répartissent ces accidents par industrie. Excepté dans les carrières, il y a augmentation dans chacun des groupes énumérés.

ACCIDENTS MORTELS.	1906.	1907.	MOYENNE pour 1903-1907.
Navigation.....	1,200	1,363	1,303
Mines.....	1,178	1,273	1,169
Carrières.....	87	89	98
Chemins de fer.....	181	199	174
Fabrique et ateliers.....	799	850	780
Blanchisseries, docks, entrepôts etc.....	317	329	305
Établissements soumis à la loi sur la déclaration..	11	57	54
TOTAL.....	4,119	4,460	4,183

(1) *Labour gazette*, mars 1908.

Dans les mines, le total des décès est supérieur de 104 à la moyenne 1903-1907; 584 (soit 46 p. o/o) ont été causés par des éboulements.

Dans les fabriques, l'augmentation des décès est sensible dans les textiles (95 contre 68), les métaux (198 contre 167); le total des décès est supérieur de 70 à la moyenne des cinq dernières années.

Dans les chemins de fer, sur 487 employés tués au service *immédiat* des compagnies, 440 sont morts d'accidents du trafic, (dont 99 employés de la voie, 57 porteurs, 46 mécaniciens, 40 serre-freins, etc.).

Si l'on compare la moyenne des décès par suite d'accident dans chaque groupe d'industrie, par 10,000 ouvriers employés dans chacun de ces groupes, on obtient les proportions suivantes pour la période 1903-1907 :

Marins.....	51.62	par 10,000
Mineurs.....	12.92	—
Carriers.....	10.42	—
Chemins de fer.....	7.82	—
Ouvriers textiles.....	0.74	—
Ouvriers autres que ceux des textiles.....	2.24	—

Dans l'ensemble, pour 6 millions environ d'ouvriers occupés dans ces diverses industries, la mortalité par suite d'accident s'établit à 6.28 par 10,000.

ITALIE.

Grèves en décembre. — 112 nouvelles grèves ont été signalées à l'*Office du travail*. On a compté 4 grèves dans l'agriculture, 1 dans la pêche, 5 dans les industries extractives, 8 dans la métallurgie, 18 dans le bâtiment, 7 dans le travail des pierres, 1 dans les produits chimiques, 5 dans le bois, 7 dans les industries polygraphiques, 25 dans les textiles, 8 dans le vêtement, 2 dans les cuirs et peaux, 13 dans les transports, 12 dans l'alimentation, 1 dans les services publics.

Causes : questions de salaires, 52; durée du travail, 5; diverses, 55.

Résultats : 24 succès, 24 transactions, 40 échecs.

Grèves en janvier 1908. ⁽²⁾ — 151 grèves ont été signalées à l'*Office du travail*. On en a compté : 16 dans l'agriculture, 10 dans les mines, 16 dans les métaux, 14 dans le travail des pierres, 10 dans le bâtiment, 3 dans les produits chimiques, 7 dans le bois, 8 dans les industries polygraphiques, 19 dans les textiles, 5 dans le vêtement, 25 dans l'alimentation, 14 dans les transports, 4 dans les services publics.

Causes : questions de salaires, 63; durée du travail, 6; diverses, 82.

Résultats : 23 succès, 34 transactions, 57 échecs, 5 inconnus.

⁽¹⁾ *Bollettino dell' Ufficio del lavoro*, février 1908.

⁽²⁾ *Bollettino dell' Ufficio del lavoro*, mars 1908.

PAYS-BAS.

Grèves. — 8 grèves nouvelles, dont 5 intéressant 231 ouvriers, ont été signalées en janvier. Sur 13 grèves anciennes et nouvelles, on compte 10 résultats connus, savoir : 3 échecs, 2 transactions et 5 résultats indéfinis.

ACTES ET DOCUMENTS OFFICIELS.

Loi du 26 mars 1908, modifiant l'article 5 de la loi du 12 avril 1906, relatif à la contribution imposée aux exploitants non patentés pour l'alimentation du fonds de garantie institué par la loi du 9 avril 1898 sur les accidents du travail ⁽¹⁾.

Article unique. — Le troisième alinéa de l'article 5 de la loi du 12 avril 1906 est modifié ainsi qu'il suit :

« En ce qui concerne les exploitants non assurés, il sera perçu une contribution dont le taux sera fixé dans les mêmes formes, en proportion du capital constitutif des rentes mises à leur charge. Cette contribution sera liquidée lors de l'enregistrement des ordonnances, jugements et arrêts allouant lesdites rentes et recouvrée comme en matière d'assistance judiciaire, pour le compte du fonds de garantie, par l'Administration de l'Enregistrement.

« Le capital constitutif de la rente sera déterminé, pour la perception de la contribution, d'après un barème et dans les conditions qui seront fixées par un règlement d'administration publique.

« Les ordonnances, jugements et arrêts allouant des rentes, en exécution de la loi du 9 avril 1898 devront indiquer si le chef d'entreprise est, ou non, assuré et patenté. »

Loi du 10 avril 1908 relative à la petite propriété et aux maisons à bon marché ⁽²⁾.

ART. PREMIER. — Tous les avantages prévus par la loi du 12 avril 1906 pour les maisons à bon marché, sauf l'exemption temporaire d'impôt foncier, s'appliquent aux jardins ou champs n'excédant pas 1 hectare.

Les terrains visés au paragraphe précédent bénéficient, en outre, des avantages prévus aux articles ci-après, pourvu :

1° Que la valeur locative réelle du logement de l'acquéreur n'excède pas, au moment de l'acquisition, les deux tiers du chiffre fixé pour la commune, par la commission instituée en vertu de l'article 5 de la loi précitée;

2° Que le prix d'acquisition, y compris les charges, ne dépasse pas douze cents francs (1,200 fr.) ;

⁽¹⁾ *Journal officiel* du 12 avril 1908, p. 2555.

⁽²⁾ *Journal officiel* du 29 mars 1908, p. 2217.

3° Que l'acquéreur s'engage vis-à-vis de la société qui lui aura consenti un prêt hypothécaire dans les conditions indiquées à l'article 2 de la présente loi, à cultiver lui-même ce terrain ou à le faire cultiver par les membres de sa famille.

Si l'acquéreur est déjà, au moment de l'acquisition, propriétaire d'un terrain bâti ou non bâti, la contenance et la valeur de ce terrain viennent en déduction des chiffres fixés aux paragraphes précédents.

ART. 2. — Des prêts au taux de 2 p. 100 peuvent être consentis par l'État aux sociétés régionales de crédit immobilier qui ont pour objet :

1° De consentir aux emprunteurs remplissant les conditions prévues par la présente loi des prêts hypothécaires individuels, destinés soit à l'acquisition de champs ou jardins dans les termes indiqués à l'article 1^{er}, soit à l'acquisition ou à la construction de maisons individuelles à bon marché;

2° De faire des avances aux sociétés d'habitations à bon marché, constituées selon la loi du 12 avril 1906, pour celles de leurs opérations effectuées en conformité du paragraphe précédent.

ART. 3. — Chacun des emprunteurs visés à l'article 2 doit remplir les conditions suivantes :

1° Posséder, au moment de la conclusion du prêt hypothécaire, le cinquième au moins du prix du terrain ou de la maison;

2° Passer avec la caisse nationale d'assurance en cas de décès un contrat à prime unique garantissant le paiement des annuités qui resteraient à échoir au moment de sa mort, le montant de cette prime pouvant être incorporé au prêt hypothécaire;

3° Être muni d'un certificat administratif constatant qu'il a été satisfait aux conditions imposées, soit par l'article 1^{er} de la présente loi s'il s'agit de l'acquisition d'un champ ou jardin, soit par l'article 5 de la loi du 12 avril 1906 s'il s'agit de l'acquisition ou de la construction d'une maison individuelle; dans ce dernier cas, l'emprunteur doit également obtenir, avant la conclusion du prêt, le certificat de salubrité prévu à l'article 5 de la loi de 1906 précitée.

ART. 4. — Pour obtenir des prêts de l'État, les sociétés régionales de crédit immobilier devront se constituer sous la forme anonyme et au capital minimum de deux cent mille francs (200,000 fr.).

Les actions ne pourront être libérées de plus de moitié, à moins d'autorisation spéciale donnée par décret, sur la proposition du Ministre des finances et du Ministre du travail et de la prévoyance sociale, après avis du Conseil supérieur des habitations à bon marché.

Le dividende annuel à servir aux actionnaires ne devra pas dépasser 4 p. 100.

Les sommes restant dues par une société ne pourront dépasser le chiffre obtenu en ajoutant au quadruple de la partie versée du capital social le montant de la partie non appelée.

ART. 5. — Les sociétés locales de crédit immobilier qui rempliront les conditions requises aux articles 2 et 4 pourront bénéficier des dispositions de la présente loi.

ART. 6. — Le total des avances que pourra faire l'État aux sociétés de crédit immobilier, dans les conditions de la présente loi, est fixé à cent millions de francs (100 millions).

Le Ministre des finances est autorisé à se procurer les fonds nécessaires, dans les limites d'un crédit ouvert chaque année par la loi de finances, au moyen d'avances qui pourront être faites au Trésor par la caisse nationale des retraites pour la vieillesse. Ces avances seront représentées par des titres d'annuités dont les intérêts seront réglés trimestriellement, au taux fixé pour le tarif de ladite caisse, conformément à l'article 12 de la loi du 20 juillet 1886, et en vigueur au moment de la réalisation de chaque avance.

Les prêts aux sociétés sont effectués, pour le compte de l'État, par la caisse nationale des retraites, sur la désignation d'une commission spéciale instituée auprès du Ministère du travail par l'article 8 de la présente loi. Les frais d'administration afférents à ce service sont remboursés chaque année à la caisse nationale.

ART. 7. — Les remboursements à effectuer par les sociétés sont passibles d'intérêts de retard calculés au taux de 4 p. 100 à partir de leur échéance, s'ils n'ont pas été opérés dans le mois de cette échéance.

Le recouvrement des sommes non remboursées dans un délai de trois mois et des intérêts de retard y relatifs est poursuivi par l'agent judiciaire du Trésor.

ART. 8. — La commission d'attribution des prêts est nommée par décret sur la proposition du Ministre du travail et de la prévoyance sociale pour une durée de cinq ans; elle est composée de seize membres, ainsi qu'il suit :

Le Ministre du travail, président;

Deux sénateurs;

Deux députés;

Un membre du conseil d'État;

Un membre de la cour des comptes;

Deux fonctionnaires du Ministère des finances;

Le directeur général de la caisse des dépôts et consignations ou son délégué;

Le directeur de l'assurance et de la prévoyance sociales ou son délégué;

Le directeur de l'hydraulique et des améliorations agricoles ou son délégué;

Deux représentants des sociétés régionales de crédit immobilier;

Deux membres du conseil supérieur des habitations à bon marché.

Le décret désigne le vice-président de la commission, ainsi qu'un chef ou sous-chef de bureau du Ministère du travail et de la prévoyance sociale qui remplit les fonctions de secrétaire.

ART. 9. — En ce qui concerne les contrats d'assurance temporaire que les emprunteurs hypothécaires doivent passer avec la caisse nationale d'assurance en cas de décès, conformément à l'article 3 de la présente loi, le proposant sera soumis à la visite du médecin désigné par elle.

Toutefois, il en sera dispensé lorsqu'il aura deux ans au moins avant l'acquisition de la maison, du champ ou du jardin, formé une demande d'assurance et opéré à la caisse nationale un versement égal à 1 p. 100 du capital à garantir, sans que la somme versée puisse être inférieure à 10 francs. La souscription de la police devra être effectuée dans un délai d'une année après l'expiration de la période de deux ans visée ci-dessus, et la somme versée viendra en déduction de la prime unique. Si la police n'est pas souscrite dans le délai fixé, le versement restera acquis à la caisse nationale.

ART. 10. — Un règlement d'administration publique, rendu sur la proposition du Ministre du travail et du Ministre des finances, déterminera toutes les mesures propres à assurer l'application des dispositions qui précèdent, et notamment :

1° Les clauses que devront contenir les statuts des sociétés de crédit immobilier pour que ces sociétés puissent recevoir, après avis du conseil supérieur des habitations à bon marché, l'approbation du Ministre du travail, en vue de bénéficier des faveurs accordées par la présente loi et par celle du 12 avril 1906, ainsi que les conditions dans lesquelles serait retirée cette approbation aux sociétés qui ne se conformeraient pas à la présente loi;

2° Le mode et le délai d'établissement du certificat administratif visé à l'article 3;

3° Les conditions dans lesquelles la caisse d'assurance en cas de décès effectuera les opérations d'assurance visées aux articles 3 et 9;

4° Les dispositions qui devront être insérées dans les contrats passés entre la

caisse nationale des retraites opérant pour le compte de l'État et les sociétés de crédit immobilier, en vue d'assurer l'exécution de la présente loi.

ART. 11. — Les opérations effectuées par les caisses d'épargne, en exécution de l'article 10 de la loi du 20 juillet 1895 et de l'article 16 de la loi du 12 avril 1906, pourront être faites au taux réduit de 2 p. 100, lorsqu'elles seront faites au profit de personnes remplissant les conditions requises par l'article 3 de la présente loi.

ART. 12. — La présente loi est applicable à l'Algérie.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Loi du 10 avril 1908 relative à l'amnistie ⁽¹⁾.

ART. 2. — Amnistie pleine et entière est accordée pour les infractions ci-après, pourvu qu'elles aient été commises antérieurement au 16 mars 1908 :

2° Infractions en matière de réunions, de grèves et faits connexes ;

3° Infractions prévues par la loi du 13 juillet 1906 sur le repos hebdomadaire, ou commises à l'occasion de l'application de cette loi, et faits connexes.

Loi du 14 avril 1908 concernant les retraites des ouvriers mineurs ⁽²⁾.

ARTICLE PREMIER. — Les deux premiers alinéas de l'article 91 de la loi de finances du 31 mars 1903 sont modifiés comme suit :

« Les décisions de la commission sont transmises, avant le 1^{er} juillet de chaque année, par les soins du préfet, au Ministre du travail et de la prévoyance sociale qui, d'après ces décisions, arrête le montant des majorations et allocations. Toutefois, le Ministre peut suspendre l'exécution des décisions qui seraient contraires aux dispositions de la loi jusqu'à ce qu'elles aient été l'objet d'une revision conformément à l'article 92. Il doit, en ce cas, et dans les trois mois du jour où il est saisi de la décision, inviter le préfet à la déférer à la commission pour revision. »

ART. 2. — Le dernier alinéa de l'article 92 de la loi précitée est modifiée comme suit :

« La commission indique la date à partir de laquelle la nouvelle décision doit sortir effet. Les rappels d'arrérages, s'il y a lieu, sont précomptés sur la répartition annuelle qui suit.

« Les décisions emportant suppression ou modification de majorations ou d'allocations déjà acquises n'ont effet que pour la répartition annuelle suivante. »

ART. 3. — Est et demeure abrogé le deuxième alinéa de l'article 90 de la même loi.

Loi du 29 avril 1908 approuvant une convention entre la ville de Paris et les liquidateurs de la Compagnie parisienne du gaz, concernant le service des pensions et secours annuels au personnel et la remise des fonds des caisses de retraites ⁽³⁾.

(1) *Journal officiel* du 11 avril 1908, page 2525.

(2) *Journal officiel* du 16 avril 1908, p. 2691.

(3) *Journal officiel* du 30 avril 1908, page 3033.

**Décret du 1^{er} avril 1908 relatif à l'enregistrement
des entreprises de capitalisation ⁽¹⁾.**

**Décret du 1^{er} avril 1908 relatif à la déchéance d'enregistrement des entreprises
de capitalisation ⁽²⁾.**

**Décret du 1^{er} avril 1908 relatif aux dépenses de premier établissement
des entreprises françaises de capitalisation ⁽³⁾.**

**Décret du 1^{er} avril 1908
relatif à la réserve de garantie des entreprises de capitalisation ⁽⁴⁾.**

**Décret du 1^{er} avril 1908 relatif au taux d'intérêt maximum et au chargement
minimum d'après lesquels doivent être calculés les tarifs de versement ou
cotisations des opérations à réaliser par les entreprises de capitalisation, ainsi
que les réserves mathématiques ⁽⁵⁾.**

**Décret du 1^{er} avril 1908 relatif aux dépôts de valeurs à la caisse
des dépôts et consignations par les entreprises étrangères de capitalisation ⁽⁶⁾.**

Décret du 1^{er} avril 1908 relatif à l'inscription des contrats de capitalisation ⁽⁷⁾.

**Décret du 1^{er} avril 1908 relatif aux conditions de fonctionnement
des entreprises de gestion d'opérations de capitalisation ⁽⁸⁾.**

**Décret du 4 avril 1908 portant règlement d'administration publique pour l'ap-
plication de la loi du 27 mars 1907 sur les conseils de prud'hommes, et fixant
les traitements des secrétaires et des secrétaires adjoints ⁽⁹⁾.**

ARTICLE PREMIER. — Les traitements des secrétaires des conseils de prud'hommes sont, en dehors des émoluments auxquels ils ont droit en vertu de l'article 58 de la loi du 27 mars 1907, fixés ainsi qu'il suit :

- 1° A Paris, 3,000 francs;
- 2° A Alger, Bordeaux, Lyon (soieries), Lyon (bâtimens et divers), Marseille, Saint-Étienne (tissus), 2,400 francs;

⁽¹⁾ *Journal officiel* du 5 avril 1908, page 2397.

⁽²⁾ *Journal officiel* du 5 avril 1908, page 2398.

⁽³⁾ *Journal officiel* du 5 avril 1908, page 2399.

⁽⁴⁾ *Journal officiel* du 5 avril 1908, page 2400.

⁽⁵⁾ *Journal officiel* du 5 avril 1908, page 2401.

⁽⁶⁾ *Journal officiel* du 7 avril 1908, page 2429.

3° A Boulogne-sur-Mer, Calais, Nantes, Nice, Lille, Roubaix, Saint-Étienne (industries diverses), Saint-Quentin, Oran, 1,800 francs ;

4° A Béziers, Dijon, Douai, Dunkerque, Grenoble, le Havre, Limoges, Nancy, Rouen, Toulouse, Tours, Valenciennes, 1,400 francs ;

5° A Amiens, Angoulême, Cambrai, Celles, Elbeuf, Montpellier, Nîmes, Perpignan, Reims, Toulon, Constantine, 1,000 francs ;

6° A Albi, Angers, Belfort, Besançon, Blois, Bône, Bourges, Brest, Caen, Cannes, Châlons-sur-Marne, Chalon-sur-Saône, Charleville, Clermont-Ferrand, Lisieux, Mascara, Maubeuge, Montaliu-Vercieu, Morez, Narbonne, Orléans, Philippeville, Poitiers, Rennes, Roanne, Romans, Saint-Didier-la-Sauve, Saint-Dié, Saint-Omer, Saumur, Sidi-bel-Abbès, Tourcoing, Troyes, Tulle, 800 francs ;

7° A Aix, Aurillac, Bar-le-Duc, Castres, le Catcau, Châtelleraut, Corbeil, Cousolre, Épinal, Falaise, Fournies, Laval, Louviers, Lunéville, le Mans, Montluçon, Morlaix, Remiremont, la Rochelle, Saint-Chamond, Saint-Claude, Saint-Nazaire, Sedan, Sens, Valence, Versailles, Vichy, Vienne, Voiron, 500 francs ;

8° A Abbeville, Alais, Alençon, Amplepuis, Anduze, Armentières, Arras, Aubusson, Auxerre, Avignon, Bailleul, Bapaume, Beauvais, Bédarieux, Bernay, Bobain, Bolbec, Brionne, Charlien, Châteauroux, Cholet, Cognac, Condé-sur-Noireau, Darnétal, Dôle, Évreux, Fécamp, la Ferté-Macé, Firminy, Flers, Fougères, Friville-Escarbotin, Fumay, Guise, Halluin, Hazebrouck, Lodève, Lorient, Mayenne, Mazamet, Menton, Millau, Montauban, Montbéliard, Moulins, Niort, Oyonnax, Périgueux, Pont-Audemer, le Puy, Rethel, Rive-de-Gier, Rochefort, Romilly-sur-Seine, Romorantin, Saint-Brieuc, Saint-Junien, Saint-Malo, Tarare, Thiers, Thizy, Tinchebray, la Tour-du-Pin, Vierzou, Villebois, Vire, 300 francs.

ART. 2. — A Paris, les secrétaires adjoints des conseils de prud'hommes sont répartis en cinq classes.

Leurs traitements sont fixés ainsi qu'il suit :

1 ^{re} classe	4,500 ^f
2 ^e classe	3,900
3 ^e classe	3,500
4 ^e classe	3,100
5 ^e classe	2,700

L'avancement à la classe supérieure ne peut avoir lieu qu'après trois ans de service effectif de la classe immédiatement inférieure.

Dans les autres villes, les traitements des secrétaires adjoints en exercice au moment de la promulgation de la loi du 27 mars 1907 et de ceux qui seront ultérieurement nommés dans les conseils existants sont fixés à la moitié du traitement des secrétaires.

ART. 3. — Les dispositions relatives à la fixation des traitements des secrétaires et des secrétaires adjoints seront applicables à partir de la date de la publication du présent décret.

Toutefois, les conseils municipaux pourront, par délibération spéciale, allouer à ceux des secrétaires et des secrétaires adjoints actuellement en fonctions dont les traitements se trouveront diminués, une indemnité égale à la différence existant entre les rétributions qu'ils recevaient antérieurement desdits conseils et les traitements fixés par les articles précédents.

ART. 4. — Le Garde des sceaux, Ministre de la Justice et des Cultes, est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française et inséré au *Bulletin des lois*.

Décret du 15 avril 1908 modifiant l'article 16 du décret du 28 décembre 1886, portant règlement d'administration publique pour l'exécution de la loi du 20 juillet 1886 sur la caisse nationale des retraites pour la vieillesse ⁽¹⁾.

Décret du 23 avril 1908 sur l'hygiène et la sécurité des travailleurs dans les travaux du plomb. ⁽²⁾

ARTICLE PREMIER. — Dans les travaux du plomb désignés ci-après : métallurgie, coupellation du plomb argentifère, fabrication d'accumulateurs, cristallerie, fabrication des émaux plombés, leur application, fabrication des poteries, décoration de la porcelaine ou de la faïence, chromolithographie céramique, fabrication des alliages, des oxydes, des sels et des couleurs de plomb, les chefs d'industrie, directeurs ou gérants sont tenus, indépendamment des mesures générales prescrites par le décret du 29 novembre 1904, de prendre les mesures particulières de protection et de salubrité énoncées aux articles suivants.

ART. 2. — Les chaudières de fusion du plomb doivent être installées dans un local aéré, séparé des autres ateliers.

Des hottes ou tous autres dispositifs d'évacuation efficace des fumées seront installées :

a) Au-dessus des trous de coulée du plomb et des scories dans l'industrie de la métallurgie du plomb ;

b) Devant la porte des fours, dans l'industrie de la fabrication des oxydes de plomb ;

c) Au-dessus des chaudières de fusion du plomb ou de ses alliages, dans les autres industries énumérées à l'article 1^{er}.

ART. 3. — Tout travail des oxydes et autres composés du plomb susceptibles de dégager des poussières doit être effectué, autant que possible, sur des matières à l'état humide.

Quand ce travail n'est pas praticable en présence de l'eau ou d'un autre liquide, il doit être exécuté mécaniquement, en appareil clos, étanche.

En cas d'impossibilité de se conformer aux prescriptions de l'un ou de l'autre des deux premiers paragraphes du présent article, le travail dont il s'agit doit être fait sous le vent d'une aspiration énergique établie de telle façon que les produits nocifs soient arrêtés par des appareils convenablement disposés.

Enfin, si aucun de ces systèmes n'est réalisable, les ouvriers recevront des masques respiratoires.

ART. 4. — Il est interdit de manier avec la main nue les oxydes et les autres composés plombiques, qu'ils soient à l'état sec, à l'état humide, en suspension ou en dissolution. Le chef d'industrie est tenu de mettre gratuitement à la disposition de son personnel, pour ces manipulations, soit des gants en matière imperméable comme le caoutchouc, soit des outils appropriés, et d'en assurer le bon entretien et le nettoyage fréquent.

ART. 5. — Les tables sur lesquelles ces produits sont manipulés doivent être recouvertes d'une matière imperméable, entretenue en parfait état d'étanchéité.

Il doit en être de même pour le sol des ateliers qui sera en outre maintenu à l'état humide. Le sol sera légèrement incliné dans la direction d'un récipient étanche où seront retenues les matières plombiques entraînées.

⁽¹⁾ Journal officiel du 30 avril 1908, page 3670.

⁽²⁾ Journal officiel du 29 avril 1908, page 3611.

Le travail sera organisé de manière qu'il n'y ait pas d'éclaboussures projetées. Les tables, le sol, les murs seront lavés une fois par semaine au moins.

ART. 6. — Sans préjudice des prescriptions édictées par l'article 3, la pulvérisation des produits plombeux, leur mélange et leur emploi au poudrage seront effectués dans des locaux spéciaux où sera pratiquée une ventilation énergique.

S'il est impossible d'humecter les matières, les ouvriers recevront des masques respiratoires.

ART. 7. — Est prohibé le trempage à la main nue des poteries dans les bouillies contenant en suspension de la litharge, du minium, de l'alquifoux, de la céruse.

ART. 8. — Il est interdit d'introduire dans les ateliers aucun aliment ou aucune boisson.

ART. 9. — Les chefs d'industrie sont tenus de mettre à la disposition du personnel employé et d'entretenir gratuitement des surtouts ou vêtements exclusivement affectés au travail, indépendamment des gants et masques respiratoires.

ART. 10. — Dans une partie de la fabrique séparée des ateliers, sera établi, à l'usage des ouvriers exposés aux poussières ou aux émanations plombeuses, un vestiaire lavabo, soigneusement entretenu, pourvu de cuvettes ou de robinets en nombre suffisant, d'eau en abondance, ainsi que de savon et, pour chaque ouvrier, d'une serviette remplacée au moins une fois par semaine.

Ces vestiaires seront munis d'armoires ou de casiers fermés à clef ou par un cadenas, les vêtements de ville étant séparés des vêtements de travail.

ART. 11. — Un bain chaud ou un bain-douche sera mis chaque semaine à la disposition du personnel exposé aux poussières ou aux émanations plombeuses.

Un bain chaud ou bain-douche sera mis chaque jour, après le travail, à la disposition de tout ouvrier chargé : soit de vider ou de nettoyer les chambres et les canaux de condensation; soit de réparer les fours dans les usines à plomb; soit de transporter le plomb sortant des fosses dans les fabriques de céruse; soit d'embariller du minium; soit enfin de pratiquer la pulvérisation des émaux plombeux et le poudrage à sec.

ART. 12. — Les chefs d'industrie sont tenus d'afficher, dans un endroit apparent des locaux de travail, un règlement d'atelier imposant aux ouvriers les obligations suivantes : se servir des outils, gants, masques respiratoires, vêtements de travail mis gratuitement à leur disposition; n'introduire dans les ateliers ni nourriture ni boisson; veiller avec le plus grand soin, avant chaque repas, à la propreté de la bouche, des narines et des mains; prendre chaque semaine ou chaque jour les bains prévus à l'article 11.

ART. 13. — Le Ministre du travail et de la prévoyance sociale peut, par arrêté pris après avis du comité consultatif des arts et manufactures, accorder à un établissement pour un délai déterminé, dispense de tout ou partie des prescriptions de l'article 2, paragraphes a, b, c, de l'article 5, paragraphe 2, et de l'article 6, paragraphe 1^{er}, dans le cas où il est reconnu que l'application de ces prescriptions est pratiquement impossible et que l'hygiène et la sécurité des travailleurs sont assurées dans des conditions au moins équivalentes à celles qui sont fixées par le présent décret.

ART. 14. — Sous réserve des délais supplémentaires qui seraient accordés par le Ministre en vertu de l'article 6 de la loi du 12 juin 1893, modifiée par la loi du 11 juillet 1903, le délai d'exécution des travaux de transformation qu'implique le présent règlement est fixé à un an à dater de sa publication.

ART. 15. — Le Ministre du travail et de la prévoyance sociale est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française et inséré au *Bulletin des lois*.

Circulaire du 21 janvier 1908 du Ministre du Travail aux préfets sur l'approbation des statuts des sociétés de secours mutuels autorisées antérieurement à la loi du 1^{er} avril 1898.

L'article 37 de la loi du 1^{er} avril 1898 avait accordé un délai de deux ans aux sociétés de secours mutuels, antérieurement autorisées ou approuvées, pour solliciter de nouveau l'approbation de leurs statuts. Seules, les sociétés qui assurent leurs membres exclusivement contre la maladie étaient dispensées de cette formalité. Or, j'ai été amené à constater que plusieurs associations de prévoyance ont négligé de se conformer à cette prescription de la loi.

Je vous prie de bien vouloir rappeler à ces sociétés qu'elles sont dans une situation irrégulière qui ne saurait être plus longtemps tolérée.

Il suffira aux sociétés qui ne veulent pas modifier leurs statuts et qui n'ont pas l'intention d'user, quant à présent, des facilités nouvelles accordées par la loi du 1^{er} avril 1898, de déposer les statuts actuellement en vigueur.

Une seule disposition des statuts approuvés conformément au décret de 1852 peut nécessiter une modification : c'est celle concernant les années de sociétariat exigées pour la concession d'une pension de retraite. Dix ans suffisaient sous l'ancienne législation, tandis que la loi de 1898 exige quinze années de présence dans la société. Si les statuts prévoyaient un nombre d'années inférieur à quinze ans, il y aurait lieu d'inviter la société à déterminer, par un vote en assemblée générale, le temps d'années de sociétariat que devront avoir désormais les candidats à la pension de retraite.

En dehors de cette disposition, rien dans les statuts approuvés conformément à la législation précédente (pourvu toutefois que l'arrêté d'approbation ne remonte pas à une époque trop éloignée) n'est en opposition avec les prescriptions de la nouvelle loi. Il n'y aurait guère que des rectifications de texte sans grande importance que vos bureaux peuvent effectuer d'office dans le cas où la société l'aurait négligé. C'est, d'une part, le remplacement de la mention du décret du 26 mars 1852 par celle de la loi du 1^{er} avril 1898 dans les articles concernant le compte rendu des opérations de la société, les modifications statutaires et la dissolution; et, d'autre part, l'inutilité du maintien de dispositions qu'exigeait le décret de 1852 et que n'a pas maintenues la loi de 1898, c'est-à-dire l'interdiction pour une société de comprendre plus de 500 membres, à moins d'y être autorisée spécialement, et l'obligation de faire sanctionner la dissolution par une approbation administrative.

Pour ces rectifications, il n'est pas nécessaire de réunir l'assemblée générale; le président peut, de sa propre autorité, revêtir de sa signature quatre exemplaires des statuts dont il effectuera le dépôt, conformément à l'article 4 de la loi.

Dans ces conditions, l'exécution des prescriptions de l'article 37 de la loi du 1^{er} avril 1898 n'offre aucune difficulté pour les sociétés. Il y a donc tout lieu d'espérer que celles qui n'ont encore pris aucune disposition à cet effet, ne tarderont pas à se conformer à la loi. Je me plais, d'ailleurs, à reconnaître qu'il y a eu, de la part de l'immense majorité des sociétés de secours mutuels, un véritable empressement à satisfaire au vœu du législateur, et que le nombre des sociétés qui ne sont pas encore en règle est extrêmement restreint.

Je compte que, dans un court délai, aucune société de secours mutuels de votre département ne se trouvera plus dans ce cas.

Vous voudrez bien me transmettre le 1^{er} mai au plus tard la liste des sociétés approuvées antérieurement au 1^{er} avril 1898 qui, depuis cette date, n'ont fait l'objet d'aucun arrêté d'approbation.

Circulaire du 4 avril 1908, du Ministre du Travail, sur les surcharges des enfants et des femmes employés dans les établissements industriels.

J'ai l'honneur de vous adresser ci-contre le texte d'un décret en date du 7 mars 1908 dont les dispositions abrogent et remplacent celles de l'article 11 du décret du 13 mai 1893 ⁽¹⁾.

Ce dernier décret, pris en application des articles 12 et 13 de la loi du 2 novembre 1892, fixait dans son article 11 la limite des efforts qui peuvent être imposés aux jeunes ouvriers et ouvrières au-dessous de 18 ans pour porter, trainer ou pousser les fardeaux, et il avait été complété, sur ce point, par les arrêtés ministériels du 31 juillet 1894 et du 27 mai 1902.

Le nouveau décret modifie le texte de l'article 11 du décret de 1893 et lui incorpore les dispositions, entièrement refondues, des arrêtés ministériels précités ; il stipule en outre les dispositions interdictives, nouvelles dans la forme seulement, que rendaient nécessaires les interprétations divergentes de jurisprudence.

Vous remarquerez en outre la nouvelle formule employée pour distinguer d'après leur âge les diverses catégories du personnel visé. Par exemple, sous le n° 1 (port des fardeaux) de l'article 1^{er}, la rubrique « *garçons de 14 ou 15 ans* » vise les deux années qui s'écoulent à partir du moment où les jeunes ouvriers atteignent l'âge de 14 ans jusqu'à celui où ayant terminé leur quinzième année ils atteignent l'âge de 16 ans.

La formule ordinaire « *garçon de 14 à 16 ans* » aurait eu l'inconvénient de ne pas fixer avec assez de précision la situation de l'enfant venant d'accomplir sa seizième année, et il n'était pas possible de conserver cette formule avec les nouvelles subdivisions introduites dans les catégories du personnel.

En ce qui concerne les modes de transport, le décret ajoute aux prescriptions nouvelles relatives à ceux qui étaient déjà réglementés, quelques dispositions concernant de nouveaux types de véhicules. Je vous prie de remarquer à ce propos que, sous la rubrique « *charretons* » (art. 1^{er} 5°), il y a lieu de ranger le charreton équilibré des tuiliers dont l'usage tend à se répandre dans les usines de produits céramiques ; ce véhicule a été considéré par les rédacteurs du décret comme suffisamment désigné par le terme de « *charreton* » qui comprend dans sa généralité toutes les espèces de charretons, ceux qui sont équilibrés comme ceux qui ne le sont pas. Il n'a donc pas paru qu'il était nécessaire de le désigner par une mention spéciale.

Le nouveau décret réglemente en outre, pour la première fois, les charges qui peuvent être imposées tant à l'intérieur qu'à l'extérieur des établissements aux femmes âgées de plus de 18 ans, et inaugure une protection spéciale en faveur des femmes récemment accouchées.

Enfin, sa publication a eu pour effet d'abroger les arrêtés ministériels du 31 juillet 1894 et du 27 mai 1902 relatifs au même objet ; l'abrogation de ces arrêtés n'est pas inscrite expressément dans le décret, mais elle résulte tacitement de l'abrogation des dispositions de l'article 11 du décret de 1893 dont ces arrêtés n'étaient que le complément.

En vue d'assurer plus facilement l'application des dispositions nouvelles aux établissements assujettis, vous ne négligerez aucune occasion de les porter à la connaissance des industriels. Vous me ferez également connaître sans retard toutes les difficultés d'interprétation et d'application que la mise en vigueur du nouveau décret pourra soulever.

⁽¹⁾ Voir le texte du décret du 7 mars 1908, *Bulletin*, avril 1908, p. 373.

**Circulaire du 5 avril 1908, sur la suspension du repos hebdomadaire
en ce qui concerne les enfants et les femmes.**

L'article 6 de la loi du 13 juillet 1906 sur le repos hebdomadaire définit les catégories générales d'entreprises et d'industries qui peuvent, sous certaines conditions, suspendre le repos hebdomadaire plusieurs fois par an. Cette suspension du repos est de plein droit, en ce qui concerne le personnel d'hommes adultes, pour tous les établissements appartenant à ces catégories et remplissant ces conditions. Mais, en ce qui concerne les femmes et les enfants, seules les industries énumérées par un règlement d'administration publique peuvent, aux termes de l'article 18, § 4 de la loi précitée, être comprises dans les catégories générales énoncées à l'article 6.

J'ai l'honneur de vous faire parvenir ci-contre le texte d'un décret rendu le 16 mars 1908 en exécution de l'article 18, § 4 de la loi, et établissant la nomenclature des industries particulières visées par les divers alinéas de cet article⁽¹⁾.

Cette nomenclature est, à peu de chose près, la reproduction de celle qui figure dans le décret du 15 juillet 1893 (art. 5) et dans les décrets qui l'ont complété. Mais une modification de forme importante a été apportée à son agencement, en vue de répartir les industries classées dans les trois catégories instituées par l'article 6 de la loi du 13 juillet 1906, à savoir :

- I. Entreprises qui sont sujettes au chômage en raison des intempéries ;
- II. Industries de plein air ; industries qui ne travaillent qu'à certaines époques de l'année ;
- III. Industries employant des matières périssables ou qui doivent répondre à des surcroits extraordinaires de travail.

Vous remarquerez que quelques industries figurent à la fois (art. 2 et art. 3 du décret) dans les deux premières catégories. Ces industries se trouvent ainsi admises à bénéficier, en ce qui concerne le repos hebdomadaire des femmes et des enfants qu'elles emploient, des dispositions du paragraphe 1^{er} et de celles du paragraphe 2 de l'article 6 de la loi.

L'article 3 du décret, qui correspond au paragraphe 2 de l'article 6 de la loi, distingue explicitement, en les énumérant à part, les industries admises à la dérogation comme étant de plein air de celles admises comme ne travaillant qu'à certaines époques de l'année, et il énonce expressément, en ce qui concerne ces dernières, que l'usage de la dérogation ne leur est acquis qu'autant que le travail y est effectivement suspendu à certaines époques de l'année.

Enfin, l'article 4 du décret qui correspond au paragraphe 3 de l'article 6 de la loi, reproduit plus particulièrement la nomenclature de l'article 5 du décret de 1893, dont il retranche quelques catégories d'établissements qui ont déjà satisfaction par l'article 3.

On trouvera cependant, dans l'énumération des articles 3 § b et 4 du décret, des rubriques identiques, telles que « hôtels, restaurants, traiteurs et rôtisseurs ». Mais, malgré cette répétition de mots, il ne faudrait pas conclure à la possibilité du cumul pour les établissements qui figurent à l'un et à l'autre de ces deux articles. Ceux qui sont inscrits à l'article 3 § b sont des établissements qui ne travaillent qu'à certaines époques de l'année tandis que ceux de même dénomination inscrits à l'article 4 fonctionnent dans des conditions normales.

Vous remarquerez également, dans l'article 4 du décret, d'autres catégories d'établissements que celles inscrites à l'article 5 du décret de 1893 ; ce sont les petites

⁽¹⁾ Voir le texte du décret du 16 mars 1908, *Bulletin*, p. 374.

industries de l'alimentation qui n'étaient pas soumises à la loi du 2 novembre 1892, mais qui sont visées par la loi du 13 juillet 1906, et qui, en outre, répondent à la définition du 3^e paragraphe de l'article 6 de cette loi.

Vous voudrez bien me faire connaître sans retard, avec votre avis motivé sur chaque cas particulier, toutes les difficultés d'interprétation et d'application que la mise en vigueur du nouveau décret pourrait soulever.

Circulaire du 14 avril 1908, sur la délivrance des livrets de travail aux enfants employés dans les établissements industriels.

Des instructions antérieures ont appelé à plusieurs reprises votre attention sur l'intérêt qui s'attache à ce que les prescriptions de l'article 10 de la loi du 2 novembre 1892, relatives à la délivrance des livrets de travail aux enfants employés dans les établissements industriels, soient strictement observées. Une circulaire du 1^{er} juin 1896 signalait en particulier la tendance regrettable de certaines mairies à munir de livrets des enfants âgés de moins de 13 ans et qui ne possèdent pas le certificat d'études primaires institué par la loi du 28 mars 1882.

Je suis informé que des livrets sont encore fournis, dans certaines régions, à des enfants de 12 à 13 ans non munis de ce certificat, et simplement pourvus, soit d'un certificat d'indigence, soit du certificat de dispense de scolarité prévu par l'article 15 de la loi du 28 mars 1882. Dans d'autres régions, des livrets ont même été délivrés à des enfants sur simple déclaration verbale et sans qu'il fût produit de pièce justifiant de leur âge et de leur situation scolaire.

Je vous prie de rappeler aux maires de votre département les instructions qui leur ont été antérieurement données, à savoir qu'ils ne peuvent normalement délivrer aux père, mère, tuteur ou patron, le livret de travail prévu par l'article 10 de la loi du 2 novembre 1892 qu'au profit d'enfants ayant l'âge de 13 ans révolus, et que seuls les enfants munis du certificat d'études primaires institué par la loi du 28 mars 1882 et d'un certificat d'aptitude physique, délivré dans les conditions de l'article 2 de la loi de 1892 peuvent exceptionnellement être employés à partir de 12 ans et, en conséquence, être pourvus d'un livret sur la production de ces deux pièces.

Qu'il s'agisse d'ailleurs d'un enfant présenté comme ayant 13 ans révolus ou d'un enfant présenté comme âgé de 12 à 13 ans, dans l'un comme dans l'autre cas, le maire ne doit établir le livret qu'après une vérification sérieuse de l'âge déclaré. Lorsque l'enfant est occupé dans la commune d'où il est originaire, la constatation de son âge par le maire ne peut souffrir aucune difficulté; mais il en est autrement lorsque l'enfant travaille dans une commune autre que celle où il est né.

Dans ce dernier cas, la production d'un acte de naissance dans les conditions ordinaires pouvait entraîner des frais qu'il n'a pas été dans l'esprit de la loi de mettre au compte des familles. Aussi a-t-il été entendu, par une circulaire du 14 octobre 1875 intervenue à la suite d'un accord interministériel, que les père, mère, tuteur ou patron se borneraient à faire connaître le lieu de naissance de l'enfant au maire de la localité où il doit travailler; le maire demanderait ensuite à la commune d'origine de l'enfant un bulletin de naissance qui lui serait délivré sur papier libre, conformément à l'article 16, § 1^{er} de la loi du 13 brumaire an VII.

En ce qui concerne les enfants étrangers, je n'ai rien à ajouter à la circulaire du 20 avril 1899, d'après laquelle les maires ne peuvent dresser un livret destiné à ces enfants que sur la justification certaine de leur âge et de leur identité, au moyen de

pièces délivrées par le consulat de leur nation dans la circonscription duquel ils sont domiciliés.

Je vous prie, Monsieur le Préfet, de faire insérer la présente circulaire au Bulletin des actes officiels de votre département, et de veiller avec soin à ce que les instructions qu'elle contient soient désormais rigoureusement appliquées. Vous voudrez bien également m'accuser réception de cette circulaire.

CHRONIQUE LÉGISLATIVE.

LA COMPÉTENCE DES CONSEILS DE PRUD'HOMMES À LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS.

Le 20 janvier 1908, MM. Lenoir et Violette, députés, avaient déposé une proposition de loi tendant à ce que les demandes qui sont de la compétence des conseils de prud'hommes et dont les juges de paix sont saisis dans les lieux où ces conseils ne sont pas établis, soient formées, instruites et jugées, tant devant la juridiction de première instance que devant les juges d'appel ou la Cour de cassation, conformément aux règles établies par le titre II de la loi du 27 mars 1907.

Dans le rapport qu'il fit le 27 février 1908 sur cette proposition au nom de la commission de la réforme judiciaire et de la législation civile et criminelle, M. Violette, parlant de la loi du 17 mars 1907, s'est exprimé ainsi :

Cette loi prévoit, en effet, une procédure simple et rapide. . . . Cette procédure spéciale est réglée par le titre 33 de la loi du 27 mars 1907. Elle prévoit notamment que les actes de procédure, les jugements et actes nécessaires à leur exécution sont visés pour timbre et enregistrés en débet et que même les procès-verbaux, jugements et actes seront enregistrés gratis toutes les fois qu'ils constateront que l'objet de la contestation ne dépasse pas la somme de 20 francs. Pour le pourvoi en cassation, la loi de 1907 prévoit notamment la dispense d'avocat et de consignation d'amende.

LES SOCIÉTÉS DE SECOURS MUTUELS MILITAIRES.

Le 30 janvier 1908, MM. les Ministres de la guerre, de la marine et du travail avaient déposé un projet de loi autorisant certaines dérogations à la loi du 1^{er} avril 1898, en faveur des sociétés de secours mutuels constituées dans les armées de terre et de mer. A la suite d'un rapport de M. Lourties, le Sénat dans sa séance du 10 avril 1908 vient d'adopter ce projet. Au cours de la discussion, M. Henry Chéron, Sous-Secrétaire d'État au Ministère de la guerre en a ainsi défini le but :

Ce projet, très court, a uniquement pour but de concilier les principes de liberté de la loi du 1^{er} avril 1898 avec toutes les nécessités de la discipline et de la hiérarchie militaires.

L'article 1^{er} qui modifie l'article 5 de la loi du 1^{er} avril 1898, décide que la composition du conseil d'administration, le mode d'élection de ses membres, etc., seront réglés par des statuts modèles proposés par les Ministres de la guerre et de la marine et approuvés par le Ministre qui a dans ses attributions la direction des services de la mutualité. Enfin, aux termes de l'article 2 de ce projet, les contestations relatives aux opérations électorales, aux décisions du conseil d'administration etc., seront portées devant le Ministre de la guerre ou de la marine.

LE LOCK-OUT DU BÂTIMENT À LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS.

Le 10 avril 1908, M. G. Berry a demandé au Ministre du travail quelles étaient les mesures qu'il comptait prendre pour amener la fin du lock-out du bâtiment.

En réponse à cette question le Ministre a d'abord rappelé ses interventions personnelles au cours d'un certain nombre de différends collectifs antérieurs :

... J'ai pu, intervenant en temps utile, empêcher la grève des mineurs de la Loire qui aurait abouti à un chômage de près de 35,000 métallurgistes; ... nous avons pu empêcher, en résolvant des difficultés entre les secteurs électriques et les ouvriers de l'industrie, des conflits qui auraient pu peut-être amener une grève analogue à celle de l'année dernière; c'est ainsi qu'il y a quelques jours M. le Président du Conseil, grâce à M. de Larminat, directeur de l'Ouest, et grâce à la très loyale attitude de mon honorable ami M. Guérard, a pu aussi solutionner la grève qui commençait sur le réseau de l'Ouest.

Le Ministre du travail a ensuite fait connaître qu'ayant appris l'échec des pourparlers engagés dans les commissions mixtes entre patrons et ouvriers, il avait, vingt jours auparavant, fait appel à M. Villemin et aux trois syndicats ouvriers intéressés, mais qu'aucun entretien entre les délégués patrons et les délégués ouvriers n'avait pu avoir lieu, les ouvriers n'ayant pas répondu aux convocations qui leur avaient été adressées.

Le Ministre, en terminant, a mis au courant la Chambre des mesures prises par le Gouvernement en ce qui concerne les travaux exécutés pour son compte :

Le Gouvernement a déjà pris la résolution de mettre en demeure les entrepreneurs d'avoir à continuer les travaux. Je concentrerai ce soir sous mes yeux les cahiers des charges qui, dans tous les ministères, unissent l'État aux entrepreneurs, pour faire jouer ces contrats, pour faire jouer les pénalités prévues dans les contrats et pour faire que les droits de l'État ne soient pas atteints par le lock-out.

SECOURS D'EXTRÊME URGENCE ET SECOURS DE CHÔMAGE.

Un crédit de 241,500 francs est inscrit au chapitre 38 du budget du Ministère de l'intérieur, pour subventions à des institutions de bienfaisance et d'assistance par le travail et secours d'extrême urgence.

L'arrêté ministériel du 29 janvier 1908 avait ainsi réparti cette somme entre les deux articles du chapitre 38 : 201,500 francs étaient attribués à l'article 1^{er} (subvention à des établissements de bienfaisance et d'assistance), et 40,000 francs à l'article 2 (secours d'extrême urgence).

Le crédit de 40,000 francs pour secours d'extrême urgence ayant été épuisé dès le début de l'année, le 7 avril 1908 le Gouvernement présentait un projet de loi portant ouverture au Ministre de l'intérieur d'un crédit supplémentaire de 60,000 francs pour secours d'extrême urgence.

Le 9 avril 1908, après déclaration d'urgence, ce projet était adopté par la Chambre des députés.

Dans son rapport au Sénat, dont il donna lecture à la tribune, M. Denoi s'est exprimé en ces termes :

Le crédit d'extrême urgence, le mot le dit, doit être affecté à des malheurs brusques, qui ne peuvent être prévus, qui ne peuvent être soulagés que par une allocation immédiate. Ils revêtent presque toujours le caractère individuel : ce sont les incendies d'immeubles non assurés qui jettent des malheureux à la rue sans logement et souvent sans vêtements; ce sont des événements tels que des avalanches détruisant des maisons avec tout leur contenu; ce sont des accidents qui ont entraîné la mort brusque de pères de famille, laissant après eux misère et désolation.

Mais votre commission pense qu'il n'était jamais entré dans l'esprit du législateur de vouloir affecter ce crédit à soulager des misères provenant exclusivement de crises industrielles et commerciales ayant amené un chômage plus ou moins prolongé et plus ou moins général.

C'est pourtant à secourir des misères de cette nature que le crédit a été employé. . . . c'est ainsi que la crise de l'automobile a amené le Gouvernement à verser une subvention de 10,000 francs aux bureaux de bienfaisance d'Ivry, Vitry-sur-Seine et Alfortville; une somme de 15,000 francs au bureau de bienfaisance de la ville de Millau (Aveyron) pour parer aux misères provoquées par un chômage prolongé dans l'industrie de la tannerie et de la ganterie; de 1,500 francs au bureau de Bort (Corrèze) pour parer aux misères résultant du chômage des ouvriers gantiers; également de 1,500 francs au bureau de Saint-Junien (Haute-Vienne) pour la même raison; de 8,042 francs à divers bureaux des départements du Nord, de l'Aisne et de la Somme pour soulager les misères résultant du chômage provoqué par la crise textile.

M. Denoix a conclu ainsi :

De l'examen de ce dossier, Messieurs, il est résulté pour les membres de votre commission des finances l'impression qu'il entre dans la pensée du Gouvernement — et nous croyons savoir que tel est bien le sentiment de M. le Président du Conseil — de faire de ce chapitre du budget de l'intérieur l'amorce, le point de départ d'une caisse de chômage. Votre commission n'a pas pour mission de se livrer — au moins quant à présent — à une étude de cette question qu'elle reconnaît être du plus haut intérêt; mais elle estime qu'en l'état actuel des choses elle ne peut engager le Sénat à modifier aussi profondément le caractère du crédit inscrit au budget.

. . . Votre commission a pensé toutefois qu'étant donnée l'intensité de certaines crises industrielles qui, en dehors de toute grève, sévissent à l'heure actuelle sur quelques industries et amènent des chômages douloureux, qu'en présence aussi des promesses faites et des engagements pris par le Gouvernement, elle pouvait vous proposer d'accorder le crédit supplémentaire de 60,000 francs demandé.

A la suite de cette déclaration, le projet fut adopté par 282 voix contre 0.

ÉTAT DES TRAVAUX LÉGISLATIFS
en ce qui concerne les questions ouvrières et sociales
pendant le mois d'avril 1908.

Accidents du travail. — *Chambre des députés.* — Séance du 2 avril 1908. — Dépôt par M. Basly, d'une proposition de loi ayant pour objet de modifier les lois des 9 avril 1898, 22 mars 1902, 31 mars 1905 et 17 avril 1906 sur les accidents du travail. (Doc. parl. n° 1663.)

Alcoolisme. *Sénat.* — Séance du 8 avril 1908. — Dépôt par M. de Lamarzelle d'une proposition de loi tendant à l'interdiction de la fabrication et de la vente de l'absinthe. — Renvoi à la commission d'initiative parlementaire.

Caisse des Invalides de la marine. — *Sénat.* — Séance du 6 avril 1908. — Rapport de M. V. Méric sur le projet de loi adopté par la Chambre des députés concernant les pensions sur la caisse des invalides de la marine.

Composés du plomb. — *Sénat.* — Séance du 7 avril 1908. — Rapport de M. Pédebidou sur le projet de loi adopté par la Chambre des députés, adopté avec modifications par le Sénat, modifié par la Chambre des députés, sur l'emploi de la céruse dans les travaux de peinture exécutés à l'intérieur des bâtiments. (Doc. parl. n° 124.)

Femmes en couches. — *Chambre des députés.* — Séance du 9 avril 1908. — Proposition de M. Fernand Engerand sur la protection des femmes avant et après l'accouchement. Déclaration de l'urgence. — Adoption (modification du titre).

————— *Sénat.* — Séance du 10 avril 1908. — Transmission. — Renvoi à la commission relative à la protection des mères et des nourrissons.

Maréchaux-ferrants militaires. — *Chambre des députés.* — Séance du 6 avril 1908. — Rapport de M. le comte d'Alsace sur la proposition de loi de M. François Fournier et de plusieurs de ses collègues, relatives aux maréchaux-ferrants militaires. — Séance du 9 avril. — Ajournement de la première délibération. — Séance du 10 avril. — Ajournement de la première délibération.

Mines. — *Chambre des députés.* — Séance du 2 avril 1908. — Rapport de M. Vidon sur la proposition de M. Bouveri et plusieurs de ses collègues rendant obligatoire le remblai dans les mines de houilles concédées ou à concéder.

Pensions, Secours annuels et caisses de retraites de la Compagnie du Gaz. — *Sénat.* — Séance du 10 avril 1908. — Projet de loi, adopté par la Chambre des députés, tendant à approuver la convention passée, le 23 juillet 1907, entre le Préfet de la Seine, au nom de la ville de Paris, et les liquidateurs de la Compagnie parisienne du gaz, en ce qui concerne le service des pensions et secours annuels accordés au personnel et la remise à la ville de Paris des fonds des caisses de retraites. Déclaration de l'urgence, discussion, adoption.

Personnel des établissements militaires. — *Sénat.* — Séance du 8 avril 1908. — Motion relative à la discussion des projets de loi concernant la situation du personnel d'exploitation des établissements militaires.

Rachat de l'ouest. — *Sénat.* — Séance du 10 avril 1908. — Déclaration du Gouvernement concernant le rachat de l'Ouest.

Renvoi d'ouvriers pour refus de participation aux fraudes sur les vins. — *Chambre des députés.* — Séance du 3 avril 1908. — Rapport fait au nom de la commission des boissons chargée d'examiner l'amendement de M. Ed. Vaillant et plusieurs de ses collègues au projet de loi tendant à prévenir le mouillage des vins et les abus du sucrage, relatif à la situation des ouvriers et employés qui auraient refusé de participer à une fraude sur les vins, par M. Perroche. (Doc. parl. n° 1668).

Repos hebdomadaire. — Amnistie. — *Chambre des députés.* — Séance du 2 avril 1908. — Suite de la discussion sur : 1° le projet de loi relatif à l'amnistie ; 2° la proposition de loi de M. Georges Berry et plusieurs de ses collègues, relative à une amnistie pour les délits et contraventions commis à l'occasion de l'application de la loi sur le repos hebdomadaire ; 3° la proposition de loi de M. Edouard Lockroy et plusieurs de ses collègues, relative à une amnistie pour les contraventions à la loi sur le repos hebdomadaire ; 5° la proposition de loi de MM. Georges Berry et Paul Beauregard (Seine), relative à une amnistie pour les délits et contraventions commis à l'occasion de l'application de la loi sur le repos hebdomadaire. — Adoption.

————— *Sénat.* — Séance du 2 avril 1908. — Dépôt du projet de loi, adopté par la Chambre des députés relatif à l'amnistie. (Doc. parl. n° 107). — Renvoi à la commission d'amnistie. — Séance du 7 avril. — Dépôt du rapport de M. Vagnat. — Séance du 8 avril. — Déclaration de l'urgence. — Insertion ordonnée du rapport du *Journal officiel*. Mise à l'ordre du jour de la prochaine séance. Séance du 9 avril. — Discussion, adoption.

————— *Chambre des députés.* — Séance du 9 avril. — Dépôt du projet de loi adopté par la Chambre des députés, adopté avec modifications par le Sénat, relatif à l'amnistie. — Rapport de M. Lauraine. — Séance du 10 avril. — Discussion, adoption.

Retraites des mineurs. — *Chambre des députés.* — Séance du 9 avril 1908. — Dépôt, par M. Basly, d'une proposition de loi tendant à modifier la loi du 29 juin 1894 sur les caisses de retraites et de secours des ouvriers mineurs. — Renvoi à la commission des mines.

————— *Sénat.* — Proposition de loi adoptée par la Chambre des députés, concernant les retraites des ouvriers mineurs. — Discussion. — Adoption.

Secours de chômage. — *Chambre des députés.* — Séance du 9 avril 1908. — Dépôt, par M. Aristide Boyer, d'une proposition de loi tendant à ouvrir au Ministère de l'intérieur sur l'exercice 1908, un crédit extraordinaire de 50,000 francs, pour venir en aide aux ouvriers de la ville de la Ciotat, victimes du chômage. — Renvoi à la Commission du budget.

————— *Chambre des députés.* — Séance du 9 avril 1908. Dépôt, par M. Delory, d'une proposition de loi tendant à l'ouverture, au Ministère de l'intérieur, d'un crédit extraordinaire de 500,000 francs pour venir en aide aux familles des ouvriers textiles sans travail du département du Nord. — Renvoi à la Commission du budget.

————— *Chambre des députés.* — Séance du 10 avril 1908. — Dépôt, par M. Dejeante, d'une proposition de loi tendant à ouvrir au Ministère de l'intérieur, un crédit de 200,000 francs pour venir en aide aux familles nécessiteuses des ouvriers du bâtiment, victimes du lock-out patronal.

Secours d'extrême urgence. — *Chambre des députés.* — Séance du 7 avril 1908. — Dépôt, par M. le Ministre de l'intérieur d'un projet de loi portant ouverture au Ministère de l'intérieur d'un crédit supplémentaire de 60,000 francs pour secours d'extrême urgence. (Doc. parl. n° 1677.) — Séance du 9 avril. — Rapport de M. Rabier. Déclaration de l'urgence. — Discussion, adoption.

Secours d'extrême urgence. — *Sénat.* — Séance du 9 avril 1908. — Dépôt du projet de loi adopté par la Chambre des députés, portant ouverture d'un crédit supplémentaire de 60,000 francs pour secours d'extrême urgence. (Doc. parl. n° 136.) — Renvoi à la commission des finances. — Rapport de M. Denoix. — Séance du 10 avril. — Discussion, adoption.

Sociétés de secours mutuels. — *Sénat.* — Séance du 1^{er} avril 1908. — Projet de loi autorisant certaines dérogations à la loi du 1^{er} avril 1898, en faveur des sociétés de secours mutuels constituées dans les armées de terre et de mer. — Demande de l'urgence. — Renvoi de la discussion. — Séance du 10 avril. — Déclaration de l'urgence, discussion, adoption.

RENSEIGNEMENTS DIVERS.

Analyse, par département, des renseignements fournis : 1° par les chambres de commerce, les conseils de prud'hommes, les associations patronales, etc.; 2° par les correspondants ⁽¹⁾.

Aisne. — A Bohain, d'après le conseil de prud'hommes, la situation industrielle ne s'est pas améliorée au cours du 1^{er} trimestre 1908, notamment dans le *tissage* et la *broderie*.

A Saint-Quentin, d'après un syndicat patronal, l'activité du travail n'a pas varié dans l'*ameublement*.

Ardennes. — CHAMBRE DE COMMERCE DE SEDAN (année 1907). — D'une façon générale, dans la *draperie*, la fabrique a eu moins d'activité que l'année dernière, la mode délaissant les *draps noirs* pour la *fantaisie*, et l'uni d'Elbeuf ou de Sedan est peu demandé; quelques maisons de Sedan ont ajouté à leur fabrication classique un rayon de *nouveauté*, et des commissions importantes ont répondu à cette création.

La *bouclerie* a eu une vente très active pendant le 1^{er} semestre; la main-d'œuvre inférieure fait défaut.

Dans la *métallurgie*, les petites industries locales sont toujours très prospères. Quant aux industries de transformation, la perspective favorable envisagée à la fin du semestre s'est confirmée, grâce aux commandes de matériel de chemins de fer, et l'on prévoit encore un fond de travail pour une bonne partie de l'année 1908. Mais, en ce qui concerne les commandes de tôles de commerce, le courant en est vivement contrarié par la concurrence étrangère.

CHAMBRE DE COMMERCE DE CHARLEVILLE (année 1907). — Cinq nouvelles *fonderies* de fonte ordinaire se sont créées en 1907 : deux à Revin et trois à Rocroi; de plus une fonderie d'appareils de chauffage, mise en construction au cours du second semestre, à Signy-le-Petit, est entrée en activité dans le courant de décembre. L'état général des affaires de la fonderie, très satisfaisant en 1906 et pendant les 1^{er} et 2^e semestres 1907, a commencé, dès le troisième, à se ressentir sérieusement de la crise qui sévit sur l'industrie automobile; actuellement, il y a pénurie de commandes et des chômages partiels. Les fonderies d'*appareils de chauffage* ou de *cuisine* ont eu un écoulement normal, aidé peut-être par l'arrêt complet en 1906, pendant sept mois, pour cause de grève, d'une fonderie du Centre, occupant un personnel important, et en 1907, pour la même cause, pendant cinq mois, de deux établissements de

⁽¹⁾ Sauf indications contraires, les renseignements se rapportent au 1^{er} trimestre 1908 et émanent des syndicats patronaux.

Revin, occupant ensemble 800 ouvriers. En outre, 14 fonderies sur modèles avaient suspendu le travail à Revin pendant la même période. Les salaires, arrivés à leur maximum au commencement de 1907, semblent devoir se maintenir, sauf, peut-être, en fonderie automobile, où les salaires avaient atteint des taux hors de proportion avec ceux des autres compartiments de la fonderie. L'insuffisance de la main-d'œuvre conduit les usines à augmenter leur moyen d'action par l'installation de machines à mouler, lesquelles donnent d'excellents résultats dans les usines où l'on travaille en série. Les fonderies de cuivre et ateliers de nickelage ont suivi les fluctuations des fonderies importantes de la circonscription, dont elles ne sont en général que des annexes.

Dans les *forges, laminoirs, tréfileries, poinçonneries, clouteries*, etc., la situation satisfaisante du second semestre 1906 s'est maintenue et même accentuée au cours du 1^{er} semestre 1907; mais, pendant le second, la crise de l'automobile a atteint les manufactures d'estampage, les fonderies de fonte et d'acier, les tôleries, etc., et, par contre-coup, les forges et laminoirs qui les alimentaient. Il n'y a aucun chômage dans les forges, mais la main-d'œuvre reste rare. La clouterie mécanique et la clouterie forgée à la main ont une tendance à diminuer; au contraire, les tréfileries, poinçonneries, et, en général, toutes les fabrications dénaturant le fil d'acier, se développent grâce à de nombreux et nouveaux débouchés.

Dans la *chaudronnerie*, la fabrication des châssis d'autos en tôle emboutie a été presque entièrement suspendue. Il en a été de même dans la *petite chaudronnerie*. Dans la *grosse chaudronnerie*, les commandes des compagnies des chemins de fer sont devenues plus rares au 3^e trimestre, et quelques établissements ont dû licencier une partie de leur personnel. Dans la *galvanisation*, la production a été active et l'écoulement s'est effectué dans des conditions normales. Dans les usines métallurgiques de cuivre, les commandes ont été importantes; celles de l'Elhmont, notamment, ont produit leur maximum. Même remarque favorable pour l'usine fabriquant la *colle forte*, qui n'avait plus de stock en magasin à la fin de l'année. Dans celle des *crayons*, les affaires ont été actives, mais la rareté du bois de cèdre a un peu entravé la fabrication.

L'industrie de la *soie artificielle*, qui est de construction récente, prend une importance considérable; on double l'usine, mais la main-d'œuvre est excessivement rare.

Les *tanneries* ont eu des affaires très actives, mais rendues difficiles par les fluctuations anormales des cours des cuirs et poils.

Dans les *filatures de laine*, la production a été active et aurait pu l'être davantage si la main-d'œuvre ne faisait pas défaut; on fait 10 heures par jour, sans chômage.

Dans les *ardoisiers*, la production a été affaiblie dans le bassin de Fumay par suite de la grève de l'Espérance à Haybes, qui a duré de quatre à cinq mois, et immobilisé plus de 200 ouvriers; à Rimogne, elle a été supérieure à celle de l'année dernière. Les salaires ont augmenté dans le bassin de Fumay d'environ 6 p. 100 pour certaines catégories d'ouvriers et jusqu'à 10 p. 100 pour d'autres. Dans les *carrières*, qui occupent 600 ouvriers, la situation ne serait pas favorable, à cause de la concurrence étrangère.

Dans la *scierie et bois de construction*, les salaires tendraient à croître. Dans la *broserie*, ils se sont accrus de 10 p. 100, et le travail n'a pas fait défaut.

Dans l'industrie du *gaz*, la main-d'œuvre a bénéficié d'une nouvelle augmentation de 25 centimes, portant la journée des chauffeurs à 5 fr. 75.

Dans l'*imprimerie-lithographie*, les affaires ont eu un assez bon courant et ne paraissent pas encore se ressentir de la crise industrielle, mais celle du papier les rend fort difficiles; le travail est toutefois général, sans chômage, et l'on fait 9 heures par jour.

Dans la *brasserie*, deux établissements ont fusionné à Mézières et une création s'est faite à Joigny. Une brasserie a substitué à la fermentation haute la fermentation basse, à laquelle l'industrie frigorifique permet une marche raisonnée et des résultats constants.

Dans la *meunerie*, le retour à l'activité, dont les symptômes s'étaient manifestés pendant les derniers mois de 1906, ne s'est pas ralenti: chaque usine a pu travailler à pleine force en utilisant complètement ses moyens de production. Quelques moulins ont fait des essais de nouveaux appareils de broyage dont les résultats ne paraissent pas devoir influencer sensiblement l'organisation actuelle de la meunerie. Les salaires sont en légère augmentation, mais la main-d'œuvre serait de plus en plus rare, faute d'apprentissage.

A Sedan, d'après un syndicat patronal, dans le *bâtiment*, qui compte 59 entrepreneurs syndiqués occupant 400 ouvriers, le travail a été moins abondant qu'en 1907 à pareille époque; on faisait 60 heures fin mars, et le salaire moyen est de 45 centimes l'heure.

Aube. — D'après le conseil de prud'hommes de Troyes, le manque d'activité dans le travail serait général; la *bonneterie* compte 20 p. 100 de chômeurs, la *filature* et la *teinturerie* 10 p. 100. En outre, on annonce la disparition d'une usine de *bonneterie*, occupant environ 300 ouvriers.

Dans le *bâtiment*, d'après un syndicat patronal, qui compte 150 entrepreneurs syndiqués et 1,000 ouvriers, l'activité du travail a été à peu près équivalente à celle du trimestre correspondant de 1907; on faisait 11 heures fin mars. Les salaires sont en hausse de 20 à 30 p. 100 : manœuvres, 42 centimes au lieu de 35; terrassiers, 50 centimes au lieu de 35 et 40; maçons, 55 à 60 centimes au lieu de 45 à 48; tailleurs de pierre, 60 centimes au lieu de 50; charpentiers, 60 centimes au lieu de 50. Les bons ouvriers maçons feraient défaut.

Calvados. — D'après le conseil de prud'hommes de Lisieux, la situation générale de l'industrie aurait été moins bonne qu'au précédent trimestre : l'industrie *lainière* compte 25 p. 100 de chômeurs, la *linière* 35 p. 100; on fait 10 heures dans la première et seulement 8 heures dans la seconde. Dans les *cuirs* et *chaussures*, 20 p. 100 de chômeurs et 10 heures de travail. Le *bâtiment* en comptait 25 p. 100, fin mars.

A Vire, d'après le conseil de prud'hommes, l'activité du travail a été la même qu'au trimestre correspondant de 1907. Les principales industries n'ont pas enregistré de chômage, mais une vingtaine de chutes d'eau de 2 à 4 mètres de hauteur sont depuis longtemps inutilisées.

D'après le conseil de prud'hommes de Condé-sur-Noireau, aucun changement appréciable ne s'est produit dans l'état de l'industrie depuis le précédent trimestre.

D'après des syndicats patronaux : A Caen, dans le *bâtiment*, qui compte 315 entreprises, le travail reste stable, sans chômage depuis plusieurs années; la main d'œuvre serait insuffisante. A Trouville, dans la même corporation, dont les 18 établissements syndiqués occupent 400 ouvriers, le travail aurait été moins abondant d'un tiers qu'en 1907 au 1^{er} trimestre. Comparativement au précédent trimestre la construction de villas a amené une augmentation dans la durée du travail : on faisait de 45 à 65 heures fin mars, selon la corporation, mais le chômage était encore de 30 p. 100 chez les terrassiers, de 10 p. 100 chez les maçons, dont la main-d'œuvre est abondante. Les salaires sont de 0 fr. 50 l'heure pour les maçons, 0 fr. 55 à 0 fr. 60 pour les peintres, 0 fr. 55 pour les menuisiers, et de 0 fr. 35 à 0 fr. 40 pour les terrassiers.

Charente-Inférieure. — D'après le conseil de prud'hommes de Rochefort-sur-Mer, le travail commençait à reprendre fin mars, après avoir été à peu près nul pendant 6 semaines, par suite de grève chez les ouvriers des quais et docks. Le chômage, vu la saison, est normal dans les autres professions.

Également à Rochefort, dans le *bâtiment*, d'après un syndicat patronal, il n'y a pas eu de changement appréciable depuis le précédent trimestre.

Corrèze. — A Tulle, d'après le conseil de prud'hommes, le travail subit un ralentissement accentué, qui se traduit par une moyenne de 15 p. 100 de chômeurs pour l'ensemble des corporations. La durée du travail est passée de 8 à 10 heures par jour dans le *bâtiment*; les salaires flottent entre 0 fr. 40 et 0 fr. 50 l'heure. A Brive, dans la *charpente* et *travaux publics*, dont les 9 établissements syndiqués n'occupent qu'une vingtaine d'ouvriers, on faisait 10 heures fin mars.

Eure. — A Évreux, d'après le conseil de prud'hommes, il n'y aurait apparence de ralentissement que pour le *tissage*; les autres industries ont conservé leur bonne activité du précédent trimestre.

Également à Évreux, d'après des syndicats patronaux : dans la *maréchallerie*, le travail aurait été moins abondant qu'au trimestre correspondant de 1906; la cause particulière en serait le repos légal le dimanche, qui est un jour particulièrement favorable aux cultivateurs pour amener leurs chevaux. La main-d'œuvre est recherchée et les salaires seraient en hausse en raison du repos hebdomadaire, les ouvriers étant payés au mois. Dans l'industrie *fromagère*, qui compte 19 établissements, le travail, qui est satisfaisant, n'a pas varié; sa durée dépend de la température et aussi de la capacité de l'ouvrier; les salaires vont de 45 à 60 francs par

mois, nourri et logé. A Ezy, dans l'industrie des *peignes*, qui compte 45 maisons syndiquées et 600 ouvriers, le travail a été beaucoup moins abondant qu'en 1907 à pareille époque; on fait 48 heures par semaine.

Hérault. — A Montpellier, d'après le conseil de prud'hommes, le travail a été légèrement plus actif que l'an dernier à pareille époque, mais sensiblement moins actif qu'au précédent trimestre. Le chômage était, fin mars, de 25 p. 100 pour l'ensemble des corps de métiers, et exceptionnellement de 50 p. 100 chez les *tailleurs de pierre* et *ravaumeurs*, faute de constructions neuves. Cet état de choses serait dû à la mévente des vins. Même constatation pour Béziers, où le chômage est évalué à 60 p. 100.

A Lodève, d'après le conseil de prud'hommes, le travail est demeuré peu actif dans les manufactures de draps; sa durée quotidienne est tombée à 8 heures; pour les autres corporations, l'activité n'a pas varié.

D'après le conseil de prud'hommes de Cette, la situation est satisfaisante dans l'industrie des *bois du Nord* et *sapins*; mais la *tonnellerie* compte de nombreux chômeurs; le *bâtiment* en accuse 40 p. 100; les *boulangers* 15 p. 100. Chez les *charpentiers de marine*, le travail est très abondant.

D'après un syndicat patronal, dans les *travaux publics*, qui comptent 20 maisons syndiquées occupant 250 ouvriers, le travail a été moins abondant que l'an dernier à pareille époque, et le chômage serait de 60 p. 100; on fait 9 heures par jour pour un salaire variant entre 3 francs, 3 fr. 50, 4 fr. 50 et 5 francs. Deux établissements occupant une vingtaine d'ouvriers ont disparu.

Loire. — D'après le conseil de prud'hommes de Roanne, dans le *tissage mécanique de cotonnade*, principale industrie de la région, les apprêteurs, gareurs et pareurs ont fait la journée pleine; celle des tisseurs a varié: 54 heures en janvier et 7 p. 100 de chômeurs; 48 heures en février et 4 p. 100 de chômeurs; 60 heures en mars et 5 p. 100 de chômeurs.

Les carrossiers et charrons ont fait 60 heures; les charpentiers 48 heures en janvier et février et 3 p. 100 de chômeurs, 60 en mars et 1 p. 100 de chômeurs; les couvreurs 48 heures en janvier et février et 4 p. 100 de chômeurs, 60 heures en mars, sans chômeurs. — Les galochiers et sabotiers 60 heures.

Chez les maçons 48 heures en janvier et février et 8 p. 100 de chômeurs; 60 heures en mars et 4 p. 100 de chômeurs; chez les menuisiers 48 heures en janvier et 54 en février et 2 p. 100 de chômeurs, 60 heures en mars sans chômeurs; chez les mouleurs en métaux 60 heures; chez les plombiers-zingueurs 48 heures en janvier, 54 en février et 60 en mars; chez les potiers, 60 heures; chez les tailleurs de pierres 48 heures en janvier et février et 5 p. 100 de chômeurs, 60 heures en mars et 4 p. 100 de chômeurs; chez les tanneurs-corroyeurs 60 heures.

A Charlieu, d'après le conseil de prud'hommes, le travail fait défaut, et le chômage est évalué à 40 p. 100.

D'après les syndicats patronaux: A Saint-Étienne, dans l'industrie des *tissus et matières textiles*, qui compte 95 établissements syndiqués, le travail est beaucoup moins abondant qu'au trimestre correspondant de 1907; quelques maisons de peu d'importance ont dû liquider; les salaires seraient, en général, meilleurs, mais on compte toujours 60 p. 100 des métiers inactifs. A Roanne, dans les *travaux publics*, qui comptent 48 établissements syndiqués et 250 ouvriers, le travail n'a pas varié sur l'année dernière à pareille époque: comparativement au précédent trimestre la durée du travail est montée à 60 heures. A Saint-Chamond, pour le *bâtiment* dont les 80 maisons syndiquées occupent 450 ouvriers, même activité que l'an dernier à pareille époque; la durée quotidienne du travail, de 8 heures en janvier et de 9 heures en février, est montée à 10 heures en mars. A Chambon-Feugerolles, dans l'industrie des *limes*, qui compte 24 maisons syndiquées occupant 1,600 ouvriers, le travail était moins abondant qu'en 1907 à pareille époque; on fait 60 heures en moyenne, la main-d'œuvre est un peu plus abondante, et le chômage de 5 p. 100.

Loire-Inférieure. — D'après le conseil de prud'hommes de Saint-Nazaire, la situation générale de l'industrie est très satisfaisante, la *métallurgie* et les *constructions navales* étant en pleine activité, ainsi que les travaux de *manutention du port*; le *bâtiment* ne comptait que

10 p. 100 de chômeurs. Cette situation satisfaisante semble devoir se maintenir encore quelque temps.

Marne. — D'après le préfet de la Marne, une usine de tissage a mis en chômage, à la date du 22 mars, son personnel de 550 ouvriers, par suite de réparations d'entretien à exécuter aux chaudières; on prévoyait la reprise du travail pour le 7 mars.

D'après le conseil de prud'hommes de Châlons, l'état de la situation industrielle n'aurait pas subi de variations depuis le précédent trimestre.

D'après des syndicats patronaux à Châlons, dans la *menuiserie*, qui compte 7 établissements syndiqués et 100 ouvriers, travail moins abondant qu'en 1907 à pareille époque; on fait 60 heures par semaine. Dans la *chaux hydraulique et ciments de l'Est*, dont les 15 usines occupent 800 ouvriers, même activité qu'en 1907 au 1^{er} trimestre; on fait 10 heures. Dans l'*horlogerie-bijouterie de détail, statu quo*, sauf pour les salaires qui ont augmenté de 10 p. 100. A Reims, dans le *textile*, l'activité est beaucoup moindre qu'en 1907 à pareille époque et égale comparativement au 4^e trimestre: la cause de cette différence serait due à la baisse sur la matière première. Il en est de même dans la *filature de laine cardée*, où le chômage partiel est de près du vingtième du personnel. A Vitry-le-François, dans le *bâtiment*, qui compte 30 entreprises syndiquées occupant 500 ouvriers, l'activité a été à peu près la même qu'en 1907 à pareille époque, on faisait 10 heures fin mars.

Mayenne. — A Laval, d'après le conseil de prud'hommes, le *tissage du coutil à la main* comptait 25 p. 100 de chômeurs, et le *tissage à la mécanique* 20 p. 100. Dans les *filatures de coton*, la situation est relativement satisfaisante, ainsi que dans les *marbres de l'Ouest*. Le *bâtiment*, en baisse en raison de l'hiver, doit reprendre avec la belle saison.

A Bar-le-Duc, d'après le conseil de prud'hommes, on enregistrait beaucoup d'activité, fin mars, dans les *tissages*, qui occupent un nombreux personnel. La situation des établissements métallurgiques est satisfaisante; et le *bâtiment* reprend activement.

D'après des syndicats patronaux : à Bar-le-Duc, il n'y a pas eu de changement dans l'*industrie fromagère*. A Verdun, dans l'*horlogerie-bijouterie au détail*, l'activité est peu sensible et inférieure comparativement à l'an passé à pareille époque; on fait de 8 à 9 heures par jour pour un salaire de 4 à 6 francs.

Morbihan. — A Lorient, d'après le conseil de prud'hommes, le 1^{er} trimestre 1908 a été marqué par un chômage général dans presque toutes les corporations du *bâtiment*.

D'après des syndicats patronaux : à Lorient, le travail dans la *tannerie* aurait été moitié moins abondant qu'au 1^{er} trimestre 1907, et en diminution sur le quatrième; quatre établissements ont cessé de fonctionner, et il en résulte une grande diminution de main-d'œuvre. Dans la *brosserie*, qui compte 5 établissements syndiqués et 50 ouvriers, le travail a été plus abondant que l'an dernier à pareille époque; les salaires seraient en hausse sur les années précédentes. A Locmariaquer, dans l'*ostréiculture*, le travail a été moins abondant qu'en 1907 à pareille époque; les salaires des femmes ont augmenté de 25 p. 100; la main-d'œuvre est insuffisante.

Orne. — A Alençon, dans le *bâtiment*, qui compte 104 entrepreneurs syndiqués occupant 1900 ouvriers, on faisait en moyenne 60 heures par semaine fin mars. A Laigle, dans l'*horlogerie-bijouterie de détail*, la situation n'a pas changé.

A la Ferté-Macé, d'après le conseil de prud'hommes, le chômage aurait été un peu plus grand dans le tissage de coton; on chôme le samedi, et l'ouvrier à fin de chaîne attend quelque peu.

Puy-de-Dôme. — Dans la circonscription de Clermont-Ferrand, d'après le conseil de prud'hommes, la situation a été bonne; il y a eu peu de chômage et la durée quotidienne du travail a été, comme les trimestres précédents, de 8 à 10 heures, pour un salaire de 3 à 5 francs.

Seine. — RENSEIGNEMENTS COMMUNIQUÉS PAR LA PRÉFECTURE DE POLICE (2^e semestre 1907). — Le tableau suivant donne, pour les principaux établissements de l'industrie, l'ef-

fectif des ouvriers employés à la fin des 2^e, 3^e et 4^e trimestres 1907, avec l'indication de la durée courante et des salaires pendant le 2^e semestre de 1907.

	NOMBRE d'établis- sements consi- dérés.	NOMBRE D'OUVRIERS OCCUPÉS			DURÉE du travail quotidien en heures.	SALAIRES quo- tidien (hommes)
		fin juin 1907.	fin sep- tembre 1907.	fin déc- embre 1907.		
Grands ateliers de chemin de fer.....	5	8,498	8,498	8,498	10	4 ⁽⁵⁾ 50 à 9.
Gaz.....	5	2,020	2,065	2,335	"	"
Constructions mécaniques.....	25	5,593	5,753	5,888	10	12 ⁽¹⁾ .
Charpentiers en fer.....	8	555	545	545	10	7 à 10.
Serrurerie.....	12	1,420	1,420	1,435	10	6 à 9.
Chaudronnerie et ferblanterie.....	12	1,525	1,495	1,490	10	6 à 9.
Fonderies.....	17	1,930	1,895	1,985	10	9 ⁽²⁾ .
Chemin de fer métropolitain (ateliers).....	1	300	450	600	10	7,25.
Compagnie générale des voitures à Paris....	1	400	400	400	"	"
Compagnie générale des omnibus (ateliers)...	1	356	356	356	10	5 à 9.
Vélocipédie.....	5	1,940	1,930	1,900	10	12 ⁽¹⁾ .
Automobilisme.....	12	8,090	7,945	7,545	10	9 à 12.
Bronzes d'art et d'ameublement.....	8	552	552	547	10	8 ⁽²⁾ .
Petits bronzes dits de piété.....	3	47	49	50	"	"
Horlogerie, mécanique et instruments de pré- cision.....	12	2,584	2,556	2,590	10	10 ⁽¹⁾ .
Bijouterie en doublé.....	6	795	800	795	10	6 à 10.
Joaillerie et orfèvrerie.....	3	475	465	465	10	5 à 10.
Menuiserie et scieries mécaniq. (ameublement)...	11	890	890	890	10	5 à 9.
Ébénisterie.....	7	846	875	720	10	8 ⁽²⁾ .
Tapisserie.....	5	607	612	607	10	7 ^(2 et 3) .
Pianos et orgues.....	6	1,170	1,170	1,170	10	7 à 9.
Papiers peints.....	4	870	840	805	10	8,50.
Couleurs, vernis, produits chimiques.....	3	330	330	330	10	5 à 7,50.
Chapellerie et matières s'y rapportant.....	6	540	540	540	8 à 10	6 et 7,50
Vêtements sur mesure.....	7	239	239	249	10	8 à 9.
Couture et confection.....	22	5,387	5,905	5,716	10	4 à 6.
Lingerie et chemiserie.....	10	1,315	1,295	1,317	10	5,50 à 6.
Fleurs et plumes.....	3	760	720	640	10	3 à 6,50 ⁽⁴⁾
Passenteries et câblés à coudre.....	5	1,040	1,040	1,040	10	4 à 7.
Boutons.....	6	610	590	615	10	6 à 7 ⁽⁵⁾ .
Teinture et blanchisserie.....	5	872	272	265	10	7,50 ^(2 et 6)
Typographie et lithographie.....	16	4,715	4,688	4,743	10	6 à 10.
Reliure et brochage.....	5	1,475	1,430	1,485	10	8 ⁽¹⁾ .
Fonderies de caractères.....	7	695	690	720	10	5 à 8,50.
Carrosserie.....	9	605	570	595	10	8 ⁽²⁾ .
Sellerie.....	3	122	122	127	10	7 ⁽²⁾ .
Charronnerie.....	4	530	535	525	10	5 à 9.
Tannerie, mégisserie, maroquinerie.....	13	1,010	1,170	1,135	10	7 à 8,50 ⁽⁷⁾
Chaussures.....	10	3,390	3,410	3,340	10	5 à 7,50 ⁽⁸⁾
Caoutchouc et jouets.....	3	340	490	590	10	7 ^(2 et 9) .
Raffineries.....	5	3,980	3,910	3,940	10	4 à 6 ⁽¹⁰⁾ .
Confiseries, chocolateries et conserves alimen- taires.....	10	4,250	5,295	4,875	10	5 à 7 ⁽¹¹⁾ .
Emballage et cartonnage.....	9	590	590	605	10	8 ⁽²⁾ .
Chiffons en gros.....	4	960	930	930	10	5 à 7 ⁽¹²⁾ .

L'édilité parisienne, au cours du 2^e semestre 1907, a promulgué huit décrets ayant pour objet des travaux d'utilité publique, tels que reconstruction ou agrandissement d'écoles et d'hôpitaux, et modifications d'alignements de rues. Onze enquêtes ont été ouvertes sur des

(1) Maximum. (2) Moyenne. (3) Les femmes, 4 francs au maximum. (4) Ouvrières. (5) Les femmes, 20 francs en moyenne par semaine. (6) Les femmes 3 fr. 50 (7) Les femmes, 3 et 4 francs. (8) Les femmes jusqu'à 3 francs. (9) Les femmes, 2 à 3 fr. 50. (10) Les femmes 2 à 3 francs. (11) Les femmes de 2 fr. 50 à 4 francs. (12) Les femmes de 2 à 3 francs.

travaux importants, et il a été procédé à une douzaine d'adjudications, dont les évaluations varient entre 2,131,000 et 34,700 francs. Le bâtiment a donné un courant assez favorable à ses diverses corporations. Les demandes en autorisation de bâtir ont atteint le chiffre total de 370, soit une moyenne mensuelle de 61 autorisations; le plus fort chiffre a été atteint en juillet avec 93 autorisations et le plus petit en novembre avec 41; en décembre il était remonté à 62. Le premier semestre avait enregistré 414 autorisations.

Dans les grands ateliers de chemins de fer l'activité est restée égale à celle des deux trimestres précédents; les effectifs n'ont pas varié. Dans les ateliers du Métropolitain, l'activité a été très grande et s'est traduite par une augmentation sensible des effectifs: 600 fin décembre contre 300 fin juin. Même remarque pour la Compagnie du gaz qui, vu la saison d'hiver, a porté ses effectifs de 2,020 fin juin à 2,335 fin décembre.

Chez les constructeurs-mécaniciens, la seconde période semestrielle aurait été excellente; quelques ateliers ont fait des embauchages importants et la moyenne des effectifs pour les deux derniers trimestres a été plus forte que celle de juin. Dans les charpentiers en fer, les transactions ont été bonnes et les effectifs se sont à peu près maintenus. Chez les serruriers, la main-d'œuvre n'a subi aucun ralentissement et son chiffre s'était augmenté de 15 unités à la fin de décembre. Chez les chaudronniers et ferblantiers, le travail a permis de conserver une grande partie du personnel, dont le chiffre moyen semestriel n'a été que peu inférieur à celui de juin. Dans les fonderies, le courant a été excellent: grosses couleries et fonderies de divers métaux ont fonctionné sans interruption; une maison a porté son effectif de 300 ouvriers, fin juin, à 400, fin décembre. Dans les bronzes d'art et d'ameublement, le courant s'est bien maintenu, sans diminution appréciable dans les effectifs. Les fabricants d'objets dits de piété, avaient une légère augmentation de personnel fin décembre.

La construction vélocipédique a conservé une grande activité, mais avec un chiffre de main-d'œuvre un peu inférieur au précédent semestre. Dans l'automobile, les commandes ont été diversement réparties, et quelques bonnes maisons ont dû congédier une grande partie de leur personnel; une d'entre elles, notamment, n'occupait plus, fin décembre, que 1,300 ouvriers au lieu de 1,850, fin septembre. Par contre, une autre, qui a transféré ses ateliers à Suresnes, a augmenté sa main-d'œuvre de 150 unités.

Dans l'horlogerie, la mécanique de précision, les appareils électriques et instruments de chirurgie, la moyenne semestrielle aurait été excellente; le total de l'effectif de septembre, qui était en baisse d'une trentaine d'unités sur juin, s'est relevé avec un léger avantage, fin décembre. La bijouterie en double a bien maintenu son activité du troisième trimestre. La joaillerie et orfèvrerie n'a eu qu'une légère diminution de main-d'œuvre.

Chez les menuisiers et dans les scieries mécaniques, les effectifs n'ont pas varié depuis six mois. Dans l'ébénisterie, la première partie du semestre a été particulièrement favorisée; vers la fin, un léger ralentissement s'est fait sentir, qui a eu pour effet la réduction des effectifs. Chez les tapissiers, il n'y a pas eu de changement appréciable. Même remarque chez les facteurs d'orgues et pianos, qui ont eu un courant très soutenu.

Chez les fabricants de papiers peints, il y avait diminution sensible de personnel, fin septembre sur fin juin, laquelle s'est légèrement accentuée fin décembre. Chez les fabricants de couleurs, vernis et produits chimiques, la main-d'œuvre est restée stationnaire, avec une bonne moyenne de travail.

Dans la chapellerie et matières premières pour chapellerie, même activité qu'au précédent semestre. Chez les tailleurs sur mesure, le total des effectifs s'est légèrement accru au quatrième trimestre. Les couturières et confectionneuses ont bénéficié d'un très bon semestre; la main-d'œuvre avait très sensiblement augmenté fin septembre sur fin juin; elle était encore supérieure fin décembre, mais en diminution sur fin septembre. Dans la lingerie et chemiserie, la main-d'œuvre, légèrement en baisse fin septembre sur fin juin, était égale à ce dernier trimestre fin décembre. Dans les fleurs et plumes, l'animation n'a pas été aussi grande qu'au trimestre précédent; la diminution de la main-d'œuvre, déjà sensible fin septembre sur fin juin, était encore plus accentuée fin décembre.

Dans les passementeries et câblés à coudre, la bonne activité du deuxième trimestre s'est constamment maintenue pendant tout le second semestre. Chez les fabricants de boutons, le quatrième trimestre a enregistré une légère augmentation de personnel sur celui de juin. Chez les teinturiers et blanchisseurs, on se montre satisfait. Une maison occupant environ 600 ouvriers, a transféré son exploitation à Issy-les-Moulineaux.

Dans la typographie et lithographie, la main-d'œuvre, légèrement en baisse au troisième

trimestre sur celui de juin, a atteint son maximum au quatrième trimestre. Même remarque dans la *reliure et brochure*, Dans les *fonderies de caractères*, la production demeure soutenue et avantageuse; les ateliers avaient leurs effectifs au grand complet, fin décembre.

Dans la *carrosserie*, la main-d'œuvre, en diminution assez sensible fin septembre sur fin juin, atteignait presque son maximum fin décembre. Dans la *sellerie*, le courant est resté régulier et satisfaisant. Dans la *charromerie*, même remarque.

Dans la *tannerie, chênisterie, maroquinerie*, la main-d'œuvre a marqué, au troisième trimestre, une reprise appréciable, et le quatrième, quoique moins actif, a conservé une avance sur le deuxième. Dans les manufactures de *chaussures*, le maximum de main-d'œuvre a été atteint au troisième trimestre; le quatrième a été un peu plus faible que le deuxième.

Dans les manufactures de *caoutchouc et jouets*, la main-d'œuvre s'est accrue en septembre; en décembre elle atteignait son maximum avec une augmentation de cent ouvriers, malgré la disparition d'une maison fin octobre.

Dans les *raffineries*, le trimestre de septembre a été un peu moins actif que celui de juin; en décembre il y a eu un peu plus d'activité; dans les *confiseries, chocolateries* et fabriques de *conserves alimentaires*, le troisième trimestre a été de beaucoup plus actif que le second, une importante maison ayant augmenté, fin juin, son personnel de 700 unités; le quatrième trimestre, bien que moins actif que le troisième, a conservé une bonne avance sur le deuxième.

Dans l'*emballage et cartonnage*, la situation se serait maintenue excellente, on constatait une légère augmentation de personnel fin décembre. Dans les *chiffons en gros*, la main-d'œuvre n'a pas varié au cours du semestre; elle était un peu inférieure à celle du deuxième trimestre.

Envisagée au point de vue du *commerce en gros*, la situation a été assez satisfaisante dans la *draperie et mercerie*; très prospère dans le *blanc* et la *bonneterie*, ainsi que dans les *soirées*, surtout en fin d'année. Les nouveautés pour dames ont réalisé une excellente moyenne.

Les grands magasins de détail ont une vente active et fructueuse.

Le mouvement dans les établissements meublés de Paris a été en diminution de 6,216 voyageurs français sur le semestre correspondant de 1906 (383,670 contre 389,886) et en augmentation de 7,230 pour les voyageurs étrangers (251,308 contre 244,078).

D'après des syndicats patronaux¹ : à Paris, dans les *travaux publics*, qui comptent 365 entrepreneurs syndiqués, l'activité du travail n'a pas varié comparativement au trimestre correspondant de 1907; on faisait de 50 à 60 heures par semaine fin mars; les salaires ont augmenté de 0 fr. 05 à 0 fr. 10 l'heure dans certains chantiers. Dans la *peinture en décors*, qui compte 13 maisons syndiquées occupant 60 à 70 ouvriers, le travail a été un peu plus abondant qu'en 1907 à pareille époque; on faisait 50 heures par semaine fin mars, et les salaires varient entre 1 et 1 fr. 20 l'heure.

Dans la *fonderie de cuivre*, qui compte 170 établissements syndiqués, le travail a été beaucoup moins abondant qu'au premier trimestre 1907 et en diminution comparativement au quatrième. Dans l'importante industrie des *cycles*, dans les 101 maisons syndiquées occupant 25,000 ouvriers, l'activité est restée régulière. Dans l'*automobile*, qui compte 287 maisons syndiquées et 150,000 ouvriers, le travail a été sensiblement moins abondant : la cause en serait la crise financière, qui atteint toutes les industries de luxe. Dans la *serarerie*, qui compte 97 maisons occupant 508 ouvriers, le travail a été moins abondant qu'en 1907 à pareille époque et égal comparativement au précédent trimestre; on fait 60 heures et les salaires ont augmenté de 5 p. 100. Dans la *littérie*, peu d'activité. Chez les fabricants de *chaines*, travail moins abondant d'un tiers depuis février et mars; on fait 60 heures. Chez les fabricants de *jumelles* qui, au nombre de 22, occupent 1,600 ouvriers, travail moins abondant qu'en 1907 à pareille époque et en diminution sur le précédent trimestre; on ne faisait plus que 54 heures par semaine au lieu de 60. Chez les fabricants d'*instruments d'optique*, au nombre de 80 syndiqués, on fait 60 heures. Dans la *maréchalerie*, qui compte 58 établissements syndiqués, occupant 425 ouvriers, travail moins abondant qu'au trimestre correspondant de 1907; on fait 60 heures.

⁽¹⁾ Les syndicats patronaux qui ont fourni les renseignements qui suivent ont tous leur siège dans le département de la Seine, mais plusieurs d'entre eux ont des adhérents répartis sur tout le territoire français.

Chez les fabricants de *billards*, qui comptent 30 maisons syndiquées occupant 300 ouvriers, la journée a dû être réduite d'une heure, faute de commandes. Dans la *sparterie*, dont les 8 maisons syndiquées occupent 1,500 ouvriers, le travail est moins abondant qu'en 1907 à pareille époque; on fait 60 heures. Dans la *vannerie*, dont les 30 maisons syndiquées occupent 3,000 ouvriers et ouvrières, travail plus abondant qu'au premier trimestre 1907, et égal comparativement au trimestre précédent; les salaires seraient en hausse. Dans la *charronnerie*, moins d'activité qu'en 1907 à pareille époque; les salaires sont de 0 fr. 50 à 1 franc l'heure.

Dans la *confection pour hommes*, il y a eu peu de chômage, et le travail a été moins abondant qu'à l'époque correspondante de 1907. Chez les *tailleurs sur mesure*, le travail a été en baisse sur l'année dernière à la même époque, et égal comparativement au précédent trimestre; les ouvriers à l'heure font 60 heures par semaine. Dans l'industrie des *boutons*, qui compte 36 maisons syndiquées et de 25,000 à 30,000 ouvriers et ouvrières, l'activité a été beaucoup moindre qu'en 1907 au premier trimestre, et en baisse sur le quatrième : cet état de choses est dû à la crise financière. Dans les *équipements militaires*, il n'y a pas eu de modification. Dans les *lavoirs publics* de Paris et du département de la Seine, dont les patrons syndiqués sont au nombre de 400, occupant 1,500 ouvrières et ouvriers, la situation serait plutôt meilleure qu'en 1907, à pareille époque; la moyenne journalière est de 12 heures, sauf pour les trois derniers jours de la semaine, où elle est moindre.

Dans l'*imprimerie-lithographie*, qui compte 175 patrons syndiqués et 4,000 ouvriers et ouvrières, le travail s'est maintenu égal; on fait 60 heures. Dans le *papier*, qui compte 194 maisons syndiquées, le travail était toujours abondant, avec tendance à ralentissement; on prévoit l'installation d'une grande usine à bref délai, dans la région de Lyon; le repos hebdomadaire est compensé par des indemnités aux ouvriers. Dans la *papeterie*, qui compte 155 maisons syndiquées, occupant 450 ouvriers et ouvrières, le travail a été moins abondant qu'en 1907 à pareille époque; on fait 60 heures par semaine. Chez les *dessinateurs pour étoffes et papiers peints*, dont les 28 maisons syndiquées occupent 350 ouvriers, le travail, qui dépend de la mode, a été moins abondant qu'au premier trimestre 1907; comparativement au quatrième, la durée hebdomadaire du travail a légèrement augmenté; on faisait 54 heures fin mars. Dans l'industrie des *toiles cirées*, qui compte 12 maisons syndiquées occupant 1,850 ouvriers, le travail a été moins abondant qu'en 1907 à pareille époque; on fait 54 à 60 heures par semaine, suivant les établissements.

Dans les *verreries à bouteilles* de France, dont les 37 établissements syndiqués comptent 18,000 ouvriers, le travail a été moins abondant qu'au trimestre correspondant de 1907; les salaires seraient en hausse dans la région du Nord et stationnaires dans le Centre et le Midi; comparativement au dernier trimestre 1907, il y aurait plutôt diminution de la durée du travail.

Dans l'industrie de la *confiture*, qui compte 23 maisons syndiquées et 1,900 ouvriers et ouvrières, le travail a été moins abondant qu'en 1907 à la même époque; on fait 60 heures par semaine. Dans l'industrie de la *colle*, qui compte 80 maisons syndiquées occupant 2,500 ouvriers; on fait 60 heures, et le travail a été moins abondant qu'au trimestre correspondant de 1907.

Chez les *horticulteurs*, le travail demeure régulier et normal; les salaires seraient en hausse.

A Arcueil-Cachan, dans la *blanchisserie*, qui compte 57 établissements syndiqués et 800 ouvriers et ouvrières, le travail est régulier, mais le recrutement de la main-d'œuvre serait difficile; on fait 60 heures par semaine.

Analyse, par département, des renseignements fournis par les syndicats ouvriers.

(Renseignements fournis à la date du 15 avril.)

1. — **Ain.** — A Bourg, 3 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*.

A Oyonnax, 30 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les ouvriers en *peignes*; pas de chômeurs, 60 heures, dans le *bâtiment*.

A Saint-Genis-Pouilly, chômage presque complet chez les *diamantaires du pays de Gex*.
A Serrières-de-Briord, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *tullistes*.
A Thoiry, 30 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *tailleurs de pierres*.

2. — **Aisne.** — A Saint-Quentin, pas de changement chez les *ouvriers du piquage de cartons*; travail peu satisfaisant chez les *tisseurs*; pas de chômeurs chez les *ouvrières de l'aiguille*; pas de chômeurs chez les *paveurs*; pas de chômeurs chez les *tullistes*; travail satisfaisant chez les *tullistes en guipure*; travail peu satisfaisant, 58 heures, chez les *menuisiers*; pas de chômeurs, 63 heures, chez les *maçons*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *couvreurs*; pas de chômeurs chez les *employés, voyageurs et dessinateurs*; pas de chômeurs chez les *employés du commerce et de l'industrie*; 3 p. 100 de chômeurs chez les *chauffeurs-conducteurs*.

A Château-Thierry, travail satisfaisant, 60 heures, chez les *ouvriers en instruments de musique*.

A Chauny, pas de chômeurs, 72 heures, chez les *ouvriers des produits chimiques*.

A Clallies, pas de chômeurs, 42 heures, chez les *verriers*.

A Folembray, travail peu satisfaisant, 56 heures, chez les *verriers à bouteilles*.

A Guise, travail peu satisfaisant, 60 heures, chez les *mouleurs*.

A Soissons, pas de chômeurs, 66 heures, chez les *mécaniciens*.

A Vaux-sur-Laon, pas de chômeurs, 66 heures, dans le *bâtiment*.

A Villers-Cotterets, pas de chômeurs, 72 heures, chez les *ouvriers du bois*.

3. — **Allier.** — A Commentry, travail peu satisfaisant, 66 heures, chez les *métallurgistes*; pas de chômeurs chez les *maçons et manœuvres*.

A Gannat, pas de chômeurs dans le *bâtiment*.

A Montluçon, 20 p. 100 de chômeurs chez les *ouvriers en cuirs*.

A Moulins, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *maçons*; travail satisfaisant, 60 heures, chez les *peintres et plâtriers*.

A Saint-Aubin-le-Monial, 11 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *scieurs de long*.

A Saint-Yorre, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *sourciers*.

A Vichy, 33 p. 100 de chômeurs chez les *garçons restaurateurs-limonadiers*.

Chez les *travailleurs agricoles*: pas de chômeurs à Besson, Bressolles, Buxières-les-Mines, Meillard, Molinet; 27 p. 100 à Neuilly-le-Réal; pas de chômeurs à Saligny, Tronget.

Chez les *bûcherons*: 11 p. 100 de chômeurs à Bourbon-l'Archambault; 37 p. 100 à Couleuvres; 54 p. 100 à Francheuse; 41 p. 100 à Isles et Bardais; 62 p. 100 de chômeurs à Lurcy-Lévy; pas de chômeurs à Monbeugny; 50 p. 100 de chômeurs à Neure; 10 p. 100 à Pouzy-Mézangy; pas de chômeurs à Saint-Voir; pas de chômeurs à Vaumas; pas de chômeurs à Ygrande.

Chez les *mineurs*: pas de changement à Deneuille-les-Mines; pas de chômeurs, 52 heures, à Montcombroux; pas de chômeurs 54 heures, à Montvicq; travail peu satisfaisant, 54 heures, à Saint-Hilaire.

4. — **Alpes (Basses-).** — A Digne, 14 p. 100 de chômeurs, 50 à 55 heures, chez les *ouvriers du bâtiment*.

A Saint-Maime, pas de chômeurs, 57 heures, chez les *mineurs*.

5. — **Alpes (Hautes-).** — A Briançon, pas de chômeurs, 66 heures, dans le *bâtiment*.

6. — **Alpes-Maritimes.** — A Nice, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *employés pour l'éclairage au gaz et à l'électricité*; 22 p. 100 de chômeurs, 48 heures, chez les *typographes*; 34 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *aides-cimentiers*; pas de chômeurs, 48 heures, chez les *ouvriers du port*; pas de chômeurs chez les *infirmiers*.

A Cannes, 60 p. 100 de chômeurs chez les *ouvriers du port*.

A Contes-les-Pins, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *ouvriers en chaux*.

A Vallauris, 1 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *potiers*; travail satisfaisant, 50 heures, chez les *engobeuses de poterie*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *enfourneurs*.

7. — **Ardèche.** — A Annonay, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *papetiers*

60 p. 100 de chômeurs, 30 à 40 heures, chez les *mégissiers de rivière* ; 70 p. 100 de chômeurs chez les *mégissiers-palissonneurs* ; 20 p. 100 de chômeurs, 48 heures, chez les *menuisiers, charpentiers et ébénistes* ; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *peintres et plâtriers*.

A Largentière, pas de chômeurs, 59 heures, chez les *tisseurs*.

A Serrières, 4 jours de travail par semaine chez les *chapeliers-fouleurs*.

A Vals, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *terrassiers et manœuvres* des eaux minérales.

8. — **Ardennes.** — A Fumay, pas de chômeurs chez les *ardoisiers*.

A Charleville, travail peu satisfaisant, 75 à 95 heures, chez les *camionneurs*.

A Fumay, pas de chômeurs, 44 heures, chez les *ouvriers mineurs*.

A Haybes-sur-Meuse, pas de chômeurs, 44 à 58 heures, chez les *ardoisiers*.

A Mézières, pas de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*.

Chez les *tisseurs* : 33 p. 100 de chômeurs à Daigny ; pas de chômeurs, 60 heures, à Illy ; pas de chômeurs, 54 à 60 heures, à Saint-Menges ; pas de chômeurs, 60 heures, à Sedan ; 10 p. 100 de chômeurs, 60 heures, à Floing.

Chez les *métallurgistes* : pas de chômeurs à Bourg-Fidèle ; pas de chômeurs, 60 heures, à Braux ; moins de 1 p. 100 de chômeurs, 60 à 72 heures, à Frommelennes ; 3 p. 100 de chômeurs, 60 heures, à Fumay ; pas de chômeurs, 50 heures, aux Mazures.

Chez les *mouleurs* : pas de changement à Hiraumont-en-Rocroy ; 7 p. 100 de chômeurs, 60 heures, à Monthermé-Laval-Dieu ; 25 p. 100, 50 heures, à Renwez ; 50 à 60 heures, travail pas très satisfaisant à Rocroy.

9. — **Ariège.** — A Lavelanet, 2,6 p. 100 de chômeurs chez les *tisseurs*.

10. — **Aube.** — A Troyes, 1 jour de chômage par semaine chez les *ouvriers de la filature* ; 11 p. 100 de chômeurs, chez les *débardeurs*.

11. — **Aude.** — A Carcassonne, 8 p. 100 de chômeurs, 77 heures, chez les *cuisiniers* ; pas de chômeurs, 60 heures, dans l'*habillement* ; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *menuisiers-ébénistes* ; 2 p. 100 de chômeurs, 60 heures, dans le *bâtiment* ; 3 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *comptables et employés de commerce* ; 2 p. 100 de chômeurs, 66 heures, chez les *employés* ; travail satisfaisant chez les *gens de maison*.

A Narbonne, 28 p. 100 de chômeurs, 78 heures, chez les *boulangers* ; 15 p. 100 de chômeurs chez les *tonneliers* ; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *maréchaux-ferrants* ; 18 p. 100 de chômeurs, 54 heures, dans le *bâtiment*.

En ce qui concerne les *ouvriers agricoles, cultivateurs, etc.* : pas de chômeurs à Argeliers ; 25 p. 100 à Azille ; 31 p. 100 à Canet ; 6 p. 100 à Capendu ; 8 p. 100 à Castelnau-d'Aude ; pas de chômeurs à Cuxac-d'Aude ; pas de chômeurs à Fabrezan ; pas de chômeurs à Ferrals ; pas de chômeurs à Fraisse-les-Corbières ; 15 p. 100 de chômeurs à Gruissan ; pas de chômeurs à Homps ; pas de chômeurs à Maillac ; pas de chômeurs à Peyriac-de-Mer ; pas de chômeurs à la Redorte ; pas de chômeurs à Roubia ; pas de chômeurs à Saint-Frichoux ; 5 p. 100 de chômeurs à Saint-Marcel ; pas de chômeurs aux Salles-d'Aude ; 9 p. 100 de chômeurs à Trèbes ; pas de chômeurs à Villegly.

12. — **Aveyron.** — A Millau, 72 p. 100 de chômeurs, 50 à 60 heures, chez les *mégissiers-chamoiseurs* ; 47 p. 100 de chômeurs chez les *palissonneurs-mégissiers* ; 25 p. 100 de chômeurs, 30 heures, chez les *palissonneurs en couleur* ; 62 p. 100 de chômeurs, 35 heures, chez les *teinturiers en peaux*.

A Decazeville, pas de chômeurs, 60 heures, dans le *bâtiment*.

13. — **Bouches-du-Rhône.** — A Marseille, 30 p. 100 de chômeurs, chez les *cuisiniers de terre et de mer* ; 11 p. 100 de chômeurs chez les *cuisiniers navigateurs du port* ; 13 p. 100 de chômeurs, 72 heures, chez les *confiseurs-pâtisseries* ; 8 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *bouchers, tripiers et boyaudiers* ; 20 p. 100 de chômeurs, 112 heures, chez les *garçons bouchers et charcutiers* ; 11 p. 100 de chômeurs, 72 heures, chez les *liquoristes* ; 5 p. 100 de chômeurs chez les *maîtres d'hôtel et garçons navigateurs*, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *ouvriers de raffineries de sucre*.

36 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *savonniers*; 17 p. 100 de chômeurs, 72 à 84 heures chez les *ouvriers des huileries*.

Pas de chômeurs chez les *selliers-bourrelliers*; 6 p. 100 de chômeurs, chez les *ouvriers en crins*.

Pas de chômeurs dans la *chapellerie en paille*.

Travail satisfaisant, 60 heures, chez les *charpentiers*; 30 p. 100 de chômeurs chez les *calfs et perceurs*; 40 p. 100 de chômeurs chez les *ouvriers des enclos de bois*; 12 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *démolisseurs de navires*; 20 p. 100 chez les *ouvriers en meubles*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *carrossiers*.

15 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *mouleurs*; 4 p. 100, 60 à 72 heures, chez les *mécaniciens*; 2 p. 100 de chômeurs chez les *forgerons*.

Pas de chômeurs, 50 à 60 heures, chez les *maçons des travaux d'art publics*, 30 p. 100 de chômeurs chez les *carreleurs*; 13 p. 100 chez les *cimentiers-gâcheurs*; 56 p. 100 de chômeurs chez les *peintres*; travail satisfaisant, 60 heures, 55 heures, chez les *marbriers*.

Pas de chômeurs chez les *garçons cochers de fiacre*; 3 p. 100 de chômeurs chez les *comptables professionnels*; 3 p. 100 de chômeurs chez les *employés de commerce*; travail satisfaisant chez les *sténographes de commerce*; chômage complet chez les *machinistes des théâtres*; 6 p. 100 de chômeurs chez les *chauffeurs-conducteurs mécaniciens-automobilistes*; 10 p. 100 de chômeurs chez les *coiffeurs*.

A Aix, 10 p. 100 de chômeurs chez les *boulangers*.

A Arles, 33 p. 100 de chômeurs chez les *pêcheurs*.

A Aubagne, travail non satisfaisant, 24 heures, chez les *tonneliers*.

A Berre, travail peu satisfaisant chez les *pêcheurs*.

A la Ciotat, 10 p. 100 de chômeurs chez les *boulangers*.

A Fontvieille, 36 p. 100 de chômeurs, 42 heures, chez les *carriers*.

Aux Martigues, travail satisfaisant chez les *pêcheurs*.

A Port-Saint-Louis-du-Rhône, 35 p. 100 chômeurs chez les *ouvriers du port*.

Chez les *mineurs* : pas de chômeurs à Valdonne (commune de Bourine); 5 jours par semaine à Fuveau; travail satisfaisant, 48 heures, à Gardanne; pas de chômeurs, 54 heures, à Saint-Savournin; 60 heures, à Trets.

14. — **Calvados.** — A Caen, travail satisfaisant, 54 heures, chez les *typographes*; travail satisfaisant, 54 heures, chez les *lithographes*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *menuisiers, charpentiers et ouvriers en meubles*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *mécaniciens*; pas de chômeurs chez les *employés*.

A Condé-sur-Noireau, pas de chômeurs dans l'*industrie cotonnière*.

A Guibray, pas de chômeurs dans la *bonneterie*.

A Lisieux, pas de changement chez les *boulangers*; pas de chômeurs, 48 à 60 heures, chez les *liniers et lainiers*.

15. — **Cantal.** — A Aurillac, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *galochiers*; 25 p. 100 de chômeurs dans le *bâtiment*.

A Champagnac-les-Mines, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *mineurs*.

16. — **Charente.** — A Cognac, 64 p. 100 de chômeurs, 48 heures, chez les *tonneliers*; 5 p. 100 de chômeurs, chez les *fabricants de caisses*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *tailleurs de pierres et maçons*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *couvreurs*; pas de chômeurs, 85 heures, chez les *tuiliers-céramistes*; 25 p. 100 de chômeurs chez les *ouvriers des quais*; pas de chômeurs chez les *employés de commerce*.

17. — **Charente-Inférieure.** — A Rochefort, 25 p. 100 de chômeurs, 85 à 100 heures, chez les *boulangers*; 6 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*; pas de chômeurs chez les *arrimeurs*; pas de chômeurs chez les *musiciens*.

A Marans, pas de chômeurs chez les *ouvriers des docks*.

A la Rochelle, pas de chômeurs, 63 et 84 heures, chez les *ouvriers en engrais chimiques*.

A Saint-Séverin, pas de chômeurs chez les *bûcherons*.

18. — Cher. — A Bourges, pas de chômeurs, 60 heures, chez les ouvriers de l'usine à gaz; travail plus abondant chez les *charpentiers*; pas de chômeurs, 66 heures, chez les *tailleurs de pierres*; pas de chômeurs chez les *employés*.

A Chalivoy-Milon, pas de chômeurs chez les *carriers*.

A Châteaumeillant, pas de chômeurs chez les *maçons*.

A Dun-sur-Auron, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *maçons, aides-maçons et tailleurs de pierres*.

A Graçay, 20 p. 100 de chômeurs, 66 heures, dans le *bâtiment*.

A la Guerche-sur-l'Aubois, 50 heures, dans le *bâtiment*.

A Mazières, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *métallurgistes*.

A Nérondes, pas de chômeurs chez les *ouvriers agricoles*; pas de chômeurs, 63 heures, dans le *bâtiment*.

A Saint-Amand, 53 heures chez les *bijoutiers*; 34 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *maçons*.

A Saint-Loup-de-Chaumes, 22 p. 100 de chômeurs chez les *ouvriers agricoles*.

A Sancoins, 4 p. 100 de chômeurs, 55 heures, dans le *bâtiment*.

A Vallenay, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *carriers*.

A Vierzon, travail satisfaisant chez les *ouvriers en métaux*.

Chez les *chaufourniers*: travail satisfaisant, 66 heures, à Jouet-sur-l'Aubois; pas de chômeurs, 66 heures, à la Guerche-sur-l'Aubois; pas de chômeurs, 66 heures, à Torteron.

En ce qui concerne les *bûcherons*, pas de chômeurs à Apremont; pas de chômeurs à Arpheuilles, à Brécy, à Chambon, à la Chapelle; 20 p. 100 à la Chapelle-Hugon; pas de chômeurs à Charenton-du-Cher; 29 p. 100 à Cours-les-Barres; pas de chômeurs à Farges-en-Septaine, à Feux; pas de chômeurs à Flavigny; pas de chômeurs à Groises; chômage complet à Grossouvre; pas de chômeurs à Ivoy-le-Pré; 49 p. 100 à Jouet-sur-l'Aubois; 3 p. 100 de chômeurs à Loye; 66 p. 100 de chômeurs à Meillan; pas de chômeurs à Morlac; 7 p. 100 Mornay-Berry; pas de chômeurs à Sancergues; 20 p. 100 à Sancoins; 40 p. 100 à Sarrue; 4 p. 100 à Torteron; 34 p. 100 de chômeurs à Vereaux; 29 p. 100 pas de chômeurs à Villabon.

19. — Corrèze. — A Tulle, pas de chômeurs, 54 et 60 heures chez les *typographes*; pas de chômeurs chez les *cordonniers sur mesure*; 28 p. 100 de chômeurs chez les *menuisiers-ébénistes*; 13 p. 100 de chômeurs, 48 heures, chez les *tailleurs de pierres et maçons*; travail satisfaisant, 50 heures, chez les *peintres et plâtriers*.

A Brive, 2 p. 100 de chômeurs, 66 heures, chez les *employés*.

A Uzerche, pas de chômeurs chez les *ouvriers en chaussures*.

20. — Corse. — A Bastia, 12 p. 100 de chômeurs chez les *garçons de café et de restaurant*.

21. — Côte-d'Or. — A Dijon, pas de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*; 8 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *relieurs-doreurs-marquonniers*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *charpentiers*; 19 p. 100 de chômeurs chez les *tailleurs de pierres*.

A Beaune, pas de chômeurs, 60 à 72 heures, dans le *bâtiment*.

A Comblanchien, pas de chômeurs, 72 heures, chez les *carriers*.

A Villiers-le-Duc, pas de chômeurs chez les *tâcherons*.

Chez les *bûcherons*, pas de chômeurs à Corcelle-les-Cîteaux et à Saulieu.

22. — Côtes-du-Nord. — A Saint-Brieuc, travail peu satisfaisant, 54 heures, dans l'*industrie du livre*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *menuisiers et charpentiers*; pas de chômeurs, 60 heures, dans le *bâtiment*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *peintres*.

A Dinan, 5 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*; pas de chômeurs, 64 heures, chez les *ouvriers en voitures*.

A Pordic, pas de chômeurs, chez les *pêcheurs*.

23. — Creuse. — A Aubusson, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *ouvriers en tapisserie d'art*.

A Lavaveix, pas de chômeurs, 54 heures, chez les *mineurs*.

24. — Dordogne. — A Périgueux, pas de chômeurs, 84 heures, chez les *boulangers*.
A Allas-Marnac, pas de chômeurs, 66 heures, chez les ouvriers en *ciment*.
A Bergerac, pas de chômeurs, 70 à 75 heures, chez les *boulangers*.

25. — Doubs. — A Besançon, pas de chômeurs, 72 heures, chez les *carriers*; pas de changement chez les *typographes*; 15 p. 100 de chômeurs chez les *charpentiers*; 7 p. 100 de chômeurs chez les ouvriers en *couronnes et anneaux de montre*; pas de changement, 60 heures, chez les ouvriers en *cadres*; 29 p. 100 de chômeurs, 50 heures, chez les *maçons-terrasseurs*.

A Bâle, 60 heures chez les *horlogers*.

A Lac ou Villers, 4 p. 100 de chômeurs, chez les *horlogers*.

A Monthélie, pas de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*; travail satisfaisant, 66 heures, dans le *bâtiment*.

26. — Drôme. — A Valence, 7 p. 100 de chômeurs dans l'*alimentation*; 8 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *peintres et plâtriers*.

A Bourg-de-Péage, travail peu satisfaisant, 30 heures, chez les *chapeliers-appropriés*.

A Saint-Jean-en-Royans, 6 p. 100 de chômeurs chez les *tisseurs*; pas de changement chez les *tourneurs*.

A Saint-Restitut, pas de chômeurs, 40 heures, chez les *carriers*.

27. — Eure. — A Évreux, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *typographes*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *tisseurs*.

28. — Eure-et-Loir. — A Chartres, pas de chômeurs, 95 heures, chez les *boulangers*; pas de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *mécaniciens*; 15 p. 100 de chômeurs, 66 heures, dans le *bâtiment*.

29. — Finistère. — A Audierne, chômage complet chez les *ferblantiers-boîtiers*.

A Concarneau, travail peu satisfaisant chez les *pêcheurs*; 85 p. 100 de chômeurs chez les *ferblantiers-boîtiers*.

A Douarnenez, 20 p. 100 de chômeurs chez les *marins pêcheurs* de la baie de Douarnenez; travail assez satisfaisant chez les *marins pêcheurs* du quartier de Douarnenez; chômage complet chez les *soudeurs-boîtiers*.

A Relecq-Kerhuon, pas de chômeurs chez les *marins pêcheurs*.

A Guilvinec, pas de chômeurs chez les *pêcheurs*; pas de changement chez les *ferblantiers-boîtiers*.

30. — Gard. — A Alais, 38 p. 100 de chômeurs chez les *employés-limonadiers et restaurateurs*; pas de chômeurs, 72 heures, chez les *cordonniers*.

A Aramon, pas de chômeurs, 65 heures, chez les *vanniers*.

A Beaucaire, chômage complet chez les *agriculteurs*.

A Ganges, 2 p. 100 de chômeurs chez les *bonnetiers*.

A Lasalle, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *filateurs de soie*.

A Nîmes, pas de chômeurs, 54 heures, chez les *typo-lithographes*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *lithographes*; pas de chômeurs, 48 heures, chez les *coltineurs*; pas de changement chez les *coiffeurs*.

A Quissac, pas de changement chez les *ouvriers agricoles*.

A Sauve, pas de chômeurs, 60 heures, dans la *bonneterie*.

Chez les *mineurs*, pas de chômeurs à la Grand'Combe; travail peu satisfaisant, 60 heures, à Montardier; pas de chômeurs à Trescol.

31. — Garonne (Haute-). — A Toulouse, pas de chômeurs chez les *coupeurs-chémisiers*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *menuisiers en fauteuils*.

32. — Gers. — A Auch, travail satisfaisant, 60 heures, chez les *maçons et tailleurs de pierres*; pas de changement chez les *terrasseurs et hommes de peine*.

A Lectoure, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *maçons et charpentiers*.

33. — Gironde. — A Bordeaux, 20 p. 100 de chômeurs, 91 heures, chez les *cuisiniers*; 30 p. 100 de chômeurs, 96 heures, chez les *limonadiers*; pas de changement chez les *pâtis-siers-glaciers*; pas de changement chez les *bouchers-charcutiers*.

Pas de changement chez les *typographes*; travail satisfaisant, 54 heures, chez les *imprimés*, *conducteurs-typographes*; pas de chômeurs, 54 heures, chez les *dessinateurs-chromistes*.

Pas de changement chez les ouvriers de la *chaussure*.

Pas de changement chez les *tailleurs d'habits*; pas de changement chez les *coupeurs-tail-leurs*.

44 p. 100 chez les *charpentiers de navires*, *calfats*, *perceurs*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *charrons* et *forgerons*; 47 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *tapisseries-décora-teurs*; 40 p. 100 de chômeurs, 48 heures, chez les *layetiers*; pas de chômeurs chez les *brossiers*.

11 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *mouleurs*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *ferblantiers*; pas de chômeurs chez les *forgerons de la marine*; 2 p. 100 de chômeurs chez les *maréchaux-ferrants*.

Pas de chômeurs, 60 heures, chez les *tailleurs de pierre* et *maçons*; 2 p. 100 de chômeurs, 63 heures, chez les *peintres*; 23 p. 100 de chômeurs chez les *ferblantiers-zingueurs*.

Pas de chômeurs chez les *verriers en verre blanc*.

Travail peu satisfaisant chez les *déménageurs* et *emballeurs*.

Pas de changement chez les *gens de maison*; 11 p. 100 de chômeurs chez les *inscrits maritimes*; pas de changement chez les *garçons de magasin*; travail peu satisfaisant, 40 heures, chez les *charbonniers du port*; 50 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *arrimeurs*; 1 p. 100 de chômeurs chez les *employés de l'épicerie et droguerie*; 2 p. 100 de chômeurs chez les *préparateurs en pharmacie*; 5 p. 100 de chômeurs chez les *gens de maison*.

A Camarsac, pas de chômeurs, 60 à 66 heures, chez les *carriers*.

A Libourne, 18 p. 100 de chômeurs, 80 à 90 heures, chez les *boulangers*; pas de chô-meurs, 78 heures, dans le *personnel du gaz*; pas de chômeurs chez les *employés*.

A Souillac-sur-Mer, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *maçons* et *tailleurs de pierres*.

Pas de chômeurs, 60 heures, chez les ouvriers des *scieries mécaniques* de Podensac et chez ceux de Preignac.

Chez les *tonneliers*: 22 p. 100 à Ambarès; 5 p. 100 de chômeurs, 72 heures, à Barsac; pas de chômeurs, 66 heures, à Cazats (riveurs de cercles); 17 p. 100 à Langon; pas de chômeurs, 60 heures, à Libourne; pas de chômeurs, 60 heures, à Vayres, pas de chômeurs à Saint-Pardon.

34. — Hérault. — A Montpellier, 7 p. 100 de chômeurs, 77 heures, chez les *bou-langers*; 32 p. 100 de chômeurs chez les *cordonniers*; pas de chômeurs chez les *tailleurs d'habits*; 25 p. 100 de chômeurs chez les *maréchaux-ferrants*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *plâtriers*.

A Bédarieux, 15 p. 100 de chômeurs chez les *carriers*; 23 p. 100 de chômeurs chez les *charretiers*, *maçons*, *plâtriers*, *tailleurs de pierres*.

A Béziers, travail peu satisfaisant chez les *scieurs de long*; 10 p. 100 de chômeurs chez les ouvriers des *chairs*.

A Cette, 60 p. 100 de chômeurs chez les *inscrits maritimes*; travail peu satisfaisant, 84 heures, chez les ouvriers en *produits chimiques*.

A Bouzigues, pas de chômeurs chez les *pêcheurs*.

A Graissessac, travail satisfaisant, 59 heures, chez les *mineurs*.

A Marsillargues, 27 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *tailleurs de pierres* et *maçons*.

À Mèze, pas de chômeurs chez les *charretiers*; 20 p. 100 de chômeurs chez les *matelots borneurs*.

A Pézenas, pas de chômeurs, 72 heures, chez les *employés de commerce*.

En ce qui concerne les *travailleurs de la terre*, ouvriers *agriculteurs*, *cultivateurs*, *vigne-rons*, etc.; pas de chômeurs à Abeilhan; pas de chômeurs à Adissan; 55 p. 100 à Cazouls-les-Béziers; pas de chômeurs à Lézignan; 30 p. 100 à Marseillan; 41 p. 100 de chômeurs à Mauguio; 8 p. 100 à Mauricillan; 28 p. 100 à Mèze; pas de chômeurs à Nézignan-l'Évêque; pas de chômeurs à Olonzac; pas de chômeurs à Oupia; 20 p. 100 à Pézenas; pas de chômeurs à Saint-Félix-de-Lodez; 40 p. 100 à Villeneuve-les-Béziers.

35. — Ille-et-Vilaine. — A Rennes, pas de chômeurs, 57 heures, chez les *écrivains graveurs, dessinateurs, lithographes*; 25 p. 100 de chômeurs chez les *métallurgistes*; pas de chômeurs, 66 heures, chez les *maçons*; 22 p. 100 de chômeurs chez les *cochers*; travail médiocre chez les *musiciens*.

A Fougères, pas de chômeurs, 66 heures, chez les *maçons*.

A Laignelet, pas de chômeurs, 54 heures, chez les *verriers*.

A Saint-Malo, pas de chômeurs chez les *jardiniers*.

36. — Indre. — A Châteauroux, travail satisfaisant, 60 heures, chez les ouvriers en drap.

37. — Indre-et-Loire. — A Tours, pas de chômeurs chez les *coupeurs et brocheurs en chaussures*; pas de chômeurs chez les *tisseurs en soie*.

A Amboise, 8 p. 100 de chômeurs, 40 heures, chez les *ouvriers en cuirs*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *mouleurs*.

A Saint-Cyr-sur-Loire, pas de chômeurs, 60 heures, chez les ouvriers en *produits chimiques*.

38. — Isère. — A Grenoble, 13 p. 100 de chômeurs, 84 heures, chez les *meuniers*; moins de 1 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*; 28 p. 100 de chômeurs chez les *mégissiers*; 16 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *menuisiers-cébinistes*.

Aux Abrets, 16 p. 100 de chômeurs chez les ouvriers du *tissage mécanique*.

Aux Avenières, 20 p. 100 de chômeurs, 50 heures, chez les *cordonniers*.

A Bouvesse-Quirieu, pas de chômeurs chez les *carriers-chaufourniers*.

A Bourgoin, travail satisfaisant chez les *manœuvres journaliers*.

A Gières, 25 p. 100 de chômeurs chez les *gantiers*.

A Izeaux, pas de changement chez les *cordonniers*.

A Moirans, 5 p. 100 de chômeurs, 46 heures, chez les *tisseurs*.

A Montalieu-Vercieu, travail peu satisfaisant, 60 heures, chez les *ouvrières de la soie*.

A Parmilieu, pas de chômeurs, 50 heures, chez les *tailleurs de pierres et carriers*.

A Porcieu-Amblagnieu, pas de changement chez les *tailleurs de pierre et carriers*.

A Saint-André-le-Gaz, 10 p. 100 de chômeurs chez les *tisseurs*.

A Saint-Clair-de-la-Tour, pas de chômeurs, 72 heures, chez les *tullistes*.

A Saint-Laurent-du-Pont, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *cimentiers*; pas de chômeurs, 66 heures, chez les *métallurgistes*.

A Tullins, pas de chômeurs chez les *tisseurs*.

A Vienne, 8 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *ouvriers en chaussures*; 16 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *charpentiers*; 4 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *ouvriers en voitures*; pas de chômeurs, 60 et 66 heures, dans la *métallurgie*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *mouleurs*; 6 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *plâtriers peintres*.

A Voiron, 8 p. 100 chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*.

A Virieu-sur-Bourbe, chômage chez les ouvriers en *soieries*.

39. — Jura. — A Dôle, pas de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *mouleurs*.

A Cinqétral, pas de chômeurs chez les ouvriers en *tuyaux de pipes*.

A Lavours-Saint-Claude, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *tourneurs*.

A Morez, 60 heures, chez les *sciieurs*; 60 à 75 heures dans l'*horlogerie*; travail peu satisfaisant, 60 heures, chez les *lunetiers*.

A Our, pas de chômeurs chez les *bûcherons*.

40. — Landes. — A Mont-de-Marsan, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *charpentiers*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *maçons*.

A Dax, pas de chômeurs, 66 heures, chez les *employés de commerce*.

Chez les *réiniers*, pas de chômeurs à Castets-des-Landes; pas de chômeurs à Escourse, à Gourbera, à Herin, à Lespéron, à Linxe, à Mézos; pas de chômeurs à Mimizan; pas de chômeurs à Moliets et Maa; pas de chômeurs à Ouesses-Laharie; 1 p. 100 à Rion;

19 p. 100 à Sainte-Eulalie-en-Born; pas de chômeurs à Saint-Paul-lès-Dax; pas de chômeurs à Taller.

41. — **Loir-et-Cher.** — A Blois, 3 p. 100 de chômeurs, chez les *ouvriers en chaussures*; pas de chômeurs chez les *menuisiers-ébénistes*; pas de chômeurs, 63 heures, chez les *peintres*.

A Pray, pas de chômeurs chez les *bûcherons*.

A Romorantin, pas de chômeurs chez les *ouvriers du drap*; pas de chômeurs, 66 heures, chez les *mécaniciens*; travail satisfaisant, 66 heures, chez les *ouvriers du bâtiment* de l'usine Normant.

42. — **Loire.** — A Saint-Étienne, 6 p. 100 de chômeurs chez les *maratchers*; pas de chômeurs, chez les *mineurs*; pas de chômeurs chez les *chauffeurs et mécaniciens des mines*; 2 p. 100 de chômeurs chez les *garçons de cuisine*; pas de chômeurs, 60 heures, à la compagnie du gaz; 70 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *tisseurs* de Beaubrun; 70 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *tisseurs indépendants*; 3 p. 100 de chômeurs chez les *teinturiers*; 18 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *charpentiers*; 10 p. 100 de chômeurs chez les *ouvriers en voitures*; 4 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *mécaniciens-électriciens*; 20 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *maréchaux-ferrants*; 9 p. 100 de chômeurs chez les employés de la *fabrique de rubans*; pas de chômeurs chez les *commissionnaires*.

A Roanne, pas de chômeurs, 55 à 58 heures, chez les *typographes*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *imprimeurs graveurs-lithographes*; 2 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *ouvriers des cuirs et peaux*; pas de chômeurs, 48 heures, dans l'*industrie textile*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *pareurs*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *gareurs*, *monteurs de chaînes*, *jacquardiers*; 3 p. 100 de chômeurs chez les *teinturiers*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *apprêteurs*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *charpentiers*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *menuisiers*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *ouvriers en voitures*; 23 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *sabotiers-galochiers*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *mouleurs*; 5 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *maçons*; 6 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *tailleurs de pierres*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *couvreurs*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *tourneurs en poterie*; pas de chômeurs chez les *employés*.

A Bussières, 46 p. 100 de chômeurs chez les *tisseurs*.

Au Cergne, 8 p. 100 de chômeurs chez les *tisseurs*.

A Charlieu, 20 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *ouvriers en soierie*.

A Chazelles-sous-Lyon, pas de changement chez les *chapeliers foulours*.

A Firminy, 20 p. 100 de chômeurs, 40 heures, chez les *maçons*.

A Montbrison, pas de chômeurs, 72 heures dans la *meunerie*.

A la Ricamarie, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *mineurs*.

A Sail-sous-Couzan, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *ouvriers des eaux minérales*.

A Saint-Genest-l'Herpt, 15 p. 100 de changement chez les *rubaniers*.

A la Talaudière, pas de chômeurs chez les *mineurs*.

A Villars, travail satisfaisant chez les *mineurs*.

43. — **Haute-Loire.** — Au Puy, pas de changement chez les *plâtriers-peintres*.

A Yssingaux, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *menuisiers*.

44. — **Loire-Inférieure.** — A Nantes, 30 p. 100 de chômeurs, 72 heures, chez les *boulangers*; pas de chômeurs, 54 à 60 heures, chez les *lithographes*; 3 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*; travail peu satisfaisant chez les *charpentiers de navires*; 4 p. 100 de chômeurs chez les *dessinateurs*; travail peu satisfaisant chez les *musiciens*.

A Saint-Nazaire, pas de chômeurs, 63 heures à la mer, et 52 heures dans le port, chez les *mécaniciens-navigateurs*.

45. — **Loiret.** — A Orléans, 20 p. 100 de chômeurs, 84 heures, chez les *boulangers*; 4 p. 100 de chômeurs chez les *limonadiers*, *restaurateurs*, *cuisiniers*; pas de chômeurs chez les *charpentiers*, 1 p. 100 de chômeurs chez les *employés de commerce et d'industrie*.

A Gien, pas de chômeurs, 72 heures, dans le bâtiment.

A Montargis, travail satisfaisant, 60 heures, chez les *jardiniers*; 4 p. 100 de chômeurs, 66 heures, dans le bâtiment.

Chez les *bûcherons*: 16 p. 100 de chômeurs, à Autry-le-Châtel; pas de chômeurs à Batilly, à Champoulet à Chevilly, 88 p. 100, à Dammarie-en-Puisaye; chômage complet à Faverelles; pas de chômeurs à Sully-sur-Loire, à Saint-Brissson.

46. — Lot. — A Cahors, pas de chômeurs chez les *charpentiers*, 30 p. 100 de chômeurs, 60 heures chez les *menuisiers-ébénistes*; pas de chômeurs chez les *tailleurs de pierre et maçons*; pas de chômeurs, 72 heures, chez les *employés*.

47. — Lot-et-Garonne. — A Agen, pas de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*; 12 p. 100 de chômeurs, 72 heures, chez les *tailleurs d'habits*.

A Lavardac, 10 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *bouclonniers*.

A Marmande, pas de changement chez les *charpentiers*; pas de chômeurs chez les *menuisiers-ébénistes*; pas de chômeurs chez les *tonneliers*.

A Villeneuve-sur-Lot, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *typo-lithographes*.

49. — Maine-et-Loire. — A Angers, 1 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *mécaniciens*; chômage complet chez les *manœuvres-terrasiers*.

A Cholet, 8 p. 100 de chômeurs chez les *blanchisseurs et apprêteurs*; pas de chômeurs chez les *menuisiers*; travail satisfaisant, 66 heures, chez les *maçons et tailleurs de pierres*.

Chez les *tisserands*: pas de chômeurs à Andrezé; pas de chômeurs à Geste; beaucoup de chômeurs à Saint-Léger-sur-Cholet; chômage complet à Saint-Philbert-en-Mauges; 60 p. 100 de chômeurs à la Sagunnière; 40 p. 100 de chômeurs à la Tessoualle.

50. — Manche. — A Cherbourg, pas de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*; pas de chômeurs chez les *ouvriers du port*.

51. — Marne. — A Châlons-sur-Marne, pas de chômeurs, 63 heures, chez les *imprimeurs en papiers peints*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *ouvriers en pelleteries*.

A Reims, pas de chômeurs, 70 heures, chez les *employés de la Compagnie du gaz*; 3 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *lithographes, papetiers, relieurs*; 57 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *trieurs de laine*; pas de chômeurs, 63 heures, chez les *menuisiers et ébénistes*; 8 p. 100 de chômeurs chez les *maçons*; pas de chômeurs chez les *plâtriers-maçons*; 3 p. 100 de chômeurs, 66 heures, chez les *printres*; pas de chômeurs chez les *cochers*; 5 p. 100 de chômeurs, 80 heures, chez les *employés*.

A Ay, pas de chômeurs chez les *vignerons*.

A Courlandon, pas de chômeurs, 60 à 72 heures, chez les *papetiers*.

A Épernay, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *caristes-tonneliers*; travail satisfaisant, 60 heures, chez les *bouclonniers*.

A Magneux, 8 p. 100 de chômeurs chez les *ouvriers en pelleterie*.

52. — Marne (Haute-). — A Chaumont, 33 heures chez les *mégissiers de rivière* et *manœuvres*; pas de changement chez les *gantiers*.

A Arc-en-Barrois, pas de chômeurs, travail satisfaisant chez les *bûcherons*.

A Bussières-les-Beumont, pas de chômeurs chez les *vanniers*.

A Fayl-Billot, pas de chômeurs, 78 heures, chez les *vanniers*.

A Saint-Dizier, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *typographes*.

53. — Mayenne. — A Laval, pas de chômeurs, travail satisfaisant, 54 heures, chez les *typographes*.

54. — Meurthe-et-Moselle. — A Nancy, pas de changement chez les *cuisiniers-pâtisseries*; 25 p. 100 de chômeurs 108 heures, chez les *garçons-limonadiers*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *papetiers-relieurs*; pas de chômeurs, 65 à 70 heures, chez les *tailleurs d'habits*; 66 p. 100 de chômeurs chez les *travailleurs de l'aiguille*; 3 p. 100 chez les *garçons de magasin livreurs*; 11 p. 100 de chômeurs chez les *musiciens*.

A Homécourt, 20 p. 100 de chômeurs chez les *mineurs*.

55. — Meuse. — A Bar-le-Duc, pas de chômeurs, 54 à 66 heures, chez les *typographes*.

A Cousances-aux-Forges, 3 p. 100 de chômeurs chez les *métallurgistes*.

A Lérouvillle, pas de chômeurs, 66 heures, chez les *carriers*.

56. — Morbihan. — A Vannes, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *typographes*;
11 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *menuisiers*; pas de chômeurs chez les *scieurs
mécaniques*.

A Auray, travail satisfaisant chez les ouvriers en *chaussures*.

Au Bono, pas de chômeurs chez les *pêcheurs*.

A Lorient, pas de changement dans le *bâtiment*.

Au Palais, travail peu satisfaisant chez les *inscrits maritimes*.

A Plouhinec, 23 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *maçons*.

A Pontivy, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *tailleurs de pierres*.

A Port-Louis, travail peu satisfaisant chez les *pêcheurs*.

A Rochefort-en-Terre, travail peu satisfaisant, 72 heures, chez les *ardoisiers*.

A Sauzon, chômage complet chez les *ferblantiers-boîtiers*.

57. — Nièvre. — A Nevers, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *sabotiers*.

A Cercy-la-Tour, pas de chômeurs, 60 heures, dans le *bâtiment*.

A Clamecy, pas de changement chez les *ouvriers du port*.

A Corbigny, travail satisfaisant, 72 heures, chez les *carriers*.

A Decize, pas de chômeurs, 60 heures, dans le *bâtiment*.

A Demeurs, pas de chômeurs, 60 heures, chez les ouvriers de l'*industrie chimique*.

A la Charité-sur-Loire, pas de chômeurs, 60 heures, dans le *bâtiment*.

A Guérigny, pas de chômeurs, 48 heures, chez les ouvriers des *forges*.

A Saint-Amand, pas de chômeurs chez les *potiers*.

A Sainte-Hélène, travail satisfaisant, 60 heures, chez les *ouvriers en limes*.

A Saint-Léger-des-Vignes, pas de chômeurs, 48 heures, chez les *verriers*.

A Saint-Pierre-le-Moutier, pas de chômeurs dans le *bâtiment*.

En ce qui concerne les *bûcherons*: pas de chômeurs à Annay, 19 p. 100 à Arquian;
40 p. 100 de chômeurs à Azy-le-Vif; pas de chômeurs à Beaumont-la-Ferrière, pas de chô-
meurs à Billy-sur-Oisy; pas de chômeurs à Bitry; 50 p. 100 de chômeurs à la Celle-sur-
Nièvre; pas de chômeurs à Cessy-les-Bois, Champleny; pas de chômeurs à la Chapelle-
Saint-André, 4 p. 100 de chômeurs à Châteauneuf, travail satisfaisant à Chitry-les-Mines;
pas de chômeurs à Corvol-l'Orgueilleux; pas de chômeurs à Cossaye; pas de chômeurs à
Donzy; pas de chômeurs à Entrains; chômage complet à Fours; travail satisfaisant à Guipy;
7 p. 100 de chômeurs à Limon; pas de chômeurs à Lormes; pas de chômeurs à Magny-
Cours; pas de chômeurs à Menesteau; 40 p. 100 de chômeurs à Montambert; 20 p. 100 à
Montaron; pas de chômeurs à Montigny-aux-Amognes; 45 p. 100 de chômeurs à Nannay;
48 p. 100 de chômeurs à Nolay; pas de chômeurs à Pazy; pas de chômeurs à Perray; pas
de chômeurs à Pousserey; travail satisfaisant à Prémery; pas de chômeurs à Preporché;
travail satisfaisant à Saint-Amand; 61 p. 100 de chômeurs à Saint-Bonnet; chômage com-
plet à Sainte-Colombe; 85 p. 100 à Saint-Hilaire-Fontaine; 42 p. 100 de chômeurs à
Saint-Léger-des-Vignes; pas de chômeurs à Sichamps; pas de chômeurs à Verneuil.

58. — Nord. — A Lille, travail satisfaisant chez les *ouvriers jardiniers*; 2 p. 100 de chô-
meurs, 57 heures et demie, chez les *typographes*; 4 p. 100 de chômeurs, 57 heures et demie, chez
les *lithographes*; 2 p. 100 de chômeurs, 57 heures et demie, dans l'*industrie du livre*;
50 heures, travail peu satisfaisant, à la Corporation de Saint-Nicolas (*industrie du fil*),
6 p. 100 de chômeurs dans la *confection*; 5 p. 100 de chômeurs chez les *charpentiers et me-
nusiers*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *métallurgistes* de la corporation de Saint-Éloi;
travail satisfaisant, 60 heures, chez les *fondeurs*; 37 p. 100 de chômeurs chez les *maçons*;
15 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les ouvriers en *pierres blanches*; pas de chômeurs,
66 heures, chez les *couvreurs*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *faïenciers*.

A Armentières, pas de chômeurs, 54 à 55 heures, dans l'*industrie textile*; pas de chô-

meurs, 60 heures, chez les *charpentiers* et *menuisiers*; pas de chômeurs, 58 à 60 heures, chez les *métallurgistes*.

A Bellignies, pas de chômeurs, 40 à 50 heures, chez les *marbriers*.

A Bondue, travail satisfaisant chez les *lingères*;

A Cambrai, 20 p. 100 de chômeurs chez les *boulangers*; pas de chômeurs, chez les *mouleurs*.

A Caudry, moins de 1 p. 100 de chômeurs, 30 à 50 heures, chez les *tullistes*.

A Cousolre, pas de chômeurs, 50 heures, chez les *marbriers à la cheminée*.

A Douai, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *typographes*; pas de chômeurs chez les *métallurgistes*; pas de chômeurs, 66 heures, chez les *peintres*.

A Dunkerque, pas de changement chez les *charpentiers-menuisiers*; 60 heures dans le bâtiment; pas de chômeurs, 66 heures, chez les *peintres*.

A Felleries, pas de chômeurs chez les *tourneurs sur bois*.

A Ferrière-la-Grande, pas de chômeurs, 66 heures, chez les *mouleurs*.

A Gommegnies, pas de chômeurs, 54 heures, chez les *scieurs*.

A Gussignies, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *marbriers à la pendule*.

A Halluin, 25 p. 100 de chômeurs, 4 jours par semaine, dans l'*industrie textile*; 3 p. 100 de chômeurs, 50 à 54 heures, chez les *travailleurs du bois*.

A Hautmont, 2 p. 100 de chômeurs chez les *métallurgistes*.

A Jeumont, pas de chômeurs, 66 heures chez les *carriers*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *mécaniciens*.

A Laon, 33 p. 100 de chômeurs chez les *ouvriers des machines à battre le grain*.

A Louvroil, pas de chômeurs, 63 à 66 heures chez les *métallurgistes*.

A Marpent, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *mécaniciens*.

A Maubeuge, 17 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *métallurgistes*.

A Onnaing, travail satisfaisant, 60 heures, dans la *métallurgie*.

Au Quesnoy, pas de chômeurs, 76 heures, chez les *ouvriers en chaussures*.

A Roubaix, 7 p. 100 de chômeurs, 90 heures, chez les *boulangers*, 10,6 p. 100 de chômeurs, 60 heures, travail très mauvais chez les *ouvriers textiles*; 20 p. 100 de chômeurs, 40 heures, chez les *ourdisseurs*; 5 p. 100 de chômeurs chez les *charpentiers et menuisiers*; 20 p. 100 de chômeurs, 65 heures, chez les *mouleurs*, 28 p. 100 de chômeurs, 59 heures, chez les *chaudronniers*; travail médiocre, 60 heures, chez les *terrassiers*; 30 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *paveurs et piqueurs de grès*; pas de chômeurs, 66 heures, chez les *ouvriers en pierres bleues*; pas de chômeurs chez les *coiffeurs*.

A Tourcoing, 8 p. 100 de chômeurs, 50 à 60 heures, dans l'*industrie textile*; (Union travailleurs); 6 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *trieurs de laine*; 3 p. 100 de chômeurs chez les *ouvriers des tapis en grosse moquette*; 50 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *terrassiers*, pas de chômeurs, 66 heures, chez les *plafonneurs*; 4 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *ferblantiers-couvreurs-zingueurs*.

A Valenciennes, 4 p. 100 de chômeurs, 72 heures, chez les *boulangers*; pas de chômeurs, 57 heures, chez les *typographes*; pas de chômeurs, 66 heures, chez les *peintres*.

Chez les *tisseurs*: 25 p. 100 de chômeurs à Avesnes-les-Aubert; pas de chômeurs, 40 heures, à Avesnes; 25 p. 100 de chômeurs, 60 heures, à Beauvois; 57 p. 100 de chômeurs, 72 heures, à Révillers; 61 p. 100 de chômeurs, 60 heures, à Boussières; 8 p. 100 de chômeurs, 60 heures à Comines; 7 p. 100 de chômeurs, à Fourmies, 1 p. 100 à la Gorgue; 30 à 40 p. 100 de chômeurs à Haspres; moins de 1 p. 100 de chômeurs, 55 et 60 heures, à Houplines; 28 p. 100 à Neuville; 50 heures à Nieppe; 45 p. 100 à Roncq; 50 p. 100 de chômeurs, 75 heures, à Saulzoir; 68 p. 100 de chômeurs, 60 heures, à Saint-Souplet; 51 p. 100 de chômeurs, 60 heures, à Villers-en-Cauchies.

59. — Oise. — A Beauvais, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *typographes*.

A Corbeil-Cerf, travail peu satisfaisant chez les *tabletiers*.

A Creil, pas de chômeurs chez les *comptables et employés*.

A Cuise-la-Motte, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *junelliers*.

A Feuquières, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *verriers*.

A Hermes, pas de chômeurs, 63 heures, chez les *ouvriers des scieries mécaniques*.

A Méru, pas de chômeurs, 72 heures, dans l'*industrie du livre*.

A Senlis, pas de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*.

60. — Orne. — A Flers, pas de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*; moins de 1 p. 100 de chômeurs dans l'*industrie cotonnière*, travail normal, 63 heures, chez les *mouleurs*; pas de chômeurs, 60 heures, dans le *bâtiment*.

A la Chapelle-Montligeon, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *typographes*.

61. — Pas-de-Calais. — A Arras, pas de chômeurs, 70 heures, chez les *boulangers*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *typographes*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *zinguers-plombiers*.

A Arques, pas de chômeurs, 60 heures chez les *flassiers*; 7 p. 100 de chômeurs, 66 heures, chez les *terrassiers et carriers*.

A Boulogne-sur-Mer, travail peu satisfaisant chez les *cordonniers-tanneurs*; 41 p. 100 de chômeurs chez les *cimentiers*; travail satisfaisant, 63 heures, chez les *déchargeurs*.

A Calais, pas de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*; travail satisfaisant, 60 heures, dans le *bâtiment*.

A Lens, pas de chômeurs, 51 heures, travail satisfaisant chez les *mineurs*.

A Marquise, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *mécaniciens*.

A Saint-Omer, pas de chômeurs, 60 heures, chez les ouvriers *pipiers*; très peu de chômeurs, 60 heures, dans le *bâtiment*.

62. — Puy-de-Dôme. — A Clermont-Ferrand, travail satisfaisant, 112 heures, chez les *garçons de café, limonadiers-restaurateurs*; pas de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *serruriers*; travail satisfaisant chez les *terrassiers*.

A Thiers, pas de chômeurs, 60 heures, dans le *bâtiment*; pas de chômeurs chez les employés.

Chez les *mineurs*: pas de changement à Bressac; pas de chômeurs, 54 heures, à Meissex; 3 p. 100 de chômeurs, 60 heures, à Saint-Eloy-les-Mines.

63. — Pyrénées (Basses-). — A Bayonne, pas de chômeurs, chez les *peintres*.

A Biarritz, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *tailleurs de pierre*.

A Pau, 8 p. 100 de chômeurs 81 heures, chez les *cuisiniers*; pas de changement chez les *typographes*, 16 p. 100 de chômeurs chez les *menuisiers*.

64. — Pyrénées (Hautes-). — A Tarbes, pas de chômeurs, 54 à 60 heures, chez les *mécaniciens*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *plâtriers*; travail satisfaisant, dans l'*enseignement privé*.

A Bagnères-de-Bigorre, travail peu satisfaisant, 54 heures, chez les *marbriers*.

65. — Pyrénées-Orientales. — A Perpignan, 17 p. 100 de chômeurs, 66 heures, chez les *cuisiniers*, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *menuisiers*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *serruriers-mécaniciens*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *plâtriers-cimentiers*, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *tailleurs de pierres*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *peintres*; 12 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *ferblantiers-plombiers-zinguers*.

A Lamanère, pas de chômeurs, 72 heures, chez les *espadrilliers répointeurs*.

A Port-Vendres, pas de chômeurs chez les *dockers*.

A Taurinya, pas de chômeurs, 48 heures, chez les *mineurs*.

En ce qui concerne les ouvriers *agricoles et viticoles*: 50 p. 100 à Canohès; pas de chômeurs à Corneilla del Vercol; pas de chômeurs à Montner; 80 p. 100 de chômeurs à Rivesaltes; 23 p. 100 à Salses; 65 p. 100 de chômeurs à Trouillas.

66. — Belfort (Territoire de). — A Belfort, 60 heures chez les *chapeliers*; pas de chômeurs chez les employés de commerce.

A Rougemont-le-Château, pas de chômeurs, 60 heures, dans l'*industrie textile*.

67. — Rhône. — A Lyon, 29 p. 100 de chômeurs, 72 heures, chez les *cuisiniers*, 3 p. 100 de chômeurs chez les *bouchers*; travail satisfaisant chez les *meuniers*; pas de chômeurs, 45 heures, chez les *bouviers*.

Travail un peu plus abondant chez les *photographes*. — 1 à 2 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*; 9 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *lithographes*;

pas de chômeurs, 60 à 70 heures, chez les *relieurs* et *doreurs*; 5 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *papetiers-régleurs*; 7 p. 100 de chômeurs chez les *cartonniers de luxe*.

Pas de changement dans l'*habillement*; 3 p. 100 de chômeurs chez les *imprimeurs sur étoffe*; 3 p. 100 de chômeurs, 66 heures, chez les *coupeurs, brocheurs et cambreurs*; 30 p. 100 de chômeurs, 50 heures, chez les ouvriers du tissage mécanique; travail très mauvais chez les *tisseurs*; 16 p. 100 chez les *gareurs*; pas de changement chez les *ouvrières de la soie*; pas de chômeurs chez les *tullistes en dentelles*; travail assez satisfaisant chez les *tailleurs d'habits*; 2 p. 100 de chômeurs chez les *coupeurs-chemisiers*; 3 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *chapeliens*.

20 p. 100 de chômeurs chez les *charpentiers*; 20 p. 100 de chômeurs chez les *sculpteurs sur bois* et *mouliniers*.

3 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les ouvriers en *céramique*; pas de chômeurs chez les *tisseurs, enfourneurs, fondeurs sur verre*; 20 p. 100 de chômeurs chez les *biseautiers-miroitiers*.

Pas de changement chez les *cochers*; pas de chômeurs chez les *camionneurs*; situation difficile chez les *employés de la soierie*; 1 p. 100 de chômeurs chez les *sténographes commerciaux*; 50 p. 100 de chômeurs chez les *infirmiers*; 6 p. 100 de chômeurs chez les *mécaniciens électriciens*.

A Bourg-de-Thizy, 20 p. 100 de chômeurs, 55 heures, chez les *tisseurs*.

A Collonges-aux-Monts-d'Or, pas de chômeurs, 66 heures, chez les *horticulteurs*.

A Givors, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *mouleurs*; pas de chômeurs, 60 heures, dans le *bâtiment*; pas de chômeurs chez les *coituriers*.

A Grandis, 12 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *tisseurs*.

A Thizy, 10 p. 100 de chômeurs chez les *tisseurs*.

68. — **Saône (Haute-).** — A Vesoul, pas de changement chez les *typographes*.

69. — **Saône-et-Loire.** — Au Creusot, pas de chômeurs, 60 heures, travail satisfaisant chez les *métallurgistes*.

A Coublanc, 62 p. 100 de chômeurs, chez les *tisseurs*.

A Mâcon, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *ouvriers en cuivre*; pas de chômeurs chez les *coiffeurs*.

A Montceau-les-Mines, 3 p. 100 de chômeurs, 50 à 60 heures, travail peu satisfaisant chez les *mineurs*.

A Montchanin-les-Mines, 54 heures, chez les *mineurs*.

A Nanton, pas de chômeurs, 50 à 60 heures, chez les *carriers*.

70. — **Sarthe.** — Au Mans, 45 p. 100 de chômeurs, 98 heures, chez les *boulangers* du Mans et de la Sarthe; pas de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *ébénistes*; pas de chômeurs, 66 heures, chez les *charpentiers*, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *plâtriers*; 5 p. 100 de chômeurs chez les *coiffeurs*.

A Sablé, travail assez satisfaisant, 65 heures, chez les *marbriers*.

A Vibraye, pas de chômeurs, 66 heures, chez les ouvriers en *manches de parapluie*.

71. — **Savoie.** — A Chambéry, 6 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *tailleurs de pierre*.

A Arvillard, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *forgerons*.

Aux Echelles, pas de chômeurs chez les *gainiers*.

A Pont-de-Beauvoisin, travail satisfaisant, 60 heures, chez les *tisseurs*.

A Saint-Jean-de-Maurienne, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *plâtriers*.

A Ugine, pas de chômeurs, 84 heures, chez les *métallurgistes*.

72. — **Savoie (Haute-).** — A Challonges, pas de chômeurs, 44 heures, chez les *mineurs*.

A Lovagny, travail satisfaisant, 60 heures, chez les *mineurs d'asphalte*.

A Thollon, pas de chômeurs chez les *carriers*.

A Thonon, 7 p. 100 de chômeurs, chez les *typographes*; 40 p. 100 de chômeurs, 60 heures, dans le *bâtiment*.

A Taninges, 5 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *diamantaires*.

73. — Seine. — A Paris, pas de chômeurs, 60 à 70 heures, chez les *jardiniers*; pas de chômeurs, 60 heures, travail satisfaisant, chez les *horticulteurs*.

13 p. 100 de chômeurs chez les *boulangers* du XIII^e arrondissement; 5 p. 100 de chômeurs chez les *boulangers-viennois-pâtisseries*; pas de chômeurs, 70 à 80 heures, chez les *boulangers* compagnons du Nouveau siècle; 10 p. 100 à l'Union amicale des *boulangers*; travail satisfaisant chez les *boulangers* de l'Assistance publique; 6 p. 100 de chômeurs chez les *cuisiniers* de la Seine; 11 p. 100 de chômeurs chez les *cuisiniers* de Paris; 10 p. 100 de chômeurs, 72 heures, à la Société mixte des *cuisiniers* de Paris; 17 p. 100 de chômeurs, 126 heures, chez les *garçons limonadiers-restaurateurs* «l'Espérance»; 4 p. 100 de chômeurs, 48 heures, chez les employés des *volailles et gibiers des Halles*; 6 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les ouvriers des *raffineries*; 1 p. 100 de chômeurs, 98 à 100 heures, chez les *meuniers*.

57 p. 100 de chômeurs, 54 heures, travail non satisfaisant chez les ouvriers de la Chambre syndicale *typographique*; moins de 1 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les ouvriers de la Chambre syndicale des ouvriers du *livre*; 3 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *imprimeurs-conducteurs-typographes*; 2 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *typographes* indépendants; travail satisfaisant, 54 heures, chez les *fondeurs-typographes*; 4 p. 100 de chômeurs à l'Union *lithographique*; 2 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *lithographes* indépendants; 10 p. 100 de chômeurs à la résistance des *imprimeurs lithographes*; 21 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *dessinateurs chromistes*; 9 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *photograpeurs*; 3 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *stéréotypeurs-galvanoplastes*; 55 heures, chez les *graveurs d'écriture*; pas de changement chez les *graveurs de musique*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les ouvriers de l'*enveloppe*.

6 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *portefeuillelistes-marquins*; 2 p. 100 de chômeurs, 56 heures, chez les *selliers-harnacheurs*; 2 p. 100 de chômeurs, 57 heures, chez les *selliers et mécaniciennes de l'article de chasse*; 6 p. 100 de chômeurs, 57 heures, chez les *selliers à la selle*; travail peu satisfaisant chez les *gantiers*.

32 p. 100 de chômeurs, 54 à 60 heures, chez les *tisseurs* en tous genres; 10 p. 100 de chômeurs, 60 à 72 heures, chez les *tailleurs et couturiers*; 3 p. 100 de chômeurs dans la *broderie*; pas de chômeurs chez les *couturiers*; 6 p. 100 de chômeurs, 57 heures, chez les *coupeurs-chemisiers*; 1 p. 100 de chômeurs chez les *teinturiers-dégraisseurs*; pas de chômeurs chez les *chapeliers en fantaisie feutre et paille*; 5 p. 100 de chômeurs, 48 heures, chez les ouvriers en *chapeaux de soie*; 1 p. 100 de chômeurs chez les *chapeliers en feutre et soie*; pas de chômeurs chez les *chapeliers en fantaisie feutre et paille*; 15 p. 100 de chômeurs chez les *garçons de lavoie*.

7 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *charpentiers*; 4 p. 100 de chômeurs au syndicat libre des *menuisiers*; travail peu satisfaisant chez les *menuisiers-parqueteurs*.

1 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *compagnons charrons*; 3 p. 100 de chômeurs 60 heures chez les *layetiers-emballers*; travail satisfaisant, 60 heures, chez les *monteurs-étalagistes*; 2 p. 100 de chômeurs chez les ouvriers du *siège-cuir*.

Travail moins abondant chez les *contremaitres-métallurgistes*; 4,7 p. 100 de chômeurs, travail peu satisfaisant chez les *mécaniciens*; travail peu satisfaisant, 54 et 60 heures, chez les *tourneurs-robotiers*; 6 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les ouvriers *mécaniciens de l'industrie électrique*; 8,4 p. 100 de chômeurs, 60 heures, travail peu satisfaisant chez les ouvriers en *instruments de précision*; pas de chômeurs, 54 à 60 heures, chez les *soudeurs et apprêteurs en tubes de cuivre*; 27 p. 100 de chômeurs, 36 heures, chez les *estampeurs de pointes d'acier*; pas de changement chez les *tailleurs d'acier*.

2 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *peintres en bâtiment*; travail peu satisfaisant, 60 heures, chez les *peintres-fleurs-décorateurs*; 12 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *ornemanistes*; 11 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *granitiers*; 10 p. 100 de chômeurs chez les *sculpteurs-modèles*; 8 p. 100 de chômeurs chez les *fourniers spécialistes*.

Pas de chômeurs, 48 heures, chez les *boucheurs à l'émeri*; pas de chômeurs, 54 heures, chez les *biseauteurs et argenteurs de glaces*; chômage complet chez les *briquetiers et potiers*; 20 p. 100 de chômeurs chez les *tailleurs en cristaux*.

Travail moins abondant chez les employés de commerce et d'industrie; 5 p. 100 de chômeurs à l'Union fraternelle des employés; 3,5 p. 100 de chômeurs, 60 heures, à l'Union des *comptables*; travail satisfaisant chez les *dames employées de commerce et d'industrie*; 9 p. 100, 60 heures, chez les *comptables et teneurs de livres*; 1 p. 100 de chômeurs chez les

employés en serrurerie; 8 p. 100 chez les *commis en maçonnerie*; pas de chômeurs chez les *employés de commerce de la glace*; 5 p. 100 de chômeurs à l'*Alliance sténographique*; 1 p. 100 de chômeurs chez les *clerks d'huissiers*; travail moins abondant chez les *voyageurs et représentants de commerce*; moins de 1 p. 100 de chômeurs chez les *courtiers et représentants de commerce*; 4 p. 100 chez les *voyageurs du cycle et de l'automobile*; 11 p. 100 chez les *dessinateurs du bâtiment*; pas de chômeurs chez les *placiers en fleurs et plumes*; moins de 1 p. 100 de chômeurs chez les *mécaniciens-chauffeurs-électriciens des chemins de fer et de l'industrie*; 6 p. 100 de chômeurs chez les *chauffeurs, conducteurs, mécaniciens, automobilistes*; 6 p. 100 de chômeurs, 72 heures, chez les *chauffeurs, mécaniciens, électriciens et automobilistes* de France; pas de chômeurs, 56 heures, chez les *porteurs des halles et marchés*.

20 p. 100 de chômeurs chez les *manœuvres industriels*; 12 p. 100 de chômeurs chez les *laveurs de voitures*; 3 p. 100 de chômeurs chez les *coiffeurs*; pas de chômeurs chez les *garde-malades*; travail moins satisfaisant dans l'*enseignement privé*; travail moins satisfaisant chez les *gens de maison*; 5 p. 100 de chômeurs chez les *musiciens*; pas de chômeurs chez les *machinistes*.

A Alfortville, pas de chômeurs, 60 à 72 heures, chez les *ouvriers en pompes*.

A Champigny, 4 p. 100 de chômeurs, 60 heures, dans le *bâtiment*.

A Levallois-Perret, pas de changement chez les *ferreurs de voitures*; 26 p. 100 de chômeurs chez les *peintres*.

A Sceaux, 8 p. 100 de chômeurs chez les *blanchisseurs*.

74. — Seine-Inférieure. — A Rouen, moins de 1 p. 100 de chômeurs; pas de chômeurs chez les *parqueteurs*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *tonneliers*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *chaudronniers*; 2 p. 100 de chômeurs chez les *tailleurs de pierres*; 7 p. 100 de chômeurs, 72 heures, chez les *terrassiers carriers*; pas de chômeurs chez les *ouvriers du port*; travail satisfaisant, 60 heures, chez les *charbonniers*; pas de chômeurs chez les *voyageurs et représentants de commerce*; pas de chômeurs chez les *musiciens*.

Au Havre, 8 p. 100 de chômeurs chez les *pêcheurs et marins du commerce*; pas de chômeurs chez les *boulangers*; 2 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*; 51 p. 100 de chômeurs, 48 heures, chez les *voiliers*; travail peu satisfaisant chez les *cochers*; pas de chômeurs, 48 heures, chez les *journaliers des docks*; 18 p. 100 de chômeurs, 28 heures, chez les *charbonniers et déchargeurs de navires*.

A Bolbec, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *cotonniers*.

A Caudebec-les-Elbeuf, pas de chômeurs, 50 heures, chez les *mouleurs*.

A Déville-les-Rouen, 4 p. 100 de chômeurs, 58 heures, chez les *métallurgistes*.

A Dieppe, 5 p. 100 de chômeurs, 60 heures, dans le *bâtiment*; 23 p. 100 de chômeurs, 57 heures, chez les *dockers*.

A Elbeuf, pas de chômeurs chez les *maçons et plâtriers*; pas de chômeurs chez les *employés*.

A Fécamp, 12 p. 100 de chômeurs, 40 à 45 heures, chez les *ouvriers du port*.

Chez les *verriers*: pas de chômeurs à Blangy, à Campneuseville, à Incheville, à Nesle-Normandeuse, à Romesnil, à Rétonval.

75. — Seine-et-Marne. — A Comlommiers, pas de changement chez les *métallurgistes*.

A La Ferté-sous-Jouarre, pas de chômeurs, 72 heures, chez les *maçons*.

A Lagny (Montivrain), pas de chômeurs, chez les *typographes*.

A Meaux, 2 p. 100 de chômeurs chez les *typographes*; pas de chômeurs 60 heures, au syndicat *meldois de l'industrie du livre*; pas de chômeurs chez les *mécaniciens*.

A Montereau, pas de chômeurs, 45 à 60 heures, chez les *faïenciers*.

Au Moulin-Foulon, pas de chômeurs chez les *tailleurs de pierre*.

A Nemours, chômage complet chez les *diamantaires*.

Chez les *ouvriers agricoles*, pas de chômeurs à Lizy-sur-Ourcq, à Messy, à Mitry-Mory, 2 p. 100 à Oissery; pas de chômeurs à Thieux.

76. — Seine-et-Oise. — A Versailles, 33 p. 100 de chômeurs chez les *maréchaux*; pas de chômeurs, 66 heures, chez les *maçons*; pas de chômeurs, 66 heures, chez les *peintres*; pas de chômeurs chez les *cochers*; 1 p. 100 de chômeurs chez les *employés*; pas de chômeurs chez les *coiffeurs*.

A Argenteuil, 15 p. 100 de chômeurs chez les *brodeurs*; pas de chômeurs chez les *chapeliers*.

A Chaville, pas de changement chez les *blanchisseurs*; 48 p. 100 de chômeurs, 55 heures, chez les *maçons*.

A Chevreuse, pas de chômeurs, 54 heures, chez les *carriers*.

A Corbeil, travail satisfaisant, 70 heures, chez les *meuniers*.

A Etampes, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *typographes*; pas de chômeurs, 63 heures, chez les *mouleurs*.

A Mantes, travail satisfaisant, 60 heures, dans l'*industrie du livre*; travail satisfaisant chez les *menuisiers*; pas de chômeurs chez les *ouvriers en instruments de musique*.

A Meudon, 33 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *maçons*.

A Menlan, pas de chômeurs, 60 à 66 heures, dans l'*industrie du livre*.

A Orsay, pas de chômeurs, 66 heures, dans le *bâtiment*.

A Pontoise, 6 p. 100 de chômeurs chez les *boulangers*.

A Saint-Germain-en-Laye, 19 p. 100 de chômeurs, 91 heures, chez les *boulangers*.

77. — **Sèvres (Deux-).** — A Niort, pas de chômeurs, 54 heures, chez les *typo-lithographes*.

A Parthenay, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *scieurs-mécaniciens*; pas de chômeurs, chez les *employés*.

A Saint-Jean-de-Thouars, pas de chômeurs, 72 heures, chez les *tailleurs de pierre*.

78. — **Somme.** — A Amiens, 2 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *lithographes*; moins de 1 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *ouvriers de l'ameublement*; pas de changement chez les *mouleurs*, pas de chômeurs, 54 heures, chez les *serruriers*; 4 p. 100 de chômeurs chez les *employés*.

A Abbeville, travail satisfaisant, 60 heures, chez les *typographes*; 8 p. 100 de chômeurs chez les *commis aux écritures et employés de commerce*.

79. — **Tarn.** — A Albi, 48 heures chez les *mineurs*; 12 p. 100 de chômeurs chez les *boulangers*; pas de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*; pas de chômeurs, 25 heures, chez les *chapeliers-fouleurs*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *charpentiers*; 3 p. 100 de chômeurs, 60 heures, dans le *bâtiment*, pas de chômeurs, 54 heures, chez les *maçons*, 12 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *terrassiers et manœuvres*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *ouvriers en chaux et ciments*.

A Castres, pas de chômeurs, chez les *boulangers*; pas de chômeurs, 60 heures, dans l'*industrie textile*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *charpentiers*; travail satisfaisant, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *métallurgistes*; pas de chômeurs, 55 heures, chez les *sculpteurs*.

A Graulhet, 15 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *ouvriers moutonniers*.

A Mazamet, 50 p. 100 de chômeurs, 48 à 60 heures, chez les *mégissiers*, 56 p. 100 de chômeurs chez les *ouvriers de la peau de mouton*; 83 p. 100 de chômeurs, 60 heures, dans l'*industrie textile*; 3 p. 100 de chômeurs, 55 à 60 heures, chez les *fileurs*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *maçons et cimentiers*; pas de changement chez les *menuisiers-ébénistes*; 50 p. 100 de chômeurs, 50 heures, chez les *manœuvres et terrassiers*; pas de chômeurs, chez les *charretiers-camionneurs*.

A Rabastens, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *maçons et charpentiers*.

A Saint-Amans-Soul, 37 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *délaineurs*.

80. — **Tarn-et-Garonne.** — A Montauban, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *typographes*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *menuisiers et charpentiers*.

81. — **Var.** — A Toulon, 15 p. 100 de chômeurs, 72 heures, chez les *confiseurs-pâtisseries*; travail peu satisfaisant, 48 à 54 heures, chez les *travailleurs de l'usine à gaz*; 30 p. 100 de chômeurs, 50 heures, chez les *menuisiers*, 17 p. 100 de chômeurs chez les *tailleurs de pierre*.

A Draguignan, travail peu satisfaisant chez les *maçons*.

A la Garde, pas de chômeurs dans le *bâtiment*.

A Hyères, pas de chômeurs chez les *cochers*.
A Saint-Raphaël, 7 p. 100 de chômeurs chez les *maçons*.
A la Seyne, 5 p. 100 de chômeurs, 48 heures, travail peu satisfaisant, chez les *marins* et *pêcheurs*.

82. — **Vaucluse.** — A Avignon, 6 p. 100 de chômeurs chez les *minotiers*; pas de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*; pas de chômeurs, 66 heures, chez les ouvriers en *chaussures*; pas de chômeurs chez les ouvriers de l'*habillement*; 19 p. 100 de chômeurs chez les *mécaniciens*; 5 p. 100 de chômeurs, 63 heures, chez les *employés*.

A Caderousse, travail satisfaisant chez les *balaitiers*.

A Orange, 16 p. 100 de chômeurs chez les *balaitiers*; 4 p. 100 de chômeurs, 60 heures, dans le *bâtiment*;

A Villeneuve-d'Avignon, 16 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *tanneurs-corroyeurs*.

83. — **Vendée.** — A la Roche-sur-Yon, pas de chômeurs, 66 heures, chez les *charpentiers* et *menuisiers*; pas de chômeurs, 66 heures, dans le *bâtiment*.

A Faymoreau, pas de chômeurs, 64 heures, chez les *mineurs*.

A Fontenay-le-Comte, travail satisfaisant, 60 heures, chez les *typographes*.

Aux Sables-d'Olonne, pas de chômeurs chez les *pêcheurs*; 70 p. 100 de chômeurs, 26 heures, chez les *ouvriers boitiers*.

Chez les *tisserands*, chômage général à Evrunes; 23 p. 100 aux *Épesses*; pas de chômeurs, 50 heures, à Mortagne-sur-Sèvre; chômage général à Saint-Laurent-sur-Sèvre.

A Mervent, pas de chômeurs, 66 heures, chez les *forestiers*.

84. — **Vienne.** — A Poitiers, pas de chômeurs, 64 heures, chez les *typographes*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *menuisiers-ébénistes*.

A Châtellerault, pas de chômeurs, chez les *boulangers*; pas de chômeurs, 36 à 39 heures, chez les *maréchaux-ferrants*; pas de chômeurs, 66 heures, dans le *bâtiment*.

A Chauvigny, pas de chômeurs, 72 heures, chez les *carriers*; pas de chômeurs, 66 heures, chez les *cordonniers*.

85. — **Vienne (Haute-).** — A Limoges, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *imprimeurs-conducteurs-typographes*; travail satisfaisant, 60 heures, chez les *relieurs* et *doreurs*; travail assez satisfaisant dans l'*habillement*; 25 p. 100 de chômeurs, 60 heures chez les *ébénistes*; pas de chômeurs, 54 heures chez les *sabotiers*; pas de chômeurs chez les *peintres*; 11 p. 100 de chômeurs dans la *céramique*; 4 p. 100 chez les *cheviseurs* et *emballeurs*; pas de chômeurs chez les *coiffeurs*; pas de chômeurs chez les *musiciens*.

Au Dorat, pas de chômeurs chez les *maçons*.

A Saint-Junien, 60 p. 100 de chômeurs chez les *gantiers*.

A Saint-Yrieix, pas de chômeurs chez les *terrassiers*.

86. — **Vosges.** — A Épinal, pas de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*; pas de chômeurs chez les *employés*.

A Gérardmer, pas de chômeurs, 66 heures, chez les ouvriers en *jouets*.

A Jubainville, pas de chômeurs, 48 heures, chez les ouvriers de l'*aiguille*.

A Remiremont, pas de chômeurs chez les *employés*.

A Saint-Dié, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *mouleurs*.

A Saulxures-sur-Mosellotte, pas de chômeurs, 66 heures, chez les *carriers*.

A Anould, pas de chômeurs, 60 heures, chez les ouvriers des *papeteries*.

Chez les *ouvriers textiles*: pas de chômeurs à Châtel-sur-Moselle, à Fresse-sur-Moselle, à Remiremont, à Rupt-sur-Moselle; 3 p. 100 à Saint-Dié, pas de chômeurs à Saint-Léonard, travail satisfaisant au Thillot; pas de chômeurs à Val-d'Ajol; 2 p. 100 de chômeurs à Moyenmontier.

87. — **Yonne.** — A Auxerre, 2 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*.

A Chassignelles, pas de chômeurs, chez les *tailleurs de pierres*,

A Sens, 60 heures dans le *bâtiment*.

Chez les *bûcherons*: pas de chômeurs à Fontenailles-sous-Andryes, à Lavau, à Mézilles,

à Moutiers, à Saint-Fargeau, à Saint-Privé, à Saint-Sauveur-en-Puisaye; à Septfonds, à Sommechaux, à Treigny.

88. — **Algérie.** — A Alger, 38 p. 100 de chômeurs, 136 heures, chez les *limonadiers*, 5 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *tonneliers*; pas de chômeurs chez les employés en *quincaillerie*.

A Bône, pas de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*; 70 p. 100 de chômeurs dans le *bâtiment*.

A Constantine, 8 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les ouvriers en *métaux*; 24 p. 100 de chômeurs chez les *tailleurs de pierre*.

A Oran, 22 p. 100 de chômeurs chez les *inscrits maritimes*; 15 p. 100 de chômeurs chez les *maçons*; 57 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *mécaniciens-chauffeurs*.

Commerce extérieur de la France. — Tableau des importations et exportations pendant les quatre premiers mois de 1908 :

	1908.	1907.	AUGMENTATIONS en 1908.	DIMINUTIONS en 1908.
IMPORTATIONS.	1,000 francs.	1,000 francs.	1,000 francs.	1,000 francs.
Objets d'alimentation.....	298,299	335,722	"	37,423
Matières nécessaires à l'industrie.....	1,433,497	1,506,853	"	73,356
Objets fabriqués.....	390,834	365,219	25,615	"
TOTAUX.....	2,112,630	2,207,794	25,615	110,779
DIMINUTION en 1908 .....	.....	.....	85,164	.....
EXPORTATIONS.				
Objets d'alimentation.....	211,419	205,502	5,917	"
Matières nécessaires à l'industrie.....	471,367	528,538	"	57,171
Objets fabriqués.....	882,447	991,757	"	109,280
Colis postaux.....	153,133	140,989	12,144	"
TOTAUX.....	1,718,396	1,866,786	18,061	166,451
DIMINUTION en 1908 .....	.....	.....	148,390	.....

Recettes des chemins de fer (SEPT GRANDS RÉSEAUX). — 472,616,200 francs du 1^{er} janvier au 21 avril 1908 contre 467,100,000 francs pendant la période correspondante de 1907, soit une augmentation de 5,516,200 francs.

Prix courants d'un certain nombre de marchandises sur la place de Paris (sauf indication contraire):

	Cours fin du mois de	
	Avril 1908.	Mai 1908.
Sucre br., blanc n° 3, les 100 kilogr., cour ^t	32' 62	"
Alcool 90 deg., l'hectol., cour ^t	46 37	47' 62
Huile de colza brute dispon., les 100 kilogr.....	85 00	84 00
Huile de lin dispon., les 100 kilogr.....	51 50	53 62
Suif de la boucherie de Paris, les 100 kilogr. (en pains).....	68 00	68 00
Cotons (au Havre), les 50 kilogr., cour ^t	65 12	60 75
Laines en suint (au Havre), les 100 kilogr., cour ^t	133 00	116 50
Soies grêges Cévennes, 2 ^e qual. (à Lyon), le kilogr.....	45 00	"
Cuivre en lingots, les 100 kilogr. mixtes (1 ^{re} classe).....	157 00	154 00
Étain Banka, <i>idem.</i>	387 00	375 00
Plomb, livr. à Paris, <i>idem.</i>	41 00	39 25
Zinc, bonnes marques, <i>idem.</i>	59 50	57 00
Blé à Paris, les 100 kilogr. mixtes (1 ^{re} classe).....	22 37	23 37
Viande (bœuf), moyenne des 3 qualités, la Villette, le kilogramme.	1 40	"
— veau, <i>idem.</i>	2 00	"
— mouton, <i>idem.</i>	2 00	"
— porc, <i>idem.</i>	1 75	"

MOUVEMENT SYNDICAL.

Pendant le mois de mars 1908, le Ministère du Travail et de la Prévoyance sociale a été avisé de la création de :

- 31 syndicats patronaux comptant 1583 membres;
- 27 syndicats ouvriers comptant 2,530 membres;
- 1 syndicat mixte comptant 44 membres;
- 1 union de syndicats patronaux;
- 2 unions de syndicats ouvriers;

et de la dissolution de :

- 20 syndicats patronaux comptant 685 membres;
- 46 syndicats ouvriers comptant 2,551 membres;
- 2 syndicats mixtes comptant 105 membres;

Les nouvelles associations signalées ont été fondées :

7 en avril, 22 en mars, 9 en février, 6 en janvier et 19 antérieurement au 1^{er} janvier 1908.
Total : 63.

A. — CRÉATION DE SYNDICATS, D'UNIONS DE SYNDICATS ET DE BOURSES DU TRAVAIL.

(La date entre crochets [] est celle de la création du syndicat.)

1° SYNDICATS PATRONAUX.

Allier [13 janvier 1908]. — Syndicat des **charcutiers** de Montluçon et de l'arrondissement (40 membres). Siège social : café du **Siècle**, faubourg Saint-Pierre, MONTLUÇON. — [5 mars 1908]. — Chambre syndicale des entrepreneurs de **plâtreries**, peinture, décoration et vitrerie (23 membres). Siège social : rue Besse, 5, VICHY. — [20 avril 1908]. — Chambre syndicale des entrepreneurs de **terrassément**, de maçonnerie et de transports de maçonnerie et de transports de Vichy et de l'arrondissement de Lapalisse et ses environs (12 membres). Siège social : rue Besse, 5, VICHY.

Aude [26 mars 1908]. — Chambre syndicale des représentants en **épicerie** (15 membres). Siège social : Café du Helder, boulevard de la Liberté (NARBONNE).

Aveyron [7 octobre 1907]. — Chambre syndicale des entrepreneurs et patrons de l'industrie du **batiment** et travaux publics (36 membres). Siège social : boulevard de la Douve, VILLEFRANCHE-DE-ROUERGUE.

Bouches-du-Rhône [15 mars 1908]. — Syndicat des marchands et marchandes de **coquillages** (50 membres). Siège social : rue Lancerie 12, MARSEILLE.

Corrèze [10 avril 1908]. — Syndicat des **limonadiers** et hôteliers (100 membres). Siège social : Hôtel de ville, BRIVE. — [28 mars 1908]. — Syndicat des entrepreneurs de **menuiserie** et travaux publics (15 membres). Siège social : Hôtel de ville, BRIVE.

Eure [1^{er} septembre 1906]. — Syndicat des **charcutiers** d'Évreux et de l'arrondissement (9 membres). Siège social : rue Grande, 58, ÉVREUX.

Gers [31 décembre 1907]. — Syndicat professionnel des **maréchaux-ferrants** de l'Isle-en-Jourdain « Saint-Bertrand » (17 membres). Siège social : L'ISLE-EN-JOURDAIN.

Jura [1^{er} janvier 1908]. — Chambre syndicale des fabricants de tuyaux de **pipes** (11 membres). Siège social : Maison Ernest Verguet, CINGUÉTRAL. — Syndicat de la **boucherie** de Lons-le-Saunier (14 membres). Siège social : rue Saint-Désiré, 35, LONS-LE-SAUNIER.

Meurthe-et-Moselle [21 juillet 1907]. — Syndicat d'élevage du **cheval** de trait dans l'arrondissement de Briey (51 membres). Siège social : BRIEY.

Morbihan [12 avril 1908]. — Syndicat des producteurs **laitiers** d'Hennebont (70 membres). Siège social : Mairie, HENNEBONT. — [?]. Syndicat des patrons **bouchers** de la ville de Lorient (18 membres). Siège social : Hôtel de ville, LORIENT. — Syndicat de la **charcuterie** de la ville de Lorient (10 membres). Siège social : place Alsace-Lorraine, LORIENT.

Nord [11 mars 1908]. — Syndicat des courtiers en **grains**, graines, tourteaux, engrais et dérivés de Lille et de la région du Nord (45 membres). Siège social : Café Belle vue, grande Place. LILLE. — [24 mars 1908]. — Syndicat général des entrepreneurs du **bâtiment** de Roubaix et communes limitrophes (160 membres). Siège social : rue Pauvree, 28, ROUBAIX. — [6 mars 1908]. — Chambre syndicale des **horticulteurs**, patrons jardiniers, paysagistes, pépiniéristes, fleuristes, maraîchers et marchands grainiers de Roubaix, Tourcoing et environs (30 membres). Siège social : Café de la poste, rue du vieil abreuvoir, ROUBAIX. — [25 mars 1908]. — Syndicat des entrepreneurs de **plafonnage** de la ville de Tourcoing et des communes limitrophes (10 membres). Siège social : Hôtel de ville, 2, TOURCOING.

Oise [24 février 1908]. — Chambre syndicale des débiteurs de **boissons** du département de l'Oise (121 membres). Siège social : rue de l'école Somasco, 11, CREIL.

Pas-de-Calais [16 juin 1907]. — Syndicat de la **boulangerie** de la ville d'Étaples et des environs (8 membres). Siège social : Café Vasseur, Grand'Place, ÉTAPLES. — [21 mars 1908]. — Chambre syndicale des **meuniers** et négociants en grains et farines de l'arrondissement de Saint-Omer (11 membres). Siège social : rue de Calais, 92, SAINT-OMER.

Rhône [2 janvier 1907]. — Chambre syndicale des négociants en appareils et fournitures **photographiques** de Lyon et du Sud-Est (13 membres). Siège social : rue de la Barre, 6, LYON.

Seine [12 mars 1908]. — Association syndicale des courtiers et agents en **grains**, grains, farines, issues, fourrages, légumes secs, huiles, sucres et alcools (34 membres). Siège social : Bourse du commerce, PARIS. — [17 mars 1908]. — Chambre syndicale des entrepreneurs d'installation de **magasins** et bureaux et industries annexes de Paris et du département de la Seine (45 membres). Siège social : rue de Lancry, 10, PARIS.

Seine-et-Marne [8 février 1908]. — Syndicat des producteurs du **lait** de l'arrondissement de Provins (300 membres). Siège social : PROVINS.

Seine-et-Oise [22 février 1908]. — Chambres syndicales des débiteurs de **boissons** de la ville de Versailles et des environs (250 membres). Siège social : rue Royale, 3, VERSAILLES. [25 novembre 1907]. — Syndicat des nourrisseurs et **laitiers** détaillants de l'arrondissement de Versailles (37 membres). Siège social : VERSAILLES. — [29 janvier 1908] — Syndicat des **pharmaciens** de Versailles et du Chesnay (21 membres). Siège social : boulevard Lesseps, 1, VERSAILLES.

2° SYNDICATS OUVRIERS.

Oran [15 avril 1905]. — Syndicat des agents généraux des compagnies d'**assurances**

du département d'Oran (17 membres). Siège social : Maison Maxime Arioli, rue des Lois, ORAN.

Alpes-Maritimes [16 mars 1908]. — Syndicat international du bâtiment [22 membres]. Siège social : Café du Commerce, avenue d'Antibes, VALLAURIS.

Aude [1^{er} mars 1908]. — Syndicat des ouvriers agriculteurs de Barbaira (40 membres). Siège social : BARBAIRA. [21 octobre 1906]. — Union syndicale des ouvriers et ouvrières en chapellerie et parties similaires d'Espéraz et environs (200 membres). Siège social : ESPÉRAZA. — [10 mars 1908]. — Syndicat des chiffonniers et parties similaires des deux sexes de l'arrondissement de Narbonne (45 membres). Siège social : Bourse du travail, NARBONNE.

Bouches-du-Rhône [14 avril 1908]. — Syndicat indépendant des ouvriers boulangers (30 membres). Siège social : plaine Saint-Michel, 63, MARSEILLE. — [29 février 1908]. — Syndicat des pêcheurs de l'Estaque-Plage (40 membres). Siège social : Bar Conil, Estaque-Plage, MARSEILLE.

Cher [5 avril 1908]. — Chambre syndicale des ouvriers en bâtiment de Jouet-sur-l'Aubois (28 membres). Siège social : JOUET-SUR-L'AUBOIS. — [1^{er} juin 1907]. — Syndicat général de la céramique (653 membres). Siège social : Bourse du travail, MEHUN-SUR-YÈVRE.

Corrèze [14 mars 1908]. — Chambre syndicale des ouvriers terrassiers, manœuvres et puisatiers de Brive (250 membres). Siège social : Bourse du travail, BRIVE.

Creuse [27 juillet 1907]. — Syndicat professionnel dit des ouvriers dessinateurs d'Aubusson (38 membres). Siège social : Hôtel-de-ville, AUBUSSON.

Drôme [1^{er} mars 1908]. — Chambre syndicale des ouvriers coiffeurs de Valence et de la région (30 membres). Siège social : Bourse du travail, VALENCE.

Loire-Inférieure [31 mars 1908]. — Syndicat des ouvriers jardiniers de Pornichet (35 membres). Siège social : chez le Président, PORNICHER.

Nord [1^{er} janvier 1908]. — Association fraternelle des ouvriers bitumiers et similaires de Lille et environs (30 membres). Siège social : rue des Sarrazins, 5a, LILLE. — [24 février 1908]. — Union syndicale des ouvriers brossiers de Lille et ses environs (45 membres). Siège social : rue du Molinel, 66, LILLE.

Pas-de-Calais [9 mars 1908]. — Union syndicale des ouvriers menuisiers et similaires d'Arras et environs (38 membres). Siège social : rue des Trois-Visages, 24, ARRAS. — [1^{er} mars 1908]. — Chambre syndicale des ouvriers chargeurs et déchargeurs réguliers des sels de Boulogne-sur-Mer (30 membres). Siège social : impasse du Moulin à vapeur, 3, BOULOGNE-SUR-MER. — [1^{er} mars 1908]. — Chambre syndicale des peintres en bâtiment et parties similaires de Boulogne-sur-Mer (120 membres). Siège social : Bourse du travail, BOULOGNE-SUR-MER. — [22 mai 1907]. — Association syndicale des artistes musiciens du Grand théâtre municipal de Calais (40 membres). Siège social : boulevard Jacquard, 73, CALAIS. — [6 février 1906]. — Syndicat ouvrier de l'industrie textile de Frévent (150 membres). Siège social : Estaminet Émile Houbart, rue d'Hesdin, FRÉVENT. — [1^{er} mars 1907]. — Syndicat de l'aiguille (habillement) (180 membres). Siège social : rue du Griffon, 8, SAINT-OMER.

Seine [6 mars 1908]. — Syndicat jaune des ouvriers métallurgistes (40 membres). Siège social : rue du Cherche-Midi, 41, PARIS. — [6 janvier 1908]. — Association professionnelle des chefs d'orchestre (49 membres). Siège social : rue Oberkampf, 37, PARIS. — [15 mars 1908]. — Syndicat libre des ouvriers tailleurs de pierre et parties similaires du département de la Seine (112 membres). Siège social : rue Lafayette, 23g, PARIS. —

Seine-et-Oise [29 février 1908]. — Syndicat des ouvriers du **bâtiment** du canton d'Argenteuil (200 membres). Siège social : ancienne Mairie, boulevard Héloïse, ARGENTEUIL. — [1^{er} janvier 1908]. — Syndicat **métallurgiste** de l'arrondissement de Mantes (15 membres). Siège social : place du Marché au blé, MANTES.

Seine-Inférieure [1^{er} avril 1908]. — Union syndicale rouennaise des industries du livre (5 membres). Siège social : rue des Vergetiers, 4, ROUEN.

Oran [23 février 1908]. — Syndicat **métallurgiste** (25 membres). Siège social : Bourse du travail, ORAN.

3^e SYNDICAT MIXTE.

Seine [16 avril 1908]. — Syndicat mixte général et indépendant de l'union laborieuse de l'alimentation (44 membres). Siège social : rue Saint-Denis, 109, PARIS.

4^e UNION DE SYNDICATS PATRONAUX.

Rhône [15 février 1908]. — Union des syndicats patronaux de la **teinture**, de l'apprêt, de l'impression et industries annexes (2 syndicats adhérents). Siège social : rue du Bât d'argent, 1, LYON.

5^e UNIONS DE SYNDICATS OUVRIERS.

Doubs [15 janvier 1907]. — Union ouvrière de la **boîte** de montre (3 syndicats adhérents). Siège social : Bourse du travail, BESANCON.

Morbihan [24 novembre 1907]. — Union des syndicats ouvriers de Vannes (7 syndicats adhérents). Siège social : Bourse du travail, VANNES.

6^e BOURSE DU TRAVAIL.

Var [20 mai 1907]. — Union des chambres syndicales ouvrières de Perpignan et de la région (5 syndicats adhérents). Siège social : rue de l'observance, 19, DRAGUIGNAN.

B. — SYNDICATS DISSOUS.

(La date entre crochets [] est celle de la création du syndicat. La date de la dissolution n'est pas donnée, parce que l'inactivité du syndicat est souvent le seul indice de sa disparition.)

1^e SYNDICATS PATRONAUX.

Allier — [4 février 1904]. — Chambre syndicale des maîtres **carriers** des Grivats (22 membres). Siège social : CUSSET.

Aude [?]. — Syndicat de la corporation des **bouchers** et charcutiers (28 membres). Siège social : Café du Marché, NARBONNE. — [22 juillet 1906]. — Syndicat des **électriciens** de l'Aude, Hérault et Pyrénées-Orientales (10 membres). Siège social : rue Droite, 43, NARBONNE.

Aveyron [1^{er} juillet 1905]. — Chambre syndicale patronale des **coiffeurs** de Millau (14 membres). Siège social : Hôtel-de-Ville, MILLAU.

Bouches-du-Rhône [22 novembre 1903]. — Chambre syndicale pour la défense des intérêts des marchands de **bois** et charbons de la ville de Marseille et de la région (87 membres). Siège social : rue de La Loge, 39, MARSEILLE. — [11 novembre 1906]. — Union générale des **capitaines** au long cours et officiers de la Marine marchande (34 membres). Siège social : rue République, 72, MARSEILLE. — [21 octobre 1904]. — Syndicat des **commissionnaires** libres aux-Monts-de-Piété (16 membres). Siège social : rue des Beaux-Arts, 11, MARSEILLE. — [9 août 1903]. — Syndicat des marchands **forains** et **santonniers** (30 membres). Siège social : Plaine Saint-Michel, 63, MARSEILLE. — [20 novembre 1900]. — Syndicat des fabricants d'**huiles** de Marseille (24 membres). Siège social : rue Cannelière, 12, MARSEILLE. — [7 mai 1906]. — Syndicat des maîtres **tailleurs de pierres** tendres et demi-dures de Marseille (51 membres). Siège social : Cours du Chapitre, 1, MARSEILLE.

Cher [7 décembre 1901]. — Chambre syndicale des entrepreneurs de **plâtrerie** de la ville de Bourges (17 membres). Siège social : Place Jacques-Cœur, BOURGES.

Côtes-du-Nord [6 juin 1902]. — Chambre syndicale des entrepreneurs des travaux de **bâtiment** de la ville de Saint-Brieux (34 membres). Siège social : rue Saint-Michel, 51, SAINT-BRIEUC.

Gironde [6 mars 1900]. — Syndicat indépendant des marchands et **brocanteurs-chiffonniers** des deux sexes de la Gironde (12 membres). Siège social : Athénée, BORDEAUX.

Savoie (Haute-) [1^{er} mars 1908]. — Syndicat des producteurs **laitiers** de la commune de Rumilly (50 membres). Siège social : Salle des Sociétés, RUMILLY.

Seine [21 juin 1905]. — Chambre syndicale de l'industrie du **bâtiment** de Nanterre et ses environs (22 membres). Siège social : rue du Parc, 3, NANTERRE. — [4 avril 1905]. — Syndicat des garages d'**automobiles** et des industries annexes (2 membres). Siège social : rue d'Athènes, 7, PARIS. — [15 avril 1891]. — Chambre syndicale des **brasseurs** français et entrepositaires de bières françaises à Paris (4 membres). Siège social : rue de Lancry, 10, PARIS. — [17 février 1896]. — Syndicat des **brasseurs** français et entrepositaires de bières des environs de Paris (44 membres). Siège social : rue Croix-Nivert, 124, PARIS. — [11 mars 1901]. — Union syndicale du commerce des **huîtres** en gros de Paris et des environs (14 membres). Siège social : rue Mondétour, 9, PARIS. — [23 février 1900]. — Syndicat professionnel de la **presse** scientifique (172 membres). Siège social : Avenue de l'Opéra, 5, PARIS. (Transformé en société de secours mutuels.)

2° SYNDICATS OUVRIERS.

Aude [23 juin 1904]. — Syndicat des ouvriers **cultivateurs** et terrassiers de Bize (57 membres). Siège social : BIZE. — [15 septembre 1903]. — Syndicat des ouvriers **cultivateurs** de Canet (23 membres). Siège social : CANET. — [28 août 1906]. — Syndicat des employés de commerce du **tissu** (60 membres). Siège social : Café Glacier, CARCASSONNE. — [1^{er} septembre 1906]. — Syndicat professionnel des ouvriers **maréchaux-ferrants** de la ville de Carcassonne et des environs (17 membres). Siège social : Bourse du travail, CARCASSONNE. — [1^{er} août 1893]. — Chambre syndicale des ouvriers **tonneliers** de Carcassonne (15 membres). Siège social : Bourse du travail, CARCASSONNE. — [28 mars 1905]. — Syndicat professionnel des ouvriers du **bâtiment** et parties similaires de la ville de Coursan (14 membres). Siège social : rue Alsace-Lorraine, 3, COURSAN. — [2 août 1906]. — Syndicat des ouvriers **terrassiers** de Feuilla (30 membres). Siège social : FEUILLA. — [4 janvier 1904]. — Syndicat des ouvriers **cultivateurs** et terrassiers de la commune de Fleury (120 membres). Siège social : Café du Commerce, FLEURY. — [1^{er} février 1904]. —

Syndicat des ouvriers agricoles de la commune de Marseillette (29 membres). Siège social : Café Aussaguel, MARSEILLETTE. — [10 juin 1906]. — **Syndicat des comptables, commis et employés aux écritures** (21 membres). Siège social : Bourse du travail, NARBONNE. — [27 janvier 1904]. — **Syndicat des ouvriers jardiniers-maraisiers de Narbonne** (7 membres). Siège social : Café de la Métallurgie, NARBONNE. — [21 décembre 1906]. — **Chambre syndicale des débardeurs et parties similaires de La Nouvelle** (32 membres). Siège social : LA NOUVELLE. — [4 février 1904]. — **Syndicat des ouvriers cultivateurs de Roquefort des Corbières** (70 membres). — Siège social : Café Barthe, ROQUEFORT-DES-CORBIÈRES. — [31 janvier 1904]. — **Syndicat des ouvriers cultivateurs de Tourouzelles** (36 membres). Siège social : Maison Chanard-Justin, TOUROUZELLE. — [21 novembre 1906]. — **Syndicat des ouvriers terrassiers de Treilles** (23 membres). Siège social : Salle du bal, TREILLES. — [24 janvier 1904]. — **Syndicat des ouvriers cultivateurs de Villegaigne** (24 membres). Siège social : Mairie, VILLEGAINNE.

Aveyron [30 octobre 1906]. — **Chambre syndicale ouvrière des garçons limonadiers restaurateurs et assimilés de Millau** (14 membres). Siège social : Maison du Peuple, MILLAU. — [5 août 1907]. — **Syndicat des ouvriers métallurgistes de Viviez** (72 membres). Siège social : Maison des Bains, VIVIEZ.

Bouches-du-Rhône [16 mai 1886]. **Chambre syndicale des ouvriers chapeliers d'Aix** (18 membres). Siège social : Cours Sextius, 34, AIX. — [27 juin 1905]. — **Syndicat philanthropique des commis et employés d'Aix** (30 membres). Siège social : Café Oriental, Cours Mirabeau, AIX. — [1^{er} juillet 1905]. — **Syndicat coopératif des ouvriers agricoles français** (47 membres). Siège social : rue du Vauxhall, 45, ARLES. — [20 juin 1895]. — **Syndicat des ouvriers potiers** (35 membres). Siège social : rue de la République, 6, AUBAGNE. — [30 août 1895]. — **Syndicat des ouvriers caoutchoutiers** (20 membres). Siège social : Bourse du travail : MARSEILLE. — [9 novembre 1905]. — **Syndicat des coupeurs-chemisiers spécialistes de Marseille et de la région** (30 membres). Siège social : rue des Chartreux, 13, MARSEILLE. — [30 août 1905]. — **Chambre syndicale des ouvriers ferblantiers en articles de ménage** (30 membres). Siège social : Bourse du travail : MARSEILLE. — [27 septembre 1904]. — **Syndicat indépendant des liquoristes de Marseille** (40 membres). Siège social : Quai du Canal, 12, MARSEILLE. — [23 février 1886]. — **Chambre syndicale des ouvriers marbriers réunis de la ville de Marseille** (34 membres). Siège social : Bourse du travail, MARSEILLE. — [1^{er} août 1905]. — **Syndicat des marchands ambulants de la ville de Marseille** — Primeurs — (65 membres). Siège social : rue d'Aubagne, 11, MARSEILLE. — [7 juillet 1905]. — **Syndicat des représentants de Marseille** (40 membres). Siège social : rue Molière, 1, MARSEILLE. — [3 mars 1901]. — **Association des sténographes professionnels du Midi** (74 membres). Siège social : rue Estelle, 6, MARSEILLE. — [22 février 1903]. — **Syndicat français des ouvriers mineurs et terrassiers de Marseille** (45 membres). Siège social : Bourse du travail, MARSEILLE. — [10 février 1905]. — **Syndicat international des ouvriers chaudronniers, métallurgistes et similaires de Port-Saint-Louis-du-Rhône** (28 membres). Siège social : faubourg Hardon, PORT-SAINT-LOUIS-DU-RHÔNE.

Cher [18 avril 1894]. — **Syndicat des ouvriers bûcherons et travaux similaires de la commune de Méry-ès-Bois** (25 membres). Siège social : MÉRY-ÈS-BOIS. — [15 juillet 1900]. — **Chambre syndicale des ouvriers plâtriers-peintres de la ville de Saint-Amand** (10 membres). Siège social : Bourse du travail, SAINT-AMAND. — [11 mai 1901]. — **Chambre syndicale des sabotiers, galochiers et monteurs de Saint-Amand** (14 membres). Siège social : Bourse du travail, SAINT-AMAND. — [1^{er} décembre 1893]. — **Syndicat des ouvriers bûcherons et travaux similaires de la commune de Vierzon**. — Vrillage (16 membres). Siège social : VIERZON-VILLAGE.

Creuse [16 mars 1905]. — **Chambre syndicale des ouvriers menuisiers et ébénistes de la ville d'Aubusson** (18 membres). Siège social : Hôtel-de-ville, AUBUSSON. — [13 mars 1906]. — **Syndicat des ouvriers mineurs et assimilés** (93 membres). Siège social : BOSMOREAU-LES-MINES. — [26 juin 1893]. — **Chambre syndicale des typographes de Guéret** (8 membres). Siège social : boulevard Saint-Pardoux, 15, GUÉRET.

Garonne (Haute-) [25 juillet 1899]. — Syndicat des ouvriers **plâtriers** de Toulouse (120 membres). Siège social : Bourse du travail, TOULOUSE.

Seine [20 février 1904]. — Syndicat du personnel non gradé de la Compagnie du chemin de fer sur route de Paris à Arpajon (220 membres). Siège social : boulevard Brune, 135, PARIS. — [9 novembre 1901]. — Syndicat des ouvrières en **dentelles**, broderies et tapisseries d'art (80 membres). Siège social : rue Antoine-Boucher, 10, PARIS. — [7 décembre 1900]. — Syndicat des femmes de **lettres** (105 membres). Siège social : rue Antoine-Boucher, 10, PARIS. — [13 octobre 1900]. — Syndicat général revendicatif propagandiste des ouvriers **limonadiers-restaurateurs** de Paris (370 membres). Siège social : boulevard Magenta, 1 bis, PARIS. — [15 septembre 1891]. — Union syndicale des ouvriers **marbriers** du meuble (160 membres). Siège social : Bourse du travail, PARIS (a fusionné avec la chambre syndicale des ouvriers **marbriers** de Paris et du département de la Seine). — [1^{er} octobre 1904]. — Syndicat des employés du **papier peint** (96 membres). Siège social : faubourg Saint-Antoine, 192, PARIS.

Vienne (Haute-) [26 juin 1901]. — Association syndicale des préparateurs en **pharmacie** de Limoges (50 membres). Siège social : Bourse du travail, LIMOGES.

3° SYNDICATS MIXTES.

Aude [25 décembre 1904]. — « Syndicat narbonnais » Syndicat mixte de la Corporation des ouvrières en **habillement** et métiers similaires (65 membres). Siège social : maison Cros, quai Vallière, NARBONNE. — [7 juillet 1908]. — Union syndicale des ouvriers **agrico-**les et similaires et propriétaires contre le chômage (40 membres). Siège social : VILLEDAIGNE.

Le Rédacteur en Chef du Bulletin, Gérant,

CH. PICQUENARD.

PUBLICATIONS DE LA DIRECTION DU TRAVAIL

(Les volumes épuisés sont marqués d'un astérisque [*].)

I. — CONSEIL SUPÉRIEUR DU TRAVAIL.

1 ^{re} SESSION (1891). — * <i>Compte rendu</i> . — <i>Rapports</i> : Bureaux de placement (M. Thévenet). — Protection des salaires (M. Martelin). — Création d'un office du travail (M. Keufer). — 1 in-4°, 200 p....	2 fr. 25
2 ^e SESSION (1892). — * <i>Compte rendu</i> . — <i>Rapports</i> : Organisation du crédit populaire (MM. Labeyrie et Delahaye). — Sociétés coopératives de crédit (M. Lyon-Caen). — Habitations ouvrières (M. Siegfried). — Musée d'économie sociale (M. Linder). — Règlements d'atelier (M. Keufer). — Pétition des typographes de Lyon. — 1 in-4°, 252 p....	3 fr. 30.
3 ^e et 4 ^e SESSIONS (déc. 1893-janv. 1894). — * <i>Compte rendu</i> . — <i>Rapport</i> sur l'organisation du crédit populaire (M. Many). — 1 in-4°, 341 p....	3 fr. 30.
5 ^e SESSION (1895). — * <i>Compte rendu</i> . — <i>Rapport</i> sur la création de chambres de travail (M. Depasse). — 1 in-4°, 165 p....	2 fr. 25.
6 ^e SESSION (1896). — * <i>Compte rendu</i> . — <i>Rapports</i> : L'insaisissabilité des pensions ouvrières (M. Paulet). — La question du chômage. — 1 in-4°, 143 p., 1 fr. 80. — * <i>Rapport</i> sur la question du chômage, avec les documents réunis par l'Office du travail. — 1 in-4°, 398 p....	3 fr. 60.
* Statistique des travaux de secours en cas de chômage (1896, 1897, 1898) [note de l'Office du travail]. — 1 broch. in-4°, 23 p. (1899).....	1 franc.
7 ^e SESSION (1897). — * <i>Compte rendu</i> . — <i>Rapport</i> sur le système actuel des adjudications (M. Keufer). — Note de l'Office du travail sur le minimum de salaire dans les travaux publics. — 1 in-4°, 299 p.	3 fr. 30.
8 ^e SESSION (1898). — * <i>Compte rendu</i> . — <i>Rapport</i> sur le marchandage (M. Goy). — Note de l'Office du travail sur le marchandage. — 1 in-4°, 127 p....	1 fr. 80.
9 ^e SESSION (1900). — * <i>Compte rendu</i> . — 1 in-4°, 525 p....	4 fr. 50.
* Les conseils de prud'hommes [documents et enquêtes de l'Office du travail]. — 1 in-4°, 409 p.	3 fr. 60.
Enquête sur la législation des conseils de prud'hommes. — 1 br. in-4°, 55 p....	1 franc.
10 ^e SESSION (1901). — * <i>Compte rendu</i> . — 1 in-4°, 175 p., 2 fr. 25. — * <i>Rapport</i> et documents sur la réglementation du travail dans les bureaux et magasins (M. Dalle) et dans les petites industries de l'alimentation (M. Barafort). — 1 in-4°, 261 p....	3 fr. 60.
* <i>Rapports</i> sur diverses modifications à la législation des prud'hommes et sur les renvois par suite de saisie-arrest. — 1 broch. in-4°, 28 p....	1 franc.
11 ^e SESSION (1902). — <i>Compte rendu</i> . — 1 in-4°, 147 p....	1 fr. 80.
* Apprentissage : enquête et doc. (rapport de M. Briat). — 1 in-4°, 537 p....	4 fr. 50.
* <i>Rapport</i> sur les modifications à apporter aux groupes professionnels du conseil supérieur (M. Fagnot). — 1 broch. in-4°, 15 p....	1 franc.
12 ^e SESSION (1903). — <i>Compte rendu</i> . — 1 in-4°, 224 p....	2 fr. 70.
* Les caisses de chômage. — 1 in-4°, 148 p....	1 fr. 80.
* Réglementation du travail dans les industries de transport (M. Moreau). — 1 in-4°, 87 p....	1 fr. 50.
Enquêtes et documents sur le délai-congé. — 1 in-4°, 104 p....	1 fr. 80.
13 ^e SESSION (1904). — <i>Compte rendu</i> . — 1 in-4°, 233 p....	1 fr. 80.
* Le repos hebdomadaire (rapport de M ^{lle} Blondelu). — 1 in-4°, 73 p....	1 fr. 50.
Le délai-congé (rapport de M. Manoury). — 1 in-4°, 52 p....	1 fr. 50.
14 ^e SESSION (1905). — <i>Compte rendu</i> . — 1 in-4°, 135 p....	1 fr. 80.
15 ^e SESSION (novembre 1905). — <i>Compte rendu</i> . — 1 in-4°, 168 p....	2 fr. 25.
* L'enseignement professionnel (rapport de M. Briat). — 1 in-4°, 159 p....	2 francs.
16 ^e SESSION (1906). — <i>Compte rendu</i> . — 1 in-4°, 244 p....	2 fr. 70.
* L'affichage des lois ouvrières (rapport de M. Paillot). — 1 in-4°, 11 p....	1 franc.
* L'inspection du travail (rapport de M. Bourderon). — 1 in-4°, 52 p....	1 franc.
17 ^e SESSION (1907). — <i>Compte rendu</i> . — 1 vol. in-8°, 220 p....	2 fr. 70.
La capacité professionnelle des syndicats. — 1 in-4°, 28 p....	1 franc.
L'organisation du Conseil supérieur du travail. — 1 in-4°, 22 p....	1 franc.
La protection des salaires en cas de faillite ou de déconfiture. — 1 in-4°, 40 p....	1 franc.

II. — ENQUÊTES ET DOCUMENTS.

* Le placement des employés, ouvriers et domestiques en France, avec un appendice relatif au placement dans les pays étrangers. — 1 in-8°, 742 p. (1893).....	8 francs.
Seconde enquête sur le placement. — 1 in-8°, 186 p. (1901).....	1 fr. 50.
* De la conciliation et de l'arbitrage dans les conflits collectifs entre patrons et ouvriers en France et à l'étranger. — 1 in-8°, 610 p. (1893).....	6 francs.
* Examen du 6 ^e rapport annuel du Dép ^t du travail des États-Unis. — Des artères et de la participation intéressée du personnel dans les chemins de fer russes. — 1 in-8°, 93 p. (1893).....	1 fr. 50.
* Salaires et durée du travail dans l'industrie française. — Tome 1 ^{er} : Seine. — 1 in-8°, 611 p. (1893). — T. II et III : Départements. — 2 in-8°, 760, 648 p. (1894 et 1896). — T. IV : Résultats généraux. — 1 in-8°, 574 p. (1897). Chac. 7 fr. 50. — <i>Manufactures de l'État et chemins de fer</i> . — 1 in-8°, 164 p. (1896) 1 fr. 50. — <i>Album graphique</i> . — 29 planches in-8° (1897).....	4 francs.

* La petite industrie (salaires, durée du travail). — Tome I ^{er} : <i>L'alimentation à Paris</i> . — 1 in-8°, 300 p. (1893). — T. II : <i>Le vêtement à Paris</i> . — 1 in-8°, 721 p. (1896).....	2 fr. 50 et 5 francs.
* Bordereaux de salaires (1900 et 1901). — 1 in-8°, 232 p. (1902).....	3 fr. 50.
* Saisie-arrêt sur les salaires. — 1 in-8°, 138 p. (1899).....	1 fr. 50.
Note sur la journée de huit heures dans les établissements industriels de l'État. — 1 in-8°, 91 p. (1906).....	1 fr. 50.
L'industrie du chiffon à Paris. — 1 in-8°, 118 p. (1903).....	1 fr. 50.
Enquête sur le travail à domicile dans la lingerie. — T. I : 1 in-8°, 782 p. (1907).....	5 francs.
* L'assurance obligatoire contre les accidents du travail en Allemagne et en Autriche (1892). — I. <i>Résultats financiers</i> . — 1 in-8°, 110 p. — II. <i>Statistique des accidents</i> . — 1 in-8°, 124 p., chac.	1 fr. 50.
* Bases statistiques de l'assurance contre les accidents. — 1 in-8°, 235 p. (1899).....	2 francs.
* Résultats statistiques de l'assurance obligatoire contre la maladie : <i>En Allemagne</i> . — 1 in-8°, 134 p. (1893). — <i>En Autriche</i> . — 1 in-8°, 147 p. (1893), chac.....	1 fr. 50.
* Étude sur les derniers résultats des assurances sociales en Allemagne et en Autriche.	
1 ^{re} partie : <i>Accidents</i> . — 1 in-8°, 180 p. (1894).....	1 fr. 50.
2 ^e partie : <i>Maladie, Invalidité, Vieillesse</i> . — 1 in-8°, 229 p. (1895).....	2 francs.
* Les caisses patronales de retraites (industries). — 1 in-8°, 437 p. (1898).....	3 fr. 50.
* Hygiène et sécurité des travailleurs. — 1 in-8°, 660 p. (1895).....	5 francs.
* Poisons industriels. 1 in-8°, 449 p. (1901).....	3 francs.
* Maladies professionnelles. — 1 in-8°, 147 p. (1903).....	1 fr. 80.
* Les associations ouvrières de production. — 1 in-8°, 613 p. (1897).....	5 francs.
Les associations professionnelles ouvrières. — * Tome I ^{er} : <i>Agriculture, mines, produits chimiques, industrie polygraphique</i> . — (1899). — T. II : <i>Cuir et peaux, industries textiles, habillement, ameublement, travail du bois</i> . — (1901). — T. III : <i>Métaux : céramiques et verrerie</i> . — (1902). — T. IV : <i>Bâtiment, transports et industries diverses</i> . — 4 in-8°, 905, 895, 679 et 821 p., chac.....	5 francs.
* Législation ouvrière et sociale en Australie et Nouvelle-Zélande. — <i>Mission de M. Albert Melin</i> . — 1 in-8°, 200 p. (1901).....	1 fr. 50.
* Rapport sur l'apprentissage dans l'imprimerie (1889-1901). — 1 in-8°, 320 p. (1902).....	3 fr. 50.
* Rapport sur l'apprentissage dans les industries de l'ameublement. — 1 in-8°, 678 p. (1905).....	6 francs.
* Répartition des forces motrices et hydrauliques en 1899. — Tome I ^{er} : <i>Moteurs à vapeur</i> (1900). — T. II : <i>Moteurs hydrauliques</i> (1901). — 2 in-4°, 235 et 224 p., chac.....	3 fr. 50.

III. — PUBLICATIONS PÉRIODIQUES. — STATISTIQUE. — ANNUAIRES.

Résultats statistiques des recensements de la population. — 1891 : 1° <i>Résultats généraux</i> . — 1 in-8° jésus, 814 p. (894), 15 francs. — 2° <i>Étrangers</i> . — 1 in-8° jésus, 349 p. (1893), 7 fr. 50. — *1896 : 1 in-8°, 491 p. (1899), 7 fr. 50. — 1901. — Tome I ^{er} : <i>Introduction, population légale ou de résidence habituelle pour la France; population présente (Paris, Nord et Est)</i> . — 1 in-4°, 870 p. — T. II : <i>Population présente (Sud-Est)</i> . — 1 in-4°, 818 p. — T. III : <i>Population présente (Ouest et Midi)</i> . — 1 in-4° 906 p. — T. IV : <i>Population présente, résultats généraux</i> . — 1 in-4°, 1,022 p. — T. V : <i>Enquêtes annexes (familles; aveugles; sourds-muets; habitations; forces motrices)</i> . — 1 in-4°, 176 p., chaque volume 10 francs, sauf le tome V.....	5 francs.
Résultats statistiques du recensement des industries et professions en 1896. — * Tome I ^{er} : <i>Paris, Nord et Est</i> (15 dép.). — T. II : <i>Sud-Est</i> (27 dép.). — T. III : <i>Ouest et Midi</i> (45 dép.). — T. IV : <i>Résultats généraux</i> . — 4 in-4°, 845, 803, 663 et 440 p., chac.....	10 francs.
Album graphique de la statistique générale de la France (1907). — 1 in-4°, 283 p.....	8 francs.
Statistique générale de la France. — <i>Statistique annuelle</i> : 1888-89, *1890, *1890-92; 3 in-8°, 341, 145, 641 p., chac. 7 fr. 50. — *1893 à 1898 : 6 in-8°, 259, 259, 237, 235, 304 et 197 p., chac. 5 et 6 francs. — <i>Mouvement de la population</i> : *1899-1900, *1901, 1902, 1903, 1904, 1905-1906; 6 in-8°, 313, 289, 105, 384, 638 et 214 p., chac. 5 francs (sauf 1904 : 7 fr. 50). — <i>Institutions d'assistance</i> : *1899-1900, *1901, 1902 à 1905; 6 in-8°, 211, 105 et 103 p., chac.....	5 francs.
Statistique internationale du mouvement de la population d'après les registres de l'état-civil. — <i>Résumé depuis l'origine des statistiques de l'état-civil jusqu'en 1905</i> . — 1 in-8°, 912 p.....	15 francs.
Annuaire statistique. — 1880 à 1891, 12 in-8°, 559, 664, 612, 630, 678, 674, 718, 723, 503, 516, 553, 535 p.; 1892-94 et 1895-96, 2 in-8°, 773 et 624 p.; 1897 à 1906, 10 in-8°, 520, 653, 615, 583, 592, 528, 631, 545, 604 et 645 p. (Épuisés : 1886, 1888 et 1890 à 1906, sauf 1901, et 1905), chac. 7 fr. 50.	
Statistique des grèves et des recours à la conciliation et à l'arbitrage (1890-1906). — 17 in-8° (épuisés, sauf 1900, 1901, 1902, 1903, 1904 et 1906), chac.....	3 francs, 3 fr. 50 et 4 fr. 50.
Statistique des grèves de 1890 à 1899. — Broch in-8°, 28 p.....	1 fr. 50.
Annuaire des syndicats. — *1897, *1898-1899, *1900, *1901, 1902, *1903 et 1904-1905, chac....	5 francs.

D'après une communication des libraires, désignés ci-après, on pourrait se procurer d'occasion, à leur librairie, quelques-uns des volumes indiqués comme épuisés [*] : MM. BERGER-LEVRULT et C^{ie}, rue des Beaux-Arts, 5, Paris-6°; MUZARD et EDIN, place Dauphine, Paris-1^{er}; Georges ROUSTAN, quai Voltaire, 5 et 17, Paris-7°; CUEVALIER et RIVIÈRE, rue Jacob, 30, Paris-6°.

(Les volumes épuisés sont marqués d'un astérisque [*].)

BULLETIN DE L'OFFICE DU TRAVAIL

(MINISTÈRE DU TRAVAIL ET DE LA PRÉVOYANCE SOCIALE)

SOMMAIRE.

	Pages.		Pages.
<i>Mouvement social en France.</i>		<i>Autriche : Placement. — Grèves.</i> 583	
Revue du travail en mai.....	529	Belgique : Revue du travail. — Grèves. — Grèves et lock-outs en 1907. — L'activité du fonds de chômage gantois de 1902 à 1907.....	583
Situation par industries.....	530	Canada : Revue du travail. — Grèves.....	586
Grèves en mai.....	539	États-Unis : Revue du travail.....	586
Conciliation et arbitrage en mai.....	544	Grande-Bretagne : Revue du travail. — Grèves....	587
Enquête sur le placement à Paris depuis la loi du 14 mars 1904 (2 ^e partie). — I. Employés de commerce, de banque et d'industrie.....	546	Italie : Grèves. — Les élections aux conseils de prud'hommes et la participation des femmes....	587
Les subventions des communes aux caisses de chômage.....	552	Pays-Bas : Revue du travail. — Grèves.....	589
L'enquête sur le chômage dans la mégisserie et la tannerie.....	558	<i>Actes et documents officiels.</i>	
<i>Jurisprudence.</i>		Décrets :	
Syndicat professionnel formé entre personnes employées dans des professions étrangères les unes aux autres; admission d'employés des administrations publiques; syndicat irrégulièrement constitué. — Syndicat professionnel agricole; vente au détail aux adhérents de marchandises d'utilisation ménagère; opération commerciale non autorisée. — Syndicat professionnel; refus d'embaucher des ouvriers syndiqués et injonction aux ouvriers déjà embauchés de se retirer du syndicat sous menace de congédiement; abus de droit; dommages-intérêts. — Conseils de prud'hommes; électoral; inscription sur la liste électorale; présomption en faveur de l'électorat pouvant être combattue par la preuve contraire; ouvrier employé dans une cartoucherie de l'Etat; absence de caractère commercial ou industriel des entreprises de l'Etat; non éligibilité des ouvriers de l'Etat au conseil de prud'hommes.....	572	1 ^o 28 avril 1908 : salaire de début des lingères et femmes de service des postes et télégraphes à Paris.....	590
<i>Mouvement social à l'étranger.</i>		2 ^o 29 avril 1908 : compétence du conseil des prud'hommes de Saint-Malo.....	590
Allemagne : Revue du travail. — Placement. — Grèves pendant le 1 ^{er} trimestre 1908. — Enquête sur les résultats de la loi de 1897 sur la petite industrie.....	578	Circulaires :	
		1 ^o 27 avril 1908 (Guerre) : repos hebdomadaire des ouvriers et employés des établissements militaires.....	590
		2 ^o 5 juin 1908 (Travail) : résultats de la loi sur l'adhésion facultative à la législation sur les accidents du travail.....	592
		État des travaux législatifs.....	593
		<i>Renseignements divers.</i>	
		Analyse, par département, des renseignements fournis par les associations patronales.....	594
		Analyse, par département, des renseignements fournis par les associations ouvrières.....	599
		Commerce extérieur; transports; prix courants divers.....	617
		Mouvement syndical.....	619

PARIS.

BERGER-LEVRAULT et C^e, éditeurs,
5, rue des Beaux-Arts (6^e arr^t).

LIBRAIRIE ARMAND COLIN,
5, rue de Mézières (6^e arr^t).

Le Bulletin de l'Office du travail paraît tous les mois. On le trouve chez tous les libraires.
On s'abonne également dans tous les bureaux de poste et à l'Imprimerie nationale.

Les abonnements ne sont pas reçus au Ministère du Travail.

(POUR LA FRANCE..... 2 fr. 50 par an

EN VENTE CHEZ BERGER-LEVRAULT ET C^{ie} :
PUBLICATIONS DE LA DIRECTION DE L'ASSURANCE
ET DE LA PRÉVOYANCE SOCIALES.

I. — Recueil de documents sur les Accidents du travail.

- N° 1.** — Lois, Règlements et Circulaires (Janvier 1907). Un volume in-8° de 404 pages. 1 fr. 75.
N° 2. — Lois sur les accidents du travail (Février 1907). Brochure de 32 pages. 0 fr. 50.
N° 3. — Jurisprudence (I. Mars 1902). Un volume de 937 pages. 10 francs.
N° 4. — Loi du 9 avril 1898 (modifiée par la loi du 22 mars 1902) et Décret relatif aux déclarations d'accidents. Brochure de 26 pages. 0 fr. 50.
N° 5. — Rapports aux Congrès internationaux des accidents (Paris 1900. — Düsseldorf 1902), par le Directeur de l'Assurance et de la Prévoyance sociales. Brochure de 33 pages. 0 fr. 60.
N° 6. — Jurisprudence. Table analytique des décisions publiées dans le fascicule n° 3 (Mars 1902). Brochure de 63 pages. 1 franc.
N° 7. — Jurisprudence (II. Mars 1903). Avec Table alphabétique générale des décisions publiées dans les fascicules n° 3 et 7. Un volume de 449 pages. 5 francs.
N° 8. — Jurisprudence. Table analytique des décisions insérées dans les tomes I et II (fascicules n° 3 et 7). 1903. Brochure de 84 pages. 1 fr. 30.
N° 9. — Jurisprudence. (III. Novembre 1903). Avec Table alphabétique générale des décisions publiées dans les fascicules n° 3, 7 et 9. Un volume de 363 pages. 4 francs.
N° 10. — Jurisprudence. Table analytique des décisions publiées dans les tomes I, II et III (fascicules n° 3, 7 et 9). 1903. Volume in-8° de 95 pages. 1 fr. 40.
N° 11. — Jurisprudence (IV. Mars 1904). Avec Table analytique des décisions publiées dans les fascicules n° 3, 7, 9 et 11. Un volume de 304 pages. 3 fr. 25.
N° 12. — Jurisprudence. Table analytique des décisions publiées dans les tomes I à IV (fascicules n° 3, 7, 9 et 11). Vol. de 96 pages. 1 fr. 40.
N° 13. — Maladies professionnelles. Rapport préparatoire au Comité consultatif des Assurances contre les accidents du travail. 1904. Brochure in-8° de 48 pages. 0 fr. 20.
N° 14. — Législation sur les accidents, annotée des décisions de jurisprudence. 2° édit. 1906. Un volume de 110 pages. 1 fr. 25.
N° 15. — Répertoire bibliographique sur la législation relative aux accidents du travail, par A. DAGUIN. 2° édit. 1906. Broch. de 96 p. 1 fr. 25.
N° 16. — Rapport sur l'application de la loi du 9 avril 1898 (Février 1905.). Brochure de 236 pages, dont 40 de graphiques en noir et en couleurs. 2 fr. 75.
N° 17. — Jurisprudence. (V. Mars 1905). Un volume de 147 pages. 1 fr. 75.
N° 18. — Arrêté fixant le tarif des frais médicaux et pharmaceutiques en matière d'accidents du travail. 1905. Brochure de 62 pages. 0 fr. 75.
N° 19. — Deuxième rapport sur l'application de la loi du 9 avril 1898. (Mars 1906.) Vol. de 175 p., dont 30 de graphiques en noir et couleurs. 2 fr.
N° 20. — Jurisprudence. (VI. Mars 1906.) Un volume de 212 pages. 2 fr. 50.
N° 21. — Troisième rapport sur l'application de la loi du 9 avril 1898. (Octobre 1906.) Vol. de 150 pages, dont 31 de graphiques en noir et en couleurs. 1 fr. 75.
N° 22. — Décret du 27 septembre 1906 arrêtant la liste des exploitations commerciales soumises à la taxe réduite pour le fonds de garantie. Br. de 34 p. 0 fr. 35.
N° 23. — Jurisprudence. (VII. Octobre 1906.) Un volume de 64 pages. 0 fr. 75.
N° 24. — Jurisprudence. Table analytique des décisions publiées dans les tomes I à VII (fascicules n° 3, 7, 9, 11, 17, 20 et 23). Vol. 95 p. 1 fr. 25.
N° 25. — Les Accidents du travail dans l'agriculture, d'après la statistique allemande, par Edouard FUSTER. Broch. in-8° de 48 p. 0 fr. 65.
N° 26. — La Statistique du risque professionnel en Autriche, par Edouard FUSTER. Volume in-8° de 168 pages. 2 francs.

II. — Recueil de Documents sur la Prévoyance sociale.

- Les Caisses d'épargne.** (Législation et statistique.) 1903. Brochure in-8° de 34 pages. 0 fr. 75.
Applications de la législation française sur les habitations à bon marché. 1903. Brochure de 52 pages. 0 fr. 75.
L'Habitation ouvrière et les pouvoirs publics en Allemagne, par Edouard FUSTER. 1903. Brochure de 78 pages. 1 fr. 25.
Les Retraites ouvrières en Italie, par O. ARSANDAUX. 1903. Brochure de 78 pages. 1 fr. 25.
L'Assurance populaire du canton de Neuchâtel, par O. ARSANDAUX. 1903. Broch. de 44 p. 0 fr. 75.
Projet de loi sur le contrat d'assurance. Rapport et documents. 1904. Volume de 247 pages. 0 fr. 85.
L'Assurance obligatoire contre l'invalidité en Allemagne. 1905. Volume de 156 pages. 1 fr. 75.
Les Capitaux des caisses de retraites allemandes et leur emploi, par Edouard FUSTER, 1905. Volume de 95 pages. 1 fr. 20.
Documents sur les retraites ouvrières en Allemagne, par Edouard FUSTER. 1905. Brochure de 77 pages. 1 franc.
Principaux résultats de la prévoyance sociale, de 1890 à 1903. Statistiques et graphiques. 1905. Brochure de 47 pages avec diagrammes. 0 fr. 60.
Projet de code du travail et de la prévoyance sociale (vote par la Chambre des députés, le 15 avril 1905). Brochure de 61 pages. 0 fr. 75.
Les Assurances sociales en France, de 1889 à 1905. Rapport au Congrès international de Vienne (1905), par le Directeur de l'Assurance et de la Prévoyance sociales. Broch. de 28 p. 0 fr. 50.
Les assurances sociales en Belgique, par J. Bégasse. Broch. de 186 pages. 2 fr. 40.

Prière d'envoyer les communications relatives au **Bulletin** et aux **Syndicats professionnels**, non affranchies, à l'adresse suivante :

Monsieur le Ministre du Travail et de la Prévoyance sociale,
 Direction du travail. PARIS (vir^e).

N. B. — Pour que les envois bénéficient de la franchise postale, il importe que l'adresse porte la mention : *A Monsieur le Ministre du Travail et de la Prévoyance sociale.*

BULLETIN

DE

L'OFFICE DU TRAVAIL.

FRANCE.

REVUE DU TRAVAIL⁽¹⁾.

Pendant le mois de mai, le chômage a légèrement baissé parmi les ouvriers viticoles du Midi, restant toujours très au-dessous de ce qu'il était les années précédentes à la même époque. L'écorçage et les travaux agricoles ont fourni une occupation abondante aux ouvriers bûcherons. L'activité reste très satisfaisante dans l'horticulture de la région parisienne.

La reprise s'accroît en province dans le bâtiment et les industries qui en dépendent; à Paris, bien que le lock-out de la maçonnerie soit officiellement terminé, beaucoup d'ouvriers continuent à chômer.

Dans les industries textiles, le chômage reste très élevé dans la plupart des centres du Nord; à Flers et à Saint-Quentin les ouvriers ne travaillent pas la semaine pleine; la situation reste stationnaire dans les petits centres de Maine-et-Loire et des Deux-Sèvres. Par contre, l'activité se maintient assez satisfaisante dans les Vosges et dans les Ardennes. Dans le tissage de la soie, la situation reste aussi mauvaise aussi bien dans la région stéphanoise que dans la région lyonnaise.

⁽¹⁾ Sauf indication contraire, les renseignements sur le mouvement du travail sont tirés des réponses au questionnaire mensuel sur l'état du travail et le chômage professionnel envoyées par les syndicats ouvriers et qui sont parvenues à l'Office du travail dans la seconde quinzaine de mai 1908. — Les chiffres entre parenthèses dans la situation par industries indiquent le nombre des ouvriers adhérents des syndicats cités. — Ne sont comptés que les chômeurs involontaires, à l'exclusion des ouvriers malades ou en grève.

Les industries du vêtement sont en pleine saison, notamment à Paris.

Dans les industries des métaux, la crise de l'automobile continue à se faire sentir à Paris, ainsi que dans quelques centres de province.

Le travail est abondant dans les industries du livre.

Le chômage est toujours intense chez les mégissiers, les boîtiers-ferblantiers des côtes bretonnes et les diamantaires.

1,280 syndicats, groupant 295,724 ouvriers, ont répondu, pour mai 1908, au questionnaire mensuel sur l'état du travail et le chômage professionnel.

Parmi ces syndicats, 987 groupant 240,265 ouvriers ont fait connaître le nombre de leurs chômeurs, soit 25,460, ce qui correspond à une moyenne de 16.6 p. 100, en y comprenant les mineurs du Pas-de-Calais, et de 11.9 p. 100, mineurs du Pas-de-Calais non compris. Cette dernière moyenne était, le mois dernier, de 9.6 p. 100; elle était de 5.9 p. 100 en mai 1907.

L'ouvrage, pendant le mois de mai 1908, a été jugé, par comparaison avec le mois d'avril, plus abondant, par 28 p. 100 des syndicats, groupant 27 p. 100 des syndiqués; équivalent par 50 p. 100 des syndicats, groupant 45 p. 100 des syndiqués; moins abondant par 22 p. 100 des syndicats, groupant 28 p. 100 des syndiqués.

A la question : « Estimez-vous la situation du travail satisfaisante pour l'époque? » 678 syndicats, groupant 97,770 adhérents, ont répondu par l'affirmative, et 330, groupant 101,973 adhérents, ont répondu par la négative.

Situation par industries.

PÊCHE. — AGRICULTURE. — FORÊTS. — L'Union des pêcheurs et marins du commerce du Havre (2,963) accuse 10 p. 100 de chômeurs contre 8 le mois dernier. Sur les côtes bretonnes et vendéennes, à Guilvinec (346), Concarneau (650) et Douarnenez (1,768 + 178), le maquereau donne en abondance; la pêche est médiocre au Palais (112) et au Bono (152). Sur la Méditerranée, à Marseille, tous les pêcheurs (282) sont occupés d'une façon satisfaisante; à Arles (136), un tiers des pêcheurs chôment; la pêche est plus abondante à La Seyne (115) par suite du retour du beau temps.

D'après les réponses de 53 syndicats d'ouvriers agricoles, groupant 8,390 membres, la proportion des chômeurs syndiqués était, en mai, de 7.4 p. 100 contre 8.2 le mois dernier et 18 en mai 1907; la situation était considérée comme satisfaisante par 82 p. 100 des syndicats et 85 p. 100 des syndiqués. Sur le total de 617 chômeurs, 601 sont signalés par 37 syndicats d'ouvriers viticoles de l'Aude, de l'Hérault et des Pyrénées-Orientales qui groupent à eux seuls 3,398 syndiqués : la proportion est respectivement dans les trois départements de 4.2, 26 et 29.1 p. 100 contre 6.9, 17.7 et 51.2 le mois dernier et 20.7, 57.6 et 38.6 en mai 1907; 18 de ces syndicats n'accusent aucun chômeur; les soins à donner aux vignes en cette saison (souffrage, sulfatage, etc.) fournissent beaucoup de travail aux ouvriers viticoles. A Paris, le syndicat mixte des horticulteurs (2,177) annonce 15 chômeurs contre 0 le mois dernier et 15 en mai 1907 : le travail est satisfaisant pour l'époque et aussi abondant que le mois dernier; le syndicat ouvrier de la rue du Harlay (2,095) n'accuse aucun chômeur et émet le

même avis sur l'état du travail. En Seine-et-Marne, les ouvriers agricoles de Lizy-sur-Ourcq estiment le travail plus abondant.

110 syndicats de bûcherons accusent 359 syndiqués sans travail, soit, sur un effectif de 10,850 membres, une proportion de 3.3 p. 100 contre 15.9 le mois dernier et 3.9 en mai 1907. La situation est considérée comme satisfaisante pour l'époque par 86 p. 100 des syndicats et 86 p. 100 des syndiqués. Grâce aux travaux agricoles et à l'écorçage qui a commencé dans la plupart des centres les ouvriers bûcherons ont trouvé facilement à s'occuper; on ne signale aucun chômeur dans 8 centres sur 12 dans l'Allier, dans 22 sur 27 dans le Cher, dans 32 sur 34 dans la Nièvre et dans 10 sur 10 dans l'Yonne; le chômage atteint 15.1 p. 100 contre 33.5 le mois dernier dans l'Allier pour 898 syndiqués; il est de 5.5 contre 12.6 dans le Cher pour 2,553 syndiqués; de 1.3 contre 25.5 dans la Nièvre pour 3,870 syndiqués et de 0 contre 0 dans l'Yonne pour 1,131 syndiqués. Dans les Landes, 12 syndicats de résiniers, groupant 1,330 ouvriers, accusent 2.5 p. 100 de chômeurs, contre 2.2 le mois dernier.

MINES. — Les renseignements qui suivent, calculés d'après les chiffres obligamment fournis par le *Comité central des houillères de France*, portent sur plus de 173,000 ouvriers, soit plus des trois quarts du personnel ouvrier des mines, pendant le mois de mai 1908. Dans le courant de ce mois, le nombre moyen des jours d'extraction par semaine pour les ouvriers du fond et la répartition de l'ensemble des ouvriers occupés par l'exploitation tant au fond qu'au jour, d'après l'activité du travail, sont indiqués ci-dessous :

BASSINS ou GROUPES DE BASSINS.	NOMBRE D'OUVRIERS.	NOMBRE moyen HEBDOM- DAIRE de jours d'extraction ⁽¹⁾	SUR 100 OUVRIERS, TANT DU FOND QUE DU JOUR, COMBIEN ONT TRAVAILLÉ PAR SEMAINE				
			moins de 3 jours.	de 3 à 4 jours.	de 4 à 5 jours.	de 5 à 6 jours.	6 jours ou davantage (travail plein)
			4	5	6	7	8
1	2	3	p. 100.	p. 100.	p. 100.	p. 100.	p. 100.
Nord et Pas-de-Calais....	109,130	5.87	"	"	"	44.25	55.75
Loire.....	18,021	5.86	"	"	"	62.63	37.37
Gard et Hérault.....	14,407	5.97	"	"	"	13.74	86.26
Tarn et Aveyron.....	9,392	5.79	"	"	"	66.43	33.57
Provence (lignites).....	2,639	4.97	"	"	26.99	63.24	9.82
Isère.....	104	6.00	"	"	"	"	100.00
Bourgogne et Nivernais..	9,919	5.97	"	"	"	15.79	84.21
Centre.....	9,951	5.86	"	"	"	44.82	55.18
Ouest.....	280	6.00	"	"	"	"	100.00
ENSEMBLE pour la France.	173,843	5.87	"	"	0.42	43.43	56.15

(1) Le nombre moyen hebdomadaire des jours d'extraction peut être supérieur à six en cas de dérogations au repos du dimanche (application de l'art. 6 § 3 de la loi du 13 juillet 1906) ou lorsque certaines mines ne chôment pas les jours fériés, tels que lundis de Pâques et de Pentecôte, Ascension, 14 juillet, Assomption, Toussaint, Noël, qui sont des jours de repos généralement observés, bien que la loi n'en fasse pas une obligation.

Le nombre moyen hebdomadaire de jours d'extraction était de 5.99 le mois dernier et de 5.66 en mai 1907. D'après les réponses de 19 syndicats, le chômage serait de 0.3 p. 100 sur un effectif de 34,415 syndiqués; il était de 0.7 p. 100 le mois dernier pour 34,524 syndiqués et de 1.3 en mai 1907 pour 8,598 syndiqués; le syndicat de Lens (26,000) n'accuse aucun chômeur; celui de Montceau-les-Mines (4,903) en accuse 1 p. 100 contre 3.2 le mois dernier.

CARRIÈRES. — Dans les carrières et ardoisières, la proportion des chômeurs est de 2.5 p. 100 pour 19 syndicats groupant 4,849 ouvriers contre 1.2 le mois dernier et 2.6 en mai 1907. Dans les carrières, pas de chômeurs à Thollon (300), Parmilieu (110), Lérrouville (187), Chevreuse (2,612) et Saulxures-sur-Moselotte (460); 21.4 p. 100 à Trept (140); 2.7 contre 6.6 à Arques (150). Dans les ardoisières, pas de chômeurs à Haybes-sur-Meuse (320) et Fumay (125); à Rochefort-en-Terre (104) les fendeurs chôment la moitié de la journée.

ALIMENTATION. — D'après les réponses de 62 syndicats, groupant 10,802 adhérents, la proportion des chômeurs, dans l'ensemble des industries de l'alimentation, était de 9.1 p. 100 contre 11.2 le mois dernier et 14.3 en mai 1907. La situation est jugée satisfaisante pour l'époque par 65 p. 100 des syndicats et 56 p. 100 des syndiqués. En province le chômage dépasse la moyenne chez les bouchers-charcutiers (160), les cuisiniers (119+110), les pâtisseries (450) de Marseille; les cuisiniers de Bordeaux (308), Cannes (115), Pau (130); les limonadiers d'Alger (212); les boulangers d'Orléans (110) et de Toulon (105). Le travail est, par contre, satisfaisant chez les tripiers (180), les maîtres d'hôtel (1,405) et les raffineurs (488+220) de Marseille; les meuniers de Corbeil (104) et d'Avignon (260); les pâtisseries de Bordeaux (367). A Paris, les cuisiniers de la rue Mandar (1,316) accusent 4.9 p. 100 de chômeurs contre 6.1; les pâtisseries de la Seine (1,599), 10.6; les boulangers du boulevard Richard-Lenoir (244), 1.6 contre 0; ceux de la rue des Martyrs (300), 6.7 contre 10; les employés des Halles, 1.7 contre 3.4 à la volaille (116); les raffineurs (395), 4.6 contre 6; les chocolatiers (225), 26.7.

La production d'alcool des bouilleurs et distillateurs de profession, à la fin d'avril 1908, septième mois de la campagne 1907-1908, s'élevait à 1,726,587 hectolitres contre 1,857,631 hectolitres à l'époque correspondante de la précédente campagne, soit une diminution de 131,044 hectolitres. La production des bouilleurs de cru pendant la même période est évaluée approximativement à 213,000 hectolitres, soit une différence en plus de 27,000 hectolitres sur la période correspondante de la campagne 1906-1907⁽¹⁾.

Dans l'industrie sucrière, la quantité de sucre travaillée au 31 mai 1908, exprimée en sucre raffiné, s'élevait à 740,479 tonnes contre 760,194 à l'époque correspondante de la campagne 1907-1908, soit une diminution de 19,715 tonnes⁽²⁾.

PRODUITS CHIMIQUES. — CAOUTCHOUC. — PAPIER. — CARTON. — Le chômage, dans l'ensemble des industries chimiques, d'après les réponses de 9 syndicats, groupant 7,936 ouvriers, ressort à 5.1 p. 100 contre 7.6 le mois dernier et 1.9 en mai 1907. En ce qui concerne les travailleurs du gaz, ceux de Paris (5,896) sont tous occupés; 10.3 p. 100 de chômeurs à Saint-Etienne (195); 5.9 à Nice (340). Les tordeurs d'huiles de Dunkerque ont 14.1 p. 100 de chômeurs. Les ouvriers des huileries de Marseille (915) ont 33 p. 100 de chômeurs contre 16.4 le mois dernier. Les ouvriers des fabriques d'engrais chimiques de la Rochelle (135) sont tous occupés.

Les ouvriers des papeteries d'Annonay (494) et d'Anould (652) sont tous occupés.

INDUSTRIES DU LIVRE. — Chez les typographes, lithographes, graveurs et similaires, le nombre des chômeurs syndiqués est : pour la province, de 72 pour

⁽¹⁾ Journal officiel du 19 mai 1908.

⁽²⁾ Journal officiel du 13 juin 1908.

69 syndicats groupant 4,444 adhérents, soit 1.6 p. 100; pour Paris, de 184 pour 11 syndicats groupant 6,685 adhérents, soit 2.8 p. 100. La proportion était, le mois dernier, pour la province, de 2.5 p. 100, et pour Paris de 4.8 p. 100, elle était, pour le mois d'avril 1907, de 2.4 p. 100 pour la province, de 2 p. 100 à Paris.

La situation est considérée comme satisfaisante pour l'époque par 94 p. 100 des syndicats de province groupant 92 p. 100 des syndiqués. Le travail est estimé plus abondant par 18 syndicats, équivalent par 29, moins abondant par 13 autres. Il y a 9.5 p. 100 de chômeurs contre 22.2 le mois dernier à Nice (126); 0 contre 0 à Dijon (110); 1.2 chez les typographes (343) et 5.8 chez les lithographes (172) de Bordeaux; 0 contre 0.6 à Grenoble (151); 1.4 contre 1.6 chez les typographes (350) de Lille et 5.6 contre 4 chez les lithographes (125); 0.6 contre 1.6 chez les typographes (510) de Lyon; 1.3 contre 0.6 à Rouen (156); 0.9 contre 1.7 au Havre (118); 0 contre 0.5 à Amiens (190).

A Paris, le travail dans la typographie est estimé en général satisfaisant et plus abondant que le mois dernier; le syndicat de la rue de Savoie (3,600) accuse 102 chômeurs contre 200 le mois dernier et 65 en mai 1907; les conducteurs-typographes de la Bourse du travail (210) en accusent 5.7 p. 100 contre 2.7; les conducteurs, pointeurs, margeurs (854), 1.8. *L'Union lithographique* (152) en accuse 9.9 p. 100 contre 3.9; les stéréotypeurs (202), 5.2 contre 2.9.

CUIRS ET PEAUX. — Le chômage, d'après les réponses de 20 syndicats, groupant 4,508 ouvriers atteint 47.1 p. 100 des ouvriers syndiqués dans l'ensemble des industries qui préparent les cuirs et peaux (tanneurs, corroyeurs, mégissiers, etc.), contre 36.8 le mois dernier et 33.4 en mai 1907. A Annonay, les mégissiers de rivière (650) ont 60 p. 100 de chômeurs contre 60 le mois dernier, avec une semaine de 30 à 40 heures; les palissonneurs (380) 40 p. 100 contre 40. A Millau, les chamoiseurs (110) accusent 68 p. 100 de chômeurs contre 73 et 30 à 40 heures par semaine. A Mazamet les mégissiers (110) accusent 50 p. 100 contre 50; les travailleurs de la peau de mouton (700) 57 contre 57. A Graulhet, les ouvriers moutonniers (1,000) en ont 18.2 contre 15 avec une semaine de 60 heures. Les tanneurs-corroyeurs de Rodez (850) en ont 82.4 p. 100 et ne l'ont que 25 heures.

Chez les ouvriers de la chaussure, la proportion des chômeurs syndiqués est de 7.9 p. 100 pour 16 syndicats groupant 3,300 ouvriers contre 1.8 le mois dernier et 3.5 en mai 1907. Au Quesnoy (200) tous les ouvriers sont occupés 76 heures par semaine; les coupeurs-brocheurs de Lyon (111) accusent 0 p. 100 de chômeurs contre 2.7 le mois dernier. A Fougères, les ouvriers en chaussures (2,500) en accusent 10 p. 100 avec une semaine de 30 à 40 heures seulement.

Les ouvriers gantiers de Millau (1,500) accusent 60 p. 100 de chômeurs.

INDUSTRIES TEXTILES. — Le nombre des chômeurs dans la filature et le tissage, d'après les réponses de 78 syndicats, groupant 33,462 adhérents, était de 4,250, soit 12.7 p. 100 contre 14.7 le mois dernier et 3.7 en mai 1907.

Dans le Nord, à Roubaix, d'après le syndicat textile (10,426) il y aurait 11.5 p. 100 de chômeurs contre 10.7 le mois dernier et 6 en mai 1907, la semaine est de 60 heures et la situation est estimée très mauvaise. A Tourcoing, le syndicat textile (226) accuse 11 p. 100 contre 8 et 50 et 60 heures; l'Union des travailleurs (373) accuse 30 p. 100 et 40 heures; les trieurs de laines (490) accusent 61 p. 100 de chômeurs contre 61 et font 50 heures contre 60; les tapissiers en grosse moquette (150) accusent 8 p. 100 contre 2.6. A Lille, d'après le syndicat mixte de l'industrie du fil (1,232), la semaine serait de 50 à 60 heures et il n'y

aurait aucun chômeur, la situation resterait peu satisfaisante. A Armentières, le syndicat ouvrier (1,225) accuse 2.9 p. 100 de chômeurs et 50 heures; il y aurait une crise intense dans l'industrie de la toile; l'association syndicale (2,005) accuse 0 contre 0 et 54 à 55 heures; le syndicat mixte (1,880) accuse 0 chômeur et 50 à 60 heures. A Houplines (1,568), il y a 1.2 p. 100 de chômeurs contre 0.4 le mois dernier, la semaine est de 49 à 50 heures, l'état du travail est très mauvais; à Halluin (1,050), le chômage est de 30 p. 100 contre 25 et la semaine est de 50 à 54 heures; 1.1 contre 0 à la Gorgue-Estaires (704) et 60 heures; 75 contre 26 à Avesnes-les-Aubert (400); 77 contre 61 à Boussières (130); 20 contre 35 à Haspres (420); 10 contre 70 à Fourmies (700); 35 contre 45 à Roncq (180); 8 à Saint-Hilaire-lès-Cambrai (125); 1.2 chez les rubanniers de Communes (800). Pour l'ensemble de 21 syndicats du Nord groupant 22,105 syndiqués, la proportion des chômeurs est de 10.8 p. 100 contre 15.4 le mois dernier et 3.2 en mai 1907.

Dans les Vosges, les 7 syndicats d'ouvriers textiles qui ont répondu à la question concernant le chômage accusent 1.6 p. 100 de chômeurs sur 952 syndiqués contre 1.8 le mois dernier et 1.9 en mai 1907; la semaine est partout de 60 heures au moins. 3 p. 100 de chômeurs à Saint-Dié (600) contre 3 le mois dernier; 0 à Chatel-sur-Moselle (100) et à Gérardmer (115).

Dans les centres normands, à Bolbec (200) il n'y a aucun chômeur, la semaine est de 60 heures et le travail est satisfaisant. A Evreux, l'Association textile (130) accuse 7.7 p. 100 contre 0; la semaine est de 40 heures contre 50 le mois dernier à Flers (950), où l'on compte 1.7 p. 100 de chômeurs contre 0.5, le travail est encore moins abondant; 0 chômeur chez les filassiers d'Arques (150).

Dans les tissages de coton de la région roannaise, à Roanne, les tisseurs (400) accusent 1 p. 100 contre 0 et 54 heures par semaine contre 48; les pareurs (192) accusent 0 contre 0 et 60 heures contre 60; la semaine est de 50 heures contre 50 à Bourg-de-Thizy (506) avec 20 p. 100 de chômeurs contre 20.4 le mois dernier; 11.1 contre 16 à Thizy (873), avec une semaine de 53 heures.

Dans l'Aisne, à Saint-Quentin, les tisseurs (180) perdent au moins une journée par semaine. Dans les Ardennes, à Saint-Menges (280), les ouvriers en tissus accusent 0 sans travail contre 0 le mois dernier, la semaine varie de 50 à 60 heures, le travail est très abondant; à Sedan, les tisseurs (250) ont 0 chômeur contre 0 avec 60 heures par semaine et estiment la situation satisfaisante; à Floing (196) les ouvriers chôment encore un sur dix par roulement, mais la reprise s'accroît. A Rougemont-le-Château, les ouvriers textiles (351) sont tous occupés 60 heures de façon assez satisfaisante.

Dans l'Ouest, à Romorantin (450), dans l'industrie du drap, tous les ouvriers syndiqués sont occupés d'une façon satisfaisante. 30 p. 100 de chômeurs à Laval (600). Le travail reste en général très peu satisfaisant; dans les centres de Maine-et-Loire et des Deux-Sèvres: 20 p. 100 de chômeurs à Cholet (600) où l'on ne travaille que de 45 à 50 heures. Les tapissiers d'Aubusson (147) sont tous occupés 60 heures. 6.2 p. 100 de chômeurs contre 2.6 à Lavelanet (560); la situation reste néanmoins satisfaisante. Pas de chômeurs à la Bastide-Rouaix (135); à Mazamet, 1.8 p. 100 contre 2.7 chez les ouvriers fileurs (110) qui font de 55 à 60 heures. A Vienne (425) les ouvriers textiles accusent 23 p. 100 de chômeurs, mais estiment le travail un peu plus abondant.

Dans la soie, le syndicat indépendant des tisseurs de Saint-Etienne (110) accuse 64 p. 100 de chômeurs contre 70, le travail est toujours aussi rare; 35 p. 100 dans les tissages à bras et 10 dans le tissage mécanique à Charlieu (150); 15 p. 100 contre 15 à Saint-Genest-sur-Lerpt (150); aucun ouvrier syndiqué n'est occupé à Bussières (260). Dans l'Isère, le travail n'est pas satisfaisant à Montalieu-Vercieu (130); les tisseurs de Moirans (817) accusent 4.9 p. 100 contre 5 avec

une semaine de 46 heures contre 46; 34 p. 100 aux Abrets (238) contre 16.6; 20 p. 100 à Saint-Geoire-en-Valdaine (400); à Virieu (300), l'usine de tissage mousseline est fermée. Dans la région lyonnaise, l'alimentation des usines de tissage mécanique devient, de mois en mois, plus difficile et pour la plupart des étoffes la fabrication est en diminution très sensible; à Lyon, dans les petits ateliers de tissage mécanique ou à la main, le travail est en décroissance; à la campagne, le nombre des métiers en activité a encore diminué ⁽¹⁾. A Lyon, les ouvriers du tissage mécanique (500) accusent 50 p. 100 de chômeurs contre 30 le mois dernier; l'*Union des tisseurs* (123) accuse 60 p. 100 de chômeurs; les tisseurs de Gandris (105) accusent 24 p. 100 contre 12. A Pont-Beauvoisin (180), les tisseurs sont tous occupés 60 heures. Dans l'Ardèche, les ovalistes de Jaujac (270) estiment le travail moins abondant. 8 p. 100 de chômeurs contre 6.6 à Saint-Jean-en-Royans (150).

Dans le tulle, les tullistes de la Tour-du-Pin (110) sont tous occupés, la semaine est de 68 heures et demie; ceux de Serrières-de-Briord (108) font 50 heures contre 60 le mois dernier. A Saint-Quentin, les tullistes en guipures (110) ont 1.8 p. 100 de chômeurs et font 45 heures contre 54; les tullistes de Candry (670) ont 0.9 p. 100 de chômeurs contre 0.4 et ne font que 30 à 50 heures. Les brodeurs de Paris (200) accusent 1.5 p. 100 de chômeurs contre 2.4 et 66 heures par semaine; ceux de Tarare (134) ont 4.5 p. 100 de sans travail.

Dans la teinture et l'apprêt, à Lyon, les imprimeurs sur étoffes (250) accusent 36 p. 100 contre 32.5; à Roanne, les apprêteurs (224) accusent 0 p. 100 de chômeurs contre 0. A Saint-Etienne, les teinturiers (130) en ont 3.8 p. 100. A Tarare (110) les apprêteurs ont 14.5 de sans travail. A Cholet, les apprêteurs (111) en ont 18 p. 100 contre 9. Les teinturiers-dégraisseurs de Paris (300) en accusent 0 p. 100 contre 1.

Chez les ouvriers et ouvrières de l'habillement, la proportion des chômeurs est de 2.3 p. 100 pour 19 syndicats, groupant 2,915 ouvriers, contre 9.7 le mois dernier et 1.5 en mai 1907. Le travail est considéré comme plus abondant par 9 syndicats, équivalent par 5, moins abondant par 3. La situation est estimée satisfaisante pour l'époque par 81 p. 100 des syndicats et 87 p. 100 des syndiqués. A Paris, les coupeurs-chemisiers (305) ont 4.9 p. 100 de chômeurs contre 5.9 le mois dernier; les tailleurs et couturières de la Bourse du travail (480) en ont 0 p. 100 contre 9.4; l'*Union des tailleurs* (200) en accuse 3 p. 100; les couturières (623) en ont 0 et estiment également le travail plus abondant. Les ouvriers de l'habillement d'Arles (145) sont tous occupés. Il en est de même des tailleurs de Constantine (190); 0 contre 0 chez les ouvriers du syndicat mixte de Carcassonne (268); 4.3 p. 100 chez ceux du syndicat mixte de Montpellier (230).

Chez les chapeliers, casquettiers, etc., la moyenne du chômage est de 3.1 p. 100 pour 9 syndicats groupant 744 ouvriers contre 1.9 le mois dernier et 11.7 en mai 1907; à Paris, les ouvriers en chapeaux de soie (103) ont 2.9 p. 100 de chômeurs contre 4.8; les ouvrières (100), 1 p. 100; les ouvriers en chapeaux de fantaisie (101), 0 contre 0. Les chapeliers de Lyon (190) en ont 0 contre 3.1; ceux de Chazelle (145), 0.7.

Les blanchisseurs de la Seine (139) accusent 8 p. 100 de chômeurs contre 7.6; les conleurs et garçons de lavoir (234), 3.8.

Bois. — La moyenne de chômage accusée par 32 syndicats de charpentiers et

⁽¹⁾ D'après le *Moniteur du tissage mécanique des soieries*, du 15 juin 1908.

de menuisiers en bâtiment, groupant 2,844 ouvriers, est de 7.2 p. 100 contre 7.1 le mois précédent et 4.2 en mai 1907 : la situation est estimée satisfaisante par 79 p. 100 des syndicats et 84 p. 100 des syndiqués. Les démolisseurs de navires de Marseille (120) accusent 0 p. 100 de chômeurs contre 12.5 le mois dernier; les calfats (105), 19 contre 30. Les charpentiers d'Armentières (110) en accusent 0 contre 0; ceux de Roubaix (412), 2.7 contre 5.4; ceux du Havre (150), 46.7; les menuisiers de Grenoble (110), 0; ceux de Lyon (250), 14.8; les travailleurs du bois d'Halluin (350), 2.9 contre 2.8; ceux de Villers-Cotterets (100), 0 contre 0; les scieurs de Hermet (102), 0 contre 0; ceux de Gommegnies (116), 0 contre 0. A Paris, les menuisiers libres (175) en accusent 1.1 p. 100 contre 4.

Chez les ouvriers du meuble et de l'ameublement (menuisiers-ébénistes, ébénistes, tapissiers, etc.), la proportion des syndiqués sans travail, d'après les réponses de 15 syndicats, groupant 876 ouvriers, est de 9.1 p. 100 contre 10.9 le mois dernier et 13.1 en mai 1907. La situation est considérée comme satisfaisante par 82 p. 100 des syndicats et 70 p. 100 des syndiqués. Les sculpteurs sur bois de Lyon (130) accusent 50 p. 100 de sans-travail contre 20 le mois dernier; les menuisiers-ébénistes de Bordeaux (130), 0; les tourneurs sur bois de Felleries (125), 0 contre 0.

Chez les tonneliers, le chômage est de 30.3 p. 100 pour 11 syndicats, groupant 989 ouvriers, contre 21.9 le mois dernier et 8.4 en mai 1907. Pas de chômeurs à Aubagne (135); 55.7 p. 100 contre 63.9 à Cognac (305); 52.2 contre 22.7 à Ambarès (115); 23.1 à Dunkerque (130).

Dans la carrosserie, 6 syndicats groupant 344 ouvriers annoncent 0 p. 100 de chômeurs contre 4.6 le mois dernier et 0.3 en mai 1907. A Paris, l'*Union de la voiture* (6,895) n'a pas répondu; les *Compagnons charrons* (157) en ont 0 p. 100 contre 1.3 le mois dernier.

Les layetiers-emballeurs de Paris (360) ont 2.2 p. 100 de chômeurs contre 2.5 le mois dernier; ceux de Bordeaux (250), 50 contre 40. Les tourneurs de Lavans-les-Saint-Claude (270) sont tous occupés.

MÉTAUX. — D'après les réponses de 75 syndicats groupant 19,035 adhérents, la proportion des chômeurs syndiqués dans l'ensemble des industries des métaux était, à la fin de mai, de 9.8 p. 100 contre 12 le mois dernier et 5.4 en mai 1907.

En ce qui concerne les mouleurs et fondeurs en fer et en cuivre, la proportion des chômeurs est de 7.5 p. 100 pour 15 syndicats groupant 2,442 ouvriers contre 8.6 le mois dernier et 0.3 en mai 1907; la situation est considérée comme satisfaisante par 69 p. 100 des syndicats groupant 58 p. 100 des syndiqués; pas de chômeurs à Ferrière-la-Grande (225), Lille (600), Hiraumont-en-Rocroi (120) et Dôle (207); 6.2 p. 100 contre 7.5 à Monthermé (160); 26.2 contre 14.8 à Marseille chez les mouleurs (312); 5.4 contre 10.7 à Bordeaux (148); 22.9 contre 20 à Roubaix (350).

32 syndicats de métallurgistes, groupant 8,359 ouvriers de toutes les professions se rapportant aux métaux, accusent 5.5 p. 100 de chômeurs contre 1.4 le mois dernier et 2.3 en mai 1907; la situation est estimée satisfaisante par 64 p. 100 des syndicats et 63 p. 100 des syndiqués. Pas de chômeurs à Bourg-Fidèle (150), Fromelennes (221), Fumel (400), Onnaing (100), Bourges (265), Saint-Laurent du Pont (104), Guérigny (495), le Creusot (2,160), Lille (215); 18.6 p. 100 contre 17.3 à Maubeuge (194); 4.9 à Imphy (202); 16.7 à Roubaix (900); 5.6 à Sous-le-Bois (450).

Chez les ouvriers mécaniciens, tourneurs, ajusteurs, serruriers, etc., la proportion des syndiqués sans travail est de 5.2 p. 100 pour 19 syndicats, groupant

3,490 ouvriers, contre 4.6 le mois dernier et 0.9 en mai 1907. La situation est considérée comme satisfaisante par 69 p. 100 des syndicats et 22 p. 100 des syndiqués. Pas de chômeurs à Jeumont (150), et Chartres (106); 3,2 p. 100 contre 4 à Saint-Etienne (250); 4.4 contre 4.4 à Marseille (135); 0.9 contre 0 à Tarbes (109); 2.9 à Albert (350). A Paris, l'*Union des mécaniciens* accuse 128 chômeurs sur 2,050 syndiqués contre 115 le mois dernier et 11 en mai 1907 (lire dans le numéro précédent 14 et non 144 en avril 1907) : plusieurs ateliers d'automobiles ont été fermés; beaucoup ne font 8 ou 9 heures par jour.

A Paris, les ouvriers en instruments de précision (1,561) accusent 125 chômeurs contre 131 le mois dernier et 43 en mai 1907 : la répercussion de la crise de l'automobile continue à se faire sentir; 4.5 p. 100 de chômeurs contre 7 chez les ouvriers en anneaux de montres de Besançon 4.5 (112); 4 p. 100 chez les horlogers de Lac-en-Villers (250); 40.6 chez ceux de Cluses (160). Les diamantaires du pays de Gex (117) ont 86 p. 100 de chômeurs.

Chez les ferblantiers-boitiers, le chômage est de 77.4 p. 100 pour 4 syndicats groupant 714 ouvriers contre 94 le mois dernier; il est de 86 p. 100 contre 100 à Douarnenez (545). Les maréchaux-ferrants de Bordeaux (121) en accusent 1.7 p. 100 contre 1.7; les monteurs en contellerie de Thiers (830) en ont 2.4. A Paris, les ouvriers en persiennes de fer (250) en ont 8 p. 100; les potiers d'étain (175), 30.9.

BÂTIMENT. — Dans l'ensemble des industries du bâtiment (charpentiers, menuisiers et serruriers non compris), la moyenne du chômage, d'après 112 syndicats, groupant 26,639 adhérents, était, à la fin de mai, de 31.6 p. 100 contre 13.1 le mois précédent et 7.1 en mai 1907.

En ce qui concerne les maçons, tassiers, tailleurs de pierre et similaires, la proportion du chômage est de 36.6 p. 100 pour 84 syndicats groupant 20,990 ouvriers contre 16.4 le mois dernier et 8 en mai 1907. Le travail est satisfaisant pour l'époque à Marseille (130 maçons d'art), Bordeaux (183), Rennes (155), Oyonnax (110), Cannes (167), Beaune (104), Besençon (200), Cherbourg (175), Reims (155), Lorient (510), Thonon (250), Chartres (260), Dieppe (214), Versailles (500), Orsay (140), Albi (134). A Paris les cimentiers (1,347) accusent 52 p. 100 de chômeurs contre 53.3 le mois dernier : les patrons ne font exécuter que les travaux les plus pressés; les maçons (13,500) accusent 50 p. 100; bien que le lock-out soit officiellement terminé, la reprise du travail n'est que partielle. Dans l'ensemble, la situation est jugée satisfaisante par 54 p. 100 des syndicats et 72 p. 100 des syndiqués.

La proportion des chômeurs chez les peintres et plâtriers est de 16.9 p. 100 pour 23 syndicats groupant 2,138 ouvriers contre 6.3 le mois dernier et 6.6 en mai 1907; il y en a 0 p. 100 à Bordeaux (250) contre 2 le mois dernier; 0 chez les plâtriers de Tourcoing (125). A Paris, les peintres de la rue Saint-Lazare (352) en accusent 0.6 contre 1.9; les ornemanistes (610), 48 contre 12.1.

7 syndicats de sculpteurs, marbriers et similaires groupant 1,240 ouvriers accusent 1.9 p. 100 de chômeurs contre 2.4 le mois dernier et 0.4 en mai 1907. Les marbriers de Cousolre (250), Jeumont (100) et Gussignies (290) sont tous occupés; ceux de Bellignies (400) ont 5 p. 100 de chômeurs contre 0.

Les ferblantiers-couvreurs de Tourcoing (150) ont 5.3 p. 100 de chômeurs contre 4.7 le mois dernier; les fumistes de Paris (1,480) en ont 20 p. 100.

CHAUFOURNERIE. — CÉRAMIQUE. — VERRERIE. — Pas de chômeurs chez les chausfourniers et cimentiers d'Albi (100) et les plâtriers de l'Isle-sur-Sorgue (120); 18 p. 100 chez les chausfourniers de Saint-Léger-le-Petit (157). Pas de chômeurs

chez les faïenciers de Lille (200) et de Montereau (300); les potiers de Vallauris (260) en accusent 1.5 p. 100 contre 0.8 le mois dernier; ceux de Sainte-Zacharie (103), 0.

Dans l'ensemble des 11 syndicats de verriers, groupant 617 ouvriers, qui ont donné le nombre de leurs membres sans travail, la proportion de ces derniers est de 2.3 p. 100 contre 4.1 le mois dernier et 10.6 en mai 1907. Pas de chômeurs à Cuffies (150).

MANUTENTION. — TRANSPORTS. — COMMERCE. — Parmi les portefaix, déchargeurs et autres ouvriers des ports, la moyenne du chômage pour 15 syndicats groupant 4,275 membres ressort à 51.1 p. 100 contre 10.5 le mois dernier et 22.3 en mai 1907; elle est de 30 p. 100 contre 23.1 à Dieppe (150); de 60 p. 100 au Havre; de 81 p. 100 à Bordeaux pour les ouvriers du port (1,843) et de 6.2 p. 100 contre 50 pour les arrimeurs de bois (160); de 12.5 contre 0 à Nice (800).

Parmi les autres ouvriers de manutention, la moyenne du chômage est de 8.2 p. 100 pour 5 syndicats groupant 953 membres contre 7.9 le mois dernier et 1.7 en mai 1907; les sourciers de Saint-Yorre (160) accusent 0 p. 100 de chômeurs contre 0; ceux de Vals-les-Bains (100), 0 contre 0. A Paris, les porteurs des Halles (215) accusent 0 chômeur contre 0.

15 syndicats d'agents d'entreprises de transports en commun (employés et chauffeurs-mécaniciens des chemins de fer, tramways, bateaux à voyageurs, etc.) groupant 5,345 ouvriers accusent 4 sans-travail contre 1 le mois dernier et 4 en mai 1907. Dans les autres industries de transport (camionneurs, cochers, marins du commerce, etc.) la proportion des chômeurs, pour 17 syndicats groupant 1,011 membres, est de 4 p. 100 contre 5.8 le mois dernier et 6.4 en mai 1907; elle est de 2.9 p. 100 chez les cochers (345) de Bordeaux; de 0 chez les bateliers de Meillerie (120).

D'après les réponses de 46 syndicats d'employés de commerce, comptables, sténographes, etc., groupant 13,108 adhérents, la proportion des syndiqués sans travail est de 2.9 p. 100 contre 3.1 le mois dernier et 2.7 en mai 1907; à Paris, les comptables de la Bourse du travail (169) en accusent 11.2 p. 100 contre 9.4 le mois dernier; l'Union des comptables (843), 3.7 contre 3.5; les courtiers (1,000), 0.5; les employés de banque (705), 0.5; les dessinateurs du bâtiment (446), 11.2 contre 11.2; les employés en serrurerie (125), 1.6 contre 0.8; « l'Alliance sténographique » (262), 6.1 contre 5.2; les clercs d'huissiers (203), 0.9 contre 0.5. En province, 2.5 p. 100 contre 2.6 à Marseille chez les comptables (121), 3.9 contre 3 chez les employés de commerce (510); 3.5 contre 0.8 à Bordeaux (509); 0 contre 0.7 à Lyon chez les sténographes (292); 1.7 contre 0.8 à Orléans (120); 3.6 contre 3.7 à Amiens (336); 0 contre 0 à Chambéry (120); 9.1 à Constantine (110).

DIVERS. — 3 syndicats de gens de maison accusent 2.3 p. 100 de chômeurs pour un effectif de 696 membres contre 6.8 le mois dernier et 10.2 en mai 1907; l'Union des gens de maison de la Bourse du travail (1842) n'a pas répondu.

7 syndicats de coiffeurs, groupant 3,556 ouvriers, ont 1.9 p. 100 de sans-travail contre 3.9 le mois dernier et 10.2 en mai 1907; le syndicat mixte de Paris (3,286) en accuse 1.5 p. 100 contre 3.1 le mois dernier; le syndicat ouvrier du Mans (150), 4.3 contre 4.7.

LES GRÈVES EN MAI 1908.

77 grèves ont été signalées, en mai, à la Direction du travail.

Le nombre des ouvriers qui y ont pris part, connu pour 69 d'entre elles, est de 5,999. Il y avait eu, en mai 1907, 165 grèves et le nombre moyen de celles qui se sont produites, au cours du même mois, pendant les cinq dernières années, est de 111.

Ces 77 grèves, dont 46 n'ont atteint qu'un seul établissement, sont dues aux principales causes suivantes :

Demandes d'augmentation de salaire.....	47
Réduction de salaire.....	1
Demandes de diminution du temps de travail.....	3
Contestations relatives au salaire.....	10
Contestations relatives au règlement d'atelier.....	5
Contestations relatives à la réglementation du travail.....	3
Demandes de renvoi d'ouvriers ou de contremaîtres.....	4
Demandes de réintégration d'ouvriers ou de contremaîtres.....	9

Ces grèves ont éclaté dans 36 départements et on en a compté :

18 dans le Nord, 13 dans la Seine, 4 dans la Seine-Inférieure, 3 dans les Bouches-du-Rhône, 2 dans l'Aude, l'Hérault, l'Ille-et-Vilaine, le Maine-et-Loire, la Nièvre, la Seine-et-Marne, le Var et 1 dans 25 autres départements.

Les industries ou professions atteintes se répartissent comme suit :

Bâtiment, 37 grèves; travail des pierres et terres au feu, 9; industries du bois, 7; industries textiles, 5; métaux, mines et carrières, produits chimiques, transports et manutention, 4; agriculture, papier, 1; garçons de cafés, 1.

Des 77 grèves commencées en mai, 50 ont pris fin, après avoir duré respectivement :

Dix 1 jour ou moins de 1 jour; onze, 2 jours; cinq, 3 jours; sept, 4 jours; quatre, 5 jours; deux, 6 jours; trois, 7 jours; deux, 8 jours; une, 9 jours; une, 10 jours; une, 14 jours; deux, 15 jours; et une, 25 jours.

Si l'on y ajoute 13 grèves anciennes terminées après avoir duré respectivement 105 jours, 77 jours, 62 jours, 55 jours, 53 jours, 50 jours, 49 jours, 38 jours (2 gr.), 32 jours, 26 jours, 25 jours, 18 jours, on trouve 63 conflits terminés avec les résultats suivants :

- 11 réussites.
- 29 transactions ou réussites partielles.
- 23 échecs.

DATES		LOCALITÉS.	DÉPARTEMENTS.	INDUSTRIES ET SPÉCIALITÉS professionnelles des grévistes.	NOMBRE	
du commence- ment.	de la fin.				d'établisse- ments.	de grévistes.
1	2	3	4	5	6	7
GRÈVES NON TERMINÉES						
1907.						
8 oct.		Paris.	Seine.	Terrassiers.	1	70
1908.						
6 janv.		Aubagne.	Bouches-du-Rhône	Charretiers.	"	"
29 janv.	13 mai.	Paris.	Seine.	Terrassiers.	1	60
2 février.		Pietra Ligure.	Corse.	Multiers.	25	"
7 février.		Jaujac.	Ardèche.	Fileuses de soie.	1	27
15 février.		Bussières.	Loire.	Tisseurs.	1	200
25 février.		Paris.	Seine.	Maçons.	1	20
28 février.		Givet.	Ardennes.	Ouvriers d'une fabrique de soie artificielle.	1	10
29 février.		Vernon.	Eure.	Maçons.	"	80
1 ^{er} mars.		Lyon.	Rhône.	Tullistes.	1	1,000
2 mars.	18 mai.	Paris.	Seine.	Tailleurs de glaces.	1	46
4 mars.		Commaes.	Nord.	Rubaniers.	1	125
5 mars.		Lyon.	Rhône.	Paveurs.	"	70
10 mars.	20 mai.	Ornaisons.	Aude.	Ouvriers agricoles.	"	1
25 mars.		Macquigny.	Aisne.	Ouvriers agricoles.	"	150
28 mars.	20 mai.	Marcorignan.	Aude.	Ouvriers agricoles.	"	36
1 ^{er} avril.		Bourges.	Cher.	Charpentiers.	"	30
1 ^{er} avril.	20 mai.	Roubaix et Croix.	Nord.	Peintres.	"	125
3 avril.	11 mai.	Paris.	Seine.	Terrassiers.	1	30
3 avril.		Rouen.	Seine-Inférieure	Dockers.	"	212
6 avril.		Taninges.	Haute-Savoie.	Diamantaires.	1	"
6 avril.		Migné.	Vienne.	Carriers.	1	35
8 avril.	28 mai.	Besançon.	Doubs.	Peintres.	"	100
10 avril.	6 mai.	Roanne.	Loire.	Galochiers.	"	"
14 avril.		Murville.	Meurthe-et-Moselle	Mineurs.	1	80
15 avril.		Monthermé.	Ardennes.	Mouleurs.	1	150
15 avril.		Belles.	Cher.	Chanfourniers.	1	500
15 avril.	9 juin.	Tourcoing.	Nord.	Maçons.	"	200
16 avril.	18 mai.	St-Léger-le-Petit.	Cher.	Carriers et chauxfourniers.	"	110
16 avril.		Cholet.	Maine-et-Loire	Couvreur.	3	4
16 avril.		Montjean.	Maine-et-Loire	Chanfourniers.	1	30
17 avril.		Brive.	Corrèze.	Maçons.	13	40
18 avril.		Roubaix.	Nord.	Maçons.	"	485
21 avril.		Auch.	Gers.	Maçons.	"	40
21 avril.		Daignac et Cénac.	Gironde.	Carriers.	"	3
22 avril.		Arzew.	Oran.	Dockers.	"	3
24 avril.		Hazebroock.	Nord.	Tisseurs.	"	155
24 avril.		Avignon.	Vaucluse.	Ouvriers du bâtiment.	1	35
25 avril.		Roncq.	Nord.	Maçons.	"	34
27 avril.		Châteauneuf-les- Martignes.	Bouches-du-Rhône.	Terrassiers tubistes.	1	105
27 avril.		Enville.	Meuse.	Tailleurs de pierres.	1	20
27 avril.	3 juin.	Halluin.	Nord.	Maçons.	4	95
28 avril.		Dunkerque.	Nord.	Marins-chauffeurs.	1	4
30 avril.	25 mai.	Mehun-sur-Yèvre.	Cher.	Porcelainiers.	1	10
30 avril.		Candéran.	Gironde.	Terrassiers et maçons.	1	70
30 avril.	18 mai.	Douai.	Nord.	Peintres.	"	82
GRÈVES COMMENCÉES						
1 ^{er} mai.	2 mai.	Saint-Etienne-de- Baigorry.	Basses-Pyrénées.	Terrassiers.	1	16

(1) Ne figurent pas ici les grèves dont la fin, postérieure au 1^{er} mai 1908, a pu être déjà signalée dans le précédent

N ^{OS} DES GRÈVES.	CAUSES DES GRÈVES.	RÉSULTATS.	OBSERVATIONS.
	8	9	10

AU 1^{er} MAI 1908⁽¹⁾.

1	Demande : plus-value pour travaux malsains.	
2	Demande d'augmentation de salaire.	
3	Demande : plus-value pour travaux malsains.	Réussite.
4	Demande de relèvement des tarifs.	
5	Demande de renvoi d'un contremaître.	
6	Demande d'augmentation de salaire.	
7	Demande d'augmentation de salaire.	
8	Demande d'augmentation de salaire.	
9	Demande d'augmentation de salaire.	
10	Réduction de salaire.	
11	Contestation relative à la forme de la société exploitante (association ouvrière de production).	Échec.
12	Demandes : renvoi d'un contremaître; établissement d'un carnet de paie.	
13	Demandes : augmentation de salaire; journée de 8 heures.	
14	Demande d'augmentation de salaire.	Réussite.
15	Demande d'augmentation de salaire.	
16	Demande d'augmentation de salaire.	Transaction.
17	Demande d'augmentation de salaire.	
18	Demande d'augmentation de salaire.	Transaction.
19	Demande d'augmentation de salaire.	Réussite.
20	Contestation relative à la réglementation du travail.	
21	Réduction de salaire.	
22	Demande d'augmentation de salaire.	
23	Contestation relative au salaire.	Transaction.
24	Demandes : augmentation de salaire; réintégration d'un ou- vrier.	Transaction.
25	Demande de renvoi d'un ouvrier.	
26	Demande d'augmentation de salaire.	
27	Demandes : augmentation de salaire; renvoi d'ouvriers non syndiqués.	
28	Demande d'augmentation de salaire.	Échec.
29	Demande d'augmentation de salaire.	Transaction.
30	Réduction de salaire.	
31	Demande d'augmentation de salaire.	
32	Contestation relative au salaire.	
33	Demande d'augmentation de salaire.	
34	Demande d'augmentation de salaire.	
35	Demande d'augmentation de salaire.	
36	Contestation relative au salaire.	
37	Contestation relative à l'emploi des machines.	
38	Demande d'augmentation de salaire.	
39	Demande d'augmentation de salaire.	
40	Demande d'augmentation de salaire.	
41	Demande d'augmentation de salaire.	
42	Demande d'augmentation de salaire.	Transaction.
43	Contestation relative au salaire.	
44	Demande : suppression de l'emploi de chef d'atelier.	Transaction.
45	Demande d'augmentation de salaire.	
46	Demande d'augmentation de salaire.	Transaction.

EN MAI 1908.

1	Demande de réintégration d'un ouvrier.	Échec.	Grévistes congédiés.
---	---	--------	----------------------

DATES		LOCALITÉS.	DÉPARTEMENTS.	INDUSTRIES ET SPÉCIALITÉS professionnelles des grévistes.	NOMBRE	
du commence- ment.	de la fin.				d'établis- sements.	de grévistes.
1	2	3	4	5	6	7
GRÈVES COMMENCÉES						
1 ^{er} mai.	9 mai.	Halluin.	Nord.	Blanchisseurs de fils.	1	10
2 mai.	3 mai.	Paris.	Seine.	Maçons.	1	5
2 mai.	4 mai.	Saint-Michel.	Savoie.	Terrassiers.	1	40
2 mai.	4 mai.	Lille.	Nord.	Fondeurs.	1	80
2 mai.	6 mai.	Paris.	Seine.	Démolisseurs.	1	15
2 mai.	9 mai.	Incheville.	Seine-Inférieure.	Verriers.	1	150
2 mai.	.....	Pantin.	Seine.	Verriers.	1	"
3 mai.	18 mai.	Rennes.	Ille-et-Vilaine.	Charpentiers.	"	180
3 mai.	.....	Draveil et Vigneux.	Seine-et-Oise.	Carriers.	"	250
4 mai.	4 mai.	Nantes.	Loire-Inférieure.	Ouvriers en papiers.	1	110
4 mai.	5 mai.	Paris.	Seine.	Maçons.	1	6
4 mai.	8 mai.	Wizernes et Helfaut.	Pas-de-Calais.	Carriers.	1	61
4 mai.	.....	Orléans.	Loiret.	Maçons.	"	200
4 mai.	.....	Reims.	Marne.	Terrassiers.	1	15
4 mai.	.....	Paris.	Seine.	Terrassiers et maçons.	1	77
4 mai.	9 mai.	Le Havre.	Seine-Inférieure.	Ménisiers.	40	360
5 mai.	15 mai.	Rennes.	Ille-et-Vilaine.	Ménisiers.	"	250
5 mai.	19 mai.	Linselles.	Nord.	Maçons.	"	12
6 mai.	7 mai.	Langoiran et Portels.	Gironde.	Tonnelliers.	"	"
6 mai.	12 mai.	Vierzon.	Cher.	Porcelainiers.	12	21
7 mai.	7 mai.	Tours.	Indre-et-Loire.	Garçons de café.	27	71
7 mai.	9 mai.	Saint-Jean-de-Maruéjols.	Gard.	Asphaltiers.	1	50
7 mai.	12 mai.	Paris.	Seine.	Paveurs.	1	6
7 mai.	.....	Morez.	Jura.	Sciens à la mécanique.	"	17
7 mai.	.....	Paris.	Seine.	Fornistes.	14	500
9 mai.	11 mai.	Paris.	Seine.	Maçons.	1	18
9 mai.	14 mai.	Nesle-Normandeuse.	Seine-Inférieure.	Verriers.	1	22
9 mai.	.....	Port-Saint-Louis-du-Rhône.	Bouches-du-Rhône.	Dockers.	4	400
11 mai.	18 mai.	La Nouvelle.	Aude.	Ouvriers d'une fabrique de soufre.	1	"
11 mai.	18 mai.	Paris.	Seine.	Cimentiers.	1	14
11 mai.	19 mai.	La Charité-sur-Loire.	Nièvre.	Chaufourniers.	1	30
11 mai.	.....	Hem.	Nord.	Maçons.	1	10
12 mai.	.....	Épernon.	Eure-et-Loir.	Mouliers.	1	50
12 mai.	.....	Bécon.	Maine-et-Loire.	Carriers.	1	60
13 mai.	15 mai.	Cette.	Hérault.	Dockers.	"	50
13 mai.	.....	Paris.	Seine.	Terrassiers et tabistes.	1	70
14 mai.	18 mai.	Clichy.	Seine.	Briqueleurs.	1	6
14 mai.	29 mai.	Tourcoing.	Nord.	Galochiers.	1	6
14 mai.	9 juin.	Le Tréport.	Seine-Inférieure.	Mariniers.	1	150
14 mai.	.....	St-Hilaire-S-Florent.	Maine-et-Loire.	Chapeletiers.	1	5
14 mai.	.....	Souppes et Château-Landon.	Seine-et-Marne.	Tailleurs de pierre.	"	"
15 mai.	18 mai.	Maux, Limanton et Moulins-Engilbert.	Nièvre.	Terrassiers.	1	75
15 mai.	19 mai.	Halluin.	Nord.	Fileurs.	1	16
16 mai.	18 mai.	Salles-d'Aude.	Aude.	Ouvriers agricoles.	"	200
16 mai.	18 mai.	Arreau.	Hautes-Pyrénées.	Terrassiers.	1	225
16 mai.	25 mai.	Marseille.	Bouches-du-Rhône.	Moellonniers.	1	21
17 mai.	18 mai.	Paris.	Seine.	Cimentiers.	1	6
18 mai.	19 mai.	Saint-Cannat.	Bouches-du-Rhône.	Maçons.	3	20
18 mai.	21 mai.	La Gorgue-Estaires.	Nord.	Ménisiers.	"	37
18 mai.	.....	Trévoux.	Ain.	Terrassiers.	3	140
18 mai.	.....	Paris.	Seine.	Démolisseurs.	"	750

N ^{OS} RÉFÉRENCES.	CAUSES DES GRÈVES.	RÉSULTATS.	OBSERVATIONS.
	8	9	10
EN MAI 1908. (Suite.)			
2	Contestation relative au salaire	Réussite.	
3	Demande de réintégration de deux ouvriers	Échec.	Grévistes remplacés.
4	Demande d'augmentation de salaire	Échec.	
5	Chômage le 1 ^{er} mai	Transaction.	Lock-out.
6	Demande de renvoi d'un chef d'équipe	Échec.	
7	Demande d'augmentation de salaire	Réussite.	
8	Contestation relative à la réglementation du travail	Transaction.	
9	Demande d'augmentation de salaire	Transaction.	
10	Demande d'augmentation de salaire		
11	Demande de renvoi d'un contremaître	Échec.	
12	Demande : journée de 9 heures	Échec.	Grévistes remplacés.
13	Demande d'augmentation de salaire	Échec.	
14	Demande d'augmentation de salaire		
15	Contestation relative au salaire		
16	Demande : plus-value pour travaux malsains		
17	Demande d'augmentation de salaire	Transaction.	Congrégation devant le juge de paix.
18	Demande d'augmentation de salaire	Transaction.	
19	Demande d'augmentation de salaire	Échec.	
20	Demande d'augmentation de salaire	Échec.	
21	Demande d'augmentation de salaire	Transaction.	Congrégation devant le juge de paix.
22	Demande : suppression des prélèvements sur les pourboires	Réussite.	
23	Demande d'augmentation de salaire	Réussite.	
24	Demande de réintégration de deux ouvriers	Échec.	Grévistes remplacés.
25	Demande d'augmentation de salaire		
26	Demande d'augmentation de salaire		
27	Demande de réintégration d'un ouvrier	Échec.	Grévistes remplacés.
28	Contestation relative au salaire	Transaction.	
29	Contestation relative au salaire		
30	Contestation relative au salaire	Transaction.	
31	Demandes : augmentation de salaire; réintégration d'un ouvrier	Échec.	Grévistes remplacés.
32	Demande d'augmentation de salaire	Transaction.	
33	Demande d'augmentation de salaire		
34	Demande d'augmentation de salaire		
35	Demande de réintégration de sept ouvriers		
36	Demande de renvoi d'un contremaître	Échec.	
37	Demande : plus-value pour travaux malsains		
38	Contestation relative au règlement d'atelier	Échec.	
39	Demande d'augmentation de salaire	Échec.	
40	Demande de renvoi d'un contremaître	Transaction.	
41	Demande d'augmentation de salaire		
42	Demande : suppression du travail à la tâche		
43	Réduction de salaire	Échec.	
44	Demande : suppression des amendes	Réussite.	
45	Demande : fourniture de vin par les propriétaires	Transaction.	
46	Contestation relative au salaire	Transaction.	
47	Demande d'augmentation de salaire	Réussite.	
48	Contestation relative au repos hebdomadaire	Transaction.	
49	Demande d'augmentation de salaire	Transaction.	
50	Demande d'augmentation de salaire	Réussite.	
51	Demande d'augmentation de salaire		
52	Demandes : augmentation de salaire; journée de 10 heures		

DATES		LOCALITÉS.	DÉPARTEMENTS.	INDUSTRIES ET SPÉCIALITÉS professionnelles des grévistes.	NOMBRE	
du commence- ment. 1	de la fin. 2				d'établis- sements. 6	de grévistes. 7
		3	4	5	6	7
GRÈVES COMMENCÉES						
19 mai...	19 mai...	Gironcourt.....	Vosges.....	Verriers.....	1	45
19 mai...	25 mai...	Bersac.....	Dordogne.....	Ouvriers d'une fabrique de tannin.	1	50
19 mai...	.....	Montpellier.....	Hérault.....	Maréchaux-ferrants.....	"	25
19 mai...	.....	Lille.....	Nord.....	Maçons.....	"	"
19 mai...	.....	La Madeleine.....	Nord.....	Maçons.....	2	137
19 mai...	.....	Lomme.....	Nord.....	Maçons.....	"	150
19 mai...	.....	Marcq-en-Barœul.....	Nord.....	Maçons.....	"	18
20 mai...	30 mai...	Lannoy.....	Nord.....	Fileurs.....	1	17
20 mai...	22 mai...	Donai.....	Nord.....	Terrassiers.....	1	40
20 mai...	22 mai...	Flers-en-Escrebieux.....	Nord.....	Terrassiers.....	1	80
20 mai...	.....	Rodez.....	Aveyron.....	Ouvriers du bâtiment.....	"	"
20 mai...	.....	Ravières.....	Yonne.....	Taillleurs de pierre.....	3	18
22 mai...	25 mai...	Tourcoing.....	Nord.....	Chaudronniers et serruriers.....	1	95
23 mai...	25 mai...	Creil.....	Oise.....	Verriers.....	1	73
23 mai...	27 mai...	Roubaix.....	Nord.....	Tisseurs.....	1	170
25 mai...	29 mai...	Saint-Sever.....	Charente-Inférieure.....	Ouvriers de chantiers de bois.....	1	12
25 mai...	.....	Vire.....	Calvados.....	Couvreurs.....	"	12
25 mai...	.....	Mont-de-Marsan.....	Landes.....	Maçons.....	"	"
26 mai...	28 mai...	Condekerque-Branche.....	Nord.....	Ajusteurs.....	1	40
26 mai...	29 mai...	Hyères.....	Var.....	Charretiers.....	"	45
27 mai...	30 mai...	Varangéville.....	Meurthe-et-Moselle.....	Terrassiers et maçons.....	1	20
27 mai...	.....	Roubaix.....	Nord.....	Fileurs.....	1	17
28 mai...	2 juin...	Hyères.....	Var.....	Carriers.....	"	12
29 mai...	2 juin...	Grenoble.....	Isère.....	Ouvriers d'une fabrique de ciment.	1	40
29 mai...	.....	Montereau J.....	Seine-et-Marne.....	Ouvriers du bâtiment.....	"	"

CONCILIATION ET ARBITRAGE ⁽¹⁾.

2 applications de la loi sur la conciliation et l'arbitrage ont été signalées à la Direction du travail.

1° **Grève de menuisiers au Havre.** — Le 4 mai, 360 menuisiers du Havre sur 500 que compte la localité, occupés par 40 entrepreneurs de menuiserie, se sont mis en grève sur le refus de leurs patrons de donner satisfaction aux demandes suivantes :

1° 65 centimes l'heure au lieu de 60.

2° Journée de 10 heures.

(1) Des exemplaires du texte de la loi du 27 décembre 1892 sur la conciliation et l'arbitrage dans les différends collectifs entre patrons et ouvriers ou employés sont envoyés aux intéressés sur demande adressée à M. le Ministre du Travail, Direction du travail, Bureau des Associations professionnelles, rue de Varenne, n° 80, à Paris.

N ^{OS} RÉFÉRENCES.	CAUSES DES GRÈVES.	RÉSULTATS.	OBSERVATIONS.
	8	9	10
EN MAI 1908. (Suite et fin.)			
53	Demande de réintégration d'un ouvrier	Réussite.	
54	Demandes : augmentation de salaire; réintégration de deux ouvriers	Transaction.	
55	Contestation relative au salaire		
56	Demande d'augmentation de salaire		
57	Demande d'augmentation de salaire		
58	Demande d'augmentation de salaire		
59	Demande d'augmentation de salaire		
60	Demandes : augmentation de salaire; installation de vestiaires	Transaction.	
61	Demande d'augmentation de salaire	Échec.	10 grévistes congédiés.
62	Demande d'augmentation de salaire	Échec.	
63	Demandes : augmentation de salaire; diminution du temps de travail		
64	Demande d'augmentation de salaire		
65	Demande de réintégration de six ouvriers	Transaction.	
66	Contestation relative au travail aux pièces	Transaction.	
67	Demande d'augmentation de salaire	Transaction.	
68	Demande d'augmentation de salaire	Échec.	
69	Demande d'augmentation de salaire		
70	Demande d'augmentation de salaire		
71	Demande d'augmentation de salaire	Échec.	
72	Demande d'augmentation de salaire	Transaction.	
73	Contestation relative au salaire	Échec.	
74	Demande d'augmentation de salaire		
75	Contestation relative au salaire	Transaction.	
76	Demande d'augmentation de salaire	Transaction.	
77	Demande d'augmentation de salaire		

3° Heures supplémentaires tiercées, c'est-à-dire comptées à raison de 1 heure et demie par heure de travail

4° Une heure et demie pour le déjeuner.

5° Payé tous les samedis à l'atelier, à la fin de la journée.

Les ouvriers ont adressé un recours au juge de paix le 4 mai, un comité s'est réuni le 8; la convention suivante a mis fin au conflit :

1° Prix normal de l'heure 65 centimes; liberté de conclure tout autre engagement, basé sur la valeur professionnelle de chaque ouvrier; le salaire sera fixé dans les 48 heures de l'embauchage.

2° Payé tous les samedis aux conditions susvisées.

3° Fixation à 48 heures du délai de prévenance réciproque.

4° Une heure et demie en toute saison pour le déjeuner.

5° Heures supplémentaires (8 heures du soir à 10 heures du matin) comptées à raison de 1 heure et demie pour 1 heure; de même pour le travail des dimanches et jours fériés.

6° La présente convention est établie pour 5 ans à dater du 1^{er} mai 1908.

7° Aucun ouvrier ne sera renvoyé pour fait de grève.

Le travail a été repris le lendemain.

2° Grève de porcelainiers à Vierzon. — Le 6 mai, 17 ouvriers gazetiers

occupés dans les 12 manufactures de porcelaine de Vierzon se sont mis en grève sur le refus des patrons d'accepter un nouveau tarif portant relèvement des prix de certains articles.

Les ouvriers ont adressé un recours au juge de paix le 6 mai; un comité s'est réuni le 11. Un tarif transactionnel présenté par les patrons a été partiellement accepté et le travail a été repris le 12, étant entendu qu'une nouvelle réunion du comité aurait lieu avant le 15 juin, pour régler définitivement les points réservés lors de la première réunion.

ENQUÊTE SUR LE PLACEMENT À PARIS DEPUIS LA PROMULGATION DE LA LOI DU 14 MARS 1904 ⁽¹⁾.

(DEUXIÈME PARTIE.)

La première partie de cette enquête a porté sur les professions dans lesquelles les bureaux de placement payants ont été supprimés ⁽²⁾; la deuxième portera sur les professions suivantes : employés de commerce, de banque et d'industrie, employés de marchands de comestibles, domestiques, garçons épiciers, garçons meuniers et membres de l'enseignement, professions dans lesquelles ces bureaux peuvent continuer à fonctionner en se conformant à la loi du 14 mars 1904 ⁽³⁾.

Comme précédemment, on a essayé, en recueillant et en coordonnant le plus

⁽¹⁾ Publication de la Direction du travail : *Les associations professionnelles ouvrières*, 4 vol. in-8°, (1899-1902); *Le placement des employés, ouvriers et domestiques en France*, 1 vol. in-8° (1893); *Seconde enquête sur le placement des employés, des ouvriers et des domestiques*, 1 vol. in-8° (1901); *Annuaire des syndicats professionnels, industriels, commerciaux et agricoles*, 1^{re} année, (1903), 15^e année (1905), 2 vol. in-8°; *Bulletin de l'Office du travail* : n° 5, 8 et 11 (1903); n° 2, 3, 4, 5, 7, 8, 10 et 12 (1904); n° 4, 6, 8, 9 et 12 (1905); n° 2, 6, 7 et 10 (1906); n° 7 et 11 (1907); n° 2 (1908); — Ministère de l'Intérieur : *Sociétés de secours mutuels du département de la Seine : liste par ordre numérique, des sociétés de secours mutuels au 1^{er} juillet 1907*, 1 vol. in-4° (1907). — Conseil municipal de Paris : *Rapport au nom de la Commission du travail, articles 8, 9 et 10 du chapitre VII, et article 22 du chapitre XIII (dépenses) du budget de 1907 (Bourse du travail)*, présenté par M. Blondeau, conseiller municipal (1899). [Jusqu'à l'année 1906, le Conseil municipal n'a publié aucun autre document sur les opérations du placement à la Bourse du travail]; *Rapport au nom de la Commission de subventions aux syndicats d'ouvriers ou d'employés et aux bureaux municipaux de placement gratuit*, présenté par M. Baillière, conseiller municipal (1903); *Délibérations des 22 juin et 9 juillet 1903*, 26 mars, 3 et 17 juin, 8 et 12 juillet 1904; *Rapport au nom de la 2^e Commission, sur la Bourse du travail*, présenté par M. Louis Lajarrige, conseiller municipal, (1906 et 1907); *Rapport au nom de la 2^e Commission, sur les subventions aux syndicats d'ouvriers et d'employés faisant du placement gratuit*, présenté par M. Joseph Ménard, conseiller municipal (1907 et 1908); *Rapport au nom de la 2^e Commission, relatif aux subventions aux bureaux municipaux de placement gratuit (2^e répartition pour 1907)*, présenté par M. Lajarrige, conseiller municipal. — Bourse du travail : *Rapport moral présenté au Conseil municipal de la ville de Paris par la Commission consultative de la Bourse du travail (1898-1899)*; *Rapport général présenté à MM. les Conseillers municipaux et aux syndicats adhérents à la Bourse du travail (1906-1907)*, 1 vol. in-8°, 1906. — Préfecture de police : *Liste des diverses sociétés qui, conformément à l'article 3 de la loi du 14 mars 1904, avaient fait leur déclaration (31 décembre 1907)*; *Etat nominatif des titulaires de bureaux de placement autorisés dans le ressort de la Préfecture de police (31 décembre 1907)*. — En outre, ont été utilisés pour l'enquête, des documents (annuaires, statuts, journaux, bulletins de placement, statistiques, etc.), renseignements et appréciations qui ont été directement recueillis auprès des diverses organisations intéressées, ainsi que toutes les réclamations et observations transmises au Ministère du travail.

⁽²⁾ Voir *Bulletin de l'Office du travail*, 1907, n° 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10 et 11.

⁽³⁾ Il faut remarquer que, par une délibération du 26 mars 1904, le Conseil municipal de Paris avait voté l'ouverture d'un crédit pour la suppression des bureaux de placement dans diverses professions

grand nombre de documents et de renseignements, de montrer quelles ont été les conséquences de la loi :

1° Par un état comparatif du placement effectué antérieurement et postérieurement à sa promulgation ;

2° Par des observations sur l'organisation et le fonctionnement des diverses sociétés qui ont un service de placement ;

3° Par l'exposé des appréciations qui ont été formulées sur les effets de l'application de la loi et sur les modifications qu'il y aurait lieu d'y apporter.

En outre, des renseignements ont été demandés, — sans être toujours obtenus — à la *Chambre syndicale des bureaux de placement autorisés de Paris et des départements*, ainsi qu'à un certain nombre de placeurs.

I. — EMPLOYÉS DE COMMERCE, DE BANQUE ET D'INDUSTRIE.

État comparatif du placement antérieurement et postérieurement à la loi du 14 mars 1904.

Antérieurement à la loi, 2 bureaux de placement autorisés fonctionnaient ; ils avaient, de 1893 à 1897, effectué une moyenne annuelle de 1,111 placements à demeure et de 84 en extra, au tarif de 3 p. 100 du salaire annuel et de 5 p. 100 pour les employés nourris et logés. A la fin de décembre 1907, ces deux bureaux continuaient à fonctionner ⁽¹⁾ ; mais le tarif de l'un d'eux n'était plus que de 2 p. 100 ⁽²⁾. Ce dernier bureau fonctionne comme agence correspondante de la *Société suisse des commerçants* ⁽³⁾ ; pendant l'année 1905-1906 (1^{er} mai au 30 avril), il avait effectué 258 placements à demeure et 277 pendant l'exercice 1906-1907 ⁽⁴⁾.

Quant aux bureaux municipaux de placement, ils avaient effectué, de 1896 à 1899, 29,237 placements à demeure et 3,147 en extra ⁽⁵⁾ pour les catégories suivantes d'employés : garçons de magasin : 3,393 à demeure, 163 en extra ; hommes de peine : 4,316 à demeure, 710 en extra ; garçons de courses : 10,566 à demeure, 1,347 en extra ; employés aux écritures : 3,686 à demeure, 137 en extra ; courtiers et placiers : 2,157 à demeure, 382 en extra ; demoiselles de magasin : 2,170 à demeure, 154 en extra ; demoiselles pour courses : 2,631 à demeure, 218 en extra ; caissières : 318 à demeure, 36 en extra ⁽⁶⁾.

Les offices de placement gratuit annexés aux diverses associations groupant des

(Voy. 1^{re} partie de l'enquête, *Bullet*, n° 4, 1907, p. 332 et n° 8, 1904, p. 712 et 713) parmi lesquelles figuraient les suivantes : épiciers, comestibles, menuisiers et employés de commerce. Mais il n'a pas été donné suite à cette délibération, en ce qui concerne les professions susvisées, pour lesquelles les bureaux de placement continuent à fonctionner.

⁽¹⁾ Pour déférer aux vœux réitérés du Conseil municipal de Paris, M. le Préfet de police n'a, depuis 1890, accordé aucune nouvelle autorisation d'ouverture de bureau de placement.

⁽²⁾ La diminution des tarifs peut résulter de l'extinction de certains titulaires de bureaux, et du droit que, depuis 1896, le Préfet de police s'est réservé de les reviser, en ajoutant aux nouveaux arrêtés d'autorisation la clause suivante : « Le présent arrêté sera toujours soumis aux modifications que l'Administration croira devoir prescrire ». (Voy. à ce sujet : Lettre du Ministre du Commerce, en date du 21 juin 1904, relative à l'application de la loi du 24 mars 1904 ; *Bulletin*, juin 1904, p. 553.)

⁽³⁾ Voir le *Placement des employés*... (1893), p. 368 et 369.

⁽⁴⁾ Voir *Société suisse des commerçants, XXXI Rapport du service de placement ; exercice du 1^{er} mai 1906 au 30 avril 1907* ; Zurich, 1907 ; 1 broch. in-8°.

⁽⁵⁾ Ces chiffres comprennent les résultats produits par les 16 bureaux de Paris, par le bureau municipal de Levallois-Perret et par un bureau de société privée installé à la mairie du XI^e arrondissement et qui tenait alors lieu de bureau municipal. — A la fin de 1907, des bureaux municipaux de placement fonctionnaient dans les vingt arrondissements de Paris ; la même année, le Conseil municipal leur avait alloué une subvention globale de 48,000 francs.

⁽⁶⁾ Pour le placement pendant l'année 1902, voir *Bulletin de l'Office du travail* de février 1904 p. 127.

employés de banque, de commerce et d'industrie, ont toujours été nombreux et il est presque impossible d'en établir une statistique exacte.

A la fin de 1907, les 50 associations ayant fait connaître qu'elles s'occupaient de placement se répartissaient ainsi :

BANQUE ⁽¹⁾.

a) Syndicats patronaux et mixtes.....	2
b) Syndicats ouvriers.....	1
c) Sociétés de secours mutuels.....	"
d) Sociétés diverses ⁽²⁾	"

COMMERCE ET INDUSTRIE.

a) Syndicats patronaux et mixtes.....	6
b) Syndicats ouvriers.....	15
c) Sociétés de secours mutuels.....	7
d) Sociétés diverses ⁽³⁾	5

COMPTABILITÉ, ÉCRITURES, STÉNOGRAPHIE, ETC.

a) Syndicats patronaux et mixtes.....	"
b) Syndicats ouvriers.....	10
c) Sociétés de secours mutuels.....	1
d) Sociétés diverses ⁽³⁾	3

Le Conseil municipal de Paris accorde des subventions à plusieurs de ces sociétés. En voici l'énumération :

SUBVENTIONS MUNICIPALES ACCORDÉES, POUR 1907,
AUX DIVERSES ASSOCIATIONS FAISANT DU PLACEMENT GRATUIT ⁽³⁾.

Syndicat des employés du commerce et de l'industrie : 500 francs; *Chambre syndicale des placiers en fleurs, plumes et apprêts* : 255 francs; *Chambre syndicale des employés* : 2,040 francs; *Syndicat des courtiers et représentants de commerce* : 1,275 francs; *Syndicat général des garçons de magasin, cochers-livreurs et parties similaires de la Seine* : 1,120 fr. 60; *Syndicat des voyageurs et représentants de commerce* : 765 francs; *Union fraternelle des employés* : 200 francs; *Société de secours mutuels des employés en librairie* : 100 francs; *Association amicale des anciens élèves de l'École supérieure de commerce* : 200 francs; *Union amicale des employés en électricité et en bronze* : 300 fr. — *Syndicat des femmes caissières, comptables et employées aux écritures* : 400 francs; *Union des comptables, groupe professionnel et de mutualité* : 1,500 francs; *Chambre syndicale des comptables et teneurs de livres* : 1,785 francs; *Chambre syndicale des femmes sténographes et sténodactylographes* : 510 francs; *Association des comptables du département de la Seine* : 1,200 francs; *Institut sténographique de France* : 300 francs; *Association amicale des anciens élèves de l'école Pigier* : 200 francs.

⁽¹⁾ Sous ce terme générique de «banque», on comprend non seulement les employés de banquiers et de changeurs, mais aussi les employés de bourse qui sont occupés par les agents de change, les coullisseurs et les remisiers.

⁽²⁾ Sont classées sous cette dénomination, les sociétés d'enseignement et d'anciens élèves — assez nombreuses pour les employés — et les sociétés pour lesquelles le manque de renseignements précis n'a pas permis de déterminer le régime légal sous lequel elles sont constituées.

⁽³⁾ *Ibid.*

⁽⁴⁾ *Ibid.*

⁽⁵⁾ Jusqu'à la dernière répartition; Voir *Bulletin municipal officiel*, 4 avril 1908.

ment que la loi du 14 mars 1904 n'a, pour l'ensemble des diverses catégories d'employés de banque, du commerce et de l'industrie, apporté aucun changement dans la manière habituelle de se placer, il a paru suffisant d'enregistrer les déclarations de personnalités compétentes et de sociétés qui, par le nombre et la diversité des membres qu'elles groupent, ont qualité pour fournir des indications et formuler des appréciations générales sur les effets de la loi.

Appréciations sur les effets de la loi.

SYNDICATS OUVRIERS. — D'après le secrétaire de la *Chambre syndicale des employés*, les employés de commerce proprement dits, de même que les livreurs et cochers livreurs, n'ont jamais eu recours, que dans une faible mesure, aux bureaux de placement. Pour ces catégories d'employés — aussi bien dans le gros que dans le détail — le placement se fait surtout par relations d'employé à employé et de patron à patron; puis par les placiers et par les réassortisseurs. En outre, pour rendre service à leur clientèle de détaillants, d'importantes maisons de gros ont souvent, à l'intérieur de leurs magasins, des tableaux indiquant des offres d'emplois dans telle ou telle spécialité; et les réassortisseurs, allant fréquemment dans ces maisons, prennent connaissance de ces indications et servent ainsi d'intermédiaires bénévoles pour le placement des employés.

Quant aux 2 bureaux autorisés, ils l'ont sérieusement le placement, mais surtout pour les employés aux écritures.

Pour la *Chambre syndicale*, la loi n'a apporté aucun changement.

Au *Syndicat des employés du commerce et de l'industrie*, on déclare que, sauf pour les comptables, qui sont généralement placés par l'un des deux bureaux autorisés, les autres employés de banque, de commerce et d'industrie, n'y ont généralement pas recours; ils se placent surtout par relations, par les sociétés professionnelles et, de préférence quand ils le peuvent, par les placiers, qui leur procurent les meilleures places.

Si, depuis 1904, le nombre de placements effectués par le Syndicat a augmenté dans de notables proportions, cela tient à une augmentation parallèle du nombre de ses adhérents, et non à une influence quelconque de la loi.

En 1902, le chiffre global des placements était d'environ 500 ⁽¹⁾; en 1907, il s'élevait à 956 (499 à demeure, 76 petites comptabilités et emplois temporaires, 262 débutants et 81 divers) ⁽²⁾.

Pour le *Syndicat des représentants-voyageurs parisiens*, la loi n'a eu aucun effet. Les représentants et les voyageurs sont placés par des syndicats et par d'autres associations professionnelles, ainsi que par relations, mais jamais par les placeurs, qui ne présentent aucune garantie.

Le *Syndicat des dames employées du commerce et de l'industrie* fait des déclarations à peu près semblables aux précédentes et assure, qu'en général, les dames employées ne s'adressent jamais aux bureaux de placement.

L'Alliance sténographique, association interméthodique de sténo-dactylographes, publie

⁽¹⁾ Voir : *Les Associations professionnelles ouvrières*, IV, 662.

⁽²⁾ Voir : *L'Employé, organe mensuel du Syndicat des employés du commerce et de l'industrie*, mars 1908.

dans son *Bulletin trimestriel* d'avril 1908, la note suivante, qui concerne la multiplicité des offices de placement :

Le Conseil prend connaissance d'une lettre de la Chambre syndicale des sténo-dactylographes, se plaignant de la multiplicité des offices de placement et proposant une réunion des différents Conseils syndicaux pour essayer de trouver le remède.

Le Conseil, se référant à l'opinion qu'il a émise et publiée dans le numéro de *Sténo-Revue* d'août 1906, estime que toute tentative de ce genre est condamnée d'avance à l'insuccès, en raison non seulement de la multiplicité croissante des centres de placement (cinq ou six nouvelles sociétés s'étant encore constituées en 1907), mais aussi de la diversité d'intérêts des plus puissants d'entre eux; grandes écoles de sténographie, maisons de machines à écrire et annonces de journaux.

Cette opinion est confirmée par le fait que depuis quelques mois la plupart des places qui ont échappé aux membres de l'Alliance ont été prises par les élèves ou candidats d'une maison de machines à écrire à laquelle on ne peut évidemment demander la suppression de son école ou de son service d'emplois.

Néanmoins, malgré ces raisons, le Conseil estime qu'il est de son devoir de ne pas se désintéresser de la question, et délègue MM. X. . . . pour suivre les réunions qui pourraient être provoquées par la Chambre syndicale des sténo-dactylographes.

SOCIÉTÉS DE SECOURS MUTUELS. — A l'Association des comptables du département de la Seine, s'il y a eu des fluctuations dans le nombre des placements effectués, elles tiennent à des causes étrangères à la promulgation de la loi, qui n'a eu aucune répercussion pour l'Association. Du reste, les bureaux de placement n'ont jamais placé de « véritables comptables ».

Pendant le premier semestre de 1907, cette Société a effectué 444 placements (289 à demeure, 113 petites comptabilités et emplois temporaires, 42 pour jeunes gens mineurs). « La question du placement, reste le souci prépondérant du Conseil d'administration, qui ne néglige rien pour améliorer sans cesse ce service » ⁽¹⁾.

Sauf un bureau de placement chez lequel des employés aux écritures s'adressent quelquefois, déclare-t-on à l'Association des voyageurs et des commis du commerce et de l'industrie, les places se procurent par les sociétés et par les relations professionnelles.

SOCIÉTÉS LIBRES. — A l'Institut professionnel féminin, la loi n'a rien changé, on l'ignore même. Jamais le personnel formé par l'Institut et par des sociétés similaires n'a recours aux bureaux de placement; il est directement placé dans des maisons de commerce par ces sociétés mêmes.

BUREAUX DE PLACEMENT AUTORISÉS. — Dans le plus important des deux bureaux existants, les placements se répartiraient ainsi : 75 p. 100 pour le commerce de gros (comptables, placiers, garçons de magasin, etc.), et 25 p. 100 pour la banque, l'industrie et le petit commerce. Au début de l'application de la loi, la clientèle diminua de 20 p. 100 environ ⁽²⁾, puis, peu à peu, elle se releva et il est probable

⁽¹⁾ Voir : le *Comptable*, bulletin mensuel de l'Association des comptables du département de la Seine, n° 148, 149 et 150 (novembre 1907-janvier 1908).

⁽²⁾ Les placeurs qui ont été vus ont tous déclaré que la diminution qui s'était produite dans le chiffre de leurs placements devait être surtout attribuée au paragraphe 6 de l'article 11 de la loi, qui exige que « les frais de placement touchés dans les bureaux maintenus à titre payant, seront entièrement supportés par les employeurs, sans qu'aucune rétribution puisse être reçue des employés ».

qu'en 1910, grâce à ce mouvement ascensionnel, elle atteindra son niveau antérieur. Malgré tout, la loi est mauvaise ⁽¹⁾.

Dans le second bureau, qui ne place que des comptables, des sténographes et autres employés de bureau généralement étrangers et polyglottes, on déclare que la loi n'a apporté aucun changement, si ce n'est que « l'inscription gratuite des postulants prescrite par la loi, fait continuellement croître le nombre d'inscriptions ».

DIVERS. — Un ancien secrétaire général de la *Fédération nationale des employés*, actuellement membre du Conseil supérieur du travail, déclare que pour les employés le placement n'a jamais été qu'une question d'ordre secondaire. Dans la profession, le placement se fait surtout par relations et par certaines maisons de gros qui ont des tableaux d'offres d'emplois. Les placiers et les réassortisseurs qui passent fréquemment dans ces maisons font connaître les places à prendre et servent ainsi d'intermédiaires bénévoles entre employeurs et employés.

Toutefois, il y a un bureau de placement qui fonctionne très sérieusement et qui effectue surtout des placements pour les maisons de gros. Quant aux autres bureaux pour « employés et domestiques », ils ne placent que ces derniers et les employés de commerce n'y ont jamais eu recours.

Le chef d'une maison de gros du quartier du Sentier affirme que, depuis trente ans qu'il est dans le commerce, il n'a jamais eu recours aux placeurs. A son avis, le placement s'effectue par recommandation pour le gros, et, pour le détail, par relations et par l'intermédiaire des placiers et des réassortisseurs, qui prennent connaissance des tableaux d'offres et de demandes d'emplois qui sont établis dans des maisons de gros.

Un certain nombre d'autres déclarations ont été recueillies auprès de commerçants et d'employés de commerce; dans leur ensemble, elles sont identiques aux précédentes.

Des employés de banque ont enfin déclaré qu'à leur connaissance, le placement dans leur profession ne s'effectuait que par relations et non par l'intermédiaire des placeurs.

(1) Lors de la première enquête faite par l'Office du travail en 1892, des renseignements ont été recueillis auprès de ce bureau; on en trouvera le résumé dans le *Placement des ouvriers, employés et domestiques*, p. 367 et 368. Il a été déclaré que ces renseignements, sauf en ce qui concerne le chiffre des placements effectués, ont, ainsi que les considérations qui les accompagnent, « toujours la même valeur » qu'à l'époque à laquelle ils ont été transmis.

LES SUBVENTIONS DES COMMUNES

AUX CAISSES DE CHÔMAGE.

Armentières, Haubourdin et Roubaix. — Depuis l'enquête publiée par le *Bulletin* ⁽¹⁾ sur les caisses de chômage subventionnées par les communes, 3 nouvelles caisses ont été créées, au début de 1908, dans la région du Nord, à Armentières, à Haubourdin et à Roubaix. Ces 3 caisses sont basées sur le système de la majoration des secours payés par les syndicats, tel qu'il est appliqué à Gand, mais légèrement perfectionné. Dans ces 3 villes, il est institué un fonds communal autonome administré par des représentants des syndicats et de la ville, recevant et répartissant les subventions et les dons et en contrôlant la gestion. La subvention est de 3,000 francs à Armentières et de 2,000 à Haubourdin. A Roubaix, la caisse a reçu, en plus des 5,000 francs de la ville, 20,000 francs de l'association des industriels roubaisiens et 2,000 francs des conseillers prud'hommes patrons. Le total des sommes dont disposent ces trois caisses, pour leur 1^{re} année de fonctionnement, s'élève donc à 32,000 francs.

Armentières et Haubourdin. — C'est à la section du Nord de l'Association pour la protection légale des travailleurs que revient l'honneur d'avoir fait naître les caisses d'Armentières et d'Haubourdin : c'est le texte même des statuts-types et du règlement-modèle votés par elle le 17 juin dernier, qui a été adopté presque intégralement par ces 2 villes, dès le début de 1908.

Dans le système de la section du Nord, le crédit alloué par les villes est divisé en 2 parts inégales : les 2 premiers tiers servent à majorer, à raison de 25 p. 100, les indemnités versées directement par les caisses de chômage des syndicats à leurs adhérents réduits au chômage *momentané* par manque de travail; le dernier tiers est réparti en fin d'année entre *toutes* les caisses syndicales au prorata du nombre de leurs cotisants. De la sorte, la plus grosse part est, comme à Gand, versée aux syndicats en raison directe des sacrifices qu'ils se sont imposés. La seconde — et c'est en ceci que consiste l'innovation — doit encourager les syndicats qui, ayant remédié au chômage par un placement bien organisé, n'auront eu, de ce fait, que peu ou pas de secours à payer.

La caisse municipale de chômage sert de trait d'union entre les syndicats et la ville; elle est administrée par 6 délégués des ouvriers et 4 représentants de la municipalité.

A Haubourdin, la caisse a été créée par délibération municipale du 28 mars dernier, à la demande de la section syndicale textile de la ville; la subvention a été fixée à 2,000 francs.

Haubourdin a adopté intégralement le texte de la section du Nord (majoration 50 p. 100). Armentières a modifié seulement le règlement intérieur en réduisant la majoration à 25 p. 100 et en supprimant le minimum et le maximum prévus à l'article 1^{er}, 2^e alinéa. Elle stipule, en outre, expressément, que les majorations de l'État viendront s'ajouter à celles de la ville.

Voici, d'ailleurs, le texte de la section du Nord tel qu'adopté par ces 2 villes;

⁽¹⁾ Voir *Bulletin* 1907, p. 667, 807, 920 et 1055.

les passages entre [] ne figurent pas au règlement d'Armentières; par contre, les deux articles ajoutés par la ville sont reproduits en italiques.

RÈGLEMENT MUNICIPAL (ARMENTIÈRES ET HAUBOURDIN).

ARTICLE PREMIER. — Il est institué dans la commune de une caisse de chômage.

ART. 2. — Elle est composée de dix membres, dont quatre sont élus par le Conseil municipal et six par les membres cotisants des caisses de chômage subventionnées durant l'année entière précédant le renouvellement.

Le renouvellement a lieu le premier dimanche de juin de chaque année.

A titre transitoire, les dix premiers membres sont choisis par le maire, et pour moitié au moins parmi les adhérents des caisses de chômage, qui auront réclamé leur participation au fonds de chômage.

ART. 3. — La Caisse municipale est chargée d'administrer un fonds de chômage alimenté par une subvention municipale annuelle, et réservé au chômage involontaire par manque de travail.

ART. 4. — La Caisse municipale arrête son règlement intérieur, les moyens de contrôle auxquels elle a recours et le mode de ses répartitions.

Toutefois elle ne peut s'écarter des règles suivantes :

1° Deux tiers de ses subventions doivent être affectés à majorer les indemnités versées par les caisses aux chômeurs, proportionnellement à ces indemnités;

2° L'autre tiers doit être partagé, en fin d'exercice, entre les caisses de chômage, proportionnellement au nombre des cotisants.

ART. 5. — Sont exclus de la répartition :

1° Les chômeurs qui auraient usé d'une supercherie quelconque ou qui, sans raison valable, refuseraient l'emploi qui leur serait indiqué ou qui seraient inscrits simultanément à plusieurs caisses;

2° Les caisses qui ne compteraient pas cent adhérents de professions connexes, sauf admission prononcée à titre exceptionnel par la Caisse municipale, ou qui ne tiendraient pas une comptabilité distincte pour l'ensemble des fonds destinés au chômage involontaire par manque de travail, ou qui ne seraient pas reliées à un office gratuit de placement ou au bureau municipal de placement, ou qui ne se prêteraient pas au contrôle de la caisse municipale de chômage.

ART. 6. — Les communes suburbaines pourront s'affilier au Fonds de chômage de la commune d'Haubourdin, en versant à ce fonds une subvention annuelle proportionnée au nombre respectif des habitants.

RÈGLEMENT INTÉRIEUR (ARMENTIÈRES ET HAUBOURDIN).

ARTICLE PREMIER. — La Caisse municipale de chômage règle de la façon suivante le mode de répartition de la subvention municipale s'élevant à francs ⁽¹⁾.

Les deux tiers de la subvention seront affectés à majorer les indemnités versées par les caisses syndicales aux chômeurs, dans la proportion de 50 p. 100 ⁽²⁾ [sans que cependant cette majoration soit inférieure à un franc par jour, ni supérieure à l'indemnité versée par les caisses syndicales et sans que le secours total touché par le chômeur puisse dépasser les deux tiers de son salaire normal].

Les caisses syndicales font à leurs chômeurs l'avance de cette majoration, qui leur est remboursée, en fin de trimestre ⁽³⁾, par la Caisse municipale.

Le troisième tiers est, en fin d'exercice, divisé par le nombre total des cotisants des caisses affiliées ayant opéré des versements réguliers pendant six mois au moins.

Il est réparti entre les caisses, sans que cependant la somme touchée par chacune d'elles dépasse le montant des cotisations de chômage qu'elle aura recueillies dans l'année.

ART. 2. — Dans tous les cas, la majoration cesse après soixante jours pour chaque chômeur.

⁽¹⁾ 3,000 francs à Armentières et 2,000 francs à Haubourdin.

⁽²⁾ 25 p. 100 à Armentières.

⁽³⁾ En fin de mois à Armentières.

Le même chômeur ne peut toucher, dans un même espace de douze mois, plus de soixante jours de majoration.

N'ont droit à la majoration que les chômeurs qui ont versé régulièrement leurs cotisations dans une caisse syndicale de leur profession pendant trois mois avant le chômage.

ART. 3. — Les indemnités allouées en cas de maladie, d'infirmités, de vieillesse, d'accidents professionnels, de grève ou de lock-out, ne peuvent donner lieu à une majoration.

Ne sont pas exclus du chômage involontaire par manque de travail, les cas d'accidents survenus au matériel de l'entrepreneur, d'arrêts de fabrique, d'incendie, d'inondation ou autres cataclysmes.

ART. 4. — Chaque caisse de chômage qui veut participer aux répartitions doit remettre à la caisse municipale une demande d'admission, accompagnée de ses statuts et règlements.

ART. 5. — Chaque caisse doit s'occuper activement du placement de ses chômeurs et supprimer d'office toute indemnité à ceux qui refuseraient un emploi indiqué, sauf si cet emploi entraîne un changement notable de lieu ou de travail ou un avilissement des salaires normaux de la profession.

ART. 6. — Le chômeur sur place doit signer au siège de son syndicat, trois fois par semaine, pendant les heures de travail, un registre de chômage.

ART. 7. — Chaque membre de la caisse municipale ou tout préposé par elle à cet effet, a le droit, en tout temps, de prendre connaissance des registres de contrôle, des livres ou carnets de recettes ou de dépenses et de tout document y afférent.

ART. 8. — La comptabilité des dépenses doit être tenue dans chaque caisse nominativement et au moins semaine par semaine.

Les émargements des chômeurs sont recueillis sur un registre, mais leurs noms ne peuvent être publiés.

Articles ajoutés à Armentières.

ART. 9. — En cas de subvention ministérielle, les p. 100 seront affectés à majorer chaque semestre les indemnités versées aux chômeurs, par les caisses syndicales, en surplus des 25 p. 0/0 alloués par la caisse municipale.

ART. 10. — Tout cas non prévu sera soumis à la Commission de la caisse municipale qui prendra toute décision qu'elle croira utile.

Roubaix. — Dès 1902, la municipalité de Roubaix s'était préoccupée de la création d'une caisse de chômage dont elle avait dû, pour des raisons budgétaires, défrayer l'organisation. En 1907, le Ministre de l'intérieur ayant autorisé la ville à émettre une loterie de 4 millions en vue d'organiser des œuvres d'assistance, le Conseil put envisager la possibilité de réaliser ainsi un capital dont le revenu devait, en partie, assurer le fonctionnement de cette caisse. La Commission chargée d'examiner le meilleur système à adopter se prononça en faveur du principe gantois.

En vue d'organiser au plus tôt l'assistance, sans attendre le produit de la loterie, la ville soumit ses projets à l'Association industrielle et commerciale du Nord, qui, ainsi que les prud'hommes patrons, promit une subvention; la ville, de son côté, vota 5,000 francs pour l'exercice 1908. Les statuts élaborés par la Commission furent adoptés par le Conseil dans sa séance du 27 décembre 1907.

Le 5 février, le Comité d'administration de la caisse prévu par les statuts était constitué et tenait sa première réunion à l'Hôtel-de-Ville. Son président faisait connaître que le total des fonds mis à sa disposition s'élevait, pour 1908, à 27,000 francs, se décomposant comme suit :

Subvention municipale.....	5,000 ^f
Participation des industriels roubaisiens ⁽¹⁾	20,000
— prud'hommes patrons.....	2,000

⁽¹⁾ La subvention patronale a été fournie par 95 industriels adhérent à l'Association industrielle et commerciale. Au cours de la discussion du rapport et plus tard, au cours d'une conférence, M. le maire de Roubaix déclarait que le subside fourni par les syndicats patronaux serait continué les années suivantes.

Le 22 février, après avoir adopté le règlement de service intérieur, le Comité décidait que le fonds de chômage commencerait à fonctionner dès le 1^{er} mars et fixait à 50 p. 100 le taux de la majoration à allouer pour ledit mois de mars.

Par une conférence et par la distribution de brochures, la municipalité s'est efforcée de faire connaître aux employés et aux ouvriers les avantages de la nouvelle institution.

Les statuts et le règlement intérieur reproduisent en grande partie les dispositions adoptées à Gand. Le fonds municipal n'intervient en rien dans la création ou dans l'administration des caisses de chômage organisées par les groupements. Celles-ci doivent être alimentées par des cotisations spécialement affectées au risque de chômage. Le chiffre de l'indemnité journalière à accorder au chômeur involontaire est également fixé par l'association qui doit, pour le déterminer, le proportionner à l'importance des cotisations et à la moyenne des risques de chômage auxquels sont exposés ses membres. Le taux de la majoration accordée par le fonds municipal varie selon l'état des ressources et peut être porté à 100 p. 100. Suivant une déclaration du rapporteur, le projet englobe tous les syndicats.

Le Comité chargé de la gestion des fonds comprend 15 membres (art. 2), dont 7 représentant les ouvriers.

STATUTS (ROUBAIX).

ARTICLE PREMIER. — Il est institué par la Ville de Roubaix un Fonds spécial destiné à favoriser la prévoyance en vue du chômage involontaire.

Ce Fonds sera alimenté en principe :

1° Par le revenu du capital réservé à cet effet sur les ressources provenant de la loterie;

2° En cas d'insuffisance, par des subsides dont le montant sera fixé par le Conseil municipal;

3° A ces ressources ordinaires pourront se joindre le produit des souscriptions, fêtes, legs et autres donations.

Ces sommes serviront exclusivement à permettre aux ouvriers et employés de recevoir une indemnité de chômage et à couvrir les frais d'administration.

ART. 2. — Le Fonds sera administré par un Comité, élu pour quatre ans, et composé comme suit :

1° Trois délégués nommés par le Conseil municipal;

2° Six membres délégués par les Associations affiliées. Pour la mise en route, les Associations de secours mutuels contre le chômage n'étant pas encore constituées en nombre suffisant dans notre ville, les Présidents des deux Unions de secours mutuels et le Président de la Société « l'Employé » feront désigner ces six délégués par leurs groupements.

3° Deux délégués du Conseil de prud'hommes choisis l'un parmi les prud'hommes patrons et l'autre parmi les prud'hommes ouvriers;

4° Deux délégués de la Chambre de commerce.

5° Deux délégués du Tribunal de commerce.

ART. 3. — Il sera pourvu par le Conseil municipal, par les Associations d'ouvriers et d'employés et par chacun des trois corps constitués désignés ci-dessus, pour leurs délégués respectifs, à toute vacance qui pourrait se produire dans cette administration, par démission, décès ou pour toute autre cause. Le Maire ou son délégué a le droit de présider cette Commission; il a, dans ce cas, voix prépondérante, mais seulement en cas de partage.

ART. 4. — Le Fonds spécial encouragera la prévoyance en majorant les indemnités d'assurances allouées par les associations d'employés et d'ouvriers à leurs membres sans travail.

ART. 5. — Le Fonds majorera les sommes versées à leurs chômeurs par les associations en leur allouant une subvention proportionnelle au montant de l'indemnité de chômage.

Les indemnités de chômage ne pourront être majorées de plus de 100 p. 100 ni être portées en compte à un même membre pour plus de 60 jours par an, ni pour plus de 1 franc par jour.

Les grèves ou leurs conséquences, les maladies ou incapacités physiques de travail ne pourront donner lieu à indemnisation par le Fonds de chômage.

ART. 6. — Si, pour une raison quelconque, l'Association affiliée ne payait pas l'indemnité à ses membres, la majoration provenant du Fonds communal ne pourra également être perçue.

ART. 7. — Ne pourront prétendre à indemnité de la part du Fonds municipal de chômage que les chômeurs qui auront une résidence effective de 6 mois dans la ville et un stage de 6 mois dans la société à laquelle ils appartiennent.

ART. 8. — Les associations d'ouvriers et d'employés qui désirent voir leurs membres participer aux subventions devront communiquer leurs statuts et règlement d'ordre intérieur, indiquer mensuellement le nombre et le montant des indemnités qu'elles ont payées et remettre tous les six mois le bilan de leurs opérations.

ART. 9. — Le Comité nommera un vérificateur chargé de contrôler la véracité des indications fournies par les associations. Le vérificateur aura le droit de contrôler tous les livres des associations participantes relatifs à l'assurance contre le chômage, et de communiquer les renseignements ainsi obtenus au Comité.

Tous les membres du Comité prendront l'engagement d'honneur de ne divulguer aucune des indications personnelles puisées dans lesdits livres.

ART. 10. — Toute association qui refuserait de se soumettre aux stipulations des présents statuts et du règlement d'ordre intérieur, cessera immédiatement de participer aux subventions.

Le Comité a le droit d'imposer des mesures de contrôle auxquelles toutes les associations affiliées doivent se soumettre dans les trois mois de la notification qui leur sera faite. Il peut aussi, dans les mêmes conditions, prendre des mesures d'ordre général destinées à faire disparaître les abus qui lui seraient signalés.

La retraite du contrevenant prendra fin dès qu'il sera soumis aux mesures exigées.

Tout chômeur associé ne pourra appartenir à plusieurs associations faisant le secours contre le chômage sous peine de ne recevoir, ni d'un côté ni de l'autre, aucune indemnité en cas de chômage.

ART. 11. — Le chômeur qui refuserait un emploi de sa profession dans la ville, rétribué au taux normal et qui lui serait indiqué par le Comité, sera exclu de la distribution des secours.

Le Comité se mettra à cet effet en rapports, aussi intimes que possible, avec les autres institutions tant officielles que privées qui entreprendraient la lutte contre le chômage.

ART. 12. — Le Comité fixera chaque mois le taux de la majoration qui sera allouée en cas de chômage, sur le montant des indemnités. Si les ressources du Fonds paraissent devoir être insuffisantes pour assurer le paiement régulier des secours complets de chômage, le Comité pourra déclarer qu'à partir du premier du mois qui suit sa décision, la majoration pratiquée sera réduite ou même temporairement supprimée.

ART. 13. — Le Fonds sera dissous et le Comité cessera ses fonctions dès que les fonds seront épuisés.

ART. 14. — Toute fraude relevée à la charge d'un membre participant pour obtenir indûment la participation fera perdre tout droit, pendant une année, à celui qui s'en sera rendu coupable.

S'il est établi que l'association affiliée a agi de connivence avec le fraudeur, cette association sera privée pendant un certain temps, qui ne dépassera pas une année, du bénéfice de la subvention.

ART. 15. — Le Comité aura, dans ses premières séances, à voter un règlement d'ordre intérieur indiquant les détails d'organisation, les conditions exactes de la participation et les formalités auxquelles seront assujettis les paiements.

ART. 16. — Le Comité fera tous les ans au Conseil municipal un rapport détaillé sur l'activité et les résultats obtenus par l'assurance contre le chômage.

Le règlement intérieur prévoit la constitution d'un bureau composé du maire, président, d'un vice-président, d'un secrétaire, d'un trésorier et d'un contrôleur. Le Comité se réunit au moins une fois par mois pour fixer le taux de la majoration à accorder le mois suivant. Les décisions sont prises à la majorité simple; le Comité décide sans appel de toutes les contestations relatives aux statuts et au règlement; il examine les bordereaux et les comptes semestriels des caisses de chômage.

Aux termes de l'article 13, il peut, à tout moment, prendre les mesures néces-

Comme, d'après les renseignements qui ont été recueillis, il apparaît très nettement pour faciliter le contrôle des opérations ou empêcher les abus qui lui seraient signalés. Les associations affiliées auront à s'y soumettre dans les trois mois de l'avis qui leur en sera donné. A défaut, l'association pourra être déclarée déchue des bénéfices du Fonds, et comme dit à l'article 11, les décisions du Comité seront sans appel. . . .

Selon l'article 16, les registres de chômeurs doivent être tenus à la disposition du contrôleur au lieu et heure indiqués par lui.

ART. 17. — Auront droit de participer aux subventions du Fonds : toutes les associations qui possèdent dans leur sein un Fonds de chômage et qui en feront la demande au Comité, déclarant qu'ils ont pris connaissance des dispositions des statuts, du règlement d'ordre et de service intérieurs et de ses annexes et s'y soumettent.

Ils doivent transmettre avec leur demande deux exemplaires de leurs statuts et règlements actuellement en vigueur sur l'assurance contre le chômage. . . .

ART. 18. — Les associations qui désirent participer au Fonds de chômage devront tenir un registre, conforme au modèle arrêté par le Comité, dans lequel ils inscriront régulièrement : a) les nom, prénoms, domicile, profession et numéro du matricule de tous les membres recevant des secours de chômage; b) le montant de la pension allouée par la Caisse de chômage conformément à ses statuts; c) le montant de la majoration allouée aux membres conformément à la décision du Comité; d) le nombre de jours de chômage et de jours donnant droit à la majoration, ainsi que l'indication du quantième jour de la majoration.

Le maximum de la pension de chômage à majorer ne dépassera jamais six francs par semaine.

ART. 19. — Auront droit à obtenir une majoration :

- a) Les indemnités de chômage involontaire, total ou partiel;
 - b) Les indemnités en cas de bris ou d'incendie dans les fabriques et ateliers.
- Ne pourront donner droit à aucune majoration :
- a) Les indemnités en cas de maladie ou d'accident;
 - b) Les pensions de vieillesse;
 - c) Les indemnités de grève, volontaire ou forcée, et le lock-out;
 - d) Les indemnités de voyage.

ART. 20. — Dans les dix premiers jours de chaque mois, les caisses de chômage devront faire parvenir au secrétaire un bordereau dressé d'après la formule arrêtée et indiquant : les sommes qu'ils ont payées à leurs membres chômeurs.

Après vérification, le secrétaire fera parvenir au délégué de la Caisse de chômage un mandat de l'importance des majorations légitimement consenties. A défaut de présentation dans les dix premiers jours du mois, la majoration ne sera payable que le mois suivant.

ENQUÊTE SUR LE CHÔMAGE DANS LA MÉGISSERIE ET LA TANNERIE ⁽¹⁾.

I. — MÉGISSERIE. (Suite.)

RESULTATS DE L'ENQUÊTE EN PROVINCE.

PLAN DE L'ENQUÊTE.

D'après le recensement du 24 mars 1901, la mégisserie occupait, en France, 10,000 personnes dont 8,500 ouvriers. Sur ce total, la Seine est comprise pour 25 p. 100. Viennent ensuite le Tarn et l'Ardèche, chacun pour 20 p. 100, la Haute-Vienne pour 8 p. 100, l'Isère pour un peu plus de 6 p. 100, l'Aveyron et les Deux-Sèvres pour un peu moins, à peine 2 p. 100 ⁽²⁾.

L'enquête a porté sur les principaux centres de mégisserie de ces départements. Elle a eu lieu aux mois de novembre et de décembre 1907. Successivement tous ces centres ont été visités par un enquêteur de l'Office du travail. Celui-ci avait envoyé préalablement aux principaux industriels ainsi qu'aux syndicats patronaux et ouvriers de ces centres, des questionnaires, qui n'avaient pas tant pour but de provoquer des réponses immédiates par écrit que d'appeler l'attention des personnes auxquelles ils étaient adressés sur les questions qui devaient leur être posées oralement par l'enquêteur.

On peut classer les centres industriels touchés par l'enquête en prenant pour bases de classification la destination des peaux préparées. Il y a lieu de distinguer à ce point de vue :

- 1° La mégisserie du chevreau et d'agneau pour ganterie;
- 2° La mégisserie de mouton pour usages divers : chaussures, vêtements, doublure, etc.

Dans cette classification le terme de mégisserie est pris dans un sens très étendu, c'est-à-dire en l'appliquant non seulement à la préparation des peaux à l'alun, mais aussi aux préparations des peaux de chevreau, chèvre, mouton, aux extraits tanniques indigènes ou exotiques, au sumac, ou au chrome ou procédés similaires. On trouve ainsi des centres industriels particulièrement qualifiés : 1° dans la mégisserie du chevreau et d'agneau pour ganterie, à Annonay, à Grenoble et aux environs (principalement la peau du chevreau); dans la Haute-Vienne, à Saint-Junien et dans l'Aveyron, à Millau (surtout la peau d'agneau), 2° dans la mégisserie du mouton pour usages divers, chaussures, vêtements, à Lyon, à Annonay, à Creissel près Millau, à Mazamet; la mégisserie du mouton pour doublure se fait à Graulhet (Tarn), la peau de mouton chamoisée à Niort.

Il est bon de remarquer que ces distinctions ne présentent pas toujours rigoureusement les caractères distinctifs cités ici. Dans la plupart des ateliers il arrive que l'on prépare parfois des peaux autres que celles qui font la spécialité de la maison. Un exemple expliquera la valeur de cette observation. Pour la ganterie, on emploie

⁽¹⁾ Voir le *Bulletin* d'avril 1908, page 340.

⁽²⁾ *Nota.* — Il convient d'ajouter que dans certains centres où la mégisserie de petite peau occupe un personnel peu important, la distinction du personnel entre mégissiers et tanneurs n'a pas été faite; elle a été souvent impossible, un même établissement réunissant parfois, ainsi qu'il est expliqué plus loin les opérations de tannerie avec celles de mégisserie.

couramment des peaux de chevreau et d'agneau de lait, c'est-à-dire n'ayant pas encore brouté, parce que les peaux dites « de lait » sont plus souples, ont un grain plus fin que les autres ⁽¹⁾.

Lorsque dans un lot il se trouve des peaux d'agneau ou de chevreau ayant brouté, la première préparation, travail de rivière, sera à peu près la même, mais les autres, celles du tannage, du travail de corroyage, palissonnage, etc., seront le plus souvent différentes, elles varieront suivant le parti que l'industriel pensera être le plus avantageux, soit qu'il laisse la toison adhérente pour l'usage de pelletterie, soit qu'il enlève cette toison et qu'après le travail de rivière il tanne au samac pour peau maroquinée, à l'écorce pour basane, au chrome pour chaussures, etc.

A. — MÉGISSERIE POUR GANTERIE.

La préparation des peaux pour ganterie occupe un nombre important d'ouvriers dans d'autres centres de la France que ceux étudiés dans cette enquête, à Chaumont notamment; mais les centres d'Annonay, Grenoble, Saint-Junien et Millau, qui ont fait l'objet de l'enquête, peuvent être considérés comme étant de beaucoup les plus importants.

À Annonay, bien que la préparation des peaux de chevreau pour ganterie ne soit pas la seule pratiquée, qu'il s'y trouve des ateliers très importants pour la préparation des peaux de mouton au chrome pour chaussures, de peaux de veau mégis ⁽²⁾, lissé, ciré, et au chrome pour chaussures, la préparation des peaux de chevreau, et dans une faible mesure d'agneau, pour ganterie occupe un nombreux personnel ouvrier; en tous cas cette production, qui était déjà évaluée par le rapporteur à l'Exposition universelle de 1900, à un million de douzaines de peaux, représentant une valeur d'environ 25 millions de francs, n'a pas diminué depuis, loin de là. Aussi la production de peaux pour ganterie à Annonay occupe une situation prépondérante, le centre voisin, celui de Grenoble, s'étant de plus en plus spécialisé dans la fabrication des gants avec les peaux préparées à Annonay.

La situation de Millau, autre centre de fabrication de gants et de mégisserie de peaux pour gants (peaux d'agneau principalement) est, par rapport à la fabrication des peaux pour ganterie exercée dans le centre de Saint-Junien, à peu près la même que la situation de Grenoble vis-à-vis d'Annonay. À Annonay, comme à Saint-Junien, il ne se prépare guère que des peaux pour la ganterie, peaux que les centres de Grenoble et de Millau mettent ensuite en œuvre pour la fabrication des gants; mais à Annonay, les peaux mises en œuvre se composent principalement de peaux de chevreau; à Saint-Junien, elles comprennent presque exclusivement des peaux d'agneau.

Dans ces divers centres, le travail à la main a conservé une faveur marquée, ce qui se comprend à cause des soins particuliers que demande la préparation des peaux pour ganterie, du prix élevé de ces peaux et de l'usage auquel on les destine. Cependant dans les centres d'Annonay, de Grenoble et de Saint-Junien, l'emploi de machines tend à prendre un grand développement. À Annonay, où la production était répartie, il y a une vingtaine d'années, entre un grand nombre de petits ateliers, et où elle est exercée encore dans une vingtaine d'ateliers avec un millier d'hommes, le travail à la main avait été à peu près le seul pratiqué jusque dans ces dernières années. Actuellement, le travail de rivière (ébouillage, écharnage,

⁽¹⁾ Les peaux de lait sont seules employées pour la mégisserie en blanc, c'est-à-dire pour la préparation des peaux à l'alun.

⁽²⁾ Celles-ci en petite quantité.

queursage) sont encore faits à la main ⁽¹⁾, mais dans le travail de la peau mégissée, l'ouverture, le travail de palissonnage, le dolage, sont faits avec des machines, ce qui a amené une diminution des ouvriers occupés; principalement depuis que les commandes sont devenues plus difficiles, cette tendance s'est accentuée.

Annonay.

A Annonay, d'après les déclarations des patrons et des ouvriers, l'irrégularité du travail tient en partie au rôle de la production d'Annonay dans la production de Grenoble. Annonay prépare à façon les peaux de chevreau pour la fabrication des gants de Grenoble; Annonay ne travaille pour les stocks, pour le magasin, qu'autant que Grenoble est pourvu de commandes. C'est ce que constatait déjà en 1900 le secrétaire du Syndicat des ouvriers mégissiers de rivière d'Annonay ⁽²⁾:

Autrefois les fabricants mégissiers achetaient des peaux qu'ils préparaient et qu'ils revendaient ensuite aux fabricants de gants. Maintenant, pour la plupart, il n'en est pas ainsi; pour des causes diverses, les fabricants gantiers, au lieu d'acheter les peaux toutes préparées aux fabricants mégissiers, achètent les peaux en poil sur les divers marchés du monde et les donnent ensuite à fabriquer à façon, c'est-à-dire à prix débattus, aux fabricants mégissiers.

Il en résulte que ces derniers sont obligés de se faire une concurrence continuelle pour avoir le travail des gantiers. C'est à qui offrira non seulement les conditions les plus avantageuses comme prix de façon, mais aussi le plus de garantie de bonne fabrication et de *solvabilité en cas d'avarie*, etc. Il en résulte que les petits patrons mégissiers qui ne peuvent soutenir la concurrence de leurs collègues mieux outillés, sont fatalement appelés à disparaître. Le nombre des ateliers, qui était de cinquante, n'est plus que d'une vingtaine; certains sont en décadence marquée; le nombre des ouvriers est réduit de plus de moitié.

Ajoutons qu'il existe des ateliers de mégisserie à Grenoble et que naturellement les fabriques de gants qui possèdent de pareils ateliers les alimentent d'abord avant de passer les commandes à Annonay.

D'autre part, la réglementation rigoureuse du nombre des apprentis par les ouvriers mégissiers d'Annonay a incité les patrons à rechercher le moyen de satisfaire, même avec un personnel limité, aux commandes pressées de Grenoble. En effet, ainsi que l'explique le secrétaire du syndicat des ouvriers mégissiers d'Annonay ⁽³⁾:

Une des premières et des plus urgentes préoccupations du syndicat a été d'élaborer un règlement pour amoindrir l'envahissement de la corporation par les apprentis, surtout ceux venant de la campagne qui étaient acceptés par les patrons de préférence aux fils d'ouvriers de la localité. Notre métier n'étant pas difficile à apprendre, — au bout de quelques mois l'apprenti fait presque le travail d'un ouvrier —, il est rétribué en conséquence; de là vient le nombre d'apprentis qui se faisaient chaque année. A Annonay, pendant une période de trois années, en 1891-1894, et malgré que le syndicat ait pris des mesures pour réglementer l'apprentissage, il s'est fait 267 apprentis, ce qui représente 9 apprentis pour 100 ouvriers, alors que 5 p. 100 auraient largement suffi pour les besoins de la corporation. De là l'encombrement d'ouvriers dans la profession, même dans la bonne saison; alors que le travail battait son plein, il y avait des ouvriers inoccupés. Ce trop-plein était cause, en outre, de l'avilissement des salaires.

⁽¹⁾ Voir les détails techniques de la fabrication dans le *Bulletin* d'avril, page 340.

⁽²⁾ Notice historique sur le syndicat et l'industrie de la mégisserie 1880-1900 par Joseph Pleinet, Annonay, typographie Royer, 1900, page 13.

⁽³⁾ Ouvrage déjà cité page 18 et suivantes.

Pour remédier à cette situation, le syndicat qui s'était fondé en 1880 avait, dès l'année 1881, réglementé ainsi l'admission des apprentis :

Nul apprenti ne sera admis dans les ateliers de mégisserie s'il ne consent à verser à la caisse du syndicat :

- 1° Pour les fils de père mégissier syndiqué, 20 francs;
- 2° Pour les fils dont le père exerce tout autre métier dans la localité, 50 francs;
- 3° Pour les jeunes gens de la campagne et les fils des ouvriers palissonneurs, 200 francs.

Ce droit d'adhésion, souvent fort élevé, devait remplacer le repas de bienvenue qu'il était de tradition de faire payer à l'apprenti.

Malgré tout, le nombre des ouvriers occupés aux époques de morte-saison, ainsi qu'il s'en produit dans un métier soumis aux caprices de la mode comme celui de la ganterie et de la préparation pour gants, restait élevé. Les ouvriers pensèrent porter remède à cette situation en réglementant plus étroitement l'admission des apprentis. En 1894, il fut admis que tout ouvrier qui ne professait plus le métier depuis dix ans ou plus ne serait plus considéré comme faisant partie de la corporation et comme conséquence ces ouvriers, habitant le plus souvent la campagne depuis de longues années et ne s'intéressant plus à la mégisserie, ne pourraient plus se prévaloir de leur ancien métier pour obtenir pour leurs fils un droit d'admission réduit.

Dans le même but — diminution du nombre des ouvriers inoccupés — et pensant y arriver en diminuant la durée du travail, le syndicat avait, dès 1882, proposé la limitation de la journée de travail à dix heures, la suppression des heures supplémentaires, sauf en cas de force majeure et pour éviter des avaries⁽¹⁾, et dans ce cas leur paiement à un tarif double.

Les ouvriers travaillaient alors habituellement 11 à 12 heures par jour et 4 à 5 heures le dimanche. Cette limitation de la durée du travail ne fut pas adoptée par la généralité; elle ne le fut qu'en 1893. A cette même époque une nouvelle limitation de la durée du travail fut proposée par le syndicat. Les ouvriers eurent à choisir : diminution d'une heure de travail et journée de 9 heures à 4 francs, ou augmentation de salaire à 0 fr. 50 par jour et journée de 10 heures à 4 fr. 50. La majorité des ouvriers se prononça pour la journée de 10 heures avec un salaire de 4 fr. 50.

Ces modifications dans la durée du travail ne se firent pas sans résistance des patrons; certains essayèrent de se soustraire aux règlements imposés aux ouvriers par le syndicat soit en occupant des ouvriers non syndiqués, ce qui les exposa à la mise à l'index de leurs ateliers, soit en développant l'emploi des machines, ce qui leur permit de produire plus vite et aussi d'occuper un personnel plus spécialisé et n'ayant pas besoin de l'apprentissage habituel.

D'autre part, à côté du syndicat des ouvriers mégissiers de rivière, celui des ouvriers mégissiers-palissonneurs ou finisseurs (ouvriers qui travaillent la peau dès les opérations « d'habillage » ou de tannage), s'est efforcé depuis sa constitution, depuis 1899, de maintenir non seulement les traditions du métier, mais de ne les faire connaître qu'à un petit nombre d'apprentis. On a vu déjà que les mégissiers de rivière ne font aucune réduction sur les droits d'admission d'apprentis en faveur des palissonneurs, qui sont pourtant leurs camarades d'atelier. Les palissonneurs esti-

⁽¹⁾ Dans le travail de rivière, les peaux qui, mouillées, doivent passer, dans des délais limités, d'un bain dans un autre ou subir des façons différentes, sont sujettes à une prompte décomposition si les « passages » ou les façons ne sont pas exécutés à temps voulu : d'où la nécessité de pousser jusqu'au tannage le travail de rivière lorsqu'il est commencé et l'acceptation par les patrons d'un tarif doublé pour les heures supplémentaires.

mant de leur côté que, pour faire un ouvrier, il faut de six mois à un an, ont refusé de prendre pour apprentis d'autres enfants que des fils ou frères d'ouvriers palissonneurs.

Par suite de cette organisation de la main-d'œuvre, celle-ci, aux périodes de fort travail, est, d'après les déclarations des patrons, insuffisante pour exécuter les commandes. Aussi certains patrons — 3 ateliers sur une vingtaine d'ateliers — ont adopté un travail aux machines qui permet d'employer un personnel moins exercé, qui, en tout cas, ne nécessiterait guère d'apprentissage. Dans ces ateliers, travaillant avec des machines-outils — notamment machines à dépouiler, machines à écharner pour le travail de rivière et machines à ouvrir et à drayer pour le palissonnage — une trentaine d'ouvriers de métier non syndiqués sont occupés dans les opérations du travail à la main qui subsistent ; ils sont aidés par des manœuvres pour le reste de la besogne.

Annonay a traversé une période d'activité exceptionnelle en 1905-1906, lorsque la mode des manches courtes pour robes de dames a nécessité l'adoption de gants longs. Il a fallu d'abord constituer tout un approvisionnement qui n'existait pas ; ensuite la quantité de peaux nécessaires pour la confection de ces gants longs a été beaucoup plus grande que pour la confection des gants courts, tels qu'on les portait habituellement il y a quelques années et tels que la mode toujours changeante tend à les faire adopter maintenant ; il en est résulté une brusque augmentation de commandes et une recherche de bras disponibles.

Cette activité exceptionnelle n'a malheureusement pas duré. D'autre part, le prix élevé de la peau brute, prix qui a été en hausse jusqu'au milieu de 1907, a peu à peu fait adopter le gant de fil, parce que meilleur marché, par une clientèle très importante qui ne pouvait payer les prix que l'on demandait pour les gants de peau ; ce qui, avec le changement de mode et l'adoption des gants courts a amené une baisse non moins rapide des commandes et de l'activité du travail. Au commencement de décembre 1907 on comptait 40 p. 100 des ouvriers en chômage, et on craignait le chômage pour moitié des ouvriers pour le commencement de 1908.

Les cours de la peau ont bien commencé à baisser depuis le milieu de l'année 1907, mais cette baisse a été jugée encore insuffisante pour amener une reprise du travail. Il convient d'ajouter que les réserves de gants courts n'ont pas été suffisamment entamées pour amener des commandes de réapprovisionnement ; on ne reçoit à Grenoble que des commandes de réassortiment, que les ateliers de mégisserie encore existants à Grenoble peuvent exécuter sans recourir à Annonay.

En outre, la crise monétaire des États-Unis de l'Amérique du Nord a contribué à restreindre la marche des affaires et les demandes de l'Amérique, en peaux préparées pour ganterie, qui avaient été passées à Annonay, ont été annulées.

Avis des patrons et des ouvriers. — Voici maintenant quelles ont été les opinions des patrons et des ouvriers sur la situation actuelle de leur industrie.

Patrons et ouvriers signalent que la matière première employée pour la fabrication du gant est la peau de chevreau ; celle d'agneau n'est utilisée qu'en toute petite quantité (environ 9/10^e). Ces peaux sont soumises au travail de mégisserie ; elles proviennent pour la plus grande partie (9/10^e) de l'étranger : Italie, Espagne, Amérique du Sud, Mexique, un peu de l'Allemagne. Les patrons mégissiers d'Annonay achètent peu de peaux brutes pour les revendre ensuite lorsqu'elles ont été préparées ; 3/4 de la production d'Annonay consistent en des peaux envoyées de divers pays, de Grenoble principalement, pour être façonnées à Annonay. Toutes les peaux travaillées à Annonay sont des peaux sèches ou desséchées, achetées à des commissionnaires importateurs.

De l'avis des patrons et des ouvriers, la production de l'année 1907 est de beaucoup inférieure (50 p. 100) à celle de 1906 et à celle de 1905; il est vrai que les années 1905 et 1906 avaient été exceptionnellement bonnes, pour les raisons signalées précédemment.

Cette diminution de la production a amené la fermeture de plusieurs ateliers, non la fermeture complète, car on reçoit de temps à autres quelques commandes : sur 20 ateliers, 10 reçoivent irrégulièrement des commandes, 2 sont encore bien occupés. On craint pourtant l'arrêt définitif, peut-être la faillite, de quelques-uns des chefs des 20 ateliers encore existants à Annonay.

D'après certains patrons, les ouvriers les plus atteints sont les ouvriers travaillant dans les ateliers où il n'est pas employé de machines, où le travail se fait encore à la main. Mais d'autres patrons signalent que par suite de l'emploi des machines, 200 ouvriers du métier n'ont pas été embauchés dans les ateliers où ils travaillaient antérieurement; leur place a été prise par des manœuvres; la machine, en facilitant la production, a aussi réduit la main-d'œuvre.

Mégissiers et palissonneurs ont été également atteints par le chômage; pourtant, grâce aux sentiments de solidarité ⁽¹⁾ existant entre les ouvriers syndiqués d'Annonay, les ouvriers inoccupés de certains ateliers ont été répartis dans les ateliers qui avaient encore du travail et les patrons ont été tenus de leur fournir du travail autant qu'aux autres ouvriers de l'atelier.

Malgré ces mesures, patrons et ouvriers estiment qu'un peu plus du tiers des ouvriers sont en chômage.

Le taux des salaires avait été en hausse pendant la période de grande activité de 1905 et 1906, chez les mégissiers de rivière, le salaire était passé de 4 fr. 50 à 5 francs pour une journée de 9 heures; chez les palissonneurs, le gain basé sur un travail à la tâche ⁽²⁾, était monté à 36 francs par semaine : il est redescendu avec le ralentissement des commandes en 1907; le salaire journalier est resté à 5 francs chez les mégissiers, mais la durée de la journée de travail a été augmentée d'une heure; chez les palissonneurs, on a diminué les prix de façon et les quantités mises en œuvre, ce qui réduirait le gain hebdomadaire à 20 francs par semaine, sauf dans deux ateliers où le travail à la main s'est maintenu et où les prix habituels n'ont guère varié.

Par suite de l'emploi plus fréquent de machines dans certaines façons de mégisserie et de palissonnage, le métier est devenu, d'une part, plus facile à apprendre, — il suffit de quelques journées d'apprentissage, — mais il est plus pénible à exercer dans les parties qui doivent se faire à la main; les façons n'ayant été données qu'incomplètement dans le travail à la machine et la peau n'ayant pas acquis les qualités qui rendent sa préparation facile.

Le chômage signalé chez les ouvriers provient dans une faible mesure actuelle-ment de l'emploi des machines; il est attribué pour la plus grande partie à la surproduction de l'année précédente et aux caprices de la mode qui ont fait abandonner le gant de peau long et à la concurrence du gant de fil. Il paraît assez difficile aux patrons aussi bien qu'aux ouvriers de trouver un remède à la situation actuelle. Une commission mixte pourrait être utile pour permettre de trouver un terrain d'entente

⁽¹⁾ En 1906, plusieurs grèves avaient été déclarées par les ouvriers soit pour augmentation de salaires, soit pour modifications aux règlements d'atelier; elles ont abouti, après quelques jours de grève, à l'acceptation par les patrons de la plupart des demandes des ouvriers. Une grève de solidarité, qui a atteint 18 ateliers, s'est produite pour amener les patrons de ces ateliers à embaucher les 25 ouvriers provenant d'une usine mise à l'index; elle s'est terminée par le succès des ouvriers.

⁽²⁾ Le prix de base était, avant 1905, de 11 francs par grosse de peaux; il était monté à 13 francs en 1906.

entre patrons et ouvriers; les patrons voudraient que cette commission mixte se forme pour éviter les mises en demeure avec menaces de grève dans les 24 heures auxquelles ils ont été exposés dans ces dernières années; les ouvriers accepteraient aussi l'organisation d'une commission mixte à condition que les ouvriers qui en feraient partie ne soient pas exposés à des renvois injustifiés.

Pour remédier au chômage d'une partie de leurs adhérents, les deux syndicats ouvriers ont organisé une association coopérative ouvrière de production: le capital, une trentaine de mille francs, a été complètement versé. Malheureusement cet atelier a débuté lorsque le travail a commencé à diminuer dans tous les autres ateliers; n'étant pas encore connu de la clientèle des gantiers, l'atelier coopératif n'a pas été alimenté par des travaux de façon seulement, il a dû acheter des peaux brutes pour les préparer et les revendre ensuite; la baisse des peaux brutes et celles des peaux préparées qui a suivi lui a été des plus préjudiciables. Cette intéressante tentative risque de sombrer pour des causes autres que la capacité technique des producteurs.

Tous, patrons et ouvriers estiment que des cours professionnels seraient utiles au développement de leur métier, bien que beaucoup soient persuadés que leur fabrication n'a rien à redouter de la concurrence étrangère. D'autre part, les patrons, et certains ouvriers avec eux, demandent une modification des tarifs douaniers avec certains pays, les États-Unis notamment, afin de faciliter l'exportation des gants dans ces pays.

Grenoble.

La situation du travail et du chômage dans la région de Grenoble présente une grande ressemblance avec celle qui a été signalée à Annonay. Il est intéressant de remarquer qu'à Grenoble, la préparation des peaux de chevreau pour ganterie occupe un personnel ouvrier relativement restreint (à peine 500 ouvriers au lieu d'un peu moins de 1,500 dans la région d'Annonay), que ce personnel est réparti principalement dans quelques établissements d'une certaine importance: deux établissements réunissent environ moitié du personnel ouvrier.

D'autre part, l'activité du travail dans la mégisserie en blanc ou en couleur pour ganterie à Grenoble et aux environs s'est ressentie des grèves qui se sont succédé dans la mégisserie et aussi dans les autres professions à Grenoble en 1906⁽¹⁾. Bien qu'en fin 1906, et au commencement de 1907, l'activité fût encore satisfaisante dans la ganterie qui alimente la mégisserie de ses commandes, tout le personnel ouvrier mégissier n'a pu être occupé; d'après leurs déclarations, les patrons n'auraient pas recherché les commandes avec autant de diligence que les années précédentes dans la crainte de ne pouvoir les exécuter; même souvent ils auraient dû les passer à d'autres centres. Aussi en 1907 la situation s'est trouvée peu favorable lorsque le ralentissement des commandes, conséquence de la surproduction d'autres centres et du changement de mode, a commencé à se faire sentir.

L'origine des peaux préparées à Grenoble est la même que celle des peaux préparées à Annonay et dont il a été parlé précédemment. À remarquer cependant qu'une partie des peaux traitées à Grenoble et celles qui sont les plus appréciées

⁽¹⁾ Pendant l'année 1906, on a relevé à Grenoble et dans les communes des environs qui participent avec Grenoble à la préparation des peaux pour ganterie, 12 déclarations de grève dans la mégisserie en blanc ou dans la mégisserie en couleur.

⁽²⁾ Pour ce genre de ganterie, la partie chair de la peau, qui a été préparée en conséquence et qui n'a pas de brillant ou de glacé, est placée à l'extérieur; dans certains genres de gants, ceux à bon marché notamment, le côté glacé de la peau, le côté fleur a été enlevé au couteau ou à la meule.

pour les gants glacés, sont les peaux de chevreau du pays (peaux françaises, dauphinoises en particulier). Avec les peaux de chevreau de l'Amérique du Sud on fait les beaux gants de Suède; les peaux d'agneau du Midi de la France et celles d'Espagne ⁽¹⁾ servent aux gants glacés à bon marché; les peaux d'agneau de Sardaigne, de Sicile sont employées pour les gants de Suède de qualité secondaire; les peaux d'agneau, *cuirots* d'Amérique et autres provenances servent pour les gants de Suède à bon marché.

Les mégissiers grenoblois traitent plus spécialement les peaux d'agneau et de chevreau pour gants de Suède; les eaux de la région grenobloise sont, paraît-il, trop crues pour être employées sans correction à la préparation des peaux pour gants glacés, ce que peuvent faire, au contraire, les mégissiers d'Annonay.

D'autre part, la teinture pour gants est appliquée presque exclusivement à Grenoble, en même temps d'ailleurs que les autres préparations de la peau, lorsqu'il y a lieu; tannage, passage au bain de chrome pour d'autres usages que la ganterie.

La diminution du travail a été ressentie dans tous les genres de la fabrication; le chômage a atteint un tiers environ des ouvriers et a tendance à s'accroître. En outre la durée du travail est réduite dans les ateliers qui n'ont pas fermé. Dans d'autres, le travail se fait par intermittence; certains ont été arrêtés trois ou quatre mois. Quelques-uns ont diminué les tarifs de façon. Ce chômage s'est produit chez les mégissiers en blanc (mégissiers de rivière et mégissiers palissonneurs), et aussi chez les palissonneurs en couleur et les teinturiers en peaux.

A signaler que le taux des salaires avait haussé d'environ 10 p. 100 dans les deux années précédentes et que, dans un des principaux établissements, à la suite de la diminution des commandes, aucune réduction du taux des salaires n'avait été proposée.

On s'accorde pour reconnaître que la cause principale de la diminution du travail provient de la surproduction des années précédentes et de l'accumulation des stocks qui se sont formés tant en gants longs qu'en gants courts. Le prix élevé des gants de peau à la suite de la hausse de la matière première a favorisé la concurrence du gant de fil ou de soie.

Le recrutement des ouvriers capables se fait aisément surtout maintenant, en temps de crise; les patrons signalent en outre que l'apprentissage tend à disparaître.

La proposition de former une commission mixte de patrons et d'ouvriers pour rechercher les moyens d'améliorer la situation est acceptée par une partie des patrons.

Avis d'ouvriers. — Les syndicats ouvriers avaient obtenu la réduction à neuf heures de la journée de travail et la limitation des apprentis.

Des grèves répétées dans la préparation des peaux et dans d'autres professions ont affaibli la cohésion; la diminution des commandes a achevé de détruire l'œuvre des années précédentes. D'autre part, le développement de l'outillage mécanique dans les grands établissements a permis d'employer plus fréquemment un personnel de manœuvres. L'organisation ouvrière a, d'après l'avis des ouvriers, perdu beaucoup de son importance, par suite du chômage qui a amené la dispersion des ouvriers à la recherche d'autres occupations et, par suite, de l'échec des revendications ouvrières. Le salaire qui avait atteint 5 francs par jour pour les mégissiers, 5 à 9 francs pour les palissonneurs, 6 francs pour les teinturiers en peaux, 4 fr. 50

⁽¹⁾ Rapport à l'Exposition universelle de 1900, ouvrage déjà cité.

pour les manœuvres et 3 francs pour les femmes, s'est difficilement maintenu ; la journée a été portée dans certains ateliers à dix heures pour le même salaire et dans d'autres on a réduit le taux du salaire.

Saint-Junien.

La mégisserie de peaux pour ganterie n'a pris son plein développement que depuis une trentaine d'années. Antérieurement, les fabricants de gants de Saint-Junien préparaient des peaux d'agneau pour la consommation de leurs ateliers de ganterie ; plus tard, certains furent amenés à joindre à la préparation des peaux pour ganterie, celle des peaux de mouton mégis doux, peaux utilisées dans la fabrication des buscs de corsets, dans la fabrication des marteaux de pianos, des chaussures, etc. Mais lorsque le traitement des peaux de mouton par le chrome eut étendu l'emploi de la peau de mouton à de nouveaux articles et eut contribué à augmenter le prix de cette matière première, la fabrication de Saint-Junien qui avait déjà acquis une certaine réputation dans la préparation des peaux pour ganterie, délaissa la fabrication des gants et celle des peaux de mouton pour se consacrer à la préparation des peaux d'agneau pour ganterie.

Favorisée par la nature des eaux qui permettait de pousser très loin la préparation des peaux, la mégisserie de Saint-Junien proposa ses produits aux gantiers de Millau, qui, de leur côté, avaient perfectionné leur fabrication de gants, mais qui, moins bien servis par les eaux, n'avaient pu obtenir d'aussi bons résultats dans leur mégisserie pour ganterie. Dans cette transformation, la mégisserie de Saint-Junien profita, en outre, de la connaissance qu'elle avait acquise des besoins de la ganterie ; on créa des usines munies de divers perfectionnements mécaniques et chimiques ; tant en mégisserie de peaux d'agneau en blanc que de peaux teintes, la fabrication de Saint-Junien obtint une véritable réputation et se créa des débouchés tant à Millau que dans les autres centres de ganterie français et étrangers.

Avis des patrons et des ouvriers. — La production de Saint-Junien consiste principalement en mégisserie de peaux d'agneaux pour ganterie, — une très petite partie est cependant consacrée à la production du cuir doux pour busc de corset, fabrication de touches de piano, etc. Les peaux d'agneau sont très rarement des peaux fraîches ; ce sont pour la plupart des peaux sèches provenant, pour une petite partie, des départements du Midi de la France, mais surtout de l'Espagne, de l'Italie, de l'Afrique (Tunisie et Algérie) et de l'Asie (Arabie notamment).

Les peaux sont achetées soit directement par les gantiers de Millau qui envoient ces peaux à façonner à Saint-Junien, soit dans une certaine mesure par les patrons mégisiers de Saint-Junien qui achètent pour leur compte ces peaux soit aux commissionnaires pour les peaux étrangères, soit aux « ramasseurs » pour les peaux indigènes, et qui revendent à leurs risques et périls ces peaux façonnées aux fabricants de gants de Millau et d'autres centres.

D'après le recensement de 1901, la préparation des cuirs et peaux dans la Haute-Vienne occupe un millier d'ouvriers, dont près des deux tiers peuvent être imputés à la mégisserie de Saint-Junien : deux établissements à Saint-Junien comptent chacun un peu plus de 200 ouvriers (au recensement de 1896, un seul des deux établissements avait plus de 200 ouvriers).

La concentration des ouvriers et des moyens de production a dans une certaine mesure favorisé le progrès de la mégisserie Saint-Junien, cette production était estimée par le rapporteur à l'Exposition Universelle de 1900 à un peu moins de 4 millions de peaux d'une valeur de près de 10 millions de francs. La grande

prosperité de l'industrie gantière pendant les années 1905-1906 a pu augmenter de beaucoup cette production.

D'après les déclarations des patrons et des ouvriers, le travail qui, vers 1901-1902, allait en progressant parce qu'on avait joint au travail de l'agneau celui du mouton, avait subi un arrêt à la fin de 1902; d'après les patrons, les grèves de cette époque avaient fait reporter dans d'autres centres les commandes qui ne pouvaient être exécutées à Saint-Junien. En 1905-1906, le travail avait été en progressant à nouveau; mais la hausse de la matière première, l'abandon par la mode du gant de peau long, la concurrence du gant de tissu en fil ou en soie ont amené bientôt un ralentissement des commandes, si bien que l'on est revenu à la situation antérieure à 1905.

D'après les ouvriers, le développement de l'emploi des machines a eu pour résultat de diminuer l'importance de l'apprentissage; on n'emploie plus que des manœuvres au lieu d'ouvriers de métiers; chaque ouvrier étant spécialisé, apprend le métier en quelques jours; les façons sont d'ailleurs moins compliquées et moins nombreuses. L'ouvrier de métier qui a conservé son importance est le délaineur-choisisseur; la laine de l'agneau représente en effet une valeur assez forte; elle entre dans le prix d'achat de la peau couverte de sa toison pour un cinquième à un tiers, suivant les sortes et suivant aussi l'état du marché des laines.

Sauf dans cette spécialité des délaineurs-choisisseurs, l'emploi des machines a amené le renvoi des vieux ouvriers et leur remplacement par des ouvriers plus jeunes, des manœuvres pour la plupart, qui sont payés 3 francs par jour au lieu de 4 francs, prix de l'ouvrier mégissier.

La diminution des commandes n'a pas amené de fermeture d'ateliers, mais une réduction de la journée de travail à 8 heures au lieu de 10 heures dans certains ateliers; dans d'autres on ne fait que quelques heures par jour.

Toutes les spécialités sont également atteintes par le chômage; mais plutôt les teinturiers en peaux et les palissonneurs en couleur que les mégissiers et les palissonneurs en blanc.

Le taux des salaires ne s'est pas modifié, mais, comme cela a été indiqué précédemment, la proportion des manœuvres dans les ateliers a été augmentée, le métier étant plus facile à apprendre et à exercer par suite du progrès de l'emploi des machines.

La crise économique américaine est venue accentuer récemment la baisse du travail. Les principaux patrons de Saint-Junien estiment en effet que plus des trois quarts de leur production de peaux pour gants ou de gants fabriqués étaient exportés soit en Angleterre, soit aux États-Unis, où malgré les droits de douane très élevés, nos produits étaient arrivés à trouver un placement avantageux, concurrençant victorieusement les produits indigènes ou allemands. Or, l'Angleterre, comme les États-Unis, ont été très éprouvés par la crise monétaire des États-Unis en fin 1907.

Il est à remarquer que d'après les patrons, les peaux mégissées pour la ganterie ou aussi pour la ceinture de dames ne peuvent se conserver plus de 6 mois sans recevoir les dernières façons de finissage; les peaux en cours de fabrication doivent par suite recevoir leur emploi définitif, être revendues à des prix en baisse pour en faciliter l'écoulement, alors que les peaux ont été achetées à des cours en hausse. D'autre part, la laine qui provient des toisons a subi une baisse d'un peu plus d'un cinquième.

Suivant certains patrons, la situation menace d'être très mauvaise en 1908, et le chômage ira en s'accroissant; d'autres patrons, se proposant de modifier leur production, pensent que les commandes, sans être abondantes, leur permettront d'entretenir dans leurs ateliers au moins une partie importante de leur personnel.

Patrons et ouvriers ne signalent aucun remède à la situation actuelle. Les

ouvriers, sans être opposés à la réunion d'une commission mixte, ne l'acceptent qu'avec certaines réserves, les patrons ne lui trouvent aucune utilité.

Millau.

La mégisserie de peaux pour ganterie n'occupe à Millau qu'un faible personnel ouvrier : une centaine d'ouvriers, d'après le recensement de 1901. A Millau, la production principale est, en outre de la ganterie, celle des veaux cirés et un peu des veaux mégis.

Avis des patrons et des ouvriers. — D'après les déclarations des patrons et des ouvriers, la diminution du travail dans la mégisserie de peaux pour ganterie serait due à la grève de tarif de 1893. A cette époque, un certain nombre d'ateliers fermèrent définitivement; les ouvriers restés sans travail s'embauchèrent dans les travaux agricoles. Vers cet époque aussi, et pour diminuer les prix de revient, un outillage mécanique fut introduit avec de nouveaux procédés de fabrication dans certains ateliers; mais, d'autre part, la concurrence des fabricants de peau de Saint-Junien, plus favorisés par la nature des eaux, ne permit pas aux mégissiers de Millau de reprendre leur ancienne activité. Aussi la ganterie de Millau s'approvisionne pour la plupart de ses commandes plutôt à Saint-Junien qu'à Millau. Les ouvriers mégissiers restés à Millau avaient aussi trouvé à s'occuper dans la préparation du veau mégis et surtout du veau ciré, dit veau de Bordeaux; malheureusement, dans ces dernières années, cette spécialité a souffert du chômage à son tour pour des causes qui seront étudiées plus loin. Quant à la mégisserie de peaux pour basane qui avait eu aussi une certaine activité, elle a à peu près disparu.

Avis des patrons et des ouvriers. — En ce qui concerne la situation du travail dans la préparation des petites peaux pour la ganterie, les peaux qui sont mises en œuvre à Millau ont les mêmes provenances que celles de Saint-Junien (Midi de la France et Espagne surtout). Ce sont les commissionnaires ramasseurs qui envoient chaque mois aux mégissiers de Millau les peaux séchées et enduites d'une solution mercurielle pour empêcher la fermentation et protéger la fleur de la peau.

Le travail qui avait été en 1905-1906 en progrès sur les années précédentes et qui avait été très satisfaisant, a commencé à baisser au début de 1907, et, en fin de 1907, est devenu très faible.

Les causes de la diminution du travail dans la mégisserie à Millau sont les mêmes que celles qui ont été signalées à Annonay, Grenoble, Saint-Junien : abandon par la mode du gant long, abondance des stocks due à la grande production de l'année précédente, cherté de la matière première qui a facilité la concurrence du gant de fil et enfin crise monétaire aux États-Unis.

On estime que le travail est un quart moins abondant qu'en 1905-1906, mais on craint une diminution plus grande, peut-être un arrêt, parce que les commandes pour les États-Unis sont suspendues. Les fabricants de Millau qui avaient réussi à prendre une place importante sur le marché américain avec leurs gants (gants d'un dollar), ont vu cesser leurs commandes et même annuler celles qui avaient été faites par suite de la crise monétaire américaine ⁽¹⁾. L'Angleterre qui est aussi un excellent débouché pour nos fabriques de gants, n'a offert qu'une faible compensation à l'in-

⁽¹⁾ Les commandes pour l'Amérique du Nord se font à Millau par l'intermédiaire de commissionnaires de Paris ou par celle des marchands gantiers de Grenoble. Il n'est pas signalé que des gantiers de Millau soient entrés en relations directes avec les consommateurs étrangers.

dustrie de Millau, car le marché anglais s'approvisionne surtout à Grenoble. D'autre part, le gant de Millau qui avait été longtemps considéré comme gant de qualité ordinaire, qui souffre encore de cette réputation, est concurrencé par les gants étrangers, italiens principalement. Le gant allemand serait pour le gant de Millau un concurrent moins dangereux parce qu'il pêche par le fini du travail; la coupe n'est pas soignée et les pointures ne sont pas exactement suivies. On est persuadé que si on pouvait, par une marque apposée à l'importation en France sur les gants étrangers, empêcher que ces produits viennent concurrencer le gant de Millau, sur le marché intérieur, en trompant sur leur origine, la ganterie pourrait fournir en France d'importantes commandes à la mégisserie de Saint-Junien et de Millau.

Les ateliers n'ont pas fermé, mais, dans certains, on ne travaille pas le lundi; dans d'autres, l'usine marche de 9 heures du matin à 4 heures du soir: ceci pour les petits ateliers; dans les maisons importantes, on fait la journée à peu près complète, mais on a renvoyé des ouvriers.

On compte qu'un tiers des ouvriers mégissiers de rivière, palissonneurs en blanc ou en couleur, teinturiers en peaux, sont atteints par le chômage⁽¹⁾.

D'après les ouvriers, l'introduction de nouveaux procédés de travail a diminué l'importance du personnel occupé pour une production déterminée; la production a été plus rapide, les peaux n'ayant plus besoin de rester aussi longtemps en préparation. Les machines ont fait un tort plus direct à l'ouvrier en permettant pour le travail du palissonnage le remplacement de l'homme par la femme. Cette transformation de la production date de plusieurs années.

Par suite de la diminution des commandes, on n'éprouve pas de difficultés à trouver des ouvriers et on ne voit pas la nécessité d'en former d'autres; le recrutement est du reste facilité par la spécialisation de la main-d'œuvre et par l'emploi des machines. Cependant les ouvriers estiment que si le métier est devenu plus facile à apprendre, il est devenu par contre plus difficile à exercer, les façons trop simplifiées donnant une besogne plus délicate et plus dure aussi aux ouvriers de métier chargés de réparer les malfaçons qui se sont glissées dans le travail.

Le taux des salaires n'a pas baissé à la suite de la diminution des commandes, les augmentations de salaires ont été maintenues, mais le travail étant moins actif, le gain hebdomadaire a été moindre.

Le taux de la journée du mégissier de rivière est encore de 4 francs par journée de 9 heures et 1/2, mais la durée du travail étant réduite, le gain hebdomadaire est parfois d'une dizaine de francs par semaine; les ouvriers, par solidarité, cherchent à répartir le travail entre tous. Il en est de même chez les palissonneurs en blanc qui travaillent tous aux pièces: leur gain de la semaine varie de 8 à 16 francs. Il convient d'ajouter que dans beaucoup d'emplois, la femme qui ne gagne que 2 fr. 50 par jour a remplacé l'homme dont le salaire journalier peut être évalué en moyenne à 4 francs. — Les teinturiers en peaux gagnent 1 fr. 50 au plus par jour.

Les ouvriers font remarquer que, d'autre part, le coût de la vie a augmenté d'au moins 10 p. 100 depuis deux ans; certaines denrées auraient triplé. Il y a trois ans, le jeune porc à engraisser valait 20 francs, il vaut 60 francs actuellement, et les ouvriers qui trouvaient quelque avantage à engraisser un porc pour leur consommation ont dû y renoncer par suite du prix trop élevé; les prix au détail sont encore plus élevés.

Les patrons et les ouvriers voient un remède à cette situation dans un remaniement des tarifs douaniers tant à l'entrée en France qu'à l'exportation dans certains

(1) Le syndicat ouvrier signale 30 p. 100 de chômeurs chez les mégissiers et 40 p. 100 chez les palissonneurs.

pays, aux États-Unis notamment⁽¹⁾. Les patrons gantiers dont les intérêts sont liés à ceux des mégisseries voudraient que les produits étrangers portent une marque d'origine, ce qui empêcherait de vendre comme article de Millau un gant italien de mauvaise qualité.

Patrons et ouvriers demandent aussi des modifications aux tarifs de transport; modifications analogues à celles qui avaient été déjà obtenues par d'autres centres, ainsi par Mazamet.

Les ouvriers et certains patrons sont d'avis de réunir une commission mixte de patrons et d'ouvriers qui examinerait les remèdes à apporter à la situation; certains proposent notamment comme sujet d'étude pour cette commission, l'organisation, d'un enseignement professionnel dans la mégisserie et dans la tannerie. Un des professeurs du collège, ancien élève de l'École de tannerie de Lyon pourrait prêter un concours appréciable pour cet enseignement.

Niort.

Dans le département des Deux-Sèvres, d'après le recensement de 1901, la mégisserie occupe environ 80 ouvriers; la chamoiserie un peu moins de 150. La chamoiserie aurait ainsi une importance plus grande que la mégisserie; cependant les ouvriers d'une spécialité, passant aisément de l'une dans l'autre, on peut admettre que la préparation de la petite peau occupe entre 200 et 300 ouvriers. Le plus grand nombre appartiennent aux mégisseries chamoiseurs de Niort⁽²⁾. La chamoiserie s'est concentrée particulièrement à Niort et dans les environs immédiats.

Le procédé de la chamoiserie se différencie de celui de la mégisserie en blanc déjà étudiée, en ce que dans la mégisserie en blanc le travail de tannage de la peau se fait avec de l'alun et que, dans le travail de la chamoiserie, le tannage se fait à l'huile; cette matière première dont on imprègne la peau rend celle-ci imputrescible et lui donne aussi une grande souplesse. Les peaux mises en œuvre sont généralement des peaux de moutons; ces peaux sont ou entières ou sciées dans le sens de l'épaisseur; les peaux entières sont effleurées, c'est-à-dire que l'on a enlevé au couteau la fleur de la peau, de façon à lui donner l'aspect mat que l'on connaît; cette opération d'effleurage est inutile quand il s'agit de peaux sciées, car le côté chair est le seul employé pour la peau chamoisée.

Ces peaux, simplement chamoisées et gardant de cette opération une teinte jaune orange clair, ou teintes, sont employées pour la ganterie, les usages domestiques (peaux à essuyer), les usages industriels (appareils de chirurgie, orthopédie, etc.).

La ganterie, surtout il y a quelques années la ganterie militaire, absorbait une grande quantité de peaux chamoisées; actuellement l'emploi des peaux chamoisées, en dehors de la ganterie, est aussi important que pour la ganterie.

Avis des patrons et des ouvriers. — Les peaux entières sont des peaux de mouton de pays de France, elles ont subi sur place la préparation dite de rivière et sont ensuite chamoisées. Les peaux sciées sont des peaux (côté chair) provenant des fabricants mégisseries, maroquiniers, etc., de Paris, de Seine et de Seine-et-Oise.

⁽¹⁾ Cependant ils n'ont pas formulé de réclamation précise comme celle qui est présentée par les tanneurs-corroyeurs de veaux (Voir aux annexes).

⁽²⁾ Les patrons comptent à Niort 75 ouvriers chamoiseurs; avec les ouvriers ponceurs, étireurs, doleurs, on arriverait à près de 300 ouvriers; parmi ces derniers sont comptés des doleurs-gantiers.

Le côté chair a été gardé par le fabricant mégissier, maroquinier, pour les divers usages déjà indiqués dans les études sur la mégisserie lainière à Paris : pour la doublure des chaussures légères blanches, pour le flaconnage, le garnissage des corsets, des marteaux de pianos, etc.

La hausse des peaux (matière première) a rendu plus difficile l'alimentation des ateliers, d'autant plus qu'à une hausse exagérée, jusqu'en octobre 1907, a succédé un mouvement vers une baisse rapide : la clientèle qui avait fini par accepter des cours de peaux fabriquées en rapport déjà insuffisants avec le prix de la matière première, n'a pas voulu remettre de nouvelles commandes à moins d'une importante diminution sur les prix, diminution difficilement consentie par le fabricant qui avait acheté très cher ses matières premières. Cependant, jusqu'en fin décembre 1907, le travail est resté actif dans les ateliers de la préparation de la peau chamoisée ; les ouvriers n'ont pas signalé de chômeurs. Des fabricants qui avaient peu de stocks ont pu même profiter des cours plus avantageux pour en former un peu en attendant la reprise des affaires.

Dans la préparation de la peau chamoisée pour gants, la mode du gant long, aujourd'hui disparue, en employant davantage de matière première que le gant ordinaire (dans une peau de grandeur moyenne on fait 4 paires de gants ordinaires et seulement une paire de gants longs et une paire de gants ordinaires de petite pointure), avait vidé les magasins ; la mode du gant lavable permet d'entretenir un certain courant du travail ; le développement des emplois de la peau chamoisée pour l'essuyage et pour l'industrie contribuent à l'activité du travail. Cependant, dans la fabrication des peaux chamoisées pour essuyage, on se ressent de la concurrence étrangère, belge principalement.

Le développement du tannage des peaux de mouton au chrome, en donnant à ces peaux une résistance qu'elles n'avaient pas, a étendu, le nombre de leur emploi ⁽¹⁾ et contribué à en élever le prix ; aussi certains fabricants se disent inquiets pour l'alimentation future de leurs ateliers en matière première.

D'après les patrons, l'apprentissage aurait aujourd'hui peu d'importance ; l'effleurage qui se faisait à la main se fait actuellement à la machine ; de plus, la grande partie sont des peaux sciées à la machine et reçues toutes sciées des fabriques de Paris. Les ouvriers signalent que le métier n'est pas plus difficile à apprendre ou à exercer que dans les années précédentes. La situation paraissant normale aux ouvriers et aux patrons, ceux-ci n'estiment pas en ce qui les concerne qu'il y ait lieu de former une commission mixte de patrons et d'ouvriers.

⁽¹⁾ Notamment aux vestons, pardessus en cuir pour automobiles ; un veston absorberait la matière nécessaire à une quinzaine de paires de gants.

JURISPRUDENCE.

Syndicat professionnel formé entre personnes employées dans des professions étrangères les unes aux autres ; admission d'employés des administrations publiques ; syndicat irrégulièrement constitué.

COUR DE CASSATION (CHAMBRE CRIMINELLE).

(Arrêt du 14 mai 1908.)

La Cour,

Où M. La Borde, conseiller, en son rapport, M^e Mornard, avocat en la Cour, en ses observations, et M. Lénard, avocat général, en ses conclusions ; après en avoir délibéré en la Chambre du Conseil :

Vu le pourvoi de Martinet agissant au nom de la Chambre syndicale des employés de la région parisienne, contre un jugement du tribunal de simple police de Paris, du 23 mars 1907, qui a déclaré non recevable son intervention dans une poursuite dirigée contre Mézan, pour contravention à la loi du 13 juillet 1906 ;

Sur la recevabilité du pourvoi :

Vu les articles 2, 3, 6 de la loi du 21 mars 1884 ;

Attendu qu'aux termes de l'article 2 de la loi du 21 mars 1884, les syndicats ne peuvent être formés qu'entre personnes exerçant la même profession, des métiers similaires ou des professions connexes, concourant à l'établissement de produits déterminés ; que, d'autre part, en limitant dans son article 3 l'objet de ces associations à l'étude et à la défense des intérêts économiques, industriels, commerciaux et agricoles, la loi précitée a ainsi refusé le droit de former des syndicats à tous ceux qui n'ont à défendre aucun intérêt industriel, commercial, ou agricole, ni par suite aucun intérêt économique se rattachant d'une façon générale à l'un des intérêts précédents ;

Attendu que l'article 1^{er} des statuts de la chambre syndicale des employés de la région parisienne porte que cette association est formée entre « tous les employés des deux sexes, occupés dans le commerce, l'industrie, le bâtiment, le transport, la banque, les administrations publiques et privées, etc., qui adhéreront aux statuts » ; qu'ainsi, d'une part, le syndicat sus-désigné admet des personnes employées dans des professions étrangères les unes aux autres ; que, d'autre part, il comprend des employés des administrations publiques, lesquels ne rentrent pas dans les prévisions de la loi du 21 mars 1884 ; que, dès lors, ce syndicat n'est pas régulièrement constitué et ne peut se prévaloir de la disposition de l'article 6 de la loi précitée, qui autorise les syndicats professionnels à ester en justice ;

Par ces motifs,

Déclare le pourvoi non recevable, condamne Martinet à l'amende et aux dépens.

Syndicat professionnel agricole ; revente au détail aux adhérents de marchandises d'utilisation ménagère ; opération commerciale non autorisée par la loi du 21 mars 1884 ni par les lois des 5 novembre 1894, 17 novembre 1897 et 19 avril 1905.

COUR DE CASSATION (CHAMBRE CRIMINELLE).

(Arrêt du 29 mai 1908.)

La Cour,

Où M. le conseiller Laurent-Atthalin, en son rapport ; M^e Le Marois, avocat à la Cour en ses observations, et M. l'avocat général Lénard, en ses conclusions ;

Vu les mémoires produits à l'appui du pourvoi;

Sur le moyen unique pris par les demandeurs de la violation ou fausse application de la loi du 21 mars 1884, notamment de ses articles 3 et 9 des lois des 5 novembre 1894, 17 novembre 1897 et 19 avril 1905, article 9, en ce que l'arrêt attaqué a considéré comme une contravention à la loi de 1884 le fait, par un syndicat agricole, d'acheter pour ses adhérents et de leur livrer, au fur et à mesure de leurs besoins, tous les produits, denrées ou marchandises qui leur sont nécessaires ou utiles, dans le but de leur procurer une économie ou d'autres avantages matériels, alors que la loi précitée de 1884 a autorisé la création des syndicats pour la défense des intérêts des syndiqués et que les lois de 1894, de 1897 et de 1905 prévoient expressément les opérations dont il s'agit;

Attendu que les demandeurs étaient prévenus, comme administrateurs d'une association syndicale agricole, d'avoir contrevenu à l'article 3 de la loi du 21 mars 1884, en ne limitant pas l'objet dudit syndicat à l'étude et à la défense de ses intérêts, notamment en créant un établissement commercial; qu'il est énoncé, en fait, dans l'arrêt attaqué, que, au syndicat agricole de Consenvoye, les prévenus avaient annexé un magasin où les adhérents étaient admis à acheter au détail des marchandises telles que vêtements, produits alimentaires et objets d'utilisation ménagère; que le syndicat s'approvisionnait de ces marchandises sans qu'il y eût, au préalable, de commandes ou de groupement de commandes de ses adhérents et les revendait à ceux-ci en prélevant une bonification de 5 p. 100 destinée à assurer le salaire du gérant et à couvrir les frais généraux; que de cet état de fait, souverainement constaté par le juge du fond, il résulte tout d'abord que le syndicat mis en cause ne pouvait exciper de ce qu'il n'aurait fait qu'exécuter un mandat dans les termes des articles 1906 et suivants du Code civil; qu'à bon droit l'arrêt déclare qu'il importe peu que le bénéfice réalisé fût de minime importance, l'article 632 du Code de commerce réputant acte de commerce tout achat de denrées ou de marchandises pour les revendre;

Attendu que, sans pouvoir méconnaître d'une manière absolue le caractère commercial des opérations incriminées, les demandeurs soutiennent que, soit sous l'empire de la loi du 21 mars 1884, soit dans les prévisions des lois postérieures visées au moyen, une association syndicale professionnelle peut légalement pratiquer le régime coopératif aux effets d'une vocation propre et, par suite, sans avoir à constituer une société coopérative dans les formes des articles 48 et suivants de la loi du 24 juillet 1867;

Mais attendu qu'aux termes de l'article 3 de la loi du 21 mars 1884 « les syndicats professionnels ont exclusivement pour objet l'étude et la défense des intérêts économiques, industriels, commerciaux et agricoles »; qu'il en résulte que la constitution d'une association syndicale agricole, dans les conditions déterminées par la susdite loi, donne exclusivement vocation à cette association d'étudier et de défendre les intérêts économiques agricoles qu'elle représente; que, d'autre part, les seules dispositions déclarées inapplicables aux syndicats dans l'article 1^{er} de la loi, étant les articles 291 à 294 du Code pénal et la loi du 10 avril 1834, toutes autres dispositions légales leur sont, par là même, demeurées inapplicables;

Attendu que vainement le moyen soutient que, en tout cas, les lois des 5 novembre 1894, 17 novembre 1897 et 19 avril 1905, auraient autorisé les syndicats sous l'unique condition d'être régulièrement constitués comme tels à pratiquer les opérations incriminées; qu'en ce qui touche la première de ces lois, le projet autorisait, il est vrai, les syndicats, par dérogations aux articles 3 et 6 de la loi du 21 mars 1884, à acheter, pour les revendre ou les louer à leurs adhérents, les objets nécessaires à l'exercice de leur profession, et à acquérir des immeubles en vue du fonctionnement de ce service, mais que le législateur a refusé de consacrer une déro-

gation qui eût transformé le caractère des associations syndicales, et qu'il appert uniquement du texte adopté que les membres des syndicats peuvent, sous certaines conditions de publicité, et à charge de tenir une comptabilité commerciale, constituer des sociétés de crédit agricole, dont la personnalité reste essentiellement distincte;

Attendu que l'article 2 de la loi du 17 novembre 1897 autorise, il est vrai, la Banque de France à escompter des effets de commerce souscrits par des syndicats agricoles, mais que cette disposition n'a eu en vue que les sociétés de crédit émanées des syndicats depuis la loi du 5 novembre 1894; que ce sont ces sociétés mêmes qui sont visées dans l'article 2 précité, comme elles le sont dans l'article 40 de la loi du 1^{er} avril 1898 et dans l'article 4 de la loi du 29 décembre 1906 qui prévoit expressément les sociétés coopératives agricoles constituées par des membres de syndicats professionnels agricoles;

Attendu enfin qu'il ne résulte nullement de l'article 9 de la loi du 19 avril 1905 que les syndicats agricoles aient été autorisés, pourvu qu'ils payent patente, à tenir boutique ou magasin de vente, mais que seulement si ces syndicats ont enfreint ainsi la règle de leur institution, la situation qui en résulte les soumet, par le fait même à la loi fiscale; qu'il suit de là qu'aucune des lois qu'invoque le moyen n'a eu pour but et pour effet d'attribuer aux syndicats agricoles des droits plus étendus que ceux qu'ils tiennent de la loi de 1884 ni de modifier les conditions fondamentales de leur organisation telles qu'elles ont été fixées par ladite loi. Qu'ainsi la sanction de l'article 9 de la loi du 21 mars 1884 est encourue lorsque les actes définis dans l'arrêt attaqué émanent non d'une société coopérative constituée par le syndicat en observant les textes qui la régissent, mais bien de l'association syndicale elle-même excipant d'une vocation propre et personnelle qui, à cet égard, lui est refusée par la loi;

Par ces motifs,

Rejette le pourvoi de Richard (François-Ernest); Bertrand (Ernest); Burtiaux (Nicolas-Adolphe); Périn (Eugène); Blatel (François-Ernest); Hussenet (Marie-Germain), contre l'arrêt de la Cour d'appel de Nancy, du 27 novembre 1907, qui les a condamnés chacun à 16 francs d'amende, avec sursis, à l'exécution desdites peines; condamne les demandeurs solidairement et par corps à l'amende et aux dépens; fixe au minimum la durée de la contrainte.

Syndicat professionnel; refus d'embaucher des ouvriers syndiqués et injonction aux ouvriers déjà embauchés de se retirer du syndicat sous menace de congédiement; abus de droit; dommages-intérêts.

TRIBUNAL CIVIL DE LILLE.

(Jugement du 12 novembre 1906.)

Attendu que Masson (Louis), ès-qualité de président de la chambre syndicale des ouvriers typographes de Lille, a interjeté appel d'une sentence de M. le Juge de paix du 2^e arrondissement de cette localité, en date du 1^{er} août 1906, que l'appel est régulier en la forme; qu'il est donc recevable,

Au fond, attendu que, devant le premier juge comme en instance d'appel, Masson ès-qualité demandait des dommages-intérêts contre Vaucamps, Desclée, Debrouwère et C^{ie}, directeur et chefs d'un établissement d'imprimerie à Lille, pour avoir : 1^o refusé d'embaucher certains ouvriers typographes, uniquement à raison de leur participation au syndicat professionnel prémentionné; 2^o contraint sous

menaces de congédiement, certains ouvriers déjà embauchés, à se retirer de ce syndicat; que, subsidiairement, il fait une offre de preuve;

Attendu que le premier juge a motivé exclusivement le rejet de la demande, sur ce « qu'antérieurement des ouvriers syndiqués de l'établissement industriel dont s'agit avaient cessé brusquement leur travail; tout patron, au surplus étant libre de choisir son personnel comme il l'entend »;

Attendu, à cet égard, qu'il convient de distinguer entre l'usage normal du droit, et son usage abusif; que là où apparaît l'abus, cesse le droit; que si, en l'état actuel de la législation, le patron a incontestablement le droit de choisir librement les ouvriers nécessaires à l'exploitation de son industrie, il ne saurait cependant sans excéder son droit, se refuser à leur embauchage pour ce seul motif expressément déclaré qu'ils participent à un syndicat professionnel caractérisant une institution légale; et, moins encore, contraindre, sous menaces de congédiement, ceux déjà embauchés à se retirer d'un tel syndicat;

Attendu qu'il en est ainsi dans l'espèce;

Attendu que les intimés qui, d'ailleurs, n'allèguent aucun agissement malicieux à la charge du syndicat, ne sauraient invoquer utilement ce fait, en le supposant établi, que, dans une période antérieure, leurs ouvriers syndiqués s'étaient mis en état de grève, puisque le droit de grève est reconnu aux ouvriers par la loi, et que son usage ne constitue pas en principe une cause de rupture du contrat de travail;

Attendu qu'on doit admettre que les intimés, en entravant ainsi le syndicat dont s'agit, dans son fonctionnement légal, sans même qu'il apparaisse au procès que leurs agissements aient eu pour but la protection d'un intérêt sérieux et légitime, ont commis une faute, laquelle a occasionné un préjudice réel dont la réparation est due, dans les termes de l'article 1382 du code civil;

Attendu que le Tribunal a les éléments pour apprécier l'étendue de ce préjudice; que l'allocation d'une somme de deux cents francs paraît suffisante pour indemniser l'appelant *ès-qualité*;

Attendu qu'il suit de tout ce qui précède que la sentence du premier juge ne saurait être maintenue;

Attendu sur les dépens, qu'ils doivent être supportés par la partie qui succombe;

Par ces motifs.

Le Tribunal reçoit en la forme l'appel de *Masson* *ès-qualité* envers la sentence de M. le Juge de paix du 2^e arrondissement de Lille, en date du 1^{er} août 1906;

Au fond :

Sans qu'il soit besoin d'ordonner la preuve offerte; l'articulation apparaissant dès à présent justifiée par les éléments de la cause, infirme la sentence entreprise, et, statuant à nouveau, déclare fondée, en principe, la demande de dommages-intérêts formée par *Masson* *ès-qualité* contre *Vaucamps, Desclée, Debrouwère et C^{ie}*; condamne *Vaucamps, Desclée, Debrouwère et C^{ie}* à payer à *Masson* *ès-qualité*, la somme de deux cents francs, à titre de dommages-intérêts, pour les causes sus-énoncées; ordonne la restitution de l'amende consignée; condamne les intimés aux dépens tant de première instance que d'appel⁽¹⁾.

⁽¹⁾ Il résulte de renseignements fournis par le procureur général à Douai, que le jugement ci-dessus est devenu définitif le 8 avril 1907, n'ayant pas été frappé d'un pourvoi en cassation.

- I. Conseil de prud'hommes; électorat; inscription sur la liste électorale; présomption en faveur de l'électorat pouvant être combattue par la preuve contraire.**
- II. Ouvrier employé dans une cartoucherie de l'État; absence de caractère commercial ou industriel des entreprises de l'État, quelle qu'en soit la nature; non éligibilité des ouvriers de l'État au conseil de prud'hommes tant qu'ils travaillent habituellement et exclusivement au service de l'État.**

COUR DE CASSATION (CHAMBRE CIVILE).

(Arrêt du 18 mai 1908.)

La Cour,

Où M. le conseiller Faye, en son rapport, M^e Raynal et Bressolles, avocats des parties, en leurs observations et M. le Procureur général Baudouin, en ses conclusions et après en avoir délibéré conformément à la loi;

Statuant sur le pourvoi de Valette (Auguste) contre un arrêt de la Cour d'appel de Toulouse, en date du 5 février 1908,

Sur le moyen unique du pourvoi pris dans sa première branche :

Attendu que l'article 6 de la loi du 27 mars 1907 déclare éligibles aux fonctions de conseillers prud'hommes, s'ils résident depuis trois ans dans le ressort, « les électeurs hommes âgés de trente ans, sachant lire et écrire, inscrits sur les listes électorales spéciales, ou justifiant des conditions requises pour y être inscrits »; que l'électeur, au sens de cette disposition et au point de vue de l'éligibilité, est, non celui qui est inscrit en fait sur la liste électorale, mais celui qui, inscrit ou non, a qualité pour y figurer, ce que le juge de l'élection a le droit et le devoir de rechercher; que si l'inscription peut être invoquée comme une présomption en faveur de la capacité de celui qui en a été l'objet, elle ne saurait avoir pour effet de le rendre éligible, s'il est prouvé qu'elle a été opérée à tort; d'où il suit qu'en examinant si Valette, quoique inscrit sur la liste électorale, avait qualité pour y figurer, et en faisant de son appréciation sur ce point la base de sa décision, l'arrêt attaqué n'a pas violé l'article de loi susvisé, mais s'y est, au contraire, exactement conformé;

Sur la deuxième branche du moyen :

Attendu que sauf l'exception admise par le n° 2 de l'article 6 de la loi du 27 mars 1907 en faveur d'anciens électeurs, les membres des conseils de prud'hommes ne peuvent être pris que parmi ceux qui remplissent les conditions requises pour l'électorat et que la condition essentielle pour être électeur est d'être justiciable de cette juridiction;

Attendu qu'aux termes de l'article 1^{er} de la loi susvisée, les conseils de prud'hommes ne sont compétents que pour statuer sur les différends qui peuvent s'élever à l'occasion du contrat de louage d'ouvrage « dans le commerce et l'industrie » entre les patrons et ceux qu'ils emploient; que cette disposition ne concerne que le commerce et l'industrie exercés par des particuliers ou par des sociétés, et que l'État, à raison de l'intérêt général qui s'attache à ses entreprises, quelle qu'en soit la nature, ne saurait être considéré comme un commerçant ou un industriel; que la volonté formelle du législateur de laisser l'État en dehors de l'application de cette loi s'est même manifestée par le rejet définitif d'un amendement qui avait été adopté d'abord par la Chambre des députés et qui avait pour objet d'étendre la juridiction des conseils de prud'hommes aux différends qui s'élèvent « entre l'État, les départements, les communes et les établissements publics ou leurs représentants et les ouvriers de leurs entreprises industrielles »;

Attendu dès lors que les ouvriers employés par l'État, n'étant pas justiciables des conseils de prud'hommes, ne sont ni électeurs, ni éligibles, tant qu'ils sont à son

service sans qu'il y ait lieu de distinguer entre ceux qui sont commissionnés et ceux qui, sans être immatriculés définitivement, travaillent habituellement et exclusivement dans ses établissements et manufactures;

Attendu que l'arrêt attaqué constate que Valette était à l'époque des élections, employé depuis plusieurs années à la cartoucherie de Toulouse, établissement de l'État; que dans ces circonstances, en le déclarant inéligible et en annulant son élection comme conseiller prud'homme l'arrêt attaqué a fait une exacte application de la loi;

Sur la troisième branche :

Attendu qu'il appert de l'arrêt attaqué que Valette s'est prévalu uniquement devant la Cour d'appel de sa qualité d'électeur inscrit sur la liste électorale spéciale; qu'il n'a nullement prétendu qu'il fût éligible comme ancien électeur n'ayant pas quitté sa profession depuis plus de cinq ans et l'ayant exercée cinq ans dans le ressort; qu'il ne peut donc faire grief à l'arrêt de ne s'être pas prononcé sur ce point,

Par ces motifs.

Rejette le pourvoi formé contre l'arrêt rendu le 5 février 1908, par la Cour d'appel de Toulouse.

Décrets du 10 août 1899 sur les conditions du travail dans les marchés de travaux publics; convention fixant le salaire à un taux inférieur au taux inscrit au cahier des charges; validité.

COUR DE CASSATION (CHAMBRE CIVILE).

(Arrêt du 25 mars 1908.)

La Cour,

Oui M. le conseiller Dupont, en son rapport et M. l'avocat général Melcot, en ses conclusions;

Sur le premier moyen :

Attendu qu'aux termes de l'article 1^{er} du décret du 10 août 1899 les entrepreneurs de marchés de travaux publics passés au nom d'une commune peuvent être, par le cahier des charges, contraints de payer aux ouvriers un salaire normal égal au taux couramment appliqué dans la ville ou la région où le travail est exécuté;

Attendu que Le Noin, ouvrier travaillant pour le compte de Briard, adjudicataire de travaux publics entrepris pour la Ville de Paris, soutenait qu'en vertu du cahier de charges réglementant ladite adjudication, il avait droit, pour le travail de nuit, à un salaire calculé à raison de 1 fr. 20 par heure;

Attendu que le jugement attaqué, sans rechercher quel était le salaire fixé par le cahier des charges, déclare que les parties avaient, d'un commun accord, réglé le salaire de Le Noin, même pour la nuit, à raison de 0 fr. 60 l'heure; qu'il constate que cette convention a reçu son exécution et que, pour les deux premières semaines d'avril 1907, Le Noin avait accepté sans protestation un salaire calculé sur ce taux;

Attendu qu'aucun texte de loi ne prohibe sous peine de nullité une convention de cette nature et que le décret du 10 août 1899 se borne à organiser dans son article 4 un système destiné à indemniser, s'il y a lieu, l'ouvrier qui se trouverait lésé; d'où il suit qu'en validant ladite convention et en la prenant pour base de l'évaluation du salaire dû à Le Noin, le jugement attaqué n'a violé aucune des dispositions légales invoquées par le pourvoi;

Sur le second moyen :

Attendu que par le second moyen le pourvoi reproche au jugement d'avoir, en n'accordant à Le Noin, pour les trois nuits des 16, 17 et 18 avril 1907 que de simples frais de déplacement, méconnu un usage qui lui aurait donné droit à un salaire de 10 heures par nuit ;

Mais attendu qu'en supposant que le jugement ait commis l'erreur indiquée par le pourvoi, cette erreur, portant sur un usage, ne saurait donner ouverture à cassation ;

Par ces motifs,

Rejette le pourvoi, formé contre le jugement rendu le 2 novembre 1907 par le tribunal de la Seine.

ÉTRANGER.

ALLEMAGNE.

Revue du travail en avril 1908⁽¹⁾. — La situation du marché du travail, qui les mois derniers était déjà plus mauvaise qu'un an auparavant à pareille époque, était en avril très peu homogène. D'un côté il y avait dans une certaine mesure une amélioration, telle qu'elle se produit normalement au printemps, due en première ligne à la reprise complète de l'activité du bâtiment, ensuite à une certaine détente dans les mines de charbon, sauf en Silésie, et enfin au maintien de l'activité dans l'industrie électrique qui jusqu'ici est à peine touchée par la crise. Mais d'autre part la situation est plus mauvaise dans certaines parties du textile, dans l'imprimerie, dans l'industrie du papier. Le vêtement et l'alimentation occupent en partie à cause de la saison un bien moins grand nombre d'ouvrières. On peut aussi noter une certaine baisse d'activité dans l'industrie chimique. Dans la métallurgie la situation est meilleure dans le sud que dans le nord. Une certaine diminution est aussi sensible dans la construction des machines. Dans l'ensemble une amélioration normale pour le mois d'avril s'est produite dans certaines parties du marché du travail, surtout dans l'Allemagne du sud, d'un autre côté la situation est devenue plus mauvaise pour une série d'industries nommées plus haut. Le niveau d'ensemble se trouve inférieur à celui de l'année dernière.

Placement en avril 1908⁽¹⁾. — Pour tout l'Empire, le nombre des demandes par rapport à mars 1907 a augmenté de 17,000 ; celui des places procurées a diminué de 57,000, et celui des emplois vacants de 28,000 en chiffres ronds. — Voici le bilan des 661 offices de placement qui ont fourni des renseignements pour le présent mois, avec le rappel des données de décembre :

	DEMANDES d'emploi.	OFFRES d'emploi.	PLACE- MENTS.
Avril 1908 (pour 661 bureaux).....	254,000	183,000	130,000
Mars 1908 (— 683 —).....	263,000	202,000	144,000

⁽¹⁾ Reichsarbeitsblatt, 21 mai 1908.

Grèves et lock-outs pendant le 1^{er} trimestre de 1908⁽²⁾. — 255 grèves se sont terminées pendant le 1^{er} trimestre de 1908. Sur ce chiffre 44 étaient commencées avant le 1^{er} janvier et 211 ont commencé au cours du trimestre. Le nombre des réussites est de 29, celui des transactions 87, celui des échecs 139. Le total des nombres maxima d'ouvriers simultanément en grève dans chaque grève est de 13,900, celui des chômeurs forcés de 2,967. Les industries où le plus grand nombre de grèves ont été terminées dans le trimestre sont : le bâtiment (40 grèves avec 2,046 grévistes et 48 chômeurs forcés : 3 réussites, 16 transactions, 21 échecs); la métallurgie (27 grèves avec 1,540 grévistes et 1,177 chômeurs forcés : 12 transactions, 15 échecs); l'industrie du bois et de la sculpture sur bois (32 grèves avec 908 grévistes et 57 chômeurs forcés : 5 réussites, 13 transactions, 14 échecs); la construction de machines (26 grèves avec 12,750 grévistes et 151 chômeurs forcés : 2 réussites, 5 transactions, 19 échecs); l'industrie de la pierre et de la terre (18 grèves avec 1,441 grévistes et 498 chômeurs forcés : 3 réussites, 5 transactions, 10 échecs); l'alimentation (20 grèves avec 649 grévistes et 30 chômeurs forcés : 4 réussites, 4 transactions, 12 échecs); les mines (16 grèves avec 1,503 grévistes et 13 chômeurs forcés : 2 réussites, 4 transactions, 10 échecs); le vêtement (15 grèves avec 1,385 grévistes : 14 transactions, 1 échec).

Le nombre des lock-outs terminés pendant le 1^{er} trimestre 1908 est de 32 (18 commencés avant le 1^{er} janvier et 14 après). Le total des chiffres maxima d'ouvriers exclus simultanément dans chacun de ces lock-outs est de 12,349. Il y a eu, au cours du trimestre, 11 lock-outs terminés dans le textile (11 réussites), 5 dans le vêtement (4 réussites, 1 échec), etc. Nombre total des réussites : 25; des transactions : 5; des échecs : 2.

Enquête sur les résultats de la loi de 1897 sur la petite industrie⁽²⁾.

— On sait que la *Gewerbeordnung* de 1869 avait laissé subsister les anciennes corporations de métier en tant que sociétés *libres* ayant pour but l'assistance mutuelle et la défense des intérêts professionnels. Elle avait supprimé leurs privilèges, mais leur conservait la personnalité morale sous le contrôle de l'administration. Les sociétés devenues libres ne tardèrent pas à périliter et bientôt on demanda par voie de pétitions, le rétablissement des corporations fermées. La loi votée par le Reichstag le 18 juillet 1881 fut le premier pas dans la voie de leur reconstitution.

Aux termes de cette loi, les patrons seuls pouvaient faire partie d'une corporation (*Innung*) organisée en vue d'entretenir l'esprit de corps, de constituer des tribunaux d'arbitrage, d'organiser l'enseignement professionnel, de réglementer l'apprentissage, d'instituer des caisses de secours, de maladie, chômage, etc. La loi conférait en outre à l'autorité le droit de déclarer obligatoires pour les patrons les règlements sur l'apprentissage édictés par la corporation; toutefois, l'entrée dans une corporation restait facultative.

Diverses lois (21 mars 1884, 28 avril 1886, 6 juillet 1887) vinrent peu à peu restreindre cette faculté : la loi du 26 juillet 1897, qui tendait à restaurer le principe de l'obligation, reconnut à l'administration le droit d'autoriser dans l'intérêt des métiers de la petite industrie la création d'une corporation obligatoire « lorsque la majorité de ceux qui exercent un métier le demande formellement et lorsque les divers adhérents sont suffisamment rapprochés les uns des autres pour pouvoir participer à la vie corporative ».

⁽²⁾ *Reichsarbeitsblatt*, 21 mai 1908.

⁽²⁾ *Erhebung über die Wirkungen des Handwerkergesetzes* (juin 1897), Berlin, Karl Heymann, 1908.

L'administration allemande ne jouit donc pas, en cette matière, des attributions arbitraires concédées à l'autorité autrichienne par la loi de 1883; aussi les corporations libres sont-elles restées nombreuses.

Lorsque l'autorité a décidé la création d'une corporation obligatoire ou la transformation, en corporation obligatoire, d'une corporation libre préexistante, sont inscrits de plein droit sur la liste des membres tous ceux qui exercent le métier pour leur propre compte, à l'exception de ceux qui l'exercent en grande industrie ou au contraire de ceux qui exercent le métier sans aides : grands industriels ou artisans en chambre peuvent adhérer à la corporation, mais à titre facultatif. La corporation peut limiter le nombre des apprentis, mais non l'activité de ses membres ou le prix des marchandises.

La loi de 1897 a institué, en outre, des *chambres de métiers* (*Handwerkskammer*) fondées en vue de rendre aux métiers des services analogues à ceux que les chambres de commerce peuvent rendre à la grande industrie ou au commerce. Les membres en sont élus par les corporations libres ou obligatoires et par les sociétés fondées pour améliorer les intérêts professionnels de la petite industrie. Elles ont notamment qualité pour réglementer l'apprentissage dans ses traits généraux, former des comités d'examen d'apprentis et de compagnons aspirant à la maîtrise, surveiller ou subventionner l'enseignement technique.

La loi entra en vigueur immédiatement, mais les diverses parties n'en furent complètement applicables qu'à partir du 1^{er} octobre 1901.

Toutefois, dès le 8 octobre 1901, le Ministre de l'Intérieur chargeait l'Office impérial de statistique d'entreprendre une enquête sur le nombre et l'effectif des corporations libres ou obligatoires ainsi que sur celui des commissions corporatives et des unions de corporations. L'office devait rechercher jusqu'à quel point les diverses corporations se sont efforcées de se conformer à la loi, en organisant les institutions qu'elle prévoit et établir les dépenses qu'elles ont faites de ce chef.

Des questionnaires furent envoyés à cet effet dès juillet 1904 et retournés remplis à l'office de statistique de mars à fin juin 1905. Les réponses devaient porter sur octobre 1904 et autant que possible sur la date du 24 octobre 1904.

Sur les 11,339 corporations existant à la fin 1904, 11,311 ont répondu à l'enquête.

Ces 11,311 corporations comptaient 488,700 membres pour une population d'environ 59 millions et demi, soit 82.2 membres par 10,000 habitants. Parmi les 71 districts corporatifs, ou districts ayant une chambre d'industrie, celui de Chemnitz compte proportionnellement le plus de membres de corporations, soit 182 p. 10,000 habitants, alors que celui de Constance n'en compte que 4.5 p. 10,000. Cette même proportion est de 92.2 pour la Prusse, 40.5 pour la Bavière, 133.7 pour la Saxe, 24.9 pour le Wurtemberg, etc.

Sur ce total on comptait 3,164 corporations obligatoires (soit 28 p. 100 groupant 218,468 membres, soit 44.7 p. 100) et 8,147 corporations libres [72 p. 100] avec 270,232 membres [soit 55.3 p. 100].

On comptait 6,356 corporations appartenant à un seul métier (soit 56.2 p. 100, groupant 59 p. 100 du total des membres), 3,607 corporations groupant des métiers connexes (31.9 p. 100 avec 28.4 p. 100 des membres) et 1,348 corporations mixtes groupant des métiers différents (11.9 p. 100 avec 11.7 p. 100 des membres). Les corporations d'un seul métier dominent naturellement dans les grandes villes, les mixtes se rencontrent surtout dans les petites localités. Dans l'ensemble, 35 p. 100 de ces unions groupent de 15 à 29 membres; viennent ensuite celles qui en groupent de 30 à 49 (22.5 p. 100), de 1 à 14 (19.5 p. 100), de 50 à 99 (16.1 p. 100), de 100 à 199 (5.1 p. 100), 200 et plus (1.7 p. 100). On compte 1,166 corporations de bouchers (41,695 membres), 968 de cordonniers (51,940 membres), 800 de

tailleurs (45,379 membres), 783 de boulangers, 406 de menuisiers, 327 de forgerons, 268 de meuniers, etc.

Chez les tisseurs, 76 corporations groupent 9,481 membres; parmi les 1,348 corporations mixtes, 953 sont constituées pour plusieurs industries déterminées et 395 pour toutes les industries.

Sur les 3,164 corporations obligatoires existant au 25 octobre 1904, 1921 (soit 60.7 p. 100) se sont constituées en 1899, c'est-à-dire peu de temps après la mise en vigueur de la nouvelle loi. Sur 218,468 membres de ces corporations 5,949 seulement (soit 2.7 p. 100) ont usé de la faculté d'y adhérer.

Sur les 8,147 corporations libres, 1,562 (19.2 p. 100) ont été constituées après la promulgation de la loi de 1897.

Les 488,700 membres des corporations occupaient 691,569 compagnons et 264,361 apprentis : 58 p. 100 des compagnons et 64.7 p. 100 des apprentis dépendaient de corporations libres et 41.8 p. 100 et 35.3 p. 100 respectivement de corporations obligatoires.

121,279 membres employaient uniquement des compagnons, 110,118 seulement des apprentis; 110,136 occupaient les deux à la fois et 195,660 ni les uns les autres.

Apprentissage. — 7,319 corporations (64.7 p. 100) ont institué une commission spéciale pour la réglementation de l'apprentissage; chez les 3,992 autres, ce soin est laissé au bureau corporatif; 1,437 ont édicté des règlements spéciaux et 536 fixé le nombre maximum des apprentis; 861 s'occupent du placement de ces derniers.

10,633 corporations (94 p. 100) ont un registre d'apprentis : dans 25.7 p. 100 d'entre elles il n'est perçu aucun droit d'inscription, 53 p. 100 prélèvent un droit de 3 fr. 75 au plus, 11 p. 100 de 3 fr. 75 à 6 fr. 25, 9.2 p. 100, de plus de 6 fr. 25.

Dans 78 p. 100 des corporations tous les contrats d'apprentissage ont été soumis à la corporation et dans 39.4 p. 100 le contrat a été conclu devant la corporation.

Dans 5,654 corporations les apprentis sont tenus de fréquenter l'école : 149,517 (soit 56.9 p. 100) suivaient des cours de perfectionnement et 39,755 (15 p. 100) une école professionnelle. 1145 corporations ont fait en 1904 une exposition des travaux de leurs apprentis.

65 p. 100 des apprentis étaient logés et nourris chez leurs maîtres, alors que 31.1 p. 100 l'étaient chez leurs parents.

5,576 membres (1.1 p. 100) sont privés du droit de former des apprentis.

8,664 corporations ont institué des commissions d'examen d'apprentis et 7,742 (68.4 p. 100) ont fait passer des examens en 1904; 2,267 n'ont pas le droit d'examen. 95 p. 100 environ des apprentis se sont présentés à l'examen à l'expiration de l'apprentissage; 1.2 p. 100 seulement ont échoué.

La durée moyenne de l'apprentissage s'établit à 3, 24 ans (3.21 dans les corporations libres et 3.29 dans les corporations obligatoires). Cette durée est de 3 ans pour 69.8 p. 100 des apprentis, de 3 à 4 pour 8.9 p. 100, de 4 ans pour 20 p. 100; elle est inférieure à 3 ans pour 0.7 p. 100, surtout chez les apprentis tailleurs qui qui ne font souvent qu'un an et demi.

791 corporations (comptant 81,089 membres et employant 206,232 apprentis et compagnons) ont organisé 785 écoles fréquentées par 32,304 élèves et ayant 1957 professeurs : savoir 54 écoles élémentaires, 426 écoles professionnelles et 281 donnant ce double enseignement. Dans 445 écoles, les élèves exécutaient des travaux pratiques. 504 écoles ne sont ouvertes qu'en semaine (283 sont ouvertes pendant 2 heures par semaine; dans 247 autres l'enseignement dure de 2 à 4 heures, dans 102 de 4 à 6, dans 61 de 6 à 10 et dans 70 de 10 à 20 heures). La plupart du temps les cours ont lieu après la journée; certaines écoles par contre prennent

les apprentis tout le jour, plusieurs semaines par an. Dans 323 écoles il n'est perçu aucun droit; dans 169 autres, il atteint 3 fr. 75, dans 177 : 12 fr. 50. Dans 209 écoles les frais de local, chauffage, etc., sont acquittés par l'État ou la commune.

Placement. — 2,410 corporations (soit 21.0 p. 100) ont institué un service de placement (dont 1,360 après la loi de 1897); elles ont placé en 1904 204,509 personnes sur 371,237 inscrites (soit 55.1 p. 100); 62.9 p. 100 de ces organes de placement ont payé des secours de voyage.

Caisses de maladie. — 660 corporations (5.8 p. 100) ont institué une caisse de maladie (dont 228 après 1897) comptant en 1904 226,051 membres en moyenne. (Recettes 6,125,350 marks, dépenses 5,795,710); 1334 (11.8 p. 10) ont constitué une ou plusieurs caisses de secours (1,474 caisses) groupant 125,806 membres (recettes 2,648,705, dépenses 963,774, réserve 7,609,787 marks).

Recettes et dépenses. — Seules, les corporations libres peuvent imposer un droit d'entrée à leurs membres (10 marks au plus chez 50 p. 100 d'entre elles, 10 à 20 marks chez 30 p. 100, de 20 à 50 marks chez 8.5 p. 100).

Quant aux cotisations elles sont de 1 mark par an dans 33.6 p. 100 des corporations, de 1 à 3 marks dans 27.8 p. 100, de 3 à 5 marks dans 7.6 p. 100, de 5 à 10 dans 6 p. 100, de plus de 10 marks dans 1 p. 100; elles n'existent pas dans 7.3 p. 100 des corporations.

Le total des recettes de toutes les corporations s'est élevé à 5,150,659 marks en 1904 et le montant des dépenses à 3,668,489. Ces totaux se décomposent comme suit :

RECETTES.	MARKS.	DÉPENSES.	MARKS.
Droits d'entrée.....	115,948	Frais d'administration... ..	1,969,639
Cotisations.....	1,597,471	Frais d'enregistrement... ..	369,999
Subventions.....	88,426	Caisses de secours, mala-	
Droits scolaires.....	97,547	die, placement.....	258,021
Droits d'apprentissage,		Funérailles, fêtes.....	255,943
d'examen, etc.....	653,340	Divers.....	814,887
Revenus.....	141,036		
Loyers, intérêts.....	597,186	Total.....	3,668,489
Solde de 1903.....	1,302,072		
Divers.....	557,623		
Total.....	5,150,659		

L'actif total des corporations s'élevait, en 1904, à 22,525,688 marks (dont 19,222,691 pour les corporations libres) contre un passif total de 10,752,947.

Chambres de métiers. — On comptait, en 1904, 63 chambres de métiers (*Handwerkshammer*) et 8 chambres d'industrie (*Gewerbekammer*); aucune ne possédait de sections spéciales pour des groupes d'industrie; par contre 19 d'entre elles avaient créé des sections de district. 43 chambres avaient organisé ou subventionnaient des écoles, savoir 112 écoles professionnelles (avec 4,678 élèves) et 84 écoles de perfectionnement (avec 2,163 élèves).

Les recettes des chambres se sont élevées à 2,549,699 marks et les dépenses à 2,027,653 marks; l'actif s'élevait à 1,235,280 marks.

Unions de corporations. — On comptait en 1904, 43 unions de corporations (dont 24 s'étendant sur tout le territoire de l'Empire) et groupant 239,262 membres. Les recettes se sont élevées à 266,233 marks et les dépenses à 164,364 marks.

3 de ces unions ont organisé des écoles.

AUTRICHE.

Placement en mars 1908⁽¹⁾. — Renseignements fournis sur le fonctionnement de 797 bureaux de placement professionnel :

	OFFRES D'EMPLOI.			DEMANDES D'EMPLOI.			NOMBRE DE PLACEMENTS par rapport aux offres.			NOMBRE DE PLACEMENTS par 100 demandes.		
	Mars 1908.	Févr. 1908.	Mars 1907.	Mars 1908.	Févr. 1908.	Mars 1907.	Mars 1908.	Févr. 1908.	Mars 1907.	Mars 1908.	Févr. 1908.	Mars 1907.
Hommes.....	33,130	26,276	26,660	44,897	38,201	40,016	18,263	12,690	16,496	41	33	41
Femmes.....	36,111	37,266	32,032	33,093	31,412	27,675	20,927	19,442	17,183	61	62	62
Ensemble.....	69,241	63,542	58,692	77,990	69,613	67,721	38,290	32,132	33,679	49	46	50

Grèves en mars 1908⁽²⁾. — 53 nouvelles grèves, avec 6,787 grévistes. C'est dans la Basse-Autriche et en Bohême, pour les mines (4), la métallurgie (6), le textile (5), le vêtement (6), le bâtiment (13), l'industrie des pierres, de la terre et du verre (7), la construction des machines (3), que les grèves ont été le plus nombreuses. On compte : 7 succès, 24 transactions, 10 échecs, 12 résultats inconnus. Causes : insuffisance des salaires, 41 cas ; questions relatives à la durée du travail et à l'insuffisance des salaires, 4 cas ; divers, 8 cas.

BELGIQUE.

Marché du travail en avril 1908⁽³⁾. — 17 offices de placement gratuit ont fourni des renseignements sur leurs opérations pendant le mois d'avril 1908. Pour 1,597 offres d'emploi, il y a eu 2,445 demandes des ouvriers (hommes), soit une proportion de 153 demandes pour 100 offres. La moyenne était de 152 demandes pour 100 offres le mois passé, et l'année dernière, en avril, elle était de 102 demandes pour 100 offres. A ce point de vue, le marché du travail accuse donc une situation stationnaire, plutôt défavorable pour la saison, et toujours inférieure à la moyenne de l'année dernière à pareille époque.

D'autre part, des renseignements précis sur l'intensité du chômage parmi les ouvriers syndiqués ont été fournis, pour ce même mois, par 213 unions professionnelles ouvrières, groupant 43,241 membres (mineurs, ouvriers à domicile et travailleurs agricoles non compris). Ces groupes renfermaient, vers la seconde moitié d'avril, 1,351 chômeurs, soit une proportion de 3.1 p. 100.

Pour apprécier la valeur relative de ce dernier nombre, il faut évidemment tenir compte de la situation spéciale de l'industrie diamantaire à Anvers, où le chômage volontaire des ouvriers a été substitué, en avril, au chômage forcé qui sévissait pré-

⁽¹⁾ *Soziale Rundschau*, avril 1908.

⁽²⁾ *Revue du travail belge* du 15 mai 1908.

cédemment dans de fortes proportions. En mars dernier, le pourcentage des chômeurs syndiqués — diamantaires non compris — s'élevait à 3.5 p. 100, soit un peu plus que la proportion obtenue pour avril. Il y aurait donc eu, depuis le mois dernier, une certaine amélioration à ce point de vue. Mais comme on signale en même temps, de plusieurs parts, des chômages partiels assez importants, il a lieu de considérer cette amélioration comme plus apparente que réelle.

Les grèves en Belgique pendant le mois d'avril 1908 ⁽¹⁾. — 11 grèves nouvelles et 1 lock-out ont été signalés à l'Office du travail pendant le mois d'avril 1908. Les grèves intéressaient 1,240 grévistes et 527 chômeurs forcés.

Le lock-out s'est étendu à 482 peintres, occupés par 61 entrepreneurs de l'agglomération gantoise. Ont en outre été continués pendant le même mois 7 conflits commencés antérieurement : 2 lock-outs (1,028 ouvriers intéressés) et 5 grèves (354 grévistes, 309 chômeurs forcés).

6 des grèves d'avril affectaient l'industrie du bâtiment; 2, la fabrication des allumettes, 2 aussi l'industrie textiles et la dernière, deux charbonnages.

9 de ces grèves ont eu pour cause des demandes d'augmentation de salaire; 1, le refus de subir une diminution de salaire, 1, la réintégration d'un ouvrier congédié.

Les résultats signalés à l'Office du travail, depuis son dernier relevé, peuvent se résumer comme suit : Grèves : 6 échecs (intéressant 562 grévistes), 2 succès (53 grévistes) et 3 transactions (323 grévistes). Lock-outs : 1 échec (482 ouvriers intéressés) et 2 transactions (1,028 ouvriers intéressés).

Grèves et lock-outs en 1907 ⁽²⁾. — L'Office du travail belge a enregistré, en 1907, 227 grèves intéressant 66,156 personnes, soit 46,908 grévistes et 19,248 chômeurs forcés.

221 grèves se sont terminées dans le courant de 1907, intéressant 45,001 grévistes et 18,250 chômeurs forcés.

Le nombre des établissements intéressés dans ces conflits était de 1,087 occupant 106,662 personnes.

Les grèves les plus nombreuses ont éclaté dans les provinces suivantes : Liège, 54; Flandre orientale, 74; Hainaut, 33; Anvers, 18; Flandre occidentale, 21; Brabant, 20 et Namur, 1.

Le tableau ci-dessous fait connaître comment se décomposent, par industrie, le nombre des grèves et le nombre des grévistes :

INDUSTRIES.	NOMBRE de grèves.	NOMBRE de grévistes.	INDUSTRIES.	NOMBRE de grèves.	NOMBRE de grévistes.
Textiles.....	60	7,961	Typographie, reliure....	4	355
Mines.....	26	9,626	Industries d'art et de préci-		
Métaux.....	36	4,613	sion.....	3	165
Cuir et peaux.....	7	968	Alimentation.....	4	52
Industries spéciales.....	6	345	Carrières.....	14	4,394
Verrerie.....	1	23	Tabacs.....	9	375
Construction.....	18	3,024	Transports.....	9	10,660
Vêtement.....	1	7	Diverses.....	9	1,032
Bois et ameublement....	14	1,401			

⁽¹⁾ Revue du travail du 31 mai 1908.

⁽²⁾ Revue du travail, du 15 mars 1908.

Les 221 grèves terminées se groupent comme suit en ce qui concerne leur durée :

	GRÈVES.	GRÉVISTES.
Moins de 2 jours	26	1,719
— 2 à 5 —	63	9,019
— 6 à 10 —	37	8,378
— 11 à 15 —	22	1,592
— 16 à 20 —	19	2,087
— 21 à 30 —	9	1,421
Plus de 30 jours.....	45	20,785

Considérées au point de vue des causes, les 221 grèves terminées en 1907 peuvent se classer de la façon suivante :

	GRÈVES.	GRÉVISTES.
I. — Questions de salaires :		
Augmentation de salaires.....	114	29,147
Opposition à une diminution de salaire.....	6	938
Garantie d'un minimum de salaire.....	5	2,026
Divers.....	18	1,367
TOTAL	143	33,478
II. — Personnel et questions syndicales :		
Renvoi de directeurs, contremaîtres et ouvriers.....	10	1,266
Réintégration d'ouvriers congédiés.....	24	3,147
Questions syndicales.....	9	812
TOTAL	43	5,225
III. — Heures de travail et organisation du travail.....	33	6,217
IV. — Règlements d'atelier et amendes.....	2	81

Pour les 221 grèves terminées en 1907, 50 ont abouti à un succès (6,910 grévistes), 122 à un échec (15,360 grévistes), 49 à une transaction (22,731 grévistes).

Lock-outs. — On a compté, en 1907, 4 lock-outs atteignant 16,274 ouvriers; ils se classent comme suit au point de vue de leur cause :

	LOCK-OUTS.	OUVRIERS.
Question de salaires.....	1	16,000
Personnel; syndicalisme.....	2	224

En 1907, 1 lock-out a duré 117 jours.

Sur 3 lock-outs terminés, 1 intéressant 16,000 ouvriers s'est terminé par une transaction, 1 par un succès, 1 par un échec.

Dans l'ensemble, le total des conflits de 1907 (grèves et lock-outs) s'est élevé à 231 intéressant 82,430 personnes.

L'activité du fonds de chômage gantois de 1902 à 1907 ⁽¹⁾. — Le *Bulletin* de janvier a donné des renseignements sur les subventions des communes et des provinces en vue de développer l'assurance-chômage, de 1901 à 1906.

Ces indications peuvent être complétées comme suit en ce qui touche l'activité du fonds gantois :

	SECOURS payés par les syndicats.	MONTANT des majorations accordées.
1902.....	41,210	16,171
1903.....	35,505	21,813
1904.....	42,197	25,802
1905.....	35,559	20,251
1906.....	41,775	19,960
1907.....	41,707	23,871

CANADA.

Revue du travail en janvier et février 1908 ⁽²⁾. — Au cours de ces deux mois, le marché a repris quelque activité, grâce à la détente partielle du marché financier et à la douceur de la température; il y a eu toutefois un léger ralentissement en février, où le marché financier a montré quelque nervosité. Travail abondant dans les mines et dans l'emmagasiner des glaces; calme plat dans les travaux à l'extérieur. La métallurgie et le bâtiment sont restés peu animés.

Grèves en janvier et février. — 6 et 5 grèves nouvelles intéressant 1,094 et 300 ouvriers, savoir: janvier: forêts, 1, métaux, 3, ébénisterie, 1, alimentation, 1; février: mines, 1, textiles, 2, vêtement, 1, journaliers, 1.

Causes: janvier, 5 grèves contre une réduction de salaire et 1 contre l'emploi de non-unionistes; février, 2 grèves pour une augmentation, 1 contre une réduction, 1 contre le renvoi d'employés, 1 contre les conditions du travail.

Résultats: janvier, sur 6 grèves anciennes et nouvelles, 8 échecs, 2 transactions, 1 résultat incertain; février, sur 6 grèves anciennes et nouvelles, 2 succès, 2 échecs, 1 transaction, 1 résultat indéfini.

ÉTATS-UNIS.

Revue du travail ⁽³⁾. — D'après les rapports adressés à la Fédération américaine du travail par 794 unions groupant 42,700 membres, la moyenne des chômeurs était de 6.6 p. 100 en avril 1908. Cette moyenne était en mars de 8.6 p. 100 dans 1,113 unions groupant 110,192 membres.

⁽¹⁾ *Revue du travail belge*, 15 février 1908.

⁽²⁾ *Gazette du travail*, février et mars 1908.

⁽³⁾ *American Federationist*, juin 1908.

GRANDE-BRETAGNE.

Revue du travail en avril 1908 ⁽¹⁾. — Comparée aux mois précédents, la situation générale a été moins favorable et le marché a subi le contre-coup des grèves des métallurgistes, des constructeurs de machines et de navires. Comparé à avril 1907, avril 1908 accuse un ralentissement dans presque toutes les industries.

7.5 p. 100 de chômeurs dans 268 trade-unions groupant 638,237 membres contre 6.9 en mars 1908 et 3.3 en avril 1907; 5.05 journées de travail par semaine en moyenne dans divers puits, contre 5.49 en mars 1908 et 5.17 en avril 1907; 293 hauts fourneaux en marche à la fin d'avril contre 294 en mars et 349 en avril 1907.

Grèves. — 26 grèves nouvelles en mars avec 5.690 chômeurs contre 23 en mars 1908 et 39 en avril 1907.

Sur 23 grèves terminées, anciennes et nouvelles, avec 2,794 chômeurs, 6 succès (556), 11 échecs (1,289) et 6 transactions (949). Total des journées de travail perdues : 765,800 en avril contre 791,500 en mars et 148,500 en avril 1907.

ITALIE.

Grèves en février ⁽²⁾. — 117 nouvelles grèves ont été signalées en février à l'*Office du travail*. 135 de ces conflits intéressaient 18,867 grévistes. 24 grèves ont éclaté dans l'agriculture, 5 dans les industries extractives, 19 dans la métallurgie, 17 dans le travail des pierres et des terres, 22 dans le bâtiment, 7 dans les produits chimiques, 8 dans le bois, 7 dans les industries polygraphiques, 28 dans les textiles, 4 dans le travail des peaux, 6 dans le vêtement, 16 dans l'alimentation, 8 dans les transports, 5 dans les services publics, 11 dans les industries diverses.

Causes : questions de salaires, 89; durée du travail, 7; diverses, 42; inconnues, 39.

Résultats : 26 succès, 62 transactions, 48 échecs, 5 résultats inconnus.

Les élections aux conseils de prud'hommes et la participation des femmes ⁽²⁾. — Aux termes de la loi du 15 juin 1893, les femmes sont admises non seulement à prendre part aux élections des prud'hommes, mais encore à faire

⁽¹⁾ *Labour Gazette*, mai 1908.

⁽²⁾ *Bollettino dell' Ufficio del lavoro*, avril 1908.

partie de leurs conseils. Dans une enquête récente, l'Office du travail italien a relevé le nombre des électeurs prud'hommes en les classant par sexe et en recherchant en particulier le nombre des sièges attribués à des femmes.

Le total des électeurs s'élève, pour le Royaume, à 260,546 se répartissant comme suit : 224,917 ouvriers, dont 45,022 femmes, et 35,629 patrons, dont 1,182 femmes. Quatre provinces (Lombardie, Toscane, Piémont, Emilie) groupent à elles seules 171,728 électeurs (dont 42,016 femmes), soit les deux tiers environ du total.

On trouve 30 conseils (49,150 électeurs) dans la métallurgie et les mines, 27 (36,635 électeurs) dans les textiles, 21 (33,144 électeurs) dans le bâtiment.

Femmes inscrites. — Les industries où se rencontre le plus grand nombre de femmes inscrites sont les textiles, avec 19,082 ouvrières et 83 patronnes, la soie (9,316 ouvrières et 15 patronnes), la laine et le coton (4,559 ouvrières et 6 patronnes), etc.

Le rapport entre le nombre des patronnes et celui des ouvrières varie beaucoup selon les industries. C'est ainsi que l'on compte le plus grand nombre de patronnes dans la minoterie (335 contre 91 ouvrières), dans l'alimentation (215 contre 513 ouvrières), dans l'industrie du soufre (10 patronnes et pas une seule ouvrière), dans les carrières de marbre (7 patronnes et aucune ouvrière). Par contre, dans l'industrie de la chapellerie, on trouve 1,281 ouvrières et pas une patronne.

Femmes élues. — Les femmes élues appartiennent toutes à la classe ouvrière; elles sont au nombre de 43 (sur un total de 2,708 conseillers prud'hommes) se répartissant comme suit entre 11 conseils :

1° Conseil des textiles à Crémone.....	10	femmes sur 10 membres ouvriers
2° Conseil des textiles à Vérone.....	7	7
3° Conseil de la soie à Arezzo.....	4	7
4° Conseil de la soie à Trévise.....	4	8
5° Conseil des textiles à Brescia.....	4	10
6° Conseil de la soie à Jesi.....	3	5
7° Conseil des textiles à Terni.....	3	8
8° Conseil de la soie à Bergame.....	3	10
9° Conseil du vêtement à Milan.....	2	10
10° Conseil des textiles à Busto-Arsizio...	2	10
11° Conseil des textiles à Gallarate.....	1	10
TOTAL.....	43	95

Les femmes élues se répartissent entre 11 conseils spéciaux et 3 industries : 27 font partie de 6 conseils pour les textiles, 14 de 4 conseils pour l'industrie de la soie et 2 d'un conseil pour l'industrie du vêtement (Milan).

Il est à noter que dans 2 conseils, et précisément dans ceux des textiles de Crémone et de Vérone, les membres ouvriers sont tous représentés par des femmes, bien que dans le premier de ces conseils on compte 409 ouvriers électeurs contre 1,731 ouvrières inscrites et dans le second 290 ouvriers contre 393 femmes inscrites. On pourrait en conclure que lorsque l'élément féminin domine, la minorité masculine (quoique importante comme dans le 2° conseil mentionné ci-dessus) se trouve complètement exclue. Toutefois, 3 places sur 7 ont été réservées aux hommes dans le conseil d'Arezzo qui compte 114 ouvrières inscrites et 11 ouvriers électeurs, et 2 sur 5 l'ont été dans le conseil de Jesi, qui compte 698 ouvrières inscrites et 163 ouvriers inscrits.

Si, d'autre part, on veut étudier l'activité des conseils dans lesquels siègent les femmes, on obtient les résultats suivants :

VILLES.	AFFAIRES ÉTUDIÉES PENDANT :		
	2 ^e semestre 1906.	1 ^{er} semestre 1907.	2 ^e semestre 1907.
Crémone (textiles).....	1	1	#
Trévise (soie).....	2	4	3
Brescia (textiles).....	20	5	12
Bergame (soie).....	6	#	1
Milan (vêtement).....	81	133	126
Busto Arsizio (textiles).....	45	32	78
Gallarate (textiles).....	41	28	32

Les autres conseils comprenant des femmes n'ont pas eu l'occasion d'exercer leur activité.

L'Office du travail italien fait remarquer que le nombre des affaires traitées par un conseil ne démontre pas forcément le mérite de ses membres. Toutefois, la diminution ou l'absence totale d'affaires soumises à un conseil résulte souvent de l'effet préventif bienfaisant qu'il exerce et peut être en rapport direct avec la valeur morale et intellectuelle des personnes qui le composent.

PAYS-BAS.

Revue du travail en avril 1908¹². — Le travail a été actif dans le bâtiment, meilleur dans le bois et satisfaisant dans la grosse métallurgie. Dans le livre, la situation est restée stationnaire. Le vêtement, la blanchisserie, la chaussure ont bénéficié du retour de la belle saison. Travail régulier dans la culture du bulbe, l'alimentation. Par décision des syndicats ouvriers, le travail a été arrêté dans l'industrie diamantaire.

Grèves. — 19 grèves nouvelles, dont 14 intéressant 3,921 ouvriers, ont été signalées en décembre, savoir : bâtiment, 5, tourbe, 3, cigares, 2, dockers, 1, diamantaires, 1, métallurgie, 1, divers, 6. Sur 15 grèves anciennes et nouvelles, on compte 13 résultats connus, savoir : 4 succès, 5 échecs et 4 transactions.

¹² *Manuscript van het centraal bureau voor de statistiek*, mai 1908.

ACTES ET DOCUMENTS OFFICIELS.

Décret du 28 avril 1908 fixant le salaire journalier de début des lingères et des femmes de service de Paris (postes et télégraphes) ⁽¹⁾.

ARTICLE PREMIER. — Le salaire journalier de début des lingères et des femmes de service de Paris est fixé à 3 fr. 50 à dater du 1^{er} janvier 1908.

ART. 2. — Le salaire journalier des lingères et des femmes de service recrutées à titre de main-d'œuvre exceptionnelle est fixé à 3 fr. 50 au minimum.

Décret du 29 avril 1908 complétant l'article 1^{er} du décret du 28 décembre 1900 relatif à la compétence du Conseil des prud'hommes de Saint-Malo ⁽²⁾.

Circulaire du 27 avril 1908 du Ministre de la guerre relative à l'application dans les établissements militaires de la loi du 13 juillet 1906, établissant le repos hebdomadaire en faveur des employés et ouvriers ⁽³⁾.

L'application de la loi du 13 juillet 1906 établissant le repos hebdomadaire ne doit soulever, en principe, aucune difficulté dans les établissements militaires puisque, depuis longtemps et d'une façon générale, le travail est suspendu dans ces établissements le dimanche.

Toutefois, l'enquête à laquelle il a été procédé ayant donné lieu de constater, dans certains établissements, des divergences d'interprétation, il conviendra à l'avenir de se conformer aux dispositions ci-après :

§ 1. — Domaine d'application de la loi. — Personnes assujetties.

Bien qu'en principe la loi sur le repos hebdomadaire ne s'applique aux établissements de l'État que s'ils ont un caractère industriel ou commercial et qu'elle laisse en dehors de son action le personnel des diverses administrations et services publics, il y a lieu de ne faire aucune distinction entre les ouvriers et employés visés expressément par la loi et ceux qu'elle n'a pas visés; les uns et les autres doivent être traités dans les mêmes conditions.

Tous les agents civils quels qu'ils soient doivent donc bénéficier de la loi, sous réserve des dérogations qui y sont prévues.

§ II. — Cumul des dérogations prévues par les articles 4, 5 (§ 1^{er}) et 6 (§ 1^{er}) avec les dérogations spéciales accordées en vertu de l'article 7.

La question s'est posée de savoir si toutes les dérogations sollicitées par les établissements de l'État devaient indistinctement rentrer dans celles prévues par l'article 7 qui autorise les Ministres intéressés à suspendre le repos hebdomadaire quinze fois par an dans les établissements où sont exécutés les travaux pour le compte de l'État et dans l'intérêt de la défense nationale.

L'interprétation de la loi permet d'admettre que la dérogation de l'article 7 doit s'entendre, à défaut de précisions tirées des travaux préparatoires de la loi, en ce sens que la dérogation accordée aux établissements de l'État a pour objet de remplacer celles inscrites aux paragraphes 2 et 3 de l'article 6 et que l'avantage fait à ces établissements consiste dans

⁽¹⁾ Journal officiel du 20 mai 1908, page 3535.

⁽²⁾ Journal officiel du 1^{er} mai 1908, page 3082.

⁽³⁾ Bulletin officiel du Ministère de la guerre, 1908, n° 17, 11 mai 1908, page 620.

la dispense de fournir les justifications imposées dans les cas visés par ces paragraphes, aux établissements de l'industrie privée.

En conséquence, les établissements de la guerre peuvent seulement cumuler, avec la faculté de suppression du repos hebdomadaire pendant quinze jours, les dispositions des articles 4, 5 (§ 1^{er}) et 6 (§ 1^{er}) lorsque les travaux exécutés dans ces établissements rentrent dans les catégories indiquées par ces articles et paragraphes.

§ III. — *Établissements admis de droit à donner le repos par roulement.*

Pour les établissements qui, en raison de la nature de leurs travaux, sont compris dans la nomenclature fixée par le décret du 14 août 1907, le repos hebdomadaire, s'il ne peut être assuré le dimanche, est attribué de droit par roulement et organisé de telle façon que l'ouvrier qui n'a pas vingt-quatre heures de repos consécutives ait un repos compensateur par roulement d'une journée par semaine, ou d'une journée par quinzaine, selon la durée du travail effectué le dimanche.

§ IV. — *Travaux urgents ou accidentels.*

L'article 4 de la loi est applicable en cas de travaux urgents dont l'exécution immédiate est nécessaire pour organiser des mesures de sauvetage, pour prévenir ou réparer des accidents: il convient de ne ranger dans cette catégorie que les travaux présentant nettement ce caractère et d'en exclure, par exemple, les travaux de nettoyage, d'entretien ou de réparation qui, bien que ne se renouvelant pas tous les dimanches, se produisent cependant avec une certaine périodicité et donnent lieu à un repos compensateur. Ces derniers, comme on le verra ci-après, rentrent sous l'application de l'article 5.

§ V. — *Catégories spéciales ne bénéficiant que d'une demi-journée de repos.*

L'article 5 vise le personnel pour lequel le repos hebdomadaire est réduit de droit à une demi-journée. Ce personnel doit être strictement limité aux ouvriers employés à la conduite des générateurs et des machines motrices (à vapeur, hydrauliques ou électriques) au graissage et à la visite des transmissions (mécaniques et électriques) ou au nettoyage des locaux industriels, magasins ou bureaux.

A ce personnel viennent s'ajouter les gardiens, surveillants ou concierges qui ont droit à une demi-journée de repos, mais qui doivent être remplacés dans leurs fonctions par un ouvrier choisi auquel sera attribué un repos compensateur d'une journée par quinzaine.

§ VI. — *Travaux d'entretien.*

Dans certains établissements, des travaux indispensables pour l'entretien de l'installation ou de l'outillage ne peuvent se faire que le jour de repos sous peine d'entraver gravement le fonctionnement de l'entreprise.

Les exceptions prévues par l'article 4 n'étant autorisées que dans des cas limitativement définis et, d'autre part, suivant les termes de la circulaire n° 3 du 10 avril 1907 de M. le Ministre du travail, les énumérations de la loi paraissant trop restreintes, il peut être nécessaire « d'accorder pour les travaux que l'on doit nécessairement faire le jour du repos collectif une dérogation analogue à celle qui est accordée par l'article 4 en cas de travaux pour prévenir ou réparer un accident; mais le besoin étant ici continu et non exceptionnel, on ne devrait admettre cette tolérance nouvelle lorsque le repos ininterrompu se trouverait réduit à moins de vingt-quatre heures, que sous le bénéfice d'un repos compensateur en semaine ».

Dans cette situation se trouvent les égoutiers, les ouvriers ayant à effectuer des réparations courantes d'entretien (travaux de bâtiment, canalisation d'eau et de gaz, réparation des machines motrices, des machines-outils, des fours, des planchers des usines, etc.), qui ne peuvent être faites pendant le travail ou les heures de repos de la semaine, quand ces réparations ne présentent pas le caractère urgent et accidentel prévu à l'article 4 de la loi.

§ VII. — *Fixation du repos hebdomadaire.*

Les ouvriers qui ne rentrent pas sous l'un des modes indiqués aux articles 3, 4 et 5 de

la loi, ont droit au repos hebdomadaire dans l'une des formes prescrites à l'article 2. Bien que la loi du 13 juillet 1906 ne mentionne que l'autorité préfectorale pour la délivrance des autorisations de régime exceptionnel, il n'y aura pas lieu de recourir à cette procédure en ce qui concerne les établissements de la guerre; jusqu'au moment où la loi sur le repos hebdomadaire aura été modifiée sur ce point, les autorisations nécessaires dont il est fait mention au dernier alinéa dudit article seront accordées par le Ministre, sur les propositions motivées des chefs d'établissement transmises par la voie hiérarchique.

§ VIII. — *Dérogations.*

En ce qui concerne les dérogations prévues aux articles 4, 5 et 6 de la loi, elles doivent, en raison de leur caractère accidentel et imprévu, être laissées à l'appréciation des chefs d'établissement, sauf à ceux-ci à en rendre compte au Ministre (Direction d'arme).

Quant aux dérogations instituées par l'article 7, le Ministre seul est juge de l'urgence des travaux et de la nécessité de la suspension du repos; mais, comme aucune disposition de la loi ne l'interdit, on peut admettre qu'il a la faculté de déléguer ses pouvoirs aux fonctionnaires désignés par lui. Cette délégation, d'un ordre tout à fait spécial, sera donnée en la circonstance à des inspecteurs généraux ou aux directeurs des services, tels que le général inspecteur permanent des fabrications de l'artillerie, les généraux commandant l'artillerie et le génie des corps d'armée, les directeurs régionaux de l'intendance et du service de santé.

Toutes les dérogations ainsi accordées feront l'objet d'un compte rendu adressé au Ministre de la guerre (Direction d'arme).

§ IX. — *Affichage.*

Les exceptions prévues par l'article 2 de la loi ainsi que les dérogations au repos hebdomadaire seront portées à la connaissance des intéressés par voie d'affichage dans l'établissement, dans les conditions prévues par le décret du 24 août 1906 modifié par le décret du 13 juillet 1907.

En outre, le registre prescrit par ce dernier décret devra être ouvert dans les établissements.

§ X. — *Préavis.*

En ce qui concerne les préavis à adresser à l'inspection du travail, il y aura lieu de s'en tenir aux dispositions de la circulaire du 24 mai 1902 pour l'application du décret du 28 mars de la même année, laquelle stipule que cette mesure ne saurait avoir d'utilité pratique que dans les établissements qui relèvent de l'inspection civile du travail. Il n'y a pas de raison, en effet, de procéder différemment suivant qu'il s'agit d'une dérogation au repos hebdomadaire ou à la durée du travail effectif journalier.

§ XI. — *Rétribution du travail effectué le dimanche.*

D'une façon générale, le jour de repos compensateur n'entraîne aucune rétribution; le travail effectué le dimanche comporte une majoration dont le taux sera fixé ultérieurement.

*Le Sous-Secrétaire d'État
au Ministère de la guerre,*

Signé : HENRY CHÉRON.

Circulaire du 5 juin 1908, du Ministre du travail et de la prévoyance sociale, adressée aux préfets, sur les résultats de la loi du 18 juillet 1907, relative à la faculté d'adhésion à la législation sur les accidents du travail.

Ma circulaire du 2 août 1907 a appelé votre attention sur la loi du 18 juillet 1907, ayant pour objet la faculté d'adhésion à la législation sur les accidents du travail, par laquelle, moyennant une simple manifestation de volonté concordante,

les employeurs et employés non encore soumis à cette législation peuvent s'en appliquer les dispositions.

Elle vous invitait en même temps à donner à cette loi la plus grande publicité et à appeler l'attention des intéressés sur les avantages du régime forfaitaire d'indemnisation des accidents du travail et sur la simplicité des formalités d'adhésion.

Une année s'est presque écoulée depuis que la loi du 18 juillet 1907 est entrée en vigueur; j'attacherais du prix à en connaître les premiers résultats.

Je vous prie, en conséquence, de m'adresser, avec vos observations personnelles sur les conditions dans lesquelles a fonctionné le nouveau service confié à MM. les maires, un état récapitulatif, par commune, le nombre de déclarations d'adhésions reçues dans les mairies, avec indication numérique des professions des employeurs qui y ont recouru et relatant, s'il y a lieu, les déclarations de cessation d'adhésion qui auraient pu se produire.

Je vous prie de vouloir bien, sans retard, demander ces renseignements aux mairies à la date du 15 juin et de m'envoyer l'état récapitulatif, sous le timbre de la présente dépêche, *avant le 15 juillet*.

ÉTAT DES TRAVAUX LÉGISLATIFS

en ce qui concerne les questions ouvrières et sociales
pendant le mois de mai 1908.

Accidents du travail. — *Chambre des députés.* — Séance du 29 mai 1908. — Dépôt par M. Pugliesi-Conti d'une proposition de loi ayant pour objet d'étendre le régime de la législation sur les accidents du travail aux gens de maisons, domestiques et serviteurs de toute sorte. — Renvoi à la Commission du travail. (Doc. parl. n° 1737.)

Institutrices en couches. — *Chambre des députés.* — Séance du 29 mai 1908. — Dépôt par M. Betoulle d'une proposition de loi tendant à accorder un congé spécial de deux mois avec traitement entier aux institutrices en couches. — Renvoi à la Commission de l'enseignement. (Doc. par. n° 1735.)

Marchés de gré à gré passés pour le compte des communes et des établissements publics de bienfaisance. — *Chambre des députés.* — Séance du 19 mai 1908. — Dépôt, par les Ministres de l'intérieur, des finances et du travail, d'un projet de loi sur les marchés de gré à gré passés pour le compte des communes et des établissements publics de bienfaisance. — Renvoi à la commission du travail. (Doc. parl. n° 1711.)

Maréchaux ferrants militaires. — *Chambre des députés.* — Séance du 19 mai 1908. — Proposition de loi de M. François Fournier et de plusieurs de ses collègues, relatives aux maréchaux ferrants militaires. — Ajournement de la première délibération.

Personnel des établissements militaires. — *Chambre des députés.* — Séance du 25 mai 1908. — Dépôt, par le Ministre de la guerre, d'un projet de loi portant ouverture au Ministre de la guerre, sur l'exercice 1908, d'un crédit extraordinaire de 212,900 francs, en vue du paiement d'indemnités extraordinaires de licenciement aux ouvriers des établissements des services de l'artillerie et des poudres et salpêtres licenciés en 1908. — Renvoi à la Commission du budget.

Sociétés de secours mutuels militaires. — *Chambre des députés.* — Séance du

19 mai 1908. — Dépôt, par le Ministre de la guerre, d'un projet de loi adopté par le Sénat, autorisant certaines dérogations à la loi du 1^{er} avril 1898 en faveur des sociétés de secours mutuels constituées dans les armées de terre et de mer. — Renvoi à la Commission de l'armée. (Doc. parl. n° 1719.)

Travail des femmes et des enfants. — *Chambre des députés.* — Séance du 19 mai 1908. — Dépôt, par le Ministre du travail, d'un projet de loi relatif aux travaux interdits aux femmes et aux enfants employés dans les établissements commerciaux. — Renvoi à la Commission du travail. — (Doc. parl. n° 1710).

RENSEIGNEMENTS DIVERS.

Analyse, par département, des renseignements fournis : 1° par les chambres de commerce, les conseils de prud'hommes, les associations patronales, etc.; 2° par les correspondants⁽¹⁾.

Ain. — A Bourg, dans le *bâtiment*, qui compte 70 entrepreneurs et petits industriels occupant ensemble environ 600 ouvriers, le travail s'est maintenu à peu près égal comparativement aux 1^{er} et 4^e trimestres de 1907; on fait 60 heures et un peu plus dans le bâtiment pour un salaire variant entre 30 et 40 centimes l'heure pour les manœuvres, et 50 et 60 centimes pour les ouvriers; il n'y a pas de chômage, la main-d'œuvre faisant plutôt défaut. Dans la culture *maraîchère*, qui compte 140 patrons cultivant pour la plupart eux-mêmes avec l'aide d'un domestique à l'année, et de quelques hommes à la journée, en été, le travail reste régulier, mais pour le 1^{er} trimestre 1908 la situation a été mauvaise par suite de l'abaissement des prix causé par l'abondance des produits à l'entrée de l'hiver; les salaires sont en hausse : 30 à 40 centimes l'heure; le chômage est presque général pendant la mauvaise saison. A Soissons, dans la *peinture*, qui compte 12 patrons occupant 55 ouvriers, le travail a été moins abondant qu'en 1907 à pareille époque: on faisait 60 heures fin mars.

A Oyomax, dans la fabrique de *peignes*, qui compte 170 établissements syndiqués et 3,000 ouvriers, le travail a été moins abondant qu'au trimestre correspondant de 1907, à cause de la crise financière et des variations de la mode; on faisait 55 heures fin mars.

A Villebois, d'après le conseil de prud'hommes, la situation dans les *carrières* laisse toujours à désirer; les tailleurs de pierre inoccupés sont au nombre d'un tiers, et tous les ouvriers sont sujets à des chômages courts, mais répétés; les jeunes ouvriers quittent le pays dans l'espoir de salaires plus rémunérateurs.

Allier. — A Moulins, d'après le conseil de prud'hommes, la situation industrielle n'a pas varié; le chômage reste nul.

D'après un syndicat patronal, le travail dans le *bâtiment*, qui compte 170 établissements syndiqués et 2,000 ouvriers a été équivalent à l'an dernier à pareille époque; on faisait 60 heures fin mars.

A Montluçon, dans la *menuiserie*, qui compte 20 maisons syndiquées occupant seulement 50 ouvriers, le travail a été moins abondant que l'an dernier au 1^{er} trimestre; on fait 60 heures par semaine, et il y a une augmentation de salaire dans quelques maisons. Dans la *chaudronnerie*, *plomberie*, *fumisterie*, etc., la situation n'a pas varié depuis le dernier trimestre 1907. A Pourçain-sur-Sioule, dans l'*horlogerie-bijouterie*, même constatation.

⁽¹⁾ Sauf indications contraires, les renseignements se rapportent au 1^{er} trimestre 1908 et émanent des syndicats patronaux.

Aube. — A Narbonne, d'après le conseil de prud'hommes, le chômage était de 50 p. 100 chez les tonneliers et de 20 p. 100 en moyenne dans les autres corporations. Le mouvement dans les transactions commerciales prévu au dernier trimestre s'est bien effectué; il s'expédie journellement des quantités de vin, et les achats s'en ressentent, mais le retard est tel que l'on prévoit plusieurs années avant la reprise normale et régulière du travail.

D'après un syndicat patronal, dans la *tonnellerie*, qui compte 35 maisons syndiquées et 270 ouvriers, l'activité du travail n'a pas varié. On faisait 50 heures par semaine fin mars.

Bouches-du-Rhône. — A Marseille, dans la *bijouterie*, dont les 38 ouvriers syndiqués occupent 350 ouvriers, l'activité du travail a été sensiblement pareille à celle de l'an dernier à pareille époque; les salaires se maintiennent : 4 à 8 francs, selon la catégorie; l'ouvrier sertisseur gagne de 10 à 15 francs par jour; on fait de 50 à 60 heures par semaine. Dans la parfumerie il n'y a pas eu de changement.

A Aix, dans le *bâtiment*, dont les 50 entreprises syndiquées occupent 350 ouvriers, le travail a été moins abondant que l'an dernier à pareille époque; on faisait 60 heures fin mars. D'après le conseil de prud'hommes, les établissements ont maintenu leurs effectifs à peu près au même chiffre que pendant le trimestre correspondant de 1907; les salaires ont diminué en raison de la période d'hiver.

Cantal. — A Aurillac, d'après le conseil de prud'hommes, le travail est abondant : on ne compte pas de chômeurs dans le bâtiment ni dans les galochiers et sabotiers et fabricants de parapluies; dans les industries du bois la journée qui était de 12 heures a été ramencée à 10 heures; dans le bâtiment, le prix de la journée a été augmenté de 15 p. 100.

Doubs. — A Besançon, dans le *bâtiment*, le travail a été plus abondant qu'en 1907 à pareille époque, et il y a eu augmentation de la durée du travail comparativement au dernier trimestre 1907, mais seulement pour le mois de mars; on fait de 54 à 60 heures par semaine; les salaires varient entre 50 et 65 centimes l'heure suivant la catégorie. Chez les *mouleurs en boîtes d'or*, qui comptent 2 patrons et 230 ouvriers, le travail a été moins abondant qu'en 1907 à pareille époque; fin mars, on ne faisait plus que 8 heures par jour au lieu de 10 au précédent trimestre. Chez les *pierristes*, qui comptent 20 établissements et 100 ouvriers, le travail a été moins abondant et il y aurait forte crise; on faisait environ 30 heures par semaine.

D'après le conseil de prud'hommes de Montbéliard et d'Andincourt, la situation industrielle n'a pas varié comparativement aux 1^{er} et 4^{er} trimestre de 1907.

D'après des syndicats patronaux, à Montbéliard, dans la *petite horlogerie*, le chômage serait estimé à 50 p. 100. Dans le *textile*, qui compte 26 établissements syndiqués et 5,000 ouvriers et ouvrières; le travail a été moins abondant qu'en 1907 à pareille époque; au cours du 1^{er} trimestre 1908 le manque de commandes a entraîné un chômage de un et deux jours par semaine dans certains établissements de filature de Juncel.

Finistère. — A Morlaix, d'après le conseil de prud'hommes, la situation générale des industries n'a pas subi de variation comparativement aux 1^{er} et 4^{er} trimestres 1907; dans l'*entreprise* le travail est plus satisfaisant; dans l'*imprimerie* on faisait des heures supplémentaires.

D'après des syndicats patronaux, à Camaret-sur-Mer, la *pêche* a fait défaut et les établissements étaient fermés. A Douarnenez, chez les fabricants de *conserves*, qui comptent 17 maisons syndiqués et 35 usines occupant 2,500 ouvriers et ouvrières, le travail est nul, la sardine faisant défaut; on a enregistré plusieurs faillites.

Ille-et-Vilaine. — A Rennes, d'après le conseil de prud'hommes, dans les *cuirs et peaux*, d'après un syndicat patronal, l'activité tendrait à baisser; il n'y avait toutefois pas de changement comparativement au précédent trimestre.

Isère. — A Grenoble, dans la *construction mécanique et chaudronnerie*, qui comptent 13 établissements syndiqués occupant 1,150 ouvriers, le travail a été moins abondant qu'en 1907 à pareille époque; fin mars, la durée hebdomadaire du travail variait entre 54 et 60 heures, selon les ateliers; les salaires seraient en hausse constante et les ouvriers qua-

liés deviendraient rares faute d'apprentissage. Dans la *charpente*, qui compte 12 maisons syndiquées occupant ensemble 70 ouvriers, le travail a été beaucoup moins abondant; on faisait de 8 à 9 heures fin mars pour un salaire de 50 à 55 centimes l'heure; ces chiffres comprennent une augmentation de 5 centimes l'heure; la main-d'œuvre ferait grandement défaut, l'apprentissage n'existant plus. Dans l'*ameublement*, la situation n'a pas varié. A Bourgoin, dans le *bâtiment*, qui compte 54 entreprises syndiquées et 280 ouvriers, l'activité du travail a été équivalente à celle de l'an dernier à pareille époque; fin mars, la semaine était montée à 60 heures; on compte en moins un établissement qui occupait 6 ouvriers.

A la Tour-du-Pin, d'après le conseil de prud'hommes, le travail de la *soierie* laisse beaucoup à désirer; le chômage dans certaines usines est d'une demi-journée par semaine, et la détériorité de la matière première entraîne une diminution de salaire d'environ 50 centimes par jour. La même remarque s'applique à la *passenterie*. Dans les *tulles*, les commandes se font rares, les salaires ont diminué de 20 p. 100 dans quelques maisons, et l'on prévoit une nouvelle baisse; la moyenne des salaires quotidiens qui était de 6 fr. 50 il y a quelque mois n'est plus que de 4 francs. Dans la *cordannerie*, le travail demeure très actif.

Jura. — A Morez, d'après le conseil de prud'hommes, l'activité du travail est satisfaisante dans le canton : la *lunetterie* et l'*horlogerie* comptent peu de chômage; la main-d'œuvre se compose en grande partie, pour les lunetiers, d'ouvriers faconniers travaillant à domicile, la plupart petits propriétaires cultivateurs; la journée est de 10 heures et les prix de façon pour le finissage de lunettes simple vis a augmenté, à la suite d'une grève, de 25 p. 100, passant de 15 francs le mille à 18 fr. 50.

D'après les syndicats patronaux : à Morez, chez les fabricants d'*horlogerie*, qui compte 29 établissements syndiqués et 1000 ouvriers, on fait 50 heures par semaine et la main-d'œuvre répond aux besoins. A Salins, dans l'industrie *fruitière* et *fromagère*, la situation demeure régulière.

Meurthe-et-Moselle. — A Nancy, d'après le conseil de prud'hommes, le travail est très actif dans le *bâtiment*. Dans l'industrie du *fer*, on constate une diminution assez sensible dans l'activité du travail : plusieurs hauts fourneaux ont arrêté, et dans les fabriques de *limes* la main-d'œuvre a diminué d'environ 10 p. 100. Par contre, la situation de la *serrurerie* s'est beaucoup améliorée depuis le précédent trimestre. La *brasserie* est en pleine activité et l'industrie du *vêtement sur mesure* est en pleine saison, mais seulement depuis fin février, époque où s'est terminé le chômage. Dans les manufactures de *costumes tout faits* le travail est abondant, et il augmentait dans la *chapellerie de paille*. La *chaussure* est moins active que les années précédentes à la même époque; cette industrie deviendrait de plus en plus difficile par suite de la surproduction. Dans le *tissage* la production est inférieure au précédent trimestre.

Dans le *bâtiment* on ne comptait de chômage que chez les *plâtriers* et les *peintres* (5 p. 100). Dans la *charpente-menuiserie* et *tonnellerie* on fait 10, 11 et 11 heures $1\frac{1}{2}$, et les salaires des charpentiers et menuisiers auraient augmenté de 15 à 20 p. 100; dans la *maçonnerie et taille de pierre*, 11 heures à 11 heures $1\frac{1}{2}$, et les salaires auraient augmenté de 10 à 25 p. 100; dans la *plâtrerie*, la journée est de 8 à 10 heures pour un salaire de 0 fr. 50 à 0 fr. 65 l'heure au lieu de 0 fr. 42 à 0 fr. 55; dans la *peinture* les salaires auraient augmenté de 20 p. 100; dans la *serrurerie*, la journée est de 10 heures et les salaires auraient augmenté de 10 p. 100; dans la *chapellerie de paille*, on fait 11 et 12 heures, pour un salaire quotidien de 3 fr. 50 à 8 francs, au lieu de 3 fr. 50 à 6 francs.

Nord. — A Lille, dans la *filature de coton*, le travail a été beaucoup moins abondant, faute de commandes, qu'au trimestre correspondant de 1907; par rapport au trimestre précédent la *réorderie*, dans nombre de filatures, a vu son travail diminuer d'environ un sixième. Dans la *filature de lin*, qui compte 35 établissements syndiqués occupant 20,000 ouvriers et ouvrières, travail également moins abondant, faute d'ordres par suite de la crise américaine; la durée hebdomadaire du travail est tombée à 50 heures. Dans la *teinturerie en toile*, qui compte 10 établissements occupant de 400 à 500 ouvriers, même constatation défavorable en ce qui concerne l'activité du travail par rapport au premier trimestre 1907; comparativement au précédent trimestre, même durée hebdomadaire de travail (66 heures),

mais le nombre des ouvriers a diminué. Les causes en seraient l'attente de la baisse des prix par les acheteurs et l'emploi de plus en plus rare de la toile bleue.

Dans la *fonderie de cuivre*, dont les 18 établissements occupent 700 ouvriers, le travail a été moins abondant que l'an dernier à pareille époque et au-dessous de la moyenne : on ne faisait plus que de 50 à 52 heures fin mars, pour un salaire de 0 fr. 50 à 0 fr. 60 l'heure (mouleurs et noyauteurs).

Chez les fabricants de *moutarde*, travail moins abondant ; on fait 10 heures par jour pour un salaire de 4 francs.

A Roubaix, dans la *serrurerie et poêlerie*, qui compte 54 patrons syndiqués et 300 ouvriers le travail a été moins abondant comparativement à l'an dernier au même trimestre ; on faisait 58 heures fin mars, et les salaires tendraient à hausser.

A Tourcoing, dans les *transports annexes des industries textiles*, le travail a été moins actif que l'an dernier à pareille époque ; comparativement au précédent trimestre il y a eu diminution de la durée du travail et le chômage est évalué à 20 p. 100.

A Armentières, dans l'industrie de la *toile*, qui compte 28 établissements syndiqués et 13,000 ouvriers, le travail a été moins abondant qu'en 1907 au trimestre correspondant et sa durée hebdomadaire, inférieure à celle du trimestre précédent : cette situation serait due à la baisse des matières premières.

A Fourmies, dans le *tissage*, dont les 23 établissements occupent 8,000 ouvriers, le travail a été beaucoup moins abondant qu'au trimestre correspondant de 1907, surtout depuis le commencement de mars, qui a marqué une chute considérable d'alimentation : on fait 10 heures par jour, mais dans nombre de tissages l'ouvrier ne travaille que sur un métier, ce qui réduit le travail de 30 à 40 p. 100.

A Inchy, dans les *tulles unis*, le travail a été moins actif qu'en 1907 à pareille époque, et sa durée a été inférieure à celle du précédent trimestre ; on faisait en moyenne 9 heures par jour fin mars.

A Haubourdin, dans l'*amidonnerie*, dont les 4 établissements occupent 700 ouvriers, la production a subi du ralentissement comparativement à 1907 ; les hommes font 11 heures et les femmes et enfants 10 heures.

A Cambrai, dans l'industrie de la *chicorée*, qui comptent 6 établissements syndiqués et 820 ouvriers, le travail a été sensiblement moins abondant qu'au premier trimestre 1907 ; la durée hebdomadaire du travail était descendue à 50 heures fin mars.

A Halluin, d'après le conseil de prud'hommes, la baisse des matières premières entraînait du chômage pour 800 à 1,000 ouvriers ; les salaires varient entre 1 fr. 50 et 5 francs par jour.

Somme. — *Chambre de commerce d'Amiens* (2^e trimestre 1907). — La fabrication de la *toile* a marqué au début du semestre une certaine activité, mais l'arrêt survenu brusquement dans les expéditions a rejeté sur le marché français un bon nombre de métiers affectés aux commandes d'Amérique ; les tissages restaient encore engagés pour un certain temps, mais ces engagements avaient une tendance à diminuer. Dans le *tissage mécanique du velours de coton*, la vente a été active et il n'est pas resté de stock ; la fabrication n'a pas varié, en dehors de la préférence accordée à certaines spécialités sur d'autres. Les velours imprimés sont de moins en moins en vogue ; par contre, les velours armures sont plus demandés. La coupe mécanique est toujours en avance sur la coupe-main. Dans la *teinture*, les établissements ont comme d'habitude moins chômé qu'au premier semestre, mais leur activité n'a pas été supérieure à celle du premier semestre 1906.

La *filature cotonnière* déjà en reprise en 1907 a enregistré un second semestre excellent, tant au point de vue de l'importance des affaires engagées ou manufacturées que des conditions auxquelles elles ont pu être traitées ; par des contrats à longue échéance l'industrie a pu maintenir des prix rémunérateurs sur presque toute l'année 1908 et même un peu sur le début de 1909 ; il ne semble pas que d'ici longtemps la production puisse dépasser ou même atteindre les besoins avant que ne se soient reformés les stocks presque nuls de fils et de tissus, aucune augmentation de broches n'étant signalée en Amérique.

La *bonneterie de laine* a eu une bonne activité et tous les bras et métiers ont été largement utilisés ; mais la douceur de la température a amené un ralentissement dans la production vers le milieu de novembre. Dans la *bonneterie de coton* tous les ouvriers ont été occupés sans chômage ; l'article bon marché circulaire a repris un grand essor.

Les articles dits d'Amiens sont peu demandés, et plusieurs maisons importantes d'export

tation ont dû cesser les affaires, par suite de la crise américaine. Les transactions en tissus de laine ont été aussi actives que pendant la période correspondante de 1908, mais moins avantageuses en raison de la hausse excessive des matières premières. Les *velours d'Utrecht* ont encore baissé; cette industrie compte, entre autres causes d'affaiblissement, la concurrence des étoffes d'ameublement fabriquées à Roubaix.

L'industrie de la *confection* a beaucoup laissé à désirer au début du semestre, à cause de l'humidité, et le travail chez les coupeurs et les ouvriers s'en est ressenti; la confection pour enfants est particulièrement appréciée et semble appelée à un grand développement. L'article *velours*, base de la confection dans la contrée d'Amiens, est toujours demandé, malgré son prix actuellement élevé, ainsi que la veste de travail en *moleskine*, dont la confection emploie beaucoup d'ouvrières. Le nombre de ces dernières augmente chaque année dans l'article chemise de flanelle et tennis, qui se développe de plus en plus, et le chômage est rare. Même remarque favorable pour l'article corsage.

Dans l'industrie *métallurgique*, le 2^e semestre 1907 a été moins bon que le 1^{er} et sensiblement inférieur au 2^e de 1906. La production, dans les *forges*, a été satisfaisante, malgré la diminution des livraisons et le fléchissement des prix de vente. Même remarque dans la fabrication des *fers à cheval* et dans les *fonderies*, qui comptent un établissement de moins. La *construction mécanique* et la *chaudronnerie* ont eu un travail suivi, mais les prix sont très discutés.

Dans la *grande industrie chimique* l'activité du 1^{er} semestre s'est maintenue, notamment pour les acides, chlorures, cristaux de soude; par contre celle des *superphosphates* est en décroissance assez sensible. La *savonnerie* a eu un travail régulier, mais la fin du semestre a été marquée par une certaine perturbation, causée par la baisse des huiles. La *teinturerie* a eu un semestre fort médiocre, sauf vers la fin, où le travail s'est un peu relevé. La fabrication de la levure a été normale; mais le coût des grains ne permet pas d'obtenir des résultats rémunérateurs.

L'industrie du *bâtiment* demeure dans un état de malaise dont on ne saurait prévoir la fin, sa principale cause étant la surproduction dans les années antérieures.

D'après un syndicat patronal, chez les *tailleurs et confectionneurs*, qui comptent 17 patrons syndiqués et 200 ouvriers, il y a reculé dans la production en raison du retard de la saison de Pâques.

D'après le conseil de prud'hommes d'Abbeville, le personnel employé dans l'industrie *textile* était en légère augmentation, en mars. La *sucrerie* a fonctionné normalement pendant la période de fabrication.

D'après le conseil de prud'hommes de Fréville-Escarbotin, l'activité de l'industrie a été normale dans la région, sans chômage, si l'on excepte un chômage de 5 p. 100 dans une *fonderie de cuivre*, qui s'est produit au 4^e trimestre 1906 et n'a pris fin qu'au cours du 1^{er} trimestre 1907. La crise de l'automobile a amené les fonderies à fabriquer d'autres articles.

Tarn. — A Castres, d'après le conseil de prud'hommes, l'activité du travail a été excellente; il n'y a point de chômage et l'on compte un nouvel atelier de *tissage* occupant actuellement environ 50 ouvriers et ouvrières.

Vienne. — A Poitiers, dans l'*imprimerie*, qui compte 18 établissements syndiqués occupant 825 ouvriers, le travail a été abondant comme chaque année au 1^{er} trimestre; on fait 9 heures par jour. Dans la *maréchalerie*, même activité et même rareté de main-d'œuvre, faute d'apprentissage. Dans la *brasserie* le travail reste équivalent; un établissement occupant 2 ouvriers a cessé de produire.

A Châtelleraut, d'après le conseil de prud'hommes, il n'y avait pas de modification par rapport au précédent trimestre, notamment dans le *bâtiment* où le chômage était nul grâce aux réparations, la construction proprement dite étant ralentie par le mauvais temps.

Haute-Vienne. — A Limoges, d'après le conseil de prud'hommes, l'industrie de la *porcelaine* a enregistré 40 p. 100 de chômage complet et 20 p. 100 de chômage partiel sur la base de 6 heures de travail par jour; dans le *bâtiment* 25 p. 100; dans la *chaussure*, de 30 à 40 p. 100; dans la *carrosserie et tannerie*, 20 p. 100; dans l'*alimentation*, 5 à 20 p. 100. Dans l'*imprimerie*, il a été nul.

D'après des syndicats patronaux : dans la *serrurerie*, qui compte 13 établissements et 250 ouvriers, le travail a été moins abondant ; on faisait 54 heures par semaine fin mars. La *cordonnerie* a eu un travail à peu près égal à celui de l'an dernier à la même époque ; on fait 60 heures par semaine et le salaire est de 4 à 5 francs par jour. Dans l'industrie des *galoches* il n'y a pas eu de changement. Même remarque dans la *peinture*, où l'on faisait 54 heures fin mars. Chez les *marchands ferrants*, on fait 60 heures, sans chômage.

A Saint-Junien, dans la *mégisserie*, le travail aurait été de 80 à 90 p. 100 moins actif qu'au trimestre correspondant de 1907. Certaines maisons ne font que de 4 à 6 heures par jour et d'autres ont fermé ; cet état de choses est dû à la crise américaine et à la substitution du gant de tissu au gant de peau.

Vosges. — Dans le canton de Remiremont, d'après le conseil de prudhommes, l'activité du travail est en général satisfaisante, et il y a progrès pour l'industrie *textile*, qui prévoit la construction de nouvelles usines. La main-d'œuvre fait défaut à peu près partout, les salaires étant très bas, et le coût de la vie de plus en plus élevé. Dans le *tissage* la journée courante d'un ouvrier atteint au plus 1 fr. 75.

Yonne. — A Auxerre, d'après le conseil de prud'hommes, l'activité du travail est bien soutenue, sans chômage.

Algérie. — A Alger, dans l'*horticulture*, qui compte 26 établissements syndiqués occupant 90 ouvriers, le travail a été moins abondant qu'en 1907 à pareille époque, et il y a diminution d'une maison qui occupait 15 ouvriers ; on fait 60 heures par semaine, et la main-d'œuvre qualifiée fait défaut, les salaires ne dépassant pas 3 à 4 francs par jour.

A Oran, d'après le conseil de prud'hommes, la situation reste stable et les chômages sont peu fréquents. La construction du nouveau port, de la gare et de nombreuses maisons particulières, procure du travail à toutes les catégories du *bâtiment*.

A Mascara, d'après le conseil de prud'hommes, la situation est stationnaire ; les maçons ont un peu chômé pendant le mauvais temps, mais il y a eu reprise depuis.

Analyse, par département, des renseignements fournis par les syndicats ouvriers.

(Renseignements fournis à la date du 15 mai.)

1. — **Ain.** — A Bourg, 3 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes* ; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *menuisiers*.

A Oyonnax, pas de chômeurs, 60 heures, dans le *bâtiment*.

A Saint-Genis-Pouilly, chômage presque complet chez les *diamantaires du pays de Gex*.

A Serrières-de-Briord, travail moins satisfaisant, 50 heures, chez les *tullistes*.

A Thoiry, pas de chômeurs, chez les *tailleurs de pierres*.

2. — **Aisne.** — A Saint-Quentin, 5 p. 100 de chômeurs, 48 à 60 heures, chez les *typographes* ; pas de changement chez les ouvriers du *piquage de cartons* ; travail peu satisfaisant, 50 heures, chez les *tisseurs* ; 20 p. 100 de chômeurs, 45 heures, chez les *tullistes en guipure* ; travail peu satisfaisant, 60 heures, chez les *menuisiers* ; pas de chômeurs, 66 heures, chez les *maçons* ; pas de chômeurs, 63 heures, chez les *peintres* ; pas de chômeurs, 66 à 70 heures, chez les *employés du commerce et de l'industrie* ; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *employés*.

A Chauny, pas de chômeurs, 72 heures, chez les ouvriers des *produits chimiques*.

A Comblès, pas de chômeurs, 42 heures, chez les *verriers*.

A Folembray, pas de chômeurs, 56 heures, chez les *verriers à bouteilles*.

A Guise, travail peu satisfaisant, 60 heures, chez les *mouleurs*.

A Hirson, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *mouleurs*.

A Vaux-sur-Laon, pas de chômeurs, 72 heures, dans le *bâtiment*.

A Villers-Cotterets, pas de chômeurs, 72 heures, chez les ouvriers du bois.

3. — **Allier.** — A Bourbon-l'Archambault, pas de chômeurs, 60 heures, dans le bâtiment.

A Commentry, travail peu satisfaisant, 66 heures, chez les *métallurgistes*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *maçons et manœuvres*.

A Cerilly, 33 p. 100 de chômeurs, 80 heures, chez les *sabotiers-galochiers*.

A Montluçon, pas de chômeurs, 60 heures, chez les ouvriers en cuirs; pas de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*.

A Moulins, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *peintres et plâtriers*.

A Saint-Aubin-le-Monial, 10 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *scieurs de long*.

A Saint-Yorre, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *sourciers*.

Chez les *travailleurs agricoles*: pas de chômeurs à Besson, Molinet, Neuilly-le-Réal.

Chez les *bûcherons*: pas de chômeurs à Bourbon-l'Archambault; 10 p. 100 à Couleuvres; pas de chômeurs à Franchesse; 50 p. 100 à Isles et Bardais; pas de chômeurs à Lurcy-Lévy; pas de chômeurs à Monbeugny; pas de chômeurs à Neure; 20 p. 100 à Pouzy-Mézangy; 16 p. 100 de chômeurs à Saint-Voir; pas de chômeurs à Vaumas; pas de chômeurs à Ygrande.

Chez les *mineurs*: pas de changement à Deneuille-les-Mines; travail satisfaisant, à Montcombroux; pas de chômeurs, 54 heures, à Montvicq; pas de chômeurs, 54 heures, à Saint-Hilaire.

4. — **Alpes (Basses).** — A Digne, pas de chômeurs, 60 heures, chez les ouvriers du bâtiment.

A Saint-Maime, pas de chômeurs, 57 heures, chez les *mineurs*.

6. — **Alpes-Maritimes.** — A Nice, 6 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les employés pour l'éclairage au gaz et à l'électricité; 10 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *aides-cimentiers*; 12 p. 100 de chômeurs, 48 heures, chez les *ouvriers du port*; pas de chômeurs chez les *infirmiers*.

A Cannes, 11 p. 100 de chômeurs chez les *cuisiniers*; 5 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *vermicelliers*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *maçons*; 20 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *commis et employés*; 60 p. 100 de chômeurs chez les *ouvriers du port*.

A Menton, 71 p. 100 de chômeurs chez les *peintres*.

A Vallauris, 1 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *potiers*; pas de chômeurs, 50 heures, chez les *engobeuses de poterie*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *enfourneurs*.

7. — **Ardèche.** — A Annonay, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *papetiers*; 60 p. 100 de chômeurs, 30 à 40 heures, chez les *mégissiers de rivière*; 40 p. 100 de chômeurs chez les *mégissiers-palissonneurs*; 6 p. 100 de chômeurs, 48 heures, chez les *menniers, charpentiers et ébénistes*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *peintres et plâtriers*.

A Janjar, travail moins abondant chez les *ovalistes*.

A Largentière, pas de chômeurs, 50 heures, chez les *tisseurs*.

A Vals, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *terrassiers et manœuvres* des eaux minérales.

8. — **Ardennes.** — A Fumay, pas de chômeurs, 44 heures, chez les *ouvriers mineurs*; pas de chômeurs chez les *ardoisiers*.

A Haybes-sur-Meuse, pas de chômeurs, 44 à 55 heures, chez les *ardoisiers*.

A Mézières, pas de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*.

A Sedan, pas de chômeurs, 84 heures, chez les *camionneurs*.

A Vrigne-aux-Bois, pas de chômeurs, 72 heures, dans le bâtiment.

Chez les *tisseurs*: 33 p. 100 de chômeurs, 60 heures, à Daigny; pas de chômeurs, 60 heures, à Illy; pas de chômeurs, 54 à 60 heures, à Saint-Menges; pas de chômeurs, 60 heures, à Sedan; 10 p. 100 de chômeurs, 60 heures, à Floing.

Chez les *métallurgistes*: pas de chômeurs, 60 heures, à Bourg-Fidèle; pas de chômeurs, 60 heures, à Braux; pas de chômeurs, 60 heures, à Frommelennes; 3 p. 100 de chômeurs, 60 heures, à Fumay; pas de chômeurs, 50 heures, aux Mazures.

Chez les **mouleurs** : pas de chômeurs, 60 heures, à Hiraumont-en-Rocroy; 6 p. 100 de chômeurs, 50 heures, à Monthermé-Laval-Dieu.

9. — **Ariège**. — A Lavelanet, 6 p. 100 de chômeurs chez les *tisseurs*.

A la Bastide-sur-l'Hers, pas de chômeurs, 60 heures, chez les ouvriers en *peignes*.

10. — **Aube**. — A Troyes, pas de chômeurs, 60 heures, chez les ouvriers de la *filature*; 6 p. 100 de chômeurs, chez les *débardeurs*.

11. — **Aude**. — A Carcassonne, 7 p. 100 de chômeurs, chez les *cuisiniers*; pas de chômeurs, 60 heures, dans l'*habillement*; pas de chômeurs chez les *menuisiers-ébénistes*, pas de chômeurs, 60 heures, dans le *bâtiment*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *comptables et employés de commerce*; pas de chômeurs chez les *gens de maison*; pas de chômeurs, 70 heures, chez les *infirmiers et infirmières*.

A Narbonne, 13 p. 100 de chômeurs, 84 heures, chez les *boulangers*; pas de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*; 12 p. 100 de chômeurs, 60 heures, dans le *bâtiment*.

En ce qui concerne les *ouvriers agricoles, cultivateurs*, etc. : pas de chômeurs à Argeliers; pas de chômeurs à Azille; pas de chômeurs à Bages; 21 p. 100 à Canet; 12 p. 100 à Capendu; 10 p. 100 à Castelnaud-d'Aude; pas de chômeurs à Conigue; pas de chômeurs à Coursau; pas de chômeurs à Cuxac-d'Aude; pas de chômeurs à Fabrezan; 33 p. 100 de chômeurs à Fraisse-les-Corbières; pas de chômeurs à Gruissan; pas de chômeurs à Maillac; pas de chômeurs à Montlaur; pas de chômeurs à Pézens; pas de chômeurs à la Redorte; pas de chômeurs à Roubia; pas de chômeurs à Saint-Frichoux; pas de chômeurs à Saint-Marcel; pas de chômeurs aux Salles-d'Aude; pas de chômeurs à Trausse; 3 p. 100 de chômeurs à Trèbes; pas de chômeurs à Villemoustaussou.

12. — **Aveyron**. — A Millau, 68 p. 100 de chômeurs, 30 à 40 heures, chez les *mégissiers-chamoiseurs*; 46 p. 100 de chômeurs, 30 heures, chez les *palissonneurs-mégissiers*; 75 p. 100 de chômeurs, 30 heures, chez les *palissonneurs en couleur*; 56 p. 100 de chômeurs, 40 heures, chez les *teinturiers en peaux*; 60 p. 100 chômeurs chez les *gantiers*.

A Decazeville, pas de chômeurs, 55 à 60 heures, dans le *bâtiment*.

A Rodez, pas de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*; 82 p. 100 de chômeurs, 25 heures, chez les *tanneurs et corroyeurs*; 8 p. 100 de chômeurs, 72 heures, chez les *menuisiers-ébénistes*.

13. — **Bouches-du-Rhône**. — A Marseille, pas de chômeurs, travail satisfaisant chez les *pêcheurs*; 35 p. 100 de chômeurs chez les *cuisiniers de terre et de mer*; 11 p. 100 de chômeurs chez les *cuisiniers navigateurs du port*; 13 p. 100 de chômeurs, 86 heures, chez les *confiseurs-pâtisseries*; 6 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *bouchers, tripiers et boyaudiers*; 17 p. 100 de chômeurs, 114 heures, chez les *garçons bouchers et charcutiers*; pas de chômeurs chez les *maîtres d'hôtel et garçons navigateurs*, 90 heures, chez les *employés d'hôtel et de restaurant*; pas de chômeurs chez les ouvriers de *raffineries de sucre*. 24 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *savonniers*; 33 p. 100 de chômeurs, 72 heures chez les ouvriers des *huileries*.

Pas de chômeurs, 60 heures, chez les *typographes*.

4 p. 100 de chômeurs chez les *ouvriers en crins*; 6 p. 100 de chômeurs chez les *selliers-bourrelliers*.

19 p. 100 de chômeurs chez les *calfat et perceurs*; 52 p. 100 de chômeurs chez les ouvriers des *enclos de bois*; pas de chômeurs, 54 heures, chez les *démolisseurs de navires*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *carrossiers*.

26 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *mouleurs*; 4 p. 100, 60 heures, chez les *mécaniciens*; 17 p. 100 de chômeurs, 48 heures, chez les *serruriers*.

Pas de chômeurs, 55 heures, chez les *maçons des travaux d'art publics et sous-marins*, 28 p. 100 de chômeurs chez les *carreleurs*; 11 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *briqueurs-fumistes*.

3 p. 100 de chômeurs chez les *comptables professionnels*; 4 p. 100 de chômeurs chez les *employés de commerce*; travail satisfaisant chez les *sténographes de commerce*; chômage complet

chez les *machinistes des théâtres*; 15 p. 100 de chômeurs chez les *chauffeurs-conducteurs mécaniciens-automobilistes*; pas de chômeurs dans l'enseignement privé.

A Aix, pas de chômeurs chez les *boulangers*; 19 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *cochers*.

A Arles, 33 p. 100 de chômeurs chez les *pêcheurs*; 5 p. 100 de chômeurs chez les *boulangers*; pas de chômeurs, 60 heures, dans l'habillement.

A Aubagne, pas de chômeurs, 24 heures, chez les *tonneliers*.

A Berre, travail peu satisfaisant chez les *pêcheurs*.

A la Ciotat, travail satisfaisant chez les *boulangers*.

A Fontvieille, 37 p. 100 de chômeurs, 42 heures, chez les *carriers*.

Aux Martigues, travail passable chez les *pêcheurs*.

Chez les *mineurs* : pas de chômeurs à Valdonne (commune de Bourine); 5 jours par semaine à Fuveau; travail satisfaisant, 48 heures, à Gardanne; pas de chômeurs, 54 heures, à Saint-Savournin; 60 heures, à Trets.

14. — **Calvados.** — A Caen, travail satisfaisant, 54 heures, chez les *typographes*; 2 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *mécaniciens*.

A Lisieux, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *liniers et lainiers*; pas de chômeurs, 72 heures, chez les *couvreurs-zingueurs*.

15. — **Cantal.** — A Aurillac, pas de chômeurs, 60 heures, chez les ouvriers en *parapluies*; 19 p. 100 de chômeurs dans le *bâtiment*.

A Massiac, pas de chômeurs, 66 heures, chez les *mineurs*.

16. — **Charente.** — A Angoulême, 4 p. 100 chômeurs, 60 à 70 heures, dans l'industrie du *livre*. A Cognac, 8 p. 100 de chômeurs chez les *boulangers*; pas de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*; pas de chômeurs, 70 heures, chez les *tailleurs d'habits*; 55 p. 100 de chômeurs, 46 heures, chez les *tonneliers*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *couvreurs*; pas de chômeurs, 84 heures, chez les *tuiliers-céramistes*; 25 p. 100 de chômeurs chez les *ouvriers des quais*; 2 p. 100 de chômeurs, 60 à 72 heures, chez les *employés de commerce*.

17. — **Charente-Inférieure.** — A Rochefort, 16 p. 100 de chômeurs, 96 à 105 heures, chez les *boulangers*; 3 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*; pas de chômeurs chez les *musiciens*.

A Marans, pas de chômeurs chez les *ouvriers des docks*.

A la Rochelle, pas de chômeurs, 63 et 72 heures, chez les ouvriers en *engrais chimiques*; pas de chômeurs, 54 heures, dans l'industrie du *livre*.

A Saint-Séverin, pas de chômeurs chez les *bûcherons*.

18. — **Cher.** — A Bourges, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *métallurgistes*; pas de chômeurs, 66 heures, chez les *tailleurs de pierres*; pas de chômeurs chez les *employés*.

A Chailivoy-Milon, pas de chômeurs, 72 heures, chez les *carriers*.

A Charenton-du-Cher, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *tuiliers*.

A Dun-sur-Auron, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *maçons, aides-maçons et tailleurs de pierres*.

A Foëcy, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *porcelainiers*.

A Graçay, pas de chômeurs dans le *bâtiment*.

A Nérondes, pas de chômeurs chez les *ouvriers agricoles*; pas de chômeurs, 77 heures, dans le *bâtiment*.

A Saint-Amand, 18 p. 100 de chômeurs, 57 heures, chez les *typographes*; travail satisfaisant, 57 heures, chez les *bijoutiers*; 18 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *maçons*.

A Saint-Loup-de-Chaumes, pas de chômeurs chez les *ouvriers agricoles*.

A Sancoins, 4 p. 100 de chômeurs, 55 heures, dans le *bâtiment*.

A Vallenay, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *carriers*.

Chez les *chaufourniers*: travail satisfaisant, 66 heures, à Jouet-sur-l'Aubois; pas de chô-

meurs, 66 heures, à la Guerche-sur-l'Aubois; 18 p. 100 de chômeurs, 66 heures, à Saint-Léger-le-Petit.

En ce qui concerne les *bûcherons*, pas de chômeurs à Apremont; pas de chômeurs à Arpheuilles, à Brécy, à Cervon, à Chambon, à la Chapelle, à la Chapelle-Hugon; 21 p. 100 à Cours-les-Barres; pas de chômeurs à Farges-en-Septaine; 33 p. 100 de chômeurs à Flavigny; pas de chômeurs à Groises; 39 p. 100 à Jouet-sur-l'Aubois; pas de chômeurs à Yvoy-le-Pré, à Jalognes, à Loye, à Meillant, à Morlac, à Mornay-Berry, à Saint-Baudel, à Saint-Benin d'Azy, à Saint-Pierre-les-Étieux; pas de chômeurs à Sancergues; 10 p. 100 à Sancoins; 30 p. 100 à Sarrue; pas de chômeurs à Torteron; pas de chômeurs à Uzay-le-Venon; pas de chômeurs à Vereaux.

19. — **Corrèze.** — A Tulle, pas de chômeurs, 54 et 60 heures chez les *typographes*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *cordonniers sur mesure*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *menuisiers-ébénistes*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *tailleurs de pierres et maçons*;

A Bort, pas de chômeurs, 42 heures, chez les *chapeliers-fouleurs*; 21 p. 100 de chômeurs 20 heures, chez les *chapeliers-approprieurs*.

20. — **Corse.** — A Ajaccio, 5 p. 100 de chômeurs chez les *cordonniers*; pas de chômeurs, 65 heures, chez les *employés de commerce*.

21. — **Côte-d'Or.** — A Dijon, pas de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*, A Beaune, pas de chômeurs, 60 à 72 heures, dans le *bâtiment*.
A Comblanchien, travail satisfaisant, 72 heures, chez les *carriers*.
A Villiers-le-Duc, pas de chômeurs chez les *tâcherons*.
Chez les *bûcherons*, pas de chômeurs à Corcelle-les-Cîteaux et à Saulieu.

22. — **Côtes-du-Nord.** — A Saint-Brieuc, pas de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*; pas de chômeurs, 60 heures, dans le *bâtiment*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *peintres*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *plûtriers*.

A Dinan, pas de chômeurs, 60 à 65 heures, chez les *ouvriers en voitures*.

A Pordic, pas de chômeurs, chez les *pêcheurs*.

23. — **Creuse.** — A Aubusson, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *ouvriers en tapisserie d'art*.

A Lavaveix, pas de chômeurs, 54 et 60 heures, chez les *mineurs*.

24. — **Dordogne.** — A Périgueux, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *carriers*; pas de chômeurs, 84 heures, chez les *boulangers*.

A Allas-Marnac, pas de chômeurs, 66 heures, chez les *ouvriers des mines*.

A Brardville, travail irrégulier chez les *boucheurs à l'émeri*.

A Bergerac, pas de chômeurs, 80 heures, chez les *boulangers*; pas de chômeurs, 72 heures, chez les *employés*.

A Cenac, 62 p. 100 de chômeurs, 66 heures, chez les *meuniers*.

A Lanouaille, pas de chômeurs, 84 heures, chez les *charretiers*.

A Limeyrat, pas de chômeurs, 72 heures, chez les *carriers*.

25. — **Doubs.** — A Besançon, pas de changement chez les *typographes*; 5 p. 100 de chômeurs, 40 et 60 heures, chez les *ouvriers en couronnes et anneaux de montre*; pas de chômeurs, 50 heures, chez les *manœuvres-terrassiers*.

A Badevel, travail passable, 60 heures chez les *horlogers*.

A Lac ou Villers, 4 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *horlogers*.

A Montbéliard, pas de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*.

A Pontarlier, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *ouvriers en métaux*.

26. — **Drôme.** — A Valence, 9 p. 100 de chômeurs chez les *garçons limonadiers d'hôtels et de restaurant*; 6 p. 100 de chômeurs dans l'*alimentation*; pas de chômeurs, 63 heures, chez les *scieurs de bois*; travail satisfaisant, 57 heures, chez les *bijoutiers*;

3 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *peintres et plâtriers*; pas de chômeurs, 78 heures, chez les *employés*.

A Bourg-les-Valence, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *mouleurs*.

A Bourg-de-Péage, pas de changement, chez les *chapeliers-appropriateurs*.

A Saint-Jean-en-Royans, 8 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *ouvriers en soieries*.

A Saint-Remès, 47 p. 100 de chômeurs, 30 heures, chez les *carriers*.

A Sainte-Uze, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *métallurgistes*.

27. — **Eure.** — A Évreux, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *typographes*; 8 p. 100 de chômeurs, 60 heures, à l'association *textile*; 60 heures à l'Union indépendante des *tisseurs*.

28. — **Eure-et-Loir.** — A Chartres, 4 p. 100 de chômeurs, 90 heures, chez les *boulangers*; pas de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *mécaniciens*; 10 p. 100 de chômeurs, 72 heures, dans le *bâtiment*.

A Dreux, 2 p. 100 de chômeurs, 48 à 50 heures, chez les *cordonniers*.

29. — **Finistère.** — A Audierne, chômage complet chez les *ferblantiers-boitiers*.

A Brest, 4 p. 100 de chômeurs, 66 heures, chez les *garçons de magasins*; travail satisfaisant chez les *musiciens*.

A Concarneau, travail plus abondant chez les *pêcheurs*.

A Douarnenez, 17 p. 100 de chômeurs chez les *marins pêcheurs* de la baie de Douarnenez; travail plus abondant chez les *marins pêcheurs* du quartier de Douarnenez; 78 p. 100 de chômeurs, 18 heures, chez les *soudeurs-boitiers*.

A Relecq-Kerhuon, travail peu satisfaisant chez les *marins pêcheurs*.

A Guilvinec, pas de chômeurs, travail plus abondant, chez les *pêcheurs*; pas de changement chez les *ferblantiers-boitiers*.

30. — **Gard.** — A Alais, 19 p. 100 de chômeurs chez les *employés-limonadiers et restaurateurs*; 30 p. 100 de chômeurs chez les *cordonniers*.

A Aramon, pas de chômeurs, 66 heures, chez les *vanniers*.

A Beaucaire, travail plus abondant chez les *agriculteurs*.

A Bessèges, pas de chômeurs, 39 heures, chez les *verriers à ritre*.

A Lasalle, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *filateurs de soie*.

A Nîmes, pas de chômeurs, 54 heures, chez les *typo-lithographes*.

A Quissac, pas de changement chez les *ouvriers agricoles*.

A Sauve, pas de chômeurs, 60 heures, dans la *bonneterie*.

Chez les *mineurs*, pas de chômeurs, 60 heures, à Montardier; pas de chômeurs à Trescol.

31. — **Garonne (Haute-).** — A Toulouse, pas de chômeurs chez les *mouleurs de galoches*; pas de chômeurs, 54 heures, chez les *coupeurs-chemisiers*; pas de chômeurs, 54 heures, chez les *malletiers et layetiers*; 12 p. 100 de chômeurs, 96 heures, chez les *coiffeurs*.

32. — **Gers.** — A Lectoure, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *maçons et charpentiers*.

33. — **Gironde.** — A Bordeaux, 21 p. 100 de chômeurs, 91 heures, chez les *cuisiniers*; 5 p. 100 de chômeurs chez les *pâtisseries-glacières*.

1 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *typographes*; 6 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *imprimeurs, typographes*; 6 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *dessinateurs-chromistes*.

Pas de chômeurs, 60 heures, chez les *ébénistes*; 23 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *tapissiers-décorateurs*; 50 p. 100 de chômeurs, 42 heures, chez les *layetiers*; travail passable chez les *brossiers*.

5 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *mouleurs*; 2 p. 100 de chômeurs, 66 heures chez les *maréchaux ferrants*.

Pas de chômeurs, 60 heures, chez les *tailleurs de pierre et maçons*; pas de chômeurs, 63 heures, chez les *peintres*;

Pas de chômeurs, 54 heures, chez les *verriers en verre blanc*.

Pas de chômeurs, 84 heures, chez les *déménageurs* et *emballeurs*; 3 p. 100 de chômeurs, 118 heures, chez les *garçons-cochers*.

80 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *arrimeurs du port*; 6 p. 100 chez les *arrimeurs de bois merrains*; 35 p. 100 de chômeurs, 90 heures, chez les *employés de l'épicerie et droguerie*; 2 p. 100 de chômeurs chez les *préparateurs en pharmacie*; 3 p. 100 de chômeurs chez les *gens de maison*.

A Camarsac, pas de chômeurs, 60 à 66 heures, chez les *carriers*.

A Daignac, travail médiocre, 60 heures, chez les *carriers*.

A Libourne, 14 p. 100 de chômeurs, 80 à 90 heures, chez les *boulangers*; travail satisfaisant dans le *personnel du ga*; pas de chômeurs chez les *employés*.

Pas de chômeurs, 60 heures, chez les ouvriers des *scieries mécaniques* de Podensac et chez ceux de Preignac.

Chez les *tonneliers*: 52 p. 100, 66 heures, à Ambarès; 11 p. 100 de chômeurs, 72 heures, à Barsac (50 p. 100, 78 heures, chez les *tonneliers indépendants*); pas de chômeurs, à Cazats (riveurs de cercles); 5 p. 100 à Langon; pas de chômeurs à Paillet; 20 p. 100 de chômeurs, 72 heures, à Vayres, pas de chômeurs à Saint-Pardon.

34. — **Hérault.** — A Montpellier, 7 p. 100 de chômeurs chez les *cordonniers*; 4 p. 100 de chômeurs, 54 heures, dans l'*habillement*.

A Adge, 40 p. 100 de chômeurs, 48 heures, chez les *tonneliers*; 50 p. 100 de chômeurs, 42 heures, chez les *tailleurs de pierres*; 50 p. 100 de chômeurs, 42 heures, chez les *peintres en bâtiment*; 80 p. 100 de chômeurs chez les *ouvriers du port*.

A Bédarieux, 13 p. 100 de chômeurs chez les *carriers*; 13 p. 100 de chômeurs chez les *charretiers, maçons, plâtriers, tailleurs de pierres*.

A Béziers, travail plus abondant chez les *tailleurs*.

A Bouzigues, 33 p. 100 de chômeurs chez les *pêcheurs*.

A Ganges, 2 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *bonnetiers et gantiers*.

A Graissessac, travail satisfaisant, 59 heures, chez les *mineurs*.

A Marsillargues, 16 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *tailleurs de pierres et maçons*.

A Mèze, 15 p. 100 de chômeurs, 77 heures, chez les *charretiers*.

A Pézenas, 4 p. 100 de chômeurs, 72 heures, chez les *employés de commerce*.

En ce qui concerne les *travailleurs de la terre*, ouvriers *agriculteurs, cultivateurs, vigneron*s, etc.; 20 p. 100 de chômeurs à Agde; 33 p. 100 de chômeurs à Capestang; 80 p. 100 à Cazouls-les-Béziers; travail satisfaisant à Fabrègues; 40 p. 100 de chômeurs à Mauguio; 38 p. 100 à Mèze; pas de chômeurs à Olonzac; 7 p. 100 de chômeurs à Oupia; 8 p. 100 à Pézenas; 18 p. 100 à Sérignan; 40 p. 100 à Villeneuve-les-Béziers.

35. — **Ille-et-Vilaine.** — A Rennes, pas de chômeurs, 51 heures, chez les *écrivains graveurs, dessinateurs, lithographes*; 25 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *métallurgistes*; 14 p. 100 de chômeurs chez les *cochers*.

A Fougères, 10 p. 100 de chômeurs, 30 à 40 heures, chez les ouvriers de la *chaussure*; pas de chômeurs, 66 heures, chez les *maçons*.

37. — **Indre-et-Loire.** — A Tours, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *coupeurs et brocheurs en chaussures*.

A Amboise, 50 p. 100 de chômeurs, 48 heures, chez les *ouvriers en cuirs*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *mouleurs*.

A Châteaurenault, pas de chômeurs, 66 heures, chez les ouvriers du *bâtiment*.

A Saint-Cyr-sur-Loire, pas de chômeurs, 60 heures, chez les ouvriers en *produits chimiques*.

38. — **Isère.** — A Grenoble, pas de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*; 28 p. 100 de chômeurs chez les *mégissiers*; pas de chômeurs, 54 à 60 heures, chez les *menuisiers-chénistes*.

Aux Abrets, 33 p. 100 de chômeurs, 57 heures, chez les ouvriers du *tissage mécanique*.

Aux Avenières, pas de chômeurs, 55 heures, chez les *cordonniers*.

A Bouvesse-Quirieu, pas de chômeurs chez les *carriers-chaufourniers*.

A Bourgoin, 8 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *manœuvres journaliers*.
 A Brignoud, 72 heures, chez les *papetiers*.
 A Gières, 5 p. 100 de chômeurs chez les *gantiers*.
 A Izeaux, pas de chômeurs, chez les *cordonniers*.
 A Moirans, 5 p. 100 de chômeurs, 46 heures, chez les *tisseurs*.
 A la Motte d'Aveillans, pas de changement chez les *mineurs*.
 A Parmilieu, pas de chômeurs, chez les *tailleurs de pierres et carriers*.
 A Saint-André-le-Gaz, 22 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *tisseurs*.
 A Saint-Clair-de-la-Tour, pas de chômeurs, 68 heures 1/2, chez les *tullistes*.
 A Saint-Geoire-en-Valdaine, 20 p. 100 de chômeurs, 58 à 60 heures, chez les *tisseurs*.
 A Saint-Laurent-du-Pont, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *cimentiers*; pas de chômeurs, 66 heures, chez les *métallurgistes*.

A Trept, 21 p. 100 de chômeurs, 66 heures, chez les *tailleurs de pierres et carriers*.

A Tullins, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *tisseurs*.

A Vienne, pas de chômeurs, 85 heures, chez les *boulangers*; 8 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *ouvriers en chaussures*, 23 p. 100 de chômeurs, 60 à 65 heures, dans l'*industrie textile*; 10 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *menuisiers et ébénistes*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *ouvriers en voitures*; pas de chômeurs, 60 heures, dans la *métallurgie*; 6 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *mouleurs*; 4 p. 100 de chômeurs, chez les *ouvriers du bâtiment*; 8 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *plâtriers-peintres*.

A Virieu-sur-Bourbe, chômage complet chez les *ouvriers en soieries*.

39. — Jura. — A Dôle, pas de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *tanneurs-corroyeurs*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *mouleurs*.

A Cinquétrail, pas de chômeurs, 57 heures, chez les *ouvriers en tuyaux de pipes*.

A Fraisans, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *métallurgistes*.

A Lavaus-Saint-Claude, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *tourneurs*.

A Oir, pas de chômeurs chez les *bûcherons*.

40. — Landes. — A Mont-de-Marsan, travail satisfaisant chez les *typographes*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *charpentiers*.

A Dax, pas de chômeurs, 66 heures, chez les *employés de commerce*.

A Soustons, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *bouchoaniers*.

Chez les *résiniers*, pas de chômeurs à Castets-des-Landes; pas de chômeurs à Escourse, à Gourbera, à Herm, à Lespéron, à Linxe, à Mézos; pas de chômeurs à Mimizan; pas de chômeurs à Moliets et Ma; pas de chômeurs à Onesse-Laharie, à Rion; 19 p. 100 à Sainte-Eulalie-en-Born; pas de chômeurs à Saint-Paul-Jès-Dax, à Saint-Vincent-de-Paul; pas de chômeurs à Soustons, à Talier.

41. — Loir-et-Cher. — A Blois, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *typographes*; pas de chômeurs chez les *menuisiers-ébénistes*; 8 p. 100 de chômeurs, chez les *coiffeurs*.

A Romorantin, pas de chômeurs chez les *ouvriers du drap*; pas de chômeurs, 66 heures, chez les *mécaniciens*; travail satisfaisant, 66 heures, chez les *ouvriers du bâtiment* de l'usine Normant; pas de chômeurs dans le *bâtiment*.

42. — Loire. — A Saint-Étienne, pas de chômeurs chez les *marailleurs*; pas de chômeurs, chez les *mineurs*; 10 p. 100 de chômeurs, 60 heures, à la compagnie du gaz; 63 p. 100 de chômeurs chez les *tisseurs stéphanois*; travail peu satisfaisant, 60 heures, chez les *tisseurs* de Beaubrun; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *ouvriers en voitures*; 4 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *mécaniciens-électriciens*; 14 p. 100 de chômeurs chez les *employés de la fabrique de rubans*; pas de chômeurs chez les *voyageurs et représentants de commerce*.

A Roanne, 3 p. 100 de chômeurs, 80 heures, chez les *boulangers*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *typographes*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *imprimeurs graveurs-lithographes*; 2 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *ouvriers des cuirs et peaux*; 1 p. 100 de chômeurs, 54 heures, dans l'*industrie textile*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *pareurs*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *gareurs, monteurs de chaînes, jacquardiers*; pas de chô-

meurs, 60 heures, chez les *apprêteurs*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *charpentiers*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *menuisiers*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les ouvriers en *voitures*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *sabotiers-galochiers*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *mouleurs*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *maçons*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *tailleurs de pierres*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *couvreurs*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *tourneurs en poterie*.

A Bussières, chômage complet chez les *tisseurs*.

Au Cergne, 10 p. 100 de chômeurs chez les *tisseurs*.

A Charlieu, chez les ouvriers en *soierie*, 10 p. 100 de chômeurs, pour les *tisseurs à la mécanique*, 35 p. 100 de chômeurs chez les *tisseurs à bras*.

A Chazelles-sous-Lyon, 1 p. 100 de chômeurs chez les ouvriers en *chapellerie*; pas de changement chez les *chapeliors fouteurs*.

A Firminy, 20 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *maçons*.

A Montbrison, pas de chômeurs, 72 heures dans la *meunerie*.

A la Ricamarie, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *mineurs*.

A Rive-de-Gier, pas de chômeurs, 54 heures, chez les *verriers*.

A Sail-sous-Couzan, pas de chômeurs, 60 heures, chez les ouvriers des *eaux minérales*.

A Saint-Genest-l'Herpt, 15 p. 100 de chômeurs, chez les *rubaniers*.

A Saint-Jean-de-Bonnefonds, 60 p. 100 de chômeurs chez les *passementiers*.

A la Talaudière, pas de chômeurs chez les *mineurs*.

A Villars, travail satisfaisant chez les *mineurs*.

43. — Haute-Loire. — Au Puy, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *typographes*; 14 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *plâtriers-peintres*.

A Yssingaux, travail satisfaisant, 60 heures, chez les *menuisiers*.

44. — Loire-Inférieure. — A Nantes, 24 p. 100 de chômeurs, 72 heures, chez les *boulangers*; 48 p. 100 de chômeurs chez les *cuisiniers et pâtisseries*; 51 p. 100 de chômeurs chez les *charpentiers de navires*; travail moins abondant, 2 p. 100 de chômeurs, chez les *dessinateurs*; travail peu satisfaisant chez les *musiciens*; 34 p. 100 de chômeurs chez les *vendeurs de journaux*.

A Châteaubriand, 6 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*.

A Saint-Nazaire, travail assez satisfaisant, 63 heures à la mer, et 52 heures dans le port, chez les *mécaniciens-navigateurs*.

45. — Loiret. — A Orléans, 24 p. 100 de chômeurs, 91 heures, chez les *boulangers*; 14 p. 100 de chômeurs, 66 heures, chez les *charpentiers*; 2 p. 100 de chômeurs chez les *employés de commerce et d'industrie*.

A Montargis, travail satisfaisant, 60 heures, chez les *jardiniers*.

Chez les *bûcherons*, pas de chômeurs, à Autry-le-Châtel; pas de chômeurs à Batilly, à Champoulet à Chevilly; pas de chômeurs, à Dammarie-en-Puisaye; travail passable à Faverelles; 2 p. 100 de chômeurs à Ouzouer-sur-Trézé; pas de chômeurs à Sully-sur-Loire, à Saint-Brissson.

46. — Lot. — A Cahors, 17 p. 100 de chômeurs chez les *charpentiers*.

47. — Lot-et-Garonne. — A Casteljaloux, travail satisfaisant, 60 heures, chez les *charpentiers*.

A Couthures, travail satisfaisant chez les *travailleurs de la terre*.

A Funel, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *métallurgistes*.

A Marmande, pas de chômeurs chez les *tonneliers*.

49. — Maine-et-Loire. — A Angers, travail satisfaisant, 60 heures, chez les *mouleurs*; 50 p. 100 de chômeurs, chez les *manœuvres-tervassiers*.

A Cholet, 18 p. 100 de chômeurs, 48 heures, chez les *blanchisseurs et apprêteurs*; pas de chômeurs chez les *menuisiers*; pas de chômeurs, 66 heures, chez les *maçons et tailleurs de pierres*.

A Saumur, pas de chômeurs, 66 heures, chez les *plâtriers*.

Chez les *tisserands* : 6 p. 100 de chômeurs à Andrezé; 20 p. 100 de chômeurs à Cholet; pas de chômeurs à Geste; chômage complet à Saint-Philbert-en-Mauges; 60 p. 100 de chômeurs à la Saguinière; 20 p. 100 de chômeurs à la Tessoualle.

50. — **Manche.** — A Cherbourg, travail satisfaisant chez les *jardiniers*; 1 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*; 2 p. 100 de chômeurs, 66 heures, dans le bâtiment, pas de chômeurs chez les *coiffeurs*.

51. — **Marne.** — A Châlons-sur-Marne, pas de chômeurs, 63 heures, chez les *imprimeurs en papiers peints*; pas de chômeurs, 90 heures, chez les *coiffeurs*.

A Reims, travail satisfaisant, 70 heures, chez les *employés de la Compagnie du gaz*; 3 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *lithographes*, *papetiers*, *relicieurs*; 36 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *tricurs de laine*; pas de chômeurs, 66 heures, chez les *menuisiers et ébénistes*; pas de chômeurs, 70 heures chez les *maçons*; pas de chômeurs, 69 heures, chez les *peintres*; pas de chômeurs chez les *cochers*.

A Ay, travail peu satisfaisant, 60 heures, chez les *vignerons*.

A Courlandon, travail satisfaisant, 72 à 84 heures, chez les *papetiers*.

A Cumières, pas de chômeurs chez les *pilotes de la Marne*.

A Épernay, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *cavistes-tonneliers*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *bouhonnières*.

A Magneux, 12 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les ouvriers en *pelletterie*.

52. — **Marne (Haute-).** — A Chaumont, pas de chômeurs, 33 heures chez les *mégissiers de rivière et manœuvres*; travail assez satisfaisant, 40 à 48 heures, chez les *mégissiers-palissonneurs*.

A Arc-en-Barrois, pas de chômeurs, travail satisfaisant chez les *bûcherons*.

A Bussières-les-Belmont, pas de chômeurs chez les *vanniers*.

A Fayl-Billot, pas de chômeurs, 78 heures, chez les *vanniers*.

53. — **Mayenne.** — A Laval, pas de chômeurs, travail satisfaisant, chez les *typographes*; 30 p. 100 de chômeurs dans l'*industrie cotonnière*.

54. — **Meurthe-et-Moselle.** — A Nancy, pas de chômeurs, 54 heures, chez les *ouvriers du livre*; pas de chômeurs, 54 heures, chez les *papetiers relieurs*; pas de chômeurs, 65 à 70 heures, chez les *tailleurs d'habits*; pas de chômeurs, 60 à 70 heures, chez les *ouvriers du bâtiment*; pas de chômeurs, 78 à 80 heures, chez les *garçons de magasin livreurs*; pas de chômeurs chez les *musiciens*.

A Lunéville, pas de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*.

A Homécourt, 60 heures chez les *mineurs*.

55. — **Meuse.** — A Bar-le-Duc, pas de chômeurs, 54 à 66 heures, chez les *typographes*.

A Commercy, 72 heures chez les *tailleurs de pierre*.

A Lérouville, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *carriers*.

56. — **Morbihan.** — A Vannes, travail satisfaisant, 60 heures, chez les *typographes*; 5 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *menuisiers*; pas de chômeurs chez les *scieurs mécaniques*.

A Auray, pas de chômeurs, 60 heures, chez les ouvriers en *chaussures*.

Au Bono, 4 p. 100 de chômeurs chez les *pêcheurs*.

A Lorient, 24 p. 100 de chômeurs chez les *boulangers*; 6 p. 100 de chômeurs, 60 heures, dans le bâtiment.

Au Palais, travail médiocre chez les *inscrits maritimes*.

A Plouhinec, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *maçons*.

A Pontivy, pas de chômeurs, 66 heures, chez les *tailleurs de pierres*.

A Port-Louis, travail peu satisfaisant chez les *pêcheurs*.

A Rochefort-en-Terre, 50 p. 100 de chômeurs, 69 heures, chez les *ardoisiers*.

A Sauzon, 60 p. 100 de chômeurs, 30 heures, chez les *ferblantiers-boîtiers*.

57. — Nièvre. — A Nevers, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *sabotiers-galochiers*.
A Cercy-la-Tour, 5 p. 100 de chômeurs, 60 heures, dans le *bâtiment*.

A Clamecy, pas de chômeurs chez les *ouvriers du port*.

A Corbigny, pas de chômeurs, 72 heures, chez les *carriers*.

A Cosne, travail satisfaisant, 66 heures, dans le *bâtiment*.

A Cossaye, pas de chômeurs, 60 heures, dans le *bâtiment*.

A Guérigny, pas de chômeurs, 48 heures, chez les *ouvriers des forges*.

A Imphy, 5 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *métallurgistes*.

A Moulins-Engilbert, pas de chômeurs dans le *bâtiment*.

A Saint-Amand, pas de chômeurs chez les *potiers*.

A Sainte-Hélène, pas de changement. 60 heures, chez les *ouvriers en limes*.

A Saint-Léger-des-Vignes, travail médiocre, 48 heures, chez les *verriers*.

A Saint-Pierre-le-Moutier, pas de changement dans le *bâtiment*.

En ce qui concerne les *bûcherons*: pas de chômeurs à Annay, 19 p. 100 à Arquian; pas de chômeurs à Azy-le-Vif; pas de chômeurs à Billy-sur-Oisy; pas de chômeurs à Bitry; pas de chômeurs à la Celle-sur-Nièvre; travail peu satisfaisant à Cessy-le-Bois; pas de chômeurs à Cery-la-Tour; pas de chômeurs à Champlémy, à Champvert; pas de chômeurs à la Chapelle-Saint-André, pas de chômeurs à Chitry-les-Mines, à Tolméry, pas de chômeurs à Cossaye; pas de chômeurs à Donzy; pas de chômeurs à Entrains; pas de chômeurs à Fours; pas de chômeurs à Guipy; 5 p. 100 de chômeurs à Limon; pas de chômeurs à Magny-Cours; pas de chômeurs à Menestreau; 90 p. 100 de chômeurs à Montambert; pas de chômeurs à Montaron; pas de chômeurs à Montigny-aux-Amognes; pas de chômeurs à Pazy; pas de chômeurs à Perray; pas de chômeurs à Prémery; pas de chômeurs à Perroché; pas de chômeurs à Saint-Amand; pas de chômeurs à Saint-Hilaire-Fontaine; pas de chômeurs à Saint-Léger-des-Vignes; pas de chômeurs à Sardylles-Epiry; pas de chômeurs à Sichamps; pas de chômeurs à Verneuil.

58. — Nord. — A Lille, pas de chômeurs chez les *garçons limonadiers-restaurateurs*; 2 p. 100 de chômeurs, 57 heures, chez les *typographes*; 5 p. 100 de chômeurs, 50 heures, chez les *lithographes*; pas de chômeurs, 57 heures et demie, dans l'*industrie du livre*; 50 à 60 heures, travail peu satisfaisant, à la corporation de Saint-Nicolas (*industrie du fil*), travail satisfaisant, 60 heures, chez les *métallurgistes*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *métallurgistes* de la corporation de Saint-Éloi; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *fondeurs*; 64 p. 100 de chômeurs, 50 heures, chez les *ouvriers en pierres blanches*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *faïenciers*.

A Armentières, pas de chômeurs, 50 à 60 heures, dans l'*industrie textile*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *charpentiers et menuisiers*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *métallurgistes*.

A Bellignies, 5 p. 100 de chômeurs, 40 à 50 heures, chez les *marbriers*.

A Bondues, travail satisfaisant, 54 heures, chez les *lingères*;

A Cambrai, 17 p. 100 de chômeurs chez les *couvreurs*.

A Caudry, 1 p. 100 de chômeurs, 30 à 50 heures, chez les *tullistes*.

A Comines, 25 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *rubaniers*.

A Cousolre, pas de chômeurs, 45 heures, chez les *marbriers à la pendule*.

A Douai, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *typographes*; pas de chômeurs chez les *métallurgistes*; pas de chômeurs, 66 heures, chez les *peintres*.

A Dunkerque, 14 p. 100 de chômeurs chez les *ouvriers tordeurs d'huiles*; pas de changement chez les *charpentiers-menuisiers*; 23 p. 100 de chômeurs chez les *tonneliers*; 63 heures dans le *bâtiment*; pas de chômeurs, 66 heures, chez les *peintres*.

A Fellerie, pas de chômeurs chez les *tourneurs sur bois*.

A Ferrière-la-Grande, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *mouleurs*.

A Gommegnies, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *sciurs*.

A Gussignies, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *marbriers à la cheminée*.

A Halluin, 30 p. 100 de chômeurs, 50 à 54 heures, dans l'*industrie textile*; 3 p. 100 de chômeurs, 52 à 58 heures, chez les *travailleurs du bois*.

A Jeumont, pas de chômeurs, 66 heures chez les *carriers*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *mécaniciens*; pas de chômeurs chez les *marbriers*.

A Laon, chômage général chez les *ouvriers des machines à battre le grain*.

A Marpent, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *mécaniciens*.

A Maubeuge, 19 p. 100 de chômeurs, 40 à 60 heures, chez les *métallurgistes*.

A Onnaing, pas de chômeurs, 60 heures, dans la *métallurgie*.

Au Quesnoy, pas de chômeurs, 76 heures, chez les ouvriers en *chaussures*.

A Roubaix, 11.5 p. 100 de chômeurs, 60 heures, travail très mauvais dans l'*industrie textile*; 1.2 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *ouvrières de l'industrie textile*; 2 p. 100 de chômeurs, 40 heures, chez les *ourdisseurs*; 2 à 3 p. 100 de chômeurs, 58 à 63 heures, chez les *charpentiers et menuisiers*; 17 p. 100 de chômeurs, 56 heures, dans la *métallurgie*; pas de chômeurs, 60 heures chez les *métallurgistes indépendants*; 23 p. 100 de chômeurs, 50 heures, chez les *mouleurs*, 17 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *paveurs et piqueurs de grès*; travail moins abondant, 60 heures, dans l'industrie des ouvriers en *pierres blanches*; 60 heures chez les *peintres*; pas de chômeurs chez les *coiffeurs*.

A Sous-le-Bois, 5 p. 100 de chômeurs, 55 à 60 heures dans la *métallurgie*.

A Tourcoing, 11 p. 100 de chômeurs, 50 à 60 heures, dans l'*industrie textile*; 30 p. 100 de chômeurs, 40 heures, dans l'industrie du *tissu* (Union des travailleurs); 61 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *trieurs de laine*; 8 p. 100 de chômeurs chez les ouvriers des *tapis en grosse moquette*; 50 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *terrasiers*, pas de chômeurs, 66 heures, chez les *plafonneurs*; 6 p. 100 de chômeurs, 48 heures, chez les *ferblantiers-couvreurs-zingueurs*.

A Valenciennes, pas de chômeurs, 72 heures, chez les *boulangers*; pas de chômeurs, 57 heures, chez les *typographes*.

Chez les *tisseurs*: 75 p. 100 de chômeurs à Avesnes-les-Aubert; 21 p. 100 de chômeurs, à Bévillers; 30 à 40 p. 100 de chômeurs à Bondues; 77 p. 100 de chômeurs, 60 heures, à Boussières; 10 p. 100 de chômeurs, 48 heures, à Fourmies; 1 p. 100 à la Gorgue; 20 p. 100 de chômeurs à Haspres; 1 p. 100 de chômeurs, 49 et 50 heures, à Houplines; 50 heures à Nieppe; 52 p. 100 de chômeurs, 40 heures, à Quiévy; 35 p. 100 à Roncq; 8 p. 100 de chômeurs à Saint-Hilaire-lès-Cambrai; travail moins abondant à Saulzoir.

59. — Oise. — A Beauvais, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *typographes*.

A Bethizy-Saint-Pierre, 10 p. 100 de chômeurs chez les *broisseurs*.

A Compiègne, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *typographes*.

A Creil, pas de chômeurs chez les *comptables et employés*.

A Cuise-la-Motte, travail peu satisfaisant, 60 heures, chez les *joyelliers*.

A Feuquières, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *verriers*.

A Hermes, pas de chômeurs, 63 heures, chez les ouvriers des *scieries mécaniques*.

A Margny-les-Compiègne, 11 p. 100 de chômeurs, 66 heures, dans le *bâtiment*.

A Méru, pas de chômeurs, 60 à 72 heures, dans l'*industrie du livre*.

A Mouy, pas de chômeurs, 55 heures, chez les *coupeurs, brocheurs, couseurs de chaussures*.

A Senlis, travail satisfaisant, 54 heures, chez les *typographes*.

A Saint-Crépin-Houvillers, 8 p. 100 de chômeurs chez les *tabletters*.

60. — Orne. — A Flers, pas de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*; 1.7 p. 100 de chômeurs, 40 heures, dans l'*industrie cotonnière*; travail normal, 63 heures, chez les *mouleurs*, pas de chômeurs, 60 heures, dans le *bâtiment*.

A la Chapelle-Montligeon, pas de chômeurs chez les *typographes*.

61. — Pas-de-Calais. — A Arras, travail satisfaisant, 70 heures, chez les *boulangers*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *typographes*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *zingueurs-plombiers*.

A Arques, pas de chômeurs, 60 heures chez les *filasiers*; 3 p. 100 de chômeurs, 66 heures, chez les *terrasiers et carriers*; pas de changement chez les *verriers en cristallerie*.

A Boulogne-sur-Mer, travail peu satisfaisant, 30 heures, chez les *cordonniers-tanneurs*.

A Calais, pas de chômeurs, 60 heures, dans le *bâtiment*.

A Lens, pas de chômeurs, chez les *mineurs*.

A Marquise, pas de chômeurs, travail plus abondant, chez les *mécaniciens*.

A Saint-Omer, 31 p. 100 de chômeurs, 24 heures, chez les *lingères*; pas de chômeurs, 60 à 66 heures, chez les ouvriers *pipiers*.

62. — Puy-de-Dôme. — A Clermont-Ferrand, 13 p. 100 de chômeurs chez les *confiseurs pâtisseries*; travail satisfaisant, 112 heures, chez les *garçons de café, limonadiers-restaurateurs*; 2 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*; pas de chômeurs, 54 heures, chez les *lithographes*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *tailleurs de pierres*; 29 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *employés*.

A Thiers, 2 à 3 p. 100 de chômeurs chez les *mouleurs en coutellerie*; pas de chômeurs chez les *employés*.

A Volvic, 60 heures, chez les *carriers et tailleurs de pierre*.

Chez les *mineurs*: pas de chômeurs, 54 heures, à Meissex; 10 p. 100 de chômeurs, 60 heures, à la Roche.

63. — Pyrénées (Basses-). — A Bayonne, pas de chômeurs, 66 heures, chez les *peintres*.

A Biarritz, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *tailleurs de pierre*.

A Pau, 12 p. 100 de chômeurs, 85 heures, chez les *cuisiniers et pâtisseries*; pas de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*.

64. — Pyrénées (Hautes-). — A Tarbes, 1 p. 100 pas de chômeurs, 54 à 60 heures, chez les *mécaniciens*; travail satisfaisant dans l'enseignement privé.

65. — Pyrénées-Orientales. — A Perpignan, 18 p. 100 de chômeurs chez les *boulangers*, 6 p. 100 de chômeurs, 66 heures, chez les *cuisiniers*, pas de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *menuisiers*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *serruriers-mécaniciens*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *maçons plâtriers-cimentiers*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *tailleurs de pierres*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *peintres*; 8 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *ferblantiers-plombiers-zingueurs*; travail moins abondant, 66 heures, chez les *employés*.

A Lamanère, pas de chômeurs, 72 heures, chez les *espadrilliers trépointeurs*.

A Port-Vendres, pas de chômeurs chez les *dockers*.

A Taurinya, 4 p. 100 de chômeurs, 48 heures, chez les *mineurs*.

En ce qui concerne les ouvriers *agricoles et viticoles*: pas de chômeurs à Canet; pas de chômeurs à Corneilla del Vercol; pas de chômeurs à Espéra de l'Agly; pas de chômeurs à Montner; 40 p. 100 de chômeurs à Rivesaltes; travail satisfaisant au Soler; 18 p. 100 de chômeurs à Trouillas.

66. — Belfort (Territoire de). — A Belfort, pas de chômeurs chez les *typographes*; pas de chômeurs, 77 heures, chez les *employés de commerce*.

A Rougemont-le-Château, pas de chômeurs, 60 heures, dans l'*industrie textile*.

67. — Rhône. — A Lyon, 46 p. 100 de chômeurs chez les *garçons limonadiers-restaurateurs*; pas de chômeurs, 45 heures, chez les *bouviers*.

Travail un peu plus abondant chez les *photographes*. — Moins de 1 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*; 6 p. 100 de chômeurs chez les *imprimeurs et conducteurs typographes*; 9 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *lithographes*; 60 heures chez les *relieurs et doreurs*; 2 p. 100 de chômeurs, 52 heures, chez les *papetiers-régisseurs*; 6 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *cartonniers de luxe*.

Pas de changement dans l'*habillement*; 40 p. 100 de chômeurs, 30 à 40 heures, chez les *imprimeurs sur étoffe*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *coupeurs, brocheurs et cambreurs*; 50 p. 100 de chômeurs, 50 heures, chez les ouvriers du tissage mécanique; 60 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *tisseurs*; pas de changement chez les *ouvrières de la soie*; pas de chômeurs chez les *tullistes en dentelles*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *tailleurs d'habits*; 2 p. 100 de chômeurs chez les *coupeurs-chemisiers*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *chapeliers*.

15 p. 100 de chômeurs chez les *menuisiers*; 50 p. 100 de chômeurs chez les *sculpteurs sur bois et mouluriers*; 3 p. 100 de chômeurs chez les *emballeurs*.

11 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *cimentiers*.

3 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les ouvriers en *céramique*.

Pas de changement chez les *comptables*; pas de changement chez les *dames employées de*

commerce; pas de changement chez les employés d'officiers ministériels; situation difficile chez les employés de la soierie; pas de chômeurs chez les sténographes commerciaux; 12 p. 100 de chômeurs chez les infirmiers.

A Bourg-de-Thizy, 20 p. 100 de chômeurs, 50 heures, chez les tisseurs.

A Collonges-aux-Monts-d'Or, pas de chômeurs, 66 heures, chez les horticulteurs.

A Grandris, 2/4 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les tisseurs.

A Grigny, travail peu satisfaisant, 50 heures chez les chapeliers.

A Tarare, 55 p. 100 de chômeurs, 35 à 40 heures chez les tisseurs de plumetis; 5 p. 100 de chômeurs, 57 heures, chez les brodeuses; 5 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les apprêteurs; 5 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les maçons.

A Thizy, 11 p. 100 de chômeurs, 53 heures, chez les tisseurs.

68. — Saône (Haute-). — A Vesoul, pas de changement chez les typographes.

69. — Saône-et-Loire. — Au Creusot, pas de chômeurs, 60 heures, travail satisfaisant chez les métallurgistes.

A Montceau-les-Mines, 1 p. 100 de chômeurs, 50 à 60 heures, travail non satisfaisant chez les mineurs; pas de chômeurs, 60 heures, chez les maçons.

A Nanton, pas de chômeurs, 60 heures, chez les carriers.

70. — Sarthe. — Au Mans, 33 p. 100 de chômeurs, 98 heures, chez les boulangers du Mans et de la Sarthe; pas de chômeurs, 54 heures, chez les typographes; pas de chômeurs, 66 heures, chez les charpentiers; pas de chômeurs, 66 heures, chez les plâtriers; 4 p. 100 de chômeurs chez les coiffeurs.

A Sablé, pas de chômeurs, 65 heures, chez les marbriers.

A Vibraye, pas de chômeurs, 66 heures, chez les ouvriers en manches de parapluie.

71. — Savoie. — A Chambéry, pas de chômeurs, 70 heures, dans l'habillement; pas de chômeurs, 72 à 78 heures, chez les employés de commerce; 6 p. 100 de chômeurs chez les tailleurs de pierre.

A Arvillard, pas de chômeurs, 60 heures, chez les forgerons.

A la Bridoire, pas de chômeurs, 60 heures dans l'ameublement.

Aux Echelles, pas de chômeurs, 60 heures, chez les gainiers.

A Moutiers, pas de chômeurs, 60 heures dans le bâtiment.

A Pont-de-Beauvoisin, travail peu satisfaisant, 60 heures, chez les tisseurs.

A Saint-Jean-de-Maurienne, pas de chômeurs, 60 heures, chez les plâtriers.

A Ugine, pas de chômeurs, 84 heures, chez les métallurgistes.

72. — Savoie (Haute-). — A Challonges, pas de chômeurs, 55 heures, chez les mineurs.

A Cluses, 41 p. 100 de chômeurs, 30 heures, chez les horlogers.

A Lovagny, travail satisfaisant, 60 heures, chez les mineurs d'asphalte.

A Meillerie, pas de chômeurs chez les ouvriers bottiers et carriers.

A Thollon, pas de chômeurs chez les carriers.

A Thonon, travail satisfaisant, 54 heures, chez les typographes; pas de chômeurs, 60 heures, dans le bâtiment.

73. — Seine. — A Paris, pas de chômeurs, 60 à 70 heures, travail satisfaisant chez les jardiniers; moins de 1 p. 100 de chômeurs, 60 heures, travail satisfaisant, chez les horticulteurs.

Pas de chômeurs chez les boulangers-viennois-pâtisseries; 2 p. 100 de chômeurs, 70 à 80 heures, chez les boulangers compagnons du Nouveau siècle; 9 p. 100 de chômeurs à l'Union amicale des boulangers du XII^e arrondissement; 7 p. 100 de chômeurs à la Société amicale des boulangers; travail satisfaisant chez les boulangers de l'Assistance publique; 5 p. 100 de chômeurs chez les cuisiniers de la Seine; 16 p. 100 de chômeurs à la Société mixte des cuisiniers de Paris; 1 p. 100 de chômeurs, 74 heures, chez les pâtisseries de la Seine; 2 p. 100 de chômeurs chez les employés des voielles et gibiers des Halles; 4 p. 100 de chômeurs, 72 heures, chez les ouvriers des raffineries; 16 p. 100 de chômeurs, 60 à 66 heures, chez les chocolatiers.

Travail satisfaisant, 60 heures, chez les *travailleurs du gaz*.

2.8 p. 100 de *chômeurs*, 54 heures, travail satisfaisant chez les *ouvriers de la Chambre syndicale typographique*; 1 p. 100 de *chômeurs*, 54 heures, chez les *ouvriers de la Chambre syndicale des ouvriers du livre*; 6 p. 100 de *chômeurs*, 54 heures, chez les *imprimeurs-conducteurs-typographes*; 1 p. 100 de *chômeurs*, 60 heures, chez les *typographes indépendants*; 10 p. 100 de *chômeurs*, 60 heures, à l'*Union lithographique*; 1 p. 100 de *chômeurs*, 60 heures, chez les *lithographes indépendants*; 36 p. 100 de *chômeurs*, 60 heures, chez les *graveurs pour impression sur papiers peints et sur étoffe*; 4 p. 100 de *chômeurs*, 60 heures, chez les *phototypistes*; 2 p. 100 de *chômeurs*, 54 heures, chez les *conducteurs, pointeurs, margeurs et minceurs*; pas de *chômeurs*, 65 heures, chez les *graveurs sur bois pour impressions*; 5 p. 100 de *chômeurs*, 48 heures, chez les *stéréotypistes-galvanoplastes*; travail satisfaisant, 55 heures, chez les *graveurs d'écriture*; pas de changement chez les *graveurs de musique*; pas de *chômeurs*, 60 heures, chez les *ouvriers de l'enveloppe*.

18 p. 100 de *chômeurs*, 54 heures, chez les *portefeuillistes-maroquins*; travail peu satisfaisant, 56 heures, chez les *selliers-harnacheurs*; 4 p. 100 de *chômeurs*, 60 heures, chez les *selliers et mécaniciens de l'article de chasse*; situation très mauvaise chez les *gantiers*; 3 p. 100 de *chômeurs* chez les *cordonniers-bottiers*.

33 p. 100 de *chômeurs*, 54 à 60 heures, chez les *tisseurs* en tous genres; 3 p. 100 de *chômeurs*, 60 heures, chez les *coupeurs-tailleurs*; pas de *chômeurs*, 60 à 68 heures, chez les *tailleurs et couturiers*; 1.5 p. 100 de *chômeurs* dans la *broderie*; 15 p. 100 de *chômeurs*, 54 heures, chez les *passemmentiers à la barre*; pas de *chômeurs* chez les *couturiers*; 5 p. 100 de *chômeurs*, 57 heures, chez les *coupeurs-chemisiers*; 5 p. 100 de *chômeurs*, 60 heures, chez les *coupeurs de cols-cravates*; pas de *chômeurs* chez les *teinturiers-dégraisseurs*; pas de *chômeurs* chez les *chapeliers en fantaisie feutre et paille*; 3 p. 100 de *chômeurs*, 42 heures, chez les *ouvriers en chapeaux de soie*; 1 p. 100 de *chômeurs* chez les *chapeliers en feutre et soie*; pas de *chômeurs*, 48 heures, chez les *ouvriers en chapeaux mécaniques*; 8 p. 100 de *chômeurs*, 72 heures, chez les *blanchisseurs*; 3 p. 100 de *chômeurs*, 85 à 90 heures, chez les *couleurs et garçons de lavoir*.

10 p. 100 de *chômeurs*, 60 heures, chez les *charpentiers*; 1 p. 100 de *chômeurs*, 60 heures, au *syndicat libre des menuisiers*; pas de *chômeurs*, 63 heures, chez les *mosaïstes-parqueteurs*; travail peu satisfaisant chez les *menuisiers-parqueteurs*; pas de *chômeurs*, 60 heures, chez les *compagnons charrons*; 2 p. 100 de *chômeurs*, 55 à 60 heures, chez les *layetiers-emballers*; 2 p. 100 de *chômeurs*, 60 heures, chez les *monteurs-étalagistes*; pas de *chômeurs*, 54 heures, chez les *ouvriers du siège-cuir*.

10.8 p. 100 de *chômeurs*, 54 heures, chez les *contremaîtres-métallurgistes*; 21 p. 100 de *chômeurs*, 54 heures, chez les *ouvriers métallurgistes*; 6.3 p. 100 de *chômeurs*, travail moins abondant, 48 à 60 heures, chez les *mécaniciens*; 8 p. 100 de *chômeurs*, 60 heures, travail peu satisfaisant chez les *ouvriers en instruments de précision*; 30 p. 100 de *chômeurs*, 25 à 30 heures, chez les *estampeurs de pointes d'acier*; pas de changement chez les *tailleurs d'acier*; 12 p. 100 de *chômeurs* chez les *bijoutiers en doré fantaisie*; 10 p. 100 de *chômeurs*, 60 heures, chez les *ouvriers en perçonnies en fer, fermetures, monte-charges*; 12 p. 100 de *chômeurs*, 50 heures, chez les *tourneurs-repousseurs*; 31 p. 100 de *chômeurs*, 60 heures, chez les *potiers d'étain*.

50 p. 100 de *chômeurs* chez les *maçons*; 50 p. 100 de *chômeurs* chez les *cimentiers*; 1 p. 100 de *chômeurs*, 42 heures, chez les *peintres en bâtiment*; travail peu satisfaisant, 37 à 60 heures, chez les *peintres-fleurs-décorateurs*; 9 p. 100 de *chômeurs*, 60 heures, chez les *ornemanistes*; 5 p. 100 de *chômeurs* chez les *sculpteurs-modelleurs*; 49 p. 100 de *chômeurs*, 54 heures, chez les *plombiers et similaires*; 20 p. 100 de *chômeurs* chez les *fumistes en bâtiment*; travail satisfaisant, 60 heures, chez les *fourniers spécialistes*.

Pas de *chômeurs*, 40 heures, chez les *boucheurs à l'émeri*; 4 p. 100 de *chômeurs*, 60 heures, chez les *biseauteurs et argenteurs de glaces*; 80 p. 100 de *chômeurs*, 20 heures, chez les *fayonniers-graveurs sur cristaux à la roue*.

17 p. 100 de *chômeurs* à la *Chambre syndicale indépendante des employés de l'industrie et du commerce*; 5 p. 100 de *chômeurs* à l'*Union fraternelle des employés*; 4 p. 100 de *chômeurs*, 60 heures, à l'*Union des comptables*; 3 p. 100 de *chômeurs* chez les *dames employées de commerce et d'industrie*; 11 p. 100 de *chômeurs*, 60 heures, chez les *comptables et teneurs de livres*; 7 p. 100 de *chômeurs* chez les *sténodactylographes*; 6 p. 100 de *chômeurs* à l'*Alliance sténographique*; 2 p. 100 de *chômeurs* chez les *employés en serrurerie*; travail médiocre chez les

représentants et employés de la bijouterie; 8 p. 100 de chômeurs chez les commis en maçonnerie; pas de chômeurs chez les employés de commerce de la glace; moins de 1 p. 100 de chômeurs chez les employés de banque; 1 p. 100 de chômeurs chez les clercs d'huissiers; moins de 1 p. 100 de chômeurs chez les voyageurs et représentants de commerce; travail peu satisfaisant chez les courtiers et représentants de commerce; 11 p. 100 de chômeurs chez les dessinateurs du bâtiment; travail faible chez les placiers en fleurs et plumes; 2 p. 100 de chômeurs chez les chauffeurs, conducteurs mécaniciens, automobilistes; moins de 1 p. 100 de chômeurs chez les conducteurs de voitures automobiles; 8 p. 100 de chômeurs, 72 heures, chez les chauffeurs, mécaniciens, électriciens et automobilistes de France; pas de chômeurs, 56 heures, chez les porteurs des halles et marchés.

18 p. 100 de chômeurs chez les manœuvres industriels; 17 p. 100 de chômeurs chez les laveurs de voitures; 2 p. 100 de chômeurs chez les coiffeurs; 16 p. 100 de chômeurs chez les garde-malades; 1 p. 100 de chômeurs chez les gens de maison français des deux sexes; travail satisfaisant chez les gens de maison (le ménage); travail satisfaisant chez les gens de maison; 5 p. 100 de chômeurs chez les musiciens; pas de chômeurs chez les machinistes; 5 p. 100 de chômeurs chez les préparateurs en pharmacie; 3 p. 100 de chômeurs chez les instituteurs privés; pas de chômeurs dans l'enseignement libre; pas de chômeurs de l'enseignement privé;

A Alfortville, pas de chômeurs, 60 à 72 heures, chez les ouvriers en pompes.

A Champigny, pas de chômeurs, 60 heures, dans le bâtiment.

A Sceaux, 8 p. 100 de chômeurs, 72 heures, chez les blanchisseurs.

A Villemomble, pas de chômeurs, 60 heures, chez les jardiniers.

74. — Seine-Inférieure. — A Rouen, 1 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les typographes; 8 p. 100 de chômeurs chez les tailleurs-coupeurs; travail satisfaisant chez les parqueteurs; 24 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les tonneliers; pas de chômeurs, 60 heures, chez les chaudronniers; travail peu satisfaisant, 60 heures, chez les couvreurs-zingueurs-plombiers; pas de chômeurs chez les chefs d'équipe du port; pas de chômeurs chez les voyageurs et représentants de commerce; pas de chômeurs chez les musiciens.

Au Havre, 10 p. 100 de chômeurs chez les pêcheurs et marins du commerce; pas de chômeurs chez les boulangers; 1 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les typographes; 74 p. 100 de chômeurs, 48 heures, chez les voiliers; 47 p. 100 de chômeurs, 50 heures, chez les charpentiers; pas de chômeurs, 60 heures, chez les tailleurs et scieurs de pierres; travail assez satisfaisant chez les cochers; pas de chômeurs chez les dessinateurs; travail satisfaisant, 48 heures, chez les journaliers des docks; 60 p. 100 de chômeurs, 58 heures, chez les ouvriers du port; 22 p. 100 de chômeurs, 24 heures, chez les charbonniers et déchargeurs de navires; pas de chômeurs chez les aides en pharmacie; pas de chômeurs chez les chauffeurs-conducteurs.

A Bolbec, pas de chômeurs, 60 heures, chez les cotonniers.

A Dieppe, 5 p. 100 de chômeurs, 60 heures, dans le bâtiment; 30 p. 100 de chômeurs, 58 heures et demie, chez les dockers.

A Elbeuf, pas de chômeurs chez les maçons et plâtriers;

A Fécamp, 2 p. 100 de chômeurs, 48 heures, chez les ouvriers du port.

Chez les verriers: pas de chômeurs à Blangy, à Campneuseville, à Incheville, à Nesle-Normandeuse, à Romesnil, à Rétonval.

75. — Seine-et-Marne. — A La Ferté-sous-Jouarre, pas de chômeurs, 72 heures, chez les maçons.

A Lagny (Montévrain), pas de chômeurs, chez les typographes.

A Meaux, 2 p. 100 de chômeurs chez les typographes; pas de chômeurs 60 heures, au syndicat mellois de l'industrie du livre; pas de chômeurs chez les mécaniciens.

A Melun, travail satisfaisant chez les métallurgistes.

A Montreuil, pas de chômeurs, 60 heures, chez les faïenciers.

A Nemours, chômage complet chez les diamantaires.

A Noisiel, 66 heures chez les chocolatiers.

Chez les ouvriers agricoles, pas de chômeurs à Lizy-sur-Ourcq, à Messy; 2 p. 100 à Oissery.

76. — Seine-et-Oise. — A Versailles, pas de chômeurs, 60 heures, chez les charpen-

tiers; 31 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *scieurs-découpeurs*; pas de chômeurs, 66 heures, chez les *maçons*; pas de chômeurs, 66 heures, chez les *peintres*; pas de chômeurs chez les *cochers*; 3 p. 100 de chômeurs chez les *employés*; 7 p. 100 de chômeurs chez les *coiffeurs*.

A Argenteuil, travail peu satisfaisant chez les *chapeliers*.

A Chaville, 10 p. 100 de chômeurs chez les *blanchisseurs*; pas de chômeurs chez les *maçons*.

A Chevreuse, pas de chômeurs, 54 heures, chez les *carriers*.

A Corbeil, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *meuniers*.

A Étampes, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *typographes*; pas de chômeurs chez les *mouleurs*.

A Mantes, pas de chômeurs chez les *ouvriers en instruments de musique*.

A Méry-sur-Oise, pas de chômeurs chez les *carriers*.

A Meudon, 30 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *maçons*.

A Meulan, 15 p. 100 de chômeurs, 60 heures, dans l'*industrie du livre*.

A Orsay, pas de chômeurs, 66 heures, dans le *bâtiment*.

A Pontoise, 12 p. 100 de chômeurs chez les *boulangers*.

77. — **Sèvres (Deux).** — A Niort, pas de chômeurs, 54 heures, chez les *typo-lithographes*.

A Parthenay, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *scieurs-mécaniciens*; pas de chômeurs chez les *employés*.

A Saint-Jean-de-Thouars, pas de chômeurs, 72 heures, chez les *tailleurs de pierre*.

78. — **Somme.** — A Amiens, 4 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *lithographes*; pas de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *ouvriers de l'ameublement*; pas de changement chez les *mouleurs*; pas de chômeurs, 54 heures, chez les *serruriers*; 4 p. 100 de chômeurs chez les *employés*.

A Abbeville, travail satisfaisant, 60 heures, chez les *typographes*; pas de chômeurs, 60 heures, dans le *bâtiment*; 6 p. 100 de chômeurs chez les *commis aux écritures et employés de commerce*.

A Albert, 3 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *mécaniciens*.

79. — **Tarn.** — A Albi, 48 heures chez les *mineurs*; 19 p. 100 de chômeurs chez les *boulangers*; 27 p. 100 de chômeurs, 35 à 40 heures, chez les *chapeliers-appropriateurs*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *charpentiers*; 3 p. 100 de chômeurs, 60 heures, dans le *bâtiment*, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *maçons*; pas de chômeurs, 55 à 60 heures, chez les *terrassiers et manœuvres*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *ouvriers en chaux et ciments*.

A Carmaux, pas de changement dans l'*habillement*; travail normal chez les *menuisiers-chénistes*; pas de changement dans le *bâtiment*; pas de changement chez les *représentants et employés*.

A Castres, pas de chômeurs chez les *boulangers*; pas de chômeurs, 60 heures, dans l'*industrie textile*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *charpentiers*; pas de chômeurs chez les *menuisiers-chénistes*; travail satisfaisant, 60 heures, chez les *métallurgistes*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *sculpteurs*.

A Graulhet, 18 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *ouvriers moutonniers*; 10 p. 100 de chômeurs, 60 heures, dans le *bâtiment*.

A Labastide-Rouairoux, pas de chômeurs, 72 heures, dans l'*industrie lainière*.

A Mazamet, 40 p. 100 de chômeurs, 50 heures, chez les *ouvriers tanneurs*, 50 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *négissiers*, 57 p. 100 de chômeurs chez les *ouvriers de la peau de mouton*; 2 p. 100 de chômeurs, 55 à 60 heures, chez les *fileurs*; pas de chômeurs, 55 heures, chez les *maçons et cimentiers*; travail peu satisfaisant, 60 heures, chez les *manœuvres et terrassiers*; pas de chômeurs chez les *charretiers-camionneurs*.

A Rabastens, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *maçons et charpentiers*.

A Saint-Amans-Soult, 19 p. 100 de chômeurs, 36 heures, chez les *délineurs*.

80. — **Tarn-et-Garonne.** — A Montauban, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *typo-lithographes*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *plâtriers*.

81. — Var. — A Toulon, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *travailleurs de la terre*; 29 p. 107 de chômeurs chez les *boulangers*; 16 p. 100 de chômeurs, 72 heures, chez les *confiseurs-pâtisseries*; travail peu satisfaisant, 48 à 54 heures, chez les *travailleurs de l'usine à gaz*.

A la Garde, pas de chômeurs, 60 heures, dans le *bâtiment*.

A Saint-Raphaël, pas de chômeurs chez les *boulangers*; 7 p. 100 de chômeurs chez les *maçons*.

A Saint-Zacharie, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *potiers*.

A la Seyne, travail satisfaisant chez les *marins et pêcheurs*.

82. — Vaucluse. — A Avignon, pas de chômeurs, 60 à 90 heures, chez les *minotiers*, pas de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*; pas de chômeurs, 54 heures, chez les *imprimeurs*; pas de chômeurs, 56 heures, chez les *tonneliers*.

A Bollène, pas de chômeurs, 48 heures, chez les *ouvriers mineurs et ouvriers en terre réfractaire*.

A Caderousse, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *balaitiers*.

A l'Isle sur la Sorgue, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *plâtriers*.

A Ménerbes, pas de chômeurs chez les *carriers*.

A Orange, 33 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *balaitiers*.

A Villeneuve-sur-Avignon, 17 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *tanneurs-carroyeurs*.

83. — Vendée. — A la Roche-sur-Yon, travail satisfaisant, 54 heures, chez les *ouvriers typographes*; pas de chômeurs, 66 heures, chez les *charpentiers et menuisiers*.

A Faymoreau, pas de chômeurs, 64 heures, chez les *mineurs*.

A Fontenay-le-Comte, travail satisfaisant, 60 heures, chez les *typographes*.

Aux Sables-d'Olonne, 60 p. 100 de chômeurs, 50 heures, chez les *ouvriers boitiers*.

Chez les *tisserands*, chômage général à Evrunes; 22 p. 100 aux Épesses; chômage général à Saint-Laurent-sur-Sèvre.

A Mervent, pas de chômeurs, 66 heures, chez les *forestiers*.

84. — Vienne. — A Poitiers, pas de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *menuisiers-ébénistes*; 12 p. 100 de chômeurs chez les *sabotiers*.

A Châtelleraut, pas de chômeurs chez les *boulangers*; pas de chômeurs, 36 à 42 heures, chez les *maréchaux ferrants*.

A Chauvigny, pas de chômeurs, 66 heures, chez les *cordonniers*.

85. — Vienne (Haute-). — A Limoges, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *imprimeurs-conducteurs-typographes*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *relieurs et doreurs*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *corroyeurs*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *sabotiers*; pas de chômeurs, 66 heures, chez les *peintres*; pas de chômeurs dans la *céramique*.

Au Dorat, pas de chômeurs chez les *maçons*.

A Saint-Léonard, pas de chômeurs chez les *méraudiers et feuillardiers*.

86. — Vosges. — A Épinal, pas de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*; pas de chômeurs, 66 heures, chez les *employés*.

A Jubainville, pas de chômeurs, 48 heures, chez les *ouvriers de l'aiguille*.

A Remiremont, pas de chômeurs chez les *employés*.

A Saint-Dié, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *mouleurs*.

A Saulxures-sur-Moselotte, pas de chômeurs, 66 heures, chez les *carriers*.

A Anould, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *ouvriers des papeteries*.

Chez les *ouvriers textiles*: pas de chômeurs à Châtel-sur-Moselle, à Épinal, à Fresse-sur-Moselle, à Gérardmer, à Remiremont; travail peu satisfaisant à Rupt-sur-Moselle; 3 p. 100 de chômeurs à Saint-Dié, pas de chômeurs à Saint-Léonard; travail satisfaisant au Thillot; travail peu satisfaisant à Moyenmoutier.

87. — Yonne. — A Auxerre, pas de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*.

A Sens, pas de changement chez les *brossiers*; 5 p. 100 de chômeurs, 70 heures, chez *maçons*; 60 heures dans le *bâtiment*.

Chez les *bûcherons*: pas de chômeurs à Fontenailles-sous-Andryes, à Lavau, à Mézilles, à Moutiers, à Saint-Fargeau, à Saint-Martin-des-Champs, à Saint-Privé, à Saint-Sauveur-en-Puisaye; à Septfonds, à Treigny.

88. — **Algérie.** — A Alger, 41 p. 100 de chômeurs, 136 heures, chez les *limonadiers*; pas de chômeurs chez les employés de *denrées coloniales*.

A Bône, pas de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*.

A Constantine, 16 p. 100 de chômeurs chez les *boulangers*; 30 p. 100 de chômeurs chez les *cuisiniers*, *pâtisseries* et *charcutiers*; 33 p. 100 de chômeurs chez les *limonadiers d'hôtel restaurant*; 4 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *tailleurs d'habits*; pas de chômeurs chez les *ferblantiers*; pas de chômeurs chez les *serruriers-ajusteurs*; 10 p. 100 de chômeurs chez les *forgerons*; 15 p. 100 de chômeurs chez les *charrons*; 20 p. 100 de chômeurs chez les *maréchaux ferrants*; 21 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *maçons*, *plâtriers* et *cimentiers*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *terrasiers*, *carriers*, *mineurs*, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *peintres*; 24 p. 100 de chômeurs, 84 heures, chez les *cochers* et *charretiers*; 9 p. 100 de chômeurs, 84 heures, chez les *employés de commerce*.

A Oran, 20 p. 100 de chômeurs, 66 heures, chez les *mécaniciens-chauffeurs*.

Commerce extérieur de la France. — Tableau des importations et exportations pendant les cinq premiers mois de 1908 :

	1908.	1907.	AUGMENTATIONS en 1908.	DIMINUTIONS en 1908.
IMPORTATIONS.	1,000 francs.	1,000 francs.	1,000 francs.	1,000 francs.
Objets d'alimentation.....	374,118	419,478	"	45,360
Matières nécessaires à l'industrie.....	1,717,986	1,838,191	"	120,205
Objets fabriqués.....	485,816	461,603	24,213	"
TOTAUX.....	2,577,920	2,719,272	24,213	165,565
DIMINUTION en 1908 .....	.....	.....	141,352	.....
EXPORTATIONS.				
Objets d'alimentation.....	271,357	265,487	5,870	"
Matières nécessaires à l'industrie.....	588,216	638,570	"	50,314
Objets fabriqués.....	1,105,738	1,223,510	"	117,772
Colis postaux.....	188,069	172,600	15,469	"
TOTAUX.....	2,153,420	2,300,167	21,339	168,086
DIMINUTION en 1908 .....	.....	.....	146,747	.....

Recettes des chemins de fer (SEPT GRANDS RÉSEAUX). — 623,849,900 francs du 1^{er} janvier au 26 mai 1908 contre 617,072,600 francs pendant la période correspondante de 1907, soit une augmentation de 6,777,300 francs.

Prix courants d'un certain nombre de marchandises sur la place de Paris (sauf indication contraire):

	Cours fin du mois de		
	Jun 1907.	Mai 1908.	Jun 1908.
Sucre br., blanc n° 3, les 100 kilogr., cour ^t	26 ¹ 75	#	31 ¹ 37
Alcool 90 deg., l'hectol., cour ^t	42 75	47 ¹ 62	47 00
Huile de colza brute dispon., les 100 kilogr.....	80 50	84 00	88 25
Huile de lin dispon., les 100 kilogr.....	62 50	53 62	53 37
Suif de la boucherie de Paris, les 100 kilogr. (en pains).	82 00	68 00	#
Cotons (au Havre), les 50 kilogr., cour ^t	82 50	60 75	76 25
Laines en suint (au Havre), les 100 kilogr., cour ^t	191 00	116 50	132 00
Soies grèges Cévennes, 2 ^e qual. (à Lyon), le kilogr. ...	70 00	#	46 00
Cuivre en lingots, les 100 kilogr. mixtes (1 ^{re} classe)...	#	154 00	158 50
Étain Banka, <i>idem.</i> ...	#	375 00	347 00
Plomb, livr. à Paris, <i>idem.</i> ...	#	39 25	38 75
Zinc, bonnes marques, <i>idem.</i> ...	#	57 00	54 25
Blé à Paris, les 100 kilogr. mixtes (1 ^{re} classe).....	25 50	23 27	22 12
Viande (bœuf), moyenne des 3 qualités, la Villette, le kilogramme.....	1 58	#	1 50
— veau, <i>idem.</i>	2 00	#	1 90
— mouton, <i>idem.</i>	2 12	#	1 90
— porc, <i>idem.</i>	1 90	#	1 65

MOUVEMENT SYNDICAL.

Pendant le mois de mai 1908, le Ministère du Travail et de la Prévoyance sociale a été avisé de la création de :

- 51 syndicats patronaux comptant 2,140 membres;
- 43 syndicats ouvriers comptant 4,489 membres;
- 1 syndicat mixte comptant 15 membres;
- 1 union de syndicats patronaux;
- 1 union de syndicats ouvriers;

et de la dissolution de :

- 18 syndicats patronaux comptant 587 membres;
- 59 syndicats ouvriers comptant 3,587 membres;
- 2 syndicats mixtes comptant 69 membres;

Les nouvelles associations signalées ont été fondées :

6 en mai, 17 en avril, 19 en mars, 9 en février, 4 en janvier et 43 antérieurement au 1^{er} janvier 1908. Total : 97.

A. — CRÉATION DE SYNDICATS, D'UNIONS DE SYNDICATS ET DE BOURSES DU TRAVAIL.

(La date entre crochets [] est celle de la création du syndicat.)

1^{er} SYNDICATS PATRONAUX.

Ain [3 avril 1907]. — Syndicat professionnel des **bouchers** de la ville de Bourg (12 membres). Siège social : place Carriat, 25, BOURG. — [25 février 1908]. — Syndicat des **cordiers** de l'Ain (24 membres). Siège social : rue Charles-Robin, 64, BOURG. — [18 juin 1906]. — Chambres syndicales des entrepreneurs du **bâtiment** du canton d'Oyonnax (56 membres). Siège social : rue de l'Alma, OYONNAX.

Aisne [29 août 1906]. — Association syndicale des marchands **bouchers** de Chauny, La Fère, Tergnier et les environs (47 membres). Siège social : place de l'Hôtel-de-Ville, 1, CHAUNY. — [5 décembre 1906]. — Syndicat **médical** de l'arrondissement de Laon (25 membres). Siège social : rue des Casernes, 32, LAON.

Allier [3 janvier 1907]. — Syndicat des marchands **forains** de Vichy et de l'arrondissement de Lapalisse (29 membres). Siège social : Pavillon des Halles, chez M. Cour-solle, VICHY. — [16 février 1907]. — Syndicat des **limonadiers** de Vichy et de la région (65 membres). Siège social : rue de Paris, 57, VICHY.

Aude [19 mars 1908]. — Syndicat professionnel du commerce des **grains**, fourrages et issues de la région de Narbonne (29 membres). Siège social : NARBONNE.

Bouches-du-Rhône [15 mars 1908]. — Chambre syndicale des patrons **laitiers** de la ville d'Arles et de la banlieue (24 membres). Siège social : place de la République, ARLES.

Charente-Inférieure [1^{er} avril 1908]. — Chambre syndicale de la **boucherie** de La Rochelle (40 membres). Siège social : rue Dupaty, 1, LA ROCHELLE. — [13 décembre 1906]. — Chambre syndicale des entrepreneurs de **bâtiment** de la ville et arrondissement de Saintes (73 membres). Siège social : avenue Gambetta, 85, SAINTES.

Corrèze [20 février 1897]. — Syndicat des patrons **boulangers** de Tulle et de l'arrondissement (17 membres). Siège social : salle du Commerce, place Carnot, TULLE (reconstitution).

Drôme [16 novembre 1906]. — Chambre syndicale de la **boulangerie** de Die (7 membres). Siège social : café Carajat, place de la République, DIE.

Eure [16 mai 1907]. — Société d'**horticulture** du canton de Gaillon (81 membres). Siège social : Mairie, GAILLON. — [8 octobre 1906]. — Syndicat des **laitiers** du canton de Pont-Audemer (15 membres). Siège social : Hôtel-de-Ville, PONT-AUDEMER. — [9 décembre 1905]. — Syndicat des **médecins** de l'arrondissement de Pont-Audemer (25 membres). Siège social : chez M. le docteur Lainé, rue Notre-Dame-Dupré, PONT-AUDEMER.

Eure-et-Loire [1^{er} septembre 1907]. — Syndicat des **horticulteurs** chartrain (9 membres). Siège social : Cloître-Notre-Dame, 5, CHARTRES.

Gard [20 mars 1908]. — Syndicat de la **boucherie** et de la triperie des abattoirs (21 membres). Siège social : rue du Mail, 22, NÎMES. — [29 novembre 1906]. — Syndicat des **marchands-tailleurs** et confectionneurs du département du Gard (11 membres). Siège social : place du Grand-Temple, 1, NÎMES.

Gironde [15 avril 1908]. — Syndicat général du commerce d'importation et d'exportation de Bordeaux (**vins**, spiritueux, produits alimentaires, coloniaux et industriels) (50 membres). Siège social : rue Régnier, 8, BORDEAUX. — [7 avril 1908]. — Syndicat du commerce en gros des **vins** et spiritueux de l'arrondissement de Libourne (110 membres). Siège social : place de l'Hôtel-de-Ville, 40, LIBOURNE.

Hérault [25 avril 1908]. — Syndicat **ostréicole** du bassin de Thau (11 membres). Siège social : quai du Sud, 2, CETTE.

Jura [2 mai 1908]. — Syndicat des marchands de **bois** du Haut-Jura (8 membres). Siège social : MOREZ.

Loire [15 février 1908]. — Syndicat des **cordonniers** de Rive-de-Gier et des environs (25 membres). Siège social : RIVE-DE-GIER. — [22 mars 1908]. — Chambre syndicale des **carrossiers** et charrons du département de la Loire (76 membres). Siège social : café Champagnat, place du Peuple, SAINT-ÉTIENNE. — [?]. — Syndicat des débitants de **tabacs** du département de la Loire (? membres). Siège social : place du Peuple, 6, SAINT-ÉTIENNE.

Loiret [4 février 1908]. — Syndicat des **brasseurs**, fabricants de boissons gazeuses

et entrepositaires de bières du département du Loiret et des départements limitrophes (9 membres). **Siège social :** Chambre de commerce, ORLÉANS. — [16 mai 1908]. — Syndicat professionnel des **jardiniers**, horticulteurs et maraîchers du canton sud d'Orléans (75 membres). **Siège social :** Hôtel de Ville, ORLÉANS.

Morbihan [16 avril 1908]. — Syndicat des **marchands-laitiers** patentés de la ville de Lorient (102 membres). **Siège social :** rue du Port, 93, LORIENT. — [13 avril 1908]. — Syndicat de la **boucherie** et charcuterie de Vannes (24 membres). **Siège social :** VANNES.

Nord [26 février 1908]. — Syndicat des **fabricants de chicorée** et produits similaires de France (59 membres). **Siège social :** Grand-Hôtel, rue Faidherbe, LILLE. — [20 mars 1908]. — Chambre syndicale des fabricants de **toile à voile** (9 membres). **Siège social :** rue de l'Hôpital Militaire, 116, LILLE. — [20 mars 1908]. — Syndicat professionnel des **cabaretiers** et débitants de boissons de Roubaix et ses cantons (251 membres). **Siège social :** Grande rue, 34, ROUBAIX. — [8 mai 1908]. — Union des entrepreneurs de **maçonnerie** (10 membres). **Siège social :** rue du Haze, 52, TOURCOING.

Pas-de-Calais [16 septembre 1907]. — Union des **brasseurs** de l'arrondissement de Béthune et environs (103 membres). **Siège social :** Grand-Place, 42, BÉTHUNE. — [1^{er} mars 1908]. — Syndicat **médical** de Béthune et de la région (47 membres). **Siège social :** BÉTHUNE. — [2 avril 1908]. — Chambre syndicale du **bois** (5 membres). **Siège social :** rue de Dunkerque, 4, SAINT-OMER. — [25 mars 1908]. — Chambre syndicale des industries **textiles** et similaires de la vallée de l'Aa (2 membres). **Siège social :** rue de Dunkerque, 4, SAINT-OMER.

Pyrénées (Basses-) [22 mars 1908]. — Syndicat **médical** du Béarn (60 membres). **Siège social :** Nouvelle-Halle, PAU.

Rhône [2 mai 1904]. — Union syndicale des commerçants et fabricants de **cycles** et **motocycles** de Lyon et de la région (30 membres). **Siège social :** place des Terreaux, 6, LYON. — [2 avril 1908]. — Syndicat des marchands de **fruits** et primeurs en gros du quai de l'Archevêché (10 membres). **Siège social :** quai de l'Archevêché, 75, LYON. — [15 janvier 1908]. — Chambre syndicale des fabricants et marchands d'**eaux minérales naturelles** et artificielles de la région lyonnaise (38 membres). **Siège social :** rue Suchet, 6, LYON. — [15 mars 1908]. — Syndicat des **laitiers** de Neuville-sur-Saône (27 membres). **Siège social :** quai Pasteur, 3, NEUVILLE-SUR-SAÔNE.

Seine [3 avril 1908]. — Syndicat général de la **droguerie française** (146 membres). **Siège social :** rue Pavée, 13, PARIS. — [12 mai 1908]. — Syndicat des propriétaires **laitiers** du département de la Manche (7 membres). **Siège social :** boulevard Rochechouart, 52, PARIS. — [22 avril 1908]. — Syndicat général des **médecins** kinésithérapeutes (50 membres). **Siège social :** rue de Dunkerque, 23, PARIS. — [8 mars 1908]. — Association des **sages-femmes** de France (104 membres). **Siège social :** place Pereire, 10, PARIS.

Seine-Inférieure [23 mars 1908]. — Syndicat des **laitiers** de Bolbec et des environs (29 membres). **Siège social :** restaurant Michel, place Carnot, BOLBEC.

Seine-et-Oise [3 février 1908]. — Chambre syndicale des marchands **tailleurs** de Versailles et de l'arrondissement (14 membres). **Siège social :** impasse des Gendarmes, 1, VERSAILLES.

Sèvres (Deux-) [19 janvier 1908]. — Chambre syndicale patronale des **boulangers** de l'arrondissement de Melle (25 membres). **Siège social :** Café de la Gare, MELLE.

Vienne (Haute-) [16 février 1908]. — Syndicat des **vétérinaires** de la Haute-Vienne (14 membres). Siège social : rue de Brettes, 4, LIMOGES.

2° SYNDICATS OUVRIERS.

Ain [1^{er} décembre 1907]. — Syndicat international des ouvriers **métallurgistes** du canton d'Oyonnax (28 membres). Siège social : OYONNAX. — [15 décembre 1907]. — Syndicat des ouvriers du **bâtiment** de l'arrondissement de Trévoux (38 membres). Siège social : chez M. Landiche, Grande rue, TRÉVOUX.

Aisne [1^{er} avril 1907]. — Syndicat des ouvriers **brodeurs** d'Estrées (15 membres). Siège social : ESTRÉES. — [5 septembre 1906]. — Chambre syndicale des ouvriers **brocheurs** et similaires de Saint-Quentin et des environs (45 membres). Siège social : Bourse du travail, SAINT-QUENTIN. — [4 août 1907]. — Syndicat général des travailleurs du **bâtiment** et parties similaires de l'arrondissement de Soissons (90 membres). Siège social : rue du Port, 9, SOISSONS.

Allier — [3 mars 1907]. — Syndicat des travailleurs de la **terre** de Chemilly (66 membres). Siège social : CHEMILLY. — [26 août 1906]. — Syndicat des travailleurs de la **terre** de Meillard (46 membres). Siège social : MEILLARD. — [15 octobre 1906]. — Fédération du personnel à la journée du service de la traction (compagnie des **chemins de fer P.-L.-M.**) section de Moulins (62 membres). Siège social : boulevard de Courtais, MOULINS.

Aude [1^{er} septembre 1890]. — Chambre syndicale des ouvriers de la partie des **cuir**s et peaux (10 membres). Siège social : Bourse du travail, CARCASSONNE (reconstitution). [21 février 1908]. — Syndicat des ouvriers **espadrilleurs** de la ville de Carcassonne (16 membres). Siège social : Bourse du travail, CARCASSONNE. — [6 décembre 1907]. — Syndicat ouvrier des **peintres** et parties similaires (25 membres). Siège social : Bourse du travail, CARCASSONNE. — [14 janvier 1908]. — Syndicat des ouvriers **cultivateurs** de Saint-André-de-Roquelongue (98 membres). Siège social : SAINT-ANDRÉ-DE-ROQUELONGUE.

Charente-Inférieure [1^{er} janvier 1907]. — Union syndicale des **marins** et pêcheurs du département de la Gironde et du sud-ouest (244 membres). Siège social : rue Mervault, 11, LA ROCHELLE. — [23 novembre 1906]. — Union syndicale des ouvriers **ostréicoles** et agricoles du canton de la Tremblade et rive gauche de la Seudre (110 membres). Siège social : salle des Lilas, LA TREMBLADE.

Cher [2 avril 1908]. — Chambre syndicale des conducteurs, receveurs, mécaniciens, chauffeurs, électriciens, ouvriers et employés du dépôt des **tramways** électriques de Bourges (50 membres). Siège social : Bourse du travail, BOURGES.

Corrèze [16 novembre 1903]. — Chambre syndicale des ouvriers **boulangers** de Brive (35 membres). Siège social : Bourse du travail, BRIVE (reconstitution).

Creuse [1^{er} mars 1908]. — Syndicat ouvrier des ouvriers du **bâtiment** de Bourganenif (14 membres). Siège social : Hôtel de Ville, BOURGANENIF.

Drôme [2 juin 1907]. — Union des syndicats du **tissage** de la région lyonnaise (section de Crest) [190 membres]. Siège social : rue des Écoles, CREST.

Gard [16 décembre 1906]. — Syndicat des ouvrières **fileuses** en soie et similaires (290 membres). Siège social : Bourse du travail, ALAIS. — [22 septembre 1907]. — **Chambre syndicale des verriers** réunis d'Alais (41 membres). Siège social : Bourse du travail, ALAIS. — [10 février 1907]. — Société corporative des ouvrières **fileuses** d'Anduze (425 membres). Siège social : ANDUZE. — [18 octobre 1907]. — **Chambre syndicale des ouvriers maçons**, tailleurs de pierres, carriers et similaires (68 membres). Siège social : Bourse du travail, NÎMES. — [1^{er} mai 1908]. — Syndicat des ouvriers **maçons**, tailleurs de pierres de Saint-Gilles (27 membres). — Siège social : café du Gard, rue Gambetta, SAINT-GILLES-DU-GARD. — [1^{er} mars 1907]. — Syndicat des ouvrières **fileuses** et parties similaires de SAINT-JEAN-DU-GARD (300 membres). Siège social : SAINT-JEAN-DU-GARD.

Hérault [11 avril 1908]. — Syndicat des **servantes** (45 membres). Siège social : rue du Coustou, SAINT-POUS.

Loire [31 mars 1908]. — Association indépendante des ouvriers en **soie** de Bussières (183 membres). Siège social : BUSSIÈRES. — [2 septembre 1894]. — **Chambre syndicale des ouvriers balanciers** et similaires (25 membres). Siège social : Bourse du travail, SAINT-ÉTIENNE. — [18 mars 1908]. — Syndicat des courtiers et livreurs de **café** de Saint-Étienne et la région (30 membres). Siège social : Bourse du travail, SAINT-ÉTIENNE. — [1^{er} janvier 1908]. — Association de la **presse** stéphanoise et départementale (19 membres). Siège social : rue de la Croix, 2, SAINT-ÉTIENNE. — [26 février 1907]. — Syndicat des **tisseurs** en soie et similaires de Violay (33 membres). Siège social : Mairie, VIOLAY.

Loiret [12 avril 1908]. — Syndicat des ouvriers **bûcherons** agricoles et travaux similaires de Cerdon-du-Loiret (40 membres). Siège social : CERDON.

Lot-et-Garonne [23 février 1908]. — Syndicat des ouvriers et ouvrières du service des **tabacs** d'Aiguillon (40 membres). Siège social : café Russe, rue Thiers, AIGUILLON.

Marne [12 avril 1908]. — Syndicat des terrassiers de Reims et de la Région (264 membres). Siège social : boulevard de la Paix, 15, REIMS.

Nièvre [20 mai 1907]. — Syndicat des ouvriers des **bois** et autres industries connexes de Bazolles (16 membres). Siège social : BAZOLLES.

Nord [16 avril 1908]. — Union syndicale des **repasseuses**, lessiveuses et garçons blanchisseurs de Lille et environs (112 membres). Siège social : rue Léon-Gambetta, 31, LILLE.

Pas-de-Calais [12 juin 1907]. — **Chambre syndicale des ouvrières et ouvriers de la papeterie** et parties similaires (548 membres). Siège social : WIZERNES.

Rhône [9 février 1908]. — **Chambre syndicale des ouvriers tuiliers** et similaires de Sainte-Foy, Souzy et Saint-Genis-l'Argentière (117 membres). Siège social : SAINTE-FOY-L'ARGENTÈRE.

Saône-et-Loire [10 avril 1908]. — Syndicat des ouvriers **maçons** et similaires de Toulon-sur-Arroux (50 membres). Siège social : Hôtel Lacoud, rue de Chalon, TOULON-SUR-ARROUX.

Sarthe [1^{er} mars 1908]. — Union syndicale Mancelle des industries du **livre** (15 membres). Siège social : place de la République, 29, LE MANS.

Seine [5 mars 1908]. — Association professionnelle du personnel des trains du chemin de fer du Nord (230 membres). Siège social : rue Ordener, 20, PARIS. — [23 mars 1908]. — Syndicat du personnel gradé de la société du gaz de Paris (254 membres). Siège social : boulevard Barbès, 57, PARIS. — [26 avril 1908]. — Chambre syndicale des ouvriers **rampistes** en bois du département de la Seine (40 membres). Siège social : boulevard de Grenelle, 72, PARIS.

Seine-et-Marne [28 mars 1908]. — Chambre syndicale des ouvriers du bâtiment et parties similaires du canton de Montereau-fault-Yonne (85 membres). Siège social : Hôtel de Ville, MONTEREAU.

3° SYNDICAT MIXTE.

Seine [26 mai 1908]. — « Union du II^e arrondissement » syndicat professionnel de placement gratuit et de prévoyance des garçons **limonadiers**, restaurateurs et assimilés (15 membres). Siège social : rue Dussoubs, 5, PARIS.

4° UNION DE SYNDICATS PATRONAUX.

Eure [25 novembre 1906]. — Union des syndicats d'arrondissement du département (**médicaux**) (5 syndicats adhérents). Siège social : rue de l'horloge, 3, ÉVREUX.

5° UNIONS DE SYNDICATS OUVRIERS.

Seine [2 novembre 1907]. — Fédération nationale des ouvriers **vanniers** de France (3 syndicats adhérents). Siège social : rue Louis-Blanc, 12, PARIS.

B. — SYNDICATS DISSOUS.

(La date entre crochets [] est celle de la création du syndicat. La date de la dissolution n'est pas donnée, parce que l'inactivité du syndicat est souvent le seul indice de sa disparition.)

1° SYNDICATS PATRONAUX.

Ain [30 novembre 1900]. — Syndicat des producteurs de lait de Montellier (17 membres). Siège social : MONTELLIER.

Aisne [2 juillet 1904]. — Chambre syndicale des entrepreneurs de bâtiments de Guise et de la région (30 membres). Siège social : Mairie, GUISE. — [26 mars 1898]. — Chambre syndicale des **boulangers** de Nouvion (16 membres). Siège social : salle Durocher, NOUVION-EN-THIÉRARCHIE. — [13 novembre 1899]. — Chambre syndicale des entrepreneurs de travaux de **couverture** zincage de l'arrondissement de Saint-Quentin (13 membres). Siège social : rue Croix-Belle-Porte, 1, SAINT-QUENTIN.

Allier [1^{er} février 1907]. — Union syndicale patronale des **maréchaux ferrants** et charrons-forgerons de la région (2 membres). Siège social : boulevard de l'Hôtel-de-Ville, LAPALISSE. — [22 janvier 1907]. — Syndicat de la **boucherie** et de la charcuterie du département de l'Allier (109 membres). Siège social : Café des négociants, place d'Allier, MOULINS.

Alpes-Maritimes. [2 janvier 1896 — Chambre syndicale des entrepreneurs de bâtiment et de travaux publics de Nice (65 membres). Siège social : avenue de la Gare, 15, NICE.

Charente-Inférieure [27 juillet 1905]. — Syndicat des agents généraux d'assurances de l'arrondissement de Saintes (19 membres). Siège social : cours Lemercier, 18, SAINTES.

Corse [15 novembre 1905]. — Syndicat des marchands de charbon de bois de la ville d'Ajaccio (20 membres). Siège social : Hôtel-de-ville, AJACCIO.

Doubs [16 janvier 1903]. — Syndicat d'élevage des Combes (30 membres). Siège social : LES COMBES.

Eure [2 décembre 1906]. — Syndicat médical de la ville de Vernon (6 membres). Siège social : rue de la Congrégation, 2, VERNON.

Finistère [19 février 1895]. — Syndicat des courtiers et représentants de commerce du département du Finistère (20 membres). Siège social : place Tour-d'Auvergne, 8, BREST. — [30 mars 1895]. — Syndicat des dentistes du Nord-Ouest de la France (30 membres). Siège social : rue du Château, 29, BREST. — [2 décembre 1895]. — Union syndicale du commerce des grains et engrais de l'arrondissement de Châteaulin (42 membres). Siège social : Hôtel-de-ville, CHÂTEAULIN.

Seine [17 février 1879]. — Chambre syndicale de l'art dentaire de France (17 membres). Siège social : rue Garancière, 5, PARIS. — [2 juin 1896]. — Syndicat des chirurgiens-dentistes inscrites au rôle des patentés au 1^{er} janvier 1892, ou diplômés depuis (140 membres). Siège social : rue Garancière, 5, PARIS. — [2 février 1897]. — Chambre syndicale des plaqueurs, ciseleurs pour sellerie et carrosserie (15 membres). Siège social : rue de Lutèce, 3, PARIS. — [5 décembre 1899]. — Syndicat de la presse des chemins de fer (18 membres). Siège social : rue Saint-Georges, 6, PARIS.

2° SYNDICATS OUVRIERS.

Ain [23 août 1905]. — Syndicat ouvrier des boulangers et similaires de Bourg et de la région (28 membres). Siège social : Bourse du travail, BOURG.

Aisne [1^{er} novembre 1906]. — Chambre syndicale des ouvriers menuisiers et similaires de Bohain et environs (21 membres). Siège social : débit Evrard, rue Fagard, BOHAIN. — [8 décembre 1900]. — Chambre syndicale des ouvriers du bâtiment et similaires de l'arrondissement de Château-Thierry (17 membres). Siège social : Hôtel-de-ville, CHÂTEAU-THIERRY. — [15 septembre 1901]. — Union des ouvriers mécaniciens et partis similaires de Chauny (9 membres). Siège social : rue de la Chaussée, 6, CHAUNY. — [10 février 1900]. — Chambre syndicale des ouvriers charpentiers de l'arrondissement de Saint-Quentin (1 membre). Siège social : Bourse du Travail, SAINT-QUENTIN. — [10 septembre 1904]. — Union syndicale des comptables et employés de commerce de Saint-Quentin (60 membres). Siège social : rue des Bourbiers, 8, SAINT-QUENTIN. — [26 avril 1900]. — Union syndicale des similaires tullistes de Saint-Quentin (20 membres). Siège social : Bourse du

travail, SAINT-QUENTIN. — [1^{er} mars 1900]. — Chambre syndicale de l'industrie du **tissu** de Vadencourt (75 membres). Siège social : VADENCOURT.

Allier [18 février 1907]. — Syndicat régional des ouvriers du **bâtiment** de Lapalisse (2 membres). Siège social : LAPALISSE. — [1^{er} février 1904]. — Chambre syndicale ouvrière des **coiffeurs** de Montluçon (30 membres). Siège social : Bourse du travail, MONTLUÇON. — [22 avril 1906]. — Chambre syndicale des ouvriers et ouvrières de l'**habillement** de Montluçon (249 membres). Siège social : Bourse du travail, MONTLUÇON. — [26 octobre 1897]. — Syndicat des **mouleurs** en métaux de Montluçon (110 membres). Siège social : Maison communale, MONTLUÇON. — [1^{er} septembre 1906]. — Union fédérale des manœuvres et assimilés du service de la traction (C^e des **chemins de fer P-L-M**). (42 membres). Siège social : boulevard de Courtais, MOULINS. — [29 avril 1904]. — Syndicat des **instituteurs** privés du Centre (33 membres). Siège social : rue des Potiers, 56, MOULINS. — [31 août 1890]. — Chambre syndicale des tourneurs en **poteries** de Moulins et d'Yseure (3 membres). Siège social : boulevard de Courtais, MOULINS. — [19 mai 1906]. — Syndicat du **bâtiment** (40 membres). Siège social : VARENNES-SUR-ALLIER.

Alpes-Maritimes [10 août 1904]. — Chambre syndicale des ouvriers **peintres** en bâtiment de la ville d'Antibes (15 membres). Siège social : rue des Casemates, ANTIBES. — [1^{er} janvier 1903]. — Syndicat des garçons **bouchers** abatteurs et parties similaires de Nice (76 membres). Siège social : Bourse du travail, NICE. — [2 mars 1905]. — Syndicat des ouvrières de l'aiguille, (**couture**) (75 membres). Siège social : place Sasso, 3, NICE. — [24 mars 1901]. — Chambre syndicale des ouvriers **ébénistes** sculpteurs et tourneurs sur bois de la ville de Nice (30 membres). Siège social : Bourse du travail, NICE. — [24 novembre 1887]. — Chambre syndicale des ouvriers **menuisiers** en bâtiments de la ville de Nice (165 membres). Siège social : Bourse du travail, NICE. — [10 novembre 1893]. — Syndicat des ouvriers **plombiers**, zingueurs et ferblantiers et parties similaires de la ville de Nice (53 membres). Siège social : rue Delille, 2, NICE. — [15 décembre 1898]. — Chambre syndicale des ouvriers **tabletiers** et graveurs de la ville de Nice (42 membres). Siège social : rue des Deux-Emmanuel, 15, NICE.

Charente-Inférieure [7 avril 1901]. — Chambre syndicale des ouvriers de l'usine Saint-Gobain de Marennes **produits chimiques** (27 membres). Siège social : Hôtel-de-ville, MARENNES. — [28 juin 1904]. — Syndicat des **employés de commerce** et de l'industrie de Rochefort-sur-mer (20 membres). Siège social : Bourse du travail, ROCHEFORT-SUR-MER.

Cher [2 mars 1906]. — Chambre syndicale des **facteurs-express**, déménageurs et camionneurs de la ville de Bourges (70 membres). Siège social : Bourse du travail, BOURGES.

Corrèze [2 avril 1906]. — Union syndicale des garçons **coiffeurs** de la ville de Brive (17 membres). Siège social : Bourse du travail, BRIVE. — [15 avril 1905]. — Syndicat des ouvriers et employés des **chemins de fer** (section de Tulle) (40 membres). Siège social : rue de la Barrière, 20, TULLE. — [9 octobre 1905]. — Syndicat des ouvriers **coiffeurs** de Tulle (20 membres). Siège social : rue de la Barrière, 20, TULLE. — [1^{er} juin 1905]. — Syndicat des ouvriers et employés de l'usine de Cornil (fabrication des matières **tannantes** et colorantes) (120 membres). Siège social : rue de la Barrière, 20, TULLE.

Corse [19 juin 1905]. — Chambre syndicale des **manœuvres** d'Ajaccio (149 membres). Siège social : Hôtel-de-ville, AJACCIO. — [14 mai 1906]. — Syndicat international des ouvriers des **quais** d'Ajaccio (22 membres). Siège social : rue Saint-Charles, 4, AJACCIO.

Doubs [15 novembre 1899]. — Union ouvrière **filature** de coton de Colombier Fontaine (13 membres). Siège social : COLOMBIER-FONTAINE.

Eure [10 mai 1905]. — Syndicat amical des ouvriers **agriculteurs** du canton de l'ac-sur-Eure (25 membres). Siège social : SAINT-AQUILIN-DE-PACY.

Finistère [16 mars 1894]. — Syndicat des ouvriers **charpentiers** et menuisiers de Brest (126 membres). Siège social : rue Marché aux toiles, 2, BREST. — [19 décembre 1896]. — Chambre syndicale des ouvriers **cordonniers** de Brest (64 membres). Siège social : Bourse du travail, BREST. — [21 mai 1903] Syndicat des **employés de commerce** et de l'industrie de Brest (103 membres). Siège social : rue de Siam, 86, BREST. — [5 mai 1903]. — Chambre syndicale des ouvriers et employés du **gaz** à Brest (4 membres). Siège social : Bourse du travail, BREST. — [4 mars 1894]. — Chambre syndicale des ouvriers **maçons** et professions similaires de Brest (150 membres). Siège social : rue Marché aux toiles, 2, BREST. — [4 septembre 1903]. — Chambre syndicale des ouvriers **peintres** de Brest (40 membres). Siège social : rue Marché aux toiles, 2, BREST. — [30 mars 1905]. — Syndicat des ouvriers **tapissiers** de Brest (27 membres). Siège social : Grande rue, 16, BREST. — [27 janvier 1905]. — Syndicat des garçons marchands de **vins** de Brest (45 membres). Siège social : Bourse du travail, BREST. — [10 janvier 1904]. — Chambre syndicale des ouvriers du cheval et de la **voiture** (60 membres). Siège social : Bourse du travail, BREST. — [8 janvier 1905]. — Chambre syndicale des ouvriers en **bâtiments** et similaires de Landerneau (40 membres). Siège social : LANDERNEAU. — [8 novembre 1893]. Chambre syndicale des corporations réunies du **bâtiment** de Morlaix et des environs (15 membres). Siège social : Hôtel-de-ville, MORLAIX. — [31 juillet 1904]. — Syndicat des ouvriers **peintres** de Morlaix (8 membres). Siège social : au Calvaire, MORLAIX. — [21 juillet 1904]. — Syndicat des ouvriers **maçons** (50 membres). Siège social : Mairie, QUIMPERLÉ.

Gard [10 juin 1899]. — Chambre syndicale des ouvriers **menuisiers** et ébénistes d'Alais (5 membres). Siège social : Bourse du travail, ALAIS. — [1^{er} juin 1904]. — Union syndicale et fédérée des ouvriers **tapissiers** d'Alais et des environs (19 membres). Siège social : Bourse du travail, ALAIS. — [28 juin 1902]. Chambre syndicale des ouvriers **agriculteurs** de la ville de Beaucaire (30 membres). Siège social : rue du Couchant, 17, BEUCAIRE. — [5 juillet 1906]. — Syndicat des **employés** catholiques du commerce et de l'industrie (25 membres). Siège social : rue de Bourgogne, 2, NÎMES. — [30 juin 1898]. — Chambre syndicale des marchands de **journaux** (40 membres). Siège social : Bourse du travail, NÎMES. — [24 avril 1902]. — Syndicat des ouvriers **terrassiers** mineurs et casseurs de pierres de NÎMES (42 membres). Siège social : Bourse du travail, NÎMES. — [2 1900]. — Chambre syndicale des ouvriers **tisseurs** et chenilleurs de la ville de Nîmes (11 membres). Siège social : Bourse du travail, NÎMES.

Nord [4 janvier 1896]. — Syndicat de la manufacture des **tabacs** de Lille (17 membres). Siège social : rue de la Monnaie, 79, LILLE.

Seine [25 juillet 1900]. — Chambre syndicale des **naturalistes-taxidermistes** (ostéologie, anatomie, Entomologie) (24 membres). Siège social : rue Jean-Jacques Rousseau, 35, PARIS. — [1^{er} mai 1878]. — Chambre syndicale des ouvriers **outilleurs** en bois du département de la Seine (44 membres). Siège social : rue de la Forge royale, 12, PARIS [a fusionné avec la chambre syndicale des ouvriers **menuisiers** du département de la Seine]. — [21 avril 1898]. — Syndicat indépendant des employés et ouvriers de la Com-générale Parisienne des **tramways-Sud** (827 membres). Siège social : avenue d'Italie, 182, PARIS.

Seine-Inférieure [19 janvier 1908]. — Syndicat des **employés** de Fécamp (54 membres). Siège social : Hôtel-de-ville, FÉCAMP.

3° SYNDICATS MIXTES.

Côtes-du-Nord [26 juillet 1903]. — Syndicat mixte des menuisiers-ébénistes et professions connexes (52 membres). Siège social, DINAN.

Finistère [25 septembre 1901]. — Association syndicale et amicale des dentistes et des mécaniciens-dentistes de Brest (10 membres). Siège social : rue de la Rampe, 59, BREST.

Le Rédacteur en Chef du Bulletin, Gérant,

CH. PICQUENARD.

PUBLICATIONS DE LA DIRECTION DU TRAVAIL

(Les volumes épuisés sont marqués d'un astérisque [*].)

I. — CONSEIL SUPÉRIEUR DU TRAVAIL.

1 ^{re} SESSION (1891). — * <i>Compte rendu</i> . — <i>Rapports</i> : Bureaux de placement (M. Thévenet). — Protection des salaires (M. Martelin). — Création d'un office du travail (M. Keufer). — 1 in-4°, 200 p.	2 fr. 25
2 ^e SESSION (1892). — * <i>Compte rendu</i> . — <i>Rapports</i> : Organisation du crédit populaire (MM. Labeyrie et Delahaye). — Sociétés coopératives de crédit (M. Lyon-Caen). — Habitations ouvrières (M. Siegfried). — Musée d'économie sociale (M. Linder). — Règlements d'atelier (M. Keufer). — Pétition des typographes de Lyon. — 1 in-4°, 252 p.	3 francs.
3 ^e et 4 ^e SESSIONS (déc. 1893-janv. 1894). — * <i>Compte rendu</i> . — <i>Rapport</i> sur l'organisation du crédit populaire (M. Many). — 1 in-4°, 341 p.	3 fr. 30.
5 ^e SESSION (1895). — * <i>Compte rendu</i> . — <i>Rapport</i> sur la création de chambres de travail (M. Depasse). — 1 in-4°, 165 p.	2 fr. 25.
6 ^e SESSION (1896). — * <i>Compte rendu</i> . — <i>Rapports</i> : L'insaisissabilité des pensions ouvrières (M. Paulet). — La question du chômage. — 1 in-4°, 143 p., 1 fr. 80. — * <i>Rapport</i> sur la question du chômage, avec les documents réunis par l'Office du travail. — 1 in-4°, 398 p.	3 fr. 60.
* <i>Statistique des travaux de secours en cas de chômage</i> (1896, 1897, 1898) [note de l'Office du travail]. 1 broch. in-4°, 23 p. (1899).	1 franc.
7 ^e SESSION (1897). — * <i>Compte rendu</i> . — <i>Rapport</i> sur le système actuel des adjudications (M. Keufer). — Note de l'Office du travail sur le minimum de salaire dans les travaux publics. — 1 in-4°, 299 p. 3 francs.	
8 ^e SESSION (1898). — * <i>Compte rendu</i> . — <i>Rapport</i> sur le marchandage (M. Goy). — Note de l'Office du travail sur le marchandage. — 1 in-4°, 127 p.	1 fr. 80.
9 ^e SESSION (1900). — * <i>Compte rendu</i> . — 1 in-4°, 525 p.	4 fr. 50.
* <i>Les conseils de prud'hommes</i> [documents et enquêtes de l'Office du travail]. — 1 in-4°, 409 p. 3 fr. 60.	
* <i>Enquête sur la législation des conseils de prud'hommes</i> . — 1 br. in-4°, 55 p.	1 franc.
10 ^e SESSION (1901). — * <i>Compte rendu</i> . — 1 in-4°, 175 p., 2 fr. 25. — * <i>Rapport</i> et documents sur la réglementation du travail dans les bureaux et magasins (M. Dalle) et dans les petites industries de l'alimentation (M. Barafort). — 1 in-4°, 261 p.	3 francs.
* <i>Rapports</i> sur diverses modifications à la législation des prud'hommes et sur les renvois par suite de saisie-arrest. — 1 broch. in-4°, 28 p.	1 franc.
11 ^e SESSION (1902). — * <i>Compte rendu</i> . — 1 in-4°, 147 p.	1 fr. 80.
* <i>Apprentissage</i> : enquête et doc. (rapport de M. Briat). — 1 in-4°, 537 p.	4 fr. 50.
* <i>Rapport</i> sur les modifications à apporter aux groupes professionnels du conseil supérieur (M. Fagnot). — 1 broch. in-4°, 15 p.	2 francs.
12 ^e SESSION (1903). — * <i>Compte rendu</i> . — 1 in-4°, 224 p.	2 fr. 70.
* <i>Les caisses de chômage</i> . — 1 in-4°, 148 p.	1 fr. 80.
* <i>Réglementation du travail dans les industries de transport</i> (M. Moreau). — 1 in-4°, 87 p.	1 fr. 50.
* <i>Enquêtes et documents sur le délai-congé</i> . — 1 in-4°, 104 p.	1 fr. 80.
13 ^e SESSION (1904). — * <i>Compte rendu</i> . — 1 in-4°, 233 p.	1 fr. 80.
* <i>Le repos hebdomadaire</i> (rapport de M ^{lle} Blondelu). — 1 in-4°, 73 p.	1 fr. 50.
* <i>Le délai-congé</i> (rapport de M. Manoury). — 1 in-4°, 52 p.	1 fr. 50.
14 ^e SESSION (1905). — * <i>Compte rendu</i> . — 1 in-4°, 135 p.	1 fr. 80.
15 ^e SESSION (novembre 1905). — * <i>Compte rendu</i> . — 1 in-4°, 168 p.	2 fr. 25.
* <i>L'enseignement professionnel</i> (rapport de M. Briat). — 1 in-4°, 159 p.	2 francs.
16 ^e SESSION (1906). — * <i>Compte rendu</i> . — 1 in-4°, 244 p.	2 fr. 70.
* <i>L'affichage des lois ouvrières</i> (rapport de M. Paillot). — 1 in-4°, 11 p.	1 franc.
* <i>L'inspection du travail</i> (rapport de M. Bourderon). — 1 in-4°, 52 p.	1 franc.
17 ^e SESSION (1907). — * <i>Compte rendu</i> . — 1 vol. in-8°, 220 p.	2 fr. 70.
* <i>La capacité professionnelle des syndicats</i> . — 1 in-4°, 28 p.	1 franc.
* <i>L'organisation du Conseil supérieur du travail</i> . — 1 in-4°, 22 p.	1 franc.
* <i>La protection des salaires en cas de faillite ou de déconfiture</i> . — 1 in-4°, 40 p.	1 franc.

II. — ENQUÊTES ET DOCUMENTS.

* <i>Le placement des employés, ouvriers et domestiques en France, avec un appendice relatif au placement dans les pays étrangers</i> . — 1 in-8°, 742 p. (1893).	8 francs.
<i>Seconde enquête sur le placement</i> . — 1 in-8°, 186 p. (1901).	1 fr. 50.
* <i>De la conciliation et de l'arbitrage dans les conflits collectifs entre patrons et ouvriers en France et à l'étranger</i> . — 1 in-8°, 610 p. (1893).	6 francs.
* <i>Examen du 6^e rapport annuel du Dép^t du travail des États-Unis</i> . — Des arêtes et de la participation intéressée du personnel dans les chemins de fer russes. — 1 in-8°, 93 p. (1893).	1 fr. 50.
* <i>Salaires et durée du travail dans l'industrie française</i> . — Tome 1 ^{er} : Seine. — 1 in-8°, 611 p. (1893). — T. II et III : Départements. — 2 in-8°, 710, 648 p. (1894 et 1896). — T. IV : <i>Résultats généraux</i> . — 1 in-8°, 574 p. (1897). Chac. 7 fr. 50. — <i>Manufactures de l'État et chemins de fer</i> . — 1 in-8°, 164 p. (1896) 1 fr. 50. — <i>Album graphique</i> . — 29 planches in-8° (1897).	4 francs.

- * **La petite industrie (salaires, durée du travail).** — Tome I^{er} : *L'alimentation à Paris.* — 1 in-8°, 300 p. (1893). — T. II : *Le vêtement à Paris.* — 1 in-8°, 721 p. (1896)..... 2 fr. 50 et 5 francs.
- * **Bordereaux de salaires (1900 et 1901).** — 1 in-8°, 232 p. (1902)..... 3 fr. 50.
- * **Saisie-arrêt sur les salaires.** — 1 in-8°, 138 p. (1899)..... 1 fr. 50.
- Note sur la journée de huit heures dans les établissements industriels de l'État.** — 1 in-8°, 91 p. (1906)..... 1 fr. 50.
- L'industrie du chiffon à Paris.** — 1 in-8°, 118 p. (1903)..... 1 fr. 50.
- Enquête sur le travail à domicile dans la lingerie.** — T. I : 1 in-8°, 782 p. (1907)..... 5 francs.
- * **L'assurance obligatoire contre les accidents du travail en Allemagne et en Autriche (1892).** — 1. *Résultats financiers.* — 1 in-8°, 110 p. — II. *Statistique des accidents.* — 1 in-8°, 124 p., chac. 1 fr. 50.
- * **Bases statistiques de l'assurance contre les accidents.** — 1 in-8°, 235 p. (1899)..... 2 francs.
- * **Résultats statistiques de l'assurance obligatoire contre la maladie : En Allemagne.** — 1 in-8°, 134 p. (1893). — *En Autriche.* — 1 in-8°, 147 p. (1893), chac. 1 fr. 50.
- * **Étude sur les derniers résultats des assurances sociales en Allemagne et en Autriche.**
 1^{re} partie : *Accidents.* — 1 in-8°, 180 p. (1894)..... 1 fr. 50.
 2^e partie : *Maladie, Invalidité, Vieillesse.* — 1 in-8°, 229 p. (1895)..... 2 francs.
- * **Les caisses patronales de retraites (industries).** — 1 in-8°, 437 p. (1898)..... 3 fr. 50.
- * **Hygiène et sécurité des travailleurs.** — 1 in-8°, 660 p. (1895)..... 5 francs.
- * **Poisons industriels.** 1 in-8°, 449 p. (1901)..... 3 francs.
- * **Maladies professionnelles.** — 1 in-8°, 147 p. (1903)..... 1 fr. 80.
- * **Les associations ouvrières de production.** — 1 in-8°, 613 p. (1897)..... 5 francs.
- Les associations professionnelles ouvrières.** — * Tome I^{er} : *Agriculture, mines, produits chimiques, industrie polygraphique.* — (1899). — T. II : *Cuir et peaux, industries textiles, habillement, ameublement, travail du bois.* — (1901). — T. III : *Métaux, céramiques et verrerie.* — (1902). — T. IV : *Bâtiment, transports et industries diverses.* — 4 in-8°, 905, 895, 679 et 821 p., chac. 5 francs.
- * **Législation ouvrière et sociale en Australie et Nouvelle-Zélande.** — *Mission de M. Albert Melin.* — 1 in-8°, 200 p. (1901)..... 1 fr. 50.
- * **Rapport sur l'apprentissage dans l'imprimerie (1889-1901).** — 1 in-8°, 320 p. (1901)..... 3 fr. 50.
- * **Rapport sur l'apprentissage dans les industries de l'ameublement.** — 1 in-8°, 678 p. (1905)..... 6 francs.
- * **Répartition des forces motrices et hydrauliques en 1899.** — Tome I^{er} : *Moteurs à vapeur* (1900). — T. II : *Moteurs hydrauliques* (1901). — 2 in-4°, 235 et 224 p., chac. 3 fr. 50.

III. — PUBLICATIONS PÉRIODIQUES. — STATISTIQUE. — ANNUAIRES.

- Résultats statistiques des recensements de la population.** — 1891 : 1° * *Résultats généraux.* — 1 in-8° Jésus, 814 p. (1894), 15 francs. — 2° *Étrangers.* — 1 in-8° Jésus, 349 p. (1893), 7 fr. 50. — * 1896 : 1 in-8°, 491 p. (1899), 7 fr. 50. — 1901. — Tome I^{er} : *Introduction, population légale ou de résidence habituelle pour la France; population présente (Paris, Nord et Est).* — 1 in-4°, 870 p. — T. II : *Population présente (Sud-Est).* — 1 in-4°, 818 p. — T. III : *Population présente (Ouest et Midi).* — 1 in-4° 906 p. — T. IV : *Population présente, résultats généraux.* — 1 in-4°, 1,022 p. — T. V : *Enquêtes annexes (familles; aveugles; sourds-muets; habitations; forces motrices).* — 1 in-4°, 176 p., chaque volume 10 francs, sauf le tome V..... 5 francs.
- Résultats statistiques du recensement des industries et professions en 1896.** — * Tome I^{er} : *Paris, Nord et Est* (15 dép.). — T. II : *Sud-Est* (27 dép.). — T. III : *Ouest et Midi* (45 dép.). — T. IV : *Résultats généraux.* — 4 in-4°, 845, 803, 663 et 440 p., chac. 10 francs.
- Album graphique de la statistique générale de la France (1907).** — 1 in-4°, 285 p. 8 francs.
- Statistique générale de la France.** — *Statistique annuelle* : 1888-89, * 1890, * 1890-92 ; 3 in-8°, 341, 145, 641 p., chac. 7 fr. 50. — * 1893 à 1898 : 6 in-8°, 259, 259, 237, 235, 304 et 197 p., chac. 5 et 6 francs. — *Mouvement de la population* : * 1899-1900, * 1901, 1902, 1903, 1904, 1905-1906 ; 6 in-8°, 313, 289, 105, 384, 638 et 214 p., chac. 5 francs (sauf 1904 : 7 fr. 50). — *Institutions d'assistance* : * 1899-1900, * 1901, 1902 à 1905 ; 6 in-8°, 211, 105 et 103 p., chac. 5 francs.
- Statistique internationale du mouvement de la population d'après les registres de l'état-civil.** — *Résumé depuis l'origine des statistiques de l'état-civil jusqu'en 1905.* — 1 in-8°, 912 p. 15 francs.
- Annuaire statistique.** — 1880 à 1891, 12 in-8°, 559, 664, 612, 630, 678, 674, 718, 723, 503, 516, 553, 535 p.; 1892-94 et 1895-96, 2 in-8°, 773 et 624 p.; 1897 à 1906, 10 in-8°, 520, 653, 615, 583, 592, 528, 631, 545, 604 et 645 p. — (Épuisés : 1886, 1888 et 1890 à 1906, sauf 1901, et 1905), chac. 7 fr. 50.
- Statistique des grèves et des recours à la conciliation et à l'arbitrage (1890-1906).** — 17 in-8° (épuisés, sauf 1900, 1901, 1902, 1903, 1904 et 1906), chac. 3 francs, 3 fr. 50 et 4 fr. 50.
- Statistique des grèves de 1890 à 1899.** — Broch in-8°, 28 p. 1 fr. 50.
- Annuaire des syndicats.** — * 1897, * 1898-1899, * 1900, * 1901, 1902, * 1903 et 1904-1905, chac. 5 francs.

D'après une communication des libraires, désignés ci-après, on pourrait se procurer d'occasion, à leur librairie, quelques-uns des volumes indiqués comme épuisés [*] : MM. BERGER-LEVRULT et C^{ie}, rue des Beaux-Arts, 5, Paris-6^e; MUZARD et EBIN, place Dauphine, Paris-1^{er}; GEORGES ROUSTAN, quai Voltaire, 5 et 17, Paris-7^e; CHEVALIER et RIVIÈRE, rue Jacob, 30, Paris-6^e.

(Les volumes épuisés sont marqués d'un astérisque[*].)

BULLETIN DE L'OFFICE DU TRAVAIL

(MINISTÈRE DU TRAVAIL ET DE LA PRÉVOYANCE SOCIALE)

SOMMAIRE.

	Pages.		Pages.
<i>Mouvement social en France.</i>		<i>Grande-Bretagne : Revue du travail. — Grèves. —</i>	
Revue du travail en juin.....	629	Les mines et carrières en 1907; personnel et accidents.....	672
Situation par industries.....	630	<i>Italie : Grèves. — Le mouvement coopératif à la</i>	
Grèves en juin.....	639	fin de 1906.....	673
Conciliation et arbitrage en juin.....	646	<i>Pays-Bas : Revue du travail. — Grèves.....</i>	675
Enquête sur le placement à Paris depuis la loi du 14 mars 1904 (2 ^e partie). — II. <i>Employés de marchands de comestibles</i>	647	<i>Actes et documents officiels.</i>	
Statistique des accidents du travail en 1907 :		Loi du 14 avril 1908 portant ouverture au ministère de l'Intérieur d'un crédit supplémentaire de 60,000 francs pour secours d'extrême urgence.....	675
1 ^o D'après les avis de déclaration transmis en 1907 aux inspecteurs du travail et au service des mines.....	655	Décret du 20 juin 1908 : création d'un conseil de prud'hommes à Saint-Yrieix.....	675
2 ^o D'après les ordonnances et les jugements rendus en 1907.....	656	Rapport et décret du 21 juin 1908, instituant une commission interministérielle pour l'étude des questions relatives aux adjudications des travaux publics.....	675
Les conseils de prud'hommes en 1905.....	658	Arrêtés :	
Les accidents de mer en 1906.....	660	1 ^o 28 juin 1908 : taux des subventions de l'État aux caisses de chômage pour le second semestre 1907.....	676
La caisse nationale d'épargne en 1906.....	662	2 ^o 17 avril 1908 (Travaux publics) : heures d'ouverture et de fermeture des gares de marchandises les jours de semaine et les dimanches et jours fériés.....	677
<i>Jurisprudence.</i>		Circulaires :	
Syndicats professionnels; limitation de leur patrimoine mobilier aux éléments susceptibles de concourir à la défense des intérêts collectifs représentés par le syndicat; impossibilité pour un syndicat de posséder une marque de fabrique ou de commerce. — Livrets de travail des enfants étrangers; impossibilité de suppléer aux livrets prévus par la loi de 1892 par des livrets émanés d'une autorité étrangère. — Inspection du travail : établissement de l'État; procès-verbal dressé par un inspecteur du travail pour défaut de déclaration d'accidents; validité. — Auxiliaire engagé par un ouvrier avec l'approbation en principe du patron; responsabilité du patron pour la déclaration de l'accident survenu à l'auxiliaire. — Accidents du travail : défaut d'affichage de la loi de 1898 et des règlements d'administration publique pris pour son exécution; contravention unique.....	663	1 ^o 14 mai 1908 (Travaux publics) : dérogations à l'arrêté du 17 avril 1908.....	678
<i>Mouvement social à l'étranger.</i>		2 ^o 26 février 1908 (Travail) : instructions aux préfets pour l'exécution des lois sur l'amélioration des retraites des ouvriers mineurs.....	679
Allemagne : Revue du travail. — Placement.....	668	3 ^o 11 mai 1908 (Travail) : application de la loi du 14 avril 1908 sur l'amélioration des retraites des ouvriers mineurs.....	679
Autriche : Placement.....	668	État des travaux législatifs.....	679
Belgique : Revue du travail. — Grèves. — Les bourses du travail en 1907.....	669	Chronique législative : licenciement des ouvriers des établissements de l'artillerie et des poudres et salpêtres; les délégués mineurs.....	681
Canada : Revue du travail. — Grèves.....	671	<i>Renseignements divers.</i>	
États-Unis : Revue du travail.....	672	Analyse, par département, des renseignements fournis par les associations patronales.....	682
		Analyse, par département, des renseignements fournis par les associations ouvrières.....	687
		Commerce extérieur; transports; prix courants divers.....	704
		Mouvement syndical.....	705
		Errata.....	712

PARIS.

BERGER-LEVRAULT et C^{ie}, éditeurs,
5, rue des Beaux-Arts (6^e arr^t).

LIBRAIRIE ARMAND COLIN,
5, rue de Mézières (6^e arr^t).

Le Bulletin de l'Office du travail paraît tous les mois. On le trouve chez tous les libraires.
On s'abonne également dans tous les bureaux de poste et à l'Imprimerie nationale.

Les abonnements ne sont pas reçus au Ministère du Travail.

(POUR LA FRANCE..... 2 fr. 50 par an.

EN VENTE CHEZ BERGER-LEVRAULT ET C^{ie} :
PUBLICATIONS DE LA DIRECTION DE L'ASSURANCE
ET DE LA PRÉVOYANCE SOCIALES.

I. — Recueil de documents sur les Accidents du travail.

- N° 1. — Lois, Règlements et Circulaires (Janvier 1907). Un volume in-8° de 404 pages. 1 fr. 75.
- N° 2. — Lois sur les accidents du travail (Février 1907). Brochure de 32 pages. 0 fr. 50.
- N° 3. — Jurisprudence (I. Mars 1902). Un volume de 937 pages. 10 francs.
- N° 4. — Loi du 9 avril 1898 (modifiée par la loi du 22 mars 1902) et Décret relatif aux déclarations d'accidents. Brochure de 26 pages. 0 fr. 50.
- N° 5. — Rapports aux Congrès internationaux des accidents (Paris 1900. — Düsseldorf 1902), par le Directeur de l'Assurance et de la Prévoyance sociales. Brochure de 33 pages. 0 fr. 60.
- N° 6. — Jurisprudence. Table analytique des décisions publiées dans le fascicule n° 3 (Mars 1902). Brochure de 63 pages. 1 franc.
- N° 7. — Jurisprudence (II. Mars 1903). Avec Table alphabétique générale des décisions publiées dans les fascicules n° 3 et 7. Un volume de 449 pages. 5 francs.
- N° 8. — Jurisprudence. Table analytique des décisions insérées dans les tomes I et II (fascicules n° 3 et 7). 1903. Brochure de 84 pages. 1 fr. 30.
- N° 9. — Jurisprudence. (III. Novembre 1903). Avec Table alphabétique générale des décisions publiées dans les fascicules n° 3, 7 et 9. Un volume de 363 pages. 4 francs.
- N° 10. — Jurisprudence. Table analytique des décisions publiées dans les tomes I, II et III (fascicules n° 3, 7 et 9). 1903. Volume in-8° de 95 pages. 1 fr. 40.
- N° 11. — Jurisprudence (IV. Mars 1904). Avec Table analytique des décisions publiées dans les fascicules n° 3, 7, 9 et 11. Un volume de 304 pages. 3 fr. 25.
- N° 12. — Jurisprudence. Table analytique des décisions publiées dans les tomes I à IV (fascicules n° 3, 7, 9 et 11). Vol. de 96 pages. 1 fr. 40.
- N° 13. — Maladies professionnelles. Rapport préliminaire au Comité consultatif des Assurances contre les accidents du travail. 1904. Brochure in-8° de 48 pages. 0 fr. 20.
- N° 14. — Législation sur les accidents, annotée des décisions de jurisprudence. 2^e édit. 1906. Un volume de 110 pages. 1 fr. 25.
- N° 15. — Répertoire bibliographique sur la législation relative aux accidents du travail, par A. DAGUIN. 2^e édit. 1906. Broch. de 96 p. 1 fr. 25.
- N° 16. — Rapport sur l'application de la loi du 9 avril 1898 (Février 1905.). Brochure de 236 pages, dont 40 de graphiques en noir et en couleurs. 2 fr. 75.
- N° 17. — Jurisprudence. (V. Mars 1905). Un volume de 147 pages. 1 fr. 75.
- N° 18. — Arrêté fixant le tarif des frais médicaux et pharmaceutiques en matière d'accidents au travail. 1905. Brochure de 62 pages. 0 fr. 75.
- N° 19. — Deuxième rapport sur l'application de la loi du 9 avril 1898. (Mars 1906.) Vol. de 175 p., dont 30 de graphiques en noir et couleurs. 2 fr.
- N° 20. — Jurisprudence. (VI. Mars 1906.) Un volume de 212 pages. 2 fr. 50.
- N° 21. — Troisième rapport sur l'application de la loi du 9 avril 1898. (Octobre 1906.) Vol. de 150 pages, dont 31 de graphiques en noir et en couleurs. 1 fr. 75.
- N° 22. — Décret du 27 septembre 1906 arrêtant la liste des exploitations commerciales soumises à la taxe réduite pour le fonds de garantie. Br. de 34 p. 0 fr. 35.
- N° 23. — Jurisprudence. (VII. Octobre 1906.) Un volume de 64 pages. 0 fr. 75.
- N° 24. — Jurisprudence. Table analytique des décisions publiées dans les tomes I à VII (fascicules n° 3, 7, 9, 11, 17, 20 et 23). Vol. 95 p. 1 fr. 25.
- N° 25. — Les Accidents du travail dans l'agriculture, d'après la statistique allemande, par Edouard FUSTER. Broch. in-8° de 48 p. 0 fr. 65.
- N° 26. — La Statistique du risque professionnel en Autriche, par Edouard FUSTER. Volume in-8° de 168 pages. 2 francs.

II. — Recueil de Documents sur la Prévoyance sociale.

- Les Caisses d'épargne. (Législation et statistique.) 1903. Brochure in-8° de 34 pages. 0 fr. 75.
- Applications de la législation française sur les habitations à bon marché. 1903. Brochure de 52 pages. 0 fr. 75.
- L'Habitation ouvrière et les pouvoirs publics en Allemagne, par Edouard FUSTER. 1903. Brochure de 78 pages. 1 fr. 25.
- Les Retraites ouvrières en Italie, par O. ARSANDAUX. 1903. Brochure de 78 pages. 1 fr. 25.
- L'Assurance populaire du canton de Neuchâtel, par O. ARSANDAUX. 1903. Broch. de 44 p. 0 fr. 75.
- Projet de loi sur le contrat d'assurance. Rapport et documents. 1904. Volume de 247 pages. 0 fr. 85.
- L'Assurance obligatoire contre l'invalidité en Allemagne. 1905. Volume de 156 pages. 1 fr. 75.
- Les Capitaux des caisses de retraites allemandes et leur emploi, par Edouard FUSTER. 1905. Volume de 95 pages. 1 fr. 20.
- Documents sur les retraites ouvrières en Allemagne, par Edouard FUSTER. 1905. Brochure de 77 pages. 1 franc.
- Principaux résultats de la prévoyance sociale, de 1890 à 1903. Statistiques et graphiques. 1905. Brochure de 47 pages avec diagrammes. 0 fr. 60.
- Projet de code du travail et de la prévoyance sociale (vote par la Chambre des députés, le 15 avril 1905). Brochure de 61 pages. 0 fr. 75.
- Les Assurances sociales en France, de 1889 à 1905. Rapport au Congrès international de Vienne (1905), par le Directeur de l'Assurance et de la Prévoyance sociales. Broch. de 28 p. 0 fr. 50.
- Les assurances sociales en Belgique, par J. Bégasse. Broch. de 186 pages. 2 fr. 40.

Prière d'envoyer les communications relatives au **Bulletin** et aux **Syndicats professionnels**, non affranchies, à l'adresse suivante :

Monsieur le Ministre du Travail et de la Prévoyance sociale,
 Direction du travail. PARIS (VII^e).

N. B. — Pour que les envois bénéficient de la franchise postale, il importe que l'adresse porte la mention : A monsieur le Ministre du Travail et de la Prévoyance sociale.

BULLETIN

DE

L'OFFICE DU TRAVAIL.

FRANCE.

REVUE DU TRAVAIL (1).

Pendant le mois de juin, le chômage a encore diminué chez les ouvriers viticoles du Midi. Les travaux des champs, et notamment la fenaison, ont donné une occupation abondante aux ouvriers bûcherons. L'activité reste toujours aussi satisfaisante dans l'horticulture de la région parisienne et chez les ouvriers agricoles de Seine-et-Marne.

Le travail est abondant dans le bâtiment et les industries qui en dépendent ; le chômage a diminué à Paris dans la maçonnerie.

Dans les industries textiles, la situation ne s'améliore pas dans le Nord ni dans les centres de Maine-et-Loire et des Deux-Sèvres ; elle reste satisfaisante dans les Ardennes. Dans la soie, le chômage reste important dans la plupart des centres de la région lyonnaise et stéphanoise ; toutefois à Lyon, les tisseurs de la Croix-Rousse bénéficient d'une reprise longtemps attendue.

(1) Sauf indication contraire, les renseignements sur le mouvement du travail sont tirés des réponses au questionnaire mensuel sur l'état du travail et le chômage professionnel envoyées par les syndicats ouvriers et qui sont parvenues à l'Office du travail dans la seconde quinzaine de juin 1908. — Les chiffres entre parenthèses dans la situation par industries indiquent le nombre des ouvriers adhérents des syndicats cités. — Ne sont comptés que les chômeurs involontaires, à l'exclusion des ouvriers malades ou en grève.

Les industries du vêtement sont toujours en pleine saison, notamment à Paris.

Dans les industries des métaux, la situation ne s'est pas sensiblement modifiée depuis le mois dernier. Toutefois le chômage intense, dont souffraient depuis si longtemps les ferblantiers-boîtiers des côtes bretonnes, a un peu diminué, par suite des bons résultats des dernières pêches.

Le travail commence à baisser dans les industries du livre.

Le chômage reste toujours élevé dans la plupart des centres de mégisseries ainsi que chez les diamantaires; il est également important dans la tonnellerie.

1,196 syndicats, groupant 301,486 ouvriers, ont répondu, pour juin 1908, au questionnaire mensuel sur l'état du travail et le chômage professionnel.

Parmi ces syndicats, 954 groupant 220,404 ouvriers ont fait connaître le nombre de leurs chômeurs, soit 15,146, ce qui correspond à une moyenne de 6.8 p. 100, en y comprenant les mineurs du Pas-de-Calais, et de 7.8 p. 100, mineurs du Pas-de-Calais non compris. Cette dernière moyenne était, le mois dernier, de 11.9 p. 100; elle était de 6.7 p. 100 en mai 1907.

L'ouvrage, pendant le mois de juin 1908, a été jugé, par comparaison avec le mois de mai, plus abondant, par 26 p. 100 des syndicats, groupant 20 p. 100 des syndiqués; équivalent par 51 p. 100 des syndicats, groupant 53 p. 100 des syndiqués; moins abondant par 23 p. 100 des syndicats, groupant 27 p. 100 des syndiqués.

A la question : « Estimez-vous la situation du travail satisfaisante pour l'époque? » 645 syndicats, groupant 90,113 adhérents, ont répondu par l'affirmative, et 345, groupant 113,625 adhérents, ont répondu par la négative.

Situation par industries.

PÊCHE. — AGRICULTURE. — FORÊTS. — L'Union des pêcheurs et marins du commerce du Havre (2,998) accuse 10 p. 100 de chômeurs contre 10 le mois dernier et 5 en juin 1907. 1.2 p. 100 à Dunkerque (952) où la pêche est abondante. Sur les côtes bretonnes et vendéennes, la pêche est abondante à Concarneau (650); elle est médiocre comme résultat à Guilvinec (371), au Bono (153) et Port-Louis (450); à Douarnenez (1773) les bateaux sont en armement pour la pêche à la sardine, de sorte que le travail est momentanément suspendu. Sur la Méditerranée, la pêche est plus abondante à La Seyne (110), le temps étant très beau.

D'après les réponses de 59 syndicats d'ouvriers agricoles, groupant 8,881 membres, la proportion des chômeurs syndiqués était, en juin, de 4.5 p. 100 contre 7.4 le mois dernier et 13.9 en juin 1907; la situation était considérée comme satisfaisante par 76 p. 100 des syndicats et 85 p. 100 des syndiqués. Sur le total de 402 chômeurs, 388 sont signalés par 36 syndicats d'ouvriers viticoles de l'Aude, de l'Hérault et des Pyrénées-Orientales qui groupent à eux seuls 3,255 syndiqués : la proportion est respectivement dans les trois départements de 7.5, 16.4 et 5 p. 100 contre 4.2, 26 et 29.1 le mois dernier et 28, 5.74 et 36.4 en juin 1907; 15 de ces syndicats n'accusent aucun chômeur, le travail est abondant dans la plupart des centres. A Paris, le syndicat mixte des

horticulteurs (2,213) annonce 6 chômeurs contre 15 le mois dernier et 4 en juin 1907 : le travail est satisfaisant pour l'époque et aussi abondant que le mois dernier ; le syndicat ouvrier de la rue du Harlay (2,090) n'accuse aucun chômeur et émet le même avis sur l'état du travail. En Seine-et-Marne, les ouvriers agricoles de Lizy-sur-Ourcq (230) et du canton de Coulmiers (121) sont tous occupés. Il en est de même des vignerons d'AY (151).

103 syndicats de bûcherons accusent 388 syndiqués sans travail, soit, sur un effectif de 9,946 membres, une proportion de 3.9 p. 100 contre 3.3 le mois dernier et 7.3 en juin 1907. La situation est considérée comme satisfaisante pour l'époque par 84 p. 100 des syndicats et 84 p. 100 des syndiqués. Les ouvriers bûcherons sont surtout occupés en cette saison aux travaux des champs, notamment à la fenaïson ; on ne signale aucun chômeur dans 9 centres sur 12 dans l'Allier, dans 17 sur 23 dans le Cher, dans 8 sur 8 dans le Loiret, dans 31 sur 34 dans la Nièvre et dans 7 sur 8 dans l'Yonne ; le chômage atteint 13.1 p. 100 contre 15.1 le mois dernier dans l'Allier pour 963 syndiqués ; il est de 6 contre 5.5 dans le Cher pour 2,078 syndiqués ; de 0 dans le Loiret pour 366 syndiqués ; de 3.2 contre 1.3 dans la Nièvre pour 3,221 syndiqués et de 2.5 contre 0 dans l'Yonne pour 911 syndiqués. Dans les Landes, 11 syndicats de résiniers, groupant 1,487 ouvriers, accusent 0 p. 100 de chômeurs contre 2.5 le mois dernier.

MINES. — Les renseignements qui suivent, calculés d'après les chiffres obligeamment fournis par le *Comité central des houillères de France*, portent sur plus de 176,000 ouvriers, soit plus des trois quarts du personnel ouvrier des mines, pendant le mois de juin 1908. Dans le courant de ce mois, le nombre moyen des jours d'extraction par semaine pour les ouvriers du fond et la répartition de l'ensemble des ouvriers occupés par l'exploitation tant au fond qu'au jour, d'après l'activité du travail, sont indiqués ci-dessous :

BASSINS ou GROUPES DE BASSINS.	NOMBRE D'OUVRIERS.	NOMBRE moyen HEBDOMA- DAIRE de jours d'extraction ⁽¹⁾	SUR 100 OUVRIERS, TANT DU FOND QUE DU JOUR, COMBIEN ONT TRAVAILLÉ PAR SEMAINE				
			moins de 3 jours.	de 3 à 4 jours.	de 4 à 5 jours.	de 5 à 6 jours.	6 jours ou davantage (travail plein)
			4	5	6	7	8
			p. 100.	p. 100.	p. 100.	p. 100.	p. 100.
Nord et Pas-de-Calais....	110,189	5.92	"	"	"	26.95	73.05
Loire.....	17,129	5.96	"	"	"	14.15	85.85
Gard et Hérault.....	14,395	5.98	"	"	"	5.75	94.25
Tarn et Aveyron.....	10,676	6.00	"	"	"	"	100.00
Provence (lignites).....	1,716	5.13	"	"	"	97.96	2.04
Isère.....	2,600	5.98	"	"	"	5.35	94.65
Bourgogne et Nivernais..	10,248	5.95	"	"	"	29.55	70.45
Centre.....	9,018	5.94	"	"	"	26.07	73.93
Ouest.....	394	5.46	"	28.93	"	"	71.07
ENSEMBLE pour la France.	176,065	5.68	"	0.65	"	42.31	57.04

⁽¹⁾ Le nombre moyen hebdomadaire des jours d'extraction peut être supérieur à six en cas de dérogations au repos du dimanche (application de l'art. 6 § 3 de la loi du 13 juillet 1906) ou lorsque certaines mines ne chôment pas les jours fériés, tels que lundis de Pâques et de Pentecôte, Ascension, 14 juillet, Assomption, Toussaint, Noël, qui sont des jours de repos généralement observés, bien que la loi n'en fasse pas une obligation.

dernier et de 5,98 en juin 1907. D'après les réponses de 22 syndicats, le chômage serait de 0,4 p. 100 sur un effectif de 30.160 syndiqués; il était de 0,3 p. 100 le mois dernier pour 34,415 syndiqués et de 1,4 en juin 1907 pour 7,834 syndiqués; le syndicat de Lens (26,000) n'accuse aucun chômeur comme le mois dernier; celui de Montceau-les-Mines (4,903) n'a pas répondu.

CARRIÈRES. — Dans les carrières et ardoisières, la proportion des chômeurs est de 3,7 p. 100 pour 18 syndicats groupant 2,096 ouvriers contre 2,5 le mois dernier et 2,8 en juin 1907. Dans les carrières, pas de chômeurs à Thollon (300), Parmilieu (120) et Saulxures-sur-Moselotte (460); 6,7 contre 2,7 à Arques (150). Dans les ardoisières, pas de chômeurs à Haybes-sur-Meuse (320) et Fumay (125).

ALIMENTATION. — D'après les réponses de 61 syndicats, groupant 12,736 adhérents, la proportion des chômeurs, dans l'ensemble des industries de l'alimentation, était de 12,4 p. 100 contre 9,1 le mois dernier et 11,9 en juin 1907. La situation est jugée satisfaisante pour l'époque par 63 p. 100 des syndicats et 60 p. 100 des syndiqués. En province le chômage dépasse la moyenne chez les bouchers-charcutiers (150) de Marseille; les limonadiers de Nice (900); les boulangers d'Orléans (110); les mareyeurs de Boulogne-sur-Mer (142). Le travail est, par contre, satisfaisant chez les tripiers (180), les confiseurs-pâtisseries (455), les maîtres d'hôtel (1,405) et les liquoristes (170) de Marseille; les limonadiers (120) de Lyon. A Paris, les cuisiniers de la rue Mandar (1,335) accusent 5 p. 100 de chômeurs contre 4,9; ceux de la Bourse du travail (1,450), 10,3; les garçons de cuisine (977), 8,2; les pâtisseries de la Seine (1,600), 8,7 contre 10,6; les boulangers du boulevard Richard-Lenoir (245), 3,3 contre 1,6; ceux de la rue des Martyrs (300), 6,7 contre 6,7; les raffineurs (410), 5,9 contre 4,6.

La production d'alcool des bouilleurs et distillateurs de profession, à la fin de mai 1908, huitième mois de la campagne 1907-1908, s'élevait à 1,811,097 hectolitres contre 1,978,351 hectolitres à l'époque correspondante de la précédente campagne, soit une diminution de 167,254 hectolitres. La production des bouilleurs de cru pendant la même période est évaluée approximativement à 217,000 hectolitres, soit une différence en plus de 20,000 hectolitres sur la période correspondante de la campagne 1906-1907⁽¹⁾.

Dans l'industrie sucrière, la quantité de sucre travaillée au 30 juin 1908, exprimée en sucre raffiné, s'élevait à 746,177 tonnes contre 766,103 à l'époque correspondante de la campagne 1907-1908, soit une diminution de 19,926 tonnes⁽²⁾.

PRODUITS CHIMIQUES. — CAOUTCHOUC. — PAPIER. — CARTON. — Le chômage, dans l'ensemble des industries chimiques, d'après les réponses de 10 syndicats, groupant 2,288 ouvriers, ressort à 5,6 p. 100 contre 5,1 le mois dernier et 2,6 en juin 1907. En ce qui concerne les travailleurs du gaz, ceux de Paris (5,896) n'ont pas répondu; 4,1 p. 100 de chômeurs contre 10,3 à Saint-Étienne (195); 0 contre 5,9 à Nice (360); 0 à Reims (270). Les ouvriers des huileries de Marseille (1,050) ont 9,5 p. 100 de chômeurs contre 33 le mois dernier. Les ouvriers des fabriques d'engrais chimiques de la Rochelle (135) sont tous occupés.

Les ouvriers des papeteries d'Annonay (494) sont tous occupés.

INDUSTRIES DU LIVRE. — Chez les typographes, lithographes, graveurs et simi-

⁽¹⁾ *Journal officiel* du 19 juin 1908.

⁽²⁾ *Journal officiel* du 12 juillet 1908.

laire, le nombre des chômeurs syndiqués est : pour la province, de 8/4 pour 52 syndicats groupant 3,525 adhérents, soit 2.4 p. 100; pour Paris, de 260 pour 10 syndicats groupant 7,506 adhérents, soit 3.5 p. 100. La proportion était, le mois dernier, pour la province, de 1.6 p. 100, et pour Paris de 2.8 p. 100, elle était, pour le mois de juin 1907, de 1.7 p. 100 pour la province, de 3 p. 100 à Paris.

La situation est considérée comme satisfaisante pour l'époque par 87 p. 100 des syndicats de province groupant 77 p. 100 des syndiqués. Le travail est estimé plus abondant par 4 syndicats, équivalent par 23, moins abondant par 14 autres. Il y a 10 p. 100 de chômeurs contre 9.5 le mois dernier à Nice (120); 1.3 contre 0 à Grenoble (152); 6.7 chez les lithographes de Saint-Étienne (135); 3.4 chez les typographes de Nantes (176); 0 à Nancy (185); 3.2 contre 1.4 chez les typographes (375) de Lille et 7.1 contre 5.6 chez les lithographes (140); 1.6 contre 0.6 chez les typographes (510) de Lyon; 2.6 contre 1.3 à Rouen (156); 0 contre 0.9 au Havre (117); 2 contre 0 à Amiens (100).

À Paris, le travail dans la typographie est estimé en général moins abondant que le mois dernier; le syndicat de la rue de Savoie (3,430) accuse 200 chômeurs contre 102 le mois dernier et 105 en juin 1907; les conducteurs-typographes de la Bourse du travail (220) en accusent 4.7 p. 100 contre 5.7; les ouvriers des presses typographiques (1,980), 6.1 p. 100. L'*Union lithographique* (148) en accuse 4.7 p. 100 contre 9.9; les stéréotypeurs (206), 3.4 contre 5.2.

CUIRS ET PEAUX. — Le chômage, d'après les réponses de 10 syndicats, groupant 2,378 ouvriers atteint 53.1 p. 100 des ouvriers syndiqués dans l'ensemble des industries qui préparent les cuirs et peaux (tanneurs, corroyeurs, mégissiers, etc.), contre 47.1 le mois dernier et 43.7 en juin 1907. À Annonay, les mégissiers de rivière (650) ont 40 p. 100 de chômeurs contre 60 le mois dernier, avec une semaine de 40 à 50 heures. À Mazamet les mégissiers (110) accusent 50 p. 100 contre 50; les travailleurs de la peau de mouton (700) 57 contre 57. Les tanneurs-corroyeurs de Millau (600) en ont 71.7 p. 100 et ne font que 32 heures.

Chez les ouvriers de la chaussure, la proportion des chômeurs syndiqués est de 2.7 p. 100 pour 13 syndicats groupant 1,105 ouvriers contre 7.9 le mois dernier et 1 en juin 1907. Au Quesnoy (200) tous les ouvriers sont occupés 76 heures par semaine. Il n'y a pas non plus de chômeurs à Alger (462).

INDUSTRIES TEXTILES. — Le nombre des chômeurs dans la filature et le tissage, d'après les réponses de 75 syndicats, groupant 35,123 adhérents, était de 4,062, soit 11.6 p. 100 contre 12.7 le mois dernier et 4.4 en juin 1907.

Dans le Nord, à Roubaix, d'après le syndicat textile (10,581), il y aurait 11.3 p. 100 de chômeurs contre 11.5 le mois dernier et 5 en juin 1907, la semaine est de 60 heures et la situation est estimée très mauvaise. À Tourcoing, l'*Union des travailleurs* (387) accuse 30 p. 100 contre 30 et 40 heures; les trieurs de laines (490) accusent 19.4 p. 100 de chômeurs contre 61 et font 60 heures contre 50; les tapissiers en grosse moquette (156) accusent 6.4 p. 100 contre 8. À Lille, d'après le syndicat mixte de l'industrie du fil (1,250), la semaine serait de 50 heures et la situation resterait peu satisfaisante; les filateurs de lin, chanvre et jute (498) accusent 7.2 p. 100 et 60 heures. À Armentières, la baisse de travail s'accroît : un syndicat ouvrier (1,500) accuse 45 heures contre 50; l'autre syndicat (2023) accuse 0 chômeur contre 0 et 54 à 55 heures; le syndicat mixte (1,878) accuse 0 chômeur contre 0 et 50 heures. À Houlplines (1,429), il y a 2.6 p. 100 de chômeurs contre 1.2 le mois dernier, la semaine est de 49 à 50 heures, l'état du travail est très mauvais; à Halluin (1,050), le chômage est de

10 p. 100 contre 30 et la semaine est de 36 à 40 heures contre 50 à 54; 1.1 contre 1.1 à la Gorgue-Estaires (672) et 60 heures; 7.8 à Lannoy (640); 2.3 à Nieppe (300); 31.2 à Beauvois (1,600); 25 contre 75 à Avesnes-les-Aubert (400); 64 contre 77 à Bousières (125); 70 contre 10 à Fourmies (700); 16.7 contre 35 à Roncq (180); à Saint-Hilaire-les-Cambrai (125), 0 contre 8, par suite des travaux agricoles qui occupent les tisserands en chômage; 1.5 contre 1.2 chez les rubaniers (800) et 31 chez les autres ouvriers textiles (200) de Comines; 32 à Villiers-en-Cauchies (158); 0 à Bailleul (200) et 40 heures seulement en moyenne; 0 à Avesnes (198) et 40 heures. Pour l'ensemble de 28 syndicats du Nord groupant 25,116 syndiqués, la proportion des chômeurs est de 12.5 p. 100 contre 10.8 le mois dernier et 2.8 en juin 1907.

Dans les Vosges, les 6 syndicats d'ouvriers textiles qui ont répondu à la question concernant le chômage accusent 2.1 p. 100 de chômeurs sur 681 syndiqués contre 1.6 le mois dernier et 2.7 en juin 1907; la semaine est partout de 60 heures au moins. 4 p. 100 de chômeurs à Saint-Dié (350) contre 3 le mois dernier; 0 contre 0 à Chatel-sur-Moselle (100).

Dans les centres normands, pas de chômeurs à Condé-sur-Noireau (150), mais la semaine n'est que de 50 heures.

Dans les tissages de coton de la région roannaise, à Roanne, les tisseurs (306) accusent 0 chômeur contre 1 p. 100 et 48 heures par semaine contre 54; les pareurs (184) accusent 0 contre 0 et 60 heures contre 60; la semaine est de 55 heures contre 50 à Bourg-de-Thizy (482) avec 9.5 p. 100 de chômeurs contre 20; 13.7 contre 11.1 à Thizy (998), avec une semaine de 52 heures contre 53.

Dans les Ardennes, à Sedan, les tisseurs (250) ont 0 chômeur contre 0 avec 60 heures par semaine et estiment la situation satisfaisante; à Floing (196) les ouvriers chôment un sur dix par roulement, mais la situation est satisfaisante. A Rougemont-le-Château, les ouvriers textiles (349), sont tous occupés 60 heures de façon assez satisfaisante.

A Troyes, les bonnetiers (785) n'accusent que 1.3 p. 100, mais ne font que 30 heures par semaine.

Dans l'Ouest, à Romorantin (450), dans l'industrie du drap, tous les ouvriers syndiqués sont occupés, mais il y a un chômage persistant au tissage. 30 p. 100 de chômeurs à Laval (600). Le chômage est toujours important dans la plupart des centres de Maine-et-Loire et des Deux-Sèvres : à Mortagne-sur-Sèvre (230) les ouvriers sont tous occupés, mais ne font que 40 heures. Pas de chômeurs à la Bastide-Rouairoux (133); à Mazamet, 1.9 p. 100 contre 1.8 chez les ouvriers fileurs (110) qui font de 55 à 60 heures. A Vienne (425) les ouvriers textiles accusent 12 p. 100 de chômeurs contre 23 et 60 à 66 heures.

Dans la soie, 30 à 35 p. 100 dans les tissages à bras et 10 à 15 dans le tissage mécanique à Charlieu (150); 15 p. 100 contre 15 à Saint-Genest-sur-Lerpt (150); 75 p. 100 de chômeurs parmi les syndiqués (200) à Bussières. Dans l'Isère, le travail n'est pas satisfaisant à Montalieu-Vercieu (120); les tisseurs de Moirans (817) accusent 7.7 p. 100 contre 4.9 avec une semaine de 46 heures contre 46; à Voiron (614) il n'y a pas de chômeurs, mais la semaine est seulement de 42 heures. A Pont-de-Beauvoisin (180), les tisseurs font 60 heures. Le syndicat ouvrier des soieries de Besançon (1,200) n'accuse aucun chômeur et 60 à 84 heures par semaine; le travail est très abondant.

Dans la région lyonnaise, il y a une reprise dans les usines de tissage mécanique pour la fabrication de la mousseline soie, mais celle de la doublure teinte en pièces tend à diminuer; à Lyon, dans les petits ateliers de tissage mécanique ou à la main, le nombre des métiers n'a pas subi de diminution et il y aurait plutôt un surcroît de travail; à la campagne, les ateliers à bras sont de plus en plus dé garnis

et beaucoup d'ouvriers sont retenus au dehors par les travaux des champs⁽¹⁾. A Lyon, les ouvriers du tissage mécanique (500) accusent 40 p. 100 de chômeurs contre 50 le mois dernier et ne font que 50 heures; les tisseurs de la Croix-Rousse (450) bénéficient d'une reprise après un chômage intense qui a duré 8 mois; ceux de Gandris (100) accusent 25 p. 100 contre 24 et 60 heures.

Dans le tulle, les tullistes de la Tour-du-Pin (110) sont tous occupés de façon satisfaisante, la semaine est de 68 heures et demie; ceux de Serrières-de-Briord (104) ont 1.9 p. 100 de chômeurs et font 11 heures, sauf les enfants et les femmes qui ne font que 10 heures. A Lyon, les tullistes en dentelles (130) ont 35 p. 100 de chômeurs et ne font que 30 à 36 heures. Les brodeurs de Paris (204) accusent 2.9 p. 100 de chômeurs contre 1.5 et 54 heures par semaine contre 66: c'est le commencement de la morte-saison.

Dans la teinture et l'apprêt, à Lyon, les imprimeurs sur étoffes (250) accusent 36 p. 100 contre 36 et ne font que 35 à 40 heures; les teinturiers (750) ont 6.7 p. 100 de chômeurs et font 50 heures, en reprise sur le mois dernier. A Roanne, les apprêteurs (222) accusent 0.5 p. 100 de chômeurs contre 0. A Cholet, les apprêteurs (112) en ont 24 p. 100 contre 18. Les teinturiers-dégraisseurs de Paris (300) en accusent 0 p. 100 contre 0.

Chez les ouvriers et ouvrières de l'habillement, la proportion des chômeurs est de 6.2 p. 100 pour 21 syndicats, groupant 2,589 ouvriers, contre 2.3 le mois dernier et 2 en juin 1907. Le travail est considéré comme plus abondant par 7 syndicats, équivalent par 11, moins abondant par 6. La situation est estimée satisfaisante pour l'époque par 79 p. 100 des syndicats et 86 p. 100 des syndiqués. A Paris, les coupeurs-chemisiers (305) ont 3.3 p. 100 de chômeurs contre 4.9 le mois dernier; les couturières (623) en ont 0 contre 0 et estiment également le travail plus abondant. Les ouvriers de l'habillement de Bourges (210) accusent 7.1 p. 100; ceux d'Avignon (170), 0; les tailleurs de Bordeaux (150), 6; ceux de Constantine (285), 21.1 contre 0; 0 contre 0 chez les ouvriers du syndicat mixte de Carcassonne (274).

Chez les chapeliers, casquettiers, etc., la moyenne du chômage est de 6.8 p. 100 pour 8 syndicats groupant 762 ouvriers contre 3.1 le mois dernier et 8.3 en juin 1907; à Paris, les ouvriers en chapeaux de soie (103) ont 19.4 p. 100 de chômeurs contre 0.9: c'est la morte-saison; les ouvriers en chapeaux de fantaisie (100), en ont 0 contre 0; les casquettiers (400) en accusent 3.7 p. 100.

Les blanchisseurs de la Seine (148) accusent 9.5 p. 100 de chômeurs contre 8 le mois dernier.

Bois. — La moyenne de chômage accusée par 334 syndicats de charpentiers et de menuisiers en bâtiment, groupant 4,253 ouvriers, est de 6.4 p. 100 contre 7.2 le mois précédent et 5.1 en juin 1907: la situation est estimée satisfaisante par 76 p. 100 des syndicats et 47 p. 100 des syndiqués. Les démolisseurs de navires de Marseille (120) accusent 0 p. 100 de chômeurs contre 0 le mois dernier. Les charpentiers d'Armentières (110) en accusent 0 contre 0; ceux de Roubaix (411), 21.9 contre 2.7; ceux du Havre (160), 10 contre 46.7; les menuisiers de Grenoble (120), 0 contre 0; ceux de Lyon (250), 14.8; les travailleurs du bois de Villers-Cotterets (120), 0 contre 0; ceux d'Halluin (375), 3 contre 2.9; les scieurs de Hermes (102), 0 contre 0; ceux de Gommegnies (116), 0 contre 0. A Paris, les menuisiers libres (175) en accusent 0 p. 100 contre 1.1; l'Union des menuisiers (798) estime le travail moins abondant.

(1) D'après le *Moniteur du tissage mécanique des soieries*, du 15 juillet 1908.

Chez les ouvriers du meuble et de l'ameublement (menuisiers-ébénistes, ébénistes, tapisseries, etc.), la proportion des syndiqués sans travail, d'après les réponses de 12 syndicats, groupant 790 ouvriers, est de 8.7 p. 100 contre 9.1 le mois dernier et 7.4 en juin 1907. La situation est considérée comme satisfaisante par 73 p. 100 des syndicats et 43 p. 100 des syndiqués. Les sculpteurs sur bois de Lyon (130) accusent 20 p. 100 de sans-travail contre 50 le mois dernier; les menuisiers en sièges de Paris (280), 5.4 p. 100.

Chez les tonneliers, le chômage est de 21.1 p. 100 pour 9 syndicats, groupant 843 ouvriers, contre 30.3 le mois dernier et 10.2 en juin 1907. 29.2 p. 100 de chômeurs contre 0 le mois dernier à Aubagne (137); 40 p. 100 contre 55.7 à Cognac (251); 12 à Narbonne (251).

Dans la carrosserie, 8 syndicats groupant 413 ouvriers annoncent 0 p. 100 de chômeurs contre 0 le mois dernier et 8.4 en juin 1907. A Paris, l'*Union de la voiture* (6,895) n'a pas indiqué le nombre de ses chômeurs; les *Compagnons charrons* (156) en accusent 0 p. 100 contre 0 le mois dernier.

Les layetiers-emballleurs de Paris (320) ont 2.5 p. 100 de chômeurs contre 2.2 le mois dernier; ceux de Bordeaux (250), 40 contre 50. Les tourneurs de Lavans-lès-Saint-Claude (270) sont tous occupés; les bouchonniers de Lavardac (156) accusent 9 p. 100 de chômeurs; les boutonniers de Grenoble (210), 0.

MÉTAUX. — D'après les réponses de 87 syndicats groupant 18,876 adhérents, la proportion des chômeurs syndiqués dans l'ensemble des industries des métaux était, à la fin de juin, de 8.6 p. 100 contre 9.8 le mois dernier et 5.9 en juin 1907.

En ce qui concerne les mouleurs et fondeurs en fer et en cuivre, la proportion des chômeurs est de 6.8 p. 100 pour 12 syndicats groupant 1,807 ouvriers contre 7.5 le mois dernier et 0.05 en juin 1907; la situation est considérée comme satisfaisante par 62 p. 100 des syndicats groupant 22 p. 100 des syndiqués; pas de chômeurs à Ferrière-la-Grande (240) et Stenay (500); 13.6 contre 26.2 à Marseille chez les mouleurs (280), 25 chez les ébardeurs; 10 contre 5.4 à Bordeaux (150).

30 syndicats de métallurgistes, groupant 8,348 ouvriers de toutes les professions se rapportant aux métaux, accusent 4.8 p. 100 de chômeurs contre 5.5 le mois dernier et 2.6 en juin 1907; la situation est estimée satisfaisante par 57 p. 100 des syndicats et 73 p. 100 des syndiqués. Pas de chômeurs à Bourg-Fidèle (155), Fumel (400), Bourges (270), Guéigny (495), Imphy (201), le Creusot (2,059), Lille (210), Saint-Amand-les-Eaux (400); 4.5 p. 100 contre 18.6 à Maubeuge (201); 8.7 contre 5.6 à Sous-le-Bois (400); 13.3 à Fumay (300); 4.8 à Hautmont (350); 13.5 à Givors (200); 10.3 à Deville-lès-Rouen (136).

Chez les ouvriers mécaniciens, tourneurs, ajusteurs, serruriers, etc., la proportion des syndiqués sans travail est de 3.9 p. 100 pour 18 syndicats, groupant 3,778 ouvriers, contre 5.2 le mois dernier et 1.4 en juin 1907. La situation est considérée comme satisfaisante par 58 p. 100 des syndicats et 30 p. 100 des syndiqués. Pas de chômeurs à Marpent (300) et Chartres (126); 2 p. 100 contre 3.2 à Saint-Etienne (250); 3 contre 4.4 à Marseille (135); 2 contre 0 à Jeumont (150); 2.7 contre 0.9 à Tarbes (109); 3.8 à Reims (132). A Paris, l'*Union des mécaniciens* accuse 108 chômeurs sur 1,940 syndiqués contre 128 le mois dernier et 18 en juin 1907.

A Paris, les ouvriers en instruments de précision (1,556) accusent 113 chômeurs contre 125 le mois dernier et 27 en juin 1907; 0.6 p. 100 chez les ouvriers en chirurgie (156); 1.3 p. 100 de chômeurs chez les horlogers de Badevel (157); 13.1 chez ceux de Charguement (152); 10 chez les lunetiers de Morez (500) qui souffrent d'une crise intense. Les diamantaires du pays de Gex (117) ont 86 p. 100 de chômeurs contre 86 le mois dernier; ceux de Paris (176) en ont 95 p. 100.

Chez les ferblantiers-boitiers, le chômage est de 45.1 p. 100 pour 4 syndicats groupant 731 ouvriers contre 77.4 le mois dernier; il est de 56.7 p. 100 contre 86 à Douarnenez (547). Les maréchaux-ferrants de Bordeaux (120) en accusent 1.7 p. 100 contre 1.7; les tôliers-lumistes de Lyon (150), 10 p. 100. A Paris, les ouvriers en persiennes de fer (170) en ont 8.8 p. 100 contre 8; les potiers d'étain (180), 27.8 contre 30.9; chez les tourneurs-robinettiers (175), 5.7

BÂTIMENT. — Dans l'ensemble des industries du bâtiment (charpentiers, menuisiers et serruriers non compris), la moyenne du chômage, d'après 117 syndicats, groupant 12,046 adhérents, était, à la fin de juin, de 4.7 p. 100 contre 31.6 le mois précédent et 7.2 en juin 1907.

En ce qui concerne les maçons, terrassiers, tailleurs de pierre et similaires, la proportion du chômage est de 4.4 p. 100 pour 81 syndicats groupant 7,815 ouvriers contre 36.6 le mois dernier et 7.4 en juin 1907. Le chômage, dépasse la moyenne notamment à Marseille (150 cimentiers gâcheurs) et Cette (205). Le travail est satisfaisant pour l'époque à Marseille (200 maçons), Bordeaux (180), Valence (150), Toulouse (216), Saint-Étienne (187), Oyonnax (120), Cannes (193), Saint-Yrieix (158), Cherbourg (128), Reims (155), Thonon (250), Commercy (210), Château-Landon (150), Dieppe (214), Versailles (600), Orsay (135), Albi (136). A Paris les cimentiers (1,700) accusent 2.5 p. 100 de chômeurs contre 52 le mois dernier: le travail est plus abondant que le mois dernier; les maçons (16,500) estiment la situation non satisfaisante. Dans l'ensemble, la situation est jugée satisfaisante par 90 p. 100 des syndicats et 22 p. 100 des syndiqués.

La proportion des chômeurs chez les peintres et plâtriers est de 5.8 p. 100 pour 23 syndicats groupant 2,574 ouvriers contre 16.9 le mois dernier et 13.7 en juin 1907; il y en a 0 p. 100 à Bordeaux (286) contre 0 le mois dernier; 0 à Roubaix (427); 0 chez les plafonneurs de Tourcoing (125). A Paris, les peintres de la rue Saint-Lazare (351) en accusent 0 contre 0.6; les ornemanistes (623), 18.9 contre 48.

4 syndicats de sculpteurs, marbriers et similaires groupant 681 ouvriers accusent 0.7 p. 100 de chômeurs contre 1.9 le mois dernier et 1.7 en juin 1907. Les marbriers de Coudre (200), Jemmont (105) et Gussignies (290) sont tous occupés.

Les ferblantiers-couvreurs de Tourcoing (150) ont 7.3 p. 100 de chômeurs contre 5.3 le mois dernier.

CHAUFOURNERIE. — CÉRAMIQUE. — VERRERIE. — Pas de chômeurs chez les chausfourniers et cimentiers d'Albi (100), Contes-les-Pins (150), Torteron (100), Allas-Marnas (110). Pas de chômeurs chez les faïenciers de Lille (150) et de Montebreau (300); les engobeurs de poterie de Vallauris (120) en accusent 0; les potiers de Sainte-Zacharie (106), 0 contre 0; les ouvriers de la céramique d'Aubagne (359), 0.

Dans l'ensemble des 10 syndicats de verriers, groupant 463 ouvriers, qui ont donné le nombre de leurs membres sans travail, la proportion de ces derniers est de 23.3 p. 100 contre 2.3 le mois dernier et 14.5 en juin 1907. Pas de chômeurs à Feuquières (100); le chômage est général à Saint-Léger-des-Vignes (95).

MANUTENTION. — TRANSPORTS. — COMMERCE. — Parmi les portefaix, déchargeurs et autres ouvriers des ports, la moyenne du chômage pour 12 syndicats groupant 5,798 membres ressort à 29.3 p. 100 contre 59.1 le mois dernier et 24.5 en juin 1907; elle est de 37 p. 100 à Rouen, pour les ouvriers du port (800), de 10 pour les charbonniers (580); de 4.1 à Fécamp (122); de 0 contre 12.5 à Nice (800); de 41 chez les charbonniers d'Alger (1,524).

Parmi les autres ouvriers de manutention, la moyenne du chômage est de 7.4 p. 100 pour 8 syndicats groupant 1,452 membres contre 8.2 le mois dernier et 3.9 en juin 1907; les sourciers de Saint-Yorre (160) accusent 0 p. 100 de chômeurs contre 0; ceux de Vals-les-Bains (100), 0 contre 0; les coltineurs de Nîmes (104) sont tous occupés. A Paris, les porteurs des Halles (210) accusent 0 chômeur contre 0; les laveurs de voitures (320), 1/4 p. 100.

11 syndicats d'agents d'entreprises de transports en commun (employés et chauffeurs-mécaniciens des chemins de fer, tramways, bateaux à voyageurs, etc.) groupant 9,952 ouvriers accusent 2 sans-travail contre 4 le mois dernier et 4 en juin 1907. Dans les autres industries de transport (camionneurs, cochers, marins du commerce, etc.) la proportion des chômeurs, pour 19 syndicats groupant 1,401 membres, est de 6.7 p. 100 contre 4 le mois dernier et 8.7 en juin 1907; elle est de 20 p. 100 chez les charretiers de Lille (100); de 0 chez ceux de Charleville (102); de 10 chez les pilotes de Longueil-Annel (176). de 0 contre 0 chez les bateliers de Meillerie (110), de 8.6 chez les matelots d'Alger (350).

D'après les réponses de 42 syndicats d'employés de commerce, comptables, sténographes, etc., groupant 20,186 adhérents, la proportion des syndiqués sans travail est de 2.4 p. 100 contre 2.9 le mois dernier et 3.7 en juin 1907; à Paris, les comptables de la Bourse du travail (181) en accusent 13.3 p. 100 contre 11.2 le mois dernier; l'Union des comptables (853), 2.8 contre 3.7; les employés de banque (711), 0.3 contre 0.5; les dessinateurs du bâtiment (446), 10.3 contre 11.2; « l'Alliance sténographique » (267), 5.6 contre 6.1; les clerks d'huissiers (203), 2 contre 0.9; les voyageurs de commerce du boulevard de Strasbourg (6,325), 2.1; ceux de la rue des Petites-Écuries (3,484), 0.7. En province, 1.7 p. 100 contre 2.5 à Marseille chez les comptables (120), 7.9 contre 3.9 chez les employés de commerce (508); 0.7 à Nancy (305 voyageurs); 2.2 à Lyon chez les employés (3,209) et 1 contre 0 chez les sténographes (295); 2.3 contre 1.7 à Orléans (130); 3.9 contre 3.6 à Amiens (329); 0 contre 0 à Chambéry (120); la fédération des dessinateurs de Nantes (540) accuse 1.3 p. 100.

DIVERS. — 5 syndicats de gens de maison accusent 4.5 p. 100 de chômeurs pour un effectif de 3,012 membres contre 2.3 le mois dernier et 3.1 en juin 1907; l'Union des gens de maison de la Bourse du travail (1,958) en accuse 0.7 p. 100.

6 syndicats de coiffeurs, groupant 3,913 ouvriers, ont 1.7 p. 100 de sans-travail contre 1.9 le mois dernier et 5.17 en juin 1907; le syndicat mixte de Paris (3,313) en accuse 0.5 p. 100 contre 1.5 le mois dernier, celui de Marseille (375), 11.5; le syndicat ouvrier du Mans (115), 6.1 contre 4.3.

LES GRÈVES EN JUIN 1908.

94 grèves et 2 lock-outs ont été signalés, en juin, à la Direction du travail. Le nombre des ouvriers qui y ont pris part, connu pour 83 de ces conflits, est de 7,216. Il y avait eu, en juin 1907, 124 grèves et le nombre moyen de celles qui se sont produites, au cours du même mois, pendant les cinq dernières années, est de 76.

Ces 96 conflits, dont 69 n'ont atteint qu'un seul établissement, sont dus aux principales causes suivantes :

Demandes d'augmentation de salaire.....	46
Réduction de salaire.....	3
Demandes de diminution du temps de travail.....	9
Contestations relatives au salaire.....	19
Contestations relatives au règlement d'atelier.....	10
Contestations relatives à la réglementation du travail.....	5
Demandes de renvoi d'ouvriers ou de contremaîtres.....	8
Demandes de réintégration d'ouvriers ou de contremaîtres.....	5

Ces conflits ont éclaté dans 41 départements et on en a compté :

17 dans le Nord, 15 dans la Seine, 4 dans la Seine-et-Oise, 3 dans l'Ardèche, les Bouches-du-Rhône, la Loire-Inférieure, la Marne, la Meurthe-et-Moselle, les Basses-Pyrénées, la Seine-Inférieure, 2 dans l'Aude, la Dordogne, l'Eure-et-Loir, la Gironde, l'Ille-et-Vilaine, l'Oise, le Pas-de-Calais, les Vosges et 1 dans 23 autres départements.

Les industries ou professions atteintes se répartissent comme suit :

Bâtiment, 40 conflits; industries textiles, 15; travail des pierres et terres au feu, mines et carrières, 7; transports et manutention, 6; métaux, cuirs et peaux, industries du bois, 4; alimentation, 3; papier et imprimerie, agriculture, produits chimiques, 2.

Des 96 conflits commencés en juin, 64 ont pris fin, après avoir duré respectivement :

Seize, 1 jour ou moins de 1 jour; huit, 2 jours; dix, 3 jours; trois, 4 jours; neuf, 5 jours; un, 6 jours; trois, 7 jours; deux, 8 jours; trois, 9 jours; un, 10 jours; cinq, 12 jours; un, 13 jours; un, 15 jours et un, 16 jours.

Si l'on y ajoute 11 grèves anciennes terminées après avoir duré respectivement 107 jours, 80 jours, 51 jours, 39 jours, 38 jours, 35 jours, 34 jours, 28 jours (3 gr.), 19 jours, on trouve 75 conflits terminés avec les résultats suivants :

12 réussites.
37 transactions ou réussites partielles.
26 échecs.

DATES		LOCALITÉS.	DÉPARTEMENTS.	INDUSTRIES ET SPÉCIALITÉS professionnelles des grévistes.	NOMBRE	
du commence- ment.	de la fin.				d'établisse- ments.	de grévistes.
1	2	3	4	5	6	7
GRÈVES NON TERMIN						
1907.						
8 oct....		Paris.....	Seine.....	Terrassiers.....	1	70
1908.						
6 janv....		Aubagne.....	Bouches-du-Rhône	Charretiers.....	"	"
2 février....		Pietra Liverde.....	Corse.....	Muletiers.....	25	"
7 février....		Jaujac.....	Ardèche.....	Filleuses de soie.....	1	27
15 février....		Bu-sières.....	Loire.....	Tisseurs.....	1	200
25 février....		Paris.....	Seine.....	Maçons.....	1	20
28 février....		Givet.....	Ardennes.....	Ouvriers d'une fabrique de soie artificielle.	"	"
1 ^{er} mars....		Lyon.....	Rhône.....	Tallistes.....	"	1,000
4 mars....	19 juin....	Gouines.....	Nord.....	Rubaniers.....	1	125
5 mars....		Lyon.....	Rhône.....	Paveurs.....	"	70
6 avril....		Taninges.....	Haute-Savoie.....	Diamantaires.....	1	"
15 avril....		Monthermé.....	Ardennes.....	Mouleurs.....	1	150
15 avril....		Bolles.....	Cher.....	Chaufourniers.....	1	500
17 avril....		Brive.....	Corrèze.....	Maçons.....	13	40
18 avril....	7 juillet.	Roubaix.....	Nord.....	Maçons.....	"	485
24 avril....		Hazebrouck.....	Nord.....	Tisseurs.....	1	155
24 avril....		Avignon.....	Vaucluse.....	Ouvriers du bâtiment.....	1	35
25 avril....	15 juin....	Roncq.....	Nord.....	Maçons.....	"	34
27 avril....		Châteauneuf - les- Martignues.	Bouches-du-Rhône.	Terrassiers tubistes.....	1	105
2 mai....		Pantin.....	Seine.....	Verriers.....	1	"
3 mai....		Draveil et Vigneux	Seine-et-Oise.....	Carriers.....	"	250
4 mai....		Orléans.....	Loiret.....	Maçons.....	"	200
4 mai....	1 ^{er} juin....	Reims.....	Marne.....	Terrassiers.....	1	15
7 mai....	11 juin....	Morez.....	Jura.....	Scieurs à la mécanique.....	"	17
7 mai....		Paris.....	Seine.....	Fumistes.....	14	500
9 mai....		Port-Saint-Louis- du-Rhône.	Bouches-du-Rhône.	Dockers.....	4	400
11 mai....	19 juin....	Hem.....	Nord.....	Maçons.....	1	10
11 mai....		Paris.....	Seine.....	Débardeurs.....	"	"
12 mai....		Epernon.....	Eure-et-Loir.....	Meuniers.....	1	50
12 mai....		Brcon.....	Maine-et-Loire.....	Carriers.....	1	60
13 mai....		Paris.....	Seine.....	Terrassiers et tubistes.....	1	70
14 mai....	11 juin....	Souppes et Châ- teau-Landon.	Seine-et-Marne.....	Tailleurs de pierre.....	"	"
18 mai....	22 juin....	Trévoux.....	Ain.....	Terrassiers.....	3	140
18 mai....		Paris.....	Seine.....	Démolisseurs.....	"	750
19 mai....	16 juin....	Lille, la Made- leine, Loume, Mareq-en-Baracul.	Nord.....	Maçons.....	"	"
20 mai....		Rodez.....	Aveyron.....	Ouvriers du bâtiment.....	"	"
25 mai....		Vire.....	Calvados.....	Couvreurs.....	"	12
27 mai....	15 juin....	Roubaix.....	Nord.....	Fileurs.....	1	17
29 mai....	6 juillet.	Montreau.....	Seine-et-Marne.....	Ouvriers du bâtiment.....	"	"
GRÈVES COMMENCÉ						
1 ^{er} juin....	2 juin....	Issy - les - Mouli- neaux.	Seine.....	Maçons.....	1	6
1 ^{er} juin....	2 juin....	Pantin.....	Seine.....	Terrassiers.....	1	50
1 ^{er} juin....	4 juin....	Gérardmer.....	Vosges.....	Ouvriers du bâtiment.....	10	120
1 ^{er} juin....	10 juin....	Paris.....	Seine.....	Mégissiers.....	1	18

(1) Ne figurent pas ici les grèves dont la fin, postérieure au 1^{er} juin 1908, a pu être déjà signalée dans le précédent

N ^{OS} DES GRÈVES.	CAUSES DES GRÈVES.	RÉSULTATS.	OBSERVATIONS.
	8	9	10
AU 1 ^{er} JUIN 1908 ⁽¹⁾ .			
1	Demande : plus-value pour travaux malsains.		
2	Demande d'augmentation de salaire.		
3	Demande de relèvement des tarifs.		
4	Demande de renvoi d'un contremaître.		
5	Demande d'augmentation de salaire.		
6	Demande d'augmentation de salaire.		
7	Demande d'augmentation de salaire.		
8	Réduction de salaire.		
9	Demandes : renvoi d'un contremaître; établissement d'un carnet de paie.	Réussite.	6 grévistes congédiés.
10	Demandes : augmentation de salaire; journée de 8 heures.		
11	Réduction de salaire.		
12	Demande d'augmentation de salaire.		
13	Demandes : augmentation de salaire; renvoi d'ouvriers non syndiqués.		
14	Contestation relative au salaire.		
15	Demande d'augmentation de salaire.	Transaction.	
16	Contestation relative à l'emploi des machines.		
17	Demande d'augmentation de salaire.		
18	Demande d'augmentation de salaire.	Échec.	
19	Demande d'augmentation de salaire.		
20	Contestation relative à la réglementation du travail.		
21	Demande d'augmentation de salaire.		
22	Demande d'augmentation de salaire.		
23	Contestation relative au salaire.	Échec.	
24	Demande d'augmentation de salaire.	Transaction.	
25	Demande d'augmentation de salaire.		
26	Contestation relative au salaire.		Lock-out.
27	Demande d'augmentation de salaire.	Échec.	
28	Demande d'augmentation de salaire.		
29	Demande d'augmentation de salaire.		
30	Demande de réintégration de sept ouvriers.		
31	Demande : plus-value pour travaux malsains.		
32	Demande : suppression du travail à la tâche.	Transaction.	
33	Demande d'augmentation de salaire.	Transaction.	
34	Demandes : augmentation de salaire; journée de 10 heures.		
35	Demande d'augmentation de salaire.	Transaction.	
36	Demandes : augmentation de salaire; diminution du temps de travail.		
37	Demande d'augmentation de salaire.		
38	Demande d'augmentation de salaire.	Transaction.	
39	Demande d'augmentation de salaire.	Transaction.	
EN JUIN 1908.			
1	Demande d'augmentation de salaire.	Échec.	Grevistes congédiés.
2	Demande : paiement d'une demi-journée chômée.	Échec.	
3	Demandes : augmentation de salaire; diminution du temps de travail.	Transaction.	
4	Réduction de salaire.	Transaction.	

Bulletin. — Sont considérées comme non terminées les grèves dont la fin n'a pas été signalée à la Direction du travail.

DATES		LOCALITÉS.	DÉPARTEMENTS.	INDUSTRIES ET SPÉCIALITÉS professionnelles des grévistes.	NOMBRE	
du commence- ment.	de la fin.				d'établi- sements.	de grévistes.
1	2				6	7
1 ^{er} juin.	13 juin...	Armentières.	Nord.	Plombiers.	1	3
1 ^{er} juin.	.....	Rouans.	Drôme.	Ouvriers du bâtiment.	1	12
1 ^{er} juin.	.....	Paris.	Seine.	Ouvriers du bâtiment.	1	170
1 ^{er} juin.	.....	Paris.	Seine.	Taillleurs de pierre.	1	10
2 juin.	3 juin.	Saint-Pellerin.	Eure-et-Loir.	Terrassiers.	1	160
2 juin.	6 juin.	Dunkerque.	Nord.	Dockers.	1	36
2 juin.	9 juin.	Courtalain.	Eure-et-Loir.	Terrassiers.	1	100
2 juin.	17 juin.	Alger.	Alger.	Cordonniers.	"	"
3 juin.	4 juin.	Donbasle.	Meurthe-et-Moselle.	Maçons.	1	150
3 juin.	15 juin.	Bercy.	Pas-de-Calais.	Cimentiers.	"	45
4 juin.	5 juin.	Paris.	Seine.	Maçons.	1	10
4 juin.	9 juin.	Carcassonne.	Aude.	Employés de tramways.	"	"
4 juin.	9 juin.	Alfortville.	Seine.	Maçons.	1	4
4 juin.	11 juin.	Roubaix.	Nord.	Tisseurs.	1	17
4 juin.	.....	Péligueux.	Dordogne.	Verriers.	1	"
4 juin.	.....	Chamaillères.	Puy-de-Dôme.	Ouvriers en chaussures.	1	44
4 juin.	.....	Sculisse.	Seine-et-Oise.	Carriers.	1	60
5 juin.	6 juin.	Le Bouscat et Cau- dérac.	Gironde.	Terrassiers.	1	78
5 juin.	8 juin.	Saint-Nicolas-de- Redon.	Loire-Inférieure.	Ouvriers d'une fabrique de ta- nin.	1	70
5 juin.	17 juin.	Reims.	Marne.	Maçons.	1	20
5 juin.	.....	Reims.	Marne.	Dockers.	1	17
6 juin.	6 juin.	Roubaix.	Nord.	Apprêteurs.	1	40
6 juin.	12 juin.	S ^t -Cierge-la-Serre.	Ardeche.	Mineurs.	1	82
6 juin.	22 juin.	Tourcoing.	Nord.	Teinturiers.	1	40
8 juin.	12 juin.	Paris.	Seine.	Maçons.	1	10
8 juin.	18 juin.	Lille.	Nord.	Blanchisseurs de linge.	12	17
8 juin.	.....	Lahouze.	Basses-Pyrénées.	Carriers.	1	10
9 juin.	11 juin.	Castres.	Tarn.	Teinturiers.	1	16
9 juin.	18 juin.	Lomme et Lamber- sart.	Nord.	Blanchisseurs de linge.	60	138
9 juin.	22 juin.	Arras.	Pas-de-Calais.	Cimentiers.	1	12
9 juin.	.....	Paris.	Seine.	Maroquins.	2	14
10 juin.	10 juin.	Marville.	Meurthe-et-Moselle.	Maçons.	1	70
10 juin.	13 juin.	Marseille.	Bouches-du-Rhône.	Huiliers.	1	60
10 juin.	15 juin.	Orléans.	Ariège.	Maçons.	1	200
10 juin.	32 juin.	Bordeaux.	Gironde.	Ménisiers.	1	218
10 juin.	.....	Marseille.	Bouches-du-Rhône.	Raffiniers de sucre.	1	500
11 juin.	11 juin.	Hendaye.	Basses-Pyrénées.	Terrassiers et maçons.	1	9
11 juin.	11 juin.	Épinal.	Vosges.	Cartonniers.	1	10
11 juin.	19 juin.	Montvilliers.	Seine-Inférieure.	Blanchisseurs de linge.	"	52
11 juin.	.....	Bouge et Saint- Aignan.	Loire-Inférieure.	Maçons.	"	17
12 juin.	13 juin.	Niort.	Deux-Sèvres.	Couvreurs.	"	"
12 juin.	15 juin.	Paris.	Seine.	Maçons.	1	20
12 juin.	15 juin.	Paris.	Seine.	Terrassiers.	18	1,000
12 juin.	15 juin.	Paris.	Seine.	Marbriers.	1	10
12 juin.	17 juin.	Halluin.	Nord.	Tisseurs.	1	17
13 juin.	15 juin.	Tours.	Indre-et-Loire.	Employés de tramways.	1	"
13 juin.	16 juin.	Flaviac.	Ardeche.	Mineurs.	1	"
13 juin.	18 juin.	Nesle Normanden- se.	Seine-Inférieure.	Verriers.	1	70
14 juin.	.....	Monstaganem.	Oran.	Terrassiers.	"	"
15 juin.	15 juin.	Fléville.	Meurthe-et-Moselle.	Terrassiers.	1	50

GRÈVES COMMEN-

n°	CAUSES DES GRÈVES.	RÉSULTATS.	OBSERVATIONS.
8	9	10	
5	Contestation relative à la réglementation du travail.....	Échec.	Grévistes remplacés.
6	Demande d'augmentation de salaire.....	.....	
7	Demande d'augmentation de salaire.....	.....	
8	Demande d'augmentation de salaire.....	.....	
9	Demande d'augmentation de salaire.....	Réussite.	
10	Demande d'augmentation de salaire.....	Échec.	7 grévistes congédiés.
11	Demandes : augmentation de salaire; diminution du temps de travail.....	Transaction.	
12	Réduction de salaire.....	Transaction.	
13	Contestation relative aux heures de repos.....	Réussite.	
14	Contestation relative au salaire.....	Transaction.	
15	Demande de renvoi de deux ouvriers.....	Échec.	Grévistes remplacés.
16	Demandes : création d'une caisse de prévoyance et d'une caisse de retraites; trois jours de repos par mois; seize jours de congé par an.....	Transaction.	
17	Demande d'augmentation de salaire.....	Échec.	Grévistes remplacés.
18	Demande d'augmentation de salaire.....	Transaction.	
19	Contestation relative au salaire.....	.....	
20	Demande : suppression des retenues pour malfaçon.....	.....	
21	Demande d'augmentation de salaire.....	.....	
22	Demande d'augmentation de salaire.....	Échec.	
23	Demande d'augmentation de salaire.....	Transaction.	
24	Demande d'augmentation de salaire.....	Transaction.	
25	Demande d'augmentation de salaire.....	.....	
26	Demande d'augmentation de salaire.....	Réussite.	
27	Demande de renvoi d'un contremaître et d'un ouvrier.....	Échec.	
28	Demande d'augmentation de salaire; contestation relative au délai de prévenance.....	Échec.	
29	Demande de diminution du temps de travail.....	Échec.	Grévistes remplacés.
30	Demandes : diminution du temps de travail; suppression du travail le dimanche.....	Transaction.	
31	Demande d'augmentation de salaire.....	.....	
32	Demande de diminution du temps de travail.....	Transaction.	
33	Demandes : diminution du temps de travail; suppression du travail le dimanche.....	Transaction.	
34	Demande d'unification des salaires.....	Échec.	
35	Demande de diminution du temps de travail.....	.....	
36	Réduction de salaire.....	Réussite.	
37	Demande : une heure et demie au repas de midi.....	Échec.	
38	Demande d'augmentation de salaire.....	Transaction.	
39	Demande d'augmentation de salaire.....	Transaction.	
40	Protestation contre une punition infligée à un ouvrier.....	.....	
41	Demande d'augmentation de salaire.....	Échec.	Grévistes congédiés.
42	Demande d'augmentation de salaire.....	Transaction.	
43	Demande d'augmentation de salaire.....	Transaction.	
44	Demande d'augmentation de salaire.....	.....	
45	Demande d'augmentation de salaire.....	Transaction.	
46	Demande de réintégration de quatre ouvriers.....	Échec.	Grévistes remplacés.
47	Demandes : augmentation de salaire; signature d'un contrat.....	Réussite.	
48	Demandes : augmentation de salaire; indemnité pour les fournitures.....	Réussite.	
49	Demande d'emploi de matières premières de meilleure qualité.....	Réussite.	
50	Contestation relative au salaire.....	Transaction.	
51	Demande de renvoi d'un contremaître.....	Transaction.	
52	Contestation relative au règlement d'atelier.....	Transaction.	
53	Contestation relative au salaire.....	.....	
54	Demande de renvoi d'ouvriers étrangers.....	Transaction.	

DATES		LOCALITÉS.	DÉPARTEMENTS.	INDUSTRIES ET SPÉCIALITÉS professionnelles des grévistes.	NOMBRE	
du commence- ment.	de la fin.				d'établisse- ments.	de grévistes.
1	2	3	4	5	6	7
GRÈVES COMMENC						
15 juin...	17 juin...	Roubaix.....	Nord.....	Trieurs de déchets de laine..	1	11
15 juin...	.....	Guiche et Sames..	Basses-Pyrénées..	Bâcheurs.....	1	"
15 juin...	.....	Toulon.....	Var.....	Déchargeurs.....	1	20
16 juin...	16 juin...	Pezilla-de-la-Ri- vière.....	Pyrénées-Orientales	Ouvriers agricoles.....	"	"
16 juin...	.....	St-Germe-la-Serre..	Ardèche.....	Mineurs.....	1	82
16 juin...	.....	Hazebrouck.....	Nord.....	Tisseurs.....	1	3
16 juin...	.....	Greil.....	Oise.....	Verriers.....	1	58
17 juin...	19 juin...	Bennes.....	Ille-et-Vilaine.....	Marcheux-ferrants.....	"	31
17 juin...	20 juin...	Contes.....	Alpes-Maritimes..	Ouvriers d'une fabrique de ciment.....	1	230
17 juin...	24 juin...	Ballancourt.....	Seine-et-Oise.....	Ouvriers en papiers.....	1	300
17 juin...	25 juin...	Tourcoing.....	Nord.....	Fileurs.....	1	48
17 juin...	29 juin...	St-Germer-de-Fly..	Oise.....	Verriers.....	1	100
17 juin...	.....	Chambery.....	Savoie.....	Maçons et terrassiers.....	1	100
17 juin...	.....	Arceuil, Gentilly, Ivry, Villejuiif..	Seine.....	Terrassiers.....	1	135
18 juin...	19 juin...	Esperaza.....	Aude.....	Chapeliers.....	1	14
18 juin...	23 juin...	Buire et Nove- Maison.....	Aisne.....	Terrassiers.....	"	100
18 juin...	.....	Charleville.....	Ardennes.....	Brossiers.....	"	300
18 juin...	.....	Bourganeuf.....	Creuse.....	Charpentiers et menuisiers..	"	30
19 juin...	21 juin...	Roubaix.....	Nord.....	Teinturiers-appreteurs.....	1	60
19 juin...	23 juin...	Chancelade.....	Dordogne.....	Carriers.....	1	10
19 juin...	24 juin...	Grenoble.....	Isère.....	Terrassiers.....	1	50
19 juin...	.....	Dax.....	Landes.....	Charpentiers.....	6	30
20 juin...	.....	Paris.....	Seine.....	Terrassiers.....	1	350
20 juin...	.....	Saint-Maxent.....	Somme.....	Verriers.....	1	60
22 juin...	24 juin...	Sainte-Marie-sur- Ouche.....	Côte-d'Or.....	Terrassiers.....	1	60
22 juin...	.....	Marseille.....	Bouches-du-Rhône..	Ouvriers du bâtiment.....	"	"
22 juin...	.....	La Neuvillelette..	Marne.....	Maçons.....	1	48
22 juin...	.....	Laval.....	Mayenne.....	Maçons.....	"	150
22 juin...	.....	Paris.....	Seine.....	Peintres-enduiseurs.....	"	"
23 juin...	24 juin...	Versailles.....	Seine-et-Oise.....	Terrassiers et paveurs.....	"	"
23 juin...	2 juillet...	Armentières.....	Nord.....	Terrassiers.....	1	20
24 juin...	25 juin...	Graville Sainte Ho- norine.....	Seine-Inférieure..	Ouvriers de rizerie.....	1	33
24 juin...	26 juin...	Douai.....	Nord.....	Mécaniciens-construc-teurs..	"	"
24 juin...	.....	Sauvian.....	Hérault.....	Ouvriers agricoles et viticoles.	"	50
24 juin...	.....	Bennes.....	Ille-et-Vilaine.....	Typographes.....	1	50
24 juin...	.....	Arleux.....	Nord.....	Verriers.....	1	72
25 juin...	30 juin...	Besançon.....	Doubs.....	Terrassiers et maçons.....	"	200
25 juin...	30 juin...	Meriel.....	Seine-et-Oise.....	Terrassiers.....	1	50
27 juin...	29 juin...	Nantes.....	Loire-Inférieure..	Ferblantiers-boitiers.....	1	100
30 juin...	3 juillet...	Lille.....	Nord.....	Tisseurs.....	1	55
30 juin...	3 juillet...	Roubaix.....	Nord.....	Fileurs.....	1	21
30 juin...	.....	Saint-Clair-de-Ha- louze.....	Orne.....	Mineurs.....	1	300

N ^{OS} DES GRÈVES.	CAUSES DES GRÈVES.	RÉSULTATS.	OBSERVATIONS.
	8	9	10
EN JUIN 1908. (Suite et fin.)			
55	Demande de maintien du tarif des primes.....	Échec.	
56	Demande d'augmentation de salaire.....	.....	
57	Demande d'augmentation de salaire.....	.....	
58	Contestation relative au salaire.....	Transaction.	
59	Demande de renvoi d'un contremaître.....	.....	
60	Contestation relative à l'emploi de machines.....	.....	
61	Contestation relative à la réglementation du travail.....	.....	
62	Demande d'augmentation de salaire.....	Réussite.	
63	Demande de suppression du travail à la tâche.....	Transaction.	
64	Demande de réintégration d'un ouvrier.....	Transaction.	
65	Protestation contre la diminution du personnel.....	Échec.	
66	Contestation relative au salaire.....	Transaction.	Lock-out.
67	Contestation relative au salaire.....	.....	
68	Demande d'augmentation de salaire.....	.....	
69	Demande de renvoi d'un contremaître.....	Réussite.	
70	Demandes : augmentation de salaire; renvoi d'ouvriers étrangers.....	Échec.	
71	Demande d'augmentation de salaire.....	.....	
72	Demande d'augmentation de salaire.....	.....	
73	Demande d'augmentation de salaire.....	Transaction.	
74	Demande d'augmentation de salaire.....	Transaction.	
75	Demandes : augmentation de salaire; diminution du temps de travail.....	Échec.	6 grévistes congédiés.
76	Demande d'augmentation de salaire.....	.....	
77	Demandes : augmentation de salaire; renvoi d'un contre- maître.....	.....	
78	Contestation relative aux heures de repos.....	.....	
79	Demande d'augmentation de salaire.....	Échec.	5 grévistes congédiés.
80	Demande d'unification des salaires.....	.....	Lock-out.
81	Demande d'augmentation de salaire.....	.....	
82	Demandes : augmentation de salaire; diminution du temps de travail.....	.....	
83	Demandes : augmentation de salaire; suppression des ma- tières nocives.....	.....	
84	Demande d'augmentation de salaire.....	Échec.	
85	Demande de réintégration d'un ouvrier.....	Échec.	Grévistes congédiés.
86	Contestation relative à la main-d'œuvre.....	Réussite.	
87	Contestation relative à l'application d'un tarif.....	Échec.	
88	Contestation relative à la réglementation du travail.....	.....	
89	Contestation relative à l'emploi de machines.....	.....	
90	Demande de réintégration de deux ouvriers.....	.....	
91	Demande d'augmentation de salaire.....	Transaction.	
92	Demande d'augmentation de salaire.....	Transaction.	
93	Demande de réintégration d'un contremaître.....	Transaction.	
94	Demande d'unification des salaires.....	Échec.	
95	Demande : diminution de vitesse dans les métiers.....	Réussite.	
96	Demandes : augmentation de salaire; journée de 8 heures.....	.....	

CONCILIATION ET ARBITRAGE ⁽¹⁾.

2 applications de la loi sur la conciliation et l'arbitrage ont été signalées à la Direction du travail.

1° Différend entre patrons et ouvriers maçons de Cadenet (Vaucluse).

— Les ouvriers maçons, occupés par les divers entrepreneurs de Cadenet, réclamaient une augmentation de 5 centimes l'heure et présentaient en outre certaines revendications touchant les conditions du travail.

Désireux de prévenir un conflit, le juge de paix est intervenu d'office; un comité s'est réuni le 1^{er} juin; un accord est intervenu aux conditions suivantes:

1° Le prix de l'heure est fixé à 45 centimes, et le travail sera fait à l'heure.

2° Durée de la journée de travail, du 1^{er} avril au 30 septembre, de 6 heures du matin à 6 heures du soir avec une demi-heure pour le casse-croûte et une heure et demie pour le repas du midi; du 30 septembre au 1^{er} avril de 7 heures du matin à 4 heures du soir avec un repos d'une heure pour le repas du midi.

3° Les heures ci-dessus devront être observées lorsque le chantier ne sera pas situé à plus de 1,500 mètres de la localité. De 1,500 mètres à 5 kilomètres, le trajet sera compris dans le compte des heures de travail.

4° Paiement des salaires comme par le passé.

Le différend a été ainsi aplani sans cessation de travail.

2° Dans une **grève de cimentiers à Arras**, les ouvriers ont adressé un recours au juge de paix; le patron a refusé de se prêter à la tentative de conciliation. 3 grévistes seulement ont repris le travail aux anciennes conditions; les autres ont quitté la localité.

⁽¹⁾ Des exemplaires du texte de la loi du 27 décembre 1892 sur la conciliation et l'arbitrage dans les différends collectifs entre patrons et ouvriers ou employés sont envoyés aux intéressés sur demande adressée à *M. le Ministre du Travail, Direction du travail, Bureau des Associations professionnelles, rue de Varenne, n° 80, à Paris.*

ENQUÊTE SUR LE PLACEMENT A PARIS

DEPUIS LA PROMULGATION DE LA LOI DU 14 MARS 1904,

(DEUXIÈME PARTIE.)

2^e article ⁽¹⁾.)

II. — EMPLOYÉS DE MARCHANDS DE COMESTIBLES.

État comparatif du placement antérieurement et postérieurement à la loi du 14 mars 1904.

Antérieurement à la loi, 3 bureaux de placement autorisés fonctionnaient; ils avaient, de 1893 à 1897, effectué une moyenne annuelle de 11,944 placements à demeure et de 4,170 en extra, au tarif de 3 p. 100 du salaire annuel à demeure, de 0 fr. 25 par jour en extra et de 4 francs pour les apprentis. A la fin de décembre 1907, ces 3 bureaux continuaient à fonctionner; leur tarif était : pour 2 d'entre eux, de 3 p. 100 du salaire annuel, avec droit minimum de 4 francs et droit maximum de 6 francs, pour les placements à demeure, et de 0 fr. 50 pour les extra; pour le troisième, de 5 francs pour tous droits.

Quant aux bureaux municipaux, les employés de marchands de comestibles ne figurent pas d'une manière spéciale dans leurs statistiques; il semble, du reste, que, dans cette profession, ce mode de placement n'est guère pratiqué.

Comme offices de placement gratuit, il n'existait — parmi les sociétés figurant au tableau statistique ⁽²⁾ — que ceux de la *Chambre syndicale des marchands de beurre, œufs, fromages et crémiers de Paris et du département de la Seine* et du *Syndicat des crémiers de Paris et des départements*. La *Chambre syndicale des négociants en fruits frais et primeurs de Paris*, fait connaître les demandes et les offres d'emplois par un tableau apposé aux Halles, dans le pavillon VI. A la *Chambre syndicale des employés de commerce de l'industrie de la glace à rafraîchir*, le placement ne se fait que par camaraderie et il n'en est tenu aucune statistique. Il en est de même au *Syndicat des employés des pavillons de la marée en gros des halles centrales de Paris*.

Le tableau suivant distingue les diverses sociétés faisant du placement à la fin de 1907, selon qu'elles ont été fondées antérieurement ou postérieurement à la loi.

SOCIÉTÉS FONDÉES ANTÉRIEUREMENT OU POSTÉRIEUREMENT À LA LOI.

	ANTÉRIEUREMENT.	POSTÉRIEUREMENT.
a) Syndicats patronaux et mixtes.....	3	1
b) Syndicats ouvriers.....	"	2
c) Sociétés de secours mutuels.....	"	"
d) Sociétés diverses ⁽³⁾	"	"

⁽¹⁾ Voir le numéro de juin 1908, p. 546.

⁽²⁾ Voir ci-dessous.

⁽³⁾ N'ont pas permis de déterminer le régime légal sous lequel elles sont constituées. Toutefois, il y a lieu de présumer que les sociétés de cette catégorie qui se sont fondées depuis la promulgation de la loi du 14 mars 1904 peuvent presque toutes être considérées comme des sociétés libres, constituées conformément à la loi du 1^{er} juillet 1901.

Le *Syndicat général des marchands et marchandes de poissons*, qui avait déclaré effectuer des opérations de placement, a disparu dans le cours de l'année 1906.

STATISTIQUE DES OPÉRATIONS DE PLACEMENT
EFFECTUÉES PAR LES SOCIÉTÉS EXISTANTES À LA FIN DE 1907.

[Les zéros (0) indiquent que les sociétés n'existaient pas ou ne faisaient pas le placement à la date correspondant à la colonne; les guillemets (»), que les chiffres n'ont pas été fournis.]

SOCIÉTÉS.	1903.		1904.				1905.		1906.		1907.	
			1 ^{re} TRIMESTRE.		2 ^e , 3 ^e ET 4 ^e TRIMESTRES.							
	A demeure.	En extra.	A demeure.	En extra.	A demeure.	En extra.	A demeure.	En extra.	A demeure.	En extra.	A demeure.	En extra.
Chambre syndicale des marchands de beurre, œufs, fromages et crémiers de Paris et du département de la Seine.....	779	69	259	18	2,155	89	3,276	115	3,951	123	3,534	123
Syndicat des crémiers de Paris et des départements	1,021	"	315	"	852	"	1,661	"	1,657	"	1,753	"
Union syndicale des crémiers et fruitiers de la Seine et des départements.....	0	0	"	"	"	"	"	"	(1) 1,120	"	(1) 1,205	"
Syndicat des patrons marchands de beurre, crémiers, laitiers, fruitiers, épiciers, etc., de Paris et des départements.....	0	0	0	0	1,013	Néant	1,097	Néant	924	30	1,094	11
Syndicat ouvrier des laitiers gros et détail, nourrisseurs, crémiers et similaires du département de la Seine.....	0	0	0	0	11	11	668	"	663	"	672	"
Syndicat des caissières de la boulcherie.....	0	0	0	0	0	0	0	0	"	"	(2) 6	(2) 8
(1) Chiffre global des placements à demeure et en extra.												
(2) Quatrième trimestre.												

OBSERVATIONS (1).

A) SUR LE PERSONNEL ADMINISTRATIF DES SOCIÉTÉS.

Le préposé au placement du *Syndicat des patrons marchands de beurre, crémiers, laitiers, fruitiers, épiciers, etc., de Paris et des départements* est un ancien employé d'un bureau de placement autorisé pour les mêmes professions.

B) SUR LES OBLIGATIONS PÉCUNIAIRES DES SOCIÉTAIRES À LA FIN DE 1907.

SYNDICATS PATRONAUX ET MIXTES. — *Chambre syndicale des marchands de beurre,*

(1) Ces observations ne concerneront pas toutes les sociétés; elles porteront spécialement sur celles dont l'organisation générale du service de placement contribue plus particulièrement à les caractériser et sur lesquelles des renseignements précis ont pu être recueillis.

œufs, fromages et crémiers de Paris et du département de la Seine; cotisation annuelle : 12 francs. — *Syndicat des crémiers de Paris et des départements*; cotisation annuelle : 12 francs. — *Union syndicale des crémiers et fruitiers du département de la Seine*; cotisation annuelle : 10 francs. — *Syndicat des patrons marchands de beurre, crémiers, laitiers, fruitiers, épiciers, etc., de Paris et des départements*; cotisation annuelle : 5 francs.

SYNDICATS OUVRIERS. — *Syndicat ouvrier des laitiers gros et détail, nourrisseurs, crémiers et similaires du département de la Seine*; cotisation mensuelle : 1 franc. — *Syndicat des caissières de la boucherie*; admission : 1 franc; cotisation annuelle : 6 francs.

(C) SUR L'ORGANISATION, LE FONCTIONNEMENT, LES LOCAUX ET L'INSTALLATION
DU SERVICE DE PLACEMENT DES SOCIÉTÉS.

Dès le 1^{er} mars 1889, la *Chambre syndicale des marchands de beurre, œufs, fromages et crémiers de Paris et du département de la Seine* fit apposer aux Halles, dans les pavillons X et XII, des affiches informant les patrons que « conformément au paragraphe 4 de l'article 1^{er} des statuts, la Chambre syndicale place gratuitement tous les employés des marchands de beurre et crémiers ». En même temps, elle adressait un « avis à tous les employés de la corporation pour les informer qu'ils n'ont qu'à s'adresser au bureau du Syndicat pour être placés gratuitement; ils n'auront à payer aucun droit de placement » ⁽¹⁾. Le fonctionnement de ce bureau est déterminé par le règlement général suivant :

1^o Il est absolument interdit de stationner dans l'escalier ou sous la porte cochère de la maison;

2^o Les employés ne devront séjourner dans les bureaux du Syndicat que le temps nécessaire à leur réception;

3^o Ils devront se comporter décemment et ne pas élever la voix, afin que le service du bureau puisse fonctionner sans entraves, et, dans tous les cas, ils devront se conformer aux recommandations qui pourraient leur être faites dans l'intérêt du service;

4^o Tous les employés qui se présenteront seront inscrits au fur et à mesure de leur arrivée et seront envoyés en place suivant leur ordre d'inscription, en tenant compte de leurs aptitudes et de leurs spécialités;

5^o Les contrevenants au présent règlement seront *réprimandés* et, en cas de *récidive*, ils seront rayés des contrôles du Syndicat.

A l'assemblée générale du 5 décembre 1907, la Commission de placement de la Chambre syndicale communiqua le rapport suivant ⁽²⁾ :

Bien que devant être une question secondaire, le placement est devenu pour beaucoup de nos collègues une question primordiale. C'est pourquoi la Commission que vous avez nommée à l'effet de s'occuper de ce service a essayé de surmonter les difficultés suscitées par le manque du personnel nécessaire à nos maisons.

Nous avons d'abord procédé par insertions dans plusieurs grands journaux, affichage dans les points de Paris et à la porte des mairies où nous avons des chances d'être lus; ensuite et à plusieurs reprises, par l'encartage d'un avis dans notre journal. Ce dernier moyen nous a donné de bons résultats, qui se seraient sans doute étendus si beaucoup de nos collègues avaient suivi l'exemple donné par quelques-uns, parmi lesquels je citerai particulièrement

⁽¹⁾ *Annuaire de la Chambre syndicale, 1908.*

⁽²⁾ Voir *Journal des marchands de beurre et des crémiers, organe officiel de la Chambre syndicale*, 1^{er} janvier 1908.

M^{me} B... en lui renouvelant les félicitations votées par la délégation dans une de ses dernières séances, pour le grand nombre d'employés qu'elle nous envoie presque journellement.

Le sympathique président de notre Commission, a même pris l'initiative d'une lettre-circulaire aux maires des centres où nous serions susceptibles de trouver des jeunes gens et des jeunes filles à la recherche d'une situation. Je profite de la circonstance pour avertir nos collègues que ces lettres sont à leur disposition au Siège de la Chambre syndicale au cas où ils en verraient le placement.

Aussi, après tous ces essais je suis particulièrement heureux, en qualité de rapporteur de la Commission, de venir vous dire ici, que nous avons réussi dans une certaine mesure puisque, d'après la statistique que je vais vous soumettre, la progression non pas des demandes ni des placements effectués, mais du pourcentage des demandes satisfaites malgré l'augmentation des adhérents porté de 700 à 1,100 a été, elle aussi, en s'accroissant chaque année.

En effet, nous avons eu en 1904 : 4,433 offres; nous avons placé 2,394 employés, soit 54 p. 100; en 1905 : 6,427 offres; nous avons placé 3,276 employés, soit 51 p. 100; en 1906 : 5,755 offres: nous avons placé 3,951 employés, soit 68,60 p. 100; en 1907 : 4,880 offres; nous avons placé 3,534 employés, soit 72 p. 100.

Pourtant, malgré cela, nous avons fait quand même des mécontents! C'est fatal et l'on ne saurait s'en prendre ni au service de placement, ni à la commission. Il y a à cela plusieurs raisons parmi lesquelles on peut donner celle-ci comme exemple : actuellement, nous arrivons à satisfaire environ 90 à 95 p. 100 des demandes. Or, dans les mois de rentrées, bien que le personnel ne soit pas plus nombreux, les demandes affluent et nous ne pouvons plus, malgré la meilleure volonté, obtenir plus de 60 p. 100.

D'ailleurs, l'employé sachant la pénurie dont nous souffrons, devient difficile et veut choisir ses places; il se présente chez nous déjà pourvu de plusieurs feuilles de présentation émanant des bureaux de placement. Il nous est, par suite, souvent très laborieux de servir les maisons éloignées du centre ou même d'observer scrupuleusement un tour de rôle dans les offres. En outre, s'il nous arrive de forcer quelque peu la main d'un employé en l'engageant vivement à accepter une place qui ne lui plaît qu'à demi, la plupart du temps il ne s'y présente pas ou bien n'y rentre pas. Il en résulte pour nous et pour le patron dépourvu un ennui et pour l'employé l'abandon de notre service.

Nous ne sommes pas toujours tenus au courant de la rentrée des employés dans les places que nous leur donnons, car les feuilles d'acceptation ne nous reviennent qu'en petit nombre, dans la proportion de 40 p. 100. Afin d'éviter des ennuis, nous demandons à MM. les Patrons de bien vouloir conserver lesdites feuilles et les remettre eux-mêmes au service du placement.

Nous serions heureux aussi que nos confrères ayant des réclamations à faire sur le placement, veuillent bien toujours les faire sur le livre tenu à leur disposition pour qu'il nous soit ainsi plus facile de les examiner et d'y donner les suites qu'elles comportent. . . .

En outre, M. le Président de la Chambre syndicale a bien voulu transmettre, sur la manière dont le placement s'effectue dans la profession, soit par le Syndicat, soit par des placeurs, ces observations particulières :

Notre Chambre syndicale, depuis sa fondation en 1888 a toujours apporté tous ses efforts au placement des employés. Elle y trouve un intérêt particulier. En rendant service au patron et à l'employé elle se les attache, pour ainsi dire, tous les deux, le premier présentement, le second pour l'avenir, car l'employé d'aujourd'hui sera le patron de demain. Et ainsi la solidarité s'infiltré peu à peu dans la corporation qui en a tant besoin actuellement pour la défense de ses intérêts.

Aussi n'a-t-on ménagé chez nous aucun sacrifice susceptible d'attirer les employés et de donner une extension au placement. Du local un peu délabré dont on disposait jadis on a fait un bureau bien aménagé et disposé de façon à éviter la promiscuité des deux sexes. Du reste, les jeunes gens y stationnent peu, les demandes étant toujours très abondantes en raison de la gratuité absolue du placement pour le patron et pour l'employé.

Le secrétaire, autrefois chargé de tout le travail, a maintenant pour le seconder un employé spécial et exclusivement chargé du placement. Sous peine de renvoi, il ne doit accepter aucun pourboire ni du patron ni de l'employé.

Jadis celui-ci se présentant pour la première fois à la Chambre syndicale recevait un

livret personnel où il devait faire plus tard inscrire les certificats délivrés par ses divers patrons. Ce livret lui était remis moyennant 0 fr. 50 centimes. Nous avons ensuite abaissé son prix à 0 fr. 25; enfin, il y a trois ans, nous l'avons supprimé. Actuellement une fiche est établie pour chaque employé, elle contient son nom, la désignation du lieu et de la date de sa naissance et l'adresse de sa résidence quand il est sans travail. Les diverses places qu'il occupe sont ensuite notées sur cette fiche.

Suivant ses aptitudes et les offres du jour, il reçoit sans retard et à son tour d'arrivée au bureau une feuille de présentation portant les mentions « accepté » et « refusé ». Il doit dans tous les cas rapporter cette feuille. S'il est refusé, on lui en délivre une autre.

En même temps, le placeur inscrit sur un registre *ad hoc* le nom et l'adresse des patrons demandeurs et en face le nom des employés qui leur sont adressés.

Une commission nommée parmi les délégués de la Chambre syndicale surveille les opérations du placement et solutionne, le cas échéant, les réclamations émanant des patrons ou des employés.

Grâce à cette organisation, ces diverses opérations s'effectuent d'une façon très sérieuse et nous sommes heureux de l'occasion qui nous est offerte d'établir une comparaison entre notre manière d'agir et celle des bureaux de placement qui subsistent malgré la loi⁽¹⁾.

Chez nous on ne fait pas marcher l'employé dans le seul but de pouvoir répondre au demandeur qu'on lui a adressé quel'un et qu'on a, par conséquent, cherché à le satisfaire. Bien au contraire, le préposé au placement connaissant bien les maisons, leur genre de travail, et jugeant avec une expérience acquise par la pratique, les aptitudes de l'employé à la recherche d'un emploi, ne lui donne une feuille de présentation qu'à bon escient, avec l'intime conviction qu'il a toutes chances d'être accepté. Car, notre désir à nous, n'est pas seulement de le voir rentrer en place, c'est de le voir y rester longtemps. Le résultat sera pour nous d'avoir contenté un de nos adhérents qui à ce point de vue n'aura plus rien à solliciter et d'avoir, en même temps, rendu service à l'employé en lui permettant, par un long séjour chez le même patron, de se créer une bonne référence, de faire des économies et de devenir un sujet recommandable.

Pour opposer à cette manière de faire celle des bureaux de placement, il nous faut d'abord dire pourquoi ils existent et leur mobile se dégagera ensuite clairement.

Dans notre corporation les tenanciers de bureaux de placement sont tout simplement des marchands de fonds et le placement est un précieux instrument d'achalandage pour leurs cabinets d'affaires. Il facilite les relations entre les marchands de fonds et les patrons susceptibles d'être tous, un jour ou l'autre, vendeurs ou acquéreurs. Par les employés qui deviendront, eux aussi, acquéreurs on obtient, même sans le demander, des renseignements utiles sur la prospérité, le chiffre d'affaires, etc., des maisons à vendre ou qui le seront plus tard.

C'est donc pour un marchand de fonds, dans notre corporation, un très précieux auxiliaire que le placement. Et c'est pourquoi il en fait le plus possible, s'efforçant d'obtenir les bonnes grâces des employés en satisfaisant leurs caprices, en leur remettant à la fois plusieurs feuilles de présentation, en leurs offrant parfois de menus cadeaux tels que crayons, etc., en obligeant même d'une modeste pièce blanche ceux qui par imprévoyance juvénile sont momentanément dans le besoin. Tout cela pour faire du placement malgré tout. Car en dehors du but à atteindre, concernant la vente de fonds, dont j'ai parlé plus haut, il a un bénéfice immédiat qui n'est certes pas à dédaigner, puisque l'acceptation d'un employé ne restant même que huit jours chez lui coûte au patron la somme de 5 francs. De même les extras, c'est-à-dire ceux qui mariés ne veulent travailler qu'à la journée, nécessitent de la part du patron un versement de 0 fr. 25 par jour au bureau de placement.

Donc que l'employé convienne ou non, peu importe! Pourvu qu'il rentre en place c'est l'essentiel. En réalité plus il change et mieux vont les affaires!....

Le bureau de la Chambre syndicale ne place que pour le commerce de détail; il est ouvert tous les jours de 8 heures à 4 heures.

(1) Il y a là un erreur de fait. La loi du 14 mars 1904 n'a pas supprimé les bureaux de placement, elle a seulement donné aux municipalités la possibilité de le faire, comme l'indique le 1^{er} paragraphe de l'article 1^{er} : « A partir de la promulgation de la présente loi, les bureaux de placement pourront être supprimés moyennant une juste indemnité ».

Le *Syndicat des crémiers de Paris et des départements* place « des demoiselles et des jeunes gens en nombre à peu près égal, parmi lesquels un quart de débutants environ. Le recrutement de ces employés est assez difficile, surtout l'élément féminin, dont la rareté porte préjudice à l'exploitation commerciale de la profession. »

En ce qui concerne les modifications apportées à notre placement depuis la promulgation de la loi du 14 mars 1904, écrit M. le Président du Syndicat, je n'ai à vous signaler que la suppression du droit d'inscription de 0 fr. 50 par employé que percevait notre bureau.

Nos imprimés en usage sont des feuilles volantes à en-tête de notre Syndicat, que font signer par les patrons, les employés que nous leurs adressons. Deux registres sont également en usage pour ce service, un pour chaque sexe où sont consignés les : noms, prénoms, lieu de naissance, âge et références de chacun. Il est indéniable que, sous ce régime, notre Syndicat fait pour le placement des sacrifices au-dessus de ses ressources normales....

A l'assemblée générale du 27 janvier 1908, la Commission de placement de l'*Union syndicale des crémiers et fruitiers de la Seine et des départements* donnait les détails suivants sur le fonctionnement de ce service ⁽¹⁾ ;

Si notre Syndicat a pris un certain développement, nous pouvons, sans crainte d'être contredit, l'attribuer en grande partie au fonctionnement de notre bureau de placement. Il ne serait nullement téméraire de dire aussi que ce service est devenu l'un des rouages les plus indispensables.

En effet, la statistique du placement accuse une augmentation très sensible sur la quantité d'employés placés en 1907.

Sauf quelques rares exceptions, nos adhérents ont pu en s'adressant à nous, obtenir en assez peu de temps le personnel qui leur faisait défaut.

Nous avons pu sur 100 demandes en accorder 85 à 90 p. 100, alors que d'autres syndicats beaucoup plus anciens, plus nombreux et surtout plus riches que nous, n'ont pu satisfaire que 60 p. 100 des demandes....

Malheureusement, il se commet quelques abus. Un assez grand nombre de membres de la corporation, sous promesse de donner leur adhésion à notre Syndicat, se font adresser du personnel et, une fois servis, demandent à réfléchir....

« Les employés placés par le *Syndicat des patrons marchands de beurre, crémiers, laitiers, fruitiers, épiciers, etc., de Paris et des départements*, sont surtout des employés des deux sexes et des demoiselles de magasin » ; mais il est placé plus de jeunes gens que de jeunes filles.

Pour M. le Président du Syndicat, « la diminution du placement tient à ce que les employés trouvent qu'il faut se lever trop de bonne heure pour porter le lait... Et le recrutement du personnel devient de plus en plus difficile »....

Le bureau de placement de ce Syndicat est établi dans les locaux d'un marchand de fonds.

Le bureau de placement du *Syndicat ouvrier des laitiers gros et détail, nourrisseurs, crémiers et similaires du département de la Seine* est installé à l'annexe de la Bourse du travail. Voici quelques articles de son « règlement pour la distribution du travail » :

ARTICLE 1^{er}. — Le bureau est ouvert tous les jours de 8 heures du matin à midi et de 2 heures à 6 heures.

ART. 2. — Un tableau de roulement pour les places à demeure et un pour les extras seront apposés au bureau. Aucune inscription de chômeur ne sera faite qu'en présence de l'intéressé....

ART. 3. — Le délégué au travail distribue : 1° aux syndiqués, par ordre d'inscription au

(1) Voir : *Journal des crémiers et fruitiers, organe de l'Union syndicale*...., 1^{er} février 1908.

tableau, en tenant compte des aptitudes professionnelles de chacun et de l'âge demandé; 2° aux non-syndiqués lorsque les syndiqués n'accepteront pas ou ne pourront pas remplir les conditions demandées.

ART. 4. — La distribution du travail devra être faite avec la plus grande impartialité. Toute rétribution reçue par le délégué en dehors de ses appointements entraînerait sa révocation. Il ne devra faire aucun privilège, et si une plainte était portée contre lui, le conseil ferait une enquête et statuerait sur les faits incriminés.

ART. 5. — La distribution des places à demeure et des extras a lieu le matin de 9 heures à 11 heures et de 2 à 6 heures du soir.

Tout camarade prenant un bulletin à demeure doit se rendre immédiatement à l'adresse indiquée et donner la réponse directement au délégué *accepté ou non*

ART. 6. — Tout adhérent sans travail qui sera resté plus de huit jours sans se présenter au bureau sera considéré comme travaillant et son nom retiré du tableau de roulement

ART. 7. — Lorsqu'un adhérent aura été accepté dans deux places consécutives et ne restera pas dans sa dernière, son nom sera mis en bas du tableau d'extra

ART. 8. — Les discussions bruyantes sont formellement interdites dans le bureau de la permanence ou dans la salle d'attente

Sauf le *Syndicat des caissières de la boucherie*, toutes les autres sociétés ont leur siège dans les environs des Halles.

D) SUR LES STATUTS ET RÈGLEMENTS DE DIFFÉRENTES SOCIÉTÉS ⁽¹⁾.

Les statuts et règlements des sociétés susmentionnées ne présentent aucune particularité et ne donnent lieu à aucune observation.

SUBVENTIONS MUNICIPALES ACCORDÉES, POUR 1907, AUX SYNDICATS OUVRIERS ET MIXTES FAISANT DU PLACEMENT GRATUIT.

Le *Syndicat ouvrier des laitiers gros et details, nourrisseurs, crémiers et similaires du département de la Seine*, a reçu une subvention de 1,785 francs.

Appréciations sur les effets de la loi.

SYNDICATS PATRONAUX ET MIXTES. — Dans sa réunion mensuelle du 1^{er} août 1904, la *Chambre syndicale des marchands de beurre et des crémiers de Paris et du département de la Seine* discuta la question des bureaux de placement et convint « d'en réclamer à nouveau la suppression en écrivant à la fois au Conseil municipal et à la Préfecture de police ⁽²⁾ ».

Dans les observations particulières transmises par M. le Président de la Chambre syndicale ⁽³⁾ se trouvent les appréciations suivantes :

Des marchands de fonds ont trouvé un système ingénieux de tourner la loi et d'attirer les clients en faisant du placement à l'abonnement, en s'abritant derrière l'étiquette d'un vague syndicat fondé par eux pour les seuls besoins de la cause. Les patrons versent une cotisation annuelle et le tour est joué.

Pour répondre à une objection possible, je m'empresse de dire que si les patrons s'adressent encore à ces bureaux et les aident ainsi, malgré eux, à subsister, c'est qu'il y a chez nous pénurie de personnel. Obligé de faire face à son travail, le malheureux patron dépourvu, court de tous les côtés, s'adresse où il peut. La dissémination des demandes incite naturel-

⁽¹⁾ Un assez grand nombre de sociétés n'ayant pas fait imprimer leurs statuts n'ont pu en fournir un exemplaire ou parfois même en donner communication.

⁽²⁾ *Journal des marchands de beurre et des crémiers* . . . , 15 octobre 1904.

⁽³⁾ Voir p. 650.

lement les employés, eux aussi, à voir un peu partout et ne facilite pas, on le comprendra, les opérations du placement.

En résumé, la loi ordonnant la suppression des bureaux de placement ⁽¹⁾, bien que nous ayant un peu favorisés, n'a pas donné les résultats qu'on en pouvait attendre, parce que son application n'ayant pas été radicale, d'ingénieux individus n'en ont eu aucun souci ou sont parvenus à l'esquiver avec adresse.

Et par suite, les mêmes inconvénients qu'autrefois existent pour les jeunes gens fréquentant les bureaux. Bénéficiant en apparence de la gratuité du placement, ils payent, hélas ! comme à l'habitude. Tout simplement, le patron obligé de déboursier 5 francs pour un employé qui, par exemple, demande un salaire de 50 francs, lui offre 45 francs pour le premier mois, à titre d'essai avec promesse d'augmentation pour l'avenir.

Aussi, en raison de ces diverses considérations, la Chambre syndicale réclame-t-elle à nouveau et avec la dernière énergie, la suppression radicale des bureaux de placement sous quelque forme qu'ils se cachent.

« La suppression des bureaux de placement, déclare M. le Président du *Syndicat des patrons marchands de beurre, crémiers, laitiers, fruitiers, épiciers, etc., de Paris et des départements*, n'a pas fait de changement au salaire des employés; au contraire, la généralité des patrons ayant été obligés de faire partie de chambres syndicales ont plutôt diminué les salaires pour se rattraper des cotisations qu'ils sont obligés de payer. Dans la branche des beurres et œufs, il aurait été préférable de maintenir les bureaux; ils ne sont pas supprimés, il est vrai, mais peut-être le seront-ils ».

Pour la *Chambre syndicale des négociants en fruits frais et primeurs de Paris*, la loi n'a apporté aucun changement; du reste, la question du placement ne l'a jamais beaucoup préoccupée.

SYNDICATS OUVRIERS. — Au *Syndicat ouvrier des laitiers gros et détail, nourrisseurs, crémiers et similaires du département de la Seine*, on assure que la loi aurait fait diminuer les salaires, les patrons récupérant sur les ouvriers et les employés les sommes qu'ils versent aux placeurs.

La *Chambre syndicale des employés de commerce de la glace à rafraîchir* déclare que « la corporation n'a jamais eu recours aux placeurs » et que, pour elle, la loi n'a eu aucun effet.

Le *Syndicat des caissières de la boucherie* écrit que « le Syndicat a été créé par suite de la suppression des bureaux de placement ⁽²⁾; les caissières n'ayant plus d'organes leur donnant le moyen de se procurer des emplois ».

Au *Syndicat des employés des halles centrales de Paris* on déclare que, sauf pour la boucherie, tous les ouvriers et employés des Halles proprement dites, c'est-à-dire du gros, ne se placent que par relations, et non par les bureaux de placement. Les employés du détail — mais non des Halles — se servent seuls de ces agences.

⁽¹⁾ Voir note, p. 651.

⁽²⁾ Les bureaux de placement pour les « garçons bouchers » ont bien été supprimés, mais les bureaux dans lesquels les « caissières » peuvent se placer fonctionnent toujours.

STATISTIQUE DES ACCIDENTS DU TRAVAIL DÉCLARÉS EN 1907

DANS LES PROFESSIONS SOUMISES À LA LOI DU 9 AVRIL 1898,

SAUF LES CHEMINS DE FER⁽¹⁾.

CATÉGORIES PROFESSIONNELLES.	MORTS.	INCAPACITÉ		SUITES INCON- SUES.	TOTAUX.
		PERMA- NENTE.	TEMPORAIRE de plus de quatre jours.		
1° Avis reçus par le service de l'inspection du travail.					
Pêche.....	"	1	106	"	107
Forêts, agriculture.....	86	159	2,869	120	3,234
Industries extractives.....	3	1	297	12	313
Industries de l'alimentation.....	86	239	18,733	257	19,315
Industries chimiques.....	51	144	17,283	302	17,777
Gaoutchouc, papier, carton.....	26	125	6,319	107	6,577
Industries du livre.....	3	69	2,923	38	3,033
Industries textiles proprement dites.....	41	528	22,815	134	23,518
Travail des étoffes, vêtements.....	6	38	3,169	33	3,246
Travail des pailles, plumes, crins.....	1	1	317	5	324
Cuir et peaux.....	15	76	4,676	62	4,829
Industries du bois.....	72	720	21,661	416	22,869
Métallurgie.....	82	249	30,744	100	31,175
Travail des métaux ordinaires.....	142	1,054	76,796	817	78,809
Travail des métaux fins.....	3	4	590	12	609
Taille des pierres précieuses.....	"	"	39	"	39
Taille et polissage des pierres.....	9	20	1,158	31	1,218
Terrassement, construction en pierre.....	419	656	41,813	987	43,903
Travail des pierres et terres au feu.....	60	159	13,705	190	14,114
Manutention.....	56	97	15,925	239	16,317
Transports.....	444	502	34,367	468	35,781
Commerces divers.....	125	278	27,162	429	27,994
Commerce forain, spectacles, agences, etc.....	1	2	166	5	174
Banques, assurances, etc.....	"	1	23	"	24
Professions libérales.....	3	7	254	5	269
Soins personnels, service domestique.....	6	6	318	12	342
Service de l'Etat, des départements et des communes.....	22	58	3,653	102	3,835
TOTAUX.....	4,762	5,191	347,911	4,883	359,747
2° Avis reçus par le service des mines.					
Forêts, agriculture.....	"	1	8	"	9
Industries extractives.....	369	464	40,081	286	41,200
Industries chimiques.....	2	7	376	2	387
Industries annexes.....	"	"	60	1	61
Energie électrique.....	1	"	1	"	2
Industries du bois.....	"	"	2	"	2
Manutention, transports.....	1	"	1	"	2
TOTAUX.....	373	472	40,529	289	41,663
TOTAUX GÉNÉRAUX.....	2,135	5,663	388,440	5,172	401,410

(1) D'après les avis de déclaration transmis au service de l'inspection du travail et au service des mines en vertu de l'article 11 de la loi du 9 avril 1898, modifiée par celle du 22 mars 1902. — Les chiffres portés au tableau correspondent au nombre des victimes. — Voir pour l'année 1906, *Bulletin*, juillet 1907, p. 684.

STATISTIQUE DES ACCIDENTS DU TRAVAIL

PAR BRANCHES D'INDUSTRIE,

D'APRÈS LES ORDONNANCES ET LES JUGEMENTS RENDUS EN 1907

EN VERTU DE L'ARTICLE 16 DE LA LOI DU 9 AVRIL 1898⁽¹⁾.

BRANCHES D'INDUSTRIE.	NOMBRE DES PERSONNES TUÉES OU BLESSÉES.					CAS de MORT.	CAS D'INCAPACITÉ permanente		NOMBRE pour LE CAS DE MORT,		
	Hommes		Femmes		TOTAL.		totale.	par- tielle.	des con- joints.	des en- fants.	des ascen- dants.
	de moins de 16 ans	de 16 ans et plus.	de moins de 16 ans	de 16 ans et plus.							
I. — AGRICULTURE ET FORÊTS.....	7	410	"	10	427	79	2	346	62	102	18
II. — INDUSTRIES EXTRACTIVES.											
a) Mines, minières et salines.....	80	2,080	5	18	2,183	296	23	1,864	226	401	96
b) Carrieres.....	3	754	"	4	761	87	10	661	75	127	10
III. — INDUSTRIES DE L'ALIMENTATION.											
a) Meuneries et mino- teries.....	4	269	"	1	274	58	3	213	49	88	7
b) Sucreries et raffine- ries.....	6	251	1	14	275	15	"	260	11	21	7
c) Distilleries.....	4	215	"	9	228	22	2	201	16	16	4
d) Brasseries et malte- ries.....	1	211	"	5	250	26	"	224	19	35	6
e) Autres industries de l'alimentation...	23	517	2	58	630	43	2	585	34	39	7
IV. — INDUSTRIES CHIMIQUES.											
a) Industries chimi- ques en général.	6	471	1	44	522	52	5	465	41	49	12
b) Usines à gaz.....	1	171	"	"	175	18	2	155	17	17	"
c) Teinture, blanchi- ment, apprêt, nettoyage.....	12	217	"	41	303	17	"	286	14	21	4
V. — PAPIER, CAOUTCHOUC, ETC.											
a) Caoutchouc et suc- cédanés.....	1	87	"	6	94	2	"	92	2	1	"
b) Papier et carton...	32	335	2	23	392	25	"	367	21	25	5
c) Industries du livre et industries po- lygraphiques...	51	198	5	27	281	1	1	279	1	2	"
VI. — TEXTILES.											
a) Industries textiles proprement dites.	102	726	76	290	1,194	40	1	1,150	31	52	12
b) Travail des étoffes et vêtements....	21	235	14	162	432	22	1	409	16	15	7
VII. — CUIRS ET PEAUX.											
a) Préparation des cuirs et peaux...	5	191	"	17	213	20	"	193	16	28	3
b) Fabrication d'ob- jets en cuir et peau.....	8	115	2	17	142	2	"	140	"	"	1

(1) *Journal officiel* du 1^{er} avril 1908. — Il n'intervient une ordonnance ou un jugement en vertu de l'article 16 de la loi du 9 avril 1898 que lorsque les accidents donnent lieu à attribution de rentes, soit à la victime, soit à ses ayants droit. — Pour la statistique de l'année 1906, voir *Bulletin*, juillet 1907, p. 685.

BRANCHES	NOMBRE DES PERSONNES TUÉES OU BLESSÉES.					CAS de MORT.	CAS D'INCAPACITÉ permanente		NOMBRE pour LE CAS DE MORT.		
	Hommes		Femmes		TOTAL.		totale.	par- tielle.	des con- joint.	des en- fants.	des ascen- dants.
	de moins de 16 ans	de 16 ans et plus.	de moins de 16 ans	de 16 ans et plus.							
D'INDUSTRIE.											
VIII. — INDUSTRIE DU BOIS.											
a) Travaux de bâti- ment, charpente en bois, menui- serie.....	7	970	"	1	978	66	5	907	50	73	17
b) Autres gros ouvra- ges en bois.....	12	978	"	3	993	57	4	932	47	62	15
c) Ebénisterie et ta- bletterie.....	8	363	1	23	395	7	2	386	5	10	1
IX. — MÉTAUX.											
a) Métallurgie du fer, de l'acier, fer- ronnerie.....	111	2,837	3	54	3,005	137	7	2,861	99	117	36
b) Charpente en fer et serrurerie....	34	450	"	1	485	21	1	463	15	26	7
c) Chandronnerie, fonderie de 2 ^e fusion et con- structions méca- niques.....	114	2,146	4	24	2,288	78	4	2,206	56	63	25
d) Métallurgie, fon- derie et travail des métaux ordi- naires autres que le fer et l'acier...	15	246	"	13	274	20	"	254	15	19	4
e) Mécanique fine....	18	178	1	34	231	7	1	223	6	10	"
f) Métaux précieux...	1	29	"	5	35	1	"	34	1	"	"
X. — TRAVAUX PUBLICS ET BÂTIMENT.											
a) Distri- butions urbaines.	5	413	"	11	429	41	4	384	32	34	11
b) Autres entreprises de travaux pu- blics et de bâti- ment.....	"	47	"	"	47	9	"	38	6	"	3
XI. — TRAVAIL DES PIERRES ET DES TERRES AU FLU.											
a) Chaufournerie et briqueterie.....	15	517	"	14	546	67	2	477	59	99	11
b) Céramique.....	5	96	"	2	103	11	"	92	10	11	"
c) Verrerie.....	17	239	2	13	271	15	"	256	12	18	3
XII. — MANUTENTION ET TRANSPORTS.											
a) Entreprises de char- gement et déchar- gement. Entre- pôts et magasins.	5	533	1	23	562	42	2	518	30	31	15
b) Transports par terre	3	1,636	"	1	1,640	247	6	1,387	185	248	37
c) Transports par voie fermée.....	2	1,340	"	7	1,349	347	26	976	279	361	73
d) Transports par eau.	2	586	"	3	591	72	4	515	51	73	20
XIII. — INDUSTRIES INSUFFISAMMENT DÉ- SIGNÉES.....	2	67	"	3	72	3	"	69	3	"	"
TOTAUX.....	751	24,253	120	984	26,133	2,413	141	23,584	1,863	2,675	557

LES CONSEILS DE PRUD'HOMMES EN 1905 ⁽¹⁾.

France. — 155 conseils de prud'hommes ont fonctionné en 1905, en France.

Ces conseils ont eu à s'occuper, en bureau particulier, de 42,359 différends contre 44,983 en 1904; si on défalque de ce chiffre 8,778 contestations retirées par les parties avant que le bureau n'ait eu à intervenir et 172 restées sans solution à la fin de l'année, il en reste 33,409, dont 17,731 (53.07 p. 100) ont été conciliées dans l'année.

La conciliation n'a pu être obtenue dans 15,678 affaires, dont 11,661 ont été soumises aux conseils réunis en bureau général. Ceux-ci, déjà saisis de 103 causes restant à juger de l'année précédente, ont eu à statuer sur 11,764 contestations.

Les demandeurs ayant, avant jugement, renoncé à leurs prétentions ont consenti à une transaction dans 6,583 de ces affaires et la décision n'ayant pu être prise avant le 31 décembre 1905 dans 140 autres, les conseils ont réglé 5,041 procès : 2,410 contradictoirement et 2,731 par défaut, 4,049 en dernier ressort et 992 susceptibles d'appels.

Résultats globaux applicables à la période 1901-1905. — De 1891 à 1895, les conseils de prud'hommes avaient eu à connaître de 51,100 affaires (année moyenne); il leur en a été soumis 51,430 en 1896-1900 et 45,342 en 1901-1905. Près des six dixièmes de ces dernières, 26,226 ou 57 p. 0/0 avaient trait aux salaires.

Un cinquième des affaires (9,347 sur 45,342) ayant été retirées par les parties avant que le bureau ait statué et 159 ayant été introduites trop tardivement pour qu'une décision ait pu intervenir, il en reste donc 35,836 qui ont été réellement portées devant les conseils, qui en ont concilié 19,210, plus de la moitié, et renvoyé 16,626 devant les bureaux généraux.

Des 16,626 contestations non suivies d'arrangement, 13,344 ont été portées devant le bureau général; les parties se sont retirées avant le jugement dans 7,170, et 142 autres ont été ajournées. Les conseils de prud'hommes n'ont jugé (année moyenne, de 1901 à 1905) que 6,022 affaires, dont 1,160 seulement (19 p. 100) par des décisions en premier ressort. Il a été formé 1,069 appels qui ont été suivis: 550 de confirmation, 408 d'infirmité et 111 de conciliation.

Algérie. — 7 conseils de prud'hommes ont fonctionné en 1905 en Algérie.

Ces conseils ont eu à s'occuper, en bureau particulier de 2,787 différends. Sur ces 2,787 différends, le bureau particulier n'a eu à statuer que sur 2,317 dont 1,088 (46.95 p. 0/0) ont été conciliées, 1 affaire restant à concilier au 31 décembre 1905.

1,113 affaires ont été soumises aux conseils réunis en bureau général; 734 ont été retirées avant le jugement et 15 restaient encore à juger le 31 décembre; les conseils ont donc réglé 364 procès : 265 contradictoirement et 99 par défaut, 301 en dernier ressort et 63 susceptibles d'appel.

Le tableau suivant donne la répartition, d'après leur objet, des contestations

⁽¹⁾ D'après le *compte général de l'administration de la justice civile et commerciale pendant l'année 1905*, Paris, 1908. — Voir pour la statistique des conseils de prud'hommes au 1^{er} janvier 1907, *Bulletin*, février 1907, p. 126, et pour l'année 1905, *Bulletin*, février 1907, p. 130.

portées devant les conseils de prud'hommes de France et d'Algérie, en bureau particulier, en 1905.

OBJET DES CONTESTATIONS.	NOMBRE		
	France.	Algérie.	Total.
Salaire (salaires, application de tarifs, prix de façon, travaux à forfait ou à la tâche).....	25,344	2,065	27,409
Congés.....	10,644	359	11,003
Malfaçons.....	425	7	432
Indemnités de chômage et pertes de temps.....	931	63	994
Engagements et exécution des conventions.....	691	18	709
Apprentissage.....	587	2	589
Questions d'incompétence.....	560	67	627
Frais de voyage et de déplacement.....	378	41	419
Livrets et certificats (demandes de certificats, livrets chargés, mentions sur le livret, réclamations et retenues de livrets, signatures de livrets).....	460	8	468
Expertises d'ouvrages.....	250	22	272
Abandons ou absences de l'atelier.....	299	11	310
Renvoi abusif.....	208	"	208
Réclamations et retenues d'outils.....	182	19	201
Retenues pour assurances ⁽¹⁾	215	"	215
Amendes.....	93	2	95
Livrets d'acquit du tissage.....	23	"	23
Divers ⁽²⁾	1,069	103	1,172
TOTAUX.....	42,359	2,787	45,146

⁽¹⁾ Lire dans le *Bulletin* de février 1908, pour 1904 :

Amendes.....	118	2	120
Retenues pour assurances.....	190	4	194

⁽²⁾ Étrennes et pourboires (41 + 1), indemnités pour accidents et blessures (36 + 45), indemnités pour maladie (5 + 2), matières retenues par un ouvrier (81 + 1), matériel retenu par un ouvrier (17), pertes d'outils (30 + 3), refus de travail (172 + 3), remboursements d'avances (89 + 28), retenues d'effets (50 + 5), travaux en retard (100 + 3), travaux non terminés (79 + 7), autres (269 + 5).

LES ACCIDENTS DE MER PENDANT L'ANNÉE 1906 ⁽¹⁾.

Bâtiments français. — L'Administration de l'établissement des invalides de la marine a enregistré, au cours de l'année 1905, 362 naufrages, échouements et autres accidents de navigation survenus sur les côtes de France, d'Algérie, des autres colonies et pays de protectorat, ou pertes de bâtiments *français* sur les autres points du globe. Ce total comprend 27 bâtiments à vapeur, 332 voiliers armés au commerce ou à la pêche et 3 bâtiments de l'État.

112 bâtiments mis en péril ont pu reprendre leur route ou être renfloués ; 220 ont été perdus complètement, 30 se sont perdus corps et biens.

Le tableau suivant permet de comparer comment se répartissent, par genre de navigation et par espèce, les bâtiments naufragés, avariés ou échoués ; il donne en outre, par genre de navigation, la situation numérique des bâtiments français ayant pris la mer en 1905 avec le chiffre de leur équipage et la proportion des sinistres par genre.

	VOILIERS.			EQUIPAGE.	VAPEURS.			EQUIPAGES Mécaniciens et chauffeurs
	sinistrés..	ayant pris la mer.	pro- portion p. 100.		sinistrés.	ayant pris la mer.	pro- portion p. 100.	
Long cours	13	255	5.09	5,268	5	240	2.08	14,580
Grande pêche	31	457	6.78	11,124	#	15	#	373
Cabotage.....	58	675	8.39	3,546	13	567	2.29	11,810
Bornage.....	48	3,631	1.32	9,889	3	355	0.84	2,505
Pilotage.....	11	323	3.40	1,509	#	14	#	168
Petite pêche.....	167	28,792	0.58	87,741	3	223	1.34	3,361
Plaisance.....	4	10,299	0.03	10,924	3	114	2.63	875
État.....	#	#	#	#	3	#	#	#
TOTAUX....	332	44,432	0.74	130,001	30	1,528	1.76	33,677

Comme précédemment, c'est la navigation à la voile qui a été la plus éprouvée. Sur 44,432 voiliers, avec 130,001 hommes d'équipage, ayant pris la mer, 332 ont été sinistrés. Sur ce total 140 jaugeaient moins de 10 tonneaux, 110 de 10 à 50, 45 de 50 à 100, 25 de 100 à 500 et 12 plus de 500 tonneaux.

Les 362 accidents de mer se répartissent comme suit, d'après les causes et circonstances matérielles qui les ont produits :

	P. 100.
Perdus corps et biens sans nouvelles.....	8.27
Échouements	30.38
Abordages et voies d'eau.....	9.94
Navires sombrés	6.62
Chavirés au mouillage.....	12.70
Navires jetés à la côte.....	17.40
Accidents divers	14.69

Dans 38 cas, l'accident est imputable soit à de mauvaises conditions de naviga-

⁽¹⁾ D'après la *Statistique des naufrages et autres accidents de mer pour 1906* ; publiée par le Ministère de la Marine, 1908.

bilité, soit au commandement à bord, soit aux équipages; dans 324 autres à des cas de force majeure ou de navigation.

Bâtiments étrangers. — 28 bâtiments de nationalité étrangère ont fait naufrage ou subi des accidents dans les eaux françaises ou dans celles des pays soumis à notre protectorat, dont 24 sur les côtes de France et d'Algérie. Ces 28 bâtiments sinistrés comprenaient 12 vapeurs et 16 voiliers, montés par 973 hommes d'équipage.

Pertes d'existences. — Le total des pertes d'existences (matelots et passagers), entraînées par les sinistres, s'élève à 266 contre 255 en 1905 et 487 en 1904.

Au point de vue du genre de navigation, les pertes d'existences éprouvées par nos nationaux se répartissent comme suit :

Long cours.....	53
Grande pêche.....	14
Cabotage.....	55
Bornage.....	3
Pilotage.....	9
Petite pêche.....	108
Plaisance.....	"
Bâtiments de l'Etat.....	24
TOTAL.....	266

En dehors des accidents dus aux sinistres maritimes, on a enregistré 575 décès à bord des bâtiments français, dont 484 dans la marine de commerce et la pêche, et 91 sur les bâtiments de l'Etat, à savoir :

	MARINE du commerce.	MARINE de l'Etat.	TOTAL.
Submersion pour causes autres que naufrages....	170	20	190
Accidents autres que submersions.....	31	28	59
Décès survenus à bord par maladie.....	283	13	326
TOTAL.....	484	91	575

Si on ajoute ce total de 575 à celui des pertes d'existences à la suite de naufrages et abordages des bâtiments français, soit 266, on obtient un total général de 841 décès survenus à bord de notre flotte pendant l'année 1906, contre 890 en 1905, 983 en 1904 et 1,173 en 1903.

Au cours de 1906, la Caisse de prévoyance a attribué les secours, indemnités et pensions ci-après :

Secours.....	547,446 francs et 4,326 marins, veuves ou orphelins.
Indemnités.....	173,127
Pensions.....	303,900 1,465 marins, veuves, orphelins, etc.
TOTAL.....	1,026,173

CAISSE NATIONALE D'ÉPARGNE.

SITUATION ET OPÉRATIONS EN 1906 ⁽¹⁾.

Le nombre des versements effectués dans le courant de l'année 1906 s'est élevé à 3,977,755, représentant une somme totale de 512,294,963 fr. 12. Le nombre des remboursements et achats de rentes s'est élevé à 2,139,154, pour un montant total de 483,676,735 fr. 61. L'excédent des versements sur les remboursements s'est élevé à 28,618,227 fr. 54. Le nombre des comptes ou livrets existant au 1^{er} janvier 1906 s'élevait à 4,577,390 et au 31 décembre 1906 à 4,794,874. L'avoir des déposants, à la même date, se montait à 1,338,729,194 francs. Au 31 décembre 1905, le chiffre correspondant était de 1,278,257,647 francs, ce qui fait ressortir une augmentation de 60,471,547 fr. 54 pendant l'exercice.

Ce solde créditeur de 1,338,729,194 francs est représenté à l'actif par :

Valeurs de l'État français appartenant à la Caisse nationale d'épargne.....	1,341,313,799
Solde du compte courant à intérêts avec la Caisse des dépôts et consignations.....	42,437,189
Dans ce chiffre ne figurent pas les opérations applicables à l'exercice 1906, mais réalisées en 1907 seulement par la Caisse des dépôts et consignations, soit un excédent de recette de.....	936,024
TOTAL ÉGAL à l'avoir des déposants.....	1,338,729,194
Indépendamment des valeurs en portefeuille et du compte courant à la Caisse des dépôts, la Caisse nationale d'épargne possède, à titre de fortune personnelle, un capital de.....	48,216,327
Son actif total s'élève donc à.....	1,386,945,522
Les revenus de la Caisse, pour l'année 1906, se sont élevés à...	40,800,284
Il convient d'en déduire les intérêts servis aux déposants en 1906 soit.....	31,853,320
RESTE.....	8,946,964
Les frais d'administration se sont élevés à.....	6,196,828
RESTE un bénéfice de.....	2,750,136

⁽¹⁾ D'après le Rapport officiel, *Journal officiel*, 10 janvier 1908.

JURISPRUDENCE.

Syndicats professionnels; limitation de leur patrimoine mobilier aux éléments susceptibles de concourir à la défense des intérêts collectifs représentés par le syndicat; impossibilité pour un syndicat de posséder une marque de fabrique ou de commerce.

COUR DE CASSATION (CHAMBRE CRIMINELLE).

(Arrêt du 19 juin 1908.)

La Cour,

Où M. le conseiller André Boulloche, en son rapport, M^{rs} Durnerin et Bressolles, avocats, en leurs observations, et M. l'avocat général Lénard, en ses conclusions; après en avoir délibéré en la chambre du conseil,

Sur le moyen du pourvoi pris de la violation des articles 1, 2, 4 et 6 de la loi du 21 mars 1884 et des articles 1 et suivants de la loi du 23 juin 1857, en ce que l'arrêt attaqué a dénié à un syndicat professionnel la capacité de posséder une marque de commerce dans l'intérêt collectif des membres de l'association;

Attendu qu'aux termes de l'article 3 de la loi du 21 mars 1884, les syndicats professionnels ont exclusivement pour objet l'étude et la défense des intérêts économiques, industriels, commerciaux et agricoles;

Attendu que l'activité des syndicats professionnels ne doit s'exercer que pour la défense des intérêts collectifs de la profession qu'ils représentent; que la capacité juridique des syndicats en ce qui concerne la composition de leur patrimoine mobilier est restreinte dans les limites mêmes assignées à leur mission légale; qu'il en résulte que le patrimoine mobilier des syndicats ne peut comprendre que des éléments susceptibles de concourir à la défense des intérêts collectifs représentés par ces syndicats;

Attendu qu'un syndicat professionnel ne saurait légalement posséder une marque de fabrique ou de commerce;

Attendu, en effet, qu'un syndicat professionnel à qui il est interdit de se livrer à aucune opération commerciale ou industrielle ne peut faire usage d'une marque de fabrique ou de commerce;

Attendu, il est vrai, qu'il est prétendu par le pourvoi qu'une marque de fabrique ou de commerce pourrait être possédée par un syndicat professionnel dans l'intérêt collectif des membres de ce syndicat;

Mais attendu que les intérêts individuels des membres qui font partie d'un syndicat sont essentiellement distincts des intérêts collectifs de la profession que représente le syndicat; que lors même que la totalité des membres d'un syndicat ferait usage d'une même marque de fabrique ou de commerce, cette marque n'en garantirait pas moins seulement les intérêts individuels de chacun des membres du syndicat; que ces intérêts individuels si nombreux qu'ils soient ne sauraient être confondus avec des intérêts collectifs de la profession qui seuls sont représentés par le syndicat; que l'usage que pourraient éventuellement faire d'une marque de fabrique ou de commerce les membres d'un syndicat ne peut habiliter ce syndicat à comprendre cette marque exclusivement destinée à protéger des intérêts individuels, dans son patrimoine, ni lui conférer le droit de poursuivre la réparation des atteintes qui seraient portées à la propriété de cette marque;

Et attendu que Laure (Frédéric), agissant en qualité de président du syndicat des confiseurs-pâtisseries et chocolatiers de la ville de Marseille, a cité devant le tri-

bunal correctionnel de cette ville en contrefaçon d'une marque destinée à être apposée sur un gâteau dit « Le Colombier » et déposée par le syndicat le 11 mars 1904, Corriol, pâtissier à Marseille, mais que son action a été déclarée irrecevable par l'arrêt attaqué;

Qu'en statuant ainsi ledit arrêt n'a commis aucune violation des textes visés au moyen;

Attendu d'ailleurs que l'arrêt est régulier en la forme;

Par ces motifs,

Rejette le pourvoi de Laure (Frédéric), agissant en qualité de président du syndicat des pâtisseries-confiseurs et chocolatiers de la ville de Marseille, contre l'arrêt de la cour d'appel de Nîmes du 21 novembre 1907; le condamne à l'amende, aux dépens et à l'indemnité envers Corriol, partie renvoyée des fins de la poursuite.

Livrets de travail des enfants de moins de 18 ans; enfants étrangers; impossibilité de suppléer aux livrets prévus par l'article 10 de la loi de 1892 par des livrets émanés d'une autorité étrangère.

COUR DE CASSATION (CHAMBRE CRIMINELLE).

(Arrêt du 21 mai 1908.)

La Cour,

Où M. le conseiller Eugène Duval, en son rapport, M^e de Ségogne, avocat, en ses observations, M. l'avocat général Blondel, en ses conclusions;

Attendu que les sieurs Housez étaient prévenus, aux termes d'un procès-verbal, en date du 22 mai 1907, dressé par l'inspecteur départemental du travail : 1^{er} de dix contraventions à l'article 14 de la loi du 2 novembre 1892, pour défaut de protection des machines-outils auxquels étaient employés des enfants au-dessous de 18 ans; 2^e de dix-sept contraventions à l'article 20 de la même loi, pour avoir occupé 17 ouvriers étrangers, âgés de moins de 18 ans, non munis de livrets français;

Attendu que les sieurs Housez ont été renvoyés de la poursuite par le motif, en ce qui concerne les contraventions à l'article 14, qu'aucune mise en demeure préalable ne leur avait été adressée; en ce qui concerne les contraventions à l'article 20, que les ouvriers étrangers étaient munis de livrets belges;

..... Sur le 2^e point :

Attendu qu'aux termes de l'article 20 de la loi du 2 novembre 1892, les inspecteurs du travail ont entrée dans tous les établissements visés par l'article 1^{er} de ladite loi; et qu'ils peuvent se faire représenter les livrets qu'aux termes de l'article 10 de la même loi, les maires sont tenus de délivrer gratuitement et sur lesquels sont portés les noms et prénoms des enfants des deux sexes, âgés de moins de 18 ans, ainsi que la date, le lieu de la naissance et le domicile;

Attendu que l'article 1^{er}, § 2, de ladite loi porte que toutes les dispositions de la présente loi s'appliquent aux étrangers travaillant dans les établissements désignés dans l'article 1^{er};

Attendu que la loi du 2 novembre 1892 est une loi de police et de sûreté, applicable aux enfants étrangers comme aux enfants français, et aux prescriptions de laquelle les industriels qui emploient des enfants étrangers ne sauraient se soustraire; qu'il s'en suit qu'il ne saurait être suppléé aux livrets délivrés en conformité de l'article 10 de la loi du 2 novembre 1892, par des livrets émanés d'une autorité étrangère;

Attendu, dès lors, qu'en relaxant les sieurs Housez, sur ce second chef de prévention, le jugement attaqué a violé les articles 10 et 20 de la loi susvisée;

Par ces motifs,

Casse et annule le jugement du tribunal de simple police de Condé-sur-l'Escault, du 12 septembre 1907, et pour être statué à nouveau, conformément à la loi, renvoie la cause et les parties devant le tribunal de simple police de Valenciennes, à ce désigné par délibération spéciale prise en la chambre du conseil.

Inspection du travail; établissements de l'État; procès-verbal dressé par un inspecteur du travail à un directeur de poudrerie pour défaut de déclaration d'accident; validité.

COUR DE CASSATION (CHAMBRE CRIMINELLE).

(Arrêt du 20 juillet 1907.

La Cour,

Sur le premier moyen relevant de la violation de la loi des 16-24 août 1790, titre II, article 13 et du principe de la séparation des pouvoirs ainsi que de la fausse application de la loi du 9 avril 1898, notamment des articles 13 et 14 de cette loi, en ce que le jugement attaqué a décidé qu'un agent d'une administration de l'État était assimilé à un préposé de chef d'entreprise, au sens de l'article 11 de la loi du 9 avril 1898 et, à ce titre, était justiciable du tribunal de simple police;

Attendu que Chartron, directeur de la poudrerie nationale de Vonges, était poursuivi pour contraventions à l'article 11 de la loi du 9 avril 1898 comme ayant négligé de faire les déclarations et de produire les certificats médicaux au sujet de trois ouvriers qui avaient été victimes dans l'établissement précité d'accidents par le fait du travail ou à son occasion; qu'à bon droit le juge de police a déclaré la loi du 9 avril 1898 applicable à ces accidents; qu'en effet, l'article premier de cette loi vise les ouvriers et employés occupés dans les usines et manufactures et dans toute exploitation où sont fabriquées ou mise en œuvre des matières explosives; que les termes généraux de ce texte comprennent aussi bien les établissements de l'État que ceux des particuliers; que cette interprétation est d'ailleurs confirmée par les articles 13 et 32 de ladite loi;

Attendu, d'autre part, que si le principe de la séparation des pouvoirs administratif et judiciaire intéresse essentiellement notre droit public, et si les lois des 24 août 1790 et 16 fructidor an III font défense aux tribunaux judiciaires de connaître des actes de l'Administration, il ne s'ensuit pas qu'ils ne puissent être valablement saisis de la connaissance de délits ou de contraventions se rattachant à ces actes; que, dans l'espèce, les faits imputés à Chartron, quoique touchant, à certains égards, aux obligations de la fonction dont il avait été investi, se détachaient nettement de la fonction elle-même et n'exigeaient l'examen ou l'appréciation d'aucun acte administratif, qu'il ne peut donc y avoir eu aucune violation du principe de la séparation des pouvoirs;

Sur le deuxième moyen relevant de la violation des droits de la défense et l'excès de pouvoir, la violation de l'article 416 Code d'instruction criminelle et de l'article 172 Code de procédure civile en ce que le juge de police saisi d'une question de compétence a préjugé le fond;

Attendu que les conclusions du ministère public tendant à l'incompétence du juge de police articulaient nettement que l'inspecteur du travail n'avait pas qualité pour dresser contre Chartron le procès-verbal servant de base à la poursuite; qu'en déclarant que les inspecteurs du travail avaient le droit de contrôler dans les poudre-

ries l'application de la loi du 9 avril 1898, le juge n'a fait que répondre aux conclusions précitées; que d'ailleurs il ne s'est prononcé ni directement ni implicitement sur l'existence des contraventions et qu'il n'a pas préjugé la solution de la question du fond;

Sur le moyen relevant de la violation de l'article 4 § 2 de la loi du 12 juin 1893 modifiée par la loi du 11 juillet 1903, de l'article 1^{er} § 4 du décret du 27 mars 1904 et de l'article 1 du décret du 2 mars 1905, ainsi que la violation par fausse application des articles 11, 13 et 14 de la loi du 9 avril 1898 en ce que le juge de police s'est déclaré compétent et a admis la validité du procès-verbal dressé par un inspecteur du travail dans un établissement de l'État, alors que cet établissement est de ceux « dans lesquels l'intérêt de la défense nationale s'oppose à l'introduction d'agents étrangers au service »;

Attendu qu'aux termes de l'article 31 § 3 de la loi du 9 avril 1898, les infractions aux dispositions de l'article 11 de la même loi, peuvent être constatées par les inspecteurs du travail;

Attendu que l'article 13 § 5 de cette même loi a prévu spécialement le cas d'accidents du travail survenant soit dans les entreprises de l'État placées sous le contrôle d'un service distinct du service de gestion, soit dans les établissements nationaux où s'effectuent des travaux que la sécurité publique oblige à tenir secrets; que ledit article édicte simplement que, dans ce cas, le juge de paix ne se fera pas assister par un expert dans son enquête, mais recevra un exemplaire du rapport dressé par le fonctionnaire chargé de la surveillance ou du contrôle de l'établissement ou de l'entreprise;

Attendu qu'il ne résulte ni de ce texte ni de la loi du 11 juillet 1903 sur l'hygiène et la sécurité des travailleurs, que le législateur ait dérogé, à l'égard des établissements de l'État intéressant la défense nationale, aux dispositions générales des articles 11 et 31 § 3 de la loi du 9 avril 1898 sur les accidents du travail;

Par ces motifs,

Rejette le pourvoi.

Auxiliaire engagé par un ouvrier au su et avec l'approbation en principe du patron; responsabilité du patron pour la déclaration de l'accident survenu à l'auxiliaire.

COUR DE CASSATION (CHAMBRE CRIMINELLE).

(Arrêt du 15 mai 1908.)

La Cour,

Sur le moyen unique pris de la violation des articles 3 et 11 de la loi du 9 avril 1898, 1710, 1984 et suivants du Code civil, 7 de la loi du 20 avril 1810, en ce que le jugement attaqué a déclaré assujéti à la déclaration d'un accident du travail, comme chef d'entreprise responsable, un industriel qui n'était lié par aucun contrat de travail à l'ouvrier blessé, alors que ce dernier avait été engagé par un entrepreneur et devait être payé par lui, et qu'il n'avait à recevoir de l'industriel aucun ordre ni aucune direction, et alors qu'il n'est pas suffisamment établi que l'entrepreneur ait engagé l'ouvrier par suite d'un mandat tacite de l'industriel;

Attendu que le jugement énonce que Joanny Panel, payé à la tâche par la société Verpilloux frères, était exclusivement occupé au travail de déchargement des wagons, pour le compte de cette société, que le matériel et les outils dont il faisait usage appartenaient à ladite société, qu'il était soumis au contrôle du patron et à la discipline de l'entreprise; que, de ces constatations, exclusives de la qualité d'entrepreneur attribuée audit Joanny Panel dans le moyen proposé, le juge de police

a pu légalement déduire que le susnommé n'était qu'un ouvrier salarié de la société Verpilleux ;

Attendu que le jugement déclare aussi, d'une part, que Joanny Panel et son camarade Vogué ne pouvaient toujours à eux seuls, opérer le déchargement des wagons dans le délai de rigueur, qu'ils étaient dans ce cas obligés de recourir à des auxiliaires; qu'il en a été ainsi le 13 mai 1907, jour où Joanny Panel a engagé son frère Joseph, qui, au cours du travail, a été victime d'un accident, et, d'autre part, que l'adjonction d'aides était connue de Verpilleux et approuvée par lui en principe; qu'il ne peut être fait grief au jugement d'avoir conclu de cette double constatation, souveraine en fait, que c'était comme préposé de Verpilleux et par délégation de ce dernier que Joanny Panel engageait des auxiliaires et avait, dans l'espèce, engagé Joseph Panel; que, dans les conditions précitées, ledit engagement avait créé, entre ce dernier et la société dont Joanny Panel était à cette fin le mandataire, un lien de droit, et que, par suite, la déclaration de l'accident, exigée par l'article 11 sous la sanction de l'article 14 de la loi du 9 avril 1898, incombait à la société Verpilleux frères dont le prévenu est le gérant;

Attendu donc qu'il n'y a pas eu violation des textes visés au moyen; que le jugement d'ailleurs est régulier en la forme;

Rejette le pourvoi.

Accidents du travail; défaut d'affichage de la loi de 1898 et des règlements d'administration publique pris pour son exécution; contravention unique.

COUR DE CASSATION (CHAMBRE CRIMINELLE).

(Arrêt du 6 janvier 1906.)

La Cour,

En ce qui touche les infractions prévues par l'article 31 de la loi du 9 avril 1898 et sur le moyen pris de la violation de cet article et de l'article 365 du Code d'instruction criminelle;

Attendu que la loi du 9 avril 1898 dispose en son article 31 § 1 : « Les chefs d'entreprise sont tenus, sous peine d'une amende de 1 à 15 francs de faire afficher dans chaque atelier la présente loi et les règlements d'administration relatifs à son exécution »;

Attendu que le ministère public avait relevé contre Siméon deux contraventions au texte de loi susvisé : 1° défaut d'affichage de la loi; — 2° défaut d'affichage des règlements; que le juge de police, tout en tenant pour constantes les énonciations du procès-verbal a déclaré que ces deux contraventions devaient se confondre en une seule;

Attendu que l'article 31 de la loi précitée prescrit par une disposition unique d'afficher, dans chaque atelier, le texte de la loi et des règlements d'administration relatifs à son exécution; et que, par suite, le défaut d'affichage de la loi et des règlements visé par le même texte ne constitue qu'une seule contravention;

Qu'il s'en suit que le moyen n'est pas fondé;

Par ces motifs, rejette.

ÉTRANGER.

ALLEMAGNE.

Revue du travail en mai 1908 ⁽¹⁾. — La situation du marché du travail n'a pas été uniforme au mois de mai; pourtant il n'y a eu que quelques industries où l'activité ait encore baissé par rapport au mois précédent. Les mines de charbon sont dans une situation favorable; la baisse de travail des mois précédents ne s'est plus fait sentir, il en est ainsi des industries électriques et chimiques. Dans la construction des machines, l'activité est suffisante, la baisse n'a pas continué et la construction des locomotives et des voitures de chemins de fer est abondamment pourvue de commandes. Le bâtiment a un peu repris, sans atteindre l'activité de l'année précédente. La situation des industries du bois laisse encore fortement à désirer. Dans la métallurgie, les fonderies de fer, la petite industrie du fer et la laminerie sont très en baisse, plus dans le nord que dans le sud de l'Allemagne. Le textile ne fait pas de bons rapports. Pour l'imprimerie, le mois de mai est déjà la morte-saison. La brasserie a eu à souffrir du mauvais temps.

Placement en mai 1908 ⁽¹⁾. — Pour tout l'Empire, le nombre des demandes par rapport à mai 1907 a augmenté de 37,000; celui des places procurées a diminué de 14,000, et celui des emplois vacants de 38,000 en chiffres ronds. — Voici le bilan des 675 offices de placement qui ont fourni des renseignements pour le présent mois, avec le rappel des données d'avril :

	DEMANDES d'emploi.	OFFRES d'emploi.	PLACEMENTS.
Mai 1908 (pour 675 bureaux).....	252,000	179,000	132,000
Avril 1908 (— 661 —).....	254,000	183,000	130,000

AUTRICHE.

Placement en mars 1908 ⁽²⁾. — Renseignements fournis sur le fonctionnement de 797 bureaux de placement professionnel :

	OFFRES D'EMPLOI.			DEMANDES D'EMPLOI.			NOMBRE DE PLACEMENTS par rapport aux offres.			NOMBRE DE PLACEMENTS par 100 demandes.		
	Avril 1908.	Mars 1908.	Avril 1907.	Avril 1908.	Mars 1908.	Avril 1907.	Avril 1908.	Mars 1908.	Avril 1907.	Avril 1908.	Mars 1908.	Avril 1907.
Hommes.....	32,329	33,130	31,235	41,360	44,897	43,063	17,790	18,263	19,153	43	41	44
Femmes.....	32,543	36,111	34,763	28,478	33,093	28,316	17,210	20,027	18,421	60	61	65
Ensemble.....	64,872	69,241	65,998	69,778	77,990	71,409	35,000	38,290	37,577	50	49	53

⁽¹⁾ Reichsarbeitsblatt, 21 juin 1908.

⁽²⁾ Soziale Rundschau, mai 1908.

BELGIQUE.

Marché du travail en mai 1908⁽¹⁾. — 17 offices de placement gratuit ont fourni des renseignements sur leurs opérations pendant le mois de mai 1908. Pour 1,452 offres d'emploi, il y a eu 2,423 demandes des ouvriers (hommes), soit une proportion de 167 demandes pour 100 offres. La moyenne était de 153 demandes pour 100 offres le mois passé, et l'année dernière, en mai, elle était de 108 demandes pour 100 offres. A ce point de vue, le marché du travail accuse donc par rapport au mois précédent un certain fléchissement déjà constaté les deux dernières années, la situation générale restant du reste bien inférieure à celle de ces années.

D'autre part, des renseignements précis sur l'intensité du chômage parmi les ouvriers syndiqués ont été fournis, pour ce même mois, par 199 unions professionnelles ouvrières, groupant 39,110 membres (mineurs, ouvriers à domicile et travailleurs agricoles non compris). Ces groupes renfermaient, vers la seconde moitié de mai, 11,511 chômeurs, soit une proportion de 3.9 p. 100.

N'est toujours pas compris dans ce total le chômage qui sévit encore, avec une exceptionnelle intensité parmi les diamantaires à Anvers (1,461 syndiqués étaient signalés comme sans travail dans la semaine du 17 au 23 mai). Cette donnée particulière modifierait à elle seule l'aspect des résultats généraux; c'est pour cela qu'elle n'y est pas comptée. Néanmoins le chômage qui avait déjà atteint le mois dernier 3.5 p. 100 représente maintenant près du triple du chômage de l'an dernier à pareille époque (1.4 p. 100).

Grèves en mai 1908⁽²⁾. — 15 grèves nouvelles et 1 lock-out ont été signalés à l'Office du travail pendant le mois de mai 1908.

Les grèves intéressaient 2,805 grévistes et 1,325 chômeurs forcés; elles comprenaient des ouvriers de 52 établissements différents.

Le lock-out, déclaré par esprit de solidarité patronale, pour contraindre les ouvriers à reprendre le travail chez un entrepreneur atteint par la grève, a été étendu pendant onze jours à quelque 1,250 maçons et manœuvres, occupés par une soixantaine d'entrepreneurs de l'agglomération gantoise.

Ont en outre été continuées pendant le même mois 4 grèves commencées antérieurement et intéressant 636 grévistes et 100 chômeurs forcés.

4 des grèves de mai affectaient l'industrie textile et 4 aussi des charbonnages; on en a compté 2 dans le travail du bois, l'industrie des métaux et la briqueterie. 1 enfin affectait l'industrie verrière.

5 grèves nouvelles ont eu pour cause la question des salaires (3 demandes d'augmentation, 1 refus de subir une diminution et 1 refus d'accepter le retrait d'un minimum précédemment garanti); 3, la suppression des amendes pour absences injustifiées; 2, la réintégration d'ouvriers congédiés; 1, la diminution des heures de travail, etc.

Les résultats signalés à l'Office du travail belge depuis notre dernier relevé peuvent se résumer comme suit: 12 échecs (intéressant 2,569 grévistes), 2 succès (140 grévistes) et 2 transactions (1 grève avec 114 participants et le lock-out gantois cité plus haut).

⁽¹⁾ *Revue du travail belge* du 15 juin 1908.

⁽²⁾ *Revue du travail belge* du 30 juin 1908.

Les Bourses du travail en 1907 ⁽¹⁾. — Le terme de *Bourse du travail*, en Belgique, désigne uniquement les offices de placement gratuit organisés soit par des associations charitables, soit par des communes; elles complètent avec les bureaux des syndicats et les bureaux payants ⁽²⁾ le système actuellement destiné à assurer le placement des sans-travail.

La première Bourse publique fut ouverte à Liège, en 1888, par l'œuvre des chauffoirs publics, avec le concours de la Chambre de commerce locale. L'exemple fut suivi peu après par l'œuvre du travail à Bruxelles, par l'œuvre de l'hospitalité de nuit de Charleroi, par le bureau de bienfaisance de Mons, par une association d'industriels de Gand, etc. Ces institutions furent encouragées dès le début par des subventions communales. Vers 1896, quelques communes (Enghien, Alost, Malines, Schaerbeck, etc.), instituèrent d'elles-mêmes des offices analogues rattachés aux services municipaux.

Depuis 1904, le gouvernement encourage les bureaux de placement gratuit, par des subsides de premier établissement et des subventions annuelles subordonnées aux conditions édictées par le Ministre de l'industrie et du travail. Il faut avant tout que l'institution fonctionne avec l'appui et sous le contrôle des patrons et des ouvriers siégeant en nombre égal au conseil d'administration et désignés par leurs pairs. Les Bourses doivent envoyer chaque mois au Ministre le relevé de leurs opérations.

C'est à l'aide de ces relevés que l'office du travail établit en partie chaque mois son « marché du travail ».

L'office a établi les opérations, en 1907, des 12 principaux de ces bureaux, dont 6 organisés par les communes et 6 par des associations privées.

Ces bureaux ont reçu en 1907, 23,808 demandes d'emploi, (87 p. 100 d'hommes et 13 p. 100 de femmes) pour 18,520 offres (77 p. 100 d'hommes et 23 p. 100 de femmes). Ils ont effectué 11,939 placements (85 p. 100 d'hommes et 15 p. 100 de femmes).

Le nombre des demandes a atteint, pour les *hommes*, 146 pour 100 offres, et pour les *femmes* 72 p. 100; pour l'ensemble, la proportion s'élève à 128 demandes pour 100 offres dans toutes les industries sauf les textiles, le bois, les peaux, le papier, les domestiques.

Pour l'ensemble des Bourses et des industries on ne relève que 50 placements pour 100 demandes (48 pour les hommes et 59 pour les femmes). Sur 25 groupes d'industrie, le nombre des placements, pour 100 demandes, a atteint 75 dans 2, 60 dans 7 et 50 dans 13.

Pour l'ensemble, le chiffre des placements atteint 64 pour 100 offres.

Parmi les demandes de travail, 88 p. 100 émanaient d'ouvriers valides, 6 p. 100 de demi-ouvriers et 6 p. 100 d'apprentis. 7 p. 100 d'entre eux avaient moins de 16 ans, 29 de 16 à 20 ans, 44 de 21 à 35, 16 p. 100 de 36 à 50 et 3 p. 100 plus de 50. Parmi les offres de travail, 77 p. 100 concernaient des hommes; (71 p. 100 des ouvriers valides, 17 p. 100 des demi-ouvriers et 12 p. 100 des apprentis) et 23 p. 100 des femmes (85 p. 100 des ouvrières, 9 p. 100 des demi-ouvrières et 6 p. 100 des apprenties.)

22 p. 100 des demandes portaient sur des ouvriers de profession industrielle et 77.5 sur d'autres professions.

⁽¹⁾ *Revue du travail belge*, 15 juin 1908.

⁽²⁾ Dans la pratique, les bureaux payants sont exclusivement affectés aux domestiques. Ces bureaux ne font l'objet d'aucune concession administrative ni d'aucun monopole de fait. Les abus qu'ils ont pu commettre ont été facilement réprimés par la police ou par la concurrence désintéressée des institutions charitables. La question du placement n'a donc jamais passionné les ouvriers comme en France.

Quant aux personnes placées, 85 p. 100 étaient des hommes et 15 p. 100 des femmes; parmi les hommes, 77 p. 100 étaient valides, 15 p. 100 des demi-ouvriers et 8 p. 100 des apprentis; 8.5 p. 100 avaient moins de 16 ans, 26 p. 100 de 16 à 20 ans, 41 p. 100 de 21 à 35, 17 p. 100 de 36 à 50 et 6 p. 100 plus de 50 ans. Les placements les plus nombreux se relèvent dans les métaux (20 p. 100), la construction (17 p. 100) les commissionnaires (16 p. 100), le bois (14 p. 100), l'alimentation (5 p. 100); chez les femmes, parmi les servantes (79 p. 100), dans le vêtement (9 p. 100), les textiles (3 p. 100).

32 p. 100 des placements ont été effectués à Bruxelles, 25 p. 100 à Anvers, 19 p. 100 à Gand, 9 p. 100 à Liège.

L'office belge a évalué le coût moyen du placement pour les principales Bourses, mais sans tenir compte des frais de loyer du local, il obtient les chiffres suivants: Schaerbeek 5.40, Malines 4.10, Anvers 3.50, Bruxelles, 2.34.

Depuis 1904 les Bourses tendent à étendre leur rayon d'action; c'est ainsi que pour 8 d'entre elles, il y a augmentation de 22 p. 100 dans le nombre des demandes d'emploi, 50 p. 100 pour les offres et de 61 p. 100 pour les placements.

Le gouvernement a distribué en 1907, 7.675 francs de subventions aux Bourses. Le Ministre de l'Industrie prépare un système de répartition tendant à proportionner exactement le montant des subsides à l'activité des Bourses et aux placement effectués.

CANADA.

Revue du travail en mars et avril 1908⁽¹⁾. — Les travaux des champs ont commencé environ trois semaines ou un mois plus tôt que l'année dernière. Dans ces deux mois, l'activité des mines de la Nouvelle-Écosse a été exceptionnellement grande. La métallurgie n'a repris qu'en avril et sauf dans l'ouest le bâtiment est moins actif qu'en 1907. La campagne de navigation a commencé fin avril. La situation financière est encore un peu tendue.

Grèves en mars et avril. — 4 et 8 grèves nouvelles intéressant 1,281 et 438 ouvriers, savoir, mars: imprimerie, 1; textiles, 1; divers, 1; journaliers, 1; avril: mines, 1; métaux, 1; bâtiment, 4; transport, 2.

Causes: mars, 1 grève contre une réduction de salaire et 1 contre l'emploi de non-unionistes, 1 pour l'augmentation de gages, 1 contre un renvoi d'ouvrier; avril, 4 grèves pour une augmentation de salaire, 1 contre une réduction, 1 contre les conditions du travail, 1 pour une diminution des heures de travail, 1 pour une diminution du temps de travail et une augmentation de salaire.

Résultats: janvier, sur 6 grèves anciennes et nouvelles, 8 échecs, 2 transactions, 1 résultat incertain; avril, sur 9 grèves anciennes et nouvelles, 3 succès, 5 échecs, 1 résultat indéfini.

⁽¹⁾ *Gazette du travail*, avril et mai 1908.

ÉTATS-UNIS.

Revue du travail⁽¹⁾. — D'après les rapports adressés à la Fédération américaine du travail par 1,997 unions groupant 108,718 membres, la moyenne des chômeurs était de 7.1 p. 100 en mai 1908. Cette moyenne était en avril de 6.6 p. 100 dans 794 unions groupant 42,700 membres.

GRANDE-BRETAGNE.

Revue du travail en mai 1908⁽²⁾. — La situation générale a été moins bonne qu'en avril. Elle a subi le contre-coup des conflits dans la construction des navires et des machines. Comparé à mai 1907, mai 1908 accuse un ralentissement dans presque toutes les industries.

7.9 p. 100 de chômeurs dans 268 trade-unions groupant 627,613 membres contre 7.5 en avril 1908 et 3.4 en mai 1907; 5.48 journées de travail par semaine en moyenne dans divers puits, contre 5.05 en avril 1908 et 5.57 en mai 1907; 286 hauts fourneaux en marche à la fin de mai contre 293 en avril et 346 en mai 1907.

Grèves. — 29 grèves nouvelles en mai avec 55,276 chômeurs contre 26 en avril 1908 et 29 en mai 1907.

Sur 27 grèves terminées, anciennes et nouvelles, avec 17,896 chômeurs, 4 succès, 9 échecs et 14 transactions. Total des journées de travail perdues : 1,191,100 en mai contre 765,800 en avril et 187,600 en mai 1907.

Les mines et carrières en 1907; personnel et accidents⁽³⁾. — Le nombre des personnes employées dans les mines et carrières de plus de 20 pieds de profondeur, s'élevait en 1907 à 1,060,034 (contre 1,000,390 en 1906), soit une augmentation de 59,644 dans les mines et une réduction de 3,702 dans les carrières.

99 p. 100 du personnel travaillait dans les mines soumises à la loi sur les houillères.

Houillères. — Le personnel des houillères s'élevait en 1907 à 940,618 (contre 882,345 en 1906). Il y a eu augmentation dans tous les districts, s'élevant pour tout le Royaume-Uni à 58,273, soit 6,5 p. 100.

Sur ce total, 758,000 personnes (80 p. 100) travaillaient au fond, (dont 6.000 enfants de 13 à 14 ans). A la surface, on comptait 2,665 garçons au-dessous de

⁽¹⁾ *American Federationist*, juillet 1908.

⁽²⁾ *Labour Gazette*, juin 1908.

⁽³⁾ *Mines and quarries*. — Rapport général du Home office, 1^{re} partie.

14 ans, 762 filles de moins de 16 ans et 4,888 femmes. (La plupart des femmes travaillent en Écosse et dans le Lancashire.) Le nombre des enfants et des jeunes ouvriers se décompose comme suit :

Au fond :		À la surface :	
Garçons de 13 à 14 ans	5,989	Garçons de 12 à 14 ans	2,665
— 14 à 16 ans	41,750	— 14 à 16 ans	14,159

Mines métalliques. — Personnel total : 31.602, dont 1,142 garçons de moins de 16 ans et 214 femmes.

Carrières. — Personnel : 87.814, dont 2,379 garçons de moins de 16 ans et 25 femmes.

Accidents mortels. — 1,283 accidents ont causé 1,368 décès. Pour les mines seules ce total atteint 1,195 faisant 1,279 victimes, (soit 97 accidents et 101 morts de plus qu'en 1906).

Les accidents du fond ont fait 1,130 victimes, savoir : éboulements, 586 (45. 8 p. 100), explosions, 44 (soit 3.4 p. 100), autres accidents, 500 (39.1 p. 100).

Les accidents de la surface ont entraîné la mort de 149 personnes (11. 7 p. 100).

Les éboulements ont fait ainsi en moyenne 75 victimes par 100,000 ouvriers employés au fond (contre 77 en 1906), les explosions 8 pour 100,000 (contre 128 en 1851-55, 41 en 1881-85, 12 en 1901-05 et 6 en 1906).

Parmi les victimes d'« autres accidents » on compte 213 personnes écrasées par les waggons ou autrement (27 p. 100,000).

Dans l'ensemble, la moyenne de *tous* les accidents atteint 132 par 100,000 ouvriers (contre 430 en 1851-55, 201 en 1881-85 et 129 en 1906).

La production totale des mines de charbon s'est élevée à 267.831 millions de tonnes.

ITALIE.

Grèves en mars⁽¹⁾. — 173 nouvelles grèves ont été signalées en mars à l'*Office du travail*. 136 de ces conflits intéressaient 20,823 grévistes. 3 grèves ont éclaté dans l'agriculture, 6 dans les industries extractives, 19 dans la métallurgie, 15 dans le travail des pierres et des terres, 31 dans le bâtiment, 2 dans les produits chimiques, 9 dans le bois, 4 dans les industries polygraphiques, 17 dans les textiles, 3 dans le travail des peaux, 5 dans le vêtement, 9 dans l'alimentation, 7 dans les transports, 3 dans les services publics, 4 dans les industries diverses.

Causes : questions de salaires, 124; durée du travail, 5; diverses, 38; inconnues, 6.

Résultats : 36 succès, 55 transactions, 53 échecs.

Grèves en avril 1908⁽²⁾. — 179 grèves nouvelles ont été signalées en avril à l'*Office du travail d'Italie*, dont 161 intéressaient 29,639 ouvriers.

⁽¹⁾ *Bolletino dell' Ufficio del lavoro*, mai 1908.

⁽²⁾ D'après le *Bolletino dell' Ufficio del lavoro*, juin 1908.

Ces 179 grèves se répartissaient ainsi suivant les industries : textiles, 24 ; vêtement, 14 ; agriculture, 9 ; métallurgie et construction mécanique, 11 ; bâtiment, 40 ; travail du bois et de la paille, 11 ; travail des pierres et terres, 31 ; papier et livre, 7 ; transport, 9 ; mines et carrières, 6 ; alimentation, 12 ; industrie chimique, 7 ; industries polygraphiques, 2 ; travail des peaux, 1 ; divers, 1.

Les questions de salaire ont été invoquées dans 126 grèves ; les questions de durée du travail dans 9 grèves ; causes diverses, 36.

Résultats : 38 réussites complètes, 65 réussites partielles, 61 échecs, 8 résultats inconnus.

Le mouvement coopératif à la fin de 1906⁽¹⁾. — A diverses reprises, le *Bulletin* a signalé l'importance chaque année grandissante du mouvement coopératif en Italie⁽²⁾. Le total des coopératives légalement constituées, non compris les sociétés de crédit, existant dans le Royaume, a passé de 247 en 1887 à 1248 en 1897, 2139 en 1902 et 4168 à fin 1906. Quant au capital versé, il s'élevait à 6,800,394 francs en 1887, 25,633,394 en 1897, 44,798,707 en 1902 et 55,101,936 en 1906⁽³⁾. Il y a donc eu, de 1887 à 1906, soit en moins de 20 ans, augmentation de 3,921 dans le nombre des sociétés et de 48,301,542 francs dans le montant du capital versé.

Au point de vue de leur but, ces sociétés se classent comme suit :

CATÉGORIE.	NOMBRE DE SOCIÉTÉS.		CAPITAL VERSÉ.	
	en 1906.	Augmen- tation par rapport à 1902.	en 1906.	Différence entre 1902 et 1906.
Sociétés agricoles et viticoles	620	+ 372	3,862,729 ^f	+ 1,659,509 ^f
— d'alimentation	241	+ 84	2,518,227	+ 123,758
— d'assurance	126	+ 43	4,046,312	— 196,924
— de céramique et verrerie	27	+ 12	1,367,722	+ 148,983
— de produits chimiques	98	+ 45	3,800,818	+ 1,812,039
— commerciales	36	+ 20	891,421	+ 706,113
— de transports	73	+ 37	1,055,818	+ 266,730
— de consommation	1,449	+ 687	9,846,973	+ 4,258,458
— de construction et de dé- coration	817	+ 375	19,391,377	+ 433,265
— d'électricité	50	+ 23	1,908,756	+ 321,218
— d'hygiène	17	+ 3	580,802	+ 12,988
— de mécanique et de métal- lurgie	71	+ 35	437,793	+ 37,092
— polygraphiques	70	+ 29	806,146	+ 189,021
— de textiles	22	+ 7	1,216,876	+ 210,080
— diverses	451	+ 257	3,370,166	+ 320,899
TOTAL	4,168	+ 2,029	55,101,936	+ 10,303,229

⁽¹⁾ *Annali del credito e della previdenza*, 1908 (rapport des inspecteurs).

⁽²⁾ *Bulletin* 1895, p. 252, 1899, p. 771, 1903, p. 513, 1906, p. 73.

⁽³⁾ Le capital versé en 1906 est inconnu pour 1,658 sociétés, c'est-à-dire presque toutes celles fondées dans l'année; ces sociétés n'avaient pas commencé leurs opérations au 31 décembre de cette même année; d'autre part, beaucoup de sociétés plus anciennes n'ont pas fourni leur bilan.

PAYS-BAS.

Revue du travail en mai 1908⁽¹⁾. — Le travail a un peu baissé dans certaines branches du bâtiment, surtout vers la fin du mois et dans le commerce du cacao et du chocolat. Il est actif dans la grosse métallurgie, peu abondant dans le textile, moins bon qu'en avril dans le bois. Dans le livre, la situation a peu changé. Le travail est toujours régulier dans la culture du bulbe, le commerce de la margarine et du tabac; il a repris dans la brasserie. Les ouvriers diamantaires d'Amsterdam ont repris le travail le 10 mai.

Grèves. — 8 grèves nouvelles et 1 lock-out, intéressant 384 ouvriers, ont été signalées en mai. Sur 13 conflits anciens et nouveaux terminés, on compte 12 résultats connus, savoir : 2 succès pour les ouvriers, 5 échecs et 5 transactions.

ACTES ET DOCUMENTS OFFICIELS.

Loi du 14 avril 1908 portant ouverture au ministre de l'Intérieur d'un crédit supplémentaire de 60,000 francs pour secours d'extrême urgence⁽²⁾.

ARTICLE UNIQUE. — Il est ouvert au ministre de l'Intérieur, sur l'exercice 1908, en addition aux crédits accordés par la loi de finances du 31 décembre 1907 et par des lois spéciales, un crédit supplémentaire de soixante mille francs (60,000 fr.) applicable au chapitre 38 (subvention à des institutions de bienfaisance et d'assistance par le travail et secours d'extrême urgence).

Il sera pourvu à cette dépense au moyen des ressources générales du budget de l'exercice 1908.

Décret du 20 juin 1908
portant création d'un Conseil de Prud'hommes à Saint-Yrieix⁽³⁾.

Rapport et décret du 22 juin 1908, instituant une Commission interministérielle pour l'étude des questions relatives aux adjudications des travaux publics⁽⁴⁾.

MONSIEUR LE PRÉSIDENT,

Un certain nombre d'adjudications importantes, tentées récemment par mon départe-

⁽¹⁾ *Maandschrift van het Centraal Bureau voor de Statistiek*, 30 juin 1908.

⁽²⁾ *Journal officiel* du 15 avril 1908 page 2650. — Voir la discussion au Sénat le 10 avril 1908, *Bulletin de mai* 1908, page 490.

⁽³⁾ *Journal officiel* du 24 juin 1908, page 4241.

⁽⁴⁾ *Journal officiel* du 2 juillet 1908, page 4435.

ment, ont donné lieu à des insuccès répétés, d'un caractère tout à fait anormal, soit qu'aucune soumission n'ait été présentée, soit que les soumissionnaires aient demandé une majoration des prix. Pour obtenir un résultat, j'ai dû, dans la plupart des cas, admettre une augmentation généralement considérable de la dépense prévue.

Ces insuccès ne sont d'ailleurs particuliers, ni aux travaux de l'administration des travaux publics, ni à une région; ils se sont produits presque simultanément pour le compte d'autres administrations et sur les points du territoire les plus éloignés.

La situation m'a paru de nature à préoccuper sérieusement les pouvoirs publics, et j'ai pensé qu'il y avait intérêt à en faire l'objet d'une étude approfondie à laquelle devaient être appelés à participer tous les ministères intéressés.

J'ai, dès lors, proposé à mes collègues de confier à une commission, comprenant deux représentants de chacune de leurs administrations, la recherche des origines de la crise, de ses suites possibles ou probables et des mesures à prendre, s'il y a lieu, en vue d'atténuer les charges supplémentaires pour le Trésor public qui pourrait en être la conséquence.

Cette Commission n'aurait qu'un caractère temporaire et ses travaux devraient être terminés dans un temps assez court. Sa mission nettement définie et son objet immédiat beaucoup plus restreint ne permettraient pas de la confondre avec la Commission spéciale du chômage instituée par décret du 31 mars dernier, sur le rapport de M. le Ministre du Travail et de la Prévoyance sociale.

C'est, d'accord avec mes collègues, que j'ai l'honneur de soumettre à votre signature le décret ci-joint qui institue cette Commission et en nomme les membres.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Président, l'hommage de mon respectueux dévouement.

Le Ministre des travaux publics, des postes et des télégraphes,
LOUIS BARTHOU.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre des Travaux publics, des Postes et des Télégraphes,

DÉCRETE :

ART. PREMIER. — Il est institué au ministère des Travaux publics, des Postes et des Télégraphes, une Commission spéciale chargée d'étudier l'ensemble des questions relatives aux adjudications de travaux publics.

ART. 2. — Cette Commission est composée comme il suit...

Arrêté du 28 juin 1908 fixant le taux des subventions de l'État à allouer aux caisses de chômage pour les indemnités versées pendant le second semestre de 1907.

LE MINISTRE DU TRAVAIL ET DE LA PRÉVOYANCE SOCIALE,

Vu la loi de finances du 31 décembre 1907 ouvrant un crédit pour subventions aux Caisses de secours contre le chômage involontaire par manque de travail;

Vu le décret du 9 septembre 1905, modifié les 20 avril et 31 décembre 1906, et spécialement ses articles 9, 10, 12, 13 et 14;

Vu l'avis émis par la Commission des Caisses de chômage dans sa séance du 26 juin 1908;

Sur la proposition du Conseiller d'État, directeur du travail,

ARRÊTE :

ART. PREMIER. — Le taux des subventions à allouer, dans les limites déterminées par les articles 9, 10 et 12 du décret du 9 septembre 1905, aux Caisses de secours contre le chômage involontaire pour les indemnités versées par elles au cours du second semestre de l'année 1907, est fixée à 16 p. 100 du montant des indemnités versées par les caisses locales et à 24 p. 100 du montant des indemnités versées par les Caisses fonctionnant dans trois départements au moins et comptant 1,000 membres au minimum.

ART. 2. — Le Conseiller d'État, directeur du travail, est chargé d'assurer l'exécution du présent arrêté qui sera inséré au *Journal officiel* et au *Bulletin de l'Office du Travail*.

Paris, le 28 juin 1908.

RENÉ VIVIANI.

Arrêté du 17 avril 1908 du Ministre des travaux publics sur les heures d'ouverture et de fermeture des gares de marchandises les jours de semaine et les dimanches et jours de fêtes.

ARTICLE PREMIER.

A partir du 15 mai 1908, les dispositions des articles 5 et 13 de l'arrêté ministériel du 12 juin 1866, modifié par les arrêtés précités, sont remplacés par les dispositions ci-après :

« ART. 5. — Les expéditions arrivant de nuit ne seront mises à la disposition des destinataires que deux heures après l'ouverture de la gare.

Du 1^{er} avril au 30 septembre, les gares seront ouvertes, pour la réception et la livraison des marchandises en grande vitesse, à 6 heures du matin, au plus tard, et fermées, au plus tôt, à 8 heures du soir.

Du 1^{er} octobre au 31 mars, elles seront ouvertes à 7 heures du matin, au plus tard, et fermées, au plus tôt, à 8 heures du soir.

Toutefois, le lait, les fruits, la volaille, la marée et les autres denrées destinées à l'approvisionnement des marchés de la ville de Paris et des autres villes désignées par l'Administration supérieure, les Compagnies entendues, seront mis à la disposition des destinataires, de nuit comme de jour, dans le délai fixé à l'article 4.

Les gares seront fermées les dimanches et jours fériés à partir de 11 heures du matin, tant à la réception qu'à la livraison des marchandises de grande vitesse.

Les marchandises, à destination des gares, pourvues d'un service de factage ou de réexpédition organisé par le chemin de fer et pour lesquelles la remise à domicile aura été prescrite par l'expéditeur, ne seront pas présentées au domicile des destinataires les dimanches et jours fériés.

Les livraisons à domicile ainsi différées devront être faites, le premier jour ouvrable qui suit le dimanche ou le jour férié : à Paris, par le service de factage de la matinée; dans les autres villes, par le premier service de factage régulier.

Toutefois, la réception en gare du lait et des pots à lait vides en retour et des paquets de journaux et la livraison, tant en gare qu'à domicile, du lait et des pots à lait vides en retour, des paquets de journaux, des animaux vivants, des volailles, du gibier, du poisson, des huîtres et coquillages, du pain, de la viande abattue, de la bière, de la levure, du vin doux, de la glace à rafraîchir, des fruits frais, des fleurs coupées, des légumes frais, du beurre, du fromage, des œufs et des produits pharmaceutiques, auront lieu les dimanches et jours fériés comme les autres jours et dans les mêmes délais.

Lorsque le délai de mise à la disposition en gare expire après 11 heures du matin, les dimanches et jours fériés, pour des marchandises non inscrites dans la nomenclature ci-dessus, l'expiration de ce délai est reportée au premier jour ouvrable qui suit le dimanche ou le jour férié, deux heures après l'ouverture de la gare. En outre, et pour celles de ces marchandises qui seraient mises à la disposition des destinataires dans la matinée d'un dimanche ou d'un jour férié, le point de départ du délai d'enlèvement est reporté au premier jour ouvrable suivant. Le calcul des droits de magasinage est opéré en conséquence.

Les dispositions du présent article ne sont pas applicables aux bagages non accompagnés, qui continueront à être expédiés et livrés les dimanches et jours fériés dans les mêmes conditions que les bagages ordinaires.

« ART. 13. — Du 16 mars au 15 octobre, les gares seront ouvertes pour la réception et la livraison des marchandises en petite vitesse à 6 heures du matin, au plus tard, et fermées, au plus tôt, à 6 heures du soir.

Du 16 octobre au 15 mars, elles seront ouvertes à 7 heures du matin, au plus tard, et fermées, au plus tôt, à 5 heures du soir.

Les gares seront fermées les dimanches et jours fériés toute la journée, tant à la réception qu'à la livraison des marchandises de petite vitesse, même de celles expédiées par wagon complet dont la manutention incombe au commerce.

Toutefois, la réception en gare du lait, des pots à lait vides en retour et la livraison en gare du lait et des pots à lait vides en retour, des animaux vivants et autres marchandises énumérées au huitième paragraphe de l'article 5 auront lieu les dimanches et jours fériés jusqu'à 10 heures du matin.

Le 14 juillet, à l'occasion de la Fête Nationale, les gares de petite vitesse seront fermées à la livraison et à la réception de toutes les marchandises sans exception.

Lorsque deux jours fériés se présenteront consécutivement, les gares seront ouvertes le second jour jusqu'à 10 heures du matin à la réception et à la livraison de toutes les marchandises. Dans le cas où le second jour férié se trouverait être le 14 juillet, les gares seraient ouvertes à la livraison des marchandises le premier jour férié jusqu'à 10 heures du matin.

Les marchandises, à destination des gares pourvues d'un service de camionnage, ou de réexpédition organisé par le chemin de fer et pour lesquelles la remise à domicile aura été prescrite par l'expéditeur ne seront pas présentées au domicile des destinataires les dimanches et jours fériés.

Les marchandises transportées sous le régime des trains désignés seront assimilés aux marchandises de grande vitesse.

Lorsque les délais de livraison, d'enlèvement, de chargement et de déchargement des marchandises expirent un dimanche ou un jour férié, l'expiration de ces délais est reportée au premier jour ouvrable suivant: le calcul des droits de magasinage et de stationnement des wagons sera opéré en conséquence.

En outre, si le premier jour pour lequel des droits de magasinage ou de stationnement sont dus se trouve être un dimanche ou un jour férié, ce dimanche ou ce jour férié est déduit pour la perception des droits.»

ART. 2.

Des décisions ministérielles détermineront, d'après les besoins de l'agriculture, du commerce et de l'industrie, les compagnies entendues, les périodes de l'année, et les régions ou localités où la réception et la livraison des marchandises en général ou de certaines marchandises dénommées se prolongeront pendant toute ou partie de la journée, les dimanches et jours fériés.

ART. 3.

Le présent arrêté sera notifié aux Administrations de chemin de fer ci-dessus visées. Il sera publié et affiché.

Les préfets, les fonctionnaires et agents du contrôle sont chargés d'en assurer l'exécution.

Circulaire du 14 mai 1908, du Ministre des travaux publics aux administrateurs des compagnies de chemins de fer sur les dérogations à l'arrêté du 17 avril 1908 sur les heures d'ouverture et de fermeture des gares de marchandises.

L'arrêté du 17 avril 1908 sur la fermeture des gares les dimanches et jours fériés, prévoit, en son article 2, la possibilité de dérogations au régime nouvellement institué. Je suis, dès à présent saisi, par application de cet article, de demandes très nombreuses tendant, d'une manière générale, à obtenir la faculté d'expédier, en grande vitesse, après onze heures du matin, les denrées susceptibles d'altération rapide, notamment les beurres, la viande fraîche abattue, les fruits et les primeurs, les fleurs coupées et les poissons. Ainsi que je vous l'ai indiqué, dans ma lettre de notification de l'arrêté, je suis disposé à autoriser de la manière la plus large les dérogations qui seront reconnues justifiées. Mais la détermination de ces dérogations en ce qui concerne, soit les marchandises appelées à en bénéficier, soit les régions, soit les époques de l'année, nécessitera des études minutieuses et comportera par suite d'assez longs délais. Dans cette situation, afin de ménager tous les intérêts et d'éviter,

pendant la durée de ces études, toute brusque modification qui serait préjudiciable à l'agriculture et au commerce, j'ai décidé de reporter jusqu'au 1^{er} août l'application de l'arrêté précité du 17 avril 1908, en ce qui touche la réception des denrées périssables et des autres marchandises énumérées au huitième paragraphe du nouvel article 5; l'expédition de ces denrées et marchandises devront être admises, jusqu'à cette date, pendant toute la journée du dimanche, ainsi qu'il est déjà prévu pour la livraison. Je vous prie de mettre à profit ce délai pour étudier et me soumettre, en vue de leur détermination définitive, toutes les dérogations qui paraîtraient utiles.

J'ajoute que rien n'est modifié aux autres dispositions de l'arrêté du 17 avril 1908, qui devra être mis en application le 17 mai prochain; les dérogations, générales ou spéciales, qui vous avaient été accordées antérieurement à cet arrêté, pour certaines catégories de trafic, demeureront, toutefois, en vigueur, jusqu'à nouvel ordre.

Vous voudrez bien donner d'urgence, en ce sens, des instructions à vos gares.

Circulaire du 26 février 1908, adressée par le **Ministre du travail aux préfets**, portant instructions pour l'exécution des lois des **31 mars 1908**, **22 avril 1905**, **17 avril 1906** et **31 décembre 1907** sur l'amélioration des retraites des ouvriers mineurs.

Circulaire du 11 mai 1908, adressée par le **Ministre du travail aux préfets**, sur l'application de la loi du **14 avril 1908** sur l'amélioration des retraites des ouvriers mineurs.

ÉTATS DES TRAVAUX LÉGISLATIFS

en ce qui concerne les questions ouvrières et sociales
pendant le mois de juin 1908.

Accidents du travail. — *Chambre des députés.* — Séance du 16 juin 1908. — Proposition de loi de M. Lehoucq tendant à modifier l'article 19 de la loi du 9 avril 1898 modifiée par la loi du 31 mars 1905 sur les accidents du travail. — Renvoi à la Commission de l'assurance et de la prévoyance sociales (cette proposition avait précédemment été renvoyée à la Commission du travail).

Chambre des députés. — Séance du 16 juin 1908. — Proposition de loi de M. Pugliesi-Conti ayant pour objet d'étendre le régime de la législation sur les accidents du travail aux gens de maisons, domestiques et serviteurs de toute sorte. — Renvoi à la Commission de l'assurance et de la prévoyance sociales (cette proposition avait précédemment été renvoyée à la Commission du travail).

Céruse. — *Sénat.* — Séance du 16 juin 1908. — Projet de loi adopté par la Chamb. des députés, adopté avec modifications par le Sénat, modifié par la Chambre des députés, sur l'emploi de la céruse dans les travaux de peinture exécutés à l'intérieur des bâtiments. — Ajournement de la discussion.

Chromate de plomb. — *Chambre des députés.* — Séance du 12 juin 1908. — Dépôt par M. Cazeneuve d'une proposition de loi tendant à interdire la teinture au chromate de plomb (jaune de chrome) du coton en flotte (Doc. parl. n° 1779).

Conseils consultatifs du travail. — *Chambre des députés.* — Séance du 30 juin

1908. — Rapport de M. Dion sur la proposition de loi, adoptée par le Sénat, instituant des Conseils consultatifs du travail (Doc. parl. n° 1858).

Délégues mineurs. — *Chambre des députés.* — Séance du 11 juin 1908. — Dépôt par M. Basly d'un rapport sur le projet de loi tendant à charger les délégués mineurs de signaler les infractions aux lois des 2 mars 1892, 30 mars 1900 et 12 juin 1905 (Doc. parl. n° 1772).

————— *Chambre des députés.* — Séance du 29 juin 1908. — Déclaration de l'urgence. — Adoption.

Femmes en couches. — *Sénat.* — Séance du 11 juin 1908. — Dépôt par M. P. Strauss d'un rapport sur la proposition de loi adoptée par la Chambre des députés, garantissant leur travail ou leur emploi aux femmes en couches (Doc. parl. n° 156).

Invalides de la marine. — *Sénat.* — Séance du 16 juin 1908. — Projet de loi adopté par la Chambre des députés, concernant les pensions sur la caisse des invalides de la marine. — Déclaration de l'urgence. — Adoption.

————— *Chambre des députés.* — Séance du 22 juin 1908. — Dépôt par le Ministre de la marine, d'un projet de loi adopté par la Chambre des députés, adopté avec modifications par le Sénat, concernant les pensions sur la caisse des invalides de la marine (Doc. parl. n° 1808). — Séance du 23 juin 1908. — Dépôt du rapport de M. Le Bail. — Séance du 26 juin 1908. — Discussion. — Adoption.

Maréchaux-ferrants militaires. — *Chambre des députés.* — Séance du 5 juin 1908. — Proposition de loi de M. François Fournier, relative aux maréchaux-ferrants militaires. — Ajournement de la première délibération.

Mines. — *Chambre des députés.* — Séance du 1^{er} juin 1908. — Dépôt par M. Léon Cornand, d'une proposition de loi tendant à la nationalisation des mines (Doc. parl. n° 1744). — Renvoi à la Commission des mines.

Personnel des établissements militaires. — *Sénat.* — Séance du 2 juin 1908. — Rapport de M. Waddington sur le projet de loi adopté par la Chambre des députés, portant ouverture au Ministre de la guerre, sur l'exercice 1908, d'un crédit de 1,202,710 fr., destiné à l'amélioration de la situation du personnel d'exploitation des établissements militaires. — Séance du 11 juin 1908. — Ajournement de la première discussion. — Séance du 16 juin 1908. — Ajournement de la première discussion.

————— *Chambre des députés.* — Rapport de M. Gervais sur le projet de loi portant ouverture au Ministre de la guerre, sur l'exercice 1908, d'un crédit extraordinaire de 212,900 francs, en vue du paiement d'indemnités extraordinaires de licenciement ouvriers des établissements des services de l'artillerie et des poudres et salpêtres, licenciés en 1908 (Doc. parl. n° 1803). — Séance du 30 juin 1908. — Adoption. — *Sénat.* — Séance du 30 juin 1908. — Dépôt. — Renvoi à la Commission des finances (Doc. parl. n° 181).

Réglementation du travail. — *Chambre des députés.* — Séance du 5 juin 1908. — Dépôt, par M. Justin Godart, d'un deuxième rapport sur le projet de loi relatif à la réglementation du travail (dispositions concernant le contrôle de la durée du travail dans les établissements industriels) [Doc. parl. n° 1767]. — Séance du 12 juin. — Ajournement de la première délibération. — Séance du 18 juin. — Déclaration de l'urgence, discussion. — Séance du 25 juin. — Suite de la discussion. — Adoption.

Réglementation du travail des mécaniciens et chauffeurs. — *Sénat.* — Séance du 22 juin 1908. — Rapport de M. Jules Godin, sur la proposition de loi, adoptée par la Chambre des députés, adoptée avec modifications par le Sénat, modifiée par la Chambre des députés, relative à la réglementation du travail des mécaniciens, chauffeurs et agents des trains et aux conditions de retraite du personnel des chemins de fer français.

Syndicats agricoles. — *Chambre des députés.* — Séance du 19 juin 1908. — Dépôt par M. le Ministre de l'agriculture d'un projet de loi relatif à la constitution et au fonctionnement des syndicats agricoles (Doc. par. n° 1801). — Renvoi à la Commission de l'agriculture.

Travail des femmes et des enfants. — *Chambre des députés.* — Séance du 26 juin 1908. — Rapport de M. Groussier sur le projet de loi relatif aux travaux interdits aux femmes et aux enfants employés dans des établissements commerciaux (Doc. parl. n° 1834).

CHRONIQUE LÉGISLATIVE.

LICENCIEMENT DES OUVRIERS DES ÉTABLISSEMENTS DE L'ARTILLERIE ET DES POUDRES ET SALPÊTRES.

En addition aux crédits alloués par la loi de finances du 31 décembre 1907 et par des lois spéciales, la Chambre des députés, dans sa séance du 30 juin 1908, a adopté, sans discussion, un projet de loi portant ouverture au Ministre de la Guerre, sur l'exercice 1908, d'un crédit extraordinaire de 212,900 francs en vue du paiement d'indemnités extraordinaires de licenciement aux ouvriers des établissements des services de l'artillerie et des poudres et salpêtres licenciés en 1908.

Le but de cette demande de crédit extraordinaire était ainsi défini dans l'exposé des motifs de ce projet de loi :

Conformément aux dispositions de l'article 17 du décret du 26 février 1897, ils (les ouvriers) recevront une indemnité de licenciement proportionnelle à la durée de leurs services effectifs et égale à une journée de salaire par quatre mois de présence depuis le dernier embauchage.

En présence de l'importance du licenciement collectif, qui malgré tout a été nécessaire, le Gouvernement a pensé qu'il serait équitable d'allouer, en outre, à chacun des intéressés, par analogie avec la mesure prise à l'occasion des licenciements de 1902 et 1903, une indemnité exceptionnelle de 100 francs par tête.

Cette indemnité serait également attribuée à 60 ouvriers qui ont été licenciés au Moulin-Blanc, le 1^{er} avril dernier.

Ce projet a été transmis au Sénat le 30 juin 1908 et renvoyé à la Commission des finances.

LES DÉLÉGUÉS MINEURS À LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS.

Le Gouvernement avait déposé, le 18 novembre 1907, un projet de loi ayant pour objet de charger les délégués à la sécurité des ouvriers mineurs de signaler dans les formes prévues par l'article 3 de la loi du 3 juillet 1890 les infractions aux lois des 2 novembre 1892, 30 mars 1900 et 29 juin 1905, relevées par eux aux cours de leurs visites.

Dans sa séance du 29 juin 1908, la Chambre a adopté, sans discussion et après déclaration d'urgence, ce projet de loi. Dans l'exposé des motifs, après avoir rappelé que la loi du 13 juillet 1906, sur le repos hebdomadaire, avait confié aux délégués mineurs le soin de signaler les infractions à ses dispositions et que la loi du 23 juillet 1907 avait étendu à l'hygiène la compétence des délégués pour les travaux souter-

rains ou installations placés dans leur ressort, M. le Ministre du Travail s'est ainsi exprimé :

L'extension des attributions des délégués aux autres lois réglementant la travail (lois du 2 novembre 1892, 30 mars 1900 et 29 juin 1905) ne me semble plus devoir, aujourd'hui, en raison de l'expérience déjà faite, soulever de sérieuses objections. Il n'y a pas lieu de craindre, par exemple, en ce qui les concerne, les difficultés d'interprétation que soulève l'application des lois réglementant le travail, puisque seul l'ingénieur des mines est chargé de l'action répressive.

J'ajoute qu'aucune inspection ne saurait être plus effective et, par suite, plus efficace que celle du délégué qui, en dehors de ses enquêtes à l'occasion d'accidents, est appelé à visiter complètement, deux fois par an au moins, toute l'étendue de sa circonscription.

Le projet de loi a été transmis au Sénat le 7 juillet 1908.

RENSEIGNEMENTS DIVERS.

Analyse, par département, des renseignements fournis : 1° par les chambres de commerce, les conseils de prud'hommes, les associations patronales, etc.; 2° par les correspondants ⁽¹⁾.

Alpes-Maritimes. — A Nice, dans l'*horlogerie, bijouterie, etc.*, qui comprend 39 établissements syndiqués, l'activité du travail a été à peu près égale à celle de l'an dernier à pareille époque; on fait en moyenne 54 heures par semaine, et les salaires ont subi une hausse de 7 p. 100 depuis un an; le travail se fait en chambre par des ouvriers travaillant eux-mêmes en toute indépendance.

A Vallauris, dans la *poterie*, qui compte 20 fabriques syndiquées occupant 200 ouvriers, le travail a eu moins d'importance que l'an dernier à pareille époque, le cours des produits fabriqués a baissé de 20 p. 100 depuis le précédent trimestre, par suite de la concurrence causée par une scission survenue entre les fabricants syndiqués.

Ardèche. — A Aubenas, dans la *meunerie*, il n'y a pas eu de modification dans la durée du travail depuis le précédent trimestre.

Aveyron. — A Millau, dans la *ganterie*, le travail aurait été un tiers moins abondant comparativement au trimestre correspondant de 1907, par suite du changement de la mode.

Charente. — A Jarnac, dans la *maréchalerie*, le travail a été moins actif que pendant le trimestre correspondant de 1907, et égal comparativement au quatrième; on fait 60 heures par semaine, et le salaire mensuel est de 120 francs pour les premiers ouvriers et de 100 francs pour les seconds.

Cher. — A Bourges, dans l'*imprimerie*, on fait régulièrement 54 heures par semaine; la main-d'œuvre est suffisante et le chômage nul; l'outillage est en voie de perfectionnements, rendus nécessaires par les procédés modernes, pratiqués par les imprimeurs étrangers à la région. Dans la *maréchalerie*, qui compte 108 établissements syndiqués et 216 ouvriers, on

⁽¹⁾ Sauf indications contraires, les renseignements se rapportent au 1^{er} trimestre 1908 et émanent des syndicats patronaux.

fait 66 heures par semaine, sans chômage, et le salaire quotidien est de 4 fr. 50; l'outillage s'améliore et la main-d'œuvre est suffisante. A Marseille-les-Aubigny, dans la *chaux et ciment*, qui compte 14 établissements occupant 900 ouvriers, la clémence de la température a donné un travail un peu plus abondant qu'au trimestre correspondant de 1907, et sa durée a augmenté avec le début de la belle saison, comparativement au quatrième trimestre; on faisait 60 heures fin mars, et la main-d'œuvre est plutôt rare.

Côte-d'Or. — A Dijon, dans la *maréchalerie*, on fait 12 heures par jour pour un salaire de 5 francs (ferreurs) et de 4 francs (teneurs de pied). La main-d'œuvre est de plus en plus rare, et il serait difficile d'assurer le travail sans la fabrication mécanique.

Creuse. — D'après la Préfecture de la Creuse, une importante fabrique de porcelaine de Bourganouf a fermé au début de juin; de ce fait, 180 ouvriers et ouvrières sont en chômage; plusieurs ont quitté la localité. Dans le *bâtiment*, qui compte 39 entreprises syndiquées, la journée est passée à 10 heures, vu la saison; les salaires tendraient à la hausse et la transformation de l'outillage suit son cours. La main-d'œuvre qualifiée se fait rare.

Dordogne. — A Périgueux, dans l'*horlogerie, bijouterie, etc., de détail*, on fait 60 heures environ par semaine, et les salaires auraient bénéficié d'une hausse de 10 p. 100.

Gard. — A Nîmes, dans la même corporation, on fait 60 heures par semaine.

Gironde. — A Bordeaux, dans l'*ébénisterie*, qui compte 25 établissements syndiqués occupant 250 ouvriers, la situation est identique à celle des 1^{er} et 4^e trimestres de 1907. Dans la *menuiserie*, le travail a été beaucoup moins abondant à cause de la mévente des vins; on fait 10 heures par jour. Dans la *sellerie*, le travail a été moins abondant comparativement à l'époque correspondante de 1907; la cause en serait la concurrence de l'automobile; la situation de cette industrie serait d'ailleurs mauvaise, notamment par suite de la cherté des matières premières; on fait 60 heures par semaine et les salaires auraient tendance à hausser. Dans la *maréchalerie*, le travail a été moins abondant qu'à l'époque correspondante de 1907 et sa durée a baissé comparativement au précédent trimestre; on fait en moyenne 55 à 60 heures par semaine, et les salaires seraient en hausse. Dans l'*horticulture*, dont les 42 établissements syndiqués occupent 126 ouvriers, le travail a été moins abondant qu'en 1907 à pareille époque, toutefois il est resté actif; on fait 10 heures par jour pour un salaire de 3 à 4 francs; sa modicité, comparativement au salaire dans l'industrie, où le moindre manoeuvre gagne plus qu'un bon jardinier, a pour conséquence la rareté de la main-d'œuvre.

Indre-et-Loire. — A Tours, dans la *menuiserie*, il n'y a pas eu de changement. Dans le *bâtiment*, qui compte 423 entreprises occupant 2.000 ouvriers, le travail a été moins abondant comparativement à l'an dernier à pareille époque, mais satisfaisant; on faisait 60 heures par semaine, fin mars; la main-d'œuvre serait d'un recrutement difficile; on compte une dizaine d'établissements nouveaux occupant ensemble une cinquantaine d'ouvriers. Dans la *confection pour hommes*, le travail a été moins abondant en raison du retard de Pâques, et la situation reste précaire pour le moyen et petit commerçant; les employés font 66 heures par semaine et les garçons de magasin 72 heures. Chez les fabricants de *cartonnages*, au nombre de 12 syndiqués, occupant 250 ouvriers et ouvrières, le travail reste stable, la consommation du cartonnage tendant plutôt à augmenter; on fait 60 heures par semaine et il n'y a pas de chômage malgré le grand nombre de concurrents. A Loches, dans l'industrie des *sabots*, on fait de 50 à 60 heures par semaine, et l'activité du travail est sensiblement la même.

Landes. — A Moliets et Maa, chez les *forestiers de pins*, le travail a été approximativement aussi actif qu'en 1907, au 1^{er} trimestre; le salaire est en rapport de la quantité de résine récoltée par l'ouvrier, qui reçoit la moitié du prix de la barrique, d'une contenance de 340 litres, jusqu'à concurrence de 60 francs, et le quart du reste en plus. A Herm, dans la même industrie, l'ouvrier gagne 4 francs, 4 fr. 50 et 5 francs par jour.

Loir-et-Cher. — A Blois, dans la *meunerie*, qui compte 42 établissements occupant 210 ouvriers, l'écoulement des produits a été plus difficile que l'an dernier à pareille époque, et la durée du travail égale comparativement au précédent trimestre; on fait 72 heures par semaine pour un salaire mensuel de 200 à 250 francs les contremaîtres, 120 à 130 francs les conducteurs, 90 à 105 francs les hommes de peine.

Loire. — A Saint-Etienne, dans l'*horticulture*, qui compte 17 patrons syndiqués occupant 150 ouvriers, il n'y a pas eu de changement depuis le dernier trimestre 1907.

Loire-Inférieure. — CHAMBRE DE COMMERCE DE NANTES (Année 1907). — La production du suc raffiné pour la consommation a été de beaucoup supérieure à celle des années précédentes et l'écoulement s'est effectué d'une façon normale, bien que les troubles du Maroc ait diminué un peu les expéditions sur ce pays. Dans les *conserves alimentaires*, la préparation des viandes destinées à l'armée de terre et à la marine n'a pas été active; par contre, les viandes de luxe ont été l'objet d'une fabrication suivie et d'une vente facile, malgré le prix élevé des truffes, dont le manque de récolte en 1906, à cause de la sécheresse, avait obligé les fabricants à épuiser complètement leur stock pendant la dernière campagne. La récolte des légumes, notamment des petits pois, la plus importante, a été sensiblement meilleure que celle de 1906. Les arrivages de thon n'ont pas été suffisants pour alimenter régulièrement les nombreuses usines qui en préparent la conserve, et leur personnel ne pouvant être employé à la fabrication de la sardine, faute de pêche, les fabricants ont pratiqué des prix excessifs pour donner, de temps à autre, du travail à leurs ouvriers. La pêche des sprats a été médiocre sur les côtes de Bretagne, sauf pendant les dernières semaines, dans le Finistère. L'année 1907, a été pour la sardine, la plus mauvaise qu'on ait enregistrée depuis trente ans; la pêche a été à peu près nulle en Bretagne; en Loire-Inférieure, au Croisic et à La Turballe, irrégulière — d'où quelques rares journées de fabrication et de nombreuses et longues interruptions. — Toutefois, sur les côtes de Vendée, en juillet, août et septembre, la pêche relativement abondante, a fourni du beau poisson moyen de parfaite qualité.

Dans les *salaisons*, la grande sécheresse de 1906 ayant empêché l'élevage du porc, il y a eu pénurie générale et partant grande hausse de prix.

La *rizerie* a vu diminuer la consommation par suite du cours élevé du riz. L'importante industrie de la *confiserie* maintient sa production annuelle estimée à plus de 1,500,000 kilogrammes. Celle des *biscuits de luxe* a eu une grande activité et sa production a été plus grande qu'en 1906, mais la demande s'est ralentie pendant les derniers mois.

La situation de la *brasserie* s'est considérablement modifiée et améliorée par suite de la fusion des trois usines existantes en une société des « Brasseries Nantaises »; le résultat a été l'extension du rayon de vente et l'augmentation de la production.

Les marais salants de la région ont donné 46,041,580 kilogrammes en 1907, contre 88,590,900 en 1906 et 47,194,100 en 1905.

Les *constructions navales*, bien qu'en baisse, comparativement à la période 1898-1902, ont enregistré en 1907 une reprise notable. L'industrie des *cordages pour la marine* n'en reste pas moins très précaire, vivant au jour le jour; la fabrication nécessite un personnel de 140 à 160 personnes, suivant les périodes d'activité ou de chômage.

Les *forges et aciéries de Basse-Indre*, qui occupent environ 850 ouvriers, ont eu, comme l'an dernier, à déplorer la nullité de la pêche à la sardine, et d'autre part la concurrence des fabriques anglaises de fers-blancs. Les *fonderies et laminiers de Coueron* comptent un effectif moyen de 800 ouvriers. Dans la *fabrication des boîtes métalliques* la situation aurait été plutôt meilleure que les années précédentes, la saison propère de légumes ayant compensé dans une mesure appréciable le manque de poissons. Les fabricants font travailler dans leurs usines de Bretagne et de Vendée, où les prix de façon sont moins élevés que ceux des ouvriers syndiqués de Nantes. Les prix de ces derniers les conduisent à envisager l'utilisation du machinisme pour la fabrication des boîtes et pour la fêrmeture, après remplissage, par des sertisseuses, ainsi que cela se pratique déjà en Norvège, en Espagne et en Portugal. Les soudeurs y trouveraient un emploi pour la conduite des engins nouveaux.

L'industrie de la *brosserie* reste stationnaire. La *filature de crins frisés* a obtenu une forte commande des compagnies de chemins de fer, ainsi que l'industrie des *feutres*, dont l'exportation a un peu diminué.

Dans la *tannerie-corroierie* le personnel employé serait d'environ 5,000 ouvriers pour le département, se répartissant en hongroyeurs et mégissiers.

Dans la *savonnerie*, la situation est restée la même qu'en 1906. Un important établissement a fermé, mais on estime que l'importance de la fabrication n'en sera pas diminuée. Les ouvriers et ouvrières employés dans la savonnerie de Nantes sont au nombre de 475. L'huilerie en occupe environ 110, également des deux sexes. Dans la *glycérierie* la fabrication a été stationnaire.

L'industrie des os dans les usines de Chantenay se maintient dans une situation très favorable; les produits spéciaux de sa fabrication sont le noir animal, les colles et gélatines, et surtout les engrais riches azotés. La fabrication des *boutons* occupe une certaine d'ouvriers et ouvrières, ces dernières employées au triage et à l'emballage. Le perçage des boutons se fait automatiquement à l'aide de petites perceuses débitant chacune 25 masses, soit 45,000 boutons par journées de 10 heures. Également à Chantenay les usines de *papers et de pâte de bois* occupent de 500 à 600 ouvriers. La fabrication des *meubles*, qui a pour principaux débouchés les chantiers de constructions navales, la marine, la Guyane française, l'Allemagne et l'Amérique du Sud, évalué à 1 million le chiffre payé annuellement à la main-d'œuvre ouvrière.

Le mouvement du port de Nantes a donné pour la navigation maritime, aux entrées : 765,914 tonnes contre 759,885 en 1906; et aux sorties : 765,162 tonnes, contre 751,226 en 1906.

Loiret. — A Orléans, dans le *bâtiment*, qui compte 29 entreprises syndiquées occupant 550 ouvriers, le travail a été plus abondant qu'en 1906 à pareille époque; on faisait 66 heures fin mars. Dans l'entreprise de *charpente*, qui compte 14 patrons syndiqués occupant 70 ouvriers, le travail est aussi abondant que l'an dernier au 1^{er} trimestre, grâce à des travaux exécutés pour le compte de différentes administrations; on faisait 57 heures fin mars.

Lot-et-Garonne. — A Agen, dans l'*horlogerie de détail* on faisait 50 heures par semaine. L'industrie de la *pêche fluviale* a été retardée cette année par l'extrême abondance des eaux.

Maine-et-Loire. — A Angers, dans la *vannerie*, le travail a été moins abondant qu'en 1906 à pareille époque.

Manche. — CHAMBRE DE COMMERCE DE CHERBOURG ET DE VALOGNES (année 1907). — Le *bâtiment* conserve un état stationnaire, sans reprise sérieuse. L'exploitation des *carrières* a été beaucoup moins active qu'en 1906. La fabrication des *meubles en bois* a eu un courant normal; celle des *meubles en fer* dépend de l'importance des constructions navales en France et parfois à l'étranger. La construction des chaudières (société du Temple) a été moins active qu'en 1906 sans chômage; le nombre des ouvriers est d'environ 240; à l'usine des Mielles il s'élève en moyenne à 70 ouvriers régulièrement occupés. Les ateliers des *forges*, *machine et tôlerie pour réparations de navires* est en bonne voie d'extension, l'outillage complété et perfectionné répondant mieux aux besoins des étrangers.

L'une des branches de l'industrie des *machines agricoles*, la cidrerie a vu la demande tomber à néant par suite de la rareté des pommes, mais on estime que le besoin des appareils s'y rattachant n'en sera pas moins sensible pour l'occupation des ouvriers. La *scierie à vapeur*, dont la situation est assez précaire, en raison de l'importation de plus en plus grande des bois débités, trouve toutefois un certain aliment dans les bois en grume.

Le produit de la *pêche* a atteint un total double de celui de 1906, en raison de la grande cherté du hareng et des amendements marins recueillis en plus grande quantité. Le nombre des ascendants, femmes et enfants vivant des produits de la pêche, est passé de 843 à 1,045. Le nombre des bateaux armés (243) s'est accru de 5 unités sur celui de l'an dernier, mais celui des équipages est inférieur de 36 sur 1906 et de 86 sur 1905.

Dans l'arrondissement de Valognes, les exportations des *beurres* n'auraient pas été en rapport de la production, qui a été particulièrement abondante, cette prospérité s'est étendue aux produits de l'agriculture, les pommes exceptées, et le bétail s'est vendu à des prix rémunérateurs; mais une épidémie de fièvre aphteuse a fait éprouver à un certain nombre de cultivateurs un préjudice considérable. La *meunerie* est restée à peu près stationnaire.

Dans les environs de Barfleur la laiterie de Vallanville et la minoterie d'Anneville-en-Saire

paraissent se maintenir dans une situation prospère. A Saint-Vaast-la-Hougue l'exportation des pommes de terre a doublé et les produits de la pêche ont donné des résultats sensiblement supérieur à ceux de 1906.

A Granville, chez les armateurs de la *grande pêche*, au nombre de 15 pour 33 navires armés, les départs pour les grands bancs de Terre-Neuve sont effectués en mars.

Marne. — A Reims, dans la *tonnellerie*, le travail aurait été moins abondant qu'en 1906 à pareille époque; le salaire est de 4 à 5 francs par jour.

Meurthe-et-Moselle. — A Nancy, dans la *voiture, maréchalerie et charronnage*, qui compte 41 patrons et 100 ouvriers, le travail a été aussi abondant qu'en 1906 au 1^{er} trimestre sans chômage; on faisait 69 heures par semaine fin mars, pour un salaire quotidien de 6, 5 et 4 francs, selon la capacité. Dans la *serrurerie*, qui compte 28 maisons syndiquées occupant 200 ouvriers, le travail a été plus abondant qu'en 1906 à pareille époque; sa durée a diminué comparativement au précédent trimestre; on faisait 60 heures fin mars, les salaires sont en hausse : 0 fr. 50 et 0 fr. 60 l'heure, au lieu de 0 fr. 48 et 0 fr. 55. Un établissement occupant 80 ouvriers a été transféré de Jarville à Pont-à-Mousson; il y a pénurie de main-d'œuvre.

Dans l'*imprimerie*, qui compte 70 maisons syndiquées occupant 3,000 ouvriers, le travail a été moins abondant qu'en 1906 à pareille époque; on fait la semaine légale. Chez les *tailleurs*, au nombre de 30 occupant 450 ouvriers, la situation aurait été plutôt plus faible qu'en 1906 à pareille époque, en raison du mouvement gréviste; les salaires auraient bénéficié d'une hausse très forte, et le nombre des maisons a augmenté de 3 unités occupant un personnel de 50 ouvriers.

Morbihan. — A Lorient, dans les *travaux publics*, le travail a été plus abondant qu'en 1905 à pareille époque, et sa durée plus grande, vu la saison, qu'au précédent trimestre; la main-d'œuvre serait abondante par suite de chômage.

Nièvre. — A Nevers, dans le *bâtiment*, même activité qu'en 1906 au 1^{er} trimestre, et augmentation d'une heure par jour sur le 4^e trimestre.

Oise. — A Compiègne, dans la *maréchalerie*, le travail demeure régulier; on fait la semaine légale. A La Croix-Saint-Ouen dans l'industrie des *boîtes*, on fait 66 heures.

Pas-de-Calais. — A Calais, dans le *textile*, dont les 343 établissements syndiqués occupant 16,000 ouvriers, la baisse du travail sur 1907 à pareille époque, aurait été normale; il n'y a pas eu de changement comparativement au précédent trimestre, c'est-à-dire que la plupart des ateliers encore en activité continue à ne faire que demi temps.

A Boulogne-sur-Mer, chez les *mareyeurs et sauteurs*, l'activité a été égale à celle de l'an dernier à pareille époque; on faisait 60 heures par semaine fin mars pour un salaire quotidien de 4 à 5 francs pour les hommes et de 3 à 4 francs pour les femmes.

A Lens, dans le *bâtiment*, le travail a été moins abondant qu'en 1907 à pareille époque; on faisait 10 heures par jour fin mars.

A Bapaume, d'après le Conseil des prud'hommes, l'industrie du tissage n'a plus qu'une moyenne importance; les tisseurs à domicile gagnent de 1 fr. 25 à 2 francs par jour, suivant le travail. Ce sont les raffineries à sucre qui occupent le plus fort personnel, lequel s'augmente supplémentairement pendant 2 ou 3 mois de l'année. Il n'y a pas eu de chômage.

D'après le Conseil de prud'hommes de Saint-Omer, toutes les usines sont, comme au précédent trimestre, en pleine activité. On a enregistré, dans une filature, une grève dont la durée a été d'une semaine, et une autre dans un chantier d'extraction de sable et cailloux, dont la durée a été de 15 jours.

Analyse, par département, des renseignements fournis
par les syndicats ouvriers.

(Renseignements fournis à la date du 15 juin.)

1. — **Ain.** — A Bourg, 8 p. 100 de chômeurs chez les *linonadiers, restaurateurs*; pas de changement, chez les *menuisiers*.

A Oyonnax, pas de chômeurs, 60 heures, dans le *bâtiment*.

A Saint-Genis-Ponilly, 86 p. 100 de chômeurs chez les *diamantaires du pays de Gex*.

A Serrières-de-Briord, 2 p. 100 de chômeurs, 60 à 66 heures, chez les *tullistes*.

2. — **Aisne.** — A Saint-Quentin, pas de chômeurs, chez les *brasseurs*; 60 heures, chez les *typographes*; pas de changement chez les ouvriers du *piquage de cartons*; 5 p. 100 de chômeurs, 66 heures, chez les *maçons*; pas de chômeurs, 69 heures, chez les *couvreurs-zingueurs*; pas de chômeurs, 60 et 72 heures, chez les *employés et dessinateurs*.

A Chauny, pas de chômeurs, 72 heures, chez les ouvriers des *produits chimiques*.

A Hirson, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *manieurs*.

A Laon, pas de chômeurs chez les *couturiers*.

A Soissons, pas de chômeurs, 66 heures, chez les *mécaniciens*.

A Vaux-sur-Laon, pas de chômeurs, 72 heures, dans le *bâtiment*.

A Villers-Cotterets, pas de chômeurs, 72 heures, chez les ouvriers du *bois*.

3. — **Allier.** — A Bourbon-l'Archambault, pas de chômeurs, 60 heures, dans le *bâtiment*.

A Commentry, travail peu satisfaisant, 66 heures, chez les *métallurgistes*;

A Gannat, pas de chômeurs, 48 heures, dans le *bâtiment*.

A Moulins, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *maçons*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *peintres et plâtriers*.

A Saint-Aubin-le-Monial, 10 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *seieurs de long*.

A Saint-Yorre, pas de chômeurs, 60 à 66 heures, chez les *sourciers*.

Chez les *travailleurs agricoles*: pas de chômeurs, à Bresolles, Meillard; 22 p. 100 à Mercy; pas de chômeurs à Molinet, Neuilly-le-Réal, Saligny, Tronget.

Chez les *bûcherons*: pas de chômeurs à Bourbon-l'Archambault; 37 p. 100 à Coulevres; pas de chômeurs à Franchesse; 47 p. 100 à Isles et Bardais; pas de chômeurs à Lurcy-Lévy; pas de chômeurs à Monbeugny; 20 p. 100 à Pouzy-Mézangy; pas de chômeurs à Saint-Voir; pas de chômeurs à Thionne; pas de chômeurs à Vaumas; pas de chômeurs à Ygrande.

Chez les *mineurs*: pas de chômeurs à Montcombroux; pas de chômeurs, 54 heures, à Montvicq.

4. — **Alpes (Basses-).** — A Digne, pas de chômeurs, 50 à 60 heures, chez les ouvriers du *bâtiment*.

A Saint-Maime, pas de chômeurs, 57 heures, chez les *mineurs*.

6. — **Alpes-Maritimes.** — A Nice, 55 p. 100 de chômeurs, chez les *linonadiers*, pas de chômeurs, 60 heures, chez les employés pour l'éclairage au gaz et à l'électricité, 10 p. 100 de chômeurs, 48 heures, chez les *typographes*; pas de chômeurs, 48 heures, chez les *ouvriers du port*.

A Cannes, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *maçons*.

A Contes-les-Pins, pas de chômeurs, 60 heures, chez les ouvriers en *chaux et ciments*.

A Vallauris, travail satisfaisant, 60 heures, chez les *potiers*; pas de chômeurs, 50 heures, chez les *engobcuses de poterie*.

7. — **Ardèche.** — A Annonay, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *papetiers*; 40 p. 100 de chômeurs, 40 à 50 heures, chez les *mégissiers de rivière*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *peintres et plâtriers*.

A Flaviac, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *mineurs*.

A Privas, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *mineurs*; 6 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*.

A Vals, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *terrassiers* et *manœuvres* des eaux minérales.

8. — **Ardennes.** — A Charleville, pas de chômeurs, 78 à 96 heures, chez les *camionneurs*.

A Fumay, pas de chômeurs, 44 heures, chez les *ouvriers mineurs*; pas de chômeurs chez les *ardoisiers*.

A Haybes-sur-Meuse, pas de chômeurs, 44 à 55 heures, chez les *ardoisiers*.

A Vigne-aux-Bois, pas de chômeurs, 72 heures, dans le *bâtiment*.

Chez les *tisseurs* : 27 p. 100 de chômeurs, 60 heures, à Daigny; 10 p. 100 de chômeurs, 60 à 66 heures, à Floing; pas de chômeurs, 60 heures, à Illy; pas de chômeurs, 60 heures, à Sedan.

Chez les *métallurgistes* : pas de chômeurs, 60 heures, à Bourg-Fidèle; 17 p. 100 de chômeurs, 50 heures, à Braux; 13 p. 100 de chômeurs, 60 heures, à Fumay; pas de chômeurs, 55 heures, aux Mazures.

10. — **Aube.** — A Troyes, 1,3 p. 100 de chômeurs, 30 heures, dans la *bonneterie*; 6 p. 100 de chômeurs, chez les *débardeurs*.

11. — **Aude.** — A Carcassonne, pas de chômeurs, chez les *cuisiniers*; pas de chômeurs, 60 heures, dans l'*habillement*; pas de chômeurs chez les *menuisiers-ébénistes*; pas de chômeurs, 60 heures, dans le *bâtiment*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *comptables et employés de commerce*; pas de chômeurs, 66 heures, chez les *employés de commerce et d'industrie*; pas de chômeurs chez les *gens de maison*.

A Narbonne, 27 p. 100 de chômeurs, 84 heures, chez les *boulangers*; travail satisfaisant, 54 heures, chez les *typographes*; 29 p. 100 de chômeurs, 35 heures, chez les *tonneliers*.

En ce qui concerne les *ouvriers agricoles, cultivateurs, etc.* : pas de chômeurs à Argeliers; pas de chômeurs à Armissan; travail satisfaisant à Azille; 9 p. 100 à Capendu; 8 p. 100 à Castelnaud-d'Aude; pas de chômeurs à Conigues; pas de chômeurs à Cuxac-d'Aude; 11 p. 100 de chômeurs à Fabrezan; 48 p. 100 de chômeurs à Fraisse-les-Corbières; pas de chômeurs à Gruissan; pas de chômeurs à Maillac; pas de chômeurs à Montlaur; pas de chômeurs à Ornaizons; 28 p. 100 à Peyriac-de-Mer; pas de chômeurs à Pézens; 27 p. 100 de chômeurs à Pouzols; 22 p. 100 de chômeurs à Rieux-Minervois; 9 p. 100 de chômeurs à Saint-Marcel; pas de chômeurs aux Salles-d'Aude; pas de chômeurs à Trausse; 7 p. 100 de chômeurs à Trèbes; pas de chômeurs à Villeghy.

12. — **Aveyron.** — A Millau, 71 p. 100 de chômeurs, 32 heures, chez les *tanneurs et corroyeurs*; 57 p. 100 de chômeurs, 30 heures, chez les *palissonneurs-mégissiers*; 25 p. 100 de chômeurs, 38 heures, chez les *palissonneurs en couleur*; 56 p. 100 de chômeurs, 40 heures, chez les *teinturiers en peaux*.

A Decazeville, pas de chômeurs, 60 heures, dans le *bâtiment*.

13. — **Bouches-du-Rhône.** — A Marseille, 23 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *cuisiniers de terre et de mer*; 2 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *confiseurs-pâtisseries*; 11 p. 100 de chômeurs, 65 heures, chez les *bouchers tripiers et boyaudiers*; 17 p. 100 de chômeurs, 112 heures, chez les *garçons bouchers et charcutiers*; 7 p. 100 de chômeurs, 72 heures, chez les *employés liquoristes*; 8 p. 100 de chômeurs chez les *maîtres d'hôtel et garçons navigateurs*; 9 p. 100 de chômeurs chez les *employés d'hôtel et de restaurant*; travail peu satisfaisant, 60 heures, chez les *savonniers*; 10 p. 100 de chômeurs, 72 à 84 heures, chez les *ouvriers des huileries*.

Pas de chômeurs, 60 heures, chez les *chapeliers en paille*.

Pas de chômeurs, 60 heures, chez les *selliers-bourrelliers*.

62 p. 100 de chômeurs chez les *ouvriers des enclos de bois*; pas de chômeurs, 54 heures, chez les *démolisseurs de navires*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *carrossiers*; 6 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *modelleurs mécaniciens*.

13 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *métallurgistes*; 13 p. 100 de chômeurs, 48 à 60 heures, chez les *mouleurs*; 25 p. 100 de chômeurs, 48 heures, chez les *fondeurs*; 3 p. 100, 60 heures, chez les *mécaniciens*.

Pas de chômeurs, 60 heures, chez les *manœuvres* et *aides-maçons*; 24 p. 100 de chômeurs chez les *carreleurs*; 12 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *cimentiers gâcheurs*; 40 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *peintres, décorateurs, doreurs* et *vitriers*; 4 p. 100 de chômeurs chez les *plombiers-zingueurs*; 11 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *briqueurs-fumistes*.

23 p. 100 de chômeurs, 50 heures, chez les *miroitiers*.

Pas de chômeurs, 72 heures, chez les *garçons cochers de place*.

2 p. 100 de chômeurs chez les *comptables professionnels*; 8 p. 100 de chômeurs chez les *employés de commerce*; travail satisfaisant chez les *sténographes de commerce*; travail assez satisfaisant chez les *voyageurs de commerce*; 42 p. 100 de chômeurs chez les *machinistes des théâtres*; 11 p. 100 de chômeurs, 72 heures, chez les *coiffeurs*; 13 p. 100 de chômeurs chez les *chauffeurs-conducteurs mécaniciens-automobilistes*; pas de chômeurs dans l'enseignement privé.

A Aix, travail satisfaisant chez les *boulangers*.

A Arles, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *maçons* et *tailleurs de pierres*.

A Aubagne, 29 chômeurs, 35 heures, chez les *tonneliers*; pas de chômeurs dans la *céramique*.

A Berre, 34 p. 100 de chômeurs chez les *pêcheurs*.

A Bourg-Saint-Andéol, pas de chômeurs chez les *mariniers-mécaniciens*.

A la Ciotat, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *carriers*; 20 p. 100 de chômeurs chez les *boulangers*.

A Fontvieille, 21 p. 100 de chômeurs, 48 heures, chez les *carriers*.

Aux Martigues, pas de chômeurs chez les *pêcheurs*.

Chez les *mineurs*: pas de chômeurs à Valdonne (commune de Bourine); 3 jours par semaine à Fuveau; travail non satisfaisant à Gardanne.

14. — **Calvados.** — A Caen, travail satisfaisant, 54 heures, chez les *typographes*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *menuisiers*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *mécaniciens*.

A Condé-sur-Noireau, pas de chômeurs, 50 heures, chez les *travailleurs de l'industrie cotonnière*.

A Lisieux, 1 p. 100 de chômeurs chez les *boulangers*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *liniers et lainiers*; pas de chômeurs, 72 heures, chez les *couvreurs-zingueurs*.

A Vire, pas de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*.

15. — **Cantal.** — A Aurillac, 25 p. 100 de chômeurs dans le *bâtiment*.

16. — **Charente.** — A Angoulême, 5 p. 100 de chômeurs, 60 heures, dans l'*industrie du livre*; 12 p. 100 de chômeurs, 70 heures, chez les *tailleurs d'habits*; 40 p. 100 de chômeurs, 48 heures, chez les *tonneliers*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *couvreurs*; pas de chômeurs, 85 heures, chez les *tuiliers-céramistes*.

A Cognac, 2 p. 100 de chômeurs chez les *employés*.

17. — **Charente-Inférieure.** — A Rochefort, 6 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*.

A Marans, pas de chômeurs chez les *ouvriers des docks*.

A la Rochelle, pas de chômeurs, 60 et 72 heures, chez les *ouvriers en engrais chimiques*.

18. — **Cher.** — A Bourges, 6 p. 100 de chômeurs chez les *boulangers*; 7 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *tailleurs d'habits*; travail assez satisfaisant, 55 heures, chez les *ouvriers en roitures*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *métallurgistes*; pas de chômeurs, 66 heures, chez les *tailleurs de pierres*; pas de chômeurs chez les *employés*.

A Chalivoy-Milon, pas de chômeurs, 72 heures, chez les *carriers*.

A Charenton-du-Cher, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *tuiliers*.

A Dun-sur-Auron, pas de chômeurs, 72 heures, chez les *maçons, aides-maçons* et *tailleurs de pierres*.

A Graçay, pas de chômeurs, 60 heures, dans le *bâtiment*.

A Saint-Amand, pas de chômeurs, 57 heures, chez les *typographes*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *maçons*.

A Saint-Loup-de-Chaumes, pas de chômeurs chez les *ouvriers agricoles*.

A Sancoins, pas de chômeurs, 63 heures, dans le bâtiment.

A Torteron, pas de chômeurs, 66 heures, chez les *journaliers*.

A Vallenay, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *carriers*.

Chez les *chaufourniers* : travail satisfaisant, 66 heures, à Jouet-sur-l'Aubois; pas de chômeurs, 63 heures, à la Guerche-sur-l'Aubois; pas de chômeurs, 66 heures, à Torteron.

En ce qui concerne les *bûcherons*, pas de chômeurs à Apremont; pas de chômeurs à Brécly, à Chambon, à Charenton-du-Cher, à la Chapelle, à la Chapelle-Hugon; à Cours-les-Barres; à Farges-en-Septaine; 11 p. 100 de chômeurs à Feux; pas de chômeurs à Flavigny; pas de chômeurs à Groises; 24 p. 100 de chômeurs à la Guerche-sur-l'Aubois; pas de chômeurs à Ivoy-le-Pré; pas de chômeurs à Jouet-sur-l'Aubois, à Jalognes, à Loye, à Morlac, 11 p. 100 à Mornay-Berry, pas de chômeurs à Saint-Benin d'Azy; pas de chômeurs à Sancergues, 10 p. 100 à Sancoins; 24 p. 100 à Sarrue; pas de chômeurs à Thauniers; 10 p. 100 de chômeurs à Torteron.

19. — Corrèze. — A Tulle, pas de chômeurs, 54 et 60 heures, chez les *typographes*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *cordonniers sur mesure*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *menuisiers-tébénistes*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *tailleurs de pierres et maçons*.

A Bort, pas de chômeurs, 48 heures, chez les *chapelières-fouleurs*; 26 p. 100 de chômeurs, 40 à 60 heures, chez les *chapelières-appropriers*.

20. — Corse. — A Ajaccio, 35 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *cordonniers*; 2 p. 100 de chômeurs, 57 heures, chez les *employés de commerce*.

21. — Côte-d'Or. — A Dijon, pas de chômeurs chez les *jardiniers*; 9 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *relieurs, doreurs, maroquinières, papetiers*; 4 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les ouvriers de la *chaussure*; pas de chômeurs chez les *laveuses et blanchisseuses*.

A Villiers-le-Duc, pas de chômeurs chez les *tâcherons*.

Chez les *bûcherons*, pas de chômeurs à Corcelle-les-Cîteaux et à Saulieu.

22. — Côtes-du-Nord. — A Saint Brieuc, pas de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les ouvriers *menuisiers et charpentiers*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *peintres*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *plâtriers*.

A Dinan, pas de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*; pas de chômeurs, 60 à 66 heures, chez les ouvriers en *voitures*.

A Pordic, pas de chômeurs, chez les *pêcheurs*.

23. — Creuse. — A Guéret, pas de chômeurs chez les *limonadières, restaurateurs, cuisiniers*.

A Lavaveix, pas de chômeurs, 54 et 66 heures, chez les *mineurs*.

24. — Dordogne. — A Périgueux, pas de chômeurs, 63 heures, chez les travailleurs de l'*iguille*.

A Allas-Marnac, pas de chômeurs, 66 heures, chez les ouvriers des mines de *ciment*.

A Bergerac, 4 p. 100 de chômeurs, 83 heures, chez les *boulangers*; pas de chômeurs, 72 heures, chez les *employés*.

A Saint-Lazare, travail peu satisfaisant chez les *boucheurs à l'émeri*.

25. — Doubs. — A Besançon, pas de changement chez les *typographes*; pas de chômeurs, 60 à 84 heures, dans la *soierie*.

A Badevel, 1 p. 100, 60 heures, chez les *horlogers*.

A Charquemont, 13 p. 100 de chômeurs, 3 jours par semaine, chez les *horlogers*.

A Montbéliard, pas de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*.

A Verrières-de-Joux, 37 p. 100 de chômeurs chez les *horlogers*.

26. — Drôme. — A Valence, 7 p. 100 de chômeurs dans l'*alimentation*; 17 p. 100 de chômeurs chez les ouvriers de la *chaussure*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *menuisiers*.

siers; pas de chômeurs, 63 heures, chez les *scieurs de bois*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *maçons, aides maçons et terrassiers*; pas de chômeurs, 66 heures, chez les *tailleurs de pierres, marbriers et polisseurs*; 7 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *peintres et plâtriers*; pas de chômeurs, 78 heures, chez les *employés*.

A Bourg-lès-Valence, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *mouleurs*.

A Bourg-de-Péage, pas de travail, chez les *chapeliers-appropriers*.

A Saint-Restitut, 47 p. 100 de chômeurs, 30 heures, chez les *carriers*.

27. — **Eure.** — A Vernon, travail satisfaisant, 66 heures, chez les *carriers*.

28. — **Eure-et-Loir.** — A Chartres, 5 p. 100 de chômeurs, 84 heures, chez les *boulangers*; pas de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*; pas de chômeurs, 66 heures, chez les *mécaniciens*.

29. — **Finistère.** — A Concarneau, travail non satisfaisant chez les *pêcheurs*.

A Douarnenez, travail un peu plus satisfaisant chez les *marins pêcheurs* de la baie de Douarnenez; travail passable chez les *marins pêcheurs* du quartier de Douarnenez; 57 p. 100 de chômeurs, 36 heures, chez les *soudeurs-boîtiers*.

A Relecq-Kerhuon, pas de chômeurs, travail peu satisfaisant chez les *marins pêcheurs*.

A Guilvinec, pas de chômeurs, chez les *pêcheurs*.

30. — **Gard.** — A Alais, 9 p. 100 de chômeurs chez les *employés-limonadiers et restaurateurs*.

A Aramon, pas de chômeurs, 65 heures, chez les *vanniers*.

A Beaucaire, pas de chômeurs chez les *agriculteurs*.

A Lasalle, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *filateurs de soie*.

A Nîmes, 17 p. 100 de chômeurs; 98 heures, chez les *boulangers*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *coltineurs*; pas de chômeurs chez les *coiffeurs*; pas de chômeurs, 54 heures, chez les *typo-lithographes*.

A Quissac, pas de chômeurs chez les *ouvriers agricoles*.

A Sauve, pas de chômeurs dans la *bonneterie*.

Chez les *mineurs*, pas de chômeurs, 60 heures, à la Grand'Combe.

31. — **Garonne (Haute-).** — A Toulouse, travail non satisfaisant dans l'équipement militaire (*chaussures*); pas de chômeurs chez les *monteurs de galoches*; pas de chômeurs, 54 heures, chez les *coupeurs-chemisiers*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *ouvriers en meubles*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *mécaniciens*; 4 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *maçons*; 4 p. 100 de chômeurs chez les *comptables*.

32. — **Gers.** — A Auch, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *maçons et tailleurs de pierres*.

A Lectoure, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *maçons et charpentiers*.

33. — **Gironde.** — A Bordeaux, 12 p. 100 de chômeurs, 91 heures, chez les *cuisiniers*; 2 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *imprimeurs, conducteurs, typographes*.

6 p. 100 de chômeurs, 60 heures chez les *tailleurs d'habits*.

31 p. 100 de chômeurs, chez les *tapissiers-décorateurs*; 50 p. 100 de chômeurs, 48 heures, chez les *layetiers*; pas de chômeurs chez les *brassiers*.

10 p. 100 de chômeurs, 55 heures, chez les *mouleurs*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *forgerons*; 2 p. 100 de chômeurs, 72 heures, chez les *maréchaux-ferrants*.

Pas de chômeurs, 60 heures, chez les *tailleurs de pierre et maçons*; pas de chômeurs, 63 heures, chez les *peintres*;

Travail normal chez les *marins du commerce*.

Pas de chômeurs chez les *préparateurs en pharmacie*; 4 p. 100 de chômeurs chez les *gens de maison*.

A Libourne, pas de chômeurs chez les *employés*.

A Souillac, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *maçons et tailleurs de pierre*.

Pas de chômeurs, 60 heures, chez les ouvriers des *scieries mécaniques* de Podensac et chez ceux de Preignac.

Chez les *tonneliers* : 8 p. 100 de chômeurs, 72 heures, à Barsac (48 p. 100, 78 heures, chez les *tonneliers indépendants*); pas de chômeurs, à Langon; 5 p. 100 de chômeurs 60 heures, Libourne; pas de chômeurs, 72 heures, à Vayres, pas de chômeurs à Saint-Pardon.

34. — Hérault. — A Montpellier, 4 p. 100 de chômeurs, 72 heures, chez les *boulangers*.

A Bédarieux, 17 p. 100 de chômeurs chez les *carriers*; 6 p. 100 de chômeurs chez les *charretiers*, *maçons*, *plâtriers*, *tailleurs de pierres*.

A Béziers, 7 p. 100 de chômeurs chez les *tailleurs de pierres et maçons*.

A Cette, 87 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *maçons*, *terrassiers* et *tailleurs de pierres*.

A Ganges, 3 p. 100 de chômeurs, 42 et 60 heures, chez les *bonnetiers* et *gantiers*.

A Graissessac, travail satisfaisant, 59 heures, chez les *mineurs*.

A Marsillargues, 13 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *tailleurs de pierres et maçons*.

A Mèze, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *charretiers*.

A Pézenas, pas de chômeurs, 72 heures, chez les *employés de commerce*.

En ce qui concerne les *travailleurs de la terre*, ouvriers *agriculteurs*, *cultivateurs*, *vignerons*, etc.; 8 p. 100 de chômeurs à Abeilhan; 8 p. 100 à Adissan; 6 p. 100 de chômeurs à Capestang; 63 p. 100 à Cazouls-les-Béziers; 17 p. 100 de chômeurs à Mauguio; 7 p. 100 à Mèze; 38 p. 100 à Nézignan-l'Évêque; pas de chômeurs à Olonzac; 12 p. 100 de chômeurs à Oupia; 10 p. 100 à Pézenas; 23 p. 100 à Sérignan; 28 p. 100 à Villeneuve-les-Béziers.

35. — Ille-et-Vilaine. — A Rennes, 3 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *lithographes*; pas de chômeurs, 57 heures, chez les *écrivains graveurs*, *dessinateurs*; 27 p. 100 de chômeurs, 63 heures, chez les *métallurgistes*; 13 p. 100 de chômeurs chez les *cochers*, travail satisfaisant chez les *musiciens*.

A Fougères, pas de chômeurs, 66 heures, chez les *maçons*.

36. — Indre. — A Châteauroux, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *ouvriers en drap*.

37. — Indre-et-Loire. — A Tours, travail satisfaisant chez les *cochers*.

A Amboise, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *mouleurs*.

A Saint-Cyr-sur-Loire, pas de chômeurs, 60 heures, chez les ouvriers en *produits chimiques*.

A Saunay, pas de chômeurs chez les *bûcherons*.

38. — Isère. — A Grenoble, 3 p. 100 de chômeurs chez les *meuniers*; 1 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *menuisiers-ébénistes*; pas de chômeurs, 51 heures, chez les *ouvriers en boutons*.

Aux Avenières, pas de chômeurs, 50 heures, chez les *cordonniers*.

A Bouvesse-Quirieu, pas de chômeurs chez les *carriers-chaufourniers*.

A Bourgoin, 8 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *manœuvres journaliers*.

A Brignoud, 72 heures, chez les *papetiers*.

A Domène, pas de chômeurs, 77 heures, chez les *papetiers*.

A Gières, 25 p. 100 de chômeurs chez les *gantiers*.

A Izeaux, pas de chômeurs, 50 heures, chez les *cordonniers*.

A Moirans, 8 p. 100 de chômeurs, 46 heures, chez les *tisseurs*.

A Montalieu-Vercieu, travail peu satisfaisant, 60 heures, chez les ouvriers en *soie*.

A Parmilieu, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *tailleurs de pierres et carriers*.

A Saint-Clair-de-la-Tour, pas de chômeurs, 68 heures 1/2, chez les *tullistes*.

A Saint-Laurent-du-Pont, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *cimentiers*; pas de chômeurs, 66 heures, chez les *métallurgistes*.

A Saint-Symphorien-d'Ozon, pas de chômeurs chez les *galochiers*.

A Tullins, 30 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *tisseurs*.

A Vienne, pas de chômeurs, 72 heures, chez les *boulangers*; 8 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *ouvriers en chaussures*, 12 p. 100 de chômeurs, 60 à 66 heures, dans l'*industrie textile*; 16 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *menuisiers*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *menuisiers et ébénistes*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *ouvriers en voitures*; pas de chômeurs, 60 à 72 heures, dans la *métallurgie*; pas de chômeurs chez les *mouleurs*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *plâtriers-peintres*.

A Voiron, 12 à 15 jours de tissage par mois chez les ouvriers en *soieries*.

39. — Jura. — A Dôle, pas de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*

A Cinquétral, pas de chômeurs, 55 heures, chez les ouvriers en *tuyaux de pipes*.

A Fraisans, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *métallurgistes*.

A Lavans-Saint-Claude, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *tourneurs*.

A Morez, 5 p. 100 de chômeurs, 70 heures, chez les ouvriers *scieurs*; 10 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *lanetiers*.

A Our, pas de chômeurs chez les *bûcherons*.

A Poligny, travail satisfaisant chez les *cigriciens*.

40. — Landes. — A Mont-de-Marsan, pas de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *charpentiers*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *maçons*.

A Dax, pas de chômeurs, 66 heures, chez les *employés de commerce*.

A Soustons, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *bouclonniers*.

Chez les *résiniers*, pas de chômeurs à Beylongue; travail peu satisfaisant à Cap Breton; pas de chômeurs, à Castets-des-Landes; pas de chômeurs à Escourse, à Gourhera; travail peu satisfaisant à Herm; pas de chômeurs à Lespéron, à Linxe, à Lit-et-Mixte, à Mézos; pas de chômeurs à Mimizan; pas de chômeurs à Onesse-Laharie, à Rion; 14 p. 100 à Saint-Julien-en-Born; travail peu satisfaisant à Saint-Vincent-de-Paul.

41. — Loir-et-Cher. — A Blois, pas de chômeurs chez les *menuisiers-ébénistes*; pas de chômeurs, chez les *coiffeurs*.

A Romorantin, pas de chômeurs, 60 à 66 heures, chez les ouvriers du *drap*; pas de chômeurs, 66 heures, chez les *mécaniciens*; travail satisfaisant, 66 heures, chez les ouvriers du *bâtiment* de l'usine Normant.

42. — Loire. — A Saint-Étienne, pas de chômeurs chez les *maraîchers*; pas de chômeurs, 72 heures, chez les *chauffeurs et mécaniciens des mines*; pas de chômeurs, 72 heures, chez les *garçons cuisiniers*; 4 p. 100 de chômeurs, 60 heures, à la compagnie du *gaz*; 7 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *imprimeurs-graveurs-lithographes*; 60 p. 100 de chômeurs chez les *tisseurs*; pas de chômeurs, 60 à 66 heures, chez les *ouvriers en voitures*; 3 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *mécaniciens-électriciens*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *maréchaux-ferrants*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *maçons*; 14 p. 100 de chômeurs chez les employés de la *fabrique de rubans*; pas de chômeurs chez les *voyageurs et représentants de commerce*.

A Roanne, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *imprimeurs graveurs-lithographes*; pas de chômeurs, 36 heures, chez les ouvriers des *cuirs et peaux*; pas de chômeurs, 48 heures, dans l'*industrie textile*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *pareurs*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *gareurs, monteurs de chaînes, jacquardiers*; 1 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *apprêteurs*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *charpentiers*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *menuisiers*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les ouvriers en *voitures*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *sabotiers-galochiers*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *mouleurs*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *maçons*; 6 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *tailleurs de pierres*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *tourneurs en poterie*.

A Bussières, 75 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *tisseurs*.

A Cergne, 10 p. 100 de chômeurs chez les *tisseurs*.

A Charlien, chez les ouvriers en *soierie*, 10 à 15 p. 100 de chômeurs, pour les *tisseurs à la mécanique*, 30 à 35 p. 100 de chômeurs chez les *tisseurs à bras*.

A Firminy, 20 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *maçons*.

A Montbrison, pas de chômeurs, 72 heures dans la *meunerie*.

A la Ricamarie, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *mineurs*.

A Sail-sous-Couzan, pas de chômeurs, 60 heures, chez les ouvriers des *caux minérales*.

A Saint-Jean-de-Bonnefonds, 60 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *passementiers*.

A la Talaudière, pas de chômeurs chez les *mineurs*.

A Villars, travail satisfaisant chez les *mineurs*.

43. — **Haute-Loire.** — Au Puy, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *plâtriers-peintres*.

A Yssingeaux, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *menuisiers*.

44. — **Loire-Inférieure.** — A Nantes, 23 p. 100 de chômeurs, 72 heures, chez les *boulangers*; 3 p. 100 de chômeurs, 54 à 60 heures, chez les *lithographes*; 3 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*; 51 p. 100 de chômeurs chez les *charpentiers de navires*; 2 p. 100 de chômeurs, chez les *dessinateurs*; travail peu satisfaisant chez les *musiciens*.

A Chantenay, pas de chômeurs, 72 heures, chez les *ferblantiers-boitiers*.

45. — **Loiret.** — A Orléans, 18 p. 100 de chômeurs chez les *boulangers*; 7 p. 100 de chômeurs chez les garçons *limonadiers, restaurateurs, cuisiniers*; 2 p. 100 de chômeurs chez les *employés de commerce et d'industrie*.

A Gien, pas de chômeurs, 72 heures, dans le *bâtiment*.

A Montargis, travail satisfaisant, 60 heures, chez les *jardiniers*.

A Pithiviers, pas de chômeurs, 78 heures, dans le *bâtiment*.

Chez les *bûcherons*, pas de chômeurs, à Autry-le-Châtel; pas de chômeurs à Batilly, à Champoulet à Chevilly; pas de chômeurs, à Dammarie-en-Puisaye, à Faverelles; pas de chômeurs à Saint-Brissson, à Sully-sur-Loire.

46. — **Lot.** — A Cahors, travail peu satisfaisant chez les ouvriers *cultivateurs, terrassiers et manœuvres*; 17 p. 100 de chômeurs chez les *charpentiers*; 8 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *peintres et tapisseries*.

47. — **Lot-et-Garonne.** — A Agen, 5 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*; pas de chômeurs, 72 heures, chez les *tailleurs d'habits*; pas de chômeurs, 60 heures chez les *tailleurs de pierres et maçons*.

A Casteljaloux, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *charpentiers*.

A Fumel, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *métallurgistes*.

A Lavardac, 9 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *bouhonnièrs*.

A Marmande, travail non satisfaisant, 66 heures, chez les *tonneliers*.

49. — **Maine-et-Loire.** — A Cholet, 24 p. 100 de chômeurs, 40 heures, chez les *blanchisseurs et apprêteurs*.

Chez les *tisserands*: 6 p. 100 de chômeurs à Andrezé; 20 p. 100 de chômeurs à Cholet; pas de chômeurs à Geste; nombreux chômeurs à la Romagne, à Saint-Léger-sous-Cholet; travail très mauvais à Saint-Philbert-en-Mauges; 50 p. 100 de chômeurs à la Saguinière; 25 p. 100 de chômeurs à la Tessoualle.

50. — **Manche.** — A Cherbourg, travail peu satisfaisant chez les *pêcheurs*; travail satisfaisant chez les *jardiniers*; pas de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*; chômage chez les ouvrières des *fournitures militaires*; 4 p. 100 de chômeurs, 66 heures, chez les ouvriers du *bâtiment*; 2 p. 100 de chômeurs, 66 heures, dans le *bâtiment*; pas de chômeurs chez les *coiffeurs*.

A Avranches, pas de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*.

51. — **Marne.** — A Châlons-sur-Marne, pas de chômeurs, 63 heures, chez les *imprimeurs en papiers peints*; 10 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *maçons et tailleurs de pierres*.

A Reims, travail satisfaisant, 70 heures, chez les *employés de la Compagnie du gaz*; 9 p. 100 de chômeurs, 48 à 54 heures, dans l'*industrie textile*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les

trieurs de laine; pas de chômeurs, 69 heures, chez les *menuisiers et ébénistes*; 4 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *mécaniciens*; pas de chômeurs, 72 heures, chez les *maçons*; pas de chômeurs, 66 à 72 heures, chez les *plâtriers*; pas de chômeurs chez les *cochers*.

A Ay, pas de chômeurs, 78 heures, chez les *vignerons*.

A Courlandon, pas de chômeurs, 72 à 84 heures, chez les *papetiers*.

A Épernay, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *cavistes-tonneliers*; travail satisfaisant, 60 heures, chez les *boucheonniers*.

52. — Marne (Haute-). — A Chaumont, travail satisfaisant, 48 heures chez les *mégissiers de rivière*.

A Arc-en-Barrois, pas de chômeurs, chez les *bûcherons*.

A Bussièrès-les-Beumont, pas de chômeurs chez les *vanniers*.

A Fayl-Billot, pas de chômeurs, 78 heures, chez les *vanniers*.

53. — Mayenne. — A Laval, travail satisfaisant, 54 heures, chez les *typographes*.

54. — Meurthe-et-Moselle. — A Nancy, 22 p. 100 de chômeurs, chez les *limonadiers-restaurateurs*; pas de chômeurs, 54 heures, chez les *ouvriers du liège*; pas de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*; pas de chômeurs, 54 heures, chez les *papetiers-régisseurs*; pas de chômeurs, 60 à 65 heures, chez les *tailleurs d'habits*; pas de chômeurs, 60 à 70 heures, chez les *ouvriers du bâtiment*; 3 p. 100 de chômeurs, 78 à 80 heures, chez les *garçons de magasin livreurs*; 1 p. 100 de chômeurs chez les *voyageurs et représentants de commerce*; pas de chômeurs chez les *musiciens*.

A Lunéville, pas de chômeurs, 54 heures, chez les *comptables*.

A Homécourt, 20 p. 100 de chômeurs, 60 heures chez les *mineurs*.

55. — Meuse. — A Bar-le-Duc, pas de chômeurs, 55 heures, chez les *typographes*.

A Commercy, pas de chômeurs chez les *tailleurs de pierre*.

A Cousances-aux-Forges, 6 p. 100 de chômeurs, 60 à 66 heures, chez les *métallurgistes*.

A Lérouvillè, pas de chômeurs, 66 heures, chez les *carriers*.

A Stenay, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *mouleurs*.

56. — Morbihan. — A Vannes, travail satisfaisant, 60 heures, chez les *typographes*; 3 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *menuisiers*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *scieurs mécaniques*.

Au Bono, travail non satisfaisant chez les *pêcheurs*.

A Plouhinec, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *maçons*.

A Port-Louis, travail passable chez les *pêcheurs*.

A Rochefort-en-Terre, pas de chômeurs, 69 heures, chez les *ardoisiers*.

A Sauzon, 37 p. 100 de chômeurs, 36 heures, chez les *ferblantiers-boîtiers*.

57. — Nièvre. — A Nevers, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *sabotiers-galochiers*.

A Cercy-la-Tour, pas de chômeurs, 60 heures, dans le *bâtiment*.

A La Charité-sur-Loire, pas de chômeurs, 60 heures, dans le *bâtiment*.

A Corbigny, pas de chômeurs, 72 heures, chez les *carriers*.

A Cossayè, pas de chômeurs, 60 heures, dans le *bâtiment*.

A Decize, pas de chômeurs, 60 heures, dans le *bâtiment*.

A Demeurs, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *ouvriers des produits chimiques*.

A Guérigny, pas de chômeurs, 48 heures, chez les *ouvriers des forges*.

A Imphy, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *métallurgistes*.

A Moulins-Engilbert, pas de chômeurs, 60 à 72 heures, dans le *bâtiment*.

A Saint-Amand, pas de chômeurs chez les *potiers*.

A Saint-Léger-des-Vignes, chômage complet, 48 heures, chez les *verriers*.

A Saint-Pierre-le-Moutier, pas de chômeurs, 66 heures, dans le *bâtiment*.

En ce qui concerne les *bûcherons*: pas de chômeurs à Annay, pas de chômeurs à Bitry; pas de chômeurs à la Celle-sur-Nièvre; pas de chômeurs à Cercy-la-Tour; pas de chômeurs à Cussy-le-Bois; pas de chômeurs à Champlemy, à Champvert; travail satisfaisant à Chantenay; pas de chômeurs à la Chapelle-Saint-André, pas de chômeurs à Châteauneuf; pas

de chômeurs à Chitry-les-Mines; pas de chômeurs à Corval-l'Orgueilleux; pas de chômeurs à Cossaye; pas de chômeurs à Entrains; 33 p. 100 chômeurs à Fours; travail satisfaisant à Guipy; 3 p. 100 de chômeurs à Limon; pas de chômeurs à Lormes; pas de chômeurs à Magny-Cours; pas de chômeurs à Menestreau; pas de chômeurs à Montambert; 10 p. 100 de chômeurs à Montaron; pas de chômeurs à Montigny-aux-Amognes; pas de chômeurs à Pazy; pas de chômeurs à Perray; travail peu satisfaisant à Premery; pas de chômeurs à Preporché; travail satisfaisant à Saint-Amand; pas de chômeurs à Sainte-Colombe; pas de chômeurs à Saint-Léger-des-Vignes; pas de chômeurs à Saint-Sulpice; pas de chômeurs à Sardy-les-Épiry; pas de chômeurs à Sichamps; pas de chômeurs à Verneuil.

58. — Nord. — A Lille, 5 p. 100 de chômeurs chez les *cuisiniers*; 5 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*; 10 p. 100 de chômeurs, 57 heures et demie, chez les *lithographes*; travail peu satisfaisant, 50 heures, à la corporation de Saint-Nicolas (*industrie du fil*); 7 p. 100 de chômeurs, 60 heures, dans les *filatures de lin, chanvre et jute*; travail moins abondant, 60 heures, chez les *charpentiers et menuisiers*; travail satisfaisant chez les *métallurgistes*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *métallurgistes* de la corporation de Saint-Éloi; 21 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *ouvriers en pierres blanches*; travail peu satisfaisant, 60 heures, chez les *couvreurs*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *faïenciers*; 20 p. 100 de chômeurs chez les *charretiers, charbonniers et hommes de peine*.

A Armentières, pas de chômeurs, 45 à 55 heures, dans l'*industrie textile*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *charpentiers et menuisiers*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *métallurgistes*.

A Bondues, travail moins abondant, 45 heures, chez les *lingères*.

A Cambrai, 20 p. 100 de chômeurs chez les *boulangers*; travail satisfaisant, 68 heures, chez les *mouleurs*.

A Comines, 1,5 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *rubaniers*.

A Cousolre, pas de chômeurs, 50 heures, chez les *marbriers à la pendule*.

A Douai, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *typographes*; pas de chômeurs chez les *métallurgistes*; pas de chômeurs, 66 heures, chez les *peintres*.

A Dunkerque, pas de changement chez les *charpentiers-menuisiers*; 66 heures dans le *bâtiment*.

A Ferrière-la-Grande, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *mouleurs*.

A Gommegnies, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *scieurs*.

A Gussignies, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *marbriers à la cheminée*.

A Halluin, 10 p. 100 de chômeurs, 36 à 40 heures, dans l'*industrie textile*; 3 p. 100 de chômeurs, 50 à 56 heures, chez les *travailleurs du bois*.

A Hautmont, 5 p. 100 de chômeurs, 55 heures, chez les *métallurgistes*.

A Jeumont, pas de chômeurs, 66 heures chez les *carriers*; 2 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *mécaniciens*; pas de chômeurs chez les *marbriers*.

A Laon-Plage, travail non satisfaisant chez les *ouvriers des machines à battre le grain*.

A Louvroil, pas de chômeurs, 60 à 66 heures, chez les *métallurgistes*.

A Marpent, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *mécaniciens*.

A Maubeuge, 4,5 p. 100 de chômeurs, 50 heures, chez les *métallurgistes*.

A Onnaing, travail satisfaisant, 60 heures, dans la *métallurgie*.

Au Quesnoy, pas de chômeurs, 76 heures, chez les *ouvriers en chaussures*.

A Roubaix, 7 p. 100 de chômeurs, 56 heures et demie, chez les *typographes*; 8 p. 100 de chômeurs chez les *papetiers-relieurs*; 11,3 p. 100 de chômeurs, 60 heures, travail mauvais dans l'*industrie textile*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *ourdisseurs*; 22 p. 100 de chômeurs, 58 à 63 heures, chez les *charpentiers et menuisiers*; pas de chômeurs, 65 heures chez les *peintres*; 5 p. 100 de chômeurs chez les *coiffeurs*.

A Saint-Amand-les-Eaux, pas de chômeurs, 60 heures, dans la *métallurgie*.

A Sous-le-Bois, 9 p. 100 de chômeurs, 55 à 60 heures dans la *métallurgie*.

A Tourcoing, 30 p. 100 de chômeurs, 40 heures, dans l'*industrie du tissu* (Union des travailleurs); 19 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *trieurs de laine*; 6 p. 100 de chômeurs chez les *ouvriers des tapis en grosse moquette*; pas de chômeurs, 66 heures, chez les *plafonneurs*; 7 p. 100 de chômeurs, 57 heures et demie, chez les *ferblantiers-couvreurs-zingueurs*.

A Valenciennes, pas de chômeurs, 57 heures, chez les *typographes*, pas de chômeurs, 63 à 66 heures, chez les *peintres et vitriers*.

Chez les *tisseurs* : pas de chômeurs, 40 heures, à Avesnes; 25 p. 100 de chômeurs à Avesnes-les-Aubert; pas de chômeurs, 60 heures, à Bailleul; 31 p. 100 de chômeurs, 60 heures, à Beauvois; 12 p. 100 de chômeurs, 72 heures, à Pévillers; travail satisfaisant à Bondues; 64 p. 100 de chômeurs, à Bonnières; chômage complet à Carnières; 31 p. 100 de chômeurs à Comines; 70 p. 100 de chômeurs, 40 heures, à Fourmies; 1 p. 100, 60 heures, à la Gorgue; 26 p. 100 de chômeurs, 49 et 50 heures, à Houplines; 8 p. 100 de chômeurs à Lannoy; 2 p. 100 de chômeurs, 55 heures, à Nieppe; travail peu satisfaisant, 40 heures, à Quiévy; 17 p. 100 à Roncq; pas de chômeurs à Saint-Hilaire-lès-Cambrai; 65 p. 100 de chômeurs, 60 heures, à Saint-Souplet; plus de 50 p. 100 de chômeurs à Saulzoir; pas de chômeurs, 60 heures, à Seclin; 32 p. 100 de chômeurs, 60 heures, à Villers-en-Cauchies.

59. — Oise. — A Beauvais, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *typographes*.

A Bethizy-Saint-Pierre, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *brossiers*.

A Corbeil-Cerf, travail peu satisfaisant, 50 heures, chez les *tabletliers* de l'Oise.

A Creil, pas de chômeurs chez les *comptables* et *employés*.

A Feuquières, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *verriers*.

A Hermes, pas de chômeurs, 63 heures, chez les ouvriers des *scieries mécaniques*.

A Longueil-Anel, 10 p. 100 de chômeurs chez les *pilotes de l'Oise et de la Seine*.

A Margny-les-Compiègne, 6 p. 100 de chômeurs, 66 heures, dans le *bâtiment*.

A Méru, pas de chômeurs, 60 heures, dans l'*industrie du livre*.

A Senlis, travail satisfaisant chez les *typographes*.

A Saint-Crépin-Houvillers, travail peu satisfaisant, 45 heures, chez les *tabletliers*.

A Saint-Pierre-ès-Champs, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *galochiers*.

60. — Orne. — A Mençon, pas de chômeurs, 54 heures, chez les *typo-lithographes*.

A Flers, pas de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*; travail satisfaisant, 63 heures, chez les *mouleurs*; pas de chômeurs, 60 heures, dans le *bâtiment*.

A la Chapelle-Montligeon, travail satisfaisant chez les *typographes*.

61. — Pas-de-Calais. — A Arras, pas de chômeurs, 70 heures, chez les *boulangers*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *typographes*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *ingénieurs-plombiers*.

A Arques, 7 p. 100 de chômeurs, 66 heures, chez les *terrassiers* et *carriers*; pas de changement chez les *verriers en cristallerie*.

A Boulogne-sur-Mer, 12 p. 100 de chômeurs chez les *marins-pêcheurs*; 42 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les ouvriers *marcyeurs-saboteurs*; pas de chômeurs, 72 heures, chez les *cimentiers*; travail satisfaisant, 63 heures, chez les *déchargeurs*; travail peu satisfaisant, 30 heures, chez les *cordonniers-tanneurs*.

A Calais, pas de chômeurs, 65 à 70 heures, dans le *habillement*; pas de chômeurs, 60 heures, dans le *bâtiment*.

A Lens, pas de chômeurs, chez les *mineurs*.

A Marquise, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *mécaniciens*.

A Saint-Omer, 60 p. 100 de chômeurs, 27 heures, chez les *lingères*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *caissiers* et les *scieurs*; pas de chômeurs, 60 à 66 heures, chez les ouvriers *pipiers*.

62. — Puy-de-Dôme. — A Clermont-Ferrand, pas de chômeurs chez les *confiseurs-pâtisiers*; 5 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *lithographes*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *ouvriers en voitures*; 33 p. 100 de chômeurs, 66 heures, chez les *employés*.

A Thiers, pas de chômeurs, 60 heures, dans le *bâtiment*; pas de chômeurs chez les *employés*.

A Volvic, 60 heures, chez les *carriers* et *tailleurs de pierre*.

Chez les *mineurs*: pas de chômeurs, 54 à 66 heures à Bressac-les-Mines, pas de chômeurs, 54 heures, à Meissex; 12 p. 100 de chômeurs, 60 heures, à Saint-Éloy-les-Mines.

63. — Pyrénées (Basses-). — A Bayonne, travail peu satisfaisant chez les *tailleurs*; pas de chômeurs, 66 heures, chez les *peintres*.

A Biarritz, 41 p. 100 de chômeurs chez les *garçons d'hôtel, restaurant et limonadiers*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *tailleurs de pierre*.

A Guéthary, pas de chômeurs chez les *gens de mer*.

A Pau, 12 p. 100 de chômeurs, 72 à 84 heures, chez les *cuisiniers et pâtisseries*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *mécaniciens*.

64. — Pyrénées (Hautes-). — A Tarbes, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *menuisiers*; 3 p. 100 de chômeurs, 54 à 60 heures, chez les *mécaniciens*; pas de chômeurs, 60 heures chez les *peintres*; pas de chômeurs, 60 heures chez les *plâtriers*; travail satisfaisant dans l'enseignement privé.

A Bagnères-de-Bigorre, travail peu satisfaisant, 54 heures, chez les *marbriers*.

65. — Pyrénées-Orientales. — A Perpignan, 53 p. 100 de chômeurs chez les *boulangers*; 5 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *serruriers-mécaniciens*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *tailleurs de pierres*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *peintres*; pas de changement, chez les *ferblantiers-plombiers-zingueurs*.

A Lamanère, pas de chômeurs, 72 heures, chez les *espadrilleurs trépointeurs*.

A Port-Vendres, pas de chômeurs chez les *dockers*.

A Taurinya, 4 p. 100 de chômeurs, 48 heures, chez les *mineurs*.

En ce qui concerne les ouvriers *agricoles et viticoles*: pas de chômeurs à Corneilla del Vercol; 10 p. 100 de chômeurs à Espéra de l'Agly; pas de chômeurs à Montner; pas de chômeurs au Soler; 18 p. 100 de chômeurs à Trouillas.

66. — Belfort (Territoire de). — A Belfort, pas de chômeurs, chez les *employés de commerce*.

A Rougemont-le-Château, pas de chômeurs, 60 heures, dans l'*industrie textile*.

67. — Rhône. — A Lyon, 3 p. 100 de chômeurs chez les *garçons limonadiers-restaurateurs*.

1,5 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*; 4 p. 100 de chômeurs 50 à 60 heures chez les *relieurs et doreurs*; 2 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *papetiers-régisseurs*; 7 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *cartonniers de luxe*.

Pas de changement dans l'*habillement*; 35 à 40 p. 100 de chômeurs, chez les *imprimeurs sur étoffe*; 40 p. 100 de chômeurs, 50 heures, chez les ouvriers du *tissage mécanique*; travail un peu plus satisfaisant 60 heures, chez les *tisseurs*; pas de changement chez les *ouvrières de la soie*; 35 p. 100 de chômeurs 30 à 50 heures, chez les *tullistes en dentelles*; 10 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *apricieurs tailleurs d'habits*; pas de changement chez les *coupeurs-chemisiers*; 8 p. 100 chez les travailleurs de la *teinturerie*.

Nombreux chômeurs chez les *menuisiers*, 30 p. 100 de chômeurs, 50 heures, chez les *sculpteurs sur bois et mouluriers*; 2 p. 100 de chômeurs chez les *emballeurs*.

10 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *tôliers-fumistes*.

3 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les ouvriers en *céramique*.

Pas de changement chez les *comptables*; 2 p. 100 de chômeurs, chez les *employés de commerce*; pas de changement chez les *dames employées de commerce*; 3 p. 100 de chômeurs, 72 heures, chez les *camionneurs-messagistes*; travail normal chez les employés d'*officiers ministériels*; situation peu satisfaisante chez les *employés de la soierie*; 1 p. 100 de chômeurs chez les *sténographes commerciaux*; 18 p. 100 de chômeurs chez les *infirmiers*.

A Bourg-de-Thizy, 9 p. 100 de chômeurs, 55 heures, chez les *tisseurs*.

A Givors, 13 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *métallurgistes*; pas de chômeurs, 60 heures chez les *mouleurs*.

A Grandris, 25 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *tisseurs*.

A Saint-Simon, pas de chômeurs, 45 heures chez les *bouchers et employés aux bestiaux*.

A Tarare, pas de chômeurs, 40 heures, chez les *apprêteurs*; 33 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *maçons*.

A Thizy, 14 p. 100 de chômeurs, 52 heures, chez les *tisseurs*.

68. — Saône (Haute-). — A Vesoul, pas de changement chez les *typographes*.

A Gouhenans, pas de chômeurs chez les *verriers*.

69. — Saône-et-Loire. — Au Creusot, pas de chômeurs, 60 heures, travail satisfaisant chez les *métallurgistes*.

A Mâcon, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *ouvriers sur cuivre*; pas de chômeurs chez les *coiffeurs*.

A Montchanin-les-Mines, pas de chômeurs, 54 heures, chez les *mineurs*.

A Nanton, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *carriers*.

70. — Sarthe. — Au Mans, 11 p. 100 de chômeurs, 98 heures, chez les *boulangers*; pas de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*; pas de chômeurs, 66 heures, chez les *charpentiers*; pas de chômeurs, 66 heures, chez les *ouvriers en voitures*; pas de chômeurs, 66 heures, chez les *plâtriers*; 6 p. 100 de chômeurs chez les *coiffeurs*.

A Sablé, travail assez satisfaisant, 65 heures, chez les *marbriers*.

A Vibraye, travail satisfaisant 66 heures, chez les *ouvriers en manches de parapluie*.

71. — Savoie. — A Chambéry, pas de changement chez les *typographes*; pas de changement chez les *travailleurs du cuir*; 3 p. 100 de chômeurs, 74 heures, dans l'*habillement*; pas de chômeurs, 72 à 75 heures, chez les *employés de commerce*.

A Arvillard, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *forgerons*.

A la Bridoire, pas de chômeurs, 60 heures dans l'*ameublement*.

Aux Echelles, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *gainiers*.

A Pont-de-Beauvoisin, travail peu satisfaisant, 60 heures, chez les *tisseurs*.

A Saint-Jean-de-Maurienne, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *plâtriers*.

A Ugine, pas de chômeurs, 84 heures, chez les *métallurgistes*.

72. — Savoie (Haute-). — A Challonges, pas de chômeurs, 55 heures, chez les *mineurs*.

A Lovagny, travail satisfaisant, 60 heures, chez les *mineurs d'asphalte*.

A Meillerie, pas de chômeurs chez les *ouvriers bateliers et carriers*.

A Rumilly, pas de chômeurs, 60 heures dans le *bâtiment*.

A Thollon, pas de chômeurs chez les *carriers*.

A Thonon, travail satisfaisant, 54 heures, chez les *typographes*; pas de chômeurs, 60 heures, dans le *bâtiment*.

73. — Seine. — A Paris, pas de chômeurs, 60 à 70 heures, travail satisfaisant chez les *jardiniers*; moins de 1 p. 100 de chômeurs, 72 heures, travail satisfaisant, chez les *horticulteurs*.

3 p. 100 de chômeurs chez les *boulangers-viennois-pâtisseries*; 3 p. 100 de chômeurs, 70 à 80 heures, chez les *boulangers* compagnons du Nouveau siècle; 9 p. 100 de chômeurs à l'Union amicale des *boulangers* du XII^e arrondissement; 7 p. 100 de chômeurs à la Société amicale des *boulangers*; travail satisfaisant chez les *boulangers* de l'Assistance publique; 10.3 p. 100 de chômeurs, à la Chambre syndicale des *cuisiniers de Paris*; 5 p. 100 de chômeurs chez les *cuisiniers* de la Seine; 14 p. 100 de chômeurs à la Société mixte des *cuisiniers* de Paris; 8 p. 100 de chômeurs chez les *garçons de cuisine*; 8.8 p. 100 de chômeurs, chez les *pâtisseries* de la Seine; 8 p. 100 de chômeurs à l'usine des *pâtisseries-cuisiniers*, 22 p. 100 de chômeurs, 55 heures, chez les *ouvriers des raffineries*.

56 heures, chez les *allumeurs de gaz*.

6 p. 100 de chômeurs, 54 heures, travail non satisfaisant chez les *ouvriers de la Chambre syndicale typographique*; 1.5 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *ouvriers de la Chambre syndicale des ouvriers du livre*; 5 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *imprimeurs-conducteurs-typographes*; 3 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *typographes indépendants*; 0.6 p. 100, 54 heures, chez les *ouvriers des presses typographiques*; 5 p. 100 de chômeurs, à l'union lithographique; 1 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *lithographes indépendants*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *phototypistes*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *graveurs sur bois pour impressions*; 4 p. 100 de chômeurs, 50 heures, chez les *stéréotypistes-galvanoplastes*; travail satisfaisant, 55 heures, chez les *graveurs d'écriture*; 9 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *ouvriers de l'enveloppe*.

12 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *portefeuillelistes-maroquiniers*; 1 p. 100 de chômeurs, 56 heures, chez les *selliers-harnacheurs*; 6 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *ouvriers en chaussures militaires*; travail peu satisfaisant, 42 heures, chez les *finis-*

seurs en chaussures militaires; 4 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *selliers et mécaniciennes de l'article de chasse*; situation très mauvaise chez les *gantiers*.

43 p. 100 de chômeurs, 54 à 60 heures, chez les *tisseurs en tous genres*; 3 p. 100 de chômeurs, 54 heures, dans la *broderie*; pas de chômeurs chez les *couturières*; 3 p. 100 de chômeurs, 57 heures, chez les *coupeurs-chemisiers*; pas de chômeurs chez les *teinturiers-dégraisseurs*; pas de chômeurs chez les *chapeliers en fantaisie feutre et paille*; 20 p. 100 de chômeurs, 30 heures, chez les *chapeliers en soie et feutre*; pas de chômeurs, 54 à 60 heures chez les *ouvriers en chapeaux mécaniques*; 4 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *casquettiers*.

4 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *charpentiers*; travail non satisfaisant chez les *menuisiers en bâtiment*; pas de chômeurs, 60 heures, au *syndicat libre des menuisiers*; 6 p. 100 de chômeurs, 55 à 60 heures, chez les *menuisiers en sièges*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *compagnons charrons*; 2,5 p. 100 de chômeurs, 55 à 60 heures, chez les *layetiers-emballeurs*; 10 p. 100 de chômeurs, 48 heures, chez les *monteurs-étalagistes*; 6 p. 100 de chômeurs, 48 heures, chez les *ouvriers du siège-cuir*.

11 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *contremaitres-métallurgistes*; 18 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *ouvriers métallurgistes*; 5,5 p. 100 de chômeurs, travail non satisfaisant chez les *mécaniciens*; 6 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *ingénieurs et mécaniciens de l'industrie électrique*; 7,2 p. 100 de chômeurs, 60 heures, travail peu satisfaisant chez les *ouvriers en instruments de précision*; 1 p. 100 de chômeurs, chez les *ouvriers en instruments de chirurgie*; pas de changement chez les *tailleurs d'acier*; 9 p. 100 de chômeurs chez les *bijoutiers en doré fantaisie*; pas de chômeurs, 40 à 50 heures, chez les *ouvriers soudeurs et apprêteurs de tubes en cuivre*; 9 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *ouvriers en persiennes en fer, fermetures, monte-charges*; 8 p. 100 de chômeurs, 50 heures, chez les *tourneurs-repousseurs*; 28 p. 100 de chômeurs, chez les *potiers d'étain*; 6 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *tourneurs-ébénistes*.

95 p. 100 de chômeurs chez les *diamantaires*.

Travail stationnaire, peu satisfaisant, chez les *maçons*; 3 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *cimentiers*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *peintres en bâtiment*; 19 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *ornemanistes*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *enducieurs*; 6 p. 100 de chômeurs chez les *sculpteurs-modeleurs*; 8 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *plombiers et similaires*; 13 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *fourniers-spécialistes*.

13 p. 100 de chômeurs, 54 heures, à la *Chambre syndicale indépendante des employés de l'industrie et du commerce*; 3 p. 100 de chômeurs, 60 heures, à l'*Union des comptables*; 1 p. 100 de chômeurs chez les *dames employées de commerce et d'industrie*; 13 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *comptables et teneurs de livres*; 6 p. 100 de chômeurs à l'*alliance sténographique*; 4 p. 100 de chômeurs chez les *employés des coopératives ouvrières*; pas de chômeurs chez les *employés de commerce de la glace*; moins de 1 p. 100 de chômeurs chez les *employés de banque*; 2 p. 100 de chômeurs chez les *clercs d'huissiers*; moins de 1 p. 100 de chômeurs chez les *voyageurs et représentants de commerce*; 2 p. 100 de chômeurs, travail peu satisfaisant chez les *voyageurs de commerce*; 10 p. 100 de chômeurs chez les *dessinateurs du bâtiment*; 8 p. 100 de chômeurs chez les *chauffeurs, conducteurs, mécaniciens, automobilistes*; moins de 1 p. 100 de chômeurs chez les *conducteurs de voitures automobiles*; 8 p. 100 de chômeurs, 72 heures, chez les *chauffeurs, mécaniciens, électriciens et automobilistes de France*; pas de chômeurs, 54 heures, chez les *porteurs des halles et marchés*.

13 p. 100 de chômeurs chez les *manœuvres industriels*; 14 p. 100 de chômeurs chez les *laveurs de voitures*; 0,5 p. 100 de chômeurs chez les *coiffeurs*; 16 p. 100 de chômeurs chez les *garde-malades*; 1 p. 100 de chômeurs chez les *gens de maison français des deux sexes*; travail satisfaisant chez les *gens de maison* (le ménage); 16 p. 100 de chômeurs chez les *gens de maison* (l'Abeille); travail satisfaisant chez les *machinistes*; 3 p. 100 de chômeurs chez les *préparateurs en pharmacie*; 4 p. 100 de chômeurs chez les *garde-malades*; 3 p. 100 de chômeurs chez les *instituteurs privés*; pas de chômeurs dans l'*enseignement libre*; pas de chômeurs de l'*enseignement privé*; travail assez satisfaisant chez les *afficheurs*.

A Alfortville, pas de chômeurs, 60 à 72 heures, chez les *ouvriers en pompes*.

A Levallois-Perret, 10 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *peintres*.

A Sceaux, 10 p. 100 de chômeurs, 77 heures, chez les *blanchisseurs*.

A Villemomble, pas de chômeurs, 60 à 70 heures, chez les *jardiniers*.

74. — Seine-Inférieure. — A Rouen, pas de chômeurs, 72 heures, chez les *terrasiers-carriers*; 3 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*; 12 p. 100 de chômeurs, 60 à 95 heures, chez les *tailleurs-coupeurs*, travail satisfaisant chez les *parqueteurs*, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *chaudronniers*; 37 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *ouvriers du port*; 10 p. 100 de chômeurs chez les *charbonniers*; pas de chômeurs chez les *ouvriers en divers*; pas de chômeurs chez les *voyageurs et représentants de commerce*; pas de chômeurs chez les *musiciens*.

Au Havre, 10 p. 100 de chômeurs chez les *pêcheurs et marins du commerce*; travail satisfaisant chez les *boulangers*; pas de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*; 74 p. 100 de chômeurs, 48 heures, chez les *voiliers*; 10 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *charpentiers*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *tailleurs et scieurs de pierres*; travail peu satisfaisant chez les *cochers*; pas de chômeurs chez les *dessinateurs*; 15 p. 100 de chômeurs, 48 heures, chez les *journaliers des docks*; pas de chômeurs chez les *aides en pharmacie*.

A Déville-les-Rouen, 10 p. 100 de chômeurs, 65 heures, chez les *métallurgistes*.

A Dieppe, 5 p. 100 de chômeurs, 60 heures, dans le *bâtiment*; pas de chômeurs chez les *employés de commerce*; 3 jours par semaine chez les *dockers*.

A Fécamp, 4 p. 100 de chômeurs, 55 heures, chez les *ouvriers du port*.

Chez les *verriers*: pas de chômeurs à Blangy, à Campneuseville, à Falencourt, à Incheville, à Nesle-Normandeuse, à Romesnil; travail peu satisfaisant à Rétonval; pas de chômeurs au Tréport.

A Romesnil, 7 p. 100 de chômeurs chez les *boucheurs à l'émeri*.

75. — Seine-et-Marne. — A La Ferté-sous-Jouarre, pas de chômeurs, 72 heures, chez les *maçons*.

A Gasson, pas de chômeurs, 71 heures, chez les *tailleurs de pierre*.

A Lagny (Montévrain), pas de chômeurs, chez les *typographes*.

A Lizy-sur-Ourcq, pas de chômeurs chez les *ouvriers agricoles*.

A Meaux, pas de chômeurs, 60 heures, au *syndicat mellois de l'industrie du livre*; pas de chômeurs chez les *mécaniciens*.

A Montargis, pas de chômeurs chez les *ouvriers agricoles*.

A Melun, pas de chômeurs, 54 à 60 heures, chez les *typographes*.

A Mitry-Mory, pas de chômeurs chez les *ouvriers agricoles*.

A Provins, pas de chômeurs chez les *ouvriers agricoles*.

76. — Seine-et-Oise. — A Versailles, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *charpentiers*; 31 p. 100 de chômeurs; pas de chômeurs, 66 heures, chez les *maçons tailleurs et scieurs de pierres*; pas de chômeurs, 66 heures, chez les *peintres*; pas de chômeurs, 66 heures, chez les *plombiers-couvreurs-zingueurs*; pas de chômeurs chez les *cochers*; 3 p. 100 de chômeurs chez les *employés*; 7 p. 100 de chômeurs chez les *coiffeurs*.

A Bonnières, 10 p. 100 de chômeurs, 60 heures, dans les *raffineries de pétrole*; pas de chômeurs, 54 heures, chez les *maçons*.

A Corbeil, travail satisfaisant, 60 heures, chez les *meuniers*; pas de chômeurs, 48 à 60 heures, chez les *mécaniciens*.

A Étampes, 11 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *typographes*; pas de chômeurs, 60 heures, dans l'*industrie du livre*; pas de chômeurs, 63 heures, chez les *mouleurs*.

A Mantes, pas de chômeurs, 60 heures, dans l'*industrie du livre*.

A Méry-sur-Oise, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *carriers*.

A Montereau, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *faienciers*.

A Nemours, chômage complet chez les *diamantaires*.

A Orsay, pas de chômeurs, 66 heures, dans le *bâtiment*.

A Pontoise, 12 p. 100 de chômeurs chez les *boulangers*.

A Saint-Germain-en-Laye, 9 p. 100 de chômeurs chez les *boulangers*.

77. — Sèvres (Deux-). — A Parthenay, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *scieurs mécaniciens*; pas de chômeurs chez les *employés*.

A Saint-Jean-de-Thouars, pas de chômeurs, 72 heures, chez les *tailleurs de pierres*.

78. — Somme. — A Amiens, 1 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*; pas de chômeurs, 54 heures, dans l'*habillement*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les ouvriers de l'*ameublement*; pas de chômeurs, 54 heures, chez les *serruriers*; 3 p. 100 de chômeurs chez les *employés*.

A Abbeville, travail satisfaisant, 60 heures, chez les *typographes*; pas de chômeurs, 60 heures, dans le *bâtiment*; 7 p. 100 de chômeurs chez les *commis aux écritures* et *employés de commerce*.

79. — Tarn. — A Albi, 48 heures chez les *mineurs*; 18 p. 100 de chômeurs chez les *boulangers*; 23 p. 100 de chômeurs, 35 à 38 heures, chez les *chapeliers-approprieurs*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *charpentiers*; 6 p. 100 de chômeurs, dans le *bâtiment*; pas de chômeurs, 54 heures, chez les *maçons*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *terrassiers* et *manœuvres*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les ouvriers en *chaux* et *ciments*.

A Castres, pas de chômeurs, 72 heures, chez les *boulangers*; 8 p. 100 de chômeurs, 60 heures, dans l'*industrie textile*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *charpentiers*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *menuisiers-ébénistes*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *métallurgistes*.

A Labastide-Rouairoux, pas de chômeurs, 60 heures, dans l'*industrie lainière*.

A Mazamet, plus de 50 p. 100 de chômeurs, 40 heures, chez les ouvriers *tanneurs*; plus de 50 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *mégissiers*; 57 p. 100 de chômeurs chez les ouvriers de la *peau de mouton*; 2 p. 100 de chômeurs, 55 à 60 heures, chez les *fileurs*; pas de chômeurs, chez les *charretiers-camionneurs*.

A Rabastens, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *maçons* et *charpentiers*.

80. — Tarn-et-Garonne. — A Montauban, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *typo-lithographes*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *plâtriers*.

81. — Var. — A Toulon, travail peu satisfaisant, 48 à 54 heures, chez les *travailleurs de l'usine à gaz*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *tailleurs de pierres*.

A la Garde, 12 p. 100 de chômeurs, 60 heures, dans le *bâtiment*.

A Saint-Zacharie, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *potiers*.

A la Seyne, pas de chômeurs chez les *marins* et *pêcheurs*.

82. — Vaucluse. — A Avignon, pas de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les ouvriers en *chaussures*; pas de chômeurs, 60 heures, dans la *couture*; pas de chômeurs, 60 heures, dans l'*habillement*; travail peu satisfaisant, 56 heures, chez les *tonneliers*.

A Caderousse, travail peu satisfaisant, 60 heures, chez les *balayiers*.

A Ménerbes, pas de chômeurs chez les *carriers*.

A Villeneuve-sur-Avignon, 20 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *tanneurs-cordeurs*.

83. — Vendée. — A la Roche-sur-Yon, travail satisfaisant, 54 heures, chez les ouvriers *typographes*; pas de chômeurs, 66 heures, chez les *charpentiers* et *menuisiers*; pas de chômeurs, 66 heures, dans le *bâtiment*.

A Faymoreau, pas de chômeurs, 64 heures, chez les *mineurs*.

A Fontenay-le-Comte, travail satisfaisant, 60 heures, chez les *typographes*.

Aux Sables-d'Olonne, pas de chômeurs, 60 heures, chez les ouvriers *boitiers*.

Chez les *tisserands*, chômage général à Evrunes; 21 p. 100 aux Épesses; pas de chômeurs à Montagne-sur-Sèvre; pas de chômeurs à Saint-Laurent-sur-Sèvre.

A Mervent, pas de chômeurs, 90 heures, chez les *forestiers*.

84. — Vienne. — A Poitiers, pas de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *menuisiers-ébénistes*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *tailleurs de pierres*; pas de chômeurs, 66 heures, chez les *vitriers-peintres*.

A Châtellerault, pas de chômeurs chez les *boulangers*; pas de chômeurs, 36 à 42 heures, chez les *maréchaux ferrants*.

A Chauvigny, pas de chômeurs, 72 heures, chez les *carriers*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *cordonniers*.

85. — **Vienne (Haute-).** — A Limoges, 23 p. 100 de chômeurs chez les *ouvriers du gaz*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *imprimeurs-conducteurs-typographes*; travail satisfaisant, 60 heures, chez les *relieurs et doreurs*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *carrossiers*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *sabotiers*; pas de chômeurs, 66 heures, chez les *peintres*; 18 p. 100 de chômeurs, 45 heures, chez les *ouvrières porcelainières*.

Au Dorat, pas de chômeurs chez les *maçons*.

A Dournazac, travail satisfaisant chez les *feuillardiers*.

A Saint-Yriex, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *terrasiers*.

86. — **Vosges.** — A Épinal, pas de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*; pas de chômeurs, 72 heures, chez les *employés*.

A Jubainville, pas de chômeurs, 48 heures, chez les *ouvriers de l'aiguille*.

A Remiremont, pas de chômeurs chez les *employés*.

A Saulxures-sur-Moselotte, pas de chômeurs, 66 heures; chez les *carriers*.

A Anould, travail satisfaisant, 60 heures, chez les *ouvriers des papeteries*.

Chez les *ouvriers textiles*: pas de chômeurs à Châtel-sur-Moselle, à Fresse-sur-Moselle, à Remiremont, à Rupt-sur-Moselle; 4 p. 100 de chômeurs à Saint-Dié, pas de chômeurs à Saint-Léonard; travail peu satisfaisant à Saint-Maurice-sur-Moselle; travail satisfaisant au Thillot; pas de chômeurs au Val-d'Ajol.

87. — **Yonne.** — A Sens, pas de chômeurs, 66 heures, chez les *métallurgistes*; 8 p. 100 de chômeurs, 72 heures, chez les *maçons*.

Chez les *bûcherons*: pas de chômeurs à Fontenailles-sous-Andryes, à Lavau, à Moutiers, à Saint-Fargeau, à Saint-Martin-des-Champs, à Saint-Privé, 20 p. 100 de chômeurs à Saint-Sauveur-en-Puisaye; à Septfonds, à Treigny.

88. — **Algérie.** — A Alger, pas de chômeurs, 90 heures, chez les *cordonniers*; 9 p. 100 de chômeurs chez les *matelots-chauffeurs*, 1 p. 100 de chômeurs chez les *employés en quincaillerie*; 41 p. 100 de chômeurs chez les *charbonniers du port*; 39 p. 100 de chômeurs chez les *journaliers du port*.

A Constantine, 24 p. 100 de chômeurs chez les *boulangers*; 21 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *tailleurs d'habits*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *ouvriers en métaux*; pas de chômeurs chez les *peintres*; 27 p. 100 de chômeurs, 68 heures, chez les *cochers et charretiers*.

Commerce extérieur de la France. — Tableau des importations et exportations pendant les six premiers mois de 1908 :

	1908.	1907.	AUGMENTATIONS en 1908.	DIMINUTIONS en 1908.
	1,000 francs.	1,000 francs.	1,000 francs.	1,000 francs.
IMPORTATIONS.				
Objets d'alimentation.....	452,669	498,443	"	45,774
Matières nécessaires à l'industrie.....	2,017,036	2,129,614	"	112,578
Objets fabriqués.....	578,890	556,654	22,236	"
TOTAUX.....	3,048,595	3,184,711	22,236	158,352
DIMINUTION en 1908.....				136,116
EXPORTATIONS.				
Objets d'alimentation.....	340,413	337,167	3,246	"
Matières nécessaires à l'industrie.....	717,485	766,973	"	49,488
Objets fabriqués.....	1,329,702	1,473,542	"	143,840
Colis postaux.....	220,575	205,449	15,126	"
TOTAUX.....	2,608,175	2,783,131	18,372	193,328
DIMINUTION en 1908.....				174,956

Recettes des chemins de fer (SEPT GRANDS RÉSEAUX). — 758,094,700 francs du 1^{er} janvier au 23 juin 1908 contre 747,842,100 francs pendant la période correspondante de 1907, soit une augmentation de 11,352,600 francs.

Prix courants d'un certain nombre de marchandises sur la place de Paris (sauf indication contraire) :

	Cours fin du mois de	
	Juin 1908.	Juill. 1908.
Sucre br., blanc n° 3, les 100 kilogr., cour ^t	31 ¹ / ₃₇	31 ¹ / ₁₂
Alcool 90 deg., l'hectol., cour ^t	47 00	"
Huile de colza brute dispon., les 100 kilogr.....	88 25	"
Huile de lin dispon., les 100 kilogr.....	53 37	55 00
Suif de la boucherie de Paris, les 100 kilogr. (en pains).....	"	68 25
Cotons (au Havre), les 50 kilogr., cour ^t	76 25	"
Laines en suint (au Havre), les 100 kilogr., cour ^t	132 00	"
Soies grèges Cévennes, 2 ^e qual. (à Lyon), le kilogr.....	46 00	"
Cuivre en lingots, les 100 kilogr. mixtes (1 ^{re} classe).....	158 50	156 00
Étain Banka, idem.....	347 00	355 00
Plomb, livr. à Paris, idem.....	38 75	38 75
Zinc, bonnes marques, idem.....	54 25	52 00
Blé à Paris, les 100 kilogr. mixtes (1 ^{re} classe).....	22 12	22 87
Viande (bœuf), moyenne des 3 qualités, la Villette, le kilogramme..	1 50	"
— veau, idem.....	1 90	"
— mouton, idem.....	1 90	"
— porc, idem.....	1 65	"

MOUVEMENT SYNDICAL.

Pendant le mois de juin 1908, le Ministère du Travail et de la Prévoyance sociale a été avisé de la création de :

- 32 syndicats patronaux comptant 853 membres;
- 33 syndicats ouvriers comptant 5,006 membres;
- 2 syndicats mixtes comptant 211 membres;
- 1 union de syndicats patronaux;

et de la dissolution de :

- 19 syndicats patronaux comptant 1,245 membres;
- 50 syndicats ouvriers comptant 2,183 membres;
- 2 syndicats mixtes comptant 55 membres;
- 2 unions de syndicats ouvriers.

Les nouvelles associations signalées ont été fondées :

6 en juin, 17 en mai, 11 en avril, 11 en mars, 4 en février, 3 en janvier et 21 antérieurement au 1^{er} janvier 1908. Total : 73.

A. — CRÉATION DE SYNDICATS, D'UNIONS DE SYNDICATS ET DE BOURSES DU TRAVAIL.

(La date entre crochets {} est celle de la création du syndicat.)

1^o SYNDICATS PATRONAUX.

Allier [9 février 1908]. — Union des **charrons** et **carrossiers** du Bourbonnais (13 membres). Siège social : rue du Moulin, BOURBON-L'ARCHAMBAULT.

Alpes (Hautes-) [21 mai 1908]. — Syndicat des négociants en **épicerie**, **comestibles** et **mercerie** (?) membres). Siège social : BRIANÇON.

Alpes-Maritimes [? 1901]. — Syndicat indépendant des patrons **cochers** de Cannes (38 membres). Siège social : maison Dorée, rue de la Gare, CANNES. — [6 avril 1908]. — Syndicat de défense des intérêts **automobilistes** (52 membres). Siège social : avenue Notre-Dame, 5, NICE. — [18 juin 1908]. — Syndicat des marchands **forains**, colporteurs et parties similaires de la ville de Nice et du Littoral (155 membres). Siège social : rue Droite, 18, NICE.

Aude [1^{er} février 1908]. — Syndicat du commerce des **vins** de la région de Carcassonne (90 membres). Siège social : chez le Président, CARCASSONNE.

Bouches-du-Rhône [6 mai 1908]. — Syndicat des marchands **d'œufs**, volailles et parties similaires (35 membres). Siège social : rue Saint-Bazile, 2, MARSEILLE.

Charente-Inférieure [2 avril 1908]. — Syndicat **ostréicole** de Châtelailon et de La Rochelle (55 membres). Siège social : CHÂTELLAILLON.

Côte-d'Or [26 mars 1908]. — Chambre syndicale des marchands de **bestiaux** de la Côte-d'Or (40 membres). Siège social : Bourse du Commerce, DIJON. — [14 mars 1908]. — Syndicat des fabricants de **boissons** gazeuses de la Côte-d'Or (27 membres). Siège social :

Bourse du Commerce, DIJON. — [14 mars 1908]. — Syndicat général des grains, **graines** et farines de Bourgogne et de Franche-Comté (142 membres). Siège social : Bourse du Commerce, DIJON. — [11 avril 1908]. — Syndicat des producteurs et vendeurs de lait de la région de Dijon (20 membres). Siège social : Bourse du Commerce, DIJON.

Doubs [1^{er} avril 1908]. — Syndicat des marchands de **bois** du Doubs (80 membres). Siège social : café de la Bourse, place de la Révolution, BESANCON.

Gers [29 mars 1907]. — Chambre syndicale des patrons **boulangers** de Condom (10 membres). Siège social : rue de Gelle, CONDOM.

Hérault [1^{er} janvier 1908]. — Syndicat des **épiciers** de détail de Béziers (21 membres). Siège social : allées Paul-Riquet, 54, BÉZIERS.

Jura [15 mai 1908]. — Syndicat **médical** du Haut-Jura (13 membres). Siège social : rue de la Poyat, 4, SAINT-CLAUDE.

Loire [1^{er} mai 1905]. — Chambre syndicale des marchands de **charbons** en gros de Saint-Étienne et de la région (16 membres). Siège social : place de l'Hôtel-de-Ville, 15, SAINT-ÉTIENNE.

Loiret [23 avril 1908]. — Syndicat des **tourneurs-chaisiers** de l'arrondissement de Pithiviers et des cantons limitrophes (15 membres). Siège social : faubourg d'Orléans, 10, PITHIVIERS.

Marne [20 avril 1908]. — Chambre syndicale des **charcutiers** de la ville d'Épernay et des environs (16 membres). Siège social : Hôtel-de-Ville, ÉPERNAY.

Pas-de-Calais [15 avril 1908]. — Chambre syndicale des **extracteurs** de Saint-Omer et des environs (15 membres). Siège social : Grand-Place, 10, SAINT-OMER. — Chambre syndicale de la **verrerie** du Pas-de-Calais (4 membres). Siège social : rue de Dunkerque, 4, SAINT-OMER.

Puy-de-Dôme [28 mars 1908]. — « L'Auberge », association régionale des **hôteliers** du Centre-Auvergne (115 membres). Siège social : hôtel Terminus, CLERMONT-FERRAND.

Pyrénées (Basses-) [23 juillet 1888]. — Chambre syndicale de la **boulangerie** de Pau (45 membres). Siège social : Halle Neuve, PAU.

Rhône [3 mars 1908]. — Syndicat des tenanciers des bureaux de **Messageries** de Lyon (32 membres). Siège social : café Barbarin, rue Pléney, LYON.

Seine [2 octobre 1906]. — Chambre syndicale d'appareils **automatiques** « Jeux d'adresse » (40 membres). Siège social : rue de Bondy, 54, PARIS. — [21 avril 1902]. — Syndicat des opérateurs **cinématographistes** de France (73 membres). Siège social : boulevard de Strasbourg, 50, PARIS. — [16 mai 1908]. — Chambre syndicale des entrepreneurs de **débarquements** des départements de la Seine et de Seine-et-Oise (12 membres). Siège social : rue Saint-Honoré, 163, PARIS. — [15 juin 1908]. — Chambre syndicale des constructeurs d'usines [**fumisterie** et maçonnerie industrielles] (26 membres). Siège social : rue de Lancry, 16, PARIS. — [1^{er} janvier 1908]. — Chambre syndicale des fabricants français de bronzes d'éclairage et d'appareils de chauffage par le **gaz** et l'électricité (47 membres). Siège social : rue de Lutèce, 3, PARIS. — [18 mai 1908]. — Chambre syndicale française des fabricants de plaques et papiers **photographiques** (12 membres). Siège social : rue Étienne-Marcel, 54, PARIS.

Sèvres (Deux-) [2 février 1908]. — Syndicat professionnel des fabricants de **tuiles** et briques des Deux-Sèvres et de la Vendée (25 membres). Siège social : rue Rabalt, SAINT-MARTIN-LES-MELLE.

Vosges [18 mars 1908]. — Syndicat général des **féculliers** de la région de l'Est (30 membres). Siège social : Magasins généraux, rue Dutac, ÉPINAL.

2° SYNDICATS OUVRIERS.

Allier — [20 mai 1908]. — Chambre syndicale des ouvriers **sabotiers** de Montluçon (8 membres). Siège social : restaurant Bornet, place Victor-Hugo, MONTLUÇON.

Alpes-Maritimes [19 mars 1908]. — Syndicat des ouvriers du **port** d'Antibes (10 membres). Siège social : impasse Revel, ANTIBES. — [2 1905]. — Syndicat des ouvriers **boulangers** de Cannes (22 membres). Siège social : Bourse du travail, CANNES. — [10 janvier 1908]. — Syndicat international des **tapissiers** en meubles et similaires de la ville de Cannes (15 membres). Siège social : Bourse du travail, CANNES. — [6 octobre 1900]. — Syndicat **typo-lithographique** de Grasse (24 membres). Siège social : GRASSE. — [15 juin 1908]. — Chambre syndicale indépendante des travailleurs du **port** (30 membres). Siège social : quai des Deux-Emmanuel, NICE. — [9 avril 1907]. — Union corporative des travailleurs des **tramways** de Nice (45 membres). Siège social : rue Giolfredo, 5, NICE.

Aude [3 février 1904]. — Syndicat des ouvriers **cultivateurs** et auxiliaires de Limoux (50 membres). Siège social : Mairie, LIMOUX. — [1^{er} avril 1905]. — Syndicat ouvrier de Saint-Hilaire (**Agriculteur**) [59 membres]. Siège social : SAINT-HILAIRE.

Aveyron [1^{er} mars 1908]. — Union syndicale des ouvriers **mineurs** de l'Aveyron (102 membres). Siège social : à La Treille, CRASSAC.

Bouches-du-Rhône [12 janvier 1906]. — Syndicat mixte des employés de l'**asile** Mont-Perrin (88 membres). Siège social : Asile Mont-Perrin, AIX. — [2 mai 1907]. — Chambre syndicale internationale des ouvriers **maçons** et parties similaires (100 membres). Siège social : Cours Sextius, 34, AIX. — [28 février 1908]. — Syndicat des employés du restaurant **navigateurs** réunis (100 membres). Siège social : Bourse du travail, MARSEILLE. — [15 mai 1908]. — Syndicat international des ouvriers **verriers** et similaires de Marseille (300 membres). Siège social : Bourse du travail, MARSEILLE.

Charente-Inférieure [9 avril 1907]. — Union syndicale des ouvriers du **bâtiment** (20 membres). Siège social : rue des Maltaises, LA TREMBLADE.

Cher [1^{er} juin 1908]. — Syndicat des ouvriers **bûcherons** agricoles et travaux similaires de Garigny (30 membres). Siège social : GARIGNY.

Côte-d'Or [30 avril 1908]. — Association syndicale des **musiciens** de Dijon [33 membres]. Siège social : Café Américain, rue Lamouge, DIJON.

Doubs [31 mars 1908]. — Syndicat des ouvriers **horlogers** (parties réunies) [52 membres]. Siège social : Bourse du travail, BESANÇON.

Gard [1^{er} janvier 1907]. — Syndicat des ouvriers et ouvrières de la **filature** en soie de Saint-Hippolyte-du-Fort (250 membres). Siège social : boulevard du Temple, SAINT-HIPPOLYTE-DU-FORT.

Garonne (Haute-) [18 février 1906]. — Chambre syndicale des **cantonniers** vicinaux, communaux et auxiliaires de Toulouse (150 membres). Siège social : Bourse du travail, TOULOUSE.

Gers [30 juillet 1907]. — Chambre syndicale des ouvriers **maçons** et charpentiers de la région de Montesquieu (12 membres). Siège social : MONTESQUIEU.

Gironde [18 mai 1908]. — Syndicat des maîtres d'hôtel, garçons restaurateurs et parties similaires de la **navigation** (160 membres). Siège social : rue Lucien-Lauré, 2, BORDEAUX.

Ile-et-Vilaine [10 septembre 1907]. — Syndicat général de la **chaussure** et parties similaires (2,465 membres). — Siège social : Bourse du travail, FOUGÈRES. — [15 novembre 1907]. — Chambre syndicale des ouvriers de la **voiture** de Saint-Malo-Saint-Servan et Paramé (30 membres). Siège social : rue de Lucet, PARAMÉ.

Loire [3 mai 1908]. — Chambre syndicale des ouvriers des compagnies **électriques** du Centre et de la Loire de Saint-Étienne et similaires (117 membres). Siège social : Bourse du travail, SAINT-ÉTIENNE. — [28 mai 1908]. — Syndicat pour la défense des droits du personnel de la Compagnie du **gaz** de Saint-Étienne (80 membres). Siège social : rue de la Croix, 4, SAINT-ÉTIENNE.

Nièvre [1^{er} janvier 1907]. — Syndicat des ouvriers **bûcherons** et travaux similaires de Charrin (90 membres). Siège social : CHARRIN. — [20 avril 1908]. — Syndicat des ouvriers **bûcherons** et travaux similaires de Saint-Martin-d'Heuille et d'Urzy (27 membres). Siège social : SAINT-MARTIN-D'HEUILLE.

Nord [22 mai 1908]. — Chambre syndicale ouvrière des garçons **limonadiers**, restaurateurs et d'hôtel (87 membres). Siège social : rue Jean-Roisin, 17, LILLE.

Pyrénées (Basses-) [22 mai 1908]. — Chambre syndicale des artistes **musiciens** de Biarritz (40 membres). Siège social : rue de l'Industrie, 6, BIARRITZ.

Rhône [22 mai 1908]. — Chambre syndicale des ouvriers **fourreurs** et similaires (50 membres). Siège social : Bourse du travail, LYON. — [19 mai 1908]. — Chambre syndicale indépendante des ouvriers **tullistes** de la ville de Lyon (40 membres). Siège social : rue des Chaumettes, 90, LYON.

Seine [20 avril 1908]. — Association syndicale des préposés et employés des **fourrages** militaires de France (86 membres). Siège social : rue des Ecoles, 25 bis, PARIS. — [10 mars 1908]. — Chambre syndicale des ouvriers **pipiers** (60 membres). Siège social : rue de Bagnolet, 139, PARIS.

Seine-Inférieure [9 juin 1908]. — Syndicat des **verriers** similaires d'Incheville (12 membres). Siège social : salle Monnier, INCHEVILLE.

Vienne (Haute-) [1^{er} mars 1908]. — Syndicat des ouvriers **feuillardiers** du Centre (section d'Aradour-sur-Vayres) [42 membres]. Siège social : Mairie, ORADOUR-SUR-VAYRES.

Vosges [30 mai 1908]. — Chambre syndicale des **textiles** et similaires du département des Vosges (85 membres). Siège social : place de l'Atre, 13, ÉPINAL. — [10 mai 1908]. — Syndicat jaune des **employés** de l'arrondissement de Saint-Dié (35 membres). Siège social : rue de la Prairie, 15, SAINT-DIÉ.

3° SYNDICATS MIXTES.

Alpes-Maritimes [7 janvier 1907]. — Union syndicale mixte des **cochers** et loueurs de voitures de place de la ville d'Antibes (19 membres). Siège social : Terminus-Bar, place Macé, ANTIBES.

Seine [10 juin 1908]. — Syndicat général des marchands de **journaux** et dépositaires de publications périodiques (192 membres). Siège social : cité Trévise, 24, PARIS.

4° UNION DE SYNDICATS PATRONAUX.

Nord [20 mai 1908]. — Fédération régionale des chambres syndicales d'entrepreneurs de **bâtimens** et travaux publics du Nord de la France (17 chambres syndicales adhérentes). Siège social : rue Jacquemars-Giélée, 59, LILLE.

B. — SYNDICATS DISSOUS.

(La date entre crochets [] est celle de la création du syndicat. La date de la dissolution n'est pas donnée, parce que l'inactivité du syndicat est souvent le seul indice de sa disparition.)

1° SYNDICATS PATRONAUX.

Bouches-du-Rhône [12 juin 1904]. — Syndicat des entrepreneurs **maçons** et de travaux publics de l'arrondissement d'Arles (20 membres). Siège social : café de Marseille, ARLES. — [2 avril 1904]. — Chambre syndicale de **chauffage** et de **fumisterie** de Marseille (15 membres). Siège social : boulevard Dugommier, 3, MARSEILLE.

Garonne (Haute-) [28 avril 1904]. — Syndicat des membres de l'enseignement primaire libre (395 membres). Siège social : rue Benjamin-Constant, 17, TOULOUSE. — [22 novembre 1903]. — Chambre syndicale des négociants en **fruits**, primeurs et marée (8 membres). Siège social : rue Gambetta, 43, TOULOUSE.

Gironde [25 mars 1901]. — Chambre syndicale des **électriciens** de Bordeaux et du Sud-Ouest (12 membres). Siège social : cours du 30-Juillet, 2, BORDEAUX. — [25 juin 1906]. — Syndicat de **traducteurs** de toutes langues (2 membres). Siège social : cours d'Espagne, 174, BORDEAUX. — [12 août 1892]. — Syndicat des **marins pêcheurs** du quartier maritime de Libourne (70 membres). Siège social : Athénée, LIBOURNE.

Hérault [10 mars 1893]. — Chambre syndicale **horticole** de l'arrondissement de Béziers (43 membres). Siège social : Café Jaunus, BÉZIERS. — [1^{er} mars 1905]. — Syndicat des **limonadiers**, liquoristes, débitants, hôteliers, restaurateurs de Méze (18 membres). Siège social : rue de l'Esplanade, MÉZE. — [28 juillet 1901]. — Chambre syndicale des **pharmaciens-droguistes** en gros du Midi (30 membres). Siège social : rue de la Loge, 8, MONTPELLIER.

Ille-et-Vilaine [2 novembre 1904]. — Syndicat des **assureurs** d'Ille-et-Vilaine primes fixes contre l'incendie (10 membres). Siège social : quai Duguay-Trouin, 16 RENNES.

Seine [28 mars 1891]. — Syndicat des marchands **fruitiers**, producteurs et approvisionneurs du carreau des Halles (60 membres). Siège social : rue Française, 4, PARIS. — [1^{er} mai 1899]. — Syndicat des marchands de **fruits** du port du Mail (20 membres). Siège social : rue du Pont-Louis-Philippe, 2, PARIS. — [5 avril 1900]. — Chambre syndicale des **graveurs** en taille douce (29 membres). Siège social : rue Saint-Honoré, 163, PARIS. — [1^{er} octobre 1900]. — Syndicat professionnel des vulgarisateurs scientifiques (**journalistes**) [39 membres]. Siège social : rue Doudeauville, 68, PARIS. — [15 février 1901]. — Union amicale des négociants en **mercerie** et bonneterie en gros (57 membres). Siège social : rue des Pyramides, 8, PARIS. — [4 février 1903]. — Chambre syndicale des marchands de **meubles** en appartements (11 membres) Siège social : rue Gounod, 8, PARIS. — [20 mars 1900]. — Association professionnelle des directeurs de **théâtres** de Paris

(19 membres). Siège social : rue Cambon, 47, PARIS. — [9 août 1891]. — Groupe de l'Entrepôt, syndicat des débitants de vins (387 membres). Siège social : Cour Canonge, 17, PARIS.

2° SYNDICATS OUVRIERS.

Alpes-Maritimes [3 mai 1906]. — Chambre syndicale internationale des ouvriers boulangers de la commune de Beausoleil et les environs (15 membres). Siège social : BEAUSOLEIL.

Bouches-du-Rhône [8 mai 1907]. — Syndicat des ouvriers et ouvrières des explosifs et produits chimiques de la dynamite de Saint-Martin-de-Crau (47 membres). Siège social : ARLES. — [9 décembre 1906]. — Syndicat des ouvriers vanniers d'Arles (28 membres). Siège social : Bourse du travail, ARLES. — [31 mars 1906]. — Syndicat mixte des employés de l'asile Saint-Pierre (105 membres). Siège social : Bourse du travail, MARSEILLE. — [7 février 1905]. — Syndicat réunis des ouvriers carreleurs (32 membres). Siège social : Bourse du travail, MARSEILLE.

Garonne (Haute-) [25 octobre 1904]. — Syndicat des ouvriers bijoutiers, horlogers et graveurs de Toulouse (20 membres). Siège social : Bourse du travail, TOULOUSE. — [11 août 1889]. — Chambre syndicale des ouvriers briquetiers de la Haute-Garonne (20 membres). Siège social : place du Capitole, 1, TOULOUSE. — [10 avril 1906]. — Chambre syndicale des employés des omnibus et tramways de la ville de Toulouse (127 membres). Siège social : Bourse du travail, TOULOUSE. — [28 juillet 1896]. — Chambre syndicale des ouvriers trépointeurs de la ville de Toulouse (40 membres). Siège social : Bourse du travail, TOULOUSE. — [14 octobre 1905]. — Syndicat des ouvriers verriers de Toulouse (24 membres). Siège social : Bourse du travail, TOULOUSE.

Gers [31 mai 1904]. — Chambre syndicale des ouvriers boulangers et parties similaires (10 membres). Siège social : Bourse du travail, AUCH.

Gironde [4 janvier 1904]. — Chambre syndicale des ouvriers boucleurs morutiers du port de Bordeaux-Bègles (80 membres). Siège social : Bourse du travail, BORDEAUX. — [26 septembre 1906]. — Syndicat des manœuvres auxiliaires des chemins de fer (section du Midi) (160 membres). Siège social : Bourse du travail, BORDEAUX. — [10 septembre 1904]. — Chambre syndicale des ouvriers doreurs sur bois, blanchisseurs, menuisiers en cadres, biseauteurs, tailleurs de cristaux, argenteurs, miroitiers et emballeurs (109 membres). Siège social : Bourse du travail, BORDEAUX. — [1^{er} septembre 1902]. — Syndicat des ouvriers ferblantiers-plombiers-zingueurs de Bordeaux et du Sud-Ouest (25 membres). Siège social : Bourse du travail, BORDEAUX. — [26 août 1900]. — Chambre syndicale des ouvriers passementiers de la ville de Bordeaux et parties similaires (20 membres). Siège social : rue des Remparts, 71, BORDEAUX. — [16 novembre 1903]. — Syndicat indépendant des ouvriers du port de Bordeaux (4 membres). Siège social : quai de Bacalan, 116, BORDEAUX. — [14 mars 1904]. — Association syndicale des publicistes de Bordeaux et du Sud-Ouest (18 membres). Siège social : Bourse du travail, BORDEAUX. — [1^{er} mars 1904]. — Chambre syndicale des ouvriers tonneliers de Caudrot (25 membres). Siège social : Mairie, CAUDROT. — [15 février 1898]. — Chambre syndicale des ouvriers serruriers de la ville de Libourne et du département de la Gironde (12 membres). Siège social : Athénée, LIBOURNE. — [24 juillet 1906]. — Chambre syndicale des ouvriers tonneliers de la ville de Sainte-Foy-la-Grande (14 membres). Siège social : Maison Vergnol, SAINTE-FOY-LA-GRANDE.

Hérault [23 janvier 1905]. — Chambre syndicale des ouvriers boulangers, pâtisseries, biscuitiers et parties similaires de Bédarieux et la banlieue (8 membres). Siège social : BÉDARIEUX. — [2 janvier 1888]. — Chambre syndicale ouvrière des cuisiniers de Béziers

(24 membres). **Siège social** : Bourse du travail, BÉZIERS. — [14 février 1905]. — **Chambre syndicale** ouvrière des **marins-pêcheurs** et similaires (45 membres). **Siège social** : avenue de Mèze, BOUZIGUES. — [27 avril 1904]. — **Union syndicale** des **barquiers** des canaux du Midi, latéral de la Garonne et de Cette au Rhône (120 membres). **Siège social** : quai Louis-Pasteur, 10, CETTE. — [15 septembre 1906]. — **Chambre syndicale** des ouvriers **charpentiers** et callats de marine (25 membres). **Siège social** : Bourse du travail, CETTE. — [17 juin 1904]. — **Chambre syndicale** des ouvriers **coiffeurs** de Cette (25 membres). **Siège social** : Bourse du travail, CETTE. — [2 mai 1900]. — **Chambre syndicale** des marchands **forains** de la ville de Cette (30 membres). **Siège social** : Bourse du travail, CETTE. — [25 janvier 1902]. — **Chambre syndicale** des ouvriers et aides **foudriers** de la ville de Cette (40 membres). **Siège social** : Bourse du travail, CETTE. — [1^{er} mars 1905]. — **Syndicat** des gardes des **quais** (157 membres). **Siège social** : Bourse du travail, CETTE. — [28 décembre 1903]. — **Syndicat** des travailleurs et ouvriers **agricoles** de Colombiers (51 membres). **Siège social** : COLOMBIERS. — [23 novembre 1904]. — **Syndicat** des ouvrières de **terre** de Cruzy (85 membres). **Siège social** : ancienne Mairie, CRUZY. — [1^{er} janvier 1889]. — **Syndicat** des ouvriers **cultivateurs** et terrassiers de Marsillargues (47 membres). **Siège social** : café de l'Éden, MARSILLARGUES. — [7 octobre 1899]. — **Chambre syndicale** des **balladeurs** et balladeuses de Montpellier (19 membres). **Siège social** : Bourse du travail, MONTPELLIER. — [6 mai 1899]. — **Chambre syndicale** des ouvriers **carriers**, casseurs de pierres et terrassiers de Montpellier (14 membres). **Siège social** : Bourse du travail, MONTPELLIER. — [9 juin 1901]. — **Chambre syndicale** des ouvriers **charretiers** et camionneurs de la ville de Montpellier (22 membres). **Siège social** : Bourse du travail, MONTPELLIER. — [18 novembre 1902]. — **Syndicat** des ouvriers **coiffeurs** indépendants (35 membres). **Siège social** : boulevard Victor-Hugo, 5, MONTPELLIER. — [26 août 1903]. — **Union émancipatrice** des **cultivateurs** (4 membres). **Siège social** : rue du Courreau, 35, MONTPELLIER. — [18 juillet 1892]. — **Chambre syndicale** des ouvriers **ébénistes** de la ville de Montpellier (35 membres). **Siège social** : Bourse du travail, MONTPELLIER. — [1^{er} juin 1904]. — **Syndicat** des **manœuvres** et hommes de peine de Montpellier (50 membres). **Siège social** : Bourse du travail, MONTPELLIER. — [1^{er} avril 1891]. — **Chambre syndicale** des ouvriers **tailleurs de pierre** et maçons (50 membres). **Siège social** : Bourse du travail, MONTPELLIER. — [25 mars 1903]. — **Union syndicale** des ouvriers en **voitures** et parties similaires de Montpellier et de la banlieue (20 membres). **Siège social** : Bourse du travail, MONTPELLIER. — [6 janvier 1904]. — **Syndicat professionnel** des travailleurs **agricoles** et parties similaires (32 membres). **Siège social** : NIZAS. — [8 février 1904]. — **Syndicat** des ouvriers **cultivateurs** d'Onpia (20 membres). **Siège social** : OUPIA. — [14 février 1904]. — **Syndicat** des travailleurs de **terre** de Saint-Just et Saint-Nazaire-de-Pézan (30 membres). **Siège social** : SAINT-JUST. — [6 octobre 1893]. — **Chambre syndicale** des ouvriers **agriculteurs** et vignerons de Vic-les-Étangs (18 membres). **Siège social** : Mairie, VIC-LES-ÉTANGS.

Ile-et-Vilaine [25 octobre 1904]. — **Chambre syndicale** des ouvriers **ardoisiers** du Plessix (20 membres). **Siège social** : COËSMES. — [3 mai 1906]. — **Chambre syndicale** des ouvriers de l'**ameublement** de la ville de Rennes (72 membres). **Siège social** : Bourse du travail, RENNES. — [20 août 1906]. — **Chambre syndicale** des ouvriers et employés à l'heure de la **confection** militaire (15 membres). **Siège social** : Bourse du travail, RENNES.

Seine [26 mai 1906]. — **Syndicat** des coupeurs de l'**habillement** (35 membres). **Siège social** : rue Hortense, 9, MONTAIGNE.

3^e SYNDICATS MIXTES.

Hérault [1^{er} septembre 1906]. — **Syndicat professionnel** des patrons-ouvriers et ouvriers **cordonniers** de la ville de Cette (25 membres). **Siège social** : Café de la Bourse, CETTE. — [4 mai 1893]. — **Chambre syndicale** des **horlogers**, bijoutiers, orfèvres et graveurs de la ville de Montpellier (30 membres). **Siège social** : rue de la Loge, 26 MONTPELLIER.

4^e UNIONS DE SYNDICATS OUVRIERS.

Gironde [31 mai 1904]. — Fédération des syndicats ouvriers du port et transporteurs de Bordeaux (8 syndicats adhérents). Siège social : rue Lalande, 42, BORDEAUX.

Hérault [6 décembre 1902]. — Fédération régionale des travailleurs agricoles et parties similaires de la région du Midi (section de l'Hérault) [37 syndicats adhérents]. Siège social : Bourse du travail, MÈZE.

ERRATA.

BULLETIN DE JUIN 1908.

La dernière ligne de la page 548 étant tombée au tirage, cette ligne doit être ainsi rétablie :

Comme, d'après les renseignements qui ont été recueillis, il apparaît très nette-

Même bulletin, page 562, 8^e ligne à partir du bas, au lieu de :
(environ 9/10^e;

Lire :

environ 9 p. 100).

Le Rédacteur en Chef du Bulletin, Gérant,

CH. PICQUENARD.

PUBLICATIONS DE LA DIRECTION DU TRAVAIL

(Les volumes épuisés sont marqués d'un astérisque [*].)

I. — CONSEIL SUPÉRIEUR DU TRAVAIL.

- 1^{re} SESSION (1891). — * *Compte rendu. — Rapports : Bureaux de placement* (M. Thévenet). — *Protection des salaires* (M. Martelin). — *Création d'un office du travail* (M. Keufer). — 1 in-4°, 200 p. 2 fr. 25
- 2^e SESSION (1892). — * *Compte rendu. — Rapports : Organisation du crédit populaire* (MM. Labeyrie et Delahaye). — *Sociétés coopératives de crédit* (M. Lyon-Caen). — *Habitations ouvrières* (M. Siegfried). — *Musée d'économie sociale* (M. Linder). — *Règlements d'atelier* (M. Keufer). — *Pétition des typographes de Lyon.* — 1 in-4°, 252 p. 3 francs.
- 3^e et 4^e SESSIONS (déc. 1893-janv. 1894). — * *Compte rendu. — Rapport sur l'organisation du crédit populaire* (M. Many). — 1 in-4°, 341 p. 3 fr. 30.
- 5^e SESSION (1895). — * *Compte rendu. — Rapport sur la création de chambres de travail* (M. Depasse). — 1 in-4°, 165 p. 2 fr. 25.
- 6^e SESSION (1896). — * *Compte rendu. — Rapports : L'insaisissabilité des pensions ouvrières* (M. Paulet). — *La question du chômage.* — 1 in-4°, 143 p., 1 fr. 80. — * *Rapport sur la question du chômage, avec les documents réunis par l'Office du travail.* — 1 in-4°, 398 p. 3 fr. 60.
* *Statistique des travaux de secours en cas de chômage (1895, 1897, 1898)* [note de l'Office du travail]. — 1 broch. in-4°, 23 p. (1899). 1 franc.
- 7^e SESSION (1897). — * *Compte rendu. — Rapport sur le système actuel des adjudications* (M. Keufer). — *Note de l'Office du travail sur le minimum de salaire dans les travaux publics.* — 1 in-4°, 299 p. 3 francs.
- 8^e SESSION (1898). — * *Compte rendu. — Rapport sur le marchandage* (M. Goy). — *Note de l'Office du travail sur le marchandage.* — 1 in-4°, 127 p. 1 fr. 80.
- 9^e SESSION (1900). — * *Compte rendu.* — 1 in-4°, 525 p. 4 fr. 50.
* *Les conseils de prud'hommes* [documents et enquêtes de l'Office du travail]. — 1 in-4°, 409 p. 3 fr. 60.
Enquête sur la législation des conseils de prud'hommes. — 1 br. in-4°, 55 p. 1 franc.
- 10^e SESSION (1901). — * *Compte rendu.* — 1 in-4°, 175 p., 2 fr. 25. — * *Rapport et documents sur la réglementation du travail dans les bureaux et magasins* (M. Dalle) et dans les petites industries de l'alimentation (M. Barafort). — 1 in-4°, 261 p. 3 francs.
Rapports sur diverses modifications à la législation des prud'hommes et sur les renvois par suite de saisie-arrêt. — 1 broch. in-4°, 28 p. 1 franc.
- 11^e SESSION (1902). — *Compte rendu.* — 1 in-4°, 147 p. 1 fr. 80.
* *Apprentissage : enquête et doc.* (rapport de M. Briat). — 1 in-4°, 537 p. 4 fr. 50.
* *Rapport sur les modifications à apporter aux groupes professionnels du conseil supérieur* (M. Fagnot). — 1 broch. in-4°, 15 p. 1 franc.
- 12^e SESSION (1903). — * *Compte rendu.* — 1 in-4°, 225 p. 2 fr. 70.
* *Les caisses de chômage.* — 1 in-4°, 148 p. 1 fr. 80.
* *Réglementation du travail dans les industries de transport* (M. Moreau). — 1 in-4°, 87 p. 1 fr. 50.
Enquêtes et documents sur le délai-congé. — 1 in-4°, 104 p. 1 fr. 80.
- 13^e SESSION (1904). — * *Compte rendu.* — 1 in-4°, 233 p. 1 fr. 80.
Le repos hebdomadaire (rapport de M^{lle} Blondelu). — 1 in-4°, 73 p. 1 fr. 50.
Le délai-congé (rapport de M. Mauoury). — 1 in-4°, 52 p. 1 fr. 50.
- 14^e SESSION (1905). — * *Compte rendu.* — 1 in-4°, 135 p. 1 fr. 80.
- 15^e SESSION (novembre 1905). — * *Compte rendu.* — 1 in-4°, 168 p. 2 fr. 25.
* *L'enseignement professionnel* (rapport de M. Briat). — 1 in-4°, 159 p. 2 francs.
- 16^e SESSION (1906). — * *Compte rendu.* — 1 in-4°, 244 p. 2 fr. 70.
L'affichage des lois ouvrières (rapport de M. Paillot). — 1 in-4°, 11 p. 1 franc.
* *L'inspection du travail* (rapport de M. Bourderon). — 1 in-4°, 52 p. 1 franc.
- 17^e SESSION (1907). — * *Compte rendu.* — 1 vol. in-8°, 220 p. 2 fr. 70.
La capacité professionnelle des syndicats. — 1 in-4°, 28 p. 1 franc.
L'organisation du Conseil supérieur du travail. — 1 in-4°, 22 p. 1 franc.
La protection des salaires en cas de faillite ou de déconfiture. — 1 in-4°, 40 p. 1 franc.

II. — ENQUÊTES ET DOCUMENTS.

- * *Le placement des employés, ouvriers et domestiques en France, avec un appendice relatif au placement dans les pays étrangers.* — 1 in-8°, 742 p. (1893). 8 francs.
- Seconde enquête sur le placement.* — 1 in-8°, 186 p. (1901). 1 fr. 50.
- * *De la conciliation et de l'arbitrage dans les conflits collectifs entre patrons et ouvriers en France et à l'étranger.* — 1 in-8°, 610 p. (1893). 6 francs.
- * *Examen du 6^e rapport annuel du D^{ép}t du travail des États-Unis. — Des artères et de la participation intéressée du personnel dans les chemins de fer russes.* — 1 in-8°, 93 p. (1893). 1 fr. 50.
- * *Salaires et durée du travail dans l'industrie française. — Tome I^{er} : Seine.* — 1 in-8°, 611 p. (1893). — T. II et III : *Départements.* — 2 in-8°, 760, 648 p. (1894 et 1896). — T. IV : *Résultats généraux.* — 1 in-8°, 574 p. (1897). Chac. 7 fr. 50. — *Manufactures de l'État et chemins de fer.* — 1 in-8°, 164 p. (1896) 1 fr. 50. — *Album graphique.* — 29 planches in-8° (1897). 4 francs.

- * **La petite industrie (salaires, durée du travail).** — Tome I^{er} : *L'alimentation à Paris.* — 1 in-8°, 300 p. (1893). — T. II : *Le vêtement à Paris.* — 1 in-8°, 721 p. (1896)..... 2 fr. 50 et 5 francs.
- * **Bordereaux de salaires (1900 et 1901).** — 1 in-8°, 232 p. (1902)..... 3 fr. 50.
- * **Saisie-arrêt sur les salaires.** — 1 in-8°, 138 p. (1899)..... 1 fr. 50.
- Note sur la journée de huit heures dans les établissements industriels de l'État.** — 1 in-8°, 91 p. (1906). 1 fr. 50.
- L'industrie du chiffon à Paris.** — 1 in-8°, 118 p. (1903)..... 1 fr. 50.
- Enquête sur le travail à domicile dans la lingerie.** — T. I : 1 in-8°, 782 p. (1907)..... 5 francs.
- * **L'assurance obligatoire contre les accidents du travail en Allemagne et en Autriche (1892).** — I. *Résultats financiers.* — 1 in-8°, 110 p. — II. *Statistique des accidents.* — 1 in-8°, 124 p., chac. 1 fr. 50.
- * **Bases statistiques de l'assurance contre les accidents.** — 1 in-8°, 235 p. (1899)..... 2 francs.
- * **Résultats statistiques de l'assurance obligatoire contre la maladie : En Allemagne.** — 1 in-8°, 134 p. (1893). — *En Autriche.* — 1 in-8°, 147 p. (1893), chac. 1 fr. 50.
- * **Étude sur les derniers résultats des assurances sociales en Allemagne et en Autriche.**
 1^{re} partie : *Accidents.* — 1 in-8°, 180 p. (1894)..... 1 fr. 50.
 2^e partie : *Maladie, Invalidité, Vieillesse.* — 1 in-8°, 229 p. (1895)..... 2 francs.
- * **Les caisses patronales de retraites (Industries).** — 1 in-8°, 437 p. (1898)..... 3 fr. 50.
- * **Hygiène et sécurité des travailleurs.** — 1 in-8°, 660 p. (1895)..... 5 francs.
- * **Poisons industriels.** 1 in-8°, 449 p. (1901)..... 3 francs.
- * **Maladies professionnelles.** — 1 in-8°, 147 p. (1903)..... 1 fr. 50.
- * **Les associations ouvrières de production.** — 1 in-8°, 613 p. (1897)..... 5 francs.
- Les associations professionnelles ouvrières.** — * Tome I^{er} : *Agriculture, mines, produits chimiques, industrie polygraphique.* — (1899). — T. II : *Cuir et peaux, industries textiles, habillement, ameublement, travail du bois.* — (1901). — T. III : *Métaux, céramiques et verrerie.* — (1902). — T. IV : *Bâtiment, transports et industries diverses.* — 4 in-8°, 905, 895, 679 et 821 p., chac. 5 francs.
- * **Législation ouvrière et sociale en Australie et Nouvelle-Zélande.** — *Mission de M. Albert Melin.* — 1 in-8°, 200 p. (1901)..... 1 fr. 50.
- * **Rapport sur l'apprentissage dans l'imprimerie (1889-1901).** — 1 in-8°, 320 p. (1902)..... 3 fr. 50.
- * **Rapport sur l'apprentissage dans les industries de l'ameublement.** — 1 in-8°, 678 p. (1905). 6 francs.
- * **Répartition des forces motrices et hydrauliques en 1899.** — Tome I^{er} : *Moteurs à vapeur* (1900). — T. II : *Moteurs hydrauliques* (1901). — 2 in-4°, 235 et 224 p., chac. 3 fr. 50.

III. — PUBLICATIONS PÉRIODIQUES. — STATISTIQUE. — ANNUAIRES. }

- Résultats statistiques des recensements de la population.** — 1891 : 1^o * *Résultats généraux.* — 1 in-8° Jésus, 814 p. (1894), 15 francs. — 2^o *Étrangers.* — 1 in-8° Jésus, 349 p. (1893), 7 fr. 50. — * 1896 : 1 in-8°, 491 p. (1899), 7 fr. 50. — 1901. — Tome I^{er} : *Introduction, population légale ou de résidence habituelle pour la France; population présente (Paris, Nord et Est).* — 1 in-4°, 870 p. — T. II : *Population présente (Sud-Est).* — 1 in-4°, 818 p. — T. III : *Population présente (Ouest et Midi).* — 1 in-4° 906 p. — T. IV : *Population présente, résultats généraux.* — 1 in-4°, 1,022 p. — T. V : *Enquêtes annexes (familles; aveugles; sourds-muets; habitations; forces motrices).* — 1 in-4°, 176 p., chaque volume 10 francs, sauf le tome V. 5 francs.
- Résultats statistiques du recensement des industries et professions en 1896.** — * Tome I^{er} : *Paris, Nord et Est* (15 dép.). — T. II : *Sud-Est* (27 dép.). — T. III : *Ouest et Midi* (45 dép.). — T. IV : *Résultats généraux.* — 4 in-4°, 845, 803, 663 et 440 p., chac. 10 francs.
- Album graphique de la statistique générale de la France (1907).** — 1 in-4°, 280 p. 8 francs.
- Statistique générale de la France.** — *Statistique annuelle* : 1888-89, * 1890, * 1890-92 ; 3 in-8°, 341, 145, 641 p., chac. 7 fr. 50. — * 1893 : 6 in-8°, 259, 259, 237, 235, 304 et 197 p., chac. 5 et 6 francs. — *Mouvement de la population* : * 1890-1900, * 1901, 1902, 1903, 1904, 1905-1906 ; 6 in-8°, 313, 289, 105, 381, 638 et 214 p., chac. 5 francs (sauf 1904 : 7 fr. 50). — *Institutions d'assistance* : * 1899-1900, * 1901, 1902 à 1905 ; 6 in-8°, 211, 105 et 103 p., chac. 5 francs.
- Statistique internationale du mouvement de la population d'après les registres de l'état-civil. — Résumé depuis l'origine des statistiques de l'état-civil jusqu'en 1905.** — 1 in-8°, 918 p. 15 francs.
- Annuaire statistique.** — 1880 à 1891, 12 in-8°, 559, 664, 612, 630, 678, 674, 718, 723, 503, 516, 553, 535 p. ; 1892-94 et 1895-96, 2 in-8°, 773 et 624 p. ; 1897 à 1906, 10 in-8°, 520, 653, 615, 583, 592, 528, 631, 545, 604 et 645 p. — (Épuisés : 1886, 1888 e. 1890 à 1906, sauf 1901, et 1905), chac. 7 fr. 50.
- Statistique des grèves et des recours à la conciliation et à l'arbitrage (1890-1906).** — 17 in-8° (épuisés, sauf 1900, 1901, 1902, 1903, 1904 et 1906), chac. 3 francs, 3 fr. 50 et 4 fr. 50.
- Statistique des grèves de 1890 à 1899.** — Broch in-8°, 28 p. 1 fr. 50.
- Annuaire des syndicats.** — * 1897, * 1898-1899, * 1900, * 1901, 1902, * 1903 et 1904-1905, chac. 5 francs.

D'après une communication des libraires, désignés ci-après, on pourrait se procurer d'occasion, à librairie, quelques-uns des volumes indiqués comme épuisés [*] : MM. BERGER-LEVRHAULT et C^{ie}, rue Beaux-Arts, 5, Paris-6^e ; MUZARD et EDIN, place Dauphine, Paris-1^{re} ; GEORGES ROUSTAN, quai Voltaire, n° 17, Paris-7^e ; CHEVALIER et RIVIÈRE, rue Jacob, 30, Paris-6^e.

BULLETIN

DE

L'OFFICE DU TRAVAIL

(MINISTÈRE DU TRAVAIL ET DE LA PRÉVOYANCE SOCIALE)

SOMMAIRE.

Pages.

Mouvement social en France.

Revue du travail en juillet.....	713
Situation par industries.....	714
Grèves en juillet.....	713
Conciliation et arbitrage en juillet.....	728
Statistique des associations ouvrières de production au 1 ^{er} janvier 1908.....	730
Enquête sur le chômage dans la mégisserie et la tannerie.....	742
Enquête sur le placement à Paris depuis la loi du 14 mars 1904 (2 ^e partie). — III. Domestiques en tous genres.....	750
Les caisses d'épargne ordinaires en 1906.....	760
Mouvement général de l'épargne en 1906.....	763
La législation ouvrière en Tunisie.....	765

Jurisprudence.

Accidents du travail : entreprise industrielle conduite par un ouvrier salarié, entrepreneur responsable; accident survenu en réparant une machine agricole au repos; jugement déboutant un ouvrier blessé de sa demande en allocation de rente et le renvoyant à se pourvoir devant le juge de paix pour l'indemnité journalière. — Syndicats : droit de se porter partie civile dans des poursuites pénales subordonné à certaines conditions. — Maison ouvrière occupée par un ouvrier mineur comme condition du contrat de travail : rupture du contrat met fin au bail de la maison.....	769
---	-----

Mouvement social à l'étranger.

Allemagne : Revue du travail. — Placement.....	774
Australasie (Victoria) : Les tribunaux de salaires en 1908.....	774
Autriche : Placement. — Création d'une section du travail au ministère du Commerce.....	775
Belgique : Revue du travail. — Grèves. — Salaires et durée du travail dans l'industrie des métaux. — Les accidents de chemins de fer en 1906.....	776
Canada : Revue du travail.....	780
Etats-Unis : Revue du travail. — La crise financière et le chômage pendant le 1 ^{er} trimestre 1908.....	780
Grande-Bretagne : Revue du travail. — Grèves.....	783
Italie : Grèves.....	785

Actes et documents officiels.

Pages.

Loi du 15 juillet 1908 relative à la ratification de la convention de Berne sur le travail de nuit des femmes.....	784
Loi du 17 juillet 1908 allouant une indemnité aux membres du jury criminel n'ayant pas droit à l'indemnité de séjour.....	784
Loi du 17 juillet 1908 relative à la création des conseils consultatifs du travail.....	784
1 ^{er} décrets : 1 ^{er} 17 juillet 1908 : fixation de l'indemnité spéciale à allouer aux membres des jurys criminels.....	786
2 ^e 17 juillet 1908 : règlement d'administration pour la surveillance et le contrôle des sociétés de capitalisations.....	786
Circulaires : 1 ^{er} 12 juillet 1908 : paiement des salaires inscrits aux cahiers des charges (travaux de l'Etat, etc.).....	786
2 ^e 18 juillet 1908 : application de la loi du 17 juillet 1908 (indemnité aux jurés).....	788
3 ^e 27 juillet 1908 : déclarations d'accidents.....	788
4 ^e 20 juillet 1908 : délégués mineurs suppléants délégués.....	789
5 ^e 1 juillet 1908 : émigration pour le Brésil.....	790
Etat des travaux législatifs (juillet).....	791
Chronique législative : Contrôle de la durée du travail (Chambre). — Coopératives militaires (Chambre). — Délégués ouvriers à l'exposition de Londres. — Les coopératives et l'impôt sur le revenu. — Réglementation du travail des femmes et des enfants dans les établissements commerciaux.....	793

Renseignements divers.

Analyse, par département, des renseignements fournis par les associations patronales.....	798
Analyse, par département, des renseignements fournis par les associations ouvrières.....	801
Commerce extérieur; transports; prix courants divers.....	818
Mouvement syndical.....	820
Errata.....	828

PARIS.

BF¹⁰ **LEVRAULT et C^e, éditeurs,**
5, rue des Beaux-Arts (6^e arr^e).

LIBRAIRIE ARMAND COLIN,
5, rue de Mézières (6^e arr^e).

Le Bulletin de l'Office du travail paraît tous les mois. On le trouve chez tous les libraires.
On s'abonne également dans tous les bureaux de poste et à l'Imprimerie nationale.

Les abonnements ne sont pas reçus au Ministère du Travail.

PRIX DE L'ABONNEMENT { POUR LA FRANCE..... 2 fr. 50 par an.
POUR L'UNION POSTALE..... 3 fr. 50 —

EN VENTE CHEZ BERGER-LEVRAULT ET C^{ie} :
PUBLICATIONS DE LA DIRECTION DE L'ASSURANCE
ET DE LA PRÉVOYANCE SOCIALES.

I. — Recueil de documents sur les Accidents du travail.

- N° 1. — *Lois, Règlements et Circulaires (Janvier 1907).* Un volume in-8° de 404 pages. 1 fr. 75.
- N° 2. — *Lois sur les accidents du travail (Février 1907).* Brochure de 32 pages. 0 fr. 50.
- N° 3. — *Jurisprudence (I. Mars 1902).* Un volume de 937 pages. 10 francs.
- N° 4. — *Loi du 9 avril 1898 (modifiée par la loi du 22 mars 1902) et Décret relatif aux déclarations d'accidents.* Brochure de 26 pages. 0 fr. 50.
- N° 5. — *Rapports aux Congrès internationaux des accidents (Paris 1900. — Düsseldorf 1902), par le Directeur de l'Assurance et de la Prévoyance sociales.* Brochure de 33 pages. 0 fr. 60.
- N° 6. — *Jurisprudence. Table analytique des décisions publiées dans le fascicule n° 3 (Mars 1902).* Brochure de 63 pages. 1 franc.
- N° 7. — *Jurisprudence (II. Mars 1903).* Avec *Table alphabétique générale* des décisions publiées dans les fascicules n° 3 et 7. Un volume de 449 pages. 5 francs.
- N° 8. — *Jurisprudence. Table analytique des décisions insérées dans les tomes I et II (fascicules n° 3 et 7).* 1903. Brochure de 84 pages. 1 fr. 30.
- N° 9. — *Jurisprudence. (III. Novembre 1903).* Avec *Table alphabétique générale* des décisions publiées dans les fascicules n° 3, 7 et 9. Un volume de 363 pages. 4 francs.
- N° 10. — *Jurisprudence. Table analytique des décisions publiées dans les tomes I, II et III (fascicules n° 3, 7 et 9).* 1903. Volume in-8° de 95 pages. 1 fr. 40.
- N° 11. — *Jurisprudence (IV. Mars 1904).* Avec *Table analytique* des décisions publiées dans les fascicules n° 3, 7, 9 et 11. Un volume de 304 pages. 3 fr. 25.
- N° 12. — *Jurisprudence. Table analytique des décisions publiées dans les tomes I à IV (fascicules n° 3, 7, 9 et 11).* Vol. de 96 pages. 1 fr. 40.
- N° 13. — *Maladies professionnelles. Rapport préparatoire au Comité consultatif des Assurances contre les accidents du travail.* 1904. Brochure in-8° de 48 pages. 0 fr. 20.
- N° 14. — *Législation sur les accidents, annotée des décisions de jurisprudence.* 2^e édit. 1906. Un volume de 110 pages. 1 fr. 25.
- N° 15. — *Répertoire bibliographique sur la législation relative aux accidents du travail, par A. DAGUIN.* 2^e édit. 1906. Broch. de 96 p. 1 fr. 25.
- N° 16. — *Rapport sur l'application de la loi du 9 avril 1898 (Février 1905.).* Brochure de 236 pages, dont 40 de graphiques en noir et en couleurs. 2 fr. 75.
- N° 17. — *Jurisprudence. (V. Mars 1905).* Un volume de 147 pages. 1 fr. 75.
- N° 18. — *Arrêté fixant le tarif des frais médicaux et pharmaceutiques en matière d'accidents au travail.* 1905. Brochure de 62 pages. 0 fr. 75.
- N° 19. — *Deuxième rapport sur l'application de la loi du 9 avril 1898. (Mars 1906.)* Vol. de 175 p., dont 30 de graphiques en noir et couleurs. 2 fr.
- N° 20. — *Jurisprudence. (VI. Mars 1906.)* Un volume de 212 pages. 2 fr. 50.
- N° 21. — *Troisième rapport sur l'application de la loi du 9 avril 1898. (Octobre 1906.)* Vol. de 150 pages, dont 31 de graphiques en noir et en couleurs. 1 fr. 75.
- N° 22. — *Décret du 27 septembre 1906 arrétant la liste des exploitations commerciales soumises à la taxe réduite pour le fonds de garantie.* Br. de 34 p. 0 fr. 35.
- N° 23. — *Jurisprudence. (VII. Octobre 1906.)* Un volume de 61 pages. 0 fr. 75.
- N° 24. — *Jurisprudence. Table analytique des décisions publiées dans les tomes I à VII (fascicules n° 3, 7, 9, 11, 17, 20 et 23).* Vol. 95 p. 1 fr. 25.
- N° 25. — *Les Accidents du travail dans l'agriculture, d'après la statistique allemande, par Edouard FUSTER.* Broch. in-8° de 48 p. 0 fr. 65.
- N° 26. — *La Statistique du risque professionnel en Autriche, par Edouard FUSTER.* Volume in-8° de 168 pages. 2 francs.

II. — Recueil de Documents sur la Prévoyance sociale.

- Les Caisses d'épargne. (Législation et statistique.)* 1903. Brochure in-8° de 34 pages. 0 fr. 75.
- Applications de la législation française sur les habitations à bon marché.* 1903. Brochure de 52 pages. 0 fr. 75.
- L'Habitation ouvrière et les pouvoirs publics en Allemagne, par Edouard FUSTER.* 1903. Brochure de 78 pages. 1 fr. 25.
- Les Retraites ouvrières en Italie, par O. ARSANDAUX.* 1903. Brochure de 78 pages. 1 fr. 25.
- L'Assurance populaire du canton de Neuchâtel, par O. ARSANDAUX.* 1903. Broch. de 44 p. 0 fr. 75.
- Projet de loi sur le contrat d'assurance. Rapport et documents.* 1904. Volume de 247 pages. 0 fr. 85.
- L'Assurance obligatoire contre l'invalidité en Allemagne.* 1905. Volume de 156 pages. 1 fr. 75.
- Les Capitaux des caisses de retraites allemandes et leur emploi, par Edouard FUSTER.* 1905. Volume de 95 pages. 1 fr. 20.
- Documents sur les retraites ouvrières en Allemagne, par Edouard FUSTER.* 1905. Brochure de 77 pages. 1 franc.
- Principaux résultats de la prévoyance sociale, de 1890 à 1903. Statistiques et graphiques.* 1905. Brochure de 47 pages avec diagrammes. 0 fr. 60.
- Projet de code du travail et de la prévoyance sociale (vote par la Chambre des députés, le 15 avril 1905).* Brochure de 61 pages. 0 fr. 75.
- Les Assurances sociales en France, de 1889 à 1905. Rapport au Congrès international de Vienne (1905), par le Directeur de l'Assurance et de la Prévoyance sociales.* Broch. de 28 p. 0 fr. 50.
- Les assurances sociales en Belgique, par J. Bégasse.* Broch. de 186 pages. 2 fr. 40.

Prière d'envoyer les communications relatives au **Bulletin** et aux **Syndicats professionnels**, non affranchies, à l'adresse suivante :

Monsieur le Ministre du Travail et de la Prévoyance sociale,
 Direction du travail. PARIS (VII^e).

N. B. — Pour que les envois bénéficient de la franchise postale, il importe que l'adresse porte la mention : *A monsieur le Ministre du Travail et de la Prévoyance sociale.*

BULLETIN

DE

L'OFFICE DU TRAVAIL.

FRANCE.

REVUE DU TRAVAIL⁽¹⁾.

Pendant le mois de juillet, le travail est resté en général aussi abondant dans la majorité des centres viticoles du Midi. Les travaux des champs, et notamment la moisson, ont occupé largement les ouvriers bûcherons. L'activité est toujours aussi satisfaisante dans l'horticulture de la région parisienne et chez les ouvriers agricoles de Seine-et-Marne.

Le travail est abondant dans le bâtiment et les industries qui en dépendent, sauf à Paris.

Dans les industries textiles, la crise continue à se faire sentir : dans nombre de centres du Nord et de la Normandie, la semaine de travail reste très au-dessous de la normale ; l'activité a baissé dans les Vosges ; elle reste satisfaisante dans les Ardennes. Dans la soie, le chômage est encore très important aussi bien dans la région stéphanoise que dans la région lyonnaise ; on ne constate de reprise que dans quelques centres.

⁽¹⁾ Sauf indication contraire, les renseignements sur le mouvement du travail sont tirés des réponses au questionnaire mensuel sur l'état du travail et le chômage professionnel envoyées par les syndicats ouvriers et qui sont parvenues à l'Office du travail dans la seconde quinzaine de juillet 1908. — Les chiffres entre parenthèses dans la situation par industries indiquent le nombre des ouvriers adhérents des syndicats cités. — Ne sont comptés que les chômeurs involontaires, à l'exclusion des ouvriers malades ou en grève. — Sauf indication contraire, les heures de travail sont données par semaine.

Le travail a baissé dans les industries du vêtement.

Dans les industries des métaux, la situation n'a pas subi de modification sensible depuis le mois dernier; le chômage a encore un peu baissé dans les ferblantiers-boîtiers des côtes bretonnes, en raison des résultats relativement bons donnés par la pêche à la sardine.

L'activité, tout en continuant à baisser, reste satisfaisante dans les industries du livre.

Le chômage reste très élevé dans la plupart des centres de mégisserie ainsi que chez les diamantaires, les tonneliers des régions viticoles et les horlogers de la Franche-Comté.

1,212 syndicats, groupant 306,070 ouvriers, ont répondu, pour juillet 1908, au questionnaire mensuel sur l'état du travail et le chômage professionnel.

Parmi ces syndicats, 980 groupant 237,466 ouvriers ont fait connaître le nombre de leurs chômeurs, soit 16,970, ce qui correspond à une moyenne de 7.1 p. 100, en y comprenant les mineurs du Pas-de-Calais, et de 8 p. 100, mineurs du Pas-de-Calais non compris. Cette dernière moyenne était, le mois dernier, de 7.8 p. 100; elle était de 6 p. 100 en juillet 1907.

L'ouvrage, pendant le mois de juillet 1908, a été jugé, par comparaison avec le mois de juin, plus abondant, par 18 p. 100 des syndicats, groupant 18 p. 100 des syndiqués; équivalent par 54 p. 100 des syndicats, groupant 52 p. 100 des syndiqués; moins abondant par 28 p. 100 des syndicats, groupant 30 p. 100 des syndiqués.

A la question : « Estimez-vous la situation du travail satisfaisante pour l'époque? » 621 syndicats, groupant 83,426 adhérents, ont répondu par l'affirmative, et 373, groupant 112,267 adhérents, ont répondu par la négative.

Situation par industries.

PÊCHE. — AGRICULTURE. — FORÊTS. — L'Union des pêcheurs et marins du commerce du Havre (3,057) accuse 10 p. 100 de chômeurs contre 10 le mois dernier et 5 en juillet 1907, 7.5 p. 100 à Boulogne-sur-Mer (852) où les bateaux arment pour la pêche au hareng en Ecosse. Sur les côtes bretonnes et vendéennes, la pêche à la sardine donne des résultats satisfaisants à Douarnenez (1779+178), Guilvinec (385); la pêche est médiocre au Palais (116) et au Bono (154). Sur la Méditerranée, la pêche est aussi abondante à La Seyne (115), le temps continuant à être très beau.

D'après les réponses de 57 syndicats d'ouvriers agricoles, groupant 8,781 membres, la proportion des chômeurs syndiqués était, en juillet, de 8.5 p. 100 contre 4.5 le mois dernier et 16.5 en juillet 1907; la situation était considérée comme satisfaisante par 68 p. 100 des syndicats et 79 p. 100 des syndiqués. Sur le total de 749 chômeurs, 733 sont signalés par 38 syndicats d'ouvriers viticoles de l'Aude, de l'Hérault et des Pyrénées-Orientales qui groupent à eux seuls 3,319 syndiqués : la proportion est respectivement dans les trois départements de 7.7, 30.8 et 31.9 p. 100 contre 7.5, 16.4 et 5 le mois dernier et 25, 48.3 et 47.8 en juillet 1907; 15 de ces syndicats n'accusent aucun chômeur;

l'élévation du chômage constatée dans l'Hérault et les Pyrénées-Orientales ne s'applique en réalité qu'à un très petit nombre de centres ; dans l'ensemble, le travail reste au moins aussi abondant. A Paris, le syndicat mixte des horticulteurs (2,273) annonce 6 chômeurs contre 6 le mois dernier et 23 en juillet 1907 : le travail est satisfaisant pour l'époque et aussi abondant que le mois dernier ; le syndicat ouvrier de la rue du Harlay (2,097) n'accuse aucun chômeur et émet le même avis sur l'état du travail. En Seine-et-Marne, les ouvriers agricoles de Lizy-sur-Ourcq (230) et du canton de Coulommiers (120) sont tous occupés.

111 syndicats de bûcherons accusent 475 syndiqués sans travail, soit, sur un effectif de 9,909 membres, une proportion de 4.8 p. 100 contre 3.9 le mois dernier et 9.3 en juillet 1907. La situation est considérée comme satisfaisante pour l'époque par 82 p. 100 des syndicats et 82 p. 100 des syndiqués. Dans presque tous les centres, la moisson donne du travail en abondance aux ouvriers bûcherons ; on ne signale aucun chômeur dans 5 centres sur 10 dans l'Allier, dans 21 sur 26 dans le Cher, dans 7 sur 7 dans le Loiret, dans 34 sur 39 dans la Nièvre et dans 9 sur 10 dans l'Yonne ; le chômage atteint 22.9 p. 100 contre 13.1 le mois dernier dans l'Allier pour 860 syndiqués ; il est de 4.8 contre 6 dans le Cher pour 2,292 syndiqués ; de 0 dans le Loiret pour 339 syndiqués ; de 2.7 contre 3.2 dans la Nièvre pour 3,593 syndiqués et de 3 contre 2.5 dans l'Yonne pour 1,124 syndiqués. Dans les Landes, 12 syndicats de résiniers, groupant 1,192 ouvriers, accusent 1.8 p. 100 de chômeurs contre 0 le mois dernier.

MINES. — Les renseignements qui suivent, calculés d'après les chiffres obligeamment fournis par le *Comité central des houillères de France*, portent sur plus de 177,000 ouvriers, soit plus des trois quarts du personnel ouvrier des mines, pendant le mois de juillet 1908. Dans le courant de ce mois, le nombre moyen des jours d'extraction par semaine pour les ouvriers du fond et la répartition de l'ensemble des ouvriers occupés par l'exploitation tant au fond qu'au jour, d'après l'activité du travail, sont indiqués ci-dessous :

BASSINS ou GROUPES DE BASSINS. 1	NOMBRE D'OUVRIERS. 2	NOMBRE moyen hebdoma- daire de jours d'extraction ⁽¹⁾ 3	SCR 100 OUVRIERS, TANT DU FOND QUE DU JOUR, COMBIEN ONT TRAVAILLÉ PAR SEMAINE				
			moins de 3 jours. 4	de 3 à 4 jours. 5	de 4 à 5 jours. 6	de 5 à 6 jours. 7	6 jours ou davantage (travail plein) 8
			p. 100.	p. 100.	p. 100.	p. 100.	p. 100.
Nord et Pas-de-Calais....	109,910	5.92				15.65	81.35
Loire.....	16,576	5.94				24.25	75.75
Gard et Hérault.....	14,378	5.99				4.62	95.38
Tarn et Aveyron.....	10,622	5.93				12.37	87.63
Provence.....	2,520	5.39				98.65	1.35
Isère.....	2,295	5.81				87.05	12.95
Ouest.....	395	5.31		29.12		70.88	"
Bourgogne et Nivernais.....	10,323	5.86		"		55.44	44.56
Centre.....	9,886	6.03		"		40.17	59.83
ENSEMBLE pour la France.	177,205	5.92		0.07		21.32	78.61

⁽¹⁾ Le nombre moyen hebdomadaire des jours d'extraction peut être supérieur à six en cas de dérogations au repos du dimanche (application de l'art. 6 § 3 de la loi du 13 juillet 1906) ou lorsque certaines mines ne chôment pas les jours fériés, tels que lundis de Pâques et de Pentecôte, Ascension, 14 juillet, Assomption, Toussaint, Noël, qui sont des jours de repos généralement observés, bien que la loi n'en fasse pas une obligation.

dernier D'après les réponses de 23 syndicats, le chômage serait de 0.3 p. 100 sur un effectif de 34.612 syndiqués; il était de 0.4 p. 100 le mois dernier pour 30,160 syndiqués et de 0.3 en juillet 1907 pour 31,814 syndiqués; le syndicat de Lens (26,000) n'accuse aucun chômeur comme le mois dernier; celui de Montceau-les-Mines (5,001), 1 p. 100.

CARRIÈRES. — Dans les carrières et ardoisières, la proportion des chômeurs est de 1.2 p. 100 pour 17 syndicats groupant 5,383 ouvriers contre 3.7 le mois dernier et 5.9 en juillet 1907. Dans les carrières, pas de chômeurs à Arques (150), Volvic (280), Meillerie (110), Chevreuse (3,297). Parmilieu (120) et Saulxures-sur-Moselotte (460). Dans les ardoisières, pas de chômeurs à Haybes-sur-Meuse (320) et Fumay (125).

ALIMENTATION. — D'après les réponses de 62 syndicats, groupant 12,736 adhérents, la proportion des chômeurs, dans l'ensemble des industries de l'alimentation, était de 9.1 p. 100 contre 12.4 le mois dernier et 9.5 en juillet 1907. La situation est jugée satisfaisante pour l'époque par 69 p. 100 des syndicats et 62 p. 100 des syndiqués. En province le chômage dépasse la moyenne chez les confiseurs-pâtisseries (450) et les bouchers-charcutiers (150) de Marseille; les boulangers de Saint-Nazaire (110), Meaux (210) et Toulon (115); les maîtres d'hôtel du Havre (718), les limonadiers de Bordeaux (500), les mareyeurs de Boulogne-sur-Mer (204). Le travail est, par contre, satisfaisant chez les cuisiniers de Bordeaux (317) et de Nancy (160), les pâtisseries de Bordeaux (375), les confiseurs de Lille (126), les bouchers de Lyon (249), les maîtres d'hôtel (1,426) de Marseille; les limonadiers de Besançon (120), les restaurateurs du Havre (388), les raffineurs de Marseille (460), les distillateurs de Pontardier (250). A Paris, les garçons de cuisine accusent 5 p. 100 de chômeurs contre 8.2; les pâtisseries de la Seine (1,601), 8.1 contre 8.7; les boulangers du boulevard Richard-Lenoir (240), 0 contre 3.3; ceux de la rue des Martyrs (300), 6.7 contre 6.7; ceux du syndicat mixte de la rue Aumaire (1,200), 3.3; les employés des Halles à la volaille (120), 3.3; les raffineurs (418), 10 contre 5.9.

La production d'alcool des bouilleurs et distillateurs de profession, à la fin de juin 1908, neuvième mois de la campagne 1907-1908, s'élevait à 1,892,947 hectolitres contre 2,078,101 hectolitres à l'époque correspondante de la précédente campagne, soit une diminution de 185,154 hectolitres. La production des bouilleurs de cru pendant la même période est évaluée approximativement à 222,000 hectolitres, soit une différence en plus de 15,000 hectolitres sur la période correspondante de la campagne 1906-1907⁽¹⁾.

Dans l'industrie sucrière, la quantité de sucre travaillée au 30 juillet 1908, exprimée en sucre raffiné, s'élevait à 751,470 tonnes contre 772,241 à l'époque correspondante de la campagne 1907-1908, soit une diminution de 20,771 tonnes⁽²⁾.

PRODUITS CHIMIQUES. — CAOUTCHOUC. — PAPIER. — CARTON. — Le chômage, dans l'ensemble des industries chimiques, d'après les réponses de 7 syndicats, groupant 1,953 ouvriers, ressort à 10.3 p. 100 contre 5.6 le mois dernier et 0.5 en juillet 1907. En ce qui concerne les travailleurs du gaz, ceux de Paris (5,896) n'ont pas répondu; 0 contre 0 à Nice (360); 0 contre 0 à Reims (270). Les ouvriers des huileries de Marseille (1,150) ont 17.4 p. 100 de chômeurs contre 9.5 le mois dernier.

⁽¹⁾ Journal officiel du 13 juillet 1908.

⁽²⁾ Journal officiel du 13 août 1908.

Les ouvriers des papeteries d'Annonay (494) et d'Anould (675) sont tous occupés.

INDUSTRIES DU LIVRE. — Chez les typographes, lithographes, graveurs et similaires, le nombre des chômeurs syndiqués est : pour la province, de 105 pour 57 syndicats groupant 4,100 adhérents, soit 2.6 p. 100; pour Paris, de 194 pour 11 syndicats groupant 6,163 adhérents, soit 3.1 p. 100. La proportion était, le mois dernier, pour la province, de 2.4 p. 100, et pour Paris de 3.5 p. 100, elle était, pour le mois de juillet 1907, de 2.8 p. 100 pour la province, de 4.5 p. 100 à Paris.

La situation est considérée comme satisfaisante pour l'époque par 86 p. 100 des syndicats de province groupant 85 p. 100 des syndiqués. Le travail est estimé plus abondant par 4 syndicats, équivalent par 31, moins abondant par 16 autres. Il y a 14 p. 100 de chômeurs contre 10 le mois dernier à Nice (100); 0 contre 0 à Dijon (112); 3.2 contre 1.3 à Grenoble (155); 9.5 contre 6.7 chez les lithographes de Saint-Étienne (148); et 1.4 chez les typographes (140); 5.4 contre 3.4 chez les typographes de Nantes (112); 0 contre 0 à Nancy (185); 2.7 contre 3.2 chez les typographes (370) de Lille et 3.1 contre 7.1 chez les lithographes (150); 1.8 contre 1.6 chez les typographes (501) de Lyon; 2.6 contre 2.6 à Rouen (154); 0.9 contre 0 au Havre (117); 0 contre 2 à Amiens (200).

A Paris, le syndicat de la rue de Savoie (3,500) accuse 97 chômeurs contre 200 le mois dernier et 180 en juillet 1907; les conducteurs-typographes de la Bourse du travail (220) en accusent 4.5 p. 100 contre 4.7; ceux de la *Gutenberg* (350), 5.7. Dans la lithographie, la *Résistance* (208) en accuse 8.2 p. 100; l'*Union lithographique* (148) 9.5 contre 4.7; les stéréotypers (209), 4.6 contre 3.4.

CUIRS ET PEAUX. — Le chômage, d'après les réponses de 13 syndicats, groupant 3,486 ouvriers atteint 42.3 p. 100 des ouvriers syndiqués dans l'ensemble des industries qui préparent les cuirs et peaux (tanneurs, corroyeurs, mégissiers, etc.), contre 53.1 le mois dernier et 28.6 en juillet 1907. A Annonay, les mégissiers de rivière (650) ont 20.8 p. 100 de chômeurs contre 40 le mois dernier, avec une semaine de 50 heures; les palissonneurs (360) en ont 20. A Mazamet, les mégissiers (110) accusent 50 p. 100 contre 50. Les tanneurs-corroyeurs de Millau (600) en ont 82.8 p. 100 contre 71.7 et ne font que 30 heures; les mégissiers-chamoiseurs (110) accusent 63.3 p. 100. Les moutonniers de Graulhet (1,000) accusent 35 p. 100 avec une semaine de 60 heures.

Chez les ouvriers de la chaussure, la proportion des chômeurs syndiqués est de 2.5 p. 100 pour 15 syndicats groupant 750 ouvriers contre 2.7 le mois dernier et 23.7 en juillet 1907. Au Quesnoy (200) tous les ouvriers sont occupés 60 heures par semaine. Il y a 3.8 p. 100 de chômeurs à Blois (130); 1.8 à Lyon (109).

Les ouvriers de la sellerie militaire de Paris (180) accusent 27.8 p. 100 de chômeurs.

INDUSTRIES TEXTILES. — Le nombre des chômeurs dans la filature et le tissage, d'après les réponses de 81 syndicats, groupant 39,989 adhérents, était de 4,577, soit 11.4 p. 100 contre 11.6 le mois dernier et 4 en juillet 1907.

Dans le Nord, à Roubaix, d'après le syndicat textile (10,579), il y aurait 10.4 p. 100 de chômeurs contre 11.3 le mois dernier et 5 en juillet 1907, la semaine est de 60 heures et la situation est estimée très mauvaise. A Tourcoing, l'*Union des travailleurs* (377) accuse 30 p. 100 contre 30 et 30 à 40 heures; les trieurs de laines (491) accusent 61 p. 100 de chômeurs contre 19.4 et font 30 heures contre 60; les tapisiers en grosse moquette (139) accusent 4.3 p. 100 contre 6.4. A Lille, d'après le syndicat mixte de l'industrie du fil (1,300), il n'y aurait pas de chômeur, mais la semaine serait de 40 à 50 heures et la situation

ne serait pas satisfaisante; d'après le syndicat ouvrier de l'industrie textile (2,096), le chômage serait de 5 p. 100 et la semaine de 40 à 58 heures. A Armentières, un syndicat ouvrier (1,500) accuse 0.6 p. 100 de chômeurs et 45 heures contre 45; l'autre syndicat (2023) accuse 0.4 contre 0 et 48 à 59 heures; le syndicat mixte (1,880) accuse 0 chômeur contre 0 et 50 à 60 heures. A Houplines (1,517), il y a 4.2 p. 100 de chômeurs contre 2.6 le mois dernier, la semaine est de 45 à 50 heures, le chômage augmente de plus en plus; à Halluin (1,050), le chômage est de 8 p. 100 contre 10 et la semaine est de 35 à 50 heures; 1.5 contre 1.1 à la Gorgue-Estaires (673) et 60 heures; 9.6 contre 7.8 à Lannoy (625); 30.7 contre 31.2 à Beauvois (1,625); 6 contre 25 à Avesnes-les-Aubert (435) en raison des travaux agricoles qui occupent presque tous les chômeurs; 40 contre 64 à Boussières (125); 15 contre 16.7 à Roncq (180); 30 contre 0 à Saint-Hilaire-lès-Cambrai (100); 32 contre 32 à Villers-en-Cauchies (157). Pour l'ensemble de 26 syndicats du Nord groupant 28,168 syndiqués, la proportion des chômeurs est de 9.6 p. 100 contre 12.5 le mois dernier et 2.7 en juillet 1907.

Dans les Vosges, les 5 syndicats d'ouvriers textiles qui ont répondu à la question concernant le chômage accusent 7.8 p. 100 de chômeurs sur 588 syndiqués contre 2.1 le mois dernier et 3.2 en juillet 1907; la semaine est partout de 60 heures au moins. 15 p. 100 de chômeurs à Saint-Dié (300) contre 4 le mois dernier; 1 p. 100 à Moyenmoutier (100).

Dans les centres normands, à Rouen (200) tous les ouvriers cotonniers sont occupés 60 heures, mais ne travaillent effectivement que 40; à Bolbec (200) on ne fait que 50 heures; à Flers, les ouvriers cotonniers (850) accusent 1.7 p. 100 et 40 heures; à Evreux, les tisseurs (140) sont tous occupés et font 60 heures, mais certains attendent à la fin de chaque chaîne; pas de chômeurs à Condé-sur-Noireau (150), mais la semaine n'est toujours que de 50 heures.

Dans les tissages de coton de la région roannaise, à Roanne, les tisseurs (320) accusent 2.8 p. 100 contre 0 et 48 heures par semaine contre 48; les pareurs (189) accusent 2.1 contre 0 et 60 heures contre 60; la semaine est de 45 heures contre 55 à Bourg-de-Thizy (460) avec 8.2 p. 100 de chômeurs contre 9.5; 32.7 contre 13.7 à Thizy (906), avec une semaine de 50 heures contre 52.

Dans les Ardennes, à Sedan, les tisseurs (250) ont 0 chômeur contre 0 avec 60 heures par semaine et estiment la situation satisfaisante; à Floing (196) la saison bat son plein, il n'y a pas de chômeurs, la semaine est de 60 à 66 heures, la situation est plus satisfaisante que les autres années; pas de chômeurs également à Saint-Menges (280) où tous les ouvriers font 60 heures. A Rougemont-le-Château, les ouvriers textiles (353) sont tous occupés 60 heures de façon assez satisfaisante.

Dans l'Ouest, à Romorantin (450), dans l'industrie du drap, tous les ouvriers syndiqués sont occupés, mais il y a un chômage persistant au tissage. La situation est toujours aussi mauvaise dans la plupart des centres de Maine-et-Loire et des Deux-Sèvres: à Cholet (600) 6 p. 100 de chômeurs et 50 heures; 1.7 à Saint-Léger-sur-Cholet (115). La semaine est de 66 heures à Lavelanet (800). A Mazamet, 1.9 p. 100 contre 1.9 chez les ouvriers fileurs (110) qui font de 55 à 60 heures. A Vienne (427) les ouvriers textiles accusent 30 p. 100 de chômeurs contre 12 et 60 heures.

A Arques, les filassiers (150) sont tous occupés 60 heures. A Troyes, les bonnetiers (700) ne font que 30 heures par semaine. A Aubusson, tous les tapissiers (143) sont occupés 60 heures, mais le travail est moins abondant.

Dans la soie, le syndicat indépendant de Saint-Étienne (100) accuse 75 p. 100 de chômeurs et 60 heures; 35 p. 100 dans les tissages à bras et 20 dans le tissage mécanique à Charlieu (145); 25 contre 75 à Bussières (200) où la crise paraît s'atténuer.

Dans la région lyonnaise, beaucoup de métiers restent encore inactifs dans les

usines de tissage mécanique qui travaillent certains articles de grande consommation comme la mousseline soie et la doublure teinte en pièces, mais on espère une reprise prochaine; à Lyon, dans les petits ateliers de tissage mécanique ou à la main, le niveau du travail s'est sensiblement relevé; à la campagne, la fabrication est réduite à sa plus simple expression dans les ateliers à bras, les travaux des champs absorbant une grande partie des ouvriers tisseurs⁽¹⁾. A Lyon, les ouvriers du tissage mécanique (420) accusent 47.5 p. 100 de chômeurs contre 40 le mois dernier et font de 50 à 55 heures; l'Union des tisseurs (125) accuse 54 p. 100; ceux de Grandris (100) accusent 15 p. 100 contre 25 et 60 heures.

Dans l'Isère, la semaine est de 40 heures à Montalieu-Vercieu (120); les tisseurs de Moirans (817) accusent 6.2 p. 100 contre 7.7 avec une semaine de 53 heures contre 46; le travail est un peu plus abondant: 30 p. 100 de chômeurs et 50 heures seulement par semaine à Saint-Geoire-en-Valdaine (400); à Voiron (1,209) il y a 41 p. 100 de chômeurs, la semaine est seulement de 40 heures. Dans la Drôme, à Saint-Jean-en-Royans, les ouvrières en soieries (150) accusent 2.6 p. 100 de chômeurs et 60 heures; le travail n'est pas abondant.

Dans le tulle, les tullistes de la Tour-du-Pin (110) sont tous occupés de façon satisfaisante, la semaine est de 68 heures et demie; ceux de Serrières-de-Briord (104) ont 1.9 p. 100 de chômeurs et font 66 heures, sauf les enfants et les femmes qui ne font que 60 heures. A Caudry, l'Union des ouvriers tullistes (670) accuse 1.5 p. 100 de chômeurs et 30 à 40 heures par semaine: c'est la morte-saison. A Lyon, les tullistes en dentelles (97) ont 12.4 p. 100 de chômeurs contre 35 et font 50 heures. Les brodeurs de Paris (218) accusent 3.2 p. 100 de chômeurs contre 2.9 et 60 heures par semaine contre 54: c'est la morte-saison; les passementiers à la main (150) accusent 5.3 p. 100 et font 30 heures: ils sont également en morte-saison.

Dans la teinture et l'apprêt, à Lyon, les teinturiers (750) ont 0 chômeur contre 6.7 p. 100 et font 60 heures contre 50, le travail est plus abondant. A Roanne, les apprêteurs (222) accusent 0.9 p. 100 de chômeurs contre 0.5. A Cholet, les apprêteurs (111) en ont 18 p. 100 contre 24 et font 50 heures. Les teinturiers-dégraisseurs de Paris (275) en accusent 1.1 p. 100 contre 0.

Chez les ouvriers et ouvrières de l'habillement, la proportion des chômeurs est de 10 p. 100 pour 22 syndicats, groupant 3,015 ouvriers, contre 6.2 le mois dernier et 7 en juillet 1907. Le travail est considéré comme plus abondant par 4 syndicats, équivalent par 10, moins abondant par 10. La situation est estimée satisfaisante pour l'époque par 57 p. 100 des syndicats et 48 p. 100 des syndiqués. A Paris, les coupeurs-chemisiers (305) ont 3.3 p. 100 de chômeurs contre 3.3 le mois dernier; les coupeurs-tailleurs de la Bourse du travail (120) ont 10 p. 100; les couturières (624) en ont 8 contre 0 et estiment le travail aussi abondant. Les ouvriers de l'habillement de Bourges (210) accusent 11.9 p. 100 contre 7.1; ceux de Saint-Omer (130), 19.2; les tailleurs de Bordeaux (103), 14.6 contre 6; ceux de Constantine (285), 40.5 contre 21.1; 0 contre 0 chez les ouvriers du syndicat mixte de Carcassonne (273); 0 chez ceux du syndicat mixte de Limoges (120).

Chez les chapeliers, casquettiers, etc., la moyenne du chômage est de 17.8 p. 100 pour 8 syndicats groupant 634 ouvriers contre 6.8 le mois dernier et 13.3 en juillet 1907; à Paris, les ouvriers en chapeaux de soie (103) ont 41.2 p. 100 de chômeurs contre 19.4; la morte-saison bat son plein; les ouvriers en chapeaux de fantaisie (100), en ont 0 contre 0. A Lyon les chapeliers (180) en ont 30 p. 100; ceux de Chazelles-sur-Lyon (150), 0.

⁽¹⁾ D'après le *Moniteur du tissage mécanique des soieries*, du 15 août 1908.

Les blanchisseurs de la Seine (138) accusent 14.5 p. 100 de chômeurs contre 9.5 le mois dernier, les couleurs et garçons de lavoir (240), 3.3 p. 100.

Bois. — La moyenne de chômage accusée par 44 syndicats ⁽¹⁾ de charpentiers et de menuisiers en bâtiment, groupant 3,508 ouvriers, est de 17.6 p. 100 contre 6.4 le mois précédent et 3.6 en juillet 1907 : la situation est estimée satisfaisante par 66 p. 100 des syndicats et 44 p. 100 des syndiqués. Les démolisseurs de navires de Marseille (120) accusent 31.7 p. 100 de chômeurs contre 0 le mois dernier ; les calfats-perceurs (153), 48.4 p. 100. Les charpentiers d'Armentières (115) en accusent 0 contre 0 ; les menuisiers de Grenoble (120), 0 contre 0 ; les travailleurs du bois de Villers-Cotterets (120), 0 contre 0 ; ceux d'Halluin (375), 4.8 contre 3 ; les scieurs de Hermes (97), 0 contre 0 ; ceux de Gommegnies (119), 0 contre 0. A Paris, les menuisiers libres (175) en accusent 0 p. 100 contre 1.1 ; les poseurs de menuiserie (700) en ont 50 p. 100.

Chez les ouvriers du meuble et de l'ameublement (menuisiers-ébénistes, ébénistes, tapissiers, etc.), la proportion des syndiqués sans travail, d'après les réponses de 12 syndicats, groupant 1581 ouvriers, est de 27.6 p. 100 contre 8.7 le mois dernier et 8.4 en juillet 1907. La situation est considérée comme satisfaisante par 40 p. 100 des syndicats et 24 p. 100 des syndiqués. Les menuisiers-ébénistes de Cannes (136) accusent 2.2 p. 100 ; les ouvriers de l'ameublement d'Avignon (170), 0 ; les sculpteurs sur bois de Lyon (120), 50 contre 20 le mois dernier. A Paris, les sculpteurs sur bois (600) en ont 58. 3 p. 100 ; les menuisiers en sièges (285), 5.3 contre 5.4.

Chez les tonneliers, le chômage est de 26.8 p. 100 pour 11 syndicats, groupant 799 ouvriers, contre 21.1 le mois dernier et 4 en juillet 1907. 56 p. 100 contre 40 à Cognac (251) ; 17.8 contre 12 à Narbonne (125).

Dans la carrosserie, 13 syndicats groupant 733 ouvriers annoncent 4.8 p. 100 de chômeurs contre 0 le mois dernier et 12.9 en juillet 1907. A Paris, l'*Union de la voiture* (6,895) n'a pas indiqué le nombre de ses chômeurs ; les *Compagnons charrons* (158) en accusent 0 p. 100 contre 0 le mois dernier. Les ouvriers en voitures de Lille (115) en ont 30. 4 p. 100 ; ceux de Roubaix (130), 0.

Les tourneurs de Lavans-lès-Saint-Claude (270) sont tous occupés ; il en est de même des boutonniers de Grenoble (203).

MÉTALX. — D'après les réponses de 71 syndicats groupant 15,184 adhérents, la proportion des chômeurs syndiqués dans l'ensemble des industries des métaux était, à la fin de juillet, de 9.3 p. 100 contre 8.6 le mois dernier et 4.4 en juillet 1907.

23 syndicats de métallurgistes, groupant 7,058 ouvriers de toutes les professions se rapportant aux métaux, accusent 4.2 p. 100 de chômeurs contre 4.8 le mois dernier et 1.7 en juillet 1907 ; la situation est estimée satisfaisante par 60 p. 100 des syndicats et 65 p. 100 des syndiqués. Pas de chômeurs à Bourg-Fidèle (155), Fumel (400), Bourges (260) ; Guérigny (500), Imphy (200), le Creusot (2,035), Lille (108) ; 7.8 p. 100 contre 8.7 à Sous-le-Bois (400) ; 3.3 contre 13.3 à Fumay (300) ; 4 contre 4.8 à Hautmont (350).

En ce qui concerne les mouleurs et fondeurs en fer et en cuivre, la proportion des chômeurs est de 3.7 p. 100 pour 10 syndicats groupant 705 ouvriers contre 6.8 le mois dernier et 0.04 en juillet 1907 ; la situation est considérée comme satisfaisante par 58 p. 100 des syndicats groupant 24 p. 100 des syndiqués ; pas de chômeurs à Hiraumont-en-Rocroi (125) ; 9.8 p. 100 à Ferrière-la-Grande (225) contre 0 le mois dernier.

⁽¹⁾ Lire à cette place dans le précédent numéro « 33 syndicats » au lieu de 334 syndicats.

Chez les ouvriers mécaniciens, tourneurs, ajusteurs, serruriers, etc., la proportion des syndiqués sans travail est de 4.4 p. 100 pour 13 syndicats, groupant 3,065 ouvriers, contre 3.9 le mois dernier et 2 en juillet 1907. La situation est considérée comme satisfaisante par 62 p. 100 des syndicats et 25 p. 100 des syndiqués. Pas de chômeurs à Jeumont (140) et Chartres (100); 3.2 p. 100 contre 2 à Saint-Etienne (250); 2.8 contre 2.7 à Tarbes (109). A Paris, l'*Union des mécaniciens* accuse 106 chômeurs sur 1,860 syndiqués contre 108 le mois dernier et 19 en juillet 1907.

A Paris, les ouvriers en instruments de précision (1,547) accusent 109 chômeurs contre 113 le mois dernier et 20 en juillet 1907; 2 p. 100 de chômeurs contre 1.3 chez les horlogers de Badevel (156); 40 chez ceux de Morteau (500); 37 chez ceux de Lac-en-Villers (270); à Morez chez les lunetiers (200) plusieurs ateliers ferment un jour par semaine. Les diamantaires du pays de Gex (117) ont 100 p. 100 de chômeurs contre 86 le mois dernier.

Chez les ferblantiers-boitiers, le chômage est de 34.9 p. 100 pour 5 syndicats groupant 797 ouvriers contre 45.1 le mois dernier; il est de 42 p. 100 contre 56.7 à Douarnenez (547). A Paris, les ouvriers en persiennes de fer (195) accusent 5.1 p. 100 contre 8.8; les potiers d'étain (180), 28.9 contre 27.8.

BÂTIMENT. — Dans l'ensemble des industries du bâtiment (charpentiers, menuisiers et serruriers non compris), la moyenne du chômage, d'après 119 syndicats, groupant 14,312 adhérents, était, à la fin de juillet, de 10.5 p. 100 contre 4.7 le mois précédent et 6.8 en juillet 1907.

En ce qui concerne les maçons, terrassiers, tailleurs de pierre et similaires, la proportion du chômage est de 10.2 p. 100 pour 83 syndicats groupant 9,272 ouvriers contre 4.4 le mois dernier et 8.1 en juillet 1907. Le chômage dépasse la moyenne notamment à Marseille (150 cimentiers gâcheurs et 130 tailleurs de pierre). Le travail est satisfaisant pour l'époque à Saint-Etienne (187), Oyonnax (110), Annonay (130), Chartres (300), Auch (302), Commercy (200), Château-Landon (150), Dieppe (212), Orsay (130), Albi (135). A Paris les maçons de travaux d'art et d'assainissement (2,660) accusent 20.7 p. 100 de chômeurs; les scieurs de pierre tendre (240), 20.8 p. 100. Dans l'ensemble, la situation est jugée satisfaisante par 77 p. 100 des syndicats et 50 p. 100 des syndiqués.

La proportion des chômeurs chez les peintres et plâtriers est de 12.9 p. 100 pour 18 syndicats groupant 2,464 ouvriers contre 5.8 le mois dernier et 5.2 en juillet 1907; il y en a 3.5 p. 100 à Bordeaux (287) contre 0 le mois dernier; 21.2 contre 0 à Roubaix (452). A Paris, les peintres de la rue Saint-Lazare (352) en accusent 0.3 contre 0; les ornemanistes (634), 15.3 contre 18.9.

8 syndicats de sculpteurs, marbriers et similaires groupant 1,550 ouvriers accusent 11.6 p. 100 de chômeurs contre 0.7 le mois dernier et 0.09 en juillet 1907. Les marbriers de Jeumont (105) et Gussignies (290) sont tous occupés; ceux de Bellignies (400) accusent 6.2 p. 100 de chômeurs. A Paris, les marbriers (553) en ont 29.8 p. 100; les granitiers (100), 20 p. 100.

Les ferblantiers-couvreurs de Tourcoing (150) ont 7.3 p. 100 de chômeurs contre 7.3 le mois dernier; les tôliers-lumistes de Lyon (100), 8 contre 10.

CHAUFOURNERIE. — CÉRAMIQUE. — VERRERIE. — Pas de chômeurs chez les chauxfourniers et cimentiers de Contes-les Pins (150) et Torteron (100). Pas de chômeurs chez les faïenciers de Montereau (300); les engobeurs de poterie de Vallauris (120) en accusent 3.8 p. 100 contre 0; les potiers de Sainte-Zacharie (108), 0 contre 0; les porcelainiers de Vierzon (200) 25 p. 100; les emballeurs de porcelaines de Limoges (193), 17 p. 100.

Dans l'ensemble des 11 syndicats de verriers, groupant 456 ouvriers, qui ont donné le nombre de leurs membres sans travail, la proportion de ces derniers est de 6.4 p. 100 contre 23.3 le mois dernier et 42 en juillet 1907. Pas de chômeurs à Feuquières (100).

MANUTENTION. — TRANSPORTS. — COMMERCE. — Parmi les portefaix, déchargeurs et autres ouvriers des ports, la moyenne du chômage pour 12 syndicats groupant 887 membres ressort à 47.1 p. 100 contre 29.3 le mois dernier et 33.4 en juillet 1907; elle est de 88 p. 100 à Port-Saint-Louis du Rhône (250), de 35.7 à Dieppe (140).

Parmi les autres ouvriers de manutention, la moyenne du chômage est de 5.6 p. 100 pour 8 syndicats groupant 1,447 membres contre 7.4 le mois dernier et 3 en juillet 1907; les sourciers de Vals-les-Bains (100), accusent 0 contre 0; les coltineurs de Nîmes (104) sont tous occupés. A Paris, les porteurs des Halles (216) accusent 0 chômeur contre 0; les laveurs de voitures (320), 8.8 p. 100 contre 14; les forts aux farines (121), 0.

12 syndicats d'agents d'entreprises de transports en commun (employés et chauffeurs-mécaniciens des chemins de fer, tramways, bateaux à voyageurs, etc.), groupant 4,192 ouvriers accusent 3 sans-travail contre 2 le mois dernier et 6 en juillet 1907. Dans les autres industries de transport (camionneurs, cochers, marins du commerce, etc.) la proportion des chômeurs, pour 20 syndicats groupant 6,478 membres, est de 6.7 p. 100 contre 6.7 le mois dernier et 4.9 en juillet 1907; elle est de 1.9 p. 100 contre 0 chez les charretiers de Charleville (105); de 13.2 p. 100 chez les capitaines caboteurs du Havre. A Paris l'Union des ouvriers de transport et de manutention (5400) en accuse 7 p. 100.

D'après les réponses de 47 syndicats d'employés de commerce, comptables, sténographes, etc., groupant 26,936 adhérents, la proportion des syndiqués sans travail est de 2.2 p. 100 contre 2.4 le mois dernier et 2.2 en juillet 1907; à Paris, les comptables de la Bourse du travail (181) en accusent 15.5 p. 100 contre 13.3 le mois dernier; l'Union des comptables (865), 3.8 contre 2.8; les employés de commerce du boulevard Poissonnière (4769), 1.3; les dessinateurs du bâtiment (446), 9.9 contre 10.3; « l'Alliance sténographique » (271), 5.2 contre 5.6; les clercs d'huissiers (205), 1.5 contre 2; les voyageurs de commerce du boulevard de Strasbourg (6,283), 0.8-contre 2.1; ceux de la rue des Petites-Écuries (3,632), 0.8 contre 0.7.

En province, 5.8 p. 100 contre 7.9 chez les employés de commerce (508) de Marseille; 2.3 contre 2.2 à Lyon chez les employés (2,209) et 0.7 contre 1 chez les sténographes (296); 2.5 contre 2.3 à Orléans (120); 2.7 contre 3.9 à Amiens (329); 0 contre 0 à Chambéry (120); 0 à Bordeaux (536); 0 chez les employés (200) et 2 chez les voyageurs (101) de Rouen; 7.3 à Toulon (615).

DIVERS. — 6 syndicats de gens de maison accusent 1.9 p. 100 de chômeurs pour un effectif de 4,977 membres contre 4.5 le mois dernier et 4.2 en juillet 1907; le Syndicat national des gens de maison de la Bourse du travail (1,963) en accuse 0.4 p. 100 contre 0.7; ceux de la rue des Petits-Carreaux (1850), 0.8 p. 100.

5 syndicats de coiffeurs, groupant 3,567 ouvriers, ont 0.4 p. 100 de sans-travail contre 1.7 le mois dernier et 4.6 en juillet 1907; le syndicat mixte de Paris (3,334) en accuse 0 p. 100 contre 0.5 le mois dernier; le syndicat ouvrier du Mans (157), 8.9 contre 6.1.

LES GRÈVES EN JUILLET 1908.

73 grèves et 2 lock-outs ont été signalés, en juillet, à la Direction du travail.

Le nombre des ouvriers qui y ont pris part, connu pour 67 de ces conflits, est de 6,223. Il y avait eu, en juillet 1907, 125 grèves et le nombre moyen de celles qui se sont produites, au cours du même mois, pendant les cinq dernières années, est de 64.

Ces 75 conflits, dont 56 n'ont atteint qu'un seul établissement, sont dus aux principales causes suivantes :

Demandes d'augmentation de salaire.....	35
Réduction de salaire.....	2
Demandes de diminution du temps de travail.....	7
Contestations relatives au salaire.....	11
Contestations relatives au règlement d'atelier.....	4
Contestations relatives à la réglementation du travail.....	5
Contestation relative au repos hebdomadaire.....	1
Demandes de renvoi d'ouvriers ou de contremaîtres.....	9
Demandes de réintégration d'ouvriers ou de contremaîtres.....	11
Demandes de suppression du travail aux pièces.....	3
Demande de création d'une caisse de retraites.....	1

Ces conflits ont éclaté dans 26 départements et on en a compté :

22 dans la Seine, 5 dans le Nord, 4 dans l'Aude, la Loire-Inférieure, le Pas-de-Calais, la Seine-Inférieure et la Seine-et-Oise, 3 dans la Meurthe-et-Moselle, et le Var, 2 dans les Alpes-Maritimes, les Bouches-du-Rhône, la Mayenne, les Pyrénées-Orientales et la Vendée et 1 dans 12 autres départements.

Les industries ou professions atteintes se répartissent comme suit :

Bâtiment, 34 conflits; transports et manutention, 9; métaux, 7; travail des pierres et terres au feu, industries textiles, mines et carrières, 5; chapeliers, garçons de cafés, typographes, 2; pipiers, vanniers, agriculture, produits chimiques, 1.

Des 75 conflits commencés en juillet, 56 ont pris fin, après avoir duré respectivement :

Dix-huit, 1 jour ou moins de 1 jour; onze, 2 jours; sept, 3 jours; deux, 4 jours; cinq, 5 jours; un, 6 jours; deux, 8 jours; deux, 9 jours; un, 10 jours; deux, 11 jours; un, 13 jours; un, 15 jours; un, 16 jours; un, 28 jours et un, 34 jours.

Si l'on y ajoute 20 grèves anciennes terminées après avoir duré respectivement 273 jours, 118 jours, 94 jours, 83 jours, 77 jours, 71 jours, 67 jours, 64 jours, 62 jours, 39 jours, 38 jours, 29 jours, 28 jours, 25 jours, 22 jours, 11 jours, 10 jours, 9 jours et 4 jours, on trouve 76 conflits terminés avec les résultats suivants :

8 réussites.
35 transactions ou réussites partielles.
33 échecs.

DATES		LOCALITÉS.	DÉPARTEMENTS.	INDUSTRIES ET SPÉCIALITÉS professionnelles des grévistes.	NOMBRE	
du commence- ment.	de la fin.				d'établisse- ments.	de grévistes.
1	2				6	7
GRÈVES NON TERMINÉES						
1907. 8 oct....	7 juillet.	Paris.....	Seine.....	Terrassiers.....	1	70
1908. 6 janv....		Aubagne.....	Bouches-du-Rhône	Charretiers.....	"	"
25 février.		Paris.....	Seine.....	Maçons.....	1	20
5 mars....	1 ^{er} juill.	Lyon.....	Rhône.....	Paveurs.....	"	70
6 avril....		Taninges.....	Haute-Savoie....	Diamantaires....	1	"
15 avril....		Monthermé....	Ardennes.....	Mouleurs.....	1	150
17 avril....		Brive.....	Corrèze.....	Maçons.....	13	40
24 avril....		Hazebrouck....	Nord.....	Tisseurs.....	1	155
28 avril....	6 juillet.	Paris.....	Seine.....	Ouvriers en chaussures.	3	51
2 mai....		Pantin.....	Seine.....	Verriers.....	1	"
3 mai....	5 août	Draveil et Vigneux	Seine-et-Oise....	Carriers.....	"	250
4 mai....	7 juillet.	Orléans.....	Loiret.....	Maçons.....	40	200
7 mai....		Paris.....	Seine.....	Fumistes.....	14	500
9 mai....	31 juillet.	Port-Saint-Louis- du-Rhône.	Bouches-du-Rhône	Dockers.....	4	400
11 mai....	27 juillet.	Paris.....	Seine.....	Débardeurs.....	"	"
12 mai....	22 juillet.	Epervan.....	Eure-et-Loir....	Meuniers.....	1	60
13 mai....		Paris.....	Seine.....	Terrassiers et tabistes.	1	70
18 mai....	24 juillet.	Paris.....	Seine.....	Démolisseurs....	"	750
20 mai....		Roiez.....	Aveyron.....	Ouvriers du bâtiment.	"	"
25 mai....		Vire.....	Calvados.....	Couvreur.....	"	12
4 juin....	5 août	Saint-Lazare....	Dordogne.....	Verriers.....	1	250
4 juin....		Senlis.....	Seine-et-Oise....	Carriers.....	1	60
5 juin....		Reims.....	Marne.....	Dockers.....	1	17
10 juin....		Marseille.....	Bouches-du-Rhône	Raffineurs de sucre.	1	500
16 juin....	24 juillet.	Creil.....	Oise.....	Verriers.....	1	58
16 juin....		St-Geroges-la-Serre.	Ardèche.....	Mineurs.....	1	82
16 juin....		Hazebrouck....	Nord.....	Tisseurs.....	1	3
18 juin....	27 juillet.	Charleville....	Ardennes.....	Brossiers.....	9	100
18 juin....		Paris.....	Seine.....	Terrassiers.....	1	160
20 juin....	15 juillet.	Saint-Maxent....	Somme.....	Verriers.....	1	60
22 juin....	21 juillet.	Marseille.....	Bouches-du-Rhône	Ouvriers du bâtiment.	"	3
22 juin....		Laval.....	Mayenne.....	Maçons.....	"	150
24 juin....	16 juillet.	Rennes.....	Ille-et-Vilaine....	Typographes....	1	51
24 juin....	23 juillet.	Paris.....	Seine.....	Serruriers.....	1	583
24 juin....		Arfeux.....	Nord.....	Verriers.....	1	72
26 juin....	9 juillet.	Ille-d'Yeu.....	Vendée.....	Ferblantiers-boitiers.	1	"
26 juin....		Foix.....	Ariège.....	Typographes....	"	24
26 juin....		Bordeaux.....	Gironde.....	Ménuisiers.....	1	13
27 juin....	6 juillet.	Saint-Denis....	Seine.....	Ouvriers de chemins de fer.	1	220
29 juin....	3 juillet.	Paris et banlieue.	Seine.....	Marbriers funéraires.	100	400
29 juin....		Saint-Amand....	Nièvre.....	Potiers.....	1	48
29 juin....		Paris.....	Seine.....	Terrassiers.....	1	74
30 juin....	10 juillet.	Saint-Clair-de-Ha- louze.	Orne.....	Mineurs.....	1	500
30 juin....		Paris.....	Seine.....	Terrassiers.....	1	60
GRÈVES COMMENCÉES						
1 ^{er} juill..	6 juillet.	Ivry.....	Seine.....	Ouvriers en produits chimi- ques.	1	49
2 juillet.	2 juillet.	Cette.....	Hérault.....	Dockers.....	"	100

(1) Ne figurent pas ici les grèves dont la fin, postérieure au 1^{er} juillet 1908, a pu être déjà signalée dans le précédent

REPERES.	CAUSES DES GRÈVES.	RÉSULTATS.	OBSERVATIONS.
	8	9	10

AU 1^{er} JUILLET 1908⁽¹⁾.

1	Demande : plus-value pour travaux malsains.	Transaction.	
2	Demande d'augmentation de salaire.	.....	
3	Demande d'augmentation de salaire.	.....	
4	Demandes : augmentation de salaire ; journée de 8 heures.	Échec.	
5	Réduction de salaire.	.....	
6	Demande d'augmentation de salaire.	.....	
7	Contestation relative au salaire.	.....	
8	Contestation relative à l'emploi de machines.	.....	
9	Demande d'augmentation de salaire.	Échec.	
10	Contestation relative à la réglementation du travail.	.....	
11	Demande d'augmentation de salaire.	Transaction.	
12	Demande d'augmentation de salaire.	Transaction.	
13	Demande d'augmentation de salaire.	.....	
14	Contestation relative au salaire.	Transaction.	
15	Demande d'augmentation de salaire.	Transaction.	
16	Demande d'augmentation de salaire.	Transaction.	
17	Demande : plus-value pour travaux malsains.	.....	
18	Demandes : augmentation de salaire ; journée de 10 heures.	Transaction.	
19	Demandes : augmentation de salaire ; diminution du temps de travail.	.....	
20	Demande d'augmentation de salaire.	.....	
21	Demandes : augmentation de salaire ; réintégration de deux ouvriers.	Transaction.	
22	Demande d'augmentation de salaire.	.....	
23	Demande d'augmentation de salaire.	.....	
24	Protestation contre une punition infligée à un ouvrier.	.....	
25	Contestation relative à la réglementation du travail.	Transaction.	
26	Demande de renvoi d'un contremaître.	.....	
27	Contestation relative à l'emploi de machines.	.....	
28	Demande d'augmentation de salaire.	Transaction.	
29	Demande d'augmentation de salaire.	.....	
30	Contestation relative aux heures de repos.	Transaction.	
31	Demande d'unification des salaires.	Transaction.	Lock-out.
32	Demandes : augmentation de salaire ; diminution du temps de travail.	.....	
33	Contestation relative à l'emploi de machines.	Réussite.	
34	Demandes : augmentation de salaire ; affichage des tarifs.	Échec.	
35	Demande de réintégration de deux ouvriers.	.....	
36	Demande d'augmentation de salaire.	Transaction.	
37	Demandes : augmentation de salaire ; limitation du nombre des apprentis ; constitution d'une commission mixte de conflits.	.....	
38	Contestation relative à la réglementation du travail.	.....	
39	Demande d'augmentation de salaire.	Échec.	
40	Demande d'augmentation de salaire.	Transaction.	Lock-out.
41	Demande de limitation du temps de travail.	.....	
42	Demande d'augmentation de salaire.	.....	
43	Demandes : augmentation de salaire ; journée de 8 heures.	Échec.	
44	Demande de réintégration d'un contremaître.	.....	

EN JUILLET 1908.

1	Demandes : augmentation de salaire ; réintégration de cinq ouvriers.	Échec.	
2	Contestation relative à l'embauchage.	Transaction.	

Bulletin. — Sont considérées comme non terminées les grèves dont la fin n'a pas été signalée à la Direction du travail.

DATES		LOCALITÉS.	DÉPARTEMENTS.	INDUSTRIES ET SPÉCIALITÉS professionnelles des grévistes.	NOMBRE	
de commence- ment.	de la fin.				d'établis- sements.	de grévistes.
1	2	3	4	5	6	7
GRÈVES COMMENCÉES						
2 juillet.	3 juillet.	Marcillat.....	Allier.....	Maçons.....	2	25
2 juillet.	4 juillet.	Painboeuf.....	Loire-Inférieure	Ouvriers de chantiers de bois.	1	100
2 juillet.	4 juillet.	Houdou.....	Seine-et-Oise.....	Ouvriers de fonderies.....	1	20
2 juillet.	30 juillet.	Versailles.....	Seine-et-Oise.....	Terrassiers et paveurs.....	"	95
2 juillet.	.....	Marseille.....	Bouches-du-Rhône.	Verriers.....	1	60
2 juillet.	.....	Villejuif et Ivry.	Seine.....	Briqueurs.....	2	"
3 juillet.	6 août ..	Grand-Quévilly..	Seine-Inférieure	Ouvriers de fonderie.....	1	150
3 juillet.	.....	Nantes.....	Loire-Inférieure	Carriers.....	"	290
4 juillet.	6 juillet.	Saint-Raphaël....	Var.....	Carriers.....	1	95
4 juillet.	7 juillet.	Quillan.....	Aude.....	Chapeliers.....	1	50
5 juillet.	6 juillet.	Lyon.....	Rhône.....	Garçons de cafés.....	1	19
5 juillet.	7 juillet.	Menton.....	Alpes-Maritimes.	Terrassiers.....	"	"
6 juillet.	7 juillet.	Épinay.....	Seine.....	Maçons.....	1	6
6 juillet.	7 juillet.	Paris.....	Seine.....	Maçons.....	1	11
6 juillet.	16 juillet.	Paris et Bagneux.	Seine.....	Ouvriers en monuments funé- raires.	7	53
6 juillet.	21 juillet.	Laval.....	Mayenne.....	Couvreaux.....	9	22
6 juillet.	.....	Asnières et Leval- lois-Perret.	Seine.....	Terrassiers.....	1	30
7 juillet.	7 juillet.	Briey.....	Meurthe-et-Moselle	Terrassiers.....	1	52
7 juillet.	9 juillet.	Chamarande.....	Seine-et-Oise.....	Maçons.....	2	33
7 juillet.	10 juillet.	Marcorignan.....	Aude.....	Ouvriers agricoles.....	40	75
7 juillet.	10 juillet.	Lille.....	Nord.....	Fileurs.....	1	24
7 juillet.	16 juillet.	Paris.....	Seine.....	Menuisiers.....	1	4
8 juillet.	10 juillet.	Arleux et Palluel..	Nord et Pas-de- Calais.	Terrassiers.....	2	214
8 juillet.	.....	Marcigny.....	Saône-et-Loire.....	Maçon.....	1	27
8 juillet.	.....	Versailles.....	Seine-et-Oise.....	Maçons.....	1	30
9 juillet.	.....	Tonnay-Charente.	Charente-Inférieure	Dockers.....	"	"
10 juillet.	10 juillet.	Briey.....	Meurthe-et-Moselle	Terrassiers.....	1	70
10 juillet.	16 juillet.	Bois-Colombes....	Seine.....	Maçons.....	1	3
10 juillet.	.....	Besançon.....	Doubs.....	Ouvriers d'une fabrique de soie artificielle.	1	400
10 juillet.	.....	Niherne.....	Indre.....	Cheminiers.....	1	100
10 juillet.	.....	Saint-Omer.....	Pas-de-Calais.....	Pipiers.....	1	82
12 juillet.	20 juillet.	Narbonne.....	Aude.....	Charroliers.....	17	110
12 juillet.	.....	Paris.....	Seine.....	Ouvriers et employés des ba- teaux omnibus.	1	"
13 juillet.	15 juillet.	Boulogne.....	Pas-de-Calais.....	Déchargeurs.....	1	35
13 juillet.	16 juillet.	Paris.....	Seine.....	Maçons.....	1	6
13 juillet.	17 juillet.	Paris.....	Seine.....	Maçons.....	1	20
15 juillet.	24 juillet.	Siafour.....	Var.....	Tuiliers.....	1	210
14 juillet.	19 juillet.	La Seyne.....	Var.....	Garçons de cafés.....	1	11
14 juillet.	16 juillet.	Paris.....	Seine.....	Maçons.....	1	4
15 juillet.	31 juillet.	Halluin.....	Nord.....	Vandiers.....	1	170
16 juillet.	16 juillet.	Landres.....	Meurthe-et-Moselle	Mineurs.....	1	30
17 juillet.	18 juillet.	Boulogne.....	Pas-de-Calais.....	Dockers.....	1	40
18 juillet.	31 juillet.	Évreux.....	Eure.....	Terrassiers.....	1	30
20 juillet.	21 juillet.	Bellevue.....	Pyrénées-Orientales	Mineurs.....	1	35
20 juillet.	24 juillet.	Saint-Ouen.....	Seine.....	Terrassiers.....	1	60
20 juillet.	.....	Valbois.....	Alpes-Maritimes.	Potiers.....	43	1,100
22 juillet.	27 juillet.	Villejuif.....	Seine.....	Maçons.....	1	11
22 juillet.	.....	Avenches.....	Manche.....	Typographes.....	3	12
23 juillet.	23 juillet.	Paris.....	Seine.....	Maçons.....	1	"
24 juillet.	24 juillet.	Les Sables-d'Olon- ne.	Vendée.....	Ferblantiers-boitiers.	1	80

REPÈRES.	CAUSES DES GRÈVES.	RÉSULTATS.	OBSERVATIONS.
	8	9	10
EN JUILLET 1908. (Suite.)			
3	Contestation relative au salaire; diminution des heures de travail.	Transaction.	
4	Demande de réintégration de trois ouvriers.	Transaction.	
5	Demande de suppression du travail à la tâche.	Transaction.	
6	Demande d'augmentation de salaire.	Échec.	
7	Demande d'augmentation de salaire.	.....	
8	Demandes : augmentation de salaire; suppression du travail aux pièces; journée de 10 heures.	.....	
9	Demande d'augmentation de salaire.	Transaction.	
10	Demande d'augmentation de salaire.	.....	
11	Demande d'augmentation de salaire.	Transaction.	
12	Demande d'augmentation de salaire; contestation relative à la répartition du travail.	Transaction.	
13	Demandes : augmentation de salaire; amélioration de la nourriture.	Échec.	Grévistes remplacés.
14	Contestation relative au salaire.	Réussite.	
15	Demande de renvoi de deux ouvriers.	Échec.	Grévistes remplacés.
16	Demande de renvoi d'un ouvrier.	Échec.	Grévistes remplacés.
17	Demande d'augmentation de salaire.	Transaction.	(Série de grèves échelonnées.)
18	Demande d'augmentation de salaire.	Transaction.	
19	Demandes : augmentation de salaire; signature d'un contrat.	.....	
20	Contestation relative à la réglementation du travail.	Réussite.	
21	Demande d'augmentation de salaire.	Réussite.	
22	Demande de réintégration de deux ouvriers.	Transaction.	
23	Demande de réintégration d'un contremaître.	Échec.	
24	Demande d'augmentation de salaire.	Échec.	Grévistes remplacés.
25	Demande d'augmentation de salaire.	Échec.	
26	Demandes : augmentation de salaire; journée de 10 heures.	.....	
27	Demande d'augmentation de salaire.	.....	
28	Demande de réintégration de trois ouvriers.	.....	
29	Demande d'augmentation de salaire.	Échec.	8 grévistes congédiés.
30	Demande de réintégration d'un ouvrier.	Échec.	Grévistes remplacés.
31	Demande d'augmentation de salaire.	Transaction.	
32	Réduction de salaire.	.....	
33	Demande d'augmentation de salaire.	.....	
34	Demande d'augmentation de salaire.	Transaction.	Contribution.
35	Demandes : diminution du temps de travail; repos hebdomadaire payé; création d'une caisse de retraites; renvoi ou déplacement d'inspecteurs.	.....	
36	Demandes : augmentation de salaire; diminution du temps de travail.	Transaction.	
37	Demande d'augmentation de salaire.	Échec.	
38	Demande de réintégration d'un ouvrier.	Échec.	Grévistes remplacés.
39	Demandes : augmentation de salaire; suppression du travail à la tâche.	Échec.	
40	Contestation relative à l'entree chez le patron.	Échec.	8 grévistes remplacés.
41	Demande d'augmentation de salaire.	Échec.	Grévistes remplacés.
42	Demande d'augmentation de salaire.	Échec.	
43	Réduction de salaire.	Échec.	Grévistes remplacés.
44	Contestation entre ouvriers.	Transaction.	
45	Demandes : augmentation de salaire; journée de 10 heures.	Échec.	
46	Demande de renvoi d'ouvriers étrangers.	Réussite.	
47	Demande d'augmentation de salaire.	Réussite.	
48	Contestation relative au salaire.	.....	Look out.
49	Renvoi d'un ouvrier.	Échec.	
50	Demande d'augmentation de salaire.	.....	
51	Demande de renvoi de cinq ouvriers non syndiqués.	Transaction.	
52	Contestation relative au salaire.	Réussite.	

DATES		LOCALITÉS.	DÉPARTEMENTS.	INDUSTRIES ET SPÉCIALITÉS professionnelles des grévistes.	NOMBRE	
du commence- ment. 1	de la fin. 2				d'établisse- ments. 6	de grévistes. 7
		3	4	5		
GRÈVES COMMENCÉES						
24 juillet.	.....	Port-Saint-Louis- du-Rhône.	Bouches-du-Rhône.	Dockers.....	1	250
24 juillet.	.....	Paris.....	Seine.....	Terrassiers.....	1	20
25 juillet.	25 juillet.	Paris.....	Seine.....	Maçons.....	1	8
25 juillet.	25 juillet.	Paris.....	Seine.....	Plâtriers.....	1	8
25 juillet.	27 juillet.	Monthermé.....	Ardennes.....	Métallurgistes.....	1	"
25 juillet.	27 juillet.	Issy-les-Mouli- neaux.	Seine.....	Plâtriers.....	1	3
25 juillet.	28 juillet.	La Turballe.....	Loire-Inférieure.	Ferblantiers-boitiers.....	1	50
25 juillet.	28 juillet.	Paris.....	Seine.....	Maçons.....	1	4
25 juillet.	.....	La Roche-sur-Yon.	Vendée.....	Ferblantiers-boitiers.....	1	14
26 juillet.	.....	Albi.....	Tarn.....	Terrassiers et maçons.....	"	30
27 juillet.	28 juillet.	Paris.....	Seine.....	Maçons.....	1	35
27 juillet.	29 juillet.	Arques.....	Pas-de-Calais.	Verriers.....	1	14
27 juillet.	4 août.	Château-Gontier.	Mayenne.....	Maçons.....	8	51
28 juillet.	29 juillet.	Bouen.....	Seine-Inférieure.	Dockers.....	1	120
28 juillet.	6 août.	Pécamp.....	Seine-Inférieure.	Maçons.....	11	154
29 juillet.	31 juillet.	Bouhaix.....	Nord.....	Trieurs de déchets.....	1	8
29 juillet.	3 août.	La Turballe.....	Loire-Inférieure.	Ferblantiers-boitiers.....	1	30
30 juillet.	4 août.	Baillet-Latour.....	Pyrénées-Orientales.	Mineurs.....	1	"
30 juillet.	5 août.	Bouhaix.....	Nord.....	Fileurs.....	1	550
30 juillet.	10 août.	Saint-Brieux.....	Côtes-du-Nord.....	Typographes.....	3	35
31 juillet.	3 août.	Paris.....	Seine.....	Terrassiers.....	1	"
31 juillet.	.....	Quillan.....	Aude.....	Chapeliers.....	1	226
31 juillet.	.....	Blangy-sur-Bresle.	Seine-Inférieure.	Verriers.....	1	60

CONCILIATION ET ARBITRAGE ⁽¹⁾.

7 applications de la loi sur la conciliation et l'arbitrage ont été signalées, en juillet, à la Direction du travail.

1° Dans la grève des maçons de Château-Gontier (Mayenne), les ouvriers ont adressé un recours au juge de paix le 27 juillet. Un comité s'est réuni le 3 août. Une transaction a mis fin au conflit.

2° Dans la grève des charretiers de Narbonne, le juge de paix est intervenu

⁽¹⁾ Des exemplaires du texte de la loi du 27 décembre 1892 sur la conciliation et l'arbitrage dans les différends collectifs entre patrons et ouvriers ou employés sont envoyés aux intéressés sur demande adressée à M. le Ministre du Travail, Direction du travail, Bureau des Associations professionnelles, rue de Varenne, n° 80, à Paris.

N ^{OS} RÉG.	CAUSES DES GRÈVES.	RÉSULTATS.	OBSERVATIONS.
	8	9	10
EN JUILLET 1908. (Suite et fin.)			
53	Contestation relative au salaire .....	.....	
54	Contestation relative au salaire .....	.....	
55	Contestation relative au règlement d'atelier	Échec.	Grévistes remplacés.
56	Demande d'augmentation de salaire	Échec.	Grévistes remplacés.
57	Contestation relative au règlement d'atelier	Transaction.	
58	Demande de renvoi d'un ouvrier rayé du syndicat	Échec.	Grévistes remplacés.
59	Contestation relative au salaire	Transaction.	
60	Renvoi de deux ouvriers	Échec.	Grévistes remplacés.
61	Contestation relative à l'emploi de machines .....	.....	
62	Demande d'augmentation de salaire .....	.....	
63	Demande d'augmentation de salaire	Échec.	Grévistes remplacés.
64	Demande de réintégration d'une ouvrière	Échec.	
65	Demandes : augmentation de salaire; diminution du temps de travail	Transaction.	Conciliation.
66	Contestation relative au salaire	Échec.	
67	Contestation relative au salaire	Transaction.	
68	Demande d'augmentation de salaire	Échec.	Grévistes remplacés.
69	Protestation contre l'emploi de machines à souder	Transaction.	
70	Demande de renvoi de deux ouvriers étrangers	Réussite.	
71	Demande de réintégration d'un ouvrier	Échec.	
72	Demande d'augmentation de salaire	Transaction.	
73	Contestation relative au salaire	Transaction.	
74	Renvoi d'un ouvrier syndiqué .....	.....	Usine fermée.
75	Demande de réintégration d'un ouvrier .....	.....	

d'office. Un comité s'est réuni le 18 juillet. L'accord s'est établi aux conditions suivantes :

1^{re} Le salaire mensuel des charretiers sera de 150 francs, sans camp;

2^{re} Les ouvriers qui s'embaucheront à la journée auront un salaire de 6 francs par jour. Toute journée commencée devra être payée;

3^{re} Les charretiers jouiront du repos du dimanche imposé par la loi; néanmoins ils donneront leurs soins aux chevaux des patrons, 2 hommes par dimanche, savoir : le matin de 6 à 7 heures et le soir de 5 à 6 heures;

4^{re} Nul ne pourra être renvoyé pour fait de grève;

5^{re} Les revendications ci-dessus partiront du 1^{er} juillet.

Les ouvriers charretiers renoncent à imposer aux patrons de n'occuper que des ouvriers syndiqués.

Il demeure convenu entre charretiers et camionneurs que le mois de juillet sera payé aux ouvriers à raison de 125 francs au lieu de 150, à cause des journées de chômage occasionnées par la grève.

La reprise du travail aura lieu le lundi 20 juillet aux heures d'usage dans le camionnage.

3^{re} Dans la grève des dockers de Tonnay-Charente (Charente-Inférieure), le juge de paix est intervenu d'office. L'accord n'a pu s'établir entre les parties réunies en comité de conciliation le 14 juillet.

4° Dans la **grève des brossiers de Charleville**, le juge de paix est intervenu d'office le 10 juillet. Un comité de conciliation s'est réuni les 13, 15 et 16 juillet, mais l'accord n'a pu s'établir entre les parties, qui ont refusé de recourir à un arbitrage.

5° Dans la **grève des tuiliers de Six-Fours (Var)**, les ouvriers ont adressé un recours au juge de paix le 18 juillet. Avant réunion d'un comité de conciliation, la grève a pris fin par accord direct entre les parties.

6° et 7° Dans la **grève des couvreurs de Laval** et dans la **grève des mineurs de Saint-Clair-de-Halouze (Orne)**, le juge de paix est intervenu d'office. Les patrons ont refusé de se prêter à la tentative de conciliation.

LES ASSOCIATIONS OUVRIÈRES DE PRODUCTION

ET LES SOCIÉTÉS COOPÉRATIVES DE CONSOMMATION ET DE CRÉDIT

EN FRANCE

AU 1^{er} JANVIER 1908.

I. — Associations ouvrières de production.

La statistique des associations ouvrières de production a été établie d'après les états annuels fournis par les préfets. Ces états ont été dressés, comme l'an dernier, conformément aux prescriptions de la circulaire ministérielle du 29 décembre 1906 sur la statistique des sociétés coopératives⁽¹⁾.

Les indications qui suivent se rapportent aux seules *associations ouvrières de production* dont le caractère a été défini par la circulaire du 29 décembre 1906, c'est-à-dire aux associations formées, en principe, par des *ouvriers* pour l'exercice en commun de leur profession. Se trouvent donc écartées de la présente statistique la presque totalité des diverses sociétés de production agricole (laiteries, beurrieres, fromageries, distilleries, sucreries, associations vinicoles, etc.) constituées en vue de transformer et de vendre en commun les produits récoltés individuellement par leurs membres. Cette transformation et cette vente ne sont pas, en effet, effectuées

⁽¹⁾ Cette circulaire a été publiée dans le *Bulletin* de février 1907, p. 167.

ordinairement par les sociétaires eux-mêmes, mais par un personnel spécial salarié par la société.

I. — RÉPARTITION PAR DÉPARTEMENTS.

DÉPARTEMENTS.	SOMME de sociétés existantes au 1 ^{er} jan- vier 1908.	DÉPARTEMENTS.	NOMBRE de sociétés existantes au 1 ^{er} jan- vier 1908.	DÉPARTEMENTS.	NOMBRE de sociétés existantes au 1 ^{er} jan- vier 1908.
Ain.....	6	Report.....	85	Report.....	182
Aisne.....	3	Gers.....	2	Puy-de-Dôme.....	2
Allier.....	2	Gironde.....	7	Pyrénées (Basses)...	1
Alpes (Basses)....	#	Hérault.....	4	Pyrénées (Hautes)...	1
Alpes (Hautes)....	#	Ille-et-Vilaine....	4	Pyrénées-Orientales...	#
Alpes-Maritimes....	1	Indre.....	8	Rhin (Haut-) [Belfort]	#
Ardèche.....	1	Indre-et-Loire....	1	Rhône.....	25
Ardennes.....	6	Isère.....	6	Saône (Haute).....	1
Ariège.....	1	Jura.....	10	Saône-et-Loire.....	2
Aube.....	5	Landes.....	#	Sarthe.....	3
Aude.....	#	Loir-et-Cher.....	1	Savoie.....	1
Aveyron.....	#	Loire.....	12	Savoie (Haute)....	1
Bouches-du-Rhône..	11	Loire (Haute-)....	#	Seine.....	150
Calvados.....	1	Loire-Inférieure...	6	Seine-Inférieure...	5
Cantal.....	#	Loiret.....	1	Seine-et-Marne.....	2
Charente.....	1	Lot.....	#	Seine-et-Oise.....	3
Charente-Inférieure.	4	Lot-et-Garonne...	7	Sèvres (Deux-)....	#
Cher.....	5	Lozère.....	#	Somme.....	3
Corrèze.....	4	Maine-et-Loire....	6	Tarn.....	3
Corse.....	#	Manche.....	#	Tarn-et-Garonne...	1
Côte-d'Or.....	#	Marne.....	#	Var.....	2
Côtes-du-Nord.....	4	Marne (Haute-)....	#	Vaucluse.....	1
Creuse.....	1	Mayenne.....	#	Vendée.....	1
Dordogne.....	#	Meurthe-et-Moselle.	#	Vienne.....	3
Doubs.....	5	Meuse.....	1	Vienne (Haute)....	15
Drôme.....	1	Morbihan.....	3	Vosges.....	#
Eure.....	#	Nièvre.....	4	Yonne.....	4
Eure-et-Loir.....	#	Nord.....	9	Alger.....	1
Finistère.....	10	Oise.....	2	Constantine.....	1
Gard.....	6	Orne.....	#	Oran.....	#
Garonne Haute....	7	Pas-de-Calais.....	3		
A reporter....	85	A reporter....	182	TOTAL.....	414

L'état publié l'an dernier donnait comme existantes, au 1^{er} janvier 1907, 362 sociétés; le nombre des sociétés dont l'existence est connue s'est donc accru de 52 sociétés. Mais cette augmentation ne résulte pas tout entière de créations nouvelles effectuées en 1907; le nombre des sociétés signalées comme créées en 1907 s'élève en effet à 50, tandis que le nombre de sociétés signalées comme dissoutes en 1907 s'élève à 31; il y a donc seulement une augmentation de 19 sociétés, provenant de la balance des sociétés créées et des sociétés dissoutes. L'excès des sociétés signalées provient de ce que les préfets ont mentionné pour la première fois cette année, sur leurs états, des sociétés créées antérieurement à 1907 et dont l'existence n'avait pas encore été portée à leur connaissance.

On trouvera ci-dessous la répartition par département des sociétés coopératives créées ou dissoutes au cours de l'année 1907.

SOCIÉTÉS FONDÉES EN 1907. — 50 associations ouvrières de production ont été signalées comme fondées en 1907. Elles se répartissent ainsi par département :

Allier, 2; Ardennes, 2; Aube, 2; Bouches-du-Rhône, 2; Calvados, 1; Drôme, 1; Gard, 1; Haute-Garonne, 1; Hérault, 2; Loire, 2; Loire-Inférieure, 2; Maine-et-Loire, 1; Meuse, 1; Nièvre, 1; Nord, 1; Pas-de-Calais, 2; Puy-de-Dôme, 1; Rhône, 1; Haute-Savoie, 1; Seine, 20; Seine-et-Marne, 1; Yonne, 2.

SOCIÉTÉS DISSOUTES EN 1907. — 31 associations ouvrières de production ont été signalées comme dissoutes en 1907. Elles se répartissent ainsi par département :

Aube, 1; Bouches-du-Rhône, 3; Eure, 1; Finistère, 1; Gard, 1; Isère, 1; Loiret, 1; Lot-et-Garonne, 1; Rhône, 3; Seine, 13; Seine-et-Oise, 1; Haute-Vienne, 2; Alger, 2.

II. — RÉPARTITION PAR PROFESSIONS.

Les 414 associations de production signalées comme existantes se répartissent comme suit par professions :

Agriculture, forêts.		Report.....		58	
Apiculteurs.....	1	4	Métaux		
Bûcherons.....	1		Appareils de chauffage (Fa-	42	
Jardiniers.....	2		bricants de).....		
Mines et carrières.		Clisseuses.....			
Ardoisiers.....	2	Colliers (Fabricants de).....			
Carriers et tailleurs de pierre.....	8	Construction mécanique.....			
Mineurs.....	2	Couteliers.....			
Alimentation.		Electriciens.....			
Boulangers.....	5	Ferblantiers et ferblantiers-			
Brasseurs.....	1	zingueurs.....			
Chocolatiers.....	1	Ferreurs de voitures.....			
Industries chimiques.		Fondeurs.....			
Eau de Javel (Fab. de).....	1	Grillageurs.....			
Bois, liège, vannerie, tabletterie, etc.		Horlogers.....			
Arçonniers.....	1	Instruments de musique (cui-			
Baguettes pour cadres (Fab. de).....	1	vre et bois).....			
Bouchonniers.....	2	Instruments de précision.....			
Boutonniers en os.....	1	Lanterniers.....			
Brossiers.....	3	Limes (Ouvriers en).....			
Caisses (Fabricants de).....	1	Litiers en fer et cuivre.....			
Doreurs.....	1	Polisseurs et nickeleurs.....			
Ebénistes.....	1	Robinetiers.....			
Facteurs de pianos.....	1	Serruriers.....			
Galochiers, sabotiers.....	2	Tôliers.....			
Layetiers, malletiers.....	1	Travaux publics et bâtiment.			
Manches de parapluie (Fabricants de).....	1	Bâtiment en général.....	13	126	
Menuisiers-ébénistes.....	2	Bitumiers et asphaltateurs.....	1		
Meubles (Fabricants de).....	2	Casseurs de pierres.....	2		
Peignes (Fabricants de).....	1	Charpentiers.....	10		
Pipes (Fabricants de).....	3	Charpentiers-menuisiers.....	8		
Tabletterie (Fabricants de)...	1	Couvreurs,plombiers,zingueurs	8		
Toilettes (Fabricants de)...	1	Frotteurs-encaustiqueurs.....	1		
Tonneliers.....	3	Granitiers.....	3		
Tourneurs.....	2	Maçons.....	15		
Vanniers.....	2	Menuisiers.....	9		
Voitures (Ouvriers en).....	1	Parqueteurs-replanisseurs....	3		
À reporter.....		Paveurs-cimentiers.....	5		
		Peintres (peintres-vitriers, plâ-			
		triers-peintres).....	26		
À reporter.....		À reporter.....		226	
58					

Report.	226	Report.	318
Piqueurs de grès. 1 Plâtriers. 6 Plombiers. 2 Rampistes. 1 Sculpteurs, modelers, décora- teurs. 2 Stucateurs. 1 Tailleurs de pierres, ravaleurs. 4 Terrassiers. 1 Travaux publics. 4		Cuir et peaux. Bottiers. 1 Cordonniers (Fab. de chaussu- res). 18 Équipement et chaussures mi- litaires. 1 Mégissiers. 2 Selliers. 4 Tanneurs. 1	
Industries du livre et du papier. Cartonniers. 3 Dessinateurs-chromistes. 1 Dessinateurs et graveurs. 1 Graveurs pour impressions. 1 Imprimeurs. 54 Imprimeurs en musique. 1 Lithographes. 3 Photographes. 1 Photograpeurs. 1 Relieurs, brocheurs. 1 Sacs en papier (Fab. de). 1		Travail des pierres, verrerie. Diamantaires. 10 Glaces (Biseauteurs, polis- seurs, tailleurs de). 5 Lunetiers. 2 Meules (Fabricants de). 1 Pendules en marbre (Fab. de). 1 Verriers. 5	
Industries textiles, vêtement, toilette. Appréteurs. 1 Brodeurs. 2 Chemises (Confection de). 1 Chapeliers. 1 Cordiers. 1 Couture et broderie. 1 Drapiers. 1 Imprimeurs sur étoffes. 3 Habillement. 1 Tailleurs. 1 Tapis (Fab. de). 1 Tapissiers. 1 Tisseurs. 8 Velours de coton (Fab. de). 1		Transports et manutention. Arrimeurs. 1 Camionneurs. 2 Charbonniers. 2 Chauffeurs automobilistes. 4 Cochers. 17 Déménageurs. 2 Dockers. 2	
Divers. Allicheurs. 1 Allumeurs de lampes. 1 Cliffonniers. 4 Coiffeurs. 5 Comptables. 2 Courtiers. 1 Nettoyeurs de devantures. 1		TOTAL. 414	
A reporter. 318			

Les 50 associations ouvrières de production signalées comme créées au cours de l'année 1907 se répartissent ainsi par professions :

Arçonniers, 1 (Seine); brosiers, 1 (Ardennes); tonneliers, 1 (Hérault); tourneurs, 1 (Drôme); vanniers, 1 (Seine). Couteliers, 1 (Puy-de-Dôme); electriciens, 1 (Seine); fondeurs, 1 (Ardennes); horlogers, 1 (Haute-Savoie); polisseurs et nickeleurs, 1 (Seine). Bâtiment, 2 (Bouches-du-Rhône, Seine-et-Marne); charpentiers, 2 (Aube, Seine); couvreurs, 1 (Allier); maçons, 5 (Meuse, Nièvre, Seine [2], Yonne); menuisiers, 1 (Allier); menuisiers et charpentiers, 1 (Nord), parqueteurs, 1 (Seine); peintres, 4 (Seine); plâtriers, 2 (Maine-et-Loire, Pas-de-Calais), tailleurs de pierres, 3 (Seine). Imprimeurs, 6 (Aube, Calvados, Gard, Hérault, Loire, Yonne); relieurs, 1 (Seine). Chapeliers, 1 (Bouches-du-Rhône); tisseurs, 1 (Rhône). Cordonniers, 3 (Haute-Garonne, Hérault, Pas-de-Calais). Chauffeurs-automobilistes, 2 (Seine); dockers, 1 (Loire-Inférieure). Cliffonniers, 1 (Seine); coiffeurs, 1 (Loire-Inférieure); courtiers, 1 (Seine).

Les 31 associations ouvrières de production signalées comme dissoutes au cours de l'année 1907 se répartissent ainsi par professions :

Bouchers, 1 (Haute-Vienne); boulangers, 1 (Lot-et-Garonne); pâtisseries, 1 (Seine), Fabricants de couleurs, 1 (Seine). Ébénistes, 1 (Seine); fabricants de meubles, 1 (Haute-Vienne); modelers-mécaniciens, 2 (Seine). Fondeurs, 1 (Eure). Bâtiment, 1 (Aube); charpentiers, 2 (Bouches-du-Rhône, Seine); enduiseurs, 1 (Seine), maçons, 2 (Finistère, Seine-et-Oise); menuisiers, 3 (Bouches-du-Rhône [2], Loiret); parqueteurs, 1 (Seine); peintres, 3 (Rhône, Seine [2]); plâtriers, 1 (Alger); puisatiers, 1 (Seine); tailleurs de pierre, 1 (Isère); travaux publics, 2 (Gard, Seine). Graveurs pour impressions, 1 (Rhône). Tailleurs, 1 (Rhône). Corroyeurs, 1 (Seine). Messageries, 1 (Alger).

III. — NOMBRE DE SOCIÉTAIRES, NOMBRE D'AUXILIAIRES, CHIFFRE D'AFFAIRES.

Conformément aux prescriptions de la circulaire du 29 décembre 1906, les préfets ont indiqué sur leurs états, pour la plus grande partie des sociétés, le nombre de sociétaires, le nombre d'ouvriers employés, ainsi que le chiffre d'affaires effectué. De plus, ainsi qu'une nouvelle circulaire en date du 31 janvier 1908 le leur avait recommandé, ils ont indiqué, pour un certain nombre de sociétés, le nombre de sociétaires travaillant à l'entreprise sociale. L'examen de ces chiffres a fourni les résultats suivants :

NOMBRE DE SOCIÉTAIRES. — Sur 414 associations ouvrières de production signalées comme existantes, 399 (c'est-à-dire 96 p. 100 d'entre elles) ont indiqué le nombre de leurs sociétaires. Le total de ces sociétaires, pour les 399 sociétés, s'élève à 17,320.

Ces 399 sociétés se répartissent ainsi d'après les groupes de professions auxquels elles appartiennent.

	NOMBRE total de sociétés.	SOCIÉ- TÉS ayant le nombre des socié- taires.	NOMBRE de socié- taires.		NOMBRE total de sociétés.	SOCIÉ- TÉS ayant le nombre des socié- taires.	NOMBRE de socié- taires.
Agriculture, forêts..	4	3	53	Industries textiles,			
Mines et carrières ..	12	11	657	vêtement.....	24	24	2,100
Alimentation.....	7	7	388	Cuir et peaux.....	27	26	1,243
Industries chimiques	1	1	7	Travail des pierres,			
Bois, liège, tablet- terie.....	34	33	941	verrerie.....	24	23	1,713
Métaux.....	42	42	2,919	Transport, manuten- tion.....	30	29	1,349
Travaux publics et bâtiment.....	126	119	1,483	Divers.....	15	14	228
Industries du livre et du papier.....	68	67	4,232	TOTAUX.....	414	399	17,320

Ces mêmes sociétés se répartissent comme suit d'après le nombre de leurs sociétaires :

22 sociétés (soit 5.51 p. 100) ont moins de 7 membres; 90 sociétés (soit 22.55 p. 100) ont exactement le nombre de 7 membres nécessaire à la formation d'une société anonyme (47 associations se rapportant au bâtiment sont dans ce cas);

74 sociétés (soit 18.55 p. 100) ont de 8 à 10 membres; 89 sociétés (soit 22.30 p. 100) ont de 11 à 25 membres; 59 sociétés (soit 14.79 p. 100) ont de 26 à 50 membres; 28 sociétés (soit 7.02 p. 100) ont de 50 à 100 membres; 37 sociétés (soit 9.27 p. 100) ont plus de 100 membres. (11 sociétés appartenant à l'industrie du livre sont dans ce cas.)

Parmi les sociétés qui comptent le plus de sociétaires on citera notamment; le familistère de Guise, compté dans le total indiqué plus haut (métaux) pour 1,986 sociétaires; une association pour la fabrication du drap qui compte 737 sociétaires; quatre imprimeries signalées comme comptant respectivement 800, 396, 365 et 320 sociétaires; une association pour la fabrication des tapis signalée comme comptant 350 sociétaires; une association de verriers signalée comme comptant 352 sociétaires.

On ne saurait toutefois, juger de l'importance d'une association ouvrière de production par le nombre de ses sociétaires. Pour ne citer que quelques exemples on peut signaler les cas suivants: pour une imprimerie comptant 365 sociétaires, 12 sociétaires seulement travailleraient à l'atelier social et le chiffre d'affaires ne serait que de 44,000 francs; pour une autre, comptant 396 sociétaires, le chiffre d'affaires ne serait que de 25,000 francs; pour l'association drapière citée plus haut, sur les 737 sociétaires, 5 seulement travaillent à l'entreprise, et le chiffre d'affaires n'est que de 37,000 francs.

OUVRIERS AUXILIAIRES. — 242 associations ont été signalées comme occupant des ouvriers auxiliaires. Ces 242 associations, comptant ensemble 10,457 sociétaires, travaillant ou non dans ces associations, occupent 6,181 ouvriers auxiliaires occupés en période d'activité normale.

Ces ouvriers auxiliaires se répartissent ainsi par groupes professionnels :

	SOCIÉTÉS ayant des auxiliaires.	NOMBRE de socié- taires.	NOMBRE d'ou- vriers auxi- liaires.		SOCIÉTÉS ayant des auxiliaires.	NOMBRE de socié- taires.	NOMBRE d'ou- vriers auxi- liaires.
Agriculture, forêts .	1	10	10	Industries textiles,			
Mines et carrières..	4	308	321	vêtement.....	16	716	263
Alimentation.....	"	"	"	Cuir et peaux.....	13	327	219
Industries chimiques	1	7	2	Travail des pierres,			
Bois, liège, tablet- terie.....	16	422	168	verrière.....	16	1,082	1,581
Métaux.....	30	2,712	1,187	Transport et manu- tention.....	18	716	318
Travaux publics et bâtiment.....	76	1,109	1,452	Divers.....	3	23	15
Industries du livre et du papier.....	48	3,025	645	TOTAUX.....	242	10,457	6,181

Parmi ces 242 associations, on en compte 63 (soit 26 p. 100) qui sont signalées comme occupant un nombre d'ouvriers auxiliaires supérieur au nombre de sociétaires (ce nombre de sociétaires ne représentant pas, dans un grand nombre de cas, le nombre des sociétaires travaillant à l'entreprise). Sur ces 63 sociétés, 27 appartiennent à l'industrie du bâtiment.

CHIFFRE D'AFFAIRES. — 365 associations ont fait connaître leur chiffre d'affaires. Ces 365 associations comptant un effectif de 16,149 sociétaires et occupant ensemble 6,099 ouvriers auxiliaires, font un chiffre d'affaires total s'élevant à 52,885,500 francs.

Ces associations se répartissent ainsi, par groupes professionnels :

	NOMBRE d'asso- ciations ayant indiqué leur chiffre d'affaires.	CHIFFRE d'affaires.		NOMBRE d'asso- ciations ayant indiqué leur chiffre d'affaires.	CHIFFRE d'affaires.
Agriculture, forêts..	5	87,000	Industries textiles,		
Mines et carrières..	11	1,660,400	vêtement.....	22	751,800
Alimentation.....	7	929,600	Cuir et peaux....	23	2,389,700
Industries chimiques	#	#	Travail des pierres,		
Bois, liège, tablet- terie.....	1	150,000	verrerie.....	20	8,943,100
Métaux.....	30	2,812,200	Transport et manu- tention.....	26	6,009,700
Travaux publics et bâtiment.....	109	11,380,300	Divers.....	11	927,900
Industries du livre et du papier.....	63	4,471,900	TOTAUX.....	365	52,885,500

Ces 365 sociétés se répartissent comme suit d'après leurs chiffres d'affaires :

42 d'entre elles (soit 11.51 p. 100) font un chiffre d'affaires inférieur ou égal à 10,000 francs;

78 d'entre elles (soit 21.37 p. 100) font un chiffre d'affaires de 10,001 à 25,000 francs;

88 d'entre elles (soit 24.11 p. 100) font un chiffre d'affaires de 25,001 à 50,000 francs;

55 d'entre elles (soit 15.07 p. 100) font un chiffre d'affaires de 50,001 à 100,000 francs;

87 d'entre elles (soit 23.83 p. 100) font un chiffre d'affaires de 100,001 à 500,000 francs;

11 d'entre elles (soit 3.01 p. 100) font un chiffre d'affaires de 500,001 à 1,000,000 de francs.

4 d'entre elles (soit 1.09 p. 100) font un chiffre d'affaires supérieur à 1 million de francs.

Parmi les associations qui atteignent un chiffre d'affaires élevé on peut citer, notamment, les suivantes :

Dans le groupe des mines, la société stéphanoise de la mine aux mineurs (63 sociétaires, dont 46 travaillent à l'entreprise; 280 ouvriers auxiliaires) fait 800,000 francs d'affaires. Une association pour la fabrication de peignes fait 550,000 francs. Dans le groupe des métaux, 13 sociétés font de 100 à 500,000 francs d'affaires; le familistère de Guise (1,986 sociétaires, travaillant tous à l'entreprise; 907 ouvriers auxiliaires) est signalé comme faisant un chiffre d'affaires de 7,835,000 francs; une association de ferblantiers (123 sociétaires, 20 auxiliaires) fait 750,000 francs, une association d'ouvriers en instruments de précision (210 sociétaires, 4 ouvriers auxiliaires) fait 600,000 francs. Dans le groupe du bâtiment, 19 sociétés font de 100 à 500,000 francs; en outre une association d'ouvriers charpentiers (28 sociétaires, 100 à 350 ouvriers auxiliaires) atteint un chiffre d'affaires de 2,000,000 fr.; une association de peintres (78 sociétaires, 200 à 250 auxiliaires) fait 1,600,000 francs d'affaires; une association d'ouvriers de travaux publics (200 sociétaires, 150 ouvriers auxiliaires) fait 800,000 francs. Dans l'industrie du livre la majeure partie des sociétés (43) fait un chiffre d'affaires inférieur à 50,000 francs; 20 seulement dépassent ce chiffre; on peut citer parmi celles-ci : une association pour l'impression de journaux officiels (40 sociétaires, 190 auxiliaires) qui fait 700,000 francs d'affaires; une association de lithographes (116 sociétaires, 45 ou-

vriers auxiliaires) qui fait 600,000 francs d'affaires. Dans le groupe des cuirs et peaux, une association pour la fabrication de l'équipement et chaussures militaires (36 sociétaires travaillant tous à l'entreprise, 40 ouvriers auxiliaires) fait 600,000 francs d'affaires. Deux associations de verriers font l'une (335 sociétaires) 953,000 francs d'affaires, et l'autre (85 sociétaires, 100 ouvriers auxiliaires) 700,000 francs; une association de lunetiers (230 sociétaires, 1,200 ouvriers auxiliaires) atteint un chiffre d'affaires de 5,000,000 de francs. Dans les transports, toutes les sociétés de cochers atteignent un chiffre d'affaires de 100,000 francs; l'une d'entre elles (135 sociétaires) fait 525,000 francs.

ASSOCIATIONS AYANT FAIT CONNAÎTRE LE NOMBRE DE LEURS SOCIÉTAIRES
QUI TRAVAILLENT À L'ENTREPRISE SOCIALE.

184 associations ouvrières de production sur les 414 sociétés signalées (c'est-à-dire 44.44 p. 100) ont bien voulu faire connaître le nombre de leurs sociétaires qui concourent d'une façon effective par leur travail, à l'entreprise sociale.

Il a paru intéressant de donner, à titre de document, pour ce groupe de 184 sociétés, des indications détaillées, permettant de rapprocher du nombre des sociétaires travaillant à l'entreprise sociale, le nombre total des sociétaires, le nombre d'ouvriers auxiliaires et le chiffre d'affaires. On se rappellera toutefois que le groupe dont il s'agit ne représente que 44 p. 100 des sociétés.

1. — *Rapport entre le nombre des sociétaires travaillant à l'entreprise
et le nombre total des sociétaires.*

Les 184 sociétés dont il s'agit comprennent un total de 11,359 sociétaires, sur lesquels 5,144 travaillent à l'entreprise sociale. Cela représente une proportion de 45.28 p. 100.

Ces sociétés se répartissent comme suit, d'après les groupes professionnels :

GROUPES.	NOMBRE D'ASSOCIA- TIONS ayant indiqué le nombre de sociétaires travaillant.	NOMBRE TOTAL des sociétaires.	NOMBRE de SOCIÉTAIRES travaillant.	PROPOR- TION P. 100 des sociétaires travaillant par rapport au nombre total de sociétaires.
Agriculture, forêts	3	53	18	33.96
Mines, carrières	7	414	372	83.78
Alimentation	4	168	23	13.69
Industries chimiques	"	"	"	"
Bois, liège, tabletterie, etc.	19	657	459	69.86
Métaux	20	(1) 2,331	(1) 2,158	92.57
Travaux publics et bâtiment	48	473	373	78.85
Industries du livre et du papier	38	3,227	415	12.86
Industries textiles, vêtement, toilette	13	1,827	116	7.99
Cuirs et peaux	15	1,051	293	27.87
Travail des pierres, verrerie	13	970	775	79.89
Transports et manutention	2	131	108	82.44
Divers	2	27	4	14.81
TOTAUX	184	11,359	5,144	45.28

(1) Dans ce chiffre figurent les 1,986 sociétaires du Familistère de Guise qui sont signalés comme travaillant tous à l'entreprise sociale.

Ces 184 associations peuvent se classer ainsi, au point de vue du rapport entre le nombre de sociétaires travaillant à l'entreprise et le nombre total de sociétaires.

Dans 2 sociétés (c'est-à-dire 1.09 p. 100) aucun sociétaire ne travaille à l'entreprise.

Dans 2 sociétés (c'est-à-dire 1.09 p. 100) le rapport du nombre de sociétaires travaillant à l'entreprise au nombre total des sociétaires est moindre que 1 p. 100.

Pour 14 sociétés (c'est-à-dire 7.61 p. 100) ce rapport est compris entre 1 et 10 p. 100.

Pour 23 sociétés (c'est-à-dire 12.49 p. 100) ce rapport est compris entre 10 et 25 p. 100.

Pour 25 sociétés (c'est-à-dire 13.59 p. 100) ce rapport est compris entre 25 et 50 p. 100.

Pour 30 sociétés (c'est-à-dire 16.30 p. 100) ce rapport est compris entre 50 et 75 p. 100.

Pour 12 sociétés (c'est-à-dire 6.52 p. 100) ce rapport est supérieur à 75 et inférieur à 100 p. 100.

Dans 76 sociétés (c'est-à-dire 41.30 p. 100) tous les sociétaires travaillent à l'entreprise.

Dans le bâtiment, pour 33 sociétés sur 48, tous les sociétaires travaillent à l'entreprise. Dans le groupe de l'industrie du livre et du papier, pour 22 sociétés sur 38, moins de 50 p. 100 des sociétaires travaillent à l'entreprise; pour 8 sociétés ce rapport n'atteint pas 10 p. 100; dans 5 sociétés seulement tous les sociétaires travaillent à l'entreprise. Dans le groupe de l'industrie textile pour 7 sociétés sur 13, le rapport n'atteint pas 25 p. 100.

II. — *Rapport entre le nombre d'ouvriers auxiliaires employés et le nombre des sociétaires travaillant à l'entreprise sociale.*

Parmi les 184 sociétés qui ont fait connaître le nombre de leurs sociétaires travaillant à l'entreprise sociale, on en compte 100 qui emploient des ouvriers auxiliaires. Ces 100 sociétés comptent 6,821 sociétaires. Sur ce nombre, 3,920 sociétaires travaillent à l'entreprise sociale. Le nombre d'ouvriers auxiliaires occupés est de 2,691. C'est donc pour ces 100 sociétés un total de 6,611 personnes employées. Sur ces 6,611 personnes, 59.29 p. 100 sont des sociétaires et 40.70 p. 100 sont des ouvriers auxiliaires.

Ces 100 associations se répartissent comme suit au point de vue du rapport entre le nombre des auxiliaires occupés et le nombre des sociétaires travaillant à l'entreprise :

59 sociétés occupent un nombre d'ouvriers auxiliaires inférieur au nombre des sociétaires travaillant à l'entreprise.

2 sociétés se trouvent occuper un nombre d'ouvriers auxiliaires égal à celui des sociétaires travaillant à l'entreprise.

Les 39 autres sociétés occupent un nombre d'ouvriers auxiliaires supérieur à celui des sociétaires travaillant à l'entreprise.

Pour 15 de ces 39 sociétés, le nombre des auxiliaires ne dépasse pas le double des sociétaires travaillant; pour 16 de ces sociétés, le nombre des auxiliaires est compris entre 2 fois et 5 fois celui des sociétaires travaillant; pour 8 sociétés le nombre des auxiliaires dépasse cinq fois celui des sociétaires travaillant. On peut citer notamment une association de mineurs comprenant 63 sociétaires, dont 46 travaillent à l'entreprise, et occupant 280 ouvriers auxiliaires; une association de cartonnières, dont 18 sociétaires sur 19 travaillent à l'entre-

prise, et qui occupe 105 ouvriers auxiliaires; une association pour la fabrication des chemises, dont 14 sociétaires sur 19 travaillent à l'entreprise, et qui occupe 80 ouvriers auxiliaires. On peut signaler enfin 2 associations qui occupent des ouvriers auxiliaires, aucun sociétaire ne travaillant à l'entreprise.

Voici comment se répartissent les sociétés dont il s'agit, suivant les groupes professionnels auxquels elles appartiennent :

GROUPE.	NOMBRE					SUR	
	de SOCIÉTÉS avant fait connaître le nombre de leurs sociétaires travaillant et employant des auxiliaires.	TOTAL des sociétaires.	de SOCIÉTAIRES travaillant.	D'AUXILIAIRES.	TOTAL des personnes occupées.	occupées dans les entreprises on compte :	
						sociétaires.	auxiliaires.
Agriculture, forêts	1	10	9	10	19	57	53
Mines et carrières	3	283	262	306	568	46	54
Alimentation	"	"	"	"	"	"	"
Industries chimiques	"	"	"	"	"	"	"
Bois, liège, tabletterie	8	264	117	69	186	63	37
Métaux	11	2,147	2,084	974	3,057	68	32
Travaux publics et bâtiment	36	348	259	142	701	37	63
Industries du livre et du papier	27	2,360	306	302	608	50	50
Industrie textile, vêtement	7	171	76	152	228	33	67
Cuir et peaux	5	173	93	132	225	41	59
Travail des pierres, verrerie	7	694	616	279	895	69	31
Transport et manutention	1	98	98	25	123	80	20
Divers	"	"	"	"	"	"	"
TOTAUX	100	6,821	3,920	2,601	6,611	59	41

III. — *Chiffre d'affaires des sociétés ayant indiqué le nombre de leurs membres travaillant à l'entreprise sociale.*

Parmi les 184 sociétés qui ont indiqué le nombre de leurs sociétaires travaillant à l'entreprise sociale, 166 ont indiqué leur chiffre d'affaires. On trouvera dans le tableau suivant les indications relatives à ces sociétés réunies en groupes professionnels.

GROUPE.	SOCIÉTÉS EMPLOYANT DES AUXILIAIRES.				SOCIÉTÉS N'EMPLOYANT PAS D'AUXILIAIRES.			
	Nombre de sociétés ayant indiqué le nombre de leurs sociétaires travaillant.	Nombre total de sociétaires.	Nombre de sociétaires travaillant.	Nombre d'auxiliaires employés.	Chiffre d'affaires.	Nombre total de sociétaires.	Nombre de sociétaires travaillant.	Chiffres d'affaires.
Agriculture, forêts.....	1	10	9	10	francs. 60,000	2	8	francs. 27,000
Mines et carrières.....	3	283	262	306	1,299,200	4	110	108,200
Alimentation.....	"	"	"	"	"	1	168	246,600
Industries chimiques.....	"	"	"	"	"	"	"	"
Bois, liège, tabletterie.....	7	253	106	64	435,700	11	342	574,100
Métaux.....	(1) 10	(1) 2,110	(1) 2,277	(1) 968	(1) 8,316,300	8	69	259,900
Travaux publics et bâtiment.....	27	245	226	437	1,551,000	15	131	297,000
Industries du livre et du papier.....	27	2,360	306	302	1,718,900	11	867	450,409
Industries textiles, vêtement.....	7	474	76	132	409,400	5	1,003	155,200
Cuir et peaux.....	5	173	93	132	1,230,900	8	818	493,300
Travail des pierres, verrerie.....	6	672	594	274	1,720,800	4	203	168,500
Transport et manutention.....	"	"	"	"	"	"	"	"
Divers.....	"	"	"	"	"	1	17	6,300
TOTAUX.....	93	6,610	3,749	2,645	16,951,400	73	4,001	2,786,500

(1) Dans ces chiffres figure le familialière de Guise comptant 1.986 sociétaires signalés comme travaillant tous à l'entreprise, employant 907 ouvriers auxiliaires et faisant un chiffre d'affaire de 7.835.000 francs.

IV. — FÉDÉRATIONS D'ASSOCIATIONS OUVRIÈRES DE PRODUCTION.

PARIS. — *Chambre consultative des associations ouvrières de production*, fondée le 26 novembre 1884 à Paris (boulevard Sébastopol. 84). Ce groupement comprenant au 1^{er} janvier 1908, 209 associations ouvrières de production.

PARIS. — *Bourse des coopératives socialistes de France*, siège social à Paris, boulevard Saint-Marcel, 21, au 1^{er} août 1908, 46 sociétés de production adhéraient à ce groupement.

PARIS. — Syndicat des associations ouvrières de production, siège social à Paris, rue Caulaincourt, 101, fondée en 1904. (N'a pas fourni de renseignements.)

LYON. — Fédération des associations ouvrières de production (section du sud-est). Siège social à Lyon, rue Cuvier, 94. Fondée en 1894. Cette fédération comprenait au 1^{er} janvier 1908, 13 associations groupant 400 sociétaires environ.

ENQUÊTE SUR LE CHÔMAGE DANS LA MÉGISSERIE ET LA TANNERIE ⁽¹⁾.

I. — MÉGISSERIE. (Suite.)

RÉSULTATS DE L'ENQUÊTE EN PROVINCE.

B. — MÉGISSERIE POUR DOUBLURES DE CHAUSSURES.

Mazamet.

L'industrie, déjà ancienne, du délainage des peaux à Mazamet, s'est accrue depuis environ dix années de celle de la préparation des peaux provenant des usines de délainage. Cependant, le travail des *mégisseries* est encore assez restreint, malgré les efforts faits de divers côtés pour en assurer le développement; aussi peut-on admettre qu'il est loin de présenter la même importance que dans les mégisseries de Graulhet qui tirent leur matière première de Mazamet. Dans ces dernières années, une usine agencée avec les derniers procédés mécaniques et chimiques avait été installée pour traiter, dans la banlieue de Mazamet, les peaux qui venaient d'être délainées; un conflit né entre patrons et ouvriers et qui, malgré plusieurs mois de pourparlers, n'a pas été entièrement solutionné, a laissé fermé plusieurs mois cet important établissement qui occupait près de 200 ouvriers, et diminué ainsi dans une très grande proportion la production de la mégisserie de Mazamet. Quoi qu'il en soit, en 1906, la production était estimée dans le rapport de la chambre de commerce de Mazamet à 375,000 kilogrammes, contre 316,000 kilogrammes en 1906 (l'année 1905 avait été inférieure à 1904 de 75,000 kilogrammes environ, diminution attribuée « à la rareté de la peau de mouton et aux prix sans cesse en hausse de cette matière première dont la valeur a atteint un niveau hors de tout précédent et de toute prévision ».

En ce qui concerne l'année 1906, le rapporteur de la chambre de commerce, en constatant l'amélioration de la production, ajoutait que « l'augmentation aurait été plus importante sans les difficultés d'approvisionnement en cuirots bruts ⁽²⁾ contre lesquelles les mégisseries de Mazamet eurent constamment à lutter ».

Les peaux de mouton travaillées à Mazamet proviennent rarement d'animaux amenés aux abattoirs pour en livrer la viande à la consommation et la peau aux commissionnaires ramasseurs. Pour la plupart, ces peaux proviennent d'animaux morts de maladie, de faim ou de soif, dans les immenses prairies de la république Argentine, que l'absence de pluies régulières rend absolument sèches à certaines époques de l'année. Les peaux des animaux décédés dans de telles conditions, sont (cela se conçoit aisément) de moins bonne qualité que les peaux des animaux amenés en pleine santé aux abattoirs, aussi ne peuvent-elles servir qu'à la fabrication

⁽¹⁾ Voir le *Bulletin* d'avril 1908, page 340.

⁽²⁾ La peau de mouton sèche, à l'arrivée aux ateliers de délainage, reçoit les façons habituelles et déjà décrites dans la mégisserie lainière. Lorsque la laine est enlevée, pour arrêter la fermentation qui ne manquerait pas de se produire dans une peau humide, on dispose de plusieurs procédés : le séchage à l'air, la peau humide est portée dans des séchoirs aux « galetas » ou greniers qui donnent un aspect tout spécial à certaines mégisseries qui pratiquent ce procédé; la peau est aussi traitée par le procédé du salage, les peaux salées ne fermentent plus; les peaux sont aussi conservées par le procédé du « piklage », procédé de salage spécial. Les peaux séchées ou chagrinées, salées ou pikées, peuvent être conservées ensuite très longtemps sans être endommagées par la fermentation; elles sont appelées *cuirots*.

d'articles à bon marché, pendant que la laine qui les recouvre ayant peu souffert de la maladie de la bête, continue à donner une grande valeur aux peaux qu'elle recouvre.

Les délaineurs de Mazamet se sont fait une spécialité du travail de ces peaux, ils ont rencontré jusqu'ici peu de concurrence. Le délainage s'y fait à l'échauffe, c'est-à-dire que les peaux et les toisons sont humectées, sabrées, c'est-à-dire nettoyées au moyen d'appareil spéciaux ayant pour but d'enlever en même temps que les immondices qui les recouvrent parfois, les ronces, chardons qui y sont emmêlés. Puis ces peaux encore recouvertes de leur toison, sont soumises à l'étuve (travail à l'échauffe), et la fermentation de la peau qui est facilitée par cette opération permet ensuite le délainage rapide de la peau. Celle-ci est sans doute un peu attaquée par la fermentation du travail à l'échauffe, plus que dans les opérations ordinaires du travail de mégisserie, travail à la chaux, etc. . . , mais il faut remarquer que pendant longtemps ces peaux, à Mazamet, ont été considérées comme un sous-produit sans grande valeur. Les efforts des mégissiers de Graulhet sont arrivés à leur trouver un emploi dans la doublure pour chaussure, d'où une rapide augmentation dans la valeur de cette matière première. Dans les dernières années, le traitement des peaux de mouton par le chrome, en donnant à ces peaux une plus grande ténacité, a encore étendu les emplois qu'elles pouvaient recevoir et a contribué à l'élévation des prix de vente.

On s'explique ainsi la hausse presque continue des cuirots, en même temps que la difficulté des approvisionnements des mégissiers. En fin 1904, les cours des cuirots secs, premier choix. Buenos-Ayres, étaient cotés 26 francs par douzaine; ils ont atteint 32 francs pour la même qualité en fin 1905. Une hausse nouvelle de 3 francs a été enregistrée en fin 1906, et ce mouvement de hausse a persisté jusqu'au 3^e trimestre 1907, malgré l'augmentation des quantités de cuirots produits par Mazamet. Il y avait environ 6,400,000 kilogrammes de cuirots en 1904, puis seulement 5,200,000 kilogrammes en 1905, mais en 1906 on est remonté à près de 5,700,000 kilogrammes.

Opinions des patrons et des ouvriers. — Les peaux en poils proviennent, pour la plus grande partie de l'Amérique du sud. Mazamet absorbait il y a encore quelques années 2/3 de l'exportation des peaux de moutons morts dans l'Amérique du sud, bien qu'un peu diminuée par la concurrence des Etats-Unis et de l'Italie, Mazamet en prendrait une part encore considérable, on l'estime à environ moitié de l'exportation ⁽¹⁾. Sur une consommation de 36 millions de kilogrammes par an, Mazamet en prend 25,500,000 kilogrammes à la Plata; les peaux d'Australie comptent pour environ 8 millions de kilogrammes, le reste vient du Cap, d'Espagne, d'Afrique etc. rien de France. En 1907, les proportions sont restées à peu près les mêmes, bien que l'on ait eu à lutter d'abord contre une spéculation américaine, une hausse exagérée des matières premières et contre la concurrence des usines qui se sont montées dans les pays d'origine pour traiter les peaux sur place.

Cette hausse exagérée des peaux a atteint d'abord les usines de délainage et, par suite, le personnel ouvrier; les commandes ont été en diminuant, le prix du produit fabriqué, laine ou cuillot, ne suivant que de loin le mouvement de la matière première. Cette hausse a été préjudiciable surtout aux mégissiers. Les mégissiers de Mazamet et leurs concurrents de Graulhet n'ont pu faire accepter à leur clientèle

⁽¹⁾ Les Etats-Unis ont commencé à traiter les peaux dans le genre de Mazamet, mais sans mieux faire; la crise monétaire a arrêté le développement de cette concurrence. Il existe en Europe des concurrents, en Italie, et en France, à Croix dans le Nord; dans ce dernier centre, on fait concurrence surtout à Graulhet.

des prix de vente correspondants à leurs prix d'achat. Le cuirot étant destiné d'après la fabrication des mégisseries de Mazamet à la doublure des chaussures et d'articles analogues, n'a pu supporter une aussi grande élévation des prix que celle qui avait été la conséquence de la hausse des matières premières; aussi les stocks se sont bientôt accumulés dans les magasins et force a été d'arrêter la fabrication et de renvoyer les ouvriers. Ce sont les fabricants étrangers, les Américains du Nord notamment, qui sont devenus les clients de Mazamet pour les cuirots. Mais, à son tour, la crise monétaire a amené un ralentissement sur ce marché et en fin 1907 les délaineurs ont été aussi atteints par le chômage. Pour amener un écoulement des produits, les patrons ont dû consentir une baisse tant sur la laine que sur les cuirots provenant de peaux qui avaient été pourtant achetées sur des cours en hausse.

Parmi les ouvriers travaillant la peau de mouton à Mazamet, il y a lieu de distinguer, d'une part, ceux qui sont occupés uniquement dans les usines de délainage et dont l'occupation, très voisine de celle des ouvriers délaineurs-choisisseurs occupés dans la mégisserie lainière, consiste à débarrasser la peau de sa toison et à donner une première façon à la peau pour la transformer en un cuirot qui sera vendu aux mégisseries spécialistes, soit de Graulhet, soit de Mazamet même, soit d'autres pays, et, d'autre part, les ouvriers occupés chez ces mégisseries à Mazamet. Tandis que le nombre des ouvriers de la première catégorie est toujours fort important et tend plutôt à s'accroître, celui des mégisseries, principalement dans ces derniers temps, par suite de la longue durée de la grève, reste stationnaire et tendrait même à décroître. En effet, la situation s'est compliquée en 1907 d'un conflit entre patrons et ouvriers, conflit ⁽¹⁾ commencé en mai 1907, fini seulement en décembre, et qui a amené la fermeture de l'usine, une des plus importantes, si ce n'est la plus importante de la région. Une partie seulement des ouvriers qui y étaient occupés a trouvé à s'employer dans la mégisserie concurrente.

On estime, du côté patronal, que moitié des ouvriers mégisseries, sont atteints par le chômage; les ouvriers corroyeurs de la peau mégissée sont plus atteints que les ouvriers mégisseries de rivière.

Il y a à cela plusieurs raisons. D'abord le développement et l'emploi des machines ⁽²⁾ et aussi du travail féminin. Ainsi à l'usine la plus importante, celle qui a été fermée plus tard, le travail de 23 ouvriers a été remplacé par celui de 3 machines menées par 3 ouvriers. D'autre part, la main-d'œuvre féminine est plus recherchée que la main-d'œuvre masculine, même pour les travaux pénibles tels que le travail au couteau au chevalet, le travail d'ouverture de la peau à la machine, le lissage, etc, bien que le tarif des façons soit le même chez les femmes que chez les hommes. Par suite, les ouvriers sont plus atteints par le chômage que les femmes.

La diminution du travail n'a pas amené une baisse dans le taux des salaires à l'heure ni dans les prix de façon.

En fin 1907, malgré la baisse qui s'est produite sur les cours des matières premières, les commandes en produits fabriqués sont insuffisantes à alimenter les ateliers; les acheteurs attendent espérant des cours encore plus faibles; d'autre part, les fabricants de chaussures ou d'articles similaires ont commencé à remplacer les cuirots, d'un prix trop élevé, par d'autres produits, toile, toile cirée, etc., qui ont

⁽¹⁾ L'origine du conflit était la demande de renvoi d'un contremaître que les ouvriers trouvaient trop exigeant.

⁽²⁾ Dans le travail de mégisserie de rivière, sauf pour le pelenage (enlèvement de la laine au couteau sur le chevalet et en même temps classement de cette laine suivant les parties du corps de la bête), toutes les façons sont faites à la machine: repelenage, écharnage, butage du côté chair, mise au vent, trayage; il en est de même pour le travail de corroyerie, pour le palissonnage, l'ouverture des peaux, lissage etc.

été acceptés par la clientèle. Le ralentissement du travail dans l'industrie de la chaussure a contribué aussi à la diminution des commandes chez les mégissiers en cuirots.

Il convient d'ajouter que la concurrence des États-Unis de l'Amérique du Nord n'a pas été étrangère à la mauvaise situation de la mégisserie. Les fabricants des États-Unis, par des achats considérables, avaient poussé à la hausse des matières premières, tant des peaux non délainées que des cuirots; ils ont pu trouver sur leur marché, très fermé à la concurrence étrangère, un écoulement de leurs produits, ce qui n'était pas possible pour les nôtres. D'autre part, ils ont développé le tannage au chrome de ces cuirots, ce qui n'est qu'exceptionnel chez nous; les cuirots tannés au chrome ont été susceptibles de nouveaux emplois (pour la fabrication des claques de chaussures légères, par exemple).

Par suite du ralentissement du travail, la main-d'œuvre est restée abondante chez les ouvriers connaissant leur métier, elle a été même en excès.

Les ouvriers estiment que leur métier est devenu plus difficile à apprendre et surtout à exercer, principalement par suite de l'emploi du chrome. Ils signalent la fréquence de maladies spéciales de la peau dont des ouvriers et des ouvrières seraient atteints, des eczémias qui proviendraient de l'emploi du travail au chrome (procédé aux 2 bains).

Le seul remède que l'on propose est plutôt un vœu, une espérance : on demande une plus grande consommation de l'article. On reconnaît que l'organisation des cours professionnels, en permettant aux ouvriers de mieux connaître leur métier, en faciliterait le progrès.

Patrons et ouvriers sont d'accord pour accepter la réunion d'une commission mixte, qui aurait pour but de rechercher les moyens d'améliorer la situation, bien qu'un certain nombre pensent que son efficacité est douteuse.

Graulhet.

La fabrication de Graulhet consiste principalement dans la préparation de peaux de mouton délainées et déjà travaillées à Mazamet; ces peaux dites « cuirots » sont travaillées en vue de leur utilisation surtout comme doublures de chaussures.

Il y a quelque trente ans, Graulhet ne comptait que quelques mégissiers qui travaillaient des peaux de moutons indigènes; lorsque Mazamet développa le travail des peaux de moutons exotiques, Graulhet chercha à utiliser les peaux délainées qui étaient considérées presque comme des déchets de fabrication, qui, en tous cas, avaient peu de valeur. La production de Graulhet prit une grande extension, si bien que le rapporteur à l'Exposition de 1900 ⁽¹⁾ l'estimait à 12,000 douzaines de peaux par semaine.

Les peaux, dites cuirots, étaient, il y a une quinzaine d'années, uniquement préparées, c'est-à-dire tannées au sumac. Les peaux pour doublures étaient demandées alors en teinte claire, teinte paille, que l'on ne pouvait guère obtenir qu'avec le tannage au sumac. Ce procédé de préparation fut délaissé lorsqu'à la suite d'une entente réalisée entre les paysans de Sicile, grands producteurs de sumac, le prix de cette matière première fut passé de 19 à 20 francs, cours habituel, à 42 francs par 100 kilos. La fabrication de la peau pour doublure qui ne peut supporter que de faibles majorations de prix de revient ⁽²⁾ en fut éprouvée. Les mégissiers durent recourir à d'autres espèces tannantes, telles que le tan et le québracho. Cette der-

⁽¹⁾ Voir Rapport de M. Placide Peltereau à la classe 89 : ouvrage déjà cité.

⁽²⁾ On estime qu'il faut une dizaine de kilos de sumac par douzaine de peaux; le prix de revient se trouvait par suite subir une augmentation assez sensible.

nière réussit particulièrement grâce à la commodité de son emploi sous forme d'extrait. Sans doute le tan et le québracho ne permettent pas de donner à la peau toutes les teintes comme le sumac; mais la mode avait alors accepté des doublures de couleur noire et plus tard de teintes havanes, de telle sorte que maintenant, bien que les cours du sumac, variables suivant les récoltes du sumac, soient redescendus et oscillent autour de 20 francs à peine, moitié de la production de Graulhet est en peau paille au sumac; pour le reste, la presque totalité est au québracho.

Toutes ces peaux sont, après tannage, palissonnées et finies comme dans le travail de mégisserie déjà décrit. Quelques ateliers travaillent des peaux — les meilleures — au chrome, pour ne faire des peaux non plus à doublures, mais à dessus de chaussures. La consommation de cet article est importante, particulièrement dans la fabrication des chaussons en cuir à bon marché, de la région de Cholet, pour l'article dit « Choletais »⁽¹⁾.

Le rapporteur de l'Exposition de 1900 a signalé qu'à Graulhet, comme dans les autres centres, les transformations industrielles devenues nécessaires par suite de l'augmentation de la concurrence et des modifications apportées à la production, ont amené, dans les 10 à 15 dernières années, la fermeture de près de moitié des ateliers : une cinquantaine d'ateliers subsistaient en 1900.

Bien que l'industriel à Graulhet, d'après le rapporteur de 1900, confiant dans l'habileté de ses ouvriers et le bon marché de la main-d'œuvre, soit peu disposé à employer les nouveaux procédés mécaniques de production, quelques usines se sont montées avec l'outillage moderne.

La situation de Graulhet étant liée à celle de Mazamet, puisque les mégissiers de Graulhet achètent la presque totalité de leurs peaux à Mazamet, la production à Graulhet a, dans ces dernières années, subi les variations qui ont été signalées dans l'étude de la situation à Mazamet. Mais, tandis qu'à Mazamet, le délainage des peaux, l'industrie principale, doit se préoccuper de la situation dans la mégisserie et dans l'industrie lainière, deux industries dans lesquelles s'écoulent la majeure partie des produits de la fabrication de Mazamet, à Graulhet l'activité du travail dépend de la production dans la cordonnerie.

Opinions des patrons et des ouvriers. — Suivant certains patrons, l'année 1904 a marqué le point le plus élevé de l'activité du travail; par rapport à cette année 1904, la diminution du travail a été d'un quart en 1905, de moitié en 1906 et des trois quarts en 1907; il y aurait eu ainsi chaque année une diminution d'un quart environ par rapport à l'année précédente.

La diminution des commandes a entraîné la fermeture des ateliers pendant quelques jours par semaine, à intervalles irréguliers; d'autres ateliers ont renvoyé du personnel et quelques-uns ont réduit la journée de travail.

Toutes les spécialités d'ouvriers de la préparation des cuirs et peaux ont été également atteints par le chômage. Les ouvriers sont d'accord avec les patrons pour

⁽¹⁾ La fabrication de la chaussure à bon marché a permis dans ces dernières années d'occuper à Cholet et dans les environs une population ouvrière importante, dont le chômage allait en augmentant depuis la transformation du tissage de toile, autrefois l'industrie principale du pays. Les chaussons produits sont des articles à très bon marché, parce que la main-d'œuvre est encore peu habile à ce genre de travail et parce que la matière première, le cuirot, est de peu de valeur; les chaussons en cuir qui sont fabriqués dans le Choletais se vendaient, avant la hausse des cuirs, 18 francs la douzaine — article vendu au détail dans les déballages en réclame 1 fr. 95 la paire. La hausse des cuirs et cuirots, en 1906-1907, a eu pour effet de ralentir, puis d'arrêter cette fabrication, le prix de revient étant monté à 22 et 23 francs, et l'article ne permettant pas de trouver un écoulement facile avec des prix aussi élevés. Depuis la baisse des cuirots, la fabrication tend à reprendre et les ouvriers du Choletais ont vu diminuer leur chômage.

signaler un chômage intense qui a commencé dès 1906 et atteint jusqu'aux $\frac{3}{4}$ des ouvriers des ateliers de la préparation des cuirs et peaux; depuis, un certain nombre d'ouvriers, précédemment attirés à la ville par les salaires avantageux de la mégisserie, ayant repris les travaux des champs, l'importance des chômeurs a un peu diminué, mais on comptait encore, à la fin de décembre 1907, un peu plus de moitié des ouvriers mégissiers en chômage; parmi ceux-ci la moitié subissaient un chômage complet ou intermittent; les autres faisaient 6 heures par jour. D'après les avis patronaux et ouvriers, les ouvriers maroquinières étaient les moins éprouvés par le chômage; suivant certains patrons, il y aurait même augmentation du travail dans cette spécialité, d'ailleurs assez récente à Graulhet.

Grâce aux subventions du Gouvernement et de la municipalité, le syndicat ouvrier a organisé des distributions de pain et de soupe pour les chômeurs.

Le taux des salaires n'a pas été en 1907 influencé par la diminution du travail. Précédemment, à la suite d'une augmentation considérable de commandes, augmentation qui ne fut que passagère, le taux des salaires avait été porté de 3 fr. 50 à 4 francs par journée de 10 heures; depuis, malgré la diminution des commandes, le taux des salaires a été maintenu à 0 fr. 40 l'heure. On fait remarquer, d'autre part, que l'augmentation du taux des salaires avait trouvé une contre-partie dans l'augmentation des prix des denrées de première nécessité: viande, œufs; ainsi les œufs se vendraient en 1907 à 1 fr. 50 la douzaine au lieu de 0 fr. 50 à la même époque en 1900; les poulets à fr. 50 au lieu de 1 fr. 50.

Par suite de la hausse de la matière première, la destination des cuirs produits à Graulhet s'est trouvée modifiée. Jusqu'en 1906, la presque totalité était employée pour la doublure des chaussures. Depuis que le prix de la matière première a atteint un taux dépassant celui que l'on consacre généralement à la doublure pour chaussures, on a essayé à Graulhet de faire avec les meilleures peaux des cuirs au chrome pour tiges de chaussures qui peuvent supporter des prix plus élevés que les cuirs pour doublure.

D'après les patrons, le chômage serait dû au renchérissement de la matière première à la suite des achats des États-Unis et à la difficulté de l'écoulement des produits fabriqués auprès des fabricants de chaussures.

L'industrie de la chaussure en France a opéré dans ces dernières années d'importantes transformations dans ses procédés, à la suite de l'augmentation de la concurrence étrangère; devant souvent consentir des diminutions sur les prix de vente de ses produits pour conserver sa clientèle, elle n'a pas pu supporter l'augmentation des prix qui lui était demandée par la mégisserie de Graulhet sur les peaux pour doublure de chaussures et elle a remplacé le cuir par d'autres matières, toile, péga-moïd, etc.

A Mazamet, d'autre part, les industriels étrangers, tant pour leur cordonnerie qui est en plein développement, que pour d'autres usages, ceintures, travail des peaux au chrome, etc., se sont portés acquéreurs des cuirots à des cours élevés qui ont écarté les mégissiers de Graulhet. Ceux-ci déjà chargés d'un stock important ont dû arrêter leur fabrication, en octobre 1907, au moment où les cours, qui avaient été entraînés à un taux exagéré, commençaient à baisser. Ainsi, en fin décembre 1907, même avec des cours de matière diminués de 30 à 40 p. 100 sur ceux du milieu de 1907, les mégissiers de Graulhet ne pouvaient pas reprendre le travail, parce que les stocks en réserve n'étaient pas vendus et que leur clientèle de fabricants de chaussures ne remettait pas de commandes.

Les patrons signalent encore comme cause du chômage le remplacement du travail à la tâche — qui avait contribué à augmenter la production des usines de Graulhet — par le système du travail à l'heure; les ouvriers, d'après les patrons, n'apportent plus en outre dans leurs travaux l'attention et l'activité qui avaient fait la

réputation des mégissiers de Graulhet. Les ouvriers estiment qu'ils diminuent au contraire le chômage en réglementant la production et la durée de leur travail.

A côté l'influence du renchérissement des matières premières et de la difficulté de l'écoulement des produits fabriqués, les ouvriers indiquent encore, comme cause du chômage l'emploi de machines qui permet de réduire le personnel employé et facilite le remplacement des ouvriers de métier par des manœuvres, voire par des femmes; actuellement le personnel ouvrier comprendrait un tiers de femmes.

Bien que l'introduction des premières machines soit déjà ancienne, les écharneuses perfectionnées ont été introduites en 1896, mais d'autres, assez rudimentaires, avaient déjà été employées en 1889; l'opposition est venue longtemps des ouvriers seulement; tout récemment le développement du travail à la machine aurait rencontré aussi l'opposition des petits patrons et cette opposition aurait été même une des causes de la dissolution du syndicat patronal.

La fabrication des peaux pour doublure de chaussures est restée facile, mais celle des peaux au chrome, procédé nouveau, a paru à un certain nombre de patrons et aux ouvriers plus difficile à exercer que celle des peaux pour doublure. Cette difficulté proviendrait non seulement des dangers, assez variables suivant le tempérament des ouvriers qui en sont chargés que présente la manipulation des peaux dans les bains de bichromate de potasse (procédé aux deux bains), mais aussi des connaissances techniques qu'exigent ces manipulations. D'après d'autres patrons, la peau dite « à dessus » (par opposition à la peau à doublure) dont la fabrication avait commencé il y a déjà 3 ans, ne présenterait plus aujourd'hui de difficultés, ces procédés étant devenus de pratique courante.

Dans cet ordre d'idées, d'après certains avis patronaux, il serait intéressant d'organiser un enseignement professionnel. Déjà en 1899-1900, un instituteur primaire à Graulhet, devenu depuis associé d'un mégissier, avait essayé d'initier les enfants de son école aux diverses opérations de la mégisserie ⁽¹⁾. Les résultats ne purent être appréciés, l'instituteur ayant quitté l'enseignement; mais l'intérêt que parurent prendre les enfants à cet enseignement, permit d'espérer qu'on en aurait obtenu d'excellents.

Les patrons espèrent que la reprise du travail se ferait aisément si la matière première revenait aux prix pratiqués il y a 3 ou 4 ans. Les cordonniers anglais ou allemands, clients importants de Graulhet, n'ont pas voulu indiquer aux fabricants à quel prix ils seraient acheteurs, espérant une baisse plus accentuée que celle qui a été déjà enregistrée. En attendant cette baisse, les patrons, pour leur permettre de trouver de nouveaux débouchés, demandent la prise en considération du vœu qu'ils avaient déjà adressé à la commission parlementaire des douanes : que l'article de

⁽¹⁾ D'après une note communiquée par cet instituteur les programmes scolaires prescrivant en vue de l'obtention du certificat d'études un cours de science appliquée à l'agriculture ou de tendance industrielle, l'autorisation avait été demandée de remplacer ces cours qui ne répondaient en rien aux connaissances dont auraient besoin les 2/3 des élèves qui devaient exercer le métier de mégissier, par un cours de sciences appliquées à la mégisserie (cours élémentaire). L'autorisation ayant été accordée, des cours furent organisés en dehors des heures réglementaires pendant l'étude surveillée aux élèves de la classe du directeur de l'École.

Le cours dura deux ans; il comprit : un historique rapide de l'industrie locale avec quelques notions très brèves de l'historique général des cuirs; quelques notions sur la constitution anatomique de la peau et de la peau de mouton en particulier; des notions sur les matières employées : chaux, orpin, acides, tanin, etc., utilisées dans l'industrie locale, et un aperçu sur les fraudes dont ces produits peuvent être l'objet; danger d'empoisonnement ou d'accident que présente la manipulation de ces produits : sumac, québracho, etc.; ensuite une étude des diverses opérations de la mégisserie, des machines utilisées, etc.. Des croquis, des manipulations élémentaires complétèrent ce cours qui fut interrompu par le départ de l'instituteur, devenu premier employé dans une des principales mégisseries de Graulhet. L'instituteur qui lui succéda ne continua pas cette œuvre; mais celle-ci serait volontiers reprise par son auteur si on l'y encourageait.

Graulhet (n° 476, dernier paragraphe du tarif de janvier 1892, peaux de mouton préparées ou non en Europe avec des peaux brutes d'outre-mer, non drayées), ne soit pas assujéti à des droits de douane à l'entrée en France. Les fabricants étrangers n'exercent que peu de concurrence sur cet article et toute modification pourrait amener des représailles dans les pays consommateurs.

On espère, en outre, que par suite de la crise monétaire américaine, les cours de la matière première baisseront rapidement⁽¹⁾; en tous cas que les acheteurs des États-Unis ne viendront plus de longtemps faire concurrence à nos mégissiers de Graulhet.

Les patrons, bien que n'espérant pas un accord immédiat avec les ouvriers dans les réunions d'une commission mixte, y voient les éléments d'un progrès et pensent « que d'un contact de quelque durée entre patrons et ouvriers, se dégagera une certaine unité de vues favorable à la prospérité de leur industrie ».

Les ouvriers sont aussi partisans de la réunion d'une commission mixte de patrons et d'ouvriers qui auraient à s'occuper notamment de l'enseignement professionnel.

Certains patrons demandent en outre la création à Graulhet d'une chambre consultative des Arts et Manufactures qui permettrait aux industriels de Graulhet de transmettre collectivement leurs vœux et leurs observations aux diverses administrations, notamment dans les questions douanières.

(A suivre).

⁽¹⁾ La baisse espérée s'est produite et l'activité tend à renaître dans les usines.

ENQUÊTE SUR LE PLACEMENT À PARIS DEPUIS LA PROMULGATION DE LA LOI DU 14 MARS 1904 ⁽¹⁾.

(DEUXIÈME PARTIE.)

(3° article.)

III. — DOMESTIQUES EN TOUS GENRES.

État comparatif du placement antérieurement et postérieurement à la loi du 14 mars 1904.

Antérieurement à la loi, 200 bureaux de placement autorisés fonctionnaient; 195 d'entre eux avaient, de 1893 à 1897, effectué une moyenne annuelle de 123,857 placements à demeure et de 16,756 en extra, au tarif de 3 p. 100 du salaire annuel. A la fin de décembre 1907, il existait 183 bureaux sur lesquels 156 continuaient à fonctionner ⁽²⁾ avec les tarifs suivants ⁽³⁾ :

Placements à demeure.	3 p. 100 du salaire annuel	90 bureaux.
	1/3 du premier mois	47 —
	Droit fixe de 2 francs	2 —
	— de 2 fr. 50	2 —
	— de 5 francs	3 —
	— de 10 francs	3 —
	— de 7 ou 12 francs	1 —
Placements en extra.	— de 5 à 15 francs	7 —
	Abonnement annuel de 12 francs pour 1 domestique et de 20 francs pour 2, avec renouvellement gratuit dans le cours de l'année	1 —
	0 fr. 25 par jour	18 bureaux.
	0 fr. 50 —	1 —

Les 137 autres bureaux n'ont pas de tarif pour cette dernière catégorie de placements.

Indépendamment des 183 bureaux susmentionnés, 15 autres pouvaient encore effectuer le placement pour les domestiques, en même temps que pour les employés et pour les membres de l'enseignement. Comme dans les précédentes enquêtes ⁽⁴⁾, c'est dans la catégorie de l'enseignement que ces bureaux seront classés.

Il faut remarquer que le mot « employés », qui figure dans les arrêtés d'autorisation (employés et domestiques) de ces divers bureaux, a donné lieu à des difficultés d'interprétation ⁽⁵⁾ qui ont été tranchées par les tribunaux compétents. Et il résulte des arrêts de la Cour de cassation et de la Cour d'appel d'Orléans ⁽⁶⁾ que les pla-

⁽¹⁾ Voir *Bulletin* 1908, juin, p. 546 et juillet, p. 647.

⁽²⁾ Les 27 bureaux qui ont interrompu leur fonctionnement peuvent être rouverts, leurs titulaires ayant volontairement cessé leurs opérations et leurs arrêtés d'autorisation n'ayant pas été rapportés.

⁽³⁾ Voir *Bulletin* 1908, juin, p. 547, note 2.

⁽⁴⁾ Voir : le *Placement des employés, ouvriers et domestiques* (1893), p. 370 et suiv.; *Seconde enquête sur le placement* (1901), p. 30 et 122.

⁽⁵⁾ Voir à ce sujet *Bulletin de l'Office du travail*, n° de novembre 1905, p. 975-976.

⁽⁶⁾ Arrêt de la Cour de cassation du 17 mars 1905 et arrêt de la Cour d'appel d'Orléans du 4 juillet 1905 (voir *Bulletin* 1905, avril, p. 326 et septembre, p. 802).

ceurs pour « employés et domestiques » ont le droit d'effectuer des placements non seulement pour les « domestiques » ou « gens de maison », mais aussi pour toutes catégories d'employés ⁽¹⁾.

Quant aux bureaux municipaux de placement, ils avaient effectué, de 1896 à 1899, 66,424 placements à demeure et 1,625 en extra ⁽²⁾, pour les catégories suivantes de domestiques ou de gens de maison : valets de chambre : 225 à demeure, 1 en extra; cochers : 588 à demeure, 10 en extra; domestiques : 442 à demeure, 26 en extra; concierges : 944 à demeure, 2 en extra; groomes : 700 à demeure, 11 en extra; bonnes : 45,644 à demeure, 682 en extra; cuisinières : 3,355 à demeure, 282 en extra; femmes de ménage : 14,506 à demeure, 611 en extra ⁽³⁾.

Comme offices de placement gratuit, il n'existait — parmi les sociétés figurant au tableau statistique ⁴ — que ceux de l'*Alliance catholique sarvoisienne*, de la *Société de secours mutuels des gens de maison*, des *Servantes de Marie*, de la *Chambre syndicale des propriétés immobilières de la ville de Paris*, de l'*Association pour le placement gratuit des bonnes de langue allemande*, de la *Société de secours mutuels, de retraites et de placement gratuit des concierges, gerants et emplois similaires de la ville de Paris et du département de la Seine*, de la *Chambre syndicale des gens de maison*, de l'*Union syndicale des gens de maison*, de la *Section parisienne de la « Protection de la jeune fille »*, de l'*Oeuvre Saint-Yves*, de *Notre-Dame-de-Bon-Secours*, de la « *Pâquerette* » du faubourg Saint-Germain, du *Syndicat français des gens de maison* et de l'*Union française du personnel de maisons bourgeoises*.

Le tableau suivant distingue les diverses sociétés faisant le placement à la fin de 1907, selon qu'elles ont été fondées antérieurement ou postérieurement à la loi.

SOCIÉTÉS FONDÉES ANTÉRIEUREMENT OU POSTÉRIEUREMENT À LA LOI.

	ANTÉRIEUREMENT.	POSTÉRIEUREMENT.
a) Syndicats patronaux et mixtes.....	2	1
b) Syndicats ouvriers.....	3	4
c) Sociétés de secours mutuels.....	5	9
d) Sociétés diverses ⁽⁵⁾	6	8

Depuis la promulgation de la loi, 2 sociétés libres ont disparu : l'*Union amicale et la Moderne*; une autre société, l'« *Abeille* », association syndicale entre gens de service des maisons bourgeoises, s'est transformée en *Association amicale de placement gratuit* et ne place presque exclusivement que les garçons et employés d'hôtels. Enfin, la « *Mutuelle* », société des employés et gens de maison, qui fonctionnait antérieurement comme « société en participation » avec cotisation annuelle de 5 francs, s'est aussi reconstituée conformément à la loi du 1^{er} juillet 1901.

⁽¹⁾ A la suite de l'arrêt de la Cour d'appel d'Orléans, le placeur en faveur duquel il avait été rendu, après avoir adressé une requête au Conseil de préfecture, qui se déclara incompétent (15 janvier 1907) ; voir *Bulletin* d'avril 1907, p. 3461, s'est pourvu devant le Conseil d'Etat, afin que, les bureaux de placement pour les ouvriers et employés de l'alimentation ayant été supprimés par une délibération du Conseil municipal de Paris (26 mars 1904), il lui soit fait application des prescriptions de l'article 11, § 3, de la loi du 14 mars 1904. Par son arrêt du 21 février 1908 (voir *Bulletin*, de mars 1908, p. 267), le Conseil d'Etat s'est prononcé en ce sens.

⁽²⁾ Voir *Bulletin* 1908, juin, p. 547, note 5.

⁽³⁾ *Ibid.*, note 6.

⁽⁴⁾ Voir ci-dessous.

⁽⁵⁾ Voir *Bulletin* 1908, juillet, p. 647, note 3.

EFFECTUÉES PAR LES SOCIÉTÉS EXISTANTES À LA FIN DE 1907.

[Les zéros (o) indiquent que les sociétés n'existaient pas ou ne faisaient pas le placement à la date correspondant à la colonne; des guillemets (") , que les chiffres n'ont pas été fournis.]

SOCIÉTÉS.	1901.													
	1903.		1 ^{er} TRIMEN- TRE.				2 ^e , 3 ^e ET 4 ^e TRI- MESTRES.		1905.		1906.		1907.	
	A de- meur.	En extra.	A de- meur.	En extra.	A de- meur.	En extra.	A de- meur.	En extra.	A de- meur.	En extra.	A de- meur.	En extra.	A de- meur.	En extra.
« L'Alliance catholique savoissienne ».	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Société de secours mutuels des gens de maison.	(1) 152	"	(2) 194	"	"	"	(1) 212	"	200	28	209	43		
Les « Servantes de Marie ».....	454	Néant	(3) 487	(3) 4	"	"	421	Néant	366	Néant	313	Néant		
Société de secours mutuels des co- chers et conducteurs d'auto- mobiles de maisons bourgeoises...	0	0	0	0	0	0	(4) 217	"	(1) 270	"	268	31		
Chambre syndicale des propriétés immobilières de la ville de Paris.	278	Néant	110	Néant	207	Néant	387	Néant	373	Néant	404	Néant		
Association pour le placement gra- tuit des bonnes de langue alle- mande.	268	Idem.	72	Idem.	210	Idem.	222	Idem.	279	Idem.	388	Idem.		
Société de secours mutuels, de re- traites et de placement gratuit des concierges, gérants et em- plois similaires de la ville de Paris et du département de la Seine.	46	Idem.	(5) 54	Idem.	"	"	49	Idem.	58	Idem.	53	Idem.		
Chambre syndicale des gens de maison.	1,091	Idem.	341	Idem.	773	Idem.	1,117	Idem.	1,116	Idem.	1,174	Idem.		
Union syndicale des gens de mai- son.	367	121	103	27	287	93	(6) 268	(7) 72	(6) 61	(7) 28	(8) 157	(4) 9		
Section parisienne de la protection de la jeune fille.	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"		
Oeuvre Saint-Yves.	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"		
Notre-Dame-de-Bon-Secours.	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"		
Union fraternelle des gens de mai- son.	0	0	0	0	0	0	0	0	(9) 163	Néant	(9) 105	Néant		
La « Pâquerette du faubourg Saint- Germain », société amicale et mutuelle des gens de maison...	0	0	43	3	128	15	203	15	248	10	235	14		
Syndicat français des gens de mai- son.	1,337	142	595	37	1,330	101	1,911	132	2,276	177	2,427	179		

- (1) Chiffre global des placements à demeure et en extra.
- (2) L'année entière. Même observation que ci-dessus.
- (3) L'année entière.
- (4) Chiffre global des placements à demeure et en extra.
- (5) L'année entière.
- (6) Premier et quatrième trimestres.
- (7) Premier trimestre.
- (8) Troisième trimestre.
- (9) L'*Union fraternelle* écrit que « ces totaux ne comprennent que les placements faits sur une demande adressée à la société, mais que le nombre des membres placés chez des personnes cherchant des gens de maison et ne s'étant pas adressés [directement] à la société est très supérieur... ».

SOCIÉTÉS.	1904.											
	1903.		1 ^{er} TRIMESTRE.				2 ^e , 3 ^e ET 4 ^e TRIMESTRES.				1905.	
	A de- meure.	En extra.	A de- meure.	En extra.	A de- meure.	En extra.	A de- meure.	En extra.	A de- meure.	En extra.	A de- meure.	En extra.
Union française du personnel des maisons bourgeoises.	131	2	50	Néant	(1)	(1)	(2)	(2)	"	"	(3)	(3)
Le « Ménage », syndicat des gens de maison (femmes).	0	0	0	0	"	"	"	"	(4)	Néant	65	22
Le « Genêt », association pour l'amé- lioration du sort matériel et mo- ral des gens de maison.	0	0	0	0	0	0	0	0	398	"	1,573	"
La « Mutuelle », société des em- ployés et gens de maison.	0	0	0	0	0	0	379	Néant	381	Néant	462	Néant
Association des honnes à tout faire.	0	0	0	0	0	0	"	"	"	"	"	"
Syndicat indépendant des gens de maison.	0	0	0	0	0	0	0	0	(6)	35	1	95
La « Protectrice des gens de mai- son », syndicat national mixte de protection mutuelle des inté- rets des maîtres et serviteurs français.	0	0	0	0	0	0	(7)	9	(8)	183	(8)	252
Le « Foyer chrétien », maison pro- testante pour le placement des domestiques femmes.	0	0	0	0	0	0	(9)	117	(9)	8	210	10
Le « Amie de la servante ».	0	0	0	0	0	0	(10)	3,115	(11)	3,010	Néant	3,920
Union syndicale des gens de mai- son et assimilés des deux sexes..	0	0	0	0	0	0	0	0	(13)	493	17	684
Association confraternelle et mu- tuelle du personnel enseignant et du personnel de maison.	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	"
Association indépendante des gens de maison des deux sexes.	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	(14)
Association des commerçants de la rue de Longchamp.	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1,250
Le « Placement ».	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	"

- (1) Troisième et quatrième trimestres.
 (2) Jusqu'à fin octobre.
 (3) Troisième trimestre.
 (4) *Idem*.
 (5) Février, mars, juin, août, et de septembre à fin décembre.
 (6) A partir du 1^{er} mai 1906, date à laquelle le Syndicat a organisé un service de placement.
 (7) Juillet, août et octobre.
 (8) A partir d'avril.
 (9) A partir de mai.
 (10) Premier trimestre, juillet, août et octobre.
 (11) Janvier, février, mai et quatrième trimestre.
 (12) Premier et troisième trimestres.
 (13) A partir de juin.
 (14) A partir d'octobre; chiffre approximatif (500 hommes; 600 femmes; 150 ménages).

Observations⁽¹⁾.

A) SUR LE PERSONNEL ADMINISTRATIF DES SOCIÉTÉS.

Dans les sociétés ci-dessus énumérées, le service de placement est généralement assuré par l'un des sociétaires; dans quelques-unes, ce sont leurs fondateurs eux-mêmes qui dirigent ce service.

B) SUR LES OBLIGATIONS PÉCUNIAIRES DES SOCIÉTAIRES À LA FIN DE 1907.

SYNDICATS PATRONAUX ET MIXTES. — *Union française du personnel de maisons bourgeoises*; admission: 2 francs; cotisation annuelle: 10 francs. — *La Protectrice des gens de maison*; admission: 2 francs; cotisation annuelle, payable le premier mois qui suit l'inscription: patrons, 10 francs; ouvriers, 6 francs.

SYNDICATS OUVRIERS. — *Chambre syndicale des gens de maison*; admission: hommes: 3 francs; femmes, 2 francs; cotisation annuelle: 10 francs. — *Union syndicale des gens de maison*; admission: 2 francs; cotisation annuelle: 10 francs. — *Syndicat français des gens de maison*; admission: 3 francs; cotisation mensuelle: 0 fr. 50. — *Le « Ménage », syndicat des gens de maison (femmes)*; admission: 3 francs; cotisation mensuelle: 0 fr. 50. — *Syndicat indépendant des gens de maison*; admission: 1 franc; cotisation mensuelle: 0 fr. 50. — *Syndicat des gens de maison et assimilés des deux sexes*; admission: 1 franc, cotisation mensuelle: 1 franc. — *Association indépendante des gens de maison français des deux sexes*; admission: 1 franc; cotisation annuelle: 4 francs.

SOCIÉTÉS DE SECOURS MUTUELS. — *Société de secours mutuels des gens de maison*; admission: 12 francs; cotisation annuelle: 20 et 25 francs, suivant l'âge. — *Société de secours mutuels des cochers et conducteurs d'automobiles de maisons bourgeoises*; admission: sociétaires mineurs: 5 francs, majeurs: 10 francs; cotisation annuelle: sociétaires majeurs, 44 francs; mineurs: 24 francs. — *Société de secours mutuels des concierges, gérants et emplois similaires, de Paris et du département de la Seine*; admission: 15, 20 et 25 francs, suivant l'âge; cotisation mensuelle: 2 fr. 50. — *Union fraternelle des gens de maison*; admission: 5 francs; cotisation annuelle: 15 et 18 francs, suivant l'âge. — *La « Pâquerette » du faubourg Saint Germain*; admission: 2, 3 et 5 francs, suivant l'âge; cotisation mensuelle: 1 franc.

SOCIÉTÉS DIVERSES. — *Le « Genêt »*; cotisation annuelle: 2 francs⁽²⁾. — *La « Mutuelle »*; cotisation annuelle: membre actif: 10 francs; membre adhérent: 1 franc. — *Association des bonnes à tout faire*; cotisation annuelle: adhérente patronne. 5 francs; adhérente employée: 2 francs. — *Association confraternelle et mutuelle du personnel enseignant et du personnel de maison*; admission: 4 fr. 50; cotisation annuelle: 8 francs.

C) SUR L'ORGANISATION, LE FONCTIONNEMENT, LES LOCAUX ET L'INSTALLATION DU SERVICE DE PLACEMENT DES SOCIÉTÉS.

L'article 8 des statuts de l'*Union française du personnel de maison bourgeoise* réglemente ainsi le service de placement:

⁽¹⁾ Voir *Bulletin* 1908, juillet, p. 648, note 1.

⁽²⁾ « Au mois de février (1908), l'Assemblée générale du *Genêt* a décidé que dorénavant la cotisation annuelle, y compris l'abonnement au « *Serviteur* », serait de 10 francs par an. 4 francs sont versés le jour de l'inscription et 6 francs après l'entrée en place ». (*Le Serviteur*, bulletin officiel du « *Genêt* », n° du 1^{er} avril 1908.)

Le service du travail et du placement est particulièrement placé sous la direction d'une gérante fondée de pouvoirs à cet effet; des registres pour offres et demandes d'emplois seront tenus par elle. Les inscriptions sont faites par ordre d'ancienneté.

Cette gérante sera prise parmi les membres de la Société et un salaire sera fixé par le Conseil d'administration.

Le placement des sociétaires doit, autant que possible, être effectué suivant l'ordre des inscriptions et dans la limite des places disponibles, néanmoins et en raison de l'impossibilité de réglementer cette question d'une façon absolue, c'est à la gérante qu'il appartiendra de faire fonctionner ce service, suivant les circonstances et de donner autant que possible satisfaction tant aux sociétaires demandant des emplois, qu'aux personnes qui s'adressent à la Société pour avoir des employés.

Tout travail ou emploi procuré par la Société est délivré à titre gratuit. . .

Le gérant et les employés jugés nécessaires suivant les besoins de la Société sont nommés pour une période de cinq ans et ne peuvent être révoqués que par l'Assemblée générale à la majorité absolue des membres inscrits, leur salaire sera fixé par le Conseil d'administration.

L'*Union française* place des bonnes, des gouvernantes et aussi des « institutrices de maisons bourgeoises pour enfants. » Cette Société déclare avoir eu des difficultés avec la Préfecture de police pour son service de placement. Dans la profession, elle est considérée comme un véritable bureau de placement payant. Les locaux dans lesquels elle est installée sont d'un loyer annuel de 1,250 francs.

Dans un appel adressé « aux maîtres » et « aux serviteurs » la *Protectrice des gens de maison* déclare que :

La formation de la *Protectrice* a été décidée après la promulgation de la loi sur la suppression des bureaux de placement, mais surtout depuis la constatation des abus intolérables que les tenanciers des bureaux ou officines de placement font subir à la corporation, en ne tenant aucun compte de la loi au sujet de la gratuité du placement et aussi de certains maîtres qui ne craignent pas d'offrir une diminution assez sensible sur les salaires, prétextant qu'ils ont à payer le placeur, toutes choses qui ne peuvent être acceptées sans protestation des plus énergiques. . .

Dans cette Société, « le placement n'est pas très régulier ni très actif, par suite : 1° de la tolérance accordée aux bureaux de placement payants; 2° de la formation d'officines louches et déguisées pour le placement en maisons bourgeoises; 3° de l'envahissement de la main-d'œuvre étrangère dans la corporation, par la faute de certains bureaux de placement; 4° de l'exode des cultivateurs, hommes et femmes, dans les villes et occupant des emplois en avilissant les salaires et en fournissant la chair à plaisir de la traite des blanches. . . »

La *Chambre syndicale des gens de maison* écrit que « le nombre des placements aurait pu être beaucoup plus élevé, si le Syndicat avait eu assez de serviteurs se contentant d'un gage moyen, notamment des bonnes à tout faire, des cuisinières faisant du ménage et des femmes de chambre servant sans valet. Il a aussi souvent manqué pendant ces dernières années, de ménages et de valets de chambre se contentant d'un gage moyen ». D'après les statuts, « les préposés au placement convaincus de s'être laissé corrompre seront immédiatement révoqués, et exclus s'ils sont syndiqués (art. 7) ».

L'*Union syndicale des gens de maison* place non seulement ses adhérents mais aussi « les indigents » :

C'est-à-dire que nous plaçons à titre purement gratuit les domestiques qui ont de bonnes références, mais qui sont dans l'impossibilité de payer leur cotisation syndicale. . . Ceux là,

une fois placés par notre office, devraient au moins avoir la reconnaissance et se mettre du Syndicat; mais 95 p. 100 oublient cette reconnaissance. C'est dire que la corporation des domestiques est tout ce qu'il y a de plus indifférent...

On ne peut pas forcer un maître à venir dans un syndicat, car si le maître est mauvais, il est évincé; s'il est bon, la plupart du temps, il nous est difficile de lui procurer un serviteur dont nous puissions répondre, car la plupart des domestiques, hommes et femmes, répondent difficilement au service qu'on leur demande, parce que le plus grand nombre d'entre eux ne sont pas des professionnels. Nous comptons dans notre Syndicat 80 p. 100 de professionnels; ceux-là ne chôment jamais, et c'est pour cela qu'il y a toujours un tiers de plus d'offres d'emploi que de demandes...

Le bureau de placement de l'*Union syndicale* est convenablement installé dans un rez-de-chaussée d'un loyer annuel de 1,100 francs.

Le Conseil du *Syndicat français des gens de maison*, « après en avoir délibéré, estime que :

Le placement fait par les associations professionnelles est encore le meilleur mode de placement. Ce mode présente, en effet, des avantages particuliers : 1° les sociétaires ont chacun un dossier; on les connaît davantage et on peut mieux leur trouver des emplois en rapport avec leurs aptitudes; 2° les sociétaires payent une cotisation annuelle, et c'est la seule chose à laquelle ils sont tenus. L'exploitation n'est pas possible, car l'agent général ne peut se prêter à recevoir en sous-main des dons particuliers, le Conseil syndical tenant avant toute chose qu'aucun passe-droit ne soit fait à personne; 3° de plus, les sociétaires appartenant au même syndicat ont des liens plus étroits, plus suivis, et se prêtent un mutuel concours en signalant les emplois vacants qu'ils connaissent et s'habituent ainsi à la solidarité professionnelle. Il n'y a rien de tout cela dans les bureaux de placement.

« La permanence est actuellement tenue par M. X., capitaine en retraite, chevalier de la Légion d'honneur. Avec toutes les garanties désirables, ce bureau de placement fournit aux familles... tout le personnel dont elles pourront avoir besoin. La permanence se tient tous les jours, sauf le dimanche, le matin de 9 à 11 heures et le soir de 2 à 5 heures ⁽¹⁾ ».

Le *Syndicat indépendant des gens de maison* place non seulement ses adhérents, mais aussi toute personne recommandée par un syndiqué ou présentant des garanties; « car le personnel fait plutôt défaut ».

En ce qui concerne le placement, il est incontestable que le Syndicat a toujours bien défendu les intérêts de ses membres; la meilleure preuve est qu'il n'y a aucun syndiqué sans place. A ce sujet, le Conseil a décidé, depuis le mois de décembre 1905, qu'on prendrait chaque semaine le *Gaulois* pour prendre les adresses des annonces des maîtres. Bien que les résultats obtenus aient été plutôt médiocres, ce moyen a au moins l'avantage de faire connaître le Syndicat auprès des maîtres. Ces faibles résultats sont déjà quelque chose, si l'on considère les difficultés que le Conseil a dû surmonter... ⁽²⁾.

Depuis le 1^{er} mai 1906, le Syndicat a organisé dans un local convenable un office de placement qui « est ouvert tous les jours de 9 heures à midi et de 2 à 6 heures ».

L'*Union syndicale des gens de maison et assimilés des deux sexes* « a pris pour principe de faire le placement mutuel en se passant d'intermédiaire. Chaque syndiqué

⁽¹⁾ Le *Moniteur des gens de maison*, organe du *Syndicat français*, 15 mars 1908.

⁽²⁾ Compte rendu moral lu à l'Assemblée générale du 22 avril 1906. Voir le *Serviteur français*, bulletin du Syndicat, juin 1906.

signale toute place à prendre et, de ce fait, le Syndicat donne plus de places que les maîtres n'en demandent ».

Ce Syndicat considère que l'installation défectueuse de l'annexe de la Bourse du travail, où fonctionne son principal bureau, cause le plus grand préjudice à son service de placement, les maîtres hésitant à venir dans de pareils locaux « qui les épouvantent ». Trois bureaux annexes sont installés dans les VII^e, VIII^e et XVI^e arrondissements ⁽¹⁾.

« Par le fait de son organisation d'offices de placement gratuit, le Syndicat a économisé aux patrons la somme de 36,000 francs, à raison de 3 p. o/o que font payer les placeurs aux employeurs depuis la loi du 14 mars 1904. Ceci à l'avantage de l'employé qui a toujours obtenu un salaire variant de 100 à 150 francs par mois pour les hommes et de 70 à 100 francs pour les femmes ».

L'office de placement de la *Société de secours mutuels des cochers et conducteurs d'automobiles de maisons bourgeoises* « rend de jour en jour plus de services aux sociétaires sans emploi. Ce sera bientôt l'un des services les plus importants et les plus appréciés par les maîtres et les sociétaires. Durant toute la journée, on y reçoit les demandes de maîtres désirant choisir parmi les membres de la Société le personnel d'écurie dont ils ont besoin : piqueurs, seconds cochers, conducteurs d'automobiles, valets de pied, grooms... L'extension de l'office a été obtenue grâce à une active propagande et par le soin apporté au choix des sujets placés ».

La Société place parfois des non-sociétaires s'ils lui sont recommandés par des adhérents, qui doivent alors s'en porter garants. Lorsqu'une place est offerte, plusieurs personnes y sont toujours adressées, afin que le maître fixe lui-même son choix.

Depuis le 1^{er} février 1907, l'annuaire de la Société, qui se distribuait gratuitement, est vendu et son achat est obligatoire pour tous les membres participants; le produit doit être affecté à l'office de placement ».

D'après les statuts de la *Société de secours mutuels et de placement gratuit des concierges, gérants, etc.*, « tout sociétaire envoyé chez un propriétaire pour y occuper une place et qui, par ses paroles ou ses actes, portera préjudice à la Société sera passible de l'exclusion (art. 62). Le placement est exclusivement gratuit. Les sociétaires qui offriraient une rémunération quelconque pour être placés de préférence avant leur rang seraient rayés des demandes d'emploi (art. 63). »

Indépendamment de son « office de placement gratuit », qui fonctionne dans les VII^e et VIII^e arrondissements, le « *Genêt* », *association pour l'amélioration du sort matériel et moral des gens de maison*, se sert pour ce service de la publicité de son « bulletin officiel », le *Serviteur*. On lit dans ce journal ⁽²⁾ :

Les maîtresses de maison trouveront chaque semaine, en quatrième page, une liste des gens de maison en quête de places avec noms et adresses, et avec cette supériorité sur tous les autres services de publicité que tout domestique inscrit aux annonces du « *Serviteur* » ne l'aura été qu'après avoir fourni des références rigoureusement contrôlées par les dames de « l'Union française pour la défense des jannes ».

Un grand nombre de lettres prouve que le service d'annonces, organisé dans le « *Serviteur* », procurera de grands avantages aux maîtres et aux serviteurs résidant en province.

⁽¹⁾ Depuis mars 1908, l'*Union*, devenue « Syndicat national des employés et gens de maison », a créé, dans le quartier des Champs-Élysées, un « Office général du travail » qui fonctionne concurremment avec les quatre offices ci-dessus indiqués.

⁽²⁾ Du 1^{er} avril 1908.

« Seuls les gens de maison associés du *Genêt*, avec références contrôlées au moins cinq ans en arrière, trouvent les colonnes du « *Serviteur* » ouvertes à leurs annonces. »

Ces annonces se payent 0 fr. 50 la ligne; elles figurent sous les rubriques suivantes : ménages, valets de chambre, cuisinières, bonnes à tout faire.

Le *Genêt* aurait une nombreuse clientèle patronale; aussi le chiffre des offres d'emploi y serait-il de beaucoup supérieur à celui des demandes. C'est ainsi que, pendant les années 1906 et 1907, sur 13,249 offres reçues, il n'y eut que 2,571 placements d'effectués; et pourtant le *Genêt* compterait 11,000 et quelques adhérents, mais les bonnes à tout faire manquent de plus en plus.

La *Mutuelle, société des employés et gens de maison*, a pour objet :

... de servir de trait d'union entre les maîtres et les domestiques ou employés, en facilitant aux uns et aux autres la conclusion du contrat de louage d'ouvrage dans des conditions offrant à tous les meilleures garanties d'exécution fidèle de ce contrat.

Le droit de s'adresser à ses bureaux et de requérir leurs services est exclusivement réservé aux membres de l'Association. Ce droit peut être exercé autant de fois que l'associé en aura besoin; néanmoins, l'Association ne sera tenue de satisfaire aux demandes qu'autant qu'elle aura reçu des offres correspondantes et elle se réserve le droit de prononcer l'exclusion de tout membre qui, dans l'exécution du contrat de louage, aurait fait preuve de déloyauté ou d'indignité...

A l'Association des commerçants de la rue de Longchamp⁽¹⁾, le placement se fait par relations et surtout par la publicité de l'organe de la société, le *Trocadéro-Gazette*, revue mensuelle, qui insère gratuitement les « offres et demandes d'emploi pour gens de maison ». Ce service de placement aurait donné d'excellents résultats.

Chacune des sociétés le *Placement* (annexée à l'« *Œuvre Jeanne-d'Arc* ») et l'« *Œuvre Saint-Yves* » sont dirigées par un prêtre; elles ont leur siège dans les IV^e et VI^e arrondissements. Le placement doit surtout s'y faire par relations, car elles n'ont ni bureau ni permanence.

La société l'« *Amie de la Servante* » a repris le service de placement que dirigeaient, il y a quelques années, les Sœurs de la Croix⁽²⁾. Ce service fonctionne dans les mêmes locaux qu'auparavant; il ne placerait presque exclusivement que des jeunes filles venant de province et surtout de la Bretagne.

D) SUR LES STATUTS ET RÈGLEMENTS DE DIFFÉRENTES SOCIÉTÉS⁽³⁾.

SYNDICATS PATRONAUX ET MIXTES. — Les membres participants de l'« *Union française* » se divisent en deux catégories : 1° les membres actifs; 2° les membres auxiliaires (art. 2.). Sont « admises comme membres participants auxiliaires : 1° toute personne française ayant moins de 21 ans; 2° toute personne de nationalité étrangère (art. 3.). » Le président et le conseil [de la société] sont élus pour cinq ans (art. 6). Une assemblée générale ordinaire des membres de la Société aura lieu chaque année au mois de juin si les circonstances l'exigent (art. 10.).

Pour faire partie de la *Protectrice des gens de maison*, il faut être de nationalité française ou naturalisé depuis au moins cinq ans (art. 4).

⁽¹⁾ Cette association s'est dissoute en janvier 1908.

⁽²⁾ Voir : le *Placement des employés, ouvriers et domestiques*, p. 554.

⁽³⁾ Voir *Bulletin* 1908, juillet, p. 653, note 1.

SYNDICATS OUVRIERS. — L'administration de la *Chambre syndicale ouvrière des gens de maison* est réglementée par les articles suivants :

ART. 3. — La Chambre syndicale est administrée par un Directeur nommé en Assemblée générale. Il est élu pour cinq ans et est rééligible; ses émoluments sont fixés par l'Assemblée qui fait l'élection. Il gère tout ce qui concerne l'administration du Syndicat sous le contrôle du Conseil. Il a pleins pouvoirs pour la répartition des places et représente le Syndicat partout où besoin est. Il a voix délibérative dans les séances du Conseil. Il nomme et relève les employés préposés au placement. Il assure l'ordre dans les bureaux du Syndicat...

ART. 3 *bis*. — Par dérogation à l'article précédent et à l'article 12 ci-après, le fondateur, M. X..., est nommé directeur jusqu'au 15 juillet 1912. Le minimum de ses émoluments est fixé à ceux qu'il a touchés précédemment.

Le directeur de l'*Union syndicale des gens de maison* est, d'après les articles 8 et 9, « chargé de percevoir les cotisations, les amendes et toutes autres recettes de la Société... Il a pleins pouvoirs au siège social et a droit au respect de tous. Une allocation de 250 francs par mois lui est servie, et il est nommé pour cinq ans... »

Pour faire partie du *Syndicat français des gens de maison*, « il faut être catholique » (art. 5), et pour être admis au *Syndicat indépendant des gens de maison*, « il faut être Français » (art. 5). Dans ces deux syndicats, ainsi qu'à celui « des gens de maison (femmes), le *Ménage*, le « conseil d'administration est élu pour trois ans et se recrute lui-même pendant cette période. A partir de la quatrième année, il se renouvelle par tiers, parmi les sociétaires ayant au moins trois ans de présence (art. 7) ».

Les membres de l'*Association indépendante des gens de maison français des deux sexes* doivent « justifier de la qualité de domestique français et ne faire partie d'aucune organisation collectiviste ou libertaire (art. 6) ».

SOCIÉTÉS DIVERSES. — Le *Genêt* « est administré par un conseil de cinq membres. Ce conseil se renouvellera par tiers tous les trois ans. Le premier tiers sera désigné par le sort, les suivants par rang d'ancienneté. Le conseil choisit chaque année dans son sein un président, un vice-président et un secrétaire-trésorier. Il y aura une directrice générale. Les membres sortants sont rééligibles. L'élection se fera par les membres restants. La directrice générale des œuvres de l'association est membre de droit du conseil; elle n'est pas soumise à la réélection. Elle choisit pour la direction de chaque œuvre spéciale une ou plusieurs aides rétribuées, s'il y a lieu, après avis du conseil (art. 1^{er}, chap. III) ».

D'après l'article 9 de ses statuts, la *Mutuelle* « est administrée par un conseil de cinq membres actifs ou bienfaiteurs élus pour cinq ans par l'assemblée générale ».

Pour faire partie de l'*Association confraternelle et mutuelle* « il faut... être catholique (art. 6) ».

SUBVENTIONS MUNICIPALES ACCORDÉES, POUR 1907, AUX SYNDICATS OUVRIERS OU MIXTES FAISANT DU PLACEMENT GRATUIT⁽¹⁾.

Un syndicat mixte, la *Protectrice des gens de maison*, a reçu une subvention de 300 francs, et une seconde de 200 francs a été allouée à la *Chambre syndicale des gens de maison*.

(A suivre.)

⁽¹⁾ Voir *Ibid.*, 1908, juin, p. 548, note 5.

LES CAISSES D'ÉPARGNE ORDINAIRES EN 1906 ⁽¹⁾.

Le nombre des caisses d'épargne qui ont fonctionné pendant l'année 1906 est de 550; celui des succursales et des bureaux auxiliaires de 1,527; enfin 165 perceptions, au lieu de 172 l'année précédente, ont prêté leur concours à ces institutions; ce qui donne un total de 2,241 établissements de toute classe contre 2,216 en 1905.

Les opérations effectuées donnent lieu aux constatations suivantes :

Le nombre des livrets en cours au 31 décembre 1905 était de 7,556,723; au 31 décembre 1906, ce nombre était de 7,668,024, en augmentation de 111,301.

Quant aux versements, ils ont été au nombre de 3,541,221, représentant une somme de 753,917,247 francs, ce qui donne une moyenne de 212 francs, contre 215 francs en 1905.

Les remboursements ont été au nombre de 3,031,278, représentant un capital de 771,708,972 francs, soit une moyenne de 254 fr. 58, contre 245 francs en 1905.

Relativement à l'année précédente, il y a eu 6,597 versements et 8,977,322 francs versés en moins.

Les remboursements ont donné, comme nombre 135,907 et comme somme 60,789,495 francs en plus.

Voici les résultats comparés des cinq dernières années :

ANNÉES.	MONTANT des versements.	MOYENNE par opération.	MONTANT des remboursements.	MOYENNE par opération.
—	francs.	francs.	francs.	francs
1902.....	720,375,240	208	860,190,104	280
1903.....	667,870,538	210	836,439,645	271
1904.....	702,473,098	213	716,429,457	247
1905.....	762,894,569	215	710,919,476	245
1906.....	753,917,247	212	771,708,972	254

Le solde dû aux déposants, à la date du 31 décembre 1906, était de 3,434,081,785¹ contre 3,376,579,660 francs au 1^{er} janvier 1906.

RÉPARTITION DES LIVRETS PAR CATÉGORIE D'IMPORTANCE.

Voici comment se répartissent, pour 1906, d'une part, les opérations de verse-

(1) D'après le rapport adressé au Président de la République par le Ministre du Travail et de la Prévoyance sociale (J. O. du 7 juillet 1908).

ment et de remboursement, et, d'autre part, le total des livrets en cours, selon l'importance, soit des opérations, soit des livrets eux-mêmes :

CATÉGORIES D'IMPORTANCE.	NOMBRE.	PROPOR- TION		MONTANT.	PROPOR- TION		MOYENNE.
		p. 100 dans le total.			p. 100 dans le total.		
—		—		fr. c.		fr. c.	
1 ^{er} VERSEMENTS.							
Versements	de 20 francs et au-dessous.	937,480	26.47	8,226,554	27	1.09	8 77
	— 21 à 100 francs.....	1,154,178	32.59	74,428,518	98	9.87	64 48
	— 101 à 200 —	500,488	14.14	81,918,614	23	10.87	163 67
	— 201 à 500 —	544,398	15.37	194,635,427	13	25.82	357 52
	— 501 à 1,000 —	261,424	7.38	203,459,032	78	26.99	778 27
	— 1,001 à 1,500 —	140,262	3.96	184,775,539	50	24.50	1,317 35
	— 1,501 et au-dessus.....	2,991	0.09	6,473,560	74	0.86	2,164 34
TOTAUX ET MOYENNE GÉNÉRALE..		3,541,221	100.00	753,917,247	63	100.00	212 89

2^o REMBOURSEMENTS (ESPÈCES).

Remboursements	de 20 francs et au-dessous.	316,309	10.43	1,025,284	78	0.52	12 72
	— 21 à 100 francs.....	1,507,689	49.74	81,226,215	62	10.53	53 87
	— 101 à 200 —	335,180	11.05	53,302,579	95	6.91	159 02
	— 201 à 500 —	390,636	12.88	137,636,856	55	17.83	352 34
	— 501 à 1,000 —	253,897	8.37	188,983,454	94	24.49	744 33
	— 1,001 à 1,500 —	171,995	5.67	218,991,963	36	28.38	1,273 24
	— 1,501 francs et au-dessus.	56,572	1.86	87,542,617	42	11.34	1,547 24
TOTAUX ET MOYENNE des rem- boursements en espèces....		3,031,278	100.00	771,708,972	62	100.00	254 58

3^o LIVRETS AU 31 DÉCEMBRE.

Livrets	de 20 francs et au-dessous.	2,455,341	32.02	20,643,961	20	0.60	8 40
	— 21 à 100 francs.....	1,288,543	16.80	65,221,922	82	1.90	50 61
	— 101 à 200 —	592,268	7.72	84,810,274	36	2.47	143 21
	— 201 à 500 —	823,339	10.74	269,407,799	76	7.85	327 21
	— 501 à 1,000 —	791,246	10.32	561,281,858	48	16.34	681 71
	— 1,001 à 1,500 —	720,678	9 40	883,064,798	13	25.71	1,225 32
	— 1,501 fr. et au-dessus pas- sibles de réduction.....	990,481	12.92	1,523,145,629	19	44.36	1,537 78
	— 1,501 francs et au-dessus exemptés de réduction par la loi.....	6,188	0.08	26,505,541	78	0.77	4,283 37
TOTAUX ET MOYENNE GÉNÉRALE..		7,668,024	100.00	3,434,081,785	72	100.00	447 84

4° LIVRETS NOUVEAUX.

Au point de vue de la profession et du sexe des déposants, les 476,103 livrets nouveaux se partagent de la manière suivante :

PROFESSIONS.	HOMMES.		FEMMES.		ENSEMBLE.	
	NOMBRE.	PROPOR- TION P. 100 dans le total.	NOMBRE.	PROPOR- TION P. 100 dans le total.	NOMBRE.	PROPOR- TION P. 100 dans le total.
Chefs d'établissements agricoles, in- dustriels et commerciaux.....	27,745	11.98	17,129	7.01	44,874	9.43
Journaliers et ouvriers agricoles....	28,263	12.20	18,532	7.58	46,795	9.83
Ouvriers d'industrie.....	35,506	15.33	28,459	11.64	63,965	13.44
Domestiques.....	13,823	5.97	26,200	10.72	40,023	8.41
Militaires et marins.....	4,301	1.85	1,075	0.44	5,376	1.13
Employés.....	16,139	6.97	5,435	2.22	21,574	4.53
Professions libérales.....	4,100	1.77	2,637	1.08	6,737	1.41
Propriétaires, rentiers et personnes sans profession.....	15,890	6.86	59,971	24.53	75,861	15.93
Mineurs sans profession.....	85,873	37.07	85,025	34.78	170,898	35.89
TOTAUX.....	231,640	100.00	244,463	100.00	476,103	100.00

En résumé, il y a un déposant nouveau par 81.36 habitants. Le chiffre de 1905 était de 79.54.

Pour l'ensemble des livrets, on compte 195 déposants par 1,000 habitants. La moyenne générale du solde, par habitant au 31 décembre 1906, était de 88 fr. 13 et la valeur moyenne par livret de 447 fr. 84. Les chiffres pour 1905, étaient de 193 déposants par 1,000 habitants, la moyenne générale par habitant de 86.66 et la moyenne par livret de 446 fr. 80.

MOUVEMENT GÉNÉRAL DE L'ÉPARGNE EN 1906 ⁽¹⁾.

Les renseignements ci-dessous se rapportent à la Caisse nationale d'épargne postale⁽²⁾ et à l'ensemble des caisses d'épargne ordinaires⁽³⁾ réunies et fournissent un résumé des opérations de ces institutions pour l'année 1906.

Le nombre des livrets en cours s'élevait, au 1^{er} janvier 1906, à 12,134,523, soit 314 livrets pour 1,000 habitants et, au 31 décembre à 12,462,898, soit 317 livrets pour 1,000 habitants (soit une augmentation de 328,375 livrets ou 2.70 p. 100.)

Quant aux versements ils ont été au nombre de 7,249,361, représentant une somme de 1,242,966,313 francs, soit une moyenne de 171 francs par opération; relativement à 1905, il y a augmentation de 94,395 versements et de 5,904,295 francs sur le montant, et une diminution de 2 francs par opération en moyenne.

Les remboursements en espèces ont été au nombre de 5,891,516 représentant un capital de 1,244,401,799 francs, soit une moyenne de 244 francs par opération. Comparés à 1905, ces résultats accusent une augmentation de 271,403 remboursements, de 107,565,838 francs comme montant et de 8 francs par opération.

Voici les résultats comparés des cinq dernières années :

ANNÉES.	VERSEMENTS.	MOYENNE par opération.	REMBOURSEMENTS.	MOYENNE par opération.
	francs.	francs.	francs.	francs.
1902.....	1,150,759,225	168	1,301,937,782	265
1903.....	1,083,506,277	169	1,277,703,109	256
1904.....	1,139,132,362	170	1,123,160,698	234
1905.....	1,237,062,018	173	1,136,835,040	236
1906.....	1,242,966,313	171	1,244,401,799	244

Le solde dû aux déposants, au 31 décembre 1906, était de 4,772,810,980 contre 4,654,801,161 au 31 décembre 1905, soit une augmentation de 118,009,815 francs pour l'année 1906.

Les 12,462,898 livrets existant au 31 décembre 1906 et représentant un capital de 4,772,810,980 francs, soit une moyenne de 382 francs par livret, se partagent en diverses catégories dans les proportions suivantes :

MONTANT DES LIVRETS.	NOMBRE.	PROPORTION p. 100.	MONTANT.	PROPORTION p. 100.	MOYENNE par livret.
			francs.		francs.
20 francs et au-dessous.	4,157,834	33.36	31,475,120	0.66	7
21 à 100 francs...	2,279,519	18.29	110,338,314	2.31	48
101 à 200 francs...	1,086,887	8.72	149,420,076	3.13	137
201 à 500 francs...	1,126,910	11.45	462,958,477	9.70	322
501 à 1,000 francs...	1,246,075	10.00	891,157,602	18.67	716
1,001 à 1,500 francs...	1,094,044	8.78	1,306,797,105	27.38	1,134
1,501 francs et au-dessus passibles de réduction.	1,163,712	9.34	1,789,791,116	37.50	1,588
1,501 francs et au-dessus exemptés de réduction par la loi.....	7,917	0.06	30,873,170	0.65	3,899
TOTAUX et moyennes.	12,462,898	100.00	4,772,810,980	100.00	382

(1) Extrait du rapport adressé au Président de la République par le Ministre du Travail et de la Prévoyance sociale (J. O., 7 juillet 1908).

(2) Voir Bulletin, juillet 1908, p. 662.

(3) Voir ci-devant, p. 760.

Au point de vue des nombres, il y a augmentation pour les catégories suivantes: livrets de 20 francs et au-dessous; de 21 à 100 francs; de 101 à 200 francs; de 201 à 500 francs; de 1,001 à 1,500 francs; de 1,501 francs et au-dessus, passibles de réduction, et enfin de 1,501 francs et au-dessus, exemptés de réduction par la loi. Il y a au contraire diminution pour les livrets de 501 à 1,000 francs. Si l'on considère les montants, on relève des augmentations plus ou moins importantes dans les catégories suivantes: de 101 à 200 francs; de 201 à 500 francs; de 1,001 à 1,500 francs; de 1,501 francs et au-dessus, passibles de réduction; il y a diminution dans les livrets de 20 francs, et au-dessous, de 21 à 100 francs, de 501 à 1,000 francs et de 1,501 francs et au-dessus, exemptés de réduction par la loi. Quant à la moyenne de chaque livret, elle est descendue de 8 à 7 francs pour les livrets de 20 francs et au-dessous; de 50 à 48, pour ceux de 21 à 100 francs; de 140 à 137 francs pour ceux de 101 à 200 francs; de 329 à 322, pour ceux de 201 à 500 francs; de 1,171 à 1,134 pour ceux de 1,001 à 1,500 francs; de 4,044 à 3,899 pour ceux de 1,501 et au-dessus exemptés de réduction par la loi. Elle est passée de 694 à 716 francs pour les livrets de 501 à 1,000 francs et de 1,543 à 1,588 pour ceux de 1,501 francs et au-dessus, passibles de réduction.

Au point de vue des professions et du sexe, les nouveaux déposants se répartissent dans les proportions indiquées par le tableau suivant:

PROFESSIONS.	HOMMES.		FEMMES.		TOTAUX par profession.	
	Nombre de livrets.	P. 100 du total général.	Nombre de livrets.	P. 100 du total général.	Nombre de livrets.	P. 100 du total général.
Chefs d'établissements agricoles, industriels et commerciaux....	47,249	4.75	22,545	2.27	69,794	7.02
Journaliers et ouvriers agricoles.	65,567	6.59	32,046	3.32	97,613	9.81
Ouvriers d'industrie.....	109,850	11.05	60,491	6.08	170,341	17.12
Domestiques.....	39,299	3.95	65,568	6.59	104,867	10.54
Militaires et marins.....	21,593	2.17	1,116	0.11	22,709	2.28
Employés.....	55,699	5.60	14,591	1.48	70,290	7.06
Professions libérales.....	14,196	1.43	8,035	0.81	22,231	2.28
Propriétaires rentiers et per- sonnes sans profession.....	39,018	3.92	124,345	12.50	163,363	16.42
Mineurs sans profession.....	138,265	13.91	133,557	13.43	271,822	27.33
Nomades.....	1,228	0.12	226	0.02	1,454	0.14
TOTAUX et moyennes.....	531,964	53.49	462,520	46.51	994,484	100.00

Il y a, relativement à 1905, diminution, aussi bien pour les livrets masculins (53.49 contre 51.89) que pour les livrets féminins (46.51 contre 48.11 p. 100 en 1905).

A ces chiffres, il convient d'ajouter les livrets ouverts au nom de sociétés 3,582 contre 3,509 en 1905, soit une augmentation de 73 ou 2.08 p. 100.

DÉSIGNATION DES SOCIÉTÉS.	NOMBRE de livrets.
Sociétés de secours mutuels.....	675
Syndicats ou associations professionnelles.....	657
Sociétés de coopération.....	390
Sociétés de bienfaisance.....	235
Sociétés d'épargne.....	570
Sociétés commerciales.....	28
Sociétés et institutions diverses.....	1,027
TOTAL.....	3,582

LA LÉGISLATION OUVRIÈRE EN TUNISIE ⁽¹⁾.

La question de l'introduction en Tunisie d'une législation ouvrière est depuis longtemps pendante devant l'opinion. Elle a fait notamment l'objet de longues discussions à la dernière session de la Conférence consultative et cette assemblée, dans sa séance du 26 novembre 1907, avait adopté les conclusions du rapport de sa Commission administrative demandant la création d'un organisme permanent auprès du Gouvernement pour élaborer une charte du travail spécialement appropriée au pays.

L'institution à la Direction de l'Agriculture du Commerce et de la Colonisation d'un Office du Travail répondit au vœu exprimé par la colonie française.

Cette création a été accueillie avec une faveur égale par la colonie italienne. Les nombreux ouvriers italiens, groupés en associations à tendances syndicales, réclament en effet depuis longtemps l'application à la Tunisie des lois ouvrières françaises, et le consul général d'Italie n'a perdu aucune occasion officielle ou officieuse d'intervenir en faveur de ses compatriotes, faisant ressortir que l'immigration de la main-d'œuvre italienne nécessaire dans la période actuelle des grands travaux risquerait d'être arrêtée si la législation du protectorat n'accordait pas aux travailleurs une protection efficace.

Tout récemment le *Journal officiel tunisien* vient de promulguer deux décrets beylicaux, l'un relatif au repos hebdomadaire, l'autre aux frais médicaux et pharmaceutiques dus aux ouvriers et employés victimes d'un accident du travail.

Décret du 17 juillet 1908 sur le repos hebdomadaire.

Le décret sur le repos hebdomadaire donne satisfaction à un vœu longtemps exprimé par la colonie; les dispositions en sont très larges et ne semblent devoir porter aucune entrave au fonctionnement des entreprises et des industries si diverses de la Régence. En voici le texte ⁽²⁾ :

ARTICLE PREMIER. — Tout chef d'établissement commercial ou industriel est tenu de donner à ses ouvriers ou employés cinquante-deux journées de repos par an.

Ces jours de repos seront répartis par le chef d'entreprise, mais sous cette réserve que les ouvriers ou employés payés à l'année ou au mois devront jouir d'une journée ou de deux demi-journées au moins par quinzaine. Les autres jours de repos dus sur les cinquante-deux jours prévus au présent article pourront être accordés en une seule fois.

En ce qui concerne les ouvriers ou employés payés à la journée, le repos devra être organisé sur la base de deux journées ou d'une journée et de deux demi-journées par quinzaine.

Pour l'une et l'autre catégorie d'ouvriers et d'employés, vingt-six au moins des journées de repos à accorder dans l'année devront être des journées complètes. L'ouvrier ou l'employé sera considéré comme ayant joui d'une journée complète de repos quand il n'aura été occupé à aucun service pour le compte du patron, notamment à l'atelier, au magasin, au chantier ou dépendances, pendant une journée entière.

Les chefs d'établissement travaillant seuls ou n'ayant à leur service que des membres de leur famille ne sont pas tenus aux obligations du présent décret.

ART. 2. — Les chefs d'entreprise devront tenir un registre nominatif sur lequel ils mentionneront les jours de repos qu'ils auront accordés à leur personnel. A l'occasion de chaque repos ils devront, ainsi que l'ouvrier ou l'employé, si ce dernier sait signer, certifier par l'apposition de leur signature sur le registre, que le repos a bien été accordé. Si l'ouvrier ne sait pas signer, le chef d'entreprise, le directeur ou le gérant, le certifie.

⁽¹⁾ D'après une communication du Ministère des Affaires étrangères du 29 juillet 1908.

⁽²⁾ *Journal officiel tunisien*, 22 juillet 1908, p. 717.

Lorsqu'un établissement occupera au moins dix ouvriers ou employés, le chef d'entreprise sera tenu, en outre, de faire parvenir au Chef de l'Office du Travail un état mensuel indiquant, dans les formes prescrites au paragraphe précédent, les repos qu'il a accordés à son personnel.

ART. 3. — Seront passibles d'une amende de un à quinze francs (1 à 15 fr.), les chefs d'entreprise, directeurs ou gérants qui auront contrevenu aux dispositions de l'article 2. En cas de récidive dans la même année, l'amende sera de seize à cinquante francs (16 à 50 fr.).

ART. 4. — Les chefs d'entreprise, directeurs ou gérants qui n'auront pas accordé à leur personnel les repos prévus à l'article 1^{er} seront poursuivis devant le tribunal de simple police ou, dans les cas où la juridiction tunisienne est compétente, devant le Caïd ou devant le Président du tribunal régional, selon la distinction prévue par les articles 1^{er} et 10 du décret du 23 mai 1900, et passibles d'une amende de cinq à quinze francs (5 à 15 fr.). L'amende sera appliquée autant de fois qu'il y aura eu de personnes privées de repos, sans toutefois que le maximum puisse dépasser deux cents francs (200 fr.).

En cas de récidive dans l'année, le contrevenant sera poursuivi devant le tribunal correctionnel ou, dans le cas où la juridiction tunisienne est compétente, devant le tribunal régional et puni de seize à cent francs (16 à 100 fr.) pour chaque contravention constatée, sans que le maximum puisse dépasser cinq cents francs (500 fr.).

ART. 5. — Toute fausse déclaration relevée soit sur le registre, soit sur l'état mensuel, entraînera pour ceux qui s'en seront rendus coupables une amende de cinquante à 200 francs (50 à 200 fr.). En cas de récidive dans l'année l'amende sera portée de trois cents à cinq cent francs (300 à 500 fr.).

ART. 6. — Les chefs d'entreprise seront civilement responsables des condamnations prononcées en vertu du présent décret, contre leurs directeurs, gérants ou toute autre personne placée sous leurs ordres.

ART. 7. — Le Chef de l'Office du Travail et le personnel de contrôle, dûment assermentés, sont chargés de constater les infractions au présent décret.

Dans les entreprises et établissements soumis au contrôle du Directeur général des Travaux publics, l'exécution du décret est assurée par les fonctionnaires chargés de ce contrôle et dûment assermentés à cet effet.

ART. 8. — Les dispositions du présent décret ne sont pas applicables aux employés et ouvriers des entreprises de transport par eau, non plus qu'à ceux des chemins de fer dont les repos sont réglés par des dispositions générales.

Dispositions générales.

ART. 9. — Est puni d'une amende de cinquante à deux cents francs (50 à 200 fr.) quiconque aura mis obstacle à l'accomplissement du service du Chef de l'Office du Travail ou du personnel de contrôle.

En cas de récidive dans l'année, l'amende sera portée de trois cents à cinq cents francs (300 à 500 fr.).

ART. 10. — Les chefs d'entreprise seront tenus, sous les peines portées à l'article 3, de faire afficher dans chaque atelier le présent décret.

ART. 11. — L'article 363 du Code pénal français est applicable aux infractions prévues par le présent décret.

ART. 12. — Le présent décret entrera en application à partir du 1^{er} octobre 1908.

Dispositions transitoires.

ART. 13. — Le décompte des jours de repos à accorder aux ouvriers et employés non payés à la journée se fera pour la période à courir du 1^{er} octobre 1908 à l'expiration de l'année, d'après les règles fixées à l'article premier à raison d'une journée complète par quinzaine. Six journées de repos qui pourront être groupées ou accordées en demi-journées devront en outre être attribuées à ces ouvriers et employés.

En ce qui concerne les ouvriers payés à la journée, le repos est réglé comme il est dit à l'article premier.

ART. 14. — Notre Premier Ministre et le Directeur de l'Agriculture, du Commerce et de la Colonisation sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret.

Décret du 17 juillet 1908 sur les accidents du travail.

Le décret sur les accidents du travail met à la charge des chefs d'entreprise les frais médicaux et pharmaceutiques pour les ouvriers victimes d'un accident du travail. Ce n'est point encore un règlement d'ensemble de la question. Le Gouvernement tunisien a communiqué aux corps élus le projet de loi sur les accidents du travail préparé pour l'Algérie ⁽¹⁾ et son examen détaillé permettra de déterminer la rédaction définitive d'un texte spécial à la Tunisie.

Voici le texte du décret ⁽²⁾ :

ARTICLE PREMIER. — Les accidents survenus par le fait du travail, ou à l'occasion du travail, aux ouvriers et employés occupés dans l'industrie du bâtiment, les usines, manufactures, chantiers, les entreprises de transport par terre et par eau, de chargement et de déchargement, les magasins publics, mines, minières et carrières, les établissements commerciaux, et en outre dans toute exploitation ou partie d'exploitation dans laquelle sont fabriquées ou mises en œuvre des matières explosives ou dans laquelle il est fait usage d'une machine mue par une force autre que celle de l'homme ou des animaux, donnent droit, en dehors des indemnités ou dommages-intérêts que la victime peut dans des termes du droit commun réclamer devant les tribunaux, aux soins médicaux et aux fournitures pharmaceutiques qui doivent être assurés à la victime dès le premier jour, et qui sont à la charge du chef d'entreprise.

Ces mêmes soins et fournitures sont dus en cas d'accidents occasionnés par l'emploi de machines agricoles mues par des moteurs inanimés et dont seront victimes, par le fait ou à l'occasion du travail, les personnes qu'elles soient, occupées à la conduite ou au service de ces moteurs ou machines. Les frais médicaux et pharmaceutiques sont à la charge de l'exploitant desdits moteurs.

ARR. 2. — Le chef d'entreprise supporte en outre les frais funéraires dans le cas d'accident, que la mort soit survenue dans l'entreprise même ou qu'elle se soit produite au cours du traitement.

Les frais funéraires ne peuvent dépasser cent francs au maximum.

ARR. 3. — La victime peut toujours faire choix elle-même de son médecin et de son pharmacien. Dans ce cas, le chef d'entreprise ne peut être tenu des frais médicaux et pharmaceutiques que jusqu'à concurrence de la somme représentant les visites, consultations, opérations chirurgicales telles qu'elles seront tarifées par un décret ultérieur.

Si le médecin conclut à la nécessité d'une hospitalisation, les frais seront à la charge du chef d'entreprise et seront calculés pour le transport de la victime à l'hôpital ou à l'infirmerie, sur la base des frais à payer pour le transport à l'établissement le plus voisin. Les frais d'hospitalisation ne pourront dépasser un tarif qui sera déterminé par un décret ultérieur.

Les médecins, pharmaciens ou les établissements hospitaliers peuvent actionner directement le chef d'entreprise pour les frais qui incombent à celui-ci.

ARR. 4. — Au cours du traitement, le chef d'entreprise pourra désigner au juge de paix ou au caïd, dans le cas où la juridiction tunisienne est compétente, c'est-à-dire dans le cas où les parties en cause sont de nationalité tunisienne, un médecin chargé de le renseigner sur l'état de la victime. Cette désignation dûment visée par le juge de paix ou le caïd donnera audit médecin accès hebdomadaire auprès de la victime en présence du médecin traitant, ou lui dûment appelé deux jours à l'avance par lettre recommandée.

Faute par la victime de se prêter à cette visite, le paiement des frais médicaux et pharmaceutiques sera suspendu à la requête du chef d'entreprise par décision du juge de paix ou du caïd, la victime préalablement entendue.

Si le médecin désigné par le chef d'entreprise certifie que la victime est en état de reprendre son travail et que celle-ci le conteste, le chef d'entreprise peut requérir du juge de paix ou du caïd une expertise médicale qui doit avoir lieu dans les huit jours.

⁽¹⁾ Voir *Bulletin*, mars 1906, p. 325 et l'État, au 1^{er} janvier 1906, des projets et propositions de loi relatifs aux questions ouvrières et sociales (*Bulletin*, janvier 1908, p. XII).

⁽²⁾ *Journal officiel tunisien*, 22 juillet 1908, p. 718.

ART. 5. — Tout accident ayant occasionné une incapacité de travail doit être déclaré par écrit, dans les quarante-huit heures, non compris les dimanches et jours fériés, par le chef d'entreprise ou son représentant, au commissaire de police ou au chef du poste de police du lieu de l'accident, qui en dresse aussitôt procès-verbal et en délivre récépissé.

La déclaration reproduite en tête du procès-verbal doit indiquer les noms, qualité et adresse du chef d'entreprise et de la victime, l'heure et la nature de l'accident, les circonstances dans lesquelles il s'est produit, la nature des blessures, les noms et adresses des témoins.

Dans les huit jours qui suivent l'accident, si la victime n'a pas repris son travail après le quatrième jour, le chef d'entreprise doit adresser au commissaire ou au chef du poste de police un certificat de médecin indiquant l'état de la victime, les suites probables de l'accident et l'époque à laquelle il sera possible d'en connaître le résultat.

Le commissaire de police ou le chef de poste fait parvenir au juge de paix ou au caïd les pièces désignées aux paragraphes précédents aussitôt leur réception. Il avise aussi de l'accident le Chef de l'Office du Travail et lui fait parvenir un duplicata du deuxième certificat établi lorsque l'incapacité du travail a duré plus de quatre jours.

Les déclarations faites au commissaire ou au chef de poste de police ne dispensent nullement des autres formalités et déclarations qu'ont à accomplir certaines industries ou entreprises soumises à un contrôle spécial.

ART. 6. — Sont punis d'une amende de un à quinze francs (1 à 15 fr.) les chefs d'industrie ou leurs préposés qui ont contrevenu aux dispositions de l'article 5.

En cas de récidive dans l'année, l'amende peut être élevée de seize à deux cents francs (16 à 200 fr.).

Est passible d'une amende de seize à trois cents francs (16 à 300 fr.) et en cas de récidive dans l'année de la condamnation, d'une amende de cinq cents à mille francs (500 à 1,000 fr.) : 1° Tout chef d'entreprise ayant opéré, sur le salaire de ses ouvriers et employés, des retenues pour l'assurance des risques mis à sa charge par le présent décret; 2° Toute personne qui, soit par menace de renvoi, soit par refus ou menace de refus des indemnités dues en vertu du présent décret, aura porté atteinte ou tenté de porter atteinte au droit de la victime de choisir son médecin; 3° Tout médecin ayant, par des certificats délivrés pour l'application du présent décret, sciemment dénaturé les conséquences des accidents.

L'article 463 du Code pénal français est applicable aux infractions prévues par le présent décret et qui seront déferées aux juridictions française ou tunisienne, en conformité des règles de leur compétence.

ART. 7. — Les soins médicaux et les fournitures pharmaceutiques ne seront pas dûs à la victime qui a intentionnellement provoqué l'accident.

ART. 8. — Toute convention contraire au présent décret est nulle de plein droit.

ART. 9. — Les chefs d'entreprise seront tenus sous les peines portées au paragraphe premier de l'article 6 de faire afficher dans chaque atelier le présent décret.

ART. 10. — Le Chef de l'Office du Travail et le personnel de contrôle, dûment assermentés, sont chargés concurremment avec tous les officiers de police judiciaire de constater les infractions au présent décret.

ART. 11. — Dans les entreprises et établissements soumis au contrôle du Directeur des Travaux publics l'exécution du décret est assurée par les fonctionnaires chargés de ce contrôle et dûment assermentés à cet effet.

ART. 12. — Le présent décret entrera en vigueur dès la promulgation et la publication des décrets prévus à l'article 3.

ART. 13. — Notre Premier Ministre et le Directeur de l'Agriculture, du Commerce et de la Colonisation sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret.

JURISPRUDENCE.

Accidents du travail, forage d'un puits sur un fonds rural : entreprise industrielle, conduite des travaux confiée à un ouvrier salarié ; responsabilité de l'entrepreneur.

COUR DE CASSATION (CHAMBRE DES REQUÊTES).

(Arrêt du 8 janvier 1907).

LA COUR.

Sur le premier moyen pris de la violation des articles 1 et 3 de la loi du 9 avril 1898, de la loi du 30 juin 1899 et 7 de la loi du 26 avril 1810 ;

Attendu que l'énumération de l'article 1^{er} de la loi du 9 avril 1898 n'est pas limitative ; qu'elle comprend, sous la dénomination générale d'usines, de manufactures, de chantiers, tous les ateliers industriels ; que le législateur n'a nullement entendu limiter la responsabilité patronale, soit à l'industrie dangereuse, soit à la grande industrie qui emploie un grand nombre d'ouvriers ;

Attendu, d'autre part, que si la loi est inapplicable à l'agriculture, cette exclusion doit être restreinte aux entreprises qui ont un caractère essentiellement agricole ;

Attendu que Gagner, chargé par Gargan, avec deux autres ouvriers, du forage d'un puits, a été blessé, le 27 mai 1904, au cours de ce travail ; qu'il en est résulté pour lui une incapacité totale et permanente, pour laquelle il a demandé et obtenu une pension viagère ;

Attendu que, pour accueillir cette demande, la Cour de Bordeaux s'est fondée sur le caractère énonciatif de l'article 1^{er} de la loi de 1898 ; sur ce que l'entreprise de forage d'un puits est, de sa nature, purement industrielle, sans qu'il y ait à tenir compte de ce qu'elle a été exécutée sur un fonds rural ; qu'en le décidant ainsi l'arrêt attaqué a fait, aux circonstances de la cause, une application juridique des principes qui régissent la matière ;

Sur le second moyen pris de la violation de l'article 1^{er} de la loi du 9 avril 1898 ;

Attendu que Gagner avait travaillé précédemment au même puits sous la direction de deux puisatiers qui avaient abandonné le forage avant son achèvement ; que Gargan estimant que Gagner avait acquis dans cette collaboration l'expérience nécessaire, lui a, sur sa demande, confié la suite du travail en lui adjoignant deux autres ouvriers ;

Attendu que, pour considérer Gagner, non comme un entrepreneur, mais comme un simple ouvrier, la Cour de Bordeaux s'est appuyée sur ce que Gargan servait un salaire journalier à ces trois hommes, leur fournissant poudre de mine et outils, et était ainsi demeuré l'entrepreneur responsable du travail à effectuer ; que Gargan ne peut d'ailleurs se prévaloir d'avoir laissé Gagner agir à sa guise, pour décliner la responsabilité qui pèse sur lui ;

Attendu que dans ces conditions de fait, l'arrêt attaqué n'a pas violé le texte visé au moyen ;

Sur le troisième moyen pris de la violation de l'article 303 du Code de procédure civile ;

Attendu que, pour obtenir la réparation du dommage dont il se plaint, Gagner a invoqué le bénéfice de la loi de 1898, la seule, d'ailleurs, dont il put se prévaloir, aux termes de l'article 2 de ladite loi ;

Attendu qu'aucune des formalités requises par l'article 11 n'ayant été remplie, il a saisi directement le tribunal, ainsi qu'il en avait le droit ;

Attendu que le juge du fait, tenu de faire établir la nature et la gravité des blessures de Gaigner, ainsi que la mesure dans laquelle sa capacité de travail était abolie, éléments nécessaires de calcul de l'indemnité forfaitaire à allouer, a pu et dû recourir au mode d'instruction organisé par la loi de 1898 ; qu'ainsi, en commettant un homme de l'art pour dresser le certificat médical exigé par l'article 11, il n'a pu violer l'article du Code de procédure civile inapplicable à la matière ;

Par ces motifs,

Rejette.

Accidents du travail ; machine agricole, mécanicien chauffeur engagé pour conduire, nettoyer, entretenir, réparer la machine ; accident survenu en réparant une machine au repos ; inapplicabilité de la loi du 30 juin 1899, mais application de la loi du 9 avril 1898.

COUR DE CASSATION (CHAMBRE DES REQUÊTES).

(Arrêt du 20 février 1907).

LA COUR,

Sur le moyen unique pris de la violation des articles 1^{er} et 3 de la loi du 9 avril 1898, unique de la loi du 30 juin 1899 et 7 de la loi du 20 avril 1810 :

Attendu que Gaumont, mécanicien et chauffeur, s'est crevé un œil avec une alène en réparant une machine agricole mue par la vapeur, alors que cette machine était au repos ;

Attendu que, pour accueillir sa demande en pension viagère, la Cour de Caen a, d'une part, déclaré inapplicable la loi du 30 juin 1899, l'accident n'ayant pas eu pour cause la machine elle-même ou son moteur, mais, d'autre part, que Gaumont, en tant qu'ouvrier industriel, était protégé par la loi de 1898 ;

Attendu que le pourvoi critique cette décision en ce que l'accident n'a pas eu pour cause l'emploi d'une machine à moteur inanimé, et qu'en l'état des constatations de l'arrêt attaqué, les dispositions de la loi du 9 avril 1898 étaient inapplicables aux termes de la loi du 30 juin 1899 ;

Mais attendu que la Cour de Caen constate que Gaumont est un ouvrier industriel tenu, par son contrat de travail, non seulement de conduire les machines de Vente, mais aussi de les nettoyer, entretenir, réparer ; qu'il importe peu qu'il procède à ces réparations au garage de son patron, entrepreneur d'une exploitation où il est fait usage de machines à moteurs inanimés, ou sur le lieu même où ces machines sont employées ; que la protection de la loi spéciale du 30 juin 1899 lui manquant, il ne s'ensuit pas qu'il doit être privé de la réparation que la loi de 1898 assure aux ouvriers blessés dans les conditions où il l'a été lui-même ; qu'en statuant ainsi, la Cour de Caen, loin de violer les textes visés, a fait à la cause une application juridique des principes qui régissent la matière ;

Par ces motifs :

Rejette.

Accidents du travail ; jugement déboutant un ouvrier blessé de sa demande en allocation de rente et le renvoyant à se pourvoir pour l'indemnité journalière devant le juge de paix ; exécution du jugement sur le second point ; appel sur le premier ; prétendu acquiescement ; violation de l'article 30 de la loi de 1898.

COUR DE CASSATION (CHAMBRE CIVILE).

(Arrêt du 30 mai 1906.)

La Cour,

Donne défaut contre la défenderesse ;

Et statuant sur le moyen unique du pourvoi pris dans sa première branche ;

Vu l'article 30 de la loi du 9 avril 1898 ;

Attendu que les jugements rendus en des matières qui intéressent l'ordre public ne peuvent faire l'objet d'un acquiescement ; qu'il en est ainsi notamment du jugement qui a rejeté la demande d'un ouvrier se prétendant victime d'un accident du travail ; que l'exécution de ce jugement ne saurait rendre irrecevable l'appel qui en aurait été régulièrement formé ;

Attendu que l'arrêt attaqué constate que Chaussinand, ouvrier de la Société anonyme des Honillères de Saint-Étienne, se prétendant victime d'un accident du travail, qui aurait entraîné une incapacité permanente de travail, a cité en justice ladite société, demandant qu'elle soit condamnée à lui servir l'indemnité journalière du demi-salaire jusqu'à la consolidation de sa blessure ; que les premiers juges ont dit que l'incapacité de travail de Chaussinand n'avait été que temporaire, qu'ils l'ont débouté de sa demande en allocation de rente et se sont déclarés incompétents pour statuer sur la demande d'indemnité journalière ; que le 24 août Chaussinand a interjeté appel de cette décision rendue le 4 du même mois ;

Attendu que l'arrêt déclare cet appel irrecevable par ce motif que Chaussinand aurait saisi le juge de paix de la demande relative au paiement du demi-salaire pour laquelle il avait été renvoyé à se pourvoir ainsi qu'il aviserait et qu'il aurait par suite implicitement acquiescé au jugement entrepris ;

Qu'en statuant ainsi, ledit arrêt a violé l'article susvisé ;

Par ces motifs,

Et sans qu'il soit besoin de statuer sur les autres branches du moyen ;

Casse ; et Renvoie devant la Cour d'appel de Dijon.

Syndicat professionnel ; le droit de se porter partie civile dans des poursuites pénales est subordonné à la condition que les intérêts collectifs que le syndicat représente soient directement lésés par le fait poursuivi.

COUR DE CASSATION (CHAMBRE CRIMINELLE).

(Arrêt du 2 mai 1908).

La Cour,

Où M. le conseiller Petitier, en son rapport ; MM^{es} Bressolles et Aubert, avocats à la Cour, en leurs observations, et M. l'avocat général Lénard, en ses conclusions ;

Sur le quatrième moyen pris de la violation des articles 1,382 et 1,383 du Code civil, 2 et 3 du Code d'instruction criminelle et 7 de la loi du 20 avril 1810, en ce que la Cour d'appel a condamné les demandeurs à des dommages-intérêts envers les syndicats agricoles locaux intervenant aux poursuites sans donner de motifs de cette condamnation faisant connaître la nature du préjudice prétendument éprouvé par

ces syndicats et alors que les motifs des premiers juges ne justifiaient pas de l'existence d'un préjudice direct qui leur aurait été causé;

Vu ces articles:

Attendu qu'un préjudice direct et un droit actuel peuvent seuls servir de base à une intervention civile devant les juridictions répressives;

Attendu que, s'il résulte des articles 3 et 6 de la loi du 21 mars 1884 et des articles 1 et 2 du Code d'instruction criminelle qu'un syndicat professionnel régulièrement constitué a le droit de se porter partie civile dans les poursuites motivées par des infractions préjudiciables aux intérêts économiques, industriels ou commerciaux qu'il représente, ce droit est subordonné à la condition que les intérêts collectifs dont il s'agit aient été directement lésés par le fait poursuivi;

Attendu que les syndicats professionnels agricoles de Coursan, de Lézignan, de Narbonne, de Sigeac, de Solliès d'Aude, de Salles d'Aude, de Cuxac d'Aude et de Leucate se sont constitués parties civiles au cours de l'instance engagée par la Régie contre Piquemal, Chavardès et Pédoia;

Attendu que la Cour d'appel, qui n'a pas adopté sur ce point les motifs du jugement, a condamné les prévenus à payer la somme de 400 francs de dommages-intérêts aux susdits syndicats, sans constater la nature du préjudice causé à leurs intérêts collectifs par les infractions qui ont été l'objet de l'action fiscale; qu'il s'ensuit que, de ce chef, il y a eu violation des textes visés au moyen et que l'arrêt est sans base légale;

Par ces motifs,

Casse et annule l'arrêt rendu le 5 décembre 1907, par la Cour d'appel de Montpellier: 1° Du chef des condamnations prononcées contre Chavardès et Pédoia, tant à la requête de la Régie qu'à la requête des syndicats ci-dessus dénommés; 2° Du chef de la condamnation prononcée contre Piquemal à la requête des mêmes syndicats, le surplus dudit arrêt demeurant expressément maintenu, et pour être statué à nouveau conformément à la loi sur l'action fiscale à l'égard de Chavardès et de Pédoia, et sur l'action à l'égard de Chavardès, de Pédoia et de Piquemal renvoie la cause et les parties devant la Cour d'appel de Nîmes, à ce désignée par délibération spéciale prise en la chambre du conseil.

Maison ouvrière occupée par un ouvrier mineur comme condition du contrat de travail; rupture du contrat de travail mettant fin immédiatement au bail de la maison; refus d'évacuer; expulsion.

COUR D'APPEL DE DOUAI.

(Arrêt du 13 avril 1908.)

Attendu qu'il est constant que Malbranque occupait, à raison de sa qualité d'ouvrier mineur au service de la Compagnie des mines de Béthune, et comme condition du contrat de louage intervenu, une maison, n° 44, cité ouvrière de la fosse n° 11, à Grenay, appartenant à la Compagnie;

Attendu que ce bail était, en réalité, un accessoire du contrat de louage, et, dans les usages comme dans la pensée des parties, n'avait d'autre durée que le contrat de louage lui-même et devait prendre fin au jour où ce contrat était rompu;

Attendu que Malbranque n'est plus ouvrier au service de la compagnie appelante depuis plusieurs mois, qu'il persiste à rester dans l'immeuble et refuse d'en sortir, bien que le bail ait pris fin, d'après la convention, le jour où Malbranque a cessé d'appartenir au personnel ouvrier de la Compagnie, qu'il n'invoque aucune raison ni de fait ni de droit pouvant constituer une contestation sérieuse;

Attendu qu'il est de jurisprudence, d'une part, que les baux verbaux prennent fin de plein droit à l'époque fixée par la convention, et d'autre part, que le juge des référés peut ordonner l'expulsion immédiate du locataire, bien que celui-ci soulevé une difficulté, s'il est démontré que sa contestation ne repose sur aucun fondement ;

Attendu que le bail a pris fin de plein droit et que Malbranque ne soulève aucune contestation qui touche au fond du droit ;

Attendu qu'il y a urgence pour la Compagnie à reprendre le logement qu'elle doit mettre à la disposition de l'ouvrier mineur qui remplace Malbranque dans le personnel de la mine ;

Attendu que la résistance de Malbranque ne constitue ni une difficulté sur un contrat de louage, ni une contestation sur un contrat de travail rentrant dans la compétence du juge de paix ;

Par ces motifs,

La Cour dit qu'il a été mal jugé, bien appelé, réformant, dit que le juge des référés était compétent pour ordonner l'expulsion de Malbranque, renvoie les parties à se pourvoir au principal, mais dès à présent, dit que dans le délai de huitaine à partir de la signification du présent arrêt, Malbranque devra vider de corps et de biens la maison qu'il occupe et ses dépendances, et, passé ce délai, autorise la Compagnie à faire expulser Malbranque par toutes les voies de droit, au besoin avec assistance de la force armée, et à mettre ses meubles et effets mobiliers dehors.

ÉTRANGER.

ALLEMAGNE.

Revue du travail en juin 1908 ⁽¹⁾. — Comme chaque année à pareille époque, le marché du travail a été influencé par la demande de main-d'œuvre en vue de récolter et d'engranger les moissons, comme aussi par les départs pour la mer ou la campagne; un ralentissement sensible s'est manifesté dans plusieurs industries.

Le travail est resté abondant dans les mines, dans les produits chimiques, l'industrie électrique, la construction des locomotives et wagons et surtout dans le bâtiment.

L'activité s'est quelque peu ralentie dans les fonderies de fer du nord et du centre et la petite métallurgie; elle a diminué plus encore dans le vêtement et dans certaines branches du commerce.

Dans les textiles, la situation reste peu brillante et l'on a dû réduire encore la journée de travail; par contre la navigation sur le Rhin et l'Elbe est très active.

Placement en juin 1908 ⁽¹⁾. — Pour tout l'Empire, le nombre des demandes par rapport à juin 1907 a augmenté de 28,000; celui des emplois vacants a diminué de 28,000, et celui des places procurées de 11,000 en chiffres ronds. — Voici le bilan des 682 offices de placement qui ont fourni des renseignements pour le présent mois, avec le rappel des données de mai :

	DEMANDES d'emploi.	OFFRES d'emploi.	PLACEMENTS.
1908 { Juin 1908 (pour 682 bureaux) ..	248,000	178,000	132,000
1908 { Mai 1908 (— 675 —) ..	252,000	179,000	132,000

AUSTRALASIE (VICTORIA).

Les tribunaux de salaires en 1908 ⁽²⁾. — D'après un travail de M. Harrison Ord, inspecteur en chef des fabriques et manufactures en Victoria, il existerait actuellement, dans cet état, cinquante et un tribunaux de salaires ou « Wages Boards » dont les décisions affectent plus de cinquante mille ouvriers des deux sexes sur les soixante-dix mille qu'accusent les statistiques officielles.

⁽¹⁾ D'après le *Reichsarbeitsblatt* de juillet 1908.

⁽²⁾ D'après un rapport du 28 mai 1908 du vice-consul chargé du vice-consulat de France à Melbourne communiqué par le ministère des affaires étrangères.

La loi originale destinée à réglementer en Victoria le travail dans les fabriques et les magasins, dite « Factories and Shops Act » date de 1885, et le système des « Wages Boards », qui a attiré l'attention des législateurs du monde entier, fut institué ici en 1896. Ses fondateurs furent le Ministre du Travail d'alors et M. Harrison Ord ci-dessus qualifié.

Des statistiques établies par ce dernier, il résulterait que les ouvriers les mieux payés en Victoria sont les typographes qui gagnent, en moyenne £ 4.4.2 (105 fr. 22) par semaine (à Melbourne), et les bijoutiers dont les salaires hebdomadaires atteignent £ 3.5.8 (82 fr. 07), ce qui n'a, certes, rien d'exorbitant. La moyenne des salaires élevés est de £ 3.5.0 (81 fr. 25) et celle des petits salaires tombe à £ 0.8.10 ou 11 francs.

Dans les métiers où la main-d'œuvre est toute masculine et où l'on emploie surtout des adultes (distillateurs; machinistes; électriciens; minotiers, etc.) les salaires hebdomadaires varient entre £ 2.5.10 (57 fr. 25) et £ 2.0.6 (50 fr. 50). Dans ceux où, au contraire, la main-d'œuvre de tout âge est presque exclusivement féminine, les salaires tombent de 11 sh. 11 d. (14 fr. 87) à 8 sh. 10 d. (ou 11 fr.) par semaine. C'est le cas pour les fabriques de fleurs artificielles et les ateliers de modes et lingerie, qui occupent à eux seuls quinze cent neuf employés.

M. H. Ord affirme que les cinquante et un « Wages Boards » qui réglementent le travail et fixent les salaires de plus des deux tiers des artisans victoriens fonctionnent aujourd'hui sans heurts ni frictions appréciables.

AUTRICHE.

Placement en mai 1908⁽¹⁾. — Renseignements fournis sur le fonctionnement de 824 bureaux de placement professionnel :

	OFFRES			DEMANDES			NOMBRE		
	D'EMPLOI.			D'EMPLOI.			DE PLACEMENTS		
	Mai 1908.	Avril 1908.	Mai 1907.	Mai 1908.	Avril 1908.	Mai 1907.	Mai 1908.	Avril 1908.	Mai 1907.
Hommes	36,779	32,329	33,585	45,145	41,300	43,040	22,162	17,790	20,801
Femmes	31,175	32,513	32,759	28,146	28,478	24,618	18,572	17,210	16,149
Ensemble	70,954	64,842	66,344	73,291	69,778	67,658	40,734	35,000	36,950

Grèves en mai 1908⁽¹⁾. — 88 nouvelles grèves, avec 16,894 grévistes; 2 lock-out. C'est dans la Basse-Autriche, en Bohême et en Moravie, pour les mines (13), le bâtiment (25), l'industrie des pierres, de la terre et du verre (17) et le bois (8) que les grèves ont été le plus nombreuses. On compte : 13 succès, 41 transactions, 25 échecs, 9 résultats inconnus. Causes : insuffisance des salaires. 58 cas; questions relatives à la durée du travail, 2 cas; ces deux motifs réunis, 15 cas; divers, 13 cas.

⁽¹⁾ *Soziale Rundschau*, juin 1908.

AUTRICHE.

Création d'une « Section du travail » au Ministère du commerce ⁽¹⁾.

— Un décret du 20 juin 1908 est venu remanier l'organisation du Ministère autrichien du commerce par la création d'une section (Direction) dite « sociale et politique », où seront traitées les questions concernant le travail ⁽²⁾. La nouvelle direction groupera divers services du Ministère du commerce dispersés jusqu'ici et aura spécialement dans ses attributions tout ce qui concerne : la réglementation du travail, la protection ouvrière internationale, l'inspection, le placement, l'application des lois visant les ouvriers industriels, les statistiques et les enquêtes et enfin les informations de politique sociale. Elle comprendra quatre départements ou bureaux : le premier, duquel dépend le Conseil du travail, s'occupera également du placement, de la conciliation, des différends, etc.; le second sera chargé des actes administratifs; le troisième des statistiques et le quatrième de l'inspection des fabriques et ateliers.

En outre, la première section du Ministère du commerce, dite « section industrielle » a été divisée en deux sections nouvelles, dont l'une s'occupera des usines et manufactures, et l'autre plus spécialement de la petite industrie et des artisans.

Le même décret a modifié également la composition du Conseil permanent du travail, qui est présidé désormais par le directeur de la section « sociale et politique » (en même temps directeur du bureau de la statistique du travail). Le Conseil comprend un représentant de chacun des ministères suivants : Intérieur, Justice, Finances et Agriculture, Chemins de fer, Travaux publics, un délégué du conseil supérieur d'hygiène, le président de la commission centrale de statistique, l'inspecteur général des fabriques et 36 membres (au lieu de 30) nommés par le Ministre du commerce.

En exposant au Parlement les modifications ainsi apportées à l'organisation de son Département, le Ministre du commerce a insisté sur l'importance qu'il se proposait de donner à la protection ouvrière par l'augmentation du nombre des inspecteurs du travail, l'extension de leurs attributions, la création d'inspectrices pour les ateliers de femmes et une réglementation sévère des industries dangereuses ou insalubres, notamment de l'industrie du phosphore.

BELGIQUE.

Marché du travail en juin 1908 ⁽³⁾. — Dix-sept offices de placement gratuit ont fourni des renseignements sur leurs opérations pendant le mois de juin 1908. Pour 1,651 offres d'emploi, il y a eu 2,719 demandes des ouvriers (hommes), soit une proportion de 165 demandes pour 100 offres. La moyenne était de 167 demandes pour 100 offres le mois passé, et l'année dernière, en juin, elle était de

⁽¹⁾ D'après un rapport du 23 juin 1908 du Chargé d'affaires de France à Vienne, obligamment communiqué par le Ministère des affaires étrangères.

⁽²⁾ Lors de la reconstitution du dernier cabinet autrichien, la création d'un Ministère du travail avait été décidée en principe; pour diverses raisons l'institution en a été ajournée.

⁽³⁾ *Revue du travail belge*, 15 juillet 1908.

107 demandes pour 100 offres. A ce point de vue, le marché du travail accuse donc une situation équivalente à celle du mois précédent, mais sensiblement inférieure à la moyenne correspondante des dernières années.

D'autre part, des renseignements précis sur l'intensité du chômage parmi les ouvriers syndiqués ont été fournis pour ce même mois par 203 unions professionnelles ouvrières, groupant 43,727 membres (mineurs, ouvriers à domicile et travailleurs agricoles non compris). Ces groupes renfermaient, vers la seconde moitié de juin, 2,038 chômeurs, soit une proportion de 4.6 p. 100 (contre 3.9 p. 100, le mois dernier, 1.8 p. 100 en juin 1907).

D'autre part, le travail des diamants, à Anvers, n'est toujours pas compris dans les résultats globaux. De ce côté, on note cependant une sérieuse amélioration ; pour la semaine du 14 au 20 juin, le nombre des syndiqués renseignés comme chômeurs complets était de 860 (contre 1.461 pour la semaine du 17 au 23 mai).

Les grèves en juin 1908⁽¹⁾. — Six grèves nouvelles, intéressant 2,606 grévistes et 1,004 chômeurs forcés, ont été signalées à l'Office du travail pendant le mois de juin 1908. Se sont, en outre, continuées pendant tout ou partie du même mois quatre grèves commencées antérieurement et comprenant 618 grévistes et 152 chômeurs forcés.

Trois grèves de juin affectaient l'industrie textile; deux, l'industrie des métaux et une celle des carrières.

Causes : demandes d'augmentation de salaire (2); de réintégration d'ouvrier congédié (1); demande de renvoi d'un contremaître (1); nouvelles conditions de travail (1); refus de travailler pour un autre établissement en grève (1).

Des neuf grèves dont l'issue a été signalée depuis le dernier relevé, six, (2,099 grévistes et 1,152 chômeurs forcés) ont échoué; deux grèves, intéressant 1,065 ouvriers, se sont terminées par transaction; une, comprenant 30 grévistes, a réussi complètement.

Au point de vue territorial les conflits de juin se répartissent comme suit : deux dans le Hainaut et un dans chacune des provinces de Brabant, de Flandre occidentale, de Flandre orientale et de Liège.

Salaires et durée du travail dans l'industrie des métaux⁽²⁾. — En vue de compléter les relevés de salaires effectués lors du recensement de 1896, l'Office du travail belge a procédé successivement à des enquêtes sur les salaires dans les mines de houille (1900), dans les textiles (1901) et dans les métaux (1903), 3 groupes d'industrie comprenant près de la moitié de la population ouvrière dénombrée en 1896, (116,274 dans les mines, 82,768 dans les textiles et 99,641 dans les métaux, soit ensemble 298,683 ouvriers sur 671,596 recensés).

L'enquête sur les salaires et la durée du travail dans les métaux dont les résultats viennent d'être publiés a porté sur 93,050 ouvriers, soit sur 93.38 p. 100 des ouvriers recensés en 1896.

La méthode employée est identique à celle qui a présidé à l'établissement des salaires en 1896. Il suffit de rappeler que toutes les données ont été recueillies par des visites personnelles d'un agent spécial de l'Office chargé de fournir des rensei-

⁽¹⁾ *Revue du travail belge*, 31 juillet 1908.

⁽²⁾ Salaires et durée du travail dans les industries des métaux, 31 octobre 1903. — Publié par l'Office du travail belge.

gnements sur la façon de remplir les questionnaires. L'enquête a porté sur les salaires des *ouvriers* travaillant en atelier au siège des établissements occupant au moins 10 personnes; elle exclut les membres de la famille de l'exploitant et le personnel dirigeant. Les salaires ont été relevés sur le livre de paye et représentent le revenu exact d'une journée normale y compris les primes et gratifications; les repos sont déduits de la journée. Les renseignements se rapportent au 31 octobre 1903 ou à la quinzaine ou semaine qui a précédé cette date.

Le nombre des entreprises considérées s'élève à 1,083 occupant 93,050 ouvriers se répartissant comme suit :

89,563 hommes (dont 84,185 de plus de 16 ans);

3,487 femmes (dont 2,913 de plus de 16 ans).

Sur ce nombre, 34,748 étaient occupés dans la construction des machines et 21,286 dans la fabrication des produits sidérurgiques. 221 établissements comptaient plus de 100 ouvriers, 82 plus de 300, 36 plus de 500 et 2 plus de 1.000.

Salaires. — Le salaire d'une journée normale de travail a pu être établi pour 84,136 ouvriers adultes : 52.27 p. 100 d'entre eux gagnent de 3 à 4 francs, 21.64 p. 100 moins de 3 francs et 26.09 plus de 4 francs⁽¹⁾; dans l'ensemble, 73.39 p. 100 touchent de 2 fr. 50 à 5 francs. Les salaires des femmes présentent plus d'uniformité et se groupent presque tous entre 1 fr. 25 et 2 fr. 50; 81.98 p. 100 des ouvrières figurent entre ces limites.

Parmi les 5,367 garçons de moins de 16 ans, 28.21 p. 100 touchent de 1 franc à 1 fr. 24, 20.13 p. 100 de 1 fr. 25 à 1 fr. 49, 6.91 p. 100 de 1 fr. 50 à 2 francs et 8.14 p. 100 plus de 2 francs. Sur 574 filles, 55.7 p. 100 gagnent de 1 franc à 1 fr. 25, 20.21 p. 100 de 0 fr. 75 à 0 fr. 99, 6.45 p. 100 de 0 fr. 50 à 0 fr. 74.

82.14 p. 100 des ouvriers et ouvrières sont payés au temps et 17.86 aux pièces. Parmi les hommes et les garçons 49.16 p. 100 sont rémunérés à l'heure et 47.92 p. 100 à la journée; pour les femmes la proportion est renversée. Parmi les ouvriers aux pièces, 4.38 p. 100 seulement sont payés par groupes.

17,308 ouvriers, soit 18.60 p. 100 de tout le personnel considéré touchent des primes : 13,607 de ces primes sont calculées d'après la production; 1,354 ont pour but de stimuler le zèle ou l'exactitude et 425 enfin sont accordées à des machinistes ou chauffeurs comme primes d'économie. Dans 2 établissements seulement les ouvriers participent aux bénéfices (508), 94.55 p. 100 des ouvriers touchant des primes sont âgés de plus de 16 ans.

Durée du travail. — 91.98 p. 100 des ouvriers font de 9 heures trois-quarts à 11 heures et 49.08 p. 100 de 9 heures trois-quarts à 10 heures : on peut donc dire que dans la métallurgie, repos déduits, la moitié des ouvriers travaillent 10 heures au plus par jour et que pour l'autre moitié la journée varie de 10 heures trois-quarts à 11 heures.

2.17 p. 100 font 8 heures ou moins, 1.20 p. 100 de 8 heures trois-quarts à 9 heures et demie alors que 2.28 p. 100 font de 11 heures un quart à 11 heures et demie, 2.25 p. 100 de 11 heures trois-quarts à 12 heures et 0.12 p. 100 seulement plus de 12 heures. Les heures extrêmes se localisent surtout dans 2 groupes d'industrie : sur 2,001 ouvriers faisant moins de 8 heures, 1,844 travaillent les métaux usuels autres que le fer, et sur 3,221 faisant plus de 11 heures, 1,894 appartiennent à la construction des machines.

⁽¹⁾ 10.03 p. 100 des ouvriers gagnent de 4 fr. 50 à 4 fr. 99, 6.97 p. 100 de 5 francs à 5 fr. 49, 3.70 p. 100 de 5 fr. 50 à 5 fr. 99, 2.31 p. 100 de 6 francs à 6 fr. 49, 1.15 p. 100 de 6 fr. 50 à 6 fr. 99 et 1.93 p. 100 plus de 7 francs.

Si l'on examine la durée du travail d'après les établissements, on constate qu'elle ne dépasse pas 8 heures dans 0.37 p. 100 d'entre eux, varie entre 8 heures trois-quarts et 9 heures trois-quarts dans 1.76 p. 100, entre 9 heures trois-quarts et 10 heures dans 46.35 p. 100, entre 10 heures un quart et 11 heures dans 44.60 p. 100 et dépasse 11 heures dans 6.92 p. 100. Dans leur ensemble, ces proportions se rapprochent sensiblement de celles qui précèdent; ce parallélisme indique que l'importance des établissements n'exerce pas une influence prépondérante sur la fixation de la journée.

Comparaison avec 1896.

1) *Salaires.* — Comparés aux résultats de 1896, les chiffres relevés en 1903 indiquent une *hausse sérieuse des salaires* qui se manifeste par la disparition des bas salaires et une augmentation correspondante des taux élevés.

En effet, la proportion des ouvriers gagnant moins de 2 fr. 50 tombe de 17.36 p. 100 à 10.55 p. 100 alors que celle des ouvriers touchant plus de 4 fr. 50 passe de 17.13 p. 100 à 26.09 p. 100 [moins de 1 fr. 50 : 3.27 p. 100 en 1896 contre 1.16 p. 100 en 1903; — de 1 fr. 50 à 1 fr. 99 : 4.74 p. 100 contre 3.49 p. 100; — de 2 francs à 2 fr. 49 : 9.35 p. 100 contre 5.90 p. 100; — de 4 fr. 50 à 4 fr. 99 : 6.79 p. 100 contre 10.03 p. 100; — de 5 francs à 5 fr. 49 : 4.72 p. 100 contre 6.97 p. 100; — de 5 fr. 50 à 5 fr. 99 : 2.35 p. 100 contre 3.70 p. 100; — et plus de 6 francs : 3.27 p. 100 contre 5.39 p. 100].

2) *Durée du travail.* — Pour la plupart des industries des métaux, on constate, pour la période 1896-1903 une *sérieuse tendance à la diminution des heures* de travail, qui se traduit par une disparition des journées dépassant 11 heures et une forte augmentation des journées de 10 heures. La modification est moins sensible dans les industries sidérurgiques où certaines durées semblent imposées par le mode de travail.

Les accidents sur les chemins de fer en 1906⁽¹⁾. — Voici comment peuvent se classer les accidents de personnes sur les réseaux de l'état belge en 1906 :

	NOMBRE DE PERSONNES					
	Tués.			Blessés.		
	par le fait de l'exploita- tion.	par l'impru- dence ou autres causes.	Total.	par le fait de l'exploita- tion.	par impru- dence ou autres causes.	Total.
Voyageurs.....	0	7	7	75	244	319
Personnes étrangères.....	1	51	52	32	58	90
Agents et ouvriers des chemins de fer.....	4	45	49	97	609	706
TOTAUX.....	5	103	108	204	911	1,115

⁽¹⁾ Chemins de fer, postes, télégraphes et Marine. *Compte rendu des opérations en 1906*, ministère des chemins de fer, postes et télégraphes, Bruxelles 1908.

Le total des accidents mortels parmi le personnel des chemins de fer de l'État s'élève à 49. D'autre part, ce personnel au 31 décembre 1906 se composait comme suit :

Service général.....	232
Voies et travaux.....	14,441
Traction et matériel.....	29,305
Exploitation.....	16,166
Perception des recettes et contrôle.....	992
TOTAL.....	61,136

Si l'on retranche de ce total 1,224 employés du service général, des recettes et du contrôle, il reste un total de 59,912 agents formant le personnel directement exposé aux accidents. La proportion des cas de mort (49) par 1,000 agents ressort donc à 0.87.

Dans les chemins de fer exploités par les compagnies, on a relevé 6 tués parmi les agents, 5 parmi les voyageurs et 6 parmi les personnes étrangères au service; sur 83 blessés, on comptait 43 agents, 26 voyageurs et 14 personnes étrangères au service. Le personnel total employé par ces compagnies s'élevait à 6,070.

CANADA.

Revue du travail en mai 1908⁽¹⁾. — Dans les provinces de l'Ouest, la récolte a commencé, cette année, trois semaines plus tôt qu'à l'ordinaire et promet d'être magnifique; aussi la demande de main-d'œuvre pour l'agriculture a-t-elle été très active et les bons ouvriers ont-ils pu obtenir des salaires élevés. L'activité a été générale dans les mines de la Nouvelle-Écosse (houille), de Québec (asbestos) de l'Ontario (cobalt) et de la Colombie-Britannique (fer). La pêche a été abondante dans les provinces maritimes.

Par contre, certaines industries manufacturières souffrent d'un léger ralentissement; les recettes des chemins de fer ont quelque peu diminué par suite de la réduction des transports de marchandises par terre et par eau.

ÉTATS-UNIS.

Revue du travail⁽²⁾. — D'après les rapports adressés à la Fédération américaine du travail par 829 unions groupant 93,601 membres, la moyenne des chômeurs était de 4.1 p. 100 en juin 1908. Cette moyenne était en mai de 7.1 p. 100 dans 1,997 unions groupant 168,718 membres.

⁽¹⁾ *Gazette du travail*, juin 1908.

⁽²⁾ *American Federationist*, août 1908.

La crise financière et le chômage pendant le 1^{er} trimestre de 1908. —

La crise financière de la fin de 1907 n'a pas manqué d'influencer lourdement le marché du travail et d'amener une baisse dans les salaires sur divers points du territoire.

Les statistiques mensuelles de la fédération américaine du travail, les rapports des bureaux du travail des états de New-York et des Massachusetts, les dépêches des consuls enfin, établissent que la proportion des chômeurs a brusquement augmenté et a atteint, sur certains points, pendant le 1^{er} trimestre de 1908, des proportions inconnues jusqu'ici.

Il ressort des statistiques de la fédération américaine⁽¹⁾ (qui portent sur l'ensemble du pays) que le chômage s'est fait surtout sentir à partir de janvier : la moyenne qui était de 1.4 p. 100 et de 1.2 p. 100 en octobre et en décembre 1907, s'est brusquement élevée à 8.8 p. 100 pour le premier mois de 1908. La comparaison des moyennes afférentes aux mois correspondants des deux années permet d'évaluer l'influence de la crise.

Proportions pour 100 des syndiqués sans travail en :

	1907.	1908.
Janvier.....	2.3	8.8
Février.....	3.2	8.2
Mars.....	1.3	8.7
Avril.....	0.5	6.6
Mai.....	1.7	7.1
Juin.....	0.2	4.1

D'autre part, un rapport du secrétaire du groupement des fédérations du bâtiment établit que les travaux de construction se sont considérablement ralentis dans tout le pays.

Le chômage, dit le rapport, est sensible surtout à New-York, Cleveland, Pittsburg, Détroit, Birmingham, Worcester, etc. où les travaux du bâtiment ont diminué de plus de moitié; dans d'autres villes moins importantes (Saint-Louis, Buffalo, Saint-Paul, Cincinnati, Philadelphie, etc.), le ralentissement suffit pour occasionner un chômage extrême... Dans quelques centres seulement (Indianapolis, Portland, Baltimore, Nouvelle-Orléans, Kansas-City, etc.) la situation s'est maintenue ce qu'elle était l'an dernier.

État de New-York ⁽²⁾. — Dans l'État de New-York, la proportion des chômeurs a atteint un chiffre tout à fait anormal. Sur 387,450 ouvriers syndiqués, 138,131, soit 35.7 p. 100 étaient sans travail le 31 mars 1908; sur ce total, 101,466, soit 26.3 p. 100, ont chômé sans interruption pendant janvier, février et mars. Or, la moyenne des chômeurs pour le premier trimestre de la période 1898-1907 s'établit à 10 p. 100; celle du 31 mars à 17.5 p. 100; la proportion la plus élevée pendant cette même période se rencontre en 1904, alors que le marché était troublé par de très grandes grèves (14.6 p. 100 pour le trimestre et 27.2 p. 100 au 31 mars).

Le rapport attribue ce chômage intense *uniquement* au manque d'ouvrage résultant de la crise, car les grèves ont été peu importantes pendant le trimestre. Toutes les grandes industries sont atteintes : on comptait à fin mars 56 p. 100 de chômeurs dans le bâtiment (contre 11 p. 100 en 1906 et 21.9 p. 100 en 1905), 25.6 p. 100 dans les transports (12.7 en 1907); 46.7 p. 100 dans le vêtement (12.4 en 1907, 14.3 p. 100 en 1906, 19.5 en 1905); 31.8 p. 100 dans la métallurgie (contre 4.2, 4.8 et 9.2); 17.9 dans la typographie (contre 9.9, 9.4 et 8).

(1) Publiées dans le *Federationist*.

(2) *Bulletin du bureau du travail de New-York*, juin 1908.

La moyenne des jours de travail pour le trimestre est tombée à 64.7 (contre 67.5 en 1907 et 70.7 en 1906); cette réduction qui, à première vue, semble peu importante, fait au contraire, dit le rapport, ressortir la violence de la crise, car plutôt que de réduire le nombre des jours de travail, les établissements ont renvoyé purement et simplement le personnel.

Comme à toute époque de crise, les unions ont subi un recul; de fin septembre 1907 à fin mars 1908, elles ont perdu 38,210 membres, (soit 8.7 p. 100). [19,000 dans le bâtiment, 7,000 dans les textiles et 5,000 dans la métallurgie]. 46 unions ont disparu.

Le nombre des immigrants par le port de New-York qui avait augmenté très régulièrement en 1907, était, pendant le premier trimestre de 1908, inférieur de 71 p. 100 au total correspondant de 1907. En outre, le chiffre des émigrants quittant l'Amérique en janvier était supérieur à celui des immigrants débarqués pendant tout le 1^{er} trimestre.

Les salaires ont fléchi : le montant total moyen gagné par un syndiqué pendant les trois premiers mois s'élève à 193 dollars, contre 205 en 1907 et 212 en 1906⁽¹⁾. Pour diverses professions le gain moyen, pour le trimestre, s'établit comme suit, par rapport à 1907 :

	1 ^{er} TRIMESTRE 1908.	1907.
	dollars.	dollars.
Bâtiment.....	189	198
Transports.....	214	224
Vêtement, textiles.....	120	154
Métallurgie.....	190	223
Typographie.....	224	240
Bois.....	164	187
Alimentation.....	187	188
Tabacs.....	118	152

La moyenne des ouvriers gagnant moins de 75 dollars pendant le 1^{er} trimestre a passé de 3 p. 100 en 1907 à 6 p. 100 en 1908; celle des ouvriers gagnant moins de 150 dollars, de 23 p. 100 à 30 p. 100.

Quant au salaire quotidien moyen, il s'établit à un peu moins de 3 dollars (2.99) et est en diminution sur celui de 1907 (3.03).

Massachusetts. — Une enquête entreprise par le bureau de statistique du travail établit que, sur 56,394 syndiqués ayant répondu, 8,902 (soit 15.8 p. 100) chômaient au 31 mars 1908, dont 7,739 (soit 13.7 p. 100) par suite du manque de travail. La proportion de chômeurs atteignait 21.2 p. 100 dans le bâtiment, 38.4 dans le vêtement, 22.6 dans l'alimentation.

Enfin les rapports des consuls pour février et mars constatent qu'à *Chicago*, presque toutes les maisons qui ont repris le travail ont réduit leur personnel et imposé à leurs ouvriers une réduction de salaire comme condition de rentrée. La *United Steel Corporation* annonçait pour février des réductions variant de 15 à 40 p. 100; une fabrique de wagons congédiait 2,000 de ses ouvriers.

Dans les États de la *Nouvelle Angleterre*, 150,000 ouvriers du coton ont subi une réduction de salaire de 10 p. 100; depuis le 1^{er} janvier 10 millions de broches (sur 15 millions) ont réduit leur production de 20 à 25 p. 100.

⁽¹⁾ Le bureau ne fait pas figurer dans ce total le gain des acteurs et artistes de cafés-concerts qui ont obtenu à la fin de 1907 une augmentation telle que les moyennes en sont faussées.

GRANDE-BRETAGNE.

Revue du travail en juin 1908⁽¹⁾. — La situation générale a été moins bonne que le mois précédent; le marché, en général, est toujours influencé par les conflits survenus récemment dans la métallurgie et les constructions navales.

8.2 p. 100 de chômeurs à la fin du mois dans 268 trade-unions groupant 653,327 membres, contre 7.9 à la fin de mai 1908 et 3.6 p. 100 à la fin de juin 1907; 4.75 journées de travail par semaine en moyenne dans divers puits houillers comptant 639,423 ouvriers, contre 5.48 en mai 1908 et 5.49 en juin 1907; dans la métallurgie du fer 288 hauts fourneaux en marche avec 22,000 ouvriers contre 287 en mai 1908 et 347 en juin 1907.

Grèves en juin⁽²⁾. — 21 conflits nouveaux en septembre intéressant 4,601 ouvriers, contre 29 en mai 1908 et 22 en juin 1907.

Sur 24 conflits terminés, anciens et nouveaux, et intéressant directement 5,280 personnes, il y a eu 3 succès, 8 échecs, 13 transactions. Total des journées de travail perdues : 431,200 en juin contre 1,191,100 en mai 1908 et 194,100 en juin 1907.

ITALIE.

Grèves en mai⁽³⁾. — 250 nouvelles grèves ont été signalées en mai à l'*Office du travail*. 209 de ces conflits intéressaient 69,186 grévistes. 55 grèves ont éclaté dans l'agriculture, 3 dans les industries extractives, 13 dans la métallurgie, 29 dans le travail des pierres et des terres, 40 dans le bâtiment, 6 dans les produits chimiques, 10 dans le bois, 4 dans les industries polygraphiques, 23 dans les textiles, 2 dans le travail des peaux, 17 dans le vêtement, 29 dans l'alimentation, 11 dans les transports, 8 dans les industries diverses.

Causes: questions de salaires, 154; durée du travail, 18; diverses, 49; inconnues, 30.

Résultats: 45 succès, 87 transactions, 76 échecs, inconnus, 12.

⁽¹⁾ *Labour Gazette*, juillet 1908.

⁽²⁾ *Bollettino dell' Ufficio del lavoro*, juillet 1908.

ACTES ÉT DOCUMENTS OFFICIELS.

Loi du 15 juillet 1908 relative à la ratification de la convention internationale de Berne sur le travail de nuit des femmes employées dans l'industrie ⁽¹⁾.

Article unique. — Le Président de la République est autorisé à ratifier la convention sur l'interdiction du travail de nuit des femmes dans l'industrie, signée à Berne, le 26 septembre 1906.

Une copie authentique de cette convention sera annexée à la présente loi ⁽²⁾.

Loi du 17 juillet 1908 allouant une indemnité aux membres du jury criminel qui n'ont pas droit à l'indemnité de séjour établie par la loi du 19 mars 1907 ⁽³⁾.

Article unique. — L'article 1^{er} de la loi du 19 mars 1907 est complété par un paragraphe ainsi conçu :

« Les membres du jury criminel qui n'ont pas droit, aux termes du paragraphe précédent, à l'indemnité de séjour, recevront, sur leur demande, pendant la durée de la session et pour chaque journée, une indemnité qui sera fixée par décret. »

Loi du 17 juillet 1908 relative à l'institution des conseils consultatifs du travail ⁽⁴⁾

ARTICLE PREMIER. — Il peut être institué par décret rendu en conseil d'État, sous le nom de conseils consultatifs du travail, soit à la demande des intéressés, soit d'office, après avis du conseil général, des chambres de commerce et des chambres consultatives des arts et manufactures du département, des conseils composés en nombre égal de patrons et d'ouvriers.

Leur mission est d'être les organes des intérêts matériels et moraux de leurs commettants;

De donner, soit d'office, soit sur la demande du Gouvernement, des avis sur toutes les questions qui concernent ces intérêts;

De répondre aux demandes d'enquête ordonnées par le Gouvernement.

ART. 2. — Chaque conseil est divisé en deux sections comprenant, l'une les patrons, l'autre les ouvriers.

Les sections nomment chacune, pour la durée de chaque session, un président et un secrétaire pris dans leur sein. Elles peuvent délibérer séparément. Les réunions du conseil sont alternativement présidées : pour la durée de la délibération, par le président de chaque section, en commençant par le plus âgé des deux. Le secrétaire de l'autre section devient celui du conseil.

⁽¹⁾ *Journal officiel* du 18 juillet 1908, page 5014.

⁽²⁾ Voir le texte de cette convention *Bulletin* de 1906, page 1138.

⁽³⁾ *Journal officiel* du 19 juillet 1908, page 5070.

⁽⁴⁾ *Journal officiel* du 22 juillet 1908, page 5237.

En cas de partage des voix dans le conseil, les sections peuvent désigner un ou plusieurs membres choisis d'accord entre elles, et qui auront voix délibérative.

ART. 3. — Il y a autant de conseils que de professions. Toutefois, lorsque le nombre des professions de même nature est insuffisant, un certain nombre de professions similaires peuvent, sur l'avis conforme des intéressés, être réunies en un même groupe.

Le ressort de chaque conseil est déterminé par le décret qui l'institue.

ART. 4. — Le décret d'institution fixe le nombre des membres du conseil. Il varie de six à douze par section, suivant l'importance des industries représentées.

Des délégués suppléants seront nommés dans chaque section en nombre égal à la moitié des titulaires.

La durée des pouvoirs des délégués et des suppléants est de quatre ans.

Sera considéré comme démissionnaire celui qui, sans excuse valable, ne répondra pas à trois convocations successives, qui quittera la région ou qui cessera d'être éligible par le collège électoral qu'il représente.

ART. 5. — Sont électeurs à la condition d'être inscrits sur la liste électorale politique :

Pour la section patronale :

1° Tous les patrons exerçant une des professions fixées par le décret d'institution ;

2° Les directeurs et les chefs de services appartenant à la même profession et l'exerçant effectivement depuis deux ans.

Pour la section ouvrière :

Tous les ouvriers et contremaîtres appartenant à la même profession et l'exerçant effectivement depuis deux ans.

Sont éligibles les électeurs de la section âgés de vingt-cinq ans accomplis.

Les femmes françaises, ayant l'exercice de leurs droits civils, non frappées de condamnations entraînant la perte des droits politiques et résidant dans la commune depuis six mois au moins, sont électeurs à vingt et un ans et éligibles à vingt-cinq ans accomplis, après deux ans d'exercice effectif de la même profession.

L'élection a lieu au scrutin de liste.

Pour la composition des listes, les opérations électorales et les recours dont elles peuvent être l'objet, il sera procédé conformément aux règles en vigueur pour les conseils de prud'hommes.

ART. 6. — Dans le cas où les électeurs patrons sont en nombre égal à celui qui est fixé pour la composition des conseils, tous en sont membres.

S'ils sont en nombre inférieur, ils désignent entre eux, pour se compléter, des électeurs appartenant à la même profession ou à des professions similaires dans les circonscriptions voisines.

Dans les circonscriptions où la profession est représentée par des sociétés par actions, les membres du conseil d'administration ayant la capacité électorale politique sont électeurs patronaux.

ART. 7. — Chaque section se réunit au moins une fois par trimestre à la mairie de la commune de son siège, et à la convocation de son bureau, chaque fois qu'il y aura lieu de lui soumettre un objet de sa compétence.

ART. 8. — Toutes discussions politiques et religieuses sont interdites.

ART. 9. — Toute délibération excédant la limite des attributions fixées par la loi est annulée par le ministre.

Si le conseil ou la section, une fois averti, persiste à sortir de son rôle, sa dissolution peut être prononcée.

ART. 10. — Un décret rendu en la forme d'administration publique déterminera les conditions de fonctionnement de la présente loi.

Décret du 17 juillet 1908 portant fixation de l'indemnité spéciale à allouer aux membres du jury criminel qui n'ont pas droit à l'indemnité de séjour ⁽¹⁾.

ART. 1^{er}. — L'indemnité spéciale établie par la loi susvisée du 17 juillet 1908, en faveur des membres du jury criminel qui, n'étant pas obligés de se transporter à plus de 2 kilomètres de leur résidence pour remplir leurs fonctions n'ont pas droit à l'indemnité de séjour, est fixée, pour chaque journée de session, ainsi qu'il suit :

Pour la cour d'assises de la Seine, 8 francs;

Pour les cours d'assises siégeant dans les villes de 40,000 habitants et au-dessus, 6 fr. 50;

Pour les cours d'assises siégeant dans les autres villes, 5 francs.

Décret du 17 juillet 1908, portant règlement d'administration publique pour l'exécution de l'article 8 de la loi du 19 décembre 1907, relative à la surveillance et au contrôle des sociétés de capitalisation ⁽²⁾.

Décret du 3 juillet 1908, modifiant le décret du 15 juillet 1893 (travail des enfants, des filles mineures et des femmes dans les établissements industriels ⁽³⁾.

ARTICLE PREMIER. — Le paragraphe 1^{er} de l'article 5 du décret du 15 juillet 1893 est modifié et rédigé comme il suit :

« ART. 5. — Les industries pour lesquelles les restrictions relatives à la durée du travail pourront être temporairement levées par l'inspecteur divisionnaire pour les enfants âgés de moins de dix-huit ans et les femmes de tout âge sont les suivantes. »

ART. 2. — La rubrique « Beurreries et fromageries non annexées à une ferme ou à un groupe de fermes réunies par un lien coopératif », insérée aux articles 3 et 5 du décret du 15 juillet 1893, modifié, est remplacée dans chacun des articles par les rubriques suivantes :

« Beurreries industrielles;

« Fromageries industrielles;

« Lait (Établissements industriels pour le traitement du). »

Circulaire du 12 juillet 1908 adressée par le Ministre du travail aux préfets sur le paiement des salaires inscrits aux cahiers des charges des marchés de travaux publics passés par l'Etat, les départements et les communes.

Les décrets du 10 août 1899 ont prévu, dans les cahiers des charges des marchés de travaux publics ou de fournitures passés au nom de l'Etat, des départements, des communes et des établissements publics, par l'adjudication ou de gré à gré, l'insertion de clauses stipulant certaines garanties au profit des salariés. En particulier, l'entrepreneur s'engage à payer aux ouvriers qu'il emploie à l'exécution du marché le salaire normal et courant des ouvriers de la profession dans la localité ou

⁽¹⁾ *Journal officiel* du 19 juillet 1908, page 5096.

⁽²⁾ *Journal officiel* du 22 juillet 1908, page 5243, et pour la loi du 19 décembre 1907, *Journal officiel* du 21 décembre 1907, page 8557.

⁽³⁾ *Journal officiel* du 21 juillet 1908, page 5217.

la région. L'insertion de ces clauses est obligatoire pour les marchés passés au nom des départements, des communes et des établissements publics.

La Cour de cassation, par un récent arrêt que vous trouverez annexé à la présente circulaire⁽¹⁾, vient de décider que, lorsque l'entrepreneur, même lié par un cahier des charges qui l'oblige à payer le salaire normal, a convenu avec le salarié le paiement d'un salaire inférieur, « aucun texte de loi ne prohibe, sous peine de nullité, une convention de cette nature », et que « le décret du 10 août 1899 se borne à organiser, dans son article 4, un système destiné à indemniser, s'il y a lieu, l'ouvrier qui se trouverait lésé ». J'ajoute que cette théorie corrobore les instructions générales données par mon département et qui n'ont pas toujours été suivies par les administrations intéressées.

En vous signalant cet arrêt, avec les conséquences qu'il comporte, je vous demande de vous conformer dans l'avenir, et de ne plus contraindre le salarié qui vous soumettra une réclamation portant sur le non-paiement du salaire normal à la faire valoir préalablement devant les tribunaux. Je vous rappelle, en effet, que vous êtes suffisamment armé pour mettre en œuvre une autre sanction que la sanction judiciaire. Toutes les fois que le salarié aura touché un salaire inférieur au salaire fixé par le cahier des charges et que l'entrepreneur se refusera à lui payer la différence qui lui est due, vous payerez ou vous ferez payer au salarié cette différence au moyen de retenues opérées sur les sommes dues à l'entrepreneur et sur son cautionnement. Ainsi que le rappelle la Cour de cassation, cette sanction administrative est celle que vous trouverez inscrite dans l'article 4 des décrets du 10 août 1899⁽²⁾.

A titre de renseignement, je vous fais connaître les clauses insérées dans certains cahiers des charges de la Ville de Paris, pour faciliter le contrôle de l'Administration :

« 1° *Paiement des salaires.* — Les salaires des ouvriers seront payés sur les chantiers ou dans leur voisinage, lorsque l'ingénieur estimera que leur importance le justifie ;

« 2° Un agent de l'Administration assistera à la paye des ouvriers toutes les fois que l'ingénieur le jugera utile. Cet agent recevra, s'il y a lieu, leurs réclamations et les transmettra pour examen à l'Administration ;

« 3° *Communication des feuilles de paye.* — L'entrepreneur devra, à toute réquisition, communiquer à l'ingénieur ou à son délégué les feuilles de paye des ouvriers, indiquant pour chacun d'eux les heures de travail qui lui sont attribuées, ainsi que le salaire payé. »

Je vous prie de veiller personnellement à l'exécution de la présente circulaire et de la porter à la connaissance des municipalités et établissements publics de votre département qui ont décidé d'appliquer les décrets du 10 août 1899. Il ne se peut pas que ces actes, sur la foi desquels entrepreneurs et salariés s'obligent, demeurent vains pour les travailleurs et que les administrations leur refusent finalement la protection que ces décrets leur ont promise. Le haut intérêt social qui commande votre vigilance ne vous échappera pas, et, d'autre part, je tiendrai la main à ce que cet intérêt soit sauvegardé.

⁽¹⁾ Voir *Bull.* juin 1908, p. 577.

⁽²⁾ Cet article est conçu comme suit :

« Art. 4. — Le cahier des charges stipulera que l'Administration, si elle constate une différence entre le salaire payé aux ouvriers et le salaire courant déterminé conformément à l'article précédent, indemniserá directement les ouvriers lésés au moyen de retenues opérées sur les sommes dues à l'entrepreneur et sur son cautionnement. »

Circulaire du 18 juillet 1908 du Garde des sceaux, Ministre de la justice et des cultes, à MM. les premiers présidents et les procureurs généraux des cours d'appel de France et d'Algérie, relative à l'application de la loi du 17 juillet 1908 ⁽¹⁾.

Par ma circulaire du 29 janvier 1908, je vous ai donné des instructions en vue de l'inscription, sur les listes annuelles du jury criminel, des ouvriers et employés et, plus généralement, des citoyens qui, suivant les termes de l'article 5 de la loi du 21 novembre 1872, « ont besoin, pour vivre, de leur travail manuel et journalier ». Je vous fais observer que, malgré la dispense établie en leur faveur par ledit article, ces citoyens ont le droit, sinon l'obligation d'être jurés et que, si l'usage s'est établi de ne pas les porter sur lesdites listes, cette exclusion ne se justifie pas; elle doit cesser, afin que le jury, recruté sur l'ensemble des citoyens, représente enfin une justice véritablement populaire.

Mon initiative a été approuvée par les Chambres et, en vue de lui donner son plein effet, elles ont voté la loi du 17 juillet 1908, qui a généralisé le droit à indemnité pour les jurés à raison de l'exercice de leurs fonctions.

La loi du 19 mars 1907 a appelé les membres du jury, qui recevaient déjà, en vertu du décret du 18 juin 1811, une indemnité de déplacement, à bénéficier, en outre, d'une indemnité de séjour; elle a ainsi visé les jurés qui, pour venir siéger à la cour d'assises, ont à se transporter à plus de 2 kilomètres de leur résidence ou, autrement dit, ceux qui habitent une commune dont le chef-lieu est distant de plus de 2 kilomètres de celui de la ville où est établie cette cour. En exécution de la loi du 17 juillet 1908, les jurés qui ne peuvent prétendre à l'indemnité de déplacement toucheront, sur leur demande, une indemnité spéciale, dont le taux a été fixé par un décret du même jour dont vous trouverez le texte ci-joint.

Dès lors, l'exercice des fonctions de juré comportera, dans tous les cas, l'allocation d'une indemnité. Les ouvriers et employés seront donc mis pratiquement à même de les remplir et ils hésiteront d'autant moins à les accepter, en renonçant à l'exemption prévue par la loi du 21 novembre 1872, que l'accomplissement de ce mandat judiciaire ne saurait les exposer à perdre leur emploi, l'accomplissement d'une charge publique, comme je l'ai indiqué dans ma circulaire du 29 janvier dernier, ne pouvant être considéré comme un motif légitime de rupture du contrat de travail.

Les commissions chargées, conformément à la loi du 21 novembre 1872, de la confection des listes du jury pour 1909 auront à procéder à une refonte intégrale des listes existantes et non pas seulement, comme les années précédentes, à des retouches partielles; ce travail devra donc être effectué avec un soin particulier et je prie MM. les premiers présidents de s'assurer personnellement de sa bonne exécution.

Ils se feront rendre compte par les juges de paix de la composition des listes préparatoires et, ainsi renseignés notamment sur le nombre des ouvriers et employés compris dans les propositions des commissions cantonales, ils adresseront telles observations qui leur paraîtront convenables aux présidents des tribunaux civils, en vue de l'établissement des listes définitives.

Ils voudront bien me tenir au courant des constatations que le contrôle des opérations des commissions leur aura permis de faire, et des instructions qu'ils auront été amenés à donner.

Je ne puis, pour le surplus, que me référer aux instructions contenues dans ma circulaire du 29 janvier dernier.

Circulaire du 27 juillet 1908 du Ministre du travail et de la prévoyance sociale adressée aux préfets sur les déclarations d'accidents du travail effectuées aux mairies par des agents de sociétés d'assurance.

De renseignements parvenus à ma connaissance, il résulte que certaines mairies

⁽¹⁾ *Journal Officiel* du 19 juillet 1908, page 5096.

recevraient d'agents des sociétés d'assurances les déclarations d'accidents de travail imposées par l'article 11 de la loi du 9 avril 1898 au *chef d'entreprise ou à ses préposés*.

Ces pratiques pourraient avoir pour conséquence d'entraîner des défauts de déclarations d'accidents ou de permettre, dans les déclarations ainsi effectuées, des atténuations intéressées en ce qui concerne la nature des blessures occasionées par l'accident.

J'ai l'honneur de vous faire remarquer que, ni la loi, ni les modèles réglementaires annexés au décret du 23 mars 1902 qui spécifient, pour le cas où la déclaration d'accident est faite par le préposé, qu'elle mentionnera *l'emploi de ce dernier dans l'entreprise*, ne laissent aucune place à des déclarations effectuées par le représentant de l'assureur.

Je vous prie de vouloir bien rappeler à MM. les maires les prescriptions légales et réglementaires susvisées, et les inviter à procéder de telle sorte que, tout en recevant, le cas échéant, dans l'intérêt des victimes d'accidents, les déclarations irrégulières qui pourraient émaner d'agents de sociétés d'assurances, ils invitent alors les chefs d'entreprise à les renouveler, en leur rappelant à cet égard les sanctions inscrites dans l'article 14 de la loi du 9 avril 1898 et en portent, au besoin, leur abstention à votre connaissance.

Vous voudriez bien vous-même signaler sans faute au Parquet toutes les infractions que vous auriez pu ainsi connaître.

Je vous prie de vouloir bien m'accuser réception de la présente circulaire et de me faire part des mesures que vous aurez prises pour mettre fin aux abus qu'elle relève.

Circulaire du 30 juillet 1908 du Ministre du Travail adressée aux Préfets sur les délégués mineurs suppléants débitants.

La question s'est posée de savoir si la loi du 9 mai 1905, qui interdit à certains délégués mineurs de tenir un débit de boissons, vise les délégués suppléants au même titre que les délégués titulaires.

Le texte à interpréter est ainsi conçu, « Les délégués élus ne pourront être débitants lorsqu'ils toucheront un salaire correspondant à vingt journées de travail mensuel. »

Ce texte ne fait pas de différence entre le délégué et le suppléant; mais il ne s'applique qu'aux personnes *touchant*, pour prix de leur surveillance, le salaire de 20 journées de travail.

En interdisant au délégué, qui touche une indemnité correspondant à 20 journées de salaire mensuel, d'être débitant, le législateur a entendu que le titulaire d'une semblable indemnité ne devait point être admis à exercer un commerce dont la pratique n'est permise que lorsqu'elle est reconnue indispensable à assurer la subsistance du délégué.

Les délégués suppléants ne pouvant exercer leurs fonctions qu'en cas d'empêchement du titulaire, leurs indemnités n'atteignent que d'une façon tout à fait accidentelle, le maximum de 20 journées fixé par la loi. Mais ce n'est là qu'une question de fait. L'interdiction s'appliquera dans les cas rares où le délégué suppléant, remplaçant normalement le titulaire, touchera habituellement l'indemnité de 20 journées.

On ne saurait par contre, sans abus, décider qu'un délégué suppléant qui fait accidentellement quelques visites dans un mois peut tomber sous le coup de l'interdiction édictée par l'article 6, sous le prétexte que la circonscription où il opère

comporte une indemnité de 20 journées de salaire. Cette indemnité, touchée par le titulaire, ne saurait faire vivre le suppléant. Et il serait aussi contraire au texte de la loi qu'à la logique de décider que ce suppléant sera atteint par l'interdiction, alors que le titulaire d'une circonscription voisine, comportant 19 journées de salaire, ne serait pas atteint.

Sans doute, cette interprétation de l'article 6, comme celle que je vous faisais connaître le 5 décembre 1907 relativement aux femmes des délégués qui tiennent un débit, offre quelques difficultés pratiques.

De même qu'il n'est pas toujours aisé de faire la preuve qu'un délégué tient un débit sous le nom de sa femme, il sera parfois délicat de décider si un suppléant touche ou ne touche pas normalement une indemnité de 20 journées. C'est une question d'espèce, sur laquelle les feuilles mensuelles de tournées et les raisons qui motivent l'absence du délégué titulaire et son remplacement vous permettront de statuer.

Telle est, à mon avis, l'interprétation à adopter du paragraphe 3 de l'article 6 de la loi, en ce qui concerne les délégués suppléants. Vous ne devez pas, en résumé, perdre de vue le souci qu'a eu le législateur de ne pas atteindre le délégué qui ne touche pas une indemnité suffisante pour assurer sa subsistance. Toute interprétation qui ne s'inspirerait pas de cette préoccupation doit être considérée comme inexacte et contredite par les mots mêmes employés à l'article 9 : « Les délégués élus ne pourront être débitants lorsqu'ils *toucheront* un salaire correspondant à vingt journées de travail mensuel. »

Je vous prie de m'accuser réception de la présente circulaire dont je fais parvenir directement aux ingénieurs en chef des mines le nombre d'exemplaires suffisant pour leur service et pour les délégués mineurs de leur arrondissement minéralogique.

**Circulaire du 4 juillet 1908 du Ministre du commerce et de l'Industrie
aux agents d'émigration ⁽¹⁾.**

Une circulaire du 30 août 1875, émanée de mon département, interdisait l'engagement d'émigrants français pour le Brésil.

Cette interdiction était motivée par la situation où se trouvaient les émigrants à leur arrivée dans ce pays et par le trop grand nombre de rapatriements qui tombaient à la charge de l'État français.

En raison de l'amélioration qui résulte, notamment, des nouvelles dispositions réglementaires au Brésil, en matière d'immigration, j'ai décidé, d'accord avec M. le Président du conseil, ministre de l'Intérieur et M. le Ministre des affaires étrangères, de rapporter la mesure prohibitive susvisée.

⁽¹⁾ *Journal officiel* du 19 juillet 1908, page 5001.

ÉTAT DES TRAVAUX LÉGISLATIFS

en ce qui concerne les questions ouvrières et sociales

pendant le mois de juillet 1908.

Accidents du travail. — *Chambre des députés.* — Séance du 9 juillet. — Dépôt par M. Delontaine d'une proposition de loi tendant à modifier la loi du 9 avril 1898 sur les accidents du travail. — Renvoi à la Commission d'assurance et de prévoyance sociales.

————— *Chambre des députés.* — Séance du 9 juillet. — Dépôt par M. Delontaine d'une proposition de loi ayant pour but d'assurer l'assistance judiciaire devant la juridiction d'appel aux victimes des accidents du travail.

Alcoolisme. — *Sénat.* — Séance du 3 juillet. — Rapport de M. Broyer de la Ville-Moysan sur la proposition de loi de M. de Lamarzelle tendant à interdire la fabrication et la vente de l'absinthe. (Doc. parl. *J. O.* p. 118, n° 197.) — Séance du 6 juillet. — Renvoi de la discussion à la suite de l'ordre du jour. — Séance du 10 juillet. — Discussion sur la prise en considération. — Renvoi aux bureaux pour la nomination d'une Commission.

Composés du plomb. — *Sénat.* — Séance du 10 juillet. — Ajournement de la discussion sur le projet de loi adopté par la Chambre des députés, adopté avec modifications par le Sénat, modifié par la Chambre des députés, sur les travaux de peinture exécutés à l'intérieur des bâtiments.

Conseils consultatifs du travail. — *Chambre des députés.* — Séance du 8 juillet. — Ajournement de la première délibération sur la proposition de loi, adoptée par le Sénat relative à l'institution de conseils consultatifs du travail. — Séance du 9 juillet. — Déclaration d'urgence. — Adoption.

Convention de Berne. — Travail de nuit des femmes. — *Sénat.* — Séance du 2 juillet. — Rapport de M. Tournon sur le projet de loi, adopté par la Chambre des députés, relatif à la ratification de la convention internationale de Berne sur le travail de nuit des femmes employées dans l'industrie. (Doc. parl. n° 191. *J. O.* p. 116.) — Séance du 9 juillet. — Déclaration d'urgence. — Adoption.

Coopératives agricoles. — *Chambre des députés.* — Séance du 3 juillet. — Dépôt, par le Ministre de l'Intérieur, d'un projet de loi autorisant des avances aux sociétés coopératives agricoles de l'Algérie.

Crédit maritime. — *Chambre des députés.* — Séance du 8 juillet. — Rapport de M. Chaumet sur le projet de loi sur le crédit maritime. (Doc. parl. n° 1950.) — Séance du 10 juillet. — Déclaration d'urgence. — Adoption.

Délégués mineurs. — *Sénat.* — Séance du 7 juillet. — Dépôt, par le Ministre du travail, du projet de loi, adopté par la Chambre des députés, relatif aux délégués mineurs. — Renvoi aux bureaux.

Femmes en couches. — *Sénat.* — Séance du 10 juillet. — Proposition de loi adoptée par la Chambre des députés, garantissant leur travail ou leur emploi aux femmes en couches et suite de la deuxième délibération sur la proposition de la loi de M. Paul Strauss, sur la protection et l'assistance des mères et des nourrissons. — Ajournement de la discussion.

Hygiène publique. — *Sénat.* — Séance du 10 juillet. — Projet de loi adopté par la Chambre des députés, tendant à modifier l'article 25 des lois des 15 février 1902, 29 janvier 1906 sur la protection de la santé publique (composition du comité consultatif d'hygiène publique de France).

Hygiène publique. — *Chambre des députés.* — Séance du 11 juillet. — Dépôt par M. le Ministre de l'intérieur. — Renvoi à la Commission d'hygiène publique.

Jury criminel. — *Sénat.* — Séance du 7 juillet. — Rapport de M. Guillier sur le projet de loi, adopté par la Chambre, ayant pour objet d'allouer une indemnité aux membres du jury criminel qui n'ont pas droit à l'indemnité de séjour établie par la loi du 19 mars 1907. — (Doc. parl. n° 213, *J. O.* p. 124.) — Séance du 10 juillet. — Déclaration de l'urgence. — Adoption.

Personnel des établissements militaires. — *Sénat.* — Séance du 3 juillet. — Projet de loi, adopté par la Chambre des députés, portant ouverture au Ministre de la guerre, sur l'exercice 1908, d'un crédit extraordinaire de 212,000 francs, en vue du paiement d'une indemnité extraordinaire de licenciement aux ouvriers des établissements des services de l'artillerie et des poudres et salpêtres licenciés en 1908. — Rapport de M. Monis. (Doc. parl. n° 205, *J. O.* p. 121.) — Déclaration de l'extrême urgence. — Discussion immédiate. — Adoption.

————— *Sénat.* — Séance du 10 juillet. — Projet de loi, adopté par la Chambre des députés, portant ouverture au Ministre de la guerre, sur l'exercice 1908, d'un crédit de 1,202,710 francs destiné à l'amélioration de la situation du personnel d'exploitation des établissements militaires. — Ajournement de la discussion. — Séance du 13 juillet. — Discussion. — Adoption.

Réglementation du travail. — *Sénat.* — Séance du 7 juillet. — Dépôt, par M. le Ministre du travail, d'un projet de loi, adopté par la Chambre des députés, relatif à la réglementation du travail en ce qui concerne le contrôle de la durée du travail dans les établissements industriels.

————— *Chambre des députés.* — Séance du 2 juillet. — Projet de loi relatif à la réglementation du travail. — Déclaration de l'urgence, discussion.

Retraites ouvrières. — *Chambre des députés.* — Séance du 10 juillet. — Dépôt, par M. Allemane, d'une proposition de loi tendant à constituer des ressources financières en vue de pouvoir assurer le service des retraites ouvrières par la suppression des héritages en ligne collatérale. — Renvoi à la Commission de législation fiscale.

Secours de chômage. — *Chambre des députés.* — Séance du 3 juillet. — Dépôt, par M. Marc Réville, d'une proposition de loi tendant à ouvrir au Ministre de l'intérieur, sur l'exercice 1908, un crédit extraordinaire de 500,000 francs pour venir en aide aux ouvriers horlogers sans travail et sans ressources des cantons de Maiche et de Russey (Doubs). [Doc. parl. n° 1882.] — Renvoi à la Commission du budget.

————— Séance du 6 juillet. — Dépôt, par MM. les Ministres de l'intérieur, de l'agriculture et des finances, d'un projet de loi portant ouverture aux Ministres de l'intérieur et de l'agriculture, sur l'exercice 1908, de crédits extraordinaires pour secours aux populations éprouvées par les orages et aux victimes du chômage. — Renvoi à la Commission du budget. (Doc. parl. n° 1904.)

————— Séance du 10 juillet. — Dépôt, par M. Girod, d'une proposition de loi tendant à ouvrir au Ministre de l'intérieur sur l'exercice 1908, un crédit extraordinaire de 500,000 francs, à l'effet de venir en aide aux populations horlogères éprouvées par le chômage dans l'arrondissement de Pontarlier. — Renvoi à la Commission du budget. (Doc. parl. n° 1974.)

Sweating-system. — *Chambre des députés.* — Dépôt, par M. Marcel Sembat, d'une proposition de loi concernant le sweating-system et la rémunération du travail à domicile. — Renvoi à la Commission du travail.

Travail de nuit du personnel des téléphones à Paris. — *Chambre des députés.* — Rapport de M. Noulens sur le projet de loi portant ouverture et annulation de crédits

sur l'exercice 1908, au titre du budget général, en vue de la réorganisation du service téléphonique de nuit à Paris.

Travail des femmes et des enfants. — *Chambre des députés.* — Séance du 3 juillet. — Projet de loi relatif aux travaux interdits aux femmes et aux enfants employés dans les établissements commerciaux. — Déclaration de l'urgence. — Adoption.

Tuberculose. — *Sénat.* — Séance du 9 juillet. — Proposition de la loi de M. Piettre, ayant pour objet la création d'un sanatorium destiné aux ajournés pour imminence de la tuberculose pulmonaire. — 1^{re} délibération. — Adoption (modification du titre).

Vagabondage. — *Chambre des députés.* — Séance du 7 juillet. — Rapport de M. Marc Réville sur les propositions de loi : 1^o de M. Cruppi, relative aux moyens d'assistance et de coercition propres à prévenir ou à réprimer la mendicité et le vagabondage; 2^o de M. de Pomereu, relative aux moyens propres à réprimer le vagabondage et la mendicité exercés par les nomades étrangers; 3^o de M. Berry tendant à la suppression du vagabondage et de la mendicité; 4^o de M. Étienne Flandin, relative à la revision des lois pénales concernant le vagabondage et la mendicité, à l'organisation de l'assistance par le travail et à la surveillance des nomades exerçant des professions ambulantes; 5^o de M. Lebrun, tendant à réprimer le vagabondage et la mendicité exercés par les étrangers.

CHRONIQUE LÉGISLATIVE.

LE CONTRÔLE DE LA DURÉE DU TRAVAIL À LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS.

Dans ses séances des 18 et 25 juin 1908, la Chambre des Députés a adopté un certain nombre d'articles relatifs au contrôle de la durée de la journée de travail. L'impossibilité de faire respecter les lois de 1892 et 1900 depuis l'arrêt de la cour de cassation du 27 avril 1900 avait justifié la nécessité de la discussion immédiate de ces articles. Cet arrêt avait en effet déclaré que le fait d'employer des ouvriers après l'heure fixée pour la clôture du travail n'était point défendu et puni par la loi, lorsque d'ailleurs il était certain que la durée du travail, telle qu'elle est autorisée, n'avait point été dépassée.

Ce défaut de concordance entre les heures réelles de travail et celles inscrites sur le tableau mettait l'inspection du travail dans l'impossibilité d'exercer sa surveillance ⁽¹⁾.

Dans la même séance le Ministre du Travail a ainsi défini l'objet du projet de loi de discussion :

Ce qu'elle prévoit — la loi en discussion — c'est bien simple. Tout d'abord instituer un horaire partout, car vous le savez la loi de 1848 qui prévoyait la durée du travail des adultes, n'avait nullement prévu la nécessité d'un horaire. La loi présente a pour but de faire instituer un horaire partout; ensuite, elle a pour but d'exiger une concordance nécessaire entre la durée théorique du travail telle que l'horaire l'indique et la durée légale du travail.

⁽¹⁾ Voir les rapports de la commission supérieure du travail sur l'application de la loi du 2 novembre 1892 sur le travail des enfants et des femmes et de la loi du 9 septembre 1848 sur la durée du travail des hommes adultes, *Bulletin de l'Office du travail*, 1908, p. 901; 1904, p. 869; 1905, p. 969.

La Chambre des Députés a voté, dans la 1^{re} séance du 25 juin, l'article 1^{er} qui est ainsi conçu :

Dans les établissements soumis à la réglementation du travail par le décret-loi du 9 septembre 1848 et la loi du 2 novembre 1892, modifiés l'un et l'autre par la loi du 30 mars 1900, les chefs d'entreprise, directeurs, gérants ou préposés doivent afficher un horaire général fixant d'une manière uniforme les heures extrêmes auxquelles commence et finit le travail ainsi que les heures et la durée du repos.

Le texte primitif présenté par la Commission faisait suivre le mot « établissements » du mot « industriels ». A la suite d'une intervention de M. Chambon, ce mot fut supprimé. M. Chambon s'est ainsi exprimé :

La suppression du mot « industriels » ne permettra pas d'ergoter sur la portée de ce terme et sur la question de savoir si tel établissement est soumis ou non à la loi du contrôle de la durée du travail. Il peut se trouver en effet des établissements qui sont commerciaux, ou sans nature bien déterminée qui, cependant, ont bénévolement affiché un horaire et qui profiteraient de la mention dont il s'agit pour supprimer l'horaire qu'ils observaient jusqu'à présent, ce qui serait évidemment préjudiciable à l'intérêt de leur personnel.

Dans sa séance du 18 juin, la Chambre avait pris en considération un amendement de M. Emmanuel Brousse tendant à ce que les mots « pour chaque spécialité professionnelle » soient insérés dans l'article 1^{er} après les mots « un horaire général fixant d'une manière uniforme ».

La commission, d'accord avec le gouvernement, proposa à la Chambre de reporter l'amendement à l'article 2 pour la raison suivante qui fut donnée par M. Justin Godart, rapporteur, au début de la séance du 25 juin 1908 :

La commission a estimé que si l'amendement de notre collègue était inséré à ce point du texte, cette insertion empêcherait de faire ressortir l'obligation première de la loi qui est d'imposer un horaire uniforme.

A la suite de cette déclaration l'article 2 fut adopté par la Chambre tel qu'il était proposé par la Commission. Il se compose de deux paragraphes.

Le 1^{er} donne le droit aux chefs d'établissements dont les ateliers du même établissement sont régis les uns par le décret-loi du 9 septembre 1848 et les autres par la loi du 30 mars 1900, d'afficher deux horaires généraux respectivement applicables aux deux catégories de locaux. Le second, qui donne satisfaction à M. Em. Brousse est ainsi conçu :

Dans le cas où les travaux des diverses spécialités professionnelles se commandent de telle façon qu'ils ne puissent commencer et finir aux mêmes heures, ou lorsque le personnel est réparti par postes ou équipes se succédant au même travail, les chefs d'établissement ont le droit d'afficher un horaire général pour chaque spécialité professionnelle et pour chaque poste ou équipe.

L'article 3 a été voté avec la rédaction suivante proposée par la Commission :

Pour toutes les personnes, groupées ou non en vue d'un travail déterminé, dont les travaux ne sont pas soumis à un horaire général, une ou plusieurs affiches spéciales doivent indiquer, avec les noms et prénoms de chacune d'elles, ses heures de travail et de repos, le service auquel elle est employée et l'atelier ou le chantier où elle travaille.

M. Arthur Fontaine, commissaire du gouvernement, a ainsi défini les conséquences de cet article 3, relativement aux heures de repos :

Le projet de loi vous donne le droit de fixer des heures individuelles de repos non pas pour les enfants que protège d'une façon spéciale la loi de 1900, mais pour les hommes

adultes. Nous ne changeons pas les dispositions de nos lois, nous ne faisons en ce moment qu'une loi de contrôle. Si ces adultes veulent, avoir des heures individuelles de repos, si les uns veulent manger à onze heures, les autres à midi, je ne crois pas que le chef de chantier s'y prête généralement, mais si cela lui fait plaisir, il pourra y consentir, rien ne lui interdit. Et cela sera constaté sur des horaires spéciaux.

L'article 4 précise que sur tout horaire, le temps compris entre les heures du commencement et de la fin du travail (déduction faite de heures de repos qui y sont indiquées) ne doit pas dépasser la limite légale du travail du personnel auquel il s'applique, à l'exception, bien entendu, des heures supplémentaires faites en vertu de dérogations prévues par la loi.

L'article 5 concerne l'envoi des horaires généraux à l'inspecteur du travail avant leur mise en service et l'article 6 les différents cas dans lesquels il y a contravention. En voici le texte :

Constitue une contravention l'emploi de tout travailleur en dehors des heures fixées par l'horaire général ou par l'horaire spécial le concernant.

Constitue également une contravention l'emploi, en l'absence d'horaire général, de tout travailleur occupé dans l'établissement sans être porté sur une affiche nominative.

Les dispositions du présent article ne sont pas applicables en cas d'accident ou de force majeure.

Au cours de la discussion du 3^e paragraphe de cet article qui résulte d'un amendement de MM. Lebrun et Menier, M. le Ministre du Travail s'est exprimé ainsi :

Ce que... nous redoutions, c'est que sous ces mots « cas de force majeure », ne se cache la commande pressée qui arrive la veille, que recueille l'industriel, qui le lendemain fait travailler au delà de la durée légale, sous prétexte qu'il est obligé d'y satisfaire.

L'honorable M. Menier vient de me donner satisfaction; il déclare que pour lui — et cela ne peut pas faire de doute — la commande pressée qui arrive à l'industriel ne pourra pas être comprise dans le cas de force majeure. Que reste-t-il alors? Il reste les événements techniques.

Je ne demande pas que l'amendement des honorables MM. Lebrun et Menier soit corrigé en la forme, comme je le dis, mais il suffira que le Gouvernement prenne acte de ce qu'a dit le Gouvernement, pour que nous soyons d'accord pour accepter l'amendement dans les limites et dans le sens que je viens d'indiquer.

L'article 7 énumère les établissements pour lesquels les prescriptions relatives aux horaires ne sont pas obligatoires (mines, minières etc.) et l'article 8 les pénalités applicables en cas d'infraction à la loi.

M. Paul Beauregard avant demandé si en cas d'infraction aux lois sur la durée de la journée de travail il n'y aurait pas deux contraventions, l'une pour violation des lois sur la durée du travail, l'autre pour violation de l'horaire, M. Millerand, président de la Commission, lui a répondu en ces termes :

La loi, jusqu'à présent ne constate qu'une contravention possible, c'est l'emploi d'un travailleur en dehors des heures de l'horaire; il n'y en a pas d'autres et la loi actuelle ne fait que rééditer la loi 1892 en disant :

« Constitue une contravention, l'emploi de tout travailleur en dehors des heures fixées par l'horaire général. »

Ce n'est pas une contravention qui s'ajoute à une autre, c'est une seule et unique contravention : l'emploi d'un travailleur en dehors des heures de l'horaire. Il n'y en a pas d'autres.

Pendant la discussion du troisième paragraphe de l'article 8 qui déclare que l'article 63 du Code pénal sera applicable même en cas de récidive, M. le Ministre du Travail, s'est exprimé ainsi :

... ce qui reste acquis, c'est que, quel que soit l'état de bonne foi ou de mauvaise foi

du patron cité devant la justice, il aura la pluralité des condamnations; il aura une amende fixée par le juge et multipliée par le nombre d'ouvriers qu'il emploiera; s'il est de mauvaise foi, la loi s'appliquera dans la mesure où le juge l'appréciera; si le juge estime que le patron est de bonne foi, il appliquera libéralement l'article 463, ce qui lui permettra de faire bénéficier le délinquant des circonstances atténuantes en lui donnant le minimum de la condamnation.

D'après l'article 9 voté par la Chambre, cette loi ne sera applicable qu'un mois après la publication au *Journal officiel* des règlements d'administration publique prévus par la loi.

Le projet de loi adopté par la Chambre a été transmis au Sénat le 7 juillet 1908.

LES COOPÉRATIVES MILITAIRES À LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ⁽¹⁾.

Le 10 juillet 1908, M. Lefebure, député, a adressé une question à M. le Ministre de la Guerre au sujet de la concurrence faite par les coopératives militaires aux cantiniers et au commerce local.

En réponse à cette question, M. Chéron, Sous-Secrétaire d'État à la Guerre, a tout d'abord rappelé que l'enquête qu'il avait faite il y a quelques mois auprès de généraux commandants de corps d'armée à l'effet de connaître les résultats donnés par les coopératives militaires avait été des plus favorables. Il a rappelé sa circulaire du 26 janvier 1908 et a ajouté.

En réalité, notre honorable collègue a voulu appeler notre attention sur le préjudice que les coopératives causent aux cantiniers. . . . Jamais, disais-je, la loi n'a conféré aux cantiniers un monopole quelconque. Ils ont été longtemps les seuls débiteurs à la caserne; aujourd'hui, ils éprouvent une concurrence qui se traduira, en somme, comme toute concurrence, par des améliorations pour le consommateur.

En terminant, M. le sous-secrétaire d'État à la Guerre a déclaré qu'il allait s'efforcer de développer les cercles et les mess de sous-officiers et que les cantiniers seraient ainsi peu à peu exonérés d'une charge qu'ils se plaignaient de supporter.

LES DÉLÉGUÉS OUVRIERS À L'EXPOSITION DE LONDRES.

Désireux de faciliter aux ouvriers l'accès des grandes expositions étrangères le gouvernement avait envoyé des délégations ouvrières aux expositions de Saint-Louis, de Liège et de Milan. A l'occasion de l'exposition de Londres ⁽²⁾, la Chambre des députés, dans sa 2^e séance du 9 juillet et le Sénat le 10 du même mois, ont voté un crédit de 15,000 francs destiné à permettre à des délégués ouvriers, non seulement de se rendre à l'exposition franco-britannique, mais encore de profiter de leur séjour en Angleterre pour visiter quelques-uns des principaux centres industriels se rapportant à leur profession. Ce crédit supplémentaire a été inscrit au chapitre de l'office du travail ⁽³⁾.

⁽¹⁾ V. *Bulletin*, janvier 1908, p. 81.

⁽²⁾ V. *Bulletin* 1904, page 1015 et 1905, page 358.

⁽³⁾ Loi du 18 juillet 1906; concernant : 1^o l'ouverture et l'annulation de crédits sur l'exercice 1908, au titre du budget général; 2^o l'ouverture de crédits sur l'exercice 1908, au titre des budgets annexes, *J. O.* du 17 juillet 1908, page 4946.

LES SOCIÉTÉS COOPÉRATIVES ET L'IMPÔT SUR LE REVENU.

Au cours de la discussion de l'impôt sur le revenu à la Chambre des députés, le 6 juillet 1908, M. Georges Berry propose d'ajouter un article nouveau tendant à assujettir les sociétés coopératives de consommation à une taxe de 0 fr. 40 p. o/o, sur le montant de leurs ventes lorsque ce montant dépassera 2,000 francs par an.

Répondant à M. Georges Berry, M. le Ministre des Finances a été amené à faire la déclaration suivante :

Il y a trois situations à considérer. Dans le premier cas, la société coopérative étend le cercle de ses affaires en dehors de ses membres, auquel cas elle n'est plus une société coopérative, à proprement parler; elle doit être traitée suivant les règles du droit commun et tous ses bénéfices doivent être taxés.

Le second cas est celui d'une société coopérative ne vendant qu'à ses membres, mais qui réalise des bénéfices, qu'elle répartit, non plus au prorata des achats, mais aux actionnaires proportionnellement à leurs apports, auquel cas elle réalise des bénéfices et doit être taxée sur ces bénéfices.

Le troisième cas est celui d'une coopérative pure et simple qui, sous forme de ristourne, rend à ses acheteurs, qui sont uniquement ses membres, les bénéfices qu'elle a réalisés. Elle est, dans ce cas, une coopérative pure et simple et doit être exemptée.

A la suite de cette déclaration, l'amendement de M. Georges Berry ne fut pas pris en considération par la Chambre.

RÉGLEMENTATION DU TRAVAIL DES FEMMES ET DES ENFANTS
DANS LES ÉTABLISSEMENTS COMMERCIAUX.

Dans sa deuxième séance du 3 juillet 1908, la Chambre des Députés a adopté, sans discussion, et après déclaration de l'urgence, un projet de loi décidant que des règlements d'administration publique rendus après avis de la Commission supérieure du travail et du Comité consultatif des arts et manufactures détermineront les différents genres de travail présentant des causes de danger ou excédant les forces, ou dangereux pour la moralité, qui seront interdits aux enfants de moins de dix-huit ans et aux femmes, dans les établissements désignés à l'article 1^{er} de la loi du 12 juin 1893, modifiée par la loi du 11 juillet 1903⁽¹⁾.

L'article 2 confie aux inspecteurs du travail le soin de veiller à l'application de cette loi.

(1) Voir *Bulletin* 1903, page 669.

RENSEIGNEMENTS DIVERS.

Analyse, par département, des renseignements fournis : 1° par les chambres de commerce, les conseils de prud'hommes, les associations patronales, etc. ; 2° par les correspondants ⁽¹⁾.

Puy-de-Dôme. — A Clermont-Ferrand, dans le *bâtiment*, le travail a été moins abondant qu'en 1907 à pareille époque, on faisait de 50 à 60 heures par semaine de fin mars ; le chômage est nul pour l'ouvrier qualifié, qui se ferait de plus en plus rare, faute d'apprentissage.

Basses-Pyrénées. — A Bayonne, chez les *tailleurs*, qui comptent 13 établissements occupant 150 ouvriers, le travail a été moins abondant qu'en 1907 au trimestre correspondant, et sa durée aurait diminué comparativement au trimestre précédent. Il y a augmentation d'une maison occupant 8 ouvriers, et la main-d'œuvre étrangère aurait une tendance marquée à remplacer la main-d'œuvre française.

Pyrénées-Orientales. — A Perpignan, dans l'*horlogerie en détail*, dont les 23 maisons occupent 40 ouvriers, le travail a été moins abondant qu'en 1907 à pareille époque ; il n'y a pas de chômage et les salaires auraient haussé de 10 p. 100. A Banyuls-sur-Mer, dans la *pêche*, qui compte 71 bateaux syndiqués sur 78 et 400 hommes, le travail est en rapport de l'état de la mer. Une trentaine de bateaux sont affectés à la pêche à la traine pendant les mois de mars, avril, mai, septembre, octobre et novembre, et une quarantaine pendant les mois de mai et de septembre ; les gains ne dépasseraient pas une moyenne de 600 francs pour neuf mois de travail consécutifs.

Haut-Rhin. — A Belfort, dans l'*horlogerie-bijouterie en détail*, on fait 60 heures par semaine.

Rhône. — A Lyon, dans le *tissage*, dont les 43 établissements syndiqués occupent 4,000 ouvriers, le travail a été bien moins abondant qu'en 1907 à pareille époque et plusieurs usines ont dû fermer, faute de travail. On fait 60 heures par semaine l'hiver, et 55 heures l'été. Dans la *teinturerie*, dont les 38 établissements syndiqués occupent 1,400 ouvriers, le chômage au cours du premier trimestre a été d'un jour par semaine ; dans l'apprêt il a atteint 2 et même 3 jours, aussi le travail a-t-il été beaucoup moins abondant qu'au premier trimestre 1907. Chez les *guimpiers*, le travail a été aussi abondant que l'an dernier à pareille époque, la mode favorisant la ceinture or et argent mi-fin ; on fait 10 heures pour un salaire variant de 5 francs à 5 fr. 25 pour les ouvriers et de 3 fr. 75 à 4 francs pour les ouvrières. Dans la *confection en gros de vêtements pour hommes et enfants*, qui compte 12 maisons occupant de 1,000 à 1,200 ouvriers et ouvrières, le travail a été bien moins abondant qu'en 1907 à pareille époque.

Dans la *bijouterie*, comme remarque quant à l'abondance du travail comparativement à 1907 ; on ne faisait plus que 8 heures par jour fin mars. Dans la *serurerie*, dont les 100 maisons occupent 700 ouvriers, le travail a été moins abondant qu'au trimestre correspondant de 1907 ; on faisait de 50 à 60 heures fin mars. Dans l'*article de voyage*, le travail a été moins abondant comparativement à l'an dernier à pareille époque, à cause du retard des fêtes de Pâques. A Givors, dans le *jardinage*, le travail était en abondance et les salaires seraient en légère hausse ; on fait 60 heures par semaine. A Neuville-sur-Saône, dans le *bâtiment et travaux publics*, l'abondance du travail a été inférieure à celle du 1^{er} trimestre 1907 et sa durée hebdomadaire en diminution sur le quatrième.

⁽¹⁾ Sauf indications contraires, les renseignements se rapportent au 1^{er} trimestre 1908 et émanent des syndicats patronaux.

A Thizy, d'après le conseil de prud'hommes, la situation laisserait beaucoup à désirer : dans certaines usines de tissage mécanique, les ouvriers ne travaillaient que sur un métier, et d'autres chômaient dans la proportion de 10 p. 100. Les salaires, loin de s'améliorer, tendraient plutôt à baisser.

A Tarare, d'après le conseil de prud'hommes, l'état du travail demeure toujours très faible et la situation générale de l'industrie mauvaise : le chômage est de 1 à 2 jours par semaine dans les principales industries, notamment et surtout dans la fabrication des *tissus noirs*.

Haute-Saône. — A Chalon-sur-Saône, dans l'horticulture et la culture maraîchère, le travail se maintient régulier; la durée a augmenté de 21 heures par semaine en raison de la saison, et les salaires s'en trouveront doublés. A Lure, dans le bâtiment et les travaux publics, la durée hebdomadaire du travail est passée de 70 à 80 heures pour la même raison.

Saône-et-Loire. — A Rancy, chez les fabricants de chaises, il n'y a pas eu de changement quant à l'activité du travail.

Sarthe. — Au Mans, chez les *sabotiers*, il n'y a pas eu de modifications appréciables; le travail se fait aux pièces à domicile et la main-d'œuvre fait défaut; les salaires ont dû être augmentés dans plusieurs endroits. Chez les fabricants de *galoches*, il n'y a pas eu de changement.

Savoie. — A Chambéry, dans le bâtiment, qui compte 18 entreprises occupant 5,400 ouvriers, on faisait la semaine légale fin mars; la main-d'œuvre est rare, surtout chez les plâtriers et peintres, et le chômage est normal.

Seine. — A Paris, chez les *imprimeurs-typographes*, le premier trimestre 1908 a enregistré moitié moins de travail que l'an dernier à pareille époque, d'où beaucoup de chômage; sa durée quotidienne a diminué et elle n'était plus que de 6 à 7 heures fin mars. La *lithographie*, qui compte 108 maisons syndiquées occupant 300 ouvriers, a eu aussi moins d'activité que pendant le trimestre correspondant de 1907, et le chômage s'est également fait sentir par intermittence dans bon nombre d'ateliers; on faisait 50 heures environ fin mars.

Dans l'industrie des *cadres et moulures*, dont les 17 maisons syndiquées occupent 200 ouvriers, le chômage a été plus important qu'au premier trimestre 1907, et l'on ne faisait que de 48 à 55 heures fin mars; sa cause en serait la crise du bâtiment.

Chez les patrons *brodeurs*, syndiqués au nombre de 20, occupant 500 ouvriers et ouvrières, le travail a été aussi actif comparativement au premier trimestre 1907 et plutôt en augmentation sur le quatrième; le travail est assez suivi dans le genre main, mais toujours intermittent dans le genre machine, à cause de la mode.

Dans la *taille de glaces, verres et cristaux*, qui compte 32 établissements occupant 280 ouvriers, le travail a été moins abondant qu'en 1907 à pareille époque; on ne faisait que 8 heures fin mars dans la plupart des ateliers, pour un salaire de 0 fr. 80 à 1 fr. 10 l'heure.

Dans la culture maraîchère, il y a pénurie de main-d'œuvre, vu la saison.

Seine-Inférieure. — A Rouen, dans la *filature* qui compte 53 établissements syndiqués occupant 10,800 ouvriers et ouvrières, le travail a été équivalent comparativement au trimestre correspondant de 1907; on fait 60 heures par semaine. Même contestation dans le *tissage de coton*, qui compte 40 établissements et 6,000 ouvriers des 2 sexes. Dans la *teinturerie en coïns filés*, dont les 10 établissements occupent 700 ouvriers, l'activité a été semblable au trimestre correspondant de 1907, c'est-à-dire faible; on fait environ 50 heures par semaine, et les salaires ont augmenté de 0 fr. 25 à 0 fr. 50 par journée de 10 heures, atteignant par quinzaine une moyenne de 45 à 55 francs.

Dans la *cordannerie-botterie* en détail, il n'y a pas de variation appréciable. Dans l'industrie *cidricole*, on estime que l'année 1907-08 sera mauvaise, la récolte très réduite n'ayant pu donner que des cidres très chers, concurrencés par des vins vendus à bas prix.

Au Havre, dans l'horlogerie-bijouterie au détail, il n'y a pas eu de changement.

A Elbeuf, d'après le conseil de prud'hommes, on comptait 30 p. 100 de chômeurs dans le *tissage*, les *apprêts* et la *teinturerie*; 25 à 30 p. 100 dans la *filature* et environ 20 p. 100

dans les principales parties du *bâtiment*, la *chaudronnerie*, et la *métallurgie*. Dans l'industrie *textile*, le chômage aurait pour cause, entre autres, le doublement des métiers, c'est-à-dire la conduite de plusieurs machines ou métiers à tisser par une ouvrière ou un ouvrier. Depuis 1900 la plupart des vieux métiers qui battaient 65 à 70 coups à la minute, ont été détruits et remplacés par de nouveaux battant 100 et jusqu'à 150 coups à la minute, on essaie encore actuellement de doubler ces métiers; d'où surmenage d'une part, et chômage de l'autre.

A Darnetal, d'après le conseil de prud'hommes, la situation dans le *tissage* et la *filature* est bonne; le personnel occupé varie entre 1,500 à 1,600 ouvriers et ouvrières, une importante filature occupe en ce moment 2 équipes allant, l'une de 5 heures du matin à 1 heure après-midi, l'autre de 1 heure après-midi à 9 heures du soir, c'est-à-dire 8 heures chacune pour un salaire de 10 heures — soit 2 à 3 fr. 50 par jour, sans chômage. Dans la *teinturerie*, la situation est meilleure, ainsi que dans le *grattage des tissus de coton*. Les *apprêts* desdits tissus et l'*impression sur étoffes*; il y a peu de chômage et les salaires varient entre 0 fr. 30 et 0 fr. 45 l'heure. La situation serait également meilleure pour les industries diverses, la construction des machines et le *bâtiment*; toutefois le chômage était encore de 35 p. 100 fin mars. Pour les petits métiers le chômage tend à diminuer; les salaires varient entre 0 fr. 20 et 0 fr. 45 l'heure.

A Tourville-la-Rivière, la *pêche* entre le barrage de Martot et Rouen, a été complètement arrêtée par les crues du mois de mars, et la saison de l'éperlan, qui est la meilleure de toute l'année, a été complètement perdue.

Seine-et-Marne. — A Meulan, dans le *bâtiment*, dont les 170 entreprises syndiquées occupent 1,000 ouvriers, le travail a été équivalent à l'an dernier à pareille époque; les salaires sont en hausse : 0 fr. 60 à 0 fr. 65 au lieu de 0 fr. 55 à 0 fr. 60 l'heure.

Seine-et-Oise. — A Versailles, d'après le conseil de prud'hommes, l'activité du travail a été assez bonne et relativement la situation générale de l'industrie; la proportion des ouvriers en chômage atteignait 20 p. 100 et la durée quotidienne du travail varie entre 8 à 9 heures.

D'après un syndicat patronal, dans la *cordonnerie sur mesure*, le travail aurait été plutôt en diminution sur 1907 à pareille époque; pendant le premier trimestre 1908 il y a eu du chômage. Les salaires seraient plutôt en hausse.

A Étampes, dans le *bâtiment*, le travail a été moins abondant qu'en 1907 à pareille époque; on faisait 60 heures par semaine fin mars. Dans la *bourrellerie-sellerie*, on fait de 60 à 72 heures sans changement appréciable quant à l'activité. Dans le *jardinage*, on fait 70 heures pour un salaire quotidien variant de 0 fr. 30 à 0 fr. 50 l'heure pour les hommes et 0 fr. 15 à 0 fr. 20 pour les femmes.

A Corbeil, dans le *bâtiment*, le travail a été aussi abondant que l'an dernier à pareille époque; on fait en moyenne 54 heures par semaine. A Saint-Germain-en-Laye, dans la même corporation, l'abondance du travail a été moindre comparativement à 1907 au premier trimestre; on fait 10 heures par jour et la main-d'œuvre répond aux besoins. A l'Isle-Adam, également dans le *bâtiment*, qui compte 46 entreprises occupant 350 ouvriers, l'activité a été à peu près semblable à celle du premier trimestre 1907. Au Raincy, dans l'*horticulture*, le travail a été plus abondant qu'en 1907 à pareille époque; on faisait 60 heures par semaine fin mars.

Var. — A Hyères, dans le *jardinage*, l'abondance du travail a été égale à celle de l'an dernier au premier semestre; fin mars sa durée quotidienne était de 60 heures pour les hommes et de 48 heures pour les femmes; les salaires sont de 4 et 5 francs pour les premiers et de 1 fr. 75 à 2 francs pour les secondes. A Vidauban, chez les *exploitants de forêts*, au nombre de 37 syndiqués occupant 1,500 ouvriers, le travail a été moins abondant qu'en 1907 à pareille époque; on fait la semaine légale et le salaire quotidien est de 5 francs pour les bûcherons et les débusqueurs, de 4 francs pour les charretiers, de 4 à 6 francs pour les constructeurs de scies, de 3 à 3 fr. 50 pour les manœuvres.

Vaucluse. — A Avignon, dans la *menuiserie*, dont les 20 patrons syndiqués occupent 62 ouvriers, l'activité a été moins grande qu'en 1907 à pareille époque et égale comparativement au précédent trimestre; on faisait 60 heures fin mars; deux petites maisons ont dis-

paru qui occupaient ensemble 5 ouvrières. Chez les fabricants de *balaïs*, on fait de 50 à 60 heures par semaine. A Orange, dans les *travaux publics*, le travail a été beaucoup moins abondant qu'en 1907; on faisait la semaine légale fin mars.

Vendée. — A La Roche-sur-Yon, dans l'*ostréiculture*, *statu quo* comparativement au précédent trimestre. A Fontenay-le-Comte, dans le *bâtiment*, dont les 38 entreprises syndiquées occupent 150 ouvriers, le travail a été moins abondant qu'en 1907 à pareille époque; trois petites maisons ont disparu, qui occupaient une dizaine d'ouvriers; on fait 10 heures par jour et les salaires sont en hausse de 10 p. 100 en moyenne.

Vosges. — (Voir : *Erratum*, p. 828.)

Analyse, par département, des renseignements fournis par les syndicats ouvriers.

(Renseignements fournis à la date du 15 juillet.)

1. — **Ain.** — A Bourg, pas de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*; pas de changement, chez les *menuisiers*.

A Oyonnax, pas de chômeurs, 60 heures, dans le *bâtiment*.

A Saint-Genis-Pouilly, chômage complet, chez les *diamantaires du pays de Ger*.

A Serrières-de-Briord, 2 p. 100 de chômeurs, 60 à 66 heures, chez les *tullistes*.

2. — **Aisne.** — A Saint-Quentin, pas de chômeurs, chez les *brasseurs*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *typographes*; pas de changement chez les ouvriers du *piquage de cartons*; travail satisfaisant, 60 heures, chez les *menuisiers*; 18 p. 100 de chômeurs, 66 heures, chez les *maçons*; pas de chômeurs, 60 et 72 heures, chez les *employés et dessinateurs*.

A Chauny, pas de chômeurs, 72 heures, chez les ouvriers des *produits chimiques*.

A Folembay, travail peu satisfaisant, 56 heures, chez les *carriers*.

A Guise, travail peu satisfaisant, 60 heures, chez les *mouleurs*.

A Laon, pas de chômeurs chez les *couturières*.

A Vaux-sur-Laon, pas de chômeurs, 72 heures, dans le *bâtiment*.

A Villers-Cotterets, pas de chômeurs, 72 heures, chez les ouvriers du *bois*.

3. — **Allier.** — A Bourbon-l'Archambault, pas de chômeurs, 60 heures, dans le *bâtiment*.

A Commentry, pas de chômeurs chez les *mineurs*; travail peu satisfaisant chez les *métallurgistes*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *maçons*.

A Saint-Aubin-le-Monial, 10 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *scieurs de long*.

Chez les *travailleurs agricoles*: pas de chômeurs, à Besson, Buxières-les-Mines, Meillard, Molinet, Neuilly-le-Réal, Saligny, Tronget.

Chez les *bûcherons*: 7 p. 100 de chômeurs à Bourbon-l'Archambault; 12 p. 100 à Couleuvres; 54 p. 100 de chômeurs à Franchesse; 82 p. 100 à Isles et Bardais; pas de chômeurs à Lurcy-Lévy; pas de chômeurs à Neure; 25 p. 100 à Pouzy-Mézangy; travail satisfaisant à Saint-Voir; pas de chômeurs à Thionne; pas de chômeurs à Vaumas; pas de chômeurs à Ygrande.

Chez les *mineurs*: pas de chômeurs à Commentry; pas de chômeurs, 54 heures, à Dorjet; pas de chômeurs à Montcombroux; pas de chômeurs, 54 heures, à Montvicq; travail peu satisfaisant, 54 heures, à Saint-Hilaire.

4. — **Alpes (Basses-).** — A Digne, pas de chômeurs, 50 à 60 heures, chez les ouvriers du *bâtiment*.

6. — **Alpes-Maritimes.** — A Nice, 55 p. 100 de chômeurs, chez les *limonadiers*, pas de chômeurs, 60 heures, chez les employés pour l'éclairage au gaz et à l'électricité, 14 p. 100 de chômeurs, 42 heures, chez les *typographes*; travail satisfaisant, 48 heures, chez les *ouvriers du port*.

A Cannes, 26 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *commis employés*; 2 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *menuisiers et ébénistes*.

A Contes-les-Pins, pas de chômeurs, 60 heures, chez les ouvriers en *chaux et ciments*.

A Menton, 92 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *peintres*; chômage général chez les *débardeurs*.

A Vallauris, 2 p. 100 de chômeurs, 60 heures, dans le *bâtiment*; 4 p. 100 de chômeurs, 50 heures, chez les *engobeuses de poterie*; 5 p. 100 de chômeurs, chez les *enfourneurs*.

7. — **Ardèche.** — A Annonay, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *papetiers*; 20 p. 100 de chômeurs chez les *mégissiers-palissonneurs*; 30 p. 100 de chômeurs, 50 heures, chez les *mégissiers de rivière*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *menuisiers, charpentiers, ébénistes*; pas de chômeurs chez les *maçons*; 7 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *peintres et plâtriers*.

A Flaviac, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *mineurs*.

A Largentière, travail plus abondant, 59 heures, chez les *tisseurs*.

A Privas, pas de chômeurs, chez les *mineurs*; 20 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*.

A Vals, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *terrassiers et manœuvres* des eaux minérales.

8. — **Ardennes.** — A Mézières, pas de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*.

A Charleville, 2 p. 100 de chômeurs, 75 à 95 heures, chez les *camionneurs*.

A Fumay, pas de chômeurs, 44 heures, chez les *ouvriers mineurs*; pas de chômeurs chez les *ardoisiers*.

A Haybes-sur-Meuse, pas de chômeurs, 44 à 50 heures, chez les *ardoisiers*.

A Rimogne, pas de chômeurs chez les *ardoisiers*.

A Sedan, pas de chômeurs, 66 heures, chez les *charrons*; pas de chômeurs chez les *camionneurs*.

A Hiraumont-en-Rocroi, pas de chômeurs chez les *mouleurs*.

A Vrine-aux-Bois, pas de chômeurs, 72 heures, dans le *bâtiment*.

Chez les *tisseurs*: pas de chômeurs, 60 heures, à Daigny; pas de chômeurs, 60 à 66 heures, à Floing; pas de chômeurs, 60 heures, à Illy; pas de chômeurs, 60 heures, à Sedan; pas de chômeurs, 60 heures, à Saint-Menges.

Chez les *métallurgistes*: pas de chômeurs, à Bourg-Fidèle; 10 p. 100 de chômeurs, 55 heures, à Braux; travail assez satisfaisant à Frommelenne; 3 p. 100 de chômeurs, 60 heures, à Fumay; pas de chômeurs, 40 heures, aux Mazures.

9. — **Ariège.** — Travail moins abondant, 66 heures, chez les *ouvriers textiles*.

10. — **Aube.** — A Troyes, travail moins abondant, 30 heures, dans la *bonneterie*; pas de chômeurs, chez les *débardeurs*.

11. — **Aude.** — A Carcassonne, 7 p. 100 de chômeurs, chez les *cuisiniers*; pas de chômeurs, 60 heures, dans l'*habillement*, pas de chômeurs chez les *menuisiers*; pas de chômeurs, 60 heures, dans le *bâtiment*; 5 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *comptables et employés de commerce*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *employés de commerce et d'industrie*; pas de chômeurs chez les *gens de maison*.

A Espéraz, travail peu satisfaisant, 42 à 60 heures, chez les ouvriers et ouvrières en *chapellerie*.

A Narbonne, pas de chômeurs chez les *cuisiniers*; 14 p. 100 de chômeurs chez les *limonadiers*; travail satisfaisant, pas de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*; 18 p. 100 de chômeurs chez les *tonneliers*; 18 p. 100 de chômeurs chez les *maçons*.

En ce qui concerne les *ouvriers agricoles, cultivateurs, etc.*: 8 p. 100 de chômeurs à Argeliers; 10 p. 100 de chômeurs à Barbaira; 12 p. 100 à Capendu; 8 p. 100 à Castelnaud-d'Aude; pas de chômeurs à Conigüe; pas de chômeurs à Cuxac-d'Aude; 9 p. 100 de chômeurs à Gruissan; pas de chômeurs à Maillac; 12 p. 100 de chômeurs à Narcorignan; pas de chômeurs à Montlaur; 20 p. 100 de chômeurs à Ornaïsons; pas de chômeurs à Peyriac-de-Mer; chômage général à Peyriac-Minervois, pas de chômeurs à Pézens; 22 p. 100 de chômeurs à Pouzols; pas de chômeurs à Roubia; pas de chômeurs à Sainte-Colombe-

sur-Guette, 8 p. 100 de chômeurs à Saint-Marcel; 18 p. 100 pas de chômeurs aux Salles-d'Aude; pas de chômeurs à Transse; 14 p. 100 de chômeurs à Trèbes; pas de chômeurs à Villegly.

12. — Aveyron. — A Millau, 82 p. 100 de chômeurs, 30 heures, chez les *tanneurs et corroyeurs*; 63 p. 100 de chômeurs, 30 à 35 heures, chez les *mégissiers et chamoiseurs*; 20 p. 100 de chômeurs, 40 heures, chez les *palissonneurs en couleur*; 37 p. 100 de chômeurs, 40 à 46 heures, chez les *teinturiers en peaux*.

A Decazeville, pas de chômeurs, 60 heures, dans le *bâtiment*.

13. — Bouches-du-Rhône. — A Marseille, 12 p. 100 de chômeurs, 66 heures, chez les *cuisiniers de terre et de mer*; 11 p. 100 de chômeurs, 72 heures, chez les *confiseurs-pâtisseries*; 33 p. 100 de chômeurs, 114 heures, chez les *garçons bouchers et charcutiers*; pas de changement chez les *maîtres d'hôtel et garçons navigateurs*.

17 p. 100 de chômeurs, 72 à 84 heures, chez les *ouvriers des huileries*.

4 p. 100 de chômeurs chez les *typographes*.

Pas de chômeurs, 60 heures, chez les *voiliers-bâcheurs*; 42 p. 100 de chômeurs, 48 heures, chez les *ouvriers des fournitures militaires*.

Pas de chômeurs, 60 heures, chez les *selliers-bourrelliers*; 4 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *ouvriers en crins*.

Pas de chômeurs, 60 heures, chez les *charpentiers*; 62 p. 100 de chômeurs chez les *calfats et perceurs*; 55 p. 100 de chômeurs chez les *ouvriers des enclos de bois*; 31 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *démolisseurs de navires*.

8 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *métallurgistes*; 2 p. 100 de chômeurs chez les *forgerons*.

Pas de chômeurs, 54 heures, dans les *travaux d'arts publics et sous-marins*; 27 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *tailleurs de pierres tendres*; 53 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *cimentiers gâcheurs*; 71 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *peintres, décorateurs, doreurs et vitriers*; 9 p. 100 de chômeurs chez les *plombiers-zingueurs*; 18 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *briqueurs-fumistes*.

6 p. 100 de chômeurs chez les *employés de commerce*; travail satisfaisant chez les *sténographes de commerce*; 15 p. 100 de chômeurs chez les *chauffeurs-conducteurs mécaniciens-automobilistes*; 2 p. 100 de chômeurs dans l'*enseignement primaire privé laïque*.

A Aix, 9 p. 100 de chômeurs chez les *cuisiniers, pâtisseries, confiseurs*.

A Arles, travail peu satisfaisant chez les *pêcheurs*.

A Aubagne, chômage chez les *tonneliers*.

A Berre, travail peu satisfaisant chez les *pêcheurs*.

A la Cabucelle, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *ouvrières de raffinerie de sucre de Saint-Louis*.

A la Ciotat, 20 p. 100 de chômeurs chez les *boulangers*.

A Fontvieille, 26 p. 100 de chômeurs, 48 heures, chez les *carriers*.

A Port-Saint-Louis-du-Rhône, 1 jour de travail par semaine chez les *ouvriers du port*.

Chez les *mineurs*: pas de chômeurs à Valdonne (commune de Bourine); 4 jours par semaine à Fuveau; pas de chômeurs, 54 heures, à Saint-Savournin.

14. — Galvados. — A Caen, travail plus abondant, 54 heures, chez les *typographes*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *menuisiers*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *mouleurs*.

A Condé-sur-Noireau, pas de chômeurs, 50 heures, chez les *travailleurs de l'industrie cotonnière*.

A Lisieux, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *liniers et lainiers*.

A Vire, travail satisfaisant 54 heures, chez les *typographes*.

15. — Cantal. — A Aurillac, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *employés en parapluies*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *galochiers*; 25 p. 100 de chômeurs dans le *bâtiment*.

Pas de chômeurs, 58 heures, chez les *mineurs* de Champagnac-les-Mines.

16. — Charente. — A Angoulême, 5 p. 100 de chômeurs, 70 heures, dans l'*industrie du*

livre; pas de chômeurs chez les *tailleurs d'habits*; 57 p. 100 de chômeurs, 46 heures, chez les *tonneliers*; pas de chômeurs, 54 heures, chez les *fabricants de caisses*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *couvreurs*.

A Cognac, 5 p. 100 de chômeurs chez les *boulangers*; pas de chômeurs, 84 heures, chez les *tailleurs-céramistes*.

17. — Charente-Inférieure. — A Rochefort, pas de chômeurs chez les musiciens.

A Marans, pas de chômeurs, 66 heures, chez les *ouvriers des docks*.

A Saint-Séverin, chômage chez les *bûcherons*.

18. — Cher. — A Bourges, 8 p. 100 de chômeurs, 90 heures, chez les boulangers; 12 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les tailleurs d'habits; 45 p. 100 de chômeurs, 66 heures, chez les charpentiers; 60 heures, chez les ouvriers en voitures; pas de chômeurs, 60 heures, chez les métallurgistes; 4 p. 100 de chômeurs, 66 heures, chez les tailleurs de pierres; pas de chômeurs chez les employés.

A Bruère-Allichamps, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *porcelainiers*.

A Chateaufumeillant, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *maçons*.

A Dun-sur-Auron, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *maçons, aides-maçons et tailleurs de pierres*.

A Graçay, travail satisfaisant dans le *bâtiment*.

A la Guerche-sur-l'Aubois, 33 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *ouvriers du bâtiment*; pas de chômeurs chez les *chaufourniers*.

A Jouet-sur-l'Aubois, pas de chômeurs, 60 heures, dans le *bâtiment*; travail satisfaisant chez les *chaufourniers*.

A Saint-Amand, pas de chômeurs, 57 heures, chez les *typographes*; travail satisfaisant, 54 heures, chez les *bijoutiers*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *maçons*.

A Saint-Loup-de-Chaumes, pas de chômeurs chez les *ouvriers agricoles*.

A Sancoins, pas de chômeurs, 60 heures, dans le *bâtiment*.

A Torteron, pas de chômeurs chez les *chaufourniers*; pas de chômeurs, 66 heures, chez les *journaliers*.

A Vallenay, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *carriers*.

A Vierzon, 25 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *porcelainiers*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *tailleurs de verre*.

En ce qui concerne les *bûcherons*, pas de chômeurs à Apremont; pas de chômeurs à Arpheuilles, pas de chômeurs à Brécy, à Chambon, à la Chapelle, à la Chapelle-Hugon, à Charenton-du-Cher, à Cours-les-Barres; à Farges-en-Septaine; à Feux, à Flavigny; à Groises; travail peu satisfaisant à Grosserive, 4 p. 100 de chômeurs à la Guerche-sur-l'Aubois; pas de chômeurs à Ivoy-le-Pré; pas de chômeurs à Jalognes, à Jouet-sur-l'Aubois, à Loye, à Morlac, 10 p. 100 à Mornay-Berry, pas de chômeurs à Saint-Bandel, à Saint-Benin d'Azy; pas de chômeurs à Sancergues, 50 p. 100 à Sancoins; 24 p. 100 à Sarrue; 4 p. 100 de chômeurs à Torteron; pas de chômeurs à Véreux.

19. — Corrèze. — A Tulle, 8 p. 100 de chômeurs, 54 et 60 heures, chez les typographes; pas de chômeurs, 60 heures, chez les cordonniers sur mesure; 7 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les tailleurs de pierres et maçons;

A Bort, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *chapeliers-fouleurs*; 31 p. 100 de chômeurs, 30 heures, chez les *chapeliers-approprieurs*.

A Brive, pas de chômeurs, 72 et 78 heures, chez les *employés*.

20. — Corse. — A Ajaccio, 10 p. 100 de chômeurs, 50 heures, chez les cordonniers; 2 p. 100 de chômeurs, 57 heures, chez les employés de commerce.

21. — Côte-d'Or. — A Dijon, pas de chômeurs, 54 heures, chez les typographes; pas de chômeurs, 60 heures, chez les ouvriers de la chaussure; pas de chômeurs, 72 heures, chez les tailleurs de pierres.

A Villiers-le-Duc, pas de chômeurs chez les *tûcherons*.

Chez les *bûcherons*, pas de chômeurs à Corcelle-les-Cîteaux et à Saulieu.

22. — Côtes-du-Nord. — A Saint-Brieuc, travail satisfaisant, 54 heures, chez les *typographes*; pas de chômeurs, 70 heures, chez les ouvriers *menuisiers et charpentiers*; pas de chômeurs, 60 heures, dans le *bâtiment*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *peintres*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *plâtriers*.

A Dinan, travail satisfaisant, 54 heures, chez les *typographes*; pas de chômeurs, 65 heures, chez les ouvriers en *coitures*.

A Pordic, pas de chômeurs, chez les *pêcheurs*.

23. — Creuse. — A Aubusson, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *ouvriers en tapisserie d'art*; 32 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *dessinateurs*,

A Lavaveix, pas de chômeurs, 54 et 72 heures, chez les *mineurs*.

24. — Dordogne. — A Allas-Marnac, pas de chômeurs, 66 heures, chez les ouvriers des mines de *ciment*.

A Bergerac, pas de chômeurs, 84 heures, chez les *boulangers*; pas de chômeurs, 72 heures, chez les *employés*.

25. — Doubs. — A Besançon, pas de changement chez les *restaurateurs, limonadiers et assimilés*; pas de changement chez les *typographes*; pas de chômeurs, 66 heures, chez les *maçons*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *manœuvres terrassiers*.

A Badevel, 2 p. 100, 60 heures, chez les *horlogers*.

A Lac-en-Villers, 37 p. 100 de chômeurs, 45 heures, chez les *horlogers*.

A Montbéliard, travail satisfaisant, 66 heures, dans le *bâtiment*.

A Morleau, 40 p. 100 de chômeurs, 20 à 25 heures, chez les *horlogers*.

A Verrières-de-Joux, 44 p. 100 de chômeurs, 30 à 36 heures, chez les *horlogers*.

26. — Drôme. — A Valence, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *tonneliers*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *mouleurs*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *peintres et plâtriers*; pas de chômeurs, 78 heures, chez les *employés*; pas de chômeurs chez les *coiffeurs*.

A Saint-Jean-en-Royans, 2,6 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *ouvriers en soieries*.

A Saint-Remès, 22 p. 100 de chômeurs, 40 heures, chez les *carriers*.

27. — Eure. — A Évreux, pas de chômeurs, 60 heures, chez les ouvriers *textiles*.

28. — Eure-et-Loir. — A Chartres, 28 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*; pas de chômeurs, 69 heures, chez les *mécaniciens*; 5 p. 100 de chômeurs, 72 heures, dans le *bâtiment*.

29. — Finistère. — A Audierne, pas de chômeurs chez les *ferblantiers-boitiers*; à Concarneau, travail non satisfaisant chez les *pêcheurs*.

A Douarnenez, travail assez satisfaisant chez les *marins pêcheurs* de la baie de Douarnenez; travail passable chez les *marins pêcheurs* du quartier de Douarnenez; 47 p. 100 de chômeurs, 36 heures, chez les *soudeurs-boitiers*.

A Relecq-Kerhuon, pas de chômeurs, chez les *marins pêcheurs*.

A Guilvinec, pas de chômeurs, chez les *pêcheurs*.

A Saint-Guénolé, travail très médiocre chez les *ferblantiers-boitiers*.

30. — Gard. — A Alais, pas de chômeurs, 72 heures, chez les *cordonniers*; 9 p. 100 de chômeurs chez les *employés-limonadiers et restaurateurs*.

A Aramon, pas de chômeurs, 66 heures, chez les *vanniers*.

A Lasalle, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *filateurs de soie*.

A Montardier, travail peu satisfaisant, 60 heures, chez les *mineurs*.

A Nîmes, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *coltineurs*.

A Quissac, pas de chômeurs chez les *ouvriers agricoles*.

Chez les *mineurs*, pas de chômeurs, à la Grand'Combe.

31. — Garonne (Haute-). — A Toulouse, pas de chômeurs chez les *monteurs de galoches*; pas de chômeurs, 54 heures, chez les *coupeurs-chemisiers*.

32. — Gers. — A Auch, pas de chômeurs, 60 heures, chez les terrassiers.
A Lectoure, pas de chômeurs, 60 heures, chez les maçons et charpentiers.

33. — Gironde. — A Bordeaux, 9 p. 100 de chômeurs, 91 heures, chez les cuisiniers.
4 p. 100 de chômeurs, chez les pâtisseries-glaciers; 25 p. 100 de chômeurs chez les garçons limonadiers et restaurateurs.

6 p. 100 de chômeurs chez les dessinateurs, chromistes, écrivains et graveurs-lithographes.
14 p. 100 de chômeurs, 58 heures chez les tailleurs d'habits; 5 p. 100 de chômeurs chez les coupeurs-tailleurs.

Travail moins abondant chez les cordonniers.

Pas de chômeurs chez les brassiers.

Pas de chômeurs, 66 heures, chez les charrons et les forgerons.

Pas de chômeurs, 60 heures, chez les tailleurs de pierre et maçons; 3 p. 100 de chômeurs, 63 heures, chez les peintres; 50 p. 100 de chômeurs, 50 heures, chez les ravaudeurs.

23 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les verriers en verre blanc.

Travail normal chez les marins du commerce.

Pas de chômeurs, 90 heures, chez les employés de l'épicerie et de la droguerie.

4 p. 100 de chômeurs chez les gens de maison.

A Camarsac, 23 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les carriers.

A Libourne, 5 p. 100 de chômeurs, 80 à 90 heures chez les boulangers; pas de chômeurs chez les employés.

A Lormont, 42 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les charpentiers de navires, calfat, perceurs.

A Soulac, pas de chômeurs, 60 heures, chez les maçons et tailleurs de pierre.

A Mérignac, pas de chômeurs chez les verriers.

Pas de chômeurs, 60 heures, chez les ouvriers des scieries mécaniques de Podensac et chez ceux de Preignac.

Chez les tonneliers : 14 p. 100 de chômeurs, 72 heures, à Barsac (50 p. 100, 78 heures, chez les tonneliers indépendants); pas de chômeurs, à Langon; 21 p. 100 de chômeurs 60 heures, Libourne; pas de chômeurs, 72 heures, à Vayres, pas de chômeurs à Saint-Pardon.

34. — Hérault. — A Montpellier, pas de chômeurs, 70 heures, chez les boulangers;
20 p. 100 de chômeurs chez les cordonniers.

A Agde, 30 p. 100 de chômeurs chez les marins-pêcheurs, 20 p. 100 de chômeurs, 48 heures, chez les tonneliers; 10 p. 100 de chômeurs, 42 heures, chez les tailleurs de pierres; 10 p. 100 de chômeurs, 42 heures, chez les plâtriers, 80 p. 100 de chômeurs chez les ouvriers du port.

A Bédarieux, 11 p. 100 de chômeurs chez les carriers, mineurs-terrassiers; travail satisfaisant chez les charretiers, maçons, plâtriers, tailleurs de pierres.

A Ganges, 1,7 p. 100 de chômeurs, 48 et 60 heures, chez les bonnetiers et gantiers.

A Graissessac, travail satisfaisant, 59 heures, chez les mineurs.

A Mèze, 10 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les charretiers.

A Pézenas, pas de chômeurs, 72 heures, chez les employés de commerce.

En ce qui concerne les travailleurs de la terre, ouvriers agriculteurs, cultivateurs, vignerons, etc.; 5 p. 100 de chômeurs à Agde; 6 p. 100 de chômeurs à Capestang; 70 p. 100 à Cazouls-les-Béziers; 14 p. 100 de chômeurs à Mauguio; 92 p. 100 à Mèze; pas de chômeurs à Mudaison; 15 p. 100 à Nézignan-l'Évêque; 14 p. 100 de chômeurs à Nizas; pas de chômeurs à Olonzac; 12 p. 100 de chômeurs à Oupia; 40 p. 100 à Pézenas; 32 p. 100 à Villeneuve-les-Béziers.

35. — Ille-et-Vilaine. — A Rennes, 13 p. 100 de chômeurs, 63 heures, chez les métallurgistes; 13 p. 100 de chômeurs chez les cochers.

A Fougères, pas de chômeurs, 72 heures, chez les maçons.

36. — Indre. — A Châteauroux, travail satisfaisant, 60 heures, chez les ouvriers en drap.

37. — Indre-et-Loire. — A Tours, pas de chômeurs, 50 heures, chez les coupeurs et brocheurs en chaussures; pas de chômeurs chez les cochers.

A Amboise, 60 heures, chez les *mouleurs*.

A Saint-Cyr-sur-Loire, pas de chômeurs, 60 heures, chez les ouvriers en produits chimiques.

38. — Isère. — A Grenoble, pas de chômeurs chez les *meuniers*; 3 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *menuisiers-ébénistes*; pas de chômeurs, 57 heures, chez les ouvriers en *boutons*; pas de chômeurs, 60 à 72 heures, chez les *métallurgistes*.

Aux Avenières, pas de chômeurs, 50 à 55 heures, chez les *cordonniers*.

A Bouvesse-Quirieu, pas de chômeurs chez les *carriers-chaufourniers*.

A Bourgoin, 12 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *manœuvres journaliers*.

A Brignoud, 72 heures, chez les *papetiers*.

A Domène, pas de chômeurs, 66 à 84 heures, chez les *papetiers*.

A Gières, pas de chômeurs chez les *gantiers*.

A Izeaux, pas de chômeurs, 50 heures, chez les *cordonniers*.

A Moirans, 6 p. 100 de chômeurs, 53 heures, chez les *tisseurs*.

A Montalieu-Vercieu, pas de chômeurs, 60 heures, chez les ouvriers en *soie*.

A La Motte d'Aveillans, pas de changement chez les *mineurs*.

A Parmilieu, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *tailleurs de pierres et carriers*.

A Porcieu Amblagnieu, 8 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *tailleurs de pierres*.

A Saint-Clair-de-la-Tour, pas de chômeurs, 68 heures 1/2, chez les *tullistes*.

A Saint-Gève-en-Valdaine, 30 p. 100 de chômeurs, 50 heures, chez les *tisseurs*.

A Saint-Laurent-du-Pont, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *métallurgistes*.

A Tullins, travail très peu satisfaisant chez les *tisseurs*.

A Trept, travail satisfaisant, peu 66 heures, chez les *carriers*.

A Vienne, pas de chômeurs, 84 heures, chez les *boulangers*; 8 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *ouvriers en chaussures*; 30 p. 100 de chômeurs, 60 heures, dans l'industrie textile; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *charpentiers*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *menuisiers et ébénistes*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *ouvriers en voitures*; pas de chômeurs, 60 à 72 heures, dans la *métallurgie*; 12 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *mouleurs*; 4 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *plâtriers-peintres*.

A Voiron, 41 p. 100 de chômeurs, 40 heures, chez les ouvriers en *soieries*; pas de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*.

39. — Jura. — A Dôle, pas de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*.

A Cinquétral, pas de chômeurs, 30 heures, chez les ouvriers en *tuyaux de pipes*.

A Lavans-Saint-Claude, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *tourneurs*.

A Morez, 3 p. 100 de chômeurs, 70 heures, chez les ouvriers *scieurs*; travail moins abondant chez les *lunetiers*.

A Our, 21 p. 100 de chômeurs chez les *bûcherons*.

A Poligny, pas de chômeurs chez les *vignerons*.

40. — Landes. — A Mont-de-Marsan, pas de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *charpentiers*.

A Dax, pas de chômeurs, 66 heures, chez les *employés de commerce*.

A Soustons, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *bouclonniers*.

Chez les *résiniers*, pas de chômeurs à Beylongue; travail peu satisfaisant à Cap Breton; pas de chômeurs, à Castets-des-Landes; pas de chômeurs à Escourse, à Gourbera, à Herm; travail peu satisfaisant à Lespéron, à Mézos; pas de chômeurs à Mimizan; pas de chômeurs à Moliets-et-Mau; pas de chômeurs à Onesse-Laharie, à Rion; 13 p. 100 à Sainte-Eulalie-en-Born; pas de chômeurs à Saint-Paul-lès-Dage; pas de chômeurs à Saint-Vincent-de-Paul; travail peu satisfaisant à Soustons; pas de chômeurs à Taller; pas de chômeurs à Vielle-Saint-Gérons.

41. — Loir-et-Cher. — A Blois, 4 p. 100 de chômeurs chez les *ouvriers et ouvrières en chaussures*; pas de chômeurs chez les *menuisiers-ébénistes*; pas de chômeurs, chez les *coiffeurs*.

A Romorantin, pas de chômeurs chez les ouvriers du *drap*; pas de chômeurs, 66 heures,

chez les *mécaniciens*; travail satisfaisant, 66 heures, chez les *ouvriers du bâtiment* de l'usine Normant.

42. — Loire. — A Saint-Étienne, pas de chômeurs chez les *maraîchers*; pas de chômeurs chez les *mineurs*; pas de chômeurs, 84 heures, chez les *chauffeurs et mécaniciens des mines*; 1 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*; 10 p. 100 de chômeurs, 51 à 54 heures, chez les *imprimeurs-graveurs-lithographes*; 50 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *tisseurs* de Beaubrun; 75 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *tisseurs stéphanaise*; travail un peu moins abondant chez les *lingères*; pas de chômeurs, 60 à 66 heures, chez les *ouvriers en voitures*; 3,5 p. 100 de chômeurs, 55 à 60 heures, chez les *mécaniciens-électriciens*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *maréchaux-ferrants*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *maçons*; 14 p. 100 de chômeurs chez les employés de la *fabrique de rubans*.

A Roanne, pas de chômeurs, 55 à 60 heures, chez les *typographes*; 2 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *ouvriers des cuirs et peaux*; 2,8 p. 100 chômeurs, 48 heures, dans l'*industrie textile*; 2,1 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *pareurs*; 1,4 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *gareurs, monteurs de chaînes, jacquardiers*; 1 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *appareurs*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *charpentiers*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *menuisiers*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *ouvriers en voitures*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *sabotiers-galochiers*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *mouleurs*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *maçons*; 6 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *tailleurs de pierres*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *tourneurs en poterie*.

A Bussières, 25 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *tisseurs*.

A Cergne, 10 p. 100 de chômeurs chez les *tisseurs*.

A Charlieu, chez les *ouvriers en soierie*, 20 p. 100 de chômeurs, 60 heures, pour les *tisseurs à la mécanique*, 35 p. 100 de chômeurs, 75 à 80 heures, chez les *tisseurs à bras*.

A Chazelle-sous-Lyon, pas de chômeurs chez les *ouvriers chapellerie*.

A Firminy, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *menuisiers*; 8 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *maçons*.

A Montbrison, 72 heures dans la *meunerie*.

A Ricamarie, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *mineurs*.

A Rive-de-Gier, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *verriers*.

A Sail-sous-Couzan, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *ouvriers des eaux minérales*.

A Saint-Jean-de-Bonnefonds, 60 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *passementiers*.

A la Talaudière, pas de chômeurs chez les *mineurs*.

A Villars, travail satisfaisant chez les *mineurs*.

43. — Haute-Loire. — A Yssingeaux, travail satisfaisant, 60 heures, chez les *menuisiers*.

44. — Loire-Inférieure. — A Nantes, 17 p. 100 de chômeurs, 72 heures, chez les *boulangers*; 1 p. 100 de chômeurs, 54 à 60 heures, chez les *lithographes*; 3 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*; 40 p. 100 de chômeurs chez les *charpentiers de navires*; 2 p. 100 de chômeurs, chez les *dessinateurs*; travail peu satisfaisant chez les *musiciens*.

A Chantenay, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *ferblantiers-boitiers*.

A Saint-Nazaire, 11 p. 100 de chômeurs chez les *boulangers*; pas de chômeurs, 52 heures dans le port et 63 heures à la mer, chez les *mécaniciens-navigateurs du commerce*.

45. — Loiret. — 3 p. 100 de chômeurs chez les *employés de commerce et d'industrie*.

A Montargis, travail satisfaisant, 60 heures, chez les *jardiniers*; pas de chômeurs chez les *ouvriers du bâtiment*.

A Pithiviers, pas de chômeurs, 78 heures, dans le *bâtiment*.

Chez les *bûcherons*, pas de chômeurs, à Autry-le-Châtel; pas de chômeurs à Batilly, à Chevilly; pas de chômeurs, à Dammarie-en-Puisaye, à Faverelles; pas de chômeurs à Saint-Brissot, à Sully-sur-Loire.

46. — **Lot.** — A Cahors, 14 p. 100 de chômeurs chez les *charpentiers*; 17 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *menuisiers-ébénistes*; travail plus abondant, 60 heures, chez les *peintres et tapissiers*.

47. — **Lot-et-Garonne.** — A Agen, 20 p. 100 de chômeurs, 72 heures, chez les *tailleurs d'habits*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *tailleurs de pierres et maçons*.

A Casteljalous, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *charpentiers*.

A Couthures, pas de chômeurs chez les *travailleurs de la soie*.

A Lavardac, travail moins abondant, 60 heures, chez les *bouchonniers*.

49. — **Maine-et-Loire.** — A Angers, 19 p. 100 de chômeurs 60 heures, chez les *menuisiers*; pas de chômeurs, 60 heures chez les *mouleurs*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *mécaniciens-ajusteurs*. A Cholet, 18 p. 100 de chômeurs, 40 heures, chez les *blanchisseurs et apprêteurs*; pas de chômeurs chez les *menuisiers*.

A Saumur, pas de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *bijoutiers et chapeliers*.

Chez les *tisserands*: pas de chômeurs à Andrezé; 6 p. 100 de chômeurs à Cholet; pas de chômeurs à Geste; 2 p. 100 de chômeurs à Saint-Léger-sous-Cholet; travail très mauvais à Saint-Philbert-en-Mauges; 20 p. 100 de chômeurs à la Saguinière; 20 p. 100 de chômeurs à la Tessoualle.

50. — **Manche.** — A Cherbourg, pas de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*; travail moins abondant chez les ouvrières des *fournitures militaires*.

A Avranches, travail satisfaisant, 54 heures, chez les *typographes*.

51. — **Marne.** — A Châlons-sur-Marne, pas de chômeurs, 63 heures, chez les *imprimeurs en papiers peints*; travail satisfaisant, 60 heures, chez les *ouvriers en pelleteries*; pas de chômeurs, 66 heures, chez les *menuisiers-ébénistes*; 2 p. 100 de chômeurs chez les *employés*.

A Reims, travail satisfaisant, 70 heures, chez les *employés de la Compagnie du gaz*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *lithographes, papetiers, relieurs*; pas de changement dans l'industrie textile; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *trieurs de laine*; pas de chômeurs, 66 à 72 heures, chez les *plâtriers*; pas de chômeurs chez les *cochers*.

A Ay, travail peu satisfaisant chez les *vignerons*.

A Courlandon, pas de chômeurs, 72 à 84 heures, chez les *papetiers*.

A Cumières, 12 p. 100 de chômeurs chez les *pilotes de la Marne*.

A Épernay, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *cavistes-tonneliers*.

A Fismes, 12 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *apprêteurs en pelleteries, lustreurs et fourreurs*.

52. — **Marne (Haute-).** — A Chaumont, travail satisfaisant, 48 heures chez les *mégissiers de rivière* et chez les *menuisiers-palissonneurs*; pas de changement chez les *gantiers*.

A Arc-en-Barrois, pas de chômeurs, chez les *bûcherons*.

A Bussières-les-Belmont, pas de chômeurs chez les *vanniers*.

A Fayl-Billot, pas de chômeurs, 78 heures, chez les *vanniers*.

53. — **Mayenne.** — A Laval, travail satisfaisant, 54 heures, chez les *typographes*.

54. — **Meurthe-et-Moselle.** — A Nancy, pas de chômeurs, 90 heures, chez les *cuisiniers et pâtisseries*; pas de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*; pas de chômeurs, 54 heures, chez les *papetiers*; pas de chômeurs, 40 à 45 heures, chez les *tailleurs d'habits*; pas de chômeurs, chez les *ouvriers du bâtiment*; pas de chômeurs, 72 à 78 heures, chez les *garçons de magasin livreurs*; pas de chômeurs chez les *musiciens*.

A Lunéville, pas de chômeurs, 54 heures, chez les *comptables*.

55. — **Meuse.** — A Bar-le-Duc, pas de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*.

A Commercy, pas de chômeurs, 72 heures chez les *tailleurs de pierre*.

A Cousances-aux-Forges, travail satisfaisant, 60 à 66 heures, chez les *métallurgistes*.

A Lérouville, pas de chômeurs 66 heures, chez les *carriers*.

A Stenay, travail peu satisfaisant, 60 heures, chez les *mouleurs*.

56. — Morbihan. — A Vannes, travail satisfaisant, 60 heures, chez les *typographes*; 2 p. 100 de chômeurs, chez les *menuisiers*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *scieurs mécaniques*.

A Auray, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *ouvriers en chaussures*.

A Bono, pas de chômeurs chez les *pêcheurs*.

A Lorient, pas de chômeurs, 70 heures, chez les *meuniers*.

Au Palais, pas de chômeurs chez les *inscrits maritimes*.

A Plouhinec, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *maçons*.

A Port-Louis, travail passable chez les *pêcheurs*.

A Rochefort-en-Terre, travail satisfaisant, 69 heures, chez les *ardoisiers*.

A Sauzon, 87 p. 100 de chômeurs, 42 heures, chez les *ferblantiers-botitiers*.

57. — Nièvre. — A Nevers, 25 p. 100 de chômeurs chez les *ouvriers agricoles et bûcherons* de la Nièvre; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *sabottiers-galochiers*.

A Cercy-la-Tour, pas de chômeurs, 60 heures, dans le *bâtiment*.

A La Charité-sur-Loire, pas de chômeurs, 60 heures, dans le *bâtiment*.

A Clamecy, pas de chômeurs, 66 heures, chez les *ouvriers des ports*.

A Corbigny, travail peu satisfaisant, 72 heures, chez les *carriers*.

A Cossaye, pas de changement dans le *bâtiment*.

A Demeurs, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *ouvriers des produits chimiques*.

A Guéigny, pas de chômeurs, 48 heures, chez les *ouvriers des forges*.

A Imphy, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *métallurgistes*.

A Moulins-Engilbert, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *maçons*.

A Saint-Pierre-le-Moutier, pas de changement, 66 heures, dans le *bâtiment*.

En ce qui concerne les *bûcherons*: pas de chômeurs à Ay-le-Vif; pas de chômeurs à Billy-sur-Gisy; pas de chômeurs à Bitry; pas de chômeurs à la Celle-sur-Nièvre; pas de chômeurs à Cercy-la-Tour; pas de chômeurs à Cessy-le-Bois; pas de chômeurs à Champigny, à Champvert; pas de chômeurs à la Chapelle-Saint-André, pas de chômeurs, à Châteauneuf; pas de chômeurs à Chitry-les-Mines; pas de chômeurs et demie, chez les *lithographes*; pas de chômeurs à Doray; pas de chômeurs à Donzy; pas de chômeurs à Drury-Parigny; pas de chômeurs à Entrains; travail plus abondant à Fours; pas de chômeurs à Guipy; 3 p. 100 de chômeurs à Limon; pas de chômeurs à Lormes; 22 p. 100 de chômeurs à Magny-Cours; pas de chômeurs à Menestreau; pas de chômeurs à Montambert; pas de chômeurs à Montaron; pas de chômeurs à Montigny-aux-Amognes; pas de chômeurs à Nolay; pas de chômeurs à Parigny-Levaux; pas de chômeurs à Pazy; pas de chômeurs à Perray; pas de chômeurs à Poussery; pas de chômeurs à Preporché; travail satisfaisant à Saint-Amand; 60 p. 100 de chômeurs à Saint-Bonnot; pas de chômeurs à Sainte-Colombe; pas de chômeurs à Saint-Hilaire-Fontaine; pas de chômeurs à Sichamps; pas de chômeurs à Verneuil.

58. — Nord. — A Lille, 1 p. 100 de chômeurs chez les *confiseurs et chocolatiers*; 2 p. 100 de chômeurs, 57 heures et demie, dans l'*industrie du livre*; 3 p. 100 de chômeurs, 52 heures, chez les *typographes*; 3 p. 100 de chômeurs, 57 heures et demie, chez les *lithographes*, 5 p. 100 de chômeurs, 40 à 58 heures, à la chambre syndicale de l'*industrie textile*; pas de chômeurs, 40 à 50 heures, à la corporation de Saint-Nicolas (*industrie du fil*); 4 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *ouvriers de l'équipement militaire*; travail moins abondant, 60 heures, chez les *charpentiers et menuisiers*; 30 à 35 p. 100 de chômeurs, 80 heures, dans la *carrosserie*; travail satisfaisant, 60 heures, chez les *métallurgistes*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *métallurgistes* de la corporation de Saint-Éloi; 19 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *ouvriers en pierres blanches*; pas de chômeurs, 63 heures, chez les *ouvriers en pierres bleues*.

A Armentières, 39 p. 100 de chômeurs, 48 à 59 heures, dans l'*industrie textile*; pas de chômeurs, 50 à 60 heures, au syndicat mixte de l'*industrie textile*; 0.6 p. 100 de chômeurs, 45 heures, à la chambre syndicale de l'*industrie textile*; 2.7 p. 100 de chômeurs, 50 heures, à la chambre syndicale de l'*industrie textile*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *charpentiers et menuisiers*.

A Bellignies, 6 p. 100 de chômeurs, 30 heures, chez les *marbriers*.

A Bondues, travail satisfaisant, 54 heures, chez les *lingères*.
A Caudry, 10.5 p. 100 de chômeurs, 40 heures, chez les *tullistes*.
A Cambrai, 15 p. 100 de chômeurs chez les *boulangers*; pas de changement, 65 heures, chez les *mouleurs*; 16 p. 100 de chômeurs chez les *couvreurs*.
A Douai, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *typographes*.
A Dunkerque, pas de changement chez les *charpentiers-menuisiers*; 66 heures dans le *bâtiment*.
A Ferrière-la-Grande, 10 p. 100 de chômeurs, 50 heures, chez les *mouleurs*.
A Gommegnies, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *scieurs*.
A Gussignies, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *marbriers à la cheminée*.
A Halluin, 5 p. 100 de chômeurs, 50 à 54 heures, chez les *travailleurs du bois*.
A Hautmont, 4 p. 100 de chômeurs, 55 heures, chez les *métallurgistes*.
A Jeumont, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *mécaniciens*; pas de chômeurs chez les *marbriers*.
A Laon-Plage, travail non satisfaisant chez les *ouvriers des machines à battre le grain*.
A Louvroil, travail moins abondant, 60 à 66 heures, chez les *métallurgistes*.
A Marpent, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *mécaniciens*.
A Onnaing, pas de chômeurs, 60 heures, dans la *métallurgie*.
Au Quesnoy, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *ouvriers en chaussures*.
A Roubaix, 11.4 p. 100 de chômeurs, 60 heures, dans l'*industrie textile*; 7 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *ourdisseurs*; pas de chômeurs, 66 à 72 chez les *ouvriers en voitures*; pas de chômeurs, 66 heures, chez les *ouvriers en pierres bleues*; 57 p. 100 de chômeurs, 64 heures, chez les *mayous*; 2 p. 100 de chômeurs, 60 heures chez les *peintres*.
A Sous-le-Bois, 8 p. 100 de chômeurs, 50 heures dans la *métallurgie*.
A Tourcoing, 30 p. 100 de chômeurs, 30 à 40 heures, dans l'*industrie du tissu* (Union des travailleurs); 61 p. 100 de chômeurs, 30 heures, chez les *trieurs de laine*; 4 p. 100 de chômeurs chez les *ouvriers des tapis en grosse moquette*; 25 p. 100 de chômeurs, 60 à 66 heures, chez les *terassiers*; pas de chômeurs, 66 heures, chez les *plafonneurs*; 7 p. 100 de chômeurs, 57 à 60 heures, chez les *ferblantiers-couvreurs-zingueurs*.
A Valenciennes, 13 p. 100 de chômeurs chez les *boulangers*; pas de chômeurs, 57 heures, chez les *typographes*; pas de chômeurs, 66 à 69 heures, chez les *peintres et vitriers*.
A Villers-Sire-Nicole, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *mécaniciens*.
Chez les *tisseurs*: 6 p. 100 de chômeurs, 60 heures, à Avesnes-les-Aubert; 31 p. 100 de chômeurs, 60 heures, à Beauvois; 8 p. 100 de chômeurs, 72 heures, à Pévillers; travail peu satisfaisant à 50 heures Bondues; 40 p. 100 de chômeurs, à Boussières; travail peu satisfaisant à Briastre, 81 p. 100, de chômeurs, à Carnières; travail moins abondant à Comines; travail peu satisfaisant, 40 à 50 heures; à Fourmies; 1.5 p. 100, 60 heures, à la Gorgue; 8 p. 100 de chômeurs, 35 à 50 heures, à Halluin; 4.2 p. 100 de chômeurs, 45 et 50 heures, à Houplines; 9 p. 100 de chômeurs à Lannoy; 15 p. 100 à Roncq; 11 p. 100 de chômeurs, 60 heures, à Saint-Amand-les-Eaux; 30 p. 100 de chômeurs à Saint-Hilaire-lès-Cambrai; 66 p. 100 de chômeurs à Saulzoir; 32 p. 100 de chômeurs, 60 heures, à Villers-en-Cauchies.

59. — Oise. — A Beauvais, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *typographes*.

A Compiègne, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *typographes*.

A Creil, pas de chômeurs chez les *comptables et employés*.

A Feuquières, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *verriers*.

A Hermès, pas de chômeurs, 63 heures, chez les *ouvriers des scieries mécaniques*.

A Méru, pas de chômeurs, 60 heures, dans l'*industrie du livre*.

A Senlis, travail satisfaisant, 54 heures, chez les *typographes*.

A Saint-Crépin-Houvillers, travail peu satisfaisant, 45 heures, chez les *tabletiers*.

60. — Orne. — A Alençon, 1 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*.

A Flers, 1.7 p. 100 de chômeurs, 40 heures, chez les *cotonniers*, travail très satisfaisant, 63 heures, chez les *mouleurs*.

A la Chapelle-Montligeon, pas de chômeurs, chez les *typographes*.

61. — Pas-de-Calais. — A Arras, pas de chômeurs, 70 heures, chez les *boulangers*

pas de chômeurs, 60 heures, chez les *typographes*; pas de chômeurs, 70 heures, chez les *menuisiers et similaires*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *zingeurs-plombiers*.

A Arques, pas de chômeurs, 66 heures, chez les *terrassiers et carriers*; pas de chômeurs 60 heures, chez les *filassiers*.

A Bologne-sur-Mer, 7 p. 100 de chômeurs chez les *marins-pêcheurs*; 40 p. 100 de chômeurs, 72 heures, chez les ouvriers *mareyeurs-saleurs*; travail satisfaisant, 63 heures, chez les *déchargeurs-réguliers*; pas de chômeurs, 48 heures, chez les *chargeurs et déchargeurs réguliers des sels*.

A Calais, 6 p. 100 de chômeurs, 60 heures, dans le *bâtiment*.

A Lens, pas de chômeurs, chez les *mineurs*.

A Marquise, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *mécaniciens*.

A Saint-Omer, 19 p. 100 de chômeurs, 50 heures, dans l'*habillement*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *caissiers et les scieurs*.

62. — Puy-de-Dôme. — A Clermont-Ferrand, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *ouvriers en voitures*; pas de chômeurs, 66 heures, chez les *maçons*; travail satisfaisant, 66 heures, chez les *terrassiers*; 11 p. 100 de chômeurs, 78 heures, chez les *employés*.

A Saint-Rémy-sur-Durolle, 10 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *couteliers*.

A Thiers, pas de chômeurs, 60 heures, dans le *bâtiment*; pas de chômeurs chez les *employés*.

A Völvic, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *carriers et tailleurs de pierre*.

Chez les *mineurs*, pas de chômeurs, 54 heures, à Meissex; 10 p. 100 de chômeurs, 60 heures, à Saint-Eloy-les-Mines.

63. — Pyrénées (Basses-). — A Bayonne, pas de chômeurs, chez les *boulangers*.
A Biarritz, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *tailleurs de pierre*.

64. — Pyrénées (Hautes-). — A Tarbes, 6 p. 100 de chômeurs, 60 heures, [chez les *menuisiers*; 3 p. 100 de chômeurs, 54 à 60 heures, chez les *mécaniciens*; pas de chômeurs, 70 et 75 heures chez les *peintres*; pas de chômeurs, 60 heures chez les *plâtriers*; pas de chômeurs dans l'*enseignement privé*.

65. — Pyrénées-Orientales. — A Perpignan, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *cuisiniers*; 4 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*; pas de chômeurs chez les *charpentiers*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *serruriers-mécaniciens*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *tailleurs de pierres*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *peintres*; 12 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *ferblantiers-plombiers-zingeurs*.

A Lamanère, pas de chômeurs, 72 heures, chez les *espadrilleurs trépointeurs*.

A Taurinya, 3 p. 100 de chômeurs, 48 heures, chez les *mineurs*.

En ce qui concerne les ouvriers *agricoles et viticoles*; pas de chômeurs à Corneilla del Vercol; pas de chômeurs à Espira de l'Agly; pas de chômeurs à Montner; 6 p. 100 de chômeurs, à Rivesaltes; 50 p. 100 de chômeurs, à Salses; travail satisfaisant, au Soler; pas de chômeurs à Trouillas; pas de chômeurs à Villeneuve-de-la-Rivière.

66. — Belfort (Territoire de). — A Belfort, pas de chômeurs, chez les *typographes*; pas de chômeurs, chez les *employés de commerce*.

A Rougemont-le-Château, pas de chômeurs, 60 heures, dans l'*industrie textile*.

67. — Rhône. — A Lyon, pas de chômeurs chez les *garçons bouchers et similaires* 3 p. 100 de chômeurs chez les *photographes*.

2 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*; pas de chômeurs, 54 heures, chez les *papetiers-régisseurs*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *cartonniers de luxe*.

2 p. 100 de chômeurs, 48 heures, chez les *coupeurs, brocheurs et cambreurs*.

Pas de changement dans l'*habillement*; 35 à 40 p. 100 de chômeurs, chez les *imprimeurs sur étoffe*; 47 p. 100 de chômeurs, 50 à 55 heures, chez les ouvriers du *tissage mécanique*; 54 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *tisseurs*; 12 p. 100 de chômeurs, 50 heures, chez les *tullistes en dentelles*; pas de changement chez les *coupeurs-chemisiers*;

pas de chômeurs, chez les travailleurs de la *teinturerie*; 30 p. 100 de chômeurs, 40 heures, chez les *chapeliers*.

43 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *charpentiers*; 50 p. 100 de chômeurs, 40 heures, chez les *sculpteurs sur bois* et *mouleurs*; travail stationnaire chez les *emballeurs*.

8 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *tôliers-fumistes*.

3 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les ouvriers en *céramique*; pas de changement chez les *biseauteurs-miroitiers*.

2 p. 100 de chômeurs, chez les *employés de commerce*; pas de changement chez les *dames employées de commerce*; 7 p. 100 de chômeurs, 74 heures, chez les *camionneurs-messagistes*; travail normal chez les employés d'*officiers ministériels*; travail un peu plus satisfaisant chez les *employés de la soierie*; 1 p. 100 de chômeurs chez les *sténographes commerciaux*; 32 p. 100 de chômeurs chez les *infirmiers*.

A Bourg-de-Thizy, 8 p. 100 de chômeurs, 45 heures, chez les *tisseurs*.

A Collonges-aux-Monts-d'Or, pas de chômeurs chez les *horticulteurs, agriculteurs et jardiniers*.

A Givors, travail passable, 60 heures, chez les *métallurgistes*; pas de chômeurs, 60 heures chez les *mouleurs*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les ouvriers du *bâtiment*.

A Grandris, 15 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *tisseurs*.

A Saint-Simon, pas de chômeurs, 40 heures chez les *bouvières et employés aux bestiaux*.

A Thizy, 33 p. 100 de chômeurs, 50 heures, chez les *tisseurs*.

68. — **Saône (Haute-).** — A Vesoul, pas de changement chez les *typographes*.

69. — **Saône-et-Loire.** — Au Creusot, pas de chômeurs, 60 heures, travail satisfaisant chez les *métallurgistes*.

A Montceau-les-mines, 10 p. 100 de chômeurs, 50 à 60 heures, chez les *mineurs*.

A Montchanin-les-Mines, pas de chômeurs, 54 heures, chez les *mineurs*.

A Nanton, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *carriers*.

70. — **Sarthe.** — Au Mans, 4 p. 100 de chômeurs, 98 heures, chez les *boulangers*; pas de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*; pas de chômeurs, 66 heures, chez les *charpentiers*; pas de chômeurs, 63 heures, chez les *ouvriers en voitures*; pas de chômeurs, 66 heures, chez les *plâtriers*; 9 p. 100 de chômeurs chez les *coiffeurs*.

A Sablé, pas de chômeurs, 65 heures, chez les *marbriers*.

A Vibraye, pas de chômeurs, 60 heures, chez les ouvriers en *manches de parapluié*.

71. — **Savoie.** — A Chambéry, pas de changement chez les *typographes*; pas de changement, 60 heures, chez les *travailleurs du cuir*; 15 p. 100 de chômeurs, 74 heures, dans l'*habillement*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *tailleurs de pierres*; pas de chômeurs, 60 heures chez les *plâtriers-peintres*; pas de chômeurs, 72 à 76 heures, chez les *employés de commerce*.

Aux Echelles, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *gainiers*.

A Saint-Jean-de-Maurienne, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *plâtriers*.

72. — **Savoie (Haute-).** — A Challonges, pas de chômeurs, 55 heures, chez les *mineurs*.

A Meillerie, pas de chômeurs chez les ouvriers *bateliers et carriers*.

A Thonon, pas de chômeurs, 60 heures, dans le *bâtiment*.

73. — **Seine.** — A Paris, pas de chômeurs, 60 à 70 heures, travail satisfaisant chez les *jardiniers*; moins de 1 p. 100 de chômeurs, 60 heures, travail satisfaisant, chez les *horticulteurs, jardiniers-cultivateurs*.

5 p. 100 de chômeurs chez les *boulangers-riennois-pâtisseries*; pas de chômeurs, 70 à 80 heures, chez les *boulangers* compagnons du Nouveau siècle; pas de chômeurs à l'Union amicale des *boulangers* du XIII^e arrondissement; 7 p. 100 de chômeurs à la Société amicale des *boulangers*; travail satisfaisant chez les *boulangers* de l'Assistance publique; 3 p. 100 de chômeurs du syndicat des *compagnons et aspirants boulangers*; 10 p. 100 de chômeurs à la Société mixte des *cuisiniers* de Paris; 5 p. 100 de chômeurs chez les *garçons de cuisine*; 8 p. 100 de chômeurs, 74 heures, chez les *pâtisseries* de la Seine; 13 p. 100 de chômeurs,

55 heures, chez les ouvriers des raffineries; 24 p. 100 de chômeurs à l'Union laborieuse de l'alimentation; 3 p. 100, 42 à 48 heures chez les employés du pavillon de la volaille.

56 heures, chez les allumeurs de gaz.

2.7 p. 100 de chômeurs, 54 heures, travail non satisfaisant chez les ouvriers de la Chambre syndicale typographique; 1 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les ouvriers de la Chambre syndicale des ouvriers du livre; 5 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les imprimeurs-conducteurs-typographes; 6 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les conducteurs-typographes (Gutenberg); 1 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les typographes indépendants; 10 p. 100 de chômeurs, à l'union lithographique; 1 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les lithographes indépendants; 8 p. 100, de chômeurs, 60 heures, au syndicat de résistance des imprimeurs-lithographes; 8 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les phototypistes; 50 p. 100 de chômeurs, 55 heures, chez les graveurs pour impressions sur étoffes et papiers peints; 5 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les stéréotypistes-galvanoplastes.

3 p. 100 de chômeurs, chez les selliers-harnacheurs; pas de chômeurs, 60 heures, chez les selliers à la selle; 28 p. 100 de chômeurs dans la sellerie militaire; 2 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les selliers et mécaniciennes de l'article de chasse; travail toujours faible chez les gantiers.

49 p. 100 de chômeurs, 54 à 60 heures, chez les tisseurs en tous genres; 10 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les coupeurs-tailleurs; 4 p. 100 chez les ouvrières de l'habillement; 3 p. 100 de chômeurs, 60 heures, dans la broderie; 12 p. 100 de chômeurs chez les couturières; 3 p. 100 de chômeurs, 57 heures, chez les coupeurs-chemisiers; 1 p. 100 de chômeurs chez les teinturiers-dégraisseurs; pas de chômeurs chez les chapeliers en fantaisie feutre et paille; 41 p. 100 de chômeurs, 35 heures, chez les ouvriers en chapeaux de soie; pas de chômeurs, 48 heures, chez les ouvriers en chapeaux mécaniques; 21 p. 100 de chômeurs, 51 heures, chez les passementiers à la barre; 5 p. 100 de chômeurs, 30 heures, chez les passementiers à la main; 3 p. 100 de chômeurs, 85 à 90 heures, chez les couleurs et garçons de lavoirs.

1 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les charpentiers; pas de chômeurs, 60 heures, au syndicat libre des menuisiers; 19 p. 100 de chômeurs chez les menuisiers de Paris et de la Seine; 50 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les peseurs de menuiserie; pas de chômeurs, 66 heures, chez les scieurs au bois montant; 6 p. 100 de chômeurs, 48 à 60 heures, chez les menuisiers en sièges; pas de chômeurs, 60 heures, chez les compagnons charrons; 12 p. 100 de chômeurs, 40 heures, chez les monteurs-étalagistes; 6 p. 100 de chômeurs, 48 heures, chez les ouvriers du siège-cuir; 58 p. 100 de chômeurs chez les sculpteurs;

10.7 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les contremaîtres-métallurgistes; 15 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les ouvriers métallurgistes; 5.7 p. 100 de chômeurs, travail non satisfaisant chez les mécaniciens; 5 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les ingénieurs et mécaniciens de l'industrie électrique; 7 p. 100 de chômeurs, 60 heures, travail peu satisfaisant chez les ouvriers en instruments de précision; 13 p. 100 de chômeurs chez les bijoutiers en doré fantaisie; 4 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les ouvriers en scies; 5 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les ouvriers en persiennes en fer, fermetures, monte-charges; 6 p. 100 de chômeurs, 50 heures, chez les tourneurs-repousseurs; pas de chômeurs, 60 heures, chez les ouvriers en comptoirs d'étain; 29 p. 100 de chômeurs, 48 heures, chez les potiers d'étain.

20.3 p. 100 de chômeurs, 50 heures, chez les maçons des travaux d'art et d'assainissement; pas de changement dans la maçonnerie de la pierre; 21 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les scieurs de pierres tendres; moins de 1 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les peintres en bâtiment; pas de chômeurs, 60 heures, chez les peintres fileurs décorateurs; 15 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les ornementistes; pas de chômeurs chez les sculpteurs-modéleurs; 4 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les plombiers et similaires; 13 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les fourniers-spécialistes; 30 p. 100 de chômeurs chez les marbriers; 20 p. 100 de chômeurs chez les granitiers et polisseurs de granit.

80 p. 100 de chômeurs, 20 heures, chez les graveurs sur cristaux à la roue; pas de chômeurs, 54 heures, chez les biseauteurs polisseurs de glaces.

17 p. 100 de chômeurs, 54 heures, à la Chambre syndicale indépendante des employés de l'industrie et du commerce; 3 p. 100 de chômeurs à l'Union fraternelle des employés, 1 p. 100 de chômeurs chez les employés de commerce et d'industrie; 4 p. 100 de chômeurs, 60 heures, à l'Union des comptables; 3 p. 100 de chômeurs chez les dames employées de

commerce et d'industrie; 16 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *comptables et teneurs de livres*; travail moins abondant chez les *femmes caissières et comptables*; 5 p. 100 de chômeurs à l'*alliance sténographique*; travail peu satisfaisant chez les employés de la *bijouterie*; 1 p. 100 de chômeurs chez les *clercs d'huissiers*; 2.5 p. 100 de chômeurs chez les *voyageurs et représentants de commerce*; moins de 1 p. 100 de chômeurs, travail peu satisfaisant chez les *voyageurs de commerce*; pas de changement chez les *placiers en fleurs et plumes*; 10 p. 100 de chômeurs chez les *dessinateurs du bâtiment*; 1 p. 100 de chômeurs chez les *chauffeurs, conducteurs, mécaniciens, automobilistes*; 1 p. 100 de chômeurs, 72 heures, chez les *chauffeurs, mécaniciens, électriciens et automobilistes de France*; pas de chômeurs, 54 heures, chez les *porteurs des halles et marchés*; 7 p. 100 de chômeurs chez les *travailleurs des transports et manutentions*; pas de chômeurs chez les *forts aux farines*.

10 p. 100 de chômeurs chez les *manœuvres industriels*; 12 p. 100 de chômeurs chez les *laveurs de voitures*; pas de chômeurs, 72 heures, chez les *coiffeurs*; 1 p. 100 de chômeurs chez les *gens de maison français des deux sexes*; 30 p. 100 de chômeurs chez les *gens de maison* (le ménage); 12 p. 100 de chômeurs chez les *gens de maison* (l'abeille); travail satisfaisant chez les *machinistes*; travail moins abondant chez les *préparateurs en pharmacie*; 27 p. 100 de chômeurs chez les *garde-malades*; travail plus abondant chez les *instituteurs privés*; pas de chômeurs dans l'*enseignement libre*; pas de chômeurs de l'*enseignement privé*; travail moins abondant chez les *afficheurs*; 10 p. 100 de chômeurs chez les *artistes musiciens*.

A Alfortville, pas de chômeurs, 60 à 72 heures, chez les *ouvriers en pompes*.

A Sceaux, 15 p. 100 de chômeurs, 66 heures, chez les *blanchisseurs* de Paris et du département de la Seine.

A Saint-Denis, 26 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *graveurs sur bois pour impressions*.

74. — Seine-Inférieure. — A Rouen, pas de chômeurs, 72 heures, chez les *terrassiers-carriers*, 2 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*; pas de chômeurs, 60 heures, dans l'*industrie cotonnière*; 12 p. 100 de chômeurs, 66 heures, chez les *charpentiers*; 6 p. 100 de chômeurs, 50 heures, chez les *tonneliers*; travail satisfaisant chez les *parqueteurs*, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *chaudronniers*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *chefs d'équipe des ports*; pas de chômeurs chez les *employés de commerce et d'industrie*; 2 p. 100 de chômeurs chez les *voyageurs et représentants de commerce*; pas de chômeurs chez les *musiciens*.

Au Havre, 10 p. 100 de chômeurs chez les *pêcheurs et marins du commerce*; pas de chômeurs chez les *boulangers*; 35 p. 100 de chômeurs chez les *maîtres d'hôtel et garçons navigateurs de port*; pas de chômeurs chez les *employés de restaurant navigateur*; 1 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*; 7.2 p. 100 de chômeurs, 48 heures, chez les *voiliers*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *tailleurs et scieurs de pierres*; 13 p. 100 de chômeurs chez les *capitaines au cabotage*; travail un peu plus abondant chez les *cochers*; pas de chômeurs chez les *dessinateurs*; 33 p. 100 de chômeurs, 24 heures, chez les *charbonniers déchargeurs et chargeurs de navires*; 18 p. 100 de chômeurs, 48 heures, chez les *journaliers des docks*; pas de chômeurs chez les *aides en pharmacie*; travail plus abondant chez les *chauffeurs conducteurs*.

A Bolbec, pas de chômeurs, 50 heures, chez les *cotonniers*.

A Dieppe, 5 p. 100 de chômeurs, 60 heures, dans le *bâtiment*; pas de chômeurs chez les *employés de commerce*; 35 p. 100 de chômeurs, 57 heures, chez les *dockers*.

A Fécamp, 25 p. 100 de chômeurs, 40 heures, chez les *ouvriers du port*.

Chez les *verriers*: travail satisfaisant à Incheville, pas de chômeurs à Nesle-Normandeuse, (15 à 20 heures seulement chez les similaires verriers); pas de chômeurs à Romesnil (7 p. 100 chez les *boucheurs à l'émeri*); travail peu satisfaisant à Rétonval.

75. — Seine-et-Marne. — A La Ferté-sous-Jouarre, pas de chômeurs, 72 heures, chez les *maçons*.

A Château-Landon, pas de chômeurs, 71 heures, chez les *tailleurs de pierre*.

A Lagny (Montévrain), pas de chômeurs, chez les *typographes*.

A Lizy-sur-Ourcq, pas de chômeurs chez les *ouvriers agricoles*.

A Meaux, 17 p. 100 de chômeurs chez les *boulangers*; pas de chômeurs, 60 heures, au syndicat mellois de l'industrie du livre.

A Melun, pas de chômeurs, 65 heures, chez les *métallurgistes*.

A Messy, travail plus abondant chez les *ouvriers agricoles*.

A Montereau, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *faïenciers*.

A Montargis, pas de chômeurs chez les *ouvriers agricoles*.

A Nemours, travail très mauvais chez les *diamantaires*.

A Thieux, pas de chômeurs chez les *ouvriers agricoles*.

76. — Seine-et-Oise. — A Versailles, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *charpentiers*; pas de chômeurs chez les *cochers*; 2 p. 100 de chômeurs chez les *employés*; pas de chômeurs chez les *coiffeurs*.

A Chaville, pas de chômeurs, 54 heures, chez les *maçons*.

A Chevreuse, pas de chômeurs, 54 heures, chez les *carriers*.

A Corbeil, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *meuniers*.

A Étampes, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *typographes*; pas de chômeurs chez les *mouleurs*.

A Mantes, pas de chômeurs, 60 heures, dans l'industrie du livre.

A Méry-sur-Oise, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *carriers*.

A Orsay, pas de chômeurs, 68 heures, dans le bâtiment.

Au Pecq, pas de changement chez les *typographes*.

A Pontoise, 35 p. 100 de chômeurs chez les *boulangers*.

77. — Sèvres (Deux-). — A Niort, pas de chômeurs, 54 heures, chez les *typo-lithographes*; à Parthenay, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *sieurs mécaniciens*; pas de chômeurs chez les *employés*.

A Saint-Jean-de-Thouars, pas de chômeurs, 72 heures, chez les *tailleurs de pierres*.

A Bressuire, pas de chômeurs, 72 heures, dans le bâtiment.

78. — Somme. — A Amiens, pas de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*; 2 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *lithographes*; pas de chômeurs, 54 heures, chez les *ouvriers de l'habillement et du campement*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *ouvriers de l'ameublement*; pas de chômeurs, 54 heures, chez les *serruriers*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *bijoutiers*; pas de chômeurs, 66 heures, chez les *cimentiers*; 3 p. 100 de chômeurs chez les *employés*.

A Abbeville, 7 p. 100 de chômeurs chez les *commis aux écritures et employés de commerce*.

79. — Tarn. — A Albi, 48 heures chez les *mineurs*; 32 p. 100 de chômeurs chez les *boulangers*; 21 p. 100 de chômeurs, 35 à 40 heures, chez les *chapeliers-appropriateurs*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *charpentiers*; 3 p. 100 de chômeurs, 60 heures, dans le bâtiment; 5 p. 100 de chômeurs, 56 heures, chez les *maçons*; travail satisfaisant chez les *terrasiers et manœuvres*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *ouvriers en chaux et ciments*.

A Carmaux, pas de changement dans l'habillement; pas de changement chez les *ouvriers menuisiers-ébénistes*; pas de changement dans le bâtiment; pas de changement chez les *employés*.

A Castres, pas de chômeurs, 72 heures, chez les *boulangers*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *menuisiers-ébénistes*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *métallurgistes*; pas de chômeurs, 50 heures, chez les *sculpteurs*.

A Graulhet, 35 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *moutonniers*.

A Mazamet, plus de 50 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *mégissiers*, 2 p. 100 de chômeurs, 55 à 60 heures, chez les *fileurs*; pas de changement chez les *menuisiers-ébénistes*; 10 p. 100 de chômeurs, 55 heures, dans le bâtiment; pas de chômeurs, 50 heures, chez les *maçons et cimentiers*; pas de chômeurs, chez les *charretiers-camionneurs*.

A Rabastens, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *maçons et charpentiers*.

A Saint-Amans-Soult, 50 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *délinquants*.

80. — Tarn-et-Garonne. — A Montauban, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *typo-lithographes*.

81. — Var. — A Toulon, 17 p. 100 de chômeurs, 84 heures, chez les *boulangers*; 35 p. 100 de chômeurs chez les *tailleurs de pierres*; 7 p. 100 de chômeurs chez les *employés*.

A la Garde, 9 p. 100 de chômeurs, 60 heures, dans le *bâtiment*.

A Saint-Zacharie, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *potiers*.

A la Seyne, même situation chez les *marins et pêcheurs*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *métallurgistes*.

82. — Vaucluse. — A Avignon, pas de chômeurs, chez les *typographes*; 14 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *imprimeurs*; travail moins abondant, 54 heures, dans l'*habillement*; 8 p. 100 de chômeurs, 95 heures, chez les *charretiers*.

A Bollène, travail satisfaisant, 48 à 60 heures, chez les *mineurs*.

A Orange 17 p. 100 de chômeurs, 72 heures, chez les fabricants de *balais*.

A Villeneuve-sur-Avignon, 8 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *tanneurs-corroyeurs*.

83. — Vendée. — A la Roche-sur-Yon, 54 heures, chez les ouvriers *typographes*; pas de chômeurs, 66 heures, chez les *charpentiers et menuisiers*; pas de chômeurs, 66 heures, dans le *bâtiment*.

A Faymoreau, pas de chômeurs, 64 heures, chez les *mineurs*.

A Fontenay-le-Comte, travail satisfaisant, 60 heures, chez les *typographes*.

Aux Sables-d'Olonne, pas de chômeurs, 60 heures, chez les ouvriers *boitiers*.

Chez les *tisserands*, 16 p. 100 aux Epesses; chômage général à Saint-Laurent-sur-Sèvre; pas de chômeurs 48 à 60 heures, à Saint-Malo-du-Bois.

A Mervent, pas de chômeurs, 84 heures, chez les *forestiers*.

84. — Vienne. — A Poitiers, pas de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*.

A Châtellerault, pas de chômeurs chez les *boulangers*; 20 p. 100 de chômeurs, 36 à 42 heures, chez les *maréchaux ferrants*.

A Chauvigny, travail moins abondant, 72 heures, chez les *carriers*; pas de chômeurs chez les *cordonniers*.

85. — Vienne (Haute-). — A Limoges, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *imprimeurs-conducteurs-typographes*; pas de chômeurs, 40 à 50 heures, dans l'*habillement*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *carrossiers*; pas de chômeurs, 66 heures, chez les *peintres*; 17 p. 100 de chômeurs, 30 heures, chez les *choisisseurs et emballeurs de porcelaine*; 80 p. 100 de chômeurs, 15 à 25 heures, chez les employés aux *mouffes dits crématoires*; 31 p. 100 de chômeurs, 48 heures, chez les ouvrières *porcelainnières*; pas de chômeurs chez les *coiffeurs*; pas de chômeurs chez les *musiciens*.

Au Dorat, pas de chômeurs chez les *maçons*.

A Dournazac, chômage chez les *feuillassiers*.

A Saint-Léonard, pas de chômeurs chez les *mérandiers et feuillassiers*.

86. — Vosges. — A Epinal, pas de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*.

A Jubainville, pas de chômeurs, 48 heures, chez les ouvriers de l'*aiguille*.

A Remiremont, pas de chômeurs chez les *employés*.

A Saint-Dié, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *mouleurs*.

A Saulxures-sur-Moselle, pas de chômeurs, 66 heures, chez les *carriers*.

A Anould, pas de chômeurs, 60 heures, chez les ouvriers des *papeteries*.

Chez les ouvriers *textiles*: pas de chômeurs à Châtel-sur-Moselle, à Fresse-sur-Moselle, 1 p. 100 de chômeurs à Moyenmoutier; pas de chômeurs à Remiremont; 15 p. 100 de chômeurs à Saint-Dié, pas de chômeurs à Saint-Léonard; travail satisfaisant au Thillot.

87. — Yonne. — A Auxerre, 3 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*. A Sens, 1 p. 100 de chômeurs, 66 heures, chez les *métallurgistes*; 16 p. 100 de chômeurs, 70 heures, chez les *maçons*.

Chez les *bâcherons*: pas de chômeurs à Fontenailles-sous-Andryes, à Lavau, à Mézilles, à Moutiers, aux Ormes; à Saint-Fargeau, à Saint-Martin-des-Champs, à Saint-Privé, 30 à 40 p. 100 de chômeurs à Saint-Sauveur-en-Puisaye; pas de chômeurs à Septfonds.

88. — Algérie. — A Alger, 11 p. 100 de chômeurs chez les *marins et pêcheurs*; pas de chômeurs chez les *employés en quincaillerie*.

A Constantine, 15 p. 100 de chômeurs chez les *boulangers*; pas de chômeurs chez les *cuisiniers, pâtisseries et charcutiers*; 6 p. 100 de chômeurs chez les *typographes*; 25 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *tailleurs de pierres*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *terrasiers, carriers, mineurs*; 9 p. 100 de chômeurs chez les *maçons, plâtriers et cimentiers*; 40 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *tailleurs d'habits*; 12 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *ouvriers en métaux*; pas de chômeurs chez les *peintres*; 10 p. 100 de chômeurs, 72 heures, chez les *lescochers et charretiers*; pas de chômeurs, 72 heures, chez les *employés de commerce*.

Commerce extérieur de la France. — Tableau des importations et exportations pendant les sept premiers mois de 1908 :

	1908.	1907.	AUGMENTATIONS en 1908.	DIMINUTIONS en 1908.
	1,000 francs.	1,000 francs.	1,000 francs.	1,000 francs.
IMPORTATIONS.				
Objets d'alimentation.....	530,665	580,208	"	49,543
Matières nécessaires à l'industrie.....	2,258,031	2,432,160	"	147,129
Objets fabriqués.....	669,508	653,496	16,012	"
TOTAUX.....	3,485,204	3,665,864	16,012	196,672
DIMINUTION en 1908.....				180,660
EXPORTATIONS.				
Objets d'alimentation.....	396,328	407,188	"	10,860
Matières nécessaires à l'industrie.....	825,446	883,503	"	58,057
Objets fabriqués.....	1,512,128	1,744,098	"	231,970
Colis postaux..... ⁽¹⁾	244,981	232,910	12,071	"
TOTAUX.....	2,978,883	2,267,699	12,071	300,887
DIMINUTION en 1908.....				288,816

Recettes des chemins de fer (SEPT GRANDS RÉSEAUX). — 960,324,700 francs du 1^{er} janvier au 12 août 1908 contre 947,658,600 francs pendant la période correspondante de 1907, soit une augmentation de 47,658,600 francs.

⁽¹⁾ Dont 21,738,000 francs pour les colis postaux contenant des tissus de soie ou de bourre de soie. Le chiffre correspondant de 1907 a été de 23,358,000 francs.

Prix courants d'un certain nombre de marchandises sur la place de Paris (sauf indication contraire):

	Cours fin du mois de	
	Juill. 1908.	Août 1908.
Sucre br., blanc n° 3, les 100 kilogr., cour ^t	31 ^t 12	29 ^t 60
Alcool 90 deg., l'hectol., cour ^t	"	46 75
Huile de colza brute dispon., les 100 kilogr.	"	76 25
Huile de lin dispon., les 100 kilogr.	55 00	58 50
Suif de la boucherie de Paris, les 100 kilogr. (en pains).....	68 25	69 50
Cotons (au Havre), les 50 kilogr., cour ^t	"	63 00
Laines en suint (au Havre), les 100 kilogr., cour ^t	"	134 00
Soies grêges Cévennes, 2 ^e qual. (à Lyon), le kilogr.	"	"
Cuivre en lingots, les 100 kilogr. mixtes (1 ^{re} classe).....	156 00	163 00
Étain Banka, <i>idem.</i>	355 00	365 00
Plomb, livr. à Paris, <i>idem.</i>	38 75	40 00
Zinc, bonnes marques, <i>idem.</i>	52 00	55 00
Blé à Paris, les 100 kilogr. mixtes (1 ^{re} classe).....	22 87	22 60
Viande (bœuf), moyenne des 3 qualités, la Villette, le kilogramme..	"	1 60
— veau, <i>idem.</i>	"	2 03
— mouton, <i>idem.</i>	"	2 03
— porc, <i>idem.</i>	"	1 75

MOUVEMENT SYNDICAL.

Pendant le mois de juillet 1908, le Ministère du Travail et de la Prévoyance sociale a été avisé de la création de :

- 47 syndicats patronaux comptant 2441 membres;
- 58 syndicats ouvriers comptant 4,883 membres;
- 1 syndicat mixte comptant 75 membres;
- 3 unions de syndicats patronaux;
- 1 union de syndicats ouvriers;
- 1 bourse du travail;

et de la dissolution de :

- 16 syndicats patronaux comptant 236 membres;
- 35 syndicats ouvriers comptant 3,697 membres;
- 1 union de syndicats patronaux;
- 3 unions de syndicats ouvriers.

Les nouvelles associations signalées ont été fondées :

8 en juillet, 11 en juin, 18 en mai, 9 en avril, 5 en mars, 8 en janvier et 52 antérieurement au 1^{er} janvier 1908. Total : 111.

A. — CRÉATION DE SYNDICATS, D'UNIONS DE SYNDICATS ET DE BOURSES DU TRAVAIL.

(La date entre crochets {} est celle de la création du syndicat.)

1° SYNDICATS PATRONAUX.

Ain [17 mars 1908]. — Syndicat régional des patrons **coiffeurs** de Châtillon-sur-Chalaronne (9 membres). Siège social : mairie, CHÂTILLON-SUR-CHALARONNE.

Drôme [20 mai 1908]. — Chambre syndicale du commerce en gros des **vins**, spiritueux et liqueurs des départements de la Drôme et de l'Ardèche (80 membres). Siège social : boulevard Bancel-Sud, 3. VALENCE.

Garonne (Haute-) [2 janvier 1907]. — Syndicat des marchands de **bois** (13 membres). Siège social : Arcades du Capitole, 12, TOULOUSE. — [12 novembre 1907]. — Syndicat des **dentistes** du Midi (29 membres). Siège social : rue de Rémusat, 46. TOULOUSE. — [2 janvier 1907]. — Syndicat des fabricants de **meubles** (14 membres). Siège social : Arcades du Capitole, 12, TOULOUSE. — [1^{er} juillet 1907]. — Syndicat des marchands et marchandes de **quatre-saisons** (à la baladeuse) de la ville de Toulouse (130 membres). Siège social : Bourse du travail, TOULOUSE. — [30 novembre 1907]. — Chambre syndicale des **teinturiers** de Toulouse et de la région (48 membres). Siège social : rue des Amidonniers, 11. TOULOUSE.

Gers [13 avril 1905]. Sydicat **médical** du Gers (2 membres). Siège social : rue de Lorraine, 21. AUCH. — [1^{er} janvier 1908]. — Syndicat professionnel des **maréchaux ferrants** de Mauvezin et environs (8 membres). Siège social : rue Thiers, MAUVEZIN.

Gironde [5 juin 1908]. — Chambre syndicale des négociants **importateurs** de Bordeaux et de la Gironde (19 membres). Siège social : Cours de Gourgue, 3, BORDEAUX.

Hérault [1^{er} juillet 1908]. — Syndicat des maîtres **maréchaux** de Montpellier (16 membres). Siège social : café des 4-saisons, MONTPELLIER.

Ille-et-Vilaine [1^{er} juillet 1908]. — Chambre syndicale des patrons **maréchaux** de Rennes (11 membres). Siège social : Hôtel-de-ville, RENNES.

Indre [3 mars 1907]. — Chambre syndicale des entrepreneurs de travaux publics et de **bâtiments** du département de l'Indre (120 membres). Siège social : place Saint Cyran, 4, CHÂTEAUX-ROUX. — [29 juillet 1907]. — Syndicat des **charcutiers** de Châteaurox (10 membres). Siège social : Place Gambetta, 3, CHÂTEAUX-ROUX. — [24 novembre 1907]. — Syndicat des **huileries** du Berry (15 membres). Siège social : Place du marché-aublé, 3, CHÂTEAUX-ROUX. — [21 janvier 1907]. — Association des **laitiers** de Châteaurox et des environs (45 membres). Siège social : Hôtel-de-Ville, CHÂTEAUX-ROUX. — [27 septembre 1906]. — Chambre syndicale de la **boulangerie** de Châtillon-sur-Indre et la banlieue (19 membres). Siège social : CHÂTILLON-SUR-INDRE.

Indre-et-Loire [2 juin 1908]. — Syndicat mixte de la **boucherie** et de la charcuterie de Châteaurenault (14 membres). Siège social : place de l'Hôtel-de-Ville, CHÂTEAURENAULT.

Jura [2 1906]. — Chambre syndicale des entrepreneurs et industriels du **bâtiment** de l'arrondissement de Dôle (38 membres). Siège social : café de la Paix, Dôle.

Landes [27 janvier 1906]. Syndicat de la **boucherie** de la ville de Mont-de-Marsan (9 membres). Siège social : café du Commerce, MONT-DE-MARSAN.

Loir-et-Cher [20 mai 1905]. — Syndicat des agents généraux des compagnies et sociétés françaises d'**assurances** du département de Loir-et-Cher à primes fixes et mutuelles, contre l'incendie, la grêle, les accidents sur la vie et autres risques (28 membres). Siège social : Hôtel-de-ville, Blois. — [1^{er} mars 1907]. — Syndicat de la **boulangerie** de l'arrondissement de Blois (90 membres). Siège social : Place de la République, 1, Blois.

Loire [26 novembre 1907]. — Syndicat de la **boulangerie** de Feurs et des environs (12 membres). Siège social : rue du Palais, 1, FEURS. — [29 octobre 1901]. — Syndicat professionnel des **bouchers** de la ville de Roanne (60 membres). Siège social : rue Georges-Ducarre, 3, ROANNE. — [1^{er} août 1907]. — Syndicat des **buandiers**, patrons de lavoirs et bateaux-lavoirs de Roanne, du Coteau et de Riorges (24 membres). Siège social : rue du Rossignol, 23, ROANNE. — [28 avril 1907]. — Syndicat des **limonadiers**, hôteliers et restaurateurs de la ville de Roanne et de l'arrondissement (39 membres). Siège social : rue Nationale, 90, ROANNE. — [1^{er} février 1907]. — Chambre syndicale des fabricants de **limonades**, entrepositaires de bières, marchands d'eaux minérales de la ville de Saint-Étienne (17 membres). Siège social : rue Saint-Jean, 4, SAINT-ÉTIENNE. — [?]. — Chambre syndicale des entrepreneurs de **plâtrerie-peinture** de la ville de Saint-Étienne (36 membres). Siège social : Place de l'Hôtel-de-ville, 5, SAINT-ÉTIENNE. — [13 novembre 1907]. — Syndicat professionnel des maîtres **trapiers** de la ville de Saint-Étienne (10 membres). Siège social : Place du Peuple, 6, Saint-Étienne.

Loiret [23 mai 1908]. — Syndicat des marchands de **Salines** marée et huîtres d'Orléans et du Loiret (8 membres). Siège social : Chambre de commerce, ORLÉANS.

Meurthe-et-Moselle [2 mars 1908]. — Syndicat des **cafetiers**, limonadiers, marchands de vins, maîtres d'hôtels et restaurateurs de Lunéville et de l'arrondissement (2 membres). Siège social : café du Midi, LUNÉVILLE.

Nord [1^{er} mai 1908]. — Chambre syndicale des négociants en **chiffons** de la région du Nord (8 membres). Siège social : rue du Vieux-Marché-aux-Poulets, 16, LILLE.

Puy-de-Dôme [8 avril 1908]. — Chambre syndicale des **carrossiers**, charrons,

selliers, bourreliers, peintres et des industries se rattachant à la voiture de la ville de Clermont-Ferrand et du département du Puy-de-Dôme (15 membres). Siège social : café Delille, CLERMONT-FERRAND.

Pyrénées (Basses-) [18 juin 1908]. — Syndicat régional de la graineterie (34 membres). Siège social : rue du 14-juillet, 4, PAU.

Rhône [1^{er} mai 1908]. — Chambre syndicale des maîtres **tonneliers** de Lyon (27 membres). Siège social : Place Morand, 4, LYON. — [16 décembre 1907]. — Chambre syndicale des entrepreneurs de **vitrierie** de Lyon et de la région lyonnaise (44 membres). Siège social : rue des Archers, 8, LYON.

Saône-et-Loire [1^{er} mai 1908]. Syndicat des **charcutiers** d'Autun (13 membres). Siège social : Hôtel-de-ville, AUTUN. — [8 mai 1908]. — Syndicat des **horticulteurs-maraîchers** de la région autunoise [42 membres]. Siège social : Hôtel-de-Ville, AUTUN.

Seine [2 juillet 1908]. — Syndicat des marchands du **carreau** du Temple et du Temple (80 membres). Siège social : rue Perrée, 3, PARIS. — [15 mai 1908]. — Syndicat central des négociants importateurs de **charbons** en France (43 membres). Siège social : rue de Londres, 20, PARIS. — [2 juillet 1908]. — « La France hôtelière » syndicat général des **hôteliers** et restaurateurs de Paris, des départements, des colonies et de l'étranger (1,817 membres). Siège social : rue de Beaujolais, 5, PARIS. — [11 juin 1908]. — Comité central des **meuniers** de France (50 membres). Siège social : rue du Louvre, 42, PARIS. — [2 avril 1908]. — Association professionnelle des directeurs de **théâtre** de province (52 membres). Siège social : rue Ernest Cresson, 8, PARIS. — [16 juin 1908]. — Chambre syndicale des **tissus** et fournitures générales du corset (9 membres). Siège social : rue Saint-Honoré, 163, PARIS.

Seine-Inférieure [2 1907]. — Syndicat des **laitiers** des environs d'Elbeuf (28 membres). Siège social : ELBEUF.

Vaucluse [26 mai 1908]. — Syndicat des gérants des débits de **tabacs** de Vaucluse (22 membres). Siège social : Place Carnot, 13, AVIGNON.

Oran [1^{er} mai 1908]. — Syndicat des entrepreneurs de **transports** d'Oran (23 membres). Siège social : rue Sidi-Snoussi, ORAN.

2° SYNDICATS OUVRIERS.

Ain [2 1907]. — Syndicat professionnel des ouvriers du **bâtiment** du canton d'Oyonnax (40 membres). Siège social : rue des Écoles, OYONNAX.

Aisne [1^{er} avril 1902]. — Chambre syndicale des ouvriers **vanniers** de Sissy et de la vallée de l'Oise (30 membres). Siège social : SISSY.

Aube [20 juin 1908]. — Syndicat des ouvriers en **chaussures** et des industries similaires de la ville de Troyes (60 membres). Siège social : Bourse du travail, TROYES.

Aude [24 mai 1908]. — Syndicat professionnel des ouvriers **maçons** (21 membres). Siège social : Place de la République, 15, LIMOUX.

Bouches-du-Rhône [1^{er} juillet 1908]. — Syndicat des **fossoyeurs** des cimetières de la ville de Marseille (30 membres). Siège social : boulevard Ruinat, 11, MARSEILLE.

Cher [2 mai 1908]. — Chambre syndicale des ouvriers en **toiles** peintes et cirées (35 membres). Siège social : Bourse du travail, BOURGES.

Creuse [29 mai 1908]. — Chambre syndicale des **tailleurs** de pierres du Compest (22 membres). Siège social : SAINT-PIERRE-LE-BOST.

Finistère [1^{er} mai 1906]. — Syndicat des ouvriers **mécaniciens** et parties similaires de Morlaix (36 membres). Siège social : Bourse du travail, MORLAIX.

Gard [26 décembre 1906]. — Syndicat des ouvrières **fileuses** en soie et similaires de Durfort (65 membres). Siège social : café de la Paix, rue Basse, DURFORT. — [7 novembre 1907]. — Association syndicale des **aides-pharmaciens** du Gard (34 membres). Siège social : café Gambirinus, NÎMES. — [1^{er} octobre 1900]. — Chambre syndicale des ouvriers **tanneurs** et corroyeurs (21 membres). Siège social : SAINT-HIPPOLYTE-DU-FORT.

Garonne (Haute-) [30 octobre 1907]. — Syndicat professionnel des ouvriers et employés du dépôt de matériel d'**artillerie** de Toulouse (30 membres). Siège social : Place Saint-Pierre, 11, TOULOUSE. — [28 décembre 1907]. — Union syndicale des **choristes** des théâtres de Toulouse (55 membres). Siège social : Bourse du travail, TOULOUSE.

Gironde [1^{er} juin 1908]. — Association syndicale des ouvrières des manufactures de **chaussures** de Bordeaux (50 membres). Siège social : rue de Lalande, 42, BORDEAUX. — [15 juillet 1908]. — Syndicat des ouvriers et employés **paveurs**, terrassiers, monteurs et parties similaires des sous-traitants des sociétés d'éclairage de Bordeaux (50 membres). Siège social : rue de Lalande, 42, BORDEAUX. — [24 juin 1906]. — Syndicat des **potiers** et similaires de Bordeaux et banlieue (29 membres). Siège social : Bourse du travail, BORDEAUX.

Ille-et-Vilaine [16 décembre 1907]. — Chambre syndicale des ouvriers du **bâtiment** de Dinard et environs (500 membres). Siège social : Justice de Paix, DINARD. — [2 mars 1906]. — Chambre syndicale des ouvriers **granitiers** et similaires de Louvigné-du-Désert et des environs (95 membres). Siège social : Mairie, LOUVIGNÉ-DU-DÉSERT. — [18 mai 1908]. — Chambre syndicale des **employés** de la maison Paris-Rennes (40 membres). — Siège social : Bourse du travail, RENNES. — [10 mai 1908]. — Chambre syndicale des ouvriers **maréchaux** de la ville de Rennes (33 membres). Siège social : Bourse du travail, RENNES. — [18 juin 1908]. — Association syndicale des ouvrières **mécaniciennes** et couturières employées à la confection des effets de literie ou autres effets du magasin central de Rennes (11 membres). Siège social : faubourg de Brest, 65, RENNES. — [1^{er} juin 1908]. — Syndicat des **peintres** en bâtiment (50 membres). Siège social : Bourse du travail, RENNES. — [7 juillet 1908]. — Syndicat des employés des **tramways** électriques de Rennes (72 membres). Siège social : Bourse du travail, Rennes. — [20 juillet 1908]. — Syndicat malouin du **Livre** (20 membres). Siège social : rue du Casino, SAINT-MALO. — [11 avril 1908]. — Chambre syndicale des ouvriers **peintres** des Trois-villes (120 membres). Siège social : maison Gérard, au Talard, SAINT-MALO. — [7 juillet 1907]. — Chambre syndicale des ouvriers du **port** de Saint-Malo-Saint-Servan (910 membres). Siège social : Grande Rue, 4, SAINT-MALO.

Indre [2 novembre 1906]. — Chambre syndicale des **employés de commerce** des deux sexes de la ville de Châteauroux (51 membres). Siège social : rue Grande, 116, CHÂTEAUX.

Jura [1^{er} janvier 1908]. — Syndicat ouvrier des **plâtriers-peintres** de Dôle (31 membres). Siège social : Bourse du travail, DÔLE. — [17 février 1907]. — Syndicat indépendant des **métallurgistes** de Fraisans (75 membres). Siège social : FRAISANS. — [2 juillet 1907]. — Syndicat des **manouvriers** et hommes de peine non qualifiés du canton de Morez (30 membres). Siège social : Hôtel-de-ville, MOREZ. — [2 1906]. — Syndicat régional indépendant pour la défense de l'industrie de l'article de Saint-Claude (603 membres). Siège social : rue de la Poyat, 36, SAINT-CLAUDE.

Landes [4 mars 1906]. — Syndicat des fermiers, métayers, **résiniers** et parties

similaires du Marensin (55 membres). Siège social : LALUQUE. — [1^{er} avril 1906]. — Chambre syndicale des **tailleurs de pierres** et maçons de la ville de Mont-de-Marsan (40 membres). Siège social : rue du Pégé, 37, MONT-DE-MARSAN.

Loire [11 mars 1908]. — Chambre syndicale des ouvriers du **bâtiment** de la ville de Firminy (82 membres). Siège social : Place du Marché, FIRMINY. — [1^{er} mai 1908]. — Chambre syndicale des ouvriers **ébénistes** de Firminy (29 membres). Siège social : Halle aux Grains, Firminy. — [1^{er} mai 1906]. — Chambre syndicale des ouvriers **plâtriers-peintres** de Firminy et environs (22 membres). Siège social : Halle aux Grains, FIRMINY. — [4 janvier 1900]. — Chambre syndicale des **aiguiseurs** et polisseurs de la ville de Saint-Etienne et des environs (110 membres). Siège social : Bourse du travail, SAINT-ETIENNE (reconstitution).

Loiret [19 mai 1908]. — Syndicat général des travailleurs du **gaz** et de l'éclairage électrique d'Orléans (120 membres). Siège social : Bourse du travail, ORLÉANS.

Nièvre [1^{er} avril 1908]. — Syndicat des ouvriers **bûcherons** et travaux similaires de Thianges (31 membres). Siège social : Mairie, THIANGES.

Nord [26 mai 1908]. — Chambre syndicale des **dessinateurs** et assimilés de l'arrondissement de Lille (20 membres). Siège social : rue de Bouvines, 16, LILLE. — [28 décembre 1907]. — Syndicat indépendant « les militants de la **textile** » de Roubaix. Siège social : rue du Collège, 15, ROUBAIX.

Puy-de-Dôme [2 janvier 1908]. — Chambre syndicale des travailleurs de l'**habillement** civil de Clermont-Ferrand (112 membres). Siège social : rue du Théâtre, CLERMONT-FERRAND.

Rhône [25 juin 1908]. — Syndicat des employés **limonadiers-restaurateurs** de la ville de Lyon (22 membres). Siège social : rue Tupin, 34, LYON. — [8 janvier 1908]. — Chambre syndicale des ouvriers **mineurs** et similaires de Sainte-Foy, Souzy et Saint-Genis-l'Argentière (112 membres). Siège social : SAINTE-FOY-L'ARGENTIERE.

Savoie (Haute-) [7 juillet 1908]. — Syndicat professionnel des **carrières** d'Allinges et de Lutty (20 membres). Siège social : ALLINGES.

Seine [28 juin 1908]. — Syndicat autonome des ouvriers **métallurgistes** de la Seine (50 membres). Siège social : rue Greneta, 37, PARIS. — [6 mars 1908]. — Syndicat **jaune** des ouvriers **métallurgistes** (40 membres). Siège social : rue Cherche-Midi, 41, PARIS.

Seine-Inférieure [14 mai 1908]. — Association amicale des **comptables** et employés de Fécamp (62 membres). Siège social : Hôtel-de-Ville, FÉCAMP. — [5 avril 1908]. — Chambre syndicale des ouvriers **scieurs de pierres** de Rouen et de la région (25 membres). Siège social : Bourse du travail, ROUEN.

Seine-et-Marne [5 janvier 1908]. — Syndicat des ouvriers du **bâtiment** (300 membres). Siège social : Hôtel-de-Ville, MELUN.

Seine-et-Oise [5 avril 1908]. — Syndicat des ouvriers du **bâtiment** du canton de Montmorency (83 membres). Siège social : ENGHEN. — [1^{er} avril 1908]. — Syndicat versaillais des **employés de commerce** et de l'industrie (18 membres). Siège social : rue Saint-Louis, 1, VERSAILLES. — [1^{er} avril 1908]. — Syndicat versaillais des **gens de maison** (femmes) (28 membres). Siège social : rue Saint-Louis, 1, VERSAILLES. — [1^{er} avril 1908]. — Syndicat versaillais de l'**habillement** (28 membres). Siège social : rue Saint-Louis, 1, VERSAILLES.

Vaucluse [1^{er} janvier 1908]. — Syndicat des ouvriers **balaitiers** de Caderousse (60 membres). Siège social : Casino Boissel, Grande Place, CADEROUSSE.

Tarn-et-Garonne [1^{er} mars 1906]. — Syndicat des **ouvriers chapeliers** et similaires de Caussade et région (45 membres). Siège social : CAUSSADE. — [17 juin 1906]. — Syndicat des **ouvriers tuiliers** de la ville de Moissac (8 membres). Siège social : Café Jean, MOISSAC. — [12 octobre 1906]. — Syndicat des **ouvriers boulangers** de Montauban et de la région (42 membres). Siège social : rue d'Élie, 4, MONTAUBAN.

3° SYNDICAT MIXTE.

Landes [2 février 1907]. — Association mixte **agricole** et forestière de la commune de Seignosse (75 membres). Siège social : SEIGNOSSE.

4° UNION DE SYNDICATS PATRONAUX.

Finistère [22 octobre 1907]. — Fédération des syndicats des négociants en **vins**, spiritueux et liqueurs du département du Finistère (2 syndicats adhérents). Siège social : rue Jean-Macé, 10, BREST.

Seine [9 janvier 1908]. — Fédération nationale des syndicats **horticoles** de France (33 syndicats adhérents). Siège social : rue Royale, 10, PARIS. — [8 décembre 1906]. — « La France hôtelière » Fédération nationale et internationale des **hôteliers** et restaurateurs de France, des colonies et de toute l'industrie hôtelière (28 syndicats adhérents). Siège social : rue de Beaujolais, PARIS.

6° BOURSE DU TRAVAIL.

Jura [12 janvier 1908]. — Bourse du travail de Dôle et la région (9 syndicats adhérents). Siège social : salle du Pasquier, DÔLE.

5° UNION DE SYNDICATS OUVRIERS.

Ille-et-Vilaine [2 juillet 1907]. — Fédération des syndicats de l'arrondissement de Saint-Malo (250 membres). Siège social : Maison Gérard, au Talard, SAINT-MALO.

B. — SYNDICATS DISSOUS.

(La date entre crochets [] est celle de la création du syndicat. La date de la dissolution n'est pas donnée, parce que l'inactivité du syndicat est souvent le seul indice de sa disparition.)

1° SYNDICATS PATRONAUX.

Garonne (Haute-) [6 mai 1899]. — Syndicat des agents généraux d'**assurances** contre l'incendie de Toulouse (12 membres). Siège social : rue du Taur, 2, TOULOUSE. — [8 février 1894]. — Syndicat des patrons de l'**ébénisterie** et de la menuiserie artistique de Toulouse (19 membres). Siège social : rue des Arts, 12, TOULOUSE.

Ille-et-Vilaine [28 janvier 1901]. — Syndicat des marchands **forains** d'Ille-et-Vilaine (28 membres). Siège social : Hôtel-de-Ville, RENNES.

Indre [15 juin 1904]. — Syndicat de la **boucherie** de la ville de Châteauroux, de l'arrondissement de Châteauroux et des communes circonvoisines (2 membres). Siège social : rue Victor-Hugo, 27, CHÂTEAUXROUX. — [1^{er} septembre 1892]. — Chambre syndicale de la

boulangerie des cantons d'Issoudun (25 membres). Siège social: boulevard Baron, 12, ISSOUDUN.

Indre-et-Loire [4 mai 1908]. — Syndicat des **laiteries** industrielles de la Touraine (2 membres). Siège social: place du Palais, 7, TOURS. — [3 novembre 1884]. — Union des fabricants de **papiers** de France (12 membres). Siège social: Hôtel des Faisans, TOURS. [22 novembre 1907]. — Chambre syndicale des négociants en **quincaillerie** en fers et en métaux du département d'Indre-et-Loire (28 membres). Siège social: Palais du Commerce, TOURS.

Jura [30 août 1906]. — Chambre syndicale de la **boulangerie** de la ville et du canton de Morez (19 membres). Siège social: MOREZ. — [2 avril 1906]. — Syndicat des fabricants de **tournebroches** de Morez et des environs (8 membres). Siège social: Hôtel-de-Ville, MOREZ.

Loire [15 juin 1905]. — Syndicat des **serruriers en bâtiment** (15 membres). Siège social: Halle aux Grains, CHAMBRON-FEUGEROLLES. — [31 décembre 1903]. — Syndicat de la **charcuterie** montbrisonnaise et de l'arrondissement (21 membres). Siège social: Hôtel-de-Ville, MONTBRISON. — [1^{er} janvier 1889]. — Chambre syndicale de la **boulangerie** de la Ricamarie et les environs (12 membres). Siège social: maison Escoffier, rue Gambetta, LA RICAMARIE. — [30 mars 1905]. — Syndicat des entrepreneurs et commerçants en tous travaux et articles **funéraires** patentés et établis à Saint-Étienne (17 membres). Siège social: café Lhoste, place de la Croix, SAINT-ÉTIENNE. — [29 octobre 1906]. — Chambre syndicale du **papier** peint de la Loire (6 membres). Siège social: rue de la République, 27, SAINT-ÉTIENNE.

Seine [15 mars 1906]. — Fédération agricole nationale des **coopératives** françaises de production et de vente (12 membres). Siège social avenue des Champs-Élysées, 21, PARIS. 8^e.

2° SYNDICATS OUVRIERS.

Gard [2 juillet 1906]. — Association syndicale des ouvriers **tonneliers** (23 membres). Siège social: SUMÈNE.

Garonne (Haute-) [4 novembre 1899]. — Syndicat des dames de l'équipement militaire de Toulouse, section de l'**habillement** (120 membres). Siège social: Bourse du travail, TOULOUSE. — [22 juillet 1904]. — Syndicat des employés d'**hôtels**, restaurateurs et parties similaires de la ville de Toulouse (81 membres). Siège social: café Jacques, place Lafayette, TOULOUSE. — [25 septembre 1904]. — Chambre syndicale des ouvrières **tricotées** de Toulouse (60 membres). Siège social: Bourse du travail, TOULOUSE.

Gers [13 avril 1904]. — Chambre syndicale des **charretiers** d'Auch (28 membres). Siège social: Bourse du travail, AUCH. — [1^{er} décembre 1904]. — Chambre syndicale des ouvriers **ferblantiers-zingueurs** et fumistes de la ville d'Auch (22 membres). Siège social: Bourse du travail, AUCH. — [10 décembre 1904]. — Chambre syndicale des ouvriers **municipaux** de la ville d'Auch (17 membres). Siège social: Bourse du travail, AUCH.

Ille-et-Vilaine [10 juillet 1904]. — «L'Union corporative» syndicat libre des corporations du **bâtiment** (15 membres). Siège social: Bourse du travail, FOUGÈRES.

Indre [1^{er} janvier 1903]. — Syndicat **typographique** et des parties similaires de Buzançais (28 membres). Siège social: rue des Ponts, BUZANÇAIS. — [30 novembre 1905]. — Chambre syndicale des ouvriers et ouvrières en **chapellerie** et parties similaires d'Issoudun (18 membres). Siège social: Bourse du travail, ISSOUDUN. — [2 octobre 1904]. — Syndicat des **chemisières** et parties similaires de Niherme (40 membres). Siège social: NIHERME. — [8 mars 1902]. — Syndicat des **porcelainiers** et parties similaires de Villedieu-de-l'Indre (8 membres). Siège social: salle Potier, VILLEDIEU-DE-L'INDRE.

Indre-et-Loire [22 mars 1906]. — Chambre syndicale ouvrière des **bouchers**, tripiers et boyaudiers de Tours et du département d'Indre-et-Loire (15 membres). Siège social : Bourse du travail, TOURS. — [26 janvier 1897]. — Union syndicale des ouvriers **galochiers**, sabotiers et monteurs (25 membres). Siège social : Bourse du travail, TOURS.

Jura [27 avril 1903]. — Syndicat des ouvriers **manœuvres** de Salins (29 membres). Siège social : Hôtel-de-Ville, SALINS.

Landes [1^{er} juin 1906]. — Syndicat des ouvriers de toute nature employés dans l'exploitation des **bois** de pins ou autres en usine et en forêt (34 membres). Siège social : MIMIZAN. — [11 novembre 1905]. — Chambre syndicale des ouvriers **menuisiers-ébénistes** et parties similaires de la ville de Mont-de-Marsan (24 membres). Siège social : rue Lacataye, 11, MONT-DE-MARSAN. — [10 avril 1906]. — Syndicat des **résiniers** de Saint-Geours-de-Maremne (75 membres). Siège social : SAINT-GEOURS-DE-MAREMNE. — [20 juin 1906]. — Syndicat des ouvriers **résiniers** de Saint-Paul-Les-Dax (71 membres). Siège social : quartier de Lesserie, SAINT-PAUL-LES-DAX. — [1^{er} janvier 1906]. — Syndicat des **résiniers** du Marensin (13 membres). Siège social : SCORTS. — [1^{er} mai 1906]. — Syndicat des ouvriers de toute nature employés dans l'exploitation des **bois** de pins autres en usine ou en forêt (55 membres). Siège social : SOUSSENS.

Loire [8 avril 1900]. — Chambre syndicale professionnelle des ouvriers **métallurgistes** et similaires de Firminy et communes limitrophes (1418 membres). Siège social : rue Verdier, 38, FIRMINY. — [28 août 1906]. — Chambre syndicale des ouvriers **coiffeurs** de Roanne et du Coteau (25 membres). Siège social : Bourse du travail, ROANNE. — [13 février 1906]. — Syndicat des ouvriers **gaziers** de Roanne et du Coteau (16 membres). Siège social : Bourse du travail, ROANNE. — [16 septembre 1893]. — Chambre syndicale des ouvriers **métallurgistes** et similaires de l'arrondissement de Roanne (57 membres). Siège social : Bourse du travail, ROANNE. — [23 octobre 1880]. — Chambre syndicale des **plâtriers-peintres** (42 membres). Siège social : ROANNE. — [27 février 1904]. — Syndicat professionnel des ouvriers **plombiers-zingueurs** des villes de Roanne et de Coteau (25 membres). Siège social : Bourse du travail, ROANNE. — [7 août 1906]. — Syndicat des ouvriers **pâtisseries**, confiseurs, chocolatiers, biscuitiers et similaires de la région (87 membres). Siège social : Bourse du travail, SAINT-ÉTIENNE. — [22 novembre 1891]. — Chambre syndicale des ouvriers **mineurs** de Saint-Jean-Bonnefonds (23 membres). Siège social : SAINT-JEAN-BONNEFOND.

Pas-de-Calais [1^{er} novembre 1906]. — Chambre syndicale des ouvriers **coiffeurs** de Boulogne-sur-Mer (30 membres). Siège social : Bourse du travail, BOULOGNE-SUR-MER. — [1^{er} mars 1904]. — Syndicat fraternel des **marins**, pêcheurs, chauffeurs, soutiers et professions similaires, inscrits maritimes de Boulogne-sur-Mer (933 membres). Siège social : Bourse du travail, BOULOGNE-SUR-MER.

Seine [2 mai 1891]. — Chambre syndicale des ouvriers **parqueteurs** sur bitume du département de la Seine (37 membres). Siège social : Bourse du travail, PARIS, (a fusionné avec la chambre syndicale des ouvriers parqueteurs du département de la Seine). — [2]. — Syndicat des ouvriers **selliers** brides, articles d'écurie et colliers de chiens (38 membres). Siège social : rue Albony, 49, PARIS. — [2]. — Société d'appui mutuel des ouvriers **selliers-harnacheurs** et parties similaires de la Seine (95 membres). Siège social : Bourse du travail, PARIS.

Tarn-et-Garonne [17 août 1899]. — Syndicat des ouvriers **boulangers** de Montauban (70 membres). Siège social : café du Sport, place de la Halle, MONTAUBAN.

3^e UNION DE SYNDICATS PATRONAUX.

Seine [2 avril 1902]. — Fédération des industries del a **mode** 8 syndicats adhérents). Siège social : rue d'Aboukir, 135 PARIS.

4° UNIONS DE SYNDICATS OUVRIERS.

Ille-et-Vilaine [10 juillet 1906]. — Union fédérative des syndicats ouvriers du bâtiment de Fougères (4 syndicats adhérents). Siège social : Bourse du travail, FOUGÈRES.

Seine [2 septembre 1904]. — Fédération départementale des syndicats des employés contrôleurs des transports en commun de Paris et du département de la Seine (3 syndicats adhérents). Siège social : quai du Louvre, 30, PARIS. — [26 juillet 1905]. — Fédération des syndicats et groupements indépendants de la Seine (2 syndicats adhérents). Siège social : rue Turbigo, 75, PARIS.

ERRATA.

Dans le numéro de juin 1908, page 533, 31^e ligne, et page 601, 28^e ligne, *lire* : « Millau » au lieu de : « Rodez ».

Dans le même numéro, page 599, 15^e et 16^e lignes, à partir de : « Dans le tissage. . . » rétablir la phrase comme suit : « Dans un tissage de la ville [Remiremont] qui passe pour le mieux payé, la journée courante est de 1 fr. 75 à 2 francs ».

Le Rédacteur en Chef du Bulletin, Gérant,

CH. PICQUENARD.

PUBLICATIONS DE LA DIRECTION DU TRAVAIL

(Les volumes épuisés sont marqués d'un astérisque [*].)

I. — CONSEIL SUPÉRIEUR DU TRAVAIL.

1 ^{re} SESSION (1891). — * <i>Compte rendu. — Rapports</i> : Bureaux de placement (M. Thévenot). — Protection des salaires (M. Martelin). — Création d'un office du travail (M. Keufer). — 1 in-4°, 200 p.	2 fr. 25
2 ^e SESSION (1892). — * <i>Compte rendu. — Rapports</i> : Organisation du crédit populaire (MM. Labeyrie et Delahaye). — Sociétés coopératives de crédit (M. Lyon-Caen). — Habitations ouvrières (M. Siegfried). — Musée d'économie sociale (M. Linder). — Règlements d'atelier (M. Keufer). — Pétition des typographes de Lyon. — 1 in-4°, 252 p.	3 francs.
3 ^e et 4 ^e SESSIONS (déc. 1893-janv. 1894). — * <i>Compte rendu. — Rapport</i> sur l'organisation du crédit populaire (M. Many). — 1 in-4°, 341 p.	3 fr. 30.
5 ^e SESSION (1895). — * <i>Compte rendu. — Rapport</i> sur la création de chambres de travail (M. Depasse). — 1 in-4°, 165 p.	2 fr. 25.
6 ^e SESSION (1896). — * <i>Compte rendu. — Rapports</i> : L'insaisissabilité des pensions ouvrières (M. Paulet). — La question du chômage. — 1 in-4°, 143 p., 1 fr. 80. — * <i>Rapport</i> sur la question du chômage, avec les documents réunis par l'Office du travail. — 1 in-4°, 398 p.	3 fr. 60.
* <i>Statistique</i> des travaux de secours en cas de chômage (1896, 1897, 1898) [note de l'Office du travail]. 1 broch. in-4°, 23 p. (1899).	1 franc.
7 ^e SESSION (1897). — * <i>Compte rendu. — Rapport</i> sur le système actuel des adjudications (M. Keufer). — Note de l'Office du travail sur le minimum de salaire dans les travaux publics. — 1 in-4°, 299 p. 3 francs.	
8 ^e SESSION (1898). — * <i>Compte rendu. — Rapport</i> sur le marchandage (M. Goy). — Note de l'Office du travail sur le marchandage. — 1 in-4°, 127 p.	1 fr. 80.
9 ^e SESSION (1900). — * <i>Compte rendu. — 1 in-4°, 525 p.</i>	4 fr. 50.
* <i>Les conseils de prud'hommes</i> [documents et enquêtes de l'Office du travail]. — 1 in-4°, 409 p. 3 fr. 60.	
* <i>Enquête</i> sur la législation des conseils de prud'hommes. — 1 br. in-4°, 55 p.	1 franc.
10 ^e SESSION (1901). — * <i>Compte rendu. — 1 in-4°, 175 p., 2 fr. 25. — * Rapport</i> et documents sur la réglementation du travail dans les bureaux et magasins (M. Dalle) et dans les petites industries de l'alimentation (M. Barafort). — 1 in-4°, 261 p.	3 francs.
* <i>Rapports</i> sur diverses modifications à la législation des prud'hommes et sur les renvois par suite de saisie-arrêt. — 1 broch. in-4°, 28 p.	1 franc.
11 ^e SESSION (1902). — <i>Compte rendu. — 1 in-4°, 147 p.</i>	1 fr. 80.
* <i>Apprentissage</i> : enquête et doc. (rapport de M. Briat). — 1 in-4°, 537 p.	4 fr. 50.
* <i>Rapport</i> sur les modifications à apporter aux groupes professionnels du conseil supérieur (M. Fagnot). — 1 broch. in-4°, 15 p.	1 franc.
12 ^e SESSION (1903). — <i>Compte rendu. — 1 in-4°, 224 p.</i>	2 fr. 70.
* <i>Les caisses de chômage. — 1 in-4°, 148 p.</i>	1 fr. 80.
* <i>Réglementation</i> du travail dans les industries de transport (M. Moreau). — 1 in-4°, 87 p.	1 fr. 50.
* <i>Enquêtes</i> et documents sur le délai-congé. — 1 in-4°, 104 p.	1 fr. 80.
13 ^e SESSION (1904). — <i>Compte rendu. — 1 in-4°, 233 p.</i>	1 fr. 80.
* <i>Le repos hebdomadaire</i> (rapport de M ^{lle} Blondelu). — 1 in-4°, 73 p.	1 fr. 50.
* <i>Le délai-congé</i> (rapport de M. Manoury). — 1 in-4°, 52 p.	1 fr. 50.
14 ^e SESSION (1905). — <i>Compte rendu. — 1 in-4°, 135 p.</i>	1 fr. 80.
15 ^e SESSION (novembre 1905). — <i>Compte rendu. — 1 in-4°, 168 p.</i>	2 fr. 25.
* <i>L'enseignement professionnel</i> (rapport de M. Briat). — 1 in-4°, 159 p.	2 francs.
16 ^e SESSION (1906). — <i>Compte rendu. — 1 in-4°, 244 p.</i>	2 fr. 70.
* <i>L'affichage</i> des lois ouvrières (rapport de M. Paillot). — 1 in-4°, 11 p.	1 franc.
* <i>L'inspection</i> du travail (rapport de M. Bourderon). — 1 in-4°, 52 p.	1 franc.
17 ^e SESSION (1907). — <i>Compte rendu. — 1 vol. in-8°, 220 p.</i>	2 fr. 70.
* <i>La capacité professionnelle</i> des syndicats. — 1 in-4°, 28 p.	1 franc.
* <i>L'organisation</i> du Conseil supérieur du travail. — 1 in-4°, 22 p.	1 franc.
* <i>La protection</i> des salaires en cas de faillite ou de déconfiture. — 1 in-4°, 40 p.	1 franc.

II. — ENQUÊTES ET DOCUMENTS.

* <i>Le placement</i> des employés, ouvriers et domestiques en France, avec un appendice relatif au placement dans les pays étrangers. — 1 in-8°, 742 p. (1893).	8 francs.
<i>Seconde enquête</i> sur le placement. — 1 in-8°, 186 p. (1901).	1 fr. 50.
* <i>De la conciliation</i> et de l'arbitrage dans les conflits collectifs entre patrons et ouvriers en France et à l'étranger. — 1 in-8°, 610 p. (1893).	6 francs.
* <i>Examen</i> du 6 ^e rapport annuel du Dép ^t du travail des États-Unis. — Des artères et de la participation intéressée du personnel dans les chemins de fer russes. — 1 in-8°, 93 p. (1893).	1 fr. 50.
* <i>Salaires</i> et durée du travail dans l'industrie française. — Tome 1 ^{er} : Seine. — 1 in-8°, 611 p. (1893). — T. II et III : Départements. — 2 in-8°, 760. 648 p. (1894 et 1896). — T. IV : Résultats généraux. — 1 in-8°, 574 p. (1897). Chac. 7 fr. 50. — <i>Manufactures de l'État et chemins de fer.</i> — 1 in-8°, 164 p. (1896) 1 fr. 50. — <i>Album graphique.</i> — 29 planches in-8° (1897).	4 francs.

* La petite industrie (salaires, durée du travail). — Tome 1 ^{er} : <i>L'alimentation à Paris</i> . — 1 in-8 300 p. (1893). — T. II : <i>Le vêtement à Paris</i> . — 1 in-8, 721 p. (1896).....	2 fr. 50 et 5 franc
* Bordereaux de salaires (1900 et 1901). — 1 in-8, 232 p. (1902).....	3 fr. 5
* Salsie-arret sur les salaires. — 1 in-8, 138 p. (1899).....	1 fr. 5
Note sur la journée de huit heures dans les établissements industriels de l'Etat. — 1 in-8, 91 p. (1906)	1 fr. 5
L'industrie du chiffon à Paris. — 1 in-8, 118 p. (1903).....	1 fr. 5
Enquête sur le travail à domicile dans la lingerie. — T. I : 1 in-8, 782 p. (1907).....	5 franc
* L'assurance obligatoire contre les accidents du travail en Allemagne et en Autriche (1892). — 1. <i>Résultats financiers</i> . — 1 in-8, 110 p. — II. <i>Statistique des accidents</i> . — 1 in-8, 124 p., chac.	1 fr. 5
* Bases statistiques de l'assurance contre les accidents. — 1 in-8, 235 p. (1899).....	2 franc
* Résultats statistiques de l'assurance obligatoire contre la maladie : <i>En Allemagne</i> . — 1 in-8, 134 p. (1893). — <i>En Autriche</i> . — 1 in-8, 147 p. (1893), chac.	1 fr. 5
* Étude sur les derniers résultats des assurances sociales en Allemagne et en Autriche.	
1 ^{re} partie : <i>Accidents</i> . — 1 in-8, 180 p. (1894).....	1 fr. 5
2 ^e partie : <i>Maladie, Invalidité, Vieillesse</i> . — 1 in-8, 229 p. (1895).....	2 franc
* Les caisses patronales de retraites (industries). — 1 in-8, 437 p. (1898).....	3 fr. 5
* Hygiène et sécurité des travailleurs. — 1 in-8, 160 p. (1895).....	5 franc
* Poisons industriels. 1 in-8, 449 p. (1901).....	3 franc
* Maladies professionnelles. — 1 in-8, 147 p. (1903).....	1 fr. 8
* Les associations ouvrières de production. — 1 in-8, 613 p. (1897).....	5 franc
Les associations professionnelles ouvrières. — * Tome 1 ^{er} : <i>Agriculture, mines, produits chimiques, industrie polygraphique</i> . — (1899). — T. II : <i>Cuir et peaux, industries textiles, habillement, anémissement travail du bois</i> . — (1901). — T. III : <i>Métaux céramiques et verrerie</i> . — (1902). — T. IV : <i>Bâtiment transports et industries diverses</i> . — 4 in-8, 905, 895, 679 et 821 p., chac.....	5 franc
* Législation ouvrière et sociale en Australie et Nouvelle-Zélande. — <i>Mission de M. Albert Melin</i> . — 1 in-8, 200 p. (1901).....	1 fr. 5
* Rapport sur l'apprentissage dans l'imprimerie (1889-1901). — 1 in-8, 320 p. (1902).....	3 fr. 5
* Rapport sur l'apprentissage dans les industries de l'ameublement. — 1 in-8, 678 p. (1905).....	6 franc
* Répartition des forces motrices et hydrauliques en 1899. — Tome 1 ^{er} : <i>Moteurs à vapeur</i> (1900). — T. II : <i>Moteurs hydrauliques</i> (1901). — 2 in-4, 235 et 224 p., chac.....	3 fr. 5

III. — PUBLICATIONS PÉRIODIQUES. — STATISTIQUE. — ANNUAIRES.

Résultats statistiques des recensements de la population. — 1891 : 1 ^{er} * <i>Résultats généraux</i> . — 1 in-8 Jésus, 814 p. (894), 15 francs. — 2 ^e <i>Étrangers</i> . — 1 in-8 Jésus, 349 p. (1893), 7 fr. 50. — * 1896 : 1 in-8, 491 p. (1899), 7 fr. 50. — 1901. — Tome 1 ^{er} : <i>Introduction, population légale ou de résidence habituelle pour la France; population présente (Paris, Nord et Est)</i> . — 1 in-4, 870 p. — T. II : <i>Population présente (Sud-Est)</i> . — 1 in-4, 818 p. — T. III : <i>Population présente (Ouest et Midi)</i> . — 1 in-4, 906 p. — T. IV : <i>Population présente, résultats généraux</i> . — 1 in-4, 1,022 p. — T. V : <i>Enquêtes annexes (familles; aveugles; sourds-muets; habitations; forces motrices)</i> . — 1 in-4, 176 p., chaque volume 10 francs, sauf le tome V.....	5 francs.
Résultats statistiques du recensement des industries et professions en 1896. — * Tome 1 ^{er} : <i>Paris, Nord et Est</i> (15 dép.). — T. II : <i>Sud-Est</i> (27 dép.). — T. III : <i>Ouest et Midi</i> (45 dép.). — T. IV : <i>Résultats généraux</i> . — 4 in-4, 845, 803, 663 et 440 p., chac.....	10 francs.
Album graphique de la statistique générale de la France (1907). — 1 in-4, 280 p.....	8 francs.
Statistique générale de la France. — <i>Statistique annuelle</i> : 1888-89, * 1890, * 1890-92 ; 3 in-8, 341, 145, 641 p., chac. 7 fr. 50. — * 1893 à 1898 : 6 in-8, 259, 259, 237, 235, 304 et 197 p., chac. 5 et 6 francs. — <i>Mouvement de la population</i> : * 1899-1900, * 1901, 1902, 1903, 1904, 1905-1906 ; 6 in-8, 313, 289, 105, 384, 638 et 214 p., chac. 5 francs (sauf 1904 : 7 fr. 50). — <i>Institutions d'assistance</i> : * 1899-1900, * 1901, 1902 à 1905 ; 6 in-8, 211, 105 et 103 p., chac.....	5 francs.
Statistique internationale du mouvement de la population d'après les registres de l'état-civil. — <i>Résumé depuis l'origine des statistiques de l'état civil jusqu'en 1905</i> . — 1 in-8, 912 p.....	15 francs.
Annuaire statistique. — 1880 à 1891, 12 in-8, 559, 664, 612, 630, 678, 674, 718, 723, 503, 516, 553, 535 p.; 1892-94 et 1895-96, 2 in-8, 773 et 624 p.; 1897 à 1906, 10 in-8, 520, 653, 615, 583, 592, 528, 631, 545, 604 et 645 p. — (Épuisés : 1886, 1888 et 1890 à 1906, sauf 1901, et 1905), chac. 7 fr. 50.	
Statistique des grèves et des recours à la conciliation et à l'arbitrage (1890-1906). — 17 in-8 (épuisés, sauf 1900, 1901, 1902, 1903, 1904 et 1906), chac.....	3 francs, 3 fr. 50 et 4 fr. 50.
Statistique des grèves de 1890 à 1899. — Broch in-8, 28 p.....	1 fr. 50.
Annuaire des syndicats. — * 1897, * 1898-1899, * 1900, * 1901, 1902, * 1903 et 1904-1905, chac....	5 francs.

D'après une communication des libraires, désignés ci-après, on pourrait se procurer d'occasion, à leur librairie, quelques-uns des volumes indiqués comme épuisés [*] : MM. BERGER-LEVRULT et C^{ie}, rue des Beaux-Arts, 5, Paris-6^e; MUZARD et EDIN, place Dauphine, Paris-1^{re}; GEORGES ROUSTAN, quai Voltaire, 5 et 17, Paris-7^e; CHEVALIER et RIVIÈRE, rue Jacob, 30, Paris-6^e.

(Les volumes épuisés sont marqués d'un astérisque [*].)

BULLETIN DE L'OFFICE DU TRAVAIL

(MINISTÈRE DU TRAVAIL ET DE LA PRÉVOYANCE SOCIALE)

SOMMAIRE.

	Pages.
<i>Mouvement social en France.</i>	
Revue du travail en août.....	829
Situation par industries.....	830
Grèves en août.....	839
Conciliation et arbitrage en août.....	844
Statistique des associations ouvrières de consommation au 1 ^{er} janvier 1908 (1 ^{er} article).....	844
La situation financière des organisations ouvrières françaises. (Suite.).....	853
Enquête sur le placement à Paris depuis la loi du 14 mars 1904 (2 ^e partie). — III. Domestiques en tous genres. (Suite.).....	856
L'enquête sur le chômage dans la mégisserie et la tannerie.....	863
Situation et opérations, en 1907, de la Caisse nationale des retraites pour la vieillesse.....	874
<i>Jurisprudence.</i>	
Syndicats d'employés de commerce et d'industrie : droit d'es'ier en justice. — Conseil de prud'hommes : confection des listes électorales, l'électeur exerçant plusieurs professions appartenant à des catégories différentes ne peut se faire classer que dans une seule catégorie. — Gérant de succursale : contrat de louage de services, rétribution au moyen de remises avec minimum annuel garanti, rétribution proportionnelle pour la période antérieure à l'ouverture de l'établissement ; rupture du contrat de louage de services, nécessité de prouver la faute de l'auteur de la rupture. — Repas hebdomadaire : suspension dans les établissements de commerce au détail les dimanches coïncidant avec les jours de fête locale désignés par arrêté municipal, inapplicabilité aux ouvriers travaillant dans les ateliers dépendant de ces établissements. — Règlement d'atelier : maintien de l'aflichage du règlement du prédécesseur, validité.....	874
<i>Mouvement social à l'étranger.</i>	
Allemagne : Revue du travail. — Placement. — Grèves pendant le deuxième trimestre 1908. — Les grèves et lock-outs en 1907.....	880
Autriche : Placement. — Grèves.....	886
Belgique : Marché du travail. — Grèves. — La caisse d'épargne et de retraite en 1907.....	886
Canada : Revue du travail.....	888
États-Unis : Revue du travail.....	889
Grande-Bretagne : Revue du travail. — Grèves.....	889
Italie : Grèves.....	889
Nouvelle-Zélande : Les projets de modification de la législation sur l'arbitrage.....	890
Pays-Bas : Revue du travail. — Grèves.....	892
Suisse : La réglementation fédérale des métiers. — L'inspection fédérale des fabriques en 1906 et 1907.....	892
<i>Actes et documents officiels.</i>	
Lois :	
1 ^{re} 14 juillet 1908 : pensions des inscrits maritimes.....	897
2 ^e 5 août 1908 : modifications et complément à la loi du 1 ^{er} août 1905 sur les fraudes et falsifications des denrées alimentaires.....	906
Décrets :	
1 ^{er} 12 août 1908 : personnel civil des établissements militaires.....	907
2 ^e 15 août 1908 : émoluments des interprètes attachés aux prud'hommes d'Algérie.....	907
3 ^e 16 août 1908 : application de la loi du 14 juillet 1901 (inscrits maritimes).....	907
4 ^e 24 août 1908 : règlement pour la loi du 10 avril 1908 relative aux habitations à bon marché.....	907
Arrêté (travaux publics) du 21 mars 1908 sur la sécurité des distributions d'énergie électrique.....	907
Circulaires :	
1 ^{re} 10 avril 1907 (directeur général des contributions directes) : application de la loi du 12 avril 1900 sur les habitations à bon marché.....	910
2 ^e 12 mai 1908 (travail) : sécurité des travailleurs dans les établissements à courants électriques.....	910
3 ^e 1 ^{er} juillet 1908 (travail) : repos hebdomadaire dans les mines.....	913
4 ^e 28 août 1908 : commission mixte pour l'organisation du travail dans les établissements industriels de la guerre.....	917
Chronique législative : Les conseils consultatifs du travail.....	918
<i>Renseignements divers.</i>	
Analyse, par département, des renseignements fournis par les associations patronales.....	920
Analyse, par département, des renseignements fournis par les associations ouvrières.....	926
Commerce extérieur ; transports ; prix courants divers.....	943
Mouvement syndical.....	944

PARIS.

BERGER-LEVRAULT et C^{ie}, éditeurs,
5, rue des Beaux-Arts (6^e arr^e).

LIBRAIRIE ARMAND COLIN,
5, rue de Mézières (6^e arr^e).

*Le Bulletin de l'Office du travail paraît tous les mois. On le trouve chez tous les libraires.
On s'abonne également dans tous les bureaux de poste et à l'Imprimerie nationale.*

Les abonnements ne sont pas reçus au Ministère du Travail.

(POUR LA FRANCE..... 2 fr. 50 par an.

EN VENTE CHEZ BERGER-LEVRAULT ET C^{ie} :
PUBLICATIONS DE LA DIRECTION DE L'ASSURANCE
ET DE LA PRÉVOYANCE SOCIALES.

I. — Recueil de documents sur les Accidents du travail.

- N° 1.** — Lois, Règlements et Circulaires (Janvier 1907). Un volume in-8° de 404 pages. 1 fr. 75.
N° 2. — Lois sur les accidents du travail (Février 1907). Brochure de 32 pages. 0 fr. 50.
N° 3. — Jurisprudence (1. Mars 1902). Un volume de 937 pages. 10 francs.
N° 4. — Loi du 9 avril 1898 (modifiée par la loi du 22 mars 1902) et Décret relatif aux déclarations d'accidents. Brochure de 26 pages. 0 fr. 50.
N° 5. — Rapports aux Congrès Internationaux des accidents (Paris 1900. — Düsseldorf 1902), par le Directeur de l'Assurance et de la Prévoyance sociales. Brochure de 33 pages. 0 fr. 60.
N° 6. — Jurisprudence. Table analytique des décisions publiées dans le fascicule n° 3 (Mars 1902). Brochure de 63 pages. 1 franc.
N° 7. — Jurisprudence (II. Mars 1903). Avec Table alphabétique générale des décisions publiées dans les fascicules n° 3 et 7. Un volume de 449 pages. 5 francs.
N° 8. — Jurisprudence. Table analytique des décisions insérées dans les tomes I et II (fascicules n° 3 et 7). 1903. Brochure de 84 pages. 1 fr. 30.
N° 9. — Jurisprudence. (III. Novembre 1903). Avec Table alphabétique générale des décisions publiées dans les fascicules n° 3, 7 et 9. Un volume de 363 pages. 4 francs.
N° 10. — Jurisprudence. Table analytique des décisions publiées dans les tomes I, II et III (fascicules n° 3, 7 et 9). 1903. Volume in-8° de 95 pages. 1 fr. 40.
N° 11. — Jurisprudence (IV. Mars 1904). Avec Table analytique des décisions publiées dans les fascicules n° 3, 7, 9 et 11. Un volume de 304 pages. 3 fr. 25.
N° 12. — Jurisprudence. Table analytique des décisions publiées dans les tomes I à IV (fascicules n° 3, 7, 9 et 11). Vol. de 96 pages. 1 fr. 40.
N° 13. — Maladies professionnelles. Rapport préliminaire au Comité consultatif des Assurances contre les accidents du travail. 1904. Brochure in-8° de 48 pages. 0 fr. 20.
N° 14. — Législation sur les accidents, annotée des décisions de jurisprudence. 2^e édit. 1906. Un volume de 110 pages. 1 fr. 25.
N° 15. — Répertoire bibliographique sur la législation relative aux accidents du travail, par A. DAGUIN. 2^e édit. 1906. Broch. de 96 p. 1 fr. 25.
N° 16. — Rapport sur l'application de la loi du 9 avril 1898 (Février 1905.). Brochure de 236 pages, dont 40 de graphiques en noir et en couleurs. 2 fr. 75.
N° 17. — Jurisprudence. (V. Mars 1905). Un volume de 147 pages. 1 fr. 75.
N° 18. — Arrêté fixant le tarif des frais médicaux et pharmaceutiques en matière d'accidents du travail. 1905. Brochure de 62 pages. 0 fr. 75.
N° 19. — Deuxième rapport sur l'application de la loi du 9 avril 1898. (Mars 1906.) Vol. de 175 p., dont 30 de graphiques en noir et couleurs. 2 fr.
N° 20. — Jurisprudence. (VI. Mars 1906.). Un volume de 212 pages. 2 fr. 50.
N° 21. — Troisième rapport sur l'application de la loi du 9 avril 1898. (Octobre 1906.) Vol. de 150 pages, dont 31 de graphiques en noir et en couleurs. 1 fr. 75.
N° 22. — Décret du 27 septembre 1906 arrêtant la liste des exploitations commerciales soumises à la taxe réduite pour le fonds de garantie. Br. de 34 p. 0 fr. 35.
N° 23. — Jurisprudence. (VII. Octobre 1906.) Un volume de 64 pages. 0 fr. 75.
N° 24. — Jurisprudence. Table analytique des décisions publiées dans les tomes I à VII (fascicules n° 3, 7, 9, 11, 17, 20 et 23). Vol. 95 p. 1 fr. 25.
N° 25. — Les Accidents du travail dans l'agriculture, d'après la statistique allemande, par Edouard FUSTER. Broch. in-8° de 48 p. 0 fr. 65.
N° 26. — La Statistique du risque professionnel en Autriche, par Edouard FUSTER. Volume in-8° de 168 pages. 2 francs.

II. — Recueil de Documents sur la Prévoyance sociale.

- Les Caisses d'épargne. (Législation et statistique.)** 1903. Brochure in-8° de 34 pages. 0 fr. 75.
Applications de la législation française sur les habitations à bon marché. 1903. Brochure de 52 pages. 0 fr. 75.
L'Habitation ouvrière et les pouvoirs publics en Allemagne, par Edouard FUSTER. 1903. Brochure de 78 pages. 1 fr. 25.
Les Retraites ouvrières en Italie, par O. ARSANDAUX. 1903. Brochure de 78 pages. 1 fr. 25.
L'Assurance populaire du canton de Neuchâtel, par O. ARSANDAUX. 1903. Broch. de 44 p. 0 fr. 75.
Projet de loi sur le contrat d'assurance. Rapport et documents. 1904. Volume de 247 pages. 0 fr. 85.
L'Assurance obligatoire contre l'invalidité en Allemagne. 1905. Volume de 156 pages. 1 fr. 75.
Les Capitaux des caisses de retraites allemandes et leur emploi, par Edouard FUSTER, 1905. Volume de 95 pages. 1 fr. 20.
Documents sur les retraites ouvrières en Allemagne, par Edouard FUSTER. 1905. Brochure de 77 pages. 1 franc.
Principaux résultats de la prévoyance sociale, de 1890 à 1903. Statistiques et graphiques. 1905. Brochure de 47 pages avec diagrammes. 0 fr. 60.
Projet de code du travail et de la prévoyance sociale (vote par la Chambre des députés, le 15 avril 1905). Brochure de 61 pages. 0 fr. 75.
Les Assurances sociales en France, de 1889 à 1905. Rapport au Congrès international de Vienne (1905), par le Directeur de l'Assurance et de la Prévoyance sociales. Broch. de 28 p. 0 fr. 50.
Les assurances sociales en Belgique, par J. Bé-gasse. Broch. de 186 pages. 2 fr. 40.

Prière d'envoyer les communications relatives au **Bulletin** et aux **Syndicats professionnels**, non affranchies, à l'adresse suivante :

Monsieur le Ministre du Travail et de la Prévoyance sociale,
 Direction du travail, PARIS (VII^e).

N. B. — Pour que les envois bénéficient de la franchise postale, il importe que l'adresse porte la mention : *A monsieur le Ministre du Travail et de la Prévoyance sociale.*

BULLETIN

DE

L'OFFICE DU TRAVAIL.

FRANCE.

REVUE DU TRAVAIL⁽¹⁾.

Pendant le mois d'août, le chômage a augmenté parmi les ouvriers viticoles du Midi, les travaux dans les vignes ayant été ralentis, et même dans certains centres complètement arrêtés, un peu avant les vendanges. Les ouvriers bûcherons, réduits en cette saison aux travaux agricoles, ont été moins occupés par les battages qu'ils ne l'avaient été le mois dernier par les moissons. La situation est toujours aussi satisfaisante dans l'horticulture de la région parisienne et chez les ouvriers agricoles de Seine-et-Marne.

Le travail est abondant dans le bâtiment et les industries qui en dépendent.

Dans les industries textiles, la crise continue à se faire sentir dans presque tous les centres du Nord et de la Normandie, la situation reste au contraire satisfaisante dans les Ardennes et on signale une légère amélioration dans les tissages de Maine-et-Loire et des Deux-Sèvres. Dans la soie, on ne signale de reprise que dans quelques centres de tissage mécanique; le travail est abondant à Lyon chez les tisseurs de la Croix-Rousse.

Les industries du vêtement sont en pleine morte-saison.

⁽¹⁾ Sauf indication contraire, les renseignements sur le mouvement du travail sont tirés des réponses au questionnaire mensuel sur l'état du travail et le chômage professionnel envoyées par les syndicats ouvriers et qui sont parvenues à l'Office du travail dans la seconde quinzaine d'août 1908. — Les chiffres entre parenthèses dans la situation par industries indiquent le nombre des ouvriers adhérents des syndicats cités. — Ne sont comptés que les chômeurs involontaires, à l'exclusion des ouvriers malades ou en grève. — Sauf indication contraire, les heures de travail sont données par semaine.

Dans les industries des métaux, l'état du travail n'a pas sensiblement changé; l'amélioration partielle constatée le mois dernier dans la situation des ferblantiers-boîtiers des côtes bretonnes, en raison des meilleurs résultats de la pêche, ne s'est pas accentuée.

Dans la typographie, l'activité a baissé en province et a repris au contraire à Paris.

Le chômage reste très élevé dans la plupart des centres de mégisserie.

1,173 syndicats, groupant 294,133 ouvriers, ont répondu, pour août 1908, au questionnaire mensuel sur l'état du travail et le chômage professionnel.

Parmi ces syndicats, 945 groupant 221,307 ouvriers ont fait connaître le nombre de leurs chômeurs, soit 16,026, ce qui correspond à une moyenne de 7.2 p. 100, en y comprenant les mineurs du Pas-de-Calais, et de 8.2 p. 100, mineurs du Pas-de-Calais non compris. Cette dernière moyenne était, le mois dernier, de 8 p. 100; elle était de 8.4 p. 100 en août 1907.

L'ouvrage, pendant le mois d'août 1908, a été jugé, par comparaison avec le mois de juillet, plus abondant, par 16 p. 100 des syndicats, groupant 13 p. 100 des syndiqués; équivalent par 53 p. 100 des syndicats, groupant 64 p. 100 des syndiqués; moins abondant par 31 p. 100 des syndicats, groupant 23 p. 100 des syndiqués.

A la question : « Estimez-vous la situation du travail satisfaisante pour l'époque? » 619 syndicats, groupant 98,998 adhérents, ont répondu par l'affirmative, et 344, groupant 96,326 adhérents, ont répondu par la négative.

Situation par industries.

PÊCHE. — AGRICULTURE. — FORÊTS. — L'Union des pêcheurs et marins du commerce du Havre (3.100) accuse 10 p. 100 de chômeurs contre 10 le mois dernier et 4 en août 1907. 8.4 p. 100 contre 7.5 à Boulogne-sur-Mer (952). Sur les côtes bretonnes et vendéennes, la pêche est plus abondante à Concarneau (650), Douarnenez (1800+628), au Palais (112) et au Bono (154); elle est médiocre à Guilvinec (388). Sur la Méditerranée, le poisson manque dans l'étang de Berre (131) et à La Seyne (110).

D'après les réponses de 62 syndicats d'ouvriers agricoles, groupant 8,837 membres, la proportion des chômeurs syndiqués était, en août, de 9.2 p. 100 contre 8.5 le mois dernier et 25.8 en août 1907; la situation était considérée comme satisfaisante par 70 p. 100 des syndicats et 84 p. 100 des syndiqués. Sur le total de 814 chômeurs, 617 sont signalés par 39 syndicats d'ouvriers viticoles de l'Aude, de l'Hérault et des Pyrénées-Orientales qui groupent à eux seuls 3,234 syndiqués : la proportion est respectivement dans les trois départements de 11.6, 19.9 et 38.1 p. 100 contre 7.7, 30.8 et 31.9 le mois dernier et 37.4, 56.4 et 63.3 en août 1907; 15 de ces syndicats n'accusent aucun chômeur; comme tous les ans, on constate une recrudescence du chômage à l'approche des vendanges. A Paris, le syndicat mixte des horticulteurs (2,176) annonce 6 chômeurs contre 6 le mois dernier et 15 en août 1907; le travail est satisfaisant pour l'époque et aussi abondant que le mois dernier; le syndicat ouvrier

de la rue du Harlay (2.103) n'accuse aucun chômeur et émet le même avis sur l'état du travail. En Seine-et-Marne, les ouvriers agricoles de Lizy-sur-Ourcq (230) et du canton de Coulommiers (120) sont tous occupés. Le chômage est général à Ay (156) par suite de la destruction du vignoble par le mildew.

105 syndicats de bûcherons accusent 1,549 syndiqués sans travail, soit, sur un effectif de 10,258 membres, une proportion de 15.1 p. 100 contre 4.8 le mois dernier et 14 en août 1907. La situation est considérée comme satisfaisante pour l'époque par 71 p. 100 des syndicats et 69 p. 100 des syndiqués. Le chômage a sensiblement augmenté; les moissons sont terminées à peu près partout et les battages ne donnent pas une occupation aussi abondante aux ouvriers bûcherons réduits à peu près en cette saison aux travaux agricoles; on ne signale aucun chômeur dans 3 centres sur 12 dans l'Allier, dans 18 sur 25 dans le Cher, dans 6 sur 8 dans le Loiret, dans 21 sur 34 dans la Nièvre et dans 3 sur 7 dans l'Yonne; le chômage atteint 37.2 p. 100 contre 22.9 le mois dernier dans l'Allier pour 955 syndiqués; il est de 7 contre 4.8 dans le Cher pour 2,249 syndiqués; de 5.5 contre 0 dans le Loiret pour 384 syndiqués; de 16.1 contre 2.7 dans la Nièvre pour 3,456 syndiqués et de 33.8 contre 3 dans l'Yonne pour 863 syndiqués. Dans les Landes, 14 syndicats de résiniers, groupant 1,587 ouvriers, accusent 0.8 p. 100 de chômeurs contre 1.8 le mois dernier.

MINES. — Les renseignements qui suivent, calculés d'après les chiffres obligeamment fournis par le *Comité central des houillères de France*, portent sur près de 171,000 ouvriers, soit plus des trois quarts du personnel ouvrier des mines, pendant le mois d'août 1908. Dans le courant de ce mois, le nombre moyen des jours d'extraction par semaine pour les ouvriers du fond et la répartition de l'ensemble des ouvriers occupés par l'exploitation tant au fond qu'au jour, d'après l'activité du travail, sont indiqués ci-dessous :

BASSINS ou GROUPES DE BASSINS.	NOMBRE D'OUVRIERS.	NOMBRE HEBDOMA- DAIRE de jours d'extraction ⁽¹⁾	SUR 100 OUVRIERS, TANT DU FOND QUE DU JOUR, COMBIEN ONT TRAVAILLÉ PAR SEMAINE				
			moins de 3 jours.	de 3 à 4 jours.	de 4 à 5 jours.	de 5 à 6 jours.	6 jours ou davantage (travail plein)
			4	5	6	7	8
1	2	3	p. 100.	p. 100.	p. 100.	p. 100.	p. 100.
Nord et Pas-de-Calais....	110,391	5.97	"	"	"	6.56	93.44
Loire.....	13,082	5.69	"	"	"	26.81	73.16
Gard et Hérault.....	13,224	5.98	"	"	"	2.98	97.02
Tarn et Aveyron.....	9,105	5.19	11.08	"	"	"	85.92
Provence.....	2,629	5.15	"	"	63.79	35.03	1.18
Isère.....	2,032	6.00	"	"	"	"	100.00
Ouest.....	389	5.39	"	28.02	"	"	71.98
Bourgogne et Nivernais..	10,216	5.81	"	"	"	75.88	24.22
Centre.....	9,857	5.92	"	"	0.99	16.10	82.91
ENSEMBLE pour la France.	170,928	5.65	0.75	0.96	1.01	12.52	85.63

(1) Le nombre moyen hebdomadaire des jours d'extraction peut être supérieur à six en cas de dérogations au repos du dimanche (application de l'art. 6, § 3, de la loi du 13 juillet 1906) ou lorsque certaines mines ne chôment pas les jours fériés, tels que lundis de Pâques et de Pentecôte, Ascension, 14 juillet, Assomption, Toussaint, Noël, qui sont des jours de repos généralement observés, bien que la loi n'en fasse pas une obligation.

Le nombre moyen hebdomadaire de jours d'extraction était de 5.92 le mois dernier et de 5.98 en août 1907. D'après les réponses de 21 syndicats, le chômage serait de 0.4 p. 100 sur un effectif de 29,894 syndiqués; il était de 0.3

p. 100 le mois dernier pour 34,612 syndiqués et de 0.3 en août 1907 pour 31,689 syndiqués; le syndicat de Lens (26,000) n'accuse aucun chômeur comme le mois dernier.

CARRIÈRES. — Dans les carrières et ardoisières, la proportion des chômeurs est de 4.4 p. 100 pour 17 syndicats groupant 2,529 ouvriers contre 1.2 le mois dernier et 5 en août 1907. Dans les carrières, pas de chômeurs à Allas-Marnec (110), Thollon (300), Parmilieu (110), Château-Landon (150) et Saulxures-sur-Moselotte (460); 10 p. 100 à Porcieu-Amblagnieu (300), 20 contre 0 à Arques (150). Dans les ardoisières, pas de chômeurs à Haybes-sur Meuse (320) et Fumay (125).

ALIMENTATION. — D'après les réponses de 54 syndicats, groupant 12,762 adhérents, la proportion des chômeurs, dans l'ensemble des industries de l'alimentation, était de 7 p. 100 contre 9.1 le mois dernier et 6.8 en août 1907. La situation est jugée satisfaisante pour l'époque par 71 p. 100 des syndicats et 85 p. 100 des syndiqués. En province le chômage dépasse la moyenne chez les bouchers-tripriers (180) et les bouchers-charcutiers (250) de Marseille; les boulangers de Toulon (104); les cuisiniers de Pau (130); les maîtres d'hôtel de Rouen (450) et de Marseille (1,426), les limonadiers de Lyon (360), les meuniers d'Avignon (250). Le travail est, par contre, satisfaisant chez les boulangers de Bayonne (100); les cuisiniers de Bordeaux (329); les pâtisseries de Marseille (450) et de Bordeaux (375); les meuniers de Corbeil (106); les distillateurs de Pontarlier (260). A Paris, les garçons de cuisine accusent 8.1 p. 100 de chômeurs; les cuisiniers de la rue Mandar (1,367), 2.9; ceux de la Bourse du travail (1,450), 5.5; les pâtisseries de la Seine (1,601), 6.2 contre 8.1; les boulangers du boulevard Richard-Lenoir (250), 2.8 contre 0; ceux de la rue des Martyrs (250), 8 contre 6.7; ceux du faubourg Saint-Denis (100), 1; les employés des Halles à la marée (131), 3.1; les raffineurs (317), 9.8 contre 10.

La production d'alcool des bouilleurs et distillateurs de profession, à la fin de juillet 1908, dixième mois de la campagne 1907-1908, s'élevait à 1,976,796 hectolitres contre 2,176,881 hectolitres à l'époque correspondante de la précédente campagne, soit une diminution de 200,085 hectolitres. La production des bouilleurs de cru pendant la même période est évaluée approximativement à 226,000 hectolitres, soit une différence en plus de 16,000 hectolitres sur la période correspondante de la campagne 1906-1907⁽¹⁾.

Dans l'industrie sucrière, la quantité de sucre travaillée au 30 août 1908, exprimée en sucre raffiné, s'élevait à 757,720 tonnes contre 778,477 à l'époque correspondante de la campagne 1907-1908, soit une diminution de 20,757 tonnes⁽²⁾.

PRODUITS CHIMIQUES. — CAOUTCHOUC. — PAPIER. — CARTON. — Le chômage, dans l'ensemble des industries chimiques, d'après les réponses de 9 syndicats, groupant 2,394 ouvriers, ressort à 6.4 p. 100 contre 10.3 le mois dernier et 0.6 en août 1907. En ce qui concerne les travailleurs du gaz, ceux de Paris (5,896) n'ont pas répondu; 0 contre 0 à Nice (360); 0 à Toulon (240). Les ouvriers des huileries de Marseille (1,150) ont 12.2 p. 100 de chômeurs contre 17.4 le mois dernier. Les ouvriers des engrais chimiques de la Rochelle (135) en ont 0; les caoutchoutiers de Paris (110), 4.5.

Les ouvriers des papeteries d'Annonay (494), Wizernes (530) et Anould (642) sont tous occupés.

⁽¹⁾ Journal officiel du 19 août 1908.

⁽²⁾ Journal officiel du 13 septembre 1908.

INDUSTRIES DU LIVRE. — Chez les typographes, lithographes, graveurs et similaires, le nombre des chômeurs syndiqués est : pour la province, de 168 pour 71 syndicats groupant 4,848 adhérents, soit 3.5 p. 100; pour Paris, de 157 pour 9 syndicats groupant 6,030 adhérents, soit 2.6 p. 100. La proportion était, le mois dernier, pour la province, de 2.6 p. 100, et pour Paris de 3.1 p. 100, elle était, pour le mois d'août 1907, de 3.6 p. 100 pour la province, de 2.7 p. 100 à Paris.

La situation est considérée comme satisfaisante pour l'époque par 83 p. 100 des syndicats de province groupant 67 p. 100 des syndiqués. Le travail est estimé plus abondant par 6 syndicats, équivalent par 2.6, moins abondant par 29 autres. Il y a 15 p. 100 de chômeurs contre 14 le mois dernier à Nice (100); 1.8 contre 0 à Dijon (112); 2.6 contre 3.2 à Grenoble (153); 8.1 contre 9.5 chez les lithographes de Saint-Etienne (136); et 0 contre 1.4 chez les typographes (140); 2.3 contre 5.4 chez les typographes de Nantes (172); 0 contre 0 à Nancy (178); 5.4 contre 2.7 chez les typographes (350) de Lille et 4 contre 3.1 chez les lithographes (125); 2 contre 1.8 chez les typographes (500) et 9.4 chez les lithographes (160) de Lyon; 4.5 contre 2.6 à Rouen (156); 1.7 contre 0.9 au Havre (117); 0 contre 0 à Amiens (190); 4.6 chez les typographes (348) et 12.9 chez les lithographes (155) de Bordeaux; 0 à Clermont-Ferrand (102).

A Paris, le syndicat de la rue de Savoie (3,650) accuse 99 chômeurs contre 97 le mois dernier et 110 en août 1907 et estime le travail plus abondant en raison de l'impression des catalogues; les conducteurs-typographes de la Bourse du travail (220) en accusent 4.1 p. 100 contre 4.5. Dans la lithographie, l'*Union lithographique* (150) en accuse 6 contre 9.5; les stéréotypers (209), 1.4 contre 4.6.

CUIRS ET PEAUX. — Le chômage, d'après les réponses de 17 syndicats, groupant 3,290 ouvriers atteint 44.5 p. 100 des ouvriers syndiqués dans l'ensemble des industries qui préparent les cuirs et peaux (tanneurs, corroyeurs, mégissiers, etc.), contre 42.3 le mois dernier et 36.5 en août 1907. A Annonay, les mégissiers de rivière (650) ont 30 p. 100 de chômeurs contre 20.8 le mois dernier, avec une semaine de 40 à 50 heures; les palissonneurs (360) en ont 15. A Mazamet, il y a une reprise sensible: les mégissiers (110) accusent 24 p. 100 contre 50; les travailleurs de la peau de mouton (700), 35.7. Les tanneurs-corroyeurs de Millau (850) en ont 87 p. 100 contre 82.8 et ne font que 25 heures; les mégissiers-chamoiseurs (110) accusent 63.6 p. 100 contre 63.3.

Chez les ouvriers de la chaussure, la proportion des chômeurs syndiqués est de 3.7 p. 100 pour 13 syndicats groupant 587 ouvriers contre 2.5 le mois dernier et 50.3 en août 1907. Au Quesnoy (200) tous les ouvriers sont occupés 60 heures. Il y a 0.9 p. 100 de chômeurs chez les coupeurs-brocheurs de Lyon (110).

Les selliers-harnacheurs de Paris (100) accusent 6 p. 100 de chômeurs.

INDUSTRIES TEXTILES. — Le nombre des chômeurs dans la filature et le tissage, d'après les réponses de 71 syndicats, groupant 31,516 adhérents, était de 3,196, soit 10.1 p. 100 contre 11.4 le mois dernier et 4.2 en août 1907.

Dans le Nord, à Roubaix, d'après le syndicat textile (10,584), il y aurait 11.3 p. 100 de chômeurs contre 10.4 le mois dernier et 4.7 en août 1907, la semaine est de 60 heures et la situation est estimée très mauvaise. A Tourcoing, les tapissiers en grosse moquette (141) accusent 2.8 p. 100 contre 4.3. A Lille, d'après le syndicat mixte de l'industrie du fil (1,300), il n'y aurait pas de chômeur, mais la semaine serait de 50 heures et la situation ne serait pas satisfaisante. A Armentières, un syndicat ouvrier (1,500) accuse 40 à 45 heures contre 45; l'autre syndicat (2,007) accuse 3.4 p. 100 contre 0.4 et 48 à 59 heures; le

syndicat mixte (1,880) accuse 0 chômeur contre 0 et 50 à 60 heures. A Houplines (1,525), il y a 1.4 p. 100 de chômeurs contre 4.2 le mois dernier, la semaine est de 50 heures, le chômage augmente de plus en plus; à Halluin (1,000), le chômage est de 7 p. 100 contre 8 et la semaine est de 45 à 55 heures; 1.2 contre 1.5 à la Gorgue-Estaires (678) et 60 heures; 1.4 à Hazebrouck (498); 62 contre 40 à Boussières (130); 15 contre 15 à Roncq (180); 30 contre 30 à Saint-Hilaire-lès-Cambrai (100); 75 contre 32 à Villers-en-Cauchies (160); 2 à Nieppe (300). Pour l'ensemble de 19 syndicats du Nord groupant 20,900 syndiqués, la proportion des chômeurs est de 8.4 p. 100 contre 9.6 le mois dernier et 3.6 en août 1907.

Dans les Vosges, les 6 syndicats d'ouvriers textiles qui ont répondu à la question concernant le chômage accusent 7.5 p. 100 de chômeurs sur 695 syndiqués contre 7.8 le mois dernier et 2.1 en août 1907; la semaine est partout de 60 heures au moins. 14.9 p. 100 de chômeurs à Saint-Dié (300) contre 15 le mois dernier; 0 à Granges (115) et Gérardmer (110).

Dans les centres normands, à Rouen (200) les ouvriers cotonniers ont 4 p. 100 de chômeurs et font 50 heures; à Bolbec (260) il n'y a aucun chômeur, mais on ne fait que 50 heures; à Flers, les ouvriers cotonniers (800) accusent 0 p. 100 contre 1.7 et 50 contre 40: le travail est plus abondant; pas de chômeurs à Condé-sur-Noireau (150), mais la semaine n'est toujours que de 50 à 55 heures.

Dans les tissages de coton de la région roannaise, à Roanne, les tisseurs (385) accusent 2.9 p. 100 contre 2.8 et 40 heures par semaine contre 48; les pareurs (192) accusent 2.6 contre 2.1 et 60 heures contre 60; la semaine est de 46 heures contre 45 à Bourg-de-Thizy (380) avec 47 p. 100 de chômeurs contre 8.2; 14 contre 32.7 à Thizy (890), avec 45 heures contre 50.

Dans les Ardennes, à Sedan, les tisseurs (250) ont 0 chômeur contre 0 avec 60 heures par semaine et estiment la situation satisfaisante; pas de chômeurs également à Saint-Menges (280) où tous les ouvriers font de 50 à 60 heures. A Rougemont-le-Château, les ouvriers textiles (343) sont tous occupés 60 heures de façon assez satisfaisante.

Dans l'Ouest, à Romorantin (550), dans l'industrie du drap, tous les ouvriers syndiqués sont occupés, mais il y a un chômage croissant au tissage. On signale une légère amélioration dans la plupart des centres de Maine-et-Loire et des Deux-Sèvres: à Mortagne-sur-Sèvre (234) tous les ouvriers font 60 heures; 5.3 contre 1.7 à Saint-Léger-sur-Chollet (115). La semaine est de 66 heures à Lavelanet (800). A Mazamet, 1.9 p. 100 contre 1.9 chez les ouvriers fileurs (110) qui font de 45 à 50 heures; le syndicat textile (120) accuse un chômage de 67 p. 100 et 40 heures. A Vienne (427) les ouvriers textiles accusent 23 p. 100 de chômeurs contre 30 et 60 heures.

A Arques, les filassiers (125) ont 8 p. 100 et font 60 heures. A Troyes, les bonnetiers (810) ne font que 30 heures par semaine et accusent 18.5 p. 100 de chômeurs. A Aubusson, tous les tapissiers (146) sont occupés 60 heures, mais le travail est peu abondant.

Dans la soie, le syndicat indépendant de Saint-Étienne (120) accuse 75 p. 100 de chômeurs contre 75 et 60 heures; 30 p. 100 dans les tissages à bras et 20 dans le tissage mécanique à Charlieu (145); 0 contre 25 à Bussières (207) où le travail est redevenu très satisfaisant; 15 p. 100 à Saint-Genest-Lerpt (150).

Dans la région lyonnaise, beaucoup de métiers restent encore inactifs dans les usines de tissage mécanique et si la mousseline-soie reprend peu à peu possession de son outillage, la doublure teinte en pièces a notablement réduit sa production; à Lyon, dans les petits ateliers de tissage mécanique ou à la main, le travail a diminué; à la campagne, les ateliers à bras, se sont sensiblement dégarnis par l'achè-

vement successif des commissions de certaines étoffes et la fabrication ne se poursuit que pour quelques articles ⁽¹⁾. A Lyon, les ouvriers du tissage mécanique (400) accusent 37.5 p. 100 de chômeurs contre 47.5 le mois dernier et font de 45 à 50 heures; l'Union des tisseurs (125) accuse 46 p. 100 contre 54; les tisseurs de la Croix-Rousse (453) estiment le travail très satisfaisant; ceux de Grandris (100) accusent 12 p. 100 contre 15 et 60 heures; il y a une légère reprise dans le tissage à bras.

Dans l'Isère, dans la soierie, la semaine est de 60 heures à Montalieu-Vercieu (120) et le chômage de 33 p. 100; 30 p. 100 de chômeurs contre 30 et 50 heures seulement par semaine à Saint-Geoire-en-Valdaine (400). Le travail est satisfaisant à Pont-de-Beauvoisin (180) où l'on fait 60 heures.

Dans le tulle, les tullistes de la Tour-du-Pin (110) sont tous occupés 68 heures et demie; ceux de Serrières-de-Briord (105) ont 1 p. 100 de chômeurs contre 1.9 et font 66 heures, sauf les enfants et les femmes qui ne font que 60 heures. A Caudry, l'Union des ouvriers tullistes (710) accuse 1.1 p. 100 contre 1.5 et 30 à 50 heures par semaine. A Lyon, l'Union des tullistes en dentelles (132) accuse 21.2 p. 100 de chômeurs et 58 heures. Les brodeurs de Paris (220) accusent 0.9 p. 100 de chômeurs contre 3.2 et 54 heures contre 60; c'est la morte-saison; les passementiers à la main (150) accusent 2 p. 100 contre 5.3.

Dans la teinture et l'apprêt, à Lyon, les imprimeurs sur étoffes (200) ont 45 p. 100 de chômeurs et font 30 à 35 heures. A Roanne, les apprêteurs (222) accusent 0.5 p. 100 de chômeurs contre 0.9. Les teinturiers-dégraisseurs de Paris (275) en accusent 1.8 p. 100 contre 1.1.

Chez les ouvriers et ouvrières de l'habillement, la proportion des chômeurs est de 19.8 p. 100 pour 16 syndicats, groupant 2,672 ouvriers, contre 10 le mois dernier et 11 en août 1907. Le travail est considéré comme plus abondant par 1 syndicat, équivalent par 2, moins abondant par 10. La situation est estimée satisfaisante pour l'époque par 80 p. 100 des syndicats et 76 p. 100 des syndiqués. A Paris, les coupeurs-chemisiers (305) ont 2.3 p. 100 de chômeurs contre 3.3 le mois dernier; les tailleurs et couturières (350) de la Bourse du travail ont 50 p. 100; les couturières (624) en ont 35.3 contre 8. Les ouvrières en confections (420) de Lille accusent 1.9 p. 100; les tailleurs de Bordeaux (103), 43.7 contre 14.6; ceux de Limoges (214), 20; 0 contre 0 chez les ouvriers du syndicat mixte de Carcassonne (275); 0 contre 0 chez ceux du syndicat mixte de Limoges (127).

Chez les chapeliers, casquettiers, etc., la moyenne du chômage est de 7.4 p. 100 pour 9 syndicats groupant 775 ouvriers contre 17.8 le mois dernier et 19.3 en août 1907; à Paris, les ouvriers en chapeaux de soie (103) ont 37 p. 100 de chômeurs contre 41.2; les ouvrières (100), 5; les ouvriers en chapeaux de fantaisie (100), en ont 0 contre 0. A Lyon les chapeliers (190) en ont 3.1 p. 100 contre 30; ceux de Chazelles-sur-Lyon (150), 0 contre 0.

Bois. — La moyenne de chômage accusée par 37 syndicats de charpentiers et de menuisiers en bâtiment, groupant 3,565 ouvriers, est de 12.4 p. 100 contre 17.6 le mois précédent et 3.8 en août 1907: la situation est estimée satisfaisante par 68 p. 100 des syndicats et 48 p. 100 des syndiqués. Les calfats-perceurs (100) de Marseille accusent 20 p. 100 de chômeurs contre 48.4 le mois dernier; les charpentiers de navires du Havre (123), 26. Les charpentiers d'Armentières (116) en accusent 0 contre 0; ceux de Roubaix (407), 7.8, ceux de Tourcoing (196), 0; les menuisiers de Grenoble (119), 2.5 contre 0; les tra-

(1) D'après le *Moniteur du tissage mécanique des soieries*, du 15 septembre 1908.

vailleurs du bois de Villers-Cotterets (100), 0 contre 0; ceux d'Halluin (400), 4 contre 4.8; les scieurs de Hermes (97), 0 contre 0; ceux de Gommegnies (114), 0 contre 0. A Paris, les menuisiers libres (175) en accusent 2.9 p. 100 contre 0; les poseurs de menuiserie (686) 43.7 contre 50; les menuisiers en bâtiment (784) estiment le travail plus abondant.

Chez les ouvriers du meuble et de l'ameublement (menuisiers-ébénistes, ébénistes, tapissiers, etc.), la proportion des syndiqués sans travail, d'après les réponses de 11 syndicats, groupant 662 ouvriers, est de 7.1 p. 100 contre 27.6 le mois dernier et 8.1 en août 1907. La situation est considérée comme satisfaisante par 73 p. 100 des syndicats et 76 p. 100 des syndiqués. Les menuisiers-ébénistes de Cannes (136) accusent 1.5 p. 100 contre 2.2; les sculpteurs sur bois de Lyon (110), 27.3 contre 50.

Chez les tonneliers, le chômage est de 26.1 p. 100 pour 7 syndicats, groupant 632 ouvriers, contre 26.8 le mois dernier et 7 en août 1907. 44.1 p. 100 contre 56 à Cognac (265); 10 à Aubagne (150).

Dans la carrosserie, 6 syndicats groupant 390 ouvriers annoncent 0.8 p. 100 de chômeurs contre 4.8 le mois dernier et 2.8 en août 1907. A Paris, l'*Union de la voiture* (6,895) n'a pas indiqué le nombre de ses chômeurs; les *Compagnons charrons* (164) en accusent 0 contre 0 le mois dernier.

Les galochiers de Saint-Symphorien (101), les tourneurs sur bois de Felleries (125) sont tous occupés; il en est de même des boutonnières de Grenoble (203).

MÉTAUX. — D'après les réponses de 80 syndicats groupant 16,530 adhérents, la proportion des chômeurs syndiqués dans l'ensemble des industries des métaux était, à la fin d'août, de 6.3 p. 100 contre 9.3 le mois dernier et 6.2 en août 1907.

31 syndicats de métallurgistes, groupant 8,196 ouvriers de toutes les professions se rapportant aux métaux, accusent 1.8 p. 100 de chômeurs contre 4.2 le mois dernier et 3.9 en août 1907; la situation est estimée satisfaisante par 60 p. 100 des syndicats et 42 p. 100 des syndiqués. Pas de chômeurs à Hiraumont-en-Rocroi (126), Fumay (250) Trignac (198), Bourges (256), Guérigny (500), Imphy (200), le Creusot (1995), Maubeuge (2960). Onnaing (120), Lille (115); 7.7 p. 100 contre 7.8 à Sous-le-Bois (450); 4 contre 4 à Hautmont (350); 4 à Charleville (150); 14.2 à Deville-lès-Rouen (141).

En ce qui concerne les mouleurs et fondeurs en fer et en cuivre, la proportion des chômeurs est de 0 p. 100 pour 8 syndicats groupant 1,164 ouvriers contre 3.7 le mois dernier et 0.3 en août 1907; la situation est considérée comme satisfaisante par 58 p. 100 des syndicats groupant 28 p. 100 des syndiqués; pas de chômeurs à Ferrière-la-Grande (225), Lille (600) et Bordeaux (145).

Chez les ouvriers mécaniciens, tourneurs, ajusteurs, serruriers, etc., la proportion des syndiqués sans travail est de 4.3 p. 100 pour 19 syndicats, groupant 3,065 ouvriers, contre 4.4 le mois dernier et 2.2 en août 1907. La situation est considérée comme satisfaisante par 44 p. 100 des syndicats et 29 p. 100 des syndiqués. Pas de chômeurs à Jeumont (145), Marpent (300) et Chartres (112); 3.2 p. 100 contre 3.2 à Saint-Étienne (250); 0.9 contre 2.8 à Tarbes (109); 3.8 à Marseille (130). A Paris, l'*Union des mécaniciens* accuse 110 chômeurs sur 1,650 syndiqués contre 106 le mois dernier et 35 en août 1907; les tourneurs-robnetiers (185) en ont 5.4 p. 100.

A Paris, les ouvriers en instruments de précision (1,549) accusent 117 chômeurs contre 109 le mois dernier et 45 en août 1907; 40 p. 100 de chômeurs contre 37 chez les horlogers de Lac-en-Villers (250); 10 p. 100 chez les ouvriers en anneaux de montres de Besançon (100); à Morez chez les lunetiers (200), plusieurs ateliers ferment un jour par semaine.

Chez les ferblantiers-boîtiers, le chômage est de 41 p. 100 pour 6 syndicats groupant 923 ouvriers contre 34.9 le mois dernier; il est de 42 p. 100 contre 42 à Douarnenez (545); de 83 à Guilvinec (120). A Paris, les potiers d'étain (180) accusent 33.3 p. 100 contre 28.9.

BÂTIMENT. — Dans l'ensemble des industries du bâtiment (charpentiers, menuisiers et serruriers non compris), la moyenne du chômage, d'après 105 syndicats, groupant 10,868 adhérents, était, à la fin d'août, de 6.4 p. 100 contre 10.5 le mois précédent et 8.7 en août 1907.

En ce qui concerne les maçons, terrassiers, tailleurs de pierre et similaires, la proportion du chômage est de 4.9 p. 100 pour 71 syndicats groupant 6,798 ouvriers contre 10.2 le mois dernier et 9.6 en août 1907. Le chômage dépasse la moyenne notamment à Marseille (150 cimentiers gâcheurs et 500 terrassiers), Brive (200), Épernay (361). Le travail est satisfaisant pour l'époque à Bordeaux (183), Paramé (620), Montereau (115), Versailles (670), Dieppe (212), Orsay (140), Albi (135), Saint-Yrieix (101). A Paris, les scieurs de pierre tendre (310), accusent 0 contre 20.8 p. 100. Dans l'ensemble, la situation est jugée satisfaisante par 83 p. 100 des syndicats et 84 p. 100 des syndiqués.

La proportion des chômeurs chez les peintres et plâtriers est de 7.2 p. 100 pour 22 syndicats groupant 2,569 ouvriers contre 12.9 le mois dernier et 6.9 en août 1907; il y en a 0 p. 100 à Bordeaux (289) contre 3.5 le mois dernier; 20 contre 21.2 à Roubaix (415); 0 à Montpellier (105). A Paris, les peintres de la rue Saint-Lazare (352) en accusent 3.4 contre 0.3; les ornemanistes (639), 11.6 contre 15.3; les stucateurs (118), 0.

2 syndicats de sculpteurs, marbriers et similaires groupant 505 ouvriers accusent 23.7 p. 100 de chômeurs contre 11.6 le mois dernier et 2.1 en août 1907. Les marbriers de Jeumont (105) sont tous occupés; ceux de Bellignies (400) accusent 20 p. 100 de chômeurs contre 6.2.

Les tôliers-fumistes de Lyon (110), 10 p. 100 de chômeurs contre 8; les plombiers de Versailles (101), 0.

CHAUFOURNERIE. — CÉRAMIQUE. — VERRERIE. — Pas de chômeurs chez les chausfourniers et cimentiers de Contes-les-Pins (155), Albi (100), et Torteron (100); ainsi que chez les plâtriers de l'Isles-sur-Sorgue (105). Pas de chômeurs chez les faïenciers de Montereau (300); les engobeurs de poterie de Vallauris (130) en accusent 3.8 p. 100 contre 3.8; les potiers de Sainte-Zacharie (108), 0 contre 0; les emballeurs de porcelaines de Limoges (193), 7.2 p. 100 contre 17.

Dans l'ensemble des 8 syndicats de verriers, groupant 339 ouvriers, qui ont donné le nombre de leurs membres sans travail, la proportion de ces derniers est de 4.1 p. 100 contre 6.4 le mois dernier et 35.8 en août 1907.

MANUTENTION. — TRANSPORTS. — COMMERCE. — Parmi les portefaix, déchargeurs et autres ouvriers des ports, la moyenne du chômage pour 15 syndicats groupant 3,456 membres ressort à 46.2 p. 100 contre 47.1 le mois dernier et 35 en août 1907; elle est de 20 p. 100 à Nice (800), de 67 p. 100 à Bordeaux pour les arrimeurs de bois merrains (150), de 0 à Boulogne-sur-Mer (200), de 75.7 à Rouen (924), de 70 au Havre (722), de 0 à Dieppe (100).

Parmi les autres ouvriers de manutention, la moyenne du chômage est de 5.6 p. 100 pour 8 syndicats groupant 1,753 membres contre 5.6 le mois dernier et 1.6 en août 1907; les sourciers de Vals-les-Bains (100) accusent 0 contre 0; ceux de Saint-Yorre (140), 7 p. 100; les manœuvres de Rennes (200), 5. A Paris, les porteurs des Halles (216) accusent 0 chômeur contre 0; les laveurs de voitures (400), 8.7 p. 100 contre 8.8; les forts aux farines (121), 0 contre 0.

21 syndicats d'agents d'entreprises de transports en commun (employés et chauffeurs-mécaniciens des chemins de fer, tramways, bateaux à voyageurs, etc.), groupant 4,592 ouvriers accusent 2 sans-travail contre 3 le mois dernier et 5 en août 1907. Dans les autres industries de transport (camionneurs, cochers, marins du commerce, etc.) la proportion des chômeurs, pour 15 syndicats groupant 1,154 membres, est de 3.9 p. 100 contre 6.7 le mois dernier et 10.3 en août 1907; elle est de 0 pour les cochers de Marseille (100) et les marins du commerce de Bordeaux (332); de 0 pour les bateliers de Meillerie (105); de 10 p. 100 pour les pilotes de Longueil-Annel (178).

D'après les réponses de 51 syndicats d'employés de commerce, comptables, sténographes, etc., groupant 29,927 adhérents, la proportion des syndiqués sans travail est de 2.3 p. 100 contre 2.2 le mois dernier et 2 en août 1907. A Paris, l'Union des comptables (861), en accuse 4 p. 100 contre 15.5 le mois dernier; les employés de commerce du boulevard Poissonnière (4,841), 1.3, contre 1.3; les employés de banque (734), 0.8; les commis en maçonnerie (186), 1.6; les dessinateurs du bâtiment (446), 9 contre 9.9; « l'Alliance sténographique » (266), 4.5 contre 5.2; les clercs d'huissiers (205), 0 contre 1.5; les voyageurs de commerce du boulevard de Strasbourg (6,237), 0.8 contre 0.8; ceux de la rue des Petites-Écuries (3,779), 0.6 contre 0.8; ceux du faubourg Saint-Martin (5,346), 5.6. En province, 3.9 p. 100 contre 5.8 chez les employés de commerce (519) et 2.5 chez les comptables (122) de Marseille; 1.1 contre 2.3 à Lyon chez les employés (2,330) et 1.3 contre 0.7 chez les sténographes (299); 2.5 contre 2.5 à Orléans (118); 2.7 contre 2.7 à Amiens (334); 0 contre 0 chez les employés (200) de Rouen; 5.3 à Reims (285); 0.3 chez les représentants (322) à Nancy; 0 au Havre (335); 0 à Alger (100).

DIVERS. — 5 syndicats de gens de maison accusent 1.4 p. 100 de chômeurs pour un effectif de 2,799 membres contre 1.9 le mois dernier et 4 en août 1907; le Syndicat national des gens de maison de la Bourse du travail (1,969) en accuse 0 p. 100 contre 0.4.

8 syndicats de coiffeurs, groupant 4,140 ouvriers, ont 3.8 p. 100 de sans-travail contre 0.4 le mois dernier et 1.5 en août 1907; le syndicat mixte de Paris (3,365) en accuse 1.8 p. 100 contre 0 le mois dernier; le syndicat mixte de Marseille (375), 20.8; le syndicat ouvrier du Mans (186), 4.8 contre 8.9.

LES GRÈVES EN AOÛT 1908.

61 grèves et 3 lock-outs ont été signalés, en août, à la Direction du travail.

Le nombre des ouvriers qui y ont pris part, connu pour 57 de ces conflits, est de 4,860. Il y avait eu, en août 1907, 87 grèves et le nombre moyen de celles qui se sont produites, au cours du même mois, pendant les cinq dernières années, est de 59.

Ces 64 conflits, dont 45 n'ont atteint qu'un seul établissement, sont dus aux principales causes suivantes :

Demandes d'augmentation de salaire	27
Demandes de diminution du temps de travail	5
Contestations relatives au salaire	15
Demandes de paiement par quinzaines	3
Contestations relatives au règlement d'atelier	9
Contestations relatives à la réglementation du travail	4
Contestation relative au repos hebdomadaire	1
Demandes de renvoi d'ouvriers ou de contremaîtres	5
Demandes de réintégration d'ouvriers ou de contremaîtres	8
Demandes de suppression du travail aux pièces	3
Demande de suppression du travail au temps	1

Ces conflits ont éclaté dans 32 départements et on en a compté :

13 dans la Seine, 6 dans le Nord, 4 dans la Loire, 3 dans les Bouches-du-Rhône, le Pas-de-Calais, et la Seine-Inférieure, 2 dans la Charente-Inférieure, le Finistère, le Jura, le Maine-et-Loire, le Rhône et le Tarn, et 1 dans 20 autres départements.

Les industries ou professions atteintes se répartissent comme suit :

Bâtiment, 19 conflits; mines et carrières, 8; transports et manutention, 7; métaux, industries textiles, 5; bois, papier et imprimerie, 4; produits chimiques, cuirs et peaux, 3; opticiens, 2; ouvriers agricoles, encaustiqueurs, boulangers, gâteaux de café, 1.

Des 64 conflits commencés en août, 47 ont pris fin, après avoir duré respectivement :

Treize, 1 jour ou moins de 1 jour; dix, 2 jours; six, 3 jours; quatre, 4 jours; trois, 5 jours; un, 6 jours; deux, 7 jours; deux, 8 jours; deux, 11 jours; un, 13 jours; un, 21 jours; et deux, 23 jours.

Si l'on y ajoute 17 grèves anciennes terminées après avoir duré respectivement 145 jours, 106 jours, 91 jours, 77 jours, 71 jours, 64 jours, 52 jours, 43 jours, 42 jours, 40 jours, 37 jours, 35 jours, 34 jours, 27 jours, 17 jours, (2 grèves) et 11 jours, on trouve 64 conflits terminés avec les résultats suivants :

9 réussites,
28 transactions ou réussites partielles,
27 échecs.

DATES		LOCALITÉS.	DÉPARTEMENTS.	INDUSTRIES ET SPÉCIALITÉS professionnelles des grévistes.	NOMBRE	
du	de				d'établisse-	de
commence-	la fin.				ments.	grévistes.
1	2	3	4	5	6	7
GRÈVES NON TERMINÉ						
1908.						
6 janv...		Aubagne.....	Bouches-du-Rhône	Charretiers.....	"	"
15 avril ..	7 sept...	Monthermé.....	Ardennes.....	Mouleurs.....	1	150
24 avril ..		Hazeubrouck.....	Nord.....	Tisseurs.....	1	155
2 mai ..		Pantín.....	Seine.....	Verriers.....	1	"
7 mai...	6 août ..	Paris.....	Seine.....	Fumistes.....	1a	500
13 mai...		Paris.....	Seine.....	Terrassiers et tubistes.....	1	70
25 mai...	8 sept...	Vire.....	Calvados.....	Couvreurs.....	"	12
5 juin...		Reims.....	Marne.....	Dockers.....	1	17
10 juin...	13 août ..	Marseille.....	Bouches-du-Rhône	Ballin urs de sucre.....	1	500
16 juin...	26 août ..	St-Cierge-la-Serre.	Arliche.....	Mineurs.....	1	82
16 juin...	1 ^{er} sept..	Hazeubrouck	Nord.....	Tisseurs.....	1	3
18 juin...		Paris.....	Seine.....	Terrassiers.....	1	160
22 juin...		Laval.....	Mayenne.....	Maçons.....	"	150
24 juin...	3 sept...	Arleux.....	Nord.....	Verriers.....	1	72
26 juin...		Fois.....	Ariège.....	Typographes.....	"	24
29 juin...	5 août ..	Saint-Amand.....	Nievre.....	Potiers.....	1	48
30 juin...	3 août ..	Paris.....	Seine.....	Terrassiers.....	1	60
2 juillet.		Marseille.....	Bouches-du-Rhône	Verriers.....	1	60
3 juillet.		Nantes.....	Loire-Inférieure	Carriers.....	"	290
6 juillet.	17 août ..	Asnières et Leval-	Seine.....	Terrassiers.....	1	30
		lois-Perret.....				
8 juillet.		Marcigny.....	Saône-et-Loire...	Maçons.....	1	27
8 juillet.		Versailles.....	Seine-et-Oise.....	Maçons.....	1	30
9 juillet.	13 août ..	Tonnay-Charente.	Charente-Inférieure	Dockers.....	"	"
10 juillet.	31 août ..	Besançon.....	Doubs.....	Ouvriers d'une fabrique de	1	880
				soie artificielle.....		
10 juillet.	6 août ..	Niherne.....	Indre.....	Chemisiers.....	1	100
12 juillet.	24 août ..	Paris.....	Seine.....	Ouvriers et employés des ba-	1	"
				teaux-omnibus.....		
20 juillet.		Vallauris.....	Alpes-Maritimes...	Potiers.....	43	1,100
22 juillet.		Avanches.....	Manche.....	Typographes.....	3	12
24 juillet.		Port-Saint-Louis-	Bouches-du-Rhône	Dockers.....	1	250
		du-Rhône.....				
24 juillet.		Paris.....	Seine.....	Terrassiers.....	1	20
25 juillet.	5 août ..	La Roche-sur-Yon.	Vendée.....	Ferblantiers-boitiers.....	1	14
26 juillet.	12 août ..	Albi.....	Tarn.....	Terrassiers et maçons.....	"	30
31 juillet.	17 août ..	Quillan.....	Aude.....	Chapelliers.....	1	226
31 juillet.		Blangy-sur-Bresle.	Seine-Inférieure	Verriers.....	1	60
GRÈVES COMMENCÉ						
1 ^{er} août.	2 août ..	Toulouse.....	Haute Garonne...	Garçons de café.....	1	8
1 ^{er} août.	2 août ..	Anzin.....	Nord.....	Mineurs.....	1	40
1 ^{er} août.	3 août ..	Le Havre.....	Seine-Inférieure	Posseurs de rails.....	1	32
3 août ..	4 août ..	Saint-Clément.....	Jura.....	Chapentiers.....	1	11
3 août ..	4 août ..	Merville.....	Nord.....	Terrassiers.....	1	21
3 août ..	5 août ..	Morlaix.....	Finistère.....	Dockers.....	"	14
3 août ..	7 août ..	Le Havre.....	Seine-Inférieure	Typographes.....	1	5
3 août ..	24 août ..	Bourg-en-Bresse ..	Ain.....	Ménisiers.....	10	33
4 août ..	7 août ..	Roanne.....	Loire.....	Ouvrissenseurs.....	1	8
4 août ..	10 août ..	Lézat.....	Jura.....	Carriers.....	1	30
4 août ..	12 août ..	Miramas.....	Bouches-du-Rhône	Terrassiers.....	1	120
4 août ..		Paris.....	Seine.....	Opticiens.....	1	5

(1) Ne figurent pas ici les grèves dont la fin postérieure au 1^{er} août 1908, a pu être déjà signalée dans le précédent

REPÈRES.	CAUSES DES GRÈVES.	RÉSULTATS.	OBSERVATIONS.
	8	9	10
AU 1 ^{er} AOÛT 1908 ⁽¹⁾ .			
1	Demande d'augmentation de salaire.....	.....	.....
2	Demande d'augmentation de salaire.....	Échec.	.....
3	Contestation relative à l'emploi de machines.....	.....	.....
4	Contestation relative à la réglementation du travail.....	.....	.....
5	Demande d'augmentation de salaire.....	Échec.	.....
6	Demande : plus-value pour travaux malsains.....	.....	.....
7	Demande d'augmentation de salaire.....	Transaction.	.....
8	Demande d'augmentation de salaire.....	.....	.....
9	Protestation contre une punition infligée à un ouvrier.....	Échec.	.....
10	Demande de renvoi d'un contremaître.....	Transaction.	.....
11	Contestation relative à l'emploi de machines.....	Échec.	.....
12	Demande d'augmentation de salaire.....	.....	.....
13	Demandes : augmentation de salaire; diminution du temps de travail.....	.....	.....
14	Demande de réintégration de deux ouvriers.....	Transaction.	.....
15	Demandes : augmentation de salaire; limitation du nombre des apprentis; constitution d'une commission mixte de conflits.....	.....	.....
16	Demande de limitation du temps de travail.....	Réussite.	.....
17	Demandes : réintégration d'un ouvrier; renvoi d'un contremaître.....	Échec.	.....
18	Demande d'augmentation de salaire.....	.....	.....
19	Demande d'augmentation de salaire.....	.....	.....
20	Demandes : augmentation de salaire; signature d'un contrat.....	Échec.	.....
21	Demandes : augmentation de salaire; journée de 10 heures.....	Transaction.	.....
22	Demande d'augmentation de salaire.....	.....	.....
23	Demande de réintégration de trois ouvriers.....	Échec.	.....
24	Demande d'augmentation de salaire.....	Transaction.	100 grévistes congédiés.
25	Réduction de salaire.....	Réussite	.....
26	Demandes : diminution du temps de travail; repos hebdomadaire payé; création d'une caisse de retraites; renvoi ou déplacement d'inspecteurs.....	Échec.	.....
27	Contestation relative au salaire.....	.....	Lock-out.
28	Demande d'augmentation de salaire.....	.....	.....
29	Contestation relative au salaire.....	.....	.....
30	Contestation relative au salaire.....	.....	.....
31	Contestation relative à l'emploi de machines.....	Transaction.	.....
32	Demande d'augmentation de salaire.....	Réussite.	.....
33	Demande de réintégration d'un ouvrier.....	Transaction.	.....
34	Demande de réintégration d'un ouvrier.....	.....	.....
EN AOÛT 1908.			
1	Demande d'amélioration des repas.....	Échec.	5 grévistes congédiés.
2	Contestation relative à l'établissement des fiches de paye.....	Échec.	.....
3	Demande d'augmentation de salaire.....	Réussite.	.....
4	Contestation relative à la réglementation du travail.....	Échec.	.....
5	Demande d'augmentation de salaire.....	Échec.	14 grévistes congédiés.
6	Demande d'augmentation de salaire.....	Transaction.	.....
7	Demande : journée de 9 heures.....	Échec.	Grévistes remplacés.
8	Demande d'augmentation de salaire.....	Transaction.	.....
9	Demande d'augmentation de salaire.....	Transaction.	.....
10	Demande de renvoi d'un contremaître.....	Réussite.	.....
11	Demande d'augmentation de salaire.....	Transaction.	.....
12	Contestation relative au salaire.....	.....	.....

DATES		LOCALITÉS.	DÉPARTEMENTS.	INDUSTRIES ET SPÉCIALITÉS professionnelles des grévistes.	NOMBRE	
du commence- ment.	de le fin.				d'établi- sements.	de grévistes.
1	2				6	7
GRÈVES COMMENCÉ						
5 août ..	12 août ..	Paris	Seine	Encaustiqueurs	6	120
5 août ..	28 août ..	Besançon	Doubs	Mécaniciens	32	118
5 août ..	28 août ..	Levallois-Perret ..	Seine	Conducteurs d'automobiles ..	1	92
5 août ..	.. ..	Albi	Tarn	Mineurs	1	"
6 août ..	7 août ..	Angers	Maine-et-Loire ..	Boueurs	1	30
6 août ..	7 août ..	Bouen	Seine-Inférieure ..	Régisseurs	2	"
6 août ..	17 août ..	Sernais-les-Bains ..	Marne	Raffineurs de sucre	1	107
6 août ..	19 août ..	Paris	Seine	Marbriers	1	17
6 août ..	.. ..	Paris	Seine	Vanniers	1	4
7 août ..	10 août ..	Paris-Plage	Pas-de-Calais	Peintres	1	8
7 août ..	18 août ..	Communay	Isère	Mineurs	1	230
7 août ..	.. ..	Paris	Seine	Opticiens	1	60
10 août ..	15 août ..	Saint-Etienne	Loire	Armuriers	4	18
10 août ..	17 août ..	Marseille	Bouches-du-Rhône ..	Buandiers	1	50
10 août ..	.. ..	Cette	Hérault	Dockers	5	"
10 août ..	.. ..	Paris	Seine	Tanneurs	1	150
10 août ..	.. ..	Maisons-Laffitte ..	Seine-et-Oise	Mécaniciens-constructeurs ..	1	15
11 août ..	19 août ..	Marseille	Bouches-du-Rhône ..	Dockers	1	"
13 août ..	14 août ..	Ostricourt	Pas-de-Calais	Mineurs	1	170
13 août ..	.. ..	La Rochelle	Charente-Inférieure	Dockers	1	250
14 août ..	15 août ..	Concarneau	Finistère	Taillieurs de pierre	"	16
14 août ..	.. ..	La Rochelle	Charente-Inférieure	Ouvriers d'une fabrique de briques	3	"
15 août ..	20 août ..	Châteaubriant	Loire-Inférieure ..	Maçons	"	106
16 août ..	.. ..	Belesta	Ariège	Boulangers	5	"
17 août ..	19 août ..	Thiviers	Dordogne	Terrassiers	1	80
18 août ..	.. ..	Lisieux	Calvados	Couvreurs	"	40
19 août ..	21 août ..	Pompey	Meurthe-et-Moselle	Ouvriers d'aciéries	1	60
20 août ..	31 août ..	Grand-Croix	Loire	Mineurs	1	150
20 août ..	21 août ..	Paris	Seine	Maçons	1	12
20 août ..	21 août ..	Payrin-Augmontel ..	Tarn	Tisseurs	1	400
20 août ..	25 août ..	Auch	Gers	Terrassiers	1	60
20 août ..	.. ..	Angers	Maine-et-Loire	Ouvriers du bâtiment	"	800
21 août ..	24 août ..	Bessenay	Rhône	Terrassiers	1	12
21 août ..	25 août ..	Brennes	Ille-et-Vilaine	Ouvriers et employés de tram- ways	1	70
21 août ..	25 août ..	Boubaix	Nord	Tisseurs	1	12
22 août ..	24 août ..	Orchies	Nord	Terrassiers	1	18
22 août ..	24 août ..	Paris	Seine	Stucateurs	"	"
22 août ..	25 août ..	Puteaux	Seine	Maçons	1	20
24 août ..	26 août ..	Colombes	Seine	Maçons	1	6
24 août ..	26 août ..	Saint-Denis	Seine	Paveurs	1	60
24 août ..	.. ..	Chauvigny	Vienne	Cordonniers	3	35
25 août ..	25 août ..	Prades	Pyrénées-Orientales	Tanneurs	"	25
25 août ..	27 août ..	Saint-Chamond	Loire	Lamincurs	1	75
25 août ..	28 août ..	Ostricourt	Pas-de-Calais	Mineurs	1	160
26 août ..	.. ..	Toncreing	Nord	Tisseurs	1	11
27 août ..	29 août ..	Épinal	Vosges	Typographes	"	71
27 août ..	.. ..	Levallois-Perret ..	Seine	Terrassiers	1	12

N ^{OS} REPÈRES.	CAUSES DES GRÈVES.	RÉSULTATS.	OBSERVATIONS.
	8	9	10
EN AOÛT 1908. (Suite.)			
13	Demande d'embauchage de deux ouvriers.....	Échec.	Lock-out.
14	Demande d'augmentation de salaire.....	Transaction.	
15	Contestation relative au tarif.....	Échec.	
16	Contestation relative à la réglementation du travail.....		Lock-out.
17	Demande d'augmentation de salaire.....	Transaction.	
18	Contestation relative au salaire.....	Transaction.	
19	Demande d'augmentation de salaire.....	Transaction.	30 grévistes congédiés.
20	Demandes : augmentation de salaire ; fourniture des matières à peindre par les patrons ; suppression d'un quart d'heure de travail supplémentaire.....	Transaction.	
21	Demandes : suppression du travail aux pièces.....		
22	Demande d'augmentation de salaire.....	Échec.	Grévistes remplacés.
23	Contestation relative au salaire ; demande de renvoi d'ouvriers étrangers.....	Transaction.	
24	Demande d'augmentation de salaire.....		
25	Demande d'augmentation de salaire.....	Transaction.	
26	Protestation contre une punition infligée à un ouvrier.....	Échec.	
27	Arrêts dans le travail ; contestations relatives aux conditions d'un nouveau contrat.....		Lock-out.
28	Demandes : travail aux pièces ; droit de fixer les tarifs de fabrication et de choisir les contremaîtres.....		
29	Demande de renvoi d'ouvriers non syndiqués.....		
30	Demande de réintégration de 30 ouvriers ; contestations relatives à l'embauchage et au paiement des salaires.....	Transaction.	
31	Demandes : réintégration d'un ouvrier ; meilleure répartition des salaires.....	Transaction.	
32	Demandes : journée de 9 heures ; contestations relatives au contrat de travail.....		
33	Demandes : suppression du travail aux pièces ; journée de 10 heures.....	Transaction.	
34	Contestation relative au salaire.....		
35	Demandes : augmentation de salaire ; paiements par quinzaines ; double tarif pour le travail de nuit.....	Transaction.	
36	Demande de relèvement de la taxe du pain.....		
37	Demandes : fixation d'un tarif minimum des salaires ; paiements par quinzaines avec faculté d'acomptes.....	Réussite.	
38	Demande d'augmentation de salaire.....		
39	Demande : paiements par quinzaines.....	Transaction.	
40	Demande de réintégration de deux ouvriers.....	Réussite.	
41	Demande de renvoi d'un ouvrier non syndiqué.....	Échec.	Grévistes congédiés.
42	Contestation relative à la réglementation du travail ; demande de réintégration de trois ouvriers.....	Réussite.	
43	Demande d'augmentation de salaire.....	Transaction.	
44	Contestation relative au salaire.....		
45	Contestation relative à la réglementation du travail.....	Échec.	Grévistes remplacés.
46	Demandes : diminution du temps de travail ; avancement plus rapide ; paiement des jours de congé octroyé du congé le dimanche.....	Transaction.	
47	Demande d'augmentation de salaire.....	Échec.	Grévistes remplacés.
48	Demande d'augmentation de salaire.....	Réussite.	
49	Demande de renvoi de trois ouvrier non syndiqués.....	Échec.	Grévistes remplacés.
50	Demande d'augmentation de salaire.....	Échec.	Grévistes remplacés.
51	Demande de réintégration d'un ouvrier.....	Échec.	Grévistes remplacés.
52	Demande d'augmentation de salaire.....	Échec.	
53	Demande d'augmentation de salaire.....		
54	Contestation relative au salaire.....	Transaction.	
55	Demande d'augmentation de salaire.....	Transaction.	
56	Demande de réintégration d'un ouvrier.....	Échec.	
57	Demande : suppression du travail aux pièces.....		
58	Demandes : augmentation de salaire ; journée de 9 heures ; élaboration d'un règlement d'apprentissage.....	Transaction.	
59	Demande d'augmentation de salaire.....		

DATES		LOCALITÉS.	DÉPARTEMENTS.	INDUSTRIES ET SPÉCIALITÉS professionnelles des grévistes.	NOMBRE		REMARQUES.
du commence- ment. 1	de la fin. 2				d'établisse- ments. 6	de grévistes. 7	
		3	4	5			
GRÈVES COMMENCÉES							
29 août ..	2 sept...	Onzeville	Aude	Ouvriers agricoles	"	100	60
30 août ..	2 sept...	Roubaix	Nord	Fileurs	1	21	61
31 août ..	31 août ..	St-Clair-de-Halonze et le Châtelier.	Orne	Mineurs	1	30	62
31 août ..	.....	Château-Gonthier.	Mayenne	Couvreur	5	15	63
31 août ..	.....	Lyon	Rhône	Typographes	1	17	64

CONCILIATION ET ARBITRAGE ⁽¹⁾.

3 applications de la loi sur la conciliation et l'arbitrage ont été signalées, en août, à la Direction du travail.

1° Dans la grève des maçons de Châteaubriand (Loire-Inférieure), le juge de paix est intervenu d'office le 15 août. Un comité de conciliation s'est réuni le 18; l'accord n'a pu s'établir entre les parties et les délégués patrons ont refusé de recourir à l'arbitrage;

2° Dans la grève des mineurs de Communay (Isère), le juge de paix est intervenu d'office le 13 août. Le directeur des mines a refusé de se prêter à la tentative de conciliation;

3° Dans la grève des raffineurs de sucre de Sermaize-les-Bains, le juge de paix est intervenu d'office le 8 août. Avant la réunion d'un comité de conciliation, la grève a pris fin par un accord direct entre les parties.

LES ASSOCIATIONS OUVRIÈRES DE PRODUCTION ET LES SOCIÉTÉS COOPÉRATIVES DE CONSOMMATION ET DE CRÉDIT EN FRANCE

AU 1^{er} JANVIER 1908. (Suite.) ⁽²⁾

II. — Sociétés coopératives de consommation.

La statistique des sociétés coopératives de consommation a été établie à l'aide des états annuels des préfets. Ainsi qu'on l'a déjà signalé pour les associations

⁽¹⁾ Des exemplaires du texte de la loi du 27 décembre 1892 sur la conciliation et l'arbitrage dans les différends collectifs entre patrons et ouvriers ou employés sont envoyés aux intéressés sur demande adressée à M. le Ministre du Travail, Direction du travail, Bureau des Associations professionnelles, rue de Varenne, n° 80, à Paris.

⁽²⁾ Voir Bulletin, août 1908, p. 730.

RÉFÉRENCES.	CAUSES DES GRÈVES.	RÉSULTATS.	OBSERVATIONS.
	8	9	10
EN AOÛT 1908. (Suite et fin.)			
10	Demandes : augmentation de salaire; allocation de vin....	Transaction.	
11	Refus de payer une amende collective.....	Échec.	
12	Contestation relative au salaire.....	Échec.	
13	Demande d'augmentation de salaire.....	.....	
14	Demande de réintégration d'un ouvrier.....	.....	

ouvrières de production, ces états ont été dressés, pour la deuxième fois cette année, conformément aux prescriptions de la circulaire ministérielle du 29 décembre 1906 sur la statistique des sociétés coopératives.

Ont été écartés de cette statistique, quand les renseignements ont permis de les reconnaître : 1° les coopératives militaires; 2° les sociétés pour l'achat ou la fabrication en commun de matières premières⁽¹⁾; 3° les syndicats agricoles ou autres qui n'ont pas constitué de sociétés coopératives de consommation distinctes; 4° les pharmacies mutualistes; 5° les économats et autres magasins de vente fondés par des employeurs à l'usage de leur personnel; 6° les sociétés commerciales qui accordent des remises aux acheteurs.

Le nombre total des sociétés coopératives de consommation signalées comme existantes au 1^{er} janvier 1908 s'élève à 2,301. Le nombre de ces mêmes sociétés signalées comme existantes au 1^{er} janvier 1907 était seulement de 2,166.

L'augmentation constatée résulte, pour partie, de ce que les enquêtes effectuées ont révélé l'existence d'un certain nombre de sociétés qui n'avaient jamais été signalées jusqu'à présent.

D'autre part un certain nombre de sociétés signalées les années précédentes comme existantes avaient en réalité disparu, sans que leur dissolution ait été portée à la connaissance des préfets.

Il résulte de ces observations que la comparaison entre les totaux fournis par la statistique pour deux années consécutives ne saurait donner d'indication utile sur le mouvement des sociétés coopératives. Seuls les chiffres suivants peuvent donner des renseignements à ce sujet : D'après les préfets 163 sociétés coopératives de consommation ont été fondées au cours de l'année 1907 et 62 sociétés ont été dissoutes au cours de la même année.

Le tableau suivant indique, par département, la répartition des sociétés coopératives. Il fournit : 1° le nombre de sociétés coopératives signalées; 2° le nombre

⁽¹⁾ Un certain nombre de sociétés coopératives ont été, en effet, signalées comme ayant pour objet de procurer à des artisans, à de petits industriels ou petits commerçants les matières premières dont ils ont besoin pour l'exercice de leur profession ou de leur entreprise. C'est ainsi qu'on a relevé : 3 sociétés pour l'achat, l'entretien et la réparation d'engins de pêche (Finistère, 1; Gironde, 1; Pyrénées-Orientales, 1); 6 sociétés pour l'achat en commun de denrées par des épiciers; 4 sociétés de limonadiers pour la fabrication de boissons et eaux gazeuses; 1 société de débitants pour la fabrication de la bière; 1 fonderie de graisses appartenant à une société de bouchers; 1 société pour l'achat de fournitures (papier) pour la soierie (Rhône); 3 sociétés pour l'achat de fournitures pour la rubannerie (Haute-Loire); 1 société pour l'achat d'outils et fournitures pour émondeurs en coutellerie (Puy-de-Dôme); 3 sociétés de coiffeurs pour l'achat de matières premières de parfumerie.

Répartition, par département, des sociétés coopératives de consommation.

NUMÉROS.	DÉPARTEMENTS.	TOTAL	SOCIÉTÉS			SOCIÉTÉS		SOCIÉTÉS	
		des	AYANT FAIT CONNAÎTRE			AYANT		FONDÉES	
		SOCIÉTÉS	à la fois			fait connaître		DIS-	
		au	le nombre de leurs membres			seulement		SOCIÉTÉS	
		1 ^{er} jan-	et			le nombre		en	
		vier	leur chiffre d'affaires.			de		1907.	
		1908.	Nombre	Nombre	Chiffre	Nombre	Nombre	1907.	1907.
			de	de	d'affaires.	de	de		
			sociétés.	membres.	francs.	sociétés.	membres.		
1	AIN.	16	15	3,661	2,285,000	1	265	1	"
2	AISNE.	19	16	10,755	4,706,600	2	131	1	3
3	ALLIER.	12	11	5,000	1,691,400	"	"	1	"
4	ALPES (BASSES-).	1	1	430	11,900	"	"	"	"
5	ALPES (HAUTES-).	5	4	311	31,600	1	16	3	"
6	ALPES-MARITIMES.	5	5	312	12,600	"	"	"	"
7	ARDÈCHE.	11	10	2,698	713,800	1	118	1	2
8	ARDENNES.	77	73	12,224	5,210,200	3	228	8	2
9	ARIÈGE.	"	"	"	"	"	"	"	"
10	AUBE.	18	18	8,138	3,937,100	"	"	3	"
11	AUDE.	8	7	837	182,200	1	51	1	"
12	AVAYRON.	11	10	3,181	741,700	1	320	"	"
13	BOUCHES-DU-RHÔNE.	23	20	3,595	1,059,200	1	110	1	2
14	CALVADOS.	4	4	1,294	256,200	"	"	2	"
15	CANTAL.	2	2	372	50,400	"	"	1	"
16	CHARENTE.	31	26	6,631	1,821,600	1	761	2	3
17	CHARENTE-INFÉRIEURE.	172	119	18,957	3,784,300	32	1,123	6	3
18	CHER.	25	25	6,530	1,441,000	"	"	"	1
19	CORRÈZE.	3	3	865	135,900	"	"	"	"
20	CORSE.	"	"	"	"	"	"	"	"
21	CÔTE-D'OR.	19	19	3,692	1,562,800	"	"	2	"
22	CÔTES-DU-NORD.	4	4	824	222,000	"	"	"	"
23	CREUSE.	3	3	903	303,300	"	"	1	"
24	DORDOGNE.	8	7	3,763	591,800	"	"	"	"
25	DOUBS.	39	37	10,952	6,963,300	2	310	1	"
26	DRÔME.	12	11	1,481	429,600	1	106	1	"
27	EURE.	8	8	1,397	378,500	"	"	"	"
28	EURE-ET-LOIR.	6	6	1,924	1,567,500	"	"	"	"
29	FINISTÈRE.	14	13	3,114	701,100	1	6	1	"
30	GARD.	37	35	5,829	1,206,400	1	70	3	1
31	GARONNE (HAUTE-).	3	2	120	59,000	1	115	1	"
32	GERS.	10	8	1,465	163,200	2	254	"	"
33	GIROUDE.	78	71	11,723	3,272,900	6	1,035	7	2
34	HÉRAULT.	19	17	2,516	479,400	2	326	1	1
35	ILLE-ET-VILAINE.	1	3	114	70,000	1	219	1	"
36	INDRE.	6	6	1,221	275,100	"	"	1	"
37	INDRE-ET-LOIRE.	30	28	9,291	1,981,500	1	150	1	"
38	ISÈRE.	65	63	11,719	3,099,800	"	"	2	1
39	JURA.	28	27	1,083	1,487,900	"	"	5	"
40	LANDES.	5	5	688	108,500	"	"	"	"
41	LOIR-ET-CHER.	11	10	2,011	472,700	1	20	2	"
42	LOIRE.	53	52	22,987	6,038,800	"	"	1	2
43	LOIRE (HAUTE-).	6	6	910	192,500	"	"	"	"
44	LOIRE-INFÉRIEURE.	20	19	8,601	2,981,200	"	"	2	"
A reporter.		966	859	201,410	62,627,500	69	9,377	73	26

NUMÉROS.	DÉPARTEMENTS.	TOTAL des socié- tés au 1 ^{er} jan- vier 1908.	SOCIÉTÉS AYANT FAIT CONNAÎTRE à la fois le nombre de leurs membres et leur chiffre d'affaires.			SOCIÉTÉS AYANT fait connaître seulement le nombre de leurs membres.		SOCIÉTÉS	
			Nombre de sociétés.	Nombre de membres.	Chiffres d'affaires.	Nombre de sociétés.	Nombre de mem- bres.	FONDÉES en 1907.	DIS- SOUTES en 1907.
	Report.	966	859	201,440	francs. 62,627,500	69	9,377	73	26
45	LOIRET.....	7	7	2,450	437,000	"	"	"	"
46	LOT.....	1	1	290	38,000	"	"	"	"
47	LOT-ET-GARONNE.....	6	5	675	122,700	1	56	2	"
48	LOZÈRE.....	1	"	"	"	1	103	"	"
49	MAINE-ET-LOIRE.....	18	18	4,006	1,068,700	"	"	1	"
50	MANCHE.....	10	10	7,841	3,409,400	"	"	1	1
51	MARNE.....	7	7	2,027	1,008,500	"	"	1	"
52	MARNE (HAUTE-)...	15	14	3,124	1,771,800	"	"	1	2
53	MAYENNE.....	4	4	1,189	296,500	"	"	"	"
54	MEURTHE-ET-MOSELLE	30	30	11,590	8,070,200	"	"	5	1
55	MEUSE.....	5	4	1,005	423,800	1	49	"	"
56	MORBIHAN.....	26	26	7,163	1,309,200	"	"	3	"
57	NIEVRE.....	16	16	4,756	1,733,200	"	"	"	"
58	NORD.....	234	94	129,618	41,224,000	27	9,898	15	5
59	OISE.....	22	22	4,682	1,497,700	"	"	1	"
60	ORNE.....	2	2	255	25,800	"	"	"	"
61	PAS-DE-CALAIS.....	93	89	18,445	8,500,400	1	50	9	"
62	PUY-DE-DÔME.....	10	9	1,851	349,300	"	"	3	"
63	PYRÉNÉES (BASSES-)..	6	6	2,638	465,700	"	"	1	"
64	PYRÉNÉES (HAUTES-)..	3	3	139	19,900	"	"	"	"
65	PYRÉNÉES-ORIENTALES	2	2	89	4,900	"	"	"	3
66	RHIN (H ^t) (BELFORT)...	16	16	4,366	2,108,200	"	"	"	"
67	RUÈNE.....	82	78	23,853	5,426,000	2	1,227	5	4
68	SAÔNE (HAUTE-).....	10	7	1,653	988,000	"	"	"	1
69	SAÔNE-ET-LOIRE.....	99	97	13,119	5,465,000	2	360	"	2
70	SARTHE.....	10	10	2,770	699,700	"	"	"	1
71	SAVOIE.....	6	6	1,186	483,200	"	"	"	"
72	SAVOIE (HAUTE-)...	30	27	2,687	724,800	2	162	5	"
73	SEINE.....	107	106	123,928	35,420,000	"	"	5	7
74	SEINE-INFÉRIEURE.....	35	31	14,536	3,206,000	2	300	"	"
75	SEINE-ET-MARNE.....	25	21	3,901	1,642,800	1	321	2	"
76	SEINE-ET-OISE.....	41	33	6,954	2,674,000	6	2,653	5	1
77	SÈVRES (DEUX-).....	50	75	16,604	2,552,000	1	1,201	5	2
78	SOMME.....	32	25	9,185	3,436,000	6	778	2	"
79	TARN.....	8	7	1,675	313,500	"	"	"	"
80	TARN-ET-GARONNE...	2	2	286	40,000	"	"	"	"
81	VAR.....	22	21	2,455	428,300	"	"	3	"
82	VAUCLUSE.....	20	15	1,475	266,000	4	278	2	"
83	VENDÉE.....	13	41	8,819	1,591,300	"	"	"	"
84	VIENNE.....	10	8	2,812	903,800	1	81	"	3
85	VIENNE (HAUTE-)...	12	10	11,999	4,524,600	"	"	3	1
86	VOSGES.....	79	73	12,060	6,651,200	2	113	5	2
87	YONNE.....	34	33	6,173	1,716,000	1	120	3	"
	ALGER.....	2	2	478	200,000	"	"	"	"
	CONSTANTINE.....	1	1	571	280,000	"	"	"	"
	ORAN.....	5	5	1,189	332,400	"	"	2	"
	TOTAUX.....	2,301	2,078	677,998	216,507,000	136	27,187	163	62

de sociétés qui, parmi celles-ci, ont fait connaître à la fois le nombre de leurs membres et leur chiffre d'affaires; 3° le nombre total de leurs membres; 4° le total de leurs chiffres d'affaires; 5° le nombre de sociétés qui ont seulement indiqué le nombre de leurs membres; 6° le nombre de leurs membres. Les deux dernières colonnes font connaître le nombre de sociétés signalées comme créées ou dissoutes en 1907.

Objet des sociétés. — I. — *Sociétés coopératives de consommation s'occupant également de production.* — Un certain nombre de sociétés coopératives de consommation ne se bornent pas à acheter en gros des denrées et marchandises pour les revendre au détail soit aux membres et adhérents, soit même au public; elles s'occupent également de fabrication et font subir aux marchandises, avant de les livrer à la consommation, une transformation industrielle : ces sociétés font donc œuvre de *production* dans l'intérêt du *consommateur*. Les plus nombreuses de ces sociétés sont les *boulangeries* et les *brasseries* coopératives.

Boulangeries. — Sur les 2,301 sociétés coopératives de consommation dont l'existence était connue au 1^{er} janvier 1908, 881 ont été signalées comme s'occupant exclusivement de boulangerie. 773 de ces sociétés ont fait connaître à la fois le nombre de leurs membres et leur chiffre d'affaires; le nombre total de leurs membres est de 180,861 et leur chiffre d'affaires total s'élève à 37,539,400 francs. En outre, 73 boulangeries ont fait connaître seulement le nombre de leurs membres qui s'élève à 12,936.

Le tableau ci-après donne la répartition de ces boulangeries coopératives par département. Aucune boulangerie coopérative n'a été signalée comme existante dans les départements qui ne figurent pas sur ce tableau.

DÉPARTEMENTS.	TOTAL des BOULAN- GERIES.	BOULANGERIES AYANT FAIT CONNAÎTRE À LA FOIS le nombre de leurs membres et leur chiffre d'affaires			BOULANGERIES AYANT FAIT CONNAÎTRE seulement le nombre de membres.	
		Boulan- geries.	Membres.	Chiffres d'affaires.	Boulan- geries.	Membres.
				francs.		
AIN.....	4	4	598	87,700	"	"
AISNE.....	23	21	2,093	861,000	1	262
ALLIER.....	3	2	359	59,200	"	"
ALPES (HAUTES).....	1	1	200	8,000	"	"
ARDÈCHE.....	5	5	1,307	162,000	"	"
ARDENNES.....	16	16	2,971	787,600	"	"
AUBE.....	1	4	539	82,100	"	"
AUDE.....	3	3	535	87,700	"	"
AVEYRON.....	10	9	2,581	346,700	1	320
BOUCHES-DU-RHÔNE.....	14	10	1,757	335,200	4	440
CANTAL.....	2	2	372	50,100	"	"
CHARENTE.....	28	29	3,523	913,000	4	761
CHARENTE-INFÉRIEURE.....	170	118	18,707	3,709,300	31	4,103
CHER.....	5	5	1,178	232,800	"	"
CORRÈZE.....	3	3	865	135,900	"	"
COTE-D'OR.....	5	5	586	151,000	"	"
CREUSE.....	1	1	175	46,000	"	"
DORDOGNE.....	8	7	3,763	501,800	"	"
DOUBS.....	4	3	719	133,100	1	50
DROME.....	1	1	412	65,500	"	"
ECRE-ET-LOIRE.....	1	1	285	45,000	"	"
A repr. r.....	311	211	41,225	8,791,900	42	5,936

DÉPARTEMENTS.	TOTAL des BOULAN- GERIES.	BOULANGERIES AYANT FAIT CONNAÎTRE A LA FOIS le nombre de leurs membres et leur chiffre d'affaires.			BOULANGERIES AYANT FAIT CONNAÎTRE seulement le nombre de membres.	
		Boulan- geries.	Membres.	Chiffres d'affaires.	Boulan- geries.	Membres.
Report.....	311	241	44,225	8,791,900	42	5,936
				francs.		
FINISTÈRE.....	2	2	410	31,000	"	"
GARD.....	21	21	2,464	481,700	"	"
GEES.....	1			"	1	52
GIRONDE.....	66	62	8,959	2,338,900	4	905
HÉRAULT.....	9	8	1,219	181,500	1	210
INDRE.....	2	2	176	60,100	"	"
INDRE-ET-LOIRE.....	24	22	5,779	1,117,700	1	150
JURA.....	1	1	78	14,300	"	"
LANDES.....	3	3	491	90,700	"	"
LOIRE-ET-CHER.....	4	4	1,176	215,500	"	"
LOIRE.....	11	13	3,160	552,600	"	"
LOIRE (HAUTE).....	1	1	910	192,800	"	"
LOIRE-INFÉRIEURE.....	3	3	1,803	359,500	"	"
LOUET.....	3	3	1,310	225,000	"	"
LUT.....	1	1	290	38,000	"	"
LOT-ET-GARONNE.....	3	3	377	81,000	"	"
LOZÈRE.....	1	"	"	"	1	103
MAINE-ET-LOIRE.....	5	5	938	178,500	"	"
MAËNE.....	1	1	265	31,200	"	"
MAËNE (HAUTE).....	1	1	164	27,100	"	"
Mayenne.....	1	1	609	85,000	"	"
MEURTHE-ET-MOSELLE.....	1	1	69	23,900	"	"
MEUSE.....	2	1	110	20,000	1	49
MORBIHAN.....	18	18	5,382	871,200	"	"
NIEVRE.....	7	7	1,021	238,500	"	"
NORD.....	50	44	38,620	8,338,000	6	3,233
OISE.....	6	6	1,687	417,000	"	"
PAS-DE-CALAIS.....	3	3	905	215,500	"	"
PUY-DE-DÔME.....	6	6	874	137,300	"	"
PYRÉNÉES (BASSES).....	4	4	2,365	384,700	"	"
RHIN (HAUT-) [BELFORT].....	2	2	830	122,000	"	"
RHÔNE.....	28	28	7,773	1,247,000	"	"
SÂONE-ET-LOIRE.....	64	63	7,432	3,366,000	1	60
SARTHE.....	8	8	1,870	240,100	"	"
SAVOIE (HAUTE).....	3	3	302	57,300	"	"
SEINE.....	1	1	1,050	255,000	"	"
SEINE-INFÉRIEURE.....	2	2	566	114,000	"	"
SEINE-ET-MARNE.....	12	10	1,791	459,700	2	225
SEINE-ET-OISE.....	5	5	1,731	368,000	"	"
SÈVRES (DEUX).....	70	66	15,243	2,336,000	3	995
SOMME.....	9	5	952	305,000	4	519
TARN.....	2	1	90	14,000	"	"
TARN-ET-GARONNE.....	1	1	136	25,000	"	"
VAR.....	12	12	1,189	232,000	"	"
VAUCLUSE.....	15	11	1,063	164,500	4	278
VENDÉE.....	35	33	6,364	1,184,500	"	"
VIENNE.....	9	7	1,832	353,800	1	81
VIENNE (HAUTE).....	5	5	1,328	168,600	"	"
VOSGES.....	1	1	21	24,000	"	"
YONNE.....	22	21	3,471	732,700	1	120
TOTAUX.....	881	773	180,861	37,539,400	73	12,036

A côté des boulangeries proprement dites, 479 sociétés coopératives ont été signalées comme *vendant à la fois du pain et d'autres denrées*. L'enquête n'a pas permis d'établir quelle est, dans le chiffre d'affaires de ces sociétés, la part qui revient uniquement à la vente du pain et celle qui revient à la vente des denrées diverses.

Sur ces 479 sociétés, 462 ont fait connaître à la fois le nombre de leurs membres qui s'élève à 235,658, et leur chiffre d'affaires qui représente un total global, pour le pain et les marchandises diverses, de 97,072,700 francs.

On observera toutefois que les renseignements fournis n'ont pas toujours permis de distinguer, parmi toutes ces sociétés, tant boulangeries coopératives que sociétés vendant à la fois du pain et d'autres denrées, celles qui fabriquent leur pain elles-mêmes. Il est à présumer que beaucoup de sociétés sont dans ce cas; mais il s'en trouve néanmoins qui se bornent à revendre du pain fabriqué par un boulanger. Ces dernières sociétés ne rentrent pas dans la catégorie de celles qui font œuvre de production.

On signalera enfin que, pour certaines boulangeries de communes rurales, le chiffre d'affaires ne saurait être aisément calculé, ces sociétés fournissant aux sociétaires du pain en échange de blé. Les préfets ont signalé 13 sociétés de boulangerie de cette nature. (Bouches-du-Rhône, 4; Charente-Inférieure, 2; Gironde, 1; Meuse, 1; Oise, 2; Basses-Pyrénées, 1; Var, 1; Yonne, 1.)

Brasseries. — 86 brasseries coopératives ont été signalées comme existantes au 1^{er} janvier 1908. 77 de ces brasseries groupent 33,008 sociétaires; 64 de ces sociétés, groupant 29,727 sociétaires, font ensemble un chiffre d'affaires de 11,694,700 fr. Ces brasseries coopératives sont ainsi réparties : 7 dans l'Aisne, dont 6 comptent 1,947 membres et font un chiffre d'affaires de 1,066,700 francs; 73 dans le Nord, dont 64 groupent 29,608 membres et dont 53 groupant 26,601 membres font 10,063,000 francs d'affaires; 4 dans le Pas-de-Calais comptent 962 membres et font 515,000 francs d'affaires; 1 dans la Somme compte 217 membres et fait 50,000 francs d'affaires.

II. — *Sociétés coopératives de consommation ne s'occupant pas de production.* — Les autres sociétés vendent, pour la plupart, des marchandises diverses : denrées alimentaires, épicerie, vin, mercerie, vêtements, chaussures, etc.

Un certain nombre de sociétés, cependant, ont un objet nettement spécifié.

31 sociétés s'occupent exclusivement de *boucherie*. Elles se répartissent ainsi par département : Une dans chacun des départements de l'Ain, de l'Aisne, du Doubs, du Gard, de la Gironde, de la Loire, de Meurthe-et-Moselle, du Rhône, de la Somme, de la Vendée, des Vosges; 2 dans les Ardennes, 3 dans le Pas-de-Calais et 15 dans le Nord. 30 de ces sociétés, comptent 6,169 membres; 28 d'entre elles font ensemble un chiffre d'affaires de 1,181,000 francs.

40 sociétés se livrent exclusivement à la *vente du vin* et se répartissent ainsi. Une dans chacun des départements suivants : Cantal, Haute-Loire, Haute-Marne, Nièvre, Vendée, Haute-Vienne; 2 dans les Ardennes, 5 dans le Gard; 6 dans la Loire; 7 dans le Nord; 4 dans le Rhône et enfin 10 dans le Cher; ces dix dernières sont des *sociétés de tempérance*. 36 de ces sociétés groupent 9,677 sociétaires et 33 d'entre elles font ensemble 1,771,900 francs d'affaires.

16 *restaurants coopératifs* ont été signalés comme existants. 1 dans chacun des départements de l'Aisne, du Cher et de Lot-et-Garonne; 2 dans la Haute-Vienne; 2 dans la Seine-Inférieure et 9 dans le département de la Seine (groupant 5,204 membres, et faisant un chiffre d'affaires de 444,000 francs). Ces 16 restaurants coopératifs groupent 6,957 sociétaires et font ensemble 688,100 francs d'affaires.

28 sociétés ont pour objet exclusif la *vente du charbon*. Elles se répartissent ainsi : Une dans chacun des départements suivants : Drôme, Loiret, Saône-et-Loire, Seine-et-Marne, Vaucluse; 4 dans les Ardennes; 2 dans les Bouches-du-Rhône; 12 dans le Nord, dont 11 groupent 5,221 sociétaires et dont 9 font ensemble 4,523,000 francs d'affaires; 5 dans le département du Rhône.

Nombre de membres des sociétés. — Les états fournis par les préfets ont indiqué le nombre de membres pour la plus grande partie des sociétés. Il est bon, toutefois, de remarquer à ce sujet que le nombre de membres indiqué pour quelques coopératives de grandes villes comprend non seulement le nombre des sociétaires proprement dits, mais également le nombre des *adhérents* qui peuvent se fournir à la société coopérative en payant une cotisation⁽¹⁾. Le nombre indiqué par la statistique ne saurait donc être considéré comme représentant exactement le nombre des *actionnaires* des sociétés coopératives.

Si l'on voulait calculer, non plus le nombre des sociétaires et des adhérents, mais le nombre des personnes alimentées par les coopératives, il faudrait tenir compte en premier lieu du fait que chaque sociétaire ou adhérent représente en réalité, dans la très grande majorité des cas, une famille entière. En effet, le chef de famille seul est habituellement sociétaire ou adhérent de la société, mais les achats qu'il y fait sont destinés à toute sa famille. D'autre part, depuis la loi de finances du 19 avril 1905, qui, par son article 9, a soumis à peu près toutes les sociétés coopératives de consommation à la patente, beaucoup de sociétés, qui s'abstenaient auparavant de vendre à d'autres personnes qu'à leurs sociétaires ou adhérents, ouvrent maintenant leurs magasins de vente au public.

A ce sujet un renseignement des plus intéressants a été fourni par le préfet des Ardennes qui a pu obtenir, pour les sociétés de son département, l'indication du chiffre d'affaires effectué avec les sociétaires seulement. Pour 69 sociétés de ce département, le chiffre total d'affaires est de 5,013,200 francs, et, pour ces mêmes sociétés, un chiffre d'affaires de 4,703,000 francs est effectué avec les sociétaires seuls, ce qui donne un chiffre d'affaires de 310,200 francs effectué avec les non-sociétaires. Sur le chiffre d'affaires total 93,81 p. 100 est effectué avec les sociétaires et 6,19 p. 100 avec les non-sociétaires. Pour 13 sociétés la proportion du chiffre d'affaires fait avec les non-sociétaires dépasse 30 p. 100. Pour 2 sociétés elle dépasse 50 p. 100.

Sous ces réserves, l'enquête fournit les renseignements suivants au sujet du nombre de membres des sociétés coopératives de consommation.

2,214 sociétés sur 2,301, soit 96,21 p. 100 des sociétés signalées, ont fait connaître leur nombre de membres qui s'élève au total à 705,185.

66 de ces sociétés soit 3 p. 100 ont moins de 25 membres.

147	—	6.6	—	ont de	26 à	50 membres.
468	—	21.1	—	—	51 à	100 —
921	—	41.6	—	—	101 à	250 —
367	—	16.6	—	—	251 à	500 —
153	—	6.9	—	—	501 à	1,000 —
93	—	4.2	—	ont plus de		1,000 membres.

Parmi ces 93 dernières sociétés, 9 comptent plus de 5,000 membres (4 dans le Nord, 4 dans la Seine et 1 dans la Haute-Vienne.)

Chiffre d'affaires des sociétés. — Un très grand nombre de sociétés coopératives de consommation ont bien voulu faire connaître leur chiffre d'affaires.

2,084 sociétés sur 2,301, soit 90,56 p. 100 des sociétés signalées, ont fait connaître leur chiffre d'affaires qui s'élève, au total, à 216,607,000 francs.

219 de ces sociétés, soit 10,5 p. 100, font moins de 10,000 francs d'affaires;

493 de ces sociétés, soit 23,7 p. 100, font de 10,001 francs à 25,000 francs d'affaires;

⁽¹⁾ C'est ainsi, par exemple, que l'Association amicale des officiers des armées de terre et de mer a été signalée comme comprenant 2,200 actionnaires et 20,000 adhérents.

563 de ces sociétés, soit 27 p. 100, font de 25,001 francs à 50,000 francs d'affaires;

397 de ces sociétés, soit 19.1 p. 100, font de 50,001 francs à 100,000 francs d'affaires;

259 de ces sociétés, soit 12.4 p. 100, font de 100,001 francs à 250,000 francs d'affaires;

96 de ces sociétés, soit 4.6 p. 100, font de 250,001 francs à 500,000 francs d'affaires;

31 de ces sociétés, soit 1.5 p. 100, font de 500,001 francs à 1,000,000 de francs d'affaires;

26 de ces sociétés, soit 1.2 p. 100, font plus de 1,000,000 de francs d'affaires.

Parmi les sociétés les plus importantes on signalera notamment :

Aube : Troyes, la Laborieuse, 2,800 membres, 1,650,000 francs; la Ruche Troyenne, 928 membres, 1,009,300 francs. — *Doubs* : Valentigney, la Fraternelle, 1,921 membres, 1,384,200 francs. — *Eure-et-Loir* : Saint-Rémy-sur-Avre, Société philanthropique coopérative, 3,684 membres, 1,244,000 francs d'affaires. — *Isère* : Grenoble, la Ménagère, 3,500 membres, 1,268,500 francs d'affaires. — *Loire* : Saint Étienne, l'Union des travailleurs, 3,544 membres, 1,250,000 francs. — *Manche* : Cherbourg, la Fraternelle, 4,202 membres, 1,757,000 francs. — *Meurthe-et-Moselle* : Dombasle, la Lorraine (usines Solvay), 1,493 membres, 1,360,000 francs; Longwy, l'Épargne, 852 membres, 1,362,000 francs. — *Nord* : Roubaix, Société coopérative pour l'épicerie, 808 membres, 3,000,000 de francs; l'Union, 15,453 membres, 2,360,000 francs; l'Union de Roubaix-Tourcoing (brasserie), 1,180 membres, 1,400,000 francs; Lille, l'Union, 7,500 membres, 1,500,000 francs; l'Indépendante (boulangerie), 11,000 membres, 1,800,000 francs; Anzin, Coopérative des mineurs, 8,344 membres, 6,200,000 francs. — *Pas-de-Calais* : Narux, Société des mineurs, 2,047 membres, 1,242,000 francs. — *Seine* : Paris, La Bellevilloise, 6,500 familles, 3,800,000 francs; l'Égalitaire 6,362 membres, 2,138,000 francs; l'Union du P.-L.-M., 14,000 membres, 3,000,000 de francs; Société de consommation de l'Est, 3,162 membres, 1,083,000 francs; l'Association des employés civils de l'État, 20,000 membres, 8,000,000 de francs; l'Économie sociale de Clichy, 3,500 membres, 1,350,000 francs; l'Alliance des travailleurs de Levallois, 4,600 membres, 1,113,000 francs, la Revendication de Puteaux, 4,000 membres, 2,500,000 francs. — *Somme* : Amiens, l'Union, 3,700 membres, 1,500,000 francs. — *Haute-Vienne* : Limoges, l'Union, 9,753 membres, 4,178,000 francs.

On rappellera ici la remarque faite plus haut au sujet de la difficulté de connaître le nombre des personnes alimentées par les sociétés coopératives, surtout depuis qu'un grand nombre de celles-ci vendent au public. On ne saurait donc établir utilement un rapport entre le chiffre d'affaires et le nombre des membres signalé par l'enquête pour chaque société. C'est ainsi, pour ne prendre qu'un exemple, que 4 sociétés (Vosges) signalées comme comptant chacune 7, 9, 9 et 11 membres, font respectivement 49,000, 58,000, 60,000 et 50,000 francs d'affaires.

(4 suivre.)

LA SITUATION FINANCIÈRE DES ORGANISATIONS OUVRIÈRES FRANÇAISES.

(Suite) ⁽¹⁾.

Fédération française des travailleurs du Livre.

Fondée en 1881, la Fédération française des travailleurs du Livre, dont le siège est à Paris, rue de Savoie, 20, comptait au 1^{er} janvier 1908, 11,037 membres payants répartis dans ses 170 sections, dont 3,500 pour celle de Paris (21^e). A la même date, l'avoir de la Fédération s'élevait à 133,765 fr. 98.

La cotisation est de 2 francs par mois ⁽²⁾ pour chaque adhérent, elle est payée par les sections sous leur responsabilité. L'adhérent qui doit deux cotisations, outre celle du mois courant, n'a droit aux divers secours qu'un mois après s'être mis en règle. Les sections qui n'ont pas versé les cotisations du dernier trimestre ne peuvent toucher les secours pour leurs membres.

La Fédération assure à ses membres des indemnités dans les cas suivants : grève, maladie, chômage sur place, départ d'une section et voyage pour trouver un emploi ; elle alloue une indemnité de 50 francs aux ayants droit d'un membre décédé.

En cas de grève autorisée par le comité central ou comité de direction, l'adhérent a droit à une indemnité de 3 fr. 50 par jour (le dimanche excepté), pendant treize semaines, soit 273 francs.

L'indemnité pour maladie est de 12 francs par semaine ; elle est versée pendant six semaines par année, soit 72 francs.

L'indemnité pour chômage sur place est également de 12 francs par semaine pendant six semaines par an, soit 72 francs.

L'indemnité pour départ d'une section est de 10 francs.

L'adhérent qui voyage pour rechercher un emploi a droit à un secours de route ou viaticum, calculé d'après la distance parcourue. Pour 40 kilomètres et au-dessous, l'indemnité est de 2 francs ; elle est augmentée de 50 centimes par fraction de 20 kilomètres avec un maximum de 200 kilomètres, soit une indemnité de 6 francs au plus. Quand un adhérent a reçu 100 francs, le secours de route est suspendu pendant dix-huit mois. Le même délai doit s'écouler pour qu'un adhérent puisse toucher deux fois le secours de route dans une section. Le sociétaire peut voyager en chemin de fer, mais chaque section ne lui verse que l'indemnité correspondant, dans la direction, à la distance qui la sépare de la section la plus voisine.

Enfin, la Fédération publie deux fois par mois un organe officiel, la *Typographie française*, qui est distribué à tous les membres.

La Fédération est dirigée par un comité comprenant 31 membres, dont 25 typographes. Leurs fonctions sont gratuites.

L'administration est assurée par trois fonctionnaires permanents : un secrétaire général au traitement de 5,475 francs par an, un secrétaire général adjoint et un trésorier général, dont le traitement est uniformément de 4,380 francs. Le trésorier

⁽¹⁾ Voir *Bulletin*, mai 1908, p. 440.

⁽²⁾ La cotisation a été augmentée de 2 francs par an à partir de 1908.

adjoint reçoit une indemnité pour la préparation des comptes trimestriels. Elle est proportionnelle au temps employé et oscille entre 120 et 150 francs par an. Les nombreux délégués envoyés en mission reçoivent une indemnité couvrant tous leurs frais, le temps passé hors de l'atelier étant estimé 10 francs par jour.

Pour indemniser en partie les sections des frais résultant du fonctionnement des divers services, la Fédération leur alloue cinq centimes par cotisation versée.

La comptabilité est arrêtée tous les trois mois et les opérations financières sont publiées, avec tous les détails, dans la *Typographie française* où les éléments des tableaux ci-après ont été puisés. Ces tableaux portent sur les sept dernières années (1901 à 1907 inclus) et permettent de suivre le mouvement financier de la Fédération et la marche de ses divers services.

Le premier tableau donne le mouvement de l'effectif, des recettes, des dépenses, ainsi que l'avoir au 31 décembre de chaque année.

ANNÉES.	NOMBRE		PRO-DUIT des COTISA- TIONS.	RECETTES.		DÉPEN- SES TOTALES.	AVOIR au 31 dé- cembre.
	des SECTIONS.	des MEMBRES PAYANTS.		DIVERSES.	TOTALES.		
			francs.	francs.	francs.	francs.	francs.
1901.....	159	9,989	161,061	9,902	170,963	147,148	200,022
1902.....	162	10,592	181,915	15,611	197,586	189,721	201,260
1903.....	168	10,997	196,915	21,297	221,212	226,081	194,925
1904.....	168	10,912	232,263	3,399	235,662	201,199	211,780
1905 ⁽¹⁾	170	10,788	255,571	(1) 8,511	264,115	230,148	268,521
1906 ⁽²⁾	170	11,650	272,385	(2) 316,811	619,200	818,071	71,280
1907.....	170	10,700	258,807	(1) 31,276	290,083	261,558	136,768

(1) Depuis 1905, la caisse de chômage est subventionnée par le ministère du Travail. Elle a reçu pour 1905 : 14,601 francs; pour 1906 : 22,685 francs; pour 1907 : 7,835 francs. Ces subventions sont semestrielles, mais elles ne sont touchées que six mois au plus tôt après l'expiration du semestre auquel elles s'appliquent.

(2) L'année 1906 a été marquée par un grand mouvement ayant pour but de ramener la durée du travail à neuf heures par jour. Ce mouvement a occasionné une dépense totale de 657,663 fr. 75.

Le second tableau donne la répartition des dépenses entre les divers services pour chacune des années 1901 à 1907.

ANNÉES.	FRAIS de GRÈVES.	INDEMNITÉS		SE- COURS de ROUTE ou MAI- DIE.	INDEMNITÉS		SE- COURS aux INFOR- TUNES typogra- phiques.	DÉPEN- SES du JOURNAL.	FRAIS de DÉLÉGA- TIONS.	SE- COURS aux GRÈVES des autres protec- tions.	DÉPEN- SES ADMINIS- TRATIVES et diverses.
		de CHÔ- MAGE.	de DÉPART.		de MALA- DIE.	de DÉGÈS.					
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12
	francs.	francs.	francs.	francs.	francs.	francs.	francs.	francs.	francs.	francs.	francs.
1901.....	21,671	28,472	1,120	9,694	50,562	"	1,482	23,761	2,477	1,450	7,059
1902.....	16,677	41,865	1,927	11,963	64,014	"	1,495	18,974	4,788	9,110	18,881
1903.....	38,146	52,307	2,476	11,223	66,616	"	1,659	19,684	4,545	2,055	27,370
1904.....	17,851	55,698	2,850	10,736	66,897	4,900	2,120	19,018	1,112	1,125	19,362
1905.....	35,864	46,866	3,207	9,879	70,269	7,250	2,590	21,156	6,521	2,531	21,009
1906.....	578,758	87,417	4,436	9,162	58,924	5,520	2,935	26,774	15,669	550	27,929
1907.....	22,311	55,198	3,422	9,298	61,563	6,000	1,877	18,165	4,764	695	18,325
TOTAUX...	731,278	367,823	19,138	71,355	438,075	23,670	11,158	147,502	42,876	17,819	142,935

Le tableau suivant donne la charge annuelle moyenne que représente pour chaque fédéré les services de chômage, de viaticum et de décès :

ANNÉES.	CHÔMAGE.	VATICUM.	MALADIE.	DÉCÈS.	TOTAL.
	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.
1901.....	2 96	0 91	5 06	#	8 93
1902.....	4 13	1 13	6 04	#	11 30
1903.....	4 98	1 02	6 05	#	12 05
1904.....	5 37	0 98	6 06	0 45	12 86
1905.....	4 64	0 91	6 51	0 66	12 72
1906.....	7 86	0 78	5 07	0 47	14 18
1907.....	5 47	0 86	5 75	0 56	12 66

Enfin, le tableau qui suit donne par année le nombre total de fédérés ayant touché l'indemnité de chômage et le nombre de ceux qui ont épuisé leurs droits à cette indemnité :

ANNÉES.	NOMBRE moyen des fédérés payants.	NOMBRE DE FÉDÉRÉS	
		ayant touché l'indemnité.	ayant épuisé l'indemnité.
1901.....	9,989	2,233	513
1902.....	10,592	2,912	700
1903.....	10,097	3,117	822
1904.....	10,912	3,226	851
1905.....	10,788	3,305	812
1906.....	11,650	3,817	1,032
1907.....	10,700	3,279	764
TOTAUX.....	.....	21,889	5,494

ENQUÊTE SUR LE PLACEMENT À PARIS DEPUIS LA PROMULGATION DE LA LOI DU 14 MARS 1904 ⁽¹⁾.

(DEUXIÈME PARTIE.)

(4^e article.)

III. — DOMESTIQUES EN TOUS GENRES. (Suite.)

Appréciations sur les effets de la loi.

SYNDICATS PATRONAUX ET MIXTES. — L'*Union française du personnel des maisons bourgeoises* considère que la loi a été mauvaise et qu'elle a eu pour conséquence de faire baisser des salaires; en outre, depuis sa promulgation, le chiffre des placements effectués par l'*Union* serait inférieur à ce qu'il était auparavant. Cette dernière déclaration n'est pas corroborée par les quelques chiffres que l'*Union* a fournis, par intermittence.

A la *Protectrice des gens de maison*, on déclare également que la loi a fait baisser les salaires. Les frais de placement devant être entièrement supportés par les employeurs, les maîtres retiennent sur les appointements ou les diminuent — tout au moins pendant les premiers mois — pour récupérer les sommes qu'ils ont versées au placeur; parfois même, ils n'augmentent plus. En fait, c'est presque toujours le domestique qui paye le placeur. Certains placeurs continuent, du reste, malgré la loi, à percevoir indûment des sommes des employés sous prétexte de frais d'inscription, de correspondance, etc., ou tout simplement pour procurer une place. D'autres, pour répondre plus facilement aux exigences de leur clientèle patronale gardent, malgré leurs réclamations, les papiers et certificats de jeunes bonnes ignorantes de leur droit pour les obliger à revenir et à n'être placées que par eux.

Depuis la promulgation de la loi, il y a aussi des concierges qui tiennent de véritables bureaux de placement clandestins, avec registres d'offres et de demandes d'emplois, et qui perçoivent des sommes soit des maîtres soit des employés. L'un d'eux exercerait cette industrie sur une assez grande échelle au faubourg Saint-Germain. Enfin des marchands de vin procurent des emplois, à la condition que les domestiques viennent consommer chez eux et y achètent leur vin au cas où les maîtres ne le leur fourniraient pas.

Pour remédier à tous ces abus, il faut supprimer purement et simplement tous les bureaux de placement et exercer une surveillance vigilante sur tous ceux — concierges, marchands de vin, etc. — qui font du placement clandestin.

M. le Président de la *Protectrice* écrit que si « le placement [à la *Protectrice*] n'est pas très régulier, ni très actif, c'est par suite :

- 1° De la tolérance accordée aux bureaux de placement payants;
- 2° De la formation d'officines louches et déguisées pour le placement en maisons bourgeoises;
- 3° De l'envahissement de la main-d'œuvre étrangère dans la corporation, par la faute de certains bureaux de placement;
- 4° De l'exode des cultivateurs, hommes et femmes, vers les villes où ils occupent des emplois en avilissant les salaires et en fournissant la chair à plaisir de la traite des blanches. »

SYNDICATS OUVRIERS. — Dans une lettre adressée en juillet 1905 à l'Office du travail, et dont elle confirmait récemment les termes, la *Chambre syndicale des gens de maison* disait :

Tout d'abord, la loi nouvelle a diminué nos recrues d'adhérents dans des proportions qui

⁽¹⁾ Voir *Bulletin* 1908, juin, p. 546, juillet, p. 647 et août, p. 750.

pourraient nous faire craindre pour l'avenir si elles n'étaient balancées par des adhésions de maîtres comme membres honoraires. En effet, avant, nos recrues étaient de 482 serviteurs en moyenne par an, depuis nos dix-huit années d'existence; elles sont tombées à 280 pendant les douze premiers mois du régime nouveau. Par contre, nos membres honoraires sont passés de 10 environ par an à 235 pendant la même période; de sorte que notre effectif n'a pas diminué ni nos recettes non plus. Seulement nos placements n'ont pas pris le développement que nous attendions du régime nouveau. Les maîtres sont bien venus et viennent toujours en plus grand nombre au bureau gratuit entretenu par notre Syndicat, mais nous n'avons plus le personnel nécessaire pour donner satisfaction, surtout pour les demandes de hommes et de petites cuisinières.

Nous avons eu recours à la publicité des journaux, à l'affichage et à la distribution de notre journal, mais en pure perte. Les serviteurs ne payant plus de placement dans les bureaux viennent moins nombreux au Syndicat. D'autre part, nous savons que les maîtres s'adressent un peu partout pour éviter les onéreuses commissions des agences.

En ce qui concerne ce dernier point, la Chambre syndicale considère que les tarifs des placeurs devraient être révisés, afin que les maîtres n'aient pas à payer, par suite du départ volontaire des domestiques, des sommes trop élevées et ne soient victimes de procédés abusifs pouvant résulter de collusions entre placeurs et serviteurs. Dans un article intitulé : « Tarif arbitraire » ⁽¹⁾, le directeur-administrateur de la Chambre syndicale écrivait à ce sujet :

Nous n'écouterons personne en constatant ici que la question des bureaux de placement payants n'est pas solutionnée. La loi du 14 mars 1904 a fait faire un grand pas à la question; mais la solution rationnelle et définitive n'est pas encore dans le domaine des faits, car la loi n'a fait que changer de victimes sans apporter de solution avec elle.

Pendant vingt longues années, j'ai eu l'honneur de lutter contre la tarification arbitraire des bureaux, lorsque les serviteurs étaient les victimes des agences. Il ne m'en coûte nullement de constater ici, comme je le fais verbalement depuis trois ans avec les maîtres, nos clients au même titre que leurs serviteurs, que le tarif est tout aussi draconien pour eux qu'il l'était naguère pour leurs gens.

Qui dit intermédiaire dit également rétribution.

Du moment que les maîtres s'adressent aux placeurs pour le recrutement de leurs gens, ceux-ci ont droit à une rétribution, mais cette rétribution doit être proportionnée au service rendu. Dans l'espèce, la commission due au bureau de placement doit être prélevée sur le salaire réel et non sur le montant du gage annuel. C'est-à-dire, si un serviteur procuré reste un mois dans la place, le maître devra payer une commission sur le gage alloué au serviteur pendant ce mois; s'il y reste deux, six mois, un an et plus, la commission devra toujours être exigible sur le montant du gage payé.

Voilà l'équité. La question doit être reprise et posée sur ce terrain, hors de là l'on ne trouvera qu'une solution bâtarde. Monsieur le Préfet de police est l'arbitre de la question, puisque c'est lui qui homologue les tarifs. . . .

Toutefois, le nombre des maîtres qui continuent de s'adresser aux bureaux payants auraient considérablement diminué; mais la plupart d'entre eux opéreraient une réduction sur les gages du premier mois, afin de récupérer les sommes qu'ils ont versées aux placeurs. Malgré ces agissements, il faut constater qu'en général les salaires ont augmenté. Si les maîtres ont de moins en moins recours aux placeurs, d'après le rapport du directeur-administrateur de la Chambre syndicale sur l'exercice 1907 ⁽²⁾, il n'en serait pas de même pour les serviteurs :

... Nous pensions que la loi du 14 mars 1904 aurait amené la disparition complète des bureaux payants. L'évolution que nous attendions des maîtres s'est bien produite, mais nous

⁽¹⁾ Voir : *Journal des gens de maison*, organe officiel et propriété de la Chambre syndicale des gens de maison, n° 187, 8 juin 1907.

⁽²⁾ Voir : *Journal des gens de maison*, n° 195, 8 février 1908.

sommes bien obligés de reconnaître que les serviteurs ont évolué en sens contraire. Ils sont devenus les meilleurs soutiens des agences qui les ont naguère aussi abominablement exploités.

Qu'ils en prennent à leur aise! Qu'ils perdent tout le temps qu'il leur plaira à attendre dans les bureaux des places qui s'y font de plus en plus rares, ceux de nos camarades qui ont connu l'ancien régime savent trop bien l'avantage qu'ils ont à demeurer au Syndicat. Ils savent qu'ils s'y placent plus facilement qu'autrefois. . . .

Avant la loi, le recrutement des domestiques se faisait déjà par relations de familles, par les fournisseurs et par les concierges; mais, depuis sa promulgation, ce mode de placement s'est de beaucoup généralisé, d'autant plus que, depuis quelques années, il y a une véritable « crise de la bonne à tout faire et de serviteurs se contentant d'un gage moyen », qui se font de plus en plus rares. Il y a aussi de nouvelles sociétés qui se sont constituées avec des cotisations inférieures à celles qu'exigent les anciennes et dont le placement est le but exclusif. Peut-être même y en a-t-il où il n'est gratuit que de nom.

Pour conclure, les bureaux de placement payants devraient être complètement supprimés, car les sociétés sérieuses sont capables de se substituer à eux dans l'intérêt commun des maîtres et des serviteurs.

La loi aurait été nuisible à l'*Union syndicale des gens de maison*, car maintenant que, pour eux, le placement est gratuit, les domestiques s'adresseraient de préférence aux placeurs.

Depuis la loi en vigueur, au lieu de se syndiquer, ils (les domestiques) croient que ne payant plus les bureaux de placement, à présent que c'est le maître ou le patron qui paye, ils peuvent sans bourse délier se procurer du travail. Ils n'ont pas compris qu'avec ce mode de placement ce sont eux qui payent la même chose, car le maître ou patron payant le bureau, ils touchent un gage plus minime, entre 5 et 10 francs, et s'ils restent en place une année ou plus, le calcul est facile à faire. . . cela fait qu'ils ont payé 60 à 120 francs leur placement.

Par contre, les maîtres s'adresseraient volontiers au Syndicat, car ils se seraient aperçus que souvent il y aurait collusion entre les placeurs et les domestiques qu'ils procurent pour que ceux-ci changent fréquemment de places. Les bénéfices qui résulteraient de cette entente se partageraient entre placeurs et domestiques, au détriment des maîtres.

En somme, le Syndicat fait moins de placement qu'avant la loi; il reçoit plus d'offres que de demandes d'emplois et ne peut, par exemple, procurer de bonnes à tout faire, qui sont particulièrement recherchées et qui font complètement défaut. « Si les bureaux de placement redevenaient payants, le Syndicat ferait beaucoup plus de placement. »

Au syndicat le *Ménage*, on déclare que la loi est bonne et que le chiffre des placements va en augmentant. Contrairement à ce que disent les placeurs — chez lesquels il se commet encore bien des abus — la loi n'a pas eu pour conséquence de faire baisser les salaires, qui, pour les gens de maison, vont, au contraire, en augmentant sans cesse.

Le Syndicat indépendant des gens de maison écrit que :

... les bureaux de placement disparaîtront d'eux-mêmes si les gens de maison savent s'organiser et surtout si la loi actuelle est appliquée, c'est-à-dire si l'on supprime les bureaux de placement clandestins (concierges, commerçants, etc.), car les gens de maison n'ont jamais été autant exploités que depuis que ce sont les maîtres qui payent le placement. Ceux-ci,

allant le moins possible dans les bureaux de placement autorisés, s'adressent à des racoleurs qui vivent aux dépens des gens de maison, et cela en violation de la loi, car quand bien même ils placeraient gratuitement (en général, ils ne demandent rien, c'est la victime qui se saigne volontairement), ils n'en ont pas le droit, puisqu'une déclaration à la Préfecture de police est nécessaire pour toute ouverture de bureau de placement...

Le préposé au placement assure que la loi a eu pour effet de faire baisser les salaires; en outre, certains bureaux de placement — qui ne placent jamais — se livrent à une véritable exploitation en faisant verser aux serviteurs 0 fr. 50 pour droit d'inscription, 0 fr. 20 pour frais de correspondance, sous prétexte de prendre des renseignements. Du reste, «les renseignements sont un des abus les plus criants dont souffrent les gens de maison. La suppression des renseignements serait plus urgente que la suppression des bureaux de placement».

L'Union syndicale des gens de maison trouve que «par le système du placement payant, le serviteur fait toujours les frais du placement, parce que l'employeur diminue les salaires sur les conseils du placeur». En outre, et malgré la loi, «l'exploitation éhontée que subissent les travailleurs de la corporation... qui s'adressent à des sociétés voleuses qui prennent le titre de «sociétés de secours mutuels», a pour résultat de rendre défiant les travailleurs qui s'adresseraient au Syndicat pour leur procurer du travail». Mais ce seraient surtout les «petites bonnes», qui, d'après les renseignements suivants, transmis par le Syndicat, auraient le plus à se plaindre des agissements de certains placeurs :

... Les multitudes de petites bonnes de dix-huit à vingt-cinq ans, qui travaillent pour 20 à 30 francs par mois, inconscientes, délaissées, vont se faire exploiter par des cavernes de voleurs : les bureaux de placement. Ces cavernes, étant toutes à la dévotion de l'employeur, mais non de l'employé, facilitent le marchandage par des annonces dans les journaux, invitant les petites bonnes de province à venir à Paris, et offrant de la marchandise humaine au prix de 2 francs par tête... Tant qu'existeront ces officines louches, notre action syndicale ne pourra
les petites bonnes.

... C'est pour cela que, le jour où la classe ouvrière sera débarrassée de ces cavernes de voleurs — les bureaux de placement — notre action sera plus facile, attendu que nous saurons dissuader de malheureuses jeunes filles de venir à Paris pour s'y perdre par suite du manque de travail.

Pour l'Association indépendante des gens de maison, la loi n'a pas atteint son but, puisque par la diminution des gages que doit subir l'employé, c'est encore lui qui paye les frais du placement. Du reste, les maîtres sont également exploités par les ententes qui se forment entre des placeurs et des serviteurs pour n'occuper la même place que pendant peu de temps, afin de percevoir fréquemment les droits de placement fixés pour l'année entière.

Quant aux placeurs, ils seraient avantageusement remplacés par des sociétés dont les préposés auraient exercé la profession et seraient plus en mesure que quiconque de juger des aptitudes requises pour occuper telle ou telle place.

M. le Président de l'Association, pour compléter les précédentes déclarations, a transmis les appréciations suivantes :

Je suis persuadé que les syndicats opérant le placement absolument gratuit pour l'employé comme pour l'employeur pourraient suffire et remplacerait, à tous points de vue, les bureaux de placement, qu'on a laissé subsister malgré la loi ⁽¹⁾, et qui, en général, sont des

(1) Voir Bulletin, juillet 1908, page 651, note 1.

officines de vol, même sous le couvert de la mutualité. Le malheur est que des syndicats fondés comme le nôtre ne pourront jamais vivre, vu la modique somme de 4 francs par an que nous demandons de cotisations, le plus souvent impayée lorsque la place est stable. Donc négligence coupable de l'employé, et immense infériorité en face du placeur, qui reçoit de l'employeur et souvent de l'employé : d'où suppression simple et radicale des bureaux de placement, qui, malgré cela et si on n'y prend garde et de bien près, se constitueront eux-mêmes en syndicats et tourneront la loi.

... Depuis un an principalement, les salaires ont baissé de 15 à 25 p. o/o, du fait des bureaux de placement et de l'envahissement de l'étranger.

SOCIÉTÉS DE SECOURS MUTUELS. — A la *Société des cochers et conducteurs d'automobiles de maisons bourgeoises*, la loi n'a eu aucun effet, les adhérents qu'elle groupe n'ayant jamais eu recours aux placeurs.

Les autres sociétés, bien que se recrutant parmi les gens de maison ou les concierges, ont fait des déclarations identiques; si le chiffre de leur placement a augmenté, elles attribuent cette augmentation à leur propre développement et non à la loi, dont, du reste, la plupart d'entre elles, trouvent le principe excellent.

SOCIÉTÉS DIVERSES. — Au *Genêt*, on déclare que les bureaux de placement payants devraient être complètement supprimés; les sociétés sérieuses les remplaceraient avantageusement. Depuis la promulgation de la loi, le placement se fait de tous côtés, surtout par des commerçants et par des concierges qui, parfois, se font même payer. La clientèle patronale du *Genêt* n'avait pas l'habitude d'aller chez les placeurs. Il est impossible de donner satisfaction à toutes les offres d'emplois, car les bonnes manquent de plus en plus.

On écrit de la *Mutuelle* : « Il est indispensable que les bureaux de placement soient supprimés, parce qu'en ce moment, il est impossible de faire du bon placement, attendu que le personnel ne se tient nulle part; il est tantôt dans les bureaux de placement, tantôt dans les sociétés. Il va plus souvent dans les bureaux de placement parce qu'il ne paye rien; seulement les maîtres n'y vont pas ou peu, parce qu'ils ne veulent pas payer ». En outre, certains placeurs, afin d'augmenter leur chiffre d'affaires, inciteraient les bonnes à changer fréquemment de place.

Pour la fondatrice de l'*Association des bonnes à tout faire*, la loi a eu pour conséquence, en mettant les frais de placement à la charge exclusive de l'employeur, de faire baisser les salaires et de faire perdre aux bureaux de placement la plus grande partie de leur clientèle. Par contre, les maisons et les œuvres religieuses qui s'occupent de placement et qui souvent trouveraient le moyen de faire payer, placeraient beaucoup plus que les bureaux payants et que les sociétés. Du reste, c'est avec les plus grandes difficultés que l'on peut se procurer des bonnes à tout faire, qui vont se spécialisant de plus en plus et se présentent comme femme de chambre ou cuisinière, pour avoir un travail moins pénible et des appointements plus élevés. Cette « crise de la bonne à tout faire » a fait diminuer dans de notables proportions le chiffre des placements effectués pour les gens de maison.

BUREAUX DE PLACEMENT AUTORISÉS. — Pour M. le Président de la *Chambre syndicale des bureaux de placement autorisés de Paris et des départements*, la loi aurait eu pour effet, pendant les deux mois qui suivirent sa promulgation, de restreindre le nombre des opérations de placement; la clientèle bourgeoise se montrant tout d'abord rebelle à payer seule les frais de ce service; mais elle s'y est rapidement habituée. Quant aux gens de maison, ils ont craint — bien à tort — que la loi ne leur portât préjudice en les mettant complètement sous la coupe des patrons, les

placeurs pouvant ne plus s'occuper d'eux puisqu'ils ne payaient plus. Aussi eussent-ils préféré le *statu quo ante*, et ils applaudiraient si les Chambres y revenaient.

Il faut, du reste, remarquer que l'intérêt du placeur se trouve étroitement lié à celui du serviteur, les bénéfices de l'un étant en proportion des appointements de l'autre.

La loi n'a satisfait personne, pas plus les serviteurs que les maîtres, et, dans l'intérêt général, elle aurait dû n'être jamais votée.

Dans un bureau du quartier des Ternes on déclare que, depuis la promulgation de la loi, le chiffre des placements effectués a considérablement baissé. Les bureaux autorisés sont concurrencés par les diverses sociétés qui ont un service de placement et surtout par des concierges, qui tiennent de véritables petites agences clandestines avec registres d'offres et demandes d'emploi, et qui, contrairement à la loi, perçoivent une contribution de l'employé et parfois de l'employeur. De nombreux commerçants, pour rendre service à leur clientèle bourgeoise et pour se l'attacher, s'occuperaient aussi du placement des gens de maison. Les maîtres, pour ne pas payer, s'adresseraient plutôt à ces placeurs d'un nouveau genre, qui font une concurrence illégale et déloyale aux placeurs autorisés.

La loi a eu aussi pour effet de faire baisser les salaires; et, en fin de compte, ce sont toujours les employés, qui, d'une manière détournée, payent les frais de leur placement. Aussi, en général, préféreraient-ils le retour à l'ancien état de choses qui leur était moins onéreux.

La loi a été mauvaise pour tous et particulièrement pour les placeurs qui, en toute justice, devraient être tous expropriés.

Dans un autre bureau du faubourg Saint-Germain, on déclare que la loi, au début de son application, a causé une certaine perturbation; les maîtres ne consentaient que difficilement à payer tous les frais du placement, puis, ils s'y sont peu à peu habitués. Mais, le placement étant gratuit pour l'employé, le personnel domestique n'est plus fixé à aucun bureau; il va de l'un à l'autre, d'où grandes difficultés pour les placeurs de recruter le personnel dont ils auraient besoin.

Dans un quatrième bureau du faubourg Montmartre, on déclare que la loi a porté préjudice aux placeurs, car, depuis sa promulgation, le nombre des placements effectués a diminué. Les maîtres, pour s'épargner le débours des frais de placement qui leur incombe, s'adressent à leurs amis et connaissances, à leurs fournisseurs et aussi à de certains concierges. Ce mode de placement, qui se faisait déjà antérieurement à la loi, s'est de plus en plus développé et tel marchand de comestibles du quartier du Trocadéro tient registre des offres et demandes d'emploi: c'est une manière de s'attacher sa clientèle; quant aux concierges, ce n'est que pour en tirer des bénéfices pécuniaires qu'ils procurent des domestiques.

Le recrutement du personnel devient de plus en plus difficile. Les bonnes à tout faire manquent et on en demande continuellement pour les substituer aux cuisinières et aux valets de chambre, que l'on prendrait moins qu'auparavant. Néanmoins et malgré la pénurie d'une catégorie du personnel domestique, les gens de maison ne se placeraient pas plus facilement qu'avant la loi. La multiplicité des offices qui se sont créés depuis quatre ans, ainsi que le nombre élevé de personnes qui bénévolement ou moyennant rétribution s'occupent de placement, est telle que les offres d'emplois s'éparpillent de tous côtés sans que les demandeurs puissent parfois en avoir connaissance avant de s'être adressés dans plusieurs endroits; tandis qu'auparavant les placeurs autorisés constituaient des centres où maîtres et domestiques étaient rapidement et sûrement informés et par lesquels le placement s'effectuait, pour les uns comme pour les autres, avec un minimum de perte de temps.

Aussi, beaucoup de domestiques estimeraient que la loi leur a été préjudiciable, et qu'il eût été de beaucoup préférable de mettre les frais du placement à la charge des deux parties.

La loi, en interdisant aux placeurs de percevoir aucune contribution des employés, a eu pour inconvénients : 1° de les mettre dans l'obligation de se passer de renseignements ou d'en faire prendre à leurs frais, sans savoir s'ils récupéreraient leurs avances; 2° de diminuer leur responsabilité en les mettant dans l'impossibilité de recevoir un dépôt en argent qui garantissait que l'employé s'était bien rendu dans la maison à laquelle il avait été adressé et qu'il reviendrait avec la lettre d'envoi qui lui avait été remise et ne la donnerait pas à un tiers inconnu.

Faute de pouvoir exiger une garantie de l'employé, la responsabilité du placeur devrait être complètement dégagée, car il se trouve dépourvu de tout moyen de contrôle. Certains placeurs exigent bien le dépôt — qu'ils remettent dès que l'employé rend la réponse avec la lettre d'envoi — de bijoux, de papiers ou d'objets divers, mais ce sont là des procédés illégaux.

En somme, la loi a été mauvaise pour tous : placeurs, maîtres et domestiques.

Bien que les arrêtés d'autorisations des divers bureaux précédents portent la rubrique « employés et domestiques », il résulte de leurs déclarations mêmes, qu'en fait ils ne placeraient presque exclusivement que des gens de maison.

DIVERS. — A l'Association professionnelle de Saint-Fiacre (horticulteurs, jardiniers, et cultivateurs), on déclare que jamais les jardiniers — qui sont des ouvriers et non des employés ou gens de maison — n'ont eu recours aux placeurs, bien que ces derniers fassent figurer les jardiniers dans l'énumération des professions pour lesquelles ils procurent du personnel.

Le placement s'effectue généralement par l'intermédiaire des sociétés professionnelles et aussi par celui de quelques grands marchands de graines, ainsi que par relations.

Depuis la promulgation de la loi, il y a bien eu, dans les environs du marché aux fleurs, deux placeurs clandestins qui se tenaient chez des marchands de vin; mais il a suffi de les signaler à la Préfecture de police pour les faire disparaître. En résumé, la question des bureaux de placement n'a jamais préoccupé les jardiniers, et, pour eux, la loi du 14 mars 1904 n'a apporté aucun changement aux habitudes antérieures⁽¹⁾.

De renseignements recueillis auprès d'une quinzaine de bonnes et de domestiques, il résulterait que la loi a amené la baisse des salaires; qu'avant sa promulgation, les gens de maison se plaçaient plus facilement et que, payant les placeurs, ceux-ci avaient beaucoup plus de considération pour eux. Du reste, malgré la loi, sous divers prétextes, certains placeurs continueraient à percevoir des sommes des employés; d'autres retiendraient, malgré les réclamations des intéressés, les papiers et certificats qui leur auraient été confiés.

En outre, des sociétés fictives ne se seraient constituées que pour masquer leurs opérations de placement payant. Enfin, des concierges et des marchands de vin s'occuperaient également de placer des gens de maison pour en tirer bénéfice.

Pour obvier à tous ces abus, il faudrait supprimer complètement les bureaux payants et exercer une surveillance sur les sociétés fictives, ainsi que sur tous les intermédiaires clandestins qui se font rétribuer.

⁽¹⁾ Pour le service de placement de cette association, voir les *Associations professionnelles ouvrières*, I, 325.

ENQUÊTE SUR LE CHÔMAGE DANS LA MÉGISSERIE ET LA TANNERIE ⁽¹⁾.

I. — MÉGISSERIE. (Suite.)

RÉSULTATS DE L'ENQUÊTE EN PROVINCE.

G. — MÉGISSERIE DE MOUTONS, CHÈVRES, CHEVREUX POUR CHAUSSURES, MAROQUINERIE, ETC.

Région lyonnaise.

La région lyonnaise est un centre important pour la préparation des peaux de mouton et aussi des peaux de chèvre. D'après le Rapporteur du jury à l'Exposition de 1900, on y traitait à cette époque 300,000 peaux de mouton d'une valeur brute de 700,000 à 800,000 francs, représentant, finies, environ 1 million à 1,100,000 francs; 1,500,000 peaux de chèvre d'une valeur brute de 4,500,000 francs à 5 millions, représentant, finies, environ 7 millions de francs.

Ces matières premières entrent dans la fabrication des maroquins (peaux de chèvre et peaux de mouton maroquinées), aussi bien que dans une plus faible mesure dans le travail de la mégisserie, de la chamoiserie et de la parcheminerie.

Les petites peaux : mouton, chèvre, chevreau, préparées à Lyon et destinées à l'industrie de la chaussure proviennent en très petite quantité de France (celles de cette provenance servent surtout pour la maroquinerie); pour la plus grande partie, elles viennent des Indes, de Chine, de Russie, du Maroc; un peu d'Algérie, de Tunisie, d'Allemagne et d'Autriche.

Les peaux provenant des abattoirs de France ne sont pas employées fraîches; elles sont conservées et salées pour que de ces divers abattoirs on puisse faire un envoi plus important sur Lyon. Ce sont des intermédiaires, des ramasseurs, ou bien des commissionnaires qui, devenus acquéreurs au nom des mégissiers, font ces expéditions. Sur les marchés de cuir frais de province, à la différence du marché parisien où les peaux sont vendues « à faire », les peaux sont généralement vendues aux enchères publiques « laites », c'est-à-dire l'animal abattu, et non pas sur pied et d'avance; cependant à Lyon même, les usages sont les mêmes que sur le marché parisien ⁽²⁾.

En ce qui concerne les peaux étrangères, le marché est international et les observations déjà présentées précédemment ne pourraient être que répétées ici.

⁽¹⁾ Voir *Bulletin*, avril 1908, p. 340 et août 1908, p. 742.

⁽²⁾ Certaines observations ont été présentées sur la malpropreté de peaux apportées de province sur le marché du cuir ou aux tanneries de Lyon. Ces peaux, de provenance du Midi, étant vendues au poids, la contume est encore chez certains fournisseurs de n'apporter que des peaux couvertes d'excréments en quantités considérables (afin que le poids soit plus grand). Si cette pratique ne cause pas de grosses pertes à l'acheteur qui a payé sa marchandise suivant cette prévision, elle n'est pas sans danger pour l'hygiène des travailleurs, tant dans les manipulations pendant les transports, qu'à l'arrivée aux ateliers.

Certains ajoutent que les tueries et le dépouillage d'animaux malades aux environs de Lyon se seraient développés malgré les services de surveillance; les viandes, depuis la suppression de l'octroi entrent à ce moins de contrôle dans la ville de Lyon; la peau de ces animaux malades est aussi amenée sur le marché et ne laisse pas que de présenter des dangers.

Les peaux de chèvre employées à Lyon sont souvent non des peaux fraîches ou salées, mais des peaux qui ont subi les premières façons de mégisserie, jusqu'à la tannerie, dans un autre centre, celui de Marseille, par exemple, et qui sont envoyées à Lyon aux fins de corroyage; le corroyage ou le finissage de la peau de chèvre étant, d'après le Rapporteur du jury à l'Exposition de 1900, une spécialité lyonnaise.

La destination des peaux varie suivant les genres de fabrication; les belles peaux de mouton et de chèvre, provenant généralement des abattoirs français, sont destinées à la maroquinerie, la chamoiserie, l'article de voyage, le portefeuilliste; c'est un article cher qui est destiné à l'exportation pour une grande partie. Les peaux sèches provenant de l'étranger préparées à Lyon sont employées surtout dans l'industrie de la chaussure; c'est la peau dite « à dessus ».

La région lyonnaise comprend certaines fabriques particulièrement importantes (au recensement de 1901, on comptait deux établissements ayant de 101 à 200 ouvriers et deux établissements de 201 à 500 ouvriers). La production de ces grands établissements est rarement spécialisée dans un genre de travail : mouton, chèvre, ou veau, etc.; quelques établissements préparent même aussi du gros cuir; par suite, il est impossible de distinguer dans ces établissements le personnel spécialisé dans la mégisserie de la petite peau de celui occupé dans la grosse peau.

Opinions des patrons et des ouvriers. — L'alimentation des ateliers est devenue plus difficile par suite de l'augmentation des prix des matières premières, des peaux principalement. Rappelons que les petites peaux de mouton ou de chèvre ont particulièrement été atteintes par les brusques variations de cours à la suite de la crise américaine. De plus, le tannage au chrome en donnant à ces peaux, surtout à celles de qualité inférieure, une résistance qu'elles n'obtenaient pas avec les autres procédés de mégisserie, a élevé la valeur et les prix de l'ensemble des peaux.

Suivant les patrons, quelques grèves qui se sont produites dans ces dernières années ont aussi contribué à diminuer le personnel employé; des commandes ont été repassées à des concurrents pour être livrées à temps.

Patrons et ouvriers signalent que l'emploi de machines nouvelles a facilité la réduction de la main-d'œuvre et l'augmentation de la production.

On estime que ces diverses causes ont amené une diminution d'un quart dans le personnel occupé en temps normal, indépendamment de la crise traversée par l'industrie du cuir qui, en fin 1907, causait des chômages partiels, mais pas de fermeture d'ateliers. Le ralentissement du travail s'est fait sentir à peu près également dans toutes les spécialités; cependant les ouvriers estiment que les mégissiers de petite peau et les chevriers sont les plus atteints.

Les salaires avaient été en hausse dans ces dernières années, notamment à la suite des grèves et du renchérissement du coût de la vie; on estime à 5 p. 0/0 la hausse du taux des salaires en 1907 par rapport aux années 1905-1906. L'ouvrier du métier gagnerait de 5 fr. 25 à 5 fr. 50 par jour et le manœuvre d'atelier 4 fr. 50. Ces taux de salaire se sont maintenus en 1907 malgré le ralentissement du travail.

Les nouveaux procédés de travail ont permis d'augmenter la production sans augmenter le nombre des ouvriers; la plupart des machines employées sont en service depuis plusieurs années; d'autre part, les procédés de tannage au chrome ont fourni des commandes à une époque où les cuirs préparés avec d'autres tannages commençaient à être délaissés.

Les ouvriers se plaignent surtout du remplacement de la main-d'œuvre d'ouvrier de métier par des manœuvres. Cette modification de personnel, suivant les ouvriers,

s'est produite il y a deux ans dans une des plus importantes fabriques; les postes qui étaient tenus par des hommes avec un salaire de 4 francs à 4 fr. 50 pour une journée de 10 heures, le sont par des femmes qui, pour le même temps, gagnent 2 fr. 50.

Patrons et ouvriers reconnaissent que le métier est plus facile à apprendre et à exercer qu'avec les anciens procédés; les tâches sont plus spécialisées, le tour de main est presque supprimé par l'emploi des machines; les ouvriers de métier ne se trouvent plus guère que dans quelques spécialités du travail de rivière et chez les trieurs et classeurs de laines. D'après les patrons, on manquerait surtout de bons contremaitres. On a dû souvent recourir à des contremaitres amenés à grands frais de l'étranger, et les résultats n'ont pas été ceux que l'on attendait.

L'école de tannerie fondée à Lyon depuis une dizaine d'années et qui a déjà formé une soixantaine d'élèves a facilité certains progrès. L'accueil fait par les principaux patrons tanneurs à cette école, dans laquelle ils ont placé leurs fils, permet d'apprécier les services qu'ils en attendent. Cependant on reconnaît que cette école dont l'enseignement nécessite d'ailleurs un véritable bagage scientifique (presque la licence ès-sciences) n'est fréquentée que par un petit nombre de nos nationaux⁽¹⁾; il n'existe pour les contremaitres et pour les ouvriers désireux de s'instruire aucun cours, aucun enseignement qui leur permettrait de développer leurs connaissances du métier.

Certains patrons et ouvriers sont d'avis qu'il y aurait intérêt à réunir une commission mixte de patrons et d'ouvriers pour rechercher les moyens de remédier au chômage et qui pourrait d'abord avoir pour mission d'organiser un enseignement professionnel pour les ouvriers et les contremaitres, analogue à celui qui existe en Allemagne et en Angleterre.

Région d'Annonay.

La mégisserie du mouton occupe à Annonay une population ouvrière importante. On compte déjà deux établissements employant plusieurs centaines d'ouvriers, sans compter les petits ateliers de peu d'importance situés aux environs.

Les peaux proviennent, en grande partie, des abattoirs du Midi de la France. Ces peaux sont travaillées aux extraits tannants, mais surtout au chrome. Les anciens procédés à l'écorce de chêne, pour fabriquer des basanes, ont été peu à peu abandonnés; mais les ouvriers qui y étaient occupés ont trouvé du travail avec les autres procédés. Ce sont les ramasseurs et aussi les commissionnaires acheteurs aux ventes publiques qui alimentent de matières premières les diverses mégisseries. On se plaint aussi ici de la spéculation faite aux enchères publiques et permettant de lausser les cours.

Par rapport aux années 1905-1906, le travail a été un peu ralenti; il s'en est suivi un chômage chez les ouvriers. Il n'y a pas eu d'usines fermées, mais quelques arrêts momentanés dans les petites fabriques; d'autre part, un certain nombre d'ouvriers qui, au moment de la grande prospérité de l'industrie du cuir, avaient quitté les travaux des champs pour la mégisserie, sont retournés l'an dernier aux travaux des champs, ce qui a amené une diminution des chômeurs dans la mégisserie.

Les salaires qui avaient été en progressant de 10 à 15 p. 100 en 5 ans et avaient atteint 4 francs par jour pour les manœuvres sans machine, 4 fr. 50 à 5 francs pour

⁽¹⁾ Les élèves de nationalité étrangère y sont presque aussi nombreux que ceux de nationalité française.

les manœuvres aux machines, sont restés stationnaires malgré le ralentissement du travail.

Les nouveaux procédés de travail : emploi du sulfure de sodium, machines à écharner, à drayer, etc., ont contribué à diminuer l'importance du personnel ouvrier ; les machines ont permis l'emploi d'une main-d'œuvre sans apprentissage. Ce sont d'anciens ouvriers agricoles qui, après quelques jours d'essai, ont été chargés de diriger la plupart des machines nouvelles.

On pense que les commandes reviendraient si les cours de la matière première reprenaient plus de fermeté. Une amélioration pourrait être apportée par un meilleur accord entre les patrons et les ouvriers. Certains patrons ne se montrent pas opposés à la réunion d'une commission mixte de patrons et d'ouvriers, mais n'osent pas espérer que cette commission réussira à amener l'accord désiré.

Certains patrons dont la clientèle se trouve dans l'Amérique du Sud et surtout au Brésil, demandent des conditions plus favorables pour leur exportation.

Région de Millau.

Opinion des patrons. — Le travail du mouton pour chaussures n'est pratiqué que dans un très petit nombre d'établissements ; cependant un d'entre eux occupe en plein travail presque une centaine d'ouvriers. La préparation du mouton est faite au chrome. Les peaux proviennent du Sud de la France et du Nord de l'Espagne ; ces peaux sont expédiées généralement sèches, quelquefois salées. Le travail a été réduit dans cette région comme dans les autres par suite de la variation des cours de la matière première, des ouvriers ont été mis en chômage momentané ; mais les taux des salaires n'ont pas été modifiés. Il n'est pas exprimé d'avis sur les remèdes à apporter ni sur la proposition de réunir une commission mixte de patrons et d'ouvriers.

Région de Romans.

Dans cette région, on fabrique principalement le gros cuir, cuir à semelle et cuir pour courroies, faits avec des grosses peaux de bœuf ou de vache. Cependant il existe quelques ateliers travaillant la peau de mouton et de veau pour la chaussure et de chèvre pour la maroquinerie. Ces ateliers ont peu à peu perdu de leur importance. Les peaux employées sont achetées pour partie aux enchères publiques, mais pour la plus grande partie aux commissionnaires. Parmi les genres fabriqués à Romans, le mouton, le veau ciré et le veau mégis ont été les plus atteints par le chômage, notamment les mégissiers de rivière et les palissonneurs ; on n'a pas fermé d'ateliers, mais on a renvoyé des ouvriers. La mégisserie pour ganterie a disparu de la région.

Les ouvriers estiment que 20 à 30 p. 100 des leurs sont atteints par le chômage.

Le salaire des ouvriers est resté stationnaire à environ 4 francs par jour pour les mégissiers.

Les ouvriers de métier sont en nombre suffisant, le ralentissement des commandes en laissant un grand nombre inoccupés. D'ailleurs patrons et ouvriers signalent que le métier est devenu plus facile à apprendre grâce à la spécialisation et aux machines. Les ouvriers sont d'avis que le métier est devenu plus dur à exercer, les façons aux machines étant insuffisantes pour assouplir la peau, les façons à la main doivent être poussées à fond.

Les ouvriers signalent que souvent la matière première a manqué; les ateliers travaillant le box-calf ont pris en effet, et à des cours supérieurs, les veaux qui étaient autrefois travaillés en veau ciré ou en veau mégis. Le travail du mouton au chrome a aussi élevé les cours de cette matière première.

Patrons et ouvriers sont d'accord pour demander la réunion d'une commission mixte de patrons et d'ouvriers chargés de rechercher les moyens d'améliorer la situation.

D. — TRAVAIL DES PEaux DE VEAU ET VACHETTES⁽¹⁾.

Région lyonnaise.

Dans la région lyonnaise et à Lyon en particulier, il existe des entreprises à façon pour le finissage, le corroyage de ces peaux qui proviennent des petits tanneurs des environs moins bien outillés, comme personnel et comme machines, que les ateliers lyonnais pour le finissage des peaux de veaux, vachettes et aussi les grosses peaux. Cette fabrication tend cependant à diminuer avec la création des grands établissements qui réunissent un personnel important, une direction technique appropriée et des machines perfectionnées.

Opinion des patrons et des ouvriers. — Les peaux qui sont traitées dès le travail de rivière dans les ateliers du Lyonnais — abstraction faite, par conséquent, de celles qui sont envoyées déjà tannées pour y être finies et corroyées — viennent pour la plupart des abattoirs des villes environnantes, mais parfois aussi des villes très éloignées, Marseille, etc. . . . Les observations déjà présentées précédemment en ce qui concerne la surcharge d'excréments sur les peaux s'appliquent particulièrement ici. Les peaux sont envoyées sèches ou salées, quelquefois vertes. Les peaux sont achetées « faites », dans quelques centres, Marseille, Clermont par exemple.

Dans cette spécialité, autant que dans les autres, on se plaint de la spéculation qui a faussé les cours et permis par exemple de faire coter pour les veaux lourds, au 5 décembre, un prix de 150 francs, alors que le lendemain, le commissionnaire offre la même qualité avec une baisse de 10 p. 100. L'adjudication avait été faussée par des ventes à des acheteurs fictifs et le vendeur devait se couvrir à tout prix. Si d'ailleurs on s'en rapporte aux cours publiés en novembre et en décembre 1907, on constate que sur le marché lyonnais, les cours des veaux qui avaient, en novembre, monté de 1 à 2 p. 100, hausse insignifiante, ont baissé, en décembre, de 10 à 17 p. 100 suivant les qualités, lorsque les achats américains qui avaient facilité la spéculation, ont laissé le marché aux fabricants français acheteurs.

Les peaux proviennent des intermédiaires, des commissionnaires ou des ramasseurs; dans ces marchés, les prix sont faits de gré à gré, mais basés sur ceux des enchères publiques. Il faut signaler, d'autre part, que les enchères publiques, si elles ont permis certaines pratiques de la spéculation, ont aussi renseigné les petits vendeurs sur les cours variables suivant les conditions du marché. Il y a quelques

⁽¹⁾ *Observations.* — Bien que l'étude de la préparation de la grosse peau (bœuf et vache) doive faire l'objet d'une étude spéciale et ultérieure, il arrivera que des renseignements publiés ci-après pourront s'appliquer souvent à la fabrication des deux catégories de peau, peaux de veau petites et grandes, aussi bien qu'aux grosses peaux pour l'usage de la cordonnerie. Par suite, dans l'étude de la grosse peau, on renverra à la présente notice en signalant seulement les différences qui se rencontreraient entre les deux genres de fabrication.

Rappelons aussi que ces renseignements bien que publiés sous le titre de mégisserie, à cause du travail du mégis qui en est la base et le point de départ comprennent aussi la tannerie aux écorces et la préparation au chrome des peaux de veau.

années, les tanneurs faisaient marché avec les ramasseurs sur un prix, le même pour toute une année; maintenant, ces prix varient chaque mois suivant les enchères. Aux abattoirs et dans les tueries de petites villes, les ramasseurs doivent à leur tour payer des prix variables suivant les cours qui sont connus.

Suivant les patrons, la production des tanneries lyonnaises aurait été un peu en progrès en 1907. L'augmentation porterait sur le box-calf, noir et couleur, pour chaussures. Aux dires de certains fabricants, la crise de l'industrie de la chaussure n'existerait que dans les fabriques mal outillées qui auraient également souffert, même en temps de production normale; en tous cas, les tanneries lyonnaises ne se seraient guère ressenties de la crise de la chaussure.

Il n'est pas signalé par les patrons de chômage dans les ateliers, sauf pour certains articles chagrin, mais ce chômage dure depuis plusieurs années; les autres ouvriers atteints par le chômage, environ 5 p. 100, seraient ceux provenant d'ateliers qui, mal outillés et déjà souffrants avant les variations des cours de la matière première, n'ont pas supporté les difficultés commerciales qu'elles ont entraînées et ont dû fermer plus ou moins momentanément. On remarquera aussi que le remplacement, dans les deux dernières années de la main d'œuvre masculine par celle des femmes a dû laisser aussi un certain nombre d'ouvriers sans travail.

Le taux des salaires par catégories d'ouvriers n'a pas varié; il s'est maintenu avec la hausse de 10 p. 100 environ, obtenue dans les deux dernières années; les manœuvres gagnant environ 4 fr. 50 par journée de 10 heures et les ouvriers de métier, 5 fr. 50.

Les remèdes espérés plutôt que demandés seraient dans le retour de cours normaux de matière première, ne donnant pas en quelques mois des écarts aussi importants que ceux qui ont été constatés et qui ont bouleversé les marchés de matière première. On demanderait une réglementation qui empêcherait ou atténuerait les dangers provenant de la manipulation des peaux trop chargées d'excréments; la rareté des matières premières a été telle en 1906-1907 que l'on a dû accepter des peaux qui, en temps ordinaire, auraient été refusées, tant elles étaient salies.

Certains patrons demandent la constitution de commission mixte de patrons et d'ouvriers qui aurait pour mission de rechercher les remèdes à apporter à la situation actuelle, et notamment d'organiser un enseignement professionnel pour les ouvriers, l'école de tannerie de Lyon⁽¹⁾ n'étant accessible qu'à un petit nombre de jeunes gens déjà très instruits et dont les parents disposent de ressources pécuniaires suffisantes pour maintenir leurs enfants deux ans dans une école technique.

Les avis recueillis auprès des façonniers corroyeurs signalent une diminution du travail due à la concentration de la production dans quelques ateliers, aux nouvelles machines qui permettent la spécialisation des ouvriers et diminuent l'importance de l'apprentissage. La variation des cours de la matière première a été particulièrement funeste aux façonniers; leur saison de travail a été diminuée, principalement la saison d'été. Le taux des salaires des ouvriers s'en est senti; les ouvriers corroyeurs de métier qui obtenaient souvent 6 francs par jour ont gagné 5 francs, et un grand nombre de postes ont été occupés par des manœuvres à 4 francs par jour.

Une association coopérative de production, celle des tanneurs corroyeurs de Lyon, demande l'organisation de cours professionnels accessibles aux ouvriers pour faciliter l'instruction professionnelle, et par suite l'émancipation d'un certain nombre de leurs camarades.

Région d'Annonay.

Annonay, outre les ateliers de mégisserie de chevreaux pour ganterie et ceux de

⁽¹⁾ Voir plus haut, p. 864.

préparation de moutons au chrome pour chaussures, possède des ateliers où on occupe un nombreux personnel à la tannerie et à la mégisserie du veau.

D'après le rapporteur du Jury à l'Exposition de 1900, en 1870 Annonay comptait à peu près 2.500 ouvriers mégissiers et environ 25 tanneurs; en 1874 la tannerie a commencé à s'implanter; en 1884 l'application de la soie américaine a permis la création pour une fabrique d'Annonay de la mégisserie de grosses peaux sous le nom de *veaux monstres*. Le rapporteur de 1900 évaluait la production de la tannerie et de la mégisserie de la peau de veau à près de 1,200,000 pièces, représentant un chiffre d'affaires de 12 à 15 millions de francs et occupant environ 1,300 personnes.

Opinion des patrons et des ouvriers. — La préparation du veau ciré qui fait le fond de la production d'Annonay a été particulièrement éprouvée dans la crise de la fin de 1907.

Les matières premières qui sont fournies en partie seulement par les abattoirs nationaux et, pour certaines sortes, par les abattoirs et marchés scandinaves ou allemands (bavarois notamment) ont éprouvé des variations de cours qui ont contrarié et parfois arrêté notre production; on estime que le veau ciré français qui, encore en 1892, fournissait à peu près les fabriques de chaussures tant du marché intérieur que du marché extérieur⁽¹⁾ a vu se former les débouchés de l'exportation pour la plus grande partie, par suite du changement de mode : l'adoption du *box-calf* (veau tanné au chrome)⁽²⁾.

Or sur le marché intérieur, un tiers de la consommation en *box-calf* est fourni par les fabricants étrangers, allemands principalement, qui, protégés par des tarifs douaniers, viennent écouler chez nous l'excédent de leur production. Tandis que le veau ciré français paye à l'importation en Allemagne 50 pfennigs soit 0 fr. 62, les veaux allemands payent chez nous environ 0 fr. 25.

D'autre part, certaines façons de lustrage données par les Allemands permettraient de les faire vendre dans le commerce pour une qualité supérieure alors qu'à l'importation ils ne seraient taxés que pour une qualité courante.

Cette concurrence est particulièrement redoutable par l'importance de l'organisation commerciale et industrielle des établissements qui l'entreprennent (certains font 60 à 80 millions d'affaires par an). Chez nous, nos plus grands n'en font que 7 à 8 millions; beaucoup sont des façonniers; peu disposent de capitaux suffisants pour pouvoir faire des marchés de vente ou d'achat par grandes quantités qui permettent des bénéfices, et aussi pour pouvoir à temps voulu changer leur matériel et leurs procédés de fabrication.

Le ralentissement de la fabrication a été assez intense pour amener le renvoi de moitié des ouvriers dans certains ateliers occupant un nombreux personnel; la diminution a été de 30 à 40 p. 100 sur le veau⁽³⁾ ciré; une augmentation des commandes

⁽¹⁾ Le veau monstre est une production d'Annonay. Cette fabrication avait été entreprise pour tirer parti des grandes peaux de veau qui étaient vendues au même prix que les peaux de vache. On utilisait les seies à cuir; on seiait ces peaux en tripe (sciage dans l'épaisseur des peaux non tannées), une partie de la peau fut destinée au mégis, l'autre au tannage à l'écorce, pour la fabrication du veau ciré. Par suite de cette nouvelle mise en valeur des peaux de veau de grande taille, l'agriculture en vit monter les prix. On estime que cette augmentation fut de 7 à 8 millions pour l'ensemble de la production française.

⁽²⁾ La concurrence du *box-calf* s'est surtout développée dans ces 5 dernières années; dans la consommation de la cordonnerie, le *box-calf* entrerait aujourd'hui pour les 2/3.

D'après certains patrons, le changement de mode, l'adoption du *box-calf*, par la cordonnerie, n'entrerait toutefois que pour un quart dans la diminution de la production française.

⁽³⁾ Le veau mégis est comme le corollaire du veau ciré; le veau ciré (tanné aux écorces) est employé pour les empeignes des chaussures (partie du dessus qui tient à la semelle); le veau mégis sert pour

obtenue dans le box-calf a été insuffisante pour compenser la diminution de l'autre partie

Le veau mégis a subi une diminution de production moins forte que celle du veau ciré, parce que la concurrence allemande s'y est fait moins sentir, et aussi parce que le mégis s'adapte bien avec le vernis et est encore utilisé pour la chaussure de femmes.

La main-d'œuvre a particulièrement souffert de l'adoption du box-calf, mode qui va en s'accroissant; on compte qu'avec le box-calf, la main-d'œuvre entre pour 0 fr. 50 sur un prix de vente de 12 francs, soit 3 à 4 p. 100, tandis que, dans le veau ciré, elle entre pour 12 p. 100.

Les ouvriers corroyeurs finisseurs ont été plus atteints par le chômage que les tanneurs en fosse; les palissonneurs et metteurs en couleurs de veau mégis et les ouvriers de rivière ont peu subi de chômage; les premières façons étant les mêmes quels que soient les procédés de tannage. Les ouvriers inoccupés sont retournés pour le plus grand nombre aux travaux des champs. Dans le travail de finissage, la main-d'œuvre féminine qui s'était beaucoup développée a été fortement atteinte par le chômage; on compte 20 à 30 p. 100 de femmes inoccupées; elles n'ont trouvé que difficilement du travail dans les autres industries de la région.

Le taux des salaires n'a pas été modifié par le ralentissement du travail; le salaire des corroyeurs est resté à 5 francs par jour, celui des femmes a été d'environ 2 francs.

Par suite du développement du travail aux machines, il ne se fait plus d'apprentis; on trouve d'ailleurs de la main-d'œuvre en excès.

A l'adoption du box-calf et à la concurrence étrangère les ouvriers, d'accord d'ailleurs avec les patrons, ajoutent, comme causes du chômage le développement des machines, principalement dans le travail du box-calf, celui qui tend le plus à se développer. Les ouvriers se plaignent, en outre, des maladies de peau et des arrêts de travail qui sont la conséquence, dans le travail du chrome aux deux bains (bichromate de potasse et hyposulfite de soude). Les patrons font cependant remarquer que tous les ouvriers ne sont pas également sensibles et beaucoup supportent sans accidents le travail aux deux bains. Pour ceux dont l'épiderme se trouve atteint, on ne les renvoie pas, on trouve pour eux d'autres postes dans l'usine; on a d'ailleurs expérimenté le procédé à un bain (alun de chrome) qui ne procurerait pas d'irritation de la peau, mais donnerait de moins bons résultats dans la préparation du cuir.

Les remèdes proposés au chômage consisteraient dans un remaniement des tarifs douaniers, principalement à l'importation en France des veaux cirés et des box-calfs; pour ces derniers surtout qui, ne recevant pas de « charge » en cours de fabrication, pèsent, à surface égale, moins lourd que les veaux cirés et mégis.

La réunion d'une commission mixte de patrons et d'ouvriers pour rechercher les améliorations à apporter à la situation n'est pas demandée; au contraire, certains patrons y sont opposés; ils ajoutent que même l'organisation d'un enseignement professionnel serait inutile.

Région de Millau.

D'après le rapporteur du Jury à l'Exposition de 1900, « vers 1842, on a commencé à Millau la corroyerie des peaux de veau ciré suivant les procédés encore employés; l'exportation de ce produit dans presque tous les pays a aussi commencé vers cette

les tiges; le veau ciré tanné aux écorces résiste mieux au contact de l'eau que le veau mégis, ce dernier est aussi préparé plus souple. On ne met pas d'empeigne en box-calf avec des tiges en mégis, les différences de préparations donnant des nuances qui ne peuvent être juxtaposées.

époque». En 1900, Millau comptait environ 20 fabriques, toutes produisant exclusivement des peaux de veau cirées, de veau en blanc, et encore un peu, mais fort peu, de veau parées. La production annuelle était estimée à 80,000 ou 100,000 douzaines de peaux de veau représentant une valeur de 7 à 9 millions de francs.

Les peaux de veau qui servent à la fabrication des veaux cirés ou des veaux mégis sont reçues sèches ou salées des abattoirs français ou des marchés étrangers : Allemagne, Autriche, Russie, Espagne⁽¹⁾. Les peaux de France sont achetées aux enchères publiques, « marchandises à faire » ou « marchandises faites » d'après des usages variables suivant les villes, ou aux ramasseurs.

Les peaux étrangères sont achetées aux commissionnaires. Les peaux employées sont sèches ou salées.

Opinion des patrons et des ouvriers. — On signale ici aussi une diminution dans la production du veau ciré, incomplètement compensée par une augmentation dans la production du box-calf. Cette diminution dans le veau ciré a d'ailleurs commencé en 1905 et s'est continuée en 1906; en fin 1907, il y aurait eu plutôt tendance à une reprise sur le veau ciré suivant certains patrons, une nouvelle diminution de peu d'importance suivant certains autres; mais tous patrons et ouvriers accusent une situation très mauvaise qu'ils ont signalée d'autre part dans une pétition adressée à la Commission des douanes de la Chambre des Députés en février 1907, et dont ils ont envoyé une copie à M. le Ministre du Travail.

Cette crise de la fabrication du veau ciré s'est traduite par la fermeture de quelques maisons et par la mise en chômage de nombreux ouvriers. Dans la pétition, ils signalent notamment que l'industrie du veau ciré a occupé à Millau jusqu'à 1500 ouvriers et qu'elle n'en emploie plus que 200 à 250. Deux établissements ont dû fermer par suite de la crise, un en 1905, l'autre en 1907. D'autres ont réduit leur personnel et la durée du travail, notamment en 1907. Les ouvriers estiment que 30 p. o/o des tanneurs et des corroyeurs sont en chômage.

Parmi les ouvriers mis en chômage, les tanneurs, manœuvres qui venaient de la montagne, sont retournés aux travaux de la terre; pour les corroyeurs certains ouvriers de métier, déjà âgés, sont restés; mais d'autres plus jeunes ont émigré ou ont quitté le métier. Dans les ateliers ayant des commandes insuffisamment pour occuper le personnel toute la semaine, on a diminué la journée, parfois aussi le travail a été distribué à tour de rôle aux ouvriers.

Le taux des salaires qui avait haussé en 1904-1905 s'est maintenu; même lorsque la journée a été réduite à 8 heures 1/2 ou 9 heures suivant les ateliers, on n'a pas diminué le taux des salaires: ainsi l'ouvrier de rivière, le tanneur, ont gagné environ 0 fr. 45 par heure, comme avant la crise; le corroyeur qui travaille aux pièces, environ 5 francs par jour. Mais pour ces derniers, comme le nombre des ouvriers restés dans le métier a été plus grand que chez les tanneurs, les ouvriers ont établi un roulement entre eux, par suite, certains palissonneurs en blanc (corroyeurs de mégis) ont gagné à peine 15 à 16 francs par semaine.

Les produits principaux de Millau, veau ciré, veau mégis et un peu de box-calf étant destinés à la fabrication de la chaussure, la crise signalée en France dans cette dernière industrie a eu une répercussion sur l'activité des fabricants de Millau; la faveur dont jouit le box-calf a exercé aussi une grande influence, la spécialité de Millau étant le veau ciré, dit « veau de Bordeaux ». La cherté de la matière première a contrarié aussi les transactions.

⁽¹⁾ Depuis quelques années, l'emploi de peaux exotiques, de l'Amérique du Sud principalement, a pris une grande importance. Ces peaux sont généralement de qualité inférieure; la fleur est abîmée, elles sont marquées de coutures, de traces de feu, mal conservées.

Mais la concurrence allemande a été indiquée par les patrons de Millau comme elle l'est par ceux d'Annonay, comme étant la cause de la mauvaise situation de leur industrie depuis plusieurs années, mauvaise situation qui va plutôt en s'aggravant.

Les ouvriers signalent l'emploi des machines qui permet d'augmenter la production sans augmenter le personnel, et qui facilite par la spécialisation le remplacement des ouvriers de métier par des manœuvres.

Cette spécialisation a réduit et presque supprimé l'apprentissage. De l'avis des patrons et des ouvriers, le métier n'est pas devenu plus difficile à apprendre ni à exercer, même pour le box-calf, dont la pratique est devenue courante dans les grands ateliers. Cependant les ouvriers signalent que les façons données à la main sont devenues plus dures à exécuter; celles faites aux machines n'étant pas poussées à fond, il faut que le travail à la main « retape » les peaux.

Comme remède, patrons et ouvriers, dans la pétition adressée à la Commission des douanes demandent à être protégés contre la concurrence étrangère; ils demandent aussi des modifications aux tarifs de transport. Certains patrons se plaignent de pratiques défectueuses dans les enchères publiques; celles-ci se font sur des cours factices; les lots sont souvent trop gros; seuls quelques tanneurs disposant de capitaux importants peuvent devenir acquéreurs. Aussi, la plupart des fabricants doivent recourir à l'intermédiaire d'un commissionnaire qui fait de plus petits lots et aussi de nouveaux prix.

Des efforts sont faits pour organiser à Millau des cours professionnels destinés aux ouvriers de l'industrie du cuir, cours faits par un professeur de collège, ancien élève de l'école de tannerie de Lyon. Patrons et ouvriers sont partisans de ces cours professionnels et de la réunion d'une commission mixte qui aurait pour but de rechercher les moyens d'améliorer la situation dans leur industrie.

SITUATION ET OPÉRATIONS EN 1907

DE LA CAISSE NATIONALE DES RETRAITES POUR LA VIEillesse⁽¹⁾.

Les versements, en 1907, ont été au nombre de 4,469,035 et se sont élevés à 95,172,918 francs, y compris les versements opérés en vertu de l'article 28 de la loi du 9 avril 1898 sur les accidents du travail (soit 22,585,462 francs). Les chiffres correspondants étaient, en 1906, de 4,247,344 versements représentant une valeur de 88,753,182 francs; il y a donc eu en 1907 une augmentation de 287,033 versements et de 2,632,183 francs sur le montant des versements.

Les versements effectués en 1907 en vertu de la loi du 20 juillet 1886 se décomposent comme suit :

	VERSEMENTS COLLECTIFS.		VERSEMENTS INDIVIDUELS.		TOTAL.	
	Nombres.	Sommes.	Nombres.	Sommes.	Nombres.	Sommes.
		francs.		francs.		francs.
Versements à capital aliéné.....	2,176,175	30,397,406	31,843	4,663,736	2,208,018	35,061,141
Versements à capital réservé.....	2,214,875	33,380,705	38,642	4,145,608	2,253,517	37,526,313
TOTAL.....	4,391,050	63,778,111	70,485	8,809,343	4,461,535	72,587,455

⁽¹⁾ Rapport au Président de la République. — Imprimerie nationale, 1908; extrait publié au *Journal officiel*.

La comparaison avec l'année précédente fait ressortir une augmentation de 281,654 sur le nombre et de 3,673,426 francs sur le montant des versements collectifs. Les versements individuels présentent une augmentation de 5,379 sur le nombre et une augmentation de 114,125 francs sur le montant des sommes versées.

L'accroissement constaté dans les versements des collectivités provient à la fois de l'accroissement des dépôts faits par cette collectivité et de l'accession de nouvelles collectivités.

Les versements effectués en 1907 par les sociétés scolaires de secours mutuels et diverses collectivités régimentaires dépassent respectivement de 28,747 et de 7,937 ceux de 1906.

Les versements à capital aliéné ont augmenté de 110,426 quant à leur nombre et de 1,770,555 francs quant à leur montant. Les versements à capital réservé ont augmenté de 176,607 en nombre, et de 2,016,997 francs pour leur montant.

Les versements à capital aliéné, opérés par les débiteurs de rentes allouées en exécution de la loi du 9 avril 1898, se sont élevés, en 1907, à 7,500 en nombre et à 22,585,463 francs en somme. Ces versements ont servi à constituer des rentes viagères ou temporaires au profit de 8,855 bénéficiaires (contre 7,195 en 1906).

Comptes nouveaux. — Le nombre des comptes nouveaux ouverts en 1907 s'élève à 233,266, savoir :

7,977	comptes individuels,
216,434	comptes ouverts au nom de membres de collectivités,
8,855	comptes ouverts en vertu de la loi du 9 avril 1898.

ENSEMBLE 233,266 comptes.

Statistique des rentiers. — Les rentes en cours servies par la Caisse nationale des retraites s'élevaient, au 31 décembre 1907, à 296,448 pour un montant total de 39,350,162 francs. Elles se classent dans l'ordre ci-après, au point de vue de l'importance des titres :

MONTANT DES RENTES.				SOMME	
				de rentiers.	P. 100.
Rentes de	2 à	50 francs.	.....	141,355	47.72
—	51 à	200 —	.....	116,198	39.22
—	201 à	360 —	.....	19,105	6.45
—	361 à	600 —	.....	10,370	3.50
—	601 à	1,200 —	.....	7,968	2.69
—	1,201 à	1,500 —	.....	1,252	0.42

Les 296,448 rentiers ci-dessus désignés se divisent en 162,827 hommes jouissant de 22,094,710 francs de rente, et 133,421 femmes jouissant de 17,255,452 francs de rente.

JURISPRUDENCE.

Syndicats d'employés de commerce et d'industrie ; Droit d'ester en justice

CONSEIL D'ÉTAT.

1^{er} Arrêt du 3 août 1907.

Au nom du peuple français,

Le Conseil d'État statuant au contentieux,

Sur le rapport de la section du contentieux,

Vu la requête sommaire et le mémoire ampliatif présentés pour la Chambre syndicale des employés, dont le siège social est 15, rue de la Reynie, à Paris, représentée par son président en exercice et par le sieur Martinet, son secrétaire, ladite requête et ledit mémoire enregistrés au secrétariat du contentieux du Conseil d'État, les 26 février et 12 mars 1907 et tendant à ce qu'il plaise au Conseil annuler un arrêté du 11 février 1907, par lequel le Préfet de police a accordé au sieur Hédouin, marchand de nouveautés le droit de donner à son personnel le repos hebdomadaire par roulement ;

.....
Considérant que si, en vertu des articles 3 et 5 de la loi susvisée du 21 mars 1884 « les syndicats professionnels de patrons et d'ouvriers ont le droit d'ester en justice pour la défense des intérêts économiques, industriels, commerciaux et agricoles », ce droit n'est accordé qu'aux syndicats ou associations qui, conformément à l'article 2 de ladite loi se constituent « entre personnes exerçant la même « profession des métiers similaires ou des professions connexes » ;

Qu'il résulte de l'examen des statuts de la Chambre syndicale des employés que cette association est formée par tous « employés des deux sexes, occupés dans le « commerce, l'industrie, le bâtiment, le transport, la banque, les administrations « publiques et privées, etc. . . »

Qu'ainsi cette association, formée entre personnes employées dans toutes les professions, n'est pas au nombre de celles auxquelles la loi du 21 mars 1884 reconnaît le droit d'introduire une action en justice pour la défense d'intérêts professionnels collectifs ; que, par suite, elle n'est pas recevable à déférer au Conseil d'État l'arrêté du préfet de police, qui a accordé au sieur Hédouin, marchand de nouveautés, le droit de donner à son personnel le repos hebdomadaire par roulement ;

Décide :

ARTICLE PREMIER. — La requête susvisée de la Chambre syndicale des employés de la région parisienne est rejetée.

ART. 2. — Expédition de la présente décision sera transmise au Ministre du Travail et de la Prévoyance sociale.

.....

2^o Arrêt du 10 juillet 1908.

Au nom du peuple français,

Le Conseil d'État statuant au contentieux,

Sur le rapport de la première sous-section du contentieux,

Vu la requête sommaire et le mémoire ampliatif présentés par le sieur Emile Vandorme, demeurant, 36, rue de Puébla à Lille (Nord), et agissant tant en son

nom personnel qu'au nom du syndicat des employés de commerce et de l'industrie de la région du Nord, ladite requête et ledit mémoire enregistrés au Secrétariat du contentieux du Conseil d'État, les 12 et 22 février 1908, et tendant à ce qu'il plaise au Conseil annuler un arrêté, en date du 24 janvier 1908, par lequel le Préfet du département du Nord a accordé à la société des Galeries lilloises, 45, rue Nationale à Lille, l'autorisation de supprimer le repos hebdomadaire de son personnel pendant dix dimanches de l'année 1908 et de lui accorder le repos compensateur par roulement;

.....
Vu les observations présentées pour la société des Galeries lilloises, lesdites observations enregistrées comme ci-dessus le 15 avril 1908 et tendant au rejet de la requête susvisée par les motifs, en la forme, qu'elle n'est pas recevable, le syndicat requérant comprenant des personnes appartenant aux professions les plus différentes n'étant, dès lors, pas régulièrement constitué et n'ayant, par suite, pas qualité pour ester en justice;

.....
Sur la recevabilité :

Considérant que la société des Galeries lilloises soutient que le syndicat requérant ayant été irrégulièrement constitué n'a pas qualité pour introduire le présent pourvoi;

Mais considérant que l'irrégularité prétendue n'apparaît pas à l'examen des statuts dudit syndicat, qui ont été versés au dossier ⁽¹⁾, et qu'elle ne résulte pas d'ailleurs de l'instruction; qu'il y a lieu, dès lors, de statuer au fond;

Conseil de prud'hommes; confection des listes électorales; l'électeur exerçant plusieurs professions appartenant à des catégories diverses ne peut se faire inscrire que dans une seule de ces catégories, même si elles sont classées dans des sections différentes.

COUR DE CASSATION (CHAMBRE CIVILE).

(Arrêt du 3 août 1908.)

La Cour.

Vu le réquisitoire de M. le Procureur général en date du 26 juillet 1908;

Où M. le conseiller Faye en son rapport, M. le Procureur général Baudouin en ses conclusions, et après en avoir délibéré conformément à la loi;

Statuant sur le pourvoi de M. le Procureur général près la cour de cassation, formé dans l'intérêt de la loi, contre 5 jugements du juge de paix du 3^e arrondissement de Paris en date du 2 juin 1908;

Vu les articles 88 de la loi du 27 ventôse an VII, 10 de la loi du 27 mars 1907, 98 de la loi du 15 mars 1849, 12 de la loi du 8 décembre 1883, 13 et 25 de la loi du 27 mars 1907;

Attendu que la commission instituée par l'alinéa 1^{er} de l'article 10 de la loi du 27 mars 1907 sur les Conseils de prud'hommes ayant inscrit sur le tableau des électeurs patrons, comme devant être portés dans une catégorie industrielle, les sieurs Georges et Guillaume Bac, Rambaud, Despinois et Pascalis, ceux-ci ont prétendu avoir le droit d'être inscrits, en outre, dans une catégorie de la section com-

⁽¹⁾ L'article 1^{er} des statuts du Syndicat est ainsi conçu : « Article premier. — Il est formé entre les employés du Commerce et de l'Industrie, comptables, garçons de bureaux et de magasins, emballeurs, magasiniers, demoiselles de magasins, dactylographes, etc., un syndicat qui prend le nom de Syndicat des employés du Commerce et de l'Industrie de la région du Nord. »

merciale du conseil des prud'hommes, que, sur le refus de la commission, ils ont formé des réclamations devant le juge de paix du 3^e arrondissement de Paris, qui, par les cinq jugements attaqués, a ordonné les doubles inscriptions demandées;

Attendu, d'une part, qu'aux termes de l'article 10 de la loi du 27 mars 1907 la commission instituée par son premier alinéa est chargée d'inscrire sur des tableaux différents les noms, professions et domiciles des électeurs ouvriers, employés et patrons; que ces tableaux sont transmis au Préfet, qui dresse et arrête la liste de chaque catégorie d'électeurs: que les listes sont ensuite déposées, tant au secrétariat du conseil des prud'hommes, qu'à celui de chacune des mairies du ressort et qu'avis de ce dépôt est donné aux électeurs par affiches apposées à la porte des mairies; que, dans la quinzaine qui suit la publication, des réclamations peuvent être formées « contre la confection des listes » et portées devant le juge de paix du canton;

Attendu qu'il résulte de ces dispositions que la commission ne prend aucune décision; que son rôle, purement administratif, consiste à réunir dans les trois tableaux indiqués les éléments qui serviront au Préfet pour établir les listes électorales par catégories, listes qu'il a seul qualité pour dresser et arrêter et qui, à partir de la publication, ne pourront subir de changements qu'en vertu de décisions judiciaires; qu'en statuant sur une réclamation formée, non contre la confection des listes qui n'étaient pas encore arrêtées, mais contre la confection des tableaux préparés par la commission pour servir à l'établissement des listes, le juge de paix est sorti des attributions qui lui ont été conférées par la loi et a violé le texte susvisé;

Attendu, d'autre part, qu'il est de principe que nul ne peut participer par un double vote à l'élection des membres d'un même corps, et ne peut, par suite, être porté à la fois, par son fait, sur deux listes dressées en vue de cette élection; que cette règle trouve sa sanction dans l'article 98 de la loi du 15 mars 1849 reproduit par l'article 31 du décret organique du 2 février 1852; que non seulement il n'y a pas dérogé pour l'élection des conseils de prud'hommes, mais que l'article 12 de la loi du 8 décembre 1883, qui déclare l'article 98 de la loi de 1849 applicable aux élections consulaires est expressément visé par l'article 13 de la loi du 27 mars 1907;

Attendu qu'aux termes de l'article 25 de cette dernière loi, si les conseils de prud'hommes peuvent être divisés en sections, dont chacune est autonome, il ne peut exister dans chaque ville qu'un seul conseil, dont le président élu par les présidents et les vice-présidents des sections, est chargé des rapports avec les pouvoirs publics, ainsi que de l'administration et de la discipline générale, qu'aux termes des articles 55 et 56, le conseil se réunit en assemblée générale pour préparer son règlement intérieur et dans certains cas déterminés; qu'il constitue donc dans son ensemble un corps unique; qu'il suit de là que si l'électeur qui exerce plusieurs professions appartenant à des catégories diverses a la faculté de désigner parmi ces catégories celle dans laquelle il lui convient d'exercer ses droits électoraux, il ne peut se faire inscrire en même temps sur deux ou plusieurs listes, alors même que ces catégories seraient classées dans des sections différentes; qu'en décidant le contraire les jugements attaqués ont violé les articles de loi susvisés;

Par ces motifs,

Casse et annule, dans l'intérêt de la loi et sans que les parties puissent s'en prévaloir ni que l'arrêt puisse leur être opposé, les jugements rendus le 2 juin 1908 par le juge de paix du 3^e arrondissement de Paris.

- I. — Gérant de succursale; contrat de louage de services; rétribution au moyen de remises avec minimum annuel garanti; rétribution proportionnellé pour la période antérieure à l'ouverture de l'établissement.
- II. -- Rupture du contrat de louage de services; nécessité de prouver, outre le préjudice, la faute de l'auteur de la rupture.

COUR DE CASSATION (CHAMBRE CIVILE).

(Arrêt du 15 janvier 1908.)

La Cour,

Où, en l'audience publique du 14 janvier 1908, M. le conseiller Demartial en son rapport, et, en celle du 15 janvier 1908, MM^s Regray et Clément, avocats des parties, en leurs observations respectives, ainsi que M. l'avocat général Melcot en ses conclusions, et après en avoir immédiatement délibéré conformément à la loi:

Sur le premier moyen :

Attendu que la société économique d'alimentation ne contestait pas devant le tribunal que Lhomme eût, avant l'ouverture du magasin d'épicerie qu'il avait été chargé de gérer à Villefranche, passé 12 jours, du 16 au 28 octobre 1901 à l'organiser; qu'elle se bornait à soutenir que Lhomme n'ayant droit, aux termes de leurs conventions qu'à des remises calculées sur le montant de ses ventes, ne pouvait prétendre à une rétribution pendant une période antérieure à l'exploitation où aucune vente n'avait été ni pu être faite;

Mais attendu que le jugement attaqué constate d'une part, que ces conventions garantissaient à Lhomme que le minimum de ses remises atteindrait 1,800 francs par an, et que, d'autre part, dès son entrée dans le magasin de Villefranche, c'est-à-dire dès le 16 octobre, il était au « service » de la société;

Attendu que de ces constatations le tribunal a pu déduire que le salaire annuel et minimum promis à Lhomme s'appliquait aussi bien au temps pendant lequel il avait organisé les marchandises destinées à la vente qu'à celui où il les avait vendues; qu'en statuant ainsi et en lui allouant pour la première période une somme de 60 francs calculés au prorata des appointements annuels que la convention lui garantissait comme rétribution de sa gérance, le juge du fond a interprété souverainement cette convention et n'a violé aucun des articles de loi visés par le moyen, le rejette.

Mais sur le deuxième moyen :

Vu l'article 1780 du Code civil:

Attendu qu'aux termes de cet article est nulle toute convention par laquelle les parties liées par un contrat de louage de services, fait sans détermination de durée, renonceraient à l'avance au droit éventuel de demander des dommages-intérêts; que, par conséquent, la partie au préjudice de laquelle est rompu un contrat de cette nature peut, malgré une semblable convention, demander des dommages-intérêts à l'auteur de la rupture, mais à la condition de prouver contre lui, outre le préjudice, la faute qui seule engage la responsabilité;

Attendu cependant, qu'après avoir déclaré nulle la convention par laquelle les parties en cause avaient, en cas de séparation, renoncé à toute indemnité, le jugement attaqué a condamné la Société Économique d'alimentation à payer à Lhomme, qu'elle avait congédié, la somme de 300 francs de dommages-intérêts, sous le seul prétexte qu'elle n'articulerait contre son ancien gérant aucun fait probant ou sérieux, pouvant motiver son renvoi; qu'en statuant ainsi le jugement attaqué n'a pas donné de base légale à sa décision;

Par ces motifs,

Casse et annule, mais seulement du chef de la condamnation à 300 francs de dommages-intérêts le jugement rendu le 19 janvier 1903 par le tribunal de commerce de Lyon et renvoie quant à ce devant le tribunal de commerce de Tarare.

Repos hebdomadaire ; suspension du repos hebdomadaire dans les établissements de commerce au détail les dimanches coïncidant avec les jours de fête locale désignés par arrêté municipal ; inapplicabilité aux ouvriers travaillant dans des ateliers dépendant de ces établissements.

COUR DE CASSATION (CHAMBRE CRIMINELLE).

(Arrêt du 11 janvier 1908.)

La Cour.

Sur le moyen du pourvoi pris de la violation des articles 1, 2, 5, § 4, de la loi du 13 juillet 1906 ; vu lesdits articles :

Attendu que, par un arrêté en date du 3 mai 1907, pris en conformité de l'article 5, § 4, de la loi du 13 juillet 1906, le maire d'Avignon a décidé que les 5, 12, 19 et 24 mai seraient considérés comme fête locale et, qu'en conséquence, lesdits jours, le repos hebdomadaire pourrait être supprimé dans tous les établissements de commerce au détail où ce repos est donné le dimanche ;

Attendu qu'il résulte d'un procès-verbal dressé par l'inspecteur du travail dans le département de Vaucluse, que ce fonctionnaire s'est présenté le dimanche 19 mai 1907 dans les magasins de la maison Pitras, situés place Carnot, à Avignon ; qu'il a constaté, dans les magasins de vente, la présence de six employés occupés à la vente des étoffes et autres marchandises, et, dans les ateliers séparés des magasins de vente, l'un au premier étage et l'autre au sous-sol de la maison, la présence de six ouvriers tailleurs qui avaient déjà travaillé pendant les six autres jours de la semaine ; que le même procès-verbal énonce qu'au cours de cette visite un employé de la municipalité a notifié à Pitras un arrêté du maire d'Avignon, en date du 18 mai, qui rapportait l'arrêté du 3 mai ; que Pitras a immédiatement congédié son personnel ;

Attendu que Pitras a été cité devant le tribunal de simple police d'Avignon pour avoir contrevenu aux articles 1 et 2 de la loi du 13 juillet 1906, en occupant dans ses ateliers six ouvriers ou ouvrières travaillant le dimanche et n'ayant pas eu un jour de repos hebdomadaire ; que le tribunal de simple police (Trib. Avignon, 27 juin 1907) l'a relaxé par le motif qu'il avait relevé ses employés, et ses ouvriers, dès qu'il avait eu connaissance du nouvel arrêté du maire d'Avignon ; qu'il avait été de bonne foi ;

Attendu que l'article 5, § 4, de la loi du 13 juillet 1906, en vertu duquel a été pris l'arrêté municipal du 3 mai 1907, n'autorise la suppression du repos le dimanche, lorsque ce repos coïncidera avec un jour de fête locale ou de quartier désigné par arrêté municipal, que dans les établissements où s'exerce un commerce de détail ; que la dérogation au principe général qui exige que le repos hebdomadaire soit donné le dimanche n'est applicable qu'au personnel employé dans les magasins où les marchandises sont vendues en détail au public ; qu'on ne saurait considérer comme faisant partie de ce personnel et pouvant à ce titre bénéficier de la dérogation ci-dessus spécifiée les ouvriers qui travaillent dans des ateliers, même dépendant d'un établissement de commerce au détail ; que c'est seulement, en effet, dans les magasins de vente que s'exerce le commerce en détail, en faveur duquel la dérogation a été autorisée ;

Par ces motifs,

Casse, renvoie devant le tribunal de simple police de Carpentras.

Règlement d'atelier; maintien de l'affichage dans les ateliers du règlement arrêté par le prédécesseur; validité.

COUR DE CASSATION (CHAMBRE CIVILE).

(Arrêt du 27 mai 1908.)

La Cour,

Où M. le conseiller Ruben de Coudert en son rapport, et M. l'avocat général Méron en ses conclusions, et après en avoir délibéré en la Chambre du Conseil;

Statuant sur le pourvoi de Florin contre un jugement du conseil des Prud'hommes de Douai en date du 17 mars 1908, lequel a condamné Florin à payer à Delarue, pour brusque renvoi, la somme de 20 fr. 70 représentant la valeur du salaire de six jours de travail;

Sur l'unique moyen du pourvoi tiré de la violation des articles 1134, 1780, et 1382 et suivants du code civil, et 7 de la loi du 20 avril 1810;

Vu l'article 1780 du code civil, complété par la loi du 27 décembre 1890;

Attendu que du jugement attaqué il résulte que Delarue, ouvrier au service de Florin en vertu d'un contrat de louage sans détermination de durée et congédié par son patron, a assigné celui-ci devant le Conseil des Prud'hommes de Douai, en paiement d'une indemnité de six jours de travail soit 20 fr. 70 pour brusque renvoi;

Attendu que Florin a opposé à cette demande les dispositions d'un règlement d'atelier assurant à chacune des parties la faculté de se quitter sans avoir à se donner de délai de préavis;

Attendu que le jugement attaqué reconnaît bien la validité d'une telle clause; qu'il ne conteste pas non plus que le règlement soit resté ostensiblement affiché dans les ateliers de Florin, après la cession que lui avait faite le sieur Buisine de son entreprise;

Mais attendu qu'il en écarte l'application par le motif que le règlement ayant été arrêté par Buisine, la connaissance qu'en avait eue Delarue et même l'acceptation implicite qu'il lui avait donnée « en continuant sa présence dans l'atelier » n'avaient lié Delarue qu'envers Buisine; que « cette situation avait cessé au départ de ce dernier; » que Florin n'avait pas renouvelé les diligences faites par Buisine pour échapper au délai de préavis, puisqu'il avait produit aucun règlement émanant de sa direction personnelle »;

Attendu que, lorsque, dans les circonstances telles qu'elles sont relevées par le jugement attaqué, le chef d'entreprise maintient, affiché dans ses ateliers, un règlement arrêté par son prédécesseur, il le fait sien, tout comme s'il l'avait arrêté ou affiché lui-même;

D'où il suit qu'en statuant comme il l'a fait, le jugement attaqué a violé l'article de loi ci-dessus visé;

Par ces motifs,

Casse le jugement rendu le 17 mars 1908 par le conseil des Prud'hommes de Douai et renvoie devant le conseil des Prud'hommes d'Arras.

ÉTRANGER.

ALLEMAGNE.

Revue du travail en juillet 1908⁽¹⁾. — La situation générale du marché du travail n'est pas très différente de celle du mois dernier. Les effets habituels de la saison se sont fait sentir : travaux agricoles, saison des bains, calme dans l'imprimerie ; les mines de charbon ont été occupées assez également sauf dans la région de la Saar. L'industrie du fer souffre de l'incertitude sur la durée du syndicat du fer. Dans l'Allemagne du sud, les fonderies ont été suffisamment actives, mais moins dans le centre et le nord. Les aciéries et lamineries sont toujours moyennement occupées. La situation est satisfaisante pour la construction des machines, bonne dans l'électricité et l'industrie chimique. Le bâtiment s'est comporté comme le mois précédent, mais la situation de presque toutes les branches du textile a empiré. La confection a été peu active. L'industrie des jouets dénote une amélioration. La navigation intérieure a souffert de l'état peu abondant des eaux.

Placement en juillet 1908⁽¹⁾. — Pour tout l'Empire, le nombre des demandes par rapport à juillet 1907 a augmenté de 22,000 ; celui des emplois vacants a diminué de 35,000, et celui des places procurées de 18,000 en chiffres ronds. — Voici le bilan des 663 offices de placement qui ont fourni des renseignements pour le présent mois, avec le rappel des données de juin :

	DEMANDES d'emploi.	OFFRES d'emploi.	PLACE- MENTS.
Juil. 1908 (pour 663 bureaux).....	258,000	175,000	131,000
Juin 1908 (— 682 —).....	248,000	178,000	132,000

Grèves et lock-outs pendant le 2^e trimestre de 1908⁽¹⁾. — 482 grèves se sont terminées pendant le 2^e trimestre de 1908. Sur ce chiffre 101 étaient commencées avant le 1^{er} avril et 381 ont commencé au cours du trimestre. Le nombre des réussites est de 67 celui des transactions 168 celui des échecs 247. Le total des

⁽¹⁾ Reichsarbeitsblatt, août 1908.

nombres maxima d'ouvriers simultanément en grève dans chaque grève est de 26,604, celui des chômeurs forcés de 2,905. Les industries où le plus grand nombre de grèves ont été terminées dans le trimestre sont : le bâtiment (157 grèves avec 7,862 grévistes et 462 chômeurs forcés : 35 réussites, 55 transactions, 67 échecs); travail des pierres et des terres (59 grèves avec 2,707 grévistes et 91 chômeurs forcés : 5 réussites, 18 transactions, 36 échecs); le travail du bois (45 grèves avec 1,172 grévistes et 29 chômeurs forcés : 3 réussites, 14 transactions, 28 échecs); le vêtement (44 grèves avec 2,641 grévistes et 13 chômeurs forcés : 9 réussites, 24 transactions, 11 échecs); la construction des machines, instruments et appareils (30 grèves avec 2,814 grévistes et 40 chômeurs forcés : 1 réussite, 5 transactions, 24 échecs); l'alimentation (28 grèves, avec 962 grévistes et 70 chômeurs forcés : 1 réussite, 15 transactions, 12 échecs); la métallurgie (26 grèves avec 1,484 grévistes et 797 chômeurs forcés : 1 réussite, 8 transactions, 17 échecs); l'industrie du cuir (19 grèves avec 995 grévistes et 8 chômeurs forcés : 2 réussites, 9 transactions, 8 échecs).

Le nombre des lock-outs terminés pendant le 2^e trimestre 1908 est de 87 (30 commencés avant le 1^{er} avril et 57 après). Le total des chiffres maxima d'ouvriers exclus simultanément dans chacun de ces lock-outs est de 13,734. Il y a eu, au cours du trimestre, 52 lock-outs terminés dans le bâtiment (23 réussites, 25 transactions, 3 échecs), 14 dans la construction des machines (13 réussites, 1 transaction), etc. Nombre total des réussites : 48; des transactions : 35; des échecs : 4.

Les grèves et lock-outs en 1907⁽¹⁾. — Le nombre total des grèves ayant éclaté en 1907 s'est élevé à 2,279; sur ce nombre, 2,266 se sont terminées au cours de l'année en question. C'est sur ces dernières que, sauf indication contraire, portent exclusivement les données statistiques que nous résumons ci-dessous⁽²⁾.

Le total des ouvriers ayant pris part à ces 2,266 conflits s'est élevé à 192,430 (dont 27,248 ouvriers âgés de moins de 21 ans) répartis entre 13,092 exploitations employant 445,165 personnes (dont 73,010 ouvriers âgés de moins de 21 ans). 3,604 de ces exploitations (soit 27.5 p. 100 du total) ont été entièrement suspendues. Le nombre des ouvriers réduits indirectement au chômage s'est élevé à 10,594. Le nombre des conflits a diminué de 1,100 par rapport à 1906; c'est la première fois que ce total diminue depuis 1902⁽³⁾.

On a compté 2,146 grèves *offensives* (94.7 p. 100) avec 180,334 grévistes et 12,277 établissements intéressés, et 120 grèves *défensives* (5.3 p. 100 du total) avec 12,096 grévistes et 815 établissements intéressés.

En général, les grèves ont été d'assez courte durée; à ce point de vue, elles se classent comme suit : 1 à 5 jours (806), 6 à 10 jours (335), 11 à 20 jours (289), 21 à 30 jours (156), 31 à 50 jours (218), 51 à 100 jours (224); 131 ont duré moins d'un jour et 107, 101 jours et au-dessus.

1,524 grèves ont atteint 1 établissement, et 742 plusieurs établissements (40 de ces dernières ont embrassé plus de 50 exploitations). La moyenne des grévistes par conflit a été de 84.9 et celle des établissements atteints par une grève, de 5.8.

⁽¹⁾ *Streiks und Aussperrungen im Jahre 1907*; publication de l'Office impérial de statistique, Berlin, 1908, Puttkammer et Mühlbrecht.

⁽²⁾ Voir les principes directeurs de la statistique gréviste en Allemagne : *Bulletin*, décembre 1905, page 1092, note ⁽³⁾.

⁽³⁾ Cette diminution semble devoir être attribuée surtout au développement de l'organisation syndicale, tant chez les patrons que chez les ouvriers, et en outre à la conclusion de contrats de tarifs, valables pour plusieurs années, dans certaines industries.

Le relevé ci-dessous permet de comparer le mouvement gréviste de 1907 avec celui des huit années précédentes :

ANNÉES.	GRÈVES.	GRÉVISTES.			ÉTABLISSE- MENTS	DURÉE des grèves en jours.
		(Nombres absolus.)	(Propor- tion p. 100 par rapport au personnel total des établis- sements atteints.)	CHÔMEURS forcés.	atteints.	
1899-1905 (moyenne).....	1,498	134,078	45.19	9,348	7,809	4,438,238
1899.....	1,288	99,338	38.68	10,122	7,111	3,265,881
1900.....	1,433	122,803	41.10	9,007	7,740	3,188,654
1901.....	1,056	55,262	39.13	7,420	4,561	2,311,573
1902.....	1,060	53,912	41.13	6,272	3,437	1,326,833
1903.....	1,374	85,603	43.10	13,811	7,000	2,815,491
1904.....	1,870	113,480	41.51	6,788	10,321	3,622,998
1905.....	2,403	408,145	52.52	12,015	14,481	14,536,233
1906.....	3,328	272,218	39.65	24,433	16,246	8,176,337
1907.....	2,266	192,430	43.20	10,594	13,092	6,204,558

Les industries les plus atteintes ont été (le calcul portant ici sur les grèves com-
mencées, soit 2,279 pour 1907) :

	NOMBRE DE GRÈVES						
	en 1907.	en 1906.	en 1905.	en 1904.	en 1903.	en 1902.	en 1901.
Bâtiment.....	704	1,079	865	742	520	467	378
Bois et tabletterie.....	190	436	372	395	195	135	113
Pierres et terres.....	189	242	121	95	74	68	102
Métaux.....	182	310	187	153	150	68	98
Alimentation.....	175	144	54	74	40	35	69
Vêtement.....	109	133	171	73	76	61	67
Textiles.....	98	154	86	29	62	101	58
Industrie du cuir.....	52	88	76	37	35	20	43
Machines, instruments et appa- reils.....	149	206	160	76	75	48	38
Mines.....	95	106	44	20	12	14	21
Commerce.....	88	164	73	48	39	9	18
Transports.....	102	94	92	55	28	16	14
Industries polygraphiques.....	24	51	39	23	22	7	3
Industrie du papier.....	23	48	27	21	16	4	11
Industrie chimique.....	22	33	9	24	14	1	4

Sur les 2,266 grèves, 987 (soit 43.5 p. 100) ont éclaté au printemps, 644 (28.4) en été, 382 (16.9) en automne et 253 (11.2) en hiver.

Au point de vue territorial, ces 2,266 grèves se répartissent comme suit : 1,204 (53.1 p. 100) en Prusse; 239 (10.5) en Saxe; 268 (11.8) en Bavière; 108 (4.8) à Hambourg, etc. Dans le total relatif à la Prusse (1,204), Berlin figure pour 130 (10.8 p. 100); les provinces rhénanes pour 185 (15.4); le Brandebourg pour 160 (13.3); la Saxe pour 122 (10.1); le Hanovre pour 121 (10.0); la Westphalie pour 112 (9.3); la Silésie pour 88 (7.3), etc.

L'intervention de syndicats s'est produite dans 1,679 grèves (soit 74.18 p. 100 des grèves terminées dans l'année) se décomposant en 1,609 grèves n'atteignant

qu'un établissement et 663 grèves collectives et en 1,016 grèves offensives et 70 grèves défensives. Les ouvriers ont échoué totalement dans 640 grèves sur 1,679 soutenues par un syndicat, obtenu une transaction dans 775 et triomphé entièrement dans 264.

Les résultats pour l'ensemble des grèves terminées, soit 2,266, se résument ainsi :

RÉSULTATS.	NOMBRE de grèves.	PROPORTION p. 100 par rapport au total des grèves.
Succès.....	373	16.5
Transactions.....	930	41.0
Échecs.....	963	42.5
TOTAL.....	2,266	100.0

Du tableau ci après (p. 884 et 885) ressortent l'importance, les causes et les résultats des grèves dans les groupes industriels les plus importants.

1,465 (64.7 p. 100) grèves se sont terminées à la suite de négociations (dont 857, soit 58.5 p. 100 par négociations directes entre les parties); 102 (7 p. 100) par l'intervention du tribunal industriel et 506 (34.5 p. 100) par l'intervention de syndicats ou de tiers.

LOCK-OUTS. — Les lock-outs ont été au nombre de 249, dont 246 levés au cours de l'année 1907. Ces derniers ont affecté 5,287 établissements où travaillaient 129,563 ouvriers, parmi lesquels 81,167 furent renvoyés⁽¹⁾. Les groupes industriels les plus frappés ont été les travailleurs du *bâtiment* (23,847 ouvriers renvoyés dans 2,351 établissements), les *metallurgistes* (9,018 dans 159 établissements), les ouvriers de la *fabrication des machines* (10,769 dans 84 établissements), les ouvriers du *textile* (3,501 dans 57 établissements), ceux du *bois* (14,435 dans 1,296 établissements), et ceux du *vêtement* (11,521 dans 1,442 établissements). Principales causes : dans 109 cas, maintien des salaires actuels, et dans 64 cas, maintien du temps de travail actuel. Les prétentions patronales aboutirent, de point en point, dans 112 lock-outs (45.5 p. 100); partiellement dans 119 (48.4 p. 100), et tombèrent dans les 15 autres (6,1 p. 100).

Le relevé ci-dessous permet de comparer toutes ces données avec celles des huit années précédentes.

ANNÉES.	NOMBRE de lock-outs.	ÉTABLISSEMENTS atteints.	OUVRIERS renvoyés.
1899.....	28	427	7,026
1900.....	38	607	9,085
1901.....	38	238	5,414
1902.....	51	948	10,305
1903.....	96	1,714	35,273
1904.....	132	1,115	23,760
1905.....	263	3,859	118,665
1906.....	305	2,780	77,109
1907.....	249	5,287	81,167

(1) 1,825 autres travailleurs ont dû chômer par contre coup.

GROUPES D'INDUSTRIES.	NOMBRE			RÉSULTATS.		
	de GRÈVES.	de GRÉVISTES	DÉTA- ILISSE- MENTS atteints.	RÉUS- SITE.	TRANS- ACTION.	ÉCU
Bâtiment.....	704	62,423	5,773	133	299	27
Bois et tabletterie.....	190	9,174	749	30	80	8
Métaux.....	182	11,490	808	21	80	8
Pierres et terres.....	189	11,777	417	20	89	8
Machines, instruments et appareils.....	119	12,825	270	22	56	7
Vêtement.....	109	12,093	1,144	19	55	3
Textiles.....	98	16,718	106	17	41	4
Alimentation.....	175	10,411	1,478	23	75	7
Commerce.....	88	5,833	278	26	24	4
Travail du cuir.....	52	3,340	534	11	20	3
Transport.....	102	8,416	742	19	10	4
Industries polygraphiques.....	24	697	34	4	4	1
Industrie du papier.....	23	1,592	79	2	10	1
Industrie chimique.....	22	1,674	22	3	10	1
Mines.....	95	23,817	162	10	25	1

(1) Lorsque dans une grève des demandes diverses sont faites, la grève est comptée dans chaque catégorie.

NOMBRE DE GRÈVES
OÙ LES CAUSES CI-DESSOUS ONT ÉTÉ INVOQUÉES (1).

Salaires.			Temps de travail.			Autres motifs divers.					
Demande		Divers.	Main- tien ou diminution de la durée du travail.	Sup- pression ou réduction des heures supplé- men- taires.	Divers.	Suppres- sion, intro- duction ou maintien du travail aux pièces.	Renvoi de supé- rieurs.	Reinté- gration d'ouvriers congé- diés; renvoi ou non- embauc- lage de travail- leurs.	Établisse- ment, maintien ou modifica- tion de tarifs de salaires.	De- mande de congé le 1 ^{er} moi.	Causes no reutront pas dans les ru- briques ci- contre.
de main- tien.	d'aug- men- tation.										
14	545	140	178	9	53	20	6	112	72	4	75
8	134	54	62	2	21	5	2	38	25	4	38
14	115	57	53	3	10	7	4	44	28	"	38
6	128	37	44	1	10	9	5	33	34	2	44
7	88	34	30	2	14	3	3	42	8	"	33
6	75	11	13	"	4	3	1	20	34	2	23
5	62	24	21	1	12	4	3	29	4	2	23
"	135	54	38	11	22	2	1	35	29	4	57
5	61	16	15	"	10	2	2	12	8	2	20
5	34	14	15	4	4	3	1	9	10	"	9
4	76	55	24	1	13	"	"	12	12	1	27
1	14	2	3	1	4	"	"	2	7	"	4
"	16	13	9	1	5	"	"	6	3	"	4
"	15	4	5	"	3	"	"	5	1	1	4
3	64	24	2	2	5	"	"	7	2	"	33

AUTRICHE.

Placement en juin 1908⁽¹⁾. — Renseignements fournis sur le fonctionnement de 824 bureaux de placement professionnel :

	OFFRES D'EMPLOI.		DEMANDES D'EMPLOI.		PLACEMENTS.		NOMBRE DE PLACEMENTS par 100 demandes.	
	Juin 1908.	Mai 1908.	Juin 1908.	Mai 1908.	Juin 1908.	Mai 1908.	Juin 1908.	Mai 1908.
Hommes.....	33,320	36,764	41,114	45,139	19,535	22,156	48	49
Femmes.....	29,228	33,840	23,782	27,999	14,991	18,472	63	66
Ensemble.....	62,418	70,604	64,896	73,138	34,526	40,628	53	56

Grèves en juin 1908⁽¹⁾. — 79 nouvelles grèves, avec 11,250 grévistes; 3 lock-outs. C'est dans la Basse-Autriche, en Bohême et en Moravie, pour les mines (12), le bâtiment (16), l'industrie des pierres, de la terre et du verre (12) et le bois (11) que les grèves ont été le plus nombreuses. On compte : 7 succès, 35 transactions, 23 échecs, 14 résultats inconnus. Causes : insuffisance des salaires, 50 cas; questions relatives à la durée du travail, 3 cas; ces deux motifs réunis, 16 cas; divers, 10 cas.

BELGIQUE.

Marché du travail en juillet 1908⁽²⁾. — 17 offices de placement gratuit ont fourni des renseignements sur leurs opérations pendant le mois de juillet 1908. Pour 1,502 offres d'emploi, il y a eu 3,131 demandes des ouvriers (hommes), soit une proportion de 208 demandes pour 100 offres. La moyenne était de 165 demandes pour 100 offres le mois passé, et l'année dernière, en juillet, elle était de 141 demandes pour 100 offres. A ce point de vue, le marché du travail accuse donc, ce mois-ci, le nouvel et sensible ralentissement signalé déjà le mois dernier par les syndicats ouvriers.

D'autre part, des renseignements précis sur l'intensité du chômage parmi les ouvriers syndiqués ont été fournis pour ce même mois par 206 unions professionnelles ouvrières, groupant 42,978 membres (mineurs, ouvriers à domicile et travailleurs agricoles non compris). Ces groupes renfermaient, vers la seconde moitié de juillet 2,003 chômeurs, soit une proportion de 4.7 p. 100 (contre 4.6 p. 100 le mois dernier, 1.5 p. 100 en juillet 1907).

A ce dernier point de vue, l'état du marché du travail paraît être resté équivalent

⁽¹⁾ *Soziale Randschau*, juillet-août 1908.

⁽²⁾ *Revue du travail belge*, du 15 août 1908.

à ce qu'il était au mois de juin, soit en somme notablement inférieur à la moyenne des années précédentes. Parmi les diamantaires anversoïis, exceptés comme les mois précédents des résultats globaux ci-dessus, la crise continuait à s'atténuer tout doucement. Pour la semaine du 12 au 18 juillet, le nombre des syndiqués renseignés comme chômeurs complets était de 678 (contre 860 du 14 au 20 juin, et 1,461 du 17 au 23 mai).

Les grèves en juillet 1908⁽¹⁾. — 8 grèves nouvelles ont été signalées à l'Office du travail pendant le mois de juillet 1908; elles intéressaient 484 grévistes et 509 chômeurs forcés.

4 de ces conflits affectaient l'industrie textile; les autres ont été déclarés respectivement dans une fonderie de fer, un charbonnage, une fabrique d'allumettes et deux couperies de poils.

Causes : augmentation des salaires (3), opposition à une réduction de salaire (1), réintégration d'ouvriers congédiés (2), renvoi d'une ouvrière (1); retrait d'une amende infligée, pour cause de malfaçon, à une partie du personnel (1).

Des 7 grèves dont l'issue a été signalée depuis le dernier relevé, aucune n'a réussi; toutes 7, comprenant ensemble 457 grévistes et 489 chômeurs forcés, ont échoué.

La caisse d'épargne et de retraite belge en 1907⁽²⁾.

1^o CAISSE D'ÉPARGNE.

Le tableau suivant permet de comparer les résultats relatifs à 1906 et 1907 (31 décembre) :

ANNÉES.	VERSEMENTS.		REMBOURSEMENTS.		LIVRETS.		MOYENNE par livret.
	Nombre.	Montant.	Nombre.	Montant.	Nombre.	Compte total.	
1906.	4,123,271	363,508,588	1,292,615	359,111,168	2,419,710	812,092,923	335.62
1907.	4,406,379	396,497,948	1,310,228	387,799,497	2,528,207	843,731,385	333.73

Le nombre des livrets créés en 1907 s'élève à 108,497. Le total de ceux existant fin 1907 (2,528,207), se décompose comme suit :

2,208,619 livrets de 1,000 francs et moins représentant 284,7 millions de francs.

301,939 livrets de 1,000 à 2,000 francs représentant 464.0 millions de francs.

17,649 livrets de plus de 2,000 francs représentant 72.1 millions de francs.

Quant aux avances faites par la caisse d'épargne aux sociétés de construction à bon marché, elles comprennent au 31 décembre 1907 : 63,869,421 francs à 119 sociétés de crédit anonyme; 2,844,944 francs à 9 sociétés de crédit coopératives et 3,047,556 fr. à 38 sociétés immobilières anonymes. Sur ces sommes, 27,586,148 fr. ont été prêtés à 2 1/2 p. 100, 39,921,431 francs à 3 p. 100 et 2,254,343 francs à 3 1/4 p. 100.

Les sociétés de crédit agricole ayant reçu des prêts de la caisse, avaient touché au 31 décembre 186,076 francs sur un crédit consenti total de 730,982 francs.

⁽¹⁾ *Revue du travail*, 31 août 1908.

⁽²⁾ *Compte rendu des opérations de la Caisse d'épargne et de retraite*. — Année 1907.

2° CAISSE DE RETRAITE.

Résultats pour 1906 et 1907 :

ANNÉES.	VERSEMENTS À CAPITAL abandonné.		VERSEMENTS À CAPITAL réservé.		LIVRETS nouveaux.	NOMBRE des pen- sionnés.	TOTAL des rentes.
	Nombre.	Versement.	Nombre.	Montant.			
1906.....	1,243,899	7,752,953	980,828	5,953,942	86,151	8,277	1,710,328
1907.....	1,233,540	7,978,400	526,137	6,228,557	79,265	10,115	1,845,546

On comptait 2,829 rentes au-dessous de 12 francs, 1,616 de 12 à 24 francs, 2,497 de 24 à 120 francs, 1,433 de 120 à 360 francs, 883 de 360 à 720 francs et 857 de 720 à 1,200 francs (total 10,115).

3° CAISSE D'ASSURANCE.

Le nombre des contrats d'assurance au 31 décembre 1907 s'élevait à 35,864, pour 68,048,736 francs de capitaux assurés (contre 31,337 et 63,548,136 à fin 1906); le total des assurés atteignait 33,571. Parmi les 35,864 contrats, on en comptait 35,204 à effets immédiats, se décomposant comme suit :

8,851 contrats de moins de 1,000 francs, 7,993 de 1,000 à 2,000, 6,737 de 2,000 à 3,000, 5,767 de 3 à 4,000 et 5,865 de plus de 4,000 francs.

On comptait 660 contrats différés de deux ans.

CANADA.

Revue du travail en juin 1908⁽¹⁾. — La récolte exceptionnelle de cette année a encore activé la demande de main-d'œuvre pour l'agriculture; mais l'offre a été partout suffisante. Les mines ont été actives : l'extraction a particulièrement augmenté dans la Colombie-Britannique. L'exploitation forestière a eu un temps d'accalmie. La pêche a été bonne.

Grèves en mai et juin⁽²⁾. — 11 et 5 grèves nouvelles intéressant 9,408 et 508 ouvriers, savoir, mai : mines, 3; bâtiment, 4; métallurgie, 1; textiles, 2; transports généraux, 1; juin : mines, 1; bâtiment, 2; métallurgie, 1; journaliers, 1.

Causes : mai : questions de salaire, 6; contre le renvoi d'ouvriers, 3; contre l'emploi de non-syndiqués, 1; conditions de travail, 1; juin : questions de salaire, 2; durée de travail, 1; ces deux motifs réunis, 1; conditions du travail, 1.

Résultats : succès, 1 et 2; échecs, 7 et 5 pour les grèves anciennes et nouvelles terminées en mai et juin. 1 grève de mai a été déferée à un conseil d'enquête et de conciliation.

⁽¹⁾ Gazette du travail, juillet 1908.

⁽²⁾ Gazette du travail, juin et juillet 1908.

ÉTATS-UNIS.

Revue du travail⁽¹⁾. — D'après les rapports adressés à la Fédération américaine du travail par 1,288 unions groupant 101,300 membres, la moyenne des chômeurs était de 6.4 p. 100 en juillet 1908. Cette moyenne était en juin de 4.1 p. 100 dans 829 unions groupant 98,601 membres.

GRANDE-BRETAGNE.

Revue du travail en juillet 1908⁽²⁾. — La situation générale est à peu près la même qu'en juillet; le marché est toujours influencé par les conflits survenus dans les constructions navales. Comparé à juillet 1907, juillet 1908 accuse un ralentissement dans toutes les branches, sauf dans l'industrie de la bottine.

8.2 p. 100 de chômeurs à la fin du mois dans 268 trade-unions groupant 646,511 membres, contre 83 à la fin de juin 1908 et 3.7 p. 100 à la fin de juillet 1907; 4.93 journées de travail par semaine en moyenne dans divers puits houillers comptant 629,963 ouvriers, contre 4.75 en juin 1908 et 5.38 en juillet 1907; dans la métallurgie du fer 267 hauts fourneaux en marche avec 21,000 ouvriers contre 282 en juin 1908 et 347 en juillet 1907.

Grèves en juillet. — 24 conflits nouveaux en juillet contre 21 en juin 1908 et 27 en juillet 1907. Le nombre des ouvriers intéressés par les conflits nouveaux ou en cours est de 35,903.

Sur 25 conflits terminés, anciens et nouveaux, et intéressant directement 14,852 personnes, il y a eu 6 succès, 9 échecs, 10 transactions. Total des journées de travail perdues : 435,000 en juillet contre 431,200 en juin 1908 et 288,600 en juillet 1907.

ITALIE.

Grèves en juin⁽³⁾. — 187 nouvelles grèves ont été signalées en juin à l'*Office du travail*. 152 de ces conflits intéressaient 36,496 grévistes. 53 grèves ont éclaté dans l'agriculture, 2 dans les industries extractives, 14 dans la métallurgie, 15 dans le travail des pierres et des terres, 21 dans le bâtiment, 3 dans les produits chimiques, 9 dans le bois, 10 dans les industries polygraphiques, 14 dans les textiles, 3 dans le travail des peaux, 13 dans le vêtement, 1 dans les métaux précieux, 12 dans l'alimentation, 12 dans les transports, 5 dans les industries diverses et les services publics.

Causes: questions de salaires, 114; durée du travail, 8; diverses, 44; inconnues, 21.

Résultats: 41 succès, 69 transactions, 46 échecs, inconnus, 10.

⁽¹⁾ *American Federationist*, septembre 1908.

⁽²⁾ *Labour Gazette*, août 1908.

⁽³⁾ *Bollettino dell' Ufficio del lavoro*, août 1908.

NOUVELLE-ZÉLANDE.

Les projets de modification de la législation sur l'arbitrage⁽¹⁾. — Le Gouvernement néo-zélandais vient de soumettre au parlement colonial un projet de loi en vue d'amender certaines dispositions de loi sur la conciliation et l'arbitrage obligatoires.

Depuis quelque temps, un mécontentement très général se manifeste dans le pays à l'égard de cette loi, du côté des patrons aussi bien que de celui des ouvriers.

Les premiers s'élèvent contre les exigences toujours plus grandes des unions industrielles, exigences sanctionnés le plus souvent par la Cour d'arbitrage et qui leur imposent des sacrifices écrasants. Ils déclarent avoir accordé en fait de salaires, d'heures et de conditions de travail, etc., toutes les concessions qu'on pouvait raisonnablement exiger d'eux, et que d'aller plus loin serait la ruine de leurs industries. Ils protestent, d'autre part, contre l'inégalité de traitement dont ils sont victimes en ce qui concerne le paiement des amendes imposées pour infractions contre les sentences de la Cour d'arbitrage. Le recouvrement des amendes s'opère sans difficulté lorsqu'il s'agit des employeurs; par contre, les employés, leurs unions ou syndicats trouvent constamment des échappatoires pour ne pas se soumettre aux pénalités qui leur ont été infligées.

D'autre part, les ouvriers, enclins à n'accepter les sentences de la Cour d'arbitrage qu'autant qu'elles sanctionnent leurs demandes, ont eu, à plusieurs reprises, recours à la grève lorsque leurs revendications étaient repoussées. On a constaté dans ces derniers temps, dans les différentes régions de la colonie, 18 grèves dont la majorité pour des questions de salaires, fixés par la Cour d'arbitrage mais trouvés insuffisants par les intéressés.

Ouvriers aussi bien que patrons se plaignent également des lenteurs qu'apporte la Cour à trancher les contestations qui lui sont soumises.

Malgré l'échec partiel que subit actuellement en Nouvelle-Zélande la législation sur la matière, peu de personnes recommandent l'abolition pure et simple de la loi sur la conciliation et l'arbitrage obligatoires inaugurée en 1894, remaniée à plusieurs reprises et « compilée » dans l'acte de 1905. On est généralement d'accord pour reconnaître cependant qu'il est devenu urgent d'y apporter des modifications importantes. A ce propos, un journal de ma résidence, le *New Zealand Herald* écrivait dernièrement :

« Une des causes du présent mécontentement provient de ce que les mandats de la Cour d'arbitrage peuvent être exécutés contre les employeurs, tandis qu'ils demeurent lettre morte pour les employés par suite de la résistance organisée par leurs unions. Dans cette résistance, celles-ci sont soutenues et encouragées par l'immense majorité des autres unions du pays. Cette combinaison a naturellement pour résultat que le violateur individuel de la loi échappe à toute punition, car il ne serait guère possible de condamner à la prison de nombreux citoyens respectables qui s'entendent pour résister à une loi qui n'est pour ainsi dire qu'à l'essai.

M. Millar, Ministre du Travail, dans un discours prononcé récemment à Napier, a démontré que la Cour d'arbitrage, dans les premières années, eu égard aux

⁽¹⁾ D'après un rapport du consul de France à Auckland du 22 juillet 1908 obligamment communiqué par le ministre des Affaires étrangères.

conditions de prospérité existant dans la colonie, avait pu sensiblement améliorer le sort des ouvriers, mais, a-t-il ajouté, il y a une liste au delà de laquelle il ne serait pas possible d'aller, car dans grand nombre d'industries les prix sont réglés d'après les cours des marchés étrangers et ce serait folie d'augmenter les frais de production, de façon à dépasser le prix auquel une marchandise étrangère pourrait être importée et vendue ici.

Parlant à la Chambre législative en faveur du nouveau Bill, le docteur Findlay, avocat général, de son côté, a rappelé que lors du vote, en 1894, de la première loi sur la conciliation et l'arbitrage, dont M. W. P. Reeves, actuellement Haut-Commissaire de la Nouvelle-Zélande à Londres, avait été l'instigateur, le caractère obligatoire y avait été inséré à la demande expresse du parti ouvrier. Dans aucun pays du monde, a-t-il continué, l'ouvrier n'a les mêmes avantages qu'en Nouvelle-Zélande. La législation ouvrière, malgré certains côtés faibles, a donné d'excellents résultats, mais si la confiance de l'ouvrier dans la Cour d'arbitrage doit être achetée au prix de concessions et d'augmentations de salaires non justifiées, mieux vaudrait l'abolir sur le champ. Il a ensuite condamné sans ambages le système de l'uniformité des salaires qui aurait réduit la *productivité* de l'ouvrier de 50 p. 100 au moins, et a terminé son discours en s'élevant énergiquement contre l'agitateur de profession, parasite payé par les honnêtes ouvriers qui sont ses dupes.

Le nouveau Bill, actuellement soumis aux délibérations du Parlement colonial, contient plusieurs modifications d'un intérêt capital.

Les pénalités pour fait de grève ou de lock-out sont sensiblement plus sévères que dans les précédents actes. L'article 9 prévoit même un emprisonnement de trois mois en cas de grève lorsqu'il s'agit de certaines industries dont dépendent la sécurité ou la santé publique.

Les anciens « Conciliation Boards » sont abolis et remplacés par des *conseils de conciliation*, composés d'un magistrat et de deux assesseurs, représentant les deux parties contestantes. Ces deux assesseurs doivent être *effectivement engagés ou employés dans l'industrie* dans laquelle le conflit a éclaté. C'est là le point important — « l'agitateur de profession » est ainsi éliminé.

Enfin, la Cour pourra dans certains cas établir deux catégories de salaires, un « needs-wage » et un « exertion-wage », c'est-à-dire qu'en dehors du salaire minimum un supplément pourra être alloué à l'ouvrier dont le travail est supérieur à la moyenne.

Le projet aurait, paraît-il, peu de chance d'être adopté dans sa teneur actuelle.

L'embarras du Gouvernement doit être considérable. Il doit tenir compte, en effet, de la puissante organisation des unions industrielles comprenant près de 50.000 membres — tous électeurs — et les élections pour le renouvellement de la Chambre auront lieu à la fin de cette année.

Actuellement, le Gouvernement dispose d'une majorité écrasante : toutefois, on commence déjà à parler d'une menace de scission des députés du parti ouvrier, mais le bruit est peut-être sans fondement sérieux.

Quoiqu'il en soit, il sera intéressant de suivre les évolutions ultérieures de la législation ouvrière dans un pays qui un des premiers a été hardi innovateur dans le domaine des lois sociales.

PAYS-BAS.

Revue du travail en juin et juillet 1908⁽¹⁾. — Le travail a diminué dans le bâtiment en juin et encore davantage en juillet. Au contraire il a été abondant dans la métallurgie et dans la construction des machines et des navires. Le textile déjà mauvais en mai ne s'est pas relevé en juin et juillet; le travail a été de plus en plus diminué dans le bois; il est abondant dans la culture du bulbe. Le chômage a été encore abondant dans le diamant en juin, mais il a un peu diminué en juillet.

Grèves en juin et juillet 1908. — 11 et 20 grèves nouvelles et 2 lock-outs (juin) intéressant 129 et 622 ouvriers. Sur 16 conflits anciens et nouveaux terminés en juin, on compte 12 résultats connus, savoir : 2 succès pour les ouvriers, 5 échecs, 4 transactions et 1 incertain. Sur 19 conflits anciens et nouveaux terminés en juillet on compte 13 résultats connus, savoir : 2 en faveur des ouvriers, 6 en faveur des patrons, 4 transactions et 4 résultats incertains.

SUISSE.

La réglementation fédérale des métiers⁽¹⁾. — Le peuple suisse a eu à se prononcer le 5 juillet par voie de referendum sur l'adjonction à la constitution de l'art. 34 *ter*, dont voici le texte :

La Confédération a le droit de statuer des prescriptions uniformes dans le domaine des arts et métiers.

Il s'agissait par cette disposition de permettre au Gouvernement fédéral d'établir pour les petites industries une législation analogue à celle qui régit la grande industrie par la loi sur les fabriques.

Une enquête commencée dès 1883 avait montré en effet dans la petite industrie un certain malaise dû principalement au crédit consenti à trop long terme, à l'absorption des métiers par la grande industrie, aux apprentissages insuffisants, au grand nombre d'apprentis employés à la place d'ouvriers, à la concurrence déloyale, au colportage, à l'absence d'écoles professionnelles, etc.

Malheureusement, quand, en 1894, on soumit au referendum un article constitutionnel semblable à celui d'aujourd'hui, quelques députés de droite et les députés socialistes s'étant déclarés partisans du syndicat obligatoire et ayant fait campagne en sa faveur, le peuple, mal éclairé sur le sens que pourrait avoir son vote, et craignant de se laisser prendre dans un engrenage qui l'entraînerait trop loin, repoussa la motion à 22,000 voix de majorité et par 14 cantons et demi contre 7 et demi.

⁽¹⁾ *Maandschrift van het centrum voor de statistiek*, juillet et août 1908.

⁽²⁾ D'après un rapport du 6 juillet 1908 de l'Ambassadeur de France à Berne communiqué par le ministère des Affaires Étrangères.

Aujourd'hui la situation s'est bien modifiée et l'on sent de plus en plus la nécessité d'une législation sur la petite industrie. La « Société suisse des commerçants » en a montré les avantages dans un appel où elle donne en faveur de l'article 34 *ter* les motifs suivants :

1° Augmenter les connaissances professionnelles par des dispositions concernant l'apprentissage professionnel et l'enseignement dans les écoles de perfectionnement commerciales et industrielles;

2° Protéger le commerçant, l'artisan et le consommateur en combattant la concurrence déloyale et en général, tout commerce ayant une apparence illicite, ainsi que leurs effets préjudiciables;

3° Favoriser la paix sociale entre patron et ouvrier par une réglementation complète du contrat de travail, par des dispositions aussi bien en faveur des maîtres que des employés et par l'introduction de prud'hommes et d'instances de conciliation au cas de contestation pouvant survenir au sujet du contrat de louage de services;

4° Lutter contre le chômage et atténuer ses suites funestes par l'organisation de bureaux de travail et par d'autres mesures.

Cette fois le peuple suisse a compris l'importance économique et sociale de l'article proposé. Il en a voté l'adoption par 224,931 voix contre 88,728.

L'Inspection fédérale des fabriques en 1906 et 1907 ⁽¹⁾. — Le département fédéral de l'Industrie vient de publier un volume contenant les rapports des inspecteurs fédéraux des fabriques et des mines pour les années 1906 et 1907.

On sait que les manufactures suisses sont soumises depuis 1877, date de la loi concernant le travail dans les fabriques, au double contrôle des autorités cantonales et du Conseil fédéral. Par un arrêté en date du 10 mai 1878, ce dernier décida de nommer trois inspecteurs permanents qui furent chargés de l'inspection d'un arrondissement comprenant plusieurs cantons ou parties de cantons.

La division des arrondissements est actuellement la suivante : 1^{er} arrondissement — cantons de Zurich, Uri, Schwytz, Unterwald, Glaris, Zoug, Saint-Gall, Grisons; 2^e arrondissement — cantons de Berne (nouvelle partie, soit le Jura bernois), Fribourg, Tessin, Vaud, Valais, Neuchâtel, Genève; 3^e arrondissement — cantons de Berne (ancienne partie), Lucerne, Soleure, Bâle-ville, Bâle-campagne, Schaffouse, Appenzel, Argovie, Thurgovie.

Des rapports des inspecteurs, il résulte que le nombre des établissements soumis à la loi du 26 mars 1877, était, à la fin de 1907, de 7,278, en augmentation de 639 sur le chiffre enregistré en 1905. Ces 7,278 fabriques occupaient 407,128 ouvriers.

Il est bon de rappeler quels sont les établissements qui sont rangés dans la catégorie des fabriques au sens de la loi de 1877. Une décision du Conseil fédéral en date du 3 juin 1891, les énumère comme suit :

a) Exploitations avec plus de cinq ouvriers qui emploient des moteurs mécaniques ou occupent des personnes âgées de moins de 18 ans, ou présentant des dangers certains pour la santé et la vie des ouvriers;

b) Exploitations avec plus de dix ouvriers qui ne comportent aucune des conditions susénumérées.

⁽¹⁾ D'après un rapport du Consul de France à Bâle, du 20 août 1908, obligeamment communiqué par le ministre des Affaires étrangères.

c) Exploitations avec moins de six ouvriers qui présentent des dangers de nature extraordinaire pour la santé et la vie qui offrent le caractère indéniable de fabriques.

Les inspecteurs fédéraux, dont chacun est assisté par deux « adjoints », ont pour tâche de contrôler dans les cantons l'observation de la loi concernant le travail dans les fabriques. A cet effet, ils doivent tenir une liste des établissements de leur arrondissement qui sont soumis à la loi et visiter chacun d'eux une fois au moins par an. Il leur est aussi prescrit de visiter les établissements industriels qui ne sont pas portés sur cette liste, toutes les fois qu'ils auraient des raisons de croire qu'il faut les y faire figurer.

Sans entrer dans le détail de la loi fondamentale de 1877, on peut donner un aperçu des matières sur lesquelles les inspecteurs doivent porter leur attention : conditions hygiéniques des ateliers, règlements de fabrique, durée du travail de jour et de nuit, emploi des femmes et des mineurs. Outre la loi de 1877 qui a, comme on le sait, institué la journée maxima de onze heures, les inspecteurs ont à faire observer celle du 1^{er} avril 1905, d'après laquelle le samedi et la veille des jours fériés légaux, la journée de travail ne doit pas dépasser neuf heures. Ils sont encore chargés de contrôler l'exécution des lois des 25 juin 1881 et 26 avril 1887 sur la responsabilité des fabricants et veiller notamment à ce que l'ouvrier victime d'un accident ou d'une maladie entraînant cette responsabilité reçoive une indemnité équitable. Enfin ils doivent s'occuper des caisses de maladies et des caisses de secours des établissements industriels pour faire respecter les prescriptions légales édictées à leur sujet par les gouvernements cantonaux. Tel est le domaine de l'activité des inspecteurs fédéraux des fabriques.

Parmi les questions traitées dans leurs rapports, on doit relever en première ligne celle de la durée de travail. Les trois inspecteurs sont d'accord pour constater que la durée de la journée de travail a sensiblement diminué. C'est ainsi que, dans le 1^{er} arrondissement, plusieurs filateurs et tisseurs de coton ont, à l'exemple des industriels allemands, abaissé en 1907, à 10 heures et demie et même à 10 heures, le temps journalier de travail, et que la semaine de 59 heures est déjà réalisée par 52 p. 100 des fabriques de tous genres de cet arrondissement occupant 60 p. 100 des ouvriers. De même dans le 2^e arrondissement, il y a 1,536 fabriques qui font travailler 60 heures par semaine contre 766 qui vont jusqu'à 62 et 65 heures. Enfin, des 2,621 établissements recensés dans le 3^e arrondissement, 1,557 ont en moyenne la journée de 10 heures (soit 60 p. 100) dont bénéficient 88.508 ouvriers sur 125,188 (soit 70 p. 100).

La loi du 1^{er} avril 1905, entrée en vigueur le 1^{er} janvier 1906, qui prescrit pour le samedi la journée de neuf heures, sans que les ateliers puissent rester ouverts passé cinq heures, a contribué largement à l'amélioration des conditions du travail.

« Nous avons la conviction », écrit l'inspecteur du 2^e arrondissement, « que cette loi humanitaire au premier chef, est en bonne voie d'application, malgré les difficultés qu'elle a rencontrées sur son chemin, difficultés qui disparaissent insensiblement pour faire place à un sentiment de satisfaction en présence du but philanthropique qu'elle atteint; en permettant à l'ouvrier de quitter son travail à 5 heures, elle lui accorde ainsi davantage de temps pour se préparer à un repos hebdomadaire plus complet, repos précieux qui est une conquête sociale de la plus haute importance pour le travailleur. Le repos partiel de samedi après-midi est un corollaire indispensable du repos dominical dont il assure la bienfaisante réalisation. »

Un assez grand nombre de patrons sont d'ailleurs allés eux-mêmes plus loin dans cette voie et ferment le samedi leurs fabriques avant cinq heures, certains même ne font travailler que jusqu'à midi ou une heure. Quant à la fixation du salaire pour la journée ainsi écourtée, question que la loi n'a point traitée, elle a donné lieu à

quelques discussions entre patrons et ouvriers; bien que les premiers eussent strictement le droit d'opérer une réduction de salaire sur le travail du samedi, ils ont renoncé dans la plupart des cas à le faire.

D'une manière générale, grâce à la prospérité économique des dernières années, les salaires ont augmenté dans d'assez fortes proportions. L'inspecteur du 3^e arrondissement les évalue en dix ans :

De 18 à 27 p. 100	pour les ouvriers des industries textiles;
De 23 à 38 p. 100	— — — — — alimentaires;
De 25 à 40 p. 100	— — — — — chimiques;
De 14 à 54 p. 100	— — — — — métallurgiques.

Cependant la situation matérielle de l'ouvrier suisse ne s'est pas grandement améliorée parce que, dans la même période et surtout depuis l'application du nouveau tarif douanier, les prix des denrées se sont élevés et que, en outre, beaucoup d'industries suisses, comme les rubans et les broderies, dépendent étroitement de la mode et comportent souvent des périodes de chômage.

Les rapports des inspecteurs ne contiennent pas de renseignements sur les grèves dans les fabriques suisses. D'après une statistique publiée dans un journal de Bâle, sans indication d'origine, le nombre des mouvements de ce genre pour toute la Suisse, dans les fabriques comme dans les petites exploitations aurait été en 1907 de 183 contre 146 en 1906. A ces chiffres, il faudrait ajouter les mouvements pour relèvements de salaires aplanis par des concessions des patrons (437 en 1907, 19 en 1906) et les boycottages prononcés par les ouvriers contre certaines entreprises (120 en 1907, 115 en 1906). Au total les conflits industriels auraient été de 754 en 1907, contre 639 en 1906 et 353 en 1905.

Pour prévenir grèves et lock-outs, quelques grands industriels ont favorisé l'institution de commissions ouvrières, destinées à servir d'intermédiaire entre eux et leurs ouvriers. L'inspecteur du 1^{er} arrondissement a rédigé et reproduit dans son rapport un modèle de statuts pour ces commissions dont la collaboration et le contrôle, admis par les patrons, s'exerceraient dans le même domaine que celui dévolu aux inspecteurs des fabriques (responsabilité civile, hygiène des ateliers, caisse de secours, etc.) et s'étendrait en outre aux questions de salaire. Elles seraient d'ailleurs compétentes pour examiner et transmettre aux patrons les plaintes des ouvriers. Cet intéressant essai de coopération n'a cependant pas pris encore un grand développement, comme le constate l'inspecteur du 2^e arrondissement.

La circulaire du 13 décembre 1897, du Conseil fédéral, qui prévoit l'aménagement des vestiaires, des lavabos et des bains dans « les locaux où se dégagent des poussières épaisses ou nuisibles, des gaz délétères ou incommodes ». Cette disposition est appliquée peu à peu, mais il reste encore beaucoup à faire à cet égard, ainsi qu'il résulte des chiffres fournis par l'inspecteur du 1^{er} arrondissement.

Nombre de fabriques dans cet arrondissement.....	2,355
— — — pourvus de vestiaires.....	694
— — — — — de lavabos.....	1,130
— — — — — de bains.....	92

Les bains qui, d'après la plupart des patrons, exercent une très heureuse influence sur la santé et le travail de leurs employés, n'existent guère que dans 300 ou 400 fabriques suisses (sur 7,278), encore les installations sont-elles souvent rudimentaires, parfois obligatoires (surtout dans les fabriques de produits chimiques), les bains sont gratuits dans 90 cas sur 100, mais trop souvent ils ne peuvent être pris qu'en dehors du temps de travail, ce qui diminue beaucoup leur fréquentation.

L'exécution de la loi sur le travail dans les fabriques n'appartient pas aux Inspec-

teurs fédéraux, mais aux Gouvernements cantonaux dont plusieurs entretiennent un inspecteur du travail et qui doivent adresser chaque année au Conseil fédéral un compte rendu détaillé sur leur activité à ce point de vue. Aussi les rapports des inspecteurs fédéraux renferment-ils la statistique des contraventions à la loi et des amendes prononcées par les tribunaux cantonaux. Pour 1906 et 1907, les unes et les autres se sont élevées aux chiffres suivants :

1 ^{er} arrondissement :	217	contraventions.....	7,004	francs d'amende.
2 ^e —	228	—	4,039	—
3 ^e —	328	—	9,038	—

Si ces chiffres sont en progression sur la période précédente, comme le notent les inspecteurs, cela tient à l'application de la loi sur le travail du samedi qui a rencontré quelques résistances.

ACTES ET DOCUMENTS OFFICIELS.

Loi du 14 juillet 1908, concernant les pensions sur la caisse des invalides de la marine ⁽¹⁾.

TITRE I^{er}

DES DROITS À LA PENSION.

ARTICLE PREMIER. — Ont droit à une pension sur la caisse des invalides de la marine, à partir de l'âge de cinquante ans, les Français inscrits maritimes qui ont accompli depuis l'âge fixé par l'article 29 de la loi du 19 avril 1907 sur la sécurité de la navigation maritime et, s'il y a lieu, postérieurement à leur naturalisation, trois cents mois de services, dans les termes de l'article suivant.

Sont dispensés toutefois de la condition d'âge ceux qui sont atteints d'infirmités évidentes les mettant dans l'impossibilité absolue de naviguer. Cet état est constaté par une commission spéciale dont la composition et l'époque de réunion sont déterminées par un décret rendu sur la proposition du Ministre de la marine.

ARR. 2. — Peuvent entrer en compte pour l'obtention de la pension :

1^o Pour leur durée effective et sans limite de temps, les services accomplis dans le corps des équipages de la flotte ou celui des marins vétérans;

2^o Jusqu'à concurrence de dix ans et pour leur durée effective, les services militaires autres que ceux prévus au paragraphe précédent, accomplis, soit dans l'armée de terre ou l'armée coloniale, soit dans les divers corps de la marine;

3^o Jusqu'à concurrence de dix ans, les services accomplis dans un corps du personnel civil de la marine ou dans le service des ports de commerce et des phares.

Toutefois, les services prévus aux paragraphes 2 et 3 peuvent s'ajouter soit les uns aux autres, soit à ceux du paragraphe 1^{er}, mais seulement jusqu'à concurrence de dix ans.

Les services militaires ou civils prévus dans les trois paragraphes précédents ne peuvent entrer en ligne de compte lorsqu'ils se sont terminés par une destitution ou une révocation, à moins que l'intéressé n'ait été ensuite remis en activité dans un service donnant droit à pension sur le Trésor public;

4^o Sans limite de temps, les services accomplis par les inscrits maritimes sur des navires français, de commerce, de pêche ou de plaisance, naviguant dans les eaux déterminées par l'article 1^{er} de la loi du 24 décembre 1896, ou sur les bateaux-feux ou baliseurs dépendant de l'administration des ponts et chaussées, pourvu que la navigation soit professionnelle et active. Ces services comptent pour leur durée effective. Toutefois, la campagne de Terre-Neuve ou d'Islande effectuée sur des bateaux de pêche ou des bateaux-hôpitaux par des équipages provenant de la métropole, compte comme navigation de douze mois pour ceux qui ont fait la campagne toute entière ou qui, après avoir accompli au moins quatre mois d'embarquement, n'ont été empêchés de la faire entière que par un cas de force majeure.

Le bénéfice de la disposition qui précède peut, par un décret rendu sur la proposition des ministres de la marine et des finances, être étendu à la navigation effectuée sur d'autres lieux de grandes pêches.

ARR. 3. — La navigation visée par le paragraphe 4 de l'article précédent est considérée comme professionnelle, lorsqu'elle est accomplie comme principal moyen d'existence par un inscrit maritime remplissant à bord un emploi relatif à la marche, à la conduite ou à l'entretien du bâtiment.

Peut également être considéré comme navigation professionnelle le temps passé par les inscrits maritimes à bord d'un bateau français en qualité de passagers, pour aller sur des lieux de grande pêche ou en revenir. Les conditions de cette faveur sont déterminées par un arrêté ministériel.

Toutefois, la navigation n'est pas considérée comme professionnelle : 1^o lorsqu'elle a pour

(1) *Journal Officiel* du 16 juillet 1908, page 4910.

objet l'exploitation de parcelles concédées sur le domaine public maritime, à moins que cette exploitation ne nécessite une navigation totale de trois milles au minimum; 2° lorsqu'elle a pour objet l'exploitation, au moyen de bateaux non pontés, de propriétés riveraines et agricoles ou industrielles; 3° lorsqu'elle a lieu sur des chalands, pontons ou autres engins flottants incapables de naviguer par leurs propres moyens et dont les voyages ne s'effectuent pas principalement en mer, à moins qu'il ne s'agisse d'inscrits, ou bien affectés au service des baliseurs et des bateaux-feux dépendant de l'administration des ponts et chaussées, ou bien détachés du vapeur remorquant lesdits engins, pour effectuer les manœuvres maritimes de ces derniers; 4° lorsqu'elle est accomplie par des agents de l'État embarqués sur des bâtiments ou embarcations affectés à un service public s'ils acquièrent pendant ce temps des droits à une pension civile ou militaire.

Les bateaux ou engins sur lesquels est effectuée dans les eaux maritimes l'une des navigations non professionnelles prévues au paragraphe précédent, autres que les navires de guerre, doivent être munis, au lieu de rôle d'équipage, d'un permis de circulation annuel, sous peine, pour ceux qui les emploient et qui n'exhibent pas à toute réquisition ledit permis, d'une amende de cinquante à deux cents francs (50 à 200 fr.) si le bateau ou engin n'a pas une jauge dépassant vingt-cinq tonneaux, et de deux cents à cinq cents francs (200 à 500 fr.) dans le cas contraire; il peut être ajouté à cette amende un emprisonnement d'un mois à un an, si les intéressés se sont fait délivrer un rôle d'équipage. Le montant desdites amendes est attribué à la caisse des invalides de la marine. Les poursuites ont lieu dans les formes déterminées par la loi du 19 mars 1852.

Si les contrevenants ne sont pas les propriétaires du bateau ou des engins, ces derniers sont civilement responsables du montant des condamnations et des frais.

La navigation du propriétaire ou locataire d'un bâtiment ou bateau de plaisance n'est jamais considérée comme professionnelle.

ART. 4. — Les services prévus aux paragraphes 1, 2 et 3 de l'article 2 sont constatés dans les formes fixées par les lois ordinaires.

Les services prévus au paragraphe 4 du même article sont constatés par les matricules tenues dans les bureaux de l'inscription maritime d'après les énonciations des rôles d'équipage.

Ils comptent depuis le jour de l'embarquement jusqu'à celui du débarquement administratif, c'est-à-dire jusqu'à la cessation effective des services, pourvu que la navigation à laquelle l'intéressé s'est livré pendant cet intervalle ait été active. Lorsqu'il s'agit d'un armement au bornage ou à la petite pêche, la navigation des intéressés n'est considérée comme active que si elle a été exercée au moins un jour sur trois, sans interruption de plus de huit jours consécutifs, entre l'embarquement et le débarquement administratifs.

ART. 5. — Les services prévus aux articles 3 et 4 et constatés à la matricule ainsi qu'au rôle d'équipage peuvent, quel que soit le genre de navigation, lorsqu'ils n'ont pas été soit actifs, soit professionnels, dans un délai maximum de trois ans à compter du désarmement du rôle, être annulés ou réduits par l'administrateur de l'inscription maritime, qui donne reconnaissance de cette mesure à l'intéressé; celui-ci a le droit, dans un délai de deux mois, de recourir au ministre de la marine.

La décision du ministre peut être déférée au Conseil d'État pour excès de pouvoir. Le recours est dispensé des frais de timbre et d'enregistrement.

ART. 6. — Le taux de la pension est fixé conformément au tarif n° 1.

La pension des capitaines au long cours et des mécaniciens, officiers de réserve, est majorée pour chaque année ou fraction d'année supérieure à une moitié passée au service actif comme officier de réserve (appels pour exercices compris) d'un supplément annuel de quarante-cinq francs (45 fr.), qui s'ajoute, s'il y a lieu, au maximum de la pension prévue au tarif n° 1.

Les pensionnaires ont droit, lorsqu'ils ont atteint l'âge de soixante ans, à un supplément de pension tel qu'il est fixé par le tarif n° 1.

Ils ont droit, selon la catégorie à laquelle ils appartiennent, à un supplément de cinq francs (5 fr.) ou de quatre francs (4 fr.) par mois de service à l'État, en sus de trente-six mois, et dans la limite totale de cinq ans de service.

Ont droit également à une majoration de pension de soixante francs (60 fr.) par an les inscrits maritimes qui pourront justifier d'un minimum de cent quatre-vingt mois de navigation hauturière (long cours, grandes pêches, cabotage, pêche au large).

Toutefois, en ce qui concerne la pêche au large, les conditions qu'elle devra réunir, notamment comme tonnage des navires et durée des sorties, pour pouvoir donner droit à la majoration de soixante francs (60 fr.), seront déterminées par un règlement d'administration publique.

Dans ces cent quatre-vingts mois sont également comptés les services accomplis sur un bâtiment de guerre français, en dehors des limites fixées par l'article 15 de la loi du 19 avril 1906.

ART. 7. — La pension fixée par le tarif annexé à la présente pour les patrons à la pêche, au bornage et au pilotage, ne peut être attribuée qu'aux intéressés ayant figuré en cette qualité sur un rôle d'équipage pendant au moins dix années. Un commandement de cinq années suffit aux patrons pourvus du brevet de patron de pêche, tel qu'il sera déterminé par un règlement d'administration publique.

Ces conditions de temps ne sont pas exigées lorsqu'il s'agit soit d'une pension proportionnelle, soit, hors le cas de réversion, d'une pension de veuve ou d'un secours d'orphelins.

N'est pas considéré comme patron l'inscrit figurant au rôle d'équipage seul ou avec un ou plusieurs inscrits âgés de moins de dix-huit ans.

ART. 8. — Les veuves ont droit à la pension dont le taux est fixé par le tarif n° 1, si le mari, au moment de son décès, était titulaire d'une pension sur la caisse des invalides, pourvu que le mariage ait été contracté deux ans avant la concession de cette pension.

Elles ont droit à la même pension si le mari, au moment de son décès, réunissait trois cents mois de services donnant droit à une pension sur la caisse des invalides, pourvu que le mariage ait été contracté deux ans avant la cessation de la navigation du mari.

La jouissance de la pension ne commence que lorsque les veuves ont atteint l'âge de quarante ans. Toutefois, celles qui ont un ou plusieurs enfants issus de leur mariage avec la personne dont elles tirent leurs droits sont dispensées de toute condition d'âge et elles continuent même à jouir de la pension, en cas de décès des enfants.

La pension n'est jamais acquise à la femme divorcée ou contre laquelle a été prononcé la séparation de corps.

En cas de remariage, la femme perd son droit à la pension, si le dernier mari est lui-même pensionné de l'État, de la caisse des invalides ou de la caisse de prévoyance, ou s'il acquiert l'une des mêmes pensions postérieurement au mariage; cette dernière disposition n'est pas applicable si la pension du mari est liquidée antérieurement au 1^{er} janvier 1908, mais en ce cas la veuve ne peut invoquer le bénéfice de l'article 30.

Si la femme redevient veuve sans pension du fait de son dernier mari, ou en cas de divorce ou de séparation de corps et tant qu'il n'y pas reprise de la vie commune, elle recouvre pour l'avenir ses droits à la première pension, ou à l'application de l'article 30.

A compter du 1^{er} janvier 1908, un secours annuel de cent francs (100 fr.) sera accordé aux veuves nécessiteuses et non remariées d'inscrits maritimes morts en mer ou après quinze ans de navigation révolus même antérieurement à la promulgation de la présente loi, lorsqu'elles ne jouiront pas d'une pension sur l'État, la caisse des invalides ou la caisse de prévoyance.

ART. 9. — S'il existe à la fois une veuve ayant droit à la pension dans les conditions de l'article 8 et des enfants d'un ou de plusieurs autres lits, ou des enfants naturels reconnus âgés de moins de seize ans, la pension prévue à l'article précédent est partagée entre eux et la veuve.

Pour le calcul de leurs droits respectifs, la pension est partagée également et par tête entre tous les enfants et la veuve, cette dernière ayant droit à deux parts. La part de chacun des enfants des précédents lits ou des enfants naturels est inscrite à son nom; celles des enfants de la veuve forment avec les deux parts de la veuve la pension de celle-ci. En aucun cas, la pension de la veuve ne peut être inférieure à la moitié de la pension totale. Quand il y a lieu à l'application de cette dernière règle, l'autre moitié de la pension totale est partagée entre les enfants des autres lits et les enfants naturels. Les parts des enfants qui décèdent ou atteignent l'âge de seize ans accroissent la part de la veuve.

ART. 10. — Après le décès de la mère ou lorsqu'elle se trouve déchu de ses droits à la pension, l'enfant ou les enfants ayant moins de seize ans de la personne morte titulaire d'une pension sur la caisse des invalides ou en possession de droits à cette pension reçoivent,

quel que soit leur nombre, un secours annuel égal à la pension que la mère aurait obtenue, ou aurait été susceptible d'obtenir.

Les enfants naturels reconnus avant la date de la concession de la pension participent au secours annuel dans la même mesure que les enfants légitimes. Il en est de même des enfants de précédents lits.

La part des orphelins arrivés à l'âge de seize ans est reversée sur les mineurs jusqu'à ce que le plus jeune d'entre eux ait atteint l'âge de seize ans accomplis.

ART. 11. — Les inscrits maritimes réunissant au moins cent quatre-vingts mois de services prévus aux articles 2, 3 et 4, dont au moins cent sur des bâtiments de commerce, de pêche ou de plaisance qui, en raison d'infirmités évidentes reconnues, se trouvent dans l'impossibilité définitive de naviguer, ont droit à une pension proportionnelle dont le taux est fixé, par chaque mois de service admis dans la liquidation de la pension, à raison de $\frac{1}{300}$ de la pension entière minimum, augmentée, s'il y a lieu, des suppléments et majorations prévus par les paragraphes 4, 5 et 6 de l'article 6.

L'état des intéressés est constaté par la commission spéciale prévue à l'article premier.

Les veuves ou orphelins des marins morts titulaires d'une pension proportionnelle ont droit à une pension ou à un secours annuel égal à la moitié de ladite pension proportionnelle dans les conditions fixées par l'article 8, paragraphes 1, 3, 4, 5 et 6 et par les articles 9 et 10.

La pension proportionnelle ne peut se cumuler avec une pension ou allocation accordée sur les fonds de la caisse de prévoyance. Elle est supprimée en cas de navigation professionnelle ultérieure.

ART. 12. — Il est alloué aux titulaires d'une pension ou d'une pension de veuve, pour chacun de leurs enfants âgés de moins de treize ans, un supplément de quatre francs (4 fr.) par mois. Si l'enfant est né postérieurement à la demande de pension, ce supplément court à partir de la naissance, pourvu que l'intéressé produise l'acte de naissance dans les six mois; passé ce délai, le supplément est payé du jour de la production de l'acte.

Ce supplément est payé à la personne ayant la garde de l'enfant, si le père ou la veuve est déchu de la puissance paternelle.

TITRE II.

DES VERSEMENTS ET PRESTATIONS DUS À LA CAISSE DES INVALIDES.

ART. 13. — Pendant la durée des services prévus au paragraphe 4 de l'article 2 de la présente loi, les inscrits doivent effectuer un versement au profit de la caisse des invalides de la marine.

Ce versement, pour les inscrits naviguant au long cours, ou cabotage ou aux grandes pêches tant à voiles qu'à vapeur, engagés au mois ou au voyage, est fixé à cinq pour cent (5 p. 100) de la totalité des salaires, y compris les avances qui doivent être intégralement portées au rôle d'équipage. Ledit versement est perçu lors du décompte des salaires; ce versement ainsi que celui qui résulte du paragraphe suivant ne peuvent être inférieurs aux sommes fixes prévues par l'article 14, à l'égard des marins engagés au profit pour le cabotage. Il ne porte pas sur le montant ou la partie des avances qui est ou doit être restitué par l'intéressé.

Le même versement est effectué sur leurs décomptes par les inscrits naviguant aux grandes pêches ou au long cours et engagés au profit. A cet effet, le rôle d'armement mentionne la portion attribuée à l'équipage dans les bénéfices éventuels de l'expédition, ainsi que le montant des sommes payées d'avance à quelque titre que ce soit. Après le retour du navire, les armateurs ou consignataires remettent au bureau de l'inscription maritime un compte sommaire des résultats de la campagne, certifié par eux et faisant connaître ce qui revient ou doit revenir à chacun des hommes de l'équipage.

Le montant ou la partie des avances qui est ou doit être restitué par l'intéressé n'est pas soumis audit versement.

Le même versement est effectué par les pilotes sur le montant de leurs gains effectifs. Ce versement ne peut être inférieur à six francs (6 fr.) par mois.

Si un capitaine, maître ou patron, est propriétaire en tout ou partie de son bâtiment, le versement à effectuer par lui à la caisse des invalides ne peut être inférieur au verse-

ment moyen des navigateurs exerçant dans le même port de commerce, des commandements analogues.

Les inscrits titulaires d'une pension sur la caisse des invalides ne sont pas assujettis au versement prévu au présent article et à l'article suivant.

ART. 14. — Les marins engagés au profit pour le cabotage et ceux naviguant au bornage ou à la petite pêche ou embarqués sur des bateaux pilotes, autres que les pilotes eux-mêmes, versent à la caisse des invalides des sommes fixes mensuelles conformément au tarif-ci-après :

DÉSIGNATION DES CATÉGORIES.	MARINS	MARINS
	engagés au profit pour le cabotage.	pratiquant le bornage ou la petite pêche ou embarqués sur des bateaux- pilotes.
Marins de la 1 ^{re} catégorie du tarif n° 1	7 ^f 00 ^c	6 ^f 00 ^c
— 2 ^e —	6 00	5 00
— 3 ^e —	5 00	4 50
— 4 ^e —	4 50	4 00
— 5 ^e —	4 00	3 50
— 6 ^e —	3 50	3 00
— 7 ^e — Matelot	2 50	1 50
— 7 ^e — Novice	1 25	0 75
— 7 ^e — Mousse	0 50	0 50

ART. 15. — Les propriétaires ou armateurs de navires ou bateaux armés pour le long cours, le cabotage, la grande pêche, la pêche au large et la petite pêche, le pilotage et le bornage, ainsi que les propriétaires de bâtiments de plaisance, sont tenus de verser à la caisse des invalides une prestation égale aux 3/5^e, soit des sommes dues à ladite caisse par les personnes qu'ils emploient, soit des sommes qui seraient dues à ladite caisse par les personnes qu'ils emploient, si elles n'étaient dispensées de ce versement par application du dernier paragraphe de l'article 13, soit par suite de leur qualité d'indigènes sujets français.

Par exception les inscrits maritimes propriétaires pour la totalité des bateaux armés à la pêche au large, à la petite pêche et au bornage, qui montent eux-mêmes lesdits bateaux, et, après eux, leurs veuves et orphelins âgés de moins de seize ans, sont exempts de la prestation fixée par le paragraphe précédent.

Si la copropriété du bateau persiste après que le plus jeune des enfants a atteint l'âge de seize ans, l'exemption cesse pour la veuve et les enfants, à moins que ces derniers ne soient tous embarqués sur ledit bateau.

ART. 16. — Il est versé à la caisse des invalides, par les armateurs de navires, ainsi que par les propriétaires de bâtiments de plaisance, pour les marins de nationalité étrangère qu'ils emploient, une prestation de 8 p. 100 sur leurs salaires ou profits dans les cas prévus à l'article 13, ou, dans les cas prévus à l'article 14, une prestation égale à celles qui y est déterminée, augmentée des trois cinquièmes de ladite prestation.

Toutefois, lorsqu'il résulte d'un certificat de l'autorité consulaire française que des marins de nationalité étrangère ont dû être embarqués dans un port étranger à défaut de marins français disponibles, l'armateur, au lieu de la prestation prévue au paragraphe précédent, paye seulement celle qu'il devrait s'il s'agissait de marins français. Cette faveur cesse d'être acquise à partir du jour où le navire touche dans un port français.

ART. 17. — En cas de fausse déclaration quant aux allocations portées au rôle d'équipage ou aux conditions pécuniaires de l'engagement, les armateurs ou propriétaires, et les hommes de l'équipage, s'ils sont complices de la fraude, payent une cotisation triple pour le montant des omissions constatées.

ART. 18. — Les prestations et taxes dues par les armateurs ou propriétaires à la caisse des invalides et à la caisse de prévoyance sont garanties par les mêmes privilèges que les

salaires des gens de mer. Elles se prescrivent par un laps de temps de cinq ans qui commence à courir du jour du désarmement du rôle d'équipage.

La même prescription est applicable aux versements et cotisations dus auxdites caisses par les intéressés. Les versements et les cotisations continuent à être opérés, sous leur responsabilité, par les armateurs ou les capitaines lors du paiement des personnes qu'ils emploient et pour le compte de ces dernières.

TITRE III.

DISPOSITIONS GÉNÉRALES.

ART. 19. — Lorsque, d'après les services portés sur la matricule, un inscrit qui a atteint l'âge de cinquante ans est reconnu réunir des droits à la pension, l'administrateur de l'inscription maritime l'en informe par écrit.

L'inscrit doit alors, pour obtenir sa pension, adresser audit administrateur une demande écrite ou verbale dont il lui est donné récépissé.

L'inscrit peut toujours formuler ladite demande, sans attendre l'avis prévu au paragraphe 1^{er}, dès qu'il estime réunir les conditions exigées pour la liquidation de sa pension.

Les pensions des veuves et des orphelins sont soumises aux formalités prévues par le paragraphe 2 ci-dessus.

ART. 20. — Les arrérages de la pension courent :

1° A partir du jour où l'intéressé a accompli trois cents mois de services, s'il est, à cette date, âgé d'au moins cinquante ans;

2° A partir du jour où il a atteint l'âge de cinquante ans, s'il a parfait trois cents mois de services antérieurement à cet âge;

3° A partir du 1^{er} janvier de l'année pendant laquelle la pension est concédée si, étant âgé de moins de cinquante ans, il a été reconnu atteint d'infirmités évidentes qui le mettent dans l'impossibilité de travailler;

4° A partir du jour où la pension a été concédée quand il s'agit de pension proportionnelle.

ART. 21. — Les pensions courent pour les veuves ayant quarante ans d'âge ou mères d'un ou plusieurs enfants :

Du lendemain du jour du décès, si le mari était titulaire d'une pension sur la caisse des invalides;

Du jour du décès, si le mari est mort en possession de droits à ladite pension.

La même règle est applicable aux orphelins.

Les veuves et les orphelins qui n'ont pas présenté leur demande dans un délai d'un an à partir du décès du mari ou du père ne peuvent prétendre aux arrérages qu'à partir du jour où ils adressent ladite demande.

ART. 22. — Les arrérages des pensions se prescrivent par trois ans; à l'égard des pensions qui n'ont encore donné lieu à aucun paiement, cette prescription court du jour de la décision ministérielle accordant la pension.

ART. 23. — Les pourvois contre les décisions accordant ou rejetant une pension doivent être introduits dans le délai de deux mois à compter de la notification.

Le fait de toucher des arrérages échus ne prive pas les intéressés du droit d'introduire ledit recours dans le délai prévu au paragraphe précédent.

L'assistance judiciaire est accordée de plein droit aux inscrits maritimes qui exerceront le pourvoi devant le conseil d'État.

ART. 24. — La pension sur la caisse des invalides ne peut se cumuler avec un traitement militaire d'activité, ni avec un traitement d'activité conduisant à une pension à forme militaire, ni avec une pension militaire ou à forme militaire, à moins que cette pension n'ait été concédée pour des services non compris dans la liquidation de la pension sur la caisse des invalides. Elle peut se cumuler avec une indemnité, non sujette à retenue, payée par le département de la marine.

Lorsqu'aucun service civil n'a été admis dans le calcul de la pension, celle-ci peut se cumuler avec un traitement d'activité conduisant à une pension civile ou avec une pension civile.

Les veuves ne peuvent cumuler deux pensions sur la caisse des invalides; elles ont le droit d'opter entre les deux pensions.

Elles peuvent cumuler une pension de l'espèce avec une pension civile ou militaire, ou avec un traitement civil d'activité.

ART. 25. — Les inscrits titulaires d'une pension du premier degré sur la caisse de prévoyance ne peuvent plus acquérir aucun droit à une pension sur la caisse des invalides. Leurs services maritimes ne sont plus soumis au versement prévu par l'article 13. Les armateurs qui les emploient doivent toutefois verser, conformément à l'article 15, une prestation égale aux trois cinquièmes des sommes que ces inscrits sont dispensés d'acquitter.

Ces dispositions sont applicables aux inscrits titulaires d'une pension du deuxième degré sur la caisse de prévoyance. Toutefois les intéressés sont admis, sur la demande écrite, à effectuer leurs versements à la caisse des invalides; ils continuent alors à acquérir des droits à une pension sur cette caisse et peuvent en demander la liquidation en temps voulu; en renonçant à leur pension sur la caisse de prévoyance. Ce choix est définitif pour eux et leurs ayants droit.

Lorsqu'un inscrit est titulaire d'une pension sur la caisse des invalides, il ne peut obtenir une pension sur la caisse de prévoyance qu'en renonçant à la première; ce choix est définitif pour lui et ses ayants droit. Toutefois, s'il est titulaire à soixante ans d'une pension du deuxième degré sur la caisse de prévoyance, il lui est servi, à partir de ce moment, par la caisse des invalides, une pension non réversible sur la veuve égale au supplément d'invalidité prévu par le tarif n° 1 et qui s'ajoute à la première.

Lorsqu'un inscrit maritime meurt ayant des droits à une pension sur la caisse des invalides et à une pension sur la caisse de prévoyance, et sans avoir exercé le choix prévu aux paragraphes précédents, la pension du taux le plus élevé est seule acquise à ses ayants droit.

ART. 26. — Les pensions et les secours sur la caisse des invalides et les arrérages de pensions sont incessibles et insaisissables, excepté dans le cas de dette envers l'État ou dans les circonstances prévues par les articles 203, 205 et 214 du code civil. Dans ces deux cas, les pensions et secours sont passibles de retenues qui ne peuvent excéder le cinquième de leur montant pour cause de dette, et le tiers pour aliments.

ART. 27. — Lorsqu'un pensionnaire sur la caisse des invalides est, par suite de condamnation ou pour tout autre motif suspendant sa pension, inhabile à recevoir les arrérages de ladite pension, la femme ou les enfants mineurs reçoivent, pendant la durée de la suspension, les arrérages de celle qui serait due à la veuve ou aux orphelins.

ART. 28. — Sont applicables aux pensions sur la caisse des invalides:

L'article 28 de la loi du 18 avril 1831; toutefois, l'embarquement sur un navire français, ou, avec l'autorisation de l'administration de l'inscription maritime, sur un navire étranger, n'est pas considéré comme résidence à l'étranger.

L'article 10, paragraphe 4, de la loi du 22 mars 1885;

L'article 26 de la loi du 29 décembre 1905;

L'article 31 de la loi du 17 avril 1906.

TITRE IV.

AGENTS DU SERVICE GÉNÉRAL.

ART. 29. — Sont désignées sous le nom d'agents du service général des personnes non inscrites et remplissant cependant à bord un emploi se rattachant à l'exploitation du bâtiment. La navigation de ces agents, lorsqu'elle est exercée comme il est dit à l'article 3, est constatée par des matricules tenues dans les formes fixées par les paragraphes 2 et 3 de l'article 4 et par l'article 5, au port d'attache choisi lors du premier embarquement par les intéressés.

Les agents du service général de nationalité française et les armateurs doivent effectuer un versement liquidé conformément aux règles fixées respectivement par les articles 13, 14 et 15. Les articles 16, 17 et 18 sont applicables auxdits versements.

Il est constitué au profit des agents ci-dessus désignés, par l'administration de la marine et dans les conditions à déterminer par un règlement d'administration publique, un livret de retraites sur la caisse nationale des retraites pour la vieillesse. Les versements prévus au

paragraphe précédent sont portés au compte de ces livrets ainsi que les majorations allouées par l'État sur un crédit ouvert spécialement à cet effet dans le budget de chaque exercice.

Les indigènes sujets français employés à bord ne sont pas considérés comme agents du service général.

TITRE V.

DISPOSITIONS TRANSITOIRES.

ART. 30. — Les dispositions de la présente loi sont applicables à compter du 1^{er} janvier 1908.

Les services antérieurement écartés pour le calcul de la demi-solde comme non professionnels et susceptibles d'entrer en compte d'après la présente loi ne peuvent être invoqués que pour la période postérieure au 1^{er} janvier 1908.

Les services accomplis antérieurement au 1^{er} janvier 1908 par des inscrits provisoires de moins de treize ans, ayant donné lieu à des versements à la caisse des invalides, sont admis à compter, par dérogation à la règle inscrite à l'article 1^{er}.

ART. 31. — Le tarif n° 1 annexé à la présente loi sera appliqué à toutes les pensions à régler pour les inscrits réunissant les droits à la pension à partir du 1^{er} janvier 1908, ainsi que pour les veuves et orphelins dont le mari ou le père décèdera à cette date ou postérieurement.

ART. 32. — A compter du 1^{er} janvier 1908, les demi-soldes et pensions de veuves ou secours d'orphelins réglés ou restant à régler d'après les tarifs antérieurs à ceux de la présente loi seront portés aux taux fixés par le tarif n° 2 annexé à la présente loi.

A compter de la même date, tous les suppléments pour enfants seront portés au taux de quatre francs (4 fr.) par mois et payés pour les enfants âgés de moins de treize ans.

ART. 33. — Pour la liquidation des pensions sur la caisse des invalides des inscrits maritimes d'origine étrangère ou de leurs veuves et orphelins, il est tenu compte, dans le calcul des trois cents mois de navigation exigés, du temps d'embarquement sur bâtiments français antérieur à la naturalisation, pendant lequel l'intéressé a effectué des versements à la caisse des invalides.

ART. 34. — La présente loi est applicable à l'Algérie et aux colonies où fonctionne l'inscription maritime.

ART. 35. — Sont abrogées toutes les dispositions des lois et règlements en vigueur en ce qu'elles ont de contraire à la présente loi, et notamment :

La loi du 11 avril 1881, relative aux pensions de retraite attribuées aux inscrits maritimes, à l'exception de l'article 9 ;

L'article 17 de la loi du 26 février 1887 ;

L'article 33 de la loi du 3 août 1892 et l'article 44 de la loi du 10 juin 1896 (suppléments aux officiers et officiers mécaniciens de réserve appelés au service) ; l'article 3 de la loi du 24 décembre 1896, sur l'inscription maritime ; toutefois, continue à n'être pas exclue de la navigation professionnelle celle des individus qui, antérieurement inscrits, remplissent à bord des navires autres que ceux de plaisance un rôle non relatif à la marche, à la conduite ou l'entretien du bâtiment ;

La loi du 20 juillet 1897 sur le permis de navigation maritime et l'évaluation des services donnant droit à la pension dite demi-solde, à l'exception des articles 2, 3, 5 (§ 2), 8, 11, 13 et 14. Toutefois, dans les articles 2 et 11, l'expression « permis de navigation de plaisance » est remplacée par celle de « rôle d'équipage pour navigation de plaisance » ; en outre, le commencement du paragraphe 2 de l'article 5 est rédigé ainsi qu'il suit : « Sont poursuivis dans les formes déterminées par le décret-loi du 19 mai 1852 sur le rôle d'équipage et punis d'une amende de cinquante à deux cents francs (50 fr. à 200 fr.) si le bateau ou engin n'a pas une jauge dépassant vingt-cinq tonneaux, et de deux cents à cinq cents francs d'amende (200 fr. à 500 fr.) dans le cas contraire, les individus qui, pourvus d'un permis de circulation ou d'un rôle d'équipage pour navigation de plaisance, se livrent à la pêche... »

La loi du 14 avril 1904, modificative de la précédente et tendant à faire bénéficier le demi-soldier de sa pension de retraite à compter du jour où son droit est constaté ;

La loi du 17 avril 1905, faisant compter pour une année de navigation, dans le calcul de

la pension, la campagne de grande pêche à Terre-Neuve ou en Islande, accomplie par des inscrits maritimes;

La loi du 12 avril 1906, concernant les veuves d'inscrits maritimes titulaires de pensions de demi-solde réglées antérieurement à la loi du 11 avril 1881;

La loi du 30 juin 1907, régularisant la situation des inscrits maritimes d'origine étrangère au point de vue de l'obtention de demi-solde.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

TARIF ANNEXÉS.

Tarif n° 1.

DESIGNATION.	MINIMUM avant 60 ans.	SUPPLÉMENT			MAXIMUM	VEUVES et orphelins.
		pour services à l'État.	d'inva- lidité à 60 ans.	pour 180 mois de naviga- tion hautu- rière.		
1 ^{re} catégorie. — Capitaines au long cours avec brevet supérieur.....	1,000	⁽¹⁾ 5 ^f par mois Max. : 120 ^f	250	⁽²⁾ 60	1,430	680
2 ^e catégorie. — Capitaines au long cours avec brevet ordinaire.....	900	Idem.	220	60	1,330	620
Mécaniciens de 1 ^{re} classe.....						
3 ^e catégorie. — Maîtres au cabotage avec brevet supérieur.....	700	⁽¹⁾ 4 ^f par mois Max. : 96 ^f	204	60	1,060	500
Officiers de la marine marchande.....						
4 ^e catégorie. — Maîtres au cabotage avec brevet ordinaire.....	600	Idem.	176	60	932	440
Patrons brevetés d'Islande ou patrons bre- vetés de Terre-Neuve ayant huit ans de commandement.....						
Mécaniciens de 2 ^e classe.....						
Pilotes.....						
5 ^e catégorie. — Patrons brevetés d'Islande n'ayant pas huit ans de commandement ou patrons non brevetés de Terre-Neuve ayant huit ans de commandement ef- fectif ou patrons de pêche au large ayant exercé le commandement dans les conditions déterminées par le règle- ment d'administration publique prévu à l'article 5 de la loi.....	500	Idem.	170	60	826	380
Maîtres ou officiers marinières.....						
6 ^e catégorie. — Patrons à la pêche, au bor- nage, au pilotage.....	400	Idem.	140	60	696	320
Quartiers-maîtres.....						
7 ^e catégorie. — Inscrits ne figurant pas dans aucune des catégories ci-dessus.....	360	Idem.	120	60	636	290

⁽¹⁾ Le supplément pour services à l'État est dû pour tous mois de services effectifs au-dessus de trente-six mois avec le maximum indiqué au tarif.

Le supplément est dû pour toute fraction de mois excédant quinze jours.

⁽²⁾ Le supplément est dû à tout inscrit comptant plus de cent quatre-vingts mois de navigation au long cours, aux grandes pêches, au cabotage et à la pêche au large.

Tarif n° 2 (Tarif transitoire).

DÉSIGNATION	AVANT 60 ANS		APRÈS 60 ANS		VEUVES et orphelins.
	n'ayant pas 5 ans de services à l'État.	Avec 5 ans de services à l'État.	n'ayant pas 5 ans de services à l'État.	Avec 5 ans de services à l'État.	
Payés à l'État de 25 francs et au-dessus.....	360	360	360	420	240
Payés à l'État de 25 fr. 01 à 40 francs.....	360	360	420	460	250
Payés à l'État de 40 fr. 01 à 55 francs.....	360	420	450	540	290
Payés à l'État de 55 fr. 01 à 70 francs et au-dessus.	420	500	520	600	320
Pilotes lamaneurs allant en mer au-devant des navires.....					
Maîtres au cabotage et patrons brevetés pour la pêche d'Islande, n'ayant pas huit ans de commandement.....					
Mécaniciens ayant conduit pendant une durée d'un an à huit ans une machine de 100 à 300 chevaux, ou, pendant un an au moins, comme chef de quart dans des machines de plus de 300 chevaux.....	480	580	640	740	360
Maîtres au cabotage et patrons brevetés pour la pêche d'Islande, ayant huit ans de commandement.....					
Mécaniciens ayant conduit pendant huit ans au moins des machines de 100 à 300 chevaux, ou, pendant une durée de 1 à huit ans, des machines de plus de 300 chevaux, ou, alternativement, des machines des deux puissances précitées pendant quatre ans au moins.....	600	700	760	856	430
Capitaines au long cours n'ayant pas quatre ans de commandement.....	600	700	800	900	430
Capitaines au long cours ayant quatre ans de commandement.....					
Mécaniciens ayant conduit pendant huit ans au moins des machines de plus de 300 chevaux.....	800	900	988	1,108	560

Loi du 5 août 1908 modifiant l'article 11 de la loi du 1^{er} août 1905 sur la répression des fraudes dans la vente des marchandises et des falsifications des denrées alimentaires et des produits agricoles et complétant cette loi par un article additionnel ⁽¹⁾.

ART. 2. Tous syndicats formés conformément à la loi du 21 mars 1884 pour la défense des intérêts généraux de l'agriculture ou de la viticulture ou du commerce et trafic des boissons, eaux-de-vie naturelles, alcools de fruit, denrées alimentaires, produits agricoles, engrais, produits médicamenteux, marchandises quelconques, pourront exercer sur tout le territoire de la France et des colonies, les droits reconnus à la partie civile par les articles 182, 63, 64, 66, 67 et 68 du code d'instruction criminelle, relativement aux faits de fraude et falsifications prévus par les lois en vigueur, ou recourir, s'ils le préfèrent, à l'action ordinaire devant le tribunal civil, en vertu des articles 1382 et suivants du code civil.

⁽¹⁾ Journal Officiel du 11 août 1908, p. 5,637.

**Décret du 12 août 1908 relatif à la situation du personnel civil
des établissements militaires ⁽¹⁾.**

**Décret du 15 août 1908, concernant les émoluments
des interprètes attachés aux conseils de prud'hommes d'Algérie ⁽²⁾.**

**Décret du 16 août 1908, relatif à l'application de la loi du 14 juillet 1908
sur les pensions des inscrits maritimes ⁽³⁾.**

**Décret du 24 août 1908, portant règlement d'administration publique pour l'exé-
cution de la loi du 10 avril 1908, relative à la petite propriété et aux maisons
à bon marché ⁽⁴⁾.**

**Arrêté du Ministre des Travaux publics, du 21 mars 1908,
sur la sécurité des distributions d'énergie électrique ⁽⁵⁾.**

**CHAPITRE I. — DISPOSITIONS TECHNIQUES GÉNÉRALES
APPLICABLES AUX OUVRAGES DES DISTRIBUTIONS D'ÉNERGIE ÉLECTRIQUE.**

SECTION I. — Classement des distributions et prescriptions générales relatives à la Sécurité

ARTICLE PREMIER. — (*Classement des distributions en deux catégories.*) — Les distribu-
tions d'énergie électrique doivent comporter des dispositifs de sécurité en rapport avec la
plus grande tension de régime existant entre les conducteurs et la terre.

Suivant cette tension, les distributions d'énergie électrique sont divisées en deux caté-
gories.

1^{re} CATÉGORIE.

A. Courant continu. — Distributions dans lesquelles la plus grande tension de régime
entre les conducteurs et la terre ne dépasse pas six cents volts.

B. Courant alternatif. — Distributions dans lesquelles la plus grande tension efficace
entre les conducteurs et la terre ne dépasse pas cent cinquante volts.

⁽¹⁾ *Journal Officiel* du 15 août 1908, page 5,746.

⁽²⁾ *Journal Officiel* du 18 août 1908, page 5,863.

⁽³⁾ *Journal Officiel* du 20 août 1908, page 5,903.

⁽⁴⁾ *Journal Officiel* du 26 août 1908, page 6,001.

⁽⁵⁾ Le nouvel arrêté abroge et remplace toutes les instructions techniques antérieurement en vigueur, notamment l'arrêté préfectoral du 15 septembre 1893, les instructions techniques annuelles émanant de l'Administration des Postes et des Télégraphes et les dispositions techniques de l'instruction du 1^{er} février 1907 relative à la traversée des chemins de fer.

Il s'applique à tous les ouvrages des distributions empruntant en un point quelconque de leur parcours le domaine public, ainsi qu'aux ouvrages des distributions établies exclusivement sur des terrains privés et s'approchant à moins de dix mètres de distance horizontale d'une ligne télégraphique ou téléphonique préexistante; mais il ne s'applique ni aux usines de production d'énergie, ni aux ouvrages d'utilisation situés dans les usines ou autres immeubles. Ces usines ou ouvrages d'utilisation sont soumis aux dispositions du décret du 11 juillet 1907, édicté en exécution de la loi du 12 juin 1893-11 juillet 1903 sur l'hygiène et la sécurité des travailleurs dans les établissements industriels. (Extrait de la circulaire du Ministre des Travaux publics du 21 juillet 1908).

L'arrêté du 21 mars 1908 est pris en vertu de l'article 19 de la loi du 15 juin 1906 sur les distri-
butions d'énergie.

Distributions comportant des tensions respectivement supérieures aux tensions ci-dessus.

SECTION IV. — *Sous-stations, postes de transformateurs et installations diverses.*

ART. 11. — (*Prescriptions générales pour l'installation des moteurs et appareils divers.*)

§ 1. Toutes les pièces saillantes mobiles et autres parties dangereuses des machines et notamment les bielles, roues, volants, les courroies et câbles, les engrenages, les cylindres et cônes de friction ou tous autres organes de transmission qui seraient reconnus dangereux sont munis de dispositifs protecteurs, tels que gaines et chéneaux de bois ou de fer, tambours pour les courroies et les bielles, ou de couvre-engrenages, gardes-mains, grillages.

Sauf le cas d'arrêt du moteur, le maniement des courroies est toujours fait par le moyen de systèmes tels que monte-courroie, porte-courroie, évitant l'emploi direct de la main.

On doit prendre, autant que possible, des dispositions telles qu'aucun ouvrier ne soit habituellement occupé à un travail quelconque, dans le plan de rotation ou aux abords immédiats d'un volant, ou de tout autre engin pesant et tournant à grande vitesse.

§ 2. La mise en train et l'arrêt des machines sont toujours précédés d'un signal convenu.

§ 3. Des dispositifs de sûreté sont installés dans la mesure du possible pour le nettoyage et le graissage des transmissions et mécanismes en marche.

§ 4. Les monte-charges, ascenseurs, élévateurs sont guidés et disposés de manière que la voie de la cage du monte-charges et des contre-poids soit fermée; que la fermeture du puits à l'entrée des divers étages ou galeries s'effectue automatiquement; que rien ne puisse tomber du monte-charges dans le puits.

Pour les monte-charges destinés à transporter le personnel, la charge est calculée au tiers de la charge admise pour le transport des marchandises, et les monte-charges sont pourvus de freins, chapeaux, parachutes ou autres appareils préservateurs.

Les appareils de levage portent l'indication du maximum de poids qu'ils peuvent soulever.

§ 5. Les puits, trappes et ouvertures sont pourvus de solides barrières ou garde-corps.

§ 6. Dans les locaux où le sol et les parois sont très conducteurs, soit par construction, soit par suite de dépôts salins ou par suite de l'humidité, on ne doit jamais établir à la portée de la main des conducteurs ou des appareils placés à découvert.

ART. 12. — (*Prescriptions relatives aux moteurs, transformateurs et appareils de la deuxième catégorie.*) — § 1. Les locaux non gardés dans lesquels sont installés des transformateurs de deuxième catégorie doivent être fermés à clef.

Des écriteaux très apparents sont apposés partout où il est nécessaire pour prévenir le public du danger d'y pénétrer.

§ 2. Si une machine ou un appareil électrique de la deuxième catégorie se trouve dans un local ayant en même temps une autre destination, la partie du local affectée à cette machine ou à cet appareil est rendue inaccessible, par un garde-corps ou un dispositif équivalent, à toute personne autre que celle qui en a la charge. Une mention indiquant le danger doit être affichée en évidence.

§ 3. Les bâtis et pièces conductrices non parcourus par le courant qui appartiennent à des moteurs et transformateurs de la deuxième catégorie sont reliés électriquement à la terre ou isolés électriquement du sol. Dans ce dernier cas, les machines sont entourées par un plancher de service non glissant, isolé du sol et assez développé pour qu'il ne soit pas possible de toucher à la fois à la machine et à un corps conducteur quelconque relié au sol.

La mise à la terre ou l'isolement électrique est constamment maintenu en bon état.

§ 4. Les passages ménagés pour l'accès aux machines et appareils de la deuxième catégorie placés à découvert ne peuvent avoir moins de deux mètres de hauteur; leur largeur mesurée entre les machines, conducteurs ou appareils eux-mêmes, aussi bien qu'entre ceux-ci et les parties métalliques de la construction, ne doit pas être inférieure à un mètre.

ART. 13. — (*Installation des canalisations à l'intérieur des sous-stations et postes de trans-*

formateurs.) — § 1. A l'intérieur des sous-stations et postes de transformateurs, les canalisations nues de la deuxième catégorie doivent être établies hors de la portée de la main sur des isolateurs convenablement espacés et être écartées des masses métalliques, telles que piliers ou colonnes, gouttières, tuyaux de descente, etc.

Les canalisations nues de la première catégorie qui sont à portée de la main doivent être signalées à l'attention par une marque bien apparente.

Les enveloppes des autres canalisations doivent être convenablement isolantes.

§ 2. Des dispositions doivent être prises pour éviter l'échauffement anormal des conducteurs, à l'aide de coupe-circuit, fusibles ou autres distributeurs équivalents.

§ 3. Toute installation reliée à un réseau comportant des lignes aériennes de plus de cinq cents mètres doit être suffisamment protégée contre les décharges atmosphériques.

ART. 14. — (*Tableaux de distribution.*) — A. *Distributions de la première catégorie* : Sur les tableaux de distribution de courants appartenant à la première catégorie, les conducteurs doivent présenter les isolements et les écartements propres à éviter tout danger.

B. *Distributions de la deuxième catégorie* : § 1. Sur les tableaux de distribution portant sur leur face avant (où se trouvent les poignées de manœuvres et les instruments de lecture) des appareils et pièces métalliques de la deuxième catégorie, le plancher de service doit être isolé électriquement et établi dans les conditions indiquées à l'article 12.

§ 2. Quand des pièces métalliques ou appareils de la deuxième catégorie sont établis à découvert sur la face arrière du tableau, un passage entièrement libre, de un mètre de largeur et de deux mètres de hauteur au moins, est réservé derrière lesdits appareils et pièces métalliques; l'accès de ce passage est défendu par une porte fermant à clef, laquelle ne peut être ouverte que par ordre du chef de service ou par ses préposés à ce désignés; l'entrée en sera interdite à toute autre personne.

§ 3. Tous les conducteurs et appareils de la deuxième catégorie doivent, notamment sur les tableaux de distribution, être nettement différenciés des autres par une marque très apparente (une couche de peinture par exemple).

ART. 15. — (*Locaux des accumulateurs.*) — Dans les locaux où se trouvent des batteries d'accumulateurs, toutes les précautions sont prises pour éviter l'accumulation de gaz détonants; la ventilation de ces locaux doit assurer l'évacuation continue des gaz dégagés.

Les lampes à incandescence employées dans ces locaux sont à double enveloppe.

ART. 16. — (*Éclairage de secours.*) — Les salles des sous-stations doivent posséder un éclairage de secours en état de fonctionner en cas d'arrêt du courant.

ART. 17. — (*Mise à la terre des colonnes et autres pièces métalliques des sous-stations et postes de transformateurs.*) — Les colonnes, les supports et, en général, toutes les pièces métalliques des sous-stations et postes de transformateurs qui risqueraient d'être soumis à une tension de la deuxième catégorie doivent être convenablement reliés à la terre.

CHAPITRE IV. — ENTRETIEN DES OUVRAGES. — EXPLOITATION DES DISTRIBUTIONS.

ART. 34. — (*Précautions à prendre dans les travaux d'entretien des lignes.*) — *Lignes de la première catégorie* : Aucun travail ne peut être entrepris sur des conducteurs de la première catégorie en charge ou sur des conducteurs placés sur les mêmes supports que des conducteurs de deuxième catégorie sans que des précautions suffisantes assurent la sécurité de l'opérateur.

Lignes de la deuxième catégorie : § 1. Il est formellement interdit de faire exécuter sur les lignes de la deuxième catégorie aucun travail sans qu'elles aient été, au préalable, isolées de tout générateur possible du courant.

§ 2. La communication ne peut être rétablie que lorsqu'il y a certitude que les ouvriers ne travaillent plus sur la ligne.

A cet effet, l'ordre de rétablissement du courant ne peut être donné que par le chef de service ou son délégué, et seulement après qu'il se sera assuré que le travail est terminé et que tout le personnel de l'équipe est réuni en un point de ralliement fixé à l'avance.

Pendant toute la durée du travail, toutes dispositions utiles doivent être prises pour que le courant ne puisse être rétabli sans ordre exprès du chef de service ou de son délégué.

§ 3. Les mesures indiquées aux deux paragraphes précédents peuvent être remplacées par l'emploi de dispositifs spéciaux permettant, soit au chef d'équipe, en cas de travail par équipe, de protéger lui-même l'équipe, soit aux ouvriers isolés de se protéger eux-mêmes par des appareils de coupure pendant toute la durée du travail.

§ 4. Dans les cas exceptionnels où il est nécessaire qu'un travail soit entrepris sur des lignes en charge de la deuxième catégorie, il ne doit y être procédé que sur l'ordre exprès du chef de service et avec toutes les précautions de sécurité qu'il indiquera.

ART. 35. — (*Élagage des plantations.*) — § 1. Sur les voies publiques empruntées par une distribution d'énergie électrique, l'élagage des arbres plantés en bordure de ces voies publiques, soit sur le sol de ces voies, soit sur les propriétés particulières, doit être effectué aussi souvent que la sécurité de la distribution l'exige.

S'il en est requis par le service du contrôle, l'entrepreneur de la distribution est tenu de procéder à cet élagage, en se conformant aux instructions du service de voirie.

§ 2. Il est interdit de faire exécuter les élagages, ou travaux analogues pouvant mettre directement ou indirectement le personnel en contact avec des conducteurs électriques, ou pièces métalliques de la seconde catégorie, sans avoir pris des précautions suffisantes pour assurer la sécurité du public et du personnel par des mesures efficaces d'isolement.

ART. 36. — (*Affichage des prescriptions relatives à la sécurité dans les distributions de deuxième catégorie.*) — Les chefs d'industrie, directeurs ou gérants, sont tenus d'afficher dans un endroit apparent des salles contenant des installations de la deuxième catégorie :

1° Un ordre de service indiquant qu'il est dangereux et formellement interdit de toucher aux pièces métalliques ou conducteurs soumis à une tension de la deuxième catégorie, même avec des gants en caoutchouc, ou de se livrer à des travaux sur ces pièces ou conducteurs, même avec des outils à manche isolant;

2° Des extraits du présent arrêté et une instruction sur les premiers soins à donner aux victimes des accidents électriques rédigée conformément aux termes qui seront fixés par un arrêté ministériel.

Circulaire du 10 avril 1907 du Directeur général des contributions directes relative à l'application de la loi du 12 avril 1906 modifiant et complétant la loi du 30 novembre 1894 sur les habitations à bon marché ⁽¹⁾.

Circulaire du 12 mai 1908 du Ministre du travail adressée aux inspecteurs divisionnaires du travail sur la sécurité des travailleurs dans les établissements qui emploient des courants électriques.

J'ai l'honneur de vous adresser ci-après le texte du décret du 11 juillet 1907 sur la sécurité des travailleurs dans les établissements qui mettent en œuvre les courants électriques ⁽²⁾ ; les dispositions nouvelles remplacent celles de l'article 17 du décret du 29 novembre 1904, devenues insuffisantes par suite du développement croissant des applications industrielles de l'électricité. Vous trouverez à la suite le texte d'un autre décret en date également du 11 juillet 1907, abrogeant l'ancien article 17 du décret du 29 novembre 1904.

Les quatre premières sections du décret du 11 juillet 1907 contiennent des dispositions d'ordre technique concernant les installations électriques.

⁽¹⁾ Voir *Bulletin* 1906, p. 934.

⁽²⁾ Voir le texte : *Bulletin*, août 1907, p. 836.

1° La première section classe les installations en deux catégories suivant que la tension entre les conducteurs et la terre est inférieure ou supérieure à 600 volts pour les installations à courant continu, et à 150 volts pour celles à courant alternatif; les tensions de la première catégorie ne pouvant qu'exceptionnellement devenir dangereuses, la plupart des dispositions du décret s'appliquent exclusivement aux installations de deuxième catégorie.

2° Vous remarquerez (section II) que les exploitants devront, en ce qui concerne les bâtis des machines, soit les relier électriquement à la terre, soit les isoler électriquement du sol. L'article 2 du décret, à la différence de l'ancien article 17 du décret du 29 novembre 1904, leur laisse le choix entre les deux méthodes, mais il prescrit des mesures de protection afférentes à chacune d'elles.

3° L'installation des tableaux de distribution et la protection du personnel affecté à leur surveillance font l'objet de prescriptions détaillées (section III). Vous remarquerez en particulier que, lorsque le danger d'une électrocution apparaît possible, notamment lorsque le sol est très conducteur, les prescriptions du décret deviennent plus sévères.

4° En ce qui concerne l'installation des canalisations (section IV), le danger résultant des manœuvres intempestives sur des lignes en charge sera considérablement atténué par les prescriptions très complètes de l'article 10 qui sont également applicables aux lignes téléphoniques, télégraphiques ou de signaux, spéciales aux établissements industriels et montées sur les mêmes supports que les lignes principales.

Je crois devoir me borner pour le moment à ces indications très sommaires sur les premières sections du décret. Des instructions précises seront données au fur et à mesure des demandes de renseignements que vous m'adresserez pendant la première période d'application, et seront réunies, s'il y a lieu, dans une circulaire d'ensemble.

Je n'insisterai aujourd'hui que sur les deux dernières sections qui organisent les mesures de contrôle, et déterminent le champ d'application du décret.

a) L'article 13. 2°, prescrit que des extraits du présent règlement seront affichés dans les salles contenant des installations de la deuxième catégorie. Ces extraits peuvent varier suivant la nature et la disposition des installations. Les textes dont l'affichage semble s'imposer le plus généralement sont les articles 6, §§ 3, 7, 10, 11 et 12. Le texte de l'article 4 devra être affiché dans les locaux de deuxième catégorie destinés aux accumulateurs, dans les ateliers contenant des corps explosifs ou dans lesquels il peut se produire soit des gaz détonants, soit des poussières inflammables.

b) Quant à l'instruction sur les premiers soins à donner aux victimes d'accidents électriques, prévue par le même article 13. 2°, elle est actuellement en cours de préparation. Je vous ferai parvenir l'arrêté ministériel qui doit en fixer les termes.

c) Vous aurez soin de veiller, dans les cas prévus par l'article 14, à ce que la consigne spéciale visée par le deuxième paragraphe de cet article soit portée à la connaissance du personnel.

d) Lorsque les établissements créés avant la promulgation du présent décret ne se trouveront point conformes aux prescriptions des articles 5, § 3, et 6, § 1^{er}, vous aurez à examiner si les conditions d'installation vous permettent ou non de proposer la dispense prévue par l'article 15, § 1^{er}. Si vous estimez que cette dispense ne doit pas être accordée, vous devrez le faire connaître à l'industriel par une mise en demeure, l'avisant toutefois qu'un recours lui est ouvert, conformément à l'article 15, § 1^{er}.

Dans le cas contraire vous auriez à proposer, avec avis motivé, la dispense prévue par cet article. Mais il appartient à l'industriel de vous indiquer lui-même au préalable, dans une note technique, les mesures de sécurité par lesquelles il s'engage à

satisfaire au dernier paragraphe de l'article 15, mesure sur lesquelles le Comité consultatif des Arts et Manufactures sera consulté.

La même procédure s'appliquerait au n° 2 de l'article 15, au cas où l'application des prescriptions des articles 5, § 3, et 6, § 1^{er}, serait pratiquement impossible.

e) *Champ d'application du décret.* — L'article 17 stipule que le décret ne s'applique pas, en dehors de l'enceinte des usines de production, aux distributions d'énergie électrique réglementées en vertu de la loi du 15 juin 1906⁽¹⁾. L'application de cette loi qui a abrogé la loi du 25 juin 1895 est, en effet, assurée par le Ministre des Travaux publics, et la compétence respective des deux départements ministériels, en matière de sécurité, doit être définie d'après les principes ci-après.

Le contrôle de l'Administration des Travaux publics ne porte que sur les distributions proprement dites, c'est-à-dire sur les canalisations, transformateurs, sous-stations et ouvrages de toute nature qui servent à transporter ou à transformer le courant depuis les usines de production jusqu'aux usines d'utilisation ou jusqu'aux immeubles particuliers.

Tous les autres ouvrages servant à produire ou à utiliser l'énergie électrique, et affectés à un usage industriel, relèvent du Ministère du Travail, notamment les usines de production, même si elles sont concédées par l'acte qui autorise la distribution.

Ces principes très précis permettront, dans la grande majorité des cas, de délimiter la compétence des deux Administrations. Il peut arriver, toutefois, que des installations comportent à la fois des ouvrages de distribution et des ouvrages de production. C'est notamment le cas lorsqu'une sous-station de transformation de courant alternatif en courant continu comprend des moteurs à vapeur ou hydrauliques produisant normalement du courant.

Dans ce cas le caractère d'usine de production est prédominant, et l'installation tout entière doit être placée dans les attributions d'un seul ministère, celui du Travail.

Reste la question des distributions établies sur des terrains particuliers :

En ce qui concerne les distributions concédées, dans les parties où elles n'empruntent ni la grande voirie, ni les voies vicinales ou urbaines, la compétence de l'Administration des Travaux publics résulte de la loi elle-même. Toute distribution qui emprunte, ne fût-ce qu'en un point, le domaine public est placée sous son contrôle non seulement en ce qui concerne les parties établies sur la voirie, mais encore en ce qui concerne toutes ses autres parties.

Les distributions qui sont exclusivement établies sur des terrains privés et ne sont pas reliées à des distributions empruntant la voirie sont soustraites, par la loi, au contrôle de l'Administration des Travaux publics, et, si elles sont affectées à un usage industriel, elles rentrent dans les attributions du service de l'Inspection du travail.

Toutefois, les distributions établies sur des terrains privés, mais à moins de dix mètres des lignes télégraphiques ou téléphoniques préexistantes doivent, aux termes des articles 2 et 4 de la loi du 15 juin 1906, satisfaire aux conditions techniques fixées par l'Administration des Travaux publics en vertu de l'article 19 de cette même loi, et il vous appartiendra de veiller à l'exécution de ces conditions et le cas échéant, de m'en signaler l'inexécution, pour que je puisse en faire part au service compétent.

Reste à préciser comment s'exerce la surveillance des conditions proprement dites du travail (durée du travail, hygiène, etc.).

(1) Journal officiel du 17 juin 1906, p. 4105.

La loi du 15 juin 1906, en spécifiant explicitement que les distributions seraient soumises, au point de vue de la sécurité des personnes et des services publics, aux dispositions d'arrêtés réglementaires du Ministre des Travaux publics, a soustrait leurs installations à celles des prescriptions de la loi du 12 juin 1903 qui concernent la sécurité du personnel, mais la loi de 1906 est muette en ce qui touche l'hygiène et les conditions proprement dites du travail.

J'estime, en conséquence, qu'il appartient aux inspecteurs du travail d'en assurer la surveillance pour les distributions d'énergie électrique comme pour les autres industries.

Je vous rappelle enfin que la loi des 12 juin 1893-11 juillet 1903 n'est pas applicable aux mines, minières et carrières, ni aux chemins de fer et tramways, ni par conséquent aux installations électriques qui desservent ces entreprises. Ne sont notamment pas soumises aux dispositions du décret du 11 juillet 1907 les usines de production d'énergie, affectées au service des mines, minières ou carrières ou des chemins de fer et tramways. Leur contrôle appartient à l'Administration des Travaux publics. Au contraire, les ateliers et établissements industriels visés dans la circulaire du 20 janvier 1904 relèvent, dans les conditions fixées par cette circulaire, du contrôle commun du Ministère des Travaux publics et du Ministère du Travail.

Pour des motifs analogues, les usines génératrices qui, tout en fournissant en fait l'énergie électrique nécessaire aux mines, aux chemins de fer ou aux tramways, n'ont pas été spécialement créées en vue de leur service ou en vertu de leurs actes de concession, mais sont destinées à produire du courant pour d'autres usages industriels ou commerciaux, ne rentrent pas dans les exceptions prévues par la loi du 12 juin 1893; par conséquent elles doivent être placées dans les attributions du Ministère du Travail, et vous aurez à assurer dans ces usines l'application du décret du 11 juillet 1907.

Je vous adresse ci-joint un nombre suffisant d'exemplaires de la présente circulaire dont vous assurerez l'envoi aux inspecteurs placés sous vos ordres. Vous trouverez, annexés à la circulaire, à titre documentaire, la loi du 15 juin 1906 ainsi que le décret du 17 octobre 1907⁽¹⁾ organisant le Service du contrôle de distribution d'énergie électrique, en exécution de l'article 18 (3^e) de ladite loi et l'arrêté du 21 mars 1908⁽²⁾ du Ministre des Travaux publics déterminant les conditions techniques auxquelles doivent satisfaire les distributions d'énergie électrique pour l'application de la loi du 15 juin 1906 et le décret du 3 avril 1908 portant réglementation d'administration publique pour l'application de la loi du 15 juin 1906 sur les distributions d'énergie.

Circulaire du 1^{er} juillet 1908 du Ministre du Travail aux ingénieurs en chef des Mines sur l'application de la loi sur le repos hebdomadaire dans les mines.

L'application du repos hebdomadaire dans les mines proprement dites a donné lieu à diverses difficultés. Trois points principaux ont dû être examinés :

- A) Travaux d'entretien qui ne peuvent être terminés le samedi à minuit;
- B) Travaux des mines où deux postes au charbon se succèdent et où le deuxième poste ne peut remonter le samedi à minuit;
- C) Travail des mécaniciens et chauffeurs.

⁽¹⁾ *Journal officiel*, 26 octobre 1907, p. 7386.

⁽²⁾ *Journal officiel*, 21 mars 1908, p. 2050.

Ces questions ont été examinées par le Conseil général des Mines, par l'Administration des Travaux publics et par le Département du Travail. Elles ont donné lieu aux solutions suivantes :

A) TRAVAUX D'ENTRETIEN QUI NE PEUVENT ÊTRE TERMINÉES
LE SAMEDI À MINUIT.

A cet égard, la circulaire du 10 avril 1907 s'exprime en ces termes :

« Dans un certain nombre d'établissements pratiquant le repos collectif, on a reconnu que des travaux indispensables pour l'entretien de l'installation ou de l'outillage, pour les soins à donner aux chevaux, pour la conservation soit de la matière première, soit du produit achevé ou en cours de fabrication, ne pouvaient se faire que le jour du repos, sous peine d'entraver gravement le fonctionnement de l'entreprise ou de la forcer à recourir au roulement.

L'article 4 prévoit certaines de ces nécessités (travaux pour prévenir ou réparer un accident). L'article 5, § 1^{er}, accorde de son côté la suppression d'une demi-journée de repos pour permettre quelques-uns des travaux susvisés (conduite des générateurs et machines motrices, entretien des transmissions, nettoyage des locaux de travail, gardiens et concierges).

Mais ces exceptions ne sont autorisées que dans des cas limitativement définis et les énumérations de la loi paraissent trop restreintes; aussi est-il nécessaire, à mon avis, d'accorder, pour les travaux que l'on doit nécessairement faire le jour du repos collectif, une dérogation analogue à celle qui est donnée par l'article 4 en cas de travaux pour prévenir ou réparer un accident; mais le besoin étant ici continu et non exceptionnel, on ne devrait admettre cette tolérance nouvelle, lorsque le repos ininterrompu se trouverait réduit à moins de vingt-quatre heures, que sous le bénéfice d'un repos compensateur en semaine. »

En ce qui concerne les mines, ces dispositions transitoires relatives aux travaux d'entretien sont applicables aux travaux de remblayage et de boisage ou « coupe à terre ». Ces travaux peuvent, en effet, être considérés comme nécessaires pour assurer la sécurité de la mine et la reprise régulière des travaux le lundi; d'autre part, il arrive qu'ils ne puissent être terminés le samedi à minuit.

La solution adoptée est, d'ailleurs, en accord avec le projet de loi déposé par le Gouvernement portant modification à la loi du 13 juillet 1906; ce projet dit en effet :

« Les gardiens et concierges, les pompiers et veilleurs de nuit, les mécaniciens des ventilateurs et machines d'épuisement, et, en général, les personnes employées à un service de garde ou d'entretien ne pouvant être interrompu pendant le repos collectif, pourront être admis à bénéficier des dérogations de l'article 2 sans que l'établissement cesse d'être considéré comme ayant le repos collectif. »

Ainsi se trouve avoir satisfaction l'avis du Conseil général des Mines en date du 11 janvier 1907 qui, pour parer aux difficultés, proposait d'inscrire au roulement l'industrie des mines. Il suffit d'inscrire au roulement ceux des travaux pour lesquels les difficultés se sont présentées, sans faire perdre ni à l'ensemble des ouvriers ni aux exploitants les avantages précieux du repos collectif.

Naturellement l'application de l'article 4 actuel ne se trouve pas supprimée pour les travaux des mines, par la mise en pratique de ces principes depuis le 10 avril 1907.

Mais elle doit être réduite au strict minimum, car il s'agit dans l'article 4 de travaux urgents supprimant absolument, mais occasionnellement seulement le repos hebdomadaire.

L'avis du 11 janvier 1907 du Conseil général des Mines définit ainsi les cas où l'article 4 peut s'appliquer :

« Considérant que les termes de l'article 4, « visant les travaux urgents, dont « l'exécution *immédiate* est nécessaire », indiquent que le législateur a eu essentiellement en vue les cas exceptionnels et anormaux nécessitant tout à coup des « travaux immédiats qui n'avaient pu être prévus à l'avance.

« Qu'en s'en tenant à la définition stricte donnée par cet article, l'application de « ces dispositions qui aboutissent en fait à la suppression du repos pour le personnel « qu'elles visent, devrait être limitée à des cas tels, par exemple, que ceux d'éboulements qui menaceraient de survenir ou seraient survenus et qui compromettraient la sécurité du quartier ou l'aérage de la mine; de lutte contre des feux « prêts à se déclarer ou déclarés; contre un dégagement anormal de grisou ou un « envahissement exceptionnel d'eaux menaçant la sécurité; de rupture ou d'immence de rupture d'engins essentiels, machines, câbles, guides, etc. . . , étant entendu, comme l'indique le rapporteur, que les dispositions de l'article 4, s'appliqueraient, dans de tels cas, à la fois au personnel ouvrier directement occupé « auxdits travaux et au personnel d'agents ou de spécialistes, surveillants, chauffeurs, machinistes, moulineurs, chargeurs, lampistes, etc. . . , affectés aux puits ou « quartiers intéressés et dont la coopération est indispensable à l'exécution du « travail.

« Qu'au contraire on ne saurait considérer comme rentrant dans l'article 4 les « travaux qui, bien qu'intéressant la sécurité, offrent un caractère normal et doivent « s'effectuer le dimanche aussi bien que les autres jours, tels que les visites de surveillance concernant les barrages, le grisou, les serremments, l'état de la colonne « des puits, non plus que ceux qui, à raison de leur nature et de leur durée, ne « peuvent s'effectuer en semaine sans provoquer le chômage, au moins partiel, de « l'exploitation mais qui ne consistent qu'en réparations rentrant dans l'entretien « habituel des puits et galeries ou en travaux spéciaux d'aménagement. »

B) TRAVAUX À DEUX POSTES AU CHARBON.

Le 2 mai 1907, en signalant au Ministre des Travaux publics que la circulaire du 10 avril 1907 paraissait donner satisfaction provisoire au besoin de l'entretien spécial dans les mines, mon département proposait de résoudre les difficultés, en ce qui concerne les mines à deux postes au charbon, par l'article suivant du décret relatif au roulement, alors en préparation :

« ART. 2. — Outre les catégories d'établissements compris dans l'énumération qui « précède, sont admis à donner le repos hebdomadaire par roulement les établissements qui, fonctionnant de jour et de nuit à l'aide d'équipes alternantes, auront « suspendu, pendant douze heures consécutives au moins chaque dimanche, les « travaux autres que ceux visés à l'article 4 et à l'article 5, § 1^{er}, de la loi du « 13 juillet 1906. »

Le 31 juillet 1907, le Conseil général des Mines reconnaissait que cet article résoudrait la difficulté en le complétant par les mots « abstraction faite des travaux « prévus par les articles 4 et 5, § 1^{er}, de la loi du 13 juillet 1906 ».

Le décret du 4 août 1907 fut publié avec cette rédaction qui permet aux mines à deux postes au charbon de terminer le deuxième poste dans la nuit du samedi au dimanche après minuit, et d'organiser ainsi commodément le travail.

Mais le travail dans la mine étant alors organisé par voie de roulement (non plus pour certains travaux d'entretien que la loi considère comme ne rompant pas le repos collectif, mais pour le travail principal), les mines en question ne peuvent bénéficier du régime de l'article 6. § 3.

C) MÉCANICIENS ET CHAUFFEURS.

Il est extrêmement rare que tous les services d'une mine puissent être arrêtés le dimanche de minuit à minuit. En fait, la plupart des machines d'extraction, des machines d'épuisement, des ventilateurs fonctionnent d'une façon continue, de jour et de nuit, et leur service est assuré par double ou triple poste, les mécaniciens se relayant toutes les douze heures ou toutes les huit heures.

Les services continus des machines sont donc, sauf très rare exception, assurés par roulement, sans que d'ailleurs, ainsi que nous l'avons dit sous la lettre A), on doive tirer de cette nécessité la conclusion que le repos est assuré par roulement dans l'ensemble de l'exploitation houillère. Au contraire, les ateliers, les travaux du fond et, d'une façon générale, l'ensemble de la mine donne et doit donner le repos collectif avec les avantages attachés à ce mode de repos.

Dans ce qui suit, nous examinons seulement le cas des machines dont le service est continu. Nous laissons d'ailleurs de côté les organisations de travail où le service est assuré par postes de 8 heures. Dans ce dernier cas, le repos hebdomadaire est facile à réaliser. Nous visons dans la présente circulaire les machines dont le service continu est assuré par deux postes d'ouvriers se relayant toutes les douze heures.

Pour ce mode de travail, l'alternance se faisant ordinairement tous les huit jours, les ouvriers jouissent tous les 15 jours de 24 heures de repos consécutif. Aux termes de la loi, ces 24 heures constituent un jour de repos. La loi ne permet pas d'assurer aux ouvriers ainsi employés un autre repos de 24 heures chaque semaine; elle exige seulement qu'on leur assure un autre repos de 24 heures consécutives dans la quinzaine. C'est-à-dire qu'en fait la loi exige, en sus du repos de 24 heures dû à l'alternance, la suppression, pour chaque ouvrier, d'un poste de travail dans la quinzaine (soit un poste libre de repos sur quatorze postes).

Cette solution est parfaitement compatible avec la bonne marche des exploitations houillères, bien qu'elle exige ordinairement un certain nombre de remplaçants. Mais à d'autres points de vue déjà, des remplaçants sont indispensables, ne fût-ce que pour éviter des doublages répétés qui aboutissent, trop fréquemment, à vingt-quatre heures et même trente-six heures de présence consécutive, lorsque le mécanicien ou le chauffeur titulaire est absent ou malade. Je n'insiste pas sur ce point, parce qu'il est exceptionnel que les lois de 1848 et de 1900 s'appliquent aux chauffeurs et mécaniciens des mines, et que dès lors, en général, cette question de doublage ne se présente qu'au point de vue de la sécurité et est du ressort du Ministre des Travaux publics.

Divers systèmes ont été mis en avant et pratiqués pour éviter la solution qui vient d'être exposée :

1° On a appliqué largement l'article 4 de la loi. Mais les dispositions de cet article ne peuvent s'appliquer qu'à des travaux *accidentels et occasionnels*, et il ne saurait, par suite, autoriser la suspension du repos hebdomadaire d'une façon *constante* pour des travaux réguliers d'entretien (voir plus haut § A).

Depuis la circulaire du 10 avril 1907, l'article 4 tel qu'il est rédigé dans la loi du 13 juillet, c'est-à-dire permettant la suppression du repos sans laisser vingt-quatre heures consécutives de repos chaque semaine à l'ouvrier, n'est plus appliqué et ne doit plus être appliqué aux travaux d'entretien.

Les travaux d'entretien, y compris ceux des mécaniciens et chauffeurs qui leur seraient connexes, ne doivent pas réduire à moins de vingt-quatre heures la durée du repos hebdomadaire, c'est-à-dire que le repos hebdomadaire de vingt-quatre heures doit être assuré aux mécaniciens et chauffeurs, sinon collectivement, du moins par roulement;

2° On a appliqué également à l'espèce l'article 5, § 1^{er}. Alors chaque mécanicien

ou chauffeur ne jouit que de douze heures de repos aux changements de poste et travail dix-huit heures de suite chaque dimanche. Cette solution, qui a déplu en général aux ouvriers et aux exploitants, n'est pas strictement légale, parce que l'article 5, § 1^{er}, s'applique à l'entretien et non à la marche des machines. A la vérité, un doute serait possible à la lecture du texte de l'article, lequel dit « conduite de générateurs ». Mais si l'on se reporte aux débats parlementaires, le doute ne peut subsister ⁽¹⁾.

C'est pourquoi la circulaire du 3 décembre s'exprimait en ces termes :

« Je vous signale qu'il a été bien spécifié, dans la discussion au Sénat, que le nettoyage des « locaux industriels » ne comportait pas le nettoyage des métiers ni de « l'outillage en général. Seuls les générateurs et machines motrices ainsi que les « transmissions sont visés par le paragraphe qui prévoit leur *entretien* par les personnes employées à leur conduite. »

Telles sont les considérations qui me paraissent devoir faire adopter le principe du repos par roulement à l'ensemble des mécaniciens et chauffeurs des mines.

Je vous adresse ci-joint un nombre suffisant d'exemplaires de la présente circulaire dont vous assurerez l'envoi aux ingénieurs et contrôleurs des mines placés sous vos ordres.

Circulaire du 28 août 1908 relative à l'institution d'une commission mixte, consultative pour les questions concernant l'organisation générale du travail et le fonctionnement industriel des établissements de la guerre ⁽²⁾.

⁽¹⁾ On trouvera ci-après le passage du compte rendu des débats parlementaires (Sénat, séance du 3 juillet 1906) où a été discutée la question :

M. LE RAPPORTEUR. — « M. le Ministre rappelle qu'au sein de la Commission, entre les deux délibérations, il avait exprimé le désir qu'à la suite du paragraphe 5 il y ait un repos compensateur.

« La Commission avait dit qu'elle y réfléchirait; en effet, et cela lui a paru matériellement impossible, attendu que ce repos compensateur s'appliquait à toutes les dérogations de l'article. Il y a notamment la conduite des générateurs, des machines motrices, le graissage, etc... Il ne s'agit pas toujours d'industries qui occupent des milliers d'ouvriers, et pour ces innombrables petites industries où il y a un mécanicien, un chauffeur, c'est le mécanicien et le chauffeur qui doivent, le dimanche matin, venir faire le petit travail de nettoyage, de réparation et de graissage. »

M. LE RAPPORTEUR. — « Messieurs, on pourrait peut-être, afin qu'il ne subsiste aucune espèce de malentendu, ajouter quelques mots au texte proposé.

« La crainte de nos collègues, MM. Berger et Delahaye, c'est que les quelques personnes occupées à nettoyer le dimanche soient en réalité obligées de faire un véritable travail.

« Etant donné que nous voulons éviter toute ambiguïté, la Commission vous propose d'ajouter : « Les personnes employées à la conduite des générateurs, au nettoyage, etc., sans que ces personnes puissent être employées à aucun travail industriel ou commercial. »

⁽²⁾ Journal officiel du 30 août 1908, pages 6, 106.

CHRONIQUE LÉGISLATIVE.

LES CONSEILS CONSULTATIFS DU TRAVAIL.

La Chambre des députés vient d'adopter la proposition de loi relative aux Conseils consultatifs du travail.

Cette proposition de loi fut déposée sur le bureau du Sénat par M. Bérenger et plusieurs de ses collègues le 25 mars 1901.

A cette époque existaient en France quelques Conseils du travail créés en application des décrets du 17 septembre 1900 et 3 janvier 1901. On sait que ces décrets ont depuis cessé d'être appliqués bien que le Conseil d'Etat, appelé à statuer sur une requête tendant à leur annulation pour excès de pouvoir, ait reconnu leur légalité dans une décision en date du 12 février 1904.

La proposition de loi relative aux Conseils consultatifs du travail fut votée par le Sénat les 13 novembre et 5 décembre 1902⁽¹⁾. La Chambre des députés en fut saisie le 12 juin 1906.

Le rapport déposé le 30 juin dernier sur le bureau de la Chambre par M. Dron, député, au nom de la Commission du travail, concluait à l'adoption, sans modification, du texte du Sénat.

Dans la discussion générale en réponse à M. Hector Depasse qui insistait sur les différences existant entre les Conseils du travail institués par le décret du 17 septembre 1900 et les Conseils consultatifs du travail prévus par la proposition en discussion, M. Millerand, président de la Commission du travail, après avoir donné lecture de l'article 1^{er} de la proposition qui fixe les attributions des Conseils, ajouta :

J'affirme, et si je me trompe, je sollicite une contradiction de M. le Ministre du Travail, que cette formule, dans sa généralité, donne aux Conseils que vous allez créer le droit de faire tout ce que leur demandaient de faire les décrets de 1900.

Le Ministre du travail déclara qu'il était complètement d'accord avec M. le Président de la Commission sur l'interprétation qu'il venait de fournir du texte soumis à la Chambre.

M. Dron, rapporteur, fit une déclaration dans le même sens :

... Il n'y a, en réalité, entre les décrets pris par M. Millerand, ministre du commerce en 1901 [1900]... et le texte que nous apportons aujourd'hui, qu'une seule différence : les Conseils du travail dans le système des décrets étaient élus par les syndicats, tandis que nous proposons aujourd'hui une élection par le suffrage universel et direct des ouvriers.

En ce qui concerne spécialement l'intervention des Conseils dans les grèves, le Ministre du travail fit la déclaration suivante :

Quand la proposition de loi aura été votée, en vertu de l'article 1^{er} qui remet aux Conseils consultatifs du travail le droit de donner, soit d'office, soit sur la demande du Gouvernement, des avis sur toutes les questions qui concernent les intérêts du travail, rien n'empêchera, ni en droit, ni en fait, un Conseil consultatif du travail d'être appelé, d'accord avec les parties intéressées, soit d'office, soit sur la demande du Gouvernement, à donner dans une grève son avis en qualité d'arbitre.

(1) Voir *Bulletin*, décembre 1902, p. 913.

M. de Gaillard-Bancel ayant demandé si l'agriculture pourra bénéficier de la loi, qui ne semble viser que les Conseils consultatifs constitués dans l'intérêt des professions industrielles et commerciales, le rapporteur répondit :

Je crois que la loi n'a pas entendu distinguer entre les catégories de citoyens; elle n'a pas entendu écarter l'agriculture à laquelle les conseils du travail pourraient s'appliquer comme au commerce et à l'industrie.

Sur l'article 1^{er} il a été précisé, par le Ministre, sur une question de M. Beauregard, que l'obligation de prendre certains avis s'appliquait aussi bien au cas où les Conseils seraient créés d'office qu'au cas où l'initiative viendrait des intéressés.

Les articles 3 et 4 sont adoptés sans observations.

Sur l'article 5, M. Bedouce ayant demandé une déclaration autorisée spécifiant que les ouvriers de l'Etat non fonctionnaires jouiraient, pour les Conseils du travail des mêmes droits électoraux que les autres ouvriers de leur profession, le Ministre du travail répondit qu'étant donnée la référence à la loi sur les Conseils de prud'hommes inscrite à l'article 5, la question devait être considérée comme tranchée dans le sens de la négative d'après l'arrêt de la Cour de cassation intervenu à propos des Conseils de prud'hommes⁽¹⁾. Le Ministre du travail ajouta :

La difficulté peut être tranchée de deux façons : tout d'abord, comme l'a indiqué l'honorable M. Millerand, par l'initiative prise par le Ministre compétent, organisant des Conseils dans l'intérieur même de son département, et ensuite d'une façon plus générale, comme le veut l'honorable M. Bedouce, elle sera tranchée d'une façon même explicite et sans qu'on ait à le dire, lorsqu'un projet de loi modificatif interviendra sur les Conseils de prud'hommes.

M. Louis Marin ayant demandé s'il y aurait pour la fixation des circonscriptions des Conseils une indétermination et une liberté complètes, le Président de la Commission répondit :

Il est certain qu'il n'y a pas de circonscriptions prévues et que les circonscriptions du travail ne seront pas forcément des circonscriptions déjà existantes.

Sur l'article 7, M. Lefas ayant demandé que le règlement d'administration prévu par la loi « indiquât que les réunions trimestrielles devront bien être des sessions du « Conseil convoqué dans son entier », le Ministre promit de tenir de cette observation « un compte absolu dans le règlement d'administration publique ».

Sur l'article 10, MM. Grousseau et Beauregard ayant soulevé la question des frais entraînés par la création et le fonctionnement des Conseils (élections, secrétariat, etc.), le Ministre répondit que la question serait réglée par une loi de finances ultérieure.

L'ensemble du projet tel qu'il avait été voté par le Sénat a été ensuite adopté par 554 voix contre 0.

La loi devenue ainsi définitive a été promulguée le 17 juillet 1908 et publiée au *Journal officiel* du 22 juillet 1908⁽²⁾.

⁽¹⁾ Voir *Bulletin*, juin 1908, p. 376.

⁽²⁾ Voir *Bulletin*, août 1908, p. 734.

RENSEIGNEMENTS DIVERS.

Analyse, par département, des renseignements fournis : 1° par les chambres de commerce, les conseils de prud'hommes, les associations patronales, etc.; 2° par les correspondants ⁽¹⁾.

Aisne. — A Soissons, dans l'entreprise de *peinture*, qui compte 13 patrons syndiqués occupant 80 ouvriers, le travail a été plus abondant que l'an dernier à pareille époque, et stationnaire comparativement au trimestre précédent; on faisait 66 heures par semaine fin juin. L'abondance du travail a pour cause l'édification de maisons de rapport, rendues nécessaires par la construction de lignes de chemins de fer départementaux, d'une part, et, d'autre part, la construction de maisons neuves, par suite d'expropriation de maisons insalubres, et celle d'un nouvel abattoir.

A Bohain, d'après le conseil de prud'hommes, il y a une légère amélioration en ce qui concerne le *tissage*; le nombre des chômeurs est très minime, mais un certain nombre ont quitté le pays. Dans la *broderie*, il n'y a pas de changement.

Allier. — A Moulins, dans le *bâtiment*, qui compte 175 patrons syndiqués occupant environ 1,000 ouvriers, l'activité a été équivalente à celle de l'an dernier à pareille époque; on faisait 60 heures fin juin.

D'après le conseil de prud'hommes de Moulins, le travail est actif, surtout dans le *bâtiment*, le chômage est nul, et il y a une tendance légère à augmentation de salaires.

A Montluçon, dans la *chaudronnerie*, *plomberie*, etc., qui compte 18 patrons occupant 35 ouvriers, le travail aurait été moins abondant comparativement à l'époque correspondante de 1907; on fait 60 heures et les salaires sont en hausse.

Aube. — A Troyes, d'après le conseil de prud'hommes, la principale industrie, la *bonneterie* manque d'activité (50 p. 100 de chômeurs); la *filature* et la *teinturerie* en comptent 20 p. 100; dans le *bâtiment*, le travail est assez abondant.

Bouches-du-Rhône. — CHAMBRE DE COMMERCE DE MARSEILLE (1^{er} semestre 1908). — Dans la *rizerie*, la production et la vente ont été faibles; le nombre des ouvriers a diminué par suite de l'emploi de nouvelles machines. Dans la *brasserie*, il n'y a pas eu de chômage pendant le semestre; on trouve facilement la main-d'œuvre nécessaire. Dans la *raffinerie de sucre*, les événements du Maroc et de la Perse ont influencé défavorablement la production et la vente; la main-d'œuvre répond aux besoins.

Dans la *filature et tissage de jute*, on compte un nouvel établissement de 40 métiers à tisser; il n'y pas de chômage et la main-d'œuvre fait défaut, malgré une augmentation de salaires estimée à 8 p. 100. Dans la *corderie* la main-d'œuvre est suffisante.

Dans la *tannerie*, qui occupe de 4 à 5,000 ouvriers, il y aurait plutôt diminution de production par suite de l'insuffisance d'approvisionnement en peaux brutes, et aussi de la concurrence des peaux tannées importées de l'étranger; le chômage est nul et la durée journalière du travail varie entre 8 et 10 heures, selon la spécialité.

Dans la *verrerie*, la production et la vente ont été moyennes, et le chômage nul en dehors des fours morts habituels; la main-d'œuvre enfantine fait toujours défaut. La *céramique* a eu une production active; la main-d'œuvre manque pendant la belle saison, et les salaires ont une tendance à croître.

Les *produits chimiques*, qui occupent environ 4,000 ouvriers, se sont ressentis de la crise américaine, et une forte baisse a atteint le sulfate de cuivre; il y a pénurie de main-d'œuvre, et les salaires ont augmenté de 0 fr. 25 à 0 fr. 50 par jour; on a substitué l'électricité à la

(1) Sauf indications contraires, les renseignements se rapportent au 2^e trimestre 1908 et émanent des syndicats patronaux.

vapeur. Dans la *savonnerie*, même remarque quant à la transformation de l'outillage, dans certaines usines; la diminution du travail, conséquence d'une vente très faible, a amené des chômages partiels; la main-d'œuvre est normale. Dans l'*affinage du plomb*, la production est régulière et la main-d'œuvre suffisante; les prix de vente ont baissé comme pour tous les autres métaux.

Dans la *raffinerie de soufre*, la production a été faible jusqu'au début de mai, puis active jusque pendant la 1^{re} quinzaine de juin; les chômages partiels ne se sont fait sentir que vers la fin de juin; les ouvriers stables font défaut au profit des ouvriers de passage. Dans l'industrie du *sel marin*, la production et la vente ont été normales, ainsi que la main-d'œuvre.

A Marseille, d'après des syndicats patronaux, le travail a été moins abondant dans l'*industrie chimique* comparativement à l'époque correspondante de 1907; certaines maisons ne faisaient que 48 heures par semaine au lieu de 60 au précédent trimestre; la cause en serait le manque d'ouvriers, malgré l'augmentation des salaires. Dans les *tanneries* et *corroieries*, au nombre de 40 occupant de 4,500 à 5,000 ouvriers, on fait de 8 à 10 heures par jour; le travail aux pièces et les spécialités ont bénéficié d'une augmentation de salaires de 10 à 15 p. 100. Dans la *bijouterie-joaillerie de détail*, qui compte 42 patrons occupant 300 ouvriers, il n'y a que très peu de chômage partiel; on fait 60 heures par semaine. Dans la *parfumerie*, il n'y a pas de changement.

D'après le conseil de prud'hommes d'Aix, l'activité du travail a été assez grande d'une façon générale, notamment dans la commune d'Aix, pour le *bâtiment*, par suite de l'exécution de grands travaux pour le compte de la municipalité, de l'État et des particuliers; le chômage est à peu près nul, vu la saison.

D'après un syndicat patronal, le travail, à Aix, aurait été moins abondant dans le *bâtiment* qu'à l'époque correspondante de 1907.

Calvados. — D'après le conseil de prud'hommes de Lisieux, le chômage dans l'industrie *lainière* s'élèverait à 20 p. 100, avec une journée de 10 heures; à 35 p. 100 dans l'industrie *linière*,

10 heures; à 20 p. 100 dans les *cuirs* et *chaussures*, avec la journée de 10 heures.

D'après le conseil de prud'hommes de Vire, le chômage a été nul dans les principales industries dépendant de son ressort. D'après celui de Falaise, il n'y a pas eu de modifications. D'après celui de Condé-sur-Noireau, le chômage s'est plutôt accentué dans l'industrie *cotonnière*; il est évalué à 2 jours par semaine.

D'après un syndicat patronal, à Trouville, dans le *bâtiment*, le travail aurait été beaucoup moins abondant qu'à l'époque correspondante de 1907; les salaires seraient en baisse pour les peintres et les menuisiers, et la main-d'œuvre serait abondante.

Charente-Inférieure. — D'après le conseil de prud'hommes de Rochefort-sur-Mer, le travail est normal pour la saison et le chômage presque nul; on fait 10 heures.

D'après un syndicat patronal, à Saintes, dans le *bâtiment*, qui compte 70 patrons syndiqués occupant 500 ouvriers, le travail a été plus abondant qu'en 1907 à pareille époque; on fait 60 heures par semaine, et les salaires tendent à augmenter.

Corrèze. — D'après le conseil de prud'hommes de Tulle, l'état du travail est assez satisfaisant; les ouvriers licenciés d'un établissement national d'armes vont pour la plupart trouver à s'embaucher; le travail est actif dans le *bâtiment*, il y a peu de chômage et la durée quotidienne du travail varie entre 9, 10, 11 et 12 heures; le taux moyen des salaires est de 2 fr. 50 pour les manœuvres et de 4 francs pour les ouvriers.

Doubs. — A Besançon, dans le *bâtiment*, on faisait 55 heures fin juin; les salaires seraient en hausse, et il y a abondance de main-d'œuvre. Dans l'industrie des *pierreries*,

19 patrons syndiqués occupant 100 ouvriers, le travail a été moins abondant qu'en 1907 à pareille époque; la cause en serait la surproduction par les machines; on fait de 36 à 40 heures par semaine. A Pontarlier, dans la *distillerie*, le travail a été un peu plus actif que l'an dernier à pareille époque; on fait de 55 à 60 heures par semaine.

D'après le conseil de prud'hommes de Monthéliard, il n'y a pas eu de variations comparativement au trimestre dernier. Dans l'industrie *textile*, d'après un syndicat patronal comptant

26 adhérents occupant 500 ouvriers, le travail a été moins abondant qu'à l'époque correspondante de 1907; on fait 10 heures.

Finistère. — D'après le conseil de prud'hommes de Morlaix, le situation est la même que l'an dernier à pareille époque; il y a très peu de chômage, les ouvriers étant disséminés dans les environs, où le travail est plus abondant. Mais dans la *tonnellerie*, l'une des principales industries de Morlaix, on constate une diminution sensible de travail sur le précédent trimestre, et le chômage est évalué à 50 p. 100; l'arrêt, d'ailleurs, remonte à plusieurs années. Dans l'*imprimerie*, on fait 66 heures par semaine.

D'après des syndicats patronaux : à Morlaix, dans le *bâtiment*, il n'y a pas eu de variations depuis le 1^{er} trimestre. A Camaret-sur-Mer, dans la *pêche*, le travail a été plus abondant qu'au trimestre correspondant de 1907, et égal comparativement au précédent trimestre 1908. Un établissement qui comprenait 90 ouvriers et ouvrières a cessé de fonctionner.

Hérault — D'après le conseil de prud'hommes de Béziers, le chômage serait actuellement de 50 p. 100. D'après celui de Lodève, on attendait le résultat d'une adjudication de fourniture de draps de troupe.

Ille-et-Vilaine. — D'après le conseil de prud'hommes de Rennes, le travail est plus actif en raison de la saison d'été; toutefois, l'arsenal compte 200 ouvriers en chômage.

Dans les *cuirs et peaux*, d'après un syndicat patronal, la situation laisserait plutôt à désirer, le prix de la matière fabriquée n'étant pas en rapport du prix très élevé de la matière brute.

Jura. — A Salins, dans l'industrie *fruitière et fromagère*, le travail suit un courant régulier; les ouvriers fromagers sont payés à l'année. A Cingual, dans l'industrie des *tuyaux de pipes*, qui compte 17 patrons et 110 ouvriers, le travail est beaucoup moins abondant qu'en 1907 à pareille époque et sa durée en diminution sur le précédent trimestre; on ne faisait plus que de 30 à 35 heures par semaine fin juin.

A Morez, d'après le conseil de prud'hommes, l'activité du travail laisse à désirer, surtout en ce qui concerne la *lunetterie*; le chômage atteint une centaine d'ouvriers; cette situation serait due à l'augmentation brusque des prix de vente, nécessitée par celle des matières premières (verres et autres produits).

Loir-et-Cher. — A Blois, d'après le conseil de prud'hommes, il n'y a pas eu de chômage et la situation industrielle n'a pas varié comparativement au précédent trimestre. D'après celui de Romorantin, la proportion des ouvriers en chômage dans la fabrication du *drap et de la lingerie*, serait de 20 p. 100; le *bâtiment* serait dans une bonne situation.

Loire. — CHAMBRE DE COMMERCE DE SAINT-ÉTIENNE (année 1907). — La production de la *rubannerie* a atteint un chiffre supérieur d'environ 12 millions à celui de 1906. Les salaires ont été très élevés pendant les huit premiers mois, puis ont baissé subitement pour arriver à des cours qui n'avaient jamais été cités. On estime de 80,000 à 100,000 la population totale de l'industrie rubanière qui s'étend, outre Saint-Étienne et le département de la Loire, sur une partie des départements de la Haute-Loire et du Puy-de-Dôme. La main-d'œuvre a fait défaut pendant la première moitié de l'année; en septembre, elle est redevenue surabondante; des chômages répétés ont affecté en novembre et décembre 75 p. 100 des métiers. Le nombre des métiers à rubans, actionnés par la Compagnie électrique de la Loire, s'élevait, au 31 décembre 1907, à 11,614; les moteurs dans les industries diverses, à 934; la force totale était de 5,000 chevaux.

Le *moulinage de la soie* a enregistré une augmentation très sensible sur 1906, conséquence d'une abondante consommation de soies dans le monde entier. Les prix d'ouvrages ont doublé pour tous les articles par rapport à ceux de 1906, mais cette hausse ne s'est pas maintenue au début de 1908. L'augmentation de salaires de 25 à 30 p. 100 constatée en 1906 s'est maintenue en 1907; néanmoins la main-d'œuvre fait défaut, les usines ne disposant que de la moitié, du tiers ou même du quart du personnel qui leur serait nécessaire. L'outillage s'améliore progressivement.

La *teinture* a vu sa production en déficit sur 1906 par suite de la crise de la soierie

pendant les cinq derniers mois de l'année. La main-d'œuvre, estimée approximativement à 3.000 ouvriers, avec des oscillations de 40 p. 100 en plus ou en moins, suivant les saisons, est insuffisante. Les chômages ont été nombreux au cours du second semestre.

L'industrie des *lacs*, à Saint-Chamond, a enregistré une plus-value de production évaluée à 5 millions sur 1906. Le personnel ouvrier et employé atteint environ le chiffre de 4.000; il n'y a pas eu de chômage.

Les *tissus élastiques* ont eu une plus-value d'affaires résultant de la vogue d'un article ceinture. Le personnel occupé est de 500 unités pour Saint-Étienne et de 1.000 pour Saint-Chamond; cette main-d'œuvre a été insuffisante en 1907, mais elle répond aujourd'hui aux besoins, l'article ceinture tendant à diminuer pour 1908.

Dans l'*armurerie*, la production a été sensiblement plus grande qu'en 1906. Les salaires ont augmenté, mais les ouvriers professionnels se font de plus en plus rares malgré cette augmentation, qui porte les salaires à 6 et 8 francs par jour. Le nombre des établissements s'est accru, et l'outillage se perfectionne constamment par l'emploi de la fabrication mécanique pour les pièces métalliques établies par séries, ainsi que pour la «monture» en bois.

L'industrie *métallurgique* a enregistré un surcroît de production, notamment pour les fontes brutes, qui ont atteint 24.250 tonnes en 1907 contre 14.112 en 1906, et pour l'acier fondu au four Martin, qui a atteint 136.719 tonnes contre 131.442; l'acier ouvré a donné 103.690 tonnes en 1907 contre 84.081 en 1906. L'augmentation de la fonte brute provient de l'activité ininterrompue du haut fourneau de Firminy, qui avait été mis hors feu pendant quatre mois en 1906. Les usines de la Loire ont eu, d'autre part, des commandes importantes de la marine; les commandes de matériel de chemins de fer ont aussi augmenté, mais celles d'essieux ont été limitées par la concurrence des usines du Nord et de l'étranger. Les salaires relevés en 1906 n'ont subi aucune diminution; leur taux quotidien habituel est en général majoré de 25 p. 100 pour les heures supplémentaires. Le recrutement de la main-d'œuvre est assez difficile; son chiffre était approximativement de 18.000 ouvriers et employés en 1906; il s'est accru de 5 p. 100 en 1907. L'outillage continue à se transformer et à se perfectionner notablement (fourneaux modernes, presses à forger, presses à comprimer, etc.).

La petite *métallurgie* est restée à peu près stationnaire pour la serrurerie, la ferronnerie, les pointes et tréfilerie, la taillanderie, les clous forgés et rivés; la boulonnerie a réalisé un chiffre d'affaires supérieur à celui de 1906, ainsi que les limes et dérivés; dans cette industrie, les salaires obtenus à la suite de la grève de mai-juin 1906 sont intégralement maintenus. Les clous à ferrer, les ressorts de voitures, les fourches et dérivés, les faux et faucilles et la quincaillerie diverse, ont accusé une diminution sur 1906.

Pour les *cycles* et *pièces de cycles*, le chiffre d'affaires s'est à peu près maintenu, mais il a baissé dans des proportions considérables pour les pièces d'automobiles. Il y a excès de main-d'œuvre, et on signalait quelques chômeurs vers la fin de l'année.

Les *houillères* accusent une diminution de production, qui aurait pour cause le manque de main-d'œuvre régulière, les ouvriers non spécialistes abandonnant la mine pour travailler ailleurs quand l'activité générale de l'industrie le leur permet. On évalue à 19.178 le nombre total des ouvriers, sur lesquels 12.226 à l'intérieur et 6.952 à l'extérieur. La durée de la journée est de 9 heures (de 6 heures du matin à 3 heures du soir), y compris 3/4 d'heure de repos.

Dans la *verrière*, la main-d'œuvre fait défaut; les chômages sont nuls en dehors de ceux qui se reproduisent régulièrement chaque année.

Dans les *eaux minérales*, qui comptent 250 ouvriers ou employés, il y a eu diminution sur 1906, par suite de l'irrégularité de la température. Les salaires ont une tendance à croître.

Dans la *chapellerie* de Chazelles-sur-Lyon, la production a été sensiblement inférieure à 1906, conséquence d'un changement de mode dans les chapeaux pour dames, et des usines ont été réduites au chômage dans la saison qui est habituellement la meilleure. Ce ralentissement a été accentué et prolongé par la crise américaine; pendant les cinq derniers mois de 1907, il y a eu afflux de main-d'œuvre, alors qu'en temps d'activité 2.000 ouvriers sont facilement occupés.

Dans l'industrie des *toiles* de Panissières, il y a eu légère diminution; un chômage de 20 à 30 p. 100 sévit depuis les derniers mois de 1906; le nombre total des ouvriers est d'environ 350, dont la moitié ne travaille que l'hiver. Les salaires ont atteint le maximum

avec 1 fr. 50 à 2 francs par jour, en moyenne, pour les ouvrières en linge de table et de toilette. Les *gazes à bluter* comptent environ 300 ouvriers ou employés occupés par 3 maisons.

Dans la *meunerie*, l'augmentation du travail a été d'environ 7 p. 100, le chômage d'été ayant été beaucoup moins important qu'en 1906. Le personnel est stable et la main-d'œuvre technique, sans être abondante, répond aux besoins. Le nombre des moulins tend à diminuer, les moulins de campagne se transformant peu à peu en usines diverses : tissages, scieries, usines d'éclairage, ou disparaissant. On signale l'usage de plus en plus généralisé des cylindres en remplacement des meules, et l'emploi des bluteries planes, ou *planchisters*.

Dans la *tonnellerie et boissellerie*, il y a défaut de main-d'œuvre à l'époque des vendanges, d'août à octobre, puis chômage de décembre à mars. Cette industrie est représentée dans la région par de petits patrons occupant 1, 2 ou 3 ouvriers, ce qui porte en total à 80 le nombre de la main-d'œuvre mixte.

Dans l'*horlogerie, bijouterie, orfèvrerie*, l'année 1907 aurait été très mauvaise; la situation des ouvriers travaillant en chambre pour le compte des magasins serait relativement prospère, leur gain pouvant aller de 12 à 15 francs par jour.

Le *camionnage* a enregistré une augmentation générale du chiffre des transports, laquelle serait la conséquence de l'augmentation de la population. Les salaires ont une tendance à croître. A la suite d'une grève d'un jour, la journée de travail a été réduite à 10 heures et le repos hebdomadaire appliqué; les ouvriers ont en outre obtenu une promesse d'augmentation de salaires subordonnée à l'acceptation par le Ministre compétent du tarif de camionnage proposé par la chambre syndicale.

D'après des syndicats patronaux : à Saint-Étienne, dans les *tissus et textiles*, le travail a été beaucoup moins abondant qu'en 1907 à pareille époque; 70 p. 100 des métiers sont arrêtés, et l'on n'espère pas de reprise avant septembre. Dans l'industrie des armes, le travail est toujours très actif, et les salaires continuent à hausser. Dans la *carrosserie et charronnerie*, dont les 80 établissements syndiqués occupent 200 ouvriers, le travail a été beaucoup moins abondant qu'à l'époque correspondante de 1907; on fait 60 heures par semaines, et 2 nouveaux établissements occupant 3 à 5 ouvriers chacun se sont créés.

A Saint-Chamond, dans le *bâtiment*, dont les 88 patrons syndiqués occupent 430 ouvriers, le travail a été moins abondant qu'en 1907 à pareille époque, et égal par rapport au 1^{er} trimestre 1908. A Rive-de-Gier, dans la *cordonnerie*, le travail a été aussi moins abondant; il y a pénurie de main-d'œuvre. A Chanion-Feugerolles, dans l'industrie des *limes*, qui compte 24 établissements syndiqués et 1,600 ouvriers, le travail a été moins abondant qu'au 2^e trimestre 1907; on faisait de 50 à 60 heures par semaine fin juin.

A Charlieu, d'après le conseil de prud'hommes, l'activité du travail serait plutôt faible, et la proportion des chômeurs s'élèverait à 30 p. 100; cette situation est attribuée à la crise de la soierie.

D'après le conseil de prud'hommes de Roanne, les tisseurs ont fait 54 heures par semaine en avril, avec 6 p. 100 de chômeurs; 48 heures en mai, avec 8 p. 100 de chômeurs; également 48 heures en juin, avec 10 p. 100 de chômeurs. Les *teinturiers*, 54 heures en avril, avec 4 p. 100 de chômeurs; 48 heures en mai, avec 6 p. 100 de chômeurs; également 48 heures en juin, avec 12 p. 100 de chômeurs.

Haute-Loire. — PRÉFECTURE DE LA HAUTE-LOIRE (1^{er} semestre 1908). — Au Puy, dans la manufacture de *casquettes*, la production et la vente ont été normales; il n'y a pas eu de chômage. Dans la *bonneterie* et la spécialité *bas et chaussons*, l'activité de la production n'a pas varié comparativement au dernier semestre 1907. Pas de chômage. Les fabricants de bonneterie de Troyes, qui avaient diminué les heures de travail pendant l'hiver, ont à peu près tous rétabli la journée de 10 heures. Dans les *dentelles et passementeries*, la crise américaine a influencé la production et la vente, et la population industrielle en a été fortement éprouvée.

A Arvant, dans les *mines et traitement de l'antimoine*, la production et la vente sont toujours très actives pour la consommation minérale et chimique; la main-d'œuvre est abondante. Dans la mine de *houille*, même remarque favorable. Dans la *passementerie*, grande baisse de production, causée par la crise américaine; il y a afflux de main-d'œuvre et les salaires ont une tendance à décroître très sensible. Dans la verrerie de *verre noir* de la société fermière de Vichy, production très active, mais main-d'œuvre parfois insuffisante.

A Yssingeaux, dans la *serrurerie*, *fautr* et *fauilles*, production et vente actives et main-d'œuvre suffisante. Dans la *rubannerie* et *passementerie*, production et vente très faibles; le chômage atteint son maximum; l'ouvrier à domicile gagne en moyenne de 2 francs à 2 fr. 50 par jour, l'ouvrier d'usine de 1 franc à 1 fr. 25. On espère une reprise en septembre.

A Espaly, dans la *malterie*, peu d'activité et chômage d'un mois au cours du semestre; la durée quotidienne du travail a diminué. Dans la *chaux*, production et vente faibles; main-d'œuvre suffisante. Dans la *papeterie*, production active, mais vente faible; les salaires ont tendance à croître.

A Vals, dans la *tannerie*, production et vente moyennes; main-d'œuvre suffisante. Dans la *lingerie* et le *moulinage de soies*, même constatation.

A Monastir, également dans le *moulinage de soies*, production normale, mais pénurie de main-d'œuvre, surtout en été; les salaires augmentent proportionnellement à la capacité des ouvriers.

A Brives-Charenton, dans la *minoterie*, léger ralentissement; les autres industries (*tuilerie*, *draperie*, etc.) se maintiennent; les salaires varient entre 0 fr. 35 et 0 fr. 60 l'heure. Pas de chômage.

D'après le conseil de prud'hommes de Saint-Didier-la-Séanne, le chômage, dans la *passementerie*, atteint depuis 3 mois près de la moitié des ouvriers (30 à 60 p. 100) et s'étend principalement dans les ateliers de famille; les ouvriers travaillant sur l'article *rubans pour chapellerie* quoique bien éprouvés aussi, se sont moins ressentis de cette crise, qui serait sans précédent. Une importante usine, occupant de 300 à 400 ouvriers ou employés, a supprimé la journée du samedi pour pouvoir conserver son personnel. Beaucoup de jeunes ouvriers passementiers ont abandonné leur profession pour les usines de métallurgie ou les mines de la Loire. La journée moyenne des ouvriers d'atelier de famille varie entre 2 et 3 francs pour l'ouvrier patron, et 1 franc à 1 fr. 50 pour l'ouvrier compagnon. Cet état de choses est dû au changement de mode et à la crise américaine. On espère une reprise en septembre.

Loire-Inférieure. — A Nantes, dans la *tannerie*, qui compte 63 établissements syndiqués occupant 1,040 ouvriers, le travail a été plus régulier que l'an dernier à pareille époque; mais les ouvriers ne faisaient que de 48 à 54 heures par semaine fin juin. A Poulignen, dans l'*entreprise*, qui compte 12 patrons syndiqués occupant 600 ouvriers, le travail a été équivalent à l'an passé au 2^e trimestre; on fait actuellement 60 heures par semaine. A Gnérande, chez les *paludiers* et *sauniers*, dont les 750 à 800 ouvriers sont occupés par un seul établissement, le travail reste régulier quant à l'activité.

D'après le conseil de prud'hommes de Saint-Nazaire, les travaux du *bâtiment* ont été très actifs tant pour le neuf que pour les réparations; les constructions navales ont subi un ralentissement par suite de la livraison de quelques unités terminées. Le chômage n'a pas dépassé 10 p. 100, grâce à l'activité générale du port.

Marne. — D'après le conseil de prud'hommes de Châlons-sur-Marne, il n'y aurait pas eu de modifications à l'état de l'industrie depuis le précédent trimestre.

D'après des syndicats patronaux : à Châlons, dans le *bâtiment*, qui compte 60 établissements syndiqués occupant 350 ouvriers, l'état du travail est resté stationnaire comparativement à celui de 1907 à pareille époque; on faisait 60 à 72 heures par semaine fin juin. Dans les *chaux hydrauliques* et *ciments*, dont les 16 établissements syndiqués occupent 500 à 1,000 ouvriers, même remarque de stabilité quant à l'activité du travail; on faisait de 60 à 65 heures par semaine fin juin pour un salaire de 0 fr. 40 à 0 fr. 45 l'heure. Une usine, à Brin-sur-Seille, qui occupait de 40 à 50 ouvriers, est arrêtée. Dans l'*horlogerie-bijouterie* de détail, qui ne compte que 6 patrons travaillant eux-mêmes, il y a eu diminution de la durée du travail comparativement au 1^{er} trimestre, et même activité par rapport au 2^e trimestre de 1907. A Vitry-le-François, dans le *bâtiment*, qui compte 30 entreprises syndiquées occupant 500 ouvriers, le travail est resté à peu près aussi abondant que l'an dernier à pareille époque; on fait en moyenne 10 heures par jour pour un salaire de 3 fr. 50 à 4 francs pour les manœuvres, de 5 francs pour les ouvriers du bâtiment.

Mayenne. — A Laval, d'après le conseil de prud'hommes, le *tissage mécanique des*

coutils et le tissage à la main laissent à désirer, le chômage atteignant 25 p. 100 pour le premier et 30 p. 100 pour le second; la *marbrerie* occupe un nombre relativement considérable d'ouvriers. Le *bâtiment* était arrêté par la grève des *maçons*.

Dans le *textile*, d'après un syndicat patronal, la situation était la même qu'an trimestre précédent.

Meuse. — A Bar-le-Duc, d'après le conseil de prud'hommes, le *bâtiment* et les *tissages* étaient en pleine activité, et la situation des établissements métallurgiques satisfaisante.

D'après les syndicats patronaux, également à Bar-le-Duc, l'industrie *fromagère*, qui compte 65 patrons syndiqués occupant 250 ouvriers, a eu un travail un peu plus actif par suite de l'abondance de fromages; le travail est très rapide en été, plus lent en hiver. A Verdun, dans l'*horlogerie-bijouterie de détail*, on fait de 8 à 9 heures par jour pour un salaire de 4 à 6 francs.

Morbihan. — A Lorient, d'après le conseil de prud'hommes, l'industrie du *bâtiment* est en pleine activité, grâce à la construction d'édifices publics et de maisons particulières; mais celle des *conserves de poissons* n'occupe cette année que très peu d'ouvriers, malgré la saison, la pêche sardinière étant presque nulle sur les côtes du Morbihan.

D'après un syndicat patronal, dans la *brasserie*, qui compte 5 établissements syndiqués occupant 80 ouvriers, le travail a été plus abondant qu'en 1907 à pareille époque, l'été ayant été chaud dans l'ouest et la récolte des pommes délicate. L'activité a été incessante, et les salaires seraient en hausse.

Analyse, par département, des renseignements fournis par les syndicats ouvriers.

(Renseignements fournis à la date du 15 août.)

1. — **Ain.** — A Bourg, pas de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*.
A Sorrières-de-Briord, 2 p. 100 de chômeurs, 60 et 66 heures, chez les *tullistes*.

2. — **Aisne.** — A Saint-Quentin, pas de chômeurs, chez les *brasseurs*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *typographes*; pas de changement chez les ouvriers du *piquage de cartons*; pas de chômeurs, travail satisfaisant, 66 heures, chez les *menuisiers*; pas de chômeurs; 72 heures, chez les *travailleurs du bois*; pas de chômeurs, 66 heures, travail satisfaisant, chez les *maçons*; 1 p. 100 de chômeurs, 60 et 72 heures, chez les *employés* et *dessinateurs*.

A Soissons, pas de chômeurs, 63 heures, chez les *mécaniciens*.

A Chauny, pas de chômeurs, 72 heures, chez les ouvriers des *produits chimiques*.

A Folembray, chômage complet chez les *verriers à bouteilles* pour cause de réparations.

A Guise, travail non satisfaisant, 60 heures, chez les *mouleurs*.

A Laon, pas de chômeurs chez les *couturières*; travail satisfaisant, 60 heures, pas de chômeurs, chez les *typographes*.

A Vaux-sur-Laon, pas de chômeurs, 72 heures, dans le *bâtiment*.

A Estrées, 40 p. 100 de chômeurs, 45 heures, travail non satisfaisant chez les *brodeurs*.

3. — **Allier.** — A Moulins, 33 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *tailleurs de pierres et sculpteurs*; pas de chômeurs, 60 heures, travail satisfaisant, chez les *peintres et olâtriers*.

A Commentry, pas de chômeurs chez les *mineurs*; travail non satisfaisant chez les *métallurgistes*.

A Bourbon-l'Archambault, pas de chômeurs dans le *bâtiment*.

A Gannat, pas de chômeurs, 48 heures, dans le *bâtiment*.

A Saint-Aubin-le-Monial, travail non satisfaisant, 60 heures, chez les *scieurs de long*.

Chez les *travailleurs agricoles*: pas de chômeurs, à Chemilly, Meillard, Molinet, Neuilly-le-Réal, Saligny.

Chez les *bûcherons* : 38 p. 100 de chômeurs à Bourbon-l'Archambault; 50 p. 100 à Couleuvres; 54 p. 100 de chômeurs à Franchesse; 58 p. 100 à Isles et Bardais; 57 p. 100 de chômeurs à Lurcy-Lévy; 31 p. 100 à Saint-Voir; 27 p. 100 de chômeurs à Thionne; pas de chômeurs à Vaumas; à Mery, 41 p. 100 de chômeurs; pas de chômeurs à Monbeugny.

Chez les *mineurs* : à Deneuille-les-Mines, pas de chômeurs; pas de chômeurs à Montcombroux; pas de chômeurs, 54 heures, à Montvicq; travail satisfaisant, 54 et 48 heures, à Saint-Hilaire.

A Saint-Yorre, 60 heures, chez les *sourciers*.

4. — **Alpes (Basses).** — A Digne, pas de chômeurs, 60 heures, chez les ouvriers du bâtiment.

A Saint-Maime, pas de chômeurs, 57 heures, chez les *mineurs*.

6. — **Alpes-Maritimes.** — A Nice, pas de chômeurs, travail satisfaisant chez les employés pour l'éclairage au gaz et à l'électricité; 15 p. 100 de chômeurs, 42 heures, chez les *typographes*; 48 heures; 20 p. 100 chez les *ouvriers du port*; pas de chômeurs, 50 à 55 heures, chez les *comptables et employés de banques*; pas de chômeurs, 80 heures, chez les *infirmières et infirmiers*.

A Cannes, pas de chômeurs, travail satisfaisant, chez les *typographes*; 2 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *menuisiers et chénistes*.

A Contes-les-Pins, pas de chômeurs, 60 heures, chez les ouvriers en *chaux et ciments*.

A Menton, un quart de chômeurs, 50 heures, chez les *débardeurs*.

A Vallauris, pas de chômeurs, 60 heures, dans le bâtiment; chômage général chez les *enfouisseurs*, les *potiers* et les *engobeuses de poterie*.

7. — **Ardèche.** — A Annonay, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *papetiers*; 15 p. 100 de chômeurs chez les *mégissiers-palissonneurs*; 30 p. 100 de chômeurs, 40 à 50 heures, chez les *mégissiers de rivière*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *menuisiers, charpentiers, chénistes*; pas de chômeurs 60 heures, chez les *métallurgistes*.

A Jaugac, 60 heures, travail satisfaisant, chez les ouvriers et ouvrières *ovalistes*.

A Largentière, travail toujours abondant, 59 heures, chez les *tisseurs*.

A Privas, pas de chômeurs, chez les *mineurs*; 12 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*.

A Vals, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *terrassiers et manœuvres* des *eaux minérales*.

8. — **Ardennes.** — A Mézières, pas de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*.

A Charleville, 4 p. 100 de chômeurs chez les *métallurgistes*.

A Fumay, pas de chômeurs, 44 heures, chez les *mineurs*; pas de chômeurs chez les *ardoisiers*.

A Haybes-sur-Meuse, pas de chômeurs, 44 à 55 heures, chez les *ardoisiers*.

A Rimogne, pas de chômeurs chez les *ardoisiers*.

A Sedan, pas de chômeurs, 90 heures, chez les *camionneurs*.

A Hiraumont-en-Rocroi, pas de chômeurs chez les *mouleurs et métallurgistes*.

Chez les *tisseurs* : 35 p. 100 de chômeurs, (industrie lainière), 60 heures, à Daigny; pas de chômeurs, 60 heures, à Illy; pas de chômeurs, 60 heures, à Sedan; pas de chômeurs, 50 à 60 heures à Saint-Menges.

Chez les *métallurgistes* : 10 p. 100 de chômeurs, 50 heures, à Braux; pas de chômeurs, 60 heures, à Fumay; à Haraucourt, pas de chômeurs; pas de chômeurs, 50 heures, aux Mazures.

10. — **Aube.** — A Troyes, 18.5 p. 100 de chômeurs, 20 heures, dans la *bonneterie*; 6 p. 100 de chômeurs, chez les *débardeurs*.

11. — **Aude.** — A Carcassonne, pas de chômeurs, chez les *cuisiniers*; pas de chômeurs, 60 heures, dans l'*habillement*; pas de chômeurs chez les *menuisiers*; pas de chômeurs, 60 heures, dans le bâtiment; pas de chômeurs chez les *gens de maison*; 2 p. 100 de chômeurs chez les *instituteurs et institutrices libres*.

✱ A Espérazza, travail plus abondant, 60 heures, chez les ouvriers et ouvrières en *châpellerie*.

A Narbonne, pas de chômeurs, 84 heures, chez les *boulangers*; pas de chômeurs chez les *cuisiniers*; 6 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*.

En ce qui concerne les *ouvriers forestiers agricoles, cultivateurs, etc.*: 24 p. 100 de chômeurs à Argeliers; 17 p. 100 à Capendu; 8 p. 100 à Castelnaud-d'Aude; pas de chômeurs à Conigüe; 8 p. 100 de chômeurs à Cuxac-d'Aude; 41 p. 100 de chômeurs à Gruissan; pas de chômeurs à Maillac; 25 p. 100 de chômeurs à Narcorignan; 12 p. 100 de chômeurs à Montlaur; 25 p. 100 de chômeurs à Ornaïsons; pas de chômeurs à Peyriac-de-Mer; chômage presque général à Peyriac-Minervois, pas de chômeurs à Pézens; pas de chômeurs à Roubia; pas de chômeurs à Sainte-Colombe-sur-Guette; 25 p. 100 de chômeurs aux Salles-d'Aude; 8 p. 100 de chômeurs à Trèbes, à Armissan, Arzens, Bages; 42 p. 100 de chômeurs à Boutenac; pas de chômeurs à Fabrehan; 40 p. 100 à Fraïses-des-Corbières; pas de chômeurs à Villemoustaussoir.

12. — **Aveyron.** — A Millau, 16 p. 100 de chômeurs chez les *boulangers*; 87 p. 100 de chômeurs, 25 heures, chez les *tanneurs* et *corroyeurs*; 63 p. 100 de chômeurs, 35 à 40 heures, chez les *mégissiers* et *chamoiseurs*; 25 p. 100 de chômeurs, 35 heures, chez les *palissonneurs en couleur*; 42 p. 100 de chômeurs, 45 heures, chez les *teinturiers en peaux*; 21 p. 100 de chômeurs chez les ouvriers des *meubles* et *menuisiers*.

13. — **Bouches-du-Rhône.** — A Marseille, 12 p. 100 de chômeurs, 66 heures, chez les *cuisiniers de terre et de mer*; pas de chômeurs, 72 heures, chez les *confiseurs-pâtisseries*; 20 p. 100 de chômeurs, 112 heures, chez les garçons *bouchers* et *charcutiers*; 11 p. 100 de chômeurs chez les *bouchers, tripiers* et *boyaudiers*; 7 p. 100 de chômeurs chez les *maîtres d'hôtel* et *garçons navigateurs*; 24 p. 100 chez les employés d'hôtels et restaurants.

12 p. 100 de chômeurs, 72 à 84 heures, chez les ouvriers des *huileries*; 16 p. 100 de chômeurs chez les *savonniers*.

4 p. 100 de chômeurs chez les *typographes*.

42 p. 100 de chômeurs, 48 heures, chez les ouvriers des *fournitures militaires*.

Pas de chômeurs, 60 heures, chez les *selliers-bourreliers*.

20 p. 100 de chômeurs chez les *calfatés* et *perceurs*; 3 p. 100 de chômeurs chez les *carrossiers*.

4 p. 100 de chômeurs chez les *forgerons*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *modelleurs mécaniciens*; 3 p. 100 de chômeurs chez les *mécaniciens*.

Pas de chômeurs, 54 heures, dans les *travaux d'arts publics* et *sous-marins*; 13 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *cinématographes gâcheurs*; 4 p. 100 de chômeurs, chez les *peintres, décorateurs, doreurs* et *vitriers*; 2 p. 100 de chômeurs chez les *plombiers-zingueurs*; pas de chômeurs chez les *carreleurs*; 15 p. 100 de chômeurs chez les *ouvriers terrassiers*.

4 p. 100 de chômeurs chez les *employés de commerce*; travail satisfaisant chez les *sténographes de commerce*; 2 p. 100 de chômeurs chez les *comptables professionnels*; pas de changement chez les *représentants de commerce*; 16 p. 100 de chômeurs, 70 heures, chez les *machinistes des théâtres et concerts*; 14 p. 100 de chômeurs chez les *chauffeurs-conducteurs mécaniciens-automobilistes*; 22 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les ouvriers des *enclos de bois*; 84 heures, pas de chômeurs chez les garçons *cochers de fiacre*; 15 p. 100 de chômeurs chez les *coiffeurs mixtes*.

A Aix, 13 p. 100 de chômeurs chez les *cuisiniers, pâtisseries, confiseurs*; travail satisfaisant chez les *boulangers*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *mouleurs sur métaux*.

A Aubagne, 10 p. 100 de chômeurs chez les *tonneliers*.

A Berre, plus de moitié de chômeurs chez les *pêcheurs* de l'Étang; pas de chômeurs, travail non satisfaisant, chez ceux d'Estagüe-Plage.

A la Ciotat, 18 p. 100 de chômeurs chez les *boulangers*.

✱ A Fontvieille, 32 p. 100 de chômeurs, 48 heures, chez les *carriers*.

A Port-Saint-Louis-du-Rhône, 27 heures de travail par semaine chez les *ouvriers du port*. Chez les *mineurs*: pas de chômeurs à Valdonne (commune de Bourine); pas de chômeurs, 54 heures, à Saint-Savournin.

14. — **Calvados.** — A Caen, travail satisfaisant, 54 heures, chez les *typographes*; pas de

chômeurs, 60 heures, chez les *menuisiers*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *mouleurs*
A Condé-sur-Noireau, pas de chômeurs, 50 à 55 heures, chez les travailleurs de l'*industrie cotonnière*.

A Lisieux, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *liniers et lainiers*; grève chez les *couvreurs-zingueurs-plombiers*.

A Vire, travail satisfaisant 54 heures, chez les *typographes*.

15. — Cantal. — A Aurillac, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *employés en paraplates*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *galochiers*; 25 p. 100 de chômeurs dans le *bâtiment*.

Pas de chômeurs, 60 heures, chez les *mineurs* de Champagnac-les-Mines.

16 — Charente. — A Angoulême, 4 p. 100 de chômeurs, 60 heures, dans l'*industrie du liège*, pas de chômeurs chez les *tailleurs d'habits*.

Cognac, 4 p. 100 de chômeurs chez les *boulangers*; 45 p. 100 de chômeurs chez les *tonneliers*; pas de chômeurs, 85 heures, chez les *tuiliers-céramistes*; 12 p. 100 chez les *tailleurs de pierres et maçons*; pas de chômeurs chez les *couvreurs*.

17. — Charente-Inférieure. — A Rochefort, 7 p. 100 de chômeurs chez les *boulangers*, pas de chômeurs chez les *typographes*; 16 p. 100 de chômeurs chez les *ouvriers des quais et marins du commerce*; 12 p. 100 de chômeurs chez les *instituteurs libres*; pas de chômeurs, 40 heures et moins chez les *arrimeurs* du port de Tonmay.

A La Rochelle, pas de chômeurs, travail satisfaisant, chez les *ouvriers des engrais chimiques*; 1 p. 100 de chômeurs chez les *ouvriers des industries du liège*.

A Marans, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *ouvriers des docks*.

A la Tremblade, pas de chômeurs chez les *ostréiculteurs et ouvriers agricoles*.

18. — Cher. — A Bourges, 45 p. 100 de chômeurs, 66 heures, chez les *charpentiers*; 60 heures, chez les *ouvriers en voitures*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *métallurgistes*; pas de chômeurs, 66 heures, chez les *tailleurs de pierres*; pas de chômeurs chez les *employés*; 70 heures, chez les *conducteurs et employés divers des tramways électriques*.

A Charenton-du-Cher, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *tuiliers*.

A Dun-sur-Auron, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *maçons, aides-maçons et tailleurs de pierres*.

A Graçay, travail satisfaisant dans le *bâtiment*.

A Jouet-sur-l'Aubois, travail satisfaisant chez les *chaufourniers*.

A Saint-Amand, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *maçons*.

A Saint-Loup-de-Chaumes, pas de chômeurs chez les *ouvriers agricoles*.

A Sancoins, pas de chômeurs, 60 heures, dans le *bâtiment*.

A Torteron, pas de chômeurs chez les *chaufourniers*.

A Vallenay, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *carriers*.

En ce qui concerne les *bûcherons*, pas de chômeurs à Apremont; pas de chômeurs à Arpheuilles, pas de chômeurs à Saint-Bénin d'Azy; pas de chômeurs à Saint-Baudel; pas de chômeurs à Brécy, à Chambon, à la Chapelle, à la Chapelle-Hugon, à Cours-les-Barres, à Flavigny; 10 p. 100 à Feux; pas de chômeurs à Groises; travail peu satisfaisant à Grossouvre, 10 p. 100 de chômeurs à la Guerche-sur-l'Aubois; pas de chômeurs à Ivoy-le-Pré; pas de chômeurs à Jalognes, à Jouet-sur-l'Aubois, à Loye, à Morlac, à Meillant; 8 p. 100 à Mornay-Berry; pas de chômeurs à Saint-Baudel; 5 p. 100 de chômeurs à Sancerques; 50 p. 100 à Sancoins; 30 p. 100 à Sarrue; 10 p. 100 de chômeurs à Torteron; pas de chômeurs à Véreaux.

19. — Corrèze. — A Tulle, pas de chômeurs, 50 et 60 heures, chez les *typographes*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *cordonniers sur mesure*; pas de chômeurs, 66 heures, chez les *tailleurs de pierres et maçons*;

A Bort, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *chapeliers-fouleurs*; travail plus abondant, 60 heures, chez les *chapeliers-approprieurs*.

A Brive, 7 p. 100 de chômeurs chez les *terrasiers, manœuvres et puisatiers*; 84 heures chez les *camionneurs et cochers*.

20. — Corse. — A Ajaccio, 10 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *cordonniers*; 1 p. 100 de chômeurs, 63 heures, chez les *employés de commerce*.

21. — Côte-d'Or. — A Dijon, 2 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*; 13 p. 100 de chômeurs chez les *relieurs, doreurs, maroquiniers et papetiers*; 10 p. 100 de chômeurs chez les *couvreurs*.

A Villiers-le-Duc, pas de chômeurs chez les *tâcherons*.

Chez les *bâcherons*, pas de chômeurs à Corcelle-les-Cîteaux et à Saulieu.

22. — Côtes-du-Nord. — A Saint-Brieuc, travail satisfaisant, 54 heures, chez les *typographes*; pas de chômeurs, 60 heures, dans le *bâtiment*.

A Dinan, travail satisfaisant, 54 heures, chez les *typographes*.

23. — Creuse. — A Guéret, pas de chômeurs chez les *limonadiers-restaurateurs*; à Aubusson, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *ouvriers en tapisserie d'art*; 14 p. 100 de chômeurs, 48 à 60 heures, chez les *dessinateurs*,

A Lavaveix, pas de chômeurs, 54 et 66 heures, chez les *mineurs*.

24. — Dordogne. — A Allas-Marnac, pas de chômeurs, 66 heures, chez les *ouvriers des mines de ciment*.

A Bergerac, pas de chômeurs, 84 heures, chez les *boulangers*; pas de chômeurs, 72 heures, chez les *employés*.

25. — Doubs. — A Besançon, grève chez les *ouvriers en soieries*; 10 p. 100 de chômeurs chez les *ouvriers en couronnes, etc., de montres*.

A Badevel, travail satisfaisant, 60 heures, chez les *horlogers*.

A Courcelles-les-Montbéliard, pas de chômeurs chez les *typographes*.

A Lac-en-Villers, 40 p. 100 de chômeurs, 50 heures, chez les *horlogers*.

A Montbéliard, travail satisfaisant, 66 heures, dans le *bâtiment*.

A Pontarlier, chez les *ouvriers et employés de la fabrication de l'absinthe*, pas de chômeurs.

A Verrières-de-Joux, 44 p. 100 de chômeurs, 30 à 36 heures, chez les *horlogers*.

26. — Drôme. — A Valence, chez les *ouvriers de l'alimentation*, 6 p. 100 de chômeurs; pas de chômeurs chez les *scieurs sur bois*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *peintres et plâtriers*; pas de chômeurs, 78 heures, chez les *employés*.

A Bourg-de-Péage, travail satisfaisant chez les *chapeliers-appropriateurs*.

A Saint-Remès, 17 p. 100 de chômeurs, 50 heures, chez les *carriers*.

A Portes, 79 heures de manœuvre de gare et 30 heures par décade sur la ligne, chez les *mécaniciens et chauffeurs du P.-L.-M.*

27. — Eure. — A Évreux, 48 heures, chez les *ouvriers de l'Union indépendante des tissus*.

28. — Eure-et-Loir. — A Chartres, 55 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *mécaniciens*.

29. — Finistère. — A Audierne, plus de 75 p. 100 de chômeurs chez les *ferblantiers-boîtiers*; à Concarneau, travail non satisfaisant chez les *pêcheurs*.

A Douarnenez, travail satisfaisant chez les *marins pêcheurs de la baie*; travail passable chez les *marins pêcheurs* du quartier de Douarnenez; 42 p. 100 de chômeurs, 30 heures, chez les *soudeurs-boîtiers*.

A Guilvinec, pas de chômeurs, chez les *pêcheurs*; 83 p. 100 de chômeurs chez les *ferblantiers-boîtiers*.

30. — Gard. — A Alais, pas de chômeurs, 72 à 80 heures, chez les *cordonniers*; pas de chômeurs, travail satisfaisant, chez les *fileuses en soie*.

A Aramon, 30 p. 100 de chômeurs, 65 heures, chez les *vanniers*.

A Lasalle, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *fileurs de soie*.
A Montardier, travail peu satisfaisant, 60 heures, chez les *mineurs*.
A Nîmes, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *coltineurs*; 50 p. 100 de chômeurs chez les *maçons, tailleurs de pierres et carriers*; pas de chômeurs chez les *coiffeurs*.
A Beaucaire et à Quissac, pas de chômeurs chez les *ouvriers agricoles*.
A Saint-Jean-du-Gard, 60 heures, chez les *fileuses*.
ATrescol, pas de chômeurs chez les *mineurs*.

31. — **Garonne (Haute-)**. — A Toulouse, 5 p. 100 de chômeurs chez les *monteurs de galoches*; pas de chômeurs, 54 heures, chez les *coupeurs-chemisiers*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *mécaniciens*; pas de chômeurs chez les *coiffeurs*.

32. — **Gers**. — A Auch, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *terrassiers*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *maçons et tailleurs de pierres*.
A Lectoure, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *maçons et charpentiers*.

33. — **Gironde**. — A Bordeaux, 1 p. 100 de chômeurs, 91 heures, chez les *cuisiniers*, 5 p. 100 de chômeurs, 112 heures chez les *pâtisseries-glaciers*; 4 p. 100 de chômeurs chez les *typographes*; 12 p. 100 chez les *imprimeurs-lithographes*.
2 p. 100 de chômeurs chez les *dessinateurs, chromistes, écrivains et graveurs-lithographes*.
43 p. 100 de chômeurs, 50 heures chez les *tailleurs d'habits*; 1 chômeur chez les *coupeurs-tailleurs*.

Pas de chômeurs chez les *brossiers*; 20 p. 100 de chômeurs chez les *layetiers*.
Pas de chômeurs, 66 heures, chez les *charrons et les forgerons*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *mouleurs*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *forgerons en mécanique de marine*; de même chez les *ouvriers de l'article de ménage*.
Pas de chômeurs, 60 heures, chez les *tailleurs de pierre et maçons*; pas de chômeurs, 63 heures, chez les *peintres*.
Pas de chômeurs, 54 heures, chez les *verriers en verre blanc*.
Pas de chômeurs, travail normal chez les *marins du commerce*; 66 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *arriveurs des bois merrains*.
6 p. 100 de chômeurs chez les *gens de maison*.
A Libourne, 6 p. 100 de chômeurs, 80 à 90 heures, chez les *boulangers*; pas de chômeurs, 76 heures, chez les *employés*.
Pas de chômeurs, 60 heures, chez les *ouvriers des scieries mécaniques* de Podensac et chez ceux de Preignac.
Chez les *tonneliers*: 50 p. 100 de chômeurs, à Barsac; pas de chômeurs, à Langon; 23 p. 100 de chômeurs à Libourne; pas de chômeurs à Saint-Pardon.

34. — **Hérault**. — A Montpellier, 5 p. 100 de chômeurs, 78 heures, chez les *boulangers*; 55 p. 100 de chômeurs chez les *cordonniers*; 2 p. 100, 60 heures, chez les *marcheurs-ferrants*.

A Bouzigues, travail satisfaisant chez les *pêcheurs*.
A Agde, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *plâtriers*.
A Bédarieux, 13 p. 100 de chômeurs chez les *carriers, mineurs-terrassiers*; 12 p. 100 de chômeurs, travail satisfaisant, chez les *charretiers, maçons, plâtriers, tailleurs de pierres*.
A Cette, 36 p. 100 de chômeurs, 105 heures, chez les *boulangers*.
A Ganges, 42 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *bonnetiers et gantiers*.
A Marsillargues, 12 p. 100 de chômeurs chez les *tailleurs de pierres et maçons*.
A Mèze, 10 p. 100 de chômeurs, 84 heures, chez les *charretiers*.
A Pézenas, pas de chômeurs, 72 heures, chez les *employés de commerce*.

En ce qui concerne les *travailleurs de la terre, ouvriers agriculteurs, cultivateurs, vignerons*, etc., 5 p. 100 de chômeurs à Agde; travail non satisfaisant à Capestang; 5 p. 100 à Cazouls-les-Béziers; 9 p. 100 à Mèze; pas de chômeurs à Nudaison; 54 p. 100 à Nézignan-l'Évêque; 13 p. 100 de chômeurs à Nizas; chômage général à Olonzac; 17 p. 100 de chômeurs à Oupia; 35 p. 100 à Abeillan; 17 p. 100 à Aspiran; 20 p. 100 à Fabrègues; 5 p. 100 à Sérignan.

35. — **Ille-et-Vilaine.** — A Rennes, pas de chômeurs chez les *écrivains dessinateurs lithographes*; 19 p. 100 de chômeurs, 63 heures, chez les *métallurgistes*; 5 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *manœuvres*; pas de chômeurs chez les *musiciens*.

A Paramé, 4 p. 100 de chômeurs, 60 heures, dans le *bâtiment*.

36. — **Indre.** — A Châteauroux, travail satisfaisant, 60 heures, chez les *ouvriers en drap*.

37. — **Indre-et-Loire.** — A Tours, pas de chômeurs, 50 heures, chez les *coupeurs et brocheurs en chaussures*; 60 heures, chez les employés des *tramways*.

A Amboise, 28 p. 100 de chômeurs chez les *ouvriers en cuirs*.

A Saint-Cyr-sur-Loire, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *ouvriers en produits chimiques*.

38. — **Isère.** — A Grenoble, 3 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*; pas de chômeurs, 54 heures, chez les *mégissiers* de la maison Terray et C^{ie}; travail satisfaisant chez les *ouvrières de l'aiguille*; 3 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *menuisiers*, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *ouvriers en boutons*; pas de chômeurs chez les *employés*.

Aux Avenières, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *cordonniers*.

A Bouvesse-Quirieu, pas de chômeurs chez les *carriers-chaufourniers*.

A Bourgoin, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *manœuvres journaliers*.

A Brignoud, 72 heures, chez les *papetiers*.

A Domène, pas de chômeurs, 66 à 84 heures, chez les *papetiers*.

A Gières, pas de chômeurs chez les *gantiers*.

A Izeaux, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *cordonniers*.

A Montalieu-Vercieu, un tiers de chômeurs, 60 heures, chez les *ouvriers en soie*.

A La Motte d'Aveillans, pas de changement chez les *mineurs*.

A Parmilieu, pas de chômeurs chez les *tailleurs de pierres et carriers*.

A Porcieu-Amblagnieu, 10 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *tailleurs de pierres*.

A Saint-Clair-de-la-Tour, pas de chômeurs, 68 heures $\frac{1}{2}$, chez les *tullistes*.

A Saint-Geoire-en-Valdaine, 30 p. 100 de chômeurs, 50 heures, chez les *tisseurs*.

A Saint-Laurent-du-Pont, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *métallurgistes*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *ouvriers en ciment*.

A Saint-Symphorien d'Ozon, chez les *galochiers*, pas de chômeurs.

A Vienne, pas de chômeurs, 72 à 78 heures, chez les *boulangers*; 8 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *ouvriers en chaussures*, 23 p. 100 de chômeurs, 60 heures, dans l'*industrie textile*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *charpentiers*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *menuisiers et ébénistes*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *ouvriers en voitures*; pas de chômeurs, 60 à 72 heures, dans la *métallurgie*; 12 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *mouleurs*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *plâtriers-peintres*.

39. — **Jura.** — A Dôle, pas de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*.

A Cinquétral, pas de chômeurs, 30 heures, chez les *ouvriers en tuyaux de pipes*.

A Fraisans, un tiers de chômeurs chez les *métallurgistes*.

A Lavans-Saint-Claude, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *tourneurs*.

A Montmorot, chômage presque complet dans les *salines*.

A Our, 35 p. 100 de chômeurs chez les *bûcherons*.

A Salins, pas de chômeurs chez les *typographes*.

40. — **Landes.** — A Mont-de-Marsan, pas de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *maçons*.

A Dax, pas de chômeurs, 66 heures, chez les *employés de commerce*.

A Soustons, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *boucheonniers*.

Chez les *résiniers*: pas de chômeurs à Beylongue; pas de chômeurs, à Castets-des-Landes; pas de chômeurs à Escource, à Herm; travail peu satisfaisant à Léspéron; pas de chômeurs à Léon, à Mézos; pas de chômeurs à Mimizan; pas de chômeurs à Moliets-et-Maa; pas de chômeurs à Onesse-Laharie, à Rion; 6 p. 100 à Sainte-Eulalie-en-Born; pas de chô-

meurs à Saint-Paul-lès-Dax; pas de chômeurs à Saint-Vincent-de-Paul; travail peu satisfaisant à Soustons; pas de chômeurs à Vielle-Saint-Gérons.

41. — Loir-et-Cher. — A Blois, pas de chômeurs chez les *menuisiers-ébénistes*.

A Romorantin, pas de chômeurs, 60 et 66 heures, chez les ouvriers du *drap*; pas de chômeurs, 66 heures, chez les *mécaniciens*; travail satisfaisant, 66 heures, chez les ouvriers du *bâtiment* de l'usine Normant.

42. — Loire. — A Saint-Étienne, pas de chômeurs chez les *maratchers*; pas de chômeurs chez les *mineurs*; pas de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*; 8 p. 100 de chômeurs, 50 à 54 heures, chez les *imprimeurs-graveurs-lithographes*; 75 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *tisseurs* stéphanois; pas de chômeurs, 60 à 66 heures, chez les *ouvriers en voitures*; 3 à 4 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *mécaniciens-électriciens*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *maréchaux-ferrants*; 8 p. 100 de chômeurs chez les employés de la *fabrique de rubans*.

A Roanne, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *typographes*; 1 chômeur, 60 heures, chez les ouvriers des *cuirs et peaux*; 2,8 p. 100 chômeurs, 40 heures, dans l'*industrie textile*; 2,6 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *pareurs*; 5,3 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *gareurs, monteurs de chaînes, jacquardiers*; 1 chômeur, 60 heures, chez les *apprêteurs*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *charpentiers*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *menuisiers*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les ouvriers en *voitures*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *sabotiers-galochiers*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *mouleurs*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *maçons*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *tailleurs de pierres*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *tourneurs en poterie*; 60 à 70 heures chez les employés de *tramuys*; pas de chômeurs chez les employés de commerce.

A Bussières, pas de chômeurs, 60 heures, chez les ouvriers en *soie*.

Au Cergne, 12 p. 100 de chômeurs chez les *tisseurs*.

A Charlieu, chez les ouvriers en *soierie*, 20 p. 100 de chômeurs, 60 heures, pour les *tisseurs à la mécanique*, et 30 à 35 p. 100 de chômeurs, 72 à 80 heures, chez les *tisseurs à bras*.

A Chazelles-sur-Lyon, pas de chômeurs chez les ouvriers de la *chapellerie*.

A Firminy, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *menuisiers*; 24 p. 100 de chômeurs, 55 heures, chez les *maçons*.

A Montrison, 72 heures dans la *meunerie*.

A Sail-sous-Couzan, pas de chômeurs, 60 heures, chez les ouvriers des *eaux minérales*.

A Saint-Genest-Lerpt, 15 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les chefs d'*ateliers rubaniers*.

A la Talaudière, pas de chômeurs chez les *mineurs*.

A Villars, travail satisfaisant chez les *mineurs*.

A Violay, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *tisseurs en soie*.

43. — Haute-Loire. — A Yssingeaux, travail satisfaisant, 60 heures, chez les *menuisiers*.

44. — Loire-Inférieure. — A Nantes, 1 p. 100 de chômeurs, 54 à 60 heures, chez les *lithographes*; 2 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes* du *syndicat philanthropique*; 40 p. 100 de chômeurs chez les *charpentiers de navires*; 4 p. 100 de chômeurs, chez les *dessinateurs*.

A Chantenay, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *ferblantiers-boitiers*.

A Saint-Nazaire, travail régulier chez les *marins et pêcheurs*; pas de chômeurs, 52 heures, dans le port et 63 heures à la mer, chez les *mécaniciens-navigateurs du commerce*.

45. — Loiret. — A Orléans, 1 chômeur, 54 heures, chez les *conducteurs, pointeurs, margeurs, minervistes-typographes*; 3 p. 100 de chômeurs chez les employés de commerce et d'*industrie*.

A Montargis, travail satisfaisant, 60 heures, chez les *jardiniers*; pas de chômeurs chez les ouvriers du *bâtiment*.

A Pithiviers, pas de chômeurs, 78 heures, dans le *bâtiment*.

Chez les *bûcherons* : pas de chômeurs, à Autry-le-Châtel; pas de chômeurs à Batilly, à Champoulet, à Cerdon, à Chevilly; 7 p. 100 de chômeurs à Dammarie-en-Puisaye; pas de chômeurs à Faverelles; 30 p. 100 à Ouzouer-sur-Trézé; pas de chômeurs à Saint-Brissson.

46. — **Lot.** — A Cahors, 13 p. 100 de chômeurs chez les *charpentiers*.

47. — **Lot-et-Garonne.** — A Agen, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *tailleurs de pierres et maçons*.

A Casteljaloux, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *charpentiers*.

A Couthures, pas de chômeurs chez les *travailleurs de la terre*.

A Lavardac, travail satisfaisant, 60 heures, chez les *boucheonniers*.

A Marmande, dans la *tonnelierie*, travail non satisfaisant, 60 heures.

A Villeneuve-sur-Lo-Lot, pas de chômeurs chez les *typo-lithographes*.

49. — **Maine-et-Loire.** — A Angers, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *mouleurs*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *mécaniciens-ajusteurs*. A Cholet, pas de chômeurs chez les *employés*.

A Saumur, pas de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*; 37 p. 100 de chômeurs chez les *plâtriers*.

Chez les *tisserands* : pas de chômeurs à Geste; 52 p. 100 de chômeurs à Saint-Léger-sous-Cholet; 1 chômeur à Saint-Philbert-en-Mauges; 20 p. 100 de chômeurs à la Sagunnière; 40 p. 100 de chômeurs à la Tessoualle.

50. — **Manche.** — A Avranches, travail satisfaisant, 60 heures, chez les *typographes*.

51. — **Marne.** — A Châlons-sur-Marne, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *typographes*; pas de chômeurs, 63 heures, chez les *imprimeurs en papiers peints*; 2 chômeurs, 60 et 54 heures, chez les *ouvriers et ouvrières en pelletteries*; 2 p. 100 de chômeurs chez les *employés*; pas de chômeurs chez les *coiffeurs*.

A Reims, travail satisfaisant, 70 heures, chez les *employés de la Compagnie du gaz*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *lithographes, papetiers, relieurs*; pas de changement dans l'industrie textile; 21 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *trieurs de laine*; pas de chômeurs, 69 heures, chez les *menuisiers-ébénistes*; pas de chômeurs, 66 à 72 heures, chez les *plâtriers*; pas de chômeurs, 72 heures, chez les *maçons*; 6 p. 100 de chômeurs, 70 heures, chez les *employés*.

A Ay, chômage général chez les *vignerons*.

A Courlandon, pas de chômeurs, 72 à 84 heures, chez les *papetiers*.

A Cumières, travail nul chez les *pilotes de la Marne*.

A Épernay, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *cavistes-tonneliers*; 6 p. 100 de chômeurs, 60 à 70 heures, chez les *ouvriers du bâtiment*; 60 heures dans les ateliers du chemin de fer de l'Est.

A Fismes, 12 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *apprêteurs en pelletteries, lustrateurs et fourreurs*.

52. — **Marne (Haute-).** — A Chaumont, pas de changement chez les *gantiers*.

A Arc-en-Barrois, pas de chômeurs, chez les *bûcherons*.

A Fayl-Billot, pas de chômeurs, 78 heures, chez les *vanniers*.

53. — **Mayenne.** — A Laval, 11 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*; travail satisfaisant chez les *ouvriers du bâtiment*.

54. — **Meurthe-et-Moselle.** — A Nancy, 9 p. 100 de chômeurs chez les *limonadiers-restaurateurs*; pas de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*; pas de chômeurs, 54 heures, chez les *papetiers*; 15 p. 100, 30 à 35 heures, chez les *tailleurs d'habits*; pas de chômeurs, chez les *ouvriers du bâtiment*; pas de chômeurs chez les *musiciens*; 1 chômeur chez les *roya-geurs et représentants de commerce*.

A Lunéville, pas de chômeurs, 54 heures, chez les *comptables*; pas de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*.

A Homécourt, 9 p. 100 de chômeurs chez les *mineurs*.

55. — Meuse. — A Bar-le-Duc, pas de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*.

A Commercy, travail satisfaisant, chez les *tailleurs de pierre*.

A Consances-aux-Forges, travail satisfaisant, 60 à 66 heures, chez les *métallurgistes*.

A Lérouville, pas de chômeurs, 66 heures, chez les *carriers*.

56. — Morbihan. — A Vannes, travail satisfaisant, 60 heures, chez les *typographes*; 11 p. 100 de chômeurs chez les *menuisiers*.

A Auray, pas de chômeurs, 60 heures, chez les ouvriers en *chaussures*.

A Bono, pas de chômeurs chez les *pêcheurs*.

Au Palais, pas de chômeurs chez les *inscrits maritimes*; pas de chômeurs chez les *pilotes*.

A Plouhinec, 25 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *maçons*.

A Rochefort-en-Terre, pas de chômeurs, 63 heures, chez les *ardoisiers* de Guenfol.

A Sauzon, pas de chômeurs, 48 heures, chez les *ferblantiers-boitiers*.

57. — Nièvre. — A Nevers, 74 p. 100 de chômeurs chez les *ouvriers agricoles* et *bûcherons* de la Nièvre.

A Corbigny, travail peu satisfaisant, 72 heures, chez les *carriers*.

A Guérigny, pas de chômeurs, 48 heures, chez les *ouvriers des forges*.

A Imphy, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *métallurgistes*.

A Moulins-Engilbert, pas de chômeurs, 66 heures, chez les *maçons*.

A Saint-Pierre-le-Moutier, pas de chômeurs, 66 heures, dans le *bâtiment*.

En ce qui concerne les *bûcherons*: pas de chômeurs à Annay; 15 p. 100 à Ay-le-Vif; pas de chômeurs à Billy-sur-Oisy; pas de chômeurs à Bitry; pas de chômeurs à la Celle-sur-Nièvre; 24 p. 100 à la section de Raveau; 37 p. 100 de chômeurs à Cercy-la-Tour; pas de chômeurs à Cessy-le-Bois; pas de chômeurs à Champlemy, à Champvert; pas de chômeurs à Chitry-les-Mines; pas de chômeurs à Cossaye; 22 p. 100 chômeurs à Devay; pas de chômeurs à Donzy; 12 p. 100 de chômeurs à Druy-Parigny; pas de chômeurs à Entrains; travail nul à Fours; pas de chômeurs à Guipy; 11 p. 100 de chômeurs à Magny-Cours; pas de chômeurs à Menestreau; 33 p. 100 de chômeurs à Montambert; 25 p. 100 de chômeurs à Montaron; pas de chômeurs à Montigny-aux-Amognes; pas de chômeurs à Perray; pas de chômeurs à Poussery; pas de chômeurs à Corvol-l'Orgueilleux; 13 p. 100 de chômeurs à Preporché; travail satisfaisant à Saint-Amand; pas de chômeurs à Sainte-Colombe; 66 p. 100 de chômeurs à Saint-Léger-des-Vignes; pas de chômeurs à Siclamps.

58. — Nord. — A Lille, pas de chômeurs, 57 heures et demie, dans l'*industrie du livre*; 5 p. 100 de chômeurs, 50 heures, chez les *typographes*; 4 p. 100 de chômeurs, 50 heures, chez les *lithographes*; 33 p. 100 de chômeurs, 48 à 59 heures, à la chambre syndicale de l'*industrie textile*: pas de chômeurs, 50 heures, à la corporation de Saint-Nicolas (*industrie du fil*); 19 p. 100 chez les ouvriers et ouvrières en *confections*; pas de chômeurs, 60 heures, dans les *fonderies*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *métallurgistes* de la corporation de Saint-Éloi; 10 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les ouvriers en *pierres blanches*; pas de chômeurs chez les *bitumiers*.

A Armentières, travail insatisfaisant, 40 à 45 heures, dans l'*industrie textile*; pas de chômeurs, 50 à 60 heures, au syndicat mixte de l'*industrie textile*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *charpentiers* et *menuisiers*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *métallurgistes*.

A Bellignies, 30 p. 100 de chômeurs, 40 à 50 heures, chez les *marbriers*.

A Caudry, 1 p. 100 de chômeurs, 30 à 50 heures, chez les *tullistes*.

A Cambrai, 12 p. 100 de chômeurs chez les *couvreurs*.

A Consoire, pas de chômeurs, 50 heures, chez les *marbriers à la pendule*.

A Donai, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *typographes*; pas de chômeurs, 54 heures, travail satisfaisant, chez les *mineurs*.

A Fellerries, pas de chômeurs chez les *tourneurs sur bois*.

A Ferrière-la-Grande, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *mouleurs*.

A Commenegny, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *scieurs*.
 A Gussignies, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *marbriers à la cheminée*.
 A Halluin, 4 p. 100 de chômeurs, 45 à 50 heures, chez les *travailleurs du bois*.
 A Hautmont, 4 p. 100 de chômeurs, 55 heures, chez les *métallurgistes*.
 A Jeumont, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *mécaniciens*; pas de chômeurs chez les *marbriers*; 66 heures, pas de chômeurs chez les *carriers et tailleurs de pierres*.
 A Laon-Plage, travail plus actif chez les *ouvriers des machines à battre le grain*.
 A Lens, pas de chômeurs chez les *mineurs*.
 A Louvroil, travail peu satisfaisant, 60 à 66 heures, chez les *métallurgistes*.
 A Maubouge, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *métallurgistes*.
 A Marpent, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *mécaniciens*.
 A Onnaing, pas de chômeurs, 60 à 70 heures, dans la *métallurgie*.
 Au Quesnoy, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *ouvriers en chaussures*.
 A Roubaix, 11.3 p. 100 de chômeurs, 60 heures, dans l'*industrie textile*; 2 p. 100 de chômeurs, 50 heures, chez les *ourdisseurs*; 8 p. 100 de chômeurs chez les *charpentiers et menuisiers*; pas de chômeurs, 66 heures, chez les *ouvriers en pierres bleues*; 20 p. 100 de chômeurs, 65 heures chez les *peintres*; 60 à 65 heures chez les *employés de tramways*; 92 heures chez les *coiffeurs*.
 A Saint-Amand, pas de chômeurs chez les *charpentiers et menuisiers*.
 A Sablé, travail assez satisfaisant chez les *marbriers*.
 A Sous-le-Bois, 8 p. 100 de chômeurs, 50 heures dans la *métallurgie*.
 A Tourcoing, 2.8 p. 100 de chômeurs chez les *ouvriers des tapis en grosse moquette*; pas de chômeurs, 52 heures, chez les *charpentiers et menuisiers*; pas de chômeurs, 66 heures, chez les *plafonneurs*.
 A Valenciennes, pas de chômeurs, 66 à 69 heures, chez les *peintres et vitriers*.
 A Villers-Sire-Nicole, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *mécaniciens*.
 Chez les *tisseurs*: pas de chômeurs, 70 heures, à Pévillers; 61 p. 100 de chômeurs à Boussières; travail peu satisfaisant à Briastre. 58 p. 100, de chômeurs, à Carnières; travail peu satisfaisant, 48 heures; à Fourmies; 1.2 p. 100, 60 heures, à la Gorgue; 7 p. 100 de chômeurs, 45 à 55 heures, à Halluin; 1.3 p. 100 de chômeurs, 50 heures, à Houplines; à Hazebrouck, 1.4 p. 100, 59 heures, 2 p. 100, 50 à 55 heures, à Nieppe. travail moins abondant à Quicvy; 15 p. 100 de chômeurs à Roncq; 30 p. 100 de chômeurs à Saint-Hilaire-lès-Cambrai; 60 p. 100 de chômeurs à Saulzoir; 75 p. 100 de chômeurs, 70 heures, à Villers-en-Cauchies.

59. — Oise. — A Beauvais, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *typographes*.

A Compiègne, 1 chômeur, 60 heures, chez les *typographes*.

A Creil, pas de chômeurs chez les *comptables et employés*.

A Feuquières, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *verriers*.

A Hermes, pas de chômeurs, 63 heures, chez les *ouvriers des scieries mécaniques*.

A Longueil-Amel, 10 p. 100 de chômeurs chez les *pilotes*.

A Margny-lès-Compiègne, pas de chômeurs, 66 heures, chez les *ouvriers du bâtiment*.

A Méru, pas de chômeurs, 60 heures, dans l'*industrie du livre*.

A Senlis, travail satisfaisant, 54 heures, chez les *typographes*.

A Saint-Crépin-Ibouvillers, travail peu satisfaisant, 45 heures, chez les *tabletiers*.

60. — Orne. — A Flers, pas de chômeurs, 50 heures, chez les *cotonniers*; travail très satisfaisant, 63 heures, chez les *mouleurs*.

A la Chapelle-Montligeon, pas de chômeurs, chez les *typographes*.

61. — Pas-de-Calais. — A Arras, pas de chômeurs, 70 heures, chez les *boulangers*; 2 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *typographes*; pas de chômeurs, 70 heures, chez les *menuisiers et similaires*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *zingueurs-plombiers*.

A Arques, 20 p. 100 de chômeurs, 66 heures, chez les *terrassiers et carriers*; 8 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *filassiers*; pas de changement chez les *verriers en cristallerie*.

A Boulogne-sur-Mer, 8 p. 100 de chômeurs chez les *marins-pêcheurs*; travail satisfaisant, 63 heures, chez les *déchargeurs réguliers*.

A Calais, pas de chômeurs chez les *typographes*; pas de chômeurs chez les *pilotes*.

A Lens, pas de chômeurs chez les *mineurs*.

A Marquise, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *mécaniciens*.

A Saint-Omer, pas de chômeurs, 58 heures, chez les *caissiers* et les *scieurs*.

A Wizernes, pas de chômeurs chez les ouvriers et ouvrières de la *papeterie*.

62. — **Puy-de-Dôme.** — A Clermont-Ferrand, pas de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*; 7 p. 100 de chômeurs, 78 heures, chez les *employés de magasin*.

A Thiers, pas de chômeurs, 68 heures, chez les *employés*.

A Volvic, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *carriers* et *tailleurs de pierre*.

Chez les *mineurs*: pas de chômeurs, 54 heures, à Meissex; à Brissac, 5 p. 100 de chômeurs; pas de chômeurs chez les *mineurs* de La Roche.

63. — **Pyrénées (Basses-).** — A Pau, 1 chômeur, 54 heures, chez les *typographes*.
A Bayonne, pas de chômeurs chez les *boulangers*; 8 p. 100 chez les *cuisiniers-pâtisseries*.

64. — **Pyrénées (Hautes-).** — A Tarbes, 4 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *menuisiers*; 1 p. 100 de chômeurs, 54 à 60 heures, chez les *mécaniciens*; pas de chômeurs, 60 heures chez les *peintres*.

65. — **Pyrénées-Orientales.** — A Perpignan, pas de chômeurs, 50 heures, chez les *boulangers*; 1 chômeur, 54 heures, chez les *typographes*; pas de chômeurs chez les *charpentiers*; 13 p. 100, 70 heures, chez les *maréchaux-ferrants*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *tailleurs de pierres*.

A Lanère, pas de chômeurs, 72 heures, chez les *espadrilleurs trépointeurs*.

A Port-Vendres, 55 à 60 heures, travail satisfaisant, chez les *dockers réunis*.

A Taurinya, 3 p. 100 de chômeurs, 48 heures, chez les *mineurs*.

En ce qui concerne les ouvriers *agricoles* et *viticoles*, pas de chômeurs à Corneilla del Vercol; pas de chômeurs à Montner; pas de chômeurs à Trouillas; pas de chômeurs à Canet; 33 p. 100 à Saint-Laurent-de-la-Salanque.

66. — **Belfort (Territoire de).** — A Belfort, pas de chômeurs, chez les *typographes*.
A Rougemont-le-Château, pas de chômeurs, 60 heures, dans l'*industrie textile*.

67. — **Rhône.** — A Lyon, pas de chômeurs chez les *garçons bouchers* et *similaires*; pas de chômeurs, 63 heures, chez les *cuisiniers*; 7 p. 100 chez les *garçons limonadiers-restaurateurs*.

9 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *lithographes*; 2 p. 100 chez les *typographes*; 6 p. 100 chez les *imprimeurs* et *conducteurs typographes*; pas de chômeurs, 54 heures, chez les *papetiers-régleurs*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *cartonniers de luxe*.

1 chômeur, 54 heures, chez les *coupeurs, brocheurs et cambreurs*.

Pas de changement dans l'*habillement*; 45 à 47 p. 100 de chômeurs chez les *imprimeurs sur étoffe*; 37,5 p. 100 de chômeurs, 45 à 50 heures, chez les ouvriers du *tissage mécanique*; 45,6 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *tisseurs*; pas de changement chez les ouvrières de la *soie*; 19 p. 100 de chômeurs, 58 heures, chez les *tullistes en dentelles*; morte-saison chez les *coupeurs-chemisiers*; pas de changement chez les ouvrières de l'*aiguille*; pas de chômeurs chez les travailleurs de la *teinturerie*; 3 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *chapeliers*.

26 p. 100 de chômeurs, 35 heures, chez les *sculpteurs sur bois* et *mouluriers*; 22 p. 100 de chômeurs, 50 heures, chez les *cimentiers*; travail un peu plus actif chez les *emballeurs*.

10 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *tôliers-fumistes*; 40 p. 100 de chômeurs, 63 heures, chez les *peintres, décorateurs, ornemanistes non patentés*.

2 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les ouvriers en *céramique*; 22 p. 100 de chômeurs, chez les *biseauteurs-miroitiers*.

1 p. 100 de chômeurs, chez les *employés de commerce*; pas de changement chez les *dames employées de commerce*; 6 p. 100 de chômeurs, 78 heures, chez les *camionneurs-messagistes*; travail normal chez les employés *d'officiers ministériels*; placement très lent chez les

employés de la soierie; 2 p. 100 de chômeurs chez les *sténographes commerciaux*;
A Bourg-de-Thizy, 17 p. 100 de chômeurs, 46 heures, chez les *tisseurs*.

A Collonges-aux-Monts-d'Or, pas de chômeurs chez les *horticulteurs, agriculteurs et jardiniers*.

A Givors, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *ouvriers du bâtiment*.

A Grandris, 12 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *tisseurs*.

A Pierre-Bénite, pas de chômeurs chez les *tailleurs et bouchers sur cristaux*.

A Thizy, 14 p. 100 de chômeurs, 45 heures, chez les *tisseurs*.

68. — **Saône (Haute-).** — A Vesoul, pas de changement chez les *typographes*.

69. — **Saône-et-Loire.** — Au Creusot, pas de chômeurs, 60 heures, travail satisfaisant chez les *métallurgistes*; pas de chômeurs chez les *coiffeurs mixtes*.

A Montceau-les-Mines, pas de chômeurs, 66 heures, chez les *maçons*.

A Montchanin-les-Mines, pas de chômeurs, 54 heures, chez les *mineurs*.

Toulon-sur-Arroux, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *maçons*.

70. — **Sarthe.** — Au Mans, 10 p. 100 de chômeurs, 98 heures, chez les *boulangers*; pas de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*; pas de chômeurs, 63 heures, chez les *ouvriers en voitures*; pas de chômeurs, 66 heures, chez les *plâtriers*; 5 p. 100 de chômeurs chez les *coiffeurs*.

A Vibraye, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *ouvriers en manches de parapluie*.

71. — **Savoie.** — A Chambéry, pas de changement chez les *typographes*; pas de changement, 60 heures, chez les *travailleurs du cuir*; 37 p. 100 de chômeurs dans l'*habillement*; pas de chômeurs, 60 heures chez les *plâtriers-peintres*.

A Aix-les-Bains, 6 p. 100 de chômeurs, 60 heures, dans le *bâtiment*.

A Bridoire, pas de chômeurs chez les *ouvriers de l'ameublement*.

Aux Echelles, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *gainiers*.

A Pont-de-Beauvoisin, 60 heures, travail satisfaisant, 60 heures, chez les *tisseurs*,

A Saint-Jean-de-Maurienne, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *plâtriers*.

A Uzine, pas de chômeurs, 84 heures, chez les *métallurgistes*.

72. — **Savoie (Haute-).** — A Challonges, pas de chômeurs, 55 heures, chez les *mineurs*.

A Lovagny, pas de chômeurs, chez les *mineurs*.

A Meillerie, pas de chômeurs chez les *ouvriers bateliers et carriers*.

A Thonon, pas de chômeurs 60 heures, dans le *bâtiment*; pas de chômeurs 54 heures, chez les *typographes*.

A Thollon, pas de chômeurs, travail satisfaisant, chez les *carriers*.

73. — **Seine.** — A Paris, pas de chômeurs, 60 à 70 heures, travail satisfaisant chez les *jardiniers*; moins de 1 p. 100 de chômeurs, 60 heures, travail satisfaisant, chez les *horticulteurs, jardiniers-cultivateurs*.

1 p. 100 de chômeurs chez les *boulangers-normands-pâtisseries* 2 p. 100 de chômeurs, 70 à 80 heures, chez les *boulangers* compagnons du Nouveau siècle; 6 p. 100 de chômeurs à l'Union amicale des *boulangers* du XII^e arrondissement; 8 p. 100 de chômeurs à la Société amicale des *boulangers*; travail satisfaisant chez les *boulangers* de l'Assistance publique; 6 p. 100 de chômeurs à la Société mixte des *cuisiniers* de Paris; 3 p. 100 de chômeurs, chez les *cuisiniers* (rue Mandar); 5 p. 100 de chômeurs, chez les *cuisiniers de Paris* (B. du Travail); 8 p. 100 de chômeurs chez les *garçons de cuisine*; 16 p. 100 de chômeurs, 74 heures, chez les *pâtisseries* de la Seine; 9 p. 100 de chômeurs, 55 heures, chez les *ouvriers des raffineries*; 32 p. 100 de chômeurs à l'Union laborieuse de l'alimentation; 3 p. 100 de chômeurs chez les *ouvriers de la marée en gros* (Halles); 8 p. 100 chez les *garçons limonadiers-restaurateurs* du XI^e arrondissement.

4 p. 100 de chômeurs, chez les *coutchoutiers*.

2.7 p. 100 de chômeurs, 54 heures, travail satisfaisant chez les *ouvriers de la Chambre syndicale typographique*; 1 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *ouvriers*

de la Chambre syndicale des ouvriers du livre ; 4 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *imprimeurs-conducteurs-typographes* ; environ 12 p. 100 de chômeurs, 49 heures de nuit, chez les *imprimeurs de journaux réunis* ; 6 p. 100 de chômeurs, à l'union *lithographique* ; 1 p. 100 de chômeurs 60 heures, chez les *lithographes indépendants* ; 1 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *stéréotypeurs-galvanoplastes* ; pas de changement chez les *graveurs de musique* ; 7 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les ouvriers de l'*enveloppe en tous genres* ; 6 p. 100 de chômeurs, chez les *selliers-harnacheurs* ; 3 p. 100 de chômeurs, 60 heures,

chez les *selliers et mécaniciennes de l'article de chasse* ; travail toujours faible chez les *gautiers* ; 11 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *portefeuillelistes-marquinières*, 10 p. 100 de chômeurs chez les ouvriers et ouvrières en *chaussures militaires*.

46 p. 100 de chômeurs, 54 à 60 heures, chez les *tisseurs* en tous genres ; travail aussi abondant chez les ouvrières de l'*habillement* ; moitié de chômeurs chez les *tailleurs et couturières* ; 35 p. 100 de chômeuses chez les *couturières* ; 3 p. 100 de chômeurs, 57 heures, chez les *coupeurs-chemisiers* ; moins de 2 p. 100 de chômeurs chez les *teinturiers-dégraisseurs* ; pas de chômeurs chez les *chapeliers en fantaisie feutre et paille* ; 36 p. 100 de chômeurs ; 15 heures, chez les ouvriers en *chapeaux de soie* ; 5 p. 100 de chômeurs chez les ouvriers en *chapeaux de soie et feutre* ; pas de chômeurs, 48 à 50 heures, chez les ouvriers en *chapeaux mécaniques* ; 2 p. 100 de chômeurs chez les *passementiers à la main* ; 1 p. 100 de chômeurs, 54 heures, dans la *broderie*.

2 à 3 p. 100 de chômeurs, 60 heures, au syndicat libre des *menuisiers* ; travail satisfaisant chez les *menuisiers en bâtiment* ; 44 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *poseurs de menuiserie* ; 3 à 4 p. 100 de chômeurs, chez les *charpentiers* ; de la « Solidarité » ; pas de chômeurs, 60 heures, chez les compagnons *charrons* ; 12 p. 100 de chômeurs, 48 heures, chez les *monteurs-étalagistes* ; 4 p. 100 de chômeurs, 48 heures, chez les ouvriers du *siège-cuir*, travail satisfaisant chez les *mosaïstes-marqueteurs*.

15 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les ouvriers *métallurgistes* ; 6.6 p. 100 de chômeurs, travail non satisfaisant chez les *mécaniciens* ; 5 p. 100 de chômeurs chez les *tourneurs-robineyeurs*, 5 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *ingénieurs et mécaniciens de l'industrie électrique* ; 7 p. 100 de chômeurs, 60 heures, travail peu satisfaisant chez les ouvriers en *instruments de précision* ; 13 p. 100 de chômeurs chez les *bijoutiers en doré fantaisie* ; 40 à 50 heures, chez les ouvriers du *bronze-imitation* ; 50 heures chez les *tourneurs-repousseurs* ; pas de chômeurs, 48 heures, chez les ouvriers en *comptoirs d'étain* ; 33 p. 100 de chômeurs, 50 heures, chez les *potiers d'étain*.

20.3 p. 100 de chômeurs, 50 heures, chez les *maçons des travaux d'art et d'assainissement* ; pas de changement dans la *maçonnerie de la pierre* ; pas de chômeurs, 55 heures, chez les *scieurs de pierres tendres* ; 3 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *peintres en bâtiment* ; pas de chômeurs chez les *stucateurs* ; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *peintres fileurs décorateurs* ; 11 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *ornemanistes* ; 5 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *plombiers et similaires* ; 13 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *fourniers-spécialistes*.

5 p. 100 de chômeurs, 40 heures, chez les *boucheurs à l'émeri*.

11 p. 100 de chômeurs, 54 heures, à la Chambre syndicale indépendante des *employés de l'industrie et du commerce* ; 5 p. 100 de chômeurs à l'Union fraternelle des *employés* ; pas de chômeurs, chez ceux du Boulevard Saint-Martin ; 1 p. 100 de chômeurs chez les *employés de commerce et d'industrie* ; 4 p. 100 de chômeurs, 60 heures, à l'Union des *comptables* ; sans changement chez les *dames employées de commerce et d'industrie* ; moins d'un p. 100 de chômeurs chez les *employés de banque et de bourse de la région parisienne* ; 6 p. 100 de chômeurs chez les *employés à la Bourse de commerce* ; 5 p. 100 de chômeurs à l'*alliance sténographique* ; pas de chômeurs chez les *clercs d'huissiers* ; moins de 1 p. 100 de chômeurs chez les *voyageurs et représentants de commerce et de l'industrie* ; moins de 6 p. 100 de chômeurs, travail normal, chez les *voyageurs de commerce* ; pas de chômeurs, 70 heures, chez les *employés de la glace à rafraîchir* ; 2 p. 100 de chômeurs chez les *commis en maçonnerie* ; 9 p. 100 de chômeurs chez les *dessinateurs du bâtiment* ; pas de chômeurs, 56 heures, chez les *porteurs des halles et marchés* ; pas de chômeurs chez les *forts aux farines*.

9 p. 100 de chômeurs chez les *manœuvres industriels* ; 9 p. 100 de chômeurs chez les *laveurs de voitures* ; pas de chômeurs, 72 à 84 heures, chez les *coiffeurs mixtes* ; pas

de chômeurs chez les *gens de maison* français des deux sexes; 2 p. 100 de chômeurs chez les *gens de maison* (le Ménage); 12 p. 100 de chômeurs chez les *gens de maison* (l'Abeille); 5 p. 100 de chômeurs chez les *gens de maison* (Paris-Ouest; un 1/3 de chômeurs, morte saison, chez les conducteurs-automobilistes; 7 p. 100 de chômeurs, 72 heures, chez les chauffeurs-mécaniciens électriciens automobilistes; 5 p. 100 de chômeurs, 84 à 90 heures, chez les préparateurs en pharmacie; 39 p. 100 de chômeurs chez les gardes-malades; moins de 1 p. 100 de chômeurs dans l'enseignement libre, pas de chômeurs de l'enseignement privé; 12 p. 100 de chômeurs chez les afficheurs; 10 p. 100 de chômeurs chez les artistes musiciens; pas de chômeurs chez les chefs-d'orchestre; travail satisfaisant chez les employés et ouvriers du Métropolitain.

A Alfortville, pas de chômeurs, 60 à 72 heures, chez les ouvriers en pompes.

A Chaville, 80 p. 100 de chômeuses chez les blanchisseuses.

A Fontenay-aux-Roses, 60 heures chez les employés de la Compagnie générale de tramways.

A Levallois-Perret, pas de chômeurs, 60 heures, chez les peintres.

A Saint-Denis, 47 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les graveurs sur bois pour impressions.

A Villemonble, pas de chômeurs, 60 heures, travail plutôt médiocre, chez les jardiniers mixtes.

74. — Seine-Inférieure. — A Rouen, 13 p. 100 de chômeurs chez les *maîtres d'hôtel garçons restaurateurs*; 12 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*; 4 p. 100 de chômeurs, 50 heures, dans l'industrie cotonnière; travail satisfaisant chez les *parqueteurs*, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *chaudronniers*; 66 p. 100 de chômeurs, 32 heures, chez les *ouvriers du port*; pas de chômeurs chez les *employés de commerce et d'industrie*; pas de chômeurs chez les *musiciens*; 13 p. 100, 72 heures, chez les *coiffeurs*.

A Bèville-les-Rouen, 2 p. 100 de chômeurs, chez les *métallurgistes*.

Au Havre, 3 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*; 67 p. de 100 chômeurs, 48 heures, chez les *voiliers*; 26 p. 100 de chômeurs chez les *charpentiers de navire*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *tonneliers*; travail plus satisfaisant, chez les *pilotes*; pas de chômeurs, 72 heures, chez les *terrassiers carriers*; pas de chômeurs chez les *dessinateurs*; 24 p. 100 de chômeurs, 28 heures, chez les *charbonniers déchargeurs et chargeurs de navires*; 70 p. 100 de chômeurs, 48 heures, chez les *ouvriers du port*; 10 p. 100 de chômeurs, 48 heures, chez les *journaliers des docks*; pas de chômeurs chez les *cochers*; pas de chômeurs chez les *aides en pharmacie*; pas de chômeurs chez les *employés de magasin*.

A Bolbec, pas de chômeurs, 50 heures, chez les *cotonniers*.

A Dieppe, 5 p. 100 de chômeurs, 60 heures, dans le bâtiment; pas de chômeurs chez les *employés de commerce*; pas de chômeurs chez les *dockers*.

A Elbeuf, travail satisfaisant chez les *maçons et plâtriers*.

A Fécamp, 80 p. 100 de chômeurs chez les *ouvriers du port*.

Chez les *verriers*: travail satisfaisant à Incheville, pas de chômeurs à Nesle-Normandeuse (3 jours de travail par semaine chez les similaires verriers); 54 heures, travail plus abondant, à Martainville; pas de chômeurs, 50 heures, chez les *verriers* du Val d'Aulnoy.

75. — Seine-et-Marne. — A Provins, pas de chômeurs, travail satisfaisant chez les *ouvriers agricoles*.

A Château-Landon, pas de chômeurs, 71 heures, chez les *tailleurs de pierre*.

A Courcelles-sous-Jourarre, pas de chômeurs, 72 heures, chez les *maçons*.

A Lagny (Montévrain), pas de chômeurs chez les *typographes*.

A Lizy-sur-Ourcq, pas de chômeurs chez les *ouvriers agricoles*.

A Meaux, pas de chômeurs, 60 heures, au syndicat *mellois de l'industrie du livre*; 1 chômeur chez les *typographes*.

A Melun, pas de chômeurs, 66 heures, chez les *métallurgistes*; pas de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*.

A Mitry-Mory, pas de chômeurs, travail satisfaisant, chez les *ouvriers agricoles*.

A Montereau, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *faïenciers*; pas de chômeurs, 72 heures, dans le bâtiment.

A Montauslaust, pas de chômeurs chez les *ouvriers agricoles*.

A Noisiel, 66 heures, chez les *ouvriers chocolatiers*.

A Nemours, chômage général chez les *diamantaires*.

A Thieux, pas de chômeurs chez les *ouvriers agricoles*.

76. — Seine-et-Oise. — A Versailles, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *charpentiers*; pas de chômeurs, 66 heures, chez les *scieurs, découpeurs, etc., à la mécanique*; pas de chômeurs, 66 heures, chez les *maçons, tailleurs et scieurs de pierres*; pas de chômeurs, 66 heures, chez les *plombiers, coureurs, zingueurs*; pas de chômeurs chez les *cochers*; 3 p. 100 de chômeurs chez les *employés*; pas de chômeurs chez les *coiffeurs*.

A Bezons, 63 heures, chez le personnel de la Compagnie des *trameways*.

A Chaville, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *maçons*.

A Corbeil, pas de chômeurs, 70 heures, chez les *meuniers*.

A Étampes, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *typographes*; pas de chômeurs, 63 heures, chez les *mouleurs*.

A Mantes, 10 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *métallurgistes*.

A Meulan, pas de chômeurs, chez les *ouvriers des industries du livre*.

A Orsay, pas de chômeurs, 66 heures, dans le *bâtiment*.

Au Pecq, pas de changement chez les *typographes*.

A Pontoise, 43 p. 100 de chômeurs chez les *boulangers*.

77. — Sèvres (Deux-). — A Niort, pas de chômeurs, 54 heures, chez les *typo-lithographes*; à Parthenay, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *scieurs mécaniciens*; pas de chômeurs chez les *employés*.

A Saint-Jean-de-Thouars, pas de chômeurs, 72 heures, chez les *tailleurs de pierres et maçons*.

78. — Somme. — A Amiens, pas de chômeurs chez les *typographes*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *ouvriers de l'anneaulement*; pas de chômeurs, 54 heures, chez les *serviers*; 3 p. 100 de chômeurs chez les *employés*.

A Abbeville, 7 p. 100 de chômeurs chez les *commis aux écritures et employés de commerce*; travail satisfaisant chez les *typographes*.

79. — Tarn. — A Albi, 38 p. 100 de chômeurs chez les *boulangers*; pas de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*; 21 p. 100 de chômeurs, 40 à 45 heures, chez les *chapeliers-approprieurs*; lock-out chez les *charpentiers*; 4 p. 100 de chômeurs, 60 heures, dans le *bâtiment*, 60 heures, chez les *maçons*; 16 p. 100 de chômeurs chez les *terrassiers et manœuvres*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *ouvriers en chaux et ciments*.

A Castres, pas de chômeurs, 72 heures, chez les *boulangers*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *menuisiers-ébénistes*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *charpentiers*; 26 p. 100 chez les *tourneurs sur bois*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *métallurgistes*; pas de chômeurs, 48 heures, chez les *sculpteurs*.

A Dourgnac, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *ardoisiers*.

A Graulhet, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *ouvriers du bâtiment*.

A Mazamet, environ un quart de chômeurs, 60 heures, chez les *mégissiers*, même proportion de chômeurs, 50 à 60 heures, chez les *tanneurs*; 35 p. 100 environ chez les *moutonniers*; 66 p. 100 de chômeurs, 40 heures, chez les *ouvriers du textile*; 2 p. 100 de chômeurs, 45 à 50 heures, chez les *fileurs*; pas de chômeurs, chez les *maçons et cimentiers*; 50 p. 100 de chômeurs chez les *manœuvres et terrassiers*.

A Rabastens, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *maçons et charpentiers*.

A Saint-Amand-Soulh, 62 p. 100 de chômeurs, 40 heures, chez les *délineurs*.

80. — Tarn-et-Garonne. — A Montauban, pas de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *menuisiers et charpentiers* et chez les *menuisiers-ébénistes*; pas de chômeurs chez les *métallurgistes*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *maçons*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *peintres et chez les plâtriers*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *zingeurs*.

81. — Var. — A Toulon, 7 p. 100 de chômeurs chez les *travailleurs de terre*; 24 p. 100 de chômeurs, 96 heures, chez les *boulangers*; 4 p. 100 de chômeurs chez les *confiseurs et*

pâtisseries; 56 et 63 heures chez les *travailleurs de l'usine à gaz*; 1 chômeur, 54 heures, chez les *typographes*; 60 heures, dans les *tramways*.

A Draguignan, 63 heures, chez les *ouvriers des chemins de fer du Sud de la France*.

A Saint-Zacharie, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *potiers*.

A la Seyne, 9 p. 100 chez les *marins et pêcheurs*.

82. — Vaucluse. — A Avignon, 12 p. 100 de chômeurs chez les *travailleurs de la minoterie*; pas de chômeurs chez les *typographes*; 60 heures, dans les *tramways*.

A Caderousse, 60 heures, travail satisfaisant, chez les *balaitiers*.

A Ménerbes, pas de chômeurs chez les *carriers*.

A l'Isle-sur-Sorgue, pas de chômeurs, 62 heures, chez les *plâtriers*.

A Villeneuve-sur-Avignon, 8 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *tanneurs-corroyeurs*.

83. — Vendée. — A la Roche-sur-Yon, 54 heures, chez les *ouvriers typographes*.

A Faymoreau, pas de chômeurs, 64 heures, chez les *mineurs*.

A Fontenay-le-Comte, travail satisfaisant, 60 heures, chez les *typographes*.

Aux Sables-d'Olonne, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *ouvriers boitiers*.

Chez les *tisserands*, 16 p. 100 aux *Épesses*; chômage général à Saint-Laurent-sur-Sèvre; à Évresnes, chômage moins intense; à Mortagne-sur-Sèvre, pas de chômeurs, 60 heures.

84. — Vienne. — A Poitiers, pas de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*.

A Châtelleraut, pas de chômeurs chez les *boulangers*; pas de chômeurs chez les *maréchaux ferrants*.

A Chauvigny, 72 heures, chez les *carriers*; 10 p. 100 de chômeurs dans le *bâtiment*.

85. — Vienne (Haute-). — A Limoges, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *imprimeurs-conducteurs-typographes*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *corroyeurs*; pas de chômeurs, 40 à 60 heures, dans l'*habillement*; 2 p. 100 de chômeurs chez les *ouvriers et ouvrières tailleurs*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *sabotiers*; 17 p. 100 de chômeurs, 66 heures, chez les *maçons*; 77 p. 100 de chômeurs, 30 heures, chez les *choisisseurs et emballeurs de porcelaine*; 26 p. 100 de chômeurs, 48 heures, chez les *ouvrières porcelainières mixtes*; pas de chômeurs chez les *musiciens*; 77 heures dans les *tramways électriques*; 96 heures, chez les *coiffeurs*.

Au Dorat, pas de chômeurs chez les *maçons*.

A Dournazac, chômage chez les *feuilleardiens*.

A Saint-Yrieix, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *terrasiers du Centre*.

86. — Vosges. — A Epinal, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *ouvriers textiles*; pas de chômeurs, 72 heures, chez les *employés de commerce*.

A Jubainville, pas de chômeurs, 48 heures, chez les *ouvriers de l'aiguille*.

A Remiremont, pas de chômeurs, 72 heures, chez les *ouvriers du bâtiment*; pas de chômeurs chez les *employés*.

A Saint-Dié, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *mécaniciens*.

A Saulxures-sur-Moselotte, pas de chômeurs, 66 heures, chez les *carriers*.

A Anould, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *ouvriers des papeteries*.

Chez les *ouvriers textiles*: pas de chômeurs à Aumontzey; pas de chômeurs à Gérardmer; 60 heures, à Rupt-sur-Moselle, à Saint-Maurice-sur-Moselle; 15 p. 100 de chômeurs à Saint-Dié; pas de chômeurs à Saint-Léonard, pas de chômeurs, 60 heures, au Val d'Ajol.

87. — Yonne. — A Sens, travail moins abondant chez les *rossiers*; pas de chômeurs, 66 heures, chez les *métallurgistes*; pas de chômeurs, 72 heures, chez les *maçons*.

A Chassignelles, pas de chômeurs, 72 heures, chez les *tailleurs de pierres, carriers et maçons*.

Chez les *bâcherons*: pas de chômeurs à Fontenailles-sous-Andryes; à Lavau, chômage complet; à Lormes, pas de chômeurs; à Mézilles, 33 p. 100 de chômeurs; 8 p. 100 à Moutiers; 27 p. 100 à Saint-Fargeau.

88. — Algérie. — A Alger, pas de chômeurs chez les *employés en quincaillerie*.

A Constantine, 6 p. 100 de chômeurs chez les *ouvriers sur métaux*; 19 p. 100 de chômeurs chez les *cochers et charretiers*.

Commerce extérieur de la France. — Tableau des importations et exportations pendant les huit premiers mois de 1908 :

	1908.	1907.	AUGMENTATIONS en 1908.	DIMINUTIONS en 1908.
	1,000 francs.	1,000 francs.	1,000 francs.	1,000 francs.
IMPORTATIONS.				
Objets d'alimentation.....	603,421	661,381	"	57,963
Matières nécessaires à l'industrie.....	2,639,175	2,700,015	"	60,840
Objets fabriqués.....	761,426	753,773	7,653	"
TOTAL.....	4,004,002	4,115,172	7,653	118,803
DIMINUTION en 1908.....			111,150	
EXPORTATIONS.				
Objets d'alimentation.....	157,333	465,686	"	8,353
Matières nécessaires à l'industrie.....	962,907	995,724	"	32,817
Objets fabriqués.....	1,726,612	1,980,415	"	253,803
Colis postaux.....	278,854	258,281	20,573	"
TOTAL.....	3,425,706	3,700,106	20,573	294,973
DIMINUTION en 1908.....			274,400	

Recettes des chemins de fer (SEPT GRANDS RÉSEAUX). — 1,095,161,600 francs du 1^{er} janvier au 1^{er} septembre 1908 contre 1,085,816,800 francs pendant la période correspondante de 1907, soit une augmentation de 9,344,600 francs.

Prix courants d'un certain nombre de marchandises sur la place de Paris (sauf indication contraire):

	COULES fin du mois de septembre 1908.
Sucre br., blanc n° 3, les 100 kilogr., cour ^t	29 87
Alcool 90 deg., l'hectol., cour ^t	41 75
Huile de colza brute dispon., les 100 kilogr.....	76 87
Huile de lin dispon., les 100 kilogr.....	55 62
Suif de la boucherie de Paris, les 100 kilogr. (en pains).....	71 00
Cotons (au Havre), les 50 kilogr., cour ^t	62 12
Laines en suint (au Havre), les 100 kilogr., cour ^t	135 00
Soies grèges Cévennes, 2 ^e qual. (à Lyon), le kilogr.....	"
Cuivre en lingots, les 100 kilogr. mixtes (1 ^{re} classe).....	163 50
Étain Banca, <i>idem</i>	359 00
Plomb, livr. à Paris, <i>idem</i>	40 00
Zinc, bonnes marques, <i>idem</i>	55 00
Blé à Paris, les 100 kilogr. mixtes (1 ^{re} classe).....	23 12
Viande (bœuf), moyenne des 3 qualit., la Villette, le kil.....	1 60
— veau, <i>idem</i>	1 95
— mouton, <i>idem</i>	2 15
— porc, <i>idem</i>	1 60

MOUVEMENT SYNDICAL.

Pendant le mois d'août 1908, le Ministère du Travail et de la Prévoyance sociale a été avisé de la création de :

- 59 syndicats patronaux comptant 2658 membres;
- 57 syndicats ouvriers comptant 4039 membres;
- 2 unions de syndicats patronaux;
- 1 union de syndicats ouvriers;

et de la dissolution de :

- 8 syndicats patronaux comptant 917 membres;
- 47 syndicats ouvriers comptant 2,732 membres;
- 2 syndicats mixtes comptant 139 membres;

Les nouvelles associations signalées ont été fondées :

7 en août, 18 en juillet, 9 en juin, 4 en mai, 5 en avril, 5 en mars, 2 en février, 4 en janvier et 65 antérieurement au 1^{er} janvier 1908. Total : 119.

A. — CRÉATION DE SYNDICATS, D'UNIONS DE SYNDICATS ET DE BOURSES DU TRAVAIL.

(La date entre crochets [] est celle de la création du syndicat.)

1° SYNDICATS PATRONAUX.

Alpes-Maritimes [1^{er} août 1908]. — Syndicat du commerce des **huiles** d'olive de Nice (Union de négociants en gros) (16 membres). Siège social : mairie, NICE.

Ardennes [31 juillet 1908]. — Syndicat des débiteurs de **boissons** de la ville de Charleville et de la région (87 membres). Siège social : rue de l'Abreuvoir, 1, CHARLEVILLE.

Bouches-du-Rhône [22 juillet 1908]. — Syndicat marseillais des **exportateurs** de beurre pur (3 membres). Siège social : rue de l'Arc, 11, MARSEILLE.

Côte-d'Or [25 juin 1908]. — La Bourgogne **apicole** (320 membres). Siège social : Bourse du travail, DIJON.

Eure [8 mars 1908]. — Union des producteurs de **lait** de la région de Gaillon (254 membres). Siège social : Mairie Gaillon.

Gard [1^{er} août 1908]. — Syndicat général des industries du **bâtiment** et des travaux publics du Gard (57 membres). Siège social : café Torton, NÎMES. — [4 août 1908]. — Syndicat des négociants et commissionnaires en **bestiaux** de la ville de Nîmes (35 membres). Siège social : rue du Mail, 22, NÎMES.

Gironde [6 juillet 1908]. — Syndicat professionnel des **banquiers** de Bordeaux et du département de la Gironde (8 membres). Siège social : rue d'Orléans, 8, BORDEAUX. — [11 août 1908]. — Syndicat de l'industrie **laitière** du sud-ouest (? membres). Siège social : rue Lafargue, 15, BORDEAUX.

Ile-et-Vilaine [23 juillet 1908]. — Syndicat des négociants en **beurres** de Rennes (10 membres). Siège social : boulevard Sébastopol, 12, RENNES.

Indre-et-Loire [10 août 1903]. — Syndicat des négociants en **grains**, graines, fourrages et issues de la Touraine et du Centre (110 membres). Siège social : Palais du Commerce, rue Jules-Favre, Paris.

Jura [19 mai 1908]. — Syndicat de la **charcuterie** de Saint-Claude (7 membres). Siège social : avenue de Belfort, 9, SAINT-CLAUDE.

Landes [2 1907]. — Association des propriétaires **forestiers** de Linxe, Vielle-saint-Gérons, Saint-Michel-Escalas (100 membres). Siège social : LINXE. — [15 décembre 1903]. — Chambre syndicale de la **charcuterie** de la ville de Mont-de-Marsan et du département des Landes (5 membres). Siège social : café du Commerce, MONT-DE-MARSAN.

Loire [15 décembre 1907]. — Syndicat **apicole** « L'abeille du Pilat » (50 membres). Siège social : rue des Deux-Marchés, 2, RIVE-DE-GIER. — [6 août 1905]. — Syndicat général des chambres patronales du **bâtiment** et des travaux publics du département de la Loire (section de Rive-de-Gier) (68 membres). Siège social : RIVE-DE-GIER. — [16 décembre 1900]. — Syndicat des négociants en **liquides** du canton de Rive-de-Gier (37 membres). Siège social : rue des Deux-marchés, RIVE-DE-GIER. — [18 janvier 1908]. — Chambre syndicale du commerce des **bois** du département de la Loire et des départements limitrophes (26 membres). Siège social : rue de la Bourse, 40, SAINT-ÉTIENNE. — [8 juillet 1908]. — Syndicat mixte de la Loire (**boucherie**, charcuterie et similaires) (101 membres). Siège social : salle du Commerce, aux Mottelières, SAINT-ÉTIENNE. — [27 juin 1907]. — Chambre syndicale de l'industrie **rubanière** de la Loire et de la Haute-Loire (38 membres). Siège social rue Général-Foy, 20, SAINT-ÉTIENNE.

Loire (Haute) [1^{er} février 1907]. — Chambre syndicale de la **boucherie** de la ville du Puy (23 membres). Siège social : Hôtel-de-ville, LE PUY. [13 mars 1907]. — Syndicat des marchands **forains** de la ville du Puy (18 membres). Siège social : LE PUY.

Lot-et-Garonne [10 janvier 1907]. — Association syndicale des **hôteliers-restaureurs**, limonadiers, pâtisseries d'Agen et du Lot-et-Garonne (60 membres). Siège social : Hôtel Marty, rue Jacquard, AGEN.

Maine-et-Loire [22 août 1907]. — Syndicat des patrons **boulangers** de Beaufort et des cantons environnants (49 membres). Siège social : BEAUFORT. — [2 janvier 1907]. — Syndicat des marchands de **bestiaux** d'Anjou (135 membres). Siège social : café Gauthier, Champ de foire, Cholet. — [2 1897]. — Chambre syndicale des patrons **charpentiers** de Cholet (14 membres). Siège social : café Baglise, rue du commerce, CHOLET. — [11 octobre 1907]. — Union syndicale des loueurs des **voitures** de place de la ville de Saumur (21 membres). Siège social : SAUMUR.

Manche [24 novembre 1906]. — Syndicat des **médecins** de l'arrondissement de Mortain (14 membres). Siège social : chez le docteur Le Gendre, secrétaire, MORTAIN. — [5 décembre 1906]. — Syndicat **médical** de l'arrondissement de Valognes (19 membres). Siège social : Hôtel du Louvre, VALOGNES.

Mayenne [14 juin 1907]. — Union des **horlogers**, bijoutiers, orfèvres du département de la Mayenne (31 membres). Siège social : café de la Paix, 18, LAVAL. — [2 juin 1907]. — Syndicat des **pharmaciens** de la Mayenne (12 membres). Siège social : quai Sadi-Carnot, 17, LAVAL. — [11 août 1907]. — Syndicat des **vétérinaires** de la Mayenne (11 membres). Siège social : LAVAL.

Meurthe-et-Moselle [21 juillet 1907]. — Syndicat d'**élevage** du cheval de trait de l'arrondissement de Briey (70 membres). Siège social : BRIEY. — [20 août 1907]. — Chambre syndicale de la **boulangerie** des villes de Jœuf, Homécourt et Auboué

(19 membres). Siège social : rue du Commerce, JÆUF. — [2 avril 1908]. — Syndicat des agents généraux d'**assurances** contre l'incendie de l'arrondissement de Lunéville (19 membres). Siège social : rue Charles-Vue, 19, LUNÉVILLE. — [17 juin 1908]. — Syndicat des gérants de débits de **tabacs** du département de Meurthe-et-Moselle (52 membres). Siège social : rue de Boudonville, 68, NANCY.

Meuse [6 juin 1907]. — Syndicat des marchands de **bois** et matériaux de construction du département de la Meuse (24 membres). Siège social : rue de la gare, 13, BAR-LE-DUC. — [23 juillet 1908]. — Chambre syndicale de la **boucherie** de la ville de Bar-le-Duc (14 membres). Siège social : rue Rousseau, 40, BAR-LE-DUC.

Nièvre [11 juin 1908]. — Syndicat **médical** de l'arrondissement de Clamecy (14 membres). Siège social : chez le docteur Røllinger, rue Bourgeoise, CLAMECY.

Nord [26 juillet 1908]. — Syndicat des **vétérinaires** des arrondissements de Dunkerque et d'Hazebrouck (14 membres). Siège social : rue de l'abattoir, 23, DUNKERQUE. — [18 janvier 1908]. — Syndicat des fabricants d'**eaux** gazeuses de Lille et environs (5 membres). Siège social : Place de la Gare, 20, LILLE.

Pas-de-Calais [24 mars 1908]. — Chambre syndicale des fabricants de **papier** et de carton de la vallée de l'Aa (8 membres). Siège social : Grande place, 10, SAINT-OMER.

Puy-de-Dôme [1^{er} juillet 1907]. — Syndicat des **villas** et pensions de famille (30 membres). Siège social : villa Myrtille, LA BOURBOULE. — [7 décembre 1907]. — Chambre syndicale des fabricants d'**eaux gazeuses** du Puy-de-Dôme (15 membres). Siège social : rue du Théâtre, 3, CLERMONT-FERRAND. — [18 septembre 1907]. — Syndicat **médical** de l'arrondissement d'Issoire (18 membres). Siège social : boulevard de la Manhière, 18, ISSOIRE. — [2 1899]. — Syndicat des **pharmaciens** de l'arrondissement d'Issoire (22 membres). Siège social : ISSOIRE. — [10 janvier 1907]. — Chambre syndicale des fabricants de **coutellerie** du bourg de Saint-Rémy-sur-Durolle (25 membres). Siège social : SAINT-RÉMY-SUR-DUROLLE. —

Pyrénées (Basses-) [14 novembre 1907]. — Syndicat des **cochers** de place de la ville de Biarritz (17 membres). Siège social : BIARRITZ.

Pyrénées-Orientales [1^{er} mars 1907]. Syndicat de la **boucherie** de Perpignan, gros et détail (30 membres). Siège social : café Servole, rue Louis-Blanc, PERPIGNAN.

Rhône [16 juillet 1908]. — Syndicat des **coquetiers-approvisionneurs** du Rhône de la Loire et de l'Isère (35 membres). Siège social : quai Saint-Vincent, 46, LYON.

Savoie (Haute-) [2 juillet 1908]. — Syndicat des **voituriers** d'Évian-les-Bains (32 membres). Siège social : café du marché, Place du marché, ÉVIAN-LES-BAINS.

Seine [6 août 1908]. — Syndicat des patrons **coiffeurs** de Clichy (18 membres). Siège social : café national, Place des fêtes, 1, CLICHY. — [20 avril 1908]. — Chambre patronale des **horticulteurs** et entrepreneurs de jardins de la Seine (région ouest) (85 membres). Siège social : rue de Bois-Colombes, 35, COURBEVOIE. — [14 juin 1908]. — Syndicat français des couleurs de **bougies** et des industries qui s'y rattachent (120 membres). Siège social : rue du Louvre, 40, PARIS. — [20 juillet 1908]. — Union syndicale des fabricants et préparateurs de **poteaux** télégraphiques et mâts pour canalisations électriques (18 membres). Siège social : rue Saint-Honoré, 163, PARIS. — [18 mars 1908]. — Union française de la **presse** (105 membres). Siège social : rue de la Pépinière, 8, PARIS. — [12 juin 1908]. — Chambre syndicale patronale des **retameurs** du département de la Seine (70 membres). Siège social : rue Saint-Dominique, 75, PARIS. — [1^{er} janvier 1908]. — Syndicat **médical** de Vincennes (15 membres). — Siège social : avenue Bubert, 12, VINCENNES.

Tarn [1^{er} mai 1908]. — Syndicat des négociants en **spiritueux** et en vins du département du Tarn (25 membres). Siège social : chez M. F. Blanchet, président, ALBI.

2° SYNDICATS OUVRIERS.

Ain [2 1907]. — Syndicat professionnel des ouvriers du **bâtiment** du canton d'Oyonnax (section des maçons, mineurs, manœuvres et similaires (35 membres). Siège social : rue de la vieille-église, OYONNAX.

Ardèche [3 mars 1907]. — Chambre syndicale des ouvriers **mineurs** et similaires de Saint-Cierge-la-Serre et de la région (40 membres). Siège social : SAINT-CIERGE-LA-SERRE.

Aude [1^{er} septembre 1907]. — Syndicat des ouvriers **cultivateurs** de Saint-Jean-de-Barrou (39 membres). Siège social : SAINT-JEAN-DE-BARROU.

Bouches-du-Rhône [21 mai 1906]. — Chambre syndicale des ouvriers **coiffeurs**, à Aix-en-Provence (18 membres). Siège social : Cours Mirabeau, 37, AIX. [1^{er} mai 1908]. — Syndicat international des ouvriers **carriers** et parties similaires de Cassis (28 membres) Siège social : rue Pavé d'amour, CASSIS. — [1^{er} juillet 1908]. — Chambre syndicale française des **maîtres-portelaix** et similaires de Marseille (70 membres). Siège social : quai du canal, 11, MARSEILLE.

Charente-Inférieure [18 juillet 1908]. — Chambre syndicale de la **carrosserie** et parties similaires de la Rochelle (21 membres). Siège social : Bourse du travail, LA ROCHELLE.

Cher [24 mars 1907]. — Syndicat des ouvriers **bûcherons** agricoles et travaux similaires de Blet, Charlet et Lantan (40 membres). Siège social : BLET. — [2 mars 1907]. — Syndicat des ouvriers **bûcherons** agricoles et travaux similaires de Plou Brouillaumon (230 membres). Siège social : PLOU-BROUILLAUMON. — [15 mars 1901]. — Chambre syndicale des **laveuses** nettoyeuses et femmes de journées de Saint-Amand (21 membres). Siège social : Bourse du travail, SAINT-AMAND. — [5 juillet 1908]. — Syndicat des ouvriers **bûcherons** agricoles et travaux similaires de Saint-Éloy-de-Gy (85 membres). Siège social : SAINT-ÉLOY-DE-GY. — [16 mai 1906]. — Chambre syndicale des ouvriers **carriers** et tailleurs de pierres de Saint-Florent (70 membres). Siège social : route d'Issoudun, 7, SAINT-FLORENT-SUR-CHER.

Côte d'Or [22 juin 1908]. — Chambre syndicale des livreurs, courtiers et assimilés. marchands de **cafés** de la ville de Dijon (27 membres). Siège social : rue Bexbisey, 78, DIJON.

Eure [29 mars 1908]. — Syndicat des **bûcherons** de la forêt de Beaumont-le-Roger et du canton de Beaumont (27 membres). Siège social : chez M. Marvin, Éloi, GROSLEY.

Gironde [25 juin 1908]. — Union fraternelle des ouvriers du **bâtiment** et similaires (65 membres). Siège social : rue de Ruat, 25, BORDEAUX. — [27 avril 1908]. — Chambre syndicale des **carriers** de la Gironde (section de Nérigeau et environs) [22 membres). Siège social : Mairie, NÉRIGEAU.

Ille-et-Vilaine [9 février 1908]. — Chambre syndicale des ouvriers **métallurgistes** de l'arrondissement de Saint-Malo (150 membres). Siège social : rue de Lorme, 4, SAINT-MALO.

Landes [24 mars 1907]. — Syndicat des **résiniers** du Marensin (24 membres). Siège social : Boos. — [1^{er} mai 1907]. — Chambre syndicale des ouvriers **tonneliers** de Mont-de-Marsan (20 membres). Siège social : rue Saint-Jean-d'Août, MONT-DE-MARSAN. — [12 mai 1907]. — Chambre syndicale du **bâtiment** de Saint-Martin-de-Seignaux (24 membres). Siège social : Hôtel Saint-Martin, SAINT-MARTIN-DE-SEIGNEAUX.

Loire [2 1889]. — Chambre syndicale des ouvriers **tourneurs-mouleurs** en poterie et similaires de la ville de Roanne. (22 membres). Siège social : Place du Palais de justice, ROANNE. — [2] — Chambre syndicale des ouvriers **menuisiers** du canton de Saint-Chamond (47 membres). Siège social : Bourse du travail, SAINT-CHAMOND. — [2 juin 1902]. — Syndicat des ouvriers **battandiers** et similaires de la Loire et extension (35 membres). Siège social : Bourse du travail. SAINT-ÉTIENNE. [2 août 1904]. — Chambre syndicale des ouvrières **couturières** (40 membres). Siège social : Bourse du travail, SAINT-ÉTIENNE. — [2]. — Chambre syndicale des **mouleurs en fer et modeleurs** de Saint-Etienne (2membres). Siège social : Bourse du travail, SAINT-ÉTIENNE. — [10 juin 1908]. — Syndicat général des ouvriers **terrassiers**, mineurs, puisatiers, tubistes et parties similaires du département de la Loire (34 membres). Siège social : Bourse du travail, SAINT-ÉTIENNE. — [1^{er} janvier 1907]. — Chambre syndicale des ouvriers **tisseurs, renfourneurs, sondeurs** et similaires sur **verre** (21 membres). Siège social : Bourse du travail, SAINT-ÉTIENNE.

Loire-Inférieure [1^{er} août 1908]. — Syndicat des **capitaines** au long-cours de l'Océan (50 membres). Siège social : au Grand-Hôtel, SAINT-NAZAIRE. — [13 juillet 1908]. — Syndicat des employés et ouvriers des **tramways** de la ville de Nantes (208 membres). (section de Doulon). Siège social : salle Chanson, boulevard de la Liberté, NANTES.

Lot-et-Garonne [12 janvier 1907]. — Syndicat des ouvriers **bouchonniers** de Mézin (47 membres) Siège social : café du Commerce, Place Armand-Fallières, MÉZIN. — [19 janvier 1906]. — Syndicat des ouvriers et ouvrières du magasin des **tabacs** en feuilles de Tonneins (81 membres). Siège social : café de Laperche, TONNEINS.

Maine-et-Loire [25 novembre 1906]. — Syndicat de Gouis-Durtal [ouvriers en **papier**] (23 membres). Siège social : Gouis, commune de DURTAL.

Marne [19 octobre 1898]. — Chambre syndicale des **cuisiniers** et pâtissiers de Reims (78 membres). Siège social : Place Drouet-d'Erlon, 88, REIMS (reconstitution). — [17 octobre 1907]. — Syndicat libre des **employés** rémois (60 membres). Siège social : rue Henri Delacroix, 7, REIMS.

Mayenne (1^{er} avril 1907). — Fédération des mécaniciens et chauffeurs **des chemins de fer** de l'Ouest [section de Laval] (42 membres). Siège social : rue Jeanne-d'Arc, LAVAL.

Meurthe-et-Moselle [1^{er} octobre 1907]. — Syndicat des ouvriers **métallurgistes** et mineurs d'Hussigny-Godbrange (150 membres). Siège social : chez M. Lecompte Eugène, rue de la Fontaine, HUSSIGNY. — [16 mai 1908]. — Syndicats des ouvriers **décorateurs** sur verre, céramistes et parties similaires de Nancy (100 membres). Siège social : rue Saint-Georges, 109, NANCY.

Pas-de-Calais [1^{er} août 1907]. — Chambre syndicale des ouvrières et ouvriers de la **papeterie** et parties similaires (363 membres). Siège social : BLENDÉCQUES.

Puy-de-Dôme [14 décembre 1907]. — Chambre syndicale des ouvrières et ouvriers **métallurgistes** et similaires de la région d'Olliergues (71 membres). Siège social : Mairie, OLLIERGUES.

Pyrénées (Basses-) [25 janvier 1908]. — Association amicale des inscrits maritimes de Bayonne [**pêcheurs** et marins] (22 membres). Siège social, chez le Président, rue du Château, BAYONNE.

Pyrénées-Orientales [2 avril 1907]. — Syndicat de l'Union du Travail des **mines** de Palalda (80 membres). Siège social : Mairie, PALALDA. — [11 novembre 1907]. — Chambre syndicale des ouvriers **tailleurs d'habits** (12 membres). Siège social : Bourse du Travail, PERPIGNAN. — [1^{er} juin 1907]. — Syndicat des ouvriers des Hauts-Fourneaux de Ria [**mines**] (30 membres). Siège social : Mairie, RIA. — [5 novembre 1906]. — Chambre syndicale des **travailleurs agricoles** et viticoles de Saint-Génis-des-Fontaines (30 membres). Siège so-

cial : SAINT-GÉNIS-DES-FONTAINES. — [1^{er} juillet 1907]. — Syndicat des ouvriers **cercliers** du canton de Prats-de-Mollo (62 membres). Siège social : SAINT-LAURENT-DE-CERDANS. — [27 juillet 1907]. — Syndicat des ouvriers **mineurs** de Lesquerde et des environs (50 membres). Siège social : Mairie, SAINT-PAUL-DE-FENOUILLET. — [26 septembre 1907]. — Société syndicale des ouvriers **fouettiers** de la commune de Sorède (62 membres). Siège social : Mairie, SORÈDE. — [2 avril 1907]. — Syndicat des **mineurs** de la vallée de Velmanya (50 membres). Siège social : Mairie, VELMANYA. — [14 février 1907]. — Syndicat des ouvriers **mineurs** de Vernet-les-Bains et des environs (100 membres). Siège social : VERNET-LES-BAINS.

Rhône [27 juin 1908]. — Syndicat général des travailleurs de la **confection** de Lyon et du Rhône (105 membres). Siège social : rue Chaponnay, 51, LYON. — (2 juillet 1908). Chambre syndicale indépendante des ouvriers et ouvrières **tullistes** et similaires de Lyon et de la région (50 membres). Siège social : rue Bonnefoy, 11, LYON.

Seine-Inférieure [31 juillet 1908]. — Syndicat des **capitaines** au long cours de la Manche (616 membres). Siège social : rue de Paris, 105, LE HAVRE. — [4 juillet 1908]. — Syndicat ouvrier des **serruriers** havrais (6 membres). Siège social : Cercle Franklin, LE HAVRE.

Seine-et-Oise [3 juin 1906]. — Chambre syndicale professionnelle des ouvriers **jardi-
niers** de Meudon-Bellevue (28 membres). Siège social : Rond-Point de Bellevue, 45, MEUDON.

Vienne [1^{er} février 1908]. — Chambre syndicale des ouvriers **carriers** de Lavoux (80 membres). Siège social : LAVOUX.

Vienne (Haute-) [7 avril 1908]. — Syndicat des ouvriers **coiffeurs** de Limoges (18 membres). Siège social : Bourse du Travail, LIMOGES.

Vosges [23 mars 1908]. — Chambre syndicale des ouvriers du **bâtiment** de Gérardmer et des environs (90 membres). Siège social : chez le Secrétaire, GÉRARDMER.

3° UNION DE SYNDICATS PATRONAUX.

Aube [2 juillet 1908]. — Syndicat général du commerce et de l'industrie du département de l'Aube (13 syndicats adhérents). Siège social : Place Audiffred, 10, TROYES.

Pas-de-Calais [7 avril 1908]. — Union des syndicats professionnels du Nord de la France (9 syndicats adhérents). Siège social : rue de Dunkerque, 4, SAINT-OMER.

4° UNION DE SYNDICATS OUVRIERS.

Landes [24 mars 1906]. — Fédération des syndicats de fermiers, métayers, **résiniers** et parties similaires de la terre landaise (16 syndicats adhérents). Siège social : LIT-ET-MIXTE.

B. — SYNDICATS DISSOUS.

(La date entre crochets [] est celle de la création du syndicat. La date de la dissolution n'est pas donnée, parce que l'inactivité du syndicat est souvent le seul indice de sa disparition.)

1° SYNDICATS PATRONAUX.

Gironde [24 avril 1899]. — Syndicat professionnel des **scieurs** mécaniques, fabricants

de caisses et marchands de bois de Bordeaux et du Sud-Ouest (150 membres). Siège social : rue des Trois-Conils, 3, BORDEAUX.

Loire-Inférieure [28 mars 1905]. — Syndicat des négociants en **cycles** et automobiles de Nantes et de la Loire-Inférieure (28 membres). Siège social : Café Continental, NANTES.

Manche [20 janvier 1888]. — Syndicat des **pharmaciens** de Cherbourg (14 membres). Siège social : Quai Alexandre III, 8, CHERBOURG.

Nièvre [21 mai 1901]. — Syndicat général du commerce de l'**épicerie** du département de la Nièvre (20 membres). Siège social : rue de Rémigny, 1, NEVERS.

Nord [14 novembre 1905]. — Syndicat des courtiers de **fret** français de région houillère du Nord et du Pas-de-Calais (7 membres). Siège social : place Carnot, 35, DOUAI. — [2 octobre 1902]. — Chambre syndicale des **amidonniers** de maïs de France (650 membres). Siège social : rue du Bac, HAUBOURDIN. — [1^{er} avril 1898]. — Syndicat des marchands **bouchers** et charcutiers en gros de l'abattoir de Roubaix (29 membres). Siège social : rue Lacroix, 30, ROUBAIX.

Pas-de-Calais [20 mars 1894]. — Syndicat d'exploitants de **moulins** riverains de la Scarpe-la-Sensée et la Petite-Sensée et leurs affluents (25 membres). Siège social : Hôtel de l'Univers, ARRAS.

Puy-de-Dôme [9 novembre 1902]. — Syndicat des marchands de **vins** en gros du bassin houiller de Brassac-les-Mines (14 membres). Siège social : BRASSAC-LES-MINES.

2° SYNDICATS OUVRIERS.

Gironde [1^{er} avril 1904]. — Syndicat des agents et employés de publicité des **journaux** de Bordeaux (15 membres). Siège social : Agence Havas, BORDEAUX.

Hérault [1^{er} juin 1905]. — Chambre syndicale des ouvriers **charrons**, forgerons et carrossiers de la ville de Cette (20 membres). Siège social : Bourse du Travail, Cette. — [25 mai 1900]. — Syndicat des ouvriers **peintres** en bâtiment (55 membres). Siège social : Bourse du Travail, MONTPELLIER. — [30 juillet 1891]. — Chambre syndicale des travailleurs de **terre**, vignerons et agriculteurs de la ville de Montpellier et des environs (600 membres). Siège social : Bourse du Travail, MONTPELLIER.

Landes [8 avril 1906]. — Syndicat des **résiniers** du Marensin (89 membres). Siège social : SEIGNOSSE.

Loire (Haute-) [29 juillet 1890]. — Chambre syndicale des ouvriers **verriers** et similaires de Mégecoste (250 membres). Siège social : Bourse du Travail, SAINTE-FLORINE.

Loire-Inférieure [26 juin 1899]. — Chambre syndicale des ouvriers **charpentiers** de la ville de Nantes (47 membres). Siège social : Bourse du Travail, NANTES. — [9 février 1899]. — Chambre syndicale des ouvriers et ouvrières en fournitures militaires de Nantes [**habillement**] (30 membres). Siège social : Bourse du Travail, NANTES. — [10 décembre 1905]. Syndicat indépendant des employés et vendeurs de **journaux** (33 membres). Siège social : rue de l'Héronnière, 2, NANTES. — [10 février 1900]. Chambre syndicale des **mécánicos** brevetés du port de Nantes (6 membres). Siège social : quai de la Fosse, 6, NANTES. — [3 mars 1897]. — Chambre syndicale des ouvriers **riveurs** et auxiliaires (18 membres). Siège social : rue de Flandres, 18, NANTES. — [15 mai 1901]. — Chambre syndicale des ouvriers **tonneliers** de la ville de Nantes (30 membres). Siège social : rue de Flandres, 18, NANTES.

Lot [14 juin 1902]. Syndicat **typographique** de Cahors (10 membres). Siège social : rue Clément-Marot, CAHORS.

Lot-et-Garonne [10 avril 1904]. — Chambre syndicale des ouvriers **boulangers** de l'arrondissement de Marmande (15 membres). Siège social : rue Puygueraud, MARMANDE.

Maine-et-Loire [12 février 1905]. — Union professionnelle des **ardoisiers** et carriers d'Angers (40 membres). Siège social : rue Desmazières prolongée, 4, ANGERS. — [1^{er} septembre 1905]. — Syndicat des **commissionnaires** publics autorisés d'Angers (11 membres). Siège social : Bourse du Travail, ANGERS. — [10 février 1904]. — Chambre syndicale des ouvriers **sablonniers** (22 membres). Siège social : Bourse du Travail, ANGERS. — [2 1903] — Chambre syndicale des ouvriers et ouvrières **tailleurs d'habits** (12 membres). Siège social : Bourse du Travail, ANGERS. — [2 mars 1905]. — Union professionnelle des industries **textiles** (40 membres). Siège social : rue du Vollier, 10, ANGERS. — [18 septembre 1906]. — Chambre syndicale des garçons **bouchers** de la ville de Saumur (9 membres). Siège social : rue Fourrier, 35, SAUMUR.

Manche [11 septembre 1906]. — Chambre syndicale ouvrière des ouvriers **coiffeurs** de Cherbourg (23 membres). Siège social : Bourse du Travail, CHERBOURG. — [26 juillet 1904]. — Syndicat des ouvriers **plombiers**, zingueurs, couvreurs, fumistes et métallurgistes de la ville de Granville (28 membres). Siège social : rue des Carrosses, 2, GRANVILLE.

Marne [18 novembre 1906]. — Syndicat des ouvriers **verriers** (verre noir) de Courcy (104 membres). Siège social : COURCY. — [26 avril 1900]. — Chambre syndicale de l'imprimerie sparnacienne (**typographes**) et des professions similaires (2 membres). Siège social : rue de Grandpierre, 52, ÉPERNAY.

Morbihan [2 août 1904]. — Syndicat des ouvriers de l'ameublement d'Auray (76 membres). Siège social : Salle de la Prison, AURAY. — [2 février 1903]. — Chambre syndicale des ouvriers **couvreurs** de la ville de Lorient (12 membres). Siège social : rue de l'Hôpital, 88, LORIENT. — [25 février 1903]. — Chambre syndicale des ouvriers **menuisiers** et charpentiers de Lorient (36 membres). Siège social : Salle du Château-d'Eau, LORIENT — [7 octobre 1903]. — Syndicat des ouvriers en régie du **port** de Lorient (80 membres). Siège social : Salle du Château-d'Eau, LORIENT. — [1^{er} mai 1905]. — Syndicat des ouvriers des chantiers des constructions navales et des chantiers du **bâtiment** du canton de Belle-Ile-en-Mer (227 membres). Siège social : LE PALAIS. — [12 mai 1905]. — Chambre syndicale des ouvriers du **bâtiment** et des industries qui s'y rattachent du canton de Quiberon (14 membres). Siège social : QUIBERON. — [26 novembre 1905]. — Chambre syndicale des ouvriers **plâtriers** des cantons de Vannes (26 membres). Siège social : rue Boismoreau, 14, VANNES.

Nièvre [28 décembre 1898]. Syndicat des ouvriers en **bois** de Buzy (45 membres). Siège social : Buzy, commune de LA CHAPELLE-SAINT-ANDRÉ. — [1^{er} juillet 1903]. — Syndicat du **bâtiment** de Cosne (40 membres). Siège social : Cosne. — [13 mars 1903]. — Syndicat des **coiffeurs** (18 membres). Siège social : Bourse du Travail, NEVERS.

Pas-de-Calais [20 décembre 1902]. — Syndicat indépendant des ouvriers **cimentiers** et similaires (20 membres). Siège social : BOULOGNE-SUR-MER. — [18 novembre 1902]. — Syndicat indépendant de la **cordonnerie** (10 membres). Siège social : Bourse du Travail indépendante, BOULOGNE-SUR-MER. — [17 décembre 1903]. — Syndicat indépendant des **employés de commerce** et d'industrie de Boulogne-sur-Mer et de ses environs (65 membres). Siège social : rue Desille, 8, BOULOGNE-SUR-MER. — [18 mars 1903]. — Syndicat indépendant des ouvriers **tonneliers** de Boulogne-sur-Mer et ses environs (170 membres). Siège social : rue Désille, 8, BOULOGNE-SUR-MER.

Puy-de-Dôme [1^{er} janvier 1903]. — Chambre syndicale des ouvriers **mineurs** et similaires réunis du bassin houiller du Puy-de-Dôme (90 membres). Siège social : BRASSAC-LES-MINES. — [8 novembre 1885]. — Chambre syndicale des ouvriers **chapeliers** appro-

prieurs de Clermont-Ferrand (4 membres). Siège social : Bourse du Travail, CLERMONT-FERRAND. — [25 juillet 1898]. — Chambre syndicale des **cuisiniers** de Clermont-Ferrand (36 membres). Siège social : CLERMONT-FERRAND. — [21 juin 1900]. — Syndicat mixte des **voyageurs**, représentants et employés de commerce et de bureau de Clermont-Ferrand (60 membres). Siège social : Bourse du Travail, CLERMONT-FERRAND. — [20 novembre 1901]. — Syndicat des ouvriers **sabotiers** et galochiers de Thiers (3 membres). Siège social : rue de la Coutellerie, 11, THIERS.

Pyrénées-Orientales [25 décembre 1903]. — Chambre syndicale des Travaill^{ers} agricoles et viticoles de la commune de Pollestres (80 membres). Siège social : POLLESTRES. — [21 mai 1904]. — Chambre syndicale des travailleurs agricoles et viticoles de la commune de Théza (23 membres). Siège social : Mairie, THÉZA. — [7 janvier 1906]. — Chambre syndicale des travailleurs agricoles et viticoles de la commune de Trouillas (38 membres). Siège social : TROUILLAS.

Seine [4 mars 1895]. — Association professionnelle des receveurs et pontonniers de la Compagnie des **Bateaux-Parisiens** (50 membres). Siège social : avenue de Versailles, 146, PARIS.

3° SYNDICATS MIXTES.

Manche [9 mars 1896]. — Syndicat mixte entre patronnes, employées et ouvrières de l'**habillement** dit « Syndicat de la Sainte-Famille » (59 membres). Siège social : rue Saint-Gervais, 20, AVRANCHES.

Morbihan [3 décembre 1905]. — Syndicat des **pêcheurs** et armateurs de l'île de Groix (80 membres). Siège social : GROIX.

Le Rédacteur en Chef du Bulletin, Gérant,

CII. PICQUENARD.

PUBLICATIONS DE LA DIRECTION DU TRAVAIL

(Les volumes épuisés sont marqués d'un astérisque [*].)

I. — CONSEIL SUPÉRIEUR DU TRAVAIL.

1 ^{re} SESSION (1891). — * <i>Compte rendu</i> . — <i>Rapports</i> : Bureaux de placement (M. Thévenel). — Protection des salaires (M. Martelin). — Création d'un office du travail (M. Kœufer). — 1 in-4°, 200 p.	2 fr. 25
2 ^e SESSION (1892). — * <i>Compte rendu</i> . — <i>Rapports</i> : Organisation du crédit populaire (MM. Labeyrie et Delahaye). — Sociétés coopératives de crédit (M. Lyon-Caen). — Habitations ouvrières (M. Siegfried). — Musée d'économie sociale (M. Linder). — Règlements d'atelier (M. Kenfer). — Pétition des typographes de Lyon. — 1 in-4°, 252 p.	3 francs.
3 ^e et 4 ^e SESSIONS (déc. 1893-janv. 1894). — * <i>Compte rendu</i> . — <i>Rapport</i> sur l'organisation du crédit populaire (M. Many). — 1 in-4°, 341 p.	3 fr. 30.
5 ^e SESSION (1895). — * <i>Compte rendu</i> . — <i>Rapport</i> sur la création de chambres de travail (M. Depasse). — 1 in-4°, 165 p.	2 fr. 25.
6 ^e SESSION (1896). — * <i>Compte rendu</i> . — <i>Rapports</i> : L'insaisissabilité des pensions ouvrières (M. Paulet). — La question du chômage. — 1 in-4°, 143 p., 1 fr. 80. — * <i>Rapport</i> sur la question du chômage, avec les documents réunis par l'Office du travail. — 1 in-4°, 398 p.	3 fr. 60.
* <i>Statistique des travaux de secours en cas de chômage</i> (1896, 1897, 1898) [note de l'Office du travail]. 1 broch. in-4°, 23 p. (1899).	1 franc.
7 ^e SESSION (1897). — * <i>Compte rendu</i> . — <i>Rapport</i> sur le système actuel des adjudications (M. Kenfer). — Note de l'Office du travail sur le minimum de salaire dans les travaux publics. — 1 in-4°, 299 p. 3 francs.	
8 ^e SESSION (1898). — * <i>Compte rendu</i> . — <i>Rapport</i> sur le marchandage (M. Goy). — Note de l'Office du travail sur le marchandage. — 1 in-4°, 127 p.	1 fr. 80.
9 ^e SESSION (1900). — * <i>Compte rendu</i> . — 1 in-4°, 525 p.	4 fr. 50.
* <i>Les conseils de prud'hommes</i> [documents et enquêtes de l'Office du travail]. — 1 in-4°, 409 p.	3 fr. 60.
* <i>Enquête sur la législation des conseils de prud'hommes</i> . — 1 br. in-4°, 55 p.	1 franc.
10 ^e SESSION (1901). — * <i>Compte rendu</i> . — 1 in-4°, 175 p., 2 fr. 25. — * <i>Rapport et documents sur la réglementation du travail dans les bureaux et magasins</i> (M. Dalle) et dans les petites industries de l'alimentation (M. Barafort). — 1 in-4°, 261 p.	3 francs.
* <i>Rapports sur diverses modifications à la législation des prud'hommes et sur les renvois par suite de saisie-arrêt</i> . — 1 broch. in-4°, 28 p.	1 franc.
11 ^e SESSION (1902). — * <i>Compte rendu</i> . — 1 in-4°, 147 p.	1 fr. 80.
* <i>Apprentissage</i> : enquête et doc. (rapport de M. Briat). — 1 in-4°, 537 p.	4 fr. 50.
* <i>Rapport sur les modifications à apporter aux groupes professionnels du conseil supérieur</i> (M. Fagnot). — 1 broch. in-4°, 15 p.	1 franc.
12 ^e SESSION (1903). — * <i>Compte rendu</i> . — 1 in-4°, 224 p.	2 fr. 70.
* <i>Les caisses de chômage</i> . — 1 in-4°, 148 p.	1 fr. 80.
* <i>Réglementation du travail dans les industries de transport</i> (M. Moreau). — 1 in-4°, 87 p.	1 fr. 80.
* <i>Enquêtes et documents sur le délai-congé</i> . — 1 in-4°, 104 p.	1 fr. 80.
13 ^e SESSION (1904). — * <i>Compte rendu</i> . — 1 in-4°, 233 p.	1 fr. 80.
* <i>Le repos hebdomadaire</i> (rapport de M ^{lle} Blondelu). — 1 in-4°, 73 p.	1 fr. 50.
* <i>Le délai-congé</i> (rapport de M. Manoury). — 1 in-4°, 52 p.	1 fr. 50.
14 ^e SESSION (1905). — * <i>Compte rendu</i> . — 1 in-4°, 135 p.	1 fr. 80.
15 ^e SESSION (novembre 1905). — * <i>Compte rendu</i> . — 1 in-4°, 168 p.	2 fr. 25.
* <i>L'enseignement professionnel</i> (rapport de M. Briat). — 1 in-4°, 159 p.	2 francs.
16 ^e SESSION (1906). — * <i>Compte rendu</i> . — 1 in-4°, 244 p.	2 fr. 70.
* <i>L'affichage des lois ouvrières</i> (rapport de M. Paillot). — 1 in-4°, 11 p.	1 franc.
* <i>L'inspection du travail</i> (rapport de M. Bourderon). — 1 in-4°, 52 p.	1 franc.
17 ^e SESSION (1907). — * <i>Compte rendu</i> . — 1 vol. in-8°, 220 p.	2 fr. 70.
* <i>La capacité professionnelle des syndicats</i> . — 1 in-4°, 28 p.	1 franc.
* <i>L'organisation du Conseil supérieur du travail</i> . — 1 in-4°, 22 p.	1 franc.
* <i>La protection des salaires en cas de faillite ou de déconfiture</i> . — 1 in-4°, 40 p.	1 franc.

II. — ENQUÊTES ET DOCUMENTS.

* <i>Le placement des employés, ouvriers et domestiques en France, avec un appendice relatif au placement dans les pays étrangers</i> . — 1 in-8°, 742 p. (1893).	8 francs.
* <i>Seconde enquête sur le placement</i> . — 1 in-8°, 186 p. (1901).	1 fr. 50.
* <i>De la conciliation et de l'arbitrage dans les conflits collectifs entre patrons et ouvriers en France et à l'étranger</i> . — 1 in-8°, 610 p. (1893).	6 francs.
* <i>Examen du 6^e rapport annuel du Dép^t du travail des États-Unis. — Des artères et de la participation intéressée du personnel dans les chemins de fer russes</i> . — 1 in-8°, 93 p. (1893).	1 fr. 50.
* <i>Salaires et durée du travail dans l'industrie française. — Tome 1^{er} : Seine</i> . — 1 in-8°, 611 p. (1893). — T. II et III : <i>Départements</i> . — 2 in-8°, 760, 648 p. (1894 et 1896). — T. IV : <i>Résultats généraux</i> . — 1 in-8°, 574 p. (1897). Chac. 7 fr. 50. — <i>Manufactures de l'État et chemins de fer</i> . — 1 in-8°, 164 p. (1896) 1 fr. 50. — <i>Album graphique</i> . — 29 planches in-8° (1897).	4 francs.

* La petite industrie (salaires, durée du travail). — Tome 1 ^{er} : <i>L'alimentation à Paris</i> . — 1 in-8° p. (1893). — T. II : <i>Le vêtement à Paris</i> . — 1 in-8°, 721 p. (1896).....	2 fr. 50 et 5 fr.
* Bordereaux de salaires (1900 et 1901). — 1 in-8°, 232 p. (1902).....	3 fr.
* Saisie-arrest sur les salaires. — 1 in-8°, 138 p. (1899).....	1 fr.
Note sur la journée de huit heures dans les établissements industriels de l'État. — 1 in-8°, 91 p. (1901).....	1 fr.
L'industrie du chiffon à Paris. — 1 in-8°, 118 p. (1903).....	1 fr.
Enquête sur le travail à domicile dans la lingerie. — T. I : 1 in-8°, 782 p. (1907).....	5 fr.
* L'assurance obligatoire contre les accidents du travail en Allemagne et en Autriche (1892). — I. <i>Résultats financiers</i> . — 1 in-8°, 110 p. — II. <i>Statistique des accidents</i> . — 1 in-8°, 124 p., chac.	1 fr.
* Bases statistiques de l'assurance contre les accidents. — 1 in-8°, 235 p. (1899).....	2 fr.
* Résultats statistiques de l'assurance obligatoire contre la maladie : <i>En Allemagne</i> . — 1 in-8°, 134 p. (1893). — <i>En Autriche</i> . — 1 in-8°, 147 p. (1893), chac.	1 fr.
* Étude sur les derniers résultats des assurances sociales en Allemagne et en Autriche.	
1 ^{re} partie : <i>Accidents</i> . — 1 in-8°, 180 p. (1894).....	1 fr.
2 ^e partie : <i>Maladie, Invalidité, Vieillesse</i> . — 1 in-8°, 229 p. (1895).....	2 fr.
* Les caisses patronales de retraites (industries). — 1 in-8°, 437 p. (1898).....	3 fr.
* Hygiène et sécurité des travailleurs. — 1 in-8°, 660 p. (1895).....	5 fr.
* Poisons industriels. 1 in-8°, 449 p. (1901).....	3 fr.
* Maladies professionnelles. — 1 in-8°, 147 p. (1903).....	1 fr.
* Les associations ouvrières de production. — 1 in-8°, 613 p. (1897).....	5 fr.
Les associations professionnelles ouvrières. — * Tome 1 ^{er} : <i>Agriculture, mines, produits chimiques, industrie polygraphique</i> . — (1899). — T. II : <i>Cuir et peaux, industries textiles, habillement, ameublement, travail du bois</i> . — (1901). — T. III : <i>Métaux céramiques et verrerie</i> . — (1902). — T. IV : <i>Bâtiment, transports et industries diverses</i> . — 4 in-8°, 905, 895, 679 et 821 p., chac.	5 fr.
* Législation ouvrière et sociale en Australie et Nouvelle-Zélande. — <i>Mission de M. Albert Metin</i> . — 1 in-8°, 200 p. (1901).....	1 fr.
* Rapport sur l'apprentissage dans l'imprimerie (1889-1901). — 1 in-8°, 320 p. (1902).....	3 fr.
* Rapport sur l'apprentissage dans les industries de l'ameublement. — 1 in-8°, 678 p. (1905).....	6 fr.
* Répartition des forces motrices et hydrauliques en 1899. — Tome 1 ^{er} : <i>Moteurs à vapeur</i> (1900). — T. <i>Moteurs hydrauliques</i> (1901). — 2 in-4°, 235 et 221 p., chac.	3 fr.

III. — PUBLICATIONS PÉRIODIQUES. — STATISTIQUE. — ANNUAIRES.

Résultats statistiques des recensements de la population. — 1891 : 1 ^o * <i>Résultats généraux</i> . — 1 in-8° p. (1894), 15 francs. — 2 ^o <i>Étrangers</i> . — 1 in-8° Jésus, 349 p. (1893), 7 fr. 50. — * 1896 : 1 in-4° p. (1899), 7 fr. 50. — 1901. — Tome 1 ^{er} : <i>Introduction, population légale ou de résidence habituelle pour la France; population présente (Paris, Nord et Est)</i> . — 1 in-4°, 870 p. — T. II : <i>Population présente (Sud-Est)</i> . — 1 in-4°, 818 p. — T. III : <i>Population présente (Ouest et Midi)</i> . — 1 in-4° 906 p. — T. IV : <i>Population présente, résultats généraux</i> . — 1 in-4°, 1,022 p. — T. V : <i>Enquêtes annexes (famille, aveugles; sourds-muets; habitations; forces motrices)</i> . — 1 in-4°, 176 p., chaque volume 10 fr. — Sauf le tome V.....	5 fr.
Résultats statistiques du recensement des industries et professions en 1896. — * Tome 1 ^{er} : <i>Paris, Nord et Est</i> (15 dép.). — T. II : <i>Sud-Est</i> (27 dép.). — T. III : <i>Ouest et Midi</i> (45 dép.). — T. IV : <i>Résultats généraux</i> . — 4 in-4°, 845, 803, 663 et 440 p., chac.	10 fr.
Album graphique de la statistique générale de la France (1907). — 1 in-4°, 280 p.	8 fr.
Statistique générale de la France. — <i>Statistique annuelle</i> : 1888-89, * 1890, * 1890-92 ; 3 in-8°, 341, 641 p., chac. 7 fr. 50. — * 1893 à 1898 : 6 in-8°, 259, 259, 237, 235, 304 et 197 p., chac. 5 et 6 fr. — <i>Mouvement de la population</i> : * 1899-1900, * 1901, 1902, 1903, 1904, 1905-1906 ; 6 in-8°, 313, 105, 384, 638 et 214 p., chac. 5 francs (sauf 1904 : 7 fr. 50). — <i>Institutions d'assistance</i> : * 1899-1901, 1902 à 1905 ; 6 in-8°, 211, 105 et 103 p., chac.	5 fr.
Statistique internationale du mouvement de la population d'après les registres de l'état-civil. — <i>Résumé depuis l'origine des statistiques de l'état-civil jusqu'en 1905</i> . — 1 in-8°, 912 p.	15 fr.
Annuaire statistique. — 1880 à 1891, 12 in-8°, 559, 664, 612, 630, 678, 674, 718, 723, 503, 516, 535 p.; 1892-94 et 1895-96, 2 in-8°, 773 et 624 p.; 1897 à 1906, 10 in-8°, 520, 653, 615, 583, 528, 631, 545, 604 et 645 p. — (Épuisés : 1886, 1888 et 1890 à 1906, sauf 1901 et 1905), chac. 7 fr.	
Statistique des grèves et des recours à la conciliation et à l'arbitrage (1890-1906). — 17 in-8° (épuisé sauf 1900, 1901, 1902, 1903, 1904 et 1906), chac.	3 francs, 3 fr. 50 et 4 fr.
Statistique des grèves de 1890 à 1899. — Broch in-8°, 28 p.	1 fr.
Annuaire des syndicats. — * 1897, * 1898-1899, * 1900, * 1901, 1902, * 1903 et 1904-1905, chac.	5 fr.

D'après une communication des libraires, désignés ci-après, on pourrait se procurer d'occasion, à librairie, quelques-uns des volumes indiqués comme épuisés [*] : MM. BERGER-LEVRULT et C^{ie}, rue Beaux-Arts, 5, Paris-6^e; MUZARD et EBIN, place Dauphine, Paris-1^{er}; GEORGES ROUSTAN, quai Voltaire 17, Paris-7^e; CHEVALIER et RIVIÈRE, rue Jacob, 30, Paris-6^e.

BULLETIN DE L'OFFICE DU TRAVAIL

(MINISTÈRE DU TRAVAIL ET DE LA PRÉVOYANCE SOCIALE)

SOMMAIRE.

	Pages.		Pages.
<i>Mouvement social en France.</i>		<i>Mouvement social à l'étranger.</i>	
Revue du travail en septembre.....	953	Allemagne : Revue du travail. — Placement. —	
Situation par industries.....	954	Mouvement syndical en 1907.....	999
Grèves en septembre.....	963	Autriche : Placement. — Grèves.....	1006
Conciliation et arbitrage en septembre.....	968	Belgique : Marché du travail. — Grèves.....	1006
Rapport sur les subventions aux caisses de chômage		Espagne : Les institutions d'épargne, de coopéra-	
pour l'année 1907.....	969	tion et de prévoyance au 1 ^{er} novembre 1904....	1007
Statistique des associations ouvrières de consom-		Etats-Unis : Revue du travail.....	1009
mation au 1 ^{er} janvier 1908 (2 ^e article).....	978	Grande-Bretagne : Revue du travail. — Grèves....	1009
Enquête sur le placement à Paris depuis la loi du		Pays-Bas : Revue du travail. — Grèves.....	1009
14 mars 1904 (2 ^e partie). — IV. Garçons épi-			
ciers. — V. Garçons menuisiers.....	986	<i>Actes et documents officiels.</i>	
La prochaine session du Conseil supérieur du tra-		Circulaires :	
vail.....	991	1 ^{re} 14 juillet 1908 (assistance aux vieillards)..	1010
		2 ^e 1 ^{er} septembre 1908 (affichage des lois dans	
<i>Jurisprudence.</i>		les chantiers).....	1024
Accidents du travail : salaire de base, travail in-		3 ^e 10 septembre 1908 (listes électorales des	
termittent pour plusieurs patrons : nécessité de		conseillers prud'hommes).....	1025
tenir compte de l'ensemble des gains ; ouvrier			
engagé par un sous-traitant, absence de respon-		<i>Renseignements divers.</i>	
sabilité de l'entrepreneur ; ouvrier engagé en		Analyse, par département, des renseignements	
France travaillant à l'étranger sur l'ordre et		fournis par les associations patronales.....	1026
pour le compte d'une entreprise française, ap-		Analyse, par département, des renseignements	
plicabilité de la loi de 1898 ; travaux exécutés		fournis par les associations ouvrières.....	1036
dans une maison d'habitation sous la direction		Commerce extérieur ; transports ; prix courants	
du propriétaire de l'immeuble par des ouvriers		divers.....	1056
de son choix ; inapplicabilité de la loi de 1898..	993	Mouvement syndical.....	1057
<i>Mouvement social international.</i>			
Première conférence internationale des ligues so-			
ciales d'acheteurs.....	996		

PARIS.

BERGER-LEVRAULT et C^e, éditeurs,
5, rue des Beaux-Arts (6^e arr^t).

LIBRAIRIE ARMAND COLIN,
5, rue de Ménières (6^e arr^t).

Le Bulletin de l'Office du travail paraît tous les mois. On le trouve chez tous les libraires.
On s'abonne également dans tous les bureaux de poste et à l'Imprimerie nationale.

Les abonnements ne sont pas reçus au Ministère du Travail.

PRIX DE L'ABONNEMENT { POUR LA FRANCE..... 2 fr. 50 par an.
POUR L'UNION POSTALE..... 3 fr. 50 —

EN VENTE CHEZ BERGER-LEVRAULT ET C^{ie} :
PUBLICATIONS DE LA DIRECTION DE L'ASSURANCE
ET DE LA PRÉVOYANCE SOCIALES.

I. — Recueil de documents sur les Accidents du travail.

- N° 1. — Lois, Règlements et Circulaires (Janvier 1907). Un volume in-8° de 404 pages. 1 fr. 75.
 N° 2. — Lois sur les accidents du travail (Février 1907). Brochure de 32 pages. 0 fr. 50.
 N° 3. — Jurisprudence (I. Mars 1902). Un volume de 937 pages. 10 francs.
 N° 4. — Loi du 9 avril 1898 (modifiée par la loi du 22 mars 1902) et Décret relatif aux déclarations d'accidents. Brochure de 26 pages. 0 fr. 50.
 N° 5. — Rapports aux Congrès internationaux des accidents (Paris 1900. — Düsseldorf 1902), par le Directeur de l'Assurance et de la Prévoyance sociales. Brochure de 33 pages. 0 fr. 60.
 N° 6. — Jurisprudence. Table analytique des décisions publiées dans le fascicule n° 3 (Mars 1902). Brochure de 63 pages. 1 franc.
 N° 7. — Jurisprudence (II. Mars 1903). Avec Table alphabétique générale des décisions publiées dans les fascicules n° 3 et 7. Un volume de 449 pages. 5 francs.
 N° 8. — Jurisprudence. Table analytique des décisions insérées dans les tomes I et II (fascicules n° 3 et 7). 1903. Brochure de 84 pages. 1 fr. 30.
 N° 9. — Jurisprudence. (III. Novembre 1903). Avec Table alphabétique générale des décisions publiées dans les fascicules n° 3, 7 et 9. Un volume de 363 pages. 4 francs.
 N° 10. — Jurisprudence. Table analytique des décisions publiées dans les tomes I, II et III (fascicules n° 3, 7 et 9). 1903. Volume in-8° de 95 pages. 1 fr. 40.
 N° 11. — Jurisprudence (IV. Mars 1904). Avec Table analytique des décisions publiées dans les fascicules n° 3, 7, 9 et 11. Un volume de 304 pages. 3 fr. 25.
 N° 12. — Jurisprudence. Table analytique des décisions publiées dans les tomes I à IV (fascicules n° 3, 7, 9 et 11). Vol. de 96 pages. 1 fr. 40.
 N° 13. — Maladies professionnelles. Rapport préparatoire au Comité consultatif des Assurances contre les accidents du travail. 1904. Brochure in-8° de 48 pages. 0 fr. 20.
 N° 14. — Législation sur les accidents, annotée des décisions de jurisprudence. 2^e édit. 1906. Un volume de 110 pages. 1 fr. 25.
 N° 15. — Répertoire bibliographique sur la législation relative aux accidents du travail, par A. DAGUIN. 2^e édit. 1906. Broch. de 96 p. 1 fr. 25.
 N° 16. — Rapport sur l'application de la loi du 9 avril 1898 (Février 1905.). Brochure de 236 pages, dont 40 de graphiques en noir et en couleurs. 2 fr. 75.
 N° 17. — Jurisprudence. (V. Mars 1905). Un volume de 147 pages. 1 fr. 75.
 N° 18. — Arrêté fixant le tarif des frais médicaux et pharmaceutiques en matière d'accidents au travail. 1905. Brochure de 62 pages. 0 fr. 75.
 N° 19. — Deuxième rapport sur l'application de la loi du 9 avril 1898. (Mars 1906.) Vol. de 175 p., dont 30 de graphiques en noir et couleurs. 2 fr.
 N° 20. — Jurisprudence. (VI. Mars 1906.) Un volume de 212 pages. 2 fr. 50.
 N° 21. — Troisième rapport sur l'application de la loi du 9 avril 1898. (Octobre 1906.) Vol. de 150 pages, dont 31 de graphiques en noir et en couleurs. 1 fr. 75.
 N° 22. — Décret du 27 septembre 1906 arrêtant la liste des exploitations commerciales soumises à la taxe réduite pour le fonds de garantie. Br. de 34 p. 0 fr. 35.
 N° 23. — Jurisprudence. (VII. Octobre 1906.) Un volume de 64 pages. 0 fr. 75.
 N° 24. — Jurisprudence. Table analytique des décisions publiées dans les tomes I à VII (fascicules n° 3, 7, 9, 11, 17, 20 et 23). Vol. 95 p. 1 fr. 25.
 N° 25. — Les Accidents du travail dans l'agriculture, d'après la statistique allemande, par Edouard FUSTER. Broch. in-8° de 48 p. 0 fr. 65.
 N° 26. — La Statistique du risque professionnel en Autriche, par Edouard FUSTER. Volume in-8° de 168 pages. 2 francs.

II. — Recueil de Documents sur la Prévoyance sociale.

- Les Caisses d'épargne. (Législation et statistique.) 1903. Brochure in-8° de 34 pages. 0 fr. 75.
 Applications de la législation française sur les habitations à bon marché. 1903. Brochure de 52 pages. 0 fr. 75.
 L'Habitation ouvrière et les pouvoirs publics en Allemagne, par Edouard FUSTER. 1903. Brochure de 78 pages. 1 fr. 25.
 Les Retraites ouvrières en Italie, par O. ARSANDAUX. 1903. Brochure de 78 pages. 1 fr. 25.
 L'Assurance populaire du canton de Neuchâtel, par O. ARSANDAUX. 1903. Broch. de 44 p. 0 fr. 75.
 Projet de loi sur le contrat d'assurance. Rapport et documents. 1904. Volume de 247 pages. 0 fr. 85.
 L'Assurance obligatoire contre l'invalidité en Allemagne. 1905. Volume de 156 pages. 1 fr. 75.
 Les Capitaux des caisses de retraites allemandes et leur emploi, par Edouard FUSTER, 1905. Volume de 95 pages. 1 fr. 20.
 Documents sur les retraites ouvrières en Allemagne, par Edouard FUSTER. 1905. Brochure de 77 pages. 1 franc.
 Principaux résultats de la prévoyance sociale, de 1890 à 1903. Statistiques et graphiques. 1905. Brochure de 47 pages avec diagrammes. 0 fr. 60.
 Projet de code du travail et de la prévoyance sociale (vote par la Chambre des députés, le 15 avril 1905). Brochure de 61 pages. 0 fr. 75.
 Les Assurances sociales en France, de 1889 à 1905. Rapport au Congrès international de Vienne (1905), par le Directeur de l'Assurance et de la Prévoyance sociales. Broch. de 28 p. 0 fr. 60.
 Les assurances sociales en Belgique, par J. Bégasse. Broch. de 186 pages. 2 fr. 40.

Prière d'envoyer les communications relatives au **Bulletin** et aux **Syndicats professionnels**, non affranchies, à l'adresse suivante :

Monsieur le Ministre du Travail et de la Prévoyance sociale,
 Direction du travail. PARIS (VII^e).

N. B. — Pour que les envois bénéficient de la franchise postale, il importe que l'adresse porte la mention : **A monsieur le Ministre du Travail et de la Prévoyance sociale.**

BULLETIN

DE

L'OFFICE DU TRAVAIL.

FRANCE.

REVUE DU TRAVAIL⁽¹⁾.

Pendant le mois de septembre les vendanges ont donné du travail en abondance aux ouvriers viticoles du Midi. Les battages, qui sont déjà terminés dans plusieurs centres, et surtout les semailles et l'arrachage des betteraves et des pommes de terre occupent en cette saison la plupart des ouvriers bûcherons. La situation reste toujours aussi satisfaisante dans l'horticulture de la région parisienne et chez les ouvriers agricoles de Seine-et-Marne.

Le travail est toujours aussi abondant dans le bâtiment et les industries qui en dépendent.

Dans l'industrie textile la crise semble persister dans le Nord où l'on ne signale de reprise que dans un petit nombre de centres ; on chôme plusieurs heures par semaine dans les centres de la Normandie et de la région de Roanne ; l'activité baisse à Reims et dans les Ardennes ; elle se maintient dans les Vosges. Dans la soie on signale une reprise notamment dans le tissage mécanique de la région lyonnaise ; les tisseurs de la Croix-Rousse ont toujours du travail en abondance.

⁽¹⁾ Sauf indication contraire, les renseignements sur le mouvement du travail sont tirés des réponses au questionnaire mensuel sur l'état du travail et le chômage professionnel envoyées par les syndicats ouvriers et qui sont parvenues à l'Office du travail dans la seconde quinzaine de septembre 1908. — Les chiffres entre parenthèses dans la situation par industries indiquent le nombre des ouvriers adhérents des syndicats cités. — Ne sont comptés que les chômeurs involontaires, à l'exclusion des ouvriers malades ou en grève. — Sauf indication contraire, les heures de travail sont données par semaine.

Le travail commence à reprendre dans le vêtement et la chapellerie.

Dans les métaux la situation reste, dans l'ensemble, stationnaire; la reprise s'accroît chez les ferblantiers boîtiers des côtes bretonnes.

Dans la typographie le travail n'a pas encore repris en province; il est toujours aussi abondant à Paris.

On signale une légère amélioration dans la mégisserie à Annonay et à Mazamet. Le chômage est toujours très élevé chez les horlogers et les diamantaires.

1,215 syndicats, groupant 288,498 ouvriers, ont répondu, pour septembre 1908, au questionnaire mensuel sur l'état du travail et le chômage professionnel.

Parmi ces syndicats, 935 groupant 219,881 ouvriers ont fait connaître le nombre de leurs chômeurs, soit 13,913, ce qui correspond à une moyenne de 6.3 p. 100, en y comprenant les mineurs du Pas-de-Calais, et de 7.2 p. 100, mineurs du Pas-de-Calais non compris. Cette dernière moyenne était, le mois dernier, de 8.2 p. 100; elle était de 6.5 p. 100 en septembre 1907.

L'ouvrage, pendant le mois de septembre 1908, a été jugé, par comparaison avec le mois d'août, plus abondant, par 21 p. 100 des syndicats, groupant 20 p. 100 des syndiqués; équivalent par 53 p. 100 des syndicats, groupant 62 p. 100 des syndiqués; moins abondant par 26 p. 100 des syndicats, groupant 18 p. 100 des syndiqués.

A la question : « Estimez-vous la situation du travail satisfaisante pour l'époque? » 640 syndicats, groupant 93,137 adhérents, ont répondu par l'affirmative, et 345, groupant 96,502 adhérents, ont répondu par la négative.

Situation par industries.

PÊCHE. — AGRICULTURE. — FORÊTS. — L'Union des pêcheurs et marins du commerce du Havre (3,165) accuse 8 p. 100 de chômeurs contre 10 le mois dernier et 2 en septembre 1907; 2.3 contre 8.4 à Boulogne-sur-Mer (882). Sur les côtes bretonnes et vendéennes, la pêche est plus abondante à Concarneau (650), Douarnenez (1810) et au Palais (115); elle est médiocre à Guilvinec (387) au Bono (152) et à Port-Louis (450). Sur la Méditerranée les pêcheurs d'Arles (132) ont 25 p. 100 de chômeurs; ceux de La Seyne (110) en ont 13.6; le poisson manque.

D'après les réponses de 48 syndicats d'ouvriers agricoles, groupant 8,370 membres, la proportion des chômeurs syndiqués était, en septembre, de 3.1 p. 100 contre 9.2 le mois dernier et 11.1 en septembre 1907; la situation était considérée comme satisfaisante par 82 p. 100 des syndicats et 88 p. 100 des syndiqués. Sur le total de 263 chômeurs, 77 sont signalés par 31 syndicats d'ouvriers viticoles de l'Aude, de l'Hérault et des Pyrénées-Orientales qui groupent à eux seuls 2,965 syndiqués: la proportion est respectivement dans les trois départements de 5.4, 0 et 4.8 p. 100 contre 11.6, 19.9 et 38.1 le mois dernier et 28.1, 10.9 et 45.2 en septembre 1907; 25 de ces syndicats n'accusent aucun chômeur; les vendanges donnent du travail en abondance aux ouvriers viticoles. A Paris, le syndicat mixte des horticulteurs (2,259) annonce 12 chômeurs contre 6 le mois

dernier et 12 en septembre 1907 : le travail est satisfaisant pour l'époque mais moins abondant que le mois dernier ; le syndicat ouvrier de la rue du Harlay (2,115) n'accuse aucun chômeur et estime le travail aussi abondant et satisfaisant. En Seine-et-Marne, les ouvriers agricoles de Lizy-sur-Ourcq (230) sont tous occupés. Le chômage est général à Ay (251) par suite de la destruction du vignoble par le mildew.

115 syndicats de bûcherons groupant 10.825 membres accusent 1.506 syndiqués sans travail, soit 13.9 p. 100 contre 15.1 le mois dernier et 17.3 en septembre 1907. La situation est considérée comme satisfaisante pour l'époque par 76 p. 100 des syndicats et 73 p. 100 des syndiqués. Le chômage reste stationnaire : les ouvriers bûcherons, en attendant l'embauchage pour les coupes d'hiver, s'emploient soit aux battages, qui sont déjà terminés dans quelques centres, soit aux semailles ou à l'arrachage des betteraves et des pommes de terre ; on ne signale aucun chômeur dans 8 centres sur 14 dans l'Allier, dans 18 sur 29 dans le Cher, dans 8 sur 10 dans le Loiret, dans 23 sur 33 dans la Nièvre et dans 4 sur 6 dans l'Yonne ; le chômage atteint 21.8 p. 100 contre 37.2 le mois dernier dans l'Allier pour 972 syndiqués ; il est de 14.5 contre 7 dans le Cher pour 2,642 syndiqués ; de 5.9 contre 5 dans le Loiret pour 457 syndiqués ; de 22.9 contre 16.1 dans la Nièvre pour 3,181 syndiqués et de 16.4 contre 33.8 dans l'Yonne pour 634 syndiqués. Dans les Landes, 13 syndicats de résiniers, groupant 1,932 ouvriers, accusent 0.5 p. 100 de chômeurs contre 0.8 le mois dernier.

MINES. — Les renseignements qui suivent, calculés d'après les chiffres obligamment fournis par le *Comité central des houillères de France*, portent sur près de 173,000 ouvriers, soit plus des trois quarts du personnel ouvrier des mines, pendant le mois de septembre 1908. Dans le courant de ce mois, le nombre moyen des jours d'extraction par semaine pour les ouvriers du fond et la répartition de l'ensemble des ouvriers occupés par l'exploitation tant au fond qu'au jour, d'après l'activité du travail, sont indiqués ci-dessous :

BASSINS ou GROUPES DE BASSINS.	NOMBRE D'OUVRIERS.	NOMBRE moyen hebdoma- daire de jours d'extraction ⁽¹⁾	SUR 100 OUVRIERS, TANT DU FOND QU'AU JOUR, COMBIEN ONT TRAVAILLÉ PAR SEMAINE				
			moins de 3 jours.	de 3 à 4 jours.	de 4 à 5 jours.	de 5 à 6 jours.	6 jours ou davantage (travail plein)
			4	5	6	7	8
1	2	3	p. 100.	p. 100.	p. 100.	p. 100.	p. 100.
Nord et Pas-de-Calais....	110,728	5.92	"	"	"	16.32	83.68
Loire.....	16,452	5.93	"	"	"	30.78	69.22
Gard et Hérault.....	13,246 "	5.95	"	"	"	16.14	83.86
Tarn et Aveyron.....	9,575	5.83	"	"	"	78.66	21.34
Provence.....	2,623	5.57	"	"	"	81.91	18.09
Isère.....	104 "	5.77	"	"	"	100.00	"
Ouest.....	287	5.40	"	27.65	"	"	72.35
Bourgogne et Nivernais..	10,097	5.97	"	"	"	30.36	69.64
Centre.....	9,816	5.94	"	"	"	15.68	84.32
ENSEMBLE pour la France.	172,828	5.92	"	0.00	"	32.51	67.49

(1) Le nombre moyen hebdomadaire des jours d'extraction peut être supérieur à six en cas de dérogations au repos du dimanche (application de l'art. 6, § 3, de la loi du 13 juillet 1906) ou lorsque certaines mines ne chôment pas les jours fériés, tels que Jours de Pâques et de Pentecôte, Ascension, 14 juillet, Assomption, Toussaint, Noël, qui sont des jours de repos généralement observés, bien que la loi n'en fasse pas une obligation.

(2) Grève à Albi.

(3) Manquent les renseignements pour la Mure et Notre-Dame-de-Vaulx.

Le nombre moyen hebdomadaire de jours d'extraction était de 5.66 le mois dernier et de 5.92 en septembre 1907. D'après les réponses de 21 syndicats, le chômage serait de 1.4 p. 100 sur un effectif de 34.752 syndiqués; il était de 0.4 p. 100 le mois dernier pour 29,894 syndiqués et de 1.3 en septembre 1907 pour 8,627 syndiqués; le syndicat de Lens (26,000) n'accuse aucun chômeur comme le mois dernier; celui de Montceau-les-Mines (4873) en a 3.1 p. 100,

CARRIÈRES. — Dans les carrières et ardoisières, la proportion des chômeurs est de 5.3 p. 100 pour 18 syndicats groupant 2,130 ouvriers contre 4.4 le mois dernier et 4.8 en septembre 1907. Dans les carrières, pas de chômeurs à Arques (150), Thollon (252), Château-Landon (150) et Saulxures-sur-Moselotte (460); 5.8 p. 100 contre 10 le mois dernier à Porcieu-Amblagnieu (295); 7.5 contre 0 à Parmilieu. Dans les ardoisières, pas de chômeurs à Fumay (125).

ALIMENTATION. — D'après les réponses de 54 syndicats, groupant 10,289 adhérents, la proportion des chômeurs, dans l'ensemble des industries de l'alimentation, était de 8.9 p. 100 contre 7 le mois dernier et 9.6 en septembre 1907. La situation est jugée satisfaisante pour l'époque par 63 p. 100 des syndicats et 66 p. 100 des syndiqués. En province le chômage dépasse la moyenne chez les bouchers-tripiers (180) et les bouchers-charcutiers (150) de Marseille; les cuisiniers de Lyon (140); les confiseurs de Marseille (450); les limonadiers de Lyon (365), les restaurateurs-navigateurs (250) et les liquoristes (147) de Marseille. Le travail est, par contre, satisfaisant chez les pâtisseries de Bordeaux (388); les maîtres d'hôtel navigateurs du Havre (736); les raffineurs de Marseille (438); les meuniers de Corbeil (106); les distillateurs de Pontarlier (270). A Paris, les garçons de cuisine accusent 6 p. 100 de chômeurs contre 8.1; les cuisiniers de la rue Mandar (1,680), 5.3 contre 2.9; les pâtisseries de la Seine (1,608), 8 contre 6.2; les boulangers du boulevard Richard-Lenoir (242), 3.7 contre 2.8; ceux de la rue des Martyrs (250), 8 contre 8; ceux du faubourg Saint-Denis (118), 5.1 contre 1; les raffineurs (334), 11.1 contre 9.8.

La production d'alcool des bouilleurs et distillateurs de profession, à la fin d'août 1908, onzième mois de la campagne 1907-1908, s'élevait à 2,052,608 hectolitres contre 2,264,208 hectolitres à l'époque correspondante de la précédente campagne, soit une diminution de 211,600 hectolitres. La production des bouilleurs de cru pendant la même période est évaluée approximativement à 230,000 hectolitres, soit une différence en plus de 17,000 hectolitres sur la période correspondante de la campagne 1906-1907⁽¹⁾.

Dans l'industrie sucrière, au 30 septembre 1908, les travaux de défécation étaient en cours d'activité dans 45 fabriques contre 35 à l'époque correspondante de campagne 1907-1908. La quantité de sucre travaillée à la même date, exprimée en sucre raffiné, s'élevait à 27,700 tonnes contre 32,525 à l'époque correspondante de la précédente campagne, soit une diminution de 4,825 tonnes⁽²⁾.

PRODUITS CHIMIQUES. — CAOUTCHOUC. — PAPIER. — CARTON. — Le chômage, dans l'ensemble des industries chimiques, d'après les réponses de 11 syndicats, groupant 3,158 ouvriers, ressort à 3.5 p. 100 contre 6.4 le mois dernier et 3.7 en septembre 1907. En ce qui concerne les travailleurs du gaz, ceux de Paris (5,896) n'ont pas répondu; 0 contre 0 à Nice (360); 2.2 à Marseille (450); 0 à

⁽¹⁾ Journal officiel du 19 septembre 1908.

⁽²⁾ Journal officiel du 13 octobre 1908.

Saint-Étienne (192). Les ouvriers des huileries de Marseille (1,155) ont 8.8 p. 100 de chômeurs contre 12.2 le mois dernier; ceux du Havre (388) en ont 0. Les ouvriers des engrais chimiques de la Rochelle (135) sont tous occupés.

Les ouvriers des papeteries d'Annonay (494) et de Wizernes (530) sont tous occupés.

INDUSTRIES DU LIVRE. — Chez les typographes, lithographes, graveurs et similaires, le nombre des chômeurs syndiqués est : pour la province, de 134 pour 63 syndicats groupant 4,057 adhérents, soit 3.3 p. 100; pour Paris, de 133 pour 9 syndicats groupant 5,697 adhérents, soit 2.3 p. 100. La proportion était, le mois dernier, pour la province, de 3.5 p. 100, et pour Paris de 2.6 p. 100, elle était, pour le mois de septembre 1907, de 3.7 p. 100 pour la province, de 2.7 p. 100 à Paris.

La situation est considérée comme satisfaisante pour l'époque par 74 p. 100 des syndicats de province groupant 66 p. 100 des syndiqués. Le travail est estimé plus abondant par 4 syndicats, équivalent par 23, moins abondant par 26 autres. Il y a 13.9 p. 100 de chômeurs contre 15 le mois dernier à Nice (101); 3.2 contre 2.6 à Grenoble (154); 7.2 contre 8.1 chez les lithographes de Saint-Étienne (138); 4.3 contre 2.3 chez les typographes (164) de Nantes et 3 chez les lithographes (100); 4.9 contre 5.4 chez les typographes (350) de Lille et 6.2 contre 4 chez les lithographes (130); 2 contre 2 chez les typographes (500) et 5.2 contre 9.4 chez les lithographes (154) de Lyon; 6.3 contre 4.5 à Rouen (158); 1.7 contre 1.7 au Havre (117); 1.3 contre 4.6 chez les typographes (320) de Bordeaux.

A Paris, le syndicat de la rue de Savoie (3,560) accuse 84 chômeurs contre 99 le mois dernier et 110 en septembre 1907 et estime le travail satisfaisant pour l'époque; les imprimeurs de journaux (220) accusent 10.5 p. 100. Dans la lithographie, l'*Union lithographique* (150) en accuse 4 contre 6; les stéréotypers (204), 0 contre 1.4.

CUIRS ET PEaux. — Le chômage, d'après les réponses de 16 syndicats, groupant 3,114 ouvriers atteint 29.4 p. 100 des ouvriers syndiqués dans l'ensemble des industries qui préparent les cuirs et peaux (tanneurs, corroyeurs, mégissiers, etc.), contre 44.5 le mois dernier et 33.2 en septembre 1907. A Annonay, les mégissiers de rivière (650) ont 20 p. 100 de chômeurs contre 30 le mois dernier, avec une semaine de 50 heures; les palissonneurs (360) en ont 10 p. 100 contre 15. A Mazamet, les mégissiers (110) accusent 0 p. 100 contre 24; les travailleurs de la peau de mouton (650), 7.7 contre 35.7. Les tanneurs-corroyeurs de Millau (600) en ont 82 p. 100 contre 87 et font 35 heures contre 25; les mégissiers-chamoiseurs (110) accusent 65 p. 100 contre 63.6 et font de 35 à 40 heures.

Chez les ouvriers de la chaussure, la proportion des chômeurs syndiqués est de 6 p. 100 pour 14 syndicats groupant 531 ouvriers contre 3.7 le mois dernier et 2 en septembre 1907. Les coupeurs-brocheurs de Lyon (110) accusent 0.9 contre 0.9.

Les ouvriers de la sellerie militaire de Paris (180) accusent 8.3 p. 100 de chômeurs; les portefeuillistes (117), 13.7.

INDUSTRIES TEXTILES. — Le nombre des chômeurs dans la filature et le tissage, d'après les réponses de 65 syndicats, groupant 30,433 adhérents, était de 3,617, soit 11.9 p. 100 contre 10.9 le mois dernier et 5.3 en septembre 1907.

Dans le Nord, à Roubaix, d'après le syndicat textile (10,629), il y aurait 11.3 p. 100 de chômeurs contre 11.3 le mois dernier et 7.1 en septembre 1907,

la semaine est de 60 heures et la situation est estimée très mauvaise. A Tourcoing, l'Union des travailleurs du tissu (375) accuse 25 p. 100 et 40 heures; les trieurs de laines (491), 40.7 p. 100 et 40 heures: le travail est un peu plus abondant, les tapissiers en grosse moquette (144) accusent 1.4 p. 100 contre 2.8. A Lille, d'après le syndicat mixte de l'industrie du fil (1.320), il n'y aurait pas de chômeur, mais la semaine serait de 50 heures et la situation ne serait pas satisfaisante. A Armentières, un syndicat ouvrier (1,500) accuse 45 à 50 heures contre 40 à 45; l'autre syndicat (2,020) accuse 0.3 p. 100 contre 3.4 et 48 à 59 heures; le syndicat mixte (1,875) accuse 0 chômeur contre 0 et 60 heures: le travail serait un peu plus abondant. A Houplines (1,525), il y a 1.1 p. 100 de chômeurs contre 1.4 le mois dernier, la semaine est de 45 à 50 heures, le chômage n'a pas diminué; à Halluin (1,050), le chômage est de 6 p. 100 contre 7 et la semaine est de 38 à 50 heures; 0 contre 1.2 et 60 heures, à la Gorgue-Estaires (680); 62 contre 62 à Boussières (130); 40 à Haspres (400); 40 à Avesnes-le-Sec (140); 63 contre 75 à Villers-en-Cauchies (159); 2 contre 2 à Nieppe (300) et 50 à 55 heures. Pour l'ensemble de 18 syndicats du Nord groupant 21,457 syndiqués, la proportion des chômeurs est de 9.5 p. 100 contre 8.4 le mois dernier et 4.2 en septembre 1907.

Dans les Vosges, les 6 syndicats d'ouvriers textiles qui ont répondu à la question concernant le chômage accusent 0 p. 100 de chômeurs sur 384 syndiqués contre 7.5 le mois dernier et 4.8 en septembre 1907; la semaine est partout de 60 heures au moins. Pas de chômeurs à Granges (109).

Dans les centres normands, à Rouen (200) les ouvriers cotonniers ont 4.5 p. 100 de chômeurs contre 4 et font 60 heures de présence et 45 de travail effectif; à Bolbec (250) on signale 2 p. 100 de chômeurs et 50 heures; à Flers, les ouvriers cotonniers (850) accusent 0 p. 100 contre 0 et 50 et 60 heures contre 50: le travail est plus abondant; pas de chômeurs à Condé-sur-Noireau (150), mais la semaine n'est toujours que de 55 heures.

Dans les tissages de coton de la région roannaise, à Roanne, les pareurs (181) accusent 2.2 contre 2.6 et 60 heures contre 60; à Bourg-de-Thizy (385) les tisseurs accusent 38.9 contre 47 avec 45 heures; 20.8 contre 14 à Thizy (890) avec 45 heures contre 45: la situation est très mauvaise.

Dans l'Aisne, d'après l'Union des tisseurs (175) de Saint-Quentin, les ouvrières font un jourde moins par semaine et attendent souvent l'ouvrage. Dans les Ardennes, à Floing, les ouvriers du tissu (196) ne font que 50 à 60 heures, le travail est moins abondant; pas de chômeurs à Saint-Menges (280) où tous les ouvriers font 60 heures. A Rougemont-le-Château, les ouvriers textiles (354) sont tous occupés 60 heures de façon assez satisfaisante. A Reims, le syndicat de l'industrie lainière accuse 0 chômeur et 60 heures, sauf pour certaines usines qui ne tournent plus que 5 jours.

Dans l'Ouest, à Romorantin (450), dans l'industrie du drap, tous les ouvriers syndiqués sont occupés, la semaine est de 60 à 66 heures, sauf au tissage où elle n'atteint que 55 heures. On signale une amélioration dans quelques centres de Maine-et-Loire et des Deux-Sèvres: à Mortagne-sur-Sèvre (234) tous les ouvriers font 50 heures. 75 p. 100 et 60 heures à Lavelanet (800). A Mazamet, 10.9 p. 100 contre 1.9 chez les ouvriers fileurs (110) qui font de 35 à 40 heures. A Vienne (427) les ouvriers textiles accusent 28 p. 100 contre 23 et 60 à 66 heures.

A Arques, les filassiers (125) ont 0 chômeur et font 60 heures. A Troyes, les bonnetiers (675) ne font que 24 et 30 heures contre 30: une usine qui occupait près de 300 ouvrières vient de fermer. A Moreuil (450) les bonnetiers estiment l'activité médiocre.

Dans la soie, le syndicat indépendant de Saint-Étienne (110) accuse 68 p. 100 de chômeurs contre 75 et 60 heures; 40 p. 100 contre 30 dans les tissages à bras et 15 contre 20 dans le tissage mécanique à Charlieu (120); 0 contre 0 à Bussières (212) où le travail est toujours très satisfaisant; 15 contre 15 à Saint-Genest-Lerpt (150).

Dans la région lyonnaise, le travail a beaucoup gagné en animation dans les usines de tissage mécanique et de nouveaux ordres en mousseline-torsion et en nouveautés teints en pièce ont permis de remettre en marche la plupart des métiers encore inactifs; à Lyon, dans les petits ateliers de tissage mécanique ou à la main, la quantité des métiers en activité est à peu près la même que le mois dernier; à la campagne, la rentrée du personnel ouvrier dans les ateliers à bras est encore retardée par la prolongation des jours de beau temps propices aux vendanges et la production est très faible dans tous les tissus en travail⁽¹⁾. A Lyon, les ouvriers du tissage mécanique (450) accusent 33.3 p. 100 de chômeurs contre 37.5 le mois dernier et 55 heures; les tisseurs de la Croix-Rousse (456) estiment le travail très abondant; ceux de Grandris (100) accusent 12 p. 100 contre 12 et 60 heures.

Dans l'Isère, dans la soierie, 3 p. 100 et 55 heures et demie à Moirans (750): le travail est abondant; le travail est également plus abondant pour le velours à Voiron (614). Dans l'Ardèche, à Jaujac, les ouvrières ovalistes (207) font 60 heures et se montrent satisfaites. Dans le Gard, à Saint-Hippolyte-du-Fort (250) 2 p. 100 de chômeurs et 60 heures.

Dans le tulle, les tullistes de la Tour-du-Pin (110) sont tous occupés 68 heures et demie; ceux de Serrières-de-Briord (106) ont 0 p. 100 de chômeurs contre 1 et font 66 heures, sauf les enfants et les femmes qui ne font que 60 heures. Les tullistes en guipure de Saint-Quentin (110) accusent 3.6 p. 100. A Caudry, l'Union des ouvriers tullistes (710) accuse 1 p. 100 contre 1.1 et 35 à 50 heures; les ouvriers en tulles (400) ont 1 p. 100 et font 50 heures. Les brodeurs de Paris (222) accusent 0 p. 100 de chômeurs contre 0.9 et 60 heures contre 54: c'est la reprise de la saison d'hiver.

Dans la teinture et l'apprêt, à Roanne, les apprêteurs (216) accusent 0.5 p. 100 de chômeurs contre 0.5. Les blanchisseurs-apprêteurs de Cholet (119) en ont 16.8 p. 100 et font 50 heures. Les teinturiers-dégraisseurs de Paris (280) en accusent 2.9 p. 100 contre 1.8.

Chez les ouvriers et ouvrières de l'habillement, la proportion des chômeurs est de 7.8 p. 100 pour 18 syndicats, groupant 2,619 ouvriers, contre 19.8 le mois dernier et 9.4 en septembre 1907. Le travail est considéré comme plus abondant par 6 syndicats, équivalent par 6, moins abondant par 7. La situation est estimée satisfaisante pour l'époque par 67 p. 100 des syndicats et 57 p. 100 des syndiqués. A Paris, les coupeurs-chemisiers (305) ont 3.9 p. 100 de chômeurs contre 2.3 le mois dernier; les coupeurs-tailleurs (120) de la Bourse du travail en ont 1.7; les couturières (634) estiment le travail un peu plus abondant. Les tailleurs de Bordeaux (125) accusent 38.4 p. 100 contre 43.7; ceux de Constantine (180), 21.2; les ouvriers de l'habillement de Bourges (210), 11.9; ceux d'Arles (145), 0; 0 contre 0 chez les ouvriers du syndicat mixte de Carcassonne (278); 0 contre 0 chez ceux du syndicat mixte de Limoges (126).

Chez les chapeliers, casquettiers, etc., la moyenne du chômage est de 2.3 p. 100 pour 7 syndicats groupant 652 ouvriers contre 7.4 le mois dernier et 11.3 en septembre 1907; à Paris, les ouvriers en chapeaux de soie (103) ont 4.8 p. 100 de chômeurs contre 3.7; les ouvrières (100), 1 contre 5; les ouvriers en chapeaux

(1) D'après le *Moniteur du tissage mécanique des soieries*, du 15 octobre 1908.

de fantaisie (101), 0 contre 0. A Lyon les chapeliers (200) en ont 0 contre 3.1. 19.6 p. 100 chez les blanchisseurs de la Seine (148).

Bois. — La moyenne de chômage accusée par 35 syndicats de charpentiers et de menuisiers en bâtiment, groupant 2,920 ouvriers, est de 7.2 p. 100 contre 12.4 le mois précédent et 3.9 en septembre 1907 : la situation est estimée satisfaisante par 76 p. 100 des syndicats et 62 p. 100 des syndiqués. Les charpentiers d'Armentières (116) accusent 0 chômeur contre 0 ; ceux de Roubaix (410), 9.3 p. 100 contre 7.8, ceux de Tourcoing (192), 0 contre 0 ; ceux de Lille (500), 20 ; les travailleurs du bois de Villers-Cotterets (100), 0 contre 0 ; ceux d'Halluin (350), 4.9 contre 4 ; les scieurs de Hermes (96), 0 contre 0 ; ceux de Gommegnies (116), 0 contre 0. A Paris, les menuisiers libres (175) en accusent 0 p. 100 contre 2.9 ; les menuisiers en bâtiment (807) estiment le travail plus abondant.

Chez les ouvriers du meuble et de l'ameublement (menuisiers-ébénistes, ébénistes, tapissiers, etc.), la proportion des syndiqués sans travail, d'après les réponses de 9 syndicats, groupant 703 ouvriers, est de 12.4 p. 100 contre 7.1 le mois dernier et 5.6 en septembre 1907. La situation est considérée comme satisfaisante par 50 p. 100 des syndicats et 20 p. 100 des syndiqués. Les ébénistes de Bordeaux (140) accusent 0 p. 100 ; les sculpteurs sur bois de Lyon (118), 50 contre 27.3. A Paris, les menuisiers en sièges (220) en ont 11.4 p. 100.

Chez les tonneliers, le chômage est de 12.8 p. 100 pour 9 syndicats, groupant 876 ouvriers, contre 26.1 le mois dernier et 3.4 en septembre 1907. 13.5 p. 100 contre 44.1 à Cognac (260) ; 33.3 contre 10 à Aubagne (150) ; 2.4 à Reims (125).

Dans la carrosserie, 7 syndicats groupant 361 ouvriers annoncent 3.3 p. 100 de chômeurs contre 0.8 le mois dernier et 1.1 en septembre 1907. A Paris, l'*Union de la voiture* (6,895) n'a pas indiqué le nombre de ses chômeurs ; les *Compagnons charrons* (157) en accusent 0 contre 0 le mois dernier.

Les galochiers de Saint-Symphorien (102) et de Saint-Etienne (125), les layetiers de Bordeaux (252), les tourneurs sur bois de Felleries (125) sont tous occupés ; il en est de même des boutonniers de Grenoble (198). Les vanniers d'Origny-en-Thierache (606) accusent 8.3 p. 100 de chômeurs.

MÉTAUX. — D'après les réponses de 86 syndicats groupant 19,028 adhérents la proportion des chômeurs syndiqués dans l'ensemble des industries des métaux était, à la fin de septembre, de 7.8 p. 100 contre 6.3 le mois dernier et 5.4 en septembre 1907.

28 syndicats de métallurgistes, groupant 8,263 ouvriers de toutes les professions se rapportant aux métaux, accusent 4.7 p. 100 de chômeurs contre 1.8 le mois dernier et 3.1 en septembre 1907 ; la situation est estimée satisfaisante par 59 p. 100 des syndicats et 44 p. 100 des syndiqués. Pas de chômeurs à Bourges (260), Guérigny (510), Imphy (200), Douai (240), le Creusot (1910), Maubeuge (225), Lille (115) ; 10.4 p. 100 contre 7.7 à Sous-le-Bois (480) ; 2.9 contre 4 à Hautmont (315) ; 2.3 contre 4 à Charleville (130) ; 1.8 à Fromelennes (220) ; 4.7 à Toulouse (320) ; 6.3 au Chambon-Feugerolles (800).

En ce qui concerne les mouleurs et fondeurs en fer et en cuivre, la proportion des chômeurs est de 2.1 p. 100 pour 10 syndicats groupant 1,646 ouvriers contre 0 le mois dernier et 0.1 en septembre 1907 ; la situation est considérée comme satisfaisante par 71 p. 100 des syndicats groupant 46 p. 100 des syndiqués ; pas de chômeurs à Hiraumont-en-Rocroi (130), Ferrière-la-Grande (225) et Lille (600) ; 1.4 p. 100 contre 0 à Bordeaux (140) ; 10.7 à Marseille (289).

Chez les ouvriers mécaniciens, tourneurs, ajusteurs, serruriers, etc., la pro-

portion des syndiqués sans travail est de 4.5 p. 100 pour 24 syndicats, groupant 4,373 ouvriers, contre 4.3 le mois dernier et 1.6 en septembre 1907. La situation est considérée comme satisfaisante par 41 p. 100 des syndicats et 27 p. 100 des syndiqués. Pas de chômeurs à Jeumont (145), Marpent (300) et Chartres (110); 4 p. 100 contre 3.2 à Saint-Etienne (250); 2.7 à Reims (150); 3.3 à Tourcoing (300); 0.3 contre 0 à Marpent (300); 0.9 contre 0.9 à Tarbes (109). A Paris, l'*Union des mécaniciens* accuse 98 chômeurs sur 1,650 syndiqués contre 110 le mois dernier et 42 en septembre 1907; les tourneurs-robinettiers (175) en ont 6.9 p. 100 contre 5.4.

A Paris, les ouvriers en instruments de précision (1,552) accusent 131 chômeurs contre 117 le mois dernier et 62 en septembre 1907; 25 p. 100 contre 10 chez les ouvriers en anneaux de montres de Besançon (100); 1.3 chez les horlogers de Badevel (156); 34.2 chez ceux de Morteau (400); 25 chez ceux de Cluses (160); 13.4 p. 100 chez les diamantaires du pays de Gex (112).

Chez les ferblantiers-boitiers, le chômage est de 27.4 p. 100 pour 7 syndicats groupant 950 ouvriers contre 41 le mois dernier; il est de 21.9 p. 100 contre 42 à Douarnenez (549); de 62.5 contre 83 à Guilvinec (120). A Paris, les potiers d'étain (180) accusent 5.6 p. 100 contre 33.3.

BÂTIMENT. — Dans l'ensemble des industries du bâtiment (charpentiers, menuisiers et serruriers non compris), la moyenne du chômage, d'après 113 syndicats, groupant 13,956 adhérents, était, à la fin de septembre, de 5.3 p. 100 contre 6.4 le mois précédent et 8.9 en septembre 1907.

En ce qui concerne les maçons, terrassiers, tailleurs de pierre et similaires, la proportion du chômage est de 5.4 p. 100 pour 77 syndicats groupant 10,022 ouvriers contre 4.9 le mois dernier et 9.8 en septembre 1907. Le chômage dépasse la moyenne notamment à Marseille (150 cimentiers gâcheurs et 120 tailleurs de pierre), Chartres (310), Calais (550), Châtellerauld (167), Limoges (130). Le travail est satisfaisant pour l'époque à Marseille (120 maçons d'art), Toulouse (203), Bordeaux (180), Épernay (327), Thonon (250), Montereau (118), Versailles (689), Dieppe (212), Annonay (120), Rouen (487), Orsay (140). A Paris, les maçons (16,500) estiment le travail aussi abondant; les maçons d'art (2,778) accusent 3 p. 100 de chômeurs et sont très satisfaits; les scieurs de pierre tendre (250) accusent 0 contre 0. Dans l'ensemble, la situation est jugée satisfaisante par 84 p. 100 des syndicats et 76 p. 100 des syndiqués.

La proportion des chômeurs chez les peintres et plâtriers est de 7 p. 100 pour 24 syndicats groupant 2,052 ouvriers contre 7.2 le mois dernier et 4.6 en septembre 1907; il y en a 19.4 p. 100 à Limoges (108). A Paris, les peintres de la rue Saint-Lazare (355) en accusent 2 contre 3.4; les ornemanistes (643), 6.8 contre 11.6; les stucateurs (117), 0 contre 0.

4 syndicats de sculpteurs, marbriers et similaires groupant 886 ouvriers accusent 0 p. 100 de chômeurs contre 23.7 le mois dernier et 2.7 en septembre 1907. Les marbriers de Jeumont (105), Bellignies (400) et Gussignies (295) sont tous occupés.

Les plombiers de Versailles (102) accusent 0 chômeur contre 0 le mois dernier; les couvreurs de Tourcoing (150) en ont 10 p. 100.

CHAUFOURNERIE. — CÉRAMIQUE. — VERRERIE. — Pas de chômeurs chez les chaudiéristes et cimentiers de Contes-les-Pins (140) et Albi (100). Pas de chômeurs chez les faïenciers de Montereau (300); les potiers de Sainte-Zacharie (106) en accusent 0 contre 0; ceux de Saint-Vallier (128), 3.9; les emballeurs de porcelaines de Limoges (192), 3.1 contre 7.2.

Dans l'ensemble des 3 syndicats de verriers, groupant 130 ouvriers, qui ont donné le nombre de leurs membres sans travail, la proportion de ces derniers est de 8.5 p. 100 contre 4.1 le mois dernier et 38.6 en septembre 1907.

MANUTENTION. — TRANSPORTS. — COMMERCE. — Parmi les portefaix, déchargeurs et autres ouvriers des ports, la moyenne du chômage pour 12 syndicats groupant 1,554 membres ressort à 24.7 p. 100 contre 46.2 le mois dernier et 27.9 en septembre 1907; elle est de 20 p. 100 contre 20 à Nice (800), de 60 au Havre (120), de 0 contre 0 à Dieppe (140).

Parmi les autres ouvriers de manutention, la moyenne du chômage est de 8 p. 100 pour 6 syndicats groupant 1,452 membres contre 5.6 le mois dernier et 3.9 en septembre 1907; les sourciers de Vals-les-Bains (100) accusent 15 p. 100 contre 0; ceux de Saint-Yorre (110), 10 contre 7; les colineurs de Nîmes (104), 0. A Paris, les porteurs des Halles (216) accusent 0 chômeur contre 0; les laveurs de voitures (375), 10.4 p. 100 contre 8.7.

12 syndicats d'agents d'entreprises de transports en commun (employés et chauffeurs-mécaniciens des chemins de fer, tramways, bateaux à voyageurs, etc.), groupant 3,776 ouvriers accusent 5 sans-travail contre 2 le mois dernier et 4 en septembre 1907. Dans les autres industries de transport (camionneurs, cochers, marins du commerce, etc.) la proportion des chômeurs, pour 18 syndicats groupant 4,224 membres, est de 9 p. 100 contre 3.9 le mois dernier et 10.4 en septembre 1907; elle est de 10 p. 100 d'après le syndicat des ouvriers des transports de la Bourse du travail de Paris (3,482).

D'après les réponses de 47 syndicats d'employés de commerce, comptables, sténographes, etc., groupant 25,133 adhérents, la proportion des syndiqués sans travail est de 1.9 p. 100 contre 2.3 le mois dernier et 5.7 en septembre 1907. A Paris, l'Union des comptables (898) en accuse 4.2 p. 100 contre 4 le mois dernier; les comptables de la Bourse du travail (186), 7.5; les employés de commerce du boulevard Poissonnière (4,801), 0.9 contre 1.3; les employés de banque (762), 0.5 contre 0.8; les commis en maçonnerie (187), 2.1 contre 1.6; les dessinateurs du bâtiment (446), 6.7 contre 9; « l'Alliance sténographique » (266), 4.5 contre 4.5; les sténo-dactylographes (250), 4; les clercs d'huissiers (206), 2 contre 0; les voyageurs de commerce du boulevard de Strasbourg (6,200), 8.1 contre 0.8; les voyageurs du cycle (194), 4.1; les courtiers de la Bourse du travail (1,000), 0.5. En province, 5.8 p. 100 contre 3.9 chez les employés de commerce (519); et 4.1 contre 2.5 chez les comptables (121) de Marseille; 1.6 contre 1.1 à Lyon chez les employés (2,335) et 0.7 contre 1.3 chez les sténographes (301); 2.5 contre 2.5 à Orléans (118); 2.4 contre 2.7 à Amiens (334); 0 à Dijon (350); 0 à Bordeaux (536); 0 à Dax (98); 1.2 à Saint-Étienne (160 voyageurs); 1 contre 0 à Rouen (200); 0 contre 0.3 à Nancy (329 représentants); 0 contre 0 au Havre (339); 0 contre 0 à Alger (100); 7.3 à Toulon; 3.8 à Limoges (417).

DIVERS. — 5 syndicats de gens de maison accusent 3.3 p. 100 de chômeurs pour un effectif de 2,902 membres contre 1.4 le mois dernier et 4.8 en septembre 1907; le Syndicat national des gens de maison de la Bourse du travail (1,977) en accuse 0.2 p. 100 contre 0.

7 syndicats de coiffeurs, groupant 3,697 ouvriers, ont 2.7 p. 100 de sans-travail contre 3.8 le mois dernier et 1.6 en septembre 1907; le syndicat mixte de Paris (3,389) en accuse 2.4 p. 100 contre 1.8 le mois dernier; le syndicat ouvrier du Mans (190), 8.9 contre 4.8.

LES GRÈVES EN SEPTEMBRE 1908.

62 grèves et 1 lock-out ont été signalés, en septembre, à la Direction du travail.

Le nombre des ouvriers qui y ont pris part, connu pour 49 de ces conflits, est de 3,258. Il y avait eu, en septembre 1907, 64 grèves et le nombre moyen de celles qui se sont produites, au cours du même mois, pendant les cinq dernières années, est de 62.

Ces 63 conflits, dont 44 n'ont atteint qu'un seul établissement, sont dus aux principales causes suivantes :

Demandes d'augmentation de salaire.....	31
Demandes de réintégration d'ouvriers ou de contremaîtres.....	12
Demandes de renvois d'ouvriers ou de contremaîtres.....	8
Contestations relatives à la réglementation du travail.....	6
Contestations relatives au salaire.....	5
Demandes de diminution du temps de travail.....	3
Contestations relatives au règlement d'atelier.....	2
Contestation relative aux amendes.....	1
Réduction de salaire.....	1

Ces conflits ont éclaté dans 31 départements et on en a compté :

11 dans le Nord, et la Seine, 4 dans les Pyrénées-Orientales, 3 dans la Meurthe-et-Moselle, 2 dans l'Isère, la Loire, le Lot-et-Garonne, le Maine-et-Loire, la Mayenne, la Seine-Inférieure, et l'Yonne, et 1 dans 20 autres départements.

Les industries ou professions atteintes se répartissent comme suit :

Bâtiment, 20 conflits; industries textiles, 12; transports et manutention, 8; cuirs et peaux, mines et carrières, 5; imprimerie, 4; bois, 3; ouvriers agricoles, métaux, 2; sécheurs de morue, meuniers, 1.

Des 63 conflits commencés en septembre, 46 ont pris fin, après avoir duré respectivement :

Onze, 1 jour ou moins de 1 jour; onze, 2 jours; cinq, 3 jours; deux, 4 jours; trois, 5 jours; trois, 6 jours; deux, 7 jours; un, 9 jours; un, 10 jours; un, 11 jours; un, 13 jours; deux, 14 jours; un, 16 jours; un, 19 jours, et un, 33 jours.

Si l'on y ajoute 8 grèves anciennes terminées après avoir duré respectivement 135 jours, 77 jours, 66 jours, 32 jours (2 grèves), 27 jours, 26 jours, et 22 jours, on trouve 54 conflits terminés avec les résultats suivants :

- 6 réussites,
 - 19 transactions ou réussites partielles,
 - 29 échecs.
-

DATES		LOCALITÉS.	DÉPARTEMENTS.	INDUSTRIES ET SPÉCIALITÉS professionnelles des grévistes.	NOMBRE	
du commence- ment.	de la fin.				d'établisse- ments.	de grévistes.
1	2	3	4	5	6	7
GRÈVES NON TERMIN						
24 avril ..	.....	Hazebrouck	Nord	Tisseurs	1	155
2 mai ..	14 sept ..	Pantin	Seine	Verriers	1	"
13 mai ..	.....	Paris	Seine	Terrassiers et tubistes	1	70
23 juin ..	7 sept ..	Laval	Mayenne	Maçons	"	150
3 juillet ..	.....	Nantes	Loire-Inférieure ..	Carriers	"	290
8 juillet ..	.....	Versailles	Seine-et-Oise	Maçons	1	30
20 juillet ..	.....	Vallauris	Alpes-Maritimes ..	Potiers	43	1,100
22 juillet ..	26 sept ..	Avranches	Manche	Typographes	3	12
24 juillet ..	.....	Port-Saint-Louis- du-Rhône	Bouches-du-Rhône ..	Dockers	1	250
31 juillet ..	.....	Vallée de la Bresle ..	Oise, Seine-Infé- rieure, Somme	Verriers	"	"
4 août ..	.....	Paris	Seine	Opticiens	1	5
5 août ..	.....	Albi	Tarn	Mineurs	1	"
6 août ..	7 sept ..	Maisons-Laffitte ..	Seine-et-Oise	Mécaniciens-construc- teurs	1	15
6 août ..	.....	Paris	Seine	Vanniers	1	"
7 août ..	.....	Paris	Seine	Opticiens	1	60
10 août ..	.....	Cette	Hérault	Dockers	5	"
10 août ..	.....	Paris	Seine	Tanneurs	1	150
13 août ..	.....	La Rochelle	Charente-Inférieu ^{re}	Ouvriers d'une fabrique de briques	3	"
18 août ..	.....	Lisieux	Calvados	Couvreurs	"	40
20 août ..	21 sept ..	Angers	Maine-et-Loire	Ouvriers du bâtiment ..	37	848
22 août ..	19 sept ..	Chauvigny	Vienne	Cordonniers	3	35
26 août ..	22 sept ..	Tourcoing	Nord	Tisseurs	1	11
27 août ..	.....	Levallois-Perret ..	Seine	Terrassiers	1	12
31 août ..	22 sept ..	Lyon	Rhône	Typographes	1	17
31 août ..	.....	Château-Gonthier ..	Mayenne	Couvreurs	5	15
GRÈVES COMMENCÉ						
1 ^{er} sept ..	3 sept ..	La Corgue	Nord	Peigneurs	"	"
1 ^{er} sept ..	3 sept ..	La Corgue-Estai- res	Nord	Tisseurs	1	10
1 ^{er} sept ..	3 sept ..	Perpignan	Pyrénées-Orientales	Charretiers	"	100
1 ^{er} sept ..	.....	Philippeville	Constantine	Typographes	1	"
2 sept ..	21 sept ..	Aurillac	Cantal	Galochiers	"	70
2 sept ..	5 oct ..	Levallois-Perret ..	Seine	Selliers (équipements mili- taires)	1	35
2 sept ..	9 sept ..	Louviers	Eure	Émailleurs	1	60
2 sept ..	.....	Roanne	Loire	Tisseurs	1	250
3 sept ..	17 sept ..	Arudy	Basses-Pyrénées ..	Taillleurs de pierre ..	"	150
3 sept ..	19 sept ..	Roubaix	Nord	Fileurs	1	12
4 sept ..	.....	Saint-Pantaléon ..	Saône-et-Loire	Terrassiers	1	25
5 sept ..	8 sept ..	Paris	Seine	Maçons	1	10
7 sept ..	8 sept ..	Romen	Seine-Inférieure ..	Rouleurs de charbon ..	1	34
7 sept ..	9 sept ..	Paris	Seine	Brigqueteurs	1	6
7 sept ..	17 sept ..	Pia	Pyrénées-Orientales	Ouvriers agricoles ..	30	250
7 sept ..	21 sept ..	Laval	Mayenne	Charpentiers	5	37
9 sept ..	.....	Agen	Lot-et-Garonne ..	Typographes	"	"
10 sept ..	10 sept ..	Saint-Michel	Aisne	Tisseurs	1	100
10 sept ..	.....	Loiron	Mayenne	Mineurs	1	75
11 sept ..	14 sept ..	Menton	Alpes-Maritimes ..	Charretiers	"	80

(1) Ne figurent pas ici les grèves dont la fin, postérieure au 1^{er} septembre 1908, a pu être déjà signalée dans le précédent

N ^{OS} DES GRÈVES.	CAUSES DES GRÈVES.	RÉSULTATS.	OBSERVATIONS.
	8	9	10
AU 1 ^{ER} SEPTEMBRE 1908 ⁽¹⁾ .			
1	Contestation relative au machinisme.....		
2	Contestation relative à la réglementation du travail.....	Echec.	
3	Demande : plus-value pour travaux malsains.....		
4	Demandes : augmentation de salaire; diminution du temps de travail.....	Transaction.	
5	Demande d'augmentation de salaire.....		
6	Demande d'augmentation de salaire.....		
7	Contestation relative au salaire.....		Lock-out
8	Demande d'augmentation de salaire.....	Echec.	Grévistes remplacés.
9	Contestation relative au salaire.....		
10	.....		
11	Contestation relative au salaire.....		
12	Contestation relative à la réglementation du travail.....		Lock-out.
13	Demande de renvoi d'ouvriers non syndiqués.....	Echec.	
14	Demande de suppression du travail aux pièces.....		
15	Demande d'augmentation de salaire.....		
16	Arrêts dans le travail; contestations relatives aux condi- tions d'un nouveau contrat.....		Lock-out.
17	Demandes : travail aux pièces; droit de fixer les tarifs de fabrication et de choisir les contremaîtres.....		
18	Contestation relative au salaire.....		
19	Demande d'augmentation de salaire.....		
20	Contestation relative au salaire.....	Transaction.	
21	Demande d'augmentation de salaire.....	Echec.	Lock-out.
22	Demande de suppression du travail aux pièces.....	Echec.	
23	Demande d'augmentation de salaire.....		
24	Demande de réintégration d'un ouvrier.....	Transaction.	
25	Demande d'augmentation de salaire.....		

EN SEPTEMBRE 1908.

1	Demande d'augmentation de salaire.....	Echec.	
2	Demande d'augmentation de salaire.....	Echec.	
3	Contestation relative au salaire.....	Transaction.	
4	Demande : réintégration d'un ouvrier.....		
5	Contestation relative au salaire.....	Transaction.	
6	Demande d'augmentation de salaire.....	Réussite.	
7	Demandes : augmentation de salaire; renvoi d'un contre- maître.....	Transaction.	
8	Contestation relative au machinisme.....		Lock-out.
9	Demande d'augmentation de salaire.....	Transaction.	
10	Demande : réintégration d'un ouvrier.....	Echec.	
11	Demande d'augmentation de salaire.....		
12	Demande de réintégration de deux ouvriers.....	Echec.	
13	Demande d'augmentation de salaire.....	Echec.	
14	Demande de renvoi d'un ouvrier.....	Echec.	
15	Demande d'augmentation de salaire.....	Réussite.	
16	Demandes : augmentation de salaire; journée de 10 heures.	Transaction.	
17	Demande d'augmentation de salaire.....		
18	Demande d'augmentation de salaire.....	Réussite.	
19	Demande de suppression d'une retenue.....		
20	Demandes : augmentation de salaire; journée de 10 heures.	Transaction.	

DATES		LOCALITÉS.	DÉPARTEMENTS.	INDUSTRIES ET SPÉCIALITÉS professionnelles des grévistes.	NOMBRE	
du commence- ment.	de la fin.				d'établi- sements.	de grévistes.
1	2	3	4	5	6	7
11 sept...	15 sept...	Rennes.	Ille-et-Vilaine. ...	Ouvriers et employés de tram- ways.	1	85
11 sept...	16 sept...	Nancy.	Meurthe-et-Moselle	Ouvriers en limes.	1	15
12 sept...	21 sept...	Lille.	Nord.	Typographes.	1	20
14 sept...	15 sept...	Pezilla-de-la-Ri- vière.	Pyrénées-Orientales	Ouvriers agricoles.	3	120
14 sept...	16 sept...	Angers.	Maine-et-Loire. ...	Carriers.	1	83
15 sept...	17 sept...	Sabonne.	Pyrénées-Orient. les	Mineurs.	1	230
15 sept...	17 sept...	La Sône.	Isère.	Tisseurs.	"	"
16 sept...	17 sept...	Ivry.	Seine.	Terrassiers.	1	63
16 sept...	21 sept...	Trillet-Argenty...	Allier.	Maçons.	1	70
16 sept...	22 sept...	La Londe.	Var.	Miners.	1	120
16 sept...	22 sept...	Chassignelles. ...	Yonne.	Taillieurs de pierre.	1	109
17 sept...	19 sept...	Abainville.	Meuse.	Granitiers.	1	"
17 sept...	19 sept...	Dunkerque.	Nord.	Terrassiers.	1	72
18 sept...	21 sept...	Pusy.	Haute-Saône.	Terrassiers.	1	"
18 sept...	22 sept...	Biègles.	Gironde.	Sécheurs de morue.	1	16
19 sept...	19 sept...	Rouen.	Seine-Inférieure. ...	Dockers.	1	40
19 sept...	22 sept...	Rive-de-Gier.	Loire.	Ébénistes et sculpteurs.	1	40
21 sept...	22 sept...	Bécon-les-Bruyères.	Seine.	Maçons.	1	6
21 sept...	23 sept...	Boye.	Somme.	Terrassiers.	"	14
21 sept...	23 sept...	Noisy-le-Sec.	Seine.	Terrassiers.	1	"
21 sept...	23 sept...	Saint-André.	Nord.	Fileurs.	"	"
21 sept...	23 sept...	Paris.	Seine.	Typographes.	"	22
22 sept...	22 sept...	Tourcoing.	Nord.	Peigneurs.	1	117
22 sept...	24 sept...	Angers.	Maine-et-Loire. ...	Boneurs.	1	30
22 sept...	28 sept...	Raviers.	Yonne.	Taillieurs de pierre.	1	21
23 sept...	5 oct...	Grenoble.	Isère.	Ouvriers en chaussures.	1	10
23 sept...	26 sept...	Nancy.	Meurthe-et-Moselle	Galochiers.	1	"
24 sept...	25 sept...	Boulogne.	Nord.	Dockers.	1	"
24 sept...	26 sept...	Paris.	Seine.	Terrassiers.	1	140
24 sept...	26 sept...	Courrières.	Pas-de-Calais.	Miners.	"	"
25 sept...	26 sept...	Agen.	Lot-et-Garonne. ...	Menuisiers.	1	50
25 sept...	26 sept...	Reims.	Marne.	Cardes.	1	"
26 sept...	7 oct...	Halluin.	Nord.	Tisseurs.	1	35
28 sept...	29 sept...	Libermont.	Oise.	Terrassiers.	"	"
28 sept...	29 sept...	Paris.	Seine.	Terrassiers.	1	40
28 sept...	30 sept...	Roubaix.	Nord.	Fileurs.	1	36
28 sept...	3 oct...	Epernon.	Eure-et-Loir.	Meuniers.	1	35
28 sept...	28 sept...	Lavelanet.	Ariège.	Teinturiers.	"	20
28 sept...	28 sept...	Creissels.	Aveyron.	Mégissiers.	1	15
28 sept...	28 sept...	Paris.	Seine.	Terrassiers.	1	8
29 sept...	2 oct...	Paris.	Seine.	Terrassiers.	1	20
30 sept...	30 sept...	Longwy.	Meurthe-et-Moselle	Terrassiers.	1	260
30 sept...	30 sept...	Dunkerque.	Nord.	Dockers.	"	6

GRÈVES COMMENC.

N ^{OS} DES REQUÊTES.	CAUSES DES GREVES.	RÉSULTATS	OBSERVATIONS.
	8	9	10
21	Demande de réintégration d'un ouvrier.....	Transaction.	
22	Règlementation du travail.....	Échec.	
23	Demande de renvoi d'une femme.....	Échec.	Grévistes remplacés.
24	Demande d'augmentation de salaire.....	Transaction.	
25	Demande d'augmentation de salaire.....	Échec.	
26	Demandes de réintégration d'un ouvrier.....	Reussite.	
27	Demande d'augmentation de salaire.....	.....	
28	Demandes : déplacement d'un contremaître; augmentation de salaire.....	Échec.	
29	Demande d'augmentation de salaire.....	Échec.	
30	Règlement d'atelier.....	Échec.	
31	Demande de réintégration d'un ouvrier.....	Transaction.	
32	Demande de renvoi d'ouvriers.....	Échec.	
33	Demande de renvoi d'un contremaître.....	Échec.	
34	Demande d'augmentation de salaire.....	Transaction.	
35	Demande d'augmentation de salaire.....	Échec.	
36	Demande d'augmentation de salaire.....	Échec.	
37	Demande d'augmentation de salaire.....	.....	
38	Demande de réintégration d'un ouvrier.....	Échec.	
39	Demande d'augmentation de salaire.....	Échec.	6 grévistes remplacés.
40	Demande d'augmentation de salaire.....	Échec.	
41	Contestation relative aux amendes.....	.....	
42	Réduction de salaire.....	.....	
43	Demande de réintégration d'un ouvrier.....	Transaction.	
44	Contestation relative au salaire.....	Transaction.	
45	Demande d'augmentation de salaire.....	Transaction.	
46	Demande d'augmentation de salaire.....	Reussite.	
47	Demande de renvoi d'un ouvrier.....	Échec.	
48	Règlementation du travail.....	Échec.	
49	Demandes : augmentation de salaire; journée de 8 heures.	Transaction.	
50	Règlementation du travail.....	.....	
51	Contestation relative au salaire.....	.....	
52	Règlement d'atelier.....	.....	
53	Règlementation du travail.....	Échec.	
54	Demande d'augmentation de salaire.....	Échec.	
55	Demande de réintégration d'ouvriers.....	Reussite.	
56	Règlementation du travail.....	Transaction.	
57	Demandes : augmentation de salaire; réintégration de deux ouvriers.....	Transaction.	
58	Demande d'augmentation de salaire.....	.....	
59	Demande de renvoi de deux employés.....	.....	
60	Demande d'augmentation de salaire.....	.....	
61	Demande de réintégration d'un ouvrier.....	Échec.	
62	Demande de réintégration de chefs de chantier.....	.....	
63	Demande d'augmentation de salaire.....	.....	

CONCILIATION ET ARBITRAGE⁽¹⁾.

4 applications de la loi sur la conciliation et l'arbitrage ont été signalées, en septembre, à la Direction du travail.

1° Grève d'émailleurs à Louviers. — Sur le refus du directeur de « L'Émaillerie normande », à Louviers, de renvoyer un employé de bureau qui avait eu une discussion avec un contremaître, 60 ouvriers se sont mis en grève le 2 septembre.

Sur recours des deux parties au juge de paix le 4 septembre, un comité s'est réuni le 8. L'accord suivant a été conclu :

1^{re} demande. — Les jours de paie, les hommes travaillant aux fours terminant leur journée à deux heures seront payés à la sortie de leur travail. — (Accordé.)

2^e demande. — Le personnel de l'Émaillerie demande la suppression du quart d'heure de suspension du travail de 8 heures et de 4 heures; la réduction de la journée de 10 heures de travail. Comme conséquence, il est interdit formellement à tout le personnel de l'Émaillerie, sauf pour les cuiseurs et aides-cuiseurs, de manger pendant le travail. Faculté de sortie en cas de nécessité; le ou les employés chargés de délivrer le billet de sortie seront désignés par l'administration de la Société. — (Accordé.)

3^e demande. — Les ouvriers demandent que la rentrée et la sortie des ateliers soient changées d'heure du 1^{er} octobre au 30 avril (saison d'hiver) : Entrée à 7 heures du matin, sortie à 6 heures et demie du soir. — (Accordé.)

4^e demande. — Les ouvriers toujours du même atelier d'émaillerie demandent le renvoi ou déplacement de Monsieur O. . . . , chargé de la préparation des commandes, dans une partie de l'usine autre que l'émaillerie. — (Refusé.)

5^e demande. — Les ouvriers demandent une augmentation de deux centimes et demi de salaires par chaque heure de travail pour tout ouvrier travaillant à la journée. — (Refusé.)

Tous les aides-cuiseurs toucheront un salaire minimum de 3 francs par journée de travail. — (Accordé.)

6^e demande. — Demande est faite que le tarif des femmes travaillant aux pièces ne soit pas diminué du tarif actuel. — (Accordé maintien du tarif pour le temps présent sans engagement pour l'avenir.)

7^e demande. — Aucun renvoi de personnel ne pourra être fait pour cause de grève à moins de motif spécifié. — (Accordé.)

Le travail a été repris le 9 septembre.

2° Grève des ouvriers du bâtiment d'Angers. — 848 ouvriers occupés par 37 entrepreneurs du bâtiment d'Angers se sont mis en grève le 20 août en formulant les revendications suivantes :

1° Augmentation de salaire de 5 centimes l'heure.

2° Majoration des heures de travail du tiers de 8 heures du soir à minuit; salaire double de minuit au matin.

3° Salaire double pour travaux malsains.

4° Augmentation de 5 centimes par heure pour les travaux exécutés en dehors de la ville à moins de 4 kilomètres de la limite de l'octroi.

5° Au delà de 4 kilomètres, salaire de la ville mais logement, nourriture et frais de transport à la charge des entrepreneurs.

⁽¹⁾ Des exemplaires du texte de la loi du 27 décembre 1892 sur la conciliation et l'arbitrage dans les différends collectifs entre patrons et ouvriers ou employés sont envoyés aux intéressés sur demande adressée à M. le Ministre du Travail, Direction du travail, Bureau des Associations professionnelles, rue de Varenne, n° 80, à Paris.

A la demande des ouvriers le juge de paix a invité, le 21 août, les entrepreneurs à se réunir en comité de conciliation. Le 23 août, les entrepreneurs ont décliné l'offre faite.

Les 15 et 16 septembre, patrons et ouvriers ont sollicité l'arbitrage des architectes, et l'accord suivant a été conclu :

1° Salaire des tailleurs de pierre, 53 centimes à 55 centimes l'heure au lieu de 50 centimes.

Salaire des maçons, 50 centimes à 53 centimes l'heure au lieu de 45 centimes.

— terrassiers et aides, 40 centimes à 42 centimes l'heure au lieu de 35 centimes.

2° Majoration des heures de travail du tiers de 8 heures du soir à minuit; salaire double de minuit au matin.

3° Salaire double pour travaux malsains.

4° Augmentation de 5 centimes par heure de travail en dehors de l'octroi jusqu'à 4 kilomètres.

Le travail a été repris le 20 septembre 1908.

3° **Lock-out des ouvriers cordonniers de Chauvigny (Vienne).** — Les ouvriers cordonniers ayant manifesté l'intention de demander une augmentation de salaire de 50 centimes par paire de chaussures, le lock-out a été déclaré par les patrons le 22 août.

Le juge de paix est intervenu d'office le 28 août. Un comité de conciliation s'est réuni le 17 septembre; l'accord n'ayant pu se faire, les ouvriers ont renoncé à rentrer et ont fondé, le 19 septembre, une association ouvrière de production.

4° Dans la **grève des ouvriers charpentiers de Laval**, le juge de paix est intervenu d'office le 11 septembre. Les patrons ont refusé de se prêter à la tentative de conciliation.

RAPPORT

SUR LES SUBVENTIONS AUX CAISSES DE CHÔMAGE,

POUR L'ANNÉE 1907,

PRÉSENTÉ LE 24 SEPTEMBRE 1908 À M. LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE,

PAR M. LE MINISTRE DU TRAVAIL ET DE LA PRÉVOYANCE SOCIALE.

MONSIEUR LE PRÉSIDENT,

En exécution de l'article 55 de la loi de finances du 22 avril 1905, j'ai l'honneur de vous présenter le troisième rapport annuel sur la répartition du crédit ouvert au budget de mon département pour subventions aux caisses de secours contre le chômage involontaire par manque de travail. Ce rapport porte sur l'année 1907 ou plus exactement sur les subventions afférentes aux indemnités versées par les caisses de chômage pendant l'année 1907.

Comme le rappelaient les premiers rapports, en subventionnant les caisses de chômage, l'État ne peut avoir la prétention de supprimer ou de diminuer le chômage, puisque son intervention ne porte pas sur les causes du mal. Il ne s'agit pas non plus d'un service d'assurance générale garantissant tous les chômeurs. Le crédit relativement restreint serait loin d'y suffire. L'État se propose simplement d'encou-

rager les institutions créées par les travailleurs eux-mêmes en vue de secourir, par une indemnité régulière, ceux d'entre eux qui, involontairement, n'ont pas de travail.

Le régime des subventions.

Pendant l'année 1907, le régime des subventions n'a subi aucune modification et, par suite, la Commission des caisses de chômage — qui me prête un concours très éclairé — n'a fait qu'appliquer le régime légal résultant du décret du 9 septembre 1905, modifié par les décrets des 20 avril et 31 décembre 1906.

Toutefois, dans sa séance du 26 juin dernier, la Commission des caisses de chômage ⁽¹⁾, ayant constaté que les subventions allouées pendant les trois premières années n'avaient pas employé la moitié du crédit inscrit au budget de chaque exercice et que, d'autre part, ces subventions rendaient de réels services aux caisses de chômage et à leurs adhérents, a émis l'avis que le taux maximum des subventions pourrait être augmenté d'un quart et porté de 16 à 20 p. 0/0 pour les caisses locales et de 24 à 30 p. 0/0 pour les caisses divisées en sections ou caisses fédérales. Il lui a paru, en effet, que la répartition faite sur ces nouvelles bases ne pourrait avant longtemps, ni dépasser ni même atteindre le montant du crédit que le Parlement veut bien inscrire au budget de chaque année pour contribuer aux dépenses des caisses de chômage et favoriser leur développement.

Modifications aux statuts des caisses.

Les articles 6 et 7 du décret contiennent un certain nombre de dispositions obligatoires pour toute caisse qui désire participer aux subventions. Il a paru convenable de ne pas chercher, en une matière aussi neuve et aussi complexe, à établir des statuts-types. Les clauses que les statuts doivent contenir ont seulement pour objet d'assurer la bonne organisation des caisses, leur fonctionnement régulier et aussi de les obliger à exercer elles-mêmes le contrôle des chômeurs.

La Commission des caisses de chômage, sans vouloir établir des statuts-types, se propose cependant de rédiger une formule contenant les dispositions statutaires visées par les deux articles du décret; cette formule serait communiquée, à titre de renseignement, à toute caisse qui en ferait la demande.

Pour le second semestre de l'année, les statuts de 35 caisses, soit les 3/5 du nombre total des caisses subventionnées, étaient strictement conformes au décret; si les statuts des 26 autres caisses ne l'étaient pas, c'est parce que ces caisses ont été récemment admises à la répartition et que, par suite, elles n'ont pas eu le temps d'apporter à leurs statuts les modifications demandées. Deux caisses seulement font exception. La demande de l'une a été rejetée; il a été décidé que l'autre caisse ne recevra la subvention afférente au dernier semestre qu'après avoir satisfait aux

(1) Pour l'année 1908, la Commission des caisses de chômage est ainsi composée: Président: M. Millerand, député; membres: MM. Strauss, sénateur; Arthur Fontaine, directeur du Travail; Georges Paulet, directeur de l'Assurance et de la Prévoyance sociales; Férét du Longbois, directeur adjoint de la Comptabilité publique; Desforges, inspecteur des Finances; I. Finance, sous-directeur du Travail; Gomant, membre du Conseil supérieur des sociétés de secours mutuels; Bonnet, conseiller prud'homme, membre de la Solidarité, caisse de chômage des coupeurs et brocheurs en chaussures du département de la Seine; Lavillat, membre du Conseil supérieur du travail, conseiller prud'homme, membre de la caisse de chômage de la Fédération des ouvriers mécaniciens et similaires de France; Malfait, membre de la caisse de chômage de la Fédération française des travailleurs du livre; Martinet, membre de la caisse de chômage de la Chambre syndicale des employés de Paris. — Secrétaire: M. Fagnot, enquêteur à l'Office du travail.

prescriptions réglementaires. Inversement, on a constaté que, dès leur première demande, plusieurs caisses présentaient des statuts entièrement conformes aux articles 6 et 7 du décret.

Voici maintenant les résultats d'ensemble de la répartition du crédit pour l'année 1907.

Les subventions pour 1907.

Comme les années précédentes, pour chacun des deux semestres de 1907, le taux des subventions a été fixé, vu le petit nombre des demandes, aux maxima prévus par l'article 12 du décret, soit pour les caisses locales 16 p. o/o du montant des indemnités versées et 24 p. o/o pour les caisses divisées en sections ou caisses fédérales.

L'article 16 du décret autorise la Commission à admettre les comptes publiés par les caisses aux lieu et place des états réglementaires portant décompte des opérations. Plusieurs caisses publiant des renseignements qui facilitent l'instruction des demandes, mais une seule jusqu'ici, celle de la Fédération des travailleurs du livre, a pu être admise au bénéfice de l'article 16, parce que seule elle publie chaque trimestre des comptes détaillés offrant toutes les garanties.

Opérations du premier semestre. — 90 caisses de chômage ont présenté une demande de subvention qui a été instruite dans les formes prévues notamment par l'article 15 du décret. Sur ce nombre, 26 caisses n'ont pas retourné l'état réglementaire, 2 ont renoncé à leur demande, 2 n'ont pas fonctionné, 6 n'ont pas eu de chômeurs à soutenir, 1 a versé des indemnités pour cause de maladie et non pour cause de chômage, 1 n'a pas fourni les renseignements qui lui ont été demandés, 1 n'a pas modifié ses statuts dans les délais prescrits et la demande d'une caisse a été rejetée, par application de l'article 19, parce qu'elle a fait des déclarations qui ont été reconnues inexactes.

Sur la proposition de la Commission et par arrêté en date du 31 décembre 1907, il a été alloué 14,031 francs de subventions aux 50 autres caisses.

Opérations du second semestre. — Sur 97 caisses de chômage dont la demande a été instruite, 24 n'ont pas retourné l'état réglementaire, 1 n'a pas fonctionné, 4 n'ont pas eu de chômeurs à soutenir, 3 ayant versé moins de 30 francs d'indemnités ont été écartées par application du 3^e paragraphe de l'article 12 du décret, 1 ne comptait pas 50 membres au moins et la demande de 3 caisses a été écartée parce qu'elles ne remplissaient pas les conditions essentielles que le décret prescrit.

Par arrêté du 30 juin 1908, rendu conformément aux propositions de la Commission, 61 caisses de chômage ont reçu 18,209 francs de subventions. Le versement de la subvention a été subordonné, pour une caisse, à la modification de certains articles de ses statuts et, pour une autre caisse, à la régularisation de son fonctionnement.

Résumé des opérations de l'année.

Le tableau I ci-contre présente, pour chacun des deux semestres et pour chaque catégorie de caisses, le résumé des opérations et le montant des subventions allouées.

Ce premier tableau reproduit exactement les travaux de la Commission, mais il ne permet pas de suivre avec assez de précision le mouvement des caisses subventionnées. Sur les 50 caisses subventionnées pour le premier semestre, 7 d'entre elles ne figurent pas dans les comptes du second semestre et, inversement, 18 caisses ont été pour la première fois subventionnées pour ce second semestre. Il en

TABLEAU I. — Classement par catégories des caisses subventionnées pendant le 1^{er} et pendant le 2^e semestre.

DÉSIGNATION DES CATÉGORIES.	INDICATION des SEMESTRES.	NOMBRE de CAISSES.	NOMBRE MOYEN des membres.	NOMBRE des CHÔMEURS.	NOMBRE de JOURNÉES de chômage indemnisées.	MONTANT TOTAL des indemnités versées par les caisses.	INDEMNITÉS ENVOYÉES dans le calcul des subventions.	SUBVENTIONS.	
									francs.
CAISSES DIVISÉES EN SECTIONS OU CAISSES FÉDÉRALES.	1 ^{re}	3	17,003	1,400	18,819	43,678	43,403	10,418	
	2 ^e	3	16,616	1,777	20,131	49,673	47,970	11,514	
	1 ^{re}	25	16,880	917	12,607	21,913	18,877	3,032	
	2 ^e	33	19,233	1,413	21,260	43,328	37,314	5,987	
	1 ^{re}	3	113	12	185	370	370	61	
	2 ^e	5	284	29	495	1,165	1,165	190	
	1 ^{re}	2	183	56	642	1,023	1,023	165	
	2 ^e	2	202	49	420	721	721	117	
	CAISSES LOCALES.	1 ^{re}	3	"	324	"	380	380	61
		2 ^e	2	"	417	"	666	666	108
1 ^{re}		5	206	84	203	215	215	50	
2 ^e		2	76	49	78	78	78	20	
Caisses subventionnées par application de l'article 12, § 3 du décret.	1 ^{re}	2	133	32	373	373	373	60	
	2 ^e	4	394	133	2,161	946	946	153	
Caisses ayant échangé de catégorie d'un semestre à l'autre.	1 ^{re}	7	813	168	994	1,079	1,079	184	
	2 ^e	7	805	181	643	731	701	120	
TOTAL.....	(1)	(1)	(1)	7,041	82,011	106,539	155,281	32,240	

(1) Dans ce tableau, il n'y a pas lieu d'additionner les chiffres relatifs aux caisses et à leurs membres, car, dans les deux cas, les mêmes chiffres ont dû être répétés deux fois, c'est-à-dire une fois pour chaque semestre.

TABLEAU III. — Classement des caisses d'après le nombre de leurs membres.

DÉSIGNATION.	NOMBRE de CAISSES.	NOMBRE MOYEN des membres.	NOMBRE des CHÔMEURS.	NOMBRE des JOURNÉES de clostage indemnités.	INDEMI- TÉS VERSÉES par les caisses.	INDEMI- TÉS EXTRAIT dans le calcul des subventions.	SUBVEN- TIONS.
					francs.	francs.	francs.
De 50 à 100 membres.....	7	405	190	2,349	3,100	5,100	512
De 101 à 500	21	4,209	1,069	16,471	29,829	24,501	3,958
De 501 à 1,000 —	4	2,827	752	10,331	12,625	12,352	1,983
De 1,001 à 5,000 —	2	2,771	580	11,746	26,107	24,129	5,113
Au-dessus de 5,000 —	3	24,130	3,011	35,680	86,518	83,497	19,420
Caisses locales de secours de route.....	6	"	864	"	1,122	1,122	193
TOTAL.....	43	34,342	6,466	76,577	150,331	145,791	31,179
Caisses subventionnées pour un semestre seulement.....	25	4,220	575	5,634	7,298	6,490	1,061
TOTAUX GÉNÉRAUX.....	68	38,562	7,041	82,011	166,539	155,281	32,240

TABLEAU IV. — Classement des caisses par groupes professionnels.

NUMÉROS D'ORDRE.	DÉSIGNATION DES GROUPES.	NOMBRE de CAISSES.	NOMBRE MOYEN des membres.	NOMBRE des CHÔMEURS.	NOMBRE des JOUEURS de clonage indemnités.	INDEMNITÉS VERSÉES par les caisses.	INDEMNITÉS ENTRANT dans le calcul des subventions.	SUBVEN- TIONS.
						francs.	francs.	francs.
I.	Agriculture, forêts et pêche.....	1	1	1	1	1	1	1
II.	Mines et carrières.....	1	1	1	1	1	1	1
III.	Produits alimentaires.....	1	312	56	700	700	700	113
IV.	Produits chimiques.....	1	1	1	1	1	1	1
V.	Industries polygraphiques.....	5	12,162	2,198	36,931	90,988	87,221	20,645
VI.	Cuirs et peaux.....	4	630	195	3,206	6,506	4,827	775
VII.	Industries textiles.....	3	1,264	391	2,802	2,422	2,122	393
VIII.	Travail des étoffes.....	2	252	165	3,049	5,385	5,165	828
IX.	Industries du bois et bâtiment (lois),.....	1	129	46	631	1,262	1,262	203
X.	Métallurgie et travail des métaux.....	3	6,584	1,305	8,234	16,582	16,582	3,281
XI.	Travail des pierres et des terres.....	3	1,150	527	10,492	14,432	12,922	2,071
XII.	Construction.....	3	368	334	2,305	2,057	2,057	332
XIII.	Commerce, transport et maintenance.....	10	11,298	289	7,165	16,132	12,768	2,063
	TOTAUX.....	35	34,149	5,497	75,515	156,166	145,926	30,704
	Caisses interprofessionnelles.....	2	193	105	1,062	1,743	1,743	282
	Caisses locales de secours de route.....	6	"	864	"	1,122	1,122	193
	TOTAUX.....	43	34,342	6,466	76,577	159,331	148,791	31,179
	Caisses subventionnées pour un semestre seulement.....	25	4,220	575	5,434	7,208	6,490	1,061
	TOTAUX GÉNÉRAUX.....	68	38,562	7,041	82,011	166,539	155,281	32,249

résulte que 68 caisses ont été subventionnées pour l'un ou l'autre semestre, mais que 43 d'entre elles seulement l'ont été pour l'année entière.

Les opérations de ces 43 caisses sont l'objet des tableaux II, III et IV, celles des 25 autres caisses étant, dans les mêmes tableaux, données en bloc et pour établir la concordance avec les totaux du premier tableau.

Dans le tableau II, les 43 caisses subventionnées pendant toute l'année sont classées d'après les catégories établies par le décret. Dans le groupe des caisses locales, une catégorie supplémentaire contient les 7 caisses qui, d'un semestre à l'autre, ont été subventionnées par application de dispositions différentes du décret.

La première catégorie est réservée aux 3 caisses divisées en sections ou caisses fédérales. Ce sont les mêmes que l'année précédente : les caisses de la Fédération française des travailleurs du livre, de la Fédération des ouvriers mécaniciens et de la Fédération lithographique. Sur 34,342 adhérents des 43 caisses, elles comprennent 16,810 membres, soit près de la moitié. Elles ont versé 93,351 francs d'indemnités à 3,177 membres pour 38,950 jours chômés. 91,373 francs étant entrés dans le calcul des subventions, elles ont reçu, à raison de 24 p. o/o, 21,932 francs, soit plus des deux tiers du montant total des subventions de l'année.

Dans les sept catégories de caisses locales, celle des caisses professionnelles de 100 membres au minimum, de beaucoup la plus importante, se développe peu à peu chaque année. Elle se compose de 23 caisses, contre 19 l'an dernier, avec 16,246 membres, ayant reçu 8,239 francs de subventions contre 5,920 francs en 1906.

Si l'on compare entre elles les trois caisses fédérales et les 40 caisses locales, malgré un fléchissement dans les résultats donnés par les premières et un développement de bon augure en ce qui concerne les caisses locales professionnelles de 100 membres au moins, la supériorité des caisses fédérales apparaît toujours très nettement aux divers points de vue des efforts accomplis, des résultats obtenus comme des services rendus aux ouvriers en chômage.

Pour faciliter le développement des caisses de chômage dans les petites localités où il peut être difficile de créer et de faire fonctionner des caisses professionnelles, le décret admet aux subventions les caisses formées entre ouvriers des professions les plus diverses dans les localités comptant moins de 50,000 habitants, à la condition qu'elles aient 50 membres au minimum et qu'elles soient subventionnées par la commune ou le département. Cette exception si favorable aux caisses interprofessionnelles n'a pas donné de résultats appréciables. Depuis trois ans, il n'y a toujours que deux caisses interprofessionnelles de faible importance. Ce fait semble indiquer que le principe de la professionnalité des caisses de chômage, posé par mon prédécesseur dans le rapport sur le décret organisant le régime des subventions, est conforme à la nature de l'institution.

Le tableau III présente un classement des 43 caisses d'après le nombre de leurs membres. Les caisses de 101 à 500 membres, au nombre de 21 contre 17 l'an dernier, avec 4,209 membres au lieu de 3,867, forment toujours la majorité du groupe. Elles ont versé 29,828 francs d'indemnités à 1,069 membres pour 16,471 jours de chômage. Elles ont reçu 3,958 francs de subventions. Les 5 caisses comptant plus de 1,000 adhérents sont les plus importantes à beaucoup près. Elles comptent 26,901 membres; elles ont versé 112,655 francs d'indemnités à 3,891 membres pour 47,426 jours chômés; elles ont reçu 24,533 francs de subventions, soit plus des trois quarts du total des subventions allouées. Comme l'an dernier, ces cinq caisses comprennent les trois caisses fédérales, celle de la Chambre syndicale des ouvriers en instruments de précision de Paris et celle de la Chambre syndicale des employés de Paris.

Dans le tableau IV, les 43 caisses sont classées par groupes professionnels. Comme l'an dernier, trois groupes sont à signaler. Celui des industries polygraphiques occupe le premier rang, grâce à la présence de la caisse de la Fédération des travailleurs du Livre (10.411 membres) et de celle de la Fédération lithographique; c'est le seul groupe jusqu'ici dans lequel le service du chômage soit vraiment organisé. Le groupe de la métallurgie comprend 3 caisses ayant 6,584 membres, dont 4,978 pour la caisse de la Fédération des mécaniciens. Le groupe du commerce croît d'année en année : il compte maintenant 10 caisses, contre 6 l'an dernier, avec 11,398 membres, dont 8,275 pour la caisse de la Chambre syndicale des employés de Paris.

Au point de vue territorial, les 43 caisses se répartissent comme suit :

Les 3 caisses fédérales rayonnent : celle de la lithographie sur 35 localités, celle des mécaniciens sur 58 et celle des travailleurs du livre sur 170, c'est-à-dire sur le pays tout entier. Sur 40 caisses locales ayant 17,532 membres, le département de la Seine compte 8 caisses avec 10,575 membres, celui de la Haute-Vienne 6 caisses avec 1,742 membres et celui du Rhône 6 caisses avec 424 membres. Les 20 autres caisses sont ainsi réparties : 2 dans chacun des départements du Cher, de la Haute-Garonne, du Lot-et-Garonne, du Nord et de la Somme et 1 caisse dans chacun des 10 départements suivants : Gironde, Ille-et-Vilaine, Indre, Loire, Loire-Inférieure, Loiret, Maine-et-Loire, Seine-et-Oise, Seine-Inférieure et territoire de Belfort.

Tels sont, Monsieur le Président, les résultats généraux de la répartition du crédit pour l'année 1907. Ces résultats sont modestes. Sur un crédit de 110,000 francs, 32,240 francs, soit moins du tiers, ont été répartis. Il y a eu diminution sur l'année dernière pendant laquelle 42,495 francs ont été employés, mais cette diminution ne signifie pas que le mouvement des caisses de chômage soit en décroissance. Elle tient uniquement à ce que, par suite d'une situation plus normale et d'un travail plus régulier, les chômeurs ont été beaucoup moins nombreux dans les industries polygraphiques, et que, par conséquent, les 2 caisses fédérales qui existent dans cette industrie ont reçu des subventions sensiblement moins élevées : 20,645 francs au lieu de 29,865.

Le nombre des caisses subventionnées a passé de 64 à 68 et, d'autre part, 43 caisses au lieu de 36 ont été subventionnées pendant les deux semestres. C'est surtout ce dernier résultat qui permet de mesurer le progrès accompli d'une année à l'autre. Enfin, 18 caisses ont été subventionnées, pour la première fois, au cours du second semestre. Le progrès est assez faible, mais il est continu et l'on peut prévoir une augmentation nouvelle pour 1908.

Il est cependant regrettable que les caisses de chômage ne soient pas plus nombreuses au moment où nous entrons dans une période de dépression économique. C'est surtout dans ces périodes, en effet, que les ouvriers éprouvent leur utilité. Nous espérons que les services qu'elles rendront à leurs adhérents seront, pour les autres travailleurs, un encouragement à entrer dans la même voie.

Il est vrai que la création et le fonctionnement régulier d'une caisse de chômage exigent, de la part des travailleurs, un effort persévérant et méthodique qui ne permet pas d'espérer un développement très rapide de ces institutions si utiles. Cependant, l'idée fait peu à peu son chemin. La création des caisses de chômage est à l'étude dans divers syndicats ouvriers, notamment chez les gantiers et les verriers. D'autre part, les autorités locales, dans les centres industriels, sont de plus en plus disposées à favoriser le mouvement. Pour ne citer qu'un exemple, le conseil général du Nord a voté, au cours de la session de mai 1908, un crédit de 2,000 francs à répartir entre les caisses de chômage de ce grand département industriel.

En subventionnant les caisses de chômage fondées et administrées par les ou-

vriers eux-mêmes, l'État stimule leur initiative individuelle et leur effort collectif et, en outre, il remplit un devoir de solidarité envers ceux d'entre eux qui ont su mériter son appui financier.

Veuillez agréer, Monsieur le Président, l'assurance de mon respectueux dévouement.

Le Ministre du Travail et de la Prévoyance sociale,

RENÉ VIVIANI.

LES ASSOCIATIONS OUVRIÈRES DE PRODUCTION ET LES SOCIÉTÉS COOPÉRATIVES DE CONSOMMATION ET DE CRÉDIT EN FRANCE

AU 1^{er} JANVIER 1908. (Suite.)⁽¹⁾

II. — Sociétés coopératives de consommation. (Suite.)

Profession des membres des sociétés. — *Sociétés coopératives d'agents de chemins de fer.* — 116 sociétés ont été signalées comme composées uniquement par des agents de chemins de fer.

111 de ces sociétés ont fait connaître à la fois le nombre de leurs membres et leur chiffre d'affaires.

Le nombre des membres de ces 111 sociétés s'élève à 60,266, et le chiffre d'affaires effectué s'élève à 18,443,200 francs.

Le tableau ci-contre (p. 979) donne, par département, la répartition de ces coopératives. Aucune société de ce genre n'a été signalée dans les départements qui ne figurent pas sur ce tableau.

Parmi ces 116 sociétés d'agents de chemins de fer, 28 sont signalées comme s'occupant exclusivement de *boulangerie*. Elles se répartissent ainsi :

Aveyron : 2 boulangeries, 535 membres, 71,000 francs d'affaires. *Bouches-du-Rhône* : 2 boulangeries, 494 membres, 58,000 francs d'affaires. *Cantal* : 1 boulangerie, 252 membres, 36,000 francs d'affaires. *Charente* : 1 boulangerie, 280 membres, 60,000 francs d'affaires. *Charente-Inférieure* : 2 boulangeries, 487 membres, l'une d'entre elles fait 9,600 francs d'affaires. *Cher* : 1 boulangerie, 325 membres, 57,800 francs d'affaires. *Corrèze* : 2 boulangeries, 656 membres, 107,500 francs d'affaires. *Dordogne* : 2 boulangeries, 2,029 membres, 279,400 francs d'affaires. *Gironde* : 3 boulangeries, dont 2 comptant 1,494 membres, font 260,000 francs d'affaires. *Loiret* : 1 boulangerie, 760 membres, 135,000 francs d'affaires. *Lot* : 1 boulangerie, 290 membres, 38,000 francs d'affaires. *Nord* : 1 boulangerie, 287 membres, 4,000 francs d'affaires. *Saône-et-Loire* : 1 boulangerie, 55 membres, 16,000 francs d'affaires. *Sarthe* : 1 boulangerie, 262 membres, 30,000 francs d'affaires. *Deux-Sèvres* : 1 boulangerie, 470 membres. *Tarn* : 1 boulangerie, 90 membres, 14,000 francs. *Tarn-et-Garonne* : 1 boulangerie, 136 membres, 25,000 francs. *Vaucluse* : 1 boulangerie, 270 membres, 30,500 francs d'affaires. *Vendée* : 1 boulangerie, 556 membres, 98,900 francs d'affaires. *Vienne* : 1 boulangerie, 1,000 membres, 168,000 francs d'affaires. *Haute-Vienne* : 1 boulangerie, 150 membres, 18,800 francs d'affaires.

⁽¹⁾ Voir *Bulletin*, avril 1908, p. 730 et septembre 1908, p. 844.

*Répartition, par département, des sociétés coopératives de consommation
d'agents de chemins de fer.*

DÉPARTEMENTS.	TOTAL des sociétés au 1 ^{er} jan- vier 1908.	SOCIÉTÉS AYANT FAIT CONNAÎTRE À LA FOIS le nombre de leur membres et leur chiffre d'affaires.			SOCIÉTÉS AYANT FAIT CONNAÎTRE seulement le nombre de leurs membres.	
		Nombre de sociétés.	Nombre de membres.	Chiffre d'affaires.	Nombre de sociétés.	Nombre de membres.
				francs.		
AIX.....	3	3	1,244	61,500	"	"
AISNE.....	3	3	1,567	345,806	"	"
ALLIER.....	3	3	784	402,000	"	"
ALPES-MARITIMES.....	1	1	102	3,100	"	"
ARDÈCHE.....	2	2	570	301,300	"	"
ARDENNES.....	3	3	1,077	888,100	"	"
AUBE.....	2	2	1,234	570,000	"	"
AVAYON.....	2	2	535	71,000	"	"
BOUCHES-DU-RHÔNE.....	6	6	1,053	152,300	"	"
CANTAL.....	1	1	252	36,000	"	"
CHARENTE.....	1	1	280	60,000	"	"
CHARENTE-INFÉRIEURE.....	2	1	20	9,600	1	467
CHER.....	1	1	325	57,800	"	"
CORRÈZE.....	2	2	656	107,500	"	"
CÔTE-D'OR.....	2	2	830	516,000	"	"
DORDOGNE.....	2	2	2,029	279,400	"	"
DOUBS.....	2	2	560	457,800	"	"
DRÔME.....	4	4	669	207,600	"	"
GARD.....	1	1	270	129,000	"	"
GIROUDE.....	3	2	1,494	260,000	1	730
HÉHAULT.....	1	1	142	23,800	"	"
INDRE-ET-LOIRE.....	1	1	1,229	273,000	"	"
ISÈRE.....	1	1	900	600,000	"	"
JURA.....	2	2	483	149,500	"	"
LOIRE.....	3	3	1,621	815,900	"	"
LOIRE (HAUTE-).....	1	1	210	83,200	"	"
LOIRE-INFÉRIEURE.....	1	1	455	138,900	"	"
LOIRET.....	2	2	1,096	268,000	"	"
LOT.....	1	1	290	38,000	"	"
MAINE-ET-LOIRE.....	2	2	1,055	272,000	"	"
MARNE.....	2	2	1,228	725,300	"	"
MARNE (HAUTE-).....	1	1	805	515,000	"	"
MEURTHE-ET-MOSELLE.....	3	3	2,075	796,000	"	"
MEUSE.....	2	2	785	375,100	"	"
NIÈVRE.....	3	3	444	126,300	"	"
NORD.....	2	2	913	184,000	"	"
PAS-DE-CALAIS.....	1	1	400	41,000	"	"
PUY-DE-DÔME.....	1	1	590	130,000	"	"
RHIN (HAUT-) [BELFORT].....	1	1	321	150,000	"	"
RHÔNE.....	6	6	3,775	581,000	"	"
SÂONE-ET-LOIRE.....	7	7	1,067	516,000	"	"
SARTHE.....	2	2	1,147	488,800	"	"
SAVOIE.....	2	2	872	390,000	"	"
SAVOIE (HAUTE-).....	1	1	284	155,000	"	"
SEINE.....	2	2	17,162	4,083,000	"	"
SEINE-ET-MARNE.....	1	"	"	"	1	46
SÈVRES (DEUX-).....	1	"	"	"	1	470
TARN.....	1	1	90	14,000	"	"
TARN-ET-GARONNE.....	1	1	136	25,000	"	"
VAUCLUSE.....	2	1	270	30,500	"	"
VENDÉE.....	1	1	556	98,000	"	"
VIENNE.....	1	1	1,000	168,000	"	"
VIENNE (HAUTE-).....	1	1	150	18,500	"	"
VOSGES.....	2	2	723	280,000	"	"
YONNE.....	1	1	380	223,900	"	"
ALGER.....	2	2	478	200,000	"	"
CONSTANTINE.....	1	1	571	280,000	"	"
ORAN.....	4	4	1,042	280,400	"	"
TOTAUX.....	116	111	60,266	18,443,200	4	1,713

Employés et ouvriers de l'État. — L'enquête a signalé l'existence de 12 sociétés coopératives composées exclusivement d'*employés et ouvriers de l'État*. Elles se répartissent comme suit dans les départements: 2 dans les Bouches-du-Rhône, 2 dans la Charente, 2 dans le Finistère, 1 dans la Gironde, 1 dans l'Indre-et-Loire, 1 dans la Loire-Inférieure, 1 dans le Rhône (employés de Postes et Télégraphes), 1 dans le Var, 1 dans la Vienne.

De plus, la plus grande partie des membres des sociétés coopératives de Cherbouurg et de ses environs sont des ouvriers de l'Arsenal.

3 sociétés coopératives de *douaniers* ont été signalées: 1 dans l'Hérault, 1 dans la Loire-Inférieure, 1 dans la Seine-Inférieure.

Sociétés coopératives de consommation du département de la Seine. — Les 107 sociétés coopératives de consommation du département de la Seine se partagent entre Paris et la banlieue de la manière suivante:

Il y a, à Paris, 52 sociétés coopératives de consommation; elles comptent 94,146 membres et font un chiffre total d'affaires de 24,052,000 francs. Il a été signalé dans la banlieue 55 sociétés coopératives de consommation dont 54 comptent 29,782 membres et font 11,368,000 francs d'affaires.

Fédérations nationales de sociétés coopératives de consommation ⁽¹⁾.

1° L'**Union coopérative des sociétés françaises de consommation** a son siège à Paris, 1, rue Christine. Voici, sur son fonctionnement, quelques renseignements fournis par son secrétaire général, M. Daudé-Bancel:

L'*Union* comprend trois sections distinctes l'une de l'autre: le *Comité central*, l'*Office coopératif* et la *Ligue nationale d'éducation et d'instruction coopératives*.

1° Le *Comité central*. — C'est une organisation née du premier Congrès des sociétés françaises de consommation, tenu à Paris le 25 juillet 1885. — Il a pour objet de renseigner les coopératives sur les questions administratives ou juridiques; de fournir tous les documents nécessaires à la création de coopératives; de représenter la coopération distributive auprès des pouvoirs publics; d'organiser la propagande et les congrès coopératifs.

Ses organes de propagande sont: l'*Union coopérative*, journal bi-mensuel (13^e année); l'*Almanach de la coopération française* (depuis 1893), suisse (depuis 1905) et canadienne (depuis 1906); des brochures et des tracts répandus à plusieurs centaines de mille d'exemplaires.

Le Comité central se tient en dehors des questions politiques ou confessionnelles.

Voici la progression du nombre de ses sociétés: 1885, 36; 1890, 59; 1895, 190; 1900, 307; 1905, 328; 1906, 333; 1907, 346.

2° L'*Office coopératif d'achats en commun pour les fédérations et sociétés coopératives de consommation*. — Cette organisation a été fondée en novembre 1900 par le Comité central à la suite du Congrès coopératif international de juillet 1900.

L'*Office coopératif* vise à créer les éléments matériels et moraux nécessaires à la vie d'un magasin coopératif de gros. Il a commencé par donner des renseignements commerciaux; puis il a fait passer des marchés pour achats en commun à ses sociétés.

⁽¹⁾ 44 sociétés françaises font partie de l'*Alliance coopérative internationale*, fondée en 1892, ayant son siège à Londres, 6, Bloomsbury Square et une succursale à Paris, rue Las Cases, n° 5. Ce groupement, fondé en 1892, comprend 600 sociétés. Il a pour objet: 1° D'étudier, comparer et propager les meilleurs modes d'organisations coopératives dans les différents pays; 2° D'établir des relations d'échange d'un pays à l'autre en abouchant les associations coopératives de production avec celles de consommation.

Son organe de renseignements commerciaux est un supplément mensuel de l'*Union coopérative* (organe du Comité central). A l'heure actuelle, il se substitue aux sociétés et aux fédérations régionales pour l'achat de certaines denrées. Par conséquent, pour certains articles, il joue déjà le rôle de magasin de gros, d'autant plus qu'il a créé deux succursales : l'une à Sallanches (pour la zone franche), l'autre à Bordeaux et qu'il se propose d'en créer d'autres dans les principaux centres régionaux de France.

L'Office coopératif achète même, depuis 1905, des marchandises pour certaines coopératives coloniales et les leur expédie. Il fait cela notamment pour la *Société civile de boulangerie et d'épicerie* de Nouméa et l'*Épargne tunisienne* de Tunis.

Voici le tableau des opérations de l'Office coopératif depuis sa création :

EXERCICES.	SO- CIÉTÉS.	OPÉRATIONS.	GESTION.					TROP- PERÇUS.	EM- PLOYES.
			FONDS de parlement	EMPRUNTS et dépôts.	FONDS de réserve.	Recettes.	Frais géné- raux.		
1900.....	28	"	"	"	"	"	"	"	"
1901.....	64	70,000	"	"	"	1,151	1,277	-125	1
1902.....	100	300,000	"	"	"	1,418	902	516	2
1903.....	180	457,000	"	"	"	2,316	1,508	808	2
1904.....	235	675,101	"	"	2,482	7,537	4,938	2,598	3
1905.....	256	809,097	8,855	4,000	4,855	8,247	5,875	2,372	4
1906.....	292	904 462	16,510	9,960	6,550	8,905	7,210	1,695	5
1907.....	330	1,008,307	23,645	13,850	9,615	11,774	8,709	3,065	6

L'Office procure à ses sociétés, par l'Union suisse, du fromage d'Emmenthal; par l'Union Hollandaise des bonbons et par l'Union britannique, du thé récolté par les magasins de gros anglais et écossais dans leurs plantations de l'île de Ceylan. Il leur procure encore du café néo-calédonien et du poivre cochinchinois. Il a expédié d'importantes quantités de produits divers à l'Union suisse, à Bâle; à l'Union norvégienne, à Christiania et à l'Union catalano-baléaire, à Barcelone.

3° La *Ligue nationale d'éducation et d'instruction coopératives* a été créée, en 1906, en exécution d'une décision du Congrès coopératif de 1905, sous les auspices du Comité central et de l'Office coopératif. — Elle a pour but de grouper toutes les individualités et collectivités s'intéressant à la cause coopérative et décidées à réaliser le programme de l'Union. La ligue est essentiellement fédéraliste et décentralisatrice. Les coopérateurs doivent fonder des sections locales de 100 membres au maximum. Ces sections doivent constituer des fédérations régionales qui éliront les membres du Comité fédéral, — organe national enregistreur et non directeur.

2° La *Bourse des coopératives socialistes de France*. — Cette organisation qui a été fondée le 1^{er} décembre 1895 a son siège social 21, boulevard Saint-Marcel, à Paris. Voici sur son organisation et son fonctionnement quelques renseignements fournis par son secrétaire général, M. Xavier Guillemin. A côté de sociétés coopératives de consommation, elle comprend également d'autres organisations, telles que coopératives de production, n'occupant que des travailleurs syndiqués confédérés et ayant une clause dans leurs statuts stipulant que l'organisation devra devenir dans l'avenir la propriété collective des organisations ouvrières.

La Caisse nationale de solidarité, créée par le 4^e congrès national tenu à Sotteville en 1904, et destinée à venir en aide aux sociétés dans le besoin possédait, en août 1908, 2,583 fr. 55.

La Bourse des coopératives socialistes de France fournit aux sociétés qui en font

la demande des renseignements de toute nature, elle tient à leur disposition des conférenciers pour leurs réunions générales, fêtes, etc., elle édite des brochures de propagande, des modèles de statuts, les comptes rendus de congrès coopératifs; elle publie tous les mois un bulletin intitulé *Bulletin de la Bourse des coopératives socialistes de France*, qui tire à 11,000 exemplaires et qui a été agrandi de 8 à 16 pages sans augmentation de prix.

Elle a créé en 1908 un concours de jeunes coopérateurs de 10 à 14 ans. Les prix ont consisté en 4 voyages au Wholesale anglais et 4 dans un centre coopératif français.

Elle organise chaque année une excursion coopérative et tous les deux ans une exposition de sa production, la première a eu lieu à Troyes en 1907, la deuxième aura lieu à Charleville en 1909.

Au 1^{er} août 1908, la Bourse des Coopératives socialistes de France, comprenait 284 sociétés affiliées dont :

1° 228 sociétés de consommation comprenant 87,020 familles.

2° 46 sociétés de production composées de 1,133 producteurs et fabricant ou récoltant, les vins, les bouchons, balais en paille ou en soie, broseries, chaussures, confiseries et chocolats, coiffures, biscuiteries, sacs en papier, impressions typographiques et lithographiques, voitures, transports et camionnages, verreries.

3° 1 société d'assurance ouvrière mutuelle comprenant 2,000 assurés et 7 fédérations régionales, y compris le Magasin de gros national, récemment créé, comprenant 367 coopératives.

En 1907, les coopératives de production ont vendues aux sociétés de consommation pour 9,978,417 fr. 60 de marchandises diverses.

Par sa propagande la Bourse a créé de nombreux cercles d'études coopératives et des groupes de pupilles.

3° Le Magasin de gros des coopératives de France, rue Saint-Maur, n° 208, Paris. — Fondé le 17 septembre 1906, sous la forme d'une Société anonyme à capital et personnel variables, par la Bourse des sociétés coopératives socialistes de France, le Magasin de gros a pour objet « la création de services interfédéraux d'achat, de production, d'échange et de crédit ».

Le nombre des sociétés coopératives de consommation adhérentes était de 141 à la fin du premier exercice (31 mai 1907) et de 228 un an plus tard (31 mai 1908).

Voici la progression du capital engagé : à la fondation, 27,900 francs; le 31 mai 1907, 41,325 francs et le 31 mai 1908, 48,688 francs sur 100,000 francs de capital souscrit.

Le Magasin de gros possède : rue Barrault, 84, à Paris, un dépôt général des marchandises, une biscuiterie et une brûlerie de cafés; à Charenton : un chai pour les vins et spiritueux, et un chantier pour les charbons et cokes; à Lillers (Pas-de-Calais), une manufacture de chaussures qui occupe 65 ouvriers; un dépôt régional à Château-Regnault (Ardennes). Enfin, un service de comptabilité pour les sociétés coopératives est installé au siège social et 30 sociétés ont jusqu'ici confié à ce service la tenue de leurs livres.

Le chiffre d'affaires qui avait été de 1,877,781 fr. 60 pendant le premier exercice, a plus que doublé pendant le deuxième exercice (1^{er} juin 1907 — 31 mai 1908) : 3,789,323 fr. 05 se décomposant comme suit :

Dépôt général.....	501,397 00
Biscuiterie.....	37,732 15
Cafés verts et brûlés, poivres, thés.....	149,386 40

A reporter.....	688,515 55
-----------------	------------

Report.....	688,515 55
Sirops.....	4,384 35
Vins et spiritueux, charbons et cokes (chai et chantier de Charenton).....	372,552 60
Manufacture de chaussures (Lillers).....	187,028 10
Travaux de comptabilité.....	7,481 90
Marchandises vendues directement.....	2,529,360 55
TOTAL.....	3,789,323 05

Les bénéfices nets ont été de 75,314 fr. 14 sur lesquels 65,136 fr. 10 ont été portés à la réserve et au compte d'amortissement. Reste 10,178 fr. 04 de bénéfices à répartir conformément aux statuts. Les sociétés clientes, au nombre de 392, contre 211 l'an dernier, ont droit à 20 p. 100 de cette somme, mais le Conseil d'administration est d'avis que tous les bénéfices doivent être versés, cette année, au fonds de réserve et d'amortissement qui atteindrait ainsi le chiffre de 104,123 fr. 31.

Au surplus, voici un résumé du bilan au 31 mai 1908.

	ACTIF.	PASSIF.
Capital souscrit.....	"	100,000 00
Capital à verser.....	51,311 50	"
Fonds de réserve.....	"	24,275 89
Matériel, cavalerie, mobilier, etc.....	99,659 60	"
Amortissement du matériel.....	"	72,213 90
Cautionnements.....	"	950 00
Actions et dépôts.....	4,454 60	"
Fournitures diverses.....	2,808 00	"
Espèces en caisse et en banque.....	129,759 00	"
Marchandises en magasin.....	207,019 44	"
Débiteurs divers.....	114,321 38	"
Cranciers divers.....	"	401,715 69
Bénéfice net.....	"	10,178 04
TOTAL.....	609,333 52	609,333 52

Fédérations régionales de sociétés coopératives de consommation.

Voici les fédérations régionales dont l'existence au 1^{er} janvier 1908 était connue de la Direction du travail :

ARDENNES. — *Union des coopératives ardennaises*, à Fumay, fondée en 1896. Cette fédération a pour but de « centraliser tous les achats et d'obtenir des maisons de premier ordre les avantages accordés aux acheteurs en gros » (art. 1^{er} des statuts). Elle comprenait, au 1^{er} janvier 1908, 26 sociétés, pour lesquelles elle avait effectué, l'année précédente, un chiffre d'affaires de 60,000 francs.

Fédération des boulangeries coopératives des Ardennes, à Monthermé-Laval-Dieu. Objet : Achats en commun de farine. Elle comprenait, au 1^{er} janvier 1908, 15 sociétés, son chiffre d'affaires a été, dans l'année précédente, de 60,000 francs.

⁽¹⁾ Ces marchandises sont achetées par le Magasin de gros et vendues par lui aux Sociétés clientes, mais elles sont expédiées directement par le fournisseur à la Société cliente pour diminuer les frais de transport, manutention et entrepôt.

AUBE. — *Fédération coopérative, de l'Est à Troyes*, rue de Preize, n° 16. Fondée en 1906, elle réunit 16 sociétés représentant 6,000 coopérateurs. La fédération coopérative de l'Aube et des départements limitrophes a fusionné avec cette fédération.

BOUCHES-DU-RHÔNE. — *Fédération des coopératives méridionales à Marseille*, boulevard Oddo, n° 48. Fondée en décembre 1904, elle comprenait au 1^{er} janvier 1907 9 sociétés groupant 2,330 membres. Son chiffre d'affaires a été de 13,000 francs. Elle a pour objet l'achat en commun de produits de consommation pour les sociétés fédérées.

CHER. — *Fédération des sociétés coopératives de la ville de Bourges*, à Bourges, rue de Pignoux. Fondée le 23 décembre 1904. Cette société passe les marchés de vins pour les sociétés coopératives adhérentes. Elle groupe actuellement 5 sociétés, comptant 553 membres, et fait 50,993 francs d'affaires.

GARD. — *Fédération des sociétés coopératives du Gard et de l'Hérault*, à Nîmes, rue Émile-Jamais, n° 12. Fondée le 5 mai 1903, cette fédération a pour objet de grouper les achats pour la boulangerie, l'épicerie, les combustibles, etc. Elle comprend 10 sociétés et a effectué un chiffre d'affaires de 500,000 francs.

INDRE-ET-LOIRE. — *Fédération des coopératives de la région Tourangelle*, à Tours, impasse des Docks. Fondée en 1901, sous la forme d'une société à capital et à personnel variables, cette société a pour objet la vente du charbon aux sociétés adhérentes. Au début de 1908, 10 sociétés groupant 5,290 membres se fournissaient au syndicat pour un chiffre d'affaires de 293,388 francs. Le syndicat possède un magasin de gros à Tours.

ISÈRE. — *Fédération des sociétés coopératives du P.-L.-M.* à Grenoble, rue du 4-Septembre, n° 12. Cette fédération, fondée le 28 avril 1899, a pour but de centraliser les achats faits par les sociétés adhérentes afin d'obtenir de meilleures conditions des fournisseurs et de développer les œuvres mutuelles de solidarité et d'assistance parmi les agents du P.-L.-M.

Elle groupe 122 sociétés coopératives englobant 45 départements; ces sociétés se répartissent ainsi : 63 sociétés du P.-L.-M. groupant 18,041 membres; 18 sociétés de la Compagnie de l'Est comprenant 13,633 membres; 41 sociétés de compagnies diverses groupant 11,313 membres, soit un groupement total de 42,987 membres.

Le chiffre global des livraisons faites par les sociétés unies est annuellement 17,900,000 francs; leurs fonds de réserve s'élèvent à 600,000 francs et elles ristournent annuellement 2,000,000 de francs de bonis à leurs membres.

LOIRE. — *Fédération des sociétés coopératives de consommation du département de la Loire*, à Saint-Étienne, rue Boucher-de-Perthes, n° 7. Fondée en 1904.

Fédération coopérative régionale, à Roanne, rue de Clermont, n° 36. Fondée en 1900. Groupe 12 sociétés.

LOIRE-INFÉRIEURE. — *Fédération des sociétés coopératives ouvrières de Bretagne*, à Nantes, rue du Chapeau-Rouge, 15. Créée le 1^{er} janvier 1903 et réorganisée en juin 1905 sous la forme d'une société anonyme à capital et à personnel variables. Elle a pour objet : 1° de favoriser le développement des sociétés coopératives de consommation; 2° de favoriser les opérations d'achats en commun par les coopéra-

tives et la passation de marchés collectifs; 3° d'acheter en gros et répartir entre les sociétés des marchandises et produits de bonne qualité. Cette fédération a monté à Lorient un moulin à vapeur. Elle possède également à Nantes (quai de Versailles) une fabrique de conserves alimentaires. Elle réunit 47 sociétés coopératives groupant 12,000 membres; elle a effectué 1,350,000 francs d'affaires.

NORD. — *Fédération régionale des sociétés coopératives socialistes de la région du Nord* à Lille, 147, rue d'Arras (Nord, Pas-de-Calais, Somme, Aisne, etc.). Fondée le 22 juillet 1900, sous la forme d'une société anonyme, elle a pour objet la production de farines et l'achat en commun d'autres denrées alimentaires. Les sociétés doivent adhérer aux principes fondamentaux du parti socialiste. Cette fédération a groupé, pour l'exercice 1907 14 sociétés comptant ensemble 20,694 membres et a effectué un chiffre d'affaires de 5.264,200 francs.

PAS-DE-CALAIS. — *Fédération des coopératives socialistes du bassin houiller du Pas-de-Calais*, à Avion, rue Pierre-Letombe. Ce groupement réunit 28 sociétés adhérentes pour l'étude des questions coopératives.

SAÔNE-ET-LOIRE. — *Fédération des coopératives de Saône-et-Loire*, à Montchanin-les-Mines. Fondée en 1904, pour l'achat en commun de farines; cette fédération groupe 19 sociétés représentant 2,450 adhérents et fait un chiffre d'affaires de 375,850 francs.

Union fédérale des sociétés coopératives de la région de Montceau-les-Mines, fondée le 4 février 1906. A pour objet la propagande coopérative et les achats en commun. Groupe 1,229 coopérateurs. Chiffre d'affaires : 50,000 francs.

SAVOIE (HAUTE-). — *Fédération coopérative de la zone franche à Sallanches* (Haute-Savoie). — Fondée en 1907. — Achat de marchandises pour les coopératives situées dans le canton de Bonneville, Cluses, Sallanches, Saint-Gervais et Chamonix.

SEINE. — *Syndicat des cafés, thés et poivres des sociétés coopératives de consommation*, à Pantin, 13, rue Auger. Cette fédération, fondée en 1886, groupant 13 sociétés, représentant 5,500 membres, faisant 55,000 francs d'affaires, a pour objet l'achat en gros des cafés, thés, poivres, et la torréfaction des cafés verts nécessaires à l'alimentation des sociétés adhérentes.

SEINE-INFÉRIEURE. — *Fédération coopérative du Nord-Ouest*, à Sotteville-lès-Rouen. Fondée en 1901. 17 sociétés en font partie; leurs délégués se réunissent pour faire des achats en commun; elle a effectué pour 40,000 francs d'achat en 1907, contre 1,000,000 l'an dernier.

DEUX-SEVRES. — *Fédération régionale des sociétés coopératives d'épicerie des Deux-Sèvres et de la Vendée*, ayant son siège à Arçais. Fondée en 1903, cette société réunit 11 sociétés groupant 2,250 coopérateurs.

ENQUÊTE SUR LE PLACEMENT À PARIS

DEPUIS LA PROMULGATION DE LA LOI DU 14 MARS 1904 ⁽¹⁾.

(DEUXIÈME PARTIE.)

(5° article.)

IV. — GARÇONS ÉPICIERIS.

État comparatif du placement antérieurement et postérieurement à la loi du 14 mars 1904.

Antérieurement à la loi, 3 bureaux de placement autorisés fonctionnaient, ils avaient, de 1893 à 1897, effectué une moyenne annuelle de 9,894 placements à demeure et de 208 en extra, moyennant un abonnement annuel de 5 francs pour les patrons n'employant pas plus de 3 commis et de 10 francs pour ceux qui en employaient davantage. À la fin de 1907, ces 3 bureaux continuaient à fonctionner dans les mêmes conditions, mais le prix de l'abonnement n'était plus uniforme; il était, dans un bureau, de 10 à 50 francs, selon l'importance des maisons; dans un autre, de 5 francs, pour les patrons employant moins de 4 commis et de 10 francs pour ceux en employant davantage, et, dans le troisième, de 10 francs pour toutes les maisons ⁽²⁾.

Quant aux bureaux municipaux de placement, les garçons épiciers ne figurent d'une manière spéciale dans aucune de leurs statistiques, et il est certain que dans l'épicerie ce n'est que tout à fait exceptionnellement que patrons et commis y ont recours ⁽³⁾.

Comme depuis 1848, le placement, dans les bureaux autorisés pour le commerce de l'épicerie, est entièrement gratuit pour les employés ou garçons ⁽⁴⁾, la loi du 14 mars 1904 n'a apporté aucun changement dans cette profession, si ce n'est que le droit d'inscription de 0 fr. 60 et le versement de 0 fr. 25 ou 0 fr. 30 pour frais de correspondance que certains placeurs exigeaient de l'employé ont été supprimés.

Pour les offices de placement gratuit, les mêmes qui existaient avant la loi, continuaient de fonctionner dans les mêmes conditions qu'auparavant; ce sont ceux des deux chambres syndicales patronales : *Syndicat de l'Épicerie française*, et *Syndicat des Épiciers en détail de Paris et du département de la Seine* et de la société de secours mutuels *l'Union mutuelle de l'Épicerie*.

Au *Syndicat des employés de l'Épicerie du département de la Seine, gros et détail*, fondé en décembre 1904, le placement ne se fait que par camaraderie; il n'en est tenu aucune statistique et il n'y a pas de préposé pour ce service.

⁽¹⁾ Voir *Bulletin*, juin, juillet, août et septembre 1908, p. 546, 647, 750 et 856.

⁽²⁾ Voir *Bulletin* de juin 1908, p. 547, note 2.

⁽³⁾ D'après les diverses enquêtes qui ont été faites sur le placement, on ne trouve, sous la rubrique « garçons épiciers-fruitiers », que 8 placements à demeure effectués, du 15 juillet 1887 au 30 novembre 1891, par le bureau du XVIII^e arrondissement.

⁽⁴⁾ Voir *Le Placement des employés, ouvriers et domestiques en France*, 1893, p. 374 à 376.

STATISTIQUE DES OPÉRATIONS DE PLACEMENT
EFFECTUÉES PAR LES SOCIÉTÉS EXISTANTES À LA FIN DE 1907.

[Les zéros (0) indiquent que les sociétés n'existaient pas ou ne faisaient pas le placement à la date correspondant à la colonne; les guillemets (#), que les chiffres n'ont pas été fournis.]

SOCIÉTÉS.	1903.		1904.				1905.		1906.		1907.	
			1 ^{er} TRIMES-		2 ^e , 3 ^e							
	A de- meure.	En extra.	A de- meure.	En extra.	A de- meure.	En extra.	A de- meure.	En extra.	A de- meure.	En extra.	A de- meure.	En extra.
	(1)	(2)			(3)		(1)		(1)		(1)	
Syndicat de l'épicerie française....	7,438	"	"	"	7,990	"	7,905	"	7,491	"	8,501	"
Syndicat des épiciers en détail de Paris et du département de la Seine.....	3,956	"	860	"	2,808	"	4,373	"	4,379	"	4,762	"
L'Union mutuelle de l'épicerie....	242	20	64	10	214	14	300	16	291	21	296	32

(1) Ces chiffres indiquent les placements effectués du 1^{er} avril au 31 mars de chaque année.
(2) Dans l'épicerie tous les placements sont à demeure, sauf quelques-uns en extra, à l'époque du 1^{er} janvier.
(3) L'année entière.

Observations ⁽¹⁾.

A) SUR LE PERSONNEL ADMINISTRATIF DES SOCIÉTÉS.

Les préposés aux offices de placement sont des membres ou des fonctionnaires des 3 sociétés ci-dessus mentionnées, et sont rétribués par elles.

B) SUR LES OBLIGATIONS PÉCUNIAIRES DES SOCIÉTAIRES À LA FIN DE 1907.

SYNDICATS PATRONAUX ET MIXTES. — *Syndicat de l'épicerie française*; cotisation annuelle : 15 francs. — *Syndicat des épiciers en détail de Paris et du département de la Seine*; cotisation annuelle : 12 francs.

C) SUR L'ORGANISATION, LE FONCTIONNEMENT, LES LOCAUX ET L'INSTALLATION DU SERVICE DE PLACEMENT DES SOCIÉTÉS.

M. le Président de la Commission de placement du *Syndicat de l'épicerie française* a présenté, au Congrès de Londres de 1908, un rapport ⁽²⁾ sur les conditions dans lesquelles fonctionne ce service et dont voici les passages essentiels :

.... 1^{er} Le service intérieur, c'est-à-dire le placement est assuré de la façon suivante : Nos employés préposés au placement des commis épiciers ou des auxiliaires, ont pour devoir de recevoir les jeunes gens en quête d'emploi, avec la plus parfaite cordialité.

Lorsqu'un jeune homme demande un emploi, les questions suivantes lui sont posées : 1^o votre lieu de naissance; 2^o la date de votre naissance; 3^o vos places antérieures et vos références : certificats ou toutes autres pièces d'identité.

Ses déclarations sont inscrites sur le livre journal pour être contrôlées (s'il y a lieu) dès le lendemain de l'inscription.

⁽¹⁾ Voir *Bulletin* 1908, juillet, p. 648, note 1.

⁽²⁾ Voir : *L'Épicerie Française*, 7 juin 1908.

Aussitôt le contrôle effectué, le jeune commis ou l'apprenti est placé en raison de ses aptitudes et surtout selon ses désirs soit dans Paris ou la banlieue, soit en province, soit dans un quartier à clientèle bourgeoise ou dans un quartier à clientèle ouvrière.

Aussitôt l'employé en possession de la feuille de placement qui l'accrédite auprès de son futur patron, doit en se présentant remettre sa feuille de placement sur laquelle se trouvent trouvés tous les renseignements d'âge, de références, ainsi que le montant de la somme mensuelle qu'il désire gagner.

Après entente avec son patron, moitié de la feuille de placement doit lui être remise signée par notre collègue, acceptant l'employé ainsi que les conditions de salaires.

L'employé ainsi placé par nos soins doit rapporter sa feuille d'acceptation au bureau de placement, ceci afin d'en assurer un contrôle effectif.

Une fiche est ensuite établie au nom de l'employé placé. Cette fiche comporte tous les renseignements d'identité et de valeur morale ou professionnelle, ainsi que tous les changements de place de l'employé : B. Bon commis, D. Douteux, M. Mauvais.

Pour les buveurs ou les voleurs des signes spéciaux et conventionnels ont été adoptés, afin d'éviter tout ennui pour le cas où une fiche tomberait par hasard dans d'autres mains que celles des employés du placement ou du président de la commission de placement, qui seuls doivent connaître le contenu de ces fiches.

2° Service extérieur de placement :

Les services extérieurs du placement sont assurés, en ce qui concerne la province par une correspondance journalière. Pour Paris, par un ou plusieurs employés chargés de se rendre auprès du patron de la maison que vient de quitter le commis où il s'enquiert du motif pour lequel l'employé a quitté son patron, de sa moralité, de ses aptitudes générales; en un mot, de connaître si l'employé est un bon ou mauvais sujet.

Par l'exposé ci-dessus vous vous rendrez compte des garanties dont nous nous entourons afin de procurer à nos adhérents le personnel dont ils ont besoin. . . .

Pour terminer, j'ajoute que ce service, absolument gratuit pour tous patrons et employés, est inscrit au budget de notre syndicat pour une très forte somme.

Les bureaux de placement des sociétés sont installés dans les meilleures conditions; ils ont tous les trois leurs sièges dans le quartier Saint-Merri.

Appréciations sur les effets de la loi.

SYNDICATS PATRONAUX ET MIXTES. — Au *Syndicat de l'épicerie française*, la loi n'a apporté aucun changement; mais, comme partout, par habitude, et malgré l'esprit de la loi, des patrons aussi bien que des ouvriers font, dans le but d'être favorisés, des offres d'argent au fonctionnaire syndical préposé au service de placement.

Depuis longtemps, le Syndicat effectue dans la profession le plus grand nombre de placements; car ce sont surtout les patrons ayant l'intention de vendre leurs fonds et les ouvriers qui désirent s'en rendre acquéreurs pour devenir patrons qui s'adressent aux bureaux autorisés.

L'assertion émise par la généralité des placeurs que, dans l'épicerie, les salaires des garçons seraient inférieurs à ceux des employés des autres industries de l'alimentation, du fait même que le placement a toujours été depuis soixante ans à la charge de l'employeur ⁽¹⁾, est absolument erronée. Il suffit pour s'en convaincre de voir dans cette profession de jeunes garçons de quinze à seize ans gagner, six mois après leur entrée dans une maison, de 20 à 30 francs par mois, et les hommes de 80 à 100 francs, et tous couchés et nourris.

Au *Syndicat des épiciers en détail de Paris et du département de la Seine*, le placement, depuis la promulgation de la loi, a progressé, mais cette progression est

⁽¹⁾ Voir *Bulletin* de juillet 1907, p. 683.

indépendante de l'action même de la loi, qui n'a apporté aucun changement aux habitudes antérieures de la profession.

SOCIÉTÉS DE SECOURS MUTUELS. — Pour l'*Union mutuelle de l'épicerie*, la loi était inutile, car elle n'a apporté aucune modification dans les procédés en usage dans l'épicerie en ce qui concerne le placement.

BUREAUX DE PLACEMENT AUTORISÉS. — Dans le plus important bureau, on déclare que la loi n'a rien changé, la question du placement étant depuis longtemps résolue à la satisfaction de tous : patrons, employés et placeurs, par l'ancien usage établi dans l'épicerie de mettre les frais de cette opération à la charge exclusive du patron.

V. — GARÇONS MEUNIER.

Etat comparatif du placement antérieurement et postérieurement à la loi du 14 mars 1904.

Antérieurement à la loi, deux bureaux de placement autorisés fonctionnaient; l'un d'eux avait effectué, de 1893 à 1897, une moyenne annuelle de 800 placements à demeure et de 25 en extra, au tarif de 3 et 6 p. 100 du salaire annuel. A la fin de décembre 1907, un seul de ces bureaux continuait à fonctionner au tarif unique de 3 p. 100 du salaire annuel⁽¹⁾.

Quant aux bureaux municipaux de placement, il n'apparaît pas, d'après les documents compulsés et les renseignements recueillis, que les patrons et les garçons meuniers y aient jamais eu recours.

Comme office de placement gratuit, il n'existait que celui du syndicat patronal : l'*Association nationale de la meunerie française*.

STATISTIQUE DES OPÉRATIONS DE PLACEMENT EFFECTUÉES PAR LES SOCIÉTÉS EXISTANTES À LA FIN DE 1907.

[Les zéros (0) indiquent que les sociétés n'existaient pas ou ne faisaient pas le placement à la date correspondant à la colonne; les guillemets (n), que les chiffres n'ont pas été fournis.]

SOCIÉTÉS.	1903.		1904.				1905.		1906.		1907.	
			1 ^{re} TRIMES- TRE.		2 ^e , 3 ^e ET 4 ^e TRI- MESTRES.							
	A de- meure.	En extra.	A de- meure.	En extra.	A de- meure.	En extra.	A de- meure.	En extra.	A de- meure.	En extra.	A de- meure.	En extra.
Association nationale de la meunerie française	113	Néant	24	Néant	89	Néant	120	Néant	162	Néant	179	Néant
Syndicat ouvrier des meuniers et parties similaires du département de la Seine	0	0	0	0	0	0	(1) 10	(1) 1	112	22	460	33

(1) A partir de septembre.

(1) A partir de septembre.

⁽¹⁾ Voir *Bulletin* de juin 1908, p. 547, note 2.

Observations ⁽¹⁾.

A) SUR LE PERSONNEL ADMINISTRATIF DES SOCIÉTÉS,

A l'Association nationale de la meunerie française, le service du placement est assuré par un des fonctionnaires de cette société, et au Syndicat ouvrier des meuniers et parties similaires du département de la Seine, par l'un des membres du syndicat spécialement désigné à cet effet.

B) SUR LES OBLIGATIONS PÉCUNIAIRES DES SOCIÉTAIRES À LA FIN DE 1907.

SYNDICATS PATRONAUX ET MIXTES. — Association nationale de la meunerie française; cotisation mensuelle : 1 franc.

SYNDICATS OUVRIERS. — Syndicat ouvrier des meuniers et parties similaires du département de la Seine; cotisation mensuelle : 1 franc.

C) SUR L'ORGANISATION, LE FONCTIONNEMENT, LES LOCAUX ET L'INSTALLATION DU SERVICE DE PLACEMENT DES SOCIÉTÉS.

L'Association nationale de la meunerie française place quelquefois des directeurs et des gérants de moulins ou de minoteries, des voyageurs, des représentants et des comptables: mais le « plus généralement des contremaitres, chefs meuniers, gardes-moulins, conducteurs, bluteurs, hommes de plancher, manœuvres et apprentis-débutants ». Le service de placement fonctionne aux bureaux de l'Association, 6, place du Louvre.

Le service de placement du Syndicat ouvrier des meuniers et parties similaires est installé à l'annexe de la Bourse du travail; il est régi par un « Règlement pour la distribution du travail », que voici dans son ensemble :

ARTICLE PREMIER. — Le bureau est ouvert tous les jours, de 9 heures du matin à midi et de 2 heures à 7 heures du soir.

ART. 2. — Un tableau de roulement pour les places à demeure et un pour les remplacements seront apposés au bureau. Aucune inscription de chômeur ne sera faite qu'en présence de l'intéressé. Toute demande d'inscription par lettre sera considérée comme nulle et non avenue.

ART. 3. — Le délégué au travail distribue : 1° aux syndiqués par ordre d'inscription au tableau en tenant compte des aptitudes professionnelles de chacun et de l'âge demandé. 2° aux non-syndiqués lorsque les syndiqués n'accepteront pas ou ne pourront remplir les conditions demandées.

ART. 4. — La distribution du travail devra être faite avec la plus grande impartialité. Toute rétribution reçue par le Délégué en dehors de ses appointements entraînerait sa révocation. Il ne devra faire aucun privilège, et si une plainte était portée contre lui, le Conseil ferait une enquête et statuerait sur les faits incriminés.

ART. 5. — La distribution des places à demeure et des remplacements a lieu le matin, de 9 heures à 11 heures et de 2 heures à 7 heures du soir.

Tout camarade prenant un bulletin à demeure doit se rendre immédiatement à l'adresse indiquée et donner la réponse directement au délégué *accepté* ou *non*.

Aucun échange de bulletin ne pourra être fait sans prévenir le délégué.

Tout adhérent qui se sera entendu avec un patron pour faire un remplacement ou pour prendre la place à demeure devra avertir le bureau.

ART. 6. — Tout adhérent sans travail qui sera resté plus de huit jours sans se présenter ou écrire au bureau sera considéré comme travaillant et son nom retiré du tableau de roulement.

⁽¹⁾ Voir Bulletin de juillet 1908, p. 648, note 1.

ART. 7. — Lorsqu'un adhérent aura été accepté dans deux places consécutives et ne restera pas dans sa dernière, son nom sera remis au bas du tableau.

Sera considéré à demeure tout adhérent travaillant depuis sept jours, à ce moment son nom sera enlevé du tableau, de même que tout adhérent ayant travaillé deux ou trois jours dans une place à demeure, sera mis au bas du tableau de remplacements.

ART. 8. — Les discussions bruyantes sont formellement interdites dans le bureau de la permanence ou dans la salle d'attente. Les adhérents qui auraient suscité ces discussions seront appelés devant la commission de surveillance qui statuera sur leur cas.

ART. 9. — Une commission de surveillance, composée de cinq membres, est nommée, dans le Conseil, à l'effet d'assurer l'exécution du présent règlement.

SUBVENTIONS MUNICIPALES ACCORDÉES, POUR 1907, AUX SYNDICATS OUVRIERS ET MIXTES FAISANT LE PLACEMENT GRATUIT ⁽¹⁾.

Le *Syndicat ouvrier des meuniers et parties similaires du département de la Seine* a reçu une subvention de 510 francs.

Appréciations sur les effets de la loi.

SYNDICATS PATRONAUX ET MIXTES. — A l'Association nationale de la meunerie française, on déclare que « le service de placement de l'Association ayant toujours été gratuit, la loi du 14 mars 1904 n'a apporté ou nécessité aucune modification à son fonctionnement ».

(A suivre).

LA PROCHAINE SESSION DU CONSEIL SUPÉRIEUR DU TRAVAIL.

La session ordinaire de 1908 du Conseil supérieur du Travail s'ouvrira le lundi 9 novembre, à 10 heures du matin, au Ministère du Travail et de la Prévoyance sociale, 80, rue de Varenne, à Paris.

L'ordre du jour de la session a été ainsi arrêté :

Élection des vice-présidents du Conseil supérieur du Travail;

Élection de la commission permanente du Conseil supérieur du Travail;

Discussion du rapport de M. Honoré sur les décrets du 10 août 1899 sur les adjudications;

Discussion du rapport de M. Monduit sur « les cautionnements versés par les salariés ».

MODIFICATION DES DÉCRETS DU 10 AOÛT 1899 SUR LES ADJUDICATIONS ⁽²⁾,

On sait que les décrets du 10 août 1899 ont prévu, dans les cahiers des charges des marchés des travaux publics ou de fournitures passés au nom de l'État, des départements, des communes et des établissements publics par adjudication ou de gré à gré, l'insertion de clauses stipulant certaines garanties au profit des salariés employés dans les chantiers ou ateliers organisés ou fonctionnant en vue de l'exécu-

⁽¹⁾ Voir *Bulletin* de juin 1908, p. 548, note 5.

⁽²⁾ *Conseil supérieur du Travail. Les décrets du 10 août 1899 sur les adjudications. Rapport de M. Honoré, au nom de la Commission permanente, précédé d'une note de M. A. Keuser. Procès-verbaux et documents.* Paris 1908.

tion du marché⁽¹⁾. Ces garanties visent notamment le repos hebdomadaire, la proportion des ouvriers étrangers et des ouvriers inférieurs, le paiement d'un salaire normal et courant, la limitation de la durée du travail à la durée normale. L'insertion des clauses est obligatoire pour les marchés passés au nom de l'État, elle est facultative pour les marchés passés au nom des départements, des communes et des établissements publics.

M. Keufer avait proposé à la Commission permanente du Conseil supérieur du Travail d'émettre le vœu que les cahiers des charges fixent en outre la proportion du nombre des apprentis par rapport au nombre des ouvriers occupés et que seuls puissent être admis à soumissionner les entrepreneurs qui, depuis une année au moins, appliqueraient à leur personnel les conditions du travail fixées au cahier des charges.

La Commission permanente a repoussé les vœux présentés par M. Keufer, considérant qu'en raison des mauvais résultats obtenus par l'application des décrets de 1899 c'était plutôt par des dispositions plus libérales que par de nouvelles réglementations qu'on pouvait espérer l'amélioration des adjudications.

LES CAUTIONNEMENTS VERSÉS PAR LES SALARIÉS⁽²⁾.

Lors de la clôture de la session de 1907 du Conseil supérieur du Travail, MM. Artaud et Besse avaient déposé, en faveur de la réglementation des cautionnements des employés, un vœu qui fut envoyé par le Ministre à la Commission permanente.

Après une longue discussion, la Commission permanente a estimé qu'il y avait lieu : 1° de réglementer le cautionnement sans apporter aucune gêne au commerçant honnête; 2° d'enlever à l'emprunt demandé par le patron à l'employé la forme trompeuse du cautionnement et de mettre ainsi en garde l'employé contre des escrocs en quête de dupes. A cet effet, la Commission permanente propose d'imposer la consignation de toutes les sommes ou valeurs d'un montant supérieur à 150 francs remises à titre de cautionnement par un ouvrier ou employé en garantie de l'exécution des obligations résultant de son contrat de travail ou de la consignation des espèces, outils et marchandises qui lui sont confiés. Cette consignation aurait lieu en principe à la Caisse des dépôts et consignations; elle pourrait être faite dans une banque choisie d'un commun accord par les parties contractantes lorsque les valeurs sont nominatives. Les cautionnements inférieurs à 150 francs conservés par l'employeur bénéficieraient des privilèges accordés aux salaires. Toute convention contraire serait nulle de plein droit et les sommes indûment détenues devraient être restituées immédiatement, sans préjudice de dommages-intérêts.

⁽¹⁾ Bull., août 1899, p. 736.

⁽²⁾ Conseil supérieur du Travail. Les cautionnements versés par les salariés. Rapport de M. Monduit au nom de la Commission permanente. Procès-verbaux et documents. Paris 1908.

JURISPRUDENCE.

**Accidents du travail; salaire de base; travail intermittent
pour plusieurs patrons; nécessité de tenir compte de l'ensemble des gains.**

COUR DE CASSATION (CHAMBRE CIVILE).

(Arrêt du 5 mars 1907.)

La Cour,

Sur le moyen unique du pourvoi :

Vu l'article 10 de la loi du 9 avril 1898;

Attendu que, pour déterminer le salaire sur lequel doit être calculée la rente due à la victime d'un accident du travail, la loi distingue selon que l'ouvrier était employé depuis plus ou moins de douze mois dans l'entreprise avant l'accident et aussi selon que le travail y est ou non continu;

Attendu que l'arrêt attaqué constate que la veuve Barthélemy ne travaillait que deux jours par semaine dans la blanchisserie d'Hamet et qu'il calcule la rente à laquelle lui donne droit l'accident dont elle a été victime sur un salaire de base de 260 francs qu'il dit correspondre au travail qu'elle effectuait chez ce patron; qu'il ne fait pas connaître si la veuve Barthélemy était employée chez Hamet depuis douze mois au moins avant l'accident, qu'il ne fait pas connaître davantage l'organisation du travail dans la blanchisserie; que, dans l'hypothèse où le travail y serait discontinu, le fait qu'il relève, que la veuve Barthélemy n'aurait pas travaillé régulièrement dans l'année pour d'autres patrons ne justifierait pas davantage sa décision puisqu'alors il devait être tenu compte à cette femme des gains quelconques qu'elle aurait faits pendant ce temps hors de la blanchisserie; qu'il suit de là qu'à aucun point de vue l'arrêt attaqué n'a donné de base légale à sa décision;

Par ces motifs :

Casse...

**Accidents du travail; ouvrier engagé par un sous-traitant;
absence de responsabilité de l'entrepreneur.**

COUR DE CASSATION (CHAMBRE CIVILE).

(Arrêt du 6 mars 1907.)

La Cour,

Sur le moyen unique du pourvoi :

Vu l'article premier de la loi du 9 avril 1898;

Attendu, en droit, que l'ouvrier, victime d'un accident du travail, n'a d'action pour obtenir le paiement de l'indemnité que lui alloue la loi du 9 avril 1898 que contre le chef d'entreprise qui a loué ses services;

Attendu, en fait, que l'arrêt attaqué constate que Berthelot, entrepreneur, a cédé à Berdery, serrurier, certains travaux à exécuter dans une maison en construction moyennant un prix fait, qu'à cet effet Berdery, agissant pour son propre compte, a

embauché quatre ouvriers qu'il payait et dont il surveillait le travail, parmi lesquels Le Jannic, victime, le 13 avril 1902, d'un accident de travail;

Attendu, cependant, que ledit arrêt déclare Berthelot responsable envers Le Jannic de l'indemnité à laquelle ce dernier pourrait avoir droit, et cela, bien qu'aucun contrat de louage de services ne soit intervenu entre eux, sous le prétexte que, malgré le sous-traité qu'il avait passé, l'entrepreneur devenait seul le chef de l'entreprise et que le sous-traitant devait être réputé n'avoir agi que pour le compte et comme le préposé de l'entrepreneur, qu'en statuant ainsi l'arrêt attaqué a fausement appliqué et par suite violé l'article susvisé;

Par ces motifs :

Casse...

Accidents du travail; ouvrier engagé en France travaillant à l'étranger sur l'ordre et pour le compte d'une entreprise française; applicabilité de la loi de 1898.

COUR DE CASSATION (CHAMBRE CIVILE).

(Arrêt du 8 mai 1907.)

La Cour,

Et statuant sur le moyen unique du pourvoi,

Vu l'article premier de la loi du 9 avril 1898;

Attendu que l'obligation que, dans un intérêt d'ordre public, la loi du 9 avril 1898 impose aux chefs d'entreprise d'indemniser, dans la mesure qu'elle détermine, les ouvriers victimes d'un accident du travail et à ceux-ci de ne se prévaloir contre leur patron d'aucune autre disposition, est la conséquence nécessaire du contrat de louage de services intervenu entre les parties; que partout où s'exécute ce contrat, la loi de 1898 doit recevoir son application; que le législateur n'a fait à la règle qu'il établissait aucune exception pour le cas où un ouvrier embauché en France par un chef d'entreprise assujettie serait, d'ordre et pour le compte de ce dernier, occupé à l'étranger et y serait victime d'un accident de travail; que, dans cette hypothèse, il est vrai, certaines dispositions de procédure édictées par la loi de 1898 ne pourront être observées; que, notamment, il ne sera pas procédé à l'enquête du juge de paix; mais que cette impossibilité d'ordre international ne saurait priver les parties d'un droit inhérent à la convention qui les lie; que le demandeur dans le silence de la loi de 1898 et jusqu'à ce que la loi du 31 mars 1905 soit exécutoire, devra se conformer au droit commun pour établir la légitimité de ses prétentions, et en cas de contestation, pour trouver des juges compétents;

Attendu que l'arrêt attaqué constate qu'Adolphe Durant, ouvrier au service de Desmet, électricien, ayant le siège de son industrie en France a été le 24 août 1904 victime d'un accident du travail en Belgique, que l'arrêt ne conteste pas que cet ouvrier travaillait d'ordre et pour le compte de Desmet et qu'il ait été embauché en France; qu'il déclare cependant que Durant est non recevable à invoquer contre son patron le bénéfice de la loi du 9 avril 1898, par ce seul motif que ladite loi n'est pas applicable aux accidents survenus à l'étranger;

Qu'en statuant ainsi l'arrêt attaqué a violé l'article susvisé;

Par ces motifs,

Casse l'arrêt rendu le 9 août 1905 par la Cour d'appel de Douai, et renvoie devant la Cour d'appel d'Amiens.

Accidents du travail; travaux exécutés dans une maison d'habitation, sous la direction du propriétaire de l'immeuble, par des ouvriers de son choix; inapplicabilité de la loi de 1898.

COUR DE CASSATION (CHAMBRE DES REQUÊTES).

(Arrêt du 12 juin 1907.)

La Cour,

Sur le moyen pris de la violation des articles 1^{er} et 3 de la loi du 9 avril 1898, 1341 et suivants, 1353 du Code civil, et 7 de la loi du 20 avril 1810 :

Attendu qu'il est constaté en fait que, le 28 avril 1905, Le Jolly a été victime d'un accident mortel, alors qu'il travaillait pour le compte de Landrin, propriétaire et constructeur de bateaux, lequel faisait surélever d'un étage sa maison d'habitation à Angers;

Attendu que, pour écarter la demande d'indemnité formée par la veuve Le Jolly, la Cour d'Angers s'est appuyée sur ce que Landrin était, non un entrepreneur de bâtiment, mais un propriétaire faisant exécuter des travaux sur son fonds et pour son compte; que, pour écarter la preuve offerte, elle s'est basée sur ce qu'elle portait sur des faits non pertinents et non susceptibles de donner aux travaux exécutés par Landrin le caractère d'une entreprise industrielle, dans le sens de la loi de 1898;

Mais attendu que les personnes qui n'exercent aucune profession ou dont la profession n'est pas assujettie, demeurent sous l'empire du droit commun; que leur situation juridique n'est pas modifiée, par cette circonstance qu'elles ont, par exception, fait exécuter, par des ouvriers de leur choix et sous leur direction, des travaux qui rentrent dans la classe de ceux que vise la loi sur les accidents du travail, quand ils sont entrepris par un assujetti;

D'où il suit, qu'en refusant de considérer comme un industriel le propriétaire qui fait procéder, par des ouvriers de son choix et sous sa direction, à des travaux dans un immeuble lui appartenant, l'arrêt, juridiquement motivé, loin de violer les articles visés au pourvoi, en a fait, au contraire, une juste application aux faits, par lui retenus;

Rejette.

MOUVEMENT SOCIAL INTERNATIONAL.

LA PREMIÈRE CONFÉRENCE INTERNATIONALE DES LIGUES SOCIALES D'ACHETEURS.

(GENÈVE, 24-26 SEPTEMBRE 1908.)

La première conférence internationale des Ligues sociales d'acheteurs s'est réunie à Genève les 24, 25 et 26 septembre 1908.

Adhéraient à ce Congrès les ligues sociales d'acheteurs suivantes : la « National Consumers' League » des États-Unis, le « Käuferbund » de Berlin, la Ligue sociale d'acheteurs de Suisse, les Ligues sociales d'acheteurs de Paris, Lyon, Lille, Toulouse, Aix-en-Provence. Adhéraient en outre une association patronale (Association des industriels du Nord de la France), 13 associations professionnelles ouvrières, 3 sociétés coopératives de consommation, dont la Société coopérative suisse de consommation et l'Union coopérative des sociétés françaises de consommation, une coopérative de production et 32 sociétés diverses, dont l'Association internationale pour la protection légale des travailleurs et ses sections française et espagnole. En dehors de ces collectivités, la Conférence avait recueilli l'adhésion de 350 personnalités.

Des rapports furent présentés sur l'histoire des Ligues sociales d'acheteurs des divers pays dont voici le résumé.

Aux États-Unis la première de ces ligues fut fondée à New-York en 1890; des ligues analogues furent fondées ensuite dans les principaux centres des États-Unis; toutes ces ligues se fédérèrent ensuite dans une association unique, la « National Consumers' League », dont l'Office central est à New-York et qui groupe actuellement 17 ligues nationales, 36 ligues locales et 9 « College leagues », ligues organisées dans des collèges de jeunes filles : ces 62 ligues sont répandues dans 21 États. La Ligue nationale des consommateurs a une marque distinctive ou label qu'elle accorde après enquête aux manufactures de vêtements s'engageant à ne pas employer d'enfants au-dessous de 16 ans, à ne pas exiger de travail de nuit, à ne pas donner de travail à domicile. La Ligue s'intéresse à l'application des lois de protection ouvrière. Elle a organisé des expositions pour faire connaître les dangers du surpeuplement dans les grandes villes, les abus du travail à domicile, etc.

En France, la ligue de Paris a été fondée en 1902; elle a son siège à l'Hôtel des sociétés savantes, 28, rue Serpente : elle a édité un certain nombre de tracts pour servir de guides aux acheteurs, elle a établi une *liste blanche*, sur laquelle n'ont été inscrits après enquête que les fournisseurs (couture, corsets, lingeries, modes) s'engageant à ne pas faire travailler au delà de 7 heures du soir en temps normal, de 9 heures du soir en temps de presse, à ne pas donner du travail à terminer à domicile, à ne pas faire travailler le dimanche. Des ligues analogues se sont fondées à Marseille, Lyon, Lille, Aix et d'autres sont en formation à Orléans, Rouen, le Havre, etc.

En Suisse, une Commission d'initiative en vue de la création d'une Ligue sociale

d'acheteurs se constitua à Genève en 1903. Elle dressa une première liste blanche, qui comprenait les fabriques de chocolat reconnues, après vérification, comme satisfaisant à certaines conditions relatives à la durée du travail, aux salaires, à l'hygiène, etc. La Ligue se constitua définitivement à Berne en mars 1907. Des sections locales ont été fondées à Neuchâtel (1907), Fribourg (1907), Lausanne (1907) et Zurich (1908).

En Allemagne la « Käuferbund » fut fondée le 25 février 1907 à la suite du mouvement d'opinion déterminé par l'Exposition du travail à domicile organisée à Berlin en janvier et février 1906. Elle s'occupa d'abord de l'élaboration d'une liste blanche des maisons à recommander au public pour leur bonne organisation sociale. La première liste fut publiée en juin 1907 et comprenait 15 maisons; une seconde, publiée en novembre 1907, en contenait 50 choisis non seulement dans la confection, mais aussi dans les industries de la cordonnerie et des confitures. Le *Käuferbund* s'est mis en relations avec la Fédération des magasins de détail et avec les Syndicats des employés de commerce, des ouvriers de la confection, de la cordonnerie et des fabriques de confitures. Elle compte comme adhérents 423 membres individuels et 8 sociétés ayant un effectif total de 28,000 membres. Des sections locales sont en formation à Munich, Hanovre, Kœnisberg et Posen.

Voici le texte des vœux adoptés par la Conférence :

Vœu n° 1. — Veillée.

Considérant d'abord que la veillée est une cause sans merci de misère physiologique et de misère morale et que ce mal sévit dans les métiers qui sont directement sous l'influence de la clientèle, et par le fait de cette clientèle, la première Conférence internationale des Ligues sociales d'acheteurs, en même temps qu'elle se prononce en faveur de l'interdiction de la veillée par la loi et en attendant cette suppression, rappelle et réitère à tous les membres des Ligues sociales d'acheteurs l'importance morale et sociale de l'engagement qu'ils prennent : Ne jamais faire une commande sans exiger qu'elle n'entraîne pas le travail de la veillée.

Considérant, en second lieu, que l'ignorance de la clientèle et aussi des cas de force majeure peuvent permettre à certains de croire encore que la veillée ne peut être radicalement interdite du jour au lendemain, la Conférence affirme que les dérogations aux lois ouvrières ou aux règlements d'application doivent être entourées de toutes sortes de garanties, qu'on doit sauvegarder la liberté des ouvrières contre toutes les exigences impératives, que les directeurs ou directrices d'atelier doivent toujours demander par avance, dans un délai fixe, les autorisations nécessaires, de telle sorte qu'ils soient mis dans l'obligation de les obtenir sans jamais les escompter.

Vœu n° 2. — Demoiselles de magasin.

Considérant que c'est pour satisfaire la clientèle que les patrons exigent des vendeuses qu'elles se tiennent debout même lorsqu'elles n'ont pas de clients à servir, la Conférence rappelle à tous les acheteurs et acheteuses que c'est à eux au contraire d'exiger dans tous les magasins de vente que les jeunes filles ou femmes inoccupées soient assises.

La Conférence souhaite en second lieu et par voie de conséquence que les Ligues sociales d'acheteurs, dans tous les pays qui n'ont pas de « loi des sièges », fassent campagne pour obtenir une mesure législative ou administrative de cet ordre, et dans tous les pays qui ont une loi des sièges, veillent assidûment et ardemment à ce que le droit conféré aux vendeuses ne soit pas illusoire.

Vœu n° 3. — Logement des domestiques.

La Conférence rappelle et fait sien le vœu si souvent formulé par les Congrès d'hygiène :

Qu'aucun être humain ne puisse séjourner ni pour son travail ni pour son repos dans un local qui ne soit largement éclairé par la lumière naturelle et aéré d'une façon normale.

Vœu n° 4. — Label et listes blanches.

La Conférence émet le vœu que, par l'initiative des Ligues sociales d'acheteurs, les consommateurs soient mis le plus tôt possible à même de reconnaître, à l'aide d'un « label », les marchandises de bonne qualité sociale, pourvu qu'une publicité bien nette et bien faite renseigne exactement l'acheteur sur les conditions réalisées, totales ou partielles, internationales, nationales ou locales;

Qu'en attendant la diffusion générale du label, on procède le plus possible par le moyen de « listes blanches » s'appuyant sur des enquêtes consciencieuses, de caractère scientifique, faites auprès de tous les intéressés et notamment auprès des organisations syndicales, patronales et ouvrières.

Considérant enfin que dans certaines professions, les organisations ouvrières ont pu faire accepter par un grand nombre de patrons des conditions de travail, fixées ou non par un contrat collectif, la Conférence émet le vœu que, pour ces professions, le label de la Ligue sociale des acheteurs ne soit pas donné aux maisons, qui n'appliquent pas le minimum des conditions de travail ainsi déterminées.

Vœu n° 5. — L'enquête sur le cacao.

La première Conférence internationale des Ligues d'acheteurs, émue des révélations apportées par de récentes enquêtes sur le mode de recrutement des travailleurs indigènes pour les plantations de cacao de San Thomé et Principe, proteste contre cette continuation hypocrite de l'esclavage, exprime sa reconnaissance aux fabricants de chocolats qui ont organisé une enquête sur les conditions de travail des cultivateurs noirs du cacao, et forme les vœux suivants :

1° Que tous les chocolatiers, même s'ils achètent en quantité minime le cacao de San Thomé, joignent leurs efforts à ceux des chocolatiers anglais et allemands pour hâter la suppression du système actuellement pratiqué et son remplacement par un système juste et humain;

2° Que les consommateurs des denrées dont il s'agit concourent dans toute la mesure de leurs forces, par le choix des chocolats qu'ils achètent, à l'amélioration du sort des travailleurs noirs aussi bien que des blancs.

Vœu n° 6. — Conflits du travail.

La Conférence émet le vœu que les acheteurs ne se désintéressent jamais des conflits entre les travailleurs et les employeurs, et s'efforcent, par des moyens variés et appropriés à chaque cas, de servir la cause pratique de la justice.

Vœu n° 7.

La première Conférence internationale des Ligues sociales d'acheteurs :

Considérant que le travail à domicile entraîne trop souvent pour les travailleurs un abaissement croissant du salaire, de déplorables conditions hygiéniques, dangereuses pour l'ouvrier et souvent pour la clientèle, et une augmentation inévitable des heures de travail.

Émet le vœu :

Que le groupement syndical des travailleurs à domicile se développe de plus en plus;

Que des enquêtes soient organisées et soient complétées d'expositions de travaux effectués par des travailleurs à domicile;

Qu'une certaine législation ou réglementation, à définir, intervienne, sur la nécessité de laquelle la Conférence attire l'attention des pouvoirs publics.

Vœu n° 8. — Payez vos dettes.

La première Conférence internationale des Ligues sociales d'acheteurs, considérant que le paiement des factures est un des points de leur programme qui peut et doit être immédiatement appliqué;

Que c'est là un principe à la fois d'élémentaire justice sociale pour les autres et de saine économie domestique pour soi-même;

Exprime le vœu :

1° Que les membres des Ligues sociales d'acheteurs se montrent absolument exacts et scrupuleux dans le paiement au comptant des factures de leurs fournisseurs au détail;

2° Qu'ils cherchent à gagner à cette méthode le plus grand nombre possible de personnes;

3° Que les fournisseurs, de leur côté, soient engagés à joindre toujours, comme le font les libraires en Suisse, la facture à la marchandise livrée, et à faire l'escompte au comptant.

Vœu n° 9. — Le juste prix.

La Conférence émet le vœu que les Ligues sociales d'acheteurs s'efforcent de faire substituer par tous leurs fournisseurs le juste prix — c'est-à-dire un prix ne comportant pas plus d'illicite exagération que d'illégitime dépression — au prix qui résulte uniquement de la recherche indéfinie du meilleur marché.

ÉTRANGER.

ALLEMAGNE.

Revue du travail en août ⁽¹⁾. — La situation en août est à peu près ce qu'elle était le mois dernier. Le travail dans les mines a été généralement satisfaisant. Dans l'industrie du fer les acheteurs ont complètement quitté leur attitude réservée depuis qu'est apparue l'impossibilité de la prolongation du syndicat du fer. Les aciéries et les lamineries ont été à peu près aussi occupées que le mois précédent. Les fonderies de fer de l'Allemagne du Sud ont encore eu, pour la plupart, du travail; celles du centre et du nord n'en ont eu que médiocrement, aussi a-t-il fallu, dans quelques exploitations du centre, diminuer le temps de travail d'une demi-heure ou d'une heure. La situation est encore assez bonne en général dans la construction des machines, mais il n'y a eu que peu de nouvelles commandes. La construction des locomotives et des wagons de chemin de fer a été soutenue. Sauf quelques exceptions, la situation dans l'industrie électrique a été satisfaisante. Dans presque toutes les branches du textile, la situation déjà mauvaise n'a fait qu'empirer et on a dû maintenir les réductions de l'exploitation dans les entreprises qui l'avaient réduite. Dans l'industrie chimique la situation était encore satisfaisante, quoique moins que l'année précédente. Il y a déjà eu diminution dans le bâtiment. La navigation intérieure n'a pas été très active. Les effets de la saison se sont fait sentir : la main-d'œuvre féminine est revenue en masse de l'agriculture dans l'industrie et des stations balnéaires dans les villes. L'effet de la saison dans la confection n'a pas été aussi marqué que l'année précédente à pareille époque.

⁽¹⁾ *Reichsarbeitsblatt*, septembre 1908.

Placement en août 1908⁽¹⁾. — Pour tout l'Empire, le nombre des demandes par rapport à août 1907 a augmenté de 20,000; celui des emplois vacants a diminué de 51,000, et celui des places procurées de 27,000 en chiffres ronds. — Voici le bilan des 663 offices de placement qui ont fourni des renseignements pour le présent mois, avec le rappel des données de juillet :

	DEMANDES d'emploi.	OFFRES d'emploi.	PLACE- MENTS.
Août 1908 (pour bureaux).....	259,000	171,000	128,000
Juil. 1908 (— 663 —).....	258,000	175,000	131,000

Le mouvement syndical en 1907⁽²⁾. — Le nombre total des ouvriers syndiqués qui s'élevait à 2,213,654 à la fin de 1906, atteignait 2,446,480 à la fin de 1907, soit une augmentation de 232,826.

Le total des recettes atteignait 57,454,561 marks, celui des dépenses 47,914,202 marks et l'encaisse en fin d'année 40,970,878 marks.

On distingue quatre groupes principaux d'associations ouvrières ayant chacun une origine et des traditions différentes : les fédérations et syndicats locaux adhérents au parti socialiste, les syndicats Hirsch-Duncker, les syndicats chrétiens et les syndicats indépendants. Le tableau ci-dessous permet de comparer leur importance relative et leur développement en 1906 et 1907.

GROUPES.	NOMBRE DES MEMBRES		DIMINUTION en 1907.	AUGMENTATION en 1907.	RECETTES en 1907 en marks.	DÉPENSES en 1907 en marks.	FONDS de réserve en 1907 en marks.
	en 1906.	en 1907.					
Fédérations socialistes....	1,689,709	1,865,506	"	175,797	51,396,784	43,122,519	33,242,545
Syndicats locaux socialistes.....	13,145	20,641	"	7,496	"	"	"
Syndic. Hirsch-Duncker...	118,508	108,889	9,619	"	1,541,359	1,434,345	3,968,949
Syndicats chrétiens.....	247,116	274,323	"	27,207	4,311,495	3,193,978	3,487,735
Syndicats chrétiens indépendants...	73,132	80,437	"	7,305	204,923	163,360	271,649
Syndicats indépendants...	72,044	96,684	"	24,640	"	"	"
TOTAL...	2,213,654	2,446,480	9,619	242,145	57,454,561	47,914,202	40,970,878
AUGMENTATION NETTE.....				232,826			

⁽¹⁾ Reichsarbeitsblatt, septembre 1908.

⁽²⁾ Voir Correspondenzblatt der Generalkommission der Gewerkschaften Deutschlands, n° du 5 septembre 1908. Organe de la Commission générale des syndicats d'Allemagne, paraissant à Berlin tous les samedis; prix d'abonnement : 1 mark 50 par trimestre.

Le nombre des syndiqués allemands est actuellement plus grand que celui des unionistes anglais (2,106,283 à la fin de 1906). Au cours des quatre dernières années 1904-1907, le total des syndiqués allemands a augmenté de 1,173,562 unités, à savoir : fédérations socialistes et syndicats socialistes locaux, 980,872 membres ; syndicats chrétiens, 162,143 ; syndicats indépendants, 31,874 : quant aux syndicats Hirsch-Duncker, ils ont subi de 1906 à 1907 une diminution de près de 10,000 membres qui ramène le nombre de leurs membres en 1907 au-dessous de celui de 1903. Pendant la même période de quatre ans, le nombre des unionistes anglais n'a augmenté que de 203,975 unités.

Les fédérations socialistes et les syndicats chrétiens ont payé ensemble en 1907, 7,448,468 marks en secours de chômage et de route, 13,695,168 en frais d'assistance judiciaire et 14,949,678 en secours de grève.

I. — *Syndicats socialistes* (Gewerkschaften). — Les 61 fédérations ou corporations centrales affiliées à la Commission générale⁽¹⁾, comptaient en 1907, 1,865,506 membres⁽²⁾ dont 136,929 femmes. L'augmentation sur le nombre des membres de l'année précédente atteint 175,797 soit 10.4 p. 100 du total.

Le nombre moyen des membres de la fédération des métallurgistes dans l'année 1907, atteint à lui seul 355,386 et se trouve presque égal à celui du nombre des adhérents de toutes les fédérations dix ans auparavant (412,359 en 1897).

Le tableau suivant indique, pour les fédérations comptant plus de 15,000 membres, le nombre moyen des adhérents, ainsi que la situation financière des fédérations.

FÉDÉRATIONS.	NOMBRE moyen de membres en 1907.	NOMBRE moyen de sections.	RECETTES en 1907.	DÉPENSES en 1907.	FONDS de réserve en 1907.
Ouvriers des métaux.....	355,386	438	11,556,849	9,786,582	5,606,906
Maçons.....	192,582	1,639	5,018,900	3,791,974	4,791,098
Bois.....	149,501	787	7,785,786	7,408,284	2,712,300
Ouvriers de fabriques.....	134,233	510	2,488,687	1,769,031	1,311,648
Textiles.....	121,265	386	1,654,437	1,225,152	591,055
Mineurs.....	110,888	681	1,777,845	1,056,780	2,013,720
Transports.....	87,259	285	1,570,913	1,508,254	571,931
Aides du bâtiment.....	71,268	399	1,860,207	1,806,738	889,703
Charpentiers.....	54,395	710	1,637,330	1,348,401	1,610,232
Typographes.....	52,364	23	3,095,345	2,050,870	6,262,090
Peintres.....	39,009	204	913,108	728,623	622,812
Tailleurs.....	38,159	289	637,337	719,516	84,311
Cordonniers.....	37,188	293	686,979	533,248	482,979
Brasseurs.....	31,612	245	775,644	580,289	452,132
Tabacs.....	30,676	448	834,528	787,843	122,039
Ouvriers des ports.....	25,168	65	866,023	831,617	113,657
Ouvriers communaux.....	24,997	90	469,823	356,615	244,641
Relieurs.....	21,200	108	489,441	348,651	255,009
Ouvriers de la pierre.....	19,176	337	409,650	359,991	474,008
Forgerons.....	18,797	165	422,284	345,641	152,277
Mécaniciens.....	17,008	270	377,829	243,822	134,425
Boulangers-pâtisseries.....	16,264	104	345,232	345,502	135,521
Verriers.....	15,818	181	284,318	168,981	105,306
Lithographes.....	15,777	145	996,015	756,993	712,046

(1) Pour l'organisation des syndicats socialistes, voir *Bulletin* juin 1905, p. 539.

(2) Chiffre moyen de l'année.

L'augmentation des membres a été surtout sensible chez les métallurgistes et les graveurs (ensemble 24,365), les ouvriers du textile (14,908), ceux des fabriques (13,670). Ces 3 groupements, à eux seuls, ont gagné environ 53,000 membres, de fin 1906 à fin 1907.

Le nombre des femmes adhérentes aux syndicats socialistes a passé de 118,908 en 1906 à 136,929 en 1907 (soit une augmentation de 18,021, ou 15.2 p. 100).

Les recettes des 61 fédérations se sont élevées en 1907 à 51,396,784 marks et les dépenses à 43,122,519 marks. Le fonds de réserve restait à 33,242,545 marks. En 1904, ces chiffres étaient respectivement de 20,190,724, 16,109,903 et 12,812,128 marks, en 1905 de 27,812,257, 25,024,234 et 19,635,850 marks, en 1906 de 41,602,939, 36,963,413 et 25,312,634 marks. L'augmentation des recettes de 1904 à 1905 a été de 37.7 p. 100, de 1905 à 1906 de 49.5 p. 100 et de 1906 à 1907 de 23.5 p. 100. Cette augmentation n'est pas due uniquement à l'augmentation des membres : mais, afin de pouvoir organiser leurs diverses caisses de secours, certaines fédérations ont peu à peu élevé le taux des cotisations. Alors qu'en 1891 ce taux était inférieur ou égal à 20 pfennigs par semaine dans 86.1 p. 100 des fédérations sans du reste dépasser 50 pfennigs dans les syndicats faisant les plus fortes recettes par tête, il est aujourd'hui supérieur à 20 pfennigs dans la presque totalité des syndicats (98.4 p. 100) et supérieur à 50 pfennigs dans 24.6 p. 100 des syndicats. Les recettes les plus élevées par membre et par an se rencontrent chez les lithographes (63 marks 13), les graveurs en musique (61,69), les typographes (59,11), et les plus faibles chez les ouvriers fabricants de parapluies (10,52), les employés de commerce (11,27), les employés de bureau (11,37), les bouchers (11,64), les ouvriers en fleurs (11,96), etc.

De 1891 à 1907, le total des sommes encaissées par les fédérations s'est élevé à 219,710,344 marks; celui de leurs dépenses à 191,283,548 marks. Le montant des recettes de 1907 a été de 50 millions supérieur à celui de 1891 et celui des dépenses majoré de 31 millions 1/2 environ.

Les sommes payées par les fédérations se décomposent comme suit pour la période 1891-1907 et pour l'année 1907 (en marks).

	1891-1907.	1907.
Assistance judiciaire	1,818,019	346,773
Secours en cas de grève ou de lock-out.....	60,065,018	13,196,363
Secours aux ouvriers congédiés.....	4,123,165	1,010,045
Secours de voyage.....	8,083,259	869,148
Secours de chômage.....	19,537,134	6,527,577
Secours de maladie.....	16,481,929	3,482,822
Secours aux invalides.....	2,130,758	384,562
Secours en cas de décès ou d'urgence.....	5,420,887	1,385,808
Journaux corporatifs.....	12,360,749	1,878,392
PlACEMENT.....		52,837
Bibliothèques.....		276,588
Propagande.....		2,271,271
Traitement du personnel des caisses centrales.....	61,262,630	691,753
Frais généraux d'administration des caisses locales et provinciales.....		5,360,296
Autres dépenses.....		5,388,384
TOTAL.....	191,283,548	43,122,519

Les sommes accordées à titre de secours par les fédérations à leurs membres en grève, occupent encore la première place sur le tableau de 1907 (13,196,363 marks

contre 13,748,412 en 1906, 9,674,094 en 1905 et 5,869,519 en 1904); toutefois, pour 1907 les secours de chômage et de voyage se sont élevés à 7,396,725 marks contre 3,411,518 en 1906; aussi le total des secours sans les grèves a-t-il passé de 10,957,279 marks en 1906 à 15,685,127 marks en 1907. Ces charges sont très lourdes pour les syndicats que le gouvernement allemand ne subventionne pas pour leur lutte contre le chômage comme le font les gouvernements français, danois et norvégien. Pendant la période 1891-1907, le total dépensé pour secours de tous genres s'est élevé à 117,660,169 marks dont 60,065,018 en secours de grève et 57,595,151 en autres secours.

Le nombre des fédérations qui ont payé le secours de chômage était en 1907 de 43 (43 en 1906); de celles qui ont payé le secours de route, de 44 (46 en 1906).

Le tableau suivant montre quel a été le secours de chômage moyen par tête, de 1901 à 1907, dans certaines fédérations importantes :

	1901.	1902.	1903.	1904.	1905.	1906.	1907.
	marks.	marks.	marks.	marks.	marks.	marks.	marks.
Sculpteurs.....	19,72	23,57	15,09	10,35	13,40	11,68	25,64
Typographes.....	16,59	17,70	15,09	13,20	10,78	9,40	10,40
Gantiers.....	12,60	16,18	5,22	8,98	3,38	0,97	17,03
Chaudronniers.....	7,05	9,57	6,66	4,55	4,06	3,63	4,51
Cigariers.....	10,75	10,45	6,89	4,93	4,81	3,20	2,24
Lithographes.....	"	7,07	6,10	6,01	6,20	5,09	6,16
Graveurs de musique.....	"	"	"	3,90	5,89	18,15	27,35

La dépense moyenne par tête en secours de chômage, pour tous les syndicats, a été successivement de 5 marks 67 en 1901, de 5,52 en 1902, 3,95 en 1903, 2,30 en 1905, 2,33 en 1906 et 3,50 en 1907.

La moyenne du fonds de réserve par tête était en 1907 de 185 marks 24 chez les graveurs de musique, de 119,59 chez les typographes, de 68,14 chez les xylographes, de 53,99 chez les graveurs de planche, de 45,13 chez les lithographes, de 39,60 chez les chapeliers, de 37,06 chez les fabricants de portefeuilles, etc.

Les présidents des fédérations centrales affiliées à la Commission générale évaluent à 20,461 le nombre des membres des *syndicats locaux* pour 1907 (contre 13,145 en 1906); ce nombre se répartissait ainsi : métallurgistes 6,800, maçons 3,310, constructeurs de machines 2,500, ouvriers des transports 1,600, charpentiers 1,000, aides du bâtiment 550, travailleurs de la pierre 1,000, potiers 500, pelletiers 500, etc. Quelques-uns de ces syndicats sont affiliés à l'*Association des syndicats allemands*. Celle-ci donne les nombres de 203 groupements adhérents avec 17,633 membres (recettes du 1^{er} janvier au 30 septembre 1907 : 611,997 marks, dépenses totales : 650,243 marks, pour les grèves 391,629; en caisse au 30 septembre 1907 : 195,444 marks). Certains syndicats locaux ont été invités à adhérer aux fédérations centrales, ce qui tend à affaiblir l'*Association libre des syndicats allemands*.

II. — *Corporations Hirsch-Duncker* (Deutsche Gewerkvereine). — Le nombre de ces corporations est de 23 (21 en 1906, 20 en 1905, 21 en 1904) avec 1,999 syndicats locaux. Quant à celui des membres, il a passé de 111,889 en 1904 à 117,097 en 1905 et 118,508 en 1906, et est retombé à 108,889 en 1907.

Le tableau suivant fait connaître comment se groupent les membres de ces corporations ayant plus de 5,000 membres, et donne leur budget pour 1907 :

CORPORATIONS.	NOMBRE de syndicats locaux.	NOMBRE des membres.	RECETTES en 1907.	DÉPENSES en 1907.
Ouvriers des fabriques	346	15,846	111,877	88,322
Commerçants.....	202	19,933	183,528	160,165
Constructions mécaniques.....	737	40,700	854,103	826,296
Cordonniers, ouvriers du cuir.....	118	5,254	62,774	53,538
Tisseurs.....	89	6,107	42,743	41,007
Menuisiers.....	160	5,805	128,007	101,710

Les recettes totales de ces corporations non compris les recettes pour les caisses de maladie et les caisses de secours funéraires se sont élevées à 1,541,359 marks, les dépenses à 1,434,345 marks. Les caisses de maladie et de secours funéraires possédaient un avoir de 1,185,562 marks, les caisses de secours funéraires une réserve de 1,063,080 marks, les caisses centrales une réserve de 1,416,555 marks. La fortune totale des corporations Hirsch-Duncker était de 3,968,949 marks.

III. — *Syndicats chrétiens.* — Le nombre des membres des syndicats chrétiens qui était en moyenne de 112,160 en 1899, a passé à 207,484 en 1904, 265,030 en 1905, 320,248 en 1906 et 354,760 en 1907. L'augmentation s'élève donc, depuis 1899, à 242,600 et pour 1907 seulement à 34,512.

20 des corporations affiliées à l'Union des corporations chrétiennes, et 6 indépendantes ont fait connaître leur situation pour 1907 : les premières accusent un total de 274,323 membres et les sociétés indépendantes 80,437 membres. Le nombre total des groupements locaux atteignait 3,245 dans les corporations adhérentes.

Le tableau suivant fait connaître le nombre des groupements locaux, le nombre moyen des membres, le montant des cotisations et le budget pour les associations comptant plus de 5,000 membres.

1^{re} SYNDICATS AFFILIÉS À L'UNION.

INDUSTRIES.	NOMBRE de grou- pements locaux.	NOMBRE moyen de membres en 1907.	MONTANT du droit d'entrée.	COTISATION hebdoma- daire.	RECETTES.	DÉPENSES.	ENCAISSE à fin 1907.
			pfennigs.	pfennigs.	marks.	marks.	marks.
Mineurs.....	715	74,700	50	40	898,222	644,825	785,859
Bâtiment.....	337	40,135	50	25-85	879,475	675,217	452,011
Textile.....	258	40,764	30	15-60	583,645	388,453	376,026
Métallurgie.....	314	28,090	50	50	668,550	416,659	585,353
Employés des che- mins de fer bava- rois.....	97	24,112	20	80-380 ⁽¹⁾	247,297	162,719	485,553
Ouvriers des trans- ports.....	375	14,636	50	20-50	216,400	208,430	66,290
Travailleurs du bois.	260	11,239	50	50	298,218	259,312	184,755
Céramistes.....	185	8,352	50	20-50	72,875	56,501	37,719
Ouvriers des tabacs.	109	6,549	30	15-60	73,057	53,616	26,161

⁽¹⁾ Chiffre rectifié.

2° SYNDICATS NON AFFILIÉS À L'UNION.

INDUSTRIES.	NOMBRE de grou- pements locaux.	NOMBRE moyen de nombres en 1907.	MONTANT du droit d'entrée.	COTISATIONS hebdoma- daires.	RECETTES.	DÉPENSES.	ENCAISSE à fin 1907.
			pfennigs.	pfennigs.	marks.	marks.	marks.
Ouvriers des chemins de fer allemands.	"	37,433	"	"	80,871	55,564	75,529
Ouvriers des chemins de fer de Bade...	"	11,133	"	"	32,628	28,093	14,311
Ouvriers des chemins de fer de Wurtem- berg.....	"	7,345	"	"	"	"	"
Ouvriers des postes de Bavière.....	"	10,448	"	"	30,619	24,162	78,392
Ouvriers des postes de Wurtemberg..	"	2,400	"	"	6,629	5,110	10,900
Société de secours mutuels (Silésie).	"	11,678	"	"	54,176	50,431	92,487

Les recettes de tous les syndicats chrétiens se sont élevées à 4,516,418 marks et les dépenses à 3,360,338; l'encaisse atteignait 3,759,384 marks.

Les principales dépenses des syndicats adhérents à l'Union se décomposent comme suit :

	marks.
Propagande.....	355,115
Journaux corporatifs.....	361,711
Secours de grève.....	743,270
Secours de chômage et de voyage.....	51,743
Secours de maladie.....	443,035
Secours funéraires.....	99,284
Assistance judiciaire.....	81,442

IV. — *Syndicats indépendants.* — Quelques unes des plus anciennes corporations allemandes sont restées en dehors des groupements précédents. Elles comprenaient ensemble, à la fin de 1907, 96,684 membres, contre 72,044 en 1906⁽¹⁾, 67,675 en 1905, 74,458 en 1904, 68,724 en 1903, 56,595 en 1902, 49,651 en 1901 et 68,994 en 1900. Ces fluctuations s'expliquent par ce fait que des corporations assez nombreuses ont adhéré au groupement chrétien (2 en 1906), que d'autres sont allées à la commission générale des syndicats socialistes (2 en 1906) ou que pour d'autres les données statistiques ne sont pas régulièrement fournies.

Les plus importantes de ces associations sont celles des employés de bureau (8,000), des musiciens civils (12,000), des ouvriers du commerce (5,500), des employés des chemins de fer du Sud (17,354), des travailleurs des mines (25,000), des ouvriers des machines (7,000), des employés d'hôtel (20,000).

AUTRICHE.

Placement en juillet 1908⁽¹⁾. — Renseignements fournis sur le fonctionnement de 824 bureaux de placement professionnel :

	OFFRES D'EMPLOI.		DEMANDES D'EMPLOI.		PLACEMENTS.		NOMBRE DE PLACEMENTS par 100 demandes.	
	Juillet 1908.	Juin 1908.	Juillet 1908.	Juin 1908.	Juillet 1908.	Juin 1908.	Juillet 1908.	Juin 1908.
Hommes.....	31,524	33,214	41,173	40,631	18,819	19,548	46	48
Femmes.....	23,737	28,755	22,347	23,899	13,616	15,004	61	63
Ensemble.....	55,261	61,969	63,520	64,530	32,435	34,552	51	53

Grèves en juillet 1908⁽¹⁾. — 67 nouvelles grèves, avec 6,569 grévistes; 4 lock-outs. C'est dans la Basse-Autriche et en Bohême, pour les mines (5), la métallurgie (8), la construction des machines (7), le bâtiment (13), l'industrie des pierres, de la terre et du verre (6) et le bois (5) que les grèves ont été le plus nombreuses. On compte : 13 succès, 26 transactions, 19 échecs, 9 résultats inconnus. Causes : insuffisance des salaires, 40 cas; questions relatives à la durée du travail, 2 cas; ces deux motifs réunis, 12 cas; divers, 13 cas.

BELGIQUE.

Revue du travail en août 1908⁽²⁾. — 16 offices de placement gratuit ont fourni des renseignements sur leurs opérations pendant le mois d'août 1908. Pour 1,321 offres d'emploi, il y a eu 3,140 demandes des ouvriers (hommes), soit une proportion de 238 demandes pour 100 offres. La moyenne était de 208 demandes pour 100 offres le mois passé, et l'année dernière, en août, elle était de 153 demandes pour 100 offres. A ce point de vue, le marché du travail accuse donc un nouveau ralentissement, qui, pour n'être pas anormal par rapport au mois précédent, continue à être très accentué relativement à la situation des dernières années, à même époque.

D'autre part, des renseignements précis sur l'intensité du chômage parmi les

⁽¹⁾ *Soziale Rundschau*, septembre 1908.

⁽²⁾ *Revue du travail belge*, du 15 septembre 1908.

ouvriers syndiqués ont été fournis pour ce même mois par 199 unions professionnelles ouvrières, groupant 42,330 membres (mineurs, ouvriers à domicile et travailleurs agricoles non compris). Ces groupes renfermaient, vers la seconde moitié d'août, 2,516 chômeurs, soit une proportion de 5.9 p. 100 (contre 4.7 p. 100 le mois dernier, 1.3 p. 100 en août 1907).

Ces dernières données concordent avec les indications peu favorables communiquées par les offices de placement.

Les grèves en août 1908⁽¹⁾. — 6 grèves nouvelles ont été signalées à l'Office du travail pendant le mois d'août 1908; elles intéressaient 657 grévistes et 170 chômeurs forcés. Ont en outre été continuées, pendant une partie du même mois, 2 grèves intéressant 69 grévistes et 20 chômeurs forcés.

Les 6 nouveaux conflits affectaient respectivement : 1 charbonnage, 1 fabrique d'allumettes, 1 usine lainière, 1 imprimerie, 1 manufacture de tabacs et 1 carrière de phosphates.

Causes : augmentation des salaires (1); opposition à une réduction de salaires (2); réintégration d'ouvriers congédiés (2); renvoi d'un chef d'atelier (1).

Sur 6 grèves dont l'issue a été signalée depuis le dernier relevé de l'Office du travail belge, on compte : réussite, 1; échecs, 3; transactions, 2.

ESPAGNE.

Les institutions d'épargne, de coopération et de prévoyance au 1^{er} novembre 1904⁽²⁾. — L'Institut des réformes sociales vient de publier une statistique des institutions d'épargne, de coopération et de prévoyance, qui fait suite à la statistique des associations ouvrières qu'il a publiée l'année dernière et dont le *Bulletin* a rendu compte⁽³⁾. On trouvera dans ce compte rendu l'indication de la méthode qui a été employée pour l'une et l'autre statistique.

La nouvelle statistique comprend trois parties.

1° La liste, pour chacune des quarante-neuf provinces, des associations d'épargne, de coopération et de prévoyance existant au 1^{er} novembre 1904, avec la date de leur fondation, leur but, leur siège et le nombre total de leurs membres;

2° Des résumés où les associations sont groupées par espèces, d'abord les caisses d'épargne, puis les coopératives suivant leur but et enfin les associations de prévoyance d'après leur objet; pour chaque espèce sont indiqués le nombre des associations dans chaque province et le nombre de leurs membres ainsi que la proportion par 100,000 habitants, puis la composition sociale des associations, leur date de fondation, leur degré d'activité;

3° Des graphiques.

⁽¹⁾ *Revue du travail*, 30 septembre 1908.

⁽²⁾ *Estadística de las instituciones de ahorro, cooperación y previsión*, publiée par l'Institut des réformes sociales. Madrid, 1908.

⁽³⁾ Voir *Bulletin*, août 1907, p. 828.

Voici le nombre des associations de chaque espèce existant en Espagne au 1^{er} novembre 1904 :

		TOTAL pour l'Espagne.	NOMBRE de membres.
1°	{ Caisses d'épargne et monts de piété.....	8	#
Épargne.	{ — d'épargne.....	5	5,044
	{ Coopératives de production.....	17	4,920
	— de crédit.....	42	6,502
	— de consommation.....	182	28,944
	— de construction.....	3	713
	— d'assistance médicale pharmaceu- tique.....	5	6,385
2°	{ — de production et de crédit.....	1	206
Coopération.	{ — de production et de consom- mation.....	1	?
	— de crédit et de consommation..	22	19,133
	— de production, crédit et consom- mation.....	1	106
	Caisses de secours.....	1,691	351,629
	— de pensions et de retraites pour la vieil- lesse.....	1	325
	Sociétés pour la garde et la conservation des fruits.....	1	117
	— d'assurance mutuelle sur la vie et contre la maladie et l'invalidité..	1	150
3°	{ — d'assurance mutuelle contre les acci- dents du travail.....	6	340
Prévoyance.	{ — d'assurance mutuelle contre l'incendie des immeubles urbains.....	11	5,908
	— d'assurance mutuelle contre l'incendie des immeubles non bâtis.....	3	3,112
	— d'assurance mutuelle du bétail.....	18	1,343
	— d'assurance mutuelle des outils, des édifices et du bétail.....	1	2,470
	TOTAUX.....	2,020	437,347

Parmi les 17 coopératives de production, 5 ont été fondées en vue de l'exploitation agricole, 2 pour les transports, 2 pour la pêche, 1 respectivement en vue de la production du vin, de celle de l'alcool, de celle des briques et objets similaires, de celle de la chaussure, de celle des articles en liège, 3 ont un objet indéterminé, 1 de ces sociétés existe déjà depuis le XII^e siècle. Parmi les 182 coopératives de consommation, 67 sont composées exclusivement d'ouvriers, 107 de divers éléments. La plupart (177) ont en vue la vente des articles de consommation en général. Des 5 coopératives d'assistance médicale et pharmaceutique, 1 existe déjà depuis la fin du XVII^e siècle.

Sur les 1,691 caisses de secours, 309 sont composées d'ouvriers, 1,271 d'éléments variés. Plusieurs remontent à une époque très reculée.

ÉTATS-UNIS.

Revue du travail ⁽¹⁾. — D'après les rapports adressés à la Fédération américaine du travail par 1,364 unions groupant 97,800 membres, la moyenne des chômeurs était de 9.6 p. 100 en août 1908. Cette moyenne était en juillet de 6.4 p. 100 dans 1,288 unions groupant 101,300 membres.

GRANDE-BRETAGNE.

Revue du travail en août 1908 ⁽²⁾. — La situation générale est moins bonne qu'en juillet. Comparé à août 1907, août 1908 accuse un ralentissement dans toutes les branches, excepté dans l'industrie de la bottine.

8.9 p. 100 de chômeurs à la fin du mois dans 268 trade-unions groupant 648,585 membres, contre 8.2 à la fin de juillet 1908 et 4.0 p. 100 à la fin d'août 1907; 4.93 journées de travail par semaine en moyenne dans divers puits houillers comptant 638,182 ouvriers, contre 4.93 en juillet 1908 et 5.22 en août 1907; dans la métallurgie du fer 270 hauts fourneaux en marche avec 22,000 ouvriers contre 267 en juillet 1908 et 346 en août 1907.

Grèves en août. — 16 conflits nouveaux en août intéressant 4,601 ouvriers, contre 24 en juillet 1908 et 27 en août 1907.

Sur 15 conflits terminés, anciens et nouveaux, et intéressant directement 2,170 personnes, il y a eu 4 succès, 5 échecs, 6 transactions. Total des journées de travail perdues : 394,400 en août contre 435,000 en juillet 1908 et 185,400 en août 1907.

PAYS-BAS.

Revue du travail en août 1908 ⁽³⁾. — Sauf quelques branches dans le bâtiment, la situation est aussi mauvaise qu'en juillet. Il en est de même dans le bois. Dans la métallurgie, la période de prospérité semble finie; la construction des navires est encore satisfaisante. Le chômage s'est accentué dans les industries du livre. Le textile est toujours mauvais. Le vêtement est peu actif. Le travail est abondant comme toujours en août dans la culture des bulbes, mais il a diminué à Amsterdam dans les diamants. La situation est généralement mauvaise pour la saison dans l'alimentation.

Grèves en août 1908. — 8 grèves nouvelles et 3 lock-outs intéressant 441 et 132 ouvriers. Sur 4 conflits anciens et nouveaux terminés en août, on compte 4 résultats connus, savoir : 2 succès pour les ouvriers, 1 échec, 1 transaction.

⁽¹⁾ *American Federationist*, octobre 1908.

⁽²⁾ *Labour Gazette*, septembre 1908.

⁽³⁾ *Maandchrift van het centraal voor de statistiek*, 30 septembre 1908.

ACTES ET DOCUMENTS OFFICIELS.

Circulaire du 14 juillet 1908, du Ministre de l'Intérieur au Préfet, relative à l'application de la loi du 14 juillet 1905 sur l'assistance obligatoire aux vieillards, aux infirmes et aux incurables ⁽¹⁾.

Entrée en vigueur depuis plus d'un an, la loi du 14 juillet 1905 sur l'assistance obligatoire aux vieillards, aux infirmes et aux incurables, a pris — tant au point de vue moral qu'au point de vue financier — une importance chaque jour plus considérable.

Le 31 mars dernier plus de 400.000 personnes recevaient du fait de la loi, l'allocation mensuelle à domicile. Sauf dans quelques rares circonstances, dues à l'insuffisance des prévisions admises par certains conseils généraux, le paiement des allocations a été partout effectué avec régularité. Je n'ignore pas quel surcroît considérable de travail le fonctionnement de cette législation nouvelle impose à vos services. Je me plais à rendre hommage au zèle qui a été en général déployé pour surmonter les difficultés exceptionnelles de la mise en œuvre et je vous prie d'en remercier en mon nom vos collaborateurs. Grâce à leurs efforts et aux vôtres, on peut dire que la loi du 14 juillet 1905 est entrée dans sa phase d'application normale; mais il convient de se bien persuader que l'ère des difficultés n'est pas close. L'application de lois aussi complexes exige pour que le sens et le caractère n'en soient pas dénaturés, pour que le but poursuivi soit atteint, une attentive surveillance.

Il ne faut point perdre de vue que la loi de 1905 a substitué au régime antérieur d'assistance, incertain et précaire, un régime nouveau, précis et sûr, fondé sur le droit. Toute violation de la loi doit donc être fermement poursuivie, soit qu'elle ait eu pour effet d'écarter certaines demandes justifiées, soit qu'elle réside dans l'admission de demandes mal fondées. Aussi est-il indispensable que tous ceux qui, à des titres divers, concourent à l'exécution de la loi se pénétrent du sens exact de ces dispositions.

Ma circulaire du 16 avril 1906 constituait un premier commentaire de la loi; depuis cette époque, de nombreuses questions se sont posées et sur quelques-unes la commission centrale ou le Conseil d'Etat lui-même ont fixé leur jurisprudence.

Déjà les décisions rendues les 3 août 1907 et 10 avril 1908 par le Conseil d'Etat sur des points importants (non rétroactivité de la règle fixée par l'article 3 et selon laquelle nul ne peut acquérir ni perdre son domicile de secours à partir de soixante-cinq ans, permanence du domicile de secours) vous ont été notifiées les 10 août 1907 et 12 mai 1908. Par circulaires des 27 avril et 10 août 1907 je vous ai signalé aussi diverses solutions admises par la commission centrale. D'autres décisions sont intervenues depuis lors; le but de la présente circulaire est précisément d'appeler votre attention sur un certain nombre de points que l'expérience et la jurisprudence ont récemment mis en lumière et de vous guider, en suivant l'ordre même des articles de la loi, dans l'interprétation de dispositions insuffisamment précisées jusqu'ici.

Article 1^{er}.

A. — MINEURS DE SEIZE ANS.

La loi du 14 juillet 1905 n'est pas applicable aux enfants, infirmes ou incurables, âgés de moins de seize ans. L'avis de la commission centrale que je vous ait fait connaître par ma circulaire du 27 avril 1907 est nettement motivé. Il est entendu que désormais lorsqu'il sera parlé, dans une lettre ou circulaire relative à la loi de 1905, des infirmes ou incurables « de tout âge », il ne s'agira que de ceux qui ont dépassé *seize ans*; au moins en serait-il ainsi tant que le Parlement n'aura pas édicté une disposition législative spéciale pour l'assistance à accorder aux mineurs de seize ans. Le Sénat, à l'heure actuelle, est saisi d'une proposition de loi présentée par MM. Rey et Béral, et ayant précisément cet objet; cette

⁽¹⁾ *Journal officiel* du 25 juillet 1908, page 5294.

grave et délicate question est aussi soumise à l'étude du conseil supérieur de l'assistance publique.

En attendant qu'intervienne une loi spéciale, que peut-on faire pour les enfants infirmes ou incurables, de moins de seize ans ?

1° D'abord s'il s'agit d'un jeune sourd-muet ou d'un aveugle, j'ai à peine besoin de rappeler qu'il convient de lui assurer, dès qu'il aura l'âge scolaire, les bienfaits de l'instruction en même temps générale et professionnelle, soit dans une de nos institutions nationales (sourds-muets : Paris et Chambéry; sourdes-muettes : Bordeaux et Chambéry. Aveugles, filles et garçons : Paris), soit dans un établissement privé spécial. J'ai indiqué, dans ma circulaire du 31 juillet 1906, comment l'État contribuerait aux bourses d'entretien accordées, dans ces institutions et établissements, aux enfants de familles pauvres.

2° Dans les cas les plus dignes de pitié, lorsqu'un enfant infirme et incurable constitue, par les soins ou la surveillance qu'il réclame, une charge exceptionnelle lourde pour des parents ne gagnant qu'un maigre salaire; lorsque, par exemple, ces soins et cette surveillance empêchent la mère d'apporter au budget familial, soit par un travail exécuté hors du foyer, soit au foyer même, par l'accomplissement intégral de sa tâche de ménagère, sa contribution normale; lorsque la famille éprouvée est contrainte, en dépit de ses efforts, d'envisager l'éventualité douloureuse de l'abandon de l'enfant infirme ou incurable à l'assistance publique, ou lorsque, cette idée d'abandon étant repoussée, la vie même de l'enfant se trouve menacée par la misère du foyer — il est de votre devoir d'intervenir, de faire application de la loi 27 juin 1904, d'allouer à cet enfant, à titre exceptionnel, des secours temporaires dont la charge sera répartie, vous le savez, entre la commune, le département et l'État dans la proportion fixée par ladite loi.

3° D'autre part, il ne faut pas oublier que, dans un grand nombre de communes, des bureaux de bienfaisance existent, ayant des ressources propres, que beaucoup de ces bureaux se trouvent aujourd'hui, par la loi du 14 juillet 1905, soulagés d'une charge importante en dépit de la participation éventuelle qu'en vertu de l'article 27 ils ont pu apporter à l'application de la loi; qu'ils ont alors et le devoir et le moyen de consacrer une part plus large de leurs ressources aux malheureux placés en dehors de l'assistance obligatoire, et que le devoir est plus impérieux à l'égard de ces petits mineurs de seize ans, infirmes et incurables.

4° Ai-je besoin d'indiquer combien il serait grave de ranger prématurément parmi les « incurables » des enfants à l'égard desquels on n'aurait point épuisé tous les moyens possibles de cure; la loi du 15 juillet 1893 sur l'assistance médicale gratuite offre ici le mode d'action utile.

5° Enfin j'attire votre attention sur le point suivant : il est de ces petits infirmes dont l'incurabilité est avérée, mais qui néanmoins, placés dans certaines conditions, grâce à un apprentissage spécial, peuvent être, au moins partiellement, adaptés à la vie économique et mis à même de gagner leur subsistance : c'est par exemple, le cas d'enfants dont les membres inférieurs sont paralysés, et le devoir d'assistance sociale est ici de leur donner précisément cette éducation professionnelle appropriée à leur état physique. Il conviendra d'encourager les œuvres d'initiative privée qui se proposent un si noble but. Vous me les signalerez avec soin. Les enfants qui y seront placés pourront, comme les jeunes aveugles et sourds-muets, bénéficier de fractions de bourses allouées par l'État.

Un tel apprentissage, pour porter ses fruits, devra souvent être prolongé au delà de la seizième année. Dès que l'enfant aura seize ans accomplis, la loi de 1905 jouera pour lui et offrira un double moyen de lui continuer un mode d'assistance qui est bien certainement le plus utile de tous; d'une part je suis disposé à interpréter l'article 23 de la loi de telle façon que les établissements spéciaux où un tel apprentissage sera donné aux jeunes infirmes puissent être compris parmi « les hospices et hôpitaux-hospices » que le conseil général doit désigner; d'autre part, un enfant de plus de seize ans éduqué dans de telles conditions peut encore être considéré comme « placé chez des particuliers ». Dans l'un ou l'autre cas, ses dépenses d'entretien seront réparties entre commune, département et État selon les barèmes.

Il serait excellent que, à défaut de particuliers, certaines municipalités prissent l'initiative d'organiser des établissements de ce genre; leurs dépenses d'entretien se trouveraient réduites pour les enfants de moins de seize ans, par les bourses ci-dessus visées; pour ceux de plus de seize ans, par la loi de 1905 interprétée comme il vient d'être dit. Vous ne

sauriez faire trop d'efforts pour promouvoir ou stimuler de telles initiatives, et, lorsqu'elles se produiront, vous voudrez bien m'en informer.

B. — INFIRMES.

Lorsque la personne qui demande le bénéfice de la loi est âgée de moins de soixante-dix ans, elle doit établir la « preuve qu'elle est atteinte d'une infirmité ou maladie reconnue incurable » et que cette infirmité ou maladie incurable la rend « incapable de subvenir par son travail aux nécessités de l'existence ». Dans certaines régions, se manifeste une tendance très fâcheuse à admettre des personnes atteintes d'une infirmité quelconque. S'il est vrai que cette infirmité constitue souvent une gêne fort grave, qui détermine souvent une notable diminution de la faculté de travail et rend très difficile au malheureux l'obtention d'un emploi lucratif; s'il est vrai que ces situations sont très dignes d'intérêt, il n'en reste pas moins évident que la loi de 1905 n'a pas pu se proposer de venir en aide à toutes les misères. Si étendu qu'il soit, son champ d'action est limité, et dans ces cas, qui sont en dehors de son domaine, il appartient aux bureaux de bienfaisance d'intervenir.

Vous ne sauriez donc faire avec trop d'attention les certificats médicaux. Dans les affaires qui lui ont été soumises, il a été donné à la commission centrale de voir passer des certificats où un médecin déclarait par exemple que le postulant était « atteint de claudication », ce qui le met dans l'impossibilité de gagner sa vie ». Je ne crains pas de dire que ces certificats constituent de mauvaises actions, car ils donnent aux infirmes à qui ils sont délivrés de vaines illusions bientôt suivies de déceptions amères le jour où les commissions appliquant la loi, rejettent leurs demandes.

Est-il besoin d'indiquer que le caractère de l'infirmité ne peut être apprécié, au point de vue qui nous occupe, qu'en tenant compte de l'âge. Un jeune homme de vingt ans, qui a eu le malheur de subir l'amputation d'une jambe, est souvent obligé d'abandonner sa profession, mais il en peut trouver une autre exigeant surtout l'usage des bras, tandis que cette nouvelle adaptation serait impossible pour une personne âgée.

C. — INCURABLES TUBERCULEUX.

C'est surtout lorsqu'il s'agit de maladies proprement dites que le diagnostic est délicat, et délicate aussi la tâche des collectivités chargées de se prononcer. Il est ici nécessaire d'exiger un certificat descriptif précis, surtout lorsqu'il s'agit de tuberculose. Si l'on doit tenir pour certain que la tuberculose est une maladie guérissable, il est non moins certain malheureusement que, en l'état actuel de la science, elle ne l'est qu'autant que l'affection n'a pas atteint un certain degré; mais une déclaration médicale ne suffit pas. Il faut un certificat précis et détaillé sur lequel, en cas de recours, la commission cantonale et la commission centrale pourront asseoir leur jugement. Souvent des contre-visites s'imposent.

C'est spécialement sur les assistés admis à titre d'infirmes ou d'incurables que le contrôle sur place est indispensable pour prévenir, déceler et supprimer les abus.

D. — IDIOTS.

La question sera traitée plus loin à propos de l'article 40.

E. — PRIVÉS DE RESSOURCES.

1° Ressources privilégiées.

L'exacte interprétation de ces mots « privés de ressources » ne peut être donnée qu'en rapprochant l'article 1^{er} des derniers paragraphes de l'article 20 (j'entends les articles 1^{er} et 20 modifiés par l'article 35 de la loi de finances du 31 décembre 1907).

L'article 20 pose ce principe : « Au cas où la personne admise à l'assistance dispose déjà de certaines ressources, la quotité de l'allocation est diminuée du montant de ces ressources ». Ce principe ne comporte que les exceptions nettement fixées par la loi. L'article 20 a constitué en effet un régime de privilège, d'une part pour les ressources « provenant de l'épargne, notamment d'une pension de retraite que s'est acquise l'ayant droit », d'autre part pour certaines ressources « provenant de la bienfaisance privée », enfin, et seulement

en ce qui concerne les vieillards de plus de soixante-dix ans, pour « les produits de travail ». A l'article 20 je vous donnerai quelques explications au sujet de certaines difficultés relatives à ces déductions privilégiées, mais j'insiste ici sur ce point qu'une personne demandant le bénéfice de la loi ne peut être considérée comme « non privée de ressources » et à ce titre repoussée — lorsque les ressources envisagées rentrent dans l'une ou l'autre des trois catégories privilégiées précitées (épargne, bienfaisance privée, travail au-dessus de soixante-dix ans) — sans que soit faite une rigoureuse application des dispositions si précises de l'article 20. Je prends un exemple :

Dans une commune où l'allocation mensuelle est de 12 francs par mois, soit 144 francs par an, il serait nettement illégal de repousser la demande d'un vieillard n'ayant d'autres ressources qu'une retraite de 250 francs par an qu'il se serait acquise par son épargne, sous le prétexte que le demandeur dispose de ressources de beaucoup supérieure à la pension de la loi de 1905 dans cette commune, et qu'il ne saurait dans ces conditions être considéré comme « privé de ressources » ; une telle disposition serait, ai-je dit, nettement illégale parce qu'elle méconnaîtrait les dispositions formelles de l'article 20, lesquelles ont pour but d'éclairer le sens des mots employés. Dans l'espèce que nous avons en vue il n'est point deux façons d'interpréter la loi, on devra dire : cette pension que s'est acquise l'ayant droit jouit aux termes de l'article 20 d'un privilège ; elle ne peut être considérée pour la totalité de sa valeur, mais seulement pour la moitié de ce qui dépasse 120 francs (si l'ayant

droit a élevé au moins trois enfants jusqu'à seize ans), soit $\frac{250 - 120}{2}$ ou 65 francs.

Voilà la « ressource » dont, en vertu du privilège de l'article 20, je dois le considérer comme disposant ; elle est inférieure à 144 francs (taux annuel dans la commune), donc le demandeur doit être inscrit sur la liste ; et il doit recevoir une allocation réduite, soit 144 francs moins 65 francs, ou 79 francs par an, c'est-à-dire 6 fr. 50 par mois.

2° Ressources non privilégiées.

Que si, au contraire, les ressources dont dispose le demandeur ne sont point de l'une ou l'autre des trois catégories prévues par la loi et précitées, elles sont à déduire, en totalité, de l'allocation mensuelle ; il en résulte qu'il suffit qu'elles soient au moins égales à cette allocation pour que le demandeur soit considéré comme non privé de ressources et pour qu'il ne puisse, en conséquence, être admis au bénéfice de la loi de 1905. Dans la commune précédemment envisagée où l'allocation mensuelle est de 12 francs par mois ou 144 francs par an, le demandeur ne sera pas inscrit par exemple si, en vertu d'un contrat de vente de propriété à un tiers, il reçoit de celui-ci une pension viagère de 144 francs ; il sera inscrit pour 14 francs par an (soit 3 fr. 65 par mois) si cette pension viagère n'est que de 100 francs.

3° Situation de fait.

Il arrive quelquefois que ces ressources, contrairement à ce qui s'est présenté dans le cas envisagé au précédent paragraphe, ne peuvent être évaluées avec précision ; on pourra cependant décider que le demandeur n'est pas privé de ressources » au sens de l'article 1^{er}, en tenant compte d'une situation de fait. Je prendrai à ce sujet un exemple :

N'est point « privée de ressources » une personne bien qu'agée de soixante-dix ans ou infirme, recueillie chez un ami aisé qui pourvoit à tous ses besoins et la traite comme il le ferait à l'égard de l'un de ses proches. Il n'y a même point là « la ressource fixe et permanente provenant de la bienfaisance privée », car ces mots ont un sens beaucoup plus restreint. Il y a une situation de fait claire, notoire ; et sans doute cette situation est précaire ; elle peut cesser demain ; mais alors, à ce même moment, le vieillard, devenant privé de ressources, devra être admis d'urgence conformément au troisième paragraphe de l'article 7.

Pour établir qu'une personne n'est pas privée de ressources, il n'est certes point indispensable en tous les cas de pouvoir préciser la quotité et l'origine des ressources dont elle dispose ; il arrive fréquemment que certains signes extérieurs attestent de façon éclatante que ces ressources existent puisqu'elles ont permis et permettent encore d'effectuer des dépenses connues ; cette dépense est une preuve incontestablement suffisante des ressources qui l'ont couverte.

4° *Créance alimentaire.*

J'aborde un point fort délicat, le plus délicat peut-être de la loi, car c'est ici que les plus nombreux et les plus graves abus se peuvent commettre. Il n'est personne qui puisse mettre en doute qu'au-dessus de toutes les lois d'assistance sociale subsiste, intangible et sacré, le devoir imposé aux enfants — et par la loi civile et par la loi naturelle — de subvenir aux besoins de leurs parents âgés dans la mesure où ils le peuvent faire. Cependant il arrive trop souvent que des enfants, même en situation aisée, se dérobent à une si impérieuse obligation; de cette ingratitude les vieillards ne peuvent rester victimes et, ainsi que je l'ai rappelé dans la circulaire du 16 avril 1906, il a été expliqué à la Chambre que « l'existence de parents tenus à la dette alimentaire et en situation de s'en acquitter ne détruit pas la dette sociale; elle ouvre seulement un droit de recours au profit des collectivités ayant acquitté cette dette contre les parents qui n'auraient pas spontanément rempli leur devoir. On ne pourra donc pas refuser l'inscription d'un malheureux en arguant de ce que sa famille devrait lui venir en aide ». Je crois utile de préciser ce commentaire en m'inspirant de la jurisprudence constante de la commission centrale.

Une personne demande le bénéfice de la loi; elle a plus de soixante-dix ans ou elle remplit les autres conditions requises, son indigence est notoire; la seule question qui se pose est celle des enfants : que faire en pareil cas?

D'abord interroger le vieillard, savoir quels sont, où sont et ce que font ses enfants, et s'il s'est adressé à eux pour leur faire connaître son état d'indigence et leur demander assistance. Si le vieillard répond qu'il n'a point fait cette demande, savoir pourquoi. S'il déclare s'être abstenu parce que ses enfants sont eux-mêmes sans ressources, et que leur situation à ce point de vue soit en effet notoire, point de difficulté. S'il déclare s'être abstenu simplement parce qu'il ne lui plaît pas de faire une telle demande, il conviendra que le maire, s'il ne peut sur ce point vaincre sa résistance, s'adresse directement aux enfants et les mette au courant de cette situation; il s'adressera aussi à eux si le vieillard déclare leur avoir fait une demande et avoir essuyé un refus total ou partiel. S'adresser ainsi aux enfants est d'élémentaire prudence, car si d'emblée le vieillard était admis et que la commune fit recours contre les enfants, elle s'exposerait à ce que ceux-ci répondissent devant le juge ou qu'ils n'ont rien eu à refuser parce que rien ne leur a été demandé, ou que déjà ils envoient au vieillard ce dont il a besoin, et qu'ils s'étonnent qu'il ait ainsi dissimulé la vérité.

Si les enfants ainsi avertis ne répondent pas ou qu'ils déclarent qu'ils ne veulent ou ne peuvent rien donner, et s'il y a lieu cependant de penser qu'ils peuvent et que par conséquent ils doivent s'imposer quelque sacrifice, il conviendra que le maire les avertisse que, s'ils persistent dans leur refus, leur père sera bien inscrit mais qu'en vertu de la loi recours sera immédiatement ouvert contre eux devant qui de droit ou par la commune ou par le préfet.

Tout cela peut et doit être fait très rapidement. Si les enfants se dérobent, le vieillard sera donc assisté et le recours sera ouvert dans la forme qui sera précisée à l'article 5.

**Article 3. — Questions relatives
au domicile des secours.**

Ces questions, vous le savez, sont de la compétence du conseil de préfecture et du conseil d'État. Cette haute assemblée a déjà fixé le droit sur deux points essentiels qui furent au début très controversés, à savoir : d'une part, la non-rétroactivité du domicile de secours à soixante-cinq ans (voir arrêt du 3 août 1907, que je vous ai notifié le 10 août 1907), et, d'autre part, la permanence du domicile de secours (arrêt du 10 avril 1908, que je vous ai notifié le 12 mai 1908). Il faut considérer ces deux solutions comme définitivement acquises et dissuader les collectivités intéressées d'intenter sur l'un ou l'autre de ces deux points des instances qui ne peuvent que se heurter à des arrêts certains confirmant purement et simplement les arrêts précités.

Sur les points que je vais examiner, le conseil d'État ne s'est pas encore prononcé; les solutions que j'indiquerai ne constituent donc que des appréciations personnelles, conformes d'ailleurs à la jurisprudence qui a prévalu devant la commission centrale lorsque celle-ci a eu à examiner des demandes d'admission formulées par des personnes paraissant ne point

avoir de domicile de secours. Mais en attendant les décisions définitives du Conseil d'État vous vous inspirerez de ces solutions dans le cas où vous aurez à intervenir en pareille matière ainsi que plus loin je le vous recommanderai (art. 11, C).

A. — DATE À LAQUELLE ON DOIT SE PLACER
POUR CALCULER LA DURÉE DE RÉSIDENCE.

C'est à la durée de résidence qu'est attaché le domicile de secours. Quelle date doit-on adopter comme terme ultime de cette durée? La question a son intérêt, car tel infirme qui a quitté depuis moins de cinq ans une commune donnée au moment où il fera sa demande peut l'avoir quittée depuis plus de cinq ans le jour où il sera statué sur sa requête. Il est de jurisprudence constante, à la commission centrale, qu'il faut se référer « à la date de la demande »; autrement le domicile de secours dépendrait du plus ou moins de diligence qu'apporterait dans l'examen de l'affaire l'autorité chargée de prononcer l'admission et l'on aurait ce spectacle étrange et peu moral d'une collectivité que sa négligence à instruire une affaire suffirait à décharger d'une dette.

B. — FEMME AYANT ABANDONNÉ LE DOMICILE
CONJUGAL.

La femme abandonnée par son mari peut acquérir un domicile de secours qui lui soit propre (avis du conseil d'État du 5 février 1902); mais je ne crois pas que l'on puisse reconnaître la même faculté à une femme qui, sans décision judiciaire, aurait quitté le domicile conjugal; elle aurait, me semble-t-il, le même domicile de secours que son mari.

C. — NATURALISÉS.

La durée de la résidence d'où dépend l'acquisition du domicile de secours est une simple circonstance de fait, indépendante du domicile légal dont parle le code civil. La conséquence est, suivant moi, que s'agissant d'une personne récemment naturalisée Française, le temps qu'elle a résidé avant la naturalisation, dans telle commune ou dans tel département, doit entrer en compte pour le calcul des cinq années de résidence auxquelles la loi attache l'acquisition du domicile de secours.

D. — SÉJOUR DANS UN HOSPICE PRIVÉ.

D'après l'article 7 de la loi du 15 juillet 1898 auquel se réfère celle du 14 juillet 1905, le séjour occasionné par le traitement dans un établissement hospitalier est inopérant pour l'acquisition ou la perte du domicile de secours. Il semble qu'on en doit dire autant du séjour dans un hospice public. Et je serais disposé pour des motifs de droit et des considérations de fait à étendre cette solution même au séjour dans un hospice privé: je dis dans un hospice privé et non bien entendu dans une maison de retraite où les vieillards payent leur pension. J'estime que le fait pour un malheureux dénué de ressources d'avoir été recueilli par l'assistance publique ou privée ne constitue pas l'acte de volonté, de libre choix, nécessaire en principe pour influencer sur le domicile de secours.

E. — ENFANTS ASSISTÉS INFIRMES OU INCURABLES
DEVENUS MAJEURS.

Les enfants assistés, infirmes ou incurables, restent jusqu'à leur majorité ou leur émancipation à la charge du service départemental des enfants assistés; ils ne sont donc pas « privés de ressources », et la loi de 1905 ne leur est pas applicable.

Après leur majorité cette charge incombe au nouveau service de la loi de 1905. S'ils ont été placés comme pupilles dans une famille habitant un autre département que celui dont ils relevaient en cette qualité, peuvent-ils acquérir un domicile de secours au lieu qu'ils habitent en fait? Je ne le pense pas d'une manière générale et pour la raison indiquée plus haut au paragraphe D, savoir que leur séjour en ce lieu est, vu leur situation, exclusif de la liberté de choix. Je considère que cette opinion se trouve indirectement confirmée par l'arrêté du conseil d'État du 10 avril dernier, puisqu'il ressort de cette décision que le do-

micile déterminé au moment où commence la mesure d'assistance est permanent tant que dure cette mesure.

Article 5.

A. — RECOURS CONTRE L'ASSISTÉ OU LES PERSONNES TENUES DE L'OBLIGATION ALIMENTAIRE; ASSISTANCE JUDICIAIRE.

En ouvrant à la commune, au département et à l'État un recours soit contre l'assisté si on lui reconnaît ou s'il lui survient des ressources suffisantes, soit contre toutes personnes ou sociétés tenues de l'obligation d'assistance, l'article 5 accorde au profit des collectivités réclamantes le bénéfice de la loi du 10 juillet 1901, c'est-à-dire l'assistance judiciaire.

M. le garde des sceaux est d'accord avec moi pour considérer que cette collectivité n'a pas, pour l'exercice de son droit, à solliciter le bénéfice de l'assistance judiciaire dans les formes prévues par la loi du 12 juillet 1901, qu'elle est admise, en effet, au bénéfice de l'assistance judiciaire, de plein droit et sans avoir à remplir aucune formalité. Si le texte même de l'article 5 de la loi du 14 juillet 1905 pouvait sur ce point présenter quelque ambiguïté, celle-ci serait pleinement dissipée par une déclaration très nette faite au cours des débats parlementaires par M. le député de Castelnaud, sur l'initiative duquel la disposition accordant le bénéfice de l'assistance judiciaire tant aux communes qu'à l'État et aux départements, a été introduite dans l'article 5 précité (Dalloz — Jurisprudence générale, 1906, 4^e partie, p. 128, note sous l'article 5).

Pour faire commettre un huissier ou un avoué, le maire, s'il s'agit d'une commune, doit donc s'adresser, suivant le cas, soit au président du tribunal, soit au juge de paix, qui assureront la désignation des officiers ministériels chargés d'occuper et d'instrumenter; cette désignation sera faite par les soins du président de la chambre des avoués ou du syndic des huissiers.

Mais la loi de 1905 ne visant que le recours soit contre l'assisté, soit contre les personnes tenues de la dette alimentaire ou les sociétés tenues de l'obligation d'assistance, la collectivité si elle entendait former des actions d'une autre nature, devrait solliciter dans les formes ordinaires le bénéfice de l'assistance judiciaire devant le bureau compétent, et faire alors la preuve de l'impossibilité dans laquelle elle se trouve d'exercer ses droits en justice par suite de l'insuffisance de ses ressources. L'article 1^{er} de la loi de 1851, tel qu'il a été modifié par la loi du 12 juillet 1901, serait dans ce cas seul applicable.

B. — HÉRITIERS AYANT PROCURÉ DES PRESTATIONS À L'ASSISTÉ DÉCÉDÉ. — ARRÉRAGES ÉCHUS.

De ce qu'un recours est ouvert contre la succession de l'assisté ou les parents tenus de la dette alimentaire vis-à-vis de lui, la circulaire du 27 juillet 1907 a déduit que les arrérages échus de l'allocation mensuelle ne devaient pas être payés aux héritiers de l'assisté décédé ou à moins qu'ils n'aient fourni des prestations en nature à l'assisté jusqu'au jour de sa mort; dans ce cas, il était admis qu'ils pouvaient solliciter, en leur nom personnel, le prorata des arrérages, s'ils n'étaient pas tenus de la dette alimentaire. Ce dernier terme a causé des malentendus. Par l'expression « tenus de la dette alimentaire », on doit entendre, non pas indistinctement toutes les personnes qui, aux termes du code civil, doivent les aliments, mais celles-là seules qui seraient en fait tenues de les fournir. Or puisque, suivant l'article 208 du code civil « les aliments ne sont accordés que dans la proportion de la fortune de celui qui les doit », si l'on a affaire à des parents indigents, ces héritiers ne peuvent être regardés comme tenus de la dette alimentaire. On ne s'expliquerait pas d'ailleurs qu'une situation moins favorable fût faite aux parents les plus proches, aux enfants, à la veuve par exemple, s'ils sont pauvres eux-mêmes, qu'à des héritiers collatéraux.

Article 7.

A. — RÉCÉPISSÉ À DONNER AUX PERSONNES DEMANDANT L'ASSISTANCE.

Toutes les demandes écrites formées par les vieillards, infirmes ou incurables qui estiment avoir droit à l'assistance instituée par la loi de 1905 doivent parvenir en tout état

de cause au bureau d'assistance; il importe donc que le fonctionnaire chargé de la réception desdites demandes, c'est-à-dire en principe, le maire, président de droit de la commission administrative du bureau d'assistance, soit tenu d'en délivrer récépissé. Aussi convient-il d'inviter les maires ou leurs représentants à délivrer récépissé de chaque demande déposée ou envoyée à la mairie par un vieillard, un infirme ou un incurable en vue d'être admis au bénéfice de l'assistance instituée par la loi du 14 juillet 1905 (avis de principe de la commission centrale du 14 novembre 1907).

Vous ne manquerez pas de faire observer aux maires que leur responsabilité serait gravement engagée si, soit eux, soit leurs agents, refusaient, sous prétexte qu'elle est mal fondée, une demande d'assistance.

La faute serait encore plus grave si une telle demande, remise à la mairie, était supprimée pour un motif du même genre. Seule, la commission administrative est appelée à apprécier, avant que le conseil municipal statue, si l'auteur de la demande doit figurer sur l'état de propositions.

B. — BUREAU D'ASSISTANCE.

C'est le bureau d'assistance que la loi de 1905 charge de dresser la liste des vieillards, des infirmes et des incurables remplissant les conditions prévues par l'article 1^{er} et résidant dans la commune. Dès lors, quand même une organisation spéciale de l'assistance médicale gratuite aurait été autorisée dans une commune, conformément à l'article 35 de la loi du 15 juillet 1893, quand même le règlement approuvé par la décision ministérielle ne comporterait pas pour l'assistance médicale gratuite l'intervention de la commission administrative du bureau d'assistance, cette commission n'en aurait pas moins à remplir l'obligation légale qui lui incombe relativement à l'assistance obligatoire des vieillards, des infirmes et des incurables.

Article 9. — Droit de copier la liste.

J'ai été parfois consulté sur le point de savoir si les personnes autorisées par l'article 9 à réclamer contre les décisions du conseil municipal et à prendre connaissance de la liste déposée à la mairie, étaient en droit de copier cette liste. L'affirmative m'a semblé s'imposer, étant bien entendu que l'exercice de ce droit serait subordonné aux exigences du service de la mairie.

Article 11. — Commissions cantonales.

A. — DÉLAI D'UN MOIS.

Si le délai d'un mois imparti à la commission cantonale pour rendre ses décisions semble être donné à titre d'indication ⁽¹⁾ sans autre sanction que de permettre, ce mois écoulé, de s'adresser directement à la commission centrale, il importe du moins que l'administration fasse tous ses efforts pour que la commission cantonale ne soit pas réduite à l'impossibilité de satisfaire à la prescription légale. Je ne saurais admettre que, sous prétexte d'instruire une réclamation et de mettre l'affaire en état d'examen, le préfet ajourne la transmission d'un recours dont il serait saisi. Vous n'êtes point chargé de procéder à une instruction préalable, encore moins d'apprécier le mérite du recours et de l'écarter pour des motifs de fond ou de forme. Votre devoir est de soumettre ce recours immédiatement à la commission, en l'envoyant à son président, sauf à prêter vos bons offices, si la commission juge à propos d'y faire appel pour éclaircir un point douteux.

B. — JOUR ET HEURE DE LA CONVOCATION.

La composition de la commission cantonale dont certains membres, spécialement les représentants de la mutualité, risqueraient d'être empêchés, dans la semaine, aux heures de travail, de se rendre aux réunions, fait au président une obligation morale étroite de choisir pour les convocations un jour et une heure où tous puissent se rendre libres sans préjudicier à leurs propres intérêts.

⁽¹⁾ Il en est tout autrement des délais de vingt jours prévus aux articles 9 et 11, et à l'expiration desquels les recours sont irrecevables : ces délais sont de droit étroit.

C. — POUVOIRS DES COMMISSIONS CANTONALES COMPÉTENTES.

Les commissions cantonales n'ont point compétence pour trancher les constatations relatives au domicile de secours, dont la connaissance est réservée aux conseils de préfecture, sauf appel devant le conseil d'État. Sans doute, si telle objection se rattachant à cet ordre d'idées est élevée devant une commission cantonale, et que la solution ne puisse évidemment faire doute⁽¹⁾, elle peut passer outre. En réalité, il n'y a pas alors de contestation. Mais si peu que l'hésitation soit permise, la commission devra surseoir et renvoyer les parties à se pourvoir devant le conseil de préfecture afin de faire trancher préjudiciellement la contestation portant sur le domicile de secours. Autrement sa décision serait entachée de nullité pour cause d'incompétence.

Action du préfet.

Afin d'éviter les retards auxquels expose cette nécessaire distinction d'attributions, je vous recommande instamment de déférer sans retard au conseil de préfecture du lieu de résidence de l'impétrant toute contestation relative à son domicile de secours qui parviendrait à votre connaissance. Un avis de principe de la commission centrale (21 janvier 1908) affirme que vous en avez le droit. Les articles 9 et 14 de la loi du 14 juillet 1905, dit cet avis, ont dans l'intérêt supérieur du service de l'assistance aux vieillards, aux infirmes et aux incurables, conféré au préfet le droit de se pourvoir contre les décisions du conseil municipal et de la commission départementale. Par voie d'analogie, le préfet, chef du service départemental d'assistance et représentant de l'État et du département, peut porter devant le conseil de préfecture les litiges se rattachant à une question de domicile de secours; des lors, il lui appartient, tant de déférer directement au conseil de préfecture les demandes relatives aux individus portés sur la deuxième partie de la liste d'assistance de chaque commune, et les contestations interdépartementales concernant le domicile de secours, que de poursuivre devant le conseil de préfecture la solution des questions préjudicielles relatives au domicile de secours.

Fixation du chiffre de l'allocation mensuelle.

Il avait paru, au début, que la commission cantonale, saisie d'un recours contre une décision de conseil municipal refusant l'inscription, devait se borner, si le recours était jugé fondé, à ordonner l'inscription, mais sans déterminer le chiffre de l'allocation mensuelle due au bénéficiaire. Le soin de déterminer ce chiffre restait, dans ce système, réservé au conseil municipal. La commission centrale a estimé que c'était là trop restreindre le pouvoir de la commission cantonale. Juge de droit à l'admission et pouvant ainsi, par son silence sur ce point, attribuer le taux plein, elle n'excède pas l'étendue de ce pouvoir, en appréciant les déductions possibles à opérer sur ce taux plein et, par application de ces déductions, en fixant à un chiffre inférieur la pension due à l'assisté.

Mode d'assistance

Par contre, la commission centrale s'est rangée à l'opinion qu'exposait la circulaire du 16 avril 1906 à savoir que la commission cantonale, ne peut modifier le mode d'assistance adopté par le conseil municipal; elle ne peut décider notamment qu'un bénéficiaire pour qui le conseil municipal a jugé l'assistance à domicile suffisante, sera hospitalisé, ou inversement que celui dont le conseil municipal a voté l'hospitalisation, recevra seulement une allocation mensuelle.

D. — LES DÉCISIONS DOIVENT ÊTRE MOTIVÉES.

La loi prescrit aux commissions cantonales de statuer par décision motivée; c'est une garantie essentielle offerte aux justiciables; c'est le moyen de fournir une base de contrôle à la juridiction d'appel. La commission centrale considère comme entachées de nullité et

⁽¹⁾ Ce serait le cas, par exemple, si un maire, sans contester que le demandeur a cinq années consécutives de résidence dans la commune, alléguait que le domicile de secours ne s'acquiert qu'après dix ans; ce serait aussi le cas si la question soulevée était une de celles sur lesquelles le conseil d'État dans ses arrêts précités, a fixé la jurisprudence.

casse, comme telles, les décisions non motivées, ou insuffisamment motivées. Il ne suffit pas que la commission cantonale dise par exemple : « Attendu que le réclamant ne justifie point remplir les conditions prévues par l'article 1^{er} », il faut qu'elle dise en quoi et pourquoi il ne les remplit pas. Il ne suffit point que, dans une commune où l'allocation mensuelle est de 15 francs, elle déclare estimer convenable l'attribution du demandeur d'une allocation de 10 francs, il faut qu'elle indique les ressources dont elle a fait état pour opérer cette déduction et qu'ainsi la juridiction d'appel puisse apprécier si, en l'espèce, l'article 20 a été bien appliqué.

E. — PROCÉDURE. — REGISTRE.

En dehors de cette condition et de l'obligation qui est de droit strict, d'entendre ou d'appeler le maire et le réclamant, il n'existe pas de procédure réglementaire; jusqu'ici aucune difficulté ne s'est d'ailleurs produite à cet égard. Je recommande seulement de consigner les décisions rendues sur un registre de manière à en assurer la conservation; le registre serait déposé à la mairie du chef-lieu de canton. Comme les décisions peuvent être l'objet de recours devant la commission centrale, il semble utile de procurer toute facilité aux intéressés, c'est-à-dire aux personnes indiquées à l'article 9 pour avoir connaissance de ces décisions.

F. — MÊME ATTAQUÉES DEVANT LA COMMISSION CENTRALE, LES DÉCISIONS DES COMMISSIONS CANTONALES SONT EXÉCUTOIRES.

Mais puisque les recours formés devant la commission centrale ne sont pas suspensifs, les décisions des commissions cantonales, fussent-elles attaquées, sont immédiatement exécutoires; et vous devez tenir la main à ce qu'elles soient exécutées; s'il en était autrement, c'est la loi elle-même qui serait mise en échec. Je ne saurais trop appeler votre attention sur l'importance capitale de cette question.

G. — LE PRÉFET DOIT TOUJOURS TRANSMETTRE LES RECOURS DEVANT LA COMMISSION CENTRALE QUI LUI PARVIENNENT.

La commission centrale étant seule juge des recours formés en vertu de l'article 11 contre des décisions de commissions cantonales, j'ai à peine besoin de dire qu'il ne vous est pas possible de retenir un de ces recours qui parviendraient à la préfecture. Alors même qu'il apparaîtrait manifestement tardif, mal fondé, introduit par une personne sans qualité, vous devez me l'adresser sans aucun retard afin que, de mon côté, j'en puisse saisir la commission.

H. — DÉSISTEMENT. — DÉCÈS.

Celle-ci, une fois saisie, ne saurait se soustraire à la nécessité de rendre une décision. Lors donc qu'en cours d'instruction le réclamant renonce à son recours, soit parce qu'il a obtenu postérieurement satisfaction du conseil municipal, soit pour toute autre raison, il ne suffit pas que vous fassiez connaître que le pourvoi est devenu sans objet. Il faut me transmettre le désistement écrit du requérant, et me renvoyer le dossier, s'il se trouve en vos mains, de telle sorte que puisse intervenir une décision donnant acte de désistement et visant les pièces de l'affaire.

Le même renvoi doit être effectué, et pour des motifs analogues, quand le réclamant vient à décéder au cours de l'instruction.

Article 12. — Liste arrêtée par la commission cantonale. Jugement des réclamations.

Lorsque le conseil municipal d'une commune refuse ou néglige de prendre la délibération prévue par l'article 8, la commission cantonale doit, sur votre invitation, arrêter d'office la liste des assistés de cette commune. Si des réclamations en inscription ou en radiation ou en modification du chiffre de l'allocation mensuelle sont dirigées contre les énonciations de la liste ainsi arrêtée, qui en sera juge? La commission centrale estime que c'est la commission cantonale elle-même, non plus agissant comme organe administratif, ce qu'elle a fait en arrêtant la liste au lieu et place du conseil municipal défaillant, mais statuant comme juridiction, ce qui est son rôle le plus habituel. Admettre le recours direct devant la com-

mission centrale, c'eût été diminuer les garanties dues aux justiciables, en supprimant un degré de juridiction, en privant le maire et le réclamant du droit de se faire entendre, en diminuant singulièrement les moyens d'éclairer les points contestés qui sont plus faciles à élucider sur place.

Article 18. — Radiations.

A diverses reprises la commission centrale a été saisie de recours formulés par des assistés qui, sans motif valable, avaient été rayés. Il est tout à fait inadmissible que des conseils municipaux appliquent la loi avec une telle fantaisie. Un des caractères essentiels de cette loi de 1905 est la sécurité que par elle le législateur a entendu donner aux vieillards, aux infirmes et incurables; il a voulu les mettre à l'abri des fluctuations de la politique locale. Dans tous les cas auxquels je fais allusion, et où, je le répète, la radiation constituait un acte simplement arbitraire, la commission centrale n'a pas manqué de prendre une décision ordonnant non seulement que l'assisté indûment rayé soit rétabli sur la liste, mais encore qu'il le fût à partir du jour où la radiation avait été prononcée, et qu'il reçût en conséquence les mensualités arriérées.

Mais s'il faut ici que la loi soit très scrupuleusement respectée, il est non moins indispensable que cet article joue toutes les fois qu'une radiation doit être prononcée, et il arrivera souvent que vous aurez à prendre l'initiative d'une demande de radiation. L'assistance doit être retirée, dit la loi, lorsque les conditions qui l'ont motivée ont cessé d'exister. Si, après l'inscription, des ressources sont découvertes à l'intéressé, que celui-ci avait le devoir de faire connaître et qu'il a dissimulées ou s'il est nettement établi que son admission a été prononcée sur le vu d'un certificat médical inexact, ou si, encore de quelque façon une manœuvre apparaît ayant eu pour effet d'abuser la bonne foi du juge, la radiation doit être prononcée. Il serait scandaleux qu'elle ne pût point l'être et qu'un dupeur bénéficiât impunément, et sans aucun recours possible, du succès de sa supercherie. Il peut même se faire que des personnes aient été indûment admises par un conseil municipal complaisant ou complice, sans que rien ait pu, au moment où l'inscription a été faite, éveiller votre attention. Puis ultérieurement le contrôle sur place organisé précisément dans ce but, vous aura révélé de tels abus; il établira que, dans telle commune, en dépit des prescriptions les plus claires de la loi, des vieillards ont été admis à son bénéfice comme « privés de ressources » bien que possédant des ressources notables, ou que des personnes âgées de moins de soixante-dix ans l'ont été bien qu'elles ne fussent ni infirmes ni incurables, bien qu'elles ne fussent pas indigentes, bien qu'elles pussent gagner leur existence par le travail.

En présence de semblables révélations, votre devoir est d'ouvrir immédiatement la procédure de radiation devant le conseil municipal d'abord, puis, au besoin, devant la commission cantonale et enfin même, si cela est nécessaire, devant la commission centrale.

Article 20. — Déductions.

L'interprétation de l'article 20 donnait lieu à de sérieuses difficultés, en ce qui concerne les ressources à déduire du taux normal de l'allocation mensuelle. Quatre font l'objet d'avis de principe de la commission centrale fort intéressants.

A. — SECOURS DE LA GUERRE ET DE LA MARINE.

Le premier point était celui de savoir si les secours accordés par le ministre de la guerre ou le ministre de la marine sur des crédits budgétaires ou sur les fonds particuliers des caisses des offrandes nationales et des invalides de la marine, à d'anciens militaires ou marins et à leurs familles peuvent être cumulés avec l'allocation mensuelle ou s'ils doivent en être déduits soit pour la totalité, soit pour partie seulement.

Des informations prises il est ressorti que les diverses allocations énoncées ci-dessus sont de deux natures; les unes sont concédées aux bénéficiaires à titre permanent et leur sont versées, soit jusqu'à leur mort, soit jusqu'à ce qu'une modification se produise dans leur situation; les autres, au contraire, constituent des secours purement éventuels dont la concession est soumise aux possibilités budgétaires et dont le renouvellement n'a lieu, en pratique, qu'à des intervalles supérieurs à une année.

D'autre part, en disposant qu'au cas où la personne admise à l'assistance dispose déjà de certaines ressources la quotité de l'allocation est diminuée du montant de ces ressources,

et que la déduction à opérer est seulement partielle lorsque les ressources proviennent de l'épargne ou de la bienfaisance privée, le législateur n'a entendu prescrire que la déduction des ressources sur lesquelles l'assisté puisse compter avec certitude. Or les allocations accordées à titre permanent présentent seules un caractère de fixité permettant à l'intéressé d'avoir cette certitude; d'ailleurs, elles ne sauraient, en aucun cas, être considérées comme provenant de l'épargne ou de la bienfaisance privée. De ces considérations la commission centrale a conclu ceci (avis du 10 mars 1908) : 1° d'une part, les secours permanents alloués sur les chapitres 54 et 55, paragraphe 1^{er} du budget du ministère de la guerre, les rentes viagères, compléments de pensions, secours permanents servis par la caisse des offrandes nationales, les rentes accordées à titre permanent sur les fonds particuliers de la caisse des invalides de la marine doivent être déduits pour leur montant intégral de l'allocation mensuelle prévue par l'article 20 de la loi de 1905; 2° d'autre part, il ne doit pas être tenu compte pour la fixation de cette allocation, des « secours éventuels attribués à intervalles irréguliers » par le ministre de la guerre, par le ministre de la marine, ainsi que par la caisse des offrandes nationales.

B. — RETRAITES CONSTITUÉES AU PROFIT D'OUVRIERS.

La seconde question était relative aux pensions de retraites constituées sous des formes diverses au profit d'ouvriers. Comment fallait-il les envisager et la solution ne devait-elle pas varier suivant les modalités de leur constitution? L'avis émis à ce sujet par la commission centrale, en sa séance du 10 mars 1908, aboutit aux conclusions suivantes :

Le bénéfice des dispositions de faveur édictées par l'avant-dernier alinéa de l'article 20 s'applique aux retraites constituées à l'aide de retenues opérées sur le salaire, aussi bien qu'aux retraites directement constituées par les intéressés eux-mêmes de leurs deniers, et sans distinction entre les retenues effectuées à la demande des intéressés, et retenues effectuées en vertu des clauses du contrat de travail.

Il s'applique également aux retraites constituées à l'aide de retenues sur le salaire avec adjonction de contributions patronales, que ce double versement soit facultatif, ou bien obligatoire, soit en vertu de contrat, soit en vertu d'une loi.

Il en est de même en ce qui concerne les retraites que les employeurs se sont engagés à assurer à leurs ouvriers et employés, l'attente de ces retraites pouvant, aux yeux de ces derniers, tenir lieu d'une certaine majoration effective de salaire et leur apparaître dès lors comme une épargne de salaire différé.

Il y a lieu d'envisager à part les diverses subventions ou majorations attribuées par l'État sur le budget général, soit pour encourager ou compléter certaines retraites, soit pour tenir lieu de retraites qui n'ont pu être constituées ou ont apparu tout à fait insuffisantes. Le bénéfice de l'article 20 doit s'étendre aux premières, telles que celles prévues par la loi du 1^{er} avril 1898 ou par la loi du 31 décembre 1895, qui font corps avec les retraites qu'elles ont pour but de susciter ou de faciliter; mais il ne saurait s'étendre aux secondes, telles que les majorations et les allocations prévues au profit des ouvriers mineurs par la loi du 31 mars 1903 et les lois subséquentes sur la matière, ces majorations et allocations constituant déjà, au point de vue financier, une mesure d'assistance.

La commission centrale vient enfin d'élucider par des avis émis dans sa séance du 7 juillet courant deux points douteux se rapportant l'un et l'autre aux pensions de retraite.

C. — PENSIONS DE RETRAITE DES ANCIENS AGENTS OU FONCTIONNAIRES DE L'ÉTAT, DES DÉPARTEMENTS, DES COMMUNES ET DES ÉTABLISSEMENTS PUBLICS.

Le premier était celui de savoir s'il convient de considérer comme ressources provenant de l'épargne et bénéficiant des dispositions de faveur consacrées par l'article 20, paragraphe 5, de la loi de 1905, les pensions civiles servies aux anciens fonctionnaires et agents de l'État, et qui ont été constituées, tout au moins pour partie, à l'aide de retenues effectuées sur le traitement d'activité.

La commission a estimé « que le bénéfice de ces dispositions de faveur doit s'appliquer aux retraites des ouvriers, employés et agents des exploitations de l'État, des départements, des communes et des établissements publics dans les mêmes conditions qu'aux retraites des salariés des entreprises privées, et que le bénéfice est applicable aux pensions civiles acquises en vertu de la loi du 8 juin 1853 et aux pensions allouées dans des conditions analogues aux agents des départements, des communes et des établissements publics ».

**D. — PENSIONS RÉVERSIBLES AU PROFIT DES VEUVES ET DES ORPHELINS.
PENSIONS DIRECTES AUX VEUVES ET AUX ORPHELINS.**

J'avais aussi prié la commission centrale d'examiner s'il convenait d'étendre les avantages desdites dispositions aux veuves et orphelins mineurs des titulaires de pensions de retraite, lorsqu'il y a eu réversion de la pension sur la tête des veuves et des orphelins mineurs? Convenait-il d'étendre le même bénéfice aux unes et aux autres, lorsque, dans certains cas exceptionnels, une pension directe leur est attribuée, à raison des services de l'agent?

Voici l'avis de la commission :

Les secours ou pensions de réversion attribuables aux orphelins et veuves salariés et agents des entreprises privées de l'État, des départements, des communes et des établissements publics ne peuvent juridiquement être considérées comme provenant de l'épargne personnelle desdits orphelins et veuves, ni, dès lors, bénéficier à leur profit des dispositions de l'avant-dernier alinéa de l'article 20 de la loi du 14 juillet 1905.

Il en est de même des pensions ou secours qui leur sont directement attribués à raison des services rendus par le père ou mari.

Il en est de même encore des retraites constituées au nom des veuves du fait des versements opérés par leurs maris à la caisse nationale des retraites et qu'il n'en pourrait pas être autrement que si les veuves établissaient que les versements avaient été effectués de leurs deniers personnels.

C'est là une règle générale d'appréciation; il conviendrait, suivant moi, d'admettre une dérogation dans le cas où la veuve pourrait justifier qu'elle a, par ses efforts personnels, contribué à l'épargne qui a procuré la pension dont elle continue à jouir après le décès du titulaire.

E. — DÉPÔT À LA CAISSE D'ÉPARGNE

Le régime de faveur institué par le paragraphe 5 de l'article 20 pour les ressources «provenant de l'épargne» s'applique-t-il aux revenus produits par des fonds déposés dans une caisse d'épargne? Ou bien doit-on dire que le titulaire d'un livret de caisse d'épargne ne saurait être dépourvu de ressources tant qu'il peut disposer librement des capitaux dont ce livret est la présentation? C'est la seconde de ces opinions qui a prévalu auprès de la commission centrale. Elle a considéré que ces capitaux dont le propriétaire peut à tout instant faire emploi constituent des ressources au même titre que les fonds placés en compte courant dans une banque ou du numéraire enfermé dans un coffre. En rapprochant des mots «provenant de l'épargne» cette mention : «notamment d'une pension de retraite que s'est acquise l'ayant droit», le législateur a signifié qu'il avait en vue un produit de l'épargne en quelque sorte consolidé, et non pas essentiellement mobile. Il va sans dire que l'intéressé irait au-devant de l'objection s'il transformait en rente viagère le montant de son livret de caisse d'épargne, étant toujours entendu que ce livret correspond à des économies accumulées, puisque autrement, malgré la dénomination, on ne serait pas effectivement en présence de ressources provenant de l'épargne.

Article 26. — Frais d'inhumation.

Par analogie avec ce qui se pratique pour l'assistance médicale gratuite, j'admets que l'on considère comme accessoires nécessaires de l'assistance donnant lieu aux mêmes subventions que la dépense principale les frais d'inhumation occasionnés par les bénéficiaires de la loi de 1904 décédés dans les hospices publics. Il serait trop dur et même peu équitable d'appliquer ici la règle que la sépulture des indigents doit être assurée par la commune du lieu du décès (art. 93 de la loi du 5 avril 1884). Les villes dont les hospices sont d'ailleurs obligés de recevoir les vieillards, infirmes et incurables des communes dépourvues d'établissement hospitalier se verraient alors grevées du fait de l'application de la loi nouvelle. Mais ce motif n'existant pas quand il s'agit de bénéficiaires non hospitalisés, il faut s'en tenir, pour eux, au droit commun; la commune du lieu du décès, est chargée, à défaut de la famille, des frais de leur inhumation, sans participation du département ni de l'État.

Article 27. — Participation du bureau de bienfaisance.

La participation éventuelle des bureaux de bienfaisance aux dépenses du nouveau service

prévue par l'article 27, § 2, de la loi de 1905 a motivé certaines hésitations. Il ne faut pas perdre de vue que, si désirable et rationnelle qu'elle soit, cette participation ne saurait être imposée. L'arrêt du conseil d'Etat du 14 février 1908 (commune de Lupiac), rendu, à la vérité, au sujet de l'application de la loi du 15 juillet 1893, mais dont les motifs pourraient s'étendre au cas actuel, confirmerait, s'il en était besoin, le caractère facultatif de la contribution des bureaux de bienfaisance. Vous ne pouvez donc agir vis-à-vis des commissions administratives que par voie de conseil.

La circulaire du 16 avril 1906 indiquait comme pouvant être prélevé d'une manière générale, au profit de l'assistance aux vieillards, aux infirmes et aux incurables, un cinquième des ressources libres des bureaux de bienfaisance. C'est là, je dois y insister, une simple indication, et je précise, puisque cela n'a pas été partout compris, qu'il s'agit des ressources propres du bureau. On ne saurait y faire entrer, par conséquent, le produit de subventions facultatives que la commune accorde à l'établissement pour l'aider à remplir sa mission charitable.

Article 34. — Compétence des conseils de préfecture.

Certains conseils de préfecture, saisis d'une contestation relative au domicile de secours qui mettait en jeu une commune de leur département et une autre collectivité située en dehors de leur ressort territorial, retenus par le scrupule d'excéder les limites de leur compétence, se sont bornés à statuer au regard de la commune et, par exemple, ont décidé que cette commune n'était point le domicile de secours de l'impétrant, sans dire en même temps quel était ce domicile. Sous réserve du droit qui appartient exclusivement au conseil d'Etat, et en attendant que la haute assemblée se prononce, je doute qu'un semblable scrupule soit fondé. C'est l'intégralité des litiges concernant le domicile de secours que l'article 34 attribue, suivant moi, au conseil de préfecture du département où l'intéressé a sa résidence, et, en décidant sur l'ensemble du litige dont il est saisi, le tribunal administratif évite des retards préjudiciables à l'assisté ou à la collectivité qui finalement sera reconnue débitrice (car si une autre collectivité a fait les avances, la première se trouvera, si l'on tarde, en présence d'une dette plus considérable et la seconde aura, de son côté, à exposer des avances plus fortes qu'il ne faudrait). Seulement la collectivité que le conseil de préfecture considère comme étant celle du domicile de secours, devra, cela va de soi, être appelée en cause préalablement au jugement, et mise à même de présenter ses moyens de défense.

Article 40. — Idiots et épileptiques.

Il n'est pas dérogé, porte l'article 40, aux lois relatives aux aliénés. Les idiots et les épileptiques doivent-ils être regardés comme des aliénés régis par la loi de 1838, ou comme des infirmes ou incurables bénéficiaires de la loi de 1905? La question, souvent posée, n comporte pas de réponse absolue. C'est par espèce qu'il faut chercher une solution, et, pour se décider, on devra presque toujours recourir à l'appréciation d'un médecin aliéniste qui examinera le sujet. D'une manière générale, il est à considérer que l'idiot, admis à l'assistance de la loi de 1905, serait presque toujours un objet de gêne considérable pour les autres pensionnaires de l'établissement s'il était hospitalisé, et, chose plus grave, qu'on ne pourrait l'hospitaliser que s'il y consentait, et seulement tant qu'il y consentirait; il lui serait loisible de réclamer l'assistance à domicile. Or, personne ne conteste les dangers que court l'idiot libre de vaguer et les dangers qu'il fait courir à autrui. Quant aux épileptiques, on peut en dire à peu près autant suivant la fréquence et la gravité des crises. Il se peut qu'un épileptique, même incurable, ne soit pas du fait de sa triste maladie empêché de l'existence; il se peut qu'incapable de travailler, son état ne comporte pas le placement dans un asile d'aliénés; mais il se peut aussi que ce placement soit le mode d'assistance qui convienne le mieux à sa situation. C'est affaire au médecin aliéniste d'en juger.

J'ai terminé les explications que comportait l'état actuel de la jurisprudence ou que m'a suggérées l'observation de ces dix-huit premiers mois d'application de la loi nouvelle; vous m'accuserez réception de la présente circulaire et si vous éprouvez quelque difficulté à l'insérer au recueil des actes administratifs, vous porterez au moins à la connaissance des municipalités, par la voie de ce recueil, le numéro du *Journal officiel* où elle aura paru.

Je continuerai à vous tenir régulièrement informé, au fur et à mesure, des nouvelles solutions interprétatives qui interviendront soit devant le Conseil d'Etat, soit devant la com

mission centrale. De votre côté vous voudrez bien me signaler avec soin les questions intéressantes que la pratique journalière aura fait apparaître dans votre département et les abus de divers ordres qui sembleraient s'y implanter en dépit de vos efforts.

Je ne saurais trop vous recommander de veiller avec la plus grande attention au bon fonctionnement de cette loi; vous ne la défendrez de façon efficace contre les dénaturations possibles que le jour où vous aurez organisé un contrôle sur place, dont vous aurez confié le soin à un homme à la fois actif et sûr. Ce contrôleur, toujours en tournée, ira de commune en commune, spécialement dans celles où le nombre d'assistés est anormal, trop bas ou trop fort, vous donnant ainsi une présomption des injustices qu'il faut réparer ou des abus qu'il faut faire disparaître.

Il vous signalera les pauvres gens dont la demande a été écartée sans souci d'équité et qui, dans l'ignorance de leur droit n'ont pas ouvert de recours; il leur fera faire une nouvelle demande dont, en cas de nouveau refus du conseil municipal, vous poursuivrez l'admission dans les délais légaux devant la juridiction d'appel.

En vous signalant, d'autre part, les abus plus graves, il vous permettra d'ouvrir la procédure de radiation dont je vous ai parlé à l'article 18.

Il contribuera enfin à vous signaler les personnes admises dont les enfants pourraient et, par conséquent, devraient assurer, au moins partiellement l'entretien; contre ces enfants vous ne manquerez pas, à défaut du maire, je vous en renouvelle la recommandation pressante, d'intenter le recours prévu par la loi dans la forme que j'ai précisée plus haut. C'est, je le reconnais, une besogne fort ingrate, mais c'est une besogne nécessaire; il la faut accomplir dans l'intérêt des pauvres, dans l'intérêt de la loi. Choisissez sans tarder les cas les plus frappants, où la situation aisée des enfants est la plus notoire, où il est le plus scandaleux de les voir se dérober à leur obligation civile et naturelle; soutenez à fond le droit; donnez aux jugements que vous obtiendrez une large publicité; ces exemples préviendront bien des abus.

Ce contrôle sur place ne peut être organisé qu'avec l'assentiment du conseil général; il vous sera aisé de convaincre l'assemblée départementale que cette organisation, si elle n'est déjà effectuée, s'impose d'urgence. Au cas où ce contrôle serait déjà établi, vous examinerez soigneusement avec le conseil général, s'il ne convient pas de le fortifier.

Veillez aussi à ce que MM. les sous-préfets président en personne, le plus souvent qu'il sera possible, les commissions cantonales; qu'ils fassent tous leurs efforts pour que les décisions de ces commissions soient sérieusement motivées, conformes à la lettre et à l'esprit de la loi, offrant ainsi les garanties de premier ordre que le législateur a voulu instituer.

Nous ne pourrions dire que la loi du 14 juillet 1905 est intégralement appliquée que le jour où le bénéfice en sera assuré à tous ceux pour qui elle a été faite, et à ceux-là seulement. C'est ce double but qu'il faut atteindre. La tâche est digne de vos efforts.

Circulaire du Ministre du Travail du 1^{er} septembre 1908 aux inspecteurs divisionnaires sur l'affichage des lois ouvrières dans les chantiers.

Par un arrêt en date du 20 juin 1908, la Cour de cassation a cassé un jugement de simple police en ce qu'il portait relaxe d'un entrepreneur poursuivi pour n'avoir pas apposé les affiches prévues par la loi du 2 novembre 1892 dans un chantier de démolition et de construction ouvert dans une filature appartenant à un tiers.

Mon attention a été appelée à la suite de cet arrêt sur les obligations incombant aux entrepreneurs de travaux publics, en ce qui concerne l'affichage prescrit par les lois de 1892 et de 1898, dans les chantiers provisoires installés par eux sur des terrains ou dans des locaux appartenant à des tiers. Le service de l'Inspection du travail doit-il exiger l'affichage dans tous ces chantiers indistinctement?

Les dispositions réglementaires sont formelles sur ce point que les chefs d'entreprise sont tenus de faire apposer les affiches dans chaque atelier, et mon administration a toujours estimé, conformément à la doctrine de la Cour de

cassation, que les chantiers ouverts dans les conditions susvisées, constituent bien des ateliers.

Mais il convient de remarquer que, s'il importe d'assurer l'application de la loi, conformément à cette jurisprudence, dans les chantiers présentant une certaine importance en raison de leur durée et du nombre de leurs ouvriers, il serait excessif d'exiger l'affichage des divers documents réglementaires dans les petits chantiers de réparations courantes, de même qu'on ne saurait utilement le requérir dans ceux qui sont ouverts au domicile des particuliers. Dans ces deux derniers cas, les lois et règlements peuvent être utilement affichés et tenus à la disposition des ouvriers, au siège même de l'entreprise, et cet affichage me paraît répondre suffisamment au vœu du législateur.

Je vous prie d'assurer, dans le sens des présentes instructions, dans les chantiers de votre circonscription, l'application des dispositions dont il s'agit.

Circulaire, du 10 septembre 1908, du Garde des Sceaux, Ministre de la Justice et des Cultes aux Préfets, sur l'établissement des listes électorales aux Conseils de prud'hommes.

Par un arrêt dont vous trouverez le texte dans le numéro de *La Gazette du Palais* des 22, 23, 24 et 25 août dernier, la Cour de Cassation (Chambre civile), statuant sur un pourvoi formé dans l'intérêt de la loi, a décidé, le 3 août 1908, que « si l'électeur (au Conseil des prudhommes) qui exerce plusieurs professions appartenant à des catégories diverses a la faculté de désigner parmi ces catégories celle dans laquelle il lui convient d'exercer ses droits électoraux, il ne peut se faire inscrire en même temps sur deux ou plusieurs listes, alors même que ces catégories seraient classées dans des sections différentes ».

J'appelle votre attention sur cette importante décision. Vous voudrez bien ne pas la perdre de vue chaque fois que, conformément à l'article 10, § 3, de la loi du 27 mars 1907, vous dresserez et arrêterez les listes des diverses catégories d'électeurs aux Conseils de prud'hommes de votre département.

Je vous prie de vouloir bien m'accuser réception de la présente circulaire.

RENSEIGNEMENTS DIVERS.

analyse, par département, des renseignements fournis : 1° par les chambres de commerce, les conseils de prud'hommes, les associations patronales, etc.; 2° par les correspondants ⁽¹⁾.

Ain. — A Bourg, dans le *bâtiment*, qui compte 110 entreprises occupant 1.500 ouvriers, l'activité du travail est restée stationnaire comparativement au trimestre correspondant de 1907; on faisait 60 heures par semaine fin juin. Les salaires seraient en hausse de 6 à 7 p. 100 dans la maçonnerie, de 3 p. 100 dans la menuiserie et charpenterie; d'autres corporations seraient aussi légèrement en hausse; la zinguerie et serrurerie est stationnaire.

A Oyonnax, dans l'industrie des *peignes*, qui compte 160 établissements occupant 3.000 ouvriers, le travail a été bien moins abondant qu'en 1907 à pareille époque, par suite de la crise, due à la mode et à la situation américaine. Dans le *bâtiment*, dont les 40 établissements syndiqués occupent 400 ouvriers, le travail a baissé d'au moins un tiers comparativement au 2^e trimestre 1907; on fait 10 heures par jour.

Alpes-Maritimes. — CHAMBRE DE COMMERCE DE NICE (année 1907). — Le port de Nice, au cours de 1907, a installé 4 grues électriques, et une cinquième sera placée au quai des céréales. Cette installation a entraîné une augmentation de salaire qui a porté le prix de la journée à 6 francs; mais, depuis, cette augmentation a été réduite à 5 fr. 50. En outre, la journée a été réduite à 8 heures depuis le 1^{er} mai 1906.

Le mouvement du port de Nice, sous pavillon français, s'est élevé, en 1907, à 291,670 tonnes aux entrées, et à 268,994 tonnes aux sorties. Il a été pour l'ensemble des ports des Alpes-Maritimes de 373,822 tonnes aux entrées, et de 350,278 tonnes aux sorties. Sous pavillons français et étrangers réunis il s'est élevé pour l'ensemble des ports du département à 582,027 tonnes aux entrées, et à 550,272 tonnes aux sorties.

D'après les syndicats patronaux : à Nice, dans l'*horlogerie-bijouterie*, etc., le travail a été un tiers moins abondant qu'en 1907 à pareille époque; on faisait 51 heures par semaine fin juin. A Cannes, dans la *parfumerie-distillerie*, qui compte 20 établissements occupant environ 200 ouvriers, le travail a été moins abondant, en raison de la crise générale; on fait 9 heures dans certaines usines, 10 heures dans d'autres, pour un salaire de 3 fr. 50 (main-d'œuvre), 4 à 5 francs (ouvriers spécialisés) et 6 francs (premiers ouvriers). Les ouvrières gagnent de 1 fr. 50 à 2 fr. 25. A Vallauris, dans la *poterie*, dont les 42 établissements syndiqués groupent environ 800 ouvriers, on fait 10 heures par jour, et les salaires seraient en hausse.

Nord. — A Lille, dans le *tissage*, le travail demeure régulier, sans changement par rapport au 2^e trimestre 1907 et au 1^{er} trimestre 1908; il y a plutôt abondance de main-d'œuvre pour le tissage mécanique, mais défaut pour le tissage à la main, qui voit sa production diminuer par suite des travaux agricoles. Dans l'industrie de la *toile* le travail a été moins abondant qu'à l'époque correspondante de 1907; il n'y a pas chômage complet, mais chômage partiel, certaines maisons ayant dû arrêter un jour par semaine, et d'autres restreindre le nombre de leurs métiers battant. Chez les *teinturiers en toile*, au nombre de 10 syndiqués, occupent de 350 à 450 ouvriers, même remarque quant à l'activité du travail par rapport au trimestre correspondant de 1907.

Chez les fabricants de *chicorée et produits similaires* syndiqués, au nombre de 59, occupant 2.000 ouvriers et ouvrières, le travail a été moins abondant qu'en 1907 à pareille époque, et sa durée plutôt inférieure à celle du trimestre précédent, vu la saison; on faisait 59 heures par semaine fin juin; la main-d'œuvre serait plutôt rare et les salaires tendraient

⁽¹⁾ Sauf indications contraires, les renseignements se rapportent au 2^e trimestre 1908 et émanent des syndicats patronaux.

à hausser. Chez les fabricants de *montarde*, au nombre de 25 syndiqués, occupant 50 ouvriers, le travail a été moins abondant qu'en 1907 et stationnaire comparativement au 1^{er} trimestre 1908; on fait 60 heures par semaine.

A Dunkerque, dans le *séchage de chicorée*, les usines étaient fermées jusqu'à fin septembre. Dans l'*horlogerie-bijouterie de détail*, le travail était peu actif; le nombre d'ouvriers occupés faisaient 60 heures par semaine.

A Béthune, dans la *brosserie*, on compte 2 nouveaux établissements; on fait en général de 10 à 11 heures par jour, sauf une fois ou deux par semaine 15 à 16 heures, malgré l'outillage perfectionné, pour un salaire mensuel de 120 à 150 francs; on ne saurait aller plus vite sans compromettre la fabrication.

A Armentières, dans la fabrique de *toile*, dont les 28 établissements syndiqués occupent 15.800 ouvriers et ouvrières, le travail a été beaucoup moins abondant qu'au trimestre correspondant de 1907; comparativement au précédent trimestre il y a eu diminution de chômage, la fabrique ayant arrêté 1/6^e de sa production.

A Fourmies, dans le *tissage*, qui compte 23 établissements syndiqués et 8.000 ouvriers, l'abondance du travail a été sensiblement moindre qu'en 1907 à pareille époque; cette industrie suit la marche de la filature au point de vue du chômage; on fait 10 heures en journée pleine. A Inchy, dans les *tulles unis*, qui comptent 34 patrons syndiqués et 140 ouvriers, le travail a été beaucoup moins abondant qu'en 1907; il y a toutefois tendance à la reprise depuis le commencement de juin; la durée du travail est en diminution sur le précédent trimestre dans certains établissements, où l'on ne faisait plus que 48 heures par semaine fin juin. Il y a augmentation d'un établissement occupant 5 ouvriers. Les salaires sont fixés par un contrat collectif triennal passé entre patrons et ouvriers, et varient selon la largeur des métiers.

D'après le Conseil de prud'hommes de Valenciennes, l'état d'activité règne dans tous les établissements, sans chômage; les salaires auraient bénéficié d'une légère augmentation. D'après celui d'Halluin le nombre des ouvriers sans travail s'élevait à 1.000; les salaires sont toujours de 1 fr. 50 à 5 francs par jour.

Oise. — A la Croix-Saint-Ouen, dans l'industrie des *boîtes*, qui compte 9 établissements occupant 280 ouvriers, l'activité du travail est normale pour la saison; on faisait 66 heures par semaine fin juin, et les salaires seraient en légère hausse.

Orne. — A Alençon, d'après le Conseil de prud'hommes, le *bâtiment*, qui compte 112 entreprises syndiqués et 2.240 ouvriers, a eu un travail plus abondant qu'en 1907 à pareille époque; on fait 60 heures par semaine. D'après le Conseil de prud'hommes de la Ferté-Macé, le travail s'est ralenti sensiblement dans l'ensemble des tissages mécaniques, tous font attendre les chaînes, et l'un deux, qui les fait attendre 4 jours, ferme 2 jours par quinzaine. Les autres industries se maintiennent, notamment la *saboterie*. Le chômage est évalué à 15 p. 100.

Pas-de-Calais. — A Boulogne-sur-Mer, chez les *marayeurs et saleurs* syndiqués, au nombre de 11, occupant 100 ouvriers, le travail a été un peu plus important que l'an dernier à la même époque; il y a eu un quart du personnel en moins par rapport au précédent trimestre, vu la morte saison.

A Calais, d'après un syndicat patronal, dans l'industrie des *dentelles* qui compte 343 patrons et 1.600 ouvriers et ouvrières, non compris le personnel extérieur, la situation ne s'est pas améliorée depuis le dernier trimestre.

A Saint-Omer, d'après le Conseil de prud'hommes, les usines sont en pleine activité comme l'an dernier à pareille époque, sans chômage. Dans la *meunerie*, d'après un syndicat patronal, le travail aurait été plutôt moins abondant qu'au trimestre correspondant de 1907; les moulins auraient moins d'activité par suite de la difficulté des affaires.

Puy-de-Dôme. — A Clermont-Ferrand, d'après le Conseil de prud'hommes, l'industrie du *caoutchouc* présente toujours une grande activité, et d'une façon générale la situation industrielle a été satisfaisante comparativement au trimestre précédent et à l'année dernière. La durée moyenne du travail a été de 11 heures, pour un salaire de 3 fr. 50 à 5 francs.

D'après un syndicat patronal, dans le *bâtiment*, qui compte 103 entreprises syndiquées,

occupant 1,400 ouvriers, l'activité est restée stable; on faisait 66 heures fin juin, et les salaires seraient en hausse; le manque d'ouvriers serait la conséquence de la suppression d'apprentissage.

Pyrénées (Basses-). — A Bayonne, chez les *tailleurs*, même abondance de travail comparativement au trimestre correspondant de 1907, et augmentation au point de vue de sa durée sur le 1^{er} trimestre 1908. Manque de main-d'œuvre.

Pyrénées (Hautes-). — A Tarbes, dans le *bâtiment*, qui compte 50 entreprises syndiquées occupant 750 ouvriers, le travail aurait été un quart moins abondant qu'au 2^e trimestre 1907; on faisait 60 heures par semaine fin juin.

Pyrénées-Orientales. — A Perpignan, dans l'*horlogerie-bijouterie de détail*, qui compte 28 patrons syndiqués et 40 ouvriers, le travail a été plus abondant qu'au trimestre correspondant de 1907, sans chômage; le salaire moyen est de 5 francs par jour.

A Biarritz, dans les *travaux publics et le bâtiment*, travail aussi actif qu'en 1907 à pareille époque et en augmentation sur le précédent trimestre au point de vue de sa durée; les salaires seraient en hausse pour les peintres et les plâtriers. A Banyuls, dans la *pêche*, qui compte 71 bateaux et 400 hommes, le travail, presque nul pendant les mois d'avril, mai et juin, à cause du mauvais temps, a repris sensiblement à partir du 1^{er} juillet; on compte 3 nouveaux bateaux, occupant une quinzaine d'hommes.

Territoire de Belfort. — CHAMBRE DE COMMERCE DE BELFORT (1^{er} trimestre 1908). — La filature de Jumel qui avait été extrêmement privilégiée en 1907, malgré la grande élévation des prix du coton brut, a subi le contre-coup de la crise américaine, qui a arrêté l'industrie de luxe française en plein essor; aussi n'a-t-il fallu que 3 mois, de février à avril 1908, pour que les cours du coton Jumel reviennent aux niveaux bas de 1905. Les filateurs ont toutefois en portefeuille des ordres importants qui leur assurent encore de nombreux mois de travail, et leur entente laisse espérer que les effets de la crise seront atténués dans une large mesure.

D'une façon générale la filature a rencontré en 1907 une ère de prospérité qu'elle ne connaissait plus depuis de nombreuses années. Malgré le ralentissement très accentué des affaires, causé par la crise américaine, l'industrie textile qui avait obtenu de sa clientèle des prix lui permettant, dans bien des cas, d'augmenter les salaires des ouvriers, avait pu, à la faveur de la forte demande, s'engager longtemps à l'avance. La situation, au début de 1908, se présente donc sous des apparences plutôt saines.

L'industrie de la *bonneterie* reste stationnaire, et l'ouvrier abandonne de plus en plus cette industrie peu lucrative pour s'employer surtout à la broderie, ce qui réduit au moins d'un tiers la production, comparativement à la production antérieure: on espère une amélioration du fait que les fabricants se sont syndiqués, malgré la concurrence du Midi, où la main-d'œuvre est encore moins rétribuée et plus abondante.

L'industrie des *chapeaux de paille pour les deux sexes*, a été en baisse sensible sur 1906; la cause en serait uniquement la température, qui à l'époque déterminée pour le commerce de détail (d'avril à juin) a enrayé considérablement l'écoulement des articles. L'exportation n'a pas compensé la diminution du trafic local, les droits d'entrée étant prohibitifs dans la plupart des pays en relation d'affaires, c'est-à-dire une grande partie de l'Europe et les États-Unis.

La *dénaturation du fer*, dont l'essor en 1906 avait pourvu les usines de commandes pour de longs mois, a été brusquement arrêté par la crise américaine; la métallurgie a été particulièrement atteinte, les deux pays dans lesquels la crise était le plus aigüe, l'Amérique et l'Allemagne, comptant pour un tonnage énorme. Les usines de dénaturation ont été, en général, pourvues de commandes en quantité suffisante, mais vers la fin de l'année les cours arrivèrent sensiblement au même niveau que ceux des concurrents anglais et allemands. On espère une ère d'activité nouvelle continuant l'essor arrêté précédemment. L'industrie de la fabrication et de la dénaturation du fer a été active dans l'unique forge du territoire et dans les usines voisines de dénaturation (fabrication de vis, pitons, boulons, rivets et fabrication de ressorts et d'essieux). La fabrication de la boulonnerie a eu une marche extrêmement intense en 1907; le fléchissement n'a commencé que dans les derniers mois de l'année, mais

il a pris des proportions rapides depuis le début de 1908. La branche visserie et pitonnerie a eu une allure beaucoup plus calme, en raison de la concurrence générale et de la multiplication rapide du nombre des usines, mieux situées en général que les usines françaises tant au point de vue des matières premières que de la main-d'œuvre. Les commandes des compagnies de chemin de fer atténuent dans les ateliers les effets de la crise, et, d'autre part, l'industrie des ressorts, qui développe et perfectionne son outillage, est de plus en plus en progrès, grâce à l'exportation.

L'industrie de l'horlogerie en général et des pièces s'y rattachant, sont en progression dans l'ensemble grâce au « gros volume », toutefois le ralentissement pour l'article montre était plus accentué au début de 1908 qu'à l'époque correspondante de 1907.

Il y avait également ralentissement au commencement de 1908 dans la petite construction de l'électricité. La quincaillerie générale a maintenu sa marche progressive. Les pompes et les petits moteurs ont fléchi; la cause en serait, pour les premières, la concurrence étrangère, et pour les seconds les troubles du Midi.

Dans les constructions mécaniques et électriques la prospérité de 1906 s'est maintenue en 1907, malgré les craintes de crise qui déjà se manifestaient. Mais à la crise américaine est venue s'ajouter la crise de l'automobile, et le malaise qui en résulte ne permet guère de présager une année aussi prospère.

La construction des locomotives est toujours très active, et les compagnies ont dû livrer des commandes aux usines étrangères, leur abondance excédant la production totale française; les usines se sont mises à augmenter leur outillage, en vue des commandes restant à exécuter, lesquelles assurent du travail pour une durée de deux ans.

Les machines à vapeur ont conservé un bon courant d'affaires, malgré la concurrence toujours plus grande des turbines à vapeur et des transports de force par l'électricité. Même constatation satisfaisante pour les moteurs à gaz, les turbines à vapeur, et surtout l'électricité, qui se développe chaque année avec intensité, entraînant naturellement la prospérité de l'industrie des câbles électriques qui lui est intimement liée.

Les machines-outils, par contre, souffrent d'un excès de stocks, par suite de la crise des automobiles.

Dans la filature et le tissage, les commandes à exécuter sont encore nombreuses en raison de nouveaux établissements, mais on prévoit une période difficile, conséquence de la crise de l'industrie de la laine.

D'après un syndicat patronal : à Belfort, il y a eu ralentissement dans l'horlogerie-bijouterie comparativement au 2^e trimestre 1907; on faisait 60 heures par semaine fin juin, et les salaires auraient subi une forte baisse.

Rhône. — CHAMBRE DE COMMERCE DE LYON (année 1907). — La fabrique de soieries a éprouvé les mêmes vicissitudes que le commerce de la soie, mais la répercussion de la crise américaine a été pour elle moins immédiate, ayant surtout porté sur les premiers mois de 1908; la diminution du travail n'a commencé à se manifester qu'à partir de l'automne 1907, et l'activité des 8 premiers mois avait été assez grande pour que la production de l'exercice fût notablement supérieure à celle de 1906 (446 millions contre 426.6. — Moyenne décennale: 410 millions 900).

Dans les tissus unis de soie pure ou de bourre de soie teints en fils ou teints en pièces, la fabrique aurait transformé environ le même poids de soie qu'en 1906. Les étoffes façonnées et brochées ont subi encore plus défavorablement les variations de la mode, qui a donné la préférence à l'uni et à l'armure sur le façonné, aux teints en pièces sur les teints en fil. Les articles teints en pièces ont eu une bonne activité pendant les 9 premiers mois de l'année, puis un ralentissement général s'est graduellement manifesté. Néanmoins la production a été, par continuation de 1906, des plus élevées. Les tulles unis ont donné un brillant résultat pendant le premier semestre, mais le second a été moins bon, surtout vers la fin. L'année 1907 n'en reste pas moins la plus forte que Lyon ait encore connue dans cette branche spéciale de son industrie.

Les dentelles et broderies ont suivi à peu près la même marche : activité très soutenue jusqu'au milieu de l'année, diminution à partir des vacances, marasme complet en décembre. La broderie sur tulle, par contre, a mené une bonne campagne, enregistrant beaucoup de nouveautés tant à la main qu'à la machine. La soie artificielle y a tenu une place importante. Les passementeries, dont plusieurs spécialités ont complètement disparu, ont bénéficié d'une

amélioration sensible pendant le premier semestre sur 1906, mais le second semestre a été paralysé par les conséquences de la crise américaine.

L'article *ornement d'église* a conservé son contingent à peu près régulier à l'exportation : mais à l'intérieur les demandes ont été à peine en reprise sur 1906 ; un grand nombre des industriels qui s'y rapportent ont vu leurs affaires diminuer sensiblement et la main-d'œuvre changer de métier.

La *dorure proprement dite*, au contraire, a bénéficié d'une situation relativement favorable, grâce à l'épuisement des stocks et à la mode.

Dans la *teinture et impression des soies et tissus de soie*, les ateliers de teintures d'écheveaux couleurs ont été peu occupés et moins encore ceux de teinture en noir, d'où chômage pour les ouvriers de ces deux branches, surtout à la fin de l'année, qui a été exceptionnellement mauvaise. La teinture en pièce soie et coton ainsi que l'apprêt ont eu une bonne alimentation pendant presque toute l'année, les mises en teinture et apprêt n'ayant diminué sensiblement qu'en novembre et décembre sous l'influence américaine. Il en a été à peu près de même pour les autres articles, notamment pour les articles légers et pour l'article velours teint en flottes et teint en pièces.

L'*électro-chimie* et l'*électro-métallurgie* ont été défavorablement influencé par la crise de l'industrie automobile, la baisse du cuivre et la crise américaine ; une diminution importante en est résultée dans la consommation de l'aluminium et des ferro-alliages (ferro-silicium ; ferro-chrome, etc.). La production n'aurait pas été en diminution sur 1906, mais sa marche ascendante (1905 tonnes en 1905 contre 3396 en 1906) a subi un arrêt, et le ralentissement constaté à la fin de l'année semble devoir s'accroître en 1908. L'utilisation de nouvelles chutes paraît se porter plutôt vers les transports de force, qui se généralisent de plus en plus, et la fabrication des engrais azotés par l'électricité, qui paraît entrer dans la voie industrielle. Des deux procédés employés, le premier produit la cyanamide, résultat de l'action de l'air sur le carbone de calcium au rouge ; le second le nitrate de chaux, résultant de la saturation par la chaux de l'acide nitrique formé directement par l'union des éléments de l'air sous l'influence de l'étincelle électrique. En France, une usine de la Savoie a fabriqué de la cyanamide en 1907, et le nitrate de chaux va être fabriqué par un procédé un peu différent de celui de Norvège par une usine des Alpes. Les débouchés de sels ammoniacaux étant considérables, l'avenir de ces nouvelles industries semble assuré, si leur prix de revient peut lutter avec les prix actuels du marché.

Dans l'*industrie chimique ordinaire*, la consommation des sels de soude a été en croissant pendant le premier semestre et en diminuant pendant le second. La consommation de pyrite, employée pour la fabrication de l'acide sulfurique, a atteint 612,750 tonnes contre 586,000 en 1906. Cette progression est surtout due à l'extension de la consommation des superphosphates par l'agriculture française. La production des mines de Sain-Bel a été de 280,868 tonnes.

Dans les *engrais*, la consommation des phosphates, principalement sous forme de superphosphates de chaux, suit une marche progressive ; les engrais d'os sont en diminution. Il en est de même pour les *colles et gélatines*, mais malgré la baisse de la production, cette industrie a maintenu sa situation vis-à-vis de l'étranger, dont les nouvelles usines ont dû également diminuer leur production, fautes de demandes.

Dans l'*industrie stéarique*, la fabrication française de la bougie a diminué de 1,554,600 paquets par suite de la forte progression de l'importation de la stéarine étrangère (acide nitrique), qui se transforme en bougie par une simple manutention.

La fabrication des *produits divers pour la teinture* a dû réduire sa fabrication par contre-coup de la crise de la soierie.

Dans l'*industrie métallurgique* un ralentissement s'est fait sentir, qui a été en s'accroissant ; mais la région lyonnaise, très favorisée, avait encore, en fin d'année, un bon courant d'affaires en perspective, sauf pour l'automobile. Dans cette dernière branche, l'arrêt est devenu très sensible pendant les derniers mois de 1907. Malgré cette crise passagère la construction métallurgique trouve, non sur la place de Lyon mais dans la région, une compensation de grande importance dans l'établissement d'usines hydro-électriques.

La mise en valeur de nouvelles chutes paraît devoir se poursuivre encore longtemps malgré l'essor considérable pris depuis plusieurs années. Les machines à vapeur de tous les types ont conservé un courant d'affaires encore suffisant pour alimenter normalement les usines et maintenir occupé le personnel ouvrier. Il en est de même pour les moteurs à pétrole, les

moteurs à gaz d'éclairage et à gaz pauvre, les câbles pour le transport de la force électrique et la câblerie pour les ponts et les mines. Dans la charpenterie métallique le ralentissement est assez fort, mais provisoire.

Les travaux publics ont été largement alimentés par des adjudications pour le compte de l'État, du département, de la ville et de diverses grandes compagnies. Les constructions industrielles, après un bon début prolongeant la prospérité de 1906, ont subi le contre-coup de la crise de l'automobile. Les travaux privés ont eu une activité encore plus grande qu'en 1906 et l'on augurait assez favorablement pour 1908.

Dans la tannerie, la situation a été des plus favorables jusqu'en octobre, mais la fin de l'année a été pour le fabricant une époque de trouble et d'inquiétude, les prix des matières premières ayant fini par tomber brusquement; toutefois, le chiffre de la production n'en a pas été sensiblement réduit, et l'on ne signalait rien de nouveau touchant le personnel ouvrier.

L'industrie des pâtes alimentaires a maintenu égale l'activité de la production, dont l'écoulement, très facile, serait encore insuffisamment rémunérateur.

D'après des syndicats patronaux : à Lyon, dans le tissage, qui compte 43 établissements occupant 4,000 ouvriers, le travail a été bien moins abondant qu'au deuxième trimestre 1907, surtout chez les mousseliniers, qui ont dû arrêter pour une durée indéterminée, par suite de la crise de la soierie. Chez les guimpiers fileurs d'or, le travail a été plus abondant qu'en 1907 à pareille époque; on faisait 10 heures pour un salaire de 5 fr. 50 (ouvriers) et 4 francs (ouvrières); neuf ateliers de famille nouveaux se sont créés. Dans la confection en gros de vêtements pour hommes et enfants, qui compte 12 établissements syndiqués et 1,000 à 1,200 ouvriers, il n'y a pas eu de changement appréciable. Dans la métallurgie dont les 140 établissements syndiqués occupent 12,000 ouvriers, le travail était en décroissance; on faisait 10 et 9 heures fin juin. Dans la bijouterie, qui compte 45 établissements syndiqués, occupant 300 hommes et 100 femmes, le travail était bien moins abondant que l'an dernier à pareille époque et sa durée en diminution sur le précédent trimestre depuis avril : on ne faisait plus que 8 heures au lieu de 10 dans beaucoup de maisons. Les salaires conservent une tendance à augmentation de 10 p. 100 dans certaines catégories. Dans l'ameublement, qui compte 115 établissements occupant 1,075 ouvriers, on faisait 60 heures par semaine fin juin, et les salaires seraient en hausse de 12 p. 100 depuis plus d'un an. Chez les fabricants d'eaux minérales, qui comptent 36 maisons occupant 500 ouvriers, le travail a été moins abondant que l'an dernier à pareille époque en raison de l'irrégularité de la température; on faisait de 50 à 60 heures par semaine fin juin, et les salaires, en augmentation sensible, sont de 4, 5 et 6 francs par jour, suivant la valeur de l'ouvrier.

D'après le conseil de prud'hommes de Tarare, l'état d'activité du travail, encore très calme, accusait néanmoins une légère tendance à la reprise; on comptait plus d'un tiers des ouvriers en chômage, et le travail, dans certaines usines, n'était que de 8 heures.

D'après le conseil de prud'hommes de Thizy, la situation ministérielle n'a pas varié comparativement au premier trimestre 1908.

Saône-et-Loire. — A Mâcon, dans l'imprimerie, on faisait 54 heures fin juin, et les salaires seraient plutôt en hausse. A Chalon-sur-Saône, dans l'horticulture et la culture maraîchère, même activité comparativement à l'année dernière à pareille époque et augmentation de la durée de travail sur le précédent trimestre; on faisait de 80 à 90 heures par semaine fin juin, et les salaires se sont accrus de 10 à 15 francs par mois. A Lure, dans le bâtiment et travaux publics, on faisait 60 heures par semaine et l'activité était stationnaire. A Rancy, chez les fabricants de chaises, qui comptent onze patrons occupant 100 ouvriers, même constatation.

Sarthe. — Au Mans, chez les fabricants de guêches, etc., pas de changement.

Savoie. — A Chambéry, dans le bâtiment, qui compte 180 entrepreneurs occupant 5,400 ouvriers, le travail a été moins abondant qu'en 1907 à pareille époque; on faisait 60 heures par semaine.

Seine. — Dans la confection pour hommes et enfants, le travail a été moins abondant qu'en 1907 à pareille époque; on ne faisait que 51 heures par semaine fin juin. Chez les tailleurs, au nombre de 250 syndiqués occupant 4,000 ouvriers, on faisait 60 heures en moyenne, sans différence appréciable quant à l'abondance du travail. Dans les équipements militaires

et la confection des *casquettes*, il n'y a pas eu de changement. Dans l'industrie des *cordages*, qui compte 4 maisons occupant de 150 à 180 ouvriers, le travail a été très calme et en diminution sur 1907 à pareille époque; sa durée a baissé d'une demi-heure comparativement au précédent trimestre. Dans l'industrie des *baleines*, dont les 10 maisons syndiquées occupent 1,000 ouvriers, le travail a été moins abondant qu'en 1907 à pareille époque, et sa durée en diminution notable sur le précédent trimestre. Dans la *blanchisserie* (Clichy), il n'y a pas eu de changement; on faisait 50 heures par semaine fin juin, pour un salaire de 0 fr. 30 à 0 fr. 40 l'heure pour les femmes, et 0 fr. 60 pour les hommes.

Chez les *imprimeurs-typographes*, le travail a été beaucoup moins abondant et le chômage important dans toutes les maisons; la moyenne hebdomadaire n'aurait été que de 40 heures. Même constatation quant à l'abondance de travail chez les *imprimeurs-phototypers*, mais la durée a été de 60 heures; les salaires seraient en hausse. Chez les *fondeurs-typographes*, le travail aurait été plutôt moins abondant qu'en 1907 à pareille époque; la semaine est de 54 heures. Dans la *papeterie*, qui compte 158 maisons syndiquées occupant 450 ouvriers, le travail a été moins abondant qu'en 1907; on fait 60 heures par semaine et les salaires horaires sont de 0 fr. 50, 0 fr. 60 et 0 fr. 70 pour les hommes, papetiers et rogneurs; 0 fr. 30 et 0 fr. 46 pour les petites mains sortant d'apprentissage; 0 fr. 30, 0 fr. 35 et 0 fr. 40 pour les ouvrières papetières. Chez les fabricants de *papiers peints*, l'abondance du travail a été réduite de moitié comparativement à 1907 à pareille époque; on faisait 10 heures, mais le chômage était important.

Dans la *sparterie*, dont les 8 maisons syndiquées occupent 750 ouvriers, le travail a été moins abondant comparativement à 1907 au deuxième trimestre; on faisait de 55 à 60 heures fin juin; cette industrie compte 2 établissements nouveaux. Chez les fabricants de *billards*, au nombre de 30 occupant 300 ouvriers, le travail a été moins abondant qu'en 1907; on ne faisait que 40 heures par semaine fin juin. Dans la *brosserie*, la crise américaine a influencé défavorablement la production; la moyenne de la durée quotidienne du travail n'était que de 8 heures et demie fin juin.

Dans l'industrie du *caoutchouc* le travail était un peu moins actif comparativement à 1907 à pareille époque; on faisait 60 heures par semaine, mais la main-d'œuvre est abondante par suite de la crise de l'automobile; on compte un nouvel établissement. Dans les *toiles cirées*, dont les 11 maisons syndiquées occupant 1,850 ouvriers, travail beaucoup moins abondant qu'en 1907 et diminution de sa durée par rapport au premier trimestre, et renvoi de personnel dans certains établissements.

Dans la *mégisserie*, qui compte 20 établissements syndiqués occupant 1,500 ouvriers, le travail a été moins abondant qu'au trimestre correspondant de 1907, et il y a diminution de 2 établissements occupant 80 ouvriers; on ne faisait que 48 heures fin juin et le salaire est de 0 fr. 65 l'heure. Dans la *ganterie*, travail moins abondant qu'en 1907, fermeture d'une maison qui occupait 60 ouvriers, et ralentissement de travail comparativement au premier trimestre 1908.

Chez les entrepreneurs de *serrurerie*, au nombre de 99 occupant 510 ouvriers, travail moins abondant qu'en 1907 à pareille époque; on faisait 60 heures par semaine fin juin, et les salaires sont en hausse de 5 p. 100. Chez les *conducteurs de matériel agricole à moteur mécanique* (automobile agricole), au nombre de 13 occupant environ 4,000 ouvriers, la durée du travail a été réduite comparativement au premier trimestre; on ne faisait que 48 à 54 heures par semaine fin juin. Dans la *ferblanterie, tôlerie et cuivrie*, qui compte 20 établissements syndiqués occupant 300 ouvriers, travail moins abondant qu'au deuxième trimestre 1907; on faisait 55 heures par semaine fin juin pour un salaire de 0 fr. 60 à 1 fr. 10 l'heure. Deux établissements ont fermé, qui occupaient ensemble 30 ouvriers. Dans l'*article bronze*, travail beaucoup moins abondant qu'en 1907 à pareille époque. Dans les *instruments de musique*, travail moins abondant qu'au trimestre correspondant de 1907; 60 heures par semaine fin juin, avec tendance à diminution. Chez les fabricants de *jumelles*, au nombre de 21 occupant 1,400 ouvriers, travail moins abondant qu'en 1907 à pareille époque et diminution d'une heure par jour sur le premier trimestre 1908 (9 heures au lieu de 10); salaire semblable: 0 fr. 75 l'heure; suppression d'un établissement de 100 ouvriers.

Dans la *charonnerie*, qui compte 180 établissements occupant 2,800 ouvriers, même activité qu'au trimestre correspondant de 1907, et légère augmentation de la durée du travail sur le premier trimestre 1908; 60 heures par semaine. Dans la *maréchalerie*, pas de changement.

Dans les *articles métalliques pour mercerie, confection et chaussure*, diminution sensible dans une grande quantité d'articles entraînant la réduction de la durée du travail : 50 à 60 heures par semaine.

Dans les *chaux et ciments*, qui comptent 37 établissements occupant 4,000 ouvriers, travail beaucoup moins abondant qu'en 1907 au 2^e trimestre; augmentation des salaires de 20 p. 100. Dans la *faïencerie*, travail moins abondant qu'en 1907 à pareille époque, tendance légère à la réduction du travail fin juin, comparativement au 1^{er} trimestre 1908, et aussi à la hausse des salaires. Chez les *tailleurs sur glaces, verres et cristaux*, au nombre de 38 syndiqués occupant 180 ouvriers, pénurie de travail remontant à 2 mois et forte diminution de la durée du travail comparativement au 1^{er} trimestre 1908 (40 à 45 heures par semaine); mêmes salaires : 0 fr. 80 à 1 fr. 10 l'heure.

Dans les *travaux publics*, qui comptent 345 entreprises, travail moins abondant en province et plus abondant à Paris, par suite des travaux du Métro; on fait de 54 à 60 heures par semaine, et les salaires très divers seraient en hausse. Dans le *transport*, qui compte 106 maisons occupant 4,500 ouvriers, activité stationnaire; 50 à 52 heures par semaine, et salaires légèrement en hausse.

Dans la *brasserie*, qui compte 8 fabricants syndiqués occupant 1,000 ouvriers, vente plus active en raison de la température; on faisait 66 heures par semaine fin juin, pour un salaire de 5 à 10 francs par jour, suivant l'emploi. Chez les fabricants de *saisons et saucissons en gros*, au nombre de 15 occupant 450 ouvriers, travail moins abondant qu'en 1907 à pareille époque et même activité qu'au 1^{er} trimestre 1908.

Chez les fabricants en gros de *produits pour la clarification des vins*, on fait 60 heures sans changement appréciable quant à l'activité du travail. Même constatation chez les fabricants de *matériel pour boissons gazeuses*, au nombre de 13 occupant mille ouvriers, cette industrie étant saisonnière.

Dans l'*acétylène*, qui compte 80 fabricants occupant 1,215 ouvriers, le travail a été plus abondant qu'en 1907 à pareille époque. Diminution de 5 à 6 établissements.

Chez les *horticulteurs cultivateurs d'orchidées*, il n'y a pas eu de changement comparativement au 1^{er} trimestre.

Seine-Inférieure. — CHAMBRE DE COMMERCE DE ROUEN (2^e trimestre 1908). — Les affaires en *coton filé* ont été excessivement calmes, la fin du trimestre ayant été marquée par une réduction du travail dans les *tissages*, lesquels traversaient une crise sans précédent : cette réduction entraînait un arrêt d'au moins un jour par semaine. Dans l'*industrie* les fabricants ont dû garder leurs stocks d'été à cause de la température; la campagne d'hiver s'est faite dans de meilleures conditions; le chômage a atteint un jour par semaine, en mai et juin, dans certains établissements.

Dans les *ateliers de construction*, l'activité de 1906 s'est maintenue à peu près égale pendant le 2^e trimestre de 1908, mais la crise cotonnière semble devoir amener à brève échéance une situation moins favorable.

Dans la *tannerie*, la morte-saison annuelle est venue augmenter la difficulté de la vente des cuirs; les pertes sont considérables, et depuis 1848 cette industrie n'aurait pas connu une crise aussi intense.

Le *mouvement du port* pour le 2^e trimestre 1908 s'est élevé à 897,530 tonnes aux entrées, soit 82,204 tonnes de plus qu'au trimestre correspondant de 1907 et 77,514 tonnes sur le 1^{er} trimestre 1908; les augmentations portent principalement sur les houilles et les vins.

Les sorties se sont élevées à 79,598 tonnes, soit, en plus, 1,615 tonnes sur le trimestre correspondant de 1907, et 7,632 tonnes sur le 1^{er} trimestre 1908.

D'après le Conseil de prud'hommes d'Elbeuf, le chômage s'élevait, fin juin, à 25 p. 100 dans le tissage, la teinture et la filature. Le travail était en pleine activité dans le bâtiment.

D'après le Conseil de prud'hommes de Darnetal, la situation était moins bonne dans le tissage et filature, et l'on comptait un peu de chômage; les salaires varient de 2 francs à 2 fr. 50 par jour pour 10 heures de travail. Dans la teinturerie, situation moins bonne aussi, mais temporairement meilleure pour le grattage des tissus de coton et les apprêts des mêmes tissus. La situation n'était que passable pour l'imprimerie sur étoffes, où les salaires étaient de 3 à 4 fr. 50 pour 10 heures.

Dans la construction des machines et le bâtiment, le chômage atteignait encore 35 p. 100. Les salaires varient entre 0 fr. 20 et 0 fr. 45 l'heure.

D'après les syndicats patronaux : à Rouen, dans la *filature de coton*, qui compte 58 établissements occupant 10,800 ouvriers, même abondance de travail qu'en 1907 à pareille époque; 60 heures par semaine. Dans le *tissage de coton*, qui compte 40 établissements occupant 16,000 ouvriers, travail un peu moins abondant qu'à l'époque correspondante de 1907, même durée de travail qu'au 1^{er} trimestre 1908, mais arrêt d'un certain nombre de métiers; 60 heures par semaine. Dans la *teinturerie*, qui compte 10 établissements occupant 700 ouvriers, baisse de travail d'environ 30 p. 100 sur 1907 au 2^e trimestre, et diminution sensible de la durée du travail comparativement au 1^{er} trimestre 1908; 40 à 45 heures par semaine.

Dans la *meunerie*, travail équivalent à l'an dernier, mais diminution de la durée comparativement au 1^{er} trimestre 1908. Dans l'industrie cidricole, pas de variation sensible sur le 1^{er} trimestre 1908.

Dans l'imprimerie, qui compte 26 maisons occupant 230 ouvriers, l'allure est normale, 50 heures par semaine.

Au Havre, dans l'*horlogerie-bijouterie de détail*, plutôt augmentation d'activité comparativement à 1907; 60 à 70 heures de travail par semaine; salaires : ouvriers nourris et logés, 30 à 50 francs par mois; les autres de 4 à 7 francs par jour.

A Fécamp, chez les *fabricants de briques*, au nombre de 3 occupant 35 ouvriers, activité sensiblement meilleure qu'en 1907; 60 heures par semaine.

A Tourville-la-Rivière, dans la pêche comprise entre le barrage de Martot et Rouen, résultat supérieur au 1^{er} trimestre, qui avait été mauvais.

Seine-et-Marne. — A Melun, chez les fabricants de *limonade et eaux gazeuses*, saison peu active comme l'an dernier; 70 heures de travail en moyenne par semaine; salaire en hausse de 5 à 10 francs par mois sur les années précédentes. Un établissement nouveau, occupant 6 ouvriers.

Seine-et-Oise. — D'après le Conseil de prud'hommes de Versailles l'activité du travail et la situation générale de l'industrie ont été assez bonnes pendant le 2^e trimestre. Un vingtième de chômeurs pour l'ensemble des corporations; durée moyenne du travail : 10 heures, et 11 heures pour le bâtiment.

A Étampes, dans le *bâtiment*, travail beaucoup moins abondant qu'en 1907 au 2^e trimestre. Dans la *meunerie*, travail moins abondant. Dans le *jardinage*, qui compte 50 patrons occupant 200 ouvriers, plutôt augmentation de la durée du travail sur le 1^{er} trimestre 1908; salaires : 0 fr. 30 à 0 fr. 40 pour les hommes; 0 fr. 15 à 0 fr. 25 pour les femmes.

A Saint-Germain-en-Laye et à l'Isle-Adam, dans le *bâtiment*, travail moins abondant qu'en 1907 à la même époque. A Meulan, dans la même corporation, travail normale pour certains entrepreneurs, plus abondant pour d'autres; 60 à 66 heures par semaine, salaires en hausse. A Corbeil, également dans le *bâtiment*, travail aussi abondant qu'en 1907; 63 heures en moyenne par semaine.

Au Raincy, dans l'*horticulture*, même activité; 60 heures par semaine.

Deux-Sèvres. — A Niort, d'après le Conseil de prud'hommes, pas de variation appréciable dans la situation générale de l'industrie.

Somme. — D'après le Conseil de prud'hommes de Friville-Escarbotin, le travail est peu actif dans la *serrurerie*, et normal dans la *fonderie*. Il n'y a pas de chômage dans le ressort du Conseil, mais parmi les ouvriers des cantons limitrophes de celui d'Ault le chômage est évalué à 30 p. 100; la plupart de ces ouvriers travaillent chez eux et sont à la fois ouvriers agricoles et serruriers, et c'est sous cette dernière qualification qu'ils sont actuellement en chômage. La crise de la serrurerie date surtout de la grève du bâtiment, laquelle, bien que terminée depuis longtemps, laisse encore un bon nombre d'articles de serrurerie à écouler.

Tarn-et-Garonne. — A Montauban, dans l'imprimerie, qui compte 3 maisons occupant 60 ouvriers, on faisait 60 heures par semaine fin juin.

Var. — A Hyères, dans le *jardinage*, le travail reste égal et régulier; les hommes sont

60 heures, les femmes 48 heures. A Vidauban, dans les *forêts*, dont les 37 exploitants syndiqués occupent 1,000 ouvriers, le travail est stationnaire; on fait 10 heures par jour pour un salaire de 3 à 5 francs.

Vaucluse. — A Orange, dans le *bâtiment*, le travail a été moins abondant; on faisait 10 heures par jour fin juin.

Vendée. — Aux Sables-d'Olonne, dans l'*ostréiculture*, même travail qu'au précédent trimestre. A Fontenay-le-Comte, dans le *bâtiment*, le travail a été moins abondant qu'en 1907 à pareille époque, et sa durée plutôt en diminution sur le 1^{er} trimestre 1908; salaire : 0 fr. 40 l'heure.

Vienne. — A Poitiers, d'après un syndicat patronal, l'*imprimerie* qui compte 19 établissements syndiqués occupant 820 ouvriers, a eu un travail abondant et même un peu supérieur aux années précédentes à la même période; on fait 60 heures par semaine.

A Chatellerault, d'après le Conseil de prud'hommes, le bâtiment ne compte pas de constructions importantes, mais les réparations sont assez nombreuses pour occuper toute la main-d'œuvre; les autres industries n'ont pas varié notablement.

Haute-Vienne. — A Limoges, d'après le Conseil de prud'hommes, la *céramique* comptait 40 p. 100 de chômage complet; 40 p. 100 des ouvriers ne travaillaient que 12 jours par mois, et 20 p. 100 9 jours seulement. Le *bâtiment* comptait 25 p. 100 de chômeurs, la *corroierie*, 10 p. 100, la *cordonnerie*, 40 p. 100. Le chômage était nul dans l'*imprimerie* et dans la *saboterie*. La crise de la porcelaine est attribuée à la surproduction et à la crise américaine; celle de la cordonnerie à la première de ces causes; ces deux crises, vu leur importance, seraient la principale source du malaise général de l'industrie limousine.

D'après les syndicats patronaux : à Limoges, dans le *bâtiment*, le travail serait en général moins abondant que l'an dernier à pareille époque, où le chômage était nul, alors qu'il était au 30 juin 1908 de 20 à 25 p. 100. Dans l'industrie des *chaussures* et des *galoches*, la situation n'aurait pas varié comparativement au 1^{er} trimestre. Chez les patrons *cordonniers* syndiqués, au nombre de 10 occupant 30 ouvriers, le travail a été moins abondant, en raison du chômage presque général; on fait 50 heures par semaine, et le salaire quotidien est de 4 à 5 francs. Dans la *maréchalerie*, dont les 14 établissements syndiqués occupent 50 ouvriers, on fait 60 heures par semaine, sans variations appréciables.

A Saint-Junien, dans la *méristerie*, le travail a été moins abondant, par suite de la mévente du fabriqué, lequel baisse alors que le brut monte; les salaires sont toujours de 3 fr. 50 à 5 francs par jour. A Saint-Yrieix, dans la *maréchalerie*, toujours même activité, sans chômage; on fait de 8 à 10 heures par jour pour un salaire de 3 à 4 francs.

Vosges. — A Épinal, dans le *bâtiment*, le travail a été plus abondant qu'en 1907 à pareille époque, et sa durée a augmenté par rapport au 1^{er} trimestre 1908; on faisait 60 heures par semaine fin juin. Les salaires seraient en hausse très accentuée.

A Remiremont, d'après le Conseil des prud'hommes, toutes les industries du canton sont en pleine activité, sans chômage; les ouvriers feraient défaut un peu partout. De nouvelles usines, filatures et tissages, sont en construction.

D'après une communication du même Conseil de prud'hommes relative au 1^{er} trimestre 1908, il avait été indiqué que dans un tissage de Remiremont la journée courante de l'ouvrier était de 1 fr. 75 à 2 francs. Il résulte d'une communication du syndicat cotonnier de l'Est, à Épinal, du 19 septembre 1908, que le Conseil de prud'hommes de Remiremont a été mal informé. Dans le tissage visé qui compte 208 métiers et emploie 104 tisserands, dont 76 femmes, et où chaque tisserand ne conduit que deux métiers, le salaire moyen de ces 104 ouvriers a été de 2 fr. 72 en juillet et de 2 fr. 73 en août 1908. Encore faut-il noter que sur ces 104 tisserands il y a un certain nombre d'apprentis et que l'on a supposé que les ouvriers ont été tous présents pendant la totalité des jours ouvrables ⁽¹⁾.

⁽¹⁾ Voir *Bulletin*, juin 1908, p. 559 et *erratum*, août 1908, p. 561 et 562.

Yonne. — A Auxerre, d'après le Conseil des prud'hommes, l'activité du travail sera bonne, sans chômage; on fait 11 heures par jour.

Algérie. — A Alger, dans l'horticulture, qui compte 26 établissements syndiqués, le travail a été plus abondant qu'en 1907 à pareille époque, et en diminution, quant à sa durée, sur le 1^{er} trimestre 1908; les salaires seraient en hausse et le nombre des établissements a augmenté.

A Mascara, d'après le Conseil de prud'hommes, il n'y a pas eu de changement depuis le 1^{er} trimestre.

Analyse, par département, des renseignements fournis par les syndicats ouvriers.

(Renseignements fournis à la date du 15 septembre.)

1. — **Ain.** — A Bourg, 3 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*.
A Saint-Genis-Ponilly, 18 p. 100 de chômeurs, chez les *diamantaires* du pays de Gex.
A Serrières-de-Briord, pas de chômeurs, 66 heures, chez les *tullistes*.

2. — **Aisne.** — A Saint-Quentin, pas de chômeurs, chez les *brasseurs*; pas de changement chez les ouvriers du *piquage de cartons*; travail peu satisfaisant, 50 heures, chez les *tisseurs*; 4 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *tullistes en guipures*; pas de chômeurs, 50 à 60 heures, dans l'*habillement*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *menuisiers*; pas de chômeurs, 72 heures, chez les *travailleurs du bois*; pas de chômeurs, 50 heures, travail satisfaisant, chez les *maçons*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *couvreurs-zingueurs*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *employés*.

A Soissons, travail satisfaisant, 60 heures, chez les *ouvriers du livre*; pas de chômeurs, 66 heures, chez les *mécaniciens*.

A Chauny, pas de chômeurs, 60 et 72 heures, chez les ouvriers des *produits chimiques*.

A Guise, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *mouleurs*.

A Laon, pas de chômeurs chez les *couturières*.

A Origny-en-Thiérache, 8 p. 100 de chômeurs, 70 heures, chez les *vanniers*.

A Vaux-sur-Laon, pas de chômeurs, 66 heures, dans le *bâtiment*.

A Villers-Cotterets, pas de chômeurs, 72 heures, chez les *travailleurs du bois*.

A Estrées, 40 p. 100 de chômeurs, 45 heures, chez les *brodeurs*.

3. — **Allier.** — A Moulins, pas de chômeurs, 60 heures, travail satisfaisant, chez les *peintres et plâtriers*.

A Commentry, pas de chômeurs chez les *chénistes*; travail non satisfaisant, 66 heures, chez les *métallurgistes*.

A Bourbon-l'Archambault, pas de chômeurs dans le *bâtiment*.

A Gannat, 5 p. 100 de chômeurs, dans le *bâtiment*.

A Neuilly-le-Réal, pas de chômeurs, 60 heures, dans le *bâtiment*.

A Saint-Aubin-le-Monial, 12 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *scieurs de long*.

A Vichy, travail moins abondant chez les *garçons restaurateurs hémionadiers*.

Chez les *travailleurs agricoles*: pas de chômeurs, à Buxières-les-Mines, Chemilly, Meillard, Molinet; travail peu satisfaisant à Neuilly-le-Réal; pas de chômeurs à Saligny.

Chez les *bûcherons*: 35 p. 100 de chômeurs à Bourbon-l'Archambault; 50 p. 100 à Couleuvres; pas de chômeurs à Franchesse; 59 p. 100 à Isles et Bardais; pas de chômeurs à Lurcy-Lévy; 33 p. 100 à Merrey; 23 p. 100 à Monbenguy; pas de chômeurs à Nœvre; pas de chômeurs à Pouzy-Mézangy; pas de chômeurs à Saint-Plaisir; 13 p. 100 à Saint-Voir; pas de chômeurs à Vaumas; pas de chômeurs à Ygrande.

Chez les *mineurs*: 54 heures à Doyet; pas de chômeurs à Montcombroux; pas de chômeurs, 54 heures, à Montvicq; travail peu satisfaisant, 54 heures, à Saint-Hilaire.

A Saint-Yorre, 10 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *sourciers*.

4. — **Alpes (Basses-).** — A Digne, pas de chômeurs, 60 heures, chez les ouvriers du *bâtiment*.

A Saint-Maime, pas de chômeurs, 57 heures, chez les *mineurs*.

5. — **Alpes (Hautes-).** A Briançon, pas de chômeurs, 60 heures, dans le *bâtiment*.

6. — **Alpes-Maritimes.** — A Nice, pas de chômeurs, chez les employés pour l'éclairage au gaz et à l'électricité; 14 p. 100 de chômeurs, 40 heures, chez les *typographes*; 20 p. 100 chez les *ouvriers du port*; pas de chômeurs, 50 à 55 heures, chez les *comptables et employés de banque*; pas de chômeurs, 80 heures, chez les *infirmières et infirmiers*; travail satisfaisant chez les *machinistes*.

A Cannes, pas de chômeurs, travail non satisfaisant, chez les *ouvriers du port*.

A Contes-les-Pins, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *ouvriers en chaux et ciments*.

A Grasse, pas de chômeurs, 54 heures, chez les *typo-lithographes*.

A Menton, 42 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *peintres*; un quart de chômeurs, 50 heures, chez les *débardeurs*.

7. — **Ardèche.** — A Annonay, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *papetiers*; 10 p. 100 de chômeurs chez les *mégissiers-palissonneurs*; 20 p. 100 de chômeurs, 50 heures, chez les *mégissiers de rivière*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *menuisiers, charpentiers, ébénistes*; pas de chômeurs 60 heures, chez les *métallurgistes*; pas de chômeurs chez les *maçons*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *peintres*.

A Jaujac, 60 heures, travail satisfaisant, chez les *ouvriers et ouvrières oralistes*.

A Largentière, travail toujours abondant, 59 heures, chez les *tisseurs*.

A Privas, travail moins abondant, 60 heures, chez les *mineurs*; 19 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*.

A Vals, 15 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *terrassiers et manœuvres des eaux minérales*.

8. — **Ardennes.** — A Mézières, pas de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*.

A Charleville, 4 p. 100 de chômeurs chez les *métallurgistes*.

A Fumay, 5 p. 100 de chômeurs, 44 heures, chez les *mineurs*; pas de chômeurs chez les *ardoisiers*.

A Haybes-sur-Meuse, pas de chômeurs, 44 à 55 heures, chez les *ardoisiers*.

A Rimogne, travail peu satisfaisant, 57 heures, chez les *ardoisiers*.

A Sedan, pas de chômeurs, 66 heures, chez les *charbons*; pas de chômeurs, 90 heures, chez les *camionneurs*.

A Hiraumont-en-Rocroi, pas de chômeurs chez les *mouleurs et métallurgistes*.

Chez les *tisseurs*: 33 p. 100 de chômeurs (industrie lainière), 60 heures, à Daigny; travail moins abondant, 50 à 60 heures, à Floing. Pas de chômeurs, 60 heures, à Illy; pas de chômeurs, 60 heures, à Sedan; pas de chômeurs, 60 heures à Saint-Menges.

Chez les *métallurgistes*: pas de chômeurs, 68 heures, à Braux; 2 p. 100 de chômeurs, 60 heures, à Charleville; 2 p. 100 de chômeurs, 60 heures, à Frommelennes; pas de chômeurs à Haraucourt; pas de chômeurs, 38 heures, aux Mazures.

9. — **Ariège.** — A Lavelanet, 75 p. 100 de chômeurs, chez les *ouvriers textiles*.

10. — **Aube.** — A Troyes, travail moins abondant, 24 à 30 heures, dans la *bonneterie*; 6 p. 100 de chômeurs, chez les *débardeurs*.

11. — **Aude.** — A Carcassonne, pas de chômeurs, chez les *cuisiniers*; pas de chômeurs, 60 heures, dans l'*habillement*; pas de chômeurs chez les *menuisiers*; pas de chômeurs, 60 heures, dans le *bâtiment*; 5 p. 100 de chômeurs, chez les *comptables*; pas de chômeurs chez les *employés de commerce*; pas de chômeurs chez les *gens de maison*; 2 p. 100 de chômeurs chez les *instituteurs et institutrices libres*.

A Espéraz, travail plus abondant, 60 heures, chez les *ouvriers et ouvrières en chapellerie*.

A Narbonne, 11 p. 100 de chômeurs, 84 heures, chez les *boulangers*; pas de chômeurs chez les *cuisiniers*; 21 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*.

En ce qui concerne les *ouvriers forestiers agricoles, cultivateurs, etc.*: pas de chômeurs

à Argeliers; pas de chômeurs à Bontenac, à Capendu; 8 p. 100 à Castelnau-d'Aude; pas de chômeurs à Conigüe; pas de chômeurs à Cuxac-d'Aude; pas de chômeurs à Gruissan; 40 p. 100 de chômeurs à Limoux; pas de chômeurs à Maillac; 50 p. 100 de chômeurs à Marcorignan; 13 p. 100 de chômeurs à Montlaur; pas de chômeurs à Ornaïsons; pas de chômeurs à Peyriac-de-Mer; pas de chômeurs à Roubia; pas de chômeurs à Saint-André-de-Roquelongue; pas de chômeurs à Sainte-Colombe-sur-Guette; pas de chômeurs à Trèbes; travail satisfaisant à Tronget; pas de chômeurs à Villeghy; pas de chômeurs à Villemoussou.

12. — Aveyron. — A Millau, 16 p. 100 de chômeurs chez les *boulangers*; 62 p. 100 de chômeurs, 35 heures, chez les *tanneurs* et *corroyeurs*; 65 p. 100 de chômeurs, 35 à 40 heures, chez les *mégissiers* et *chamoiseurs*; 42 p. 100 chez les *palissonneurs mégissiers*; 25 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *palissonneurs en couleur*; 44 p. 100 de chômeurs, chez les *teinturiers en peaux*; 21 p. 100 de chômeurs chez les ouvriers des *meubles* et *menuisiers*.

A Decazeville, pas de chômeurs, 60 heures, dans le *bâtiment*.

13. — Bouches-du-Rhône. — A Marseille, travail peu abondant chez les *pêcheurs*; 12 p. 100 de chômeurs, 66 heures, chez les *cuisiniers de terre et de mer*, 10 p. 100 de chômeurs, 72 heures, chez les *confiseurs-pâtisseries*; 18 p. 100 de chômeurs, 112 heures, chez les garçons *bouchers* et *charcutiers*; 11 p. 100 de chômeurs chez les *bouchers*, *tripiers* et *boyaudiers*; 7 p. 100 de chômeurs chez les *maîtres d'hôtel* et *garçons navigateurs*; 24 p. 100 chez les employés d'*hôtels* et *restaurants*; 10 p. 100 de chômeurs chez les employés de *restaurant*, *navigateurs réunis*; 36 p. 100 de chômeurs, 105 heures, chez les *liquoristes*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les ouvriers des *raffineries de sucre*.

9 p. 100 de chômeurs, 72 à 82 heures, chez les ouvriers des *huileries*; 16 p. 100 de chômeurs chez les *savonniers*; 2 p. 100 de chômeurs, 60 à 70 heures, chez les *travailleurs du gaz*.

4 p. 100 de chômeurs chez les *typographes*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *imprimeurs lithographes*; travail satisfaisant, 54 heures, chez les *cartonniers*.

30 p. 100 de chômeurs, chez les ouvriers des *fournitures militaires*.

Pas de chômeurs, 60 heures, chez les *selliers-bourreliers*.

20 p. 100 de chômeurs chez les *calfat*s et *perceurs*; 17 p. 100 de chômeurs chez les *carrossiers*.

56 p. 100 de chômeurs, 92 heures, chez les *métallurgistes*; 12 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *mouleurs*; 14 p. 100 de chômeurs chez les *forgerons*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *modeleurs mécaniciens*; 3 p. 100 de chômeurs chez les *mécaniciens*.

Pas de chômeurs, 55 à 60 heures, dans les *travaux d'art publics* et *sous-marins*; 58 p. 100 de chômeurs, 45 heures, chez les *tailleurs de pierres tendre*; 13 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *cimentiers gâcheurs*; 80 p. 100 de chômeurs, chez les *peintres*, *décorateurs*, *doreurs* et *vitriers*; 10 p. 100 de chômeurs chez les *plombiers-zingeurs*; pas de chômeurs, chez les *carreleurs*; 15 p. 100 de chômeurs chez les *ouvriers terrassiers*.

6 p. 100 de chômeurs chez les *employés de commerce*; travail non satisfaisant chez les *sténographes de commerce*; 4 p. 100 de chômeurs chez les *comptables professionnels*; pas de changement chez les *représentants de commerce*; travail peu satisfaisant, 70 heures, chez les *machinistes des théâtres et concerts*; 20 p. 100 de chômeurs chez les *chauffeurs-conducteurs mécaniciens-automobilistes*; 50 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les ouvriers des *enclos de bois*; 84 heures, pas de chômeurs chez les garçons *cochers de fiacre*; 15 p. 100 de chômeurs chez les *coiffeurs mixtes*.

A Aix, 13 p. 100 de chômeurs chez les *cuisiniers*, *pâtisseries*, *confiseurs*; travail satisfaisant chez les *boulangers*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *mouleurs sur métaux*.

A Arles, 25 p. 100 de chômeurs, chez les *pêcheurs*; pas de chômeurs, 40 heures, dans l'*habillement*.

A Aubagne, 33 p. 100 de chômeurs, 24 heures, chez les *tonneliers*.

A Berre, 31 p. 100 de chômeurs chez les *pêcheurs* de l'Étang; pas de chômeurs, travail non satisfaisant, chez ceux d'Estaque-Plage.

A la Ciotat, 30 p. 100 de chômeurs chez les *boulangers*.

A Fontvieille, 42 p. 100 de chômeurs, 48 heures, chez les *carriers*.

A Martigues, pas de chômeurs chez les *pêcheurs*.

A Port-Saint-Louis-du-Rhône, 27 heures de travail par semaine chez les *ouvriers du port*.

Chez les *mineurs* : pas de chômeurs à Valdonne (commune de Bourine); 4 jours de travail par semaine à Fuveau; travail satisfaisant, 48 heures, à Gardanne; pas de chômeurs, 54 heures, à Saint-Savournin.

14. — **Calvados.** — A Caen, travail satisfaisant, 54 heures, chez les *typographes*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *menuisiers*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *mouleurs*; travail satisfaisant chez les *employés*.

A Condé-sur-Noircau, pas de chômeurs, 55 heures, chez les travailleurs de l'*industrie cotonnière*.

A Lisieux, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *liniers et lainiers*; pas de chômeurs chez les *couvreurs-zingeurs-plombiers*.

A Vire, travail satisfaisant 54 heures, chez les *typographes*.

15. — **Cantal.** — A Aurillac, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *employés en para-pluies*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *galochiers*; 29 p. 100 de chômeurs dans le *bâtiment*.

Pas de chômeurs, 60 heures, chez les *mineurs* de Champagnac-les-Mines.

16. — **Charente.** — A Angoulême, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *tailleurs d'habits*.

A Cognac, 7 p. 100 de chômeurs chez les *boulangers*; 35 p. 100 de chômeurs, 48 heures, chez les *tonneliers*; pas de chômeurs, 80 heures, chez les *tuiliers-céramistes*; 12 p. 100 chez les *tailleurs de pierres et maçons*; pas de chômeurs chez les *courcours*.

17. — **Charente-Inférieure.** — A Rochefort, 7 p. 100 de chômeurs chez les *boulangers*, pas de chômeurs chez les *typographes*; 16 p. 100 de chômeurs chez les *ouvriers des quais et marins du commerce*; 12 p. 100 de chômeurs chez les *instituteurs libres*; pas de chômeurs, 40 heures et moins chez les *arrimeurs* du port de Tonnay.

A La Rochelle, pas de chômeurs, 63 et 72 heures, chez les *ouvriers des engrais chimiques*; 1 p. 100 de chômeurs chez les *ouvriers des industries du liège*.

A Marans, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *ouvriers des docks*.

A Saint-Séverin, pas de chômeurs, chez les *bûcherons*.

A la Tremblade, pas de chômeurs dans le *bâtiment*; pas de chômeurs chez les *ostréiculteurs et ouvriers agricoles*.

18. — **Cher.** — A Bourges, 6 p. 100 de chômeurs chez les *boulangers*; 12 p. 100 de chômeurs, 60 heures, dans l'*habillement*; 40 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *charpentiers*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *ouvriers en voitures*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *métallurgistes*; pas de chômeurs, 66 heures, chez les *tailleurs de pierres*; pas de chômeurs, 54 heures, chez les *peintres*; pas de chômeurs chez les *employés*.

A Bouvesse-Quirieu, pas de chômeurs chez les *carriers-chaufourniers*.

A Charenton-du-Cher, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *tuiliers*.

A Dun-sur-Auron, 18 p. 100 de chômeurs, 50 heures, chez les *maçons*; travail satisfaisant, 60 heures, chez les *maçons, aides-maçons et tailleurs de pierres*.

A Graçay, pas de chômeurs, 72 heures, dans le *bâtiment*.

A la Guerche-sur-l'Aubois, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *ouvriers du bâtiment*; pas de chômeurs, 63 heures, chez les *chaufourniers*.

A Jouet-sur-l'Aubois, pas de chômeurs, 55 heures, dans le *bâtiment*.

A Saint-Amand, travail satisfaisant, 60 heures, chez les *ouvriers en bijouterie*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *maçons*.

A Saint-Loup-de-Chaumes, pas de chômeurs chez les *ouvriers agricoles*.

A Sancoins, pas de chômeurs, 60 heures, dans le *bâtiment*.

A Torteron, pas de chômeurs chez les *chaufourniers*.

A Vallenay, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *carriers*.

En ce qui concerne les *bûcherons*, pas de chômeurs à Apremont; pas de chômeurs à Arpheuilles, pas de chômeurs à Brécy, à Chambon, à la Chapelle, 10 p. 100 à la Cha-

pelle-Hugon, pas de chômeurs à Charenton-du-Cher, à Cours-les-Barres, à Farges et Septaine, à Flavigny; 10 p. 100 à Feux; pas de chômeurs à Garigny, à Groises; 15 p. 100 de chômeurs à la Guerche-sur-l'Aubois; pas de chômeurs à Ivoy-le-Pré; pas de chômeurs à Jalognes, à Jouet-sur-l'Aubois, 18 p. 100 de chômeurs à Loye, pas de chômeurs à Morlac, à Meillant; 7 p. 100 à Mornay-Berry; pas de chômeurs à Saint-Benin-d'Azy; pas de chômeurs à Saint-Pierre-des-Étieux; 5 p. 100 de chômeurs à Sancergues; 15 p. 100 à Sancoins; 30 p. 100 à Sarrue; 20 p. 100 de chômeurs à Torteron; 45 p. 100 à Uzay-le-Venon; 45 p. 100 de chômeurs à Véreaux; travail satisfaisant à Villiers.

19. — **Corrèze.** — A Tulle, moins de 1 p. 100 de chômeurs, 54 et 60 heures, chez les *typographes*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *cordonniers sur mesure*; pas de chômeurs, 66 heures, chez les *tailleurs de pierres et maçons*;

A Bort, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *chapeliers-fouleurs*; travail plus abondant, 78 heures, chez les *chapeliers-appropriers*.

A Brive, 7 p. 100 de chômeurs chez les *terrassiers, manœuvres et puisatiers*; travail satisfaisant, 80 heures, chez les *boulangers*; 84 heures, chez les *camionneurs et cochers*.

20. — **Corse.** — A Ajaccio, 10 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *cordonniers*, 2 p. 100 de chômeurs, 57 heures, chez les *employés de commerce*.

21. — **Côte-d'Or.** — A Dijon, 2 p. 100 de chômeurs, 50 heures, chez les *typographes*; 10 p. 100 de chômeurs chez les *relieurs, doreurs, maroquiniers et papetiers*; pas de chômeurs chez les *cordonniers*; pas de chômeurs chez les *blanchisseuses*; 10 p. 100 de chômeurs chez les *couvreurs*; pas de chômeurs chez les *comptables et employés*.

A Beaune, pas de chômeurs, 54 à 66 heures, dans le *bâtiment*.

A Villiers-le-Duc, pas de chômeurs chez les *tâcherons*.

Chez les *bûcherons*, pas de chômeurs à Corcelle-les-Cîteaux et à Saulieu.

22. — **Côtes-du-Nord.** — A Saint-Brieuc, travail satisfaisant, 54 heures, chez les *typographes*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *menuisiers*; pas de chômeurs, 60 heures, dans le *bâtiment*, pas de chômeurs chez les *peintres*.

A Dinan, travail peu satisfaisant, 54 heures, chez les *typographes*; pas de chômeurs, 65 heures, chez les *ouvriers en voitures*.

23. — **Creuse.** — A Guéret, pas de chômeurs chez les *limonadiers-restaurateurs*; à Aubusson, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *ouvriers en tapisserie d'art*; 14 p. 100 de chômeurs, 48 à 60 heures, chez les *dessinateurs*.

A Lavaveix, pas de chômeurs, 54 et 66 heures, chez les *mineurs*.

24. — **Dordogne.** — A Allas-Marnac, travail satisfaisant, 66 heures, chez les *ouvriers des mines de ciment*.

A Bergerac, pas de chômeurs, 84 heures, chez les *boulangers*; pas de chômeurs, 69 heures, chez les *employés*.

A Cénac, pas de chômeurs chez les *meuniers*.

25. — **Doubs.** — A Besançon, grève chez les *ouvriers en soieries*; 25 p. 100 de chômeurs chez les *ouvriers en couronnes, etc., de montres*.

A Badevel, 1 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *horlogers*.

A Charquemont, 33 p. 100 de chômeurs, 40 à 50 heures, chez les *horlogers*.

A Lac-ou-Villers, 40 p. 100 de chômeurs, 50 heures, chez les *horlogers*.

A Montbéliard, pas de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*; travail satisfaisant, 66 heures, dans le *bâtiment*.

A Morteau, 33 p. 100 de chômeurs chez les *horlogers*.

A Verrières-de-Joux, 30 p. 100 de chômeurs, 30 à 36 heures, chez les *horlogers*.

26. — **Drôme.** — A Valence, 7 p. 100 de chômeurs chez les *ouvriers de l'alimen-*

tation, 11 p. 100 de chômeurs chez les *mouleurs*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *peintres et plâtriers*; pas de chômeurs, 78 heures, chez les *employés*.

A Bourg-de-Péage, pas de chômeurs chez les *chapeliers-approprieurs*.

A Saint-Restitut, 30 p. 100 de chômeurs, 30 heures, chez les *carriers*.

A Saint-Vallier, 4 p. 100 de chômeurs, chez les *tourneurs et mouleurs en porcelaine*.

27. — **Eure.** — A Évreux, pas de chômeurs chez les *garçons limonadiers*; 60 heures, chez les ouvriers de l'Union indépendante des *tissus*.

28. — **Eure-et-Loir.** — A Chartres, pas de chômeurs, 84 heures, chez les *boulangers*; 4 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *mécaniciens*; 10 p. 100 de chômeurs, 66 heures, dans le *bâtiment*.

A Dreux, 20 p. 100 de chômeurs chez les ouvriers *agricoles*.

29. — **Finistère.** — A Audierne, chômage complet chez les *ferblantiers-boîtiers*;

A Concarneau, travail non satisfaisant chez les *pêcheurs*.

A Douarnenez, travail satisfaisant chez les *marins pêcheurs* de la baie; travail peu abondant chez les *marins pêcheurs* du quartier de Douarnenez; 22 p. 100 de chômeurs, 45 heures, chez les *soudeurs-boîtiers*.

A Quimper, 7 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*.

A Guilvinec, pas de chômeurs, chez les *pêcheurs*; 62 p. 100 de chômeurs, 36 heures, chez les *ferblantiers-boîtiers*.

A Relecq-Kerhuon, pas de chômeurs chez les *marins-pêcheurs*.

30. — **Gard.** — A Alais, travail satisfaisant, chez les *verriers*.

A Aramon, pas de chômeurs, 66 heures, chez les *vanniers*.

A Lasalle, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *filateurs de soie*.

A Montardier, travail peu satisfaisant, 60 heures, chez les *mineurs*.

A Nîmes, pas de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *coltineurs*; 50 p. 100 de chômeurs chez les *maçons, tailleurs de pierres et carriers*; pas de chômeurs chez les *coiffeurs*.

A Quissac, pas de chômeurs chez les ouvriers *agricoles*.

A Saint-Jean-du-Gard, 60 heures, chez les *fileuses*.

A Sauve, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *bonnetiers*.

A Saint-Hippolyte-du-Fort, 2 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les ouvriers en *soie*.

A Trescol, pas de chômeurs chez les *mineurs*.

31. — **Garonne (Haute-).** — A Toulouse, travail satisfaisant chez les *selliers-bourreliers*; pas de chômeurs chez les *monteurs de galoches*; 2 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *coupeurs-chemisiers*; 5 p. de chômeurs, 60 heures, chez les *métallurgistes*; 2 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *mécaniciens*; 3 p. 100 de chômeurs, 50 heures, chez les *maçons*; 4 p. 100 de chômeurs chez les *comptables*; pas de chômeurs chez les *coiffeurs*.

32. — **Gers.** — A Auch, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *terrassiers*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *maçons et tailleurs de pierres*.

A Lectoure, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *maçons et charpentiers*.

33. — **Gironde.** — A Bordeaux, 1 p. 100 de chômeurs, 91 heures, chez les *cuisiniers*, 3 p. 100 de chômeurs, 112 heures chez les *patissiers-glaciers*; pas de chômeurs chez les *maîtres d'hôtel, garçons-restaurateurs de la navigation*.

Moins de 1 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*; 5 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *imprimeurs-conducteurs-typographes*; 12 p. 100 chez les *imprimeurs-lithographes*; 14 p. 100 de chômeurs chez les *dessinateurs, chromistes, écrivains et graveurs-lithographes*.

40 p. 100 de chômeurs, 56 heures chez les *tailleurs d'habits*; 1 chômeur chez les *coupeurs-tailleurs*.

Pas de chômeurs, 60 heures, chez les *ébénistes*; travail moins abondant chez les *brossiers*; pas de chômeurs chez les *layetiers*; pas de chômeurs, 66 heures, chez les *charrons* et les

forgerons; 1 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *mouleurs*; pas de chômeurs chez les *forgerons en mécanique de marine*; de même chez les ouvriers de l'article de ménage; pas de chômeurs, 72 heures, chez les *boitiers*.

Pas de chômeurs, 60 heures, chez les *tailleurs de pierre et maçons*; pas de chômeurs, 63 heures, chez les *peintres*; 17 p. 100 de chômeurs, 50 heures, chez les *ravaleurs*.

Travail peu satisfaisant chez les *verriers en verre blanc*.

Pas de chômeurs, travail normal chez les *marins du commerce*; 50 p. 100 de chômeurs chez les *sacquiers et manutentionnaires en grains et farines*; 66 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *arriveurs des bois merrains*.

6 p. 100 de chômeurs chez les *gens de maison*.

A Camarsac, pas de chômeurs, 54 heures, chez les *carriers*.

A Libourne, 12 p. 100 de chômeurs, 80 à 90 heures, chez les *boulangers*; pas de chômeurs, 78 heures, chez les *employés*.

Pas de chômeurs, 60 heures, chez les ouvriers des *scieries mécaniques* de Podensac et chez ceux de Preignac.

Chez les *tonneliers*: 20 p. 100 de chômeurs, à Barsac; 8 p. 100 de chômeurs à Libourne.

34. — **Hérault.** — A Montpellier, 5 p. 100 de chômeurs, 78 heures, chez les *boulangers*; 33 p. 100 de chômeurs chez les *cordonniers*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *métallurgistes*; 2 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *maréchaux-ferrants*.

A Agde, 5 p. 100 de chômeurs chez les *pêcheurs*; pas de chômeurs à la Courantille; pas de chômeurs, 48 heures, chez les *tonneliers*; pas de chômeurs, 42 heures, chez les *tailleurs de pierre*; pas de chômeurs chez les *peintres*; pas de chômeurs chez les ouvriers du port.

A Bédarieux, 14 p. 100 de chômeurs chez les *carriers*, *mineurs-terrassiers*; 3 p. 100 de chômeurs, travail satisfaisant, chez les *charretiers, maçons, plâtriers, tailleurs de pierres*.

A Bouzigues, pas de changement chez les *pêcheurs*.

A Cette, 14 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *métallurgistes*.

A Ganges, 2 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *bonnetiers et gantiers*.

A Graissèsac, travail satisfaisant, 59 heures, chez les *mineurs*.

A Marsillargues, 12 p. 100 de chômeurs chez les *tailleurs de pierres et maçons*.

A Mèze, pas de chômeurs, 72 heures, chez les *charretiers*.

A Pézenas, pas de chômeurs, 72 heures, chez les *employés de commerce*.

En ce qui concerne les *travailleurs de la terre*, ouvriers *agriculteurs, cultivateurs, vignerons*, etc., pas de chômeurs à Abeillan; pas de chômeurs à Agde; travail plus abondant à Capestang; pas de chômeurs à Cazeuls-les-Béziers; pas de chômeurs à Mèze; pas de chômeurs à Mudaison; pas de chômeurs à Nézignan-l'Évêque; pas de chômeurs à Sérignan; pas de chômeurs à Villeneuve-les-Béziers.

35. — **Ille-et-Vilaine.** — A Rennes, pas de chômeurs chez les *écrivains dessinateurs lithographes*; 19 p. 100 de chômeurs, 63 heures, chez les *métallurgistes*; 5 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *manœuvres*; pas de chômeurs chez les *musiciens*.

A Fougères, pas de chômeurs, 66 heures, chez les *maçons*.

A Paramé, 4 p. 100 de chômeurs, 60 heures, dans le *bâtiment*.

36. — **Indre.** — A Châteauroux, travail satisfaisant, 60 heures, chez les *ouvriers en drap*.

37. — **Indre-et-Loire.** — A Tours, pas de chômeurs, 50 heures, chez les *coupeurs et brocheurs en chaussures*; 60 heures, chez les employés des *tramways*.

A Amboise, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *mouleurs*; 28 p. 100 de chômeurs chez les ouvriers en *cuir*.

A Saint-Cyr-sur-Loire, pas de chômeurs, 60 heures, chez les ouvriers en *produits chimiques*.

38. — **Isère.** — A Grenoble, 3 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*; pas de chômeurs, 54 heures, chez les *mégissiers*; travail satisfaisant chez les *ouvrières de l'aiguille*; 3 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *menuisiers*; pas de chômeurs, 60 heures

chez les ouvriers en *boutons*; pas de chômeurs, 50 heures, chez les *maçons*; pas de chômeurs chez les *employés*.

Aux Avenières, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *cordonniers*.

A Bouvesse-Quirien, pas de chômeurs chez les *carriers-chaufourniers*.

A Bourgoïn, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *manœuvres journaliers*.

A Brignoud, pas de changement chez les *papetiers*.

A Domène, pas de chômeurs, 66 à 84 heures, chez les *papetiers*.

A Gières, pas de chômeurs chez les *gantiers*.

A Izeaux, pas de chômeurs, 55 heures, chez les *cordonniers*.

A Moirans, 3 p. 100 de chômeurs chez les *tisseurs*.

A Montaliu-Vercien, un tiers de chômeurs, 60 heures, chez les ouvriers en *soie*.

A La Motte-d'Aveillans, travail très abondant chez les *mineurs*.

A Parmilieu, 8 p. 100 de chômeurs chez les *tailleurs de pierres et carriers*.

A Porcien-Amblagnieu, 6 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *tailleurs de pierres*.

A Saint-Clair-de-la-Tour, pas de chômeurs, 68 heures 1/2, chez les *tullistes*.

A Saint-Geoire-en-Valdaine, 30 p. 100 de chômeurs, 50 heures, chez les *tisseurs*.

A Saint-Laurent-du-Pont, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *métallurgistes*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les ouvriers en *ciment*.

A Saint-Symphorien d'Ozon, pas de chômeurs, chez les *galechiers*.

A Vienne, pas de chômeurs, 72 à 76 heures, chez les *boulangers*; 6 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *ouvriers en chaussures*; 28 p. 100 de chômeurs, 60 heures, dans l'*industrie textile*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *charpentiers*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *menuisiers et ébénistes*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *ouvriers en voitures*; pas de chômeurs, 60 à 70 heures, dans la *métallurgie*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *mouleurs*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *plâtriers-peintres*.

A Voiron, travail plus abondant chez les ouvriers en *soie*.

39. — **Jura.** — A Dôle, pas de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*.

A Cinquétral, pas de chômeurs, 30 heures, chez les ouvriers en *tuyaux de pipes*.

A Fraisans, un tiers de chômeurs chez les *métallurgistes*.

A Lavans-Saint-Claude, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *tourneurs*.

A Montmorot, chômage presque complet dans les *salines*.

A Morez, 72 heures, chez les *scieurs*; 60 p. 100 de chômeurs chez les *horlogers*; travail plus satisfaisant chez les *lunetiers*.

A Our, 35 p. 100 de chômeurs chez les *bûcherons*.

A Poligny, travail non satisfaisant chez les *riquerons*.

A Salins, pas de chômeurs chez les *typographes*.

40. — **Landes.** — A Mont-de-Marsan, pas de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *charpentiers*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *maçons*.

A Dax, pas de chômeurs, 66 heures, chez les *employés de commerce*.

A Soustons, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *bûcheronniers*.

Chez les *résiniers*: pas de chômeurs à Beylongue; moins de 1 p. 100 de chômeurs à Castets-des-Landes; pas de chômeurs à Escource, à Uster; pas de chômeurs à Léon, à Lit et Mixte, à Mézos; pas de chômeurs à Mimizan; pas de chômeurs à Moliets-et-Maa; pas de chômeurs à Onesse-Labarie, à Rion; 5 p. 100 à Sainte-Eulalie-en-Born; pas de changement à Saint-Paul-lès-Dax; pas de chômeurs à Saint-Vincent-de-Paul; pas de chômeurs à Vielle-Saint-Gérons.

41. — **Loir-et-Cher.** — A Blois, pas de chômeurs chez les *menuisiers-ébénistes*; pas de chômeurs chez les *peintres*; pas de chômeurs chez les *coiffeurs*.

A Romorantin, pas de chômeurs, 60 et 66 heures, chez les ouvriers du *drap*; pas de chômeurs, 66 heures, chez les *mécaniciens*; travail satisfaisant, 66 heures, chez les ouvriers du *bâtiment* de l'usine Normant.

42. — **Loire.** — A Saint-Étienne, 4 p. 100 de chômeurs chez les *marailleurs*; pas de chômeurs chez les *mineurs*; pas de chômeurs chez les *chauffeurs et mécaniciens des mines du*

bassin de la Loire; pas de chômeurs, 60 heures, chez les travailleurs du gaz; pas de chômeurs, 54 heures, chez les typographes; 7 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les imprimeurs-graveurs-lithographes; 68 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les tisseurs stéphanois; 70 p. 100 chez les tisseurs de Beaubrun; pas de chômeurs, 60 heures, chez les sabotiers; pas de chômeurs, 60 à 66 heures, chez les ouvriers en voitures; pas de chômeurs, 60 heures, chez les armuriers, 5 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les mécaniciens-électriciens; pas de chômeurs, 60 heures, chez les maréchaux-ferrants 8 p. 100 de chômeurs chez les employés de la fabrique de rubans.

A Roanne, pas de chômeurs, 55 heures, chez les typographes; pas de chômeurs, 60 heures, chez les imprimeurs, graveurs, lithographes et papetiers; pas de chômeurs, 60 heures, chez les ouvriers des cuirs et peaux; 2.8 p. 100 de chômeurs, 40 heures, dans l'industrie textile; 2 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les pareurs; 34 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les gareurs, monteurs de chaînes, jacquardiers; moins de 1 p. 100 de chômeur, 60 heures, chez les apprêteurs; pas de chômeurs, 60 heures, chez les charpentiers; pas de chômeurs, 60 heures, chez les menuisiers; 6 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les ouvriers en voitures; pas de chômeurs, 60 heures, chez les sabotiers-galochiers; pas de chômeurs, 60 heures, chez les mouleurs; pas de chômeurs, 60 heures, chez les maçons; pas de chômeurs, 60 heures, chez les tailleurs de pierres; pas de chômeurs, 60 heures, chez les tourneurs en poterie; 60 à 70 heures, chez les employés de tramways; pas de chômeurs chez les employés de commerce.

A Bussières, pas de chômeurs, 60 heures, chez les ouvriers en soie.

Au Cergne, 10 p. 100 de chômeurs chez les tisseurs.

Au Chambon-Feugerolles, 6 p. 100 de chômeurs, 50 heures, chez les métallurgistes.

A Charlieu, chez les ouvriers en soierie, 15 p. 100 de chômeurs, pour les tisseurs à la mécanique, et 40 p. 100 de chômeurs, chez les tisseurs à bras.

A Chazelles-sur-Lyon, pas de chômeurs chez les ouvriers de la chapellerie.

A Firminy, pas de chômeurs, 60 heures, chez les menuisiers; 24 p. 100 de chômeurs, 55 heures, chez les maçons.

A Monthbrison, 72 heures dans la meunerie.

A la Ricamarie, pas de chômeurs, 60 heures, chez les mineurs.

A Sail-sous-Couzan, pas de chômeurs, 54 heures, chez les ouvriers des eaux minérales.

A Saint-Genest-Lerpt, 15 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les chefs d'ateliers rubaniers.

A la Talaudière, pas de chômeurs chez les mineurs.

A Villars, travail satisfaisant chez les mineurs.

A Violay, pas de chômeurs, 60 heures, chez les tisseurs en soie.

43. — Haute-Loire. — Au Puy, pas de chômeurs, 60 heures, chez les plâtriers-peintres.

A Yssingaux, travail satisfaisant, 60 heures, chez les menuisiers.

44. — Loire-Inférieure. — A Nantes, 11 p. 100 de chômeurs, 72 heures, chez les boulangers; 3 p. 100 de chômeurs, 54 à 60 heures, chez les lithographes; 4 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les typographes; 60 p. 100 de chômeurs chez les charpentiers de navires; 2 p. 100 de chômeurs, chez les dessinateurs.

A Chantenay, pas de chômeurs, 60 heures, chez les ferblantiers-boitiers.

A Saint-Nazaire, travail peu satisfaisant chez les marins et pêcheurs; 16 p. 100 de chômeurs, chez les boulangers; pas de chômeurs, 52 heures, dans le port et 63 heures à la mer, chez les mécaniciens-navigateurs du commerce.

45. — Loiret. — A Orléans, 4 p. 100 de chômeurs, chez les limonadiers; 1 chômeur, 54 heures, chez les conducteurs, peintres, margeurs, minervistes-typographes; 3 p. 100 de chômeurs chez les employés de commerce et d'industrie.

A Montargis, travail satisfaisant, 60 heures, chez les jardiniers; pas de chômeurs chez les ouvriers du bâtiment.

A Pithiviers, pas de chômeurs, 78 heures, dans le bâtiment.

Chez les bûcherons: pas de chômeurs, à Autry-le-Châtel; pas de chômeurs à Batilly, à Champoulet; 35 p. 100 de chômeurs à Cerdon; pas de chômeurs à Chevilly; pas de

chômeurs à Dammarie-en-Puisaye; pas de chômeurs à Faverelles; 20 p. 100 à Ouzouer-sur-Trézé; pas de chômeurs à Saint-Brisson; pas de chômeurs, à Sully-sur-Loire.

46. — **Lot.** — A Cahors, 13 p. 100 de chômeurs chez les *charpentiers*.

47. — **Lot-et-Garonne.** — A Agen, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *tailleurs de pierres et maçons*.

A Casteljaloux, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *charpentiers*.

A Couthures, pas de chômeurs chez les *travailleurs de la terre*.

A Lavardac, travail satisfaisant, 60 heures, chez les *bouconniers*.

A Marmande, pas de chômeurs, chez les *charpentiers*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *tonneliers*.

A Villeneuve-sur-le-Lot, pas de chômeurs chez les *typo-lithographes*; travail peu satisfaisant 50 heures, chez les *cordonniers*.

49. — **Maine-et-Loire.** — A Angers, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *mouleurs*; 2 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *mécaniciens-ajusteurs*. A Cholet, pas de chômeurs chez les *employés*.

A Cholet, 17 p. 100 de chômeurs, chez les *blanchisseurs-apprêteurs*.

A Saumur, pas de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*; 37 p. 100 de chômeurs chez les *plâtriers*.

Chez les *tisserands*; pas de chômeurs à Geste; 3 p. 100 de chômeurs à Saint-Léger-sous-Cholet; pas de chômeurs à Saint-Philbert-en-Mauges; 10 p. 100 de chômeurs à la Sagui-nière; 40 p. 100 de chômeurs à la Tessoualle.

50. — **Manche.** — A Avranches, travail satisfaisant, 60 heures, chez les *typographes*. A Cherbourg, 9 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*.

51. — **Marne.** — A Châlons-sur-Marne, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *typographes*; pas de chômeurs, 63 heures, chez les *imprimeurs en papiers peints*; pas de chômeurs chez les *ouriers et ouvrières en pelleteries*; pas de chômeurs, chez les *maçons*; 2 p. 100 de chômeurs chez les *employés*; pas de chômeurs chez les *coiffeurs*.

A Reims, travail satisfaisant, 70 heures, chez les *employés de la Compagnie du gaz*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *lithographes, papetiers, relieurs*; pas de changement dans l'industrie textile; pas de chômeurs, 60 heures, dans l'industrie lainière; 21 p. 100 de chômeurs, 66 heures, chez les *trieurs de laine*; pas de chômeurs, 66 heures, chez les *menuisiers-ébénistes*; 2 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *tonneliers-cuvistes*; 3 p. 100, de chômeurs, 60 heures, chez les *mécaniciens*, pas de chômeurs, 66 à 72 heures, chez les *plâtriers*; pas de chômeurs, 66 heures, chez les *maçons*; 6 p. 100 de chômeurs, 70 heures, chez les *employés*.

A Ay, chômage général chez les *vignerons*.

A Courlandon, travail satisfaisant, 72 à 84 heures, chez les *papetiers*.

A Compiègne, travail nul chez les *pilotes de la Marne*.

A Épernay, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *cuvistes-tonneliers*; 40 p. 100 de chômeurs, 60 à 70 heures, chez les ouvriers du bâtiment; 60 heures dans les ateliers du chemin de fer de l'Est.

A Fismes, 14 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *apprêteurs en pelleteries, lustreurs et fourreurs*.

52. — **Marne (Haute-).** — A Chaumont, pas de chômeurs, 33 heures, chez les *mégissiers de rivière*; travail satisfaisant, 48 heures, chez les *mégissiers-pâtisonniers*; pas de changement chez les *gantiers*.

A Arc-en-Barrois, pas de chômeurs chez les *bûcherons*.

A Bussières-les-Belmont, pas de chômeurs, chez les *canonniers*.

A East-Beillot, pas de chômeurs, 78 heures, chez les *vanniers*.

53. — **Mayenne.** — A Laval, 7 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*, travail satisfaisant chez les ouvriers du bâtiment.

54. — Meurthe-et-Moselle. — A Nancy, 9 p. 100 de chômeurs chez les *limonadiers-restaurateurs*; pas de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*; pas de chômeurs, 54 heures, chez les *papetiers*; pas de chômeurs, 60 à 65 heures, chez les *tailleurs d'habits*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *chapeliers*; pas de chômeurs chez les *ouvriers du bâtiment*; pas de chômeurs chez les *musiciens*; pas de chômeurs chez les *voyageurs et représentants de commerce*.

A Lunéville, pas de chômeurs, 54 heures, chez les *comptables*; pas de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*.

A Homécourt, 9 p. 100 de chômeurs chez les *mineurs*.

55. — Meuse. — A Bar-le-Duc, pas de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*.

A Commercy, travail satisfaisant chez les *tailleurs de pierre*.

A Cousances-aux-Forges, travail satisfaisant, 60 à 66 heures, chez les *métallurgistes*.

A Lérouvillle, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *carriers*.

A Stenay, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *mouleurs*.

56. — Morbihan. — A Vannes, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *typographes*; 7 p. 100 de chômeurs chez les *menuisiers*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *scieurs*.

A Auray, 10 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *ouvriers en chaussures*.

Au Bono, pas de chômeurs chez les *pêcheurs*.

Au Palais, travail assez satisfaisant chez les *inscrits maritimes*; pas de chômeurs chez les *pilotes*.

A Plouhinec, 17 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *maçons*.

A Port-Louis, travail moins abondant chez les *marins-pêcheurs*.

A Rochefort-en-Terre, chômage chez les *ardoisiers-fendeurs* de Guenfol.

A Sauzon, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *ferblantiers-botliers*.

57. — Nièvre. — A Nevers, 74 p. 100 de chômeurs chez les *ouvriers agricoles et bûcherons* de la Nièvre.

A Cercy-la-Tour, pas de chômeurs, 60 heures, dans le *bâtiment*.

A Corbigny, travail peu satisfaisant, 72 heures, chez les *carriers*.

A Cosne, travail satisfaisant, 66 heures, dans le *bâtiment*.

A Cossaye, pas de chômeurs, 60 heures, dans le *bâtiment*.

A Decize, pas de chômeurs, 60 heures, dans le *bâtiment*.

A Demeurs, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *ouvriers en produits chimiques*.

A Guérisny, pas de chômeurs, 48 heures, chez les *ouvriers des forges*.

A Imphy, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *métallurgistes*.

A Moulins-Engilbert, pas de chômeurs, 66 heures, chez les *maçons*.

A Saint-Pierre-le-Moutier, pas de chômeurs, 66 heures, dans le *bâtiment*.

En ce qui concerne les *bûcherons*: pas de chômeurs à Annay; 26 p. 100 à Azy-le-Vif; pas de chômeurs à Billy-sur-Oisy; pas de chômeurs à Bitry; pas de chômeurs à la Celle-sur-Nièvre; 15 p. 100 à la section de Raveau; 65 p. 100 de chômeurs à Cercy-la-Tour; 29 p. 100 de chômeurs à Cessy-le-Bois; pas de chômeurs à Champlemy, à Champvert; pas de chômeurs à la Chapelle-Saint-André; 78 p. 100 de chômeurs à Charin; pas de chômeurs à Chitry-les-Mines; pas de chômeurs à Cossaye; pas de chômeurs à Devay; pas de chômeurs à Donzy; 30 p. 100 de chômeurs à Druy-Parigny; pas de chômeurs à Entrains; travail nul à Fours; pas de chômeurs à Guipy; pas de chômeurs à Lavau; pas de chômeurs à Lormes; pas de chômeurs à Magny-Cours; pas de chômeurs à Monestreau; pas de chômeurs à Montambert; 25 p. 100 de chômeurs à Montaron; pas de chômeurs à Montigny-aux-Amognes; travail satisfaisant à Perray; travail satisfaisant à Saint-Amand; pas de chômeurs à Sainte-Colombe; 55 p. 100 de chômeurs à Saint-Léger-des-Vignes; pas de chômeurs à Saint-Martin-d'Heuille; pas de chômeurs à Sichamps; 50 p. 100 de chômeurs à Verneuil.

58. — Nord. — A Lille, 23 p. 100 de chômeurs chez les *cuisiniers* du Nord; pas de chômeurs, 57 heures et demie, dans l'*industrie du liège*; 5 p. 100 de chômeurs, 50 heures, chez les *typographes*; 6 p. 100 de chômeurs, 57 heures et demie chez les *lithographes*,

33 p. 100 de chômeurs, 48 à 59 heures, à la chambre syndicale de l'*industrie textile*; pas de chômeurs, 50 heures, à la corporation de Saint-Nicolas (*industrie du fil*); pas de chômeurs, 54 heures, chez les ouvriers de l'*habillement* et de l'*équipement militaire*; 22 p. 100 de chômeurs chez les *chapeliers*; 19 p. 100 chez les ouvriers et ouvrières en *confections*; pas de chômeurs, 60 heures, dans les *fonderies*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *métallurgistes* de la corporation de Saint-Éloi; 10 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les ouvriers en *pierres blanches*; 4 p. 100 de chômeurs chez les *bitumiers*.

A Armentières, travail satisfaisant, 45 à 50 heures, à l'association de l'*industrie textile*; pas de chômeurs, 60 heures, au syndicat mixte de l'*industrie textile*; 0.3 p. 100 de chômeurs, 48 à 59 heures, à la chambre syndicale de l'*industrie textile*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *charpentiers* et *menuisiers*; pas de chômeurs chez les *métallurgistes*; travail plus abondant, 40 à 45 heures, chez les *paveurs*.

A Bellignies, pas de chômeurs, 30 heures, chez les *marbriers*.

A Bondues, travail peu abondant, 54 heures, chez les *lingères*.

A Caudry, 1 p. 100 de chômeurs, 35 à 50 heures, chez les *tullistes*.

A Cambrai, 20 p. 100 de chômeurs chez les *boulangers*; pas de chômeurs, 63 heures, chez les *mouleurs*; 12 p. 100 de chômeurs chez les *couvreurs*.

A Cousolre, travail satisfaisant, 60 heures, chez les *marbriers à la pendule*.

A Douai, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *typographes*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *métallurgistes*.

A Felleries, pas de chômeurs chez les *tourneurs sur bois*.

A Ferrière-la-Grande, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *mouleurs*.

A Gommegnies, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *scieurs*.

A Gussignies, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *marbriers à la cheminée*.

A Halluin, 5 p. 100 de chômeurs, 48 à 60 heures, chez les *travailleurs du bois*.

A Hautmont, 3 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *métallurgistes*.

A Jeumont, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *mécaniciens*; pas de chômeurs chez les *marbriers*; 60 heures, pas de chômeurs chez les *carriers* et *tailleurs de pierres*.

A Loon-Plage, travail plus actif chez les *ouvriers des machines à battre le grain*.

A Lens, pas de chômeurs chez les *mineurs*.

A Louvroil, travail peu satisfaisant, 60 à 66 heures, chez les *métallurgistes*.

A Mauheuge, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *métallurgistes*.

A Marpent, moins de 1 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *mécaniciens*.

A Onnaing, pas de chômeurs, 60 à 70 heures, dans la *métallurgie*.

Au Quesnoy, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *ouvriers en chaussures*.

A Roubaix, 9 p. 100 de chômeurs, 50 heures, chez les *papetiers-relieurs*; 11.3 p. 100 de chômeurs, 60 heures, dans l'*industrie textile*; 1 p. 100 de chômeurs, 50 heures, chez les *ourdisseurs*; 9 p. 100 de chômeurs chez les *charpentiers* et *menuisiers*; pas de chômeurs, 66 heures, chez les ouvriers en *pierres bleues*; pas de chômeurs, 66 heures, chez les ouvriers en *pierres blanches*; 20 p. 100 de chômeurs, 65 heures chez les *peintres*; 60 à 65 heures chez les *employés de tramways*; 10 p. 100 de chômeurs chez les *coiffeurs*.

A Saint-Amand, pas de chômeurs chez les *charpentiers* et *menuisiers*.

A Sahlé, travail assez satisfaisant chez les *marbriers*.

A Sous-le-Bois, 10 p. 100 de chômeurs, 50 à 60 heures dans la *métallurgie*.

A Tourcoing, 25 p. 100 de chômeurs à l'Union des travailleurs (*industrie du tissu*); 40.7 p. 100 chez les *ouvriers trieurs de laine*; 4 p. 100 de chômeurs chez les *ouvriers des tapis en grosse moquette*; pas de chômeurs, 62 heures, chez les *charpentiers* et *menuisiers*; 3 p. 100 de chômeurs, 60 heures chez les *mécaniciens*; pas de chômeurs, 70 heures, chez les *plafonneurs*; 10 p. 100 de chômeurs chez les *serblantiers-couvreurs*.

A Valenciennes, 4 p. 100 de chômeurs chez les *boulangers*; pas de chômeurs, 57 heures, chez les *typographes*; pas de chômeurs, 66 à 69 heures, chez les *peintres* et *vitriers*.

A Villers-Sire-Nicole, 2 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *mécaniciens*.

A Walincourt, pas de chômeurs dans la *bijouterie*.

Chez les *tisseurs*: 40 p. 100 de chômeurs à Avesnes-le-Sec; pas de chômeurs, 65 à 70 heures, à Bévillers; travail satisfaisant à Bondues; 61 p. 100 de chômeurs à Bousières; 71 p. 100 de chômeurs à Carnières; travail peu satisfaisant, 50 heures, à Fourmies; pas de chômeurs, 60 heures, à la Gorgue; 6 p. 100 de chômeurs, 38 à 50 heures, à Halluin; 40 p. 100 de chômeurs, 70 à 76 heures, à Haspres; 1.1 p. 100

de chômeurs, 40 à 50 heures, à Houplines; 2 p. 100, 50 à 55 heures, à Nieppe; 63 p. 100 de chômeurs à Villers-en-Cauchies.

59. — Oise. — A Beauvais, 40 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *typographes*.

A Compiègne, 12 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *typographes*.

A Creil, pas de chômeurs chez les *comptables* et *employés*.

A Cuisse-la-Motte, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *joyelliers*.

A Feuquières, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *verriers*.

A Hermes, pas de chômeurs, 63 heures, chez les ouvriers des *scieries mécaniques*.

A Longueil-Anel, 10 p. 100 de chômeurs chez les *pilotes*.

A Margny-lès-Compiègne, pas de chômeurs, 66 heures, chez les ouvriers du *bâtiment*.

A Méru, pas de chômeurs, 60 heures, dans l'*industrie du livre*.

A Sentis, travail satisfaisant chez les *typographes*.

A Saint-Crépin-Ibouillers, pas de chômeurs chez les *tabletiers*.

60. — Orne. — A Alençon, pas de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*. A Flers, pas de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*; pas de chômeurs, 50 heures, chez les *cotonniers*; travail satisfaisant, 63 heures, chez les *mouleurs*.

A la Chapelle-Montligeon, pas de chômeurs, chez les *typographes*.

61. — Pas-de-Calais. — A Arras, travail satisfaisant chez les *boulangers*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *typographes*; pas de chômeurs, 70 heures, chez les *menuisiers* et *similaires*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *zingueurs-plombiers*.

A Arques, pas de chômeurs, 66 heures, chez les *terrassiers* et *carriers*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *filassiers*; pas de changement chez les *verriers en cristallerie*.

A Boulogne-sur-Mer, 2,3 p. 100 de chômeurs chez les *marins-pêcheurs*; pas de chômeurs, 63 heures, chez les *cordonniers*; travail satisfaisant, chez les *peintres*; travail satisfaisant, 63 heures, chez les *déchargeurs réguliers*.

A Calais, pas de chômeurs chez les *typographes*; 8 p. 100 de chômeurs chez les ouvriers en *bâtiment*.

A Lens, pas de chômeurs chez les *mineurs*.

A Marquise, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *mécaniciens*.

A Saint-Omer, travail médiocre, 58 heures, chez les *caissiers* et les *scieurs*.

A Wizernes, pas de chômeurs chez les ouvriers et ouvrières de la *papeterie*.

62. — Puy-de-Dôme. — A Clermont-Ferrand, pas de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*; 6 p. 100 de chômeurs, 69 heures, chez les *employés de magasin*.

A Thiers, pas de chômeurs, 68 heures, chez les *employés*.

A Volvic, travail satisfaisant, 60 heures, chez les *carriers* et *tailleurs de pierre*.

Chez les *mineurs*: pas de chômeurs, 54 heures, à Meissex; 5 p. 100 de chômeurs, à Bressac; 13 p. 100 de chômeurs chez les *mineurs* de La Roche.

63. — Pyrénées (Basses-). — A Pau, 1 chômeur, 54 heures, chez les *typographes*. A Bayonne, travail moins abondant, 50 heures, chez les *tailleurs*.

A Biarritz, pas de chômeurs chez les *garçons d'hôtels, restaurants et limonadiers*.

64. — Pyrénées (Hautes-). — A Tarbes, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *menuisiers*; 1 p. 100 de chômeurs, 51 à 60 heures, chez les *mécaniciens*; pas de chômeurs, 60 heures chez les *peintres*; pas de chômeurs, 72 heures, chez les *employés*.

65. — Pyrénées-Orientales. — A Perpignan, pas de chômeurs, 50 heures, chez les *boulangers*; 1 chômeur, 54 heures, chez les *typographes*; pas de chômeurs chez les *charpentiers*; pas de chômeurs, chez les *menuisiers*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *mécaniciens*; 13 p. 100, 70 heures, chez les *maréchaux-ferrants*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *tailleurs de pierres*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *peintres*; travail normal, chez les *ferblantiers*.

A Lamanère, 2 p. 100 de chômeurs, 78 heures, chez les *espadrilliers trépointeurs*.

A Port-Vendres, 55 à 60 heures, travail satisfaisant, chez les *docters réunis*.

A Taurinya, chômage complet, chez les mineurs.

En ce qui concerne les ouvriers agricoles et viticoles, travail satisfaisant à Corneilla del Vercol; pas de chômeurs à Espera de l'Agly; pas de chômeurs à Montner; 32 p. 100 de chômeurs à Salses; travail satisfaisant au Soler; pas de chômeurs à Trouillas.

66. — Rhin (Haut-). — Territoire de Belfort. — A Belfort, 2 p. 100 de chômeurs, chez les typographes.

A Rougemont-le-Château, pas de chômeurs, 60 heures, dans l'industrie textile.

67. — Rhône. — A Lyon, pas de chômeurs chez les garçons bouchers et similaires; 14 p. 100 de chômeurs, 86 heures, à la chambre syndicale des cuisiniers de Lyon; 24 p. 100 de chômeurs, 72 heures, à l'union des cuisiniers de Lyon et de la banlieue; 10 p. 100 chez les garçons limonadiers-restaurateurs; pas de chômeurs, chez les bouviers.

6 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les lithographes; 2 p. 100, 54 heures, chez les typographes; 2 p. 100, 48 heures, chez les imprimeurs et conducteurs typographes; 2 p. 110 de chômeurs, 54 heures, chez les papetiers-régleurs; pas de chômeurs, 60 heures, chez les cartonniers de luxe.

1 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les coupeurs, brocheurs et cambreurs.

Pas de changement dans l'habillement; 45 à 47 p. 100 de chômeurs chez les imprimeurs sur étoffe; 33 p. 100 de chômeurs, 55 heures, chez les ouvriers du tissage mécanique; travail abondant, 60 heures, chez les tisseurs; pas de changement chez les ouvrières de la soie; 19 p. 100 de chômeurs, 58 heures, chez les tullistes en dentelles; morte-saison chez les coupeurs-chemisiers; pas de changement chez les ouvrières de l'aiguille; pas de chômeurs chez les travailleurs de la teinturerie; pas de chômeurs, 60 heures, chez les chapeliers.

50 p. 100 de chômeurs, 40 heures, chez les sculpteurs sur bois et mouluriers; 12 p. 100 de chômeurs, 50 heures, chez les cimentiers; travail un peu plus actif chez les emballeurs.

Pas de chômeurs, 60 heures, chez les toiliers-fumistes; 40 p. 100 de chômeurs, 63 heures, chez les peintres, décorateurs, ornementistes non patentés.

3 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les ouvriers en céramique; travail satisfaisant chez les tisseurs sur verre; 22 p. 100 de chômeurs, chez les biseauteurs-miroitiers.

1 à 2 p. 100 de chômeurs, chez les employés de commerce; pas de changement chez les dames employées de commerce; 3 p. 100 de chômeurs, 78 heures, chez les camionneurs-messagistes; travail normal chez les employés d'officiers ministériels; situation meilleure chez les employés de la soierie; 1 p. 100 de chômeurs chez les sténographes commerciaux;

A Bourg-de-Thizy, 40 p. 100 de chômeurs, 45 heures, chez les tisseurs.

A Collonges-aux-Monts-d'Or, pas de chômeurs chez les horticulteurs, agriculteurs et jardiniers.

A Givors, pas de chômeurs, 60 heures, chez les mouleurs; pas de chômeurs, 60 heures, chez les ouvriers du bâtiment.

A Grandris, 12 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les tisseurs.

A Pierre-Bénite, pas de chômeurs chez les tailleurs et bouchers sur cristaux.

A Thizy, 21 p. 100 de chômeurs, 45 heures, chez les tisseurs.

68. — Saône (Haute-). — A Vesoul, pas de changement chez les typographes.

69. — Saône-et-Loire. — Au Creusot, pas de chômeurs, 60 heures, travail satisfaisant chez les métallurgistes; pas de chômeurs chez les coiffeurs mixtes.

A Montceau-les-Mines, 3 à 4 p. 100 de chômeurs, 59 à 60 heures, chez les mineurs.

A Montchanin-les-Mines, pas de chômeurs, 51 heures, chez les mineurs.

A Nanton, pas de chômeurs chez les carriers.

Toulon-sur-Arroux, pas de chômeurs, 60 heures, chez les maçons.

70. — Sarthe. — Au Mans, 4 p. 100 de chômeurs, 98 heures, chez les boulangers du Mans et de la Sarthe; 33 p. 100 de chômeurs, à l'union manuelle des boulangers; pas de chômeurs, 54 heures, chez les typographes; travail satisfaisant, 54 et 60 heures, dans l'industrie du livre; pas de chômeurs, 66 heures, chez les ouvriers en voitures; pas de chômeurs, 60 heures, chez les peintres; pas de chômeurs, 66 heures, chez les plâtriers; 9 p. 100 de chômeurs chez les coiffeurs.

A Vibraye, pas de chômeurs, 60 heures, chez les ouvriers en *manches de parapluie*.

71. — Savoie. — A Chambéry, pas de changement chez les *typographes*; pas de changement, 60 heures, chez les *travailleurs du cuir*; 28 p. 100 de chômeurs dans l'*habillement*; pas de chômeurs, 78 heures chez les *employés*.

A Aix-les-Bains, 6 p. 100 de chômeurs, 60 heures, dans le *bâtiment*.

A Arvillard, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *forgerons*.

A Bridoire, pas de chômeurs chez les *ouvriers de l'ameublement*.

Aux Echelles, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *gainiers*.

A Pont-de-Beauvoisin, 60 heures, travail satisfaisant, 60 heures, chez les *tisseurs*,

A Saint-Jean-de-Maurienne, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *plâtriers*.

A Ugine, pas de chômeurs, 84 heures, chez les *métallurgistes*.

72. — Savoie (Haute-). — A Challonges, pas de chômeurs, 66 heures, chez les *mineurs*.

A Cluses, 25 p. 100 de chômeurs, 40 heures, chez les *horlogers*.

A Lovagny, travail satisfaisant, chez les *mineurs*.

A Meillerie, pas de chômeurs chez les *ouvriers bateliers et carriers*.

A Rumilly, pas de chômeurs, dans le *bâtiment*.

A Thonon, pas de chômeurs, 60 heures, dans le *bâtiment*; pas de chômeurs 54 heures, chez les *typographes*.

A Thollon, pas de chômeurs, travail satisfaisant, chez les *carriers*.

73. — Seine. — A Paris, pas de chômeurs, 60 à 70 heures, travail satisfaisant chez les *jardiniers*; moins de 1 p. 100 de chômeurs, 60 heures, travail satisfaisant, chez les *horticulteurs, jardiniers-cultivateurs*.

5 p. 100 de chômeurs chez les *boulangers-viennois-pâtisseries*; 4 p. 100 de chômeurs, 70 à 80 heures, chez les *boulangers compagnons du Nouveau siècle*; 8 p. 100 de chômeurs à l'Union amicale des *boulangers du XII^e arrondissement*; 8 p. 100 de chômeurs à la Société amicale des *boulangers*; travail satisfaisant chez les *boulangers* de l'Assistance publique; 16 p. 100 de chômeurs à la Société mixte des *cuisiniers* de Paris; 5.3 p. 100 de chômeurs, chez les *cuisiniers* (rue Mandar); 5 p. 100 de chômeurs, chez les *cuisiniers de Paris* (B. du Travail); 6 p. 100 de chômeurs chez les *garçons de cuisine*; 8 p. 100 de chômeurs, 94 heures, chez les *pâtisseries* de la Seine; 11 p. 100 de chômeurs, 25 heures, chez les *ouvriers des raffineries*; 33 p. 100 de chômeurs à l'Union laborieuse de l'alimentation; 3 p. 100 de chômeurs chez les *ouvriers de la marée en gros* (Halles); 8 p. 100 chez les *garçons limonadiers-restaureurs* du XI^e arrondissement.

4 p. 100 de chômeurs, chez les *caoutchoutiers*.

2.3 p. 100 de chômeurs, 54 heures, travail satisfaisant chez les *ouvriers de la Chambre syndicale typographique*; 2 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *ouvriers de la Chambre syndicale des ouvriers du livre*; moins de 1 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *typographes indépendants*; 4 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *imprimeurs-conducteurs-typographes*; 10 p. 100 de chômeurs, chez les *imprimeurs de journaux réunis*; 4 p. 100 de chômeurs, à l'Union lithographique; 1 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *lithographes indépendants*; 4 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *phototypers*; pas de chômeurs, 54 heures, chez les *stéréotypers-galvanoplastes*; pas de chômeurs chez les *graveurs de musique*; 55 heures, chez les *graveurs d'écriture*; 11 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *ouvriers de l'encolpe en tous genres*.

2 p. 100 de chômeurs, chez les *selliers-harnacheurs*; 8 p. de chômeurs, dans la *sellerie militaire*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *selliers et mécaniciennes de l'article de chasse*; travail un peu plus satisfaisant chez les *gantiers*; 4 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *portefeuillelistes-maroquins*; 8 p. 100 de chômeurs chez les *ouvriers et ouvrières en chaussures militaires*; 8 p. 100 de chômeurs, chez les *cordonniers et bottiers*.

28 p. 100 de chômeurs, 54 à 60 heures, chez les *tisseurs* en tous genres; 5 p. 100 de chômeurs chez les *ouvrières de l'habillement*; 2 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *coupeurs-tailleurs*; travail satisfaisant chez les *couturières*; 4 p. 100 de chômeurs, 57 heures, chez les *coupeurs-chemisiers*; 3 p. 100 de chômeurs chez les *teinturiers-dégraissers*; pas de chômeurs chez les *chapeliers en fantaisie feutre et paille*; 5 p. 100 de chômeurs, chez les *ouvriers en chapeaux de soie*; 1 p. 100 de chômeurs chez les *ouvriers en chapeaux*.

de soie et feutre; pas de chômeurs, 48 à 50 heures, chez les ouvriers en chapeaux mécaniques; 22 p. 100 de chômeurs, 48 heures, chez les passementiers à la barre; 2 p. 100 de chômeurs chez les passementiers à la main; pas de chômeurs, 60 heures, dans la broderie; 20 p. 100 de chômeurs chez les blanchisseurs; 6 p. 100 de chômeurs chez les garçons de lavoirs.

Pas de chômeurs, 60 heures, au syndicat libre des menuisiers; travail plus abondant chez les menuisiers en bâtiment: 44 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les poseurs de menuiserie; 2 p. 100 de chômeurs, chez les charpentiers, de la «Solidarité»; pas de chômeurs chez les scieurs de bois montant; 12 p. 100 de chômeurs, 48 à 60 heures, chez les menuisiers en sièges; 2 p. 100 de chômeurs, 60 à 66 heures, chez les caquetiers-emballeurs; pas de chômeurs, 60 heures, chez les compagnons charrons; pas de chômeurs, 66 heures, chez les monteurs-étalagistes; 5 p. 100 de chômeurs, 48 heures, chez les ouvriers du siège-cuir, travail satisfaisant chez les mosaïstes-marqueurs.

12 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les contremaîtres des industries métallurgiques; 10 p. 100 de chômeurs, 54 heures, au syndicat indépendant des métallurgistes; 15 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les ouvriers métallurgistes; 64 p. 100 de chômeurs, travail non satisfaisant chez les mécaniciens; 7 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les tourneurs-robinetiers; 4 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les ingénieurs et mécaniciens de l'industrie électrique; 84 p. 100 de chômeurs, 60 heures, travail peu satisfaisant chez les ouvriers en instruments de précision; 3 p. 100 de chômeurs chez les bijoutiers en doré fantaisie; travail peu satisfaisant. 50 heures, chez les ouvriers du bronze-imitation; 50 heures chez les tourneurs-repousseurs; pas de chômeurs, 48 heures, chez les ouvriers en comptoirs d'étain; 6 p. 100 de chômeurs, 50 heures, chez les potiers d'étain; 2 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les ouvriers en scies; pas de changement chez les tailleurs sur acier.

3 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les maçons des travaux d'art et d'assainissement; pas de changement dans la maçonnerie de la pierre; pas de chômeurs, 55 à 60 heures, chez les scieurs de pierres tendres; 2 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les peintres en bâtiment; pas de chômeurs chez les stucateurs; pas de chômeurs, 60 heures, chez les peintres fileurs décorateurs; 7 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les ornementistes; pas de chômeurs chez les sculpteurs-modéleurs; 5 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les plombiers et similaires; pas de chômeurs, 60 heures, chez les fournisseurs-spécialistes.

5 p. 100 de chômeurs, 40 heures, chez les bouchers à l'émeri; pas de chômeurs, 60 heures, chez les pipiers; 24 p. 100 de chômeurs chez les biseauteurs, polisseurs et argentiers de glaces.

11 p. 100 de chômeurs, 54 heures, à la Chambre syndicale indépendante des employés de l'industrie et du commerce; 3 p. 100 de chômeurs à l'Union fraternelle des employés; pas de chômeurs, chez ceux du Boulevard Saint-Martin; 1 p. 100 de chômeurs chez les employés de commerce et d'industrie; 4 p. 100 de chômeurs, 60 heures, à l'Union des comptables; 7 p. 100 de chômeurs chez les comptables et teneurs de livres; 6 p. 100 de chômeurs chez les dessinateurs; 4 p. 100 de chômeurs chez les dames employées de commerce et d'industrie; moins d'un p. 100 de chômeurs chez les employés de banque et de bourse de la région parisienne; 6 p. 100 de chômeurs chez les employés à la Bourse de commerce; 4 p. 100 de chômeurs chez les sténographes et dactylographes; 5 p. 100 de chômeurs à l'Alliance sténographique; pas de chômeurs chez les clercs d'huisiers; moins de 1 p. 100 de chômeurs chez les voyageurs et représentants de commerce et de l'industrie; moins de 1 p. 100 de chômeurs chez les voyageurs de commerce; pas de chômeurs, 60 heures, chez les employés de la glace à rafraîchir; 2 p. 100 de chômeurs chez les commis en maçonnerie; 9 p. 100 de chômeurs chez les dessinateurs du bâtiment; pas de chômeurs, 56 heures, chez les porteurs des halles et marchés; pas de chômeurs chez les forts aux farines; 10 p. 100 de chômeurs chez les travailleurs des transports et manutentions.

10 p. 100 de chômeurs chez les manœuvres industriels; 10 p. 100 de chômeurs chez les laveurs de voitures; 25 p. 100 de chômeurs, 72 à 84 heures, chez les coiffeurs; moins de 1 p. 100 de chômeurs chez les gens de maison français des deux sexes; travail satisfaisant chez les gens de maison (le Ménage); 15 p. 100 de chômeurs chez les gens de maison (l'Abeille); 8 p. 100 de chômeurs chez les gens de maison (Paris-Ouest); 4 p. 100 de chômeurs, chez les conducteurs-automobilistes; 8 p. 100 de chômeurs, 72 heures, chez les chauffeurs mécaniciens électriciens automobilistes; 3 p. 100 de chômeurs,

chez les *préparateurs en pharmacie*; 40 p. 100 de chômeurs chez les *gardes-malades*; moins de 1 p. 100 de chômeurs dans l'*enseignement libre*, 1 p. 100 de chômeurs de l'*enseignement privé*; 12 p. 100 de chômeurs chez les *afficheurs*; 19 p. 100 de chômeurs chez les *artistes musiciens*; pas de chômeurs chez les *chefs-d'orchestre*; travail satisfaisant chez les employés et ouvriers du *Métropolitain*.

A Alfortville, pas de chômeurs, 60 à 72 heures, chez les *ouvriers en pompes*.

A Champigny, pas de chômeurs, 60 heures, dans le *bâtiment*.

A Chaville, 80 p. 100 de chômeuses chez les *blanchisseuses*.

A Fontenay-aux-Roses, 60 heures chez les *employés de la Compagnie générale de tramways*.

A Levallois-Perret, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *peintres*.

A Saint-Denis, 5 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *graveurs sur bois pour impressions*.

A Villemomble, pas de chômeurs, 60 heures, travail satisfaisant, chez les *jardiniers*.

74. — Seine-Inférieure. — A Rouen, pas de chômeurs, 66 heures, chez les *terrasiers-carriers*; 7 p. 100 de chômeurs chez les *maîtres d'hôtel garçons navigateurs*; 6 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*; 5 p. 100 de chômeurs, 60 heures, dans l'*industrie cotonnière*; travail satisfaisant, 60 heures, chez les *tailleurs-coupeurs*; travail satisfaisant chez les *parqueteurs*, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *tonneliers*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *chaudronniers*; moins de 1 p. 100 de chômeurs, 66 heures, dans le *bâtiment*; 1 p. 100 de chômeurs chez les *employés de commerce et d'industrie*; pas de chômeurs chez les *musiciens*; 13 p. 100, 72 heures, chez les *coiffeurs*.

A Bévillè-les-Rouen, 2 p. 100 de chômeurs, chez les *métallurgistes*.

Au Havre, 8 p. 100 de chômeurs chez les *pêcheurs et marins de commerce*; 21 p. 100 de chômeurs chez les *boulangers*; pas de chômeurs pour les *huiliers-savonniers et manutention des pétroles*; réduction de travail de 60 p. 100 chez les *raffineurs de pétrole*; 2 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*; 64 p. 100 de chômeurs, 48 heures, chez les *voiliers*; 26 p. 100 de chômeurs chez les *charpentiers de navire*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *tonneliers*; pas de chômeurs, 72 heures, chez les *terrasiers-carriers*; pas de chômeurs chez les *dessinateurs*; 26 p. 100 de chômeurs, 28 heures, chez les *charbonniers déchargeurs et chargeurs de navires*; 60 p. 100 de chômeurs, 24 heures, chez les *ouvriers du port*; 10 p. 100 de chômeurs, 48 heures, chez les *journaliers des docks*; pas de chômeurs chez les *cochers*; pas de chômeurs chez les *aides en pharmacie*; pas de chômeurs chez les *employés de magasin*.

A Bolbec, 2 p. 100 de chômeurs, 50 heures, chez les *cotonniers*.

A Dieppe, 5 p. 100 de chômeurs, 60 heures, dans le *bâtiment*; pas de chômeurs chez les *employés de commerce*; pas de chômeurs chez les *dockers*.

A Élbeuf, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *menuisiers*; travail satisfaisant chez les *maçons et plâtriers*.

A Fécamp, 13 p. 100 de chômeurs chez les *ouvriers du port*.

Chez les *verriers*: pas de chômeurs, 50 heures, chez les *verriers* du Val d'Aulnoy.

75. — Seine-et-Marne. — A Provins, pas de chômeurs, travail satisfaisant chez, les *ouvriers agricoles*.

A Château-Landon, pas de chômeurs, 65 heures, chez les *tailleurs de pierre*.

A Courcelles-sous-Jouarre, pas de chômeurs, 67 heures, chez les *maçons*.

A Lagny (Montévrain), pas de chômeurs chez les *typographes*.

A Lizy-sur-Ourcq, pas de chômeurs chez les *ouvriers agricoles*.

A Meaux, pas de chômeurs, 60 heures, au *syndicat mellois de l'industrie du livre*; pas de chômeurs chez les *mécaniciens*.

A Melun, pas de chômeurs, 66 heures, chez les *métallurgistes*; pas de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*.

A Mitry-Mory, pas de chômeurs, travail satisfaisant, chez les *ouvriers agricoles*.

A Montereau, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *faïenciers*; pas de chômeurs, 66 heures, dans le *bâtiment*.

A Montauglaust, pas de chômeurs chez les *ouvriers agricoles*.

A Noisiel, travail satisfaisant, 66 heures, chez les *ouvriers chocolatiers*.

A Nemours, chômage général chez les *diamantaires*.

A Thieux, pas de chômeurs chez les *ouvriers agricoles*.

76. — Seine-et-Oise. — A Versailles, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *charpentiers*; pas de chômeurs, 66 heures, chez les *scieurs, découpeurs, etc., à la mécanique*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *maçons, tailleurs et scieurs de pierres*; travail peu satisfaisant, 66 heures, chez les *tailleurs de pierres*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *plombiers, couvreurs, zingueurs*; pas de chômeurs chez les *cochers*; pas de chômeurs chez les *employés*; pas de chômeurs chez les *coiffeurs*.

A Bezons, 63 heures, chez le personnel de la Compagnie des *tramways*.

A Bonnières, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *raffineurs de pétrole*.

A Chaville, 3 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *maçons*.

A Corbeil, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *meuniers*.

A Étampes, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *typographes*; pas de chômeurs, chez les *mouleurs*.

A Mantes, 10 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *métallurgistes*.

A Meulan, pas de changement chez les ouvriers des *industries du livre*.

A Orsay, pas de chômeurs, 66 heures, dans le *bâtiment*.

Au Pecq, pas de changement chez les *typographes*.

A Pontoise, 40 p. 100 de chômeurs chez les *boulangers*.

77. — Sèvres (Deux-). — A Niort, travail satisfaisant, 54 heures, chez les *typo-lithographes*; à Parthenay, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *scieurs mécaniciens*; pas de chômeurs chez les *employés*.

A Melle, pas de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*.

A Saint-Jean-de-Thouars, pas de chômeurs, 72 heures, chez les *tailleurs de pierres et maçons*.

78. — Somme. — A Amiens, pas de chômeurs chez les *typographes*; travail satisfaisant, 54 heures, chez les *lithographes*; pas de chômeurs, 51 heures, chez les ouvriers de l'*habillement* et du *campement*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les ouvriers de l'*ameublement*; pas de chômeurs, 54 heures, chez les *serruriers*; 17 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *cimentiers*; 2 p. 100 de chômeurs chez les *employés*.

A Abbeville, travail satisfaisant, 60 heures, chez les *typographes*; 9 p. 100 de chômeurs chez les *commis aux écritures et employés de commerce*; travail satisfaisant chez les *typographes*.

A Albert, 1 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *mécaniciens*.

A Moreuil, travail moins abondant, 60 heures, chez les *bonnetiers*.

79. — Tarn. — A Albi, 45 p. 100 de chômeurs chez les *boulangers*; pas de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*; 18 p. 100 de chômeurs chez les *chapeliers-approprieurs*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *charpentiers*; 5 p. 100 de chômeurs, 60 heures, dans le *bâtiment*, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *maçons*; 20 p. 100 de chômeurs chez les *terrassiers et manœuvres*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les ouvriers en *chaux et ciments*.

A Castres, pas de chômeurs, 72 heures, chez les *boulangers*; 30 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les ouvriers *textiles*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *menuisiers-ébénistes*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *charpentiers*; 22 p. 100 chez les *tourneurs sur bois*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *métallurgistes*; pas de chômeurs, 48 heures, chez les *sculpteurs*.

A Carmaux, pas de changement dans l'*habillement*; sans changement chez les *menuisiers-ébénistes*; pas de changement dans le *bâtiment*.

A Dourgne, pas de chômeurs, 54 heures, chez les *ardoisiers*.

A Graulhet, pas de chômeurs, 60 heures, chez les ouvriers du *bâtiment*.

A Mazamet, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *mégissiers*, 30 p. 100 de chômeurs chez les *tanneurs*; 9 p. 100 environ chez les *moutonniers*; 66 p. 100 de chômeurs, 40 heures, chez les ouvriers du *textile*; 11 p. 100 de chômeurs chez les *fileurs*; pas de chômeurs, chez les *maçons et cimentiers*; pas de chômeurs chez les *manœuvres et terrassiers*.

A Rabastens, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *maçons et charpentiers*.

A Saint-Amaus-Soult, 50 p. 100 de chômeurs chez les *délaineurs*.

80. — Tarn-et-Garonne. — A Montauban, pas de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *menuisiers et charpentiers* et chez les

menuisiers-ébénistes; pas de chômeurs chez les *métallurgistes*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *maçons*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *plâtriers*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *peintres* et chez les *plâtriers*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *zingueurs*.

81. — Var. — A Toulon, pas de chômeurs chez les *travailleurs de terre*; 24 p. 100 de chômeurs, 96 heures, chez les *boulangers*; 11 p. 100 de chômeurs chez les *confiseurs* et *pâtisseries*; 48 et 54 heures chez les *travailleurs de l'usine à gaz*; travail satisfaisant, 60 heures, chez les *carrossiers*; 23 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *tailleurs de pierres*; 1 chômeur, 54 heures chez les *typographes*; 60 heures, dans les *tramways*; 7 p. 100 de chômeurs chez les *employés*.

A Draguignan, 63 heures, chez les *ouvriers des chemins de fer du Sud de la France*.

A La Garde, 18 p. 100 de chômeurs, 60 heures, dans le *bâtiment*.

A Saint-Zacharie, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *potiers*.

A la Seyne, 13 p. 100 chez les *marins et pêcheurs*.

82. — Vaucluse. — A Avignon, 12 p. 100 de chômeurs chez les *travailleurs de la minoterie*; pas de chômeurs chez les *typographes*; 6 p. 100 de chômeurs, 57 heures, chez les *ouvriers en chaussures*; 12 p. 100 chez les *charretiers*.

A Bollène, travail satisfaisant, 48 à 60 heures, chez les *mineurs et ouvriers en terre réfractaires*.

A Caderousse, 60 heures, travail satisfaisant, chez les *balaitiers*.

A Ménerbes, pas de chômeurs chez les *carriers*.

A Orange, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *ouvriers en balais*.

A l'Isle-sur-Sorgue, pas de chômeurs, 62 heures, chez les *plâtriers*.

A Villeneuve-sur-Avignon, 3 p. 100 de chômeurs, chez les *tanneurs-corroyeurs*.

83. — Vendée. — A la Roche-sur-Yon, travail satisfaisant, 54 heures, chez les *ouvriers typographes*, pas de chômeurs, 63 heures, chez les *charpentiers et menuisiers*; pas de chômeurs dans le *bâtiment*.

A Faymoreau, pas de chômeurs, 64 heures, chez les *mineurs*.

A Fontenay-le-Comte, travail satisfaisant, 60 heures, chez les *typographes*.

A Mervent, pas de chômeurs chez les *forestiers*.

Aux Sables-d'Olonne, pas de chômeurs chez les *marins-pêcheurs*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *ouvriers boîtiers*.

Chez les *tisserands*, 14 p. 100 aux Épesses; pas de chômeurs à Saint-Laurent-sur-Sèvre; travail plus abondant à Évunes, pas de chômeurs à Mortagne-sur-Sèvre.

84. — Vienne. — A Poitiers, 2 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*; pas de chômeurs, 54 heures, chez les *vitriers-peintres*.

A Châtelleraut, 8 p. 100 de chômeurs chez les *boulangers*; pas de chômeurs chez les *maréchaux ferrants*; 14 p. 100 de chômeurs, 66 heures, dans le *bâtiment*.

A Chauvigny, travail peu satisfaisant, 72 heures, chez les *carriers*; 10 p. 100 de chômeurs dans le *bâtiment*.

85. — Vienne (Haute-). — A Limoges, pas de chômeurs, 54 heures, chez les *imprimeurs-conducteurs-typographes*; travail satisfaisant, 60 heures, chez les *relieurs-doreurs*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *corroyeurs*; travail peu satisfaisant, 45 à 50 heures, dans l'*habillement*; 2 p. 100 de chômeurs chez les *ouvriers et ouvrières tailleurs*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *sabotiers*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *carrossiers-bourreliers*; 15 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *terrassiers-manœuvres*; 20 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *peintres en bâtiment*; 3 p. 100 de chômeurs, 48 heures, chez les *choisisseurs et emballeurs de porcelaine*; 26 p. 100 de chômeurs, 48 heures, chez les *ouvrières porcelainières mixtes*; pas de chômeurs chez les *musiciens*; 77 heures dans les *tramways électriques*; pas de chômeurs chez les *coiffeurs*; 4 p. 100 chez les *employés*.

A Aradour-sur-Vayres, pas de chômeurs chez les *feuilleardiens*.

A Chalus, pas de chômeurs chez les *feuilleardiens*.

Au Dorat, pas de chômeurs chez les *maçons*.

A Dournazac, chômage chez les *feuillardiens*.

A Saint-Yrieix, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *terrassiers* du Centre.

86. — Vosges. — A Epinal, pas de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*; pas de chômeurs, 65 heures, chez les ouvriers *textiles*; pas de chômeurs, 72 heures, chez les employés de commerce.

A Jubainville, pas de chômeurs, 48 heures, chez les ouvriers de l'aiguille.

A Remiremont, pas de chômeurs, 66 heures, chez les ouvriers du bâtiment; pas de chômeurs chez les employés.

A Saint-Dié, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *mécaniciens*,

A Saulxures-sur-Moselotte, pas de chômeurs, 66 heures, chez les *carriers*.

A Anould, pas de chômeurs, 60 heures, chez les ouvriers des *papeteries*.

Chez les ouvriers *textiles*: pas de chômeurs à Aumontzey; pas de chômeurs à Fresnoy-sur-Morelle; pas de chômeurs à Gérardmer; pas de chômeurs à Remiremont; travail peu satisfaisant, 60 heures, à Rupt-sur-Moselle et à Saint-Maurice-sur-Moselle; 15 p. 100 de chômeurs à Saint-Dié; travail satisfaisant au Thillot; pas de chômeurs à Saint-Léonard; pas de chômeurs, 60 heures, au Val d'Ajol.

A Auxerre, 6 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*.

87. — Yonne. — A Sens, travail moins abondant chez les *brossiers*; pas de chômeurs, 66 heures, chez les *métallurgistes*; 4 p. 100 de chômeurs, 66 heures, chez les *maçons*.

A Chassignelles, pas de chômeurs, 72 heures, chez les *tailleurs de pierres*, *carriers* et *maçons*.

Chez les *bûcherons*: pas de chômeurs à Fontenailles-sous-Andryes; à Lavau, chômage complet; à Lormes, pas de chômeurs; à Mézilles, 33 p. 100 de chômeurs; 45 p. 100 à Moutiers; pas de chômeurs à Sept-Fonds; 25 p. 100 à Saint-Fargeau; pas de chômeurs à Saint-Marlin-des-Champs, à Saint-Privé, à Saint-Sauveur-en-Puisaye.

88. — Algérie. — A Alger, 19 p. 100 de chômeurs chez les *boulangers*; pas de chômeurs chez les employés en quincaillerie.

A Constantine, 27 p. 100 de chômeurs chez les *boulangers*; 15 p. 100 de chômeurs, 72 heures, chez les *cuisiniers*, *pâtisseries* et *charcutiers*; 11 p. 100 de chômeurs, 78 heures, chez les employés *limonadiers d'hôtels et de restaurants*; 12 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*; 22 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *tailleurs d'habits*; pas de chômeurs chez les ouvriers sur *matras*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *tailleurs de pierres*; 8 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *maçons*, *plâtriers* et *cimentiers*; 7 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *terrassiers*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *peintres*; 5 p. 100 de chômeurs chez les *charretiers*; pas de chômeurs chez les employés, 19 p. 100 de chômeurs chez les *cochers* et *charretiers*.

A Oran, 65 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *mécaniciens*, *chauffeurs*, etc.

Commerce extérieur de la France. — Tableau des importations et exportations pendant les neuf premiers mois de 1908 :

	1908.	1907.	AUGMENTATIONS en 1908.	DIMINUTIONS en 1908.
	1,000 francs.	1,000 francs.	1,000 francs.	1,000 francs.
IMPORTATIONS.				
Objets d'alimentation.....	676,077	754,657	#	78,580
Matières nécessaires à l'industrie.....	2,944,689	2,958,529	#	13,840
Objets fabriqués.....	857,942	852,059	5,883	#
TOTAUX.....	4,478,708	4,565,245	5,883	92,420
DIMINUTION EN 1908.....			86,537	
EXPORTATIONS.				
Objets d'alimentation.....	515,755	531,814	#	16,059
Matières nécessaires à l'industrie.....	1,069,287	1,113,253	#	43,966
Objets fabriqués.....	1,974,854	2,200,358	#	225,504
Colis postaux.....	323,478	286,063	37,415	#
TOTAUX.....	3,883,374	4,131,488	37,415	285,529
DIMINUTION EN 1908.....			248,114	

Recettes des chemins de fer (SEPT GRANDS RÉSEAUX). — 1,251,826,100 francs du 1^{er} janvier au 29 septembre 1908 contre 1,230,230,200 francs pendant la période correspondante de 1907, soit une augmentation de 21,890,900 francs.

Prix courants d'un certain nombre de marchandises sur la place de Paris (sauf indication contraire) :

	Cours fin du mois de		
	Oct. 1907.	Sept. 1908.	Oct. 1908.
Sucre br., blanc n° 3, les 100 kilogr., cour ^t	26 ¹ 90	29 ¹ 87	29 ¹ 00
Alcool 90 deg., l'hectol., cour ^t	41 90	41 75	34 50
Huile de colza brute dispon., les 100 kilogr.....	84 75	76 87	73 00
Huile de lin dispon., les 100 kilogr.....	61 75	55 62	53 25
Suif de la boucherie de Paris, les 100 kilogr. (en pains).	80 00	71 00	76 00
Cotons (au Havre), les 50 kilogr., cour ^t	77 37	62 12	58 25
Laines en suint (au Havre), les 100 kilogr., cour ^t	194 00	135 00	137 00
Soies grêges Cévennes, 2 ^e qual. (à Lyon), le kilogr....	#	#	#
Cuivre en lingots, les 100 kilogr. mixtes (1 ^{re} classe)....	162 50	163 50	161 25
Étain Banka, idem.....	394 00	359 00	366 00
Plomb, livr. à Paris, idem.....	55 00	40 00	40 75
Zinc, bonnes marques, idem.....	58 50	55 00	54 75
Blé à Paris, les 100 kilogr. mixtes (1 ^{re} classe).....	24 15	23 12	22 62
Viande (bœuf), moyenne des 3 qualit., la Villette, le kil.	1 48	1 60	1 62
— veau, idem.....	2 00	1 95	2 17
— mouton, idem.....	1 98	2 15	2 17
— porc, idem.....	1 73	1 60	1 5-

MOUVEMENT SYNDICAL.

Pendant le mois de septembre 1908, le Ministère du Travail et de la Prévoyance sociale a été avisé de la création de :

- 39 syndicats patronaux comptant 5,882 membres;
- 48 syndicats ouvriers comptant 4,385 membres;
- 1 syndicat mixte comptant 40 membres;
- 2 unions de syndicats patronaux;
- 5 unions de syndicats ouvriers.

et de la dissolution de :

- 11 syndicats patronaux comptant 307 membres;
- 38 syndicats ouvriers comptant 3,454 membres;
- 6 syndicats mixtes comptant 975 membres;

Les nouvelles associations signalées ont été fondées :

5 en septembre, 8 en août, 8 en juillet, 5 en juin, 3 en avril, 2 en mars, 1 en février, 5 en janvier et 58 antérieurement au 1^{er} janvier 1908. Total : 95.

A. — CRÉATION DE SYNDICATS, D'UNIONS DE SYNDICATS ET DE BOURSES DU TRAVAIL.

(La date entre crochets [] est celle de la création du syndicat.)

1° SYNDICATS PATRONAUX.

Allier [14 août 1908]. — Chambre syndicale du commerce des **bois** du département de l'Allier et des départements limitrophes (54 membres). Siège social : MOULINS.

Aude [5 avril 1908]. — Syndicat des **bouchers** de la campagne du département de l'Aude et départements limitrophes (52 membres). Siège social : café des Deux-Gares, CARRASSE.

Calvados [2 juillet 1908]. — Syndicat normand des **exportateurs** de beurre (10 membres). Siège social : boulevard Bertrand, 11, CAEN.

Finistère [28 juillet 1908]. — Syndicat des exportateurs de **beurre** pur du Finistère (2 membres). Siège social : avenue de la Gare, QUIMPER.

Gironde [28 juillet 1908]. — Association des **commissionnaires-messagers** de Bordeaux et de la région (20 membres). Siège social : rue du Loup, 23, BORDEAUX. — [2 juillet 1908]. — Chambre syndicale des **exportateurs** de Bordeaux et du sud-ouest

(commerces et industries d'exportation) [30 membres]. **Siège social** : rue Guillaume Brochon, 2, BORDEAUX.

Meurthe-et-Moselle [21 mars 1906]. — Syndicat d'élevage du **cheval de trait** ardennais (70 membres). **Siège social** : rue Cyllé, 3, 4 et 5, LUNÉVILLE.

Nord [23 avril 1906]. — Syndicat des producteurs de **lait**, fromage, beurre et betteraves du canton d'Avesnes-Nord (470 membres). **Siège social** : Mairie, AVESNES. — [15 mars 1906]. — Syndicat des producteurs de **lait**, fromage, beurre et betteraves du canton d'Avesnes-Sud (503 membres). **Siège social** : Mairie, AVESNES. — [15 mars 1906]. — Syndicat des producteurs de **lait**, fromage, beurre et betteraves du canton de Bavay (580 membres). **Siège social** : Mairie, BAVAY. — [4 avril 1906]. — Syndicat des producteurs de **lait**, fromage, beurre et betteraves du canton de Berlaimont (530 membres). **Siège social** : Mairie, BERLAIMONT. — [20 janvier 1908]. — Syndicat des patrons **pâtisseries** de la ville et de l'arrondissement de Cambrai (11 membres). **Siège social** : café de Bretagne, rue de la Herse, CAMBRAI. — [17 novembre 1907]. — Groupement général de la batellerie, syndicat professionnel des **bateliers** (55 membres). **Siège social** : place Carnot, 1, DOUAI. — [22 janvier 1907]. — Syndicat des **charcutiers** de Douai et de la banlieue (13 membres). **Siège social** : Grand-place, 19, DOUAI. — [15 mars 1906]. — Syndicat des producteurs de **lait**, beurre et betteraves du canton de Landrecies (750 membres). **Siège social** : Mairie, LANDRECIES. — [11 décembre 1907]. — Syndicat de la **briqueterie** du département du Nord (47 membres). **Siège social** : rue de Puebla, 30, LILLE. — [2 juillet 1907]. — Syndicat des marchands des **quatre-saisons** de Lille et des environs (110 membres). **Siège social** : rue Masséna, 29, LILLE. — [23 avril 1906]. — Syndicat des producteurs de **lait**, fromage, beurre et betteraves du canton de Maubeuge (390 membres). **Siège social** : Mairie, MAUBEUGE. — [15 mars 1906]. — Syndicat des producteurs de **lait**, fromage, beurre et betteraves du canton du Quesnoy-Ouest (675 membres). **Siège social** : Mairie, LE QUESNOY. — [1^{er} août 1907]. — Syndicat régional du **crémage**, blanchiment et apprêt des **filés** et des **toiles** (17 membres). **Siège social** : Place du Trichon, 8, ROUBAIX. — [26 décembre 1907]. — Chambre syndicale des entrepreneurs de **plafonnage** de la ville de Roubaix et communes limitrophes (17 membres). **Siège social** : rue du Grand-chemin, 2, ROUBAIX. — [2 mai 1907]. — Syndicat des entrepreneurs de **bals** publics de l'arrondissement de Douai (12 membres). **Siège social** : Mairie, SAIN-LE-NOBLE. — [23 avril 1906]. — Syndicat des producteurs de **lait**, fromage, beurre et betteraves du canton de Sombre-le-Château (276 membres). **Siège social** : Mairie, SOMBRE-LE-CHATEAU. — [3 avril 1906]. — Syndicat des producteurs de **lait**, fromage, beurre et betteraves du canton de Trélon (230 membres). **Siège social** : Mairie, TRÉLON. — [25 décembre 1906]. — Syndicat des entrepreneurs, constructeurs et fournisseurs du **bâtiment** de l'arrondissement de Valenciennes (86 membres). **Siège social** : rue Saint-Géry, 9 et 11, VALENCIENNES. — [8 mars 1907]. — Chambre syndicale du commerce de détail en **nouveautés**, vêtements et accessoires de Valenciennes et de l'arrondissement de Valenciennes (26 membres). **Siège social** : passage Boca, 6, VALENCIENNES. — [20 novembre 1907]. — Union syndicale des loueurs de **voitures** de l'arrondissement de Valenciennes (15 membres). **Siège social** : café de la Paix, place d'Armes, VALENCIENNES.

Orne [2 octobre 1906]. — Syndicat des producteurs de **lait** de la commune de Champsecret et environs (150 membres). **Siège social** : Mairie, CHAMPSECRET. — [28 avril 1907]. — Union amicale des **bourelliers** de l'arrondissement de Mortagne (35 membres). **Siège social** : place d'Armes, MORTAGNE.

Rhône [6 septembre 1907]. — Chambre syndicale des garages et commerçants d'**automobiles** de Lyon et de la région (12 membres). **Siège social** : rue de la République, 1, LYON. — [1^{er} décembre 1906]. — Chambre syndicale des **botliers** professionnels de Lyon (40 membres). **Siège social** : quai de l'Hôpital, 23, LYON. — [22 mars 1907]. — Chambre syndicale des négociants et fabricants de **doublures** de France (25 membres). **Siège social** : rue Boiron, 16, VILLEFRANCHE.

Seine [27 août 1908]. — Syndicat des débitants de **vins** et liquoristes de la banlieue-est (27 membres). Siège social : rue de la Forge, 119, NOISY-LE-SEC. — [1^{er} septembre 1908]. — Syndicat des **nettoyeurs** de la Seine (9 membres). Siège social : boulevard des Capucines, 24, PARIS. — [4 septembre 1908]. — Comité international de défense de l'industrie de la **plume** pour parure (3 membres). Siège social : rue du Faubourg-Poissonnière, 9, PARIS.

Seine-et-Marne [13 août 1908]. — Chambre syndicale des entrepreneurs de **bâtiments** de l'arrondissement de Fontainebleau (91 membres). Siège social : rue d'Avon, 59, FONTAINEBLEAU.

Sèvres (Deux) [20 juin 1908]. — Syndicat **horticole** de l'île Bapeaume (18 membres). Siège social : Ile Bapeaume, LE BOURDET.

Vosges [4 septembre 1908]. — Syndicat corporatif de l'épicerie (389 membres). Siège social : rue Jeanne-d'Arc, 16, ÉPINAL. — [2 août 1908]. — Syndicat des **négociants** et représentants en **vins** et spiritueux en gros de l'arrondissement de Remiremont (35 membres). Siège social : rue de la Paltrée, 4, REMIREMONT.

2^e SYNDICATS OUVRIERS.

Allier [14 juin 1908]. — Syndicat des ouvriers du **port** de Montluçon (45 membres). Siège social : Édifice communal, MONTLUÇON.

Alpes-Maritimes — [5 septembre 1908]. — Société des **coupeurs-tailleurs** de Nice et du littoral (22 membres). Siège social : rue Garnier, 1, NICE.

Aude [10 janvier 1908]. — Syndicat des ouvriers **cultivateurs** d'Embres et Castelmaure (20 membres). Siège social : EMBRES et CASTELMAURE.

Bouches-du-Rhône [1^{er} août 1908]. — Syndicat des **capitaines** au long cours de Marseille et de la Méditerranée (770 membres). Siège social : Grand-rue, 57, MARSEILLE. — [25 juillet 1908]. — Chambre syndicale des ouvriers **carreleurs** (47 membres). Siège social : boulevard Dugommier, 11, MARSEILLE.

Ile-et-Vilaine [30 juin 1908]. — Chambre syndicale des ouvriers **coiffeurs** de la ville de Rennes (20 membres). Siège social : Bourse du travail, RENNES.

Landes [1^{er} avril 1906]. — Syndicat des **résiniers**, métayers, fermiers ou assimilés (70 membres). Siège social : AZUR. — [1^{er} janvier 1906]. — Syndicat des **résiniers** du Marensin (175 membres). Siège social : LÉON. — [18 mars 1906]. Syndicat des **résiniers** de Lesgor (56 membres). Siège social : LESGOR. — [1^{er} avril 1906]. — Syndicat des **résiniers** du Marensin (76 membres). Siège social : Maison Menan, LÉVIGNACQ-LES-LANDES. — [13 mars 1906]. — Syndicat des **résiniers** du Marensin (140 membres). Siège social : MAGESCO.

Loiret [30 août 1908]. — Syndicat des ouvrières **brocheuses** et papetières d'Orléans (11 membres). Siège social : Bourse du Travail, ORLÉANS. — [2 août 1908]. — Société de **coupeurs-tailleurs** pour hommes, dames et chemisiers de la ville d'Orléans et du département du Loiret (13 membres). Siège social : Place du Martroi, 49, ORLÉANS.

Marne [11 juillet 1908]. — Syndicat des **ouvriers métallurgistes** de Reims (15 membres). Siège social : faubourg Cérés, 30, REIMS.

Nièvre [8 mars 1907]. — Syndicat des **ouvriers bûcherons** agricoles et travaux similaires de Raveau (42 membres). Siège social : RAVEAU.

Nord [2 février 1908]. — Syndicat des **marins-pêcheurs** de Bray-Dunes (16 membres). Siège social : chez M. Vanhille-Alleman (Henri), BRAY-DUNES. — [13 décembre 1906]. — Syndicat professionnel des **employés** des deux sexes de l'arrondissement de Douai (35 membres). Siège social : rue de Bellain, 40, DOUAI. — [25 octobre 1907]. — Action fraternelle et syndicale des vendeurs et vendeuses de **journaux** de l'arrondissement de Douai (12 membres). Siège social : Estaminet Delplanque, DOUAI. — [27 octobre 1907]. — Union syndicale des **verriers** à bouteilles de Fresnes et Escaupont (115 membres). Siège social : place de l'Église, ESCAUPONT. — [1^{er} avril 1907]. — Chambre syndicale fédérée des **mouleurs en métaux** et parties similaires (60 membres). Siège social : rue de Trieu, 47, FOURMIES. — [22 août 1907]. — Syndicat des **ouvriers métallurgistes** de Jeumont (170 membres). Siège social : Mairie, JEUMONT. — [25 décembre 1906]. — Syndicat des **ouvriers maréchaux** et forgerons en équipages de Lille et environs (60 membres). Siège social : rue Léon-Gambetta, 31, LILLE. — [12 janvier 1908]. — Union des **ouvriers caissiers** de Roubaix (60 membres). Siège social : rue de l'Alouette, 43, ROUBAIX. — [23 février 1907]. — Syndicat des **commissionnaires** publics de la ville de Roubaix (18 membres). Siège social : rue de Lalouette, 43, ROUBAIX. — [5 janvier 1908]. — Chambre syndicale des **ouvriers cordonniers** et similaires de Roubaix et environs (37 membres). Siège social : Grand'Place, 9, ROUBAIX. — [28 mai 1907]. — Chambre syndicale des **marchands de journaux** (80 membres). Siège social : angle de la Grande rue et de la rue du Collège, ROUBAIX. — [3 septembre 1906]. — Chambre syndicale des **ouvriers mineurs** et assimilés du bassin d'Anzin (150 membres). Siège social : VICOIGNE.

Oise [27 janvier 1908]. — Fédération des **mécaniciens** et chauffeurs des chemins de fer du Nord (section de Margny-les-Compiègne) [54 membres]. Siège social : rue de la Fabrique, 32, MARGNY-LES-COMPIÈGNE.

Orne [3 avril 1898]. — Chambre syndicale des **ouvriers menuisiers** en bâtiments de la ville d'Alençon (11 membres). Siège social : Bourse du travail, ALENÇON (reconstitution). — [11 août 1907]. — Syndicat des **bûcherons** d'Écouves (30 membres). Siège social : Mairie, FONTENAI-LES-LOUVETS.

Pyrénées-Orientales [15 juillet 1906]. — Syndicat du **transbordement** des fruits (158 membres). Siège social : CERBÈRE. — [10 mai 1906]. — Syndicat de transit et de transbordement des oranges dit : « Syndicat des **transbordeuses d'oranges** » (126 membres). Siège social : rue Principale, CERBÈRE.

Rhône [1^{er} juillet 1907]. — Chambre syndicale des **ouvriers maçons** et aides-maçons de Cours et des environs (37 membres). Siège social : rue de Thel, COURS. — [3 janvier 1907]. — Syndicat professionnel sectionné des **ouvriers teinturiers** de Lyon et de la banlieue (142 membres). Siège social : Cours Vitton, 64, LYON. — [3 1890]. — Chambre syndicale des **brodeurs** de Tarare (22 membres). Siège social : Bourse du Travail, TARARE. — [3 juillet 1907]. — Syndicat des **ouvriers menuisiers**, ébénistes, charpentiers et similaires de Tarare (25 membres). Siège social : Bourse du Travail, TARARE. — [1^{er} mai 1907]. — Union des syndicats de la région lyonnaise (section de Tarare [**tissage**] 155 membres). Siège social : Bourse du Travail, TARARE. — [25 août 1907]. — Syndicat des **ouvriers voituriers**, camionneurs et similaires de Tarare (48 membres). Siège social : Bourse du Travail, TARARE. — [8 mai 1907]. — Chambre syndicale des **ouvriers maçons** et aides-maçons de Thizy et des environs (100 membres). Siège social : THIZY.

Saône (Haute-) [16 mai 1906]. — Chambre syndicale des ouvriers des mines de Ronchamp (825 membres). Siège social : RONCHAMP.

Seine [25 juillet 1908]. — Syndicat ouvrier de la boucherie de détail et du département de la Seine (170 membres). Siège social : boulevard Magenta, 1 bis, PARIS. — [24 juillet 1908]. — Syndicat des ouvriers professionnels et similaires des établissements de l'artillerie de Vincennes (57 membres). Siège social : Restaurant de la cartoucherie, VINCENNES.

Seine-Inférieure [1^{er} septembre 1908]. — Syndicat ouvrier indépendant du bâtiment et de l'industrie (30 membres). Siège social : Halle des fêtes, rue Paul Bert, CAUDEBEC-LÈS-ÉLBEUF.

Seine-et-Oise [20 juin 1908]. — Syndicat ouvrier du bâtiment de l'arrondissement de Corbeil (20 membres). Siège social : rue Saint-Spire, 40, CORBEIL.

Sèvres (Deux-) [28 avril 1907]. — Syndicat des ouvriers sabotiers du canton de Fontenay-Rohan-Rohan (11 membres). Siège social : FONTENAY-ROHAN-ROHAN. — [28 avril 1907]. — Syndicat des ouvriers de l'industrie laitière de Mazières-en-Gâtine (19 membres). Siège social : MAZIÈRES-EN-GÂTINE. — [31 décembre 1906]. — Syndicat des ouvriers de l'industrie laitière de Saint-Christophe-sur-Roc (11 membres). Siège social : SAINT-CHRISTOPHE-SUR-ROC.

Vosges [30 juillet 1908]. — Syndicat des ouvriers textiles d'Aumontzet-Granges et environs (99 membres). Siège social : AUMONTZEY.

3° SYNDICAT MIXTE.

Ille-et-Vilaine [1^{er} mars 1908]. — Syndicat des voyageurs et représentants de commerce de l'ouest (40 membres). Siège social : café de la Poste, quai Lamennais, RENNES.

4° UNIONS DE SYNDICATS PATRONAUX.

Meurthe-et-Moselle [20 juin 1908]. — Union du Nord-Est des syndicats d'élevage du cheval de trait (5 syndicats adhérents). Siège social : rue de Strasbourg, 24, NANCY.

Nord [23 mars 1906]. — Fédération des syndicats des producteurs de lait, fromage, beurre, betteraves de l'arrondissement d'Avesnes (10 syndicats adhérents). Siège social : Hôtel-de-ville, AVESNES.

6° UNIONS DE SYNDICATS OUVRIERS.

Bouches-du-Rhône [1^{er} août 1908]. — Fédération des syndicats de capitaines au long cours de France (3 syndicats adhérents). Siège social : Grand'Rue, 57, MARSEILLE.

Nord [19 septembre 1907]. — Comité intersyndical (9 syndicats adhérents). Siège social : rue des Feronniers, 19, DOUAL. — [2 décembre 1907]. — Fédération des syndicats professionnels de la région du Nord-Est de la France (7 syndicats adhérents). Siège social : rue Delcambre, 8, DOUAL. — [29 avril 1907]. — Fédération locale de Roubaix, des ouvriers du bâtiment (8 syndicats adhérents). Siège social : Grande-Place, 9, ROUBAIX. — [? no-

vembre 1907]. — Fédération des syndicats indépendants de Roubaix (2 syndicats adhérents).
Siège social : rue du collège, 15, ROUBAIX.

B. — SYNDICATS DISSOUS.

(La date entre crochets {} est celle de la création du syndicat. La date de la dissolution n'est pas donnée, parce que l'inactivité du syndicat est souvent le seul indice de sa disparition.)

1° SYNDICATS PATRONAUX.

Mayenne [2 janvier 1901]. — Syndicat des patrons **coiffeurs** de la ville de Laval (12 membres). Siège social : rue du Val-de-Mayenne, 14, LAVAL.

Rhône (1^{er} juillet 1905). — Chambre syndicale des patrons **chemisiers** et similaires gros et détail (30 membres). Siège social : rue Jean-de-Tournes, 8, LYON. — [1^{er} août 1905]. — Syndicat patronal des **factages** (23 membres). Siège social : rue Jean-de-Tournes, 5, LYON. — [10 mai 1905]. — Syndicat des chefs de maisons de **nouveautés**, confections pour dames, bazars et similaires (26 membres). Siège social : rue de la Bourse, 43, LYON.

Saône-et-Loire [13 mars 1901]. — Syndicat des **bouchers-charcutiers** du Creusot (13 membres). Siège social : LE CREUSOT. — [24 septembre 1897]. — Syndicat **médical** de l'arrondissement de Mâcon (20 membres). Siège social : rue du Vieux-Palais, MÂCON.

Savoie (Haute.) [3 avril 1901]. — Syndicat patronal de l'**ameublement** d'Annecy (9 membres). Siège social : rue du Paquier, 23, ANNECY. — [18 septembre 1906]. — Chambre syndicale des patrons **coiffeurs** d'Annecy et de cet arrondissement (11 membres). Siège social : rue Royale, 4, ANNECY. — [29 août 1906]. — Syndicat des **laitiers** d'Annecy (6 membres). Siège social : chez M. Petit-Antoine, ANNECY.

Seine-Inférieure [27 juillet 1900]. — Syndicat de défense du commerce des **grains**, engrais et machines agricoles de la Seine-Inférieure (60 membres). Siège social : quai de Paris, 33, ROUEN. — [6 octobre 1899]. — Syndicat des cultivateurs et **maraîchers** enlevant les boues et immondices de la ville de Rouen (39 membres). Siège social : Place de l'Hôtel-de-Ville, 13, ROUEN.

2° SYNDICATS OUVRIERS.

Nord [27 décembre 1903]. — Chambre syndicale des **cochers** de grande remise de la ville de Lille (38 membres). Siège social : rue de la Barre, LILLE. — [2 juin 1903]. — Union syndicale des employés des **coopératives** ouvrières de consommation et de production de la région du Nord (34 membres). Siège social : rue Léon Gambetta, 31, LYON. — [3 août 1906]. — Chambre syndicale des ouvriers porteurs des pompes funèbres de la ville de LILLE (40 membres). Siège social : rue de Fiois, 97, LILLE. — [22 août 1903]. — Syndicat de l'industrie **textile** « Les vaillants de Roubaix » (456 membres). Siège social : rue Racine, 66, TOURCOING. — [13 août 1903]. — Syndicat de **filature** « La Bobine de Laine » (28 membres). Siège social : rue d'Alger, 3, TOURCOING. — [21 décembre 1900]. — Syndicat d'ouvriers de **filature** de coton « La Bobine retorse » (30 membres). Siège social : rue d'Alger, 3, TOURCOING. — [5 février 1902]. — Syndicat de **filature** « Le Centième » (29 membres). Siège social : rue d'Alger, 3, TOURCOING. — [21 septembre 1903]. — Syndicat de **filature** « Le Continu à filer » (38 membres). Siège social : rue d'Alger, 3, TOURCOING. — [13 mars 1901]. — Syndicat de **filature** « L'Étirage » (30 membres). Siège

social : rue d'Alger, 3, **TOURCOING**. — [14 octobre 1901]. — Syndicat de **filature** «Le Fil de laine» (30 membres). Siège social : rue d'Alger, 3, **TOURCOING**. — [28 mai 1902]. — Syndicat de **filature** «La Mèche de laine» (27 membres). Siège social : rue d'Alger, 3, **TOURCOING**. — [14 avril 1902]. — Syndicat de **filature** «La Laine» (30 membres). Siège social : rue d'Alger, 3, **TOURCOING**.

Oise [2 mars 1905]. — Chambre syndicale des ouvriers **boulangers** de l'arrondissement de Compiègne (6 membres). Siège social : rue des Cordeliers, 6, **COMPIÈGNE**.

Orne [9 juillet 1899]. — Syndicat général des ouvriers **granitiers** d'Alençon et du département de l'Orne (45 membres). Siège social : Bourse du Travail, **ALENÇON**.

Rhône [1^{er} janvier 1891]. — Chambre syndicale des ouvriers **vanniers** de la ville de Givors (20 membres). Siège social : Hôtel-de-ville, Givors. — [17 mai 1890]. — Syndicat des ouvriers **apprêteurs** de Lyon et de la banlieue (300 membres). Siège social : rue Crillon, 35, **LYON**. — [1^{er} mars 1901]. — Union syndicale des **chauffeurs**, mécaniciens de la navigation et de l'industrie (40 membres). Siège social : Bourse du Travail, **LYON**. — [1^{er} juin 1906]. — Union syndicale des **clicheurs** lyonnais (19 membres). Siège social : rue Mercière, 62, **LYON**. — [16 octobre 1902]. — Association professionnelle syndicale indépendante mixte des **coiffeurs** de Lyon et de la région (20 membres). Siège social : rue Paul Bert, 48, **LYON**. — [1^{er} juillet 1891]. — Syndicat des ouvriers **confiseurs**, pâtisseries et chocolatiers de la ville de Lyon (130 membres). Siège social : rue de la Tunisie, 9, **LYON**. — [15 décembre 1906]. — Syndicat des agents et ouvriers du service des **lits** militaires (210 membres). Siège social : rue du Bourbonnais, 19, **LYON**. — [15 février 1902]. — Syndicat des **manœuvres**, hommes de peine et manutentionnaires de la ville de Lyon (90 membres). Siège social : Bourse du Travail, **LYON**. — [20 août 1896]. — Syndicat de la **marbrerie** lyonnaise (6 membres). Siège social : Bourse du Travail, **LYON**. — [1^{er} janvier 1891]. — Chambre syndicale des ouvriers **navetiers** et similaires (10 membres). Siège social : rue Vendôme, 80, **LYON**. — [21 juillet 1904]. — Chambre syndicale des **receveurs** des marchés et similaires de Lyon (22 membres). Siège social : place des Terreaux, **LYON**. — [20 janvier 1906]. — Chambre syndicale des ouvriers, ouvrières et emplois similaires de la raffinerie de **sucre** de Lyon (157 membres). Siège social : chemin des Vacques, 20, **LYON**. — [2 mai 1902]. — «L'Emancipation» chambre syndicale indépendante des ouvriers et ouvrières de la manufacture des **tabacs** de Lyon (89 membres). Siège social : avenue des Ponts, 3, **LYON**. — [14 décembre 1884]. — Chambre syndicale des **tisseurs** de velours à deux pièces unis et façonnés à une et deux navettes (475 membres). Siège social : Bourse du Travail, **LYON**. — [2 novembre 1902]. — Syndicat des employés et similaires des **vidanges** de la ville de Lyon (3 membres). Siège social : Bourse du Travail, **LYON**. — [2]. — Union des travailleurs de l'**alimentation** de Villefranche et banlieue (28 membres). Siège social : **VILLEFRANCHE**. — [12 juillet 1906]. — Syndicat des ouvriers **terrassiers** de Villefranche (12 membres). Siège social : **VILLEFRANCHE**.

Saône (Haute-) [26 juillet 1903]. — Chambre syndicale des **verriers** et similaires réunis de Gouhenans (36 membres). Siège social : Mairie, **GOUHENANS**.

Saône-et-Loire [12 juin 1899]. — Syndicat des ouvriers **plâtriers-peintres** et similaires de Chalon-sur-Saône (46 membres). Siège social : Bourse du Travail, **CHALON-SUR-SAÔNE**. — [7 septembre 1891]. — Chambre syndicale des ouvriers **tisseurs** et similaires de Coublanc (120 membres). Siège social : **COUBLANC**.

Savoie (Haute-) [18 avril 1907]. — Syndicat ouvrier des **sources** d'Évian-les-Bains (140 membres). Siège social : Hangar des pompes, **ÉVIAN-LES-BAINS**.

Seine-Inférieure [17 avril 1904]. — Chambre syndicale des ouvriers et ouvrières du

textile de Barentin et des environs (579 membres). Siège social : BARENTIN. [22 septembre 1901]. — Syndicat des ouvriers **mouleurs** de Bolbec (3 membres). Siège social : rue Guittet, 120, BOLBEC.

Somme [24 août 1906]. — Chambre syndicale des **employés de commerce** de la ville d'Amiens (38 membres). Siège social : rue Sire Firmin Leroux, 12, AMIENS.

3° SYNDICATS MIXTES.

Nord [9 février 1889]. — Syndicat professionnel des patrons et ouvriers de l'industrie de la **laine** (125 membres). Siège social : rue des Marais, FOURMIES. — [15 février 1892]. — Syndicat professionnel des patrons, employés et ouvriers **chapeliers** de la corporation de Sainte-Barbe (19 membres). Siège social : rue de Paris, 47, LILLE.

Rhone [21 juin 1896]. — Union syndicale mixte des marchands de **journaux** de Lyon et de la banlieue (180 membres). Siège social : rue Palais Grillet, 30, LYON. — [14 décembre 1884]. — Syndicat professionnel des **tisseurs** de velours uni de la ville et de la campagne (475 membres). Siège social : Bourse du Travail, LYON.

Saône-et-Loire [7 janvier 1905]. — Syndicat des ouvriers et petits patrons **cordonniers** de Mâcon et de la région (35 membres). Siège social : rue de Lyon, 12, MÂCON.

Sarthe [17 mai 1894]. — Syndicat des patrons **coiffeurs** de la vallée de la ville du Mans et du département de la Sarthe (141 membres). Siège social : place Thiers, LE MANS.

Le Rédacteur en Chef du Bulletin, Gérant,

CH. PICQUENARD.

PUBLICATIONS DE LA DIRECTION DU TRAVAIL

(Les volumes épuisés sont marqués d'un astérisque [*].)

I. — CONSEIL SUPÉRIEUR DU TRAVAIL.

- 1^{re} SESSION (1891). — * *Compte rendu. — Rapports* : Bureaux de placement (M. Thévenet). — *Protection des salaires* (M. Martelin). — *Création d'un office du travail* (M. Keufer). — 1 in-4°, 200 p. 2 fr. 25
- 2^e SESSION (1892). — * *Compte rendu. — Rapports* : Organisation du crédit populaire (MM. Labeyrie et Delahaye). — *Sociétés coopératives de crédit* (M. Lyon-Caen). — *Habitations ouvrières* (M. Siegfried). — *Musée d'économie sociale* (M. Linder). — *Règlements d'atelier* (M. Keufer). — *Pétition des typographes de Lyon*. — 1 in-4°, 252 p. 3 francs.
- 3^e et 4^e SESSIONS (déc. 1893-janv. 1894). — * *Compte rendu. — Rapport sur l'organisation du crédit populaire* (M. Many). — 1 in-4°, 341 p. 3 fr. 30.
- 5^e SESSION (1895). — * *Compte rendu. — Rapport sur la création de chambres de travail* (M. Depasse). — 1 in-4°, 165 p. 2 fr. 25.
- 6^e SESSION (1896). — * *Compte rendu. — Rapports* : L'insaisissabilité des pensions ouvrières (M. Paulet). — *La question du chômage*. — 1 in-4°, 143 p., 1 fr. 80. — * *Rapport sur la question du chômage*, avec les documents réunis par l'Office du travail. — 1 in-4°, 398 p. 3 fr. 60.
- * *Statistique des travaux de secours en cas de chômage* (1896, 1897, 1898) [note de l'Office du travail]. — 1 broch. in-4°, 23 p. (1899). 1 franc.
- 7^e SESSION (1897). — * *Compte rendu. — Rapport sur le système actuel des adjudications* (M. Keufer). — *Note de l'Office du travail sur le minimum de salaire dans les travaux publics*. — 1 in-4°, 299 p. 3 francs.
- 8^e SESSION (1898). — * *Compte rendu. — Rapport sur le marchandage* (M. Goy). — *Note de l'Office du travail sur le marchandage*. — 1 in-4°, 127 p. 1 fr. 80.
- 9^e SESSION (1900). — * *Compte rendu. — 1 in-4°, 525 p. 4 fr. 50.*
 * *Les conseils de prud'hommes* [documents et enquêtes de l'Office du travail]. — 1 in-4°, 409 p. 3 fr. 60.
Enquête sur la législation des conseils de prud'hommes. — 1 br. in-4°, 55 p. 1 franc.
- 10^e SESSION (1901). — * *Compte rendu. — 1 in-4°, 175 p., 2 fr. 25.* — * *Rapport et documents sur la réglementation du travail dans les bureaux et magasins* (M. Dalle) et dans les petites industries de l'alimentation (M. Barafort). — 1 in-4°, 261 p. 3 francs.
Rapports sur diverses modifications à la législation des prud'hommes et sur les renvois par suite de saisie-arrêt. — 1 broch. in-4°, 28 p. 1 franc.
- 11^e SESSION (1902). — *Compte rendu. — 1 in-4°, 147 p. 1 fr. 80.*
 * *Apprentissage* : enquête et doc. (rapport de M. Briat). — 1 in-4°, 537 p. 4 fr. 50.
 * *Rapport sur les modifications à apporter aux groupes professionnels du conseil supérieur* (M. Fagnot). — 1 broch. in-4°, 15 p. 1 franc.
- 12^e SESSION (1903). — *Compte rendu. — 1 in-4°, 224 p. 2 fr. 70.*
 * *Les caisses de chômage*. — 1 in-4°, 148 p. 1 fr. 80.
 * *Réglementation du travail dans les industries de transport* (M. Moreau). — 1 in-4°, 87 p. 1 fr. 50.
Enquêtes et documents sur le délai-congé. — 1 in-4°, 104 p. 1 fr. 80.
- 13^e SESSION (1904). — *Compte rendu. — 1 in-4°, 233 p. 1 fr. 80.*
Le repos hebdomadaire (rapport de M^{lle} Blondelu). — 1 in-4°, 73 p. 1 fr. 50.
Le délai-congé (rapport de M. Manoury). — 1 in-4°, 52 p. 1 fr. 50.
- 14^e SESSION (1905). — *Compte rendu. — 1 in-4°, 135 p. 1 fr. 80.*
- 15^e SESSION (novembre 1905). — *Compte rendu. — 1 in-4°, 168 p. 2 fr. 25.*
 * *L'enseignement professionnel* (rapport de M. Briat). — 1 in-4°, 159 p. 2 francs.
- 16^e SESSION (1906). — *Compte rendu. — 1 in-4°, 244 p. 2 fr. 70.*
L'attachage des lois ouvrières (rapport de M. Paillot). — 1 in-4°, 11 p. 1 franc.
 * *L'inspection du travail* (rapport de M. Bourderon). — 1 in-4°, 52 p. 1 franc.
- 17^e SESSION (1907). — *Compte rendu. — 1 vol. in-8°, 220 p. 2 fr. 70.*
La capacité professionnelle des syndicats. — 1 in-4°, 28 p. 1 franc.
L'organisation du Conseil supérieur du travail. — 1 in-4°, 22 p. 1 franc.
La protection des salaires en cas de faillite ou de déconfiture. — 1 in-4°, 40 p. 1 franc.

II. — ENQUÊTES ET DOCUMENTS.

- * *Le placement des employés, ouvriers et domestiques en France, avec un appendice relatif au placement dans les pays étrangers*. — 1 in-8°, 742 p. (1893). 8 francs.
- Seconde enquête sur le placement*. — 1 in-8°, 186 p. (1901). 1 fr. 50.
- * *De la conciliation et de l'arbitrage dans les conflits collectifs entre patrons et ouvriers en France et à l'étranger*. — 1 in-8°, 610 p. (1893). 6 francs.
- * *Examen du 6^e rapport annuel du Dép^t du travail des États-Unis. — Des artères et de la participation intégrée du personnel dans les chemins de fer russes*. — 1 in-8°, 93 p. (1893). 1 fr. 50.
- * *Salaires et durée du travail dans l'industrie française. — Tome 1^{er} : Soies*. — 1 in-8°, 611 p. (1893). — *T. II et III : Départements*. — 2 in-8°, 760, 648 p. (1894 et 1896). — *T. IV : Résultats généraux*. — 1 in-8°, 574 p. (1897). Chac. 7 fr. 50. — *Manufactures de l'État et chemins de fer*. — 1 in-8°, 164 p. (1896) 1 fr. 50. — *Album graphique*. — 29 planches in-8° (1897). 4 francs.

- * **La petite industrie (salaires, durée du travail).** — Tome I^{er} : *L'alimentation à Paris.* — 1 in-8°, 300 p. (1893). — T. II : *Le vêtement à Paris.* — 1 in-8°, 721 p. (1896)..... 2 fr. 50 et 5 francs.
- * **Bordereaux de salaires (1900 et 1901).** — 1 in-8°, 232 p. (1902)..... 3 fr. 50.
- * **Saisie-arrêt sur les salaires.** — 1 in-8°, 138 p. (1899)..... 1 fr. 50.
- Note sur la journée de huit heures dans les établissements industriels de l'État. — 1 in-8°, 91 p. (1906). 1 fr. 50.
- L'industrie du chiffon à Paris.** — 1 in-8°, 118 p. (1903)..... 1 fr. 50.
- Enquête sur le travail à domicile dans la lingerie.** — T. I : 1 in-8°, 782 p. (1907)..... 5 francs.
- * **L'assurance obligatoire contre les accidents du travail en Allemagne et en Autriche (1892).** — I. *Résultats financiers.* — 1 in-8°, 110 p. — II. *Statistique des accidents.* — 1 in-8°, 124 p., chac. 1 fr. 50.
- * **Bases statistiques de l'assurance contre les accidents.** — 1 in-8°, 235 p. (1899)..... 2 francs.
- * **Résultats statistiques de l'assurance obligatoire contre la maladie : En Allemagne.** — 1 in-8°, 134 p. (1893). — *En Autriche.* — 1 in-8°, 147 p. (1893), chac. 1 fr. 50.
- * **Étude sur les derniers résultats des assurances sociales en Allemagne et en Autriche.**
 1^{re} partie : *Accidents.* — 1 in-8°, 180 p. (1894)..... 1 fr. 50.
 2^e partie : *Maladie, Invalidité, Vieillesse.* — 1 in-8°, 229 p. (1895)..... 2 francs.
- * **Les caisses patronales de retraites (Industries).** — 1 in-8°, 437 p. (1898)..... 3 fr. 50.
- * **Hygiène et sécurité des travailleurs.** — 1 in-8°, 160 p. (1895)..... 5 francs.
- * **Poisons industriels.** 1 in-8°, 449 p. (1901)..... 3 francs.
- * **Maladies professionnelles.** — 1 in-8°, 147 p. (1903)..... 1 fr. 80.
- * **Les associations ouvrières de production.** — 1 in-8°, 613 p. (1897)..... 5 francs.
- Les associations professionnelles ouvrières.** — * Tome I^{er} : *Agriculture, mines, produits chimiques, industrie polygraphique.* — (1899). — T. II : *Cuir et peaux, industries textiles, habillement, ameublement, travail du bois.* — (1901). — T. III : *Métaux, céramiques et verrerie.* — (1902). — T. IV : *Bâtiment, transports et industries diverses.* — 4 in-8°, 905, 895, 679 et 821 p., chac. 5 francs.
- * **Législation ouvrière et sociale en Australie et Nouvelle-Zélande.** — *Mission de M. Albert Melin.* — 1 in-8°, 200 p. (1901). 1 fr. 50.
- * **Rapport sur l'apprentissage dans l'imprimerie (1889-1901).** — 1 in-8°, 320 p. (1902)..... 3 fr. 50.
- * **Rapport sur l'apprentissage dans les industries de l'ameublement.** — 1 in-8°, 678 p. (1905). 6 francs.
- * **Répartition des forces motrices et hydrauliques en 1899.** — Tome I^{er} : *Moteurs à vapeur (1900).* — T. II : *Moteurs hydrauliques (1901).* — 2 in-4°, 235 et 224 p., chac. 3 fr. 50.

III. — PUBLICATIONS PÉRIODIQUES. — STATISTIQUE. — ANNUIAIRES.

- Résultats statistiques des recensements de la population.** — 1891 : 1° * *Résultats généraux.* — 1 in-8° Jésus, 814 p. (894), 15 francs. — 2° *Étrangers.* — 1 in-8° Jésus, 349 p. (1893), 7 fr. 50. — * 1896 : 1 in-8°, 491 p. (1899), 7 fr. 50. — 1901. — Tome I^{er} : *Introduction, population légale ou de résidence habituelle pour la France; population présente (Paris, Nord et Est).* — 1 in-4°, 870 p. — T. II : *Population présente (Sud-Est).* — 1 in-4°, 818 p. — T. III : *Population présente (Ouest et Midi).* — 1 in-4° 906 p. — T. IV : *Population présente, résultats généraux.* — 1 in-4°, 1,022 p. — T. V : *Enquêtes annexes (familles, aveugles; sourds-muets; habitations; forces motrices).* — 1 in-4°, 176 p., chaque volume 10 francs, sauf le tome V. 5 francs.
- Résultats statistiques du recensement des industries et professions en 1896.** — * Tome I^{er} : *Paris, Nord et Est (15 dép.).* — T. II : *Sud-Est (27 dép.).* — T. III : *Ouest et Midi (45 dép.).* — T. IV : *Résultats généraux.* — 4 in-4°, 845, 803, 663 et 440 p., chac. 10 francs.
- Album graphique de la statistique générale de la France (1907).** — 1 in-4°, 280 p. 8 francs.
- Statistique générale de la France.** — *Statistique annuelle* : 1888-89, * 1890, * 1890-92; 3 in-8°, 311, 145, 641 p., chac. 7 fr. 50. — * 1893 à 1898 : 6 in-8°, 259, 259, 237, 235, 304 et 197 p., chac. 5 et 6 francs. — *Mouvement de la population* : * 1899-1900, * 1901, 1902, 1903, 1904, 1905-1906; 6 in-8°, 313, 289, 105, 384, 638 et 214 p., chac. 5 francs (sauf 1904 : 7 fr. 50). — *Institutions d'assistance* : * 1899-1900, * 1901, 1902 à 1905; 6 in-8°, 211, 105 et 103 p., chac. 5 francs.
- Statistique internationale du mouvement de la population d'après les registres de l'état-civil.** — *Résumé depuis l'origine des statistiques de l'état-civil jusqu'en 1905.* — 1 in-8°, 912 p. 15 francs.
- Annuaire statistique.** — 1880 à 1891, 12 in-8°, 559, 664, 612, 630, 678, 674, 718, 723, 503, 516, 553, 535 p.; 1892-94 et 1895-96, 2 in-8°, 773 et 624 p.; 1897 à 1906, 10 in-8°, 520, 653, 615, 583, 592, 528, 631, 545, 604 et 645 p. — (Épuisés : 1886, 1888 et 1890 à 1906, sauf 1901, et 1905), chac. 7 fr. 50.
- Statistique des grèves et des recours à la conciliation et à l'arbitrage (1890-1906).** — 17 in-8° (épuisés, sauf 1900, 1901, 1902, 1903, 1904 et 1906), chac. 3 francs, 3 fr. 50 et 4 fr. 50.
- Statistique des grèves de 1890 à 1899.** — Broch in-8°, 28 p. 1 fr. 50.
- Annuaire des syndicats.** — * 1897, * 1898-1899, * 1900, * 1901, 1902, * 1903 et 1904-1905, chac. 5 francs.
- D'après une communication des libraires, désignés ci-après, on pourrait se procurer d'occasion, à leur librairie, quelques-uns des volumes indiqués comme épuisés [*] : MM. BERGER-LEVRULT et C^{ie}, rue des Beaux-Arts, 5, Paris-6; MUZARD et EBEL, place Dauphine, Paris-1^{er}; Georges ROUSTAN, quai Voltaire, 5 et 17, Paris-7^e; CHEVALIER et RIVIERE, rue Jacob, 30, Paris-6^e.

(Les volumes épuisés sont marqués d'un astérisque [*].)

(MINISTÈRE DU TRAVAIL ET DE LA PRÉVOYANCE SOCIALE)

PRIX DE L'ABONNEMENT	{	POUR LA FRANCE.....	2 fr. 50 par an.
		POUR L'UNION POSTALE.....	3 fr. 50 —

POUR LA FRANCE.....	2 fr. 50 par an.
POUR L'UNION POSTALE.....	3 fr. 50 —

EN VENTE CHEZ BERGER-LEVRULT ET C^{ie} :
PUBLICATIONS DE LA DIRECTION DE L'ASSURANCE
ET DE LA PRÉVOYANCE SOCIALES.

I. — Recueil de documents sur les Accidents du travail.

- N° 1. — Lois, Règlements et Circulaires (Janvier 1907). Un volume in-8° de 404 pages. 1 fr. 75.
 N° 2. — Lois sur les accidents du travail (Février 1907). Brochure de 32 pages. 0 fr. 50.
 N° 3. — Jurisprudence (I. Mars 1902). Un volume de 937 pages. 10 francs.
 N° 4. — Loi du 9 avril 1898 (modifiée par la loi du 22 mars 1902) et Décret relatif aux déclarations d'accidents. Brochure de 26 pages. 0 fr. 50.
 N° 5. — Rapports aux Congrès internationaux des accidents (Paris 1900. — Düsseldorf 1902), par le Directeur de l'Assurance et de la Prévoyance sociales. Brochure de 33 pages. 0 fr. 60.
 N° 6. — Jurisprudence. Table analytique des décisions publiées dans le fascicule n° 3 (Mars 1902). Brochure de 63 pages. 1 franc.
 N° 7. — Jurisprudence (II. Mars 1903). Avec Table alphabétique générale des décisions publiées dans les fascicules n° 3 et 7. Un volume de 449 pages. 5 francs.
 N° 8. — Jurisprudence. Table analytique des décisions insérées dans les tomes I et II (fascicules n° 3 et 7). 1903. Brochure de 84 pages. 1 fr. 30.
 N° 9. — Jurisprudence. (III. Novembre 1903). Avec Table alphabétique générale des décisions publiées dans les fascicules n° 3, 7 et 9. Un volume de 363 pages. 4 francs.
 N° 10. — Jurisprudence. Table analytique des décisions publiées dans les tomes I, II et III (fascicules n° 3, 7 et 9). 1903. Volume in-8° de 95 pages. 1 fr. 40.
 N° 11. — Jurisprudence (IV. Mars 1904). Avec Table analytique des décisions publiées dans les fascicules n° 3, 7, 9 et 11. Un volume de 304 pages. 3 fr. 25.
 N° 12. — Jurisprudence. Table analytique des décisions publiées dans les tomes I à IV (fascicules n° 3, 7, 9 et 11). Vol. de 96 pages. 1 fr. 40.
 N° 13. — Maladies professionnelles. Rapport préparatoire au Comité consultatif des Assurances contre les accidents du travail. 1904. Brochure in-8° de 48 pages. 0 fr. 20.
 N° 14. — Législation sur les accidents, annotée des décisions de jurisprudence. 2^e édit. 1906. Un volume de 110 pages. 1 fr. 25.
 N° 15. — Répertoire bibliographique sur la législation relative aux accidents du travail, par A. DAGUIN. 2^e édit. 1906. Broch. de 96 p. 1 fr. 25.
 N° 16. — Rapport sur l'application de la loi du 9 avril 1898 (Février 1905.). Brochure de 136 pages, dont 40 de graphiques en noir et en couleurs. 2 fr. 75.
 N° 17. — Jurisprudence. (V. Mars 1905). Un volume de 147 pages. 1 fr. 75.
 N° 18. — Arrêté fixant le tarif des frais médicaux et pharmaceutiques en matière d'accidents au travail. 1905. Brochure de 62 pages. 0 fr. 75.
 N° 19. — Deuxième rapport sur l'application de la loi du 9 avril 1898. (Mars 1906.) Vol. de 175 p., dont 30 de graphiques en noir et couleurs. 2 fr.
 N° 20. — Jurisprudence. (VI. Mars 1906.) Un volume de 212 pages. 2 fr. 50.
 N° 21. — Troisième rapport sur l'application de la loi du 9 avril 1898. (Octobre 1906.) Vol. de 150 pages, dont 31 de graphiques en noir et en couleurs. 1 fr. 75.
 N° 22. — Décret du 27 septembre 1906 arrêtant la liste des exploitations commerciales soumises à la taxe réduite pour le fonds de garantie. Br. de 34 p. 0 fr. 35.
 N° 23. — Jurisprudence. (VII. Octobre 1906.) Un volume de 64 pages. 0 fr. 75.
 N° 24. — Jurisprudence. Table analytique des décisions publiées dans les tomes I à VII (fascicules n° 3, 7, 9, 11, 17, 20 et 23). Vol. 95 p. 1 fr. 25.
 N° 25. — Les Accidents du travail dans l'agriculture, d'après la statistique allemande, par Edouard FUSTER. Broch. in-8° de 48 p. 0 fr. 65.
 N° 26. — La Statistique du risque professionnel en Autriche, par Edouard FUSTER. Volume in-8° de 168 pages. 2 francs.

II. — Recueil de Documents sur la Prévoyance sociale.

- Les Caisses d'épargne. (Législation et statistique.) 1903. Brochure in-8° de 34 pages. 0 fr. 75.
 Applications de la législation française sur les habitations à bon marché. 1903. Brochure de 52 pages. 0 fr. 75.
 L'Habitation ouvrière et les pouvoirs publics en Allemagne, par Edouard FUSTER. 1903. Brochure de 78 pages. 1 fr. 25.
 Les Retraites ouvrières en Italie, par O. ARSANDAUX. 1903. Brochure de 78 pages. 1 fr. 25.
 L'Assurance populaire du canton de Neuchâtel, par O. ARSANDAUX. 1903. Broch. de 44 p. 0 fr. 75.
 Projet de loi sur le contrat d'assurance. Rapport et documents. 1904. Volume de 247 pages. 0 fr. 85.
 L'Assurance obligatoire contre l'invalidité en Allemagne. 1905. Volume de 156 pages. 1 fr. 75.
 Les Capitaux des caisses de retraites allemandes et leur emploi, par Edouard FUSTER. 1905. Volume de 95 pages. 1 fr. 20.
 Documents sur les retraites ouvrières en Allemagne, par Edouard FUSTER. 1905. Brochure de 77 pages. 1 franc.
 Principaux résultats de la prévoyance sociale, de 1890 à 1903. Statistiques et graphiques. 1905. Brochure de 47 pages avec diagrammes. 0 fr. 60.
 Projet de code du travail et de la prévoyance sociale (vote par la Chambre des députés, le 15 avril 1905). Brochure de 61 pages. 0 fr. 75.
 Les Assurances sociales en France, de 1889 à 1905. Rapport au Congrès international de Vienne (1905), par le Directeur de l'Assurance et de la Prévoyance sociales. Broch. de 28 p. 0 fr. 50.
 Les assurances sociales en Belgique, par J. Bégasse. Broch. de 186 pages. 2 fr. 40.

Prière d'envoyer les communications relatives au **Bulletin** et aux **Syndicats professionnels**, non affranchies, à l'adresse suivante :

Monsieur le Ministre du Travail et de la Prévoyance sociale,
 Direction du travail. PARIS (VII^e).

N. B. — Pour que les envois bénéficient de la franchise postale, il importe que l'adresse porte la mention : A monsieur le Ministre du Travail et de la Prévoyance sociale

BULLETIN

DE

L'OFFICE DU TRAVAIL.

FRANCE.

REVUE DU TRAVAIL (1).

Pendant le mois d'octobre, le chômage a augmenté parmi les ouvriers viticoles du Midi, les vendanges étant déjà terminées dans beaucoup de centres. En attendant l'embauchage pour les coupes d'hiver, les ouvriers bûcherons trouvent plus difficilement que le mois dernier à s'occuper dans les fermes. Le travail a baissé, tout en restant satisfaisant pour l'époque, dans l'horticulture de la région parisienne.

L'activité se maintient encore dans le bâtiment.

Dans l'industrie textile la crise persiste dans la plupart des centres du Nord, de la Normandie et du groupe roannais; le travail se maintient dans les Vosges; on signale une reprise à Saint-Quentin et dans les Ardennes. Dans la soie, le tissage mécanique de la région lyonnaise, ainsi que les ateliers de la Croix-Rousse, fait preuve d'une grande activité, sauf pour le velours; la situation s'est également un peu améliorée dans la région stéphanoise.

La reprise s'accroît dans le vêtement et la chapellerie.

Dans les industries des métaux la situation reste, dans l'ensemble, stationnaire; le chômage continue à diminuer chez les ferblantiers-boîtiers des côtes bretonnes.

(1) Sauf indication contraire, les renseignements sur le mouvement du travail sont tirés des réponses au questionnaire mensuel sur l'état du travail et le chômage professionnel envoyées par les syndicats ouvriers et qui sont parvenues à l'Office du travail dans la seconde quinzaine d'octobre 1908. — Les chiffres entre parenthèses dans la situation par industries indiquent le nombre des ouvriers adhérents des syndicats cités. — Ne sont comptés que les chômeurs involontaires, à l'exclusion des ouvriers malades ou en grève. — Sauf indication contraire, les heures de travail sont données par semaine.

Dans la typographie le travail a baissé dans les grandes villes, notamment à Paris; la situation, dans cette dernière ville, reste néanmoins satisfaisante pour l'époque,

L'amélioration constatée le mois dernier dans la mégisserie ne se maintient guère qu'à Annonay. Le chômage reste élevé chez les horlogers et les diamantaires ainsi que chez les ouvriers des ports.

1,173 syndicats, groupant 290.388 ouvriers, ont répondu, pour octobre 1908, au questionnaire mensuel sur l'état du travail et le chômage professionnel.

Parmi ces syndicats, 900 groupant 223,960 ouvriers ont fait connaître le nombre de leurs chômeurs, soit 17.211, ce qui correspond à une moyenne de 7.7 p. 100, en y comprenant les mineurs du Pas-de-Calais, et de 8.7 p. 100, mineurs du Pas-de-Calais non compris. Cette dernière moyenne était, le mois dernier, de 7.2 p. 100; elle était de 8 p. 100 en octobre 1907.

L'ouvrage, pendant le mois d'octobre 1908, a été jugé, par comparaison avec le mois de septembre, plus abondant, par 24 p. 100 des syndicats, groupant 22 p. 100 des syndiqués; équivalent par 48 p. 100 des syndicats, groupant 56 p. 100 des syndiqués; moins abondant par 28 p. 100 des syndicats, groupant 22 p. 100 des syndiqués.

A la question : « Estimez-vous la situation du travail satisfaisante pour l'époque? » 612 syndicats, groupant 12,153 adhérents, ont répondu par l'affirmative, et 323 groupant 92,179 adhérents, ont répondu par la négative.

Situation par industries.

PÊCHE. — AGRICULTURE. — FORÊTS. — L'Union des pêcheurs et marins du commerce du Havre (3.205) accuse 10 p. 100 de chômeurs contre 8 le mois dernier et 5 en octobre 1907; la situation est assez bonne à Boulogne-sur-Mer (950). Sur les côtes bretonnes et vendéennes, la pêche est moins abondante à Carnéau (650), Port Louis (450), le Bono (152); elle est plus abondante à La Rochelle (244), Dourmenez (1823). Sur la Méditerranée les pêcheurs de La Seyne (110) ont 15.5 p. 100 de chômeurs contre 13.6 le mois dernier.

D'après les réponses de 50 syndicats d'ouvriers agricoles, groupant 7,524 membres, la proportion des chômeurs syndiqués était, en octobre, de 12.8 p. 100 contre 3.1 le mois dernier et 12.4 en octobre 1907; la situation était considérée comme satisfaisante par 61 p. 100 des syndicats et 80 p. 100 des syndiqués. Sur le total de 960 chômeurs, 768 sont signalés par 35 syndicats d'ouvriers viticoles de l'Aude, de l'Hérault et des Pyrénées-Orientales qui groupent à eux seuls 2,372 syndiqués : la proportion est respectivement dans les trois départements de 20.9, 48.6 et 3.2 p. 100 contre 5.4, 0 et 4.8 le mois dernier et 28.9, 59.4 et 2.6 en octobre 1907; 15 de ces syndicats n'accusent aucun chômeur; les vendanges et les travaux de pressurage et de décuvaion n'étaient pas encore achevés au milieu d'octobre dans un certain nombre de centres, mais dans d'autres la fin des vendanges avait déjà amené le renvoi d'un grand nombre d'ouvriers viticoles, d'où la recrudescence du chômage accusée plus haut. A Paris, le syndicat mixte des horticulteurs (2,267) annonce 36 chômeurs contre 12 le mois dernier et 43 en octobre 1907; le travail est satisfaisant pour l'époque mais moins

abondant que le mois dernier; le syndicat ouvrier de la rue du Harlay-(2,126) n'accuse aucun chômeur et exprime le même avis sur l'état du travail. En Seine-et-Marne, les ouvriers agricoles de Lizy-sur-Ourcq (430) sont également satisfaits. Le chômage reste général à Aÿ (156).

106 syndicats de bûcherons groupant 10,769 membres accusent 19.6 p. 100 de chômeurs contre 13.9 le mois dernier et 26.9 en octobre 1907. La situation est considérée comme satisfaisante pour l'époque par 70 p. 100 des syndicats et 67 p. 100 des syndiqués. Le chômage a sensiblement augmenté; les coupes de bois n'ont pas encore commencé et les travaux agricoles se font plus rares en cette saison; on ne signale aucun chômeur dans 3 centres sur 12 dans l'Allier, dans 16 sur 27 dans le Cher, dans 8 sur 9 dans le Loiret, dans 16 sur 29 dans la Nièvre et dans 6 sur 9 dans l'Yonne; le chômage atteint 3/4 p. 100 contre 21.8 le mois dernier dans l'Allier pour 910 syndiqués; il est de 17.1 contre 14.5 dans le Cher pour 2,570 syndiqués; de 3.7 contre 5.9 dans le Loiret pour 407 syndiqués; de 31.3 contre 22.9 dans la Nièvre pour 3,240 syndiqués et de 18.7 contre 16.4 dans l'Yonne pour 1,017 syndiqués. Dans les Landes, 10 syndicats de résiniers, groupant 1,366 ouvriers, accusent 0 p. 100 de chômeurs contre 0.5 le mois dernier.

MINES. — Les renseignements qui suivent, calculés d'après les chiffres obligamment fournis par le *Comité central des houillères de France*, portent sur près de 170,000 ouvriers, soit plus des trois quarts du personnel ouvrier des mines, pendant le mois d'octobre 1908. Dans le courant de ce mois, le nombre moyen des jours d'extraction par semaine pour les ouvriers du fond et la répartition de l'ensemble des ouvriers occupés par l'exploitation tant au fond qu'au jour, d'après l'activité du travail, sont indiqués ci-dessous :

BASSINS ou GROUPES DE BASSINS.	NOMBRE D'OUVRIERS.	NOMBRE moyen HEBDOMA- DAIRE de jours d'extraction ⁽¹⁾	SUR 100 OUVRIERS, TANT DU FOND QUE DU JOUR, COMBIEN ONT TRAVAILLÉ PAR SEMAINE				
			moins de 3 jours.	de 3 à 4 jours.	de 4 à 5 jours.	de 5 à 6 jours.	6 jours ou davantage (travail plein)
			4	5	6	7	8
1	2	3	p. 100.	p. 100.	p. 100.	p. 100.	p. 100.
Nord et Pas-de-Calais. ⁽¹⁾	104,569	5.98	"	"	"	7.96	92.04
Loire.....	17,483	5.96	"	"	"	11.33	88.67
Gard et Hérault.....	14,451	5.91	1.52	"	"	16.27	82.21
Tarn et Aveyron.....	9,368	6.	"	"	"	"	100.
Provence.....	2,731	5.90	"	"	"	39.28	60.72
Isère..... ⁽²⁾	430	6.	"	"	"	"	100.
Ouest.....	390	5.51	"	28.21	"	"	71.79
Bourgogne et Nivernais..	10,311	6.	"	"	"	"	100.
Centre.....	9,981	5.91	"	"	"	26.34	73.66
ENSEMBLE pour la France.	169,744	5.97	0.07	0.14	"	9.63	90.16

(1) Manquent les renseignements pour Aniche.
 (2) Manquent les renseignements pour La Mure.
 (3) Le nombre moyen hebdomadaire des jours d'extraction peut être supérieur à six en cas de dérogations au repos du dimanche (application de l'art. 6, § 3, de la loi du 13 juillet 1906) ou lorsque certaines mines ne chôment pas les jours fériés, tels que lundis de Pâques et de Pentecôte, Ascension, 14 juillet, Assomption, Toussaint, Noël, qui sont des jours de repos généralement observés, bien que la loi n'en fasse pas une obligation.

Le nombre moyen hebdomadaire de jours d'extraction était de 5.92 le mois dernier et de 5.98 en octobre 1907. D'après les réponses de 22 syndicats, le

chômage serait de 0.1 p. 100 sur un effectif de 30.098 syndiqués; il était de 1.4 p. 100 le mois dernier pour 34,752 syndiqués et de 1.6 en octobre 1907 pour 7,840 syndiqués; le syndicat de Lens (26,000) n'accuse aucun chômage comme le mois dernier.

CARRIÈRES. — Dans les carrières et ardoisières, la proportion des chômeurs est de 11.0 p. 100 pour 21 syndicats groupant 5,806 ouvriers contre 5.3 le mois dernier et 2.3 en octobre 1907. Dans les carrières, pas de chômeurs à Arques (120), Parnilieu (120), Léroüville (187), Rouen (140), Thollon (265) et Saulxures-sur-Moselle (460); 14.9 p. 100 contre 5.8 le mois dernier à Porcieu-Ambagnieu (295); 9 contre 0 à Château-Landon (155); 15.8 à Chevreuse (3,160). Dans les ardoisières, pas de chômeurs à Haybes-sur-Meuse (320).

ALIMENTATION. — D'après les réponses de 42 syndicats, groupant 12,205 adhérents, la proportion des chômeurs, dans l'ensemble des industries de l'alimentation, était de 17.2 p. 100 contre 8.9 le mois dernier et 10.1 en octobre 1907. La situation est jugée satisfaisante pour l'époque par 63 p. 100 des syndicats et 55 p. 100 des syndiqués. En province le chômage dépasse la moyenne chez les boulangers de Bordeaux (580), Orléans (140), Rouen (200); les bouchers-charcutiers (150) de Marseille; les limonadiers de Nice (1,100); les maîtres-d'hôtel de Rouen (510). Le travail est, par contre, satisfaisant chez les pâtisseries de Lille (280) et de Peau (140); les maîtres d'hôtel navigateurs du Havre (747) et de Marseille (1,405); les meuniers de Corbeil (103); les distillateurs de Pontarlier (272). A Paris, les garçons de cuisine accusent 12 p. 100 de chômeurs contre 6; les cuisiniers de la rue Mandar (1,487), 6 contre 5.3; ceux de la Bourse du travail (1,506), 20; les boulangers du boulevard Richard-Lenoir (260), 4.6 contre 3.7; ceux de la rue des Martyrs (400), 4.5 contre 8; ceux du faubourg Saint-Denis (136), 5.9 contre 5.1.

La production d'alcool des bouilleurs et distillateurs de profession, à la fin de septembre 1908, douzième mois de la campagne 1907-1908, s'élevait à 2,135,240 hectolitres, en diminution de 195,742 hectolitres sur l'époque correspondante de la précédente campagne. La production des bouilleurs de cru à la même date est évaluée approximativement à 244,000 hectolitres, soit une différence en moins de 10,000 hectolitres sur la période correspondante de la campagne 1906-1907⁽¹⁾.

Dans l'industrie sucrière, au 31 octobre 1908, deuxième mois de la campagne 1908-1909, les travaux de délécation étaient en cours d'activité dans 251 fabriques contre 253 à l'époque correspondante de la campagne 1907-1908. La quantité de sucre travaillée à la même date, exprimée en sucre raffiné, s'élevait à 301,526 tonnes, en augmentation de 54,124 tonnes sur l'époque correspondante de la précédente campagne⁽²⁾.

PRODUITS CHIMIQUES. — CAOUTCHOUC. — PAPIER. — CARTON. — Le chômage, dans l'ensemble des industries chimiques, d'après les réponses de 10 syndicats, groupant 2,412 ouvriers, ressort à 14.2 p. 100 contre 3.5 le mois dernier et 3.6 en octobre 1907. En ce qui concerne les travailleurs du gaz, ceux de Paris (5,896) n'ont pas répondu; 0 contre 0 à Nice (360); 0 à Saint-Etienne (190). Les ouvriers des huileries de Marseille (1,200) ont 27 p. 100 de chômeurs contre

⁽¹⁾ Journal officiel du 20 octobre 1908 et erratum du 22 octobre 1908.

⁽²⁾ Journal officiel du 13 novembre 1908.

8.8 le mois dernier : le travail a baissé. Les ouvriers des engrais chimiques de la Rochelle (135) sont tous occupés.

Les ouvriers des papeteries d'Annonay (494), d'Anould (648) et de Wizernes (530) sont tous occupés.

INDUSTRIES DU LIVRE. — Chez les typographes, lithographes, graveurs et similaires, le nombre des chômeurs syndiqués est : pour la province, de 168 pour 61 syndicats groupant 4,053 adhérents, soit 4.1 p. 100; pour Paris, de 185 pour 9 syndicats groupant 5,703 adhérents, soit 3.2 p. 100. La proportion était, le mois dernier, pour la province, de 3.3 p. 100, et pour Paris de 2.3 p. 100, elle était, pour le mois d'octobre 1907, de 2.7 p. 100 pour la province, de 3.6 p. 100 à Paris.

La situation est considérée comme satisfaisante pour l'époque par 79 p. 100 des syndicats de province groupant 54 p. 100 des syndiqués. Le travail est estimé plus abondant par 15 syndicats, équivalent par 27, moins abondant par 7 autres. Il y a 11 p. 100 de chômeurs contre 13.9 le mois dernier à Nice (109) : 3.2 contre 2.6 à Grenoble (154) ; 6.2 contre 7.2 chez les lithographes de Saint-Etienne (146) ; 2.9 contre 4.3 chez les typographes (171) de Nantes et 3 contre 3 chez les lithographes (100) ; 0.9 à Dijon (110) ; 5.2 chez les lithographes (155) de Bordeaux ; 1 à Amiens (200) ; 10 contre 4.9 chez les typographes (350) de Lille et 2.1 contre 6.2 chez les lithographes (140) ; 4 contre 2 chez les typographes (497) et 7.6 contre 5.2 chez les lithographes (170) de Lyon ; 6.2 contre 6.3 à Rouen (160).

A Paris, le syndicat de la rue de Savoie (3,550) accuse 136 chômeurs contre 84 le mois dernier et 130 en octobre 1907 et estime le travail satisfaisant pour l'époque ; les conducteurs typographes de la Bourse du travail (220) accusent 4.1 p. 100. Dans la lithographie, l'*Union lithographique* (145) en accuse 9 contre 6 ; les stéréotypeurs (205), 1.5 contre 0.

CUIRS ET PEaux. — Le chômage, d'après les réponses de 17 syndicats, groupant 3,526 ouvriers atteint 42.6 p. 100 des ouvriers syndiqués dans l'ensemble des industries qui préparent les cuirs et peaux (tanneurs, corroyeurs, mégissiers, etc.), contre 29.4 le mois dernier et 37.9 en octobre 1907. A Annonay, les mégissiers de rivière (650) ont 25 p. 100 de chômeurs contre 29 le mois dernier, avec une semaine de 40 à 50 heures ; les palissonneurs (360) en ont 15 p. 100 contre 10. A Mazamet, les mégissiers (120) accusent 0 p. 100 contre 0 ; les travailleurs de la peau de mouton (750), 6.7 contre 7.7. Les tanneurs-corroyeurs de Millau (850) en ont 74 p. 100 contre 82 et font 35 heures contre 35 ; les mégissiers-chamoiseurs (110) accusent 64 p. 100 contre 65 et font de 45 à 50 heures. Les fourreurs de Paris (200) accusent 5 p. 100.

Chez les ouvriers de la chaussure, la proportion des chômeurs syndiqués est de 3.1 p. 100 pour 13 syndicats groupant 797 ouvriers contre 6 le mois dernier et 2.2 en octobre 1907. Les coupeurs brocheurs de Lyon (110) accusent 0 contre 0 ; les ouvriers de la chaussure du Quesnoy (200), 0 ; ceux de Blois (130), 3.1.

INDUSTRIES TEXTILES. — Le nombre des chômeurs dans la filature et le tissage, d'après les réponses de 70 syndicats, groupant 34,097 adhérents, était de 2,951, soit 8.7 p. 100 contre 11.9 le mois dernier et 6.6 en octobre 1907.

Dans le Nord, à Roubaix, d'après le syndicat textile (10,629), il y aurait 12.2 p. 100 de chômeurs contre 11.3 le mois dernier et 5 en novembre 1907, la semaine est de 60 heures et la situation est estimée non satisfaisante. A Tourcoing, les tapissiers en grosse moquette (141) accusent 0 p. 100 contre 1.4. A Lille, d'après le syndicat mixte de l'industrie du fil (1,420), il n'y aurait pas de

chômeur, mais la semaine serait de 50 heures et la situation ne serait pas satisfaisante. A Armentières, un syndicat ouvrier (1,500) accuse 55 heures contre 45 à 50; le syndicat mixte (1,870) accuse 0 chômeur contre 0 et 50 à 60 heures: la situation serait stationnaire. A Houplines (1,570), il y a 1.6 p. 100 de chômeurs contre 1.1 le mois dernier, la semaine est de 45 à 50 heures, le chômage n'a pas diminué; à Halluin (1,100), le chômage est de 8 p. 100 contre 6 et la semaine est de 40 à 45 heures: la crise est moins intense; 10 à Beauvais (1,500) en légère reprise; 0.6 à Dunkerque (2,015) et 48 à 59 heures; 0.9 contre 0 et 60 heures à la Gorgue-Estaires (680); 0 à Avesnes-les-Aubert (400) où le travail a repris; reprise également à Boussières (130); 63 contre 63 à Villers-en-Cauchies (159); 2 contre 2 à Nieppe (300) et 50 à 55 heures; 0 à Saint-Hilaire-lès-Cambrai (125). Pour l'ensemble de 17 syndicats du Nord groupant 22,405 syndiqués, la proportion des chômeurs est de 7.9 p. 100 contre 9.5 le mois dernier et 4.8 en octobre 1907.

Dans les Vosges, les 3 syndicats d'ouvriers textiles qui ont répondu à la question concernant le chômage accusent 0 p. 100 de chômeurs sur 192 syndiqués contre 0 le mois dernier et 1.3 en octobre 1907; la semaine est partout de 60 heures au moins. Pas de chômeurs à Épinal (102).

Dans les centres normands, à Rouen (200) les ouvriers cotonniers ont 4.5 p. 100 de chômeurs contre 4.5 et font 60 heures: la situation reste stationnaire; à Bolbec (280) on signale 1.1 p. 100 contre 2 et 50 heures; à Flers, les ouvriers cotonniers (850) accusent 0 p. 100 contre 0 et 60 heures contre 50 et 60: le travail est plus abondant; pas de chômeurs à Condé-sur-Noireau (160), mais la semaine est de 50 heures contre 55 le mois dernier.

Dans les tissages de coton de la région roannaise, à Roanne, les ouvriers textiles (342) accusent 4.1 p. 100 et 40 heures; les pareurs (180) accusent 2.2 contre 2.2 et 60 heures contre 60; à Bourg-de-Thizy (385) les tisseurs accusent 31 contre 38.9 avec 45 heures; 9.6 contre 20.8 à Thizy (890) avec 50 heures contre 45: la situation s'est un peu améliorée.

Dans l'Aisne, d'après l'*Union des tisseurs* (168) de Saint-Quentin, il n'y a pas de chômeurs, la semaine est de 60 heures et le travail est un peu plus abondant. Dans les Ardennes, à Sedan, les tisseurs (250) accusent 1.2 p. 100 et 60 heures et sont assez satisfaits; pas de chômeurs à Saint-Menges (280) où tous les ouvriers font de 54 à 60 heures. A Rougemont-le-Château, les ouvriers textiles (353) sont tous occupés 60 heures mais le travail a baissé. A Reims, le syndicat de l'industrie lainière accuse 60 heures: le travail est toujours peu abondant.

Dans l'Ouest, à Romorantin (450), dans l'industrie du drap, tous les ouvriers syndiqués sont occupés, mais il y a du chômage au tissage. L'activité reste médiocre dans l'ensemble des centres de Maine-et-Loire et des Deux-Sèvres: à Mortagne-sur-Sèvre (234) tous les ouvriers font 50 heures. 62.5 p. 100 contre 75 et 60 heures à Lavalanet (800). A Mazamet, 2.7 p. 100 contre 10.9 chez les ouvriers fileurs (110) qui font de 35 à 40 heures. A Vienne (421) les ouvriers textiles accusent 32 p. 100 contre 28 et 60 heures.

A Arques, les filassiers (125) ont 0 chômeur et font 60 heures. A Villers-Bretonneux (145) les bonnetiers accusent 4.1 p. 100 de chômeurs. A Aubusson, les tapisseries (160) sont tous occupés mais ne font que 48 à 50 heures.

Dans la soie, 30 p. 100 de chômeurs contre 40 dans les tissages à bras et 10 contre 15 dans le tissage mécanique à Charlieu (120); 0 contre 0 à Bussièrès (200) où le travail est moins abondant; 10 contre 15 à Saint-Genest-Lerpt (150).

Dans la région lyonnaise, le travail a repris avec beaucoup de vigueur dans les usines de tissage mécanique au profit de la plupart des tissus teints en pièce et ce sont maintenant les métiers qui font défaut; à Lyon, les petits ateliers de tissage

mécanique ou à la main, comptent toujours à peu près le même nombre de métiers en activité; à la campagne, les ateliers à bras restent sensiblement dégarnis à cause du délaissement du taffetas et des armures, cependant un bon nombre de leurs métiers sont depuis quelque temps alimentés par des ordres qui n'ont pas trouvé place dans les usines de tissage mécanique ⁽¹⁾. A Lyon, les tisseurs de la Croix-Rousse (460) estiment le travail toujours aussi abondant.

Dans l'Isère et dans la soierie, 4 p. 100 contre 3 à Moirans (780) où les veloutiers font 48 heures et les soyeuses 55; 25 p. 100 à Montalieu-Vercieu (150); 14.3 à Saint-Geoire-en-Valdaine (420) en légère reprise; pas de chômeurs à Voiron (1416) où l'on fait 60 heures au satin et à la mousseline et 35 heures seulement au velours. Dans le Gard, à Saint-Hippolyte-du-Fort (250), 4 p. 100 de chômeurs contre 2 et 60 heures. A Tours, les tisseurs en soie (110) accusent un tiers de chômeurs.

Dans le tulle, les tullistes de la Tour-du-Pin (110) sont tous occupés 68 heures et demie; ceux de Serrières-de-Briord (106) ont 0 p. 100 de chômeurs contre 1 et font 66 heures, sauf les enfants et les femmes qui ne font que 60 heures. Les tullistes en guipure de Saint-Quentin (95) accusent 5.2 p. 100 contre 3.6. A Caudry, l'Union des ouvriers tullistes (710) accuse 1.1 p. 100 contre 1 et 35 à 50 heures; les ouvriers en tulles (400) ont 1 p. 100 contre 1 et font 56 heures; les tullistes en dentelles de Lyon (148) accusent 4 p. 100 et 60 heures en reprise. Les brodeurs de Paris (224) accusent 0 p. 100 de chômeurs contre 0 et 60 heures contre 60; c'est la pleine saison.

Dans la teinture et l'apprêt, à Saint-Etienne, les teinturiers (130) accusent 1.5 p. 100 et 60 heures; à Roanne, les apprêteurs (219) accusent 0.9 p. 100 de chômeurs contre 0.5. Les blanchisseurs-apprêteurs de Cholet (112) en ont 17.8 contre 16.8 et font 50 heures. Les imprimeurs sur étoffes de Lyon (200) accusent 40 à 50 p. 100 de chômeurs. Les teinturiers-degraisseurs de Paris (300) en accusent 1 p. 100 contre 2.9.

Chez les ouvriers et ouvrières de l'habillement, la proportion des chômeurs est de 4.5 p. 100 pour 12 syndicats, groupant 1,710 ouvriers, contre 7.8 le mois dernier et 2.1 en octobre 1907. Le travail est considéré comme plus abondant par 8 syndicats, équivalent par 5, moins abondant par 2. La situation est estimée satisfaisante pour l'époque par 75 p. 100 des syndicats et 81 p. 100 des syndiqués. A Paris, les coupeurs-chemisiers (305) ont 4.9 p. 100 de chômeurs contre 3.9 le mois dernier; les couturières (639) estiment le travail plus abondant. Les tailleurs de Bordeaux (175) accusent 10.9 p. 100 contre 38.4; ceux d'Angoulême (150): 9; les ouvriers de l'habillement de Bourges (210), 11.9 contre 11.9; les ouvrières de Saint-Quentin (298), 0; 1.1 contre 0 chez les ouvriers du syndicat mixte de Carcassonne (270); 0 contre 0 chez ceux du syndicat mixte de Limoges (132).

Chez les chapeliers, casquettiers, etc., la moyenne du chômage est de 1.4 p. 100 pour 7 syndicats groupant 574 ouvriers contre 2.3 le mois dernier et 5.8 en octobre 1907; à Paris, les ouvriers en chapeaux de soie (103) ont 1.9 p. 100 de chômeurs contre 4.8; les ouvriers en chapeaux de fantaisie (100), 0 contre 0. A Lyon les chapeliers (200) en ont 0 contre 3.1.

23.3 contre 19.6 p. 100 chez les blanchisseurs de la Seine (215); 1.7 chez les couleurs et garçons de lavoir de Paris (230).

Bois. — La moyenne de chômage accusée par 33 syndicats de charpentiers et de menuisiers en bâtiment, groupant 3,911 ouvriers, est de 15 p. 100

¹⁾ D'après le *Moniteur du tissage mécanique des soieries*, du 15 novembre 1908.

contre 7.2 le mois précédent et 4 en octobre 1907 : la situation est estimée satisfaisante par 72 p. 100 des syndicats et 59 p. 100 des syndiqués. Les calfatageurs (102) de Marseille accusent 39.1 p. 100 de chômeurs; les charpentiers d'Armentières (115) 0 contre 0; ceux de Roubaix (403), 11.2 p. 100 contre 9.3; ceux de Tourcoing (196), 0 contre 0; ceux de Lille (500), 0 contre 20; les travailleurs du bois de Villers-Cotterets (100), 0 contre 0; ceux d'Halluin (380), 3.9 contre 4.9; les scieurs de Gommegnies (109), 0 contre 0. A Paris, l'*Union des menuisiers* (739) et les menuisiers libres (175) estiment le travail satisfaisant; les scieurs découpeurs (460) accusent 20 p. 100 de chômeurs; les poseurs en menuiserie (695), 53.6 p. 100.

Chez les ouvriers du meuble et de l'ameublement (menuisiers-ébénistes, ébénistes, tapissiers, etc.), la proportion des syndiqués sans travail, d'après les réponses de 10 syndicats, groupant 676 ouvriers, est de 10.5 p. 100 contre 12.4 le mois dernier et 8.6 en octobre 1907. Les sculpteurs sur bois de Lyon (110) accusent 29.6 p. 100 contre 50. A Paris, les menuisiers en sièges (230) en ont 8.7 contre 11.4.

Chez les tonneliers, le chômage est de 15.8 p. 100 pour 10 syndicats, groupant 882 ouvriers, contre 12.8 le mois dernier et 3.8 en octobre 1907. 29.8 p. 100 contre 13.5 à Cognac (265); 20 contre 33.3 à Aubagne (150); 0 à Narbonne (125) et Alger (100).

Dans la carrosserie, 9 syndicats groupant 438 ouvriers annoncent 3 p. 100 de chômeurs contre 3.3 le mois dernier et 27.6 en octobre 1907. A Paris, les *Compagnons charrois* (159) en accusent 0 contre 0 le mois dernier.

Les tourneurs sur bois de Felleries (125) sont tous occupés; il en est de même des boutonnières de Grenoble (190). Les vanniers d'Origny-en-Thiérache (600) accusent 25 p. 100 de chômeurs contre 8.3 le mois dernier; les layetiers-emballeurs de Paris (350), 2.3.

MÉTAUX. — D'après les réponses de 80 syndicats groupant 16,691 adhérents, la proportion des chômeurs syndiqués dans l'ensemble des industries des métaux était, à la fin d'octobre, de 6.9 p. 100 contre 7.8 le mois dernier et 7.4 en octobre 1907.

25 syndicats de métallurgistes, groupant 7,959 ouvriers de toutes les professions se rapportant aux métaux, accusent 7.2 p. 100 de chômeurs contre 4.7 le mois dernier et 5.4 en octobre 1907; la situation est estimée satisfaisante par 67 p. 100 des syndicats et 64 p. 100 des syndiqués. Pas de chômeurs à Bourges (265), Guérigny (500), Imphy (199), le Creusot (1,800), Maubeuge (225), Lille (115); 4.7 p. 100 contre 10.4 à Sous-le-Bois (450); 2 contre 2.9 à Hautmont (350); 2.5 à Trignac (200); 25 à Roubaix (1200).

En ce qui concerne les mouleurs et fondeurs en fer et en cuivre, la proportion des chômeurs est de 4.1 p. 100 pour 10 syndicats groupant 1,802 ouvriers contre 0 le mois dernier et 0.4 en octobre 1907; la situation est considérée comme satisfaisante par 58 p. 100 des syndicats groupant 52 p. 100 des syndiqués; pas de chômeurs à Hiraumont-en-Rocroi (132), Ferrière-la-Grande (250), Lille (600) et Dôle (213); 0 p. 100 contre 1.4 à Bordeaux (140); 23.9 contre 10.7 à Marseille (285).

Chez les ouvriers mécaniciens, tourneurs, ajusteurs, serruriers, etc., la proportion des syndiqués sans travail est de 4.1 p. 100 pour 19 syndicats, groupant 3,022 ouvriers, contre 4.5 le mois dernier et 3.8 en octobre 1907. La situation est considérée comme satisfaisante par 67 p. 100 des syndicats et 33 p. 100 des syndiqués. Pas de chômeurs à Jeumont (130) et Chartres (110); 4 p. 100 contre 4 à Saint-Étienne (250); 0.3 contre 0.3 à Marpent (300); 3.3 à Marseille (120).

A Paris, l'Union des mécaniciens accuse 105 chômeurs sur 1,600 syndiqués contre 98 le mois dernier et 65 en octobre 1907.

A Paris, les ouvriers en instruments de précision (1,537) accusent 126 chômeurs contre 131 le mois dernier et 78 en octobre 1907; 3.9 p. 100 contre 1.3 chez les horlogers de Badevel (155); 40 contre 25 chez ceux de Cluses (125); 0 contre 13.4 p. 100 chez les diamantaires du pays de Gex (112).

Chez les ferblantiers-boitiers, le chômage est de 13.5 p. 100 pour 6 syndicats groupant 938 ouvriers contre 27.4 le mois dernier; 55.6 en octobre 1907; il est de 9.8 p. 100 contre 21.9 à Douarnenez (550); de 50 contre 62.5 à Guilvinec (100). A Paris, les potiers d'étain (180) accusent 16.7 p. 100 contre 5.6. Les maréchaux-ferrants de Bordeaux (122) sont tous occupés.

BÂTIMENT. — Dans l'ensemble des industries du bâtiment (charpentiers, menuisiers et serruriers non compris), la moyenne du chômage, d'après 94 syndicats, groupant 15,393 adhérents, était, à la fin d'octobre, de 6.7 p. 100 contre 5.3 le mois précédent et 8 en octobre 1907.

En ce qui concerne les maçons, terrassiers, tailleurs de pierre et similaires, la proportion du chômage est de 6.5 p. 100 pour 70 syndicats groupant 11,793 ouvriers contre 5.4 le mois dernier et 10.2 en octobre 1907. Le chômage dépasse la moyenne notamment à Marseille (150 cimentiers gâcheurs, 450 terrassiers et 152 maçons d'art), Menton (200), Cette (160), Calais (550). Le travail est satisfaisant pour l'époque à Bordeaux (190), Thonon (250), Melun (300), Nemours (123), Versailles (712), Dieppe (214), Orsay (140), Oran (982). A Paris, les maçons (16,500) estiment le travail aussi abondant; les maçons d'art (3,011) accusent 5 p. 100 de chômeurs contre 3 le mois dernier; les cimentiers (1,740), 0.6. Dans l'ensemble, la situation est jugée satisfaisante par 78 p. 100 des syndicats et 61 p. 100 des syndiqués.

La proportion des chômeurs chez les peintres et plâtriers est de 5.8 p. 100 pour 8 syndicats groupant 1,541 ouvriers contre 7 le mois dernier et 9.2 en octobre 1907; il y en a 14.3 p. 100 à Montpellier (105); 0 à Bordeaux (293); 0 à Boulogne-sur-Mer (137). A Paris, les peintres de la rue Saint-Lazare (355) en accusent 0 contre 2; les stucateurs (117), 20 contre 0.

Les marbriers de Consolre (200) sont tous occupés; ceux de Bellignies accusent 33 p. 100 de chômeurs contre 0 le mois dernier. Les plombiers de Versailles (102) accusent 0 chômeur contre 0 le mois dernier; les couvreurs de Tourcoing (150) en ont 8 p. 100 contre 10; ceux de Lille (118), 0; les fumistes de Lyon (250), 0.

CHAUFOURNERIE. — CÉRAMIQUE. — VERRERIE. — Pas de chômeurs chez les chaudiéristes et cimentiers de Contes-les-Pins (150) et Albi (100) ni chez les plâtriers d'Arignac (128) et de l'Isle-sur-Sorgue (105). Pas de chômeurs chez les faïenciers de Montereau (300); les potiers de Sainte-Zacharie (108) en accusent 11 p. 100 contre 0; les emballeurs de porcelaines de Limoges (192), 4.2 contre 3.1.

Dans l'ensemble des 4 syndicats de verriers, groupant 214 ouvriers, qui ont donné le nombre de leurs membres sans travail, la proportion de ces derniers est de 3.7 p. 100 contre 8.5 le mois dernier et 23.1 en octobre 1907; 0 à Laignelet (100).

MANUTENTION. — TRANSPORTS. — COMMERCE. — Parmi les portefaix, déchargeurs et autres ouvriers des ports, la moyenne du chômage pour 13 syndicats groupant 2,392 membres ressort à 30.1 p. 100 contre 24.7 le mois dernier et 14.5 en octobre 1907; elle est de 33 p. 100 à Bordeaux chez les transporteurs de bois merrains (150) et de 50 chez les charbonniers (500); de 29.7 à Clamecy (101);

de 20 à Rouen (980); de 60 contre 60 au Havre chez les ouvriers du port (120); de 7.8 à Fécamp (102); de 0 contre 0 à Dieppe (140).

Parmi les autres ouvriers de manutention, la moyenne du chômage est de 5.5 p. 100 pour 8 syndicats groupant 1,649 membres contre 8 le mois dernier et 6.1 en octobre 1907; les sourciers de Saint-Yorre (110) accusent 15 p. 100 contre 10; ceux de Sail-sous-Couzan (102), 0; les collieneurs de Nîmes (104), 0 contre 0. A Paris, les porteurs des Halles (216) accusent 0 chômeur contre 0; les laveurs de voitures (375), 5.3 p. 100 contre 10.4.

16 syndicats d'agents d'entreprises de transports en commun (employés et chauffeurs mécaniciens des chemins de fer, tramways, bateaux à voyageurs, etc.), groupant 5,373 ouvriers accusent 1 sans-travail contre 5 le mois dernier et 1 en octobre 1907. Dans les autres industries de transport (camionneurs, cochers, marins du commerce, etc.) la proportion des chômeurs, pour 16 syndicats groupant 1,052 membres, est de 4.6 p. 100 contre 9 le mois dernier et 9.9 en octobre 1907; elle est de 8.4 p. 100 chez les capitaines au cabotage du Havre (212); de 2.8 chez les pilotes de Longueil (178).

D'après les réponses de 45 syndicats d'employés de commerce, comptables, sténographes, etc., groupant 24,313 adhérents, la proportion des syndiqués sans travail est de 1.7 p. 100 contre 1.9 le mois dernier et 1.5 en octobre 1907. A Paris, l'Union des comptables (915) en accuse 3.4 p. 100 contre 4.2 le mois dernier; les comptables de la Bourse du travail (208), 1 contre 7.5; les employés de commerce du boulevard Poissonnière (4,861), 1.2 contre 0.9; les employés de banque (812), 0.3 contre 0.5; les commis en maçonnerie (187), 2.1 contre 1.6; les dessinateurs du bâtiment (446), 4 contre 6.7; « l'Alliance sténographique » (372), 3.5 contre 4.5; les sténo-dactylographes (250), 4 contre 4; les clercs d'huissiers (206), 0.5 contre 2; les voyageurs de commerce du boulevard de Strasbourg (6,300), 0.8 contre 0.8⁽¹⁾; les courtiers de la Bourse du travail (1,000), 0.3 contre 0.5. En province, 2.9 p. 100 contre 5.8 chez les employés de commerce (522) et 2.5 contre 4.1 chez les comptables (122) de Marseille; 0.2 contre 1.6 à Lyon chez les employés (1,950) et 0 contre 0.7 chez les sténographes (301); 2.6 contre 2.4 à Amiens (339); 1 contre 1 à Rouen chez les employés (200) et 1.9 chez les voyageurs (103); 0.6 contre 0 à Nancy (345 représentants); 0 contre 0 au Havre (342); 0 contre 0 à Alger (102); 3.6 contre 3.8 à Limoges (417); 0.6 à Tours (180); 2.3 à Nantes (880 voyageurs); 3.8 à Perpignan (130).

DIVERS. — 7 syndicats de gens de maison accusent 1.8 p. 100 de chômeurs pour un effectif de 5,464 membres contre 3.3 le mois dernier et 7.4 en octobre 1907; à Paris, le syndicat national des gens de maison de la Bourse du travail (1,985) en accuse 1.5 p. 100 contre 0.2; celui de la rue des Petits-Carreaux (2,000), 1.5.

8 syndicats de coiffeurs, groupant 4,557 ouvriers, ont 3.5 p. 100 de sans-travail contre 2.7 le mois dernier et 8 en octobre 1907; le syndicat mixte de Paris (4,050) en accuse 2.5 p. 100 contre 2.4 le mois dernier; le syndicat ouvrier du Mans (202), 6.9 contre 8.9; celui de Nice (125), 32 p. 100.

(1) Et non 8.1 comme il a été imprimé par erreur dans le numéro précédent.

LES GRÈVES EN OCTOBRE 1908.

73 grèves, 2 coalitions de patrons et 1 lock-out ont été signalés, en octobre, à la Direction du travail.

Le nombre des ouvriers qui y ont pris part, connu pour 75 de ces conflits, est de 6,756. Il y avait eu, en octobre 1907, 74 grèves et le nombre moyen de celles qui se sont produites, au cours du même mois, pendant les cinq dernières années, est de 72.

Ces 76 conflits, dont 64 n'ont atteint qu'un seul établissement, sont dus aux principales causes suivantes :

Demandes d'augmentation de salaire.....	37
Réductions de salaire.....	2
Demandes de diminution du temps de travail.....	9
Demande de prolongation du temps de travail.....	1
Contestations relatives au salaire.....	8
Contestations relatives à la réglementation du travail.....	7
Contestation relative au règlement d'atelier.....	1
Demandes de réintégration d'ouvriers ou de contremaîtres.....	18
Demandes de renvoi d'ouvriers ou de contremaîtres.....	6

Ces conflits ont éclaté dans 28 départements et on en a compté :

20 dans la Seine, 13 dans le Nord, 5 dans la Seine-Inférieure, 4 dans les Bouches-du-Rhône, 3 dans la Gironde et dans l'Ille-et-Vilaine, 2 dans l'Isère, le Pas-de-Calais, le Rhône, le Tarn, le Var et la Vendée et 1 dans 16 autres départements.

Les industries ou professions atteintes se répartissent comme suit :

Bâtiment, 23 conflits; industries textiles, 11; transports 11; travail du bois, 5; alimentation, 5; travail des métaux, 4; cuirs et peaux, 3; agriculture, imprimerie, mines et carrières, travail des étoffes, travail des pierres et terres, 2; employés de commerce, tabacs, 1.

Des 76 conflits commencés en octobre, 62 ont pris fin, après avoir duré respectivement :

Vingt-deux 1 jour ou moins de 1 jour; sept, 2 jours; six, 3 jours; cinq, 4 jours; cinq, 5 jours; un, 6 jours; trois, 7 jours; trois, 9 jours; un, 10 jours; trois, 12 jours; un, 16 jours; un, 18 jours; un, 20 jours; un, 21 jours, et un, 25 jours.

Si l'on y ajoute 10 grèves anciennes terminées après avoir duré respectivement 89 jours, 78 jours, 63 jours, 53 jours, 48 jours, 23 jours, 15 jours, 13 jours (2 grèves), et 6 jours, on trouve 72 conflits terminés avec les résultats suivants :

10 réussites,
25 transactions ou réussites partielles,
37 échecs.

DATES		LOCALITÉS.	DÉPARTEMENTS.	INDUSTRIES ET SPÉCIALITÉS professionnelles des grévistes.	NOMBRE	
du commence- ment.	de la fin.				d'établisse- ments.	de grévistes.
1	2	3	4	5	6	7
GRÈVES NON TERMIN						
24 avril		Hazebrouck	Nord	Tisseurs	1	155
8 juillet		Nantes	Loire-Inférieure	Carriers	"	290
20 juillet		Vallauris	Alpes-Maritimes	Pottiers	43	1,100
24 juillet		Port-Saint-Louis- du-Rhône	Bouches-du-Rhône	Dockers	1	250
31 juillet	28 oct.	Vallée de la Bresle	Oise, Seine-Inférieure, Somme	Verriers	"	"
5 août		Albi	Tarn	Mineurs	1	"
6 août	23 oct.	Paris	Seine	Vanniers	1	"
10 août	12 oct.	Cette	Hérault	Dockers	5	"
27 août	15 oct.	Levallois-Perret	Seine	Terrassiers	1	12
31 août		Château-Gonthier	Mayenne	Convolveurs	5	15
2 sept.		Roanne	Loire	Tisseurs	1	250
4 sept.		Saint-Pantaléon	Saône-et-Loire	Terrassiers	1	25
9 sept.		Agen	Lot-et-Garonne	Typographes	"	"
10 sept.		Loiron	Mayenne	Mineurs	"	75
15 sept.	7 nov.	La Sône	Isère	Tisseurs	1	"
19 sept.	12 oct.	Rive-de-Gier	Loire	Ébenistes et sculpteurs	"	40
21 sept.	6 oct.	Paris	Seine	Typographes	"	22
25 sept.	8 oct.	Agen	Lot-et-Garonne	Menuisiers	15	42
25 sept.	8 oct.	Reims	Marne	Cardours	1	147
28 sept.		Lavelanet	Ariège	Teinturiers	"	20
28 sept.		Creissels	Aveyron	Mégissiers	1	15
28 sept.		Paris	Seine	Terrassiers	1	8
30 sept.	6 oct.	Longwy	Meurthe-et-Moselle	Terrassiers	1	260
30 sept.		Dunkerque	Nord	Dockers	"	"
GRÈVES COMMEN						
1 ^{er} oct.	1 ^{er} oct.	Begles	Gironde	Charretiers	30	30
1 ^{er} oct.	5 oct.	Talence	Gironde	Ouvriers d'une fabrique de conserves	1	104
1 ^{er} oct.	8 oct.	Lorient et Caudan	Morbihan	Boucheurs	"	60
2 oct.	3 oct.	Alger	Alger	Ouvriers de chemins de fer	1	101
2 oct.	3 oct.	Rouen	Seine-Inférieure	Dockers	"	454
2 oct.	7 oct.	Lyon	Rhône	Typographes	1	13
3 oct.	12 oct.	Toulon	Var	Moucheurs	"	204
5 oct.	8 oct.	Roubaix	Nord	Teinturiers	1	1
5 oct.	9 oct.	Paris	Seine	Maçons	1	204
5 oct.	10 oct.	Le Havre	Seine-Inférieure	Dockers	1	1
5 oct.		Roubaix	Nord	Teinturiers	"	1
6 oct.	8 oct.	Paris	Seine	Maçons	1	154
6 oct.		Halluin	Nord	Blanchisseurs de toile	1	125
7 oct.	8 oct.	Paris	Seine	Coltineurs	1	1
7 oct.	8 oct.	La Seyne	Var	Bétonniers	1	60
7 oct.	14 oct.	La Nouvelle	Aude	Terrassiers	1	20
7 oct.	17 oct.	Lille	Nord	Mécaniciens-construteurs	1	13
7 oct.	23 oct.	Roubaix	Nord	Tisseurs	1	174
8 oct.	8 oct.	Paris	Seine	Maçons	1	1
8 oct.	9 oct.	Paris	Seine	Terrassiers	1	1
8 oct.	12 oct.	Paris	Seine	Maçons	1	1
8 oct.	20 oct.	Mouroux	Seine-et-Marne	Polisseurs en métaux	1	6
8 oct.		Saint-Ligny-de-Vers	Rhône	Tisseurs	1	160

(1) Ne figurent pas ici les grèves dont la fin, postérieure au 1^{er} octobre 1908, a pu être déjà signalée dans le pré-

DEPENSES.	CAUSES DES GRÈVES.	RÉSULTATS.	OBSERVATIONS.
8		9	10
DU 1 ^{er} OCTOBRE 1908 ⁽¹⁾ .			
1	Contestation relative au salaire.....	.....	
2	Demande d'augmentation de salaire.....	.....	
3	Contestation relative au salaire.....	.....	
4	Contestation relative au salaire.....	.....	
5	Demande de réintégration d'un ouvrier.....	Echec.	
6	Contestation relative à la réglementation du travail.....	.....	Lock-out.
7	Demande de suppression du travail aux pièces.....	Echec.	
8	Arrêts dans le travail; contestations relatives aux conditions d'un nouveau contrat.....	Transaction.	Lock-out.
9	Demande d'augmentation de salaire.....	Echec.	
10	Demande d'augmentation de salaire.....	.....	
11	Contestation relative au machinisme.....	.....	Lock-out.
12	Demande d'augmentation de salaire.....	.....	
13	Demande d'augmentation de salaire.....	.....	
14	Demande de suppression d'une retenue.....	.....	
15	Demande d'augmentation de salaire.....	Echec.	Usine fermée.
16	Demande d'augmentation de salaire.....	Echec.	
17	Réduction de salaire.....	Echec.	
18	Contestation relative au salaire.....	Transaction.	
19	Règlement d'atelier.....	Echec.	
20	Demande d'augmentation de salaire.....	.....	
21	Demande de renvoi de deux employés.....	.....	
22	Demande d'augmentation de salaire.....	.....	
23	Demande de réintégration de chefs de chantiers.....	Echec.	
24	Demande d'augmentation de salaire.....	.....	

EN OCTOBRE 1908.

1	Demande d'augmentation de salaire.....	Réussite.	
2	Demande de diminution du temps de travail.....	Réussite.	
3	Règlementation du travail à l'abattoir.....	Transaction.	
4	Demande de réintégration de deux ouvriers.....	Transaction.	
5	Demande d'augmentation de salaire.....	Echec.	
6	Demande de renvoi d'ouvriers.....	Echec.	Grevistes remplacés.
7	Taxe sur le jardinage. — Condamnation d'un membre du syndicat.....	Transaction.	
8	Demande d'augmentation de salaire.....	Réussite.	
9	Demandes : augmentation de salaire; réintégration d'ouvriers.....	Réussite.	
10	Demande d'augmentation de salaire.....	Transaction.	Conciliation devant le juge de paix.
11	Demande d'augmentation de salaire.....	Réussite.	
12	Demande de renvoi d'un chef maçon.....	Réussite.	
13	Demande d'augmentation de salaire.....	.....	
14	Contestation relative à la réglementation du travail.....	Echec.	
15	Demandes : augmentation de salaire; diminution du temps de travail.....	Transaction.	
16	Contestation relative au salaire.....	Transaction.	
17	Demande de réintégration d'un ouvrier.....	Echec.	Grevistes congédiés.
18	Renvoi de vingt-trois ouvriers.....	Réussite.	
19	Demande de réintégration d'un ouvrier.....	Echec.	Grevistes congédiés.
20	Demande d'augmentation de salaire.....	Réussite.	
21	Demande de renvoi d'un ouvrier non syndiqué.....	Echec.	Grevistes congédiés.
22	Réglementation du travail.....	Transaction.	
23	Demandes : réintégration de six ouvriers; réglementation du travail; prolongation du temps de travail.....	.....	

DATES		LOCALITÉS.	DÉPARTEMENTS.	INDUSTRIES ET SPÉCIALITÉS professionnelles des grévistes.	NOMBRE	
du commence- ment.	de la fin.				d'établi- sements.	de grévistes.
1	2	3	4	5	6	7
GRÈVES COMMEN						
10 oct....	12 oct....	St-Malo et St-Ser- van.	Ille-et-Vilaine....	Dockers.....	"	200
12 oct....	13 oct....	Apprieu.....	Isère.....	Tisseurs.....	1	150
12 oct....	13 oct....	Paris.....	Seine.....	Maçons.....	1	24
12 oct....	14 oct....	Paris.....	Seine.....	Maçons.....	1	10
12 oct....	15 oct....	Murans.....	Charente-Inférie ^{re}	Chaufourniers.....	1	28
12 oct....	16 oct....	Rennes.....	Ille-et-Vilaine....	Boulangers.....	17	25
12 oct....	16 oct....	Paris.....	Seine.....	Terrassiers.....	1	120
13 oct....	15 oct....	Gaillac et Albi...	Tarn.....	Minotiers.....	1	34
14 oct....	14 oct....	Paris.....	Seine.....	Terrassiers.....	1	26
14 oct....	15 oct....	Paris.....	Seine.....	Cimentiers.....	1	3
14 oct....	3 nov....	Massangis.....	Yonne.....	Carriers et tailleurs de pierre.	1	40
14 oct....	16 oct....	Paris.....	Seine.....	Terrassiers.....	1	633
15 oct....	16 oct....	Merville.....	Nord.....	Charpentiers de navires.....	1	38
15 oct....	16 oct....	Arques-la-Bataille.	Seine-Inférieure..	Tisseurs.....	1	125
15 oct....	27 oct....	Fougères.....	Ille-et-Vilaine....	Ouvriers en chaussures.....	1	125
15 oct....	16 oct....	Marseille.....	Bouches-du-Rhône.	Ouvriers en sacs.....	1	35
16 oct....	16 oct....	Armentières.....	Nord.....	Terrassiers.....	1	35
16 oct....	21 oct....	Paris.....	Seine.....	Terrassiers.....	1	25
16 oct....	23 oct....	Paris.....	Seine.....	Maçons.....	1	15
16 oct....	10 nov....	Nieppe.....	Nord.....	Blanchisseurs de fils.....	1	8
17 oct....	24 oct....	Fontenay-s.-Bois..	Seine.....	Vernisseurs de pianos.....	1	8
17 oct....	4 nov....	Nancy.....	Meurthe-et-Moselle	Ouvriers en chaussures.....	1	12
17 oct....	21 oct....	Marseille.....	Bouches-du-Rhône	Tonnelliers.....	1	30
18 oct....	21 oct....	Paris.....	Seine.....	Cochers de fiacres.....	1	100
18 oct....	9 nov....	Foëcy.....	Cher.....	Porcelainiers.....	1	330
18 oct....	19 oct....	Les Sabl.-d Olonne	Vendée.....	Charpentiers de navires.....	1	46
19 oct....	19 oct....	La Gorgue.....	Nord.....	Blanchisseurs de toile.....	1	8
19 oct....	19 oct....	Steenweck.....	Nord.....	Blanchisseurs de toile.....	1	10
19 oct....	20 oct....	Sailly-sur-la-Lys..	Pas-de-Calais.....	Blanchisseurs de toile.....	3	20
19 oct....	20 oct....	Saint-Loup-sur-Se- mouze.	Haute-Saône.....	Ebénistes.....	"	280
20 oct....	21 oct....	Marseille.....	Bouches-du-Rhône.	Terrassiers.....	1	15
20 oct....	22 oct....	Levallois-Perret..	Seine.....	Maçons.....	1	4
20 oct....	24 oct....	Paris.....	Seine.....	Maçons.....	1	10
21 oct....	24 oct....	Roubaix.....	Nord.....	Tisseurs.....	1	10
21 oct....	24 oct....	Moreuil.....	Somme.....	Teinturiers.....	1	13
21 oct....	30 oct....	Paris.....	Seine.....	Bétonniers.....	1	17
22 oct....	26 oct....	Marles.....	Pas-de-Calais.....	Mineurs.....	1	1,440
23 oct....	3 nov....	Mazamet.....	Tarn.....	Mégissiers.....	"	330
23 oct....	3 nov....	Nantes.....	Loire-Inférieure..	Typographes.....	1	34
24 oct....	24 oct....	St-Amand-les-Eaux	Nord.....	Mécaniciens-constructeurs.....	1	80
24 oct....	24 oct....	Snresnes et Saint- Cloud.	Seine et Seine-et- Oise.....	Cimentiers.....	1	10
25 oct....	28 oct....	Marseille.....	Bouches-du-Rhône.	Maçons.....	1	20
26 oct....	26 oct....	Pia.....	Pyrénées-Orientales	Ouvriers agricoles.....	"	"
26 oct....	27 oct....	Le Havre.....	Seine-Inférieure..	Ouvriers des tabacs.....	1	35
27 oct....	29 oct....	Bordeaux.....	Gironde.....	Tripiers.....	1	3
29 oct....	29 oct....	Marseillan.....	Hérault.....	Charretiers.....	1	3
29 oct....	3 nov....	Rouen.....	Seine-Inférieure..	Dockers.....	1	32
30 oct....	31 oct....	Paris.....	Seine.....	Coltineurs.....	1	30
30 oct....	4 nov....	Peyraud.....	Ardeche.....	Terrassiers.....	1	35
30 oct....	4 nov....	Bayonne.....	Basses-Pyrénées..	Taillieurs d'habits.....	"	40
31 oct....	2 nov....	Loos.....	Nord.....	Fileurs.....	1	20
31 oct....	2 nov....	Les Sabl.-d'Olonne	Vendée.....	Charretiers-boueurs.....	1	10
31 oct....	9 nov....	Grenoble.....	Isère.....	Employés de commerce.....	1	30

REGRÉS.	CAUSES DES GRÈVES.	RÉSULTATS.	OBSERVATIONS.
	8	9	10
EN OCTOBRE 1908. (Suite et fin.)			
24	Règlementation du travail.....	Échec.	
25	Demande d'augmentation de salaire.....	Échec.	
26	Demande de réintégration d'un ouvrier.....	Échec.	22 grévistes remplacés.
27	Demande d'augmentation de salaire.....	Échec.	Grévistes remplacés.
28	Contestation relative au salaire.....	Transaction.	
29	Demande d'augmentation de salaire.....	Transaction.	
30	Demande d'augmentation de salaire.....	Transaction.	
31	Demande : journée de 10 heures.....	Transaction.	
32	Demande d'augmentation de salaire.....	Échec.	Grévistes remplacés.
33	Demandes : augmentation de salaire; réintégration de deux ouvriers.....	Transaction.	
34	Contestation relative au salaire.....	Transaction.	
35	Demande d'augmentation de salaire.....	Échec.	Lock-out.
36	Demande de renvoi d'un ouvrier.....	Échec.	
37	Règlementation du travail.....	Transaction.	
38	Demande d'augmentation de salaire.....	Transaction.	
39	Demande de renvoi d'un contremaître.....	Transaction.	
40	Demande d'augmentation de salaire.....	Réussite.	
41	Demande d'augmentation de salaire.....	Échec.	10 grévistes remplacés.
42	Demande : augmentation de salaire; réintégration d'un ouvrier; plus-value pour travaux souterrains.....	Échec.	Grévistes remplacés.
43	Demande de réintégration d'un ouvrier.....	Échec.	Grévistes remplacés.
44	Demande d'augmentation de salaire.....	Échec.	Grévistes remplacés.
45	Règlementation du travail; demande d'augmentation de salaire.....	Transaction.	6 grévistes remplacés.
46	Demande de réintégration d'un ouvrier.....	Transaction.	
47	Contestations relatives au salaire et au droit de stationnement.....	Transaction.	
48	Demande de réintégration d'un ouvrier.....	Échec.	
49	Demande d'augmentation de salaire.....	Échec.	
50	Demande : journée de 10 heures.....	Échec.	
51	Demandes : augmentation de salaire; journée de 10 heures.....	Transaction.	
52	Demandes : augmentation de salaire; journée de 10 heures.....	Transaction.	
53	Demande de réintégration de 7 ouvriers.....	Transaction.	
54	Demande d'augmentation de salaire.....	Échec.	
55	Demande d'augmentation de salaire.....	Échec.	Grévistes remplacés.
56	Demande de déplacement d'un chef de chantier.....	Transaction.	
57	Demande d'augmentation de salaire.....	Échec.	
58	Demandes : augmentation de salaire en journée de 10 heures.....	Réussite.	
59	Demande d'augmentation de salaire.....	Échec.	
60	Demande de diminution du temps de travail (longues coupes).....	Réussite.	
61	Demande d'augmentation de salaire.....	Transaction.	
62	Demande : renvoi d'un ouvrier non syndiqué; règlement d'atelier.....	Transaction.	
63	Demande de réintégration d'un ouvrier.....	Transaction.	
64	Réduction de salaire.....	Transaction.	
65	Demande d'augmentation de salaire.....	Transaction.	
66	Contestation relative au salaire.....	Échec.	
67	Contestation relative au salaire.....	Transaction.	
68	Demandes : augmentation de salaire; réintégration d'un ouvrier.....	Échec.	Grévistes remplacés.
69	Demande d'augmentation de salaire.....	Échec.	Grévistes remplacés.
70	Demande d'augmentation de salaire.....	Échec.	Grévistes remplacés.
71	Demande de réintégration d'un ouvrier.....	Échec.	25 grévistes congédiés.
72	Demande d'augmentation de salaire.....	Échec.	8 grévistes congédiés.
73	Demande d'augmentation de salaire.....	Transaction.	
74	Demande de renvoi d'un ouvrier.....	Échec.	
75	Demande d'augmentation de salaire.....	Transaction.	
76	Réduction de salaire.....	Transaction.	

CONCILIATION ET ARBITRAGE⁽¹⁾.

4 applications de la loi sur la conciliation et l'arbitrage ont été signalées, en octobre, à la Direction du travail.

1° **Lock-out des ouvriers verriers de la vallée de la Bresle.** — Le 31 juillet, 104 ouvriers occupés à la verrerie Darras à Blangy-sur-Bresle (Seine-Inférieure) s'étaient mis en grève demandant la réintégration d'un ouvrier, président du syndicat. Le 5 août les maîtres verriers de la vallée de la Bresle portèrent à la connaissance de leur personnel que, si à la date du 10 août le travail n'avait pas été repris à la verrerie Darras, leurs usines seraient fermées à partir du 6 septembre. Cette décision fut suivie d'effet à la date indiquée.

Sur l'intervention du juge de paix un comité de conciliation s'est réuni à Blangy le 15 octobre. Les ouvriers ayant renoncé à leur demande l'accord s'est établi et le travail a été repris à la verrerie Darras le 21 octobre. Dans une réunion tenue à Abancourt (Oise) le 20 octobre, les maîtres verriers normands ont fixé au 28 octobre la date de la réouverture de leurs établissements;

2° Dans une **grève de dockers au Havre** le juge de paix est intervenu d'office le 9 octobre; un comité s'est réuni le même jour; une transaction est intervenue et le travail a été repris le 10 octobre;

3° Dans la **grève des ouvriers minotiers de Gaillac et Albi**, les patrons ont adressé un recours au juge de paix le 13 octobre mais un accord direct est intervenu avant la formation du comité;

4° Dans la **grève des ouvriers de l'ameublement de Saint-Loup-sur-Semouse (Haute-Saône)**, le juge de paix est intervenu d'office; un comité s'est réuni le 22 octobre, mais l'accord n'a pu s'établir entre les parties.

⁽¹⁾ Des exemplaires du texte de la loi du 27 décembre 1892 sur la conciliation et l'arbitrage dans les différends collectifs entre patrons et ouvriers ou employés sont envoyés aux intéressés sur demande adressée à M. le Ministre du Travail, Direction du travail, Bureau des Associations professionnelles, rue de Varenne, n° 80, à Paris.

L'APPLICATION DES LOIS RÉGLEMENTANT LE TRAVAIL EN 1907⁽¹⁾.

CHAPITRE I^{er}. — Généralités.

Le tableau suivant donne la répartition des établissements assujettis au contrôle du service de l'inspection du travail, d'après le régime légal auquel ils sont soumis :

DÉSIGNATION.	SOMMES.
Établissements industriels soumis aux lois de 1892-1900 (travail des enfants et des femmes), de 1893-1903 [hygiène et sécurité des travailleurs] et de 1906 (repos hebdomadaire).....	167,249
Établissements industriels soumis aux lois de 1848 (durée du travail des hommes adultes), de 1893-1903 [hygiène et sécurité des travailleurs] et de 1906 (repos hebdomadaire) mais non soumis à la loi de 1892-1900 (travail des enfants et des femmes).....	38,495
Établissements soumis seulement aux lois de 1893-1903 (hygiène et sécurité des travailleurs) et de 1906 (repos hebdomadaire).....	326,230
Établissements soumis exclusivement à la loi de 1906 (repos hebdomadaire).....	20,156
	<u>522,130</u>

Le tableau qui précède ne tient compte ni des établissements soumis à ces diverses lois qui sont inspectés par le service des mines (mines, carrières et établissements annexes) ni des établissements de la guerre et de la marine, où un contrôle spécial a été institué pour des considérations tirées de l'intérêt de la défense nationale.

Au point de vue du nombre des ouvriers ou employés qui y sont occupés, les établissements soumis au contrôle de l'inspecteur se répartissent comme suit :

NOMBRE D'OUVRIERS OU D'EMPLOYÉS.	NOMBRE d'établissements.	POURCENTAGE.
De 1 à 5.....	449,170	81.35
De 6 à 20.....	75,325	13.65
De 21 à 100.....	22,678	4.10
De 101 à 500.....	4,449	0.81
Plus de 500.....	508	0.09
TOTAL.....	<u>552,130</u>	

Le tableau ci-après atteste un relèvement du total général du personnel protégé par les diverses lois réglementant le travail. Ce personnel qui était en 1906 de

⁽¹⁾ Analyse et extraits du rapport présenté au Président de la République par MM. les membres de la Commission supérieure du travail. (*Journal officiel* du 26 août 1908. *Annexe*). — Cette commission est composée de MM. Richard Waddington, sénateur, président; Poirrier, sénateur; Dron, député; Sibille, député; Saisièvre, conseiller d'Etat; Aguilhon, inspecteur général des mines; Liébaut, ingénieur, membre du comité consultatif des arts et manufactures; Briat, membre du conseil supérieur du travail; Arthur Fontaine, conseiller d'Etat, directeur du travail; Hubert Brice, chef du bureau de l'inspection du travail, secrétaire. — Pour l'année 1906, voir *Bulletin*; septembre 1907, p. 897.

Le nombre total des établissements visités au cours de 1907 est en augmentation de 612 sur celui de 1906.

Quant au personnel rencontré dans les établissements, il se répartit comme suit d'après la législation qui le protège :

2,303,454

Remarquons pourtant que le nombre total des travailleurs protégés est de 3,999,402 ouvriers et employés. C'est donc 1,695,948 travailleurs de tout ordre, et parmi eux un grand nombre de femmes et d'enfants, pour lesquels le contrôle de l'application de la loi n'a point été effectivement assuré.

L'inspecteur divisionnaire de Paris reproduit le passage suivant de l'un de ses inspecteurs :

D'après l'inspecteur divisionnaire de Limoges, c'est toujours dans la lingerie et la confection que se rencontre le travail à domicile.

Des maisons de confection très importantes ont souvent comme seuls ouvriers en atelier,

un coupeur et un pompier, le travail de couture est donné au dehors à des appiécuses, soumis à la loi; nous pouvons simplement essayer d'évaluer le nombre de personnes qu'ils font vivre dans quelques-unes des régions de la circonscription.

L'inspecteur de Montluçon rapporte qu'un magasin de confection de cette ville occupe deux seuls ouvriers et quinze appiécuses au dehors.

Dans la Sologne cependant, l'inspecteur de Vierzon signale qu'il semble se produire une certaine réaction contre le travail de lingerie à domicile, les ouvrières qui le peuvent consentent à rentrer à l'atelier où elles sont éclairées, chauffées, et où l'aération est large; en outre, les machines y sont souvent mues mécaniquement et le salaire n'est pas diminué.

Certains fabricants reviennent au travail en atelier parce que la production n'y est guère plus onéreuse; et, en outre, la fabrication est plus régulière et on peut à jour fixe livrer une commande.

Voici les constatations faites par M. l'inspecteur divisionnaire de la circonscription de Dijon :

Les excès de travail commis dans ces ateliers sont toujours nombreux. Il arrive fréquemment que le mari et la femme se relaient, de manière à faire fonctionner le moteur dix-huit heures et même vingt-quatre heures par jour.

L'existence d'un certain nombre d'ateliers nouveaux de famille est signalée dans le Jura pour la fabrication d'articles de tournerie en bois, en os, en corozo ou en corne. Ces installations sont surtout déterminées par la facilité d'utiliser à domicile, au moyen de petits moteurs, les forces naturelles de la région montagneuse.

« Le travail à domicile commence à se développer à Dijon, notamment pour la fabrication des dentelles. Des informations prises à diverses sources permettent d'évaluer à 1,390 le nombre d'ouvriers ainsi employés dans cette ville. Ce chiffre est relativement élevé si on le compare à celui du personnel féminin de tout âge employé dans les établissements industriels et qui est seulement de 2,730. La rémunération de ce travail paraît bien minime à en juger par les quelques tarifs portés à la connaissance de M. l'inspecteur Berthiot. Ainsi le tricotage à la machine des pieds de bas jusqu'à la cheville est payé à raison de 1 fr. 10 la douzaine, moins de dix centimes pièce. C'est également basé sur ce tarif que sont payés les travaux de bonneterie effectués dans un orphelinat de la 3^e section. Le gain des ouvrières dentellières habiles varie de 20 centimes à 15 centimes l'heure, et elles doivent encore acheter le fil à leurs frais.

M. l'inspecteur divisionnaire de la circonscription de Rouen passe en revue les différents centres de l'industrie à domicile de son ressort; il conclut à un accroissement du nombre des ateliers de famille :

Dans l'Oise, ce travail est distribué par maints fabricants de tabletterie en entendant par ce mot la broserie, les boutons, les éventails, les jetons à jouer, les dominos, les lotos, etc., et par des fabricants de chaussures, de petites caisses, de vannerie; dans l'Orne, par les fabricants de dentelle dite « point d'Alençon », de broderie sur filets, de ganterie, de margotins; dans l'Eure, l'Eure-et-Loir, la Seine-Inférieure, par des fabricants de confections. Dans l'Oise, ce travail à domicile évite à certaines familles le chômage pendant l'hiver; l'inspecteur de la deuxième section en fournit ainsi l'explication : « Dans les chantiers de carreaux, quand les travaux sont arrêtés à cause de la mauvaise saison, les familles qui ne trouvent plus à s'y occuper se retournent du côté des fabriques de brosse et de boutons; elles trouvent là des travaux d'encartage convenant parfaitement aux femmes et aux enfants qui restent à la maison, tandis que les hommes vont aux carrières de glaise argileuse pour faire l'abatage et le transport des terres nécessaires à la campagne future. Cette ressource d'appoint permet à ces familles de rester dans le pays et de trouver sur place la portion de salaire qui leur ferait défaut. Dans la tabletterie, les ouvriers et ouvrières n'ont qu'une idée, c'est d'apprendre vivement un métier dans la fabrique voisine, d'y devenir habiles, pour retourner après à domicile et y travailler à façon, à l'aide d'outils à main, pour le compte de leur ancien patron dont ils deviennent ainsi les sous-traitants. Ces habitudes sont invétérées, si bien que, sans préciser le nombre d'ateliers de cette espèce, on peut affirmer qu'il est en voie d'augmentation.

M. l'inspecteur divisionnaire de Lyon donne un relevé du nombre approximatif du personnel des ateliers de famille de sa région :

Nous n'avons pas de renseignements bien nouveaux au sujet des ateliers de famille non « On peut estimer à 20,000 le nombre de personnes que fait vivre le tissage à bras, ou à l'aide d'un moteur électrique, de la rubannerie dans la région de Saint-Étienne; à 400, le tissage à la main des plumetis dans la région de Tarare; à 1,200, le tissage à la main dans la région de Roanne-Thizy; à 4,000, le tissage à bras de la soierie dans la région de Charlieu; à 300, le tissage à bras du linge de table dans la région de Panissières; à 1,500, la bonneterie de laine à crochet dans la région de Roanne; à 300, la broderie à la main dans la région de Craponne; à 2,000 la fabrication des chapelets à Ambert ou de la passementerie à Brassac; à 4,000, la coutellerie dans la région de Thiers.

L'inspecteur de Chambéry nous fait connaître que, dans l'industrie de la confection certaines ouvrières croyant son intervention possible, lui ont adressé des plaintes desquelles il résulte que leur salaire atteindrait 70 centimes à 80 centimes par jour, pour une journée de travail de sept heures du matin à huit heures du soir. Il expose ensuite que, de leur côté, les industriels prétendent qu'ils ne donnent du travail à domicile qu'à cause des difficultés qu'ils éprouvent pour le recrutement du personnel d'atelier. Le travail en ateliers organisés présente d'après eux, plusieurs avantages : d'abord celui d'être mieux fait parce que effectué sous la direction unique d'un chef d'atelier compétent; ensuite celui d'être exécuté plus rapidement, grâce à l'outillage mécanique dont ils disposent et à l'absence de perte de temps résultant d'une surveillance constante; finalement celui d'une plus grande facilité pour faire face aux commandes imprévues, par suite du recours possible aux heures supplémentaires qui leur sont octroyées annuellement. Il faut admettre, en effet, que l'ouvrière à domicile, payée aux pièces, doit donner en tout temps son maximum de production, et qu'on ne saurait dès lors compter sur cette main-d'œuvre pour un surcroît momentané de travail.

Toutes ces constatations, si intéressantes qu'elles soient au point de vue documentaire, ne donnent guère un aperçu statistique d'ensemble du travail à domicile en France, et ne permettent par suite d'évaluer, ni son importance corporative par rapport au travail en atelier, ni ses progrès.

CHAPITRE II. — Age d'admission.

L'âge d'admission dans les établissements visés par la loi du 2 novembre 1892 est de 13 ans; il est de 12 ans, pour les enfants munis du certificat d'études primaires et d'un certificat médical d'aptitude physique. Le nombre de ces enfants rencontrés par les inspecteurs en 1907 a été de 4,122 dont 1,433 garçons et 2,689 filles.

De 434 en 1905, le nombre des contraventions à l'âge d'admission des enfants était passé en 1906 à 480. Il est de 577 pour 1907.

Ces contraventions ont été relevées surtout dans les verreries et cristalleries, 151; les briqueteries et tuileries, 51; les établissements de bienfaisance, 37; les fabriques de tulles et rideaux, 33; la mode, confection, couture et lingerie, 29; les imprimeries, 17; la métallurgie, 16; le carton, cartonnage et la papeterie, 15; les scieries mécaniques, 14; les tissages de soie, 13.

M. l'inspecteur divisionnaire de Lille constate que, dans les verreries, il faut attribuer cette insistance à employer des enfants en sous-âge à la difficulté de trouver du personnel, à la concurrence des mines, et aux conditions déplorables du travail. Les familles ouvrières, même celles qui comptent des verriers dans leur sein, hésitent de plus en plus à envoyer leurs enfants dans ces usines, où ils n'ont souvent, en échange d'un salaire peu élevé, que de mauvais exemples à recueillir et un travail pénible à exécuter. Quiconque visite une verrerie ne peut être que désagréablement impressionné, dit-il, par la vue de ces enfants mal vêtus, peu

développés quoique agiles, et dont on trouve toujours un certain nombre porteurs de marques de brûlures, soit sur les mains, soit sur la figure.

La profession de verrier est d'ailleurs dangereuse, surtout pour les enfants; ce qui le démontre, ce sont les accidents que le service enregistre. En 1907, 16 p. 100 des garçons et 10 p. 100 des filles employés ont fait l'objet d'une déclaration en vertu de l'article 11 de la loi du 9 avril 1898.

D'abord l'emploi des enfants est recherché partout où il est possible, en raison du taux réduit de leurs salaires. C'est dans la verrerie et les briqueteries en plein air que leur emploi est, pour cette raison, le plus fréquent.

Dans d'autres industries comme celle de la fabrication du tulle, les industriels affirment que, pour des raisons d'habileté professionnelle à acquérir, l'enfant ne saurait jamais être initié trop tôt à la pratique du métier.

Enfin les inspecteurs signalent presque tous la mauvaise application de la loi scolaire comme l'une des principales causes des abus constatés. Il faut reconnaître que le service n'est point aidé par l'application rigoureuse de notre législation sur l'enseignement primaire, et que l'industriel peut se donner à lui-même de bonnes raisons d'accueillir dans l'industrie les enfants trop jeunes qui ne fréquentent point l'école.

L'inspecteur divisionnaire de Lille estime à 30,000 le nombre des enfants de sa région qui sont indûment soustraits à l'obligation scolaire. L'extrait ci-après de son rapport est, à ce point de vue, instructif :

Ayant voulu me rendre compte du nombre des enfants de moins de treize ans qui ont abandonné l'école sans avoir le certificat d'études primaires, je fis, avec l'aide de quelques instituteurs, un certain nombre de sondages dans plusieurs communes du département du Nord et du Pas-de-Calais. Les résultats obtenus sont navrants; j'estime que, dans la cinquième circonscription, il y a au moins 30,000 enfants qui ne fréquentent pas l'école d'une manière régulière, ou qui ne la fréquentent plus du tout.

Un enfant qui quitte l'école n'y revient plus d'ailleurs, et quand un procès-verbal vient le chasser d'un atelier, il n'est pas rare de le rencontrer peu de temps après comme coursier dans un magasin, ou plus souvent dans les rues à ne rien faire. Nombreux sont les parents qui interviennent pour dire : « Laissez mon enfant travailler chez M. un tel, il ne veut plus aller à l'école. »

Aussi un grand nombre d'industriels ne se font-ils point faute de recourir à l'emploi illégal des enfants. Ils sont aidés dans cette tâche par les parents eux-mêmes. C'est avec les plus grandes difficultés que les abus se découvrent. Il y faut consacrer de longues et minutieuses enquêtes, déjouer les fraudes résultant des substitutions de livrets et de leur grattage, découvrir les enfants qu'on fait disparaître à la vue de l'inspecteur, etc. Tout a été mis en œuvre pour tromper l'inspection, même le vol de livrets dans les mairies.

Dans le seul département de Meurthe-et-Moselle, l'emploi illégal de 571 enfants a été constaté.

Quelques inspecteurs expriment le vœu que le certificat d'études, qui peut être délivré dès l'âge de onze ans, ne puisse plus l'être qu'à partir de douze ans, afin de retenir à l'école les enfants que notre législation ne permet en aucun cas d'occuper dans les ateliers.

CHAPITRE III. — Durée du travail.

Les inspecteurs sont unanimes à constater que la durée de dix heures tend de plus en plus à devenir la durée du travail normal dans l'industrie, tantôt parce que les patrons eux-mêmes, ont pris l'initiative de cette mesure, tantôt à la suite des réclamations des ouvriers.

On rencontre, surtout dans l'imprimerie, des durées de travail inférieures à dix heures. Cependant un inspecteur fait justement observer que l'abaissement de la durée du travail à neuf heures est souvent, dans cette industrie, plus apparent que réel, grâce aux nombreuses exceptions apportées en fait à cette règle. Certains des établissements soumis à ce régime ont même utilisé les dérogations du décret de 1893 pour les enfants, et parfois celle du décret du 28 mars 1902 pour les adultes, ce qui établit qu'ils pratiquaient alors la journée de dix heures.

On signale, notamment dans quelques ateliers de construction mécanique, ainsi que dans les ateliers de chaussures, l'essai du travail de huit heures.

M. l'inspecteur divisionnaire de Rouen constate que pour obvier aux effets de la réduction légale du travail, des industriels ont établi des organisations telles que les suivantes :

Dans la filature de coton écrû, on a eu recours à l'organisation temporaire, soit de deux équipes faisant huit heures de travail effectif, soit d'une équipe travaillant dix heures et d'une autre occupée seulement pendant quatre ou cinq heures. Ce dernier mode n'était appliqué qu'à une minime partie du personnel, ordinairement à cause de l'insuffisance de certaines machines de préparation qui ne pouvaient, en fonctionnant seulement pendant dix heures, fournir suffisamment aux machines de filature.

L'organisation du travail par deux équipes de huit heures, en fonctionnement depuis six mois dans une filature de coton, est ainsi décrite par l'inspecteur de la 3^e section : « L'organisation s'applique à la presque totalité du personnel. Les salaires sont établis de telle façon que les ouvriers gagnent autant en huit heures que leurs camarades des autres usines qui travaillent pendant dix heures. Le personnel n'est pas mécontent de cette organisation ; il la trouve excellente pour l'été. Mais les femmes et les enfants qui font partie de la première équipe n'hésitent pas à déclarer qu'il est pénible de se rendre à l'atelier, quelquefois éloigné de plusieurs kilomètres de leur domicile, pour commencer le travail à cinq heures du matin ; ceux ou celles qui composent la seconde équipe font la même remarque en ce qui concerne l'heure tardive de la fin du travail. »

Les graveurs et guillocheurs de montres de Besançon ont définitivement adopté la journée de neuf heures.

A Millau, la ganterie ne fait travailler que neuf heures et demie.

A Castres, les filatures ont adopté le travail en double équipe, de cinq heures du matin à neuf heures du soir, soit huit heures pour chaque équipe. A Viviez, la société de Vieille-Montagne a fait l'essai de trois équipes de huit heures, et les résultats actuels permettent d'espérer, paraît-il, que cette tentative réussira.

Il ne faudrait cependant pas conclure que la journée de huit heures soit autre chose qu'une exception, ni même que la journée de dix heures soit un fait acquis dans la généralité des établissements industriels.

M. l'inspecteur de Brest constate que les petits ateliers d'ébénisterie, de forge et de charonnage, et de quelques ateliers plus importants, pratiquent des journées de onze heures avec une présence de treize heures à treize heures et demie, coupées par des repos d'une heure le matin, une heure à midi, et une demi-heure à quatre heures. Il ajoute que la trop grande liberté dont jouissent les ouvriers, qui s'absentent encore en dehors des heures de repos, est un obstacle à la réduction de la journée de dix heures.

L'influence sur la production de l'abaissement de la durée de travail est appréciée de la façon suivante par M. l'inspecteur divisionnaire de la circonscription de Nancy qui interprète exactement sur ce point l'opinion de la généralité de ses collègues.

Bon nombre d'industriels reconnaissent et déclarent loyalement que la réduction à dix heures de la journée normale des femmes et des enfants n'a pas déterminé de diminution dans la production.

L'inspecteur de la 3^e section cite à ce sujet un fait caractéristique: Un teinturier-apprêteur de Reims, observateur consciencieux, a remarqué que lorsqu'il était autorisé, en vertu du décret du 15 juillet 1893, à augmenter de deux heures par jour, la durée du travail quotidien de tout son personnel, la production, pendant la première semaine, augmentait sensiblement de deux dixièmes, mais que, la semaine suivante, elle décroissait rapidement, et qu'au bout de vingt jours environ, elle retombait au même niveau que celle obtenue pendant le travail normal de dix heures. Aussi, pour obtenir tout l'effet utile des dérogations temporaires, ne les utilise-t-il plus que par fraction de cinq à dix jours, espacés d'une semaine au moins l'une de l'autre.

Dans d'autres régions, on admet que, dans les filatures, il y a eu diminution de production proportionnelle à la réduction de travail, diminution à laquelle on a remédié par l'augmentation ou le perfectionnement du matériel, l'emploi d'équipes supplémentaires, ou la constitution de locaux spéciaux pour le personnel adulte, dans lesquels la durée du travail peut être portée à onze ou douze heures.

Quant aux renvois d'enfants effectués en vue d'échapper à la limitation à dix heures de la journée de travail imposée par la loi du 30 mars il se dégage du rapport de M. l'inspecteur divisionnaire de Paris cette impression très nette que les renvois d'enfants n'affectent que très exceptionnellement la grande industrie, qu'ils sont parfois pratiqués par mesure individuelle de représailles pour répondre à des procès-verbaux de service, et qu'ils ne sont motivés, dans la plupart des cas, que par le désir de l'industriel de pouvoir augmenter momentanément la durée du travail de son établissement.

Dans la circonscription de Limoges, le renvoi des enfants est, paraît-il, tout à fait enrayé. Cependant on ne signale qu'exceptionnellement la rentrée dans l'industrie des enfants autrefois renvoyés. Il en est de même dans la circonscription de Dijon où l'on constate pourtant un mouvement timide de reprise.

La situation, à ce point de vue, est présentée comme meilleure par M. l'inspecteur divisionnaire de Nancy. Le mouvement de reprise s'accroît, surtout dans les établissements importants. Les petits patrons seuls, serruriers, mécaniciens, menuisiers, ont à peu près cessé de faire des apprentis, ainsi que les entreprises industrielles en plein air où la durée du travail est commandée par la durée du jour. La conclusion du rapport est que, si la loi du 30 mars 1900 a sa part de responsabilité dans la désorganisation de l'apprentissage, son influence n'a point été prépondérante, et que la véritable cause réside surtout dans la transformation de l'industrie qui réclame aujourd'hui moins d'ouvriers d'élite et plus de manœuvres. Comme il suffit de quelques jours, sous la surveillance d'un contremaître, pour que l'enfant connaisse son métier de manœuvre et touche un salaire, les parents aiment beaucoup mieux l'envoyer à l'usine que chez le petit patron qui ne lui donnerait aucun salaire mais où il apprendrait tout au moins un métier.

M. l'inspecteur divisionnaire de Lille signale le renvoi, à la suite d'un procès-verbal, de 120 enfants d'un seul coup dans une fabrique de cycles.

Partout ailleurs les renvois collectifs ont cessé. On remarque au contraire un mouvement de reprise, favorisé, il est vrai, par le calme qui existe actuellement dans les affaires. Depuis que la durée du travail des adultes est descendue à dix heures dans nombre d'établissements, on y a vu reparaitre les enfants.

Ailleurs, constate le rapport, on s'en tient au système de la séparation des locaux. Mais tous les industriels de la même catégorie ne peuvent le faire. C'est ainsi que les fabricants de filets pour la grande pêche de Vigancourt (Somme) réclament l'unification de la durée du travail à dix heures, parce que l'un d'entre eux peut faire douze heures dans l'une de ces usines. Le cas se présente d'ailleurs fréquemment dans d'autres industries.

L'inspecteur divisionnaire de Nantes note que l'atelier d'entretien du service des ponts et chaussées à Saint-Nazaire, qui occupait normalement 4 ou 5 apprentis, les

a congédiés. Cet exemple, venant d'une administration publique, n'est pas fait pour encourager l'industrie privée à lutter contre la crise de l'apprentissage.

M. l'Inspecteur divisionnaire ajoute :

Nous pouvons citer un industriel, important constructeur de machines agricoles, très partisan de la journée de dix heures, qu'il a, d'ailleurs, appliquée depuis 1904 dans son usine et qui, tout récemment, a congédié 5 apprentis pour reprendre la journée d'onze heures, cet industriel étant concurrencé par trois autres établissements similaires où l'on fait douze heures avec un personnel exclusivement adulte.

Un entrepreneur de maçonnerie ayant utilisé le crédit de 90 jours de dérogation et ayant sollicité une prolongation qui lui fut refusée, établit la journée de dix heures, mais ses 95 ouvriers voulant faire des heures supplémentaires se mirent en grève, et l'entrepreneur dut renvoyer les huit jeunes manœuvres qu'il employait.

Il semble que cette question de l'élimination des enfants ne préoccupe point beaucoup les ouvriers dont l'intérêt immédiat n'est point défavorable, bien au contraire, à cette mesure.

Des renvois sont signalés dans la circonscription de Bordeaux; à Marseille, au contraire, aucune mesure de ce genre n'a été constatée en 1907.

Enfin, dans la région de Lyon, la tendance à exclure les enfants de moins de dix-huit ans des entreprises ne pouvant bénéficier des tolérances semble se maintenir et même s'affirmer. L'inspecteur de Chambéry cite le cas d'un entrepreneur de travaux publics qui, après avoir jugé de quatre-vingt-dix jours de dérogation à la durée du travail en vertu du décret du 15 juillet 1893, a envoyé une vingtaine d'enfants qu'il employait dans ses chantiers, pour pouvoir continuer à faire travailler ses ouvriers douze heures par jour. Enfin, plusieurs mécaniciens constructeurs ont mis à pied des enfants pendant tout le temps qu'ils voulaient dépasser dix heures de travail quotidien.

Infractions aux dispositions relatives à la durée du travail. — Le nombre des contraventions relevées à la durée du travail des femmes et des enfants est en décroissance marquée depuis 1903.

En voici le relevé depuis cette époque :

	NOMBRE de contraventions.
En 1903	6,121
En 1904	5,357
En 1905	5,417
En 1906	4,417
En 1907	3,319

Pour les adultes soumis à la loi de 1900 (art. 2) le nombre des contraventions était, en 1905, de 4,121, et en 1906 de 2,741. Il est en 1907 de 2,250.

La cause la plus importante de la diminution constatée est, semble-t-il, que les inspecteurs sollicités par de multiples tâches, et en particulier par l'application de lois nouvelles, ne peuvent plus apporter la même activité à la recherche des contraventions relatives à la durée du travail.

Citons à titre d'exemple d'abus particulièrement graves concernant la durée du travail, un minotier de Saint-Étienne qui avait fait travailler trente-six heures consécutives son personnel adulte, et un atelier de la Marne où l'on avait constaté l'emploi d'ouvrières du samedi sept heures du matin au dimanche onze heures, soit vingt-huit heures de présence consécutive.

Les industries dans lesquelles les contraventions à la durée du travail ont été le plus nombreuses sont les suivantes :

Modes, confection, couture, lingerie, 722; filatures de lin, de chanvre, d'étonpes et de jute, 377; blanchisseries et repassage, 269; filatures et peignages de laine, 204; filatures de coton, 158; imprimeries, 135; tissage de laine de drap, 126; moutinage de la soie, 110; teinturerie apprêts, 110; tapisseries, passementerie et broderie pour meubles, 100; travail des métaux, 88.

CHAPITRE IV. — Travail de nuit et des jours férié.

On signale que le travail de nuit tend à augmenter dans les filatures de coton de la région de l'Est, en raison de la période de prospérité que traverse l'industrie cotonnière. Ce travail se pratique malgré la pénurie du personnel, et il est à craindre que ce ne soit pas sans contravention, car il paraît difficile de produire économiquement sans l'aide d'un personnel enfantin. Les inspecteurs de la région ont donc été invités à surveiller de près cette pratique qui peut si facilement devenir contraventionnelle.

Ce genre de travail a également été appliqué, mais à titre purement accidentel, dans quelques filatures de l'Hérault à la suite du manque d'eau pendant l'été. Le personnel masculin seul travaillait la nuit.

Les contraventions aux dispositions de l'article 4 de la loi de 1892 interdisant le travail de nuit qui avaient atteint en 1905 le chiffre de 1,009 et en 1906 celui de 1,260, sont redescendues en 1907 à 509. Cette variation aussi importante semble due à des circonstances fortuites, et rien dans les statistiques antérieures ne permettait de la prévoir. Le plus sage est d'attendre, avant de se prononcer, les résultats d'une prochaine statistique.

Voici la nomenclature des industries qui se sont fait particulièrement remarquer par le nombre des contraventions dont elles ont été l'objet, pour infractions à l'interdiction du travail de nuit :

Modes, confections, couture, lingerie, 269; blanchisserie et repassage, 88; confiserie, fabrique de chocolat, 18; verreries et cristalleries, 17; tulles et rideaux (fabriques de), 16; capsules métalliques (fabriques de), 12; distilleries, 12; briqueteries, tuileries, 11; taillandiers, maréchaux, 11.

Veillées. — C'est toujours à Paris que les veillées irrégulières sont le plus fréquentes. Voici une combinaison de travail nouvelle que relate M. l'Inspecteur divisionnaire de Paris :

Un établissement important ayant pris une grande extension s'est adjoint un autre local situé à 600 mètres environ de la maison principale, dans une autre rue, et constituant un établissement tout à fait distinct. Or, quelques ateliers furent transportés, au cours de l'été, dans cette succursale; et les ouvrières qui avaient épuisé leurs 60 jours de veillée dans le premier immeuble ont pu légalement commencer dans l'autre une nouvelle période. Il faut dire, à la vérité, que cette seconde période de veillées n'a pas dépassé une douzaine de jours. Il n'en reste pas moins là un cas intéressant à signaler.

Les inspecteurs de province constatent que la mise à la poste de l'avis « avant le commencement du travail exceptionnel », c'est-à-dire parfois à huit heures du soir, est presque toujours trop tardive pour que le pli puisse porter le timbre de jour, et que cette particularité permet au chef d'établissement de porter l'avis à la poste après le passage de l'inspecteur. L'avis portant dans l'un comme dans l'autre cas le timbre du lendemain, l'inspecteur est dans l'impossibilité de savoir s'il a précédé ou suivi sa visite.

Travail de nuit permanent de sept heures. — En ce qui concerne le brochage des imprimés, M. l'Inspecteur divisionnaire de Paris fait connaître en ces termes l'avis des industriels intéressés :

Cette année, nous avons recueilli l'opinion des patrons; tous sont unanimes à demander la suppression de l'article 2 du décret du 15 juillet 1893 : « Soumis à la règle générale disent-ils, nous ne serions plus obligés d'accepter le soir un travail à livrer le lendemain, dans la crainte qu'un client ne le porte chez un concurrent. La besogne serait mieux coordonnée, nos ouvrières auraient leur journée employée plus régulièrement, et nos bénéfices seraient meilleurs, les heures de nuit étant payées à un tarif plus élevé ».

Repos des jours fériés. — L'inobservation de cette disposition a motivé, en 1907, 956 contraventions.

Usines à feu continu. — On signale dans la plupart des usines à feu continu de la région de l'Est, le remplacement fréquent des enfants par des ouvriers adultes, pour les travaux autorisés par le décret de 1893.

Les inspecteurs remarquent, dans les usines à feu continu, l'arrêt de plus en plus fréquent du travail le dimanche pendant douze heures. Cet arrêt permet, en même temps que le passage de l'équipe de jour à l'équipe de nuit, et réciproquement, de donner pleine satisfaction, pour chacune d'elles, à la loi du 13 juillet 1906.

Un inspecteur de Meurthe-et-Moselle a constaté que, dans les usines de cette région, les repos donnés aux enfants sont très réduits et même parfois supprimés. Dans ces établissements, on compte comme repos tous les arrêts forcés qui ont lieu dans les opérations pendant lesquelles il n'y a pas de cessation, mais suspension de travail, de sorte que souvent les enfants seraient occupés plus de dix heures, et n'auraient pas toujours le temps de manger.

Cependant d'autres industriels ont organisé le travail d'une façon plus humaine, car le même inspecteur cite l'organisation suivante, adoptée dans une usine de la région :

Les équipes exécutant des travaux fatigants, ainsi que les équipes où se trouvent des enfants, sont tiercées, c'est-à-dire qu'une équipe de douze ouvriers étant nécessaire pour exécuter le travail, se trouve composée de dix-huit ouvriers : de cette façon il y a toujours six ouvriers qui se reposent. Le temps de présence de chaque équipe étant de douze heures, le travail effectif se trouve ainsi réduit à huit heures.

On signale également, mais surtout en ce qui concerne les adultes, la pratique du doublage, c'est-à-dire le remplacement des ouvriers manquants par des ouvriers de l'équipe descendante qui viennent déjà de fournir un travail de douze heures.

Dans le travail des fours, notamment dans les poteries de grès, le personnel des cuiseurs-défourneurs reste souvent à l'usine pendant toute la durée de la chauffe, qui peut varier de trente à quarante-huit heures. Les chefs d'établissements ont toujours invoqué la nécessité, pour chaque cuiseur, de surveiller en personne la marche de son four.

CHAPITRE V. — Tolérances accordées par les inspecteurs.

Autorisation du travail de nuit. — 22 établissements ont utilisé, à la suite d'accidents de moteur, d'incendie ou de force majeure, la disposition qui permet de compenser, en travaillant de nuit, le temps perdu par suite du chômage causé par l'interruption du travail.

On signale que le patron d'une scierie détruite par un incendie, qui avait

sollicité cette dérogation, après avoir été instruit des conditions dans lesquelles était autorisé le travail de nuit, a renoncé à en user et a préféré suspendre le repos hebdomadaire, comme d'ailleurs la loi lui en donnait le droit.

Dans une fabrique de couvertures d'Orléans qui avait obtenu la même autorisation, les ouvriers, après avoir consenti plusieurs fois à travailler la nuit, s'y sont ensuite formellement refusés.

Tolérances relatives à la durée du travail. — La statistique de cette année apporte une importante diminution du nombre des établissements, ainsi que du nombre des ouvriers qui ont fait usage de la dérogation relative à la prolongation du travail.

ANNÉES.	NOMBRE d'éta- blissements.	NOMBRE DE JOURS dont la durée a été prolongée en ce qui concerne		
		les enfants de moins de dix-huit ans.	les filles de plus de dix-huit ans et les femmes.	les adultes visés par la loi du 30 mars 1900.
1900.....	1,912	505,656	1,450,311	490,699
1901.....	1,917	482,190	1,410,484	985,110
1902.....	3,611	841,695	2,111,943	2,050,357
1903.....	4,451	966,600	2,376,340	2,647,874
1904.....	6,209	1,399,388	3,491,651	3,891,053
1905.....	6,824	1,785,222	4,234,293	4,368,893
1906.....	7,053	1,585,052	3,955,377	4,448,737
1907.....	6,826	1,522,502	3,743,393	4,435,592

Les industries où le nombre des établissements ayant bénéficié de cette dérogation est le plus élevé sont les suivantes :

Blanchisseries du linge fin, 1,027; confections, couture et lingerie pour femmes et enfants, 803; briqueteries en plein air, 566; bâtiment (travaux extérieurs dans les chantiers du), 501; tissage des étoffes de nouveauté destinées à l'habillement, 349; conserves de fruits et confiseries, conserves de légumes et de poissons, 340; imprimeries typographiques, 323; confections pour hommes, 260; chaussures (fabricants de), 254; chapeaux (fabrication et confection de), 229; teinture, apprêt, blanchiment, gaufrage et moirage des étoffes, 213.

CHAPITRE VI. — Livrets, registres, affichage.

Le pourcentage des enfants rencontrés en 1907 munis du livret réglementaire varie suivant les circonscriptions de 92.7 p. 100 (Nancy) à 99 p. 100 (Lille).

Ce sont toujours les mêmes irrégularités qui se produisent, malgré les avis renouvelés du service de l'inspection du travail.

Tantôt les maîtres délivrent des livrets à des enfants de moins de treize ans, non munis du certificat d'études primaires, et sans requérir la présentation d'un certificat d'aptitude physique; tantôt des livrets signés du maire sont donnés en blanc aux parents ou même aux industriels qui les remplissent à leur guise; tantôt des maires prétendent se faire rembourser, malgré les termes de la loi le prix des livrets qu'ils délivrent ou refusent d'en acquérir à leurs frais; tantôt enfin les livrets contiennent des mentions erronées sur l'âge des enfants.

M. l'Inspecteur divisionnaire de Lille signale une pratique abusive à laquelle

peut donner lieu la possibilité, pour les enfants, de se faire délivrer à plusieurs reprises des livrets de travail :

A différentes reprises on a pu constater qu'un enfant de moins de dix-huit ans, victime d'un accident de peu d'importance restait un certain nombre de jours sans paraître à l'usine où avait eu lieu l'accident; mais le lendemain ou le surlendemain, muni d'un nouveau livret, il se faisait embaucher ailleurs jusqu'à complète guérison, touchant ainsi un demi-salaire, d'une part, et un salaire entier de l'autre. Puis, suivant qu'il se plaisait ou non dans le deuxième atelier, il demandait ou ne demandait pas son compte dans le premier.

Une autre pratique également abusive est signalée par un inspecteur. L'usage existe, chez certains petits patrons, de ne réclamer le livret qu'après un ou deux mois de stage, lorsqu'ils ont acquis la certitude de conserver le jeune ouvrier.

Quelques patrons se croient fondés à retenir le livret lorsqu'un apprenti quitte l'atelier sans avoir terminé son apprentissage. Cette manière de procéder est illégale et lorsqu'une irrégularité permet au service de relever une contravention, il n'hésite pas à dresser procès-verbal, par exemple : pour non-inscription sur le livret et sur le registre de la date de la sortie effective de l'enfant de l'atelier.

Enfants étrangers. — Le grand nombre d'enfants étrangers qui ont été rencontrés dans des usines du bassin de Longwy, munis de livrets délivrés par les autorités de leur pays (belges et luxembourgeoises), ou de livrets français délivrés sur la simple présentation d'un passe port, même surchargé ou gratté. Un maire déclarait qu'un enfant avait été trouvé porteur de trois passeports différents.

Les dispositions de la loi de 1892 et de la circulaire ministérielle du 20 avril 1899 ont été rappelées aux maires des communes de cette région.

M. l'Inspecteur divisionnaire de Lille signale à son tour que de nombreux enfants étrangers travaillent dans les usines de la frontière : verreries, forges, fabriques de wagons, usines textiles, etc. Ces enfants, malgré la jurisprudence adoptée par les tribunaux de Roubaix et de Tourcoing, sont pourvus en grande partie de livrets étrangers. Comme ils ne demeurent pas en France, les maires des communes où ils sont employés ne consentent pas facilement à leur délivrer gratuitement le livret prévu par la loi du 2 novembre 1892. Un industriel de Vieux-Condé, poursuivi dans ces circonstances, a été acquitté, mais un pourvoi en cassation a été formé.

Plus encore que pour le livret français, le livret étranger donne lieu à des abus qu'il est extrêmement difficile de surprendre : fausses dates de naissance, substitution d'un parent ou même d'un enfant étranger à la famille, et moins âgé que le titulaire réel du livret, etc.

(A suivre.)

NOTE

SUR L'APPLICATION DES DÉCRETS DU 10 AOÛT 1899

PAR LA PRÉFECTURE DE LA SEINE ⁽¹⁾.

On sait qu'un décret du 10 août 1899 donne aux départements et aux communes la faculté d'insérer, dans les cahiers des charges de leurs marchés de travaux publics ou de fournitures, des clauses stipulant certaines garanties au profit des salariés employés à ces travaux et fournitures dans les chantiers ou ateliers organisés ou fonctionnant en vue de l'exécution du marché. En particulier ces clauses obligent l'entrepreneur à payer aux ouvriers un salaire égal au taux couramment appliqué pour la profession dans la ville ou la région où le travail est exécuté, et à limiter la durée du travail journalier à la durée normale en usage pour la profession dans ladite ville ou région.

La constatation de la vérification du taux normal et courant des salaires et de la durée normale et courante de la journée de travail est faite par les soins de l'administration. Celle-ci doit se référer autant que possible aux accords entre les syndicats patronaux et ouvriers de la localité ou de la région. A défaut de semblables accords, elle doit provoquer l'avis de commissions mixtes composées en nombre égal de patrons et d'ouvriers et s'entourer, en outre, de tous renseignements utiles auprès des personnes compétentes.

Les bordereaux résultant de ces constatations sont joints à chaque cahier des charges et affichés dans les chantiers ou ateliers où les travaux sont exécutés.

Le département de la Seine et la Ville de Paris ont fait usage, dès 1899, de la faculté qui leur était reconnue par le décret du 10 août 1899.

On trouvera ci-après les mesures d'application que ces deux administrations ont prises à cet effet et le contrôle qu'elles ont organisé pour assurer l'observation des salaires et durées de travail portés aux bordereaux.

I. — Mesures d'application.

Les conditions du travail prévues par les décrets du 10 août 1899 ont été insérées dans les cahiers des charges des adjudicataires de travaux et fournitures à faire pour le compte de la Ville de Paris, du Département de la Seine et de l'Administration de l'Assistance publique en vertu des délibérations prises, peu après la publication des décrets, par le Conseil municipal de Paris et le Conseil général de la Seine.

Dès le 13 septembre 1899, une Commission administrative reçut mission de préparer toutes les mesures d'application en ce qui concerne les travaux d'architecture et les travaux d'ingénieurs de la ville et du département.

Une autre commission fut constituée, le 25 novembre 1903, pour les fournitures d'habillement, de chapellerie et de chaussures à faire à la préfecture. Une troisième commission fut formée, un mois plus tard, pour les fournitures d'impression et de registres.

Quand les commissions administratives ne pouvaient s'appuyer, pour connaître le taux normal du salaire ou la durée normale du travail, sur un tarif établi par les représentants autorisés des patrons et des ouvriers d'une profession ou sur la jurisprudence du Conseil des prud'hommes, des commissions mixtes de patrons et d'ouvriers étaient chargées de faire les constatations requises par le décret. Lorsque, dans ces commissions mixtes, les deux parties arrivaient à un accord, la Commission administrative se bornait à enregistrer cet accord et à insérer les chiffres indiqués par ces commissions dans le bordereau annexé au cahier des charges.

(1) D'après des renseignements fournis par la préfecture de la Seine.

Cette procédure a été modifiée en 1906. Par arrêté préfectoral du 9 février 1906, une nouvelle commission administrative, substituée aux précédentes, fut chargée d'étudier les modifications à apporter aux conditions du travail insérées jusque là dans les cahiers des charges des adjudications de travaux d'architecture et de travaux d'ingénieurs, tant pour le département que pour la ville. La même Commission reçut mandat, en 1907, d'examiner et de reviser, le cas échéant, les constatations faites par toutes les commissions mixtes, qu'il y ait eu ou non accord entre les membres patrons et ouvriers de ces commissions et quelle que soit la profession en cause.

La préfecture est ainsi parvenue à établir un bordereau général relatif aux salaires et à la durée du travail et afférent aux nombreuses professions qui participent aux adjudications de ses divers services. Dans ce bordereau général figure notamment le bordereau arrêté le 4 février 1907, et portant sur toutes les professions de l'industrie du bâtiment ⁽¹⁾.

Notons enfin que le service organisé à la Préfecture pour assurer l'application des décrets est utilisé non seulement par ses propres directions et services, y compris l'Assistance publique, mais par plusieurs autres administrations publiques. C'est ainsi que des bordereaux, portant sur les professions les plus différentes, ont été établis pour des administrations militaires et pour des services du sous-secrétariat d'État des postes et télégraphes.

II. Mesures de contrôle.

Pour assurer le respect des dispositions relatives aux conditions du travail, la Préfecture a pris les mesures de contrôle dont l'énumération suit :

Direction administrative des travaux.

L'exécution des dispositions précitées est assurée à la Direction administrative des Travaux (travaux d'ingénieurs) :

- 1° Par l'insertion dans les cahiers des charges, et suivant une formule uniforme, des dispositions des décrets du 10 août 1899 ;
- 2° Par des conditions complémentaires destinées à permettre aux Ingénieurs et à leurs subordonnés un contrôle efficace ;
- 3° Par l'exercice d'un contrôle.

Les conditions complémentaires insérées dans les cahiers des charges sont les suivantes :
L'affichage des conditions du travail et du bordereau du prix des salaires sur les chantiers.

Des cartes d'embauchage sont délivrées par l'entrepreneur à ses ouvriers spécifiant nettement les catégories d'emploi de chaque ouvrier ainsi que le taux du salaire à lui payer.

Interdiction est faite d'exercer aucune retenue sur les salaires sous quelque prétexte que ce soit, notamment pour fourniture ou entretien d'outils, fourniture d'huile pour l'éclairage, assurances diverses ou toute autre cause.

Un agent de l'Administration doit assister à la paie des ouvriers toutes les fois que l'Ingénieur le juge utile, il reçoit les réclamations et les transmet pour examen à l'Administration.

L'entrepreneur doit, à toute réquisition, communiquer à l'Ingénieur ou à son délégué les feuilles de paie des ouvriers indiquant pour chacun d'eux les heures de travail qui lui sont attribuées ainsi que le salaire payé.

Chaque infraction aux dispositions ci-dessus et aux autres dispositions des décrets du 10 août 1899, donne lieu, sans qu'il soit besoin d'une mise en demeure préalable :

- 1° S'il s'agit d'un ouvrier indument payé ou employé, à une retenue de 1 franc par jour et par ouvrier ;
- 2° Dans tous les autres cas, à une retenue de 5 francs par jour et par infraction.

Le tout sans préjudice de l'application des clauses et conditions générales et de l'exclusion temporaire ou définitive de la liste d'admissibilité aux adjudications de la Ville de Paris.

Le contrôle s'exerce par des tournées mensuelles spéciales, à dates variables, sur tous les chantiers ; ces tournées donnent lieu à des procès-verbaux dits « de visite » où les Ingénieurs

⁽¹⁾ Bulletin de l'Office du Travail, mai 1907, p. 461.

constatent pour chaque entreprise, la manière dont les conditions du travail sont pratiquées et les infractions commises.

Ces procès-verbaux sont transmis par les chefs des services techniques au Directeur administratif des Travaux qui, après vérification, les approuve et rend exécutoires, s'il y a lieu, les pénalités indiquées par les cahiers des charges.

Travaux d'architecture de la ville de Paris.

Pour les travaux d'architecture de la ville de Paris, le cahier des charges générales contient également les dispositions des Décrets du 10 août 1899 et aussi certaines conditions complémentaires.

Ces conditions sont relatives au paiement intégral des salaires, aux cartes d'embauchage, à l'affichage des conditions du travail et du bordereau des salaires sur les chantiers, aux mesures d'hygiène et de sécurité prescrites par les lois et décrets en vigueur, à l'exclusion des chefs de chantiers qui tiendraient des commerces susceptibles d'influencer les ouvriers ; au paiement des salaires sur les chantiers ou dans leur voisinage, en présence d'un agent de contrôle des travaux chargé de recevoir, s'il y a lieu, les réclamations et de les transmettre à l'Administration.

Le cahier des charges stipule aussi :

1° Que, dans chaque chantier, l'entrepreneur mettra à la disposition de ses ouvriers des réduits de sûreté pour resserrer l'outillage qui leur sera confié ;

2° Que lorsqu'un ouvrier sera employé alternativement à des mains-d'œuvre de taux de salaires différents, il devra être payé, pour chacun de ces emplois, au taux de salaire correspondant au travail accompli et pendant la durée de celui-ci ;

8° Que lorsqu'il y aura lieu au profit de l'ouvrier à application de plus-values spéciales, l'architecte, sur le signalement qui lui en sera donné, déterminera dans le plus bref délai possible l'étendue du travail auquel s'appliquent les plus-values. L'entrepreneur délivrera un ticket représentatif aux ouvriers qui auront exécuté ce travail.

Tous les trois mois, l'entrepreneur, en vue du contrôle, remet à l'architecte un état comprenant la liste nominative des ouvriers qui coopèrent à l'exécution des travaux faisant l'objet de son marché, avec l'indication, pour chacun d'eux, de leur lieu de naissance, de leur catégorie d'emploi dans leur profession, de leurs salaires et du nombre d'heures et de journées consacrées aux travaux.

L'architecte est chargé de vérifier la sincérité de cet état et, le cas échéant, de faire donner la sanction pénale nécessaire.

Si l'Administration constate une différence entre le salaire réellement payé aux ouvriers et celui auquel ils avaient droit, elle indemnise directement les ouvriers au moyen de retenues opérées sur les sommes dues à l'entrepreneur et sur son cautionnement s'il en a versé un.

Les infractions aux dispositions touchant la durée du travail journalier sont passibles, pour chaque infraction constatée d'une amende pouvant varier de 10 à 50 francs, suivant l'importance, sans préjudice de la suspension ou de la radiation de la liste générale d'admissibilité aux adjudications et de l'application des clauses de résiliation.

Travaux d'architecture du département.

En ce qui concerne le service d'architecture du département, les prescriptions relatives à l'observation des dispositions des décrets du 10 août 1899 sont insérées dans le cahier des charges générales.

De plus, un ordre de service prévoit l'affichage des conditions du travail et du bordereau du prix des salaires, les cartes d'embauchage, l'observation des mesures d'hygiène et de sécurité, les conditions de paiement des ouvriers et l'autorisation à accorder nominativement aux représentants des ouvriers et de leurs syndicats de pénétrer dans les chantiers uniquement pour s'assurer de l'observation des conditions du travail, sur demande préalablement adressée à l'ingénieur en chef des travaux à visiter.

Les sanctions nécessaires sont ou l'exclusion temporaire ou définitive des marchés du département, ou des amendes de 50 francs.

Dans les cas extrêmement rares où des infractions ont été relevées à la charge des entrepreneurs, les architectes chargés de la direction des travaux ont procédé par voie de rapport manuscrit à l'Administration.

Il n'existe pas, comme dans le service des travaux de la ville de Paris, des tournées

mensuelles spéciales, ni comme dans le service d'architecture de la ville de Paris des états trimestriels remis aux architectes par les entrepreneurs.

Travaux publics du département.

En ce qui concerne le service des travaux publics du département, les travaux donnant lieu à des marchés passés conformément aux dispositions des décrets du 10 août 1899 comprennent les travaux des routes nationales exécutés aux frais de l'État et ceux des routes départementales et des chemins vicinaux de grande communication ou ordinaires exécutés aux frais du département ou des communes.

Pour les travaux sur routes nationales, le cahier des charges en vigueur est celui dont le modèle est annexé à la circulaire de M. le Ministre des Travaux publics en date du 20 novembre 1904.

Les articles du décret du 10 août 1899 figurent dans le cahier des charges des travaux départementaux, qu'il s'agisse du bail d'entretien ou des travaux de voirie ou d'assainissement.

Ils ont été complétés par des clauses aux termes desquelles l'entrepreneur est tenu, s'il en est requis par l'ingénieur, ou son délégué, de communiquer à ceux-ci les feuilles de paie des ouvriers, indiquant pour chacun d'eux les heures de travail qui leur sont attribuées ainsi que le salaire payé.

Les dispositions relatives au paiement des salaires sur le chantier, aux cartes d'embauchage, aux mesures d'hygiène et de sécurité, sont les mêmes que celles indiquées pour le service des travaux de Paris.

Chaque infraction peut donner lieu à une retenue de 5 francs par jour et par homme indûment payé ou employé, sans préjudice des clauses et conditions générales pouvant entraîner la déchéance et l'exclusion temporaire ou définitive de l'entrepreneur de la liste d'admissibilité aux adjudications du département.

Pour les chemins vicinaux ordinaires où les travaux sont exécutés par les communes, sous leur responsabilité, les mêmes conditions du travail et le même bordereau de salaire leur sont toujours proposés par le service des ingénieurs et il y a lieu de reconnaître qu'ils sont acceptés généralement sans difficulté.

Assistance publique et services divers.

Pour les travaux de l'Assistance publique, le cahier des charges générales rédigé dans les mêmes termes que les cahiers des charges de l'Administration municipale reproduit les dispositions du décret du 10 août 1889 et prévoit une retenue de 5 francs par infraction et par jour.

Les ouvriers connaissent ces dispositions par une affiche apposée dans chacun des chantiers et un registre spécial est destiné à recevoir leurs réclamations.

L'application des conditions du travail est prévue dans le cahier des charges de la fourniture d'imprimés et dans celui de la fourniture des effets d'habillement nécessaires aux asiles d'aliénés de la Seine.

Les sanctions sont contenues dans les articles qui stipulent que si l'Administration constate une différence entre le salaire payé aux ouvriers et le salaire fixé par le bordereau, elle indemnise directement les ouvriers lésés au moyen de retenues opérées sur les sommes dues au fournisseur ou, à défaut, sur son cautionnement.

Chaque infraction constatée est passible d'une amende de 20 francs et, dans le cas d'infraction réitérée, la résiliation du marché peut être prononcée et l'exclusion du fournisseur des adjudications de la ville de Paris et du département.

Les différents cahiers des charges qui s'appliquent aux diverses adjudications passées par le Service du Matériel de la Préfecture de la Seine contiennent des dispositions analogues en vue d'assurer l'application des décrets du 10 août 1899.

ENQUÊTE SUR LE PLACEMENT À PARIS

DEPUIS LA PROMULGATION DE LA LOI DU 14 MARS 1904 ⁽¹⁾.

(DEUXIÈME PARTIE.)

(6^e article.)

VI. — MEMBRES DE L'ENSEIGNEMENT.

État comparatif du placement antérieurement et postérieurement à la loi du 14 mars 1904.

Antérieurement à la loi, 22 bureaux de placement autorisés fonctionnaient; 21 d'entre eux avaient, de 1893 à 1897, effectué une moyenne annuelle de 10,523 placements à demeure et de 1,349 en extra, au tarif de 5 p. 100 du salaire annuel. A la fin de 1907, 24 bureaux existaient et 22 d'entre eux fonctionnaient ⁽²⁾; 9 ne plaçaient que des membres de l'enseignement; les 13 autres plaçaient, en outre, des employés et domestiques ⁽³⁾. Dans les bureaux spéciaux pour l'enseignement, le tarif était ⁽⁴⁾ de 5 p. 100 du salaire annuel (6 bureaux) ou d'un demi-mois (3 bureaux) et de 20 francs pour les placements au pair (1 bureau); pour les gouvernantes, de 3 ou 4 p. 100 du salaire annuel (2 bureaux); dans les bureaux plaçant, en même temps que pour l'enseignement, des employés et domestiques, le tarif était, pour les institutrices, de 5 p. 100 du salaire annuel (5 bureaux) ou de prix variés — droit fixe ou pourcentage — selon les diverses catégories professionnelles (8 bureaux).

Quant aux bureaux municipaux de placement, il n'apparaît pas, d'après les documents compulsés et les renseignements recueillis, que les membres de l'enseignement y aient jamais eu recours.

Comme offices de placement gratuit, tous ceux des sociétés figurant au tableau statistique ⁽⁵⁾ fonctionnaient, sauf ceux de l'*Union des femmes professeurs et compositeurs de musique* et de l'*Association syndicale des instituteurs libres*.

Depuis la promulgation de la loi, la *Société de Prévoyance de l'enseignement libre et laïque* a disparu après quatre ans d'existence. Le nombre de placements effectués par cette société de secours mutuels était fort restreint.

Le tableau suivant distingue les diverses sociétés faisant du placement à la fin de 1907, selon qu'elles ont été fondées antérieurement ou postérieurement à la loi.

SOCIÉTÉS FONDÉES ANTÉRIEUREMENT OU POSTÉRIEUREMENT À LA LOI.

	ANTÉRIEUREMENT.	POSTÉRIEUREMENT.
a) Syndicats patronaux et mixtes.....	1	"
b) Syndicats ouvriers.....	4	2
c) Sociétés de secours mutuels.....	"	"
d) Sociétés diverses ⁽⁶⁾	3	"

⁽¹⁾ Voir *Bulletin* de juin, juillet, août, septembre et octobre 1908, p. 546, 647, 750, 856 et 986.

⁽²⁾ Voir *Bulletin* d'août 1908, p. 750, note 2.

⁽³⁾ Voir *Bulletin* d'août 1908, p. 750.

⁽⁴⁾ Voir *Bulletin* de juin 1908, p. 547, note 2.

⁽⁵⁾ Voir ci-dessous.

⁽⁶⁾ Voir *Bulletin* de juillet 1908, page 647, note 3.

STATISTIQUE DES OPÉRATIONS DE PLACEMENT
EFFECTUÉES PAR LES SOCIÉTÉS EXISTANTES À LA FIN DE 1907.

[Les zéros (0) indiquent que les sociétés n'existaient pas ou ne faisaient pas le placement à la date correspondant à la colonne; les guillemets (a), que les chiffres n'ont pas été fournis.]

SOCIÉTÉS.	1903.		1904.				1905.		1906.		1907.	
			1 ^{er} TRIMESTRE.		2 ^e , 3 ^e ET 4 ^e TRIMESTRES.							
	A de- meure.	En extra.	A de- meure.	En extra.	A de- meure.	En extra.	A de- meure.	En extra.	A de- meure.	En extra.	A de- meure.	En extra.
Association pour le placement gra- tuit des institutrices de langue allemande.....	11	Néant	8	Néant	29	Néant	25	Néant	38	Néant	55	Néant
Syndicat des membres et employés de l'enseignement privé.....	0	0	6	Néant	61	1	38	Néant	27	4	44	2
Association syndicale des profes- seurs de l'enseignement libre de France et de l'étranger.....	66	55	19	8	65	31	82	42	83	30	91	35
Association pour la défense des écoles primaires catholiques....	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Syndicat des institutrices privées..	100	"	(1)	"	"	"	257	"	360	"	229	"
Ligue de la liberté de l'enseigne- ment.....	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Syndicat de l'enseignement libre secondaire et supérieur.....	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	150	"
Syndicat des instituteurs privés...	"	"	"	"	(2)	(2)	"	"	(3)	Néant	"	"
Union des femmes professeurs et compositeurs de musique.....	0	0	0	0	"	"	"	"	"	"	"	"
Association syndicale des institu- teurs libres.....	0	0	0	0	0	0	(4)	Néant	(5)	(5)	(6)	Néant

(1) Toute l'année.
(2) Avril et mai.
(3) Mars et août.
(4) Août et octobre.
(5) Premier trimestre et août, octobre et décembre.
(6) Octobre seulement.

(1) Toute l'année.

(2) Avril et mai.

(3) Mars et août.

(4) Août et octobre.

(5) Premier trimestre et août, octobre et décembre.

(6) Octobre seulement.

Observations (1).

A) SUR LE PERSONNEL ADMINISTRATIF DES SOCIÉTÉS.

Au Syndicat des membres et employés de l'enseignement privé, dont le siège est dans la Maison des Frères de la doctrine chrétienne, c'est le Frère supérieur qui, jusqu'au 1^{er} janvier 1908, s'est occupé du service de placement. Dans les autres associations, ce service est assuré par l'un des sociétaires.

(1) Voir Bulletin de juillet 1908, p. 648, note 1.

B) SUR LES OBLIGATIONS PÉCUNIAIRES DES SOCIÉTAIRES À LA FIN DE 1907.

SYNDICATS OUVRIERS. — *Syndicat des membres et employés de l'enseignement privé*; admission : 2 francs; cotisation mensuelle : 0 fr. 50. — *Association syndicale des professeurs de l'enseignement libre de France et de l'étranger*; cotisation annuelle : 10 francs. — *Syndicat des institutrices privées*; admission : 1 franc; cotisation annuelle : 6 francs. — *Syndicat des instituteurs privés*; admission : 1 franc; cotisation annuelle : 6 francs. — *Union des femmes professeurs et compositeurs de musique*; cotisation annuelle : 10 francs. — *Association syndicale des instituteurs libres*; admission : 2 francs; cotisation annuelle : 12 francs.

C) SUR L'ORGANISATION, LE FONCTIONNEMENT, LES LOCAUX ET L'INSTALLATION DU SERVICE DE PLACEMENT DES SOCIÉTÉS.

Dans le rapport présenté à l'assemblée générale (4 août 1908) du *Syndicat de l'enseignement libre supérieur et secondaire* ⁽¹⁾, on trouve les renseignements suivants sur le service de placement :

Jamais nos commissions de placement et du contentieux n'ont joué un rôle aussi important ni aussi bienfaisant que cette année dans l'ensemble de la profession. Jamais les affaires n'ont été si nombreuses, ni en somme les résultats si satisfaisants. Les offres, de part et d'autre, ont atteint le chiffre énorme, en l'espèce, d'un millier. En définitive, 450 de nos syndiqués ont obtenu des situations acceptables.

Il est naturel que le fonctionnement de la commission de placement s'étende de plus en plus sur les mois scolaires, car les bonnes transactions se préparent avec calme et de loin.

Les directeurs de collèges ont pris, cette année plus que jamais, le chemin du Syndicat. C'est tout à la louange des syndiqués qui, placés par l'association, ont su donner pleine satisfaction, et par là contribuer à fortifier notre bonne réputation. Malheureusement, le nombre des candidats était insuffisant pour répondre à toutes les demandes.

L'Association syndicale des professeurs de l'enseignement libre de France et de l'étranger a ses bureaux à la Bourse du travail; elle effectue des placements dans les institutions libres, mais elle procure surtout à ses adhérents des leçons particulières et des préceptorats, tant en France qu'à l'étranger. Pièces à produire pour le placement : diplôme, *curriculum vitæ* et casier judiciaire exigé par l'autorité académique.

Le *Syndicat des instituteurs privés* est installé dans les mêmes locaux que la *Ligue de la liberté de l'enseignement*; le service de placement de ces deux sociétés est assuré par un seul préposé qui en tient une statistique spéciale pour chacune d'elles. Le *Syndicat des instituteurs privés* place parfois des instituteurs non syndiqués qui fournissent de bonnes références.

« Nous avons contribué, directement ou par l'intermédiaire de nos amis, à la réouverture de plus de 2,000 écoles, déclare l'Association pour la défense des écoles primaires catholiques; toutes les institutrices qui nous ont offert leurs services ont été placées par nous, et nous avons répondu à toutes les demandes que nous avons reçues. »

L'Association place aussi d'anciennes institutrices comme dames de compagnie ou gouvernantes.

⁽¹⁾ Voir Bulletin du Syndicat de l'enseignement libre supérieur et secondaire, janvier 1908, p. 11 et suivantes.

Les autres sociétés sont installées dans de convenables conditions et ont leur siège dans les 1^{er}, 6^e, 7^e, 9^e et 17^e arrondissements.

D) SUR LES STATUTS ET RÉGLEMENTS DE DIFFÉRENTES SOCIÉTÉS ⁽¹⁾.

Les statuts et règlements des sociétés susmentionnées ne présentent aucune particularité et ne donnent lieu à aucune observation.

SUBVENTIONS MUNICIPALES ACCORDÉES, POUR 1907, AUX SYNDICATS OUVRIERS ET MIXTES FAISANT DU PLACEMENT GRATUIT ⁽²⁾.

Syndicat des membres de l'enseignement libre supérieur et secondaire : 200 francs. — *Association syndicale des professeurs de l'enseignement libre de France et de l'étranger* : 2,040 francs. — *Union des femmes professeurs et compositeurs de musique* : 200 francs.

Appréciations sur les effets de la loi.

SYNDICATS PATRONAUX ET MIXTES. — Au *Syndicat de l'enseignement libre supérieur et secondaire*, on assure que si le nombre de placements effectués va en augmentant de plus en plus, on ne saurait l'attribuer à l'influence de la loi, mais seulement au développement du Syndicat. Du reste, la question du placement n'a jamais été l'objet de revendications spéciales de la part des membres du Syndicat, qui n'ont jamais eu affaire aux placeurs autorisés.

SYNDICATS OUVRIERS. — Pour le *Syndicat des membres et employés de l'enseignement privé*, la loi n'a apporté aucun changement; il en est de même pour le *Syndicat des instituteurs privés*, dont le développement est la seule cause de l'augmentation du nombre de ses placements. Du reste, pour nombre de membres de la profession, la loi est complètement ignorée, et la plupart des non-syndiqués qui se présentent à la permanence pour obtenir une place sont tout étonnés qu'il ne leur soit réclamé aucune redevance. A l'*Union des femmes professeurs et compositeurs de musique*, on déclare également que la loi n'a eu aucune influence, le personnel du syndicat n'ayant jamais eu recours aux bureaux autorisés. Pour l'*Association syndicale des instituteurs libres*, la loi aurait eu particulièrement pour conséquence de faire baisser les salaires.

Dans une longue et intéressante note adressée au Ministère du travail, M. le Président de l'*Association syndicale des professeurs de l'enseignement libre de France et de l'étranger* formule les appréciations suivantes :

..... Bien que les conditions de placement aient été modifiées par la loi de 1904, le perpétuel chassé-croisé auquel étaient livrés instituteurs et professeurs (surtout dans les établissements parisiens), a été atténué, mais non supprimé : nombre de directeurs et de placeurs trouvent toujours le moyen de spéculer avec les mutations fréquentes, et nous avons dû, à l'*Association syndicale*, en 1906, radier un de nos membres qui avait accepté que son directeur retienne, sur son salaire des deux premiers mois, les 25 francs d'honoraires dus au placeur, sans retirer le reçu que le placeur délivre en la circonstance.

..... Par suite de considérants qu'il serait difficile de justifier, nos législateurs ont considéré les tenanciers de bureaux de placement comme exerçant un métier. Or, ce métier ne rapportant qu'autant que leur intervention est utilisée, malgré la loi de 1904, malgré

⁽¹⁾ Voir *Bulletin* de juillet 1908, p. 653, note 1.

⁽²⁾ Voir *Bulletin* de juin 1908, p. 548, note 5.

envers et contre tout, il faut que des mutations se produisent dans les établissements d'éducation libres.

.... Alors qu'il y avait pléthore d'instituteurs, il y a une dizaine d'années, les placeurs (certains du moins) n'hésitaient pas à donner la préférence à des sujets n'ayant aucune des qualités requises pour faire un éducateur; ils allaient jusqu'à donner un état civil à celui que, du jour au lendemain, ils intronisaient professeur; celui-ci devenait un jouet entre leurs mains (jouet de bon rapport) et qui faisait marquer le pas à de véritables et nombreux professionnels.

A quels expédients ne doivent pas recourir aujourd'hui les placeurs, les instituteurs se faisant de plus en plus rares?

La loi de 1904, malgré tous ses défauts, n'aurait-elle supprimé que le honteux trafic qui se faisait au grand jour sous le couvert du décret de 1851, nous estimons, à l'Association syndicale, bien que convaincus que celle-ci soit, hélas! très souvent violée, qu'elle a fait œuvre utile.

Les placeurs percevaient 5 p. 100 d'honoraires de placement calculés sur onze mois, alors que le professeur n'était payé que pendant dix mois (année scolaire), et ce, à chaque nouveau placement. Lors du jugement que l'Association syndicale a obtenu contre X..., placeur, en 1902, celui-ci aurait prélevé, avec les honoraires qui faisaient l'objet de l'instance, 119 fr. 50 d'honoraires de placement, pour quatre mois de travail ayant rapporté au professeur un salaire de 180 francs et celui-ci étant, le quatrième mois, attaché à un externat, avait donc dû se loger, se nourrir et se blanchir à ses frais.

Mieux encore : pour un placement au pair (nourri, logé et souvent pas blanchi), le professeur libre devait payer au placeur 20 francs d'honoraires! Où la malheureuse institutrice, le professeur pouvaient-ils trouver, prendre les 20 francs exigés?...

Après ce succinct exposé, il ne nous resterait plus qu'à demander la suppression radicale et immédiate des bureaux de placement pour notre corporation.

Antérieurement à la loi de 1904, étant de ceux qui estimaient qu'aucune considération ne pouvait s'opposer à l'abrogation pure et simple du décret de 1851, nous étions des partisans irréductibles de cette suppression. Vu la décision prise par le législateur, nous estimons aujourd'hui que les deniers de la ville de Paris peuvent et doivent être mieux employés qu'à indemniser des tenanciers de bureaux de placement...

Supprimer les placeurs en les indemnisant? Mais ce serait pure folie, du moins en ce qui touche ceux de notre corporation.

Ceux-ci sont de deux sortes : ceux s'occupant seulement du personnel enseignant : instituteurs, institutrices, professeurs et répétiteurs; ceux ayant, outre le personnel enseignant, les employés à gages. Nous ne nous occuperons que des premiers...

Il suffit d'avoir connu ceux-ci à leurs débuts, les X... et les X..., pour se convaincre que, depuis longtemps, leur fortune est faite : c'est dire que, du jour où ils verront que leur temps et leurs services ne peuvent plus être utilisés, ils se résigneront à fermer leurs officines. Puisse ce jour luire au plus tôt!

Avant d'aborder les moyens propres à amener cette disparition, nous tenons à déclarer une fois de plus, pour réfuter l'objection qui nous a toujours été faite à l'Hôtel de Ville et à la Préfecture de la Seine, où l'on s'est toujours retranché derrière ce grand mot de « liberté », que jamais nous n'avons eu l'idée de demander que l'on impose aux directrices et directeurs qui ont des pupilles de ne pas se pourvoir chez les placeurs.

... Pour en finir avec cette question, la situation étant aujourd'hui bien changée, nous répondons : les établissements privés parisiens ne subsistant que grâce aux pupilles et boursiers que la ville de Paris leur confie, en continuant d'alimenter les bureaux de placement, directrices et directeurs portent un préjudice énorme aux finances de la ville de Paris!...

Les bureaux de placement disparus, où et comment les établissements d'éducation se pourvoiront-ils?

Tous moyens autres que celui de l'intermédiaire « placeur » sont préférables à tous points de vue : recrutement direct, annonces dans les journaux, le syndicat professionnel.

Ne faut-il pas que les chefs d'établissements d'éducation privés laïques aient un intérêt capital pour ne pas désertir en masse les bureaux de placement après les charges nouvelles que la loi de 1904 leur imposait?...

Nous ne nous y méprenons pas. Les directeurs ont besoin du concours des placeurs, tant

pour favoriser leur louche besogne, que pour exercer une pression, une intimidation plus efficace et de tous les instants, sur le personnel enseignant libre qu'ils veulent réduire, rendre malléable, plier à toutes leurs exigences. L'occasion leur paraissait d'autant plus propice que c'était au moment où une foule de sécularisés se trouvaient errant à l'aventure, en quête de situation. . . .

Se pourvoir des sujets en dehors des placeurs?

Mais le recrutement direct, adopté par un certain nombre d'importantes écoles privées, n'offre-t-il pas de très sérieux avantages?

La presse administrative et les journaux politiques ne sont-ils pas de précieux auxiliaires?

SOCIÉTÉS DIVERSES. — A l'Association pour la défense des écoles primaires catholiques on trouve que la loi est bonne et équitable, car c'est bien à l'employeur à payer tous les frais résultant du placement de ses employés. Quant aux placeurs, dont les exigences ont été exorbitantes et qui se sont trop longtemps livrés à l'exploitation des professeurs, il faudrait arriver à les supprimer complètement.

Depuis la promulgation de la loi, le chiffre des placements effectués par l'Association a été en augmentant.

BUREAUX DE PLACEMENT AUTORISÉS. — D'après l'ancien propriétaire du plus important bureau pour membres de l'enseignement, il n'y aurait aucun inconvénient à ce que les frais résultant du placement soient entièrement à la charge de l'employeur. Du reste, cette innovation de la loi n'a pas fait baisser les recettes des bureaux autorisés. Mais, par contre, elle a fait diminuer les appointements des professeurs dans de notables proportions, les chefs d'institution voulant recupérer les dépenses que la loi leur impose.

En somme, la loi a été mauvaise pour tout le personnel de l'enseignement et particulièrement désastreuse pour les professeurs qui veulent se placer à l'étranger. Quant aux placeurs — qui ont toujours eu intérêt à faire payer les plus hauts salaires — la loi ne leur aurait causé aucun préjudice.

Dans un second bureau, autorisé à placer des employés, domestiques et membres de l'enseignement, on déclare tout d'abord que, sauf pour les lingères des institutions, les placements ne sont exclusivement effectués que pour les professeurs. Quant aux effets produits par la loi, ils portèrent, au début de son application, le plus grand préjudice à ce bureau, les chefs d'institution refusant de payer les frais que la loi mettait à leur charge. Actuellement, ils consentent bien à payer, mais il faut leur faire des concessions et abaisser les tarifs, d'autant plus que les bureaux se font entre eux une concurrence acharnée. En outre, certaines personnes ayant des relations dans l'aristocratie et le clergé catholique placeraient en assez grand nombre comme professeurs d'anciens congréganistes, non sans en tirer, malgré la loi, des bénéfices pécuniaires. Enfin, par ses petites annonces, le *Manuel général de l'instruction primaire* serait, pour les placeurs, la plus redoutable des concurrences⁽¹⁾. Malgré tout, le nombre des placements effectués par le bureau a augmenté depuis 1904, mais les recettes ont diminué.

Dans l'enseignement, la question du placement n'aurait jamais été l'objet de réclamations ou revendications quelconques; et il y aurait des professeurs qui, ignorant la loi, s'offriraient encore à payer le placeur. Néanmoins la loi est certain-

⁽¹⁾ Le *Manuel général de l'instruction primaire*, journal hebdomadaire des instituteurs et des institutrices, édité par la maison Hachette et C^{ie}, publie des petites annonces au tarif de 0 fr. 15 les cinq mots ou fractions de cinq mots, les abonnés d'un an ont droit à trente mots gratuits. A l'administration du *Manuel*, on déclare que les placements effectués à l'aide de ces annonces sont très nombreux et très rapides, et que la loi de 1904 n'a eu aucune influence sur cette publicité.

nement juste et elle aurait dû toujours exister. Elle n'a pas, contrairement à ce que certains prétendent, fait baisser les salaires, qui ont été sans cesse augmentant, mais elle a causé le plus grand dommage aux bureaux autorisés.

DIVERS. — Le chef d'une grand institution, ex-président de la *Société de prévoyance de l'enseignement libre et laïque*, pense que la loi a eu pour effet de réduire encore la stabilité du personnel en général et surtout du personnel domestique (garçons de dortoirs, cuisiniers, etc.), qui, se plaçant maintenant sans bourse délier, change d'institutions pour le moindre motif.

Pour obvier à ce grave inconvénient, il eût été préférable de mettre les frais de placement à la charge de l'employeur et de l'employé. Quand même ce dernier n'eût dû en payer qu'une part minime, il eût regardé à deux fois avant d'abandonner une place sans cause sérieuse.

Quant aux agences de placement, elles ne présentent pas toutes les garanties nécessaires pour la capacité et la moralité du personnel; elles n'ont qu'un but : placer le plus souvent pour percevoir le plus possible d'honoraires. Il serait donc à souhaiter que, dans l'intérêt commun des professeurs et des chefs d'institutions, des sociétés professionnelles sérieusement organisées pussent se substituer à ces agences. Malheureusement, il y a trop d'indifférence des deux côtés.

LA SITUATION FINANCIÈRE DES ORGANISATIONS OUVRIÈRES FRANÇAISES.

(Suite.)

Confédération générale du travail ⁽¹⁾.

La Confédération générale du travail est essentiellement une union des fédérations nationales et syndicats nationaux d'industrie et de bourses du travail ou unions locales de syndicats; elle admet également dans son sein les syndicats locaux dont les professions ne sont pas encore constituées en fédération d'industrie ou dont la fédération n'est pas adhérente à la Confédération.

La Confédération est divisée en deux sections autonomes : la section des Fédérations d'industrie et des syndicats isolés et la section de la Fédération des bourses du travail. Elle doit constituer, en outre, d'après les statuts, trois commissions permanentes : la commission du journal, la commission des grèves et de la grève générale et la commission de contrôle. La commission des grèves et de la grève générale a été remplacée au congrès fédéral d'Amiens (septembre 1906) par la commission des huit heures et de la grève générale qui n'a été constituée que le 20 février 1907.

⁽¹⁾ D'après les *Rapports des comités et commissions présentés au XVI^e Congrès corporatif tenu à Marseille du 5 au 10 octobre 1908* et le *Répertoire des organisations corporatives adhérentes à la Confédération générale du travail*.

La Confédération générale du travail comprenait en septembre 1908, d'après les rapports présentés au XVI^e Congrès confédéral tenu à Marseille : 1^o 60 fédérations nationales et deux syndicats nationaux⁽¹⁾ d'industrie, comprenant 2,578 syndicats locaux ou sections⁽²⁾; 2^o 8 syndicats isolés; 3^o 157 bourses du travail ou unions locales de syndicats comprenant 2,028 syndicats. Sur ces 2,028 syndicats, 1,100 environ adhéraient également à une organisation nationale d'industrie⁽³⁾.

Il est difficile d'établir le nombre total d'ouvriers syndiqués rattachés à la Confédération générale du travail. Les rapports ne donnent de chiffres à ce sujet que pour les organisations rattachées à la section des fédérations: fédérations et syndicats nationaux d'industrie et syndicats isolés. Ces chiffres sont ceux qui ont été déclarés par les organisations et sur lesquels est fixée leur cotisation à la section. Ils sont en général un peu inférieurs aux effectifs réels. Quoi qu'il en soit, le rapport accuse en septembre 1908, pour les 68 organisations rattachées à la section des Fédérations, un effectif total de 294,398 syndiqués.

Au point de vue financier, la section des fédérations, la section des bourses, la commission du journal, la commission des huit heures et de la grève générale forment autant d'organisations autonomes qu'il convient, par suite, d'étudier séparément.

Section des Fédérations. — Les recettes de la section des Fédérations sont constituées essentiellement par les cotisations des fédérations et syndicats affiliés. La cotisation des fédérations et syndicats nationaux est fixée à 40 centimes par 100 membres ou fraction de 100 membres et par mois; celle des syndicats isolés à 0 fr. 05 par membre et par mois. Aux cotisations s'ajoutent les recettes provenant de la vente des labels confédéraux (galvanos, timbres caoutchouc et affiches) et des brochures et les souscriptions diverses.

Les dépenses consistent essentiellement dans les frais de secrétariat, de délégations et d'impressions diverses.

Voici d'ailleurs, d'après les Rapports au congrès de Marseille, les comptes de la section pour la période du 1^{er} juin 1906 au 30 juin 1908 (25 mois):

RECETTES.		DÉPENSES.	
Cotisations.....	22,237 ^f 10 ^c	Correspondance.....	471 ^f 20 ^c
Vente de labels.....	302 95	Impressions.....	4,134 80
Brochures.....	537 70	Cotisations diverses.....	2,262 60
Divers.....	858 85	Appointements.....	9,602 25
Cotisations Grève générale.....	782 55	Divers et frais de bureau.....	2,348 40
		Délégations.....	4,075 60
		Loyer.....	640 00
	24,719 15		23,534 85
EN CAISSE le 31 mai 1906.....	2,619 95	EN CAISSE le 30 juin 1908.....	3,804 25
TOTAL.....	27,339 10	TOTAL.....	27,339 10

(1) Syndicat national des chemins de fer et Syndicat national des ouvriers des Postes et Télégraphes.

(2) Le nombre des sections n'est pas indiqué pour deux fédérations de création récente: celle des huiliers-pétroliers et celle de la teinture et apprêts.

(3) Parmi les syndicats affiliés aux bourses du travail et unions de syndicats, le Répertoire des organisations corporatives en signale 863 comme n'adhérant pas à une fédération nationale d'industrie; le nombre réel doit être un peu plus élevé. 14 bourses du travail n'ayant pas fourni la situation de leurs syndicats à cet égard.

Les cotisations « grève générale » ne figurent aux recettes que pour ordre ; elles n'avaient été encaissées par la section des fédérations qu'à titre provisoire et ont été reversées à la commission des huit heures et de la grève générale, à laquelle elles étaient destinées, dès que cette dernière a été constituée. Cette somme figure aux dépenses dans les 2,262 fr. 60 de la rubrique « cotisations diverses » : ce chapitre comprend en outre les cotisations propres de la section à la commission des huit heures (1,080 fr. 25) et la contribution de la section dans la cotisation de la Confédération générale du travail au secrétariat international (400 francs).

Les appointements du secrétaire de la section des fédérations sont de 225 francs par mois⁽¹⁾ ; quant au trésorier il lui a été payé 2,135 fr. 70 pour 25 mois.

Section des Bourses. — Les ressources de la section des bourses sont constituées essentiellement pour les cotisations des bourses et unions locales adhérentes à raison de 0 fr. 35 par syndicat affilié et par mois.

Voici, d'après les Rapports du congrès de Marseille, les comptes de la section des bourses pour la période du 1^{er} juin 1906 au 30 juin 1908 (25 mois) :

RECETTES.		DÉPENSES.	
Cotisations.....	15,642 ^f 10 ^c	Correspondance.....	618 ^f 60 ^c
Divers.....	134 90	Imprimés.....	2,680 20
Brochures.....	324 05	Cotisations diverses.....	1,085 70
Livrets de viaticum...	298 65	Appointements.....	9,940 00
		Divers et frais de bureau.	623 10
	16,399 70	Délégations.....	493 50
EN CAISSE le 31 mai		Loyer.....	640 00
1906.....	2,435 70		
			16,081 10
TOTAL.....	18,835 40	EN CAISSE le 30 juin	
		1908.....	2,754 30
		TOTAL.....	18,835 40

Aux dépenses, dans le chapitre « cotisations diverses » sont comprises les cotisations de la section à la commission des huit heures (685 fr. 70) et la contribution de la section dans la cotisation de la Confédération au secrétariat international (400 fr.).

Les appointements du secrétaire de la section des bourses sont de 225 francs par mois⁽¹⁾ ; le trésorier, qui est en même temps celui de la section des fédérations, reçoit de la section des bourses, 2,275 francs pour 25 mois.

Commission du journal. — Les ressources de la commission du journal sont constituées essentiellement par le produit des abonnements et de la vente de l'organe confédéral *la Voix du Peuple*. On sait que ce journal paraît toutes les semaines sur quatre pages. Aux termes des statuts de la Confédération du travail nulle organisation ne peut être confédérée si elle n'a pas au moins un abonnement au journal *la Voix du Peuple*. Cette disposition n'est pas strictement observée, puisque le nombre moyen des abonnements ne s'est élevé qu'à 2,300 dans les deux dernières années.

⁽¹⁾ Depuis le Congrès de Marseille, ces appointements ont été reportés à 250 francs, chiffre auquel ils avaient été autrefois fixés.

Voici les comptes de la commission du journal pour la période du 1^{er} juin 1906 au 30 juin 1908 :

RECETTES.		DÉPENSES.	
Abonnements.....	29,151 10	Frais de bureau et divers.....	4,094 30
Vente au bureau.....	551 80	Appointements.....	7,701 00
Vente Paris.....	539 40	Frais d'impression.....	23,996 95
Vente province.....	8,774 25	Frais d'expédition.....	9,107 85
Vente Hachette.....	4,712 05	Frais n ^{os} exceptionnels.....	7,070 30
Vente n ^{os} exceptionnels.....	9,315 55	Propagande et publicité.....	568 95
Souscriptions.....	22 00	Loyer.....	640 00
		Délégations.....	241 90
	53,066 15		53,421 25
EN CAISSE le 31 mai 1906 .	728 05	EN CAISSE le 30 juin 1908..	372 95
	53,794 20		53,794 20

Les appointements du secrétaire sont de 225 francs par mois⁽¹⁾ ; le trésorier, qui est également celui de la section des bourses, a reçu 50 francs par mois pendant 14 mois, soit 700 francs.

Commission des huit heures et de la grève générale. — Aux termes de la résolution du congrès confédéral d'Amiens (septembre 1906) qui a constitué cette commission, elle devait avoir comme ressources, outre les souscriptions volontaires des syndicats, un prélèvement de 10 p. 100 sur les cotisations encaissées par les fédérations et les bourses et de 5 p. 100 sur les cotisations encaissées par les deux sections de la confédération. 53 fédérations, 3 syndicats isolés et 102 bourses du travail, ainsi que les deux sections, ont effectué le prélèvement prévu. Jusqu'à sa constitution définitive le 20 février 1907, les sommes provenant de ce prélèvement ont été encaissées provisoirement par la section des fédérations et reversées ensuite à la commission.

Voici les comptes de la commission du 20 février 1907 au 30 juin 1908 :

RECETTES.		DÉPENSES.	
Cotisations des fédérations et bourses.....	2,736 55	Correspondance.....	473 45
Cotisations des sections.....	1,765 75	Délégations.....	1,267 05
Souscriptions.....	188 20	Divers et colis postaux.....	197 80
Reliquat de la caisse pour l'agitation.....	196 00	Impressions.....	2,176 50
Étiquettes.....	148 45	Main-d'œuvre.....	329 00
	5,034 95	EN CAISSE au 30 juin 1908.	4,443 80
			591 15
			5,034 95

La commission des huit heures et de la grève générale a eu à administrer la caisse dite « des grèves » qui a un caractère permanent et une caisse dite « pour l'agitation » qui n'a fonctionné que du 21 juin 1907 au 30 avril 1908.

⁽¹⁾ Voir la note de la page précédente.

La caisse des grèves est alimentée uniquement par des souscriptions : celles-ci ont produit du 1^{er} juin 1906 au 30 juin 1908 la somme de 22,765 fr. 20 et il a été versé pour les grèves pendant la même période 23,327 fr. 35. L'encaisse au 30 juin 1908 s'élevait à 473 fr. 80 contre 1,035 fr. 85 au 31 mai 1906.

Quant à la caisse pour l'agitation, elle a recueilli 5,189 fr. 80 de souscriptions et recettes diverses et dépensé 4,993 fr. 80 pour organisation de meetings, publications de manifestes, frais de procès, etc. Le reliquat, soit 196 francs, a été versé dans la caisse de la commission des huit heures.

Résumé. — Si on additionne les sommes dont disposaient au 30 juin 1908 non seulement les deux sections, mais aussi les différentes caisses annexes de la Confédération générale du travail, on arrive à un total de 7,996 fr. 45, se décomposant ainsi :

Encaisse de la section des fédérations.....	3,804 ^f 25 ^c
— de la section des bourses.....	2,754 30
— de la commission du journal.....	372 95
— de la commission des 8 heures.....	591 15
— de la caisse des grèves.....	473 80
TOTAL.....	7,996 45

Le total correspondant s'élevait à 6,819 fr. 55 au 31 mai 1906.

En ne tenant compte ni des recettes ni des dépenses provenant des virements d'une caisse à l'autre, les recettes et les dépenses totales des divers services de la Confédération générale du travail du 31 mai 1906 au 30 juin 1908, soit pour deux ans et un mois, s'établissent ainsi :

DÉSIGNATION DES CAISSES.	RECETTES.	DÉPENSES.
Section des fédérations.....	23,936 ^f 60 ^c	21,672 ^f 05 ^c
Section des bourses.....	16,399 70	15,395 40
Commission du journal.....	53,066 15	53,421 25
Commission des 8 heures.....	3,073 20	4,443 80
Caisse des grèves.....	22,765 20	23,327 35
Caisse pour l'agitation.....	5,189 80	4,993 80
TOTAUX.....	124,430 65	123,253 65

Sur le total des recettes 40,615 fr. 75 proviennent de cotisations, 53,044 fr. 15 des abonnements et de la vente du journal, 28,665 fr. 10 de souscriptions.

LES ASSOCIATIONS OUVRIÈRES DE PRODUCTION ET LES SOCIÉTÉS COOPÉRATIVES DE CONSOMMATION ET DE CRÉDIT EN FRANCE

AU 1^{er} JANVIER 1908. (Suite.)⁽¹⁾

III. — Sociétés coopératives de crédit.

1° BANQUES POPULAIRES.

Voici, d'après les rapports des préfets, le nombre des banques populaires urbaines existantes au 1^{er} janvier 1908 :

Alpes-Maritimes....	5	Loire.....	1	Saône-et-Loire.....	1
Bouches-du-Rhône..	1	Lot-et-Garonne....	1	Seine.....	1
Garonne (Haute-)...	2	Morbihan.....	1	Alger.....	1
Ille-et-Vilaine.....	1	Rhône.....	2	TOTAL.....	17

2° CAISSES RURALES.

Voici, d'après le rapport du Ministre de l'Agriculture sur le fonctionnement du crédit agricole mutuel en 1907⁽²⁾, la répartition par départements des caisses locales de crédit agricole mutuel en 1907, avec le nombre de leurs adhérents.

DÉPARTEMENTS.	NOMBRE		DÉPARTEMENTS.	NOMBRE	
	des caisses locales.	des adhérents.		des caisses locales.	des adhérents.
Ain.....	23	1,382	Doubs.....	81	4,334
Aisne.....	16	434	Drôme.....	31	1,989
Allier.....	11	569	Eure.....	18	943
Alpes (Basses-)...	8	293	Eure-et-Loir.....	17	2,907
Alpes (Hautes-)...	9	330	Finistère.....	#	#
Alpes-Maritimes....	14	835	Gard.....	21	1,307
Ardeche.....	18	604	Garonne (Haute-)...	13	711
Ardennes.....	6	344	Gers.....	117	4,763
Ariège.....	1	26	Gironde.....	48	2,195
Aube.....	21	1,113	Hérault.....	81	6,032
Aude.....	63	4,776	Ille-et-Vilaine.....	16	424
Aveyron.....	#	#	Indre.....	26	2,280
Bouches-du-Rhône...	11	466	Indre-et-Loire.....	18	751
Calvados.....	16	1,009	Isère.....	34	1,555
Cantal.....	7	194	Jura.....	32	2,189
Charente.....	73	1,872	Landes.....	17	1,206
Charente-Inférieure...	18	2,004	Loir-et-Cher.....	25	1,295
Cher.....	11	375	Loire.....	23	925
Corrèze.....	5	237	Loire (Haute-)...	25	847
Corse.....	#	#	Loire-Inférieure....	33	546
Côte-d'Or.....	25	1,372	Loiret.....	12	327
Côtes-du-Nord.....	37	1,074	Lot.....	#	#
Creuse.....	5	181	Lot-et-Garonne....	23	580
Dordogne.....	10	210	Lozère.....	25	563

⁽¹⁾ Voir *Bulletin*, août 1908, p. 730, septembre 1908, p. 844 et octobre 1908, p. 978.

⁽²⁾ *Journal officiel* du 6 août 1908.

DÉPARTEMENTS.	NOMBRE		DÉPARTEMENTS.	NOMBRE	
	des caisses locales.	des adhérents.		des caisses locales.	des adhérents.
Maine-et-Loire.....	2	52	Savoie.....	21	667
Manche.....	10	260	Savoie (Haute-).....	43	1,349
Marne.....	38	1,451	Seine.....	4	86
Marne (Haute-).....	19	1,665	Seine-Inférieure.....	8	538
Mayenne.....	7	202	Seine-et-Marne.....	12	564
Meurthe-et-Moselle...	10	359	Seine-et-Oise.....	38	1,286
Meuse.....	5	128	Sèvres (Deux-).....	4	882
Morbihan.....	19	1,006	Somme.....	9	620
Nièvre.....	"	"	Tarn.....	21	430
Nord.....	20	1,423	Tarn-et-Garonne.....	8	164
Oise.....	21	740	Var.....	38	1,918
Orne.....	8	293	Vaucluse.....	4	287
Pas-de-Calais.....	9	1,898	Vendée.....	24	972
Puy-de-Dôme.....	10	508	Vienne.....	14	407
Pyrénées (Basses-).....	217	4,824	Vienne (Haute-).....	44	682
Pyrénées (Hautes-)....	114	2,942	Vosges.....	7	727
Pyrénées-Orientales...	59	2,699	Yonne.....	26	992
Rhône.....	44	1,225	Arrondissem ¹ de Belfort.	4	169
Saône (Haute-).....	38	930			
Saône-et-Loire.....	13	601			
Sarthe.....	24	1,239			
			TOTAUX.....	2,168	96,192

Le capital versé de ces 2,168 caisses locales s'élevait, au total, à 5,654,291 francs. Elles avaient consenti, en 1907, des prêts pour la somme totale de 70,708,456 francs. En 1906 on comptait 1,638 sociétés, comprenant 76,188 adhérents, ayant versé 4,355,258 francs et ayant consenti 56,789,656 francs de prêts. Soit une augmentation, pour 1907, de 530 sociétés, de 20,004 membres, de 1,299,033 francs de capital versé et de 13,918,800 francs de prêts consentis.

Il convient de remarquer que le tableau précédent ne tient compte que des caisses locales rattachées aux caisses régionales.

Ces caisses régionales de crédit agricole mutuel étaient en 1907 au nombre de 88 contre 74 en 1906. En voici la liste avec l'indication des départements dans lesquels se trouvent leurs caisses locales affiliées et le nombre de celles-ci :

DÉNOMINATIONS	DÉPARTEMENTS	NOMBRE	DÉNOMINATIONS	DÉPARTEMENTS	NOMBRE
des	dans	des	des	dans	des
caisses régionales.	lesquels	caisses.	caisses régionales.	lesquels	caisses.
	se trouvent			se trouvent	
	leurs			leurs	
	caisses locales.			caisses locales.	
Aixoise.....	Bouches-du-Rhône	6	Beauce et Perche.	Eure-et-Loir..	17
Alpes-Maritimes..	Alpes-Maritimes..	14		Eure.....	3
Ardèche.....	Ardèche.....	14		Seine-et-Oise..	1
Aube.....	Aube.....	21		Orne.....	1
Avignon.....	Vaucluse.....	3	Beauvais.....	Oise.....	11
	Gard.....	1		Eure.....	1
	B.-du-Rhône..	5	Belfort.....	Belfort.....	4
	Var.....	3	Bourbonnaise...	Allier.....	11
Basses-Alpes.....	Basses-Alpes.....	8	Bourgogne et Fran-	Côte-d'Or....	6
Basses-Pyrénées..	Basses-Pyrénées..	216		Jura.....	16
				Doubs.....	67

DÉNOMINATIONS des caisses régionales.	DÉPARTEMENTS dans lesquels se trouvent leurs caisses locales.	Nombre des caisses.
Brie.....	Seine-et-Marne...	8
Briey.....	Meurthe-et-Mosell ^e	3
Bugey et pays de Gex.....	Ain.....	7
Calvados.....	Calvados.....	8
Cambresis.....	Nord.....	15
Cantal.....	Cantal.....	7
Cévennes.....	Gard.....	16
Châlons-sur-Mar ^{ne}	Marne.....	25
Charente.....	Charente.....	73
Charente-Infér ^{re}	Charente-Infér ^{re}	18
Cher.....	Cher.....	11
Corrèze.....	Corrèze.....	5
Côte-d'Or.....	Côte-d'Or.....	19
Côtes-du-Nord.....	Côtes-du-Nord.....	37
Creuse.....	Creuse.....	5
Dauphiné.....	Isère.....	16
Deux-Sèvres.....	Deux-Sèvres.....	4
Dordogne.....	Dordogne.....	10
Doubs.....	Doubs.....	14
Drôme.....	Drôme.....	14
Est (Épinal).....	Vosges..... 7 } Haute-Marne..... 1 }	8
Est (Nancy).....	Meurt ^e -et-Mos ^e 11 } Meuse..... 1 }	12
Eure.....	Eure.....	4
Forézienne.....	Loire.....	6
Gâtinais.....	Seine-et-Marne.....	4
Gers.....		96
Gironde.....	Gironde.....	47
Gray et H ^{te} -Saône.....	Haute-Saône.....	38
Hautes-Alpes.....	Hautes-Alpes.....	7
Haute-Bretagne.....	Ile-et-Vilaine.....	6
Haute-Loire.....	Haute-Loire.....	26
Haute-Marne.....	Haute-Marne.....	18
Haute-Normandie.....	Seine-Inférieure.....	8
Haute-Savoie.....	Haute-Savoie.....	29
Haute-Vienne.....	Haute-Vienne.....	44
Ile-de-France.....	Seine..... 4 } Seine-et-Oise..... 15 }	28
Ile-et-Vilaine.....	Oise..... 9 }	
Indre.....	Ile-et-Vilaine.....	10
Indre.....	Indre.....	26
Indre-et-Loire et Maine-et-Loire.....	Indre-et-Loire..... 18 } Maine-et-Loire..... 2 }	21
	Vendée..... 1 }	
Jura.....	Jura.....	16
Lille.....	Nord.....	5
Loire-Inférieure.....	Loire-Inférieure.....	33
Loir-et-Cher.....	Loir-et-Cher.....	25
Loiret.....	Loiret.....	12
Lot-et-Garonne.....	Lot-et-Garonne.....	23

DÉNOMINATIONS des caisses régionales.	DÉPARTEMENTS dans lesquels se trouvent leurs caisses locales.	Nombre des caisses.
Lozère.....	Lozère.....	25
Maine.....	Sarthe.....	24
Maine et Anjou.....	Mayenne.....	7
Manche.....	Manche.....	10
Marne, Aisne et Ardenne.....	Marne..... 13 } Aisne..... 16 }	35
	Ardenne..... 6 }	
	Ardeche..... 1 }	
	Aude..... 55 }	
Midi.....	Gard..... 4 }	143
	Hérault..... 81 }	
	Pyr.-Oriental..... 2 }	
Morbihan.....	Morbihan.....	19
Nyons.....	Drôme.....	7
Orne.....	Orne.....	7
Pas-de-Calais.....	Pas-de-Calais.....	9
Pays d'Auge et du Lieuvin.....	Calvados..... 8 } Eure..... 3 }	11
Puy-de-Dôme.....	Puy-de-Dôme.....	10
Puyméras.....	Vaucluse.....	1
Pyrénées-Orient ^{les}	Pyrénées-Oriental.....	57
Rhône.....	Rhône.....	36
Roannaise.....	Loire.....	11
Santerre.....	Somme.....	9
Saône-et-Loire.....	Saône-et-Loire.....	5
Savoie.....	Savoie.....	7
Seine-et-Oise.....	Seine-et-Oise.....	23
	Ain..... 16 }	
	Alpes (H ^{te} .)..... 2 }	
	Ardèche..... 3 }	
	Drôme..... 10 }	
Sud-Est.....	Isère..... 18 }	99
	Loire..... 6 }	
	Rhône..... 8 }	
	Saône-et-Loire..... 8 }	
	Savoie..... 14 }	
	Savoie (H ^{te} .)..... 14 }	
	Landes..... 17 }	
Sud-Ouest.....	Gers..... 21 }	46
	Pyrénées (B ^{se} .)..... 7 }	
	Gironde..... 1 }	
Tarbes.....	Hautes-Pyrénées.....	114
Tarn.....	Tarn.....	21
Tarn-et-Garonne.....	Tarn-et-Garonne.....	6
Toulouse.....	Haute-Garonne.....	25
Var.....	Var.....	35
Vendée.....	Vendée.....	23
Vexin.....	Eure.....	7
Vienne.....	Vienne.....	14
Yonne.....	Yonne.....	26
TOTAL.....		2,168

Les renseignements fournis par les préfets ont fait connaître en outre l'existence de 154 caisses de crédit agricole qui ne sont pas affiliées à des caisses régionales. 141 de ces sociétés groupent un total de 7,051 adhérents. Ces sociétés sont ainsi réparties : Ain, 4; Aisne, 1; Allier, 1; Alpes (Hautes-), 1; Alpes-Maritimes, 12; Ardèche, 1; Ardennes, 2; Aude, 9; Aveyron, 1; Bouches-du-Rhône, 7; Charente, 4; Charente-Inférieure, 13; Côtes-du-Nord, 13; Dordogne, 2; Doubs, 16; Gers, 9; Gironde, 1; Indre-et-Loire, 1; Jura, 3; Loire, 2; Loire-Inférieure, 1; Manche, 1; Meurthe-et-Moselle, 3; Meuse, 2; Morbihan, 1; Nièvre, 9; Nord, 3; Oise, 2; Pas-de-Calais, 1; Puy-de-Dôme, 1; Hautes-Pyrénées, 4; Sarthe, 1; Savoie, 1; Seine-Inférieure, 1; Seine-et-Oise, 1; Somme, 3; Var, 15; Vaucluse, 1.

1° **Centre fédératif du crédit populaire en France**, ayant son siège à Marseille, 14, rue Montaux. Cette société a été fondée à Marseille en 1889. Voici quels sont, d'après les statuts, le but et les principes de cette association :

ARTICLE PREMIER. — L'Association dénommée « Centre fédératif du crédit populaire » a pour but l'étude des questions se rapportant au crédit populaire appliqué aux besoins des populations, soit des villes, soit des campagnes, — la défense des intérêts professionnels des sociétés et associations de crédit populaire qui lui sont affiliées, — la diffusion et la propagande de l'idée et des institutions de crédit populaire en France et dans les colonies, — la création de sociétés et d'associations de crédit populaire, — le groupement dans son sein, en vue de réaliser au mieux les buts ci-dessus spécifiés, des sociétés et associations de crédit populaire et de leurs unions régionales.

ART. 2. — Les principes essentiels du Centre fédératif du crédit populaire en France sont les suivants : 1° neutralité politique et confessionnelle absolue des institutions de crédit populaire, qui ne doivent se préoccuper que d'améliorer la condition économique et sociale de leurs membres; 2° libre variété des modes de réalisation du crédit populaire suivant les conditions locales; 3° déconcentration et utilisation locale de l'épargne; 4° organisation du crédit populaire par en bas, c'est-à-dire par des institutions locales et régionales; 5° action libre de l'initiative privée; légitimité du concours de l'État limité à de simples encouragements; 6° autonomie des sociétés et associations affiliées, dans leur organisation, leur fonctionnement, leur administration.

Le Centre fédératif publie un bulletin intitulé : *Bulletin du Crédit populaire*, et tient un congrès tous les deux ou trois ans.

L'organisation des sociétés groupées par le Centre fédératif est régie par le principe de la variété des formes suivant les circonstances locales et la solidarité illimitée n'y est pas de rigueur.

Le Centre fédératif du Crédit populaire groupait, au 1^{er} juillet 1908, 892 coopératives de crédit se répartissant ainsi : France, 822 (caisses agricoles locales, 772; caisses agricoles régionales, 35; banques populaires ou sociétés de crédit urbain, 10; groupes régionaux, 4; fédération régionale, 1). Algérie et colonies, 70 (caisses agricoles locales, 60; caisses agricoles régionales, 9; banque populaire, 1).

2° **L'Union des caisses rurales et ouvrières françaises à responsabilité illimitée**, qui a son siège à Lyon, avenue de Saxe, n° 97. Voici les renseignements fournis au sujet de ce groupement par M. Louis Durand, président :

L'Union des caisses rurales et ouvrières françaises à responsabilité illimitée a été fondée en 1893 dans le but de propager en France les sociétés de crédit du type Raiffeisen, de les grouper, de défendre leurs intérêts et leurs droits, de leur fournir des conseils ou renseignements techniques, et d'organiser les institutions d'intérêt général qui pourraient leur être utiles (par exemple, inspection, caisses centrales, etc.).

Les caractéristiques des caisses Raiffeisen sont les suivantes : 1° stricte mutualité; aucun prêt ne pouvant être accordé qu'aux associés qui ont accepté les charges solidaires de la société; 2° responsabilité solidaire et illimitée des associés pour toutes les affaires de la

société; 3° absence de capital social souscrit par les associés, leur responsabilité solidaire et illimitée suffisant largement pour attirer des dépôts répondant à tous les besoins de la société; 4° gratuité absolue de l'administration; 5° interdiction de toute distribution de bénéfices entre les associés; 6° circonscription très restreinte dans laquelle tous les associés se connaissent mutuellement; en général la caisse n'embrasse qu'une commune dans les campagnes, dans les villes, souvent un seul quartier ou paroisse.

La plus grande partie des caisses composant l'Union sont des caisses rurales, fonctionnant dans les campagnes et faisant principalement — quelques-unes même exclusivement — des opérations de crédit agricole. Un certain nombre, établies dans des centres urbains, font des opérations de crédit au profit des petits artisans ou même des ouvriers. Quelques-unes ont donné un grand développement aux prêts en vue d'achat ou de construction de maisons ouvrières destinées à l'habitation de l'emprunteur. Quelques caisses, encore peu nombreuses, s'occupent du crédit maritime.

L'Union a établi, depuis sa fondation jusqu'en octobre 1908, 1,366 caisses qui lui ont été régulièrement affiliées. Mais plusieurs centaines de caisses se sont dissoutes à la suite d'un arrêt du Conseil d'État du 24 décembre 1897 où elles avaient vu une menace pour leur sécurité. Un certain nombre de caisses se sont dissoutes spontanément, soit parce que le fondateur décédé n'avait pas laissé de successeur dévoué, soit parce qu'elles n'avaient pas trouvé des emprunteurs en nombre suffisant pour leur donner l'activité nécessaire.

Aucune, jusqu'à présent, n'a eu à se dissoudre à la suite de pertes, ou faute de trouver des dépôts: celles même qui sont dans les conditions légales requises pour profiter des avances de l'État prévues par la loi du 31 mars 1899 considèrent généralement que leurs propres dépôts leur suffisent et ne leur coûtent pas plus cher que les avances de l'État.

L'Union ne peut pas indiquer le chiffre exact des caisses actuellement en fonctionnement. Chaque année elle adresse un questionnaire à ses caisses adhérentes et publie une statistique résumant les réponses qui lui ont été envoyées. Mais un très grand nombre de caisses ne répondent pas ponctuellement au questionnaire, alors même qu'elles continuent à fonctionner et à correspondre avec l'Union pour demander des conseils, des renseignements. Le nombre des caisses actuellement existantes doit être évalué à environ 800.

La dernière statistique, qui vient d'être terminée, porte sur l'exercice 1907: 91 caisses environ ont été fondées depuis lors. Cette statistique donne les résultats suivants: nombre de caisses ayant répondu au questionnaire, 549; nombre de membres, 21,943; mouvement de caisse, 13,076,211 francs; nombre de prêts en cours au 31 décembre 1906, 6,969; actif, 7,669,818 francs; dépôts recueillis par les caisses, 7,017,195 francs; emprunts à des caisses centrales libres ou à des caisses régionales subventionnées par l'État, 477,697 francs; nombre des créances douteuses, 13; montant des créances douteuses, 3,762 francs.

JURISPRUDENCE.

Accidents du travail; possibilité de revisions successives,
mais sans prolongation de délai.

COUR DE CASSATION (CHAMBRE CIVILE).

(Arrêt du 10 février 1908.)

La Cour,

Sur les deux premiers moyens réunis :

Attendu que l'arrêt attaqué constate que Paulmier, ouvrier de Loubat, victime d'un accident du travail, le 14 octobre 1899, a obtenu par jugement du 5 août 1901 une pension de 338 fr. 50 élevée sur une demande en revision, le 11 mars 1903, à 555 fr. 55; qu'il constate en outre que Paulmier est décédé le 3 avril 1904; que le dit arrêt a repoussé comme irrecevable la demande introduite le 28 octobre 1904 par la veuve de Paulmier contre Loubat pour le faire condamner à lui servir une rente viagère égale à 20 p. 100 du salaire annuel de son mari décédé par suite des conséquences de l'accident, par application de l'article 3, § A, de la loi du 9 avril 1898;

Attendu qu'en statuant ainsi l'arrêt attaqué a fait une juste application de la loi;

Attendu, en effet, que l'article 19 de la loi du 9 avril 1898 applicable à la cause, déclare que la demande en revision de l'indemnité fondée sur le décès de la victime par suite des conséquences de l'accident, est ouverte pendant trois ans à dater de l'accord intervenu entre les parties ou de la décision définitive; qu'il suit de là d'une part, que la veuve d'un ouvrier, qui a succombé aux suites d'un accident du travail après avoir obtenu une indemnité, doit demander la revision de cette indemnité si elle veut obtenir la rente déterminée par l'article 3 de la loi du 9 avril 1898, et, d'autre part, que la décision définitive à dater de laquelle court le délai de trois ans pendant lequel la demande en revision est ouverte, est le jugement passé en force de chose jugée qui a fixé, soit l'indemnité journalière si l'incapacité avait paru ne devoir être que temporaire, soit la rente si l'incapacité de la victime avait été considérée comme permanente; que les revisions de l'indemnité qui peuvent se succéder au cours des trois années ne sauraient avoir pour effet de prolonger le délai dans lequel le législateur a entendu les renfermer; que, la décision définitive qui a fixé la rente due à Paulmier étant du 5 août 1901, la demande en revision introduite par sa veuve le 28 octobre 1904 plus de trois ans après, était irrecevable ainsi que l'a déclaré l'arrêt attaqué;

Sur le troisième moyen :

Attendu que la veuve de Paulmier, dans les conclusions qu'elle a prises devant la cour après avoir conclu à l'allocation de la rente à laquelle elle prétendait avoir droit aux termes de l'article 3 de la loi du 9 avril 1898 a ajouté « sous toutes réserves, notamment de modifier ultérieurement les présentes conclusions et de reprendre, le cas échéant, la demande subsidiaire en paiement de 10,000 francs formée par la veuve Paulmier devant les premiers juges »; que la demanderesse n'a pas utilisé ses réserves et formulé la demande qui en faisaient l'objet; que l'arrêt attaqué n'avait pas à répondre à des conclusions qui n'étaient pas prises et sur lesquelles il n'a pas statué; qu'il n'a pu, par suite, violer les articles visés au moyen;

Rejette...

**Accidents du travail; ouvrier mis, par son patron,
à la disposition d'un autre patron; responsabilité du premier patron.**

COUR DE CASSATION (CHAMBRES RÉUNIES).

(Arrêt du 8 Janvier 1908.)

La Cour,

Sur le moyen unique du pourvoi;

Vu l'article 7 de la loi du 9 avril 1898;

Attendu que les ouvriers et employés désignés à l'article 1^{er} de la loi du 9 avril 1898 ne peuvent, en principe, aux termes de l'article 2, se prévaloir que des dispositions de ladite loi, à raison des accidents dont ils sont victimes, dans leur travail; et que l'article 7 leur réserve, pour la réparation du préjudice causé, l'action de droit commun contre les auteurs de l'accident autres que le patron, ses ouvriers et préposés;

Attendu que la responsabilité du risque professionnel, établie par la loi de 1898, est une conséquence directe du contrat de travail; que le chef de l'entreprise qui a la charge de l'indemnité est donc celui qui a loué les services de l'ouvrier, et qu'il demeure responsable envers lui, même s'il l'a mis à la disposition d'une autre personne; que celle-ci par rapport à l'ouvrier avec lequel elle n'a pas contracté, n'est pas un chef d'entreprise au sens de la loi, mais qu'ayant eu, par suite de la convention passée avec le patron, la direction du travail au cours duquel l'accident s'est produit, elle ne saurait, non plus être considérée comme un tiers soumis par l'article 7 à l'action de droit commun;

Attendu que l'arrêt attaqué constate que Blanc et Carbon, entrepreneurs de roulage, avaient, suivant leur convention avec la compagnie des chemins de fer du Midi, mis l'ouvrier Jambon, embauché et payé par eux, à la disposition de ladite compagnie pour la manœuvre des wagons dans l'intérieur de la gare de Toulouse; que Jambon était employé à ce travail sous la direction des agents de la compagnie des chemins de fer du Midi, lorsqu'il a été victime d'un accident qui a entraîné pour lui une incapacité permanente et partielle; que, par application de l'article 3 de la loi du 9 avril 1898, l'arrêt attaqué a condamné Blanc et Carbon à payer à Jambon une rente annuelle et viagère de 394 fr. 20; que ledit arrêt déclare en outre, que l'accident est dû à une faute des agents de la compagnie des chemins de fer du Midi; que, considérant la compagnie comme un tiers responsable, il l'a condamnée, en vertu de l'article 1382 du Code civil, à payer à Jambon, une rente annuelle et viagère de 600 francs, reversible, dans certaines conditions, sur la tête de sa femme, et, à son décès, au profit de ses enfants, ladite condamnation exonérant à due concurrence Blanc et Carbon des obligations mises à leur charge; qu'en statuant ainsi, vis à vis de la compagnie des chemins de fer du Midi, l'arrêt attaqué a faussement appliqué et, par suite, violé l'article susvisé;

Par ces motifs.

Casse et annule l'arrêt de la Cour d'appel d'Agen du 5 avril 1905; renvoie devant la Cour d'appel de Bordeaux.

**Accidents du travail; apprenti; salaire de base; le payement d'un salaire
n'est pas incompatible avec l'existence d'un contrat d'apprentissage.**

COUR DE CASSATION (CHAMBRE CIVILE).

(Arrêt du 7 Août 1907.)

La Cour,

Sur le moyen unique du pourvoi pris dans ses deux branches :

Vu l'article 8 de la loi du 9 avril 1898;

Attendu, d'une part, que l'indemnité journalière due à un apprenti, victime d'un accident du travail, ne peut être inférieure à la moitié du salaire le plus bas des ouvriers valides de la même catégorie occupés dans l'entreprise; qu'il importe peu que l'indemnité ainsi calculée soit supérieure au montant du salaire de l'apprenti; que le législateur a estimé que cette rémunération serait alors trop réduite pour être prise en considération et limiter l'indemnité mise à la charge du chef de l'entreprise;

Attendu, d'autre part, que si le juge a le droit de qualifier, sans s'arrêter à leurs termes, les conventions intervenues entre les parties, il doit faire connaître les faits sur lesquels il s'appuie pour les caractériser juridiquement, afin de permettre à la Cour de cassation d'exercer son contrôle;

Attendu que le jugement attaqué constate qu'Émile Demolin, âgé de moins de 16 ans, victime d'un accident du travail, a reçu de Schott, mécanicien, son patron, à titre d'indemnité journalière, et pendant la durée de son incapacité de travail, une somme de 1 fr. 50 par jour, somme égale à son salaire; que Demolin père, agissant en qualité d'administrateur légal de son fils mineur soutenait que celui-ci travaillait chez Schott en qualité d'apprenti et que l'indemnité journalière à laquelle il avait droit ne pouvait être inférieure à la moitié du salaire le plus bas des ouvriers valides de la même catégorie occupés dans l'entreprise; que ledit jugement a repoussé sa prétention par unique motif « que le jeune Demolin n'était pas un apprenti puisqu'il recevait un salaire quotidien de 1 fr. 50 »;

Mais attendu que le paiement d'un salaire n'est pas, par lui-même, incompatible avec l'existence d'un contrat d'apprentissage et qu'à défaut d'autres circonstances relevées par le juge et permettant de considérer la victime comme étant « un petit ouvrier », la décision qui refuse au jeune Demolin la qualité d'apprenti n'est pas légalement justifiée;

D'où il suit qu'en statuant comme il l'a fait le jugement attaqué a violé l'article susvisé;

Casse,

Et renvoie devant le juge de paix du XII^e arrondissement de Paris.

Accidents du travail; accident survenu dans une rue à un apprenti, faisant une commission sur l'ordre de son patron; applicabilité de la loi de 1898.

COUR DE CASSATION (CHAMBRE CIVILE).

(Arrêt du 6 Août 1907.)

La Cour,

Vu l'article 1^{er} de la loi du 9 avril 1898;

Attendu, d'une part, que l'ouvrier est au lieu du travail partout où il se rend d'ordre de son maître et pour les besoins de l'entreprise;

Attendu, d'autre part, que l'ordre donné par le maître fait présumer que l'ouvrier était dans l'obligation de l'exécuter sans que ce dernier soit tenu d'établir que ledit ordre se rattachait au fonctionnement de l'entreprise;

Attendu que le jugement attaqué déclare que Boiveny père, agissant au nom de son fils mineur, apprenti de Baudry, ingénieur électricien, victime d'un accident du travail, est sans droit pour se prévaloir des dispositions de la loi du 9 avril 1898; qu'il s'appuie sur ce double motif que l'accident s'est produit non dans l'usine mais dans une rue de Bordeaux et qu'il est survenu au cours d'une commission dont le jeune Boiveny avait été chargé et dont on ne connaît pas l'objet;

Mais attendu qu'il importe peu que l'accident soit arrivé dans une rue si le jeune

Boiveny s'y trouvait d'ordre de son maître et qu'il résulte des conclusions, prises par les parties que cet ordre n'a jamais été contesté non plus que le rapport qui existait entre la commission donnée et le service de l'usine;

D'où il suit qu'en statuant comme il l'a fait ledit jugement a violé l'article ci-dessus visé;

Casse.

Accidents du travail; salaire de base; salaire moyen obtenu en divisant le total des salaires du mois par le nombre de journées entières de travail.

COUR DE CASSATION (CHAMBRE CIVILE).

(Arrêt du 29 Juillet 1907.)

La Cour,

Statuant sur les deux moyens réunis,

Attendu que le jugement attaqué constate que Sauvage, ouvrier de Boiron, entrepreneur maritime à Dunkerque, a été victime, le 19 avril 1905, d'un accident du travail ayant entraîné une incapacité temporaire; que pour déterminer le salaire d'après lequel serait fixée l'indemnité journalière due à Sauvage, dont le salaire était variable, ledit jugement a divisé le total des sommes que cet ouvrier avait touchées pendant le mois qui a précédé l'accident, par le nombre des journées de travail qu'il avait faites pendant le même temps; que constatant en outre « que les règlements du travail du port de Dunkerque, arrêtés entre les commerçants et les ouvriers prévoient des journées et des demi-journées, qu'il se forme chaque jour de travail deux contrats de louage, deux comptages. . . que l'ouvrier peut être compté, selon les besoins du service, pour une journée entière ou pour une demi-journée » le jugement compte deux demi-journées pour une journée de travail; Qu'en statuant ainsi ledit jugement, d'ailleurs motivé, a fait une juste application de l'article 3 de la loi du 9 avril 1898 modifiée par la loi du 31 mars 1905;

Attendu, en effet, que des termes mêmes de cet article il résulte que, dans le cas où le salaire de la victime d'un accident du travail est variable, l'indemnité journalière qui lui sera servie devra être égale, non plus à la moitié du salaire touché au moment de l'accident, mais bien à la moitié du salaire moyen des journées de travail pendant le mois qui a précédé; Qu'à la différence de l'article 10 de la même loi qui, pour la fixation de la rente due au cas d'incapacité permanente, s'attache à la rémunération effective de la victime pendant les 12 mois avant l'accident, l'article 3 recherche le salaire moyen d'une journée de travail du blessé, que cette moyenne ne peut être obtenue par un autre calcul que celui auquel s'est livré le juge de paix de Dunkerque qui a divisé le montant des salaires du mois par le nombre des journées entières de travail durant le même temps;

Par ces motifs, rejette le pourvoi.

Accidents du travail, non-cumul d'une pension de retraite avec la rente forfaitaire prévue par la loi de 1898.

COUR DE CASSATION (CHAMBRE CIVILE).

(Arrêt du 15 Juillet 1907.)

La Cour,

Attendu que l'arrêt attaqué constate que Perrin, ouvrier au service de la Compagnie défenderesse, a été victime d'un accident du travail qui l'a laissé atteint

d'une incapacité permanente et qu'une rente annuelle et viagère lui a été allouée en exécution de l'article 3 de la loi du 9 avril 1898; qu'il constate en même temps que cet ouvrier, qui n'avait ni 25 ans de service à la compagnie, ni 55 ans d'âge, conditions auxquelles est subordonné le droit à une pension de retraite, a invoqué les dispositions du règlement de la caisse des retraites de la compagnie qui accorde une pension de retraite anticipée à tout agent ayant 15 ans de services comptant pour la retraite, quel que soit son âge, si des blessures reçues dans le service obligent la compagnie à le congédier;

Attendu, sans qu'il soit besoin d'examiner les motifs donnés par l'arrêt à l'appui de sa décision, que c'est à bon droit que ledit arrêt, sous le bénéfice de l'offre faite par la compagnie de rembourser à Perrin les retenues opérées sur ses salaires, a refusé de condamner la compagnie à servir à Perrin, avec la rente forfaitaire de la loi du 9 avril 1898, la pension de retraite anticipée à laquelle pouvait lui donner droit la blessure qu'il avait reçue au service et qui avait motivé son congédiement; qu'en effet, aux termes de l'article 2 de la loi du 9 avril 1898, les ouvriers et employés désignés à l'article 1 de la même loi ne peuvent se prévaloir à raison des accidents dont ils sont victimes dans leur travail d'aucunes dispositions autres que celles de la présente loi;

D'où il suit qu'en statuant comme il l'a fait l'arrêt attaqué n'a violé aucun des articles visés au pourvoi;

Par ces motifs, rejette le pourvoi. . .

MOUVEMENT SOCIAL INTERNATIONAL.

LA 5^e ASSEMBLÉE DES DÉLÉGUÉS DE L'ASSOCIATION INTERNATIONALE POUR LA PROTECTION LÉGALE DES TRAVAILLEURS.

(Lucerne, 28-30 septembre 1908 *.)

La 5^e Assemblée de l'Association internationale pour la protection légale des travailleurs a eu lieu à Lucerne du 28 au 30 septembre 1908.

Les douze sections nationales avaient envoyé des délégués à cette assemblée, à laquelle s'étaient fait officiellement représenter les gouvernements des pays suivants : Allemagne, Autriche, Belgique, Danemark, France, Hongrie, Italie, Luxembourg, Norvège, Pays-Bas, Suède et Suisse.

SITUATION DE L'ASSOCIATION INTERNATIONALE.

Il résulte du rapport du bureau de l'Association pour les années 1906-1908 qu'il existe actuellement douze sections nationales. Le tableau suivant donne l'effectif de chacune de ces sections et l'effectif total de l'association internationale :

SECTIONS.	NOMBRE DE MEMBRES	
	en 1906	en 1908.
Allemande	1,635	1,695
Autrichienne	294	317
Belge	78	78
Danoise	97	147
Espagnole	66	103
Américaine	140	272
Française	450	466
Britannique	67	117
Hongroise	241	192
Italienne	120	120
Néerlandaise	193	200
Suisse	114	596
Membres non rattachés à une section	27	27
Association internationale	3,852	4,260

Parmi ces 4,260 membres se trouvent des associations d'ouvriers et d'employés dont les effectifs réunis atteignent environ 5 millions 3/4.

(*) Pour la 4^e assemblée, voir *Bulletin*, novembre 1908, p. 1147.

Les comptes de l'Association internationale pour l'année 1907 accusent 71,454 fr. 95 de recettes, dont 10,548 fr. 35 provenant de cotisations des sections nationales, 57,058 fr. 07 de subventions des gouvernements, 326 fr. 28 des cotisations des membres directs, 3,486 fr. 25 des publications. Les dépenses se sont élevées à 63,797 fr. 52, laissant ainsi un excédent de recettes de 7,657 fr. 43.

Voici le montant des subventions des gouvernements pour les années 1906, 1907 et 1908. Pour 1906 et 1907, les chiffres représentent les sommes réellement encaissées; pour 1908, ce sont les chiffres portés au budget.

GOUVERNEMENTS.	1906.	1907.	1908.
Allemagne.....	9,800 ^f 00	9,836 30	10,000 00
Autriche.....	3,122 00	5,192 25	5,000 00
Belgique.....	2,000 00	2,000 00	2,000 00
Danemark.....	687 29	686 34	700 00
Espagne.....	#	872 70	900 00
Etats-Unis.....	1,040 25	1,034 75	1,000 00
France.....	9,000 00	11,936 30 ⁽¹⁾	10,300 00 ⁽¹⁾
Hongrie.....	3,134 80	3,129 98	3,000 00
Italie.....	2,000 00	2,000 00	2,000 00
Luxembourg.....	500 00	497 50	500 00
Norvège.....	688 30	688 70	700 00
Pays-Bas.....	4,139 75	4,145 00	4,150 00
Suède.....	1,035 20	1,033 15	1,000 00
Suisse.....	9,999 70	11,999 70	12,000 00
TOTAUX.....	47,147 29	55,052 67	53,250 00

Pendant la période 1906-1908, l'Office international du travail, organe de l'Association internationale, a continué la publication du Bulletin de l'Office international du travail, dont il est tiré trois éditions distinctes en allemand, en anglais et en français. Il a répondu à 64 demandes de renseignements et 571 lettres émanant des sections nationales et à 9 demandes de renseignements et 583 lettres émanant d'administrations publiques. Il a préparé les enquêtes décidées par la 4^e assemblée des délégués (Genève 1906) et organisé le concours sur le saturnisme⁽²⁾. L'Office international du travail est en rapport avec 152 administrations publiques, dont 16 appartenant à des États centralisés ou fédéraux, 149 à des états particuliers ou colonies.

VOEUX ADOPTÉS.

On trouvera ci-après tous les vœux adoptés par la 4^e Assemblée des délégués de l'Association internationale sauf ceux concernant l'organisation de l'Office international du travail.

I. — Conventions internationales.

1° Le Bureau est chargé d'exprimer, après le 31 décembre 1908, les remerciements de l'Association aux Gouvernements de tous les États ayant ratifié les conventions protectrices du travail, signées à Berne, le 26 septembre 1906.

2° Le Bureau est chargé d'envoyer une adresse au Gouvernement royal de Suède, exprimant les remerciements de l'Association pour les efforts qu'il a tentés en vue de la ratifi-

⁽¹⁾ L'excédent sur 9,000 francs représente les abonnements pris par le Gouvernement français au *Bulletin de l'Office international du travail*.

⁽²⁾ Voir *Bulletin*, octobre 1906, p. 1,037.

cation de la convention de Berne, concernant l'interdiction du travail de nuit des femmes, ses regrets de ce que ces efforts n'aient pas été couronnés de succès, et son espoir que de nouvelles démarches conduiront au résultat souhaité.

III. — Exécution des lois protectrices du travail.

Vu les décisions prises par la 4^e assemblée des délégués concernant l'exécution de la législation du travail, l'Assemblée des délégués décide :

1^o L'Office international du travail est chargé de compléter son rapport provisoire sur l'exécution des lois protectrices du travail. Le projet de rapport ainsi élaboré sera renvoyé pour examen aux Gouvernements et aux Sections nationales;

1^o Le rapport définitif sera porté à la connaissance des Gouvernements. Il recevra, sous une forme et par des moyens appropriés, une large publicité;

3^o L'Office international du travail est chargé de faire désormais aux assemblées des délégués un rapport sur les modifications qui surviendraient dans la manière dont est organisée l'exécution de la législation du travail.

IV. Travail des enfants.

Les Sections nationales sont priées de chercher le moyen de réaliser le mieux possible l'interdiction du travail des enfants en s'inspirant des idées suivantes :

1^o L'emploi des enfants doit être réglementé dans toutes les catégories de travaux faits en vue d'un profit;

2^o Cette réglementation doit porter sur tous les enfants employés; en agriculture il faut établir une distinction entre les enfants de l'exploitant et ceux qui lui sont étrangers;

3^o L'enfant ne peut être employé en vue d'un profit pendant la période d'obligation scolaire primaire, ni, en tous cas, avant l'âge de 14 ans révolus; en agriculture l'âge d'admission est de 13 ans.

V. — Travail de nuit des jeunes ouvriers.

L'Assemblée des délégués, laissant au bureau de l'association le choix du moment où il conviendrait de proposer aux divers Gouvernements une convention internationale au sujet de la prohibition du travail de nuit des adolescents, prend dès maintenant les résolutions fermes ci-après qu'elle juge adaptées à la situation actuelle.

D'autre part, en attendant le moment qui sera jugé favorable pour faire les démarches auprès des Gouvernements, elle proroge les pouvoirs de la Commission spéciale (Résolution V, 8 des résolutions de la 4^e Assemblée des délégués⁽¹⁾), afin qu'elle continue à rassembler des documents sur la question de la possibilité de l'interdiction du travail de nuit des jeunes ouvriers et à élaborer des résolutions. Cette Commission aurait également à rechercher si le progrès technique qui surviendrait en certaines industries ne serait pas de nature à permettre une extension de la prohibition proposée pour le travail de nuit.

Le Bureau de l'Association, de concert avec une sous-commission prise au sein de la Commission, est chargé d'élaborer un mémoire indiquant l'état véritable du travail de nuit des adolescents dans les divers pays et la possibilité d'arriver à son interdiction; ce mémoire serait rédigé de la même manière que celui qui fut fait en vue de l'interdiction du travail de nuit des femmes.

Les résolutions de l'Assemblée des délégués sont les suivantes :

1^o Le travail de nuit des jeunes ouvriers est interdit d'une manière générale jusqu'à l'âge de 18 ans révolus dans les entreprises industrielles.

2^o L'interdiction est absolue pendant la période d'obligation scolaire et, en tous cas, jusqu'à l'âge de 14 ans révolus.

3^o Au-dessus de 14 ans, des exceptions peuvent être faites :

a) en cas de force majeure, lorsque dans une entreprise se produit une interruption d'exploitation impossible à prévoir et n'ayant pas un caractère périodique;

b) dans le cas où le travail s'applique soit à des matières premières, soit à des

⁽¹⁾ Voir *Bulletin*, novembre 1908, p. 1142.

matières en élaboration, qui seraient susceptibles d'altération très rapide, lorsque cela est nécessaire pour sauver ces matières d'une perte inévitable;

c) dans l'industrie verrière pour les adolescents employés à cueillir le verre aux fours de fusion; ces adolescents pourront être occupés la nuit à condition :

α) que la durée de leur travail de nuit soit limitée par la loi,

β) que leur nombre soit limité à celui qui est nécessaire pour le recrutement des ouvriers.

Cette exception n'est admise qu'à titre transitoire.

d) dans les établissements métallurgiques pour les jeunes ouvriers des laminoirs âgés de plus de 16 ans.

4° En ce qui concerne la résolution prise à Genève et ainsi conçue : « Le travail de nuit est interdit totalement dans tous les magasins, hôtels et débits de boissons. Il l'est également dans les bureaux annexés aux établissements commerciaux et industriels », l'Assemblée des délégués s'abstient de décider ce point et en renvoie l'examen à la Commission spéciale.

5° Le repos de nuit aura une durée minima de 11 heures consécutives; dans ces 11 heures quelle que soit la législation des États, devra être compris l'intervalle de 10 heures du soir à 5 heures du matin.

6° Des mesures de transition pourront être réservées.

7° L'Assemblée des délégués renouvelle l'expression très nette du désir que l'inspection soit sérieusement effectuée.

8° L'Assemblée des délégués tient à affirmer que l'emploi régulier des enfants et adolescents au travail de nuit reste un abus qu'on ne saurait dans aucun cas tolérer, et en attendant qu'il soit possible de faire disparaître cet abus par convention internationale, invite toutes les sections nationales à travailler énergiquement à la suppression ou au moins à la réduction d'un pareil abus.

VI. — Durée maxima de la journée du travail.

La IV^e Assemblée des délégués, tenue à Genève du 26 au 29 septembre 1906, a pris les résolutions de principe suivantes concernant la durée maxima de la journée de travail :

1° La limitation de la durée de la journée de travail des ouvriers et employés présente un intérêt capital pour la conservation et le développement de leurs forces physiques et morales.

2° Quels que soient les résultats déjà obtenus ou à espérer de l'activité des organisations professionnelles, l'intervention de la loi est nécessaire pour fixer d'une façon générale la durée maxima de la journée de travail.

Pour donner suite à ces résolutions de principe, la V^e Assemblée des délégués décide :

1° En ce qui concerne le travail des ouvrières :

La durée maxima de la journée de travail de toutes les ouvrières visées par la Convention de Berne relative au travail de nuit des femmes doit être limitée à dix heures par une entente internationale. L'introduction par voie législative de cette durée maxima de travail doit être réalisée par étapes successives.

2° En ce qui concerne les ouvriers de l'industrie textile :

La même durée maxima de la journée de travail doit être réalisée par étapes successives pour les ouvriers de l'industrie textile.

3° En ce qui concerne les ouvriers des mines de houille :

a) pour tous les ouvriers du fond, la durée maxima de la journée de travail doit être limitée à huit heures;

b) le Bureau de l'Association internationale pour la protection légale des travailleurs nommera une commission chargée de définir, au point de vue technique, le mode de calcul de ces huit heures de travail.

4° En ce qui concerne la durée du travail dans les usines métallurgiques, forges et fonderies, laminoirs et verreries :

a) considérant que les matériaux recueillis à ce jour ont besoin d'être complétés, l'Office international du travail est chargé de poursuivre l'étude de cette question;

b) les Gouvernements seront priés d'instituer des enquêtes sur la durée du travail dans ces industries;

c) les sections nationales sont chargées de demander à des spécialistes des industries

en question des rapports sur le meilleur mode de réglementation de la durée du travail dans ces industries.

VII. — Travail à domicile.

A. EN GÉNÉRAL.

1° L'Assemblée des délégués rappelle d'abord, en les confirmant, les indications générales formulées en 1906 à Genève. (Obligation des listes d'ouvriers, publicité des salaires, extension de l'inspection, des assurances sociales et des règles d'hygiène, encouragement des organisations professionnelles, des ligues d'acheteurs, etc.).

2° L'Assemblée des délégués est d'avis que dans l'application de ces mesures, comme de celles proposées ci-après, il faudra tenir compte de la nature particulière des diverses industries.

3° L'Assemblée des délégués estime que la mauvaise situation des travailleurs à domicile provient principalement de l'insuffisance des salaires et que, par conséquent, il faut d'abord chercher les moyens de les relever.

A cette fin

a) l'Assemblée des délégués recommande vivement l'organisation corporative des professions exercées à domicile, l'établissement de contrats collectifs et leur reconnaissance par la loi dans les pays où cette reconnaissance ne résulte pas du droit actuel.

b) l'Assemblée des délégués prie les sections d'examiner dans quelle mesure serait efficace et pratique dans leurs pays respectifs une loi civile et pénale permettant aux juges d'annuler et de réprimer les contrats stipulant des salaires insuffisants et usuraire;

c) l'Assemblée des délégués prie les sections

α) d'étudier la question de l'organisation des comités de salaires;

β) dans les cas où l'action professionnelle s'est montrée inefficace et où les circonstances le permettent, d'inviter leurs gouvernements à faire, en s'inspirant des propositions de loi britanniques, l'essai de l'application d'un minimum du salaire établi sous forme de séries de prix par des comités mixtes. Il y aurait lieu de commencer ces expériences par les industries où les applications paraissent les plus aisées et où le travail visé est pour le grand nombre des ouvriers la ressource principale;

γ) d'informer l'Association des résultats réalisés. En particulier, la Section britannique est priée de tenir l'Association au courant des expériences éventuelles qui pourraient être faites à ce sujet en Grande-Bretagne.

4° L'Assemblée des délégués, jugeant la question du travail à domicile trop vaste pour étudier tous les autres remèdes proposés, et notamment l'extension de la réglementation du travail aux ouvriers à domicile, ajourne l'examen de ces points à une session ultérieure.

5° L'Assemblée des délégués invite les sections nationales à étudier, en s'inspirant de la législation en vigueur ou projetée, et des nécessités pratiques, la mesure dans laquelle il paraît désirable et possible de soumettre les travailleurs à domicile aux lois de réglementation des fabriques (durée légale du travail, hygiène et sécurité des locaux de travail).

B. DANS LA BRODERIE À FIL CONTINU.

L'Assemblée des délégués prie les sections allemande, autrichienne, américaine, française et suisse d'étudier la question de savoir si le projet d'une réglementation du travail dans la broderie, contenu dans le projet de mémoire du Bureau, pourrait servir de base à des négociations internationales entre les pays intéressés. Les rapports de ces sections devront être adressés au Bureau qui décidera s'il y a lieu de convoquer une commission spéciale.

VIII. — Poisons industriels.

A. PHOSPHORE BLANC.

L'Assemblée des délégués remercie les sections autrichienne et britannique, qui, par

leurs travaux scientifiques et leur action incessante dans la presse et les Parlements, ont rendu probable l'adhésion de leurs Gouvernements à la convention concernant l'interdiction du phosphore blanc. Elle étend ses remerciements aux sections espagnole et hongroise qui ont organisé des enquêtes et fait des démarches dans le même sens.

Elle charge le Bureau de remercier les Gouvernements respectifs dans le cas de leur adhésion éventuelle au principe de l'interdiction et, dès maintenant, de remercier le Gouvernement britannique d'avoir déposé un projet de loi en vue d'interdire la fabrication et l'importation d'allumettes au phosphore blanc, ainsi que le parlement autrichien pour ses décisions favorables et le Gouvernement autrichien pour sa bienveillante attitude.

Elle charge le Bureau de continuer ses efforts dans les pays qui n'ont pas encore adhéré à la Convention de Berne, et surtout en Belgique et en Suède.

Les dangers résultant de l'emploi des allumettes au phosphore blanc démontrent la nécessité pour les pays consommateurs mais non producteurs (Australie, etc.) d'en prohiber l'importation. Une telle mesure faciliterait beaucoup, en outre, l'interdiction du phosphore blanc dans les pays qui, pour des raisons d'exportation, n'ont pas encore adhéré à la Convention de Berne.

B. PLOMB.

1. Enduiseurs et peintres.

L'Assemblée des délégués renouvelle les vœux des assemblées précédentes sur la suppression de l'emploi des couleurs plombiques. Elle estime notamment qu'en ce qui concerne la céruse, toutes les expériences ont démontré que son emploi pour les travaux intérieurs est absolument inutile et peut être supprimé. Elle émet le vœu que les Gouvernements fassent procéder à des expériences sur la possibilité de supprimer entièrement l'emploi, pour tous les travaux, des différentes couleurs plombiques et en particulier de la céruse pour l'extérieur et du minium pour tous les travaux.

Elle rappelle la résolution de l'Assemblée de Genève invitant les sections à présenter à chaque assemblée un rapport sur l'état de la question dans leurs pays respectifs.

En attendant la mise en vigueur de la prohibition générale des couleurs plombiques, tous les vases et emballages, dans lesquels des substances à teneur de plomb sont vendues dans le commerce ou mises en œuvre, doivent porter l'indication claire et écrite, en signes compréhensibles pour tous, de leur contenance « à teneur de plomb et toxique ». L'attention des ouvriers occupés à la fabrication ou à l'emploi des enduits contenant du plomb doit toujours être appelée sur le danger d'intoxication.

Tous les ouvriers menacés, même ceux de petites entreprises et ceux qui n'ont pas d'ateliers fixes, seront soumis à des visites médicales régulières.

2. Industrie céramique.

L'Assemblée des délégués décide que pour l'industrie céramique une commission internationale de trois experts sera chargée d'élaborer définitivement les mesures à adopter pour combattre le saturnisme. Les travaux de cette commission seront transmis dans le délai d'une année aux sections nationales afin de provoquer leurs observations qui devront être renvoyées dans un délai de six mois à la commission d'experts qui après trois mois remettront au Bureau leurs conclusions définitives. La Commission devra prendre en outre pour base le projet de résolution suivant :

1° L'emploi de couvertes plombiques doit être restreint dans la mesure du possible. A cet effet, les Gouvernements devraient provoquer et favoriser l'emploi des couvertes non-plombiques. Dans ce but, ils devraient nommer un ou plusieurs experts chargés en collaboration avec les intéressés de rechercher ces couvertes, de les expérimenter, et d'en répandre l'usage. Les Gouvernements devraient aussi poursuivre le perfectionnement de la technique et de l'hygiène dans l'industrie céramique par des écoles spéciales et des conférences.

2° En tant que les couvertes plombiques continueront à être employées, il serait bon de convertir les parties plombiques solubles en des combinaisons bien frittées et autant que possible insolubles.

3° La fabrication de couvertes plombiques devrait être faite exclusivement dans des fabriques spéciales ou encore dans des sections de grands établissements d'une installation irréprochable.

4° Dans les petites fabriques céramiques où la cuisson se fait à basse température on devrait employer, selon la possibilité technique, ou des couvertes bien frittées (converties en silicates) ou encore du sulfure de plomb (mais à l'exclusion du minium et de la litharge); dans les exploitations de très petite importance (industrie à domicile) les locaux de travail devraient être séparés de l'habitation proprement dite.

5° Même les entreprises les plus petites de l'industrie céramique devraient être soumises à la surveillance de l'inspection du travail.

3. Industrie polygraphique.

L'Assemblée des délégués décide de nommer pour les industries typographiques une commission internationale de trois experts chargée d'élaborer définitivement les mesures adoptées pour combattre le saturnisme. Les travaux de cette commission seront transmis dans le délai d'une année aux sections nationales afin de provoquer leurs observations; celles-ci devront être renvoyées dans un délai de six mois à la commission d'experts qui, après trois mois, remettra au Bureau ses conclusions définitives.

La commission devra prendre pour base de ses travaux les mémoires couronnés ou achetés à la suite du concours, les rapports des sections et les propositions suivantes :

Les prescriptions hygiéniques générales pour l'industrie typographique, telles que le règlement allemand les a fixées, sont efficaces. Mais ces prescriptions doivent être complétées et élargies pour les mettre à la hauteur du temps et les rendre acceptables dans tous les pays. En particulier l'attention des législateurs doit être appelée sur le nettoyage et la ventilation ainsi que sur les conditions de température dans les locaux où du plomb est fondu pour les machines à composer ou pour la stéréotypie ou pour la fonte des caractères. De plus il paraît désirable de défendre aux ouvriers de manger et de fumer, chiquer ou priser pendant le travail, de prohiber le travail des femmes dans les fonderies des caractères et d'introduire le nettoyage des casses par aspiration. Au point de vue de l'emploi du plomb dans les industries polygraphiques, des prescriptions analogues à celles qui sont imposées pour l'emploi des couleurs plombiques par les peintres et endumeurs doivent être édictées. La production de poussières de plomb et de bronze, là où des travaux produisant ces poussières sont exécutés d'une façon permanente, doit être réduite par aspiration et par le moyen de machines étanches. En général, il faut exiger que dans les industries polygraphiques, les différents travaux soient exécutés dans des locaux distincts.

C. LISTE DES POISONS INDUSTRIELS.

La Commission propose de soumettre la question de la liste des poisons industriels du Professeur Sommerfeld aux sections pour qu'elles étudient la matière.

IX. — Travaux dans les caissons.

L'Assemblée des délégués décide de charger, dans un délai aussi court que possible, une petite commission internationale d'experts de rédiger un rapport général sur les conditions du travail dans les caissons. Cette Commission remettra son rapport dans le délai d'une année au plus tard au Bureau qui le transmettra aux sections.

X. — Assurances ouvrières : traitement des étrangers en cas d'accidents du travail.

1° Comme suite à la résolution IX de l'Assemblée de Genève, l'Association internationale pour la protection légale des travailleurs émet le vœu que — soit par les lois nationales, soit par des traités particuliers de nation à nation, soit par une convention internationale générale dont une puissance prendrait l'initiative — les étrangers soient admis au bénéfice de l'égalité de traitement avec les nationaux, en matière d'assurance-accidents, tant au point de vue du montant de l'indemnité qu'à celui des conditions nécessaires pour bénéficier de l'assurance.

A cet effet, elle préconise l'adoption généralisée des principes suivants consacrés déjà par les traités bilatéraux actuellement signés :

Voir :

Traité franco-italien du 15 avril 1904.

— belge-luxembourgeois du 15 avril 1905.

— allemand-luxembourgeois du 2 septembre 1905.

— franco-belge du 21 février 1906.

— franco-luxembourgeois du 27 juin 1906.

— allemand-hollandais du 27 août 1907.

a) Les victimes d'accidents du travail survenus sur le territoire d'un État autre que l'État dont elles ressortissent, ainsi que les ayants droit de ces victimes, seront — en ce qui concerne la réparation des dommages résultant de ces accidents — admis au bénéfice des mêmes indemnités et des mêmes garanties qui sont attribuées aux nationaux par la législation de l'État où l'accident est arrivé.

b) Dans les entreprises de transport qui s'étendent d'un pays à l'autre, la législation du siège de l'entreprise est seule applicable au personnel roulant sans égard à l'étendue de son occupation dans l'un et l'autre pays.

Ce personnel roulant demeure sous l'empire de la même règle lorsqu'il est occupé exceptionnellement à des travaux qui se rattachent à une autre branche de l'entreprise.

c) Il sera, de même, fait exception à la règle posée sous a) lorsqu'il s'agira de personnes détachées à titre temporaire et occupées depuis moins de six mois sur le territoire de l'État où l'accident est survenu, mais faisant partie d'une entreprise établie sur le territoire d'un autre État. Dans ce cas, la réparation des dommages résultant de l'accident sera réglée d'après la législation de ce dernier État.

d) Lorsqu'il s'agit d'un accident de travail qui donne incontestablement droit au paiement d'une indemnité, mais qu'il y a des doutes sur la question de savoir si les dommages doivent être réglés par la législation sur les accidents de tel État ou de tel autre, le débiteur éventuel saisi en premier lieu de la demande d'indemnité aura la charge provisoire des soins et des indemnités dus à l'ayant droit jusqu'à ce que la question de la responsabilité ait été définitivement tranchée.

Les sommes versées conformément aux dispositions ci-dessus comme secours provisoires devront être remboursées par le débiteur définitif tenu de payer l'indemnité et seront déduites par lui, le cas échéant, de cette dernière.

e) Les autorités compétentes des États se prêteront mutuellement leurs bons offices pour l'application de la législation relative aux accidents du travail.

Elles seront tenues de faire les enquêtes nécessaires pour constater les circonstances de fait.

La procédure spéciale aux accidents intéressant des ressortissants de divers pays devra être rendue aussi simple et aussi rapide que possible.

f) Les actes, certificats et documents passés ou délivrés par un État aux fins d'exécution des lois d'un autre État en matières d'accidents du travail jouiront, le cas échéant, des exemptions de droits fiscaux et de la délivrance gratuite stipulées par la législation de l'État où se fait la passation ou la délivrance.

2° L'Assemblée des délégués invite les sections des pays qui sont en retard sur les autres pays en ce qui concerne la conclusion de conventions internationales relatives à l'assurance des ouvriers étrangers contre les accidents du travail, à déployer une grande activité en vue d'amener la conclusion de pareilles conventions dans le plus bref délai possible et, afin de faire avancer cette tâche, d'entrer éventuellement dans ce but en pourparlers avec les sections des pays intéressés.

ÉTRANGER.

ALLEMAGNE.

Revue du travail en septembre⁽¹⁾. — Le travail a continué à diminuer sauf dans les industries saisonnières. L'industrie du fer est peu active; les provisions de fer s'accumulent. Les fonderies de fer sont toujours dans la même mauvaise situation, de même les filatures de coton et la grande industrie chimique. Les mines de la Ruhr sont moins actives; les autres districts miniers ont encore du travail. Les aciéries et les lamineries pour la fabrication de la demi-pâte, du matériel de chemin de fer et du fer en barres sont dans la même situation que le mois précédent. L'industrie électrique a eu suffisamment de commandes. Le bâtiment n'est pas plus actif. Plusieurs branches du vêtement et de la confection sont plus occupées; de même aussi une amélioration se fait sentir dans le commerce.

Placement en septembre 1908⁽²⁾. — Pour tout l'Empire, le nombre des demandes par rapport à septembre 1907 a augmenté de 30,000; celui des emplois vacants a diminué de 42,000, et celui des places procurées de 18,000 en chiffres ronds. — Voici le bilan des 671 offices de placement qui ont fourni des renseignements pour le présent mois, avec le rappel des données d'août :

	DEMANDES d'emploi.	OFFRES d'emploi.	PLACEMENTS.
Sept. 1908 (pour 671 bureaux).....	273,000	190,000	115,000
Août 1908 (— 672 —).....	259,000	171,000	128,000

L'assurance contre la maladie en 1906⁽³⁾. — Le nombre moyen des caisses ayant fonctionné pendant l'année 1906 s'est élevé à 22,767 et à 22,695 en 1905; le nombre moyen des personnes affiliées à ces caisses était de 11,689,388 (11,184,476 en 1905). L'augmentation de 1905 à 1906 a été de 4.5 p. 100.

Les recettes se sont montées à 340,252,394 marks en 1906 (313,625,334 en 1905) et les dépenses à 321,510,764 marks en 1906 (298,480,887 en 1905).

⁽¹⁾ *Reichsarbeitsblatt*, octobre 1908.

⁽²⁾ D'après le rapport officiel : *die Krankenversicherung im Jahre 1906*, Berlin 1908.

Le compte des recettes se décompose comme suit :

	EN MILLIERS de marks.	PROPOR- TION p. 100.
En caisse au début de l'exercice.....	15,171	4.5
Intérêts.....	7,099	2.1
Droits d'entrée.....	1,952	0.6
Cotisations des assurés et des patrons.....	273,876	80.5
Suppléments de cotisations pour les soins médicaux aux familles des assurés.....	837	0.2
Recouvrement d'avances prévues par la loi.....	619	0.2
Indemnités versées par des tiers pour assistance reçue pendant leur ma- ladie.....	2,394	0.7
Indemnités versées par les corporations.....	2,919	0.8
Produits de la vente de valeurs.....	25,909	7.6
Recouvrement d'emprunts divers.....	3,640	1.1
Recettes diverses.....	4,228	1.2
[En outre pour des opérations d'assurance contre l'invalidité et la vieil- lesse].....	1,608	0.5
TOTAL des recettes.....	340,252	100.0

Voici, en second lieu, le détail du compte des dépenses :

	EN MILLIERS de marks.	PROPOR- TION p. 100.
Honoraires des médecins.....	57,293	17.8
Médicaments, appareils, etc.....	36,022	11.2
Secours pécuniaires { aux assurés malades.....	100,876	31.4
{ aux ayants-droit.....	3,175	1.0
Secours de grossesse et d'accouchement.....	5,062	1.6
Frais funéraires.....	6,521	2.0
Frais de traitement dans les hôpitaux.....	32,670	10.2
Secours aux convalescents.....	175	0.0
TOTAL des frais de maladie.....	241,794	75.2
Rembour- { à des tiers pour soins à des malades.....		
sements { d'avances.....	3,312	1.0
{ de cotisations et de droits d'entrée.....	255	0.1
Achats de titres, placements, versements au fonds de réserve.....	412	0.1
Remboursements d'emprunts divers.....	50,816	15.8
Frais d'administration.....	4,612	1.4
[En outre, pour des opérations d'assurance contre l'invalidité et la vieil- lesse].....	15,328	4.8
Dépenses diverses.....	1,592	0.5
	3,390	1.1
TOTAL des dépenses.....	321,511	100.0

Statistique de la morbidité. — Le nombre des journées de maladie indemnisées a été de 87,444,605 en 1906 (88,082,296 en 1905). Le nombre des cas de maladie a été de 4,423,756 en 1906 (4,451,448 en 1905). La durée moyenne des cas de maladie s'est élevée à 19 j. 8 en 1906 (19 j. 8 en 1905). Pour la période 1888-1905 elle est de 17 j. 7.

Rapportés au nombre moyen des assurés, les nombres de jours et de cas de ma-

ladie indiquent la morbidité annuelle. Voici les chiffres relevés, pour l'ensemble des caisses, depuis l'année 1894 :

ANNÉES.	NOMBRE MOYEN, par assuré et par an.		DURÉE MOYENNE des cas de maladie.
	des jours de maladie.	des cas de maladie.	
	Jours.	—	Jours.
1894.....	6,0	0,34	17,5
1895.....	6,2	0,35	17,2
1896.....	6,0	0,35	17,2
1897.....	6,2	0,36	17,4
1898.....	6,1	0,34	17,7
1899.....	6,6	0,38	17,4
1900.....	6,8	0,39	17,6
1901.....	6,9	0,37	18,4
1902.....	6,8	0,36	18,8
1903.....	7,0	0,37	19,0
1904.....	7,8	0,39	19,7
1905.....	7,9	0,40	19,8
1906.....	7,5	0,38	19,8
MOYENNE (1885-1906).	6,4	0,37	17,8 ⁽¹⁾

Les moyennes varient beaucoup suivant les catégories de caisses. Voici, à cet égard, les résultats constatés en 1904 et en 1905 :

CATÉGORIES DE CAISSES.	NOMBRE MOYEN par assuré et par an		DURÉE MOYENNE des cas de maladie.
	des jours de maladie.	des cas de maladie.	
	—	—	—
Caisses communales.....	5,0	0,25	20,3
— locales.....	7,9	0,58	20,8
— de fabriques.....	8,1	0,45	17,9
— d'entreprises de constructions	9,9	0,58	17,1
— de corporations.....	7,4	0,37	20,3
— libres enregistrées.....	6,5	0,33	19,6
— libres d'États particuliers...	5,7	0,28	20,6
ENSEMBLE des caisses	7,5	0,38	19,8

Ces différences proviennent des différences correspondantes dans la morbidité de la clientèle des diverses catégories de caisses, et aussi, en ce qui concerne le nombre de jours de maladie par tête et la durée moyenne des cas de maladie, des différences dans la durée statutaire d'allocation des secours.

⁽¹⁾ Pour les années 1888-1906.

Les caisses, classées d'après la durée statutaire des secours, se groupaient de la manière suivante :

CATÉGORIES DE CAISSES.	DURÉE STATUTAIRE DES SECOURS.			
	26 semaines.	Plus de 26 semaines jusqu'à 39 semaines.	Plus de 39 semaines jusqu'à 52 semaines.	Plus de 52 semaines.
Caisses communales.....	8,366	#	#	#
— locales.....	4,636	45	59	1
— de fabriques.....	7,350	117	356	#
— d'entreprises de constructions.....	45	#	1	#
— de corporations.....	733	8	3	#
— libres enregistrées.....	1,133	40	155	11
— libres d'États particuliers.....	111	6	33	5
NOMBRE TOTAL des caisses ayant fonctionné dans l'exercice.....	22,374	216	607	17

La loi de 1903 avait élevé la durée statutaire minimum des secours de 13 à 26 semaines; or, en 1897, la durée statutaire des secours était de :

13 semaines dans	18,299 caisses ou	81.4 p. 100	de toutes les caisses.
14-25	—	675	— 3.0 — —
26	—	2,506	— 11.2 — —
plus de 26	—	997	— 4.4 — —

Cette proportion était restée la même à peu de chose près jusqu'en 1903. Mais la loi a forcé environ 84 p. 100 des caisses à élever leur minimum jusqu'à une durée de 26 semaines. En 1906, sur 23,214 caisses ayant fonctionné, 22,374 (96,4 p. 100 de toutes les caisses) accordent des secours pendant ce minimum. Il est vrai qu'au lieu de 997 caisses (4.4 p. 100 du nombre total) accordant des secours pendant plus de 26 semaines, il n'y en a plus que 640 en 1906 (ou 3.6 p. 100); cette diminution de environ 1/2 p. 100 sur le nombre total des caisses, absolument insignifiante comparativement au bénéfice procuré par la loi de 1903, porte sur le nombre des caisses qui antérieurement accordaient des secours pendant plus de 39 semaines. Le tableau ci-dessous permet de juger l'augmentation de la durée moyenne statutaire pour chaque catégorie de caisses et pour l'ensemble des caisses (période 1894-1904) :

ANNÉES.	CAISSES communales.	CAISSES locales.	CAISSES de fabriques.	CAISSES d'entreprises de construction.	CAISSES de corporations.	CAISSES libres enregistrées.	CAISSES d'États particuliers.	ENSEMBLE des CAISSES.
	semaines.	semaines.	semaines.	semaines.	semaines.	semaines.	semaines.	semaines.
1894.....	13,0	15,7	18,3	14,4	16,1	23,5	32,3	16,2
1895.....	13,0	15,6	18,4	14,5	16,0	23,5	31,9	16,2
1896.....	13,0	15,6	18,0	14,8	16,1	23,5	32,0	16,1
1897.....	13,0	15,7	18,3	14,5	16,0	23,6	32,0	16,2
1898.....	13,0	15,9	18,4	14,7	16,2	23,8	31,5	16,3
1899.....	13,0	16,0	18,4	14,6	16,5	24,3	31,2	16,4
1900.....	13,0	16,2	18,4	14,8	16,9	24,3	31,1	16,4
1901.....	13,0	16,2	18,5	15,4	17,1	24,1	31,3	16,5
1902.....	13,0	16,2	18,5	15,3	17,1	24,1	31,0	16,4
1903.....	13,1	16,6	19,0	14,7	17,6	24,5	31,2	16,8
1904.....	26,0	26,5	27,4	26,6	26,2	29,9	36,8	29,9

La dépense moyenne par cas de maladie a été de 54 marks 65 en 1906 (52 marks 17 en 1905).

L'ensemble des frais de maladie, par jour de maladie, représente une dépense moyenne de 2 m. 65 en 1906 (2 m. 64 en 1905).

Le secours en argent est, d'après la loi, au moins égal à la moitié du salaire, mais un grand nombre de caisses allouent une indemnité supérieure.

Voici la répartition des caisses au point de vue du taux du secours en argent :

CATÉGORIES DE CAISSES.	SECOURS PÉCUNIAIRES DE CHÔMAGE en cas de maladie :		
	égaux à la moitié du salaire.	supérieurs à la moitié et au plus égaux aux 2/3 du salaire.	supérieurs aux 2/3 et au plus égaux aux 3/4 du salaire.
Caisses communales.....	8,356	10	#
— locales.....	3,991	634	116
— de fabriques.....	6,369	1,149	305
— d'entreprises de constructions....	44	1	1
— de corporations.....	608	112	24
TOTAUX.....	19,368	1,906	446

On n'a pas de chiffres précis pour les deux espèces de caisses libres.

Enfin les caisses prélèvent des cotisations plus ou moins élevées, en rapport avec le taux des secours. Le taux maximum légal de la cotisation est de 3 p. 100 (2 p. 100 jusqu'en 1904) du salaire dans les caisses communales et de 6 p. 100 (4 1/2 p. 100 jusqu'en 1904) dans les autres caisses, sauf les caisses libres.

Voici la répartition en 1906 des caisses d'après le taux des cotisations.

CATÉGORIES DE CAISSES.	COTISATIONS				
	jusqu'à 1 1/2 p. 100 du salaire.	de plus de 1 1/2 p. 100 à 2 p. 100 du salaire.	de plus de 2 p. 100 à 3 p. 100 du salaire.	de plus de 3 p. 100 à 4 1/2 p. 100 du salaire.	de plus de 4 1/2 à 6 p. 100 du salaire.
Caisses communales.....	4,777	2,044	1,545	#	#
— locales.....	84	609	2,747	1,254	47
— de fabriques.....	618	1,139	4,356	1,626	84
— d'entreprises de construc- tions.....	5	5	31	4	1
— de corporations.....	80	223	315	123	3
TOTAUX.....	5,564	4,020	8,994	3,007	135

Pour ce qui est des caisses libres, les données manquent.

AUTRICHE.

Placements en août 1908⁽¹⁾. — Renseignements fournis sur le fonctionnement de 787 bureaux de placement professionnel :

	OFFRES D'EMPLOI.		DEMANDES D'EMPLOI.		PLACEMENTS.		NOMBRE DE PLACEMENTS par 100 demandes.	
	Août 1908.	Juillet 1908.	Août 1908.	Juillet 1908.	Août 1908.	Juillet 1908.	Août 1908.	Juillet 1908.
Hommes.....	31,216	31,431	40,288	40,875	18,634	18,812	46	46
Femmes.....	24,668	23,658	23,107	22,282	13,562	13,581	59	61
Ensemble.....	55,884	55,089	63,395	63,157	32,196	32,393	51	51

Grèves en juillet 1908⁽¹⁾. — 43 nouvelles grèves, avec 4,957 grévistes; 2 lock-outs. C'est dans la Basse-Autriche et en Bohême, pour les mines (3), la métallurgie (5), la construction des machines (2), le bâtiment (11), le cuir (3), le textile (4), le vêtement (4), l'alimentation (3) et les transports (2) que les grèves ont été le plus nombreuses. On compte : 7 succès, 18 transactions, 6 échecs, 12 résultats inconnus. Causes : insuffisance des salaires, 23 cas; questions relatives à la durée du travail, 1 cas; ces deux motifs réunis, 11 cas; divers, 8 cas.

BELGIQUE.

Revue du travail en septembre 1908⁽²⁾. — 17 offices de placement gratuit ont fourni des renseignements sur leurs opérations pendant le mois de septembre 1908. Pour 1,425 offres d'emploi, il y a eu 2,938 demandes des ouvriers (hommes), soit une proportion de 206 demandes pour 100 offres. La moyenne était de 238 demandes pour 100 offres le mois passé, et l'année dernière, en septembre, elle était de 153 demandes pour 100 offres. A ce point de vue, le marché du travail accuse une certaine amélioration par rapport au mois précédent, bien que la situation soit encore bien inférieure à celle des dernières années, à même époque.

D'autre part, des renseignements précis sur l'intensité du chômage parmi les ouvriers syndiqués ont été fournis pour ce même mois par 191 unions professionnelles ouvrières, groupant 37,961 membres (mineurs, ouvriers à domicile et travailleurs agricoles non compris). Ces groupes renfermaient, vers la seconde moitié de septembre, 2,024 chômeurs, soit une proportion de 5.3 p. 100 (contre 5.9 p. 100 le mois dernier, 1.4 p. 100 en septembre 1907).

Ces dernières données confirment donc en tout point les indications communiquées par les offices de placement.

⁽¹⁾ *Soziale Rundschau*, septembre 1908.

⁽²⁾ *Revue du travail belge*, du 15 octobre 1908.

Les grèves en septembre 1908 ⁽¹⁾. — 4 grèves nouvelles ont été signalées à l'Office du travail pendant le mois de septembre 1908; elles intéressaient 756 grévistes et 240 chômeurs forcés. A en outre été continuée, pendant une partie du même mois, 1 grève intéressant 350 grévistes et 90 chômeurs forcés.

Les 4 nouveaux conflits affectaient respectivement : 2 charbonnages, 1 fabrique de bouteilles, et 1 chantier de taille de pierres.

Causes : Augmentation des salaires (1), opposition à une réduction de salaires (2), monopole du travail (1).

Sur 4 grèves dont l'issue a été signalée depuis le dernier relevé de l'Office du travail belge on compte : 2 échecs intéressant 363 grévistes, 2 transactions (692 grévistes).

CANADA.

Revue du travail en juillet 1908 ⁽²⁾. — La situation s'est améliorée par rapport au mois précédent. Le bâtiment, les travaux publics et la construction des voies ferrées sont actifs. La moisson semble être supérieure à celle de 1907. Les mines sont actives.

Grèves en juillet ⁽³⁾. — 3 grèves nouvelles intéressant 468 ouvriers, savoir : bâtiment, 1; transports généraux, 1; exploitation forestière, 1.

Causes : questions de salaire, 2; contre le renvoi d'ouvriers, 1.

Résultats des grèves terminées en juillet : succès, 2; échecs, 5; 1 résultat indéfini.

ÉTATS-UNIS.

Revue du travail ⁽⁴⁾. — D'après les rapports adressés à la Fédération américaine du travail par 681 unions groupant 58,600 membres, la moyenne des chômeurs était de 8.4 p. 100 en septembre 1908. Cette moyenne était en août de 9.6 p. 100 dans 1,364 unions groupant 97,800 membres.

GRANDE-BRETAGNE.

Revue du travail en septembre 1908 ⁽⁵⁾. — La situation générale est moins

⁽¹⁾ *Revue du travail belge*, du 31 octobre 1908.

⁽²⁾ *Gazette du travail*, août 1908.

⁽³⁾ *American Federationist*, novembre 1908.

⁽⁴⁾ *Labour Gazette*, octobre 1908.

bonne qu'en août. Comparé à septembre 1907, septembre 1908 accuse un ralentissement dans le bâtiment, la construction des machines et des navires, mais quelque progrès dans la fonte du fer, l'étain et quelques branches du textile.

9.4 p. 100 de chômeurs à la fin du mois dans 257 trade-unions groupant 593,444 membres, contre 8.9 à la fin d'août 1908 et 4.6 p. 100 à la fin de septembre 1907; 5.34 journées de travail par semaine en moyenne dans divers puits houillers comptant 637,124 ouvriers, contre 4.93 en août 1908 et 5.63 en septembre 1907; dans la métallurgie du fer. 279 hauts fourneaux en marche avec 21,400 ouvriers contre 270 en août 1908 et 343 en septembre 1907.

Grèves en septembre. — 15 conflits nouveaux en septembre intéressant 137,188 ouvriers (dont 120,000 environ pour le conflit dans les filatures de coton) contre 16 en août 1908 et 29 en septembre 1907.

Sur 15 conflits terminés, anciens et nouveaux, et intéressant directement 11,285 personnes, il y a eu 3 succès, 7 échecs, 5 transactions. Total des journées de travail perdues : 1,266,800 en septembre contre 394,400 en août 1908 et 52,100 en septembre 1907.

Mesures prises par le Gouvernement pour remédier à la crise industrielle actuelle ⁽¹⁾. — La crise que traverse actuellement l'industrie a eu pour la population ouvrière de l'Angleterre des conséquences particulièrement dures et le nombre des « sans-travail » s'élève cette année à tel point qu'il inspire au Gouvernement britannique des préoccupations non seulement au point de vue humanitaire, mais même au point de vue de l'ordre public.

Les manifestations auxquelles, suivant l'habitude du pays, se sont livrés les ouvriers en quête d'emploi ont, sur plusieurs points, revêtu un caractère menaçant : à Glasgow notamment, où la misère est toujours plus grande qu'ailleurs, elles se sont transformées en émeutes; à Londres, à l'occasion de la campagne menée par les suffragettes, celles-ci se sont vues appuyées par une foule dans laquelle figurait surtout, dit-on, cette classe d'individus que l'on retrouve toujours dans les mouvements de la rue. Des scènes violentes ont eu lieu jusque dans le Parlement et au Conseil de Comté de Londres, provoquées par les représentants des partis avancés. Enfin, en ce moment, les tribunaux jugent un orateur populaire qui prêchait ouvertement le vol et le pillage. Aussi était-il urgent d'aviser et de prendre des mesures pour remédier au mal.

A la séance du 21 octobre 1908, à la Chambre des Communes, le Premier Ministre a fait connaître les dispositions proposées par le Gouvernement. Elles sont dues en grande partie aux efforts de Mr. John Burns, président du Local Government Board. Comme l'a fait observer Mr. Asquith, ces propositions sont indépendantes des mesures prises directement par les municipalités. Et celles-ci sont considérables : les municipalités pourvoient à ces dépenses spéciales au moyen d'emprunts qui se sont élevés en 1907 à £ 3,560,000 (environ 89 millions); pour 1908, ils atteignent déjà actuellement £ 719,000 (environ 17,975,000 francs). C'est ainsi qu'à Londres de nombreux travaux qui ne devaient commencer que l'an prochain seront entrepris dès maintenant. Il s'agit, notamment, d'un réservoir à eau, d'une infirmerie municipale et de travaux de voirie.

(1) D'après un rapport du 22 octobre 1908 de l'Ambassadeur de France à Londres, communiqué par le Ministère des Affaires étrangères.

Le Gouvernement fait, quant à lui, les propositions suivantes :

L'Administration des Postes, en vue du surcroît de travail qui incombe à ses services au moment de Noël, emploiera 8,000 auxiliaires qu'elle prendra parmi les véritables sans-travail. Ils seront payés à raison de 25 shillings par semaine.

Le Ministre de la Guerre est disposé à admettre 24,000 recrues dans la réserve spéciale de récente création et pour laquelle le temps de service actif n'est que de six mois; la solde étant de 1 shilling net par jour, le crédit nécessaire à cet effet serait de £ 200,000 (environ 5,000,000 francs).

Quant à l'Amirauté, elle engagera 2,100 ouvriers pour faire des réparations qui n'auraient dû commencer que l'an prochain. Neuf destroyers projetés seront mis en chantier dès maintenant et le concours pour l'adjudication de cinq croiseurs non-cuirassés, qui ne devait avoir lieu qu'en 1909, sera ouvert dès maintenant. Les dépenses que la Marine engagera de ce chef s'élèveraient à environ £ 3,473,500 (environ 87,000,000 francs). Il faut prévoir que l'avance de ces commandes entraînera également dès cet hiver, de la part des entrepreneurs, des dépenses supplémentaires dont bénéficieront les ouvriers en quête d'emploi.

Enfin le Gouvernement propose d'augmenter d'une subvention de £ 300,000 (environ 7,500,000 francs) le fonds habituel de secours aux populations sans travail.

Mr. Asquith a fait observer que ces mesures n'avaient pour but que de faire face à une situation temporaire, car il semble que l'on puisse juger à certains indices qu'il se prépare une reprise de l'activité industrielle. En tout cas, le Gouvernement estime que pour le moment ce qu'il propose est suffisant.

L'accueil fait par le Parlement à ces déclarations a été favorable, et l'opposition leur a donné son approbation.

ITALIE.

Grèves en juillet et août ⁽¹⁾. — 110 nouvelles grèves ont été signalées en juillet à l'*Office du travail*, 95 de ces conflits intéressaient 12,965 grévistes. 4 grèves ont éclaté dans l'agriculture, 4 dans les industries extractives, 15 dans la métallurgie, 6 dans le travail des pierres et des terres, 18 dans le bâtiment, 4 dans les produits chimiques, 6 dans le bois, 3 dans les industries polygraphiques, 16 dans les textiles, 1 dans le travail des peaux, 4 dans le vêtement, 1 dans les métaux précieux, 7 dans l'alimentation, 11 dans les transports, 6 dans les services publics, 4 dans diverses industries.

Causes : questions de salaires, 87 ; durée du travail, 17 ; inconnues, 7.

Résultats : 26 succès, 36 transactions, 22 échecs, inconnus, 18.

En août, 99 nouvelles grèves ont été signalées à l'*Office du travail*. 87 de ces conflits intéressaient 24,594 grévistes. 8 grèves ont éclaté dans l'agriculture, 4 dans les industries extractives, 9 dans la métallurgie, 10 dans le travail des pierres et des terres, 17 dans le bâtiment, 6 dans les produits chimiques, 5 dans le bois, 3 dans les industries polygraphiques, 14 dans les textiles, 2 dans le travail des peaux, 14 dans l'alimentation, 3 dans les transports, 4 dans diverses industries.

Causes : questions de salaires, 66 ; durée du travail, 3 ; diverses, 21 ; inconnues, 9.

Résultats : 22 succès, 21 transactions, 111 échecs.

⁽¹⁾ *Bollettino dell' Ufficio del lavoro*, septembre et octobre 1908.

Les grèves et les lock-outs en 1905⁽¹⁾. — Le nombre des grèves dans l'industrie est à peu près le même que celui de l'année précédente. Mais l'agitation gréviste s'est calmée dans l'agriculture. Dans l'ensemble, les résultats généraux s'établissent comme suit :

	INDUSTRIE.		AGRICULTURE.		TOTAL.	
	1904.	1905.	1904.	1905.	1904.	1905.
Grèves.....	632	628	208	87	840	715
Grévistes.....	118,356	110,832	95,056	43,695	213,412	154,427
Ouvriers syndiqués.....	262,443	219,772	191,830	221,913	454,273	441,685
PROPORTION p. 100 des grévistes aux syndiqués....	45.1	50.43	49.55	19.7	47.19	34.98

Cette année encore la statistique étudie séparément les conflits dans l'industrie et dans l'agriculture⁽²⁾.

Industrie. — Le total des grèves enregistrées en 1905 s'est élevé à 628 intéressant 110,832 grévistes sur 122,114 ouvriers occupés dans les établissements atteints. En 1904, on comptait 632 grèves avec 118,356 grévistes. En ne comptant pas la grève des employés des chemins de fer, le nombre des grèves était de 627 et celui des grévistes de 86,980 sur 135,295 ouvriers employés dans les établissements frappés, et si l'on évalue à 219,772 le nombre des ouvriers d'industrie syndiqués, on constate que la proportion des grévistes à ce dernier total atteint 39.6 p. 100.

Sur ces 627 grèves, 449, soit 71.6 p. 100 avec 53,564 grévistes ou 61.6 p. 100 ont éclaté dans les 6 provinces suivantes : Lombardie (142), Piémont (76), Vénétie (58), Emilie (60), Toscane (61), Ligurie (52). C'est la Lombardie qui compte le plus de grévistes (16,383).

Les mois où les grèves ont été les moins nombreuses sont ceux de mars (37), de septembre (32) et décembre (30); ceux où elles ont été les plus nombreuses, sont ceux d'avril (72), de mai (77) et de juillet (79). Le nombre maximum des grèves du bâtiment a eu lieu en mai; les grèves des terrassiers sont assez également réparties de janvier à juillet; le maximum des grèves dans l'industrie de la soie a eu lieu en juillet.

Si l'on considère les établissements atteints, d'après le nombre de leur personnel (non compris les établissements atteints par une grève générale et en comptant une seule fois ceux atteints par plusieurs grèves), on obtient les résultats suivants :

ÉTABLISSEMENTS OCCUPANT :		NOMBRE	
		de grèves.	de grévistes.
1 à	5.....	5	21
6 à	25.....	66	897
26 à	50.....	73	1,996
51 à	100.....	85	4,363
101 à	200.....	84	7,936
201 à	500.....	84	16,341
501 à	1,000.....	34	9,600
Plus de	1,000.....	22	15,698

Les 5 grèves les plus importantes ont intéressé respectivement 2,800, 1,810, 1,782, 1,620 et 1,558 ouvriers.

⁽¹⁾ *Statistica degli scioperi avvenuti in Italia nell' anno 1905*, Rome 1908.

⁽²⁾ Pour la méthode et les principes adoptés par l'Office du travail italien dans la statistique des grèves, voir *Bulletin*, janvier 1908, p. 66.

L'Office italien répartit les grèves en 43 principaux groupes d'industrie.

Le tableau suivant a réuni ces divers groupes d'industrie en 22 catégories principales; il indique, par industrie, le nombre des grèves, grévistes, ouvriers de l'industrie, ouvriers syndiqués et fait connaître la proportion des syndiqués et des ouvriers des établissements atteints par rapport aux ouvriers de l'industrie.

	GRÈVES. GRÉVISTES		de l'industrie.	OUVRIERS SYNDIQUÉS.		OUVRIERS OCCUPÉS dans les établis- sements atteints.	
	(1)	(1)		TOTAL.	P. 100 des ouvriers de l'industrie	TOTAL.	P. 100 des ouvriers de l'in- dustrie.
Mines et carrières.....	34	3,647	86,078	11,317	13.15	7,078	8.22
Mines de soufre.....	29	9,341	41,426	(2)	(2)	8,542	20.6
Métaux, constructions méca- niques.....	76	5,561	211,093	31,896	15.11	20,636	9.77
Terres et pierres; verre.....	47	2,426	74,246	13,020	17.53	6,875	9.26
Bâtiment.....	48	6,041	358,648	36,279	10.1	7,527	2.1
Terrassement, routes.....	73	15,570	(2)	(2)	(2)	17,623	(2)
Industries chimiques.....	10	1,850	33,771	4,709	13.9	1,965	6.0
Bois.....	12	7,891	(2)	6,108	(2)	2,125	(2)
Ameublement.....	11	1,160	(2)	(2)	(2)	1,230	(2)
Papier.....	7	453	23,366	1,006	4.3	1,960	8.4
Industries polygraphiques....	29	758	32,296	9,671	29.9	1,210	3.7
Textiles.....	106	15,687	503,013	16,448	3.3	32,649	6.5
Cuir et peaux, chapeaux....	39	2,647	219,195	13,725	6.26	5,310	2.42
Paille.....	3	420	(2)	(2)	(2)	(2)	(2)
Alimentation.....	38	2,768	132,591 (3)	8,868 (3)	6.69 (3)	2,824	2.13
Vêtements.....	17	3,710	(2)	2,810	(2)	4,560	(2)
Pêche.....	4	359	(2)	(2)	(2)	(2)	(2)
Navigation, docks.....	7	401	(2)	11,912	(2)	(2)	(2)
Chemins de fer, transports....	6	24,282	(2)	(2)	(2)	(2)	(2)
Monopoles de l'État (sels, tabacs, arsenaux).....	13	1,870	(2)	(2)	(2)	(2)	(2)
Eclairage public.....	4	252	(2)	(2)	(2)	(2)	(2)
Divers.....	2	39	(2)	(2)	(2)	(2)	(2)
TOTAUX.....	628	110,832				122,114	

La statistique a relevé les diverses revendications présentées par les grévistes au commencement des conflits; les voici, avec indication des résultats, réparties en quatre groupes principaux :

	NOMBRE des revén- dication.	NOMBRE DE CAS OÙ LA REVENDICATION a abouti à :			
		succès.	trans- action.	échec.	inconnu.
Questions de salaires.....	682	231	75	357	19
Durée du travail.....	103	39	3	58	3
Hygiène et sécurité.....	47	15	4	28	#
Questions diverses.....	251	86	9	151	5
TOTAUX.....	1,083	371	91	594	27

(1) Les chiffres des colonnes *Grèves* et *Grévistes* sont pris dans les tableaux synthétiques du début; ceux des autres colonnes sont empruntés aux tableaux analytiques.

(2) Chiffre non indiqué.

(3) Chiffres relatifs seulement aux boulangers, minotiers et pâtisseries.

Il en ressort que 62.97 p. 100 des revendications présentées avaient trait à une question de salaire, 9.51 p. 100 à une question de durée du travail, 4.34 p. 100 à une question d'hygiène et 23.18 p. 100 à des causes diverses (dans la plupart des cas il s'agit de questions de discipline intérieure et de règlement).

Dans 43.3 p. 100 des revendications, les ouvriers observaient l'*offensive* et dans 56.7 p. 100 la *défensive*.

Quant aux résultats, on constate que les ouvriers ont triomphé dans 34.2 p. 100 de leurs revendications, obtenu une transaction dans 8.4 p. 100 et échoué dans 54.8 p. 100 (résultats inconnus dans 2.6 p. 100).

Le total des salaires perdus par les grévistes a été de 1,931,969 francs auxquels s'ajoutent 176,076 francs de perte par les chômeurs involontaires.

Les subsides donnés aux grévistes ont été de 129,531 francs et les dépenses de 10,468 francs. Le coût total des grèves a donc été de 2,247,984 francs.

Agriculture. — L'agitation gréviste s'est un peu calmée en 1905. On a compté 87 grèves avec 43,695 grévistes (contre 208 et 95,056 en 1904). Ces grèves se sont produites dans 8 provinces : Emilie (17), Lombardie (20), Piémont (12), Vénétie (12), Rome (5), Pouilles (6), Toscane (5) et Sicile (8).

Si l'on considère comment les grévistes se répartissent, d'après leur condition de travail, on obtient les chiffres absolus et relatifs suivants par rapport aux chiffres des ouvriers syndiqués :

	Ouvriers de l'agriculture syndiqués.	GRÉVISTES.	
		Nombre.	P. 100 du nombre des ouvriers de l'agriculture.
Colons.....	23,387	8,378	35.8
Métayers.....	17,004	2,292	13.5
Journaliers.....	145,405	33,025	22.7
Petits propriétaires et petits fermiers.....	36,117	.....	.....
TOTAUX.....	221,913	43,695	19.7

Les grèves ont été moins fréquentes en janvier et nombreuses surtout en mai et mars.

On a compté 24 grèves avec 5,475 grévistes dans la culture du riz, 13 avec 8,316 grévistes dans la culture du froment, 10 dans la viticulture (3,419), 10 dans le travail des foins (4,594), etc.

Si l'on considère les grèves au point de vue de l'organisation des grévistes, on constate que :

Dans 20 grèves (avec 3,617 grévistes) il n'y avait aucun syndiqué.	
— 16 — 18,302 —	il y avait moins de 50 syndiqués.
— 11 — 7,070 —	— de 50 à 90 syndiqués.
— 29 — 13,281 —	tous étaient syndiqués.

Dans 7 grèves, l'organisation des grévistes était inconnue.

Comme pour l'industrie, la statistique relève toutes les revendications des gré-

vistes et les répartit, par résultats, sans se préoccuper du nombre des conflits. Elle a obtenu les résultats suivants par cause et par résultat :

CAUSES DES GRÈVES.	SUCCÈS.	TRANS- ACTION.	ÉCHEC.	INCERTAIN.	TOTAL.
Salaires.....	50	22	61	5	138
Contrats agraires.....	6	5	8	6	25
Durée du travail.....	10	6	33	4	53
Conditions du travail, discipline.....	9	1	21	5	36
TOTAUX.....	75	34	123	20	252

Si on ajoute aux succès les transactions qui entraînent une part de succès, on constate que les ouvriers ont obtenu un gain quelconque dans 109 cas, contre 123 échecs.

Lock-outs. — 15 lock-outs ont été prononcés en 1905 contre 9,047 ouvriers. Dans 9 cas la fermeture des ateliers a été complète; dans 8 cas les lock-outs ont duré plus de 20 jours; la perte totale des journées de travail est de 242,269 francs entraînant une perte de 830,000 francs environ de salaires et de 4,000 francs de dépense pour les conflits.

PAYS-BAS.

Revue du travail en septembre 1908 ⁽¹⁾. — Dans le bâtiment, la situation continue à être généralement mauvaise. Dans la métallurgie, elle est moins bonne qu'en août; mais elle reste bonne dans la construction des navires. Aucune amélioration dans le textile. La reprise habituelle à l'automne ne s'est pas complètement manifestée dans le vêtement. Le bois reste très peu actif. L'imprimerie est toujours assez peu occupée. Dans la culture du bulbe le travail est abondant. La reprise s'accroît dans le diamant, à Amsterdam. Il y a aussi une légère reprise dans le cacao et le chocolat.

Grèves en septembre 1908. — 7 conflits dont 5 intéressant directement 322 ouvriers. Sur 10 conflits anciens et nouveaux terminés en septembre, on compte 5 résultats connus, savoir: 1 succès pour les ouvriers, 2 échecs, 2 transactions.

⁽¹⁾ *Manuscript van het centraal voor de statistiek*, 31 octobre 1908.

ACTES ET DOCUMENTS OFFICIELS.

Décret du 3 juillet 1908 modifiant les articles 3 et 5 du décret du 5 juillet 1893 modifié déterminant les dérogations relatives au travail de nuit et à la durée du travail des enfants et des femmes ⁽¹⁾.

ART. 1^{er}. — Le paragraphe 1^{er} de l'article 5 du décret du 15 juillet 1893 est modifié et rédigé comme il suit :

« Art. 5. — Les industries pour lesquelles les restrictions relatives à la durée du travail pourront être temporairement levées par l'inspecteur divisionnaire pour les enfants âgés de moins de dix-huit ans et les femmes de tout âge sont les suivantes. »

ART. 2. — La rubrique « Beurreries et fromageries non annexées à une forme ou à un groupe de fermes réunies par un lien coopératif », insérée aux articles 3 et 5 du décret du 15 juillet 1893 modifié, est remplacée dans chacun de ces articles par les rubriques suivantes :

« Beurreries industrielles;

« Fromageries industrielles;

« Lait (Établissements industriels pour le traitement du). »

ART. 3. — Le Ministre du Travail et de la Prévoyance sociale est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois* et publié au *Journal officiel de la République française*.

Décret du 10 septembre 1908 complétant la nomenclature des établissements ayant le droit de donner le repos hebdomadaire par roulement ⁽²⁾.

ART. 1^{er}. — Est complétée comme suit la nomenclature des établissements énumérés et des travaux spécifiés dans le tableau annexé à l'article 1^{er} du décret du 14 août 1907 ⁽³⁾ :

ÉTABLISSEMENTS.

TRAVAUX.

Cidre (Établissements industriels pour la fabrication du).

Glycérine (Distillation de la).

Oxyde d'antimoine (Fabrique d').....

Peaux fraîches et en poil (Dépôts de).....

Silice en poudre (Fabrication de la).....

Conduite des fours.

Salage des peaux.

Conduite des fours de calcination.

Sulfure de sodium (Fabriques de)

Décret du 10 septembre 1908 complétant la nomenclature des travaux interdits aux enfants de moins de 18 ans ⁽⁴⁾.

ART. 1^{er}. — La nomenclature du tableau B, annexé au décret du 13 mai 1893,

⁽¹⁾ *Journal officiel* du 21 juillet 1908, p. 5217.

⁽²⁾ *Journal officiel* du 13 septembre 1908, p. 6377.

⁽³⁾ *Bulletin*, septembre 1907, p. 1091.

⁽⁴⁾ *Journal officiel* du 13 septembre 1908, p. 6377.

relatif à l'emploi des enfants, des filles mineures et des femmes aux travaux dangereux ou insalubres, est complétée conformément au tableau annexé au présent décret.

ART. 2. — Le Ministre du Travail et de la Prévoyance sociale est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel de la République française* et inséré au *Bulletin des lois*.

TABLEAU B.

Article à ajouter à la Nomenclature du décret du 13 mai 1893.

TRAVAUX.	RAISONS de l'interdiction.
Conduite et surveillance des lignes, appareils et machines électriques de toute nature dont la tension de régime par rapport à la terre dépasse 600 volts pour les courants continus et 150 volts (tension efficace) pour les courants alternatifs.	Nécessité d'un travail prudent et attentif.

Décret du 27 septembre 1908, nommant les membres de la commission d'attribution des prêts aux sociétés de crédit immobilier, prévue par la loi du 10 avril 1908, relative à la petite propriété et aux maisons à bon marché⁽¹⁾.

Décret du 15 octobre 1908 et rapport au Président de la République française sur la répartition aux syndicats des subventions municipales par la Commission administrative de la Bourse du Travail de Paris⁽²⁾.

RAPPORT.

Monsieur le Président, le décret du 17 juillet 1900, qui a réorganisé la Bourse du Travail de Paris, a défini, dans son article 10, les attributions de la Commission administrative de la Bourse du Travail et a prévu notamment (alinéa 5), que la Commission « règle la participation des subventions accordées aux chambres syndicales ».

Il semble nécessaire de déterminer d'une manière plus précise le rôle de la Commission dans la répartition de ces subventions.

En principe, les syndicats professionnels doivent vivre des cotisations de leurs membres et non de subventions. C'est le dévouement des adhérents qui doit assurer les ressources nécessaires aux services de propagande, de secours de grève, de tout ce qui touche à l'existence même et au développement du syndicat. Dans ce domaine, tout concours étranger ne peut avoir pour effet d'affaiblir chez les membres du syndicat le sentiment de la solidarité, en rendant moins nécessaire leur effort personnel.

Cependant, il peut être bon que des subventions soient données pour encourager des institutions d'intérêt général, telles que caisses de secours contre le chômage involontaire, cours d'enseignement technique, bibliothèques professionnelles, caisses de secours de maladie, bureaux de placement, etc. Le bon fonctionnement de ces institutions exige, en effet, des sacrifices qui peuvent excéder les facultés du syndicat et il serait regrettable que faute d'appui, des syndicats fussent contraints de renoncer à organiser ces services.

L'intervention des pouvoirs publics est alors justifiée, mais à la condition que les subventions destinées à faciliter le développement de ces institutions reçoivent l'affectation prévue et qu'elles ne se substituent, en aucun cas, à l'effort des membres pour assurer des services

⁽¹⁾ *Journal officiel* du 6 octobre 1908, page 6856.

⁽²⁾ *Journal officiel* du 16 octobre 1908, p. 7061.

de propagande ou tous autres services. C'est à cet effet que certaines subventions sont adressées directement aux œuvres appelées à en bénéficier. Cette procédure a été adoptée notamment pour les subventions aux caisses de chômage et aux caisses de secours mutuels, grâce à l'autonomie de fonctionnement dont jouissent, à des degrés divers, ces institutions.

Mais, en ce qui touche le placement, qui est lié directement à la constitution même du syndicat, il est plus difficile de faire le départ entre ce service et les services généraux du syndicat. Le plus souvent, c'est le secrétaire même, ou l'un des administrateurs du syndicat, qui est chargé de recevoir les demandes d'emploi ou de répondre aux offres, car il est indispensable que le délégué chargé du placement ait une connaissance suffisante du personnel du syndicat pour pouvoir servir d'intermédiaire entre les parties. Il n'en est pas moins essentiel dans l'intérêt même du fonctionnaire syndical chargé du service qu'il soit établi de façon indiscutable que la subvention n'a pas été détournée de son objet.

Le Conseil municipal, en dehors des subventions qu'il accorde directement, pour des objets prévus, à certains syndicats dénommés, met à la disposition de la Bourse du Travail des sommes globales, au titre de « subventions aux syndicats inscrits à la Bourse du Travail pour le placement gratuit de leurs membres et leur service de permanence ». Ces sommes sont payées par mensualités aux délégués des syndicats par le régisseur municipal, sur certificat de la Commission administrative attestant que l'organisation fait du placement gratuit ou tient une permanence régulière.

Il y a tout avantage à confier à la Commission administrative le soin d'effectuer la répartition des subventions, puisque aussi bien il est assez difficile de procéder à des enquêtes sur le fonctionnement des syndicats et que ceux-ci répugnent parfois à soumettre au contrôle de l'Administration la comptabilité de leurs divers services. La Commission administrative, au contraire, a toutes facilités pour recueillir les renseignements nécessaires et assurer, en conséquence, une répartition judicieuse, conformément aux règles qui seront fixées pour cette répartition.

Sur ce dernier point, il n'appartient pas au Gouvernement de se substituer au Conseil municipal pour le choix des services syndicaux à subventionner et des bases de calcul des subventions. Le Conseil municipal a toute latitude d'exprimer sa volonté par la rédaction des articles du budget et par le règlement général de la Bourse du Travail.

Mais le Gouvernement a le devoir de veiller à ce que les subventions ne soient pas détournées de leur objet et employées à une propagande souvent sans caractère corporatif.

C'est pourquoi je vous propose de modifier comme suit la première phrase de l'alinéa 5 de l'article 10 du décret :

« Elle (la Commission) répartit, suivant les règles fixées par le Conseil municipal, les subventions inscrites au budget de la Ville pour des services déterminés des syndicats professionnels admis à la Bourse du Travail. »

Ce texte assure le contrôle du Conseil municipal sur l'attribution des subventions aux services syndicaux. Quant au contrôle du Gouvernement, il s'exerce au moment du vote du budget, où il appartiendrait au Préfet de la Seine d'intervenir, si les crédits proposés avaient, par impossible, une destination jugée illégale.

D'autre part, le Préfet de la Seine est, par les articles 8 et 10 du décret, armé de pouvoirs suffisants pour « la surveillance générale de la Bourse du Travail », « le contrôle et la liquidation des dépenses faites sur les crédits inscrits au budget de la Ville de Paris, notamment des subventions accordées aux syndicats », pour « l'exécution des décisions de la Commission administrative, du Conseil municipal et des tribunaux », pour « l'observation des décrets et règlements qui régissent la Bourse ».

Ainsi le texte que je vous propose d'introduire dans le décret du 17 juillet 1900 tend uniquement à déterminer de façon plus précise l'attribution qui devra être faite des subventions votées par le Conseil municipal.

Il est à peine besoin de faire observer que ce nouveau texte, en précisant le caractère particulier de subventions accordées, non aux syndicats professionnels, mais à des services déterminés de ces syndicats, accentue leur indépendance à l'égard des pouvoirs publics et assure leur entière liberté de méthode et d'action dans l'étude et la défense des intérêts professionnels.

Il n'échappera pas, en effet, aux syndicats, dont la très grande majorité ne poursuit que cette tâche d'étude et de défense professionnelles, qu'ils sont placés en face d'un double danger. S'il apparaissait que les subventions données par la nation peuvent être appliquées à

des œuvres non corporatives, il pourrait arriver que les Conseils municipaux et généraux suppriment — comme l'exemple en a été donné déjà — les subventions, ou, ce qui ne vaudrait pas mieux, les réservent non plus à des œuvres syndicales, mais nominativement à tels syndicats partageant les opinions politiques du pouvoir qui donne la subvention. Ce serait, pour le plus grand malheur des syndicats — et des partis politiques — l'intrusion de la politique dans l'organisation professionnelle.

Telles sont les raisons pour lesquelles je vous proposerai, Monsieur le Président, de revêtir de votre signature le projet de décret ci-joint.

DÉCRET.

ARTICLE PREMIER. — L'alinéa 5 de l'article 10 du décret du 17 juillet 1900, modifié par le décret du 11 août 1905 ⁽¹⁾, est modifié comme suit :

« Elle (la Commission administrative) répartit, suivant les règles fixées par le Conseil municipal, les subventions inscrites au budget de la Ville de Paris pour des services déterminés des syndicats professionnels admis à la Bourse du Travail. Elle dirige les services du bureau statistique et de la bibliothèque. Elle assure la publication de l'*Annuaire* et du *Bulletin* de la Bourse. »

ART. 2. — Le Ministre du Travail et de la Prévoyance sociale est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* et inséré au *Bulletin des lois*.

Circulaire du 10 août 1908, du Président du Conseil, Ministre de l'Intérieur, aux préfets, sur la protection des artistes de cafés-concerts.

Mon administration est journellement saisie de plaintes visant les infractions qui seraient commises par des tenanciers de cafés-concerts. Toutes ces plaintes ne sont pas fondées. Cependant, les enquêtes prescrites ont établi que les instructions préfectorales édictées, conformément à ma circulaire du 6 décembre 1906 ⁽²⁾, sont loin d'être observées comme elles devraient l'être.

Dans un certain nombre de villes des procès-verbaux de contravention ont pu être dressés contre des tenanciers de cafés-concerts qui n'avaient pas tenu compte des dispositions réglementaires ayant pour objet d'éviter toute promiscuité, tout contact des artistes avec le public. Ici, les chanteurs continuaient à consommer avec les clients, soit pendant, soit après la représentation. Ailleurs, des répétitions publiques étaient données, l'après-midi, sous l'appellation « d'apéritifs-concerts », mais de toutes les prohibitions édictées pour empêcher que les chanteuses ne pénétrant dans la partie de la salle réservée aux auditeurs du concert, celle qui a été le plus souvent enfreinte jusqu'ici — sans doute en raison de son importance particulière — a été l'interdiction des quêtes dans la salle de spectacle.

J'appelle de nouveau votre attention sur les motifs de convenance et de moralité qui, en dehors de toutes autres considérations, suffisent pour justifier l'abolition radicale d'une pratique condamnée par une trop longue expérience. Certains maires ont cru pouvoir autoriser les quêtes dans les cafés-concerts, moyennant versement d'une somme déterminée au bureau de bienfaisance. Ils ont invoqué à cet égard la disposition suivante insérée dans le projet de règlement annexé à ma circulaire du 6 décembre 1906 et reproduite par les arrêtés préfectoraux sur la matière : « Durant les représentations, les artistes ne pourront pénétrer dans la salle... sous prétexte de quêtes, lesquelles sont expressément interdites à moins qu'elles ne soient autorisées, à titre exceptionnel, par le maire, dans un but de bienfaisance ».

⁽¹⁾ Voir *Bull.*, août 1905, p. 730.

⁽²⁾ Voir *Bulletin*, mars 1907, p. 364.

Je n'ai pas besoin de vous faire remarquer que ce texte ne saurait avoir pour effet de permettre à l'autorité municipale de recueillir, *d'une façon permanente*, les libéralités des clients des cafés-concerts, par l'entremise des artistes lyriques, lesquels, ce faisant, quèteraient, en partie, au profit de la bienfaisance, mais pour la plus grande part en vue de leur rétribution personnelle et renouvelleraient ainsi, auprès des consommateurs, à *chaque représentation*, ces sollicitations souvent humiliantes pour eux, contraires au bon ordre et susceptibles même d'occasionner des désordres et des scandales auxquels ma circulaire précitée a précisément voulu mettre un terme.

En vain, alléguerait-on — comme il a été déjà fait — en faveur d'une tolérance exceptionnelle à cet égard, l'honorabilité parfaite du tenancier, le caractère sérieux de sa clientèle, etc. Toutes ces considérations ne sauraient faire fléchir une règle générale qui, pour être efficace, doit s'appliquer à tous établissements où sont organisés d'une manière permanente ou temporaire des concerts de musique vocale ou instrumentale et des spectacles ou divertissements quelconques et qui a été édictée aussi bien dans l'intérêt des artistes que dans l'intérêt de l'ordre et de la moralité publics.

Il est une autre prescription des règlements préfectoraux à laquelle tous les tenanciers de cafés-concerts ne se conforment pas encore et que certaines municipalités ont même essayé d'éluder au moyen d'interprétations inadmissibles que je crois devoir vous signaler tout particulièrement. Cette disposition prohibitive, également empruntée au projet d'arrêté général annexé à ma circulaire, porte que « l'autorisation municipale d'organiser des concerts ne sera délivrée qu'autant que le pétitionnaire s'engagera à ne pas loger ni nourrir les artistes dans son établissement ou ses dépendances et à n'intervenir, en aucune façon, dans la question de leur logement et de leur nourriture, à moins d'une autorisation spéciale et écrite du maire, qui ne devra être accordée qu'à titre exceptionnel et dans des cas particuliers ».

Certains maires, invoquant le dernier paragraphe dudit article, ont délivré des permissions permanentes de loger et de nourrir les artistes lyriques, soit dans le concert même, soit dans un établissement contigu ou non, exploité par un associé du tenancier, et ces magistrats municipaux ont prétendu justifier leur décision par les motifs les plus divers et soi-disant tirés d'une situation *exceptionnelle ou particulière*, telle, par exemple, que la cherté des logements en ville, l'impossibilité de trouver une pension d'un prix modique dans une station balnéaire, etc.

La seule interprétation qu'il convienne de donner au texte précité est la suivante : Lorsqu'un concert est donné à titre exceptionnel, c'est-à-dire pour une durée *temporaire*, dans un débit de boissons à consommer sur place, par exemple à l'occasion de foires, fêtes votives, ducasses ou autres réjouissances publiques, le maire pourra autoriser le débitant à loger et à nourrir chez lui les artistes lyriques qu'il aura engagés, en raison de ce cas particulier que dans une localité de peu d'importance, et au milieu d'un grand rassemblement de personnes, lesdits artistes risqueraient de ne trouver, en dehors de l'établissement où ils doivent chanter, ni une chambre, ni un restaurant, ni une modeste auberge.

En faisant part aux maires intéressés des renseignements qui précèdent, vous voudrez bien les inviter à tenir la main à la plus stricte observation de votre règlement sur la police des cafés-concerts et à informer, à cet effet, les tenanciers qu'au cas où ils ne tiendraient pas compte du présent avertissement, la seconde condamnation prononcée contre eux serait immédiatement suivie du retrait de l'autorisation municipale en vertu de laquelle ils organisent des concerts dans leurs établissements.

Vous aurez soin, enfin, de m'accuser réception de la présente circulaire.

Circulaire du 15 octobre 1908 du ministre du Travail aux préfets sur les subventions départementales et communales aux bourses du travail et syndicats ⁽¹⁾.

J'ai l'honneur de vous communiquer, à titre de renseignement, un décret pris sur ma proposition par M. le Président de la République et visant l'attribution et la répartition des subventions allouées à la Bourse du Travail par le Conseil municipal de Paris ⁽²⁾.

Encore que la Bourse du Travail de Paris soit régie par des règlements spéciaux, le décret ci-joint ne laisse pas de présenter un intérêt d'ordre général et les administrations communales ou départementales qui allouent des subventions aux bourses du travail pourront utilement s'en inspirer.

Plus particulièrement, le rapport au Président de la République — qui précède le décret — détermine comment doit être ménagée l'allocation de subventions aux œuvres syndicales ouvrières pour que soit assurée l'affectation spéciale des subventions sans porter atteinte à l'indépendance des groupements syndicaux. Déjà, à ce sujet, la circulaire du 10 octobre 1901 ⁽³⁾ s'exprimait en ces termes :

« Quant aux allocations inscrites dans les budgets à titre de subventions aux bourses et syndicats et qui ne peuvent d'ailleurs être admises qu'en vue d'objets spéciaux et déterminés dont on puisse apprécier l'utilité, elles ne devront être accordées à l'avenir qu'à charge par les bénéficiaires de rapporter la justification des dépenses réelles auxquelles elles auront été employées. »

La même règle se retrouvait formulée dans les mêmes termes dans la circulaire du 14 février 1907.

Ainsi les considérations exposées dans ce rapport précisent les instructions contenues dans ces deux circulaires dont je vous prie de surveiller attentivement l'exécution.

Circulaire du 29 octobre 1908 du Ministre du travail aux inspecteurs divisionnaires du travail sur l'application de la réglementation du travail aux beurreries, fromageries et laiteries industrielles.

J'ai l'honneur de vous adresser ci-après le texte du décret du 3 juillet 1908 ⁽⁴⁾ qui modifie, aux articles 3 et 5 du décret du 15 juillet 1893, les rubriques relatives aux *beurreries, fromageries et laiteries*. En outre, l'article 1^{er} du nouveau décret apporte au premier paragraphe de l'article 5 du décret de 1893 les modifications de forme rendues nécessaires par l'article 18 de la loi du 13 juillet 1906, celui-ci avait en effet abrogé les dispositions des articles 5 et 7 de la loi du 2 novembre 1892 en ce qui touche le repos hebdomadaire.

L'assujettissement des laiteries, beurreries et fromageries à la loi du 2 novembre 1892 était réglé par le décret du 15 juillet 1893 modifié, qui exceptait des dispositions de cette loi, comme ayant un caractère agricole, les « beurreries et fromageries annexées à une ferme ou à un groupe de fermes réunies par un lien coopératif ».

Cette distinction, au point de vue de l'assujettissement à la loi, entre les beurreries et fromageries annexées à une ferme ou à un groupe de fermes réunies par

⁽¹⁾ *Journal officiel* du 16 octobre 1908, p. 706.

⁽²⁾ Voir ci-dessus, p. .

⁽³⁾ *Bull.*, juillet 1907, p. 712.

⁽⁴⁾ Voir page

un lien coopératif et les autres beurreries et fromageries, a paru dans la pratique fort peu caractéristique. Tantôt en effet des établissements, bien qu'ayant la marque cooperative, peuvent présenter un caractère industriel marqué, tandis qu'au contraire des établissements non coopératifs n'offrent aucun des caractères qui puissent légitimer leur assujettissement à la loi. La jurisprudence de la Cour de cassation (arrêt du 28 mars 1901) admet en effet que le caractère industriel du travail « est indépendant du but dans lequel il est organisé; que ce caractère dépend uniquement de sa nature propre et de son objet ». Elle relève en outre, dans le même arrêt, comme l'un des éléments du travail industriel, le caractère d'une « organisation suivie du travail en commun ».

C'est pour ces raisons que l'examen des réclamations présentées par les laiteries et fromageries, lors de la mise en vigueur de la loi du 13 juillet 1906 sur le repos hebdomadaire, m'avait conduit à rechercher une modification de forme de la rubrique précitée, et à formuler une rédaction répondant plus exactement aux vues du législateur.

Cette formule a déjà été adoptée dans le décret du 14 août 1907 qui a complété la nomenclature des établissements admis à donner le repos hebdomadaire par roulement et dans le décret du 16 mars 1908, pris en application de l'article 18, § 4 de la loi du 13 juillet 1906. On l'introduit aujourd'hui dans le décret de 1893 en remplaçant la rubrique actuelle par les rubriques ci-après :

« Beurreries industrielles;

« Fromageries industrielles;

« Lait (Établissements industriels pour le traitement du). »

En vue de rendre facilement reconnaissable ce caractère industriel, la Commission supérieure du travail et le Comité consultatif des Arts et Manufactures avaient examiné une solution consistant à déclarer assujettis à la loi les seuls établissements soumis à la patente qui atteignent l'industrie et le commerce, et ne touche pas les entreprises agricoles. On eût considéré comme assujetties aux lois sur le travail toutes les laiteries, beurreries et fromageries soumises à la patente, et elles seules. Mais le Comité a estimé qu'on ne pouvait pas accepter le fait qu'une exploitation paie ou non la patente comme base unique d'appréciation de son caractère industriel, et que ce serait confondre deux législations qui sauvegardent des intérêts différents et qui doivent rester indépendantes.

L'adoption de ce critérium unique de la patente aurait d'ailleurs pour conséquence d'assujettir à la loi les petites fruitières des montagnes qui sont souvent gérées par un unique fruitier, qui n'ont pas un caractère véritablement industriel, et rentreraient plutôt dans la catégorie des exploitations agricoles.

Il conviendra donc, dans la pratique, et tout en considérant l'assujettissement à la patente comme un élément important d'appréciation, de ne pas s'en tenir exclusivement à ce fait, qui ne comporte aucune marge d'appréciation, mais d'user d'une certaine tolérance dans la définition du caractère industriel des exploitations dont il s'agit. Vous aurez donc à tenir compte, tant de l'importance et de la consistance du personnel, que du caractère industriel plus ou moins marqué de l'installation elle-même, et du travail.

Vous voudrez bien me faire connaître d'urgence, et avant toute application nouvelle, les difficultés d'interprétation et d'application que le nouveau décret pourrait soulever, ainsi que les mesures que vous estimeriez bon de prendre dans otro région.

Je vous prie de répartir entre les inspecteurs placés sous vos ordres les exemplaires ci-joints de la présente circulaire.

Lettre du Ministre des Finances du 22 octobre 1908, relative aux immunités fiscales accordées aux parts d'intérêts et actions des sociétés ouvrières de consommation ⁽¹⁾.

Vous avez bien voulu me transmettre le 7 août dernier, en la signalant à mon attention, une réclamation présentée par la société coopérative de consommation *La Solidarité* dont le siège est à M. . . . , en vue d'être exonérée de la taxe de 4 p. 100, par application de l'article 21 de la loi du 30 décembre 1903 sur le produit de ses parts d'intérêts.

La Solidarité, dont le capital actuel est de 15,000 francs divisé en 250 parts de 60 francs chacune, a été constituée le 1^{er} mars 1904 entre les membres d'une ancienne société R. . . et C^e, dite l'Union des consommateurs, et tous ceux qui seraient admis ultérieurement. Cette admission n'est, d'ailleurs, subordonnée à aucune autre condition qu'une décision favorable du conseil d'administration ratifiée par l'assemblée générale des sociétaires. En fait, on rencontre parmi ces derniers, outre des ouvriers, employés et artisans, un entrepreneur de maçonnerie, un propriétaire, un marchand papetier, une rentière, etc.

Dans ces conditions il n'est pas possible de faire bénéficier la société de l'article 21 de la loi du 30 décembre 1903, dont les termes essentiellement limitatifs, sont ainsi conçus : « Les dispositions de la loi du 29 juin 1872 ne sont applicables ni aux parts d'intérêts ou actions, ni aux emprunts ou obligations des sociétés de toute nature dites de consommation *formées exclusivement entre ouvriers et artisans* ». Il résulte de ce texte même que l'immunité fiscale ne doit pas profiter aux sociétés qui admettent parmi leurs membres des personnes ne rentrant pas dans la classe des ouvriers ou artisans.

ÉTAT DES TRAVAUX LÉGISLATIFS

en ce qui concerne les questions ouvrières et sociales pendant le mois d'octobre 1908.

Accidents agricoles. — *Chambre des députés.* — Séance du 13 octobre. — Rapport de M. Chauvin sur la proposition de loi de M. Paul Beauregard sur la responsabilité des accidents agricoles.

Composés du plomb. — *Sénat.* — Séance du 20 octobre. — Ajournement de la discussion sur le projet de loi adopté par la Chambre des députés, adopté avec modifications par le Sénat, modifié par la Chambre des députés, sur les travaux de peinture exécutés à l'intérieur des bâtiments.

Conseils de prud'hommes. — *Sénat.* — Séance du 20 octobre. — Rapport de M. Strauss sur la proposition de loi, adoptée par la Chambre des députés, tendant à modifier l'article 40 de la loi du 27 mars 1907 concernant les conseils de prud'hommes. (Doc. parl. n° 260.)

— *Sénat.* — Séance du 27 octobre. — Rapport de M. Strauss sur le projet de loi, adopté par la Chambre des députés, tendant à conférer aux femmes l'éligibilité aux conseils de prud'hommes. (Doc. parl. n° 263.)

⁽¹⁾ Adressée au Ministre du Travail et de la Prévoyance sociale.

Convention de Berne. — Interdiction de l'emploi du phosphore blanc. — *Chambre des députés.* — Séance du 29 octobre. — Rapport de M. Vacherie, sur le projet de loi portant ratification de la convention internationale de Berne sur l'interdiction de l'emploi du phosphore blanc dans l'industrie des allumettes. (Doc. parl., n° 2070.)

Crédit mutuel. — *Chambre des députés.* — Séance du 29 octobre. — Rapport de M. Jean Codet, sur la proposition de loi de M. Jean Codet, ayant pour objet l'application du crédit mutuel de commerce, à l'industrie et aux sociétés coopératives, ainsi qu'à l'attribution d'avances à long terme auxdites sociétés.

Établissements dangereux, insalubres ou incommodes. — *Sénat.* — Séance du 20 octobre. — Dépôt par M. Chautemps d'une proposition de loi tendant à la révision de la législation des établissements dangereux, insalubres ou incommodes. — Ajournement de la discussion et retrait de l'ordre du jour de la proposition.

Femmes en couches. — *Sénat.* — Séance du 20 octobre. — Proposition de loi adoptée par la Chambre des députés, garantissant leur travail ou leur emploi aux femmes en couches. — Ajournement de la discussion. — Séance du 30 octobre. — 1^{re} délibération. — Déclaration de l'urgence. — Contre-projet de M. Guillaume Poulle. — Adoption de l'article unique modifié du contre-projet.

Marchés de gré à gré passés pour le compte des communes et des établissements publics de bienfaisance. — *Chambre des députés.* — Séance du 15 octobre. — Rapport de M. Normand sur le projet de loi concernant les marchés de gré à gré passés pour le compte des communes et des établissements publics de bienfaisance. (Doc. parl., n° 2048.)

Protection et assistance des mères et des nourrissons. — *Sénat.* — Séance du 20 octobre. — Proposition de loi de M. Paul Strauss sur la protection et l'assistance des mères et des nourrices. — Suite de la 2^e délibération. — Séance du 30 octobre. — Suite de la délibération. — Amendement de M. Guillier, renvoyé à la Commission. — Ajournement de la discussion.

Saisies-arrests sur les arrérages des pensions de retraites. — *Chambre des députés.* — Séance du 29 octobre. — Dépôt par M. Lamy d'une proposition de loi tendant à appliquer la procédure de la loi du 12 janvier 1895 aux saisies-arrests sur les pensions de retraites.

Secours de chômage. — *Chambre des députés.* — Séance du 10 octobre. — Dépôt, par M. Émile Favre, d'une proposition de loi tendant à ouvrir au Ministre de l'intérieur, sur l'exercice 1908, un crédit extraordinaire de 500,000 francs pour venir en aide aux populations horlogères éprouvées par le chômage dans l'arrondissement de Bonneville (Haute-Savoie). [Doc. parl. n° 2058.]

Syndicats professionnels. — *Chambre des députés.* — Séance du 15 octobre. — Dépôt, par M. Klotz, d'une proposition de loi tendant à étendre les dispositions de la loi du 21 mars 1884 sur les syndicats professionnels. (Doc. parl. n° 2050.)

CHRONIQUE LÉGISLATIVE.

LE CRÉDIT MARITIME MUTUEL.

Dans sa séance du 10 juillet 1908, la Chambre des députés a adopté, sans discussion et après déclaration de l'urgence, un projet de loi autorisant la constitution de caisses régionales de crédit maritime mutuel conformément aux dispositions de la loi du 23 avril 1906⁽¹⁾.

L'article 2 définit le but de ces caisses régionales et énumère les opérations auxquelles elles peuvent se livrer :

Les caisses régionales ont pour but de faciliter aux membres des sociétés locales de crédit maritime exerçant la pêche, l'ostréiculture ou autres métiers similaires, les opérations qui ont trait à l'exercice de leur profession.

A cet effet, elles escomptent les effets souscrits par les membres des sociétés locales et endossés par ces sociétés.

Elles peuvent également consentir aux sociétés locales des avances spéciales destinées aux sociétés coopératives maritimes et remboursables, par amortissement, dans un délai maximum de six années.

Toutes opérations autres que celles prévues par le présent article sont interdites aux caisses régionales de crédit maritime mutuel.

L'article 3 détermine les conditions sous lesquelles les sociétés coopératives maritimes pourront recevoir les avances dont il est question à l'article précédent et spécifie notamment que ces sociétés ne pourront avoir pour but de réaliser des bénéfices commerciaux.

Les statuts des caisses régionales devront être déposés au Ministère de la marine et ces établissements seront soumis au même contrôle et à la même surveillance que les sociétés autorisées par la loi du 23 avril 1906.

LA CONFÉDÉRATION GÉNÉRALE DU TRAVAIL.

Au cours de la discussion des interpellations de MM. Paul Deschanel et Pugliesi-Conti, portant notamment sur les menées révolutionnaires de la Confédération générale du Travail, M. René Viviani, ministre du Travail, a fait à la Chambre des Députés, dans la séance du 23 octobre 1908, les déclarations suivantes :

Peut-on dissoudre la Confédération générale du travail? Il n'y a pas de doute, on peut la dissoudre? Doit-on la dissoudre? Voilà la vraie question.

Messieurs, lorsqu'on discute la nullité ou la possibilité de la dissolution d'une association, on peut se placer en face de deux points de vue : ou bien un syndicat est nul, parce que, comme on dit en droit, il est infecté d'un vice organique, parce que, par ses statuts, il n'a pas respecté la forme légale ou que, l'ayant respectée, tout à fait légal au regard de la loi, il a, par un vice de gestion ou une faute d'administration, permis contre lui l'application de la loi.

Est-ce que la Confédération générale du travail possède en elle un vice constitutif? Je ne sais pas quel est l'avoué retors ou le notaire avisé qui a rédigé les statuts de la Confédération

⁽¹⁾ Voir le texte de cette loi dans le *Bulletin*, juin 1906, p. 618.

générale du travail, mais on peut les soumettre au microscope de tous les juristes qui sont dans cette Chambre, je les défie bien d'y rectifier une virgule. Est-ce que par hasard la Confédération serait devenue illégale quant à sa forme? J'ai entendu soutenir que la Confédération générale du travail était illégale parce que, sinon le texte, du moins l'esprit de la loi de 1884 lui serait hostile.

En effet, dit-on, quand vous considérez un syndicat, vous constatez qu'il est constitué par des hommes qui sont de la même profession; l'union des syndicats est composée par des syndicats d'hommes appartenant à des professions similaires; la Confédération générale du travail devrait avoir la même forme; elle devrait être constituée par des unions qui appartiennent à des professions similaires. Or, qu'est-ce que c'est que la Confédération générale du travail? C'est la confédération la plus disparate qui soit, puisqu'on y trouve des mineurs à côté des maçons, des ouvriers de chemins de fer à côté des travailleurs du livre.

Je réponds qu'il suffit de relire la loi de 1884 pour s'apercevoir qu'il n'en est rien et que jamais il n'a été possible de l'interpréter ainsi; il n'y a qu'à se reporter aux travaux préparatoires du Sénat.

Je veux bien admettre que parfois les travaux préparatoires sont assez flottants et confus; mais quand ils sont constitués par un discours de M. Béranger et par un autre de M. Waldeck-Rousseau, ils offrent une base certaine de discussion. M. Béranger et M. Waldeck-Rousseau ont été en désaccord sur la question de savoir quel serait le rôle social de la future confédération, mais ils ont été d'accord pour reconnaître qu'au point de vue juridique elle avait le droit de grouper sous son aile les unions les plus disparates.

J'ajoute que si l'on pouvait expulser la Confédération générale du travail de la loi de 1884 elle se réfugierait dans une forteresse inexpugnable qui est l'article 1^{er} de la loi de 1901.

Est-ce que par hasard vous allez interdire à des hommes qui profitent de la loi de 1884 de recourir à la loi de droit commun de 1901? C'est le contraire que vous pourriez interdire.

Qu'est-ce que la loi de 1884? C'est une loi de privilège forgée par le législateur au profit du patron et de l'ouvrier qui, par anticipation sur les autres citoyens, ont joui de la loi sur les associations. Ils peuvent parfaitement délaisser le privilège et recourir à la loi de 1901.

Alors, est-ce que la loi interdirait la formation d'une association d'associations? Je fais appel à un homme qui est hostile à mes idées, M. de Ramel, mais dont la probité intellectuelle me serait une garantie, si j'en avais besoin. Il est monté à la tribune et a déposé un amendement à l'effet de voir dire que l'association des associations serait permise. Il a retiré son amendement devant l'affirmation de M. Trouillot: l'amendement est inutile, l'association des associations est permise. M. Riou a fait au Sénat la même opération et, sur la même affirmation de M. Vallé, il a retiré son amendement. De sorte que la Confédération générale du travail serait à sa place dans la loi de 1901.

J'ajoute qu'elle y trouve deux avantages que la loi de 1884 ne lui donne pas. Lorsqu'une association se forme, elle n'est pas obligée de déposer les statuts comme la loi de 1884 l'impose au syndicat. Si elle voulait jouir de la petite personnalité civile, c'est-à-dire posséder et ester en justice, elle pourrait le faire à l'aide d'une simple formalité. La loi de 1884 interdit aux unions d'ester en justice et de posséder.

Ainsi donc, messieurs, je vais retirer le profit juridique de ma démonstration. Si ni la loi de 1884 ni la loi de 1901 ne permettent de dissoudre la Confédération pour un vice organique, il faut admettre que, même dissoute pour d'autres causes, elle pourrait sous la même forme, sous la même figure juridique, réapparaître le lendemain même de sa dissolution.

La Chambre a approuvé les déclarations du Gouvernement par 324 voix contre 60

RENSEIGNEMENTS DIVERS.

Analyse, par département, des renseignements fournis : 1^o par les chambres de commerce, les conseils de prud'hommes, les associations patronales, etc.; 2^o par les correspondants⁽¹⁾.

Ardennes. — A Sedan, dans le *bâtiment*, qui compte 65 établissements syndiqués occupant 460 ouvriers, le travail a été plus abondant qu'en 1907 à pareille époque; on faisait 70 heures fin juin; le chômage est très rare, la main-d'œuvre faisant défaut. A Charleville, dans l'entreprise de *peinture*, le travail a été normal.

Aude. — A Narbonne, dans la *tonnellerie*, dont les 34 établissements syndiqués occupent 275 ouvriers, il n'y a pas eu de changement appréciable comparativement à 1907 à pareille époque; on fait 56 heures par semaine; une tonnellerie mécanique a été fermée; elle occupait 50 ouvriers.

Aveyron. — Dans la *ganterie*, à Millau, le travail était moitié moins abondant qu'en 1907 au trimestre correspondant, d'où une diminution de travail réduisant la journée à 6 heures.

A Villefranche-de-Rouergue, dans le *bâtiment*, dont les 80 entreprises occupent 300 ouvriers, on faisait 60 heures par semaine; le salaire des maçons a été augmenté de 0 fr. 05 l'heure, maçons : 0 fr. 40, couvreurs-zingueurs, 0 fr. 45; menuisiers, serruriers et peintres, 0 fr. 35; tailleurs de pierres et cimentiers, 0 fr. 40; manœuvres et terrassiers, 0 fr. 25.

Cantal. — A Aurillac, dans l'*imprimerie*, qui compte 6 patrons syndiqués occupant 90 ouvriers, le travail s'est maintenu à peu près égal; on fait 54 heures par semaine, et les salaires seraient en hausse de 10 p. 100. Une imprimerie occupant une cinquantaine d'ouvriers a cessé de produire.

Cher. — A Bourges, dans l'*horticulture*, qui compte 85 établissements syndiqués occupant 150 ouvriers, il n'y a pas de chômeurs; on fait 12 heures pour un salaire de 4 francs à 4 fr. 50. Dans la *maréchalerie*, qui compte 110 établissements syndiqués occupant 220 ouvriers, le travail est satisfaisant; on fait 66 heures par semaine pour un salaire quotidien de 3 fr. 50 à 4 fr. 50.

A Marseilles-les-Aubigny, dans la *chaux hydraulique*, dont les 14 établissements occupent 900 ouvriers, le travail a été un peu moins abondant, par suite de la grève du bâtiment, comparativement au 2^e trimestre 1907; on fait 60 heures par semaine et les salaires seraient en hausse de 10 à 12 p. 100. Deux nouvelles usines de 3 fours chacune fonctionnent depuis le précédent trimestre, occupant ensemble une quarantaine d'ouvriers.

Côte-d'Or. — A Dijon, dans l'*industrie agricole*, on fait 60 heures par semaine. Dans la *meunerie*, on fait également 70 heures, et le travail est stable.

Drôme. — A Horiol, dans la *menuiserie-ébénisterie*, on fait 60 heures par semaine, et les salaires seraient en hausse.

Eure. — A Evreux, dans la *fromagerie*, qui compte 20 établissements syndiqués occupant 200 ouvriers, même activité; les salaires sont toujours de 45 à 60 francs par mois, couché et nourri. Dans la *maréchalerie*, qui compte 25 patrons syndiqués (sur 250)

⁽¹⁾ Sauf indications contraires, les renseignements se rapportent au 2^e trimestre 1908 et émanent des syndicats patronaux.

occupant 75 ouvriers, activité à peu près égale; 60 à 66 heures par semaine, pour un salaire mensuel de 60 à 80 francs, nourri et logé.

A Ézy, dans l'industrie des *peignes*, dont les 45 établissements syndiqués occupent 600 ouvriers, le travail a été encore moins abondant; on ne faisait que 36 heures par semaine fin juin.

Eure-et-Loir. — A Chartres, dans le *bâtiment*, dont les 135 entreprises occupent 800 à 900 ouvriers, on fait 60 heures dans les ateliers mixtes, et 68 à 72 heures dans les ateliers d'adultes; les salaires suivraient une progression constante, même brusque dans certaines professions, par suite du manque des ouvriers.

Gard. — A Nîmes, chez les *tailleurs et confectionneurs*, au nombre de 40 patrons ou établissements syndiqués, occupant 250 ouvriers, le travail a été moins actif qu'au trimestre correspondant de 1907; on fait 60 heures par semaine. Dans l'*horlogerie-bijouterie, etc.*, il n'y a pas eu de changement.

Gers. — A l'Isle-en-Jourdain, dans la *maréchalerie*, le travail aurait diminué dans la ville au profit des environs; les ouvriers sont rares et les salaires en hausse.

Gironde. — A Bordeaux, dans l'*horticulture*, qui compte 30 établissements syndiqués occupant 100 ouvriers, le travail aurait été plutôt moins actif; on fait 60 heures par semaine. Dans l'industrie des *caisses*, le travail a été sensiblement moins abondant; les expéditions font défaut, d'où diminution des salaires, le travail se faisant à façon.

Indre-et-Loire. — A Tours, dans les *cartonnages*, l'activité s'est maintenue égale à celle du 2^e trimestre 1907 et du 1^{er} trimestre 1908. A Loches, dans l'industrie des *sabots*, le travail n'a pas varié sensiblement; on fait 60 heures par semaine.

Isère. — A Grenoble, dans l'*ameublement*, le travail n'a pas varié. Chez les *constructeurs-mécaniciens et chaudronniers*, au nombre de 12, occupant 1150 ouvriers, le travail a été moins abondant; on fait de 54 à 60 heures par semaine et la main-d'œuvre qualifiée se ferait rare, faute d'apprentissage.

A Vienne, dans le *bâtiment*, qui compte pour la région 75 entrepreneurs syndiqués, occupant de 5 à 600 ouvriers, on fait 10 heures, et les salaires sont de 0 fr. 60 pour les maçons, 0 fr. 55 pour les plâtriers et les menuisiers. Les bons ouvriers feraient défaut.

Landes. — Dans l'*agriculture et les forêts de pins*, à Soustons, il n'y a pas de chômage; on fait 50 heures par semaine et le salaire est de 34 francs par barrique de résine (44 fr. en 1907). A Herm, même activité et mêmes salaires (2 fr. 50, 3, 4, 5 et 6 fr. pour 10 heures de travail). A Escuire, même constatation favorable. A Molières et Maa, les salaires seraient un peu en baisse, à cause de la mévente des produits résineux.

Loiret. — A Orléans, dans l'*habillement*, on fait 66 à 70 heures par semaine dans les magasins de détail.

Lot-et-Garonne. — A Agen, dans l'*horlogerie-bijouterie de détail*, le travail a été moins abondant qu'au 2^e trimestre de 1907. Dans les *pêcheries* de la région centrale de la Garonne, le travail serait de plus en plus faible depuis l'extension illimitée du nombre des pêcheurs à la ligne, d'où une diminution de plus en plus sensible de poissons d'eau douce sur les divers marchés de la région.

Maine-et-Loire. — A Angers, dans la *vannerie*, il n'y a pas eu de changement.

Manche. — A Granville, dans la *grande pêche*, qui compte 35 voiliers pour 16 armateurs, les navires sont sur les bancs de Terre-Neuve depuis la fin d'avril.

Meurthe-et-Moselle. — A Nancy, dans l'*imprimerie*, qui compte 60 établissements

syndiqués occupant 3,000 ouvriers, le travail est assez abondant et le chômage restreint; mais cette industrie traverse une crise causée par la hausse considérable des matières premières, non compensée par les prix de vente, d'où des bénéfices pour ainsi dire nuls. On fait 60 heures par semaine.

Nièvre. — A Nevers, dans le bâtiment, le travail a été plus abondant qu'en 1907 au deuxième trimestre, sans chômage; on fait 60 heures et les salaires seraient en hausse de 10 p. 100.

Haute-Savoie. — CHAMBRE DE COMMERCE D'ANNECY (1^{er} semestre 1908). — Dans la *filature et tissage de coton*, le travail a été beaucoup moins actif malgré les engagements portant encore sur le semestre en cours; la main-d'œuvre est très rare, d'où un chômage forcé d'une partie des métiers à tisser d'environ 10 p. 100. Dans la *papeterie*, il n'y a pas eu de chômage, mais l'activité n'a pas été accentuée. Dans la *métallurgie*, l'activité a été encore plus faible qu'au précédent semestre, du fait de la crise qui sévit sur cette industrie; il y a eu quelques chômages, sans réduction du taux des salaires.

Dans la fabrication des *bois de galoches*, la main-d'œuvre est rare, et il en résulte une augmentation de salaires de 0 fr. 50 à 1 franc par jour pour les ouvriers occupés.

Dans la *bonneterie*, il n'y a pas eu de chômage.

Dans la *tannerie et corroïerie*, l'activité du travail est restée stationnaire, sans chômage, avec ralentissement dans la mise en œuvre. Dans la *minoterie*, le travail a été très actif, sans chômage.

L'*horlogerie* a vu se réaliser la réduction de travail prévue au dernier semestre; elle atteint 50 p. 100 en raison de la crise financière des États-Unis et de différents pays d'Europe. Le travail a dû être réduit par roulement industriel.

Dans la fabrication de *chlorates et perchlorates alcalins* de l'usine de Chedde, l'activité du travail est redevenue normale avec l'abondance des eaux et l'augmentation des demandes. Il n'y a pas eu de chômage. A l'usine de *carbure de calcium et de produits électro-métallurgiques* de Pont-du-Giffre, même remarque quant au chômage, mais le travail a été beaucoup moins actif qu'au précédent trimestre, en raison de la crise métallurgique.

Dans l'usine de *charpenterie, menuiserie et parqueterie d'Innemasse*, l'activité du travail a été plus accusée, la saison correspondant à l'exécution des constructions et des approvisionnements; les salaires des ouvriers ont été augmentés.

Seine-Inférieure. — CHAMBRE DE COMMERCE DU HAVRE (année 1907). — Dans les *constructions navales et industries mécaniques*, le travail a été assez régulier, grâce à la construction d'un certain nombre de cargo-boats et autres transports maritimes, et de divers appareils, chaudières, yoles, canots, etc. L'activité qui s'était manifestée en 1906 dans les usines d'appareils électriques et de voitures automobiles de Graville s'est encore accentuée en 1907. Les *tréfileries* ont atteint leur plein développement par un bon courant de commandes, et la fabrication de *boulons, rivets et écrous* a été encore en légère progression. Cette industrie s'est adjoint une nouvelle branche de travail : finissage des bouchons pour culots d'obus.

Dans les *industries chimiques*, l'usine des extraits tinctoriaux et tannants, bien qu'ayant un peu diminué d'importance par suite de l'établissement ou de l'extension d'usines à l'étranger, a fourni néanmoins un travail régulier. L'*huilerie* a travaillé plus activement, et la production de la fabrique de lessives et savons noirs a sensiblement augmenté.

Il y a eu aussi progression dans l'industrie des corderies et soieries.

Le travail dans les *scieries mécaniques, parqueteries et autres industries du bois*, a été très actif pendant les neuf premiers mois de 1907, puis s'est ressenti de la crise financière.

La *rizerie*, dont l'usine avait été totalement détruite en 1906 par un incendie, a reconstitué son matériel avec les derniers perfectionnements. Les *pâtes alimentaires* ont eu un travail très actif, leurs débouchés ayant augmenté à l'étranger et à l'intérieur. Les fabriques de *tapioca* sont en augmentation progressive et régulière. Les *brasseries* ont eu sur 1906 un surcroît de production assez important; l'une d'elles a mis son outillage à la hauteur des derniers perfectionnements.

La *filature et tissage* de Graville a été très occupée au début de l'année, mais le travail s'est un peu ralenti à la suite de la crise financière.

Dans le travail des pierres et terres au feu les établissements semblent assez prospères et leur personnel paraît de plus en plus nombreux.

Dans les imprimeries, le travail a été très actif toute l'année.

Le mouvement général du port du Havre s'est élevé, en navires chargés et sur lest, à 4,427,016 tonnes aux entrées, et à 4,416,195 tonnes aux sorties.

Analyse, par département, des renseignements fournis par les syndicats ouvriers.

(Renseignements fournis à la date du 15 octobre.)

1. — **Ain.** — A Bourg, pas de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*.

A Saint-Genis-Pouilly, pas de chômeurs, travail plus abondant, chez les *diamantaires* du pays de Gex.

A Serrières-de-Briord, pas de chômeurs, 60 à 66 heures, chez les *tullistes*.

2. — **Aisne.** — A Saint-Quentin, pas de chômeurs, chez les *typographes*; pas de changement chez les ouvriers du *piquage de cartons*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *tisseurs*; 5 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *tullistes en guipures*; pas de chômeurs, 60 heures, dans l'*habillement*; pas de chômeurs, 57 heures, chez les *menuisiers*; pas de chômeurs, 57 heures, travail satisfaisant, chez les *maçons*; pas de chômeurs, 54 heures, chez les *couvreurs-zingueurs*; pas de chômeurs, 60 à 70 heures, chez les *employés*.

A Soissons, pas de chômeurs, 66 heures, chez les *mécaniciens*.

A Chauny, pas de chômeurs, 72 heures, chez les ouvriers des *produits chimiques*.

A Guise, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *mouleurs*.

A Laon, pas de chômeurs chez les *couturières*.

A Origny-en-Thiérache, 25 p. 100 de chômeurs, 70 heures, chez les *vanniers*.

A Vaux-sur-Laon, pas de chômeurs, 60 heures, dans le *bâtiment*.

A Villers-Cotterets, pas de chômeurs, chez les *typographes*.

A Estrées, 40 p. 100 de chômeurs, 45 heures, chez les *brodeurs*.

3. — **Allier.** — A Moulins, 3 p. 100 de chômeurs, 45 heures, travail satisfaisant, chez les *peintres et plâtriers*.

A Commentry, travail non satisfaisant, 66 heures, chez les *métallurgistes*.

A Bourbon-l'Archambault, pas de chômeurs dans le *bâtiment*.

A Saint-Aubin-le-Monial, 15 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *scieurs de long*.

Chez les *travailleurs agricoles*: pas de chômeurs, à Buxières-les-Mines, Chemilly, Meillard, Molinet, Neuilly-le-Réal, Saligny.

Chez les *bûcherons*: 40 p. 100 de chômeurs à Bourbon-l'Archambault; 62 p. 100 à Coulevres, 40 p. 100 de chômeurs à Franchesse; 29 p. 100 à Isles et Bardais; 64 p. 100 de chômeurs à Lurcy-Lévy; 51 p. 100 à Mcrey; travail peu satisfaisant à Monbeugny; 50 p. 100 de chômeurs à Neurre; pas de chômeurs à Pouzy-Mézangy; pas de chômeurs à Saint-Plaisir; 17 p. 100 à Saint-Voir; 20 p. 100 de chômeurs à Thionne; pas de chômeurs à Vaumas; travail moins abondant à Ygrande, pas de chômeurs chez les *fendeurs*.

Chez les *mineurs* pas de chômeurs à Montcombroux; pas de chômeurs, 54 heures, à Montvicq; 48 et 54 heures, à Saint-Hilaire.

A Saint-Yorre, 10 p. 100 de chômeurs, 48 heures chez les *sourciers*.

4. — **Alpes (Basses).** — A Digne, 17 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les ouvriers du *bâtiment*.

A Saint-Maime, pas de chômeurs, chez les *mineurs*.

5. — **Alpes (Hautes).** — A Briançon, pas de chômeurs, 60 heures, dans le *bâtiment*.

6. — **Alpes-Maritimes.** — A Nice, 55 p. 100 de chômeurs chez les *restaurateurs*.

limonadiers; pas de chômeurs chez les employés pour l'éclairage au gaz et à l'électricité, 11 p. 100 de chômeurs, 48 heures, chez les *typographes*; travail satisfaisant, chez les *ouvriers du port*; 80 heures, chez les *infirmières et infirmiers*; 30 p. 100 de chômeurs chez les *coiffeurs*.

A Antibes, 52 p. 100 de chômeurs chez les *ouvriers du port*.

A Cannes, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *typographes*, 60 p. 100 de chômeurs, travail non satisfaisant, chez les *ouvriers du port*.

A Contes-les-Pins, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *ouvriers en chaux et ciments*.

A Menton, 15 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *maçons*; 50 p. 100 de chômeurs, 30 heures, chez les *débardeurs*.

A Vallauris, 28 p. 100 de chômeurs, dans le *bâtiment*.

7. — **Ardèche.** — A Annonay, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *papetiers*; 15 p. 100 de chômeurs chez les *mégissiers-palissonneurs*; 25 p. 100 de chômeurs, 40 à 50 heures, chez les *mégissiers de rivière*.

A Largentière, travail satisfaisant, 59 heures, chez les *tisseurs*.

A Privas, travail moins abondant, 60 heures, chez les *mineurs*; 54 heures, chez les *typographes*.

A Vals, 12 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *terrasiers et manœuvres des eaux minérales*.

8. — **Ardennes.** — A Mézières, pas de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*.

A Fumay, 2 p. 100 de chômeurs, 44 heures, chez les *mineurs*; pas de changement chez les *ardoisiers*.

A Haybes-sur-Meuse, pas de chômeurs, 44 à 55 heures, chez les *ardoisiers*.

A Sedan, pas de changement chez les *charrons*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les employés.

A Hiraumont-en-Rocroi, pas de chômeurs chez les *mouleurs et métallurgistes*.

Chez les *tisseurs*: 33 p. 100 de chômeurs (industrie lainière), 60 heures, à Daigny; 12 p. 100 de chômeurs, 60 heures, à Sedan; pas de chômeurs, 50 à 60 heures à Saint-Menges.

Chez les *métallurgistes*: pas de chômeurs, 58 heures, à Braux; pas de chômeurs, 35 heures, aux Mazures.

9. — **Ariège.** — A Lavelanet, 62 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *ouvriers textiles*.

A La Bastide-sur-Flers, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *ouvriers en peignes*.

A Arignac, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *plâtriers*.

10. — **Aube.** — A Troyes, 4 p. 100 de chômeurs chez les *débardeurs*.

11. — **Aude.** — A Carcassonne, pas de chômeurs, chez les *cuisiniers*; pas de chômeurs, 72 heures, chez les *espadrilleurs*; 1 p. 100 de chômeurs, 60 heures, dans l'*habillement*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *menuisiers*; pas de chômeurs, 60 heures, dans le *bâtiment*; pas de chômeurs, chez les *peintres et plâtriers*; 5 p. 100 de chômeurs chez les *employés de commerce*; pas de chômeurs chez les *gens de maison*.

A Espérazza, travail peu satisfaisant, 60 heures, chez les *ouvriers et ouvrières en chapellerie*.

A Narbonne, 25 p. 100 de chômeurs, 84 heures, chez les *boulangers*; 5 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*; pas de chômeurs, chez les *tonneliers*; 8 p. 100 de chômeurs chez les *marchéaux ferrants*; pas de chômeurs, 61 heures, dans le *bâtiment*.

En ce qui concerne les *ouvriers forestiers agricoles, cultivateurs*, etc.: pas de chômeurs, travail peu satisfaisant, à Argeliers; 33 p. 100 à Armissan; 81 p. 100 à Bages; 52 p. 100 de chômeurs à Boutenac; 13 p. 100 à Capendu; 8 p. 100 à Castelnaud-Aude (pas de chômeurs, chez les *vignerons*); pas de chômeurs à Conigüe; 11 p. 100 de chômeurs à Cuxac-d'Aude; 30 p. 100 de chômeurs, à Durban; 48 p. 100 à Fraisse-des-Corbières; 73 p. 100 de chômeurs à Gruissan; 75 p. 100 de chômeurs à Limoux; travail satisfaisant à Maillac; travail moins abondant à Marcorignan; pas de chômeurs à Mont-

laur; 40 p. 100 à Narbonne; 50 p. 100 de chômeurs à Roubia; pas de chômeurs à Saint-André-de-Roquelongue; pas de chômeurs à Sainte-Colombe-sur-Guette; pas de chômeurs à Saint-Hilaire; 37 p. 100 de chômeurs, aux Salles d'Aude; pas de chômeurs à Trèbes; pas de chômeurs à Villeghy; pas de chômeurs à Villemoustausou.

12. — Aveyron. — A Millau, 74 p. 100 de chômeurs, 35 heures, chez les *tanneurs et corroyeurs*; 63 p. 100 de chômeurs, 45 à 50 heures, chez les *mégissiers et chamoiseurs*; 50 p. 100 chez les *palissonneurs mégissiers*; 25 p. 100 de chômeurs, 35 heures, chez les *palissonneurs en couleur*; 31 p. 100 de chômeurs, 48 heures, chez les *teinturiers en peaux*.

A Decazville, pas de chômeurs, 60 heures, dans le bâtiment.

A la Treille, pas de chômeurs chez les *mineurs*.

13. — Bouches-du-Rhône. — A Marseille, pas de chômeurs chez les *pêcheurs*; 11 p. 100 de chômeurs, 72 heures, chez les *confiscurs-pâtisseries*; 30 p. 100 de chômeurs, 112 heures, chez les *garçons bouchers et charcutiers*; pas de changement chez les *maîtres d'hôtel et garçons navigateurs*; 14 p. 100 chez les employés d'hôtels et restaurants.

27 p. 100 de chômeurs, 60 à 70 heures, chez les *ouvriers des huileries*.

Pas de chômeurs, 60 heures, chez les *carpentiers*; 40 p. 100 de chômeurs chez les *cal-fats et perceurs*; 3 p. 100 de chômeurs, 54 à 60 heures, chez les *carrossiers*.

24 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *mouleurs*; 5 p. 100 de chômeurs chez les *forgerons*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *modeleurs mécaniciens*; 3 p. 100 de chômeurs chez les *mécaniciens*.

30 p. 100 de chômeurs chez les *maçons*; 30 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *cimentiers grâisseurs*; 40 p. 100 de chômeurs chez les *peintres, décorateurs, doreurs et vitriers*; pas de chômeurs chez les *plombiers-zingueurs*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *tuiliers-céramistes*; 33 p. 100 de chômeurs chez les *terrasiers-puissiers*; 25 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *briqueurs-fumistes*.

3 p. 100 de chômeurs chez les *employés de commerce*; travail plus abondant chez les *sténographes de commerce*; 11 p. 100 de chômeurs chez les *comptables professionnels*; 18 p. 100 de chômeurs chez les *machinistes des théâtres et concerts*; 28 p. 100 de chômeurs chez les *chauffeurs-conducteurs mécaniciens-automobilistes*; 84 heures, pas de chômeurs, chez les *garçons cochers de fiacre*; 7 p. 100 de chômeurs chez les *musiciens*.

A Arles, pas de chômeurs, 54 heures, chez les *maçons*; pas de chômeurs, 40 heures, dans l'habillement.

A Aubagne, 33 p. 100 de chômeurs, 40 heures, chez les *tonneliers*.

A Berre, 31 p. 100 de chômeurs chez les *pêcheurs* de l'Étang.

A la Ciotat, 27 p. 100 de chômeurs chez les *boulangers*.

A Fontvieille, 48 p. 100 de chômeurs, 42 heures, chez les *carriers*.

Chez les *mineurs*: pas de chômeurs à Valdonne (commune de Bourine); 4 jours de travail par semaine à Fuveau; travail satisfaisant, 48 heures, à Gardanne; pas de chômeurs, 54 heures, à Saint-Savournin.

14. — Calvados. — A Caen, pas de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *mécaniciens*; pas de chômeurs chez les *employés*.

A Condé-sur-Noireau, pas de chômeurs, 50 heures, chez les *travailleurs de l'industrie cotonnière*.

A Lisieux, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *liniers et lainiers*.

15. — Cantal. — A Aurillac, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *galochiers*; 28 p. 100 de chômeurs dans le bâtiment.

A Massiac, pas de chômeurs chez les *mineurs*.

16. — Charente. — A Angoulême, 4 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *typographes*; pas de chômeurs chez les *tailleurs d'habits*.

A Cognac, 2 p. 100 de chômeurs chez les *boulangers*; 30 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *tonneliers*; pas de chômeurs, 54 heures, chez les *fabricants de caisses*; pas de chômeurs, 85 heures, chez les *tuiliers-céramistes*; 1 p. 100 de chômeurs chez les *employés*.

17. — Charente-Inférieure. — A Rochefort, pas de chômeurs chez les *typographes*.

A La Rochelle, pas de chômeurs chez les *pêcheurs*; pas de chômeurs, 63 et 72 heures, chez les *ouvriers des engrais chimiques*.

A Saint-Séverin, pas de chômeurs chez les *bûcherons*.

18. — Cher. — A Bourges, 12 p. 100 de chômeurs, 50 heures, dans l'*habillement*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *ouvriers en voitures*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *métallurgistes*; pas de chômeurs, 57 heures, chez les *tailleurs de pierres*; pas de chômeurs chez les *employés*.

A Chaligny-Milon, pas de chômeurs chez les *carriers*.

A Dun-sur-Auron, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *maçons, aides-maçons et tailleurs de pierres*.

A Graçay, pas de chômeurs dans le *bâtiment*.

A la Guêrche-sur-l'Aubois, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *chaufourniers*.

A Jouet-sur-l'Aubois, pas de chômeurs, 55 heures, dans le *bâtiment*; pas de chômeurs, 66 heures, chez les *chaufourniers*.

A Sancoins, pas de chômeurs dans le *bâtiment*.

A Torteron, pas de chômeurs chez les *chaufourniers*.

A Vallenay, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *carriers*.

En ce qui concerne les *bûcherons*, pas de chômeurs à Apremont; pas de chômeurs à Arpheuilles; 52 p. 100 de chômeurs à Barlieu; pas de chômeurs à Brécly, à Chambon, à la Chapelle; 20 p. 100 à la Chapelle-Hugon; pas de chômeurs à Charenton-du-Cher; 28 p. 100 à Cours-les-Barres; pas de chômeurs à Farges en Septaine; travail satisfaisant à Flavigny; 19 p. 100 à Feux; pas de chômeurs à Garigny, à Groises; 42 p. 100 de chômeurs à la Guêrche-sur-l'Aubois; pas de chômeurs à Ivoy-le-Pré; pas de chômeurs à Jalognes, à Jouet-sur-l'Aubois; pas de chômeurs à Loye, travail satisfaisant à Morlac, à Meillant; pas de chômeurs à Mornay-Berry; pas de chômeurs à Saint-Benin-d'Azy; pas de chômeurs à Saint-Pierre-des-Étieux; 10 p. 100 de chômeurs à Sancergues; 15 p. 100 à Sancoins; 60 p. 100 à Sarrue; 25 p. 100 de chômeurs à Torteron; 86 p. 100 à Uzay-le-Venon; 57 p. 100 de chômeurs à Véreux; pas de chômeurs à Villiers.

19. — Corrèze. — A Tulle, 10 p. 100 de chômeurs, 54 et 60 heures, chez les *typographes*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *cordonniers sur mesure*; 30 p. 100 de chômeurs, 66 heures, chez les *tailleurs de pierres et maçons*;

A Bort, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *chapeliers-fouleurs*.

A Brive, pas de chômeurs, travail satisfaisant chez les *boulangers*.

20. — Corse. — A Ajaccio, 10 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *cordonniers*, 9 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *employés de commerce*.

21. — Côte-d'Or. — A Dijon, 1 p. 100 de chômeurs, 56 heures, chez les *typographes*; 20 p. 100 de chômeurs chez les *verriers en verre blanc*; 10 p. 100 de chômeurs chez les *couvreurs*; 8 p. 100 de chômeurs chez les *employés*; pas de chômeurs chez les *musiciens*.

A Beaune, pas de chômeurs, 54 à 60 heures, dans le *bâtiment*.

A Villiers-le-Duc, pas de chômeurs chez les *tâcherons*.

Chez les *bûcherons*, pas de chômeurs à Corcelle-les-Cîteaux et à Saulieu.

22. — Côtes-du-Nord. — A Saint-Brieuc, pas de changement chez les *typographes*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *menuisiers*; pas de chômeurs, 60 heures, dans le *bâtiment*, pas de chômeurs chez les *peintres*.

A Dinan, 18 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*; pas de chômeurs, 63 heures, chez les *ouvriers en voitures*.

23. — Creuse. — A Guéret, à Aubusson, pas de chômeurs, 48 à 50 heures, chez les *ouvriers en tapisserie d'art*.

24. — Dordogne. — A Allas-Marnac, pas de chômeurs, 66 heures, chez les *ouvriers des mines de ciment*.

A Bergerac, pas de chômeurs, 84 heures, chez les *boulangers*; pas de chômeurs, 69 heures, chez les *employés*.

A Brardville, pas de chômeurs chez les *verriers*; à Domme, pas de chômeurs chez les *meuniers*.

25. — Doubs. — A Badevel, 4 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *horlogers*.

A Montbéliard, travail satisfaisant, 60 heures, dans le *bâtiment*.

A Verrières-de-Joux, 39 p. 100 de chômeurs, 30 à 36 heures, chez les *horlogers*.

26. — Drôme. — A Valence, 33 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *meuniers*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *peintres et plâtriers*; pas de chômeurs, 78 heures, chez les *employés*.

A Bourg-de-Péage, pas de chômeurs chez les *chapeliers-approprieurs*.

A Romans, pas de changement chez les *cordonniers*.

A Saint-Remès, 28 p. 100 de chômeurs, 40 heures, chez les *carriers*.

27. — Eure. — A Évreux, pas de chômeurs, 60 heures, chez les ouvriers de l'Union indépendante des *tissus*.

28. — Eure-et-Loir. — A Chartres, pas de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *mécaniciens*.

A Châteaudun, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *typographes*.

A Dreux, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *cordonniers*.

29. — Finistère. — A Audierne, 30 p. 100 de chômeurs, chez les *ferblantiers-boîtiers*; A Concarneau, travail non satisfaisant chez les *pêcheurs*.

A Douarnenez, travail passable chez les *marins pêcheurs* de la baie et chez les *marins pêcheurs* du quartier de Douarnenez; 10 p. 100 de chômeurs, 48 heures, chez les *soudeurs-boîtiers*.

A Quimper, 13 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*.

A Guilvinec, 50 p. 100 de chômeurs, 50 heures, chez les *ferblantiers-boîtiers*.

A Saint-Guénolé, pas de chômeurs chez les *ferblantiers-boîtiers*.

30. — Gard. — A Alais, pas de chômeurs, 72 à 80 heures, chez les *cordonniers*.

A Anduze, travail peu satisfaisant, 60 heures, chez les *fileuses*.

A Aramon, pas de chômeurs, 65 heures, chez les *vanniers*.

A la Grand-Combe, pas de chômeurs chez les *mineurs*.

A Lasalle, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *filateurs de soie*.

A Nîmes, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *coltineurs et carriers*; pas de chômeurs chez les *coiffeurs*.

A Quissac, pas de chômeurs chez les *ouvriers agricoles*.

A Saint-Jean-du-Gard, 60 heures, chez les *fileuses*.

A Sauve, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *bonnetiers*.

A Saint-Hippolyte-du-Fort, 4 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les ouvriers en *soie*.

31. — Garonne (Haute-). — A Toulouse, 7 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *lithographes*; pas de chômeurs, 54 heures, dans l'*équipement*; pas de chômeurs chez les *monteurs de galoches*; pas de chômeurs, 54 heures, chez les *coupeurs-chemisiers*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les ouvriers en *meubles*; 18 p. 100 les chômeurs chez les *charrons*; 2 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *mécaniciens*.

32. — Gers. — A Auch, pas de chômeurs, 54 heures, chez les *maçons et tailleurs de pierres*.

A Lectoure, pas de chômeurs chez les *maçons et charpentiers*.

33. — Gironde. — A Bordeaux, 55 p. 100 de chômeurs, 90 heures, chez les *boulangers et biscuitiers*, pas de changement chez les *pâtisseries-glacières*.

6 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *imprimeurs-lithographes*; 10 p. 100 de chômeurs chez les *dessinateurs, chromistes, écrivains et graveurs-lithographes*.

11 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *tailleurs d'habits*.

Travail moins abondant chez les *brossiers*; 3 p. 100 de chômeurs chez les *tapissiers*. Pas de chômeurs, 60 heures, chez les *mouleurs*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les ouvriers de *l'article de ménage*; pas de chômeurs, 60 et 66 heures, chez les *maréchaux*.

Pas de chômeurs, 60 heures, chez les *tailleurs de pierre et maçons*; pas de chômeurs, 63 heures, chez les *peintres*; 33 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *ravaleurs*.

50 p. 100 de chômeurs chez les *charbonniers-sacquiens* du port; 66 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *arrimeurs des bois merrains*.

5 p. 100 de chômeurs chez les *gens de maison*.

A Camarsac, 16 p. 100 de chômeurs chez les *carriers*.

A Mériquac, pas de chômeurs, 50 heures, chez les *verriers en verre blanc*.

A Libourne, pas de chômeurs, 66 heures, chez les *employés*.

Pas de chômeurs, 60 heures, chez les ouvriers des *scieries mécaniques* de Podensac.

Chez les *tonneliers*: 35 p. 100 de chômeurs, à Barsac; pas de chômeurs à Langon; 15 p. 100 de chômeurs à Libourne; 11 p. 100 à Saint-Pardon; 25 p. 100 à Vagres.

34. — Hérault. — A Montpellier, 24 p. 100 de chômeurs, 84 heures, chez les *boulangers*; 16 p. 100 de chômeurs chez les *cordonniers*; 14 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *plâtriers*.

A Bédarieux, 7 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *carriers, mineurs-terrassiers*; 27 p. 100 de chômeurs chez les *charretiers, maçons, plâtriers, tailleurs de pierres*.

A Cette, 8 p. 100 de chômeurs chez les *boulangers*; 12 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *métallurgistes*; pas de changement chez les *horlogers*; 81 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *maçons*.

A Ganges, pas de chômeurs, 42 à 60 heures, chez les *bonnetiers et gantiers*.

A Graissessac, travail satisfaisant, 59 heures, chez les *mineurs*.

A Marsillargues, 70 p. 100 de chômeurs chez les *tailleurs de pierres et maçons*.

A Mèze, 10 p. 100 de chômeurs, 72 heures, chez les *charretiers*.

En ce qui concerne les *travailleurs de la terre, ouvriers agriculteurs, cultivateurs, vignerons*, etc., 50 p. 100 de chômeurs à Abeilhan; pas de chômeurs à Agde; pas de chômeurs à Aspiran; 40 p. 100 à Capetang; 87,6 p. 100 de chômeurs à Cazouls-les-Béziers; 37,6 p. 100 de chômeurs à Marguio; 96 p. 100 de chômeurs à Mèze; pas de chômeurs à Mudaison; 40 p. 100 de chômeurs à Nézignan-l'Évêque; pas de chômeurs à Olonzac; pas de chômeurs à Saint-Félix de Lodez.

35. — Ille-et-Vilaine. — A Rennes, pas de chômeurs chez les *écrivains dessinateurs lithographes*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les ouvriers du *cuir*; 20 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *métallurgistes*; 15 p. 100 de chômeurs chez les *cochers*; 18 p. 100 de chômeurs chez les *musiciens*.

A Fougerès, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *maçons*.

A Laignelet, pas de chômeurs chez les *verriers*.

36. — Indre. — A Châteauroux, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *ouvriers en drap*.

37. — Indre-et-Loire. — A Tours, 33 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *tisseurs*; pas de chômeurs chez les *cochers*; moins de 1 p. 100 de chômeurs chez les *employés*.

A Amboise, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *mouleurs*.

A Saint-Cyr-sur-Loire, pas de chômeurs, 60 heures, chez les ouvriers en *produits chimiques*.

38. — Isère. — A Grenoble, 3 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*; pas de chômeurs, 54 heures, chez les *mégissiers*; travail satisfaisant chez les ouvrières de *l'aiguille*; 2 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *menuisiers*; pas de chômeurs, 57 heures, chez les ouvriers en *boutons*; travail plus abondant chez les *camionneurs*; pas de chômeurs chez les *employés*; 12 p. 100 de chômeurs chez les *coiffeurs*.

Aux Avenières, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *cordonniers*.

A Bouvesse-Quirieu, pas de chômeurs chez les *carriers-chaufourniers*.

A Bourgoin, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *manœuvres journaliers*.

A Domène, pas de chômeurs, 66 à 84 heures, chez les *papetiers*.

A Gières, pas de chômeurs chez les *gantiers*.

A Moirans, 4 p. 100 de chômeurs, 48 à 55 heures, chez les *tisseurs*.

A Montaliieu-Vercieu, 9,3 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *ouvriers en soie*.

A La Motte-d'Aveillans, travail très abondant chez les *mineurs*.

A Parmilieu, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *tailleurs de pierres et carriers*.

A Porcieu-Amblagnieu, 15 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *tailleurs de pierres*.

A Saint-Clair-de-la-Tour, pas de chômeurs, 68 heures 1/2, chez les *tullistes*.

A Saint-Geoire-en-Valdaine, 14 p. 100 de chômeurs, 58 à 60 heures, chez les *tisseurs*.

A Saint-Laurent-du-Pont, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *métallurgistes*.

A Trept, 10 p. 1000 de chômeurs, 23 heures, chez les *chaufourniers*.

A Vienne, pas de chômeurs, 72 à 76 heures, chez les *boulangers*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *ouvriers en chaussures*; 32 p. 100 de chômeurs, 60 heures, dans l'*industrie textile*; pas de chômeurs, 54 heures, chez les *charpentiers*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *menuisiers et ébénistes*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *ouvriers en voitures*; pas de chômeurs, 60 à 66 heures, dans la *métallurgie*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *mouleurs*; pas de chômeurs, 54 heures, chez les *plâtriers-peintres*.

A Voiron, pas de chômeurs, 60 heures, au satin, 35 heures au velours chez les *ouvriers en soie*.

A Vizille, pas de changement chez les *métallurgistes*.

39. — Jura. — A Dôle, pas de chômeurs chez les *bûcherons*; pas de chômeurs 54 heures, chez les *typographes*, pas de chômeurs chez les *mouleurs*.

A Cinqétral, travail peu satisfaisant chez les *ouvriers en tuyaux de pipes*.

A Fraisans, pas de chômeurs chez les *métallurgistes*.

A Lavans-les-Saint-Claude, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *tourneurs*.

40. — Landes. — A Mont-de-Marsan, pas de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *maçons*.

A Dax, pas de chômeurs, 66 heures, chez les *employés de commerce*.

A Soustons, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *bouclonniers*.

Chez les *résiniers*: pas de chômeurs à Beylongue; travail moins abondant à Capbreton pas de chômeurs à Castets-des-Landes; pas de chômeurs à Escource, à Herm; pas de chômeurs à Léon, à Lit et Mixte, à Mézos; pas de chômeurs à Mimizan; pas de chômeurs à Moliets-et-Maa; pas de chômeurs à Onesse-Laharie, à Rion; pas de chômeurs à Sainte-Eulalie-en-Born; pas de chômeurs à Saint-Julien-Born; pas de chômeurs à Saint-Paul-lès-Dax; pas de chômeurs à Soustons; pas de chômeurs à Taller; travail satisfaisant à Vielle-Saint-Gérons.

41. — Loir-et-Cher. — A Blois, 3 p. 100 de chômeurs chez les *cordonniers*, pas de chômeurs chez les *menuisiers-ébénistes*.

A Romorantin, pas de chômeurs chez les *ouvriers du drap*; pas de chômeurs, 66 heures, chez les *mécaniciens*.

42. — Loire. — A Saint-Étienne, pas de chômeurs chez les *mineurs*; pas de chômeurs, 72 heures, chez les *chauffeurs et mécaniciens des mines du bassin de la Loire*; 8 p. 100 de chômeurs chez les *boulangers*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *travailleurs du gaz*; 6 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *imprimeurs-graveurs-lithographes*; 65 p. 100 de chômeurs chez les *tisseurs de Beaubrun*; 1,5 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *teinturiers*; 4 p. 100 de chômeurs, 54 à 60 heures, chez les *ouvriers en voitures*; 5 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *mécaniciens-électriciens*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *armuriers*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *maréchaux ferrants*; travail plus abondant chez les *employés de la fabrique de rubans*.

A Roanne, pas de chômeurs, 54 à 56 heures, chez les *typographes*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *imprimeurs, graveurs, lithographes et papetiers*; 2 p. 100 de chômeurs,

60 heures, chez les ouvriers des *cuirs et peaux*; 4.1 p. 100 de chômeurs dans l'*industrie textile*, 2.2 p. 100 de chômeurs, 40 heures, chez les *pareurs*; 4.8 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *gareurs, monteurs de chaînes, jacquardiers*; moins de 1 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *apprêteurs*; 3 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *charpentiers*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *menuisiers*; 3 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les ouvriers en *voitures*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *sabotiers-galochiers*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *mouleurs*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *maçons*; 12 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *tailleurs de pierres*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *tourneurs en poterie*.

A Bussières, pas de chômeurs, 60 heures, chez les ouvriers en *soie*; pas de chômeurs, 60 heures, dans le *tissage*.

A Cergne, 10 p. 100 de chômeurs chez les *tisseurs*.

A Charlien, chez les ouvriers en *soierie*, 10 p. 100 de chômeurs, 60 heures, pour les *tisseurs à la mécanique*, et 30 p. 100 de chômeurs, 72 à 80 heures, chez les *tisseurs à bras*.

A Firminy, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *menuisiers*.

A Monbrison, travail plus abondant, 72 heures dans la *meunerie*.

A Panissières, 8.6 p. 100 de chômeurs, chez les *tisseurs*.

A la Ricamarie, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *mineurs*.

A Sail-sous-Couzan, pas de chômeurs, 48 heures, chez les ouvriers des *eaux minérales*.

A Saint-Genest-Lerpt, 10 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les chefs d'ateliers *rubaniers*.

A la Talaudière, pas de chômeurs chez les *mineurs*.

A Villars, travail satisfaisant chez les *mineurs*.

A Violay, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *tisseurs en soie*.

43. — **Haute-Loire.** — Au Puy, pas de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*; 25 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *plâtriers-peintres*.

A Yssingeaux, 3 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *menuisiers*.

44. — **Loire-Inférieure.** — A Nantes, 11 p. 100 de chômeurs, 72 heures, chez les *boulangers*; 3 p. 100 de chômeurs, 54 à 60 heures, chez les *lithographes*; 3 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*; pas de chômeurs chez les *ferblantiers-boitiers*; 4 p. 100 de chômeurs, chez les *dessinateurs*; 2 p. 100 de chômeurs, chez les *royageurs et représentants de commerce de l'Ouest*.

A Saint-Nazaire, 22 p. 100 de chômeurs, 72 heures, chez les *boulangers*; travail peu satisfaisant chez les *charpentiers de navires*, pas de chômeurs, 52 heures, dans le port et 63 heures à la mer, chez les *mécaniciens-navigateurs du commerce*.

A Trignac, 2.5 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *métallurgistes*.

45. — **Loiret.** — A Orléans, 16 p. 100 de chômeurs, 89 heures, chez les *boulangers*; 6 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *lithographes*.

A Montargis, travail satisfaisant, 60 heures, chez les *jardiniers*; pas de chômeurs chez les ouvriers du *bâtiment*.

Chez les *bûcherons*: pas de chômeurs, à Autry-le-Châtel; pas de chômeurs à Batilly, à Champoulet; 35 p. 100 de chômeurs à Cerdon; pas de chômeurs à Chevilly; pas de chômeurs à Dammarie-en-Puisaye; pas de chômeurs à Faverelles; pas de chômeurs, à Gien; pas de chômeurs à Saint-Brissson.

46. — **Lot.** — A Cahors, pas de changement, chez les *charpentiers*.

47. — **Lot-et-Garonne.** — A Agen, pas de chômeurs, 60 heures, dans l'*ameublement*.

A Casteljaloux, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *charpentiers*.

A Couthures, pas de chômeurs chez les *travailleurs de la terre*.

A Lavardac, pas de chômeurs, chez les *boucheonniers*.

A Marmande, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *tonneliers*.

49. — **Maine-et-Loire.** — A Angers, 3 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *mécaniciens-ajusteurs*; pas de chômeurs, chez les *musiciens*.

A Cholet, 17 p. 100 de chômeurs, 50 heures, chez les *blanchisseurs-apprêteurs*; pas de chômeurs, 54 heures, chez les *maçons*.

A Saumur, pas de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*.

Chez les *tisserands*, 12,5 p. 100 de chômeurs, à Andrezé, 36 heures par semaine, au May, pas de chômeurs à Geste; 3 p. 100 de chômeurs à Saint-Léger-sous-Cholet; pas de chômeurs à Saint-Philbert-en-Mauges; 10 p. 100 de chômeurs à la Saguinière; 40 p. 100 de chômeurs à la Tessoualle, chez les *tisserands*; pas de chômeurs, chez les *tisserands à la main*.

51. — Marne. — A Châlons-sur-Marne, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *typographes*; pas de chômeurs, 63 heures, chez les *imprimeurs en papiers peints*; 4 p. 100 de chômeurs chez les *ouvriers et ouvrières en pelletteries*; pas de chômeurs chez les *coiffeurs*.

A Reims, travail satisfaisant, 70 heures, chez les *employés de la Compagnie du gaz*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *lithographes*, *papetiers*, *relieurs*; travail peu satisfaisant, 60 heures, dans l'*industrie lainière*; pas de chômeurs, 48 heures, chez les *trieurs de laine*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *menuisiers-chénistes*; pas de chômeurs, 54 heures, chez les *plâtriers*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *maçons*; pas de chômeurs, chez les *cochers*; 6 p. 100 de chômeurs, 70 heures, chez les *employés*.

A Ay, chômage général chez les *vignerons*.

A Courlandon, pas de chômeurs, 72 à 84 heures, chez les *papetiers*.

A Épernay, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *caristes-tonneliers*.

A Fismes, pas de chômeurs, 40 à 60 heures, chez les *apprêteurs en pelletteries, lustreurs et fourreurs*.

52. — Marne (Haute-). — A Chaumont, pas de chômeurs, 48 heures, chez les *mégissiers de rivière*; pas de chômeurs, 42 et 48 heures, chez les *mégissiers-palissonneurs*.

A Arc-en-Barrois, pas de chômeurs chez les *bûcherons*.

A Bussières-les-Beumont, pas de chômeurs, 72 heures, chez les *vanniers*.

A Fayl-Billot, pas de chômeurs, 78 heures, chez les *vanniers*.

54. — Meurthe-et-Moselle. — A Nancy, pas de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *papetiers*; pas de chômeurs, 60 à 65 heures, chez les *tailleurs d'habits*; travail satisfaisant, 60 heures, chez les *chapeliers*; pas de chômeurs chez les *ouvriers du bâtiment*; pas de chômeurs chez les *garçons de magasin livreurs*; 2 p. 100 de chômeurs chez les *musiciens*; moins de 1 p. 100 chez les *voyageurs et représentants de commerce*.

55. — Meuse. — A Bar-le-Duc, pas de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*.

A Consances-aux-Forges, moins de 1 p. 100 de chômeurs, 60 à 66 heures, chez les *métallurgistes*.

A Lérouville, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *carriers*.

A Stenay, travail satisfaisant, 60 heures, chez les *mouleurs*.

56. — Morbihan. — A Vannes, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *typographes*; travail satisfaisant, 60 heures, chez les *menuisiers*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *scieurs*.

A Auray, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *ouvriers en chaussures*.

Au Bono, pas de chômeurs chez les *pêcheurs*.

A Plouhinec, 10 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *maçons*.

A Port-Louis, travail moins abondant chez les *marins-pêcheurs*.

A Sauzon, 5 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *ferblantiers-bottiers*.

57. — Nièvre. — A Cercy-la-Tour, pas de chômeurs, 60 heures, dans le *bâtiment*.

A Clamecy, 30 p. 100 de chômeurs chez les *ouvriers des ports*.

A Corbigny, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *carriers*.

A Cossaye, travail peu satisfaisant dans le *bâtiment*.

A Decize, pas de chômeurs, 60 heures, dans le *bâtiment*.

A Guerigny, pas de chômeurs, 48 heures, chez les *ouvriers des forges*.

A Imphy, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *métallurgistes*.
A Moulins-Engilbert, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *maçons*.
A Saint-Amand, pas de chômeurs chez les *potiers*.
A Saint-Pierre-le-Moutier, pas de chômeurs dans le *bâtiment*.

En ce qui concerne les *bûcherons*: pas de chômeurs à Annay; 40 p. 100 à Azy-le-Vif; pas de chômeurs à Billy-sur-Isy; pas de chômeurs à Bitry; 25 p. 100 de chômeurs à la Celle-sur-Nièvre; pas de chômeurs à Ceray; 62 p. 100 de chômeurs à Cercy-la-Tour; pas de chômeurs à Cessy-le-Bois; pas de chômeurs à Champigny, à Champvert; pas de chômeurs à la Chapelle-Saint-André; 55 p. 100 de chômeurs à Charrin; 55 p. 100 de chômeurs à Châteauneuf; pas de chômeurs à Chitry-les-Mines; pas de chômeurs à Colméry; pas de chômeurs à Cossaye; pas de chômeurs à Donzy; pas de chômeurs à Entrains; travail nul à Fours; travail moins abondant à Guipy; pas de chômeurs à Lormes; pas de chômeurs à Magny-Cours; travail satisfaisant à Menestreau; 64 p. 100 de chômeurs à Montambert; 50 p. 100 de chômeurs à Montaron; pas de chômeurs à Pazy; travail moins abondant à Perray; travail moins abondant à Prémery, pas de chômeurs à Préporché; pas de chômeurs à Saint-Amand; pas de chômeurs à Sainte-Colombe; 90 p. 100 de chômeurs à Saint-Léger-des-Vignes; 7 p. 100 de chômeurs à Saint-Martin-d'Heuille; pas de chômeurs à Sichamps; 20 p. 100 de chômeurs à Verneuil.

58. — Nord. — A Lille, 7 p. 100 de chômeurs, 84 heures, chez les *pâtisseries*; 10 p. 100 de chômeurs, 57 heures, chez les *typographes*; 2 p. 100 de chômeurs, 57 heures et demie chez les *lithographes*; pas de chômeurs, 50 heures, à la corporation de Saint-Nicolas (*industrie du fil*); pas de chômeurs, 51 heures, chez les ouvriers de l'*habillement* et de l'*équipement militaire*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *charpentiers* et les *menuisiers*; pas de chômeurs, 53 heures, chez les *couvreurs*; pas de chômeurs, 60 heures, dans les *fonderies*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *métallurgistes* de la corporation de Saint-Éloi; pas de chômeurs, 60 heures, au *syndicat métallurgiste*; pas de chômeurs, 69 heures, chez les *tailleurs de pierres bleues*; pas de chômeurs, 54 heures, chez les ouvriers en *pierres blanches*; 7 p. 100 de chômeurs chez les *bitumiers*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *jaïciens*.

A Armentières, travail plus abondant, 55 heures, à l'association de l'*industrie textile*, pas de chômeurs, 50 à 60 heures, au *syndicat mixte* de l'*industrie textile*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *charpentiers* et *menuisiers*; pas de chômeurs chez les *métallurgistes*.

A Bellignies, 33 p. 100 de chômeurs, 55 à 60 heures, chez les *marbriers*.
A Bondues, travail plus abondant, 50 heures, chez les *lingères*.
A Caudry, 1 p. 100 de chômeurs, 35 à 56 heures, chez les *tallistes*.
A Cambrai, 65 heures, chez les *mouleurs*; 10 p. 100 de chômeurs chez les *couvreurs*.
A Cousolre, pas de chômeurs, 50 heures, chez les *marbriers à la pendule*.
A Douai, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *typographes*.
A Dunkerque, 0,6 p. 100 de chômeurs, 48 à 59 heures, dans l'*industrie textile*.
A Felleries, pas de chômeurs chez les *tourneurs sur bois*.
A Ferrière-la-Grande, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *mouleurs*.
A Gommegnies, pas de chômeurs, 54 heures, chez les *scieurs*.
A Halluin, 4 p. 100 de chômeurs, 48 à 56 heures, chez les *travailleurs du bois*.
A Hautmont, 2 p. 100 de chômeurs, 50 à 60 heures, chez les *métallurgistes*.
A Hermes, pas de chômeurs, 63 heures, dans les *scieries mécaniques*.
A Jeumont, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *mécaniciens*; pas de chômeurs chez les *marbriers*; 60 heures, pas de chômeurs chez les *carriers* et *tailleurs de pierres*.
A Laon-Plage, travail peu abondant chez les *ouvriers des machines à battre le grain*.
A Louvroil, travail peu satisfaisant, 55 heures, chez les *métallurgistes*.
A Maubeuge, pas de chômeurs, 50 heures, chez les *métallurgistes*.
A Marpent, moins de 1 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *mécaniciens*.
Au Quesnoy, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *ouvriers en chaussures*.
A Roubaix, 9 p. 100 de chômeurs, 50 heures, chez les *papetiers-relieurs*; 12,2 p. 100 de chômeurs, 60 heures, à la *chambre syndicale textile*; pas de chômeurs, 50 heures, chez les *ouvrières textiles*; pas de chômeurs, 50 heures, chez les *ourdisseurs*; 10 p. 100 de chômeurs chez les *charpentiers* et *menuisiers*; 29 p. 100 de chômeurs, 56 heures, chez les

métallurgistes et mécaniciens; pas de chômeurs, 60 heures, chez les ouvriers en pierres blanches; pas de chômeurs chez les *coiffeurs*.

A Sous-le-Bois, 50 p. 100 de chômeurs, 50 à 60 heures dans la *métallurgie*.

A Tourcoing, pas de chômeurs chez les ouvriers des *tapis en grosse moquette*; pas de chômeurs, 62 heures, chez les *charpentiers et menuisiers*; 8 p. 100 de chômeurs chez les *ferblantiers-couvreurs*.

A Valenciennes, 25 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *peintres et vitriers*.

A Villers-Sire-Nicole, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *mécaniciens*.

Chez les *tisseurs*: pas de chômeurs, travail plus abondant, 10 p. 100 de chômeurs, 60 heures, à Beauvois; pas de chômeurs à Bondue; pas de chômeurs à Boussières; travail moins abondant à Briastre 71 p. 100 de chômeurs, 60 heures, à la Gorgue; 8 p. 100 de chômeurs, 40 à 45 heures, à Halluin; 1.6 p. 100 de chômeurs, 45 à 50 heures, à Honplines; 2 p. 100 de chômeurs, 50 à 55 heures, à Nieppe; pas de chômeurs, 76 heures, à Saint-Hilaire-les-Cambrai (25 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *tisseurs* du Cambrésis); 77.6 p. 100 de chômeurs à Saulzoir; 63 p. 100 de chômeurs à Villers-en-Cauchies.

59. — Oise. — A Beauvais, 8 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *typographes*.

A Bethisy-Saint-Pierre, pas de chômeurs, 63 heures, chez les *brossiers*.

A Creil, pas de chômeurs chez les *comptables et employés*.

A Cuise-la-Motte, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *junelliers*.

A Longueil-Anel, 3 p. 100 de chômeurs chez les *pilotes*.

A Méru, pas de chômeurs, 60 heures, dans l'*industrie du livre*.

A Mouy, pas de chômeurs, 60 heures, dans la *chaussure*.

A Senlis, travail satisfaisant chez les *typographes*.

A Saint-Crépin-Ibouillers, travail peu satisfaisant, chez les *tabletiers*.

A Saint-Pierre-Eschamps, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *galuchiers*.

60. — Orne. — A Alençon, pas de chômeurs, 66 heures, chez les *charpentiers*.

A Flers, pas de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*; pas de chômeurs, 60 heures, dans l'*industrie cotonnière*; travail très satisfaisant, 63 heures, chez les *mouleurs*.

61. — Pas-de-Calais. — A Arras, travail satisfaisant, 70 heures, chez les *boulangers*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *typographes*; pas de chômeurs, 66 heures, chez les *menuisiers et similaires*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *zingueurs-plombiers*.

A Arques, pas de chômeurs, 66 heures, chez les *terrassiers et carriers*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *filassiers*.

A Boulogne-sur-Mer, situation assez bonne chez les *marins-pêcheurs*; travail plus abondant chez les *tailleurs*; pas de chômeurs chez les *peintres*; travail satisfaisant, 63 heures, chez les *déchargeurs réguliers*.

A Calais, 10 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *ouvriers en bâtiment*.

A Marquise, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *mécaniciens*.

A Saint-Omer, pas de chômeurs, 58 heures, chez les *caissiers et les scieurs*.

A Wizernes, pas de chômeurs chez les ouvriers et ouvrières de la *papeterie*.

62. — Puy-de-Dôme. — A Clermont-Ferrand, 15 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les ouvriers en *caoutchouc*; 4 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *lithographes*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *maçons*; 4 p. 100 de chômeurs, 69 heures, chez les *employés de magasin*.

A Thiers, pas de chômeurs, 68 heures, chez les *employés*.

A Volvic, 54 heures, chez les *carriers et tailleurs de pierre*.

Chez les *mineurs*: pas de chômeurs, 54 heures, à Meissex; 3 p. 100 de chômeurs, 60 et 72 heures, à Bressac; 13 p. 100 de chômeurs à Saint-Éloy-les-Mines.

63. — Pyrénées (Basses-). — A Pau, 18 p. 100 de chômeurs, 82 à 84 heures, chez les *cuisiniers et pâtisseries*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *serruriers-mécaniciens*; pas de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*.

A Bayonne, pas de chômeurs chez les *boulangers*.

64. — Pyrénées (Hautes-). — A Tarbes, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *menuisiers*; pas de changement chez les *mécaniciens*; pas de chômeurs, 60 heures chez les *plâtriers*; pas de chômeurs, 72 heures, chez les *employés*.

65. — Pyrénées-Orientales. — A Perpignan, 6 p. 100 de chômeurs, 53 heures, chez les *cuisiniers*; 1 chômeur, 54 heures, chez les *typographes*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *charpentiers*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *mécaniciens*; 16 p. 100, 65 heures, chez les *maréchaux-ferrants*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *tailleurs de pierres*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *peintres*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *plombiers-zingueurs*; travail normal, chez les *ferblantiers*; 4 p. 100 de chômeurs chez les *employés*.

A Taurinya, pas de chômeurs, chez les *mineurs*.

En ce qui concerne les ouvriers *agricoles et viticoles*, pas de chômeurs à Ganet; 42 heures, à Corneilla del Vercol; pas de chômeurs à Espira de l'Agly; pas de chômeurs à Montner; pas de chômeurs à Salses; travail moins abondant au Soler; 15 p. 100 de chômeurs à Villeneuve-de-les-Baho; pas de chômeurs à Trouillas.

66. — Rhin (Haut-). — Territoire de Belfort. — A Belfort, pas de chômeurs chez les *typographes*.

A Rougemont-le-Château, pas de chômeurs, 60 heures, dans l'*industrie textile*.

67. — Rhône. — A Lyon, 14 p. 100 de chômeurs, 72 heures, à l'union des *cuisiniers* de Lyon et de la baulénie; pas de chômeurs, chez les *bouvières*.

6 p. 100 de chômeurs chez les *photographes*.

8 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *lithographes*; 4 p. 100, 54 heures, chez les *typographes*; 2 p. 100, 54 heures, chez les *imprimeurs et conducteurs typographes*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *cartonniers de luxe*.

Pas de chômeurs, 54 heures, chez les *coupeurs, brocheurs et cambreurs*.

Pas de changement dans l'*habillement*; 40 à 50 p. 100 de chômeurs chez les *imprimeurs sur étoffe*; travail très satisfaisant, 60 heures, chez les *tisseurs*; 20 p. 100 de chômeurs, 60 heures, à l'Union des *tisseurs*; pas de changement chez les ouvrières de la *soie*; 4 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *tullistes en dentelles*; pas de changement chez les *coupeurs-chemisiers*; pas de changement chez les ouvrières de l'*aiguille*; 50 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *appriseurs-tailleurs*; pas de chômeurs, travail très satisfaisant, chez les *guimpiers*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *chapeliers*.

30 p. 100 de chômeurs, 48 heures, chez les *sculpteurs sur bois* et *mouliniers*.

Pas de chômeurs, 65 heures, chez les *toliers-fumistes*.

3 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les ouvriers en *céramique*; travail satisfaisant chez les *tisseurs sur verre*.

Moins de 1 p. 100 de chômeurs, chez les *employés de commerce*; pas de changement chez les *dames employées de commerce*; 4 p. 100 de chômeurs, 78 heures, chez les *camionneurs-messagistes*; travail normal chez les employés d'*officiers ministériels*; situation satisfaisante chez les *employés de la soierie*; pas de chômeurs chez les *sténographes commerciaux*.

A Bourg-de-Thizy, 31 p. 100 de chômeurs, 45 heures, chez les *tisseurs*; 17 p. 100 de chômeurs chez les *gardes-malades*.

A Collonges-aux-Monts-d'Or, pas de chômeurs chez les *horticulteurs, agriculteurs et jardiniers*.

A Tarare, 20 p. 100 de chômeurs, 55 heures, chez les *maçons*.

A Thizy, 9,6 p. 100 de chômeurs, 50 heures, chez les *tisseurs*.

69. — Saône-et-Loire. — A Chalon-sur-Saône, 6 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*.

Au Creusot, pas de chômeurs, 60 heures, travail satisfaisant chez les *métallurgistes*.

A Mâcon, pas de chômeurs, 60 heures, chez les ouvriers en *cuir*.

A Nanton, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *carriers*.

A Toulon-sur-Arroux, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *maçons*.

70. — Sarthe. — Au Mans, 18 p. 100 de chômeurs, 98 heures, chez les *boulangers* du

Mans et de la Sarthe; pas de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*; pas de chômeurs, 54 heures, chez les *charpentiers*; 7 p. 100 de chômeurs chez les *coiffeurs*.

A Sablé, travail plus abondant chez les *marbriers*.

A Vibraye, pas de chômeurs, 66 heures, chez les ouvriers en *manches de parapluie*.

71. — Savoie. — A Chambéry, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *plâtriers et peintres*.

A Aix-les-Bains, pas de chômeurs, 60 heures, dans le *bâtiment*.

A Arvillard, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *forgerons*.

A la Bridoire, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *ouvriers de l'ameublement*.

Aux Echelles, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *gainiers*.

A Pont-de-Beauvoisin, travail satisfaisant, 60 heures, chez les *tisseurs*,

A Saint-Jean-de-Maurienne, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *plâtriers*.

A Ugine, pas de chômeurs, chez les *métallurgistes*.

72. — Savoie (Haute-). — A Challonges, pas de chômeurs, 66 heures, chez les *mineurs*.

A Cluses, 40 p. 100 de chômeurs, 40 heures, chez les *horlogers*.

A Lovagny, travail satisfaisant, 60 heures, chez les *mineurs*.

A Meillerie, pas de chômeurs chez les ouvriers *bateliers et carriers*.

A Thonon, pas de chômeurs, 56 heures, dans le *bâtiment*; pas de chômeurs 54 heures, chez les *typographes*.

A Thollon, pas de chômeurs, travail satisfaisant, chez les *carriers*.

73. — Seine. — A Paris, pas de chômeurs, 50 à 60 heures, travail satisfaisant chez les *jardiniers*; 1,64 p. 100 de chômeurs, 48 et 54 heures, travail satisfaisant, chez les *horticulteurs, jardiniers-cultivateurs*.

6 p. 100 de chômeurs chez les *boulangers-viennois-pâtisseries*; 5 p. 100 de chômeurs, 70 à 80 heures, chez les *boulangers* compagnons du Nouveau siècle; 14 p. 100 de chômeurs à l'Union amicale des *boulangers* du XII^e arrondissement; 4,5 p. 100 de chômeurs à la Société amicale des *boulangers*; 15 p. 100 de chômeurs, 72 heures, à la Société mixte des *cuisiniers* de Paris; 6 p. 100 de chômeurs, chez les *cuisiniers de la Seine* (rue Mûlard); 20 p. 100 de chômeurs, chez les *cuisiniers de Paris* (B. du Travail); 12 p. 100 de chômeurs chez les *garçons de cuisine*; 26 p. 100 de chômeurs à l'Union laborieuse de l'alimentation; travail satisfaisant chez les *garçons limonadiers-restaurateurs* du I^e arrondissement.

3,8 p. 100 de chômeurs, 54 heures, travail plus abondant chez les ouvriers de la Chambre syndicale *typographique*; 1 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les ouvriers de la Chambre syndicale des ouvriers *du lièvre*; 2 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *typographes indépendants*; 4,1 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *imprimeurs-conducteurs-typographes*; 9 p. 100 de chômeurs, à l'union *lithographique*; 1 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *lithographes indépendants*; 5 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *phototypistes*; 1,5 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *stéréotypistes-galvanoplastes*; pas de chômeurs chez les *graveurs de musique*; 5 p. 100 de chômeurs, chez les *graveurs sur bois pour impression*; 9 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les ouvriers de l'*enveloppe en tous genres*.

5 p. 100 de chômeurs, 60 à 65 heures, chez les *fourreurs*; 4 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *selliers*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *selliers et mécaniciennes de l'article de chasse*; pas de chômeurs, 54 heures, chez les *selliers à la selle*; situation peu satisfaisante chez les *gantiers*; peu de chômeurs, 60 heures, chez les *portefeuillelistes-maroquins*.

Travail plus abondant chez les *couturières*; 5 p. 100 de chômeurs, 57 heures, chez les *coupeurs-chemisiers*; 1 p. 100 de chômeurs chez les *teinturiers-dégraissiers*; pas de chômeurs chez les *chapelières en fantaisie feutre et paille*; 2 p. 100 de chômeurs, 50 heures, chez les ouvriers en *chapeaux de soie*; 21 p. 100 de chômeurs, 42 heures, chez les *passementiers à la barre*; pas de chômeurs, 50 à 52 heures, chez les ouvriers en *chapeaux mécaniques*; pas de chômeurs, 60 heures, dans la *broderie*; 23,2 p. 100 de chômeurs chez les *blanchisseurs*; 2 p. 100 de chômeurs chez les *garçons de lavoirs*.

Travail plus abondant au syndicat libre des *menuisiers*; travail satisfaisant chez les *menuisiers en bâtiment*; 50 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *poseurs de menuiserie*.

16 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *charpentiers*, de la «Solidarité»; 10 p. 100 de chômeurs, 48 à 60 heures, chez les *menuisiers en chaises*; 20 p. 100 de chômeurs chez les *scieurs découpeurs*; pas de chômeurs, 54 heures, chez les *spécialistes en tables de nuit*; 2 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *lavetiers-emballeurs*; pas de chômeurs, 54 heures, chez les *compagnons charreons*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *monteurs-étalagistes*; 2 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les ouvriers du *siège-cuir*, 2 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *mosaïstes-marqueteurs*.

11 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *contremaîtres des industries métallurgiques*; 8,7 p. 100 de chômeurs, 54 heures, au syndicat indépendant des *métallurgistes*; 6,9 p. 100 de chômeurs, travail non satisfaisant chez les *mécaniciens*; 8,2 p. 100 de chômeurs, 60 heures, travail peu satisfaisant chez les ouvriers en *instruments de précision*; 6 p. 100 de chômeurs chez les *bijoutiers en doré fantaisie*; 4 p. 100 de chômeurs, 55 heures, chez les *tourneurs-repousseurs*; 8 p. 100 de chômeurs, 48 et 54 heures, chez les *soudeurs et apprêteurs de tubes en cuivre*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les ouvriers en *comptoirs d'étain*; 17 p. 100 de chômeurs, 50 heures, chez les *potiers d'étain*; pas de changement chez les *tailleurs sur acier*.

5 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *maçons des travaux d'art et d'assainissement*; pas de changement dans la *maçonnerie de la pierre*; moins de 1 p. 100, 60 heures, chez les *cimentiers*; pas de chômeurs chez les *peintres en bâtiment*; 20 p. 100 de chômeurs chez les *stucateurs*; 20 p. 100 de chômeurs chez les *sculpteurs-modelleurs*; 2,5 p. 100 de chômeurs, 48 heures, chez les *plombiers et similaires*; 7 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *fourniers-spécialistes*.

8 p. 100 de chômeurs, 54 heures, à la Chambre syndicale indépendante des *employés de l'industrie et du commerce*; 5 p. 100 de chômeurs à l'Union fraternelle des *employés*; 1,5 p. 100 de chômeurs chez les *employés de commerce et d'industrie*; 3 p. 100 de chômeurs, 60 heures, à l'Union des *comptables*; 10 p. 100 de chômeurs chez les *comptables et teneurs de livres*; 5 p. 100 de chômeurs chez les *damas employées de commerce et d'industrie*; moins d'un p. 100 de chômeurs chez les *employés de banque et de bourse de la région parisienne*; 4 p. 100 de chômeurs chez les *femmes sténographes et dactylographes*; 5 p. 100 de chômeurs à l'*Alliance sténographique*; moins de 1 p. 100 de chômeurs chez les *clercs d'huissiers*; pas de changement chez les *voyageurs et représentants de commerce et de l'industrie*; pas de changement chez les *voyageurs de commerce*; moins de 1 p. 100 de chômeurs chez les *courtiers et représentants de commerce*; travail peu abondant chez les *placiers en fleurs et plumes*; moins de 1 p. 100 de chômeurs à la *Protection mutuelle des voyageurs de commerce*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *employés de la glace à rafraîchir*; 4 p. 100 de chômeurs chez les *dessinateurs et commis*; pas de chômeurs, 56 heures, chez les *porteurs des halles et marchés*; 5 p. 100 de chômeurs chez les *lanceurs de voitures*.

8 p. 100 de chômeurs chez les *manouvriers industriels*; 2,5 p. 100 de chômeurs, 72 heures, chez les *coiffeurs* rue Maudar; travail un peu plus satisfaisant chez les *gens de maison* (rue Matignon); 10 p. 100 de chômeurs chez les *gens de maison français des deux sexes*; 2 p. 100 de chômeurs chez les *gens de maison et employés de l'alimentation*; 1,5 p. 100 de chômeurs chez les *gens de maison* rue des Petits Carreaux; 1 p. 100 de chômeurs chez les *gens de maison* (le Ménage); 18 p. 100 de chômeurs chez les *gens de maison* (l'Abeille); 3 p. 100 de chômeurs, chez les *chauffeurs, conducteurs, mécaniciens, automobilistes*; 8 p. 100 de chômeurs, 72 heures, chez les *chauffeurs mécaniciens électriciens automobilistes*; 25 p. 100 de chômeurs chez les *gardes-malades*; pas de chômeurs dans l'*enseignement libre*, pas de chômeurs de l'*enseignement privé*; 17 p. 100 de chômeurs chez les *artistes musiciens*; travail satisfaisant chez les *machinistes*.

A Alfortville, travail satisfaisant, 60 à 72 heures, chez les *ouvriers en pompes*.

A Champigny, pas de chômeurs, 60 heures, dans le *bâtiment*.

A Puteaux, 17,8 p. 100 de chômeuses, 80 heures, chez les *blanchisseuses*.

A Rueil, pas de chômeurs, 54 heures, chez les *fileurs décorateurs*.

74. — Seine-Inférieure. — A Rouen, pas de chômeurs, 66 heures, chez les *terrassiers-carriers*; 30 p. 100 de chômeurs chez les *boulangers*; 24 p. 100 de chômeurs chez les *maîtres d'hôtel garçons restaurateurs*; 6 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*; 4,5 p. 100 de chômeurs, 60 heures, dans l'*industrie cotonnière*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *chandronniers*; 22 p. 100 de chômeurs chez les *ouvriers du port*; 1 p. 100

de chômeurs chez les *employés de commerce et d'industrie*; 20 p. 100 de chômeurs chez les *courtiers et représentants de commerce*; travail satisfaisant chez les *musiciens*.

Au Havre, pas de chômeurs chez les *boulangers*; 11 p. 100 de chômeurs chez les *maîtres d'hôtel et garçons navigateurs*; pas de chômeurs chez les *dessinateurs*; 9 p. 100 de chômeurs chez les *capitaines au cabotage*; 23 p. 100 de chômeurs, 28 heures, chez les *charbonniers déchargeurs et chargeurs de navires*; 60 p. 100 de chômeurs, 16 heures, chez les *ouvriers du port*; travail moins abondant chez les *cochers*; pas de chômeurs chez les *employés de magasin*.

A Bolbec, 1 p. 100 de chômeurs, 50 heures, chez les *cotonniers*.

A Dieppe, 5 p. 100 de chômeurs, 57 heures, dans le *bâtiment*; pas de chômeurs chez les *dockers*.

A Fécamp, 10 p. 100 de chômeurs chez les *ouvriers du port*.

75. — Seine-et-Marne. — A Château-Landon, 9 p. 100 de chômeurs, 65 heures, chez les *tailleurs de pierre*.

A La Ferté-sous-Jouarre, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *maçons*.

A Lagny (Montévrain), pas de chômeurs chez les *typographes*.

A Lizy-sur-Ourcq, pas de chômeurs chez les *ouvriers agricoles*.

A Meaux, pas de chômeurs, 60 heures, au *syndicat mûlois de l'industrie du livre*; 2 p. 100 de chômeurs chez les *typographes*; pas de chômeurs chez les *mécaniciens*.

A Melun, pas de chômeurs chez les *métallurgistes*; pas de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *maçons*.

A Montereau, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *faïenciers*; pas de chômeurs dans le *bâtiment*.

A Noisiel, 66 heures, chez les *ouvriers chocolatiers*.

A Nemours, pas de chômeurs, 66 heures, dans le *bâtiment*.

A Thieux, pas de chômeurs chez les *ouvriers agricoles*.

76. — Seine-et-Oise. — A Versailles, 80 p. 100 de chômeurs chez les *ouvriers bûcheurs*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *charpentiers*; pas de chômeurs, 54 heures, chez les *maçons, tailleurs et scieurs de pierres*; pas de chômeurs, 54 heures, chez les *peintres*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *plombiers, couvreurs, zingueurs*; pas de chômeurs chez les *cochers*; pas de chômeurs chez les *employés*; pas de chômeurs chez les *coiffeurs*.

A Argenteuil, 39 p. 100 de chômeurs, 30 heures, chez les *brodeurs*.

A Bonnières, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *raffineurs de pétrole*.

A Chaville, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *maçons*.

A Chevreuse, 16 p. 100 de chômeurs chez les *carriers*.

A Corbeil, pas de chômeurs, 60 et 70 heures, chez les *meuniers*.

A Étampes, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *typographes*; pas de chômeurs, 63 heures, chez les *mouleurs*.

A Mantes, pas de chômeurs chez les *ouvriers en instruments de musique*.

A Meulan, pas de chômeurs chez les *ouvriers des industries du livre*.

A Orsay, pas de chômeurs, 60 heures, dans le *bâtiment*.

A Pontoise, 27 p. 100 de chômeurs chez les *boulangers*.

77. — Sèvres (Deux-). — A Niort, travail satisfaisant, 54 heures, chez les *typo-lithographes*.

A Parthenay, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *scieurs mécaniciens*; pas de chômeurs chez les *employés*.

A Saint-Jean-de-Thouars, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *tailleurs de pierres et maçons*.

78. — Somme. — A Amiens, 1 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*; 2 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *lithographes*; pas de chômeurs, 54 heures, chez les *serruriers*; 7 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *cimentiers*; 3 p. 100 de chômeurs chez les *employés*.

A Abbeville, 7 p. 100 de chômeurs chez les *commis aux écritures et employés de commerce*.

79. — Tarn. — A Albi, 45 p. 100 de chômeurs chez les *boulangers*; pas de chômeurs,

54 heures, chez les *typographes*; 12 p. 100 de chômeurs, 50 à 55 heures, chez les *chapeliers-appropriers*; travail satisfaisant, 60 heures, chez les *charpentiers*; 3 p. 100 de chômeurs, 60 heures, dans le *bâtiment*, pas de chômeurs chez les *terrassiers et manœuvres*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les ouvriers en *chaux et ciments*.

A Castres, pas de chômeurs, 72 heures, chez les *boulangers*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *menuisiers-chénistes*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *charpentiers*; 22 p. 100 chez les *tourneurs sur bois*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *métallurgistes*; travail plus abondant, 54 heures, chez les *sculpteurs*.

A Dourgne, pas de chômeurs, 48 heures, chez les *ardoisiers*.

A Graulhet, pas de chômeurs, 60 heures, chez les ouvriers du *bâtiment*.

A Mazamet, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *mégissiers*; 80 p. 100 de chômeurs chez les ouvriers de la *peau de mouton*; 66 p. 100 de chômeurs, 27 p. 100 de chômeurs, 35 à 40 heures, chez les *fleurs de coton*; pas de changement chez les *menuisiers et ébénistes*; pas de chômeurs chez les *manœuvres et terrassiers*.

A Rabastens, 25 p. 100 de chômeurs, 55 heures, chez les *maçons et charpentiers*.

A Saint-Amans-Soulst, 20 p. 100 de chômeurs chez les *délaieurs*.

80. — Tarn-et-Garonne. — A Montauban, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *typo-lithographes*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *plâtriers*.

81. — Var. — A Toulon, pas de chômeurs chez les *travailleurs de terre*; 48 et 54 heures chez les *travailleurs de l'usine à gaz*.

A Draguignan, 65 heures, chez les *ouvriers des chemins de fer du Sud de la France*.

A La Garde, 9 p. 100 de chômeurs, 60 heures, dans le *bâtiment*.

A Saint-Zacharie, 11 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *potiers*.

A la Seyne, 15 p. 100 chez les *marins et pêcheurs*.

82. — Vaucluse. — A Avignon, 12 p. 100 de chômeurs chez les *travailleurs de la minoterie*; pas de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*; pas de chômeurs, 54 heures, chez les *imprimeurs*; 15 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les ouvriers en *chaussures*.

A Caderousse, 54 heures, travail satisfaisant, chez les *balutiers*.

A Ménerbes, pas de chômeurs chez les *carriers*.

A Orange, pas de chômeurs, 60 heures, chez les ouvriers en *balais*.

A l'Isle-sur-Sorgue, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *plâtriers*.

A Villeneuve-sur-Avignon, 12 p. 100 de chômeurs, chez les *tanneurs-corroyeurs*.

83. — Vendée. — A la Roche-sur-Yon, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *charpentiers et menuisiers*; pas de chômeurs dans le *bâtiment*.

A Faymoreau, pas de chômeurs, 64 heures, chez les *mineurs*.

A Fontenay-le-Comte, travail satisfaisant, 60 heures, chez les *typographes*.

A Mervent, 26 p. 100 de chômeurs chez les *forestiers*.

Chez les *tisserands*, travail plus abondant à Eyvieux; 8 p. 100 aux presses; pas de chômeurs à Saint-Laurent-sur-Sèvre; pas de chômeurs à Mortagne-sur-Sèvre.

84. — Vienne. — A Poitiers, 2 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*.

A Châtellerault, pas de chômeurs chez les *boulangers*; 14 p. 100 de chômeurs, 66 heures, dans le *bâtiment*.

A Chauvigny, travail peu satisfaisant, 66 heures, chez les *carriers*; pas de chômeurs chez les *cordonniers*; 47 p. 100 de chômeurs, 66 heures, dans le *bâtiment*.

85. — Vienne (Haute-). — A Limoges, pas de chômeurs, 54 heures, chez les *imprimeurs-conducteurs-typographes*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *relieurs-doreurs*; travail plus abondant, 60 heures, dans l'*habillement*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *sabotiers*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *carrossiers-bourreliers*; 21 p. 100 de chômeurs, 48 heures, chez les *terrassiers-manœuvres*; 7 p. 100 chômeurs, 30 heures, chez les *polisseurs de porcelaine*; 4 p. 100 de chômeurs, 48 heures, chez les *choisisseurs et embal-*

leurs de porcelaine; 37 p. 100 de chômeurs, 48 heures, chez les ouvrières porcelainières mixtes; 4 p. 100 chez les employés.

A Chalus, pas de chômeurs chez les *feuillardiers*.

Au Dorat, pas de chômeurs chez les *maçons*.

A Dournazac, chômage complet chez les *feuillardiers*.

A Ouradours pas de chômeurs chez les *feuillardiers*.

86. — **Vosges.** — A Épinal, pas de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les ouvriers *textiles*; pas de chômeurs, 72 heures, chez les employés de commerce.

A Gérardmer, pas de chômeurs, 66 heures, chez les ouvriers en *joints*.

A Remiremont, pas de chômeurs, 60 heures, chez les ouvriers du bâtiment; pas de chômeurs chez les employés.

A Saint-Dié, 2 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *mécaniciens*.

A Saulxures-sur-Moselotte, pas de chômeurs, 57 heures 1/2, chez les *carriers*.

A Anould, pas de chômeurs, 60 heures, chez les ouvriers des *papeteries*.

Chez les ouvriers *textiles*: pas de chômeurs à Fresse-sur-Moselle; pas de chômeurs à Remiremont; travail peu satisfaisant, 60 heures, à Rupt-sur-Moselle et à Saint-Maurice-sur-Moselle; pas de chômeurs, 60 heures, au Val d'Ajol, travail satisfaisant à Provenchères-sur-Fave.

87. — **Yonne.** — A Auxerre, 6 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*.

A Sens, 4 p. 100 de chômeurs, travail satisfaisant, 66 heures, chez les *maçons*.

A Chassignelles, pas de chômeurs, 72 heures, chez les *tailleurs de pierres, carriers et maçons*.

Chez les *bûcherons*: pas de chômeurs à Fontenailles-sous-Andryes; pas de chômeurs à Lavau, à Lormes; 66 p. 100 chômeurs à Mézilles, 43 p. 100 à Moutiers; pas de chômeurs à Sept-Fonds; pas de chômeurs à Saint-Fargeau; pas de chômeurs à Saint-Martin-des-Champs, à Saint-Sauveur-en-Puisaye, à Treigny.

88. — **Algérie.** — A Alger, 19 p. 100 de chômeurs chez les *boulangers*; 19 p. 100 de chômeurs, 51 heures, chez les *typographes*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *tonneliers*; pas de chômeurs chez les employés en quincaillerie; pas de chômeurs chez les menuisiers.

A Constantine, 22 p. 100 de chômeurs, 65 heures, chez les ouvriers sur métaux. Pas de chômeurs, 60 heures, chez les *tailleurs de pierres*; pas de chômeurs, chez les *maçons, plâtriers et cimentiers*.

A Mustapha, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *charpentiers*.

A Oran, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *maçons*; 42 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *mécaniciens, chauffeurs, etc.*

Commerce extérieur de la France. — Tableau des importations et exportations pendant les dix premiers mois de 1908 :

	1908.	1907.	AUGMENTATIONS en 1908.	DIMINUTIONS en 1908.
IMPORTATIONS.	1,000 francs.	1,000 francs.	1,000 francs.	1,000 francs.
Objets d'alimentation.....	751,078	843,374	#	92,296
Matières nécessaires à l'industrie.....	3,251,151	3,264,926	#	13,775
Objets fabriqués.....	949,972	953,055	#	3,083
TOTAUX.....	4,951,201	5,061,355	#	109,154
DIMINUTION EN 1908.....	.....	.....	.....	109,154
EXPORTATIONS.				
Objets d'alimentation.....	584,680	600,022	#	15,342
Matières nécessaires à l'industrie.....	1,196,560	1,240,967	#	44,407
Objets fabriqués.....	2,176,734	2,456,220	#	279,486
Colis postaux.....	356,932	319,084	37,848	#
TOTAUX.....	4,314,906	4,616,293	37,848	339,235
DIMINUTION EN 1908.....	.....	.....	.....	301,387

Recettes des chemins de fer (SEPT GRANDS RÉSEAUX). — 1,460,422,300 francs du 1^{er} janvier au 10 novembre 1908 contre 1,432,757,400 francs pendant la période correspondante de 1907, soit une augmentation de 27,664,900 francs.

Frix courants d'un certain nombre de marchandises sur la place de Paris (sauf indication contraire) :

	Cours fin du mois de		
	Nov. 1907.	Oct. 1908.	Nov. 1908.
Sucre br., blanc n° 3, les 100 kilogr., cour ^t	27 ^f 25	29 ^f 00	30 ^f 12
Alcool 90 deg., l'hectol., cour ^t	37 90	34 50	36 25
Huile de colza brute dispon., les 100 kilogr.....	87 00	73 00	79 00
Huile de lin dispon., les 100 kilogr.....	61 50	53 25	53 75
Suif de la boucherie de Paris, les 100 kilogr. (en pain).....	#	76 00	72 00
Cotons (au Havre), les 50 kilogr., cour ^t	69 00	58 25	59 25
Laines en suint (au Havre), les 100 kilogr., cour ^t	188 00	137 00	148 00
Soies grèges Cévennes, 2 ^e qual. (à Lyon), le kilogr....	#	#	46 50
Cuivre en lingots, les 100 kilogr. mixtes (1 ^{re} classe)....	166 00	161 25	171 75
Étain Banka, <i>idem.</i>	381 00	366 00	374 00
Plomb, livr. à Paris, <i>idem.</i>	52 00	40 75	41 00
Zinc, bonnes marques, <i>idem.</i>	58 50	54 75	57 25
Blé à Paris les 100 kilogr. mixtes (1 ^{re} classe).....	23 12	22 62	22 62
Viande (bœuf), moyenne des 3 qualit., la Villette, le kil.	1 45	1 62	1 60
— veau, <i>idem.</i>	2 10	2 17	1 94
— mouton, <i>idem.</i>	1 93	2 17	2 10
— porc, <i>idem.</i>	1 70	1 54	1 51

MOUVEMENT SYNDICAL.

Pendant le mois d'octobre 1908, le Ministère du Travail et de la Prévoyance sociale a été avisé de la création de :

- 24 syndicats patronaux comptant 887 membres;
- 36 syndicats ouvriers comptant 2,341 membres;
- 2 unions de syndicats ouvriers.
- 1 bourse du travail.

et de la dissolution de :

- 3 syndicats patronaux comptant 407 membres;
- 10 syndicats ouvriers comptant 789 membres;
- 1 union de syndicats ouvriers.

Les nouvelles associations signalées ont été fondées :

9 en octobre, 20 en septembre, 8 en août, 5 en juillet, 2 en juin, 3 en mai, 1 en avril, 1 en janvier et 8 antérieurement au 1^{er} janvier 1908.

A. — CRÉATION DE SYNDICATS, D'UNIONS DE SYNDICATS ET DE BOURSES DU TRAVAIL.

(La date entre crochets [] est celle de la création du syndicat.)

1° SYNDICATS PATRONAUX.

Allier [27 septembre 1908]. — Syndicat d'union et de défense commerciale, des exploitations d'eaux minérales du bassin de Vichy, « rive gauche de l'Allier » (12 membres). Siège social : boulevard National, 33, Vichy.

Alpes-Maritimes [6 septembre 1908]. — Syndicat des patrons laitiers de Cannes et de l'arrondissement de Grasse (73 membres). Siège social : Bourse du travail, CANNES.

Ardèche [14 septembre 1908]. — Chambre syndicale des fabricants mégissiers d'Annonay (18 membres). Siège social : Hotel de ville, ANNONAY.

Aude [17 septembre 1908]. — Syndicat des courtiers en vins et spiritueux de la région de Narbonne (105 membres). Siège social : Hôtel de ville, NARBONNE.

Bouches-du-Rhône [12 octobre 1908] Syndicat des cleveurs de moules des ports de Marseille (14 membres). Siège social : rue de l'Etrieu, 22, MARSEILLE.

Hérault [1^{er} juin 1908]. — Chambre syndicale des boulangers d'Agde et de la région [46 membres]. Siège social : café des Glaces, AGDE. — [31 mai 1908]. — Syndicat de défense des Bauxistes de Loupian (carrières) (25 membres). Siège social : Mairie, LOUPIAN.

Loire-Inférieure [17 juillet 1908]. — Association syndicale des cafetiers, débitants de Nantes et des environs (60 membres). Siège social : quai Jean-Bart, 1, NANTES. — [2 juillet 1908]. — Union syndicale des maîtres-tailleurs de Nantes (26 membres). Siège social : café de Nantes, rue de Gorges, NANTES.

Meurthe-et-Moselle [13 septembre 1908]. — Syndicat des commerçants **fruitiers** de la ville de Nancy (20 membres). Siège social : rue des Quatre-Églises, 7, NANCY. — [1^{er} octobre 1908]. — Syndicat des marchands de **vins** et restaurateurs de Pagny-sur-Moselle et villages environnants (12 membres). Siège social : café de Metz, avenue de Metz, PAGNY-SUR-MOSELLE.

Oise [25 mai 1908]. — Syndicat des constructeurs et marchands de **machines** agricoles du département de l'Oise (20 membres). Siège social : rue de Beauvais, 69, SAINT-JUST-EN-CHAUSSEE.

Pyrénées (Basses-) [18 octobre 1908]. — Syndicat des **marbriers** du Sud-Ouest (8 membres). Siège social : Pau.

Rhône [3 août 1908]. — « L'Action foraine » chambre syndicale internationale des marchands **forains** et colporteurs (50 membres). Siège social : rue Cuvier, 152, LYON.

Savoie [12 octobre 1908]. — Chambre syndicale des **coiffeurs** d'Aix-les-Bains (15 membres). Siège social : Hôtel de ville, AIX-LES-BAINS.

Seine [15 mai 1908]. — Syndicat des **libraires** classiques de France (69 membres). Siège social : boulevard Saint-Germain, 117, PARIS. — [30 décembre 1907]. — Chambre syndicale des négociants en **tissus** pour fleurs (11 membres). Siège social : rue d'Aboukir, 6, PARIS.

Seine-Inférieure [12 octobre 1908]. — Syndicat régional des marchands **forains**, étalagistes, vendeurs d'articles fabriqués ou manufacturés (non usagés) (80 membres). Siège social : LE HAVRE. — [3 août 1908]. — Syndicat des marchands de **pommes de terre** en gros et des commissionnaires en fruits et primeurs du Havre et des environs (12 membres). Siège social : rue de Paris, 22, LE HAVRE.

Seine-et-Marne [23 août 1908]. — Chambre syndicale des entrepreneurs du **bâtiment** de l'arrondissement de Meaux (110 membres). Siège social : rue des Vieux-Moulins, 20, MEAUX.

Seine-et-Oise [4 août 1908]. — Syndicat des **entrepreneurs** de travaux publics et particuliers de Versailles et des environs (7 membres). Siège social : rue Saint-Charles, 19, VERSAILLES.

Tarn [30 juillet 1908]. — Syndicat général des entrepreneurs du **bâtiment** d'Albi et de la banlieue (35 membres). Siège social : café Gaubert, place du Vigan, ALBI. — [12 juillet 1908]. — Syndicat des **grains**, graines fourragères et potagères du Tarn (30 membres). Siège social : café Rossignol, rue la Préfecture, ALBI.

Oran [2 août 1908]. — Syndicat des patrons **laitiers** d'Oran (29 membres). Siège social : boulevard Charlemagne, 6, ORAN.

2^e SYNDICATS OUVRIERS.

Alpes-Maritimes [24 septembre 1908]. — Syndicat des ouvriers **peintres** en voitures de la ville de Nice (20 membres). Siège social : Bourse du travail, NICE.

Bouches-du-Rhône [20 octobre 1908]. — Syndicat des ouvriers **bijoutiers** et parties similaires de Marseille (100 membres). Siège social : Bourse du travail, MARSEILLE. — [15 septembre 1908]. — Union des **coupeurs-tailleurs** de Marseille (27 membres). Siège social : rue Cannelière, 33, MARSEILLE. — [22 septembre 1908]. — Union syndicale des ouvriers **ferblantiers**, plombiers, zingueurs réunis (300 membres). Siège social : Bourse du travail, MARSEILLE. — [6 septembre 1908]. — Syndicat des **raffineries** de la

Méditerranée (section des emballeurs) [41 membres]. Siège social : boulevard National, 242, MARSEILLE. — [18 octobre 1908]. — Nouvelle chambre syndicale internationale des ouvriers **tailleurs** d'habits de Marseille (60 membres). Siège social : Bourse du travail, MARSEILLE.

Cher [15 septembre 1908]. — Syndicat ouvrier des **cuirs** et peaux de Vierzon (10 membres). Siège social : Bourse du travail, VIERZON-VILLE.

Côte-d'Or [23 avril 1908]. — Syndicat des travailleurs de l'usine à **gaz** de Dijon (48 membres). Siège social : rue Berhisey, 78, DIJON.

Gard [26 septembre 1908]. — Syndicat des employés et portefaix du **marché**. de Saint-Charles (39 membres). Siège social : café Boutonnet, boulevard Gambetta, NÎMES.

Garonne (Haute-) [1^{er} janvier 1908]. — Syndicat ouvrier des travailleurs de la **terre**, presseurs de paille et fourrage et parties similaires de Muret (317 membres). Siège social : Salle Guilhempey, rue d'Orléans, MURET.

Hérault [21 novembre 1903]. — Chambre syndicale des ouvriers **agricoles** et terrassiers de Bessan (450 membres). Siège social : BESSAN. — [1^{er} septembre 1908]. — Syndicat des ouvriers **charretiers** de Marseillan (16 membres). Siège social : boulevard Victor-Hugo, 24, MARSEILLAN. — [28 mai 1907]. — Syndicat des ouvriers **cultivateurs** et assimilés (67 membres). Siège social : THÉZAN-LES-BÉZIERS.

Ille-et-Vilaine [19 septembre 1908]. — Syndicat Rennais des employés du commerce et de l'industrie dit « Syndicat des **employés du commerce** et de l'industrie » (12 membres). Siège social : rue Rallier, 7, RENNES. [28 septembre 1908]. — Syndicat des vendeurs et vendeuses de **journaux** de Rennes (15 membres). Siège social : Bourse du travail, RENNES.

Isère [30 août 1908]. — Syndicat des **employés de commerce** et d'industrie de la ville de Vienne (40 membres). Siège social : rue des Cleres, 3, Bourse du travail, VIENNE.

Loir-et-Cher [2 septembre 1908]. — Syndicat de la **métallurgie** et parties similaires de Romorantin (40 membres). Siège social : Hôtel de ville, ROMORANTIN.

Loire [29 septembre 1908]. — Syndicat des ouvriers du **bâtiment** du canton de Saint-Chamond (60 membres). Siège social : rue Jeanne-d'Arc, SAINT-CHAMOND.

Loiret [6 septembre 1908]. — Syndicat des ouvriers **bûcherons** agricoles et travaux similaires d'Ouzouer-sur-Loire (25 membres). Siège social : OUZOÛER-SUR-LOIRE.

Manche [1^{er} décembre 1907]. — Syndicat des **marins-pilotes** et marins aspirants-pilotes de la station de Cherbourg (11 membres). Siège social : quai Coligny, 56, CHERBOURG.

Nord [3 novembre 1903]. — Union ouvrière syndicale de l'industrie **textile** d'Houplines (96 membres). Siège social : Place de l'Église, 21, HOUPLINES. — [1^{er} septembre 1908]. — Société des **coupeurs-tailleurs** de Lille (25 membres). Siège social : rue de Paris, 47, LILLE.

Pyrénées (Basses-) [2 avril 1902]. — Action syndicale des ouvriers **tailleurs de pierres** du canton d'Arudy (158 membres). Siège social : place de l'Hôtel de ville, ARUDY. — [12 mai 1907]. Chambre syndicale des **ouvriers sandaliers** et similaires de Mauléon et environs (150 membres). Siège social : Maison Glacia, place de Licharre, MAULÉON.

Seine [14 juin 1908]. — Chambre syndicale des **mouleurs** et pilonneurs en pierres artificielles (?) membres). Siège social : Bourse du travail, CLICHY. — [7 novembre 1908]. — Chambre syndicale des travailleurs de la **confection**, pour hommes, jeunes gens, grande pièce, pantalon et gilet (73 membres). Siège social : rue Duchesne, 88, PARIS. — [26 sep-

tembre 1908]. — Société des **coupeurs-tailleurs** de Paris (13 membres). Siège social : rue Papin, 1, PARIS. — [19 septembre 1908]. — Syndicat professionnel des **graveurs** de géographie en taille-douce (17 membres). Siège social : rue Denfert-Rochereau, 25, PARIS.

Seine-Inférieure [23 août 1908]. — Syndicat des ouvriers **paveurs**, bitumiers et similaires du Havre et de la région (31 membres). Siège social : Bourse du travail, LE HAVRE.

Seine-et-Oise [11 juillet 1906]. — Syndicat des ouvriers **agricoles** de Tremblay-les-Gonesses (80 membres). Siège social : rue des Fossés, TREMBLAY-LES-GONESSE.

3° UNIONS DE SYNDICATS OUVRIERS.

Loire [5 juillet 1908]. — Fédération départementales des syndicats indépendants de la Loire (2 syndicats adhérents). Siège social : café Besset, place du Peuple, SAINT-ÉTIENNE.

Seine [25 octobre 1908]. — Union nationale des **coupeurs-tailleurs** de France (12 syndicats adhérents). Siège social : rue Papin, 1, PARIS.

1° BOURSE DU TRAVAIL.

Loire [2 août 1908]. — Bourse du travail de Firminy (7 syndicats adhérents). Siège social : Halle aux Grains, FIRMINY.

B. — SYNDICATS DISSOUS.

(La date entre crochets {} est celle de la création du syndicat. La date de la dissolution n'est pas donnée, parce que l'inactivité du syndicat est souvent le seul indice de sa disparition.)

1° SYNDICATS PATRONAUX.

Savoie [2 octobre 1893]. — Syndicat **médical** de la Savoie (53 membres). Siège social : AIX-LES-BAINS.

Seine-et-Oise [3 août 1883]. — Chambre syndicale de la **boulangerie** pour le canton de Corbeil (80 membres). Siège social : CORBEIL. — [2 1871]. — Syndicat du commerce des **vins** de la ville de Versailles et de l'arrondissement (275 membres). Siège social : rue Royale, 3, VERSAILLES.

•

2° SYNDICATS OUVRIERS.

Savoie [9 mai 1906]. — Syndicat ouvrier des **ardoisières** de Saint-Colomban-des-Villards (112 membres). Siège social : SAINT-COLOMBAN-DES-VILLARDS.

Seine-et-Oise [8 juillet 1906]. — Syndicat **typographique** et des parties similaires de la région d'Argenteuil (35 membres). Siège social : ARGENTEUIL. — [21 janvier 1906]. — Syndicat des ouvriers et ouvriers de l'usine des **téléphones** à Bezons et parties similaires (382 membres). Siège social : rue de Sébastopol, 10, BEZONS. — [9 mars 1907]. — Syndicat des ouvriers **mécaniciens** et parties similaires de Poissy (19 membres). Siège social : POISSY. — [21 juillet 1906]. — Syndicat des ouvriers et ouvrières en **chaussures** de Pussay (59 membres). Siège social : route de Dourdan, PUSSAY. — [2 juin 1905]. Association des **employés** de Saint-Germain-en-Laye (36 membres). Siège social : rue de Paris, 4,

SAINT-GERMAIN-EN-LAYE. [2 juillet 1906]. Chambre syndicale ouvrière des élèves en **pharmacie** et garçons de laboratoire de Versailles et de Seine-et-Oise (21 membres). Siège social : Bourse du Travail, VERSAILLES. — [14 novembre 1905]. — Chambre syndicale du personnel de la Société versaillaise de **tramways** électriques et du département de Seine-et-Oise (73 membres). Siège social : Bourse du Travail, VERSAILLES. — [1^{er} juillet 1904]. — Chambre syndicale des ouvriers en **voitures** et parties similaires de Seine-et-Oise (24 membres). Siège social : Bourse du Travail, VERSAILLES.

Vaucluse [1^{er} mai 1904]. — Chambre syndicale des ouvriers fabricants de formes, **colliers** et selles de Limon (28 membres). Siège social : Brasserie des Arts, AVIGNON.

3° UNION DE SYNDICATS OUVRIERS.

Vosges [5 février 1901]. — Fédération des syndicats des ouvriers des Vosges (19 syndicats adhérents). Siège social : rue de l'Orient, 2, SAINT-DIÉ.

Le Rédacteur en Chef du Bulletin, Gérant,

CH. PICQUENARD.

PUBLICATIONS DE LA DIRECTION DU TRAVAIL

(Les volumes épuisés sont marqués d'un astérisque [*].)

I. — CONSEIL SUPÉRIEUR DU TRAVAIL.

1 ^{re} session (1891). — * <i>Compte rendu</i> . — <i>Rapports</i> : Bureaux de placement (M. Thévenet). — Protection des salaires (M. Martelin). — Création d'un office du travail (M. Keufer). — 1 in-4°, 200 p.	2 fr. 25
2 ^e session (1892). — * <i>Compte rendu</i> . — <i>Rapports</i> : Organisation du crédit populaire (MM. Labeyrie et Delahaye). — Sociétés coopératives de crédit (M. Lyon-Caen). — Habitations ouvrières (M. Siegfried). — Musée d'économie sociale (M. Linder). — Règlements d'atelier (M. Keufer). — Pétition des typographes de Lyon. — 1 in-4°, 252 p.	3 francs.
3 ^e et 4 ^e sessions (déc. 1893-janv. 1894). — * <i>Compte rendu</i> . — <i>Rapport</i> sur l'organisation du crédit populaire (M. Many). — 1 in-4°, 341 p.	3 fr. 30.
5 ^e session (1895). — * <i>Compte rendu</i> . — <i>Rapport</i> sur la création de chambres de travail (M. Depasse). — 1 in-4°, 165 p.	2 fr. 25.
6 ^e session (1896). — * <i>Compte rendu</i> . — <i>Rapports</i> : L'insaisissabilité des pensions ouvrières (M. Paulet). — La question du chômage. — 1 in-4°, 143 p., 1 fr. 80. — * <i>Rapport</i> sur la question du chômage, avec les documents réunis par l'Office du travail. — 1 in-4°, 398 p.	3 fr. 60.
* <i>Statistique des travaux de secours en cas de chômage</i> (1896, 1897, 1898) [note de l'Office du travail]. 1 broch. in-4°, 23 p. (1899).	1 franc.
7 ^e session (1897). — * <i>Compte rendu</i> . — <i>Rapport</i> sur le système actuel des adjudications (M. Keufer). — Note de l'Office du travail sur le minimum de salaire dans les travaux publics. — 1 in-4°, 299 p. 3 francs.	
8 ^e session (1898). — * <i>Compte rendu</i> . — <i>Rapport</i> sur le marchandage (M. Goy). — Note de l'Office du travail sur le marchandage. — 1 in-4°, 127 p.	1 fr. 80.
9 ^e session (1900). — * <i>Compte rendu</i> . — 1 in-4°, 525 p.	4 fr. 50.
* <i>Les conseils de prud'hommes</i> [documents et enquêtes de l'Office du travail]. — 1 in-4°, 409 p.	3 fr. 60.
<i>Enquête sur la législation des conseils de prud'hommes</i> . — 1 br. in-4°, 55 p.	1 franc.
10 ^e session (1901). — * <i>Compte rendu</i> . — 1 in-4°, 175 p., 2 fr. 25. — * <i>Rapport</i> et documents sur la réglementation du travail dans les bureaux et magasins (M. Dalle) et dans les petites industries de l'alimentation (M. Barafort). — 1 in-4°, 261 p.	3 francs.
<i>Rapports</i> sur diverses modifications à la législation des prud'hommes et sur les renvois par suite de salaire-arrêt. — 1 broch. in-4°, 28 p.	1 franc.
11 ^e session (1902). — <i>Compte rendu</i> . — 1 in-4°, 147 p.	1 fr. 80.
* <i>Apprentissage</i> : enquête et doc. (rapport de M. Briat). — 1 in-4°, 537 p.	4 fr. 50.
* <i>Rapport</i> sur les modifications à apporter aux groupes professionnels du conseil supérieur (M. Fagnot). — 1 broch. in-4°, 15 p.	1 franc.
12 ^e session (1903). — <i>Compte rendu</i> . — 1 in-4°, 224 p.	2 fr. 70.
* <i>Les caisses de chômage</i> . — 1 in-4°, 148 p.	1 fr. 80.
* <i>Réglementation du travail dans les industries de transport</i> (M. Moreau). — 1 in-4°, 87 p.	1 fr. 50.
<i>Enquêtes et documents sur le détal-cogé</i> . — 1 in-4°, 104 p.	1 fr. 80.
13 ^e session (1904). — <i>Compte rendu</i> . — 1 in-4°, 233 p.	1 fr. 80.
<i>Le repos hebdomadaire</i> (rapport de M ^{lle} Blondelu). — 1 in-4°, 73 p.	1 fr. 50.
<i>Le détal-cogé</i> (rapport de M. Manoury). — 1 in-4°, 52 p.	1 fr. 50.
14 ^e session (1905). — <i>Compte rendu</i> . — 1 in-4°, 135 p.	1 fr. 80.
15 ^e session (novembre 1905). — <i>Compte rendu</i> . — 1 in-4°, 168 p.	2 fr. 25.
* <i>L'enseignement professionnel</i> (rapport de M. Briat). — 1 in-4°, 159 p.	2 francs.
16 ^e session (1906). — <i>Compte rendu</i> . — 1 in-4°, 244 p.	2 fr. 70.
<i>L'affichage des lois ouvrières</i> (rapport de M. Paillot). — 1 in-4°, 11 p.	1 franc.
* <i>L'inspection du travail</i> (rapport de M. Bourderon). — 1 in-4°, 52 p.	1 franc.
17 ^e session (1907). — <i>Compte rendu</i> . — 1 vol. in-8°, 220 p.	2 fr. 70.
<i>La capacité professionnelle des syndicats</i> . — 1 in-4°, 28 p.	1 franc.
<i>L'organisation du Conseil supérieur du travail</i> . — 1 in-4°, 22 p.	1 franc.
<i>La protection des salaires en cas de faillite ou de déconfiture</i> . — 1 in-4°, 40 p.	1 franc.

II. — ENQUÊTES ET DOCUMENTS.

* <i>Le placement des employés, ouvriers et domestiques en France, avec un appendice relatif au placement dans les pays étrangers</i> . — 1 in-8°, 742 p. (1893).	8 francs.
<i>Seconde enquête sur le placement</i> . — 1 in-8°, 186 p. (1901).	1 fr. 50.
* <i>De la conciliation et de l'arbitrage dans les conflits collectifs entre patrons et ouvriers en France et à l'étranger</i> . — 1 in-8°, 610 p. (1893).	6 francs.
* <i>Examen du 6^e rapport annuel du Dép^t du travail des États-Unis</i> . — Des artères et de la participation intéressée du personnel dans les chemins de fer russes. — 1 in-8°, 93 p. (1893).	1 fr. 50.
* <i>Salaires et durée du travail dans l'industrie française</i> . — Tome I ^{er} : Seine. — 1 in-8°, 611 p. (1893). — T. II et III : Départements. — 2 in-8°, 760, 648 p. (1894 et 1896). — T. IV : Résultats généraux. — 1 in-8°, 574 p. (1897). Chac. 7 fr. 50. — <i>Manufactures de l'État et chemins de fer</i> . — 1 in-8°, 164 p. (1896) 1 fr. 50. — <i>Album graphique</i> . — 29 planches in-8° (1897).	4 francs.

- * **La petite industrie (salaires, durée du travail).** — Tome I^{er} : *L'alimentation à Paris.* — 1 in-8°, 300 p. (1893). — T. II : *Le vêtement à Paris.* — 1 in-8°, 721 p. (1896)..... 2 fr. 50 et 3 fr. 50.
- * **Bordereaux de salaires (1900 et 1901).** — 1 in-8°, 232 p. (1902)..... 5 fr. 50.
- * **Saisie-arrêt sur les salaires.** — 1 in-8°, 133 p. (1899)..... 1 fr. 50.
- Note sur la journée de huit heures dans les établissements industriels de l'État.** — 1 in-8°, 91 p. (1906). 1 fr. 50.
- L'industrie du chiffon à Paris.** — 1 in-8°, 118 p. (1903)..... 1 fr. 50.
- Enquête sur le travail à domicile dans la lingerie.** — T. I : 1 in-8°, 782 p. (1907)..... 5 francs.
- * **L'assurance obligatoire contre les accidents du travail en Allemagne et en Autriche (1892).** — I. *Résultats financiers.* — 1 in-8°, 110 p. — II. *Statistique des accidents.* — 1 in-8°, 124 p., chac. 1 fr. 50.
- * **Bases statistiques de l'assurance contre les accidents.** — 1 in-8°, 235 p. (1899)..... 2 francs.
- * **Résultats statistiques de l'assurance obligatoire contre la maladie : En Allemagne.** — 1 in-8°, 134 p. (1893). — *En Autriche.* — 1 in-8°, 147 p. (1893), chac. 1 fr. 50.
- * **Étude sur les derniers résultats des assurances sociales en Allemagne et en Autriche.**
 1^{re} partie : *Accidents.* — 1 in-8°, 180 p. (1894)..... 1 fr. 50.
 2^e partie : *Maladie, Invalidité, Vieillesse.* — 1 in-8°, 229 p. (1895)..... 2 francs.
- * **Les caisses patronales de retraites (industries).** — 1 in-8°, 437 p. (1898)..... 3 fr. 50.
- * **Hygiène et sécurité des travailleurs.** — 1 in-8°, 660 p. (1895)..... 5 francs.
- * **Poisons industriels.** 1 in-8°, 449 p. (1901)..... 3 francs.
- * **Maladies professionnelles.** — 1 in-8°, 147 p. (1903)..... 1 fr. 80.
- * **Les associations ouvrières de production.** — 1 in-8°, 613 p. (1897)..... 5 francs.
- Les associations professionnelles ouvrières.** — * Tome I^{er} : *Agriculture, mines, produits chimiques, industrie polygraphique.* — (1899). — T. II : *Cuir et peaux, industries textiles, habillement, ameublement, travail du bois.* — (1901). — T. III : *Métaux, céramiques et verrerie.* — (1902). — T. IV : *Bâtiment, transports et industries diverses.* — 4 in-8°, 905, 895, 679 et 821 p., chac. 5 francs.
- * **Législation ouvrière et sociale en Australie et Nouvelle-Zélande.** — *Mission de M. Albert Metin.* — 1 in-8°, 200 p. (1901)..... 1 fr. 50.
- * **Rapport sur l'apprentissage dans l'imprimerie (1889-1901).** — 1 in-8°, 320 p. (1902)..... 3 fr. 50.
- * **Rapport sur l'apprentissage dans les industries de l'ameublement.** — 1 in-8°, 678 p. (1905). 6 francs.
- * **Répartition des forces motrices et hydrauliques en 1899.** — Tome I^{er} : *Moteurs à vapeur* (1900). — T. II : *Moteurs hydrauliques* (1901). — 2 in-4°, 235 et 224 p., chac. 3 fr. 50.

III. — PUBLICATIONS PÉRIODIQUES. — STATISTIQUE. — ANNUAIRES.

- Résultats statistiques des recensements de la population.** — 1891 : 1° *Résultats généraux.* — 1 in-8° Jésus, 814 p. (1894), 15 francs. — 2° *Étrangers.* — 1 in-8° Jésus, 349 p. (1893), 7 fr. 50. — *1896 : 1 in-8°, 491 p. (1899), 7 fr. 50. — 1901. — Tome I^{er} : *Introduction, population légale ou de résidence habituelle pour la France; population présente (Paris, Nord et Est).* — 1 in-4°, 870 p. — T. II : *Population présente (Sud-Est).* — 1 in-4°, 818 p. — T. III : *Population présente (Ouest et Midi).* — 1 in-4° 906 p. — T. IV : *Population présente, résultats généraux.* — 1 in-4°, 1,022 p. — T. V : *Enquêtes annexes (familles; aveugles; sourds-muets; habitations; forces motrices).* — 1 in-2°, 176 p., chaque volume 10 francs, sauf le tome V. 5 francs.
- Résultats statistiques du recensement des industries et professions en 1896.** — * Tome I^{er} : *Paris, Nord et Est* (15 dép.). — T. II : *Sud-Est* (27 dép.). — T. III : *Ouest et Midi* (45 dép.). — T. IV : *Résultats généraux.* — 4 in-4°, 845, 803, 663 et 440 p., chac. 10 francs.
- Album graphique de la statistique générale de la France (1907).** — 1 in-4°, 280 p. 8 francs.
- Statistique générale de la France.** — *Statistique annuelle* : 1888-89, *1890, *1890-92; 3 in-8°, 341, 145, 641 p., chac. 7 fr. 50. — *1893 à 1898 : 6 in-8°, 259, 259, 237, 235, 304 et 197 p., chac. 5 et 6 francs. — *Mouvement de la population* : *1899-1900, *1901, 1902, 1903, 1904, 1905-1906; 6 in-8°, 313, 289, 105, 384, 638 et 214 p., chac. 5 francs (sauf 1904 : 7 fr. 50). — *Institutions d'assistance* : *1899-1900, *1901, 1902 à 1905; 6 in-8°, 211, 105 et 103 p., chac. 5 francs.
- Statistique internationale du mouvement de la population d'après les registres de l'état-civil.** — *Résumé depuis l'origine des statistiques de l'état-civil jusqu'en 1905.* — 1 in-8°, 912 p. 15 francs.
- Annuaire statistique.** — 1880 à 1891, 12 in-8°, 559, 664, 612, 630, 678, 674, 718, 723, 503, 516, 553, 535 p.; 1892-94 et 1895-96, 2 in-8°, 773 et 624 p.; 1897 à 1906, 10 in-8°, 520, 653, 615, 583, 592, 528, 631, 545, 604 et 645 p. — (Épuisés : 1886, 1888 et 1890 à 1906, sauf 1901 et 1905), chac. 7 fr. 50.
- Statistique des grèves et des recours à la conciliation et à l'arbitrage (1890-1906).** — 17 in-8° (épuisés, sauf 1900, 1901, 1902, 1903, 1904 et 1906), chac. 3 francs, 3 fr. 50 et 4 fr. 50.
- Statistique des grèves de 1890 à 1899.** — Broch in-8°, 28 p. 1 fr. 50.
- Annuaire des syndicats.** — *1897, *1898-1899, *1900, *1901, 1902, *1903 et 1904-1905, chac. 5 francs.

D'après une communication des libraires, désignés ci-après, on pourrait se procurer d'occasion, à leur librairie, quelques-uns des volumes indiqués comme épuisés [*] : MM. BERGER-LEVRULT et C^{ie}, rue des Beaux-Arts, 5, Paris-6°; MUZARD et EBIN, place Dauphine, Paris-1^{er}; Georges ROUSTAN, quai Voltaire, 5 et 17, Paris-7°; CHEVALIER et RIVIÈRE, rue Jacob, 30, Paris-6°.

(Les volumes épuisés sont marqués d'un astérisque[*].)

BULLETIN

DE

L'OFFICE DU TRAVAIL

(MINISTÈRE DU TRAVAIL ET DE LA PRÉVOYANCE SOCIALE)

SOMMAIRE.

Pages.

Pages.

Mouvement social en France.

Revue du travail en novembre.....	1177
Situation par industries.....	1178
Grèves en novembre.....	1187
Conciliation et arbitrage en novembre.....	1199
La 18 ^e session du Conseil supérieur du travail (novembre 1908).....	1193
L'application des lois réglementant le travail en 1907. (Suite et fin.).....	1197
Enquête sur le travail à domicile dans l'industrie de la chaussure.....	1212

Jurisprudence.

Repos hebdomadaire : travailleur occupé accidentellement à titre d'extra le jour du repos collectif, inapplicabilité de la loi de 1906; buffet de gare de chemin de fer, applicabilité de la loi de 1906. — Accidents du travail : salaire de base, retenues pour fournitures d'instruments de travail avancés par le patron; interdiction du cumul de la rente allouée en vertu de la loi du 9 avril 1898 avec une pension de retraite anticipée prévue par le règlement d'une compagnie de chemins de fer; déchargement de bateau pour le compte d'un négociant en charbons, accident survenu après la fin de la journée de travail au cours des ablutions rendues nécessaires par la nature du travail, applicabilité de la loi de 1898.....	1213
---	------

Mouvement social à l'étranger.

Allemagne : Revue du travail. — Placement. — Grèves pendant le 3 ^e trimestre 1908. — Les secrétaires ouvriers en 1907. — Le recensement des chômeurs de Berlin du 17 novembre 1908..	1217
Australasie : Les retraites pour la vieillesse en Nouvelle-Zélande.....	1221
Autriche : Placement. — Grèves.....	1223
Belgique : Revue du travail. — Grèves.....	1223
Canada : Revue du travail. — Grèves.....	1224

États-Unis : Revue du travail.....	1224
Grande-Bretagne : Revue du travail. — Grèves. — Le 41 ^e congrès des trades-unions. — Enquête sur le coût de la vie en 1908. — Un tribunal permanent d'arbitrage.....	1225
Italie : Grèves.....	1235
Norvège : Les caisses d'épargne en 1906.....	1235
Pays-Bas : Revue du travail. — Grèves.....	1235

Actes et documents officiels.

Lois :	
1 ^o 13 novembre 1908 (complétant la loi du 27 mars 1907 sur les conseils de prud'hommes).	1236
2 ^o 15 novembre 1908 (éligibilité des femmes aux conseils de prud'hommes).....	1236
3 ^o 25 novembre 1908 (composition du conseil supérieur d'hygiène publique).....	1236
Décret du 7 septembre 1907 (conseil de prud'hommes du Havre).....	1236
Rapport et décret du 3 décembre 1908, élevant le taux maximum des subventions de l'État aux caisses de chômage.....	1237
Circulaire du 25 septembre 1908 sur l'application de la loi du 10 avril 1908 sur les habitations à bon marché.....	1238
État des travaux législatifs.....	1242
Chronique législative : La protection des femmes en couches. — Le budget du ministère du travail à la Chambre. — L'interpellation sur les grèves d'Albi. — Le travail dans les prisons.....	1244

Renseignements divers.

Analyse, par département, des renseignements fournis par les associations patronales.....	1251
Analyse, par département, des renseignements fournis par les associations ouvrières.....	1257
Commerce extérieur; transports; prix courants divers.....	1275
Mouvement syndical.....	1276

PARIS.

BERGER-LEVRAULT et C^{ie}, éditeurs,
5, rue des Beaux-Arts (6^e arr^t).

LIBRAIRIE ARMAND COLIN,
5, rue de Mézières (6^e arr^t).

*Le Bulletin de l'Office du travail paraît tous les mois. On le trouve chez tous les libraires.
On s'abonne également dans tous les bureaux de poste et à l'Imprimerie nationale.*

Les abonnements ne sont pas reçus au Ministère du Travail.

PRIX DE L'ABONNEMENT	{	POUR LA FRANCE.....	2 fr. 50 par an.
		POUR L'UNION POSTALE.....	3 fr. 50 —

EN VENTE CHEZ BERGER-LEVRAULT ET C^{ie} :
PUBLICATIONS DE LA DIRECTION DE L'ASSURANCE
ET DE LA PRÉVOYANCE SOCIALES.

I. — Recueil de documents sur les Accidents du travail.

- N° 1. — Lois, Règlements et Circulaires (Janvier 1907). Un volume in-8° de 404 pages. 1 fr. 75.
 N° 2. — Lois sur les accidents du travail (Février 1907). Brochure de 32 pages. 0 fr. 50.
 N° 3. — Jurisprudence (I. Mars 1902). Un volume de 937 pages. 10 francs.
 N° 4. — Loi du 9 avril 1898 (modifiée par la loi du 22 mars 1902) et Décret relatif aux déclarations d'accidents. Brochure de 26 pages. 0 fr. 50.
 N° 5. — Rapports aux Congrès internationaux des accidents (Paris 1900. — Düsseldorf 1902), par le Directeur de l'Assurance et de la Prévoyance sociales. Brochure de 33 pages. 0 fr. 60.
 N° 6. — Jurisprudence. Table analytique des décisions publiées dans le fascicule n° 3 (Mars 1902). Brochure de 63 pages. 1 franc.
 N° 7. — Jurisprudence (II. Mars 1903). Avec Table alphabétique générale des décisions publiées dans les fascicules n° 3 et 7. Un volume de 449 pages. 5 francs.
 N° 8. — Jurisprudence. Table analytique des décisions insérées dans les tomes I et II (fascicules n° 3 et 7). 1903. Brochure de 84 pages. 1 fr. 30.
 N° 9. — Jurisprudence. (III. Novembre 1903). Avec Table alphabétique générale des décisions publiées dans les fascicules n° 3, 7 et 9. Un volume de 363 pages. 4 francs.
 N° 10. — Jurisprudence. Table analytique des décisions publiées dans les tomes I, II et III (fascicules n° 3, 7 et 9). 1903. Volume in-8° de 95 pages. 1 fr. 40.
 N° 11. — Jurisprudence (IV. Mars 1904). Avec Table analytique des décisions publiées dans les fascicules n° 3, 7, 9 et 11. Un volume de 304 pages. 3 fr. 25.
 N° 12. — Jurisprudence. Table analytique des décisions publiées dans les tomes I à IV (fascicules n° 3, 7, 9 et 11). Vol. de 96 pages. 1 fr. 40.
 N° 13. — Maladies professionnelles. Rapport préparatoire au Comité consultatif des Assurances

- contre les accidents du travail. 1904. Brochure in-8° de 48 pages. 0 fr. 20.
 N° 14. — Législation sur les accidents, annotée des décisions de jurisprudence. 2^e édit. 1906. Un volume de 110 pages. 1 fr. 25.
 N° 15. — Répertoire bibliographique sur la législation relative aux accidents du travail, par A. DAGUIN. 2^e édit. 1906. Broch. de 96 p. 1 fr. 25.
 N° 16. — Rapport sur l'application de la loi du 9 avril 1898 (Février 1905.). Brochure de 236 pages, dont 40 de graphiques en noir et en couleurs. 2 fr. 75.
 N° 17. — Jurisprudence. (V. Mars 1905). Un volume de 147 pages. 1 fr. 75.
 N° 18. — Arrêté fixant le tarif des frais médicaux et pharmaceutiques en matière d'accidents au travail. 1905. Brochure de 62 pages. 0 fr. 75.
 N° 19. — Deuxième rapport sur l'application de la loi du 9 avril 1898. (Mars 1906.) Vol. de 175 p., dont 30 de graphiques en noir et couleurs. 2 fr.
 N° 20. — Jurisprudence. (VI. Mars 1906.) Un volume de 212 pages. 2 fr. 50.
 N° 21. — Troisième rapport sur l'application de la loi du 9 avril 1898. (Octobre 1906.) Vol. de 150 pages dont 31 de graphiques en noir et en couleurs. 1 fr. 75.
 N° 22. — Décret du 27 septembre 1906 arrêtant la liste des exploitations commerciales soumises à la taxe réduite pour le fonds de garantie. Br. de 34 p. 0 fr. 35.
 N° 23. — Jurisprudence. (VII. Octobre 1906.) Un volume de 62 pages. 0 fr. 75.
 N° 24. — Jurisprudence. Table analytique des décisions publiées dans les tomes I à VII (fascicules n° 3, 7, 9, 11, 17, 20 et 23). Vol. 95 p. 1 fr. 25.
 N° 25. — Les Accidents du travail dans l'Agriculture, d'après la statistique allemande, par Edouard FUSTER. Broch. in-8° de 48 p. 0 fr. 65.
 N° 26. — La Statistique du risque professionnel en Autriche, par Edouard FUSTER. Volume in-8° de 168 pages. 2 francs.

II. — Recueil de Documents sur la Prévoyance sociale.

- Les Caisses d'épargne. (Legislation et statistique.) 1903. Brochure in-8° de 3/4 pages. 0 fr. 75.
 Applications de la législation française sur les habitations à bon marché. 1903. Brochure de 52 pages. 0 fr. 75.
 L'Habitation ouvrière et les pouvoirs publics en Allemagne, par Edouard FUSTER. 1903. Brochure de 78 pages. 1 fr. 25.
 Les Retraites ouvrières en Italie, par O. ARSANDAUX. 1903. Brochure de 78 pages. 1 fr. 25.
 L'Assurance populaire du canton de Neuchâtel, par O. ARSANDAUX. 1903. Broch. de 44 p. 0 fr. 75.
 Projet de loi sur le contrat d'assurance. Rapport et documents. 1904. Volume de 247 pages. 0 fr. 85.
 L'Assurance obligatoire contre l'invalidité en Allemagne. 1905. Volume de 156 pages. 1 fr. 75.

- Les Capitaux des caisses de retraites allemandes et leur emploi, par Edouard FUSTER, 1905. Volume de 95 pages. 1 fr. 20.
 Documents sur les retraites ouvrières en Allemagne, par Edouard FUSTER. 1905. Brochure de 77 pages. 1 franc.
 Principaux résultats de la prévoyance sociale, de 1890 à 1903. Statistiques et graphiques. 1905. Brochure de 47 pages avec diagrammes. 0 fr. 60.
 Projet de code du travail et de la prévoyance sociale (vote par la Chambre des députés, le 15 avril 1905). Brochure de 61 pages. 0 fr. 75.
 Les Assurances sociales en France, de 1889 à 1905. Rapport au Congrès international de Vienne (1905), par le Directeur de l'Assurance et de la Prévoyance sociales. Broch. de 28 p. 0 fr. 50.
 Les assurances sociales en Belgique, par J. Bé-gasse. Broch. de 186 pages. 2 fr. 40.

Prière d'envoyer les communications relatives au **Bulletin** et aux **Syndicats professionnels**, non affranchies, à l'adresse suivante :

*Monsieur le Ministre du Travail et de la Prévoyance sociale,
 Direction du travail, PARIS (VII^e).*

N. B. — Pour que les envois bénéficient de la franchise postale, il importe que l'adresse porte la mention : *A monsieur le Ministre du Travail et de la Prévoyance sociale.*

BULLETIN

DE

L'OFFICE DU TRAVAIL.

FRANCE.

REVUE DU TRAVAIL⁽¹⁾.

Pendant le mois de novembre, le chômage a augmenté chez les ouvriers viticoles du Midi, les travaux d'hiver dans les vignes n'ayant pas encore commencé dans la plupart des centres. Par suite de désaccord entre les marchands de bois et les syndicats d'ouvriers bûcherons beaucoup de coupes de bois ne sont pas encore exploitées et le chômage n'a pas diminué. Le travail est satisfaisant pour l'époque dans l'horticulture de la région parisienne.

L'activité a baissé dans le bâtiment et les industries qui en dépendent.

Dans les industries textiles la situation s'est sensiblement améliorée dans le Nord; elle reste satisfaisante dans les Vosges; le travail a baissé dans les Ardennes; il reste aussi peu abondant dans la Seine-Inférieure. Dans la soie, la reprise s'accroît dans la région stéphanoise et le tissage mécanique de la région lyonnaise.

L'activité se maintient à peu près au même niveau dans le vêtement.

Dans les industries des métaux la situation reste, dans l'ensemble, stationnaire.

Le travail reprend dans la typographie aussi bien en province qu'à Paris.

⁽¹⁾ Sauf indication contraire, les renseignements sur le mouvement du travail sont tirés des réponses au questionnaire mensuel sur l'état du travail et le chômage professionnel envoyées par les syndicats ouvriers et qui sont parvenues à l'Office du travail dans la seconde quinzaine de novembre 1908. — Les chiffres entre parenthèses dans la situation par industries indiquent le nombre des ouvriers adhérents des syndicats cités. — N° sont comptés que les chômeurs involontaires, à l'exclusion des ouvriers malades ou en grève. — Sauf indication contraire, les heures de travail sont données par semaine.

Le chômage est toujours élevé dans la tannerie et la mégisserie de Millau, ainsi que chez les horlogers de la Franche-Comté et les ouvriers des ports.

1,226 syndicats, groupant 304,431 ouvriers, ont répondu, pour novembre 1908, au questionnaire mensuel sur l'état du travail et le chômage professionnel.

Parmi ces syndicats, 968 groupant 223,063 ouvriers ont fait connaître le nombre de leurs chômeurs, soit 19,502, ce qui correspond à une moyenne de 8.4 p. 100, en y comprenant les mineurs du Pas-de-Calais, et de 9.4 p. 100, mineurs du Pas-de-Calais non compris. Cette dernière moyenne était, le mois dernier, de 8.7 p. 100; elle était de 9.4 p. 100 en novembre 1907.

L'ouvrage, pendant le mois de novembre 1908, a été jugé, par comparaison avec le mois d'octobre, plus abondant, par 21 p. 100 des syndicats, groupant 32 p. 100 des syndiqués; équivalent par 43 p. 100 des syndicats, groupant 38 p. 100 des syndiqués; moins abondant par 36 p. 100 des syndicats, groupant 30 p. 100 des syndiqués.

A la question : « Estimez-vous la situation du travail satisfaisante pour l'époque? » 583 syndicats, groupant 108,217 ⁽¹⁾ adhérents, ont répondu par l'affirmative, et 401 groupant 114,577 adhérents, ont répondu par la négative.

Situation par industries.

PÊCHE. — AGRICULTURE. — FORÊTS. — L'Union des pêcheurs et marins du commerce du Havre (3,230) accuse 15 p. 100 de chômeurs contre 10 le mois dernier et 8 en novembre 1907; 5 p. 100 à Boulogne-sur-Mer (800). Sur l'Océan, la pêche est moins abondante à Donarnez (1827) elle est plus abondante à Concarneau (650), Guilvinec (395), le Bono (152), La Rochelle (244). Sur la Méditerranée les pêcheurs de La Seyne (110) ont 10.9 p. 100 de chômeurs contre 15.5 le mois dernier; ceux d'Arles (123) en ont 33 p. 100.

D'après les réponses de 56 syndicats d'ouvriers agricoles, groupant 15,640 membres, la proportion des chômeurs syndiqués était, en novembre, de 11.7 p. 100 contre 12.8 le mois dernier et 22.8 en novembre 1907; la situation était considérée comme satisfaisante par 51 p. 100 des syndicats et 43 p. 100 des syndiqués. Sur le total de 1,830 chômeurs, 1,523 sont signalés par 39 syndicats d'ouvriers viticoles de l'Aude, de l'Hérault et des Pyrénées-Orientales qui groupent à eux seuls 3,606 syndiqués; la proportion est respectivement dans les trois départements de 22.4, 4.3 et 52.8 p. 100 contre 20.9, 48.6 et 3.2 le mois dernier et 51.2, 74.1 et 25.5 en novembre 1907; 11 de ces syndicats n'accusent aucun chômeur; comme tous les ans, entre les vendanges et la reprise des travaux d'hiver (taille de la vigne, fumures) les ouvriers viticoles ont, dans la plupart des centres, plusieurs semaines de chômage. A Paris, le syndicat mixte des horticulteurs (2,317) annonce 18 chômeurs contre 36 le mois dernier et 26 en novembre 1907: le travail est satisfaisant pour l'époque et aussi abondant que le mois dernier; le syndicat ouvrier de la rue du Harlay (2,126) accuse 0.8 p. 100

⁽¹⁾ Lire à cette même place, dans le précédent numéro, 102,153 au lieu de 12,153.

de chômeurs; celui de la Bourse du travail (6,000), 2.5. En Seine-et-Marne, les ouvriers agricoles de Melun (800) accusent 23.8 p. 100; le travail est moins abondant; 72 p. 100 contre 100 chez les vignerons d'Aÿ (168).

113 syndicats de bûcherons groupant 10,609 membres accusent 29.8 p. 100 de chômeurs contre 19.6 le mois dernier et 21.7 en novembre 1907. La situation est considérée comme satisfaisante pour l'époque par 40 p. 100 des syndicats et 43 p. 100 des syndiqués. Le chômage a encore augmenté; les travaux d'hiver dans les bois n'ont pas encore commencé dans beaucoup de centres, l'entente n'ayant pu s'établir entre les marchands de bois et les bûcherons au sujet des prix de façon et de l'assurance contre les accidents du travail; on ne signale aucun chômeur dans 3 centres sur 11 dans l'Allier, dans 7 sur 32 dans le Cher, dans 5 sur 9 dans le Loiret, dans 13 sur 34 dans la Nièvre et dans 3 sur 7 dans l'Yonne; le chômage atteint 39.8 p. 100 contre 34 le mois dernier dans l'Allier pour 921 syndiqués; il est de 37.1 contre 17.1 dans le Cher pour 2,986 syndiqués; de 19.2 contre 3.7 dans le Loiret pour 426 syndiqués; de 6 contre 31.3 dans la Nièvre pour 3,182 syndiqués et de 36 contre 18.7 dans l'Yonne pour 833 syndiqués. Dans les Landes, 10 syndicats de résiniers, groupant 1,148 ouvriers, accusent 0.9 p. 100 de chômeurs contre 0 le mois dernier.

MINES. — Les renseignements qui suivent, calculés d'après les chiffres obligeamment fournis par le *Comité central des houillères de France*, portent sur près de 183,000 ouvriers, soit plus des trois quarts du personnel ouvrier des mines, pendant le mois de novembre 1908. Dans le courant de ce mois, le nombre moyen des jours d'extraction par semaine pour les ouvriers du fond et la répartition de l'ensemble des ouvriers occupés par l'exploitation tant au fond qu'au jour, d'après l'activité du travail, sont indiqués ci-dessous :

BASSINS OU GROUPES DE BASSINS. 1	NOMBRE D'OUVRIERS. 2	NOMBRE moyen HEBDOMA- DAIRE de jours d'extraction ⁽²⁾ 3	SUR 100 OUVRIERS, TANT DU FOND QUE DU JOUR, COMBIEN ONT TRAVAILLÉ PAR SEMAINE				
			moins de 3 jours. 4	de 3 à 4 jours. 5	de 4 à 5 jours. 6	de 5 à 6 jours. 7	6 jours ou davantage (travail plein) 8
			p. 100.	p. 100.	p. 100.	p. 100.	p. 100.
Nord et Pas-de-Calais....	113,866	6.	"	"	"	2.06	97.94
Loire.....	18,231	5.99	"	"	"	6.81	93.19
Gard et Hérault.....	14,568	6.	"	"	"	"	100.
Tarn et Aveyron..... ⁽¹⁾	10,521	5.36	10.65	"	"	"	89.35
Provence.....	2,735	5.87	"	"	"	53.20	46.80
Isère.....	2,069	6.	"	"	"	"	100.
Ouest.....	390	5.38	"	28.21	"	"	71.79
Bourgogne et Nivernais..	10,364	6.	"	"	"	3.01	96.99
Centre.....	10,076	5.97	"	"	"	12.82	87.18
ENSEMBLE pour la France.	182,820	5.97	0.06	0.62	"	3.63	95.69

(1) Grève à Albi.

(2) Le nombre moyen hebdomadaire des jours d'extraction peut être supérieur à six en cas de dérogations au repos du dimanche (application de l'art. 6, § 3, de la loi du 13 juillet 1906) ou lorsque certaines mines ne chôment pas les jours fériés, tels que lundis de Pâques et de Pentecôte, Ascension, 14 juillet. Assomption. Toussaint, Noël, qui sont des jours de repos généralement observés, bien que la loi n'en fasse pas une obligation.

Le nombre moyen hebdomadaire de jours d'extraction était de 5.97 le mois dernier et de 6.01 en novembre 1907. D'après les réponses de 26 syndicats, le

chômage serait de 0.6 p. 100 sur un effectif de 30.408 syndiqués contre 0.1 le mois dernier pour 30,098 syndiqués et de 2.6 en novembre 1907 pour 8,351 syndiqués; le syndicat de Lens (26,000) n'accuse aucun chômeur comme le mois dernier.

CARRIÈRES. — Dans les carrières et ardoisières, la proportion des chômeurs est de 10.8 p. 100 pour 22 syndicats groupant 5,339 ouvriers contre 11 le mois dernier et 6.3 en novembre 1907. Dans les carrières, pas de chômeurs à Ronen (120); 9.8 p. 100 contre 14.9 le mois dernier à Porcieu-Amblagnieu (295); 11.4 contre 9 à Château-Landon (175); 7.7 contre 15.8 à Chevreuse (3,350); 45 à Parmilieu (120); 53.3 à Trept (150); 16 à Arques (125). Dans les ardoisières, pas de chômeurs à Haybes-sur-Meuse (320) et Fumay (125).

ALIMENTATION. — D'après les réponses de 60 syndicats, groupant 16,543 adhérents, la proportion des chômeurs, dans l'ensemble des industries de l'alimentation, était de 15.9 p. 100 contre 17.2 le mois dernier et 14.7 en novembre 1907. La situation est jugée satisfaisante pour l'époque par 53 p. 100 des syndicats et 51 p. 100 des syndiqués. En province le chômage dépasse la moyenne chez les cuisiniers de Bordeaux (327), Lyon (112) et Pau (140); les bouchers-charcutiers (150) de Marseille; les limonadiers de Nice (1,300), Bordeaux (487); les maîtres-d'hôtel de Rouen (520) et du Havre (764); les minotiers d'Avignon (265). Le travail est, par contre, satisfaisant chez les maîtres d'hôtel navigateurs de Marseille (1,405); les raffineurs de sucre de Marseille (600 + 456). A Paris, les garçons de cuisine (1,000) accusent 15 p. 100 de chômeurs contre 12; les cuisiniers de la rue Mandar (1,460), 6 contre 6; ceux de la Bourse du travail (1,602), 8.7 contre 20; les boulangers du boulevard Richard-Lenoir (260), 2.3 contre 4.6; ceux de la rue des Martyrs (452), 5.1 contre 4.5; ceux du faubourg Saint-Denis (156), 6 contre 5.9; ceux de la rue Aumaire (847), 10; les porteurs aux Halles (211), 0, les employés du pavillon de la volaille (122), 3.3.

La production d'alcool des bouilleurs et distillateurs de profession, à la fin d'octobre 1908, premier mois de la campagne 1907-1908, s'élevait à 374,612 hectolitres, en augmentation de 76,545 hectolitres sur la précédente campagne. La production des bouilleurs de cru à la même date est évaluée approximativement à 33,000 hectolitres, soit une différence en plus de 16,000 hectolitres sur la campagne 1906-1907⁽¹⁾.

Dans l'industrie sucrière, au 30 novembre 1908, troisième mois de la campagne 1908-1909, les travaux de défilcation étaient en cours d'activité dans 154 fabriques contre 176 à l'époque correspondante de la campagne 1907-1908 et terminés dans 97 fabriques contre 79. La quantité de sucre travaillée à la même date, exprimée en sucre raffiné, s'élevait à 632,700 tonnes, en augmentation de 65,680 tonnes sur la précédente campagne⁽²⁾.

PRODUITS CHIMIQUES. — CAOUTCHOUC. — PAPIER. — CARTON. — Le chômage, dans l'ensemble des industries chimiques, d'après les réponses de 10 syndicats, groupant 2 526 ouvriers, ressort à 7.9 p. 100 contre 14.2 le mois dernier et 5.4 en novembre 1907. En ce qui concerne les travailleurs du gaz, pas de chômeurs à Reims (280), Toulon (240) et Saint-Étienne (190). Les ouvriers des huileries de Marseille (1,225) ont 16.3 p. 100 de chômeurs contre 27 le mois dernier. Les ouvriers des produits chimiques de la Rochelle (135) sont tous occupés.

⁽¹⁾ *Journal officiel* du 20 novembre 1908.

⁽²⁾ *Journal officiel* du 13 décembre 1908.

Les ouvriers des papeteries d'Annonay (494), d'Anould (638) et de Wizernes (530) sont tous occupés. Il en est de même des ouvriers du papier d'Issy (115)

INDUSTRIES DU LIVRE. — Chez les typographes, lithographes, graveurs et similaires, le nombre des chômeurs syndiqués est : pour la province, de 119 pour 67 syndicats groupant 4,487 adhérents, soit 2.7 p. 100; pour Paris, de 128 pour 10 syndicats groupant 5,914 adhérents, soit 2.2 p. 100. La proportion était, le mois dernier, pour la province, de 4.1 p. 100, et pour Paris de 3.2 p. 100, elle était, pour le mois de novembre 1907, de 2.9 p. 100 pour la province, de 2.1 p. 100 à Paris.

La situation est considérée comme satisfaisante pour l'époque par 87 p. 100 des syndicats de province groupant 75 p. 100 des syndiqués. Le travail est estimé plus abondant par 24 syndicats, équivalent par 28, moins abondant par 2 autres. Il y a 7.8 p. 100 de chômeurs contre 11 le mois dernier à Nice (103); 0 contre 3.2 à Grenoble (160); 8.1 contre 6.2 chez les lithographes de Saint-Etienne (148); 2.4 contre 2.9 chez les typographes (165) de Nantes; 0 contre 0.9 à Dijon (113); 3.9 chez les typographes (310) et 4 contre 5.2 chez les lithographes (150) de Bordeaux; 0.5 contre 1 à Amiens (200); 5.7 contre 10 chez les typographes (350) de Lille et 3.8 contre 2.1 chez les lithographes (130); 4 contre 4 chez les typographes (503) de Lyon; 3.8 contre 6.2 à Rouen (159); 1.7 au Havre (117).

À Paris, le syndicat de la rue de Savoie (3,550) accuse 84 chômeurs contre 136 le mois dernier et 95 en novembre 1907 et estime le travail satisfaisant pour l'époque; les conducteurs typographes de la Bourse du travail (220) accusent 4.5 p. 100 contre 4.1; les fondeurs (140) 0.7. Dans la lithographie, l'*Union lithographique* (140) en accuse 6.4 contre 9; les stéréotypers (206), 1.5 contre 1.5.

CUIRS ET PEaux. — Le chômage, d'après les réponses de 14 syndicats, groupant 1,959 ouvriers atteint 29.6 p. 100 dans l'ensemble des industries qui préparent les cuirs et peaux (tanneurs, corroyeurs, mégissiers, etc.); contre 42.6 le mois dernier et 40 en novembre 1907. À Annonay, les mégissiers de rivière (600) ont 20 p. 100 de chômeurs contre 25 le mois dernier, avec une semaine de 40 heures; les palissonneurs (340) en ont 10 p. 100 contre 15. Les tanneurs-corroyeurs de Millau (350) en ont 85.7 p. 100 contre 74 et font 40 heures contre 35; les mégissiers-chamoiseurs (110) accusent 63 p. 100 contre 64 et font 60 heures. Les fourreurs de Paris (125) accusent 0 p. 100 contre 5.

Chez les ouvriers de la chaussure, la proportion des chômeurs syndiqués est de 7.9 p. 100 pour 12 syndicats groupant 858 ouvriers contre 3.1 le mois dernier et 3.9 en novembre 1907. Les ouvriers de la chaussure du Quesnoy (200) accusent 0 contre 0; ceux de Romans (300) 20 p. 100 et 50 heures.

Les ouvriers de la sellerie militaire de Paris (182) accusent 6.6 p. 100.

INDUSTRIES TEXTILES. — Le nombre des chômeurs dans la filature et le tissage, d'après les réponses de 69 syndicats, groupant 33,448 adhérents, était de 2,942, soit 8.9 p. 100 contre 8.7 le mois dernier et 7.3 en novembre 1907.

Dans le Nord, à Roubaix, d'après le syndicat textile (10,783), il y aura 8.3 p. 100 de chômeurs contre 12.2 le mois dernier et 8.4 en novembre 1907; la semaine est de 60 heures et la situation est estimée non satisfaisante. À Tourcoing, les trieurs de laine (684) accusent 22 p. 100 de chômeurs; les tapissiers en grosse moquette (145), 1.3 p. 100 contre 0. À Lille, d'après le syndicat mixte de l'industrie du fil (1,410), il n'y aurait pas de chômeurs, la semaine serait de 50 heures et la situation ne serait pas satisfaisante; le syndicat ouvrier textile (1,944) accuse 3 p. 100 de chômeurs et 55 à 60 heures. À Armentières, un syndi

cat ouvrier (2,020) accuse 0 chômeur et 48 à 59 heures; le syndicat mixte (1,870) accuse 0 chômeur contre 0 et 50 à 60 heures. A Houplines (1,570), il y a 1.5 p. 100 de chômeurs contre 1.6 le mois dernier, la semaine est de 60 heures, le chômage diminue beaucoup; à Halluin (1,075), le chômage est de 6 p. 100 contre 8 et la semaine est de 45 à 48 heures: la crise s'atténue; 0.2 à Hazebrouck (530) et 59 heures: le travail est un peu plus abondant; 10 à Beauvois (1,500) en légère reprise; le travail est satisfaisant à la Gorgue-Estaires (680); 0 contre 0 à Avesnes-les-Aubert (425) où la reprise s'accroît; 0 à Fourmies (400) et 50 heures; 45 à Haspres (400); 2 contre 2 à Nieppe (300) et 50 à 55 heures; 0 contre 0 à Saint-Hilaire-les-Cambrai (100). Pour l'ensemble de 20 syndicats du Nord groupant 23,812 syndiqués, la proportion des chômeurs est de 6 p. 100 contre 7.9 le mois dernier et 6.1 en novembre 1907.

Dans les Vosges, les 4 syndicats d'ouvriers textiles qui ont répondu à la question concernant le chômage accusent 0 p. 100 de chômeurs sur 244 syndiqués contre 0 le mois dernier et 0 en novembre 1907; la semaine est partout de 60 heures au moins. Pas de chômeurs à Épinal (102).

Dans les centres normands, à Rouen (200) les ouvriers cotonniers ont 5.5 p. 100 de chômeurs contre 4.5 et font 60 heures de présence, mais produisent à peine 48 heures; à Bolbec (260) on signale 1.2 p. 100 contre 1.1 et 50 heures; à Flers, les ouvriers cotonniers (850) accusent 0 p. 100 contre 0 et 60 heures contre 60: le travail est satisfaisant.

Dans les tissages de coton de la région roannaise, à Roanne, les pareurs (180) accusent 1.1 p. 100 contre 2.2 et 60 heures contre 60; à Bourg-de-Thizy (400) les tisseurs accusent 45 contre 31 avec 40 à 60 heures; 13.8 contre 9.6 à Thizy (937) avec 60 heures contre 50: le travail est plus abondant.

Dans les Ardennes, le travail a baissé: à Sedan, les tisseurs (250) accusent 4 p. 100 contre 0 et 60 heures; 14.3 contre 0 à Saint-Menges (280) et 54 à 60 heures. A Rougemont-le-Château, les ouvriers textiles (343) sont tous occupés 60 heures mais le travail a baissé.

Dans l'Ouest, à Romorantin (430), dans l'industrie du drap, tous les ouvriers syndiqués sont occupés; on ne fait que 56 heures au tissage. Le travail est plus abondant dans l'ensemble des centres de Maine-et-Loire et des Deux-Sèvres. 57 p. 100 contre 62.5 et 60 heures à Lavelanet (700). A Mazamet, 1.8 p. 100 contre 2.7 chez les ouvriers fileurs (110) qui font de 40 à 50 heures. A Vienne (421) les ouvriers textiles accusent 40 p. 100 contre 32 et 60 heures.

Dans la bonneterie, à Troyes (839) on signale 40 p. 100 de chômeurs et 36 heures.

Soie. — Dans la Loire, on signale une reprise: 15 p. 100 de chômeurs contre 30 dans le tissage à bras et 5 contre 10 dans le tissage mécanique à Charlieu (120); 0 à Bussièrès (100 + 227); 5 contre 10 à Saint-Genest-Lerpt (150).

Dans la Haute-Loire, 5 p. 100 à Sainte-Sigolène (418).

Dans la région lyonnaise, le travail a encore gagné en animation dans les usines de tissage mécanique au profit de tous les tissus teints en pièce: à Lyon, dans les petits ateliers de tissage mécanique ou à la main, la fabrication continue pour les mêmes étoffes que le mois passé; à la campagne, dans les ateliers à bras les métiers sont en partie encore garnis par les mêmes articles que précédemment ⁽¹⁾. A Grandris (110) 3.6 p. 100 de chômeurs et 60 heures.

Dans l'Isère, le travail a repris dans la soierie: 0.9 p. 100 de chômeurs et 60 heures à Voiron (350); 15 contre 14.3 à Saint-Geoire-en-Valdaine (400) et

(1) D'après le *Moniteur du tissage mécanique des soieries*, du 15 décembre 1908.

60 heures. Dans le Gard, à Saint-Hippolyte-du-Fort (250), 4 p. 100 de chômeurs contre 4 et 60 heures. Dans l'Hérault, les fileuses de Ganges (100) sont toutes occupées 60 heures. A Tours, les tisseurs en soie (115) accusent 23.3 p. 100 contre 33 et 60 heures : le travail est un peu plus abondant.

Dans le tulle, les tullistes de la Tour-du-Pin (110) accusent 9.1 p. 100 et font 68 heures et demie; ceux de Serrières-de-Briord (108) ont 1.8 p. 100 de chômeurs contre 0 et les hommes adultes font 66 heures. Les tullistes en guipure de Saint-Quentin (95) accusent 4.2 p. 100 contre 5.2. A Caudry, l'Union des ouvriers tullistes (710) accuse 1 p. 100 contre 1.1 et 35 à 50 heures. Les tullistes en dentelles de Lyon (142) accusent 2.8 p. 100 contre 4 et 58 heures. Les brodeurs de Paris (230) accusent 0.4 p. 100 de chômeurs contre 0 et 60 à 70 heures.

Dans la teinture et l'apprêt, à Roanne, les apprêteurs (215) accusent 0 p. 100 de chômeurs contre 0.9. Les blanchisseurs-apprêteurs de Cholet (90) en ont 0 contre 17.8 et font 48 heures. Les teinturiers-degraisseurs de Paris (300) en accusent 4 p. 100 contre 1.

Chez les ouvriers et ouvrières de l'habillement, la proportion des chômeurs est de 4.1 p. 100 pour 19 syndicats, groupant 2,758 ouvriers, contre 4.5 le mois dernier et 4.4 en novembre 1907. Le travail est considéré comme plus abondant par 9 syndicats, équivalent par 2, moins abondant par 6. La situation est estimée satisfaisante pour l'époque par 42 p. 100 des syndicats et 47 p. 100 des syndiqués. A Paris, les coupeurs-tailleurs (120) accusent 3.3 p. 100; les coupeurs-chemisiers (305), 5.9 contre 4.9 le mois dernier; les couturières (643) estiment le travail aussi abondant. Les tailleurs de Constantine (130) accusent 21.5 p. 100; les ouvriers de l'habillement de Bourges (210), 7.1 contre 11.9; ceux de Lille (200), 8.5; les ouvrières de Grenoble (270), 2.6; 0 contre 1.1 chez les ouvriers du syndicat mixte de Carcassonne (267); 1.3 chez ceux du syndicat mixte de Montpellier (235).

Chez les chapeliers, casquettiers, etc., la moyenne du chômage est de 5.8 p. 100 pour 6 syndicats groupant 633 ouvriers contre 1.4 le mois dernier et 12.1 en novembre 1907; à Paris, les ouvriers en chapeaux de soie (103) ont 1.9 p. 100 de chômeurs contre 1.9. A Lyon les chapeliers (200) en ont 13 contre 0; ceux de Chazelles en ont 0.

5 p. 100 contre 1.7 chez les couleurs et garçons de lavoir de Paris (248).

Bois. — La moyenne de chômage accusée par 35 syndicats de charpentiers et de menuisiers en bâtiment, groupant 2,859 ouvriers, est de 8.3 p. 100 contre 15 le mois précédent et 6.1 en novembre 1907 : la situation est estimée satisfaisante par 75 p. 100 des syndicats et 78 p. 100 des syndiqués. Les calfatage-perceurs (104) de Marseille accusent 38.4 p. 100 contre 39.1; les charpentiers de navires de Bordeaux (106), 0; les charpentiers d'Armentières (115) 0.9 contre 0; ceux de Roubaix (392), 15.3 p. 100 contre 11.2; ceux de Tourcoing (192), 5.2 contre 0; ceux de Lille (520), 0 contre 20; les menuisiers de Grenoble (115), 5.2; les travailleurs du bois de Villers-Cotterets (100), 0 contre 0; ceux d'Halluin (400), 4 contre 3.9; les scieurs de Gommegnies (116), 0 contre 0; ceux de Hermes (160), 0.9. A Paris, les menuisiers libres (175) accusent 5.1 p. 100 de chômeurs.

Chez les ouvriers du meuble et de l'ameublement (menuisiers-ébénistes, ébénistes, tapissiers, etc.), la proportion des syndiqués sans travail, d'après les réponses de 10 syndicats, groupant 784 ouvriers, est de 9.5 p. 100 contre 10.5 le mois dernier et 3 en novembre 1907. Les sculpteurs sur bois de Lyon (115) accusent 40 p. 100 contre 29.6; les ébénistes de Bordeaux (140), 10.7. A Paris, les menuisiers en sièges (230) en ont 3.5 contre 8.7.

Chez les tonneliers, le chômage est de 16.6 p. 100 pour 8 syndicats, groupant

730 ouvriers, contre 15.8 le mois dernier et 4.8 en novembre 1907. 17 p. 100 contre 29.8 à Cognac (260); 30 contre 20 à Aubagne (150); 20 contre 0 à Narbonne (125).

Dans la carrosserie, 10 syndicats groupant 417 ouvriers annoncent 3.8 p. 100 de chômeurs contre 3 le mois dernier et 34.9 en novembre 1907. A Paris, les *Compagnons charrons* (152) en accusent 1.3 contre 0 le mois dernier.

Les tourneurs sur bois de Felleries (130) sont tous occupés; il en est de même des galochiers d'Aurillac (120), Saint-Symphorien d'Ozon (125), Saint-Etienne (135) et des boutonniers de Grenoble (188). Les vanniers d'Origny-en-Thiérache (650) accusent 23.1 p. 100 de chômeurs contre 25 le mois dernier. Les ouvriers pipiers de Saint-Claude (900) n'ont pas de chômeurs, mais ne font que 30 heures par semaine.

MÉTAUX. — D'après les réponses de 75 syndicats groupant 13,745 adhérents, la proportion des chômeurs syndiqués dans l'ensemble des industries des métaux était, à la fin de novembre, de 6.1 p. 100 contre 6.9 le mois dernier et 3.7 en novembre 1907.

25 syndicats de métallurgistes, groupant 5,208 ouvriers de toutes les professions se rapportant aux métaux, accusent 2.4 p. 100 de chômeurs contre 7.2 le mois dernier et 3.7 en novembre 1907; la situation est estimée satisfaisante par 70 p. 100 des syndicats et 74 p. 100 des syndiqués. Pas de chômeurs à Bourg-Fidèle (155), Trignac (180), Guérigny (523), Imphy (197), Le Creusot (1,800), Maubeuge (200), Lille (120); 11.8 p. 100 contre 4.7 à Sous-le-Bois (450); 0.4 contre 0 à Bourges (272); 1.3 à Saint-Malo (150).

En ce qui concerne les mouleurs et fondeurs en fer et en cuivre, la proportion des chômeurs est de 3.7 p. 100 pour 9 syndicats groupant 1,390 ouvriers contre 4.1 le mois dernier et 3.8 en novembre 1907; la situation est considérée comme satisfaisante par 55 p. 100 des syndicats groupant 77 p. 100 des syndiqués; pas de chômeurs à Hiraumont-en-Rocroi (130), Lille (600) et Bordeaux (150); 10 p. 100 contre 0 à Ferrière-la-Grande (240).

Chez les ouvriers mécaniciens, tourneurs, ajusteurs, serruriers, etc., la proportion des syndiqués sans travail est de 5 p. 100 pour 18 syndicats, groupant 3,277 ouvriers, contre 4.1 le mois dernier et 2.9 en novembre 1907. La situation est considérée comme satisfaisante par 47 p. 100 des syndicats et 14 p. 100 des syndiqués. Pas de chômeurs à Tarbes (109) et Chartres (108); 4 p. 100 contre 4 à Saint-Etienne (250); 4.3 contre 0 à Jeumont (130); 3.1 à Tourcoing (160); 1.3 contre 0.3 à Marpent (300); 18.8 contre 3.3 à Marseille (149); 1.9 à Reims (103); 0.8 à Calais (127).

A Paris, l'*Union des mécaniciens* accuse 95 chômeurs sur 1,600 syndiqués contre 105 le mois dernier et 39 en novembre 1907; les tourneurs-robinettiers (180), 4.4 p. 100.

A Paris, les ouvriers en instruments de précision (1,529) accusent 157 chômeurs contre 126 le mois dernier et 78 en novembre 1907; 25 p. 100 chez les horlogers de Morteau (400); 40 p. 100 de ceux de Lac-en-Villers (250) chôment partiellement; 0 contre 0 chez les diamantaires du pays de Gex (106).

Chez les ferblantiers-boitiers, le chômage est de 22.8 p. 100 pour 4 syndicats groupant 805 ouvriers contre 13.5 le mois dernier et 12.3 en novembre 1907; il est de 16.3 p. 100 contre 9.8 à Douarnenez (552); de 27.3 contre 50 à Guilvinec (110). A Paris, les potiers d'étain (180) accusent 8.1 p. 100 contre 16.7.

BÂTIMENT. — Dans l'ensemble des industries du bâtiment (charpentiers, menui-

siers et serruriers non compris), la moyenne du chômage, d'après 118 syndicats, groupant 15,961 adhérents, était, à la fin de novembre, de 10.5 p. 100 contre 6.7 le mois précédent et 11 en novembre 1907.

En ce qui concerne les maçons, terrassiers, tailleurs de pierre et similaires, la proportion du chômage est de 12.1 p. 100 pour 82 syndicats groupant 11,758 ouvriers contre 6.5 le mois dernier et 13.2 en novembre 1907. Le chômage dépasse la moyenne notamment à Marseille (550 terrassiers), Cette (202), Bordeaux (196), Clermont-Ferrand (200), Thonon (200). Le travail est satisfaisant pour l'époque à Chartres (320), Cherbourg (177), Calais (550), Aix-les-Bains (155), Auch (315), Melun (300), Versailles (730), Dieppe (214), Orsay (140). A Paris, les maçons (16,500) estiment le travail aussi abondant; les maçons d'art (3,011) accusent 5 p. 100 de chômeurs contre 5 le mois dernier. Dans l'ensemble, la situation est jugée satisfaisante par 64 p. 100 des syndicats et 58 p. 100 des syndiqués.

La proportion des chômeurs chez les peintres et plâtriers est de 7.5 p. 100 pour 22 syndicats groupant 2,259 ouvriers contre 5.8 le mois dernier et 8 en novembre 1907; il y en a 0 contre 0 à Bordeaux (295); 11.2 contre 0 à Boulogne-sur-Mer (134). A Paris, les peintres de la rue Saint-Lazare (342) en accusent 2.6 contre 0; les ornemanistes (651), 4.9.

Les marbriers de Cousolre (200) et de Gussignies (280) sont tous occupés; ceux de Bellignies accusent 11.6 p. 100 contre 33 le mois dernier; les granitiers de Louvigné (104), 0. Les couvreurs de Tourcoing (150) accusent 8 p. 100 contre 8.

CHAUFOURNERIE. — CÉRAMIQUE. — VERRERIE. — Pas de chômeurs chez les chaudières et cimentiers de Contes-les-Pins (145), Albi (130) et les plâtriers d'Arignac (123); 30 p. 100 chez les chaudières de Tarteron (100). Pas de chômeurs chez les faïenciers de Montereau (300); les potiers de Sainte-Zacharie (108) en accusent 11.1 p. 100 contre 11; les céramistes d'Aragnac (430), 0; les emballeurs de porcelaines de Limoges (192), 4.2 contre 5.2.

Dans l'ensemble des 9 syndicats de verriers, groupant 325 ouvriers, qui ont donné le nombre de leurs membres sans travail, la proportion de ces derniers est de 8 p. 100 contre 3.7 le mois dernier et 5.8 en novembre 1907.

MANUTENTION. — TRANSPORTS. — COMMERCE. — Parmi les portefaix, déchargeurs et autres ouvriers des ports, la moyenne du chômage pour 7 syndicats groupant 2,141 membres ressort à 29.3 p. 100 contre 30.1 le mois dernier et 11.3 en novembre 1907; elle est de 44.4 p. 100 contre 20 à Rouen (900), de 66 contre 0 à Dieppe (150), de 79 à Toulon (113), de 0 à Nice (800).

Parmi les autres ouvriers de manutention, la moyenne du chômage est de 6.4 p. 100 pour 9 syndicats groupant 1,529 membres contre 5.5 le mois dernier et 9.4 en novembre 1907; les soudeurs de Saint-Yorre (130) accusent 10 p. 100 contre 15; ceux de Sail-sous-Couzan (102), 0; les coltimeurs de Nîmes (104), 0 contre 0; les manœuvres de Neuville (100), 0. A Paris, les laveurs de voitures (380) accusent 4.5 p. 100 contre 5.3.

13 syndicats d'agents d'entreprises de transports en commun (employés et chauffeurs-mécaniciens des chemins de fer, tramways, bateaux à voyageurs, etc.), groupant 4,060 ouvriers accusent 2 sans-travail contre 1 le mois dernier et 2 en novembre 1907. Dans les autres industries de transport (camionneurs, cochers, marins du commerce, etc.) la proportion des chômeurs, pour 18 syndicats groupant 4,924 membres, est de 10.7 p. 100 contre 4.6 le mois dernier et 7.8 en novembre 1907; elle est de 3.8 p. 100 contre 8.4 chez les capitaines au cabotage du Havre (212); de 10 contre 2.8 chez les pilotes de Longueuil (183); de 0 chez les

bateliers de Meillerie (105), de 50 chez les camionneurs du Havre (250). *L'Union des transports* de Paris (3,498) accuse 10 p. 100.

D'après les réponses de 45 syndicats d'employés de commerce, comptables, sténographes, etc., groupant 21,945 adhérents, la proportion des syndiqués sans travail est de 2.1 p. 100 contre 1.7 le mois dernier et 2.6 en novembre 1907. A Paris, l'Union des comptables (927) en accuse 3.2 p. 100 contre 3.4 le mois dernier; les comptables de la Bourse du travail (197), 10 contre 1; les employés de commerce du boulevard Poissonnière (3,911), 1.5 contre 1.2; les commis en maçonnerie (189), 0.5 contre 2.1; « l'Alliance sténographique » (280), 6.1 contre 3.5; les sténo-dactylographes (260), 7.7 contre 4; les clerks d'huissiers (206), 1.4 contre 0.5; les voyageurs de commerce du boulevard de Strasbourg (6,300), 0.8 contre 0.8; les courtiers de la Bourse du travail (1,000), 0.5 contre 0.3. En province, 1.9 p. 100 contre 2.9 chez les employés de commerce (525) de de Marseille; 2.1 contre 0.2 à Lyon chez les employés (2,340) et 1.6 contre 0 chez les sténographes (309); 2.7 contre 2.6 à Amiens (339); 0 contre 0.6 à Nancy (370 représentants); 2.4 à Orléans (123); 2.5 à Reims (277); 0 à Narbonne (115); 0 à Dax (100); 0 à Saint-Etienne (168); 0 à Avignon (150); 0 contre 0 au Havre (350); 0 contre 0 à Alger (102); 11.7 à Oran (188).

DIVERS. — 6 syndicats de gens de maison accusent 4.3 p. 100 de chômeurs pour un effectif de 3,584 membres contre 1.8 le mois dernier et 8 en novembre 1907; à Paris, le syndicat national des gens de maison de la Bourse du travail (1,993) n'indique pas la proportion de ses chômeurs; celui de la rue des Petits-Carreaux (2,000), en accuse 2.9 p. 100 contre 1.5.

9 syndicats de coiffeurs, groupant 4,633 ouvriers, ont 3.9 p. 100 de sans-travail contre 3.5 le mois dernier et 5.7 en novembre 1907; le syndicat mixte de Paris (4,099) en accuse 3.7 p. 100 contre 2.5 le mois dernier; le syndicat ouvrier du Mans (211), 6.6 contre 6.9; celui de Nice (125), 5.2 contre 32.

LES GRÈVES EN NOVEMBRE 1908.

42 grèves et 3 lock-out ont été signalés, en novembre, à la Direction du travail.

Le nombre des ouvriers qui y ont pris part, connu pour 39 de ces conflits, est de 4,597. Il y avait eu, en novembre 1907, 89 grèves et le nombre moyen de celles qui se sont produites, au cours du même mois, pendant les cinq dernières années, est de 64.

Ces 45 conflits, dont 34 n'ont atteint qu'un seul établissement, sont dus aux principales causes suivantes :

Demandes d'augmentation de salaire.....	15
Réduction de salaire.....	6
Demandes de diminution du temps de travail.....	4
Contestations relatives au salaire.....	4
Contestations relatives à la réglementation du travail.....	4
Demande de suppression du travail aux pièces.....	1
Contestations relatives au règlement d'atelier.....	3
Demandes de renvoi d'ouvriers.....	7
Demandes de réintégration d'ouvriers.....	6
Questions syndicales.....	1

Ces conflits ont éclaté dans 16 départements et on en a compté :

12 dans le Nord, 10 dans la Seine, 3 dans le Pas-de-Calais, 2 dans l'Hérault, l'Isère, la Loire, la Mayenne, l'Orne, les Pyrénées-Orientales et Constantine et 1 dans 6 autres départements.

Les industries ou professions atteintes se répartissent comme suit :

Industries textiles, 10 conflits; bâtiment, 8; métaux et transport, 5; mines et carrières, 4; industrie du bois, typographes, 3; agriculture, cuirs et peaux, 2; équipements militaires, marbriers, tuiliers, 1.

Des 45 conflits commencés en novembre, 33 ont pris fin, après avoir duré respectivement :

Neuf, 1 jour ou moins de 1 jour; cinq, 2 jours; trois, 3 jours; un, 4 jours; deux, 5 jours; quatre, 6 jours; un, 7 jours; un, 8 jours; un, 9 jours; un, 11 jours; un, 15 jours; deux, 17 jours et deux 18 jours.

Si l'on y ajoute 8 grèves anciennes terminées après avoir duré respectivement 128 jours, 110 jours, 69 jours, 42 jours, 36 jours, 33 jours, 30 jours et 24 jours, on trouve 44 conflits terminés avec les résultats suivants :

9 réussites,
16 transactions ou réussites partielles,
16 échecs.

DATES		LOCALITÉS.	DÉPARTEMENTS.	INDUSTRIES ET SPÉCIALITÉS professionnelles des grévistes.	NOMBRE	
du commence- ment.	de la fin.				d'établisse- ments.	de grévistes.
1	2	3	4	5	6	7
GRÈVES NON TERMINE						
24 avril ..	.....	Hazebrouck	Nord	Tisseurs	1	155
8 juillet ..	.....	Nantes	Loire-Inférieure	Carriers	"	290
20 juillet ..	25 nov.	Vallauris	Alpes-Maritimes	Potiers	43	1.100
5 août ..	23 nov.	Albi	Tarn	Mineurs	1	"
31 août ..	.....	Château-Gontier ..	Mayenne	Couvriers	5	15
2 sept. ....	.....	Roanne	Loire	Tisseurs	1	250
10 sept. ....	.....	Loiron	Mayenne	Mineurs	1	75
28 sept. ....	.....	Croisels	Aveyron	Mécaniciens	1	15
18 sept.	4 nov.	Paris	Seine	Terrassiers	1	8
30 sept. ....	.....	Dunkerque	Nord	Dockers	"	"
6 oct.	14 déc.	Halluin	Nord	Blanchisseuses de toile ..	1	125
8 oct.	19 nov.	Saint-Igny-de-Vers ..	Rhône	Tisseurs	1	160
14 oct. ....	.....	Paris	Seine	Terrassiers	1	633
17 oct. ....	.....	Marseille	Bouches-du-Rhône	Ouvriers en sacs	1	35
17 oct. ....	.....	Marseille	Bouches-du-Rhône	Tonnelliers	1	30
19 oct. ....	.....	Saint-Loup-sur-Se- mousse	Haute-Saône	Ébénistes	"	280
20 oct.	19 nov.	Bayonne	Basses-Pyrénées	Tailleurs d'habits	"	40
23 oct.	25 nov.	Nantes	Loire-Inférieure	Typographes	1	34
24 oct.	16 nov.	Saint-Amand-les- Eaux	Nord	Mécaniciens-construc- teurs	1	80
24 oct. ....	.....	Suresnes et Saint- Cloud	Seine et Seine-et- Oise	Cimentiers	1	10
GRÈVES COMMENCÉ						
2 nov.	2 nov.	Grenoble	Isère	Mouleurs	1	14
2 nov.	5 nov.	Fiers	Orne	Typographes	"	7
9 nov.	19 nov.	Apprieu	Isère	Tisseurs	1	150
3 nov.	4 nov.	Wingles	Pas-de-Calais	Mineurs	1	90
3 nov.	4 nov.	Paris	Seine	Maçons	1	6
3 nov.	9 nov.	Mayenne	Mayenne	Typographes	2	240
3 nov. ....	.....	Halluin	Nord	Tisseurs	1	92
4 nov.	10 nov.	Cette	Hérault	Dockers	"	600
5 nov.	7 nov.	Paris	Seine	Maçons	1	20
5 nov.	23 nov.	Roubaix	Nord	Fileurs	1	900
6 nov. ....	.....	Renazé	Mayenne	Ardoisiers	1	50
7 nov.	13 nov.	Paris	Seine	Terrassiers et maçons ..	2	143
7 nov. ....	.....	Toulouse	Haute-Garonne	Ouvriers en équipements mili- taires	1	55
9 nov.	10 nov.	Les Sables-d'Olon- ne	Vendée	Scieurs de long	"	20
9 nov.	12 nov.	Paris	Seine	Maçons	1	20
9 nov.	17 nov.	Troisvilles	Nord	Tullistes	1	19
9 nov.	24 nov.	Aubagne	Bouches-du-Rhône	Tulliers	1	200
12 nov.	12 nov.	Arques	Pas-de-Calais	Fileurs	1	10
12 nov.	17 nov.	Paris	Seine .....	.....	1	14
12 nov. ....	.....	Fismes	Marne	Pelletiers	1	10
12 nov. ....	.....	Comines	Nord	Tisseurs	1	7
13 nov.	14 nov. ....	.....	Nord	Doublons de retorderie ..	1	30
13 nov. ....	.....	Colombiers	Hérault	Ouvriers agricoles et viti- coles	1	12
14 nov.	14 nov.	Philippeville	Constantine	Dockers	1	2
14 nov.	16 nov.	Vincennes	Pyrénées-Orientales	Terrassiers	"	80
16 nov.	18 nov.	Dunkerque	Nord	Dockers	1	6

(1) Ne figurent pas ici les grèves dont la fin, postérieure au 1^{er} novembre 1908, a pu être déjà signalée dans le précédent

REPERES.	CAUSES DES GRÈVES.	RÉSULTATS.	OBSERVATIONS.
	8	9	10

AU 1^{er} NOVEMBRE 1908⁽¹⁾.

1	Contestation relative au salaire		
2	Demande d'augmentation de salaire		
3	Contestation relative au salaire	Transaction.	Lock-out.
4	Contestation relative à la réglementation du travail	Transaction.	Lock-out.
5	Demande d'augmentation de salaire		
6	Contestation relative au machinisme		Lock-out.
7	Demande de suppression d'une retenue		
8	Demande de renvoi de deux employés		
9	Demande d'augmentation de salaire	Réussite.	
10	Demande d'augmentation de salaire		
11	Demande d'augmentation de salaire	Réussite.	
12	Demandes : réintégration de six ouvriers; réglementation du travail; prolongation du temps de travail	Échec.	
13	Demande d'augmentation de salaire		
14	Demande d'augmentation de salaire		
15	Demande de réintégration d'un ouvrier		
16	Demande de réintégration de sept ouvriers		
17	Demande d'augmentation de salaire	Échec.	
18	Demandes : renvoi d'un ouvrier non syndiqué; modification du règlement d'atelier	Échec.	Grévistes remplacés.
19	Demande de réintégration d'un ouvrier	Échec.	
20	Réduction de salaire	Échec.	

EN NOVEMBRE 1908.

1	Réglementation du travail	Échec.	
2	Demande d'augmentation de salaire	Transaction.	
3	Demandes : augmentation de salaire; renvoi d'un directeur		
4	Réduction de salaire	Transaction.	
5	Demande d'augmentation de salaire	Réussite.	Grévistes remplacés.
6	Réduction de salaire	Échec.	
7	Demande de renvoi d'un contremaître	Réussite.	
8	Demandes : renvoi d'ouvriers non syndiqués; paiement des salaires des jours de grève		
9	Demande d'augmentation de salaire	Réussite.	Grévistes remplacés.
10	Demande d'augmentation de salaire	Échec.	
11	Demande d'augmentation de salaire	Transaction.	
12	Réduction de salaire		
13	Demande d'augmentation de salaire	Transaction.	
14	Réglement d'atelier		
15	Demande d'augmentation de salaire	Réussite.	
16	Demande de réintégration d'un ouvrier	Échec.	Grévistes remplacés. 4 grévistes congédiés.
17	Demande d'augmentation de salaire	Échec.	
18	Demande de renvoi de deux contremaîtres	Transaction.	
19	Réglementation du travail	Échec.	
20	Demande d'augmentation de salaire	Transaction.	Lock-out.
21	Contestation relative au salaire		
22	Demande de suppression du travail aux pièces		
23	Demande de renvoi d'un contremaître	Échec.	
24	Réduction de salaire		
25	Contestation relative au salaire		
26	Demande de réintégration de quatre ouvriers	Transaction.	
27	Demande d'augmentation de salaire	Réussite.	

Bulletin. — Sont considérées comme non terminées les grèves dont le fin n'a pas été signalée à la Direction du travail.

DATES		LOCALITÉS.	DÉPARTEMENTS.	INDUSTRIES ET SPÉCIALITÉS professionnelles des grévistes.	NOMBRE	
du commence- ment.	de la fin.				d'établisse- ments.	de grévistes.
1	2				6	7
GRÈVES COMMENC						
16 nov. . .	19 nov. . .	Paris.	Seine	Camionneurs en vins	"	500
16 nov. . .	3 déc. . .	Roubaix.	Nord	Tisseurs	1	62
17 nov. . .	19 nov. . .	Paris.	Seine	Briqueurs	1	12
17 nov. . .	23 nov. . .	Halluin.	Nord.	Teinturiers	1	8
17 nov. . .	5 déc. . .	Maubeuge.	Nord.	Mouleurs	1	72
19 nov. . .	28 nov. . .	Paris.	Seine.	Ajusteurs et forgerons	1	26
20 nov. . .	22 nov. . .	Paris.	Seine.	Puisatiers	1	"
20 nov. . .	1 ^{er} déc. . .	Flers	Orne	Ferblantiers-tôliers	"	"
21 nov. . .	25 nov. . .	Mazingarbe.	Pas-de-Calais.	Chantiers de charbon (Ouvriers de).	1	70
23 nov. . .	24 nov. . .	Pia.	Pyrénées-Orientales	Ouvriers agricoles et viticoles.	"	"
23 nov. . .	.....	Constantine	Constantine.	Typographes.	1	"
23 nov. . .	.....	Cousobre et région.	Nord.	Marbriers.	"	435
24 nov. . .	1 ^{er} déc. . .	Riorge	Loire.	Tisseurs	1	50
25 nov. . .	.....	Halluin.	Nord.	Vanniers	1	30
26 nov. . .	.....	Hussigny.	Meurthe-et-Moselle	Mineurs	1	300
26 nov. . .	.....	Paris.	Seine	Posers de rails.	1	70
27 nov. . .	28 nov. . .	Grand-Croix	Loire.	Mineurs	1	150
28 nov. . .	3 déc. . .	Lyon.	Rhône.	Chaussures (Ouvriers en)	1	20
30 nov. . .	.....	Morbecque.	Nord.	Bûcherons.	"	"

CONCILIATION ET ARBITRAGE ⁽¹⁾.

4 applications de la loi sur la conciliation et l'arbitrage ont été signalées, en novembre, à la Direction du travail.

1° **Grève et lock-out de dockers à Cette (Hérault).** — 200 ouvriers syndiqués, déchargeurs de bois merrains ayant, le 4 novembre, suspendu le travail sur les chantiers pour protester contre l'embauchage de 25 ouvriers non syndiqués, tous les 15 patrons ont fermé leurs « enclos de bois » le lendemain 5 novembre, contraignant au chômage 700 ouvriers.

Les ouvriers ont adressé un recours au juge de paix, le 6 novembre. Les patrons ne se sont pas rendus à la convocation du juge de paix. Un accord direct est intervenu le 11 novembre. Les patrons ont consenti à congédier les ouvriers non syndiqués et à payer les salaires des jours de chômage.

2° Dans la **grève des ouvriers ferblantiers-tôliers de Flers (Orne)**, sur recours des ouvriers au juge de paix, un comité de conciliation s'est réuni le

⁽¹⁾ Des exemplaires du texte de la loi du 27 décembre 1892 sur la conciliation et l'arbitrage dans les différends collectifs entre patrons et ouvriers ou employés sont envoyés aux intéressés sur demande adressée à M. le Ministre du Travail, Direction du travail, Bureau des Associations professionnelles, rue de Varenne, n° 30, à Paris.

REPERES.	CAUSES DES GREVES.	RESULTATS.	OBSERVATIONS.
	8	9	10
27	Demandes : diminution du temps de travail; repos hebdomadaire.....	Réussite.	
28	Demande d'augmentation de salaire; contestations relatives à la réglementation du travail et au règlement d'atelier.....	Réussite.	
29	Demande de renvoi d'ouvriers non syndiqués.....	Echec.	Grévistes congédiés.
30	Demande d'augmentation de salaire.....	Echec.	
31	Réduction de salaire.....	Transaction.	
32	Demandes : journée de 9 heures; augmentation de salaire.....	Echec.	Grévistes remplacés.
33	Demande de réintégration d'un ouvrier.....	Transaction.	
34	Demandes : augmentation de salaire; journée de 10 heures.....	Transaction.	
35	Demande de réintégration de deux ouvriers.....	Echec.	
36	Contestations relatives au salaire.....	Transaction.	
37	Réduction de salaire.....		
38	Demandes : journée de 10 heures; allégement des tarifs; frais d'éclairage à la charge des patrons.....		
39	Demande de renvoi d'un ouvrier.....	Transaction.	
40	Demande de matières premières de meilleure qualité.....		
41	Demande de réintégration d'un ouvrier.....		
42	Questions syndicales.....		Lock-out.
43	Demande de réintégration de deux ouvriers.....	Transaction.	
44	Demande de réintégration de deux ouvriers.....	Transaction.	
45	Demande d'augmentation de salaire.....		

24 novembre. L'accord n'a pu s'établir. La grève a pris fin par accord direct le 1^{er} décembre.

3^o Dans la grève des ouvriers des tuileries d'Aubagne (Bouches-du-Rhône), le juge de paix est intervenu d'office le 15 novembre; sur le refus des patrons un comité ne put être réuni; la grève a pris fin par accord direct le 20 novembre.

4^o Dans une grève de mineurs à Hussigny (Meurthe-et-Moselle), le juge de paix est intervenu d'office. La Compagnie a décliné l'offre de recourir à la conciliation, les deux tiers de son personnel ayant repris le travail aux anciennes conditions.

CONDITIONS DU TRAVAIL DES CAMIONNEURS EN VINS DE PARIS ET LA BANLIEUE ⁽¹⁾.

Contrat

Entre Monsieur..... demeurant à, entrepreneur de transports en vins et spiritueux, d'une part;

Et les représentants soussignés de l'UNION SYNDICALE DES TRAVAILLEURS des TRANSPORTS et MANUTENTIONS, dont le siège social est à la Bourse du Travail, rue

⁽¹⁾ Ce contrat, passé entre les divers patrons et le syndicat ouvrier, a mis fin à la grève qui s'est produite du 16 au 19 novembre.

du Château-d'Eau, n° 3, à Paris, Delmas, secrétaire général et Anselme, secrétaire-adjoint et MM.
membres du comité de grève, d'autre part;

A la suite du mouvement de grève déclaré le 15 novembre 1908 qui se clôturera le lendemain de l'accord intervenu, il a été conclu ce qui suit :

Dispositions préliminaires.

a) Toutes les clauses incluses dans le présent contrat seront appliquées, non seulement aux ouvriers grévistes actuellement représentés, mais encore aux ouvriers qui, dans le futur, seront recrutés par le patron ou la maison dénommée ci-dessus.

b) La présente convention ne pourra être modifiée, en tout ou partie, qu'après nouvel accord entre les contractants, quelles que soient les modifications qui peuvent survenir dans la composition des maisons ou associations contractantes.

Conditions de travail.

1° Il ne sera fait aucune différence entre les camionneurs et charretiers ;

2° Les conducteurs d'un camion à un cheval seront payés à raison de 5 fr. 50 par jour, soit 33 francs la semaine ;

3° Les conducteurs de flèches à deux chevaux seront payés à raison de 6 francs par jour, soit 36 francs par semaine ;

4° Les conducteurs de haquets à un cheval seront payés à raison de 6 francs par jour, soit 36 francs la semaine ;

5° Les conducteurs de haquets à deux chevaux seront payés à raison de 7 francs par jour, soit 42 francs la semaine ;

6° Il sera payé aux camionneurs ou charretiers 10 centimes par fût vide rentré de chez les clients ;

7° La journée effective de travail est fixée à 12 heures et ne sera interrompue que par les 20 minutes habituelles du casse-croûte et l'heure du déjeuner, d'où il suit que l'amplitude de présence est de 13 heures et demie ;

8° Le repos hebdomadaire intégral aura lieu le dimanche. Il est bien entendu qu'en vertu de cette clause, il ne pourra être exigé des hommes aucune corvée ;

9° Tout ouvrier devra être prévenu la veille qu'il est de repos ou de mise à pied le lendemain, sinon la journée lui sera due.

Reconnaissance du syndicat.

10° Le syndicat sera reconnu et admis pour toute question intéressant le travail à discuter d'urgence et directement avec les cosignataires du présent contrat ;

11° Ce contrat ne visant que des desiderata, il va de soi qu'aucun des avantages préexistants ne pourra être supprimé ;

12° Le présent contrat prendra fin le 1^{er} décembre 1909. Il pourra se renouveler par tacite reconduction. Les modifications désirées par l'une des parties en vue de son renouvellement seront soumises à la partie adverse un mois avant son expiration. Il est entendu qu'aucune grève ne pourra se produire pendant la durée du présent contrat ;

13° Il ne sera fait aucun renvoi pour fait de grève. Chaque conducteur reprendra le même équipement qu'il avait avant la cessation du travail ;

14° En cas de désaccord, tant sur l'interprétation du présent contrat que pour toute difficulté quelle qu'elle soit, les parties s'engagent conformément à la loi de 1892 à recourir à l'arbitrage.

LA 18^e SESSION DU CONSEIL SUPÉRIEUR DU TRAVAIL ⁽¹⁾.

La 18^e session du Conseil supérieur du travail (session ordinaire de 1908) s'est ouverte, le lundi 9 novembre 1908, au Ministère du travail, sous la présidence de M. René Viviani, Ministre du travail et de la prévoyance sociale.

Après l'allocution du président, le Conseil a procédé à diverses élections.

MM. Keüfer et Heurteau ont été réélus vice-présidents.

La commission permanente du Conseil supérieur du travail a été composée comme suit : Sénateur : M. Strauss; député : M. Groussier; membres patrons : MM. Borderel, Deville, Heurteau, Honoré, Cante, Potin, Touron; membres ouvriers : M^{lle} Blondelu, MM. Bourderon, Clévy, Coupât, Keüfer, Malardé, Moreau; membres de droit : MM. Monduit, Dalle et Briat.

Le Conseil supérieur a abordé le lendemain 10 novembre l'examen des questions inscrites à son ordre du jour ⁽²⁾, dont la discussion a occupé intégralement les deux semaines de la session qui s'est terminée le samedi 21 novembre, à midi.

*Décrets du 10 août 1809 sur les conditions du travail dans les marchés
de travaux publics.*

La discussion générale sur la modification des décrets du 10 août 1809 relative aux conditions du travail à observer dans l'exécution des marchés de travaux et de fournitures passés par l'État, les départements, les communes et établissements publics s'est poursuivie dans les séances des 10, 11, 12, 13, 14, 16 et 17 novembre. Ont pris part à cette discussion : MM. Raoul Jay, Borderel, Keüfer, Honoré, rapporteur, Briat, Arthur Fontaine, Deville, Moreau, Pralon, Besse, Rallet, Craissac, M^{lle} Blondelu, MM. Darcy, Isaac, Touron, Jossier, Dalle, Coupât, Durr, Monduit, Hérissé, Malardé, Maison, Besset, Bourderon.

La clôture de la discussion générale ayant été prononcée, le Conseil, dans sa

⁽¹⁾ Le Conseil supérieur du travail est ainsi composé :

Président : M. René Viviani, ministre du travail et de la prévoyance sociale;

19 membres élus par les Chambres de commerce et les Chambres consultatives des arts et manufactures : MM. Darcy, N... Potin, Blanchet, Jossier, Tournier, Touron, Isaac, Perdoux, Mortier, Borderel, Pralon, Japy, Deville, Heurteau, Charles-Roux, Hérissé, Honoré, Aynard;

19 membres élus par les syndicats ouvriers : MM. Lauvadin, Conaille, Maître, Malardé, Besset, Lepers, Clévy, Denis, Lucas, M^{lle} Blondelu, MM. Bourderon, Coupât, Baunier, Craissac, Guérard, Moreau, Keüfer, Artaud, Besse;

8 délégués patrons des conseils de prud'hommes : MM. Cante, Boisselier, Dodivers, Perret, Girodan, Hoff, L'evet, Vitalis;

8 délégués ouvriers des conseils de prud'hommes : MM. Durr, Rallet, Michel, Désage, Lozach, Bibot, Camuzel, Mazaud;

3 membres élus par le Sénat : MM. Strauss, Lourties, Fongeirol;

5 membres élus par la Chambre des députés : MM. Dubief, Groussier, Michel, Charles Benoist, Abel Bernard;

1 membre de la Chambre de commerce de Paris désigné par cette Chambre : M. Monduit;

1 membre du Comité fédéral des bourses du travail, élu par les bourses du travail adhérentes : M. Briat;

1 membre élu par les associations ouvrières de production : M. Dalle;

2 membres choisis par le Ministre parmi les membres de l'Institut et les professeurs de l'Université de Paris : MM. Raoul Jay et Gide;

3 délégués des ministères : MM. Arthur Fontaine, Paulet, Maison;

Secrétaires et secrétaires-adjoints : MM. Finance, Métin, Fagnot, Bourdois, Dupont, Raffin.

⁽²⁾ Voir l'ordre du jour de cette session : *Bulletin*, octobre 1908, p. 991.

séance du 17 novembre, après avoir entendu MM. Coupât, Raoul Jay, Durr, Tournon, Bourderon, Arthur Fontaine et Honoré, rapporteur, repoussa, par 28 voix contre 22, le texte présenté par sa commission permanente qui proposait le rejet des modifications aux décrets du 10 août 1899 demandées par M. Keüfer.

Après intervention de MM. Briat, Tournon, Raoul Jay, Craissac, Bourderon, Isaac, Moreau, Coupât, Heurteau, Arthur Fontaine et Keüfer, la proposition suivante de M. Keüfer, modifiée au cours du débat, est adoptée par 26 voix contre 25 :

Seuls pourront être adjudicataires des travaux de l'État les soumissionnaires qui appliquent à l'ensemble de leur personnel les conditions de travail prévues dans les décrets et constatées suivant les instructions contenues dans les circulaires ministérielles.

Une seconde proposition de M. Keüfer, ainsi libellée, est discutée par MM. Charles Gide, Coupât, Durr, Arthur Fontaine et Keüfer, et adoptée par 30 voix contre 24 :

Le Conseil supérieur du travail émet le vœu que cette proposition soit également appliquée pour les adjudications des départements et des communes.

Une proposition déposée par MM. Raoul Jay et Briat donne lieu à une discussion entre MM. Briat, Isaac, Besse, Tournon, Coupât, Monduit et Arthur Fontaine. Modifiée au cours du débat, elle est adoptée par 29 voix contre 0, dans les termes suivants :

Des mesures doivent être prises pour que des ouvriers faits ne soient pas qualifiés indûment d'apprentis.

Notamment, la définition des apprentis et leurs salaires doivent être prévus dans le cahier des charges.

Dans la séance du 18 novembre, après une discussion à laquelle prennent part MM. Honoré, rapporteur, Raoul Jay, Arthur Fontaine et Isaac, une proposition de MM. Raoul Jay et Keüfer, tendant à l'annulation des adjudications et marchés pour lesquels les cahiers des charges ne contiennent pas les clauses relatives aux conditions du travail, est retirée par ses auteurs.

Après intervention de MM. Monduit, Besse, Guérard, Maison, Briat, Arthur Fontaine et Honoré, rapporteur, le Conseil, par 23 voix contre 0, adopte la proposition suivante de MM. Keüfer et Raoul Jay, modifiée au cours des débats :

Le Conseil supérieur est d'avis d'introduire dans le texte des décrets du 10 août 1899 les dispositions suivantes déjà appliquées dans le département de la Seine :

Le cahier des charges stipulera qu'un agent de l'Administration pourra assister à la paye des ouvriers. Le cahier des charges stipulera également que l'entrepreneur devra, à toute réquisition, communiquer à l'Administration les feuilles de paye des ouvriers employés à l'exécution des marchés.

Dans la séance du 19 décembre, au sujet du régime des adjudications de travaux publics dont il avait été question au cours des séances précédentes, le Conseil supérieur, après avoir entendu MM. Craissac, Borderel, Coupât, Moreau, Keüfer et Arthur Fontaine, adopte, par 20 voix contre 17, le vœu suivant présenté par M. Craissac et plusieurs de ses collègues :

Le Conseil supérieur du travail prie le Ministre du travail d'intervenir auprès du Ministre des finances pour que soit étudiée sans retard la question du régime des adjudications de travaux publics, tel qu'il résulte de la loi de 1832 et des ordonnances de 1836 et 1837, de telle sorte que les éléments patronaux et ouvriers soient appelés à donner leur avis sur ce sujet.

Cautionnements versés par les salariés.

Le Conseil aborda, à la fin de la séance du 19 décembre, l'examen des conclusions du rapport présenté par M. Monduit, au nom de la commission permanente, sur les mesures légales à prendre pour garantir les cautionnements versés par les salariés.

La discussion générale, à laquelle prirent part MM. Moreau, Boisselier, Besse, Blanchet, Isaac, Raoul Jay, Artaud, Coupât et Monduit, rapporteur, occupa la fin de la séance du 19 et le début de celle du 20.

Comme conclusion à la discussion générale, plusieurs vœux avaient été déposés; l'un, de M. Moreau, tendait à interdire tout cautionnement, dans les établissements ou entreprises occupant plus de cent employés ou ouvriers ainsi que dans les services concédés lorsque le risque de perte ou de soustraction ne dépasse pas 250 francs; l'autre, de M. Arthur Fontaine, appelait l'attention des pouvoirs publics sur les réformes qui doivent être apportées dans le régime du cautionnement par la pratique de l'assurance et la considération des risques réels. Ces deux vœux furent renvoyés à la commission permanente.

La discussion s'engagea ensuite sur le texte de la commission permanente. Prirent part au débat MM. Artaud, Isaac, Boisselier, Raoul Jay, Touron, Arthur Fontaine, Keuffer, Dalle, Monduit, rapporteur, Besse, Guérard, Hémerteau, Briat, Groussier, Darcy, Charles-Roux.

Dans la séance du 21 novembre, le vote eut lieu par division sur l'article 1^{er} du projet de la commission. Le 1^{er} paragraphe fut adopté à l'unanimité sauf le dernier paragraphe qui limitait l'obligation de la consignation aux cautionnements supérieurs à 500 francs et qui fut repoussé par 24 voix contre 20. En ce qui concerne l'établissement où devait avoir lieu la consignation, M. Isaac avait proposé de substituer à la Caisse des dépôts et consignations la caisse d'épargne ou une banque choisie d'un commun accord. Les mots «à la Caisse des dépôts et consignations» sont adoptés par 27 voix contre 0. Par 29 voix contre 5, le Conseil décide d'ajouter «ou à la caisse d'épargne». Un amendement de M. Isaac, exceptant de l'obligation de la consignation les cautionnements des employés dont le traitement fixe annuel dépasse 3,000 francs, est repoussé par 26 voix contre 18. Un amendement de M. Darcy relatif à la nature des valeurs faisant l'objet du dépôt est adopté comme second paragraphe. Le second paragraphe de l'article 1^{er} du projet de la commission est également adopté et devient le paragraphe 3. Enfin après un vote par division, il est ajouté un quatrième paragraphe proposé par M. Monduit.

L'ensemble de l'article 1^{er}, mis aux voix, est adopté par 25 voix contre 19; il est ainsi conçu :

Les sommes ou valeurs remises à titre de cautionnement par un ouvrier ou employé en garantie de l'exécution des obligations résultant de son contrat de travail ou de la conservation des espèces, outils et marchandises qui lui sont confiés sont consignées à la Caisse des Dépôts et Consignations ou à la Caisse d'épargne.

Le dépôt sera fait en valeurs mobilières ou en espèces au gré de l'employé; à défaut d'accord entre les parties sur le choix des valeurs, le dépôt sera fait en titre de rente française ou obligations garanties par l'État.

L'ouvrier ou l'employé aura toujours le droit de fournir des valeurs nominatives. Dans ce cas, elles pourront être déposées dans une banque choisie d'un commun accord par les parties contractantes.

Tout versement d'espèces, titres ou valeurs quelconques, promis ou effectué par un employé à un employeur (adopté à l'unanimité), à l'occasion d'un contrat de travail, doit être l'objet d'une convention écrite (adopté par 22 voix contre 18) qui spécifie si c'est

à titre de prêt que le versement est consenti ou bien si c'est à titre de cautionnement effectif (adopté par 19 voix contre 15).

L'article 2 du projet de la commission, devenu sans objet par suite des votes précédents, est abandonné.

Après renvoi à la commission permanente de plusieurs amendements de MM. Artaud et Besse, d'une part, et de M. Dalle, d'autre part, les articles suivants ont été adoptés à l'unanimité :

Les sommes ou valeurs versées en vertu de l'article précédent sont déposées au compte de l'ouvrier ou de l'employé, qui en touchera les arrérages, mais avec cette réserve, portée à la connaissance de l'établissement dépositaire, qu'elles ne peuvent être retirées qu'avec la signature des deux parties contractantes et en vertu d'une décision judiciaire.

Toute disposition contraire aux prescriptions ci-dessus est nulle de plein droit et entraîne la restitution immédiate des sommes indûment détenues, sans préjudice de dommages-intérêts.

Enfin, un amendement de M. Artaud est adopté par 21 voix. Il est ainsi conçu :

Les différends relatifs au cautionnement seront soumis aux conseils de prud'hommes dans les limites de leur compétence.

Questions diverses.

Dans la séance du 18 novembre, à propos du procès-verbal de la séance précédente, M. Monduit et plusieurs de ses collègues patrons présentèrent des observations sur l'organisation et le fonctionnement du conseil. Ils exprimèrent notamment l'avis que le mode de votation devait être modifié de manière que, pour chacun des votes, l'on connût exactement et séparément l'opinion des patrons et celle des ouvriers, et leur accord s'il y avait lieu.

Après une discussion à laquelle prirent part MM. Raoul Jay, Moreau, Bourderon, Lamendin, Coupât, Strauss, Touron, Isaac, Charles Gide, Arthur Fontaine et Keüfer, l'incident fut clos.

L'APPLICATION DES LOIS RÉGLEMENTANT LE TRAVAIL

EN 1907.

Suite et fin ³¹.

CHAPITRE VII. — Repos hebdomadaire.

Professions assujetties. — Il n'est pas toujours facile de fixer la limite qui sépare les professions et les personnes soumises au repos hebdomadaire de celles qui en sont affranchies. Un certain nombre de contestations, que nous exposerons ci-après, ont surgi à l'occasion de l'assujettissement de plusieurs professions et de diverses catégories de personnel.

La Cour de cassation, sur le pourvoi formé, contre un jugement de simple police, par le représentant au Havre d'une *agence maritime*, a décidé que, par application de l'article 17 sur le repos hebdomadaire, tous les employés concourant, à un titre quelconque, au transport par eau ne devront pas être compris parmi ceux qui sont visés par cette loi.

En raison de la disposition de l'article 1^{er} de la loi qui n'assujettit au repos hebdomadaire que les entreprises industrielles et commerciales, le directeur d'une *société mutuelle d'assurance contre l'incendie*, ayant été poursuivi pour infraction à l'article 2, § 1^{er}, de la loi du 13 juillet 1906, a contesté l'assujettissement de ces sociétés à la loi. La Cour de cassation a estimé, par un arrêt du 14 mars 1908, que « les bureaux d'une compagnie d'assurances mutuelles contre l'incendie, société purement civile, ne constituent ni un établissement commercial ni un établissement industriel et que, par suite, la loi du 13 juillet 1906 ne leur est pas applicable. »

Des contestations se sont élevées au sujet de l'assujettissement à la loi des porteurs de pain. La Cour de cassation, par un arrêt du 2 août 1907, a estimé que ces ouvrières sont assujetties, attendu que nulle disposition de la loi ne permet de les priver du repos hebdomadaire sous le prétexte que leur journée de travail serait de courte durée.

Mêmes difficultés en ce qui concerne les allumeurs de réverbères; même solution inspirée du même motif, sans intervention judiciaire toutefois.

La question s'est également posée de savoir s'il y avait lieu d'assujettir à la loi les *élèves pharmaciens* pendant les trois années de stage auxquelles ils sont astreints par les règlements scolaires. M. le Ministre du Travail, par lettre circulaire du 2 décembre 1907, s'est prononcé pour l'assujettissement, car ces élèves, « comme les employés, concourent par leur travail à l'exercice d'une profession commerciale ». Le règlement susvisé ne contient d'ailleurs aucune disposition réglant les rapports entre le patron pharmacien et le stagiaire; il paraît donc les laisser dans une situation identique à celle des employés et patrons ordinaires.

En ce qui concerne les *cereles*, il faut seulement considérer comme soumis à la loi « ceux de ces établissements qui constitueraient des entreprises commerciales, cherchant à réaliser des bénéfices et susceptibles, par exemple, de distribuer des dividendes aux actionnaires. Il en serait de même si le personnel ne relevait pas de l'administration du cercle et travaillait sous les ordres d'un soumissionnaire. » (Lettre ministérielle du 16 juillet 1907.)

³¹ Voir *Bulletin*, novembre 1908, p. 1081.

Personnes assujetties. — M. l'inspecteur divisionnaire de Lyon expose dans son rapport l'espèce ci-après :

Un entrepreneur de transport chargé, par traité avec la compagnie Paris-Lyon-Méditerranée du service des messageries distribuées à domicile, occupait à ce service des camionneurs à qui il laissait le soin de recruter un certain nombre d'enfants appelés à les seconder. Ces enfants ne touchant d'autres salaires que les pourboires des destinataires de colis, n'étaient donc ni recrutés directement ni payés par le chef d'entreprise. Ils n'en accomplissaient pas moins un travail important et pénible, à tel point que, sans leur concours, le nombre de camionneurs eût dû être doublé. L'entrepreneur refusa cependant de les inscrire à son registre de roulement et de les reconnaître comme ses employés. L'inspecteur ne pouvant le convaincre et tenant toutefois essentiellement à ce que ces enfants, dont plusieurs n'avaient pas treize ans, ne fussent pas exclus de la protection légale, dressa procès-verbal et l'entrepreneur fut condamné par jugement du tribunal correctionnel de Saint-Étienne, en date du 22 juin 1907.

Mentionnons également la question des *gérants*. Quand un gérant est-il patron ? Quand est-il employé ? A Poitiers, les tribunaux ont acquitté le gérant d'un magasin de chaussures appartenant à une société ; à Orléans, le gérant appartenant à cette même société a été condamné.

Chaque cas d'espèce demande un examen particulier ; la décision résultera de l'étendue et du caractère des attributions du gérant. En effet, par des arrêts des 2 février, 19 avril, 7 et 8 juin 1907, la Cour de cassation a déclaré que le gérant n'est point soumis à la loi du 13 juillet 1906 lorsqu'il « achète et vend les marchandises, engage, paye et renvoie les employés, détient ainsi une portion de l'autorité patronale et assume la responsabilité du bon fonctionnement de la maison » ; et encore « lorsque le gérant administre la succursale sous sa responsabilité personnelle, moyennant des remises qui lui sont faites sur la vente des marchandises, qu'il fournit cautionnement... »

Pour échapper à la loi du repos, certains négociants ont fait avec leurs employés des actes d'association qu'il y a lieu de croire fictifs, mais qui n'en remplissent pas moins, en apparence, toutes les conditions requises par la loi. Ainsi à Limoges, un marchand de chaussures s'est associé plusieurs employés ; à Bourges, un mécanicien en cycles, à Cusset, un marchand de nouveautés ont fait de même, et aussi un grand magasin de confections à Châtellerault. Des contrats fictifs de société, imaginés dans le but d'échapper à la loi, ont été signalés aussi à Bergerac. La Cour de cassation, dans un arrêt du 8 février 1908, a annulé un jugement du tribunal de simple police de Tarbes qui déclarait la loi inapplicable à un employé participant aux bénéfices⁽¹⁾.

Certains commerçants avaient prétendu tout d'abord que la loi ne s'appliquait pas aux *hommes de peine* ou *garçons de course* affectés au service des magasins et désignés sous le nom de domestiques ; le service a dû réclamer en leur faveur le bénéfice de la loi.

Repos collectif du dimanche. — La règle générale posée par la loi du 13 juillet 1906 est celle du repos collectif du dimanche. Dans les industries de quelque importance, sauf dans les usines à feu continu, le repos de tout le personnel, le dimanche, est observé d'une façon régulière. Cette règle ne subit guère d'exception que dans les petits ateliers de campagne où on a conservé l'habitude de travailler quelques heures le dimanche matin, tout au moins de façon accidentelle.

⁽¹⁾ Voir *Bulletin*, mars 1908, p. 264.

Dans le commerce, au contraire, l'application du principe du repos collectif rencontre d'assez grandes difficultés. Au début de la mise en vigueur de la loi, à part les établissements de denrées alimentaires qui légalement ouvrent le dimanche matin, la plupart des établissements de commerce tendaient à se soumettre au régime général. Il n'en est plus de même aujourd'hui depuis que des établissements divers ont obtenu des régimes de dérogation, d'autres établissements invoquent le préjudice causé pour obtenir à leur tour tel ou tel régime exceptionnel, et la règle générale tend à son tour à devenir un régime d'exception.

Les commerçants cependant n'étaient point, en général, hostiles au principe même du repos collectif du dimanche. Ceux qui le sont ensuite devenus en reportent la cause à certaines exceptions accordées à des concurrents, à l'exemption des membres de la famille, à l'emploi des extras dans des établissements similaires, à l'ouverture d'établissements concurrents sous le régime de contrats d'association plus ou moins sincères, enfin à l'exemption des gérants succursalistes. De là des demandes nombreuses soumises à l'enquête auprès des préfets, et des pourvois nouveaux en instance devant le Conseil d'Etat, dont le succès, par le jeu de l'article 8 de la loi, tend à généraliser l'usage de la dérogation accordée, et à créer dans tel autre commerce, une nouvelle catégorie de mécontents.

On signale pourtant, dans d'autres centres que le repos collectif du dimanche ne susciterait plus guère de difficultés depuis que les préfets ont étendu le régime des dérogations, surtout de celles qui permettent à l'employé de bénéficier de l'après-midi du dimanche. Cette pratique s'est développée surtout à la suite de la circulaire ministérielle du 10 avril 1907, et par application de quelques arrêts du Conseil d'Etat. C'est ainsi que les doléances relatives au repos dominical se sont éteintes à Rouen, au Havre, à Fécamp et dans toute cette région. Tous les commerçants que la loi désavantageait au bénéfice de leurs concurrents voisins, ont obtenu l'autorisation préfectorale de conserver tout ou partie de leur personnel, le dimanche jusqu'à midi.

M. l'inspecteur divisionnaire de Lyon constate le mouvement qui se produit dans sa circonscription en faveur du repos collectif du dimanche :

Le repos collectif du dimanche ne paraît pas présenter de trop grosses difficultés. L'inspecteur de Chambéry nous fait connaître à ce sujet que des commerçants de sa section, qui avaient sollicité au début de la loi l'autorisation de l'une des dérogations prévues par l'article 2 en invoquant comme raison le chiffre élevé de leur vente le dimanche, ont reconnu depuis que l'augmentation des recettes du samedi et du lundi compensaient la perte résultant de la fermeture du dimanche, bien que des maisons vendant les mêmes articles et n'employant que les membres de la famille aient continué à rester ouvertes. De plus, ces mêmes établissements ayant été autorisés à garder le personnel les dimanches 22 et 29 décembre, se sont rendu compte que le public avait presque perdu l'habitude d'effectuer ses achats le jour dominical.

Il ajoute pourtant que le résultat serait peut-être différent dans les régions industrielles où il est presque impossible aux ouvriers de faire leurs achats en semaine.

On remarque que le repos collectif fixé au dimanche a rencontré des difficultés particulières dans tous les centres où un marché important existe.

C'est souvent la mauvaise volonté de quelques patrons qui vient en cette matière paralyser le bon vouloir des autres, et modifier entièrement leur désir sincère d'appliquer la loi.

M. l'inspecteur divisionnaire de Nantes s'exprime ainsi à ce sujet, et son observation peut être généralisée :

A Luçon, le repos collectif du dimanche avait été appliqué sans difficulté. Les principaux

commerçants s'étaient réunis, dès le début de l'application de la loi, et avaient décidé de fermer leurs magasins toute la journée du dimanche. Ils avaient dépensé, en commun, un millier de francs en publicité pour prévenir de leur décision leur clientèle rurale. Quelques petits boutiquiers avaient fait, sans succès, une contre-publicité pour annoncer qu'ils resteraient ouverts.

Ce régime dura jusqu'en septembre 1905. A cette époque, l'un des commerçants qui avaient adhéré à la fermeture se retira des affaires. Son successeur pouvant se faire aider par sa femme et par ses deux fils majeurs et profitant, d'autre part, de ce que son magasin était disposé de façon à pouvoir être surveillé facilement par ce personnel réduit, se mit à ouvrir le dimanche au préjudice de ses concurrents. Ceux-ci se sont trouvés, à regret, dans la nécessité de demander l'autorisation d'occuper la moitié de leur personnel le dimanche, cette moitié devant se reposer le mardi.

Quant aux employés, ils restent fermement partisans du repos du dimanche et voient avec regret s'étendre et se généraliser le régime des dérogations.

On signale dans divers centres un réel mouvement, non seulement chez les employés, mais même chez des patrons, en faveur de la *fermeture obligatoire des magasins le dimanche*. Ce sont la plupart du temps des patrons d'importance moyenne, à qui il est impossible de tenir leurs magasins ouverts le dimanche sans le secours de leur personnel, qui se plaignent de la concurrence que leur fait ce jour-là le très petit commerce, et qui sont amenés par suite à souhaiter un changement de régime. Ce sont également de petits patrons qui, pour des raisons particulières, ne peuvent exercer eux-mêmes le métier, et qui se trouvent lésés par la concurrence de petits patrons voisins. Tel est le cas de veuves de coiffeurs qui continuent à tenir l'établissement, de patrons infirmes qui ne servent plus eux-mêmes la clientèle, etc.

M. l'inspecteur divisionnaire de Bordeaux constate que les *boulangers* des environs de Bordeaux ont adopté le repos collectif le dimanche : l'ouvrier boulanger fait généralement une double fournée le samedi et chôme le jour du repos. Ce régime ne paraît donner satisfaction ni à l'ouvrier, ni à la clientèle, mais il n'est pas possible de pratiquer le roulement, faute d'un personnel suffisant. Ce régime se trouve, par la force des choses, pratiqué dans d'autres régions assez nombreuses.

Plusieurs inspecteurs font entrevoir le remède à cette situation dans l'adoption du pétrin mécanique. On nous cite l'exemple de trois boulangers de Saint-Chamond qui se sont associés pour installer une boulangerie avec tous les perfectionnements, et un inspecteur de Lyon évalue à un tiers les boulangers de sa section qui possèdent des pétrins mécaniques.

D'autres industries ou d'autres commerces, bénéficiaires de dérogations diverses, ont également préféré adopter le repos du dimanche en raison des avantages particuliers attachés à ce mode de repos. C'est ainsi qu'au Havre, où le trafic est moins accentué le dimanche, les entrepreneurs de camionnage, les entrepreneurs d'arrimage, les docks, les magasins généraux, ont choisi le repos collectif, parce qu'à la faveur de ce repos ils peuvent conserver le bénéfice de quinze suspensions annuelles; pour la même raison, les charcutiers de Chartres ont adopté le repos collectif.

Exceptions au principe du repos collectif. — Lorsque le repos collectif du dimanche serait de nature à préjudicier au public ou à nuire au fonctionnement normal de l'établissement, le repos hebdomadaire peut être donné, soit un autre jour que le dimanche (régime A), soit du dimanche midi au lundi midi (régime B), soit le dimanche après-midi avec repos compensateur de quinzaine (régime C), soit par roulement (régime D).

Le tableau ci-après donne le nombre des dérogations accordées par les préfets à

l'obligation du repos collectif du dimanche, en vertu de l'article 2 de la loi du 13 juillet 1906.

RÉGIMES.	NOMBRE de dérogations accordées.
Régime A.....	5,551
B.....	2,310
C.....	2,518
D.....	2,904
TOTAL.....	<u>13,283</u>

Voici le relevé, pour la circonscription de Paris (Seine, Seine-et-Oise et Seine-et-Marne) des régimes qui résultent, au 31 décembre 1907, des arrêtés d'autorisation des préfets.

RÉGIMES DEMANDÉS.	NOMBRE d'arrêtés d'auto- risation.	NOMBRE d'arrêtés de refus.
Régime A.....	771	86
B.....	653	40
C.....	571	81
D.....	1,386	623
TOTAL.....	<u>3,381</u>	<u>830</u>

D'après le rapport de M. l'inspecteur divisionnaire de Limoges, l'uniformité tend à s'établir dans le système des dérogations accordées par les préfets. Tout d'abord, il y avait des inégalités flagrantes; dans certains départements on accordait tout, dans d'autres, rien; les statistiques montrent qu'il n'en est plus ainsi aujourd'hui.

Dans la circonscription de Dijon, le nombre des autorisations accordées n'a été que de 651; il a atteint 781 dans la région de Nancy où des différences de traitement n'ont point été sans influer défavorablement sur l'observation de la loi. Dans la circonscription de Lille, le nombre des arrêtés pris a été de 1,575 et celui des dérogations accordées de 969.

Les variations signalées entre les divers départements ont atteint leur maximum dans la circonscription de Marseille ainsi qu'il résulte du tableau ci-après :

DÉPARTEMENTS.	NOMBRE de dérogations accordées.
Basses-Alpes.....	25
Hautes-Alpes.....	2
Alpes-maritimes.....	291
Ardèche.....	16
Bouches-du-Rhône.....	530
Corse.....	57
Drôme.....	20
Gard.....	176
Var.....	205
Vaucluse.....	176
TOTAL.....	<u>1,498</u>

ART. 3. — *Roulement.* — Le règlement d'administration publique prévu par l'avant-dernier paragraphe de l'article 3 a été rendu à la date du 14 août 1907. Il contient la nomenclature de 125 industries, commerces ou genres de travaux à ajouter à la liste des catégories professionnelles admises au roulement de droit. Cette liste n'est point limitative et d'autres demandes de même nature sont actuellement en instance.

Un autre décret est prévu par le paragraphe final de l'article 3. C'est celui qui doit réglementer le repos des spécialistes des usines à feu continu. Le règlement complétant la liste des établissements admis au roulement ayant paru, il est maintenant possible de rechercher quelles catégories de spécialistes indispensables à la marche d'une usine, et en même temps impossibles à remplacer, réclament un régime particulier de repos.

ART. 4. — *Travaux urgents.* — Cet article prévoit la suspension du repos hebdomadaire pour l'exécution des travaux urgents dont l'exécution immédiate est nécessaire à la conservation des bâtiments ou du matériel.

C'est dans la grosse métallurgie principalement que l'on utilise le plus les dérogations de cet article, pour réparations à faire aux marteaux pilons, laminoirs, conduites de vapeur, etc. il en a également été fait usage dans les fabriques de produits chimiques et les teintureries, pour réparations de joints de vapeur, ramonages de chaudières, dans les ateliers de constructions navales et dans les usines à feu continu.

Une autre disposition du même article permet à des entreprises spéciales de réparation, travaillant pour le compte d'autrui, de bénéficier de la dérogation, sous la condition de compenser la repos supprimé. 1,732 établissements ont fait, en 1907, des déclarations de dérogations fondées sur cet article pour des réparations de moteurs, de machines-outils, de générateurs, de bâtiments, il en a été fait également par des entrepreneurs de plomberie et de menuiserie.

M. l'inspecteur de Rouen constate que la seule contestation survenue en 1907 relativement à l'interprétation de cet article se rapporte à la compensation du repos supprimé. Un constructeur mécanicien, à l'occasion d'une réparation urgente de navire, avait émis la prétention de faire porter cette compensation sur tous les jours de la semaine, en réduisant proportionnellement la durée quotidienne du travail. L'inspecteur a adressé un avertissement basé sur ce que le législateur avait entendu sans contester que le repos fût pris de la même façon qu'il avait été supprimé, c'est-à-dire en une fois.

Voici pour 1907, d'après les avis reçus par les inspecteurs, l'état des suspensions de repos hebdomadaire effectuées en vertu de l'article 4. Le nombre de dérogations a été obtenu en tenant compte, pour chaque jour de suppression, du nombre de personnes (adultes de l'un et de l'autre sexe) qui ont usé de la dérogation.

	NOMBRE d'établisse- ments.	NOMBRE de dérogations.
Travaux urgents intéressant l'établissement	1,802	112,269
Travaux urgents intéressant un autre établissement	1,732	43,780

ART. 5, § 1^{er}. — *Repos réduit à une demi-journée.* — La question du nettoyage dans les magasins et ateliers peut donner lieu à des abus, parce que le pourcentage des ouvriers employés à ce nettoyage n'est pas déterminé. C'est ainsi qu'il a été constaté, notamment à Reims, que certains marchands de vin ou épiciers en gros faisaient venir le dimanche matin la moitié ou les trois quarts de leur personnel, sous

prétexte de nettoyage des magasins. En réalité, ces employés étaient tous occupés au rangement des marchandises, à la manutention des caisses ou à la préparation des caisses ou à la préparation des expéditions du lundi; quelques-uns seulement procédaient au nettoyage réel des magasins. Il a suffi de rappeler les termes de la loi pour faire cesser cette pratique.

Les directeurs des grands chantiers de construction de navires assurent le plus souvent le repos par roulement à leurs gardiens et concierges. Des grands magasins de blanc ont fait usage de la tolérance accordée par la circulaire ministérielle du 10 avril 1907, en faisant venir une partie de leur personnel pour défaire des expositions-étalages, le dimanche soir.

En vertu de la même circulaire, le personnel employé à l'entretien de l'outillage, tel qu'enfournement des pots de verrerie, enlèvement des suies dans les carnaux et les cheminées, conservation de la matière première, du produit achevé ou en cours de fabrication, soins à donner aux chevaux, bénéficie de cette disposition, sous la réserve d'une compensation en semaine. Les difficultés d'interprétation n'ont abouti à aucune mesure répressive et ont été généralement solutionnées sur-le-champ avec l'intéressé.

M. l'inspecteur divisionnaire de Nantes signale que des directeurs de brasserie ont cru pouvoir réduire le repos à une demi-journée pour les ouvriers occupés à la conduite des générateurs servant, par exemple, à assurer le fonctionnement d'une machine à glace. Il y a là une erreur d'interprétation. Il apparaît bien, d'après le compte rendu de la discussion de la loi au Sénat, que la réduction du repos à une demi-journée ne saurait être considérée comme légale que s'il s'agit de la visite et de l'entretien des générateurs dont le fonctionnement s'arrête avec le travail général de l'usine.

ART. 5, § 2. — *Établissements de vente de denrées alimentaires au détail.* — On signale quelques grosses épiceries de province qui ont conservé l'habitude de fermer le dimanche. Mais, en général, les établissements de vente de denrées alimentaires au détail usent de la faculté que leur accorde l'article 5, § 2 de la loi. Cependant on ne peut empêcher un certain flottement sur l'heure de la fermeture. Les bouchers, les marchands qui font leurs livraisons en ville ou dans les communes voisines ne les terminent pas avant midi, en sorte qu'il est souvent une heure quand commence le repos de l'après-midi.

ART. 5, § 3. — *Établissements de moins de cinq ouvriers admis au roulement.* — Le repos par demi-journées était surtout pratiqué par les boulangers et les hôteliers, mais ces derniers ont presque tous abandonné ce système et se sont empressés d'adopter le mode de repos toléré par la circulaire ministérielle du 10 avril 1907, c'est-à-dire qu'ils accordent à leur personnel une demi-journée de repos par semaine plus une sortie d'une journée par mois. Cependant les boulangers des petites localités continuent à user du repos par demi-journées les jours où le travail est moins abondant, et où ils peuvent diminuer le nombre des fournées.

ART. 5, § 4. — *Fêtes locales.* — La limite approximative de six à huit suspensions de repos par an, indiquée par la circulaire ministérielle du 10 avril 1907, n'a guère été dépassée. Des instructions sur ce point étaient nécessaires, car, sous le couvert d'arrêtés municipaux, l'obligation du repos hebdomadaire allait tomber en désuétude. M. l'inspecteur divisionnaire de Nancy cite une municipalité de la Marne qui, du 1^{er} octobre 1906 au 30 avril 1907, avait autorisé la suppression du repos hebdomadaire pendant vingt dimanches.

La suppression prévue par ce paragraphe est absolue et aucun repos compensateur n'est prévu. Par un arrêté du 17 décembre 1907, M. le maire de Charleville n'ayant autorisé la suppression du repos du dimanche que sous la condition, pour les commerçants bénéficiaires, d'assurer à leurs employés un repos compensateur, M. le

préfet des Ardennes n'a pas approuvé l'arrêté, estimant que cette restriction était contraire à la loi.

Les arrêtés municipaux sont, en général, sollicités par des commerçants; ils sont quelquefois mal accueillis par les employés qui ne les trouvent pas toujours justifiés par les besoins du commerce local, et qui désireraient, tout au moins qu'un repos en semaine leur fût donné en compensation.

ART. 6. — *Suppression du repos hebdomadaire.* — Cet article prévoit un certain nombre de cas dans lesquels le repos hebdomadaire peut être supprimé, en vue de répondre à des nécessités diverses.

§ 1^{er}. — *Chômage.* — En premier lieu, la suppression du repos peut être pratiquée dans toutes les catégories d'entreprises où les intempéries déterminent des chômages. Les repos forcés viennent au cours de chaque mois en déduction des jours de repos hebdomadaire.

Cette dérogation est particulièrement utilisée par les entrepreneurs de maçonnerie, de charpente, cordiers en plein air, briquetiers, fabricants de bateaux de rivières, etc.

§ 2. — *Industries à marche temporaire.* — Dans cette catégorie figurent les distilleries, sucreries, briqueteries, sécheries de cossettes qui ne travaillent qu'à certaines époques de l'année. On y a compris également les hôtels des stations balnéaires; thermals ou climatiques.

Une question se pose à l'occasion des blanchisseries de villes d'eaux qui ne fonctionnent que de juillet à septembre et, par conséquent, ont la faculté de suspendre le repos hebdomadaire pendant quinze dimanches. Il convient de noter que, parfois, les titulaires de ces blanchisseries exploitent d'autres établissements, à d'autres époques et sur d'autres points, avec le même personnel. Le fonctionnement de ces industries ne revêt-il pas alors un caractère permanent, et ne doit-on pas faire intervenir le paragraphe 3 de l'article 6 qui exige un repos de deux jours au moins par mois, au lieu du paragraphe 3 qui ne comporte aucune restriction? La question présente d'autant plus d'intérêt que le travail qui est intensif à ce moment, et qui est exercé par un personnel féminin, peut déjà avoir été suspendu quinze fois, en sorte que la possibilité d'user une seconde fois de cette faculté constitue un réel abus.

La réponse à cette question, posée par M. l'inspecteur divisionnaire de Rouen, ne semble point douteuse, et ces installations ne peuvent être traitées comme temporaires. La difficulté provient de ce que l'établissement peut posséder son installation permanente dans le ressort d'une autre section d'inspection et échapper, de ce fait, à toute possibilité de surveillance continue.

§ 3. — *Industries ayant à répondre à un surcroît extraordinaire de travail* — Cette dérogation a été mise à profit par les industries les plus diverses : boulangers, pâtisseries, confiseurs, peintres, menuisiers, carrossiers, entrepreneurs de transport, fabricants de vins de Champagne, de limonade, brasseurs, fabricants de chaussures, tailleurs, fabricants d'articles de chauffage, fondeurs en fer, filateurs, fabricants de broderies pour confécions, fabricants de chapeaux, couturières, lingères, imprimeurs, etc.

Il convient d'ajouter qu'en attendant la publication du décret qui doit donner la nomenclature des professions pour lesquelles les diverses dérogations de l'article 6 doivent être étendues au personnel féminin ou enfantin, aucune des dérogations de l'article 6 n'a été accordée, pour ce personnel, en dehors des catégories inscrites au décret du 15 juillet 1893.

En ce qui concerne ce personnel le repos hebdomadaire a été suspendu, dans 4,610 établissements, 2,885 fois en vertu du § 1^{er}, 31,749 fois en vertu du § 2 et 161, 859 fois en vertu du § 3.

Voici l'application qui a été faite des divers paragraphes de l'article 6 en ce qui concerne les hommes adultes.

ARTICLE 6.	NOMBRE d'établisse- ments.	NOMBRE de dérogations.
§ 1 ^{er}	1,866	132,263
§ 2.....	3,558	754,558
§ 3.....	7,107	377,337

Contrôle. — Les affiches exigibles en cas de repos collectif suivant l'un des modes exceptionnels de l'article 2 sont assez généralement apposées. Quant aux inscriptions individuelles sur les registres de roulement, elles laissent fort à désirer encore. Il a été relevé 1,622 contraventions pour absence d'affiches ou de registre.

On signale comme assez précaire le concours apporté au service par les officiers de police judiciaire. Ce concours, d'ailleurs, varie suivant les localités. Il est des villes où les commissaires se refusent à toute espèce de constatation. On conçoit qu'il leur soit difficile d'intervenir dans des villes dont la municipalité n'est point entièrement acquise à l'application de la loi. Néanmoins, dans la grande majorité des cas, il serait désirable qu'on utilisât davantage leurs services.

Pénalités. — Le nombre des contraventions relevées pour non-observation du repos hebdomadaire (art. 1^{er} et 2^e) s'élève à 10,918. Il en avait été relevé l'an dernier 8,191.

Les contraventions portant sur des dispositions relatives au contrôle étaient, en 1906, au nombre de 412. Elles sont, pour 1907, de 1,756.

Les professions dans lesquelles les contraventions relevées ont été les plus nombreuses sont les suivantes :

Commerces divers, 1,196; transports, 1,016; modes, confections, couture, lingerie, 710; boulangeries, 597; produits alimentaires, 536; coiffeurs, 440; bazars, 407; restaurants, hôtels, 366; constructions mécaniques, 348; maçonnerie (entrepreneurs de) 300; gaz (usines à), 281; métallurgie, 267.

CHAPITRE VIII. — Hygiène et sécurité.

Le tableau ci-après donne le nombre des contraventions principales relevées pour inobservation des prescriptions des articles 12 à 16 de la loi de 1892, et du décret du 13 mai 1893 pris en vertu des articles 12 et 13 de cette loi :

NATURE DES CONTRAVENTIONS.	NOMBRE des contraven- tions.
Infractions aux règles générales d'hygiène et de sécurité prescrites par l'article 14 de la loi de 1892	277
Graissage de mécanismes en marche.....	22
Machines non protégées.....	428
Machines à pédales.....	2
Emploi d'enfants de moins de 16 ans aux roues verticales.....	4
Emploi d'enfants de moins de 16 ans aux métiers dits à la main.....	19
Emploi d'enfants de moins de 16 ans aux scies circulaires.....	19
Emploi d'enfants de moins de 16 ans au travail des lames tranchantes mécaniques	9

Emploi d'enfants de moins de 16 ans au service des robinets à vapeur.	1
Emploi d'enfants de moins de 16 ans sur des échafaudages volants. . . .	1
Surcharges.	139
Travail des machines à coudre avant 16 ans.	7
Travaux interdits aux enfants, aux filles mineures et aux femmes. . . .	3
Conditions imposées pour certains travaux.	118
Confection d'écrits ou autres objets contraires aux bonnes mœurs. . . .	196

L'article 9 du décret du 13 mai 1893 interdit d'employer des enfants de moins de seize ans, en qualité de doubleurs, dans les ateliers où s'opèrent le *laminage et l'étrépage de la verge de tréfilerie*, à moins que le travail des doubleurs ne soit garanti par des appareils protecteurs. Aucune infraction aux dispositions de cet article n'a été relevée en 1907.

L'inspecteur de Mézières fournit, à propos de cet article, les renseignements ci-après :

Ces appareils existent dans toutes les usines des Ardennes, même lorsque les postes de doubleurs sont occupés par des hommes; mais dans deux d'entre elles, on a installé des dispositifs qui effectuent automatiquement le démêlage du fil et suppriment ainsi les emplois fort dangereux de «démôleurs» ou «crocheteurs». Ces emplois exigeaient une grande agilité et, pour cette raison, étaient généralement confiés à des enfants, qui se trouvaient de la sorte exposés aux plus graves accidents. C'est donc là une amélioration considérable apportée à la sécurité du travail.

CHAPITRE IX. — Établissements spéciaux.

Établissements de bienfaisance. — L'application de la loi sur les congrégations a encore fait disparaître en 1907 quelques orphelinats. D'autres ont également disparu pour diverses causes. Les rapports d'inspecteur constatent, presque dans chaque circonscription, la diminution du nombre de ces établissements qui ne sont plus, cette année, que de 1,250 contre 1,307 en 1906.

856 établissements de bienfaisance ont été visités en 1907. Les infractions relevées portent surtout sur des contraventions à des formalités légales : 51 contraventions pour absence de livrets; 16 contraventions pour absence de registre; 20 contraventions d'affichage; 34 pour non-envoi de l'état industriel; enfin 85 contraventions visent l'excès de durée du travail.

Quelques rares contraventions ont encore été relevées pour emploi d'enfants de moins de treize ans à un travail industriel.

La visite de ces établissements se fait aujourd'hui sans aucune difficulté; l'inspecteur entre de suite dans les ateliers, sans subir, comme autrefois, une station plus ou moins prolongée au parloir ou à la salle d'attente.

Voici l'indication et la répartition du personnel existant dans ces établissements :

Enfants au-dessous de treize ans non munis du certificat d'études.	{ Garçons. 1,881 } { Filles. 13,968 }	15,849
Enfants de douze à treize ans munis du certificat d'études.	{ Garçons. 15 } { Filles. 165 }	180
Enfants de treize à dix-huit ans	{ Garçons. 1,367 } { Filles. 19,334 }	20,701
Filles mineures de dix-huit à vingt et un ans.		7,395
Filles majeures et femmes.		6,492
TOTAL		<u>50,617</u>

Théâtres et cafés-concerts. — Une fillette de cinq ans a été signalée par l'inspecteur de Troyes comme ayant interprété, sous la direction de son père, des chansons grivoises sur la scène d'un café-concert. L'inspecteur est intervenu pour faire cesser cet abus.

CHAPITRE X. — Commissions départementales.

En 1907, ces commissions se sont réunies dans les vingt et un départements indiqués ci-après :

Allier, Ardennes, Aube, Calvados, Côte-d'Or, Côtes-du-Nord, Finistère, Gard, Gironde, Ile-et-Vilaine, Loire-Inférieure, Manche, Marne, Mayenne, Meuse, Seine-Inférieure, Deux-Sèvres, Somme, Tara, Vendée et Yonne.

CHAPITRE XI. — Inspection.

Le nombre des visites effectuées en 1907 a été de 181,842 contre 178,007 en 1906.

C'est sur l'application de la loi sur le repos hebdomadaire que s'est porté, en 1907, le principal effort du service. Il importe de faire ressortir ici que l'application de la loi du 13 juillet 1906 a grossi, dans une large mesure, la tâche déjà si lourde et si absorbante des inspecteurs. On en jugera par ce fait que, sur les 28,953 contraventions relevées, 12,695 ont trait à l'infraction de la loi du 13 juillet 1906.

L'an dernier sur un total de 28,634 contraventions, 8 600 seulement se rapportaient au repos hebdomadaire. Si l'on jugeait de l'activité du service par le nombre de contraventions qu'il relève, on aboutirait à cette conclusion que la surveillance plus étroite de l'application de la loi nouvelle sur le repos hebdomadaire a dû être contrebalancée, sur d'autres points, par un contrôle moins actif.

CHAPITRE XII. — Pénalités.

Le nombre des contraventions relevées en 1907 par les inspecteurs du travail dépasse encore cette année le chiffre de l'année précédente. Il a passé de 28,634 en 1906 à 28,953. En 1905, il n'avait été que de 25,699.

Le nombre des procès-verbaux est également en augmentation; il s'est élevé, en 1907, à 6,237 contre 5,443 en 1906 et 3,835 en 1905.

On trouvera dans le tableau ci-après les suites données aux procès-verbaux en 1907 :

Procès-verbaux	{	suivis de condamnations	5,343
		suivis d'acquiescement	117
		encore en instance	289
		classés par le service	58
		classés par le parquet	430
		Total	<u>6,237</u>

Les décisions illégales sont toujours assez nombreuses : juger de simple police statuant sur des contraventions à la loi de 1848, application des circonstances atténuantes avec réduction à 1 franc d'amende pour contraventions à la loi de 1892, mises en demeure exigées lorsqu'il s'agit de dispositions intéressant l'hygiène ou la sécurité des femmes et des enfants, application abusive de la loi de sursis, etc.

ANNEXE. — *Application des lois réglementant le travail dans les mines et carrières.*

On sait que les ingénieurs et contrôleurs des mines sont chargés, sous l'autorité du Ministre du travail et de la prévoyance sociale, d'assurer, à titre d'inspecteurs du travail, l'application des lois des 2 novembre 1892 et 30 mars 1900 sur le travail des femmes et des enfants ainsi que des adultes occupés avec ceux-ci, tant dans les exploitations proprement dites des mines, minières et carrières que dans leurs dépendances légales et industrielles; les dépendances « légales » comprenant les établissements accessoires reliés aux chantiers d'extraction dans des conditions telles qu'ils n'en sont pas séparés, pour la police administrative; relative à la sécurité et à l'hygiène, qui relèvent par suite, comme pour ces chantiers, de l'administration des travaux publics; les « dépendances industrielles » ou « industries annexes » sont au contraire soumises, comme tous autres établissements industriels et commerciaux, sous l'autorité du ministre du travail de la prévoyance sociale, à la loi du 12 juin 1893-11 juillet 1903, les ingénieurs et contrôleurs des mines ayant à en assurer l'application comme inspecteurs du travail sous l'autorité de ce ministre. C'est à ce même titre et dans les mêmes conditions qu'ils doivent faire appliquer la loi du 13 juillet 1906 sur le repos hebdomadaire dans les exploitations minérales proprement dites comme dans leurs dépendances légales et industrielles. Ils ont, en outre, à surveiller sous l'autorité du même ministre, l'application de la loi du 29 juin 1905 sur le travail des ouvriers employés à l'abatage dans les mines de combustibles. Ces diverses législations relevant du même département ministériel, ont trop de rapport avec la loi du 2 novembre 1892 sur le travail des femmes et des enfants pour ne pas comprendre leurs résultats dans cette note, tout comme elles sont simultanément traitées dans les rapports des ingénieurs en chef. Ces rapports s'occupent également du fonctionnement des délégués à la sécurité des ouvriers mineurs: on laissera de côté, dans cette note, ce qui les concerne. En dehors des observations que les délégués peuvent présenter sur l'application aux travaux souterrains de la loi sur le repos hebdomadaire, leurs observations ne peuvent porter que sur la sécurité et l'hygiène de ces travaux; et si les délégués, en tant que personnel, relèvent du Ministre du travail et de la prévoyance sociale, les suites à donner à leurs observations sur l'hygiène et la sécurité sont de la compétence du Ministre des travaux publics.

Statistique des établissements et de leur personnel. — D'après les renseignements fournis par les ingénieurs des mines, la statistique de l'industrie extractive, en 1907, s'établit comme suit :

DÉSIGNATION des établissements	NOMBRE.	PERSONNEL		
		protégé (enfants et femmes).	hommes (adultes).	Total.
Exploitations de mines	589	31,667	178,758	210,425
Exploitations { souterraines de minières { et carrières. { à ciel ouvert	temporaires	1,459	1,460	19,195
	continues..	2,637	175	3,346
	temporaires	10,986	3,338	59,421
	continues..	23,749	1,588	48,486
Établissements industriels dépendant des	mines....	164	470	6,230
	minières et carrières..	182	310	2,276
TOTAUX.....	39,166	39,008	310,841	349,849

Ce tableau fait ressortir une augmentation du personnel encore plus considérable que celle constatée en 1906 (10,678 contre 8,375). Cette augmentation porte principalement sur les mines, dont le nombre est resté sensiblement le même (589 contre 587) : l'augmentation de l'effectif total y a été de 7,462 ou de 3.3 p. 100. Pour le personnel protégé, il y a eu, dans l'ensemble, augmentation non seulement en valeur absolue, mais encore en valeur relative, notamment pour les mines dont il convient, à raison de leur importance particulière, de retenir plus spécialement les chiffres.

La répartition du personnel protégé dans les mines s'établit comme suit.

DÉSIGNATION.	AU FOND.	AU JOUR.	TOTAL.
Enfants de 12 à 13 ans. { Garçons.	30	140	170
Enfants de 12 à 13 ans. { Filles.	"	1	1
Enfants de 13 à 16 ans. { Garçons.	8,543	1,421	12,964
Enfants de 13 à 16 ans. { Filles.	"	2,129	2,129
Enfants de 16 à 18 ans. { Garçons.	8,549	2,356	10,905
Enfants de 16 à 18 ans. { Filles.	"	1,615	1,615
Filles de 18 à 21 ans et femmes majeures.	"	3,883	3,883
TOTAUX.	17,122	14,545	31,667

L'augmentation porte principalement, comme en 1906, sur les garçons de treize à dix-huit ans occupés au fond. Presque partout les ingénieurs indiquent qu'on continue à revenir sur l'éloignement systématique des enfants que plusieurs mines paraissent avoir adopté à la suite de la loi de 1900.

La proportion des garçons de 12 à 18 ans par rapport au personnel total a passé de 11.05 p. 100 en 1906 à 11.425 en 1907; celle des filles mineures et des femmes de 3.44 à 3.625.

Les proportions des établissements visités en 1907 par les ingénieurs et contrôleurs et du personnel rencontré au cours des visites par rapport au total des établissements et du personnel existant sont les suivantes :

CATÉGORIES D'ÉTABLISSEMENTS.	PROPORTION P. 100.	
	des établissements visités.	du personnel rencontré.
Mines.	96.6	99.9
Minères et carrières souterraines. { continues.	81.0	95.1
Minères et carrières souterraines. { temporaires.	28.1	67.5
Minères et carrières à ciel ouvert. { continues.	31.6	80.4
Minères et carrières à ciel ouvert. { temporaires.	10.5	55
Établissements industriels dépendant des. { mines.	100.0	99.3
Établissements industriels dépendant des. { minières et carrières.	84.6	89

Durée du travail. — Pour le travail au jour, soit dans les exploitations à ciel ouvert, soit dans leurs dépendances, c'est la loi du 30 mars 1900 qui doit être appliquée. Elle paraît y avoir été généralement bien observée. Ce n'est que dans quelques carrières où l'été le travail des adultes est prolongé jusqu'à onze heures que des difficultés ont continué à se présenter. Dans les Vosges (arrondissement minéralogique de Nancy), elles ont entraîné le renvoi systématique des enfants. Dans quelques carrières des arrondissements minéralogiques de Marseille et de Chambéry,

le service a toléré des infractions qu'il ne semble pas que leurs circonstances justifient, pour peu nombreuses qu'elles puissent être.

Pour le travail souterrain, on n'a nulle part rencontré de femmes dont la présence est interdite.

En ce qui concerne les enfants, le travail souterrain peut s'effectuer suivant trois modalités :

1° Le régime que l'on peut appeler de droit commun est celui qui peut s'effectuer de 5 heures du matin à 9 heures du soir en conformité du décret du 3 mai 1893 (huit heures de travail effectif non compris le temps d'aller au chantier et d'en venir et les repos dont la définition a été nettement donnée par l'administration centrale et dont la durée totale doit être de une heure au moins). C'est le régime normal qui tend de plus en plus à être appliqué partout. On ne signale pas d'observations qui méritent d'être relevées; mais le régime, qui ne tient pas compte de la durée de présence dans la mine, peut permettre, comme le signale M. l'ingénieur en chef de Douai, dans certaines exploitations, de prolonger fâcheusement cette durée qui peut atteindre onze heures pour huit heures seulement de travail effectif;

2° Le régime de l'article 9, paragraphe 3, de la loi du 2 novembre 1892 permet le travail à double équipe entre 4 heures du matin et minuit à raison de huit heures de travail effectif et de dix heures de présence. Il n'a jamais été appliqué et il continué à n'être utilisé que dans quelques rares fosses du Nord et du Pas-de-Calais et pour très peu d'enfants;

3° Le régime de l'article 4 de la loi du 2 novembre 1892 permet le double poste entre 4 heures du matin et 10 heures du soir. Ce régime avait été plus spécialement appliqué aux mines de Blanzy, à raison du double poste au charbon qui y était pratiqué. On vient d'y renoncer définitivement à l'un comme à l'autre.

Loi du 29 juin 1908. — Du 1^{er} janvier 1906 au 1^{er} janvier 1908, on est resté dans le premier palier de cette loi, qui ne permet d'occuper les ouvriers à l'abatage que neuf heures au plus comptées depuis le dernier ouvrier descendant jusqu'au premier ouvrier remontant, non compris les repos réglementaires. Il ne pouvait donc y avoir et il n'y a eu, en 1907, aucune modification de régime normal et permanent; les modifications, fort rares et très peu importantes du reste, que nécessitait la loi ayant dû être et ayant été effectuées en 1906.

En dehors des dérogations signalées dès 1906 et accordées à titre plus ou moins durable, sinon permanent, aux mines d'Ahuin (Creuse) et de Rochebelle (Gard), et pour celle-ci à quelques très rares ouvriers, et, en dehors des dérogations occasionnelles pour accidents, il n'a été accordé en 1907 qu'une dérogation temporaire de quinze jours à une mine stéphanoise pour nécessité commerciale; la mine n'a pu en profiter parce que les ouvriers qui, d'après l'autorisation, étaient restés libres d'y participer, ne se sont pas présentés en assez grand nombre.

La loi n'oblige l'exploitant, sous la sanction des pénalités qu'elle prévoit, qu'à mettre la cage à la disposition des ouvriers à l'heure fixée pour la remonte, en sorte que ceux-ci ont la faculté, s'ils le désirent, de prolonger la journée, soit en descendant plus tôt, soit en remontant plus tard. En fait, dans le Nord et le Pas-de-Calais, on paraît avoir autant travaillé que jadis dans la quinzaine de la Sainte-Barbe, encore qu'aucune dérogation n'ait été demandée. Aucun fait de contrainte sur les ouvriers, précis et établi, n'a pu être relevé par le service.

Une seule contravention a été dressée contre un mineur du Pas-de-Calais qui, à la suite d'un accident, aurait à tort contraint 13 ouvriers à prolonger indûment leur séjour dans la mine: il a été condamné à un frappe d'amende pour chacune des treize contraventions ainsi commises.

Travail de nuit du personnel protégé. — En dehors du travail partiel de nuit qui résulte, pour quelques enfants occupés souterrainement, des régimes spéciaux ci-dessus indiqués (art. 4 et 9, § 3, de la loi du 2 novembre 1892), on ne mentionne que la continuation de l'emploi, dans diverses mines, des femmes pour l'allumage des lampes de sûreté.

Tolérances accordées par les ingénieurs. — Il n'a été accordé, en 1907, par les ingénieurs, aucune tolérance pour le travail de nuit du personnel protégé.

Repos hebdomadaire. — *Loi du 13 juillet 1906.* — Le décret du 14 août 1907, par son article 2 sur les équipes alternantes, a permis, pour les mines où le travail se fait généralement à deux postes, de régulariser en droit, sur un point important, une situation de fait qui, sur plusieurs autres points, a dû être acceptée par tolérance jusqu'à la modification proposée à la loi originale. Par suite de la nature spéciale du travail des mines, il est indispensable, en effet, d'effectuer le dimanche des travaux d'entretien ou de réfection qui ne pourraient être exécutés en semaine sans amener le chômage de toute l'exploitation, l'arrêt de la production. Certains services, comme ceux des machines d'aérage, d'épuisement et des machines d'extraction qui donnent la seule communication du jour avec le fond, doivent également être maintenus en permanence. On admet donc transitoirement que ce régime peut fonctionner comme une application un peu étendue des articles 4 et 5, paragraphe 1^{er}, de la loi. Les préavis sont régulièrement donnés aux services qui se sont efforcés de faire restreindre, dans toute la mesure possible, le nombre d'ouvriers occupés à ces travaux particuliers du dimanche.

Dans son ensemble et sous la réserve de ce régime de fait un peu spécial, la loi sur le repos hebdomadaire paraît avoir été convenablement appliquée, et les ingénieurs n'ont pas mentionné que les délégués, qui en ont le droit, aient présenté des observations à ce sujet.

Livrets. — Registres. — Affichages. — La situation reste la même. La loi est bien observée dans tout son ensemble pour toutes les exploitations permanentes un peu importantes. Elle laisse toujours quelque peu à désirer dans les chantiers à ciel ouvert sans installation fixe sérieuse. Certains services se sont attachés, en ce cas, à faire mettre des affiches aux lieux de paye.

Quelques irrégularités, et les mêmes, semble-t-il, continuent à pouvoir être relevées et semblent être, à tort, tolérées par les services.

Ainsi, dans le district de Nancy, des enfants sont encore rencontrés munis de livrets délivrés par les bourgmestres belges.

Dans celui de Chambéry, on tolère que les enfants des fendeurs d'ardoises, travaillant sur l'exploitation, n'aient pas de livrets sous le prétexte que, occupés avec leur père, ils sont dans un atelier de famille. C'est aussi une irrégularité que l'administration voudra faire disparaître.

L'ingénieur en chef du Mans signale qu'on ne lui envoie pas les duplicatas des horaires, alors qu'il lui appartient d'assurer cette transmission sous les sanctions éventuelles de la loi.

Hygiène et sécurité. — Il n'a été présenté aucune observation spéciale qui mérite d'être relevée.

Accidents. — Il se peut que les exploitants fassent régulièrement les déclarations aux maires; on peut le presumer pour les mines qui tiennent des registres très détaillés de tous leurs accidents. Les renseignements fournis par les ingénieurs ne

permettent pas de douter qu'ils ne reçoivent pas régulièrement des maires les avis donnés à ceux-ci. On peut être certain que toutes les statistiques dressées d'après les communications faites au service des mines sont erronées dans des conditions que l'on ne peut fixer et qui paraissent devoir être variables d'un service à l'autre, notamment en matière de carrières.

Pénalités. — En dehors de la contravention ci-dessus signalée à la loi du 29 juin 1905, il a été dressé 11 procès-verbaux de contraventions.

L'ENQUÊTE SUR LE TRAVAIL À DOMICILE DANS L'INDUSTRIE DE LA CHAUSSURE.

On sait que l'Office du travail a entrepris une grande enquête sur le travail à domicile.

L'enquête a d'abord eu lieu dans la lingerie. Elle est aujourd'hui terminée et le compte rendu est en cours de publication : le premier volume concernant Paris a déjà paru; trois autres volumes seront consacrés à la province et aux conclusions générales.

L'enquête dans l'industrie des fleurs artificielles, commencée à la fin de 1907, s'est poursuivie en 1908 à Paris, Reims et Orléans. Elle sera vraisemblablement terminée dans le courant de 1909.

Enfin le Ministre du travail a décidé, le 5 novembre 1908, l'ouverture de l'enquête dans une troisième industrie : celle de la chaussure. Après la lingerie et les fleurs artificielles où sont surtout occupées des femmes et où le travail manuel tient une place prépondérante, il a paru intéressant d'étudier le travail à domicile dans une industrie qui emploie surtout des hommes et qui est en outre en voie de transformation par suite du développement de la fabrication mécanique.

On suivra, pour l'enquête sur la chaussure, le même plan et la même méthode qui ont été suivies pour les enquêtes précédentes. Les enquêteurs interrogeront directement les intéressés : ouvriers à domicile, entrepreneurs et fabricants. Les renseignements demandés aux ouvriers à domicile portent sur le genre de travail, l'origine de l'ouvrier (apprentissage, etc.), l'origine du travail (entrepreneur, sous-entrepreneur, magasin ou fabricant), la composition de l'atelier (auxiliaires de la famille), la composition de la famille, la durée du travail journalier, la remise, la livraison et le paiement du travail, les prix de façon, les recettes et les dépenses de l'atelier à domicile au cours de l'année précédente, l'hygiène professionnelle, les conditions d'hygiène des locaux de travail. L'enquête sera poursuivie simultanément à Paris et en province.

Les délégués de l'Office du travail ont reçu des instructions précises pour que leur enquête soit effectuée *avec la plus grande discrétion*. Il leur a été enjoint, notamment, *de garder absolument secrets les noms et adresses des ouvriers visés*, et de *ne pas divulguer* non plus l'origine des renseignements que les fabricants ou les entrepreneurs voudront bien leur communiquer. La publication des renseignements recueillis sera faite avec les mêmes précautions et d'une manière *scrupuleusement anonyme*.

JURISPRUDENCE.

Repos hebdomadaire; travailleur occupé accidentellement, à titre d'extra, le jour du repos collectif; inapplicabilité de la loi du 13 juillet 1906.

COUR DE CASSATION. (CHAMBRE CRIMINELLE.)

(Arrêt du 14 novembre 1908.)

Sur le pourvoi du ministère public près le tribunal de simple police, en cassation d'un jugement rendu le 7 juillet 1908 par ledit tribunal au profit de Rolland Pierre,

Est intervenu l'arrêt suivant :

La Cour,

Où M. le conseiller Petitier, en son rapport, et M. l'avocat général Lénard, en ses conclusions;

Sur le moyen pris de la violation par défaut d'application des articles 2, § 1^{er} et 13 de la loi du 13 juillet 1906 :

Attendu que Rolland était prévenu d'infractions à l'article 2, § 1^{er} de la loi du 13 juillet 1906 pour avoir occupé des ouvriers, à titre d'extra, les dimanches 3 mai et 26 avril 1908;

Attendu qu'il résulte des énonciations du procès-verbal et du jugement que les ouvriers employés le 3 mai étaient autres que ceux employés le 26 avril et que les uns et les autres ne faisaient point partie du personnel habituel de l'entreprise;

Attendu que ces constatations suffisent pour justifier le relaxe du prévenu; qu'en effet la loi du 13 juillet 1906 n'oblige le patron à donner, le dimanche, le repos hebdomadaire qu'aux ouvriers ou employés qui constituent le personnel de l'entreprise et qu'on ne saurait considérer comme faisant partie de ce personnel des travailleurs qui ne sont pas occupés habituellement dans l'établissement, soit les jours ouvrables, soit le dimanche, et dont chacun n'y a été employé qu'un dimanche, accidentellement, à titre d'extra;

D'où il suit que le moyen n'est pas fondé;

Et attendu que le jugement est régulier en la forme;

Rejette le pourvoi de l'officier du ministère public contre le jugement rendu le 7 juillet 1908 par le tribunal de simple police de Paris au profit de Rolland Pierre.

Repos hebdomadaire; buffet de gare de chemin de fer; applicabilité de la loi du 13 juillet 1906.

COUR DE CASSATION. (CHAMBRE CRIMINELLE.)

(Arrêt du 14 novembre 1908.)

La Cour,

Où M. le conseiller André Boulloche en son rapport, et M. l'avocat général Lénard en ses conclusions;

Vu le pourvoi formé d'ordre de M. le Garde des Sceaux, Ministre de la Justice; par M. le procureur général près la Cour de cassation, dans l'intérêt de la loi

par application de l'article 441 du Code d'instruction criminelle, contre le jugement du tribunal de simple police de Reims du 13 janvier 1908;

Vu la lettre de M. le Garde des Sceaux du 6 juillet 1908;

Vu le réquisitoire de M. le procureur général près la Cour de cassation du 25 juillet 1908;

Sur le moyen du pourvoi pris de la violation des articles 1^{er} du décret du 24 août 1906 rendu en exécution de l'article 10 de la loi du 13 juillet 1906 et 1^{er} de ladite loi;

Vu lesdits articles;

Attendu que Bronique, restaurateur, tenant le buffet de la gare de Reims a été poursuivi pour avoir contrevenu aux articles susvisés en ne représentant pas à l'inspecteur du travail le registre spécial au contrôle du roulement dans son établissement et en ne donnant pas le repos hebdomadaire aux nommés Hayge et Parmentier, employés dans ledit établissement en qualité d'aides cuisiniers;

Attendu que pour relaxer Bronique le juge de police a déclaré que le personnel du buffet devait être assimilé aux employés de chemins de fer par le motif notamment qu'aux termes de la convention par laquelle la Compagnie de l'Est a donné à bail à Bronique les locaux où s'exploite le buffet, le concessionnaire du buffet est tenu de se soumettre aux lois et règlements régissant les chemins de fer et les règlements concernant le personnel de la Compagnie, sont applicables au concessionnaire et employés du buffet, notamment les amendes, suspensions, etc.

Mais attendu que la clause ci-dessus relatée n'a été édictée que dans le but d'assurer le maintien du bon ordre dans les locaux affectés à l'exploitation du buffet, qui forme une dépendance de la voie ferrée; que ni cette clause ni les diverses obligations imposées au concessionnaire du buffet dans l'intérêt des voyageurs et des employés de la Compagnie, ne modifient le caractère de l'établissement commercial qu'il exploite; que cet établissement qui rentre dans la catégorie des établissements spécifiés en l'article 3, § 2 de la loi du 13 juillet 1906, est essentiellement distinct de l'entreprise de transport exploitée par la Compagnie de chemins de fer; que les employés placés sous les ordres de Bronique, qui coopèrent exclusivement à l'exploitation de cet établissement, ne sauraient par suite être rangés au nombre des employés de chemin de fer; qu'il en résulte que l'exception formulée dans l'article 17 de la loi du 13 juillet 1906, uniquement en ce qui concerne les employés et ouvriers des entreprises de transport par eau et ceux des chemins de fer, n'était point applicable au personnel dirigé par Bronique; que celui-ci était tenu, dès lors, de se conformer aux prescriptions de cette loi; qu'en décidant le contraire, le juge de police a violé les articles visés au moyen;

Par ces motifs,

Casse et annule, mais seulement dans l'intérêt de la loi, le jugement du tribunal de simple police de Reims du 13 janvier 1908.

**Accidents du travail; salaire de base;
retenues pour fournitures d'instruments de travail avancées par le patron.**

COUR DE CASSATION (CHAMBRE DES REQUÊTES).

(Arrêt du 23 mars 1908.)

La Cour,

Sur le moyen unique tiré de la violation des articles 1, 3, 10 de la loi du 9 avril 1898 et 7 de la loi du 20 avril 1810;

Attendu que le salaire servant de base à la fixation de la rente qui lui est allouée en cas d'accident du travail, s'entend, pour l'ouvrier occupé dans l'entreprise pendant les 12 mois écoulés avant l'accident, de la rémunération effective qu'il reçoit durant ce temps soit en argent, soit en nature :

Attendu que, pour accueillir la demande de Fuster, la décision attaquée s'est fondée sur les feuilles de paye de l'entreprise, lesquelles indiquent que le salaire de cet ouvrier pendant les 12 mois qui ont précédé l'accident, s'est élevé à une somme totale de 1,608 fr. 45 :

Attendu que le pourvoi reproche à la Cour de Rennes d'avoir compris dans le salaire de base de Fuster le prix des fournitures d'instrument de travail dont son patron lui avait consenti l'avance :

Attendu que les juges du fond ont pu apprécier, d'après les circonstances de la cause que les sommes représentatives de ces fournitures faites par la société des Carrières avaient été retenues sur le salaire fixé entre les parties, lequel n'était que la représentation exacte du travail fourni et devait servir ainsi de base au calcul de l'indemnité sans aucune réduction ; que cette appréciation rentrait dans le pouvoir souverain de la Cour et échappe au contrôle de la Cour de cassation.

Par ces motifs, rejette le pourvoi formé contre l'arrêt rendu le 28 février 1907 par la Cour d'appel de Rennes.

Accidents du travail ; interdiction du cumul de la rente allouée en vertu de la loi du 9 avril 1898 avec une pension de retraite anticipée prévue par le règlement d'une compagnie de chemins de fer.

COUR DE CASSATION (CHAMBRE DES REQUÊTES).

(Arrêt du 1^{er} mai 1908.)

La Cour,

Où M. le conseiller Letellier en son rapport, M. Patissier-Bardoux, avocat en ses observations, M. l'avocat général Lombard, en ses conclusions,

Sur le moyen unique pris de la violation des articles 2, 1134, 1135, 1174, 1779, 1780 du Code civil, 7 de la loi du 20 avril 1810, 3 et suivants du règlement sur les pensions de retraite de la Compagnie Paris-Lyon-Méditerranée, 2, 3 et 30 de la loi du 9 avril 1898 sur les accidents du travail :

Attendu que Bellot, mécanicien au service de la C^{ie} P.-L.-M. ayant, à la suite d'un accident qui avait entraîné pour lui une incapacité permanente de travail, obtenu, en vertu de la loi du 9 avril 1898, une rente viagère de 1,945 fr. 90, a assigné la Compagnie pour se faire allouer, en outre, une pension de 1,760 francs représentant la retraite anticipée à laquelle, suivant lui, le règlement particulier de la Compagnie lui donnait droit ; que cette prétention a été justement repoussée par l'arrêt attaqué ; qu'en effet, sans examiner si, d'après l'interprétation que les juges du fond ont donnée à l'article 4 du règlement, la mise à la retraite par anticipation d'un employé malade ou blessé ne rentrait pas dans le droit exclusif de la Compagnie, la victime d'un accident, qui a revendiqué le bénéfice de la loi de 1898, ne peut se prévaloir, à raison du même fait, d'aucune convention ni d'aucune autre disposition de loi ; que, dans l'espèce, la blessure reçue par Bellot étant la cause unique de son droit à la rente viagère comme elle le serait de son droit à une retraite anticipée, ne saurait donner lieu à une double réparation ; qu'en décidant, par suite, que la demande de Bellot tombait sous la défense inscrite dans l'article 2

de la loi du 9 avril 1898, dont les dispositions sont d'ordre public, l'arrêt attaqué, loin de violer les textes susvisés, en a fait, au contraire, une saine application ;

Par ces motifs,

Rejette le pourvoi formé contre l'arrêt rendu le 20 avril 1907 par la Cour d'appel de Lyon.

I. — Accidents du travail ; déchargement de bateau pour le compte d'un négociant en charbons ; applicabilité de la loi de 1898.

II. — Accident survenu, après la fin de la journée de travail, au cours des ablutions rendues nécessaires par la nature du travail ; applicabilité de la loi de 1898.

COUR DE CASSATION (CHAMBRE DES REQUÊTES).

(Arrêt du 2 mai 1908.)

La Cour,

Sur les deux moyens pris l'un et l'autre de la violation de l'article 1^{er} de la loi du 9 avril 1898 et 7 de la loi du 20 avril 1810 ;

Attendu qu'il n'est pas exact de prétendre avec la formule du moyen que la décision attaquée a appliqué la loi du 9 avril 1898 au demandeur, négociant en bois et charbons, alors que cette profession ayant un caractère commercial, ne rentre pas dans la catégorie de celles qui sont assujetties à ladite loi ;

Attendu, en effet, que cette décision s'applique à un accident dont la cause est inhérente au travail auquel prenait part la victime et qu'il s'agissait uniquement de rechercher si cet accident était survenu dans des circonstances de nature à justifier l'application de la loi précitée ;

Or attendu qu'il résulte des motifs de l'arrêt attaqué et de ceux du jugement adoptés par la Cour en tant que non contraires, que le 23 juillet 1906 l'auteur des défendeurs éventuels avait été employé par le demandeur à décharger du charbon transporté pour son compte à Paris dans une péniche amarrée près du pont de la Concorde et à laquelle était annexé un bachot ;

Attendu que c'est à bon droit, que les juges du fait ont considéré comme rentrant dans la sphère d'application de la loi de 1898 l'opération de déchargement du bateau à laquelle Transoutre était occupé et qui est une de celles que prévoit spécialement l'article 1^{er} de ladite loi ; qu'en préposant ses ouvriers à cette opération le demandeur avait incontestablement étendu le cercle et transformé le caractère de son exploitation commerciale ;

Attendu que cette extension ressort suffisamment des constatations de l'arrêt attaqué ;

D'où il suit qu'à ce premier point de vue il ne viole aucun des textes visés par le pourvoi ;

Attendu qu'il en est de même en ce qui concerne les conditions intrinsèques d'application de la loi précitée ; que vainement le pourvoi soutient à cet égard que l'accident dont Transoutre a été victime n'est survenu ni dans le lieu, ni à l'occasion du travail ;

Attendu, en effet, que le lieu du travail n'est pas nécessairement limité au poste assigné à l'ouvrier par son service et que ce lieu doit être déterminé par les conditions dans lesquelles s'effectue le travail au moment où l'accident s'est produit ;

Or attendu qu'il résulte de la décision attaquée que, dans l'espèce c'est à raison de la nature de son travail (déchargement d'une péniche de charbon) que Transoutre a dû, sa journée proprement dite terminée, se laver avant de reprendre ses

vêtements ordinaires; que le bachot attaché à la péniche et où le susnommé faisait ses ablutions peut être considéré comme une dépendance du lieu du travail, alors surtout qu'aucun endroit spécial n'avait été assigné à l'ouvrier pour procéder à ces ablutions et qu'il n'est nullement établi qu'il lui fût interdit dans ce but de descendre dans le bachot;

Attendu dès lors qu'en reconnaissant dans ces circonstances que l'accident dont Transoutre a été victime était survenu à l'occasion de son travail et que les défenseurs éventuels étaient fondés à réclamer le bénéfice de la loi du 9 avril 1898, la décision attaquée, d'ailleurs régulièrement motivée, n'a violé aucun des textes invoqués:

Par ces motifs,

Rejette le pourvoi formé contre l'arrêt rendu le 4 juin 1907, par la Cour d'appel de Paris.

ÉTRANGER.

ALLEMAGNE.

Revue du travail en octobre ⁽¹⁾. — Peu de changement dans la situation du travail par rapport au mois précédent. L'influence de la saison s'est fait sentir dans quelques branches du vêtement, mais le ralentissement des affaires dure toujours dans différentes branches de la grande industrie, dans les charbonnages de la Ruhr, dans les lignites, dans la production de la fonte, dans les fonderies de fer. Les aciéries et lamineries ne sont pas plus occupées que le mois précédent, de même que les tissages et filatures de coton. Le bâtiment est encore moins actif qu'en septembre. Cependant la plupart des industries qui touchent à l'électricité ont encore des commandes, et le commerce se ressent déjà des affaires de Noël.

Placement en octobre 1908 ⁽¹⁾. — Pour tout l'Empire, le nombre des demandes par rapport à octobre 1907 a augmenté de 27,000; celui des emplois vacants a diminué de 37,000, et celui des places procurées de 18,000 en chiffres ronds. — Voici le bilan des 776 offices de placement qui ont fourni des renseignements pour le présent mois, avec le rappel des données de septembre :

	DEMANDES d'emploi.	OFFRES d'emploi.	PLACE- MENTS.
Oct. 1908 (pour 776 bureaux).....	278,000	165,000	130,000
Sept. 1908 (— 671 —).....	273,000	190,000	115,000

⁽¹⁾ Reichsarbeitsblatt, novembre 1908.

Grèves et lock-outs pendant le 3^e trimestre de 1908⁽¹⁾. — 281 grèves se sont terminées pendant le 3^e trimestre de 1908. Sur ce chiffre 92 étaient commencées avant le 1^{er} juillet et 189 ont commencé au cours du trimestre. Le nombre des réussites est de 54; celui des transactions de 83; celui des échecs de 144. Le total des nombres maxima d'ouvriers simultanément en grève dans chaque grève est de 13,850, celui des chômeurs forcés de 1,043. Les industries où le plus grand nombre de grèves ont été terminées dans le trimestre sont: le bâtiment (122 grèves avec 5,963 grévistes et 623 chômeurs forcés: 32 réussites, 38 transactions, 51 échecs); le travail du bois (34 grèves avec 1,527 grévistes et 71 chômeurs forcés: 6 réussites, 9 transactions, 19 échecs); l'industrie des pierres et des terres (32 grèves avec 1,308 grévistes et 137 chômeurs forcés: 2 réussites, 8 transactions, 22 échecs); l'alimentation (18 grèves avec 381 grévistes et 1 chômeur forcé: 4 réussites, 7 transactions, 7 échecs); les mines (13 grèves avec 1,244 grévistes et 14 chômeurs forcés: 2 réussites, 2 transactions, 9 échecs); la métallurgie (11 grèves, avec 383 grévistes: 2 réussites, 3 transactions, 6 échecs).

Le nombre des lock-outs terminés pendant le 3^e trimestre 1908 est de 26 (16 commencés avant le 1^{er} juillet et 10 après). Le total des chiffres maxima d'ouvriers exclus simultanément dans chacun de ces lock-outs est de 13,772. Il y a eu, au cours du trimestre, 7 lock-outs terminés dans le textile (7 réussites), 5 dans le bâtiment (4 réussites, 1 transaction), etc. Nombre total des réussites: 21; des transactions: 4; des échecs: 1.

Les Secrétariats ouvriers en 1907⁽²⁾. — On distingue en Allemagne 5 catégories de secrétariats ouvriers chargés de renseigner les travailleurs et les indigents sur des questions de droit commun ou de droit ouvrier et de les assister devant la justice: les secrétariats ouvriers se rattachent aux syndicats socialistes, les secrétariats communaux, les secrétariats protestants, les secrétariats catholiques et les secrétariats Hirsch-Duncker.

En outre, des bureaux de renseignements légaux pour les femmes et des bureaux d'information générale fonctionnent encore dans diverses villes de l'empire, sans parler des bureaux de renseignements de partis politiques.

Secrétariats ouvriers socialistes⁽³⁾. — La commission générale des syndicats socialistes a enregistré en 1907 l'existence de 96 secrétariats contre 85 en 1906. 11 secrétariats ont donc été créés au cours de 1907. En outre il existait en 1907 132 bureaux de renseignements créés par les cartels (116) en 1906.

38 des 96 secrétariats sont administrés par une bourse du travail et 46 par une

⁽¹⁾ *Reichsarbeitsblatt*, novembre 1908.

⁽²⁾ *Correspondenzblatt*, 16 mai 1908.

⁽³⁾ Siège de ces Secrétariats: Aix-la-Chapelle, Altenbourg, Aschaffenburg, Augsburg, Bant-Wilhelmshaven, Barmen, Bayreuth, Berlin, Bernbourg, Bielefeld, Bochum, Brandenburg, Brême, Bremerhaven, Breslau, Bromberg, Brunswick, Carlsruhe, Cassel, Castrop, Chemnitz, Cobourg, Cologne, Cottbus, Crefeld, Darmstadt, Dessau, Dortmund, Dresde, Dusseldorf, Duisbourg, Elberfeld, Erfurt, Essen, Forst, Francfort-sur-le-Mein, Fribourg, Fürth, Gelsenkirchen, Gera, Gersdorf, Gladbeck, Görlitz, Gotha, Guben, Halle, Hambourg, Hamm, Hanau, Hanovre, Harbourg, Herford, Hildesheim, Hochheide, Iéna, Kattowitz, Kiel, Königsberg, Kronach, Landeslut, Leipzig, Lübeck, Luckenwalde, Magdebourg, Mannheim, Mayence, Meissen, Minden-en-Westphalie, Munich, Neu-Ruppin, Nordhausen, Nuremberg, Oberhausen, Offenbach, Osnabrück, Pforzheim, Posen, Recklinghausen, Reimscheid, Rosenheim, Rostock, Saint-Jean-Malsatt, Senftenberg, Siegen, Solingen, Stettin, Strasbourg, Stuttgart, Vegesack, Waldenbourg, Wiesbaden, Worms, Würzburg, Wunsiedel, Zeitz, Zwickau.

commission spéciale, 1 par un conseil d'administration, dont font partie deux représentants des ouvriers syndiqués, 8 par l'union des mineurs, etc.

Dans 84 secrétariats, les cartels apportent leur contribution financière : pour 54 d'entre eux, ils prélèvent une cotisation spéciale variant de 20 à 156 pfennigs par an et par membre. En outre, des subventions sont accordées : dans 35 localités par le parti, dans 12 autres par un journal ou une association ouvrière; 2 secrétariats sont entièrement entretenus par la commission centrale, 9 par l'union des mineurs et 3 en partie par la ville ou l'État.

88 secrétariats ont fourni un rapport sur leur situation financière. Leurs recettes se sont élevées à 428,372 marks (cotisations 289,384, subventions des syndicats ou des cartels 98,667, subventions diverses 19,411, autres recettes 20,910).

Le total des dépenses pour ces 88 secrétariats s'est élevé à 368,132 marks (traitement des employés et allocations, 234,989 marks; location, 31,616; chauffage, etc., 15,250; imprimés, 37,744; divers, 48,533). Comme beaucoup de secrétariats importants n'ont pas fourni de renseignements sur leurs recettes et dépenses, les chiffres qui précèdent sont sensiblement inférieurs à la réalité.

Le nombre des personnes qui ont consulté les secrétariats s'est élevé à 419,822, à savoir, 339,803 ouvriers, 62,147 femmes, 15,853 patrons ou autres personnes et 2,029 syndicats ou autorités officielles. Sur les 419,822 consultants, 305,599 habitaient la ville où siège le bureau. — Le secrétariat de Francfort a reçu 29,730 consultants, celui de Nuremberg 15,860, celui de Hanovre 14,321 et celui de Berlin 17,323.

Le total des demandes de consultations orales ou écrites adressées aux secrétariats s'est élevé à 447,361. Le nombre des consultations fournies par les secrétariats a atteint 438,213 (382,261 en 1906) dont 53,977 par écrit. Si l'on ajoute à ce total celui des consultations fournies par les bureaux ouverts dans les cartels (26,272) on obtient pour les 228 agences de renseignements ouvriers un ensemble de 464,485 avis ou cas d'assistance légale.

Les consultations, dont l'objet est connu, se répartissent comme suit :

OBJET.	SECRÉTARIATS.		BUREAUX de renseignements des cartels.	
	Nombre de Secrétariats	Nombre de renseigne- ments.	Nombre de bureaux.	Nombre de renseigne- ments.
Assurances ouvrières.....	96	130,447	112	7,197
Contrat de travail et de louage de ser- vices.....	95	67,597	103	3,377
Droit civil.....	96	127,762	98	3,174
— pénal.....	96	32,833	86	1,184
Mouvement ouvrier.....	72	7,412	98	2,346
Affaires communales et municipales....	95	57,719	60	893
Affaires d'ordre industriel.....	93	2,733	94	3,109
Assurances privées.....	90	3,629		
Divers.....	85	8,081		

Il est à noter que, sur les 130,447 consultations relatives à l'assurance, fournies par les secrétariats ouvriers et qui forment environ à elles seules 1/3 des consultations, 79,244 concernaient l'assurance-accident.

91 secrétariats se chargent de transmettre à l'inspection du travail les plaintes

qui leur sont remises; 65 recueillent des statistiques, 78 s'occupent de propagande syndicale.

75 secrétariats ouvriers ont représenté des ouvriers en justice. Cependant l'article 157 du Code de procédure civile empêche souvent cette représentation. La commission générale demande l'abrogation de cet article. Sur les 96 secrétariats, 69 donnent leurs renseignements à tout venant, 27 exigent des ouvriers qui les consultent qu'ils fassent partie d'un groupement.

Dans 46 des 132 bureaux de renseignements ouverts par les cartels c'est le président du cartel qui répond aux demandes et dans 71 autres une personne spécialement désignée. 117 bureaux se chargent de rédiger les plaintes, etc., 100 bureaux de renseignements répondent à tout le monde, 32 aux seuls syndiqués.

Les autres secrétariats ouvriers. — Les secrétariats ouvriers de nuance Hirsch-Duncker, connus de la commission générale, sont au nombre de 6, plus 17 bureaux d'assistance en justice des corporations Hirsch-Duncker; en outre, a pu être établie l'existence de 77 secrétariats ouvriers chrétiens (protestants et catholiques), de 59 bureaux populaires protestants et catholiques et de 14 autres bureaux de renseignements juridiques, soit au total 173 institutions dans 118 endroits. On n'a pas de renseignements sur leur activité en 1907. Pour 1906, les secrétariats communaux et les secrétariats organisés par un État ont reçu 76,740 demandes de renseignements, dont 19,208 ouvriers et 14,680 patrons. Les bureaux populaires et les bureaux de renseignements juridiques protestants ont donné au total 18,829 renseignements. Pour les secrétariats Hirsch-Duncker on n'a pas de données. Quelques-uns de ces secrétariats font de la propagande antisocialiste.

Le recensement des chômeurs de Berlin du 17 novembre 1908. — Depuis longtemps, la municipalité de Berlin était sollicitée de procéder à un recensement général des chômeurs qui indiquerait l'étendue du chômage dans l'agglomération berlinoise et servirait de base aux mesures que pourrait prendre, à cet égard, l'administration communale.

Deux systèmes étaient proposés pour ce recensement. Les socialistes demandaient qu'il fût fait une enquête à domicile : des agents iraient de maison en maison s'informer des chômeurs qui y habitent. Les syndicats socialistes avaient offert à la municipalité 24,000 recenseurs volontaires pour effectuer cette enquête.

Le second système consistait à inviter les chômeurs à se faire connaître eux-mêmes. C'est ce second système qui a été adopté.

Ce recensement des chômeurs a eu lieu, le 17 novembre 1908, à Berlin et dans la banlieue. A Berlin même et dans un certain nombre de localités suburbaines, ce recensement avait un caractère officiel et était organisé aux frais des communes. Dans les autres, les groupements ouvriers eux-mêmes en avaient assumé la charge.

Tous les ouvriers qui se trouvaient sans travail à la date indiquée ci-dessus avaient été invités, à la fois par des affiches officielles et par des avis émanant des organisations syndicales, à se présenter aux bureaux de recensement installés dans les différents quartiers. Ils devaient s'y rendre munis d'un bulletin-questionnaire, distribué gratuitement et qu'ils pouvaient se procurer d'avance, et d'un document établissant leur identité (carte d'assurance-invalidité, etc.). Le bulletin-questionnaire pouvait être rempli par les chômeurs eux-mêmes ou bien par un des recenseurs sur les indications verbales de l'intéressé. Les bureaux étaient ouverts de 8 heures du matin à midi, pour les hommes, et de midi à 3 heures du soir, pour les femmes.

Les résultats de ce recensement, publiés par l'Office statistique de la ville de Berlin le lendemain même, ont été les suivants :

	NOMBRE DE CHÔMEURS.		
	Hommes.	Femmes.	Ensemble.
Berlin	27,892	6,231	29,123
Banlieue	11,824	521	12,345
TOTAL.....	39,716	1,752	41,468

Il est vraisemblable que ces chiffres, surtout pour les femmes, sont inférieurs à la vérité. Le *Vorwärts*, journal du parti social-démocrate allemand, appréciait en ces termes les résultats du recensement : « Bien des chômeurs n'ont assurément pas voulu se présenter aux bureaux de recensement, certains d'entre eux retenus par une fausse honte, d'autres seulement par une regrettable indifférence. En ce qui concerne Berlin, on nous assure que, par exemple, sur 800 ouvriers non qualifiés inscrits à l'office de placement de la Gormannstrasse, 200 seulement se seraient présentés au bureau de recensement. Il peut se faire qu'en ce cas ils en aient été également empêchés par la crainte de perdre, pendant leur absence, une occasion de trouver du travail. Mais c'est surtout aux femmes que cette façon de procéder a dû déplaire, bien qu'il y ait lieu de remarquer que, pour elles, l'approche de Noël diminue notablement le chômage. Enfin, il faut tenir compte de la nouveauté de toute cette organisation ⁽¹⁾. » Le *Vorwärts* termine en exprimant le vœu que la méthode de ces recensements soit perfectionnée et qu'ils soient répétés périodiquement, afin de provoquer, de la part des municipalités, des mesures en faveur des chômeurs.

AUSTRALASIE.

Les retraites pour la vieillesse en Nouvelle-Zélande ⁽²⁾. — La loi du 1^{er} novembre 1898 modifiée successivement en 1900, 1901, 1902 et 1905, organise des pensions de vieillesse non seulement pour les ouvriers, mais pour tous les habitants de la colonie remplissant certaines conditions, exception faite des étrangers et des indigènes (maoris) recevant déjà des secours en vertu d'autres lois.

Pour avoir droit à la pension, il faut être âgé de 65 ans, avoir résidé sans interruption dans la colonie pendant les 25 dernières années (sans s'en être absenté plus de 2 ans), posséder un avoir inférieur à 6,500 francs ou un revenu de moins de 1,500 francs, n'avoir pas subi certaines condamnations pour délits infamants et fournir un certificat attestant que les conditions requises sont bien remplies.

La pension complète est de 650 francs (primitivement 450 fr.) sujette à une

⁽¹⁾ *Vorwärts*, mercredi 14 novembre 1908, 4^e supplément.

⁽²⁾ D'après des renseignements fournis par le Consul général de France, obligeamment communiqués par le Ministère des affaires étrangères.

réduction proportionnelle au revenu ou à l'avoir du retraité (une livre pour chaque livre de revenu au-dessus de 34 livres et une livre par 10 livres de la valeur en capital des biens accumulés). La pension est payable par douzièmes chaque mois; les paiements sont effectués par le bureau de poste indiqué.

L'Administration est centralisée à Wellington, par le « Old age pensions department » que dirige le « Registrar ». La colonie est divisée en 74 districts pour l'application de la loi. Dans chaque centre important le service possède des agents spéciaux; ailleurs il est représenté par les employés du juge de police.

Les demandes de pensions sont adressées à ces agents qui les transmettent au juge de police pour enquête. Les pensions ne sont accordées que pour un an et doivent être renouvelées à l'expiration de ce délai. La direction établit, pour chaque nouveau pensionné, une fiche individuelle à l'aide des renseignements transmis par ses agents; elle ordonnance les paiements à effectuer par les bureaux de poste.

La direction centrale publie un rapport annuel sur ses opérations (état des pensions, nouvelles demandes, comptes annuels, situation des pensionnés, etc.)

Au 31 décembre 1908 le nombre des pensionnés s'élevait à 13,569, dont 12,912 de race blanche, contre 12,597 en 1907. Le total des habitants remplissant les conditions de résidence pour obtenir la pension étant, à cette date, de 39,336, il en ressort que 32 p. 100 seulement d'entre eux avaient fait valoir leurs droits. Le chiffre relativement faible des retraités peut s'expliquer en partie par la prospérité dont jouit la colonie depuis un certain nombre d'années. D'autre part, l'application très stricte des règlements doit avoir eu pour effet d'éliminer de nombreuses demandes.

Au cours du dernier exercice, 1,740 nouveaux pensionnés ont été inscrits sur les listes; il ne restait plus, au 31 mars dernier, que 2,476 des pensionnés admis lors de la fondation de la caisse. Tous les titulaires touchaient la pension entière, soit 650 francs, sauf cinq qui ne recevaient que 25 francs par an.

On comptait 80 pensionnés de plus de 90 ans (dont 2 centenaires), 1,006 de plus de 75 ans et 2,120 de plus de 73 ans. 7,384 titulaires étaient du sexe masculin et 5,528 du sexe féminin. Parmi les hommes se trouvaient 3,353 journaliers, 1,071 mineurs, 463 fermiers, 284 jardiniers, 276 charpentiers, etc., et parmi les femmes 5,151 domestiques ou ménagères. Le nombre élevé d'ouvriers mineurs pensionnés s'explique par ce fait qu'il n'existe dans la colonie aucune caisse spéciale aux mines comme en Europe; en outre, parmi les fonctionnaires de l'État, très peu ont droit à une retraite à la fin de leur carrière.

Le total alloué aux pensionnés qui était de 3,933,550 francs en 1900, s'est élevé à 8,129,975 francs en 1908; depuis leur inauguration (1899) les pensions ont absorbé un total net de 51,693,875 francs. Les frais d'administration ressortent, pour toute la période à 144,144 francs, soit 1.69 p. 0/0 du coût total des pensions.

Le coût moyen des pensions, par habitant de race blanche a passé de 5 fr. 10 en 1900 à 8 fr. 64 en 1908.

AUTRICHE.

Placement en septembre 1908⁽¹⁾. — Renseignements fournis sur le fonctionnement de 790 bureaux de placement professionnel :

	OFFRES D'EMPLOI.		DEMANDES D'EMPLOI.		PLACEMENTS.		NOMBRE DE PLACEMENTS par 100 demandes.	
	Sept. 1908.	Août 1908.	Sept. 1908.	Août 1908.	Sept. 1908.	Août 1908.	Sept. 1908.	Août 1908.
Hommes.....	52,618	51,313	42,668	40,302	20,096	18,680	47	46
Femmes.....	39,450	21,917	35,170	23,131	22,861	13,592	65	59
Ensemble.....	72,088	56,230	77,838	63,433	42,957	32,272	55	51

Grèves en septembre 1908⁽²⁾. — 47 nouvelles grèves, avec 4,321 grévistes. C'est dans la Basse-Autriche et en Bohême, pour les mines (9), la métallurgie (5), le bâtiment (8), le textile (3), le vêtement (4). L'industrie des pierres et des terres (6) et le travail du bois et du caoutchouc (3) que les grèves ont été le plus nombreuses. On compte : 8 succès, 22 transactions, 11 échecs, 6 résultats inconnus. Causes : insuffisance des salaires, 20 cas; questions relatives à la durée du travail, 10 cas; ces deux motifs réunis, 6 cas; divers, 11 cas.

BELGIQUE.

Revue du travail en octobre 1908⁽³⁾. — 17 offices de placement gratuit ont fourni des renseignements sur leurs opérations pendant le mois d'octobre 1908. Pour 1,519 offres d'emploi, il y a eu 5,201 demandes des ouvriers (hommes), soit une proportion de 210 demandes pour 100 offres. La moyenne était de 206 demandes pour 100 offres le mois passé, et l'année dernière, en octobre, elle était de 151 demandes pour 100 offres. A ce point de vue, le marché du travail accuse donc, comme de coutume à cette époque, une situation équivalente à celle de septembre précédent, tout en demeurant notablement inférieure à celle des dernières années, à date correspondante.

D'autre part, les renseignements précis sur l'intensité de chômage parmi les ouvriers syndiqués ont été fournis pour ce même mois par 190 unions professionnelles ouvrières, groupant 40,628 membres (mineurs, ouvriers à domicile et travailleurs agricoles non compris). Ces groupes renfermaient, vers la seconde moitié d'octobre, 2,336 chômeurs, soit une proportion de 5.7 p. 100 (contre 5.3 p. 100 le mois dernier, 1.5 p. 100 en octobre 1907).

⁽¹⁾ *Soziale Rundschau*, novembre 1908.

⁽²⁾ Les chiffres donnés à cette place dans le bulletin de novembre sont ceux des grèves en Autriche en août 1908, et non pas en juillet.

⁽³⁾ *Revue du travail belge*, 15 novembre 1908.

Ces dernières données concordent d'une manière générale avec les indications communiquées par les offices de placement, sauf qu'elles accentuent davantage encore le ralentissement actuel de l'activité industrielle, par rapport à l'an dernier.

Les grèves en octobre 1908 ⁽¹⁾. — 9 grèves, intéressant 956 grévistes et 29 chômeurs forcés, et 1 lock-out de deux jours, affectant 202 ouvriers, ont été signalés à l'Office du travail.

Les 10 conflits nouveaux affectaient respectivement les industries ci-après : Métallurgie (3 grèves et 1 lock-out), charbonnage (2 grèves), travail de la pierre, fabrication de produits chimiques, fabrication de cigares et débarquement de marchandises.

Causes : augmentation de salaire (2), opposition à une réduction de salaire (1), réintégration d'ouvriers congédiés (2), opposition au renvoi de certains ouvriers (1), etc. Le lock-out avait pour but l'exclusion des ouvriers syndiqués.

Le résultat de ce dernier conflit est considéré comme un succès pour le chef d'entreprise, 37 ouvriers seulement sur 202 ayant refusé de se soumettre à la reprise du travail. Quant aux grèves, sur 6 résultats connus, on compte 4 échecs (intéressant 303 grévistes) et 2 transactions (intéressant 358 ouvriers). Dans 2 cas, l'échec de la grève a amené l'exclusion définitive de tous ses participants (24 au total).

CANADA.

Revue du travail en août 1908 ⁽²⁾. — La situation est très bonne grâce à l'abondance exceptionnelle de la récolte et à la construction de nouvelles lignes de chemins de fer. Le commerce est actif et les opérations dans les mines sont de plus en plus actives. Il y a du chômage dans l'exploitation forestière.

Grèves en août ⁽²⁾. — 6 conflits nouveaux intéressant 9,182 ouvriers, savoir : bâtiment, 1 ; métaux, 1 ; chemins de fer, 3 ; transports généraux, 1.

Causes : questions de salaire, 4 ; contre l'augmentation des heures de travail, 1 ; contre toute modification des conditions de travail, 1.

Résultats des conflits terminés en août : au profit des employeurs, 5 ; des employés, 1.

ÉTATS-UNIS.

Revue du travail ⁽³⁾. — D'après les rapports adressés à la Fédération américaine du travail par 1,426 unions groupant 98,875 membres, la moyenne des chômeurs était de 6.9 p. 100 en octobre 1908. Cette moyenne était en septembre de 8.1 p. 100 dans 681 unions groupant 58,600 membres.

⁽¹⁾ *Revue du travail belge* du 30 novembre 1908.

⁽²⁾ *Gazette du travail*, septembre 1908.

⁽³⁾ *American federationist*, décembre 1908.

GRANDE-BRETAGNE.

Revue du travail en octobre ⁽¹⁾. — La situation générale est sensiblement la même qu'en septembre. Comparé à octobre 1907, octobre 1908 accuse un certain ralentissement dans toutes les principales industries, excepté dans la chaussure.

9.5 p. 100 de chômeurs à la fin du mois dans 257 trade-unions groupant 591,053 membres, contre 9.4 à la fin de septembre 1908 et 4.7 p. 100 à la fin d'octobre 1907; 5.23 journées de travail par semaine en moyenne dans divers puits houillers comptant 655,577 ouvriers, contre 5.34 en septembre 1908 et 5.64 en octobre 1907; dans la métallurgie du fer, 287 hauts fourneaux en marche avec 22,100 ouvriers contre 277 en septembre 1908 et 335 en octobre 1907.

Grèves en octobre. — 19 conflits nouveaux en octobre avec 7,274 chômeurs contre 15 en septembre 1908 avec 125,152 et 31 en octobre 1907 avec 6,964.

Sur 25 conflits terminés, anciens et nouveaux, et intéressant directement 6,671 personnes, il y a eu 6 succès (1,556), 10 échecs (346), 9 transactions (4,769). Total des journées de travail perdues : 3,393,500 en octobre contre 1,266,800 en septembre 1908 et 129,500 en octobre 1907.

Le 41^e Congrès des Trade Unions ⁽²⁾. — Le 41^e Congrès des Trade Unions a eu lieu à Nottingham du 7 au 12 septembre, sous la présidence de M. Shackleton, des tisseurs, dévideurs et ourdisseurs, président du Comité parlementaire et membre de la Chambre des Communes. 1,777,000 ouvriers, soit 77,000 de plus qu'au Congrès précédent, y étaient représentés par 522 délégués, dont 30 membres de la chambre des Communes. 14 sociétés affiliées ne s'étaient pas fait représenter; depuis le précédent Congrès, la Société amalgamée des mécaniciens (90,000 membres) a donné sa démission.

Discours du président. — Après avoir manifesté ses regrets de la retraite de la Société des mécaniciens et l'espoir que son éloignement du Comité parlementaire sera de courte durée, M. Shackleton s'est félicité du vote de la loi sur les retraites, qui sera appliquée le 1^{er} janvier 1909. Cette importante mesure, a-t-il dit, est due à la pression faite par le Congrès et le Comité parlementaire sur l'opinion publique; comme les trade unionistes représentent la grande masse des travailleurs appelés à jouir des retraites, il convient qu'ils entrent aussi nombreux que possible dans les comités locaux institués par la loi pour son exécution. C'est un grand progrès, a-t-il ajouté, mais on ne doit pas s'en contenter: il faut poursuivre la suppression de certaines restrictions relatives aux indigents âgés et la réduction de la limite d'âge, qui devrait être de 60 ans et non de 70.

Passant au bill sur les débits de boissons (*licensing bill*), M. Shackleton y voit la grande mesure politique et sociale de la session parlementaire prochaine. Il s'efforce

⁽¹⁾ *Labour gazette*, novembre 1908.

⁽²⁾ *Trades Union Congress, 1908, Forty first Annual Report, Nottingham*, — London, 1908.

d'en justifier la légitimité, mais il ne dissimule pas qu'une fois voté par la Chambre des Communes, le bill pourra être remanié ou même rejeté par la Chambre des Lords ; ce serait, d'après lui, une nouvelle preuve du mal que fait cette assemblée et de la nécessité de mettre fin à son existence.

Passant à la question du chômage, M. Shackleton dit que cette question est plus urgente que jamais. Il cite les chiffres donnés récemment par le *Labour Gazette*, d'après laquelle le pourcentage des chômeurs pour 268 Trades Unions était en juillet, de 8.2, contre 3.7 p. 100 au mois de juillet 1907 ; et encore ces chiffres se réfèrent-ils à des ouvriers qualifiés et organisés, c'est-à-dire à des ouvriers placés dans une position particulièrement favorable. Il estime que le premier moyen pour atténuer cette situation est de diminuer la durée de la journée de travail et d'enrayer tout recours systématique aux heures supplémentaires. « Quelques heures supplémentaires dans une grande industrie entraînent des milliers de chômeurs. » Pour réussir dans cet ordre d'idées, il convient d'agir internationalement : car, dans la plupart des nations européennes, la journée est plus longue qu'en Angleterre ; on peut espérer une modification de cette situation par l'action des fédérations corporatives internationales. Un bill a été déposé qui renfermait les moyens que le mouvement trade unioniste considère comme de nature à remédier au chômage ; ce bill a été rejeté par la Chambre des communes, mais il sera représenté au cours de la prochaine session.

Quant à l'unité de la représentation ouvrière à la Chambre des Communes, M. Shackleton n'en prévoit pas la réalisation immédiate. « L'unité de pensée, dit-il, n'est pas possible et, d'ailleurs, n'est pas désirable, car sans quelques différences d'opinion il n'est pas de progrès ; mais, ceci dit, un temps vient où le besoin d'une action unie, ferme et courageuse se fait sentir. Les forces ouvrières se sont, dans le passé, élevées à cet état supérieur, et je ne doute pas qu'à l'avenir, elles ne sachent se mettre à la hauteur des circonstances. »

En terminant, M. Shackleton exprime le désir que l'Angleterre prenne l'initiative de réunir une conférence internationale analogue à la conférence de Berlin de 1890. Enfin il se prononce pour le maintien de la paix internationale.

Rapport du Comité parlementaire. — Dans son rapport, le Comité parlementaire a donné le détail de son action pour amener le vote de la loi sur les retraites ; mais il a déclaré que cette mesure est insuffisante et qu'il faudra saisir la première occasion pour en provoquer l'amélioration suivant les principes généraux déterminés par les congrès des dernières années.

Il a raconté l'échec du bill présenté au nom des Trade Unions sur le chômage, bill qui a été rejeté en seconde lecture par 265 voix contre 116.

On a vu dans le compte rendu du 40^e congrès ⁽¹⁾ que les efforts du Comité parlementaire pour établir des rapports réguliers, à la Chambre des Communes, entre le Parti du travail (*Labour Party*) et le Groupe trade unioniste (*Trade Union Group*) avaient été vains. Ces efforts ont été continués et ont fini par aboutir au mois de juin 1908 ; la première réunion des deux groupes a eu lieu le 7 juillet à la Chambre des Communes ; les délégués se sont bornés à fixer quelques règles pour le fonctionnement des réunions ultérieures.

Une partie importante du rapport du Comité parlementaire est occupée par le compte rendu des réunions d'un comité mixte formé par 3 membres et le secrétaire de chacune des organisations suivantes : Comité parlementaire du Congrès des Trade unions, Fédération générale des Trade Unions et Parti du travail ; la

(1) *Bulletin*, 1907, p. 1324 et 1325.

constitution de ce comité a été adoptée dans la réunion du 25 février 1908 ; son but est de déterminer le caractère et la bonne foi de toute Trade Union adhérente ou qui demande à adhérer à l'une ou l'autre des trois organisations ; étudier la question de savoir s'il convient d'encourager ou de contrarier la constitution de nouvelles sociétés dans des industries où existent déjà des organisations ; résoudre les difficultés qui pourraient subvenir entre les trois corps constituant le Comité, entreprendre toute action politique ou autre qu'il trouvera bonne, avec leur assentiment ; s'employer au règlement d'un conflit industriel, d'accord avec les Unions intéressées. Les applications du dernier paragraphe de son règlement, le Comité mixte a tenu de nombreuses réunions au sujet du conflit industriel qui a eu lieu au cours de l'été 1908 dans les chantiers maritimes de la côte Nord-Est.

Questions discutées par le Congrès. — Voici les principales questions discutées par le Congrès :

M. Ben Tillett (dockers de Londres) a fait adopter sans opposition une motion ainsi conçue, relative à la création d'un ministère du travail :

Le Congrès, considérant que les classes industrielles forment la majorité de la nation, invite le Comité parlementaire à préparer un bill pour la création d'un Ministère du travail avec un ministre responsable faisant partie de droit du Cabinet, pour s'occuper des besoins industriels des travailleurs, tels que : conditions d'emploi, salaires, protection au point de vue des accidents et de l'hygiène, inspection sérieuse des établissements et organisation générale du travail.

Au point de vue de la réforme électorale, le Congrès, à l'unanimité, a déclaré qu'il avait appris avec satisfaction l'intention du Gouvernement de déposer un projet de loi tendant à remanier dans le sens démocratique la législation électorale, et il a énuméré les modifications que devrait contenir ce bill pour donner satisfaction aux trade unionistes.

A l'unanimité également, le Congrès a adopté une mention pour appeler l'attention du Gouvernement sur la totale insuffisance de la loi relative aux sans-travail et sur le développement du chômage, qui « est maintenant un fait permanent dans les bonnes comme dans les mauvaises saisons, en été et en hiver, et est commun à tous métiers et industries », et pour inviter le Gouvernement à se charger de trouver « des travaux d'utilité publique pour toutes les catégories de sans-travail, hommes et femmes ».

Une vive discussion s'est élevée au sujet d'une motion déposée par M. Bowerman, des typographes de Londres, membre de la Chambre des Communes :

Dans l'opinion du Congrès, porte cette motion, le moment est venu où le Gouvernement doit examiner l'opportunité d'accorder des subventions aux organisations ouvrières qui, durant les périodes de dépression industrielle, soutiennent leurs membres par des secours de chômage ; le Comité parlementaire est invité à demander au Premier ministre et au Chancelier de l'Échiquier de recevoir une députation à ce sujet.

En exposant le sens de sa proposition, M. Bowermann s'est exprimé ainsi :

C'est, je crois, la première fois qu'un Congrès a l'occasion de discuter ce sujet ; et quand nous autres ouvriers, réunis en Congrès, nous demandons l'aide de l'État, on peut attendre de nous que nous ayons de bonnes raisons pour faire cet appel.

M. Bowerman a montré par des chiffres les sacrifices que se sont imposés les Trade Unions pour leurs chômeurs, et il a terminé ainsi :

Si je mentionne ces faits, c'est parce que le grand public ne sait que peu de choses ou même rien de ce que les Trade Unions anglaises font dans ce sens. On peut objecter que

beaucoup de nos Trade Unions ne donnent pas de secours de chômage et que, par conséquence, le vote de cette motion ne leur procurera aucun avantage. Mais, si vous l'acceptez et si le Gouvernement arrive avec le temps à lui donner une suite favorable, cela pourra encourager les sociétés qui ne donnent pas de secours de chômage à faire comme les autres. Les Trade Unions ont sous la main l'organisation nécessaire pour la distribution de n'importe quelle subvention de l'État, et elles peuvent l'employer à secourir les sans-travail sans déduction des sommes élevées pour le paiement de fonctionnaires. Cette proposition est toute nouvelle, et le désir de ma Société, en la présentant pour la première fois, est de la soumettre à une libre et entière discussion. Si elle est votée, nous n'espérons guère qu'elle porte des fruits de sitôt.

Le chômage, a déclaré M. Naylor, des typographes de Londres, n'est plus, comme jadis, un fait occasionnel, « il est devenu une institution établie ». Si l'État ne s'occupe pas de donner du travail aux chômeurs, il doit leur donner de quoi vivre.

Au contraire, M. Roberts, de l'Association typographique, s'est prononcé contre la motion :

Si, dit-il, nous demandons au Gouvernement des subventions, il exigera d'avoir un certain contrôle sur nos organisations. Mais, j'iniste sur ce point, ces subventions ne peuvent être fournies que sur le produit des impôts d'État, de sorte que nous obligerions le sans-travail à payer pour le travailleur plus fortuné qui peut s'adresser à sa société et lui demander un secours de chômage. Il faut considérer surtout que cette question est nationale; si nous essayons de la solutionner par fractions, nous ajournerons indéfiniment la solution du problème.

D'autres membres du Congrès ont parlé pour ou contre la proposition; parmi ces derniers, il convient de citer M. Sexton, des dockers de Liverpool :

Le point sur lequel je désire insister est celui-ci : la résolution introduit des distinctions de classe et donne une prime aux ouvriers assez fortunés pour appartenir à une société qui possède une caisse de chômage. Il n'y est rien prévu pour les travailleurs non qualifiés.

Finalement, la résolution a été votée par 921,000 voix contre 559,000, soit une majorité de 362,000 voix.

Des délégués représentant les ouvriers des chantiers maritimes du Nord-Est, sous l'influence de l'échec récent essayé par ces ouvriers, ont proposé que, pour prévenir les conflits industriels, la loi sur la conciliation soit modifiée de façon à donner au *Board of Trade* (Ministère du Commerce) le droit de faire une enquête sur un conflit à la demande de l'une des parties; pendant l'enquête et jusqu'au dépôt du rapport qui en présenterait les résultats, aucun lock-out et aucune grève ne pourraient être déclarés. Plusieurs délégués ont combattu la motion comme portant atteinte au droit de grève des ouvriers; la menace de grève, a dit l'un d'eux, suffit pour amener le règlement amiable des conflits dans 50 p. 100 des cas. La motion a été repoussée par 978,000 voix contre 616,000, soit une majorité de 362,000 voix.

Une fois de plus, M. Ben Tillet, des dockers de Londres, a présenté sa motion en faveur de la conciliation et de l'arbitrage obligatoires; une fois de plus elle a été écartée par une majorité de 454,000 voix.

Comme les années précédentes, le Congrès a voté une motion tendant à l'abolition de la Chambre des Lords, une motion en faveur de la fixation légale de la journée à 8 heures; il a défini de nouveau, mais d'une façon un peu différente, ses desiderata en matière d'éducation, etc.

Avant de se séparer, le Congrès a procédé à l'élection de son Comité parlementaire qui, sur 16 membres, comprend 9 membres de la Chambre des Communes, sans compter M. Steadman, son secrétaire. Le prochain Congrès aura lieu à Ipswich, en 1909.

Enquête sur les loyers, le coût de la vie et les salaires dans le Royaume-Uni, en octobre 1905 ⁽¹⁾. — Le Département du travail anglais a publié en 1903 et 1904 les résultats d'une enquête sur les « quantités de nourriture consommées et sur le coût de la vie pour les classes ouvrières dans les districts urbains du Royaume-Uni ». Cette enquête, basée sur un grand nombre de budgets ouvriers est restée incomplète, notamment en ce qui concerne la valeur courante des loyers et le coût ordinaire de la nourriture. En vue de compléter ces renseignements, le Département a entrepris, en 1905, une nouvelle enquête beaucoup plus importante en s'efforçant en outre d'établir, pour le coût de la vie, un terme de comparaison applicable aux diverses régions du Royaume et à différents pays étrangers : parallèlement, en effet, et se basant sur les mêmes principes, il poursuivait une enquête analogue dans les principaux centres industriels d'Allemagne et de France. Les volumes relatifs au Royaume-Uni et à l'Allemagne viennent de paraître; l'enquête sur la France sera publiée incessamment.

L'enquête anglaise a porté sur le coût du logement, de la nourriture, du chauffage et de l'éclairage, en octobre 1905. Elle s'est étendue également aux salaires courants dans quatre industries représentées dans la plupart des centres industriels (bâtiment, constructions mécaniques, ameublement et typographie), le Département se réservant de publier ultérieurement les résultats d'une enquête spéciale qu'il poursuit actuellement sur les salaires de toutes les industries.

Toutes les villes comprises dans l'enquête ont été visitées — souvent plusieurs fois — par les enquêteurs, au nombre de 14. Les détaillants et les coopératives ont fourni leurs séries de prix, les patrons leurs listes de salaires et les agents de location ou les propriétaires les prix des logements : ces renseignements ont été soigneusement contrôlés.

L'enquête a porté sur 94 villes (77 en Angleterre et Pays de Galles, 11 en Écosse et 6 en Irlande), mais, comme dans certains cas il a été impossible de distinguer entre 2 villes immédiatement voisines, le total a été réduit à 89 soit : 73 pour l'Angleterre, 10 pour l'Écosse et 6 pour l'Islande. Les rapports particuliers à chaque ville renseignent sur les loyers, le coût de la vie, les salaires, l'importance des diverses professions, les conditions du logement, l'encombrement, le développement et le mouvement de la population.

Le rapport d'ensemble qui résume ces divers renseignements donne, sous forme d'indices, les rapports entre les prix ou salaires pratiqués dans chaque ville et ceux courants dans le centre de Londres, pris comme termes de comparaison.

I. — LOGEMENTS ET LOYERS.

En Angleterre et dans le Pays de Galles, le type général du logement ouvrier est constitué par la maison à 2 étages avec 4 ou 5 pièces et une cuisine séparée. En Écosse, l'ouvrier se loge surtout dans des appartements de 1, 2 ou 3 pièces aménagées dans des maisons de 2, 3 ou 4 étages; les pièces sont en général plus vastes qu'en Angleterre. En Irlande enfin, on trouve les 2 systèmes : des appartements à Dublin et des cottages en province. Il va sans dire que ces règles sont loin d'être absolues.

Afin de permettre une comparaison entre les loyers des diverses villes, l'enquête a rapporté, dans chaque ville, le loyer moyen le plus répandu pour les logements les plus usités dans cette ville, au loyer couramment payé, pour le même nombre

⁽¹⁾ *Enquiry into the working-class rents, housing and retail prices, rates of wages in the principal industrial towns, London.* Eyre and Spottiswoode, 1908.

de pièces, à Londres (pour l'Angleterre et le Pays de Galles), ou à Édimbourg (pour l'Écosse), ou à Dublin (pour l'Irlande).

C'est ainsi, par exemple, que dans une ville où le logement-type est représenté par 3, 4 et 5 pièces, les loyers de ces divers logements sont exprimés en pourcentages des loyers payés respectivement pour 4 et 5 pièces à Londres, et que l'indice final du loyer de ladite ville est donné par la moyenne de ces 3 pourcentages.

I. *Angleterre et Pays de Galles.* — Le logement le plus répandu est celui de 4 ou 5 pièces, rencontré, le 1^{er}, dans toutes les villes visitées et le 2^e dans 68 d'entre elles. Le logement de 2 pièces est assez fréquent et celui de 6 existe dans près de la moitié des villes. Quant au loyer, il s'établit, dans l'ensemble, d'une façon assez uniforme, ainsi que le montre le tableau suivant qui donne les prix couramment payés par semaine, en octobre 1905, pour les divers types de logements ouvriers.

NOMBRE DE PIÈCES (cuisine non comprise).	NOMBRE de villes auxquelles se rapportent ces chiffres.	LOYER le plus usuel, par semaine (taxe comprise) en octobre 1905, en francs.	NOMBRE DE VILLES où le loyer moyen est, au loyer le plus usuel,		
			égal.	inférieur.	supérieur.
2 pièces.	19	3 ^{fr} 75 à 4 ^{fr} 37	10	4	5
3 —	44	4 68 à 5 62	25	8	11
4 —	73	5 62 à 6 87	45	15	13
5 —	68	6 87 à 8 12	43	12	13
6 —	30	8 12 à 9 68	17	6	7

A Londres, les loyers sont de 40 à 50 p. 100 plus élevés qu'en province : c'est ainsi qu'on y paye en moyenne 7 fr. 50 par semaine pour 2 pièces contre 3 fr. 86 en province, 9 fr. 37 contre 5 fr. 15 pour 3, 11 fr. 25 contre 6 fr. 25 pour 4, 14 fr. 37 contre 7 fr. 50 pour 5 et 16 fr. 25 contre 8 fr. 90 pour 6.

Si l'on évalue, à l'aide d'indices, le rapport entre le loyer à Londres et le loyer payé dans les villes de provinces réparties en 7 grandes divisions géographiques on obtient les relations suivantes :

Londres : 100; Comtés du Nord 62, Yorkshire 56, Lancashire et Cheshire 54, Midlands 51, Comtés de l'Est 50, Sud 61, Pays de Galles 60. Il y a un écart de 12 points entre les loyers dans l'Est et dans le Nord.

Les loyers diminuent — en général — avec l'importance de la ville. Le fait est sensible surtout si l'on groupe les centres, selon qu'ils sont plus ou moins de 100,000 habitants : pour les premiers l'indice s'établit à 60 et pour les autres à 53.

Toutefois il ne faudrait pas déduire de là que l'importance de la ville seule suffit à expliquer l'élévation des loyers : de nombreuses exceptions attestent le contraire.

L'hygiène des logements s'améliore à mesure que l'on descend du Nord vers le Sud : dans cette dernière région, le tout à l'égout a presque partout remplacé les fosses ordinaires encore usitées dans le Nord.

II. *Ecosse et Irlande.* — Tout en tenant compte des différences dans les conditions du logement, indiquées précédemment, l'enquête constate que les loyers sont, plus élevés en Ecosse qu'en Angleterre; en Irlande, par contre ils sont moins coûteux.

Dans les 10 villes écossaises visitées, le loyer moyen par semaine varie entre 2 fr. 50 et 3 fr. 10 pour 1 pièce, 3 fr. 85 et 5 fr. 31 pour 2; 6 fr. 45 et 8 fr. 02 pour 3.

En Irlande, on paye couramment de 1 fr. 87 à 3 fr. 12 par semaine pour 1 pièce, de 3 fr. 12 à 4 fr. 37 pour 2, de 5 francs à 6 fr. 25 pour 3, de 6 fr. 87 à 8 fr. 40 pour 4. L'écart entre la métropole et la province est peu élevé en Ecosse; en Irlande il est considérable.

II. PRIX AU DÉTAIL (ALIMENTATION ET CHAUFFAGE),

A l'aide des renseignements fournis par les détaillants et les coopératives, l'enquête a établi non pas les prix minima mais les prix couramment payés pour les articles ordinairement consommés par les classes ouvrières, savoir : la livre ⁽¹⁾, thé 1 fr. 65 à 2 fr. 08, sucre 2 fr. 50, lard 0 fr. 72 à 0 fr. 93, fromage 0 fr. 72, beurre étranger ou colonial 1 fr. 25 à 1 fr. 35, beurre danois 1 fr. 45; bœuf et porc 0 fr. 77 à 0 fr. 85, mouton 0 fr. 77 à 0 fr. 93, bœuf étranger ou colonial 0 fr. 52 à 0 fr. 62, mouton de même origine 0 fr. 41 à 0 fr. 52. Les pommes de terre valent de 0 fr. 25 à 0 fr. 36, et la farine de 0 fr. 83 à 1 fr. 04 les 7 livres, le pain de 0 fr. 46 à 0 fr. 57 les 4 livres, le lait de 0 fr. 31 à 0 fr. 41 le quart de gallon (1 litre 139), le charbon de 0 fr. 98 à 1 fr. 25 les 50 kilogr. Il va sans dire que, dans beaucoup de villes, les cours moyens sont souvent au-dessus ou au-dessous de ces divers chiffres.

En vue d'établir la dépense réelle de l'ouvrier, l'enquête a utilisé les renseignements fournis en 1904 par 1944 familles ouvrières (ayant, en moyenne, plus de 3 enfants) relatifs aux quantités consommées et établi le coût moyen, par semaine, de la nourriture (non compris les spiritueux et le tabac) et du chauffage. Elle a divisé ces familles en 5 groupes, d'après leur revenu hebdomadaire total : moins de 31 fr. 25 (261 familles ayant en moyenne 3.1 enfant-); 31 fr. 25 à 37 fr. 50 (289 familles et 3.3 enfants); 37 fr. 50 à 43 fr. 75 (416 et 3.2); 43 fr. 75 à 50 francs (382 et 3.4); plus de 50 francs (596 avec 4.4 enfants).

Elle a évalué les quantités consommées par chaque groupe et établi la dépense moyenne suivante : 17 fr. 98, 22 fr. 32, 25 fr. 95, 27 fr. 85, et 37 fr. 05.

La moyenne générale ressort à 28 fr. 10 par semaine, soit environ 4 fr. 47 pour le pain et la farine, 6 fr. 78 pour la viande, 2 fr. 65 pour le beurre, 1 fr. 14 pour les pommes de terre, 1 fr. 37 pour le thé, 1 fr. 21 pour le sucre, 1 fr. 58 pour le lait, 1 fr. 25 pour les œufs, etc. La dépense totale décroît proportionnellement (elle est de 66 p. 0/0 quand le revenu est inférieur à 31 fr. 25 et de 57 p. 0/0 quand il égale ou dépasse 50 francs) et la proportion des divers articles varie à mesure qu'augmente le revenu.

Si l'on examine les prix courants selon la situation géographique des villes en les rapportant à l'indice de Londres (100), on obtient les relations suivantes : Sud 102, Est 98, Nord 97, Yorkshire 94, Midlands 93, Lancashire 92, Pays de Galles 96.

En Ecosse et en Irlande les prix au détail sont en général plus élevés qu'en Angleterre. (En Irlande, toutefois, les prix courants pour les pommes de terre et la viande sont légèrement inférieurs.)

III. LOYER ET PRIX COURANTS.

Si l'on représente par des *indices* les dépenses combinées du loyer et de la nourriture (en donnant à ce dernier le coefficient 4) les résultats varient pour les 73 villes anglaises entre 100 (Londres) et 78 (Macclesfield). Dans l'en-

⁽¹⁾ La livre anglaise vaut 453 grammes.

semble, la différence est assez faible car dans 38 villes l'indice oscille entre 85 et 90 et dans 52 autres entre 84 et 92. Ici encore les villes du Sud et du Nord présentent le chiffre le plus élevé.

IV. SALAIRES.

Dans l'examen des salaires courants dans les 4 industries choisies (bâtiment, construction mécanique, composition typographique et ameublement), l'enquête a recueilli les salaires à la semaine des ouvriers *qualifiés* et en outre, pour le bâtiment et la construction mécanique, ceux des aides non qualifiés; elle a établi les moyennes suivantes :

INDUSTRIES.	NOMBRE de villes.	SALAIRE MOYEN par semaine en francs.	NOMBRE DE VILLES dans lesquelles le salaire moyen était comparativement à la moyenne,		
			égal.	inférieur.	supérieur.
			—	—	—
<i>Bâtiment :</i>					
Briquettiers.....	72	46.87 à 50.62	37	18	17
Maçons	72	46.45 à 49.15	38	17	17
Charpentiers et menuisiers...	72	45.20 à 48.15	36	18	18
Plombiers.....	69	44.15 à 49.65	47	12	10
Plâtriers	69	45.62 à 52.08	45	13	11
Peintres.....	70	39.37 à 46.87	42	11	8
Aides briquettiers.....	71	30.40 à 33.75	37	18	16
— maçons	70	29.37 à 33.13	38	17	15
— plâtriers.....	71	30.93 à 33.93	34	17	20
<i>Construction mécanique :</i>					
Ajusteurs.....	61	40.00 à 45.00	49	10	2
Tourneurs.....	61	40.00 à 45.00	49	10	2
Forgerons	56	40.00 à 45.00	44	6	6
Modelleurs	57	42.50 à 47.50	39	9	9
Aides.....	39	22.50 à 27.50	37	1	1
Compositeurs-typographes....	63	35.00 à 41.25	45	6	12
<i>Ameublement :</i>					
Ébénistes.....	36	42.18 à 47.85	29	4	3
Tapissiers	35	42.18 à 47.80	29	2	4
Laqueurs.....	35	38.87 à 45.00	33	1	1

Si l'on groupe les villes par régions, comme précédemment, on constate que dans l'ensemble les plus hauts salaires pour les ouvriers qualifiés se rencontrent, après Londres, dans le Lancashire, le Cheshire, les Midlands et le Nord. L'écart, entre Londres et la province, est moins grand dans le bâtiment et la construction mécanique que dans l'ameublement et la typographie.

V. COMPARAISON DU COÛT DE LA VIE ET DES SALAIRES EN ANGLETERRE, EN ÉCOSSE ET EN IRLANDE.

Le coût du loyer, de la nourriture et du chauffage est sensiblement plus élevé en Écosse qu'en Angleterre. (Indices 69 pour les loyers, 102 pour la nourriture et 95 pour les 2 réunis). En Irlande par contre, bien que le coût de la nourriture soit assez élevé (indice 97) les loyers sont à bon marché (indice 50), si bien que la

dépense totale (indice 87) est sensiblement inférieure à celle de l'Ecosse et de la plupart de comtés d'Angleterre.

Quant aux salaires, on constate qu'ils sont presque toujours inférieurs à ceux pratiqués en Angleterre, excepté en Ecosse, pour les maçons et les peintres et, en Irlande, pour les ouvriers mécaniciens.

VI. RAPPORT ENTRE LES SALAIRES ET LE COÛT DE LA VIE.

L'enquête n'a pu encore établir complètement le rapport entre les variations locales des salaires et le coût de la vie, parce qu'elle s'est bornée à relever les salaires moyens dans 4 industries seulement. Lorsque le département aura achevé l'enquête spéciale sur les salaires qu'il poursuit actuellement, il pourra, sans doute, déterminer plus exactement les fluctuations locales du salaire et du coût de la vie. Pour l'instant, l'enquête a établi les indices moyens des salaires dans le bâtiment, la construction mécanique et la typographie; elle les a divisés par les indices relatifs au coût de la vie (loyer et nourriture réunis) et a pu déterminer ainsi la valeur moyenne *réelle* du salaire dans ces 3 industries, c'est-à-dire le salaire argent exprimé par sa puissance d'achat. Voici les résultats obtenus pour les diverses régions du royaume :

DIVISIONS GÉOGRAPHIQUES.	NOMBRE de villes.	INDICES MOYENS		
		de loyer, nourriture, chauffage.	de salaires des ouvriers qualifiés (bâtiment, constr. mécan. typographie)	de valeur approximative du salaire réel.
Londres.....	"	100	100	100
Comtés du Nord.....	9	90	86	96
Yorkshire.....	10	87	84	97
Lancashire et Cheshire.....	17	84	87	104
Middlands.....	15	85	85	100
Est.....	7	88	76	86
Sud.....	10	93	80	86
Pays de Galles et Monmouth..	4	89	86	97
Ecosse.....	10	95	83	87
Irlande.....	6	87	84	97

VI. VARIATIONS POSTÉRIEURES À L'ENQUÊTE.

Le Département estime que les loyers, à la fin de l'enquête (octobre 1907) n'avaient subi aucune modification depuis octobre 1905. Certaines denrées avaient subi une légère augmentation (charbon 13 p. 100; porc 2 p. 100, bœuf 3 p. 100, etc.); d'autres par contre avaient baissé (sucre et thé). Quant aux salaires, ils avaient haussé légèrement en général.

Un tribunal permanent d'arbitrage ⁽¹⁾. — Par une note adressée, le 1^{er} septembre dernier, aux chambres de commerce et aux syndicats patronaux et ouvriers,

⁽¹⁾ *Labour gazette*, septembre 1908.

le Ministre du Commerce annonçait la création d'un tribunal permanent d'arbitrage appelé à résoudre les différends que les intéressés accepteraient de lui soumettre. Le Ministre rappelle qu'aux termes de la loi de 1896, le Board of trade peut désigner un conciliateur pour s'entremettre dans un conflit déterminé et, si les deux parties le désirent, un arbitre départiteur. La loi de 1896 a donné, au cours de ces dernières années, des résultats appréciables, et il n'est nullement question d'en modifier le caractère ⁽¹⁾ : patrons et ouvriers pourront continuer à l'invoquer et solliciter l'intervention de conciliateurs ou d'arbitres spécialement désignés. « Il semble toutefois, ajoute la note, que le moment soit venu de consolider l'édifice existant, de populariser et de vulgariser l'œuvre accomplie, par l'institution d'un tribunal permanent d'arbitrage. »

Le tribunal se réunira toutes les fois qu'on le lui demandera. Il comprendra 3 ou 5 membres rétribués par les parties et choisis par le Ministre du Commerce sur trois listes arrêtées d'avance. La première liste, celle des présidents, comprendra des personnalités connues et notoirement indépendantes; la seconde, des patrons et la troisième des ouvriers et des syndicalistes. On espère que ce mode de constitution fera tomber une objection souvent faite par les ouvriers aux conciliateurs et aux arbitres, à savoir qu'ils ne sauraient être suffisamment au courant des besoins de l'ouvrier. D'autre part, la faculté de constituer, dans les conflits sérieux, un tribunal de 5 membres, permettra aux ouvriers de se faire représenter par deux des leurs, au lieu d'un seul, faculté qu'ils apprécient hautement, ainsi qu'il résulte des informations recueillies par le ministère. Comme les membres du tribunal changeront constamment, le tribunal ne saurait devenir impopulaire vis-à-vis des patrons ou des ouvriers, en raison d'un jugement particulier. Il sera toujours facile de choisir des membres absolument étrangers au différend et nul, parmi ceux qui ont accepté de figurer sur les listes, ne sera tenu de siéger contre son gré.

Enfin, en vue d'éclairer le tribunal sur les conditions particulières de telle ou telle industrie, le Board of trade pourra, sur la demande du tribunal ou des parties, désigner des experts qui assisteront aux délibérations, mais sans avoir droit de vote.

L'institution de cet organe permanent d'arbitrage facultatif permettra de faire une expérience de l'arbitrage en matière de conflits du travail; de divers côtés le Board of trade a acquis la certitude que son initiative serait bien accueillie dans les milieux intéressés. Le tribunal ne sera constitué que si l'on réclame son intervention; aucune disposition législative nouvelle n'est nécessaire.

Le Ministre du Commerce a demandé à diverses personnalités de faire partie du tribunal d'arbitrage ⁽²⁾; jusqu'ici 15 ont accepté de figurer sur la liste des présidents, 17 sur celle des patrons et 16 sur celle des ouvriers. Parmi les présidents figurent le duc de Devonshire, lord Balfour of Burleigh, lord Hereford, M. Askwith, M. Yates; etc.; parmi les patrons, Sir Ch. Mac Laren, Sir. W. Holland, M. Hyde députés, M. Siemens; parmi les ouvriers, MM. John Burnett, Barnes, Davis, Burt, Prior, T. Smith, Schackleton, Bell, etc.

La liste n'est pas close et pourra être complétée de temps à autre.

⁽¹⁾ Le Board of trade a réglé, en 1905, 14 affaires sur 14 soumisees, en 1906 16 sur 20, en 1907 32 sur 39 et, dans les 6 premiers mois de 1908, 35 sur 47.

⁽²⁾ *Labour gazette*, novembre 1908.

ITALIE.

Grèves en septembre ⁽¹⁾. — 102 nouvelles grèves ont été signalées en septembre à l'Office du travail. 100 de ces conflits intéressaient 22,626 grévistes. 8 grèves ont éclaté dans l'agriculture, 1 chez les pêcheurs, 4 dans les industries extractives, 10 dans la métallurgie, 3 dans le travail des pierres et des terres, 14 dans le bâtiment, 4 dans les produits chimiques, 3 dans le bois, 4 dans les industries polygraphiques, 15 dans les textiles, 10 dans le vêtement, 1 dans les industries de précision, 17 dans l'alimentation, 4 dans les transports, 4 dans diverses industries.

Causes : questions de salaires, 69; durée du travail, 5; demandes diverses, 20; inconnues, 8.

Résultats : 29 succès, 16 transactions, 39 échecs, inconnus, 4.

NORVÈGE.

Les Caisses d'épargne en 1906 ⁽²⁾. — On comptait, en 1906, 453 caisses d'épargne autorisées, soit 7 de plus qu'en 1905. Le nombre des déposants s'élevait à 826,873 et le montant des dépôts à 403.449,689 couronnes. 79.68 p. 100 de ces dépôts étaient intérieurs à 500 francs (et représentaient 14.55 p. 100 du capital total). et 20.32 p. 100 (représentant 85.45 du capital) supérieurs à cette somme.

PAYS-BAS.

Revue du travail en octobre 1908 ⁽³⁾. — Dans le bâtiment la situation est encore plus mauvaise qu'en septembre et le chômage a augmenté. Sauf quelques exceptions la crise persiste dans les différentes branches des industries du bois. Dans la métallurgie la situation est variable; dans la construction des navires le travail a été partout peu abondant. Le textile n'a pas changé. Le vêtement pour hommes a été moins actif que les autres années à pareille époque. La situation est bonne dans le vêtement pour femmes. L'activité de la culture du bulbe se maintient. L'alimentation est dans une situation normale.

Grèves en octobre 1908 ⁽⁴⁾. — 9 conflits nouveaux dont 7 intéressant 69 ouvriers. Sur 9 conflits anciens et nouveaux terminés en octobre, on compte 6 résultats connus, savoir : 1 succès pour les ouvriers, 2 échecs, 3 transactions.

⁽¹⁾ *Bollettino del Ufficio del lavoro*, novembre 1908.

⁽²⁾ *Norges Sparebanker, 1906*, publié par le bureau de Statistique de Norvège. Christiania 1907.

⁽³⁾ *Maandschrift van het centraal bureau voor de statistiek*, 30 novembre 1908.

ACTES ET DOCUMENTS OFFICIELS.

**Loi du 13 novembre 1908 complétant l'article 40
de la loi du 27 mars 1907, concernant les conseils de prud'hommes ⁽¹⁾.**

Article unique. — L'article 40 de la loi du 27 mars 1907 est complété par le paragraphe suivant :

« Les demandes qui sont de la compétence de conseils de prud'hommes et dont les juges de paix sont saisis dans les lieux où ces conseils ne sont pas établis, sont formées, instruites et jugées, tant devant la juridiction de première instance que devant les juges d'appel ou la cour de cassation, conformément aux règles établies par les dispositions du présent titre. »

**Loi du 15 novembre 1908
conférant aux femmes l'éligibilité aux conseils de prud'hommes ⁽²⁾.**

Article unique. — L'article 6 de la loi du 27 mars 1907 est modifié comme suit :

Art. 6. — Sont éligibles, à condition de résider depuis trois ans dans le ressort du conseil ;

« 1° Les électeurs âgés de trente ans, sachant lire et écrire, inscrits sur les listes électorales spéciales ou justifiant des conditions requises pour y être inscrits ;

« 2° Les anciens électeurs n'ayant pas quitté la profession depuis plus de cinq ans et l'ayant exercée cinq ans dans le ressort ».

**Loi du 25 novembre 1908 modifiant l'article 25 des lois des 15 février 1902 et
29 janvier 1906 sur la protection de la santé publique (composition du conseil
supérieur d'hygiène publique de France) ⁽³⁾.**

Article unique. — L'article 25 de la loi du 15 février 1902, relative à la protection de la santé publique, déjà modifié par la loi du 29 janvier 1906, est de nouveau modifié ainsi qu'il suit :

« **Article 25.** —

« Le conseil supérieur d'hygiène publique de France comprend des membres de droit qui sont :

« Deux membres, l'un ouvrier, l'autre patron, nommés par le Ministre sur deux listes triples de présentation dressées par le conseil supérieur du travail ;

« »

Décret du 7 septembre 1908 concernant le Conseil de prud'hommes du Havre ⁽⁴⁾.

⁽¹⁾ *Journal officiel* du 17 novembre 1908, p. 7789.

⁽²⁾ *Journal officiel* du 17 novembre 1908, p. 7789.

⁽³⁾ *Journal officiel* du 27 novembre 1908, p. 8001.

⁽⁴⁾ *Journal officiel* du 9 septembre 1908, page 6277.

Rapport du Ministre du Travail au Président de la République et décret du 3 décembre 1908 élevant les taux maximum des subventions de l'État aux caisses des secours contre le chômage involontaire.

RAPPORT.

MONSIEUR LE PRÉSIDENT;

J'ai l'honneur de vous soumettre un projet de décret modifiant deux articles du décret du 9 septembre 1905, modifié par les décrets des 20 avril et 31 décembre 1906, qui règle l'emploi du crédit inscrit au budget pour subventions aux caisses de secours contre le chômage involontaire pour manque de travail.

La principale modification porte sur l'article 12. Aux termes de cet article, le taux maximum des subventions ne peut dépasser 16 p. 100 du montant des indemnités de chômage versées par les caisses locales et 24 p. 100 de ce montant pour les caisses fonctionnant dans trois départements au moins et comptant 1,000 membres actifs au minimum. J'estime, avec la Commission des caisses de chômage, que ce taux maximum peut sans inconvénient être relevé d'un quart et porté respectivement à 20 et à 30 p. 100 du montant des indemnités versées.

Ces deux taux sont ceux qui figuraient dans le projet primitif qui est devenu, après modifications : le décret du 9 septembre 1905. On avait estimé alors en effet qu'il fallait porter à 20 et 30 p. 100 la contribution de l'État pour lui donner toute son efficacité sans cependant fausser le caractère des caisses de chômage qui doivent reposer avant tout sur l'effort personnel des intéressés. Si ces taux ont été ramenés dans le texte définitif à 16 et 24 p. 100, c'est uniquement dans la crainte de dépasser trop rapidement le crédit voté par le Parlement.

Or, on constate aujourd'hui que les subventions allouées depuis trois ans ont laissé une certaine disponibilité dans le crédit inscrit au budget de chaque exercice. D'autre part, il semble improbable que la répartition faite sur les nouvelles bases puisse avant longtemps atteindre la somme inscrite au budget. On peut donc, sans danger pour les finances publiques, augmenter d'un quart le taux des subventions et favoriser ainsi, dans une plus large mesure, une institution d'assurance mutuelle qui rend dès maintenant de réels services aux travailleurs et dont le fonctionnement régulier exige de leur part un effort méthodique et persévérant.

La seconde modification consiste à ajouter à l'article 9 un second paragraphe stipulant afin de prévenir toute fausse interprétation, que la partie de l'indemnité de chômage provenant de majorations communales, départementales ou autres, ne doit pas entrer dans le calcul de la subvention de l'État; il s'agit, en d'autres termes, de préciser que la contribution de l'État n'est proportionnelle qu'aux seules charges supportées par la Caisse de chômage elle-même.

Si vous approuvez ma manière de voir, je vous prierai, Monsieur le Président, de vouloir bien revêtir de votre signature le projet de décret ci-joint modifiant les articles 9 et 12 du décret du 9 septembre 1905.

Veuillez agréer, Monsieur le Président, l'hommage de mon respectueux dévouement.

Le Ministre du Travail et de la Prévoyance sociale,

RENÉ VIVIANI.

DÉCRET

Le Président de la République française,

Vu l'article 55 de la loi de finances du 22 avril 1905;

Vu le décret du 9 septembre 1905, modifié par les décrets du 20 avril 1906 et du 31 décembre 1906;

Sur la proposition du Ministre du Travail et de la Prévoyance sociale et du Ministre des Finances,

DÉCRÈTE :

ARTICLE PREMIER. — Les modifications suivantes sont apportées aux articles 9 et

12 du décret du 9 septembre 1905, modifié par les décrets du 20 avril 1906 et du 31 décembre 1906 :

Art. 9. — Ajouter le paragraphe suivant : La partie de l'indemnité de chômage provenant de majorations communales, départementales ou autres n'entre pas dans le calcul de la subvention de l'État.

Art. 12. — Remplacer : La subvention ne peut dépasser 16 p. 100, par : La subvention ne peut dépasser 20 p. 100.

Art. 2. — Le Ministre du Travail et de la Prévoyance sociale et le Ministre des Finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, d'assurer l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal officiel* et inséré au *Bulletin des lois*.

Paris, le 3 décembre 1908.

A. FALLIÈRES.

Par le Président de la République :

*Le Ministre du Travail
et de la Prévoyance sociale,*
RENÉ VIVIANI.

Le Ministre des Finances,
J. CAILLAUX.

Circulaire du 25 septembre 1908 du Ministre du Travail et de la Prévoyance sociale aux préfets, sur l'application de la loi du 10 avril 1908 relative à la petite propriété et aux maisons à bon marché ⁽¹⁾.

Votre attention a dû déjà certainement se porter sur la loi du 10 avril 1908 relative à la petite propriété et aux maisons à bon marché (*Journal officiel* du 12 avril 1908, page 2555) ⁽¹⁾ et sur le règlement d'administration publique du 24 août 1908 rendu pour l'exécution de ladite loi (*Journal officiel* du 26 août 1908, page 6001) ⁽²⁾.

Je crois devoir cependant vous signaler brièvement les dispositions principales de cette loi et vous indiquer son champ d'application.

Les innovations qu'elle apporte à la législation existante se rattachent à deux objectifs qu'il convient d'examiner séparément.

I. — Extension de la loi du 12 avril 1906 aux champs et aux jardins n'excédant pas un hectare.

La loi du 12 avril 1906 ne s'applique, en principe, qu'aux seuls jardins de 5 ou 10 ares suivant le cas et lorsque ces jardins peuvent être considérés comme l'accessoire de l'habitation. Acquis à titre principal, en dehors de toute maison, ces jardins ne peuvent bénéficier de la loi de 1906.

Un sensible progrès s'est trouvé ainsi réalisé déjà sur la législation de 1894, qui passait complètement les jardins sous silence; mais un pas restait à faire. L'expérience avait montré que la possession d'un terrain, en développant le sentiment de la propriété, peut constituer un acheminement presque certain vers la construction de la maison et l'installation définitive d'un foyer. Cette possession s'obtient avec des sacrifices beaucoup moindres que celle d'une maison; la favoriser, c'était favoriser, comme à sa source l'œuvre même des habitations à bon marché.

C'est ce qu'ont compris l'administration et le législateur, et c'est une des raisons qui ont valu désormais aux terrains remplissant certaines conditions les faveurs jusque là réservées aux habitations.

D'autre part, si la législation de 1894 et de 1906 s'appliquait, en droit, aussi bien aux

⁽¹⁾ Voir le texte de la loi : *Bull.*, mai 1908, p. 477.

⁽²⁾ Voir le titre de ce règlement : *Bull.*, septembre 1908, p. 907.

habitations rurales qu'aux habitations urbaines, il faut convenir qu'en fait cette application était beaucoup plus rare à la campagne. Le Gouvernement et le Parlement ont voulu donner aux populations agricoles un nouveau témoignage effectif de leurs sympathies en leur ménageant des facilités spéciales dans la loi nouvelle.

En vertu de l'article 1^{er} de cette loi bénéficieront de tous les avantages de la loi du 12 avril 1906, sauf l'exemption d'impôt foncier, qui eût été presque sans importance, les champs et jardins n'excédant pas un hectare.

Par application de cette disposition, les champs et les jardins, au cas de décès de l'acquéreur, profiteront notamment des règles particulières posées par l'article 8 de la loi de 1906 en matière de partage et d'indivision.

Les actes constatant la vente de ces terrains jouiront, pour le payement des droits de mutation, des facilités rappelées à l'article 10 de la loi de 1906.

Les divers établissements admis à construire des habitations à bon marché pourront procéder à l'achat, à la vente ou à la location de champs et jardins.

Enfin, les sociétés qui auraient pour but la cession de terrains de cette nature auront droit aux immunités fiscales concédées par la loi de 1906 et pourront faire appel aux concours financiers ouverts par cette loi, à la condition que leurs statuts aient été approuvés par mon Ministère.

Les statuts présentés à mon approbation devront contenir les mentions indiquées à l'article 10 du décret du 10 janvier 1907, en tenant compte de la modification que la loi nouvelle apporte au paragraphe 1^{er} de cet article. En spécifiant que les champs et jardins bénéficieraient des avantages jusqu'ici réservés aux maisons, la loi du 10 avril 1908 a, en effet, étendu *ipso facto* aux sociétés nouvelles les dispositions que ce décret avait arrêtées en conformité de la loi du 12 avril 1906, tout en élargissant la portée du paragraphe 1^{er} de l'article 10 de ce décret, dont la formule peut maintenant englober les champs et les jardins.

Ces statuts pourront être approuvés, même si la société a cru devoir restreindre expressément son objet aux champs ou jardins.

Mais les seules opérations portant sur champs et jardins ne paraissent pas de nature à assurer, au moins dès maintenant, à des sociétés tous les éléments d'activité désirables; vous estimerez sans doute qu'il n'y a pas intérêt à encourager la création de sociétés spéciales et qu'il conviendrait plutôt d'engager les personnes désireuses de fonder de telles sociétés à étendre leur objectif aux habitations à bon marché.

Par contre, les personnes qui se montreraient disposées à créer des sociétés d'habitations à bon marché devraient être — semble-t-il — incitées à élargir aussi leurs statuts et à englober dans leur domaine d'action les terrains visés à l'article 1^{er} de la loi de 1908.

Dans cet esprit, je me propose de modifier incessamment, de concert avec le Comité permanent du conseil supérieur des habitations à bon marché, la rédaction des statuts-types des « sociétés d'habitations à bon marché », de manière à prévoir à la fois, pour les sociétés qui adopteront ces statuts, les opérations visées par la loi de 1906 et celles visées par la loi de 1908.

Bien qu'à première vue la rédaction de l'article 1^{er} de la loi du 10 avril 1908 puisse laisser quelque incertitude à cet égard, je dois rappeler que l'extension de la loi de 1906 aux champs et jardins n'est pas subordonnée à la seule réserve que leur superficie n'excède pas un hectare. Il résulte des travaux préparatoires de la loi et des explications fournies devant la Commission sénatoriale que, pour bénéficier de la loi de 1906, doivent encore être réunies les conditions de l'article 1^{er} (*in fine*) de la loi de 1908, c'est-à-dire que :

1^o La valeur locative du foyer de l'acquéreur ne doit pas excéder, au moment de l'acquisition, les deux tiers du chiffre fixé pour la commune par la commission instituée en vertu de l'article 5 de la loi du 12 avril 1906;

2^o Le prix d'acquisition ne doit pas dépasser 1.200 francs;

3^o L'acquéreur doit s'engager à cultiver lui-même le terrain ou à le faire cultiver par sa famille.

II. — Avances de l'État en faveur des champs et jardins et des maisons individuelles à bon marché.

L'extension de la loi de 1906 aux champs et jardins n'était que le premier pas vers un progrès plus original et plus marqué qu'entendait réaliser le législateur.

Pour affirmer de manière effective et efficace le vif intérêt qu'il porte au développement de la petite propriété et son désir de donner une impulsion nouvelle à la création de foyers indépendants pour les « personnes peu fortunées », il a, comme plusieurs législateurs étrangers, offert délibérément le concours financier de l'État aux efforts nouveaux qu'il propose.

J'appelle tout particulièrement, Monsieur le Préfet, votre attention sur ce point, et j'espère que vous ne manquerez pas de souligner, toutes les fois qu'il vous sera possible, la haute portée de cette innovation.

L'État est autorisé à faire en faveur des champs ou jardins et des maisons individuelles des avances au taux d'intérêt très réduit de 2 p. 100.

Les fonds affectés à ces opérations lui sont fournis par la Caisse nationale des retraites pour la vieillesse, à laquelle il sert lui-même l'intérêt fixé pour le tarif de ladite caisse. Ce taux ne dépassant pas actuellement 3 1/2 p. 100, l'État s'impose donc un sacrifice de 1 1/2 p. 100 et garde ainsi à son compte, presque pour moitié, la charge de l'intérêt des capitaux avancés.

Il était assurément naturel et nécessaire qu'il prit en retour toutes les mesures utiles en vue d'assurer le remboursement des avances ainsi faites et d'en garantir sérieusement l'attribution aux seules personnes auxquelles elles sont spécialement destinées.

Ces deux idées maitresses ont inspiré les dispositions des articles 2 et suivants de la loi.

Les bénéficiaires de la loi sont les personnes désireuses de contracter des emprunts en vue de l'acquisition de champs et de jardins ne dépassant pas un hectare, dans les conditions de l'article 1^{er} ci-dessus rappelé, ou de maisons individuelles remplissant les conditions prévues à l'article 5 de la loi du 12 avril 1906.

Pour obtenir des prêts hypothécaires, il faut :

1° Que ces personnes aient déjà fait œuvre préparatoire d'épargne et possèdent, au moment de la conclusion du prêt, le cinquième au moins du prix du terrain ou de la maison à acquérir;

2° Qu'elles passent, avec la Caisse nationale d'assurance en cas de décès, un contrat à prime unique garantissant le paiement des annuités qui pourraient rester à échoir au moment de leur mort;

3° Qu'elles présentent un certificat administratif constatant qu'il a été satisfait aux conditions imposées, soit par l'article 1^{er} de la loi de 1908 s'il s'agit de champs ou jardins, soit par l'article 5 de la loi de 1906 s'il s'agit d'une maison individuelle; dans ce dernier cas, elles doivent, en outre, représenter le certificat de salubrité prévu à l'article 5 précité.

L'État ne fait pas lui-même le service des prêts au particuliers. Il avance les fonds à des sociétés qui servent d'intermédiaires entre lui et les bénéficiaires, et qui sont désignées sous le nom de « sociétés de crédit immobilier ».

L'objet de ces sociétés, déterminé par l'article 2 de la loi, est :

1° De consentir aux emprunteurs remplissant les conditions susrappelées des prêts hypothécaires individuels destinés soit à l'acquisition de champs ou de jardins, soit à l'acquisition ou à la construction de maisons individuelles à bon marché;

2° De faire des avances aux sociétés d'habitations à bon marché proprement dites, constituées selon les dispositions antérieures de la loi de 1906, ces avances ne pouvant d'ailleurs correspondre qu'à celles des opérations de ces sociétés qui seraient effectuées en conformité du précédent paragraphe.

Dans le premier cas, le taux des prêts effectués par les sociétés de crédit immobilier ne peut excéder 3 1/2 p. 100; dans le deuxième cas, le taux d'intérêt des avances doit être réduit à 3 p. 100, la société d'habitations à bon marché constituant un débiteur plus sûr pour la société de crédit immobilier, et devant elle-même percevoir de ses emprunteurs un intérêt légèrement plus élevé, pour faire face à ses risques propres et à ses frais de gestion.

Les sociétés de crédit immobilier ne peuvent obtenir d'avances de l'État qu'autant que leurs statuts auront été approuvés par mon ministère, et cette approbation ne saurait intervenir que si les statuts contiennent les mentions essentielles rappelées au titre 1^{er} du décret du 24 août 1908.

Afin d'éviter, du reste, aux fondateurs de ces sociétés des tâtonnements et des lenteurs au moins inutiles, mon ministère, comme naguère pour les sociétés d'habitations à bon marché, a préparé, d'accord avec le Comité permanent du Conseil supérieur des habitations à bon marché, des statuts modèles de sociétés de crédit immobilier, qu'ils auront tout avan-

tage à adopter pour faciliter et hâter les examens préalables dévolus au Ministère des finances et au Conseil supérieur des habitations à bon marché.

Vous remarquerez que ces statuts modèles, dont vous trouverez ci-après le texte, ne sont prévus que pour des sociétés de forme anonyme ordinaire, dans les conditions du titre II de la loi du 24 juillet 1867; il résulte en effet des travaux préparatoires de la loi et de l'article 1^{er} (1^{er}) du décret du 24 août 1908 que ces sociétés ne pourraient se constituer sous forme de sociétés à capital variable, dans les termes du titre III de la loi précitée.

Sans entrer à cet égard dans le détail des diverses dispositions du décret du 24 août, je rappelle seulement l'article 1^{er} de ce décret, aux termes duquel l'approbation ne pourra intervenir que lorsque les sociétés auront justifié à mon département de leur constitution régulière. Elles auront à m'adresser à cet effet tous renseignements nécessaires et notamment une copie, certifiée par le président et le secrétaire, du procès-verbal de l'assemblée générale constitutive.

C'est, en principe, seulement à de grandes sociétés *régionales* que l'État doit concéder le bénéfice de ses avances. Ainsi que l'expliquait le rapport présenté au nom de la Commission de la Chambre des députés, il est souhaitable, « tout ensemble, qu'il existe des sociétés connaissant à fond les besoins de chaque région et qu'il n'en existe pas en si grand nombre que l'effort s'éparpille et que le contrôle s'évanouisse ».

Cependant, dans certains centres particulièrement importants, il peut se fonder une société de crédit, et il a paru regrettable que cette société locale fût obligée de passer par l'intermédiaire d'une société régionale : en vue de ce cas spécial, la loi permet d'assimiler ces sociétés locales aux sociétés régionales. Cette assimilation ne pourra toutefois être admise que lorsqu'elle se trouvera justifiée par de fortes considérations d'espèce. Vous auriez, le cas échéant, à m'adresser, en pareil cas, votre avis motivé, en développant les raisons qui, selon vous, permettraient d'accueillir les demandes de sociétés locales.

Pour répondre au vœu du législateur et du Gouvernement, il vous appartiendra spécialement d'écueillir, de suivre et de grouper les efforts qui se produiraient sur les points divers de votre département. Vous voudrez bien, au besoin, vous concerter avec vos collègues des départements voisins pour faciliter, s'il y a lieu, la création d'une société étendant ses opérations à plusieurs départements limitrophes et susceptible ainsi de présenter, avec une unité d'action plus forte, une surface financière plus large, une sécurité plus grande et une plus décisive influence.

En dehors de cette collaboration générale qu'elle demande à votre zèle, la législation nouvelle (art. 4 du décret du 24 août 1908) vous charge d'une mission particulière importante : celle de délivrer le certificat administratif prévu par l'article 3 de la loi, après avis du Comité de patronage des habitations à bon marché et de la prévoyance sociale. La procédure instituée pour la délivrance de ce certificat a été rendue aussi simple et aussi rapide que possible. Dans les huit jours de la réception de la demande, vous aurez à en saisir le Comité de patronage, auquel vous communiquerez pour l'éclairer, une note qui vous sera remise par le service des contributions directes, et qui précisera que les diverses conditions relatives à la valeur locatives sont remplies. Vous aurez également à vous entourer de tous les renseignements de nature à permettre de vérifier si l'opération projetée rentre bien dans les termes de la loi du 10 avril 1908 et s'il est notamment satisfait aux conditions posées dans l'article 1^{er} de cette loi.

Faute par le Comité de patronage de formuler son avis dans les deux mois, vous aurez à passer outre, en accordant ou refusant le certificat selon les circonstances.

Dans tous les cas, vous voudrez bien faire tous vos efforts pour abréger autant que possible cette procédure et ne pas laisser en suspens des initiatives que vous avez pour devoir étroit d'examiner au plus vite.

Tels sont les points essentiels sur lesquels il m'a paru nécessaire d'attirer dès l'abord votre attention. Il ne me semble pas opportun d'insister sur les divers articles du décret relatifs à la réglementation des assurances temporaires et modifiant sur certains points le décret du 10 janvier 1907, non plus que sur les clauses des contrats à passer entre les sociétés de crédit immobilier et la Caisse nationale des retraites opérant pour le compte de l'État. Vous n'aurez pas à intervenir dans ces questions, sur lesquelles les intéressés obtiendront, au surplus, de la Caisse des dépôts et consignations, tous les renseignements désirables.

Je vous prie, Monsieur le Préfet, de m'accuser réception de la présente circulaire et de prendre immédiatement toutes les mesures que vous jugerez nécessaires en vue de porter à

la connaissance des intéressés et du public toutes les dispositions essentielles de la législation nouvelle.

Je reste tout disposé à vous faciliter la solution des difficultés que pourra soulever au début l'interprétation de la loi du 10 avril 1908, et j'ai confiance que vous voudrez bien prêter le concours le plus vigilant à son application.

Vous voudrez bien, au surplus, avant le 1^{er} janvier prochain, me rendre compte par rapport spécial (*sous le timbre de la Direction de l'Assurance et de la Prévoyance sociales*) des mesures que vous aurez prises, des tentatives que vous aurez faites et des résultats ou des espoirs que vous auriez à signaler pour votre département : ni votre préfecture, ni le Gouvernement ne sauraient se désintéresser du prompt succès d'une législation vraiment neuve, dont la haute portée appelle manifestement l'attention des esprits réfléchis et l'active propagande de tous les hommes préoccupés de la paix sociale.

ÉTAT DES TRAVAUX LÉGISLATIFS

en ce qui concerne les questions ouvrières et sociales
pendant le mois de novembre 1908.

Accidents du travail. — *Sénat.* — Séance du 5 novembre. — Dépôt, par M. le Ministre du Travail, d'un projet de loi modifiant la quotité des taxes pour la contribution au fonds de garantie prévues à l'article 25 de la loi du 9 avril 1898 et à l'article 4 de la loi du 12 avril 1906 en matière d'accidents. (Doc. parl. n° 267). — Renvoi à la Commission des accidents du travail.

Assistance obligatoire aux vieillards, aux infirmes et aux incurables. — *Chambre des députés.* — Séance du 4 novembre. — Dépôt, par M. le Président du Conseil, Ministre de l'Intérieur, d'un projet de loi ayant pour objet de modifier la composition de la Commission centrale instituée par la loi du 14 juillet 1905 sur l'assistance obligatoire aux vieillards, aux infirmes et aux incurables. (Doc. parl. n° 2082.) — Renvoi à la Commission d'assurance et de prévoyance sociales. — Séance du 16 novembre. — Rapport de M. Paul Guieysse. (Doc. parl. n° 2105.) — Séance du 19 novembre. — 1^{re} délibération, déclaration de l'urgence, adoption.

— *Sénat.* — Séance du 30 novembre. — Dépôt, par M. le Président du Conseil, Ministre de l'Intérieur, du projet de loi adopté par la Chambre des députés. (Doc. parl. n° 296.) — Renvoi à la Commission relative à l'assistance obligatoire aux vieillards, aux infirmes et aux incurables.

Bien de famille insaisissable. — *Sénat.* — Séance du 10 novembre. — Rapport de M. Guillier sur le projet de loi, adopté par la Chambre des députés, concernant l'institution d'un bien de famille insaisissable. (Doc. parl. n° 272.)

Caisse des Invalides de la marine. — *Chambre des députés.* — Séance du 27 novembre. — Dépôt, par M. Colin, d'une proposition de loi tendant à modifier l'article 33 de la loi du 14 juillet 1908 concernant les pensions sur la Caisse des Invalides de la marine. (Doc. parl. n° 2138.) — Renvoi à la Commission de la Marine.

Composés du plomb. — *Sénat.* — Séance du 5 novembre. — Projet de loi, adopté par la Chambre des députés, adopté avec modifications par le Sénat, modifié par la Chambre des députés, sur l'emploi de la céruse dans les travaux de peinture exécutés à l'intérieur des bâtiments. — 1^{re} délibération; déclaration de l'urgence; article 1^{er}, adoption; article 2, amendement de M. Maurice Faure; renvoi à la Commission; ajournement de la discussion.

Convention internationale de Berne (Interdiction de l'emploi du phosphore blanc). — *Chambre des députés.* — Séance du 16 novembre. — Projet de loi portant ratification de la convention internationale de Berne sur l'interdiction de l'emploi du phosphore blanc dans l'industrie des allumettes; 1^{re} délibération, déclaration de l'urgence, adoption.

————— *Sénat.* — Séance du 17 novembre. — Dépôt, par MM. les Ministres des Affaires étrangères, du Travail et des Finances, du projet de loi adopté par la Chambre des députés. (Doc. parl. n° 274.) — Renvoi à la Commission.

Conseils de prud'hommes. — *Sénat.* — Séance du 10 novembre. — 1^{re} délibération sur le projet de loi, adopté par la Chambre des députés, tendant à conférer aux femmes l'éligibilité aux conseils de prud'hommes; déclaration de l'urgence; adoption.

————— *Sénat.* — Séance du 10 novembre. — 1^{re} délibération sur la proposition de loi, adoptée par la Chambre des députés, tendant à modifier l'article 40 de la loi du 27 mars 1907; déclaration de l'urgence; adoption.

Crédit maritime. — *Sénat.* — Séance du 10 novembre. — Dépôt, par MM. les Ministres de la Marine et des Finances, du projet de loi, adopté par la Chambre des députés, sur le crédit maritime. (Doc. parl. n° 270.) — Renvoi aux bureaux.

Femmes en couches. — *Chambre des députés.* — Séance du 5 novembre. — Transmission de la proposition de loi, votée par la Chambre des députés, adoptée avec modifications par le Sénat, garantissant leur travail aux femmes en couches. (Doc. parl. n° 2088.) — Renvoi à la Commission du travail. — Séance du 17 novembre. — Rapport de M. Bonnevay. (Doc. parl. n° 2109.) — Séance du 28 novembre. — 1^{re} délibération; déclaration de l'urgence; adoption.

————— *Sénat.* — Séance du 30 novembre. — Transmission de la proposition de loi adoptée par la Chambre des députés. (Doc. parl. n° 298.) — Renvoi à la Commission.

Hygiène publique. — *Chambre des députés.* — Séance du 13 novembre. — Projet de loi tendant à modifier l'article 25 des lois des 15 février 1902 et 29 janvier 1906 sur la protection de la santé publique (composition du Conseil supérieur d'hygiène publique de France). — Rapport de M. Cazeuville. (Doc. parl. n° 2103.) — Séance du 18 novembre. — Adoption.

Marchandage. — *Chambre des députés.* — Séance du 18 novembre. — Dépôt, par M. le Ministre du Travail, d'un projet de loi portant interdiction du marchandage. (Doc. parl. n° 2116.) — Renvoi à la Commission du travail.

Mines. — *Chambre des députés.* — Séance du 17 novembre. — Dépôt, par MM. les Ministres des Travaux publics et des Finances, d'un projet de loi sur le rachat des concessions de mines. (Doc. parl. n° 2113.) — Renvoi à la Commission des mines.

————— *Chambre des députés.* — Séance du 17 novembre. — Dépôt, par MM. les Ministres des Travaux publics, des Finances et du Travail, d'un projet de loi sur le régime général des mines. (Doc. parl. n° 2114.) — Renvoi à la Commission des mines.

Rachat de l'Ouest. — *Sénat.* — Séance du 26 novembre. — Rapport de M. Trouillot sur le projet de loi réglant les conditions provisoires d'exploitation, après rachat, du réseau de la Compagnie de l'Ouest, ainsi que les mesures financières nécessitées par le rachat. (Doc. parl. n° 288.) — Renvoi du projet de loi, pour avis, à la Commission des finances.

Secours de chômage. — *Chambre des députés.* — Séance du 4 novembre. — Dépôt, par MM. Andrien, Jaurès et Gouzy, d'une proposition de loi tendant à ouvrir, au Ministère du Travail, sur l'exercice 1908, un crédit extraordinaire de 100,000 francs pour venir en

aide aux familles nécessiteuses de la population ouvrière des mines d'Albi (Tarn) éprouvées par le chômage résultant de la cessation du travail. (Doc. parl. n° 2080.) — Renvoi à la Commission du budget.

Secours de chômage. — *Chambre des députés* — Séance du 4 novembre. — Dépôt, par M. Betoulle, d'une proposition de loi tendant à ouvrir, au Ministère du Travail, sur l'exercice 1908, un crédit extraordinaire de 1 million de francs pour venir en aide à la population ouvrière de Limoges (Haute-Vienne) victime d'un long et douloureux chômage. (Doc. parl. n° 2081.) — Déclaration de l'urgence. — Renvoi à la Commission du budget.

————— *Chambre des députés*. — Séance du 20 novembre. — Dépôt, par M. Charonnat, d'une proposition de loi tendant à ouvrir un crédit de 50,000 francs, au Ministère du Travail, pour venir en aide aux ouvriers bonnetiers de la ville de Troyes et du département de l'Aude victimes d'une crise de chômage. (Doc. parl. n° 2122.) — Renvoi à la Commission du budget.

Sociétés de secours mutuels constituées dans les armées de terre et de mer. — *Chambre des députés*. — Séance du 24 novembre. — Rapport de M. Bourély sur le projet de loi, adopté par le Sénat, autorisant certaines dérogations à la loi du 1^{er} avril 1898 en faveur des sociétés de secours mutuels constituées dans les armées de terre et de mer. (Doc. parl. n° 2126.) — Séance du 28 novembre. — Déclaration de l'urgence; adoption.

————— *Sénat*. — Séance du 30 novembre. — Dépôt, par MM. les Ministres de la Guerre, de la Marine et du Travail, du projet de loi adopté par la Chambre des députés. (Doc. parl. n° 302.) — Renvoi à la Commission des sociétés de secours mutuels.

Travail des femmes et des enfants dans les établissements commerciaux. — *Sénat*. — Séance du 17 novembre. — Dépôt, par M. le Ministre du Travail, du projet de loi, adopté par la Chambre des députés, relatif aux travaux interdits aux femmes et aux enfants employés dans les établissements commerciaux. (Doc. parl. n° 275.) — Renvoi aux bureaux.

CHRONIQUE LÉGISLATIVE.

LA PROTECTION DES FEMMES EN COUCHES.

Dans sa séance du 9 avril 1908, la Chambre des députés avait adopté, après déclaration d'urgence, la proposition de loi de M. Engerand garantissant leur travail ou leur emploi aux femmes en couches.

Aux termes de cette proposition, la suspension du travail de la femme soit pendant le dernier mois de la grossesse soit pendant le dernier mois qui suit l'accouchement ne peut être une cause de rupture du contrat de louage de services.

Le Sénat à son tour, dans sa séance du 30 octobre 1908, après avoir entendu les explications de M. Paul Strauss, rapporteur, et de M. Guillaume Poulle, auteur d'un contre-projet groupant et résumant toutes les dispositions contenues dans la proposition de loi votée par la Chambre, a adopté l'article unique de ce contre-projet, ainsi conçu :

La suspension du travail par la femme, soit pendant le mois qui précède le terme présumé de sa grossesse, soit pendant le mois qui suit l'accouchement, ne peut, à elle seule, être une cause de rupture par l'employeur du contrat de louage de services, et ce, à peine de dommages-intérêts au profit de la partie lésée.

L'assistance judiciaire sera de droit pour la partie lésée, devant la juridiction du premier degré.

Le nouveau texte vient d'être adopté par la Chambre des députés dans la séance du 28 novembre dernier et a été transmis au Sénat le 30 du même mois.

Dans sa séance du 30 octobre 1908, le Sénat a également discuté en deuxième délibération la proposition de loi de M. Paul Strauss, sur la protection et l'assistance des mères et des nourrissons, qui avait été renvoyée à la Commission du travail le 21 mars 1907.

L'article premier du nouveau texte proposé par la Commission, ainsi conçu :

Les femmes en état de grossesse apparente pourront quitter le travail sans délai-congé et sans avoir de ce fait à payer une indemnité de rupture,

a été adopté.

L'article 2 accordait des secours de grossesse et d'accouchement aux femmes employées

dans tout établissement industriel ou commercial et dans ses dépendances, de quelque nature qu'il soit, public ou privé, laïque ou religieux, même s'il a un caractère professionnel ou de bienfaisance.

M. Guillier ayant déposé sur cet article un amendement aux termes duquel

toute femme qui se livre habituellement à un travail rétribué

aurait droit aux secours de chômage maternel, après intervention de M. le Ministre du travail, cet amendement a été renvoyé à la commission et la délibération suspendue.

Au cours de la discussion du budget du Ministère des Finances à la Chambre des députés, dans la séance du 27 octobre a été adoptée, sur la proposition de M. Engerand et de plusieurs de ses collègues, la résolution suivante :

La Chambre invite le Gouvernement à prévoir au budget de 1910 les crédits suffisants pour porter à un chiffre égal à leur salaire moyen le taux de l'indemnité accordée aux ouvrières des manufactures de l'Etat au moment de leurs couches.

LE BUDGET DU MINISTÈRE DU TRAVAIL À LA CHAMBRE.

Le budget du Ministère du Travail et de la Prévoyance sociale pour l'exercice 1909 a été discuté, à la Chambre des Députés, dans la 1^{re} séance du 26 novembre 1908.

Au cours de la discussion générale, M. Vaillant a posé au Ministre du Travail quatre questions relatives :

La première à une exposition du travail à domicile ;

La seconde à l'entrée des inspecteurs du travail dans les bureaux des administrations publiques pour y faire observer notamment les prescriptions relatives à l'hygiène des locaux du travail.

La troisième à l'observation de la loi de 1892 en ce qui concerne l'âge d'admission des enfants au travail industriel.

La quatrième aux crises de chômage et aux moyens d'y remédier.

Exposition du travail à domicile. — A la première question. M. Viviani, Ministre

du Travail, à répondu qu'une exposition du travail à domicile, telle qu'elle avait été projetée, nécessiterait un crédit de 8 à 9 millions. Le Ministre a ajouté :

J'ai pensé que dans l'état où se trouve le budget, il me serait peut-être impossible d'obtenir une pareille somme ; j'ai préféré me retourner d'un autre côté. J'ai très fortement appuyé, auprès de M. le sous-secrétaire d'Etat des Beaux-Arts une demande qui lui était faite par la Chambre consultative des associations ouvrières, tendant à exposer dans le Grand Palais qui serait mis à sa disposition, tout ce qui a pu être fait au point de vue du travail à domicile, du travail coopératif.

L'inspection du travail dans les établissements publics. — Sur la seconde question le Ministre a répondu qu'on avait toujours fait une distinction, au sujet des établissements publics, entre ceux qui se rattachent à un service industriel et commercial et ceux qui se rattachent à un service de puissance publique ; dans les premiers, les inspecteurs du travail peuvent pénétrer sans aucun doute ; pour les autres, la solution reste sujette à controverse.

J'ai moi-même été saisi, il y a quelques mois, d'une demande de l'Amicale des fonctionnaires du ministère de la Marine, 6, rue Royale, à Paris, en vue de demander un inspecteur du travail pour constater l'état des locaux.

En vertu de la doctrine qui n'a pas été créée par moi, et à laquelle j'ai été obligé de me rattacher, j'ai refusé cet inspecteur du travail.

A ma très grande satisfaction, l'Amicale s'est pourvue contre mon avis devant le Conseil d'Etat.

Le Conseil d'Etat délibère. Si le Conseil d'Etat veut bien décider que tous les bureaux des ministères, des établissements publics, même lorsque seront installés dans ces établissements des services se rattachant à la puissance publique, doivent être ouverts aux inspecteurs du travail, je donnerai l'ordre immédiatement aux inspecteurs du travail d'accomplir leur mission.

Age d'admission des enfants. — Sur la troisième question le Ministre a d'abord rappelé que la loi de 1892 a porté à 13 ans l'âge d'admission des enfants dans le travail industriel, avec cette exception que toutes les fois qu'un majeur de douze ans et mineur de treize ans, serait pourvu du certificat d'études primaires et du certificat médical, il pourrait tout de même pénétrer dans l'atelier. Le Ministre s'est ensuite exprimé en ces termes :

Il faudrait toucher non pas seulement à la loi sociale, mais aussi à la loi scolaire, qui, vous le savez, a astreint l'enfant à l'obligation jusqu'à douze ans. Or, si nous ne laissons pénétrer l'enfant dans les manufactures qu'à l'âge de quatorze ans, il y aurait de douze à quatorze ans deux années extrêmement dangereuses pour l'enfant, surtout dans les grandes villes, où les séductions les plus néfastes peuvent s'exercer sur son esprit, étant donné que c'est l'enfant d'un ouvrier ou d'une ouvrière et que son père et sa mère, au travail, ne peuvent contrôler. Il faudra bien que nous touchions à la loi scolaire pour la mettre en harmonie avec la loi sociale. C'est seulement quand nous aurons astreint les enfants à demeurer à l'école jusqu'à l'âge de treize ans que nous pourrons nous retourner vers la loi sociale et décréter que c'est seulement à partir de treize ans qu'il pourra entrer dans la manufacture.

Chômage. — Dans sa quatrième question, M. Vaillant avait demandé des renseignements au sujet de travaux de la Commission instituée pour étudier les mesures à prendre en vue d'atténuer les chômages résultant des crises économiques périodiques. Le Ministre a répondu que cette commission, après des échanges de vues extrêmement complets a constitué une sous-commission afin de mieux préciser les questions. Le Ministre s'est ensuite exprimé en ces termes :

Quelles sont les questions qu'a envisagées la sous-commission ? Elle n'a pas seulement envisagé comme le croyait l'honorable M. Vaillant, la question purement théorique de savoir

quels sont les symptômes de crises économiques, elle est entrée aussi dans une voie plus pratique.

Voici les deux questions qui lui ont été posées : Quels sont les symptômes de crise économique ? Quelles sont les mesures financières qui pourraient être prises pour permettre aux administrations publiques de répartir leurs travaux de façon à compenser le déficit des travaux privés en temps de crise ?

C'est donc à cette double question que la sous-commission doit répondre. Elle a déjà répondu par deux rapports extrêmement remarquables, qui sont imprimés depuis quelques jours et que je livre à la distribution. Dès que ces rapports seront parvenus entre les mains de la sous-commission, afin que par eux une discussion utile puisse s'instituer, je m'empres-serai de réunir la commission et, dans la mesure où cela se pourra, je ferai parvenir aux administrations publiques l'avis qui sortira de ses délibérations.

Au sujet de l'enquête sur le chômage, le Ministre a ajouté :

Ce qui est intéressant, et c'est ce que faisait valoir tout à l'heure M. Vaillant, ce n'est pas d'avoir le nombre de chômeurs à une époque déterminée, c'est de l'avoir à une époque périodique — c'est-à-dire à une époque correspondante à la même date d'autres années — et c'est aussi de l'avoir par chaque industrie, car il y a des périodes d'inactivité et des périodes d'activité différentes, selon les industries. Cela, nous l'avons déjà, ou à peu près. Il ne faudrait pas en effet perdre de vue que si, à Berlin, est institué le système dont a parlé M. Vaillant et sur lequel je reviendrai, il est institué à Paris, depuis 1894, un système qui a produit déjà d'excellents résultats. Depuis 1894, l'office du travail adresse des questionnaires aux syndicats ouvriers, aux syndicats patronaux et aux chambres de commerce. Tous les mois les syndicats ouvriers nous répondent avec un très grand zèle, avec une exactitude et une probité dont je tiens à les remercier du haut de cette tribune. Nous sommes en communions d'idées à ce sujet avec 1,306 syndicats représentant 300,000 travailleurs et ces renseignements mensuels provenant des syndicats sont contrôlés trimestriellement par les renseignements qui nous parviennent soit des chambres de commerce, soit des syndicats patronaux.

M. Vaillant ayant demandé au Ministre de faire, à l'exemple de ce qui a lieu en Allemagne et en particulier à Berlin⁽¹⁾, des sondages à la fois corporatifs et locaux sur l'état du chômage, le Ministre a répondu :

Je suis en ce moment-ci disposé à faire mettre une grande mairie de Paris à la disposition du ou des syndicats qui voudront bien, avec l'aide de l'administration, qui ne leur manquera pas, procéder à l'enquête qui se poursuit à Berlin ; le jour où un syndicat important voudra bien me saisir de la question que M. Vaillant a apportée à la tribune, le jour où il me demandera un local et l'aide de mon administration, tout cela lui sera accordé, et je ne demanderais pas mieux pour ma part, par mon administration et par moi-même, que de présider à l'inauguration en France d'un système de [recensement du] chômage dont M. Vaillant a vanté l'excellence pour Berlin, et qui, dans une ville d'égale importance, pourra évidemment jouer dans des conditions extrêmement pratiques.

Le Ministre du Travail a répondu ensuite à M. Arthur Groussier qui avait attiré son attention sur le très grand nombre de projets de loi intéressant la classe ouvrière qui ont été votés par la Chambre et qui se trouvent devant le Sénat.

Céruse. — En ce qui concerne le projet de loi sur la céruse, le Ministre s'est exprimé ainsi, au sujet de la question de l'indemnité à accorder aux fabricants de céruse :

Si intéressants, en effet, que soient les ouvriers peintres, si noble que soit la cause que

⁽¹⁾ Voir p. 1220 du présent Bulletin.

j'ai portée devant la Chambre et le Sénat, je ne peux pas sacrifier le fait au principe et livrer tout entier l'avenir et les réformes sociales que nous allons aborder en accordant cette indemnité que, d'ailleurs, la Chambre a repoussée.

Cahiers des charges des mines. — Le Ministre du Travail a encore répondu à une question qui lui était posée par M. Basly, au sujet de l'établissement des cahiers des charges contenant des clauses sociales au profit des ouvriers mineurs.

J'ai rappelé tout à l'heure à notre honorable collègue que le ministère du travail a été constitué dans des conditions qui permettent au ministre du travail d'apposer sa signature au bas de toutes les concessions minières. J'ai pensé que, si ma signature était requise pour cet acte, c'était évidemment beaucoup moins pour que je veille aux questions techniques qui regardent mon collègue des travaux publics que pour veiller à l'introduction dans les cahiers des charges de clauses protectrices pour les travailleurs. J'ai alors pensé qu'il était nécessaire d'établir un cahier des charges type, un cahier des charges qui pût devenir le cahier des charges modèle pour toutes les concessions minières.

J'ai pensé qu'il était nécessaire d'introduire dans ce cahier des charges : 1° la participation de l'Etat et des ouvriers aux bénéfices; 2° une convention collective relative au salaire et à la constitution d'un comité de conciliation formé par moitié des représentants de l'exploitant et des ouvriers; 3° la limitation du nombre des ouvriers étrangers.

Une question de procédure se posait devant moi qui ne laissait pas que de m'embarrasser. Était-ce par la voie d'une loi, c'est-à-dire en consultant les Chambres, était-ce par voie de décret que je pouvais agir? Je pensais pouvoir agir par voie de décret. J'en ai demandé l'autorisation au Conseil d'Etat et le Conseil d'Etat a refusé de me laisser m'engager dans cette voie, en déclarant « qu'on ne saurait établir aucune analogie entre une concession de travaux publics par laquelle une autorité confiée à une société privée la gestion d'un service public sous des conditions déterminées spécialement dans chaque cas et pour une durée limitée » et, d'autre part une concession de mine par laquelle la puissance publique institue une propriété perpétuelle dont la gestion est fixée par la loi du 21 avril 1810. Cela voulait dire qu'il est possible d'intervenir par décret lorsqu'il s'agit d'une concession de travaux publics limitée, il est interdit au ministre agissant uniquement par décret de limiter la propriété perpétuelle que contient en elle une concession de mines lorsqu'elle est remise à un concessionnaire.

C'est un avertissement, duquel il résultait que par décret il m'était impossible d'agir. Une seule voie me restait ouverte, c'était la voie législative, je m'y suis résolument engagé. J'ai, en effet, déposé un projet de loi qui est soumis à l'examen de la commission des mines depuis quelques mois et qui établit des comités miniers dans les mines. J'ai, il y a quelques jours, donné ma signature au projet déposé par mon collègue M. Barthou; ce projet vise la participation de l'Etat et des ouvriers aux bénéfices.

LA GRÈVE D'ALBI.

A la Chambre des députés, dans la séance du 13 novembre 1908, M. Andrieu a interpellé le Gouvernement sur l'attitude qu'il comptait prendre en présence de la situation créée aux mines d'Albi à la suite du refus systématique opposé par la Compagnie concessionnaire aux propositions faites par ses ouvriers et des menaces de renvoi dirigées contre une partie de son personnel.

Au cours de sa réponse à M. Andrieu, dans laquelle il a rappelé les tentatives de conciliation faites par le Gouvernement en cette occasion, M. Viviani, Ministre du Travail, s'est exprimé de la façon suivante au sujet de l'application de la loi du 27 décembre 1892 sur la conciliation et l'arbitrage :

A mon très grand regret, je suis obligé de constater que la direction des mines d'Albi écrivit au juge de paix une lettre donnant les détails les plus complets et les plus importants mais qui concluait en disant qu'il n'y avait pas matière à arbitrage, de sorte que c'est la compagnie qui refusait de laisser le juge de paix jouer son rôle.

Je suis d'autant plus au regret de faire cette constatation que je voudrais apporter une observation générale qui sortira peut-être de ce débat. Depuis 1892, sur 789 refus à l'arbitrage du juge de paix recueillis par la statistique, il y en a au total 82 dus aux ouvriers et patrons réunis, 48 dus aux ouvriers et 758 dus aux patrons.

Je crois qu'il est important de faire remarquer à la partie conservatrice du patronat qui veut et qui a raison de vouloir la paix sociale, que véritablement elle aurait intérêt à laisser jouer un peu plus souvent cette loi, qui n'est qu'une loi de faculté, mais à laquelle l'adhésion morale des intéressés est absolument indispensable.

Le Ministre a terminé en demandant à la Chambre de voter un ordre du jour lui donnant la force dont il avait besoin pour reprendre les négociations et amener la fin d'un conflit douloureux et qui avait trop duré.

L'ordre du jour suivant présenté par M. Andrieu, a été adopté à l'unanimité :

La Chambre compte sur le Gouvernement pour renouveler auprès des parties en cause dans la grève des mines d'Albi ses propositions de conciliation et d'arbitrage et ses instances afin qu'aucune mesure ne soit prise de nature à empêcher l'entente nécessaire.

LE TRAVAIL DANS LES PRISONS.

Au cours de la discussion du budget du service pénitentiaire à la Chambre des députés, dans la deuxième séance du 28 novembre, M. Bouffandeau et plusieurs de ses collègues ont déposé sur le chapitre 58 (régie directe du travail) un amendement tendant à réduire de 250,000 francs le crédit de ce chapitre.

M. le Rapporteur a combattu en ces termes la réduction proposée :

C'est précisément parce que l'État doit rechercher les moyens d'utiliser à son profit le travail des détenus sans faire une trop grande concurrence à la main-d'œuvre libre, qu'il faudrait, au contraire, développer la régie.

Je ne comprends pas que nos collègues demandent une diminution de crédit; la régie par l'État vaut beaucoup mieux, au point de vue auquel ils se placent, que l'entreprise ou l'adjudication. Ce qu'il faut, c'est que l'État prenne souci de ne pas développer à certains moments la main-d'œuvre pénale là où elle pourrait faire une concurrence désastreuse à l'industrie privée.

Il faut pour cela que l'État conserve toute sa liberté et ne l'aliène pas au profit d'entrepreneurs ou adjudicataires.

Le système de la régie est le seul qui puisse permettre à l'État de faire travailler les détenus pour les besoins de sa propre consommation; ce système est de beaucoup préférable au système de l'adjudication et de l'entreprise; voilà pourquoi, à mon avis, il n'y a pas lieu de réduire le crédit inscrit au chapitre.

M. le Sous-Secrétaire d'État à l'Intérieur a fait également à ce sujet les déclarations suivantes :

C'est là surtout une question de mesure. Précisément une commission interministérielle a été instituée pour régler cette question si complexe de la main-d'œuvre pénale; elle n'a pas encore terminé ses travaux. Vous pouvez être assurés, Messieurs, que les observations qui viennent d'être présentées seront examinées de très près par cette commission et par le Ministère de l'Intérieur.

M'en référant aux observations de M. le Rapporteur, je prie les signataires de l'amendement de vouloir bien le retirer. En effet, en demandant une réduction de 250,000 francs sur le crédit affecté à la régie, en augmentant ainsi la concurrence faite à l'industrie privée, ils vont à l'encontre de ce qu'ils désirent...

Le principe a été établi dans la motion Leveillé votée en 1896; c'est notre règle, c'est

sur cette base que nous travaillons. Voici le texte de l'ordre du jour qui a été voté à ce sujet :

« La Chambre invite les ministres compétents à s'entendre au plus tôt afin que l'État consomme directement les produits de la main-d'œuvre pénale. »

Nous ne voulons pas sortir de ce programme, nous ne voulons faire produire à la main-d'œuvre pénale que des objets de consommation destinés aux différents ministères. La Commission interministérielle a dû grouper tous ces objets et en établir la liste, fort complexe. Je vous demande donc de nous faire crédit jusqu'à ce que les travaux de cette commission aient abouti.

M. Bouffandeau ayant, à la suite de ces déclarations, proposé de réduire le crédit de ce chapitre de 20,000 francs seulement à titre d'indication et pour marquer l'intention bien nette de ne pas laisser se poursuivre une concurrence désastreuse, la Chambre a adopté cette réduction.

RENSEIGNEMENTS DIVERS.

Analyse, par département, des renseignements fournis : 1^o par les chambres de commerce, les conseils de prud'hommes, les associations patronales, etc.; 2^o par les correspondants⁽¹⁾.

Ain. — A Bourg, dans le *bâtiment*, l'activité du travail a été sensiblement la même qu'en 1907 à pareille époque; fin septembre on ne faisait plus que 9 et 10 heures, c'est-à-dire une heure de moins qu'au 2^e trimestre.

A Oyonnax, dans l'industrie des *peignes*, qui compte 170 établissements syndiqués et 3.000 ouvriers, le travail aurait été bien moins abondant qu'à l'époque correspondante de 1907, en raison de la mode et des crise financières, et égal comparativement au 2^e trimestre 1908.

Aisne. — A Bohain, d'après le conseil de prud'hommes, il y a eu une légère reprise dans le *tissage* et la *broderie*.

Allier. — A Moulins, d'après le conseil de prud'hommes, il n'y avait pas encore de variations depuis le dernier trimestre, et le chômage était nul.

D'après des syndicats patronaux : A Moulins, dans le *bâtiment*, qui compte 175 entrepreneurs syndiqués et environ 1.500 ouvriers, l'activité est restée stable comparativement à 1907 à la même époque; on faisait 60 heures par semaine fin septembre, et la main-d'œuvre aurait plutôt fait défaut. A Montluçon, chez les entrepreneurs de *menuiserie*, au nombre de 19, occupant 70 ouvriers, même abondance de travail qu'au trimestre correspondant de 1907; on fait 10 heures pour un salaire de 5 à 6 francs. Également à Montluçon, chez les patrons *chaudronniers-plombiers*, la situation n'a pas varié comparativement au 2^e trimestre 1908.

Ardennes. — A Sedan, d'après des syndicats patronaux, la *filature de la laine cardée*, qui compte 18 établissements syndiqués occupant de 1.500 à 2.000 ouvriers des deux sexes, le travail a été beaucoup moins abondant que l'an dernier à pareille époque, par suite du mauvais état général des affaires tant en France qu'à l'Étranger; les chômages ont été nombreux, et les salaires s'en sont ressentis; la durée du travail a diminué par rapport au trimestre précédent, tombant sensiblement au-dessous de la moyenne légale. Dans le *bâtiment*, qui compte 63 entreprises syndiquées occupant 400 ouvriers, le travail a été moins abondant qu'en 1907 à pareille époque, et sa durée en diminution sur le précédent trimestre, vu la saison; la situation de l'ouvrier serait satisfaisante.

D'après le conseil de prud'hommes de Charleville, la situation industrielle n'aurait pas varié; les salaires des 450 ouvriers brossiers de Charleville ont été améliorés d'environ 0 fr. 50 par jour de travail.

Aube. — D'après le conseil de prud'hommes de Troyes, le chômage était toujours de 50 p. 100 dans l'importante industrie de la bonneterie; dans la filature et teinturerie de 20 p. 100; chez les peintres et maçons de 10 p. 100; chez les tailleurs de pierre de 7 p. 100; chez les débardeurs de 5 p. 100; chez les charpentiers et menuisiers, dont le salaire s'élevait à 0 fr. 55 et 0 fr. 60 l'heure, le travail tendait à baisser.

Aude. — A Narbonne, dans la *tonnellerie*, qui compte 34 établissements syndiqués occupant 272 ouvriers, le travail est bien moins abondant par suite du marasme des affaires; on faisait de 56 à 58 heures fin septembre. A Carcassonne, dans l'*horticulture*, qui compte

⁽¹⁾ Sauf indications contraires, les renseignements se rapportent au 3^e trimestre 1908 et émanent des syndicats patronaux.

60 patrons syndiqués occupant 180 ouvriers, l'abondance du travail a été la même qu'en 1907; le taux des salaires est de 5 à 6 francs pour les gagés, et de 3 à 3 fr. 50 à la journée.

Aveyron. — A Millau, dans la *ganterie*, le travail a été presque normal; on constatait une lente reprise à peu près générale. Dans la *mégisserie*, qui compte 24 établissements occupant 500 ouvriers, le travail a été moins abondant qu'en 1907 à pareille époque; on fait de 9 à 10 heures par jour.

Bouches-du-Rhône. — A Marseille, dans la *parfumerie*, aucune modification n'est signalée. Dans la *maréchalerie* même remarque. Dans la construction de *monuments funéraires*, travail moins abondant comparativement à 1907, 3^e trimestre, et baisse par rapport au 2^e trimestre 1908.

D'après le conseil de prud'hommes d'Aix, l'activité du travail est très grande dans la plupart des branches de l'industrie, et surtout dans le bâtiment, à cause de l'exécution de grands travaux publics; les chômeurs sont peu nombreux.

Calvados. — A Caen, dans le *bâtiment*, il n'a pas eu de changement appréciable par rapport au 2^e trimestre. A Honfleur, chez les *mareyeurs*, au nombre de 9, occupant seulement 20 hommes, vu la morte-saison, les arrivages seraient un peu plus nombreux, en raison de l'augmentation du nombre des bateaux pêcheurs, mais dans l'ensemble le travail n'a pas été plus abondant à cause du mauvais temps. Le taux du salaire est de 0 fr. 40 l'heure.

D'après le conseil de prud'hommes de Vire, le chômage aurait été nul dans les principales industries; les taux des salaires ou des prix de la on n'ont pas varié, sauf pour les maçons et charpentiers qui, depuis 4 mois, touchent 0 fr. 25 de plus par jour. Une grève de couvreurs en ardoises et en zinc, au nombre de 18, s'est terminée par une augmentation de 0 fr. 25 par journée de travail; une autre augmentation quotidienne de 0 fr. 40 a été également consentie en cas de déplacement hors la ville.

D'après le conseil de prud'hommes de Lisieux le chômage, pendant le 3^e trimestre, se serait élevé à 35 p. 100 et 9 heures de travail dans l'industrie lainière; à 15 p. 100 et journée de 10 heures dans l'industrie lainière; à 10 p. 100 et journée de 10 heures dans les cuirs et chaussures. Le bâtiment a occupé régulièrement tout son personnel, sans chômage.

Charente. — A Angoulême, dans la bijouterie-joaillerie de détail, qui compte 35 maisons, l'état d'activité du travail est resté stationnaire comparativement au 3^e trimestre 1907.

Charente-Inférieure. — A la Rochelle, d'après le conseil de prud'hommes, le chômage est à peu près nul et la journée de 10 heures; l'activité est surtout grande chez les terrassiers par suite de la construction d'une gare et de l'installation de l'éclairage électrique. D'après un syndicat patronal, le travail dans la *teinturerie* aurait peu varié comparativement au 3^e trimestre 1907; on fait 60 heures par semaine. Cette industrie, dont l'état est satisfaisant, se plaint du manque de main-d'œuvre et l'attribue au défaut d'apprentissage, lequel aurait encore pour conséquence l'absence des connaissances spéciales qui font les bons ouvriers.

D'après le conseil de prud'hommes de Rochefort-sur-Mer il n'y a pas eu de chômage au cours du 3^e trimestre, et la journée de travail a été de 10 heures.

Cher. — A Bourges, dans la *maréchalerie*, qui compte 111 patrons occupant 222 ouvriers, il n'y a pas eu de variation quant à l'abondance du travail; l'état général est bon, la main-d'œuvre restreinte, sans chômage; les salaires sont de 3 fr. 50 à 4 fr. 50 par jour.

A Marseilles-les-Aubigny, dans la *chaux hydraulique et ciment*, qui compte 13 établissements syndiqués occupant 850 ouvriers, la situation n'a pas varié depuis le 2^e trimestre; on fait 60 heures par semaine.

Creuse. — A Aubusson, d'après le conseil de prud'hommes, l'activité du travail aurait fléchi par suite de diminution des commandes, surtout à l'exportation; les dessinateurs et les tapissiers compteraient 10 p. 100 de chômeurs; la moyenne des salaires est de 4 francs et la durée quotidienne du travail de 10 heures.

A Guéret, d'après un syndicat patronal, le bâtiment, qui compte 36 entrepreneurs syndiqués occupant 800 ouvriers, a eu la même activité qu'au 3^e trimestre 1907; on faisait encore 60 heures par semaine fin septembre, mais pour peu de temps, vu l'automne. Le perfectionnement de l'outillage permet aujourd'hui de faire en 6 mois des constructions qui demandaient un an il y a quelques années; un nouvel établissement s'est créé, occupant 25 à 30 ouvriers.

Dordogne. — A Périgueux, dans l'*horlogerie-bijouterie, etc., de détail*, le travail aurait été en diminution sur 1907 à la même époque, et stationnaire par rapport au 2^e trimestre 1908; on fait 60 heures par semaine.

Doubs. — A Montbéliard, dans l'*industrie textile*, dont les 26 établissements syndiqués occupent 500 ouvriers, le travail a été beaucoup moins abondant qu'en 1907 à pareille époque par suite du marasme général des affaires; les *filatures de cotons jumels*, notamment, traversent, en ce moment, une période difficile; on fait 60 heures par semaine. Dans l'*horlogerie*, la situation serait plutôt mauvaise depuis quelque temps, la vente ayant baissé de 50 p. 100 environ et la fabrication devant s'en trouver d'autant diminuée.

A Pontarlier, dans la *distillerie d'absinthe*, qui compte 23 établissements syndiqués occupant 500 ouvriers, l'activité reste stationnaire. Deux établissements ont fermé; on fait 60 et 55 heures par semaine, selon les usines.

D'après le conseil de prud'hommes des cantons de Montbéliard et d'Audincourt, la situation n'a pas varié depuis le 2^e trimestre.

Eure. — A Évreux, dans la *fromagerie*, dont les 20 établissements occupent 200 ouvriers et ouvrières, la situation ne serait pas aussi prospère qu'en 1908 à cause de l'abondance des fruits et, par suite, de la concurrence; il n'y a toutefois pas de changement quant à l'activité du travail dont la durée dépend surtout de la température; la main-d'œuvre deviendrait de plus en plus rare par suite du manque d'apprentissage; les salaires sont toujours de 45 à 60 fr. par mois, nourris et logés, pour les hommes. Dans la *maréchalerie*, qui compte 25 patrons occupant 55 hommes, le travail se maintient actif; la main-d'œuvre serait plus stable, mais rare; les causes en seraient le défaut d'apprentissage et la rétribution trop faible d'un travail pénible: on fait 66 heures par semaine en observant le repos hebdomadaire, et le salaire mensuel varie entre 35 à 50 francs pour le teneur de pied, et de 50 à 70 francs pour le ferreur, nourriture et logement compris. A Bernay, dans le *bâtiment*, qui compte 45 entrepreneurs occupant 200 ouvriers, il n'y a pas eu de changement appréciable comparativement au trimestre correspondant de 1908; on faisait encore 66 heures par semaine fin septembre; trois entreprises ont fermé et cinq ont ouvert, occupant un nombre d'ouvriers égal aux premiers. A Ezy, dans la fabrique de *peignes*, dont les 45 établissements syndiqués occupent 600 ouvriers, le travail a été moins actif qu'en 1907 à pareille époque, et sa durée en diminution sur le 2^e trimestre 1908; on ne faisait que 30 heures par semaine fin septembre.

D'après le conseil de prud'hommes de Pont-Audemer, la situation de l'industrie n'a pas varié depuis le 2^e trimestre.

Finistère. — D'après le conseil de prud'hommes de Morlaix, l'activité a été la même que pendant le 3^e trimestre 1907, mais une diminution sensible de travail s'annonçait dans la *tonnellerie* et le *bâtiment*. La marche de la *tannerie* continue à être satisfaisante; même remarque pour l'*imprimerie*. Les *sabotiers* ont aussi un travail abondant, mais ils ne forment plus d'apprentis en raison du faible salaire de l'ouvrier.

D'après les syndicats patronaux: à Concarneau, dans le *bâtiment*, dont les 11 entrepreneurs syndiqués occupent 147 ouvriers, le travail a été moins abondant que l'an dernier à pareille époque, à cause de la persistance de la crise sardinière; on fait 60 heures par semaine et le salaire quotidien est de 4 francs pour les ouvriers et de 2 fr. 50 pour les manœuvres. A Camaret-sur-Mer, dans la *pêche*, le travail a été plus abondant qu'en 1907 à pareille époque, où elle avait été nulle; toutefois, la sardine fait encore défaut. Les salaires seraient en hausse sensible, le mille de sardines étant payé actuellement 38 francs au lieu de 25. Un établissement qui occupait 80 ouvriers a fermé.

Gard. — A Nîmes, dans l'*horlogerie-bijouterie de détail*, la situation est restée la même qu'au 2^e trimestre.

Gers. — A Mauvezin, dans la *maréchalerie*, travail à peu près aussi abondant qu'en 1907 à pareille époque; on fait 60 heures par semaine, et le salaire mensuel est en moyenne de 30 francs, nourri, logé et blanchi.

Gironde. — A Bordeaux, dans l'entreprise de *couverture*, qui compte 45 maisons occupant 400 ouvriers, le travail a été plus abondant qu'en 1907 à pareille époque; on faisait 54 heures par semaine fin septembre. Dans la *maréchalerie*, dont les 35 à 40 ateliers occupent 110 à 120 ouvriers, le travail tendrait en général à diminuer; on fait 10 heures par jour pour un salaire quotidien de 4 fr. 50 (teneurs de pieds) et 5 fr. 50 (ferreurs); cette corporation se plaint de l'abaissement des prix de la ferrure, auquel vient s'ajouter la concurrence de plus en plus grande de la traction mécanique. Dans l'*horticulture*, qui compte 30 patrons syndiqués occupant 100 ouvriers, l'activité du travail n'a pas varié comparativement à l'époque correspondante de 1907; on fait 10 heures par jour pour un salaire de 3 à 4 francs.

Hérault. — D'après le conseil de prud'hommes de Montpellier, le travail a été encore plus actif que l'an dernier à pareille époque et qu'au 2^e trimestre 1908. Toutefois, les *maçons* et *tailleurs de pierre* comptaient 25 p. 100 de chômeurs par suite de la mévente des vins.

D'après des syndicats patronaux : à Montpellier, le *bâtiment*, qui compte 90 patrons occupant 700 ouvriers, a conservé la même activité que l'an dernier à pareille époque — activité d'ailleurs faible; les salaires n'ont pas varié : maçons, 5 fr. 50 pour 10 heures de travail; terrassiers, 4 fr. 50 pour 9 heures; peintres, 4 fr. 50 pour 10 heures; menuisiers, 4 fr. 75 pour 10 heures. Dans la *maréchalerie*, l'augmentation du nombre des automobiles et la mévente des vins auraient réduit de moitié l'activité du travail comparativement au 3^e trimestre correspondant de 1907; on faisait 10 heures par jour fin septembre pour un salaire de 4 fr. 50 et 3 fr. 50.

A Béziers, d'après le conseil de prud'hommes, la situation industrielle n'a pas varié comparativement au 2^e trimestre 1908, sauf au mois de septembre où toutes les corporations ont été occupées aux travaux des vendanges, sans chômage.

D'après un syndicat patronal : à Béziers, dans la *maréchalerie*, le travail diminuerait progressivement par suite de la concurrence entre patrons; quatre ateliers seulement font 60 heures par semaine; le reste aurait une durée de travail illimitée.

D'après le conseil de prud'hommes de Cette, le chômage serait presque complet chez les *maçons* et les *tailleurs de pierre*, et le travail peu actif chez les *calfat*s et *charpentiers* de marine; les *plâtriers* comptent toujours un fort chômage (40 p. 100), et les ouvriers du port subissent le lock-out des compagnies de navigation marseillaises, lequel réduit le travail à presque rien.

La *tonnellerie* a eu un trimestre assez satisfaisant; de même les *pêcheurs* de la Méditerranée, mais non ceux de l'étang de Thau. Morte saison chez les *tailleurs d'habits*.

Également à Cette, d'après un syndicat patronal, la *menuiserie* a eu un travail irrégulier et moins abondant que l'an dernier à pareille époque; on fait 60 heures par semaine.

A Lodève, d'après le conseil de prud'hommes, la situation industrielle n'a pas varié depuis le dernier trimestre; mais aux adjudications pour la fourniture des draps destinés à l'habillement des troupes, deux maisons de Lodève n'ayant pas été déclarées adjudicataires, elles fermeront à la fin de l'année, mettant à pied 250 à 300 ouvriers.

Ille-et-Vilaine. — A Rennes, dans les *cuirs et peaux*, la situation serait plutôt meilleure.

Indre. — A Châteauroux, dans les *travaux publics* et *bâtiment*, qui comptent 170 entreprises syndiquées, le travail a été moins abondant à cause de la température; on faisait 60 heures par semaine fin septembre. Dans les *huileries*, dont les 21 maisons syndiquées occupent 45 ouvriers, la situation est satisfaisante, sans changement; on fait 10 heures par jour pour un salaire de 2 fr. 50 à 5 francs.

Indre-et-Loire. — A Tours, dans la *meunerie*, il n'y a pas eu de changement. Chez les fabricants de cartonnages, au nombre de 14 occupant 300 ouvriers, les affaires ont été plus actives et plus faciles que l'an dernier à la même époque. Le personnel travaille régulièrement et les salaires seraient rémunérateurs.

A Loches, chez les fabricants de *sabots*, il n'y a pas eu de changement.

Isère. — A Grenoble, dans l'*ameublement*, la situation n'a pas varié depuis le 2^e trimestre. Chez les *constructeurs-mécaniciens*, au nombre de 13 syndiqués occupant 1,150 ouvriers, la situation reste bonne, bien que le travail ait été moins abondant qu'en 1907 à pareille époque; on faisait fin septembre de 54 à 60 heures par semaine, comme au précédent trimestre. Les bons ouvriers deviendraient rares par suite des difficultés dans l'apprentissage.

A Vienne, dans l'*industrie drapière*, on comptait 25 p. 100 de chômage. Dans le *bâtiment*, dont les 80 entreprises syndiquées occupent 800 ouvriers, le travail a été moins abondant qu'en 1907 au 3^e trimestre; la journée normale était encore de 10 heures fin septembre.

Jura. — A Dôle, dans le *bâtiment*, qui compte 33 établissements occupant 500 ouvriers, l'activité du travail n'a pas varié comparativement à 1907, même époque; on ne faisait plus que 57 heures fin septembre. A Salins, dans l'*industrie fruitière et fromagère*, *statu quo* quant à l'abondance et à la régularité du travail.

D'après le Conseil de prud'hommes de Morez l'activité du travail laisse toujours à désirer, surtout pour la *lunetterie*, dont quelques manufactures ferment le lundi; ce chômage d'un jour par semaine atteint une centaine d'ouvriers. Le taux des salaires à façon de la lunetterie a subi, d'un commun accord entre le syndicat patronal et le syndicat ouvrier, une augmentation de 8 à 10 p. 100.

Également à Morez, dans l'*horlogerie*, d'après un syndicat patronal comptant 26 établissements occupant 1,000 ouvriers, l'abondance du travail serait suffisante pour le nombre d'ouvriers disponibles, la main-d'œuvre faisant défaut; on faisait 50 heures par semaine fin septembre, et les salaires seraient en hausse.

Landes. — A Herm, Soustons et Moliets-et-Maa, dans l'*industrie agricole et forestière*, l'activité du travail n'a pas varié comparativement à 1907 à pareille époque.

Loir-et-Cher. — A Blois, d'après le Conseil de prud'hommes, il n'y aurait pas eu de chômage, mais la durée du travail a diminué d'une heure depuis le 2^e trimestre, vu l'automne. D'après un syndicat comptant 54 patrons meuniers occupant 200 ouvriers, l'activité du travail n'a pas varié comparativement à l'an dernier à pareille époque et au 2^e trimestre 1908.

Loire. — A Saint-Étienne, dans l'*horticulture*, on faisait 60 heures par semaine fin septembre, sans changement quant à l'activité du travail.

A Roanne, d'après le Conseil de prud'hommes, aucune variation notable n'a marqué le 3^e trimestre, qui est celui du ralentissement de travail; toutefois une usine occupant environ 220 ouvriers, ouvrières et employés, ayant transformé son outillage mécanique de façon à faire actionner 4 métiers au lieu de 2 par un seul ouvrier, le personnel se mit en grève et la direction ferma l'usine le 1^{er} septembre. 40 ouvriers seulement ont pu trouver du travail dans les autres tissages sur les 220.

Également à Roanne, d'après un syndicat patronal, l'*industrie cotonnière* qui compte 27 établissements occupant 8,480 ouvriers et ouvrières, le travail a été moins abondant qu'en 1907 à pareille époque, et sa durée hebdomadaire a diminué comparativement au 2^e trimestre 1908. Elle n'était plus que de 40 à 50 heures fin septembre, d'où une diminution sensible des salaires.

D'après le Conseil de prud'hommes du canton de Rive-de-Gier, il n'y a pas eu de chômage dans la *verrière* et la *métallurgie*, qui enregistre une légère augmentation sur les salaires. Dans le *bâtiment*, cette augmentation serait de 1 franc par jour pour la *maçonnerie* et la *plâtrerie*. L'*industrie textile* a enregistré un chômage partiel de 3 mois au commencement de l'année. D'après un syndicat patronal du *bâtiment et travaux publics*, qui compte 30 établis-

sements occupant 500 ouvriers, l'activité du travail est stationnaire; on ne faisait plus que 54 heures par semaine fin septembre; un établissement de 150 ouvriers a été définitivement fermé pour cause de faillite.

A Cambon-Feugerolles, dans l'industrie des *laines*, qui compte 21 établissements occupant 1,500 ouvriers, le travail a été bien moins abondant qu'en 1907 à pareille époque; on ne faisait plus que 50 heures par semaine. La main-d'œuvre est abondante, avec chômage, et le nombre des ouvriers de cette corporation diminuerait.

A Saint-Chamond, dans le *bâtiment*, qui compte 84 entrepreneurs syndiqués occupant 400 ouvriers, le travail a été moins abondant qu'en 1907 à pareille époque, mais il n'y a pas eu de chômage; on faisait 60 heures par semaine fin septembre.

A Charlieu, d'après le Conseil de prud'hommes, l'activité du travail a été moins grande qu'au trimestre correspondant de 1907, et sensiblement la même par rapport au 2^e trimestre 1908. La proportion des ouvriers en chômage était évaluée à 25 p. 100 sur environ 4 à 5,000 ouvriers en soie. L'ouvrier en usine gagne de 1 franc à 2 fr. 50 par jour. Les salaires supérieurs seraient la grande exception. L'ouvrier à la main gagne 1 franc à 2 francs par jour, et même moins.

Loire-Inférieure. — A Nantes, chez les fabricants de *salaisons*, au nombre de 12 occupant 600 ouvriers en période active, le travail était presque nul par suite de la suppression en 1908 des commandes de porc salé pour l'armée. Dans les *cuirs et peaux*, qui comptent 63 établissements occupant 920 ouvriers, le travail a été moins abondant que l'an dernier à pareille époque, et sa durée en diminution sur le précédent trimestre; il y a eu renvoi de quelques ouvriers.

Loiret. — A Orléans, dans l'entreprise de *charpente*, dont les 14 entrepreneurs syndiqués occupent 70 ouvriers, il n'y a pas eu de variation quant à l'abondance du travail par rapport à 1907, même trimestre; on ne faisait plus que 60 heures par semaine fin septembre, vu la saison, pour un salaire de 0 fr. 60 de l'heure. Dans l'*habillement*, il n'y aurait pas eu de changement en dehors de la baisse du cours des matières premières et des produits fabriqués. A Pithiviers, chez les *tourneurs chaisiers*, le travail périliterait de plus en plus par suite de la concurrence. Le 3^e trimestre a enregistré, comme tous les ans, une augmentation de travail au moment de la moisson, mais la pénurie s'est fait sentir ensuite.

Maine-et-Loire. — A Angers, dans la *vaunerie*, le travail a été moins abondant qu'en 1907 à pareille époque, et sa durée a diminué comparativement au 2^e trimestre 1908. A Cholet, dans l'industrie *textile*, la situation serait très mauvaise; on ne fait que 40 à 45 heures par semaine avec une journée de chômage dans la plupart des ateliers, sans compter la perte subie par le tisseur à la fin de chaque rouleau. Dans l'*horlogerie-bijouterie de détail*, on fait 60 heures par semaine, sans changement.

Manche. — A Granville, dans la *grande pêche*, on attendait le retour des navires avec leurs produits; le prochain armement reprendra à partir de décembre-janvier prochain.

Marne. — A Châlons-sur-Marne, dans le *bâtiment*, qui compte 60 établissements syndiqués et 500 ouvriers, le travail a été régulier et sa durée légale. Dans l'industrie des *chaux hydrauliques et ciments*, dont les 15 établissements syndiqués occupent de 600 à 800 ouvriers, il n'y a pas eu de changement quant à l'activité du travail, qui est satisfaisante; il n'y a pas de chômage, et quelques usines sont en voie d'agrandissement et d'amélioration d'outillage; on fait 60 heures par semaine pour un salaire quotidien de 4 à 5 fr. en moyenne; la main-d'œuvre serait plutôt insuffisante. Un établissement de 25 ouvriers a fermé au cours du trimestre.

A Reims, dans le *textile*, travail beaucoup moins abondant qu'à l'époque correspondante de 1907, et réduction de sa durée par rapport au 2^e trimestre 1908. Deux établissements ont fermé. Dans la *filature de laine cardée* même constatation défavorable, ainsi que dans la *teinturerie et apprêt*.

**Analyse, par département, des renseignements fournis
par les syndicats ouvriers.**

(Renseignements fournis à la date du 15 novembre.)

1. — Ain. — A Bourg, pas de changement chez les *typographes*.

A Saint-Genis-Ponilly, pas de chômeurs, 50 heures, chez les *diamantaires* du pays de Gex.

A Serrières-de-Briord, 2 p. 100 de chômeurs, 60 à 66 heures, chez les *tullistes*.

A Oyonnax, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *ouvriers du bâtiment*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *menuisiers et charpentiers*.

2. — Aisne. — A Saint-Quentin, pas de chômeurs chez les *brasseurs*; pas de changement chez les *ouvriers du piquage de cartons*; 4,2 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *tullistes en guipures*; pas de chômeurs, 48 heures, travail satisfaisant, chez les *maçons*; pas de chômeurs, 48 heures, chez les *peintres*.

A Chauny, pas de chômeurs, 72 heures, chez les *ouvriers des produits chimiques*.

A Estrées, 40 p. 100 de chômeurs, 45 heures, chez les *brodeurs*.

A Guise, travail peu satisfaisant, 60 heures, chez les *mouleurs*.

A Hirson, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *mouleurs*.

A Laon, pas de chômeurs chez les *conturières*.

A Origny-en-Thiérache, 17 p. 100 de chômeurs, 70 heures, chez les *vanniers*.

A Sissy, pas de chômeurs, 78 heures, chez les *vanniers*.

A Soissons, travail satisfaisant, 66 heures, chez les *mécaniciens*.

A Vaux-sur-Laon, pas de chômeurs, 48 heures, dans le *bâtiment*.

A Villers-Cotterets, pas de chômeurs, 72 heures, chez les *travailleurs du bois* et chez les *typographes*.

3. — Allier. — A Moulins, 6 p. 100 de chômeurs, 48 heures, travail satisfaisant, chez les *peintres et plâtriers*.

A Commeny, travail moins abondant, 66 heures, chez les *métallurgistes*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *menuisiers-ébénistes*.

A Bourbon-l'Archambault, 19 p. 100 de chômeurs, 51 heures, dans le *bâtiment*.

A Gannat, 26 p. 100 de chômeurs, 40 heures, dans le *bâtiment*.

A Saint-Aubin-le-Monial, 15 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *scieurs de long*.

A Vichy, travail peu satisfaisant chez les *garçons restaurateurs, limonadiers*.

Chez les *travailleurs agricoles*: pas de chômeurs, à Buxières-les-Mines, Chemilly, Meillard, Molinet; 23 p. 100 à Mercy; travail un peu plus satisfaisant à Neuilly-le-Réal; pas de chômeurs à Saligny; 3 p. 100 à Tronget.

Chez les *bûcherons*: 35 p. 100 de chômeurs à Bourbon-l'Archambault; 37 p. 100 à Coulevres; 27 p. 100 de chômeurs à Franchesse; pas de chômeurs à Isles et Bardais; 83 p. 100 de chômeurs à Lurey-Lévy; chômage complet à Monbeugny; 83 p. 100 de chômeurs à Neurre; pas de chômeurs à Pouzy-Mézangy; pas de chômeurs à Saint-Plaisir; 57 p. 100 à Saint-Voir; 20 p. 100 de chômeurs à Thionne; 33 p. 100 de chômeurs à Vaumas; travail moins abondant à Ygrande (pas de chômeurs chez les *fendeurs*).

Chez les *mineurs*: pas de chômeurs à Montcombroux; pas de chômeurs, 54 heures, à Montvicq; 48 et 54 heures, à Saint-Hilaire.

A Saint-Yorre, 10 p. 100 de chômeurs, 48 heures chez les *sourciers*.

4. — Alpes (Basses-). — A Digne, chômage presque complet, chez les *ouvriers du bâtiment*.

A Saint-Maime, pas de chômeurs, 57 heures, chez les *mineurs*.

5. — Alpes (Hautes-). — A Briançon, pas de changement, dans le *bâtiment*.

6. — Alpes-Maritimes. — A Nice, 77 p. 100 de chômeurs chez les *restaurateurs-limonadiers*; 8 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*; pas de chômeurs,

48 heures, chez les *ouvriers du port*; 30 p. 100 de chômeurs au syndicat indépendant des *travailleurs du port*; 6 p. 100 de chômeurs chez les *coiffeurs*.

A Antibes, 57 p. 100 de chômeurs, 25 heures, chez les *ouvriers du port*.

A Cannes, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *typographes*.

A Contes-les-Pins, pas de chômeurs, 54 heures, chez les *ouvriers en chaux et ciments*.

A Grasse, pas de chômeurs, 54 heures, chez les *typo-lithographes*.

A Vallauris, 35 p. 100 de chômeurs, 54 heures, dans le bâtiment; pas de chômeuses, 48 heures, chez les *engobeuses de poterie*.

7. — Ardèche. — A Annonay, pas de chômeurs, 48 heures, chez les *papetiers*; 10 p. 100 de chômeurs chez les *mégissiers-palissonneurs*; 30 p. 100 de chômeurs, 40 heures, chez les *mégissiers de rivière*; 7 p. 100 de chômeurs, 45 heures, chez les *menuisiers, charpentiers, ébénistes*.

A Largentière, travail abondant, 60 heures, chez les *tisseurs*.

A Privas, travail satisfaisant, 60 heures, chez les *mineurs*; pas de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*.

A Saint-Cierge-la-Serre, 82 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *mineurs*.

A Vals, 25 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *terrasiers et manœuvres des eaux minérales*.

8. — Ardennes. — A Mézières, pas de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*.

A Charleville, 1 p. 100 de chômeurs, 75 à 85 heures, chez les *charreiers*.

A Fumay, 5 p. 100 de chômeurs, 44 heures, chez les *mineurs*; pas de chômeurs chez les *ardoisiers*.

A Haybes-sur-Meuse, pas de chômeurs chez les *ardoisiers*.

A Hiraumont-en-Rocroi, pas de chômeurs chez les *mouleurs et métallurgistes*.

Chez les *tisseurs*: 43 p. 100 de chômeurs (industrie lainière), 48 heures, à Daigny; pas de chômeurs, 60 heures, à Illy; 4 p. 100 de chômeurs, 60 heures, à Sedan; 14 p. 100 de chômeurs, 54 à 60 heures, à Saint-Menges.

Chez les *métallurgistes*: pas de chômeurs à Bourg-Fidèle; pas de chômeurs, 58 heures, à Braux; pas de chômeurs, 50 heures, aux Mazures.

9. — Ariège. — A Lavelanet, 57 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *ouvriers textiles*.

A Ariguac, pas de chômeurs, 54 heures, chez les *plâtriers*.

10. — Aube. — A Troyes, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *cordonniers*; environ 40 p. 100 de chômeurs, 36 heures, chez les *bonnetiers*.

11. — Aude. — A Carcassonne, pas de chômeurs, 72 heures, chez les *espadrilliers*; pas de chômeurs, 60 heures, dans l'*habillement*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *menuisiers*; pas de chômeurs, 48 heures, chez les *peintres et plâtriers*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *comptables*; 2 p. 100 de chômeurs, 65 heures, chez les *employés de commerce*; pas de chômeurs chez les *gens de maison*.

A Espéraz, travail moins abondant, 50 heures, chez les *ouvriers et ouvrières en chappellerie*.

A Narbonne, 27 p. 100 de chômeurs, 84 heures, chez les *boulangers*; pas de chômeurs chez les *typographes*; 20 p. 100 de chômeurs chez les *tonneliers*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *maréchaux-ferrants*; pas de chômeurs, 79 heures, chez les *employés de commerce des deux sexes*.

En ce qui concerne les *ouvriers forestiers agricoles, cultivateurs*, etc.: 80 p. 100 de chômeurs à Argeliers; pas de chômeurs à Arzens; 62 p. 100 à Bages; 13 p. 100 à Castelnau-d'Aude; pas de chômeurs à Comigne; 4 p. 100 de chômeurs à Cuxac-d'Aude; pas de chômeurs à Fabrezan; 60 p. 100 de chômeurs à Gruissan; pas de chômeurs à Homps; pas de chômeurs à Maillac; 40 p. 100 de chômeurs à Montlaur; 15 p. 100 à Ornaisons; pas de chômeurs à Pézens; pas de chômeurs à la Redorte; 18 p. 100 de chômeurs à Roubia; 61 p. 100 de chômeurs à Saint-André-de-Roquelongue; pas de chômeurs

à Sainte-Colombe-sur-Guette; pas de chômeurs à Saint-Hilaire; 43 p. 100 de chômeurs à Saint-Jean-de-Barron; 23 p. 100 de chômeurs à Saint-Marcel; 62 p. 100 de chômeurs aux Salies d'Aude; 9 p. 100 de chômeurs à Trèbes; pas de chômeurs à Villegly; pas de chômeurs à Villemoustaussou.

12. — Aveyron. — A Millau, travail plus abondant, 40 heures, chez les *tanneurs* et *corroyeurs*; 63 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *mégissiers* et *chamoiseurs*; 25 p. 100 de chômeurs, 40 heures, chez les *palissonneurs en couleur*; 52 p. 100 de chômeurs, 40 heures, chez les *teinturiers en peaux*.

A Crausac, pas de chômeurs chez les *mineurs* de l'Aveyron.

A Decazeville, pas de chômeurs, 54 heures, dans le *bâtiment*.

13. — Bouches-du-Rhône. — A Marseille, pas de chômeurs chez les *pêcheurs*; 13 p. 100 de chômeurs, 72 à 84 heures, chez les *confiseurs-pâtisseries*; 11 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *bouchers*, *tripiers* et *boyaudiers*; 27 p. 100 de chômeurs, 112 heures, chez les *garçons bouchers* et *charcutiers*; 15 p. 100 de chômeurs chez les *maîtres d'hôtel* et *garçons navigateurs*; 12 p. 100 chez les employés de *restaurants navigateurs*; pas de chômeurs chez les *raffineurs*.

16 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *ouvriers des huileries*.

4 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez *imprimeurs-lithographes*.

12 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *ouvriers en crins*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *selliers-bourrelliers*.

Pas de chômeurs, 60 heures, chez les *tailleurs d'habits*.

45 p. 100 de chômeurs, 50 heures, chez les *charpentiers*; 40 p. 100 de chômeurs chez les *caïfats* et *perceurs*; 4 p. 100 de chômeurs, 54 à 60 heures, chez les *carrossiers*.

9 p. 100 de chômeurs chez les *forgerons*; 19 p. 100 de chômeurs, 4 jours par semaine, chez les *serruriers*.

9 p. 100 de chômeurs, 55 heures, chez les *maçons des travaux d'art publics et sous-marins*; 33 p. 100 de chômeurs, 50 heures, chez les *manœuvres* et *aides-maçons*; pas de chômeurs chez les *carrelleurs*; 75 p. 100 de chômeurs chez les *peintres*, *décorateurs*, *doreurs* et *vitriers*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *plombiers-zingueurs*; 50 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *terrassiers-puisatiers*; 24 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *briqueurs-fumistes*.

2 p. 100 de chômeurs chez les *employés de commerce*; pas de changement chez les *représentants*; travail satisfaisant chez les *sténographes de commerce*; 18 p. 100 de chômeurs chez les *machinistes des théâtres et concerts*; 14 p. 100 de chômeurs chez les *chauffeurs-conducteurs mécaniciens-automobilistes*; pas de chômeurs, 80 heures, chez les *garçons cochers de fiacre*; 2 p. 100 de chômeurs chez les *aides-pharmaciens*; 2 p. 100 de chômeurs dans l'*enseignement privé laïque*.

A Aix, pas de chômeurs chez les *boulangers*; 8 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *cuisiniers*, *pâtisseries*, *confiseurs*; 13 p. 100 de chômeurs chez les *coiffeurs*; pas de chômeurs chez les *institutrices libres*.

A Arles, 33 p. 100 de chômeurs chez les *inscrits maritimes* et *pêcheurs*.

A Aubagne, 30 p. 100 de chômeurs, 36 heures, chez les *tonneliers*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *ouvriers en céramique*.

A Berre, travail moins abondant chez les *pêcheurs* de l'Étang.

A Cassis, 2 p. 100 de chômeurs, 50 heures, chez les *carriers*.

A la Ciotat, 40 p. 100 de chômeurs chez les *boulangers*.

A Fontvieille, 53 p. 100 de chômeurs, 42 heures, chez les *carriers*.

Chez les *mineurs*: pas de chômeurs à Valdonne (commune de Bourine); 2 jours de chômage par semaine à l'Yveau; pas de changement à Gardanne; pas de chômeurs, 54 heures, à Saint-Savournin.

14. — Calvados. — A Caen, travail plus abondant, 54 heures, chez les *typographes*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *mécaniciens*.

A Lisieux, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *liniers* et *lainiers*.

A Vire, pas de chômeurs chez les *typographes*.

15. — Cantal. — A Aurillac, pas de chômeurs, 72 heures, chez les *galochiers*; 25 p. 100 de chômeurs dans le *bâtiment*.

16. — Charente. — A Angoulême, 4 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *typographes*; pas de chômeurs chez les *tailleurs d'habits*.

A Cognac, 4 p. 100 de chômeurs, 115 heures, chez les *boulangers*; 25 p. 100 de chômeurs, 72 heures, chez les *tonneliers*; 18 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *tailleurs de pierres et maçons*; 8 p. 100 de chômeurs, 70 heures, chez les *tuiliers-céramistes*; 1 p. 100 de chômeurs chez les *employés*.

17. — Charente-Inférieure. — A Rochefort, pas de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*.

A la Rochelle, pas de chômeurs chez les *pêcheurs*; pas de chômeurs, 63 et 72 heures, chez les ouvriers des *engrais chimiques*.

A Saint-Séverin, pas de chômeurs chez les *bûcherons*.

A la Tremblade, travail un peu plus abondant chez les ouvriers *ostéocoles*; pas de chômeurs, 54 heures, dans le *bâtiment*; pas de chômeurs chez les *vanniers*.

18. — Cher. — A Bourges, pas de chômeurs, 60 heures, chez les ouvriers de l'*usine à gaz*; 7 p. 100 de chômeurs, 54 heures, dans l'*habillement*; 25 p. 100 de chômeurs, 55 heures, chez les *ouvriers en voitures*; moins de 1 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *métallurgistes*; 4 p. 100 de chômeurs, 48 heures, chez les *tailleurs de pierres*; pas de chômeurs, 66 heures, chez les *employés*; 7 p. 100 de chômeurs chez les *coiffeurs*.

A Bruère-Allichamps, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *porcelainiers*.

A Chailivoy-Milon, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *carriers*.

A Châteaumeillant, chômage complet chez les *maçons*.

A Dun-sur-Auron, pas de chômeurs, 48 heures, chez les *maçons, aides-maçons et tailleurs de pierres*; 40 p. 100 de chômeurs, 48 heures, chez les *maçons*.

A Graçay, travail moins abondant, 48 heures, dans le *bâtiment*.

A la Guerehe-sur-l'Aubois, 50 p. 100 de chômeurs, 48 heures, dans le *bâtiment*; pas de chômeurs, 54 heures, chez les *chaufourniers*.

A Jouet-sur-l'Aubois, pas de chômeurs, 54 heures, dans le *bâtiment*; pas de chômeurs, 54 heures, chez les *chaufourniers*.

A Saint-Amand, travail satisfaisant, 54 heures, dans la *bijouterie*; pas de chômeurs, 57 heures, chez les *typographes*.

A Sancoins, pas de chômeurs, 50 heures, dans le *bâtiment*.

A Saint-Florent, 25 p. 100 de chômeurs, 48 heures, chez les *carriers*.

A Saint-Loup, 25 p. 100 de chômeurs, chez les ouvriers *agricoles*.

A Torteron, 30 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *chaufourniers*.

A Vallenay, pas de chômeurs, 56 heures, chez les *carriers*.

En ce qui concerne les *bûcherons*, pas de chômeurs à Apremont; chômage complet à Arphenilles; 25 p. 100 de chômeurs à Blet; 18 p. 100 de chômeurs à Brécy; pas de chômeurs à Chambon; 50 p. 100 de chômeurs à la Chapelle; 75 p. 100 à la Chapelle-Hugon; pas de chômeurs à Charenton-du-Cher; 42 p. 100 à Cours-les-Barres; plus de 80 p. 100 à Dun-sur-Auron; 25 p. 100 de chômeurs à Farges-en-Septaine; 20 p. 100 à Feux; pas de chômeurs à Flavigny; 33 p. 100 de chômeurs à Garigny; pas de chômeurs à Groises; 80 p. 100 de chômeurs à la Guerehe-sur-l'Aubois; pas de chômeurs à Ivoy-le-Pré; 7 p. 100 de chômeurs à Jalognes; 46 p. 100 de chômeurs à Jouet-sur-l'Aubois; 20 p. 100 de chômeurs à Loye; pas de chômeurs à Meillant; 40 p. 100 de chômeurs à Morlac; 21 p. 100 de chômeurs à Mornay-Berry; 19 p. 100 de chômeurs à Plou-Brouillaumon; 26 p. 100 de chômeurs à Sagonne; 62 p. 100 à Saint-Baudel; 6 p. 100 de chômeurs à Saint-Benin-d'Azy; 31 p. 100 à Saint-Eloy-de-Gy; 25 p. 100 de chômeurs à Sancerques; 68 p. 100 à Sancoins; 30 p. 100 à Sarrue; 86 p. 100 à Tazy-le-Venon; 43 p. 100 de chômeurs à Véreux.

19. — Corrèze. — A Tulle, pas de chômeurs, 54 et 60 heures, chez les *typographes*; pas de chômeurs, 58 heures, chez les *cordonniers sur mesure*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *menuisiers-céramistes*; 10 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *tailleurs de pierres et maçons*.

20. — **Corse.** — A Ajaccio, 10 p. 100 de chômeurs chez les *cordonniers*, 6 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *employés de commerce*.

21. — **Côte-d'Or.** — A Dijon, pas de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*; 11 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *relieurs-doreurs*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *cordonniers*; pas de chômeurs chez les *musiciens*.

A Beaune, chômage presque complet dans le *bâtiment*.

A Caublanchien, travail satisfaisant, 54 heures, chez les *carriers*.

A Villiers-le-Duc, pas de chômeurs chez les *tâcherons*.

Chez les *bûcherons*, pas de chômeurs à Corcelle-les-Cîteaux et à Saulieu.

22. — **Côtes-du-Nord.** — A Saint-Brieuc, pas de changement chez les *typographes*; travail peu satisfaisant, 54 heures, au syndicat briochin de l'*industrie du livre*; pas de chômeurs, 54 et 60 heures, chez les *menuisiers et charpentiers*; pas de chômeurs, 60 heures, dans le *bâtiment*; pas de chômeurs, 57 heures, chez les *peintres*.

A Dinan, 8 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *travailleurs du livre*; 6 p. 100 de chômeurs, 63 heures, chez les *ouvriers en voitures*.

23. — **Creuse.** — A Saint-Pierre-le-Bost, pas de chômeurs, 48 heures, chez les *tailleurs de pierres*.

A Lavaveix, pas de chômeurs, 54 et 66 heures, chez les *mineurs*.

24. — **Dordogne.** — A Périgueux, travail plus abondant dans l'*habillement*; travail moins abondant chez les *chiffonniers*.

A Allas-Marnac, pas de chômeurs, 66 heures, chez les *ouvriers des mines de ciment*.

A Bergerac, pas de chômeurs, 84 heures, chez les *boulangers*; pas de chômeurs, 69 heures, chez les *employés*.

A Domme, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *meuliers*.

A Lanouaille, pas de chômeurs chez les *charretiers*.

25. — **Doubs.** — A Besançon, 1 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*; pas de chômeurs, 55 heures, chez les *ouvriers en couronnes, pendants et anneaux de montres*.

A Badevel, travail plus abondant, 60 heures, chez les *horlogers*.

A Charquemont, travail stationnaire, 63 heures, chez les *horlogers*.

Au Lac-ou-Villers, chômage partiel pour 40 p. 100 des *ouvriers*, 45 à 50 heures, chez les *horlogers*.

A Montbéliard, pas de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*; travail satisfaisant, 51 heures, dans le *bâtiment*.

A Morteau, chômage complet chez les *horlogers*.

A Verrières-de-Joux, 35 p. 100 de chômeurs, 36 heures, chez les *horlogers*.

26. — **Drôme.** — A Valence, 4 p. 100 de chômeurs, 63 à 84 heures, dans l'*alimentation*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *tailleurs de pierres*; pas de chômeurs, 48 heures, chez les *peintres et plâtriers*; pas de chômeurs, 78 heures, chez les *employés*.

A Bourg-de-Péage, pas de chômeurs chez les *chapeliers-appropriateurs*.

A Romans, 20 p. 100 de chômeurs, 50 heures, chez les *cordonniers*.

A Saint-Restitut, 44 p. 100 de chômeurs, 40 heures, chez les *carriers*.

27. — **Eure.** — Pas de chômeurs chez les *bûcherons* de la forêt de Beaumont-le-Roger.

28. — **Eure-et-Loir.** — A Chartres, pas de chômeurs, 84 heures, chez les *boulangers*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *mécaniciens*; 15 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *ouvriers en bâtiment*.

29. — **Finistère.** — A Audierne, 30 p. 100 de chômeurs, chez les *ferblantiers-bottiers*.

A Brest, pas de chômeurs chez les *musiciens*.

A Concarneau, travail satisfaisant chez les *pêcheurs*.

A Douarnenez, travail médiocre chez les *marins pêcheurs* du quartier de Douarnenez; 16 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *soudeurs-boîtiers*.

A Guilvinec, pas de chômeurs chez les *pêcheurs*; 27 p. 100 de chômeurs, 40 heures, chez les *ferblantiers-boîtiers*.

A Morlaix, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *mécaniciens*.

30. — **Gard.** — A Alais, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *fileuses en soie*.

A Anduze, travail peu satisfaisant, 60 heures, chez les *fileuses*.

A Aramon, pas de chômeurs, 65 heures, chez les *vanniers*.

A Dnrfort, 11 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *fileuses*.

A Lasalle, pas de chômeurs chez les *filateurs de soie*.

A Montardier, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *mineurs*.

A Nîmes, 8 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *carrossiers*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *coltineurs*.

A Quissac, pas de chômeurs chez les *ouvriers agricoles*.

A Saint-Jean-du-Gard, travail peu satisfaisant, 60 heures, chez les *fileuses*.

A Saint-Hippolyte-du-Fort, 20 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *tonneurs et carroyeurs*; 4 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *ouvriers en soie*.

A Trescol, pas de chômeurs chez les *mineurs*.

32. — **Gers.** — A Auch, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *charcutiers*; 1 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *terrassiers*.

A Lectoure, pas de chômeurs chez les *maçons et charpentiers*.

33. — **Gironde.** — A Bordeaux, 25 p. 100 de chômeurs, 91 heures, chez les *cuisiniers*; pas de chômeurs chez les *bouchers et charcutiers*; pas de changement chez les *pâtisseries-glaciers*; 16 p. 100 de chômeurs chez les *garçons limonadiers*.

4 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*; 4 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *imprimeurs-lithographes*.

Pas de chômeurs, 50 à 60 heures, chez les *charpentiers de navires calfatés perceurs*; 11 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *chénistes*; pas de chômeurs chez les *brossiers*; 20 p. 100 de chômeurs, 48 heures, chez les *layetier*.

Pas de chômeurs, 60 heures, chez les *môleurs*; travail satisfaisant, 60 heures, chez les *forgerons*.

20 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *tailleurs de pierre et maçons*; 20 p. 100 de chômeurs, 60 heures, dans le *bâtiment*; pas de chômeurs, 54 heures, chez les *peintres*.

Pas de chômeurs, 60 heures, chez les *potiers*; travail insuffisant, 7 à 8 jours de chômage par mois, chez les *verriers en verre blanc*.

50 p. 100 de chômeurs chez les *charbonniers-sacquiers* du port; 66 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *arrimeurs des bois merrains*; travail plus abondant chez les *arrimeurs et manœuvres du port*; travail normal chez les *inscrits maritimes*; travail satisfaisant chez les *déménageurs*.

Pas de chômeurs, 48 heures, chez les *dessinateurs*; 4 p. 100 de chômeurs chez les *gens de maison*.

A Mérignac, chômage complet

A Nérigean, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *carriers*.

A Libourne, 4 p. 100 de chômeurs, 84-90 heures, chez les *boulangers*; pas de chômeurs, 66 heures, chez les *employés*.

A Lormont, 28 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *charpentiers*.

A Soulac, pas de chômeurs, 50 à 60 heures, chez les *maçons et tailleurs de pierres*.

Pas de chômeurs, 60 heures, chez les *ouvriers des scieries mécaniques* de Podensac.

Chez les *tonneliers*: un chômeur, 72 heures, à Barsac; pas de chômeurs, 72 heures, à Langon; pas de chômeurs à Saint-Pardon.

34. — **Hérault.** — A Montpellier, 1 p. 100 de chômeurs, 60 heures, dans l'*habillement*; 50 p. 100 de chômeurs dans le *bâtiment*.

A Bédarieux, 14 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *carriers, mineurs-terrassiers*, 26 p. 100 de chômeurs chez les *charretiers, maçons, plâtriers, tailleurs de pierres*.

A Béziers, 78 p. 100 de chômeurs, 45 heures, chez les *tailleurs de pierres et maçons*.

A Bonziques, pas de chômeurs chez les *pêcheurs*.

A Cette, 20 p. 100 de chômeurs, 92 heures, chez les *boulangers*; 9 p. 100 de chômeurs, 54 et 60 heures, chez les *métallurgistes*; 68 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *maçons*.

A Ganges, pas de chômeurs, 42 à 60 heures, chez les *bonnetiers et gantiers*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *filuses*.

A Graissessac, travail satisfaisant, 59 heures, chez les *mineurs*.

A Marsillargues, 26 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *tailleurs de pierres et maçons*.

A Mèze, 5 p. 100 de chômeurs, 91 heures, chez les *charretiers*.

A Palavas, travail peu satisfaisant chez les *pêcheurs*.

En ce qui concerne les *travailleurs de la terre, ouvriers agriculteurs, cultivateurs, vignerons, etc.*, pas de chômeurs à Aspiran; 27 p. 100 à Capestang; chômage complet à Cazouls-les-Béziers; pas de chômeurs à Maraussan; 17 p. 100 de chômeurs à Manguio; 91 p. 100 de chômeurs à Mèze; pas de chômeurs à Mudaison; 47 p. 100 de chômeurs à Nézignan-l'Évêque; 63 p. 100 de chômeurs à Olonzac; 75 p. 100 de chômeurs à Pézenas; 35 p. 100 de chômeurs à Sérignan; 46 p. 100 de chômeurs à Servian.

35. — Ile-et-Vilaine. — A Rennes, pas de chômeurs, 57 heures, chez les *écrivains dessinateurs lithographes*; 20 p. 100 de chômeurs, 63 heures, chez les *métallurgistes*; 13 p. 100 de chômeurs, 90 heures, chez les *cochers*; moins de 1 p. 100 de chômeurs chez les *musiciens*.

A Dinard, 6 p. 100 de chômeurs, 54 heures, dans le *bâtiment*.

A Fougères, pas de chômeurs, 54 heures, chez les *maçons*.

A Louvigné, pas de chômeurs chez les *granitiers*.

A Paramé, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *ouvriers de la voiture*.

A Saint-Malo, 20 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *métallurgistes*.

37. — Indre-et-Loire. — A Tours, pas de changement chez les *coupeurs brocheurs en chaussures*; 23 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *tisseurs en soie*.

A Amboise, pas de chômeurs, 54 heures, chez les *mouleurs*.

A Saint-Cyr-sur-Loire, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *ouvriers en produits chimiques*.

38. — Isère. — A Grenoble, pas de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*; pas de chômeurs, 42 heures, chez les *mégissiers*; 3 p. 100 de chômeurs chez les *ouvrières de l'aiguille*; 5 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *menuisiers*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *ouvriers en boutons*; 10 p. 100 de chômeurs chez les *employés*; 12 p. 100 de chômeurs chez les *coiffeurs*.

Aux Avenières, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *cordonniers*.

A Bourgoin, pas de chômeurs, 54 heures, chez les *manœuvres journaliers*.

A Bouvesse-Quirieu, pas de chômeurs chez les *carriers-chaufourniers*.

A Domène, pas de chômeurs, 66 à 84 heures, chez les *papetiers*.

A La Motte-d'Aveillans, travail très abondant chez les *mineurs*.

A Parmilieu, 45 p. 100 de chômeurs, 40 heures, chez les *tailleurs de pierres et carriers*.

A Porcieu-Amblagnieu, 10 p. 100 de chômeurs, 48 heures, chez les *tailleurs de pierres*.

A Saint-Clair-de-la-Tour, 9 p. 100 de chômeurs, 68 heures 1/2, chez les *tullistes*.

A Saint-Geoire-en-Vallée, 15 p. 100 de chômeurs, 58 à 60 heures, chez les *tisseurs*.

A Saint-Laurent-du-Pont, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *ouvriers en ciment*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *métallurgistes*.

A Saint-Symphorien-d'Ozon, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *galochiers*.

A Trept, 53 p. 100 de chômeurs, 48 heures, chez les *tailleurs de pierres*.

A Vienne, pas de chômeurs, 72 à 76 heures, chez les *boulangers*; 12 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *ouvriers en chaussures*; 40 p. 100 de chômeurs, 60 heures, dans l'*industrie textile*; 12 p. 100 de chômeurs, 48 heures, chez les *charpentiers*; 6 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *ouvriers en chaussures*; 40 p. 100 de chômeurs, 60 heures, dans l'*industrie textile*; 12 p. 100 de chômeurs, 48 heures, chez les *charpentiers*; 6 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *ouvriers en chaussures*.

meurs, 60 heures, chez les *menuisiers et ébénistes*; 16 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *ouvriers en voitures*; pas de chômeurs, 60 heures, dans la *métallurgie*; 40 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *mouleurs*; 8 p. 100 de chômeurs, 48 heures, chez les *plâtriers-peintres*.

A Voiron, moins de 1 p. 100 de chômeurs chez les *ouvrières du tissage*; 3 p. 100 de chômeurs chez les *ouvrières de l'aiguille*.

39. — Jura. — A Dôle, pas de chômeurs chez les *bûcherons*; un chômeur, 54 heures, chez les *typographes*.

A Cinqétral, travail peu satisfaisant, 30 heures, chez les *ouvriers en tuyaux de pipes*.

A Fraisans, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *métallurgistes*.

A Lavans-Saint-Claude, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *tourneurs*.

A Saint-Claude, pas de chômeurs, 40 à 50 heures, chez les *fabricants de l'article de Saint-Claude*; 30 heures de travail par semaine chez les *pipiers*.

40. — Landes. — A Mont-de-Marsan, pas de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*; pas de chômeurs, 54 heures, chez les *charpentiers*.

A Dax, pas de chômeurs, 66 heures, chez les *employés de commerce*.

A Soustons, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *boucheonniers*.

Chez les *résiniers*: pas de chômeurs à Beylongue; 71 p. 100 de chômeurs à Capbreton; pas de chômeurs à Castets-des-Landes; pas de chômeurs à Escource; travail peu satisfaisant à Herm; travail stationnaire à Laloue; travail normal à Léon; pas de chômeurs à Lespéron; pas de chômeurs à Linxe; pas de chômeurs à Mézos; pas de chômeurs à Mimizan; pas de chômeurs à Moliets-et-Maa; pas de chômeurs à Onesse-Laharie, à Rion; pas de chômeurs à Sainte-Eulalie-en-Born; pas de chômeurs à Saint-Vincent-de-Paul; pas de chômeurs à Seignosse; chômage annuel à Vielle-Saint-Gérons.

41. — Loir-et-Cher. — A Blois, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *typographes*; pas de chômeurs chez les *menuisiers-ébénistes*.

A Romorantin, pas de chômeurs, 55 à 66 heures, chez les *ouvriers du drap*; pas de chômeurs, 66 heures, chez les *mécaniciens*; travail satisfaisant, 66 heures, chez les *ouvriers du bâtiment*.

42. — Loire. — A Saint-Étienne, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *travailleurs du gaz*; 8 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *imprimeurs-graveurs-lithographes*; 30 p. 100 de chômeurs chez les *tisseurs de Beaubrun*; 28 p. 100 de chômeurs, 48 heures, chez les *battandiers*; 14 p. 100 de chômeuses chez les *couturières*; nombreuses chômeuses chez les *lingères*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *ouvriers en voitures*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *sabotiers-galochiers*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *armuriers*; 8 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *maréchaux ferrants*; 12 p. 100 de chômeurs, 48 heures, chez les *maçons*; 50 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *terrassiers*, *mineurs*, *puisatiers*, *tubistes*; 5 p. 100 de chômeurs, 64 à 78 heures, chez les *tisseurs sur verre*; travail plus abondant chez les *employés de la fabrique de rubans*; pas de chômeurs chez les *voyageurs et représentants de commerce*; 3 p. 100 de chômeurs chez les *ouvriers des compagnies électriques*.

A Roanne, pas de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *imprimeurs, graveurs, lithographes et papetiers*; 3 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *ouvriers des cuirs et peaux*; 1,1 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *pareurs*; 1,4 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *graveurs, monteurs de chaînes, jacquardiers*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *apprêteurs*; 3 p. 100 de chômeurs, 48 heures, chez les *charpentiers*; pas de chômeurs, 54 heures, chez les *menuisiers*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *ouvriers en voitures*; 6 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *sabotiers-galochiers*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *mouleurs*; 5 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *maçons*; 12 p. 100 de chômeurs, 48 heures, chez les *tailleurs de pierres*; pas de chômeurs, 54 heures, chez *plombiers-zingeurs*; pas de chômeurs, 54 heures, chez les *tourneurs en poterie*.

A Russières, pas de chômeurs, 60 et 66 heures, chez les *ouvriers en soie*; pas de chômeurs, 66 heures, dans le *tissage*.

Au Cergne, 6 p. 100 de chômeurs chez les *tisseurs*.

A Charlieu, chez les ouvriers en *soierie*, 5 p. 100 de chômeurs, 60 heures, pour les *tisseurs à la mécanique*, et 15 p. 100 de chômeurs chez les *tisseurs à bras*.

A Chazelles, pas de chômeurs chez les *chapeliers*, travail moins abondant chez les *chapehiers fouteurs*.

A Firminy, 22 p. 100 de chômeurs, 48 heures, dans le bâtiment.

A Montbrison, travail abondant, 72 heures, dans la *meunerie*.

A Sail-sous-Couzan, pas de chômeurs, 48 heures, chez les ouvriers des *eaux minérales*.

A Saint-Genest-Lerpt, 5 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les chefs d'ateliers *rubaniers*.

A Saint-Jean-de-Bonnefonds, 45 p. 100 de chômeurs chez les *passementiers*.

A la Talaudière, pas de chômeurs chez les *mineurs*.

A Villars, travail satisfaisant chez les *mineurs*.

A Violay, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *tisseurs en soie*.

43. — Haute-Loire. — Au Puy, 8 p. 100 de chômeurs, 48 heures, chez les *plâtriers-peintres*.

A Sainte-Sigolène, 5 p. 100 de chômeurs, 66 heures, chez les *passementiers*.

A Yssingeaux, 3 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *menuisiers*.

44. — Loire-Inférieure. — A Nantes, 2 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*; 22 p. 100 de chômeurs, 38 heures, chez les *ferblantiers-bottiers*; 60 p. 100 de chômeurs chez les *charpentiers de navires*; travail peu satisfaisant chez les *musiciens*.

A Châteaubriant, un chômeur, 54 heures, chez les *typographes*.

A Saint-Nazaire, pas de chômeurs, 52 heures, dans le port, et 63 heures à la mer, chez les *mécaniciens-navigateurs du commerce*.

A Trignac, pas de chômeurs, 60 et 78 heures, chez les *métallurgistes*.

45. — Loiret. — A Orléans, travail plus abondant chez les *limonadiers*; un chômeur, 54 heures, chez les *lithographes*; 2 p. 100 de chômeurs chez les *employés*.

A Montargis, travail satisfaisant, 54 heures, chez les *jardiniers*.

Chez les *bûcherons*: pas de chômeurs, à Antry-le-Châtel; 69 p. 100 de chômeurs à Batilly; pas de chômeurs à Champoulet; 37 p. 100 de chômeurs à Cerdon; pas de chômeurs à Chevilly; 75 p. 100 de chômeurs à Dammarie-en-Puisaye; pas de chômeurs à Faverelles; 25 p. 100 de chômeurs à Ouzouer-sur-Trézé; pas de chômeurs à Saint-Brissson.

47. — Lot-et-Garonne. — A Agen, pas de chômeurs, 72 heures, chez les *tailleurs d'habits*; pas de chômeurs, 60 heures, dans l'*ameublement*; 25 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *métallurgistes*; 50 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les ouvriers du *cycle et de l'automobile*.

A Couthures, pas de chômeurs chez les *travailleurs de la terre*.

A Lavardac, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *bouconniers*.

A Marmande, 17 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *tonneliers*.

A Mezin, pas de chômeurs, 63 heures, chez les *bouconniers*.

49. — Maine-et-Loire. — A Angers, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *mouleurs en fer et cuivre*.

A Cholet, pas de chômeurs, 48 heures, chez les *blanchisseurs-appréteurs*; 4 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *maçons*.

Chez les *tisserands*, 5,8 p. 100 de chômeurs, à Andrezé; pas de chômeurs à Geste; pas de chômeurs au May-sur-Evre; 10 p. 100 de chômeurs à la Saguinière; pas de chômeurs à Saint-Philibert-en-Mauges; 10 p. 100 de chômeurs à la Tessoualle.

50. — Manche. — A Cherbourg, travail peu satisfaisant chez les *pêcheurs et marins du commerce*; pas de chômeurs chez les *jardiniers*; un chômeur, 54 heures, chez les *typographes*; pas de engagement dans les *fournitures militaires*; 10 p. 100 de chômeurs, 60 heures, dans le bâtiment.

51. — Marne. — A Châlons-sur-Marne, pas de chômeurs, 63 heures, chez les *imprimeurs en papiers peints*; 4 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *ouvriers et ouvrières en pelleteries*.

A Reims, 6 p. 100 de chômeurs, 98 heures, chez les *cuisiniers et pâtisseries*; travail satisfaisant, 70 heures, chez les *employés de la Compagnie du gaz*; travail plus abondant, 54 heures, chez les *typographes*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *lithographes, papetiers, relieurs*; travail peu satisfaisant chez les *textiles*; 71 p. 100 de chômeurs, 42 heures, chez les *trieurs de laine*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *menuisiers-ébénistes*; 2 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *mécaniciens*; 3 p. 100 de chômeurs chez les *employés*.

A Ay, 72 p. 100 de chômeurs chez les *vignerons*.

A Courlandon, pas de chômeurs, 72 à 84 heures, chez les *papetiers*.

A Cunières, pas de chômeurs chez les *pilotes de la Marne*.

A Épernay, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *caristes-tonneliers*.

A Fismes, travail peu satisfaisant, 46 heures, chez les *apprêteurs en pelleteries, lustreurs et fourreurs*.

52. — Marne (Haute-). — A Chaumont, pas de changement chez les *employés de la gare*.

A Arc-en-Barrois, pas de chômeurs chez les *bûcherons*.

A Bussièrès-les-Belmont, pas de chômeurs chez les *vanniers*.

A Fayl-Billot, pas de chômeurs, 78 heures, chez les *vanniers*.

A Saint-Dizier, pas de chômeurs, 72 heures, chez les *typographes*.

54. — Meurthe-et-Moselle. — A Nancy, travail satisfaisant, 60 heures, chez les *chaudiers*; pas de chômeurs chez les *ouvriers du bâtiment*; pas de chômeurs, 72 et 78 heures, chez les *garçons de magasin livreurs*; pas de chômeurs chez les *musiciens*; pas de chômeurs chez les *voyageurs et représentants de commerce*.

A Chavigny, 9 p. 100 de chômeurs, 60 et 65 heures, chez les *mineurs*.

A Homécourt, 15 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *mineurs*.

A Lunéville, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *typographes*.

55. — Meuse. — A Bar-le-Duc, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *typographes*.

A Cousances-aux-Forges, 2 p. 100 de chômeurs, 60 à 63 heures, chez les *métallurgistes*.

A Lérouvillè, pas de chômeurs, 48 heures, chez les *carriers*.

A Stenay, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *mouleurs*.

56. — Morbihan. — A Vannes, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *typographes*; 7 p. 100 de chômeurs chez les *menuisiers*; pas de chômeurs, chez les *scieurs*.

A Auray, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *ouvriers en chaussures*.

Au Bono, pas de chômeurs chez les *pêcheurs*.

Au Palais, pas de chômeurs chez les *pêcheurs*.

A Plouhinec, 17 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *maçons*.

A Port-Louis, travail passable chez les *marins-pêcheurs*.

A Sauzon, chômage presque complet chez les *ferblantiers-boitiers*.

57. — Nièvre. — A Cercy-la-Tour, pas de chômeurs, 54 heures, dans le *bâtiment*.

A la Charité-sur-Loire, pas de chômeurs, 50 heures, dans le *bâtiment*.

A Clamecy, 9 p. 100 de chômeurs, 42 heures, chez les *ouvriers des ports*.

A Corbigny, pas de chômeurs, 54 heures, chez les *carriers*.

A Decize, pas de chômeurs, 54 heures, dans le *bâtiment*.

A Guérogny, pas de chômeurs, 48 heures, chez les *ouvriers des forges*.

A Imphy, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *métallurgistes*.

A Saint-Amand, pas de chômeurs chez les *potiers*.

A Saint-Pierre-le-Moutier, travail moins abondant, 56 heures, dans le *bâtiment*.

En ce qui concerne les *bûcherons*: pas de chômeurs à Bitry; à la Belle-sur-Nièvre, 17 p. 100 de chômeurs à la section de Chasnay, 50 p. 100 à la section de Murlin, 74 p. 100 à la section de Raveau, pas de chômeurs à la section de Vielmanay, 90 p. 100 de chômeurs à Cercy-la-Tour; 18 p. 100 de chômeurs à Cussy-le-Bois; pas de chômeurs à Cham-

plemy, à Champvert; pas de chômeurs à la Chapelle-Saint-André; chômage complet à Charrin; pas de chômeurs à Châteauneuf; pas de chômeurs à Cossaye. 44 p. 100 de chômeurs à Devay; 36 p. 100 de chômeurs à Donzy; 60 p. 100 de chômeurs à Druy-Parigny. Travail satisfaisant à Entrains; 33 p. 100 de chômeurs à la Fermeté. Chômage complet à Fours; travail moins abondant à Guipy; pas de chômeurs à Lormes; 11 p. 100 de chômeurs à Magny-Cours; pas de chômeurs à Menestreaux; 62 p. 100 de chômeurs à Montambert; 60 p. 100 de chômeurs à Montaron; 80 p. 100 de chômeurs à Montigny-aux-Amognes; 19 p. 100 de chômeurs à Nolay; chômage complet à Pazy; pas de chômeurs à Perray; travail moins abondant à Prémery, travail satisfaisant à Saint-Amand; pas de chômeurs à Saint-Bonnot; 62 p. 100 de chômeurs à Sainte-Colombe; chômage complet à Saint-Léger-des-Vignes; 20 p. 100 de chômeurs à Saint-Martin-d'Heuille; pas de chômeurs à Sardy-les-Epiry; pas de chômeurs à Sichamps; 75 p. 100 à Thiauges; 60 p. 100 de chômeurs à Verneuil.

58. — Nord. — A Lille, 6 p. 100 de chômeurs, 57 heures et demie, chez les *typographes*; 4 p. 100 de chômeurs, 57 heures et demie chez les *lithographes*; pas de chômeurs, 57 heures et demie chez les ouvriers de l'*industrie du liège*; 3 p. 100 de chômeurs, 55 à 60 heures, chez les ouvriers de l'*industrie textile*; pas de chômeurs, 50 heures, à la corporation de Saint-Nicolas (*industrie du fil*); travail moins abondant, 8 p. 100 de chômeurs chez les ouvriers en *confections*; pas de chômeurs, 54 heures, chez les ouvriers de l'*habillement* et de l'*équipement militaire*; pas de chômeurs, 60 heures, dans les *fonderies*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *métallurgistes* de la corporation de Saint-Éloi; pas de chômeurs, 66 heures, chez les *bitumiers et similaires*; pas de chômeurs, 54 heures, chez les ouvriers en *pierres blanches*; pas de chômeurs, 54 heures, chez les *dessinateurs*.

A Armentières, pas de chômeurs, 48 à 59 heures, à l'association de l'*industrie textile*, travail un peu plus abondant, 55 heures, au syndicat fraternel de l'*industrie textile*; pas de chômeurs, 50 et 60 heures au syndicat mixte de l'*industrie textile*; 1 p. 100 de chômeurs, 55 heures, chez les *charpentiers et menuisiers*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *métallurgistes*.

A Bellignies, 12 p. 100 de chômeurs, 66 heures, chez les *marbriers*.

A Cambrai, 10 p. 100 de chômeurs chez les *boulangers*; 65 heures, chez les *mouleurs*; 10 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *maçons*.

A Caudry, 1 p. 100 de chômeurs, 35 à 50 heures, chez les *tullistes*.

A Couslre, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *marbriers à la pendule*.

A Douai, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *typographes*.

A Fellerics, pas de chômeurs chez les *tourneurs sur bois*.

A Ferrière-la-Grande, 10 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *mouleurs*.

A Gommegnies, pas de chômeurs, 54 heures, chez les *scieurs*.

A Gussignies, pas de chômeurs, 66 heures, chez les *marbriers à la cheminée*.

A Halluin, 4 p. 100 de chômeurs, 50 à 56 heures, chez les *travailleurs du bois*.

A Jeumont, 4 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *mécaniciens*; pas de chômeurs chez les *marbriers*.

A Laon-Plage, travail peu satisfaisant chez les *ouvriers des machines à battre le grain*.

A Marpent, 1 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *mécaniciens*.

Au Quesnoy, pas de chômeurs, 76 heures, chez les *ouvriers en chaussures*.

A Roubaix, pas de chômeurs, 58 heures, chez les *papetiers-relieurs*; 8.3 p. 100 de chômeurs, 60 heures, à la *chambre syndicale textile*; pas de chômeurs, 50 heures, chez les *ourdisseurs*; 15 p. 100 de chômeurs, 53 à 63 heures, chez les *charpentiers et menuisiers*; pas de chômeurs, 54 heures, chez les ouvriers en *pierres blanches*; pas de chômeurs chez les *coiffeurs*.

A Sous-le-Bois, 12 p. 100 de chômeurs, 50 à 55 heures dans la *métallurgie*.

A Teurcoing, 22 p. 100 de chômeurs chez les *tricteurs de laine*; 2 p. 100 de chômeurs chez les ouvriers des *tapis en grosse moquette*; 5 p. 100 de chômeurs, 56 heures, chez les *charpentiers et menuisiers*; 3 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *mécaniciens*; pas de chômeurs, 54 heures, chez les *plafonneurs*; 8 p. 100 de chômeurs, 50 heures, chez les *ferblantiers-couvreurs*.

A Valenciennes, 7 p. 100 de chômeurs, 72 heures, chez les *boulangers*; 30 p. 100 de chômeurs, 48 heures, chez les *peintres*.

A Villers-Sire-Nicole, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *mécaniciens*.

Chez les *tisseurs*: pas de chômeurs, moins de 1 p. 100 de chômeurs, 50 heures, à Avesnes; pas de chômeurs à Avesnes-les-Aubert; pas de chômeurs, 70 heures, à Bévillers; travail moins abondant à Boussières; pas de chômeurs à Briastre; 4 p. 100 de chômeurs à Fourmies; travail satisfaisant à la Gorgue; 6 p. 100 de chômeurs, 40 à 58 heures, à Halluin; 45 p. 100 de chômeurs à Haspres; moins de 1 p. 100, 59 heures, à Hazebrouck; 15 p. 100 de chômeurs, 59 à 60 heures, à Houplines; 2 p. 100 de chômeurs, 55 à 60 heures, à Nieppe; travail plus satisfaisant à Quilôvy; pas de chômeurs, 72 à 75 heures, à Saint-Hilaire-les-Cambrat; 58 p. 100 de chômeurs à Sautzoi.

59. — Oise. — A Beauvais, 5 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *typographes*.

A Bethisy-Saint-Pierre, pas de chômeurs, 63 heures, chez les *brossiers*.

A Compiègne, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *typographes*; 13 p. 100 de chômeurs, 48 heures, dans le *bâtiment*.

A Creil, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *comptables et employés*.

A Feuquières, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *verriers*.

A Hermes, 1 p. 100 de chômeurs, 63 heures, dans les *scieries mécaniques*.

A Longueil-Anel, 10 p. 100 de chômeurs chez les *pilotes de l'Oise*.

A Méru, pas de chômeurs, 60 heures, dans l'*industrie du livre*.

A Senlis, travail satisfaisant chez les *typographes*.

A Saint-Crépin-Jouvillers, travail peu satisfaisant chez les *tabletiers*.

60. — Orne. — A Alençon, pas de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*; travail satisfaisant, 54 heures, chez les *charpentiers*.

A Flers, pas de chômeurs, 60 heures, dans l'*industrie cotonnière*; travail normal 63 heures, chez les *mouleurs*.

61. — Pas-de-Calais. — A Arras, pas de chômeurs, 70 heures, chez les *boulangers*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *typographes*; pas de chômeurs, 65 heures, chez les *menuisiers et similaires*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *zingueurs-plombiers*.

A Arques, 16 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *terrassiers et carriers*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *filassiers*.

A Blendecques, travail normal chez les *papetiers*.

A Boulogne-sur-Mer, 5 p. 100 de chômeurs chez les *mécaniciens de la pêche et du bor-nage*; 13 p. 100 de chômeurs, 42 heures, chez les *peintres*; travail satisfaisant chez les *déchargeurs réguliers*.

A Calais, 1 p. 100 de chômeurs, 57 heures, chez les *mécaniciens*; 2 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *ouvriers en bâtiment*.

A Lens, pas de chômeurs, travail plus abondant, chez les *mineurs*.

A Marquise, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *mécaniciens*.

A Saint-Omer, pas de chômeurs, 58 heures, chez les *caissiers et les scieurs*.

A Wizernes, pas de chômeurs chez les ouvriers et ouvrières de la *papeterie*.

62. — Puy-de-Dôme. — A Clermont-Ferrand, 2 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*; pas de chômeurs, 50 heures, chez les *tailleurs de pierres*; 50 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *maçons*.

A Thiers, pas de chômeurs, 66 heures, chez les *employés*.

A Volvic, 48 heures, chez les *carriers de pierre*.

Chez les *mineurs*: pas de chômeurs, 54 heures, à Meissex; 3 p. 100 de chômeurs, 60 et 72 heures, à Bressac; 10 p. 100 de chômeurs, 57 heures, à Saint-Eloy-les-Mines.

63. — Pyrénées (Basses-). — A Pau, 18 p. 100 de chômeurs, 84 heures, chez les *cuisiniers et pâtisseries*.

64. — Pyrénées (Hautes-). — A Tarbes, pas de chômeurs, 96 heures chez les *bou-chers et charcutiers*; pas de chômeurs, 48 heures, chez les *menuisiers*; pas de chômeurs, 51 et 60 heures chez les *mécaniciens*; pas de chômeurs, 54 heures chez les *plâtriers*; pas de chômeurs, 72 heures, chez les *employés*; travail plus abondant dans l'*enseignement privé*.

65. — Pyrénées-Orientales. — A Perpignan, 47 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *boulangers*; pas de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*; 14 p. 100 de chômeurs, 90 heures, chez les *tailleurs*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *serruriers-mécaniciens*; 20 p. 100, 70 heures, chez les *maréchaux-ferrants*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *peintres*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *ferblantiers-plombiers-zingueurs*.

A Llanuère, pas de chômeurs, 72 heures, chez les *espadrilliers-trépiéristes*.

A Ria, pas de chômeurs, 48 heures, chez les *ouvriers des hauts-fourneaux*.

A Saint-Laurent-de-Cerdans, pas de chômeurs chez les *cercliers*.

A Taurinya, moins de 1 p. 100 de chômeurs, 32 heures, chez les *mineurs*.

A Velmanya, travail moins abondant, 48 heures chez les *mineurs*.

A Vernet-Bains, 14 p. 100 de chômeurs, 48 heures chez les *mineurs*.

En ce qui concerne les *ouvriers agricoles et viticoles*, 24 p. 100 de chômeurs à Canet; à Corneilla del Vercol, 12 p. 100 de chômeurs; pas de chômeurs à Montner; 66 p. 100 de chômeurs à Rivesaltes; 45 p. 100 de chômeurs à Salses.

66. — Rhin (Haut-). — Territoire de Belfort. — A Belfort, pas de chômeurs chez les *typographes*.

A Rougemont-le-Château,

67. — Rhône. — A Lyon, 27 p. 100 de chômeurs, 84 heures, chez les *cuisiniers*; 4 p. 100 de chômeurs chez les *bouchers*; 11 p. 100 de chômeurs, 119 heures, chez les *limonadiers*; pas de chômeurs, 45 heures, chez les *bouvières*.

4 p. 100, 54 heures, chez les *typographes*; 2 p. 100, 54 heures, chez les *imprimeurs et conducteurs typographes*; pas de chômeurs, 54 heures chez les *papetiers-régleurs*.

Pas de chômeurs, 54 heures, chez les *coupeurs, brocheurs et cambreurs*.

3 p. 100 de chômeurs, 58 heures, chez les *tullistes en dentelles*; pas de changement chez les *coupeurs-chenisiers*; travail plus abondant chez les *appiçeurs-tailleurs*; 13 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *chapeliers*.

40 p. 100 de chômeurs, 35 heures, chez les *sculpteurs sur bois et mouluriers*.

Pas de chômeurs, 60 heures, chez les *travailleurs sur cuivre*.

3 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *ouvriers en céramique*; pas de chômeurs, 72 heures, chez les *tisseurs sur verre*.

Moins de 1 p. 100 de chômeurs, chez les *employés de commerce*; pas de changement chez les *dames employées de commerce*; 4 p. 100 de chômeurs, 78 heures, chez les *camionneurs-messagistes*; 2 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *emballeurs*; travail normal chez les *employés d'officiers ministériels*; situation satisfaisante chez les *employés de la soierie*; 3 p. 100 de chômeurs chez les *sténographes commerciaux*; 2 p. 100 de chômeurs, 63 heures, chez les *employés de commerce*; pas de changement chez les *comptables teneurs de livre*; 15 p. 100 de chômeurs chez les *gardes-malades*.

A Bourg-de-Thizy, 45 p. 100 de chômeurs, 40 à 60 heures, chez les *tisseurs*.

A Collonges-aux-Monts-d'Or, pas de chômeurs chez les *horticulteurs, agriculteurs et jardiniers*.

A Givors, pas de chômeurs, 54 heures, chez les *ouvriers en bâtiment*.

A Grandris, 4 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *tisseurs*.

A Grigny, travail moins abondant chez les *chapeliers*.

A Neuville, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *manœuvres*.

A Sainte-Foy-l'Argentière, pas de chômeurs, 51 heures, chez les *mineurs*.

A Tarare, 30 p. 100 de chômeurs, 48 heures, chez les *maçons*.

A Thizy, 14 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *tisseurs*.

68. — Haute-Saône. — A Vesoul, pas de changement chez les *typographes*.

69. — Saône-et-Loire. — Au Creusot, pas de chômeurs, 60 heures, travail satisfaisant chez les *métallurgistes*.

A Mâcon, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *ouvriers en cuivre*.

A Montchanin-les-Mines, pas de chômeurs, 54 heures, chez les *mineurs*.

A Nanton, pas de chômeurs, 50 à 60 heures, chez les *carriers*.

A Toulon-sur-Arroux, pas de chômeurs, 48 heures, chez les *maçons*.

70. — Sarthe. — Au Mans, 98 heures, chez les *boulangers* du Mans et de la Sarthe; pas de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*; pas de chômeurs, 60 heures, à l'union syndicale Mancelle de l'industrie du livre; pas de chômeurs, 54 heures, chez les *charpentiers*; 10 p. 100 de chômeurs, 48 heures, chez les *menuisiers en bâtiment*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *ouvriers en voitures*; 7 p. 100 de chômeurs chez les *coiffeurs*.

A Sablé, travail stationnaire, 65 heures, chez les *marbriers*.

A Vibraye, pas de chômeurs, 66 heures, chez les ouvriers en *manches de parapluie*.

71. — Savoie. — A Chambéry, travail plus abondant chez les *typographes*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *travailleurs du cuir*; 3 p. 100 de chômeurs, 74 heures, dans l'*habillement*; pas de chômeurs, 66 et 68 heures chez les *employés*.

A Aix-les-Bains, pas de chômeurs, 54 heures, dans le *bâtiment*.

A Arvillard, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *forgerons*.

A Saint-Jean-de-Maurienne, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *plâtriers*.

A Ugine, pas de chômeurs, 72 heures, chez les *métallurgistes*.

72. — Savoie (Haute-). — A Allinges, 13 p. 100 de chômeurs, 25 heures, chez les *carriers*.

A Challonges, pas de chômeurs, 66 heures, chez les *mineurs*.

A Lovagny, travail satisfaisant, 60 heures, chez les *mineurs*.

A Meillerie, pas de chômeurs chez les ouvriers *bateliers et carriers*.

A Rumilly, pas de chômeurs, 54 heures, chez les ouvriers du *bâtiment*.

A Thonon, 16 p. 100 de chômeurs, 48 heures, dans le *bâtiment*.

73. — Seine. — A Paris, pas de chômeurs, 50 à 60 heures, travail satisfaisant chez les ouvriers *jardiniers* (rue du Harlay); moins de 1 p. 100 de chômeurs, travail satisfaisant, chez les *horticulteurs, jardiniers-cultivateurs* (mixte); 3 p. 100 de chômeurs environ chez les *jardiniers* (Bourse du travail).

6 p. 100 de chômeurs chez les *boulangers-viennois-pâtisseries*; 2 p. 100 de chômeurs, 70 à 80 heures, chez les *boulangers* compagnons du Nouveau siècle; 5 p. 100 de chômeurs, 84 heures, à la Société amicale des *boulangers*; 10 p. 100 de chômeurs, 84 heures, chez les *compagnons et aspirants boulangers* (mixte); pas de chômeurs chez les *boulangers* de l'Assistance publique; 14 p. 100 de chômeurs, 74 heures, chez les *travailleurs de la boulangerie et porteurs*; 17 p. 100 de chômeurs, 72 heures, à la Société mixte des *cuisiniers* de Paris; 6 p. 100 de chômeurs, chez les *cuisiniers de la Seine* (rue Mandar); 15 p. 100 de chômeurs chez les *garçons de cuisine*; 8,7 p. 100 de chômeurs, 72 heures, chez les *pâtisseries* de la Seine; pas de chômeurs, 60 heures, dans la *boucherie de demi-gros*; 25 p. 100 de chômeurs à l'Union laborieuse de l'alimentation; travail satisfaisant chez les *garçons limonadiers-restaurateurs* du 1^{er} arrondissement; 3 p. 100 de chômeurs, 48 heures, chez les *employés du pavillon des volailles*.

60 heures chez les *travailleurs du gaz*.

2,4 p. 100 de chômeurs, 54 heures, travail plus abondant chez les ouvriers de la Chambre syndicale *typographique*; 1 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les ouvriers de la Chambre syndicale des ouvriers du livre; 1,4 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *typographes* indépendants; 4,5 p. 100 de chômeurs, 50 heures, chez les *imprimeurs-conducteurs-typographes*; moins de 1 p. 100 de chômeurs chez les *fondeurs-typographes*; 6 p. 100 de chômeurs, à l'union *lithographique*; 0,7 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *lithographes* indépendants; 6 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *phototypistes*; 1,5 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *stéréotypistes-galvanoplastes*; pas de changement chez les *graveurs de musique*; 5 p. 100 de chômeurs, 65 heures, chez les *graveurs sur bois pour impression*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les ouvriers de l'*enveloppe en tous genres*; pas de chômeurs, 54 heures, dans les *industries du papier*.

Pas de chômeurs, 72 à 78 heures, chez les *fourreurs*; 7 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *selliers* de la *sellerie militaire*; pas de chômeurs, 54 heures, chez les *selliers à la selle*; travail insuffisant chez les *ganiers*; 70 heures, chez les *portefeuillelistes-maroquiniers*.

30 p. 100 de chômeurs, 54 à 60 heures, chez les *tisseurs en tous genres*; 3 p. 100 de chômeurs, chez les *coupeurs-tailleurs*; moins de 1 p. 100 de chômeurs chez les *ouvrières de l'habillement*.

Travail satisfaisant chez les *couturières*; 6 p. 100 de chômeurs, 57 heures, chez les *coupeurs-chemisiers*; 4 p. 100 de chômeurs chez les *teinturiers-dégraisseurs*; travail plus abondant chez les ouvriers en *chapeaux de soie*; moins de 1 p. 100 de chômeurs, 60 à 70 heures, dans la *broderie*; 5 p. 100 de chômeurs, 85 à 90 heures, chez les *garçons de lavoirs*.

5 p. 100 de chômeurs, 60 heures, au syndicat libre des *menuisiers*; 10 p. 100 de chômeurs, 48 heures, chez les *charpentiers* de la «Solidarité»; 3 p. 100 de chômeurs, 55 à 60 heures, chez les *menuisiers en sièges*; moins de 1 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *compagnons charçons*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *monteurs-étalagistes*; 2 p. 100 de chômeurs, 50 heures, chez les ouvriers du *siège-cuir*, 60 heures, chez les *marqueteurs*, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *pipiers*.

8 p. 100 de chômeurs, 54 heures, au syndicat indépendant des *métallurgistes*; 4 p. 100 de chômeurs, 48 à 60 heures, chez les *métallurgistes* de la Seine; 6 p. 100 de chômeurs, travail non satisfaisant chez les *mécaniciens*; 10.3 p. 100 de chômeurs, 60 heures, travail peu satisfaisant chez les ouvriers en *instruments de précision*; 4 p. 100 de chômeurs chez les *bijoutiers en doré fantaisie*; 4 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *tourneurs-repousseurs*, 4 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *tourneurs-robinettiers*; 9 p. 100 de chômeurs, 48 et 54 heures, chez les *soudeurs et apprêteurs de tubes en cuivre*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les ouvriers en *comptoirs d'étain*; 8 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *potiers d'étain*; pas de changement chez les *tailleurs sur acier*.

Pas de changement, 60 heures, chez les *maçons des travaux d'art et d'assainissement*; 4 p. 100 de chômeurs, chez les ingénieurs employés et ouvriers de *travaux d'art publics*; pas de changement dans la *maçonnerie de la pierre*; 3 p. 100 de chômeurs, 42 heures, chez les *peintres en bâtiment*; 6 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *peintres de lettres et d'attributs*; 8 p. 100 de chômeurs chez les *sculpteurs-modeleurs*; 5 p. 100, de chômeurs, 60 heures, chez les *ornemanistes*; 3.4 p. 100 de chômeurs, 48 heures, chez les *plombiers et similaires*; 1.4 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *fourniers-spécialistes*.

Pas de chômeurs, 50 heures, chez les *graveurs de cristaux à la roue*.

8 p. 100 de chômeurs, 54 heures, à la Chambre syndicale indépendante des *employés de l'industrie et du commerce*; 5 p. 100 de chômeurs à l'Union fraternelle des *employés*; 1.5 p. 100 de chômeurs chez les *employés de commerce et d'industrie*; 3 p. 100 de chômeurs, 60 heures, à l'Union des *comptables*; 10 p. 100 de chômeurs chez les *comptables et teneurs de livres*; 6 p. 100 de chômeurs chez les *dames employées de commerce et d'industrie*; 8 p. 100 de chômeurs chez les *sténographes et dactylographes*; 6 p. 100 de chômeurs à l'*alliance sténographique*; 1.5 p. 100 de chômeurs chez les *clercs d'huissiers*, travail moins abondant chez les *voyageurs et représentants de commerce et de l'industrie*; moins de 1 p. 100 de chômeurs chez les *commis en maçonnerie*; travail peu satisfaisant, chez les *représentants, commis et employés de la bijouterie*; moins de 1 p. 100 de chômeurs chez les *courtiers et représentants de commerce*; travail peu actif chez les *placiers en fleurs et plumes*; moins de 1 p. 100 de chômeurs à la *Protection mutuelle des voyageurs de commerce*; pas de chômeurs, 48 heures, chez les *employés de la glace à rafraîchir*; pas de chômeurs, 49 heures, chez les *porteurs des halles et marchés*.

4 p. 100 de chômeurs chez les *laveurs de voitures*; 8 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *manœuvres industriels*; 10 p. 100 de chômeurs chez les *travailleurs des transports et de la manutention*.

3 p. 100 de chômeurs chez les *coiffeurs* (rue Mandar); travail plus abondant chez les *gens de maison* (rue Matignou); travail stationnaire chez les *employés, gens de maison et assimilés des deux sexes*. (Bourse du travail); 3 p. 100 de chômeurs chez les *gens de maison* (rue des Petits-Carreaux); 1 p. 100 de chômeurs chez les *gens de maison* (le Ménage); 18 p. 100 de chômeurs chez les *gens de maison* (l'Abeille); 1 p. 100 de chômeurs chez les *gens de maison et employés de commerce réunis de l'alimentation*; moins de 1 p. 100 de chômeurs chez les *chauffeurs, conducteurs, mécaniciens, automobilistes, électriciens* (quai de Javel); 3 p. 100 de chômeurs chez les *chauffeurs, conducteurs, mécaniciens, automobilistes*; 8 p. 100 de chômeurs, 72 heures, chez les *chauffeurs mécaniciens électriciens automobilistes* (Bourse du travail); 2.4 p. 100 de chômeurs chez les *gardes-malades*; pas de chômeurs dans l'*enseignement libre*, pas de chômeurs de l'*enseignement privé*; 1.7 p. 100 de chômeurs chez les *artistes musiciens*; travail moins abondant chez les *machinistes*; 4 p. 100 de chômeurs chez les *préparateurs en pharmacie*; 18 p. 100 de chômeurs chez les *musiciens*.

A Alfortville, pas de chômeurs, 60 à 72 heures, chez les *ouvriers en pompes*.

A Champigny, pas de chômeurs, 60 heures, dans le *bâtiment*.

A Levallois-Perret, 22 p. 100 de chômeurs, 42 heures, chez les *peintres*.

A Rueil, pas de chômeurs, 42 heures, chez les *fileurs décorateurs*.

A Villemonble, pas de chômeurs, 50 heures, chez les *jardiniers*.

74. — Seine-Inférieure. — A Rouen, pas de chômeurs, 54 heures, chez les *terrassiers-carriers*; 21 p. 100 de chômeurs chez les *maîtres d'hôtel garçons restaurateurs*; 4 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*; 5.5 p. 100 de chômeurs, 60 heures, dans l'*industrie cotonnière*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *chaudronniers*; travail assez satisfaisant, chez les ouvriers du *bâtiment*; 45 p. 100 de chômeurs, 40 heures, chez les *ouvriers du port*; 1.5 p. 100 de chômeurs chez les *employés de commerce et d'industrie*; pas de chômeurs chez les *musiciens*.

Au Havre, 15 p. 100 de chômeurs chez les *pêcheurs et marins du commerce*; 33 p. 100 de chômeurs chez les *boulangers*; 8 p. 100 de chômeurs chez les *maîtres d'hôtel et garçons navigateurs*; 2 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*; pas de chômeurs 48 heures, chez les *voiliers*; pas de chômeurs chez les *dessinateurs*; 4 p. 100 de chômeurs chez les *capitaines au cabotage*; travail moins abondant chez les *cochers*; 50 p. 100 de chômeurs chez les *camionneurs*; pas de chômeurs chez les *employés de magasin*.

A Bolbec, 1.2 p. 100 de chômeurs, 50 heures, chez les *cotonniers*.

A Dieppe, 10 p. 100 de chômeurs, 54 heures, dans le *bâtiment*; 66 p. 100 de chômeurs chez les *dockers*.

A Elbeuf, travail satisfaisant, 48 heures, chez les *maçons et plâtriers*; pas de chômeurs chez les *employés*.

Chez les *verriers*, pas de chômeurs, 60 et 63 heures; à Nicheville; pas de chômeurs, 60 heures, à Nesle-Normandaise; pas de chômeurs, 60 heures, à Bétonval, pas de chômeurs 60 à 63 heures, à Romesnil.

75. — Seine-et-Marne. — A Château-Landon, 11 p. 100 de chômeurs, 55 heures, chez les *tailleurs de pierre*.

A La Ferté-sous-Jouarre, pas de chômeurs, 54 heures, chez les *maçons*.

A Lagny (Montévrain), pas de chômeurs chez les *typographes*.

A Lizy-sur-Ourcq, pas de chômeurs chez les *ouvriers agricoles*.

A Meaux, pas de chômeurs, 60 heures, au *syndicat mellois de l'industrie du livre*; 2 p. 100 de chômeurs chez les *typographes*.

A Melun, 23 p. 100 de chômeurs chez les *ouvriers agricoles de la Brie*; pas de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*; travail un peu moins abondant chez les *métallurgistes*; pas de chômeurs, 50 heures, chez les *maçons*.

A Montereau, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *faïenciers*; pas de chômeurs, 54 heures, dans le *bâtiment*.

A Noisiel, travail satisfaisant, 66 heures, chez les *ouvriers chocolatiers*.

A Nemours, pas de chômeurs, 58 heures, chez les *diamantaires*.

76. — Seine-et-Oise. — A Versailles, pas de chômeurs, 50 heures, chez les *charpentiers*; pas de chômeurs, 48 heures, chez les *maçons, tailleurs et scieurs de pierres*; pas de chômeurs, 42 heures, chez les *peintres*; pas de chômeurs chez les *cochers*; 1 p. 100 de chômeurs chez les *employés*; pas de chômeurs chez les *coiffeurs*.

A Chaville, pas de chômeurs, 65 à 70 heures, chez les *blanchisseuses*; travail moins abondant, chez les *maçons*.

A Chevreuse, 7.7 p. 100 de chômeurs, 50 heures, chez les *carriers*.

A Étampes, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *typographes*.

A Mantes, 3 p. 100 de chômeurs chez les *ouvriers en instruments de musique*.

A Meulan, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *ouvriers des industries du livre*.

A Orsay, pas de chômeurs, 48 heures, dans le *bâtiment*.

A Pontoise, 27 p. 100 de chômeurs chez les *boulangers*.

77. — Sèvres (Deux-). — A Niort, travail satisfaisant, 54 heures, chez les *typo-lithographes*.

A Mielles, pas de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*.

A Parthenay, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *manœuvres*; pas de chômeurs 70 heures, chez les *employés*.

78. — Somme. — A Amiens, moins de 1 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*; 4 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *lithographes*; 23 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *mouleurs en fer*; 3 p. 100 de chômeurs chez les *employés*.

A Abbeville, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *typographes*; 15 p. 100 de chômeurs, 50 heures dans le *bâtiment*; 7 p. 100 de chômeurs, 66 heures, chez les *commis aux écritures et employés de commerce*.

79. — Tarn. — A Albi, 39 p. 100 de chômeurs chez les *boulangers*; pas de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*; 10 p. 100 de chômeurs, 50 heures, chez les *chapeliers-appropriateurs*; travail moins abondant 54 heures, chez les *charpentiers*; 6 p. 100 de chômeurs, 54 heures dans le *bâtiment*; travail moins abondant, 54 heures, chez les *maçons*; 15 p. 100 de chômeurs chez les *terrassiers et manœuvres*; pas de chômeurs, 54 heures, chez les ouvriers en *chaux et ciments*.

A Castres, pas de chômeurs, 72 heures, chez les *boulangers*; 50 p. 100 de chômeurs à l'*union syndicale textile*, pas de changement chez les *menuisiers-ébénistes*; pas de chômeurs, 54 heures, chez les *charpentiers*; 20 p. 100 de chômeurs, 50 heures, chez les *tourneurs sur bois*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *métallurgistes*; 15 p. 100 de chômeurs, 48 heures, chez les *plâtriers*; pas de chômeurs, 48 heures, chez les *sculpteurs*.

A Dourgne, travail satisfaisant, 48 heures, chez les *ardoisiers*.

A Graulhet, travail satisfaisant, 54 heures, chez les ouvriers du *bâtiment*.

A Mazamet, très peu de chômeurs, 60 heures, chez les *mégissiers*; 1.8 p. 100 de chômeurs, 35 à 40 heures, chez les *fileurs de coton*; pas de changement chez les *menuisiers et ébénistes*.

A Rabastens, 27 p. 100 de chômeurs, 55 heures, chez les *maçons et charpentiers*.

A Saint-Amans-Soul, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *délaineurs*.

80. — Tarn-et-Garonne. — A Montauban, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *typo-lithographes*; pas de chômeurs, 54 heures, chez les *plâtriers*.

A Caussale pas de chômeurs, 66 heures, chez les *chapeliers*.

81. — Var. — A Toulon, pas de chômeurs chez les *travailleurs de terre*; pas de chômeurs, 48 et 54 heures, chez les *travailleurs de l'usine à gaz*; 46 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *tailleurs de pierres*; 80 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *chargeurs et déchargeurs de navires*.

A Saint-Zacharie, 11 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *potiers*.

A la Seyne, 11 p. 100 de chômeurs chez les *marins et pêcheurs*.

82. — Vaucluse. — A Avignon, 15 p. 100 de chômeurs, 60 à 95 heures, chez les travailleurs de la *minoterie*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les ouvriers en *chaussures*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *employés*.

A Caderousse, 15 p. 100 de chômeurs, 42 heures, chez les *balaitiers*; travail satisfaisant, 54 heures, à la chambre syndicale mixte de l'*union balaitière*.

A Ménerbes, pas de chômeurs chez les *carriers*.

A Villeneuve-sur-Avignon, 12 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *tanneurs-corroyeurs*.

83. — Vendée. — A la Roche-sur-Yon, travail satisfaisant, 54 heures, chez les *typographes*; pas de chômeurs, 48 heures, chez les *charpentiers et menuisiers*; pas de chômeurs, 54 heures, dans le *bâtiment*.

A Faymoreau,

A Fontenay-le-Comte, travail satisfaisant, 60 heures, chez les *typographes*.

A Mervent, pas de chômeurs chez les *forestiers*.

Aux Sables d'Olonne, pas de chômeurs, chez les *marins*.

Chez les *tisserands*, pas de chômeurs aux Épesses; travail peu abondant à Évrunes; pas de chômeurs à Saint-Laurent-sur-Sèvre.

84. — Vienne. — A Poitiers, pas de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*, 6 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *tailleurs de pierres*.

A Châtellerault, pas de chômeurs, 60 à 66 heures, chez les *boulangers*; 10 p. 100 de chômeurs, 54 heures, dans le *bâtiment*; pas de chômeurs, 66 heures, chez les *maréchaux-ferrants*.

A Chauvigny, travail peu satisfaisant, 54 heures, chez les *carriers*; pas de chômeurs, 72 heures, chez les *cordonniers*.

A Lavas, pas de chômeurs, 50 heures, chez les *carriers*.

85. — Vienne (Haute-). — A Limoges, 45 à 50 p. 100 de chômeurs, 98 heures, chez les *boulangers*; pas de chômeurs, 60 et 72 heures, chez les *travailleurs du gaz*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *imprimeurs-conducteurs-typographes*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *sabotiers*; 35 p. 100 de chômeurs, 48 heures, chez les *terrassiers-manœuvres*; 21 p. 100 de chômeurs, 48 heures, chez les *maçons*; 32 p. 100 de chômeurs, 45 heures, chez les *peintres*; 5 p. 100 de chômeurs, 48 heures, chez les *choisisseurs et emballeurs de porcelaine*; 23 p. 100 de chômeurs, 48 heures, chez les *ouvrières porcelainières mixtes*; pas de chômeurs chez les *coiffeurs*.

A Chalus, 75 p. 100 de chômeurs chez les *feuilleardiens*.

Au Dorat, pas de chômeurs chez les *maçons*.

A Dournazac, 75 p. 100 de chômeurs chez les *feuilleardiens*.

A Ouradour, pas de chômeurs chez les *feuilleardiens*.

86. — Vosges. — A Épinal, pas de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *ouvriers textiles*.

A Remiremont, pas de chômeurs chez les *employés*.

A Anould, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *ouvriers des papeteries*.

Chez les *ouvriers textiles*: pas de chômeurs à Fresse-sur-Moselle; pas de chômeurs à Remiremont; pas de chômeurs à Saint-Léonard; travail satisfaisant au Thillot; pas de chômeurs, 60 heures, au Val d'Ajol.

87. — Yonne. — A Auxerre, 4 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*.

A Sens, travail satisfaisant, 50 heures, chez les *maçons*.

Chez les *bûcherons*: pas de chômeurs à Fontenailles-sous-Andryes; chômage complet à Lavau; 33 p. 100 de chômeurs à Mézilles, pas de chômeurs à Montiers; 20 p. 100 de chômeurs à Sept-Fonds; pas de chômeurs à Saint-Fargeau; chômage complet à Somme-cause.

88. — Algérie. — A Alger, chômage presque complet chez les *tailleurs de pierres*; pas de chômeurs chez les *employés en quincaillerie*.

A Constantine, 4 p. 100 de chômeurs, 72 heures, chez les *boulangers*; pas de chômeurs, 72 heures, chez les *cuisiniers*; 16 p. 100 de chômeurs, 72 heures, chez les *limonadiers*; 6 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*; 21 p. 100 de chômeurs chez les *tailleurs d'habits*; 7 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *ouvriers sur métaux*; 17 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *tailleurs de pierres*; 5 p. 100 de chômeurs chez les *maçons, plâtriers et cimentiers*; 7 p. 100 chez les *terrassiers, carriers et mineurs*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *peintres*; 10 p. 100 de chômeurs, 72 heures, chez les *cochers et charretiers*; pas de chômeurs, 72 heures, chez les *employés de commerce*.

A Oran, 12 p. 100 de chômeurs, 84 heures, chez les *employés de commerce*.

Commerce extérieur de la France. — Tableau des importations et exportations pendant les onze premiers mois de 1908 :

IMPORTATIONS.	1908.	1907.	AUGMENTATIONS	DIMINUTIONS
	1,000 francs.	1,000 francs.	en 1908.	en 1908.
			1,000 francs.	1,000 francs.
Objets d'alimentation.....	837,478	940,103	„	102,625
Matières nécessaires à l'industrie.....	3,615,848	3,605,025	10,823	„
Objets fabriqués.....	1,044,281	1,055,285	„	11,004
TOTAUX.....	5,497,607	5,600,413	10,823	113,629
DIMINUTION EN 1908.....				102,806
EXPORTATIONS.				
	1908.	1907.	AUGMENTATIONS	DIMINUTIONS
	1,000 francs.	1,000 francs.	en 1908.	en 1908.
			1,000 francs.	1,000 francs.
Objets d'alimentation.....	667,356	679,093	„	11,537
Matières nécessaires à l'industrie.....	1,327,564	1,369,036	„	41,472
Objets fabriqués.....	2,388,234	2,693,443	„	305,219
Colis postaux.....	396,993	357,798	39,195	„
TOTAUX.....	4,780,337	5,099,370	39,195	358,228
DIMINUTION EN 1908.....				319,033

Recettes des chemins de fer (SEPT GRANDS RÉSEAUX). — 1,578,668,400 francs du 1^{er} janvier au 8 décembre 1908 contre 1,559,371,800 francs pendant la période correspondante de 1907, soit une augmentation de 19,296,600 francs.

Prix courants d'un certain nombre de marchandises sur la place de Paris (sauf indication contraire) :

	Cours fin du mois de		
	Déc. 1907.	Nov. 1908.	Déc. 1908.
Sucre br., blanc n° 3, les 100 kilogr., cour ^t	28 ^f 35	30 ^f 12	29 ^f 82
Alcool 90 deg., l'hectol., cour ^t	39 75	36 25	36 25
Huile de colza brute dispon., les 100 kilogr.....	84 50	79 00	62 25
Huile de lin dispon., les 100 kilogr.....	52 00	53 75	52 62
Suif de la boucherie de Paris, les 100 kilogr. (en pains).....	79 50	72 00	71 50
Cotons (au Havre), les 50 kilogr., cour ^t	76 50	59 25	57 25
Laines en suint (au Havre), les 100 kilogr., cour ^t	194 00	148 00	152 50
Soies grèges Cévennes, 2 ^e qual. (à Lyon), le kilogr.....	62 00	46 50	„
Cuivre en lingots, les 100 kilogr. mixtes (1 ^{re} classe).....	165 25	171 75	171 25
Étain Banka, ...	330 00	374 00	363 00
Plomb, livr. à Paris, ...	43 00	41 00	39 50
Zinc, bonnes marques, ...	55 00	57 25	57 00
Blé à Paris, les 100 kilogr. mixtes (1 ^{re} classe).....	22 12	22 62	22 32
Viande (bœuf), moyenne des 3 qualit., la Villette, le kil.....	1 50	1 60	1 58
— veau, <i>idem</i>	2 31	1 94	2 17
— mouton, <i>idem</i>	2 27	2 10	2 13
— porc, <i>idem</i>	1 78	1 51	1 44

MOUVEMENT SYNDICAL.

Pendant le mois de novembre 1908, le Ministère du Travail et de la Prévoyance sociale a été avisé de la création de :

- 27 syndicats patronaux comptant 670 membres;
- 43 syndicats ouvriers comptant 3,018 membres;
- 1 syndicat mixte comptant 25 membres;
- 1 union de syndicats ouvriers;

et de la dissolution de :

- 9 syndicats patronaux comptant 193 membres;
- 14 syndicats ouvriers comptant 3,218 membres;

Les nouvelles associations signalées ont été fondées :

10 en novembre, 12 en octobre, 5 en septembre, 3 en août, 2 en juillet, 2 en juin, 1 en avril, 1 en mars, 1 en janvier et 35 antérieurement au 1^{er} janvier 1908. Total : 72.

A. — CRÉATION DE SYNDICATS, D'UNIONS DE SYNDICATS
ET DE BOURSES DU TRAVAIL.

(La date entre crochets {} est celle de la création du syndicat.)

1^o SYNDICATS PATRONAUX.

Ain [2 mars 1908]. — Syndicat des **frutières** du Pays de Gex (32 membres). Siège social : Hôtel de ville, GEX. — [9 septembre 1908]. — Syndicat des **cafetiers**, hôteliers, restaurateurs du canton d'Oyonnax et des environs (70 membres). Siège social : Grande-rue, OYONNAX.

Alpes-Maritimes [27 janvier 1907]. — Chambre syndicale des **laitiers** de Menton (38 membres). Siège social : café du Siècle, rue Trenca, MENTON.

Bouches-du-Rhône [17 octobre 1908]. — Syndicat des petits patrons **coiffeurs** des quartiers ouvriers de la ville de Marseille (35 membres). Siège social : boulevard Baille, 163, MARSEILLE.

Corse [6 janvier 1895]. — Syndicat des **pharmaciens** de la Corse (18 membres). Siège social : BASTIA.

Ile-et-Vilaine [1^{er} juillet 1908]. — Chambre syndicale des patrons **maréchaux-ferrants** de Rennes (11 membres). Siège social : Hôtel de ville, RENNES.

Loire-Inférieure [2 juin 1908]. — Syndicat des **hommes d'affaires** de Nantes (8 membres). Siège social : rue Crébillon, 5, NANTES.

Marne [9 novembre 1908]. — Syndicat de l'industrie **fromagère** de la Champagne (9 membres). Siège social : rue de Vertus, FÈRE-CHAMPENOISE.

Nord [21 octobre 1908]. — Syndicat professionnel des **architectes** patentés de la région du Nord de la France (24 membres). Siège social : rue Jacquemars Giellée, 56, LILLE.

Pas-de-Calais [5 août 1908]. — Chambre syndicale des **gérants de débits de tabac** de Calais (14 membres). Siège social : rue du Vic, 15, CALAIS.

Pyrénées (Basses-) [15 août 1907]. — Syndicat des **entrepreneurs du bâtiment** et professions connexes (3 membres). Siège social : Hôtel Loustalot, rue des Bains, OLORON-SAINTE-MARIE. — [3 août 1907]. — Syndicat de la **cbaussure** et professions connexes (7 membres). Siège social : Hôtel Loustalot, rue des Bains, OLORON-SAINTE-MARIE.

Pyrénées (Hautes) [23 novembre 1908]. — Syndicat **médical** régional (19 membres). Siège social : L'ANNEMEZAN.

Savoie (Haute-) [21 novembre 1906]. — Syndicat des **débitants** de boissons de la ville d'Évian-les-Bains (23 membres). Siège social : Mairie, ÉVIAN-LES-BAINS. — [22 novembre 1900]. — Syndicat libre des **débitants de boissons** et marchands de vins et spiritueux en gros de la commune de La Roche-sur-Foron (22 membres). Siège social : LA ROCHE-SUR-FORON.

Seine [19 octobre 1908]. — Union française de la **couture** de la Seine (61 membres). Siège social : rue Cambon, 48, PARIS. — []. — Salon d'Hiver Association professionnelle des artistes du **dessin** (10 membres). Siège social : avenue des Gobelins, 66, PARIS.

Seine-et-Oise [2 mai 1906]. — Syndicat des marchands de **charbons** de la banlieue ouest (37 membres). Siège social : Hôtel de ville, SAINT-GERMAIN-EN-LAYE.

Tarn [3 octobre 1908]. — Syndicat des **médecins** de Castres (14 membres). Siège social : rue Émile-Zola, 27, CASTRES.

Var [15 mars 1907]. — Syndicat des maîtres **boulangers** de la ville d'Hyères (32 membres). Siège social : café de l'Univers, avenue Gambetta, HYÈRES.

Vaucluse [19 septembre 1908]. — Chambre syndicale des négociants en **graines** ourragères de Provence (25 membres). Siège social : avenue de la République, 13. AVIGNON.

Yonne [1^{er} janvier 1906]. — Syndicat de la **charcuterie** d'Auxerre et des communes circonvoisines (18 membres). Siège social : passage Soufflot, AUXERRE. — [1^{er} mai 1907]. — Syndicat professionnel des **bouchers** et charcutiers de la ville d'Avallon (14 membres). Siège social : AVALLOX. — [8 septembre 1907]. — Syndicat des producteurs de **cidre** (16 membres). Siège social : Les Brûleries, DIXMONT. — [21 avril 1904]. — Syndicat de la **boucherie** (19 membres). Siège social : place du Marché, SENS. — [15 juillet 1907]. — Syndicat des **charcutiers** de Sens (16 membres). Siège social : place de la République, 6, SENS. — [1^{er} juillet 1906]. — Chambre syndicale de la corporation des **débitants**, cafetiers et hôteliers de l'arrondissement de Sens (75 membres). Siège social : rue de Lyon, SENS.

2° SYNDICATS OUVRIERS.

Alpes-Maritimes [3 novembre 1906]. — Syndicat des **employés de commerce** de la ville de Menton (61 membres). Siège social : Hôtel de ville, MENTON.

Bouches-du-Rhône [21 novembre 1908]. — Syndicat du personnel des services de **santé** des Bouches-du-Rhône (45 membres). Siège social : Bourse du travail, MARSEILLE.

Cantal [3 novembre 1908]. — Union syndicale des ouvriers **boulangers** d'Aurillac et du département (23 membres). Siège social : Hôtel de ville, AURILLAC.

Cher [1^{er} novembre 1908]. — Syndicat des ouvriers **pâtisseries**, cuisiniers, confiseurs et biscuitiers du Cher (20 membres). Siège social : Bourse du travail, BOURGES.

Côtes-du-Nord [27 octobre 1908]. — Fédération des **mécaniciens** et chauffeurs des chemins de fer de l'Ouest (section de Saint-Brieuc) [56 membres]. Siège social : SAINT-BRIEUC.

Drôme [6 juillet 1908]. — Syndicat des ouvriers **coupeurs**, tailleurs et similaires des deux sexes de Valence et la région (35 membres). Siège social : Bourse du travail, VALENCE.

Finistère [24 septembre 1908]. — Syndicat des ouvriers de l'**arsenal** de Brest (80 membres). Siège social : Bourse du travail, BREST. — [6 novembre 1908]. — Syndicat des **marins-pilotes** et marins aspirants-pilotes de la station de Brest (7 membres). Siège social : quai de la Douane, 4, BREST.

Gironde [30 octobre 1908]. — Syndicat de défense des intérêts des ouvriers des **messageries** maritimes à Bordeaux (127 membres). Siège social : Bourse du travail, BORDEAUX. — [1^{er} septembre 1908]. — Syndicat des ouvriers aux **tabacs** de Bordeaux (28 membres). Siège social : rue Achard, 177, BORDEAUX.

Indre [13 mars 1907]. — Syndicat des **chaufourniers** et parties similaires du département de l'Indre (15 membres). Siège social : SAIXE-GAUTIER.

Loire-Inférieure [17 septembre 1907]. — Union fédérale des ouvriers **métallurgistes** de France (section de Nantes) (238 membres). Siège social : Bourse du travail, NANTES.

Nord [25 avril 1908]. — Syndicat des ouvriers **peintres** et parties similaires de Tourcoing et environs (90 membres). Siège social : rue de Menin, 195, TOURCOING.

Pas-de-Calais [1^{er} août 1908]. — Union calaisienne, syndicat des ouvriers chauffeurs et conducteurs de **force** motrice de Calais (31 membres). Siège social : boulevard Victor-Hugo, 31, CALAIS. — [18 octobre 1908]. — «La Fraternité», chambre syndicale des ouvriers **tullistes** et similaires de Calais (100 membres). Siège social : rue Van-Grutten, 106, CALAIS.

Saône-et-Loire [10 octobre 1908]. — Syndicat des ouvriers **ébénistes** et similaires d'Autun (76 membres). Siège social : Hôtel de ville, AUTUN.

Sarthe [10 octobre 1908]. — Syndicat professionnel des **coupeurs-tailleurs** du Mans (2 membres). Siège social : place de la République, 46, LE MANS.

Savoie [1^{er} octobre 1908]. — Chambre syndicale des ouvriers **vermicelliers** de Saint-Étienne-des-Guines (190 membres). Siège social : SAINT-ÉTIENNE-DES-GUINES.

Savoie (Haute-) [22 avril 1907]. — Chambre syndicale des ouvriers **cimenteurs**, maçons et manœuvres du canton d'Évian (300 membres). Siège social : ÉVIAN-LES-BAINS. — [2]. — Syndicat des ouvriers **horlogers** décolleteurs et similaires de Scionzier (43 membres). Siège social : Mairie, SCIONZIER.

Seine [5 octobre 1908]. — Société amicale et philanthropique des anciens élèves de l'école Roussel (**coupeurs-tailleurs**) (30 membres). Siège social : rue Papin, 1, PARIS. — [8 novembre 1908]. — Syndicat des ouvrières **couturières** et professions connexes en atelier (20 membres). Siège social : Impasse Gomboust, 3, PARIS. — [8 novembre 1908]. — Syndicat des **couturières** et professions connexes à domicile (11 membres). Siège social : Impasse Gomboust, 3, PARIS. — [8 novembre 1908]. — Syndicat des **employés de commerce** de la banque et assimilés (12 membres). Siège social : Impasse Gomboust, 3, PARIS.

Seine-Inférieure [15 septembre 1908]. — Syndicat des ouvriers **maçons** et similaires de Fécamp et de la région (136 membres). Siège social : Enceinte du Marché, FÉCAMP. — [1^{er} janvier 1908]. — Chambre syndicale des ouvriers **sculpteurs** et staffeurs de la ville du Havre (20 membres). Siège social : rue Jean Bart, 8, LE HAVRE. — [12 novembre

1908]. — Chambre syndicale des employés de **tramways** et similaires du Havre (210 membres). Siège social : rue de la Paix, 33, LE HAVRE.

Seine-et-Oise [13 juin 1908]. — Syndicat des ouvriers **peintres** (34 membres). Siège social : Bourse du travail, MANTES.

Var [6 avril 1907]. — Syndicat international de l'**ameublement** et parties similaires de Draguignan (45 membres). Siège social : Bourse du travail, DRAGUIGNAN. — [1 mai 1907]. — Syndicat **typographique** de Draguignan (25 membres). Siège social : Bourse du travail, DRAGUIGNAN. — [17 octobre 1907]. — Chambre syndicale des **carriers** et parties similaires de La Garde (40 membres). Siège social : rue Doumet, LA GARDE. — [2 novembre 1907]. — Syndicat des ouvriers **agricoles** de la commune d'Hyères (40 membres). Siège social : cours Strasbourg, HYÈRES. — [30 décembre 1907]. — Syndicat des **comptables** de la ville de Toulon (28 membres). Siège social : Bourse du travail, TOULON. — [15 février 1907]. — Syndicat des **manouvriers** de la marine (150 membres). Siège social : Bourse du travail, TOULON. — [31 août 1907]. — Syndicat des travailleurs de la mer réunis du **port** de Toulon (62 membres). Siège social : Bourse du travail, TOULON.

Vaucluse [14 octobre 1908]. — Syndicat international des ouvriers **cordonniers** de la ville de Pertuis (30 membres). Siège social : place de l'Ange, 9, PERTUIS.

Vienne [29 juillet 1906]. — Chambre syndicale des ouvriers et ouvrières fabricants de **balais** (32 membres). Siège social : Bourse du travail, POITIERS.

Vienne (Haute-) [1^{er} juin 1908]. — Chambre syndicale des ouvriers en **bâtiment** de Châteauneuf (14 membres). Siège social : Mairie, CHÂTEAUNEUF.

Yonne [17 février 1907]. — Chambre syndicale des ouvriers **forestiers** et agriculteurs de Champcevrains (35 membres). Siège social : CHAMPCEVRAIS. — [15 décembre 1907]. — Chambre syndicale des ouvriers **bûcherons** agricoles de Misay-le-Paumier (16 membres). Siège social : CRAIN. — [2 novembre 1907]. Syndicat des ouvriers **bûcherons** agricoles et travaux similaires (12 membres). Siège social : LICHÈRES-SUR-YONNE. — [20 avril 1907]. — Chambre syndicale des **ouvriers forestiers** et agriculteurs de Rouchères (30 membres). Siège social : Mairie, ROUCHÈRES. — [24 mars 1907]. — Chambre syndicale des ouvriers **forestiers** de Saint-Aubin-Châteauneuf (26 membres). Siège social : Mairie, SAINT-AUBIN-CHÂTEAUNEUF.

3° SYNDICAT MIXTE.

Gironde [31 août 1908]. — Syndicat des patrons et ouvriers **sabotiers** du département de la Gironde (35 membres). Siège social : CARBON-BLANC.

4° UNION DE SYNDICATS OUVRIERS.

Loire [2 septembre 1907]. — Union des syndicats ouvriers en **métaux** de Saint-Étienne (7 syndicats adhérents). Siège social : Bourse du travail, SAINT-ÉTIENNE.

B. — SYNDICATS DISSOUS.

(La date entre crochets [] est celle de la création du syndicat. La date de la dissolution n'est pas donnée, parce que l'inactivité du syndicat est souvent le seul indice de sa disparition.)

1° SYNDICATS PATRONAUX.

Pyrénées (Basses-) [27 novembre 1906]. — Syndicat patronal de l'ameublement (2 membres). Siège social : BAYONNE. — [27 octobre 1906]. — Syndicat des patrons **coiffeurs** d'Oloron-Sainte-Marie (12 membres). Siège social : café Révol, OLORON-SAINTE-MARIE. — [18 avril 1896]. — Syndicat des éleveurs de **chevaux** de pur sang anglais des Basses-Pyrénées et des Landes (42 membres). Siège social : Halte-Neuve, PAU.

Vienne [26 juin 1905]. — Chambre syndicale des patrons **boulangers** de l'arrondissement de Montmorillon (21 membres). Siège social : MONTMORILLON.

Oran [27 mai 1902]. — Syndicat des **distillateurs-bouilleurs** du département d'Oran (24 membres). Siège social : rue El-Moungar, ORAN.

Guadeloupe [2 1902]. — Syndicat **médical** de la Guadeloupe et dépendances (19 membres). Siège social : LA POINTE-À-PÊTRE. — Syndicat de la **presse** antillaise (23 membres). Siège social : Hôtel de ville, LA BASSE-TERRE. — Syndicat professionnel des producteurs de **rhum** vierge de cannes à sucre et des marchands en gros de ces rhums (40 membres). Siège social : LA BASSE-TERRE.

Martinique [30 mars 1903]. — Syndicat des **médecins** de la Martinique (12 membres). Siège social : Hôtel-de-Ville, FORT-DE-FRANCE.

2° SYNDICATS OUVRIERS.

Gard [16 octobre 1904]. — Société coopérative des ouvriers **chapeliers**, fondeurs, approprieurs et parties similaires d'Anduze (54 membres). Siège social : café du Centre, ANDUZE.

Ille-et-Vilaine [6 avril 1907]. — Syndicat des **employés** et comptables du commerce, de la Banque et de l'industrie (18 membres). Siège social : rue Nationale, 59, FOUGÈRES.

Pyrénées (Basses-) [8 janvier 1903]. — Union syndicale des ouvriers **boulangers** (28 membres). Siège social : café Ducassou, BAYONNE. — [26 décembre 1905]. — Syndicat des ouvriers et employés des **tramways** (73 membres). Siège social : hôtel Vincent, OLORON. — [24 mai 1905]. — Société syndicale des ouvriers **bouchers** et tripiers de la ville de Pau (8 membres). Siège social : Halle-Neuve, PAU. — [9 juin 1903.] — Chambre syndicale ouvrière des **coiffeurs** de Pau (7 membres). Siège social : Bourse du Travail,

PAU. — Chambre syndicale des ouvriers **cordonniers** et assimilés de la ville de Pau (25 membres). Siège social : rue de la Préfecture, 7, PAU. — [15 février 1905.] — Syndicat des ouvriers **ferblantiers-zingueurs** (15 membres). Siège social : rue de la Préfecture, 7, PAU. — [6 juillet 1896]. — Chambre syndicale des ouvriers **plâtriers** de la ville de Pau (22 membres). Siège social : Halle neuve, PAU. — [11 août 1907]. — Syndicat des ouvriers et employés des **tramways** départementaux [réseau de Pau] (100 membres). Siège social : Bourse du travail, PAU.

Seine-et-Oise [2 octobre 1899]. — Union syndicale des ouvriers **papetiers** et similaires de l'arrondissement de Corbeil (850 membres). Siège social : rue d'Angoulême, 24, ESSONNES.

Vosges [17 septembre 1905]. — Syndicat des ouvriers **textiles** de Trarivin, maison Chagué et C^{ie} (121 membres). Siège social : salle Choffel, CORNIMONT-TRARIVIN. — [9 mars 1903]. — Chambre syndicale des ouvriers de l'industrie **textile** de la Petite-Raon et des environs (37 membres). Siège social : LA PETITE-RAON.

Alger [29 mars 1907]. — Chambre syndicale française des **tailleurs de pierres** d'Alger (20 membres). Siège social : Bourse du travail municipale, ALGER.

Constantine [18 juillet 1897]. — Union syndicale des ouvriers **tailleurs de pierres**, carriers, mineurs, terrassiers, maçons, charpentiers, menuisiers et forgerons de la région d'Ain-Beida (20 membres). Siège social : AIN-BEIDA. — [2 juin 1905]. — Chambre syndicale des ouvriers **boulangers** et similaires de la ville de Bône et de la banlieue (100 membres). Siège social : BÔNE. — [1^{er} juin 1904]. — Union syndicale des employés des **brasseries** et fabriques de boissons gazeuses de la ville de Bône (15 membres). Siège social : Hôtel de ville, BÔNE. — [7 septembre 1900]. — Syndicat des employés du **chemin de fer** de la Compagnie du Bône-Guelma (18 membres). Siège social : rue Mesmer, 8, BÔNE. — [23 juillet 1903]. — Syndicat des élèves et aides en **pharmacie** de Bône (11 membres). Siège social : rue Caraman, 15, BÔNE. — [26 août 1900]. — Syndicat professionnel des chargeurs et déchargeurs du **port** de Bône (323 membres). Siège social : maison Bonici, place Faidherbe, BÔNE. — [5 juillet 1892]. — Syndicat des **représentants** de commerce de Philippeville (8 membres). Siège social : rue Constantine, 7, PHILIPPEVILLE. — [28 octobre 1905]. — Syndicat professionnel des **carriers**, tailleurs de pierres et de pavés (19 membres). Siège social : HABILLON. — [2 1906]. — Syndicat **typographique** (8 membres). Siège social : SÉTIF.

Oran [6 août 1906]. — Syndicat des ouvriers et ouvrières de la **chaise** (75 membres). Siège social : Bourse du travail, ORAN. — [17 septembre 1905]. — Chambre syndicale des **charretiers**, camionneurs et aides de la ville d'Oran (240 membres). Siège social : Bourse du travail, ORAN. — [10 avril 1906]. — Chambre syndicale des garçons **cochers** de la ville d'Oran (73 membres). Siège social : Hôtel de Ville, ORAN. — [29 novembre 1901]. — Syndicat des ouvriers **maréchaux-ferrants** de la ville d'Oran (30 membres). Siège social : Bourse du travail, ORAN. — [2 septembre 1903]. — Syndicat des ouvriers **menuisiers** de la ville d'Oran et de la banlieue (116 membres). Siège social : Bourse du travail, ORAN. — [10 juin 1906]. — Syndicat des ouvriers **mouleurs-cimentiers** et parties similaires d'Oran (40 membres). Siège social : Bourse du travail, ORAN. — [7 septembre 1899]. — Syndicat des **cuisiniers**, pâtisseries, confiseurs et biscuitiers d'Oran (43 membres). Siège social : Bourse du travail, ORAN.

Guadeloupe [15 avril 1899]. — Union syndicale des petits **planteurs** des Abymes (24 membres). Siège social : Chemin des Petites Abymes, 115, AUX ABYMES. — [29 no-

vembre 1903]. — Syndicat des **marins** et pêcheurs (21 membres). Siège social : rue de la Liberté, 1, CAPESTERRE. — [2 décembre 1903]. — Syndicat « Les ouvriers **cordonniers** réunis » (15 membres). Siège social : GOURBEYRE. — [19 novembre 1905]. — Syndicat des travailleurs **agricoles** « la Cotonnière de Petit-Canal » (?). Siège social : Mairie, PETIT-CANAL. — [17 décembre 1905]. — Union syndicale des ouvriers **boulangers** [20 membres]. Siège social : Bourse du travail, LA POINTE-À-PÎTRE. — [3 1900]. — Union syndicale des ouvriers **charpentiers**, ébénistes, tonneliers, etc. (45 membres). Siège social : Bourse du travail, LA POINTE-À-PÎTRE. — [12 décembre 1905]. — « La Jeunesse solidaire », syndicat des ouvriers **journaliers** (35 membres). Siège social : Maison Haute, LA POINTE-À-PÎTRE. — [3 juillet 1901]. — Syndicat des **marins-pêcheurs** (20 membres). Siège social : LA POINTE-À-PÎTRE. — [1^{er} mars 1903]. — Syndicat des **métallurgistes** (28 membres). Siège social : Bourse du travail, LA POINTE-À-PÎTRE. — [1^{er} octobre 1902]. — Syndicat des **couturières** et modistes (19 membres). Siège social : SAINTE-ANNE. — [10 novembre 1901]. — « La Sueur fécondante », société d'union syndicale des ouvriers **cultivateurs** (20 membres). Siège social : SAINTE-ANNE. — [18 décembre 1905]. — Syndicat des petits **planteurs** (22 membres). — Siège social : VIEUX-HABITANTS.

Martinique [21 septembre 1904]. — Syndicat des ouvriers **tonneliers** (57 membres). Siège social : rue Amiral-Gueydon, 100, FORT-DE-FRANCE. — [25 octobre 1900]. — Syndicat des ouvriers en **bâtiment** (375 membres). Siège social : TERRESAINVILLE.

Le Rédacteur en Chef du Bulletin, Gérant,

CH. PICQUENARD.

1908

PAGINATION DU BULLETIN PAR MOIS

LISTE DES ACTES ET DOCUMENTS OFFICIELS

EN FRANCE

INDEX ALPHABÉTIQUE

DES MATIÈRES CONTENUES DANS LE TOME XV

PAGINATION DU BULLETIN PAR MOIS.

ANNÉE 1908.

	Pages.
Janvier	1
Février	113
Mars	221
Avril	321
Mai	421
Juin	529
Juillet	629
Août	713
Septembre	829
Octobre	953
Novembre	1065
Décembre	1177

*La petite industrie (salaires, durée du travail). — Tome I ^{er} : <i>L'alimentation à Paris</i> . — 1 in-8 ^e , 300 p. (1893). — T. II : <i>Le vêtement à Paris</i> . — 1 in-8 ^e , 721 p. (1896).....	2 fr. 50 et 5 francs.
*Bordeaux de salaires (1900 et 1901). — 1 in-8 ^e , 232 p. (1902).....	3 fr. 50.
*Saisie-arrêt sur les salaires. — 1 in-8 ^e , 138 p. (1899).....	1 fr. 50.
Note sur la journée de huit heures dans les établissements industriels de l'État. — 1 in-8 ^e , 91 p. (1906).....	1 fr. 50.
L'industrie du chiffon à Paris. — 1 in-8 ^e , 118 p. (1903).....	1 fr. 50.
Enquête sur le travail à domicile dans la lingerie. — T. I : 1 in-8 ^e , 782 p. (1907).....	5 francs.
*L'assurance obligatoire contre les accidents du travail en Allemagne et en Autriche (1892). — I. <i>Résultats financiers</i> . — 1 in-8 ^e , 110 p. — II. <i>Statistique des accidents</i> . — 1 in-8 ^e , 124 p., chac.	1 fr. 50.
*Bases statistiques de l'assurance contre les accidents. — 1 in-8 ^e , 235 p. (1899).....	2 francs.
*Résultats statistiques de l'assurance obligatoire contre la maladie : <i>En Allemagne</i> . — 1 in-8 ^e , 134 p. (1893). — <i>En Autriche</i> . — 1 in-8 ^e , 147 p. (1893), chac.	1 fr. 50.
*Étude sur les derniers résultats des assurances sociales en Allemagne et en Autriche.	
1 ^{re} partie : <i>Accidents</i> . — 1 in-8 ^e , 180 p. (1894).....	1 fr. 50.
2 ^e partie : <i>Maladie, invalidité, Vieillesse</i> . — 1 in-8 ^e , 229 p. (1895).....	2 francs.
*Les caisses patronales de retraites (industries). — 1 in-8 ^e , 437 p. (1898).....	3 fr. 50.
*Hygiène et sécurité des travailleurs. — 1 in-8 ^e , 660 p. (1895).....	5 francs.
*Poisons industriels. — 1 in-8 ^e , 449 p. (1901).....	3 francs.
*Maladies professionnelles. — 1 in-8 ^e , 147 p. (1903).....	1 fr. 50.
*Les associations ouvrières de production. — 1 in-8 ^e , 613 p. (1897).....	5 francs.
Les associations professionnelles ouvrières. — *Tome I ^{er} : <i>Agriculture, mines, produits chimiques, industrie polygraphique</i> . — (1899). — T. II : <i>Cuir et peaux, industries textiles, habillement, ameublement, travail du bois</i> . — T. III : <i>Métaux céramiques et verrerie</i> . — (1902). — T. IV : <i>Bâtiment, travaux sportifs et industries diverses</i> . — 4 in-8 ^e , 905, 895, 679 et 821 p., chac.	5 francs.
*Législation ouvrière et sociale en Australie et Nouvelle-Zélande. — <i>Mission de M. Albert Metin</i> . — 1 in-8 ^e , 200 p. (1901).....	1 fr. 50.
*Rapport sur l'apprentissage dans l'imprimerie (1889-1901). — 1 in-8 ^e , 320 p. (1902).....	3 fr. 50.
*Rapport sur l'apprentissage dans les industries de l'ameublement. — 1 in-8 ^e , 678 p. (1905).	6 francs.
*Répartition des forces motrices et hydrauliques en 1899. — Tome I ^{er} : <i>Moteurs à vapeur</i> (1900). — T. II : <i>Moteurs hydrauliques</i> (1901). — 2 in-4 ^e , 235 et 224 p., chac.	3 fr. 50.

III. — PUBLICATIONS PÉRIODIQUES. — STATISTIQUE. — ANNUAIRES.

Résultats statistiques des recensements de la population. — 1891 : 1 ^{er} * <i>Résultats généraux</i> . — 1 in-8 ^e Jésus, 814 p. (894), 15 francs. — 2 ^e <i>Étrangers</i> . — 1 in-8 ^e Jésus, 349 p. (1893), 7 fr. 50. — *1896 : 1 in-8 ^e , 491 p. (1899), 7 fr. 50. — 1901. — Tome I ^{er} : <i>Introduction, population légale ou de résidence habituelle pour la France; population présente (Paris, Nord et Est)</i> . — 1 in-4 ^e , 870 p. — T. II : <i>Population présente (Sud-Est)</i> . — 1 in-4 ^e , 818 p. — T. III : <i>Population présente (Ouest et Midi)</i> . — 1 in-4 ^e , 906 p. — T. IV : <i>Population présente, résultats généraux</i> . — 1 in-4 ^e , 1,022 p. — T. V : <i>Enquêtes annexes (familles; aveugles; sourds-muets; habitations; forces motrices)</i> . — 1 in-4 ^e , 176 p., chaque volume 10 francs, sauf le tome V.	5 francs.
Résultats statistiques du recensement des industries et professions en 1896. — *Tome I ^{er} : <i>Paris, Nord et Est</i> (15 dép.). — T. II : <i>Sud-Est</i> (27 dép.). — T. III : <i>Ouest et Midi</i> (45 dép.). — T. IV : <i>Résultats généraux</i> . — 4 in-4 ^e , 845, 803, 661 et 440 p., chac.	10 francs.
Album graphique de la statistique générale de la France (1907). — 1 in-4 ^e , 280 p.	8 francs.
Statistique générale de la France. — <i>Statistique annuelle</i> : 1888-89, *1890, *1890-92 ; 3 in-8 ^e , 341, 145, 641 p., chac. 7 fr. 50. — *1893 : 6 in-8 ^e , 259, 259, 237, 235, 304 et 197 p., chac. 5 et 6 francs. — <i>Mouvement de la population</i> : *1899-1900, *1901, 1902, 1903, 1904, 1905-1906 ; 6 in-8 ^e , 313, 289, 105, 384, 638 et 214 p., chac. 5 francs (sauf 1904 : 7 fr. 50). — <i>Institutions d'assistance</i> : *1899-1900, *1901, 1902 à 1905 ; 6 in-8 ^e , 211, 105 et 103 p., chac.	6 francs.
Statistique internationale du mouvement de la population d'après les registres de l'état-civil. — <i>Résumé depuis l'origine des statistiques de l'état-civil jusqu'en 1905</i> . — 1 in-8 ^e , 912 p.	15 francs.
Annuaire statistique. — 1880 à 1891, 12 in-8 ^e , 559, 664, 612, 630, 678, 674, 718, 723, 503, 516, 553, 535 p. ; 1892-94 et 1895-96, 2 in-8 ^e , 773 et 624 p. ; 1897 à 1906, 10 in-8 ^e , 520, 653, 615, 583, 592, 578, 631, 545, 644 et 645 p. — (Épuisés : 1886, 1888 et 1890 à 1906, sauf 1901, et 1905), chac. 7 fr. 50.	
Statistique des grèves et des recours à la conciliation et à l'arbitrage (1880-1906). — 17 in-8 ^e (épuisés, sauf 1900, 1901, 1902, 1903, 1904 et 1906), chac.	3 francs, 3 fr. 50 et 4 fr. 50.
Statistique des grèves de 1890 à 1899. — Broch in-8 ^e , 28 p.	1 fr. 50.
Annuaire des syndicats. — *1897, *1898-1899, *1900, *1901, 1902, *1903 et 1904-1905, chac.	5 francs.

D'après une communication des libraires, désignés ci-après, on pourrait se procurer d'occasion, à leur librairie, quelques-uns des volumes indiqués comme épuisés (*) : MM. BEAUFREUILLE et C^{ie}, rue des Beaux-Arts, 5, Paris-6^e; Muzard et Esn, place Dauphine, Paris-1^{re}; Georges ROUSTAN, quai Voltaire, 5 et 17, Paris-7^e; CHEVALIER et RIVIÈRE, rue Jacob, 30, Paris-6^e.

(Les volumes épuisés sont marqués d'un astérisque[*]).

PUBLICATIONS DE LA DIRECTION DU TRAVAIL

(Les volumes épuisés sont marqués d'un astérisque [*].)

I. — CONSEIL SUPÉRIEUR DU TRAVAIL.

1 ^{re} SESSION (1891). — * <i>Compte rendu. — Rapports : Bureaux de placement</i> (M. Thénvenet). — <i>Protection des salaires</i> (M. Martellu). — <i>Création d'un office du travail</i> (M. Keufer). — 1 in-4°, 200 p...	2 fr. 25
1 ^{re} SESSION (1892). — * <i>Compte rendu. — Rapports : Organisation du crédit populaire</i> (MM. Labeyrie et Delahaye). — <i>Sociétés coopératives de crédit</i> (M. Lyon-Caen). — <i>Habitations ouvrières</i> (M. Siegfried). — <i>Musée d'économie sociale</i> (M. Linder). — <i>Règlements d'atelier</i> (M. Keufer). — <i>Pétition des typographes de Lyon</i> . — 1 in-4°, 252 p.....	3 francs.
3 ^e et 4 ^e SESSIONS (déc. 1893-janv. 1894). — * <i>Compte rendu. — Rapport sur l'organisation du crédit populaire</i> (M. Many). — 1 in-4°, 341 p.....	3 fr. 30.
5 ^e SESSION (1895). — * <i>Compte rendu. — Rapport sur la création de chambres de travail</i> (M. Depasse). — 1 in-4°, 165 p.....	2 fr. 25.
6 ^e SESSION (1896). — * <i>Compte rendu. — Rapports : L'insaisissabilité des pensions ouvrières</i> (M. Paulet). — <i>La question du chômage</i> . — 1 in-4°, 143 p., 1 fr. 80. — * <i>Rapport sur la question du chômage, avec les documents réunis par l'Office du travail</i> . — 1 in-4°, 398 p.....	3 fr. 60.
* <i>Statistique des travaux de secours en cas de chômage</i> (1896, 1897, 1898) [note de l'Office du travail]. — 1 broch. in-4°, 23 p. (1899).....	1 franc.
7 ^e SESSION (1897). — * <i>Compte rendu. — Rapport sur le système actuel des adjudications</i> (M. Keufer). — <i>Note de l'Office du travail sur le minimum de salaire dans les travaux publics</i> . — 1 in-4°, 299 p. 3 francs.	
8 ^e SESSION (1898). — * <i>Compte rendu. — Rapport sur le marchandage</i> (M. Goy). — <i>Note de l'Office du travail sur le marchandage</i> . — 1 in-4°, 127 p.....	1 fr. 80.
9 ^e SESSION (1900). — * <i>Compte rendu</i> . — 1 in-4°, 525 p.....	4 fr. 50.
* <i>Les conseils de prud'hommes</i> [documents et enquêtes de l'Office du travail]. — 1 in-4°, 409 p.	3 fr. 60.
<i>Enquête sur la législation des conseils de prud'hommes</i> . — 1 br. in-4°, 55 p.....	1 franc.
10 ^e SESSION (1901). — * <i>Compte rendu</i> . — 1 in-4°, 175 p., 2 fr. 25. — * <i>Rapport et documents sur la réglementation du travail dans les bureaux et magasins</i> (M. Dalle) et dans les petites industries de l'alimentation (M. Barafort). — 1 in-4°, 261 p.....	3 francs.
* <i>Rapports sur diverses modifications à la législation des prud'hommes et sur les renvois par suite de saisie-arrest</i> . — 1 broch. in-4°, 28 p.....	1 franc.
11 ^e SESSION (1902). — <i>Compte rendu</i> . — 1 in-4°, 147 p.....	1 fr. 80.
* <i>Apprentissage : enquête et doc. (rapport de M. Briat)</i> . — 1 in-4°, 537 p.....	4 fr. 50.
* <i>Rapport sur les modifications à apporter aux groupes professionnels du conseil supérieur</i> (M. Fagnot). — 1 broch. in-4°, 15 p.....	1 franc.
12 ^e SESSION (1903). — <i>Compte rendu</i> . — 1 in-4°, 224 p.....	2 fr. 70.
* <i>Les caisses de chômage</i> . — 1 in-4°, 142 p.....	1 fr. 80.
* <i>Réglementation du travail dans les industries de transport</i> (M. Moreau). — 1 in-4°, 87 p.....	1 fr. 50.
<i>Enquêtes et documents sur le détal-congé</i> . — 1 in-4°, 104 p.....	1 fr. 80.
13 ^e SESSION (1904). — <i>Compte rendu</i> . — 1 in-4°, 233 p.....	1 fr. 80.
<i>Le repos hebdomadaire</i> (rapport de M ^{lle} Blondelu). — 1 in-4°, 73 p.....	1 fr. 50.
<i>Le détal-congé</i> (rapport de M. Manoury). — 1 in-4°, 52 p.....	1 fr. 50.
14 ^e SESSION (1905). — <i>Compte rendu</i> . — 1 in-4°, 135 p.....	1 fr. 80.
15 ^e SESSION (novembre 1905). — <i>Compte rendu</i> . — 1 in-4°, 168 p.....	2 fr. 25.
* <i>L'enseignement professionnel</i> (rapport de M. Briat). — 1 in-4°, 159 p.....	2 francs.
16 ^e SESSION (1906). — <i>Compte rendu</i> . — 1 in-4°, 244 p.....	2 fr. 70.
<i>L'attachage des lois ouvrières</i> (rapport de M. Paillot). — 1 in-4°, 11 p.....	1 franc.
* <i>L'inspection du travail</i> (rapport de M. Bourderon). — 1 in-4°, 52 p.....	1 franc.
17 ^e SESSION (1907). — <i>Compte rendu</i> . — 1 vol. in-8°, 220 p.....	2 fr. 70.
<i>La capacité professionnelle des syndicats</i> . — 1 in-4°, 28 p.....	1 franc.
<i>L'organisation du Conseil supérieur du travail</i> . — 1 in-4°, 22 p.....	1 franc.
<i>La protection des salaires en cas de faillite ou de déconfiture</i> . — 1 in-4°, 40 p.....	1 franc.

II. — ENQUÊTES ET DOCUMENTS.

* <i>Le placement des employés, ouvriers et domestiques en France, avec un appendice relatif au placement dans les pays étrangers</i> . — 1 in-8°, 742 p. (1893).....	8 francs.
<i>Seconde enquête sur le placement</i> . — 1 in-8°, 186 p. (1901).....	1 fr. 50.
* <i>De la conciliation et de l'arbitrage dans les conflits collectifs entre patrons et ouvriers en France et à l'étranger</i> . — 1 in-8°, 610 p. (1893).....	6 francs.
* <i>Examen du 6^e rapport annuel du Dép^t du travail des États-Unis. — Des artères et de la participation intéressée du personnel dans les chemins de fer russes</i> . — 1 in-8°, 93 p. (1893).....	1 fr. 50.
* <i>Salaires et durée du travail dans l'industrie française. — Tome 1^{er} : Seine</i> . — 1 in-8°, 611 p. (1893). — <i>T. II et III : Départements</i> . — 2 in-8°, 760, 648 p. (1894 et 1896). — <i>T. IV : Résultats généraux</i> . — 1 in-8°, 574 p. (1897). Chac. 7 fr. 50. — <i>Manufactures de l'État et chemins de fer</i> . — 1 in-8°, 164 p. (1896) 1 fr. 50. — <i>Album graphique</i> . — 29 planches in-8° (1897).....	4 francs.

ACTES ET DOCUMENTS OFFICIELS EN FRANCE

(PAR ORDRE CHRONOLOGIQUE).

I. — Lois, décrets, arrêtés et règlements.

		Pages.
1907.		
13 juin.....	DÉCRET modifié le 11 décembre 1907 portant réorganisation du personnel ouvrier des arsenaux de la Marine.....	163
7 décembre.	DÉCRET modifiant le décret du 29 novembre 1904 sur l'hygiène et la sécurité des travailleurs.....	76
7 —	DÉCRET portant nomination de membres de la Commission supérieure du travail.....	76
11 —	DÉCRET sur le personnel de la marine (voir 13 juin).	
19 —	LOI relative à la surveillance et au contrôle des sociétés de capitalisation.....	73
20 —	RÈGLEMENT pour l'exécution de l'arrangement franco-italien relatif aux accidents du travail.....	73
26 —	ARRÊTÉ (Travail) fixant le taux des subventions à allouer aux caisses de secours contre le chômage involontaire.....	77
31 —	ARTICLES 35, 36 et 37 de la loi de finances sur l'assistance aux vieillards.....	162
31 —	ARTICLES 48, 49 et 50 de la loi de finances sur l'amélioration des retraites des ouvriers mineurs.....	162
1908.		
13 janvier...	DÉCRET déterminant les mesures de sécurité et d'hygiène auxquelles sera subordonné le droit aux primes d'armement institué par la loi du 22 juillet 1851 en faveur des navires se livrant à la pêche.....	169
14 —	LOI modifiant le paragraphe 1 ^{er} de la loi du 5 novembre 1894 relative à la création de sociétés de crédit agricole.....	163
8 février....	ARRÊTÉ (Travaux publics) sur l'emploi des appareils respiratoires dans les mines.....	281
7 mars.....	DÉCRET sur les surcharges des enfants et des femmes.....	373
16 —	DÉCRET sur les dérogations au repos hebdomadaire applicables aux enfants et aux femmes, pris en vertu de l'article 18 de la loi du 13 juillet 1906.....	374
18 —	DÉCRET créant un conseil de prud'hommes à Fraize (Vosges).....	376
21 —	ARRÊTÉ (Travaux publics) sur la sécurité des distributions d'énergie électrique.....	907
23 —	DÉCRET portant réorganisation du conseil de prud'hommes de Paris..	376
26 —	LOI modifiant l'article 5 de la loi du 12 avril 1906, relatif à la contribution imposée aux exploitants non patentés pour l'alimentation du fonds de garantie institué par la loi du 9 avril 1898 sur les accidents du travail.....	477
31 —	RAPPORT et DÉCRET instituant une commission pour l'étude de mesures à prendre pour atténuer le chômage résultant des crises économiques,	376

	Pages.
1 ^{er} avril	DÉCRET relatif à l'enregistrement des entreprises de capitalisation 481
1 ^{er} —	DÉCRET relatif à la déchéance d'enregistrement des entreprises de capitalisation, ... 481
1 ^{er} —	DÉCRET relatif aux dépenses de premier établissement des entreprises françaises de capitalisation. 481
1 ^{er} —	DÉCRET relatif à la réserve de garantie des entreprises de capitalisation 481
1 ^{er} —	DÉCRET relatif au taux d'intérêt maximum et au chargement minimum d'après lesquels doivent être calculés les tarifs de versement ou cotisations des opérations à réaliser par les entreprises de capitalisation, ainsi que les réserves mathématiques. 481
1 ^{er} —	DÉCRET relatif aux dépôts de valeurs à la caisse des dépôts et consignations par les entreprises étrangères de capitalisation. 481
1 ^{er} —	DÉCRET relatif à l'inscription des contrats de capitalisation 481
1 ^{er} —	DÉCRET relatif aux conditions de fonctionnement des entreprises de gestion d'opérations de capitalisation. 481
4 —	DÉCRET portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi du 27 mars 1907 sur les conseils de prud'hommes, et fixant les traitements des secrétaires et des secrétaires adjoints. 481
10 —	Loi relative à la petite propriété et aux maisons à bon marché. 477
10 —	Loi relative à l'amnistie. 480
14 —	Loi concernant les retraites des ouvriers mineurs. 480
14 —	Loi portant ouverture au ministre de l'Intérieur d'un crédit supplémentaire de 60,000 francs pour secours d'extrême urgence. 675
15 —	DÉCRET modifiant l'article 16 du décret du 28 décembre 1886, portant règlement d'administration publique pour l'exécution de la loi du 20 juillet 1886 sur la caisse nationale des retraites pour la vieillesse. 483
17 —	ARRÊTÉ (Travaux publics) sur les heures d'ouverture et de fermeture des gares de marchandises les jours de semaine et les dimanches et jours de fêtes 679
23 —	DÉCRET sur l'hygiène et la sécurité des travailleurs dans les travaux du plomb 483
28 —	DÉCRET fixant le salaire journalier de début des lingères et des femmes de service de Paris (postes et télégraphes). 590
29 —	Loi approuvant une convention entre la ville de Paris et les liquidateurs de la Compagnie parisienne du gaz, concernant le service des pensions et secours annuels au personnel et la remise des fonds des caisses de retraites. 480
29 —	DÉCRET complétant l'article 1 ^{er} du décret du 28 décembre 1900 relatif à la compétence du conseil des prud'hommes de Saint-Malo. 590
30 juin	DÉCRET portant création d'un conseil des prud'hommes à Saint-Yrieix. 675
32 —	RAPPORT et DÉCRET instituant une Commission interministérielle pour l'étude des questions relatives aux adjudications des travaux publics. 675
28 —	ARRÊTÉ fixant le taux des subventions de l'État à allouer aux caisses de chômage pour les indemnités versées pendant le second semestre de 1906. 676
3 juillet	DÉCRET modifiant le décret du 15 juillet 1893 (travail des enfants, des filles mineures et des femmes dans les établissements industriels). 786
3 —	DÉCRET modifiant les articles 3 et 5 du décret du 5 juillet 1893 modifié déterminant les dérogations relatives au travail de nuit et à la durée du travail des enfants et des femmes. 1140
14 —	Loi concernant les pensions sur la caisse des invalides de la marine. 897
15 —	Loi relative à la ratification de la convention internationale de Berne sur le travail de nuit des femmes employées dans l'industrie. 784

	Pages.
17 — Loi allouant une indemnité aux membres du jury criminel qui n'ont pas droit à l'indemnité de séjour établie par la loi du 19 mars 1907.	784
17 — Loi relative à l'institution des conseils consultatifs du travail	784
17 — DÉCRET portant fixation de l'indemnité spéciale à allouer aux membres du jury criminel qui n'ont pas droit à l'indemnité de séjour	786
17 — DÉCRET portant règlement d'administration publique pour l'exécution de l'article 8 de la loi du 19 décembre 1907, relative à la surveillance et au contrôle des sociétés de capitalisation	786
5 août. Loi modifiant l'article 11 de la loi du 1 ^{er} août 1905 sur la répression des fraudes dans la vente des marchandises et des falsifications des denrées alimentaires et des produits agricoles et complétant cette loi par un article additionnel	900
12 — DÉCRET relatif à la situation du personnel civil des établissements militaires.	907
15 — DÉCRET concernant les émoluments des interprètes attachés aux conseils de prud'hommes d'Algérie.	907
16 — DÉCRET relatif à l'application de la loi du 14 juillet 1908 sur les pensions des inscrits maritimes.	907
24 — DÉCRET portant règlement d'administration publique pour l'exécution de la loi du 10 avril 1908, relative à la petite propriété et aux maisons à bon marché.	907
7 septembre. DÉCRET concernant le conseil de prud'hommes du Havre.	1236
10 — DÉCRET complétant la nomenclature des établissements ayant le droit de donner le repos hebdomadaire par roulement.	1140
10 — DÉCRET complétant la nomenclature des travaux interdits aux enfants de moins de 18 ans.	1140
7 — DÉCRET nommant les membres de la commission d'attribution des prêts aux sociétés de crédit immobilier, prévue par la loi du 10 avril 1908, relative à la petite propriété et aux maisons à bon marché.	1141
15 octobre. DÉCRET et RAPPORT au Président de la République française sur la répartition aux syndicats des subventions municipales par la Commission administrative de la Bourse du Travail de Paris.	1141
13 novembre. Loi complétant l'article 40 de la loi du 27 mars 1907, concernant les conseils de prud'hommes.	1236
15 — Loi conférant aux femmes l'éligibilité aux conseils de prud'hommes.	1236
25 — Loi modifiant l'article 25 des lois des 15 février 1902 et 29 janvier 1906 sur la protection de la santé publique (composition du conseil supérieur d'hygiène publique de France).	1236
3 décembre. RAPPORT du Ministre du Travail au Président de la République et décret élevant les taux maximum des subventions de l'État aux caisses des secours contre le chômage involontaire.	1237

II. — Lettres et circulaires ministérielles.

1907.

10 avril.	CIRCULAIRE du Directeur général des contributions directes relative à l'application de la loi du 12 avril 1906 modifiant et complétant la loi du 30 novembre 1894 sur les habitations à bon marché.	910
2 décembre.	CIRCULAIRE (Travail) aux inspecteurs divisionnaires sur l'assujettissement des élèves pharmaciens à la loi sur le repos hebdomadaire.	77
5 —	CIRCULAIRE (Travail) sur les délégués mineurs débitants.	78

1908.

15 janvier.	CIRCULAIRE (Intérieur) aux préfets relative à l'assistance aux vieillards, aux infirmes et aux incurables.	171
---------------------	--	-----

	Pages.
15 — CIRCULAIRE (Travail) aux inspecteurs divisionnaires du travail, sur la protection des volants, meules et engins pesants tournant à grande vitesse.....	281
21 — CIRCULAIRE (Travail) aux préfets sur l'approbation des statuts des sociétés de secours mutuels autorisées antérieurement à la loi du 1 ^{er} avril 1898.....	485
26 — CIRCULAIRE (Sous-Secrétaire d'Etat de la Guerre) relative aux coopératives dans les corps de troupes.....	282
8 février... CIRCULAIRE (Travaux publics) aux préfets sur l'emploi d'appareils respiratoires dans les mines.....	280
18 — CIRCULAIRE (Travail) aux inspecteurs divisionnaires sur les précautions à prendre contre l'infection charbonneuse dans la manipulation des peaux, poils, crins, cornes, os, etc.....	283
26 — CIRCULAIRE (Travail) aux préfets, portant instructions pour l'exécution des lois des 31 mars 1908, 22 avril 1905, 17 avril 1906 et 31 décembre 1907 sur l'amélioration des retraites des ouvriers mineurs.....	679
4 avril..... CIRCULAIRE (Travail) sur les surcharges des enfants et des femmes employés dans les établissements industriels.....	486
5 — CIRCULAIRE sur la suspension du repos hebdomadaire en ce qui concerne les enfants et les femmes.....	487
14 — CIRCULAIRE sur la délivrance des livrets de travail aux enfants employés dans les établissements industriels.....	488
27 — CIRCULAIRE (guerre) relative à l'application dans les établissements militaires de la loi du 13 juillet 1906, établissant le repos hebdomadaire en faveur des employés et ouvriers.....	590
11 mai..... CIRCULAIRE (Travail) aux préfets, sur l'application de la loi du 14 avril 1908 sur l'amélioration des retraites des ouvriers mineurs.....	679
13 — CIRCULAIRE (Travail) aux inspecteurs divisionnaires du travail sur la sécurité des travailleurs dans les établissements qui emploient des courants électriques.....	910
14 — CIRCULAIRE (Travaux publics) aux administrateurs des compagnies de chemins de fer sur les dérogations à l'arrêté du 17 avril 1908 sur les heures d'ouverture et de fermeture des gares de marchandises..	678
5 juin..... CIRCULAIRE (Travail) adressée aux préfets, sur les résultats de la loi du 18 juillet 1907, relative à la faculté d'adhésion à la législation sur les accidents du travail.....	592
1 ^{er} juillet... CIRCULAIRE (Travail) aux ingénieurs en chef des Mines sur l'application de la loi sur le repos hebdomadaire dans les mines.....	913
4 — CIRCULAIRE (Commerce) aux agents d'émigration.....	790
12 — CIRCULAIRE (Travail) aux préfets sur le pavement des salaires inscrits aux cahiers des charges des marchés de travaux publics par l'Etat, les départements et les communes..... (Voir erratum, <i>Bulletin</i> de janvier 1909, p. 124.)	786
14 — CIRCULAIRE (Intérieur) au Préfet, relative à l'application de la loi du 14 juillet 1905 sur l'assistance obligatoire aux vieillards, aux infirmes et aux incurables.....	1010
18 — CIRCULAIRE (Justice) à MM. les premiers présidents et les procureurs généraux des cours d'appel de France et d'Algérie, relative à l'application de la loi du 17 juillet 1908.....	788
27 — CIRCULAIRE (Travail) adressée aux préfets sur les déclarations d'accidents du travail effectués aux mairies par des agents de sociétés d'assurance.....	788
30 — CIRCULAIRE (Travail) aux Préfets sur les délégués mineurs suppléants débitants.....	789
10 août..... CIRCULAIRE (Intérieur) aux préfets, sur la protection des artistes de cafés-concerts.....	1143

	Pages.
28 -- CIRCULAIRE relative à l'institution d'une commission mixte, consultative pour les questions concernant l'organisation générale du travail et le fonctionnement industriel des établissements de la guerre....	917
1 ^{er} septembre. CIRCULAIRE (Travail) aux inspecteurs divisionnaires sur l'affichage des lois ouvrières dans les chantiers.....	1024
10 -- CIRCULAIRE (Justice) aux Préfets, sur l'établissement des listes électorales aux conseils de prud'hommes.....	1025
25 -- CIRCULAIRE du Ministre du Travail et de la Prévoyance sociale aux préfets, sur l'application de la loi du 10 avril 1908 relative à la petite propriété et aux maisons à bon marché.....	1238
15 octobre... CIRCULAIRE (Travail) aux préfets sur les subventions départementales et communales aux bourses du travail et syndicats.....	1145
22 -- LETTRE (Finances) relative aux immunités fiscales accordées aux parts d'intérêts et actions des sociétés ouvrières de consommation.....	1147
29 -- CIRCULAIRE (Travail) aux inspecteurs divisionnaires du travail sur l'application de la réglementation du travail aux beurrieres, fromageries et laiteries industrielles.....	1145

III. — Avis du Conseil d'État.

1907.

19 et 26 déc. Avis du Conseil d'État relatif à l'insertion de clauses nouvelles dans les cahiers des charges des concessions de mines.....	174
--	-----

INDEX ALPHABÉTIQUE

DES MATIÈRES

CONTENUES DANS LE TOME XV

DE

BULLETIN DE L'OFFICE DU TRAVAIL.

Janvier-Décembre 1908.

NOTA. — Sous chaque rubrique de la table, on trouvera, autant qu'il y aura lieu, l'indication des articles concernant :

- 1° Les actes officiels (français): Lois, décrets, arrêtés et circulaires ministériels;
- 2° La chronique législative;
- 3° La jurisprudence française;
- 4° Le mouvement social en France;
- 5° Le mouvement social et la législation des pays étrangers (ceux-ci classés par ordre alphabétique).

Au nom de chaque pays, dans la table, on trouvera l'indication des diverses rubriques sous lesquelles ont été classés des faits relatifs à ce pays.

Accidents.

Pages.

Les accidents de mer : 1° pendant l'année 1905.....	38
2° pendant l'année 1906.....	660
Les accidents de chaudières et récipients à vapeur en 1906.....	259
BELGIQUE : Les accidents sur les chemins de fer en 1906.....	779

Accidents du travail. — Voir : HYGIÈNE ET SÉCURITÉ; — INSPECTION DU TRAVAIL; — PROTECTION LÉGALE DES TRAVAILLEURS.

ACTES OFFICIELS : Règlement pour l'exécution de l'arrangement franco-italien relatif aux accidents du travail.....

Loi du 26 mars 1908, modifiant l'article 5 de la loi du 12 avril 1906, relatif à la contribution imposée aux exploitants non patentés pour l'alimentation du fonds de garantie institué par la loi du 9 avril 1898 sur les accidents du travail.

Circulaire du 5 juin 1908 du Ministre du travail et de la prévoyance sociale, adressée aux préfets, sur les résultats de la loi du 18 juillet 1907, relative à la faculté d'adhésion à la législation sur les accidents du travail. 592

Circulaire du 27 juillet 1908 du Ministre du travail et de la
prévoyance sociale adressée aux préfets sur les déclarations
d'accidents du travail effectuées aux mairies par des agents
de sociétés d'assurance. 788

	Pages.
JURISPRUDENCE : Contrat de louage passé en France ; travail exécuté à l'étranger ; application de la loi de 1898.....	45
Ouvrier d'une compagnie de chemins de fer ; non-cumul de la rente de la loi de 1898 et de la pension de retraite accordée par anticipation aux agents blessés en service.....	143
Apprenti : salaire de base ; ouvriers valides ; définition.....	144
Enfant conçu après l'accident ; absence de droit à la rente.....	145
Inspection du travail ; établissements de l'État ; procès-verbal dressé par un inspecteur du travail à un directeur de poudrerie pour défaut de déclaration d'accident ; validité.....	665
Auxiliaire engagé par un ouvrier au su et avec l'approbation en principe du patron ; responsabilité du patron pour la déclaration de l'accident survenu à l'auxiliaire.....	666
Défaut d'affichage de la loi de 1898 et des règlements d'administration publique pris pour son exécution ; contravention unique.....	667
Accidents du travail, forage d'un puits sur un fonds rural : entreprises industrielles, conduite des travaux confiée à un ouvrier salarié ; responsabilité de l'entrepreneur.....	769
Machine agricole, mécanicien chauffeur engagé pour conduire, nettoyer, entretenir, réparer la machine ; accident survenu en réparant une machine au repos ; inapplicabilité de la loi du 30 juin 1899, mais application de la loi du 9 avril 1898....	770
Accidents du travail ; jugement déboutant un ouvrier blessé de sa demande en allocation de rente et le renvoyant à se pourvoir pour l'indemnité journalière devant le juge de paix ; exécution du jugement sur le second point ; appel sur le premier ; prétendu acquiescement ; violation de l'article 30 de la loi de 1898.....	771
Accidents du travail ; salaire de base ; travail intermittent pour plusieurs patrons ; nécessité de tenir compte de l'ensemble des gains.....	993
Accidents du travail ; ouvrier engagé par un sous-traitant ; absence de responsabilité de l'entrepreneur.....	993
Accidents du travail ; ouvrier engagé en France travaillant à l'étranger sur l'ordre et pour le compte d'une entreprise française ; applicabilité de la loi de 1898.....	994
Accidents du travail ; travaux exécutés dans une maison d'habitation, sous la direction du propriétaire de l'immeuble, par des ouvriers de son choix ; inapplicabilité de la loi de 1898....	995
Accidents du travail ; possibilité de revisions successives, mais sans prolongation de délai.....	1114
Accidents du travail ; ouvrier mis par son patron à la disposition d'un autre patron ; responsabilité du premier patron....	1115
Accidents du travail ; apprenti ; salaire de base ; le paiement d'un salaire n'est pas incompatible avec l'existence d'un contrat d'apprentissage.....	1115
Accident survenu dans une rue à un apprenti, faisant une commission sur l'ordre de son patron ; applicabilité de la loi de 1898.....	1116
Accidents du travail ; salaire de base ; salaire moyen obtenu en divisant le total des salaires du mois par le nombre de journées entières de travail.....	1117
Non-cumul d'une pension de retraite avec la rente forfaitaire prévue par la loi de 1898.....	1117
Accidents du travail ; salaire de base ; retenue pour fourniture d'instruments de travail avancée par le patron.....	1214

	Pages.
Interdiction du cumul de la rente allouée en vertu de la loi du 9 avril 1898 avec une pension de retraite anticipée prévue par le règlement d'une compagnie de chemins de fer.....	1215
Déchargement de bateau pour le compte d'un négociant en charbons; accident survenu, après la fin de la journée de travail, au cours des ablutions rendues nécessaires par la nature du travail; applicabilité de la loi de 1898.....	1216
Les accidents dans les mines et autres exploitations minérales en 1906.....	256
Statistique des accidents du travail.....	655
AUTRICHE: L'assurance contre les accidents en 1905.....	461
GRANDE-BRETAGNE: La nouvelle législation sur les accidents du travail.....	473
Le personnel des mines et les accidents en 1906.....	63
Les accidents mortels dans l'industrie en 1907.....	475
Le personnel des mines et carrières et les accidents en 1907..	672
TUNISIE: Décret du 17 juillet 1908 sur les accidents du travail.....	767

Adjudications. — Voir : CONSEIL SUPÉRIEUR DU TRAVAIL; — TRAVAUX PUBLICS.

Administrations publiques. — Voir : SYNDICATS (jurisprudence).

Affichage des lois. — Voir : INSPECTION DU TRAVAIL.

ACTES OFFICIELS : Circulaire du Ministre du Travail du 1^{er} septembre 1908 aux inspecteurs divisionnaires sur l'affichage des lois dans les chantiers..... 1024

Afrique du Sud. — Voir : REVUE DE TRAVAIL.

Age d'admission. — Voir : INSPECTION DU TRAVAIL.

Alimentation.

Prix courant d'un certain nombre de marchandises sur la place de Paris (sucre, huiles, suifs, coton, laines, soies, métaux, etc.) :
(ÉTATS MENSUELS) : 106, 204, 313, 413, 521, 618, 704, 819, 943, 1056,
1171 et 1275.

Allemagne. — Voir : INDUSTRIE (Petite); — MALADIE (Assurance contre la); — PLACEMENT; — REVUE DU TRAVAIL; — SECRÉTARIATS OUVRIERS; — SYNDICATS.

Allumettes. — Voir : MANUFACTURES DE L'ÉTAT.

Amnistie. — Voir : GRÈVES; — REPOS HEBDOMADAIRE.

Apprentis. — Voir : ACCIDENTS DU TRAVAIL.

Arbitrage. — Voir : CONCILIATION ET ARBITRAGE.

Argentine (République). — Voir : GRÈVES.

Arsenaux de la marine.

ACTES OFFICIELS : Décret des 13 juin-11 décembre 1907 portant réorganisation du personnel ouvrier des arsenaux de la marine..... 163

Assistance.

ACTES OFFICIELS : Loi du 14 avril 1908 portant ouverture au ministre de l'Intérieur d'un crédit supplémentaire de 60,000 francs pour secours d'extrême urgence.....	675
Articles 35, 36, 37 de la loi de finances du 31 décembre 1907 sur l'assistance obligatoire aux vieillards, infirmes et incurables.....	162
Circulaire (intérieur) du 15 janvier 1908 relative à l'assistance aux vieillards.....	171
Circulaire du 14 juillet 1908 (intérieur) sur l'application de la loi d'assistance aux vieillards.....	1010
CHRONIQUE LÉGISLATIVE : L'assistance obligatoire aux vieillards et aux incurables.....	179, 287
Secours d'extrême urgence et secours de chômage.....	490

Association internationale. — Voir : PROTECTION LÉGALE DES TRAVAILLEURS.

Associations. — Voir : CONFÉDÉRATION GÉNÉRALE DU TRAVAIL; — COOPÉRATION; — FÉDÉRATION DES TRAVAILLEURS DU LIVRE; — MINES; — SYNDICATS.

Assurances ouvrières. — Voir : ACCIDENTS DU TRAVAIL; — CAPITALISATION; — CHÔMAGE; — MALADIE (assurance contre la); — PROTECTION LÉGALE DES TRAVAILLEURS; — RETRAITES.

Australasie. — Voir : RETRAITES; — REVUE DU TRAVAIL; — SALAIRES.

Autriche. — Voir : ACCIDENTS DU TRAVAIL; — GRÈVES; — INSPECTION DU TRAVAIL; — MALADIE (assurance contre la); — PLACEMENT.

Bains-douches.

Résultats du concours pour la construction d'appareils de bains-douches..... 446

Bâtiment. — Voir LOCK-OUT.

Belgique. — Voir : ÉPARGNE; — GRÈVES; — REVUE DU TRAVAIL; — SALAIRES.

Beurreries. — Voir : LÉGISLATION DU TRAVAIL.

Blanchisseries. — Voir : HYGIÈNE ET SÉCURITÉ.

Boulangeries. — Voir : TRAVAIL DE NUIT.

Bourses du travail.

ACTES OFFICIELS : Décret du 15 octobre 1908 et rapport au Président de la République française sur la répartition aux syndicats des subventions municipales par la Commission administrative de la Bourse du travail de Paris.....	1141
Circulaire du 15 octobre 1908 du Ministre du travail aux préfets sur les subventions départementales et communales aux bourses du travail et syndicats.....	1145
BELGIQUE : Les bourses du travail en 1907.....	670

Brésil.

ACTES OFFICIELS : Circulaire du 4 juillet 1908 du Ministre du commerce et de l'industrie, rapportant la prohibition d'engager des émigrants français pour le Brésil..... 790

Budget. — Voir : MINISTÈRE DE TRAVAIL.

Buffet de gare. — Voir : REPOS HEBDOMADAIRE.

Cafés-concerts. — Voir : THÉÂTRES.

Cahier des charges. — Voir : MINES (actes officiels) ; — TRAVAUX PUBLICS.

Caisse nationale des retraites.

ACTES OFFICIELS : Décret du 15 avril 1908 modifiant l'article 16 du décret du 28 décembre 1886, portant règlement d'administration publique pour l'exécution de la loi du 20 juillet 1886 sur la Caisse nationale de retraites pour la vieillesse..... 483
 Situation et opérations en 1907 de la Caisse nationale de retraites pour la vieillesse 872

Caisses de chômage. — Voir : CHÔMAGE.

Caisses d'épargne. — Voir : ÉPARGNE.

Caissons. — Voir : HYGIÈNE ET SÉCURITÉ ; — PROTECTION LÉGALE DES TRAVAILLEURS.

Canada. — Voir : GRÈVES ; — REVUE DU TRAVAIL.

Capitalisation.

ACTES OFFICIELS : Loi du 19 décembre 1907 relative à la surveillance et au contrôle des sociétés de capitalisation..... 73
 Décret du 1^{er} avril 1908 relatif à l'enregistrement des entreprises de capitalisation 481
 Décret du 1^{er} avril 1908 relatif à la déchéance d'enregistrement des entreprises de capitalisation..... 481
 Décret du 1^{er} avril 1908 relatif aux dépenses de premier établissement des entreprises françaises de capitalisation 481
 Décret du 1^{er} avril 1908 relatif à la réserve de garantie des entreprises de capitalisation 481
 Décret du 1^{er} avril 1908 relatif au taux d'intérêt maximum et au chargement minimum d'après lesquels doivent être calculés les tarifs de versement ou cotisations des opérations à réaliser par les entreprises de capitalisation, ainsi que les réserves mathématiques..... 481
 Décret du 1^{er} avril 1908 relatif aux dépôts de valeurs à la Caisse des dépôts et consignations par les entreprises étrangères de capitalisation..... 481
 Décret du 1^{er} avril 1908 relatif à l'inscription des contrats de capitalisation..... 481
 Décret du 1^{er} avril 1908 relatif aux conditions de fonctionnement des entreprises de gestion d'opérations de capitalisation..... 481

Décret du 17 juillet 1908, portant règlement d'administration publique pour l'exécution de l'article 8 de la loi du 19 décembre 1907, relative à la surveillance et au contrôle des sociétés de capitalisation.....	786
---	-----

Cartoucheries de l'État. — Voir : PRUD'HOMMES (jurisprudence).

Cautionnement. — Voir : CONSEIL SUPÉRIEUR DU TRAVAIL.

Céruse. — Voir : HYGIÈNE ET SÉCURITÉ.

Charbon. — Voir : HYGIÈNE ET SÉCURITÉ.

Chaudières. — Voir : INSPECTION DU TRAVAIL.

Chemins de fer. — Voir : ACCIDENTS (Belgique); — ACCIDENTS DU TRAVAIL (jurisprudence); — RETRAITES.

RECETTES DES CHEMINS DE FER: États mensuels. 106, 204, 312, 413, 520, 617, 704, 814, 943, 1171, ...	161
Les chemins de fer de l'Europe au 1 ^{er} janvier 1907.....	63
GRANDE-BRETAGNE: Le conflit dans les chemins de fer; convention arbitrale....	

Chili.

Avis aux ouvriers français engagés pour le Chili.....	450
---	-----

Chômage.

ACTES OFFICIELS: Décret du 31 mars 1908 instituant une commission d'études pour le chômage résultant des crises économiques.....	376
Rapport du Ministre du travail au Président de la République et décret du 3 décembre 1908 élevant le taux maximum des subventions de l'État aux caisses des secours contre le chômage involontaire.....	1237
Arrêté du 26 décembre 1907 (travail) fixant le taux des subventions à allouer aux caisses de secours contre le chômage involontaire.....	77
Arrêté du 28 juin 1908 (travail) fixant le taux des subventions de l'État à allouer aux caisses de chômage pour les indemnités versées pendant le second semestre de 1907.....	675
CHRONIQUE LÉGISLATIVE: Secours d'extrême urgence et secours de chômage.....	490
Les subventions de l'État aux caisses de chômage pour le 1 ^{er} semestre 1907....	25
L'enquête sur le chômage dans la mégisserie et la tannerie. 34, 340, 552, 742, ...	863
Le chômage en France de 1900 à 1907.....	128
Les subventions des communes aux caisses de chômage.	552
Rapport sur les subventions aux caisses de chômage pour l'année 1907.....	969
ALLEMAGNE: Le recensement des chômeurs à Berlin du 17 novembre 1908.....	1220
BELGIQUE: Les subventions des communes et des provinces en vue de développer l'assurance-chômage.....	57
L'activité du fonds de chômage gantois de 1902 à 1907.....	586
ÉTATS-UNIS: La crise financière et le chômage pendant le 1 ^{er} trimestre 1908....	780
GRANDE-BRETAGNE: Les opérations des comités de secours contre le chômage....	64
Mesures prises par le gouvernement pour remédier à la crise industrielle actuelle.....	1134

	Pages.
Erratum au bulletin de décembre 1907 (statistique des travaux de secours en cas de chômage).....	220
Erratum au bulletin de juin 1908 (enquête sur le chômage dans la mégisserie et la tannerie).....	712
Chronique législative.	

ÉTATS MENSUELS. 80, 178, 287, 382, 489, 681, 793, 918, 1149 et 1244

Classes moyennes.

BELGIQUE : La transformation de l'Office des classes moyennes..... 363

Colonies britanniques. — Voir : REVUE DU TRAVAIL.

Commerce extérieur de la France.

ÉTATS MENSUELS (importation et exportation). 106, 203, 312, 413, 520, 617, 704, 818, 943, 1056, 1171 et 1275

Commission supérieure du travail.

ACTES OFFICIELS : Décret du 7 décembre 1907 portant nomination des membres de la Commission supérieure du travail 76

Conciliation et arbitrage. — Voir : GRÈVES.

ÉTATS MENSUELS. 16, 128, 238, 338, 438, 544, 646, 728, 844, 968, 1080 et 1199

GRANDE-BRETAGNE : Le conflit dans les chemins de fer : convention arbitrale.... 65

La conciliation et l'arbitrage en 1905 et 1906..... 272

Un tribunal permanent d'arbitrage..... 1233

NOUVELLE-ZÉLANDE : Les projets de modification de la législation sur l'arbitrage. 890

Confédération générale du travail.

CHRONIQUE LÉGISLATIVE : La Confédération générale du travail..... 1149

La situation financière des grandes organisations ouvrières françaises 1104

Congrès. — Voir : LIGUE SOCIALE D'ACHETEURS; — PROTECTION LÉGALE DES TRAVAILLEURS; — TRADE-UNIONS.

Conseils consultatifs du travail.

ACTES OFFICIELS : Loi du 17 juillet 1908 relative à l'institution des conseils consultatifs du travail..... 784

CHRONIQUE LÉGISLATIVE : Les conseils consultatifs du travail 918

Conseil supérieur d'hygiène publique. — Voir : HYGIÈNE ET SÉCURITÉ.

Conseil supérieur du travail.

1^{re} Élections.

Les élections en 1908 des représentants des conseils de prud'hommes.. 355 et 445

2^{re} 18^e session.

Ordre du jour : Modification des décrets du 10 août 1899 sur les adjudications. 991

Les cautionnements versés par les salariés..... 992

Compte rendu de la 18^e session. — Décrets du 10 août 1899 sur les conditions du travail dans les marchés de travaux

publics 1193

Les cautionnements versés par les salariés.. 1195

Questions diverses..... 1196

Consommation. — Voir : COOPÉRATION.

Contrat de travail. — Voir : DÉLAI-CONGÉ; — DURÉE DU TRAVAIL; — LOIAGE DE SERVICES.

JURISPRUDENCE : Maison ouvrière occupée par un ouvrier mineur comme condition du contrat de travail; rupture du contrat de travail mettant fin immédiatement au bail de la maison; refus d'évacuer; expulsion..... 772

Convention de Berne. — Voir : PROTECTION LÉGALE DES TRAVAILLEURS; — TRAVAIL DE NUIT.

Coopération. — Voir : CRÉDIT.

ACTES OFFICIELS : Circulaire du 26 janvier 1908 du sous-secrétaire d'État à la Guerre sur les coopératives dans les corps de troupe.....	282
Lettre du Ministre des Finances du 22 octobre 1908, relative aux immunités fiscales accordées aux parts d'intérêts et actions des sociétés ouvrières de consommation.....	1147
CHRONIQUE LÉGISLATIVE : Les coopératives vinicoles.....	80
Les coopératives militaires au Parlement.....	81
Les coopératives militaires à la Chambre des députés..	796
Les sociétés coopératives et l'impôt sur le revenu.....	797
Le crédit maritime mutuel.....	1149
Les coopératives militaires au 30 juin 1907.....	26
Encouragements accordés aux associations ouvrières de production et de crédit qui ont formulé des demandes en 1907.....	253
Statistique des associations ouvrières de production au 1 ^{er} janvier 1908.....	730
Statistique des associations ouvrières de consommation au 1 ^{er} janvier 1908.....	844 et 998
Statistique des sociétés coopératives de crédit au 1 ^{er} janvier 1908.....	1109
BELGIQUE : Le mouvement coopératif.....	361
ESPAGNE : Les institutions de coopération au 1 ^{er} novembre 1904.....	1007
ITALIE : Le mouvement coopératif à la fin de 1906.....	674
SUISSE : L'Union suisse des sociétés de consommation.....	372

Couchage du personnel. — Voir : HYGIÈNE ET SÉCURITÉ.

Courants électriques. — Voir : HYGIÈNE ET SÉCURITÉ.

Coût de la vie. — Voir : SALAIRES (Grande-Bretagne).

Crédit. — Voir : COOPÉRATION.

ACTES OFFICIELS : Loi du 14 janvier 1908 modifiant le paragraphe 1 ^{er} de la loi du 5 novembre 1894 relative à la création des sociétés de crédit agricole.....	165
Décret du 27 septembre 1908, nommant les membres de la Commission d'attribution des prêts aux sociétés de crédit immobilier, prévue par la loi du 10 avril 1908, relative à la petite propriété et aux maisons à bon marché.....	1141
CHRONIQUE LÉGISLATIVE : Projet de loi modifiant la loi du 5 novembre 1894 relative à la création de sociétés de crédit agricole..	80
Le crédit maritime mutuel.....	1149

Crise industrielle. — Voir : CHÔMAGE.

Danemark. — Voir : SALAIRES; — SECOURS MUTUELS (Société de); — SYNDICATS.

Délai-congé.

JURISPRUDENCE : Louage de services à durée indéterminée; congédiement, après vingt années de services, pour diminution de capacité de travail à la suite de maladie; observation du délai-congé d'usage; absence d'abus de droit..... 356

Délégués mineurs.

ACTES OFFICIELS : Circulaire du 5 décembre 1907 (Travail) sur les délégués mineurs débitants..... 78
Circulaire du 30 juillet 1908 du Ministre du travail adressée aux préfets sur les délégués mineurs suppléants débitants... 789
CHRONIQUE LÉGISLATIVE : Les délégués mineurs à la Chambre des députés..... 681
JURISPRUDENCE : Caisse de secours et de retraites des ouvriers mineurs; délégués mineurs; loi du 2 avril 1906; éligibilité..... 451

Dérogations aux lois réglementant le travail. — Voir : INSPECTION DU TRAVAIL.

Durée du travail. — Voir : INSPECTION DU TRAVAIL; — PROTECTION LÉGALE DES TRAVAILLEURS.

Salaires normaux et durée normale de la journée de travail à Paris, en 1907 (industries polygraphiques)..... 37
CHRONIQUE LÉGISLATIVE : Le contrôle de la durée du travail à la Chambre des députés..... 793

Émigration. — Voir : BRÉSIL; — CHILI.

ACTES OFFICIELS : Circulaire du 4 juillet 1908 du Ministre du commerce et de l'industrie aux agents d'émigration..... 790

Enfants. — Voir : FEMMES ET ENFANTS; — INSPECTION DU TRAVAIL; — PROTECTION LÉGALE DES TRAVAILLEURS.

Enquêtes de l'Office du travail. — Voir : CHÔMAGE; — PLACEMENT; — TRAVAIL À DOMICILE.

Enquêtes officielles à l'étranger sur la situation du travail. — Voir : INDUSTRIE (Petite).

Épargne.

La Caisse nationale d'épargne en 1906..... 662
Les caisses d'épargne ordinaires en 1906..... 760
Mouvement général de l'épargne en 1906..... 763
BELGIQUE : La Caisse d'épargne et de retraites en 1906..... 152
La Caisse d'épargne et de retraites en 1907..... 887
ESPAGNE : Les institutions d'épargne au 1^{er} novembre 1904..... 1007

Errata.

Au bulletin d'août 1907..... 112
Au bulletin de décembre 1907..... 220
Au bulletin de juin 1908..... 712
Au bulletin de juin 1908..... 828

Espagne. — Voir : PRÉVOYANCE.

Établissements de l'État. — Voir : MANUFACTURES; — INSPECTION DU TRAVAIL.

Établissements industriels et commerciaux. — Voir : FEMMES ET ENFANTS.

Établissements militaires.

ACTES OFFICIELS : Décret du 12 août 1908 relatif à la situation du personnel civil des établissements militaires.....	907
Circulaire du 28 août 1908 relative à l'institution d'une commission mixte, consultative pour les questions concernant l'organisation générale du travail et le fonctionnement industriel des établissements de la guerre.....	917

États-Unis. — Voir : CHÔMAGE; — GRÈVES; — REVUE DU TRAVAIL.

Exposition de Londres.

CHRONIQUE LÉGISLATIVE : Les délégués ouvriers à l'Exposition de Londres.....	796
--	-----

Fédération française des travailleurs du livre.

La situation financière des organisations ouvrières françaises.....	853
---	-----

Fédérations. — Voir : SYNDICATS.

Femmes et enfants. — Voir : PROTECTION LÉGALE DES TRAVAILLEURS; — LIVRETS; — PRUD'HOMMES (Italie); — REPOS HEBDOMADAIRE; — SALAIRES; — SURCHARGES; — TRAVAIL DE NUIT.

ACTES OFFICIELS : Décret du 3 juillet 1908, modifiant le décret du 15 juillet 1893 (travail des enfants, des filles mineures et des femmes dans les établissements industriels).....	786
Décret du 10 septembre 1908 complétant la nomenclature des travaux interdits aux enfants de moins de 18 ans....	1140
CHRONIQUE LÉGISLATIVE : Réglementation du travail des femmes et des enfants dans les établissements commerciaux.....	791
La protection des femmes en couches.....	1244

Filatures. — Les filatures de soie en 1906..... 262

Fleurs artificielles. — Voir : TRAVAIL A DOMICILE.

Fraudes alimentaires. — Voir : SYNDICATS.

Fromageries. — Voir : LÉGISLATION DU TRAVAIL.

Gares. — Voir : REPOS HEBDOMADAIRE.

Gérant de succursale. — Voir : LOUAGE DE SERVICES (jurisprudence).

Grande-Bretagne. — Voir : ACCIDENTS DU TRAVAIL; — CHEMINS DE FER; — CHÔMAGE; — CONCILIATION ET ARBITRAGE; — GRÈVES; — REVUE DU TRAVAIL.

Grèves et lock-outs.

ACTES OFFICIELS : Loi du 10 avril 1908 relative à l'amnistie.....	480
CHRONIQUE LÉGISLATIVE : Le lock-out du bâtiment à la Chambre des députés. ...	490
La grève d'Albi.....	1248
ÉTATS MENSUELS DES GRÈVES EN :	
FRANCE..... 11, 123, 231, 331, 431, 539, 639, 723, 839, 963, 1075 et	1187
ALLEMAGNE (1).....	458, 579, 880 et 1218
AUTRICHE..... 51, 148, 361, 459, 883, 886, 1006, 1132 et	1223
BELGIQUE..... 58, 152, 271, 362, 463, 584, 669, 777, 887, 1007, 1133 et	1224
CANADA..... 62, 464, 586, 671, 888, 1133 et	1224
GRANDE-BRETAGNE... 63, 157, 272, 367, 473, 587, 672, 783, 889, 1009,	1135 et 125
ITALIE..... 66, 158, 278, 476, 587, 673, 783, 889, 1135 et	1235
PAYS-BAS..... 72, 160, 477, 589, 675, 892, 1009, 1139 et	1235

Historique de certaines grèves.

RÉPUBLIQUE ARGENTINE : Le mouvement gréviste à Buenos-Ayres en 1906.....	72
--	----

Statistiques récapitulatives.

ALLEMAGNE : Les grèves et lock-outs en 1907.....	881
AUTRICHE : Les grèves et lock-outs en 1906.....	148
BELGIQUE : Les grèves et lock-outs en 1907.....	584
ESPAGNE : Les grèves en 1906.....	271
ÉTATS-UNIS : Les grèves et lock-outs de 1881 à 1905.....	465
ITALIE : Les grèves et lock-outs : 1° en 1904.....	665
2° en 1905.....	1136

Législation à l'étranger.

ÉTATS-UNIS : La législation sur les grèves (conciliation, faits de grèves); lois des états et droit commun. — Les injonctions.....	468
SUISSE : Les lois cantonales sur les grèves.....	379

Habitations à bon marché.

ACTES OFFICIELS : Loi du 10 avril 1908 relative à la petite propriété et aux maisons à bon marché.....	477
Décret du 24 août 1908, portant règlement d'administration publique pour l'exécution de la loi du 10 avril 1908, relative à la petite propriété et aux maisons à bon marché....	907
Décret du 27 septembre 1908, nommant les membres de la commission d'attribution des prêts aux sociétés de crédit immobilier, prévue par la loi du 10 avril 1908, relative à la petite propriété et aux maisons à bon marché.....	1141
Circulaire du 10 avril 1907 du Directeur général des contributions directes relative à l'application de la loi du 12 avril 1906 modifiant et complétant la loi du 30 novembre 1894 sur les habitations à bon marché.....	910
Circulaire du 25 septembre 1908 du Ministre du Travail et de la Prévoyance sociale aux préfets, sur l'application de la loi du 10 avril 1908 relative à la petite propriété et aux maisons à bon marché.....	1238

(1) États trimestriels.

CHRONIQUE LÉGISLATIVE : La petite propriété et les maisons à bon marché.....	Pages. 384
JURISPRUDENCE : Maison ouvrière occupée par un ouvrier mineur comme condition du contrat de travail; rupture du contrat de travail mettant fin immédiatement au bail de la maison; refus d'évacuer; expulsion.....	772

Hygiène et sécurité. — Voir : INSPECTION DU TRAVAIL; — NAVIRES DE PÊCHE; — SYNDICATS.

ACTES OFFICIELS : Loi du 25 novembre 1908 modifiant l'article 25 des lois des 15 février 1902 et 29 janvier 1906 sur la protection de la santé publique (composition du conseil supérieur d'hygiène publique de France).....	1236
Décret du 7 décembre 1907 modifiant le décret du 29 novembre 1904 sur l'hygiène et la sécurité des travailleurs...	76
Décret du 13 janvier 1908 déterminant les mesures de sécurité et d'hygiène auxquelles sera subordonné le droit aux primes d'armement institué par la loi du 22 juillet 1851 en faveur des navires se livrant à la pêche.....	169
Décret du 23 avril 1908 sur l'hygiène et la sécurité des travailleurs dans les travaux du plomb.....	483
Arrêté du Ministre des Travaux publics, du 21 mars 1908, sur la sécurité des distributions d'énergie électrique.....	907
Circulaire et arrêté du 8 février 1908 du Ministre des Travaux publics aux préfets sur l'emploi des appareils respiratoires dans les mines.....	280
Circulaire du 15 janvier 1908 du Ministre du Travail aux inspecteurs divisionnaires du travail sur la protection des volants, meules et engins pesants tournant à grande vitesse.	281
Circulaire du 12 mai 1908 du Ministre du Travail adressée aux inspecteurs divisionnaires du travail sur la sécurité des travailleurs dans les établissements qui emploient des courants électriques.....	910
Circulaire du 18 février 1908 du Ministre du Travail aux inspecteurs divisionnaires sur les précautions à prendre contre l'infection charbonneuse dans la manipulation des peaux, poils, cuirs, cornes, os, etc.....	283
JURISPRUDENCE : Décret du 18 juillet 1902 sur l'emploi de la céruse dans l'indu trie de la peinture; action civile exercée par l'ouvrier pour contravention au décret précité; prescription annale...	265
L'hygiène et la sécurité des travailleurs en 1906 (suite et fin).....	18
Résultats définitifs d'expériences comparatives des peintures au blanc de céruse et au blanc de zinc à l'Institut Pasteur.....	24
Couchage du personnel; — emploi du blanc de céruse dans les travaux de peinture; — manipulation du linge dans les blanchisseries; — relevé des accidents du travail.....	18

Impôt sur le revenu.

CHRONIQUE LÉGISLATIVE : Les sociétés coopératives et l'impôt sur le revenu.....	797
---	-----

Industrie (Petite).

ALLEMAGNE : Enquête sur les résultats de la loi de 1897 sur la petite industrie..	579
SUISSE : La réglementation fédérale des métiers.....	892

Injonctions. — Voir : GRÈVES ET LOCK-OUTS (États-Unis)

Inspection du travail. — Voir : HYGIÈNE ET SÉCURITÉ; — LÉGISLATION DU TRAVAIL; — LIVRETS.

JURISPRUDENCE : Inspection du travail; établissements de l'État; procès-verbal dressé par un inspecteur du travail à un directeur de poudrerie pour défaut de déclaration d'accident; validité.....	665
APPLICATION DES LOIS RÉGLEMENTANT LE TRAVAIL EN 1907. Ateliers de famille; — âge d'admission; — durée du travail; — travail de nuit et des jours fériés; — tolérances accordées par les inspecteurs; — livrets, registres, affichage, — repos hebdomadaire; — hygiène et sécurité; — établissements spéciaux; commissions départementales; — pénalités.....	1081, 1197
AUTRICHE : L'inspection du travail en 1906.....	52
SUISSE : L'inspection fédérale des fabriques en 1906 et 1907.....	892

Installation des ateliers. — Voir INSPECTION DU TRAVAIL.

Invalidité. — Voir : ASSISTANCE; — INVALIDES DE LA MARINE; — RETRAITES.

Invalides de la Marine.

ACTES OFFICIELS : Loi du 14 juillet 1908, concernant les pensions sur la caisse des invalides de la marine.....	897
Décret du 16 août 1908, relatif à l'application de la loi du 4 juillet 1908 sur les pensions des inscrits maritimes.....	907
CHRONIQUE LÉGISLATIVE : La caisse des invalides de la marine.....	178

Italie. — Voir : GRÈVES.

Jury criminel.

ACTES OFFICIELS : Loi du 17 juillet 1908 allouant une indemnité aux membres du jury criminel qui n'ont pas droit à l'indemnité de séjour établie par la loi du 19 mars 1907.....	784
Décret du 17 juillet 1908 portant fixation de l'indemnité spéciale à allouer aux membres du jury criminel qui n'ont pas droit à l'indemnité de séjour.....	786
Circulaire du 18 juillet 1908 du Garde des sceaux, Ministre de la Justice et des Cultes, à MM. les premiers présidents et les procureurs généraux des cours d'appel de France et d'Algérie, relative à l'application de la loi du 17 juillet 1908....	788

Laiteries. — Voir : LÉGISLATION DU TRAVAIL.

Législation du travail. — Voir : INSPECTION DU TRAVAIL; — PROTECTION LÉGALE DES TRAVAILLEURS, ainsi qu'aux diverses rubriques. Voir également la liste chronologique des actes et documents officiels.

ACTES OFFICIELS : Circulaire du 29 octobre 1908 du Ministre du Travail aux inspecteurs divisionnaires du travail sur l'application de la réglementation du travail aux beurrieres, fromageries et laiteries industrielles.....	1145
Application des lois réglementant le travail.....	1081 et 1197
La législation ouvrière en Tunisie.....	765

Ligues sociales d'acheteurs.

Première conférence internationale des ligues sociales d'acheteurs à Genève.....	996
--	-----

Linge sale. — Voir : INSPECTION DU TRAVAIL.

Livrets. — Voir : INSPECTION DU TRAVAIL.

ACTES OFFICIELS : Circulaire du 14 avril 1908, sur la délivrance des livrets de travail aux enfants employés dans les établissements industriels.....	488
JURISPRUDENCE : Livrets de travail des enfants de moins de 18 ans; enfants étrangers; impossibilité de suppléer aux livrets prévus par l'article 10 de la loi de 1892 par des livrets émanés d'une autorité étrangère.....	664

Lock-outs. — Voir : GRÈVES.

CHRONIQUE LÉGISLATIVE : Le lock-out du bâtiment à la Chambre des Députés...	490
---	-----

Logements. — Voir : CONTRAT DE TRAVAIL; — INSPECTION DU TRAVAIL.

Louage de services.

JURISPRUDENCE : Louage de services à durée indéterminée; congédiement, après vingt années de services, pour diminution de capacité de travail à la suite de maladie; observation du délai-congé d'usage; absence d'abus de droit.....	356
Engagement à la journée; contrat à durée déterminée; défaut de renouvellement, absence d'abus de droit.....	451
Gérant de succursale; contrat de louage de services; rétribution au moyen de remises avec minimum annuel garanti; rétribution proportionnelle pour la période antérieure à l'ouverture de l'établissement. — Rupture du contrat de louage de services; nécessité de prouver, outre le préjudice, la faute de l'auteur de la rupture.....	877

Loyers. — Voir : SALAIRES (Grande Bretagne).

Maladie (assurance contre la). — Voir : SOCIÉTÉS DE SECOURS MUTUELS.

ALLEMAGNE : L'assurance contre la maladie en 1904 et en 1905.....	47
AUTRICHE : L'assurance contre la maladie en 1905.....	460
DANEMARK : Subventions de l'État aux caisses mutuelles de maladie.....	464

Maladies professionnelles. — Voir : HYGIÈNE ET SÉCURITÉ; — PROTECTION LÉGALE DES TRAVAILLEURS.

Manufactures de l'État.

Les manufactures de tabac et d'allumettes en 1906.....	248
--	-----

Marine. — Voir : ACCIDENTS; — ARSENAUX; — INVALIDES.

Mégisserie. — Voir : CHÔMAGE.

Minérale (industrie).

L'industrie minérale en France en 1906.....	135
Les accidents dans les mines et autres exploitations minérales en 1906.....	259
Les accidents de chaudières en 1906.....	259

Mines et mineurs. — Voir : CONTRAT DE TRAVAIL; — DÉLÉGUÉS MINEURS; — MINÉRALE (INDUSTRIE); — REPOS HEBDOMADAIRE; — RETRAITES.

ACTES OFFICIELS : Avis du Conseil d'État relatif à l'insertion de clauses nouvelles dans les cahiers des charges des concessions minières.	174
Circulaire et arrêté du 8 février 1908 du Ministre des travaux publics aux préfets sur l'emploi des appareils respiratoires dans les mines.	280
Les sociétés de secours mutuels des ouvriers et employés des mines en 1906.	260
La situation financière des organisations ouvrières françaises.	440

Ministère du travail et de la prévoyance sociale.

CHRONIQUE LÉGISLATIVE : Le budget du Ministère du travail à la Chambre.... 1245

Mouvement syndical. — Voir : SYNDICATS.

Mutualité. — Voir : SECOURS MUTUELS.

Navires de pêche.

ACTES OFFICIELS : Décret du 13 janvier 1908 déterminant les mesures de sécurité et d'hygiène auxquelles sera subordonné le droit aux primes d'armement institué par la loi du 22 juillet 1851 en faveur des navires se livrant à la pêche.

Nouvelle-Zélande. — Voir : CONCILIATION ET ARBITRAGE; — RETRAITES; — REVUE DU TRAVAIL.

Office international du travail. — Voir : PROTECTION LÉGALE DES TRAVAILLEURS.

Office des classes moyennes. — Voir : CLASSES MOYENNES.

Offices du travail. — Voir : CLASSES MOYENNES.

AUTRICHE : Création d'une section du travail au Ministère du commerce..... 775

Organisations ouvrières. — Voir : CONFÉDÉRATION GÉNÉRALE DU TRAVAIL; — COOPÉRATION; — FÉDÉRATION DES TRAVAILLEURS DU LIVRE; — MINES; — SYNDICATS.

Ouvriers de l'État. — Voir : INSPECTION DU TRAVAIL; — MANUFACTURES DE L'ÉTAT; — PRUD'HOMMES (jurisprudence); — RETRAITES.

Pays-Bas. — Voir : GRÈVES; — REVUE DU TRAVAIL.

Phosphore blanc. — Voir : HYGIÈNE ET SÉCURITÉ; — PROTECTION LÉGALE DES TRAVAILLEURS.

Placement.

JURISPRUDENCE : Loi du 14 mars 1904; suppression de tous les bureaux payants se livrant au placement des employés de commerce et spécialement de ceux de l'alimentation; obligation de rapporter également l'autorisation des bureaux pour employés et domestiques, en tant qu'elle concerne le placement des employés.	267
Bureau de placement municipal; placement d'une domestique sans s'être assuré de son identité; responsabilité.	454

PLACEMENT GRATUIT, ÉTATS TRIMESTRIELS : 3^e trimestre 1907 : Bureaux municipaux, 205; — Bourses du travail, 206; — Syndicats patronaux, 207; — Sociétés de secours mutuels, 208; — Sociétés diverses, 209; — Syndicats professionnels ouvriers et mixtes en dehors des bourses du travail, 210.

ALLEMAGNE : Placement gratuit : états mensuels, 46, 146 269, 360, 458, 578, 668, 774, 880, 999, 1127 et 1217

AUTRICHE : Placement gratuit : états mensuels, 51, 148, 270, 361, 459, 583, 668, 775, 886, 1006, 1132 et 1223

Statistique récapitulative.

AUTRICHE : Le placement en 1906..... 148

Enquête de l'Office du travail.

Enquête sur le placement à Paris depuis la loi du 14 mars 1904 (2^e partie):

I. EMPLOYÉS DE COMMERCE, DE BANQUE ET D'INDUSTRIE : 546; — II. EMPLOYÉS DE MARCHANDS DE COMESTIBLES : 647; — III. DOMESTIQUES EN TOUS GENRES : 750 et 856; — IV. GARÇONS ÉPICIERS : 986; — V. GARÇONS MEUNIERs : 989; — VI. MEMBRES DE L'ENSEIGNEMENT : 1098.

Erratum au bulletin de juin 1908 (placement des employés de commerce)..... 712

Plomb. — Voir : HYGIÈNE ET SÉCURITÉ; — PROTECTION LÉGALE DES TRAVAILLEURS.

Erratum au bulletin d'août 1907 (les composés du plomb dans la peinture en bâtiment)..... 112

Poisons industriels. — Voir : HYGIÈNE ET SÉCURITÉ; — PROTECTION LÉGALE DES TRAVAILLEURS.

Postes et télégraphes. — Voir : SALAIRES.

Poudreries. — Voir : INSPECTION DU TRAVAIL; — SALAIRES.

Prévoyance.

ESPAGNE : Les institutions de prévoyance au 1^{er} novembre 1904..... 1007

Prisons. — Voir : TRAVAIL DANS LES PRISONS.

Prix courants divers. — Voir : ALIMENTATION.

Production. — Voir : COOPÉRATION.

Propriété (petite). — Voir : HABITATIONS À BON MARCHÉ.

Protection légale des travailleurs.

La 5^e assemblée des délégués de l'Association internationale pour la protection légale des travailleurs à Lucerne :

1^o Situation de l'Association et publication du bulletin de l'Office international du travail... 1119
2^o VŒUX ADOPTÉS : Conventions internationales, 1120; — Exécution des lois protectrices du travail; travail des enfants; travail de nuit des jeunes ouvriers, 1121; — Durée maxima de la journée de travail; 1122, — Travail à domicile; poisons industriels (phosphore blanc, plomb), 1123; — Travaux dans les caissons; assurances ouvrières; traitement des étrangers en cas d'accidents du travail, 1125.

Prud'hommes.

Pages.

ACTES OFFICIELS : Loi du 13 novembre 1908 complétant l'article 40 de la loi du 27 mars 1907, concernant les conseils de prud'hommes...	1236
Loi du 15 novembre 1908 conférant aux femmes l'éligibilité aux conseils de prud'hommes.....	1236
Décret du 18 mars 1908 créant un conseil de prud'hommes à Fraize (Vosges).....	376
Décret du 23 mars 1908 portant réorganisation du conseil de prud'hommes de Paris.....	376
Décret du 4 avril 1908 portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi du 27 mars 1907 sur les conseils de prud'hommes, et fixant les traitements des secrétaires et des secrétaires-adjoints.....	483
Décret du 29 avril 1908 complétant l'article 1 ^{er} du décret du 28 décembre 1900 relatif à la compétence du Conseil des prud'hommes de Saint-Malo.....	590
Décret du 20 juin 1908 portant création d'un Conseil de prud'hommes à Saint-Yrieix.....	675
Décret du 15 août 1908 concernant les émoluments des inter-prètes attachés aux conseils de prud'hommes d'Algérie.....	907
Décret du 7 septembre 1908 concernant le Conseil de prud'hommes du Havre.....	1236
Circulaire du 10 septembre 1908 du Ministre de la Justice sur l'établissement des listes électorales aux conseils de prud'hommes.....	1025
CHRONIQUE LÉGISLATIVE : La compétence des conseils de prud'hommes.....	482
JURISPRUDENCE : Prud'hommes; commerce; extension de compétence subordonnée à la promulgation d'un décret instituant une section commerciale.....	266
Conseil de prud'hommes de Paris; monteur en bronze employé chez un ébéniste; compétence de la section des métaux et industries diverses et non de la section du bâtiment.....	357
Conseil de prud'hommes; motifs de renvoi allégués par l'ouvrier et déniés par le patron; affirmations de l'ouvrier prises pour base unique de la décision du conseil; cassation.....	358
Conseil de prud'hommes; électorat, inscription sur la liste électorale; présomption en faveur de l'électorat pouvant être combattue par la preuve contraire; — Ouvrier employé dans une cartoucherie de l'État, absence de caractère commercial ou industriel des entreprises de l'État, quelle qu'en soit la nature; non-éligibilité des ouvriers de l'État au conseil de prud'hommes tant qu'ils travaillent habituellement et exclusivement au service de l'État.....	576
Conseil de prud'hommes; confection des listes électorales; l'électeur exerçant plusieurs professions appartenant à des catégories diverses ne peut se faire inscrire que dans une seule de ces catégories, même si elles sont classées dans des sections différentes.....	876
Les conseils de prud'hommes : 1 ^o en 1904.....	137
2 ^o en 1905.....	658
L'application de la loi du 27 mars 1907 sur les conseils de prud'hommes.....	352
Les élections des délégués des prud'hommes au Conseil supérieur du travail.....	355 et 445
ITALIE : Les élections aux conseils de prud'hommes et la participation des femmes.....	587

Réglementation du travail. — Voir : INSPECTION DU TRAVAIL.

Règlement d'atelier.

JURISPRUDENCE : Règlement d'atelier; maintien de l'affichage dans les ateliers du règlement arrêté par le prédécesseur; validité. 879

Repos hebdomadaire. — Voir : INSPECTION DU TRAVAIL.

ACTES OFFICIELS : Loi du 10 avril 1908 relative à l'amnistie.....	480
Décret du 10 septembre 1908 complétant la nomenclature des établissements ayant le droit de donner le repos hebdomadaire par roulement.....	1140
Arrêté du 17 avril 1908 du Ministre des travaux publics sur les heures d'ouverture et de fermeture des gares de marchandises les jours de semaine et les dimanches et jours de fêtes.....	677
Circulaire du 2 décembre 1907 (Travail) sur l'assujettissement des élèves-pharmaciens à la loi du 13 juillet 1906.....	77
Circulaire du 5 avril 1908 sur la suspension du repos hebdomadaire en ce qui concerne les enfants et les femmes.....	4
Circulaire du 27 avril 1908 du Ministre de la guerre relative à l'application dans les établissements militaires de la loi du 13 juillet 1906, établissant le repos hebdomadaire en faveur des employés et ouvriers.....	590
Circulaire du 14 mai 1908 du Ministre des travaux publics aux administrateurs des compagnies de chemins de fer sur les dérogations à l'arrêté du 17 avril 1908 sur les heures d'ouverture et de fermeture des gares de marchandises.....	678
Circulaire du 1 ^{er} juillet 1908 du Ministre du travail aux ingénieurs en chef des Mines sur l'application de la loi sur le repos hebdomadaire dans les mines.....	913
Circulaire du 29 octobre 1908 du Ministre du travail aux inspecteurs divisionnaires du travail sur l'application de la réglementation du travail aux beurreries, fromageries et laiteries industrielles.....	1145
CHRONIQUE LÉGISLATIVE : Le repos hebdomadaire à la Chambre des députés...	80
Le repos hebdomadaire et l'amnistie.....	383
JURISPRUDENCE : Cessation le jour du repos de tout travail, quelle que soit son importance.....	143
Engagement verbal pris par tous les pharmaciens d'une ville de fermer le dimanche à midi leurs pharmacies, sauf une, à tour de rôle; dénonciation intempestive de l'engagement par un des contractants; dommages-intérêts.....	263
Employé participant aux bénéfices; assujettissement à la loi du 13 juillet 1906.....	264
Mentions inexactes inscrites sciemment sur le registre de roulement; obstacle à l'accomplissement des devoirs de l'inspecteur.....	358
Buffet de gare; repos d'une demi-journée par semaine et par roulement avec une journée entière par mois; mode de repos non prévu par la loi; prétendue tolérance; motif de relaxe non admissible.....	359
Convention conclue entre une compagnie de tramways et le syndicat des employés de tramways; — Loi du 13 juillet 1906; obligations nouvelles imposées à l'employeur en ce qui concerne le paiement du salaire des jours de repos prévu par la convention syndicale.....	452

	Pages.
Suspension du repos hebdomadaire dans les établissements de commerce au détail les dimanches coïncidant avec les jours de fête locale désignés par arrêté municipal; inapplicabilité aux ouvriers travaillant dans des ateliers dépendant de ces établissements.....	878
Travailleur occupé accidentellement, à titre d'extra, le jour du repos collectif; inapplicabilité de la loi du 13 juillet 1906.	1213
Bullet de gare de chemin de fer; applicabilité de la loi du 13 juillet 1906.....	1213
TUNISIE : Décret du 17 juillet 1908 sur le repos hebdomadaire.....	765

Retraites. — Voir : CAPITALISATION; — ÉPARGNE (Belgique); — INVALIDITÉ.

ACTES OFFICIELS : Articles 48, 49 et 50 de la loi de finances du 31 décembre 1907 sur l'amélioration des retraites des ouvriers mineurs.	162
Loi du 14 avril 1908 concernant les retraites des ouvriers mineurs.....	480
Loi du 29 avril 1908 approuvant une convention entre la ville de Paris et les liquidateurs de la Compagnie parisienne du gaz, concernant le service des pensions et secours annuels au personnel et la remise des fonds des caisses de retraites.	480
Circulaire du 26 février 1908, adressée par le Ministre du travail aux préfets, portant instructions pour l'exécution des lois des 31 mars 1908, 22 avril 1905, 17 avril 1906 et 31 décembre 1907 sur l'amélioration des retraites des ouvriers mineurs.....	679
Circulaire du 11 mai 1908, adressée par le Ministre du travail aux préfets, sur l'application de la loi du 14 avril 1908 sur l'amélioration des retraites des ouvriers mineurs.....	679
CHRONIQUE LÉGISLATIVE : Retraites des ouvriers mineurs.....	179 et 384
Les retraites ouvrières au Parlement.....	382
JURISPRUDENCE : Caisses de secours et de retraites des ouvriers mineurs; délégués mineurs; loi du 2 avril 1906; éligibilité.....	451
Non-cumul d'une pension de retraite avec la rente forfaitaire prévue par la loi de 1898 sur les accidents du travail.....	1117
Institutions de retraites en faveur du personnel des chemins de fer de l'État....	36
AUSTRALASIE : Les retraites pour la vieillesse en Nouvelle-Zélande.....	1221

Retraites (Caisse nationale des). — Voir : CAISSE NATIONALES DES RETRAITES.

Revue du travail.

Le *Bulletin* commence chaque mois une *Revue du travail* en France; il contient aussi, d'ordinaire, une *Revue du travail* en Allemagne, en Belgique, au Canada, aux États-Unis, en Grande-Bretagne, aux Pays-Bas.

Pour la France, cette *Revue* est complétée :

- 1° Par une situation par industries;
- 2° Par l'analyse des renseignements fournis par les chambres de commerce, conseils de prud'hommes, associations patronales, etc., et par les correspondants;
- 3° Par des renseignements fournis par les chambres syndicales ouvrières.

Les paginations qui correspondent, pour chaque mois, à ces différentes rubriques, sont indiquées dans le tableau ci-dessous :

FRANCE				REVUE DU TRAVAIL À L'ÉTRANGER.							
DATE	MOIS auxquels se rapportent les faits constatés (sauf indication contraire).	Situa- tion par indus- tries.	Renseignements		MOIS auxquels se rapportent les faits constatés (sauf indication contraire).	Alle- magne	Bel- gique.	Canada.	États- Unis.	Gran- de- Bre- tagne.	Pays- Bas.
Bulle- tins.			des associa- tions patro- nales.	des associa- tions ou- vrières.							
—	—	Pages.	Pages.	Pages.	—	Pages.	Pages.	Pages.	Pages.	Pages.	Pages.
Janv. Déc. 1907		2	82 ⁽²⁾	89	Nov. 1907.	46	57	62 ⁽¹⁾	62	62	72
Fév. Janv. 1908		114	181 ⁽⁴⁾	186	Décembre.	146	151	#	156	156	160
Mars. Février...		222	288 ⁽³⁾	292	Janv. 1908	269	270	#	272	272	#
Avril. Mars....		322	385 ⁽³⁾	392	Février...	360	361	#	363	367	#
Mai. Avril....		422	494 ⁽⁶⁾	502	Mars.....	458	463	464 ⁽³⁾	465	472	#
Juin. Mai.....		530	594 ⁽⁶⁾	599	Avril.....	578	583	586 ⁽³⁾	586	587	589
Juil. Juin.....		630	682 ⁽⁶⁾	687	Mai.....	668	669	671 ⁽⁵⁾	672	672	675
Août. Juillet...		714	798 ⁽¹⁰⁾	801	Juin.....	774	776	780 ⁽⁷⁾	780	783	#
Sept. Août....		830	920 ⁽¹⁰⁾	926	Juillet....	880	886	888 ⁽⁸⁾	889	889	892 ⁽⁹⁾
Oct. Septembre		954	1026 ⁽¹⁰⁾	1036	Août.....	999	1006	#	1009	1009	1009
Nov. Octobre...		1066	1151 ⁽¹⁰⁾	1154	Septembre	1127	1132	1133 ⁽¹¹⁾	1133	1133	1139
Déc. Nov.....		1178	1251 ⁽¹²⁾	1257	Octobre..	1217	1223	1224 ⁽¹³⁾	1224	1225	1235

Voir en outre : Revue du travail dans les colonies britanniques (Australie, Nouvelle-Zélande, Afrique du Sud), p. 153.

Statistiques récapitulatives.

ALLEMAGNE : Le marché du travail en 1907.....	146
GRANDE-BRETAGNE : Le marché du travail et la situation économique en 1907..	157
Erratum au numéro du juin 1908 (Revue du travail et renseignements fournis par les associations patronales).....	528

Salaires.

ACTES OFFICIELS : Décret du 28 avril 1908 fixant le salaire journalier de début des lingères et des femmes de service de Paris (postes et télégraphes).....	590
CHRONIQUE LÉGISLATIVE : Licenciement des ouvriers des établissements de l'artillerie et des poudres et salpêtres.....	681

⁽¹⁾ En septembre 1907.

⁽²⁾ Pendant le 3^e trimestre 1907.

⁽³⁾ Pendant le 4^e trimestre 1907.

⁽⁴⁾ En janvier et février 1908.

⁽⁵⁾ En mars et avril 1908.

⁽⁶⁾ Pendant le 1^{er} trimestre 1908.

⁽⁷⁾ En mai 1908.

⁽⁸⁾ En juin 1908.

⁽⁹⁾ En juin et juillet 1908.

⁽¹⁰⁾ Pendant le 2^e trimestre 1908.

⁽¹¹⁾ En juillet 1908.

⁽¹²⁾ Pendant le 3^e trimestre 1908.

⁽¹³⁾ En août 1908.

	Pages.
JURISPRUDENCE : Décrets du 10 août 1889 sur les conditions du travail dans les marchés de travaux publics; convention fixant le salaire à un taux inférieur au taux inscrit au cahier des charges; validité.	578
Salaires normaux et durée normale de la journée de travail à Paris en 1907 (industries polygraphiques).....	37
AUSTRALASIE (Victoria) : Les tribunaux de salaire en 1908	774
DANEMARK : Salaires et durée du travail en 1907	155
BELGIQUE : Salaires et durée du travail dans l'industrie des métaux.....	777
GRANDE-BRETAGNE : Enquête sur les loyers, le coût de la vie et les salaires dans le Royaume-Uni en octobre 1905.....	1229
 Secours mutuels (Société de). — Voir : DÉLÉGUÉS MINEURS (Jurisprudence); — MALADIE.	
ACTES OFFICIELS : Circulaire du 21 janvier 1908 du Ministre du Travail aux préfets sur l'approbation des statuts des sociétés de secours mutuels autorisées antérieurement à la loi du 1 ^{er} avril 1898.....	485
CHRONIQUE LÉGISLATIVE : Les sociétés de secours mutuels militaires.....	489
Les sociétés de secours mutuels en 1903.....	241
Les sociétés de secours mutuels des ouvriers et employés des mines en 1906...	260
DANEMARK : Subvention de l'État aux caisses mutuelles de maladie.....	464
 Secrétariats ouvriers.	
ALLEMAGNE : Les secrétariats ouvriers en 1907.....	1218
 Sécurité. — Voir : HYGIÈNE.	
 Substances facilement inflammables. — Voir : INSPECTION DU TRAVAIL.	
 Suisse. — Voir : INDUSTRIE (petite); — INSPECTION DU TRAVAIL.	
 Surcharges.	
ACTES OFFICIELS : Décret du 7 mars 1908 sur les surcharges des enfants et des femmes.....	374
Circulaire du 4 avril 1908 du Ministre du Travail, sur les surcharges des enfants et des femmes employés dans les établissements industriels.....	486
 Syndicats. — Voir : BOURSES DU TRAVAIL; — SECRÉTARIATS OUVRIERS.	
ACTES OFFICIELS : Loi du 5 août 1908 modifiant l'article 11 de la loi du 1 ^{er} août 1905 sur la répression des fraudes dans la vente des marchandises et des falsifications des denrées alimentaires et des produits agricoles et complétant cette loi par un article additionnel.....	906
Décret du 15 octobre 1908 et rapport au Président de la République française sur la répartition aux syndicats des subventions municipales par la Commission administrative de la Bourse du Travail de Paris.....	1141
Circulaire du 15 octobre 1908 du Ministre du Travail aux préfets sur les subventions départementales et communales aux bourses du travail et syndicats.....	1145
JURISPRUDENCE : Ouverture de magasins de vente; contraventions à la loi du 24 mars 1884.....	40

	Pages.
Contravention aux lois sur l'hygiène et la sécurité des travailleurs; intervention du syndicat ouvrier comme partie civile; question d'espèce intéressant la sécurité des ouvriers en général; admission.....	43
Convention conclue entre une compagnie de tramways et le syndicat des employés de tramways; cumul de l'action individuelle des employés et de l'action collective du syndicat.....	452
Syndicat professionnel; commission de gestion non prévue par les statuts; commission de contrôle n'ayant qu'un mandat de surveillance; absence de qualité pour poursuivre en référé la nomination d'un séquestre.....	456
Syndicat professionnel formé entre personnes employées dans des professions étrangères les unes aux autres; admission d'employés des administrations publiques; syndicat irrégulièrement constitué.....	572
Syndicat professionnel agricole; revente au détail aux adhérents de marchandises d'utilisation ménagère; opération commerciale non autorisée par la loi du 21 mars 1884 ni par les lois des 5 novembre 1894, 17 novembre 1897 et 19 avril 1905.....	572
Refus d'embaucher des ouvriers syndiqués et injonction aux ouvriers déjà embauchés de se retirer du syndicat sous menace de congédiement; abus de droit; dommages-intérêts.....	574
Limitation du patrimoine mobilier des syndicats professionnels aux éléments susceptibles de concourir à la défense des intérêts collectifs représentés par le syndicat; impossibilité pour un syndicat de posséder une marque de fabrique ou de commerce.....	663
Syndicat professionnel; le droit de se porter partie civile dans des poursuites pénales est subordonné à la condition que les intérêts collectifs que le syndicat représente soient directement lésés par le fait poursuivi.....	771
Syndicats d'employés de commerce et d'industrie; droit d'ester en justice.....	874
ÉTATS MENSUELS du mouvement syndical 107, 214, 314, 414, 522, 619, 705, 820, 944, 1057, 1172 et	1276
La situation financière des grandes organisations ouvrières françaises : I. Mines : 440; — II. La Fédération française des travailleurs du Livre : 853; — III. La Confédération générale du travail : 1104.	
ALLEMAGNE : Le mouvement syndical en 1907.....	1000
DANEMARK : Les syndicats ouvriers en 1907.....	154
ÉTATS-UNIS : La Fédération américaine du travail, son organisation, son rôle...	364
GRANDE-BRETAGNE : Les Trade-Unions et fédérations en 1906.....	368
Le 41 ^e congrès des Trade-Unions.....	1225

Tabacs. — Voir : MANUFACTURES DE L'ÉTAT.

Tannerie. — Voir CHÔMAGE.

Théâtres et cafés-concerts. — Voir : INSPECTION DU TRAVAIL.

Circulaire du 10 août 1908, du Président du Conseil, Ministre de l'Intérieur, aux préfets, sur la protection des artistes de cafés-concerts..... 1143

Tolérances et dérogations aux lois réglementant le travail. — Voir : INSPECTION DU TRAVAIL.

Trade-unions. — Voir : **SYNDICATS.**

Travail à domicile. — Voir : **PROTECTION LÉGALE DES TRAVAILLEURS.**

L'enquête sur le travail à domicile dans l'industrie des fleurs artificielles..... 137

Travail dans les prisons.

CHRONIQUE LÉGISLATIVE : Le travail dans les prisons..... 1249

Le travail dans les prisons et autres établissements pénitentiaires en 1905..... 139

Travail de nuit. — Voir : **INSPECTION DU TRAVAIL;** — **PROTECTION LÉGALE DES TRAVAILLEURS.**

ACTES OFFICIELS : Loi du 15 juillet 1908 relative à la ratification de la convention internationale de Berne sur le travail de nuit des femmes employées dans l'industrie..... 784

Décret du 3 juillet 1908 modifiant les articles 3 et 5 du décret du 5 juillet 1893 modifié déterminant les dérogations relatives au travail de nuit et à la durée du travail de nuit, et à la durée du travail des enfants et des femmes..... 1140

ITALIE : L'abolition du travail de nuit dans la boulangerie..... 158

Travaux législatifs.

État, au 1^{er} janvier 1908, des projets et propositions de loi relatifs aux questions ouvrières et sociales, soumis à l'examen du parlement..... 1 à XVII

ÉTATS MENSUELS..... 79, 177, 286, 379, 492, 593, 681, 791, 1147 et 1242

Travaux publics. — Voir : **CONSEIL SUPÉRIEUR DU TRAVAIL.**

ACTES OFFICIELS : Rapport et décret du 22 juin 1908, instituant une commission interministérielle pour l'étude des questions relatives aux adjudications des travaux publics..... 675

Circulaire du 12 juillet 1908 adressée par le Ministre du travail aux préfets sur le paiement des salaires inscrits aux cahiers des charges des marchés de travaux publics passés par l'État, les départements et les communes..... 786
(Voir erratum, *Bulletin* de janvier 1909, p. 124.)

JURISPRUDENCE : Décrets du 10 août 1899 sur les conditions du travail dans les marchés de travaux publics; convention fixant le salaire à un taux inférieur au taux inscrit au cahier des charges; validité..... 577

Note sur l'application des décrets du 10 août 1899 par la préfecture de la Seine. 1094

Tunisie. — Voir : **ACCIDENTS DU TRAVAIL;** — **REPOS HEBDOMADAIRE.**

La législation ouvrière en Tunisie..... 765

Ventilation. — Voir : **HYGIÈNE ET SÉCURITÉ.**

Victoria. — Voir : **SALAIRES.**

Zinc (blanc de). — Voir : **HYGIÈNE ET SÉCURITÉ.**

